

MAURICE BARRÈS

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE
PRÉSIDENT DE LA LIGUE DES PATRIOTES

L'ÂME FRANÇAISE ET LA GUERRE



L'UNION SACRÉE

PARIS

ÉMILE-PAUL FRÈRES, ÉDITEURS

100, RUE DU FAUBOURG-SAINT-HONORÉ, 100

PLACE BEAUVAU

—
1916

OEUVRES DE MAURICE BARRÈS

Collection à 3 fr. 50 c.

LE CULTE DU MOI

* SOUS L'ŒIL DES BARBARES	1 vol.
** UN HOMME LIBRE	—
*** LE JARDIN DE BÉRÉNICE	—

LE ROMAN DE L'ÉNERGIE NATIONALE

* LES DÉRACINÉS	1 vol.
** L'APPEL AU SOLDAT	—
*** LEURS FIGURES	—

LES BASTIONS DE L'EST

* AU SERVICE DE L'ALLEMAGNE	1 vol.
** COLETTE BAUDOCHÉ, histoire d'une jeune fille de Metz. . .	—

L'ÂME FRANÇAISE ET LA GUERRE

* L'UNION SACRÉE (2 août-31 octobre 1914)	1 vol.
** LES SAINTS DE LA FRANCE (4 ^{er} novembre 1914-1 ^{er} janvier 1915) .	—
*** LA CROIX DE GUERRE (2 janvier-11 mars 1915)	—

L'ENNEMI DES LOIS.	1 vol.
DU SANG, DE LA VOLUPTÉ ET DE LA MORT	—
AMORI ET DOLORI SACRUM (<i>La Mort de Venise</i>).	—
LES AMITIÉS FRANÇAISES.	—
SCÈNES ET DOCTRINES DU NATIONALISME	—
LE VOYAGE DE SPARTE.	—
GRECO OU LE SECRET DE TOLÈDE	—
LA COLLINE INSPIRÉE	—
HUIT JOURS CHEZ M. RENAN	—
LA GRANDE PITIÉ DES ÉGLISES DE FRANCE	—

ADIEU A MORÉAS. Une brochure	Prix 1 fr.
UN DISCOURS A METZ (15 août 1911). Une brochure	Prix 1 fr.
DANS LE CLOAQUE.	Prix 2 fr.

D
516
B35
1916
t. 1.
cop 2

Justification du tirage

N° 10,366



1068139

Je redonne ici mes articles quotidiens de l'Écho de Paris pendant les premiers mois de la guerre. Ces pages offriront un intérêt au lecteur dans la mesure où elles conservent l'émotion, la couleur morale de ces journées tragiques. Elles n'apprendront rien des événements à personne. Nous savions si peu de choses, et ce peu même, nous n'étions pas autorisés à le dire! J'ai laissé les fausses nouvelles. Nos erreurs de fait, nos espérances trop hâtives ne sont-elles pas quelque chose de l'atmosphère que nous respirions?

Je me suis borné à introduire, d'espace en espace, dans la suite de ces articles, l'indication

des étapes. On peut distinguer dans la période qu'embrasse ce premier recueil et qui va de la déclaration de guerre jusqu'au 1^{er} novembre, quatre phases. Et en tête de chacune, j'ai cru bon de résumer rapidement les opérations militaires dont mes articles faisaient au jour le jour le commentaire. Ce résumé, je l'ai établi sur des documents que j'ai tout lieu de croire très sûrs.

M. B.

L'UNION SACRÉE

A LA VEILLE DE LA GUERRE

I

LA LIGUE DES PATRIOTES CHOISIT UN SUCCESSEUR A DÉROULÈDE

Paul Déroulède était mort depuis six mois. Le 12 juillet 1914, la Ligue des Patriotes se réunit pour lui donner un successeur. Sur la proposition de ses lieutenants, elle me fit l'honneur de m'élire par une acclamation unanime. Je remerciai en ces termes.

Patriotes,

J'accepte cet honneur et cette tâche. J'accepte, pour obéir à la volonté suprême de Paul Déroulède; pour me conformer au désir unanime de ses lieutenants fidèles, dont Galli et Marcel Habert viennent de se faire les interprètes; pour répondre à votre acclamation. A vous tous, patriotes, merci.

Il n'appartiendrait à personne, à cette heure, de remplir le vide laissé par la mort de notre chef. Quelle place Paul Déroulède tenait dans le cœur de la France, on l'a mesuré au jour des obsèques nationales que, spontanément, Paris lui a décernées ! Mais nous continuerons, tous ensemble, sa tâche qui était de travailler continuellement à l'union de tous les Français autour de la revendication des provinces perdues.

La première démarche du président de la Ligue des Patriotes sera pour saluer, dimanche prochain, la statue de Jeanne d'Arc la Lorraine, sur l'emplacement même où la Sainte de la Patrie a versé son sang et pour porter les fleurs du souvenir et de l'espérance à la statue de Strasbourg. Vivent l'Alsace et la Lorraine, quand même !

Notre première déclaration, c'est de reprendre, ce soir, la grande parole initiale sur laquelle fut bâtie toute la Ligue : « Républicains, Bonapartistes, Légitimistes, Orléanistes, ce ne sont là, chez nous, que des prénoms. C'est Patriote le nom de famille. »

La Ligue des Patriotes se tient en dehors des partis. Elle ne se mêlera pas aux luttes quotidiennes, électorales et parlementaires ; elle ne veut connaître que les graves intérêts

nationaux. Il sera de notre rôle de les éclairer et de les servir, dans une suite de campagnes bien préparées.

Hier, j'avais le sentiment d'agir en président de la Ligue des Patriotes quand j'allais étudier en Orient notre situation économique et morale, et encore quand je défendais les petites églises de France.

Dès aujourd'hui, une grande tâche nous est imposée que la Ligue et chaque ligueur doivent accepter avec passion. Pour ceux qui sont tant soit peu au courant des dessous de la politique du jour, il est trop visible qu'il y a une conspiration active pour rompre la Triple-Entente et lui substituer une alliance avec l'Allemagne, c'est-à-dire la vassalité de la France, agenouillée devant l'empereur Guillaume. Eh bien ! le devoir actuel et éternel de la Ligue est de s'opposer à cette déchéance morale et matérielle de notre patrie. Ainsi, jamais plus qu'à cette heure n'aura été utile l'existence de notre Ligue, destinée à servir de ferment patriotique et à maintenir en France, avec les souvenirs de 1870, la fidélité à Metz et à Strasbourg.

Que tous les bons Français viennent grossir nos rangs.

II

APPEL AUX PATRIOTES POUR LE RETOUR
DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

29 Juillet 1914.

Comme président de la Ligue des Patriotes, j'ai été sollicité d'organiser un meeting. Attendons. Je ne crois pas le moment venu. Il ne faut pas qu'un seul mot soit prononcé qui puisse être exploité contre le pays en dehors de ceux qui ont la responsabilité de parler au nom de la Patrie. Et la force morale de notre nation ne peut pas mieux éclater que dans cette manière silencieuse que tous les partis ont à cette minute de se ramasser fraternellement les uns auprès des autres.

Mais, demain matin, le chef du Gouvernement rentre dans Paris. Il revient ayant affirmé que le bloc Londres-Pétersbourg-Paris ne se laissera pas dissocier. Les patriotes — et je ne veux pas dire les ligueurs seulement, mais des milliers de Français ardemment dévoués à la Patrie — seront à la gare du

Nord et sur le parcours pour acclamer non pas un homme, non pas une conception de parti, mais celui qui vient de représenter la France à l'étranger, de resserrer l'alliance russe et de proclamer la Triple-Entente.

A cette minute on ne doit plus connaître de partis, mais seulement la France. Nos divisions politiques et sociales passent à l'arrière-plan. Nous ne sommes plus qu'une grande armée, grave et résolue, dont tous les hommes se massent coude à coude. Député de Paris et président de la Ligue des Patriotes, je serai demain parmi les milliers de Français qui salueront sur son parcours le chef de l'État et qui, par là, voudront signifier qu'ils affirment la Triple-Entente et qu'ils se groupent avec résolution autour du drapeau tricolore.

III

LA MORT DE JAURÈS

Dans la soirée du 31 juillet, la veille de la mobilisation générale (qui fut affichée dans Paris le 1^{er} août) et dans le moment où il fallait de toute nécessité l'union de tous les

Français, Jean Jaurès fut tué à coups de revolver. Il expirait, une demi-heure après le drame, à dix heures du soir.

L'Allemagne comptait sur une révolution déchaînée par les idées antimilitaristes et qui empêcherait la mobilisation. Cette circonstance tragique pouvait servir ses espérances et ses calculs. Le parti socialiste et la Fédération de la Seine recommandèrent immédiatement à tous leurs adhérents de « conserver dans ces tristes circonstances le calme et la grandeur qui conviennent aux grandes douleurs. » En même temps, j'adressai à mademoiselle Jaurès la lettre suivante :

Mademoiselle,

Je vous prie de recevoir l'expression de la part profonde que je prends à votre malheur. J'aimais votre père, alors même que nos idées nous opposaient l'un à l'autre et que je devais résister à la sympathie qui m'entraînait vers lui. L'assassinat sous lequel il succombe, quand l'union de tous les Français est faite, soulève un deuil national.

Daignez agréer, Mademoiselle, et transmettre aux vôtres, mes respectueux sentiments.

Maurice BARRÈS,

Devant la tombe ouverte, comme devant la frontière violée, disait l'Écho de Paris, il n'est plus question de politique qui divise. Le président de la Ligue des Patriotes le dit, la Fédération socialiste le répète et rien de plus réconfortant qu'un semblable accord. L'union est déjà faite de tous les Français.

I

PREMIÈRE PHASE

LES ÉCHECS FRANÇAIS D'AOUT

(Du 2 au 26 Août)

Le premier mois de la campagne commença pour la France par des succès et finit par des échecs.

L'Allemagne ayant proclamé « l'état de danger de guerre », immédiatement, le 31 juillet à 9 heures du soir, les transports pour la mise en place de la couverture commencent chez nous. Le 1^{er} août au soir, les affiches de mobilisation sont posées dans Paris. Le 2, sans déclaration de guerre, les troupes allemandes entrent sur notre territoire près de Longwy et drès de Cirey-sur-Vezouze, et l'officier qui

commande une de ces patrouilles, rencontrant un soldat français, lui brûle la cervelle.

Le 3 août, à 6 h. 45 m. du soir, l'Allemagne nous déclare la guerre.

Le 4 août, le Secrétaire d'Etat allemand aux Affaires étrangères, von Jagow, répond à l'Ambassadeur d'Angleterre que la sécurité de l'Empire rend absolument nécessaire la marche des troupes impériales à travers la Belgique. Ce même jour, dans l'après-midi, à l'unanimité, le Parlement français se serre autour du Gouvernement, dont il approuve les déclarations. A minuit, l'Angleterre déclare la guerre à l'Allemagne.

Mais la crise d'antimilitarisme dont la France a souffert de 1898 à 1905 a ruiné notre service de renseignements. Nous voilà surpris par le plan allemand qui consiste à jeter sur nous, par la Belgique, quand nous nous attendions à être attaqués sur Verdun, Toul, Epinal, Belfort, des masses doubles de celles que nous avions présumées. Leur armée se compose normalement de 25 corps d'armée. On croyait qu'ils en porteraient 21 contre nous, mais à ces corps d'armée actifs, ils joignent leurs corps d'armée de réserve et encore d'autres formations cachées, près d'une soixantaine de corps. Devant cette nouvelle terrifiante, Joffre ne se

trouble pas. Il modifie notre concentration qui se faisait en Lorraine et porte au Nord notre effort principal.

Cependant, les Anglais tardent, et leur absence empêche de commencer les opérations. En les attendant et pour retenir une notable partie des forces allemandes loin de ces batailles imminentes du Nord, le généralissime ordonne des opérations en Alsace et en Lorraine.

En Alsace, nos troupes, menées par le général Bonneau, enlèvent Mulhouse, mais le perdent et sont rejetées sur Belfort. Elles recommencent le 14 août, sous le commandement du général Pau, qui rentre dans Mulhouse le 19 après un brillant combat à Dornach. Le 20, nous tenons par la plaine et par les Vosges les accès de Colmar. L'ennemi avait subi des pertes énormes.

En Lorraine, notre offensive commence brillamment le 14 août; le 19, nous atteignons la région de Sarrebourg et celle des étangs, nous tenons Dieuze, Morhange, Delme et Château-Salins. Le 20, notre succès est arrêté par la puissance de l'artillerie ennemie, opérant sur un terrain prodigieusement organisé et repéré, et par la défaillance de certaines unités. Malgré la magnifique tenue du vingtième

corps, commandé par le général Foch, nous sommes ramenés sur le Grand Couronné de Nancy et sur la Mortagne.

A cette date, au 20 août, la concentration des Anglais étant terminée, le généralissime prenait l'offensive à notre centre, commandé par le général Lanrezac, et à notre gauche constituée par des Français, par les Anglais et par les Belges qui déjà, depuis trois semaines, étaient engagés à Liège, à Namur et à Louvain.

C'est la bataille de Charleroi embrassant les journées des 21, 22, 23 et 24 août.

Les Allemands cherchaient à passer entre Givet et Bruxelles et à prolonger leur mouvement plus à l'ouest. Nous avions à fixer et à mettre hors de cause le centre ennemi et ensuite à nous rabattre avec toutes nos forces disponibles sur le flanc gauche du groupe allemand du Nord.

Le 21 août, notre offensive au centre, dans le Luxembourg belge, commença avec dix corps d'armée, commandés par les généraux Ruffey et de Langle de Cary. Il y eut des défaillances individuelles et collectives, des imprudences commises sous le feu de l'ennemi, des divisions mal engagées, des déploiements téméraires et des reculs précipités, une usure prématurée des hommes, enfin une insuffisance tactique.

dans l'emploi de l'infanterie et de l'artillerie. Dès le 22 août, en face d'un ennemi qui utilisait habilement tous ses avantages et surtout la supériorité de ses cadres subalternes, notre échec apparut comme sérieux.

Pourtant la manœuvre pouvait réussir encore, si notre gauche et l'armée anglaise obtenaient un résultat décisif entre Sambre et Meuse. Il n'en fut rien. Le 22 août, au prix de pertes formidables, les Allemands réussissaient à passer la Sambre, et, le 24, notre armée de gauche (armée de Lanrezac), se croyant menacée à droite, se repliait sur Beaumont-Givet, tandis que l'armée anglaise cédait devant une attaque allemande sur la ligne Maubeuge-Valenciennes.

Les 25 et 26, sa retraite se précipita. Après Landrecies et Le Cateau, elle se retira vers le sud à marches forcées. Les Allemands passèrent la Meuse.

Ce brusque retrait des Anglais obligeait le généralissime à prendre un parti : ou défendre notre frontière dans des conditions extrêmement périlleuses, ou exécuter une retraite stratégique qui, en livrant à l'ennemi une partie du sol national, nous permettrait de reprendre l'offensive à notre heure.

C'est à ce second parti que Joffre s'arrêta. La retraite commença vers le sud.

I

LE JOUR SACRÉ

5 Août 1914.

Hier après midi, à 3 heures... Le gouvernement va expliquer aux Chambres l'agression sauvage de l'Allemagne et les moyens d'y faire face...

Dans un silence complet, seulement troublé par les chut! chut! où par intervalles, d'instinct, l'Assemblée s'impose à elle-même sa discipline, les députés, sans une hâte, avec la plus naturelle solennité, commandée par le fond des âmes, viennent s'asseoir de gradin en gradin à leurs places.

Le président se lève, prononce d'abord à voix très basse quelques mots, des mots pour débrouiller d'indifférentes formalités, puis d'une voix haute :

— Dans les graves circonstances...

C'est l'éloge funèbre de Jaurès qui commence. Tous debout. On salue le mort, on salue l'idée même de la mort qui va planer sur cette séance sans affaiblir nul cœur.

Et dans cette grande page oratoire de Deschanel se déroulent les mots de notre liturgie nationale officielle depuis un siècle :

« la Justice sociale, la Fraternité humaine, la Conscience humaine ». Puis voici l'appel : « Du cercueil de cet homme sort une pensée d'union ; de ses lèvres glacées, un cri d'espérance. » (Salve d'applaudissements.) Le terrain est déblayé. Tout est prêt, tout éclate. Nous savions qu'il n'y aurait pas, aujourd'hui, une seule divergence entre nous ; mais elle dépasse nos espérances, cette prodigieuse union de nos esprits et de nos cœurs.

Maintenant, un intervalle de silence et d'immobilité. Le président du conseil, « retenu par d'autres devoirs dans de telles circonstances », n'est pas arrivé. On l'attend quelques minutes. Il entre. On acclame la France. Hier, ce Viviani, il était un partisan, un homme combattu ; aujourd'hui, nous ne voulons plus rien savoir, sinon qu'il est le gouvernement de la France, derrière lequel on se range.

Il nous lit d'abord l'émouvant message du Président de la République. Puis il expose au pays et à l'univers les causes de la guerre, les raisons de la France. Historique utile, indispensable, que vous lirez par ailleurs.

Ce qu'il faudrait que je vous fisse sentir, et comment ? c'est l'accord de tous les partis, le rythme qui nous réunissait, notre bon vouloir

enthousiaste et contenu, notre émotion grave, profonde, allègre, de gens qui ont pris leur décision dans une vue claire du salut public. Avec une spontanéité admirable, toute faite d'intelligence et d'enthousiasme, cette Assemblée saisissait, soulignait, parachevait chaque intention des discours. Elle se leva d'un bond pour le salut à la Russie, pour le salut à l'Angleterre, pour le salut à l'Italie, pour le salut à la Serbie, pour le salut, le plus long de tous, le plus chargé d'amour, à nos frères d'Alsace-Lorraine. Ah ! jeune et charmant Samain, mon ami, si fier, ardent, joyeux, que les Prussiens viennent d'assassiner, pour déshonorer leurs armes, dès le début de cette guerre, cette longue salve saluait votre martyr, annonçait la statue réparatrice que nous vous élèverons dans Metz reconquise.

Mais comment raconter cette séance ? J'en puis dire les faits. L'émotion patriotique dont nous étions, tous, bouleversés, je ne saurais la saisir, la mettre sur ce papier. Le cœur en feu, le front tout raisonnable, nous avons été remplis d'une espérance que l'événement ne démentira pas, car à la minute où la France unanimement trouve un calme inconnu dans ses fièvres salvatrices, l'empereur allemand semble pris de démence.

La longue série des lois utiles à la défense nationale ayant été votée rapidement, sans débat, à l'unanimité, on s'en alla dans les couloirs attendre le vote du Sénat.

Tous disaient : « Quelle séance ! Elle dépasse les meilleurs rêves. Pas une fausse note ! Voilà où il faut juger ce pays. Tout le reste est simple écorchure sur la peau, un mal bien superficiel. Nous venons de vivre des heures inoubliables. Promettons-nous de ne plus jamais en perdre la leçon. »

Et moi, je répétais avec joie : « Le plus beau discours de la journée n'a pas été de Poincaré, de Deschanel, de Viviani, ces maîtres de la tribune. Que n'avez-vous entendu, ce matin, aux obsèques de Jaurès, boulevard Henri-Martin, la harangue de Jouhaux, de la Confédération générale du travail ? »

Ah ! viennent-ils jusqu'à vous, Déroulède, au fond de votre tombe, les applaudissements de nos frères les socialistes acclamant l'heure des réparations dues au droit ?

— On ne voit jamais ce qu'on désire trop, disait parfois, à ses moments de mélancolie, Déroulède. Quand je serai mort il y aura la guerre.

Je n'ai jamais souhaité (ce que pouvait

faire un soldat comme Déroulède) les terribles leçons de la bataille, mais j'ai appelé de tous mes vœux l'union des Français autour des grandes idées de notre race. Eh ! bien, avant même qu'elle ait jeté sur notre nation sa pluie de sang, la guerre, rien que par ses approches, nous fait déjà sentir ses forces régénératrices. C'est une résurrection.

Tournons-nous vers les hommes à qui nous la devons. Je songe à ces officiers de l'Est que je connais, que j'ai toujours aimés. Mais tout de même, moi ou les autres, nous ne les avons pas toujours compris dans leur vie grise et monotone. Pour ces minutes d'août 1914, ils ont sacrifié trente années, quarante années, l'activité de toute leur vie. La minute d'aujourd'hui, où, entourés de leurs hommes confiants, ils couvrent les frontières en face des barbares, c'est leur récompense.

Mais rentrons en séance...

Viviani revient du Sénat. Il annonce que, d'accord avec la Chambre, la Haute Assemblée lui a donné les approbations, les lois et l'argent nécessaires à la lutte. Et sans papier, cette fois, se livrant à sa pensée, dans un admirable mouvement, il salue le pays, l'union absolue des Français.

Allons ! la machine morale fonctionne sans

une panne ; il en ira de même de la machine matérielle.

Belle et bonne journée, de tous points parfaite, sommet de la perfection parlementaire ! Nous ne ferons rien de mieux. Nous n'avons plus qu'à nous séparer jusqu'au jour où nous nous réunirons autour de la France victorieuse. Viviani lit la phrase qui nous ajourne. J'aurais préféré un décret de clôture. Mais, soit ! j'ai tort ; j'accepte de dire avec le gouvernement qu'à une Chambre pareille on ne doit pas marchander la confiance.

Quelles que soient les heures difficiles qu'il peut nous être donné de rencontrer, qu'il nous arrivera certainement de traverser, au cours d'une guerre dont il faut bien savoir qu'elle sera terrible, les représentants du peuple se souviendront toujours de la nécessité de maintenir l'union nationale qu'ils viennent de sceller. Ce jour, je ne l'appellerai pas un jour historique, — tous le sont dans cette période où un monde nouveau commence, — mais je le nommerai avec M. Viviani, avec Viviani, notre adversaire d'hier, aujourd'hui notre chef à tous et notre ami, un jour sacré.

II

LE CADEAU DE RETOUR QUE METZ
OFFRE A LA FRANCE

6 Août 1914.

La Lorraine et l'Alsace, à cette heure, sont enveloppées des plus effroyables ténèbres. Elles sont bâillonnées et ensanglantées, traitées comme deux pays conquis une nouvelle fois. Voilà tout ce que l'on sait. On entend la fusillade dont les Allemands poursuivent les meilleurs de là-bas ; mais, jusqu'à cette heure, on ignore les noms de ces héros sans armes assassinés. Je salue le maire de Saales, qu'ils viennent de passer par les armes ; je ne suis même pas, à cette heure, en mesure d'écrire son nom, et j'ignore dans quelles conditions exactes vient d'être égorgé notre glorieux frère, le martyr de Metz, Alexis Samain,

J'ignore, et pourtant je vous parle de lui. Hier, je lui promettais, au nom des patriotes, un monument dans Metz reconquise. Aujourd'hui, *Le Temps* veut lui donner une rue de Paris. Maintenons pieusement sur lui notre regard. Il tombe comme un soldat de la civi-

lisation éternelle, devant les brutes incorrigibles que l'univers va pourtant corriger.

Alexis Samain appartenait à une excellente famille bourgeoise ; son père était Messin, sa mère de Puttelage. Il avait fait ses études à Metz et puis à Nancy. Nous étions deux labadens. Mais lui, tout jeune. C'était un garçon de 29 à 30 ans, de taille moyenne, très énergique, nullement démonstratif d'ailleurs, une nature ardente et fermée, un vrai Lorrain. Il agissait d'une manière extraordinaire sur les jeunes gens de la Société qu'il présidait, *La Lorraine Sportive*. Sous son influence exemplaire, on méprisait, comme elle mérite de l'être, l'infériorité de la brute allemande.

Celle-ci vient de se venger. Bien souvent, les uns et les autres, nous avons conseillé à Samain de quitter Metz (où il dirigeait un important commerce de cigares). Il s'y refusait par dévouement à ses jeunes gens et pour demeurer auprès de sa vieille mère malade, qui vient dernièrement de mourir. Avec quelle joie, les Prussiens se sont jetés sur ce noble jeune homme, je le comprends ! car je sais jusqu'à quel point ils sont privés d'esprit chevaleresque, Mais quel prétexte peuvent-ils bien avoir trouvé ?

Nous interrogeons vainement l'horizon de Lorraine. Tout se tait.

Pourtant deux patriotes messins ont réussi, cette semaine, à franchir la frontière, deux amis de Samain : Jean, le courageux président du *Souvenir Français*, celui qui veillait au culte exaltant des morts en Lorraine, et le chanoine Collin, le directeur du journal *Le Lorrain*, celui qui, jusqu'au bout, a propagé et magnifié les thèses françaises,

Honneur à ces deux hommes-drapeaux !

J'ai causé longuement aujourd'hui avec l'un d'eux. Je l'ai avidement interrogé sur chacun des nobles mainteneurs de la cause française aux pays captifs. Un tel a-t-il pu se sauver ? tel autre est-il dans une forteresse ? ou bien quand ils tireront très haut, par dessus nos régiments qu'ils aiment avec frénésie, recevront-ils en plein cœur nos balles fratricides ?

Je n'ose pas imprimer les noms, chers à tous les patriotes, de ceux sur qui je me renseignais, car je crains trop que pour le plus grand nombre ils n'aient été saisis avant d'avoir pu passer en France.

La première opération des Allemands, dès le lundi 24 juillet, a été d'envoyer des piquets d'infanterie sur la frontière pour faire le cor-

don. Dans quel but ? Contre les Français ? Non pas. Ils voulaient empêcher les jeunes Lorrains et Alsaciens de se jeter au milieu de nous, de nous réclamer des fusils et de fortifier nos bataillons. Et en effet, dès ce premier moment, de nombreux jeunes gens du pays, réservistes, sous-officiers, ont reçu leurs feuilles de route et ont été dirigés vers la frontière russe (tandis que les Allemands du même âge n'étaient pas encore appelés). N'empêche que, dans la nuit du lundi 24 au 25, le câble électrique (ou téléphonique, je ne sais) qui relie tous les forts de Metz fut coupé. Par qui ?

Les Prussiens ont imaginé une grande manifestation théâtrale de brutalité, afin de jeter la terreur dans tout le pays. Le mardi 25 et le mercredi 26, durant deux jours et une nuit, ils aiguisèrent bruyamment leurs sabres et leurs baïonnettes. Ils exigeaient que toute la ville les vît et les entendît. Plusieurs groupes de soldats furent même envoyés, aux quatre coins de Metz, poursuivre la même opération chez des maréchaux. Que dites-vous de cette fête de l'aiguisage ou de l'affutage des outils de la guerre ! Sommes-nous assez style Attila !

C'était insuffisant. Cette manière n'était

pas suffisamment *kolossale*. Il fallait au milieu de cette orgie le sang d'un homme désarmé.

— Mais, disais-je à mon interlocuteur, comment ont-ils trouvé le moyen légal d'assassiner Samain?

— J'imagine, m'a-t-il dit, qu'il y a eu une superposition savamment organisée des deux codes, civil et militaire. La justice civile avait constitué un dossier lentement, en temps de paix ; elle l'a transmis, dès l'état de guerre proclamé, aux juges militaires. Ceux-ci, en feuilletant ce dossier, ont vu des faits dits de haute trahison. Samain était sous-officier. On entrait en temps de guerre. Ah ! ah ! ont-ils dit joyeusement, nous le tenons. C'était la mort immédiate.

Je ne conteste pas l'esprit de méthode des Allemands. Mais je dis que leurs fameuses méthodes, trop vantées, continuellement, dans tous les ordres, sont infécondes. Ils viennent d'appliquer sans broncher le système, auquel ils proclament s'être arrêtés, de briser les os de chacun des Français qu'ils rencontreront. Mais je prie que l'on me dise où est, à leur point de vue, l'utilité de cette méthode, et s'ils croient avoir trouvé le sûr moyen de se faire aider contre la France par les gens de Metz !

Le patriote messin avec qui je causais ce matin d'Alexis Samain, m'a dit comme conclusion, les yeux pleins de larmes d'amitié pour le jeune héros :

— Si nous redevenons Français, tout cela n'est rien.

Français, ils l'ont toujours été. Leur pays va redevenir la terre de France, la plus belle terre de France, arrosée par un tel sang irréprochable. Et, comme cadeau de retour, après cette longue absence, voici qu'ils nous apportent la figure exemplaire d'Alexis Samain, pour qu'il devienne un des patrons de la jeunesse française.

III

A CEUX QUI « SE RONGENT D'ATTENDRE »

7 Août 1914.

Ma table est couverte de lettres qui se plaignent. Et ces mêmes plaintes, généreuses, je les entends à chaque pas dans la rue, où des passants m'arrêtent :

— Nous voulons aller à la guerre, partir immédiatement. Aidez-nous, faites que nous allions tout de suite sous les balles.

Je comprends parfaitement l'espèce d'irritation de ces patriotes. Ils envient ceux qui, dès la première heure, grâce à leur âge, ont le privilège de s'exposer et de servir la France. Mais il ne s'agit pas de penser à soi ni à personne ; il s'agit d'obéir aux chefs.

Or, les chefs, voici ce qu'ils disent et que je répète depuis cinq jours aux jeunes et aux vieux :

— Le tour de chacun viendra. La guerre n'est pas finie ! Chacun aura l'honneur de prendre, selon ses humbles forces, le poids du danger et des fatigues. En ce moment, l'intendance, l'organisation doivent donner tout leur effort à pourvoir les combattants de première et de seconde ligne...

— J'y veux aller, en première ligne, me dit, en m'interrompant, quelque patriote ardent qui me lit.

— Sans doute, mon cher camarade, mais il vaut mieux y placer des combattants entraînés. Les gens de moins de vingt ans et les gens de plus de quarante-sept ans, si grand cœur et si bonne volonté qu'ils aient, ne doivent venir qu'après les autres. Nous voulons nous engager, déployer toute l'énergie et tout l'amour pour la patrie dont nous sommes capables, c'est très bien, mais il faudra que

l'intendance nous nourrisse, nous habille, nous arme, nous transporte. Et, pour l'heure, habillements, nourriture, transports sont mieux employés en faveur des hommes qui ont exactement l'âge de l'excellence physique.

Que personne d'ailleurs ne se dépite! Que ces raisons du haut commandement, dont je me fais l'interprète, ne découragent aucun de nous, mais au contraire qu'elles réchauffent encore notre confiance. Tous les âges de la nation brûlent d'affronter l'ennemi, et ceux qui ont les responsabilités froidement disciplinent cet enthousiasme. Ah! citoyens, réjouissons-nous. Souhaitons qu'il ne cesse pas de grossir, le cortège qui assaille les bureaux de recrutement pour obtenir l'honneur de porter les armes, et souhaitons que les chefs continuent, comme ils font, à ne connaître avec sang-froid que l'intérêt général. Une matière enthousiaste passant par des mains qui savent l'ordonner, voilà notre France à cette heure, plus belle, ma foi, que nous n'osions la rêver, nous-mêmes qui, toujours, avons proclamé que le génie français est de vieille formation militaire.

Commençons par obéir aux chefs que nous brûlons de rejoindre. Ainsi, que mes amis et camarades m'excusent. Je ne puis réclamer

pour leur noble impatience aucun traitement de faveur. Soumettons-nous aux règles de l'organisation militaire. Attendez encore quinze jours, jeunes gens de moins de vingt ans, hommes de plus de quarante-sept ans. Votre tour viendra. Il n'y aura que trop de trous à boucher dans la muraille vivante de la France.

A cette heure, que tous le sachent, aucun engagement pour la durée de la guerre n'a encore été accepté. Nul n'a pu obtenir de tour de faveur.

IV

LES ALSACIENS ET LES LORRAINS PROCLAMÉS FRANÇAIS S'ILS SERVENT LA FRANCE

8 Août 1914.

Monsieur le Ministre,

Voici une lettre que je me permets de vous adresser et que je vous prie, bien entendu, de ne pas lire. Vous avez d'autres soucis. Mais il faudrait que votre cabinet suivît mon raisonnement et donnât satisfaction aux Alsaciens et Lorrains dont je suis le porte-parole.

Dans l'inoubliable séance du 4 août, nous avons voté sans discussion, à l'unanimité, d'une manière parfaite, mais enfin un peu rapidement, une loi qui devrait tirer d'affaire nos frères annexés et qui, malheureusement, joue mal.

Je vous en rappelle le texte :

« Les Alsaciens-Lorrains qui contractent pendant le cours de la guerre un engagement volontaire au titre d'un des régiments étrangers recouvrent, sur leur demande, et après la signature de leur acte d'engagement, la nationalité française.

» Ils peuvent, en conséquence, être incorporés, après l'accomplissement de cette formalité, dans un corps quelconque de l'armée, s'ils remplissent les conditions exigées pour l'arme dont ce corps fait partie. »

La première démarche consiste donc à contracter, 171, rue Saint-Dominique, un engagement de cinq ans pour la légion étrangère. A cet effet, il est indispensable de se soumettre à l'examen médical. Or, on le sait, pour la légion étrangère, cet examen s'accomplit dans des conditions très rigoureuses et de telle manière que seuls les sujets parfaitement robustes et jeunes sont acceptés. Quatre-vingt-

dix-neuf pour cent des Alsaciens-Lorrains qui, pleins d'enthousiasme, accourent à cette heure se présenter, vont être repoussés comme inaptes au service et ne bénéficieront pas de la faculté que nous voulons leur donner de redevenir Français.

Bref, si l'on n'y prend pas garde, les dispositions de la loi que nous venons de voter ne pourront pas jouer.

L'esprit de la loi, c'est que l'engagement à la légion est une simple formalité pour permettre à l'Alsacien-Lorrain désireux de faire la guerre qu'il redevienne Français. Redevenu Français, il choisit son arme, et le bon sens indique que c'est alors seulement qu'il doit être soumis à un examen médical qui permettra de se rendre compte s'il remplit les « conditions exigées ». Mais la lettre de la loi place l'examen médical tout en tête des opérations; elle élimine tous ceux qui ne sont pas exactement des hercules; elle rend la loi pratiquement inopérante.

Je demande donc au Gouvernement d'intervenir d'urgence; je demande qu'il donne aux bureaux de recrutement des instructions qui tassent de l'engagement à la légion étrangère une simple formalité sans examen médical. Les Alsaciens-Lorrains, ainsi réintégrés dans

leur qualité de Français, trouveront, comme nous tous, un conseil de revision normal à l'entrée des corps où ils demandent à prendre rang.

Il ne faut pas que nos frères souffrent des conditions exceptionnelles dans lesquelles, le 4 août, a été votée la première des mesures libératrices par lesquelles la France va briser leurs fers.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments les plus dévoués.

Maurice BARRÈS.

P. S. — Trois mille cinq cents Alsaciens-Lorrains se sont réunis et demandent à servir en corps de volontaires. De jour en jour ils sont plus nombreux. Une cinquantaine viennent d'arriver à pied des pays annexés qu'ils fuient, pleins d'enthousiasme pour la France.

Ils se désespèrent de ne pas pouvoir immédiatement marcher à l'ennemi. Qu'ils se rassèrent ! C'est affaire de quelques jours. Le Ministre de la Guerre s'occupera d'eux dès le nécessaire fait pour les combattants de première ligne. Là-dessus nous ne pouvons rien : chacun, si impatient qu'il soit, doit s'incliner, accepter la méthode adoptée par les chefs.

Mais de ces nobles et ardents Alsaciens-

Lorrains beaucoup ont faim. Il y a là des femmes et des enfants qu'on ne sait où loger. Quelqu'un de nous a-t-il des chambres, dont il puisse disposer ?

Allez voir, assister et recueillir ces véritables frères à leur permanence, 32, rue de la Clef.

V

FONDATION DU COMITÉ DE SECOURS NATIONAL

9 Août 1914.

Il éclate enfin le jour espéré pendant quarante-quatre années ! Les pantalons rouges sont apparus sur la crête des Vosges et nos soldats reconquirent l'Alsace éperdue de bonheur...

La France combattante comble toutes les espérances, la France non combattante fera son devoir. Il ne faut pas que la sainte ivresse, dont est illuminée l'âme de nos soldats victorieux, soit troublée par l'image des femmes, des enfants, des vieux parents qu'ils peuvent laisser dans le besoin. Une loi vient au secours

des femmes mariées, des familles légitimes. Mais il y a mille misères que la loi n'a pas prévues. Par exemple, un très grand nombre de femmes restent seules, sans ressources, et n'ont pas droit à un secours parce qu'elles n'ont pas de mari sous les drapeaux. Il faut les sauver. La Patrie ne peut pas laisser des gens mourir de faim dans la minute où pour elle des milliers de vies allègrement se sacrifient. Il s'agit, en tendant la main au monde entier, de réunir assez de millions pour compléter l'effort des pouvoirs publics et pour vaincre en France la misère, comme nos soldats vainquent la barbarie.

Tels étaient, résumés en quelques lignes, les propos qu'échangeaient, jeudi et vendredi, de cinq à sept, à la Sorbonne, dans la « Salle des Actes » de la Faculté des sciences, une trentaine de personnes réunies sur la convocation du président de l'Institut, un Alsacien, M. Appell.

Nous étions là, dans cette haute maison sereine, des personnes bien étrangères les unes aux autres, et pis encore qu'étrangères : des ennemis de la veille, des gens qu'il y a quinze jours il eût été absolument impossible de mettre en présence sans qu'ils se dévorassent. J'étais assis entre M^{lle} Jeanne

Déroulède et mon éminent confrère M. Lavisse. C'est de tout repos. Mais aux côtés de Maurice Pujol et de Bernard de Vésins, délégués par Charles Maurras empêché, et non loin de M^{gr} Odelin, qui représente l'archevêque de Paris, voilà M. Bled, secrétaire de l'Union des Syndicats de la Seine, voilà M. Dubreuilh, secrétaire du parti socialiste, voilà M. Héliers, président du magasin de gros des coopératives, voilà M. Jouhaux, secrétaire de la Confédération Générale du Travail. C'est un miracle, mais le plus beau, c'est qu'il n'y a plus personne pour s'en étonner ! L'union française est scellée jusque dans nos petits-enfants.

J'ai vu dans ma vie bien des assemblées délibérer. Elles étaient toujours divisées en partis. C'est, je crois, la première fois que je vois des gens chercher la vérité en commun. Il y a là, en même temps que des chefs de groupements politiques, les présidents des plus grands corps de l'Administration. On peut penser quelle précision solide apportent dans la discussion des hommes tels que le premier président de la Cour de Cassation, le premier président de la Cour des Comptes, le syndic des Agents de change. Mais ce qui est unique, inoubliable, c'est la profondeur et le sérieux

de l'émotion où baigne tout ce débat. Ces hommes, ainsi réunis, ont conscience que la présence de ceux qui hier étaient leurs adversaires est des plus utiles. Ils se savent d'autant plus de gré qu'ils étaient plus éloignés. Chacun de nous comprend que ce Comité ne peut valoir que s'il est tel que chaque Français y trouve l'homme dans lequel il a le plus confiance. Chacun cherche à prouver sa bonne volonté en offrant ses moyens d'action, et surtout en ne repoussant pas ceux du voisin.

— Je tiens à votre disposition un local, tout agencé, dit M. Hanotaux.

— Et nous, dit l'*Action Française*, nous vous proposons tout un personnel.

Les socialistes approuvent qu'on leur adjoigne dans un des sous-comités un jeune prêtre de l'Archevêché.

— Ah ! des jeunes prêtres, dit M^{sr} Odelin, nous n'en avons plus. Ils sont tous à l'armée.

M. Albert Kahn ne disait rien. Nous comptons beaucoup sur M. Kahn, en dépit de son silence. Je le regarde. Quel étrange personnage ! Son rêve d'hier, c'était de réconcilier l'humanité. Dans ce but, il fait voyager autour du monde le plus de jeunes agrégés qu'il peut. Cela lui coûte quatre-vingt-dix mille francs, chaque année. A leur retour, ces boursiers du

tour du monde, il les réunit, eux et leurs amis, le dimanche, dans une maison entourée de jardins extraordinaires qu'il possède sur le quai de Boulogne, en face de Saint-Cloud. C'est certainement l'endroit de France où l'on a l'occasion de rencontrer le plus grand nombre de jeunes Japonais, et en général de jeunes exotiques studieux. On raconte que M. Kahn vit comme un pauvre et ne jouit que de la musique. C'est un homme doué du génie de la finance, sans l'amour de l'argent, qu'il récolte et n'engrange pas. Une année, il écrivit au recteur de l'Université de Paris qu'il ne serait pas, cette fois, en mesure d'offrir les bourses, puis, sur les entrefaites, il réussit une affaire de charbons et envoya les quatre-vingt-dix mille francs.

Je ne connais pas le secret de M. Kahn. Les gens de génie mathématique, qu'ils soient de l'ordre abstrait comme Henri Poincaré, ou de l'ordre pratique, comme M. Kahn, sont un peu éfarants. Celui-ci est une espèce d'illuminé qui s'exprime seulement par un œil agité et par le mouvement de ses petits bras. Dans un moment où l'argent comptant est si rare que quelqu'un me disait : « S'il vous faut de l'argent, voici cinquante francs ; si vous acceptez des chèques, voici un chèque de mille

francs, » M. Kahn sourit et ne doute pas pour chasser la misère de France de trouver des millions.

Au reste, je n'ai pas à devancer le noble Comité national qui va quêter l'univers pour les non-combattants de France. Trois nations ont tiré l'épée pour nous assister dans notre lutte en faveur de la civilisation. Quel est le peuple qui refusera son obole aux femmes françaises dans la détresse ? Nous avons offert l'hospitalité au monde. Nous étions la table d'hôte de l'univers joyeux. Mais dans la peine nous ne trouverons pas des ingrats. Que dis-je, dans la peine ? Dans l'honneur ! L'univers se lève pour nous.

Et nous ! Cette réconciliation absolue, tout évidente dans la salle de la Sorbonne, et puis cette arrivée à Mulhouse, quelle résurrection de la France ! En chassant ses divisions et en refoulant son vainqueur, elle s'est deux fois régénérée. La France est rentrée en France.

Nous ne l'avions jamais perdue de vue, mais c'était une figure aérienne qui planait au-dessus de nos têtes, à portée de notre regard, loin de notre embrassement. Elle nous animait, elle nous échappait. Nous en parlions sans en jouir. Entre tous les Français, les

barrières du passé sont rompues, comme ces poteaux-frontières que les Alsaciens, disent les dépêches, viennent de jeter bas.

VI

L'ALSACE ET L'ARMÉE

10 Août 1914.

C'est un paysage matinal, un ciel d'or, d'argent et d'azur. Août 1914 ! Sur les côteaux, le clairon retentit ; au milieu des vignes et des bois, le drapeau tricolore s'avance ; l'Alsace entonne la *Marseillaise*. Les fers de l'Alsace sont rompus. Déroulède, nous sommes à Mulhouse ! Vive la République française !

Sur tous les rochers des Vosges, les enfants de l'Alsace écriront éternellement les noms des héros de la délivrance ; par centaines, les noms des officiers, sous-officiers et soldats heureux qui, des crêtes, sont entrés dans la plaine ; les noms des vivants et des morts. La victoire d'Altkirch rebaptise française l'Alsace. La marche en avant continue. Nous tenons la Revanche. Le mot pendant quarante-trois ans répété, fatigué, quasi-discré-

dité, que nous étions des fous de maintenir, que nous eussions été mille fois plus fous d'abandonner, il est devenu un fait. Revanche, ce matin, c'est un mot tout neuf, tout rayonnant de vérité, de joie et de gloire. Joffre lance à l'Alsace une proclamation, dont les douze lignes sont le plus beau texte que mes yeux aient jamais lu, relu, encore lu : « Enfants de l'Alsace..., après quarante-quatre ans, des soldats français... Ils sont les premiers ouvriers de la grande œuvre de la Revanche. »

Revanche de l'Alsace, revanche de l'armée. Merci, Alsace et Lorraine, de votre indomptable fidélité. Merci, messieurs les officiers ! Quelle semaine de récompense pour vous ! Durant des années, votre prestige en France avait été éclipsé. Durant des années, les affronts ne vous avaient pas été ménagés. Vous baissiez la tête ; mais pas une minute, à l'état-major et dans la caserne, vous n'avez ralenti la grande œuvre de la préparation à la guerre. La patrie et le monde entier, aujourd'hui, vous saluent avec la plus brûlante reconnaissance. Vous, « les brutes galonnées », vous êtes, au jugement de l'univers, en train de sauver la civilisation. Vos hommes vous suivent avec une filiale confiance. Viennent des instants plus difficiles, nul des combat-

tants et des non-combattants ne se troublera. Il n'est pas un Français qui ne brûle de servir sous vos ordres. Honneur aux officiers de France ! Vive l'armée, dont voici la revanche !

VII

UNE VISITE A LA LÉGION ALSACIENNE

11 Août 1914.

Hier matin, pour répondre à l'invitation que m'adressaient M. Kuentzmann, président du corps des volontaires Alsaciens-Lorrains, et leur instructeur en chef, j'ai mis mon écharpe de député et je suis allé à l'École alsacienne de la rue d'Assas. C'est un des lieux principaux où se réunissent et s'exercent, en attendant qu'ils soient habillés et transportés, les volontaires alsaciens, déjà au nombre de plus de trois mille.

Dans les trois cours et dans le gymnase, seize cents hommes manœuvrent, divisés en trente-six sections, et, faute de place, ils pivotent jusque dans les couloirs. Ils se sont massés dans l'une des cours et je leur ai dit en deux phrases :

— Un Lorrain vient se réjouir avec vous de la bataille d'Altkirch. Mais pour achever

de balayer de chez nous les barbares et pour les jeter dans le Rhin, il faut encore un formidable effort. C'est pourquoi la France vous remercie, vous, les fils de la plus belle des races guerrières, d'accourir sous le drapeau tricolore.

Et, tout d'un coup, tous, ils se sont mis à crier en français et en alsacien que nous nous retrouverions dans Strasbourg et dans Metz.

Parmi ces patriotes, il y en a 150 à 200 qui ne savent pas deux mots de français et qui sont conduits par un brave Alsacien, hier soldat à Mayence dans l'armée allemande, et qui, ces jours-ci, crânement, a brûlé la politesse aux Alboches et s'est venu jeter dans nos rangs. Il m'a expliqué qu'il faisait les commandements en dialecte alsacien et puis aussitôt après en français et qu'au bout de trois jours ses hommes, se débrouillant, étaient déjà en mesure de comprendre les ordres de combat. Je l'ai embrassé. J'aurais voulu leur donner à tous l'accolade.

Ces braves Alsaciens sont déjà réintégrés dans la qualité de Français. Rien de plus aisé. Il leur suffit de contracter un engagement à la légion étrangère *pour la durée de la guerre*. Encore est-ce une simple formalité. A peine cet engagement les a-t-il rétablis Français

qu'ils ont le droit de choisir le corps où ils veulent servir.

Ici, je leur donne la parole. Je transcris la doléance qu'ils m'ont prié de présenter en leur nom au ministre de la Guerre.

— Nous nous connaissons, m'ont-ils dit, nous sommes des pays ; nous voudrions rester ensemble durant la guerre, coude à coude, constituer *une légion alsacienne*.

Je transmets leur vœu si naturel aux autorités militaires. Ah ! s'il y a une légion alsacienne, on peut être sûr qu'elle marchera comme un boulet de canon. Ces gas-là aiment la guerre et ont des comptes personnels à régler avec les Prussiens.

— Qu'est-ce qui se passe en Alsace à cette heure ? leur ai-je demandé.

— Bien des choses ! m'ont-ils dit d'un air sombre. Les Prussiens, au régiment, ont pris et se sont partagé tout l'argent qu'avaient sur eux les soldats alsaciens.

Je vous prie de croire qu'ils ne demandent qu'à taper ferme sur leurs voleurs ! Je les regarde, ces soldats encore vêtus en civil, la mâchoire serrée, les yeux brillants, le torse droit, résolu à vaincre, fils d'une race qui fut toujours irrésistible à l'arme blanche. Comme ils sont impatients de combler les

vides laissés dans le rang français par la bataille d'Altkirch ! Mais notre regard les dépasse. Derrière eux, autour d'eux, c'est toute la nation, les jeunes de dix-sept à vingt ans, les hommes mûrs au-dessus de quarante-sept ans, qui se pressent, non moins avides que cette élite, de partager l'effort, le danger et la gloire des premiers soldats engagés.

Un témoin m'a raconté la difficulté qu'ont, depuis plusieurs jours, les officiers de Toul pour maîtriser leurs hommes qui ne veulent plus attendre. Il en va ainsi, tous le disent, sur l'immense ligne de bataille où, de la Flandre à la Suisse, le plus beau sang de France brûle de se montrer. Et, par derrière, c'est toute la nation qui confond sa respiration avec le souffle des frères et des fils aux armées. Un seul cœur pour toute la France et c'est un cœur alsacien-lorrain.

VIII

TOUTE L'ÂME DE PARIS EST SUR LA FRONTIÈRE

13 Août 1914.

Si l'historien se préoccupe de noter la physionomie exacte de ces longues journées où Paris attend, il faudra qu'il peigne ces

vastes avenues, remplies de soleil, à demi désertées, sans âme. Toutes les pensées n'ont plus qu'un objet, la frontière. Au début, il y avait les adieux, les commentaires, une si grande nouveauté. Maintenant, à quoi bon continuer de causer? Nous avons mille fois énuméré nos splendides raisons d'espérer. Silencieux, le cœur angoissé, j'ai écouté l'horizon. Ce grand soleil, cette attente, cet ennui, quelle effroyable simplification de la vie française!

La vérité, c'est que la vie française n'est plus aujourd'hui qu'à l'armée. Elle s'est toute retirée de Paris, elle est seulement dans les camps. Que faisons-nous, mes frères? D'imagination, d'esprit, de cœur, nous sommes tous sur les étangs de Dieuze, sur les Vosges, en Belgique. Et ceux qui attendent qu'on les emploie passent de la honte d'eux-mêmes, honte bien injustifiée, à l'irritation, tout aussi déraisonnable, contre les règlements qui leur font obstacle.

La Ligue des Patriotes, dont les membres, tous résolus à être dignes de Paul Déroulède, sont, en immense majorité, déjà groupés à la frontière, d'où quelques-uns ont pu nous faire parvenir d'admirables billets, continue de recevoir un océan de lettres qui, courrier par

courrier, viennent comme des vagues nous battre d'un refrain toujours le même, plaintes des combattants pas encore engagés au feu et non-combattants désireux d'être embauchés à n'importe quoi. Ils croient que le président de la Ligue peut quelque chose pour eux. Eh! le président de la Ligue attend comme eux tous.

Notre admirable Déroulède, quand il se sentit tout à fait malade, éprouva la plus vive angoisse à l'idée que la guerre, que toute sa vie il avait appelée et attendue de minute en minute, pourrait surgir et se dérouler sans qu'il y prît part. Il pria l'un de ses plus fidèles ligueurs, notre ami Dumonteil, d'apprendre à conduire une automobile : « Je n'entends pas, disait-il, avoir poussé durant ma vie les autres sous le feu pour rester, moi, tranquillement les pieds sur les chenets. Si je ne peux plus donner des coups, je puis toujours en recevoir. Je monterai en voiture avec ma sœur, qui me soignera en route, s'il le faut, puisque je suis un malade, et vous, Dumonteil, vous nous mènerez aux premières lignes recevoir des balles. »

Les deux frères Tharaud, qui viennent de rejoindre leur régiment avec allégresse, ont rapporté fort exactement ces propos et ces

préparatifs de notre chef dans le livre qu'ils lui ont consacré récemment. Je me demande ce qu'aurait pu faire à cette heure l'héroïque Déroulède. Il avait une prodigieuse ténacité, et il était difficile de l'empêcher d'exécuter ce qu'il avait résolu. N'empêche que son automobile n'aurait pas été loin ! A lui aussi, à lui-même, on aurait impitoyablement opposé les consignes. En vain aurait-il invoqué ses titres ou plutôt son utilité. On lui aurait répondu d'une manière ou d'une autre : « Vous avez été d'une excellence [reconnue de tous, quand il s'agissait de la préparation morale et politique à la guerre. Mais l'heure de la guerre est venue, l'heure du livret militaire, du règlement, de la consigne. Quel est votre âge, votre grade, votre laissez-passer ? Halte-là ! »

Il faut se soumettre à des règlements qui ne plient devant aucune sollicitation, et qui prouvent du moins que nous sommes organisés. Il faut se soumettre, quand on n'a pas vingt ou trente ans, à marquer le pas, à laisser le danger aux autres, d'abord. C'est dur ! Au point que les meilleurs se surprennent à s'exaspérer contre une méthode qu'ils savent bien pourtant qu'il faut bénir.

La vérité, c'est que ceux qui ont vu,

fût-ce comme enfants, la guerre de 1870, ont peine à se dégager des idées qu'ils prirent alors et qui ont dominé toute leur existence. En 1870, les hommes qui pouvaient rendre service, je dis plus, qui pouvaient se mettre sous les balles, et qui, dans la deuxième partie de la guerre, n'ont pas marché, se sont déshonorés. En conséquence, nous voulons tous marcher. De plus, en 1870, quand on s'engageait, de quelque âge qu'on fût, on allait au feu et quasi immédiatement. Aujourd'hui, les jeunes gens, après avoir fait leurs écoles, iront à l'ennemi; ils n'en veulent pas douter, et l'événement leur donnera raison, mais en ira-t-il de même pour ceux qui ont passé la cinquantaine?

On a beau se dire que les lois et les règlements sont impérieux, qu'il faut s'y soumettre, qu'il faut se féliciter du nombre immense de combattants dont nous disposons, et, plus encore, de la méthode qui préside cette fois à l'armement de la France, la situation est dure pour les trop jeunes, qui piétinent d'impatience, et surtout pour les quinquagénaires, qui ne voient pas bien quel rôle on leur réserve dans quelque Perpignan lointain ou bien garder les voies ferrées...

Je remercie le ministre de la Guerre qui

m'a appelé dans la Commission que préside Barthou. Il s'agit d'étudier, d'apprécier, d'employer, de coordonner des œuvres qui, par milliers, s'offrent pour servir les combattants et les non-combattants, pour aider les soldats et pour repousser la misère. Cette Commission rendra de réels services. Et puis, il y a le *Secours National*, ce groupement dont je vous ai parlé, où tous les partis s'unissent pour quêter dans l'univers et apporter des millions à la France en péril. Enfin, il y a la *Croix-Rouge* du premier arrondissement, à laquelle je dois tout naturellement ma collaboration, afin de secourir les non-combattants dans les galetas où l'on a faim et les combattants dans les ambulances. J'ai là trois œuvres très utiles, sans compter d'autres soins de propagande, et c'est assez pour remplir les journées, même pour remplir l'esprit. Mais tout cela n'arrive pas à accaparer suffisamment l'âme. On se surprend à se croire en faute, c'est ailleurs qu'on voudrait être, là-bas, au champ du devoir.

IX

A UNE JEUNE LORRAINE COMÉDIENNE
ET LIGUEUSE

14 Août 1914.

Je viens de suivre le cercueil d'une jeune comédienne du Théâtre-Français, M^{lle} Malraison, admirée et aimée de tous les ligueurs. Elle venait dans toutes nos fêtes ; elle y disait avec un feu étonnant les poésies de Déroulède. C'était une chose charmante et touchante de voir par les plus mauvais temps, aux plus lointains quartiers, dans nos salles de réunion, souvent des salles de brasserie bien enfumées, arriver cette jeune fille, à la fois brillante et parfaitement simple. Vous pensez quel accueil enthousiaste lui faisaient nos ligueurs et nos ligueuses, quels bravos redoublés, quel ban, quel triple ban ! Et sitôt qu'elle montait sur la scène, sur l'humble estrade, que de rires et de larmes ! Elle s'appelait elle-même, en plaisantant, « l'enfant adoptive de la Ligue ». Elle en était la muse, la jeune déesse aimée et respectée de tous. Songez donc si nos ligueurs, tous épris de théâtre, en vrais Parisiens, étaient fiers de leur comédienne ordi-

naire, de cette enfant qu'ils avaient connue, il y a trois ans, élève du Conservatoire, puis lauréate des deux prix de tragédie et de comédie, pensionnaire ensuite du Théâtre-Français et jouant avec triomphe sur cette scène éclatante le rôle de Dona Sol, son beau rôle dont elle fut si enivrée qu'en mourant elle a demandé d'être ensevelie dans sa robe de mariée du cinquième acte.

Comment cette jeune fille, qui s'en va à vingt-quatre ans, était-elle ainsi devenue une ligueuse et des plus actives ? Je lui dois mon témoignage et l'expression de notre gratitude.

Il y a juste trois ans, au mois d'août 1911, Jean, le président du *Souvenir français*, en Lorraine annexée, m'invita à prendre part au pèlerinage sur les champs de bataille et à prononcer un discours à Metz. C'était audacieux de la part des patriotes messins, mais ils le voulaient, j'acceptai. Le secret fut parfaitement gardé. Le 14, dans la soirée, j'arrivai à Metz en automobile. Le 15 au matin, j'assistai à Notre-Dame à la messe de *Requiem*, dédiée aux soldats alsaciens et lorrains, tombés sous Metz en 1870. A la sortie, je me tins près de la porte, avec « les dames de Metz » et les patriotes messins, parmi lesquels je puis

citer le chanoine Collin et Jean (qui sont aujourd'hui en sûreté parmi nous), et tout en serrant la main des assistants, je leur donnais rendez-vous pour le soir à la salle de la Cigogne. Pas d'affiches, nulle annonce, rien qu'une consigne passée de bouche en bouche et que, dans la journée, j'avais encore l'occasion de répandre parmi les paysans sur les champs de bataille. Au soir, la salle était pleine...

Ah ! cette salle inoubliable, les discours du pasteur protestant et du curé de village qui m'encadraient, et ces figures penchées vers moi avec tant d'amitié ! Nommer quelqu'un, à cette heure, ce serait désigner des victimes aux assassins ; mais bientôt, dans Metz libérée, on dressera, à la suite du nom héroïque de Samain, le livre d'or de la fidélité.

Qu'ai-je dit, ce soir-là, aux Messins ? En termes voilés, je leur ai prédit les temps où nous arrivons aujourd'hui et la magnifique union que la France, à cette heure, réalise.

— Nous vous admirons tous unanimement, leur disais-je. Vous savez qu'en France, sur tous les sujets, nous sommes profondément divisés ; c'est notre vieux défaut national ; c'est une maladie dont nous avons toujours souffert et dont nous nous sommes toujours

guéris. A chaque fois que vous êtes en cause, nos partis ne disputent plus que pour savoir lequel d'entre eux vous aime le mieux.

Quand j'eus fini de parler, je causais avec chacun des auditeurs. Une jeune fille grande, toute jeune, avec une figure douce et fine et des yeux immenses, m'aborda, me dit qu'elle était d'un petit village près de Metz, qu'elle y passait quelques semaines, chaque été, qu'elle habitait le reste du temps Paris où elle suivait les cours du Conservatoire. Elle me présenta à une parente âgée qui l'accompagnait. J'avais invité une vingtaine de personnes, parmi lesquelles Samain, à prolonger avec moi la soirée; je priai ces deux dames de vouloir bien être des nôtres.

Dans cette petite réunion plus intime, M^{lle} Malraison nous fut très utile. Je désirais honorer, féliciter, fêter Samain, mais bien que nous fussions entre personnes sûres, il n'était pas raisonnable de laisser trop de place aux discours où les patriotes messins auraient pu se laisser aller et se compromettre. Aussi, après que j'eus exprimé à Samain notre reconnaissance et que je lui eus donné l'accolade fraternelle, je priai la jeune apprentie comédienne de nous dire tout ce qu'elle savait de Corneille, de Racine, de Lamartine, de Hugo

et de Musset, afin de ramener dans cette Metz captive, dans cette forteresse à demi germanisée, l'atmosphère de la France. Et c'était quelque chose de bien émouvant, ces Lorrains de la « Jeunesse sportive », écoutant avec avidité les plus beaux poèmes de chez nous, les vieilles pensées immortelles de France que leur prodiguait la voix chaude et chantante de cette jeune fille. Nous entendîmes ainsi, bien avant dans la nuit, les grands couplets romanesques et passionnés de Musset et les sonorités profondes de Hugo :

O morts pour mon pays, je suis votre envieux.

Les Allemands bafouent les Français d'avoir des âmes chevaleresques. Les Messins de la « Jeunesse sportive » accueillaienent avec enivrement toute cette littérature d'éternelle chevalerie, qui est la nourriture nécessaire à de jeunes Français et qui les place, dans la hiérarchie des êtres, bien au-dessus de la brutalité germanique.

Voilà comment la jeune pensionnaire de la Comédie-Française, que nous avons enterrée ce matin, est entrée en relations avec la Ligue des Patriotes. Voilà le récit fidèle d'un des premiers services qu'elle a rendus avec la plus ardente et charmante générosité à la grande

cause. Voilà les souvenirs et les images que je réveillais, ce matin, dans mon esprit auprès de son cercueil. Il y a cinq, six jours, j'étais allé la saluer dans la maison de santé où une dépêche amie m'avait averti qu'elle était en danger. J'avais causé avec elle, déjà mourante, de la victoire d'Altkirch et je lui avais dit : « Mademoiselle, il faut vite vous guérir. Mais tout de même, si vous avez besoin de quelques semaines de convalescence, prenez-les sans fièvre. Il y aura des hauts et des bas, dans nos succès. Dites-le autour de vous. Ce n'est pas avant plusieurs mois que nous vous inviterons à dire des vers de Corneille, de Hugo et de Déroulède, en l'honneur du martyr de Samain, dans Metz purifiée. »

Tout à l'heure, en arrivant à l'église Notre-Dame-des-Champs, j'ai rencontré sur le parvis le chanoine Collin : « J'ai tenu à venir », m'a-t-il dit. Ce qui reste des ligueurs de Paris était là, à côté des sociétaires de la Comédie-Française et des camarades de théâtre. C'était quelque chose de plus que l'enterrement d'une jeune comédienne, fêtée, adulée ; c'était le cortège d'une jeune femme à qui nous gardons une respectueuse reconnaissance. Adieu, ma jeune compatriote ; vous avez été, selon vos forces, la servante de Metz et de la patrie.

X

NON COMBATTANTS, RETOURNONS
AU TRAVAIL

15 Août 1914.

D'heure en heure, approchent le grand moment et la bataille gigantesque, telle que le monde n'en a jamais vu. Nous ne serons pas battus; les engagements où nos troupes ont pris contact, avec une supériorité éclatante d'élan à l'arme blanche et d'artillerie, en sont la preuve; mais fussions-nous battus, nous ne serions pas vaincus. Écoutez le pas des masses russes! Durons, et quoi qu'il advienne, l'Alsace et la Lorraine vont nous être rendues.

Une fois de plus, répétons notre acte de confiance et de reconnaissance dans le corps des officiers, dans la masse sublime de nos soldats et de notre nation armée, dans l'esprit d'un peuple qui, demain, va se retrouver tout transformé de cœur, tout prêt à embellir la vie des plus humbles, devenus des héros.

Nous, les non-combattants, nous que notre âge empêche de partir ou du moins d'être

immédiatement convoqués ou acceptés, que pouvons-nous faire pour la patrie et pour les combattants ?

Je vais vous le dire. Il faut que nous reprenions notre labeur ordinaire jusqu'au jour d'aller prendre le fusil.

Nous supplions les commerçants et les industriels de se remettre au travail.

L'arrêt du labeur civil conduit directement à une misère prompte et grave des milliers d'hommes et de femmes privés de leurs salaires.

— Vous voulez de l'argent, en voici ! Vous voulez mon concours, je vous l'offre !

Ainsi parlent des milliers de gens de bonne volonté. Qu'ils me permettent de leur dire le résultat de mes réflexions et de mes expériences, depuis dix jours qu'avec tant d'autres je suis l'effort d'organisation des diverses commissions, l'effort de générosité de mon arrondissement et de la France.

La première générosité et la première organisation, c'est que les industriels et commerçants non mobilisés essayent de continuer, de reprendre le travail avec les éléments qui restent et de payer la main-d'œuvre, puisqu'ils peuvent obtenir les retraits d'argent nécessaires à ces paiements,

Beaucoup d'industriels l'ont ainsi compris. Il faut que ce mouvement s'étende. A cet effet, certaines conditions sont indispensables. Je noterai le rétablissement des transports dans les villes et de villes à villes ; les facilités d'aller et venir à l'aide d'une simple pièce, non renouvelable, établissant l'identité, et enfin une protection policière suffisante pour assurer l'ordre dans les ateliers, les usines et les magasins ouverts.

Nul doute qu'aussitôt la mobilisation terminée, le gouvernement, que nous avons trouvé en toutes choses à la hauteur de sa tâche, ne prenne à ce sujet l'ensemble des mesures nécessaires. Je me permets cependant d'insister pour une rapide solution, car chaque jour de retard accumule les ruines et met en danger l'ordre public.

Ce n'est pas le travail qui manque. Il y a seulement un désarroi trop naturel et momentané. Déjà, de source certaine, nous savons (tel grand commerçant du quartier de la place Vendôme me l'écrivait hier) que des commandes nous sont proposées par l'étranger, privé sans doute pour longtemps de la production allemande.

Et pourquoi l'État, la Ville de Paris ne donneraient-ils pas l'exemple en repre-

nant les travaux suspendus ? J'ai entendu dire : « Chaque chantier sera un foyer d'émeute. » Mais pardon ! chaque mairie sera un foyer d'émeute si vous ne reprenez pas le travail.

Remettons-nous, le plus tôt possible, à notre travail ordinaire. C'est la manière de servir les combattants, si nous devons ajourner de les rejoindre. Chassons l'oisiveté. Elle nous apporterait la misère avec son cortège néfaste ; elle est mauvaise conseillère. Au point de vue militaire même, la reprise des affaires serait d'excellent effet. Elle ferait une diversion pour nos esprits, excités par le manque de nouvelles. Une certaine insensibilité de l'opinion publique serait bonne (j'exagère ma pensée) pour permettre la réalisation du plan qui sauvera la France. Il faut que notre nation sache accepter un utile silence, parfois bien angoissant ; qu'elle supporte, s'il y a lieu, des batailles indécises, voire des échecs, au bout desquels arrivera toujours l'épuisement de l'Allemagne affamée.

Non-combattants, votre devoir immédiat, c'est de retourner au travail. Employeurs, vous servirez la France en rouvrant vos maisons, dans vos cadres diminués, pour accueillir ceux dont le métier par ailleurs est devenu

impossible. Ville, État, gouvernement, une fois la mobilisation militaire réglée, donnez vos soins urgents à la reprise de ce qu'on pourra de commerce et d'industrie.

XI

L'ALSACE CONFIANTE DANS LA VICTOIRE

17 Août 1914.

A toute heure de jour ou de nuit, durant ces longues semaines, j'entends la voix de nos amis d'Alsace et de Lorraine qui, jamais, n'ont douté de la France.

Que deviennent-ils à cette heure? On me le demande. J'interroge. Et, partout, c'est le plus terrible silence. Hier, j'ai vu le président du petit groupe des étudiants alsaciens qui, toute cette année, terminaient en Sorbonne leurs études.

— Eh bien? lui ai-je dit.

— Nous ne sommes que deux, m'a-t-il répondu. Les autres ont été surpris par cette guerre au cours de leurs vacances en Alsace.

Nous nous sommes regardés sans mot dire. C'est trop clair. Ces jeunes gens ont subi le sort de Samain, ou bien, à cette minute, dans

les rangs allemands, tandis qu'ils tirent en l'air, ils reçoivent les balles de nos soldats qu'ils aiment et qu'ils appellent... Et vous pensez comme ils sont traités par leurs odieux compagnons d'armes qui, pour commencer, nous le savons de source sûre, ont dépouillé de son argent de poche chaque soldat alsacien.

Ah ! l'Allemagne, en face de la France si pure, se souille de tous les crimes, et l'univers en est témoin.

J'entends la voix de ces jeunes gens, je me rappelle les propos que m'ont tenus mille fois mes amis d'Alsace et de Lorraine. C'était toujours de la revanche qu'ils parlaient. Ils ne se lassaient pas de comparer l'armée allemande, où ils avaient servi (par notre faute), avec l'armée française, où ils ont des parents et qu'ils vont à tous instants observer, étudier. Personne mieux que les annexés ne connaît nos forces militaires. Voulez-vous que je vous rapporte ce qu'ils me disaient et que vous savez, mais que leur expérience fortifiera dans votre esprit ? Aussi bien, à cette minute, et durant ces longs retards, pour nous si favorables, où la bataille gigantesque se prépare de Bâle à Maestricht, tandis que notre regard, notre esprit, tout notre être sont tendus vers l'immense front des deux armées, chacun

de nous aimera de faire, en communion avec les martyrs alsaciens et lorrains, son acte de confiance dans la supériorité française.

Que de fois, en nous promenant sous les forêts de Sainte-Odile ou bien sur les champs de bataille de Metz, nous avons causé de l'armée allemande ! Elle n'effraye pas les annexés. Ils jugent qu'elle n'a donné depuis 1870 aucune preuve heureuse de ce qu'elle saurait faire, tandis que les Français se sont battus de tous les côtés en montrant de saisissantes qualités. Dans leurs expéditions coloniales, les Allemands ont eu de gros déboires, des mécomptes durant leur conquête du Cameroun, et dans le sud-ouest africain, la révolte des Damanos leur a coûté des efforts, des échecs.

Je vous répète tout cela sèchement. On a, ces jours-ci, une espèce de pudeur, une retenue à mettre en valeur, à trop affirmer ce qui fait l'objet de toutes nos inquiétudes. Je diminue la pensée de mes chers compagnons de pèlerinage. J'en gâte l'accent. Il y avait, dans toutes leurs explications, un ton superbe d'espérance.

Les Alsaciens et les Lorrains sont de grands connaisseurs en choses militaires. Ils admirent les qualités guerrières individuelles du soldat

français. Ils les énumèrent et les analysent : désir de l'aventure' (on veut voir du nouveau), désir de se battre (c'est le caractère offensif de notre race), vertu de gaieté, de bonne humeur, de ressort (un Français pense vite à autre chose qu'à son ennui). Mais la supériorité décisive du soldat français sur l'allemand, c'est son intelligence.

— Votre artillerie, me disait un Lorrain (artilleur au service de l'Allemagne), vaut par son matériel, mais plus encore que par l'outil, vous l'emportez par son emploi. Et puis l'initiative, ce que Napoléon appelait « le courage de l'improviste » et qu'il déniait aux Allemands, convient à merveille aux nécessités de la guerre moderne. Quand les troupes s'avanceront en ordre dispersé, par petits paquets épars, au hasard des facilités du terrain et des abris, les chefs seront forcément éloignés et l'initiative de l'individu jouera un rôle essentiel. Dans cette situation le Français sera excellent. Au contraire, l'Allemand, obéissant, discipliné, passif, ne peut se passer d'avoir son chef sous les yeux. Privé de son maître et de son guide, il s'étonne, s'effare et s'en va. »

Nos amis Alsaciens et Lorrains prouvaient cette assertion par des exemples tirés des

grandes manœuvres allemandes auxquelles ils avaient pris part, ou bien ils remontaient à Iéna, où l'on vit l'éparpillement de la plus solide armée de métier, évanouie comme un souffle après une seule affaire. Ils me rappelaient, plus près de nous, la débâcle complète (et trop peu connue) du corps d'armée bava-rois après la défaite de Coulmiers. Mais, aujourd'hui, à l'appui de leur thèse, que d'épi-sodes déjà nous pouvons citer, comme celui du lieutenant de dragons Bruyant qui tue l'officier allemand et qui voit aussitôt déguer-pir devant ses sept cavaliers les trente uh-lans. Que nos formidables ennemis aient une dé-faite, c'est grande chance de débâcle.

— Les officiers français, continuaient les annexés, oh ! là-dessus, soyez tranquilles ! qu'il s'agisse d'instruction générale ou profes-sionnelle, ils sont nettement supérieurs aux Allemands. C'est par leur excellence propre qu'ils dominant leurs hommes, bien plus que par le prestige du galon, car socialement, en France, officiers et soldats sont de la même glaise. Cette maîtrise non artificielle se main-tiendrait au feu ; elle repose sur des données de nature. Tout au contraire, l'officier alle-mand domine par le prestige de la caste. Il est obéi, certes, mais il n'y a pas entente

étroite, et, quand le danger arrive, la crainte la plus pressante l'emporte.

— C'est très bien, disais-je. Mais le haut commandement ?

Rien ne gêne la confiance des patriotes de Lorraine et d'Alsace. Ils m'expliquaient qu'en Allemagne les inspecteurs d'armée (c'est le titre des grands chefs) sont le plus souvent des princes du sang ou quelques membres des diverses maisons royales. Il n'y a aucune raison pour que ces grands personnages aient de leur naissance la science. Sans doute leur donne-t-on des chefs d'état-major capables, mais cela n'est qu'un correctif.

Et nos Lorrains, nos Alsaciens gouailleurs de s'arrêter dans leurs raisonnements et de rire, car, c'est fatal, au cours d'une conversation sur le haut commandement, surgissent toujours de joyeuses plaisanteries sur les avantages décisifs que la Fortune nous réserve au cas où Guillaume voudrait se mettre à la tête de ses armées.

Je ne riais pas toujours avec mes amis. L'avouerai-je ? je craignais que nos grands chefs ne manquassent de caractère. Le caractère, bien plus que l'intelligence, est le propre des conducteurs d'hommes. Les combinaisons n'ont pas à être si complexes ou si

profondes. Il faut vouloir, il faut choisir et se tenir au choix fait. Il y eut des moments où l'on pouvait craindre de voir à la tête de nos troupes des hommes déformés par l'obsession politique, des caractères gâtés par les fluctuations que leur communiquaient leurs vicissitudes et inquiétudes politiques. On s'habitue à avoir du caractère, à vouloir une chose et à s'y tenir. Mais on s'habitue aussi à changer d'avis, dans le cours de sa carrière, quand l'avancement est en jeu. Un grand chef qui, sept ou huit fois, pour faire sa cour aux dirigeants, aura modifié sa conduite et renié ses principes de vie sera incapable, faute d'éducation de la volonté, le jour grave venu, de prendre la forte résolution. Il n'aura plus l'habitude. « Qu'attendre à la guerre, disait von der Goltz, d'hommes qui ont passé leur vie à trembler? » J'ai crain par fois que là ne fût notre danger. Mais l'événement nous rassure. Dans la série des miracles qui, depuis vingt jours, relèvent la France, il y a ce prodige que nous sommes menés par des chefs admirables de caractère, qui subordonnent tout à la victoire, qui prennent leurs pleines responsabilités et réclament à ce titre tous leurs droits. Les opérations sont conduites dans leurs plus minces détails par des chefs

absolument maîtres de tous leurs mouvements. Et par là nous vaincrons.

Ah ! mes chers amis d'Alsace et de Lorraine, vous les vivants, et vous qu'ils martyrisent, et vous qu'ils ont assassinés, la victoire française qui s'avance vers vous, toujours vous l'aviez prédite. Je me rappelle, j'entends vos voix ; nous étions assis à quelque table dans la montagne vosgienne ou bien devant l'auberge d'un village messin. Quelque vieil homme ou bien un jeune garçon, ou parfois une vaillante femme, des vaincus, des annexés, enfin quoi ! des sujets allemands, nous faisaient la plus haute et la plus solide louange de la France. Je n'en puis retenir que l'argument tout sec. C'est de parti pris que je laisse tomber les sites, les acteurs, les détails, toutes les circonstances qui rendraient vivant le discours. Qu'ils demeurent dans l'anonymat et soient glorifiés en masse, les héros de l'Alsace-Lorraine, jusqu'au jour de la justice ! Il suffit que l'on donne à leurs voix un écho, pour que leurs espérances, appuyées sur une expérience douloureuse, viennent à cette heure nous fortifier. Voilà quelle conviction anime les gens d'Alsace et de Lorraine. Voilà les pensées de libération qui se lèvent des champs où la Fortune,

il y a quarante-quatre ans, nous trahit. C'est le chant sublime à la lumière du jour, le salut à l'aurore que le musicien de *Fidelio* prête à ses prisonniers, quand ils montent sur la terrasse de leurs cachots.

XII

CET ADMIRABLE ÉTAT-MAJOR

20 Août 1914.

Quand je me retourne vers les mois passés qui furent remplis de tant d'ignominies, je me dis : Comment de ce cloaque est donc sortie cette France si pure ?

C'est un miracle, mais Jeanne d'Arc disait déjà : « Aide-toi, le ciel t'aidera ». Le miracle fut préparé. Maintenons notre regard sur les derniers mois, écartons la basse politique, balayons en esprit toute cette fange qui recouvrait le pays vrai, et nous verrons qu'à certains jours, sur certains points, on pouvait discerner la qualité, la vertu de notre race et pressentir, prophétiser de quoi nous allions être capables.

Vous rappelez-vous l'enterrement de Déroulède ? J'en appelle à tous ceux qui suivi-

rent le magnanime cortège. Il y eut, ce jour-là, dans Paris un silence et un sérieux qui sont juste les couleurs des semaines que nous vivons maintenant. Ce grand jour de deuil et de respect, ce jour d'unanimité française nous donnait un signe de l'état sublime où depuis trois semaines se hausse et se maintient l'âme de la patrie.

Un enthousiasme grave ! Voilà ce que nous fait voir notre nation. L'âme est tendue ; elle dédaigne les gestes et les cris ; elle se réserve pour aller, le moment venu, jusqu'au bout de l'action utile, jusqu'au sacrifice absolu de soi-même. Nous avons connu les fièvres françaises, ces mouvements imprévus, ces vagues de fond. Bien des fois elles sauvèrent notre pays. Mais aujourd'hui, c'est moins une fièvre qu'une sainte exaltation disciplinée.

Une exaltation disciplinée ! Arrêtons-nous sur cette vue. Il n'eût pas suffi que la France reçût l'étincelle morale, que chacun retrouvât dans son cœur le foyer des sentiments nobles et des grandes actions. Il fallait que toute la machinerie militaire fût prête, qu'il y eût des armes, des vivres, des transports, des plans, une méthode. La France va triompher parce qu'elle a retrouvé son âme

profonde, éternelle, sa vaillance, sa fierté, son allégresse héroïque, et parce qu'en outre elle a été dotée, secrètement, lentement, sagement, de la plus forte préparation à la guerre.

Nul ne l'ignore, bien que certains le taisent. Pour triompher, il faut à la dernière minute le feu sacré chez tous, mais au préalable il faut de longues années, de longues veilles consacrées au travail, à la froide science.

Au terme de la mobilisation, à l'aurore de la bataille gigantesque où les intérêts de notre patrie, de la justice et de la civilisation sont étroitement confondus, les Français, chapeau bas, veulent saluer, remercier l'état-major de l'armée.

Ah ! les bons citoyens, les esprits solides, les vrais savants, les dignes élèves et successeurs de tous nos grands hommes ! Comme ils ont bien travaillé ! Comme ils ont justement méprisé tous ces nigauds de pacifistes qui démoralisaient les courages, en assurant que les bons Allemands ne voulaient pas la guerre ! Comme ils ont courageusement serré leurs rangs sous la mitraille des gens haineux qui les décimaient ! En ai-je vu jetés à terre par les politiciens de ces courageux officiers !

N'importe! sans même relever leurs morts, ils reprenaient la besogne, continuaient à préparer la mobilisation, à la tenir jour par jour en rapport avec les dispositions allemandes. Vous rappelez-vous le temps où les politiciens ruinaient le service des renseignements? Vous rappelez-vous le temps où ils économisaient sur nos approvisionnements? Vous rappelez-vous le temps où ils faisaient de nos officiers des maîtres d'école bétas? Vous rappelez-vous le temps où ils brisaient les meilleurs?

Ah! revoyons-les avec une joyeuse horreur, les années maudites qui sont bien écoulées! Que de tapage, de querelles, de conspirations venimeuses et de bêtises dangereuses! Combien étions-nous pour dire : « La véritable, la seule affaire, c'est la préparation morale à la guerre? » On nous faisait effrontément l'éloge des Allemands, « ces hommes doux et généreux, méchamment calomniés par une poignée de chauvins et par des Alsaciens-Lorrains, ingrats, tout comblés de faveurs. » Quand nous dénoncions le plan des pangermanistes, ce rêve, poursuivi avec constance et cent fois vaticiné, de dépecer notre territoire, de détruire notre civilisation et de briser les os de notre race,

on haussait les épaules. Cette petite pécore de Colette était bien dégoûtée de ne pas épouser le bon monsieur Asmus ! Qu'avait donc à récriminer Ehrmann d'être au service de l'Allemagne ! Heureusement, dans ces années de folie, pour le salut du génie français et de la civilisation humaine, l'état-major jamais n'a cessé de travailler.

A cette heure, aux armées de la France, dans quelque petite ville de Champagne, il y a des hommes qui taisent obstinément leurs noms (nul compte-rendu ne les mentionne), mais de qui la gloire et le génie ne tarderont pas à éclater au milieu des transports de la reconnaissance nationale, des hommes qui avaient été persécutés par l'intrigue d'une telle manière que c'est miracle si un ministre patriote a pu les remettre en selle, leur faire rattraper l'avancement et empêcher qu'ils fussent des forces perdues pour la défense nationale. Cette poignée d'hommes assure le salut du monde. Il n'eût pas suffi qu'une fièvre sublime soulevât, ce mois-ci, notre nation, et que notre jeunesse tout entière, la poitrine joyeusement gonflée d'héroïsme, se portât sur la frontière. Il fallait une organisation. Nous allons être sauvés par la vertu que déploie dans ce mois d'août notre nation et par

la vertu accumulée secrètement durant des années dans notre corps d'officiers.

Je ne rappelle pas les temps abjects pour le plaisir d'y salir ma plume, trop heureuse depuis vingt jours de peindre avec des couleurs d'azur, d'or et d'argent les premiers feux, l'aurore de notre renaissance. Je dis les persécutions que subirent les officiers du haut commandement et toute l'armée pour marquer d'autant mieux leur mérite réel. On les mordait, ils travaillaient. Je revois le banc de la Chambre, durant la discussion de la loi de trois ans. De quel éclat moral brillaient leurs figures solides et constantes, au milieu des éblouissants bavardages. Par légèreté, par inintelligence, par égoïsme de parti, on a essayé alors de nous désarmer. Nous fûmes sauvés par la clairvoyance de ces gens-là. Ils parlèrent peu ou point, mais ils avaient réfléchi pendant des années. Et la patrie fut garantie par les hommes politiques qui eurent l'esprit et le cœur de recueillir le fruit de ces longues méditations et de se ranger à la thèse de l'état-major.

C'est justice que l'on salue les grands serviteurs anonymes qui n'ont pas permis que nous fussions livrés au hasard.

La patrie confiante remercie cet admirable état-major.

XIII

RETOURNONS CHEZ NOS FOURNISSEURS

21 Août 1914.

La situation des non-combattants demeure grave. Regardons aujourd'hui le sort des ouvrières. Il n'y a pas lieu d'établir entre elles des catégories. On parle des épouses, mères ou filles de combattants. Sans doute ! mais quand elles n'auraient ni mari, ni fils, ni père à l'armée, si elles ont des enfants ou des parents à leur charge, si elles sont personnellement sans ressources, ne sont-elles pas, les unes comme les autres, des victimes de la guerre ? Toutes ont besoin de manger et sont privées de travail, c'est-à-dire de pain, par la tragédie nationale. A toutes donc, il faut assurer le salaire vital.

Ce qui éclate aux yeux, c'est le droit de cette immense classe ouvrière à s'asseoir à la table commune et à participer au bien-être d'un pays qu'elle collabore si largement à défendre.

L'assistance, les secours, c'est bien, très bien, mais fort insuffisant et plein d'inconvé-

nients. Des milliers de femmes laborieuses, dont les ateliers sont fermés, assiègent les mairies en réclamant un gagne-pain. Si cette situation se prolonge, beaucoup d'entre elles iront nécessairement grossir l'armée déjà si nombreuse de la mendicité organisée. C'est mauvais, au point de vue de la dignité humaine. Du point de vue social même et pour la tenue de l'esprit public en face des événements de guerre, c'est peu salubre. Il faut du travail. L'assistance n'est qu'un expédient, une ressource de seconde ligne.

Où trouver du travail ?

On se tourne vers les patrons. Vous les avez entendus, hier encore, ici même, s'expliquer par la voix autorisée de M. David-Mennet. Ils expliquent abondamment que, faute de moyens de transport et d'argent, ils doivent ajourner la réouverture un peu large de leurs maisons. Le Gouvernement les écoute, promet et commence d'agir. Le *moratorium* vient d'être un peu desserré. Un succès militaire, en éloignant de notre territoire le théâtre des opérations, favoriserait la reprise p'une sorte de vie normale. De ce côté, la voie se dessine. Mais c'est aux consommateurs, aux « clients » que maintenant je vais m'adresser.

Il est facile, on aime à le constater et à le proclamer, il est facile d'obtenir du public des sommes assez importantes pour tout ce qui porte un caractère de secours. Eh bien ! ce sera faire œuvre également patriotique si chacun de nous s'ingénie à aider la reprise des affaires. L'État, les villes, les commerçants entre eux doivent se concerter ; mais les particuliers peuvent être du plus grand secours. Nous devons étudier modestement dans notre foyer quelles commandes nous sommes en mesure de donner à nos fournisseurs.

Un exemple va éclairer ma pensée. Un de mes amis, grand commerçant de ce quartier de la place Vendôme, où des milliers de Parisiennes vivent des industries de luxe, me disait hier :

— Je suis content. Quelques-unes de mes bonnes clientes viennent de m'apporter leurs dentelles à réparer, afin que j'occupe mes ouvrières.

— C'est très bien ! lui ai-je répondu : mais comment diable vos clientes ont-elles de l'argent ?

— Les unes m'offrent un acompte ; d'autres me paieront après la guerre. Ah ! il faut que chacun y mette du sien ! A cette heure, j'assure la demi-journée à toutes mes ouvrières

parisiennes nécessiteuses. Celles qui ont un peu d'avance m'ont dit elles-mêmes qu'elles attendraient quelque temps. Encore un effort des consommateurs et bientôt je crois que je pourrai faire mieux.

Je sou mets cette petite histoire modeste à mes lecteurs, et je prie mon relieur de venir prendre chez moi un ballot de livres, s'il peut se contenter d'un acompte.

XIV

LE FEU SACRÉ

22 Août 1914

D'où vient ce prodige, cette transfiguration de la France? Comment sommes-nous tous debout, unis, purifiés, enflammés?

La France a toujours été la terre des réveils et des recommencements. Ses ennemis la croient mourante; ils accourent haineux et joyeux; elle se dresse au bord de sa couche et dit en saisissant l'épée : « Me voilà ! Je suis la jeunesse, l'espérance, le droit invincible. Je suis jeune comme Jeanne d'Arc, comme le grand Condé à Rocroy, comme Marceau le républicain, comme le général Bonaparte. »

Elle respire à pleins poumons l'atmosphère des grands jours religieux, nationaux, et d'un mouvement de l'âme décide la victoire.

C'est pour exprimer cette force de résurrection qu'il y a dans notre race, que nous demandions une fête nationale en l'honneur de la Pucelle lorraine, qui sauva la patrie quand tout semblait perdu. Si nous n'avons pas la fête et la commémoration du miracle, nous avons mieux, car voici que le miracle recommence. Nous vivons aujourd'hui un de ces moments sublimes, à la française, où tout est sauvé par l'embrasement du foyer profond.

Les Allemands disaient : « Cette France épuisée par des siècles de grandeurs et plus encore par les désirs où elle se déchire, en voulant tout à la fois maintenir son passé et préparer l'avenir du monde, nous allons en faire aisément notre esclave. C'est une proie riche et facile. Ses fils ont pris en dégoût la guerre, ils ne veulent plus que se battre entre eux. »

Qu'ils nous regardent, ces Germains ! Ils verront nos jeunes gens, les yeux brillants, la poitrine gonflée par l'amour de la vraie gloire et par le mépris de la mort, former un rempart derrière lequel les aînés attendent l'heure d'aller remplir les vides sanglants. Une force

mystérieuse, qui ne s'incarne dans personne et qu'aucune volonté ne commande, nous relie étroitement, coudes à coudes et les pas dans les pas. Les frères ennemis d'hier sont devenus des frères d'armes et des frères en esprit. Plus de partis! Une seule âme élancée vers le ciel et brûlante!

Ah! de quel cœur, de quel sanctuaire a-t-il jailli, le feu rédempteur qui vient d'enflammer la France? Quel mot d'un grand poète s'en est allé ranimer dans nos consciences l'esprit, de nos aïeux? Quel acte d'un politique génial a su percer des épaisseurs d'indifférence et faire jaillir la nappe profonde? Qui devons-nous remercier et glorifier d'avoir jeté dans notre nation un tel courant de force et d'amitié?

C'est l'Alsace-Lorraine qui nous a sauvés. C'est d'Alsace qu'est partie l'étincelle libératrice. Le secret de notre puissance reposait au fond de nos êtres, inconnu de nous-mêmes. La gangue épaisse fut forée, la source commença de jaillir, quand, il y a quelques mois, l'impérialisme militaire s'avisa de brimer, provoquer et frapper d'honnêtes bourgeois, ouvriers, paysans d'Alsace, parce qu'ils gardaient silencieusement une filiale sympathie pour le génie de la France. Ces méchancetés

arrogantes, ces offenses à la justice, cette barbarie insultant à la fois notre patrie et l'humanité, voilà ce qui a réveillé d'abord, chez nous tous, le sentiment de notre supériorité morale et l'idée de notre mission. Ce n'est pas nous qui avons posé la question : « Quel est l'esprit qui doit gouverner le monde? » mais puisqu'on la posait, d'une seule voix la France a répondu : « L'esprit d'injustice ne peut pas prévaloir sous le ciel ». Et de l'univers entier les cœurs et les armées accourent nous assister.

Alsace-Lorraine, fille de la douleur, sois bénie! Depuis quarante-trois ans, par ta fidélité, tu maintenais sous nos poitrines, souvent irritées, une amitié commune. Les meilleurs recevaient de toi leur vertu. Tu fus notre lien, notre communion, le foyer du patriotisme, un exemple brûlant. Aujourd'hui le feu sacré a gagné la France entière. Tu nous a sauvés de nous-mêmes. A nous de te délivrer, Rédemptrice.

XV

LETTRE OUVERTE

AU MINISTRE DE LA GUERRE

Accueillons les prisonniers Alsaciens et Lorrains.

23 Août 1914.

Monsieur le Ministre,

Nous avons déjà fait aux Allemands quelques milliers de prisonniers. J'imagine que parmi eux il y a des Alsaciens et des Lorrains heureux de jeter à terre des armes qu'ils maudissent. Je l'imagine, que dis-je ? Je le sais. Lisons en effet attentivement ces quelques lignes publiées ce matin dans la presse : « Huit cents soldats allemands prisonniers ont été amenés à Paray-le-Monial, en attendant leur transfert au camp d'Avor, et logés pendant leur séjour aux halles municipales. Comme il se trouvait des Alsaciens parmi ces soldats allemands, une discussion s'engagea entre les deux partis et une bataille sanglante s'ensuivit ».

Lignes mornes et froides, sous lesquelles il est aisé de découvrir le plus effroyable drame. Dans les halles de Paray-le-Monial, les Alsaciens étaient une minorité, traitée par les indigènes et par les autorités militaires sans plus d'égards que les Allemands. On est

distrain, négligent, mal renseigné; on juge sur l'accent; on ne pèse pas ses responsabilités propres; on ne se dit pas: « Voilà quarante-quatre ans que nous laissons ces nobles Alsaciens aux mains et sous la botte de la nation ignoble à qui nous les avons livrés ». Bref, à Paray-le-Monial, on traitait nos frères d'Alsace comme des ennemis. Mais eux, du fond de leur misère, ils se réjouissaient, Ils se f..... des Allemands vaineux. Et ceux-ci ont commencé de les assommer. Sans armes, mais infiniment plus nombreux, ils les ont écrasés sous leurs talons.

Monsieur le Ministre, il faut que l'on intervienne. Les Gouvernements russe et français ont publié des notes pour se recommander l'un à l'autre les prisonniers alsaciens, lorrains et polonais. Je vous demande qu'il y ait des visiteurs alsaciens et lorrains, des hommes des pays annexés, en qui vous puissiez avoir toute confiance, qui visitent les prisonniers et qui fassent le triage entre la bonne et la mauvaise graine.

En même temps que cette lettre ouverte, je vous fais parvenir une note pour mettre sous vos yeux quelques noms des chefs moraux de l'Alsace et de la Lorraine, réfugiés à Paris depuis les premières opérations de la déli-

vance, qui me paraissent les plus aptes à cette tâche, pour laquelle il faut connaître à la perfection tous les dialectes de l'Alsace et de l'Allemagne et les patois lorrains. En outre, ceux que je me permets de vous recommander, ces patriotes, candidats à une *mission toute gratuite*, ont passé leur vie aux pays annexés, connaissent quasi toutes les familles, du moins tous les villages et ne s'en laisseront pas conter. Quand on a pendant quarante-quatre ans souffert de la grossièreté tudesque dans sa personne et dans la personne de son père et de ses fils, on a le flair, on distingue un frère et un chien d'ennemi.

Mon cher Ministre, n'est-ce pas que vous êtes de mon avis ? Quand l'Alsace et la Lorraine, sous une pluie de sang, nous appellent ; quand les Prussiens poussent les Lorrains et les Alsaciens au premier rang de leurs lignes pour s'abriter derrière ces généreuses poitrines, où battent les cœurs les plus français, il faut que nous multiplions les preuves de notre affection pour ceux qu'enfin nous venons venger et sauver. Il faut que nos aviateurs puissent semer les pays annexés et l'armée allemande de papiers disant : « Les soldats allemands originaires d'Alsace et de Lorraine, nés de souche française, sont reçus cordai-

lement en France et placés dans des catégories spéciales, où des faveurs leur sont assurées. »

Quelles faveurs ? Il ne m'appartient pas d'entrer dans le détail et de rechercher de quelle manière ils pourraient être mis à même de travailler dans le civil ou de s'engager dans nos rangs. Je me borne, monsieur le Ministre, à vous soumettre cette triple pensée que nous devons éviter d'être ingrats envers les Alsaciens et les Lorrains, dont la fidélité étonne l'univers ; que nous devons chercher à dissocier l'armée allemande, et qu'enfin nous devons, dès ce temps de guerre, refranciser les Alsaciens-Lorrains. Ils nous aiment, et ceux même qui ne nous connaissent pas sont prédestinés pour nous aimer. S'ils jettent à terre le sabre, le fusil et le casque à pointe, serons-les dans nos bras, épargnons-leur la société des prisonniers allemands. Si je pouvais être à Paray-le-Monial, avec quelle joie j'irais causer et boire un verre avec cette Alsace reconquise.

Veillez recevoir, mon cher Ministre, l'expression de mes sentiments tout dévoués.

MAURICE BARRÈS (1).

(1) M. Messimy accueillit ma requête et nomma officiers, en les chargeant de la mission que je décrivais, les patriotes que je lui désignai et qui firent de la bonne besogne.

XVI

L'AIGLE SURVOLE LE ROSSIGNOL

25 Août 1914.

La France a toute sa jeunesse aux armées. Le sang le plus pur et le plus chaud de la race. Nul de nous ne peut penser à rien autre qu'à ce trésor en danger. Mais que parlons-nous de danger, quand ils ne veulent voir que l'honneur et la joie du combat ? Nous les saluons en masse, nos défenseurs, et puis successivement chacun de ceux que nous connaissons. Je songe aux jeunes gens de ma profession, à mes frères en esprit, aux jeunes littérateurs dont je reçois chaque jour des billets si nobles. Leurs images se lèvent devant moi, vêtues de capotes, coiffées de képis. Mais bientôt je me laisse distraire du décor où je ne suis pas habitué à les voir. Me voici transporté dans un monde prochain et dans une atmosphère sublime. J'assiste à leur retour glorieux, et déjà je discerne par quel épanouissement la jeune littérature, au sortir des

leçons de la guerre, sera récompensée de la part qu'elle prend au colossal effort.

Qu'elle sera belle, après la victoire, la France régénérée ! C'est un monde nouveau qui commence. Tous les ordres d'activité se déploieront avec plus d'élan. L'esprit surtout sera élargi, ennobli, soulevé. Nous aurons des livres issus des plus graves expériences humaines et des poèmes chargés des vertus de la bataille. J'entrevois une haute culture virile, savante et limpide pour tous. Ce sera fini de bêler et de niaiser, et les jeunes artistes qui, dans cette minute, mêlés à tous les rangs d'une nation exaltée, surmontent les alternatives de la peur et du courage, ne cesseront plus de porter leurs regards sur les grands intérêts de la vie des peuples, en même temps que sur les parties divines de l'âme.

Comment de telles épreuves ne nous perfectionneraient-elles pas ? Comment ne nous feraient-elles pas plus vivants ? La guerre va émouvoir ce qui gisait dans notre être le plus profond et nous le révéler. Dès maintenant, chacun de nous comprend qu'il n'est pas à lui seul un être complet et achevé ; nous ne sommes plus tentés de justifier nos particularités, nos humeurs, notre fantaisie ; nous nous courbons et nous rangeons dans un plus vaste

ensemble, la raison nationale, la patrie, toutes les dures et douces lois de la vie en société. Jamais d'une manière aussi claire et aussi pressante qu'aujourd'hui nous ne nous sommes sentis dépendants d'un grand tout. Il n'est pas un de nous qui n'ait vu son amour-propre, son attachement à sa propre personne, se fondre en effusion de respect ou d'enthousiasme.

Les événements viennent de passer sur nous comme le vent sur les épis de blé, et, rempli d'humilité, de bonne volonté, de piété, nous nous courbons et redressons avec tout le champ sous l'orage. Mais, en même temps que chacun acquiert le sens de l'ensemble, la sympathie mutuelle s'est développée. L'estime des individus, les uns pour les autres, est une des conséquences de la guerre. On regarde avec plaisir un enfant qui veut s'engager, une mère qui l'en remercie, un pauvre qui ne récrimine pas, un riche qui joyeusement découvre à braver la mort un nouveau condiment de la vie.

Ainsi, les expériences terribles où nous sommes plongés corps et âmes nous invitent, nous obligent à reviser nos idées, à les mettre au point. Pour ma part, Dieu merci, grâce à ma province et à ma famille, qui m'ont ou-

vert la voie droite et préparé de naissance à discerner ce qu'il y a d'ignoble dans la masse germanique, je n'ai jamais partagé l'erreur de ceux qui se mettaient à l'école de ces pédants peints en barbares. J'ai toujours connu les Allemands comme dénués de fierté chevaleresque, et, hier encore, en lisant les *Mémoires de Richard Wagner*, je notais, à plusieurs reprises, en marge de mon exemplaire, que voilà un maître de qui le génie n'empêche pas qu'il a des parties de goujat. Mais plus près de moi, en France, ai-je toujours suffisamment compris les dispositions affectueuses et nobles?

Demain, il n'y aura plus de place dans aucun esprit pour l'anarchie; mais, en revanche, il faudra accorder plus de crédit à l'individu. Dès aujourd'hui, nous voyons mille sources jaillir autour de nous que nous n'avions jamais soupçonnées.

Écrivains, déchirez la page interrompue; poètes, abandonnez votre chanson, fût-ce au milieu d'une strophe, et si fort qu'elle ressemble à votre âme. Jetez même un adieu rapide à votre cœur d'hier. En revenant du Rhin, vous serez montés si haut, avec des ailes si fortes, que vous surpasserez tous vos rêves, comme l'aigle survole le rossignol. Le

destin nous entraîne. Les maîtres ont fini leur enseignement et vous, de vos mains heureuses, vous saisissez le fruit du miracle, le fruit formé à notre insu dans les années que nous croyions stériles.

II

DEUXIÈME PHASE

LA RETRAITE

(25 Août-5 Septembre) .

Nous nous replions.

Sitôt connue du Gouvernement, la retraite amène une modification du ministère qui prend un petit air de « Ministère de défense nationale ».

L'armée d'Alsace, car nous avons besoin de toutes nos forces, évacue pour la seconde fois Mulhouse. En Lorraine, nos magnifiques troupes, à force d'héroïsme, établissent avec les Allemands une sorte d'équilibre.

Le général Joffre dirige la retraite en s'efforçant de maintenir la ligne de ses armées.

Il guette la circonstance favorable qui lui permettrait de reprendre l'offensive avec la totalité de nos forces et des forces anglaises; il utilisera, s'il y a lieu, les cours d'eau qui forment ligne de défense, la Somme, la Marne, l'Aube; il ira, s'il le faut, jusqu'à la Seine et au Morvan.

Ce vaste mouvement de repli est protégé par nos première et deuxième armées qui restent magnifiquement en position, face à l'Est, et chemin faisant les armées qui se replient cherchent à multiplier les retours offensifs qui, bien que victorieux, ne retardent pas beaucoup leurs poursuivants; attaque heureuse menée sur Saint-Quentin par Lanrezac pour dégager l'armée anglaise; attaque vers Guise, par Lanrezac encore contre la garde prussienne et le 11^e corps d'armée allemand que nous rejetons sur l'Orne, attaque pour empêcher l'ennemi de prendre pied sur la rive gauche de la Meuse, attaque dans les bois de la Marfée et de Jaulnay; c'est la bataille de Sedan par de Langle de Cary. Plus à droite, attaques heureuses encore du général Ruffey sur l'Othain et dans la région de Spincourt.

Cependant entre la cinquième armée, du général Lanrezac, et la quatrième du général de Langle de Cary, il y a un intervalle. Pour le

remplir, une nouvelle armée est constituée; elle se compose de deux corps d'armée, cinq divisions de réserve et une brigade marocaine. Le commandement en est donné au général Foch.

Paris, où rien n'est prêt, cherche à s'organiser. Le général Galliéni est nommé gouverneur à la place du général Michel. On forme la sixième armée ou armée de Paris, avec six divisions d'infanterie (deux d'active et quatre de réserve), ayant pour la plupart déjà combattu en Lorraine, et une nombreuse cavalerie en retraite depuis Charleroi. Elle reçoit pour chef le général Maunoury.

Tel est ce vaste repliement que domine la volonté du chef et que trouble çà et là l'inexpérience des masses à qui il impose ce repliement tactique qu'elles ne comprennent guère.

Joffre eût voulu reprendre l'offensive. La marche de l'aile droite allemande, d'une rapidité inouïe, ne le permet pas. L'armée de Paris n'est pas constituée, et puis l'armée anglaise, refoulée de nouveau par l'ennemi, découvre le 31 août notre flanc gauche. Le 2 septembre au soir, la brusque avance de l'ennemi est telle qu'un corps de cavalerie allemand a franchi l'Oise et s'est porté jusqu'à Château-Thierry. L'armée de von Kluck (la première armée), comprenant quatre corps d'armée actifs et un

corps de réserve, a dépassé Compiègne. L'armée de von Bulow (deuxième armée), comprenant trois corps d'armée actifs et deux corps de réserve, atteint Laon. L'armée de von Hausen (troisième armée), comprenant deux corps actifs et un corps de réserve, franchit l'Aisne entre Château-Porcien et Attigny. Plus à l'est, entre Vouziers, Verdun et les Vosges, les quatrième, cinquième, sixième et septième armées, soit douze corps d'active, quatre de réserve et de nombreuses formations, sont au contact de nos troupes.

Un échec, dans ces conditions, c'était nos armées coupées de Paris et des forces anglaises, en même temps que de la nouvelle armée Foch. C'était tout risquer sur un coup de partie. Le général Joffre opta pour l'ajournement de l'offensive et la continuation de la retraite.

Il fixait pour limite extrême à notre mouvement de repli les vallées de la Seine et de l'Aube. Au reste, avant d'atteindre cette limite, on attaquerait, dès que le dispositif réclamé par le Généralissime aurait été réalisé.

Le 5 septembre, il apparut que la situation désirée existait. L'armée de von Kluch (première armée allemande), poussant l'audace jusqu'à la témérité, s'attachait à couper de Paris nos armées. Au lieu de se jeter dans Paris qui

« était pas à même de se défendre, elle en préparait l'investissement, en même temps qu'elle continuait à chercher l'enveloppement de notre gauche. Mais, différence capitale entre notre situation du 5 septembre et celle du 2, cet enveloppement n'était plus possible. En effet, notre cinquième armée, ancienne armée Lanrezac, aujourd'hui commandée par le général Franchet d'Esperey, avait pu occuper la ligne Sézanne, Villiers-Saint-Georges, Courchamps, et les forces anglaises rassemblées entre la Seine et la Marne et flanquées à leur gauche de l'armée nouvellement créée de Foch se liaient étroitement au reste de nos forces.

C'était là le dispositif cherché par Joffre.

On dit que le général Galliéni, gouverneur de Paris, engagea de sa propre initiative la bataille, en jugeant que l'armée de Franchet d'Esperey courrait le danger d'être prise en flanc et à revers par von Kluck. Il aurait pris sur lui de lancer, le 5 septembre au matin, l'armée de Paris, la sixième armée commandée par Maunoury, contre le quatrième corps d'armée de réserve que von Kluck avait placé en flanc-garde près de Dammartin pour couvrir sa manœuvre audacieuse.

Quoi qu'il en soit de celui à qui il faudra attribuer l'honneur d'avoir engagé cette bataille

de l'Ourcq, première phase de la bataille de la Marne, les troupes de Maunoury comprenant qu'il s'agissait du salut de Paris et de la France, attaquèrent avec fureur et les Allemands, après une belle défense à Saint-Soupplets, se virent contraints de reculer jusqu'aux abords de l'Ourcq.

Au soir, le généralissime adressait à tous les commandants d'armée un message leur ordonnant d'attaquer.

« L'heure est venue, disait-il, d'avancer coûte que coûte et de se faire tuer sur place plutôt que de reculer. »

Magnifique et sombre appel à l'héroïsme des Armées de la France, anxieuses de sauver Paris, et à l'énergie des chefs pour exiger que maintenant l'expérience des batailles fût acquise.

Le 2 septembre, le Président de la République, les ministres, la plus grande partie des parlementaires, tous les services gouvernementaux et une très nombreuse population avaient quitté Paris, le siège officiel des pouvoirs publics étant transporté à Bordeaux.

I

NOS CERTITUDES DE VAINCRE

26 Août 1914.

C'est un manque à gagner. Notre armée n'est pas entamée. Elle est prête à reprendre l'offensive, au premier ordre de son chef. Hier elle n'a pas pu rompre, briser la masse formidable des troupes allemandes; elle les a du moins affaiblies et arrêtées. Vive l'armée! Et nous, sans laisser les alternatives de la fortune accaparer plus que de raison notre esprit, obligeons-le à revenir toujours au point central de la question et à considérer l'ensemble de la situation. Au milieu des événements mobiles, ne perdons pas de vue ce qui est certain. Eh bien! ce qui est certain, la vérité d'où nous ne devons pas bouger, c'est que notre victoire définitive est assurée, si nous tenons jusqu'à ce que la marche russe et le blocus anglais aient donné tous leurs résultats.

Il est faux et par conséquent mauvais de raconter au public que les cosaques sont à cinq jours de Berlin, mais il est exact que plus de la moitié des troupes que le grand état-

major allemand avait mises en barrage sur la frontière de Russie sont brisées, refoulées avec des pertes énormes. Le rouleau à vapeur est en marche sur la Germanie démunie. Quand arrivera-t-il sur Berlin? Qu'il y faille trente jours, qu'il y faille deux mois, je n'ai ni la science militaire, ni le don de prophétie, mais dans un délai prochain les Allemands auront à se retourner face aux Russes.

L'état-major allemand a toujours proclamé que ses armées se porteraient, avec la rapidité et la brutalité de la foudre, sur les armées françaises pour les anéantir avant même qu'elles fussent formées. Or, nous voici au vingt-cinquième jour de la mobilisation, au vingt-troisième jour de la guerre. C'est en vain que toutes les forces allemandes, les meilleures, ont poussé d'un élan massif sur nos frontières. Elles n'ont pas conquis la liberté de faire face aux Russes. Elles ont à subir l'offensive de nos troupes, et ne l'arrêtent que pour se trouver à leur tour arrêtées par notre défensive.

Dans une guerre où chaque jour gagné équivaut pour nous à une victoire, l'Allemand est plus éloigné de Paris qu'il n'aurait dû l'être normalement au premier jour de sa mobilisation. Il n'a en rien préparé la destruc-

tion de nos armées. Nous avons essayé de le couper en deux; nous y avons échoué; mais les coups que nous lui avons portés valent bien ceux qu'il nous a donnés. Voilà le fait essentiel. Sans doute notre offensive n'a pas balayé l'envahisseur. Ce magnifique résultat qui sur l'heure eût quasi terminé la guerre, nous fait défaut. Mais notre situation défensive demeure intacte en présence d'un ennemi qui, dans un délai prochain, devra détacher une partie de ses forces pour faire face aux deux millions de Russes en marche.

Je demande pardon au public de *l'Echo de Paris* de lui répéter ce qu'il sait déjà et peut-être bien mieux que moi. Mais pourquoi ne pas le dire? Nous considérons nos lecteurs comme des chefs d'opinion; nous avons le sentiment qu'eux et nous tous ici, nous sommes montés sur la borne au milieu de la foule et qu'il nous faut à toute heure exposer, crier la vérité.

Combien de temps durera la guerre? Nul ne peut répondre à cette question, non plus que de prévoir les péripéties de la lutte. Mais sur le succès final, nul ne doute. Il faut le dire et le redire et bannir d'inutiles émotions populaires. L'Alsace-Lorraine redeviendra française; la Belgique couverte de gloire tou-

chera le fruit positif de son héroïsme. Cela résulte de l'examen le plus froid de la situation. Il suffit que les deux morceaux de la mâchoire, France et Russie, tiennent bon. Ils tiennent bon, ces deux millions de Russes qui arrivent comme le flot d'une marée montante ; ils tiennent bon, ces soldats de la France dotés d'une artillerie légère incomparable et qui demeurent ce qu'ils furent à travers les siècles, les maîtres à l'arme blanche. A nous aussi, opinion publique, de tenir bon et de ne jamais perdre de vue les raisons certaines que nous avons de vaincre.

C'est un succès de supporter sans en être brisé le poids total de la Germanie. Bientôt une partie de ceux que nous n'avons pu rompre et qui ne peuvent non plus nous rompre s'en vont être appelés par le péril russe. Alors, fortifiés encore par les Anglais résolus à nous donner jusqu'à leur dernier homme, nous réussirons ce que hier nos soldats impatients ont dû ajourner.

II

POUR LES SERVANTES ALSACIENNES

27 Août 1914.

Je me rends parfaitement compte de l'état d'esprit où nous sommes tous. En présence des malheurs immérités qui tombent sur la Belgique et l'Alsace-Lorraine, et des souffrances vaillamment bravées par la noble jeunesse française accourue aux armées, le cœur se durcit. On a dans quelque mesure fait son sacrifice. On s'installe dans une sorte d'acceptation farouche pour soi et pour les autres. C'est l'état d'esprit de Ney quand un soldat le supplie : « Maréchal, j'étais avec vous ici, et là, et là encore, faites-moi ramasser, secourir ». Secourir, mais comment ? Comment consacrer aux cas individuels le temps et l'attention que réclame le salut public ? Et Ney de passer son chemin, en jetant la phrase fameuse :

— Que veux-tu, mon ami ! tu es une victime de la guerre.

Sans doute, mais la France, moins que jamais, en face de l'ignominie germanique, renoncera à ses vertus de mesure, de générosité et de chevalerie. Tout ce qu'il est possible de

tenter pour adoucir les malheurs du temps, sans affaiblir la défense nationale, nous l'appelons. Je demande que l'on me permette, dans le moment où les plus grands intérêts accaparent nos esprits, de plaider en deux mots la plus humble des causes, la cause des servantes alsaciennes surprises par la guerre et traitées, en vérité, trop durement.

J'ai reçu bien des lettres. Elles font comprendre la situation mieux qu'un long exposé. Voici un cas entre vingt autres : une famille de Vincennes avait à son service depuis huit ans une Alsacienne, Marthe Casy, née à Ferrette (Haute-Alsace) de parents français. Dans les premiers jours d'août, ces braves gens recueillirent la sœur de leur domestique, Angèle Casy, jeune couturière, qui manquait de travail. Le 4 août, les deux jeunes filles se présentèrent au commissariat de police pour faire la déclaration exigée par la loi. Elles y avaient été dénoncées comme espionnes allemandes. Ce n'est pas sérieux : que peuvent espionner deux pauvres filles chez un bourgeois de Vincennes ? Mais le commissaire eut peut-être raison en les arrêtant de les soustraire aux mouvements de la foule. Elles furent immédiatement transférées à la Préfecture de police, mises au pain et à l'eau et

couchées sur la paille. Le 10 août, elles furent conduites au camp d'Auville, près d'Angers, et maintenues au même régime, sous la tente. Elles y sont encore.

A qui semblera-t-il raisonnable de traiter ainsi des enfants alsaciennes ? J'ai sous les yeux leurs papiers de famille. Le père a fait la campagne de 1870 dans les rangs français ; le grand-père maternel est un maître-tailleur retraité français ; un grand-oncle est mort aux Invalides ; un autre grand-oncle, mort gendarme français retraité ; un autre, mort chef-armurier retraité. Deux jeunes cousins établis en France sont tous deux à cette heure sous les drapeaux. Bref, c'est la famille alsacienne classique.

Les maîtres de ces jeunes servantes m'écrivent : « Il ne serait pas humain de les conserver dans une si misérable installation jusqu'à la fin de la guerre. Les condamnés de droit commun, à Fresnes, sont mieux traités. Nous sommes disposés à les reprendre chez nous, à payer leur voyage de retour et à nous porter garants de leur patriotisme... »

Je prie encore une fois le lecteur de m'excuser si je l'entretiens d'objets si humbles. Je sais bien qu'à cette heure, pour désarmer la méchanceté du sort, on a peu fait en disant

de ses victimes qu'elles sont innocentes. Je me rappelle le mot qu'un grand génie prête à Napoléon sur le champ de bataille : « Voici trois cent mille hommes, ils sont innocents eux aussi. Eh bien ! demain, trente mille d'entre eux seront morts. » Mais quelle utilité que des Alsaciennes soient malheureuses ? Malheureuses et si cruellement déçues. Ces jeunes paysannes, qui viennent des pays annexés gagner leur vie en servant chez nous, croient monter en grade, se rapprocher de la grande civilisation. Avoir été à Paris ! Quel honneur ! Elles aiment la France avec tant de simplicité de cœur ! Quel avantage, si mince soit-il, voyez-vous à leur imposer cette brutale désillusion ?

On est épouvanté de la tourmente qui passe à cette minute sur le pays de Mulhouse, sur toute l'Alsace et sur la Lorraine. Quand ce serait pour nous le moment de combler de faveur les filles de là-bas (les garçons ne nous demandent que des fusils et une place dans nos rangs), je suis convaincu qu'il suffira d'avoir signalé à qui de droit la situation des servantes alsaciennes, innocentes créatures, sans argent ni protection, réduites par une réglementation trop dure aux extrémités de la plus injuste misère.

III

UN NOUVEAU GAGE DE VICTOIRE

28 Août 1914.

Le remaniement ministériel est accueilli avec satisfaction à Paris. Il en sera de même dans toute la France, chez nos alliés, — et chez les neutres. Nous nous réjouissons que des hommes de valeur reviennent au pouvoir et que les inavouables résistances dont il était question soient reconnues inexistantes.

Nous nous sommes abstenus de rien critiquer, car l'union parfaite que l'on ajournait d'appeler au Gouvernement, nous voulions l'établir dans les esprits. Nous avons de notre mieux soutenu ce qui était soutenable et mis en valeur ce que l'on pouvait louer. Mais enfin il était indispensable que le monde politique sortît d'une période d'union purement verbale et que des rancunes cessassent de priver la France d'utiles services. On n'aurait pas compris que les hommes nationaux fussent exclus plus longtemps d'un ministère de Défense nationale.

Les patriotes s'étonnaient, jusqu'à l'inquiétude, de l'ostracisme opposé aux noms de Delcassé et de Millerand. Les événements qui se déroulent ne sont-ils pas signés de ces deux noms? L'encerclement de l'Allemagne, c'est l'œuvre de Delcassé. La présence à la tête des armées de chefs savants, en qui tous se fient, nous la devons pour une grande part à Millerand, qui a déchiré les fiches et réparé de son mieux ce que l'on pouvait réparer dans les carrières militaires brisées.

Voici le plus sérieux commencement de cette union parfaite, de cette collaboration de tous les patriotes, réclamée par l'heure pressante. Nos soldats et nos alliés voient aujourd'hui à la tête des affaires des hommes avec qui ils se sentent en parfaite communion. Ceux qui ont travaillé à la préparation à la guerre vont collaborer à ses péripéties et prévoir dès maintenant les heureux fruits à en tirer. Un nouveau gage de victoire s'ajoute à ceux qui sont déjà notre certitude.

IV

L'AME BELGE FORMÉE PAR LA GUERRE

A nos voisins héroïques, aux Belges.

29 Août 1914.

Chaque Français voudrait témoigner à nos voisins héroïques, aux Belges, sa gratitude, son admiration, sa profonde amitié. A l'abri de leur résistance magnifique, tandis qu'ils arrêtaient l'élan de l'ennemi, nous nous sommes formés ; ils s'accrochent, persistent, redoublent, et, s'il était besoin que nous prissions des conseils en dehors de notre propre cœur, ils nous enseigneraient à supporter les maux extrêmes de la guerre avec une foi inébranlable dans la victoire. Ils sont superbes. Chacun de nous cherche un moyen de reconnaître à leur égard la dette française. Chacun dans sa sphère modeste. Je m'adresse à mes confrères de lettres, aux membres du Comité fondé, sous les auspices du Ministre de l'Instruction publique, pour décerner le grand prix de littérature Lasserre et je leur dis :

— Nous avons une première fois examiné la situation. Plusieurs d'entre nous ont fait

leurs propositions. Marcel Sembat recommande un romancier ouvrier, Pierre Hamp, qui a le plus curieux talent et une expérience de la vie très digne d'être méditée ; les universitaires mettent en avant l'un d'eux, de premier ordre, M. Dupuy ; d'autres songent aux charmantes fantaisies de Colette, à Camille Mauclair, à Léopold Lacour, Je voyais hier avec grand plaisir pour l'un ou l'autre de ces candidats. Aujourd'hui j'ai mon homme.

On m'interrompt, on me rabroue. Ce n'est guère le moment de lire, ce n'est pas le moment de discuter des choses de la littérature. Pardon, je veux vous parler d'un ouvrage à la fois belge et alsacien-lorrain.

Avez-vous lu un volume publié chez Fayard, à Paris, et qui s'appelle *la Victoire des Vaincus*, avec ce sous-titre, *Voyage de deux journalistes belges en Alsace-Lorraine* ? Dans le premier moment, j'en ai parlé aux lecteurs de l'*Écho de Paris*. « Deux Belges, leur disais-je, MM. Dumont-Wilden et Léon Souguenet, deux citoyens de cette terre libre que l'Allemagne veut d'abord piétiner comme un chemin de guerre et puis le lendemain s'annexer, ont eu l'idée d'aller voir sur place où en était la question d'Alsace-Lorraine... » Reconnais-

sez que voilà un beau programme d'enquête et bien fait pour nous paraître à cette heure le plus beau des livres.

Tout un été, les deux Belges ont parcouru à bicyclette les villes et les villages des pays annexés, ils ont causé avec les passants qu'on rencontre sur la route, couché dans les auberges, interrogé le paysan, le petit bourgeois, l'humble fonctionnaire aussi bien que l'homme politique ou « l'intellectuel » de Colmar ou de Strasbourg. On trouvera dans leur récit les derniers portraits des plus obscurs et des plus fameux assassinés d'hier. Partis pour n'être que des témoins, très vite ils se sont sentis fils de la civilisation française, et filialement ils ont frémi d'admiration en voyant la superbe résistance qu'opposait à ses destructeurs l'énergique Alsace-Lorraine. Bien plus, rentrés en Belgique, ils ont dit à leurs concitoyens : « Sommes-nous prêts ? Attention ! L'Allemagne a, pour conquérir les deux parties de la Belgique, Wallonie et Flandre, les mêmes raisons que pour annexer la Lorraine et l'Alsace : les Flamands sont des frères germains qu'il faut faire rentrer de gré ou de force dans la famille germanique ; le pays wallon est une sûreté qu'il faut prendre contre la France, c'est le glacis ;

Liège et Namur doivent être allemands comme Metz. »

Quels accents ! Dumont-Wilden a su s'émouvoir devant la noblesse de la fidélité alsacienne et lorraine, et, en la peignant à ses compatriotes, il a jeté le cri prophétique de Cassandre qui précède toujours les grandes tragédies nationales. Mes chers confrères du Comité, je vous demande s'il ne vous semble pas heureux que nous donnions notre prix à ce livre belge et alsacien-lorrain. (Au livre ou bien à l'auteur, comme le voudra notre règlement.)

Ce choix aurait la valeur d'une manifestation. Avant que la bataille des armées s'engageât, et dans la période où la lutte n'était qu'entre les esprits, Dumont-Wilden fut en Belgique du parti français contre le parti allemand. Modestement, mais d'une manière efficace, il prépara la défense de la civilisation. La culture latine a trouvé en lui, durant de longues années, un soldat infatigable. Il lutta contre l'invasion de l'esprit allemand et contre une pensée avant-courrière des armées. Il répétait sur tous les tons que la Belgique ne peut vivre, en temps de paix et en temps de guerre, que liée étroitement à la France. Il chantait son amour de notre pays avant que

ses compatriotes crient, comme ils le crieront dorénavant à travers les siècles, leur haine de l'Allemagne qui vole, brûle et assassine.

Mais je resserre trop ma pensée. Ma pensée, c'est un hommage à tous ceux qui de leur plume vaillante, en Belgique, devancèrent le fusil des défenseurs du sol. Et si je nomme Dumont-Wilden, que je connais le mieux et de qui j'ai là sur ma table cette œuvre de piété alsacienne qui nous fournit une occasion favorable, j'englobe dans mon hommage tous les écrivains belges qui plaidaient pour la France, tous ces clairvoyants que, hier, l'un d'eux, Roland de Marès, glorifiait dans une page toute frémissante. En couronnant *la Victoire des Vaincus*, c'est toute l'école belge qui se battait pour la France que je voudrais mettre à l'honneur.

De tels ouvrages, quand ils parurent, pouvaient paraître des expressions individuelles. Il était permis aux esprits superficiels de n'y voir que l'humeur d'un écrivain et une sympathie de lettré pour notre pays. Mais l'événement leur donne une bien autre portée. Voilà un livre où la destinée de l'Alsace-Lorraine est proposée aux méditations de la Belgique ; la civilisation allemande, décrite comme une façade mensongère recouvrant une sau-

vagerie foncière ; l'amitié franco-belge, vantée comme une nécessité, comme la formule du salut. Qui niera aujourd'hui le caractère prophétique et salutaire d'un tel livre ? Dans ce qui semblait hier un divertissement de tourisme, chacun saluera un pressentiment patriotique ; ce petit livre se place dans l'histoire de la préparation à la résistance. Plus encore ; dans l'histoire de la formation nationale belge.

Il y avait des Belges nombreux qui ne voyaient pas que la Belgique eût un rôle national et qui se contentaient de trouver leur bien-être individuel sur un territoire aménagé d'une manière incomparable. Mais certains écrivains ont commencé de révéler à leurs concitoyens la pensée qui reposait sur leur sol, et les Allemands sont venus obliger les plus rebelles à distinguer quel est le rôle historique auquel les habitants des pays de Meuse et d'Escaut ne peuvent pas se soustraire. Cette haute mission de la Belgique, plus d'un parmi nous n'avait pas su la comprendre pleinement. Je suis allé plusieurs fois à Bruxelles et j'ai hâte d'y retourner et de reconnaître dans cette ville les vertus que j'avais négligé d'y voir. Elle nous semblait un peu bourgeoise. Bourgeois nous-mêmes, qui ne savions pas discerner sous des manières bonhommes un

magnifique esprit de sacrifice sans déclamation ! Il ne se laisse plus ignorer de personne dans l'univers. La nationalité belge est créée, perfectionnée sous la pluie de sang. On verra tout germer, tout éclore sur cette terre héroïsée. Elle a reçu dans un tel baptême une unité, un idéal. Il y a désormais en Belgique quelque chose de plus qu'une abondante prospérité matérielle : une âme née dans l'honneur, irréconciliable avec le pangermanisme et promue à la haute fonction de défendre la latinité. Hier les Belges, divisés en Wallons et en Flamands, avaient un principe de vie double, incertain et querelleur ; maintenant ils ont un principe de vie plein de cœur, plein d'amour. Les jours inoubliables qu'ils traversent leur crieront toujours : « Unissez-vous ! » Et nous Français, nous voulons être de cette union, amis des Belges à jamais contre la Barbarie (1).

(1) Dumont-Wilden a obtenu le prix Lasserre.

V

LA BOTTE REMPLIE DE CROTTIN

30 Août 1914.

Guillaume et son état-major général ont décidé de faire une guerre atroce. Ils prétendent noyer la Belgique et la France dans un fleuve de sang et de larmes. « Nous sommes, disent-ils, les Cherusques et les Huns, les Suèves, les Vandales, les Herules. Tremblez ! Les grandes invasions recommencent. Ce n'est pas pour rien que dans notre Walhala de Bavière, dans notre temple national, nous avons dressé les statues d'Alaric, de Genzeric et de Totila. Le Teutatès germanique, que nos pères nourrissaient de chair humaine, règne toujours dans nos cœurs. Nous réapprendrons au monde que la force prime le droit. »

Ces éternels pédants aiment à jouer les démons. Ils ont fait de Méphisto un des types sur lesquels ils se modèlent. Leurs éclats de rire, leurs railleries, leurs quolibets ordinaires sortent de la même source que leurs réquisitions, leur loi des otages, leurs fusillades sommaires, leurs incendies méthodiques et

leurs pendaisons. Ils voudraient être le fléau de Dieu, le marteau qui martèle le monde. Et coude à coude, botte à botte, se faisant une âme grégaire et l'état d'esprit d'une horde, leurs formations en grandes masses prétendent passer sur notre civilisation comme les Barbares sur le monde latin.

Des barbares, voilà leur prétention. La barbarie d'Attila qu'ils prétendent renouveler était quelque chose de spontané et de trop puissant qui débordait ; c'était quelque chose de normal, de conforme à la moyenne des mœurs de ses peuplades ; bref, une expression naturelle. Mais que des élèves d'université, des petits commerçants, des ouvriers socialistes multiplient contre les blessés, les femmes, les enfants et les morts, tous les raffinements de la cruauté ; ah ! c'est une bien autre histoire, une ignominie morale, et nous sommes en présence, non pas de primitifs, mais de misérables qui saisissent avec joie des prétextes pour satisfaire des instincts anormaux.

Je n'aime pas la phraséologie ; j'ai horreur des idées à la fois généreuses et vagues. et je ne tenterai pas de faire croire à personne qu'un criminel bien armé soit moins redoutable qu'un honnête homme ;

mais tout de même c'est une satisfaction de voir clair et de pouvoir mépriser qui le mérite. Nous sommes en présence d'une armée où dominent les gredins.

Voulez-vous connaître leurs intérieurs d'âme ? Écoutez cette histoire, écoutez le langage et la conduite d'un lieutenant allemand fait prisonnier la semaine dernière.

Il est amené devant le général X...

— Lieutenant, votre parole d'honneur que vous ne chercherez pas à vous échapper.

Il refuse grossièrement.

— C'est bien, on va vous attacher.

Nouveaux éclats de l'Allemand. Cependant le général, qui l'observe, croit distinguer sous cette carapace d'insolence et de brutalité un pauvre sire, « un enfonceur », et froidement :

— En voilà assez ! J'ai besoin de renseignements. Je vais vous poser dix à douze questions. Si dans cinq minutes vous n'y avez pas répondu, vous serez fusillé.

Et, de minute en minute, de lui dire :

— Eh bien ?

Alors l'Allemand répond textuellement :

— J'ai réfléchi et je suis prêt à parler. Mais je veux être sûr qu'on ne le saura pas en Allemagne.

Et il parla.

Cette histoire m'est racontée par M. A.-P. Lemercier, professeur à l'Université de Caen, doyen honoraire de la Faculté des lettres, qui me cite le nom du général français en me priant de ne pas l'imprimer. M. Lemercier termine la lettre qu'il m'écrit par ces lignes : « Ma ville natale, Étain, est détruite. Mon village d'adoption, Beblenheim, incendié. Ils ont bombardé nos tombes de Lorraine et d'Alsace. »

Ces atrocités théâtrales ne diminuent pas d'une once nos chances de succès. Au contraire, elles les augmentent. La haine est une force et le mépris aussi. Ah ! l'âme allemande, nous la pesons à sa valeur. Ces gens qui veulent nous marcher dessus, ce sont de lourdes bottes, mais remplies de crottin.

VI

LES RAISONS DU TRIOMPHE FINAL

31 Août 1914.

Tandis que nos armées, pied à pied, en retenant et en décimant l'envahisseur, assurent à nos collaborateurs anglais et russes la liberté nécessaire pour déterminer la ruine de

l'Allemagne, nous, public, nous devons continuellement ramener notre regard sur l'ensemble du vaste plan. Il ne faut pas que nous laissions notre pensée s'hypnotiser sur des parties de l'échiquier ; il ne faut pas qu'aucune des péripéties nous accroche et risque de troubler notre clairvoyance.

La victoire sera le fruit d'une action menée par les armées françaises, par les armées russes, par l'escadre anglaise. Et jusqu'à cette heure, dans l'immense cadre de cet effort, il n'y a eu que d'heureux inattendus, je veux dire la coopération réunie des Serbes et des Belges.

Tout se déroule, dans l'ensemble, selon le désir et la préparation des alliés. Rien ne peut arrêter la marche des Russes. Elle ne peut être entravée et retardée que par les masses allemandes aujourd'hui occupées en France. Tant que ces masses seront chez nous, les Russes avanceront sans obstacles sérieux. Si elles nous tournent le dos, nous leur foncerons dessus avec la force d'un ressort qui se détend.

Ah ! il faudrait s'inquiéter et trembler si nous étions dans la situation précaire où se trouve l'arrogante Allemagne réduite dès demain à sacrifier Berlin ou à nous fausser

compagnie. Demain nous leur dirons : « Quoi ! messieurs les Allemands, vous nous quittez déjà ? » ou bien nous leur offrirons nos condoléances sur leur capitale cosaquée. S'il leur plaît de ne pas lâcher prise et de s'obstiner chez nous, eh bien ! croyez-vous que les Russes s'arrêteront dans Berlin conquise ? Ils pousseront toujours devant eux. Le chemin n'est pas si long pour eux jusqu'en France. Ils y sont déjà venus. On m'a bien souvent, en Lorraine, raconté les souvenirs du temps des cosaques, souvenirs tragiques que nous recouvririons avec des souvenirs d'allégresse. Vivent les cosaques ! Qu'ils soient les bienvenus !

Quand aujourd'hui nous manquerait, demain, le plus proche demain, de toute certitude, nous va apporter la victoire.

Dénombrons, une fois de plus, les éléments de notre pleine confiance et nos sûres raisons de vaincre.

Les Allemands ont engagé contre nous toutes leurs troupes d'élite et quasi la totalité de leurs forces. Dès maintenant, elles sont décimées. Où peuvent-ils retrouver des hommes ? Chez nous, au contraire, chaque jour, par paquets de plusieurs milliers, débarquent les Anglais. Le contingent du Canada

navigue ; les troupes indiennes se sont déjà embarquées ; le reste suivra. Et, tout cela, troupes fraîches,

Les Allemands vivent sur leurs approvisionnements, déjà diminués, comme leurs troupes, et, bloqués de partout, ils ne peuvent pas se ravitailler facilement. Nous, au contraire, jouissant de la liberté des mers, nous voyons les ressources du monde entier s'acheminer, entrer dans nos ports et déjà nous avons repris nos exportations.

Notre crédit ? Mais c'est au nom de l'Angleterre et de la France réunies que nous convierons les prêteurs, et jamais plus beau gage, plus retentissant et plus triomphant appel, ne sonna dans les banques, près des grandes et petites bourses.

Nul de ceux qui me lisent n'ignore ces faits qui nous garantissent le retour de Metz et de Strasbourg et la destruction de l'empire allemand ; mais je prie chacun de remplir son rôle de propagateur, de chef d'opinion, et de multiplier autour de lui ces paisibles expressions du bon sens. Disons et redisons ces vérités, que tous peuvent quasi toucher de la main. Je ne fais appel à aucune foi mystique dans les destinées de la France et de la civilisation. Que chacun regarde avec ses deux

yeux. il verra au bout du tunnel, après les jours difficiles, l'agresseur haletant sous le poids de la France, de l'Angleterre et de la Russie.

VII

BEAU MOT D'UNE VICTIME DE LA GUERRE

1^{er} Septembre 1914.

« Comment avons-nous pu penser à autre chose qu'au péril allemand? » me disait hier un illustre écrivain rencontré par hasard. Et c'est le cri de chacun, le cri de l'univers effrayé des coups qui menacent la civilisation.

Nous avons eu le plus grave tort de ne pas penser toujours et uniquement aux hordes germaniques. Aujourd'hui qu'elles s'imposent à nos yeux et à notre esprit, tâchons au moins de les regarder de la bonne manière, d'un cœur solide et fier, sans fièvres inutiles.

Je ne doute pas qu'il en soit ainsi et que les non-combattants aient la même tenue d'âme que nos admirables soldats, car les événements que nous subissons valent pour tonifier, améliorer, transfigurer les masses et les individus. Écoutez plutôt un petit récit

qui ne vaut que pour vous rappeler cent autres faits tout pareils, faciles à constater tout autour de nous.

Un ami m'écrit de Normandie : « Notre province est digne de Paris par son calme, sa résolution, sa vue claire que le succès final est certain pourvu que l'on tienne. Hier après-midi, deux cents Belges en détresse, hommes, femmes, enfants nous sont venus. La population les a immédiatement recueillis. A 8 heures du soir, nouvelle arrivée de Belges, cette fois au nombre de huit cents, que notre petite ville, en moins d'une heure, a trouvé le moyen de nourrir et de coucher. J'avais pour ma part une famille de cultivateurs, père, mère, fille et deux garçons. Ce matin, j'ai eu la chance de les faire embaucher pour toute la durée de la guerre chez un fermier du pays.

» Le chef de cette famille, un beau vieillard, me remerciait en pleurant. Et moi, je l'interrompis pour lui dire notre reconnaissance à tous envers son pays.

» — Ah! m'a-t-il répondu, c'est vrai que j'ai bien soigné vos petits soldats. Ma femme et ma fille leur portaient du lait, des œufs. Mais les Allemands étaient si nombreux! »

Parmi tous les propos de ces émigrés belges

que me rapporte mon correspondant, j'écarte le récit des atrocités allemandes. Nous les connaissons. Mais voici quelques mots inoubliables. Ils font voir une âme transformée par le malheur :

— Monsieur, disait le vieillard à son hôte, laissez-moi me confesser à vous. Je crois que Dieu nous a punis parce que, toute ma vie, en même temps, c'est vrai, que j'élevais quatre enfants, je n'ai fait qu'entasser. Je suis ainsi devenu propriétaire d'une ferme qui vaut 70.000 francs. Sans doute, à cette heure, les Allemands n'en ont rien laissé debout, mais si je la retrouve, si j'y rentre jamais, *tout ce qui ne me servira pas à manger sera donné aux pauvres et à mon pays pour augmenter ses forteresses.*

Quel programme! Quelle sincérité émouvante! Un noble homme, au milieu des malheurs, se demande : « Qui est-ce qui a péché? Est-ce moi qui ai amené sur cette contrée la malédiction? » Il ne peut pas admettre qu'il y ait souffrances si fortes et si larges, s'il n'y a pas de coupable. Et son regard purifié devient aussitôt d'une étrange puissance. C'est un grand spectacle de rencontrer un homme tout changé intérieurement et qui entend la double vérité, un homme qui sait comment

se fera son salut propre et le salut de sa nation.

Cet émigré belge arrive à cette haute science, à cette moralité extraordinaire, dans la minute où lui et son peuple ont quasi accompli leur tâche. Il découvre le secret de sa propre existence et de son existence nationale, au moment où il est rejeté en dehors de l'action. Nous, heureusement, nous sommes en plein dans notre effort. Il est encore temps que nous recevions utilement le conseil des événements et que, perfectionnés par eux, nous ne pensions à rien autre qu'aux œuvres de défense et de fraternité. Il faut qu'une circonstance d'un tragique si grandiose règle nos sentiments et que nous sachions bien qu'à la guerre le poids des souffrances ne porte pas seulement sur les combattants. Elles portent sur eux d'abord, et de beaucoup le plus durement. Mais nous avons à joindre à leurs efforts notre effort, à tendre nos volontés, à nous maintenir dans une puissante discipline. Et, par exemple, à chaque nouvelle que nous recevons, et qui déçoit notre impatience, obligeons-nous à nous placer à un point de vue élevé, de telle manière que nous embrassions non pas seulement le coin de terre qui nous est le plus cher, mais tout le vaste

horizon et l'ensemble des opérations de guerre.

Nos héroïques soldats acceptent avec allégresse de faire le sacrifice de leur vie; nous, c'est bien moins que nous avons à faire, nous devons supporter les heures pénibles, les semaines cruelles, en ramenant toujours notre regard sur la minute certaine, prochaine, triomphale, où l'immense cavalerie cosaque battra de ses flots Berlin ville ouverte.

VIII

LA SYMPATHIE DE L'UNIVERS

2 Septembre 1914.

C'est chose profondément émouvante qu'au milieu d'un assaut de sauvageries tel que nulle guerre des temps modernes ne l'a dépassé, notre France tout naturellement maintienne ses hautes vertus généreuses et sa primauté de civilisation,

On n'en finirait pas d'en relever des preuves. J'avais écrit qu'à Paray-le-Monial des Alsaciens enrôlés par force au service de

l'Allemagne et faits prisonniers par nous, avaient eu à souffrir quelques violences des autres prisonniers allemands. Je demandais qu'on les ménageât et favorisât. Certes, on aurait pu, dans les fureurs d'une lutte sans merci, ne pas se soucier d'un fait qui tout de même est d'ordre secondaire. Mais non, aussitôt on s'émouvait en faveur de cette cause juste. Et le docteur L. Tixier, médecin en chef de l'infirmerie de la gare de Paray-le-Monial, m'écrit pour rassurer les amis de l'Alsace française :

« Le commandant d'armes de Paray, un Lorrain, après une enquête rapide judicieusement menée, a eu la satisfaction de faire rentrer dans les rangs de notre grande famille française plusieurs Alsaciens et Lorrains bon teint. »

Je remercie le commandant Lebrun. Et, par ailleurs, je lis plusieurs journaux qui, racontant des passages de prisonniers, mentionnent, séparés des Allemands, un petit groupe d'Alsaciens. Souhaitons que l'on puisse, de même, placer à l'écart des Allemands qu'ils haïssent, les Polonais et les Danois. Efforçons-nous que cette guerre, dès son début, prenne bien les couleurs d'une guerre de libération. Réjouissons-nous qu'el

mette en valeur, avec une évidence irrésistible, notre supériorité morale.

Sans doute, à cette heure, la force parle toute seule. Mais, par derrière, la valeur morale garde sa puissance. A toutes les époques, la conscience des hommes a refusé à une race de diriger l'humanité si elle ne prouvait pas sa suprématie. Ce n'est pas assez, mais c'est quelque chose d'avoir pour soi la conscience universelle. Nous ne sommes qu'au début des hostilités, et déjà, aux résultats positifs obtenus par la France, la Russie et l'Angleterre sur l'immense échiquier, il faut ajouter le prestige que nous gagnons à tenir le rôle de soldats de l'humanité.

Que cette constatation soit encore un moyen d'élever, de perfectionner nos âmes, de leur donner de la force. Voulez-vous que j'emploie le mot de « prière » ? Il rend bien ma pensée. A cette heure, dans tout l'univers, l'élite des hommes, les plus cultivés, les plus humains, prient pour le succès de nos armes. Ils voient que la civilisation serait diminuée si elle était privée de notre nation, de notre ville, plus capables qu'aucune nation et qu'aucune ville de maintenir les idées généreuses dans le monde. Ah ! ce sont

de vieux thèmes, mais leur efficacité subsiste dans cette semaine tragique. Rien n'est indispensable à la France que de prolonger la lutte jusqu'au bout et de durer assez de semaines pour que ses alliés exécutent la partie qui leur est confiée dans le commun programme. Mais Paris est indispensable à l'univers, et les pensées de l'univers se joignent aux armées de la France pour faire un rempart à la ville.

IX

LE ROLE DE PARIS

3 Septembre 1914.

Beaucoup de personnes (de qui je vois bien les bonnes intentions et de qui certes je partage l'émoi patriotique) m'écrivent, me proposent leurs vues, me demandent que j'aie ici une opinion sur la conduite des choses militaires. J'en suis incapable. Je n'ai pas la compétence, et nul homme de sens à cette heure n'a envie d'élargir ses responsabilités. Je ne juge pas les chefs militaires; je ne juge même pas

les chefs politiques, car je n'ai pas les éléments détaillés de la situation au jour le jour, tout ne m'est pas clair. Mais je vois, comme tous, l'ensemble excellent de l'échiquier et notre réussite finale assurée.

Au jour le jour, nous cherchons de notre mieux à être la voix de la bonne volonté française. Le cœur des patriotes est rempli d'amour pour l'armée, pour cette noble jeunesse qui prodigue le sang le plus innocent, le plus chaud, le plus pur, la fleur de notre race. Nous n'aurons pas un mot, pas une pensée, pas un mouvement de notre âme qui ne s'accorde avec les chefs politiques et militaires. Plus que jamais il faut que, tous, nous harmonisions nos actes, nos sentiments, et que nous soyons tous des collaborateurs sûrs.

Dans la machinerie d'un cuirassé, à tous les postes intérieurs, le marin exécute l'ordre qu'il reçoit, et dont il ne comprend pas la portée. Il demeure de longues heures enfermé, isolé, dans une demi-obscurité. Il fait sa tâche. Imitons-le. La France navigue de concert avec l'Angleterre et la Russie. Chacun de nous ne peut pas être mis au courant des nécessités de la manœuvre. Nous savons que chaque ligne des journaux que nous lisons est lue par l'ennemi. Les communiqués du Gouvernement

aux Français se trouvent être en même temps des communiqués à l'ennemi. C'est dire que nous approuvons que l'autorité militaire nous cache ses dispositions stratégiques. Toutefois, la crainte de nuire au succès de nos armes doit seul arrêter le Gouvernement dans ses exposés. D'une manière générale, Paris a le droit d'être instruit des préparatifs faits pour sa défense. Paris a montré d'une manière constante depuis un mois, depuis les derniers jours surtout, qu'il savait supporter les annonces et les approches d'une situation grave. Dans Paris, la politique des partis a disparu, nulle des passions d'antan ne semble subsister. On n'y respire que le plus pur patriotisme. Nous désirons savoir, non pour satisfaire une curiosité inactive, mais pour distinguer clairement notre devoir.

Notre seule loi, c'est le salut de la France. Comment ce salut peut-il être assuré le mieux ? C'est la seule considération qui doit guider les chefs militaires. Tous les Parisiens le comprennent. Ils sentent que tout est secondaire auprès de l'ensemble des opérations. Mais, tout de même, ils voudraient bien que le Gouvernement leur précisât le rôle de Paris. D'autant que le Gouvernement peut compter sur la discipline patriotique, sur l'abnégation

et la vaillance de toute la population, sur un état moral héroïque.

Ce jour-là, 3 septembre, l'Écho de Paris publiait la proclamation du Gouvernement français faisant savoir au pays qu'il transportait sa résidence en province.

En même temps, le journal annonçait avoir dû se préoccuper de créer une édition à Bordeaux. Il disait :

« Plusieurs de nos collaborateurs, M. de Mun, M. Jean Herbette notamment, ont quitté hier la capitale.

» M. Maurice Barrès reste à Paris. »

Cette circonstance est peut-être à rappeler pour que l'on comprenne le caractère plus spécialement parisien et local des articles que l'on va lire immédiatement et qui parurent dans une période où la capitale était en quelque sorte isolée du reste de la France.

X

UNANIMES, UNIS PAR LE CŒUR

Le départ du Gouvernement.

4 Septembre 1914.

Nous voici dans un Paris qui, momentanément, n'est plus le centre de l'État. Il n'y subsiste que l'organisation municipale et la puissance militaire.

Le Gouvernement, avant de partir, a augmenté ou précisé les pouvoirs du Conseil municipal et invité les députés à l'accompagner à Bordeaux. Quelles que soient leurs attaches locales, les députés ont par-dessus tout une tâche nationale, et le Gouvernement a raison de leur rappeler qu'ils doivent se maintenir à même de faire entendre la voix du pays. Ils doivent, dit-il, « former le faisceau de l'union nationale autour du Gouvernement ». C'est bien. On entend là un rappel de la séance d'union du 4 août, « le jour sacré » de la législature, dont le bénéfice ne doit pas être perdu.

Je n'ai donc rien à objecter, en principe, à la thèse du Gouvernement, au ralliement qu'il

sonne du côté de Bordeaux. Et pourtant ! Les députés se sont réunis pour en discuter ; chacun a compris les raisons de l'autre ; chacun a tranché selon sa vision, selon sa conscience.

Groussier le socialiste a dit un beau mot qui porte bien la marque de ces semaines exceptionnelles : « Nous resterons unanimes. Que les uns partent, que les autres demeurent, nous sommes unis par le cœur. » Je m'associe avec tous mes collègues à cette haute vue de raison et de concorde.

Personne n'aimerait que les députés représentant les régions envahies (qui sont les régions les plus patriotes, les plus décidées à durer, à tenir) se missent dans l'impossibilité de remplir leur fonction propre. On ne le demande pas plus à ceux de la Seine qu'à ceux de Meurthe-et-Moselle, des Vosges et du Nord. On sait que leur rôle est national, non municipal. Leur rôle est d'assumer des responsabilités de paix ou de guerre, comme ce sera demain encore la question.

Demain ! Je serai là pour voter la continuation d'une lutte où notre triomphe est assuré. Mais aujourd'hui ? Aujourd'hui n'avons-nous pas une tâche à Paris ? Il faut être là où l'on rend service, où l'on est désigné par

son emploi. C'est entendu. Mais n'y a-t-il plus pour nous de service à rendre à Paris ?

J'y puis toujours écrire ces articles. Quelle autre tâche y sera-t-elle possible ? C'est ce que je vais voir.

J'ai approuvé Hansi et puis Wetterlé, l'abbé Collin, Jean, Helmer, tous les députés et chefs patriotes de l'Alsace et de la Lorraine, de ne pas se mettre inutilement dans les prisons allemandes. Il n'est pas une seconde dans mon esprit de me donner en otage, sans aucun bénéfice pour la cause française. Je vois très bien les services que nous devons rendre à Bordeaux, où il ne faut pas laisser le Gouvernement livré aux suggestions fâcheuses qui peuvent l'entourer et le presser ; je sais que mon devoir est de représenter, le cas échéant, Paris auprès des pouvoirs réguliers et de l'opinion provinciale. Seulement, tant que Paris n'est pas investi, tant que la liberté des mouvements semble possible, je veux tenir ici, au milieu de mes concitoyens et dans ce journal, mon rôle, qui est d'exprimer selon mes forces la bonne volonté de Paris.

XI

CE QUI BRILLE DANS LES TÉNÈBRES

C'est une guerre dans les ténèbres. Je ne me plains de rien, mais je dis, comme mes lecteurs, que vraiment on ne nous prodigue pas les explications et les lumières. Nous, qu'on accusait d'être un peuple un peu vain, nous ne savons même pas les noms de nos victoires depuis un mois ! Au milieu de nos échecs, nous en avons eu des vraies victoires, à Guise, par exemple. Mais rien ne nous en a été dit de net, de fort, qui fasse image.

Autour de Paris, le silence et l'obscurité s'épaississent. D'héroïques soldats, de jour et de nuit, sans arrêt se battent pour nous, pas loin de nous, sans que nous puissions leur dire : « Merci ! » en les appelant par leurs noms.

Qu'importe à leur gloire ! Elle est toute dans le résultat qu'ils obtiennent. Ils sauvent la France en retenant l'ennemi, en usant le temps.

Et puis, en pleine lumière, quelque chose

éclate que je veux nommer et célébrer, c'est la renaissance de nos anciennes qualités viriles, vertus de discipline et d'ordre.

Il est admirable, ce peuple de Paris qui souffre de privations matérielles, qui souffre de chagrins privés et qui se nourrit d'amour pour la France. Pas une plainte, pas une récrimination, pas une défiance. Rien que le désir ardent d'être mis à même de bien faire. On veut durer et tenir. On sait qu'au milieu de cent péripéties cruelles on vaincra, parce que, tous d'accord, on a bien saisi la tactique arrêtée par les trois pays alliés.

« Soit, peut dire Paris, je suis l'appât. C'est vers moi que s'écoulent les hordes barbares. Qu'importe ! Je travaille au salut de la France. Je l'assure, et dans ce moment plus que jamais, mes fils français et dans le monde entier, mes hôtes m'aiment et m'admirent ! »

L'ambassadeur des États-Unis, qui, par ordre, ne quitte pas son poste, sera devant l'univers, le témoin de Paris.

XII

SUR LES TOURS DE LA VILLE

5 Septembre 1914.

Les Allemands tentent d'arriver sous l'enceinte de Paris. Et pourtant quel homme sensé souhaiterait à la France la position de l'Allemagne? Tout notre corps est meurtri, notre cœur angoissé. Mais que nous sommes vivants et puissants!

Parisiens, ne voyons pas le seul drame de notre ville. Montons sur les murailles et sur les tours de la Cité et plus haut encore. Examinons par les yeux de l'esprit le vaste champ des batailles où l'univers se heurte pour notre juste cause. Alors nous crierons : « Victoire ! »

Paris, une fois encore, est pressé par les hordes étrangères. Nous nous émouvons. Il y a dans notre sang quelque chose qui nous vient d'il y a quarante-quatre ans. Un cavalier, une fois désarçonné brutalement, garde envers son cheval, parfois, une inquiétude. La fortune de la guerre nous a trahis en 1870. Le siège de Paris, cela sonne mal au

cœur le plus viril. Servons-nous de notre raison.

Nous risquons d'interpréter inexactement cette grave situation, de lui donner dans notre imagination, nous les quinquagénaires, plus d'importance qu'elle n'en a dans la réalité stratégique.

Nos jeunes soldats heureusement ne sont pas sous l'empire de nos vieilles expériences et d'assimilations que nous nous laissons aller à établir bien à tort. Nul rapport réel entre notre position en 1870, à l'heure du siège, et le moment présent.

Nos armées, en dépit des pertes qu'elles viennent d'éprouver au cours de cette série d'échecs et de succès, ne sont pas brisées, mais chaque jour réparées et par là intactes. Par contre, déjà des unités allemandes considérables sortent de la bataille, sortent du cercle des opérations franco-belges, sont mises hors de combat, sans même que nous les ayons touchées. Qu'est-ce donc ? D'où ce miracle ? Un archange, un dieu de l'Iliade voltige-t-il au-dessus de nos troupes ? Inaperçu de nos regards, quelque un combat pour nous. Mais oui, dans la Prusse orientale.

Nous commençons à triompher, et ce serait

l'heure où nous commencerions de nous inquiéter? Le plan pour lequel nous avons fourni, subi les plus durs sacrifices laisse voir ses premiers fruits, et nous douterions? Allons donc! Cette heure terrible est la plus belle.

Un membre du corps diplomatique, à qui je serrais la main, il y a trois jours, à l'heure de son départ, me disait: « Les Allemands sont orgueilleux, c'est sûr, de leur marche forcenée sur Paris, mais inquiets. Ils sentent qu'il leur faut maintenant recommencer un même effort pour sauver Berlin, un autre effort pour sauver Vienne, et que vos armées, ce durant, leur feront une terrible retraite. »

Bonne confiance, amis! Le deuxième acte commence pour le salut de la France que Paris préfère à tout.

III

TROISIÈME PHASE

LA VICTOIRE DE LA MARNE

(6-13 Septembre)

En s'infléchissant vers Meaux et Coulommiers, le général von Kluck (première armée) offrait sa droite à l'action offensive de notre gauche, à l'attaque du général Maunoury (armée de Paris). Tel est le point de départ de la bataille de la Marne qui commence en bataille de l'Ourcq.

Dès le 5 septembre au soir, l'armée de Maunoury avait atteint le front Penchard-Saint-Souplet. Vers le 6 et le 7, elle continue vigoureusement ses attaques avec l'Ourcq comme objectif. En vain le deuxième corps d'armée

allemand, puis le neuvième, sont-ils amenés en hâte et donnent-ils au combat une violence croissante. Notre quatrième corps d'armée, qui vient d'arriver à Paris, est amené par le chemin de fer à Nanteuil et même, pour activer le transport, des hommes sont amenés dans les taxi-autos de Paris, réquisitionnés à cet effet. Le 7 au soir, nous étions à quelques kilomètres de l'Ourcq sur le front Chambry, Acy-en-Multien.

Le 8, les Allemands, deux fois plus nombreux que nous, obtiennent par des attaques d'une violence extrême quelques succès sur Betz, Thury-en-Valois et Nanteuil-le-Haudoin. La division de Trentinian, à l'extrême-gauche de l'armée Maunoury, se voit contrainte de reculer jusqu'à ce dernier village, où elle se défend avec la plus vigoureuse opiniâtreté. Nous tenons bon et, renforcés, nous préparons une nouvelle attaque. Mais au matin du 10, quand nous avançâmes, les Allemands avaient disparu. Dans la nuit, ils avaient battu en retraite vers le nord.

Pourquoi? Quel événement provoqua leur retraite? Pourquoi le 10 au matin les forces allemandes qui nous faisaient face et qui, la veille encore nous attaquaient furieusement, avaient-elles battu en retraite?

Parce que leur gauche était menacée.

Von Kluck, en appelant le deuxième corps d'armée allemand, puis le lendemain le neuvième corps d'armée allemand pour soutenir sur l'Ourcq ses deuxième corps et quatrième corps, avait fait face à notre gauche et à Maunoury, mais par ces mouvements il offrait lui-même sa gauche aux attaques des troupes anglaises et françaises aussitôt allégées et redressées et qui le menacent. L'armée de Paris venait de modifier profondément la situation générale. Dans la nuit du 9 au 10, le haut commandement allemand apprend que von Kluck a subi un échec et qu'il se retire en toute hâte des environs de Meaux sur Soissons. Et voilà tous leurs commandants d'armée déconcertés, ne recevant du Kaiser et de son adjoint, le général de Moltke, que des directions, semble-t-il, insuffisantes.

Sur tous les points, ils voient leur poursuite enrayée par les armées françaises qui, toutes, à l'ordre de Joffre, dès le 6, ont repris l'offensive et se battent avec une ardeur surhumaine.

Les Allemands font un effort désespéré pour percer notre centre à l'ouest et à l'est de La Fère-Champenoise. Le 8, ils réussissent à faire plier la droite de notre nouvelle armée, l'armée

Foch, qui recule jusqu'à Gourgauçon. Le 9, à six heures du matin, nouveau recul au sud de ce village, tandis qu'à gauche, l'autre corps d'armée devait se replier sur la ligne Allemant-Connantré. Malgré ce recul, le général Foch prescrivit le même jour une offensive générale. Avec la division marocaine dont la conduite fut héroïque, il fit face sur sa gauche, dans la région des marais de Saint-Gond, à un assaut furieux des Allemands. Puis, avec une division qui venait de résister victorieusement aux attaques de l'ennemi au nord de Sézanne, il attaque de flanc, le 9 au soir, les forces allemandes, notamment la Garde, qui avait fait fléchir son corps d'armée de droite. L'ennemi, surpris par cette manœuvre audacieuse, battit en retraite précipitamment. Le 11, le poussant devant nous, nous franchissons la Marne entre Tours-sur-Marne et Sarry. Le 10, la quatrième armée du général de Langle de Cary, renforcée d'un corps d'armée venu des Vosges, put faire sentir son action. Le 11, les Allemands se retiraient, mais ils luttaient désespérément avec une formidable dépense de projectiles, à l'abri de retranchements puissants.

La défaite subie par les Allemands en Argonne, en Champagne et dans la région de Paris les obligeait à rompre le combat en

Lorraine et dans les Vosges. Les forces qu'ils avaient dans cette région de l'Est, ils les transportèrent en partie vers leur droite pour étayer leurs armées battues dans la bataille de la Marne. C'est ainsi que dès le 12, les Allemands opérant entre Nancy et les Vosges reculèrent à vive allure devant nos deux armées de l'Est qui occupèrent aussitôt, en serrant de près l'ennemi, les positions qu'il occupait.

L'esprit offensif de nos armées de Lorraine avait ainsi préparé et consolidé de la façon la plus utile le résultat sauveur obtenu en Champagne, en Argonne et dans l'Ile de France. Chaque armée avait gagné pas à pas, ouvrant la route à la voisine, appuyée par elle aussitôt, prenant de flanc l'adversaire qu'elle attaquait la veille de front. Les efforts de l'une s'articulaient étroitement à ceux de l'autre; une unité profonde de vues et de méthodes animait le haut commandement.

Le 12 au soir, le général Joffre lançait un ordre général. « La bataille qui se livre depuis cinq jours s'achève en victoire incontestable. La reprise vigoureuse de l'offensive a déterminé le succès. Tous, officiers et soldats, vous avez répondu à mon appel. Vous avez bien mérité de la Patrie. »

Oui, elles ont bien mérité de la France éternelle, ces troupes qui depuis deux semaines battaient en retraite et qui, l'ordre d'offensive donné, ont marché devant elles sans jamais reculer.

Elles avaient affaire à la totalité de l'armée ennemie; elles l'ont pressée d'une telle force qu'à certaines heures sa retraite eut des allures de déroute.

I

SOUS LE CIEL DE PARIS

6 Septembre 1914.

Nous sommes toujours à parler des Cosaques, des Belges, des Anglais. Et nous n'en dirons jamais trop de bien. Mais vous savez que nous avons aussi des armées françaises.

J'ai idée que les Allemands, dont les marches aventureuses semblent nier ou oublier que nos forces sont là, vont apprendre à connaître que nos soldats joignent à leurs vieilles qualités guerrières individuelles le génie prudent et calculateur d'un stratège qui attend la minute prévue.

Quelque chose d'heureux et de grand se

prépare. J'en avais l'émotion aujourd'hui en circulant au milieu de nos troupes, en causant avec les officiers renseignés.

C'est un système depuis une huitaine de ne plus fournir au public aucun renseignement officiel. Je ne discute pas ce système. J'en vois les raisons. Tous les calculs de la guerre autour de Paris reposent sur les positions respectives des adversaires. On veut se dispenser de fournir là-dessus des notions à l'ennemi. Pour ne pas se trahir, le mieux est de ne pas ouvrir la bouche. Soit ! Chacun s'incline. Mais on peut parler, n'est-ce pas, des dispositions morales de nos troupes ?

Je viens de me promener en automobile dans l'enceinte du camp retranché. Partout quel entrain, quelle confiance dans l'issue ! Bien sûr, pour l'instant, nous ne sommes pas sur le Rhin (encore que nous soyons toujours à Nancy), et des bandes allemandes, d'un effort désespéré, toutes haletantes de fatigue, marchent vers notre capitale. Pas un soldat pourtant, ni un officier qui doute que l'audace des barbares ne soit châtiée, à l'heure voulue, par notre chef qui les surveille. Et ce n'est pas sur le succès final seulement que l'on compte, sur ce succès qui nous est assuré par la multitude des Russes en marche

et par la ténacité des Anglais, maîtres avec nous de la mer. Non, la confiance de notre armée est locale, située entre la Seine et la Marne. Notre espérance plane sur le ciel même de Paris.

II

LA PROMENADE DU DIMANCHE

7 Septembre 1914.

Par cette magnifique journée de septembre, poussé par le désir impérieux de voir des arbres sous le soleil, de grands espaces verts, des rayons et des ombres, j'ai poussé une pointe jusqu'au bois de Rambouillet. Les routes sont encombrées de villageois poussant, traînant, soutenant, au côté de leur maigre cheval, des charrettes surchargées de leur pauvre mobilier qu'une bicyclette, invariablement, surmonte. Femmes, enfants, vieillards, ils s'éloignent de leurs villages condamnés, et rêvent d'atteindre la Loire. Quelle pitié, d'assister à leur angoisse, que demain fera expier aux envahisseurs ! Le hurlement des automobiles, pressées qu'on leur fasse place, met la date d'aujourd'hui sur cet éternel tableau des

malheurs de la guerre. On voit là, en action, les estampes gravées par Jacques Callot.

Plusieurs de ces pauvres émigrants, le visage tout enflammé de fièvre et de larmes, m'ont raconté leur tragédie, toujours la même. Les maris, les frères, les hommes valides, capables de donner aide et conseil, sont à l'armée. Le maire, ou bien un chef militaire, a donné l'ordre d'évacuer le village, la ville; on a fui en voyant sur l'horizon la lueur des incendies et la clameur des assassinats prussiens. Et — qui n'en frémirait de fureur et de mépris — les uhlands, quand ils rejoignent ces cortèges pitoyables, ont l'indignité de tirer dessus.

Parmi ces milliers de fugitifs qui battent la lisière du camp retranché de Paris, je n'oublierai jamais un groupe de femmes et d'enfants lorrains qui arrivaient de Verdun, la lointaine forteresse meusienne, d'où, la veille de l'investissement, on les avait expulsés comme bouches inutiles. Tandis que le sous-préfet de Rambouillet, avec une parfaite humanité, les interrogeait et leur faisait obtenir un abri généreux au château de Voisins, je les regardais et je les reconnaissais. Et tous les lettrés avec moi les reconnaîtront.

Où donc les avons-nous déjà vus, ces fem-

mes, ces jeunes filles, ces enfants de Verdun ? Dans le récit de la *Campagne de France*, par Gœthe. Quand l'écrivain allemand vint en France, par Longwy et Verdun, avec les envahisseurs de 1792, et prit des notes en cheminant sur ces éternelles routes de guerre, il recueillit les images qui composent, dans *Hermann et Dorothée*, le tableau des campagnards chassés par l'ennemi. Ah ! vaillantes gens des pays de l'Est ! Vous servirez toujours de modèles s'il s'agit de la guerre. Ce sont des réalités en grande partie verdunoises qu'il y a sous les arrangements du poète-annaliste qui suivit jusqu'à Valmy les armées du duc de Brunswick.

Brunswick, Valmy, noms fameux d'hier, qui s'harmonisent à merveille avec nos souffrances et avec nos espoirs d'aujourd'hui ! J'en accepte l'augure. Une fois encore l'envahisseur, dans des conditions mystérieuses, se décourage, se détourne, s'ajourne. Comme Attila devant sainte Geneviève, comme le duc de Brunswick devant la Révolution, Guillaume tourne dos devant le Paris de sainte Geneviève et de la Révolution, étroitement réconcilié par un mouvement du cœur et par la nécessité du salut national...

Telles étaient mes réflexions, tout à l'heure,

en rentrant à Paris. J'avais tout le temps de méditer ; je devais prendre le pas des immenses troupeaux qui viennent se réfugier dans l'enceinte des forts et à qui l'administration militaire dit gracieusement : « Gens à quatre pattes, entrez ; la consigne ne vous concerne pas, car vous êtes bons à être mangés, quand les autres ne savent que manger. » Et je songeais : « Parisiens, mes frères, félicitons-nous. On raconte qu'à Blois, au Mans, dans Orléans ; à Bordeaux, on s'écrase pis qu'un jour de mardi gras. Nous avons bien de la chance de rester dans notre ville, où les rues, à l'ordinaire un peu bruyantes et encombrées, sont, cette saison, paisibles et reposantes. Paris, avec ses proches environs pleins de braves soldats (pourvu qu'on choisisse un rayon de promenade), voilà, cette année, la vraie villégiature. Et puis, mes chers concitoyens, pour résumer en deux mots ce que j'ai vu et entendu dans mon excursion de ce beau dimanche, *s'ils* y viennent, *s'ils* en tâtent, on sera bien défendu et l'on aura des rations de bonne viande. »

III

LA CONFIANCE DE PARIS

8 Septembre 1914.

Je suis allé, ce matin, me promener dans les Halles. Chacun est vaillamment à son poste. Au milieu de cette activité, on échange des nouvelles, des pronostics, des espérances. Nul endroit où l'on puisse mieux tâter le pouls de l'opinion. Paris est rempli de confiance.

Pourquoi? Parce que Paris possède un cœur solide, une âme bien chevillée au corps.

Les dames des Halles recueillent tous les bruits de la ville, toutes les rumeurs, parfois déraisonnables, mais qu'il faut écouter avec respect, parce que ces rumeurs sont invinciblement optimistes et témoignent d'un peuple qui a contracté le plus solide mariage avec la déesse Espérance.

On m'a dit, ce matin, comme on nous l'a raconté cent fois, que Turpin avait doté nos armées d'une invention foudroyante, que cent mille Japonais venaient de débarquer. Que sais-je encore? Et pour conclure : « Il y a deux officiers allemands qui sont entrés à Paris, déguisés en officiers anglais. Ils nous ont

vous trop forts et trop résolus. Et c'est pourquoi les Allemands s'en vont. »

Vous souriez, vous dites qu'au départ des Allemands il y a d'autres raisons plus positives, plus tangibles. Je le crois avec vous. Avec vous je les entrevois. Mais avant de les dénombrer, je salue cette puissance mystique d'un peuple sûr de sa durée et qui a vu Attila reculer devant sainte Geneviève, les envahisseurs devant sainte Jeanne d'Arc, le duc de Brunswick devant la sainte Liberté.

Cette confiance dans les forces surnaturelles de notre patrie est une magnifique condition morale du succès. Je m'incline avec émotion devant l'inébranlable foi de Paris et de la France en ses destinées immortelles. Il ne suffit pas à un peuple de fonder son espoir sur le rationalisme, il cherche à sa foi, à son besoin de croire des justifications enveloppées de brouillard. Acceptons pieusement tout ce renfort moral...

Et voici qu'une fois de plus l'événement confirme les prophéties de succès.

Écoutez les communiqués, écoutez ceux qui reviennent des dehors de la ville. Que disent-ils ? Ce n'est plus le camp retranché de Paris que l'armée allemande trouve en face d'elle, mais l'armée du Nord-Est, le gros de l'armée

du général Joffre. Par un prodige de science heureuse, en quelques jours, le généralissime nous a secourus et couverts. Le mouvement tenté par les ennemis, sur leur gauche, pour envelopper l'aile droite française, a échoué. Nous présentons un front immense et solide allant depuis la défense de Paris, où s'appuie l'aile gauche de notre armée du Nord Est, jusqu'à Verdun, et de là, le long des Vosges, jusqu'à Belfort. On se bat depuis trois jours. Avez-vous entendu le canon? On se bat avec succès, sans que rien soit encore décidé. C'est, pour Paris, un répit, et, pour la France, un gage de succès final. C'est autant de jours gagnés pour les travaux de notre camp retranché et pour la marche des Russes.

Les Russes! Ce n'est pas ce soir qu'ils se rueront dans Berlin. Mais, ce soir, ils vont entrer en Posnanie (en Pologne prussienne). Ils ne prendront pas, du jour au lendemain, Posen, qui est une solide forteresse, mais ils feront fuir d'épouvante tous les hobereaux qui asservissent là-bas la population indigène. On sait qu'une législation spéciale prussienne exproprie les malheureux Polonais, les oblige à céder leurs terres aux Allemands. Vous jugez de la haine des Polonais contre ces voleurs. Les Allemands de Posnanie, à cette minute,

ne sont pas simplement exposés aux coups des cosaques ; ils se voient déjà massacrés par les Polonais, enivrés du désir de la vengeance. Avant même que les Russes ne livrent bataille en Posnanie, tous ces propriétaires exécrés s'enfuient désespérément du côté de Berlin, où leur arrivée échevelée et leurs propos vont semer la terreur. L'arrivée des cosaques à Berlin, répétons-le encore, elle est prochaine, non immédiate, mais immédiatement l'Allemagne va être renseignée sur l'approche des Russes, et désorganisée par ces gens épouvantés.

Les trois cent mille fuyards de Lemberg suffisent pour répandre la terreur dans Vienne. Ceux de Posnanie rempliront le même office dans Berlin.

Courage ! Parisiens, la victoire finale, la paix réparatrice, nous ne l'obtiendrons pas sans avoir subi, c'est possible, tous ensemble, de dures épreuves, mais notre France, où rentreront la Lorraine et l'Alsace, et d'où seront chassés nos ferments de discorde, re-fleurira plus belle que jamais, et nous verrons se réaliser la parole du prophète de leur race, la sentence de Goëthe qui disait : « Il faut que les Allemands soient dispersés comme les juifs. »

IV

LA GRATITUDE DE PARIS

9 Septembre 1914.

Honneur aux armées de la France ! Nous progressons dans la région de Montmirail, aux abords de Vitry-le-François, vers Champenoux (sur la route de Nancy à Château-Salins), plus à l'est encore dans les Vosges. Ces bulletins de succès fortifient notre invincible espérance, émeuvent notre gratitude. A quels régiments, à quels chefs doit-elle aller ? Quels sont les troupes et les généraux qui dans cette minute couvrent victorieusement Paris ? Comment pouvons-nous les nommer, les inscrire dans notre mémoire reconnaissante, les chefs qui nous font ce répit, élargissent notre respiration et sauvent des Barbares la capitale de la France ?

Rien que le silence répond. D'héroïques soldats, de jour et de nuit, sans arrêt, se battent pour nous, à deux pas de nous, sans que nous puissions leur dire un frémissant « merci » en les appelant par leurs noms.

Voilà notre ignorance, Parisiens. Celle de

l'armée est pareille. Le simple soldat ignore les plans qu'il exécute ; j'admets que ce fut ainsi à peu près toujours ; mais, cette fois, il ne sait même pas sous quel général il marche. C'est fini de ces grandes popularités militaires, comme notre race en a tant vu, qui faisaient dire aux combattants, à toute la nation : « La Pucelle, Condé, Turenne, le Petit Tondu sont là ! nous sommes rassurés ». Quelques noms, Joffre, Pau, Galliéni, Castelnau rayonnent. Malgré ces hommes mêmes. Visiblement ils s'efforcent d'éviter tout ce qui pourrait les désigner aux regards, leur faire une place dominante dans les imaginations. J'ai vu nos dragons s'en aller à la bataille, le casque enveloppé d'une gaine, et, de la même manière, nos grands chefs ne laissent point leurs hauts cimiers de gloire étinceler.

Par je ne sais quel sublime sentiment d'ascétisme, tous sont d'accord pour ne laisser flotter au-dessus de cette guerre que la sainte image de la France.

Où nos soldats prennent-ils leur confiance ? Dans leurs chefs immédiats, dans leurs camarades, en eux-mêmes. Les uns, nés pour la guerre, se livrent aux plaisirs terribles de l'aventure et du risque ; les autres refont leurs forces en accueillant en eux l'esprit de

sacrifice. Mais l'idée commune à tous, et qui règne au-dessus de la bataille et du bivouac, c'est l'idée de patrie. Situation toute nouvelle, plus nationale qu'aucun moment de notre histoire. Ce n'est pas une guerre de gloire. On se bat *pro aris et focis*. Le soldat qui tombe à cette minute, sur l'immense front de nos armées, de Paris à Verdun et à Belfort, se sacrifie pour protéger de son corps nos maisons pleines de femmes et d'enfants, et Paris, cœur de la France et de l'univers.

Hier, à Versailles, en voyant la majestueuse solitude du palais, des eaux, des statues et des bosquets centenaires ; ce matin, en traversant les cours du Louvre où dorment les bijoux du génie humain, je sentais se former en moi une ardente prière de gratitude et d'amitié pour ceux qui travaillent à vaincre, pour ceux qui donnent leur sang, capable d'engendrer de nouvelles merveilles, afin de protéger, de sauver le trésor hérité des siècles. Et ma prière, où pouvait-elle aller, quand tous veulent être anonymes ? Vers toi, ô ma patrie, mère de nos défenseurs.

Nous voudrions tous donner une issue à notre bonne volonté, témoigner notre gratitude, notre émotion, notre fraternité. On cherche. Les uns font célébrer des services

funèbres ; les autres apportent de l'argent, distribuent des soupes, offrent une place à leur table, un gîte meilleur, mais ce que nous avons le mieux réussi, c'est notre élan de concorde. Après tant de disputes, nous atteignons à l'unité spirituelle. Chacun cherche ses ennemis pour se réconcilier. Avec combien plus d'ardeur nous voudrions envoyer nos vœux à nos sauveurs, les soldats et leurs chefs. Mais ils ne veulent pas nous livrer leurs noms. Le mot de ralliement, austère et plus beau que tout, c'est « France et Patrie ».

A qui Paris doit-il exprimer le sentiment profond qui remplit son âme ? A la patrie, à la France, qui soutient, exalte, soulève et porte à la victoire nos généreux soldats.

V

L'ÂME DES SOLDATS

10 Septembre 1914.

Hier, je disais : « Notre gratitude souffre de ne pas savoir avec assez de précision vers qui se tourner. Nous voudrions connaître les chefs et les régiments qui, ces jours-ci, versent leur sang pour nous et dégagent Paris. »

J'y reviens. Je me rectifie. Nous ne connaissons pas les noms de nos défenseurs. C'est vrai. Mais que nous connaissons bien leur âme ! Nous la voyons, nous l'entendons, nous la lisons. A chaque minute, une lettre, crayonnée hâtivement, nous apporte des nouvelles frémissantes, brûlantes, de nos fils, de nos frères, de nos maris, et nous livre tous les mouvements de ces cœurs de héros.

Ces lettres, ce sont des papiers intimes, les archives sacrées de la famille, mais ce sont aussi les papiers et les archives de notre nation, les titres d'une génération qui, tout le long de sa vie, jusqu'au tombeau, sera environnée de respect, parce que, d'un même élan, toute entière, elle a offert et prodigué son sang pour le salut de la civilisation. O sainte jeunesse de France, que vous êtes aimée, admirée par vos aînés ! Avec quel empressement, à votre retour, nous vous remettrons dans tous les ordres la primauté ! La cité, la patrie que vous aurez sauvées sont à vous.

Où sont-ils aujourd'hui, nos jeunes soldats ? On se penche en esprit du haut des remparts, on les cherche du regard au lointain, repoussant l'ennemi par-dessus le Petit-Morin, dans la direction de la Marne, et puis

à Montmirail, à Fère-Champenoise, à Vitry-le-François. Vous avez la carte sous les yeux. Ecoutez maintenant une lettre qui nous vient de ces champs de bataille, et que me communique un Parisien de mes amis.

Un fils écrit à son père. Tous les Français peuvent faire cercle :

« C'est à toi, mon cher papa, que j'envoie cette lettre, à toi, parce que je veux te raconter le combat auquel je viens de prendre part, et que je craindrais d'épouvanter maman. Avant-hier, j'ai été baptisé au feu. Spectacle terrifiant, mais superbe, où la vaillance a été au premier rang. Et d'abord, je tiens à te dire que je n'ai pas été accroché. Je suis sorti indemne de cette lutte fantastique; la petite médaille que Charlotte m'a donnée m'a protégé...

» A six heures, le régiment arriva sous la ligne de feu. Une nuée d'obus nous accueillit. Moi, comme fourrier, je me tenais avec le chef de bataillon. Le premier obus allemand tombe à dix mètres, nous couvre de terre et ne nous touche pas, car il faut te dire que leurs projectiles d'artillerie ne sont pas dangereux. Nous continuons donc d'avancer sous cette mitraille, et très peu d'hommes tombent. Où le combat est devenu terrible,

c'est lorsque, à douze cents mètres, nous nous sommes heurtés aux mitrailleuses. Là, ce fut colossal. Il nous semblait être dans une fournaise. Les balles sifflaient à nos oreilles et faisaient de terribles ravages ; des blessés pourtant plutôt que des morts.

» Nous, les quatre fourriers du bataillon, nous abordons à une crête où s'installe notre commandant. La mitraille pleut, et malgré cela nous avons le sourire. Tous, à ce moment-là, nous sommes pénétrés par la tâche sublime qui nous est confiée. Je ne pense pas un seul instant à la mort, au milieu des sifflements. Une seule idée m'anime, la France qui vous représente tous.

» Cependant les hommes tombent, et notre commandant nous dit : « Les enfants, il faut aller communiquer les ordres. Si vous ne revenez pas, j'en enverrai d'autres. »

» Un camarade part le premier. Il n'est pas revenu. Peut-être n'est-il que blessé. Un deuxième s'en va. Il revient avec deux balles dans les jambes. Moi, je pars le troisième, et reviens sain et sauf. L'adjudant qui est avec nous part et reçoit une balle. Enfin, de toute la liaison de bataillon, je reste le seul. Mais si nous avons des blessés en quantité, les Allemands, eux, c'est terrible, il y a des tran-

chées où ils sont des centaines de morts restés debout. En définitive, nous avons un gros succès sur toutes nos lignes.

» Donc, confiance, mon cher papa. Voici mon premier combat passé. J'ai vécu des heures inoubliables et j'ai compris tout ce qu'il y a de beau et de grand à défendre la France. Nous sommes prêts à tout pour la victoire. Au revoir, cher papa, conserve au cœur l'espérance et dis-toi bien que ton fils sera toujours où est l'honneur. »

Voilà l'intérieur de l'âme d'un jeune soldat. Et toutes leurs âmes sont de cette trempe. Et nous douterions du triomphe final ! N'est-ce pas que vous l'avez lu avec orgueil, ce pauvre petit papier, où les phrases les plus vraies se juxtaposent à des phrases toutes faites, ce papier tout pareil à d'autres lettres que vous avez vous-mêmes reçues, et qui crie bien haut que les trente-neuf millions de Français n'ont pas peur des soixante-huit millions d'Allemands.

Les Allemands vont à la bataille menés par leurs officiers, qui se tiennent derrière leurs rangs, le revolver au poing. Mais vous venez d'entendre ce qu'il y a dans le cœur de nos enfants et qui les fait marcher. Pas une plainte ! Ces Parisiens, habitués à jouir de toutes les commodités d'une grande ville, qui

pousse loin et parfois trop loin les raffinements du plaisir, ils acceptent allègrement les dures obligations de la guerre, le cœur tout fier de courir des dangers et de servir le drapeau. Nos fils, les fils de Paris, ont des âmes citoyennes, et royales, joyeuses d'obéir à l'honneur et de sauver la patrie. Des enfants pénétrés, saturés, sursaturés de tels sentiments peuvent-ils être abattus? Non. La terre qui les a formés ne leur sera pas arrachée. La ville qui leur donna son âme ne saurait devenir prussienne.

VI

DES MAINTENEURS DE FRATERNITÉ

11 septembre 1914.

Quelques lecteurs se sont émus d'une phrase de Goethe que je citais, ces jours derniers, et qui rappelle la plus saisissante des catastrophes historiques, la destruction de Jérusalem et la dispersion du peuple juif. Goethe prévoit que ce sera le sort des Allemands. Et je disais : Oui, que leur empire soit politiquement brisé comme Jérusalem l'a été !.,. Là-dessus, émoi de quelques-uns ! Ils

croient à une assimilation des Allemands et des Juifs, à une attaque ! En vérité, ils se méprennent deux fois : sur la pensée de Gœthe et sur la mienne, J'ai dit et voulu dire qu'il y aurait lieu, après la victoire, de briser politiquement l'unité germanique, et j'ai trouvé intéressant de rappeler que le prophète, le poète, le voyant de l'Allemagne avait lui-même entrevu cette destinée de sa race. La chute de Jerusalem et la dispersion de son peuple, qui seront toujours à travers les siècles un exemple d'horreur, fournissent une image très propre à éclairer le sort promis à l'édifice politique élevé par Bismarck et qui sera jeté à terre, rompu (comme déjà va l'être l'empire austro-hongrois). Il n'y a rien là, ni dans ma pensée, ni dans son expression, qui puisse offenser ou attrister personne chez nous. Et ceux qui s'offensent ou s'attristent, si vraiment il en est, ils me font injure.

Union de tous, amitié des cœurs, unanimité, n'est-ce donc pas le mot d'ordre que mes collaborateurs et moi nous avons donné, maintenu, fait accepter, propagé ? N'ajournons-nous pas, à toute heure, les blâmes, les critiques, les enquêtes, les moindres discussions, tout ce qui n'est pas d'immédiate

utilité ? Allons, que quatre lecteurs, s'ils hésitent sur une phrase, l'interprètent avec largeur, sans s'amuser à se faire mal dessus, à se piquer malgré l'auteur. Que ceux qui me lisent fassent un petit effort de sympathie. Ils ne peuvent tout de même pas me demander que j'aïlle au pas, comme un bœuf à la char-
rue, et que j'épelle chaque phrase en procédant par B, a, Ba et par B, i, Bi. S'ils me comprennent mal tout d'abord, eh bien ! qu'ils m'accordent un crédit. C'est ce qu'ont fait mes courtois correspondants. Je les en remercie. Ils ont attendu mon explication en me jugeant sur les signes non équivoques de mon esprit d'union.

Qui donc, à la veille de cette guerre, alors que bien peu de Français commençaient d'entendre rouler les caissons de l'empereur allemand, a repris et proclamé la vieille devise de Déroulède : « Monarchiste, bonapartiste, républicain, ce sont des prénoms ; Français, voilà votre nom de famille » ? C'est le président de la Ligue des Patriotes, à qui, le soir de la séance du 4 août, le soir du « jour sacré », Joseph Reinach envoyait son adhésion, sa demande d'inscription à la Ligue.

Si je reste à Paris, au milieu de ceux qui m'ont fait l'honneur de me choisir pour leur

représentant, c'est pour partager leur sort, bon ou mauvais, et pour leur être utile, si possible. Et comment les servir ? En remplissant le ministère de la parole, un des plus beaux ministères, en servant de lien entre les esprits et les âmes.

Être là, chaque matin, en personne et par le journal. En personne, c'est-à-dire s'en aller dans la rue, causer avec celui-ci, avec celui-là, féliciter ceux qui demeurent, justifier ceux qui avaient de bonnes raisons de s'en aller, donner leur sens vrai aux événements du jour qui peuvent être fâcheux sur un point, sans entamer notre certitude dans le succès final, fondée sur une vue d'ensemble. Je crois très utile cette œuvre double de la présence vivante et de la diffusion des idées par le journal. Il s'agit de multiplier la sympathie, de faire rayonner, à travers tous, la bonne volonté dont chacun est rempli.

Pour cela, nul besoin d'être éloquent, ce n'est pas mon genre, ce n'est pas le genre du jour. Il suffit de laisser parler notre cœur et les faits.

Les faits d'aujourd'hui, veuillez les écouter : lentement, nous maintenons et repoussons les ennemis qui, déjà, avaient crié : « Sauve qui peut, Parisiens, votre ville est à nous ! »

C'est les battre que les retarder. Pendant qu'ils marquent le pas, le camp retranché est mis en état, mis à même de les arrêter pour toujours, au moins pour de longues semaines, pendant lesquelles nos alliés les obligeront à tourner la tête, à nous lâcher, à lâcher une trop belle et trop difficile proie.

Ainsi parlent les faits. Quant à notre cœur, le mien, le vôtre, il ne veut que l'union. Quelle étrange susceptibilité subsiste chez certaines natures ombrageuses ! Comment est-il encore des êtres qui se cabrent devant un fantôme d'attaque ? Les chevaux allemands broutaient hier aux portes de Paris ; ils ne sont encore séparés de nos redoutes que par l'épaisseur de nos troupes, et vous croyez possible des querelles intestines ! Allons donc ! Hier, j'ai rencontré le vieux M. Vaillant, député socialiste, ancien membre de la Commune. Nous n'avions pas eu, je crois, jusqu'à cette heure, une occasion de nous parler.

— Eh bien ! monsieur Vaillant, lui ai-je dit en lui serrant la main, aviez-vous jamais supposé qu'un jour vous vous réjouiriez de voir les cosaques sous Paris ?

— C'est vrai, m'a-t-il répondu, je suis bien content que les cosaques arrivent. Ils peuvent nous rendre de grands services.

Vaillant n'est plus anti-russe et vous croyez que je fais de l'antisémitisme ? Mais vous n'avez pas réfléchi ! Une des dernières lettres que nous écrivait, de Bordeaux, mon illustre confrère, le comte de Mun, et que nous avons publiée, disait, ou semblait dire, que là-bas on intrigue. C'est le crime d'une poignée d'hommes réprouvés. La France est unanime, sans discussion, par une acclamation de cœur. Et nous sommes les maintenant de cette fraternité.

P.-S. — A six heures moins vingt aux bureaux de *l'Écho*, dans la minute où je termine et signe cet article, une rumeur, des bravos m'appellent à la fenêtre. Sur la place de l'Opéra, une automobile passe où flotte largement déployé un signe de notre succès, un drapeau allemand prisonnier. La pensée de Paris s'en va, enthousiaste, remercier nos soldats. Ils sont unis pour vaincre. Comment ne serions-nous pas liés entre nous, quasi scellés, comme des pierres dans un mur, par l'amitié passionnée que ces héros, nos fils, nous inspirent.

VII

BONNES ET TRÈS BONNES NOUVELLES

12 septembre 1914.

« *La situation générale s'est complètement transformée. Non seulement nos troupes ont arrêté les Allemands, mais ils reculent devant nous sur presque tous les points.* » Voilà ce que nous dit le gouvernement. Il ne me suffit pas de le lire et que vous le lisiez plus loin, dans le communiqué. La phrase doit être en tête, n'est-ce pas, de la première colonne du journal.

Le sang versé à flots pour la défense de Paris est le sang le plus précieux de l'Univers. La France sacrifie là ce qu'aucun peuple ne saurait fournir, des régiments où le moindre cavalier ou fantassin fait partie de l'élite de l'humanité. Je n'ai pas attendu pour le savoir le sentiment que m'en donne cette guerre; je n'ai pas attendu de lire avec piété la liste de nos morts, les lettres de nos vivants, les propos de nos blessés impatients de retourner au feu; je n'ai pas attendu de voir toute la jeunesse de France courir aux

bureaux de recrutement. En toute saison, à parcourir le monde et puis à revenir chez nous, on voit bien — on le voit à nos défauts comme à nos qualités — que notre nation est la fleur de l'humanité. Quelle horreur, s'il avait été vainement répandu, le sang de la France!

Mais non, c'est officiel : les Allemands reculent, s'épuisent. On entrevoit chez eux les premiers indices d'une débandade. Depuis le 6 septembre, de Paris à Verdun, ils ont manœuvré admirablement; nous avons manœuvré mieux encore. Déjà l'ennemi est en retraite vers l'Aisne et l'Oise. Dans cette direction depuis quatre jours il a reculé de soixante-quinze kilomètres. Voilà pour l'aile droite de l'armée allemande. Au centre, après les combats les plus acharnés entre Sézanne et Vitry-le-François, même succès. Ils se replient. Et le communiqué, qui aime toujours à se tenir un peu au-dessous de la vérité, nous dit : « La première phase de la bataille de la Marne se dessine en faveur des armées alliées. »

Réjouissons-nous : d'importants résultats ont été obtenus, qui nous donnent le droit d'en espérer de décisifs. Attendons quarante-huit heures encore et que chacun tende sa volonté, comme le croyant multiplie ses

prières. Puissent la fatigue, les misères n'avoir pas de prise sur les défenseurs de Paris, sur les sauveurs de la France et de la civilisation ! Puisse leur résistance physique valoir leur vaillance de cœur, que nous savons invincible, et valoir le génie de leurs chefs, que l'événement proclame ; puissent nos chevaux, nos munitions, nos provisions, tout le matériel de nos troupes engagées durer et tenir, comme dure et tient leur âme !

On s'interroge, on questionne autour de soi. Les Allemands ne vont-ils pas se ravitailler en hommes ? Pas aisément. Ils ne disposent que d'une ligne de chemin de fer, peu facile, très encombrée, une seule, entendez bien, et nous aussi nous recevons des troupes fraîches. Je ne vous garantis pas qu'il faille croire à ces Russes que la rumeur publique annonce, et que la prescience populaire veut avoir vus, traversant l'Angleterre ; mais tenez pour certain que, dans huit jours, vous aurez à Paris les plus belles troupes de l'Inde, des guerriers aussi ardents à braver la mort que les Japonais des légendes.

Qu'elle se continue, comme elle se déroule depuis trois jours, la triomphale manœuvre de Joffre, et j'imagine que nous aurons traversé, nous Français, la plus dure période de

cette guerre gigantesque des nations. Oh ! pas d'illusions, la partie qui se joue près de nous, et qui s'annonce magnifiquement, n'est pas encore toute gagnée, et cette partie n'est pas le tout, mais quelle préparation ! Quel échec déjà, pour les orgueilleux Allemands, qui croyaient d'un seul bond courir sus à Paris ! Quelle satisfaction pour nos alliés belges et anglais, si loyaux à nous assister de leurs armes et de toute leur aide ! Quelle facilité pour les Russes ! Combien faut-il, aux cosaques, pour battre la plaine autour de Berlin ? Deux mois, disaient les plus pessimistes. C'est donc pour la fin de septembre que nous obtiendrons le grand résultat, et que la bête devra se détacher de nous pour sauver, là-bas, sa nichée.

L'univers va se réjouir du sort heureux, de la délivrance de Paris. La ville de Notre-Dame, du Louvre et des Invalides, la ville courageuse, où la plus noble population monte la garde autour des trésors de l'humanité, est désormais hors d'atteinte. Quand même un retour offensif déborderait nos armées, Paris n'a plus rien à craindre : ses défenses sont prêtes. On peut bien le dire aujourd'hui, il y eut un moment où la ville n'avait guère pour rempart que les poitrines

de ses fils. Maintenant, grâce à Galliéni, les canons sont servis et les bétons séchés. C'est justice que la fortune de la guerre favorise ceux qui ne bronchèrent pas, ceux qui, en apprenant l'approche des Prussiens, ne firent pas un pas en arrière, mais deux pas en avant, pour crier aux chefs : « Qu'on nous donne des armes ! »

VIII

DEUX HIRONDELLES

13 septembre 1914.

Deux hirondelles ne font pas le printemps. C'est entendu. Mais elles l'annoncent. MM. Briand et Sembat viennent de faire un tour sur le ciel de Paris. Ça nous change des Taubes. Ils sont venus « en inspection ». J'espère qu'ils s'en vont satisfaits de la grande ville et qu'ils le diront là-bas. Nos Bordelais peuvent revenir. Le communiqué du jour est parfait. Paris les attend avec le sourire.

Ils peuvent revenir ? Attention ! Pas de manœuvre trop précipitée. Je m'en fie à Briand et Sembat. Ces deux hommes d'esprit sont venus humer l'air, tâter le terrain,

préparer les choses. C'est un peu délicat, les sorties, les rentrées, au théâtre. Et les hommes publics, qu'ils s'en rendent bien compte, sont toujours des acteurs en scène. Ils vivent sous le verre grossissant des lorgnettes. Pas de gestes gauches, pas de fausses manœuvres.

On approuve tout à fait que certains ministères aient quitté Paris. Ils sont à la nation ce qu'est le dépôt par rapport au régiment. Leur place est sur l'arrière. Peut-être a-t-on exagéré et passé la mesure. Je ne me ferai pas l'écho du sentiment public là-dessus. Mais je le dis, quand il est encore temps : « Réfléchissez avant de quitter votre abri bordelais. Les Prussiens ne sont pas encore très loin. Il serait fâcheux de nous revenir pour nous quitter une seconde fois ».

De Bordeaux, d'ailleurs, on peut faire d'excellente besogne. Tout est parti là-bas, même le service chargé de nous renseigner sur nos enfants, même dit-on, les bureaux préposés à la correspondance des armées. Eh bien ! voici un point sur lequel Paris appelle d'une façon instante l'attention de nos maîtres :

« Ma femme et moi, écrit un de nos concitoyens de la rue Lafayette, nous avons cent quarante-huit parents à la guerre !... » Voilà un chiffre qui force l'attention et incline, vous

en conviendrez, à la sympathie. « Eh bien ! nous ne savons quasi rien de ces parents-soldats. Nous avons appris indirectement qu'un de nos oncles, commandant d'infanterie, avait été fait prisonnier en Alsace au début de la guerre. Un jeune soldat, de notre famille encore, aurait été tué à Etain, il y a trois semaines environ. Des officiers du régiment l'ont dit. Impossible, pour ce soldat comme pour ce commandant, d'obtenir aucune confirmation ou dénégation officielle... »

Cette plainte est justifiée. Elle est confirmée par des réclamations qui nous arrivent de toutes parts. Je vois bien que le ministère s'en émeut. On lira avec plaisir sa dernière phrase de l'excellent communiqué de ce jour : « Le Conseil des ministres a pris des mesures pour améliorer les communications postales ». Allons ! un petit effort en faveur des familles de nos admirables soldats.

Et voici encore une seconde plainte très importante. Un correspondant me reproche mon « optimisme », et ma confiance dans la bonne volonté de tous. « Tenez, me dit-il, comparez la réalité à vos rêves. Le gouvernement a fait afficher que malgré son départ les allocations continueraient à être versées aux ayants droit, or, à l'heure actuelle, il n'y

a pas la moitié de ceux-ci qui touchent. J'habite le X^e arrondissement ; j'ai fait une demande le 25 août ; à l'heure actuelle, 11 septembre, on en est encore à mener l'enquête. Et je me tiens à votre disposition pour vous signaler dans Paris de nombreuses familles qui n'ont pas encore touché leurs allocations... »

Que vaut cette plainte ? Je la communique à M. le Maire du X^e arrondissement. Il n'est pas aisé d'organiser ces grands services d'assistance, il faut pourtant y parvenir. Je prie ceux qui voient les défauts de me les signaler. Cherchons à remédier aux lacunes sans mettre en doute la bonne volonté de personne.

Suis-je vraiment trop optimiste ? Je suis bien heureux qu'on me le reproche un jour où les événements de guerre me justifient. J'ai foi dans nos organisations de secours, bien que je sache trop leurs défauts ; j'ai foi dans notre réussite militaire, bien que je m'attende à des péripéties cruelles, à des successions de succès et de revers.

La période triomphale s'ouvre. Est-ce donc que je sois un prophète ? Ah ! grand Dieu ! rien qu'un patriote désireux, ardemment désireux, comme chacun, de voir la fortune couronner le sacrifice héroïque de nos soldats. Chaque jour, quand j'écris que le succès des

armes nous va revenir, je m'inspire de mes conversations avec ceux qui connaissent les préparations de nos généraux, et en même temps, je l'avoue, je traduis mon désir, votre désir, les aspirations de la France entière. Toutefois, dans mon espérance, il y a quelque chose de certain ; dans mon « optimisme », il y a une part fondée sur des raisons indiscutables. Le résultat final ne peut pas nous échapper. Je ne voudrais pas être dans la peau d'un Allemand. Il est évident, il est mathématiquement certain que la France, l'Angleterre et la Russie, aidées de la Belgique et de la Serbie, viendront à bout de l'Allemagne, dont la seule alliée, l'Autriche, gît déjà dans le fossé, les quatre fers en l'air.

On a pu croire que cette guerre serait très longue. Il est permis de penser que la belle tactique du généralissime Joffre, servie par des chefs comme Maunoury, Dubail, Foch abrège notre angoisse, et que peut-être la France vient de franchir la crête difficile, est en voie de terminer la partie la plus rude de son effort.

Hirondelles légères, Briand, Sembat, dites à Bordeaux la joie que vous avez vue dans le ciel de Paris. Portez à nos Bordelais nos requêtes et notre amitié.

IX

LA VICTOIRE !

14 septembre 1914.

Joffre a lâché le mot. Le mot que nous attendions depuis quarante-quatre ans. Nul commentaire, nul adjectif. La France a retrouvé la victoire. Chacun s'incline pieusement devant les soldats morts au champ d'honneur et salue les drapeaux.

La France a le dessus contre la Bête. Le dessus dans un corps à corps. Sans doute le résultat final n'a jamais été douteux. Même battus, nous n'aurions pas été vaincus. Supposez notre écrasement, l'Angleterre, la Russie inabordables, tout invincibles par leur situation géographique, imposaient à la longue leur loi à notre adversaire et nous rétablissaient dans Metz et Strasbourg, parce qu'elles ont besoin, pour respirer à l'aise, de rompre l'étreinte pangermanique et de briser l'Empire. Oui, c'est ainsi, mais qu'il est heureux que nous ayons pu faire nous-mêmes le principal de notre délivrance !

Grâce au génie tenace de notre généralis-

sime et à l'héroïsme de nos soldats, c'est la France elle-même, assistée des Belges et des Anglais, qui, sur sa terre, sous les murs de sa capitale, de ses deux mains a saisi la Bête et qui jette à l'univers le cri de victoire.

« Les Allemands ont projeté la destruction de la nation française », avait dit, dans son message à son peuple, le noble roi d'Angleterre. Et le monde s'est soulevé pour empêcher ce crime contre la civilisation. Mais c'est notre jeunesse, comme il convenait, qui au premier rang a prodigué victorieusement les flots de notre sang.

Ils s'en retournent, les Barbares, comme s'en retournèrent jadis le duc de Brunswick et Attila. Et nous, d'avoir par nous-mêmes, une fois de plus, assuré notre salut et préparé le salut du monde, quelle grandeur ! Toutes les âmes françaises en reçoivent de la lumière et une indéfectible énergie. C'est une fermentation immense dans tout notre pays. Tout un peuple, cet après-midi, battait les murs de Notre-Dame. Chacun de nous cherche où porter ses remerciements aux autels de la patrie. « Comme on voit bien à présent que l'invisible mène le monde et que ceux-là sauront tenir, seuls, qui s'appuieront à Celui qui est. » Qui me parle ainsi ? Un moine chassé

de France, revenu en hâte pour prendre les armes contre les Barbares. Et dans cette minute, dont la plénitude sûrement se répandra sur tous les jours qui nous restent à vivre, nul doute que ce religieux ne s'accorde avec ses adversaires les plus acharnés de la veille. Une même pensée, que chacun traduit selon sa formation spirituelle, nous anime, tous, à cette heure : « Quels êtres hideux que ces figures d'assassins qui s'éloignent ! L'âme française leur est supérieure. Et, quoi qu'il ait pu paraître dans ces derniers temps, nous demeurons chargés d'une haute tâche que nous reprendrons, après ces heures de sacrifice et de sang, et nous maintiendrons plus que jamais dans le monde le culte de l'honneur, de la vérité et de la beauté. »

Ah ! que tous les langages les plus hauts et les plus vrais de chez nous négligent leurs divergences, qu'ils s'unissent et composent une harmonie à mille voix pour exprimer le grand amour qui soulève nos cœurs, pour célébrer la défaite du Mal et de la Barbarie ; la chute de la Bête qui s'affirme si odieuse au sein des hordes germaniques.

Jamais mieux qu'à cette minute où la Germanie se vantait de vouloir « rompre les os » de notre nation, nous n'avons senti que la

France est chargée dans le monde d'un message particulier, qu'elle a une mission à remplir. Mais qu'aurait valu cette mission, désormais, si la France avait faibli sur les champs de bataille? Les idées d'une nation ne valent qu'autant que celle-ci sait tenir l'épée. Quel cas faire d'un peuple qui voudrait nous donner son âme comme modèle, bien plus, comme nourriture, si l'événement nous montre que son âme est dans un état d'infériorité et ne peut plus le mettre à même de remplir ses devoirs dans le combat de l'existence? Comment croire qu'une nation a suivi le bon chemin et peut nous y guider, si nous la voyons humiliée, réduite à l'esclavage? Comment attendre qu'un pays trouve en lui la vérité et la communique aux autres, s'il en est arrivé à ne pouvoir de lui-même se garder libre et repousser la loi du vainqueur?

Les pensées de la France, déjà bien diminuées par 1870, auraient achevé de perdre leur crédit dans le monde, se seraient vraiment dépouillées de valeur réelle, si notre force militaire avait été reconnue impuissante, si notre force vive, si notre jeunesse était apparue inerte, mal disposée, lente à porter la main sur l'épée. La phrase prononcée par le général Joffre, le 6 septembre, et acceptée

religieusement par nos armées, rétablit dans le monde notre rang spirituel. Minute sublime! Qu'a dit le généralissime? « Il s'agit du salut du pays... il faudra se faire tuer sur place plutôt que de reculer... Aucune défaillance aujourd'hui ne peut être tolérée... ». Que nos armées aient obéi à cet ordre terrible, qu'elles se soient laissé emporter par cette parole vers les régions les plus hautes du sacrifice, c'est la preuve que notre nation est toujours capable de sentir profondément, de se conformer à ce qu'elle reconnaît vrai et beau, et qu'elle demeure digne de guider l'humanité.

Ces paroles du général Joffre, nous les inscrirons sur le bronze de la victoire et sur les monuments que, par toute la France, nous allons ériger à nos morts et à nos sauveurs.

Vive l'armée! vive la jeune nation, toutes classes sociales mêlées, qui vient de réhabiliter la France entre les peuples! A travers les siècles, désormais, les générations successives vont glorieusement honorer les soldats de 1914.

France est chargée dans le monde d'un message particulier, qu'elle a une mission à remplir. Mais qu'aurait valu cette mission, désormais, si la France avait faibli sur les champs de bataille? Les idées d'une nation ne valent qu'autant que celle-ci sait tenir l'épée. Quel cas faire d'un peuple qui voudrait nous donner son âme comme modèle, bien plus, comme nourriture, si l'événement nous montre que son âme est dans un état d'infériorité et ne peut plus le mettre à même de remplir ses devoirs dans le combat de l'existence? Comment croire qu'une nation a suivi le bon chemin et peut nous y guider, si nous la voyons humiliée, réduite à l'esclavage? Comment attendre qu'un pays trouve en lui la vérité et la communique aux autres, s'il en est arrivé à ne pouvoir de lui-même se garder libre et repousser la loi du vainqueur?

Les pensées de la France, déjà bien diminuées par 1870, auraient achevé de perdre leur crédit dans le monde, se seraient vraiment dépouillées de valeur réelle, si notre force militaire avait été reconnue impuissante, si notre force vive, si notre jeunesse était apparue inerte, mal disposée, lente à porter la main sur l'épée. La phrase prononcée par le général Joffre, le 6 septembre, et acceptée

religieusement par nos armées, rétablit dans le monde notre rang spirituel. Minute sublime ! Qu'a dit le généralissime ? « Il s'agit du salut du pays... il faudra se faire tuer sur place plutôt que de reculer... Aucune défaillance aujourd'hui ne peut être tolérée... ». Que nos armées aient obéi à cet ordre terrible, qu'elles se soient laissé emporter par cette parole vers les régions les plus hautes du sacrifice, c'est la preuve que notre nation est toujours capable de sentir profondément, de se conformer à ce qu'elle reconnaît vrai et beau, et qu'elle demeure digne de guider l'humanité.

Ces paroles du général Joffre, nous les inscrirons sur le bronze de la victoire et sur les monuments que, par toute la France, nous allons ériger à nos morts et à nos sauveurs.

Vive l'armée ! vive la jeune nation, toutes classes sociales mêlées, qui vient de réhabiliter la France entre les peuples ! A travers les siècles, désormais, les générations successives vont glorieusement honorer les soldats de 1914.

que nous sommes en train de refouler? Je m'informe et je réponds que leur retraite s'effectue dans de moins bonnes conditions que ne s'est faite la nôtre. Leurs prisonniers révèlent une profonde démoralisation. Ce n'est pas la débâcle. Mais il y a des signes très graves d'usure.

Des signes avant-coureurs. Nul doute que le grand état-major allemand ne fasse un formidable effort pour réparer sa défaite et d'abord pour rétablir ses forces. Qu'en adviendra-t-il? Après avoir soufflé, pourra-t-il reprendre les choses au point où elles étaient au début de la guerre et tenter une nouvelle fois de marcher sur Paris? Ces gens-là n'ont plus leur équilibre. Ils ne sont plus sur jambes. La poussée continue. Ils voulaient faire un combat en cinq rounds. En voilà dix. Il y a donc manque de souffle. Et qui ne voit nos avantages? Qui ne voit qu'en quarante jours toutes les conditions morales et matérielles ont changé en notre faveur?

Nous sommes prêts; Paris, fortifié, à l'abri d'un coup de main, débarrassé de tous ses éléments faiblards, assuré de tenir, de durer et de n'être jamais pris; nos troupes de réserve, aguerries, ayant fait leur éducation et donné leurs preuves avec une vaillance

héroïque. Enfin, c'est le plus important, à cette heure nous ne sommes plus les vaincus de 1870, mais les vainqueurs de 1914.

Pendant des années, notre pays a été oppressé, opprimé par cette pensée qu'il était inférieur à l'Allemagne. Il hésitait, c'était trop visible, à suivre sa pensée nationale, à se fier à ses inspirations profondes. La France se détournait d'elle-même, cherchait de-ci de-là, doutait de ses destinées. Manque de confiance en soi, c'est faiblesse pour les nations et pour les individus. Aujourd'hui, le charme néfaste est rompu. Une jeune génération est entrée en lice qui n'a pas une âme de vaincue, et qui s'est étroitement reliée à ceux qui ne voulaient pas oublier. L'action de ces nouveaux venus sauve Paris, rétablit la patrie sur ses fondements éternels. Aujourd'hui, par la victoire, toute la France et chaque Français s'élèvent à une plus haute puissance. Chacun de nous et le pays entier reçoivent un accroissement de force. J'ignore comment nos chefs et nos soldats vont faire pour se surpasser, mais, tous, nous savons bien qu'il en sera ainsi et que des Français victorieux vont être irrésistibles contre des Prussiens qui murmurent : « L'heure de l'expiation est venue pour nous ».

Bonvalot, que je viens de rencontrer, me raconte que son beau-père, le célèbre chirurgien Ollier, dirigeait en 1870, une ambulance, et que, lorsque la nouvelle de la bataille de Coulmiers, y est arrivée, — Coulmiers, la seule bataille que nous ayons gagnée dans cette malheureuse guerre, — l'ambulance, soudain, se vida. « Personne n'y voulait plus rester. Les plus abattus se redressaient. Le pouls des fiévreux reprenait la normale. C'était une résurrection. »

Ça, c'est notre race, Bonvalot. Nous avons toujours cru à la race, j'entends à une formation morale de notre nation. Et c'est la vérité. Maintenant, on va voir ce que valent des armées françaises poussées par le vent de la Victoire.

IV

QUATRIÈME PHASE

LA GUERRE DE SIÈGE

(14 Septembre à la fin d'Octobre.)

Au lendemain de la victoire de la Marne, le général en chef veut poursuivre le mouvement en avant de façon à ne laisser à l'ennemi aucun répit.

Mais avons-nous les moyens matériels, toutes les munitions qu'il faudrait.

Dès le 13 septembre, la résistance allemande, appuyée sur de fortes organisations défensives, préparées à l'avance, nous interdit d'espérer que la poursuite se continue sans arrêt. Une nouvelle bataille, s'étendant sur le front tout entier commence. Dans cette bataille, où le terrain sera disputé pied à pied, il faut distinguer plusieurs théâtres.

§ 1. — DE LA MER DU NORD A L'OISE
BATAILLE DES FLANDRES

Dès le 11 septembre, Joffre avait prescrit à l'armée de Paris d'avoir sur la rive droite de l'Oise des forces aussi importantes que possible, en vue de parer au mouvement débordant de l'ennemi, mouvement que tout nous faisait prévoir, car les Allemands manquent d'invention.

Du milieu de septembre à la dernière semaine d'octobre, on n'a pas cessé de se battre au nord de l'Oise. Mais tout en se battant, on a glissé vers le Nord. Ce mouvement a amené en ligne, du côté allemand, plus de dix-huit nouveaux corps d'armée; de notre côté, il a abouti à la constitution de trois nouvelles armées sur notre gauche : celles de Castelnau, de Maudhuy et d'Urbal, et au transport dans la même région de l'armée anglaise et de l'armée belge, sortie d'Anvers. Quand les Allemands, ayant terminé la concentration de leurs forces, tenteront, avec une énergie féroce, de tourner notre gauche et de la percer, ils se heurteront à une résistance qui leur infligera un échec complet.

Ce mouvement commence, de notre côté, avec

les seules ressources de l'armée de Paris qui avait tenu la gauche de notre front pendant la bataille de la Marne, renforcée le 15 septembre d'un corps d'armée; ce renfort ne suffisant pas, une nouvelle armée est transportée plus à gauche et la marche vers la mer continue. Du 21 au 26 septembre, toutes nos forces, avec des alternatives de revers et de succès, sont engagées dans la région de Lassigny, Roye, Péronne, premier acte de la grande lutte qui va continuer en s'élargissant. Une nouvelle armée est constituée plus au nord, mais, les attaques de l'ennemi se faisant de plus en plus pressantes, on se demande, le 4 octobre, si un recul ne s'imposerait pas. Joffre exclut résolument cette hypothèse, envoie de nouveaux renforts et ordonne de reprendre l'offensive. Il était clair néanmoins, qu'en dépit des efforts de tous, notre front étendu jusqu'à la mer par un simple cordon de troupes n'avait pas encore la solidité nécessaire pour résister, en pleine sécurité, à une attaque allemande dont tout permettait de prévoir la violence.

A ce moment, commence vers le théâtre d'opérations du nord, le transport de l'armée anglaise, le maréchal French ayant exprimé le désir de voir ses troupes reprendre leur place initiale à la gauche des armées alliées. Il était

entendu que, sur ce terrain du nord, l'armée anglaise prolongerait de façon continue le front du dispositif général, concourrait avec nous à arrêter la droite allemande et chercherait, en même temps, la liaison avec la Belgique. Mais les débarquements furent plus longs qu'on ne l'avait prévu et l'on ne put attaquer les Allemands au moment où ils n'avaient dans la région de Lille et plus au nord que de la cavalerie. Restait l'armée belge, sortie d'Anvers le 9 octobre et résolue à se maintenir en territoire belge, mais trop épuisée pour que l'on pût fonder sur elle des espérances immédiates. Le 14 octobre, nous les rejoignons et atteignons le front Ypres, Messines, Saint-Wast; le 16, nous progressons jusqu'à Roulers, mais il était clair qu'en présence du renforcement continu de la droite allemande, nous ne pourrions maintenir ces premiers avantages. Il fallait un nouvel effort qui fut accompli par l'envoi au nord de la Lys de forces françaises considérables qui constituèrent l'armée française de Belgique.

Ainsi s'achevait la manœuvre stratégique, ordonnée le 11 septembre par Joffre. Les transports de troupes exécutés pendant ces cinq semaines, s'étaient combinés avec la poursuite des opérations, soit défensives, soit offensives, de l'Oise à la mer du Nord. La barrière était

constituée. Il restait à la maintenir. Ce sera l'objet et le résultat de la bataille des Flandres, du 22 octobre au 15 novembre.

§ 2. — DE L'OISE A L'ARGONNE

Du 20 septembre au début de novembre, les trois armées du centre, celles de Sarrail, de Langle de Cary et de Franchet d'Esperey, ont eu à subir de forts prélèvements, au profit de la manœuvre qui se montait à notre gauche jusqu'à la mer. Sur les hauteurs de l'Aisne, de Berru, de Nogent-l'Abbesse et de Moronvilliers, les Allemands avaient établi, dès avant leur retraite, de véritables forteresses, renforcées depuis lors et qui ne pouvaient être enlevées qu'au prix de sacrifices énormes.

On a donc, dans ce secteur, procédé, sauf de rares exceptions, par offensives partielles, nettement localisées, qui ont donné d'ailleurs de bons résultats. Sur aucun point de ce front, l'ennemi n'a progressé, bien qu'à diverses reprises il ait attaqué fortement. A partir du 19 septembre, les Allemands ont bombardé Reims. Le 26, ils ont tenté sur toute leur ligne une offensive brutale, partout repoussée.

§ 3. — L'ARMÉE DE LORRAINE

En Lorraine, les Allemands prirent d'abord l'avantage. Ils voulaient, en passant la Meuse à Saint-Mihiel ou dans les environs, couper de la place de Verdun nos armées de l'Est. Et, en effet, après une canonnade intense, le 21 septembre, ils prirent pied sur les Hauts de Meuse, à Vigneules-les-Hattonchâtel et à Creue. Le lendemain, ils s'emparèrent des Éparges et de plusieurs localités voisines de Verdun. Leur artillerie lourde menaçait le pays. Ils réussirent quelques jours après à entrer à Saint-Mihiel, et même à s'établir sur la rive gauche, à Chauvencourt, faubourg de Saint-Mihiel.

Mais, dès le 21 septembre, reliant son action à celle de l'armée de la Meuse, l'armée de Lorraine, commandée par le général Dubail, faisait déboucher ses réserves brusquement au nord de Toul, prenant en flanc l'offensive des Allemands dans les journées des 22 et 23 septembre et leur infligeant des pertes énormes, les obligeait à battre en retraite dans la nuit du 24. Ils étaient décidément enrayerés; ils n'avaient pu toucher la Meuse qu'en un seul point à Saint-Mihiel. Autour de Verdun, dans la

dernière semaine d'octobre, nous nous sommes donnés de l'air en occupant Ormes, Brabant et la crête de Cuisy.

A l'est du Couronné de Nancy, pour le début de novembre, l'armée de Lorraine (général Dubail) tenait Serres, Erbeviller et la forêt de Champenoux, et puis Badonvillers et Celles.

Dans la région de Saint-Dié, l'armée des Vosges, également sous les ordres du général Dubail, prenait à l'ennemi les hauteurs d'où il bombardait la ville, réoccupait le col de Sainte-Marie-aux-Mines, enlevait au sud du Bonhomme les crêtes importantes de la tête de Violu et de la tête de Faux.

Enfin, en Alsace, le général Putz progressait dans la région de Thann.

Entre la Moselle et Belfort, nous avons donc reconquis la presque totalité du territoire envahi. C'est à ce moment que la voie étant ouverte aux non-combattants, il me fut permis de visiter cette région d'Alsace et de Lorraine que l'ennemi venait de quitter.

I

LES CONSCRITS DE 1914

16 septembre 1914.

Tout continue d'aller très bien, mais tout exige encore de nos armées des efforts et des sacrifices, qu'elles ne marchandent pas. Aidons-les, aidons leurs chefs en nous associant étroitement à toutes leurs intentions.

Je l'ai dit plusieurs fois à nos lecteurs. Ils sont des chefs d'opinion. Ils peuvent, ils doivent contribuer à maintenir dans la France un état d'esprit confiant. Qu'ils se consacrent à cette mission. Elle est de haute utilité. Il leur appartient de créer une atmosphère, un milieu moral qui accorde à notre généralissime tout le crédit, tous les délais dont ses plans peuvent avoir besoin avant de produire leur plein effet.

On peut en causer paisiblement, maintenant que la pensée de Joffre a éclaté comme une pensée de victoire. Le roi des Belges, le noble roi Albert, qui se connaît en science guerrière, vient de saluer « le génie militaire » de

nos chefs. L'Histoire enregistre ce jugement. Mais il y a quelques jours, quand nos armées se repliaient sur Paris, la situation semblait tragique. Eh bien ! pour être de bons citoyens, nous devons tous dire : « Le général Joffre a les pouvoirs et les responsabilités. Quoi qu'il décide, nous approuvons, sans les connaître, ses raisons, ses sentiments, ses ordres de guerre. La France, sans discussion, le suit. »

J'ai entre les mains la lettre d'un jeune soldat qui écrit aux siens ; « Mon cher papa, c'est terrible. Nous ne sommes jamais battus, et nous reculons toujours... » Ce petit soldat ne comprenait pas, et il s'inquiétait. C'est trop naturel, mais il avait tort. Aujourd'hui que l'expérience nous a, par trois fois, prouvé la supériorité de notre état-major, après que nous avons vu l'excellence de notre mobilisation, la sagesse de notre retraite sur Paris, la vigueur décisive de notre offensive, après que nous connaissons Joffre le Temporisateur et Joffre le Foudroyant, nous serions inexcusables si jamais, au cours de cette guerre, notre confiance faiblissait.

J'ai horreur d'un esprit qui se grise avec des mots et qui souffle dans un article comme dans une trompette. La confiance n'a de

dignité et d'efficacité que si elle s'appuie sur des raisons raisonnées. Ces raisons, fondées sur l'expérience, nous les possédons n'est-ce pas? Evidentes pour tous, proclamées, affichées, criées avec une force irrésistible par les derniers événements. Nous avons de grands chefs. Nous avons des soldats sublimes. Qu'est-ce que nous pouvons craindre alors, sinon que le ciel nous tombe sur la tête? Nous sommes munis autant qu'une nation peut l'être.

Laissez-moi verser au dossier qui fait notre confiance une pauvre petite lettre, crayonnée sur un lit d'hôpital, toute pareille d'âme et d'aspect à celles que lisent, avec tant d'orgueil et d'émotion, toutes les familles de France. Elle est d'un petit soldat, presque un enfant, un héros tout de même, et nous fait voir ce que sont les conscrits de 1914. Ecoutez-le qui parle dans l'intimité :

« ... Papa m'avait déjà écrit vous avoir rencontré et donné de mes nouvelles. Comme j'aurais voulu être à sa place et vous les donner moi-même, car je suis sûr qu'il aura exagéré le peu que j'ai fait. Papa est fier d'avoir son fils blessé. Mais il ne l'est pas tant que moi. Si vous saviez, ça m'a fait la sensation d'une douleur, mais, si je puis

m'exprimer ainsi, d'une douleur joyeuse. J'étais content d'être blessé, moi qui rêvais tant de souffrir un peu pour la France, et cette idée me donnait une force, la force de guérir au plus vite et de repartir rejoindre mes camarades qui continuent de se battre.

» Voyez-vous, cela m'ennuie de rester inactif, j'ai encore soif de la bataille, et puis, comme je n'ai pas tiré un coup de fusil, il me faut bien avoir ma petite revanche, à côté de la grande que, tous, nous sommes en train de préparer... Comme on a la conscience et l'âme tranquilles en sentant les balles et les obus voler autour de soi, et de se dire : C'est pour la France ! Que n'êtes-vous sur un champ de bataille pour voir comme elle est bien défendue, comme tous ses enfants se donnent rendez-vous et se battent la chanson aux lèvres, la vaillance au cœur. C'est si beau de sentir ce grand souffle patriotique passer sur vous, et quand les trois couleurs sont déployées, on ne vit plus, on court au-devant de la mort. Elle passe en trombe à côté de vous, et on se retrouve étonné, transformé : on est un homme, on est Français.

» Ah ! nous les aurons enfin avec nous, nos frères Alsaciens-Lorrains, et nous n'irons

plus à la statue de Strasbourg pour y porter des couronnes de deuil, mais des palmes de gloire et de reconnaissance. Hélas ! il y manquera Déroulède... N'empêche, il a su créer autour de lui des milliers de Déroulède, la plus belle jeunesse de France, et lors, nous souvenant de cet ancien, nous nous sommes donnés, corps et âmes, à la France.

» Dieu et France ! voilà notre devise. L'un nous protège, et nous défendons l'autre. Est-il une plus belle mission ? Et si, par hasard, je restais sur le champ de bataille, songez au petit Français, au petit Parisien, qui rendra son âme, heureux à la pensée de la plus grande France ! »

Que c'est beau, quelle qualité morale une telle lettre suppose dans un peuple ! Voilà un intérieur d'âme. Faites vos critiques, dites qu'il y a de la littérature instinctive dans le cas de cet enfant. Eh ! oui, c'est cela qui est merveilleux : les âmes françaises reçoivent, depuis des siècles, une nourriture exceptionnelle. Ah ! nous ne sommes pas, comme les Allemands, des parvenus grossiers qui datent d'hier. Cette lettre, on dirait une page extraite des *Enfances de Tristan*. Les vieux poèmes idéalistes de notre moyen âge revivent là, sous nos yeux. Que dites-vous de cet hom-

mage à l'« ancien » ? Cher enfant, Déroulède vous eût armé chevalier, Et cette grande idée généreuse qui anime ce conscrit, l'idée qu'il a une mission ! Je reconnais et salue, dans cet enfant anonyme, un des jeunes compagnons de Jeanne d'Arc, un de ces pages dont l'histoire n'a pas gardé le nom, et qui la comprenaient tout aisément, servaient sa gloire et sa tâche.

Une telle lettre, où la générosité et la pureté de l'enfance s'allient aux forces de la virilité, est un renseignement incomparable sur la jeune génération. Camarade Henri Massis, vous qui entrez à cette heure dans les lignes de feu, vous étiez bon prophète en célébrant l'excellence de ces nouveaux venus. Avions-nous assez raison, nous tous, leurs amis et leurs confidents, qui disions à la France : « Un renfort admirable nous arrive ! » Comment payerons-nous jamais notre dette à cette jeunesse qui répand avec allégresse son sang pour rétablir la France au premier rang des peuples.

Le premier rang des peuples appartient à la nation qui consent le plus de sacrifices. Belges, Anglais, donnons-nous la main, dans une émulation d'héroïsme. Merci, conscrits de 1914.

II

CHARLES PÉGUY
MORT AU CHAMP D'HONNEUR

17 septembre 1914.

Il est mort sur le coup, frappé d'une balle. Nul moyen d'en douter. Nous sommes avertis, ainsi que la famille, par une lettre d'un témoin, M. Raphaël, fils du professeur au lycée Blaise-Pascal. Il était là, il a vu son camarade jeté à terre, à un mètre de lui, en pleine bataille.

Nous sommes fiers de notre ami. Il est tombé, les armes à la main, face à l'ennemi, le lieutenant de ligne Charles Péguy. Le voilà entré parmi les héros de la pensée française. Son sacrifice multiplie la valeur de son œuvre. Il célébrait la grandeur morale, l'abnégation, l'exaltation de l'âme. Il lui a été donné de prouver en une minute la vérité de son verbe. Le voilà sacré. Ce mort est un guide, ce mort continuera plus que jamais d'agir, ce mort plus qu'aucun est aujourd'hui vivant.

Honneur au maître Charles Péguy. Il passe devant tous ses émules.

Bien qu'il meure dans un moment où la vie humaine semble avoir moins de prix qu'une cerise au fort de la saison, sa mort fera pleurer son petit monde, la chapelle où il était aimé jusqu'à l'idolâtrie, et produira un long ébranlement dans les lettres françaises.

Ce Péguy, que tous n'avaient pas compris, comme sa mort va lui donner un sens puissant et clair ! C'était un petit homme barbu, un paysan sobre, poli, circonspect, défiant et doué du sens de l'amitié, bien campé sur la terre et toujours prêt à partir en plein ciel ; un petit homme terne et lent, de qui se dégageait un merveilleux rayonnement ; on reconnaissait en lui toute une race qui d'une ferme était venue s'installer et tenir un petit commerce dans un faubourg d'Orléans. Ce petit-fils de paysan, devenu un normalien à binoche, pensait toujours à ses champs, je veux dire à ses *Cahiers de la Quinzaine*, qu'il s'agissait de bêcher, de fumer, d'agrandir. Il leur consacrait toute sa vie, il en avait fait, à la fois, une espèce de revue et une espèce de boutique, rue de la Sorbonne. Derrière ses vitres, il surveillait et critiquait la grande maison universitaire. Lui-même semblait un

maître d'école extraordinaire, un grand pédagogue, un prédicant de la vieille France. Sa cervelle madrée, obstinée, baroque, avait reçu de naissance le génie des vieux maîtres de la rue du Fouarre, des moines populaires et des gazetiers révolutionnaires. Et dans sa courte vie il a pu donner satisfaction à tous les instincts français qui de naissance reposaient en lui. Il a, dans une brève carrière d'homme de lettres, trouvé moyen d'épanouir des forces de paysan qui agrandit ses champs, de boutiquier qui compte et recompte ses sous, de typo qui fait de la belle ouvrage, de curé qui prêche ses ouailles et d'officier de ligne entraînant ses hommes au devoir. C'était, dans toute sa noblesse, le fils de la terre française, un plébéien de l'Orléanais, un produit humain qu'il a fallu dix-neuf siècles de culture pour porter à ce point de civilisation. Il sortait du même pays que Jules Lemaître, mais tandis que celui-ci s'est cru obligé de demeurer toujours sur les coteaux modérés, il s'en est payé, lui, Péguy, de l'héroïsme et du sublime !

Sa grande œuvre, à laquelle il se vouait depuis des années, était une tentative pour exprimer ce que nous avons à dire de Jeanne d'Arc en 1914 ; il cherchait à donner une

forme à l'extraordinaire abondance de sentiments que cette figure incomparable suscite dans la conscience d'un Français cultivé de cette heure. De là ses livres étranges et puissants, intitulés : *Le Mystère de Jeanne d'Arc*. J'en ai parlé à plusieurs reprises aux lecteurs de l'*Echo*; j'ai tenté de les faire aimer par mes confrères de l'Académie. J'y voyais un signe précieux de la résurrection de la vie traditionnelle dans les âmes. On y trouve (pour la première fois peut-être dans un ouvrage laïque) le point de vue de la sainteté. L'attitude de Péguy devant son sujet suppose que ce qui fut la vie morale de Jeanne peut devenir notre vie. O stupeur ! Aux yeux de ce jeune normalien de grande culture classique, très méditatif, réfléchi jusqu'à en avoir des parties de monotonie dans l'esprit, nullement un faiseur de paradoxes frivoles, Jeanne d'Arc est un modèle ! Et pas d'équivoque. Il ne s'agit pas d'un modèle d'après lequel modeler, sculpter, écrire. Non, un modèle d'après lequel vivre, d'après lequel vivre et mourir.

Comme, en d'autres siècles, il se serait nourri de son livre de piété ! Péguy avait lu, relu et mis dans son sang, pour toujours, l'*Histoire de la Révolution*. de Michelet. Mais il n'en

restait pas là. Son propre génie le menait. Où allait-il ? Vers quelles hauteurs, sainte Geneviève et sainte Jeanne d'Arc, dont il faisait sa société, l'auraient-elles conduit ? Nul vol n'est assez grand, nulle aile ne suffit, avait déjà pu lui dire son maître Michelet. La plus puissante est un asservissement. Il en faut d'autres que l'âme attend, demande et espère, des ailes par-dessus la vie, des ailes par delà la mort. Où donc l'esprit de Péguy allait-il trouver sa loi ? Où son espérance entendait-elle se satisfaire ?

Vous tous ses intimes, les Tharaud, les Peslouan, les Porché, vous, les dépositaires fraternels de sa pensée, qui, dans cette minute, êtes sur les lignes de feu, vous allez le venger par les armes, et, demain, par vos commentaires, vous le ressusciterez. Je n'apporte ici qu'un feuillet écrit au crayon, un feuillet à clouer sur une croix de bois où le vent, vingt-quatre heures, le respectera, afin que notre ami ait le salut et la prière du passant. Ci-gît la gloire des jeunes lettres françaises. Mais plus qu'une perte, c'est une semence ; plus qu'un mort, un exemple, une parole de vie, un ferment. La Renaissance française tirera parti de l'œuvre de Péguy, authentifiée par le sacrifice. Et puis, mes

chers camarades absents, en votre nom, je salue avec respect la compagne de notre ami et j'embrasse ses enfants. La République des lettres et la République tout court s'occuperont d'eux. Ils sont protégés par la gloire de leur père.

III

DEUX TYPES D'HUMANITÉ

18 septembre 1914.

Les Allemands, dans leur retraite, viennent de laisser entre nos mains un très grand nombre de prisonniers. Une circonstance, qu'il est inutile de préciser, m'a permis de connaître quelques-unes des lettres qu'ils écrivent à leurs familles. Voulez-vous, pour tromper notre attente, à la fois confiante et anxieuse, que nous y jetions les yeux ?

« La destinée, écrit un soldat du Holstein, m'a atteint : j'ai été blessé au ventre. Après avoir été pris, j'ai été amené à..., où je suis en société de deux Allemands ; les soins sont excellents. Ne vous inquiétez pas de ce que je suis prisonnier, car, ici, les prisonniers sont très bien traités. »

Un autre renseigne sa femme, marchande de lait en gros, près de Munich :

« Ma chérie, tu n'as pas besoin de t'inquiéter, car nous avons des soins excellents. Les sœurs de la Croix-Rouge sont de vrais anges, qui ne le cèdent en rien aux sœurs allemandes. Les dames de la ville qui nous rendent visite sont très aimables vis-à-vis de nous. »

Et, toujours sur le même ton, voici une troisième épître : « Les accidents de la guerre m'ont atteint. J'ai reçu quelques blessures, et suis à ... où je suis très bien soigné. J'ai été fait prisonnier, ce qui, ma chère Frieda, ne doit pas t'attrister. Chez nous, c'est DÉFINITIF (*Bei uns wirdt schliesslich*); ici, ça n'est pas le cas; nous sommes si bien soignés que, moi-même, le premier, je ne pouvais pas le croire. Les Français sont de braves gens, je l'ai remarqué personnellement... Que Dieu nous donne bientôt la paix. car de voir tant d'assassinats, c'est affreux ! Tous les jours, il arrive de nouveaux blessés. Je souhaite que la paix soit prochaine. »

L'intérêt de ces billets est dans l'état d'esprit qu'ils révèlent. État d'esprit fort plat. Ces individus, trompés par leurs chefs, n'attendaient pas de nous tant de bonté. Avons-

nous tort ou raison? Nous aurions tort de renier notre propre nation et de descendre au niveau de nos agresseurs. C'est en vain que, vous et moi, nous disons et pensons parfois qu'il faut traiter ces gens-là comme ils nous traitent: vienne l'occasion qui nous mettra en présence d'un être hors d'état de nuire, nous nous sentirons incapables d'abuser de notre force. Partout le cœur chevaleresque de la France est plus fort que les sentiments de représaille.

Il y a des siècles que nous sommes ainsi et que le chevalier Bayard s'impose à nous comme un modèle. Je ne crois pas que nous changions. Et Momsen voyait juste quand il disait qu'avec un Français il y aurait toujours de quoi faire un chevalier. Seulement, cela, il le disait avec un lourd mépris. Ses compatriotes, dont je cite les lettres, ne partagent pas son grossier dédain à l'égard des vainqueurs qui s'apitoient sur un ennemi mis à leur merci. L'expérience de la dure vie aide ces prisonniers à comprendre ce que le pédant se croyait dispensé de sentir dans sa bibliothèque. Ils apprécient à cette heure la noble vertu de générosité.

Voulez-vous que nous élargissions la question et qu'au lieu de nous attarder sur les

sentiments de pauvres hères, nous regardions comment réagissent nos dignes soldats devant les nécessités de la guerre ?

J'ai entre les mains, datée du mois dernier, la lettre d'un marin qui raconte une heureuse et récente opération de mer. Écoutez de quel ton, écoutez le son que rend une âme française : « Ce matin, écrit-t-il, nous sommes tombés sur deux bâtiments autrichiens. Contre eux deux, toute l'armée navale. Accablés par un tir continu et puissant, ils fuyaient de toute leur vitesse, le long de la côte, en répondant courageusement aux coups. L'un a pris feu. Le second, le plus gros, entouré à son tour de la fumée de ses pièces et de celles des incendies allumés à bord par nos coups, s'est légèrement soulevé de l'avant, puis lentement, il s'est enfoncé par l'arrière, et ç'a été fini. Impossible de porter aucun secours. Nos torpilleurs seraient arrivés trop tard. Résultat : six cents hommes tués, brûlés ou noyés... Et maintenant que nous nous éloignons de cette tombe que rien ne marque, le ciel est toujours bleu, la mer toujours bleue ; elle a englouti sans colère 600 de ses enfants. Et pour excuser à mes yeux ce mouvement de force contre un adversaire si inégal, il faut que je pense à tous mes frères français et

qu'on a attaqué pour l'anéantir, ma patrie. »

Voilà un document précieux. Authentique d'abord, non truqué (Du diable si ce marin pensait que cette lettre passerait sous mes yeux!) et puis très propre à nous montrer que nous valons mieux qu'eux. Il y a dans cette âme une richesse de clavier, des sons nobles et nuancés qu'ils ne peuvent fournir et qu'ils n'apprécient pas. Cette conscience qui s'observe, ce souci de rendre justice au vaincu, de plaindre son écrasement, de peser les droits de la force contre un ennemi; cette évidente horreur de la brutalité; cette générosité native toute prête à se cabrer, comparez-les à la fureur enragée de ceux qui commandent, exécutent et justifient les faits de Louvain, de Badonviller et de Senlis; songez à un intellectuel, comme Maximilien Harden, qui ricane et se targue glorieusement de barbarie; songez à leur Kronprinz qui semble revendiquer, comme une méthode raisonnable, le système de la guerre atroce, et dites-moi de ces deux types d'humanité lequel, pour le bien de la planète, mérite de l'emporter?

— Vous n'avez donc pas une mère! criait un professeur d'un lycée de Paris surpris à Badonviller par la horde qui brûlait cette petite ville ouverte et tuait même les femmes.

Et l'officier allemand de répondre :

— Ma mère n'a jamais fait de cochon comme toi.

On est d'accord avec cet Allemand pour constater la différence des races.

IV

POUR CEUX QUI SE BATTENT

19 septembre 1914.

Sous la pluie, depuis des jours et des nuits, ils se battent pour nous...

Ils ont, par leur victoire de la Marne, rétabli la France aussi haut qu'elle fut jamais. Par eux, la France vient d'arrêter la première force militaire du monde, et, demain, la brisera. Par eux, le Kronprinz, déjà, est obligé de se détacher, d'abandonner la partie, de reconnaître que le temps lui manque, et, tandis que son père demeure face à la France, il court défendre le patrimoine.

Elles durent être terribles, les scènes de la séparation entre ce père et ce fils qui entendent la grande parole de l'Angleterre, contre-signée par la France et par la Russie : « Nous ne traiterons qu'à Berlin. » De quel ton

ils se sont rejetés, l'un sur l'autre, la responsabilité de cette aventure mortelle ! Soyez convaincu, me dit quelqu'un de bien renseigné, qu'une des causes déterminantes de la guerre, c'est l'envie de l'Empereur contre le Kronprinz. Ce père est jaloux de la popularité militaire de son fils. Il a voulu lui arracher son prestige, lui briser les arguments dans la main, et cette conflagration qu'il redoutait, il a fini par la déchaîner, parce que son fils allait jusqu'à l'accuser de lâcheté. Les voyez-vous aux prises, le soir d'une défaite qu'ils s'attribuent l'un l'autre, ces deux Hohenzollern, devant qui s'ouvre l'abîme ?

Que le monde s'en réjouisse. Il est ouvert, l'abîme des Hohenzollern. Rien ne peut en détourner leurs pas. Bien des Français, des plus nobles Français, y vont glisser encore, mais l'ennemi de notre patrie y sera enseveli pour jamais avec sa double couronne impériale et royale.

Cette vengeance du droit, cette paix du monde, nous les devons à nos soldats. Faisons-nous pour eux tout ce que nous pouvons ?

Je ne dois pas cacher au Gouvernement qu'il y a dans le public et chez chacun de nous deux ordres d'inquiétudes. Je les men-

tionnerai sans en faire des tableaux qui risqueraient de nuire. Je n'apporte ici que la plainte d'un citoyen désireux de collaborer à son rang avec les pouvoirs réguliers.

Les soins donnés aux blessés ne sont pas ce qu'ils devraient être.

La correspondance entre les combattants et les familles demeure par trop défectueuse.

Ce sont là deux questions extrêmement importantes, et, la première, tragique.

Je ne peindrai pas les taillis, les granges, les trains, dans les jours qui suivent la bataille. Nul bien véritable ne résulterait d'une émotion publique. Mais que les pouvoirs compétents et leurs supérieurs, avec la rapidité de la foudre, aillent voir et remédier.

Nul ne songe sérieusement, je pense, à nous faire croire que nous sommes défendus, sauvés par des ombres, et si l'on empêche notre reconnaissance de se fixer sur des êtres que nous puissions nommer par leurs noms, nous savons tout de même que nos sauveurs anonymes sont des êtres en chair et en os. Chair qui saigne, os qui se brisent, quand même le cœur ne bronche pas. Il faut que rien de ce qui est possible ne manque à des soldats qui font pour nous l'impossible. Ils nous ont sauvés; et nous serions; nous, négli-

gents, désunis pour les soigner ! Dans une lettre fort courageuse que j'avais, ces jours-ci, sous les yeux, une phrase m'a arrêté, ne me quitte plus. Le jeune soldat qui l'écrit parle d'une ville (ce n'est pas Paris) sous laquelle il vient d'aller au feu, et il dit : « Il y a des gens qui vivent et qui s'amuse sans penser qu'on se bat pour eux ». Ne soyons pas ces gens-là. On peut arriver à la perfection des services sanitaires. Elle existe à côté de nous, chez les Anglais.

J'appelle, avec tout ce que je possède de force, l'attention du Gouvernement sur cette double imperfection des correspondances avec l'armée et des services sanitaires, Une mère ne peut pas dormir si elle n'a pas des nouvelles de son fils. Nul Français ne peut plus dormir s'il croit qu'il y a des blessés négligés.

V

UN SILENCE SOLENNEL

20 septembre 1914.

Hier, par Rozoy, Coulommiers, la Ferté-Gaucher, je m'en suis allé à Montmirail. C'est une petite ville, avec beaucoup de

verdure et un château entouré d'un parc grandiose. Pour y atteindre, nous avons franchi la vallée du Petit-Morin, quasi déserte et muette, monté la côte, et, tout de suite, voici des toits effondrés, des vitres brisées, des murs écorchés. C'est l'effet de l'artillerie française qui, il y a une huitaine, a surpris et chassé les Allemands.

J'interroge une vieille dame :

— Ont-ils été mauvais ?

— Pas au début. Ils sont arrivés en riant. Ils avaient avec eux un petit âne et ils l'appelaient Poincaré. Un soldat a tué une petite fille et son grand-père qui voulait la défendre, mais ses chefs l'ont fait fusiller. Ils ont pillé toutes les maisons abandonnées, mais beaucoup moins celles où l'on était demeuré. Le plus grand nombre des gens d'ici était parti. Moi, avec de l'argent dans ma poche, je n'ai pas trouvé de voiture, rien, pour m'emmener. Je suis restée. On m'a envoyé vingt soldats : j'ai été trouver un officier, je lui ai dit : « Je suis une veuve, une vieille femme ; il y a dans ma maison une bonne chambre avec un bon lit, voulez-vous y venir ? » Il est venu et tous ont été polis. Seulement, à la fin, quand on a su que les Français approchaient, ils devenaient méchants...

L'état-major allemand logeait dans le château du duc de la Rochefoucauld, au centre de la ville. Je vais le visiter. C'est une belle habitation Louis XIII, entourée de bassins d'eau et d'arbres admirables, avec des points de vue très bien ménagés. Aujourd'hui, des officiers français y sont installés et leurs noms et grades crayonnés sur les portes des chambres se superposent aux inscriptions des Allemands.

Le cardinal de Retz est né dans cette maison. La bibliothèque, formée de classiques et de théologiens, les pièces de réception d'où l'on plonge sur de profondes campagnes solitaires, les chambres très simples des étages, tout compose une atmosphère à la française, mais souillée par le passage des sales gens d'Allemagne. Ils ont laissé sur le plancher quelques douzaines de bouteilles volées à la cave. Ils étaient en train de les boire, le soir, quand un projectile vint éclater dans la pièce voisine et leur annoncer l'approche de nos Français. Ils n'en attendirent pas plus, et coururent à leurs automobiles, sous le perron du château. Leurs hommes commencèrent à creuser une petite tranchée que j'ai vue, à l'extrémité du parc; puis, y renonçant, les suivirent à la galope.

Tout s'était envolé que les Français tiraient toujours. La ville allait-elle être anéantie ? Un brave garçon se dévoua. Il prit sa bicyclette et courut prévenir les nôtres que les Prussiens s'étaient sauvés.

L'aubergiste du Vert-Galant me montre ses chambres que nos projectiles ont mises en capilotade, au moment même où il venait de les transformer à la mode du Touring-Club. « C'est-y pas malheureux, Monsieur ! » Il se console de ses ripolins perdus, en brave homme, avec le plaisir qu'il a de cuisiner gracieusement les morceaux de viande que nos soldats lui apportent.

De Montmirail, je suis allé à Château-Thierry. Toujours silence et solitude. Voilà des campagnes où l'on devrait se promener le chapeau à la main, car nos grands-pères et nos fils les ont inondées de leur sang. En passant près de la colonne triomphale qui porte l'aigle d'or de 1814, j'ai remarqué qu'elle avait reçu, ces jours derniers, des balles.

Sur cette route, où l'on respire encore toute fraîche la bataille d'hier, Victor Hugo est venu, il y a quatre-vingts ans, chercher la trace de l'épopée impériale. Il s'y promenait entouré de souvenirs et n'a rencontré qu'une charrette bizarre dont il lui a plu de faire

une eau forte. « Pour attelage un âne et un cheval. Sur la voiture, des casseroles, des chaudrons, de vieux coffres, des chaises de paille, un tas de meubles ; à l'avant, dans une espèce de panier, trois petits enfants presque nus : à l'arrière, dans un autre panier, des poules. Pour conducteur, un homme en blouse, à pied, portant un enfant sur son dos. A quelques pas, une femme marchant aussi et portant aussi un enfant ». Où iuit cette charrette ? disait-il. Est-ce donc la grande bataille de 1814 qui recommence ? Hier, 18 septembre 1914, je viens de la rencontrer de nouveau, cette charrette lamentable. Je les ai revus, ces femmes, ces enfants et ces poules. Pas l'homme, toutefois ! Il se bat sur l'Aisne. Oui, cette charrette de pauvres émigrants que Victor Hugo a demi vue, demi rêvée, hier, dans ce coin, nous l'avons rencontrée trente fois, cent fois. Elle ramenait à leur village des paysans chassés par la bataille de la Marne. Pauvres gens, fuite bien légitime et respectable, celle-là ! Mon aimable compagnon s'était muni de chocolat pour les enfants, de journaux pour les parents. Il y joignait des secours généreux.

Plus loin, nous avons croisé un groupe de cuirassiers, magnifiques dans leur désordre de

guerre, les cuirasses bombées, les visages amaigris, les mains lardées, la tête dans du linge, les yeux rayonnants, gais, jeunes, courtois et braves, pour qui nous avons des provisions de cigarettes dont ils ont été enchantés.

La campagne était triste, solitaire, presque noire. Le canon tonnait dans le lointain. On voyait certains champs jonchés de paille : des troupes y avaient campé. On voyait des trous, entourés de terres soulevées, avec un fond brûlé : c'est l'effet des obus. On voyait de grands carrés fraîchement piétinés : des tombes. Des cadavres de chevaux, plus lourds à traîner, plus encombrants que ceux des hommes, gisent encore çà et là.

A Château-Thierry, j'ai voulu visiter la maison de La Fontaine. Le chien du fabuliste jouait derrière la grille ; le chat ronronnait sur l'appui d'une fenêtre, mais la gardienne m'a dit qu'on ne visitait pas durant la guerre. Je me suis consolé en causant avec des soldats anglais dans la rue, qui, tous, savent assez de français pour prédire en fort bons termes la destruction prochaine de l'armée allemande. « La garde impériale de Postdam ! m'a dit l'un deux, plus rien ! Nous l'avons bouffée ! » Et de rire ! Comme il est

agréable l'accent des Anglais, et leur rire ! Il y a sur tous ces visages de nos alliés quelque chose de jeune. Avez-vous remarqué cette expression constante des physionomies anglaises ? Un je ne sais quoi de l'enfance y persiste à travers les âges de la vie.

Nous avons mis dans les mains de ces bons amis un tas de *New-York Herald* et de *Daily News*, puis, reprenant le chemin de Paris, nous nous sommes arrêtés à Meaux pour saluer un grand Français. Monseigneur Marbeau était l'ami de Déroulède qui, dans ses derniers jours, lui ouvrit sa conscience de héros sans reproche. Ils continuent de s'entendre à travers les légères cloisons posées par la mort.

...Quelle coupe de patriotisme qu'une telle journée ! Ce n'est pas un philtre d'oubli qu'on y boit. Le grand fleuve germain se retire sans laisser aucune alluvion, aucune boue sur notre sol, mais il marque ineffaçablement notre cœur. Sur ces graves champs d'automne, que je viens de parcourir, en me reprochant de ne pas assumer une plus lourde part des misères de mes frères français, la nature va tout réparer rapidement. Son riche tapis, ses puissances d'oubli ne peuvent pas s'étendre sur nos sentiments irrités. Quelle

solitude vers la fin du jour ! Aucun bruit, aucune animation pour nous distraire sur ces routes embrumées. Ce qui remplit le cœur dans ce vide, au milieu de ces villages sans hommes et de ces foyers demi détruits, c'est un élan vers la France. Il y a dans ce silence des campagnes françaises, interrompu seulement par les canonnades lointaines, une espèce d'attente solennelle, l'attente d'une résurrection générale de notre génie.

VI

LA CATHÉDRALE EN FLAMMES

21 Septembre 1914.

« Les Allemands se sont acharnés sans raisons militaires à tirer sur la cathédrale de Reims, qui est en flammes. »

Cette phrase est chargée de sens. Vous remarquerez le verbe, *ils se sont acharnés*, et cette incidente, *sans raisons militaires*. Voilà le crime que rien n'excuse et que l'histoire à jamais commentera pour le déshonneur de ces récidivistes. Ils ont commencé par Louvain, continué par Malines, Senlis, Soissons. Aujourd'hui ils brûlent la cathédrale de

Reims, par dépit enragé de n'avoir pas pu anéantir Notre-Dame de Paris.

C'est une déclaration de guerre à tout ce qu'il y a de plus grand dans le monde, que les généraux de l'empereur allemand viennent de lancer en tournant leurs obusiers sur le lieu où Clovis hérita de la civilisation latine, sur la haute et divine maison éblouissante.

Un des joyaux du monde achève de s'anéantir. Pourquoi l'Allemagne commet-elle cet acte abominable? Qu'en espère-t-elle donc? Comment y voir, je ne dis pas une excuse, mais un semblant d'utilité?

Les Allemands n'ont à la bouche et sur leurs lèvres pharisiennes que le nom de Dieu. Pensent-ils que leurs bombes vont être agréables aux autels? Pensent-ils édifier le ciel en envoyant leurs obus sur ce toit de paix et de bénédiction? Enragés d'impuissance, ils se livrent aux forces infernales. Ces misérables, réjouissons-nous, trahissent un état d'esprit de désespérés. Accès de rage impuissante, vengeance de vaincus. Ils se sentent matés, dominés, et, dans leur vil désespoir, bombardent la maison des espérances chrétiennes.

Nos espérances? Ils ne les atteindront pas. Elles sont pieusement, religieusement, dé-

posées dans nos armées. Elles animent le cœur de tous les Français. Qu'importe si l'Église de pierre s'écroule ! La société française, la patrie, comme une arche sainte, demeure et brave la tempête. Et dans ces pierres qu'ils canonnent, les Prussiens ne mettront pas l'immobilité de la mort. A tout ce qu'elles contiennent d'éternité et de grandeur s'ajoutent maintenant les jours de septembre 1914. Elles ne seront que plus frémissantes, mieux chargées de vie, plus sacrées. Elles ont souffert avec nos soldats. Sainte cathédrale de Reims, toute mutilée, tu demeures, aux yeux de l'esprit, notre relique nationale.

Pourquoi veulent-ils martyriser le chef-d'œuvre de la France ? A cette question, Frédéric Masson a bien répondu, hier matin, quand, au terme d'un article tout probant du *Gaulois* : « Pourquoi ils ont brûlé Louvain », il conclut : « Guillaume II, empereur allemand, a ordonné de brûler l'Université de Louvain, au nom de la culture germanique et par haine de la culture catholique et latine. » Voilà bien, en effet, une des pensées infâmes et profondes de cette race, menée à la fois par le pédantisme et par une fureur démoniaque de destructions, et le noble roi d'Au-

gleterre a proclamé la vérité quand il a solennellement fait savoir à son peuple que « les Allemands ont décidé d'anéantir la nation française ». Ils s'acharnent, à cette minute, sur le lieu où, de barbares, nous fûmes nommés Français, où nous fûmes sacrés comme les héritiers légitimes des antiques civilisations. Ils veulent nous atteindre à notre source même et nous frapper symboliquement dans notre racine.

Eh bien ! d'instinct, nous leur répondons, avant même d'avoir raisonné. Au moment où l'on nous a dit : « Les obus tombent sur les verrières, sur les sculptures, sur la voûte merveilleuse, » nous avons crié :

— Ces obus-là, du moins, ne tombent pas sur nos bataillons, sur nos frères et nos fils, sur nos défenseurs. Péririssent les merveilles du génie français, plutôt que le génie français lui-même ! Que les plus belles pierres soient anéanties, et que le sang de ma race demeure ! A cette minute, je préfère le plus humble, le plus fragile fantassin de France à nos chefs-d'œuvre dignes de l'immortalité. Nous en referons, des chefs-d'œuvre ! Le sang des Français est chargé d'une série infinie de perfections qui aspirent à naître, à s'épanouir.

Vive la France ! C'est la seule réponse des

croyants, des artistes, de tous les patriotes. Mais vous, chefs de l'armée, qu'attendez-vous pour tirer une leçon de ces douleurs? Entassez désormais dans nos monuments précieux, sous la voûte de nos églises et de nos musées, tous les blessés allemands, tous les prisonniers allemands, et qu'ils partagent, signalés, couverts par le drapeau de la Croix-Rouge, le sort de nos trésors d'art.

VII

C'EST UN REITRE DÉJÀ QUI FIT BOMBARDER
LE PARTHÉNON

Un reître allemand vient de détruire la cathédrale de Reims. C'est déjà un reître allemand qui avait détruit le Parthénon. M. Gustave Fougères, l'éminent directeur de l'École française, me le rappelle dans la belle lettre suivante qu'il me permet de publier pour édifier l'opinion universelle :

MONSIEUR,

Vous avez contemplé le Parthénon: si, en votre for intérieur, vous lui préféreriez nos cathédrales chrétiennes, sa misère vous a pourtant ému et troublé. Devant ce cadavre éloquent, vous avez maudit le nom de Morosini.

Me permettez-vous de vous faire souvenir que le véritable bourreau du chef-d'œuvre d'Ictinos et de Phidias ne fut pas le célèbre provéditeur vénitien, mais un sinistre exécuteur de ses basses œuvres, un reître allemand, originaire de Lunebourg (Hanovre).

officier d'artillerie à la solde de Venise et sous les ordres du chef de bandes Kœnigsmark.

C'est ce vandale lünebourgeois qui pointa le mortier d'où partit la bombe qui fit sauter le Parthénon.

N'est-ce pas le moment de rappeler ce précédent mémorable, au lendemain du jour où d'autres peintres allemands se sont offert la joie de consterner le monde civilisé en abattant la cathédrale de Reims, ce Parthénon de la chrétienté d'occident? N'avez-vous pas vous-même suggéré ce rapprochement lorsque, sur l'Acropole, vous compariez intérieurement le grand symbole de l'art païen à ceux de notre art chrétien?

On apprendra sans doute le nom du chef responsable qui consomme, en plein xx^e siècle, cet autre inexpiable forfait. Que les débris sacrés de la cathédrale subsistent tels quels, pieusement entretenus comme ceux du Parthénon, pour vouer à jamais à l'exécration universelle le monstrueux imitateur de l'Erostrate lünebourgeois!

Ah! les Allemands peuvent se targuer d'une double spécialité, que nul ne leur dispute : une archéologie lourde, minutieuse et pédantesque qui classe, inventorie, décrit les merveilles de l'architecture sans les sentir ni les aimer, et une artillerie (non moins lourde!) qui excelle à les réduire en ruines lamentables. Double vandalisme qui opère à l'envi! Les succès du vandalisme à gros obus ne prouvent-ils pas que les prétentions du vandalisme à gros bouquins ne sont qu'une imposture pseudo-scientifique? La science sans âme n'est plus qu'un matérialisme charlatanesque. On s'en aperçoit après avoir été dupe trop longtemps.

Veillez agréer, Monsieur, les hommages d'un lecteur qui n'a pas toujours partagé vos vues sur l'âme attique, mais qui admire sans réserve vos belles pages sur Sparte, et retrouve dans votre *Écho de Paris* un écho de cette Sparte même.

Gustave Fougères,

Directeur de l'École française d'Athènes.

VIII

LA FIN D'UN SCEPTIQUE

22 Septembre 1914.

« Un des maîtres de l'École française, le compositeur Albéric Magnard, l'auteur applaudi de *Bérénice*, habitait une villa à Baron, près de Nanteuil-le-Haudoin. Il fit feu sur deux uhlands qui tentaient de s'introduire chez lui et les abattit. Peu après il fut fusillé. M. Albéric Magnard était le fils de l'ancien rédacteur en chef du *Figaro*, M. Francis Magnard. »

Ainsi racontent les journaux, et depuis que j'ai appris cette mort héroïque, je ne cesse pas d'y songer. Je le vois à sa fenêtre, le fusil à la main, tout enflammé par le patriotisme, cet artiste raffiné. Quelle apparition inattendue ! C'est une eau-forte qui ne s'en va pas de dessous mes yeux.

Lui, le fils du grand sceptique Francis Magnard, lui, l'enfant du *Figaro*, il a résolu de donner sa vie, plutôt que d'accepter ce qui ne doit pas être. Il entreprend, à lui seul, de s'opposer à ce que la France, momentanée-

ment, n'a pas pu empêcher. Il ne tolérera pas d'être envahi et que des Prussiens souillent le seuil de sa demeure. Nul ne le commande ; lui seul s'oblige, et même il outrepassa son devoir clair. Il s'en va dans des régions morales mal déterminées. On peut trouver des gens pour dire qu'il eut tort, en sacrifiant sa vie, de compromettre la sécurité de ses concitoyens plus paisibles. Il passe outre, il défend une cause supérieure et des intérêts éternels. Cet artiste savant, au milieu des petites villas bourgeoises, se fait, à lui seul, le chevalier de la civilisation. Un immense horizon s'étend devant son regard inspiré. Il s'élança pour couvrir de son corps les cathédrales de France, la langue française, la nation héritière de Rome et d'Athènes. Et voilà comment le fils du sceptique a choisi la solution héroïque.

Que c'est beau, ce fils issu de ce père ! Quel signe des ressources, des richesses morales chez nous ! Albéric Magnard explique, complète, perfectionne et justifie Francis Magnard. Après vingt ans, le dégoût où j'avais vu Francis Magnard, sur le soir, achever sa vie, me devient intelligible. Francis Magnard n'aimait pas son existence propre, ni son milieu. ni ses thèses quotidiennes, ni rien, croyait-on, bien que nous, ses amis, nous

distinguions sa délicatesse secrète et son penchant pour les êtres nobles. Il vient de révéler par son fils ce qu'il y avait en lui d'inemployé et qui le déterminait à nier tant de gloires bruyantes, ou du moins à montrer leurs taches, leurs faiblesses, leurs pailles. Il était si exigeant, à cause d'une excellence secrète qui était en lui, et quand il signalait partout l'artificiel, il se réservait, le moment venu, d'agir de la manière la plus vraie.

Comment une pensée qui d'abord semblait nuisible, parce qu'on ne voyait pas son but, a combattu pour vivre, s'est dégagée des compromissions et des facilités, s'est ennoblie dans la retraite et puis a fleuri soudain en un acte de vertu inouïe, voilà ce que l'on voit en soudant la biographie de l'artiste héroïque, Albéric Magnard, à la biographie de son père, le professionnel sceptique, François Magnard. Et voilà ce qu'un grand musicien, un émule du mort d'hier, saurait nous rendre sensible dans une symphonie où le même motif tragique irait s'épurant et s'élevant, d'une atmosphère de vie trop facile, aux sommets de la vertu.

Il ne m'est pas permis de juger l'art d'un compositeur ; je n'y ai pas de compétence. mais je me rends bien compte que nous som-

mes ici devant un de ces hommes solitaires pour qui la seule affaire, c'est de mettre dehors, produire, exprimer ce qu'ils ont mission de faire savoir. Albéric Magnard s'est occupé à construire son œuvre, sans jamais se distraire à chercher le succès. Du vivant de son père, — c'est un trait qui nous frappait beaucoup, il y a vingt ans. — jamais il n'entraît au *Figaro* et jamais ne voulut y voir son nom, ses essais signalés. Il ne comptait que sur lui-même. Un peu farouchement. Ce caractère apparaît encore dans son acte dernier. Il prit tout seul sa décision héroïque. C'était un musicien français, un disciple de Jean Racine, dont il transposa le chant dans son art. S'il avait travaillé à poser une digue au flot wagnérien, s'il s'était défendu des influences nocives du génie germain, ce n'était pas pour tolérer que les plus sales gens de là-bas s'envinssent chez lui. Voici les uhlands ! Il quitte son piano, il tire dessus et les abat.

Chacun, selon son pouvoir ! Joffre les chassera de France. Albéric Magnard balaye le devant de sa maison. Et tous l'imitant, la France serait toute propre. Gloire à ce fils harmonieux de Racine. à ce défenseur du génie français !

Ce ne sont pas des doléances qu'il faut

apporter sur des tombes si courageuses. Un lecteur anonyme m'écrit un billet tout en larmes sur la mort de Péguy. S'il fut son ami dans le privé, c'est trop naturel. Mais un ami de l'œuvre d'un Péguy ou d'un Albéric Magnard, un ami de l'art et de la pensée française doit prendre conscience de la vie qui s'exhale de telles morts. Les artistes prétendent justement à modeler et à diriger les sentiments du public. Ils n'ont ce droit qu'à la condition d'être vrais, et leur vérité éclatera si, dans les moments décisifs, ils décident de se sacrifier pour être en accord avec leurs thèses. Charles Péguy, ayant quarante ans, appartenait à la territoriale ; il demanda et obtint d'être maintenu dans les cadres de la réserve, où la balle prussienne est venue le frapper. Albéric Magnard, pour vivre, n'avait qu'à laisser sa fenêtre fermée. Ces nobles hommes, en courant de propos libéré au sacrifice, viennent de montrer les titres de leur puissance propre et d'accroître l'autorité des doctrines qui proclament qu'il y a un art national.

P. S. — L'opinion renseignée s'émeut sur le sort de nos blessés. De toutes parts on me documente. Il ne m'est permis ni souhaitable, de publier des faits précis et de les étaler

devant l'opinion. Ce n'est pas la méthode que j'emploierai. Mais que l'on continue de m'informer et je communique à qui de droit le tableau de ce qui ne peut pas être toléré. Ils sont blessés, en péril pour nous. Secourons-les à notre tour. En haut lieu, l'on m'assure que des réformes d'urgence vont être réalisées. Rien n'est plus important pour que nous ne soyons pas d'abominables ingrats et pour que, guéris, ils puissent achever l'œuvre de la délivrance.

IX

LES BLESSÉS SONT FAITS POUR ÊTRE GUÉRIS

23 septembre 1914.

Tous les Français, à cette heure, doivent se tenir pour enrôlés au service de la France. Et pour bien la servir la France, le mieux est de coordonner nos efforts avec ceux du Gouvernement. Si quelque chose cloche un instant, nous devons nous dire que ce n'est pas que personne manque de bonne volonté; et sans céder à notre impulsion, sans donner une voix aux plaintes qui se forment en nous, cherchons avec les chefs du pays le remède.

Il semble qu'au premier moment, dans les services sanitaires, on fut pris au dépourvu et peu capable d'assurer les transports. Il semble aussi qu'une entente imparfaite ait d'abord régné entre le service de santé, l'Assistance publique et les initiatives privées. On a, d'abord, envoyé les blessés bien loin, et par la suite, à Paris, on les a entassés dans des locaux insuffisamment aseptiques, alors qu'on refusait d'en mettre dans des hôpitaux de l'Assistance publique, où de grandes salles vides les attendent, et dans les sept ou huit mille lits des sociétés d'assistance.

Mais c'est bien fini, n'est-ce pas, ces malentendus pleins de conséquences terribles? Laissons la critique de ce qui ne va plus être que le passé. Que tous les efforts s'accordent! Nous possédons les meilleures promesses et déjà des résultats.

On nous a promis que les ambulances de premières lignes, établies derrière la ligne de feu, seraient, *toutes*, très surveillées; qu'elles auraient un personnel chirurgical compétent, des infirmiers instruits ou des infirmières, les instruments indispensables et les médicaments essentiels (éther, chloroforme, morphine, quinine).

On nous a promis que les trains sanitaires

seraient surveillés et qu'ils auraient, *tous*, un personnel médical, des infirmiers ou des infirmières, des seringues pour injections hypodermiques, des objets de pansements, des bassins, etc., et les médicaments, et des aliments avec de l'eau potable, et du rhum, du cognac, du café.

On nous a promis que toutes les infirmeries de gare seraient bien installées et surveillées, afin que les trains de blessés au passage y puissent être ravitaillés.

On nous a promis que les blessés atteints gravement seraient placés dans de véritables hôpitaux bien installés, ayant des salles d'opération, des chirurgiens éprouvés, des objets de pansement et un personnel instruit et qu'on ne les placerait pas dans des hôpitaux de fortune.

Voilà donc que tout va bien aller. Je ne doute pas que médecins militaires, médecins civils et les trois Croix-Rouges, dans un esprit parfait d'entente, ne rivalisent de zèle et de science. On n'accueille pas suffisamment, jusqu'à cette heure, dans l'armée, les compétences civiles. Sur ma table s'amoncellent les sollicitations, les plus honorables prières de gens qui s'offrent pour donner des soins de gens désignés par leur compétence, et qui

demeurent, à leur désespoir, les bras croisés. Ces bonnes volontés, bien et dûment vérifiées, pesées, soupesées, il faudrait que l'autorité militaire, puisqu'elle manque de sujets, les utilisât. Chacun devrait être envoyé au poste où il peut rendre le maximum de services. Acceptons, sollicitons, coordonnons tous les courages, toutes les compétences.

On y est décidé. Depuis trois jours déjà, le changement éclate. Les voitures automobiles de la Croix-Rouge, transformées pour les transports de blessés couchés, vont le jour et la nuit dans les gares de la ceinture, y reçoivent nos braves soldats, et les conduisent dans les excellentes ambulances des trois sociétés. Mais comment n'utilise-t-on pas les hôpitaux de l'Assistance publique, où les chirurgiens les plus habiles et les installations les plus complètes et les plus éprouvées se sont mis à la disposition de la guerre?

... Je m'excuse de traduire avec cette insistance, les inquiétudes et les désirs du public. C'est que, tous, nous nous faisons la plus haute idée du pouvoir que possèdent, à cette heure, la science et la bonté de nos chirurgiens et médecins. Les blessures, on peut les guérir, si elles sont bien prises. J'entends dire par ceux qui reviennent du

champ de bataille que l'Allemagne est gangreneuse et tétanique. Nos hommes, beaucoup moins. « Le tétanos, lui-même, au Val-de-Grâce, on le guérit. » Un praticien, aujourd'hui, peut beaucoup, quasi tout, dans les destinées de la France. Je songe à mon ami, le grand chirurgien Thierry de Martel, qui a voulu partir comme soldat combattant, être sur la première ligne de feu, au plus chaud du péril. Il a réclamé sa part de toutes les fatigues, de tous les dangers que court le plus jeune soldat. C'est d'un homme d'honneur. Je l'admire. Il n'en est que plus cher à tous. Mais a-t-il tout à fait raison ? Choisit-il le poste où il peut nous rendre le plus de services ? Si j'étais le chef de Thierry de Martel, il me semble qu'aujourd'hui je lui dirais. « Adjudant (c'est son grade), laissez votre fusil, allez à l'arrière, allez à l'ambulance, soulagez, guérissez, sauvez nos blessés. » Le chirurgien, le médecin, à cette heure, pourraient refaire des armées à la France.

Que cette vérité qui nous anime fasse notre excuse, s'il en est besoin, auprès des services de santé. Si nous osons les critiquer, c'est que nous nous faisons la plus haute idée de leur tâche et de leur puissance, de leur bonne volonté et de leur science. Et puis, c'est que,

songeant à l'excellence de notre sang et au pressant besoin que nous avons de le ménager, nous nous répétons constamment : « Les blessés sont faits pour être guéris. »

X

LA PENSÉE UNANIME DE PARIS

25 septembre 1914.

Nul ne songe à reprendre les développements d'un Victor Hugo sur Paris, la ville sublime, centre du monde, sommet de la pensée, etc., Nul n'en aurait le souffle, et d'ailleurs aujourd'hui le public répugne au clinquant, à la rhétorique pompeuse, à tout ce qui peut sentir l'artifice. On a faim et soif de vérité. Les ordres du jour du général Joffre, d'une simplicité solide, donnent le ton à la pensée française. Mais constatons que Paris, à cette heure, offre un modèle admirable de fermeté et de sincérité. Tout y est paisible, sérieux, tourné vers les soins les plus nobles. Chacun s'associe au sort du pays, fraternise sans bassesse avec son voisin, entretient au fond de son cœur une émotion violente et se garde d'en faire étalage. Il n'est

pas un de nous qui, dans cette minute, ne préfère nos soldats et la France à soi-même. Quelle rare dignité, dans une tragédie où rien n'est théâtral ! Beaucoup de personnes ont pris, de bonne foi, les grandes foires mondiales, les expositions universelles pour le plus beau moment caractéristique de Paris. Bien plutôt, c'est aujourd'hui que, réduite en nombre, épurée par l'épreuve et par les départs, la grande ville témoigne sa vraie qualité morale. Et, pour ma part, jamais avec tant de piété qu'aux minutes où les Barbares s'approchaient, je n'ai senti mon attachement filial à notre cité, à ce dépôt d'esprit accumulé et unifié par les siècles.

Le soir, au jour tombant, je quitte le journal, je regagne Neuilly, à pied le plus souvent. Les boulevards sont à demi éclairés et animés ; les Champs-Élysées, fort peu, et, passé les grilles de la Porte-Maiiot, je trouve la plus noire solitude. Dans ce long parcours, chaque fois, j'éprouve la même émotion de voir devenue si grave la figure brillante de la ville. Je sens une âme, un véritable être, sensible, intelligent, mobile sous les vicissitudes de la guerre. C'est un foyer où les lumières sont voilées et les voix baissées, où palpite un seul cœur. Tous, nous

formons une famille qui veille tard dans la nuit, et qui, bien des fois jusqu'au jour, va s'éveiller attentive, angoissée, confiante que le matin nous donnera un bon « communiqué ».

Dans toutes les maisons, à tous les étages, on ne vit que pour les absents, pour leur demander de vaincre et de survivre. Paris, le cœur battant, le visage calme, s'inquiète de ses fils, s'en enorgueillit et les remercie. Mais eux ! c'est la merveille éblouissante : ils sont gais ! Jamais l'esprit de Paris n'a étincelé si vif et si haut. Seulement, c'est un feu d'artifice qui se tire hors des murs, sur l'Oise, sur l'Aisne, dans la Woëvre.

Quelles lettres nos enfants nous envoient de l'armée ! Un perpétuel éclat de rire. Les nobles garçons ! Ils sont jeunes et braves ; ils veulent nous empêcher de nous attendrir et de nous inquiéter. Et puis ils ont une santé d'âme, une qualité de sensibilité toute aristocratique, au sens profond du mot. Ils se possèdent avec aisance, ils ont, chose divine, de la mesure dans le moment même de la plus grande tension de leurs énergies. Ecoutez quelques phrases écrites d'Alsace, après la reprise de Mulhouse. Un fils explique à sa mère qu'il vient d'assister à une messe dans un village

où l'église bombardée n'a plus de toit, où les Alsaciennes en costumes avaient de charmants visages. Pas un mot sur les duretés de sa vie, rien qu'une petite anthologie de ses plaisirs ! Il s'agit d'apporter au foyer familial des images heureuses. Et il résume la situation tout simplement : « Je fais un bien joli voyage. Je ne connaissais pas l'Alsace ; c'est un pays ravissant et qui vaut bien la peine que nous nous donnons pour lui ».

Voilà le vrai ton des héros, le ton faiseur de calme que nos soldats trouvent dans leurs âmes soldats et élégantes. Une telle qualité du sentiment et de l'expression, un goût si parfait, un Allemand ne peut pas les comprendre. Il faut, pour sentir ainsi, appartenir à la communauté humaine qui a donné aux concepts de force les nobles et divines formes que l'on voyait sur la basilique de Reims.

Les fils de Paris, nos garçons, réagissent d'une manière quasi surnaturelle au milieu des périls. Nous avons des enfants auprès desquels le peuple allemand est une bête mal-faisante. Il faut en tirer une conclusion pratique. Il ne suffit pas que, grandi par le spectacle des armées de la France où il compte toute sa jeunesse, Paris se soit haussé à un degré supérieur de l'âme ; il faut que ce

sentiment s'achève dans une pensée claire et utile.

Quelques-uns voudraient profiter d'un état d'esprit héroïque des êtres pour y déposer et y faire germer leurs semences malfaisantes, leurs graines de chimères. Mais les vrais héros sont gens de bon sens. Les folies qu'on nous propose, que l'on jette aux quatre vents, tomberont sur notre nation comme sur un rocher; elles y demeureront stériles. Une série de faits établissent l'infériorité morale de la nation allemande. Chacun comprend qu'il est impossible de tolérer des armes entre les mains de qui se place trop bas dans l'échelle de l'humanité. Ce serait une imprudence criminelle de laisser désormais se concerter les membres d'une race encore informe, toute méchante, et qui se vante de jeter à terre les autres nations. Les Alliés imposeront à cette bête formidable des entraves, jusqu'à ce que domptée dans le brancard, elle se soumette aux lois de la civilisation. Les Allemands ont proclamé leur prétention de « rompre les os » de notre peuple, « afin qu'avant un siècle il ne puisse pas se relever. » A ces malfaiteurs, il faut mettre les menottes, pour que les petits-fils de nos fils bénéficient encore des immenses sacrifices d'aujourd'hui.

Après ce que nous avons vu de l'excellence de l'organisation allemande, il nous est impossible de rien en laisser subsister. Nous ne discuterons pas avec eux ; les alliés les auront à leur merci et referont la carte politique de l'Europe centrale. Qui parle d'amitié ? C'est avec Londres, Bruxelles et Pétrograd que l'intérêt du salut public et tous les sentiments sacrés d'honneur et de fraternité des armes nous lient. La pensée unanime de Paris s'accorde avec la pensée de ces trois villes sœurs pour exiger un règlement de la question germanique, qui laisse enfin respirer l'univers.

XI

LA LEÇON FORTIFIANTE DES RUINES

26 septembre 1914.

Je reçois souvent des lettres de Lorraine. Elles m'arrivent avec bien des retards. J'hésite à les employer, parce que je crois distinguer que la censure nous interdit de donner les faits avec leurs couleurs et leurs contours nets. Pourtant n'est-il pas juste et salutaire que chacun de nous se rende compte des

souffrances supportées et des efforts fournis par la cause commune ?

Nous assumerions une grande responsabilité, nous autres écrivains, si nous laissons affaiblir le sentiment public de notre pays en lui cachant rien des affronts qu'il subit. J'aurais voulu être autorisé à mener sur tout le territoire une grande enquête, à former une collection des gloires que nous accumulons et des injures que nous subissons. On ne m'a pas permis de récolter *de visu* les faits qui eussent constitué ce profond *pourana* franco-allemand. Je le regrette. Ce n'est pas assez pour former notre conscience nationale des chocs que nous donnent quelques atrocités, choisies entre mille, et des récits fragmentés qu'on nous rapportera de la guerre; si l'on veut avoir un sentiment vrai, profond, durable, il faut le nourrir des spectacles mêmes où l'on voit en action les natures françaises et allemandes.

Je ne distinguerais que des avantages à peindre comment ils piétinent furieusement nos provinces et par exemple à crier qu'on a été, en Lorraine, malheureux et courageux comme aux pires jours de la guerre de Trente Ans, où les reîtres d'outre-Rhin, les aïeux de ceux d'aujourd'hui, nous foulaient.

Dans les communiqués, vous avez vu revenir souvent le nom de Gerbeviller. C'est une petite ville agréable, dans le pays de Lunéville. A cette saison, les années heureuses, j'y vais souvent me promener avec mes amis. Je leur fais voir les vieilles fresques, pleines d'esprit, de la chapelle romane, la Vierge en terre cuite, du xvi^e siècle, et puis le château avec son parc ravissant. Il n'y a plus de fresques, il n'y a plus de Vierge, il n'y a plus de château, il n'y a plus de Gerbeviller. Il y a eu les Bava-rois.

Un témoin m'écrit du milieu des ruines. Ruines effroyables et ruines voulues, me dit-il, car l'incendie allumé volontairement a détruit ce que le canon n'avait pas abattu. De cette petite ville riante, heureuse, accueillante au milieu de ses vergers et de ses jardins fleuris, il ne reste que des pans de murs noircis et déchi-quetés par les obus, des décombres sans nom, au-dessus desquels l'église, crevée, éven-trée par les projectiles, élève, non plus sa croix, mais une sorte de croissant sinistre, formé par les débris de son clocher.

Quelques rares maisons sont encore debout avec leurs contrevents arrachés, leurs vitres brisées, leurs façades criblées. A l'intérieur, le pillage des Huns a tout dévasté : meubles

éventrés, linge, vêtements, bibelots, souvenirs, sont épars sur le sol et piétinés au milieu des bouteilles vides et des ordures, tandis que la pluie coule lamentablement à travers les toits effondrés.

Tout à l'entour, dans les champs, dans les jardins et sur les décombres, gisent les cadavres des deux armées, et puis, des civils, un certain nombre de ces derniers ayant été fusillés par ordre.

Au milieu de ce désert, seule vit encore une maison, un petit hôpital de fortune occupé par cinq sœurs de Saint-Charles et six aides. Durant l'interminable bataille, elles ont tranquillement continué à soigner leurs blessés. Personne ne les ravitaillait. La nuit, elles se glissaient et allaient dénicher, dans les maisons écroulées, des vivres, de la farine, pour leurs blessés, français et allemands. et pour toute une marmaille en détresse de petits Gerbevillois. (En voilà qui feront plus tard de fameux soldats, n'est-ce pas?) Le général de Castelnau vient de les porter à l'ordre du jour de l'armée. On va les saluer comme des exemples de la suprématie morale de la patrie. Un de leurs visiteurs me dit : « Après dix-huit jours d'une vie pareille, au milieu de ces ruines fumantes, sous leur toit

percé de trois obus, dans leurs chambres où il pleut, nous avons trouvé les cinq religieuses d'une sérénité parfaite et admirant les infirmiers qui les ont aidées ».

Qui niera que de tels pèlerinages fournissent un grand secours pour nous aider à concevoir la vérité sur les rapports éternels de notre nation et de la race d'outre-Rhin, et sur notre mission nationale? C'est en contemplant ces ruines et cette bicoque héroïque qu'on est sûr de la moralité supérieure française. On comprend la tâche de notre nation. Elle cherche à répandre la vie; elle n'aspire qu'à être généreuse et féconde. Une telle vue, une telle expérience obligent de croire et d'agir, sont très bonnes pour dégager, élever, ébranler l'âme, et pour mettre en mouvement des forces qui sommeillent dans le cœur de tout Français. En effet, il ne suffit pas de savoir les qualités de la France, il faut encore éprouver l'exaltation, recevoir le choc qui donne le goût d'agir pour la patrie. Ce sont-là de ces moments heureux où l'esprit saisit une plus large vérité et perd sa tendance stérile à douter.

Un habitant de Gerbeviller a compris avec une singulière force la valeur exaltante et pédagogique des ruines de sa petite ville, car

il m'écrivit : « Nous devrions rebâtir Gerbeviller plus loin et laisser telle qu'elle est notre ancienne cité. Sous ses éboulis gisent notre bonheur et notre tranquillité perdus. Il ne faut pas qu'on oublie comment la vertueuse Allemagne a pratiqué la guerre en 1914. Dans sa désolation, l'ancien Gerbeviller formerait une sorte de musée de la barbarie, un pilori pour l'Allemagne. On y mènerait en pèlerinage les écoles de France pour apprendre à nos enfants ce qu'il en coûte de n'être pas assez forts pour fermer à l'ennemi l'accès du territoire ».

La leçon n'est pas que pour les enfants. Nous avons tous besoin de savoir que les civilisations supérieures sont en butte à la haine, à l'envie des peuplades attardées. On ne possède que ce que l'on peut défendre. Si tu tiens une bourse dans ta poche, tiens un gourdin dans ta main. Si tu construis une cathédrale précieuse et fragile, élève des forteresses tout autour, arme-les, occupe-les. Si tu reçois à travers les siècles des leçons, profite-en, ô peuple trop magnanime !

Il y a des gens qui se transportent par l'esprit au moment où ils pardonneront aux Allemands. Je suis plus qu'étonné qu'ils retombent si vite dans leurs erreurs anciennes.

Ils brûlent de pardonner quoi ? Le mal subi par les autres. C'est phénoménal, à cette heure, de rester ainsi étranger à la vie nationale.

On peut bien imprimer sur le papier des mots qui disent qu'on invitera les Allemands à entrer dans l'amitié de la France, mais on défie qui que ce soit de persuader ces injurieuses billevesées à ceux d'entre nous à qui l'Allemagne a tenté de briser les os. Soyons tous solidaires de Badonviller, de Gerbeviller, de Nomény, du nord de la Lorraine, de la Champagne. Nous ne convierons pas l'assassin à s'asseoir aux places laissées vides à la table des familles assassinées. Nous mettrons politiquement et militairement les diverses nations allemandes, à jamais, hors d'état de nuire ; nous les obligerons à rebâtir confortablement nos maisons détruites et à dresser de somptueux tombeaux à nos morts ; Après quoi, si elles veulent profiter de notre supériorité intellectuelle et morale, et se mettre à notre enseignement, nous les autoriserons, certes, à profiter de notre vieille culture qui déjà permit à Goethe de se développer magnifiquement. Nous relèverons leur vie grossière par l'influence de notre vie spirituelle.

Les jeunes Allemands les plus distingués des diverses villes libres et des États allemands, s'ils se montrent désireux et capables de profiter dans la société de nos fils, pourront être admis, comme jadis, à suivre dans Strasbourg les cours de nos maîtres français et à policer leurs mœurs. Mais ne devançons pas les événements. Il faut d'abord que la race allemande passe par la période d'expiation, qui, elle-même, ne commencera sérieusement qu'après que les lignes de l'Aisne puis de la Meuse auront cédé.

XII

UN AMI BELGE M'ÉCRIT

27 septembre 1914.

J'ai reçu de Bruxelles une lettre qui m'a vivement frappé. Un excellent ami, un Belge, grand serviteur, en son pays, de la cause française, m'écrit :

« Ici, sous les Prussiens, je passe des jours pénibles, sans journaux, sans lettres, sans nouvelles, dans une ville transformée en camp allemand et qu'ont traversée, sans discontinuer, des milliers et des milliers d'Allemands. Au

moment de leur arrivée, j'aurais peut-être pu quitter la ville et gagner la France. J'ai cru que je devais demeurer. Si je pouvais rendre quelques services, n'était-ce pas en Belgique, à un moment où, après les premiers jours de confiance et d'admiration éperdue, et devant une retraite, inexplicable pour des gens privés de toutes nouvelles, *on commençait à douter de la France...* » ?

Je me suis arrêté, à la première lecture, sur cette phrase. Elle est poignante. C'est vrai que ces nobles Belges, broyés par l'ennemi commun, nous appelaient avec angoisse et nous voyaient reculer. Mais...

« Mais enfin, nous avons appris la fin de la retraite et la victoire ! Quelle chose admirable, la victoire française ! Il me semble que *tout va changer, en France, en Europe, dans le monde ! Quelles belles années nous allons vivre !* »

Vous remarquez ce rebondissement de la pensée de ce Belge, au souvenir du plaisir qu'il a reçu de notre première victoire. Il en attend la délivrance de son pays et plus encore. « Quelles belles années nous allons vivre ! » Il n'est facile à aucun de nous de saisir clairement ce qui sortira, ce que l'on pourra tirer de la résurrection de la France,

mais quand elle va jeter son suaire de 1870, ce sera sur le monde un printemps. Un fruit précieux se forme sur l'arbre de la vie. Comment sait-il cela, mon correspondant? comment, tous, le savons-nous? La victoire de Joffre a fait jaillir des étincelles dans les consciences. Et la réflexion s'accorde avec cette première intuition.

« Je suis heureux, bien qu'ils m'aient fait passer les plus mauvais moments, d'avoir vu de près les Allemands. Leurs premiers corps d'infanterie qui sont arrivés à Bruxelles étaient éreintés par trois jours de marches forcées. Les soldats se traînaient. J'en ai vu dont on rectifiait la position à coups de crosse et de plat de sabre. C'est un troupeau qu'on mène à l'abattoir, encadré d'officiers et de sous-officiers remarquables. Ah! s'ils commencent, un jour, à se débander! »

A ce cri s'associent tous ceux qui ont besoin d'être secourus dans le monde. Tous aspirent à l'écrasement de l'Allemagne. Qu'il y a de gens dont le cœur se rattache par un fil invisible à la France! Ils attendent notre victoire, pour mieux vivre. Nos enfants se battent pour la libre respiration de l'Europe. Sur eux se concentrent tous les intérêts de la civilisation. Beaucoup de gens franchissent

sans une explication, dans un élan, le fossé qui les sépare de nous; d'autres ajournent, comprennent plus lentement, mais c'est vers nous que vient l'ensemble de l'humanité.

« En Belgique, me dit mon ami, pour conclure, le parti germanophile a fondu comme neige au soleil. Mais il n'a pas tout à fait abandonné ses préventions contre la France : il est devenu éperdument anglophile... »

Allons ! cela est bien. Les Français, eux aussi, se déclarent affectueusement anglophiles. Et puis, attendez un peu : nul Belge ne se privera d'aimer de tout son cœur la France, quand commenceront d'arriver sur la Meuse les Allemands, dûment battus sur l'Aisne. Et savez-vous le moment où nos bons et chers voisins seront tout à fait contents ? C'est quand ils passeront, avec les Anglais et avec nous, en territoire germanique, et qu'ils commenceront à faire leur choix, à faire le tour du propriétaire sur leurs nouveaux domaines... Parfaitement. Ils l'ont bien mérité.

La dernière fois que je suis allé à Bruxelles, la chose a plutôt mal tourné, parce que j'avais exprimé mon dégoût des Allemands. J'ai hâte d'y retourner pour visiter et honorer les morts glorieux et pour donner l'accolade aux vivants,

et parmi eux, d'abord, à mon cher correspondant. Puisse ce papier le lui dire !

P. S. — On lira avec grand intérêt la note que le gouvernement de Bordeaux publie, concernant les blessés et les trains sanitaires. Nul n'a jamais douté de la piété française envers nos blessés. C'est sur les Allemands, en effet, que porte le poids des responsabilités, sur les Allemands venus chez nous, ils l'ont dit, « pour briser les os de la nation française ». Associons, tous, nos efforts pour que les soldats soient relevés, soignés, guéris. Déjà l'amélioration des services sanitaires est signalée de plusieurs côtés. On ne verra plus de blessés sur la paille et dans des wagons contaminés par les chevaux. On en remercie les chefs en les suppliant que, pour compléter ce premier résultat, ils n'épargnent ni la peine, ni l'argent.

On remarquera, d'autre part, une note, que nous publions plus loin, par laquelle les trois Croix-Rouges convoquent les médecins. Puissent-elles s'organiser de telle sorte que le dévouement et la science de l'un de ces messieurs (en même temps que d'une équipe d'infirmiers ou d'infirmières) soient assurés à chacun des trains sanitaires.

XIII

LA VICTOIRE S'AVANCE

28 septembre 1914.

J'arrive à l'*Echo* pour écrire cet article. Il est 3 heures et demie, l'heure où l'on affiche à notre porte « le communiqué ». J'entends le piétinement des patriotes et puis les voix : « Lisez ! lisez plus haut ! » Nous progressons. Ah ! quelle joie ! La sale race a reculé. On commente, on se félicite, et la rumeur heureuse gagne toute la place de l'Opéra. C'est profondément émouvant et c'est ainsi chaque jour. Chaque jour, depuis ma table où ma tâche me retient, je me mêle en esprit à cette foule fraternelle dont le cœur vole vers nos soldats.

Nos soldats, leurs chefs, leur généralissime ! Comment puis-je écrire sur rien autre que sur eux ? De quoi que nous parlions, c'est à eux seuls que nous pensons. Mais qu'en dirai-je ? Je ne vaudrais que pour exprimer à haute voix nos vœux ardents, pour me faire le servant d'une sorte d'office national et de la supplication de tous. Quant à fournir aux lecteurs des précisions sur l'immense bataille,

sur des manœuvres qui se déroulent de l'Aisne à l'Oise et de l'Oise à la Somme, cela me dépasse et d'ailleurs ne m'est pas permis.

« Pas de considérations stratégiques ! Demandez à vos collaborateurs de l'*Echo* qu'ils s'abstiennent de rien relater ou de rien supposer concernant les mouvements de nos troupes. » Telle est la consigne, l'ordre que me donnent nos censeurs officiels, à chaque fois que je les rencontre. Ils en ont surtout contre le général Cherfils. Avez-vous vu comme ils lui sabrent tous ses articles ? « Sapristi ! leur disais-je hier, s'il devine tout le temps des choses qu'il serait désastreux que les Allemands connussent, c'est un fameux tacticien, et vous êtes bien coupables de ne pas lui donner un commandement. »

Laissez-moi rechercher, dans la *Correspondance de Napoléon I^{er}*, quelques lignes saisissantes que j'offre à mon éminent collaborateur. De Peschiera, en date du 13 prairial an IV, après la bataille de Lodi, le jeune général en chef de l'armée d'Italie écrivait au Directoire : « L'autre jour, je voyais défiler une demi-brigade ; un chasseur s'approcha de mon cheval : « Général, me dit-il, il faut » faire cela. — Malheureux, lui dis-je, veux-tu bien te taire ! » Il disparaît à l'instant ;

je l'ai fait en vain chercher : c'était justement ce que j'avais ordonné que l'on fît. »

Bonaparte et nos maîtres nous disent de nous taire. Je me tais. Tout au moins peut-on répéter sans inconvénient la conclusion unanime de ceux qui suivent, jour par jour, les armées franco-anglaises : « La bataille est dure, mais elle va bien et touche à sa fin. »

Les Allemands sont dans la situation de gens pour qui l'offensive est obligatoire. Leur programme est d'occuper Paris. Leur défaite de la Marne les a mis sur l'Aisne. Ils veulent regagner le terrain perdu ; ils n'y arrivent pas. Regardez notre carte. Depuis huit jours, nous n'avons pas progressé également sur toute la ligne, mais sur toute la ligne, de l'ouest à l'est, nous gagnons du terrain.

Et c'est aujourd'hui, quand l'attaque allemande, sur tout le front, vient d'être repoussée, que je veux, une fois de plus, à la veille d'une victoire, faire le raisonnement inattaquable qui nous consolerait d'une défaite : A supposer que nous n'avancions pas, à supposer même que nous reculions, pourvu que nous restions face à face avec nos adversaires, c'est pour eux un échec immense.

Si jamais vous vous sentez inquiet, — on a ses jours de dépression, — reportez-vous à

la scène et aux paroles mémorables qui définissent, résumant, éclairent les positions respectives des belligérants. Je les extrais du *Livre bleu* et d'une dépêche de l'ambassadeur d'Angleterre à Berlin.

Le 4 août l'ambassadeur d'Angleterre demanda au ministre des affaires étrangères allemand, M. de Jagow, « si l'Allemagne respecterait la neutralité de la Belgique ». M. de Jagow répondit négativement. « Cette violation, dit-il, est nécessaire parce qu'il s'agit pour nous, Allemands, de pénétrer en France par le chemin le plus rapide et le plus facile, de façon à avoir une grande avance sur les opérations françaises et de frapper le plus tôt possible un coup décisif. C'est, pour l'Allemagne, question de vie ou de mort. *La rapidité est le grand atout de l'Allemagne. Celui de la Russie est d'être un réservoir inépuisable de soldats.* »

Voilà des paroles qu'il vous faut découper, épingler sur votre muraille ou mettre dans votre mémoire. Elles vous aideront à triompher des inquiétudes qui, tout naturellement, nous viennent parfois dans ce long demi-silence, dans cette attente, dans cette angoisse où nous sommes pour la patrie et pour nos enfants.

La France a fait d'immenses sacrifices, mais, dès aujourd'hui, son triomphe, qu'elle n'a pas encore achevé de payer, est certain. Nous dominons notre adversaire, et nous l'empêchons d'exécuter ce qui est pour lui l'indispensable. Quand il arrivait, tout formidable et tout suant, pour frapper, après un long retard, son « coup décisif », il a reçu de Joffre une magistrale tournée. Et depuis il piétine. Dans notre sang, dans le sien, plus encore. Ces Allemands se vantaient de posséder un grand atout, leur rapidité. Mais les voilà au cinquante-cinquième jour de la guerre, et leur rapidité est devenue celle de l'écrevisse.

En fait d'atout, il ne reste aux Allemands que celui qu'ils ont reçu de Joffre. Par contre, les Russes entrent en jeu, dont M. de Jagow a dit : « Leur atout, c'est qu'ils ont un réservoir inépuisable d'hommes. »

L'heure allemande a passé. C'est l'heure russe qui commence de sonner, bien accordée avec l'heure française. Un joyeux carillon pour Londres, Pétersbourg, Bruxelles, Paris, et pour les nations asservies ; un *De profundis* sur Berlin.

P. S. — A Évian, il y a sept cents lits organisés à merveille, avec tout ce qui les

complète : personnel de médecins et d'infirmiers, et puis en linge, pansements, salle d'opérations, bains, et puis dons en argent et en nature. C'est parfait, dites-vous. Eh non ! car le gouvernement déclare que le département de la Haute-Savoie est zone neutre et qu'aucun blessé n'y sera envoyé. Il s'agit d'expédier au plus vite tout ce matériel sur le point où il rendrait le plus de service. Aux intéressés de s'émouvoir et d'écrire à Évian (Haute-Savoie).

XIV

« NOBLESSE OBLIGE »

29 septembre 1914.

Le général Stenger, commandant la 53^e brigade d'infanterie allemande, a adressé à ses troupes un ordre du jour prescrivant « de ne plus faire de prisonniers, de passer par les armes tous ceux qui tombent entre leurs mains, isolés ou en groupe, et d'achever les blessés, qu'ils soient armés ou sans armes. »

« Les Allemands, dit, en terminant, le général Stenger, ne doivent laisser aucun Français vivant derrière eux. »

Je ne ferai pas de commentaire directe-

ment sur ce général et sur le sort qu'il mérite, car je sens que mes paroles sortiraient de la ligne où précisément je veux dire que, nous autres Français, nous aspirons toujours à nous maintenir, à nous rétablir.

Il est possible que les lois régulières de la guerre, après de tels ordres d'assassinat, permettent de fusiller le général Stenger, si l'on met la main dessus. Je souhaite que ces lois existent et qu'il les subisse. Un Français n'en demande pas plus. Et je vous prie d'entendre l'admirable parole d'un de nos soldats, un paysan breton blessé à Guise.

Une balle lui avait traversé l'épaule, une autre lui avait éraflé la tête en collant le képi au front. Il a fait ainsi plusieurs kilomètres de marche pour échapper aux Allemands qu'il avait vus achever les blessés. Il a été témoin de telles atrocités qu'un excès de colère serait justifié. Eh bien ! non, à la jeune dame qui le soigne, il vient de dire, d'un ton admirable de mépris et de pitié :

— Les Français ne peuvent pas faire ça.

Si nous étions des vaincus, cette magnanimité, je vous l'avoue franchement, m'épouvanterait. Mais chez nos jeunes gens qui se battent comme des lions, qui sont gais, qui sont vainqueurs, cette déclaration m'émeut

jusqu'aux larmes. Nos soldats sont les frères des héros de Corneille.

Tout homme s'appuie sur sa nation pour s'élever. Nous nous appuyons sur Bayard, sur Corneille, sur Jeanne d'Arc, sur saint Vincent de Paul, sur saint Louis, sur Pascal. Et l'expérience quotidienne, tout autant que les livres, nous forme. Les fastes de l'armée française et de la vie ouvrière, de la vie des faubourgs, au jour le jour, sont pleins de grands traits de générosité et de dévouement. Nous avons nos modèles. Et notre but, c'est de faire régner dans le monde la vertu que nous avons apprise à aimer dans nos héros. Nous voulons donner à l'humanité, à l'univers, un cœur chevaleresque.

Mais les Allemands, que veulent-ils? Ils veulent des pendules. C'est clair. Mais dans l'ordre de la spiritualité? Je ne sais pas quel fruit nouveau ils prétendent faire apparaître sur l'arbre de vie. Le monde entier peut aujourd'hui les juger à l'œuvre.

Un homme fort distingué, grand « humanitaire » et qui disait sous mille formes que c'est une invention misérable de croire qu'il existe des différences de formation entre les peuples et un esprit national dans chaque individu, me faisait l'autre jour son *meà culpa* :

— Je le reconnais, je n'aurais jamais cru cela des Allemands.

Dame ! il faut se servir de son intelligence et comprendre une nation par les hommes et par les idées qui lui servent de drapeau, par les grands faits dont elle tire vanité. Il y a deux mois, j'étais là-bas, en Asie, sur l'Euphrate, où les ingénieurs allemands venaient de précipiter des ouvriers indigènes qu'ils voaient et qui avaient eu la mauvaise idée de s'en mécontenter. Il fallait entendre de quel accent glorieux, ces Allemands disaient : « Nous autres, nous ne savons pas nous faire aimer. » Que les Français sachent se faire aimer, cherchent à se faire aimer, c'est quelque chose de honteux aux yeux d'un digne Allemand d'aujourd'hui. Quand on sait cela comme une vérité, on est fixé, on s'attend à tout. Il ne manque qu'une occasion pour tirer de telles âmes l'étincelle. Qu'elle vienne, l'occasion, et voilà des assassinats, des incendies méthodiques.

Je ne me fie pas à des eaux dormantes. Pour connaître la rivière, je regarde sur l'échelle les diverses élévations des eaux au-dessus de l'étiage. Quelqu'un a vu des prisonniers allemands employés à la voirie. Ils enfouissaient des cadavres de chevaux. Il

me les décrit avec sympathie : « Les voilà devenus de placides travailleurs avec un bon sourire sur les lèvres... »

Parfaitement. La brute est rentrée en sommeil. Mais n'allez pas vous y fier ! Qu'une circonstance vienne réveiller dans ces êtres leur sentiment propre et le fasse agir, alors, une fois de plus, vous entendrez ce qu'est la Germanie, et vous serez glacé d'effroi devant le danger qu'elle fait courir à la civilisation.

Les intellectuels allemands prennent conscience de cette brutalité qui repose au fond de leur être, et loin de chercher à s'en guérir, à s'en dégager, à se hausser, ils tirent gloire de leur nature. Un médecin-major me rapporte ses conversations avec des blessés allemands.

L'un d'eux, professeur de philosophie à Cologne, prétend que beaucoup des incendies sont dûs aux obus. Il reconnaît toutefois que plusieurs ont été allumés par ordre.

— Mais, dit-il, dès maintenant un changement est intervenu. L'ordre d'un simple officier ne suffira plus. Il faudra un général.

— Ne craignez-vous pas que nous en fassions autant quand nous aurons passé le Rhin ?

Et l'Allemand de répondre, avec un sourire un peu narquois :

— Non, noblesse oblige.

N'oubliez jamais une telle phrase. Cet intellectuel, ce professeur de Cologne, n'ignore pas les caractéristiques de la France, mais il les méprise. Il nous méprise d'aspirer à la générosité et au dévouement chevaleresque, et de nous faire de la force une idée que Pascal a formulée à la perfection, quand il nous a appris que « le propre de la puissance est de protéger. »

La civilisation, telle que nous la comprenons, échappe aujourd'hui aux Allemands. Est-elle inconciliable absolument avec leur nature ? C'est ce que nous apprendrons quand nous nous serons sérieusement occupés de les soustraire à leur mauvaise organisation politique et de perfectionner leur formation générale.

XV

CONFIANCE ET RESPECT

30 Septembre 1914.

Ce qu'on voit aujourd'hui sur tous les chemins de France, laissez-moi vous le dire dans un simple récit que je ne fais que transcrire pour vous.

Dans le train de Brest, vers une heure de la nuit, me dit un correspondant, je suis réveillé par l'entrée brusque d'un voyageur.

— Y a-t-il de la place ?

— Je suis seul.

Le compartiment, comme tout le train d'ailleurs, n'a aucune lumière. Pourtant je devine un soldat blessé, à cause de l'énorme tache blâfarde que font des pansements, des bandes, des écharpes.

Aussitôt, je me lève de ma banquette. Mais d'une voix nette, il refuse toute aide. Que tient-il à la main ? Ses bottes. Il les pose. Lentement, péniblement il s'assied, s'allonge, se case. Il me fait peine, mais je n'ose pas insister. Son accent a quelque chose d'impérieux et qui coupe court.

Je me recouche. Le reste de la nuit, autant que je puis voir, le pauvre homme la passe dans l'agitation d'un demi-sommeil de malade. Au petit jour, on se devine, puis on se voit. Je suis devant un lieutenant-colonel, un vrai chef, un type de vieux brave, grand, un peu voûté, à demi chauve, la figure large aux plans accusés, une barbe de quinze jours presque blanche. Dans cette face meurtrie, sous ces paupières flétries par la fièvre, les

yeux sont excellents de bonté et de volonté claire.

Je me mets de nouveau à sa disposition pour tout ce qui peut l'aider, ou le soulager. Il me répond en termes courts, mais sa rudesse cède un peu, et j'arrive dans la matinée à obtenir de lui une espèce de récit abrégé.

C'était près de Nanteuil-le-Haudoin. Ça lui est arrivé (il me montre son épaule droite et son bras) comme il entraînait ses « enfants ». Cinq éclats de mitrailleuse. V'lan, fauché. On l'entraîne, on l'emporte aux ambulances. Il est étourdi, inconscient. Le lendemain, on le dirige sur Rouen, et de là, sans qu'il sache pourquoi, à travers les lignes encombrées de la Normandie, on l'envoie à Rennes. Quatre jours et quatre nuits de transbordements et de douleur ne l'ont pas diminué. Il arrive, reprend pied, rassemble ses images et ses raisons. Il sait son régiment touché, des chefs tombés, ses « enfants » sans lui. Où sont-ils ? Au feu toujours. Et puis il y a un clairon qui au moment où, lui, ne sentait plus ses hommes comme avant, a sonné la charge, sans qu'on le lui dise. Ah ! si vous aviez vu l'effet ! Il faut qu'il le retrouve et le fasse citer... Tout cela passe et repasse dans son cerveau, dans son cœur. Que font-ils sans moi ? Cette

pensée l'obsède, le domine plus que ses blessures et sa fièvre ; il veut partir. Il part. Il se sauve en chaussons, et, à travers la nuit, il arrive au train, sa vareuse sur le dos, manches au vent, tel que je le vois.

Mais soudain, voici notre train qui s'arrête, quand nous sommes encore à 3 kilomètres du Mans, il est midi. De longs convois de recrues, de soldats français et anglais, d'équipements, de fourrages, d'artillerie, de prisonniers et aussi de blessés encombrant, obstruent les voies et les quais, et demeurent là, sous la pluie qui commence. Le colonel s'impatiente. Déjà une heure, deux heures d'attente. Le chef de train ni personne ne savent rien. Peut-être faudra-t-il demeurer jusqu'au soir. C'est trop. Il se lève, demande qu'on le chausse et me prie de l'accompagner à pied. Au Mans, il se débrouillera !

Allez donc rien refuser à un pareil homme ! Un voyageur se joint à nous. En route tous les trois. Mais la marche le secoue. « Ça lui répond partout. » Je sens la douleur l'enfiévrer ; tout de même il va, sans un mot, la mâchoire serrée. Enfin, quelle chance ! voici la tête de ligne d'un tramway. On l'attend, on l'aide à monter, et après un changement nous arrivons à la gare du Mans. Il est près

de quatre heures; nous déjeunons, chacun lui coupant sa viande, lui servant de bras et de main; il passe à l'ambulance où l'on refait ses pansements, et puisque le train est toujours à siffler dans le lointain, il se met à la recherche d'une auto.

On lui offre une place pour Chartres, Soit! Mettez-moi dans la voiture. Là-bas je m'arrangerai.

Ainsi j'ai vu partir, pour retourner à la bataille, ce vieux brave affreusement blessé, presque impotent. Je l'ai quitté avec une envie de pleurer qui était d'admiration et d'amitié. Et chaque matin, chaque soir, le confondant avec les miens, je cherche dans les nomenclatures de journaux si le lieutenant-colonel Ch... est victorieux ou mort. Mort? Mon cœur se serre et ne sait pas. Victorieux, j'en suis sûr. Je suis sûr qu'il est arrivé là-bas, qu'il a retrouvé ses « enfants », son clairon, et qu'il les a conduits où il fallait pour le salut de la France. Il a peu parlé, il était bref et presque brusque, mais jamais je n'ai mieux senti ce que peut la volonté, ni mieux vu ce qu'est un soldat de France.

Voilà le récit qu'on m'a fait et qu'à mon tour je vous apporte, parce que je m'aperçois que cette image austère reste dans l'esprit et

rend bien les deux sentiments de respect et de confiance dont nous sommes remplis pour les chefs de notre armée (1).

XVI

LA JOIE DE SE DÉVOUER

1^{er} Octobre 1914.

Hier, j'essayais de donner, en traits rapides, la physionomie d'un chef, l'esquisse d'une grande figure française, telle qu'un Philippe de Champagne, dans sa manière grave, en eut pour modèle. Aujourd'hui, pour faire le pendant, voulez-vous regarder, écouter un jeune soldat, tout gaieté et désir de plaire, qui nous décrit à sa manière une bataille?

Mais d'abord, je vous préviens, ne soyez ni trop étonné, ni scandalisé, d'une fantaisie qui

(1) Le colonel Chaulet a été tué d'un éclat d'obus à son poste de commandement de la 35^e brigade, le 21 Janvier, à Ypres. Il venait d'être nommé officier de la Légion d'honneur pour faits de guerre, puis promu colonel, et cité à l'ordre de l'armée.

Son fils engagé volontaire depuis le début de la guerre, maintenant aspirant au 82^e, suit ses traces et le vengera.

serait inconvenante de la part d'un non-combattant, mais qui, crayonnée dans la tranchée, devient le signe de la plus charmante vaillance et liberté d'esprit.

Acceptez de sourire en lisant pour vous même, à mi-voix, ce morceau de parler petit-nègre qu'un soldat adresse à sa famille sous le titre de « Tableau schématique mais exact ».

« Guerre terrible chose... Avant bataille, tout calme, puis bruit grandit. Canons font boucan infernal et pétaradeux. A ce moment beaucoup de figures décomposées. Mauvaises odeurs, coliques. Fumées, cris, sang partout, morceaux de fer dans la tête ou dans les fesses, et cependant campagne, l'air calme et ennemis invisibles.

» Bataille continue généralement jusqu'à la nuit. Puis crépuscule et silence avec incendies qui éclairent campagnes d'une lueur tremblotante.

» Nuits généralement mauvaises. Attaques dans le noir. Pan! pan! pan! on ne sait pas d'où. Très désagréable, surtout pour moi, qui ne peux pas me rendormir quand je suis réveillé dans mon premier sommeil ».

Il est toujours intéressant d'avoir un tableau vrai de ce qu'on ne peut pas voir soi-même. Si vous trouvez que vous n'avez pas là une

indication complète de ce qu'est une bataille, vous reconnaîtrez au moins que vous êtes renseigné sur l'âme de ce joli soldat, qui conclut :

« Sérieusement, — je te l'ai déjà écrit, mais tu n'as peut-être pas mes lettres, — je suis toujours en vie, et je me porte très bien. Mon régiment continue à être engagé et je crois que ça durera encore quelque temps. Nous nous battons depuis quinze jours, avec succès : nos pertes sont considérables, mais celles des Allemands encore plus, et finalement nous avons le dessus. Nous sommes tous de la meilleure humeur et très gais, malgré les vides qui se font tous les jours parmi nous. Jamais je ne me suis tant amusé. *C'est une partie de football de première classe, justifiée par des intérêts supérieurs* ».

Ils sont tous gais ! Il s'amuse ! C'est bien possible, mais le certain, c'est qu'il est un cher et magnifique garçon de vouloir nous en persuader.

Ce plaisir de vivre, cette ardeur à se dépenser dans une existence si nouvelle, cette vertu de jeune guerrier, l'âge la perfectionnera encore ; elle deviendra ce que nous voyons chez les plus dignes chefs : une joie de se sacrifier pour le régiment, pour la patrie,

pour l'honneur, en un mot, pour le devoir. Ce qui croyait être un noble jeu et le goût d'un sport dangereux se transformera et se connaîtra comme un exercice de religion héroïque. Mon noble correspondant est tout joyeux d'avoir trouvé en lui-même un principe de vie qu'il ne connaissait pas et qui pourtant demandait à s'épanouir. Il est joyeux, et, hier, nous voyions la même joie, plus austère, chez un chef, si fort attaché à ses hommes que, malade, fiévreux, impotent, il fuyait l'hôpital pour les rejoindre. C'est le même sentiment, en fleur ou mûri. C'est une même exaltation de l'âme à des âges différents de la vie. L'un et l'autre, ce soldat et ce colonel, s'enivrent de se risquer, je veux dire de se dévouer pour une haute idée. Ils sont heureux de préférer à eux-mêmes quelque chose de plus large et de plus durable. C'est prodigieux de beauté ! Ils acceptent de laisser leur regard s'éteindre parce que leur âme connaît quelque chose d'invisible.

La magie de ces gens-là, soldats et chefs, est telle qu'en les écoutant j'embrasse tout un horizon d'ombres et de lumières où se croisent les héros de notre histoire. Ce que nous font voir nos combattants de 1914 renouvelle, reproduit nos chansons de geste. Ils n'ont pas

besoin de les avoir lues; il leur suffit d'en avoir hérité par le sang.

Dire que des sentiments si beaux gisaient dans notre peuple, et que jamais on ne s'adressait à ces ressources toutes-puissantes. Elles demeuraient négligées, recouvertes, empêchées, on en conservait à peine un vague souvenir. Mais aujourd'hui, à l'heure où la race inférieure vient pour détruire notre race et pour rompre les os de ceux qu'elle déclare dégénérés, ces supériorités, comme autant de guerriers qui ressuscitent, l'arme au poing, se réveillent. Elles entraînent nos combattants à la victoire et raniment, chez les non-combattants, la faculté d'admirer et d'aimer.

XVII

A GUSTAVE HÉRVÉ

2 Octobre 1914.

Hervé, vous m'appellez « mon cher Barrès ». Je vous rends avec empressement votre cordialité, car nous sommes d'accord pour planter le drapeau sur le Rhin. Vous venez d'écrire un article dont le moins que je puisse dire, c'est qu'il est époustoufflant, deux colonnes de la

Guerre Sociale, dans lesquelles je crois vous deviner, vous que je ne connais pas, le visage tout épanoui du plaisir de scandaliser. Vous faites sur les religieuses des plaisanteries insensées, et dans le même temps celui qui s'indignerait vous entend qui murmure : « Imbécile, tu ne sais donc pas que je les aime ! »

C'est possible, Hervé, que vous ayez l'amour. Il est malheureux que vous n'y joigniez pas le respect.

Hervé, je crois vous comprendre. Vous n'êtes pas né pour préférer, en temps de guerre, l'hervéisme à l'héroïsme, et pour nier la supériorité des vies de sacrifice, mais vous êtes méfiant ! Nous sommes au pays où Tartuffe est peut-être le type d'homme le plus détesté. Au point que beaucoup se posent en fanfarons de vice. Vous avez une peur horrible de tirer votre coup de chapeau à des saints de pacotille, à des héros de contrebande, et vous entendez surveiller de très près les écoles de sainteté et d'héroïsme, c'est-à-dire l'Église et l'Armée. L'habit ne fait pas le moine, a dit la sagesse des nations, et vous le répétiez de trente-six manières irritantes et irritées, au temps jadis.

Pour moi, tout au contraire, je me sens disposé à croire que l'habit oblige. J'ai un

préjugé en faveur de l'uniforme et de la soutane. Je tiens l'Église pour une école de sainteté et l'armée pour une école de bravoure. J'aime et je respecte ces deux institutions parce qu'elles savent former les êtres. Nous leur devons ces religieuses qui brûlent de relever les blessés sous la mitraille et ces officiers qui se tiennent, l'épée à la main, en tête de leurs hommes.

Mais l'occasion a vite fait de réconcilier deux Français. Le tocsin sonne, la patrie est en péril, elle crie « au secours » ; chacun s'élançe avec ses armes, avec son cœur, avec son Dieu. Et vous, mon cher Hervé, revenant à votre vraie nature, vous magnifiez nos soldats et leurs chefs, et vous rendez, à votre manière, témoignage aux catholiques.

« *Les catholiques, dites-vous, sont vraiment très bien. Quand la guerre sera finie, nous aurons une France nouvelle. Certes, nous ne laisserons pas toucher à une seule des lois organiques de la République, mais tout de même il faudra voir, pour leur témoigner notre reconnaissance de ce qu'ils ont fait pour la France, si, tout en sauvegardant les intérêts du personnel laïque, nous ne pourrions pas faire quelque chose pour leurs bonnes sœurs, pour qui j'ai toujours eu un faible... »*

Ainsi parle Hervé. Vous l'entendez. Il est content des catholiques ; il veut leur donner la liberté de soigner les malheureux. Seulement il est inquiet. Si je donne la liberté aux autres, l'aurai-je pour moi ? C'est une crainte qu'avait déjà Renan. Il disait volontiers dans l'intimité : « Je ne suis pas un mangeur de prêtres. La viande serait un peu coriace. Mais il est certain que si nous ne les mangeons pas, ils nous mangeront ». Sous l'empire de cette obsession, assez fréquente je crois chez les universitaires, Gustave Hervé m'interpelle :

« Mon cher Barrès, vous n'êtes pas un cléricale, vous êtes un laïque. Vous disiez hier dans l'*Echo de Paris* que tout homme s'appuie sur sa nation pour s'élever, que les Français s'appuient sur Bayard, sur Corneille, sur Jeanne d'Arc, sur saint Vincent de Paul, sur saint Louis, sur Pascal. Nous ne vous demandons pas, certes, de leur dire que nous sommes quelques Français de France qui nous appuyons aussi sur Rabelais, sur Molière, sur Voltaire, sur Diderot, sur Victor Hugo, sur Hoche, sur Kléber, sur Desaix. Mais ne pourriez-vous pas dans leur propre intérêt les prier de n'être pas envahissants ? »

Ils sont envahissants ! Les églises regorgent de monde, la plus chaude sympathie envi-

ronne les prêtres et les religieuses, et les prières reviennent sur des lèvres hier encore railleuses. N'en accusez que l'angoisse des cœurs, le besoin d'espérer, d'accepter et de remercier, n'en cherchez pas de cause ailleurs que dans le secret profond des consciences et dans l'éternelle humanité.

Qu'avez-vous à fournir à des âmes bouleversées et surélevées ? Quel appui, quelle nourriture ? Vous nous offrez, je vous entends bien, une conception du monde représentée par les noms fameux que vous énumérez. Ils sont bien divers. Desaix brille aux yeux de tous comme une gloire très pure. Kléber et Hoche, quels braves soldats ! Nul artiste, nul philosophe qui n'admire le profond observateur Molière et l'étonnant visionnaire que fut le vieil Hugo, à Guernesey. Rabelais, Voltaire et Diderot ont plus d'esprit à eux trois que tous les siècles de la Germanie. Mais comment dégager d'eux tous une idée commune ? Ils sont pour vous, autant que je les discerne dans les nuages de votre pensée, les annonciateurs, les mages d'une religion sans prêtre. Quelle religion ? Nul n'est d'humeur, je vous en préviens, à demander aujourd'hui conseil à *Candide*, non plus qu'au *Neveu de Rameau*.

Les gens, à cette minute, sont profondément remués ; ils placent leurs espérances et ils prennent leur réconfort loin du monde où nous enferment les Voltaire et les Diderot. Ces deux beaux esprits ne sauraient pas nous persuader que toute grandeur vient du sacrifice. Dans leurs paroles nous ne trouverons pas la loi de notre volonté ni le moteur de nos énergies. Ils ne sont pas une digne nourriture pour les héros, ni pour les mères des héros.

Voilà, Gustave Hervé, l'explication toute simple d'un « envahissement catholique » dont quelques-uns s'effrayent bien à tort. Les « cléricaux » n'y sont pour rien. C'est l'effet d'une vague de fond, d'un grand remous des âmes. Une guerre suscite toujours un réveil de l'esprit religieux, surtout celle-ci, qui intéresse la race même et qui appelle les puissances sublimes de chacun. Patriote comme vous l'êtes, Hervé, laissez donc votre esprit, tout votre être s'accorder avec l'instinct de la nation, et ne manquez pas la belle occasion de vous améliorer encore.

XVIII

LES « TIREURS D'OFFICIERS »

3 Octobre 1914.

Combien cette guerre est coûteuse en officiers, nous le savons tous. Ces nobles gens, dans l'infanterie surtout, sont plus que décimés. Pourquoi ? De quelle manière ces pertes douloureuses pourraient-elles être réduites ? Là-dessus, j'ai pu recueillir quelques notes intéressantes et des plus utiles, je crois. Elles me viennent d'un lieutenant deux fois blessé et qui, dans l'hôpital parisien où il attend avec impatience le moment de regagner la bataille, a justement jugé que nous rendrions service en les publiant. On y trouvera une description de la bataille et une leçon pour la bataille. Et peut-être l'état-major saura-t-il les retenir pour instruction aux troupes.

Mais d'abord écoutons ce témoin, bien poser le fait, à savoir que les officiers sont désignés et visés, et puis en tirer un enseignement capital :

J'avais reçu, nous dit-il, l'ordre de me porter avec ma compagnie à l'est du village

de B..., pour attirer l'attention de l'ennemi et dégager le .., régiment d'infanterie. Je fais déployer une section qui, à peine arrivée sur la pente descendante du plateau, est accueillie par une grêle de balles venant d'un adversaire invisible. Je donne l'ordre de continuer le mouvement en avant. Quelques instants après, toute ma compagnie est déployée sur la ligne de feu dans un immense champ de betteraves. Les balles sifflent autour de moi. Manifestement je suis visé. Je me mêle aux hommes d'une section et je fais un bond en avant avec eux. A peine arrêté et couché, invisible pour l'ennemi, j'en suis certain (je suis caché entièrement par les betteraves), la pluie de balles continue autour de moi : trois balles tombent l'une après l'autre sous ma figure et m'éclaboussent de terre. Les feuilles de betteraves, fouettées et déchirées par les projectiles, volent sur moi. Je ne vois pas d'autre solution qu'un nouveau bond en avant. Toutefois les hommes hésitent un peu et je dois me mettre entièrement debout pour donner l'ordre aux demi-sections de se porter en avant l'une après l'autre. Je tente une deuxième expérience : au lieu de me mêler aux hommes de la section que je viens de lancer en avant, je cours en obliquant à gauche et me jette à

terre à 10 mètres derrière une autre section. A peine couché, la fusillade se fait aussi vive que précédemment tout autour de moi. Je me soulève légèrement pour observer l'ennemi avec mes jumelles quand je reçois un formidable coup de matraque sur les reins : une balle venait de me toucher au niveau du rein droit et avait traversé la fesse droite assez profondément. Pour que mes hommes ne voient rien, je fais faire un bond en avant, puis un second. Mais ma jambe droite se paralyse et je tombe violemment à terre.

Je quitte la ligne de feu et retourne vers l'arrière en me cramponnant aux betteraves. J'avais les deux jambes paralysées. Je tirais donc sur les betteraves et progressais ainsi en me traînant sur le ventre. Les balles continuèrent à m'accompagner jusqu'à ce que je fusse complètement à l'abri.

Peu de temps après, à Montdidier, j'eus la bonne fortune de faire prisonnier et d'interroger un soldat du 131^e, Lorrain-Allemand, qui fut mis tout de suite en confiance parce que je parlais le même patois que lui. Je lui racontai que j'avais été particulièrement visé, et il me fit à ce sujet les déclarations suivantes :

« Il existe dans toutes les compagnies alle-

mandes des « premiers tireurs » qui n'ont pas d'autre mission que de tirer sur les chefs. Réunis par groupes de trois ou quatre, sous le commandement de l'un d'eux, qui est muni de jumelles, ils cherchent à découvrir un chef et ne le lâchent plus qu'ils ne l'aient tué.

» Quelquefois, ces premiers tireurs sont réunis par groupes de douze à quinze. Dans ce cas, un officier leur est adjoint et leur désigne les chefs ennemis à viser. Ils n'ont pas du tout à tirer sur les hommes de troupe et ne s'en occupent même pas : ils tirent simplement sur tout ce qui paraît être un chef.

» Si un chef ennemi est blessé et qu'il cherche à quitter la ligne de feu ou que des hommes veuillent le transporter, on tire plus vite que jamais pour essayer de l'achever. Nos officiers nous disent constamment :

— « Tuez les chefs français, et tous leurs soldats se rendront ou se sauveront. »

» Nous reconnaissons facilement les chefs français à plusieurs indices : aux gestes des bras pour faire avancer les hommes ; aux porte-cartes qui sont munis d'une plaque de mica ou de gélatine, laquelle fait un miroir où se joue le soleil ; aux manteaux ou pèle-

rines jetés flottant sur les épaules. Nous tirons aussi sur ceux qui observent avec des jumelles quand tous les autres hommes sont terrés. Enfin, on voit souvent à cent mètres en arrière de la ligne de feu un petit groupe de trois ou quatre soldats qui ne se couchent jamais, mais qui restent à genoux. Nous les visons attentivement. Ils nous laissent supposer qu'il y a, derrière, d'autres troupes et qu'ils sont, eux, les chefs de bataillon ou les colonels de leurs hommes de liaison. »

Voilà une leçon de combat très claire que nous donne, n'est-ce pas, ce lieutenant français, complétée par ce prisonnier allemand. Et la conclusion est facile à tirer en cinq points.

Pour éviter d'être particulièrement visés par les « premiers tireurs » allemands les chefs devront .

1^o Eviter les gestes de bras et faire exécuter au sifflet les bonds en avant ;

2^o Placer sur le porte-cartes, muni d'une feuille extérieure visible en mica, un morceau de toile ou de drap qui supprime tout reflet, ou bien retourner le porte-cartes ;

3^o Porter le manteau ajusté et boutonné, avec l'équipement par-dessus ;

4^o Se coucher en même temps que les

hommes et, s'ils veulent observer à la jumelle, se soulever simplement ;

5° Enfin tous les chefs entourés d'hommes de liaison sauront que ceux-ci les désignent comme objectifs et les inviteront à se coucher et à se terrer.

Puissent ces notes parvenir à nos jeunes officiers et chefs de section et leur être utiles ; qu'elles leur disent, en outre, qu'on sait qu'ils mettent leur point d'honneur à braver le péril et qu'on les supplie, autant que le bien du service le permet, de ménager leur sang, de garder à l'armée le cadre inébranlable qu'il lui faut.

Mais je m'arrête, j'ai peur de paraître vouloir faire le conseiller, auprès de ces héroïques payeurs, quand je ne cherche qu'à leur dire, une fois de plus, l'affection profonde et la reconnaissance de tous.

P. S. — Les appels enfin ont été entendus et de nombreux blessés échappent au dur voyage à travers la France. A leur tour, les hôpitaux de l'Assistance publique se remplissent. Nos braves soldats (cinquante occupants le 23 septembre, quinze cents aujourd'hui) y sont admirablement soignés, mais pour les gâteries et pour ce qu'on appelle

communément les douceurs, ils forment une sorte de prolétariat de la souffrance humaine. Peu ou point de visiteurs, pas de réconfort moral et sur leurs tables, près de leurs lits, ni tabac, ni livres, ni fruits.

Le président de la *Société des chefs, sous-chefs et rédacteurs de l'Assistance publique*, M. Louis Guimbaud (bien connu des lettrés par ses excellents ouvrages sur M. de Monthyon et sur Juliette Drouet), a pris l'initiative de grouper tout le personnel administratif en une sorte d'association secourable. Ces excellentes gens, qui avaient déjà envoyé, le mois dernier, au *Secours national* 10/0 de leurs traitements, ont sacrifié cette fois 20/0. Le produit de leur cotisation servira à acheter les premières marchandises nécessaires, telles que tabac, raisins, chocolat, etc. De plus, M. Guimbaud a constitué des équipes de visiteurs qui porteront tout cela sur place, et dispenseront aussi à nos blessés, ce qui vaut mieux qu'un don en nature, je veux dire la bonne parole, les mots qui réchauffent, les assurances qui consolent...

Il reste la question des vêtements de dessous, des *vêtements chauds*; tous nos blessés sont arrivés, nus ou demi-nus: l'Assistance publique ne peut pas les vêtir. Nos amis vou-

dront-ils leur offrir des dons en nature et principalement des tricots ?

Une fois de plus, nos lecteurs serviraient le pays en lui conservant des soldats.

Toutes les communications peuvent être adressées à M. Louis Guimbaud ; les dons en nature, à M. Gillier, trésorier. L'un et l'autre, 3, avenue Victoria.

XIX

HÂTONS LE SALUT DES BLESSÉS

4 Octobre 1914.

Le général Février a bien voulu me montrer et m'expliquer sur place certaines parties importantes du service sanitaire. Avec cet homme éminent, dont la bonté envers les blessés égale la science, je le sais, et avec mon bien cher ami, Frédéric Masson, il m'a été donné de visiter gare, salle de pansement, cantine et trains. J'ai vu arriver sur des litières de paille des hommes dont le sacrifice a sauvé la France. Je n'oublierai jamais leur silence, leur résignation, cet air de jeunesse sur ces figures défaits par la misère. Mais on n'attend pas que j'aie l'inconvenance de

mettre devant le public ceux qu'enveloppe notre respect. J'ai regardé leur sainte misère avec une piété faite d'affection, de reconnaissance et du sentiment de mon infériorité propre. Ils sont admirables. Rien de plus à dire. Je ne décrirai pas ce que j'ai vu et me bornerai à consigner ici la partie la plus froide de mes réflexions.

Il y a des améliorations. De toutes parts on me les signale. Mais que les plaintes demeurent fortes, nombreuses et justifiées !

La relève des blessés se fait-elle mieux sur le champ de bataille ? Non, mais cela ne dépend de personne. Au tomber du jour, parfois, il y a une heure de répit où, de part et d'autre, les ambulanciers peuvent circuler entre les deux lignes combattantes. Bientôt les feux recommencent. De jour et de nuit, dans cette bataille interminable et ininterrompue, on balaye les espaces, et toute forme humaine aussitôt signalée est jetée à terre. C'est ainsi que des blessés peuvent rester trois, quatre, cinq jours sans être secourus.

— Mais, disais-je hier, au savant professeur Roux, chaque combattant ne pourrait-il pas avoir dans sa poche le moyen de se faire une injection contre le tétanos ?

— Impossible ! absurde ! m'a-t-il répondu.

On ne peut pas songer à avoir cette énorme quantité de sérum.

Dans sa poche, c'est absurde. Mais à sa portée? Dans ces tranchées où les hommes voisinent, si l'un d'eux possédait une minime provision, est-il insensé de croire qu'il préserverait plus d'un blessé? Je connais tel parent de médecin qui s'en va à la guerre muni de sérum. S'il n'en profite pas, il en fera profiter près de lui un camarade.

Je me hâte de m'excuser si je touche à une question où je n'ai pas de compétence. Je soumets aux maîtres mon désir. Les combattants font l'impossible pour la patrie, pour nous tous : faisons tout le possible pour eux. On trouverait des millions pour empêcher le tétanos et pour sauver l'armée immense des blessés.

A l'arrière, en tout cas, aux premières ambulances établies derrière la ligne de feu, ne devrions-nous pas avoir des installations munies largement du sérum Roux et de chirurgiens compétents, et d'infirmiers instruits, et d'instruments, et de médicaments, bref, des installations permettant de traiter sur l'heure les grands blessés dont le transport est mortel. On y manque trop souvent de tout ; l'autre jour, mon ami Galli, renseigné

de première main, cherchait des fourneaux de campagne permettant de donner à ce peuple de souffrants et de fiévreux, les aliments chauds, les boissons chaudes surtout qu'ils réclament.

Les plus heureux blessés, qui ont pu être relevés et transportés à l'arrière, après un premier pansement, sont chargés dans les trains et envoyés sur Paris.

Ces trains, vous les avez vus. Vous avez vu des wagons à chevaux et des voitures de troisième classe. Pourquoi n'avons-nous pas de ces trains sanitaires pareils à ceux où les blessés anglais trouvent des couchettes, un salon, une salle de bain, des médecins, des aliments chauds ?

Il paraît que nous en possédons quelques-uns, mais qu'on n'a pu les amener sur nos lignes surchargées par les batailles de la Marne et de l'Aisne. Force a été d'employer pour l'évacuation des blessés quelques-uns des innombrables trains qui venaient d'amener les troupes.

Alors, cette paille où gisent nos blessés ? Hélas ! oui, c'est la paille qui déjà avait servi aux troupes d'arrivée !

Ces conditions, si défectueuses et parfois douloureuses qu'elles soient, ne peuvent pas être toutes reprochées aux hommes ; elles

découlent des nécessités d'une guerre que certains refusaient de croire prochaine, déclaraient même impossible, et que d'autres n'imaginaient pas exactement. Je ne mets en cause la bonne volonté de personne ; je ne cherche aucune responsabilité, mais seulement des améliorations.

Nous avons déjà obtenu qu'un triage se fît dans les grandes gares du camp retranché et qu'on épargnât de nouvelles épreuves à certains des blessés. Dès maintenant beaucoup d'entre eux sont distribués dans les hôpitaux militaires de Paris, dans les Croix-Rouges et à l'Assistance publique. D'autres, il le faut bien, continuent de s'en aller, dans les mêmes trains insuffisants, chercher lentement, longuement, à travers la vaste France, l'abri de leurs souffrances. Ce n'est pas trop d'exigence de demander qu'en cours de route ils soient très bien soignés, ou du moins aidés et nourris.

La presse a mis debout l'œuvre des cantines de gare. J'ai vu à Aubervilliers le dévouement et la réussite de M^{me} Berthoulat. Cela est bien. Mais on voudrait un médecin dans chaque train, et puis un infirmier ou une infirmière, outillés, compétents et zélés, pour chaque groupe de deux wagons.

A la suite de nos communications et de l'impulsion donnée par Frédéric Masson à l'assistance féminine, une organisation se prépare dans un milieu de femmes humbles, dévouées, prêtes à tous les sacrifices. Son objet serait de fournir des équipes d'infirmières et d'auxiliaires, qui compléteraient sur les lieux d'évacuation et d'embarquement, dans les gares et dans les trains, le personnel infirmier.

Pour prendre corps et commencer d'agir, cette organisation devrait être entièrement subordonnée à l'autorité militaire, reconnue et commandée par elle, et dépendre des trois sociétés de la Croix-Rouge. Car ce n'est pas l'heure de rien innover, mais d'améliorer et de fortifier les services en se plaçant dans l'intérieur des cadres qui existent déjà. Les personnes de qui je parle, désireuses de mieux assurer aux blessés et malades les premiers soins dès leur évacuation du champ de bataille, veulent et peuvent fournir à l'autorité militaire et aux Croix-Rouges, à titre complémentaire, une série d'équipes composées non seulement d'infirmières diplômées, mais de femmes de service secondant les premières avec obéissance dans les soins d'hygiène et d'alimentation des blessés.

Une telle société, déjà toute préparée et

encouragée par la plus haute autorité des secours sanitaires du camp retranché, n'a plus qu'à sentir l'approbation publique et passera aussitôt à l'action.

Admirons que de toutes parts les bonnes volontés s'émeuvent, les plus hautes, nous le savons, et les plus modestes nous en sommes. Mais il s'agit d'aller vite et en bon ordre. Il s'agit d'intéresser Bordeaux, les administrations, les chefs locaux, et de coordonner les efforts.

Que Millerand, là-bas, résolve le problème des soins aux blessés, ce sera une victoire aussi avantageuse, je n'exagère guère, que celle du champ de bataille. Grâce à ces vies précieuses, conservées et promptement rétablies, nous reverrons à bref délai sur le front ceux qui, hier, furent des vainqueurs, ces héros acclimatés à l'atmosphère terrible de la victoire et par là plus utiles encore que nos jeunes et ardentes recrues.

Quelle reconnaissance de toute la France à celui qui ramènera l'ordre parfait et salutaire dans les services de santé ! Les mères, les épouses, les sœurs et la patrie béniront celui qui leur donnera la certitude que leurs fils, maris et frères, s'ils glissent à terre, trouveront les soins de la science et du dévouement.

XX

LA BLESSURE AU VISAGE

5 octobre 1914.

L'autre soir, je sortais de chez mon confrère et collègue Denys Cochin, de qui le fils vient d'avoir l'honneur d'être blessé au feu, et tout naturellement, je disais au cocher de mon fiacre :

— Je viens de prendre des nouvelles d'un jeune soldat blessé.

— C'est grave?

— Une blessure au bras et une balle dans la mâchoire. Mais il s'en tirera.

— Il va rester défiguré, le pauvre garçon.

— Défiguré! Une blessure reçue bien en face, à la guerre! Ah! non, toute sa vie il racontera son histoire, et tout le monde l'admira.

Je crois que le cocher a partagé mon sentiment et que nous nous sommes trouvés en sympathie, car au bout d'un instant il m'a dit :

— Si vous avez froid, il y a un caban dans la capote; mettez-le sur vos genoux.

Parmi les plus belles blessures, on cite le fils du bâtonnier Chenu, marqué au feu d'une estafilade sur les yeux et le nez; on cite encore le petit Forain, comme nous disions hier et comme il ne faut plus dire, Jean Loup, le dragon, à qui une balle a dessiné sous le menton une cicatrice plus belle que les chefs-d'œuvre de son père.

Beaucoup jetés à terre ne se relèvent pas. Alors, la noble blessure, c'est la famille qui la porte et qui en reçoit douleur et honneur,

Nous saluons, cette semaine, Paul Doumer, de qui le fils est tombé au service de la France, et qui stoïquement continue son labeur, tandis que ses autres fils, dont un blessé, continuent de se battre; nous saluons Paul de Cassagnac, blessé lui-même et qui pleure son frère en retournant sous le feu pour le venger.

Il y a quelques années, je recevais la visite des deux jeunes Cassagnac. Guy m'apportait son premier livre, *l'Agitateur*, un roman qu'admire, c'est tout dire, le maître romancier Paul Bourget. Il me tint un propos qui, dans le premier moment, m'a frappé — je l'ai noté dans ce journal — et auquel sa mort donne un sens plus plein : « Je n'ai jamais eu la vocation de la politique, m'expliquait-il,

lorsque le plus cruel des deuils nous plaça, mon frère et moi, en face des responsabilités d'une carrière que personnellement je ne m'étais jamais proposée, le devoir social, l'amour de notre pays et de tous ceux qui avaient suivi l'enseigne de notre père et de notre grand-père sur tant de champs de bataille, me dictèrent ma résolution. Je n'hésitai pas : entre la vie facile du littérateur, de l'historien ou du critique et celle du lutteur, du *soldat*, je choisis la seconde, *parce que c'était la plus difficile et par conséquent la plus noble...* »

Cette noblesse réclamée, conquise par Guy de Cassagnac, fils d'Alsacienne, qui meurt pour la reconquête sur la route de Metz, s'ajoute à l'illustration de son nom et grandit l'héritage que recueille aujourd'hui Paul de Cassagnac.

... Et tandis que j'écris ces lignes, voici qu'un télégramme de douleur et de gloire m'apporte, dans un sanglôt de sa famille, fière pourtant de souffrir pour la France, la nouvelle d'une mort, tout à l'honneur encore de la jeune littérature. Je transcris les lignes brèves : « Le lieutenant Pierre Gilbert, mort héroïquement au combat de Châtel-Raoult, près Vitry, le 8 septembre. » C'est un noble

esprit, fier et charmant, qui s'éteint avant d'avoir développé toute sa puissance, et je prie les siens, sa famille et ses amis de la *Revue Critique* d'agréer mes sentiments, dont ils savent l'amitié...

Mais quelle énumération impuissante ! C'est partout que l'on voit ces douleurs justement enorgueillies, et c'est toutes les familles françaises qu'il faudrait plaindre et louer. La figure physique du pays elle-même est couverte de blessures. Eh bien ! sans m'accuser de blasphème, laissez-moi dire, au milieu de nos tristesses et de nos colères, qu'elles perfectionnent notre France. L'espérance flotte dans la brume d'automne, au-dessus des ruines. Cette terre, labourée par la bataille, ensemencée de héros, que va-t-elle produire d'inouï ? Ces grands cris de la mort et de la victoire, ces cris du sacrifice où l'homme exhale ses plus profondes puissances appellent des secours. Dans une telle commotion, les vérités supérieures se révèlent plus aisément. Nos ennemis ont cru détruire la cathédrale de Reims. Avec la blessure qu'elle porte, et que rien ne peut réparer, mais que nous voilerons sous une tenture immense, faite des drapeaux pris à l'ennemi, elle vaut mieux que dans toute sa gloire, pour nous unir et nous faire

entendre les traditions de la patrie. O blessure qui désigne les héros, tu es, autour d'eux, bonne conseillère! (1)

XXI

LES IVROGNES SUR LE CHIARNIER

15 octobre 1914.

Je viens d'aller par Troyes, Chaumont, Langres, à Belfort, en Alsace, à Épinal, à Saint-Dié, à Lunéville, à Nancy, au cœur même de nos armées, chaque jour aux prises avec l'ennemi sur le sol lorrain dévasté, et quand j'ai eu constaté avec une infinie amitié les misères de mes compatriotes, pour aider à les réparer, et quand j'eus pieusement écouté l'hymne de reconnaissance qu'ils élèvent d'une voix unanime en l'honneur des soldats de Castelnau et de Dubail, je suis revenu à Paris par Toul, Châlons, la montagne de Reims et

(1) En même temps que cet article paraissait, je quittais Paris pour aller avec M. Gabriel-Louis Jaray organiser les comités et porter les subsides du Secours National en Alsace, dans les Vosges et en Meurthe-et-Moselle. De là les récits des pays dévastés que l'on va lire et que je publiai à mon retour, autant que l'événement du jour me le permettait.

Meaux, à travers les tombes encore fraîches de la victoire de la Marne.

Ce voyage, d'un si prodigieux intérêt, je voudrais, toutes précautions prises, le raconter à nos lecteurs pour qu'ils sachent mieux encore, ce que nul n'ignore, à quel point les âmes sont transformées, haussées et unies, à cette heure, en France, par la vue claire d'un ignominieux adversaire, qui veut « briser les os » de notre nation et anéantir notre œuvre. Je rapporte des notes nombreuses et précises recueillies sur place, et voici que, dans cette minute où j'ai le cœur tout indigné, tout rempli des ruines que j'ai vues sur les parties de la Lorraine, dès cette heure nettoyées du flot ennemi, je lis le manifeste des intellectuels allemands.

Ah ! messieurs les intellectuels allemands, vous approuvez et louangez les abominables soldats de Badonviller, de Raon-l'Étape, de Gerbeviller, de Nomény, et vous prétendez établir une filiation entre eux et les nobles penseurs de l'Allemagne de jadis ! Double thèse scandaleuse. « Intellectuels allemands, soldats allemands, nous ne faisons qu'une seule âme, dites-vous, et Goethe, Kant, Beethoven sont nos pères ». C'est pitoyable de méchanceté et de dérision. Vous avez fusillé les

notables, curés et maires, vous avez martyrisé de pauvres gens inoffensifs, vous avez brûlé volontairement des villages entiers, vos officiers ont fait venir leurs femmes pour piller avec elles les maisons où ils logeaient, et ces Gretchens voleuses ont entassé les meubles et la literie dans des fourgons; vous avez fait régulièrement vos ordures dans les lits où vous couchiez. Goëthe, Kant et Beethoven ne vous le conseillaient pas. Goëthe a écrit ses faits et gestes durant « la campagne de France » de 1792. Dans ce beau livre, on ne voit rien d'analogue à vos actes et à vos pensées. Tout au contraire, on y voit de la manière la plus certaine qu'il se fût détourné avec dégoût de personnages tels que vous.

Goëthe avait été préparé par ses aïeux dans une grande ville libre où il y avait des mœurs et de la culture. Il était un citoyen de Francfort. C'est en vain que vous voulez le ranger sous la même désignation que les hordes que nous sommes en train de corriger et de chasser de France; c'est en vain que vous nommez, les uns et les autres des Allemands: sous ce mot subsistent des réalités très diverses. Goëthe appartenait à une ancienne civilisation libérale et ne se réclamait pas d'Attila. Il se proposait de s'approprier cette large civilisa-

tion latine et françaisé, que vous vous proposez de détruire. Il voulait devenir chaque jour un cœur et un esprit plus larges. Il s'efforça triomphalement, durant tout un siècle, pour être le bénéficiaire et le collaborateur d'une grande tradition d'humanité, où vous vous glorifiez, malheureuses gens, de ne pas pénétrer.

Messieurs les intellectuels, si je vous énumérais les injustices et les atrocités que j'ai vu que vous aviez accomplies en Lorraine contre mes compatriotes, vous diriez que c'est la guerre, qu'il est absurde de l'ennoblir avec de la chevalerie comme nous désirons le faire, et que vous êtes ravis d'apprendre qu'on vole qu'on brûle et qu'on martyrise des paysans français inoffensifs. Mais si je vous montre de quelle manière vos gens de culture et de science, au cours de cette guerre, se conduisent envers leurs propres soldats, alors quelques-uns d'entre vous, peut-être, seront amenés à réfléchir et à constater à quel degré de dégradation vous êtes tombés depuis précisément que vous avez quitté la voie où Goethe s'était efforcé de vous mettre, depuis que, pour vous soumettre à la discipline prussienne, vous avez renoncé à conquérir, comme il le voulait, la pleine possession des hautes richesses de la

civilisation traditionnelle et de la raison humaine ; bref, depuis que vous opposez le germanisme à l'humanité tout entière.

Messieurs les intellectuels d'Allemagne, je vous invite à demander aux autorités de votre pays d'ouvrir une enquête sur ce qui s'est passé dans votre « ambulance de la caserne », à Raon-l'Étape.

Quand les Français, après le départ des Allemands qui avaient à demi anéanti Raon-l'Étape, sont rentrés dans cette petite ville, ils sont allés à l'ambulance allemande installée à la caserne. Ils ont reculé d'horreur. Ils y ont trouvé vos blessés tout affolés, absolument terrifiés par leurs propres médecins. Les salles étaient remplies mi-parties de blessés et de cadavres datant de huit à dix jours. Le linge sale, les pansements, les déjections, on les jetait dans la ruelle des lits. Les blessés nageaient dans le pus. Je note les renseignements techniques que m'a dictés un praticien témoin de cette ignominieuse situation : « Nous avons trouvé des opérations inachevées datant de quelques jours, des amputations en gigot, une débauche d'intervention, le tout suppurant. » Enfin, toujours dans l'ambulance, une salle d'horreur contenait empilés des corps en putréfaction !

Faites votre enquête, messieurs les intellectuels. Je ne vous dis que ce qui se rapporte à vos propres blessés. Je pense bien qu'il vous serait égal de savoir que ces médecins faisaient enterrer les morts à quinze mètres de l'autre hôpital, sur les places publiques, sur les quais de la Meurthe, tout contre la rivière. Qu'importe, s'il ne s'agit que de nuire aux Français ! Pourtant cela est significatif pour compléter ce que je veux que l'on comprenne : à se permettre d'agir sans aucun respect de l'ennemi, on arrive nécessairement à perdre le respect de la science, de son art, de son devoir professionnel, de sa dignité propre.

A deux pas de Raon-l'Étape, dans la vallée de Celles, logeait un illustre chirurgien allemand, une des gloires de la science d'outre-Rhin. Pas une fois il ne s'est occupé des blessés, ses compatriotes : il a commandé du vin, et pendant quinze jours il n'a pas dessoulé.

Voilà des faits parlants. Je ne les commenterai pas. Je risquerais de les affaiblir par un ton passionné. Que l'on veuille bien, tout simplement, réfléchir sur cette effroyable dégradation où voilà tombés des représentants de la fameuse science allemande, après deux mois qu'ils se soumettent pratiquement à leurs doctrines de guerre.

Les théoriciens allemands déclarent que celui qui combat pour la grande Germanie n'a envers les autres nations aucun devoir de respect ni d'humanité. Ils flétrissent les scrupules, la générosité, la pitié, à l'égard de l'ennemi. Mais en abolissant dans leurs cœurs les scrupules, en libérant les instincts bruts, ils se dénaturent, ils corrompent leur humanité, et les voilà ivres-morts installés sur le charnier de leurs frères.

Il fallait que l'histoire saisît dans leur ignominie de Raon-l'Étape, les chirurgiens et médecins allemands, et j'espère bien que le préfet d'Épinal mettra dans le dossier officiel le récit authentique de ces faits. Je suis en mesure de les établir pleinement et si je m'abstiens ici de quelques précisions qui les complèteraient, c'est que les Allemands encore voisins des communes où habitent mes témoins ne manqueraient pas de se venger. Au reste, les intellectuels allemands compromis par cette faillite de la science allemande et par cette indignité d'une haute célébrité de leur université ne peuvent faire moins que d'ouvrir une enquête.

XXII

LA FRANCE EN ARMES

16 octobre 1914.

Qu'elle soit en armes, nous le savons tous, mais ce n'est rien de le savoir, il faut le voir, il faut, comme je viens de faire pendant dix jours, circuler à travers notre patrie, la même et méconnaissable, où le sol, le ciel, l'horizon, les villes, au moins de Paris à Belfort, n'ont pas changé, où pourtant rien n'est pareil.

Que de fois je l'ai suivie, cette route qui mène en Lorraine ! Je connais ces nuages bas d'octobre, cette atmosphère ouatée, cette demi-obscurité dès les trois heures ; mais il règne aujourd'hui une gravité religieuse sur ces campagnes immobiles qui retiennent leur respiration dans l'attente des événements. Pas une voiture sur la route, où, semés à des intervalles inégaux, d'innombrables postes de territoriaux, la baïonnette en avant, arrêtent la voiture, et, d'un œil soupçonneux, épellent notre laissez-passer. Au village, sur la place, quatre sexagénaires attendent les nouvelles et

discutent les communiqués : ils s'approchent, nous interrogent :

A Paris, que dit-on ?

— Tout va bien, tout finira bien.

— Oh ! nous en sommes sûrs.

— Avez-vous perdu beaucoup d'enfants du pays ?

Et l'on cause comme des membres d'une même famille ; puis, avant de se quitter, on se sert la main affectueusement.

A mesure qu'on avance vers l'Est, l'aspect guerrier du pays, qui fut toujours sensible dans les mœurs des habitants et dans les hautes positions de Chaumont, de Langres, s'accuse, domine et règne seul. On traverse les dépôts, où, massés en arrière des lignes combattantes et brûlant d'y entrer, les plus vieux et les plus jeunes s'entraînent...

D'un bout à l'autre de mon voyage, j'ai entendu l'éloge unanime des recrues de 1914, ces admirables enfants qui parachèveront la victoire et dont une partie a déjà reçu le baptême du feu, solide et gaie comme les vieux soldats. Salut, jeunes gens, les meilleurs que la France ait nourris, et qu'elle s'excuse d'appeler au péril à peine au sortir de l'enfance, et qui lui répondent par des cris d'enthousiasme et d'amour.

Je ne manquais jamais de mettre pied à terre pour admirer ces Marie-Louise. Et que de rencontres heureuses, durant ces dix jours, j'ai faites ! Voulez-vous des nouvelles du colonel Marchand, de Hansi, de Zislin ? J'ai pu les voir, leur donner l'accolade. Marchand, arrêté pour quelques jours par une blessure qu'il nie, est toujours le héros, entraîneur d'hommes, une des gloires les plus pures de la France, et les deux patriotes alsaciens, sous l'uniforme, pleins de vaillance comme de talent, rayonnent de bonheur. J'ai manqué Marcel Habert et le commandant Tournade, l'un et l'autre aux lignes de feu, mais leurs camarades me les ont célébrés en termes pleins d'estime et d'amitié, que j'aurais voulu qu'entendissent tous nos ligueurs et M^{lle} Déroulède.

Les nobles amis que je vous cite là, ce n'est pas sur ma route, de Paris à Belfort, que j'ai rencontré leur personne ou leur trace ; ils ont l'honneur d'être plus en avant, plus près du danger, mais il ne convient pas de nommer leurs régiments, ni les lieux où ils servent, et je ne place ici leurs noms qu'en hommage d'amitié. Amitié privée, accrue par la reconnaissance et le respect pour des camarades qui sont des combattants. Qu'ils soient

heureux, et heureux encore, tous ces amis inconnus que j'ai eu la joie, ces jours-ci, au hasard de l'heure et de la route, de me découvrir dans l'armée.

La beauté du monde militaire, sa vertu, sa qualité éminemment salubre, dans un tel moment, c'est qu'on y voit des hommes vrais. Ils portent inscrits sur leurs manches qu'ils sont généraux, colonels, lieutenants, c'est-à-dire chargés d'entraîner leurs subordonnés et de faire face avec eux à la mort. Et ce n'est pas une vaine annonce, une figuration. Ces aimables gens de qui je serrai la main, ils s'en iront, d'une minute à l'autre, sous une voûte de mitraille, accomplir la plus haute tâche qui puisse être proposée à l'être humain. Je les regarde, je les écoute, et, d'étape en étape, auprès d'eux tous, chefs et soldats, je goûte sans l'épuiser le divin plaisir de l'admiration...

Mais dans cette saison brumeuse, avec ces innombrables arrêts où m'invite l'amitié, où m'obligent encore les barrages des routes et les sentinelles soupçonneuses, on avance lentement. Voici la fin du jour qui nous oblige à nous arrêter. Où sommes-nous ? Qu'importe au lecteur le nom ! C'est la petite ville française de l'Est, toujours pareille et déjà plongée

dans l'obscurité. J'ai mis pied à terre et quittant l'auberge, je vais un peu à l'aventure dans les rues toutes vivantes, bien que déjà appareillées pour la nuit.

Volets clos d'où filtre la lumière, chiens qui aboient, porte qui s'ouvre pour qu'une ménagère jette à la rue une jatte d'eau, boulangeries éclatantes, cafés parcimonieux. Quelques groupes de femmes me croisent, qui viennent sans doute de l'église. Je remonte leur cours, et je franchis le porche quand on achève d'éteindre les cierges sous la nef humide et que le sonneur sonne l'*Angelus*.

Pendu des deux mains à sa corde, il est soulevé par la cloche ; il bondit, retombe et rebondit. Qu'il est svelte, ce vieillard ! Comme il me plaît, se démenant dans l'ombre, et si artiste par la manière dont il distribue son effort, avec prestesse, sur les trois cordes, pour que ses trois cloches bourdonnent en cadence. C'est un confrère, cet homme obscur qui fait un si charmant bruit dans le noir. Je devrais le féliciter, mais j'aime mieux longuement l'écouter. Que dit-il, ce gazetier du ciel, ce journaliste dans les nuages ? Il fait un bruit qui me relie avec mes premières années, et si j'aime les vers que j'ai lus à dix-huit ans. j'aime plus mystérieusement

encore les sonneries entendues à huit ans. Sonnez, cloches profondes des soirées d'automne; je n'ai pas besoin de vous comprendre pour subir votre influence, et je vous remercie de cette leçon que vous me donnez pour agir sur les âmes. Il s'agit d'entrer chez un être et non pas d'y rien apporter, mais d'y réveiller ce qui sommeillait et d'agiter les riches dépôts sur lesquels nos jours glissaient trop dépouillés et trop clairs. Une voix s'élève! A son appel, le papillon s'envole de la chrysalide, l'âme naît d'un être morne, toutes les ailes se déroulent. La France entière entend sonner le tocsin du péril et le carillon des victoires.

XXIII

LA SPONTANÉITÉ DU CŒUR

17 octobre 1914.

Hier, vendredi matin, un service solennel réunissait à Paris les amis du comte de Mun, et durant la pieuse cérémonie, tout au long du discours, fort beau d'élévation et de justesse, prononcé par le cardinal Amette, une phrase me poursuivait, se présentait sans

cesse à mon esprit, une phrase saisissante écrite par M. Renaudel, député socialiste et rédacteur en chef de l'*Humanité* : « Jaurès aurait pleuré le comte de Mun ».

Ah ! cette phrase, quel long coup de forage révélateur jeté dans les terrains profonds, dans les régions de notre être qui sont d'ancienne formation et sur lesquelles nous pourrions construire notre maison de famille, notre cité réconciliée. Elle nous montre un Jaurès qu'en effet je crois avoir distingué ; elle témoigne qu'à cette minute notre union en face de l'ennemi existe toute parfaite, et, voici l'essentiel, elle nous prouve que nous nous comprenons et pouvons nous accorder, bien mieux que nous ne voulons en convenir.

Albert de Mun a dévoué sa vie à la défense du catholicisme et de l'armée. Jaurès menait à l'assaut ceux qui voulaient ruiner le catholicisme et l'armée. L'un et l'autre, en pleine lumière, sans réticences. Et pourtant, Jaurès aurait pleuré Albert de Mun. Belle victoire des cœurs, qui se reconnaissent et fraternisent quand les intelligences bataillent.

Celui qui n'a pas entendu Albert de Mun à la tribune ignorera toujours le chant, la flamme d'une âme éblouie de servir son Dieu et préparée à la fois dans les grâces

mondaines et, le matin même, à la table de l'eucharistique. Il nous remplissait de sérieux par la noblesse de son attitude, l'élévation de sa pensée, son émotion. Aucun pédantisme et même jusqu'à manquer de poids, mais pour nourrir son discours il avait à son service des forces de sentiment inépuisables, la sensibilité chrétienne. Et puis soudain, était-ce son défaut d'homme du monde, ou mon défaut plébéien, quand il quittait la tribune, il me décevait, redevenait trop vite souriant, gracieux, de plain-pied. Là, j'aime mieux le monstre Jaurès qui, de retour à son banc, fume encore.

Ces deux hommes, depuis les deux extrémités de la Chambre, se regardaient et dans une certaine mesure, sans beaucoup se parler, se comprenaient. Le jour où Albert de Mun, après un long silence, au risque de sa vie, prononça son discours du Maroc, et que la Chambre debout lui voulut rendre un éclatant hommage d'estime, il me semble avoir vu Jaurès donner le signal des applaudissements. Qu'une telle minute d'entente, quasi involontaire, au milieu de tels obstacles, est chargée de sens!

Durant cette séance de décembre 1911, tandis qu'Albert de Mun prononçait ses *novis-*

sima verba, en l'écoutant, en subissant avec la plus vive amitié son action, en voyant son triomphe se faire, en remarquant sur chaque banc ceux qui résistaient et ceux qui s'enthousiasmaient, j'enregistrais des impressions que je retrouve, crayonnées en marge de mon *Journal Officiel* du jour :

« Femmes, prêtres, publicistes, écrivais-je, vous tous qui encadrez et maintenez l'esprit et la sensibilité catholique en France, ne désespérez pas. Votre force éclate sous une mince couche qui la voile. Ce Parlement est vieille France catholique, bien plus qu'il ne croit. Il y a des obstacles et les plus graves malentendus. Mais vienne une occasion, cette assemblée se précipite, s'aperçoit qu'elle aime dans l'idéal d'un Albert de Mun infiniment de choses, se pare de lui, se plait à se louer elle-même en lui. Voyez, disait l'Assemblée, quelle belle chose qu'un gentilhomme français ! admirez sa courtoisie, son langage, sa tenue, sa chevalerie, sa religion. Parce qu'ils repoussent la conception théocrate d'un Albert de Mun, ces auditeurs croient n'aimer que son art. Ils se méconnaissent. L'art de bien dire, tout seul, ne gagnerait pas leurs cœurs. Chez Albert de Mun, la puissance de plaire a une

source plus cachée et plus pure, dont ses auditeurs gardent, à leur insu, le goût. »

Voilà ce que j'écrivais, au soir du discours triomphal d'Albert de Mun. De telles journées sont inoubliables; on y peut jouir de la Chambre comme du lieu d'une grande tragédie spirituelle. Les flots d'un immense Océan, les vagues de l'histoire et les éternels instincts de notre nation composite s'y épanchent et jouent sous notre regard. C'est la beauté des grands paysages chargés d'histoire, où, pour ma part, je trouve plus de plaisir que devant aucune œuvre d'art.

Il arrive dans la vie un jour où l'on voit à cru et à nu ce que c'est qu'un poète. Un poète, c'est un homme qui possède l'art de fixer un frisson et de donner un caractère d'intensité et d'éternité à ce qu'il sait éphémère et superficiel; c'est un homme capable d'émotions, mais s'appliquant à les renouveler artificiellement; c'est un homme enfin qui coule une existence où les mots le dispensent des actes. Quand on a senti cela jusqu'à la nausée, on se détourne des génies individuels et l'on cherche la poésie dans la nature et dans les collectivités. Il y a une poésie des assemblées. Et, durant de longues années, il fut donné à Albert de Mun d'être

un des hommes en qui cette poésie prenait une forme et une voix. Il a exprimé et fait reconnaître comme émouvantes et nobles, aux yeux de ceux-là même qui croient la détester, des parties importantes de la tradition française. Jaurès l'aurait pleuré.

Que de telles sympathies muettes puissent se former entre des gens à qui leur dignité intellectuelle ordonne de rester éloignés les uns des autres, cela prouve que dans notre pays la spontanéité du cœur vaut mieux que les doctrines et saurait faire l'union. Beaucoup de gens qui trouveraient leur satisfaction intérieure à s'entendre, se resserrent, arrêtent leur impulsion première, se privent d'essor et se dénaturent. Ne pourrions-nous pas sortir de cette stérilité? Guerre effroyable, obligez-nous, au milieu des pleurs et des joies du triomphe, à constater qu'à notre insu, nous vivons tous du vieil héritage des vertus françaises et que nous n'aimons rien d'autre.

XXIV

DANS L'ALSACE RECONQUISE

19 octobre 1914,

L'autre jour, depuis Belfort, je suis allé me promener, en Alsace, par un ciel radieux, avec des officiers français. N'est-ce pas, lecteurs, que vous m'enviez ce plaisir ?

Je vous prie de croire qu'on n'entre ni ne sort aisément de Belfort. Que de postes, que de consignes sévères ! Et puis que de savants travaux improvisés ! Oserai-je donner en passant un regret aux milliers d'arbres qu'il a fallu jeter bas ? Ce sont, eux aussi, des victimes de la guerre. Mais quoi ! ils repousseront. Félicitons-nous sans réserves d'habiles déboisements qui permettraient aux Prussiens d'arriver là, bien devant nos batteries.

Les jeunes officiers de Belfort se plaignent de ne pas se battre. « Nous croyions être au premier rang, et voilà que la guerre se termine en nous laissant dans un poste de tout repos. » Patience ! et puis c'est votre faute, monsieur le Gouverneur de la ville, messieurs les officiers ; vous avez fait la ville impre-

nable, alors les Allemands n'y viennent pas perdre leur temps. Votre mission d'empêcher que Belfort soit pris, vous l'aurez remplie sans un coup de fusil.

Sans un coup de fusil. C'est mal dire. On se bat tous les jours autour de Belfort; nous entendons la canonnade à quelques kilomètres, sur le côté de Dannemarie, où nous allons. Et cette petite bataille continuelle, c'est la défense même de Belfort, c'est la ville mise à l'abri du bombardement par ses troupes avancées. Les projectiles que ces braves gens reçoivent, eux absents, repliés, tomberaient sur la ville.

A tous instants, au cours de notre route, nous croisons des convois, voitures de ravitaillement, voitures de blessés, voitures de prisonniers.

Un prêtre nous arrête et me tend la main : « Je suis le curé de Chavanne-les-Grands, le curé du premier village français en arrivant d'Alsace. »

— Monsieur le Curé, vous avez perdu votre titre. Vous ne gouvernez plus qu'un joli village au milieu du Haut-Rhin.

En effet, nous venons de passer devant la douane française abandonnée, désaffectée, et nous franchissons ce qui était depuis qua-

rante-quatre ans la frontière. Le poteau a naturellement disparu. « Vive l'Alsace française ! » crient les soldats automobilistes qui me conduisent.

Nous continuons de rouler vers le plus brillant soleil de victoire. A main droite, voici le viaduc de Dannemarie que l'on a fait sauter et dont le rail est resté suspendu, là-haut, dans le vide, avec ses traverses. Voici enfin Dannemarie, la charmante petite ville redevenue nôtre.

Elle est faite pour la paix, pour les plaisirs de la pêche, de la chasse, de la vie familiale et confortable, et cette guerre l'épouvante un peu. Cela, je le vois, tout de suite, en la regardant avec amitié, toute pleine de soldats et toute brillante de soleil. Sa grand'rue, bien plane, toute droite, toute large, est bordée d'heureuses maisons coiffées de vastes toitures et, au milieu de la rue, sur la droite, l'église est cravatée d'un drapeau tricolore prodigieusement large, une vraie écharpe de fête. Mais enfin les notables sont un peu immobiles sur leurs hauts perrons, devant leurs belles maisons.

Notre voiture vient se ranger devant la mairie, et tout de suite les lainages et le tabac dont nous sommes chargés (grâce à nos

généreux lecteurs) amassent les soldats. Quel est celui qui descend quatre à quatre ? C'est Zislin. A la fenêtre de cette maison, quel est ce prêtre coiffé d'un bérêt à cocarde et qui me salue militairement ? C'est l'aumônier du régiment. Je serre la main de tous les officiers.

Vous voyez l'horloge du clocher ? me dit l'un d'eux.

— Très bien, je suis presbyte. Mais qu'a-t-elle de particulier ?

— Elle marque l'heure française. Quand nous arrivons dans un village, nos soldats mettent aussitôt l'heure de chez nous. Les Allemands reviennent et rétablissent l'heure allemande. Alors, il faut bien que nous y retournions.

Parfaitement ! Je m'explique que les notables sur leurs hauts perrons gardent un peu de réserve. Ils savent que tous leurs actes sont épiés et notés ; qu'une poignée de main trop chaude, c'est peut-être demain leur mort, et ils attendent pour laisser éclater leur joie que les aiguilles se soient fixées définitivement à l'heure française. Soyez tranquilles, braves gens, la France qui vous est revenue ne vous quittera plus.

J'entre dans la mairie écrire deux mots sur une carte militaire à M^{lle} Déroulède. Ne faut-il

pas que la première pensée d'un Français dans l'Alsace reconquise se tourne vers la mémoire du fondateur de la *Ligue des Patriotes*? Et puis j'écris à M^{me} de Mun, car, le matin même, le préfet de Belfort m'a appris la douloureuse nouvelle. Albert de Mun, Paul Déroulède n'auront pas été trompés dans leurs espérances, puisqu'il est permis qu'on leur rende témoignage, au lendemain même de leur mort, sur la table, avec l'encre et la plume d'un maire allemand, chassé de sa conquête.

Mais voici une fusillade sous les fenêtres. Tous les fusils dressés me montrent dans les nuages un avion qui arrive des lignes allemandes reconnaître nos troupes. On tire, on tire, mais il est bien à 1.500 mètres, là-haut, et il s'éloigne intact dans le beau soleil en jetant trois bombes qui éclatent en l'air sans dégâts. Quel raffinement, ce feu d'artifice guerrier tiré en plein soleil? La lumière, l'animation des soldats, le fracas des armes, l'idée que nous sommes en Alsace, tout m'enchanté.

— Avouez, mon général, que cette fantasia dans le ciel, c'est une attention pour votre hôte.

— Eh bien! monsieur Barrès, j'apprends que ça chauffe un peu à Seppois-le-Bas. Il faut que j'y fasse un tour. Si le cœur vous en dit...

— C'est beaucoup d'honneur, mon général. J'accepte avec empressement.

Et nous voilà partis. Je n'attends pas à demain pour vous dire que je n'ai pas le mérite d'avoir couru le moindre danger. Du moins ai-je vu le plus charmant tableau de bataille à l'ancienne manière, un délicieux Van der Meulen que je voudrais mettre sous vos yeux.

XXV

UN « VAN DER MEULEN »

20 octobre 1914.

Je ne vous dirai pas dans quel pays, sur quelle rivière j'ai vu un petit engagement de guerre. Je ne distingue pas ce que veut ou ne veut pas la censure, et le mieux, pour qu'elle fasse tout à son aise son travail, que je n'ai pas envie de discuter ni de contrarier, c'est de lui céder complètement la place. Elle n'aime pas les précisions ; je n'en mettrai aucune. Allons au pays des nuages.

J'étais un de ces jours derniers, par le plus bel après-midi, sur la petite place d'une ville de l'Alsace reconquise. Un avion allemand voletait très haut dans le ciel radieux

nos soldats le fusillaient avec entrain, mais vainement. A quelques kilomètres les canons faisaient rage. Le général dont j'étais l'hôte me dit :

— Eh bien ! monsieur Barrès, je vais voir là-bas. Si le cœur vous en dit...

— C'est beaucoup d'honneur, mon général. J'accepte avec empressement.

Et nous voilà partis, avec le préfet de Belfort et quelques officiers, dans trois automobiles, rapidement vers la canonnade. Nous suivons une petite rivière gardée, d'espace en espace, par des groupes de soldats à l'abri d'une maison, par des tranchées creusées dans les champs, par des sentinelles. Notre route elle-même est coupée de barrières, de murs improvisés en terre. Sur l'autre rive, ce sont des terres en culture, des prairies, des espaces libres qui vont se relevant légèrement et que ferment à deux cents mètres des bois épais, silencieux, où il se peut que soit l'ennemi. Nous croisons des chars à bancs rustiques où l'on ramène des blessés, étendus sur la paille. L'un d'eux a été descendu pour qu'on le panse. Il est assis, dévêtu jusqu'à la ceinture, sur l'escalier d'une ferme. Sa figure est impassible, et son torse nu ne frissonne ni du froid, ni de la douleur que peut lui

faire la femme qui bande son épaule. Deux enfants le regardent, un chien aboie.

Eh quoi ! ce paysage d'églogue, cette nature ravissante où s'harmonisent la France, l'Allemagne et la Suisse, par cet après-midi où le soleil en s'inclinant laisse un air vif et sain dominer, c'est les abords d'un champ de bataille ? J'ai peine à comprendre qu'un jour de bataille soit en même temps un beau jour paisible d'octobre et que tout y soit pareil aux après-midi ordinaires d'automne, sinon que des petites choses dangereuses voligent dans l'air.

Mais voici devant nous des gens et des gestes. On accourt, on nous crie d'arrêter. Nous stoppons. C'est l'automobile rapide du général qui avait gagné sur nous et qui revient. Inutile d'aller plus avant. Nous avons juste un mince rideau entre nous et les Allemands. — « Suivez-moi ! » et il part.

Naturellement, en essayant de tourner dans ce chemin étroit, notre auto glisse au fossé, s'enfonce dans le pré détrempé. Et dans le même moment débouchent une centaine des nôtres, bien serrés, marchant d'un pas allongé, soutenant, entraînant un petit nombre de blessés.

Ils ne courent pas, mais ils vont si vite

qu'en moins d'une minute, ils sont sur nous. J'ai mis pied à terre ; nous fraternisons durant les courtes secondes où l'automobile se dégage ; et comme ils s'avancent d'un seul mouvement, ils s'expriment aussi, tous les cent, d'une seule phrase où leurs interjections se placent, se doublent, se coordonnent : « Oh ! les cochons, crient-ils. Ils se servent de balles dum-dum ! On les purgera demain. Attention ! Ils vont débusquer du bois ! » Autant de mots dont le sens importe moins que le rythme et auxquels je réponds moi-même par des questions et des poignées de main qui ne sont que des gestes où se dépense mon émotion d'amitié.

Leurs figures échauffées, couvertes de sueur, contractées par la passion et par la fatigue, leurs corps roulés dans la boue, et surtout leur caractère grégaire, voilà ce que je n'oublierai pas : ils semblent avoir cessé d'être des individus distincts, pour devenir les membres d'une troupe, ou mieux d'un seul animal guerrier. Bien probablement, de ma vie, je ne verrai rien qui me donne mieux l'idée de la bataille que cette troupe, toute chaude, d'hommes exténués et enfiévrés, tout prêts à courir dans l'un ou l'autre sens, gardant leur cohésion d'une manière sublime, parce que

c'est le devoir et le salut, et n'ayant pas une seconde l'idée de prendre ma voiture, eux qui sont les plus forts, pour me laisser dans le fossé et se mettre à l'abri... Bien au contraire, ils s'arrêtent, ils aident l'auto à se dégager et à tourner. Et j'en suis confus, maintenant encore, car, avec mon parapluie, qu'est-ce que je suis auprès du moindre de ces braves à fusil!

J'ai suivi à la trace et retrouvé le général. Il nous a ramenés d'abord en arrière, puis, par le côté et par le haut du terrain, nous revenons vers le centre de l'action, où nous avions d'abord été empêchés d'atteindre. Mais voici devant nous un bois épais. Trois cents mètres avant d'y entrer, le général met pied à terre et envoie en reconnaissance un officier dans une auto.

Nous restons là avec le préfet, le général, quelques officiers. Ces messieurs m'expliquent : ça, c'est le coup sec des balles ; ça, c'est leurs mitrailleuses ; ça, c'est notre bon 75. Ecoutez le sifflement.

— Cette recrudescence de canonnade, me dit l'un des officiers, c'est le résultat des signaux de leurs avions. Ils ont signalé nos trois automobiles, un mouvement anormal, et maintenant ils arrosent le chemin que nous venons de quitter.

Un jeune paysan qui a bien l'air de jouer les Janot s'approche en nous tournant le dos.

— Eh bien ! mon garçon, voulez-vous nous laisser causer, et lestement !

Il s'éloigne d'une manière hargneuse, sans répliquer. Tout le pays, paraît-il, est pourri d'espions.

Nous regardons une voiture de paysan cheminer lentement sur la lisière de la forêt suspecte qui nous arrête.

— Dans la *Débâcle* de Zola, me dit le général, à côté des parties fausses, il y a des observations puissantes et vraies. Ainsi ce laboureur qu'il nous montre, dans sa bataille de Sedan, menant la charrue tout le jour et auquel il revient, d'heure en heure, pour nous dire au soir, tout à la fin : il avait fait un travail fécond. Cela est bien vu.

— Oui, réplique quelqu'un, mais l'autre jour, il y a plusieurs semaines, du côté de X..., j'avais une batterie que les Allemands ne parvenaient pas à repérer. A un moment, j'ai vu un troupeau de moutons s'approcher, s'approcher, sans avoir l'air de rien, et paf, paf, quand il a été contre nous, les pruneaux des Allemands nous arrivaient. Nous avons dû décamper, non sans avoir empoigné le berger.

Mais le soir tombe. L'officier revient en

ramenant le général qui commande l'action et qui nous dit :

— C'est une affaire assez chaude. Je ne peux rien préciser, mais j'ai de la casse. Eux encore plus. D'ailleurs, pour aujourd'hui, c'est la fin. Tous les jours, c'est comme ça : on s'attrape un peu, et puis, avec la nuit, chacun cesse.

Maintenant sur la campagne, l'angélus des villages succède à la canonnade. Nous rentrons dans l'obscurité, chacun se taisant et suivant ses pensées. Que les miennes sont folles ! Ce temps froid, ces petites lumières dans la nuit, cette odeur des pays de l'Est, ce climat de mon enfance où tout cela m'entraîne-t-il ? A plus de trente-cinq années en arrière. Tandis que la voiture roulait, je viens un instant de me figurer que j'avais dix-huit ans, et je décidais de me présenter à Saint-Cyr, afin d'avoir une vie tout à fait intéressante.

XXVI

LA VICTOIRE DE L' AISNE

21 octobre 1914.

La bataille de l'Aisne s'achève à notre grand honneur, à notre plein avantage. Et pourquoi donc ne pas l'appeler par son nom ?

C'est la victoire de l'Aisne. Encore faudrait-il dire les victoires de l'Aisne, car le général Cherfils l'a justement remarqué, chaque avance, chaque tranchée conquise a représenté une victoire.

Evidemment l'imagination est déconcertée. Nos victoires de 1914, celle de la Marne et celle de l'Aisne, n'ont pas le caractère ramassé des Marengo, des Austerlitz et des Iéna du grand Empereur, journées bien dessinées et faciles à saisir d'ensemble comme les tragédies du théâtre classique. Les victoires de Joffre, ce sont des entassements d'héroïsme et de science, un chaos de manœuvres pour celui qui n'a pas le cerveau (et les renseignements) d'un officier d'état-major.

On en peut tout de même, dès maintenant, saisir la courbe, le départ, le sommet, la fin et le bénéfice. La bataille de l'Aisne a commencé dans l'après-midi du 12 septembre. A ce moment, depuis deux jours, les Allemands vaincus sur la Marne battaient en retraite; on espérait qu'ils s'en iraient jusqu'à la Meuse; mais la sixième armée française à l'ouest de Soissons et les corps anglais firent savoir qu'ils rencontraient une dure résistance. Le grand état-major et le généralissime comprirent que le mouvement de retraite des

Allemands était arrêté. L'ennemi avait trouvé ses trous. La bataille de l'Aisne s'ouvrait.

Elle a duré environ quarante jours. Du fond de leurs tranchées, menés le revolver au poing par leurs terribles officiers, les masses allemandes maintes fois ont essayé de reprendre l'offensive; elles ont fait rage sur Soissons et sur Reims; mais, de jour en jour, elles se sentirent plus dominées, et voici qu'elles doivent décamper. Après la victoire de la Marne, après la victoire de l'Aisne commence la bataille du Nord.

Nouvelle bataille, nouvel effort grandiose, mais d'un résultat encore plus certain, car, Français et Allemands, nous avons bien changé depuis deux mois et demi! Reportez vos regards en arrière, alors vous vous sentirez solides. L'avenir est facile auprès du passé. Le *Times* exprime une pensée forte et vraie quand, ayant mesuré le terrain reconquis, il ajoute : « Les troupes alliées ont pris une supériorité morale sur l'ennemi. »

Les Allemands commencent à douter d'eux-mêmes. Ils ouvrent des tranchées sur leur propre sol pour s'y aller terrer bientôt, et leurs simples soldats geignent, montrent des photographies de leurs femmes et de leurs enfants, se plaignent de leurs bourreaux

d'officiers. Quelqu'un qui les a vus dans les familles où ils logent, à Bruxelles, me donne des détails sur ces bandes effroyables d'esclaves sous le bâton. Par contre, est-il encore en France et dans le monde un homme sain d'esprit qui doute du triomphe des alliés ?

Salut au roi Albert ! Salut au maréchal French ! Salut au généralissime Joffre qu'entourent nos savants et vaillants chefs d'armée ! Salut au peuple admirable de nos officiers et de nos soldats et de ces mères françaises, glorieuses d'avoir élevé des héros ! Salut à cette frontière mouvante que nous fait la poitrine de nos fils et qui, après avoir resserré la patrie jusque sous les murs de Paris, s'élargit, regagne le Nord et respire largement.

La puissance germanique sera brisée, morcelée, ramenée à la raison, et les Allemands eux-mêmes, redevenus Saxons, Bava-rois, Badois, protestants, catholiques et le reste, baisseront nos genoux en nous remerciant de les avoir guéris de leur coûteux délire collectif d'orgueil.

Encore un effort ! Les données de cette grande lutte sont presque mathématiques et le résultat abstrait est certain : seulement les éventualités concrètes restent multiples et terriblement cruelles. Moins cruelles pourtant,

on peut le croire, depuis quelque dizaine de jours. On dit que le généralissime aurait déclaré : « Je puis les déloger de leurs trous en sacrifiant tant de milliers d'hommes ; je puis aussi les déloger, à moindre frais, avec de la patience. » Et il a préféré, avec l'approbation de tous, la patience. Toute la nation, combattante et non-combattante, admire et remercie Joffre et l'état-major.

Hier, dans l'*Echo*, René Bazin écrivait un article plein de vérité et d'émotion. Il disait que tous les Français, ceux qui se battent et ceux qui gardent la maison, les fils et les parents, n'ont plus qu'une seule direction pour leurs pensées : la frontière de France, la ligne mouvante de nos armées. Depuis deux mois et demi, nous vivons avec cette frontière vivante : nous reculons, nous remontons, nous frémissons de tout notre être avec elle ; nous cherchons les journaux, les blessés, les lettres qui nous en donnent des détails. Ah ! puisse-t-elle être épargnée ou du moins ménagée par la blessure, cette frontière de chair ! Nous savons maintenant faire la guerre d'une manière moins coûteuse qu'au début. Nos officiers commencent-ils d'accepter de se ménager ? Nos blessés sont-ils mieux soignés, mieux guéris ?

Tout à l'heure j'étais parti pour me rendre à l'appel d'une lettre officielle et pour visiter en gare de Pantin un train sanitaire chauffé, parfait, mis en marche par la Compagnie de l'Est. A mi-chemin, j'ai dû m'arrêter; le temps me manquait, la nécessité d'écrire cet article me rappelait au journal. Nul doute que ce train-modèle ne soit exemplaire. Saluons un progrès!... Que le sang de France soit, à l'arrière de la bataille, ménagé, respecté, traité comme le sang des rois. Un tel sang de paysans, d'ouvriers, de Montmartrons, de Parigots, à cette heure il assure, contre le germanisme, le salut de l'humanité qu'il a tant contribué à ennoblir.

« Que le sang de France soit sauvé et nous reconstruirons des cathédrales », disais-je au lendemain de l'incendie de Reims, et un artiste de me répondre avec désespoir : « Non! cet édifice-là, nul ne sait plus le faire. » Soit! nos fils ne savent plus dresser les deux tours, le portail saint et le peuple des statues, mais ils valent nos aïeux, quand ils mettent debout une suite d'actions héroïques, concertées, bâties, coordonnées, pleines d'âme, dédiées aux puissances les plus hautes, et qu'ils accomplissent les victoires de 1914. Cette guerre de la délivrance, c'est une ca-

thédrale, bâtie par toute la nation, une haute maison de sacrifice et de triomphe où les générations ne cesseront plus de venir, en esprit, s'agenouiller.

Victoire de l'Aisne, victoire de la Marne, deux belles tours sonnantes pour la nouvelle basilique de France.

XXVII

LE CHANSONNIER DES ARMÉES

22 octobre 1914.

Millerand a fait une jolie chose. Il a chargé Botrel, le chansonnier que vous connaissez, de se rendre « dans tous les cantonnements, casernes, ambulances et hôpitaux, pour y dire et chanter aux troupes ses poèmes patriotiques ». Et depuis sept semaines le bon chansonnier circule au milieu de nos troupes de l'Est, amusées et intéressées. Je rêvais de l'entendre et de voir son public, et justement voici qu'à Belfort, au rez-de-chaussée de l'hôtel où vivent familièrement tous les officiers et l'aimable préfet patriote, quelqu'un me dit :

— Botrel est ici.

— Ah ! c'est un brave garçon plein de cœur et qui sait son affaire. Je voudrais beaucoup l'applaudir.

— Rien de plus aisé. Matin et soir, on groupe autour de lui les soldats, et dans l'intervalle il s'en va chanter auprès des blessés.

Le lendemain matin, fort aimablement, on est venu me chercher et me conduire au quartier, dans l'immense salle du manège où deux mille soldats en bon ordre étaient déjà rangés devant une estrade très haute et peu solide, gentiment décorée de faisceaux tricolores. On m'installe, j'en suis tout confus, dans le fauteuil présidentiel, au milieu du petit groupe des officiers ; mais, faute de place, les deux mille soldats demeurent debout et fort serrés. Diable ! me disais-je, c'est moi qui ne voudrais pas être à la place de Botrel ! Comment va-t-il dégeler son monde et se dégeler lui-même ? Comment va-t-il, dans cette salle plutôt froide et sombre, saisir la pensée de ces hommes à jeun et la faire rayonner ?

Il arrive d'un pas ferme, un peu balancé, à la manière des matelots ; il monte là-haut, la figure avenante et tranquille, et, tout de suite, d'une voix usagée mais chaude et forte, il s'explique, il dit ses titres, ses raisons d'être

bien accueilli et adopté. Le tout clairement et modestement, d'une manière qui passe la rampe et intéresse le public. Il se met à chanter :

« N'attendez pas, mes camarades, — que j'aie amolli votre ardeur... — petit sergent de Déroulède, — j'ai vingt ans sonné du clairon... »

Il se réclame de Déroulède, il est un de ses fils en esprit, et près de moi, parmi ces officiers, voici un jeune lieutenant, fils de mon ami le marquis de Morès, dont les patriotes gardent la mémoire. Ainsi apparaissent de nouvelles générations qui accomplissent les rêves de leurs pères. Dans quel noble milieu je me trouve ! C'est vraiment un foyer tout prêt, d'où sortiront demain l'enthousiasme de la bataille, l'acceptation du sacrifice, le grand frisson de l'héroïsme. Ces héros en puissance, pour le plus grand nombre des paysans, regardent le chanteur avec ébahissement et circonspection, comme la lampe mystérieuse des contes magiques. Eux qui possèdent une telle puissance de calorique latent, ils s'émerveillent de cette petite flamme de lumière et de chaleur. Beaucoup de ces simples gens de la campagne, voient donner pour la première fois une expression à leurs sentiments.

Botrel les attendrit, puis les fait rire. Il les unit en leur proposant des pensées chères à tous et surtout en leur donnant physiquement un rythme.

« Il nous faut la victoire, pour venger le drapeau », leur chante-t-il sur un vieil air boulangiste. Ensuite c'est la *Lettre du soldat à sa grand'mère* : « Si je meurs, faut tout prévoir, — priez Dieu, pour moi chaque soir, — et réconfortez la Marie : dites-vous, fières de cela — que je suis mort en bon soldat, — pour la Patrie ». Mais, au moins, n'allez pas larmoyer ! Voici sur l'air de *Marlborough* un « *Guillaume s'en va-t-en guerre* » qui déchaîne un immense rire. Et quel succès pour *Les Goths*, chanson d'actualité : « Je viens d'explorer en Champagne, — châteaux et maisons de campagne — d'où l'état-major allemand — vient de déguerpir lestement ». La propriétaire revient. « A ses hôtes d'une semaine, — montrant le sac de son domaine, — elle dit, jupon haut troussé — et le nez gentiment pincé : — La France a subi les ravages, — messieurs, de trois hordes sauvages, — Goths, Ostrogoths et Visigoths : *il lui manquait les Saligoths !* » Avouez que ce n'est pas mal.

Et pour finir la *Kaiseriolle*, sur l'air de la

Carmagnole : « Le Kaiser s'était bien promis — d'être en sept, huit jours à Paris. — Mais il ne l'a pas pu, — grâce au Belge têtue », etc., etc.

Vous sentez bien qu'à ces couplets-là, depuis longtemps, la verve de Botrel avait achevé de se répandre dans la salle et de se réfléchir sur la physionomie de ses auditeurs. Ils étaient à l'unisson, et sans effort, dès qu'il le leur demanda, ils commencèrent de chanter avec lui. Il ne les quitta pas qu'ils n'eussent appris ses refrains les mieux cadencés et les plus limpides. Tout le monde était ravi, et c'est de bien bon cœur que je lui donnai l'accolade.

— Alors, mon cher Botrel, ce bon apostolat de la chanson, vous le menez depuis six semaines ?

— Depuis le 30 août, qui est la date où le ministre a pris sa décision. Voilà mon carnet avec les attestations des chefs militaires qui m'ont accueilli. Vous voyez que je ne me suis pas reposé un seul matin ni un seul soir.

— Dites-moi, Botrel, ce carnet, voulez-vous me permettre de le feuilleter à mon aise ?

J'ai emporté le petit agenda à l'hôtel. On y trouve en quelques lignes l'opinion du chef

de service chez qui Botrel a chanté ; et puis, en travers, deux, trois lignes du chansonnier sur sa journée. Quel joli bibelot, oh ! pardon, quelle précieuse et touchante relique de la guerre sera plus tard ce modeste livret, témoin de la bonne volonté d'un poète et des plaisirs de nos blessés.

Voulez-vous avec moi y jeter un coup d'œil ? Le 1^{er} septembre, Botrel part de Paris à 1 h. 32 ; il arrive à la Ferté-Milon à 4 heures, il est obligé de retourner à Paris : on se bat vers Villers-Cotterets, et l'armée anglaise, protégée par son artillerie, défile sur la voie. — Le 2, il repart de Paris à 6 heures, pour arriver à Toul à 9 heures du soir. « Ville absolument fermée. Rien à manger ni à boire. Pas d'hôtel ». Il couche dans la gare. N'est-ce pas que cet abrégé donne schématiquement certaines couleurs de la guerre ? Le 3, le 4 et le 5, Botrel chante à Nancy au milieu des ambulances ; le 6, à Mirecourt ; le 7 et le 8 à Épinal et à Neuchâteau, au pays de Jeanne d'Arc. Ecoutez cette note du 9 septembre : « Parti à 8 heures, je fais à pied les cinq kilomètres qui séparent la gare de Domremy. Temps idéal. Deux hommes seulement pour faire les foins. Les prés sont mauves de *veilles* qui annoncent déjà l'automne. Au loin,

le canon. Je compose une poésie : *Chez Jeanne* ».

J'aime cette indication ; c'est bien que le chanteur des foules sache maintenir autour de son être un peu de solitude, assez d'espace pour que sa muse et le pays se parlent.

A feuilleter ensemble plus longuement ce carnet, nous y trouverions beaucoup de traits à recueillir, et qui nous lieraient tous d'amitié avec Botrel. Celui-ci par exemple, à la date du 14 septembre : Botrel a chanté à Brienne devant six ou sept cents éclopés et blessés du dépôt, et le médecin chef écrit d'une belle écriture claire : « Résultat inattendu de la visite de M. Botrel, la plupart des éclopés ont demandé à repartir en avant. N'est-ce pas le meilleur éloge à adresser au chansonnier ? »

Là-dessus, j'ai mis le carnet dans ma poche et je suis sorti en rêvant que Botrel, ainsi accepté, applaudi, entouré par le plus noble et le plus vrai des publics, agrandît et fortifiât son genre, qu'il échappât à l'atmosphère forcément un peu conventionnelle des dimanches dans les patronages, et qu'il ajoutât au meilleur de son acquit ce que lui proposent de largement national les moments extraordinaires où il se meut. Le voilà côte à côte avec

des réalités grandioses. Puisse-t-il en accueillir la leçon ! Parlons plus net : je voudrais que sa chanson, dorénavant, contint quelque semence que ses rythmes persuasifs déposeraient dans les esprits.

Mais qu'est-ce que je veux de plus ? Tout à l'heure, au manège, quand il achevait de chanter, j'ai entendu un capitaine dire à mi-voix : « Voilà de la bonne semence. Les Allemands s'en apercevront. »

J'en étais là de mes réflexions, tout en suivant le quai de la Savoureuse, quand deux soldats s'arrêtent et me font le salut militaire. Naturellement je leur tends la main :

— Bonjour, camarades ! Vous me connaissez ?

— Oui, monsieur Botrel.

— Non, pas Botrel. Je suis son ami et je l'admire, mais je m'appelle Barrès.

— Ah ! Maurice Barrès ! ça c'est bien aussi.

Le « ça » était charmant de délicatesse, de désir de plaire ! Allons, mon cher Botrel, qu'est-ce que j'avais à vouloir secrètement, dans mon esprit, vous conseiller, vous guider. C'est Grosjean qui veut en remonter à son curé. Vous menez votre affaire admirablement. Votre besogne est salubre. L'Académie devrait

bien vous donner un joli prix. Et vous, un jour, après la guerre, est-ce que vous ne pourrez pas me faire une place dans l'une de vos chansons, en souvenir de notre rencontre à Belfort et pour m'introduire dans la sympathie de cet immense public qui vous aime ?

XXVIII

POUR LES ENFANTS QUI VONT PIEDS NUS

23 Octobre 1914.

*Lettre au maire
d'un arrondissement de Paris.*

Monsieur le maire,

Voici deux cas choisis entre plusieurs que je voudrais examiner avec vous, en public, car ils sont d'intérêt général. Si j'allais vous les soumettre, à vous et à vos adjoints, dans votre cabinet, nous trouverions, sans aucun doute, un accord honnête, car, maintenant plus que jamais, nous sommes décidés les uns et les autres à rendre tout facile, à faire pour le mieux. Nous sommes des Français, nous sommes des amis. Et si je porte la question

en plein air, ce n'est pas dans un esprit de polémique. Votre mairie se tient dans les règlements. Votre équité n'est pas en cause. Mais il existe une situation fâcheuse, qui ne pourra pas se prolonger si l'on projette dessus une vive lumière. Voulez-vous que nous soyons d'accord pour allumer le gaz, pour introduire la plus brillante clarté dans ce vilain petit réduit, dans ce coin noir de nos vieilles querelles d'avant la guerre? L'opinion publique, je crois, nous approuvera si, d'un commun effort, nous cherchons et trouvons le moyen d'assainir et de fermer une mauvaise plaie irritante.

Un de nos concitoyens, au moment où il partait pour la guerre, m'a écrit : « Voulez-vous de temps à autre veiller sur ma petite famille sans ressources? »

Bien volontiers. Je suis donc au courant. La petite famille, une mère et les cinq enfants, avec l'allocation, se tire d'affaire. Mais une question très difficile, c'est la question des chaussures. On vit, à peu près, au jour le jour, et puis, tout d'un coup, voilà qu'à tous les petits pieds les souliers se mettent à bâiller effroyablement. C'est le cas des cinq enfants qui m'intéressent et dont je vous parle. Ils ont appris que les petits camarades étaient géné-

reusement et gratuitement chaussés à la mairie. Ils sont allés aux guichets qu'on leur avait indiqués.

— C'est bien ici pour les chaussures d'écoliers ? a dit la maman.

— Oui, madame, c'est ici. Votre nom ? Leur école ? Ah ! ils fréquentent l'école libre ? Alors, je ne puis rien pour eux. Mais c'est bien simple, madame, revenez demain avec une attestation que vous vous êtes fait inscrire à l'école laïque et immédiatement vous aurez vos chaussures.

— Et qu'avez-vous répondu, madame ? dis-je à la maman qu'entourent les enfants pieds nus.

— J'ai répondu : « Non. C'est l'idée de leur père qu'ils aillent à l'école libre. Je ne vendrai pas mon idée pour des souliers. »

Naturellement, monsieur le maire, vous trouvez comme moi que cette femme de soldat est une bonne et noble Française, qu'elle a de la dignité, et que ce n'est pas une raison parce qu'elle est noble et digne pour que ses enfants s'en aillent, cet hiver, nus pieds. Mais laissez qu'après l'histoire d'une famille française, de religion catholique, je vous raconte encore l'histoire d'une famille française, de religion protestante.

C'est toujours dans notre arrondissement que cela se passe, et c'est la même situation; des enfants qui viennent avec leur mère demander des souliers à la mairie. La famille protestante est renvoyée comme la famille catholique. « Laïcisez-vous, d'abord », leur dit-on.

Il y a pourtant une aggravation dans le cas de la famille protestante. Ces enfants que l'on renvoie viennent d'avoir leur père tué à l'ennemi...

Ici j'é coupe court. Nul commentaire. Je me méfie de ma plume. Je veux éviter de passionner la question et de dire ce que je pense d'une haute pensée officielle, d'une pensée d'État qui ne suspend pas ses brimades devant la mort et qui cherche à continuer durant ces mois tragiques les mauvaises plaisanteries dignes du temps où le cloaque nous empestait.

Les souliers que la mairie refuse à ces petits catholiques et protestants, on les leur a trouvés ailleurs. Et si je mettais ici leurs noms et leurs adresses, ils auraient dès demain, chacun chez eux, un bien joli magasin de chaussures. Aussi ne s'agit-il pas de régler tout court ces deux cas particuliers. Je m'appuie sur eux pour demander, avec vous, j'en suis

sûr. monsieur le maire, et avec tout le monde, que tous les secours soient à la disposition de tous les enfants de nos vaillants soldats.

La faute n'a pas été commise par vous, monsieur le maire, ni par aucun de vos adjoints. Elle vient du préfet de la Seine. Ou plus exactement encore, elle ne vient pas, elle ne peut pas venir d'un certain bon Français et brave homme qui tient cet emploi de préfet et qui assurément est fort mal à l'aise, s'il me lit, d'être devant tous le monsieur refusant des souliers à des orphelins de la guerre. La faute vient d'un règlement. C'est un règlement, ce n'est pas un homme qui a dit aux orphelins : « Renie la pensée de ton père ou bien va-t-en sur tes pieds nus. » Eh bien ! ce règlement, il faut le déchirer.

Je vous demande, monsieur le maire, et je demande à tous les maires de Paris, qu'ils veuillent bien s'associer aux élus de Paris, conseillers municipaux et députés, pour obtenir du préfet de la Seine qu'on ouvre la caisse des écoles à tous les écoliers, tant que durera la guerre.

— Petit X..., petite Z..., après la guerre, vous entendez bien, vous rapporterez vos chaussures à la caisse laïque...

Ils le promettent, monsieur le préfet de la Seine. Moi, cependant, je ne vous promets pas que je trouverai juste que notre argent soit inégalement distribué entre nos frères français malheureux et que des orphelins de la guerre soient persécutés. Et nous serons nombreux, très nombreux, quasi unanimes, après la guerre, à ne pas comprendre qu'on manque de générosité, que dis-je ? de justice envers ceux dont le père est mort, ou simplement a souffert pour nous tous. Voyez-vous, le plus simple serait de renoncer franchement, et une fois pour toutes, à ces brimades. Elles ne font plaisir à personne.

Je suis sûr, monsieur le maire, que vous et vos adjoints, vous partagez ma manière de voir et que vous voudrez bien avec moi orienter M. le Préfet de la Seine vers les idées d'égalité et de fraternité. Excusez donc la publicité que je donne à ma lettre et veuillez me croire, vous et messieurs les adjoints.

Votre député et ami-

Maurice BARRÈS.

P. S. — Les ligueurs apprendront avec un vif sentiment d'amitié que Vassias, directeur du *Drapeau* et membre du *Comité directeur de la Ligue des Patriotes*, vient d'être blessé

pour la deuxième fois. En septembre, il avait eu l'épaule traversée d'une balle. Après avoir été tenu un mois éloigné du front, il revenait prendre le commandement de sa compagnie le 12 octobre. Le lendemain, une balle lui traversait la cuisse dans toute sa longueur. Il est soigné à l'hospice mixte de Châteaudun où ces lignes lui porteront les vœux, les affections de tous et l'accolade de son président.

XXIX

DANS UN JARDIN DE LORRAINE

24 Octobre 1914.

J'étais arrivé au soir à Epinal, Epinal que Senancour, l'auteur d'*Oberman*, dans une phrase évidemment insensée, cite avec Naples et Constantinople comme une des trois perles du monde et qui, je l'avoue, me plaît, à moi aussi, follement.

Le lendemain matin, à la première heure, je suis allé embrasser sur son lit d'hôpital le colonel Marchand blessé.

« Blessé grièvement ? » me demandez-vous. Comment pourrais-je vous le dire ? Il assure

que sa blessure lui donne « un petit chatouillement agréable ». Insistez, il vous jurera que c'est plus commode pour courir à l'ennemi et tout de suite il voudra se lever. Ah ! quel chef ! Et si je pouvais vous rapporter tout ce que ce héros, à la fois un solitaire et un conducteur d'hommes, m'a dit de sage et d'enthousiaste ! Mais on n'interviewe pas les soldats en temps de guerre. Je dirai simplement que je l'admirais et l'aimais quand il se battait sur le Nil, et qu'aujourd'hui j'ai envers lui une reconnaissance particulière, une dette d'homme à homme qui double ma gratitude française. Il combattait au pied de la côte d'Essey, à dix kilomètres devant Charmes. Il est un des soldats que bénit la Lorraine et qui, fermant le passage de la Moselle, permirent les opérations décisives de Joffre et la victoire de la Marne.

En quittant le glorieux blessé, je suis allé, en moins d'une heure, visiter ma maison d'enfance, que j'avais bien cru ne jamais revoir. A la fin d'août, en effet, une bonne dame était arrivée à Neuilly et tout essouffée m'avait dit : — J'arrive de Charmes ; le canon n'arrête pas ; les hauteurs sont couvertes de notre artillerie qui garde le gué de la Moselle. L'état-major français vient d'ordonner l'éva-

cuation de tous les habitants. A cette heure, sûrement, votre maison est par terre.

Par terre ! pour les besoins de la défense ! Je n'ai qu'à m'incliner, mais n'en parlons plus jamais. Jamais plus je n'y retournerai. Et tâchons dès maintenant de penser à autre chose.

Aussi bien, c'était un risque que j'avais toujours su que nous courions. La trouée de Charmes, le passage de la Moselle sur Mirecourt et Neufchâteau, voilà des pays nobles, des pays de grande histoire et qui furent, en tous siècles, la route des invasions. Quand j'avais huit ans, j'ai vu la retraite de Mac Mahon et du général de Faily, après la bataille de Frœschwiller, et tout derrière eux l'arrivée odieuse des Prussiens.

Nous sommes un des chemins mystérieux du monde, la route de l'esprit, le sentier de guerre où le germanisme toujours a tenté d'assaillir la civilisation de Rome et ses héritiers. Destinée fatale, établie de toute éternité, de même que sur nos têtes, chaque automne, c'est le grand passage des oiseaux qui émigrent. Buffon en dit quelque chose, et Tousse- nel prétend que les enfants de Lorraine s'entraînent à la dureté en dressant des pièges, des « tenderies » aux petites bêtes. Non ! les

enfants de Lorraine sont fermes et guerriers parce que, d'âge en âge, toujours ils ont subi et repoussé l'assaut de la bête puante de Germanie.

Donc une bonne femme s'en vint me raconter que je n'avais plus de maison. Mais elle avait trop vite couru, et l'ordre d'évacuation qu'elle m'apportait avait été, grâce à l'heureuse issue des batailles lorraines, rapporté dans les vingt-quatre heures. Ma maison d'enfance et mon joli jardin fleurissent toujours au bord de la Moselle. Au creux de la route, les voici qui m'attendent. Voici le seuil aimé, tous mes livres, et ma table de travail, d'où j'aperçois la rivière intacte.

Celui qui revient après une année dans la maison de ses parents voit son esprit se resserrer sur les souvenirs de famille, mais, ce mois-ci, la famille embrasse tous les compatriotes. Et je vais tout droit jusqu'à la mairie.

— Bonjour, Monsieur le Maire : eh bien ! les Prussiens ne sont tout de même pas arrivés dans Charmes ?

— Ils n'en étaient pas loin. Le 23 août, à onze heures du soir, on installait nos mitrailleuses à l'entrée du pont ; on massait les autobus pour faire une barricade. Nous ne dor-

mions plus, crainte d'alerte, et nous ne mangions guère. Toute la journée, nous voyions passer les gens des campagnes fuyant leurs villages. A dix kilomètres d'ici, entre Saint-Rémy et Rozelieures, on se battait furieusement. Ah ! nous avons été bien défendus.

Et tout aussitôt le cantique s'élève, l'action de grâce que j'ai entendue sur toute la Lorraine en l'honneur des armées du général de Castelnau et du général Dubail.

— Mais, ajoutent mes concitoyens, nous avons fait tout ce que nous pouvions pour les blessés. Pendant trois jours, ceux qui avaient auto ou voiture ont fait la navette de nos neuf ambulances au champ de bataille. Et nous avons reçu du major en chef une attestation qui déclare qu'à Charmes les secours ont été donnés mieux que partout ailleurs. Grâce à nos brancardiers, Charmes a sauvé la vie, c'est le major qui le dit, au moins à huit cents soldats.

J'écoute et j'enregistre avec un grand bonheur les services que nos amis ont pu rendre à ceux qui nous servaient si magnanimement. Puis l'on me donne des nouvelles des enfants du pays qui sont à l'armée. Je salue d'ici les parents des morts, je félicite les blessés, les vaillants combattants portés à l'ordre du jour,

et mon cher ami, le capitaine Blaison, nommé commandant pour faits de guerre sur le champ de bataille.

Le cœur angoissé, je suis revenu me promener une demi-heure dans mon jardin tout rempli du frémissement d'une radieuse journée d'octobre et du parfum des dernières roses. Les allées sont toutes jonchées du grand corps des peupliers et des mirabelliers que nos soldats ont abattus pour mieux ajuster leur tir. Adieu, beaux arbres, mes amis, compagnons de cinquante années, qui avez l'honneur de souffrir à la suite de l'élite humaine et d'associer à nos peines le monde végétal.

Je me laissais envahir par cette émotion, difficile à renfermer dans quelques froides lignes, où nous précipite la masse des souvenirs de notre enfance, suspendus comme des nids d'hirondelles au toit de la vieille maison. Aucun vent, et les feuilles fragiles par un dernier lien tiennent encore aux arbres. Charmante minute immobile, extrême instant de l'âme précaire des jardins. Ah ! que j'aurais aimé demeurer là et qu'il fût permis sans indignité de respirer tant de beauté ! Mais nos frères sont dans les tranchées, au péril, sous les froides nuits, et tout plaisir, cette année-ci, est vilenie. J'aurais trop peur de me paraître à

moi-même ingrat envers les gens héroïques qui nous ont gardé cette divine douceur, cette paix d'un jardin d'octobre en Lorraine. Je retourne au travail, je retourne à Paris. Mais pas avant que j'aie coupé mes roses pour les porter, ce soir, au colonel Marchand, sur son lit d'hôpital.

— Regardez-les un instant, mon colonel, un seul instant, car leur parfum pourrait gêner votre nuit, mais elles veulent vous dire, dès ce soir, qu'à Charmes on vous remercie.

XXX

LA FERBLANTERIE DES HOHENZOLLERN

26 octobre 1914.

L'Académie française est pure. Nous n'avons pas d'associés ou de correspondants allemands. Ainsi notre cas est plus simple que celui des autres classes de l'Institut. Mais on ne doute pas qu'elles ne tiennent toutes à honneur de rompre leur confraternité avec la nation qui déclare qu'elle veut anéantir notre nation.

Il n'y a pas que l'Institut de France qui doive faire sa toilette. Qu'attendent les grands

cercles pour se nettoyer? Ils ont des membres allemands. Dangereux personnages dans les salons où l'on cause. Ils sont absents à cette heure, mais jusqu'à la veille de la guerre, ils ont pratiqué au milieu de nous un gracieux espionnage. Le comte Szecezen, ambassadeur d'Autriche-Hongrie, alors que les troupes autrichiennes marchaient à travers la Belgique sur la France, demeurait encore à Paris et venait au club. Une lettre polie aurait dû le prier de laisser les Français causer entre eux de leurs affaires.

On ne nous fait pas la guerre en dentelles. L'autre jour, dans un pays neutre, un diplomate allemand, pour clore une conversation sur Reims et sur Louvain, disait : « Eh bien! quoi, la guerre n'est pas un thé de cinq heures. » Parfaitement. Nos villes sont pleines de malheureux Belges qui souffrent pour nous. J'ai vu les villages de Lorraine bombardés, brûlés, anéantis. J'ai entendu le récit des martyres infligés aux maires et aux curés en Lorraine, dans le Nord, en Champagne. Voilà des raisons pour refuser de subir à un degré quelconque la confraternité de ceux qui accomplissent ou justifient ces abominations contre notre race.

Il y a quelques jours, dans le port de

Malaga, deux vaisseaux étaient amarrés côte à côte, l'un belge et l'autre allemand, et la nouvelle parvint à l'un des matelots belges que là-bas, dans son pays, sa petite maison avait été brûlée par les Allemands, et sa femme, ses enfants, tués. Cela fit une grande rumeur sur tout le bateau belge, si grande que les voisins allemands connurent la chose et se mirent à chanter et à danser de joie.

Les correspondants et les associés allemands de l'Institut de France chantent-ils et dansent-ils de joie? Oui, à leur manière. Lisez le manifeste des intellectuels.

Il faut en finir et couper net. Est-il donc, à cette heure, un seul de nos compatriotes qui tienne encore aux honneurs d'outre-Rhin? Les décorations allemandes n'ont jamais honoré un Français; à cette heure, elles le diminuent. Rendez diplômes, cordons, titres et toutes faveurs.

L'autre jour, une des femmes d'officiers allemands accourues à Raon-l'Étape pour emballer le fruit de la victoire et pour déménager les maisons de nos compatriotes. avant qu'on les brûlât, s'empanacha immédiatement de la plus belle robe, d'un chapeau. Une jeune servante qui, malgré le péril, n'avait pu résister à regarder à travers la

serrure, vit la gretchen voleuse se pavaner si drôlement devant la glace qu'elle s'écria : « On dirait un chien savant ! »

Ce sont, tous, chiens savants, les Français qui garderaient quoi que ce fût d'Allemagne, peau d'âne des universités ou tocaille des princes. Aussi bien un grand Français exemplaire a établi un précédent. L'Université de Bonn avait adressé à Pasteur, en 1868, un diplôme de docteur en médecine, en y joignant une appréciation élogieuse et précise de ses travaux. Et Pasteur s'était réjoui en constatant là le développement de son influence scientifique. Mais, le 18 janvier 1871, il écrivit à l'Université de Bonn : « Aujourd'hui, la vue de ce parchemin m'est odieuse, et je me sens offensé de voir mon nom, avec la qualification de *virum clarissimum* dont vous le décorez, placé sous les auspices d'un nom voué désormais à l'exécration de ma patrie, celui de *Rex Guilhemus*. Tout en protestant hautement de mon profond respect envers vous et envers tous les professeurs célèbres qui ont apposé leur signature au bas de la décision des membres de votre ordre, j'obéis à un cri de ma conscience, en venant vous prier de rayer mon nom des archives de votre Faculté et de reprendre ce diplôme en

signe de l'indignation qu'inspirent à un savant français la barbarie et l'hypocrisie... La Prusse combat pour le triomphe du plus abominable des mensonges ; elle dit que la paix future de l'Allemagne est au prix du démembrement de la France, tandis que, pour tout homme sensé, la conquête de l'Alsace et de la Lorraine est l'enjeu d'une guerre sans limite. »

Cette lettre, disait Pasteur à son gendre Vallery-Radot, pèsera peu au jugement d'un peuple dont les principes diffèrent tellement de ceux qui nous inspirent ; elle sera du moins un écho de l'indignation des savants français. Le grand savant raisonnait bien. Et nous, à cette heure, nous ne devons pas, quoi qu'en pense un illustre idéaliste, nous préoccuper d'abord du résultat pratique que nous obtiendrons en nous dégageant de toutes les solidarités allemandes ; nous devons nous occuper de nous purifier, de nous épurer.

Vous rappelez-vous, mon cher confrère, une page qu'au lendemain de la guerre de 1870, le même Pasteur écrivait, une page fameuse où il se demandait : « Pourquoi la France, au moment du péril, n'a-t-elle pas trouvé d'homme supérieur ? » Et il répondait :

« A cause de l'oubli et du dédain qu'elle a eus pour les grands travaux de la pensée. » Oui, peut-être, mais l'intelligence ne suffit à rien, si le cœur n'est là pour la compléter. Le cœur, je veux dire quelque chose de chaud et de spontané qui, du fond de l'être vient mêler ses éclairs pour aider à l'effort d'un regard longuement appliqué. Cette étincelle, Pasteur l'eut dans son laboratoire. Et nos armées briseront tout, parce qu'elles joignent à la science de l'état-major l'enthousiasme et la religion du patriotisme. Aussi je ne doute pas que de grands travailleurs scientifiques ne sortent vite des attermoiements et n'écoutent la voix du sang. Ils préfèreront la solidarité nationale à la solidarité internationale des académies.

La question dans son fond, à mon avis, importait peu. Le papier des « intellectuels allemands » est nul et sans effet. C'est peut-être que je ne puis juger que des écrivains, et artistes, et il n'y en a pas à cette heure en Allemagne. Le seul interprète littéraire de l'esprit allemand, Maurice Mæterlinck, écrit en français. Je ne me serais jamais occupé de savoir ce que pensaient les « intellectuels d'outre-Rhin ». Mais puisqu'on a commenté leur factum, puisqu'on s'est demandé si on

les garderait dans l'annexe de l'Institut, il faut trancher la question et la trancher en les rayant. Quelle excuse trouver à ces intellectuels allemands qui font l'apologie des vols, des incendies et des assassinats? Et quelle excuse à ceux qui ne sauraient pas rompre avec ces intellectuels? Le plus humble des illettrés français, s'il a sa maison brûlée, sa famille malmenée, son fils à l'armée, s'il participe en quelque manière, fût-ce en esprit, du mal de la France, est plus mon frère que le plus éminent de mes confrères académiques portant en bandoulière toute la serblanterie des Hohenzollern.

XXXI

SAINT-DIÉ OU « LE TROU DE LA MORT »

27 octobre 1914.

Jusqu'ici le récit de mon voyage nous a menés à Belfort, à Épinal, deux places que leurs forts et l'activité savante de leurs gouverneurs rendent imprenables, (en sorte que les jeunes officiers se désolent d'y passer des jours paisibles) et quand nous sommes allés

jusqu'à Charmes, ami lecteur, c'était la rive gauche de la Moselle où les Allemands n'ont pas pu mettre le pied. Maintenant, si vous voulez me suivre, nous allons parcourir les parties de la Lorraine où a passé le flot envahisseur et qui nous offrent un double spectacle inouï, un contraste admirable d'anéantissement matériel et de force morale.

C'est un matin que, par les vallées trempées de brouillard, je suis allé d'Épinal à Saint-Dié, ville ouverte que les Allemands trouvent spirituel de bombarder un peu chaque jour.

Route charmante, spectacle égayant d'un petit lac où une demi-douzaine de braves gens, bien enfouis sous leurs cabans et assis sur leurs pliants, avec un sérieux imperturbable, pêchent à la ligne, au son du canon ! Mais à partir de Rougeville, et quand nous approchons du gracieux cirque forestier où repose Saint-Dié, voici des maisons écroulées et calcinées, et les prairies serrent le cœur, toutes semées de trous d'obus et de tombes aux fleurs fraîches, dont la croix de bois est coiffée d'un képi. Nous arrivons sans qu'aucun projectile se soit amusé à poursuivre notre automobile. Et nous trouvons les trente premières maisons de Saint-Dié, à notre gauche,

celles qui forment le quartier de la Dolle, crevées, sans toitures, voire anéanties.

— Mais oui, nous dit le sous-préfet, chez qui nous allons tout droit. Ils nous ont bombardés le 26 et le 27 août, puis sont venus nous brûler à la main une centaine de maisons, ils ont occupé la ville quinze jours. Aujourd'hui encore, installés à une dizaine de kilomètres, sur la pente derrière le col de Sainte-Marie, ils nous envoient chaque jour, à leur heure, une quantité variable de projectiles, de 20 à 70 par séance. Ah ! ils nous ont fait et nous font encore du mal, mais pour eux, je vous prie de croire, que tout n'a pas été facile. Un de leurs officiers appelait Saint-Dié le « trou de la mort ». Voulez-vous voir les choses de près ?

Il nous mène à la mairie. On cause. Nous le menons chez l'évêque. On cause. Et bientôt évêque, sous-préfet, adjoints (le maire est défaillant), nous voilà déambulant par les larges rues construites en grès rouge. Ah ! si vous entendiez les récits de ces messieurs, tandis que la voix du canon tonne dans la montagne ! C'est un ensemble d'une belle allure simple, avec des accents qui ne trompent pas. Mais je crains de mal transcrire des faits qu'il leur appartiendra de noter, et je veux,

seulement, quand les couleurs de la guerre sont encore fraîches, admirer la paisible solidité de tous ces vaillants.

Sur notre passage, il me semble qu'on s'étonne un peu.

— Dame ! me dit l'adjoint, un évêque, un sous-préfet, un radical comme moi et puis vous, il y a longtemps qu'on n'a pas vu une société aussi panachée sur les trottoirs de Saint-Dié.

C'est aux Allemands que nous devons cette union, générale à cette heure en Lorraine, et qui depuis quarante-quatre ans n'aurait jamais été troublée sérieusement sans les excitations d'une politique étrangère à notre province. Les Lorrains ont toujours été prêts à se connaître comme un seul organisme et à marcher bien étroitement unis, parce qu'ils ont toujours senti les manœuvres et les efforts de l'Allemagne pour les subordonner. L'obusier qui depuis un demi-siècle les visait maintenant tire sur eux. Foin des beaux conseillers de dispute. Et vive tout ce qui nous fournit un lien social : patriotisme, armée, religion, autorité ! Vive l'amitié et l'entr'aide de guerre !

L'aimable sous-préfet de Saint-Dié m'a invité à déjeuner.

— Où voulez-vous que nous allions ? me

dit-il. A l'hôtel Terminus, près de la gare ? Il y tombe des obus, mais on y mange bien.

— Vous me rendez gourmand, monsieur le Sous-Préfet. Allons au Terminus.

C'est vrai qu'il n'y a plus une vitre aux fenêtres, par lesquelles on aperçoit, en face, la pauvre gare écroulée. Mais nous déjeunons fort agréablement avec les meilleurs boîtes de conserve de la maison. Et puis, Henry Boucher, le sénateur des Vosges, nous a rejoints, tout botté, courageux, allant, un vrai jeune homme, qui a fait la guerre en 1870 dans ces mêmes lieux où ses trois fils se battent aujourd'hui, et ce maître conteur nous raconte des histoires.

Il veut nous mener au château de Spitzemberg, une vieille ruine du ^{xii}e siècle perdue sur un escarpement de la montagne, et qui vient d'être le centre d'une de ces batailles héroïques, plus inconnues de nous tous que les batailles d'Hugo, de Spitzemberg, où nos soldats accomplissent des prodiges qu'en vérité l'on nous cache trop.

— Venez, vous verrez les tranchées, les armes jetées, les traces encore fraîches d'une action formidable qui s'est terminée par une ruée à la baïonnette à travers les pierres féodales. Un tel site, sous ce décor de pluie,

et ce mélange des époques guerrières, ah ! j'ai été saisi...

Un officier l'interrompt :

— Monsieur le Sénateur, on pouvait aller au Spitzemberg hier ; aujourd'hui, ce n'est pas à faire. Demain ou après-demain, l'accès, je pense, en redeviendra libre.

Je ne peux pas attendre. Je vais donc m'en aller, par une route un peu sinueuse, à Raon-l'Étape, Baccarat, Gerbeviller, Lunéville, et puis gagner Nancy à travers le champ de batailles lorrain. Je côtoyerai des cantons de Saint-Dié et de Lunéville que recouvre encore le flot mouvant des ennemis. Qu'est-ce qu'on trouvera dessous ces Prussiens, quand ils vont s'en aller ? La région déjà déblayée ne nous parle que de villages détruits et de braves gens assassinés, et tous les récits qu'on me fait à Saint-Dié m'annoncent que je vais voir la Lorraine d'il y a trois siècles, la Lorraine de la guerre de Trente Ans. Mais je sais déjà que les malheurs de ma province lui donnent plus de beauté qu'ils ne lui en enlèvent.

Il m'est arrivé parfois de me rappeler les rôles que nos petites villes lorraines jouèrent et dont elles n'ont plus l'ambition, et de regretter qu'elles fussent peu passionnées et

avidés d'action. Mais dans leur petit destin l'âme reste forte. On le voit dès qu'elles sont touchées, réveillées, réchauffées par les choses guerrières. Nos froides petites villes lorraines, pour être interprétées tout à leur avantage, doivent être vues à la lueur du péril allemand. Cette nécessité éternelle les ranime, les raffermnit et, miracle auquel nous allons assister, ouvre leur cœur un peu contracté. (1)

(1) *Extrait d'une lettre que m'écrivait de Saint-Dié, Louis Colin, en date du 23 octobre :*

..... J'ai vu, de mes yeux vu et de mes oreilles entendu cette horrible guerre. J'ai passé par toutes les angoisses d'un bombardement qui se renouvelle encore et qui depuis le 1^{er} octobre, comme par fantaisie, a lancé ici quelque chose comme 350 bombes. On dirait qu'ils jouent à l'obus pour se distraire, ainsi que l'on joue à la balle, à la raquette ou au saute-mouton. Le 20 courant, ils nous ont arrosés de 44 sifflements suivis de craquements sinistres. Pourquoi? comment? d'aucuns expliquent que c'était une réponse à l'écroulement du clocher de la Petite-Fosse, tombé avec leurs mitrailleuses, sous nos obus à nous. Quand ils reçoivent quelques avaries de nos troupes, c'est Saint-Dié qui paye.

..... J'essaye de recueillir les documents d'une histoire de « la guerre à la trouée des Vosges. » Histoire dont on ne se doute pas assez, attendu que les dépêches officielles en ont à peine parlé. Vous avez vu le côté matériel de nos dévastations dans votre Lorraine. Mais, à côté, que de drames, que d'héroïsmes et d'anecdotes! Ces ruines portent une moisson de légendes qui sont des réalités.

Je n'ai pas la prétention de tout savoir ou de tout raconter. La chose serait très difficile avant longtemps. La circulation

XXXII

LA RUÉE DES INFÉRIEURS

De Saint-Dié, nous allons à Raon-l'Étape, en passant par la Voivre. C'est un des villages où les Allemands ont tué le curé.

Quand ils l'emmenaient, une vieille femme le vit et cria : « Oh ! mon Dieu, Monsieur le Curé ! » Il dit : « Je suis ces messieurs de bonne volonté. » Peut-être qu'il espérait les apaiser, ou bien qu'il leur pardonnait sa mort. Son crime, c'est qu'ils venaient de trouver chez lui une carte d'état-major. La vieille femme se mit à marcher derrière. Et comme elle gémissait, ils la saisirent. Un vieil homme est intervenu pour qu'on la lâchât. Ils l'ont empoigné, lui aussi, et les ont menés tous

est interdite sur la ligne de feu et les simples mortels, fussent-ils débordants de colère et d'indignation, sont emprisonnés ici dans un triple cercle de sentinelles. Un sauf conduit est nécessaire pour passer du centre de la ville dans ses faubourgs. Affreux régime d'exception qui nous est valu par la présence au milieu de nous, malgré les précautions déjà prises depuis huit mois, d'un reliquat d'espions allemands...

trois près d'une haie. Alors le curé a dit : « C'est le moment de prendre son chapelet. » Il s'est agenouillé au milieu et les deux vieilles gens de chaque côté. Et au bout d'un moment, quand ils armaient leurs fusils, il a chanté sur eux trois le *Libera nos, Domine*. Les Allemands ont tiré sur lui seul et renvoyé les deux autres.

Voilà ce que raconte la vieille femme.

De la Voivre, j'ai continué mon chemin sur Raon-l'Étape. Je passais à la hauteur du col de la Chipotte. C'est une charmante gorge forestière que j'admire chaque fois que je la franchis pour aller depuis Charmes m'asseoir à la table de Charles Sadoul, à Raon-l'Étape. On vient de s'y battre pendant des jours et des jours. Les Allemands voulaient forcer et n'ont rien ménagé pour y arriver. Nous nous contentions de tenir bon. On s'y brisait les dents des deux côtés. Là fut le nœud d'une situation qui s'est enfin dénouée selon notre volonté et pour notre salut. Mais à quel prix ! Douze mille cadavres attristent pour jamais cette vallée et ses pentes. Mon ami Baldensperger, professeur à la Sorbonne, un Vosgien qui défendait là sa terre natale, m'a écrit une belle lettre sur cette bataille de la Chipotte, nom ridicule d'un lieu devenu tragique.

Je ne puis pas exprimer quelle est mon émotion en parcourant sous une pluie de cimetière ces espaces qui me sont familiers et que je ne reconnais plus. Ils ont changé d'âme. Ils étaient pour moi des lieux d'agrément paisible, des journées de ma jeunesse et des images de vacances. Je les traversais pour aller voir mes amis. Mes amis maintenant s'y battent ou bien y sont malheureux. Ce plateau lorrain que j'aime n'est pour moi aujourd'hui qu'une grande étendue de tristesse. Nous avons toujours travaillé pour ennoblir l'idée de guerre, mais les Allemands y ajoutent des salissures.

Qu'ont-ils fait du pauvre Raon-l'Étape, construit de pierre rose, sous la montagne, près de la rivière ? Les maisons de mes amis, Charles Sadoul, le directeur du *Pays Lorrain*, et Louis Madelin, l'historien, qui, l'un et l'autre, sont à l'armée, demeurent heureusement debout, mais les quartiers de l'Hôtel-de-Ville et du faubourg de Saint-Dié ont été incendiés méthodiquement. Pourquoi ? Parce qu'ils abritaient les dirigeants des sociétés de tir et de préparation militaire, suppose Emile Hinzelin.

Un matin, le courrier de la vallée de Celles en arrivant à Raon, comme d'habitude, vers

les huit heures, annonça que les Bavarois, descendus des pentes du Donon, venaient de tirer sur sa voiture et qu'ils le suivaient de près.

... Ils arrivent, musique en tête, et envoient au hasard force coups de fusil. Chacun s'est terré dans sa cave. Mais justement c'est là que nos pandours se précipitent. Ils boivent, ils pillent, ils tuent, ils brûlent. Le ministre de la Justice qui vient de parcourir ces régions a pu hier déclarer : « ... Les détails de cruauté sauvage, de stupide vandalisme sont tellement nombreux qu'il faut renoncer à les énumérer, incendies volontaires et inutiles, habitants poussés dans les flammes, vengeance sadique exercée sur des innocents, sur tous les êtres faibles... » Imaginez les hurlements, toutes les scènes de l'alcool, du feu et de l'enfer, et un pédant de général qui se promène à travers les rues, en répondant aux supplications des femmes : « Que voulez-vous ? C'est la guerre ! » Cependant les femmes-voleuses des officiers emballaient tout et le faisaient porter dans un train spécial qui chauffait en gare. Pour finir, l'orgie la plus crapuleuse ronfla avec accompagnement de pianola et de gramophone.

Elle a laissé dans tous les logements une

lie écœurante. J'ai déjà montré *les Ivrognes sur le charnier*, les médecins et infirmiers laissant leurs propres blessés à demi charcutés et terrifiés au milieu des cadavres défaits.

• Pour bien connaître et sentir la tragédie de Raon-l'Étape, il faut donner un pendant aux brutalités allemandes et à l'ignominie des princes mêmes de leur science ; il faut s'arrêter sur un cas exemplaire de la noblesse et de la délicatesse françaises dans les classes les plus modestes. Veuillez écouter ce que faisait et pensait, dans ce même pays, au cours de ces semaines honteuses, une jeune fille, presque une enfant. Sa lettre qu'on va lire m'a ému. Dans sa naïveté, elle peint les malheurs de la guerre tout comme une gravure de Callot. O Lorraine éternelle, terre foulée sans trêve et féconde en mâles beautés !

La jeune Hélène Payeur, dont le père, garde forestier des environs de Raon, est sous les drapeaux, s'est trouvée séparée de sa mère par la bataille et durant un mois est restée seule au milieu des bouleversements. Vous allez voir comment cette enfant de quinze ans et demi a protégé sa sœur, Rita, âgée de sept ans et demi, et son frère Robert, âgé de cinq ans. Écoutez et dites-moi si c'est simple et beau.

« Maison forestière de Cénimont.
par Sainte-Barbe.

» Monsieur,

» Je m'empresse de répondre à votre lettre que j'ai reçue avec plaisir. Je vous dirai que nous sommes tous à la maison forestière. Maman, dont nous avons été séparés dans la bataille du 25 août, est rentrée le 21 septembre: elle a été jusqu'à Fontenay. Quant à moi, je suis allée jusqu'à Sainte-Barbe avec elle, j'y suis restée un jour et une nuit, jusque quand les troupes allemandes sont arrivées. Nous avons emmené notre plus beau linge et notre vache. Quand Sainte-Barbe fut tout en feu, ils ont brûlé notre vache et m'ont défendu de la sauver. Je suis restée seule avec Rita et Robert pendant une heure de temps, qui ne cessaient de pleurer. On ne s'entendait plus par le bruit des canons et des balles. Je me suis sauvée à travers les champs et les balles. Les Allemands me disputaient, mais ils me laissèrent passer à cause des enfants.

Je gagnai Baccarat à travers bois. Mais une bataille s'élève et je tombais sur mes jambes par la frayeur des balles. Je marchais toujours, malgré la défense des Allemands. J'arrivai à la Chapelle quand une grande bataille

éclata au-dessus de Thiaville, je passai tout de même. J'arrivai à la maison qui était complètement pillée. Je me suis mise aussitôt à nettoyer pour pouvoir me loger. Je n'avais rien à manger, mais enfin les Prussiens sont venus faire leur cuisine chez nous et nous ont fait manger avec eux. Ils ont fait périr l'autre vache chez nous. C'était une peste, car notre vache était à l'écurie et un cheval dans le fossé au bord de la route. Il a fallu que je fasse enterrer tout cela en me plaignant aux officiers. Ils ont pris tout notre seigle, et notre blé qui n'était pas battu, ils m'ont défendu de le rentrer. Ils ont pris tout notre linge pour leurs blessés et nous n'avons plus rien à nous mettre. Rita et Robert marchent pieds nus. Ils ont arraché toutes nos pommes de terre et je n'ai rien eu à dire.

» J'étais en souci, car je n'avais plus rien et je ne savais pas où maman était. Tout est triste en ce moment pour nous, car il faut travailler et ne rien gagner. Il y a trois mois que nous ne touchons pas un sou. Enfin, s'il fallait tout vous dire, je n'en finirais pas.

» Nous avons reçu des nouvelles de papa, il nous dit qu'il va bien ; mais il ne nous dit pas où il est. Maman l'a vu à Gircourt lorsqu'il partait pour le Nord.

» Quant à la petite baraque de chasse, il ne reste que le fourneau; les fenêtres sont cassées et il y a beaucoup de tombes allemandes autour. Nous avons encore la nappe, mais heureusement que nous l'avions cachée au bois avec un plumon. La maison forestière est brûlée ainsi que celle de Miclo et celle de Marchal.

» Notre petit chien est disparu et nous ne savons pas quelle fin qu'il a pris... »

Petite fille courageuse, tranquille et charmante! Elle est digne des soldats qui, dans le même temps, couvraient le passage de la Moselle et parmi lesquels combattait son père. Elle a dans les veines le sang de Lorraine. Quelle simplicité, quel accord harmonieux entre le sentiment et la raison! Quelle mesure dans l'imagination! En regard du brutal appétit des barbares dans leur fange de Raon-l'Étape, comme elle rayonne, la pureté de cette jeune fille, mère de famille sur la montagne! Je salue cette évidente supériorité du cœur, qui, le jour où elle s'allie à la supériorité de l'intelligence, crée le génie français.

Et c'est cela que les Allemands veulent écraser pour plusieurs motifs, parmi lesquels une effroyable jalousie.

Quand nous parlons de leurs assassinats dans la région de Raon, quand nous notons qu'ils ont fusillé le curé de la Voivre, le curé de Luvigny, le curé et le maire d'Allarmont, et tant d'autres, comprenez vous bien que ce sont des inférieurs qui massacrent leurs supérieurs? Une basse race se précipite sur des êtres de meilleure qualité et cherche à frapper ceux qui ont de l'ascendant moral. Voilà ce que je distingue avec certitude et qui me révolte, m'inonde de tristesse dans ma journée de Raon.

On m'avait dit qu'un abbé de cette petite ville avait été admirable, était resté solide au poste, tandis que presque tout le monde, le curé et le maire entre autres, et d'ailleurs fort honorablement, avait suivi l'autorité militaire, qui ordonnait d'évacuer. Je demandai à le saluer; on courut l'avertir et je vis arriver deux prêtres. Ma foi, dans l'embarras, je m'adressai à l'un et à l'autre :

— Je suis heureux de vous présenter mes respects. Je sais que vous avez été admirables.

— Pas moi, dit le curé. C'est lui.

Et paisiblement, du pouce, il me montrait son jeune collaborateur.

Quels types! Quelles gens solides! J'ai

toujours discerné et aimé la qualité de mes compatriotes, mais aujourd'hui les événements sont venus exciter, faire sortir ce qui reposait dans leurs cœurs, toute une réserve de vertus qui, sous des couleurs un peu froides, constitue le génie de cette nation militaire sans panache.

Et c'est une humanité si parfaitement estimable que l'on vient torturer et massacrer, contre le droit de guerre, sans utilité stratégique, dans nos villages ouverts ! Ce peuple allemand est resté brutal et barbare, en dépit de tout ce qui aurait pu le civiliser. Il s'en rend compte en même temps que le dépit de n'être pas à Paris, et que l'esprit de concurrence économique, la jalousie s'est mis en tiers, d'une façon évidente, dans les épisodes de cette guerre d'extermination.

Je voudrais que l'on publiât les noms des officiers généraux allemands qui ont présidé aux crimes de Raon-l'Étape, ou qui simplement les ont tolérés. Ces officiers relèvent de nos tribunaux et sont passibles de la peine de mort. Aucun traité de paix ne peut les amnistier, et pour l'honneur et l'intérêt de la civilisation, notre justice doit informer régulièrement et se poursuivre contre de tels malfaiteurs.

XXXIII

DANS LES RUINES

30 octobre 1914.

Je continue de visiter mon pays dans le malheur. Toute une journée encore dans les ruines et les tombes, ruines des villages de mon enfance, tertres plantés d'une baïonnette et marqués par une croix que coiffe un képi. Mais sur toute cette mort flotte une âme vivante et qui communique une vie immortelle.

Je dépasse Baccarat, tout effondré autour de son église, et gagne les hautes solitudes de Domptail, d'où l'on embrasse le mieux, en dépit du brouillard, l'immense champ des batailles de Lorraine. Des tranchées et encore des tranchées lugubres, dans la terre glaise, et des troncs d'arbres mutilés. Sans rencontrer âme qui vive, au milieu des clairières toutes fraîches et des petits bois encerclés de ronces artificielles, déchiquetés par la mitraille, notre voiture gagne un débris de village où nous nous arrêtons de stupeur douloureuse, pour essayer de saisir s'il y a encore un souffle de

respiration dans ce cadavre ? Où suis-je ? Et quel était votre nom, village malheureux ? Personne à questionner. Et déjà le brouillard du soir, de l'hiver et des deuils commence à recouvrir la plaine. Mais quelle est cette forme étrange qui, d'un pas accablé, à travers les champs, regagne ces ruines ? Est-ce une femme, ou bien un prêtre ? Allons le lui demander.

C'est un prêtre. Il porte sous son bras un linteau, une fenêtre brisée, un morceau de tapis souillé.

— Quels sont, monsieur le curé, ces trésors ?

— Je viens des tranchées. Nous y cherchons nos affaires que les soldats y ont emportées pour se mettre à l'abri.

Et le voilà qui nous raconte l'histoire de son village. Vous êtes à Saint-Pierremont. Dix habitants seulement y étaient restés. Ils ont subi tous les tourments et n'ont pas eu de pain pendant douze jours.

Il veut à tout prix nous faire entrer chez lui.

Dans ce qui fut sa maison, il a placé, au-dessus de sa tête, pour lui servir de toit, deux, trois volets qui reposent sur les murs à demi-rasés. Et là-dedans, fort poliment .

— Que vais-je vous offrir, messieurs ?

C'est d'un courage et d'une gentillesse à l'embrasser.

— Ma foi, monsieur le curé, j'accepte, pour la curiosité de voir ce que peuvent contenir vos armoires !

Il faut bien qu'il avoue qu'il n'a rien. Nous causons ; l'échine un peu courbée, à cause des planches trop basses du toit, mais qu'il a l'âme haute, ce prêtre rentré dans sa paroisse, où seuls subsistent le nom et le devoir !

Les avoines et les blés ont germé sur place ; le piétinement de la guerre a détruit les pommes de terre ; les betteraves arrivent à maturité, mais on ne pourra pas les rentrer, faute d'hommes et surtout de chevaux ; les gens craignent d'aller aux champs parce qu'ils y font éclater, au moindre heurt, des projectiles fichés en terre et qui fracassent tout. Tant pis ! il se tient à son poste.

— Monsieur le curé, allons voir votre église,

C'est une passoire, où le ciel prodigue sa pluie.

— Monseigneur m'interdit d'y célébrer l'office. Trouvez-vous qu'il a raison ?

— Eh ! mon cher monsieur le curé, allons continuer la conversation dehors. D'une mi-

nute à l'autre, votre église va nous tomber sur la tête.

Mais aucune réalité n'affecte, n'entame ce curé-soldat, ce survivant de la bataille. Il vit dans le monde des idées et des sentiments, avec les personnages invisibles qui flottent sur nos têtes. Je ne le sens touché que pour me dire :

— Il y en a qui viennent photographier. Cela me fait de la peine. Prendre notre misère, mon église ruinée !

A ce moment, j'ai eu une vraie terreur que mes compagnons ne fussent en train de tirer une série de clichés. Allons ! monsieur le curé, votre misère vous met à l'honneur. Votre village, votre église sont des grands blessés de la guerre. Et tous les Français, cléricaux, anticléricaux, indifférents, se sentent vos amis dans la niche à chien que les Prussiens vous ont faite. Adieu, au revoir, et vive Saint-Pierremont !

Nous roulons de nouveau, et de nouveau des ruines. Je voudrais bien serrer la main des paysans de Magnières, mais la journée s'avance et je passe avec un remords, en emportant l'image inoubliable de leur église délicate et tragique, toute ajourée par la mitraille.

Pourquoi cet acharnement sur les curés, qu'on remplacera, et sur les belles églises, que nul ne sait plus construire? Je regardais le ciel couvert de nuages et de grandes fumées noires. Déjà l'odeur commence à se dissiper, l'odeur effroyable qui se dégage des maisons écroulées, sous lesquelles gisent des cadavres de bêtes et de gens, et l'on amassera de la terre sur les tombes trop peu profondes, mais n'y aura-t-il plus, la nuit, dans ces villages, la grande forme noire du clocher? A travers le corps du pays, à travers les maisons, les industries et les fortunes, les Allemands cherchent à atteindre l'âme. Écoutez ce grand mot qu'ils disent aux curés : « Vous êtes l'âme de la résistance. Nous allons vous fusiller. » Ils voudraient éteindre la flamme. Eh bien ! ils la feront surgir !

Et maintenant, j'arrive au sanctuaire de ruines lorraines, au centre de ce vaste temple du patriotisme qu'est devenue la Lorraine dévastée. J'arrive à Gerbéviller, où l'horreur est sanctifiée par la charité.

Gerbéviller-la-martyre ! Son crime ? Le 24 août, cinquante-deux chasseurs à pied ont défendu, eux seuls, pendant dix heures, le petit pont de la Mortagne. Les Prussiens, toute une brigade, se sont vengés en torturant.

assassinant et incendiant la population civile sans armes. Ce qui fut la charmante petite ville s'étend là, sous notre regard, dressant les moignons de ses murs calcinés, recevant la pluie par toutes ses plaies, immobile, muette, désertée, effroyable. C'est Pompéi, mais une Pompéi notre parente, et qui nous demande vengeance. A Pompéi, il y a moyen de bâiller : on nous y explique trop de choses. Ici, dans cette brume, mon cœur est contracté par un sentiment simple : comme nos frères ont dû souffrir ! Quand il y avait les hurlements, les incendies, les morts, toute la musique, tout l'enfer, qu'est-ce qu'ils ont subi ! Et le château, dans son parc charmant, qu'est-il devenu ? Le voici : un chicot noirâtre, derrière ses hautes grilles tordues, et sur un décor de belles frondaisons qui retournent à la libre nature (1).

(1) *Extrait d'une lettre du docteur Labrevoit (de Nancy), datée du 24 octobre, lue en séance de l'Académie de Médecine par le secrétaire perpétuel, professeur Debove :*

..... Médecin principal de l'armée, en retraite depuis dix-sept ans, j'avais un pied-à-terre de famille à Gerbéviller, où j'étais aussi président du Sous-Comité de la Société française de Secours aux blessés militaires. Nous avons préparé, avec le concours de M^{me} la marquise de Lambertye, une ambulance idéale dans le vaste château de Gerbéviller, dont le donjon était surmonté d'un drapeau de la Croix-Rouge, visible à de très grandes distances. Durant le bombardement

Je ne résiste pas au désir de faire quelques pas dans ces parterres ruinés, livrés à l'épouvante, où jadis je me suis promené avec tant de plaisir. Dans leurs demi-ténèbres, je croise un gamin qui s'en va d'un pas ferme en sifflant. Il est vêtu d'une tunique de fantassin français. Qu'ai-je besoin de rien lui demander ? J'ai tout mon renseignement, à le voir vigoureux, joyeux, militaire, bien allant, bien vêtu de la défroque d'un mort. Bel héritier, salut !

— Et les Prussiens ? lui dis-je ?

— Y m'ont fait deux heures prisonnier.

Il s'éloigne en sifflant derechef une marche. Et moi, je m'en vais à la recherche des femmes qui furent les anges de ces ruines.

long et féroce de cette bourgade inoffensive, c'est le château qui a été tout d'abord anéanti par les obus incendiaires. A la nuit tombante, après la sauvage tuerie d'une trentaine d'hommes, femmes et enfants, la capture de nombreux otages, les barbares ont procédé à l'incendie méthodique au pétrole, rue par rue, de toutes les maisons, et c'est à ce sujet que je vous livre un souvenir.

Pendant cette soirée du 24 août, alors que ma douleur dominant encore ma rage, je regardais flamber ma maison, pensant à tous les précieux souvenirs de famille que les flammes consumaient, un officier allemand jeune, correct, parlant bien français, s'approche de moi et, joignant les deux mains dans un geste de pitié compatissante, me dit par deux fois : « Votre pauvre pays ! » puis, se penchant à mon oreille . « Ça, c'est du vandalisme. »

DR LABREVOIT (Nancy).

XXXIV

LE TEMPS DES MORTS

31 Octobre 1914.

Ce temps-ci, c'est tous les jours, le jour des morts. Morts innombrables, tombés au champ d'honneur, nous prions pour vous, chacun à notre manière, continuellement. Nous vous aimons à toutes les minutes, et vers vous, sans arrêt, monte notre reconnaissance. Mais voici la date consacrée qui nous appelle dans les cimetières. Toute la France s'y portera demain, le cœur plein d'effusion pour les soldats, et chacun, avec l'idée d'un saint devoir à remplir, auprès de la mère qui pleure son fils, ira honorer ses parents, ses amis, ses patrons, tombés face à l'ennemi et leur attester que la France vaincra.

Paul Déroulède, Charles Péguy, Albéric Magnard, Charles Muller, Pierre Gilbert, Guy de Cassagnac, Albert de Mun, mes confrères de lettres et mes collègues du Parlement, et les fils de ceux qui, depuis des années, m'ont donné leur confiance politique, et mes concitoyens, et puis un parent, voilà les noms, voilà les figures qui passent devant ma mé-

moire, mêlés au front innombrable, comme une rivière bruissante sous le ciel de novembre. Mais ce n'est pas encore le temps de nous disperser dans les sentiers du champ des morts et de suivre nos sentiments particuliers. Je salue nommément ceux de ma profession et de mon entourage, je soigne les tombes qui m'appartiennent, mais je ne perds pas de vue, un seul instant, la haute croix commune plantée au cœur du cimetière qu'elle domine.

Je songe aux morts qui gisent non reconnus sur le champ de bataille. Je songe aux familles jetées bas, désemparées par la perte de celui qui était leur âme. Je songe avec angoisse à ceux qui tombent dans la détresse morale et se sauvent dans la nuit en se démettant, en abdiquant. On voudrait, ces jours-ci, les rejoindre, ces désespérés, et leur tenir compagnie.

L'autre jour, en Lorraine, traversant un village, je suis entré dans une maison, au hasard, pour demander un renseignement. C'était un pauvre petit magasin. J'y ai trouvé un gros homme debout, que j'ai prié de m'indiquer la maison du maire. Il m'a regardé lourdement : « Prenez à droite, et puis à gauche, et puis en face. » On ne comprenait rien.

Alors il a dit avec lenteur : « Excusez-moi, je viens justement d'apprendre une mauvaise nouvelle. Mon fils... Un de ses camarades vient de m'avertir », J'avais compris avec épouvante, mais j'ai tout de même dit machinalement ; « Qu'est-ce qu'il y a ? » Le gros homme a mis son doigt sur son front et murmuré de la voix la plus faible : « Une balle. » Puis : « Mort ». Alors je l'ai embrassé. J'ai tenté de lui expliquer ce que je sentais si bien : que tout le monde le plaignait et qu'aux yeux de tous son fils et lui étaient couverts d'honneur. Mais il a dit : « L'honneur, je m'en fous. »

Il l'a dit et cela prouvait seulement qu'il était à ces extrémités de la souffrance où l'on ne peut être assisté que par celui que l'on sent au même degré de frémissement que soi. Je n'étais pas digne, moi passant, de le rejoindre dans son effroyable solitude. Il repoussait le son de ma voix et ma prétention de lui être secourable. Quant au fond même de ma pensée. à cette idée de l'honneur que reçoit la famille d'un soldat tué, nul paysan n'y contredit. à preuve cette phrase d'une simplicité admirable que peu après, dans le même village, le maire me faisait en parlant d'un de ses administrés : « C'est un homme

très bien, me disait-il. Il a eu son fils tué au combat de la Chipotte. »

Je ne puis oublier, dans ces jours des morts, le son de cette tragique parole et l'accent de ce père désespéré. Cette homme a posé brutalement, en pleine vie animale, le grand problème, la question qu'il est impossible de laisser de côté. Mon fils est mort sans avoir vécu sa vie, accompli son temps et sa tâche, sans avoir cueilli, ni construit. Le voilà anéanti. Deux morceaux de bois informes, deux branches d'arbre tordues et plantées en croix, et surmontées de son képi, voilà tout son lot. Sacrifice des morts, douleur des survivants, quel est votre sens ? A quoi servez-vous ? Quel est le fruit de cette souffrance ? A quoi bon le sang du sacrifice ?

Dans cette semaine des morts, nous n'échapperons pas à de telles questions, que chaque journée, depuis trois mois, nous pose. Et nous y répondrons, avec une absolue certitude (car nous sommes tous témoins de la transfiguration de notre patrie), que les soldats qui se sacrifient sur le champ de bataille lèguent de l'âme à tous leurs amis, et qu'autour de nous, d'une manière évidente, les vivants recueillent et prolongent les sentiments des morts.

Ce cœur, qui fut agissant; mourrait tout entier? Pas plus que ne meurt une grande intelligence productrice. Si les idées s'amasent, forment une richesse, un foyer collectif, un héritage (ce que nul ne nie), il en va de même pour les sentiments. Les sentiments qui remplissaient les soldats tombés au champ d'honneur prennent un essor au-dessus des cadavres et continuent de se développer comme feraient les idées posées par un grand penseur. A quelle condition? Une seule. La même que pour les idées.

Les idées ne prospèrent que si elles sont accueillies, méditées par des intelligences. Pour que les sentiments des morts survivent et se développent, il faut qu'un amour les accueille.

Mais alors, quelle fécondité! Nous, ligueurs, ne voyons-nous pas se passer des faits qui portent la marque de la présence immédiate de Déroulède? Ne voyons-nous pas ses actes accomplis par ceux qui l'aiment? Il échappe à la mort grâce à l'amitié des siens. Eh bien! aux morts de la guerre, le rayon d'amour ne manquera pas, le rayon de soleil propre à vivifier leur sang et à ressusciter leurs forces.

Nous nous sommes dressés sans préparation suffisante, et remédiant à tout ce qui manquait

par l'enthousiasme et la volonté, la France s'est élancée vers Metz et Strasbourg. L'âme de nos armées se décrit dans les admirables lettres qu'envoient par milliers, du fond des tranchées, nos frères et nos fils, et dans ces pensées d'espoir absolu et de sacrifice joyeux qu'ils crayonnent sur les cartes de la correspondance des armées. Elle constitue un trésor de sentiments où nous recevons ce que les maîtres officiels les plus savants ne savaient pas nous donner, l'éducation du cœur.

Dans ces jours de la commémoration des défunts, plus solennels cette année que jamais, la foule va se porter sur les tombes avec une telle ardeur d'affection qu'elle y héritera de l'héroïsme des morts. Ceux qui meurent pour la patrie dans les batailles de 1914 ne s'anéantissent pas plus que ne s'anéantit le génie. Ils prendront place sur le plan du sentiment dans les destinées de la France, non loin d'un Pierre Corneille, et tout aussi bien que, sur le plan de l'intelligence, survivent les Claude Bernard, les Berthelot et les Pasteur.

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES

A LA VEILLE DE LA GUERRE

Chapitres.	Pages.
I La Ligue des Patriotes choisit un successeur à Déroulède. . .	1
II Appel aux patriotes pour le retour du Président de la République.	4
III La mort de Jaurès	5

PREMIÈRE PHASE

LES ÉCHECS FRANÇAIS D'AOUT.	9
I Le jour sacré	14
II Le cadeau de retour que Metz offre à la France.	20
III A ceux qui « se rongent d'attendre »	25
IV Les Alsaciens et les Lorrains proclamés Français s'ils servent la France.	28
V Fondation du Comité de secours national.	32
VI L'Alsace et l'Armée.	38
VII Une visite à la légion alsacienne,	40

Chapitres.	Pages
VIII	Toute l'âme de Paris est sur la frontière 43
IX	A une jeune Lorraine comédienne et ligueuse 49
X	Non combattants, retournons au travail 55
XI	L'Alsace confiante dans la vic- toire. 59
XII	Cet admirable état-major. 67
XIII	Retournons chez nos fournisseurs. 73
XIV	Le feu sacré. 76
XV	<i>Lettre ouverte au Ministre de la Guerre</i> : Accueillons les pri- sonniers alsaciens et lorrains 80
XVI	L'aigle survole le rossignol. 84

DEUXIÈME PHASE

	LA RETRAITE 89
I	Nos certitudes de vaincre 95
II	Pour les servantes alsaciennes. 99
III	Un nouveau gage de victoire 103
IV	L'âme belgeformée par la guerre. 105
V	La botte remplie de crottin. 112
VI	Les raisons du triomphe final. 115
VII	Beau mot d'une victime de la guerre 119
VIII	La sympathie de l'univers. 123

Chapitres.		Pages.
IX	Le rôle de Paris	126
X	Unanimes, unis par le cœur . .	130
XI	Ce qui brille dans les ténèbres .	133
XII	Sur les tours de la ville	135

TROISIÈME PHASE

	LA VICTOIRE DE LA MARNE	139
I	Sous le ciel de Paris	144
II	La promenade du dimanche . . .	146
III	La confiance de Paris	150
IV	La gratitude de Paris	154
V	L'âme des soldats	157
VI	Des mainteneurs de fraternité . .	162
VII	Bonnes et très bonnes nouvelles.	168
VIII	Deux hirondelles	172
IX	La victoire!	177
X	Le charme néfaste est rompu . .	182

QUATRIÈME PHASE

	LA GUERRE DE SIÈGE.	187
	§ 1. <i>De la mer du Nord à l'Oise. — Bataille des Flandres.</i>	
	§ 2. <i>De l'Oise à l'Argonne.</i>	
	§ 3. <i>L'Armée de Lorraine.</i>	
I	Les conscrits de 1914	194

Chapitres.	Pages.
II Charles Péguy mort au champ d'honneur	200
III Deux types d'humanité	205
IV Pour ceux qui se battent	210
V Un silence solennel	213
VI La cathédrale en flammes	220
VII C'est un reître déjà qui fit bom- barder le Parthénon	224
VIII La fin d'un sceptique	226
IX Les blessés sont faits pour être guéris	231
X La pensée unanime de Paris	236
XI La leçon fortifiante des ruines	241
XII Un ami belge m'écrit	248
XIII La victoire s'avance	253
XIV Noblesse oblige	259
XV Confiance et respect	263
XVI La joie de se dévouer	268
XVII A Gustave Hervé	272
XVIII Les « tireurs d'officiers »	278
XIX Hâtons le salut des blessés	285
XX La blessure au visage	292
XXI Les ivrognes sur le charnier	296
XXII La France en armes	303
XXIII La spontanéité du cœur	308
XXIV Dans l'Alsace reconquise	314
XXV Un « Van der Meulen »	319
XXVI La victoire de l'Aisne	325
XXVII Le chansonnier des armées	331

Chapitres.	Pages.
XXVIII	Pour les enfants qui vont pieds nus 339
XXIX	Dans un jardin de Lorraine . . . 345
XXX	La ferblanterie des Hohenzollern. 351
XXXI	Saint-Dié ou « le trou de la mort » 357
XXXII	La ruée des inférieurs. 364
XXXIII	Dans les ruines 374
XXXIV	Le temps des morts. 381

OEUVRES DE MAURICE BARRÈS

Collection à 3 fr. 50 c.

LE CULTE DU MOI

- * SOUS L'OEIL DES BARRARES 1 vol.
- ** UN HOMME LIBRE —
- *** LE JARDIN DE BÉRÉNICE —

LE ROMAN DE L'ÉNERGIE NATIONALE

- * LES DÉRACINÉS 1 vol.
- ** L'APPEL AU SOLDAT —
- *** LEURS FIGURES —

LES BASTIONS DE L'EST

- * AU SERVICE DE L'ALLEMAGNE 1 vol.
- ** COLETTE BAUDOCHÉ, histoire d'une jeune fille de Metz —

L'ÂME FRANÇAISE ET LA GUERRE

- * L'UNION SACRÉE (2 août-31 octobre 1914). 1 vol.
- ** LES SAINTS DE LA FRANCE (1^{er} novembre 1914-1^{er} janvier 1915) —
- *** LA CROIX DE GUERRE (2 janvier-11 mars 1915) —

- L'ENNEMI DES LOIS 1 vol.
- DU SANG, DE LA VOLUPTÉ ET DE LA MORT —
- AMORI ET DOLORI SACRUM (*La Mort de Venise*) —
- LES AMITIÉS FRANÇAISES —
- SCÈNES ET DOCTRINES DU NATIONALISME —
- LE VOYAGE DE SPARTE —
- GRECO OU LE SECRET DE TOLÈDE —
- LA COLLINE INSPIRÉE —
- HUIT JOURS CHEZ M. RENAN —
- LA GRANDE PITIÉ DES ÉGLISES DE FRANCE —

- ADIEU A MORÉAS. Une brochure Prix 1 fr.
- UN DISCOURS A METZ (15 août 1911). Une brochure Prix 1 fr.
- DANS LE GLOAQUE Prix 2 fr.

2010
D. 2010 a

MAURICE BARRÉS

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE
PRÉSIDENT DE LA LIGUE DES PATRIOTES

L'ÂME FRANÇAISE ET LA GUERRE

★★

LES SAINTS DE LA FRANCE

PARIS

EMILE-PAUL FRÈRES, ÉDITEURS

100, RUE DU FAUBOURG-SAINT-HONORÉ, 100
PLACE BEAUVAU

—
1915

150095
12/5/19

OEUVRES DE MAURICE BARRÈS

Collection à 3 fr. 50 c.

LE CULTE DU MOI

* SOUS L'ŒIL DES BARBARES	1 vol.
** UN HOMME LIBRE	—
*** LE JARDIN DE BÉRINICE	—

LE ROMAN DE L'ÉNERGIE NATIONALE

* LES DÉRACINÉS	1 vol.
** L'APPEL AU SOLDAT	—
*** LEURS FIGURES	—

LES BASTIONS DE L'EST

* AU SERVICE DE L'ALLEMAGNE	1 vol.
** COLETTE BAUDOCHÉ, histoire d'une jeune fille de Metz	—

L'ÂME FRANÇAISE ET LA GUERRE

* L'UNION SACRÉE (2 août-31 octobre 1914)	1 vol.
** LES SAINTS DE LA FRANCE (1 ^{er} novembre 1914-1 ^{er} janvier 1915)	—

L'ENNEMI DES LOIS	1 vol.
DU SANG, DE LA VOLUPTÉ ET DE LA MORT	—
AMORI ET DOLORI SACRUM (<i>La Mort de Venise</i>)	—
LES AMITIÉS FRANÇAISES	—
SCÈNES ET DOCTRINES DU NATIONALISME	—
LE VOYAGE DE SPARTE	—
GRECO OU LE SECRET DE TOULOUSE	—
LA COLLINE INSPIRÉE	—
HUIT JOURS CHEZ M. RENAN	—
LA GRANDE PITIÉ DES ÉGLISES DE FRANCE	—

N DIEU À MORÉAS. Une brochure	Prix 1 fr.
UN DISCOURS À METZ (15 août 1911). Une brochure	Prix 1 fr.
DANS LE CLOAQUE	Prix 2 fr.

1
5/6
135
9/6
t. 2

Justification du tirage

N° 4.654

LES SAINTS DE LA FRANCE

V

CINQUIÈME PHASE

LA BATAILLE DES FLANDRES

(Du 23 Octobre au 30 Novembre)

§ 1. — OU NOUS EN ÉTIONS AU DÉBUT

DE NOVEMBRE (1)

Ce deuxième livre de l'Âme française et la guerre s'étend du 1^{er} novembre 1914 au 1^{er} janvier 1915 et raconte la période où les Allemands achevèrent de briser dans les Flandres leur force offensive déjà si rudement épointée par notre victoire de la Marne.

(1) Ces notes me viennent d'une source sûre, mais il se peut qu'à cette date où les faits sont encore mal établis, des inexactitudes s'y trouvent que je m'empresserai de corriger sitôt qu'elles me seront signalées.

Mais revenons d'abord un peu en arrière, pour que l'on s'explique mieux l'état d'esprit dont nous allons donner les reflets journaliers. Nos articles, pleins des sentiments brûlants et des renseignements plus ou moins exacts qui couraient Paris, sont des parcelles de la vérité, autant qu'on les replace dans les circonstances où ils furent écrits et reçus par le public.

On se rappelle qu'après la bataille de la Marne, chef-d'œuvre du génie français, miracle d'art militaire et d'enthousiasme moral, les Allemands, appuyés à de fortes positions qu'ils avaient préparées à l'avance, arrêtaient notre poursuite sur un front partant des hauteurs au Nord de l'Aisne et se continuant par le canal de Berry-au-Bac, les abords Est de Reims, la région au Nord et au Nord-Est de Verdun, pour atteindre, par une ligne Nord-Ouest Sud-Est, les Vosges à l'Est de Badonvillers.

Pendant plusieurs semaines, la lutte se poursuivait opiniâtre sans avantages marqués. Mais secrètement, à l'Est de Verdun, les Allemands massaient des forces considérables. Le 21 septembre, ils prirent pied sur les Hauts de Meuse, à Vignécules-les-Hattonchâtel, et franchirent même la Meuse à Saint-Mihiel. Heureusement l'armée de Lorraine fit déboucher ses réserves

au Nord de Toul, prit en flanc l'offensive ennemie et enraya la tentative d'encerclement de Verdun.

Les Allemands, voyant qu'ils ne pouvaient pas entamer notre front, eurent de nouveau recours à leur manœuvre favorite : déborder et envelopper notre aile gauche, tandis que nous-mêmes, pour parer à ce mouvement, nous allongions notre dispositif. C'est la course à la mer.

Dans cette montée, commencée au 13 septembre, continuée jusqu'au 23 octobre, nos ennemis avaient sur nous l'avantage de la forme concentrique de leur front qui abrégait leurs transports. Malgré cela nous sommes toujours arrivés à temps. On se battait sans trêve en glissant toujours vers la mer. Des deux côtés on prélevait sur le reste du front des corps d'armée et des armées entières. Les Allemands avaient concentré dans cette seule région du Nord 12 corps d'armée. De notre côté, nous avions constitué un groupe d'armées sous le commandement du général Foch.

L'armée belge était sortie d'Anvers et une division anglaise se trouvait en Belgique. Le reste du corps anglais devait être transporté de la région de l'Aisne dans celle du Nord (du 9 au 20 octobre).

Le 22 octobre, notre front qui, six semaines plus tôt, s'arrêtait à la région de Noyon, s'étend jusqu'à la mer. La menace allemande a échoué : la barrière est constituée.

Les Allemands vont chercher à la percer dans la région de Calais.

§ 2. — ÉCHEC DE L'ATTAQUE SUR CALAIS

Les Allemands entendent mener leurs attaques avec une prodigieuse énergie. Dès le début d'octobre, le kronprinz de Bavière a exhorté ses soldats « à faire contre l'aile gauche française l'effort décisif et à trancher ainsi le sort de la grande bataille engagée depuis des semaines ». Ils voulaient enlever Dunkerque, Calais, Boulogne, c'est la bataille de Calais, ou bien, l'opération s'attardant, se saisir d'Ypres, c'est la bataille d'Ypres. Déborder et briser notre gauche ou la couper en deux ; de toute manière menacer l'Angleterre dans le ravitaillement de son corps expéditionnaire, peut-être même dans son île.

L'Empereur allemand se porte à Thielt et à Courtrai pour encourager par sa présence l'ardeur de ses troupes.

Les forces et l'artillerie lourde groupées par l'ennemi sur la côte et dans la région du Nord de Dixmude étaient très importantes et bien supérieures aux nôtres. Le 23 octobre, des troupes françaises, commandées par le général Grossetti, viennent étayer les Belges sur la ligne du chemin de fer de Nieupoort à Dixmude. Dixmude était tenue par nos fusillers marins sous les ordres de l'amiral Ronarc'h. Nous étions inférieurs en nombre, maltraités par la plus puissante artillerie, et pourtant nous avons développé sur la voie ferrée une résistance magnifique (très vite devenue légendaire).

Le 29, l'inondation s'élargissant entre le canal et le chemin de fer protégea le plus heureusement notre front. Le 30, nous reprenions Ramskapelle, le seul point de la ligne ferrée que les Belges eussent perdu. Le 1^{er} et le 2 novembre, l'ennemi bombardait Furnes, mais commençait à donner des signes de fatigue. Dès le 2, il évacuait le terrain entre l'Yser et la voie ferrée, abandonnant des canons, des morts, des blessés. Le 3, nos troupes pouvaient être ramenées dans la région de Dixmude.

Ainsi le succès obtenu par les Allemands à Dixmude fut sans lendemain. Ils avaient réussi à enlever la ville, ils ne réussirent pas à en déboucher.

Leur attaque par la côte avait totalement échoué. La « bataille de Calais », si bruyamment annoncée par leur presse, était pour eux un échec caractérisé.

Mais, dès ce moment, ils cherchaient plus au Sud leur revanche.

§ 3. — L'ÉCHEC DE L'ATTAQUE SUR YPRES

Au lieu de nous tourner par la côte, les Allemands essayaient maintenant de déborder, avec des masses puissantes, notre armée du Nord sur sa droite. C'est la bataille d'Ypres, longue, acharnée, furieuse.

Dans un nouvel ordre à l'armée, le prince Ruprecht de Bavière constate que ses troupes « viennent de combattre dans des conditions très difficiles », et il ajoute : « il s'agit maintenant de ne plus laisser traîner le combat avec notre ennemi le plus détesté... Le coup décisif reste encore à frapper. » Le général de Demling, commandant le 15^e corps d'armée, de son côté déclare : « La percée sur Ypres sera d'une importance décisive. »

En quelle situation étions-nous pour résister ?

Le 18 octobre, au moment où notre cavalerie avait atteint Roulers et Cortemark, les divisions territoriales de Dunkerque, sous les ordres du général Bidon, avaient organisé une position défensive à Ypres. C'était là un point d'appui nous permettant de préparer et d'assurer la liaison avec l'armée belge. Au 23 octobre, deux corps anglais et français étaient venus l'occuper et devaient en faire la base de leur marche en avant dans la direction Menin-Roulers. Fin octobre, le corps de cavalerie du général Combeaux assura la liaison entre les deux corps anglais engagés au sud de la Lys... Sans doute les difficultés que nous avions pour amener des troupes et l'importance de celles dont disposait l'ennemi arrêtèrent bientôt notre progression sur la ligne Poelcapelle, Paschendaele, Zandvorde, Gheluvelt, mais, tout de même, Ypres était solidement couvert et toutes les forces alliées étaient en liaison.

De Dixmude à Ypres s'étendait le corps d'armée du général Dubois et le corps de cavalerie du général de Mitry.

C'est contre la ligne ainsi formée, au Nord, à l'Est et au Sud d'Ypres, que se déclina, du 25 octobre au 13 novembre, une furieuse attaque allemande.

A partir du 26 octobre, cette attaque s'est

répétée quotidiennement avec une extraordinaire violence, nous obligeant à appliquer nos renforts au fur et à mesure de leur arrivée, sur les points les plus menacés.

C'est ainsi que, le 31 octobre, nous dûmes étayer la cavalerie anglaise, puis les deux corps anglais que cette cavalerie mettait en liaison, et enfin intercaler entre ces deux corps la valeur de deux corps d'armée.

Du 30 octobre au 6 novembre, Ypres fut plusieurs fois en péril. Les Anglais perdirent Zanvorde, Gheluvelt, Messines, Wytshaete.

Le front des alliés ainsi resserré n'en était que plus difficile à défendre : il le fut sans fléchir.

L'entrée en ligne de trois divisions françaises nous permit, du 4 au 8, de reprendre une offensive vigoureuse. Le 10 et le 11, cette offensive, se heurtant à de nouvelles et plus vives attaques ennemies, fut ébrayée, et pour la poursuivre, il fallut attendre l'arrivée des éléments envoyés dans le Nord le 12 novembre.

Dès le 14, nos troupes recommencent à progresser, fermant la route d'Ypres aux Allemands et infligeant à leurs formations massives, des pertes d'autant plus formidables que notre artillerie et l'artillerie anglaise groupaient près de 300 pièces sur ce front de quelques kilomètres.

Pour cette marche à la mort, le Grand État-Major allemand avait choisi des formations intactes de jeunes recrues, car les troupes déjà décimées ne veulent plus marcher dans des conditions si atroces. La mémoire des hommes n'oubliera jamais ces adolescents blonds, qui s'avançaient en hurlant et en se tenant par les bras, ivres de bonne volonté patriotique, d'inexpérience et d'éther. Imaginez-les dans la nuit, et leurs centaines de figures effroyables, bouches ouvertes, soudain illuminées par nos réflecteurs qui guidaient notre mitraille. Ces attaques par masses profondes échouèrent comme la marche sur Paris, qui est leur sœur. Toute une jeunesse en fleur fut anéantie. Mais en livrant à la destruction leurs individus, ces enfants affirmaient avec une force inouïe l'être germain. C'est dans de telles heures probablement qu'il faut voir le point culminant de l'Esprit qui flotte au profond des forêts du Nord, le sommet d'un génie qui toujours aspire au colossal et qui s'est déjà exprimé dans les œuvres de Hegel et de Wagner. Il se trouve au fond de ces faits variés, dans ces divers efforts extraordinaires, une même sorte d'enivrement, une pareille odeur de mort.

Le nombre des cadavres allemands que nous avons trouvés sur le terrain pendant ces trois

semaines dépasse 40.000. Dans la seconde moitié de novembre, l'ennemi épuisé, ayant perdu, dans la seule bataille d'Ypres, plus de 150.000 hommes, n'osa plus renouveler son effort. Nous avons réalisé, au Nord et au Sud d'Ypres, des progrès appréciables et assuré par une puissante organisation défensive l'inviolabilité de notre front.

Il faut noter que ces opérations de la mer à la Lys n'ont été possibles que par le concours des armées qui tenaient le front entre la Lys et Noyon. L'armée Maud'huy occupait la ligne d'Arras à Armentières, l'armée Casteluau, de Noyon à Arras.

I

AU MONUMENT DU SOUVENIR

2 Novembre 1914.

La vraie manière d'honorer les morts, c'est d'écouter la leçon qu'ils nous donnent et de recueillir leur expérience. « J'ai agi ainsi, nous disent-ils, imite-moi, ou bien évite mon erreur. » Ainsi parlent-ils à celui qui maintient sur eux son regard, tandis qu'ils s'enfoncent dans la brume. Et revenant à nous-mêmes, nous songeons à la manière dont nous avons agi envers eux. Avons-nous bien soigné ces blessés qui sont morts? Aurait-on pu en plus grand nombre les sauver?

C'est la question. Faut-il le rappeler? Et tenez, l'important n'est pas de savoir si l'on donne aux blessés des petites médailles pieuses, mais de savoir si on leur fait des piqûres antitétaniques. Le scandale ne serait pas qu'il y eût trop de médailles dans les ambulances, mais que l'on y manquât de sérum Roux.

Dans ce jour des morts, obligeons-nous à travailler pour eux à une besogne ingrate.

Cette année, l'âme déploie ses ailes, et par chaque courrier, nous arrive, tout admirable, des tranchées. Ame des vivants et des morts, alouette gauloise, aigle latine, vers laquelle s'élèvent les regards. Mais nous, les non-combattants, quel droit avons-nous de participer à cette haute existence? Revenons à une tâche sans ivresse et cherchons plus humblement le terrain où nous pouvons servir.

A la suite des articles que j'ai publiés ici sur les soins donnés aux blessés et sur l'imperfection des services sanitaires, j'ai reçu une volumineuse correspondance. Par centaines, de terribles lettres m'arrivaient qui me troublaient profondément (1)... Des hommes, des femmes, des médecins, des blessés, un tas de gens que je n'ai jamais vus passent devant moi, une seconde, le temps de me jeter leur plainte....., leur conseil. « Allez à tel endroit, vous y verrez ceci. » Quoi donc? Des misères..... des lacunes, toujours des souffrances. Parfois, j'en étais accablé.

Qui suis-je, pour que ce fleuve douloureux me poursuive? Ai-je la force, la capacité de secourir mes frères mal soignés? Je le vou-

(1) J'ai laissé çà et là (quand je ne pouvais retrouver mon manuscrit) une indication des coupures exigées par la censure.

drais de toute ma bonne volonté. Comment procéder ?

Il ne serait pas sain de porter sous les yeux d'un vaste public des faits pénibles, que je ne suis pas toujours à même de vérifier et que parfois excusent les cruelles nécessités de la bataille. Je ferai mieux d'en causer avec les hommes que leur fonction désigne pour agir et pour réorganiser des services défectueux. Mais où sont-ils ? Les pouvoirs du monde officiel de Paris ne valent que dans l'enceinte du camp retranché, et le Gouvernement de Bordeaux est bien loin.

Après réflexion, je me suis arrêté à dresser un rapport, à dépouiller ces lettres où se mêlent les durs tableaux, les dénonciations, les injustices peut-être. J'ai pris les meilleurs conseillers, que je prie de trouver ici mes remerciements. Après avoir soigneusement lu toutes mes lettres, nous en avons extrait les passages les plus utiles. Sans en changer la rédaction.

Il va de soi que je n'ai accueilli que des documents bien et dûment signés par des personnes dont je donne la qualité et l'adresse et qui disent : J'y étais, j'ai vu et j'atteste. Ce recueil s'ouvre par une importante lettre du docteur Etienne Destot, ancien interne des

hôpitaux de Lyon, expert près le tribunal de la Seine, et se termine par une note du docteur Vignaud, maire de Clermont-Ferrand.

Pour faciliter leur lecture, tous ces témoignages sont classés en onze chapitres traitant de la relève des blessés sur le champ de bataille: du fonctionnement des ambulances de front; du fonctionnement des trains sanitaires: du fonctionnement des ambulances de gares: du fonctionnement des hôpitaux de Paris: du fonctionnement des hôpitaux de province: de la non-utilisation d'hôpitaux bien organisés; de la non-utilisation du personnel médical; de la non-utilisation des dentistes et des pharmaciens: des convalescents, et enfin des soins excessifs dont certains blessés et prisonniers allemands seraient l'objet.

La simple énumération de ces titres indique la richesse de matériaux qu'il m'a été permis de réunir et de classer. Cette liasse de faits, c'est toute une enquête que je mets à la disposition du Gouvernement.

J'en adresse un exemplaire au Président de la République, à qui tiennent à cœur toutes les parties de la Défense nationale, et un autre exemplaire au ministre de la Guerre, de qui relèvent les services sanitaires. Et je mentionne mon effort dans ce journal, parce

qu'un plan, une idée exposés devant plusieurs millions de lecteurs prennent tout de suite un corps, sont déjà un acte, un commencement d'exécution, et pour avertir mes correspondants que je continue d'examiner, d'extraire et de classer leurs lettres. Qu'ils ne s'arrêtent pas, eux-mêmes, d'être des inspecteurs pour le bien public.

« *Croyez, m'écrit Millerand, en qui j'ai toute confiance, croyez que je ne négligerai rien pour utiliser au mieux vos communications...* »

Déjà, d'importantes améliorations, tout le monde les constate, ont été réalisées dans les services sanitaires, mais il reste énormément à faire, et puis, à mesure que cette guerre se prolonge, il faut que le bien-être matériel augmente autour de nos blessés, car autour d'eux, fatalement, la première sensibilité s'émousse.

Pauvre nature humaine ! Prenons des précautions contre nous-mêmes : qu'une bonne méthode supplée les élans de la fraternité et certaines chaleurs d'âme qui pourraient se refroidir graduellement. Pour moi, dans ce jour consacré, où j'aurais tant aimé m'en aller, tout l'après-midi, avec la foule, dans les cimetières, et nouer avec les morts des liens

solides par la songerie, et me placer sous leur protection bienfaisante, et laisser éclore en moi leurs idées qui flottent dans la brume sur les tombes, je me suis contraint à terminer ce travail. Il peut adoucir les souffrances de nos blessés, et réduire la mortalité. Ce fut ma prière, ma démarche, mon offrande au monument du Souvenir.

II

SUR LA TOMBE D'UN HOMME NATIONAL

3 Novembre 1914.

Les amis de Paul Déroulède, dans cette après-midi radieuse du jour des morts, où la plus douce lumière nous conviait à l'espérance, se sont réunis autour de sa tombe. Ils étaient venus trop nombreux pour que le petit cimetière de la Celle-Saint-Cloud pût nous contenir tous. Beaucoup étaient restés sous les grands arbres aux alentours. Mais tel était le silence que mes quelques mots aisément franchissaient les murs, descendaient la pente. Et puis, ce que j'essayais d'exprimer, chacun l'entendait de son propre cœur.

« Nous sommes venus, mes chers camarades, disais-je, visiter et honorer le grand patriote. C'est une chose émouvante pour nous que ce pèlerinage, au milieu de la tragédie qui va transfigurer le monde. Notre chef est dans cette tombe, mais sa pensée vit plus que jamais. Elle est aux armées. De ce tertre, saluons pieusement le généralissime, ses généraux, les officiers, tous les soldats qui accomplissent le devoir que Déroulède nous enseignait. Tous ici, nous nous tournons vers nos frères, les ligueurs, engagés sur les lignes de feu. A travers l'espace, qu'ils entendent notre amitié qui les appelle, les remercie, les encourage. Soyez heureux, ligueurs combattants ! Mais je me tais. Dans ces semaines, c'est aux armes seules de parler. Bientôt, Déroulède, nous viendrons t'annoncer la victoire définitive de la France, dès maintenant à demi-victorieuse, et te dire que ta statue de bon serviteur va se dresser dans Strasbourg ».

La valeur inestimable de Déroulède, c'est qu'il a été une perpétuelle action. Il ne s'est pas contenté de penser sainement et de dire : « Un pays qui consent à une diminution les prépare toutes et court à la désagrégation. » Il s'est mis au travail, au rude labeur de

donner de la chair à son idée, de la faire peuple, de la faire foule,

Quelque chose existe, *l'esprit ligueur*. Déroulède l'a fondé et maintenu par un prodige de tous les jours. Cet esprit, fut-il assez bafoué ! Je demande aujourd'hui à tous les Français s'ils n'aiment pas cet esprit-là. Je le leur demande et je me hâte de dire qu'il ne faut pas qu'ils me répondent. Il ne faut pas que personne réclame une antériorité dans la bonne voie, ni que personne ait l'ennui de faire son *meâ culpa*. Mettons-nous tous au même pas, le pas militaire, et en avant la musique.

Si c'était l'heure des cortèges, j'aurais invité Hervé, mais oui, Hervé (entre autres), à venir avec nous à la Celle-Saint-Cloud. Il a parlé, ces temps derniers, à plusieurs reprises, de Déroulède en beaux termes que je voudrais retrouver pour les mettre ici. Il disait comme il avait été ému de voir ce vieillard entêté, ce noble mourant à la barbe grise, se faire porter à Champigny pour rendre un dernier culte public à la patrie, à la Revanche. Citoyen Hervé, l'esprit prophétique, pour consoler Déroulède, le visitait dans sa chambre de mort et lui annonçait les gloires de 1914-1915.

Aujourd'hui, à la Celle-Saint-Cloud, nous sommes allés, entre amis, en famille, un millier de fidèles autour de M^{lle} Jeanne. Mais dans mon esprit, à mesure que le but approche, que le rêve se réalise, que la tâche s'accomplit, la Ligue s'élargit, se confond avec la nation et se prépare à s'anéantir glorieusement.

Déroulède est mort comme tous les grands conducteurs, sans avoir touché la terre promise. Ses lieutenants, ses fidèles se disperseront, une fois reconquises l'Alsace et la Lorraine. Notre dernière tâche sera de lui dresser, là-bas, le monument pour lequel la nation nous a donné une magnifique obole de cent mille francs. Et cette apo théose, nous la mènerons, tous rangs ouverts, en disant : « Royalistes, bonapartistes, républicains, (antimilitaristes même), autant de prénoms : le nom de famille, c'est Français ».

Comme on me raconte de belles histoires sur les antimilitaristes ? Il y en avait un dans la tranchée qui répétait tout le temps : « Drapeau tricolore, bleu de choléra, blanc de famine, rouge de sang. » Il embêtait tout le monde, et puis, peu à peu, il a aimé ses camarades et ses officiers, et il en était aimé. Il s'est aperçu, ils se sont aperçus que l'anti-

militarisme, c'était la haine de quelque chose qui est prussien et d'une certaine méthode, effroyable en effet, qui n'existe pas chez nous. Chez nous, l'autorité du chef vient de ce qu'il est le meilleur et donne le bon conseil, l'aide. Attendez que la guerre s'achève! La fraternité des armes aura mis dans les âmes la fraternité française, qu'il ne faudra pas que les politiciens nous gâtent.

Entre tous les Français, aujourd'hui, sur le nom de Déroulède, il existe des liens de sympathie spirituelle. Galli, le Mennet, et certes à l'armée, les Marcel Habert, les Tournade, les Georges Dueroq, les Tharaud, tous enfin, nous ne rencontrons personne qui ne nous dise « Ah! si votre ami vivait! Quel malheur qu'il ne soit pas là pour jouir, au soir de sa vie, de cette victoire! »

Les grandes circonstances élèvent les esprits et les mettent en contact avec un grand homme. On pouvait discuter Déroulède. Viennent l'orage et l'heure de l'enthousiasme national, on laisse à terre, comme des loques, toutes les objections, et l'on se met à agir sous l'influence du même esprit qui le possédait. La France depuis trois mois a reçu l'étincelle électrique dont il fut toute sa vie animé. Nous avons tous son mouvement

d'élan, si caractéristique. Le revoyez-vous, tel qu'il entraît dans une foule, chez des amis, dans une conversation? Les plus indulgents disaient que c'était de l'enthousiasme et qu'il faut bannir l'enthousiasme de la vie publique. Quelle pitié! Nous ne pouvons remplir nos devoirs d'êtres humains que si nous sommes à la fois raisonnables et enthousiastes. Notre pays regarde avec froideur celui dont le cerveau fonctionne au-dessus d'un cœur sec. C'est l'origine de la distinction qu'il faut faire entre le personnage officiel et l'homme national.

P.-S. — Je reçois la lettre suivante, que je donne pour indiquer quelles ressources on trouverait si les efforts pour les blessés étaient dignement coordonnés :

« ... Je lis aujourd'hui l'article de *l'Écho*. Un train sanitaire reviendrait à 1.500 francs. Si c'est l'argent qui manque, je tiens cette somme à votre disposition. Si c'est le personnel qui manque, je me mets à votre disposition.

» En 1871, à l'âge de seize ans j'ai fait ce métier, comme sous-aide à la Société de Secours aux Blessés et après l'armistice j'ai ramené beaucoup de blessés d'Allemagne, où ils étaient prisonniers... « TARDIVEAU. »

L'argent et les dévouements s'offrent en abondance. Toute la difficulté est de les mettre à la disposition de nos blessés. Vraiment, cette difficulté ne peut pas être insurmontable.

III

L'ÂME DES RUINES

4 Novembre 1914.

Me voilà donc, au soir tombant et sous la pluie, dans les ruines de Gerbéviller-la-Martyre, qui cherche les religieuses portées à l'ordre du jour de l'armée par le général de Castelnau.

— Vous voulez voir la chère sœur Julie ? Il n'y a pas à vous tromper. C'est la maison qui reste, en montant, à votre main droite.

La maison qui reste ! La voici : une maison sans cachet, mi-paysanne, mi-bourgeoise et la salle à manger, où j'attends quelques minutes la sœur, est ornée d'une suspension en camelote de bazar. Je suis bien content de cet ensemble sans grâce, commun. Je vais voir en pleine vie médiocre un fruit né de la circonstance.

Mais voici Mme Julie Rigarel, en religion sœur Julie, celle-là même que le général a glorifiée, que le préfet est venu embrasser, à qui le sous préfet a conféré provisoirement tous les droits du maire.

— Ma sœur, avec un grand respect, le président de la Ligue des Patriotes vous salue.

Et j'explique à la noble femme que je parcours la Lorraine pour me renseigner sur les vilenies des Allemands et sur les mérites de mes compatriotes.

Je distingue mal ses traits, dans la faible lueur que donne la petite lampe à pétrole de la suspension. Je vois seulement que c'est une personne un peu forte, débrouillarde, parlant vite, avec beaucoup d'accent, pareille à toutes les religieuses et à beaucoup de dames de nos petites villes, mais demeurée plus rustique et rayonnante de bonté.

— Mais, qu'est-ce que j'ai donc fait pour qu'on s'occupe de moi comme ça ! Les sœurs de Saint-Charles sont hospitalières, je ne devais pas agir autrement.

Les sœurs de Saint-Charles ! la congrégation lorraine par excellence, une vieille fondation de notre duché. De par leurs lettres patentes, du dix-septième siècle, elles avaient mission de prier pour la conservation et la

prospérité de la maison de Lorraine. Elles viennent de bien servir l'honneur du peuple lorrain.

— Soit ! ma sœur, vous n'avez rien fait qui soit extraordinaire pour une sœur de Saint-Charles. Mais des choses extraordinaires, vous en avez vu.

— Ah ! j'en ai vu ! La grande fusillade et le bombardement, le 24 août, ce fut de neuf heures du matin à neuf heures du soir. Dans la nuit du 23 au 24, on nous avait envoyé des petits alpins pour défendre le passage. Une cinquantaine, et si jeunes, des enfants. Ils se battaient. Nous recevions des bombes, des balles. Le Maire leur dit : « Mes enfants, vous ne pouvez rien, ils sont trop nombreux. Et vous allez exposer le village. » Ils répondirent doucement : « Le général nous a donné l'ordre de tenir jusqu'au bout. » Et ils tinrent jusqu'au soir, où l'infanterie allemande arriva dans le centre de la ville. A ce moment, ils réussirent à se glisser à ras de terre et puis par-dessus les murs du cimetière, sans que les Allemands les vissent. Alors ceux-ci s'en prirent aux gens de la ville. Ils entraient dans chaque maison en frappant et chassant tout le monde. Un officier arriva chez moi avec des soldats. Il monta chez mes blessés. Les pauvres

petits tremblaient. Et moi, je me suis mise entre eux et lui, et je disais : « N'y touchez pas, ils sont blessés. » Alors il allait à chaque lit et jetait, lui-même, la couverture à terre, pour voir les pansements. Il avait un revolver dans une main et un poignard dans l'autre. Je le suivais, je le précédais. Ah ! j'étais effrontée. J'en suis encore étonnée. Comment ai-je osé?... Je ne savais pas alors qu'ils étaient en train de tuer et de martyriser des femmes, des enfants dans le village.

Elle me donne des détails sur les crimes des Allemands contre les personnes, et soudain, épouvantée par les images qu'elle réveille :

— Croyez-vous qu'ils reviendront ? me dit-elle. Oh ! j'ai peur !

Cette interruption est belle ; elle laisse voir la nature sous l'excellence de la religieuse.

— Ils vous ont épargnées, vous et vos religieuses, ma sœur ?

— Je soignais leurs blessés comme les nôtres. C'est mon devoir de sœur de Saint-Charles. J'ai le droit de préférer les nôtres, mais, eux, je les soignais également. Tenez, le 25 août, nous avons eu 258 blessés prussiens, et personne pour les soigner. « Et vos majors ? leur disions-nous. — Ils nous ont abandon-

nés ». Nous les pansions. Nous ne savions rien faire de savant. Il y en avait un, ses deux doigts pendaient : je les ai coupés avec mes ciseaux. C'est à Roselieures surtout qu'ils ont été massacrés par notre 75. Ils n'avaient plus de mollets, plus de joues, plus de côtes.

— Se plaignaient-ils ?

— Non. Ils disaient : Ça me brûle. Ils étaient entrés à Gerbéviller, le 24 août, le soir, je vous l'ai dit. Eh bien ! le 28, à cinq heures du soir, les Français rentraient. Vous pensez quelle lutte, et qui a duré, sans discontinuer, jusqu'au 13 septembre, à huit heures du soir. C'était la bataille toujours, le duel d'artillerie, la mitrailleuse surtout, que nos gens appellent le moulin à café.

La sœur me donne un tas de renseignements que je laisse glisser à terre pour recueillir seulement ce qui me la fait connaître elle-même. Ce n'est pas le désastre de Gerbéviller que je lui demande ; j'ai vu les ruines : et ce n'est pas non plus le récit du combat : il faudrait le placer dans l'ensemble des opérations. Je suis venu pour la voir, elle-même, pour voir une personne qui possédait à son insu une puissance héroïque et qui s'est révélée dans un mouvement d'enthousiasme quand cela fut nécessaire.

— Monsieur le curé, me dit-elle, avait été emmené par les Allemands. L'église brûlait. Alors l'idée m'est venue soudain que le ciboire était en danger. J'ai couru le prendre dans le tabernacle, je l'ai apporté ici, et m'étant mise à genoux, je me suis communiée.

Ici, dans cette salle, sous la suspension dorée ! Ce tableau m'explique la sœur Julie : une nature excellente, formée divinement. Je me trouve en présence d'une personne de la campagne, pleine de bonté et d'esprit pratique, mais tout cela rehaussé par le sentiment mystique.

Tandis que nous causions, d'autres sœurs, des infirmiers, des officiers, des soldats et puis des éclopés, des réfugiés, parmi lesquels des enfants, et quelques-uns des pauvres habitants revenus dans les ruines sont entrés, l'un après l'autre. Ils m'expliquent qu'ils ont fini d'enterrer les morts de la bataille et que le lendemain matin, au milieu des tombes, on dira pour eux une messe en plein air. Ils me demandent d'y prendre la parole. La sœur Julie insiste, et moi, j'en décline l'honneur, non certes que je veuille m'épargner un petit effort, quand il s'agit de gens qui se sont fait tuer, mais parce que je me sens indigne d'un si grand rôle réservé dans mon esprit aux

prêtres, aux soldats, à ceux qui ont souffert.

— Vous auriez fait plaisir à tous.

Ce mot de la sœur Julie me poursuit dans l'obscurité où je me retrouve, tandis que la voiture, une fois encore, nous fait traverser les ruines et court vers Lunéville. Je songe au service qu'elle nous rend en manifestant la générosité morale de notre nation auprès des horreurs allemandes. C'est par elle que l'on comprend le cri de l'orateur sacré : « Les mains élevées vers le ciel enfoncent plus de bataillons que les mains armées de piques et de lances ». Il est certain que cette religieuse qui soigne les assassins eux-mêmes sur le lieu de leurs assassinats, et quand elle est la fille et la sœur des victimes, vous a une autre allure dans Gerbéviller que les *Ivrognes sur le charnier* dans Raon. Souhaitons qu'elle soit vue dans les décombres de sa ville, cette âme rayonnante de femme française, par les Américains et par les nations neutres qui balancent entre la France et l'Allemagne. Mais qu'avais-je besoin, tout à l'heure, d'opposer à son désir mes scrupules ! Elle a organisé une belle cérémonie : elle trouve que mes titres, quels qu'ils soient, y ajouteraient quelque chose ; je n'ai qu'à lui obéir. Retournons à Gerbéviller. J'y retourne et je lui dis :

— Ma sœur, c'est entendu. Je vais coucher à Lunéville, mais demain à neuf heures, bien exactement, je serai de retour et vous rejoindrai, pour la messe, sur le plateau, entre Gerbéviller et Moyen.

IV

LA MORT DE LA TURQUIE

5 Novembre 1914.

Il n'y a pas plus de trois mois que je parcourais une grande partie de l'empire ottoman. Mon but était de me faire une idée claire de l'influence que nous y possédons.

J'ai causé, à Alexandrie, avec un grand nombre de personnes, et peu de temps auparavant j'avais remonté le Nil jusqu'à l'île de Philœ. Les fellahs sont très sensibles à la prospérité matérielle que leur assure l'Angleterre. Ils sentent, ils savent qu'un retour du pouvoir politique musulman leur apporterait l'anarchie, intolérable pour eux depuis qu'ils connaissent l'équité dans la perception de l'impôt. L'Égypte ne rêve pas de partager le sort des régions voisines soumises au régime

de Constantinople ; au contraire, elle donne à celles-ci le désir de voir des « conseillers européens » se substituer à leurs gouverneurs turcs.

Le bonheur de l'Égypte est très apprécié en Syrie. Chaque année, des Égyptiens viennent passer la saison chaude dans les hôtels du Liban. Beyrouth, Tripoli, Damas sont excédés de la domination de Constantinople et d'un mélange de faiblesse et de brutalité, qui est proprement l'impuissance. Les musulmans eux-mêmes, dans ces grandes cités, désespèrent que les Jeunes-Turcs puissent ouvrir des routes, assainir les villes, assurer un impôt équitable et une justice vraie. De très nombreux Syriens appellent ouvertement la France.

Avec M. Georges Picot, l'énergique consul général de France, à Beyrouth, j'ai fait une prodigieuse promenade dans le sud du Liban. A l'entrée de chaque village s'organisaient des fantasias ; les hommes, jeunes et vieux, déchargeaient passionnément dans les airs leurs fusils ; les femmes, depuis les balcons et les toits, versaient sur nous des parfums et des fleurs, en mêlant leurs stridents cris de joie à des chansons de guerre. Je retrouve dans mes notes une sèche énumération : A

Wady-Safé, dix moutons sont égorgés sous nos pieds, pour nous faire honneur; à Barouk, une magnifique vocifératrice, une jeune Jézabel, toute éclatante de force et de poésie, monte sur le marchepied de ma voiture et me déclame des vers: à Deïr-el-Kamar, dans un décor tragique, la fête de nuit illumine la montagne: à Jézine, cavalcade: près d'Azour, les enfants dansent avec ardeur au son des roseaux: à Biel-el-Dine, sur le tombeau des officiers et des soldats français, morts au cours de l'expédition de 1860, j'ai célébré, au milieu d'un religieux silence, les souvenirs communs aux maronites et à la France.

Partout les enfants me remettaient des suppliques: « Donnez-nous des écoles pour que nous apprenions le français. » Ils en ont déjà de nombreuses. Rangés des deux côtés de la route, ces écoliers et ces écolières, menés par des frères ou des religieuses de la Lozère, de la Bretagne, du Nord, agitaient des drapeaux tricolores et acclamaient avec frénésie la France.

Quand j'ai quitté définitivement le Liban, à la dernière gare, un jeune homme s'est approché de mon wagon et m'a dit, avec un accent inoubliable de tristesse et de reproche: « Vous vous en allez. Pourquoi êtes-vous

venu ? Pour écrire un livre ? Pour cela seulement ? » Quand je circulais dans les montagnes des Nosairis, les gendarmes de mon escorte dirent à l'un de mes compagnons : « On sait bien ce que ce savant français vient faire. (Le savant, c'était moi.) La France a donné beaucoup d'argent à Constantinople pour avoir la Syrie. Vos marins débarqueront bientôt. » Et il n'y avait pas de gracieusetés que ne me fissent les nobles populations un peu farouches et quasi indépendantes de ces montagnes inabordables.

C'est la France qu'on aime, qu'on appelle et qu'on attend en Syrie, et le Liban, dès maintenant, semble une terre française. Mais les Jeunes-Turcs, qui sont intensément nationalistes et xénophobes, favorisent les Allemands, en haine de notre influence, et leur presse, toute germanophile, attaque violemment la France. Nous n'aurions pas indéfiniment supporté sans faillir d'aussi vigoureuses attaques. Le chemin de fer de Bagdad est une superbe réussite de la volonté allemande. Je ne saurais trop dire l'admiration que cette œuvre mérite, et sur tout son parcours, nous sommes, dès maintenant, dominés. Je l'ai senti de la manière la plus douloureuse, en Syrie même, sur un terrain où, peu avant,

notre influence régnait. J'ai vu dans Alep les officiers de la mission militaire allemande circuler en maîtres. Leur prestige, joint à celui des ingénieurs du chemin de fer, nous aurait réduits à néant sans la ténacité des religieux et religieuses français qui forment inlassablement les enfants du pays et leur mettent dans l'esprit une vigoureuse prédilection pour la France.

Ils les instruisent, leur apprennent notre langue et *la Marseillaise*. Ah ! que ces enfants écarquillaient leurs beaux yeux devant un académicien ! Mais, devenus grands, ces petits clients de la France deviendront les employés du chemin de fer allemand et les consommateurs des produits que les commis-voyageurs allemands viennent leur vendre en baragouinant le français.

C'est un crève-cœur, d'Alep à Alexandrette, et, passé le Taurus, sur toute la ligne d'Anatolie, jusqu'à Constantinople, de voir notre prodigieux effort et notre échec tout près du but ! Nous nous sommes prodigués, par le moyen de nos congréganistes, en œuvres d'éducation et d'assistance : nous échouons à en recueillir le fruit. Nous travaillons pour le roi de Prusse. Il y a trois mois, nous étions à la veille d'abandonner

nos positions. Nos lois sur les congrégations, en arrêtant le recrutement des maîtres, allaient fermer nos écoles là-bas : ou mieux les abandonner à des maîtres allemands. Dans la région de Koniah, j'ai pu voir d'une manière certaine l'alliance du fanatisme religieux musulman et de l'esprit germanique anti-français. Rentré en France, me disais-je, je ferai une campagne, je montrerai à mes compatriotes les conditions vraies de notre succès en Orient, et je dirai si haut la vérité qu'on me donnera raison : mais, tout de même, pour obtenir un succès complet sur l'Euphrate, il faudrait une victoire sur le Rhin.

A Constantinople, je fus épouvanté de voir la toute-puissance. — on le niait, mais elle crevait les yeux, — la toute-puissance de l'Allemagne. On nous aimait, peut-être. Sûrement on nous sacrifiait. Je me rappelle une journée que j'ai passée, au début de juillet dernier, sur le Bosphore, dans le plus beau décor qui existe sous les cieux, en compagnie d'un ami turc que j'aime beaucoup. Notre barque glissait entre les deux rives sublimes de l'Europe et de l'Asie, chargées de châteaux antiques, de palais, de villages, de forêts verdoyantes, de grandes solitudes

pleines de pensées romanesques. Ces plaisirs de la nature, de l'art et de l'amitié ne pouvaient m'empêcher de sentir que la France, sinon dans la pensée de mon compagnon, du moins chez les hommes d'État qu'il me peignait, et dans les faits qu'il me déroulait, était sacrifiée. Cette injustice de notre destinée en Orient me désespérait. Mais voici que la guerre de 1914 guérit tous nos malheurs publics.

O guerre redoutable, que nul n'avait désirée, car tous les hommes sensés craignaient que nous ne fussions pas prêts, un miracle, un sursaut du génie national, favorisé par les plus heureuses circonstances, a suppléé à tous les manques, et la victoire se fait sous nos yeux éblouis. Au milieu de nos efforts, de nos angoisses privées, de toute notre humanité douloureuse, qui nous empêchent de la bénir, cette guerre, nous voyons bien qu'elle est le salut. Elle nous sauve, jusqu'en Orient. Elle est même en train d'y dépasser nos vœux. Nous ne demandons pas l'écroulement de l'empire ottoman. Il va mourir des procédés de corruption et d'avant-guerre qui ont échoué en France et en Belgique : il est livré à l'Allemagne par Enver Pacha et la petite bande audacieuse qui, le pistolet à la main, s'est

frayé le chemin du pouvoir. Pauvre Turquie! j'y ai vu bien des noblesses et un goût de la chevalerie qui plaident pour elle au milieu de ses ruines. Est-ce sa beauté, le souvenir des lieux célèbres, des sites grandioses et des mœurs neuves que j'y ai tant goûtés, est-ce plutôt le sentiment qu'elle meurt victime de l'Allemagne et des mêmes embûches que notre généreuse nation a vues de si près? Je me sens ému et désireux d'être juste pour cette terre des cyprès, dans ce moment où l'ennemi donne le signal de son dépècement, et semble offrir ses provinces pour rendre plus aisés les règlements de la paix entre les alliés.

V

LE MAIRE-OTAGE

6 Novembre 1914.

En arrivant à Lunéville, dans la nuit la plus noire d'une ville sans lumière, j'étais allé chercher à sa mairie mon vieil ami Georges Keller, pour que nous dînions ensemble à l'hôtel. Hôtel entièrement vide, depuis que les officiers prussiens en ont décampé.

Dans la grande salle, nous voilà seuls en face d'un petit repas de conserves. et tard dans la soirée le vaillant patriote lorrain, sans s'étonner, sans y mettre d'émotion ni de couleur, à peine quelque humour, nous explique d'une voix un peu traînante comment ça s'est passé.

— En 1870, nous les avons eus trois ans : cette fois-ci, je crois que nous en serons quitte pour ces trois semaines.

Il m'en fait le récit. Les Prussiens sont entrés le samedi soir, 22 août, et partis le samedi matin, 12 septembre.

— Ils nous ont coûté douze personnes tuées et cent maisons incendiées, et puis 350.000 francs de contribution de guerre. Moi, comme maire, j'étais otage, j'étais responsable ; il n'y a pas à dire, j'étais dans leurs mains, à la merci d'un incident. Aussi tous mes concitoyens étaient parfaits pour moi, pleins d'attention ; quand j'étais prisonnier, on m'envoyait des petits plats, mille gâteries. Je sentais avec un profond plaisir l'amitié, la reconnaissance de tous pour leur maire.

— Keller, il y a déjà un mois de tout cela. La reconnaissance dure toujours ?

Il rit. Nous rions, et le lecteur avec nous. Mais tous, nous avons beau faire les scepti-

ques, nous savons que ce sera un beau titre que de s'être bien conduit pendant la grande guerre de la Revanche.

Vous aimeriez, n'est-ce pas, que je vous transcrive ici ce que j'ai entendu toute la soirée, l'histoire de Lunéville sous les Allemands, racontée par son maire. C'est, en effet, dans tous ses détails, un enseignement du plus haut intérêt. Mais je crains d'y glisser des erreurs de mémoire qu'on attribuerait à Keller, et mieux vaut qu'à son heure il publie lui-même ses notes. Un conseil, toutefois ! qu'il ne s'en tienne pas à nous raconter que la viande, l'épicerie, le beurre, les graines alimentaires, et, pendant deux jours, le pain ont manqué : que, faute de gaz, d'électricité et de pétrole, et les bougies étant rares, il fallait s'éclairer avec de l'huile comestible. Keller, ce qu'il y a de bien, c'est votre solidité d'âme et celle de vos concitoyens. Le préfet Mirman, dans son rapport officiel, écrit : « Le premier jour, M. Keller, industriel, maire de Lunéville, et douze de ses concitoyens, ont été pris comme otages, et ils n'ont été relâchés qu'au bout de dix jours. Dans la suite, quatre otages, quotidiennement fournis, répondaient de la sécurité des troupes allemandes. M. Keller a fait

jusqu'au bout, non sans péril, tout son devoir, avec un sang-froid et une dignité au-dessus de tous éloges. » Voilà le schéma. Nous voudrions avoir la série des faits et des émotions par lesquels vous avez passé et qui justifient ce beau témoignage d'un digne préfet radical à un maire nationaliste, d'un patriote à un patriote.

Keller n'était pas maire de Lunéville avant la guerre. Il appartenait à la minorité du Conseil municipal. Soudain, au début du mois d'août, le poste devient libre. Pourquoi tous se tournent-ils vers lui ? Pourquoi accepte-t-il quand l'heure est périlleuse ? Parce que quarante-quatre ans auparavant, en 1870-71, son père a tenu avec excellence ce haut poste et que tous sentent le fils qualifié pour répéter la belle conduite du père. C'est émouvant de voir comment la cité, la nation, la grande et la petite patrie, aux heures périlleuses, se resserrent, se coordonnent, font un seul être, doué de mémoire, et appellent les morts eux-mêmes aux délibérations des vivants. Ah ! comme tout devient intelligence, beauté, bel ordre, quand l'intérêt collectif et l'intérêt individuel se confondent !

Keller a connu sous toutes ses formes le rôle d'otage. Il a été gardé au fond d'une

chambre, il a été promené comme un bouclier au front du régiment. Un soir un officier le prie d'entrer au corps de garde et là :

— Monsieur le maire, voudrez-vous nous servir de guide pour sortir de la ville ?

— Oh ! c'est bien simple, vous n'avez qu'à suivre les rails du tramway.

— Non, veuillez marcher devant.

Deux hommes se placent à sa droite, à sa gauche, le revolver au poing. Il s'en va, ainsi encadré, voué à une mort immédiate si quelque incident se produit. C'est un poste d'honneur. Mieux que jamais, il représente sa ville. Tout de même, en rase campagne, il voudrait s'en aller. « Non, monsieur le maire, il faut continuer ». Au bout d'un temps, il s'insurge :

— Je ne suis plus jeune, je n'ai pas l'habitude d'aller de ce train.

— Oh ! monsieur le maire, dit le chef, il y a quinze jours que je n'ai pas couché dans un lit. Vous n'avez pas le droit de parler de fatigue.

Et l'on continue.

La scène vous donne une faible idée des trois semaines que Keller a passées, toujours à la merci de la fantaisie honorable d'un patriote militant et, plus encore, mis en dan-

ger par les hallucinations des Allemands obsédés de peur et criant soudain qu'on leur tire dessus.

Enfin, ils partirent. Et ce jour-là, pour une dernière fois, ils emmenèrent avec eux Keller qui devait leur servir de gage jusqu'à ce que le dernier soldat fût en sécurité.

— Je marchais, comme d'habitude, au premier rang. A quelques kilomètres de la ville, le général me dit : « Monsieur le maire, vous êtes libre, et je vous félicite de la dignité avec laquelle vous avez accompli votre devoir ». Il me tendit la main. Il fallut bien y mettre la mienne. Vous pouvez croire que je manquais d'élan. Ils m'ont laissé là, sur la route. Le temps était beau, je suis revenu à pied. En cheminant, qu'est-ce que je vois ? Deux soldats allemands entourés de femmes et d'enfants. « Ils veulent être prisonniers », me dit-on. Ah ! non, gardez-vous du piège ! Qu'un civil fasse un acte de guerre, et les Prussiens reviendront nous fusiller et nous brûler. Je ne m'en mêle pas. « Mais au moins, dis-je à ces deux soldats, vous n'allez pas faire du mal à ces femmes et à ces enfants ? » — « Nous n'y pensons pas ! » me répondirent-ils avec indignation. Et les enfants, les femmes criaient : « Ils n'y pensent

pas ». — « Ma foi, dis-je embarrassé, je ne vous arrête pas, mais si vous voulez venir avec moi,.. »

Et c'est ainsi que les bonnes gens de Lunéville, émerveillés, ont vu leur maire, qui était parti, le matin, prisonnier des Prussiens, revenir, au soir, sa canne à la main, avec deux captifs.

L'histoire n'est pas mauvaise. Elle est loin de vous donner l'essentiel de l'intérêt que je trouvais à causer avec mon ami Keller. Mon plaisir profond, tandis que je l'écoute et le regarde, dans cette salle où je crois encore respirer l'odeur des Prussiens, c'est de voir un fils qui renouvelle à un demi-siècle de distance la conduite de son père ; c'est d'admirer un galant homme, un industriel estimé de tous, mais que rien ne désignait pour jouer dans la vie les héros, tenir ce rôle à merveille, au premier appel, au premier coup de clairon du destin. Et autour de lui, avec une pareille aisance, tous ses concitoyens ont fait leur devoir comme leurs pères en 1870, comme leurs aïeux, d'âge en âge.

La lutte contre les gens d'outre-Rhin, voilà notre esprit profond, le foyer de notre vitalité, à nous gens de la rive gauche. Et l'on s'en assure, on en reçoit d'admirables clartés, si,

quittant le monde qui raisonne, on se plonge dans le monde du sentiment et dans le peuple instinctif.

Sur la promenade, au Champ de Mars de Lunéville, un petit monument s'élève où l'on peut lire : « Le 21 août 1870, les Prussiens ont fusillé J.-J. Gigant. Ils le savaient innocent ! » Cette inscription me dispense de vous raconter une histoire. Vous comprenez que ce monolithe commémore une atrocité accomplie, il y a près d'un demi-siècle, par l'ennemi héréditaire. Et là, dans le moment où j'étais à Lunéville, une couronne venait d'être déposée sur cette pierre de souvenir avec ces mots : « *Mon Dieu, ayez pitié des Français qui vengent mon père.* » Est-ce assez beau et jailli, à la fois, du cœur d'une enfant et du cœur de la race ?

Cette ardente prière, à laquelle en passant chacun de nous s'associe, a exactement la qualité, la force qui éclate dans les deux plus belles lettres que j'ai lues depuis le début de la guerre, et qui furent écrites par deux femmes lorraines, l'une paysanne de Moyen, l'autre paysanne de Moncel, qui sont des villages auprès de Lunéville, et toutes deux criant vengeance, comme la femme sculptée par Rude, dans son groupe du *Départ*, avec

une bouche violemment ouverte. « Nous te disons que tu sois fort et que tu ailles les venger », dit la jeune fille de Moyen. « Tu peux faire part de cette lettre à tes camarades pour que tous les soldats puissent nous venger ». redouble la jeune femme de Moncel.

Femmes admirables, témoignage de la vitalité puissante de nos campagnes, signe de ce qu'il y a chez nous de plus intuitif et de plus inspiré, qu'elles sont belles quand elles ramènent leurs fils, leurs frères, leurs maris au combat contre l'ennemi héréditaire et leur font jurer fidélité à la loi de leur race ! Voilà le fond lorrain, la nappe d'eau vive d'où sortent nos réflexions et notre spontanéité.

... Je m'arrête. je m'éloigne trop de Keller. Voilà un instant que je n'entends plus ce qu'il me dit sur la manière, à la fois ingénieuse et régulière, dont il procédait à ses réquisitions. Est-ce donc que je m'endors ? Non, ce qui m'entraîne en songeries, c'est l'émotion. le plaisir puissant de voir un bourgeois, un notable, un administrateur accordé étroitement avec ce qui vit et palpite, de toute éternité, dans les entrailles de cette terre d'invasion.

— Mon cher Keller, voulez-vous que nous

allions ensemble, demain matin, à cette cérémonie pour les morts sur le plateau de Gerbéviller ?

VI

N'ABUSONS PAS DE LA TEINTE KAKI

7 Novembre 1914.

Êtes-vous sûrs qu'on laisse jaillir devant nous toute la flamme de la tragédie nationale ? On tâche trop d'éteindre, ou du moins on cherche trop peu à favoriser un enthousiasme qui fait une part de notre force.

Je ne critique pas les communiqués. Ils possèdent une grande qualité, la première de toutes : ils sont vrais. Rigoureusement vrais. C'est l'honneur de notre pays, cette sincérité que l'univers peut confronter avec le mensonge systématique de l'Allemagne officielle. Mais, pour être exact, faut-il être aride, sec et nu ? Les abrégiateurs qui chaque jour nous donnent ces quelques lignes, et qui depuis trois mois ont créé par elles notre certitude de victoire, sont des gens incapables d'aucun écart de l'imagination. Ils n'ont pas de par delà. C'est bien. Mais ne restent-ils pas un peu en deçà ?

Ils se contiennent trop. Je m'incline devant une sévérité si rigoureusement observée. Mais leur abrégé ne nous permet pas de voir tout ce qu'il y a de grandeur aux armées, et d'une manière ou de l'autre on devrait le compléter.

On manque de justice à force de viser à la haute réserve. On ne fait pas assez valoir cette campagne, ses chefs et ses soldats. Nous en souffrons tous, qu'on le sache ! Nous avons besoin de détails abondants et minutieux, généreusement prodigués, et qui soient vus par des historiens à l'imagination ardente. Est-il impossible de nous satisfaire ? Quand connaissons-nous les héros de tous rangs, de tous grades qui nous sauvent ? Vous ne pouvez pas les introduire dans le communiqué ; vous ne voulez pas qu'on y trouve jamais un trait qui donne la couleur et l'héroïsme des faits. Soit ! Gardez-le tel qu'il est, votre papier d'honnête homme dont je ne me plains pas, qui nous donne en raccourci chaque jour de la guerre et quasi la pulsation quotidienne des armées : mais ayez par ailleurs un moyen de répondre à notre vœu. Toutes les lettres qui nous viennent de l'armée sont brûlantes. De chaque bataillon s'échappent les plus admirables histoires. La source est devant nous :

il n'est que d'y plonger à plein seau pour en rapporter du sublime.

Le *Bulletin des armées de la République* prétend apporter aux soldats les exhortations des non-combattants. De là sa médiocrité inévitable. C'est des combattants que doit nous venir la leçon par l'exemple. Je réclame un florilège des grandes actions de nos régiments, de nos bataillons et de nos soldats, une lecture d'où l'on sorte plein de flamme et d'enthousiasme.

Nous sommes tous d'accord pour distinguer chez nos grands chefs (dont nous savons mal les noms, dont nous ignorons totalement le visage et la biographie), des qualités de modération et d'abnégation, une haute moralité. Nous saluons, avec la certitude que crée une série de demi-lumières, des hommes qui pensent à leur pays plus qu'à eux-mêmes. Jamais les soldats de la France n'ont eu à leur tête de plus honnêtes gens. Ces chefs, depuis dix ans, au milieu de la discorde et des méfiances et des attaques, faisaient leur métier, préparaient le salut de tous. Ils témoignaient là une supériorité de sentiments qui s'accorde avec leur manière de conduire les opérations aujourd'hui, de ne compromettre jamais rien, de suppléer à tous

les manques, de maintenir les affaires pied à pied. pour nous faire voir à quelle famille d'hommes de guerre nous devons les rattacher. Et cette vertu, se nuancant selon les âges, descend du généralissime jusqu'à nos plus jeunes camarades.

L'armée de Joffre apparaît comme une des plus pures et des plus originales qu'ait eues la France. Je prévois qu'elle s'enveloppera aisément d'une sorte de légende philosophique à la Drouot, à la Catinat.

Mais, dans cet ensemble et sous cette couleur générale, qui semble écarter, refuser l'élan populaire, il y a des soudainetés, des éclairs, des coups de foudre. Cette grande victoire lente est faite d'une quantité d'actions prodigieuses. Cette égalité, cette constance, cette vertu du généralissime s'appuie sur une immense jeunesse joyeuse, classe 1914, que talonne déjà la classe 1915, et ces enfants évadés de l'école brûlent de montrer ce qu'ils valent.

Allons-nous indéfiniment ne connaître tout cela qu'à la dérobée ? Allons-nous ignorer ce beau volcan qu'est notre armée dans ses tranchées ? On cherche, on interroge, on se penche. La France voudrait connaître, aimer et remercier chacun de ses fils. Donnez à notre piété,

monsieur le ministre, et à notre enthousiasme, un accès plus facile auprès de ceux qui font notre gloire.

Les rapports du maréchal French conduisent les Anglais auprès de leurs soldats. Nous-mêmes, nous avons eu un excellent exposé de la bataille de la Marne. Un seul, et puis rien. C'est de mille manières que l'on pourrait favoriser ce désir de nos cœurs et de nos esprits, et nourrir l'enthousiasme public dans une guerre si dure et si longue. Tout au contraire, il semble parfois que l'on s'ingénie pour atténuer, refroidir et voiler.

Prenez le *Journal officiel* du vendredi 30 octobre dernier, n^o 298, ouvrez-le à la page 2840 et vous serez péniblement affecté, comme je le fus, en y trouvant une énumération de généraux « *décédés* ». C'est ainsi que sont désignés les généraux morts pour la France ! En vérité, n'est-ce pas pousser beaucoup trop loin la réserve, la rigidité, l'impassibilité, — je cherche le terme qui me dispensera d'écrire l'insensibilité du langage administratif ? Lorsqu'au 46^e d'infanterie on appelle « La Tour-d'Auvergne », le sous-officier qui répond ne dit pas « *décédé* », il lance la belle phrase qui nous fait frissonner de fierté et qui, d'un mouvement instinctif, fait que les jeunes

recrues serrent entre leurs mains plus fortement leurs armes. Il s'écrie : « *Mort au champ d'honneur !* »

Si vous ne voulez pas aller jusqu'à une expression contre laquelle cependant nul ne voit d'objection, pourquoi les bureaux du Ministère de la Guerre ont-ils renoncé à employer la formule : « Tué à l'ennemi », qui était en usage pendant les campagnes de Crimée, d'Italie, du Mexique, d'Afrique et durant la guerre de 1870 ?

Il faut que de tels morts soient distingués de ceux qui, moins heureux, n'ont pas l'honneur de tomber pour la France. Ils ont bien gagné d'être désignés sur les contrôles d'une manière qui les signale à leurs successeurs et qui assure la gloire de leurs familles. Accueillez, Millerand, cette réclamation que je vous adresse au nom de la Société amicale des anciens élèves de Saint-Cyr, au nom des officiers et soldats, au nom de tous les patriotes. N'abusons pas de la teinte kaki.

VII

LA MESSE SUR LES TOMBES DE LA VICTOIRE

9 Novembre 1914.

Au matin, je m'en suis retourné de Lunéville à Gerbéviller et, un peu au delà, vers Moyen. Il avait plu toute la nuit, la terre était défoncée : il faisait froid, et le vent apportait, par intervalles, le bruit sourd du canon. Sur les vallonnements du plateau que nous suivions, au-dessus de la Mortagne, plus un arbre, rien que des troncs coupés à un mètre de terre. Ces troncs mutilés attestent encore l'acharnement d'une bataille de vingt jours. Mais les derniers cadavres viennent d'être enterrés, et je me hâte pour assister à la messe sur les tombes.

Quand j'approchai de Moyen, il y avait à droite de la route, dans les champs, une petite foule. Vers cette foule, de toutes parts, à travers les terres, des gens silencieux s'acheminaient.

Je quittai la voiture et m'en allai à pied vers ce rassemblement. Un groupe d'officiers vint à ma rencontre : nous nous serrâmes la main, en même temps qu'ils se nommaient.

Rien de plus. A quoi bon parler ? Cet horizon rempli de tertres funèbres exprimait assez nos pensées.

Un paysan s'approcha et me dit :

— Je suis le maire de N... J'avais cinq maisons. De mes cinq maisons, il ne me reste rien. Et le pardessus que vous me voyez sur le dos, je l'ai emprunté à une personne de Lunéville.

— Monsieur le Maire, la France a le devoir de vous habiller, de vous abriter et de vous nourrir.

Il me montra un groupe tragique de vieillards, de femmes et d'enfants, venus des villages détruits rejoindre cette réunion de soldats et prier pour leurs défenseurs. J'allai leur répéter les mêmes paroles. Puis je me plaçai au milieu des officiers et des majors, à côté de la sœur Julie, l'ange des ruines, toute plongée dans son paroissien et des lunettes sur le nez.

Nous étions là sur le principal ossuaire des champs de bataille de la Mortagne où l'on allait célébrer un service pour les morts semés dans cet horizon à perte de vue, depuis Saint-Dié jusqu'au delà de Lunéville.

Qu'on se représente la scène, quelques centaines de soldats, massés autour d'une tombe

longue de trente mètres et ornée de drapeaux. de pauvres bouquets et de faisceaux d'armes. A la tête de cette tombe, deux groupes, l'un de paysans sinistrés, l'autre d'officiers et de religieuses, encadrant un autel où monte un prêtre. Il s'incline et ses vêtements sacerdotaux laissent voir son pantalon rouge.

Le prêtre-soldat ! figure étonnante qui réapparaît à de longs intervalles dans l'histoire de France, évêque des *chansons de gestes*. moine guerrier des croisades. curé de 1914 : homme en qui résident deux mystères. et qui dispose d'une double puissance pour nous émouvoir. Toutes les têtes se découvrent, toutes les figures se contractent. Et tandis qu'il procède à l'office divin, chacun se livre aux songeries du cœur. Nous revivons les grands âges primitifs et purs de notre race. Le mensonge s'entuit ; les rites redeviennent capables d'élever, d'emporter les esprits dans le ciel. Au lointain le canon tonne ; nos villages ruinés sonnent leurs cloches malheureuses. Et quand, au sommet de l'office, le prêtre-soldat élève le calice au-dessus du champ de bataille. on entend palpiter les âmes.

Vous étiez là, jeunes filles de Moyen, vous. les trois sœurs Hasse, qui avez écrit, en date

du 4 septembre 1914, la lettre sublime au frère et qui d'une voix pressée lui disiez :

Mon cher Édouard,

J'apprends la nouvelle que Charles et Lucien sont morts dans la journée du 28 août ; Eugène est blessé grièvement. Quant à Louis et à Jean ils sont morts aussi. Rose est disparue. Maman pleure ; elle dit que tu sois fort et désire que tu ailles les venger. J'espère que tes chefs ne te refuseront pas ça. Jean avait eu la Légion d'honneur ; toi, succède-le.

Ils nous ont tout pris. Sur onze qui faisaient la guerre, huit sont morts. Mon cher frère, fais ton devoir ; l'on demande que ça. Dieu t'a donné la vie, il a le droit de te la reprendre. C'est maman qui le dit.

Nous t'embrassons de tout cœur, quoique nous voudrions bien te revoir avant. Les Prussiens sont ici. Le fils Jandou est mort. Ils ont tout pillé. Je reviens de Gerbéviller, qui est détruit, les lâches !

Pars, mon cher frère, fais le sacrifice de ta vie ; nous avons l'espoir de te revoir, car quelque chose comme un pressentiment nous dit d'espérer. Nous t'embrassons de tout cœur. Adieu et au revoir si Dieu le permet.

Tes sœurs : Berthe HASSE.

C'est pour nous et pour la France. Songe à tes frères et au grand-père en 1870.

Vous étiez là, paysanne d'Hériménil, M. G..., qui lanciez à votre mari les apostrophes brûlantes :

Mon cher Henri, les Allemands ont été trois semaines chez nous à nous faire de la misère. Je vais te dire la vérité, car je ne peux garder cela pour moi ; mais il faut que tu aies du courage comme j'en ai eu.....

..... Maintenant ne te fais plus de bile pour la famille, car tu n'as plus que moi à penser. Tu sais que j'ai été courageuse. Le courage fait la force : c'est pour cela qu'il faut que tu le sois, pour venger tes deux enfants et notre pauvre famille. Vous pouvez prendre tout courage pour les écraser tous, ne plus les laisser entrer chez nous, car moi, s'il était permis, j'irai prendre un fusil, tâche d'en tuer une paire. Tu peux faire part de cette lettre à tes camarades, pour que tous les soldats français puissent nous venger... Ne te fais pas de bile pour moi, car je n'ai plus d'enfants... Ce que je te recommande ? De leur envoyer des boulets plein la gueule, les écraser tous, car ils ne méritent pas de voir la lumière.

Femmes des cantons envahis, voilà vos accents admirables et terribles quand la race inférieure entreprend de briser les os de notre race, et près de vous, plus parfaite encore, voici la sœur Julie et ses religieuses, vos parentes, qui conservèrent des soldats à la France et firent reconnaître par l'univers leur vertu. La femme, mieux qu'aucun être, est désignée pour sentir et pour traduire les puissances du sang. C'est à percevoir ses vagues profondes que l'on distingue de quelle ombre surgit le sublime. Je croyais sur ce plateau, durant cette solennité, parmi cette assemblée immobile, au milieu de ces sentiments éternels d'amour, de haine, de désolation, de courage et de religion, toucher la substance éternelle, l'âme même de ces territoires... La messe est

finie. Maintenant, c'est mon tour de parler. On me fait monter sur le tertre des morts.

Il faudrait que je fusse leur voix, la voix de ces villages ruinés, de ces espaces épouvantés. Mais quel poète serait digne de toucher les orgues dans cette cathédrale du plein air et de donner à ces espaces leur gémissement ! Je me bornerai à jeter avec les mots les plus rapides et les plus simples, aux quatre vents du champ de bataille, le bulletin de la victoire.

« Nos frères sont morts et remplissent ces fosses ; nos maisons sont écroulées, brûlées, et nos concitoyens ont été fusillés ou emmenés en captivité. Mais vous n'avez pas souffert pour une cause vaine et ces sacrifices effroyables viennent d'assurer le salut de la France.

» Le 20 août, la bataille de Sarrebourg avait été pour nous un insuccès. Pendant quatre jours, les Allemands marchèrent sans obstacle. Ils croyaient qu'ils allaient comme cela arriver sur Bayon, sur Charmes et franchir la Moselle. C'est leur orgueil qui les perdit. Le 24, à cinq kilomètres d'ici, au village de Xermamesnil, ils débouchaient, musique en tête, quand ils reçurent une terrible volée de mitraille d'une batterie française placée sur la ferme-abbaye de Belchamp. D'un endroit noble de la vieille

Lorraine, mais bien déchu, on faisait cette magnifique besogne, et voilà Belchamp ravivé de gloire : voilà surtout les Allemands qui hurlent de douleur sous la mitraille de mort. Et dans le même temps, sur la même ligne, à Gerbéviller, ils étaient retenus jusqu'au soir par 51 alpins, sous la conduite de l'adjudant Chèvre, qui fut porté à l'ordre du jour de l'armée. Cette double audace, en arrêtant toute la journée le débouché de deux corps d'armée allemands au Sud de la Mortagne, a permis à nos troupes de prendre leurs dispositions d'attaque. De là cette fureur des Allemands sur nos villages. S'ils avaient pu franchir la Mortagne et puis forcer la Moselle et la trouée de Charmes, les opérations de Joffre étaient irrémédiablement compromises, et ses armées coupées. Mais, durant vingt et un jours, dans nos villages malheureux, et désormais glorieux, les deux armées de Castelnau et de Dubail tinrent bon. Et le 11 septembre, entre sept et huit heures du soir, tout d'un coup, ils sont partis en apprenant le résultat de la bataille de la Marne, qui ne fut possible que par vos souffrances et votre ténacité... »

...Ainsi je célébrais, devant mon auditoire de soldats et de paysans, les effets immédiats de leurs sacrifices. J'aurais pu continuer :

d'autres fruits mûriront, à travers les siècles sur l'arbre mystique dont ces morts voulurent être les racines. Mais ce qui resterait à entendre ne se communique pas avec des paroles. Il suffit de suivre du regard de l'âme, dans le ciel de Nermamesnil et de Gerbéviller et parmi les nuages du bois de la Chipotte, des héros qui maintenant ne cesseront plus de flotter au-dessus de nos têtes en Lorraine.

Déjà leur ombre projetée fait la beauté morale extraordinaire de ces populations au milieu des horreurs de la guerre. L'horreur n'est pas supprimée, mais du moins le trouble et le vertige de nos esprits. Heureux les peuples au milieu desquels ces morts ont placé leur demeure ! Heureux le ciel qui va les voir à jamais déployer leurs ailes et soulever les vivants !

VIII

QUE FAUT-IL AU BLESSÉ SUR LE CHAMP DE BATAILLE ?

10 Novembre 1914.

J'ai déjà beaucoup parlé des blessés. Nous avons obtenu quelques résultats. Ils sont insuffisants, et je dois continuer. Mais que nul ne s'y

trompe : j'écris cette suite d'articles avec les sentiments d'un collaborateur de l'État. Je ne suis animé par aucun goût de contradiction, et j'agis avec un esprit de vérité.

Sauver les blessés, c'est remplir notre devoir de reconnaissance, c'est obéir à notre immense amitié pour nos défenseurs, c'est donner des armées à la France. Personne ne songe à être négligent envers ces glorieux martyrs de la patrie, mais tout de même il faut se dépêcher d'améliorer l'état des choses, autant que le permet, en pleine guerre, une organisation foncièrement défectueuse.

Je me suis fait en public le divulgateur modéré des manques du service. Avec plus de précision et d'énergie, j'ai transmis à qui de droit, par la voie privée, des témoignages, des fragments d'enquête. Maintenant je voudrais soumettre à tous, après les critiques, les remèdes : quelques moyens pratiques de faire bien.

L'idée générale qui doit présider aux changements ressort d'un grand principe actuellement méconnu, c'est que la gravité des blessures est en raison inverse de *la rapidité* des soins *compétents*. Vous entendez bien, il y a deux termes : la *rapidité* et la *compétence*.

Dans quelques articles, très courts et les

plus simples (car ce grand sujet qui n'éveille que la piété patriotique doit être réservé à une argumentation toute sévère et quasi technique) je vais essayer de suivre le blessé du champ de bataille à l'ambulance et de voir, à chaque étape, comment nous pourrions le servir.

Aujourd'hui, allons sur le champ de bataille. Qu'y pouvons-nous en faveur de nos soldats ?

Nous pouvons qu'ils soient munis d'un pansement antiseptique et d'une ampoule d'iode.

Il s'agit de prévenir les infections. Petite dépense d'argent, immense économie de vie humaine.

Un haut chirurgien me dit : « Il faut que, par ordre du ministre, les officiers passent la revue de ces pansements et de cette ampoule, qu'ils en indiquent l'emploi. »

Ne faut-il pas, d'abord, qu'ils en réclament la distribution ? Chaque combattant a-t-il son ampoule d'iode ? N'a-t-il pas sali, perdu, oublié ses pansements ? N'en a-t-il pas déjà disposé ? Quand je serai assuré par mes correspondants de ce que je crois bien savoir, dès maintenant, que nos combattants n'ont pas plus d'iode que de pansement individuel, nous demanderons à un maître de la chirurgie, civil ou militaire, nous demanderons à la *Société de médecine militaire* la meilleure re-

cette d'antiseptique immédiat. le plus simple moyen, et je me tournerai une fois de plus vers mes lecteurs et donateurs d'une générosité inépuisable : « Voilà, leur dirai-je, une œuvre à créer et plus utile encore que celles du tabac et du chocolat. *le pansement du soldat.* »

Chacun ses bandes de pansement et son ampoule de teinture d'iode. Pour aujourd'hui, je n'en dirai pas plus. Cette seule idée, si elle est bonne, capable d'empêcher l'infection et la suppuration, va sauver la vie à des centaines de Français, qui sont nos meilleurs amis et nos chefs, l'élite morale et physique de la nation.

Je soumetts l'idée aux approbateurs et aux contradicteurs, aux maîtres de la science et aux chefs de l'administration. Peut-être que certains de ces derniers redoutaient qu'il n'y eût dans des critiques trop vraies une pensée de polémique ou même, à notre insu, un ferment de division. Non, mille fois non, tout ce que nous sentirons avec vérité devra nécessairement, dans cette sainte période de la guerre, tourner à faire l'union. Non pas l'union des mots : elle n'était qu'un premier stade, aujourd'hui dépassé : il s'agit d'en venir à l'union des actes. Ils se battent, nos frères ! Nous cherchons de quelle manière nous pouvons les aider, soutenir leurs corps

lassés, leur porter secours. Le service de santé, avec toute sa bonne volonté, n'a pas les préparations suffisantes. Chacun brûle de l'aider, non pas de le contrarier, de le surveiller et de le gêner. Nous voulons nous tenir près de lui, en arrière de lui, à la manière d'un assistant, et lui passer ce dont il avoue avoir besoin. Le service de santé manque de petits pansements et d'ampoules, on peut lui en fournir. Pour faire face à son immense travail, il n'aura jamais trop de collaborateurs compétents : on pourrait encore lui en proposer. C'est ce que nous verrons demain.

P.-S. — A propos de mon article : *Nabussons pas de la couleur kaki*, M. le capitaine de Gourcy, des chasseurs à pied, trésorier-archiviste de la Saint-Cyrienne, m'écrit une belle lettre dont je me permets de placer quelques parties sous les yeux de mes lecteurs. Elle achève d'éclairer un des côtés de la question :

« Le *Journal Officiel*, aujourd'hui, porte des nominations dans la cavalerie avec la mention *tué à l'ennemi*. Les nominations dans l'artillerie, le génie, l'infanterie et l'artillerie coloniales porteront encore la mention *décédé*.
.....C'est humiliant pour des gens qui don-

nent leur vie « sans hésitation ni murmure », comme prescrivait l'ancien règlement.

« Quand on lit, dans le même numéro de l'*Officiel*, qu'un officier a été cité à l'ordre de l'armée, avec le motif suivant : « S'est mis, » le 29 septembre, à la tête de ses troupes » pour prendre d'assaut un pont occupé par » l'ennemi, en disant : « Il n'y a pas de » Prussiens qui tiennent, il faut passer. » A été tué dans cet acte d'héroïsme », et que cet officier sera inscrit comme décédé sur ses états de service, c'est à renverser. — Cet officier, c'est le commandant Héry..... »

Je suis convaincu qu'il n'y a pas à insister en faveur d'une cause si juste, et que les bureaux voudront en finir avec ce fâcheux *lapsus* trop prolongé.

IX

HATONS-NOUS DE RELEVER NOS BLESSÉS

11 Novembre 1914.

De nombreuses lettres m'approuvent. « Ah ! oui, mettons le blessé en mesure de prévenir l'infection de sa plaie par un antiseptique immédiat, dès le champ de bataille. »

Comment l'administration compétente n'a-t-elle rien fait dans ce sens? Attendait-elle l'initiative privée? C'est possible, mais le professeur Pierre Delbet s'est préoccupé, avec ses amis, avec le public, de donner à chaque soldat une ampoule de teinture d'iode, et pourtant, à cette heure encore, nul commandant de corps, nul soldat ne possède d'ampoules d'iode.

C'est qu'en effet l'éminent professeur a reçu l'ordre de verser les ampoules avenue de Tourville, à la pharmacie centrale des hôpitaux. Elles y sont toujours! Aucune n'a été envoyée aux soldats qui se battent tous les jours!

Je ne comprends pas. Mais je passe outre, en attendant des explications. Il n'est pas en mon pouvoir de me substituer aux services réguliers. Je ne puis pas réaliser les idées, je ne puis que les publier.

Je répète mon premier point : que faut-il au blessé sur le champ de bataille? Un pansement antiseptique et une ampoule de teinture d'iode. Et je passe à la seconde étape de la question.

Ce blessé, vous n'allez pas le laisser sur le champ de bataille. Il vous faut le ramasser et le porter à l'ambulance.

Ah! ce séjour parfois indéfini qu'ils font sur la terre de douleur, nos soldats, environnés par la bataille ou par une immense solitude et des plaintes! Je n'en décrirai rien. Vous savez cela, mes chers lecteurs, vous le sentez jusqu'à l'angoisse, vous le voyez la nuit dans vos insomnies. Aussi voulez-vous que tous les efforts soient déployés afin que se fasse rapidement l'enlèvement des blessés, et qu'ils reçoivent au plus vite des soins minutieux.

Eh bien! avez-vous causé avec des aides-majors qui reviennent des lignes de feu? Leur avez-vous demandé pourquoi des blessés demeurent abandonnés deux jours, quatre jours et davantage? Ils vous répondent que ces affreux retards viennent de la bataille qui se prolonge, et puis de l'insuffisance des moyens de transport.

Tant que la bataille piétine les blessés, tant qu'ils gisent entre les tranchées et que les brancardiers qui les veulent aller chercher sont jetés bas, rien à faire; c'est la guerre, rendue plus effroyable encore par la conception sauvage et la manière « colossale » des Allemands. Mais devons-nous accepter que notre outillage mal approprié, d'invention trop vieille, nous coûte les plus précieuses vies? On ne peut rien contre certaines nécessités de guerre,

on peut tout s'il s'agit de créer un matériel.

Le docteur de M... me raconte qu'il eut, un jour, trois cents blessés à enlever. Il disposait de trente-deux hommes. Théoriquement, trente-deux hommes portent seize brancards, mais pratiquement, dès que le trajet à faire est un peu long, dans les terres labourées, il faut quatre hommes par brancard, et les trente-deux hommes du docteur ne pouvaient guère ramener au poste de secours que huit hommes toutes les deux heures. Au bout de quatre jours de travail surhumain, le docteur de M... a dû laisser des blessés qui d'ailleurs, hâtons-nous de le dire, ont pu être sauvés par d'autres moyens.

Voilà dans ce récit, volontairement dénué de couleurs et d'indignation, un drame que je vous laisse méditer. Nous ne sommes pas au bout de la guerre et la saison va devenir la plus mauvaise. Nuits d'hiver dans la neige, dans le dégel.. J'insiste auprès des services de santé. Vous insistez avec moi. Il n'est pas admissible que l'on se reconnaisse vaincu par une difficulté d'ordre industriel. L'entreprise où, la mort dans l'âme, le docteur de M... a échoué, l'entreprise d'enlever sept cents blessés en quatre jours ne dépasse pas le génie de la France.

On me dit que les brancards sont trop lourds. Quand un homme a porté quinze kilos, toute une journée, en plus de son sac, il est fourbu. Songez au chasseur qui est éreinté par un fusil de trois kilos. Et, là-dessus, un éminent chirurgien, le docteur Etienne Destot, m'explique dans tous ses détails une brouette cycliste dont il me chante merveille. A l'entendre, chaque brancardier devrait avoir une bicyclette et puis deux roues de bicyclette, une fourche en fer spéciale, un brancard démontable en bambous, composé de deux perches de 2^m.50, deux traverses métalliques en fer plat et deux pièces de toile de 1 mètre sur 60 centimètres de large, ourlées de façon à laisser le passage des bambous. Avec ses simples éléments, un seul brancardier, me dit-il, peut emmener à trois kilomètres un blessé couché, en une heure, et revenir sans fatigue. C'est-à-dire qu'ainsi outillé, le docteur de M... aurait en moins d'une journée enlevé ses trois cents blessés.

J'envoie à Bordeaux, dans mon second rapport qui va partir incessamment, l'invention du docteur Étienne Destot. A d'autres de la juger. Je ne me connais pas plus en brouette cycliste qu'en ampoule antiseptique, mais voilà les problèmes à résoudre et qui ne

dépassent pas le génie de nos spécialistes. Chacun supplie les services sanitaires de perfectionner leur outillage pour faire face à une guerre toute nouvelle et pour obtenir le rendement nécessaire.

Aujourd'hui, on peut, et l'on doit supprimer autant que possible les transports à bras ou par cheval ou par voiture, douloureux et lents, pour leur substituer la brouette cycliste et l'automobile. Nous avons des automobiles, mais moins simples et moins confortables que celles des Anglais. Imitons nos amis, puisque nous n'avons pas su progresser en même temps qu'eux, et si nous renonçons à donner à nos soldats le bien-être dont jouissent les leurs, tâchons tout de même que des blessés français trouvent chez nous, en plus d'une fraternité agissante, le *confortable* britannique.

Certes, ils ne se plaignent pas, nos blessés. Ce ne sont pas eux qui disent que c'est dur ; ils ne réclament rien. Mais parce qu'ils sont des héros, est-ce une raison pour les soigner imparfaitement ? Au contraire. Plus ils sont mâles et généreux, plus il faut les guérir et les conserver.

Ah ! je sais bien : tous ceux d'entre nous qui sont neufs et chez qui l'affreuse accoutumance n'a pas émoussé la première sensibilité

s'emploient pour le blessé. La pitié, les larmes, le dévouement d'admirables sœurs de charité, laïques ou religieuses, ne lui manquent pas. Cela, c'est l'activité des cœurs. Je réclame pour lui en outre l'aide des intelligences coordonnées.

Notre service de ravitaillement en vivres et en munitions fonctionne admirablement. Le service de santé fonctionne moins bien. Pour concevoir, créer et mettre au point notre 75, des inventeurs ardents et savants ont travaillé des années. Les services de santé n'ont pas eu, quelle qu'ait été leur bonne volonté, cette heureuse fortune de doter notre pays d'un matériel sanitaire approprié aux nouvelles nécessités de la guerre.

X

ERNEST PSICHIARI MORT AU CHAMP D'HONNEUR

12 Novembre 1914.

Le petit-fils de Renan a été tué à l'ennemi. J'apprends le malheur, la gloire des siens et des lettres françaises. Je m'interromps d'écrire

mon article du jour, j'écarte mes notes sur les blessés : sans un retard, il faut que les patriotes saluent ce frère immortel de Péguy, ce soldat de la France et de la pensée française, notre jeune et bien cher ami tombé pour la patrie.

Ernest Psichari, lieutenant d'artillerie coloniale, a été tué à Saint-Vincent-Rossignol, en Belgique, près de Virton, le 22 août, en défendant sa batterie. C'est une affaire où nous avons été douze mille contre cent vingt mille. Nul n'a bronché. Le régiment s'est fait tuer. Lui et ses camarades sur leurs pièces qu'ils avaient rendues inutilisables. Il a vu la mort venir. Ils avaient usé leurs dernières munitions. Voilà ce que me fait savoir son père, qui fut avant-hier, jadis, je ne sais quand, notre adversaire politique et que ce glorieux malheur rend pour nous un ami sacré. Et il ajoute, ce père, vers qui vont toutes les amitiés : « Oh ! si, après cela, nous ne les écrasons pas, nous nous demanderons ce que sont allés faire là-bas nos enfants ! » Nos enfants, mon cher ami, sont allés sauver la France, et le vôtre, parmi eux, d'un bond dans la mort, s'est placé au premier rang, ajoutant encore à la gloire de votre illustre famille.

« A quelle mystérieuse suite de recommandements se plaît la nature, écrivais-je, il y a trois ans, lors des débuts littéraires d'Ernest Psichari, et comme il est beau que les richesses cachées dans le germe primitif viennent successivement fleurir, tomber et reflleurir dans la suite de la descendance... » Le petit-fils de Renan aura passé au milieu de nous en courant, mais que sa destinée interrompue est belle ! Couronné par la mort, le jeune héros rejoint son aïeul qui le reçoit avec respect. L'enfant complète, perfectionne, oserais-je dire, répare l'œuvre immense du vieillard.

J'aime le vieux Renan, je serais un ingrat de manquer jamais à saluer celui dont les livres furent un des appuis de ma jeunesse. Il me proposa des problèmes que j'ai, par la suite, résolus selon mes expériences propres, mais qui demeurent tout l'attrait de la vie. Son œuvre, hier encore, je la méditais sur la plage antique de Phénicie, d'Amrit à Sidon, dans Amschid, dans Ghazir et le long du fleuve Adonis. Pourtant, j'ai toujours souffert qu'elle manquât d'héroïsme. J'y cherchais vainement un élan tout direct et tout franc, le goût du risque physique, et j'écartais avec impatience un excès de précaution. Or, voici que cet enfant guerrier est apparu pour justifier

son grand père. « Mon salut et ma joie », dira l'aïeul en accueillant cette jeune ombre sanglante.

J'ai mis jadis dans la circulation des idées une phrase de Renan, que je tenais de Déroutède et qui n'a fait que trop fortune. J'ai raconté qu'un jour le vieux philosophe dit au jeune président de la *Ligue des Patriotes* qui insistait pour l'associer à l'une de ses entreprises : « Jeune homme, la France se meurt. Ne troublez pas son agonie. » Phrase impie, m'écriais-je. J'aurais dû ajouter que Renan procédait toujours en se plaçant successivement à des points de vue divers, et qu'il n'est pas juste de prétendre le saisir tout entier dans cette cruelle boutade. Aujourd'hui, nous voyons que ce glas de mort ne donnait pas le son total de son âme. Nos fils ressemblent à nos pensées les plus profondes, a-t-on dit avec magnificence. Ernest Psichari s'accorde avec les grandes pages de la *Réforme intellectuelle et morale*. Il les continue. La vie et l'œuvre de cet enfant peuvent être tenues pour un des testaments du génie multiforme de Renan. Il rachète, s'il en était besoin, son aïeul et, au sens mystique, le sauve.

Renan et Taine sont morts en doutant de la vitalité française. Ils ont cru que les

nouvelles générations vivraient de l'ombre d'une ombre et mourraient d'inanition morale. Comme le vieil empereur carolingien qui voit les barques normandes sur l'Océan et qui verse des larmes en prophétisant l'invasion, ils ont passé leurs derniers jours à gémir devant la haute mer qu'ils n'avaient plus la force d'affronter. Ils désespéraient. C'est une conséquence de leur abus des analyses et des froids raisonnements. Que ne se fiaient-ils davantage à leur cœur? S'ils étaient descendus en eux-mêmes, ils y auraient trouvé la puissance et la fierté de leurs pères, toutes prêtes à renaître en leurs petits-fils.

L'Appel des Armes, l'œuvre maîtresse d'Ernest Psichari, est le témoignage le plus saisissant et le plus clair d'une génération que nous avons vu se former sous nos yeux éblouis de bonheur, et qui rature les enseignements officiels de ses maîtres immédiats, pour aller chercher sa parole de vie plus haut dans la race, plus loin dans le passé. « Le fils a pris le parti de ses pères contre son père », telle est la puissante formule où le jeune écrivain définit son livre, sa propre biographie morale et l'histoire de ses amis. Vous connaissez le thème de *l'Appel des Armes* : le fils d'un instituteur antimilitariste, sous l'in-

fluence d'un officier que le hasard lui fait rencontrer, se découvre une vocation de soldat. Un second ressort mystique vient en aide et en réconfort à cette vertu guerrière et la double. Ce fils d'anticlérical est catholique pieux.

Jugez de l'étonnement douloureux du père à cet éveil, à ce réveil de tout ce qui fut la vie des siens à travers les siècles et qui sommeille dans son être. Quel livre ! Il posait tout le problème des âmes dans la France d'hier. Avant cette guerre, il y avait chez nous deux conceptions du devoir, deux vues sur nos destinées nationales, Elles s'opposaient ; aujourd'hui, elles sont réconciliées devant l'ennemi et dans les conditions que créent le danger et le sentiment surexcité de l'honneur. Ceux qui proclamaient « l'indépendance de la raison affranchie » sont bien obligés de reconnaître la nécessité, la beauté, la supériorité des disciplines généreusement consenties.

Le germe des idées sur la patrie que nous avons combattues se trouve peut être dans la fameuse conférence, où Renan définit la nation comme une âme et un principe spirituel. Pour nous, la patrie est avant tout une terre et une entente avec ceux qui nous engendrèrent selon la chair. Mais dans ce texte que je n'ai pas sous la main et que je dois citer de mémoire.

l'illustre philosophe déclarait : « Nous serons une patrie et nous nous aimerons en proportion des sacrifices que nous aurons acceptés et des maux que nous aurons soufferts ensemble. » Grande parole qui semble prévoir, qui définit notre réconciliation, notre union d'aujourd'hui.

Ces jeunes morts glorieux, Ernest Psichari et Charles Péguy, qui s'aimaient fraternellement, ont pu croire justement qu'ils distinguaient et choisissaient entre leurs aînés, et celui-ci plus âpre, parfois terrible, celui-là grave et tendre, ils l'ont l'un et l'autre coupé, sacrifié dans la chair vivante. Ils étaient deux guerriers. Mais est venue la grande guerre de Revanche, et dès le départ elle fit l'unité nationale. Rien qu'en prenant les armes pour la réparation du droit et la délivrance de l'Alsace-Lorraine, nos fils ont réparé et délivré l'âme française, ils ont restitué la patrie une et indivisible.

De cette réussite sacrée, je suis sûr que Psichari et Péguy eurent l'intuition dans leurs dernières veillées du bivouac, car les circonstances sublimes nous ramènent dans les régions les plus profondes de notre conscience et nous aident à comprendre tout ce qui nous est parent. Ils ont senti tous leurs sentiments s'accorder, les nôtres unanimement les entourer

d'une brûlante amitié. Et puis, je sais de source certaine qu'ils sont tombés en connaissant que leur sacrifice n'avait pas été inutile. Les compagnons d'armes de Péguy me racontent qu'il a succombé au dernier jour de la retraite sur la Marne, après avoir entendu l'ordre du jour du généralissime disant : « Demain, les armées passeront de la défensive à l'offensive. » C'était assez pour que cette magnifique intelligence, dans sa dernière nuit, entendit les ailes de la victoire. Quant au lieutenant Ernest Psichari, son père m'écrit : « D'après des mots que j'ai recueillis, il est mort, croyant à la victoire fermement. »

Cette certitude qui les remplissait et les consolait dans leur sacrifice permettra pour jamais à leurs amis, à leurs mères elles-mêmes, de se les représenter, ces jeunes héros, le front calme dans la mort.

XI

AUTOUR DES AMBULANCES D'ARRIÈRE

14 Novembre 1914.

Mais continuons d'accompagner le blessé dans son dur voyage vers le salut.

Vous vous rappelez que nous l'avons laissé

aux mains des brancardiers qui le portent lentement, du mieux qu'ils peuvent, jusqu'à l'ambulance d'arrière (ou bien jusqu'à l'auto qui le conduira à cette ambulance).

Espérons qu'il n'a pas trop attendu sur le champ de bataille et qu'un pansement sommaire, un badigeonnage d'iode ont pu déjà le prémunir contre l'infection. En tout cas, quelque pénible que nous semble sa situation, il ne récrimine jamais. Tous ceux qui le voient s'émerveillent de sa vaillance. Sur chacun de nous, il a un droit absolu, et le sublime, c'est qu'il ne s'en doute pas. C'est nous qu'il a défendus, vous, moi, nos familles, vos enfants et les miens, nos champs, notre pensée. Il s'est placé entre Paris et les masses allemandes. Il tombe; défendons-le, à notre tour. Il est le créancier du pays. Il a droit à des organisations sanitaires souples, coordonnées, bien agencées, à des soins distribués rapidement par les gens les plus compétents. Quand il glisse à terre au milieu du combat, le vaillant garçon, et qu'il sort de la chaude camaraderie, de cette entr'aide, de cette fraternité que tous nos fils et nos frères nous racontent et qui crée vraiment, entre les chefs et leurs hommes, une petite famille, le voilà un numéro, une pauvre chose livrée à son destin. Ne le laiss-

sons pas croire à son isolement. Arrivons avec lui à l'ambulance régimentaire.

Cette ambulance est l'organe essentiel des services sanitaires. Reliée à la ligne de feu par les brancardiers et par les autos, elle forme l'échelon indispensable avant l'évacuation qui doit être le but. Comment notre blessé y va-t-il être réconforté? Que va-t-il s'y passer?

Ici, laissez que je vous évite, car elle pourrait être déprimante, une description des circonstances pénibles où l'on s'est plusieurs fois trouvé, et regardons simplement ce que devrait être une ambulance exemplaire. Un chirurgien civil ou plutôt plusieurs chirurgiens parlent. Ils nous disent :

— Dans une grande salle de « nettoyage » déjà chauffée par des poêles, voici, tout préparés, des récipients pleins d'eau chaude, des bains de pieds, des tubs. Les blessés sont mis à nu, placés sur des petits lits avec une toile cirée, lavés, nettoyés, changés de leurs linges, qui sont passés à l'étuve stérilisante. Deux ou trois chirurgiens de carrière avec chacun quatre aides sûrs, plus des femmes de France, bref, tout le monde est là avec des caisses de pansement. Et tandis qu'on examine les blessures, qu'on procède à la radiographie, s'il y a lieu, des scribes établissent des fiches. Le

triage se fait : les petits blessés, bien pansés, remplissent les autos qui les conduisent à la gare et ils s'arrêtent à soixante ou quatre-vingts kilomètres. Les blessés moyens (fractures et grandes plaies) sont mis en appareils et portés dans les autos avec une fiche spéciale, les expédiant au loin. Restent les grands blessés : les uns après une intervention d'urgence pourront être évacués ; les autres, atteints au ventre, atteints à la tête, même après l'opération, ne sont pas transportables et resteront hospitalisés.

— Mais permettez, monsieur le chirurgien, dans quel local installez-vous donc votre ambulance idéale, avec ses étuves, son appareil de radiographie ?

Qui vient d'interrompre ainsi, avec un peu d'impatience, les explications que nous écoutions ? c'est un autre chirurgien, qui, lui, revient du front.

Et son confrère de répondre :

— Mon ambulance, les ambulances que je tiens pour nécessaires, mais je les vois assez pareilles à des cirques ambulants (1) qui se montent et se démontent en quatre heures.

(1) On sait que l'idée a fait son chemin et quand elle fut réalisée, le sous-secrétaire d'Etat Godart employait ce mot de « cirque ambulants ».

Elles se fixent pour hospitaliser les blessés qui ne peuvent pas être évacués ; elles se déplacent pour suivre l'avancée des troupes ou pour reculer avec elles. Leur nombre doit être assez grand, pour qu'en les espaçant de quinze en quinze kilomètres on desserve un front de trois cents kilomètres. Elles ne doivent pas répondre à une division, à un régiment, à une formation militaire, mais simplement à une situation géographique convenable. La grande affaire qui doit présider à l'établissement d'une ambulance, c'est la recherche de l'eau. Il faut en chirurgie beaucoup d'eau sous toutes les formes, vapeur, eau chaude, eau stérilisée, eau froide, glace. En outre, une ambulance doit être une véritable usine, avec une machine à vapeur ou deux. On trouve des locomobiles agricoles. Une de ces machines donnera de la force, l'autre de la chaleur, afin que nous puissions avoir des étuves stérilisantes, un groupe électrogène d'éclairage et une installation radiographique. L'ensemble du campement comprendra une tente pour cinquante lits, une tente salle d'opérations et de radiographie, une grande tente pour le nettoyage, le pansement et le triage des blessés, une cuisine portative, des voitures de linge, de pansements et d'appareils...

Il aurait continué. Mais celui qui sait, celui qui revient de la bataille, n'y tient plus :

— Ah ! mon cher confrère, et vous, monsieur Barrès, venez donc, un jour, sur les routes derrière les combattants. Vous les avez parcourues, ces routes : vous les avez vues, couvertes de trains d'équipages, et de troupes qui défilent, et d'artilleries qui se déplacent en toute hâte. Il s'agit de ne pas perdre une minute. A la guerre, le service du combat passe avant tout. Sauver les blessés, oui : mais la meilleure manière d'y parvenir, c'est de sauver l'armée et le pays. Laissez les routes à l'artillerie d'abord et aux vivres. N'y amenez pas la foire de Neuilly ! Tenez, moi, chirurgien militaire, je ne dispose que d'une voiture médicale, toute réduite : eh bien ! le plus souvent, si petite qu'elle soit, elle s'égaré, ne me parvient pas. Vous n'aboutirez à rien, dans cette guerre, si vous compliquez.

Voilà les deux conceptions qui s'affrontent, voilà les exigences de la guerre et les exigences de la médecine, ou plutôt voilà le fait et la théorie. Quand je pèse nos obligations envers nos blessés et l'intérêt de les guérir pour qu'ils retournent au combat ; quand j'apprends que les Allemands, pour assurer la retraite rapide de leurs troupes en Pologne,

ont réuni plus de cinquante mille automobiles, j'ai peine à croire que des ambulances-modèles encombreraient dangereusement nos arrières. Mais, je comprends que ce n'est pas en pleine guerre, et quand nous avons à créer des matériels de toutes sortes, que nous pouvons réclamer utilement un nouvel outillage médical. Laissons la perfection. Qu'y a-t-il aujourd'hui de possible ?

Je départage mes conseillers, que je remercie, et voici ce que je crois pouvoir retenir. Dans cette guerre, avec les moyens mis à notre disposition sur l'arrière de la bataille, nous ne pouvons que chercher à évacuer le plus vite possible nos blessés sommairement pansés. Qu'ils aillent loin de la ligne de feu, vers des hôpitaux bien organisés. Tout et tous leur disent : « Vous n'avez plus rien à faire ici : vous n'y êtes pas bien et vous n'y êtes pas utiles. Vous nous encombrez. Allez-vous-en le plus tôt possible de cet enfer, pour vous faire soigner ailleurs. »

Il faudrait que nous eussions un nombre illimité de ces auto-ambulances légères qu'emploie l'hôpital américain et qui, rapidement, emporteraient nos hommes, comme sont emportés les Anglais, vers les soins les plus compétents. Solution peu ambitieuse, aisément réalisable.

Heureux ceux que de bonnes voitures emporteraient tout droit à leur hôpital de salut. Mais les autres, tous ceux qu'aujourd'hui on conduit à la gare la plus proche, dans quel train vont-ils être évacués ?

Cela, c'est la question des trains sanitaires. J'en désespère. Nous possédions, paraît-il, dès le début de la guerre, des trains modèles pour les blessés. On ne les a pas vus. Depuis, on n'a guère cessé d'en construire. On nous en a montré. Fonctionnent-ils ?

L'effort du service de santé n'est pas douteux, mais il ne triomphe pas des difficultés que lui oppose une guerre que l'on peut définir comme un immense problème d'artillerie et de chemin de fer. Nous pouvons obtenir, j'espère, que des malheureux n'attendent pas vingt-quatre heures, quarante-huit heures dans la gare d'évacuation, sous prétexte qu'ils ne sont pas assez nombreux pour remplir tous les wagons, sous prétexte qu'ils doivent aller à Toulouse et qu'on ne forme pas ce jour-là de train pour Toulouse. Ce faux ordre, cette conception purement administrative pourront céder devant un meilleur ordre et une conception d'esprit médical, en vue de la guérison. Mais n'espérons pas obtenir l'emploi des vrais trains pour blessés. Nous n'aurons d'une ma-

nière certaine, et sauf exception, que les trains qui viennent d'amener des troupes et qui s'en retourneraient à vide.

Et bien ! soit. Pour évacuer nos ambulances d'arrière, contentons-nous de ces wagons de ravitaillement, qui regagnent l'intérieur de la France. Plaçons-y des brancards pour que les hommes ne demeurent pas sur la paille souillée. Le modèle des brancards existe, et d'un dispositif bien simple : il s'agit de planter quatre clous dans les parois de ces wagons à bestiaux. Et de plus joignons au train un wagon de liquides chauds. Et surtout faisons monter dans les wagons, pour tout le parcours, des équipes d'infirmières, compétentes, contrôlées, zélées. Elles s'offrent, et depuis deux mois on les repousse, bien qu'elles soient indispensables à des blessés.

Ah ! qu'ils fassent un voyage court, rapide, aidés par la sollicitude des gares qu'ils traversent, et surtout servis, je le demande avec insistance, dans le train même. Quoi qu'il leur arrive en chemin, on n'entendra jamais leurs plaintes. Ils sont sublimes, je vous prends à témoin, vous tous qui les avez vus passer ; ils se taisent, ils se résignent. Nous seulement, les non combattants, nous élevons la voix pour eux. Encore le faisons-nous avec

tant de précaution qu'il nous semble parfois que notre réserve trahit une si grande cause. Mais quoi ! Nous avons peur d'effrayer l'imagination publique. Espérons qu'on nous entend tout de même ! Depuis plusieurs semaines, les trains qui arrivent à Paris, des lieux où l'on se bat, n'ont plus ces caractères excessifs qu'on vit avec effroi au moment de la bataille de la Marne. Bon voyage donc, camarades ! A demain, au revoir, dans une de ces gares près de Paris qui feront l'objet de mon prochain article.

III

GASPILLAGE DE FORCES MÉDICALES

17 Novembre 1914.

Je me suis attaché à dénoncer les lenteurs dont souffrent nos blessés. Parfois on les ramasse après plusieurs jours : parfois on les laisse séjourner douloureusement dans les gares d'évacuation et dans des trains qui les promènent de-ci et de-là, à travers la France.

Voici l'odyssée d'un soldat blessé. Il tombe à Péronne, le 25 septembre, il y reste trois

jours à l'ambulance ; il est envoyé à Paris-Montrouge, où il reste une demi-journée : de là, il gagne Niort, où il reste trois jours : de là, Marseille, où il reste trois heures : de là, le Val-de-Grâce, et, enfin, le 7 octobre, on l'évacuait à Cochin, où vous pouvez aller le voir, car il a survécu.

Si vous avez le temps d'interroger les blessés, vous constaterez bien des cas de ce genre. On ne les nie pas, mais on m'assure qu'ils remontent aux périodes les plus difficiles de cette guerre et qu'ils se font, chaque jour, moins nombreux. Puisse-t-il en être ainsi ! Puissions-nous ne plus voir des bandes menées à travers la France, aggravant dans les trains, dans les gares et dans les trains encore, leurs blessures, pour repartir, toujours à l'aveugle, dans de nouvelles directions. Puissions-nous soigner tous nos blessés *avec rapidité et avec compétence !*

C'est tout le programme, et, passant au second point, je veux, aujourd'hui, signaler des faits qui ont rapport à la *compétence* et que l'on peut grouper, sous une même rubrique, dans un même reproche. Je dénonce un gaspillage de nos forces médicales.

Gaspillage d'hommes et de ressources.

Parlons d'abord des gaspillages matériels.

Nous ne sommes pas toujours riches. Nous ne le sommes pas à Aubervilliers. Il s'y trouve un camp, dit familièrement « camp des éclopés », où l'on envoie surtout les soldats qui, sans être atteints de maladies ou de blessures, se trouvent dans un état d'épuisement nécessitant un court repos.

Ce camp manque de beaucoup de choses, et nos soldats y couchent sur la paille. Quel que soit le dévouement incontesté du major, des chefs et des bienfaiteurs, c'est la misère. Une misère bien avérée, puisque dans le même moment deux des hommes les plus considérés du monde politique radical de Paris me demandent de signaler cet état de choses. Or, dans le même instant, à Paris, et dans les environs immédiats, on dispose de nombre d'habitations saines et d'une quantité énorme de lits vacants. A l'École Normale, il y a 120 lits pour une douzaine de blessés : dans un grand hôpital du premier arrondissement, merveilleusement organisé, il y a 400 places et une huitaine d'occupants. D'ailleurs, à Paris, c'est bien simple, au vu et au su de tout le monde, on se dispute avec la plus louable émulation patriotique les moindres blessés. A Courbevoie, à Vanves, à Sèvres, à Bellevue, des hôpitaux tout prêts sont inu-

tilisés. Que ne les préfère-t-on à la triste banlieue de la Courneuve?

Si telle est notre inaptitude à nous servir de nos locaux, de la générosité publique et de nos ressources d'argent, employons-nous mieux nos ressources en hommes compétents?

L'autre jour, à la Société de chirurgie, le professeur Quenu s'est élevé contre la manière dont il est procédé au triage des blessés. Il a demandé que les membres de la Société fussent appelés par un tour de garde pour arrêter au passage les blessés urgents que l'on évacue trop loin, et il citait ce fait, qui date de quinze jours : « Une dame de la Croix-Rouge, par hasard, regarde la main d'un blessé : elle le fait arrêter, conduire au Val-de-Grâce, et Quenu l'opère. Il s'agissait d'une gangrène de la main que cette opération a guérie. » Deux jours plus tard, c'eût été une amputation du bras.

Je ne rapporte cet incident que parce qu'il se termine d'une manière heureuse. C'est une règle que je m'impose dans le choix de mes exemples. Mais pourquoi n'avait-on pas vu ce blessé à l'ambulance? Pourquoi ne l'avait-on pas soigné à la gare régulatrice?

A la gare, il serait nécessaire d'avoir des gens possédant des compétences chirurgicales

et pouvant juger quels blessés doivent subir une opération, quels hôpitaux sont installés pour les recevoir, et même, en certains cas, quels chirurgiens sont les mieux qualifiés pour les traiter. C'est un office que rempliraient admirablement les internes en chirurgie et tous les internes des hôpitaux. Ils ont l'habitude de ces décisions rapides. Durant leur service de garde, ce sont eux qui décident de la gravité des cas, et de la nécessité d'appeler le chirurgien. C'est leur métier. Ils pourraient le continuer à l'armée pour le bien général. Au lieu de cela, comme ils ne sont pas docteurs, ils sont utilisés au titre de médecins auxiliaires, c'est-à-dire qu'ils conduisent des brancardiers à la recherche des blessés, fonction que pourrait remplir n'importe quel gradé n'ayant aucune connaissance médicale.

Si ces questions vous intéressent, faites-vous annoter par quelque homme du métier la liste de nos internes des hôpitaux de Paris. C'est effrayant de voir ce qu'il y en a qui sont aux services de l'avant, où il suffit des plus simples infirmiers.

Il semble parfois que nous nous faisons un malin plaisir de mettre un maçon où il faudrait un charpentier. On connaît telle

ambulance divisionnaire, c'est-à-dire où l'on peut, à la rigueur, faire de la chirurgie, où il y a un chirurgien et une foule de médecins de campagne qui n'ont aucune idée de la chirurgie. Par contre, dans un service de l'avant, où il est matériellement impossible de faire la moindre intervention, on trouve deux chirurgiens de profession et trois internes en chirurgie. Que d'hôpitaux, sur tout le territoire, où il y a des lits, des lits et des lits, mais où manque un chirurgien, où fonctionne parfois un médecin de ville d'eaux, spécialiste fort distingué, mais qui n'a pas eu, depuis quarante ans, l'occasion de faire un pansement ! Et que d'éminents maîtres dans leur art, chirurgiens des hôpitaux de Paris comme Mathieu, Marcille, Morestin, ou chirurgiens des hôpitaux de Lyon, comme Laroyenne, Desgouttes, Molin, Delore, Leriche, qui n'ont que l'autorité de leur grade de sous-lieutenant !

Je ne plains ni ces maîtres ni ces internes. Il ne s'agit pas des individus en temps de guerre. Eux-mêmes ne me permettraient pas de les plaindre. Et qu'ils m'excusent de prononcer ici, sans leur aveu, leurs noms. Je considère l'intérêt général, et les regrets que j'exprime vont aux blessés, aux malades. Sans exagérer le pouvoir des guérisseurs, beaucoup

d'existences seraient sauvées par un emploi mieux raisonné des capacités de chacun.

Les capacités non plus que la bonne volonté, nul ne songe à les contester au corps médical de l'armée. Et je veux bientôt saisir une des occasions que chaque jour nous offre d'apporter mon tribut d'hommages à nos majors, dont le dévouement chaque jour éclate sur le front de l'armée. Qu'ils veuillent bien comprendre et agréer l'esprit de mes critiques animées uniquement, comme ils le sont eux-mêmes, par la piété patriotique et le souci de nos soldats.

L'un d'eux, le médecin chef P... me communique des objections que j'accueille avec déférence et sympathie. La guerre durera encore. Avec l'Angleterre et la Russie, nous irons, coude à coude, jusqu'au bout, jusqu'à ce que nous ayons imposé nos conditions aux diverses Allemagnes. Tout en marchant à la victoire, continuons de nous organiser. C'est le sens et le but de ces articles où j'essaye d'être l'écho du public et le stimulateur du gouvernement.

Le ministre de la Guerre m'écrit : « ... Je vous remercie de m'avoir ainsi transmis les renseignements qui vous avaient été donnés. Mais je tiens à vous dire que le service de

sante a déjà remédié, dans la mesure la plus large, aux errements que vous m'avez signalés et qui s'étaient produits, pour la plupart, au moment du repli de nos troupes sur la Marne. On continue à améliorer chaque jour les différents rouages de ce service, et j'espère que vous n'aurez plus à vous faire l'écho de plaintes semblables à celles que vous m'avez soumises... »

J'invite mes lecteurs et amis à remercier avec moi Millerand et la direction du service de santé, mais je les invite, en même temps, à me continuer leur concours et à ne pas cesser de me documenter, car il faut qu'après un répit, nous poursuivions toujours, d'accord avec l'État, cette campagne de salut public.

XIII

L'HISTOIRE D'UN DOMESTIQUE

18 Novembre 1914.

Louis Ganderax m'écrit dans *le Figaro* la lettre la plus émouvante pour me recommander la mémoire d'un soldat écrivain, le capitaine Émile Detanger, en littérature Émile Nolly, qui vient d'être tué à l'ennemi.

« Je vous confie le soin, me dit-il, d'honorer par des moyens que vous saurez inventer la mémoire de celui qui témoigna doublement pour nous, par toute sa vie spirituelle et par l'héroïque beauté de sa mort. » Frappé au cours des batailles de Lorraine, Émile Nolly est mort au début de septembre à l'hôpital de Blainville-sur-l'Eau. C'est mon pays. Ganderax peut être assuré que je ne manquerai pas de faire chaque année un pieux pèlerinage à la tombe de son ami et au champ d'honneur où ce brave combattit jusqu'à la mort. Dès la victoire acquise et la paix signée par les trois puissances, la vie reflleurira pour les morts, et toute la Lorraine remerciera ses sauveurs. Les artistes de Nancy et d'Épinal — n'est-ce pas Madelin, Friant, Prouvé, René Perrout, Sadoul, Hinzelin et les autres? — voudront apporter l'hommage de leur gratitude fraternelle au soldat écrivain qui se sacrifia pour la défense de la Moselle et se mit en travers des hordes d'Allemagne quand elles commençaient à nous détruire corps et âmes.

Ainsi, Louis Ganderax me fait cet honneur de me choisir pour mainteneur d'un héros. Et voici que, dans le même moment et dans le même esprit, Paul Bourget me signale une autre mort glorieuse qui atteint derechef

les lettres françaises. Le comte de Pighetti de Rivasso, commandant le 2^e bataillon de chasseurs à pied, fait chevalier de la Légion d'honneur pour action d'éclat, blessé quatre fois et cité à l'ordre de l'armée eût été capable de répondre comme faisait hier un officier qu'on apportait à l'ambulance : « Ce que j'ai de blessures ! Je ne les ai pas comptées. Demandez à l'infirmier. » Nous revendiquons le commandant Pighetti de Rivasso pour la confrérie des écrivains à cause d'un beau livre de philosophie qu'il a consacré à l'œuvre de Paul Bourget. J'ai eu l'honneur de le préfacer. Et lui, il signe de son sang la préface de la victoire.

Depuis moins de quatre mois, combien d'artistes déjà à qui nous avons offert le funèbre laurier ! A la veille de cette guerre, j'étais à Daphné, près d'Antioche de Syrie, et j'en rapportais, ivre de plaisir et de poésie, de longues branches de laurier et de cyprès que j'avais cueillies sur les ruines du temple d'Apollon et d'Artémis. Elles achèvent de se dessécher sur la table où j'écris cet hommage à nos morts. Mais tous les bosquets du vallon sacré ne suffiraient pas pour tresser des couronnes aux héros qui surgissent par milliers de tous les rangs de notre nation.

Que les poètes cependant redoutent de paraître des ingrats, et s'ils n'ont pas l'honneur de porter les armes, qu'ils songent que leur devoir impérieux, à cette heure, est de placer leur génie comme un miroir clair et fidèle devant le visage sublime de la patrie. On leur demande qu'ils fixent la mémoire des grands morts, des lieux dévastés, des visages ennoblis et des accents frémissants.

Dans ces sortes de dialogues intérieurs qu'il arrive à chacun de nous de tenir avec soi-même, souvent je me fais un scrupule, un reproche de glorifier mes confrères, mes amis qui tombent pour la patrie, et de ne pas savoir célébrer nommément les Français des autres professions qui, non moins méritants, meurent aussi pour nous tous. Ce n'est pas insensibilité de ma part. C'est que sur le champ de bataille je vais à ceux dont je reconnais la voix et que je crois entendre m'appeler par mon nom. Ernest Psichari, Guy de Cassagnac, Albéric Magnard, Charles Péguy, Charles Muller, Patrice Mahon, Pierre Gilbert sont mes proches, mes pairs, et tout naturellement j'aide à les ramasser. Mais ma pensée est parente de tous ceux qui meurent pour la France. Ma pensée se range avec amitié dans le cortège des plus obscurs et je

les accompagne d'un long regard, tandis que la Gloire les accueille dans l'ombre de ses ailes.

Qui louerai-je le plus, des vivants ou des morts, également transfigurés par l'esprit de la guerre? Aujourd'hui, chacun se retrempe dans l'esprit national. Les orgues ont recommencé de jouer dans les hautes cathédrales que sont les patries. Les vivants paraissent étroitement reliés à la haute région invisible des morts. Chacun se réunit à toute la race, s'élargit, s'agrandit le cœur jusqu'à vivre de toute la vie de la nation. Au sommet de la hiérarchie militaire, le général de Castelnau fait l'admiration des Français par la discipline sublime qu'il impose à ses sentiments paternels; au Gouvernement, Paul Doumer, lui aussi, maîtrise sa tendresse, son humanité, pour ne pas se distraire de sa tâche; et loin d'eux, au rang le plus simple, on voit briller des vertus égales, plus saisissantes encore dans l'ombre et dans un lieu inattendu.

Laissez que je vous raconte en quatre lignes une histoire prise dans le courant ordinaire des jours, une histoire bien humble et bien grande où il s'agit d'un domestique.

Ces jours-ci, dans une salle d'ambulance, à

Paris, un domestique avait disparu depuis quarante-huit heures. Il revient et trouve l'infirmière-major plutôt mécontente :

— Voilà deux jours qu'on ne vous a pas vu. Pourquoi vous êtes-vous absenté sans permission ?

— C'est que je vais vous dire, madame ; je suis veuf et j'habitais avec mon garçon qui est parti pour la guerre. On m'a télégraphié qu'il voulait me voir à l'hôpital de V... où il était grièvement blessé. Je suis parti tout de suite, mais à mon arrivée il était déjà mort. J'ai pris ça comme un vieux soldat du Tonkin. Tout de même, c'est dur. Alors je me suis dit : Puisque je suis maintenant tout à fait seul et que je me sens encore bon à quelque chose, il faut que j'aie remplacé mon pauvre garçon à son régiment. J'ai été contracter mon engagement ; je vais partir et je viens, mesdames, pour vous faire mes adieux.

Les dames en demeurèrent interloquées d'admiration. Et moi, comme elles, aujourd'hui encore. Qu'a pu être dans son ensemble la vie de ce domestique, de cet homme de peine ? Sans doute elle ressemble aux jours de cette fin de novembre où nous ne voyons le soleil qu'un bref instant vers midi, entre deux longs crépuscules. Mais quelle beauté

morale dans ce rayon de sa vie intérieure, qu'à son insu ce pauvre père laisse percer jusqu'à nous ! On croit voir un grand trait de la religion primitive et l'effet d'une rêverie pure qui n'a jamais été corrompue par de froids calculs. Quelle magnifique manière de résoudre le problème de sa douleur ! Il pense : A quoi me servira désormais ma vie et ce qui me reste de force ? J'avais un fils pour me continuer. Je l'ai perdu. Eh bien ! je ferai son œuvre et, me remettant à sa tâche, au régiment, je serai son successeur, sa survie et la mienne. Notre sang pourra encore couler pour la patrie.

Ah ! qu'elle est belle de haut en bas cette France de 1914 ! Tout y est à recueillir dans notre mémoire, pieusement, et à suspendre pour jamais dans notre maison de famille comme des tableaux devant lesquels les générations viendront prier et se recueillir. Quelle fraîcheur universelle ! Il semble que toutes les âmes soient redevenues neuves et simples. Nous n'avions connu que des chrysalides. La France vient d'ouvrir ses ailes.

XIV

LE CŒUR DES FEMMES DE FRANCE

19 Novembre 1914.

On croit qu'il est perdu, le génie des hommes qui sculptèrent au Moyen âge les Vierges de compassion, en mémoire des douleurs de la Mère de Dieu au pied de la Croix. Mais prenez en main cette lettre trouvée dans un fourgon de train de blessés. Prenez, lisez et vous saurez que si l'envahisseur barbare détruit les chefs-d'œuvre de Reims et de nos églises rurales, ce qui les inspira ne s'est pas épuisé. Sous le sein des femmes de France subsistent un pur trésor de pitié et cette âme même que nos aïeux avaient appelée et placée dans la pierre des cathédrales. La guerre nous restitue neufs et simples. Nous étions devenus des aveugles, mais la plus vieille beauté française s'élançait de l'ombre et nous apparaît, et les grandes heures de la bataille, cloches d'alarme, cloches de victoire, nous ont ranimés, nous ont ramenés à la nature vivante, à la vérité du fond de notre race.

Écoutez ce que les mères françaises écrivent à leurs fils. Non pas une, mais toutes, chacune à sa manière. C'est une lettre glissée des mains d'un soldat blessé que nous n'avons pu retrouver. Le caractère général d'une telle effusion, la certitude qu'elle sera accueillie par le respect unanime m'excusent de mettre sous les yeux du public ce pauvre papier sans orthographe, ni syntaxe, ni ponctuation, papier royal pourtant, où palpite un cœur formé par des siècles de discipline noble et savante, et tout-puissant sur tous les cœurs qui se souviennent :

Mon cher enfant,

En réponse à ta lettre qui nous a fait grand plaisir. Nous l'atendions avec anxiété. Voilà dix jours que tu la faite. Depuis ce temps. les événements on du bien changer et recevras-tu la mienne. Oui, je l'espère. Je dois te rassuré d'abord sur le sort de ton père il est rentrer il na été parti que trois jours, le temps de conduire un détachement à Bourges, mais il pourrait se faire qu'il recommencera. En tous ca il ne reste au foyer qu'une place vide, mais qu'elle est grande !

Mon cher enfant tu me parle de sacrifice ; oui, cent est un, et je puis te le dire cest bien le plus grand que Dieu puisse me demander. Cependant je courbe la tete sous sa main puissante. Je me dis parfois que je lai mérité : mais toi tu ne dois pas payer (non je me refuse à croire).

Enfant chéri, tu me parle du devoir et de l'honneur. Je n'ai jamais douté que tu t'y rangerais. Oui,

mon fils, l'honneur du soldat est d'être sur le champ de bataille lorsque la patrie est en danger, et le devoir du Chrétien est de se préparer à paraître devant Dieu, l'âme innocente et pure. Tu vois ou je veux en venir. Va, mon enfant, va avec la bénédiction de ta mère et de ton père et celle bien plus puissante de ta mère des cieux. Je te laisse sous sa sainte protection, invoque-la dans le danger ; elle sera toujours là pour te protéger et t'abriter car dans des moments si tragiques le secours ne peut venir que du ciel.

Tu me dis aussi d'accepter avec courage, hélas parfois il me fait défaut, cependant je tâcherai de me résigner et j'espère te revoir malgré tout. Je termine.

Reçois, cher et bien aimé enfant, toutes les tendresses et tous les baisers les plus doux de ta mère qui voudrait pouvoir voler vers toi.

(Signature.)

Si tu à besoin d'argent et qu'il peut te parvenir fais nous le savoir.

Je me tais un instant pour vous laisser relire...

Quelles paroles jaillies de tout l'être ! Quelle dignité dans l'expression ! Reconnaissez le son des grandes âmes. Qui de nous sait un chant plus juste et d'une discrétion plus noble dans la tendresse et la douleur extrêmes ? C'est ainsi que nous parle au portail des églises la dame des cieux, la dame du ciel de France. C'est le langage enseigné, depuis des siècles, aux femmes de chez nous, langage parfait de modestie et de mesure dans la passion, langage des chefs-d'œuvre classiques.

Chez cette paysanne, le trouble, l'angoisse et la raison s'équilibrent et haussent l'amour maternel à son point de perfection. Que son fils soit blessé, elle ne s'évanouira pas. *Stabat mater dolorosa*. C'est la doctrine du haut Moyen âge, qui précède, annonce l'héroïsme cornélien. La Vierge contemplant debout les blessures de son fils. Pourquoi? Parce qu'elle y voyait, non le signe de la mort, mais le signe du salut du monde. Ainsi les mères françaises de 1914, auprès de leurs fils soldats, songent au salut de la France. Il se mêle à la tendresse de cette lettre quelque chose de grave et d'universel.

J'ai le goût des papiers rares et précieux qui nous rapprochent des grands esprits. Que ne donnerais-je d'une première édition du *Cid*, ou d'un exemplaire d'*Esther* signé, dédié par Racine aux jeunes filles de Saint-Cyr. Mais cette lettre d'une femme illettrée, ce papier écolier taché passe les reliques les plus somptueuses de l'art, et l'ayant lu, relu, copié, je l'ai replié avec un respect religieux. Je venais de voir dans l'ombre la source d'où découle depuis des siècles le génie de notre race.

La douleur s'introduit chez les êtres pour y faire apparaître toute la beauté morale que

peut produire leur nature. C'est ce qu'igno-
rent les Prussiens. Toujours envieux de la
nation chevaleresque, ils ont voulu renverser
à terre nos maisons de certitude et de foi, et
nous livrer aux inquiétudes de l'esprit. Ils
croyaient notre trésor d'âme gaspillé dans nos
vaines disputes, et morte pour jamais l'antique
sérénité. Mais dans le même instant qu'ils
jetaient ce cri de mort, ce cri de haine joyeuse
au vieux monde du sentiment, leurs injures
nous révoltaient et l'esprit de sacrifice trans-
figurait notre nation. Ils ont mis des ruines
au cœur de Reims et de nos villages de Lor-
raine et du Nord et de l'Île-de-France, et
voici que la France entière devient cathédrale
nationale. Tous les Français sont unis, et
même les ennemis des croyances se sont sou-
dain reconnus fils de ceux qui, le long des
siècles, ont prié dans les vieilles maisons de
prières. Nous reprenons le sentiment de notre
unité. Toutes les épaules des hommes se
touchent dans la tranchée : tous les cœurs des
femmes s'accordent.

Le cœur des femmes de France n'est pas
cet instinct, cette ingénuité des premières
heures du monde, voisine encore de l'inno-
cence animale ; c'est une pensée brûlante,
épurée, issue de la plus savante civilisation,

dont elle dépouille les parties matérielles pour être tout amour et raison. Il fut formé, de génération en génération, dans les chapelles profondes de nos églises auprès du sépulcre : il se conforte et se revivifie, aujourd'hui, dans le fourgon du train des blessés, auprès du lit des ambulances. et, porté par deux ailes de patriotisme et de charité, il vole en gémissant au-dessus de nos soldats sur le champ de bataille. Mais, que dis-je ? en gémissant ? Non pas ! Relisez cette lettre exemplaire d'une mère. Les cœurs des femmes françaises, comme un vol d'oiseaux divins, accourent à l'armée pour admirer et assister d'amour les sauveurs de de la patrie.

XV

LES SAVANTS ALLEMANDS PRIS LA MAIN
DANS LE SAC

20 Novembre 1914.

Les Allemands sont prêts à tout mobiliser. On trouve dans leurs rangs des enfants de seize ans et des barbons de soixante. Leurs intellectuels font rage. Les journaux publient aujourd'hui deux lettres très curieuses du professeur Adolf Lasson, « professeur célèbre

de l'Université de Berlin ». Lisez-les pour vous divertir un peu dans ces mois tragiques. Ce sont des objets autour desquels on tourne, comme autour d'un animal de ménagerie. Le célèbre professeur est certainement mégalo-mane. Et l'intéressant, c'est qu'il participe d'une folie collective. La puissante Allemagne a perdu la tête. La nécessité contraint les peuples à se réunir pour mettre la camisole de force au colosse que la manie des grandeurs a rendu furieux.

Le mal est dans toutes les parties de l'Empire. Je prie mes lecteurs de m'excuser si je leur parle aujourd'hui d'une question qui tout d'abord pourra paraître un peu spéciale. Nous allons saisir sur le vif la science allemande en train de mentir volontairement, par orgueil, et pour prouver que l'Allemagne a toujours été kolossale. Cette démonstration a son intérêt général. Il n'est pas indifférent de faire voir à quel degré d'indignité ont glissé les savants d'outre-Rhin. Quelques personnes, en dehors de nos frontières, ont pu être émues par le manifeste des intellectuels d'Allemagne. Nous ne perdrons pas notre temps, si nous faisons connaître l'abaissement professionnel et l'insincérité de ces hommes d'étude.

L'Allemagne n'a plus d'écrivains ni d'artistes. Comment serait-elle capable de créer de la beauté, puisqu'elle a perdu le tact et la mesure. Voilà des années que, sous l'action nocive de la Prusse, la rêverie germanique, ne cherchant plus ses formes dans le mode latin, se perd en nuages massifs ou bien se tourne vers la politique où elle ne peut produire que des désastres. Je ne nie pas la sombre poésie de destruction dont s'enivrent les intellectuels germaniques, mais leur pays en mourra. Les diverses Allemagnes ne tarderont pas d'éprouver et de comprendre combien elles eurent tort de confier leurs destinées à des rêveurs forcenés qui s'enivrent, comme ils feraient des poèmes de Wagner ou des grandioses paradoxes de Nietzsche, d'une conception de la force et du pouvoir universel empruntée à Attila. Dès maintenant, les diverses vertus allemandes sont dénaturées, faussées, abolies.

Ces terres d'Allemagne, aux yeux même de ceux qui les voyaient désertées des Muses divines, passaient pour nourrir une armée de travailleurs à lunettes, scrupuleux, méthodiques, lourds et pédants, mais offrant les plus sérieuses garanties. Leurs noms au bas d'un manifeste pouvaient avoir, à défaut d'éclat, du poids. On se disait : « Ils affirment des faits.

Ils ont dû les contrôler avec une exactitude scientifique. » Eh bien ! écoutez ce qu'il faut penser de leurs scrupules dans leurs travaux professionnels :

Mon éminent confrère et ami, M. Ernest Babelon, de l'Académie des Inscriptions, vient de me raconter un fait qu'il est intéressant de verser dans la circulation, car il peut contribuer à disqualifier cette érudition allemande que l'on savait balourde, et qui, on va le voir, sous les influences de la mégalomanie allemande, est devenue parfaitement malhonnête.

Tous les érudits, me dit Babelon, connaissent les textes de César et de Strabon qui affirment, sans ambiguïté possible, que le pays des *Mediomatriques*, c'est-à-dire le pays Messin, s'étendait de leur temps jusqu'au Rhin. Ces textes le disent formellement, et jamais personne, jusqu'ici, n'avait contesté leur véracité et leur authenticité. Ils font foi, sans aucune objection, aux yeux d'Ernest Desjardins dans sa *Géographie de la Gaule romaine*.

Mais voici qu'un érudit réputé de haute envergure, M. Alfred Klotz, dans ses *Études sur César*, dont la préface est datée de « Strassburg im Elsass », en 1910, a entrepris, dans le but évident de germaniser l'Alsace-Lor-

raine, de démontrer que les *Commentaires de la guerre des Gaules* de Jules César ont un caractère purement littéraire et qu'ils n'ont nullemeut la valeur historique qu'on leur a attribuée jusqu'ici.

En particulier, les renseignements ethnographiques et géographiques qu'ils renferment ne sont que des interpolations sans valeur documentaire empruntées par César à des écrivains plus anciens qui ne connaissaient la Gaule que par ouï-dire ou par des racontars de marchands venus à Marseille. Parmi les passages qu'il faut considérer comme interpolés, Klotz signale celui qui donne pour limite le Rhin au pays gaulois des *Mediomatrics*. Il faut rejeter cette donnée accueillie par César et Strabon : jamais le territoire du pays Messin ne s'est étendu jusqu'au Rhin.

Une autre production de l'érudition allemande contemporaine, c'est la carte de la Germanie et de la Gaule, dont la nouvelle édition publiée par Richard Kiepert est de 1914. Ici, comme déjà dans la première édition, les limites politiques des anciennes *civitates* de la Gaule sont systématiquement omises, comme s'il était impossible de les établir, et comme si les sources sur lesquelles ces divi-

sions s'appuient, César, Strabon et autres étaient sans valeur.

Rendant compte de cet ouvrage, M. Camille Jullian n'hésite pas à dire : « J'ai été fort dérouté en ne voyant pas indiquées les limites des cités... Supprimer l'indication de ces frontières, c'est se débarrasser d'une difficulté avec une insigne désinvolture, c'est négliger comme non venus tous les efforts de la science depuis Sanson d'Abbeville. Je dirai toute ma pensée : c'est faire faire à la science un formidable bond en arrière. » Et en terminant son compte-rendu critique, l'éminent historien de la Gaule ajoute : « Je ne veux pas continuer cette besogne : elle m'a affligé à faire. Il fallait la faire... Au-dessus des amours-propres nationaux les plus légitimes, nous plaçons le désir de ces choses éternelles qui sont la vérité, l'effort vers le mieux, la discipline du travail, le scrupule de la science ». (*Revue des Études anciennes*, janvier-mars 1914.)

Enfin, Camille Jullian, revenant sur les *Cesarstudien* de Klotz, devant l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres n'a pas eu de peine à faire bonne justice des prétendues interpolations des *Commentaires*. « Les savants allemands, a-t-il dit en substance, ont déclaré les textes de César et de Strabon dé-

pourvus de toute valeur et viciés dans leurs sources. Le passage de César serait tout simplement une interpolation. Ces messieurs l'affirment, mais ne le démontrent pas. Quant au passage de Strabon, il aurait été copié chez Timagène, un Alexandrin qui écrivait à Rome au temps d'Auguste et ne connaissait la Gaule que par ouï-dire.

Cette assertion est sans vraisemblance, répondent les savants qui ne sont pas allemands : Strabon ne cite Timagène que deux fois, pour des anecdotes sans importance ; il s'est peu servi de lui ; il n'a pas dû l'employer du tout en ce qui concerne la Gaule, puisque cet Alexandrin ne la connaissait pas. Il s'est servi d'écrivains qui sont venus en Gaule. Ses vrais sources sont Posidonius et César même.

César affirme que les Mediomatriques allaient jusqu'au Rhin. Pourquoi se serait-il trompé ? Il connaissait directement et d'expérience propre le pays, et ce qu'il dit est tellement conforme à la vraisemblance ! Les Mediomatriques maîtres de Metz devaient naturellement, par le col de Saverne, s'étendre jusqu'à Strasbourg. Un peuple gaulois, maître d'un versant de montagne, tenait à occuper l'autre versant. Les peuples gaulois guettaient toujours, pour s'y installer, le bord des grands

fleuves. Et dans le nom même de Mediomatriques, dans le radical *Matra*, on reconnaît le nom de la principale rivière de la basse Alsace, la *Moder*.

Je vous donne là le résumé d'une communication faite par Camille Jullian à l'Académie des inscriptions. Jullian est l'élève et le continuateur de Fustel de Coulanges, qui fut un grand savant honnête homme. Au milieu de l'approbation de ses confrères, Camille Jullian, spécialiste en matière de cartographie, a conclu par cette phrase pleine d'un juste dédain : « Tenons-nous-en à l'opinion courante et laissons les Mediomatriques qui étaient Gaulois venir jusqu'au Rhin. »

Que telle soit la vérité historique, les historiens et géographes allemands le savent parfaitement. Cependant ils se sont mobilisés, dès qu'ils ont reçu le mot d'ordre antifrançais, pour étayer une opinion utile aux manœuvres politiques des pangermanistes. C'est un bel exemple de formation en masse, mais qui ne leur réussira pas plus qu'à Dixmude. On taxera universellement de mauvaise foi leurs livres récents sur la Gaule préromaine et romaine et les commentaires dont leurs cartes sont accompagnées.

Je tenais à signaler ce scandale au grand

public, encore qu'il m'ait conduit à transcrire ici des explications un peu spéciales. Quand tous les professeurs de l'Allemagne, avec une intransigeance hautaine, déclarent au monde que seuls les documents d'origine allemande méritent créance, il est bon de les faire voir fabriquant de la fausse érudition par ordre et de les surprendre la main dans le sac.

XVI

OÙ NOUS EN SOMMES

21 Novembre 1914.

Il y a des personnes qui hochent la tête et qui disent : « C'est long. » Je les comprends trop : elles songent à nos soldats dans les tranchées où tombent la mitraille et la pluie ; elles s'attendrissent sur ces braves dont le cœur ne s'émeut que s'ils pensent à leurs familles. Oui, c'est long, c'est lent, mais que le généralissime soit loué de cette lenteur, dont l'Allemagne est en train de mourir !

Je reviens de l'armée. Cette semaine, j'ai eu l'honneur de faire une visite à nos frères dans les tranchées. Je la raconterai en détail à mes lecteurs. Aujourd'hui, rien qu'un mot pour

leur dire : « Tout va admirablement bien. »

J'ai recueilli des chefs et des soldats la certitude que les Allemands ne passeront pas, que leur offensive est brisée. C'est une force militaire de premier ordre et telle que le monde n'en avait jamais vue, qui s'est jetée sur la France; mais la France, avec une préparation matérielle insuffisante, s'est groupée de toute son âme autour du grand état-major et comme un splendide boxeur dont tous les membres obéissent d'une manière foudroyante au cerveau, elle a fait face, elle a lutté, elle s'est équilibrée avec le monstre. Long corps à corps! Et maintenant, elle sent qu'il s'épuise, elle le tient. Qu'elle dure encore quelques secondes! Il faiblit, il va désespérer. Mort à l'Allemand, à l'agresseur!

Voilà, mes amis, la méthode de Joffre. Elle est lente? Non pas. C'est la plus rapide et la plus sûre. Pas encore quatre mois de guerre et déjà le mégalomane, l'Allemand dont le délire pouvait épouvanter l'Europe a plus qu'à demi sa canisole de force. Il fait rage, mais sa méthode violente et les effroyables sacrifices qu'il consent n'empêchent pas qu'il perd chaque jour du souffle et du terrain.

« Que les armées de l'Allemagne s'usent, c'est possible, dit un pessimiste, Mais elles

occupent toujours une partie de notre territoire. » Sans doute, elles l'occupent et le dévastent et nous font verser des larmes de sang. Mais en sont-elles plus fortes?

La grande affaire pour les alliés, c'est d'anéantir les Allemands. Eh bien! ils s'offrent mieux à nos coups, quand ils sont répartis sur cette immense ligne de cinq cents kilomètres et quand ils emploient une partie de leurs troupes à assurer leurs communications avec leur pays, que s'ils se ramassaient derrière le Rhin. Ce que Joffre recherche, c'est d'épuiser l'ennemi en se ménageant lui-même, et c'est de le retenir pour que les Russes puissent faire leur besogne. Laissez-le construire patiemment, pour qu'elle soit plus solide, la victoire de la France.

Au début de la guerre, le gouvernement allemand et son grand état-major ont dit très haut et très clair : « Il faut que nous mettions tout de suite la main sur Paris. C'est pour nous une question de vie ou de mort. » Ils n'ont pas Paris; ils ne peuvent plus l'avoir. Après qu'ils en furent repoussés, ils ont tout tenté : sur le front de l'Est et dans les Hauts-de-Meuse, sur le front de l'Aisne, sur le front de la Somme, et puis entre la Lys et la mer. Dans le même temps ils s'épointent, s'essouf-

flent, s'amaigrissent contre la multitude croissante des Russes. Ce qu'ils ont parfois de succès partiels, c'est à la Pyrrhus. Désormais, pour eux, la sagesse serait qu'ils fissent une défense la plus longue possible, aux moindres frais possible, et qu'ils se ramassent sur leur territoire comme dans une tour. Ils le savent et depuis des semaines prennent à cet effet des dispositions. Mais ce sera avouer au peuple allemand la défaite et l'empereur hésite, s'attarde, n'ose pas.

Tant mieux ! Si cruel qu'il nous soit de voir la terre française piétinée par ces Barbares, félicitons-nous que des raisons politiques les empêchent d'obéir à la raison stratégique. Félicitons-nous qu'ils s'obstinent en sacrifices impuissants, sur cet immense champ de bataille. Ils occupent la Belgique, une partie encore de la France. C'est dur pour nous : ce nous serait plus dur d'aller les chercher dans leur terrier natal. C'est encore éparpillées ainsi que leurs masses s'offrent le mieux à nos coups.

Voyons clair. Les Allemands, qui, au début de la guerre, avaient la force, mais non la santé de l'esprit, continuent d'agir selon leur conception forcenée, et saignent impitoyablement leurs meilleures troupes. Joffre, dans

ces trois mois, vient de sauver la civilisation. Est-il un homme dans l'univers pour méconnaître que la tâche de Joffre est aujourd'hui plus aisée qu'au 1^{er} août 1914 ?

Nos soldats le savent et se sentent plus forts, en face d'un adversaire diminué. Je viens de les voir dans leurs tranchées, à quelques cents mètres des tranchées allemandes. Ils sont, tous, confiants dans le chef, qui, s'appuyant sur de tels braves, déclare qu'il répond des destinées de la France.

Acceptons, en faisant notre acte de foi et d'amour, des lenteurs qui sauvent la Patrie. Pour ma part, n'ayant jamais douté du succès des trois alliés, je déclare pourtant que la domination que nous avons prise, en trois mois, sur un adversaire formidable, dépasse tout mon rêve, et que, si lourd, si long, que soit encore l'effort à fournir, le miracle est réalisé. Encore trois mois de sacrifices, que jamais nous ne saurons assez glorifier et bénir, et vous entendrez le gémissement des Allemandes...

P.-S. — On m'écrit de Rambervillers que, dimanche dernier, on a ramené dans cette noble petite ville (décorée de la Légion d'honneur pour sa vaillance en 1870, et qui, hier

encore, se montra si ferme devant l'ennemi héréditaire), les corps des nombreux soldats tombés tout autour d'elle, dans les batailles de septembre. Comme on ne pouvait pas les faire passer par l'église, à cause de leur nombre et de leur décomposition, avant de les déposer dans leurs tombes glorieuses du cimetière, on a dit sur eux une messe en plein air. D'où procès-verbal pour exercice public du culte en dehors de l'église !

Quelle affreuse mesquinerie ! Que ce procès-verbal est vilain ! Il sera blâmé par tous. Je voudrais pouvoir en télégraphier au député du pays, M. Abel Ferry, qui se bat à l'armée, et qui ne peut vouloir disputer aucun hommage à ses camarades tombés au champ d'honneur. Je demande pourquoi l'admirable service des morts, auquel il me fut permis d'assister, entre Gerbéviller et Moyen, serait licite et pourquoi la messe de Rambervillers coupable ?

Mais je suis sûr qu'après réflexion celui qui a pris cette mesure, sentira reconnaître loyalement que l'heure n'est pas aux petites choses ni aux petites gens, et que nous ne saluerons jamais trop, à couvert et en plein air, les héros morts pour la Patrie (1).

(1) M. Malvy m'a fait savoir qu'il me donnait raison.

XVII

AU MILIEU DES SAINTS DE LA FRANCE

23 Novembre 1914.

Je viens de visiter quelques-uns de nos soldats dans nos tranchées de première ligne, et de leur dire notre admiration, notre reconnaissance unanimes. Saurai-je vous donner une lointaine image de leur vaillance, de leur misère qu'ils nient, enfin de leur émouvante perfection? Laissez-moi d'abord vous taire quel était mon compagnon et dans quelle partie du front il m'a promené. Je serai plus à l'aise en ne citant ni les lieux ni les officiers. Et l'expression de ma gratitude saura toujours rejoindre, du plus élevé au plus modeste, ceux qui m'accueillirent, la semaine dernière, avec une amitié dont je suis profondément touché.

Par une pluvieuse après-midi, vers les deux heures, un officier et moi, nous sommes descendus d'une voiture au bas d'une longue côte. Et tandis que l'auto se rangeait, s'effaçait, nous avons gravi la courte montée pour atteindre l'immense plateau.

Arrivés là-haut, nous sommes sous la lorgnette des Allemands. à quelques kilomètres de leurs batteries. Mais nul Allemand, nul danger. Ils réservent leurs projectiles pour les officiers et les patrouilles, et dédaignent de tirer sur un ou deux simples soldats. On m'a revêtu d'une capote et d'un képi; mon compagnon a dissimulé son grade. et le troupier qui s'est chargé de mes ballots de tabac et de chocolat suit à quelques pas.

Ainsi nous cheminons sans encombre. sous la pluie, jusqu'à ce que s'offre une déclivité du terrain dont nous profitons pour nous mettre hors de vue.

C'est une gorge assez profonde et qui abrite notre artillerie. Les voilà donc. nos 75! Je leur tire mon coup de chapeau. Ah! les braves pièces! Faut-il qu'elles soient rustiques et légères pour évoluer dans cette boue effroyable, ces terres défoncées et ces marécages! Elles ne craignent rien, ne s'embourbent pas, grimpent, descendent et, me dit mon guide, après quatre mois de guerre n'offrent aucune trace d'usure.

Nous nous éloignons de ces vaillantes et charmantes collaboratrices pour remonter sur le plateau, à la hauteur d'un taillis où nous entrons et qui nous masque.

Nul promeneur, comme bien on pense. C'est la solitude d'un bois dans l'extrême automne sous la pluie. Rien que le tapage amical de notre 75 et quelques répliques ennemies. Nous avançons en écartant les branches, en pataugeant dans l'humus détrempé, et mon compagnon qui s'oriente, me montre bientôt près de la lisière, mais encore sous les arbres, l'entrée du « boyau de cheminement » par où nous allons gagner les tranchées.

C'est un petit fossé dans la glaise, analogue à ceux qui bordent nos routes, mais plus étroit et plus profond, tout neuf, tout frais et qui serpente. Il y a quelque chose d'élégant et de plaisant, quelque chose des jeux de l'enfance, un souvenir de Fenimore Cooper et de Gustave Aymard dans ce sentier de guerre qui s'en va mystérieusement depuis ce fourré, nous mener au milieu de nos camarades. Mais, avant de nous y engager, mon compagnon m'indique à la lisière même du bois, dans un buisson couvert d'oiseaux et tout en ramages, une petite cabane.

— C'est un poste de commandement, me dit-il. C'est là que le général de brigade se porterait en cas d'attaque pour observer et pour diriger son monde.

Nous y entrons afin de prendre une vue d'ensemble, un tour d'horizon. Quelle immense solitude ! Aucun obstacle à l'œil. C'est un vrai tapis de billard. Et quelle tranquillité ! De moi-même, j'irais me promener tout droit à la recherche d'un coin qui offrirait un peu d'intérêt.

— Ah ! vraiment ? me dit mon compagnon : eh bien ! cette ligne à notre droite, là tout près, ce sont nos tranchées. Et là-bas, ce village... Mais prenez ma lorgnette.

— Ces maisons sans toit, cette église toute trouée ?

— C'est l'arrière des Prussiens. Leurs tranchées sont plus près de nous, là, devant ces terres grattées.

Je regarde cette immobilité qui s'étend à l'infini. Je vois ce que l'on n'a jamais vu, ce que l'on ne reverra peut-être jamais : le champ d'une bataille commencée depuis six semaines et où les vivants, après avoir enterré les morts, se sont terrés eux-mêmes pour mieux combattre ; une guerre de siège, mais où l'on n'assiège aucune place forte, seulement des villages et des bicoques éparses, qui coûtent plus cher à enlever et à défendre que ne coûtèrent Sébastopol, Saragosse, Numance et Carthage.

Mais allons voir nos frères ! Nous nous engageons dans le cheminement qui nous conduira aux tranchées de première ligne.

Peu profond au début, il s'enfonce bientôt de manière que le regard seul passe entre les légers remblais de la terre rejetée à l'extérieur. La pluie tombe à torrents, la boue est glissante. Pour marcher, je prends mon appui avec mes coudes sur la terre jaunâtre et gluante des parois. On va lentement. A tous instants nous trouvons des embranchements de couloirs, et plusieurs fois mon guide me quitte pour s'orienter et essayer quelques-uns de ces corridors innombrables que les sapeurs multiplient chaque nuit.

Enfin, on entend des voix : nous sommes aux premières lignes ; nous tombons sur les nôtres :

— Bonjour, mes camarades !

Les voilà bien étonnés de voir ce pékin, en demi-uniforme, dont ils ne s'expliquent pas trop l'apparition. Et moi, bien ému de leur serrer la main. Ils sont tout roides, à cause de leurs nombreux vêtements épais et de la boue séchée qui les enveloppe d'une sorte de carapace. Quelques-uns ont sur le dos des sacs vides en grosses toiles : d'autres s'abritent sous des morceaux de tôle plissée, qu'ils appuient aux deux parois de la tranchée. Cette

vie de lutte fait briller leurs yeux dans leurs visages broussailleux, en laissant sur tout leur être une vague expression de sommeil. Ils m'écoutent avec la charmante politesse naturelle des paysans et avec un bon sourire, leur dire :

— J'arrive de Paris pour prendre de vos nouvelles et pour vous apporter des cadeaux.

Mais un sous-lieutenant vient à notre rencontre. Présentation en règle. C'est un colonial nommé officier sur le champ de bataille. étonnant de courtoisie, d'agréable langage, de liberté d'esprit. Il me mène dans un bout de tranchée, recouvert d'un toit de branchages et de terre, où l'on a ménagé pour s'asseoir une marche au bas de la paroi. Vous nous installons. Tout ce qui peut y tenir de soldats nous suit, nous entoure, et nous causons. Il fait bien frais et bien sombre dans cette catacombe : mais, en deux mots, c'est d'une beauté religieuse.

Que me dirent-ils ? Qu'on n'a pas à se plaindre pour la nourriture ; la viande fraîche arrive tous les jours. Seulement, il faut la cuire, et cela ennuie, alors on préfère « le singe », qui est de la conserve de bœuf. Le mieux, c'est de le manger avec des oignons, pour lui donner du goût.

— Comment dormez-vous?

— De temps à autre. On s'arrange. (Je regarde le sol, boueux jusque sous cet abri.) C'est plutôt de jour qu'on repose, tandis qu'une équipe veille. La nuit, on travaille à poser des fils de fer, à creuser les tranchées, en évitant de frapper trop fort sur les piquets, parce qu'au premier bruit la fusillade commence. Au reste, il y a des usages : le matin, des deux côtés, on se laisse le temps de faire sa toilette. Pendant une demi-heure, on monte sur les tranchées, on se débarbouille. Et puis, ils ne tirent jamais sur notre voiture de ravitaillement, ni nous sur la leur. On les entend bien, les voitures qui arrivent, le soir, dans le grand silence, mais de part et d'autre on les respecte. De même, la nuit, les hommes de garde, Français ou Boches, placés bien en avant des tranchées et tout près les uns des autres, s'abstiennent de se tirer dessus.

Est-ce assez frappant, ces coutumes qui s'établissent sans convention expresse ! cette nécessité qui tend à recréer des mœurs ? Mais tout cela qui, à distance m'intéresse bien fort, n'est pas l'essentiel de ce que nous avons à nous raconter, mes chers compagnons d'un instant et moi, sous ce toit de branchages, où

nous causons tout en fumant. J'ai à leur dire l'amitié et la gratitude que, tous, nous éprouvons pour eux :

— D'un bout à l'autre du pays, on ne parle que de vous. On sait qu'on vous doit la sécurité de Paris, de nos villages, de toutes les femmes et des enfants. Chaque matin, on s'aborde en disant : « Ils ont eu la pluie, cette nuit », ou bien : « La journée ne sera pas trop mauvaise pour eux. » Dès qu'elles ont une minute, les femmes travaillent pour vous. Le tabac et le chocolat que je vous apporte là, c'est d'elles encore qu'ils viennent. Mais vous recevez bien leurs envois ?

Ils m'approuvent tous, de la tête. Ils savent qu'on les aime. Et le sous-lieutenant tire, de ses lourds vêtements raidis, un petit papier et le lit. C'est un billet qu'ils ont trouvé dans un paquet de vêtements chauds :

« Acceptez, soldats de la France, ces vêtements qu'ont faits pour vous les femmes de France. Celui que vous recevez là, il a peut-être été tricoté par votre mère, par votre femme, par votre sœur, ou par votre fiancée. »

Il lit et puis s'arrête, à cause de son émotion.

Comme c'est extraordinaire et noble, ces hommes qui, dans la vie la plus dure et la plus périlleuse, produisent en surabondance

les sentiments délicats ! Ils s'attendrissent sur des absentes et sur des inconnues ; ils se dévouent aux idées pures. Tout est vide autour de nous. Rien que du ciel indéfiniment sur de la boue. Mais ce vaste désert est rempli des images invisibles de la famille, de la Patrie, du Devoir et de l'Honneur. Je suis au milieu des saints de la France. Il me semble que j'ai rejoint nos plus lointains aïeux dans le fond des âges primitifs, et en même temps je sais être là avec l'élite de l'humanité, combattant pour sauver la civilisation.

— Au revoir, mes chers amis. Embrassons-nous.

Nous sommes sortis du « salon », et debout dans la tranchée, par-dessus les remblais, tandis que la nuit descend, je regarde. Ils m'expliquent l'horizon. Là-bas, au pied de ce petit bois déchiré, ce sont des tombes. Ils les ont creusées pour y enterrer des camarades. Dans les betteraves, à droite, ces taches sombres, ce sont des cadavres, des braves gens tombés dans un effort malheureux vers les tranchées des Allemands, et que ceux-ci ne laissent pas ramasser. Cette vue peine mes compagnons. Ils y reviennent à plusieurs reprises. On se tait. Le temps de faire mentalement une prière.

Le sol détremé, la lumière jaunâtre, le silence, ces tombes, tout concourait à une même sensation, et ces trois cadavres demi liquéfiés faisaient le centre et comme l'idée commune de cet horizon et de nos âmes. Un immense espace vide s'étendait sur nos têtes. Je n'ai jamais vu autant de ciel que depuis ces trous meurtriers.

XVIII

L'AGONIE DANS LES ÉTANGS

24 Novembre 1914.

L'autre jour, au soir, en quittant les tranchées de première ligne, nous avons circulé, pour serrer la main de nos soldats, dans les abris à flanc de coteau où, de trois jours en trois jours, ils viennent se reposer. Et puis, afin que je voie un peu nettement les Prussiens, on m'a mené dans un petit bois, à trois cents mètres de leur ligne. L'un d'eux était en avant, debout entre deux pommiers. Nous le regardions. Il nous regardait. Et des deux parts nul geste.

Le crépuscule descendait. Entre cet homme

et nous, dans les betteraves, des cadavres gisaient, qu'ils ne laissent pas ramasser. Je n'oublierai jamais ce coin d'horizon sinistre, et le rapport des êtres et du paysage à cette minute. Est-il possible que nos riches campagnes soient devenues cette désolation ? que l'élite morale et physique de la France soit terrée dans ces tanières de bêtes, et que des idées de haine et de mort occupent seules les millions d'individus qui, sur l'immense ligne de bataille, s'affrontent ? Que rêve, devant moi, ce Prussien qui m'observe dans la brume du soir ? Il songe à m'anéantir, et, moi, de même, à le supprimer. Ce sont des circonstances où l'esprit le plus particulier s'en va avec les autres, où nulle âme ne fait bande à part. Le devoir est évident, certain. Mais comme ses racines plongent dans la nuit !

En vain mon compagnon, mieux expérimenté que personne dans les choses de cette guerre, continue-t-il à me donner mille détails les plus intéressants. Derrière les faits s'élève une épaisseur de mystère. Et tandis que nous repartons à travers l'espèce de lande qu'est devenue cette campagne, j'ai même cessé de le questionner.

De temps à autre, nous croisons des gens à nous, en train de faire la cuisine dans des

dépressions du plateau. Ils rient, s'interpellent. Puis nous rentrons dans le silence et dans la nuit, qui s'épaissit. Cette fin de notre visite aux avant-postes ressemble à un retour de chasseurs attardés, en automne, mais il s'y mêle une anxiété extraordinaire du cœur. Jamais je n'ai ressenti une aussi vive émotion de fraternité que dans cette journée ; jamais un plus profond sentiment du mystère où baignent nos existences.

Tout autour de nous régnait maintenant un silence inimaginable et l'on distinguait avec peine les objets à cinquante pas.

— Attention ! me dit mon compagnon, vous avez la rivière à votre gauche.

Nous arrivions, en effet, au point où le plateau est brusquement déchiré par une profonde vallée, et en me penchant je vis, tout en bas, au pied de notre falaise, des étangs immobiles sous de grands peupliers. Leurs eaux brillaient d'un éclat sinistre à travers les déchirures d'un linceul de brouillard. Et de mornes vapeurs s'en levaient, qui se groupaient en grandes masses mouvantes.

— Voilà, dis-je, le royaume de la désolation.

— Nous y avons vu et entendu, pendant cinq jours, un Allemand blessé que personne ne pouvait relever. Il faisait partie d'une patrouille

sur laquelle nous avons tiré. Ses camarades se sont sauvés sans prendre aucun souci de l'emporter. Le pauvre diable restait là avec une cuisse brisée. Comme vous pouvez voir, ce n'était pas facile de l'aller chercher dans ces ravins et ces marais découverts. Enfin, le cinquième jour, nous avons pu le transporter à notre ambulance, où il est mort, en nous remerciant. Le curieux c'est qu'au milieu de ces marécages il tenait son journal. Je vous le donnerai à lire, si vous voulez. Vous serez, je crois, intéressé par les sentiments qui animaient cet Allemand blessé et abandonné.

— Quels sentiments ?

— Très obscurs et assez beaux.

Une heure après, quand nous sommes arrivés au gîte et avant toutes choses, avant même de me débarrasser de mes vêtements et d'une boue qui me venait au-dessus des épaules, j'ai prié mon aimable guide de me marquer sur une carte d'état-major le tracé de notre course et puis de me donner le testament du Prussien dans ses marécages.

Voici cette page, où s'accroissent d'une manière saisissante les brouillards de la Germanie et de cette vallée française qu'il est venu avec les siens désoler. Je n'y change rien. Je transcris exactement les derniers feuillets

crayonnés du petit carnet qu'on trouva dans sa poche.

Si telle est la volonté du Tout-Puissant, que ceci soit mon dernier adieu. Une balle française m'a touché en patrouille. Elle m'a atteint au genou droit de telle sorte que je ne puis plus avancer. Il y a cinq jours que je suis là dans la forêt obscure. Je ne puis plus supporter ma faim, que j'ai apaisée jusqu'alors avec de l'eau. Souvent, j'ai imploré le Seigneur pour qu'il m'envoyât du secours. Il n'est pas venu jusqu'à cette heure. Cependant, je lui reste soumis, je ne m'impatiente pas, car il n'y en a plus pour longtemps. Alors, je serai dans ma Patrie, à la maison, auprès de mes frères, dans le beau pays où nous pourrons de nouveau nous tendre les mains, sur des rivages d'argent et de cristal.

Au revoir, au revoir, ici sur la terre ou là-bas dans la lumière.

Signé: Wilhelm BAÜMER

Voilà donc ce qu'a écrit, dans un silence de mort, en tenant son regard brillant de fièvre tourné vers le firmament, le soldat prussien Wilhelm Bäumer. Et dans la minute où je transcris ce papier étrange, plein de délire et de religion, je revois le ciel sans lune qui, l'autre soir, s'étendait solennellement au-dessus de ces marécages. Quelle pensée germanique cet envahisseur avait transportée sur le bord d'une rivière française ! Les fées du Rhin accompagnent donc ces Barbares ? La Nixe a-t-elle pleuré près de lui, quand il était abandonné de ses frères ? Lui a-t-elle essuyé

la figure avec ses cheveux verts ? Une seule chose certaine, c'est qu'il fut ramassé et soigné par la générosité française.

Qu'est-ce que je veux prouver par ce court récit ? Rien de précis dans l'ordre logique. C'est une image qui occupe mon esprit et que j'ai retenue entre mille images des champs de bataille. Peut-être que je ne trouve pas, dans la hâte de mon travail quotidien, les mots pour faire sortir tout ce qu'elle renferme d'émotion. Mais elle manifeste pour moi qu'au milieu des horreurs que méthodiquement les Germains viennent accomplir dans notre pays, nous continuons, à notre insu même, les uns et les autres, d'être accompagnés par nos dieux, comme un homme est suivi de son ombre. L'instinct profond qui respirait dans ce reître du Nord prend une forme, prend la parole. Près de mourir sous les peupliers de France, et son esprit déjà séparé à demi de son corps, il refait de la poésie nébuleuse de Germanie. Il s'éloigne de sa besogne du champ de bataille. Et nous autres, Français, nous avons de même un surplus de force, qui complète et perfectionne notre vaillance guerrière. Je veux dire cette générosité qui nous pousse à nous risquer pour secourir un ennemi désarmé et agonisant.

XIX

SAUVONS LES INVALIDES DE LA GUERRE

25 Novembre 1914.

Il y a quelques jours, j'étais dans une ambulance, arrêté devant un lit où l'on pansait un amputé. On lui avait coupé le bras droit. Le médecin le soignait ; un aide le tenait ; et lui, il me souriait, par-dessus l'épaule de l'aide. Il me souriait, l'admirable soldat, parce qu'il voyait sur mon visage mon amitié. Mon amitié pareille à la vôtre pour tous ces héros, la chair de notre chair, les martyrs de la patrie. Mais que fera-t-elle notre amitié ? Sera-t-elle négligente, oublieuse ? Se déclarera-t-elle impuissante ?

Quand je me suis éloigné, j'ai fait à ce blessé pour la vie un geste qui lui disait d'avoir confiance : je lui ai dit : « Au revoir, mon camarade ». Était-ce donc un geste vain, un mensonge ?

J'y songeais en rentrant chez moi. Et voilà que dans mon courrier, j'ai trouvé une lettre d'un chirurgien, mon compatriote lorrain. Écoutez-le parler :

« Depuis le premier jour de la mobilisation, me dit-il, je suis à la tête d'une formation sanitaire, et malgré la chirurgie conservatrice que j'ai essayé d'appliquer avec une extrême rigueur, j'ai été obligé, malheureusement, de pratiquer un certain nombre d'amputations. Tous mes collègues de Nancy ont été dans le même cas que moi, et dans toutes les formations de l'avant il en a été de même.

» Il faut donc s'attendre après la guerre à avoir un grand nombre d'estropiés et de mutilés.

» Beaucoup de ces pauvres garçons seront dans l'impossibilité absolue de reprendre leurs anciens métiers. Ils auront une pension, mais elle ne sera pas suffisante pour leur permettre de vivre. Les laissera-t-on glisser à la mendicité? »

Cette question, qui traduisait d'une manière si précise mon angoisse, était signée d'un chirurgien hautement estimé, le docteur G. Michel, professeur agrégé à la Faculté de médecine de Nancy. Je lui répondis aussitôt :

— C'est une grande question que vous posez là et qu'il n'est pas possible d'écarter. Avez-vous une solution? Je suis prêt à la servir de toutes mes forces et à vous apporter ce que le public veut bien m'accorder de

sympathie. Comment pouvons-nous secourir nos frères, les mutilés de 1914, les compagnons d'armes du général Pau, le glorieux mutilé de 1870?

— Eh bien ! me dit le professeur Michel, reprenons l'idée d'un Français, Paul Seguin, qui voulait apprendre des métiers aux estropiés et aux mutilés et leur ouvrir des ateliers.

Il est heureux et plaisant, pour l'imagination, que ce soit un Français qui ait inventé l'éducation des infirmes, comme c'est l'abbé de l'Épée qui a le premier éduqué les sourds et muets. Cette origine française n'ajoute rien à la valeur de l'idée, mais nous excite à nous y dévouer. Il nous semble que c'est une indication, un ordre que nous trouvons dans notre héritage, et que le moment est venu d'y obéir. Nous devons protéger, défendre ceux qui furent les protecteurs et les défenseurs de la France, et, d'une manière générale, nous devons redoubler d'énergie, chacun dans notre ordre. Nous autres, gens d'études, efforçons-nous d'augmenter le capital spirituel de la France, travaillons systématiquement à faire fleurir, à épanouir, à réaliser tout ce qu'elle contient de nobles volontés.

Ce que voulait Paul Seguin a été exécuté en Russie, après la guerre de Manchourie : à

Munich, dans les pays scandinaves et surtout en Belgique, à Charleroi, par M. Charles Dam. Nous avons des modèles, et même en France. La fondation Marsoullan a ouvert des ateliers pour ouvriers estropiés ; les frères Saint-Jean de Dieu, rue Lecourbe, éduquent les enfants infirmes ; M. Bourlon de Sarty, qui dirige l'*Association pour l'Assistance aux mutilés pauvres*, cherche à leur fournir du travail en rapport avec leurs aptitudes physiques. Le docteur Jean Brau, de Montpellier ; le docteur P. Desfosses, le docteur Helme ont étudié la question. Mais rien de complet n'est fait. Or maintenant, il s'agit des soldats de la France.

La guerre nous met en présence d'un devoir sacré. Nous n'allons pas laisser dans la rue, avec une misérable dotation, les enfants admirables qui, blessés pour la patrie, auront échappé à la mort avec des membres perdus ! Il est impérieusement nécessaire d'assurer à chacun d'eux son existence, et la plus heureuse possible. Ouvrons ces fondations pour invalides, ces ateliers pour soldats mutilés, dans plusieurs régions de la France, surtout dans les régions industrielles. Édouard Herriot se préoccupe de ce que l'on peut faire à Lyon. A Nancy, j'agis de concert avec le pro-

fesseur Michel, de la faculté de médecine : M. Jean Buffet, de la Société Nancéenne, et M. le notaire Houot. Nous trouvons les plus précieux et les plus nombreux adhérents dans le monde médical et dans le monde industriel. D'un bout à l'autre de la France, entre gens de toutes opinions (ce n'est pas besoin de le dire), il faut que nous nous concertions. Je tiendrai mes lecteurs au courant.

Aujourd'hui, je suis pressé de dire dans tous les hôpitaux de France : « Mes camarades, on pense à vous. Pas un de vous ne sortira frappé de la bataille, qui ne soit assuré du respect de tous et d'une vie ouvrière adaptée à ses forces. Nous serions des malheureux si nous vous abandonnions. »

On trouvera l'argent. Nous en reparlerons. Et pour commencer j'envoie à M. Jean Buffet une délégation pour toucher, au bénéfice de l'œuvre des *Invalides de la guerre*, la moitié de mon indemnité de député, durant le temps qui s'écoulera du premier au dernier coup de canon avec l'Allemagne.

L'autre moitié de mon indemnité, je la réserve à d'autres œuvres de fraternité que la guerre nous invite à créer pour nos soldats, et dont j'entreprendrai mes lecteurs.

XX

UN DINER CHEZ LE GÉNÉRAL

26 Novembre 1914.

Au cours de cette guerre je me suis assis plusieurs fois, et hier encore, à la table de nos chefs militaires.

Ah ! que j'aimerais vous les peindre avec des couleurs éclatantes, à grands traits saisissants, et tandis qu'ils conquièrent une gloire anonyme, toute en or, leur donner nommément cette monnaie, la popularité. Ce serait répondre au désir du pays qui les cherche dans l'ombre, les attend, les appelle, leur dit : « Nous vivrons ou mourrons ensemble, nous voudrions mieux vous connaître. »

Mais il faut servir ceux qu'on aime comme ils désirent être servis. Nous avons des chefs qui s'oublient eux-mêmes et qui, simples, modestes, tout à leur devoir, appartiennent à la pure famille des Catinat, des Gouvion Saint-Cyr, des Drouot. Engagés dans une guerre terrible, où se joue l'existence de la France,

ils ne songent pas aux grades, aux décorations, au retour dans Paris sous l'Arc de Triomphe de l'Étoile; ils ne voient que le but immédiat et pressant. Ils ne songent qu'à la nécessité de briser les armées formidables de l'Allemagne, ces cinquante-deux corps qu'il faut, à la fois, repousser et retenir, pour que les Russes fassent leur besogne.

Nos officiers, chacun à son étage, je veux dire chacun dans son horizon, n'ont de pensées et de sentiments que sur l'indispensable nécessité d'assurer la victoire.

Cela donne à leurs réunions, pour qui sait voir les âmes, un caractère très simple et très ramassé, le poids des chefs-d'œuvre de l'art.

Je voudrais vous faire assister au dernier dîner où j'ai eu l'honneur de prendre place auprès de l'un de nos grands chefs. Il ne convient pas que je vous rapporte rien des propos échangés, ni même que je vous décrive une installation pittoresque: mais, si je ne dois pas vous les montrer, tous ces officiers, au naturel et en action, groupés autour de leur général dans la familiarité d'un repas, je puis chercher à vous donner ce qui importe le plus: l'air qui les baigne, l'esprit qu'ils dégagent, leur spiritualité et cette belle couleur originale et pure qui se nuance, le long

de la table, plus grave chez le commandant d'armée, plus jeune chez le lieutenant, commune à tous et les enveloppant de vaillance. L'atmosphère est le tout dans le tableau d'un maître.

Ces officiers, les uns officiers de carrière, les autres de réserve (et ces derniers, venus des métiers et des milieux les plus variés), ont acquis, en quelques semaines, une véritable uniformité morale. Leur général, qui les préside, est le père, le patron d'une famille militaire. En si peu de temps, les voilà devenus frères.

La fraternité des armes ! qu'est-ce que cela veut dire ? Les uns et les autres s'aiment-ils plus, s'aiment-ils moins que dans la vie ordinaire ?

Ce n'est pas d'affection qu'il s'agit. Ils sont associés, de la manière la plus nécessaire, dans une œuvre qui offre ceci d'extraordinaire qu'en même temps qu'elle réclame la collaboration de toutes les sciences, elle met en branle chez chacun, avec une puissance irrésistible, les sentiments primitifs. Voilà pas quatre mois qu'ils se battent, et leur vie antérieure est abolie dans leurs souvenirs ! Une exigence terrible accapare toutes leurs puissances physiques et morales. Ils n'agissent

plus et ne pensent plus que dans la mesure où l'action immédiate le rend nécessaire. Et quelle action ! tuer, détruire.

Aiment-ils la guerre ? Elle est toujours dure et, celle-ci, plus cruelle qu'aucune. Ceux qui l'ont vue ne peuvent en parler sans qu'une ombre passe sur leurs figures. Les plus insensibles en rapportent des images qu'ils écartent soudain d'un geste. Il y eut peut-être dans notre histoire des guerriers grossiers, brutaux, violents. Plus sûrement il y en eut de brillants, de fringants. Nos officiers de 1914 ont leurs couleurs propres que je n'ai pas le temps de nuancer. Laissez-moi les caractériser un peu trop fortement en disant que, depuis vingt ans, ils se sont préparés et formés dans la mortification. Depuis vingt ans, les officiers français ont beaucoup vécu d'une vie intérieure. Au dehors ils ne trouvaient guère de satisfactions : ils étaient obligés de les chercher dans leur conscience. Le besoin de considération et d'estime est très vif chez celui qui en choisissant la carrière des armes montre bien qu'il n'a pas le goût de l'argent, ni des avantages matériels. Or voilà des années qu'en fait d'estime, nos officiers devaient se contenter de leur estime propre et du témoignage de leur conscience. Ils atten-

daient l'heure de montrer au pays comment ils avaient travaillé et comment ils savaient se sacrifier pour tous.

En visitant les tranchées, tout à l'heure, je me suis dit que notre armée y subit une vie de pénitence, dont elle s'accommode, grâce à sa vaillance, à son incroyable ressort de gaieté et à sa certitude de vaincre, et que nos officiers, pendant les vingt ans précédents, ont supporté dans le plan moral une épreuve analogue. Ils étaient retranchés dans leurs traditions d'honneur, qu'il n'appartenait à personne de leur enlever. Et cette héroïque éducation par la tristesse et par les déceptions ne les ayant pas aigris, leur a donné une magnifique endurance de l'âme, une qualité morale exceptionnelle. Ah ! je voudrais qu'assis près de moi vous vissiez avec quel noble orgueil, au milieu des regrets que leur laissent tant de camarades disparus, ils calculent le pourcentage des pertes subies par le corps des officiers. Ces hécatombes sous la mitraille, c'est leur magnanime revanche de tant de viles brimades. Hier on les visait et les frappait bassement, mais pour les consoler, il y a « les tireurs d'officiers ». Hier on les faisait passer derrière dans les fêtes ; aujourd'hui, à toute heure, ils marchent les premiers.

Ces réflexions que je ne puis m'interdire ne sont dans l'esprit d'aucun de ces nobles gens que j'écoute. Chacun d'eux est tout accaparé par le seul souci d'être égal à sa tâche.

— Si l'on estimait, un de ces jours, que je ne dois plus commander, dit le chef, et que je suis fatigué, moins heureux, moins apte, que sais-je ! je rentrerais immédiatement dans le rang, ni blessé, ni diminué, ni peiné, heureux de servir celui qui prendrait ma place.

Et, pareils à leur chef, aucun de ces jeunes officiers n'aurait l'idée de vouloir se mettre de soi-même en valeur. Ils se connaissent, se voient à l'œuvre, ne peuvent prétendre en imposer à personne. Ils n'en ont pas le moyen, ni même le désir.

Et puis, comme tous aiment leurs hommes ! Ils reprennent dans le cœur des soldats ce qu'ils leur ont donné de doctrine, ce qu'ils avaient découvert par l'esprit et qui s'est transfiguré en sentiment. C'est une perpétuelle circulation du sang de la France.

À la fin du repas, le général lève son verre en l'honneur de son hôte. Que va-t-il dire ? quelques phrases courtoises, amicales. Je me prépare à le remercier. Mais écoutez ce qu'il ajoute tout d'un coup :

— Les officiers qui sont réunis à cette table ont décidé de donner leur vie à la patrie.

Quel choc nous recevons d'une telle parole vraie ! Il n'est pour y répondre que l'expression de notre respect à tous, et puis le silence. Nos officiers sont pour la nation des exemples vivants sur qui chacun doit prendre modèle.

VXI

UNE MÉDAILLE DE BRONZE POUR LES BRAVES

27 Novembre 1914.

Je demande la création d'une nouvelle récompense militaire, d'une médaille de bronze, pour que le chef puisse décorer ses plus braves soldats sur le champ de bataille, après chaque affaire.

C'est le désir de nos généraux. « Je souffre, me disait l'un d'eux, de laisser sans témoignage des faits d'armes merveilleux. Vous ne savez pas tout ce que nos soldats accomplissent, chaque jour, d'actions extraordinaires. L'admirable suite des mises à l'ordre du jour

de l'armée ne vous en donne qu'une idée incomplète. Cela nous peine quand nous paraissions négliger de si braves gens. Il faut prendre le Français comme il est. Il fera tout pour avoir sur sa poitrine le signe de l'honneur. Un insigne de la bravoure militaire serait entre les mains du chef un véritable instrument de guerre. Nous avons bien la médaille militaire. Mais c'est la plus haute des récompenses, celle qu'obtiennent les commandants de corps au sommet de leur carrière. et puis une retraite lui est attachée : ce ne serait pas sans inconvénient de la distribuer en très grande quantité. Nous voudrions quelque chose d'analogue à la Croix de Fer dont dispose l'empereur allemand pour récompenser le courage du soldat sur le champ de bataille : une médaille du mérite militaire, une médaille de bronze. »

Je me permets de recommander cette idée à la vigilance du Gouvernement et du Parlement. Déjà on a renoncé, d'une manière sensible, depuis une dizaine de jours, à la couleur kaki. Les « communiqués » sont complétés par des notes plus chaudes qui mettent en valeur la pensée des chefs et l'action des hommes. On a mené des journalistes au milieu de nos héros. avec mission de les faire

connaître. C'est bien, c'est très bien, et dans le même esprit il faut se prêter à la manière de voir des chefs, à la manière de sentir des soldats. Donnons à l'armée tous les instruments de victoire et, parmi eux, cette médaille de bronze.

Ce que je vois, depuis une trentaine d'années que je regarde les boutonnieres multicolores de mes contemporains, ne m'a pas rendu grand appréciateur des décorations civiles. J'indique cette nuance sans la développer. Censure, ne tremble pas ! tant que les Prussiens occuperont un lambeau de notre sol, je t'épargnerai le chagrin de m'entendre penser tout haut sur *l'usage qui a été fait de la Légion d'honneur dans le civil et sur sa dépréciation*. Je n'ai aucune sorte de ruban : je n'en aurais mérité qu'au titre d'écrivain, et, ma foi, je ne voyais pas par qui, décemment, il pouvait m'être attribué. Nous avons eu, la moitié du temps, des ministres que je ne nommerais pas officiers d'académie : je me sentais un peu froid à l'idée qu'ils prononceraient sur ma tête le *Dignus es intrare*. Au reste, d'une manière plus générale, je doute que l'on puisse remuer fortement les cœurs, les esprits, et rien y semer par des décorations civiles. Je doute qu'en faisant danser le grand-

cordons de la Légion d'honneur devant les gens d'étude ou les industriels, on augmente leur talent ou leur honnêteté. Chauchard, avec tous ses insignes, est resté comme devant. Mais les décorations pour faits de guerre, c'est une autre affaire ! Elles produisent un effet superbe et fécond dans les cœurs.

Après la bataille, quel bouleversement de tout l'être. s'il arrive un chef, un homme ayant aux yeux de tous une supériorité et qui dise : « Celui-là, chacun de nous vient de le voir, est digne d'être estimé ! »

Ce n'est pas une grande chose, une chose qui est donnée par un homme seul, car un homme seul ne peut pas donner de l'honneur et de la gloire : mais c'est une grande chose qu'une décoration accordée, ratifiée par un groupe d'hommes, dans le moment où l'enthousiasme du champ de bataille les rend sincères.

Un sergent de qui je voudrais bien savoir le nom avait obtenu, à force de courage et d'esprit, des renseignements qui amenèrent le général commandant le corps d'armée à tenter l'affaire du Quesnoy. Ce fut, vous le savez, une réussite brillante, importante (et dans laquelle, je le dis en passant, le lieutenant-colonel du Paty de Clam se couvrit de gloire).

Immédiatement après le succès, le général demanda le sergent. « Il a été blessé, mon général » — « Menez-moi près de lui, » — « Il est déjà évacué. » — Le général s'en va à l'ambulance. « On vient de le porter à la gare. Il doit déjà rouler sur Paris. » — « Allons tout de même voir. » Le train était encore là. On descend la civière du blessé, et sur le quai de la gare de Montdidier, au milieu d'une poignante émotion, le général donne au sergent, avec son accolade, sa décoration.

Vous comprenez si une telle scène peut élever d'un degré l'esprit d'un bataillon ; si elle communique à toute une tranchée un élan nouveau. L'hommage rendu à la vaillance crée des vaillances. Les Français veulent des signes qui puissent enflammer leur âme, en même temps que des raisons qui conquièrent leur intelligence. « C'est pour ta patrie, pour ton foyer, pour ton honneur que tu combats, et puis tu seras admiré jusqu'à la mort. »

Accordons à de tels chefs le moyen d'honorer largement de tels soldats. Et pour activer la guerre, pour conquérir la victoire, poussons en avant, par tous les moyens nobles, ceux qui peuvent la décider.

Comme c'est beau, un homme qui se sacrifie pour la civilisation, et qui jette sa vie, toutes ses forces, contre les Barbares ! De tels hommes existent par milliers, dans ces semaines glorieuses. Eh bien ! marquons-les, par milliers, d'un signe exemplaire. Nous vivons des temps qu'on n'a jamais vus. Craignons d'être négligents, injustes.

Les injustices, je veux dire les malchances, sont innombrables à la guerre. Tâchons d'en réduire le nombre. Mon grand-père Barrès qui a battu, pour sa part, les Prussiens à Iéna et qui est entré triomphant à Berlin, le 27 octobre 1807, avec la garde impériale où il était grenadier, était un si brave soldat qu'il fut de ceux que l'Empereur, dans le palais royal de Berlin, chargea de présenter à la députation du Sénat français les drapeaux pris à Iéna. Eh ! bien, après avoir fait toutes les campagnes de l'Empire, il n'a pas dépassé le grade de chef de bataillon, et là-dessus, à la dernière page de ses *Mémoires*, il fit une juste réflexion : c'est qu'il ne lui a pas été donné de se trouver dans un de ces moments propices où l'on agit sous le regard de ceux qui dispensent les grandes faveurs. Voilà de la bonne philosophie. C'est vrai qu'il y aura toujours d'admirables soldats qu'on

n'aura pas vus. Mais ceux que le chef voit, tâchons qu'il puisse nous les faire voir!

Car c'est là ma pensée de derrière la tête. Je veux que nous, nos fils, nos petits-fils, nous puissions jusqu'à leur mort regarder, aimer, respecter les héros de 1914.

Généraux des armées de la France, marquez du signe de l'honneur, par tous les moyens que vous posséderez, les meilleurs de nos soldats, les plus braves, les plus heureux. Le bonheur est encore une vertu à la guerre! Que la France, demain, quand nous serons entrés dans la longue période de paix qu'une victoire complète nous assurera, puisse connaître, dans chacun de ses villages, et du haut en bas de l'échelle sociale, ses sauveurs. Et dès maintenant, au milieu de nos angoisses, préparons cette France de demain, si heureuse, si belle, et qui sera peuplée, d'abord, des morts pour la patrie, toujours vivants dans notre piété; puis des décorés, puis des balafrés et mutilés, et de tous les autres, qu'aucune marque ne désignera, mais à qui il suffira de dire simplement : « J'y étais », pour qu'on les salue comme des braves.

Quant à nous, non combattants, Français de second choix, nous achèverons notre vie, heureux d'avoir vu tant de gloire, et précoc-

cupés jusqu'au bout, comme je le suis aujourd'hui, que la dette nationale de gratitude soit payée aux soldats par la France (1).

XXII

LA VICTOIRE DES RUSSES

28 Novembre 1914.

Les événements se déroulent, tels que la raison et l'espérance les prévoyaient.

Nous avons toujours parlé d'une certitude mathématique du succès. Au prix d'immenses efforts, grâce au génie des chefs et à l'héroïsme des troupes, la France s'est équilibrée contre une puissance militaire formidable et, peu à peu, a pris sur elle un indéniable ascendant.

Et maintenant, c'est la victoire russe. Les Allemands viennent de subir un désastre en Pologne. Leur armée d'invasion est rompue ; et ce qui en subsiste combat désespérément pour regagner le territoire allemand au milieu des Cosaques qui l'entourent et l'assailent pareils à des loups.

(1) Cette idée a été acceptée. Elle est devenue la croix de guerre.

Chacun des télégrammes qui nous arrivent confirme la déclaration de lord Kitchener à la Chambre des lords : « Les pertes des Allemands sont les plus énormes qui leur aient été infligées depuis le début des hostilités ».

Quelle réponse à ces misérables bruits paniqués que des niais ou des criminels, et parfois haut placés, font courir, et qui, hier encore, annonçaient l'entrée des Allemands à Meaux, à Soissons, à Compiègne ! Balayons ces poltronneries, et voyons en face la situation vraie.

Elle demande des efforts coûteux, mais elle est admirable. Nous n'avons jamais essayé et nous ne tenterons jamais de fausser, de colorer les faits de la guerre. Le généralissime Joffre est un homme vrai. Il traite ses armées et la nation entière comme des collaborateurs capables de connaître, dans leur ensemble, les réalités de cette guerre nationale. Les communiqués de l'état-major ne contiennent rien que d'exact. Ils font l'admiration du monde diplomatique et, peu à peu, chez tous les neutres, on rend témoignage à leur sincérité. Nous prenons modèle sur Joffre, et, tout en précisant nos certitudes de vaincre, nous n'avons jamais dissimulé les difficultés de la lutte et la nécessité de roidir toutes nos énergies.

Tel n'est pas le système outre-Rhin. Le Gouvernement vient d'interdire aux correspondants, qu'il avait admis à suivre l'armée de Pologne, d'envoyer des communications à leurs journaux. C'est puéril. C'est un expédient qui n'a jamais épargné aux autruches un seul coup de fusil.

Le jour que l'on peut dès maintenant prévoir, sans en fixer la date, où les Russes apparaîtront à Breslau, et seront une menace immédiate, les résultats obtenus ne devront pas se mesurer seulement du point de vue militaire, mais encore du point de vue moral et politique. Soudain l'Allemagne se transformera : ses peuples divers se tourneront vers la Prusse, dont pour l'instant ils ne mettent pas en doute « l'invincible supériorité », et, sous le choc d'une effroyable désillusion, vous verrez réapparaître les anciennes Allemagnes.

J'ai eu l'occasion de causer avec diverses personnes qui reviennent de Berlin. Là-bas, à cette heure encore, nul n'est renseigné, nul ne met en doute l'écrasement de la France. Tant mieux. Quand les Allemands seront renseignés, ils se tourneront avec quel effroi, quelle colère, contre celui qui possédait leur confiance absolue et qui les a trompés !

A cette heure, il n'y a en Allemagne aucune

trace de dislocation. Le loyalisme est ardent, complet. Mais en présence d'une révélation terrible et inattendue, c'est une Allemagne nouvelle que verra l'empereur responsable. Un homme a une confiance absolue dans sa maîtresse ; il apprend qu'elle le trompe, qu'elle n'est pas celle qu'il croit : vous ne reconnaissez plus cet homme.

Au reste, nous ne faisons pas entrer dans nos calculs les déceptions morales de l'Allemagne. Je les prends et je les note, et puis je les écarte. Nous n'en avons pas besoin. Je ne table que sur les ressources des trois alliés.

Dès cette heure, l'armée allemande a perdu sa pointe et le meilleur de sa force brisante. Elle n'a plus ses premières puissances d'offensive. Elle est trop maltraitée par nous et par ses propres chefs.

Comme des rats empoisonnés, les Allemands veulent courir d'un front de bataille à l'autre front, des Flandres en Pologne. Ils le peuvent, car leur organisation est admirable, mais c'est trop demander aux forces humaines, et de telles conceptions stratégiques méprisent par trop l'humanité du soldat. L'état-major allemand compte pour rien les individus. Ce n'est pas assez dire qu'il ne les ménage pas, il les prodigue. Cette méthode, efficace peut-être,

s'il s'agit d'obtenir un résultat rapide, va donner d'effroyables effets dans une guerre longue, dans une guerre d'usure.

Aujourd'hui, si forte qu'elle demeure, l'armée allemande n'est plus celle qui se jetait sur nous au début du mois d'août. Ses remarquables sous-officiers engraisent nos campagnes de France et s'épanouiront dans nos moissons futures confondus, hélas! avec les fils de notre race. Ceux-ci, nous les pleurons. Mais nous avons commencé la guerre avec des préparations insuffisantes, et dans les quatre mois qui viennent de s'écouler, nous avons certainement augmenté notre matériel et amélioré notre tactique. Le temps qui effrite nos adversaires combat pour nous. Les Anglais s'organisent, chaque jour. Ils maintiennent et renforcent leur contingent et préparent la plus puissante armée. Quant aux masses russes, lentes à mettre en marche et qui, dès le début, ont agi plus vite qu'on ne devait l'espérer, elles n'ont pas encore donné leur plein, et vous voyez déjà leur supériorité.

Russes, Anglais, Français, nous serrons de concert l'étau où périra la puissance militaire de l'Allemagne. C'est de concert encore que nous devons mener à bonne fin la destruction politique de l'Empire, par des conditions

de paix qui libèrent l'Europe. Dans la liste de nos victoires, auxquelles viennent s'adjoindre les victoires de Pologne, n'oublions pas d'inscrire le jour où fut signé entre les trois alliés l'engagement formel et décisif de ne négocier avec l'Allemagne vaincue que toutes ensemble et d'un parfait accord. C'est le moyen sûr de faire produire son plein effet au sacrifice héroïque consenti par nos soldats et par nos alliés et amis qui combattent avec nous pour la civilisation.

SIXIÈME PHASE

LA GUERRE DE SIÈGE

(Du 30 Novembre 1914 au 1^{er} Janvier 1915)

Ainsi, plus de seize corps allemands ont vainement cherché à crever la ligne de dix corps alliés : « bataille de Calais » ou « bataille d'Ypres », ils ont échoué, et sur la fin de novembre ils se découragent. Cette bataille des Flandres succédant à celle de la Marne a brisé l'offensive allemande.

Après la retraite où les avait contraints la série des combats qui forment la victoire de la Marne, les Allemands viennent d'essayer de prendre leur revanche, et, par des tentatives répétées et coûteuses, ils ont tout fait pour rompre notre front. Leur échec est la ruine de tout leur plan sur le front occidental. Ils s'étaient proposé de battre la France rapidement pour se retourner contre la Russie. Il n'y faut plus songer. La France n'est pas battue et la Russie, ayant mis à profit les possibilités que lui laiss-

suit la concentration allemande sur le front français, devient menaçante.

Pour faire face à cette situation nouvelle, l'Allemagne se résigne à se mettre nettement du côté occidental sur la défensive, et la guerre de position commence. La longueur du front qui atteint, de la mer aux Vosges, environ neuf cents kilomètres permet une ligne continue et l'installation d'un véritable siège, tandis qu'en Russie, l'étendue de la ligne, interdisant un front continu, laisse place à la guerre de mouvement.

D'autre part, après trois mois de campagne, les conditions de la guerre moderne apparaissent clairement. La puissance des feux, l'emploi des mitrailleuses, l'utilisation des travaux de défense, fils de fer barbelés et tranchées, imposent aux opérations un caractère nouveau. Les Allemands viennent de faire eux-même l'expérience sur l'Yser des difficultés de l'offensive. Ils avaient la supériorité du nombre, des troupes d'une qualité encore excellente, un matériel considérable; ils attaquaient les Alliés au moment où ceux-ci n'avaient pas pu improviser de grands travaux défensifs; ils arrivaient en force dans le Nord, où Anglais, Belges et Français avaient eu à peine le temps de se rassembler. Malgré toutes ces circonstances, ils ont complètement échoué, en faisant de si lourdes pertes qu'on peut

supposer à bon droit qu'ils ne recommenceraient plus sur notre front la tentative manquée.

Enfin, l'expérience prouve que la guerre moderne exige une quantité de projectiles de tous calibres, une variété d'engins, une prodigalité d'outils de toutes sortes, une organisation matérielle qui dépassent toutes les prévisions.

Dès ce moment, le commandement français a la préoccupation de se mettre en état de reprendre à son heure les opérations dans les conditions les meilleures. Tandis que la question de munition et de matériel est étudiée, le front est, sur toute son étendue, organisé pour la campagne d'hiver. En même temps, une série d'opérations locales sont entreprises pour harceler l'ennemi, pour gêner le transport que l'État-Major allemand voulait exécuter pour la Russie, pour commencer l'usure matérielle et morale qui réduira la Germanie.

Dès cette heure, les troupes françaises ont pris l'initiative des opérations et ont imposé à l'ennemi leur ascendant. Sur un seul point, à Soissons, les Allemands vont faire un gain, d'ailleurs négligeable. Partout ailleurs, dans le Nord, en Champagne, en Lorraine, ce sont nos troupes qui attaqueront et qui réaliseront des progrès méthodiques par où se démontrera chaque jour leur supériorité tactique.

I

MÉNAGEONS LE COEUR FRANÇAIS

30 Novembre 1914.

Un excessif retard des lettres, la perte des colis, le silence sur les blessés et sur les morts, voilà ce qui pourrait démoraliser certaines vaillances ou du moins les attrister, car les combattants et les non-combattants diraient : « Nous avons le droit de connaître, sans nuire à rien d'essentiel, le sort de nos fils, maris et frères, ou bien de nos familles, et l'État, en négligeant de nous assurer cette tranquillité d'esprit, aggrave sans profit les duretés de la guerre. »

De là très vite on passerait à accuser l'Administration de manquer de cœur. Reproche bien injuste. Chacun, dans cette immense tâche, apporte sa bonne volonté. Certains services fonctionnent à merveille ; d'autres moins bien. C'est pour les aider, sans esprit stérile de critique, que nous leur montrons leurs lacunes. Derrière les combattants, qui ne peuvent et ne doivent agir qu'en vue de la destruction des

forces allemandes, à côté des administrations civiles, il est bien qu'on se préoccupe, à son rang, selon ses forces, du point de vue moral, et qu'on cherche ce qui peut plaire ou déplaire au cœur. C'est ma tâche quotidienne. Où étiez-vous, me dira-t-on, durant la guerre ? Je n'ai pas eu froid, je n'ai pas eu faim, je n'ai pas souffert. Et je m'en excuse. J'essayais pourtant de souffrir avec tous, et j'allais des soldats aux familles, interprète trop insuffisant de l'admiration et de l'amitié.

Avançons d'un pas dans la question des blessés, et touchons le point où elle se confond avec la grande question des renseignements aux familles.

Au début d'octobre, le ministre avait décidé que les médecins en chef de tous les hôpitaux militaires ou civils enverraient au dépôt du régiment une carte individuelle, concernant chacun des blessés et évacués sur son hôpital. La formule de cette carte est rédigée. Nous l'avons vue. Elle est parfaite : elle donne les noms et prénoms du soldat et puis une précision sur la nature de sa blessure.

Au dépôt du régiment, le commandant, sitôt cette carte reçue, devait aviser la personne indiquée par le soldat au moment de sa mobilisation.

Ne trouvez-vous pas l'idée simple et pratique ? La famille était, dans un court délai, tirée de son angoisse et mise à même d'aller voir son enfant.

Mais qu'est-il advenu ? Il me revient de divers côtés que cette mesure excellente n'est pas appliquée. Chaque jour, à *L'Écho de Paris*, nous recevons les lettres ou la visite de parents éplorés, qui nous demandent de leur venir en aide, de leur faire savoir sur quelle ville a été évacué leur enfant.

J'offre un autre moyen. Pourquoi, dans chaque ville où se trouvent des hôpitaux civils ou militaires, ne communiquerait-on pas aux journaux la liste quotidienne des blessés qui arrivent et de ceux qui s'en vont guéris ? Les journaux publieraient ces listes. Et, comme nous vivons dans une période d'entr'aide, il y aurait des personnes dévouées et des œuvres pour avertir les familles.

J'entends le gouvernement me répondre :

— Non seulement nous ne voulons pas communiquer ces listes aux journaux, mais nous leur interdisons de les publier.

— Et pourquoi donc ?

— Ce serait le moyen d'inquiéter l'opinion publique.

— Vous ne l'inquiéterez jamais autant

qu'à laisser des familles courir çà et là, agitées par une fièvre d'angoisse.

Et comme j'ai l'habitude d'écrire en m'appuyant sur des pièces authentiques, je prends dans mon dossier une lettre qui persuadera mes lecteurs et les dirigeants, mieux que ne ferait aucune dialectique, qu'il y a urgence de trouver un système pour avertir les familles et pour ménager leur tendresse.

Cette lettre est datée du 11 novembre dernier ; je respecte ses particularités, et supprime seulement le lieu d'origine :

MONSIEUR,

Depuis le 20 septembre mon fils a été blessé et a rentré à l'hôpital M Verdun. Il m'a écrit le 23 septembre : il y avait trois jours qu'il était à l'hôpital et il me dit dans sa lettre qu'il était blessé.... et il me fit une lettre bien rassurante et il me dit qu'il écrirait tous les jours, et il a écrit encore le 24, 25, 26, 27, toujours des lettres bien détaillées et il avait du courage, et depuis le 27 nous n'avons plus eut de ses lettres. Alors nous avons écrit à M. le Directeur et un telegramme. Et un telegramme à mon fils. Et nous ne recevons rien. Nous voudrions aller a Verdun, et l'on nous dit que nous ne pourrions pas rentrer. Alors nous avons demandé a Bordeaux au ministere et ils nous ont dit : « Aucune nouvelle facheuse pour le soldat G... D... au 179^e régiment de ligne, 13^e compagnie au college Duvignier Hopital M à Verdun ». Mais nous sommes étonnés de recevoir aucune lettre de notre fils et aucune reponse du Directeur.

Monsieur, je me recommande à votre bonté, pour que vous me donniez des nouvelles de mon fils. Je ne doute pas de votre zèle que vous me donnerez des nouvelles au plus tôt, par télégramme si c'est possible. Moi et mon mari, nous vous remercions et vous prie de vous excuser de prendre la permission de vous écrire.

Nous vous rembourseront vos frais par mandats postes.

Père et mère de G... B...

T..... B.....

B.....

Je m'abstiens de tout commentaire. Cette lettre n'est que trop émouvante. Et vous avez déjà deviné la situation. Leur fils était mort.

A quelle date ?

Je connais l'acte de décès dressé à la mairie de Verdun. Le soldat G... B... est entré le 21 septembre à l'hôpital XI, il est mort le 29 du même mois. C'est le 11 novembre que ses parents écrivent cette plainte que vous venez d'entendre. C'est le 27 novembre qu'ils furent enfin renseignés par celui vers qui ils venaient de se tourner.

En cinquante jours, ni l'administration civile, ni l'administration militaire n'ont su informer ces malheureux parents qui multipliaient lettres et télégrammes.

Si le brave soldat était mort sur le champ de bataille, passe encore ! mais dans un hôpital de deux cents lits et dans une ville où

fonctionnent régulièrement tous les secours ! Ce n'est pas acceptable. Un soldat, pour le chef, c'est un instrument de salut national : le chef dispose de lui ; mais le fonctionnaire doit traiter le soldat blessé, sacrifié, et sa famille avec le respect le plus attentif. C'est une nécessité de notre caractère français en 1914.

L'insensibilité est une force à la guerre. Si nous étions un peuple insensible, nous serions débarrassés de tout le problème des blessés. Je n'en disconviens pas. Mais la France est une mère qui s'émeut devant ses fils qui tombent. Elle voudrait qu'ils n'emportent avec eux aucune tristesse. Elle voudrait leur entendre dire qu'ils s'abiment satisfaits, ou du moins apaisés dans la mort, et qu'ils nous pardonnent de les laisser glisser dans les froides ténèbres. La France a du cœur. En eût-elle à l'excès, il faut en tenir compte.

Nos chers et vaillants alliés, les Anglais, veulent des bains, du thé, du repos, tout un confort qui parfois pourrait être encombrant. Nous, Français, nous avons besoin, dût-il en résulter de gênes, que notre sensibilité soit ménagée et satisfaite.

Et qu'il serait maigre d'intelligence, celui qui oserait élever un reproche contre cette

puissance de sympathie qu'il y a dans le cœur français. Gloire à ce cœur qui nous a tous réunis et qui précipite à travers le pays un sang brûlant et l'enthousiasme sauveur. Nous n'avions pas les préparations matérielles. C'est de notre cœur que nous vint notre volonté de vaincre, quand même ! Notre cœur n'eût pas suffi, mais il supplée les manques.

Tel est le génie de la France. Très familial, liant de très près les parents aux enfants, et tout ce monde au foyer. Nous produisons une littérature insensée, un théâtre de folles, applaudi par des fous. Mais vous savez bien qu'ils furent toujours nombreux au milieu de nous, les fanfarons du vice et que ce monde-là garde en secret des vertus bourgeoises, une chaleur domestique, croissant à mesure que l'on pénètre dans la masse de la nation. J'ai cru voir dans les tranchées que les soldats éprouvent une vraie tristesse déprimante s'ils ne reçoivent pas des nouvelles de chez eux. Je sais que les familles ne s'affolent qu'autant qu'elles ne peuvent pas envoyer aux soldats des amitiés et des lainages, et bien savoir où ils sont. On veut des égards près d'un mort.

Celui qui passe froid devant ces émotions s'élimine de lui-même de l'ordre français. Il ne nous comprend pas, ne peut pas nous ser-

vir. La source des grandes choses françaises, à la guerre comme dans la paix, est dans ce cœur très humain. Il faut le respecter et le satisfaire comme un créateur, comme le moteur de toute la nation.

II

LES VALKYRIES ET NOS JEUNES HÉROS

1^{er} Décembre 1914.

J'ai sous les yeux le *Mémoire officiel* des atrocités commises en Serbie par les troupes austro-hongroises. Monotone énumération d'horreurs. Des témoignages certains établissent que les officiers et soldats austro-hongrois ont tué des prisonniers, achevé des blessés, massacré des paysans inoffensifs, des vieillards et des enfants, violé des femmes. Dans les plaines de la Matchva, ils ont volé, pillé, détruit les récoltes, incendié les villes et les villages, en saccageant tout ce qui ne pouvait pas être emporté.

C'est exactement le travail hideux des Allemands en Belgique et dans certaines régions de la France.

De ces crimes, je ne tracerai pas le tableau.

Le gouvernement qui a procédé aux enquêtes nécessaires semble désireux, pour le moment, d'éviter l'émoi que produiraient ces divulgations. A-t-il raison ? Je ne le crois pas. Je suis d'accord avec la paysanne d'Hérimenil, ma vaillante compatriote, qui écrit à son mari soldat : « Ils ont tué nos enfants. Dis-le à tes camarades pour qu'ils nous vengent. » Toutefois, je m'incline et j'accepte cette méthode d'attente. Je ne ferai pas sortir de ces faits tout ce qu'ils contiennent de fureur, et qui multiplierait, selon moi, notre force guerrière. Je me borne à chercher de quel principe ils découlent.

On a dit plusieurs fois que l'état-major allemand voulait systématiquement la guerre horrible, et que les crimes de Serbie, de Belgique et de France étaient les applications d'une haute doctrine d'art militaire. A l'appui de cette opinion, on citait telles leçons magistrales des généraux-professeurs les plus réputés en Allemagne. Mais beaucoup de personnes inclineraient plutôt à voir dans ces abominations si dégradantes et, ce nous semble, si infécondes, des crimes d'ivrognes. Nous-mêmes, plusieurs fois, dans les ruines de Raon-l'Étape, par exemple, et en écoutant le récit des orgies de ces brutes, tuant et brûlant

au bruit des boîtes à musique, gramophones et phonographes, nous fûmes tentés par cette hypothèse d'une ignoble soulerie.

Le gouvernement serbe est en mesure d'établir que toutes les atrocités qu'il dénonce, identiques à celles de Belgique et de France ont été commises, non seulement au vu et au su des autorités militaires austro-hongroises, mais même par leur ordre. Il cite les *Directions pour l'attitude à observer à l'égard de la population serbe*, qui, sous forme de brochures, ont été distribuées aux troupes par le commandant du 9^e corps d'armée, le général d'infanterie Hortstein.

On y lit, entre autres beautés, les passages suivants :

Envers une telle population, il n'y a place pour aucun sentiment d'humanité ni de générosité.

Je ne permets pas que l'on fasse prisonniers les habitants qui seraient trouvés sans uniformes et en armes. Ils doivent être fusillés sans exception.

En entrant dans les endroits habités, il faut de suite se procurer des otages, prêtres, maîtres d'école, notables. Ces otages doivent être fusillés, si un seul coup de fusil est tiré sur nos troupes et toutes les maisons doivent être incendiées.

Il ne faut voir dans tout habitant qui est trouvé hors des villes qu'un membre de bande qui a caché ses armes. Comme le temps manque pour faire de plus amples recherches, il faut fusiller les habitants ainsi trouvés, s'ils paraissent le moins du monde suspects.

Avec de tels ordres, qu'il ne s'agit plus que d'interpréter, toutes les atrocités ont leur excuse prête. Il est clair que l'Allemagne entend s'emparer de tous les moyens de destruction qu'il y a dans l'univers et les employer à courber l'humanité sous sa rêverie inviable. C'est un esprit destructeur qui marche à la rencontre de son rival et qui a juré de mettre à mort le porte-flambeau du Monde.

Les ténèbres s'avancent vers le clair pays où l'alouette joyeuse salue le soleil. Les valkyries qui voltigent au-dessus des hordes germaniques, avec la mission de désigner ceux qui doivent mourir, cherchent à nous appauvrir de nos jeunes génies. Elles voudraient, dans le même temps qu'elles nous imposeront les nuées d'outre-Rhin, détruire notre flamme.

Je voyais, ce matin, leur dessein, leur demi-réussite, et mieux encore leur échec. C'était dans la modeste chapelle des Dames Bénédictines de la rue Monsieur, à une messe célébrée pour le lieutenant Ernest Psichari, petit-fils de Renan, mort au champ d'honneur, mort pour la défense des portes de la France, mort d'une mort qu'il eût choisie et souhaitée, fidèle à lui-même et fidèle à sa race. Et dans le recueillement de cette toute petite assemblée d'amis, je me rappelais le premier mot

qu'il m'écrivit il y a quelques années, depuis la Mauritanie : « Charles Péguy m'apprend que vous avez prononcé mon nom dans un article sur Guy de Cassagnac. » Péguy, Cassagnac, Psichari, tous les trois sont tombés en faisant de leurs poitrines un mur à la ruée allemande. Avec eux, une jeunesse innombrable. Mais les filles sanglantes qui voltigent au-dessus des bataillons envahisseurs en montrant du doigt les victimes ont manqué leur but. Notre force est décimée : plus vraiment, elle est multipliée. Notre génie est appauvri ; plus sûrement, il est enrichi. Les jeunes héros, en tombant pour la France, nous réconcilient. Ils refont la patrie. Autour de leurs pâles visages, ce matin, nous tous, si divisés de philosophie, nous avons retrouvé le *Credo* de notre race. Cet office de commémoration pour un jeune mort et pour toutes les destinées interrompues par la guerre courbait nos fronts sous les paroles sacrées, et nous écoutions avec émotion ce vieux langage latin où repose l'héritage des antiques civilisations. *Per Dominum Jesum Christum. Requiescat in pace.* Qu'il repose en paix ! Qu'il repose au sein de la chrétienté ! Qu'il repose protégé par tout ce qu'il a défendu ! Les traductions flottaient accordées avec les esprits divers qui

composaient cette grave assistance, tant divisée, plus unie encore. Nous nous sentions associés par les liens les plus nobles pour protéger ce qui est éternel et que veut détruire la Barbarie.

III

PRÉFETS ET COMMISSAIRES, AYEZ TOUS DU CŒUR !

2 Décembre 1914.

Aujourd'hui, j'ai pris sur ma table le dossier qui renferme mes notes et lettres concernant l'organisation des secours aux familles que la guerre a laissées sans ressources.

Vous savez que l'État donne chaque jour un franc vingt-cinq centimes aux femmes des mobilisés, sans ressources, plus cinquante centimes par enfant âgé de moins de seize ans.

Comment se fait cette distribution ? A Paris, pas mal, n'est-ce pas ? Les plaintes que j'ai reçues sont déjà anciennes de date et visaient des lenteurs et des retards, plutôt que des refus. De semaine en semaine, elles se sont faites plus rares. Aujourd'hui, chez nous, tout semble assez bien régularisé. C'est qu'à Paris

il existe, en tout temps, une vraie générosité naturelle. Et puis l'esprit patriotique n'y permettrait à cette heure aucune brimade. Nul de nous ne songe à être méchant et chacun courrait sus aux méchants.

En va-t-il de même dans toute la province? Dans les grandes villes, je le crois; dans les petites villes, je l'espère; dans tous les villages, c'est douteux.

Nous connaissons mal la vie des villages. Ce sont de grands espaces noyés d'où émergent seulement le maire, le délégué de la préfecture, quelques agents politiques, l'instituteur, le curé. De ces lieux muets m'arrivent de nombreuses plaintes. Comment m'ont-elles rejoint? On peut supposer qu'il en reste qui n'ont point trouvé vers qui se tourner.

Et pour passer tout de suite au fait, écoutez avec moi une jeune femme, du Doubs, dont le mari, charron de son métier, est à la guerre. Elle a un enfant de deux ans, elle en attend un second et n'a rien pour vivre. Voici comment elle expose sa situation à sa belle-sœur, qui lui avait envoyé un petit secours :

...Vous êtes vraiment bonne pour moi et vous avez été joliment bien inspirée, car j'avais encore vingt-cinq centimes pour toute fortune. Je vous dirai aussi que je ne touche rien comme indemnité; je mettais fait

inscrire pour 1 fr. 25 et 0 fr. 50 pour mon petit. Alors les feuilles ont été envoyées par M. C. à Q., et comme il y a deux partis et que M. C. n'est pas bien vu à Q., toutes les demandes du parti C. ont été refusées. Il y en a 18 d'acceptées sur 70. Il y a des cultivateurs qui sont à leur aise et qui touchent, et moi qui n'ai absolument rien, je suis refusée. Heureusement que j'ai des pommes de terre. Sans cela, je ne sais pas ce que je ferais.

Bien entendu, je tiens cette lettre et les autres et le nom de ceux qui m'en assurent la véracité à la disposition du ministre qui, je le sais bien, pensera, avec vous et moi, qu'avant d'envoyer ce jeune charron au feu on ne lui a pas demandé quelles étaient ses idées (qui d'ailleurs m'importent peu).

De l'Ardèche, même plainte. Le plus honorable des hommes m'assure que des Commissions cantonales chargées de statuer sur les demandes d'allocation des femmes ont été composées de personnes passionnées :

— Pourquoi me refusez-vous l'allocation ? dit une femme.

— Vous n'y avez pas de droit.

— Je suis sans ressources et j'ai deux petits enfants.

— Je m'en f... : je fais ce que je veux.

— J'écrirai au préfet, au ministre.

— Écrivez au diable !

Le diable, c'est moi ! J'espère à ce titre avoir audience de M. Malvy qui, s'il me permet cette expression familière, n'est pas un mauvais diable et qui voudra apaiser ces ferments de discorde.

Les intéressés ont confiance en lui, car je trouve dans mon courrier de ce jour même une lettre qu'une personne, une inconnue pour moi, me prie d'apostiller et de lui remettre :

29 Novembre 1914.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Mon mari, M. Julien Goudailler, chasseur à pied, 2^e bataillon, 6^e compagnie, a été mobilisé le 11^e jour. Il a été blessé et est actuellement soigné à l'hôpital mixte de Mayenne.

Cependant, aucune allocation ne m'a été accordée. J'ai fait une réclamation à la mairie de Mitry. Elle a été rejetée sous prétexte que le nombre des allocations accordées aux femmes de mobilisés est trop considérable. Cependant, je n'ai pas entendu dire que la loi limitait ce nombre. Aussi, confiante dans la force de mon droit, j'ai recours à votre haute bienveillance pour me faire rendre justice.

Daignez agréer, Monsieur le Ministre, mes hommages respectueux et reconnaissants.

Marie VIBET, femme GOUDAILLER.

A Mitry-Mory (Seine-et-Marne).

Ainsi je vais, examinant par douzaines des lettres toutes pareilles, et disposé à vous les

soumettre, quand j'entends un de mes lecteurs m'interrompre et me dire :

— Avez-vous raison de perdre votre temps au milieu de ces lettres irritées et plaintives ?

Ah ! mon cher lecteur, c'est la voix des familles de nos soldats que je vous fais entendre là. C'est une question vitale et qui intéresse prodigieusement ceux qui se battent pour nous.

— Eh bien ! me dit un autre, craignez de donner un écho à des sentiments de discorde.

Vous avez raison. C'est là que gît la difficulté. Au milieu de ces lettres, je sens le cœur français enfiévré par un besoin frénétique d'égalité, et j'en conclus qu'il serait dangereux de ne pas examiner une plaie qui s'irrite.

Écoutez cette véhémence d'un vieillard qui me dénonce des abus dans la Nièvre :

...Malheur à qui ne pense pas comme eux : malheur à la femme qui met le pied dans une église : malheur à la famille qui a choisi une école qui n'est pas la leur : malheur, trois fois malheur aux familles qui n'ont pas voté pour eux et leur candidat...

Bon ! me disais-je en lisant cinquante lignes de ce ton, c'est encore un de ces hommes amers, détestables pour les autres et pour eux-

mêmes, qui dépensent leurs forces à troubler la paix publique et leur propre cœur. Mais je continue. Et voici des dates, des noms, des faits. Je suis même sur les lieux. L'auteur s'enferme dans quelques communes qu'il connaît bien. Il accumule des chiffres sous lesquels on distingue de la vie, querrelleuse mais vivante :

M^{me} Th... est à la tête d'une ferme de soixante hectares. Elle possède de beaux chevaux, vingt-cinq pièces de bêtes à cornes, un beau troupeau de moutons; elle a ramassé plus de deux mille doubles de grains; elle vend pour cinq francs de laitage par jour. C'est la femme de X..., qui fait partie de la Commission cantonale. Aussi elle touche l'allocation de 1 fr. 25, plus 0 fr. 50 pour sa fille. Par contre, M^{me} R..., sans ressources et mère d'une fille infirme, a été exclue.

M^{me} M..., voisine de deux femmes sans ressources, à qui on a refusé et dont elle se gausse, touche pour elle et pour ses enfants. Elle vient au bourg toucher l'allocation dans une belle voiture à quatre roues. De plus, son mari vient de passer vingt jours pour faire des emblavaisons et rentrer ses légumes. Ils ont deux propriétés et dans la propriété qu'ils habitent, trois chevaux et cinq vaches.

M^{me} R... touche l'allocation, quoique riche. Il faut dire à sa décharge qu'elle ne voulait pas accepter ce qui lui avait été attribué par le Conseil et la commune. C'est un gros fermier qui l'a décidée en lui affirmant que cet argent serait gaspillé et à jamais perdu pour la France. Et pendant ce temps-là des soldats, dont les femmes ont été spoliées d'un droit absolu, écrivent des lettres terribles. Ils feront tout leur devoir, mais s'ils reviennent ils seront capables d'actes qu'il faudrait éviter.

Impossible, n'est-ce pas ? de n'être pas attentif à de telles lettres, longues, minutieuses et claires, où l'on sent le grouillement d'émoi, l'agitation de nos villages bouleversés à cause de l'argent et des inégalités.

Je n'exagérerai pas l'étendue du sectarisme. Nous valons cent fois mieux qu'il y a quatre mois. J'ai vu à Belfort, à Épinal, à Nancy, des préfets et, autour d'eux, des sous-préfets animés d'un véritable esprit national. Et ce serait l'esprit de tous les administrateurs français s'ils avaient l'honneur d'administrer des villes bombardées. Le mortier allemand de 21 centimètres, ou l'obusier lourd, et même le simple canon de 77 millimètres jettent à terre instantanément tous les vieux sentiments mesquins, toutes les mesquineries de la veille. Mais l'heure est venue pour nos administrateurs de quitter, tous, sans exception, les barrières où leur entourage politique les enclot, et de renouveler leurs idées. S'ils résident dans des départements éloignés de l'envahisseur, eh bien ! qu'ils aient de l'imagination.

Le préfet Mirman, à Nancy, est de premier ordre. Il sait exprimer toute la chaleur que la froide Lorraine garde dans son cœur. Mais ce n'est pas d'avoir, dans ses proclamations affi-

chées sur nos ruines, une belle cadence et de vives couleurs que je veux le louer. Je vais au principe même de son heureuse grandiloquence : il a du cœur, il comprend à la fois les sœurs de charité et les institutrices laïques, les curés, les instituteurs, et ce n'est pas malaisé, puisque, devant l'ennemi, ils sont pêle-mêle, à qui mieux mieux, des patriotes héroïques : mais il comprend aussi, je le sais, des misères terre à terre, grisâtres, querelleuses, j'admets. Et, pour ce, il suffit d'avoir toujours présents à l'esprit les services rendus au pays par nos généreux soldats. Aimez les familles des mobilisés, c'est le moyen, messieurs les préfets et messieurs les commissaires cantonaux, de connaître équitablement leurs besoins.

P.-S. — Je me mets au service des familles des mobilisés pour recevoir et faire entendre au mieux leurs justes réclamations, pourvu qu'elles soient appuyées par des personnes du pays qui me permettent de citer leurs noms à qui de droit.

IV

POUR COLETTE ET POUR EHRMANN

3 Décembre 1914

Il n'y a rien dans l'histoire de l'Alsace, rien dans son passé, rien, j'imagine, dans son avenir, qui soit plus grand que le moment présent. Lazare sort du tombeau, appelé par la voix de son ami. Écoutez le généralissime des armées françaises. Il est sur la place publique de la petite ville de Thann, devant la mairie. Il dit au petit monde de vieillards, de femmes et d'enfants qui se pressent autour de lui : « Notre retour est définitif; vous êtes Français pour toujours... » Et l'un d'eux répond d'une voix tremblante d'anxiété : Nous avons subi pendant près de cinquante ans toutes les tristesses, toutes les humiliations... Mais vous voilà, mon général... »

Vous avez tous lu ce dialogue, un des plus émouvants de l'histoire de France. Mais j'ai tant de plaisir à le recopier ! Et dimanche nous irons le redire aux morts de Champigny, aux morts de 1870, tandis que l'ombre de

Déroulède, une fois encore, marchera en tête de notre pieuse manifestation.

Un tel moment, pour l'Alsace et la Lorraine, c'est le fruit de quarante-quatre années de souffrances, et le germe de la plus belle vie. Mais qu'il est encore douloureux!

Je suis allé en Alsace au mois d'octobre dernier, et un officier français, me montrant sur le clocher d'un village l'horloge, me disait : « Vous voyez, c'est l'heure française. Nous l'y avions déjà mise deux fois, et deux fois les Allemands sont venus rétablir l'heure de l'Europe centrale. Mais cette fois, elle y est pour toujours, c'est la bonne! » J'en crois mon officier et Joffre. Notre occupation est définitive. Mais songez à ces piétinements successifs, songez à ce qu'ils représentent d'angoisses, de vengeances, de dénonciations.

Et de malentendus! Beaucoup de Français refusent de comprendre que, mêlés aux indigènes, il y a en Alsace-Lorraine un nombre très considérable de gens venus d'outre-Rhin, depuis la guerre de 1870, et qui haïssent la France. Souvent nos soldats, ayant éprouvé les effets de cette haine, s'en prennent confusément à nos frères eux-mêmes. « J'ai passé tout près de Sainte-Odile, m'écrivit un de nos officiers, et j'ai assisté le matin du 18 août au

fameux lever de soleil déérit par René Bazin. J'ai entendu sonner les cloches alsaciennes, mais c'était pour nous trahir. C'était le signal du massacre, auquel j'ai échappé par miracle. » Ah ! mon lieutenant, ces cloches esclaves étaient manœuvrées par des mains allemandes, et leurs voix mercenaires ne lançaient pas un appel alsacien. Voilà plus de quarante années que l'Alsace a dû renoncer à parler.

L'Alsace se taisait, mais elle agissait. Nous avons fait tout notre possible pour montrer son action. Là-dessus, en conscience, nous n'avons pas de reproches à nous faire. Nous avons bien regardé, bien compris, bien admiré et déérit de notre mieux le jeune homme de là-pas, notre frère, obligé de faire son temps *au service de l'Allemagne*, et la jeune fille qui repousse le lourdaud allemand. On ne voulait pas toujours nous croire, on trouvait aussi que nous insistions trop. Et pourtant, aujourd'hui encore, Paul Ehrmann (ou du moins ses camarades qui, moins heureux que lui, moins agiles, moins bien renseignés, ont dû rester dans les rangs allemands) est pris par beaucoup de Français pour un véritable ennemi. Quant à la pauvre Colette Baudoche (si ce n'est elle, du moins ses cousines), on la parque dans des camps de concentration, où

nul Noël, nul saint Nicolas ne lui seront souhaités.

Les jeunes Alsaciennes et les jeunes Lorraines sont nombreuses à Paris, vivant d'emplois modestes, très souvent petites servantes. Lors de la déclaration de guerre, elles s'en allèrent, sur le vu des affiches, faire leur déclaration d'étrangères au boulevard Pereire. Quelques-unes heureusement conseillées passèrent à la Société de protection des Alsaciens-Lorrains (1, rue de Provence) ou s'adressèrent à nous. On les tira d'ennui. Les autres...

Pauvres enfants, pouvaient-elles prévoir, ces filles de Français annexés, si flattées dans les gravures, dans les chansons, dans les cérémonies où toujours on leur donnait le premier rang, et dans des discours de toutes sortes, que le jour où sonnerait enfin la Revanche, on ne les appellerait que pour les déporter dans des camps de concentration, où elles gisent encore à cette heure, après quatre mois, couchées sur la paille et dans une promiscuité dégoûtante.

Je suis retenu à Paris. Je m'adresse au Gouvernement, je m'adresse à des femmes de cœur. N'est-il pas temps que, sans plus nous leurrer de promesses, on s'occupe de ces malheureuses? J'espère qu'on libérera celles dont

les papiers sont en règle et que l'on n'obligera pas les autres à passer l'hiver sans feu, sur la paille, à peine couvertes. Elles sont parties de Paris avec des vêtements d'été ; quelques-unes avec peu de linge, car elles se croyaient victimes d'une erreur momentanée, et comme on ne subvient que bien juste à leur nourriture, leurs quatre sous se dépensent à manger. Voici l'hiver. Pour son Noël, Colette a faim, Colette a froid, et c'est en France.

Qu'on ne m'envoie pas d'argent pour ces pauvres filles. Je ne saurais pas l'employer utilement. Mais je me tourne avec respect vers M^{me} Raymond Poincaré, et je la prie de daigner examiner, dans sa parfaite bienveillance, ce qu'il serait possible de faire pour sauver nos compatriotes lorraines et leurs amies, nos sœurs d'Alsace.

Déjà, il y a trois mois, j'ai pu intéresser le gouvernement au sort des Alsaciens-Lorrains enrôlés par leur mauvais destin dans les rangs allemands. En date du 23 août, dans ce journal même, j'ai adressé une lettre publique au ministre de la Guerre. Parmi les Allemands que nous faisons prisonniers, lui disais-je, il y a sous le casque à pointe, des Alsaciens et des Lorrains heureux de jeter à terre des

armes qu'ils maudissent. Il y a aussi des Polonais. Veuillez faire reconnaître les uns et les autres et, du mieux que vous pourrez, tâchez de les favoriser. Il faudrait que nos aviateurs pussent semer les pays annexés et l'armée allemande de papiers disant : « Les soldats allemands originaires d'Alsace et de Lorraine, nés de souche française, sont reçus cordialement en France et placés dans des catégories spéciales où des faveurs leur sont assurées. »

En même temps que j'écrivais cette lettre publique au ministre, je lui proposais dans le privé les noms de deux patriotes, l'un Alsacien et l'autre Lorrain, réfugiés en France depuis les premières opérations de la délivrance et qui, par leurs connaissances des dialectes et des patois, me paraissaient les plus aptes à cette inspection des prisonniers, à ce triage de la bonne et de la mauvaise graine.

Le ministre accueillit ma proposition. Il chargea les deux patriotes que je lui indiquais de visiter officiellement les dépôts de prisonniers. Déjà des résultats appréciables ont été obtenus. On va mieux faire encore. On se préoccupe d'obtenir que la Russie et l'Angleterre renvoient en France tous les prisonniers alsaciens et lorrains qu'elles possèdent. On leur enlèvera leurs uniformes allemands qu'ils

exèrent, pour les habiller d'une manière qui les apparente aux soldats français. On leur donnera de meilleurs couchages qu'aux Allemands et la même nourriture qu'à nos soldats. On leur facilitera de se procurer du vin et du tabac. Enfin, on cherchera tous les moyens pour leur parler de la France et la leur faire aimer.

Cette dernière phrase résume toute notre préoccupation. La grande affaire c'est qu'au jour de la paix, quand les deux provinces seront complètement nettoyées, les prisonniers alsaciens et lorrains y puissent retourner, le cœur rempli de sentiments affectueux et reconnaissants. Ils faut qu'ils deviennent dans le Haut-Rhin, dans le Bas-Rhin et dans la Moselle les premiers agents de l'État français.

» Je suis la France, vous êtes l'Alsace; je vous apporte le baiser de la France », a dit Joffre à nos frères reconquis. Il a dit encore : « La France apporte avec les libertés qu'elle a toujours représentées le respect de vos libertés à vous... » De telles paroles nous engagent, nous obligent; elles nous autorisent à suivre, envers Colette et envers Ehrmann, le mouvement de notre cœur.

P.-S. — J'ai la haute joie d'annoncer que

Samain, dont il avait été dit que les Allemands l'avaient mis à mort, — et nous-même nous avons accueilli cette version, — est en vie, prisonnier avec son frère dans la forteresse d'Ehrenbreitstein, auprès de Coblenze. Le renseignement est sûr, et les amis de ces nobles héros du patriotisme lorrain peuvent l'accueillir comme une certitude.

C'est pour nous l'occasion de mentionner qu'au moment où le faux bruit de l'assassinat de Samain désolait ses amis, nous avons reçu, en date du 4 août (le jour de l'union de tous les Français), le mot que voici :

Monsieur le président et éminent collègue.

Veuillez recevoir mon adhésion à la Ligue des patriotes et accueillir ma souscription au monument Samain.

Pierre GOUJON.

député de l'Ain, sous-lieutenant de réserve
au 229^e régiment d'infanterie,

Le lieutenant Pierre Goujon est mort au champ d'honneur. Les frères Samain et le président de la Ligue apporteront leur obole de patriotes au monument du vaillant officier glorieusement tombé sur la route de Metz.

V

UN EMBUSQUÉ

4 Décembre 1914.

Est-il encore des pays de solitude et de silence, des collines plantées de chênes verts et que caresse le soleil? Une lettre m'apporte le parfum de la Corse. Je m'en passerais : on n'est pas d'humeur à respirer les genêts d'Espagne et les chèvrefeuilles. Mais elle m'a fait sourire, et peut-être qu'un peu de gaieté plairait aux lecteurs, si moins vaillants, moins courageux que leurs fils, ils se laissent parfois glisser aux idées sombres.

J'ai donc reçu, hier, une lettre du pays de *Colomba*, une lettre datée du maquis. C'est un brigand qui me l'écrit. Je lui donne le titre qu'il prend, mais je décline l'« Excellence » qu'il me donne :

Excellence,

C'est un bandit de Fiumorbo qui garde le maquis depuis sept ans qui vient respectueusement vous demander un service.

Ainsi parle-t-il, et tout de suite, voici sa confession :

J'ai été condamné par contumace une première fois à douze ans de prison, une deuxième fois à perpétuité, et une troisième fois à la peine capitale.

Qu'avez-vous donc fait, mon ami ?

La première fois, c'était pour le rapt d'une jeune fille : la deuxième, pour avoir tiré sur des gendarmes, et la troisième pour avoir tué trois hommes.

C'est un bandit, ce n'est pas un voleur : il n'a pas volé son titre, ni la place qu'il tient au maquis.

Certes, *me dit-il*, je ne mérite pas de retenir une seule minute votre attention.

En effet, à cette heure, dans le genre criminel, nous avons mieux en France, nous avons les Prussiens.

S'il est vrai que j'ai pu commettre en partie ce mal dont on m'accuse, je l'ai fait inconsciemment. J'étais forcé par un terrible bandit, fils de bandit... Mais, hélas ! comment le prouver quand on est pauvre ?

La réflexion ne manque pas de philosophie. On connaît le train de ce monde, dans le maquis ! Mais écoutez la fin qui va mieux encore.

J'avoue que j'ai eu le tort d'accompagner ce bandit, mais je n'étais alors qu'un enfant sans réflexion, ayant toujours habité la campagne.

Ce dernier trait est énorme. Il m'incline à acquitter ce bandit. D'ailleurs, vous allez voir qu'il y a chez lui du gendarme.

Peu de mois après les crimes, j'aperçus l'abîme où je courais : mais il était trop tard. Ce bandit, auteur de ma perte, continuait à m'entraîner sur la mauvaise pente. Alors, voyant qu'il m'était impossible d'arracher ce monstre à ses instincts de meurtre et de vendetta, je l'ai détruit, et je peux me vanter d'avoir par là sauvé bien des vies.

... Depuis, j'ai vécu et je vis en me cachant de tout le monde et en ne dérangeant personne.

Mais je lis quelques journaux. Vos articles, ainsi que ceux de M. de Mun, reproduits par les journaux de l'île, m'ont ému bien des fois et m'ont fait comprendre soudain qu'une façon pour moi de réparer en partie le mal que j'avais fait, c'était d'aller verser mon sang pour la patrie.

En conséquence, mon brigand de lecteur a adressé une demande de grâce au ministre de la Guerre, qui avait d'autres soucis ; au gouverneur de la Corse, qui n'existe pas, et au président de la Chambre des députés, qui n'a pas répondu (négligence qui m'étonne chez celui qui devrait être le modèle de ses collègues). Alors, il s'est tourné vers le Président de la République, dont il a reçu avis que sa supplique était transmise au ministre de la Justice. Et pour finir, c'est à celui-ci que mon correspondant veut que je m'adresse.

Il me prie que j'aïlle trouver M. Briand.
« Dites-lui :

Qu'on m'envoie directement au feu. Je suis assez exercé à cela... Et si cette grâce m'est accordée, le brutal et barbare Prussien qui souille de son pied impur le sol sacré de la patrie trouvera en moi bon pied, bon œil et bon fusil.

Voilà qui est ferme et fait plaisir à entendre, bien que se prolongeant dans une note un peu mélancolique, à la manière d'une chaude journée sur le maquis :

Si les balles prussiennes m'épargnent, je le regretterai, étant à mon âge, encore jeune, dégoûté de la vie, toute faite pour moi de déboires et de désillusions.

Ainsi m'écrivit le bandit de la Corse, et je ne souris un peu qu'autant que j'admets qu'il se moque légèrement. Mais s'il est sincère, si c'est vrai que, « malheureux et trompé dans sa jeunesse », il « désire trouver sa tranquillité d'âme », je le recommande bien volontiers à l'indulgence de la Justice et à son ministre. La guerre améliore, et certainement voilà un individu qui ne sera jamais en meilleur état moral pour elore le petit poème un peu sauvage de sa vie. Je me sens un faible à l'endroit de ce bandit qui me semble homme d'esprit et me rappelle le personnage du *curé* dans la nouvelle célèbre de Mérimée. Allons !

mes camarades, qui veut faire une petite place dans la tranchée au bandit du Fiumorbo? Puisqu'il est prêt à mourir en combattant, ce serait dommage de le laisser vivre en embusqué.

P.-S. — L'institutrice du Mont-Saint-Michel me fait parvenir, de la part de ses élèves, des jeux de cartes « pour que nos braves soldats puissent faire une partie de manille au fond de leurs tranchées ». Elle joint à son envoi une lettre écrite avec beaucoup d'application par une petite fille qui serait « bien contente si on pouvait la remettre au petit soldat avec son jeu de cartes ».

30 Novembre.

Mon cher Soldat,

Je vous envoie un jeu de cartes pour vous amuser dans les tranchées.

Je vous écris à l'école où nous pensons souvent à vous. Notre maîtresse nous dit combien vous êtes braves et nous vous aimons bien, allez!

1000 baisers d'une petite Française qui n'a pas encore sept ans.

P. P.,

École du Mont-Saint-Michel (Manche).

Je ne puis pas, sur la demi-douzaine que j'ai reçue, transmettre un jeu de cartes à

chacun des soldats de France, mais cette lettre délicieuse de la petite fille de sept ans, elle est pour chacun d'eux.

VI

UN BON OUVRIER DE LA VIE

5 Décembre 1914.

Demain dimanche, à Champigny, nous irons, selon la pieuse habitude des Patriotes, saluer les morts de 1870, les morts malheureux, et, cette fois, leur annoncer le bonheur des armées de la France.

Rendez-vous à une heure et demie, place de la mairie, pour le cortège, où tous les ligueurs verront en esprit Paul Déroulède marchant et nous guidant derrière le drapeau.

L'an dernier, à cette date, le chef bien aimé de la Ligue était déjà mourant. Il allait expirer six semaines après. Et vous vous rappelez comment, de sa voix affaiblie, toujours chaude, il nous déclara qu'il irait à Champigny et qu'il y prendrait la parole. Nous en fûmes tous révoltés, car il nous

semblait que notre chef et ami se tuait. Mais lui, du fond de sa maladie, écartait énergiquement nos objurgations.

Un véritable homme, celui que mène une vocation et qui a reçu une mission, ne se trompe jamais sur l'essentiel de son devoir. Il est averti par son génie, comme un animal par son instinct. En toutes choses et dans toutes circonstances, Déroulède voyait où était son rôle propre, et, avec une volonté courtoise ou dure, selon les circonstances, il l'imposait. Il l'imposait aux autres et à soi-même. Il avait décidé qu'il serait à Champigny, et quand j'eus bien insisté, avec tous ses amis, pour qu'il n'en fit rien, il décida en outre que j'y prendrais la parole.

Au début de la semaine, le médecin me dit :

— Il n'y a rien à faire pour l'empêcher : mais, hélas ! voilà où j'en suis : je crains que dimanche il n'existe plus.

Les jours, cependant, s'écoulèrent sans catastrophe, et le jour venu de la cérémonie, le dimanche, vers une heure de l'après-midi, je passai boulevard Malesherbes. Déroulède reposait encore. Dans la salle à manger, le docteur Magnin, Gauthier de Clagny, avec deux charmantes jeunes filles, deux, trois

amis attendaient, et Pallez se félicitait de la bonne organisation qu'il avait dirigée :

— Nous avons choisi une voiture merveilleuse. Il pourra s'étendre, véritablement se coucher. Les ressorts sont excellents. Il y a un allumage électrique très fort, pour qu'on puisse le voir s'il faisait du brouillard, du mauvais temps, de la pluie. Ce sont des voitures qu'on loue aux richissimes Américains qui viennent visiter la France.

Puis il revenait sur la lumière :

— Du dehors, on verra très bien Déroulède.

Nous ne lui répondions guère. Évidemment, le cœur serré, chacun désapprouve cette folle sortie.

Mademoiselle Jeanne circule au milieu de nous, allant d'une chambre à l'autre, visiblement angoissée, un peu grondeuse. Déroulède, de la nuit, n'a pas dormi deux heures ; elle encore moins, mais elle ne le dit pas. Par instant, le docteur Magnin pense à haute voix :

— Le froid ! Je ne crains pas le froid. Il est bien vêtu. Mais il ne faut pas qu'on l'acclame, qu'on se pousse contre lui, qu'on l'émeuve ! Je crains un mouvement de son cœur qui peut le tuer.

Et tous, nous nous taisons dans cette pièce sombre, ou bien nos voix se font plus basses pour échanger nos pensées d'anxiété. Quelqu'un vient de nous dire qu'à la minute, en s'habillant, il s'est trouvé mal.

Mais non, le voici, soutenu par deux amis, immense dans sa longue pelisse, et coiffé d'un bonnet de fourrure. Il s'arrête pour nous serrer la main, et dit à peine deux mots : évidemment, il veut concentrer toutes ses forces. Deux mots seulement aux charmantes jeunes filles. Quel tableau magnifique, cette tête ravagée, héroïsée par la volonté, en face de ces fleurs éclatantes, encore incertaines, tout enfance et jeunesse, et que les larmes envahissent !

Pourquoi diable refuse-t-il que la voiture vienne le prendre sous le porche, au pied de l'ascenseur ? Parce qu'il veut, sur ses béquilles, tout seul, en serrant les mâchoires, traverser le trottoir, bien affirmer aux yeux de tous son effort exemplaire.

Ah ! Pallez, si vous vous figurez qu'il va s'étendre sur la couchette des Américains millionnaires ! Dès maintenant, il est dans la cérémonie, il s'agit de faire belle figure, et au docteur qui multiplie les recommandations il en adresse une seule :

— Si j'ai une syncope, pas de gilet débou-
tonné, pas de traction de la langue, rien de
ridicule : laissez-moi partir.

Il y a des personnes pour blâmer ce soin
de la tenue. Elles ne comprennent pas. Cette
lumière dans cette voiture, ce défilé sur le
trottoir, ces indications au médecin sur
la mise en scène de la mort, les gênent.
Elles disent : « Quel souci de l'attitude ! »
Eh bien ! ce noble souci, je le marque et je
souligne pour qu'on n'aille pas par derrière
en faire des commentaires. C'est ainsi qu'était
Déroulède et c'est ainsi qu'il était beau.
Trouvez, si vous voulez, une expression plus
nuancée et qui ne donne prise à aucune cri-
tique ; mais, sans cette idée de l'attitude à
garder, on marcherait à quatre pattes. C'est
cette idée qui nous tient debout. Oui, Dérou-
lède soignait son attitude. Il voyait un intérêt
d'ordre général à ce que sa figure ne fût pas
amoindrie. « Non pour moi, Seigneur, non
pour moi, mais pour ta gloire. » C'est le
mot de tous les bons ouvriers de la vie.

Déroulède a construit sa vie comme un
poème. Pour finir, il n'entendait pas y
mettre des fautes de prosodie, mais y faire
éclater de suprêmes beautés. Celui qui assume
le rôle de dire de grandes choses est tenu d'en

faire de grandes. De ses empêchements, il entendait tirer une gloire nouvelle. Ainsi Michel Ange ne produit jamais mieux son génie que dans les caissons de la Chapelle Sixtine qui le gênent. Sa devise « Quand même » allait prendre toute sa force. Et s'il n'avait plus de corps, eh bien ! on verrait d'autant mieux son âme.

Ainsi Déroulède songeait en roulant vers Champigny. Sans une plainte, au milieu de mille cahots, respirant des ballons d'oxygène et supportant des piqûres. Et moi, je trouve superbe cette volonté suprême d'un moribond, à la fois le plus vrai des hommes et naturellement théâtral.

Sur le plateau, sous un grand ciel de brume, il y avait quand nous arrivâmes des milliers de personnes, et du haut monument où j'attendais l'instant de parler, je sentais, je subissais l'immense paysage plutôt que je ne le voyais distinctement, car tout mon être était accaparé par la voiture de Déroulède qui évoluait difficilement au milieu de la foule. De temps à autre, je l'apercevais, livide et répondant de la tête et du bras qu'il soulevait à peine, aux acclamations des ligueurs.

Enfin, des milliers de « chut » demandè-

rent le silence. Et Marcel Habert, debout sur le siège d'une voiture, au pied du monument, commença de parler. Il annonçait le spectacle et le sens du spectacle. Comme un régisseur, il disait : « Déroulède est mourant, mais il a voulu quand même être présent. »

C'était terrible de grandeur et de folie. Galli, Tournade, Maurice Spronek, Le Menuet, et qui encore? tous les divers dignitaires de ces cérémonies, nous étions sur la terrasse du monument même, qui surplombe la route, comme à un balcon d'honneur, et nous regardions le spectacle avec un mélange de tristesse et d'épouvante.

Habert ayant terminé, on fit avancer une automobile fermée. Après beaucoup d'efforts, quand elle eut réussi à se frayer un passage jusqu'en face du monument, et la capote ayant été baissée d'un coup, soudain Déroulède apparut. Sa sœur, son médecin, Habert le soulevaient sous les bras. Il s'efforçait de se mettre debout. Enfin, il y parvint appuyé sur ses deux béquilles.

Le voilà, en pelisse, en bonnet de fourrure, une grande barbe blanche, un visage blanc et plissé de bouffissure, et pourtant parfaitement noble, attrayant, très beau,

rayonnant de bonté, de générosité, de vaillance. Une figure de moribond, soit, mais si vaillante qu'on vénère en lui tous les vieux Français que l'histoire nous enseigne d'aimer et qui sont des morts immortels.

Il est voûté, il est tremblant. Mais comme on voit que l'âme et le corps font deux ! Jamais je n'ai si bien vu cette âme droite et ferme que dans la ruine qu'aujourd'hui elle habite.

Que dit-il ? J'entends ses paroles battues par le vent :

« J'ai fait l'effort de quitter mon lit de souffrances... J'ai violenté ma faiblesse... J'ai forcé ma santé à obéir à ma volonté... C'est pour saluer toute notre jeunesse, qui a si ardemment accepté la loi de trois ans... O mes jeunes frères d'armes ! le vieux crieur de guerre accomplira sa tâche jusqu'au bout... Dieu consente. Dieu veuille. Dieu fasse que rien n'arrête l'aiguille qui semble en marche vers l'œuvre décisive, vers la sainte victoire... »

A chaque mot qu'il prononce, je sens qu'il doute de pouvoir prononcer le suivant. Ses mains sont dans les mains de son médecin, de sa sœur, de Marcel Habert, et celui-ci plus tard me dira : « Je sentais de minute en

minute son pouls s'en aller : je sentais qu'il voulait aller jusqu'à l'évanouissement. »

Et moi, voulez-vous que je vous dise toute ma pensée ? Il rêvait de mourir là, près des soldats morts pour la patrie, en glorifiant l'Alsace-Lorraine.

Et dans la foule, beaucoup, les yeux pleins de larmes, lui criaient : « Merci ! »

Tout était fini. Je n'avais plus qu'à dire quelques mots, et pendant que je les prononçais, je voyais Déroulède qui, dans sa voiture refermée, pour mieux m'apercevoir, s'était assis sur le strapontin et, lui, le malade se penchait, m'approuvait avec un admirable regard d'amitié, faisant, sans y parvenir, le geste de m'applaudir.

J'avais été opposé à cette journée de Champigny, je la redoutais pour Déroulède et j'y voyais, je m'en accuse, quelque chose de théâtral et de vide. Mais l'émotion de la foule et puis, le lendemain, la lecture des journaux, qui tous avaient à peu près compris la portée morale et la valeur exemplaire de cette sage folie, me convainquirent que j'avais tort.

Le lendemain, je vins prendre des nouvelles de Déroulède. Ses amis familiers, je voudrais dire ses écuyers, étaient réunis dans le salon (sur lequel s'ouvrait sa chambre). Ils lisaient

les journaux et commentaient la journée. Toute la maison respirait l'allégresse. Et lui, lorsque j'entrai dans sa chambre, il ne me permit pas de m'informer de sa santé.

— Vous voyez ! me dit-il avec une affection profondément émouvante. Bonne journée pour vous, pour l'Alsace-Lorraine, pour le pays. Vous avez dit de bonnes paroles que la foule a bien comprises, bien accueillies et qui seront utiles en Alsace-Lorraine. Je fais souvent appel à vous, mais je ne vous ai jamais rien demandé que d'utile au pays et à vous-même. Je ne vous demanderai jamais rien d'autre.

Le généreux homme ! Il n'y avait pas moyen d'obtenir qu'il parlât de lui-même.

— Oh ! dit-il, je savais bien que je le payerais. Mais il fallait le faire.

Et il reprit sa formule :

— Il faut toujours faire ce qu'on doit faire, dût-on y mourir.

Tel est l'ami que nous avons l'année dernière, et maintenant la France possède trois millions de soldats qui le valent et dont il fut l'annonciateur.

VII

LE MOT D'ORDRE AUX PATRIOTES

Lundi, 7 Décembre 1914.

Je rentre de Champigny trop tard pour que je puisse vous donner une image détaillée de la foule qui se pressait, là-bas, cet après-midi, sous la protection des morts de 1870 et autour du souvenir de Déroulède.

Cette année, pour la première fois, il n'y avait qu'un seul cortège, et le maire de Champigny a lu une lettre du député socialiste Albert Thomas, toute à l'éloge de nos officiers et de nos soldats. Un seul cortège, un cœur unanime. Nous pensions aux ligueurs combattants. J'avais reçu un télégramme du lieutenant Marcel Habert, qui se bat dans l'Est, télégramme, bien entendu, sans lieu d'origine : « *Aux vivants et aux morts de Champigny-la-Bataille. Dum spiro spero.* » Et un télégramme du commandant Tournade : « *La discipline m'enjoint de garder le silence, mais elle ne peut m'interdire de penser aux vaincus de 70, morts ou vivants. Je salue fraternellement les uns et les autres.*

rempli d'espoir pour les vainqueurs certains de 1914. » J'étais à même de donner des nouvelles d'un grand nombre des présidents de nos comités, qui se battent, de Georges Ducrocq et de Dominique Gaffory, et de Désiré Ferry, tous trois faits officiers sur le champ de bataille : de Vassias, dont la seconde blessure nous a donné de graves inquiétudes, aujourd'hui heureusement écartées. On me dresse régulièrement un tableau de tout ce que nous pouvons savoir de nos ligueurs au feu, et ces nouvelles, qui sont toujours à leur honneur, je pouvais, cet après-midi, les donner à leurs camarades et admirateurs.

Tout en répondant à ces curiosités, et puis en écoutant les discours excellents du maire de Champigny, du président du Conseil général Pierre Chérest, du président du Conseil municipal Adrien Mithouard, et du sénateur Deloncle, je me disais et je disais à l'éminent avocat maître Chenu, qui nous avait fait la grande amitié de nous accompagner :

— Les Allemands, comme ils ignorent la France ! Où donc se renseignent-ils ? Où prétendent-ils apprendre à nous connaître ? Leurs pédants n'ont donc jamais discerné les longues traditions de noblesse, d'allégresse et de vaillance qui composent notre histoire ? Pour

épouvanter et désunir des gens comme ceux qui nous entourent, qu'ont-ils inventé d'exceptionnel ? Ils ont bombardé d'antiques monuments sans défense, mais les âmes de ces monuments en sont devenues sensibles à Albert Thomas lui-même ! Ils ont assassiné des femmes et des enfants, mais le sang répandu crie vengeance ! Non, leurs professeurs ne sont pas forts en psychologie historique. Quant à leurs espions il faut croire qu'ils n'ont jamais pu s'introduire dans les réunions de la Ligue.

Dans la foule, j'ai distingué un tout jeune soldat, un enfant, blessé et décoré de la Médaille militaire. J'ai demandé qu'on le fit venir.

— Qui êtes-vous, mon jeune camarade ?

— Un engagé volontaire de seize ans et demi et j'ai été blessé à la bataille de la Marne.

Je l'ai prié de se placer près de moi : je l'ai présenté à la foule ; vous pensez si on a applaudi le jeune Mercadier, natif de Saint-Maur.

— Et moi, je suis sa grand'mère, disait une excellente bonne dame.

Au reste, vous vous doutez bien qu'on a parlé brièvement. On avait le cœur serré par

les deuils et par le bonheur du succès. Voici les quelques paroles, un mot d'ordre plutôt qu'un discours, que j'ai adressées à cette immense foule, toute émue et toute émouvante :

Mesdames, patriotes de tous les partis, camarades ligueurs,

Nous venons, sous ce ciel d'hiver, nous réjouir du renouveau de la France et annoncer aux morts de 1870 le bonheur des armées de 1914.

O morts, malheureux et glorieux, après quarante-quatre années, voici votre consolation et votre récompense : la victoire qui vous avait échappé est revenue.

Il faudra encore des efforts et des sacrifices, mais dès maintenant il n'y a pas un Français qui voudrait échanger la situation de la France contre celle de l'Allemagne. Nos adversaires ont perdu leur élan et bien diminué leur force d'offensive. Ils ne songent plus à reprendre leur marche sur Paris, et, hier, dans le discours du chancelier de l'Empire, quelle est la pensée de fond ? La résistance jusqu'à la mort. Comme ils ont déchanté depuis quatre mois ! Les voilà des assiégés. Ils résistent, mais leurs réservoirs d'hommes sont de beaucoup moins abondants que ceux des alliés. Notre succès définitif peut

être garanti avec une sûreté mathématique.

Camarades, tournons-nous vers nos défenseurs avec un sentiment de piété pour la patrie, avec un profond respect pour les chefs et les soldats, et saluons en silence les armées de la France.

Souvenez-vous : il y a un an, ici même, dans une scène d'un pathétique inoubliable, ces grands résultats avaient été appelés, entrevus et en quelque sorte prophétisés. Je vous parle de Déroulède. Vous rappelez-vous cette journée de ses adieux aux patriotes et son salut à la jeunesse? Revoyez-vous ce vieillard à demi-étouffé par le mal et, quand même, plein d'enthousiasme? Il était là, au pied de ce monument funéraire, soutenu par ses fidèles amis et pâle comme la mort. Mais de quelle voix toujours enflammée il appelait le génie de la France, toutes les puissances d'honneur et de sacrifice qui sommeillaient dans notre race! Ce jour-là, ce fut son moment suprême, sa plus haute inspiration, son testament de patriote. Il s'offrit alors en exemple et quasi en victime pour poursuivre ce qui avait été la tâche de toute sa vie : la préparation morale à la guerre.

Les patriotes qui ont associé leurs efforts à ceux de Déroulède ont maintenant un devoir, c'est de travailler pour que l'on tire tout le

fruit des sacrifices sanglants consentis par la nation. Le chef de l'État a traduit la pensée de la France quand il a dit hier : « Pour que la paix soit longue et heureuse, pour qu'elle ne soit pas illusoire et trompeuse, il faut qu'elle soit garantie par la réparation intégrale des droits violés et prémunie contre des attentats futurs. »

Voilà le mot d'ordre que je vous transmets : réparation du passé, garantie de l'avenir.

Nous n'avons jamais accepté, j'en atteste les morts de Champigny, que le silence et l'oubli règnent sur les tombes des soldats de 1870, et nous nous sommes appliqués à leur donner toujours une voix. Nous permettrons encore moins que l'on étouffe la volonté des vainqueurs de 1914, qui se sont jetés à la mort pour briser le joug allemand. Repoussons toute paix qui rendrait stériles nos deuils et notre sang glorieux. La France se bat pour que l'Empire soit terrassé et disloqué.

P.-S. — J'ai reçu une lettre des ouvriers du Creusot (établissements Schneider) que je crois devoir publier comme un bel acte, qui plaira aux lecteurs, et pour que les régiments intéressés soient avertis.

« Les ouvriers du Creusot ont décidé de pré-

lever sur leurs salaires un pourcentage destiné à acheter des effets chauds à ceux de leurs camarades combattant sur le front. Les sommes ainsi recueillies permettent d'expédier environ deux cents paquets par mois, pour être distribués aux régiments recrutés dans la région, c'est-à-dire aux 29^e, 292^e, 56^e, 256^e, 134^e, 334^e et au 63^e territorial, et, dans ces régiments, aux hommes qui ne seraient pas encore pourvus du nécessaire. »

Les chefs qui désirent faire profiter leurs soldats de cette générosité ouvrière peuvent s'adresser à M. Dufraigne, 3, rue Étienne-Jodelle, à Paris.

VIII

ON PARLE!

8 Décembre 1914.

Vous connaissez la charmante histoire de cet autre, qui disait, à Bordeaux, il y a quelques semaines : « Je retourne à Paris. On rencontre déjà du monde au Palais-Bourbon. On parle. »

Aujourd'hui, c'est toute la troupe qui revient.

On se réunit le 22. On parlera. Mais peu. Ce sera une nouvelle journée du 4 août, une manifestation unanime autour de quelques phrases-drapeaux, prononcées par le président de la Chambre et le président du Conseil. Tout le monde le prédit. Je le désire, je le crois et je tiens que c'est nécessaire pour le bien public et pour la bonne réputation du Parlement.

Est-ce à dire que je sois absolument épaté par le spectacle de cette union que nous avons fait voir au monde? J'ai le don de voir clair, et je vais vous donner en quatre lignes, que j'espère bien que l'histoire recueillera, mon témoignage sur cette journée. Je le prends dans mes notes, où je lis :

« Huit jours après la séance du jour sacré. Pourquoi l'union s'est faite? Parce qu'ils sont au pouvoir, eux, les gens au cœur sec... et que nous, des deux extrémités, d'un élan cordial, selon notre nature, nous nous sommes réunis et groupés autour du Gouvernement. Ce qu'ils n'eussent jamais fait. Voir leur opposition, l'avant-veille, à l'idée d'un ministère large et d'un Comité de Défense nationale. »

Mais qu'importe! Il s'agit de collaborer à l'œuvre des armées, et nous la contrarierions

en laissant voir parmi nous une ombre de querelle. On guette nos moindres divisions, nos murmures. Soyons unis, soyons d'accord, et pour ce, le meilleur moyen, c'est que la tribune se taise.

« Je veux renverser ces gens-là », me dites-vous. Et pourquoi donc ? Parmi eux, il en est qui font bien leur travail. Et pour remplacer les autres, qui donc avez-vous qui vous enthousiasme si fort ? Je voudrais avec vous que ceux qui ont travaillé à la préparation morale ou matérielle de la guerre fussent au pouvoir, de préférence à d'autres ; mais ça n'est pas la principale question du jour. Laissez agir la nature sociale. Nous sommes depuis quatre mois dans une de ces grandes et sérieuses époques où la nation reconnaît nécessairement la vérité. Ce qui doit pourrir pourrira. Ce qui doit pourrir est déjà pourri.

Ce ne sont pas les attaques formidables du Boulangisme et du Panama qui ont rien détruit dans notre parlementarisme. Personne n'a pu porter la hache sur ce grand mancenillier aux ombrages épais, mais on a vu fleurir ailleurs, avec une rapidité foudroyante, les espérances nationales, et il a suffi d'un moment heureux pour que toute la France, sans un mot d'estime, ni de regret se détour-

nât et s'élevât vers des régions plus hautes.

Dans la journée du 4 août, le monde parlementaire a été excellent. On le lui a dit, on l'a louangé, l'espace d'un matin, et puis on s'est mis à le trouver inutile et gênant comme les équipages de la maison de l'Empereur en 1870. Il y a peut-être des moments où il faut savoir faire le plongeur avec philosophie. Les deux Assemblées s'en sont allées dans la Gironde. On aurait pu croire à l'effet salutaire de cette cure de silence : on aurait pu croire qu'à se reposer elles referaient leur vigueur et reprendraient un bel air de santé. Ce n'est pas l'opinion commune qu'elles y aient réussi. Les petites enquêtes et réflexions que chacun fait à la lueur des récents événements et de leur préparation ne sont pas favorables au Parlement. Chacun le croit malade et personne ne désire bien sérieusement qu'il guérisse. C'est le locataire cacochyme dont toute la maison se borne à dire de fois à autre : « Tiens ! ce vieux-là dure toujours ! »

La vie réelle s'est retirée des groupes, des sous-groupes, des Commissions et de tout l'édifice. Les paroles qui seront dites le 29, quelles que soient leur éloquence et la chaleur de nos applaudissements, ne pourront

pas exprimer les vrais souhaits de la nation, parce que la nation pour l'instant n'a pas le besoin que les sentiments nationaux et la pensée de l'État soient exprimés par la parole. Les déclarations faites le 1 août répondaient à de grandes et véritables nécessités. Et aujourd'hui encore on entend avec plaisir des communications individuelles et tout ce qui ressemble à des propos d'amitié entre les membres de la famille, mais la pensée même de la famille ne peut plus être exprimée que par la force. Toute autre manifestation officielle gêne et déconcerte : elle piétine, elle trahit nos cœurs en les affaiblissant.

A cette minute, s'il y a trois mots à dire, on voudrait qu'ils fussent prononcés par des bouches pures. Et, sur cette pureté que je demande, je m'explique. Nous sommes dans un moment où l'on a besoin de voir un rapport entre une parole exprimée et celui qui l'exprime. Les paroles abondantes et habiles de la tribune ne peuvent nous faire aucun plaisir, car si sincères qu'elles puissent être, elles seront prononcées dans un lieu et devant un auditoire qui a coutume de juger ses héros en disant : « Comme il est habile, comme il est malin, comme il est retors ! » Et

ce ne sont pas là les vertus à la mode cette année.

Dorénavant, dans ce pays, tous les mérites dateront de la guerre. On ne reconnaîtra, parmi les titres antérieurs au 4 août 1914, que ceux qui se rapporteront à la préparation matérielle ou morale de la victoire. De là un prodigieux reclassement de nos gloires. Je crois que le 22 chacun regardera d'un œil désabusé nos grands parlementaires. Pour moi, je n'attends de cette réunion que l'avantage de pouvoir serrer la main et offrir mes félicitations à ceux de nos collègues qui se battent. Ce sera là pour moi un bien vif plaisir. A tous autres points de vue, cette convocation, inévitable d'ailleurs, je le sais, n'offre que des inconvénients. Les plus grands et les plus petits. Tenez ! le Gouvernement va ramener avec lui toute cette armée pacifique dont la retraite a mis tant d'animation sur nos routes et dans nos gares au début de septembre : eh bien ! c'est contrariant pour les personnes qui avaient pris l'habitude de promener leurs chiens dans les rues désencombrées de Paris.

IX

VALEUR ET COURAGE MILITAIRES »

9 Décembre 1914.

Je me faisais l'autre jour l'écho d'un vœu universel, du désir que les généraux, les soldats, leurs familles et les simples patriotes éprouvent de voir créer une « médaille de la valeur et du courage militaires », qui puisse être distribuée en abondance à tous les braves, après chaque engagement et sur le champ de bataille.

Cette médaille serait si utile que spontanément, çà et là, par la force des choses, elle apparaît déjà. Elle se crée d'elle-même. Écoutez plutôt ces beaux fragments d'une lettre que me fait l'honneur de m'écrire le général G... :

Cette médaille de bronze pour les braves que vous demandez, elle existe, et pour mon compte j'en ai distribué aux plus braves de mes braves dragons, dès le 7 août, sur les champs de bataille d'Alsace.

C'est une médaille de bronze qu'on trouve à la Monnaie et qui a été frappée sous Louis XIV. Elle représente « les Allemands chassés d'Alsace ». Tous mes dragons en voulaient. Ma petite provision est

épuisée. J'en ai fait une nouvelle commande pour les cuirassiers que j'ai sous mes ordres aujourd'hui ; mais, hélas ! j'attends vainement qu'elle me parvienne.

C'est si bon pour un chef de récompenser sur le terrain même de l'action, en présence de tous, un acte héroïque...

Voilà qui confirme la conversation que j'ai déjà rapportée d'un autre général, qui me disait : « Je souffre de laisser sans témoignage des faits d'armes merveilleux. L'admirable suite des mises à l'ordre du jour de l'armée ne vous en donne qu'une idée incomplète. Et la médaille militaire, que nous ne pouvons pas donner à profusion, ne suffit pas à tout ce que nos soldats accomplissent chaque jour d'actions extraordinaires. Le Français fera tout pour avoir sur sa poitrine le signe de l'honneur. Il faut le prendre comme il est... »

Comment est-il donc ? Amoureux de la gloire, sensible à l'honneur. Les étrangers en sont tout de suite frappés. Hier, je causais avec un Américain, grand ami de la France, admirateur ému de nos armées, qu'il vient de visiter depuis Ypres jusqu'à Belfort. Il me racontait qu'il avait fait des photographies dans les tranchées, et que les soldats, enchantés, lui disaient : « Elles paraîtront dans un grand journal, n'est-ce pas ? » Et comme il voyait leur plaisir : « Est-ce que je suis donc

le premier à venir prendre vos portraits? » — « Mais, oui, le premier. » « Monsieur Barrès, continuait-il en s'adressant à moi, est-il possible qu'on ne songe pas à faire une petite chose si facile et qui leur est si agréable? Les cinémas devraient faire défiler dans les moindres villages des vues des tranchées avec vos nobles soldats. Je vous assure que l'idée d'apparaître en images dans toute la France rendrait faciles à ces braves gens tous les sacrifices. » (1)

Voilà, *américanisée*, interprétée à la manière utilitaire et toute moderne des États-Unis, une vue psychologique exacte. Les meilleurs de nos aïeux, quand ils avaient à faire de grandes choses difficiles, s'entraînaient, s'ex-citaient, se mettaient au point en songeant qu'on en parlerait « dans les chambres des dames ». C'est vrai, nos camarades, au milieu de tout ce qu'ils supportent, seraient contents de savoir qu'on regarde avec admiration leurs images vaillantes, bien campées, le fusil à la main, derrière leurs créneaux de terre. Mais, sans que je veuille en faire de grands raisonnements, je continue de croire que la bonne

(1) Celui qui me parlait ainsi, cet Américain, ardent ami de la France, est M. Whitney Warren. Pourquoi ne pas le nommer?

manière d'employer et de satisfaire cette disposition. ce goût de la gloire, c'est la décoration militaire. Elle signale et qualifie celui qui la porte. Elle ne se borne pas à le désigner et à le faire sortir du rang : elle déclare très haut que ses chefs ont reconnu sa vaillance, et qu'ils invitent tout le monde à l'honorer. Elle ennoblit celui qu'elle marque.

Cette médaille de la valeur et du courage serait entre les mains du chef un véritable instrument de guerre. Nous avons bien la médaille militaire. Mais c'est la plus haute des récompenses, celle qu'obtiennent les commandants de corps au sommet de leur carrière, et puis une retraite y est attachée : ce ne serait pas sans inconvénient de la distribuer en grand nombre. On voudrait quelque chose d'analogue à la *Croix de Fer* dont dispose l'empereur allemand pour récompenser le courage du soldat sur le champ de bataille. Le colonel Rousset, Charles Chenu, Émile Berr, Léon Chavenon, dans *la Liberté*, *le Gaulois*, *le Figaro*, *l'Information*, et d'autres encore, ont approuvé cette idée. Naturellement, il n'y a qu'une opinion qui compte, c'est celle du chef de l'armée, à qui le Gouvernement, d'un plein accord, donne tout ce qu'il désire, et nous serions parfaitement ridicules si nous

nous expliquions assez mal pour qu'on pût se méprendre sur notre intervention, qui n'est faite que de nos sentiments d'affection et de respect, nous conduisant à chercher ce qui pourrait être utile et agréable à nos soldats.

Sont-ils bien armés? Nous savons que oui, et c'est l'affaire des spécialistes responsables. Sont-ils bien vêtus? Nos lecteurs y pensent. Bien soignés, bien guéris? On y veille. Saurons-nous les reconnaître quand la guerre sera finie? C'est là ma pensée. Je ne dis pas: « Récompensez-les. » Un chef pourrait me répliquer: « Ça n'est pas votre affaire. » Mais je dis: « Marquez solidement d'un morceau de bronze sur la poitrine ceux que nous devons, à leur retour, saluer le plus bas. »

Tout le monde vous demande, officiers et soldats, de ne pas être si prodigieusement modestes. Il y a un excès émouvant de vertus dans l'armée. Que de temps il nous a fallu pour obtenir ces admirables comptes rendus des opérations de guerre que le *Bulletin de l'Armée* vient de publier coup sur coup! Dites-nous tous vos mérites: laissez-nous mesurer toute la reconnaissance que nous vous devons à vous, grands chefs, à vous, petits soldats. C'est notre réconfort dans notre angoisse nationale et familiale.

Si vous saviez comme on désire tout faire pour vous ! Tenez, écoutez les reproches que je reçois, et comment je me fais traiter « d'académicien » parce que j'ai demandé que la médaille fût de bronze. De bronze ! me dit un paysan indigné. Mais lisez sa lettre charmante. Elle me vient d'Eure-et-Loir. C'est un apiculteur qui me l'envoie, et il écrit tout naturellement, dans le ton que Paul-Louis Courier, vigneron, cherchait un peu péniblement :

Monsieur Barrès, me dit-il, vous allez, s'il vous plaît, m'excuser, parce que j'suis pas ben savant, suis même pas parisien. En regardant l'autre jour, au soir, l'Éco de Paris, j'y vois que vous demandez pour nos soldats qui se font trouer la peau pour la France une médaille en bronze.

Je doit vous dire que vous netes pas prodigue pour ces pauvres gas de la beauce, eux qui sont si dévoués, si courageux, si éprouvés, car entre nous, vous savez aussi bien comme moi qu'ils l'ont été éprouvés. Le 101, le 102 y nen reste guère.

Ça ces des gas solides, c'est pas comme..... (c'est moi qui censure mon correspondant) et vous proposez pour nos vaillants soldats une médaille en bronze, mais mon cher Monsieur Barrès vous n'y pensez pas ?

Pour quoi que vous d'mendez pas une petite médaille en argent, une toute petite médaille ? Les pauvres gas, il l'a méritent bien. Dans les tranchées y sont pas dau un beau fauteuil de l'académie : pour un homme queit savant vous n'avez pas réfléchi.

Moi je suis pas ben riche, deux trois champs qui me font vivre, et des abeilles, j'ai chez moi une bronettée de médailles en bronze en argent et en or avec le mérite

agricole, je veux bien vous les envoyer pour en faire à nos soldats car il me servent à rien. Y sont dans le tiroir de ma commode, déjà depuis pas mal de temps.

Noubliez mon cher Monsieur Barres que je vous adresse pas de reproches, c'est une remarque que je vous fais simplement car entre terrien et academicien y a de la marge, mais n'empêche pas qu'on peut être aussi fin l'un que l'autre et être d'accord.

Votre serviteur,

.....

apiculteur

Le billet délicieux ! Je le glisse dans mes autographes en écrivant dessus les vers de La Fontaine :

Je suis chose légère et semblable aux abeilles

A qui le bon Platon compare nos merveilles.

Allons ! ce contradicteur est un approbateur. Je vois dans son billet plus de *finesse* que je n'en mets dans mon article, car, moi, je n'ai rien dit de ces récompenses civiles dont il prétend avoir des brouettes pleines, mais nous sommes d'accord pour trouver qu'on n'en fera jamais trop pour les défenseurs de la France.

P. S. — « Vous parlez des ouvriers du Grensot, m'écrit Mme Paquin, au nom de la chambre syndicale de la couture, signalez donc à vos lecteurs, pour qu'ils les confondent dans la même sympathie, les cheminots. Ils ont déjà versé plus de deux cent mille

francs au Secours national. Et voici que l'idée leur est venue de préparer un grand camion de Noël pour leurs frères des tranchées. A cette jolie pensée, ils en ont joint une autre, celle de faire profiter de cette initiative la main-d'œuvre parisienne, c'est-à-dire les femmes, les sœurs de ceux qui sont là-bas. C'est ainsi qu'une centaine d'ouvrières viennent de préparer (aux frais des cheminots) cinq cents paquets d'objets utiles et agréables et de surprises que M^{me} la comtesse Murat et l'œuvre *Pour le Front* feront parvenir à leur destination... »

Je ne sais si nous parviendrons à faire passer à nos soldats une bonne soirée de Noël, mais ils sauront, ils sentiront, ce soir-là, toute la France ramassée autour d'eux par la plus fraternelle amitié.

X

SIMPLE RECETTE

10 Décembre 1914

Vous allez dans les ambulances, n'est-ce pas ? Les blessés vous expliquent volontiers leurs blessures. Avez-vous pu tirer de leurs

histoires une vue générale et quelque conclusion pratique? J'ai souvent essayé de savoir s'il n'y avait rien à faire pour assurer au combattant une protection matérielle contre certaines catégories de projectiles. Et voici qu'aujourd'hui, je suis à même de soumettre à nos soldats quelques idées modestes, des recettes pour se prémunir de certaines blessures et pour abaisser ainsi le pourcentage des risques.

Je me rends bien compte que je vous apporte là une littérature très modeste, mais je crois que nous nous demandons simplement, les uns aux autres, de tâcher d'être utiles.

Vous rappelez-vous un article, *Tireurs d'officiers* (le mot a fait fortune), que j'ai publié ici en octobre. Il a été lu dans les dépôts aux officiers et sous-officiers partant au feu; le *Bulletin des Armées* l'a reproduit, et l'on m'assure qu'il a rendu de réels services. Je puis en parler librement, car tout l'honneur en revient à celui qui m'a documenté et qui avait acheté par trois blessures, en Belgique, sur la Marne et dans la Somme, l'expérience dont il a permis que je fisse profiter ses camarades. La gratitude de mes lecteurs et la mienne se tournent vers le lieute-

nant H... (1), fils d'un cuirassier de Reichshoffen et lui-même un des beaux soldats de 1914.

Aujourd'hui, si mon article offre un intérêt pratique, remercions le commandant B...

(Mon Dieu ! quelle gêne de ne pouvoir pas appeler les gens par leur nom et quel air de mystère ! Nous voilà dans le sujet le plus simple et j'ai l'air de jouer des devinettes.)

Voici le problème que je me proposais : Le combattant peut-il se protéger efficacement contre certains des projectiles allemands ?

Contre la balle d'infanterie, à pénétration très profonde, aucune cuirasse (sinon d'un poids extravagant) ne saurait donner de résultats pratiques.

Mais la balle ronde du shrapnell est de vitesse réduite et de pénétration moins forte. Elle ne traverse de part en part ni le sac de l'homme, ni même un double pli de capote. Contre elle, il semble qu'il y ait quelque chose à faire.

Actuellement, le fantassin tire étant couché. Sont donc vulnérables, vu la chute oblique de shrapnells, la tête, la nuque, les épaules. Tout

(1) Je prends sur moi de nommer aujourd'hui le lieutenant Hassler, depuis promu capitaine et décoré de la Légion d'honneur.

le reste, vraiment, le sac et la capote le recouvrent d'une manière utile.

Si le képi est doublé intérieurement d'un disque métallique, dissimulé sous la coiffe ou le couvre-képi, puis d'un cercle intérieur, de même nature, garnissant le pourtour sur toute sa hauteur : si le couvre-nuque est fortifié, à l'intérieur, de lamelles verticales et parallèles, faciles à y fixer à recouvrement ; et si, enfin, les épaules de la capote sont garnies, sous le drap, de lamelles analogues, la vulnérabilité du fantassin couché sera, en ce qui concerne le shrapnell, singulièrement réduite.

Vous avez vu qu'avant-hier, à l'Académie de médecine. M. Hartmann établissait que sur un groupe de deux cent soixante-huit blessés, il y a une moyenne de cent soixante-neuf blessures produites par l'artillerie, contre quatre-vingt-dix-neuf seulement produites par les balles. Parmi ces cent soixante-neuf blessures produites par l'artillerie, il en est qui sont dues aux obus, contre lesquels nous ne proposons rien. Mais les shrapnells demeurent l'engin le plus fréquent. Dès lors pourquoi ne pas tenter cette légère modification, d'ailleurs invisible, à la tenue de notre infanterie ?

Bien entendu, à pareille proposition. les *si*, les *mais*, les *car* des bureaux, des Comités et

des Commissions techniques ne manqueraient pas de s'envoler du plus large vol ! Mais ce projet peut se réaliser sans aucune collaboration ni aide officielles.

Quelques morceaux de zinc, voire de boîtes de conserve, et l'expérience sera faite. Que dis-je ! elle a déjà donné un résultat. J'en prends à témoin deux soldats retirant des coiffes de leurs képis deux simples couvercles de gamelle, et faisant voir que ces couvercles étaient rayés, non traversés, par les balles des shrapnells qui avaient ricoché dessus. Ils affirmaient sans hésitation devoir leur salut à cette précaution, dont ils n'avaient pas voulu parler au régiment, de peur d'être punis pour détérioration de matériel appartenant à l'État.

Et le commandant B..., me dit :

— Je pensais depuis longtemps, depuis des expériences de tir d'artillerie auxquelles j'ai assisté, jadis, à Poitiers, à cette possibilité de diminuer, par des éléments de protection très légers, la vulnérabilité du fantassin sous le tir d'artillerie. Un équipement nouveau, un casque en acier, des épaulières à mailles métalliques vaudraient beaucoup mieux. Mais il n'en est pas question. Contentons-nous d'improviser simplement, pratiquement...

N'obtiendrait-on qu'une diminution de 5,

6, 7 0/0 sur le nombre actuel des blessés, je crois que l'essai vaudrait d'être tenté. La réalisation matérielle de ces mesures est très simple et très rapide. Si l'on était disposé parmi les soldats, çà et là, à faire bon accueil à cette recette, je ne doute pas que, sans demander d'argent à personne, nos œuvres pourraient dans les paquets individuels placer les éléments que j'indique et qu'il serait aisé d'étudier, de mettre au point en causant avec les blessés dans les ambulances ⁽¹⁾.

P.-S. — Le juge de paix du canton de La Charité (Nièvre) m'écrit sur papier officiel, avec en-tête du « Cabinet du juge », ce qu'il pense de mon article sur la manière peu satisfaisante dont, çà et là, les allocations aux familles des mobilisés seraient réparties. Ce magistrat de la paix publique débute par : « Monsieur, votre article est une mauvaise action », et termine par : « .., et vous pouvez dire ce que vous voudrez ».

(1) Nous avons obtenu satisfaction. Ce fut d'abord une calotte d'acier s'insérant sous le képi, analogue à ce que nous demandions. Elle assurait une certaine protection, mais s'adaptait mal à la plupart des têtes. Dans un article qu'on verra plus loin (1^{er} janvier 1915), nous avons fait connaître à l'Administration, qui nous en a demandé des détails, le nouveau casque protecteur allemand. De là est venu le casque de tranchée actuel de nos troupes.

Telle est la force du vice que je profite de la permission pour m'enfoncer dans ma mauvaise action.

Une personne tout à fait digne de respect et qui a consacré sa vie (et la vie des siens) au culte de l'armée, me dit que dans le Cher, les communes, après avoir admis qu'une mère de famille est dans la gêne, par suite du départ de son mari, décident arbitrairement, sans aucun scrupule, de lui allouer l'indemnité pour un, ou pour deux de ses enfants, quand elle en a trois ou quatre.

N'est-ce pas irrégulier ?

Ici la plainte est saisissable, vérifiable, tandis que trop souvent on se trouve en présence de protestations que les Commissions cantonales peuvent discuter et déclarer injustifiées.

Je suis bien loin de jeter la pierre aux Commissions cantonales. Leur tâche est délicate. Mais il faut qu'elles soient des faiseuses de calme. Elles ont déjà tort, avant tout examen, celles qui se font haïr. Il ne leur est pas permis d'avoir une mauvaise réputation. Qu'elles s'arrangent comme elles voudront, il faut qu'elles se fassent estimer. Arrière la basse politique des clans électoraux. Nous exigeons que les pères de famille à l'armée aient leur complète tranquillité quant à leur foyer.

Ceci dit, j'écoute avec déférence ce que me répondent les commissions cantonales, et nous reprendrons paisiblement la question. Elle vaut la peine qu'on l'étudie en se faisant une âme de vrai juge de paix.

VI

LA TERRE OÙ TOUS LES ENFANTS NAISSENT NOBLES

11 Décembre 1914.

La classe 1914 est arrivée maintenant sur le front. Derrière elle, voici la classe 1915 qui part pour les dépôts. Et déjà, 1916, la classe des enfants de dix-huit ans, s'apprête. Depuis un siècle, nous n'avions vu de recrues de ces âges. Et toutes, un élan magnifique les soulève. Elles sont l'étoile de notre destin, le signe du salut national. Le voilà, le bel astre que nous appelions, avec la certitude qu'il apparaîtrait sur le bord du ciel nocturne. De ses doigts de rose, la jeunesse, comme jadis chez les Hellènes, écarte les ténèbres et dit en souriant : « Tout nous est facile. joyeux, lumineux. » Ceux qui la regardent, cette jeunesse de France, y voient

reproduits, comme dans un miroir, les plus grands moments de notre passé. C'est une jeunesse héritière, en même temps que novatrice. Et nul, l'ayant rencontrée qui part à la bataille avec des cris de joie, ne peut mettre en doute l'immortalité de la race.

Les vétérans accueillent ces conscrits dans les casernes, au quartier et dans les tranchées, avec une amitié que vous savez par vos lettres de famille. Mais écoutez une histoire de plus. C'est un commandant qui raconte :

« Au moment, m'écrivit-il, où je visitais une de mes compagnies, dont la tranchée est sous bois, les gens d'en face nous envoyèrent, un peu au hasard, une rafale fusante, réglée à 3.500 mètres environ. Trois hommes furent blessés, peu profondément. L'un d'eux, un petit engagé volontaire de 17 ans, arrivé depuis huit jours, était atteint au pied. Ses camarades le soutenaient sous les bras, et je vis bien qu'il avait un peu envie de pleurer. On délaça son soulier : la balle roula contre terre : on la lui montra. Et comme quelqu'un s'écriait : « Quel veinard ! Ici depuis dimanche, » et déjà un atout », il commença à rire tout à fait. Puis, voyant les brancardiers accourir, il jeta les yeux autour de lui, se saisit de la pipe qui dépassait la poche d'un camarade,

et avant de s'allonger (où la tradition ne vait-elle pas se mêler?) il se mit précipitamment à la bourrer... »

Petit gentilhomme de France! La main à l'épée, sous l'injure; la main à la pipe, sous la douleur. On sourit, on l'admire, on l'aime. Quel désir de bien faire! Quelle tension de tout l'être vers la perfection! Voilà un noble enfant. Et cet officier? Comme c'est beau qu'il ait vu, senti et *pensé* cette scène. Songez à ce qu'un tel incident de guerre, ainsi supporté et enregistré, suppose de vaillance et de bonté, et quel rare mélange d'impulsion guerrière et de réflexion généreuse! Il faut bien de la richesse dans notre race pour qu'un officier joigne à ses vertus propres cette philosophie et cette âme de père, et pour qu'un collégien se transforme subitement en vieux grognard de Raffet.

Ils désirent tant bien faire, nos fils. Écoutez encore ce mot d'un enfant, pardon, d'un caporal, dans les tranchées d'Ypres. Il écrit à sa mère et lui dit :

« Crois-tu que les soldats de Napoléon aient souffert autant que nous? »

Ce n'est pas un cri de détresse sous le ciel, c'est le mot involontaire où se révèle un oiseau qui s'oriente, une jeune âme qui prend

son vol. Nos enfants ont choisi leurs modèles et, dans l'épreuve, ils demandent à leur mère, que cette ardente émulation épouvante : « Nous sommes-nous rapprochés des meilleurs ? » Le grand fleuve d'héroïsme, que l'on croyait perdu et glissé sous la terre de France, coule de nouveau à pleins bords. Nous nous étions déjà aperçus que nos enfants dans leurs jeunes années secouaient les souvenirs de 1870. Ils ne pensaient qu'à la Grande Armée. La jeune plante n'aime pas l'ombre, la défaite : elle va vers le soleil, se nourrit de lumière et de gloire. Le soldat de dix-huit ans, dans les dures tranchées de la Belgique, se dit : « Est-ce que je vauz ceux de la Bérésina ? »

Enfants, vous souffrez davantage, parce que vous êtes plus neufs de corps, et je le crois, en mon âme et conscience, vous valez mieux.

Pourquoi ? Je ne saurais vous le dire. Je crois que les héros de la Bérésina avaient d'incomparables qualités, formées sous le marteau de la vie, mais précisément la vie les avait réduits et limités. Ces enfants, si frêles encore, apparaissent plus complets. Toutes les puissances morales chez eux demeurent intactes, prêtes à s'épanouir. Ils ne sont ni durcis, ni spécialisés. Encore purs et prêts pour les arts de la paix, comme pour ceux de la

guerre, ils appartiennent à la vie civile, à la vie familiale, en même temps qu'ils saisissent les armes.

Dans cette guerre de 1914, et c'est bien ce qui met sur toute la France une gravité si religieuse et un émoi sacré, les entrailles mêmes et toute l'humanité profonde de notre race sont intéressées. Chaque famille accompagne en esprit, minute par minute, son enfant qui se bat. Un officier, un grand chef, peuvent bien dire : « Je n'ai plus de famille, plus de femme, plus d'enfant, rien que la victoire à remporter. » C'est vrai, mais c'est à concilier avec ce fait que ces mêmes officiers sont des pères au milieu de leurs soldats et que nous avons une armée étroitement liée entre elle et avec la nation. Tout frémit comme un seul arbre sous l'orage.

Je ne vous ennuie pas, n'est-ce pas, quand je vous parle de nos jeunes soldats ? Voici une histoire de plus, histoire moyenne, d'autant mieux propre à les faire comprendre, et je la mets sous vos yeux comme un exemple de cette pénétration inattendue de l'armée et de la famille dont je vous parlais tout à l'heure.

Il s'agit d'un collégien de dix-huit ans engagé le 2 août 1914, parti au feu le 28 août, blessé à la jambe le 2 septembre, et

reparti le 3 octobre. Le 24, sa mère reçoit une lettre du capitaine :

Madame, votre fils est légèrement blessé pour la deuxième fois. Sa conduite est celle d'un héros; il est proposé pour la croix et certes il la mérite bien. Il m'a demandé de vous prévenir, ce que je fais très volontiers...

Et la lettre de l'enfant suit de près. Il raconte avec allégresse. On croit entendre une jeune voix, essoufflée d'avoir beaucoup couru pour annoncer plus vite la bonne nouvelle :

Ma chère maman, je suis encore blessé. J'ai été atteint étant couché devant la tranchée et voici dans quelles circonstances.

Le colonel avait prévenu notre capitaine que le surlendemain il faudrait des hommes de bonne volonté pour aller couper les fils barbelés des tranchées boches. Le soir même, mon capitaine me fit part de cette demande. Je lui répondis que j'étais prêt à y aller. Il en parut content et dit : « Je savais que je pouvais compter sur vous; la mission est des plus dangereuses; et il me faut des hommes qui n'ont pas froid aux yeux. »

Ceci se passait le jeudi soir; le vendredi notre compagnie prenait place dans les tranchées, en première ligne, pour être le plus près possible de notre objectif et le samedi matin le capitaine demandait des hommes de bonne volonté.

Je pris alors le commandement de douze hommes et je m'avançais en tête. Mes camarades me suivaient en file indienne. Nous avions 300 mètres à parcourir en poussant nos boucliers devant nous. Malheureusement, une sentinelle allemande nous aperçut, et ce fut l'enfer de balles et de mitrailles. J'arrivai malgré tout

avec quelques-uns de mes camarades jusqu'à 20 mètres des tranchées. Là, ce fut intenable, et tous furent abattus, sans, hélas ! avoir pu remplir notre mission. Comment suis-je revenu à la tranchée ? je ne sais et c'est miracle.

Le capitaine Pinaud m'annonça qu'il me proposait pour la croix et le capitaine Deligny vint m'interroger.

Je ne peux pas écrire plus long parce que mon dos me fait mal et que je suis très fatigué. Je vous embrasse tous bien fort.

Paul B..

Son père, qui va le voir à l'hôpital, lui demande, un jour, si en faisant ainsi le sacrifice de sa vie il n'avait pas pensé à sa mère, à ses sœurs : « Oh ! si, papa, mais j'ai aussi pensé que si je réussissais, nous pouvions prendre ensuite la tranchée et que ça ferait trois cents mètres de gagnés ! »

Entendez-vous la voix d'argent, le timbre de cristal, le pur son de la jeunesse ! Cet héroïsme est tout brillant des illusions de l'enfance. Ah ! pourquoi faut-il que les vieilles gens demeurent, et que marchent au sacrifice des enfants capables d'ouvrir la plus belle ère de l'histoire de France !

Un flot immense, tous les petits élèves des universitaires, des prêtres, des instituteurs et des bonnes sœurs se pressent derrière nos jeunes soldats. La nappe éblouissante s'élève. Le réservoir monte. Et tous ils sont pareils.

Un sous-préfet m'écrit : « J'ai vu ici un beau spectacle, celui des jeunes gens de la classe 1915, admirables d'entrain et de confiance. Je sors des Conseils de revision. C'étaient des bonds et des sauts de joie, lorsque le major déclarait : « Bon pour le service !... » Et derrière eux, à perte de vue, jusqu'à sa première source, on aperçoit le fleuve qui descend, accourt. Leurs lettres généreuses submergent ma table. Voici de Versailles, en date du 6 décembre, un billet :

Nous préparons ici, à l'École Sainte-Geneviève, Polytechnique, Navale, Saint-Cyr, Centrale, et nous attendons avec impatience l'heure où nous serons appelés à remplacer dans les tranchées nos aînés si vaillants. Voici la petite somme (deux cent cinquante francs) que nous avons réunie pour que vous procuriez des douceurs, du tabac, des lainages à nos défenseurs.

Et, du 3 décembre, voici leurs plus jeunes camarades, animés par la même ardeur d'affection et d'admiration :

Monsieur Barrès, m'écrivent-ils, quarante petits écoliers de France vous seraient très reconnaissants si vous vouliez vous charger de transmettre à leurs amis les soldats, avec leurs témoignages d'affection et de reconnaissance, les modestes souvenirs qu'ils ont achetés pour eux sur leurs économies.

Nous sommes les élèves de sixième A, du lycée Buffon. En apprenant le latin, notre pensée va souvent

vers nos grands frères qui ont fait le sacrifice de leur vie pour que nous soyons heureux. Nous avons compris, sans qu'on ait besoin de nous l'expliquer, que nous pouvions faire quelque chose pour eux, qui font tant pour nous. Nous avons vidé nos porte-monnaies et nos tirelires, et l'argent de nos bonnes places ou de nos exemptions s'est changé en paquets de tabac, en cigarettes, en chocolat, en menus objets de toutes sortes pour les soldats. Et même, bien que nous soyons fiers d'être des garçons, nous n'avons pas rougi de faire comme nos mamans et nos sœurs, nous leur avons demandé de nous apprendre à tricoter, et quelques-uns d'entre nous ont fait, peut-être assez maladroitement, de chauds vêtements que nous avons voulu donner aussi. Enfin, nous avons demandé à notre professeur de remplacer le devoir de la semaine par une lettre que chacun de nous écrirait à un soldat pour accompagner son petit cadeau.

Cadeaux et lettres, nous vous envoyons tout, en vous priant de les faire parvenir à nos amis inconnus et lointains que nous rêvons d'imiter un jour.

Et avant de signer, ils écrivent encore :
« Vive la France ! »

Ce sont des petits, des élèves de sixième. Mais il y a plus petits encore et tout pareils. Celui-ci, penchez-vous pour le voir. On n'aperçoit qu'une main rapide qui se glisse dans un paquet que la famille compose pour les soldats de la tranchée. Que met-il dans ce paquet, ce gosse ? Un soldat l'a trouvé et me le fait parvenir.

L'autre jour, me dit ce soldat, j'ai trouvé

ce billet dans une paire de gants au fond d'un envoi qui nous était venu de Paris :

Je mais aussi dans le paquet les gants de mon père puisque je n'ai pas d'autre argent pour en acheter.

O religion de la patrie, c'est une de tes émouvantes prières que balbutie cet enfant dans l'ombre.

... Mais il ne faut pas s'alanguir dans le sentiment. Il serait mal de s'y plaire, complaire, attarder. Le sentiment doit produire immédiatement des actions. Travaillons tous à notre rang, selon nos forces, pour que soit sauvée la terre où tous les enfants naissent nobles.

III

LA « GENTILLESSE » FRANÇAISE

12 Décembre 1914.

Je vous ai dit hier comment le cœur généreux des enfants vole vers nos soldats : nous avons vu les plus grands d'entre eux qui courent rejoindre nos défenseurs dans les tranchées et les plus petits qui leur écrivent, leur envoient cadeaux et billets d'amitié. Mais eux-mêmes nos soldats, touchés et fiers d'être si

bien compris, ils ne se contentent pas de nous donner leur sang. Écoutez cette lettre, ce petit billet, crayonné, mal lisible, tel que vous tous en recevez et désirez anxieusement en recevoir :

Monsieur Barrès,

Je me permets de vous envoyer le produit d'une quête parmi les 17^e et 20^e compagnies et la compagnie hors rang du 218^e d'infanterie. Nous avons organisé, il y a plusieurs jours déjà, une représentation dans les tranchées où nous venons nous rafraîchir tous les quatre jours. Malgré toute la joie qu'ils avaient d'écouter les « diseurs à voix » et les « comiques troupiers », nos hommes ont eu la pensée de tous ceux qui souffrent derrière nous, de toutes les familles sans chef et de celles qui ont dû fuir devant les brutes que nous battons, et ils ont voulu qu'un peu de joie pour les autres vienne de leur gaieté.

Il y avait, derrière nos tranchées, au milieu d'un village dévasté par les obus, un pauvre clocher debout encore ; ces jours derniers, jaloux sans doute de la gloire des artilleurs de Reims, ils ont abattu le clocher de V. . C'est ce qui nous a fait penser à vous qui avez si magnifiquement défendu les choses du passé.

Tous ces témoignages de la rage impuissante des Barbares augmenteront notre ardeur lorsque, dans un avenir très proche, nous les jetterons enfin hors du cher pays.

Le sous-lieutenant X...

J'irai porter cette offrande à Madame Maurice Donnay qui organise un arbre de Noël pour les enfants belges. Il me semble que c'est en faisant plaisir à des faibles que je remplirai

mieux la mission que me donnent des braves.

Cette lettre de nos soldats est charmante et touchante. Elle ne m'a pas étonné. Nous savons qu'ils sont ainsi. Nous le savons par ces quatre mois de guerre et par tout ce que nous avons pu lire des vieilles Chansons de gestes et des chroniques de l'histoire de France.

Il y a quelques semaines, quand j'allais de Gerbéviller à Lunéville et Nancy, je suis passé par le village de Fraimbois, où l'on m'a raconté que les soldats du 81^e régiment d'infanterie, après avoir chassé l'ennemi, avaient fait entre eux une quête pour secourir les habitants et les consoler des horreurs allemandes, une quête qui produit plus de trois cent trente francs.

Est-ce noble ! Ils donnent leur sang, et voilà que soudain ils ont la délicatesse de donner leur argent. J'aurais voulu que vous entendissiez cette histoire, quand elle m'était contée avec notre accent de Lorraine, l'accent de Jeanne d'Arc, l'accent traînard de gens qui ne traînent pas quand il s'agit de courir aux armes. Le narrateur ne voulait pas s'émouvoir. Mais tout au fond, lui et moi, nous étions éblouis et bien heureux d'être des Français et qui furent toujours les amis de l'armée.

Nous avons toujours pensé et proclamé que

la carrière des armes est noble. Elle dégage l'esprit des préoccupations d'argent, ou plutôt les met à leur place. Le soldat ne courbe pas sa vie dans l'âpre recherche de la fortune, et s'il la possède, il aime d'en faire autour de lui le plus amical usage. Que pensez-vous de ce capitaine, tué en Belgique, le 22 août et mort en héros (son colonel, à mon vif regret, ne me permet pas que j'imprime son nom) qui avant de quitter sa garnison distribua aux sous-officiers mariés de sa compagnie une somme de huit mille francs, pour aider leurs familles à vivre pendant la guerre ?

Vous distinguez bien sa pensée, n'est-ce pas. Vous lisez dans son cœur de soldat. Les obligations de l'honneur l'obligent à tout sacrifier à son devoir de guerre, ses affections de famille, ses plaisirs, sa vie. Il se dévoue. Eh bien ! Il cherche encore à se priver, à donner quelque chose de son bien. C'est de la chevalerie qui se reforme naturellement. De pareils faits appartiennent à toutes les époques de notre histoire et sont les fleurs naturelles de notre race. C'est la « gentillesse française ».

La « gentillesse française ! » vieux mot que Jeanne d'Arc et Bayard aimaient et dont, tout à l'heure, je suis allé chercher l'histoire, dans les lexiques, à la bibliothèque de l'Institut.

Gentillesse, c'est noblesse d'extraction. « De gentillesse, il en a assez, car il est de la lignée du roi David », est-il dit dans le vieux poème de *Lancelot du Lac*. Non, ce n'est pas assez, réplique le *Roman de la Rose* : « Gentillesse de lignage n'est pas gentillesse qui vaille ». La gentillesse, c'est un ensemble de manières jolies ou gracieuses, de vertus, de qualités morales et physiques, visibles et invisibles, tenant à ce bon sang qui ne peut mentir. Gentillesse, c'est vaillance, amabilité, générosité.

Allégez-moi par votre gentillesse
Les cruels maux que vous me faites avoir.

A cet appel des plus vieilles gestes, nos soldats de 1914 sont encore prêts à répondre. Croyez-en ce fragment d'une lettre écrite par un officier de l'armée territoriale, ancien adjudant de l'armée active :

« Nous avons eu dernièrement un prisonnier blessé, instituteur à Cologne. En le soignant, j'ai eu ma capote imbibée du premier sang prussien : ce ne sera pas le dernier j'espère. Mes hommes, de démons qu'ils étaient auparavant, au moment du tir, devinrent instantanément des anges de charité : l'un, lui offrit son sac comme oreiller : un autre, lui donna à boire dans son quart ; tous s'empressèrent, ou pour le soutenir dans sa marche ou pour le soulager. Personnellement, il me supplia de ne pas l'achever et fut passablement surpris de m'entendre dire qu'en France on ne

tuait pas les prisonniers et qu'on considérait les blessés comme sacrés. Il tomba le soir même dans le coma et fut envoyé à... d'où sans doute il partit pour l'autre monde.

Cette disposition à s'écarter de la brutalité est si forte qu'elle peut aller jusqu'à un adoucissement fâcheux et qui dessert les intérêts vrais de la guerre. Comparez à ce sujet la belle page écrite ici même par le général Cherfils en date du 8 décembre, et où, après avoir admiré deux actes généreux, l'un français, l'autre allemand, déterminés par l'initiative d'un officier français, il déclare : « C'était là un joli tableau sentimental, d'héroïsme et de jolie tenue, mais contraire au devoir de la guerre (1). »

Il n'est pas de noble qualité qui ne

(1) Voici cette page, mais je préviens le lecteur que je l'endommage en y faisant par nécessité des coupures :

« C'était le 10 octobre, un dimanche, notre brigade de dragons marchait sur Lestrem, au sud d'Estaires. La pointe, commandée par un jeune sous-lieutenant du 30^e dragons, le sous-lieutenant Lemaitre, avait traversé le village mais avait été arrêtée à sa sortie est par des coups de feu. Le brouillard était épais et lourd. On marchait à tâtons, en aveugles, dans cette atmosphère d'obscurité. Soudain, un coup de feu ! L'éclaireur de pointe tombe blessé. Le jeune sous-lieutenant descend de cheval, le ramasse, puis il essaie de l'emmenner. Un deuxième coup de feu part : l'officier tombe raide mort. A quelques mètres en avant, un officier bavarois apparaît dans le brouillard avec quatre hommes, sortis d'une barricade voisine. Il ramène le blessé et l'officier tué, fouille celui-ci,

puisse avoir ses inconvénients, et l'histoire de notre pays fournit en abondance des exemples de fautes où nous entraîna notre gentilhommerie. On sait trop que la Germanie ne tombe qu'exceptionnellement dans ces brillantes et nobles erreurs. Nous avons toujours voulu régler notre courage; leur système officiel est de déchaîner systématiquement chez leurs hommes le vieux fonds de sauvagerie.

Nos soldats de 1914 possèdent intact l'héritage moral de nos vieux chevaliers. Quel

prend l'argent de son portefeuille qu'il empoche. Il respecte une lettre que le jeune homme avait écrite à sa sœur.

» Dans le courant de la journée, la brigade de dragons est obligée de quitter Lestrem. Le soir, les Bavaoïs cantonnèrent dans le village. L'acte du sous-lieutenant Lemaître avait été porté à la connaissance du commandant des troupes bavaoïses. Celui-ci décida que : « vu l'héroïsme dont avait » fait preuve l'officier français, au mépris de sa vie, une messe » solennelle serait dite le lendemain matin par le curé de » Lestrem, que les troupes y rendraient les honneurs et que » l'officier serait enterré près de l'église. »

» Le lendemain matin, à huit heures, les troupes bavaoïses se rassemblaient pour le service, quand, terribles, cinglants, tombèrent les obus français. Les Bavaoïs se retirèrent en hâte. Alors, pendant que le clocher menaçait de s'écrouler sous le choc des obus, que les projectiles, par moments, traversaient l'église, jonchant ses dalles des pierres qui volaient des murs, le vieux curé de Lestrem, seul, devant le cercueil abandonné du sous-lieutenant Lemaître, acheva sa messe, donna l'absoute et récita les prières des morts !...»

» Quelle splendeur morale a dû illuminer la voûte de la petite église de Lestrem ! Elle est jolie, l'héroïque inexpérience du petit sous-lieutenant ! mais de quelle taille surhu-

sujet de réflexion, quand nous voyons flotter sur les armées de Joffre l'atmosphère où vivaient nos lointains aïeux des légendes ! La civilisation des cathédrales n'est pas morte ! Nos soldats pratiquent toujours le code de la chevalerie et ses commandements précis, notamment le neuvième, qui dit : « Tu seras libéral et feras largesse à tous », et le dixième qui proclame (écoutez, Français de tous les partis, dreyfusards et antidreyfusards, cette phrase, qui pose, dès le x^e siècle, le programme que vous vous disputez) : « Tu seras

maine la dépasse la serene tranquillité du vieux prêtre, qui, sous les coups de la mort, ne voit que la vie éternelle, et s'absorbe dans la célébration du divin sacrifice !

» — Après m'être recueilli devant ce spectacle de surnaturelle beauté, me serait-il permis d'ouvrir les yeux pour tirer de ce récit un enseignement militaire.

» Le joli geste de ce sous-lieutenant qui met pied à terre pour relever son cavalier blessé et s'offre ainsi à une mort certaine est d'un héroïsme admirable. En l'état, il était peut-être une faute. Il y avait mieux à faire qu'à relever ce blessé. La meilleure manière de sauver les blessés et d'assurer leurs soins est d'emporter la victoire, la petite ou la grande, là où l'on est. Le petit sous-lieutenant avait pour premier devoir de faire son travail d'avant-garde et de penser à la colonne qui butait sur une surprise. L'officier bavarois qui, avec ses quatre hommes, sort de sa barricade, me semble aussi avoir oublié sa mission immédiate. Il a été là plus gentleman qu'officier. Pour une fois, il faut le saluer, le détail du portefeuille excepté. Chacun des deux officiers a dessiné un joli tableau sentimental, l'un d'héroïsme, l'autre d'élégante tenue : mais ni l'un ni l'autre, ce matin-là, n'ont fait la guerre. »

(Général CHERFILS.)

partout et toujours le champion du droit et du bien contre l'injustice et le mal. »

De tels commandements sont un produit de notre sang. Nous les retrouvons chaque fois que nous nous groupons pour agir. Les intelligences se querellent dans les inextricables débats de la paix, mais les sentiments s'accordent dans l'action. Indomptable instinct français, sagesse du sang, on ne voulait plus vous entendre ! Qui donc, parmi les intellectuels, se préoccupait de dégager, de hausser l'âme et de la rendre plus active ? Elle devient spontanément à l'armée. Et ce que n'auraient pu faire les raisonnements ni les livres, de beaux exemples l'enseignent au plus inculte. Ce n'est pas autour d'une chaire professorale que tourne le monde, qu'elle soit à l'école modeste du village, ou dans l'orgueilleuse Sorbonne ; c'est autour d'un cœur généreux gonflé du sang de la race et qui entre dans l'action.

P.-S. — C'est d'un véritable homme d'accepter tout au long de sa vie les leçons de l'expérience et de s'y soumettre pour se perfectionner. J'enregistre ici, parce qu'elles sont à son honneur, quelques lignes que publie dans *la France* un écrivain fameux et de grande influence, M. Remy de Gourmont, qui,

faisant son examen de conscience écrit spontanément : « A un moment, la *Ligue des Patriotes* avait pu paraître dangereuse pour la paix. Elle était surtout exaspérante pour ceux qui avaient pris leur parti d'un état de choses de fait qu'ils ne voyaient pas la possibilité de changer à notre profit. Je fus de ceux-là et j'ai à me reprocher un article où je conclusais, non contre l'idée de patrie, certes, mais contre le groupement bruyant qui s'en servait mal à propos et, me semblait-il, indiscretement. C'était une erreur, et je m'aperçois maintenant que cette « *Ligue indiscreète* » n'a pas été sans influence sur le magnifique mouvement de patriotisme qui a fait se lever jusqu'aux socialistes et pacifistes français, jusqu'aux anarchistes français, dans un mouvement de défense qui portera ses fruits ».

Je serre la main de Remy de Gourmont.

XIII

LES DÉPUTÉS-SOLDATS

14 Décembre 1914.

Peut-être existe-t-il un léger flottement chez quelques députés-soldats. Je suis averti que certains d'entre eux hésitent à quitter

leur poste pour venir siéger au Parlement. On leur a fait savoir qu'ils ne pourraient pas siéger en uniforme, et que, d'ailleurs, cette convocation n'était qu'une invitation n'entraînant nullement une obligation. De là chez eux un certain embarras, des scrupules. Si l'attitude des députés non militaires et qui siégeront doit être unanimement correcte, peut-être aurions-nous à donner l'exemple de préférer notre poste de combattant à toute autre obligation ?

On écoute avec respect ces scrupules, mais qu'il me soit permis de les trouver malheureux. Je crois nécessaire que tous les députés-soldats, tous les députés actuellement aux armées, sans exception, assistent à la prochaine séance de la Chambre. J'aurais voulu qu'ils y fussent en uniforme. On a redouté la supériorité morale que de ce fait ils auraient prise sur leurs collègues. C'est grande mesquinerie de leur contester un avantage aussi légitime. Mais je ne m'attarde pas à souligner ce pauvre procédé. Qu'ils se dépouillent de leur tenue glorieuse, et qu'ils soient là, tous, le 22, pour écarter toute discussion oiseuse, pour acclamer leurs chefs et leurs frères d'armes et pour faire connaître la volonté inébranlable de l'armée d'aller, quelque

temps qu'il y faille, jusqu'au bout de la victoire.

Est-ce donc que je redoute aucune difficulté de séance? Non. Je ne prévois rien de mauvais. Mais tout de même, soyons là, vous surtout, les soldats, les meilleurs de tous les partis, car un grand nombre d'orateurs, qui se réunissent et qui n'ont pas parlé depuis longtemps, peuvent être pris de fièvre et tomber dans l'intempérance de parole. C'est un bateau qui aborde au port. Nos gaillards vont courir à la tribune. Et le verre d'eau sucrée n'étanche pas leur soif.

Certainement la séance publique sera bonne. La maison se sent en observation. Les mauvais députés, s'il en était encore, comprendraient qu'ils sont placés sous la surveillance d'une haute police spontanée. La France est mécontente des lacunes, heureusement réparées à cette heure, que présentait, au début de la guerre, notre organisation militaire. Nous venons tous de relire, à quarante-cinq années de distance, les lettres du colonel Stoffel, qui, cette fois, s'appellent le *Livre Jaune*. Et nul parlementaire ne s'avisera de fronder publiquement la sagesse nationale, qui réclame que, dans cette séance, on barre la route à tout ce qui ne serait pas la pure et simple expression d'un patriotisme résolu et

tenace. Les grandes machines oratoires sont prêtes, et, bien que la circonstance soit moins favorable qu'au 4 août, puisque tout a été dit et qu'il n'y a plus qu'à agir, elles déchaîneront l'enthousiasme.

Mais il y a les couloirs ! C'est là que l'on pourrait faire « de la mauvaise ouvrage ». Hypothèse improbable. Pris à part, chacun des députés est un bon Français intéressé à la victoire complète, je veux dire à la dislocation de l'Empire allemand, par son patriotisme, par ses angoisses de famille et par son mépris de ces lourdauds d'outre-Rhin qui veulent terroriser le monde. Mais des fruits qui se touchent dans un compotier se gâtent aisément. Le couteau de la guerre n'a pas enlevé tout ce qu'il y a de pourri au cœur de certains politiciens. Méfions-nous des meilleures poires si l'une d'elles est blette. Il sera bon que, dans tous les partis, les députés-soldats s'interposent.

Le problème qui se pose à nos hommes de Gouvernement, à cette heure, est un peu différent de celui où ils se débattent depuis des années. A l'ordinaire, il s'agit de gouverner en dehors du Parlement, en dépit du Parlement. Et même, bien souvent, l'exécutif accepta, en vue d'intérêts qu'il tenait

pour supérieurs, d'agir en secret contre la volonté du Parlement. Aujourd'hui, le problème gouvernemental est simplifié. Très généreusement, les deux Assemblées se sont reconnues incapables et dangereuses. Dans un mouvement superbe, analogue à celui que la légende prête aux privilégiés du 4 août 1789, le 4 août dernier, les parlementaires se sont dépouillés. Nous nous sommes ouvert le ventre, sous l'écharpe. Depuis le vieux maréchal japonais, le monde n'avait pas eu l'occasion d'admirer un si noble hara-kiri. Encore, le Japonais faisait-il cavalier seul ! Mais nous sommes environ huit cents qui avons, par sagesse patriotique, déclaré que nous ne valions plus rien au titre de député. Nous n'existons plus que selon notre crédit individuel. Et, dans cette minute solennelle de notre destin national, qui donc peut croire qu'il compte, en dehors des soldats ? Il y a de beaux passés dans tous les ordres. Mais le présent est tout guerrier. Puisqu'une formalité oblige les deux Chambres à se réunir, et que le Gouvernement, pendant quelques heures, va se retrouver en présence d'un foyer endormi et d'un semblant de contrôle, il est bon, il est de l'intérêt de tous, il est réclamé par le Gouvernement, par le Parlement et par

le pays, que l'on ne soit pas privé de l'élément le plus estimé et le plus sage. Les divers intérêts s'accordent pour réclamer, le 22, la présence au Palais-Bourbon de tous les députés qui sont à cette heure sous les drapeaux.

P.-S. — J'ai reçu une lettre dont je détache quelques lignes : « ... On demande, paraît-il, deux mille cinq cents francs pour l'aménagement d'une péniche en ambulance. Je les ai disponibles. Le donateur, dit-on, peut choisir le nom. Je voudrais qu'elle s'appelât *Déroulède*. Les blessés ! Vous en êtes le meilleur des avocats, leur cause est la vôtre. *Déroulède* ! Vous en fûtes l'ami et vous voudriez qu'il fût bien connu de tous. Voulez-vous prendre cette œuvre en main et la faire exécuter ? La péniche du grand patriote pour les soins des blessés frappés en défendant le drapeau qui a été tout son amour ne saurait être placée entre de meilleures mains que les vôtres. S'il se peut, qu'elle soit bénie. Je désire garder l'anonymat le plus absolu. Veuillez agir en tout en votre nom personnel... »

Je me conformerai au désir de mon généreux correspondant. Il m'interdit de le désigner à la reconnaissance des blessés. Mais

encore faut-il que, tout en respectant l'obscurité où il veut se tenir, je lui reporte le mérite de ce don patriotique.

XIV

LE CHANT DES RACES COURAGEUSES

15 Décembre 1914.

C'est une grande satisfaction d'inscrire sa pensée dans une œuvre, d'une telle manière qu'elle continue d'agir et de bien agir, après qu'elle s'est détachée de nous. Oui, c'est beau qu'une idée s'en aille loin de nous, équipée par nous, belle et forte comme un régiment que nous aurions levé à nos frais. Albert de Mun est mort; son œuvre des aumôniers militaires continue à donner des fruits de vie. Il est couché dans la terre, et, par ces prêtres, il continue à distribuer à ses frères d'armes et de croyance, dans les circonstances les plus tragiques, ce qu'il tenait pour l'essentiel. C'est une bien belle immortalité.

Je me rappelle qu'ici même, peu avant sa fin, dans cette série d'articles inoubliables où se brisa son cœur, il disait, en parlant des

aumôniers militaires qu'il venait d'organiser et de faire accepter par le Gouvernement : « C'est l'œuvre de ma vie dont je suis le plus fier. » Il est donc naturel que ses amis déposent l'histoire de cette réussite, comme une couronne, sur sa tombe. Les lecteurs de *l'Écho de Paris* trouveront dans *le Correspondant* le bel article de M. Geoffroy de Grandmaison, qui a aidé M. de Mun dans cette organisation et qui la dirige aujourd'hui ; ils seront heureux de connaître le succès d'une pensée qu'ils ont vu se former sous leurs yeux et qu'ils ont aidée de leurs souscriptions.

Partout et par tous, nous dit M. de Grandmaison, les aumôniers militaires ont été admirablement accueillis. Médecins, brancardiers, officiers et soldats leur firent fête, car leur présence répondait à un besoin. Là-dessus leurs lettres abondent en renseignements unanimes et touchants. Ce qu'ils ont fait, vu, entendu, dépasse leur attente.

Quand l'heure sera venue d'écrire les fastes de cette guerre de la Délivrance, les prêtres voudront raconter la délivrance de l'âme religieuse française. Nous les écouterons avec un prodigieux intérêt. Ne nous parlez pas seulement de l'aumônier autorisé à exercer son ministère aux armées, leur dirons-nous, mais

encore de ces vicaires, moines et ecclésiastiques de tous ordres, confondus dans le rang, car c'est un des caractères les plus importants de nos armées de 1914, et une de leurs plus saisissantes beautés que l'apparition au milieu d'elles du prêtre soldat. Figure toute neuve et bienfaisante, à qui un universitaire protestant, M. S. Rocheblave, a consacré dans le *Journal de Genève* une des plus belles pages que j'aie lues depuis quatre mois.

« Bénie soit la loi fameuse des curés sac au dos ! » s'écrie M. Geoffroy de Grandmaison, et cette exclamation réjouit mon vieux cœur boulangiste, car c'est bien le général Boulanger, n'est-ce pas, qui assumait la responsabilité de cette mesure radicale, dont ceux qui la voulaient ne calculaient pas tous les effets. Aujourd'hui, la position des jeunes prêtres exclus de l'armée serait intenable au milieu de nos villages. Ils y mourraient de chagrin. Au contraire, dans l'armée, ils conquièrent les sympathies de leurs camarades avec qui ils vivent familièrement, et, vienne la circonstance, ils apparaissent, de la manière la plus vraie, comme les interprètes de la haute vie morale et du surnaturel.

On peut imaginer telle guerre où l'on verrait avec malaise participer celui qui repré-

sente dans le monde l'effort vers l'établissement du royaume de Dieu. Mais le serviteur du Christ est à sa place au milieu des défenseurs de la civilisation, quand l'humanité est mise en croix par les reîtres d'outre-Rhin. La guerre de 1914 n'est pas une de ces campagnes d'Afrique, aux brillants uniformes, où les journées de jeunesse et d'ivresse cavalière alternaient avec les terreurs de la soif et du soleil. C'est une grande œuvre triste. Ne vous méprenez pas aux saillies que nos fils et nos frères nous écrivent, du fond des tranchées boueuses, pour nous rassurer et puis, les fiers garçons, parce qu'ils n'ont que faire d'être plaints. Merci, courageux amis, de nier vos souffrances et de ne pas vous laisser submerger par cette grande marée de désolation. Croyez bien que nous distinguons avec respect votre volonté héroïque d'être gais. Mais s'il convient que vous vous fassiez une face de gaieté, il convient aussi que nous sachions, pour vous en aimer davantage, que vous êtes les saints et les martyrs de la France.

Au milieu de vous, le prêtre n'est pas déplacé. Il n'y compromet pas son caractère sacré. On serait mal à l'aise de le voir mêlé à une guerre de gloire et guerroyant pour rien, pour le plaisir ; mais il est à sa place

quand nous sommes engagés dans une lutte qui est en même temps que la libération de Metz et de Strasbourg le plus haut conflit intellectuel et moral. Un colosse de violence, servi par un incomparable outillage de meurtre, s'élançait pour écraser le monde des esprits, pour anéantir le dépôt des plus antiques traditions. Les anges du ciel eux-mêmes devraient se porter sur la brèche, leurs ailes étendues. Les envahisseurs arrivent avec leurs héros et leurs dieux. C'est Luther et plus loin tout le Valhalla qui accourent. Prêtres de France, vous défendez mieux que nos églises qu'ils bombardent, vous défendez nos âmes qu'ils visent.

L'office des morts, célébré par un prêtre-soldat, auquel j'ai assisté sur le plateau lorrain et sous le vent d'automne, ressemblait peu aux grandes solennités religieuses et fastueuses du camp de Châlons, mais plutôt à ces messes dites au milieu des chevaliers du xi^e siècle, qui tiraient leurs épées du fourreau quand le prêtre lisait l'Évangile, et qui se tenaient prêts à défendre les paroles divines. Nous entendions le canon tonner dans le lointain, des ombres héroïques flottaient sur les nuages, et nous reconnaissions sur la table du sacrifice la flamme où s'allume la vie

héroïque. De telles minutes sont inoubliables. J'éprouvais le sentiment d'une grande solitude, et pourtant d'une communication avec chacun des assistants ou du moins avec ce qui nous était commun à tous et qui nous dépassait. S'il en va déjà ainsi quand seules des images nous ébranlent, quelle peut être l'action du ministre de Dieu au milieu des réalités pressantes et sanglantes, et auprès de celui pour qui l'heure est venue d'accepter et de parfaire son sacrifice !

Étendu sur la terre, les yeux dans le ciel, et comme placé en face de sa douleur et de l'univers, le blessé songe : « Ce coucher de soleil, pour mon dernier soir, est bien beau ! Se peut-il que le monde inconnu soit inférieur à cet horizon splendide ? Se peut-il que le destin soit plus injuste que mon cœur ? Si j'ai préféré mourir, plutôt que de commettre une lâcheté, il faut qu'il y ait un paradis des braves. Autrement, l'univers est sans équité. » Ainsi le soldat mourant oppose aux lois de la nature les réclamations de son être. Mais l'aumônier s'approche, entre dans ce monologue, y mêle toute sagesse, console, rassure ce héros, empêche au moins qu'il ne meure en proférant des murmures. L'obscurité s'éloigne, et voici la lumière. Aube d'une

vie nouvelle, pour le mort : matin d'une nouvelle journée, pour ses compagnons qui, pacifiés eux-mêmes par les rites dont ils virent leur camarade consolé s'éloignent en chantant l'éternelle chanson des races courageuses, la chanson d'Ariel : « Sous les eaux, à cinq brasses profondes, ton frère est couché : ses os en corail sont changés : ce qui formait ses yeux est devenu deux perles : rien de lui ne peut s'ancantir, mais tout se transformera en quelque chose de riche et de merveilleux. » Ils chantent d'instinct, et, dans leurs rangs, le prêtre, aumônier ou simple soldat, accordé de cœur avec ces croyants spontanés de l'immortalité, murmure les promesses latines.

XV

LES PATRIOTES D'ORIENT

16 Décembre 1914.

Le torpillage du cuirassé turc par le sous-marin anglais dans les Dardanelles attire les regards vers Constantinople. Il y a quelques mois, je me promenais là-bas, arrivant de Syrie, par l'intérieur des terres. Je regardais,

j'écoutais, je m'instruisais. Nul dans l'Empire ottoman ne nous détestait. Les musulmans eux-mêmes nous préfèrent aux Allemands, mais ils les croient invincibles et c'est cette belle opinion, partie de Sedan il y a quarante-quatre ans pour faire le tour du monde, qui vient d'armer contre nous ces peuples encore ignorants de la victoire de la Marne. Je leur ai pourtant bien expliqué, sur tous les tons et dans un nombre illimité d'allocutions, que la défaite de 1870 était une surprise et qu'elle ne se renouvellerait pas. Mais les Jeunes-Tures sont payés pour ne pas nous croire, et puis (comme tout Européen) je ne pouvais me faire entendre que par la clientèle de nos maisons d'enseignement.

En ai-je vu de ces maisons françaises, quelques-unes laïques, quelques-unes israélites, presque toutes congréganistes ! Les deux cents visites que j'ai pu faire me laissent dans l'esprit une masse de souvenirs qui se superposent, se confondent, se fortifient pour me donner une seule image schématique. Du soleil, un brouhaha de fanfares et de *Marseillaise*, une immense file d'enfants aux yeux magnifiques, émerveillés de voir un Français ; et puis l'un d'eux qui se détache, salue et avec l'accent guttural commence : « Monsieur l'aca-

démicien... », pour finir toujours par : « Tout homme a deux patries, la sienne et puis la France. » Et cela se passait sur le Nil, sur le rivage de Phénicie, dans les gorges du Liban, à Damas l'inoubliable, dans les villes du désert, Homs, Hama, Alep, sur l'Euphrate, dans Antioche où j'aimerais tant retourner... Mais je m'égaré, je n'ai pas le droit de désertter ! Revenons en France et à notre tâche, qui est aujourd'hui de mettre en valeur un signe de notre union sacrée.

Depuis quatre mois, depuis le début de la guerre, je ne cesse pas de recevoir des lettres de ces chers et nobles amis que je me suis fait en Orient. Seulement ils m'écrivent de France. « Vous vous rappelez, me dit l'un, le jésuite qui vous a serré la main sur l'Euphrate, je suis maintenant à Langres. » Et moi, le lazariste d'Antoura, je fais depuis une tranchée l'éducation des Boches. » Mais voici une lettre du mois d'août qui vous donnera le mieux une idée de ces braves amis et de leur empressement à courir au secours de la mère patrie, qui, de vous à moi, leur avait été quelque peu marâtre.

Je suis revenu, m'écrivait le Supérieur du collège français de Philippopoli, par le paquebot *Saghalién*, qui eut les honneurs de la visite si parfaitement teu-

tonne des officiers du *Geben*. Nous eûmes une traversée mouvementée, logement à la belle étoile, menu rationné de lentilles et de pois chiches; mais les trois cents mobilisés du bord faisaient bonne entente et joyeuse figure. Sur le nombre, il y avait 70 religieux de diverses congrégations venant de Constantinople, d'Andrinople et de Bulgarie. La veille, un autre paquebot, la *Phrygie*, en avait emporté davantage, et beaucoup, n'ayant pu trouver de place, même sur le pont, attendaient un départ suivant.

Dans le groupe du *Saghalien*, on voyait beaucoup de vénérables quadragénaires aux longues barbes grises, un Supérieur provincial et huit directeurs de collèges ou d'importantes missions. Pour quelques-uns c'était la première fois qu'ils retournaient vers la patrie. Plusieurs étaient des volontaires, dispensés légalement, mais qui tenaient à servir. Je vous parlerai de l'un d'eux, qui, dans la guerre balkanique, reçut pour sa belle conduite une décoration du Gouvernement français. Il vint me supplier de le laisser partir, malgré ses quarante-neuf ans. Quand j'eus dit : « Oui », il pleura de joie et m'embrassa. Lui, c'est aux lignes de l'Est qu'il veut absolument aller.

Ce qui fut bien douloureux dans certaines communautés, ce fut de voir un certain nombre de leurs membres partir pour l'autre côté du Rhin. Voilà un effet inédit de l'affreux empêchement que la loi sur les congrégations met à notre recrutement en France. Cette législation livrerait à des étrangers nos collègues français.

Au départ de Constantinople, plus de dix mille personnes étaient venues acclamer les mobilisés. Du bord du *Saghalien*, nous répondîmes par la *Marseillaise* et tout le répertoire des chants patriotiques qu'un religieux accompagnait d'un piston trouvé à bord.

Tout de suite, ce fut la bonne fraternité des

escouades installées sur le pont du navire, où, pour la soupe, se coudoyaient moines et civils, graves directeurs de banque ou d'industrie avec employés et ouvriers, tous disposés à manger les maigres pois chiches, à laver la vaisselle de fortune qu'on s'était fabriquée avec des boîtes de conserves, à trouver suffisant le coin de plancher où l'on tâchait de s'étendre à demi pour dormir.

Aux Dardanelles, ces messieurs du *Gæben* vinrent interpellier notre commandant et demander si on n'avait pas à bord des tapis, des meubles précieux et ce que faisaient là tant de prêtres. Quelques mains se crispèrent ; mais les plus avisés avaient surtout peine à retenir leur rire devant cette exhibition de la politesse allemande, surtout quand un des officiers dit : « Si fou pongez, che vous goule. » Pour toute réponse, le commandant invita les passagers à une messe solennelle pour demander la bénédiction de Dieu sur nos armées. On y ajouta une autre cérémonie : la bénédiction du poste de T. S. F., vite réparé après l'inintelligent sabotage des Allemands. Ce n'est pas une bénédiction, mais une désinfection, disait le capitaine.

Jusqu'au bout, les mobilisés du *Saghalien* ne firent qu'un cœur. On retrouva moines et civils ensemble, même aux restaurants de la Cannebière, et, quand les trains s'ébranlèrent dans les diverses directions, ce furent de longs et touchants adieux. Espérons que tous pourront retourner après la guerre servir la France d'Orient...

Seules à peu près les femmes étaient restées là-bas. Ce n'était pas pour longtemps. Je puis vous donner de leurs nouvelles. J'ai reçu une lettre de l'éminente Supérieure d'une

des plus grandes maisons de l'Orient, une lettre de Sœur M... E..., supérieure de Notre-Dame de Sion, à Constantinople.

Cette lettre a ramené rapidement mon esprit vers ces maisons charmantes et célèbres, Notre-Dame de Sion à Ramleh, près Alexandrie, et Notre-Dame de Sion à Pancaldi de Constantinople. Ce sont des œuvres d'éducation organisées avec un goût ravissant et très utiles, pour deux raisons, que je ne mets pas sur le même rang, mais que j'indique l'une et l'autre. Les religieuses y inclinent les jeunes filles orientales, catholiques et musulmanes, vers les mœurs et les modes de Paris : elles préparent (bien entendu, en quelque sorte sans le vouloir) les plus élégantes clientes à nos grands couturiers et parfumeurs ; et puis, c'est l'important, elles leur forment l'âme française. Je me rappelle la couleur légère et triste qu'avait le ciel d'Égypte, ce soir de mai où je suis allé à Ramleh, sous le palmier, le sycomore et le figuier sauvage, pour saluer la supérieure, la Mère R..., qui a élevé par centaines toutes ces jeunes femmes d'Égypte et de Grèce répandues à Paris et qui est elle-même la fille de Prévost-Paradol. Et je me rappelle encore mon plaisir, ma reconnaissance à Constantinople quand, dès mon

entrée dans le pensionnat de Pancaldi, mes yeux tombèrent sur un portrait de Paul Déroulède, du grand patriote dont ces jeunes filles musulmanes ou chrétiennes-orientales allaient me réciter les vers.

Ce n'est pas parmi les élèves de nos religieux et de nos religieuses que l'Allemagne a pu développer sa propagande dans l'Empire ottoman. Des plus humbles maisons aux plus raffinées, garçons et filles savent par cœur les œuvres de nos grands patriotes.

Mais écoutez cette lettre que me fait l'honneur d'écrire Madame la supérieure de Notre-Dame de Sion de Constantinople :

Le 18 novembre, nous étions sommées par le Gouvernement ottoman d'avoir à abandonner toutes nos œuvres d'éducation et d'instruction. Cette mesure était générale et s'étendait à toutes les maisons françaises. Rien n'avait pu nous faire prévoir une pareille décision, et nous aurions été réduites à la plus dure extrémité si nous n'avions trouvé un défenseur aussi énergique que dévoué, dans l'ambassadeur des Etats-Unis, M. Morgenthau.

Le 18 novembre au matin, la police subitement nous donna l'ordre de renvoyer tous nos enfants en trois heures et de quitter nous-mêmes le sol de la Turquie dans les vingt-quatre heures. En même temps, elle exigea la remise de notre caisse, où elle posa les scellés, nous obligeant ainsi à partir sans nous en laisser les moyens.

M. Morgenthau, qui avait été chargé de la protec-

tion des Français depuis le départ de notre ambassade, se trouvait inopinément à Sion : il s'interposa immédiatement, il exigea par téléphone que le préfet de police vînt en personne s'entendre avec lui, et il lui fit voir l'impossibilité matérielle d'exécuter les ordres donnés. Grâce à cette intervention, les scellés furent enlevés le soir, et la police qui était restée dans la maison depuis le matin, fouillant tous les bagages des enfants qui partaient, fut retirée. Le préfet de police vint lui-même nous annoncer qu'un délai de dix jours nous était accordé. Je lui demandai alors à quel titre nous étions chassées, comme religieuses ou comme Françaises? Il me répondit, sans hésitation : « Oh ! pas comme religieuses, comme Françaises. »

A partir de ce moment, M. Morgenthau s'occupa de préparer notre départ, sauvegardant autant qu'il le pût nos intérêts lésés, ne ménageant ni son temps ni sa peine, et poussant même la sollicitude à des limites extrêmes que nous n'aurions osé prévoir et que je ne peux écrire.

Ce qu'il a fait pour nous, il l'a fait également pour toutes les maisons françaises, assisté dans cette tâche laborieuse par M^{me} Morgenthau, qui a déployé autant d'intelligence et de dévouement que l'ambassadeur. Ce dévouement ne s'est pas démenti un instant jusqu'à notre départ, auquel M. et M^{me} Morgenthau voulurent présider eux-mêmes : leur protection nous suivit jusqu'à la frontière, où ils nous firent accompagner pour nous épargner les dernières vexations qui avaient été infligées à beaucoup d'autres.

Amis lecteurs, pourquoi je vous raconte tout cela ? Oh ! vous le sentez bien. C'est dans le même esprit qui nous anime tous, pour secouer la poussière des querelles, pour

retrouver et dégager la vraie France amicale et noble, pour préparer l'ère nouvelle où nous allons entrer au prix de nos souffrances. Je n'essaye pas de vous faire croire que les prêtres sont seuls à aller au feu, que seuls ils ont travaillé à la préparation morale de la guerre, pas plus que je ne vous dirais que l'esprit de 1792 est le seul à combattre l'Allemagne. Vous et moi, lecteurs, nous sommes nationaux : nous savons, nous voyons que c'est notre pays tout entier qui veut vivre et qui lutte. Dès son existence assurée, combien de problèmes, très vite, se poseront ! Le premier sera de maintenir notre unité physique et morale reconstituée. au cours de cette guerre, par la reconquête des provinces perdues et par « le pacte de l'union sacrée ».

Je compte sur l'électricité qui se dégagera du bonheur, pour achever de transformer la France. Nous nous séparions pour interpréter l'invisible et pour élaborer des idées. J'attends que cette génération victorieuse réunisse et concilie des doctrines qui s'opposaient. Après tout, nous ne différons les uns des autres que selon l'échelon où nos forces de sentir et de nous élever nous placent sur la même échelle. C'est l'échelle mystérieuse allant de la terre au ciel et sur laquelle les bons serviteurs ne

cessent pas de monter et descendre. Nous n'allons pas rester enchaînés, chacun dans notre parti, quand nous aurons délivré les peuples ! Si le danger nous a obligés à nous réunir et à nous réconcilier, que ne fera pas la joie et la générosité de la victoire !

XVI

LE RÉCHAUD DU SOLDAT

17 Décembre 1914.

La gaieté règne dans les tranchées ! Vous le savez par les journaux et par les lettres de vos enfants, maris et frères. Il ne faut rien exagérer cependant ; il ne faut pas les croire sur parole, les braves gens ; il ne faut pas s'imaginer qu'ils sont là, par ces longues nuits pluvieuses, comme dans un restaurant de fête. Sans doute, beaucoup s'ingénient par des plaisanteries à chasser l'ennui. Et je sais telle région où, dans le labyrinthe de huit kilomètres que depuis un mois ils ont creusé, des chemins bien entretenus se nomment pompeusement l'avenue des Champs-Élysées, la rue Monsieur-le-Prince. Je sais

tel « cagibi » d'officier qui possède un fauteuil de velours cramoisi, une table avec un bouquet de roses de Noël et des assiettes de vieux strasbourg. Qu'est-ce que cela prouve ? Le courage moral, la tenue d'âme de notre armée. Les soldats, dans ce village abandonné et bombardé, parmi les ruines, ont découvert un mobilier que les propriétaires retrouveront plus tard dans les tranchées. En réalité, on sauve la situation à force de vaillance et de bonne humeur. Camarades, vous êtes bien capables de vous tromper vous-mêmes, les uns les autres, mais vous n'arriverez pas à nous empêcher de vous plaindre et de vous admirer.

(Je n'aime pas beaucoup le mot « plaindre » quand il s'agit de gens si braves, c'est entendu, mais enfin, c'est une nuance qu'il y a dans notre admiration et notre reconnaissance. Nous ne pouvons pas ignorer sous prétexte qu'ils n'en disent rien, ce que nos frères souffrent pour la patrie).

S'ils avaient, du moins, dans les tranchées, des aliments chauds et des boissons chaudes ! C'est une des grandes préoccupations du commandement et du service du front. Dans les premières lignes, il est impossible de faire du feu : on donnerait un point de repère à

l'ennemi. D'autre part, les cuisines sont très éloignées... Voulez-vous que nous examinions en bonnes gens pratiques ce problème?

Des marmites norvégiennes pourraient être utilisées. Mais elles encombreraient et il en faudrait plusieurs : une pour le café, une autre pour les aliments. Le mieux serait un réchaud, facile à manier, à placer dans un trou à même la paroi de la tranchée, facile à transporter avec soi, ne dégageant ni fumée ni vive lumière.

Devant ces données, un beau jour, un major se frappa le front :

— Mais, dit-il, quand j'étais enfant, nous avions un jouet ou plutôt un amusement, l'alcool solidifié.

Le problème était résolu. Restait à mettre la chose au point. C'est fait aujourd'hui. J'ai en main « le réchaud du soldat ». Je l'ai montré autour de moi à ceux qu'il intéresse. Ceux qui doivent s'en servir m'ont dit : « C'est épatant ! » Je veux donc mettre l'explication sous les yeux de tout le monde, afin que toutes les tranchées, de la mer à Belfort, puissent profiter, s'il en est digne, de cet ingénieux objet.

Les initiateurs n'ont aucune prétention. « Nous n'avons rien inventé. disent-ils ;

nous avons retrouvé un amusement d'enfant.»

La matière combustible à employer est connue depuis longtemps : c'est l'alcool solidifié, obtenu par un mélange à chaud au bain-marie de 8 parties d'alcool et 1 partie de savon ordinaire. La solidification résulte du refroidissement.

Le réchaud seul est nouveau et original. Il est constitué à l'aide d'une boîte à conserve (boîte de 300 grammes, vulgairement appelée par les soldats « boîte à singe »). Les bords sont dentelés plus ou moins profondément suivant l'intensité qu'on veut donner à la combustion. Ces créneaux servent de support au récipient à chauffer. Une deuxième boîte sert de couvercle et d'éteignoir. Après refroidissement, le tout peut être remis en poche.

En quelques minutes, le soldat peut avoir son café chaud ou sa soupe. En vingt minutes, si la température est trop rigoureuse, il peut se procurer une bouillotte d'eau chaude. La durée de combustion de la boîte est de 60 à 70 minutes. Un réchaud ménagé peut donc servir à plusieurs hommes et plusieurs jours. Le prix de revient de la boîte est de dix centimes.

Des officiers d'une formation sanitaire de la zone de l'avant ont organisé un atelier

d'où il peut sortir 200 à 250 réchauds par jour, et les réchauds sont distribués gratuitement aux hommes. Jusqu'à ce jour, les matières premières, alcool et savon, ont été fournis par la générosité privée. Ceux qui voudraient aider à multiplier cet instrument d'un modeste bien-être pourraient adresser leur offrande à M. l'abbé Champly, supérieur des missionnaires diocésains, 19. rue Nitot.

J'espère que personne ne nous reprochera de traiter en première page d'un grand journal des questions trop humbles. Nous sommes bien d'accord, n'est-ce pas ? tout ce qui concerne nos soldats est noble.

XVII

MAX BARTHOU

17 Décembre 1914.

J'avais vu le jeune Max Barthou le matin même où il venait de contracter son engagement pour la durée de la guerre, et je sais mieux que personne ce qu'il lui avait fallu de ténacité pour réaliser son vœu et se

faire accepter malgré son jeune âge. J'admiraï l'âme résolue de ce petit soldat. Charmante figure ferme, ton net, intelligence claire, né pour le commandement, un jeune Français pour qui la vie ne pouvait pas avoir d'obstacle. Son cœur généreux d'enfant et le noble désir d'ajouter ses forces aux services patriotiques de son père lui ont mis tout de suite la main aux armes. Il s'est engagé, il a marché, il a rencontré la gloire. Mon cher Barthou, quand vous donnez à la patrie votre fils unique, âgé de dix-huit ans, toute l'amitié de la France vous entoure, voudrait vous aider. Je prie Madame Barthou d'agréer l'hommage respectueux de notre admiration pour elle et pour l'enfant qu'elle regardait avec épouvante partir et à qui elle eut la vaillance de ne pas montrer une larme. C'est quelque chose d'inoubliable et qui nous assure la victoire, cette bonne volonté des familles françaises, cet effort du « pays des fils uniques », comme ils disent là-bas avec mépris. Vive la France ! Mon cher Barthou, je vous embrasse.

XVIII

NOS DEVOIRS ENVERS NOS SOLDATS

18 Décembre 1914.

Je viens de dépouiller fort avant dans la nuit l'énorme dossier des lettres que m'a valu mon premier article sur *les Invalides de la Guerre*. Elles m'apportent l'inquiétude et la gratitude des blessés, en même temps qu'une bonne volonté prodigieuse du public. Et me voilà confirmé dans ma résolution de me donner à cette grande tâche d'affectueuse reconnaissance.

Nous voulons assurer aux glorieuses victimes de la défense nationale l'exercice d'une profession compatible avec les infirmités ou les mutilations que la guerre leur a values. C'est-à-dire que nous entendons créer, entretenir, subventionner toutes œuvres d'apprentissage et de placement utiles aux mutilés, aux estropiés, à tous ceux que la victoire va laisser infirmes.

Il était important qu'on le sût, dès cette heure, dans tous les milieux et surtout dans

les hôpitaux. « Ce matin, m'écrivit un chirurgien, je disais votre projet dans une de mes salles d'hôpital à cinq ou six petits soldats estropiés. Ah ! si vous aviez vu leur joie ! »

Le public aussi a été content. Quel tres-saillamment admirable parcourt aujourd'hui la France, ou plutôt quelle raison épurée l'anime ! Voici une sorte de confession que veut bien me faire une de mes lectrices et qui est d'une délicatesse si aiguë que j'en éprouve une impression douloureuse. C'est l'extrême exaltation du sacrifice. Mais lisez, c'est une belle chose :

Un jour, m'écrivit une Lyonnaise (Lyon, la ville de France peut-être la plus mystique), un de ces jours derniers où les inquiétudes étaient lourdes à porter, je montais reprendre courage dans un sanctuaire très aimé de Notre-Dame... Une femme en noir montait près de moi, et comme, en ces jours d'épreuves, toutes les mères sont sœurs, je lui parlai des siens. Elle me conta tristement qu'elle était veuve et pauvre, et que la guerre lui avait pris ses deux fils, ses seuls soutiens, l'un amputé du bras droit et l'autre les poignets coupés. Elle venait de les voir et elle montait implorer la Mère des douleurs pour ses enfants et pour elle.

Profondément émue de cette douleur sans plaintes, je cherchais dans mon cœur ce qui pouvait la consoler. Voici ce que je trouvai, et je vous le livre, monsieur :

« Demandons à la Vierge Marie, lui dis-je, de susciter en France des jeunes filles si vaillantes, si dévouées, si fortes, qu'elles consentent généreusement et avec un

sentiment de fierté à épouser les pauvres infirmes ou estropiés de la guerre et à être pour eux, non seulement un cœur, mais des membres qui les aident dans leurs foyers, leurs travaux, leur laissant la faculté d'aimer, d'estimer leur compagne et de la diriger... »

La pauvre femme me comprit et nous nous quittâmes pour prier.

J'entretiens ma plus jeune fille de ces pensées ; et ne croyez-vous pas, monsieur, que vous feriez vibrer tous les cœurs des petites Françaises de vingt ans, si vous leur demandiez de se préparer à cet acte de dévouement qu'elles comprendront et voudront accomplir, j'en suis sûre, comme Colette Baudoche, à son heure, sut accepter le sacrifice qu'elle devait à sa patrie en restant pauvrement, mais fièrement, française de cœur et de nom ? Il me semble aussi que cet appel pénétrant dans les ambulances où souffrent nos soldats, moralement parfois, quand ils se demandent avec mélancolie ce qu'ils feront dans la vie, leur rendrait courage et confiance.

Ils verraient un sourire d'espérance dans la pensée que malgré les infirmités qui les défigurent ou les privent de leurs membres, ils trouveront une compagne, un foyer où ils seront admis pour leur dévouement à la patrie, aimés, soutenus et aidés.

On s'incline devant de telles rêveries si nobles que l'on songe au mot de l'*Imitation*, que j'abîme peut-être, n'ayant pas le texte : « Il faut devenir insensé devant le monde, si vous voulez atteindre à la perfection ». Et, d'un bout à l'autre de notre pays, chacun pour nos soldats, pour nos blessés, produit son meilleur effort, chacun a de l'âme. Il n'y

a plus d'âmes en friche. Voici un joli tableau qu'on m'envoie de l'hôpital temporaire n^o 6, à Bordeaux. Il y a là un soldat amputé du bras droit, ne sachant ni lire ni écrire. L'infirmier de la salle, un instituteur des Pyrénées, engagé comme volontaire, a entrepris de l'instruire. Et maintenant, l'infirmier lit couramment et écrit de la main gauche. Je souhaite que ce journal lui tombe sous les yeux et que le héros-écolier donne lecture de mes compliments à son maître.

Et nous, qu'allons-nous faire? Le plus grand nombre de mes correspondants m'écrivent pour me presser de solliciter une loterie. Croit-on que nous serons en peine pour la question d'argent? Non. Chacun fera tout pour les défenseurs de la France, mais il faut commencer par une pensée solide, il faut concevoir une œuvre féconde. Là, entre toutes choses, dans la vie, est la difficulté; il faut penser. Il faut que nous concevions notre affaire avec quelque puissance. C'est d'un devoir national que nous voulons nous charger. Pour le remplir avec toutes chances de succès, il est indispensable que des industriels et des hommes sérieux l'étudient sur toutes ses faces. C'est dans leurs conclusions que les initiatives locales trouveront des idées directrices.

On les attend, on me les demande. De plusieurs côtés, j'ai reçu des lettres dont voici le type qui m'arrivait hier de Rouen :

Je crois que, dans notre région, on pourrait grouper des bonnes volontés pour mener à bien votre louable initiative. Voulez-vous me donner les indications déjà recueillies par ceux qui ont étudié la question ? Sitôt que je les aurai, je les communiquerai à plusieurs de mes collègues et amis de la société industrielle de Rouen, et j'ai la ferme conviction que nous arriverons à payer la dette de reconnaissance que tout Français valide a contractée envers ces pauvres mutilés.

Je répondrai à toutes les demandes ; on peut m'écrire, ou bien, selon la nature du renseignement désiré, écrire à l'un de mes trois collaborateurs de Nancy : le docteur Gaston Michel, professeur agrégé à la Faculté de Médecine, chirurgien en chef de l'hôpital militaire n° 3 ; M. Jean BULLET, président de la Société nancéienne de Crédit industriel et de dépôts, et M^r Houot, notaire à Nancy.

Il est utile, dès maintenant, que nous soyons informés par les hôpitaux militaires et les diverses formations de la Croix-Rouge du nombre et du genre d'amputations opérées, de l'origine des mutilés, de leurs occupations et métiers avant la guerre, de leurs ressources et dans la mesure du possible de leurs intentions. Il faut aussi que nous nous mettions

en rapport avec les chirurgiens et médecins disposés à collaborer à une telle entreprise, et puis avec les industriels et les chambres de commerce. Enfin, la grande question, qui n'est pas encore tranchée dans mon esprit, c'est de savoir s'il convient d'instituer des œuvres ou associations différentes, sans aucun lien entre elles, dans les diverses parties de la France.

Là-dessus, je voudrais causer avec le sénateur Herriot et avec ses amis de Lyon. Mes amis de Nancy et moi, nous croyons qu'une association unique qui posséderait plusieurs établissements procédant du même esprit, mais peut-être appliquant des méthodes différentes, suivant les circonstances et les besoins, répondrait mieux au but poursuivi.

En attendant que cette élaboration soit terminée, que vont devenir les invalides dont nous voulons tout de suite être les amis et les aides ?

M. Auguste Lefébure, le grand manufacturier de dentelles, au lendemain de mon article, le 26 novembre, m'écrivait :

A cette tâche, qui n'est prêt à vous aider ? Entrons tout de suite dans le domaine pratique et créons dans tous les centres industriels ou agricoles et dans toutes les villes les *bureaux de placement des invalides de la guerre*. Ils seront chargés d'être les intermédiaires indispensables entre la bonne volonté des patrons et

les mutilés. Les patrons seront fiers, chaque fois que cela sera possible, de donner place chez eux aux invalides de la guerre. Qu'on s'empresse de mettre les uns et les autres en bons rapports...

Le Matin nous a devancés. Il a ouvert un bureau de placement pour invalides de guerre. C'est parfait. Nous nous réjouissons d'une émulation qui profite à ceux que tous nous voulons aider. Mais les affaires sont bien stagnantes, les places dans le commerce momentanément peu nombreuses. Au fond des ambulances les amputés sont inquiets. Écoutez cette lettre que m'écrit le sergent Henri M... :

Je lisais dans *l'Écho de Paris* votre article : « Sauvons les invalides de la guerre ». Cela m'a beaucoup intéressé, car je suis mutilé du bras gauche, tout à fait à la cime, où il n'y aura même pas lieu de mettre un bras articulé, victime du 19 octobre 1914, à côté de Soissons. Vous dites : « Ils auront bien une pension, mais elle ne sera pas suffisante pour leur permettre de vivre. Les laissera-t-on tomber dans la mendicité ? »

Eh bien ! oui. Lorsque nous serons libérés de l'hôpital où l'on nous soigne et que nous rejoindrons notre foyer, que ferons-nous, que fera celui qui n'a rien et qui trouvera une femme et plusieurs enfants ?

Dans les pays industriels où les usines sont fermées, comme la mienne, il sera impossible de gagner le moindre sou. Il me semble que le Gouvernement devrait se préoccuper de cela. En libérant ses invalides, il devrait leur attribuer un salaire journalier jusqu'à la fin de la guerre, pour se subvenir en attendant cette modeste pension.

Nous resterons à la caserne ; alors il faudra un domestique pour habiller, laver les effets, couper la viande de l'infirmes. Donc, on sera obligé de nous envoyer dans nos foyers, et de nous libérer sans argent, c'est la misère. Et encore tous ces braves qui se sont conduits en héros, mais que l'on n'a pas vus, seront privés d'un encouragement ou d'une médaille militaire.

Je vous prie d'agréer, monsieur, mes sincères remerciements d'avoir déjà songé à nous procurer du travail.

Je transmets au Gouvernement cette émouvante plainte. Et je me hâte de répondre à mon correspondant en lui donnant communication de cette lettre que m'adresse mon compatriote lorrain Georges Lagrésille :

Paris, 25 Novembre 1914.

Cher monsieur, je viens de lire votre émouvant article de ce matin, en faveur des invalides de la guerre ... Dès maintenant, ces invalides ont besoin qu'on les secoure, et, s'ils ne peuvent rentrer dans leurs foyers, qu'on les hospitalise.

Permettez-moi donc de vous signaler que notre œuvre de l'*Assistance aux convalescents militaires* se charge de ce soin. Envoyez-nous, à nos bureaux, 10, rue Auber, ces mutilés, ces réformés, ces futurs retraités auxquels vous vous intéressez, et nous leur délivrerons, après vérification de leur situation militaire, un billet de logement pour une de nos maisons de convalescence, où ils seront logés, nourris et soignés gratuitement.

Voilà qui est clair, n'est-ce pas ? Dès aujourd'hui.

d'hui, les invalides qui veulent être immédiatement hospitalisés doivent s'adresser au 10 de la rue Auber : ceux qui veulent des places, au *Matin* ou, pour la région de l'Est, à mes amis de Nancy : et nous nous occupons de leur préparer des ateliers où ils apprendront des métiers.

J'aurais encore bien des réflexions à communiquer à mes lecteurs, ils s'en doutent : j'y reviendrai et je leur dirai où en sont nos préparations.

A mon avis, les principales dettes que la reconnaissance nous impose sont envers les morts, envers les invalides, envers les orphelins, envers les veuves, envers les combattants, envers les habitants éprouvés des régions envahies. Je ne suis pas très sûr de l'ordre dans lequel je dresse cette énumération. Mais que leur importe à ces Français malheureux : ils s'entre-regardent avec affection et chacun d'eux, songeant à son voisin, dit avec le poète :

D'autres ont plus souffert qui valaient mieux que moi.

Un fait les égalise devant nous, c'est qu'envers eux tous nous avons une dette. Il faut la payer à ces nobles survivants qui nous dépassent et qui sont eux-mêmes dominés.

comme la montagne, par la haute cime neigeuse, par les morts. Pour ma part, en même temps que je m'occupe des *Invalides de la guerre*, j'ai bien grande hâte de voir quelque chose de clair que nous puissions établir pour les orphelins de la guerre et pour les veuves, car c'est à eux et à elles que je voudrais attribuer la seconde part de mon indemnité parlementaire du premier au dernier coup de canon.

XIX

JEANNE D'ARC

18 Décembre 1914.

Je déposerai mardi sur le bureau de la Chambre une proposition de loi ayant pour objet l'institution d'une fête nationale de Jeanne d'Arc. Ce projet d'hommage, dont l'initiative remonte à un sénateur radical, M. Joseph Fabre, a depuis des années rencontré l'accueil le plus favorable en dehors et au-dessus de tous les partis politiques. Et pourtant on ajournait de l'adopter décidément. Il faut nous féliciter aujourd'hui de ces retards que l'on comprenait mal. Hier, cette idée n'aurait pas eu la haute et pleine

signification que notre piété patriotique lui donne dans ces jours d'union sacrée, en face de l'envahisseur.

Quand l'Allemagne glorifie et justifie, pour mieux les déchaîner, tous les instincts brutaux, groupons-nous autour de cette incomparable image de la force jointe à la plus rayonnante loyauté.

Mardi, dans une séance où seuls, à mon avis, doivent parler le président de la Chambre et le Gouvernement, je me bornerai à déposer cette proposition et à faire ce geste national. Il convient d'élever, à l'arrière de la bataille, en face de leur temple de la Walhalla où trône le roi des Vandales, cette figure de la Victoire, cette sainte de la patrie, l'un des êtres les plus purs qui aient honoré l'humanité. Qu'elle dise à l'univers : Voyez quel est l'idéal des Français.

XX

KAMERAD!

19 Décembre 1914.

Les chefs de l'Allemagne sentent que la victoire leur échappe. Ils ne croient peut-être pas à leur défaite complète (qui, moyen-

nant une prolongation de nos efforts et de nos sacrifices, est certaine), mais ils reconnaissent que leur coup est manqué. Ni Paris, ni Varsovie. L'effroyable supériorité que leur assurait leur magnifique préparation guerrière a, par miracle, échoué. Nous avons été servis par un état-major et des soldats que la France n'aura jamais assez de voix pour bénir. Honneur au Généralissime, honneur à ses généraux, à Castelnau et à Sarrail, à Pau. Dubail, Foch, Maud'huy, à tous ceux dont j'ignore le nom, quelles qu'aient été leurs opinions, leurs amitiés, leurs légendes vraies ou fausses ! La patrie les remercie, eux et leurs officiers et les plus modestes soldats couverts de la boue des tranchées. Ce sont des hommes-miracles. Abrisés tant bien que mal derrière le 75, ils ont supporté la supériorité première des mitrailleuses et de l'artillerie lourde allemande, et, grâce à l'ingéniosité de l'esprit français, grâce à la fermeté de l'âme française, tout étant réparé, voici la civilisation sauvée.

C'est bien ! disent les Austro-Allemands dans leurs sinistres conciliabules : c'est un coup à recommencer !

Ils voudraient annuler la partie. Kamerads ! Et les voilà qui esquissent le geste de mettre les deux mains en l'air... C'est un guet-apens ;

il le faut dénoncer. Il faut que l'on distingue l'arrière-pensée de l'Allemagne. L'Allemagne veut faire circuler à travers les pays alliés une vague idée que la guerre pourrait cesser, idée amollissante et propre à jeter des inquiétudes entre l'Angleterre, la Russie et la France. Et, cette paix, cet armistice qu'elle laisse entrevoir comme une déclaration de maldonne, comme un retour à l'état antérieur, elle l'emploierait à rompre nos amitiés et à reconstituer ses forces matérielles.

Vous ne serons pas dupes de cette grossière manœuvre. Assez de fois nos soldats sont tombés dans les pièges allemands. Quand je suis allé en Lorraine, on m'a raconté qu'au col de la Chipotte ils s'avançaient les bras en l'air et criant ! « Kamerads ! » Et puis, soudain, se jetant de côté, démasquaient des mitrailleuses qui massacraient nos frères trop confiants ; on m'a dit encore, et Pouvourville en a fait un récit inoubliable, qu'ils ont bombardé une nuit Nancy, parce qu'on leur avait généreusement permis de ramasser leurs morts, et que leurs prétendues civières et fourgons funèbres contenaient des pièces d'artillerie. Écartons les pièges de ces fourbes.

Ces avances indirectes, cauteleuses, ces sapes de l'Allemagne font comprendre l'incon-

vénient qu'il y aurait aujourd'hui à ouvrir des discussions parlementaires. Il pourrait se trouver des individus pour avoir une opinion à la tribune sur ce qui ne peut être traité en public que par le Gouvernement. C'est déjà bien assez dangereux qu'il y ait des couloirs où fermentent des centaines de forces inoccupées.

Les meilleures activités, quand elles n'ont pas de direction, d'issue, et qu'elles tournent sur elles-mêmes, gênent, troublent, encombrant et même peuvent nuire. On ne sait que faire des deux personnels parlementaires : ils se sont très bien conduits au 4 août ; on compte sur leur excellente tenue pour mardi ; quant à janvier, c'est l'inconnu. Les meilleurs disent qu'en janvier il faudra qu'ils parlent, qu'ils se sont sacrifiés assez longtemps, que c'est de leur dignité de rouvrir la tribune et, pis encore, que c'est constitutionnel.

La tribune ! le problème serait d'y trouver un sujet de conversation. Si les hommes distingués qui composent la représentation nationale pouvaient laisser en dehors de leurs développements, et, en quelque sorte, en dehors du jeu, l'armée et la diplomatie, la défense nationale serait déjà un peu mise à l'abri. Mais il y a les ambitions ministé-

rielles ! C'est terrible où elles peuvent mener ceux qu'elles tenaient ! Ouvrons l'œil, citoyens, et que personne ne vienne dans les couloirs nous apporter ses idées sur une meilleure conduite de la guerre ou sur un plus prompt règlement de la paix, que personne ne nous apporte un écho pacifiste des menteuses avances de l'Allemagne !

Silence aux intérêts individuels et de parti ! Continuons d'être nationaux, sans plus.

Il n'est plus permis qu'il y ait des « pacifistes ». L'abbé Wetterlé, qui a assisté aux congrès de la paix et à leurs réunions préparatoires, en qualité de membre du Reichstag, nous a dit cent fois que « les pacifistes ne furent jamais, si on excepte quelques naïfs-égarés au milieu de criminels conscients (ce sont ses propres expressions), que les pionniers du germanisme. Les congrès (de Berne et de Bâle), pour les Allemands, n'avaient pas mission de prévenir la guerre, mais d'en régler les conditions de manière que son issue fût plus favorable à l'Allemagne... Ce sont les mêmes criminels, dit-il encore, qui maintenant tentent le sauvetage de l'Allemagne. Si les troupes de Guillaume étaient entrées triomphalement à Paris, les pacifistes n'auraient pas plus bougé qu'ils ne le firent

au mois d'août quand la neutralité belge fut honteusement violée. Mais voilà le Rhin menacé... »

Espérons que nous ne verrons réapparaître chez aucun Français le bout de l'oreille de l'âne pacifiste. Les sacrifices consentis par la nation veulent pour récompense une paix de cent ans. Nous poursuivons le brisement de l'Empire qui a déclaré la guerre à tout ce qui n'est pas germanisme. Ils sont venus chez nous pour rompre les os de notre nation. Allez voir ce qu'ils ont fait des pays où leur flot a passé ! J'ai vu Senlis, aperçu Reims, visité un coin de la Somme, les Vosges, la Lorraine. Les vaillants Belges pleurent au milieu de nous la Belgique qu'ils reconstruiront, et nos réfugiés français nous nomment des centaines de villages et de petites villes qu'il sera difficile de remettre debout et de ranimer. Nous savons que les Prussiens voulaient jeter à terre nos hommes-drapeaux, comme ils font de nos monuments nationaux, comme ils auraient fait, quartier par quartier, c'est ma conviction, de Paris. Et quand nous les tenons, quand, poitrine contre poitrine, nous les sentons haleter, nous irions desserrer l'étreinte !

Ne tentez pas le destin. Des miracles comme celui de 1914, il y en a plusieurs dans l'his-

toire de France. C'est même par là que nous sommes une nation tout à fait exceptionnelle, un peuple à rebondissement. Et pour ma part j'ai toujours compté sur ces fièvres sublimes, à la française, qui nous rendent la santé. Mais profitons-en. « Peuple merveilleusement élastique. disait de nous le prince de Bülow... Ses succès et ses revers ont toujours rempli l'Europe de nouveaux étonnements. » Jeanne d'Arc est toujours agissante, et, fleur de notre sang. Phénix de la patrie, elle renaît éternellement de ses cendres. Mais cette opinion que je reproduis de l'ancien chancelier de l'Empire, dans son livre, *La politique allemande sous Guillaume II*, prouve qu'on nous connaît outre-Rhin. On y est capable de comprendre qu'il faut céder à la France quand elle a pris son élan et déployé ses ailes, quitte à la saisir quand elle retourne à son terre-à-terre, à ses vaines disputes. Cette tactique ne serait pas si malhabile. C'est même contre nous la plus redoutable. Nul Français ne s'y prêterait. Nous poursuivrons la lutte jusqu'au brisement de l'Empire allemand. Nul ne répondra : « Camarade ! »

P.-S. — J'ai reçu la visite de MM. Henri Leclezio et Edgard de Rochecouste qui m'ont

fait l'honneur de me remettre, de la part du *Comité de secours Mauricien de Paris*, deux mille cinq cents francs « pour les soldats français ». *L'Écho de Paris* sera très heureux de disposer de cette généreuse offrande selon les désirs que voudront bien lui exprimer les chefs qui s'adressent à nous pour nous signaler les besoins de leurs braves soldats. On sera très touché en France de cette pensée affectueuse qui nous vient de l'île Maurice, du pays enchanteur de *Paul et Virginie* et d'une petite nation dont le roi George disait, il y a peu, qu'« elle a conservé tout le charme de la race française ». Nous prions MM. de Rochecouste et Leclezio de recevoir nos plus cordiaux remerciements.

XVI

LE VRAI NOËL POUR L'ARMÉE

21 Décembre 1914.

« Poursuivez votre campagne ! » C'est le mot d'ordre que je reçois de tous les côtés. Il est en toutes lettres dans la belle page que voici, et qu'un grand chef me fait l'honneur

de m'écrire du front. Il y parle, comme on verra, d'accord avec ses officiers d'état-major et ses soldats :

... Pas plus tard qu'hier tout le bien fondé de votre article sur la médaille « *Valeur et courage militaires* » éclatait d'évidence et était l'objet de nos conversations.

Sur la poitrine d'un feldwebel, tué devant nos tranchées, nous avons trouvé la médaille de la « *Croix de fer* » avec l'exergue 1813-1914. S'il ne faut pas imiter les Allemands dans toutes leurs œuvres, je suis convaincu, connaissant le soldat depuis près de quarante-cinq ans, qu'en la circonstance le Kaiser a raison. Il surexcite l'émulation et fait, en octroyant cette distinction, que celui qui la porte ne recule jamais.

Ce matin même, j'ai interrogé les cavaliers du ... Parmi eux beaucoup avaient pris part à de sanglantes batailles comme à des combats singuliers avec les uhlands et autres cavaliers ennemis, beaucoup revenaient sur le front pour la deuxième et même la troisième fois. Sans prétendre faire un plébiscite, je leur ai demandé : « Seriez-vous heureux, si on vous donnait une médaille de bronze portant ces mots : *Valeur et courage militaires* ? Vous savez bien que je ne peux pas vous donner, à tous, la médaille militaire. » Et tous de me répondre avec leur accent de terroir : « Mais oui, mon général ! Si on est tué, si en ne revient pas, ça fera plaisir aux vieux. Si on revient, ça fera un souvenir glorieux. »

Poursuivez donc votre campagne. Déjà de nombreux blessés m'écrivent pour me demander de les citer à l'ordre : ce n'est pas possible. Au contraire, cette médaille donnée aux vrais combattants, serait la consécration de leur énergie, de leur dévouement à la Patrie, de leur fidélité au drapeau.

La médaille commémorative, qui sera créée tôt ou tard, n'aura jamais la valeur de cette médaille, signe du courage et de la valeur. Elle sera distribuée aux mobilisés, à quantité de gens qui n'auront jamais entendu siffler une balle, ni éclater une « marmite ».

Puissent ces arguments, qui sont d'ailleurs implicitement contenus dans vos articles, décider le Parlement ! Beaucoup de parlementaires ont vu le feu, y ont été blessés : ils vont rentrer à Paris. Je suis convaincu qu'ils partagent mon opinion, qui est celle d'un chef qui vit très près de ses soldats, parce qu'il les aime, parce qu'il a été soldat de deuxième classe comme eux, il y a quarante-quatre ans, parce qu'il connaît leur cœur dont il sent les battements.

Voilà une belle lettre, n'est-ce pas, et d'un homme de qui le lecteur, immédiatement, se dit : « Je serais fier d'être son ami ou son subordonné, enfin, de quelque manière, son collaborateur. »

Pour varier le ton, lisez donc cette extraordinaire épître que je reçois d'un de mes collègues ! C'est un député de qui je ne veux pas donner le nom, tant je désapprouve sa manière de voir et tant j'espère qu'il voudra bien la modifier, s'il me fait l'honneur de causer avec moi mardi. Je publie sa lettre, puisqu'il veut que nous ayons cette petite discussion au pied de la tribune muette, mais vraiment je la publie comme un modèle de ce qu'il ne faut pas penser. Écoutez :

Ainsi, mon cher collègue, mériter l'honorable représentant du peuple, vous croyez opportune, nécessaire même, la création d'une nouvelle décoration destinée à récompenser le mérite militaire !

Vous savez cependant qu'il existe chez nous cinquante décorations, tant métropolitaines que coloniales ! Allons-nous braver une fois de plus ce ridicule et justifier les plaisanteries d'usage en pareille matière ? Véritablement, avec les médailles et insignes portés sous le gilet de flanelle et l'étalage extérieur des décorations et rubans en tous genres, nous versons peu à peu dans le fétichisme, ou tout au moins nous en offrons l'apparence.

Et puis on finira par croire que le Français n'est capable d'aucun héroïsme, d'aucun dévouement, sans l'appât d'une récompense. . .

Voilà ! J'ai lu et relu. Je ne sais pas si vous êtes de mon avis, moi, je trouve ça phénoménal. Je suis même curieux de causer avec l'auteur et d'entrevoir de quel ensemble d'idées il dispose et comment il les associe. Réfléchissez un peu, mon collègue. Il y a quelque chose que les soldats français ne nous diront jamais, mais que, vous et moi, nous devons nous dire de ces braves : « Leur sou est une toute petite chose. » Ils ne réclament rien ; ils y ont du mérite, quand, à la relève des tranchées, ils veulent s'offrir un léger supplément et que leur poche est vide. D'autant qu'ils ont rencontré les Anglais merveilleusement nourris et ravitaillés à la solde de

2 fr. 25 c. par jour et par homme. Le manque de bien-être, nos défenseurs acceptent de le compenser avec de la gloire. Ils ne peuvent pas se payer du bien-être avec de l'argent, ils se payeront de la gloire avec leur sang. Chapeau bas ! collègue.

Croyez-vous donc qu'une décoration donnée sur le champ de bataille pour *valeur et courage militaires*, ressemble à ces divers rubans dont on a follement abusé et dont vous me semblez désabusé ? Dans mon premier article sur la question, j'ai raconté une scène de décoration après la bataille qui m'avait frappé, bien qu'elle fût prise dans la moyenne. Toujours mal à l'aise avec la Censure, dont j'ignore ce qu'elle défend exactement, ou permet, mais qui, au bout du compte, empêche plus de gaffes qu'elle n'en fait, j'avais tu les noms. *Le Petit Courrier* d'Angers les a publiés et a raconté tout au long ce bel épisode. Je reprends donc mon récit, pour avoir l'occasion d'ouvrir les yeux de mon collègue et pour donner toute satisfaction au héros.

Ce héros s'appelle Henri Gallard, il est de son métier facteur des Postes à Angers, et, pour la guerre, il est sergent réserviste au 117^e de ligne.

Le 11 octobre, il était désigné, sur sa

demande, comme sergent éclaireur. Assisté de trois hommes, il devait se rapprocher des lignes ennemies et en repérer les positions. Du 11 au 15, il signala à son corps plusieurs tranchées ennemies, ainsi qu'un convoi de ravitaillement qui, sur ses indications, fut bombardé. Le 16, vers quatre heures et demie, il s'avance, avec deux de ses hommes, jusqu'à 1.200 mètres en avant des lignes françaises. A l'abri derrière une charrue, il est gêné dans ses observations par un brouillard intense. Il tente de s'approcher davantage, mais essuie plusieurs coups de fusil : une balle l'atteint à la cuisse droite. Il continue cependant à marcher. A travers le brouillard, il aperçoit alors, à 100 ou 150 mètres devant lui, trois formes imprécises qu'il prend tout d'abord pour des meules de foin ! C'étaient les Allemands. Ils ouvrent une très vive fusillade. Une balle atteint Gallard ; il tombe, puis, se relevant, il se replie au pas gymnastique pendant 400 mètres et, finalement, s'abat épuisé dans un champ de betteraves. Un de ses compagnons avertit alors les soldats du 130^e de ligne, à l'affût dans les tranchées en avant d'E... Il est aussitôt relevé et transporté en arrière de la ligne de feu.

On le mène à la gare de Montdidier, on le

place dans un fourgon sanitaire. Mais soudain deux brancardiers viennent le reprendre et se mettent en devoir de le redescendre sur le quai.

— Qu'est-ce qu'il y a ? Qui me demande ?

Voilà qu'il aperçoit sur le quai deux généraux, des soldats en armes et le personnel de la gare nu-tête.

Le général Boëlle, commandant du 4^e corps d'armée, s'approche :

— Sergent Gallard, dit-il, vous n'avez pas craint, au péril de votre vie, d'aller vers les lignes ennemies chercher les renseignements précieux pour l'armée. Sur la demande de votre commandant de compagnie, de votre colonel, de votre général de brigade et au nom de M. le Président de la République française, je vous décore de la médaille militaire.

Il lui donne l'accolade et il ajoute :

— Comme vos blessures, m'a dit le major, n'ont aucune gravité, j'espère vous revoir d'ici peu, et je vous réserve, pour votre retour, une place de sous-lieutenant !

Quelques instants après, le train sanitaire quittait Montdidier.

Eh bien ! mon cher collègue, les généraux sont obligés de laisser sans récompense beau-

coup d'actes pareils, parce qu'ils ne disposent pas d'un nombre suffisant de médailles militaires. Maintenant, relisez votre lettre, ou plutôt, non, déchirons-la. et joignez-vous à moi pour déterminer un courant.

...Voici encore une lettre qui nous y invite ; vous pouvez la lire par-dessus mon épaule et regarder la signature. Elle est du général des Garets, dont je puis donner le nom sans inconvénient, puisqu'il n'est plus en activité :

Votre idée pour la médaille du mérite militaire est magnifique, et sa réalisation est une chose urgente. Nos braves troupiers, qui, pour un sou par jour, subissent les terribles épreuves que l'on sait, et sont appelés à en affronter tant et tant jusqu'à la mort, ont besoin de ce stimulant, qui les fera rivaliser entre eux à qui la médaille.

Cette médaille, à défaut de plus haute récompense, restera dans leur vie le jeton de présence qui fera dire à leurs concitoyens, en voyant passer un des héros de 1914-1915 : Celui-là est un de ceux qui ont sauvé la France !

Eh bien ! la France ne doit pas attendre pour donner à ces enfants qui la sauvent, son merci, sa récompense, son encouragement. Elle ne doit pas attendre que soldats ou chefs demandent qu'on pense à eux. La Chambre trouverait une magnifique occasion de se signaler à l'armée, en lui apportant, le 22 décembre, une acclamation bien méritée, et en y joignant une motion pour la création de l'insigne que vous demandez. Voilà le vrai Noël pour l'armée ! Une expression de reconnaissance et un réconfort pour les nouveaux élans qu'elle va donner !...

Je remercie le général des Garets et tous ceux des chefs qui veulent bien m'approuver. Je ne mentionne pas l'opinion des soldats, à qui cette décoration est destinée. Elle va de soi. Un maréchal des logis d'artillerie m'écrit : « Mes camarades et moi ont fort apprécié votre proposition d'une médaille de bronze », et spirituellement il ajoute : « C'est sans doute que nous pensons tous l'avoir un peu méritée ». Eh ! oui, « les camarades » l'ont tous un peu méritée !

Est-ce à dire que demain je déposerai une proposition ? Je ne le crois pas. C'est au Gouvernement ou bien au Parlement tout entier de prendre cette initiative. Je ne veux pas me donner un rôle qui dépasse ma taille alors que nous avons des collègues qui sont à la bataille et à qui je me dois de céder le pas par respect pour l'armée. Mon rôle modeste où je suis amené par l'ardent souci de faire plaisir et honneur à nos admirables soldats, c'est de dire ce que nous autres, les non-combattants, nous voudrions qu'on fit pour les combattants, et je suis sûr de le dire d'accord avec des grands chefs. Ceci fait, l'opinion publique prévenue, nous attendons avec confiance un acte du Gouvernement, toujours vigilant s'il s'agit de donner

aux soldats la consécration de leur gloire et aux chefs un nouvel instrument moral de victoire.

XXII

LA FÊTE NATIONALE DE JEANNE D'ARC

22 Décembre 1914.

Je déposerai aujourd'hui sur le bureau de la Chambre une proposition de loi dont voici l'exposé des motifs :

Il y a longtemps que nous aurions dû nous parer, davantage, de Jeanne d'Arc, la mettre au-dessus de nos partis et la glorifier, chaque année, dans une journée nationale, comme la sainte de la patrie et la fleur de notre sang.

Nous le désirions tous. On sait de quel culte la pensée française, la plus populaire et la plus savante, entoure la Jeune Fille de Domrémy. Dès 1884, deux cent cinquante députés de tous les bords, sur l'initiative d'un radical, M. Joseph Fabre, proposaient à la Chambre que « la République française célébrât annuellement la fête de Jeanne d'Arc,

fête du patriotisme. » En 1894, la proposition revenait, et appuyée par le Gouvernement, fut votée par le Sénat. En 1912, M. Poincaré, président du Conseil, déclara que le Gouvernement était favorable, et la Chambre, ayant nommé une Commission, la quasi-unanimité, soit dix membres sur onze, conclut à l'institution de cette fête nationale.

Alors, pourquoi ces lenteurs, et comment depuis trente années l'opinion publique n'obtient-elle pas cet acte de foi et d'amour qu'elle nous réclame, cette union solennelle autour de la plus pure des gloires ?

J'écarte les petites explications tirées de l'esprit ombrageux des partis, et, allant droit au centre de nos difficultés, je crois pouvoir dire que par une sorte d'instinct nous attendions, tous, une occasion parfaite. Ce n'était pas ingratitude, ni indifférence, mais scrupule de respect. Nous attendions d'être plus sûrs de notre accord profond les uns avec les autres, et de notre accord avec cette haute figure. Quelque chose nous avertissait de ne pas nous presser et qu'une heure élue sonnerait, une de ces heures magnanimes qui portent en elles la vertu de hausser tous les esprits et de réconcilier les cœurs.

Elle est venue, cette heure victorieuse.

Soudain nous avons eu la séance parlementaire du 4 août, le pacte de l'union sacrée, la mobilisation, ardente et bien ordonnée, comme le *Chant du Départ*, et puis par milliers ont éclaté sur tous nos champs de bataille ces actes d'héroïsme et de sacrifice dont les mises à l'ordre du jour de l'armée ne nous peuvent garder qu'une faible partie. L'envahisseur qui déjà croyait se saisir de la France est arrêté, repoussé par la victoire de la Marne, pareille et supérieure à ces trois journées de Bouvines, de la délivrance d'Orléans et de Denain, qui par trois fois, jadis, nous sauvèrent, et demain la nation achèvera de bouter dehors l'étranger.

C'est l'éternel miracle français, le miracle de Jeanne d'Arc. Hier, nous semblions capables de le commenter et de l'admirer, mais non de le renouveler. Aujourd'hui, les trésors de la race apparaissent, les sources souterraines se sont mises à jaillir, les plus belles vertus refléurissent et toutes les ailes se déploient. Jeanne d'Arc est éternelle. La vierge d'Orléans, le Phénix des Gaules, renaît de ses cendres. Saisissons cette minute sacrée.

Toutes les conjonctures et nos alliances même sont propices. Hier, le poète national

anglais Rudyard Kipling, dans son magnifique poème à la gloire de la France, chantait : « Vous nous pardonnons nos torts réciproques et le vieux crime impardonnable, le péché dont chacun de nous eut sa part, sur la place du Marché, de Rouen. » Mais il y a plus : Jeanne d'Arc voulait que nous pussions collaborer. Il faut rappeler aujourd'hui que le rêve de la généreuse fille était, une fois la France délivrée et la paix faite, de chevaucher avec les Anglais eux-mêmes pour la défense de la chrétienté. Elle le leur écrivait. Sa mission complète, c'était de défendre avec les Anglais la civilisation. Et quand il semble que nous soyons en train, Anglais et Français étroitement unis par les liens d'une impérissable amitié, d'accomplir la pensée totale de Jeanne d'Arc, n'est-ce pas l'instant de glorifier en Elle le courage de nos soldats, de proclamer par Elle notre puissance vivace de résurrection, et de définir par Elle encore la magnanimité de notre génie militaire ?

La vierge guerrière qui nous ouvre le chemin par où chasser l'envahisseur, montre en même temps à l'univers le visage héroïque et bienveillant de la vaillance à la française. C'est bon aux Allemands, s'ils veulent exalter les vertus qui les ont faits grands et qui peu-

vent les faire plus grands, d'aller chercher des modèles dans le fond des époques barbares. Ils ont installé l'effigie du roi des Vandales sous leur temple du Walhalla, dédié aux héros qu'ils jugeaient dignes de provoquer leur enthousiasme et de former leurs âmes. Leurs savants depuis un siècle recueillent toutes les épaves des races païennes, tous les héros, tous les dieux qui sont des conseillers de massacre et de pillage, et s'efforcent pédantesquement de les introduire au fond de la conscience nationale de la Germanie. Et si l'on veut comprendre ce que signifient ces appels constants et monotones de Guillaume II à son « vieux Dieu », il faut savoir que ce « vieux Dieu », dont l'usage, nous dit-on sans rire, est spécialement réservé à l'empereur, n'est rien moins que le dieu Odin, le Père universel qui, dans le brouillard du Nord, entouré des Vierges Sanglantes, préside à des tueries indéfinies, mêlées d'affreuses ivrogneries. Ah! la Belgique et nos provinces envahies attestent à l'univers ce que sait faire un peuple formé dans une admiration religieuse pour les plus effroyables scènes de l'humanité primitive et qui fait d'une mythologie féroce ses grands textes sacrés.

Mais les armées de la France vont à la

guerre, aujourd'hui comme toujours, avec les sentiments d'héroïsme généreux qui animaient la chevaleresque Jeanne d'Arc. Nous portons en nous son exemple, et fût-ce à notre insu, les impulsions mêmes qui l'avaient mises en mouvement. Quand les Allemands défient la déloyauté et la cruauté, et quand, justifiés par leur idéal, ils projettent d'écraser les faibles et d'asservir le monde, groupons-nous autour d'une vierge toute faite de vaillance, de bonté, de droiture et de sacrifice, pour proclamer d'une voix unanime, Français de tous les partis, que le propre de la puissance est de délivrer et de protéger.

Tel serait le sens d'une fête nationale de Jeanne d'Arc. En conséquence, nous avons l'honneur de reprendre, pour le soumettre à la Chambre, le texte qui, dès le 8 juin 1894, avait été adopté par le Sénat, et qui propose que la République française célèbre chaque année, au deuxième dimanche de mai, la fête de Jeanne d'Arc, fête du patriotisme.

En faveur de cette proposition, j'ai reçu, dès la première heure, une chaleureuse approbation de M. Joseph Fabre, qui fut au Parlement, répétons-le, l'initiateur de l'idée; l'adhésion de mon ami Henri Galli, qui est un

précurseur, puisque, en 1912 et en 1913, il a fait adopter, par le Conseil municipal de Paris, un vœu ayant le même objet, et encore l'adhésion de M. Camille Picard, « député de Domrémy et secrétaire, dans la dernière législature. de la Commission pour la fête nationale de Jeanne d'Arc ». Je remercie les uns et les autres de leur concours dans une cause qu'il appartient à chacun de nos collègues de faire triompher, chacun avec ses arguments. On sait assez qu'une Jeanne d'Arc n'appartient à aucun parti.

XXIII

JUSQU'AU BOUT

23 Décembre 1914.

C'est le mot de la journée. Il a été pris, repris sous plusieurs formes par Deschanel et par Viviani. Avec la plus grande force, ils ont dit et redit que la France voulait une paix pleinement victorieuse, qu'elle entendait souder pour jamais l'Alsace et la Lorraine à leur patrie française, et réparer dans l'Europe toutes les offenses au droit, et prendre des garanties pour la paix durable sur les ruines du militarisme prussien. A ces déclarations,

la Chambre unanime s'est associée pleinement, longuement, avec enthousiasme et gravité.

La journée a été bonne, de la première à la dernière minute, et non seulement en séance publique, mais dans l'accord où, d'homme à homme, nous nous sommes tous vus au cours de conversations familières où chacun répétait : « On tiendra jusqu'au bout ».

Nulle nuance de parti ne pouvait exister entre nous s'il s'agissait d'exprimer notre sympathie à ceux de nos collègues qui ont l'honneur de souffrir dans leurs familles pour la patrie, ou bien s'il s'agissait de féliciter ceux qui ont été distingués au feu, ou encore de serrer la main aux braves qui se battent. Les députés-soldats ont été justement les héros de la réunion. A défaut d'uniforme, leurs visages guerriers les désignaient assez, et puis nous les connaissons, car depuis que nous ne les voyons plus nous pensons davantage à eux et, ma foi, plus cordialement.

Deschanel exprimait tout haut avec magnificence nos sentiments quand il prononçait l'éloge des morts devant l'ennemi, Pierre Goujon, Paul Proust, Édouard Nortier, et qu'il joignait à cette liste glorieuse le nom d'Albert de Mun, mort en assistant de tout son cœur l'armée.

C'est une belle idée qu'a eue le président de la Chambre de décider que les noms des représentants du peuple tués au champ d'honneur seraient inscrits sur une plaque de marbre. Puissent-ils nous conseiller à jamais de mettre au-dessus de tout le souci de la défense nationale, le respect des justes intérêts moraux et matériels de l'armée!

La séance fut courte. Nous l'avons longuement prolongée dans les salons de la Chambre, où j'écris ces lignes. Évidemment, ça n'est plus la même qualité de vibration qu'au 4 août. Mais les âmes, plus apaisées parce qu'elles connaissent les difficultés, et que les ayant mesurées elles sont certaines de les surmonter, m'ont paru encore plus solides.

Je prie que l'on m'excuse si mon article dans son détail peut se ressentir des distractions que me donne trop naturellement le souci d'écouter ceux de mes collègues mobilisés qui passent près de la table où je travaille. Qu'il est intéressant de les entendre! Comme ils parlent modestement d'eux-mêmes et noblement, avec une admiration joyeuse, de leurs camarades de tranchées. Ah! la vie à l'armée et le souci de la patrie en péril ennoblissent chacun.

Mais ils vont nous quitter, ces députés-soldats. Saurons-nous rester dignes d'eux, je

veux dire : saurons-nous rester leurs collaborateurs utiles ?

Le Parlement, quelles que soient les bonnes volontés individuelles qui le composent, est, pour cette période, un instrument bien dangereux à manier. Les comparutions ou apparitions des ministres dans les groupes n'ont pas été excellentes. Il est fâcheux qu'un représentant de la défense nationale et de l'union sacrée soit amené à recréer, avec plus d'autorité que jamais, les partis politiques, qu'il les reconnaisse officiellement et surtout qu'il en prenne l'esprit et le ton.

— Comment, me dira le ministre, j'en ai pris l'esprit et le ton : Mais non pas, j'ai parlé en homme de gouvernement.

— Eh ! monsieur le ministre, nécessairement vous vous êtes adapté à ceux qui vous écoutaient, qui sont vos amis de la bataille parlementaire et électorale ; vous leur avez dit ce qui leur plaît le plus et qui vous plaît aussi : vous avez repris le point de vue particulier, l'esprit de cadre, quand il faudrait briser les cadres.

Je n'insiste pas. Tout s'est bien passé. Ce qu'il y a d'excellent et de patriotique dans chacun des hommes qui composent le Parlement s'est témoigné sans alliage. Mais si les

inquiétudes que l'on pouvait avoir n'ont pas été justifiées par l'événement, elles subsistent pour l'avenir. La seconde journée va être également bonne, je crois. Mais en janvier?

Il n'est pas possible que les séances régulières de la Chambre et du Sénat reprennent. On ne pourrait pas les remplir éternellement de somptueuses draperies qui étouffent les querelles et les imprudences. Il ne faut pas que nous risquions les questions, interpellations, excitations qui seraient aussi détestables qu'inévitables dans la chaleur communicative des joutes oratoires.

Il y a là un réel danger qu'il appartient aux vrais politiques d'écartier, d'accord avec les patriotes. Nous demandons qu'on prenne des moyens constitutionnels de tenir la paix entre les Français, comme la guerre contre les Allemands, jusqu'au bout.

XXIV

LES FAMILLES DES SOLDATS

24 Décembre 1914.

Le Gouvernement, dans cette courte session, nous a dit qu'il créait une Commission pour réparer ce qui ne va pas dans la distribution

des secours aux familles des soldats. Vous vous rappelez que nous en parlions, l'autre jour. J'ai reçu un tas de plaintes. Et j'ai déjà commencé à les étudier. Je crois que je suis à même de vous dire pourquoi cette affaire-là ne marche pas très bien.

Il y a des rancunes locales, et puis l'organisation fut hâtive (il le fallait bien), mal préparée, insuffisamment pensée.

Tout d'abord, je prie les intéressés de m'excuser si je ne réponds pas à chacun d'eux. J'aimerais le faire; ce serait plus aimable et plus poli, mais bien difficile. Ils me demandent, n'est-ce pas, d'obtenir un résultat. Pour y parvenir, je prépare un travail d'ensemble que je soumettrai au ministre et qui le mettra à même de faire réparer les injustices commises.

En somme, je procède dans cette question des secours aux familles des mobilisés comme dans la question des soins aux blessés. J'ai donné au ministre de la Guerre certains éléments utiles pour faire une enquête sur les déficiences du service sanitaire. Eh bien ! de même, je veux mettre à la disposition du ministre de l'Intérieur certains éléments pour enquêter dans chaque département sur le service des allocations.

On n'attend pas que je bataille ici sur des cas particuliers. Cela nous mènerait loin. Écoutez plutôt ce début d'une lettre intéressante que je reçois :

Monsieur, c'est moi qui ai contribué à faire suspendre *l'Homme Libre*. Le numéro qui a motivé cette suspension contenait deux articles que j'avais inspirés. Eh bien ! je vous le dis, l'attribution des secours se fait honteusement, et se fera toujours ainsi avec la composition actuelle des Commissions...

Halte-là ! mon cher correspondant. Je vous lis d'un œil curieux, mais précautionneux. Vous êtes une bombe, d'après vos antécédents, et j'ai peur de vous introduire plus avant dans les colonnes de ce journal. Les bombes, il faut les réserver pour le front allemand. D'ailleurs, à toutes les espèces que je citerais, on pourrait toujours m'opposer que je me suis laissé tromper. Mon affirmation ne peut pas sullire ; il y faudrait joindre des preuves : elles ne peuvent résulter que d'enquêtes menées d'accord avec l'administration.

Ces enquêtes révéleront des scandales. Cela résulte de plaintes douloureuses et autorisées, dont je puis vous donner deux expressions qui ont de la force.

M. Victor Rochereau, député de la Vendée, écrit :

L'attribution des secours s'effectue de façon fort inégale. Telle région privilégiée reçoit plus que de raison ; dans telle autre, on distribue les indemnités d'une façon très parcimonieuse. Ici, abus des allocations journalières ; là, impitoyable refus. Parfois aussi, hélas ! d'autres considérations interviennent pour le rejet des demandes, et il m'est pénible de vous les faire entrevoir. Elles sont malheureusement faciles à deviner, et j'ai, pour ma part, l'impression très nette que certaines demandes ont été écartées en raison de l'obstination mise par leurs auteurs à demeurer fidèles aux idées que j'ai l'honneur de représenter.

Une lettre que M. de Gailhard-Bancel, député, m'écrit sur son pays d'Ardèche, fournit un son également triste :

Les Commissions cantonales, me dit-il, ont été composées de personnes à parti pris. Elles refusent les allocations aux femmes dont les maris affirmaient leurs idées catholiques, et souvent ne se gênent pas pour rudoyer ces malheureuses, qui, à bout de ressources, viennent insister pour obtenir l'allocation.

Je signale ces situations, qui seraient vraiment très vilaines et qu'il faudrait enquêter. C'est à quoi peuvent servir mes dossiers. Est-ce à dire que la vilénie politique, ou plutôt la vilénie partisane, s'étale d'un bout à l'autre du pays ? Oh ! non pas. C'est l'exception. Il me semble que l'incurie et la lenteur des administrateurs jouent un rôle plus néfaste que les rancunes électorales. Les négligences nuisent encore plus que les mau-

vaises volontés. Souvent, très souvent, les lettres des intéressés demeurent sans réponse. Cela est mauvais. Il appartient au ministre et aux préfets de stimuler le zèle épistolaire et la bonne grâce de qui de droit.

Mais voulez-vous que nous cherchions à dégager les causes, à établir schématiquement comment le mal est apparu quand on voulait faire pour le mieux ? Remontons au début.

En général, dans les campagnes, le public a compris que toutes les familles des mobilisés avaient droit à l'allocation et personne n'a osé ou n'a pu les détromper. Alors il s'est produit une véritable avalanche de demandes. C'est par centaines, c'est par milliers qu'elles ont afflué dans les sous-préfectures. Pour examiner cet amas de dossiers, la commission manquait de renseignements nets, précis et déterminants. Les municipalités, comprenant ce qui allait arriver, ne fournissaient pas de renseignements, ou les donnaient trop vagues, trop uniformes pour qu'il fût possible de différencier les situations. D'ailleurs des élus peuvent difficilement remplir une mission de ce genre. Pourtant il fallait aller vite. La commission marcha un peu à l'aveugle. Elle commit des erreurs d'appréciation, elle accueillit, au bénéfice de la loi, des familles

qui auraient pu se suffire par elles-mêmes. Il est inutile de chercher à ces erreurs des mobiles désobligeants. Mais le plus beau désordre commença.

Les comparaisons se firent : « Comment, un Tel touche ! Il a de quoi vivre, pourtant : il est plus riche que moi. Pourquoi ne toucherais-je pas ? »

C'est humain, c'est français. On pourrait se passer d'un avantage, mais on veut profiter puisque d'autres profitent. « Je veux toucher, au nom de l'égalité, dès l'instant qu'un autre qui est de même situation que moi, a touché : et si l'on m'écarte, je me tournerai vers mes amis, je leur dénoncerai l'injustice. » Que vous disais-je ! Nous voilà en pleine anarchie !

Un ancien député, que je n'ai pas l'honneur de connaître, mais qui a l'esprit d'observation, M. Dumas, m'écrivit une lettre que je voudrais citer en entier pour m'expliquer qu'il replie ses voiles et, devant la bourrasque, rentre au port :

Aujourd'hui, me dit-il, la situation est inextricable, et, quoi qu'on fasse, il restera des froissements tenaces. Effrayé par ces conséquences, ne voulant ni me prêter à des abus en accordant à tous, ni risquer en résistant de me montrer trop parcimonieux, je me suis retiré. Ma démission de la Commission d'un petit canton

du Cher vient d'être acceptée. J'en adresse ici tous mes remerciements à M. le préfet. Je me sens déchargé d'une lourde tâche, trop lourde pour un habitant du pays, très allégée pour un fonctionnaire qui, demain, s'en ira ailleurs, en laissant derrière lui les animosités. Je ne me sens pas le courage d'imposer à mes vieux jours le poids de haines inévitables, quoique imméritées.

Il rentre sous sa tente, notre honorable collègue. C'est un sage. Mais une plus grande sagesse serait de tirer nos campagnes de cette situation.

Comment s'y prendre? Quelqu'un me dit : « Il faut donner à tous, indifféremment, riches ou pauvres, ce qu'ils demandent, étant spécifié qu'après la guerre, si le secours avait été indûment réclamé, la restitution serait du double, sur preuve établie. » Ah bien ! mon cher monsieur, vous nous proposez un joli lendemain de guerre !

Je crois que M. Malvy, en instituant une Commission de revision, crée un instrument qui peut servir à la paix publique. Seulement, il faut qu'avec un esprit de bonne foi on aide autour de soi, chacun dans son pays, ceux qui ont été lésés, qu'on les guide. C'est à quoi je me suis offert. Des gens moins occupés que moi et habitant, chacun, sa région, y conviendraient mieux. Je ferai le possible.

Mais d'abord, je crois rendre service aux intéressés en leur rappelant toutes les étapes de la procédure à suivre pour obtenir les allocations. Un grand nombre d'eux, je le vois par leurs lettres, semblent ignorer les portes successives auxquelles ils peuvent frapper.

Ils ont d'abord à adresser une demande au maire, qui doit saisir la Commission cantonale présidée par le juge de paix.

Si on rejette leur demande ou bien si on leur attribue une allocation insuffisante, qu'ils adressent une demande au sous-préfet. Celui-ci saisira la Commission du département, à la tête de laquelle siège le président du tribunal.

Enfin, s'ils continuent à se croire lésés, qu'ils adressent un recours au ministre de l'Intérieur, et celui-ci saisira la Commission de revision nouvellement constituée pour juger en dernier ressort.

Le ministre n'a pas encore fait connaître la composition de cette Commission, mais nul doute, je m'en fie à son équité naturelle, qu'il ne veuille la nuancer et y introduire des éléments propres à rassurer tous les intérêts et à représenter toutes les opinions.

Les esprits politiques, tous les bons Français, tous les hommes raisonnables, après

avoir applaudi le « jusqu'au bout » qui a été dit et applaudi, d'une manière si ferme, dans la journée de mardi, sont d'accord pour comprendre que, pour tenir contre l'ennemi, il faut nous tenir entre nous. Il faut que nous donnions à nos soldats une parfaite tranquillité d'esprit sur le sort de leurs familles. Il ne faut pas s'enquérir de l'opinion des gens avant de les secourir puisqu'avant de les envoyer au feu on ne leur demande pas leurs idées.

P.-S. — Le président du Conseil m'a demandé d'ajourner la proposition que je voulais déposer pour l'institution d'une fête nationale de Jeanne d'Arc et du patriotisme. Le président du Conseil a-t-il tort, a-t-il raison ? C'est une question qu'on pourrait discuter. Et je crois qu'il a tort. Mais je ne veux pas discuter, à cette heure, avec celui qui a la charge de si grands intérêts, ni opposer mon opinion propre à l'opinion gouvernementale. Ce n'est vraiment pas le moment. Je me suis rendu immédiatement au désir formel de M. le Président du Conseil.

XXV

UN DINER CHEZ DÉROULÉDE

25 Décembre 1914.

Chaque année, à cette date, un journal qui se respecte doit donner à ses lecteurs un conte, quelque récit qui se déroule ou tout au moins s'achève auprès d'un bon feu, à la lumière brillante des bougies et non loin d'un joyeux repas. C'est le conte de Noël, une petite composition qui a ses règles, sa forme déterminée par l'usage et qui doit être plaisante, familière, doucement confortable, en quelque sorte chauffée par la grosse bûche de l'âtre, éclairée par les bougies de l'arbre, et parfumée par les exhalaisons de l'oie qui achève de rôtir.

Eh bien ! ce genre de récit, où excellaient les Erckmann-Chatrian, les Coppée et les Theuriet, quand j'aurais le talent de l'inventer, je n'aurais pas le cœur à l'écrire aujourd'hui. Foin des images ordinaires de nos réveillons ! Il n'est place ce soir que pour les pensées religieuses ou patriotiques, et je songe à nos braves soldats qui, là-bas, dans les

tranchées, ouvrent les paquets que les femmes françaises leur ont envoyés ! A travers l'ombre qui les enveloppe, sous la pluie qui les fatigue, je distingue les figures de mes amis personnels et puis celles de tous mes camarades ligneurs. Et, par une pente d'émotions et d'idées, voici que ma pensée rejoint celui qui aimait tant, par avance, les soldats de la Revanche, qui les appelait et qui leur sonnait dans son beau clairon toutes les sonneries martiales de France, à se rompre le cœur. Je veux passer en esprit ma soirée avec Déroutède, tandis que s'achève l'année où nous l'avons perdu, où il a gagné la partie. Vous m'avez dit, mes chers lecteurs, que vous aviez pris du plaisir, mieux que cela, de la force morale à le suivre, l'autre jour, dans son suprême pèlerinage de Champigny, dont je vous faisais le récit. Voulez-vous aujourd'hui entrer dans sa maison, vous asseoir à son foyer, à sa table de famille ? Voulez-vous passer la soirée de Noël avec un grand Français de France ? Vous n'y verrez pas scintiller les bougies de l'arbre en feu, qui prédisent en plein hiver les fleurs que le printemps ramènera : mais, tandis qu'on allume partout ce sapin légendaire, symbole d'espoir et de renouveau, pour émerveiller les petits réfugiés de

la Belgique et de la France envahie, vous aimerez regarder et entendre le grand patriote mourant qui voyait, par delà sa mort, la résurrection de l'Alsace-Lorraine.

Il la voyait, et surtout il y travaillait à sa manière. Déroulède ne nous apportait pas de connaissances spéciales ; il ne nous proposait pas de doctrine. Il croyait à bon droit avoir fait l'essentiel quand il avait vivement et noblement remué les cœurs.

Que de fois ses amis politiques lui ont reproché de ne pas poursuivre une organisation ! Que de fois nous avons dit : « C'est très bien, mais qu'en restera-t-il ? » Il en restait plus que notre sagesse un peu grise ne croyait. Les spectateurs de Déroulède, les manifestants qu'il avait enflammés dans ses cortèges de Champigny, de Buzenval, du 14 juillet aux statues de Strasbourg et de Jeanne-d'Arc gardaient de ces étranges journées, une fois leur fièvre tombée, un contentement d'eux-mêmes, un goût des émotions nobles, un désir de les retrouver, un don de propagande, oui, le don de la parole. Ils racontaient ce qu'ils avaient vu, ce qu'ils avaient fait, surtout ce qu'ils avaient senti. Tout cela se prolongeait, tournait au bien de l'Alsace-Lorraine, de l'idée de patrie.

Cette conception des fêtes, elle était si naturelle à Déroulède qu'à toute heure, en toute circonstance, il en inventait. Chez lui, aussi bien que dans la rue. Il en improvisait sans cesse de publiques et de privées. Et je pense à cette petite solennité que, déjà mourant, il organisa pour fêter les décorations de nos amis Pallez, Galli et Tharaud. Puissent ces souvenirs rejoindre là-bas, dans les tranchées du Nord, nos deux amis Tharaud, beaux artistes et bons ligueurs, qui se battent pour la France.

Le sculpteur Pallez venait d'être nommé officier de la Légion d'honneur, Henri Galli et Jérôme Tharaud chevaliers, et tous trois avaient choisi Déroulède pour parrain. Il décida de donner un dîner en leur honneur.

Quand ce fut le jour, il me fit porter un mot dans l'après-midi, pour me recommander de venir avec mes insignes de député. Mon écharpe ! mon baromètre ! La chose me parut bien solennelle, mais j'obéis à mon hôte, et dans cet équipage j'arrivai exactement à l'heure fixée, c'est-à-dire à sept heures trois quarts.

— Déroulède est dans un mauvais jour, me dit le docteur Magnin. Il sort à peine de

son lit. Vous allez le voir bien oppressé. Tâchez qu'il ne parle pas.

Cependant, tout le monde était réuni. Les deux Tharaud avec leur mère, Henri Galli avec ses deux fils, notre cher Marcel Habert, le patriote alsacien Sansboeuf, maire adjoint du VIII^e arrondissement, vingt convives environ. Et M^{lle} Jeanne nous dit :

— Mon frère s'excuse de ne pas venir pour l'instant au salon, il vous prie de le rejoindre dans son cabinet de travail.

Dans cette petite pièce de livres et de souvenirs, fortement éclairée, nous trouvâmes Déroulède assis, appuyé sur une canne et ravagé par le mal. Il était en habit, et la blancheur du linge, la raideur du col accusaient encore la teinte terreuse de son noble visage. Aussitôt il se leva en s'aidant au bras de Marcel Habert, rejeta sa canne par dignité et se mit à parler, sa grande taille un peu pliée, sans tenir compte du souffle qui par instant lui manquait, ni de ses jambes enflées qui ne le portaient plus.

— Mes chers amis, je vous ai demandé de venir dans ce cabinet, parce qu'on y est entouré de souvenirs nobles. Voici la balle qui frappa mon frère à Sedan ; voici la canne d'Alfred de Musset ; voici le buste d'Émile

Augier, des livres de grands écrivains...

Ainsi, tout de suite, avec sa belle imagination, il illuminait l'atmosphère.

Bon, me dis-je, c'est sûr, il va être sublime. Le thème à développer, l'amitié qui le remplit, ses tragiques pressentiments, tout y prête. Il va mettre dans l'âme de ces deux enfants qui l'écoutent des souvenirs impérissables, des sentiments qui les accompagneront toute leur vie. Voici des fils qui vont entendre louer leur père. Voici une mère qui sera félicitée dans ses fils. Jusqu'à quel moment du discours se raidiront-ils contre les pleurs?... Ah! ce ne fut pas long! Le diable d'homme, dans cette petite pièce, en cinq minutes, avait créé une atmosphère noble, enivrante et d'ailleurs irrespirable. A quoi bon essayer que je retrouve les mots? Vous donnerais-je l'accent loyal, rapide et fort, le visage si brave? Il lisait et commentait le règlement de l'Ordre, et il disait qu'à ces nouveaux légionnaires il n'avait pas à recommander la fidélité à l'honneur. C'était la magnifique allocution d'un chef, en même temps que les *ultima verba* de l'amitié. Il y avait de quoi attraper une maladie pour le cœur le mieux accroché. Vous pensez où en était le sien!

— Asseyez-vous, Déroulède, lui disions-nous avec angoisse.

— Non ! inutile. Il y a des choses qu'il faut dire debout. Il s'agit de l'honneur. Faisons d'abord ce que nous avons à faire ; disons ce que nous avons à dire. Après, j'espère bien que je pourrai dîner avec vous, ou du moins boire mon lait à votre table ; je n'aurai plus qu'à vous écouter. Si je suis trop fatigué, eh bien ! c'est Barrès qui vous parlera au dessert.

Et le docteur Magnin, dans un coin, murmurait :

— Il ne pourra pas rester dix minutes à table.

Mais lui, tenant toujours en main les règlements de l'Ordre :

— Au nom de Monsieur le grand chancelier de la Légion d'honneur et en vertu des pouvoirs qu'il nous a confiés, nous vous recevons comme chevalier de la Légion d'honneur.

Par trois fois, pour chacun de ses amis, il répète cette formule et les instructions qui la suivent. A chacun il donne l'accolade ; à chacun il donne une belle et longue louange. Et pour chacun, avec cette vertu qu'il possédait à un degré suprême d'aller droit dans le

secret du cœur, il trouvait la manière la plus émouvante. Il définit l'art de Pallez. Galli est encadré de ses deux fils, c'est à eux qu'il vante leur père. Les Tharaud entourent leur mère ; c'est elle qu'il félicite. Et sans réserve, il mêle son émotion à la leur. Une fois encore il a obligé son cœur à le servir. Rien de plus beau que cette voix chaude, rapide, rythmée, toujours montante et retenue, empêchée par le manque de souffle, une vraie lutte sous nos yeux de l'âme et de la maladie.

Nous passâmes à table pleins de reconnaissance et de terreur de l'avoir tué. Le généreux homme et sa sœur avaient voulu que le repas fût somptueux, tout en fleurs, embelli d'une multitude d'ingéniosités charmantes, depuis les verres où chacun trouvait une petite pièce d'argent au millésime de l'année, jusqu'au menu orné d'une croix de la Légion d'honneur, et où le lièvre de Charente voisinait avec les gâteaux lorrains, tandis qu'au milieu du surtout régnait une Colette Baudoche en terre cuite. Autant de subtilités à la mode de la vieille France : une fête chevaleresque où il avait accumulé tout ce qui pouvait donner de la force aux idées d'honneur et d'amitié : une fête que M^{lle} Jeanne supporta le sourire aux lèvres, qu'il présida, pâle et défait

comme un mort, à demi couché sur une chaise longue, à l'un des bouts de la table, devant un verre de lait, nous répétant trente fois :

— Merci ! Les docteurs ne comprennent pas que je vis de l'électricité que je reçois de mes amis et de celle que je leur donne.

C'était une soirée d'une beauté morale incomparable.

Où êtes-vous, rieurs de cet homme ? Dites avec moi que vous l'admirez et que vous l'aimez. Vous voudriez qu'aujourd'hui la France en possédât de pareils par milliers. Elle les a. Dans les tranchées. Ce sont tous nos officiers et ceux qui, demain, de simples soldats deviendront des chefs, et d'hommes entraînés, des entraîneurs d'hommes.

P.-S. — A ceux qu'intéresse l'*Oeuvre des Invalides de la guerre* (ateliers d'éducation et bureaux de placement pour les mutilés), établie par l'initiative du professeur Gaston Michel, de Nancy, et de M. Jean Buffet, président de la *Société nancéienne*, belle idée que j'ai à plusieurs reprises exposée à mes lecteurs, je puis annoncer que nous sommes d'accord avec le sénateur Herriot, maire de Lyon, pour une *Association nationale*, ayant

son siège à Paris, et qui fédérerait les installations déjà créées à Lyon et à Nancy. La *Société de médecine* nous apporte un précieux concours, dont nous la remercions.

XXVI

UN TÉMOIN RACONTE LA VIE HÉROÏQUE DE PÉGUY

26 Décembre 1914.

J'ai reçu une lettre datée du 12 décembre et qui m'a été écrite par un soldat du 276^e régiment d'infanterie. Ce soldat s'appelle Victor Boudon : il a été blessé le 6 septembre, à la bataille de l'Oureq : il est aujourd'hui soigné à l'hôpital n^o 17, à Laval.

Ce brave me dit : « J'ai eu l'honneur de combattre aux côtés et sous les ordres de Charles Péguy, dont vous avez glorifié la belle mort au champ d'honneur. Il fut tué le 5 septembre à Villeroy, à côté de moi, *alors que nous marchions à l'assaut des positions allemandes.* »

Voilà qui est capital. Voilà qui donne son

élan définitif à toute l'œuvre de ce noble esprit. Il a vécu, ou du moins il a voulu vivre en marchant à l'assaut des positions allemandes ; il distinguait, chaque jour mieux, que le terrain français est encombré d'un germanisme inacceptable, stérile, menaçant. Ce que nous retenons de son œuvre littéraire dénonce, attaque et repousse l'invasion spirituelle de la Germanie dans notre Université. Et il meurt, l'épée à la main, à la tête des soldats de Délivrance, *en marchant à l'assaut des positions allemandes*. Le poème est parfait.

Mon correspondant, depuis son hôpital, continue sa lettre en disant : « J'ai fait de cette belle mort un petit récit, dépourvu de toute prétention littéraire. Si vous croyez devoir le publier, je serai heureux de rendre ainsi un dernier hommage à la mémoire de ce brave, qui pour nous était un vrai ami. »

Certes, je publie ce document. Il ne pourra plus être détaché de l'œuvre que nous maintiendrons : il en forme le complément et l'illumine toute. Victor Boudon ajoute : « Je vous laisse bien entendu le soin de le mettre au point, en le corrigeant. » Comment ! le corriger, mais il va faire loi, votre récit, mon cher Boudon. Vous êtes le témoin, et quel témoin ! Péguy tombe auprès de vous.

le 5. Vous continuez et vous tombez le 6. Et moi, j'interviendrais pour « mettre au point » les choses ! J'ai grande envie de faire le voyage de Laval pour vous aller dire à votre hôpital que vous avez des modesties bien injurieuses. Mon cher soldat, mon cher blessé, je ne change pas une ligne de votre rapport glorieux. Il appartient dorénavant à l'histoire littéraire. La censure, dont les délicatesses ne peuvent être pressenties ni de vous, ni de moi, verra si elle veut supprimer certaines précisions de lieux et d'armées : en tout cas, nous les rétablirions plus tard...

La 55^e division de l'armée de Paris, dont mon régiment, le 276^e, faisait partie, se trouvait le 5 septembre au matin à la gauche de l'armée qui venait de recevoir enfin l'ordre général d'offensive « se faire tuer sur place plutôt que reculer ! » En face de nous, sur les collines boisées qui s'étendent de Dammartin à Meaux, les « boches » de von Kluck qui nous suivaient pas à pas dans notre terrible retraite, depuis Roye, étaient à l'affût, invisibles, terrés dans leurs tranchées comme des bêtes sournoises.

Sous une chaleur torride, le bataillon faisait une courte halte dans le coquet village de Nantouillet. Assis sur une pierre, comme nous blanc de poussière, couvert de sueur, la barbe broussailleuse, les yeux pétillant derrière ses lorgnons, je vois encore notre cher lieutenant, le brave Charles Péguy, l'écrivain, le poète, le soldat, que tous nous aimions comme un ami, qui en Lorraine comme pendant la retraite, insensible à la fatigue, brave sous la mitraille, allait

de l'un à l'autre, encourageant par la parole et l'action, courant de la tête à la queue de notre compagnie (la 19^e), mangeant comme nous un jour sur trois, sans une plainte, toujours jeune malgré son âge, sachant le parler qui convenait aux Parisiens que nous étions pour la plupart, relevant d'un mot bref tantôt mordant tantôt ironique ou gouailler les courages défaillants, toujours vaillant, prêchant l'exemple : je revois encore notre cher lieutenant, nous disant à l'heure où beaucoup désespéraient sa conviction absolue de la victoire finale, tout en relisant avidement une lettre des siens, tandis qu'une larme de plaisir mouillait ses yeux.

Une heure après, comme sonnait midi, nous arrivions par un petit sentier bordé d'arbustes, près de la ferme de la Trace, en face du petit village de Villeroy, où le bataillon devait cantonner. Une courte pause est à peine sifflée que, brusquement, autour de nous, viennent éclater des obus allemands qui jettent un certain désarroi dans les rangs. La surprise est grande, de cette canonnade terrible et inattendue qui tue et blesse quelques hommes et chevaux, mais bravement, sous les shrapnells et les percutants, la batterie de 75 qui nous précédait se mit en action, au pied du petit hameau de La Baste. Quelque peu éprouvés au début, nos artilleurs, au bout de quatre heures d'un duel acharné, avaient imposé un silence complet aux batteries prussiennes, qui furent anéanties et dont nous retrouvâmes le lendemain, à l'entrée du village de Monthyon, en nous portant à la poursuite de l'ennemi en recul, les restes informes mêlés aux débris sanglants des artilleurs boches hachés et éventrés par nos obus.

Pendant que nos canons luttaient ainsi victorieusement, le bataillon prenait sa formation de combat et la compagnie se déployait en ligne de sections par quatre, la section Péguy tenant la droite. De temps

en temps, un ordre bref : « Couchez-vous ! En carapace ! » c'est pour laisser passer une volée d'obus, qui éclatent autour de nous sans causer de dommages.

Abrités derrière un repli de terrain, nous attendions, sous les obus mal repérés de l'ennemi, le moment de partir à l'assaut de ses retranchements, assaut déjà tenté vainement, à notre droite, par les tabors marocains. L'ordre vint enfin et, joyeux, nous partîmes en avant, déployés en tirailleurs, sous l'énergique direction du capitaine Guérin qui, à côté de Péguy, se trouvait à la droite de notre ligne. Il était 5 heures, l'artillerie allemande, foudroyée, s'était tue : mais, en arrivant sur la crête, une terrible grêle de balles nous accueille ; nous bondissons dans les avoines couchées et emmêlées, où beaucoup tombent : la course est pénible. Un bond encore, et nous voilà abrités derrière le talus de la route Iverny-Chauconin, haletants et soufflants. Les balles sifflent à ras de nos têtes ; nous tirillons à 500 mètres sur les Allemands, bien retranchés derrière les arbres et arbustes qui bordent le petit ruisseau de la Sorcière et presque invisibles dans leurs uniformes couleur terre. À travers une éclaircie d'arbres, on aperçoit par instants la course rapide de compagnies allemandes escaladant la côte, soutenues par le tir infernal de ceux qui sont devant nous. Elles se replient vers Monthyon et Chauconin, qu'elles incendient en partie par vengeance.... Ils reculent !... Ils reculent !... La voix jeune et claironnante du lieutenant Péguy commande le feu, indique les hausses et les points de mire, il est derrière nous, appuyé à un rouleau agricole abandonné sur la route, debout, brave, courageux sous l'averse de mitraille qui siffle, cadencée par le tap-tap infernal des mitrailleuses prussiennes.

Cette terrible course dans les avoines nous a mis à bout de souffle, la sueur nous inonde et notre brave

lieutenant est logé à notre enseigne. Un court instant de répit, puis sa voix, sur un signal du capitaine, nous claironne : « En avant ! »

Ah ! cette fois, c'est fini de rire. Escaladant le talus et rasant le sol, trébuchant dans les betteraves et les mottes de terre, courbés en deux, pour offrir moins de prise aux balles, nous courons à l'assaut. La terrible moisson continue, effrayante ; la chanson de mort bourdonne autour de nous, 200 mètres sont ainsi faits, mais aller plus loin pour l'instant, sans une ligne de soutien en arrière, et dans l'impossibilité d'être ravitaillés en cartouches, c'est une folie, un massacre général, nous n'arriverons pas dix ! Le capitaine Ginérin et l'autre lieutenant, M. de la Cornillère, sont tués raides. « Couchez-vous, hurle Péguy, et feu à volonté ! » ; mais lui-même reste debout, la lorgnette à la main, dirigeant notre tir, héroïque dans l'enfer.

Nous tirons comme des enragés, noirs de poudre, le fusil nous brûlant les doigts. A chaque instant, ce sont des cris, des plaintes, des râles significatifs ; des amis chers sont tués à mes côtés. Combien sont morts ? Blessés ? On ne compte plus.

Péguy est toujours debout, malgré nos cris de : « Couchez-vous ! », glorieux fou dans sa bravoure. La plupart d'entre nous n'ont plus leur sac, perdu à Ravenel, au cours de la retraite, et le sac, à ce moment, est un précieux abri. Et la voix du lieutenant crie toujours : « Tirez ! Tirez ! Nom de Dieu ! » D'aucuns se plaignent : « Nous n'avons pas de sac, mon lieutenant ; nous allons tous y passer ! » « Ça ne fait rien ! » crie Péguy dans la tempête qui siffle. Moi non plus je n'en ai pas, voyez, tirez toujours ! » Et il se dresse comme un déli à la mitraille, semblant appeler cette mort qu'il glorifiait dans ses vers. Au même instant, une balle meurtrière fracasse la tête de ce héros, brise ce front généreux et noble. Il est tombé sur le côté.

tout raide, sans un cri, ayant eu, dans le recul des barbares, l'ultime vision de la victoire proche : et quand, 100 mètres plus loin, je jette derrière moi un rapide coup d'œil alarmé, bondissant comme un forcené, j'aperçois là-bas comme une tâche noire au milieu de tant d'autres, étendu sans vie, sur la terre chaude et poussiéreuse, à demi enseveli dans les larges feuilles vertes des betteraves, le corps de ce brave, de notre cher lieutenant.

Voilà le procès-verbal de la plus belle des morts. Il nous restera, après la guerre, le devoir d'inviter tous les Français à lire le poète mort pour nous et qui chantait :

Heureux ceux qui sont morts pour une juste guerre,
Heureux les épis murs et les blés moissonnés.

.....
Heureux ceux qui sont morts dans les grandes batailles,
Couchés dessus le sol à la face de Dieu.

P.-S. — Le Menuet, fidèle trésorier de la *Ligue des Patriotes*, m'écrit qu'il ne serait pas raisonnable, cette année, de demander leur cotisation aux ligueurs. Ils se battent ou bien ont des fils qui se battent. Chacun verse sa quote-part à la France. Alors Le Menuet fait appel aux bonnes volontés.

La *Ligue* a peu de dépenses : elle rend des services, constitue un cadre, répand un esprit qu'il ne m'appartient pas de louer, mais que j'expose ici chaque jour. Ligueurs et non ligueurs, voyez ce que vous voulez faire :

M^{lle} Jeanne Déroulède et moi, nous envoyons nos deux cotisations à Le Menuet, aux bureaux de la *Ligue des Patriotes*, 2, rue de Valois. Je me chargerai aussi de transmettre les souscriptions qu'il plaira à des amis de m'adresser. A l'avance, merci!

XXVII

LA VIE NORMALE ET LA GUERRE LENTE

28 Décembre 1914.

Des bruits d'offensive générale courent dans le public. On semble attendre une bataille à la Napoléon. Dites bien autour de vous l'ina-
nité de ce genre d'espoir. La guerre d'aujourd'hui ressemble à l'art napoléonien comme la Galerie des Machines à la Sainte-Chapelle. Ne comptez pas sur des Marengo et des Austerlitz. Comptez sur d'utiles marches en avant, des « bords » qui nous assurent telle et telle position, perfectionnent nos lignes de défense et rendent intenable les lignes ennemies, et puis comptez sur l'usure de l'Allemagne, sur l'usure de son matériel de guerre autant que de ses armées.

La plus utile vertu française, à cette heure,

c'est la patience. Que nous sachions durer et nous maintenir, combattants et non combattants, nos chefs nous demandent cela avant tout.

Si je comprends bien nos dispositions moyennes, aux uns et aux autres, c'est plus que tout, de l'immobilité, oui, de cette période immobile que nous paraissions souffrir. Disons-nous que la France s'ennuie ? Ce mot historique, né dans des circonstances qui semblent aujourd'hui bien peu intéressantes, il serait quasi impie de l'appliquer aux épreuves si vraies, si graves de la patrie. Mais il y a quelque chose de cela. Nous-mêmes, non combattants, nous pourrions être atteints par cette atmosphère ; aussi, quand elle s'aggrave de tous les désagréments et périls des tranchées, il est magnifique qu'elle ne détende pas les plus fiers ressorts.

« A cette situation immobile, disent quelques-uns, on ne voit pas d'autre remède que le temps et l'usure, puisqu'une vive avance nous remettrait en face des mêmes difficultés simplement déplacées. Et tout va durer longtemps, à moins d'événements imprévus. »

On a le droit de compter sur des événements imprévus. L'Allemagne sera toute transformée, le jour où elle apprendra la vérité

que nous n'éprouvons aucune gêne à étaler et à discuter devant tous. Je ne crois pas à une guerre aussi traînante, aussi longue que de froids raisonnements nous amèneraient à la prévoir.

Dès maintenant, les Austro-Allemands ne sont plus capables d'attaquer à la fois sur les deux fronts. Il y faudrait trop d'hommes et de munitions. Ils se portent (comme ferait un dogue harcelé par deux solides porte-bâtons), ils se portent d'une extrémité de leur champ clos à l'autre. Avec une méthode magistrale, ils courent, sur leurs rails, de l'Orient à l'Occident et de l'Occident à l'Orient. Veulent-ils porter ou parer un coup en Pologne, ils se démunissent en France, et *vice versa*. Ils sont toujours capables de ramener en France (où d'ailleurs ils trouveraient à qui parler) leurs meilleures troupes de Pologne : mais s'ils se dégagent du côté des Russes, ceux-ci en profiteront pour se dilater. L'Allemagne donne un coup de croc à gauche, en découvrant son flanc droit ; un coup de croc à droite, en livrant son flanc gauche ; et dans ce va et vient, si merveilleusement réglé et exécuté qu'on veuille le supposer, toute armée, fût-elle colossale et, de plus, en acier, s'use nécessairement.

Il n'y a pas lieu de prévoir une grande bataille dramatique d'où l'empereur allemand fuirait au grand galop de son cheval de guerre, mais il est certain que ces mouvements ruineux, d'une frontière à l'autre, auxquels recourt le grand état-major allemand deviendront plus obligatoires, plus précipités et plus difficiles, à mesure que durera la guerre. L'aigle allemand se déplumerait par ses propres agitations dans sa cage, quand même il aurait cette supériorité du bec et des serres qui évidemment lui échappe.

Les forces austro-allemandes, encore que nous ayons entendu les calculs que l'on faisait ces jours derniers, ne peuvent plus être augmentées dans la mesure où celles des alliés vont croître. La mobilisation des Russes continue et continuera quasi à l'infini. Leur pays est un réservoir inépuisable d'hommes. L'armée anglaise qui va entrer en ligne est hautement appréciée des connaisseurs par la richesse de son matériel et par la solidité des recrues. Au point de vue moral, notez qu'ils se sont engagés pour une guerre nationale. Au point de vue physique, les hommes que l'on entraîne depuis quatre mois sont les produits d'une sélection. Fait d'une grande importance. En Angleterre et dans les colonies

anglaises, on peut encore choisir, trier les hommes, et l'on va nous envoyer la fleur de la race, tandis que l'Allemagne en arrive à lever ce qu'elle avait d'abord mis au rebut. Toutes les forces de la raison nous donnent à penser que le rebut d'une conscription soutiendra difficilement les durs exercices de va et vient, de l'est à l'ouest, et le choc d'une masse préparée et choisie. Enfin, il y a la France qui, matériellement, est en meilleur point, chaque jour.

Ceux qui lisent avec soin les « communiqués » ne peuvent manquer d'avoir pris, ces temps-ci, une singulière confiance dans la solidité de notre artillerie lourde, car ils savent que, dans les dernières semaines, elle vient d'affirmer sa supériorité autour de Reims et devant Soissons. Par là, sans que personne me demande de préciser davantage, notre situation est meilleure qu'au début de la guerre.

Répétons, une fois de plus, la déclaration que le parti socialiste insère dans son beau manifeste, la formule nationale de cette guerre, le serment où nos voix unanimement se confondent : « La lutte est pénible. Elle peut être longue. C'est la guerre d'usure la plus terrible. Elle ne nous lassera pas. » Quelque imprévu, j'en ai la conviction, viendra l'abréger : mais

le pouvoir civil ne devrait-il pas agir comme s'il admettait des hostilités indéfiniment prolongées ?

Ne faudrait-il pas en venir à une organisation toute neuve de la France mobilisée, une organisation exceptionnelle et appropriée, pour faire durer à la fois l'offensive lente du front et les services indispensables de l'intérieur ?

L'Empire romain, derrière ses *castella*, maintenait ses frontières, et se trouvait dans l'état de guerre lente qui deviendra, peut-être, le nôtre pour de longs mois. Nos politiques ont à examiner si, dans certaines conditions, qui seraient à établir, l'état de guerre ne peut pas devenir aussi normal que l'état de paix. Il eût mieux valu y réfléchir à l'avance. Mais sur tous les points nous nous en sommes remis à l'improvisation : nous nous sommes fiés à notre souplesse et à notre entregent pour adapter la nation en armes aux conditions modernes de la guerre.

P.-S. — J'ai reçu d'une personne extrêmement généreuse, qui désire garder l'anonymat, une somme de quinze mille francs pour être entièrement employée par *l'Echo* au profit des régiments d'infanterie du 20^e corps d'armée.

Il m'a été particulièrement agréable de pouvoir servir d'intermédiaire entre cette personne patriote et ces belles troupes de l'Est, qui se sont si magnifiquement battues depuis le début de la campagne. (O censure qui m'empêche de donner la suite de leurs services et leur itinéraire dans ces quatre derniers mois!) Ces soldats, jadis, étaient en grande majorité des Lorrains. Ils ont chèrement payé leur tribut à la défense de Nancy et la rançon de la victoire future. Mais tâchons pour le moment de ne pas jeter un regard sur le champ de bataille et de ne voir que le but à atteindre.

J'ai eu l'honneur d'écrire à l'état-major du 20^e corps d'armée, qui vient de m'indiquer le meilleur moyen d'utiliser cet argent d'une manière utile pour nos braves soldats.

XXVIII

MONSIEUR LE NOTABLE SUR SON PERRON

29 Décembre 1914.

Quand je suis allé dernièrement en Alsace, — trop peu d'heures, à peine le temps de respirer quelques bouffées d'un air redevenu

français, — j'ai recueilli des images sur lesquelles je ne cesse pas de réfléchir.

J'ai vu à Dannemarie messieurs les notables, sur leurs hauts perrons, fort incertains, fort gênés. Descendaient-ils serrer la main du passant français? Non pas. Ils saluaient, se tenaient sur leur seuil. Et moi, suis-je allé franchement à eux? C'est une faute que je n'ai pas commise. Mon expérience antérieure de l'Alsace m'avertissait de les ménager et de respecter leur prudence.

Jamais on ne fera assez pour divulguer en France le régime de terreur auquel ces malheureux pays sont soumis en ce moment. Le sculpteur A. Keufling du Logebach a été accusé d'avoir dit aux troupes françaises, lors de leur entrée en Alsace, que les boys-scouts allemands étaient fort capables de leur tirer dessus. Il a été condamné à mort par le Conseil de guerre de Colmar et fusillé le 29 août. Le directeur de fabrique A. Wagner a été accusé d'avoir serré la main à un capitaine français et de lui avoir indiqué le 19 août la direction du village de Bourzwiller. Il a été condamné le 18 novembre par le Conseil de guerre de Neuf-Brisach à trois ans de travaux forcés. Ces iniquités prouvent quel héroïsme il faut à nos frères d'Alsace pour laisser parler

leur cœur. et je pense qu'elles feront excuser ceux qui voilent jusqu'à nouvel ordre leur profonde satisfaction de nous voir. Les malheureux villages occupés par nous, mais encore incertains de leur sort définitif, parfois pris et repris par les deux belligérants, ne vivent qu'à demi et dans une situation terrible. Il n'en est guère où ne soient restés des yeux et des oreilles teutoniques. Les Allemands n'y reviendront plus. D'accord. Mais s'ils y revenaient, ne fût-ce qu'une demi-journée? Il y aurait des mouchards mortels. Les paysans, les bourgeois le savent et se réservent.

Ils se réservent, sur leurs hauts perrons. Ils se taisent, ils attendent. Mais tout au fond, que pensent-ils?

C'est la question qu'il faut se poser, qu'il faut étudier. Et beaucoup d'entre nous y répondent avec précipitation et légèreté. Certains Méridionaux et des Parisiens ont vécu sur l'image de l'Alsace-Lorraine enchaînée, liée au poteau noir-blanc-rouge et attendant la première occasion de se jeter dans nos bras. C'est une vérité de 1871. On nous attendait. Mais cette amoureuse a pris quarante-quatre années, tandis que nous ajournions d'accourir. Et voici qu'arrivant après

ce long retard, nous nous scandalisons de lui voir de grands fils « qui sont soldats allemands ». Il y a pis : souvent notre amoureuse est morte en nous attendant, trop fidèle pour laisser là-bas une famille, et dans sa chambrette loge une affreuse sorcière d'outre-Rhin :

Qu'on ne s'imagine pas, m'écrit un officier, « né à Strasbourg et vieil ami d'Ehrmann et de Colette », qu'on ne s'imagine pas ne trouver ici que des amis ! Il y aurait trop de désillusion ! Même parmi les anciens Alsaciens, il y aura de-ci de-là quelque froideur ou méfiance. Quarante-quatre ans de régime d'oppression, d'espionnage pèsent sur l'esprit de notre pauvre peuple alsacien ; et nos deux retraites de Mulhouse, suivies des représailles allemandes, ont montré encore plus à nos populations qu'elles doivent manifester avec prudence leurs vrais sentiments. Et puis, il y a tous les immigrants. En Basse-Alsace, nous en rencontrerons encore plus qu'en Haute-Alsace et, pourtant, de là nos soldats ont rapporté de cruels souvenirs. Le 9 août, dans la nuit, quand sous l'attaque en masse des 14^e et 15^e corps allemands nous avons reçu l'ordre de nous replier, nous avons dû nous frayer un passage dans les rues du village de Riedisheim, où des soldats allemands s'étaient déjà glissés. Des civils aussi participaient au combat et de beaucoup de maisons des coups de feu nous massacraient, la nuit. On vit des scènes sauvages : nos hommes avaient dû combattre depuis quatre heures du soir, sans manger, ni boire. D'une fenêtre, on leur tendait un seau rempli d'eau et le malheureux qui s'arrêtait à boire était fusillé à bout portant ! Beaucoup de mes camarades et de mes hom-

mes sont revenus de là exaspérés contre les Alsaciens et j'ai eu toutes les peines du monde à leur expliquer qu'ils n'avaient pas eu affaire à des indigènes d'origine française, mais à des immigrants venus d'outre-Rhin depuis 1871.

Ainsi le premier point, c'est de faire le triage des personnes, et de distinguer les vieux Alsaciens, nés de Français, et les jeunes Alsaciens nés d'Allemands. Ensuite il faut faire le triage des sentiments dans une même personne et comprendre, accepter d'apparentes contradictions.

C'est très complexe la conscience d'un Alsacien qui, toute sa vie, en rêve, a aimé la France, et, en fait, a vécu sous les institutions allemandes. Chez le bourgeois de Dannemarie coexistent des scrupules de loyalisme militaire, des inquiétudes d'homme religieux, un goût de l'organisation, une inquiétude admirative de nos audaces, et puis des habitudes et des intérêts qui s'émeuvent. Combien d'honnêtes petites gens parmi les annexés ont laissé un vieux fonds de sentiments français dépérir sous une alluvion que l'accoutumance a renforcée!

Français qui ramenons le drapeau tricolore au milieu de nos frères, disons-leur et prouvons-leur que nous entendons respecter l'Al-

sace et la Lorraine qu'ils portent dans leurs cœurs. Nous venons les libérer, et non pas, en quoi que ce soit, les peiner et les asservir.

Ici Joffre vraiment a été admirable de cœur et de génie politique. Que leur a-t-il dit? Tout ce qui pouvait les rassurer. Il a posé avec une clarté et une noblesse parfaites les deux affirmations qui doivent balayer toutes craintes. « Peut-être que les Allemands vont revenir? » murmure en soi-même le bourgeois de Dannemarie. Peut-être que les Français vont déranger nos mœurs, nos chères traditions. Mais Joffre le rassure :

Notre retour est définitif: vous êtes Français pour toujours.

La France apporte avec les libertés qu'elle a toujours représentées, le respect de vos libertés à vous, des libertés alsaciennes, de vos traditions, de vos convictions, de vos mœurs.

Ce sont ses paroles textuelles. Et pour donner plus de solennité à ces graves promesses, le généralissime se dresse de toute sa taille, déploie toute sa qualité :

Je suis la France, dit-il; vous êtes l'Alsace : je vous apporte le baiser de la France.

De telles paroles et de tels accents, qui répondent aux pensées les plus secrètes du notable de Dannemarie, forment le plus ma-

jestueux portique à l'étude que nous voulons faire, ou plutôt aux quelques indications que nous voulons continuer de donner ici, au jour le jour, sur les ménagements à prendre avec ce notable et avec tous les Alsaciens et Lorrains.

Il ne viendrait à l'esprit d'aucun de nous d'apprécier au fond aucune des mesures que croient utiles ceux qui assument les responsabilités glorieuses de la reconquête alsacienne. Nous ne jugerons pas les moyens : l'importance du but prime tout, et nous sommes à notre rang fort modeste les collaborateurs moraux du pouvoir militaire. Nous demandons simplement que les mesures militaires nécessaires soient appliquées ou expliquées de manière à rassurer le notable de Dannemarie. J'ai remué ciel et terre, je veux dire que j'ai frappé aux plus hautes portes, afin d'obtenir des adoucissements en faveur des soldats allemands de pure origine alsacienne que nous faisons prisonniers : en faveur des pauvres créatures, des servantes le plus souvent et des femmes de très modeste condition (dont les maris parfois sont enrôlés dans l'armée française) que l'on a entassées dans les camps de concentration ; en faveur des évacués d'Alsace-Lorraine, qui sont irréprochables : en faveur même de certains otages. J'ai obtenu, mais

bien peu. Je continue de demander que des femmes de cœur soient autorisées à porter des secours dans les camps de concentration, sans contrevenir aux précautions jugées nécessaires pour la sûreté nationale.

Dès aujourd'hui, je reconnais que nous avons une satisfaction. Il est décidé qu'une Commission parfaitement composée visitera les camps de concentration. Les résultats de cette inspection permettront de distribuer utilement et le plus tôt possible les secours que je sais être nécessaires. Je remercie, pour ma part, le Gouvernement, en lui signalant que pour les Messins et Lorrains, il y aurait lieu d'adjoindre au député Weill l'abbé Collin, universellement connu en Lorraine (et dont les Allemands viennent de confisquer la petite fortune, ce que je mentionne comme un titre d'honneur).

Ce n'est pas quand la mesure est prise que je vais récriminer sur les délais qu'on y a mis. Mais il importe de traduire en mesures administratives irréprochables et rapides les grandes paroles de Joffre, nous déclarant résolus à respecter « les libertés, traditions et convictions » de l'Alsace. Les deux rives du Rhin observent notre conduite. Et le monde a tant besoin de la France que ce sont les

éléments épurés de son apport que je voudrais imposer de nouveau à des zones accrues d'influence et d'action.

Tout au long de cette guerre nous semblons recourir à l'improvisation. Il semble que ce terrible heurt de la France et de l'Allemagne soit une lutte de l'improvisation, greffée sur une humanité admirablement civilisée, contre l'organisation plaquée sur des gens médiocrement civilisés. Je ne doute pas que nos qualités d'humanité n'emportent tout; je sais que le génie français est le plus capable d'organisation: mais, tout de même, je me convainrais mieux que notre Gouvernement prépare de sages solutions aux problèmes alsaciens les plus graves, si je le voyais diligemment régler les plus petits.

S'il est si difficile aujourd'hui d'adoucir le régime des camps de concentration et de créer une sympathie pour les malheureux Alsaciens-Lorrains, obligés d'être soldats prussiens, qu'est-ce que ce sera après la guerre, dans une Alsace-Lorraine reconquise, où les plus grands problèmes de la conscience se poseront et où la justice et la violence n'auront pas la sainte excuse de la légitime défense et de la protection militaire? Trois gendarmes de Narbonne suffiront à discrétion

diter le nouveau régime dans un calme village du Sundgau.

Il est d'extrême importance que le notable de Dannemarie qui, depuis son perron, regarde le retour de la France, reconnaisse tout de suite le généreux et loyal visage qu'il a tant aimé dans les livres.

P.-S. — La Commission chargée d'authentifier dans les lieux de dépôt les Alsaciens-Lorrains, qui dès maintenant méritent d'être tenus pour des Français, est composée de l'abbé Wetterlé, de MM. Weill, Laugel, Blumenthal, Helmer, Chatelain, Vilmoth et Grouvel.

Je vais transmettre à ces messieurs mes dossiers, et mes correspondants doivent avoir bon espoir que leur situation sera transformée complètement ou, pour le moins, améliorée.

XXIX

UN CÔTÉ TÉNÉBREUX DE CETTE GUERRE

30 Décembre 1914.

Je crois que l'histoire enregistrera et voudra vérifier le propos tenu par un officier allemand : « Notre supériorité, deux choses

nous l'assurent : notre artillerie lourde et nos dix-huit mille espions... »

Sont-ils dix-huit mille? Je n'en sais rien, mais ils infestaient la France. Et de même que nous aurions dû construire une artillerie lourde, dont la nécessité était proclamée, nous aurions pu les chasser, puisqu'ils étaient dénoncés.

Léon Daudet a montré un courage exemplaire, clairvoyant et persistant, quand il a mené avec les plus grands risques, sa campagne étonnante. Comment se renseignait-il? Comment ceux qui pouvaient et devaient contrôler ses affirmations retentissantes ne bougèrent-ils pas? Il a déployé le plus beau génie de perspicacité et mérité le titre de bon citoyen. J'apporte en même temps mon hommage à notre éminent collaborateur, le général Maitrot.

Oui, leur artillerie lourde et leurs espions, au début de la guerre, devaient assurer aux Allemands la supériorité, mais, après quatre mois, ces deux forces ne peuvent plus nous surprendre, ne nous dominent plus, et nous avons à cette heure des canons pour faire taire les leurs, en même temps que des cordes pour pendre leurs gens. Aujourd'hui, les avantages certains que leur a assurés leur espion-

nage sont, pour la plus grande partie, épuisés. Mais leur honneur militaire en est terni. Dans cette guerre où l'on dépense des deux parts une valeur et un esprit de sacrifice incomparables, la médaille allemande a son revers. Ces gens-là sont privés de sentiments généreux. La vilénie ne les gêne jamais. Qu'elle soit colossale, ils se croient justifiés. Au reste, je n'insiste pas sur ce point de vue de la moralité qui serait gravement retourné contre nous, si l'on pouvait croire qu'ils ont trouvé des espions parmi nos compatriotes. Je veux simplement ajouter une touche au tableau que j'essaye de tracer, au jour le jour, de cette guerre.

L'autre jour, étant à Nancy, j'ai cherché à me faire une idée des innombrables formes qu'a revêtues là-bas l'espionnage. Voulez-vous feuilleter avec moi mes notes? Elles sont incomplètes. La police municipale, la Sûreté et la gendarmerie vous en Metaient plus long, surtout le service spécial de la sûreté militaire. Mais, tout de même, j'apporte une jolie contribution aux dessous de l'histoire officielle.

Autour de Nancy, l'espionnage a revêtu toutes les formes. Il s'est étendu aux endroits les plus reculés: il employait des agents de

toutes conditions. On compte que nos villages lorrains possédaient, chacun, au moins un indicateur. L'exemple de Burghard, le faux fermier de Heillecourt, est dès aujourd'hui classique. Auprès de certains points, canaux, écluses et ponts, il y avait une ferme, une maison, une demeure quelconque occupée par des Allemands ou des gens à leur solde. Des cabanes de chasse qui semblaient abandonnées, de vieilles maisons forestières étaient utilisées irrégulièrement par des inconnus, qui furent surpris aux premiers jours de la guerre munis d'appareils à signaux ou de téléphones cachés.

L'espionnage très actif se faisait par correspondance écrite, par rapport verbal, par signaux lumineux et par télégraphie sans fil.

La difficulté de correspondre rapidement par la poste a forcé les agents allemands à employer le billet, qui se transmet par plusieurs porteurs successifs, allant de main en main d'un village à une ferme, à une usine, à un pêcheur à la ligne. Voici plusieurs faits semblables, ou peut-être plusieurs versions d'un même fait.

Un laissez-passer était exigé pour traverser le pont qui relie Varangéville à Saint-Nicolas. Or, une femme présenta à la sentinelle, au

lieu du laissez-passer, le billet même qu'elle était chargée de faire tenir aux Allemands ! Je tiens le fait d'un habitant de Saint-Nicolas, qui me l'a raconté au lendemain de l'événement. La femme fut conduite au Conseil de guerre et exécutée.

Une femme traversant le pont d'Essey, aux portes de Nancy, laisse tomber de sa poche, en tirant son laissez-passer, un billet contenant cette indication : « Hâtez-vous : le 20^e corps arrive ce soir. » C'était, en effet, l'époque où un mouvement de troupes avait fait dire en ville que le 20^e corps revenait.

Plusieurs fois, en amont de Nancy, sur la Meurthe et dans la direction de Frouard, les soldats ont arrêté, au moyen de filets en fil de fer, des bouteilles portant des messages destinés aux Allemands.

Les communications par téléphone avaient été rendues impossibles par la suppression de tout le service privé. On ne m'a pas dit qu'il y ait eu en ville ou à la campagne d'installations secrètes, mais la télégraphie sans fil a fonctionné magistralement. En septembre, la police rechercha et saisit toutes les installations d'amateurs. C'était nécessaire, car depuis longtemps les électriciens allemands installaient leurs appareils chez leurs agents,

partout où ils pouvaient et même au petit bonheur. On connaît des personnes, au-dessus de tout soupçon, à qui un voyageur ou un électricien de la ville a proposé d'avoir à l'essai et sans frais « un appareil de récréation pour percevoir l'heure de la tour Eiffel ».

On a découvert des installations un peu dans tous les quartiers de la ville. Certaines étaient habilement dissimulées, les fils dans des recoins de greniers, sous les tuiles. La police constata le mécanisme d'une tuile qui se soulevait et se replaçait aussitôt après le lancement de la fusée.

Les signaux lumineux ont été nombreux, surtout dans les six premières semaines. C'étaient des lumières persistantes, produites par l'exposition d'une lampe à la fenêtre, ou bien des lucurs intermittentes, carrées, rectangulaires, rondes, de couleurs variées. C'étaient aussi des faisceaux d'ampoules électriques, posées dans un jardin, dans un terrain quelconque, et reliées par un fil à une habitation inconnue. En cas d'alerte, le fil est cassé et retiré sans laisser de traces. Ces lumières, dirigées d'un côté quelconque de la ville, sont ordinairement reproduites sur un autre point faisant face. La côte de la Cure d'air Saint-Antoine, bien exposée vers

l'est, est couverte de nombreuses maisonnettes ou villas, dont plusieurs ont émis de ces signaux. Il a été difficile de les repérer, cependant on a effectué des visites fructueuses, à la suite desquelles les signaux se sont faits rares.

Ces sortes de signes sont vus de très loin à l'aide de jumelles. Ils ont beaucoup énervé la police locale, d'autant que le génie militaire en use aussi et que les derniers tramways, aux premières heures de la nuit, produisent des lueurs au contact de la perche et des fils aériens.

L'émotion fut surtout vive le 9 septembre, la veille du bombardement de Nancy, que personne pourtant ne prévoyait. Beaucoup de fusées s'élevèrent de toits ou de terrasses. Des cordons lumineux brûlaient le long des corniches, sur d'arrière-bâtimens, et, invisibles de la rue, apparaissaient à des points éloignés, d'où ils étaient reproduits et parvenaient ainsi à l'ennemi. Ces fusées, ces lumières fixes, ces lueurs tremblantes se mêlèrent aux éclairs de l'orage, en si grand nombre que beaucoup de Nancéiens appréhendèrent quelque chose et s'abritèrent. Au soir, on vit sur des maisons habitées par de faux Alsaciens ou par des Français ayant des bonnes dites alsaciennes

des fusées de diverses couleurs s'élever en ligne droite, suivies d'autres fusées dirigées vers le nord. Toute la nuit il y eut des fenêtres ouvertes et illuminées, ou bien des signaux produits par des lampes électriques, par des jeux de miroirs. Des habitants du quartier du Montet interpellèrent une personne de vie suspecte, qui fut ainsi avertie de cacher ses appareils avant que la police accourût.

Après le bombardement et l'éloignement des Allemands, ces feux de la nuit ont à peu près cessé. On en vit pourtant quelques-uns jusqu'à la fin de novembre.

Somme toute, à part les industriels allemands que j'ai cités et les domestiques dites alsaciennes, et certaines filles, sans doute allemandes, elles aussi, très peu de Français se vendirent. On aura traité d'espions des gens qui ne le sont pas. Toutefois, il y a lieu de se défier des commerçants qui tenaient des articles allemands. Je ne dois pas généraliser, mais les appareils électriques, les fournitures d'hôpital, les bandages et produits pharmaceutiques de marque allemande étaient introduits avec une idée d'espionnage jointe à l'idée de bénéfice commercial. J'ai depuis des années considéré que dans nos petites villes de l'Est, ces visites de commis-voyageurs pouvaient

couvrir les allées et venues d'un service régulier de renseignements militaires.

On dit, sans que je sache sur quelles données s'établit cette estimation, que le paiement courant d'un « correspondant », c'est-à-dire d'un de ces drôles qui s'enrôlent dans l'armée de l'espionnage, est de 150 francs par mois. Si leur salaire pouvait être régulièrement complété par trois balles dans le corps, ce serait justice. Mais nos gendarmes se croient toujours en temps de paix. Ils ont été dressés à n'avoir pas d'histoires, et ils respectent plus que de raison des êtres indignes que la rumeur publique désigne. Je me console en relisant une lettre écrite de l'armée :

Il vient de m'arriver une petite histoire qui m'a valu d'être complimenté par des officiers supérieurs. Étant de sentinelle dans une large vallée, je fus intrigué par les manières d'un paysan qui faisait toutes sortes d'allées et venues autour de sacs de pommes de terre. Il en avait une trentaine. Je l'ai regardé pendant douze heures. Il les plaçait en ligne droite, puis s'en allait : une heure après, il revenait et replaçait ses sacs en tas ; ensuite, toujours en regardant autour de lui, il les replaçait en V, et ainsi de suite, toujours en changeant la forme de la figure. Alors je me cachai soigneusement, et je m'aperçus qu'un avion allemand venait toutes les deux ou trois heures faire un virage au-dessus de ce champ. Alors, plus de doute, je m'approchai avec précaution du paysan, et, lui fichant mon revolver sous le nez, je l'invitai à me suivre. Alors, ce

pâle cygne, comme dit Shakespeare, commença le triste chant funèbre de sa mort certaine. Il habitait ce pays depuis deux ans, et vivait seul dans une maison à l'écart du village. On l'a fusillé ce matin. C'est incroyable. la nuée d'espions et d'espionnes qu'il y a partout.

Un officier allemand, prisonnier à Cherbourg, déclarait dernièrement (c'est le *Journal de la Manche* qui me le dit) qu'avant la guerre il était industriel à Nancy et que là, comme dans toute la France, l'espionnage était pratiqué à ciel ouvert. C'est dans le génie allemand. Ces gens-là, en effet, n'ont pas le sens de l'honneur; ils nous méprisent d'être chevaleresques; et puis, ils excellent dans les travaux patients et minutieux, dans les longues enquêtes méthodiquement poursuivies. De l'organisation plaquée sur de la mullerie, c'est leur nation, c'est le caractère de toutes leurs œuvres (vues d'un certain angle). Mais nous sommes sans excuse d'avoir détruit nos propres services de renseignements, et d'être ainsi tombés dans leurs pièges.

Les indications que je donne ici n'ont aucune valeur, parce que trop sommaires, pour renseigner sur l'immense travail des Allemands; elles prétendent simplement noter l'émotion produite dans le public par les menées des espions, par ces lueurs qui traversent le ciel

et par ces mots qui courent dans l'espace. En dépit de ces appareils scientifiques et de ces moyens à la mode du siècle, le fond des sentimens populaires et les scènes de la rue demeurent pareilles à ce qu'on voit dans les plus vieilles chroniques.

Au premier jour de septembre, quand un avion allemand jeta une bombe sur Nancy, la foule se porta vers la maison endommagée, rue Exelmans. Deux hommes causaient à l'écart. L'un d'eux demandait avec insistance des détails. « Y a-t-il des morts ? La maison est-elle brisée à l'intérieur ? » (il n'y avait pas de morts et peu de dégâts.) A ce moment, tout le monde se montra l'avion français à la poursuite du taube. L'homme s'exclama en ricanant : « Il ne l'atteindra pas ! » L'exclamation et l'accent allemand irritèrent la foule. On mena l'homme au poste. Il fut convaincu d'espionnage. Son compagnon ne fut pas retrouvé...

Ne croirait-on pas relire quelque sombre chapitre de Walter Scott, de Manzoni, ou de Dumas père ? Ainsi, le passé d'un peuple vit toujours en lui, attend de réapparaître, de remonter à la surface, est et sera toujours présent. A peine l'espion a-t-il été reconnu en un point qu'aussitôt on le voit partout.

C'est le vieux Protée, « dont la fuite même n'était que présence déguisée ». Toutes les parties de notre territoire que la Germanie a approchées, elle les a ramenées aux heures les plus ténébreuses de l'humanité. C'est un esprit de mort qu'elle fait partout palpiter. Il n'en allait pas ainsi aux jours de la Grande Armée en Allemagne.

Je laisse subsister ce chapitre 49 dans certaines de ses parties. Il m'avait été dicté tout entier à Nancy et par là il est un document. Ses couleurs sont de l'époque ; je les garde à ce titre, mais je supprime et désavoue des bruits de ville dont je m'étais fait l'écho.

D'une enquête officielle que l'on a bien voulu me communiquer, il résulte que les faits que j'avais enregistrés « ont bien été racontés à Nancy, mais qu'ils sont ou inexacts ou considérablement exagérés ».

Des noms ont été prononcés à tort. Réparons cette injustice et cette erreur en précisant ce qui seul demeure exact :

Le cas Burghard est vrai. Cet individu a été condamné pour espionnage quelque temps avant la guerre par le Tribunal de Toul.

Les deux seuls faits d'espionnage certains au début de la guerre concernent Papelier, maire de Leyr, et un ouvrier des forges de Champigneulle, dont le nom m'échappe. Tous deux ont été condamnés à la détention ; la peine de mort n'était pas applicable, leur arrestation ayant eu lieu avant la déclaration de la guerre.

De janvier à juillet 1915, trois femmes ont été condamnées à mort dans le secteur de Nancy, une autre, à Toul, à vingt ans de détention. Ces femmes venaient d'Allemagne en France par la Suisse.

XXX

LA BATAILLE VUE PAR UN HÉROS

31 Décembre 1914.

Nous lisons par centaines des lettres vaillantes et charmantes de soldats. Aujourd'hui, c'est la lettre d'un chef que j'ai l'honneur de mettre aux mains des amis de *l'Écho*. Ils y trouveront une interprétation saisissante de la bataille et la sincérité d'une âme héroïque :

Notre vie, nous sommes toujours prêts, si la France en a besoin, à la donner tout de suite. C'est ce qui arrive à beaucoup d'autres, à beaucoup trop d'autres en ce moment-ci. C'est ce qui est arrivé entre autres le..., trois quarts d'heure avant que je sois moi-même descendu, à un pauvre vaillant capitaine d'artillerie qui marchait près de moi avec la batterie.

Il était radieux ; nous venions de faire de la bonne besogne, et de démolir avec ses pièces plusieurs canons ennemis en face de nous, dont les caissons avaient sauté en feu d'artifice. Sa gaieté a été brusquement coupée par une réponse inattendue et d'une précision impressionnante. Une salve d'obus passant par-dessus ma tête est

venue s'abattre juste à ses pieds. Un éclat monstrueux lui a traversé la poitrine par le cœur. Il a fait : « Ah ! mon Dieu ! » Son adjudant a dit : « Je suis foutu ! Un des pointeurs a exhalé son âme dans un énorme soupir prolongé qui était un gargouillement dont j'ai encore le bruit dans les oreilles. Tout cela en beaucoup moins d'une seconde, dans une clarté de tonnerre aveuglant.

Je me suis retourné, persuadé que c'étaient nos propres obus qui venaient d'éclater dans les pièces. Les trois hommes étaient alignés côte à côte, les mains sur les haunches, comme à la parade, mais ils étaient étendus tout du long sur le dos et avec, sur les visages dont les yeux brillaient encore, un air de calme et de repos que je reverrai toujours. D'autres servants, appuyés contre les roues ou tombés sur les genoux, se tenaient les deux mains pressées sur les plaques pourpres qui avaient été, l'instant d'avant, leurs figures, retenant mal des nez, des yeux, des dents et des hoquets d'atroces souffrances.

Ces tableaux sont épouvantables et grandioses comme tous les holocaustes librement consentis à l'idée de la patrie, qui ne prend visiblement sa forme qu'à ces instants de tragique beauté.

Pour ma part, je n'avais pas une égratignure. Mon tour ne devait venir qu'un peu plus tard. Les premiers bataillons de ma batterie dépassaient la batterie démontée, et se lançaient à la charge sous une véritable voûte d'obus et de marmites que construisaient pour eux, de face et de flanc, les batteries ennemies. Je n'avais pas le temps de méditer sur le petit événement qui venait d'altrister ce coin du champ de bataille et de m'arracher deux larmes des yeux. Il me fallait me rendre à mon poste de commandement, au milieu des soldats dont les lignes avançaient.

Ce ne fut qu'un assez long temps après que je m'aperçus que je marchais avec mon képi à la main. Chose bizarre, tout en accomplissant machinalement le rite de mon commandement au combat, veillant sur le maintien du dispositif d'attaque, conformément à ma fonction, c'était surtout le corps du pauvre capitaine R... et de ses adjoints que je voyais, et c'était cela que, irrésistiblement, je saluais en me découvrant. Cette espèce de hautesse fantomatique a persisté plusieurs minutes, peut-être dix, peut-être plus. Puis elle a été emportée par les explosions d'obus qui se succédaient plus rapides et précipitées, faisant d'autres hécatombes, brossant d'autres tableaux de mort et de beauté, me

ramenant brutalement aux réalités immédiates. Car l'immédiat à la bataille, c'est ce qui arrive, ce n'est déjà plus ce qui vient d'arriver...

Mais aujourd'hui encore, un grand mois écoulé, chaque trait du tableau de la batterie R... à la seconde du foudroïement, se retrace fidèlement à sa place sous mon regard qui évoque : j'entends encore une voix c'était la mienne : « Eh bien ! capitaine ? » J'observais à la lunette un point que je venais de lui indiquer à canonner, et m'étonnant de n'avoir pas encore entendu parler ses canons derrière moi, j'en faisais, sans me retourner et sans cesser de regarder, l'observation. Et une autre voix c'était la sienne, quelques secondes après : « Ah ! mon Dieu ! » Il n'était déjà plus... Entre les deux interjections, la mort avait passé, foudroyante et bienheureuse, puisqu'il ne l'avait pas sentie. Mais si promptement que l'âme lui eût été arrachée, le grand cri suprême poussé par le pauvre capitaine foudroyé montre qu'il eut encore le temps de la rendre au maître de toutes choses.

Cette toute petite scène, vécue sur un point minuscule de l'immense champ de bataille eut la durée d'une fulguration, que d'autres instantanés semblables avaient précédée, que d'autres allaient suivre. Imaginez-la, répétée à des cen-

taines d'emplaires, sans trop grandes variantes, sur toute l'étendue de la zone où les deux armées s'étreignent, et vous aurez une vision approchée du tableau de guerre brossé par le combat moderne.

N'allez pas vous figurer que l'œil y découvre des masses bigarrées de soldats qui s'avancent en troupes serrées les unes contre les autres jusqu'à ce que les baïonnettes soient croisées, suivant le cliché traditionnel... pour les civils ! Votre représentation serait complètement erronée. Il faut un œil très exercé pour apercevoir des hommes pendant le combat. Quand, enfin, on a vu quelques-uns subitement dressés comme diables jaillissant de la boîte à surprises, ce n'est jamais que pour quelques secondes et la vision rentre dans la terre aussi brusquement qu'elle en a jailli ; mais si, à ce moment, au lieu de laisser le regard fixé sur le point où elle vient de s'évanouir, attendant qu'elle revienne, vous le déplacez vers la droite ou vers la gauche, vous voyez la même apparition se produire dans les mêmes conditions d'instantanéité. On croirait que le terrain a été à l'avance semé d'appareils à éclipses représentant une file de silhouettes à intervalles et qui auraient la faculté d'avancer lentement, soit pendant qu'elles sont visibles, soit pendant

qu'elles ne le sont pas. Au bout d'un long moment de cette observation et quand notre œil, s'étant accoutumé, commence à percevoir des détails, il remarque de-ci de-là, un peu partout des petits tas clairs ou sombres, mais tranchant sur le vert de la prairie ou le jaune des champs. Ceux-là restent toujours visibles et, de plus, immobiles dans la même position. Ce sont les silhouettes cassées, ce sont les morts... C'est tout.

Par exemple, ce n'est pas pour l'audition comme pour la vision, et les oreilles n'ont pas besoin d'être exercées pour entendre un tintamarre diabolique composé d'une quantité ininterrompue de claquements secs comme ceux que produiraient une multitude de fouets violemment secoués. Ce sont les coups de fusil, ponctués à chaque seconde par les explosions stridentes ou graves des obus et marmites, dont le bruit est infiniment moins monotone et aqueux que celui des mitrailleuses et des fusils.

J'ai souvent pensé que la représentation la plus approchée qu'un non-combattant pourrait s'offrir d'un champ de carnage — locution usuelle — pendant l'action, consisterait pour lui à se placer tout contre un bon piano dont le clavier serait tenu par un virtuose jouant *prestissimo* un grand air guerrier, et à regarder par la tablette soulevée monter et descendre à

l'intérieur de la caisse les petits marteaux de bois et de cuir frappant les cordes sonores. Cependant que les autres artistes de l'orchestre, armés de grosses caisses et de castagnettes, agiteraient frénétiquement celles-là ou taperaient comme des sourds sur celles-ci.

Vous voyez comme c'est simple et peu mélodieux. L'harmonie du combat et sa grande poésie ne sont pas dans sa musique, non plus que dans le spectacle fort peu animé somme toute qu'il offre aux regards. Elles sont tout entières à un degré extrêmement élevé dans la notion du sacrifice total et permanent que consent volontairement chacun des combattants et qu'il consent avec une allégresse soutenue.

Préférer quelque chose à sa propre vie et donner celle-ci pour que ce quelque chose, c'est-à-dire l'existence de la patrie, soit prolongée, voilà bien la cantate la plus magnifique qu'un musicien génial qui serait aussi un poète inspiré puisse composer pour l'enchantement des hommes. Eh bien ! ce grand poète et musicien, c'est chaque soldat pendant le combat : et l'assemblage de toutes ces lyres, dont chacune donne son plus beau chant, sa note la plus suave quand elle se brise, c'est cela l'orchestre formidable, l'orchestre élyséen de la bataille qui rugit et que les dieux écoutent empoignés...

J'ai transcrit cette page avec un grand respect. C'est la plus belle que j'ai lue depuis le commencement de la guerre. Un œil et un esprit véritablement intelligents se fixent sur une bataille pour y recueillir les observations que ces grandes catastrophes fournissent. Cet homme ose dire : « Le ronflement familier des obus et les mille petits ou grands bruits du front, on s'y attache si vite et si passionnément que lorsqu'ils viennent à manquer, l'existence paraît insipide comme une marchandise qui a perdu son prix courant... » Une telle liberté, que seul un grand poète sera tenté de réclamer, peut-être n'est-elle permise qu'au brave qui a versé, à plusieurs reprises, son sang sur le champ de bataille. Pour penser ainsi et pour le dire, il faut être deux fois un héros. Il y a des sentiments qu'il ne suffit pas d'avoir imaginés et qu'il faut avoir éprouvés pour être admis à les exprimer, car ils appartiennent aux régions du divin : ils sont sacrés et, à les toucher sans y être désigné, on pourrait paraître aisément d'une insensibilité sacrilège.

Cette page va aussi loin que l'esprit humain peut aller. Elle nous mène jusqu'aux bords du chaos primitif. A travers l'ouragan, dans la confusion de la bataille et des senti-

ments intérieurs qu'elle déchaîne, cet officier a su voir le vieil et éternel génie qui anime et construit les sociétés humaines. C'est la page d'un voyant.

Et ce soldat-philosophe, si ardent et si impétueux dans le don de son âme à l'Esprit mystérieux qui plane sur les carnages, il confie le résultat de son expérience à des phrases légères, d'honnête homme. Il a projeté de la lumière dans les parties les plus inintelligibles de l'être, et sur le plus effroyable mystère de la vie des sociétés ; et de quel ton très simple il se met en communication avec nous ! Avec quelle lucidité, avec quelle liberté qui apaise et même réjouit le cœur, il consigne ses observations, au sortir de cette journée dont il a fait un laboratoire d'héroïsme ! C'est bien beau. C'est la délicatesse du goût jointe à la puissance de l'esprit et de la volonté. Nous avons des officiers héritiers, mieux qu'aucun d'entre nous, de toutes les grandeurs françaises.

P.-S. — J'ai reçu la lettre suivante :

22 Décembre.

Monsieur,

La Compagnie des Forges de Châtillon-Commentry et Neuves-Maisons, dont j'ai l'honneur d'être président, met à votre disposition une somme de 5.000 fr.

en faveur des œuvres que vous patronnez et dirigez avec tant de dévouement et d'efficacité.

Nous sommes un peu lorrains par notre usine de Neuves-Maisons, aux portes de Nancy, par une partie de nos actionnaires et de nos administrateurs. Moi-même, je fus préfet des Vosges il y a quelque quarante ans, et mon père fut préfet de Metz !... Il nous plaît tout spécialement, Monsieur, de vous remettre notre obole, et de donner par vos soins une marque de sympathie et de reconnaissance aux soldats qui défendent notre frontière, et aux infortunées victimes de notre généreuse province.

Veillez agréer, monsieur, l'assurance de ma haute considération.

H. DARCY.

Je remercie la *Compagnie des Forges de Châtillon-Commentry et Neuves-Maisons*, et M. H. Darcy, président de son Conseil d'administration, de leur générosité et de l'honneur qu'ils me font en me prenant pour intermédiaire. Je crois me conformer aux intentions que cette lettre m'exprime en versant deux mille cinq cents francs à l'œuvre de *l'Écho de Paris*, le « *Tricot du combattant* », et deux mille cinq cents francs à la *Société d'assistance des réfugiés et évacués de Meurthe-et-Moselle*, que préside M. Maurice de Wendel.

XXXI

1914

L'ANNÉE DE L'AMITIÉ

1^{er} Janvier 1915.

On classe une montagne d'après son plus haut sommet. A partir d'août, cette année 1914, triste et querelleuse, toute basse et pleine de coupe-gorge s'est élevée, nous a portés, tous, dans les régions de l'amitié. Elle mérite d'en porter le nom. C'est l'année de l'amitié préparant 1915, l'année de la victoire.

Depuis quatre mois, nous avons constitué entre nous une sorte de mutualité, afin de ne pas mourir. Il fallait que l'union se créât dans le monde des esprits avant de devenir l'entr'aide fraternelle des champs de bataille. Comment se fit-elle, cette union? Nul n'en pourrait rendre compte. Nous y sommes arrivés par la route la plus obscure et la plus rapide. Rappelez-vous, le tocsin sonnait à travers les campagnes et, soudain, toutes les âmes se trouvèrent haussées sur un plan où nulle barrière ne les séparait plus.

Des gens qui n'avaient jamais conçu combien la France serait majestueuse et productrice, si elle poursuivait avec vénération la mise en valeur de son patrimoine matériel et moral, eurent la révélation que nous avons une terre et une âme à défendre, pour les transmettre aussi belles que nous les avons héritées. Le plus pacifiste trouva son chemin de Damas.

On vit le sentiment nous mettre d'un seul bond au point où la raison parfaite nous conduit et que la raison quotidienne, ergoteuse et claudicante, ne parvient pas toujours à atteindre. Quelle leçon pour ceux qui méprisaient « les vieux préjugés » et qui, incapables de bien se renseigner et de bien prévoir, avaient bridé les mouvements naturels de leur âme française ! L'émotion et l'enthousiasme les libérèrent de leurs bandelettes, les restituèrent à leur vraie nature. L'union nationale s'est faite dans le même moment sur tous les points du territoire, dans chacun de nos innombrables villages, de la même manière qu'à la Chambre. La fierté guerrière nous souleva tous. Elle obtint d'emblée que nous déposions nos rancunes, nos méfiances, nos justes griefs, nos justes intérêts... C'était bien le moins quand les meilleurs allaient consentir avec allé-

gresse de perdre l'être pour sauver la patrie.

Sans calcul, chacun de nous a suivi le mouvement de toute la nation. Nous avons pris le rythme de la France. Mais ce bel édifice d'amitié, surgi dans un jour de miracle, il faut le maintenir par notre volonté : il faut continuellement le construire et le perfectionner, l'achever avec notre propre raison.

Laissons nos vieilles demeures aveugles. Le temps n'est plus de nous endormir dans nos partis pris et dans l'inconscience d'un mal qui faillit emporter la France. Travaillons tous à satisfaire les réclamations du sentiment unitaire qui nous anime.

Quelques-uns regrettent que tous les mérites ne soient pas employés au Gouvernement. « Dans l'armée, disent-ils, depuis le début de la guerre, les chefs des plus grands emplois ont été renouvelés et choisis en toute indépendance. Nous avons la plus admirable cohorte de commandants d'armée, d'une valeur unanimement reconnue. Mais au Gouvernement civil, si rien n'est complètement mauvais, si la bonne volonté est certaine, si plusieurs éléments sont excellents, on reconnaît toujours la coterie. Trop de prudence, quelque chose de froid, d'embarrassé, d'habile et de faible... »

Il y a du vrai dans ces réflexions. Mais aussi bien on manque d'hommes. Et quand on vous dit. Ministres, d'appeler dans vos Conseils élargis toutes les valeurs du pays, pour qu'elles vous apportent la flamme et que vous dominiez les circonstances, je vois bien que ces porte-feu, vous ne les trouverez pas dans vos antichambres. Attendons la fin de la guerre. De véritables hommes, des esprits ardents et clairs, sortiront des tranchées. Il y a là beaucoup de Français en train d'apprendre le secret de leur destinée, leur mission, et qui reviendront avec le besoin de rapprocher le réel de l'idéal qu'ils portent dans l'âme.

« Depuis trois mois, m'écrit un ami, nous vivons dans des tranchées creusées le long de l'Yser parmi les prairies inondées. Des cadavres de tous les régiments français ou allemands qui se sont battus là infectent l'air. A certains endroits, les hommes dorment littéralement dessus, et les parapets sont formés de corps entassés ». Eh bien ! dans ces charniers, à l'insu même des vaillants qui les garnissent de leurs fusils et qui, certes, ont assez à faire de vivre au jour le jour, une France nouvelle se forme. Ceux qui reviendront de là connaîtront les exigences d'une vraie vie nationale. Ils prendront pour tou-

jours un point de vue plus élevé que le point de vue partisan. Groupés derrière leurs chefs glorieux, liés par une telle fraternité, ils ne pourront plus s'entre-déchirer. Ils ne pourront plus méconnaître les lois de la vie, les besoins du salut public. Et quelle autorité, pour chacun d'eux ! Un sergent, du fond de sa tranchée boueuse, gagne des titres pour se faire écouter, dans son village, jusqu'à sa mort, mieux que le plus éloquent de nos maîtres actuels.

Un personnel nouveau se forme et va se substituer, dans tous les ordres, à tous nos dirigeants. La République était aux mains d'une petite Société, d'une sorte d'association fondée sur l'idée pacifiste. Ce groupement a ses titres que l'on peut apprécier dans le *Livre Jaune*. Demain, la République appartiendra à l'immense fédération de ceux qui, les armes à la main, réparant l'erreur pacifiste, sont en train de sauver la Patrie. Ils inscrivent leurs titres dans les ordres du jour de l'armée, sur les tombes de nos champs de bataille, sur nos provinces ravagées par l'envahisseur, mais qu'ils déblayent.

1915 annonce une ère nouvelle. Si l'âme des Français a changé au cours de la guerre, nécessairement, après la guerre, changeront nos idées, nos institutions, toutes nos œuvres.

Et cela sans heurt, d'un accord paisible, par un effet de cette amitié qui déjà nous relie et que viendra sceller la victoire complète. Voilà mes pressentiments. Quant à nos vœux et souhaits, c'est encore aux combattants que nous les adressons. Nous saluons les soldats de la France, si braves dans leurs misères. Que ce papier leur apporte à tous l'expression de notre reconnaissance et l'annonce que dans la Patrie qu'ils auront sauvée, ils tiendront, de l'aveu de tous, le premier rang.

L'amitié qui s'est formée, pour les escorter dans les gares, au premier jour de la mobilisation, ils la retrouveront unanime pour acclamer leur glorieux retour et honorer leurs inoubliables services.

P.-S. — Quelqu'un m'écrit de l'armée : « On vient de m'apporter le casque d'un patrouilleur allemand mis par terre durant la nuit. Ce n'est plus le casque en cuir bouilli, sans valeur de protection contre le projectile, tel que l'avaient leurs troupes d'active au début de la guerre. Il a exactement la même forme, la même couleur, le même aspect, mais il est en tôle d'acier. C'est devenu une arme défensive, très efficace contre les shrapnels ou même contre le ricochet de la balle

d'infanterie. Ainsi, en cours de lutte, nos voisins se perfectionnent tant qu'ils peuvent. A nous d'en faire autant... »

Et nous n'y manquons pas. A preuve les beaux renseignements que nous donnent les communiqués sur les effets supérieurs de notre artillerie lourde. Mais, tout de même, si l'on pouvait protéger la tête de nos braves soldats (1).

(1) Cette note éveilla l'attention des bureaux de la Guerre, qui me demandèrent un supplément d'explications. Aujourd'hui, avril 1915, on commence à distribuer à nos fantassins le casque protecteur.

Voir aussi notre article du 10 décembre 1914.

TABLE DES MATIÈRES

CINQUIÈME PHASE

Chapitres.	Pages.
LA BATAILLE DES FLANDRES . . .	1
§ 1. Où nous en étions au début de novembre.	
§ 2. Échec de l'attaque sur Calais.	
§ 3. L'échec de l'attaque sur Ypres.	
I Au monument du souvenir . . .	11
II Sur la tombe d'un homme national	16
III L'Ame des ruines.	22
IV La mort de la Turquie.	29
V Le maire-otage.	36
VI N'abusons pas de la teinte kaki .	45
VII La messe sur les tombes de la victoire	51
VIII Que faut-il au blessé sur le champ de bataille?	58
IX Hâtons-nous de relever nos blessés	63
X Ernest Psichari, mort au champ d'honneur	69
XI Autour des ambulances d'arrière.	76
XII Gaspillage de forces médicales. .	85
XIII L'histoire d'un domestique . . .	92

Chapitres.		Pages.
XIV	Le cœur des femmes de France	99
XV	Les savants allemands pris la main dans le sac	104
XVI	Où nous en sommes.	112
XVII	Au milieu des Saints de la France	118
XVIII	L'agonie dans les étangs	127
XIX	Sauvons les invalides de la guerre	133
XX	Un dîner chez le général.	138
XXI	Une médaille de bronze pour les braves.	144
XXII	La victoire des Russes.	151

SIXIÈME PHASE

	LA GUERRE DE SIEGE	157
I	Ménageons le cœur français.	160
II	Les Walkyriés et nos jeunes héros	167
III	Préfets et commissaires, ayez tous du cœur.	172
IV	Pour Colette et pour Ehrmann	180
V	Un embusqué	188
VI	Un bon ouvrier de la vie	193
VII	Le mot d'ordre aux patriotes	203
VIII	Où parle!	209
IX	Valeur et courage militaires.	215
X	Simple recette	222
XI	La terre où tous les enfants nais- sent nobles.	229

Chapitres.	Pages.
XII	La « Gentillesse » française. 238
XIII	Les députés-soldats. 247
XIV	Le chant des races courageuses. 253
XV	Les patriotes d'Orient. 259
XVI	Le réchaud du soldat. 268
XVII	Max Barthou. 272
XVIII	Nos devoirs envers les soldats. 274
XIX	Jeanne d'Arc. 283
XX	Kamerad! 284
XXI	Le vrai Noël pour l'armée 291
XXII	La fête nationale de Jeanne d'Arc. 300
XXIII	Jusqu'au bout 306
XXIV	Les familles des soldats 310
XXV	Un dîner chez Déroulède 319
XXVI	Un témoin raconte la vie héroïque de Péguy 328
XXVII	La vie normale et la guerre lente. 335
XXVIII	Monsieur le notable sur son perron 341
XXIX	Un côté ténébreux de cette guerre. 350
XXX	La bataille vue par un héros 362
XXXI	1914. L'année de l'amitié. 372

327252

MAURICE BARRÈS

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE
PRÉSIDENT DE LA LIGUE DES PATRIOTES

L'ÂME FRANÇAISE ET LA GUERRE



LA CROIX DE GUERRE

PARIS

ÉMILE-PAUL FRÈRES, ÉDITEURS

100, RUE DU FAUBOURG-SAINT-HONORÉ, 100
PLACE BEAUVAU

—
1916

150096
12/5/19

OEUVRES DE MAURICE BARRÈS

Collection à 3 fr. 50 c.

LE CULTE DU MOI

* SOUS L'OEIL DES BARBARES	1 vol.
** UN HOMME LIBRE.	—
*** LE JARDIN DE BÉRÉNICE	—

LE ROMAN DE L'ÉNERGIE NATIONALE

* LES DÉRACINÉS	1 vol.
** L'APPEL AU SOLDAT	—
*** LEURS FIGURES	—

LES BASTIONS DE L'EST

* AU SERVICE DE L'ALLEMAGNE	1 vol.
** COLETTE BAUDOCHÉ, histoire d'une jeune fille de Metz	—

L'ÂME FRANÇAISE ET LA GUERRE

* L'UNION SACRÉE (2 août-31 octobre 1914).	1 vol.
** LES SAINTS DE LA FRANCE (1 ^{er} novembre 1914-1 ^{er} janvier 1915)	—
*** LA CROIX DE GUERRE (2 janvier-14 mars 1915)	—

L'ENNEMI DES LOIS.	1 vol.
DU SANG, DE LA VOLUPTÉ ET DE LA MORT.	—
AMORI ET DOLORI SACRUM (<i>La Mort de Venise</i>)	—
LES AMITIÉS FRANÇAISES.	—
SCÈNES ET DOCTRINES DU NATIONALISME.	—
LE VOYAGE DE SPARTE	—
GRECO OU LE SECRET DE TOLEDE.	—
LA COLLINE INSPIRÉE.	—
HUIT JOURS CHEZ M. RENAN.	—
LA GRANDE PITIÉ DES ÉGLISES DE FRANCE.	—

MEU A MORÈAS. Une brochure	Prix 1 fr.
UN DISCOURS A METZ (15 août 1911). Une brochure.	Prix 1 fe.
DANS LE CLOAQUE.	Prix 2 fr

Justification du tirage

N° 5.210

D

516

B35

1916

t.3

LA CROIX DE GUERRE

SEPTIÈME PHASE

LA GUERRE DE SIÈGE (*Suite*)

(Du 2 Janvier au 31 Mars 1915.)

La guerre de siège ou de positions, qui a commencé au lendemain de la bataille des Flandres (1), a pour caractère essentiel la fixité des fronts. De la mer du Nord aux Vosges, la ligne est continue : aucun des deux adversaires ne prête son flanc à une attaque de l'autre ; point de manœuvre possible ; seule l'attaque frontale est réalisable. Des millions d'hommes sont ainsi immobilisés.

Mais cette fixité relative, interrompue d'ailleurs à divers moments, est loin d'être l'inactivité : la guerre de positions ne réclame pas le

(1) Voir la Sixième phase, page 157 : les Saints de la France.

même genre d'efforts que la guerre de mouvements. Elle en réclame cependant de considérables, de continus et de très rudes. Non seulement les canons de tous calibres ne cessent de jeter tout le long de la ligne des tonnes d'explosifs, mais la vie des tranchées réclame des travaux constants, multiples, intenses, accomplis souvent sous le feu de l'ennemi. Lutte souterraine à coups de grenades, lutte de sape et de mine, sous la menace des pétards, des éclats d'obus, des lance-bombes et des gaz asphyxiants, lutte incessante qui exige de tous une action permanente, une vigilance toujours tendue, un moral à toute épreuve.

Même en dehors des périodes d'attaque, la guerre de positions avec ses exigences matérielles, avec l'obligation de remuer la terre, d'entretenir les parapets et les fils de fer est une rude besogne. La moindre attaque réclame encore plus de méthode, d'ingéniosité et de préparation. Il faut d'abord reconnaître les positions de l'adversaire par tous les moyens possibles; il faut ensuite préparer le terrain d'attaque, doubler les boyaux de communication, pousser en avant des têtes de sape, de manière à mener les troupes à distance d'assaut. A l'artillerie revient la charge de détruire les fils de fer, de mettre les mitrailleuses hors d'action d'ouvrir

des brèches dans la position ennemie. L'assaut lui-même, enfin, doit être violent, soudain...

Ces attaques sont trop longues à monter; elles exigent trop de disponibilités et une dépense de munitions trop considérable pour qu'elles puissent être souvent renouvelées.

En dépit de ces difficultés, les troupes françaises ont gardé l'initiative des opérations, et durant l'année 1915, par des offensives répétées, elles ont infligé aux troupes allemandes de grands échecs. Dans le premier trimestre (janvier-mars) a eu lieu la première de ces offensives : la bataille de Champagne de février.

Le commandement avait à cette époque constitué des réserves en hommes et en munitions. Il jugeait une action offensive d'autant plus utile que les Allemands avaient entrepris un effort considérable en Prusse Orientale, et que notre initiative devait les empêcher de transporter des forces sur leur front russe.

L'attaque eut lieu le 16 février entre la ferme de Beauséjour et les bois à l'est de Perthes. Sur un front de plus de trois kilomètres, la ligne principale allemande tomba. Nos troupes eurent à subir plus de vingt-six contre-attaques allemandes. Au cours d'une véritable bataille qui dura jusqu'au 19, elles purent maintenir et consolider tout ce qu'elles avaient gagné. Dans

les jours qui suivirent, elles s'emparèrent des fortins de Beauséjour, et progressivement elles occupèrent toute la première ligne allemande étendue sur un front d'environ huit kilomètres.

Plus grand encore que le résultat matériel était le résultat moral. Nos soldats avaient pris conscience de leur supériorité. Ils avaient fait deux mille prisonniers et conquis un matériel nombreux de mitrailleuses et de canons-révolvers ; ils avaient infligé à l'ennemi des pertes que celui-ci avait supérieures aux pertes subies pendant la bataille de Mazurie ; ils l'avaient obligé à cesser les attaques sur les autres parties de notre front ; enfin, durant toute la bataille, ils avaient empêché de faire aucun prélèvement pour envoyer de nouvelles troupes en Russie. L'offensive avait produit les principaux résultats qu'on en pouvait désormais attendre : elle fut arrêtée au commencement de mars.

Il ne devait rien y avoir de grande envergure avant la bataille d'Artois, le 9 mai. Mais des actions de détail, entreprises en Woèvre dès les derniers jours de mars et au cours du mois d'avril allaient interdire à l'ennemi de prendre l'initiative des opérations.

I

UNE JOURNÉE AVEC LES ENFANTS

2 Janvier 1915.

Premier janvier, jour des étrennes, grande journée grave sous la pluie. On s'arrête de monter la côte pour regarder derrière soi. On songe avec affection, indéfiniment, à ceux qui sont restés en chemin. Et puis, la pensée s'en va s'installer dans les tranchées auprès des vaillants qui souffrent et ne veulent même pas en convenir entre eux. « Ils grognaient et le suivaient toujours », dit la célèbre légende. Leurs petits-fils n'ont pas une plainte. Mais, de tout notre cœur, nous sentons et savons leur magnanime courage.

Paris, une fois encore, a été beau de recueillement, de piété profonde. Dans ce jour de fête, pas une de nos pensées n'a perdu le contact avec nos défenseurs. Guère plus d'étrennes que de réveillon. J'entrai dans un magasin ami et comme je questionnais le marchand : « Oh ! me dit-il, nous ouvrons ! C'est plutôt pour animer le quartier. » Il

fallait voir de quel air cela était dit, par un homme attristé de ne pas avoir de clients, mais qui comprenait bien qu'on n'a guère l'esprit aux fleurs ni aux marrons glacés.

Nous disons tous : « Il faut reprendre la vie. » Et puis nous pensons à des morts. Les enfants eux-mêmes se font des scrupules. Aujourd'hui, je me suis donné une récréation ; j'ai pris le dossier des lettres que les petits garçons et les petites filles, tout comme leurs parents, m'écrivent. Ils m'ont beaucoup pressé, en décembre, de déconseiller les cadeaux du jour de l'an. Je n'en prends pas à mon aise, aussi délibérément qu'eux, avec les intérêts du commerce parisien, durement éprouvé, et j'ai ajourné au 2 janvier de vous faire entendre un avis qui, aujourd'hui, sera sans effet, mais qui nous fait connaître des petits êtres excellents de bonne volonté.

Voulez-vous une gentille distraction ? Écoutez ce que nous dit le jeune Coco, un anonyme :

Monsieur,

Vous ne savez pas ce qu'il faut que tous les petits enfants de France fassent : il faut qu'ils disent bien fort qu'ils ne veulent pas d'étrennes, et que tout l'argent des bonbons et des joujoux qu'on leur donne au Premier de l'An, ils l'abandonnent pour les soldats.

Puisque nous sommes trop petits pour nous battre, nous pourrons au moins faire, comme nos grands frères, quelque chose pour la France, en donnant nos étrennes. Je vous écris cela, monsieur, car peut-être des enfants ne le feraient pas, parce qu'ils ne penseraient pas. Mettez-le dans votre journal, vous qui savez bien écrire.

Je ne vous dis pas mon nom. Je suis un petit Français, dont le papa se bat depuis quatre mois, et qui, avec ses sept frères et sœurs, a donné toute sa tirelire aux soldats.

Coco.

De tels sentiments n'ont plus qu'à mûrir ; la plante ouvre ses tendres boutons et promet déjà le jeune saint-cyrien. Derrière nos Marie-Louise arrivés sur le front, où leur belle allure tout de suite leur a conquis l'estime de leurs aînés, une magnifique enfance s'impatiente de n'avoir pas l'âge de les accompagner. Charmants enfants ! Permettez-moi de vous donner encore une de leurs lettres, toujours de petits inconnus :

Monsieur BARRÈS,

Je connais bien votre nom, il est tous les jours dans l'*Écho de Paris* de ma maman. Je sais que vous aimez beaucoup (moi aussi) nos grands soldats de France ; vous ferez ce que vous voudrez de ma petite pièce pour leur faire plaisir. Je ne reçois pas beaucoup de sous cette année ; c'est la guerre, alors on ne peut pas gâter les enfants, parce que la grand'mère et la marraine pensent aux soldats d'abord ; elles n'ont pas réfléchi

que les petits garçons veulent aussi gâter les soldats.
Vive la France !

Un futur petit soldat, fils d'officier (qui a huit ans) vous fait le salut militaire.

ANDRÉ.

Merci, mon camarade. Avec votre pièce, les soldats ont eu des cigarettes. Tout cela est très bien. Mais je referme mon dossier. Petits garçons, retournez avec vos mamans qui vous mettent noblement dans l'âme le germe des vertus françaises.

On m'excusera d'avoir passé avec complaisance une partie de cette journée au milieu des enfants. Elle leur est d'habitude consacrée. Et puis, n'est-ce pas pour le salut de leur héritage que tous nos efforts, à cette heure, sont tendus ? Si nous voulons briser le militarisme prussien et l'unité allemande, si nous voulons libérer les divers génies germaniques qui jadis ont produit de si beaux fruits, avant qu'ils se fussent soumis à la discipline unitaire prussienne, c'est pour ne pas tomber dans l'esclavage, nous-mêmes, et c'est pour que ces enfants dont nous venons d'entendre la voix puissent jouir d'une paix solide indéfiniment.

Tout à l'heure, en copiant ces lettres naïves, toutes pleines de la gentillesse française, je me suis rappelé d'autres pages, analogues de

ton et vieilles de quarante-quatre ans. Je suis allé chercher dans mes papiers, j'ai retrouvé le journal d'un enfant lorrain rédigé pendant la guerre de 1870. C'est un de mes amis d'enfance qui l'écrivait alors, en guise de devoir, chaque jour, sous la dictée de sa grand'mère, dans une vieille maison au bord de la Moselle. Peut-être qu'un jour de fête, où l'on est disposé à entendre un récit, je vous demanderai la permission de le mettre sous vos yeux, ce cahier enfantin, étrangement évocateur. Il est bon que nous portions notre regard derrière nous, sur ces jalons de l'existence des familles.

En 1870, quand j'avais huit ans et que je voyais défiler les Prussiens, les vieux étaient encore assez nombreux autour de nous, qui avaient vu l'occupation de 1815 à 1818. L'autre jour, quand j'ai rapporté de Lunéville l'affiche que venaient d'y mettre les Allemands, je l'ai classée avec une autre affiche contenant la proclamation de Blücher aux Lorrains, en 1815. Et plus loin encore, j'entends autour de mon enfance les récits sur les Suédois. Les massacres et les incendies de ces « reîtres » venus d'Allemagne ont laissé d'ineffaçables traces dans l'imagination lorraine et sur notre civilisation qui ne s'en est

jamais complètement relevée. Voici la vingt-neuvième fois que les populations d'outre-Rhin envahissent la France, brûlent nos maisons, assassinent traîtreusement et torturent nos parents sans défense. Je n'ai jamais pu rencontrer le regard d'un enfant de France sans me dire : « Tâchons de lui épargner ces horreurs en affaiblissant de notre mieux le sang de l'Allemagne », et maintenant je me réjouis en voyant qu'il n'est pas un enfant de France qui ne soit pour toute sa vie averti, comme nous autres, Lorrains, nous l'avons été dès notre bas âge. L'ignoble pacifisme qui nous livrait pieds et poings liés, comme pour ceaux en sac, n'empoisonnera jamais les fils généreux des héros de 1914. Préférant la paix à la guerre, mais les armes toujours prêtes, ils surveilleront toujours le peuple brutal qui professe que nous sommes l'ennemi héréditaire.

Ah ! belle jeunesse nationale, comme nous vous avons appelée !... « Attends que l'hiver s'en aille et tu vas voir une feuille percer ces nœuds si durs pour elle, et tu demanderas comment un bourgeon frêle peut, si tendre et si vert, jaillir de ce bois noir. »

P.-S. — Paul Adam me télégraphie en me demandant que je salue Bruno Garibaldi, le

jeune héros de l'Italie tombé en Argonne pour la France. Mon vieux camarade devance ma pensée, mon hommage. Celui qui vient de mourir au champ d'honneur, face à l'ennemi commun, en portant le drapeau de son père et le drapeau de la France à l'assaut d'une tranchée allemande, nous inscrirons son nom à la première page du livre de nos jeunes gloires. Que son frère, qui continue la lutte, avec sa vaillante légion, au milieu de nos soldats, reçoive nos félicitations reconnaissantes pour l'honneur encore ajouté à son illustre nom.

II

UN PATRIOTE ALSACIEN

L'ABBÉ WETTERLÉ

4 Janvier 1915.

L'abbé Wetterlé me fait l'honneur de me demander une préface pour ses *Propos de Guerre* (1).

C'est un petit livre dont il est très utile

(1) *Propos de Guerre*, par l'Abbé Wetterlé, chez Pierre Laffitte.

que chacun entende les conseils. Toutes ses pages nous répètent qu'il faut aller jusqu'au bout, jusqu'à la dislocation de l'Empire allemand :

Il est nécessaire d'en finir d'un seul coup avec la puissance germanique. Si on épargne l'Empire allemand, si on lui accorde une paix honorable après sa défaite, tout sera, dans dix ans, à recommencer... (p. 155).

Maintenant que le colosse aux pieds d'argile commence à vaciller et que sa chute s'annonce prochaine, les pacifistes, les pionniers du germanisme commencent à s'agiter : « N'humilions pas l'Allemagne vaincue ! », disent-ils, avec des larmes dans la voix... Et il y a, hélas ! même en France, des gens qui se laissent, par fausse sensiblerie, par un humanitarisme bête, entraîner à prêter l'oreille sans protestation à ces conseils décevants... (p. 184).

... Si l'Europe veut jouir d'un siècle de paix et de prospérité, il est indispensable que l'Allemagne disparaisse. Je dis bien l'Empire, et non pas les États allemands. Pourvu que ceux-ci ne puissent pas se ressouder, l'Allemagne ne sera plus redoutable (p. 203).

Les conseils valent ce que valent les conseillers. Celui-ci nous parle de ce qu'il connaît mieux que personne. Il a écrit sur le Reichstag des pages que je regrette de ne pas retrouver dans ce recueil, et qui sont un document de premier ordre sur l'état d'esprit politique des diverses nationalités allemandes. Quand il nous dit que l'Empire allemand

aura toujours pour mission l'écrasement de la France, et que, d'autre part, les Allemands se feront tout petits aussitôt que l'appareil militaire ne les encadrera plus, je l'écoute. J'écouterai toujours les gens d'expérience plutôt que les gens à système. Wetterlé, s'il nous parle des rapports franco-allemands et de la question d'Alsace-Lorraine nous apporte l'expérience de sa vie.

Voilà un homme qui a passé son enfance dans cette ville de Colmar où se conservent avec une énergique piété les traditions du passé. Arrivé à l'âge mûr, et quand il lui fallut choisir entre l'ancienne patrie et la nouvelle, comme tant d'autres Alsaciens, il connut une véritable crise morale. Revendrait-il vers nous? Resterait-il là-bas?

D'abord, il ne put écouter que son cœur. Il émigra; il devint nôtre. Et puis il réfléchit: il reprit le chemin de l'Alsace et de la bataille, et sitôt rentré à Colmar fonda un journal bi-hebdomadaire qui, avec les années, devint un grand quotidien. Le *Nouvelliste d'Alsace-Lorraine*, dont j'étais un des abonnés, et que je ne me lassais pas de lire, je devrais dire d'étudier, a mené le bon combat avec une vaillance inépuisable, faite de fermeté et de belle humeur. Ce n'était pas l'Alsace pleu-

arde des romances, c'était la jeune Alsace, heureuse de se sentir une qualité d'âme bien supérieure à la balourdise teutonne. Cependant le journaliste était élu député, et portait devant le Reichstag les revendications alsaciennes.

Polémiste et orateur, l'abbé Wetterlé, qui manie les deux langues avec une égale vigueur, est un combattant redoutable. Mais il avait affaire à des adversaires dont personne en France, à cette heure, ne conteste plus la brutalité. Il a eu l'honneur de souffrir pour la vérité et pour sa nation.

Les épisodes de la vie de notre illustre ami sont présents à toutes les mémoires. J'en rappellerai un seul, qui est propre à éclairer le joyeux et courageux esprit de l'Alsace.

Chaque année, les députés alsaciens-lorrains déposent au Parlement de Strasbourg une motion où ils demandent que l'enseignement de la langue française soit obligatoire dans toutes les écoles primaires. En janvier 1909, la motion fut votée comme les autres années, et comme les autres années, elle devait rester sans effet. Mais un pédant, le professeur Gneisse, directeur du lycée de Colmar et pangermaniste forcené, écrivit à cette occasion, dans une feuille allemande de Strasbourg,

une série d'articles violents contre la francisation de l'Alsace. L'abbé Wetterlé lui répondit allègrement et publia une caricature du professeur teuton due au crayon de notre cher Hansi. Herr Gneisse y paraissait au naturel, et fagoté comme ils sont. Il se plaignit d'être si laid. Hansi fut condamné à quelque 700 ou 800 marks d'amende. Pour s'acquitter, le bon garçon mit en vente une caricature nouvelle : *Touristes allemands à Paris*. Le produit de cette vente ayant dépassé la somme requise, il versa le reliquat, 300 et quelques francs, dans les mains du Comité pour le monument de Wissembourg. Et c'est ainsi que, sans le vouloir, le professeur Gneisse a concouru pour sa part à cette glorification de nos morts et du courage français.

Quant à l'abbé Wetterlé, on ne pouvait instruire son procès tant qu'il siégeait au Reichstag. Mais il ne perdit rien pour avoir attendu. La session terminée, il comparut à son tour, et les jurés le condamnèrent à deux mois de prison.

Pendant tout ce procès, notre ami se défendit avec la verve et l'à-propos le plus heureux. Croyant l'embarrasser et le confondre, le professeur Gneisse lui fit poser cette question par le président du tribunal : « Avez-

vous des sentiments français? » L'abbé Wetterlé répondit simplement : « Je considère comme une offense que vous doutiez de mes sentiments nationaux. » Mot spirituel et profond, sage et fier, où l'on retrouve l'accent de certaines répliques de Jeanne d'Arc à ses juges. Jusque sous le filet du chasseur, l'esprit ouvre ses ailes captives et veut s'élaner vers le ciel.

Pour bien entendre le rôle de Wetterlé et comprendre son activité, il faut toujours avoir présentes sous les yeux les conditions de sa bataille. Il est le chef de prisonniers pleins de courage et de belle humeur qui conduisent, ma foi, du mieux qu'ils peuvent, leur résistance. On dénaturerait sa figure en l'isolant. Il faut le voir au bureau de son journal, que guettent l'amende, la prison et la suppression ; dans les rues de Colmar, où il croise et coudoie ses ennemis ; à Ribauvillé et dans les charmants villages de sa circonscription, au milieu des vigneron qu'il doit défendre et ne pas trop compromettre. Il faut le voir enfin au milieu de ses amis, un tas de nationalistes, des croyants et des mécréants, avec qui il coordonne ses efforts, des gens qui, sans aucun intérêt, par simple noblesse de nature, ne peuvent pas prendre leur parti d'être Allemands.

Écoutez cette phrase, à la fois sage et noble, que l'abbé Wetterlé me disait l'autre jour :

— Si vous mentionnez les efforts que j'ai faits pour maintenir le souvenir de la France en Alsace-Lorraine, n'oubliez pas, n'est-ce pas, de faire la part très belle à Preiss, à Blumenthal, à l'abbé Collin, à Laugel, à Bourson, à Spinner, à Jean. J'ai horreur d'être séparé de tous mes compagnons d'armes. Et puis, pensez surtout à ce brave peuple qui nous a tous maintenus dans le sentier du devoir.

Ah ! certes, on voudrait rendre hommage à tous ces nobles gens, à d'autres encore que Wetterlé a pu me citer et dont j'oublie les noms, et puis à ceux qui furent utiles et vaillants et qui, pour diverses raisons, interdisent toujours qu'on les mette à l'ordre du jour.

Dans les provinces reconquises, nous dresserons quelque jour une pierre où l'on inscrira les chefs de la résistance, comme on a inscrit les généraux de la grande armée sur l'Arc de Triomphe de l'Étoile ! Ils furent à la peine, c'est utile qu'ils soient à l'honneur. Nous n'aurons jamais trop d'hommes exemplaires.

Que de fois j'ai souffert à la Chambre, quand on disait ou laissait entendre que les Alsaciens et les Lorrains s'accommodaient du

régime allemand. J'aurais voulu dénombrer ces nobles gens, énumérer leurs titres glorieux, commenter leur fidélité, découvrir les blessures qu'ils recevaient pour la France. Il fallait bien me taire, sous peine de donner à l'Allemagne ravie des armes décisives contre nos amis. Mais l'histoire leur rendra une haute justice, et après avoir proclamé la sagesse de leur attitude, elle magnifiera leurs qualités individuelles.

Ce n'est pas l'intérêt qui dictait la conduite de ces chefs de la résistance. Les intérêts matériels des annexés étaient garantis par la législation allemande comme ils l'eussent été en France. Et même les ouvriers, les patrons, les prêtres, les propriétaires ruraux, pour peu qu'ils l'eussent désiré, auraient su trouver dans les institutions allemandes des avantages qui n'existent pas en France. Mais il ne suffisait pas aux dignes Alsaciens et Lorrains de jouir de ce bien-être. Ils voulaient se développer pleinement. Ce qui souffrait en eux, sous les entraves allemandes, c'était l'esprit. Ils ont lutté pour défendre leur valeur spirituelle et ce je ne sais quoi qui s'était amassé dans leurs âmes, durant les années françaises. Ils avaient un bagage de sentiments, une formation morale, une France intérieure, et ils

ne pouvaient pas supporter que tout cet invisible fût immolé.

En vain, l'Allemagne les faisait-elle bénéficiaire d'une prodigieuse organisation matérielle, nos frères se sentaient opprimés, parce que la France qui était en eux ne pouvait pas s'épanouir. Ils attendaient avec un ardent désir que nos soldats vissent mettre la force au service de l'âme, oui, désentraver leur âme.

Nous ne regardons pas assez la vie qui nous entoure, nous regardons les livres et l'histoire déjà rédigée. Et puis, si notre regard est obligé de rencontrer des hommes vivants, il s'arrête sur leurs visages, ne s'en va guère dans leur vie profonde, héroïque. Avons-nous médité sur ces hommes désintéressés et capables d'enthousiasme, vivifiés à distance par la France éternelle? Avons-nous vu qu'au bout de notre sol, sur notre extrême horizon, il y avait ces fils bien-aimés de notre patrie, qui héréditairement aspiraient à être Français, qui priaient perpétuellement pour la France, si prier c'est nous tourner d'un élan de tout l'être vers le lieu où nous voudrions respirer? Attendrons-nous qu'ils soient morts, les chefs alsaciens et lorrains, pour distinguer qu'ils constituent une élite, des hommes capables de saisir les choses élevées, de s'animer pour elles et de

s'élever au-dessus de leur condition présente? Ils portaient en eux un magnifique foyer de sentiments héréditaires, et s'enflammaient quand le nom de la France, comme une étincelle, tombait dans leurs âmes.

Tous ces hommes avaient la plus belle vision de notre pays. Si belle que, l'avouerais-je, je n'aimais pas qu'ils vinsent à Paris. Homme de peu de foi, je craignais qu'ils ne nous regardent de trop près. Je me disais qu'ils connaissaient mieux la France quand ils la connaissaient d'après ce qu'ils éprouvaient en eux et en s'abandonnant au sentiment indéfinissable qui attache l'enfant à la mère. Je redoutais qu'ils ne vissent nos sectaires, nos querelleurs, nos fanfarons de déraison. Mais c'étaient des fils fidèles.

Demain, la France va avoir autant que jamais besoin des services de ces enfants reconquis. Elle va demander à ces chefs qu'ils ménagent le délicat raccord de la vie alsacienne et lorraine à la vie française. Il y faudra beaucoup de tact. On en manque rarement chez nous, et le cœur conseillera ceux mêmes qui ont le cerveau un peu raccorni par les passions dissolvantes de la politique. Déjà, le Généralissime a prononcé des paroles qui sont d'un grand tacticien moral, auxquelles il

faudra toujours revenir. Il a dit, vous vous le rappelez : « La France apporte, avec *les libertés qu'elle a toujours représentées*, le respect de *vos libertés à vous, des libertés Alsaciennes*, de vos traditions, de vos convictions, de vos mœurs. »

Rien de plus clair et de plus sage. La France apporte aux Alsaciens et aux Lorrains les libertés politiques et administratives que l'Allemagne leur refusait ou marchandait (ce sont les libertés françaises) ; de plus, elle accepte leurs coutumes et leur reconnaît le droit d'y rester fidèles. Vous voyez assez de quoi il s'agit. Nous touchons aux questions religieuses et scolaires.

C'est un vaste horizon qu'il suffit, à cette heure, d'indiquer d'un mot, mais où Wetterlé et ses amis trouveront une tâche immense. Il leur appartient de régler les intérêts de leurs concitoyens, de venir les défendre dans nos assemblées politiques françaises, où ils rétabliront en toutes choses l'équilibre qui penchait un peu trop du côté de nos chers et brillants frères du Midi.

Magnifique destinée, celle de ce patriote qui, après avoir défendu son peuple à Berlin, aux temps de l'exil, est appelé à le rattacher aux destinées françaises.

III

NOS AMIS DU JAPON

5 Janvier 1915.

Pourquoi ne pas nous parler du Japon ? m'écrivent des lecteurs.

Ah ! si j'étais lu par des Japonais, chaque matin, sur tous les tons je leur dirais avec quel plaisir nous tous, Anglais, Russes et Français, nous leur ferions une place à nos côtés. Oui, c'est un accueil glorieux que trouveraient en Europe nos chevaleresques alliés d'Asie. Je voudrais, tous les jours, par des pages variées, leur prouver que nous les connaissons déjà, que nous savons leur antique civilisation raffinée, que nous admirons leur art subtil et sûr, que nous aimons leur morale héroïque, leur culte de l'honneur et des ancêtres. Et chaque article, je le terminerais en disant, sous mille formes : « Soyons amis et alliés, et tout de suite. »

Mais quelle action puis-je avoir sur la raison gouvernementale japonaise et sur l'opinion publique, là-bas ?

Je ne serai lu qu'en France et aux alentours.

La campagne de Pichon, d'emblée, a victorieusement persuadé tous les Français. Seriez-vous contents, camarades, si les Japonais venaient en Europe poursuivre la guerre qu'ils ont si brillamment menée contre l'Allemagne en Asie, et s'ils se joignaient aux Russes, aux Anglais, aux Belges, aux Serbes, à nous-mêmes ? Eh ! la réponse n'est pas douteuse. Si certains que nous soyons du résultat heureux de cette guerre, nous pesons le poids de la formidable guerrière, de cette Germanie qui s'essouffle, mais qui dure ; aussi, pour abrégier la lutte, tous les alliés seraient-ils heureux de céder au noble peuple japonais une part dans l'honneur de la victoire.

Voilà l'état des choses. Et j'écris cet article pour mettre la question au point devant nos lecteurs. Anglais, Russes et Français s'accordent à désirer la coopération de l'armée japonaise en Europe. Ils la désirent et ils la demandent. Reste à convaincre le Japon.

Quand vous débattiez une affaire, qu'elle soit de l'ordre matériel ou de l'ordre moral le plus haut, il est sage que vous sortiez de votre esprit et de votre point de vue, pour vous placer au point où se trouve votre inter-

locuteur. Quel intérêt peuvent avoir les Japonais à transporter leur armée en Europe? Quels intérêts japonais satisferaient-ils en devenant les glorieux frères d'armes de la Russie, de l'Angleterre et de la France? C'est tout le problème.

La question n'est pas de savoir si les alliés seraient heureux de voir quatre cent mille Japonais débarquer en Europe, mais de connaître par où cette intervention peut satisfaire les Japonais.

C'est le travail des diplomates. Je ne doute pas que leur raison ne soit absolument d'accord avec l'instinct populaire. Tous nous tenons l'écrasement de l'Empire allemand pour une nécessité de vie ou de mort à laquelle nous subordonnons tout le reste. Les destinées de la France sont sur les routes de Berlin ; pas ailleurs. Là aussi, le salut de l'Angleterre et le bien de la Russie. Les diplomaties alliées ont en conséquence carte blanche du sentiment populaire pour les accords et la récompense.

Quant à nous, publicistes, ce qui nous reste à faire, c'est d'élever la voix si haut qu'elle passe les mers et qu'elle rappelle à cette nation japonaise, justement orgueilleuse de son rôle, que nous n'avons pas attendu aujourd'hui

pour désirer lier avec elle une alliance agissante. Voilà des années qu'elle inspire à notre élite française un pressentiment d'amitié. Sa vitalité et sa noblesse, le talent de ses artistes et le courage de ses soldats faisaient déjà, il y a vingt-cinq ans, un des thèmes habituels de la conversation des artistes groupés (ce n'est là qu'une précision de détail) dans le grenier des Goncourt, ou dans l'atelier du peintre J.-F. Raffaëlli. La plupart d'entre nous sont allés en pèlerinage parmi les fleurs et les temples de Miyajima et de Matsoushima. Brieux, qui se promenait là-bas en 1913, en est revenu, bien avant la guerre, avec un serrement de cœur, me dit-il, et comme s'il quittait une patrie. Il résume ses opinions et impressions en écrivant : « Tout Japonais est plus civilisé que n'importe quel Européen d'une classe correspondante. »

Cette guerre donne une tragique occasion de se grouper à tous ceux qui sont faits pour s'entendre. Eh bien ! il semble aux Français qu'il reste un vide dans le cercle de l'amitié, si les Japonais n'y prennent pas place, et si les grands civilisés de l'Asie ne viennent pas défendre fraternellement l'antique civilisation de l'Europe.

Voilà ce que nous voudrions qu'on entendît

au Japon, pour qu'on y apprécîât ce qui se mêle de sympathie à l'intérêt qui dicte notre sollicitation. Et voilà aussi ce qu'il faut que l'on sache plus près de nous.

Les rares journaux allemands qui nous arrivent ne manquent pas de dire à leurs lecteurs : « Voyez ces Français, ils sont à bout. Persistez, encore un effort ; ils ne comptent plus que sur les autres, ils appellent anxieusement le Japon à leur secours... » Ne laissons pas dénaturer notre sentiment. Il est bien clair et net. Une partie de l'humanité s'est révoltée contre la mégalomanie allemande. Le noble Japon est parmi les nations qui, dès la première heure, ont dit : « Halte-là ! » au pangermanisme. Nous l'invitons à poursuivre sa victoire en Europe au milieu de nous tous. Et nous serions heureux qu'ainsi la dure guerre fût abrégée. Mais nous sommes de taille à parachever, tels que nous sommes, l'écrasement de l'ennemi déjà réduit à la défensive. Nous y mettrons simplement un peu plus du nôtre et un peu plus de temps. Nul des soldats ou des civils, en France, en Russie, en Angleterre, ne boude à la besogne. Et nos cœurs confiants s'associent au refrain dont retentissent à cette heure les rues de Londres. Vous le connaissez ?

Chaque jour, dans les rues anglaises, lorsque passent les troupes on leur crie : « *Are you downhearted ?* » (Êtes-vous fatigués, découragés ?) Et tout le bataillon éclate de rire en criant : « *No ! no ! no !* »

IV

INIQUITÉS

6 Janvier 1915.

La Commission d'appel suprême que M. Malvy a eu le bon esprit de nommer pour essayer de remédier aux imperfections et scandales que l'on voit, çà et là, dans la distribution des allocations aux familles des mobilisés, ne s'est pas encore réunie. Elle trouvera en nous un zélé collaborateur du dehors. Nous lui ferons tenir nos dossiers, et nous ne doutons pas qu'elle ne casse bon nombre des décisions arbitraires que nous avons à lui signaler.

La pensée que les femmes et les enfants de ceux qui se battent pour nous peuvent souffrir de la faim est odieuse à chacun. Nul ne lira avec indifférence les lettres des soldats

qui me disent : « Pour risquer chaque jour ma vie sans tristesse, il faut que j'aie le cœur tranquille sur le sort des miens ». Les commissaires que l'on vient de nommer ne s'entêteront pas dans l'injustice partisane.

Au reste, des milliers de lettres que j'ai reçues il résulte, à mon avis (et cette constatation est heureuse), que les querelles politiques, sauf en des pays assez rares, où je vous mènerai tout à l'heure, ne jouent qu'un rôle secondaire dans les injustices commises. Elles viennent plutôt de la routine, de la nonchalance et d'une sécheresse de cœur tout administrative. On laisse d'innombrables femmes sans rien leur répondre, sans les renseigner sur leurs droits, sans les guider pour obtenir une solution rapide et favorable. Et certains agents ne prennent pas la peine de leur dire : « Votre requête a été insuffisamment justifiée ou mal adressée. » Veulent-ils, nos Pachas, ainsi enfoncés dans un superbe silence, décourager ces malheureuses, pour qu'elles abandonnent leur demande ? C'est possible. Plus sûrement, ils continuent à être MM. les fonctionnaires du temps de paix, impassibles derrière leur grillage. Même en temps de guerre, l'argument d'un grand nombre de ces messieurs demeure : « Fichez-

moi la paix! » C'est leur devise, c'est le cri qui s'élève, avec mille variantes éblouissantes, de mes dossiers, et que je voudrais écrire dessus comme la formule qui résume le mieux leur esprit.

Mes dossiers d'allocations sont un riche écrin de synonymes au vocable : « F... la paix ». Je veux, une fois encore, les ouvrir et faire miroiter sous vos yeux quelques-unes de mes plus belles pièces. Nous servons la justice et nous apprendrons la psychologie. Vous verrez qu'aussi bien que la brillante frivolité de don Juan la grossière indifférence d'un tyran de village est à fond de dureté et peut devenir méchancelé.

Voici un fermier pillé par les Allemands ; sa femme et son enfant sans pain. Pas de réponse à sa demande d'allocation.

Je suis mobilisé depuis le 3 août. Au plein de la bataille de la Marne, les Allemands ont occupé mon exploitation et ont pillé tout ce j'avais en emportant mon matériel de culture, mes chevaux, mes vaches, et sans laisser aucun bon de réquisition. Une partie de mes récoltes n'a pu être rentrée et est perdue dans les champs. Ma femme et son jeune enfant n'ont pas quitté la maison. Ils s'y trouvent sans aucune ressource et ont adressé aussitôt au maire de la commune une demande à l'effet de percevoir l'allocation. Mais les difficultés politiques que j'ai eues avec le maire de ma commune l'ont conduit à refuser la signature.

Cette demande a été renouvelée et n'a abouti à aucun résultat.. (Lettre de M. A. Barbier Lemoine, à Chezy-sur-Marne, Aisne, actuellement mobilisé au front.

Voiei une femme qui attend depuis trois mois une réponse :

Je prends la liberté de vous écrire pour vous dire que mon mari, Louis Flassayer, est actuellement devant l'ennemi. C'est un père de famille de six enfants, dont l'aîné a douze ans. On nous avait accordé l'allocation des familles nombreuses en février 1914 et, après les élections législatives, mai 1914, le Conseil municipal nous la supprima. J'ai fait appel à la commission centrale (sous-préfet), il y a trois mois, et aucune décision n'intervient jamais. J'ai enfin renouvelé ma demande devant la Commission cantonale. J'ignore quel sort elle aura. Qu'on me rende mon mari, et je ne réclamerai pas l'allocation de soutien de famille.

(M^{me} Louise Flassayer, le Monteil, commune d'Intres, par Saint-Martin-de-Val, Ardèche.)

Elle attend depuis trois mois. Qu'elle ne se plaigne pas trop ! Elle va connaître une autre malheureuse qu'on laisse en suspens depuis quatre mois.

Depuis quatre mois, je fais ma demande à la mairie de Saint-Péray, pour me faire admettre à toucher l'allocation. Je n'ai jamais rien pu obtenir. J'ai quatre enfants, deux complètement à ma charge, un de dix ans et un de quinze encore malade. Je n'ai aucune ressource de personne. Je ne paie que quatre francs d'impôts et mes parents, qui sont morts, étaient à l'assistance des vieillards. J'exploite une petite ferme à

moitié, qui s'élèverait à 200 francs de louage si elle était à ferme. En sus, j'ai deux infirmités, très bien reconnues par le docteur Prouvat, qui m'empêchent de travailler. C'est une grande injustice que l'on me fait, car je ne sais que faire pour vivre. (Lettre de M^{me} Victorine Victor, au Grand-Pré, Saint-Péray, Ardèche.)

Je veux croire qu'il n'existe aucune mauvaise volonté. On traite ces affaires d'ordre administratif avec la lambinerie du temps de paix. Mais on s'en plaint avec raison, s'il s'agit d'un chemin vicinal ou d'un lavoir. Or, ici, c'est le pain des familles de nos soldats ! Ces fonctionnaires qui continuent à toucher intégralement leur traitement, alors que tous sont privés en totalité ou en partie de leurs salaires ou revenus, songent-ils que seuls ils ne souffrent pas matériellement de la guerre ?

L'apathie n'explique pas tout. Voici un document que je vous recommande et qui nous fournit un beau cas de la mégalomanie des mairies. Ces cas d'orgueil despotique ne sont pas rares.

M^{me} Maria Margary, née Dugourlay, domiciliée à l'Isle Saint-Cast (Côtes-du-Nord) fait une demande d'allocation pour elle et sa petite-fille de 10 ans, étant restée sans aucunes ressources, par suite du départ de son mari, mobilisé. Le maire appuie favorablement sa demande. Au mois d'août, la Commission de Matignon

refuse l'allocation. M. Michel Bréal réclame en sa faveur, auprès du sous-préfet de Dinan. M^{me} Margary reçoit, quelques jours après, un avis disant qu'on lui accorde une allocation, à partir de septembre, pour elle, non pour l'enfant. M. Michel Bréal réclame pour l'enfant, à la mairie de Dinan. Comme suite à cette réclamation, on avertit M^{me} Margary qu'on lui supprime complètement pour elle-même l'allocation qu'on venait de lui accorder.

Le maire de Saint-Cast avait déclaré au sujet de M^{me} Margary : enfant néant, bien qu'elle eut une petite fille de dix ans. Il s'en est expliqué :

« Ce n'est pas là, dit-il, une mesure prise contre la seule M^{me} Margary, je l'ai prise pour toutes les femmes ayant un enfant ; et pour celles qui en ont deux ou trois, je mets : un enfant. Les femmes doivent être déjà bien heureuses de toucher pour elles, elles n'ont pas encore à réclamer pour leurs enfants. On a supprimé l'allocation de M^{me} Margary, parce qu'elle a réclamé pour son enfant. Elle n'avait qu'à se tenir tranquille. C'est bien fait. »

La brutalité peut aller plus loin. M. le Ministre peut s'en assurer en contrôlant les exploits de M. le juge de paix de Saint-Martin-de-Valamas (Ardèche). Trois femmes de mobilisés me les exposent, et mon respecté collègue, M. de Gailhard-Bancel, me les certifie :

Monsieur Barrès, l'article que vous avez eu l'obligeance de publier dans *l'Echo de Paris* du 2 courant, en faveur des pauvres femmes que le sectarisme a écartées de l'allocation aux femmes des mobilisés, nous invite à vous donner le compte rendu de l'entrevue

que nous venons d'avoir avec M. le juge de paix, il y a quelques minutes. Nous avons fait appel de la décision de la Commission cantonale il y a plus d'un mois et nous ne recevons rien. Et quand nous réclamons auprès de M. le juge, nous sommes reçues de la façon suivante. Les termes sont rigoureusement exacts. « Je suis très content de vous avoir rayées : s'il le fallait, je vous rayerais encore. » A la réflexion d'une d'entre nous, qui affirmait ne pas pouvoir manger tout de même les mottes de terre de sa ferme, M. le juge de paix a répondu : « Mangez de la m... si vous voulez. Et puis après tout, vous m'embêtez, j'en ai assez de vos réclamations. Du reste, je vais faire chercher le brigadier, qui vous mettra dehors. Je vous ferai même dresser procès-verbal.»

Et pendant ce temps, monsieur Barrès, nos maris se battent et on ne leur demande pas quelles sont leurs opinions. (Lettre des femmes Anaïs Debard, Emile Fraysse, Jeanne Raoul Chevalier, à Saint-Martin-de-Valamas (Ardèche.)

Ce magistrat mériterait qu'on le mît lui-même au régime qu'il préconise. Les petits enfants des mobilisés l'iraient voir déjeuner et dîner.

Mais je ne veux pas finir sur cette note exceptionnelle. La philosophie moyenne de la situation, je la trouverai plutôt dans la réponse que fit à une sollicituse un maire de Paris. Il s'agit de la femme d'un fonctionnaire colonial, que la guerre a surpris au moment où il achevait, à Paris, une période de congé sans traitement pour passer des

examens. Il part à l'armée, laissant sa femme sans ressources, mais rassuré parce que le moment arrivait où ses appointements allaient lui être rendus. « Non, disent les bureaux à la pauvre dame, la guerre laisse toutes choses en suspens. Attendez la paix. » Dans l'angoisse, elle s'adresse à la mairie, et réclame ses droits de femme de mobilisé. Son mari me raconte la scène :

Croyez-vous, me dit-il, que l'on puisse se battre avec toute l'audace que l'on voudrait quand on est inquiet sur le sort d'un enfant et d'une femme portant dans son sein un nouvel être, ce qui, pourtant, ne l'a pas protégée de la grossièreté d'un fonctionnaire bien au chaud dans son cabinet ?

Ma femme est allée au cabinet du maire.

« Si vous étiez venue au premier jour, lui a-t-il répondu, on vous aurait donné, parce que les sept mille femmes qui attendaient devant la porte nous ont fait peur. » Elle s'est retirée en pleurant. Ainsi j'ai voulu agir correctement et attendre la complète extinction de mes pauvres économies avant de faire une démarche pénible. Devrais-je donc me repentir de ne pas avoir envoyé ma femme dans ce groupe de sept mille femmes « qui ont fait peur » à ces messieurs ?

Le mot restera. Comme une goutte d'eau reflète tout le ciel, il nous fait voir le cœur d'un fonctionnaire politique qui entend gronder sous ses fenêtres un commencement d'émotion révolutionnaire. Ce cri a une valeur historique et psychologique ; il nous livre

l'âme insolente et tremblotante d'un puissant de ce monde.

En étudiant de tels dossiers, on en revient toujours au mot du vieux Renan, que j'ai déjà cité, au dialogue du philosophe près de mourir avec son peintre Bonnat, qui cherchait à l'animer pour avoir un modèle moins tassé, moins morne. « Quoi de nouveau, mon cher maître ? » lui disait-il, et il l'interrogeait vainement sur vingt points. Mais l'autre, à la fin, déclara sans plus : « Rien de nouveau, les gros mangent toujours les petits. » Puis il retomba dans son lourd silence. Ces *ultima verba* du philosophe me reviennent à l'esprit chaque fois que j'ouvre mon dossier des allocations. Je vois des gros de village qui happent des mouches, et disparaissent sans plus laisser de trace que poisson dans l'eau. Il faut courir après, Messieurs de la Commission.

Sur votre tapis vert, trente mille requêtes vont s'amasser. Aussi braves qu'Hercule, vous assumez la tâche de nettoyer les écuries d'Augias. Tâchez au moins de n'y pas ajouter ! Mais j'ai confiance ; vous êtes de braves gens, vous ne monterez pas sur ce fumier d'iniquités pour y déposer des exemples d'impuissance administrative et de partialité sectaire.

P. -S. — Une contrariété vivement éprouvée par plusieurs de mes correspondants, c'est que les arrêtés et circulaires sont à peu près incompréhensibles. On y trouve quelque chose d'équivalent à l'argot des joueurs de manille qui se retrouvent tous les soirs dans un café et qui, au bout de quelque temps, parlent un langage à eux, absolument fermé aux non initiés. Je signale cet inconvénient aux ministres et à leurs rédacteurs. On leur recommande de songer qu'ils parlent pour le public.

La loi, d'ailleurs, a des lacunes auxquelles il faudrait aviser :

« J'ai une garderie d'enfants presque tous orphelins de mère et dont le père est mobilisé, m'écrit une personne de Saint-Mandé. N'ayant pas les papiers nécessaires, je ne puis toucher aucun secours. Mes petits pensionnaires, garçons et filles de huit à dix ans, arrivent à la fin de mes ressources. Ne pourriez-vous me faire un article pour que les personnes qui ont des vêtements ou des chaussures veuillent bien nous les donner? »

Je ne déchiffre pas sûrement le nom de la signataire qui est une veuve Laletant, 57, avenue Daumesnil, à Saint-Mandé, où les personnes bien disposées pourraient s'informer.

V

UNE COURTE SESSION

7 Janvier 1915.

Les Chambres vont rentrer, mardi. C'est dangereux, mais c'est constitutionnel. On n'a pas su comment éviter cette session. Elle est de droit; elle peut durer cinq mois, et le pouvoir exécutif n'a aucun moyen de s'interposer pour clore ces débats.

De tous les côtés on est gêné par cet inconnu. Je causais l'autre jour avec des collègues; ils désirent siéger; pourtant ils s'accordaient avec moi sur quelques points. Ils redoutent les interpellations, les votes de surprise, les intrigues de couloir, les querelles de parti et les crises ministérielles.

Les députés annoncent officieusement l'intention de se démunir, en fait, d'une partie de leurs pouvoirs et de s'adapter aux circonstances. Les deux grandes « séances de draperie », celle du 4 août et la petite reprise dernière, se sont développées avec la plus parfaite convenance. Cela donne bon espoir. Mais des divisions partisans peuvent surgir

dans les couloirs, et des émotions patriotiques nous venir du dehors. Il y a quelques années, une dépêche mal rédigée concernant l'évacuation de Lang-Son amenait la chute et presque la mise en accusation du Ministère Jules Ferry. Les troubles, les irritations, les fièvres, les tumultes, toujours possibles dans les assemblées nombreuses, augmentent les chances de désordre et d'instabilité dans notre action gouvernementale.

Pourtant nous siégerons. *Le Temps* de mardi soir en donnait les raisons terre à terre. Les représentants du peuple sont désireux de remonter le courant de l'opinion, qui leur paraît peu équitable à leur égard. Ils se sont patriotiquement effacés pendant quatre mois ; on les en félicite, on déclare, avec eux, que les affaires publiques, en temps de guerre, vont d'autant mieux qu'elles se règlent en silence ; ce compliment les pique, et maintenant ils voudraient montrer qu'ils sont capables de parler sans faire de tort à la défense nationale. *Le Temps* ajoute que le Gouvernement se prêtera volontiers à ce désir de rentrée en scène.

Tout se passe là comme on devait le prévoir. On ne pouvait pas supposer que des hommes énergiques et doués d'une grande

activité de parole poseraient indéfiniment un bœuf sur leur langue. Il eût fallu dès la première heure occuper dignement nos parlementaires. On y avait pensé. On avait fait mettre en état l'Eldorado et l'Alhambra à Bordeaux. On avait préparé des tournées de conférence en province qu'on eût pu développer jusque chez les neutres. On a élargi le Ministère, pour y loger plus de députés, et on a créé un Gouvernement supplémentaire à Paris, durant l'hégire bordelaise. Récemment on a recouru à l'exportation. Mais tout cela c'est un verre d'eau offert aux sables du désert, qui en veulent un autre, ô tribune ! De réelles valeurs demeurent sans emploi. On ne se tire de rien avec des expédients. En réalité, on souffre, dans cette affaire comme dans tant d'autres, d'un manque de préparation à la guerre.

Nous devons tous regretter que des mesures n'aient pas été arrêtées à l'avance et que, dès le temps de paix, on n'ait pas pourvu à l'organisation des pouvoirs publics en temps de guerre. « Le Gouvernement, dit *le Temps*, a la volonté bien arrêtée d'associer largement le Parlement à l'œuvre de salut et de victoire. » C'est très naturel. Mais comment s'y prendre ? Notre collègue et ami Gauthier de

Clagny, que dans tous les partis, je crois, on a vu avec regret renoncer volontairement à la vie publique, avait déposé en 1904 un projet de résolution dont M. de Monzie me faisait, ces jours derniers, un commentaire intéressant et favorable. Gauthier de Clagny raisonnait exactement comme raisonne *le Temps*, car il disait :

L'état de guerre mettra fin à nos débats politiques ; toutes les pensées, tous les actes auront pour objet la résistance à l'ennemi. Cependant, il nous paraît inadmissible d'accorder à un Ministère, voire même au président de la République, un pouvoir dictatorial... Il est naturel et légitime que la représentation nationale joue un rôle, et un grand rôle, dans l'œuvre du salut public...

Ceci dit, il cherchait une modification constitutionnelle qui nous garantît cette tranquillité que les députés vont tâcher de nous donner, simplement en faisant un effort sur eux-mêmes.

Le Parlement, disait-il, ne pouvant agir directement, puisqu'une partie de ses membres sera à l'armée, constituera une délégation, un *Comité législatif de Défense nationale*, composé de trente délégués élus par la Chambre et de vingt élus par le Sénat.

Ses séances seront secrètes, mais il en sera tenu procès-verbal.

Les ministres auront leurs entrées dans ce Comité, mais aucune interpellation ne pourra leur être adres-

sée, et aucune motion relative à leurs actes ne pourra être discutée.

Il y avait là, je crois, des garanties de tranquillité publique. Mais ce n'est pas l'heure de se lancer dans une revision des lois constitutionnelles. Je mets cette idée de Gauthier sur le tapis, à titre de document, et parce qu'elle satisfait des esprits comme Monzie. Elle avait l'avantage de régler les choses loyalement, en abordant de front des difficultés dont nous allons nous tirer par des expédients.

— Des expédients! Et pourquoi donc? me dit un collègue scandalisé. Le Parlement va user sagement de ses droits, et je regrette simplement que, par une fausse manœuvre, depuis cinq mois, il se soit effacé.

— Eh bien! mon cher collègue, je vous le demande, comment allez-vous régler la délicate question des députés soldats? Deux cents membres du Parlement sont sous les drapeaux. Peuvent-ils, veulent-ils, durant cinq mois, quitter leurs places d'honneur pour regagner leurs pupitres d'honorables? Ou bien croyons-nous pouvoir siéger sans eux?

Tous les députés soldats ont quitté leur poste de combattants pour la session de décembre. Ils ont bien fait. J'ai été le pre-

mier à le leur demander. Il ne pouvait pas être question qu'ils agissent autrement. D'ailleurs, je ne me permets pas de décider comment ils devraient agir si la session se prolongeait. Ils sont juges excellents de leur devoir, et chacun se ralliera sans discussion ni arrière-pensée à ce que ces nobles collègues décideront de faire. Je me borne à indiquer qu'il y a là, pour nous, de graves difficultés, soit que le Parlement décide de siéger sans ces collègues, qui forment une élite, soit que ceux-ci se divisent dans la conception de leur devoir.

Verra-t-on un député déclarer que son honneur et son devoir sont, avant tout, à l'armée, et un autre répliquer qu'avant tout il se tient pour un représentant du peuple au Palais-Bourbon? Si tous décident de retourner dans les tranchées, et si nous délibérons sans eux qui forment plus d'un tiers de la Chambre, ne risquons-nous pas que nos débats manquent d'autorité aux yeux de la nation?

On m'a dit que l'on distribuerait les séances et les discussions d'une telle manière que les députés soldats, munis de permissions par les soins du Gouvernement, feraient la navette entre le front et Paris. Ce n'est ni pratique, ni franc.

Je continue à croire que le mieux eût été que le Parlement, parce qu'il n'avait pas prévu et organisé son activité de guerre, persistât dans sa première attitude et, en dehors de quelques manifestations solennelles où il peut donner une voix à la nation, imitât jusqu'au bout son silence premier. Aujourd'hui, en fait d'ordres du jour, on n'attend que ceux de l'armée. Mais enfin, si nous devons céder aux intérêts que nous donne à entendre *le Temps*, et s'il est sage, comme le croit le Gouvernement, d'accepter une reprise de l'activité politique oratoire, qu'elle soit courte.

Quelques séances à mi-voix, bien réglées à l'avance, bien surveillées dans l'exécution, et avec un peu de chance, étant donnée la bonne volonté patriotique de chacun, on s'en tirera.

VI

LES AFFINITÉS FRANCO-ESPAGNOLES

8 Janvier 1915.

C'est avec plaisir que les amis de l'Espagne ont vu l'un de ses plus illustres écrivains, M. Miguel de Unamuno, prendre la position

la plus ferme pour le génie de la France contre le germanisme. Les déclarations de l'ancien recteur de l'Université de Salamanque, telles que vient de les publier *le Temps*, nous sont d'autant plus précieuses qu'en Espagne, à cette heure, on est généralement peu juste à notre égard.

Je mène une campagne énergique, écrit l'illustre Miguel de Unamuno, mais je dois être franc : en Espagne, nous autres, les défenseurs des alliés, anglophiles et francophiles, nous ne sommes pas la majorité.

Et pourquoi donc ? D'où vient cette hostilité ou méfiance des Espagnols à notre endroit ? Unamuno en donne plusieurs raisons. Voici la plus générale :

On croit et l'on dit couramment ici que la France et l'Angleterre nous dédaignent.

C'est une légende menteuse à détruire et l'on devrait y arriver aisément, car nous avons tout de même en Espagne de vrais garants, qui nous connaissent bien. Tenez, j'ai sur ma table une belle lettre du célèbre peintre Ignacio Zuloaga qui m'écrit de là-bas :

Cher ami, permettez-moi de vous appeler ainsi, car je suis si heureux, si fier d'être ami des Français. Je cherche des occasions pour le prouver. J'en ai eu une tout récemment, celle de peindre un tableau pour la

Croix-Rouge, qui a été mis en loterie. Mais cela n'est rien. Voyez-vous, pour moi, une autre occasion de témoigner de mon attachement à votre glorieux pays ?...

S'il m'était possible à cette heure de m'éloigner de France et de Paris, je voudrais aller en Espagne rejoindre les Zuloaga et les Unamuno. Ce qui est important, c'est d'avoir un point d'appui ; alors on peut remonter un courant, écarter d'énormes obstacles, soulever tout un monde. Ces deux amis de notre pays, je les prierais de me servir de témoins auprès de leurs compatriotes à qui je dirais : « Comment pouvez-vous ignorer ou méconnaître ce qu'il y a chez nous de sympathies, passionnées et savantes, tournées vers votre pays ? Un des caractères de notre vie intellectuelle, depuis quelques années, c'est un sentiment ravivé des affinités intellectuelles qui existent toujours entre nos deux nations... »

La France, récemment, a voulu installer à Madrid une *École des hautes études hispaniques*, une sœur de nos écoles d'Athènes, de Rome et de Florence, autour de laquelle se groupent de jeunes érudits français dont la curiosité s'étend sur l'archéologie, la littérature, les arts, sur tous les domaines de la pensée et du sentiment espagnols. En même temps

on envoie à Madrid, pour étudier la langue et les dialectes, des étudiants qui parcourent le pays sous la direction de M. Mérimée. Mais ces érudits et ces étudiants ne restent pas dans les livres, dans ce qu'on appelle la poussière du passé : ce sont des pèlerins. Toute l'année ils circulent. Ce n'est pas l'Espagne morte, c'est l'Espagne éternelle qu'ils viennent observer et aimer, par monts et par vaux.

Courses fatigantes, mais qui ont toujours eu un prix infini pour les savants et pour les artistes. Elles servent l'érudit qui veut étudier une bibliothèque ou une ruine, et celui qui veut simplement s'avancer dans la connaissance d'un pays. Il y a dans les ouvrages d'un historien ou dans les jugements d'un simple honnête homme qui ont eu le goût et le sentiment profond du voyage un accent que ne donnent pas ceux qui n'ont été que des rats de bibliothèque. J'ajoute que c'est par ce caractère de choses vues que notre érudition peut se distinguer le mieux de l'érudition germanique, toujours livresque et sans caractère pittoresque et réaliste.

Je vous parle là d'une institution d'État, mais en dehors d'elle il y a les travailleurs libres, et, dès maintenant, de l'une et l'autre formation, nous sommes nombreux en

France, qui nous efforçons de comprendre et faire connaître l'esprit espagnol. J'aurais voulu me placer mieux que les circonstances ne me l'ont permis dans la belle liste de ceux qui commentent l'Espagne à la France. Le temps seul m'a manqué pour exprimer des sentiments que j'éprouve depuis si longtemps. Mais tel quel je crois avoir droit à l'audience des Espagnols.

Il y a vingt ans, alors que mes camarades s'en allaient chez les Nietzsche et les Ibsen et prétendaient recevoir la lumière à travers les brouillards germaniques, je trouvais mes inspirations à Venise, à Tolède, à Cordoue. Parsifal, qui ne m'avait pas parlé dans une atmosphère de bière et de charcuterie sur la colline de Bayreuth, me fut révélé au Montserrat, en Catalogne, comme un épisode essentiel de la Reconquête. Et il y a dix-huit mois, je rêvais que l'accord, après les négociations du Maroc, pût devenir une alliance. « Je vois, écrivais-je ici, les raisons les plus fortes de la souhaiter ; je suis de ceux qui sentent que nos vraies destinées vont du Rhin jusque sur l'Afrique du Nord, et que cette tâche doit s'accomplir en accordant notre esprit et nos intérêts avec ceux de l'Espagne. Je laisse le soin de décider les conditions de

cette alliance à ceux qui mènent la conversation diplomatique, mais je voudrais être de ceux qui s'emploient à fortifier entre les deux pays des relations intellectuelles. »

La guerre va favoriser cette entente que la situation du Maroc nous conseillait. Nos âmes, après ce prodigieux effort, seront toutes disposées, une fois encore, à s'accorder avec le caractère héroïque espagnol. Et ce sera une haute raison morale qui s'ajoutera aux raisons d'intérêt que nous proposaient nos nouvelles frontières communes.

Jusqu'à cette heure, les Français espagnolisant s'estimaient les uns les autres; ils sympathisaient, mais éprouvaient-ils le besoin de former entre eux une union d'études? L'intérêt moral qu'ils avaient en vue dans leurs travaux espagnols demeurait vague et indéterminé; leur activité manquait de direction et de but. Demain, il n'en ira plus de même. Nous laisserons derrière nous avec un grand plaisir ce qui vient de se déshonorer et qui d'ailleurs ne pouvait plus rien nous donner, et tous les artistes, se détournant de la Germanie, chercheront ce qu'ils pourraient acquérir. Alors éclateront, aux yeux d'un plus grand public, les éternels mérites de l'Espagne. Elle sera devant nous comme une grande et

vivante activité à laquelle nous pouvons utilement nous raccorder.

Miguel de Unamuno, précisément, dans une belle page traduite par M. Maurice Legendre, a exprimé d'une manière inoubliable la double pensée de son pays.

Je ne puis, dit-il, contempler l'étendue plane de Castille sans être obsédé de deux visions.

Dans l'une, c'est la campagne découverte, sèche et brûlante sous un ciel intense : sur un espace illimité, s'étend l'immense foule des Maures, agenouillés ; ils ont posé leurs espingoles ; ils ont tous la tête enfoncée dans leurs mains appliquées à terre ; sur le front de la troupe, debout, un chef hâlé tend les bras vers l'azur infini où son regard se perd, et je l'entends crier : « Dieu seul est Dieu ! »

L'autre tableau présente sur l'immense plateau désert et mort, à la lumière fondue du crépuscule, un chardon qui rompt l'imposante monotonie du premier plan, et, dans le lointain, les silhouettes de Don Quichotte et de Sancho sur le ciel agonisant...

Et pour vous faire voir comment nos nouvelles générations, sur qui notre empire d'Afrique a déjà fortement agi et que la guerre aujourd'hui héroïse, rendent un son d'âme parent de cette Espagne, je voudrais mettre sous vos yeux une lettre que j'ai gardée de l'une de nos jeunes gloires tombées au champ d'honneur. Écoutez cette lettre, qu'Ernest Psichari m'écrivait de Mauritanie :

...Je suis ici dans le pays des anciens maîtres de Tolède. Bien déchus, sans doute. Mais tel Maure faisant sa prière dans un de ces couchers de soleil, si religieux du Sahara, ou encore ce chérif dans le campement duquel j'ai vécu une semaine et qui passait toutes ses journées le nez plongé dans un immense in-folio, sans que personne eût le droit de venir lui parler, ce sont autant de « Greco », avec le catholicisme en moins.

Ici, plus que partout ailleurs, grâce à la rudesse du pays, à la pauvreté inouïe des habitants, à l'absence de tout contact avec la civilisation (et aussi sans doute au primitif sang berbère), le caractère mystique, intérieur, spirituel de la race s'est conservé avec une pureté étonnante.

On voit ici des hommes dénués de toute ressource, ignorant tout du monde moderne, mais qui rêvent une vie entière sur l'immortalité de l'âme ou la prédestination. Bien entendu, il est beaucoup de Maures qui ont des préoccupations plus temporelles. Mais, en grattant un peu, chez tous on retrouverait le même fond contemplatif et mystique.

J'étais, tout dernièrement, de passage à Port-Étienne, et je montrais à un de mes compagnons, un jeune guerrier de l'Adrar, la magnifique installation de télégraphie sans fil, si inattendue dans ce bled saharien.

— Tu vois, lui disais-je en lui montrant l'immense moteur qui ronflait, les Maures sont fous de vouloir résister à des gens aussi riches et aussi puissants que les Français.

Il resta un moment silencieux, puis me dit ceci, que je traduis par un équivalent à peu près exact :

— Oui, vous autres, Français, vous avez le royaume de la terre, mais nous, Maures, nous avons le royaume du ciel.

N'est-il pas caractéristique de toute une manière de

voir et de sentir, ce mot, et ne rejoint-il pas un peu ce que vous avez découvert à Tolède ?

Écoutez, Espagnols, ces rêveries et réflexions, pleines de sympathie pour l'âme mauresque qui a laissé quelque chose de si fort dans votre civilisation. Songez en outre que le jeune héros qui me parlait ainsi vient de tomber, comme un fils de Corneille, au champ d'honneur. Et alors, osez-vous croire avec ceux d'entre vous qui sont mal renseignés, ou plutôt systématiquement trompés, que la France vous « dédaigne » ? Ah ! nous sommes vos parents.

En revanche, dans cette page de Psichari ou dans cette page de Unamuno, qui semblent l'une et l'autre se doubler, qu'y a-t-il qui corresponde à rien d'allemand, qui puisse éveiller aucune sympathie chez les Teutons ? Ils nous reprochent, avec quel mépris, vous le savez, de n'être bons qu'à faire des chevaliers. Que disent-ils de vous, fiers hidalgos d'Espagne ?

Ce qu'ils en disent ? Rien du tout. Ils vous ignorent. C'est le mot, très juste de Unamuno. « Nous prétendons, bien à tort, que les Français nous dédaignent. Mais pour les Allemands nous n'existons même pas. Ils nous ignorent, car ce n'est pas nous con-

naître que de consacrer des travaux d'érudition à nos auteurs du xvii^e siècle... »

Je remercie l'illustre écrivain de la défense qu'il prend de la France et je lui envoie le témoignage affectueux des écrivains et artistes français, admirateurs du génie espagnol.

VII

LA GUERRE EN LORRAINE

10 Janvier 1915.

Par les soins de la *Société d'assistance aux Réfugiés, Évacués et Sinistrés de Meurthe-et-Moselle*, une matinée avait été organisée, à la Gaîté-Lyrique, au profit des Lorrains.

Maurice Barrès a prononcé l'allocution suivante :

Mesdames, mes chers compatriotes,

Ce n'est pas une fête. Il n'y en aura pas en France avant le jour de la victoire définitive. C'est une manifestation d'amitié autour de nos compatriotes de Meurthe-et-Moselle, victimes de la guerre.

Frappés, brisés, jetés au loin par l'effroyable tempête, ils ont perdu leurs demeures et leurs biens. Nous voilà réunis pour les assister, et j'ai l'honneur en votre nom et au nom du

Comité que préside M. Maurice de Wendel, de les saluer, ces réfugiés et ces évacués qui souffrent pour la France.

Les souffrances du département de Meurthe-et-Moselle, l'univers à cette heure les connaît. Elles remplissent à elles seules la moitié du terrible rapport que le Gouvernement vient de publier sur les crimes des Allemands en France. Elles s'y étalent au long de dix-neuf colonnes sur les trente-neuf que cette sanglante enquête occupe au *Journal officiel*. C'est une effroyable énumération d'enfants brûlés vifs, de prêtres fusillés, de femmes et de religieuses violentées, de vieillards assassinés, de pauvres gens tourmentés jusqu'à la mort. Et cette boucherie, dont nos villages demeurent ensanglantés, a réduit les charmantes petites villes de Nomény et de Gerbéviller à l'état de cadavres.

Tout cela, les Allemands l'ont exécuté par ordre, ou bien avec l'autorisation de leurs chefs. Leurs théoriciens proclament que celui qui combat pour la Germanie n'a, envers les autres nations, aucun devoir de respect, ni d'humanité ! Ils flétrissent les scrupules et la pitié. Au reste, le mot de générosité n'a pas d'équivalent dans la langue allemande. C'est un sentiment qu'ils n'ont pas à exprimer

puisqu'ils ne l'éprouvent pas. A la guerre, ils cherchent à éveiller et à décliaîner en eux toutes les forces brutales que nous, dans nos cœurs, dans nos veines, nous cherchons à discipliner.

Parfois, cette bestialité des Allemands s'exerce contre eux-mêmes. Quand la Commission officielle publiera son enquête des Vosges, elle pourra nous dire qu'il y avait à Raon-l'Étape une ambulance allemande, toute infernale, où les blessés allemands, abandonnés par leurs propres médecins, pourrissaient dans l'épouvante, au milieu des morts amoncelés.

J'ai parcouru ces pays de Lorraine. Le mépris que j'y éprouvais pour les bandits de la Germanie n'est égalé que par l'admiration que j'en ai rapportée pour mes compatriotes.

Les enquêteurs officiels, hauts fonctionnaires de l'administration, naturellement pondérés et qui, chargés de noter des faits, s'interdisaient d'exprimer des sentiments, ont dans leur rapport un mot qui, par sa modération même, saisit davantage : « Dans les régions que nous avons traversées, disent-ils, et notamment en Lorraine..., nous n'avons entendu ni une sollicitation, ni une plainte... » Voilà ce qu'ils disent d'un trait tout sec, mais

bien émouvant de vérité et de beauté. Et moi, que ne puis-je mettre sous vos yeux les images que j'ai rapportées de chez nous !

J'ai vu dans une salle de la Chambre de Commerce, à Nancy, tous les notables réunis et réconciliés, sous la présidence d'un préfet patriote qui ne cherchait que le salut de la nation.

J'ai vu quelques paysans, rentrés dans les décombres encore chauds de leurs villages, quérir dans les tranchées les débris de leurs pauvres mobiliers et commencer courageusement, au bruit du canon qui s'éloignait, la reconstruction de la vie.

J'ai vu, à Gerbéviller, la sœur Julie, l'Ange des ruines.

J'ai vu, sous le grand ciel du plateau lorrain, tout ce qui survivait de nos villages se réunir pour prier sur la tombe des morts de la bataille et ne former qu'une seule âme de douleur et d'espoir.

Voilà quelques-unes des minutes nombreuses où j'ai pu toucher, en quelque sorte de la main, nos puissances de résurrection se développant, de l'union patriotique à l'union mystique.

Et savez-vous ce qui m'émeut plus encore, c'est quelque chose de terre à terre, c'est une

simple parole que j'entendis là-bas, — une simple parole, mais d'un tel ton venu du cœur ! — qui me fut dite par un garçon de restaurant qui me servait à Nancy. Nous parlions des attaques allemandes, du bombardement, des angoisses.

— Ah ! pour ça, me fit-il, on peut dire que nous avons été bien défendus.

Et c'est vrai que les armées de Lorraine ont été magnifiques. Nous n'avons pas encore de rapport officiel sur leur activité. Tandis que le grand état-major nous a donné de si beaux récits de la bataille de la Marne et des batailles des Flandres, certaines parties de nos opérations au sud du Grand Couronné demeurent imprécises. Nous savons pourtant l'ensemble et certains détails qui nous remplissent de la plus respectueuse reconnaissance.

Le 20 août, après nos échecs de Morhange et de Sarrebourg, nos troupes durent se replier. Trois jours durant, les Prussiens s'avancèrent, traversant nos villages musique en tête. Croyaient-ils qu'ils allaient ainsi franchir la Moselle ? Ah ! non, le 24 ils étaient arrêtés net, et de tous les points, sur tout notre front, nous reprenions l'offensive. Castelnu, sur le Grand Couronné, Dubail, au

sud de Lunéville et dans les Vosges, allaient pendant trois semaines déployer les efforts sublimes qui permirent au Généralissime d'exécuter les puissantes manœuvres de la victoire de la Marne. Et le 13 septembre, les « communiqués » apprenaient au monde, ému de joie, (car c'était le salut de la civilisation), que les forces allemandes battaient en retraite. Nous réoccupions Saint-Dié, Raon-l'Etape, Baccarat, Lunéville, Réméréville et Pont-à-Mousson. Le 13 au soir, le territoire compris entre les Vosges et Nancy était évacué par l'envahisseur.

Dès ce moment commence l'œuvre de la réparation, à laquelle nous vous demandons de nous aider. Certaines populations, à l'Est, au Nord, plus près de Paris, ont été devant la Patrie comme un bouclier vivant. Elles ont la juste et ferme confiance que la France entière se croira obligée de panser leurs blessures et de relever leurs ruines.

Mes chers compatriotes, c'est la vingt-neuvième fois que les gens d'outre-Rhin viennent dévaster notre pays. C'est la quatrième fois, depuis un siècle. Ils reviendront, chaque fois qu'ils le pourront. Nous combattons pour qu'une pareille chose devienne impossible dans notre existence et dans l'existence de nos

enfants et petits-enfants. Il s'agit de chasser les Allemands, de briser leur unité et de prendre nos sûretés sur le Rhin. Jurons-nous, une fois de plus, de tenir jusqu'au bout.

VIII

PREMIERS RÉSULTATS POUR LES INVALIDES

11 Janvier 1915.

« Où en sommes-nous de cette belle et importante question des *Invalides de la guerre*? » Chacun me le demande.

Je n'ai pas cessé de m'occuper de ce projet avec, on peut me croire, l'intérêt le plus passionné. Et j'ai la profonde satisfaction de dire à mes lecteurs que tout prend forme, que déjà une partie de nos plans est exécutée.

Nous voulons sauver les invalides de la guerre. Et de quelle manière? Eh bien! tout d'abord nous voulons les soigner aussi longtemps que des soins peuvent améliorer leur état, puis leur fournir gratuitement des appareils perfectionnés, enfin leur procurer du travail, leur apprendre un métier, les rééduquer, les réadapter à la vie.

Dame ! à cette heure et si nous n'intervenons pas, leur situation n'est pas excellente. Voulez-vous la connaître ? Lisez par-dessus mon épaule quelques lettres. Elles sont vivantes et nous mettront devant la réalité, mieux que ne ferait la lecture de trente-six règlements.

L'administrateur d'un hôpital m'écrit :

Propriétaire aux environs de Tours, je m'occupe ici de l'hôpital auxiliaire n^o...., et, dès le début de son fonctionnement, le sort de nos pauvres amputés a occupé toutes mes pensées. C'est vous dire si votre campagne pour les invalides de la guerre m'intéresse.

Une circulaire du service de santé nous a informés qu'après les démarches nécessaires il nous serait fourni, gratis, des appareils pour nos amputés, mais ils sont nécessairement rudimentaires, l'État ne pouvant assumer la charge de la fourniture d'appareils articulés, évidemment très coûteux.

Un tronc déposé dans nos bureaux nous a déjà permis d'offrir un bras et une jambe articulés à un malheureux soldat, de son métier voyageur de commerce, et qui pourra ainsi, nous l'espérons, reprendre son ancien métier.

Notre caisse fonctionne, et je souhaite qu'elle nous permette de doter d'appareils similaires nombre d'autres malheureux dont il n'a pas été possible de sauver les membres mutilés.

Eh ! bien, vous voyez, voilà un premier point où nous pourrions utilement intervenir : fournir des appareils à ces excellentes gens

et que nos héros aient tout ce qu'il y a de mieux puisqu'ils sont des héros.

Cela coûtera cher. Sans doute. Mais ils ont sauvé la France.

Sur la dépense, mon correspondant fait une réflexion judicieuse que je note au passage :

Les appareils rudimentaires que l'État accorde aux blessés représentent tout de même un certain prix. Ne serait-il pas possible d'obtenir des services compétents qu'il fût versé, contre la remise d'un appareil parfait, la somme qu'aurait coûté un appareil imparfait ? Si modique que soit cette somme, elle aiderait toujours dans l'achat d'appareils perfectionnés...

Cette observation de détail est sage. Je la soumetts au Gouvernement. Et je continue de lire avec vous mes lettres qui nous mènent en pleine vie, au milieu des mutilés.

Le billet que voici nous fait entrer dans un dépôt à Humes, dans la Haute-Marne :

Je viens de recevoir votre carte, ce matin. Ça me fait plaisir d'avoir de vos nouvelles, Je suis toujours au dépôt de mon régiment pour le moment, et je ne sais pas encore quand je serai réformé. Maintenant je crois que c'est pour l'année prochaine, du train que ça va. Enfin, ne vous faites pas du mauvais sang pour moi. Je couche sur la paille, c'est vrai, mais je m'enroule bien dans des couvertures. Comme ça je n'ai pas froid. Enfin, c'est la guerre. Je suis bien forcé de rester là jusqu'à ce que j'aie ce qu'il me faut...

« Ce qu'il me faut ! » Entendez par là une

jambe de bois et une pension. Tous, nous voudrions que ce stage et cette misère inutiles fussent épargnés à nos défenseurs malheureux. Ne nous bornons pas à leur envoyer nos vœux, agissons, aidons l'État à les traiter dignement. Dès cette heure, ils comptent sur nous.

Aujourd'hui, dans ma salle d'hôpital, m'écrit-on de Paris, les amputés ont lu et relu avec une très grande émotion l'article que vous leur consacrez. Je suis leur interprète. Ils m'ont chargé de vous remercier et de vous communiquer leur désir. Ne serait-il pas possible de rattacher à l'organisation déjà si parfaite que vous espérez, une branche spéciale ayant pour but de procurer aux amputés des membres artificiels munis de crochets, etc... Je connais un ouvrier qui avait pour unique emploi de rincer des bouteilles dans une brasserie. Amputé d'un bras, il devait renoncer à ce travail, si un appareil muni d'un crochet ne lui avait pas permis de le reprendre... On lui a, de plus, fait cadeau d'une main, pour le dimanche !

Eh ! bien, nous aussi, nous penserons au dimanche, au superflu, chose si nécessaire, comme disait, je crois bien, Voltaire. Mais pour l'instant, c'est l'indispensable qui fait défaut à ces malheureux. Pour achever de vous en convaincre, voulez-vous lire encore cette lettre :

Mon frère sergent réserviste, m'écrit M. A. V. (de M..., dans le Lot-et-Garonne), a eu le bras droit broyé par un éclat d'obus à Craonne. Rien à dire. Il avait fait le sacrifice de sa vie. Mais ce qui est regret-

table, ce sont les formalités administratives auxquelles son cas l'astreint.

Évacué sur Bordeaux le samedi 19 septembre, il a subi le 24, un peu tardivement, l'amputation. Dès le 20 octobre, on lui a fait entrevoir la faculté de rejoindre sa famille à brève échéance, après avoir comparu devant un Conseil de réforme. En effet, le 30 octobre, on le dirige vers le dépôt du....., à Bordeaux, pour comparaître devant le susdit Conseil le 4 novembre. Ses papiers n'étant pas en règle, on lui dit de repasser le 7. A cette date, on lui fait remarquer qu'il doit rejoindre son corps à Bayonne, où il sera statué sur son cas.

Au dépôt de Bayonne, on le convoque devant la Commission de réforme pour le 24 novembre. A ce jour, la Commission déclare n'être pas compétente et le renvoie au 30 décembre.

N'est-ce pas abusif et déconcertant? Est-ce ainsi que l'Administration prétend adoucir la plaie physique et surtout morale de ceux qui ont tout donné pour la défense de la patrie?

Je retiens cette dernière phrase. Elle nous rappelle notre devoir; elle exprime très bien notre intention, qui est de collaborer avec l'Administration et de mettre des ressources d'argent et de science et de générosité cordiale à sa disposition pour compléter ses œuvres.

On a remarqué chez les victimes des accidents du travail que sont rares celles qui trouvent en elles-mêmes suffisamment d'énergie pour se guérir ou pour s'adapter par leurs propres moyens à un travail nou-

veau. Si l'entourage n'intervient pas pour reconforter le malade, pour lui faire voir la reprise du travail et la continuation de la vie, la démoralisation l'envahira.

J'ai toujours observé, me dit le docteur Bordes, qu'une direction morale immédiate et une poigne médicale paternelle transformaient le malade, lui donnaient confiance et lui faisaient exécuter l'impossible pour s'améliorer et se guérir. Mon principe a toujours été de m'occuper moi-même de mes malades, de les voir tous les jours, de les encourager d'une bonne parole, de ne jamais les lâcher moralement. Ils sont soignés et gardés jusqu'à la guérison complète. J'obtiens de presque tous mes infirmes qu'ils reprennent leur travail ou une profession similaire avant la liquidation de leur rente.

Eh! bien, ce qui est vrai du blessé de l'industrie, le sera des blessés de la guerre. Ils sortiront mal de leurs misères physiques et morales si nous les laissons à la solitude, à l'isolement, Mais nous sommes prêts à les assister fraternellement. J'ai annoncé des résultats. Les voici :

Lyon et Nancy sont à la disposition des mutilés. Paris le sera demain.

Précisons.

A Lyon, l'affaire de Herriot, qui a de grandes qualités d'administrateur et qui est aidé par une ville si puissante, fonctionne. La dernière fois que j'ai causé avec le maire-

sénateur, il m'a dit : « En gage de bonne entente, je mets dix lits à votre disposition... » Que les intéressés se tournent vers lui, directement, c'est le mieux, ou, s'ils y tiennent, par mon intermédiaire. Je suis à leurs ordres.

A Nancy, nous en sommes au même point. Nous attendons les héros. S'adresser à MM. Gaston Michel, Jean Buffet et Houot. L'Association lorraine pour les invalides de la guerre est constituée. La Commission des hospices de la ville de Nancy a, sur l'heure, avec son esprit patriotique, saisi l'émouvante beauté et l'efficacité de notre projet, et elle donne les locaux.

Dès maintenant, à Nancy, nous acceptons, nous appelons les blessés. Nous leur offrons, dès leur sortie de l'hôpital, au lieu qu'ils aillent dans ces dépôts dont leurs lettres, plus haut, nous parlaient, un traitement spécial complet qui réduira autant qu'il se peut leur impotence et maintiendra leurs facultés de travail. (Est-il besoin d'ajouter que les diverses industries de la région de l'Est, toutes si reconnaissantes à l'armée dont elles ont vu la sublime vaillance, sont prêtes à employer les invalides).

Et Paris ? Paris s'organise. Avant huit jours, je pourrai vous dire que tout est mis au point. La Société de médecine publique

qui compte parmi ses membres les grands directeurs des services de santé militaire et les sommités scientifiques, s'est immédiatement saisie d'une question qui, tout naturellement, avait toujours été un des objets de ses études. Les docteurs Tuffier, Borne, Mosny, Laurens, médecin-major, et M. de la Mazelière et M. Bourlon de Sarty, qui est déjà président d'une société d'orthopédie, seront incessamment en mesure de faire fonctionner un service.

Je sais que d'autres initiatives ne manqueront pas de se produire sur d'autres points du territoire.

Nous pensions, mes amis de Nancy et moi, qu'il était de toute nécessité de relier tous ces groupements régionaux par un lien commun; qu'il fallait leur donner un organe permanent, un Conseil qui siégerait à Paris et serait composé des délégués de toutes les associations parisiennes et provinciales. Des associations régionales, groupées en une fédération nationale, voilà, nous paraît-il, la formule qui tiendra compte des besoins et des particularités de chaque contrée, qui ménagera des susceptibilités légitimes et enfin qui marquera nettement le caractère national d'une telle œuvre. Tout cela se fait, est déjà plus qu'à

demi ébauché et avec quelques compléments va pouvoir être, d'une heure à l'autre, mis sous les yeux du public dans son ensemble.

Ce sont des résultats. Nous désirons tant sortir d'une collaboration purement critique avec les services de santé ! Nous avons un si vif désir de servir efficacement nos bienchers blessés.

..... On nous demande si nous renonçons à signaler les défauts des services sanitaires. Non pas ! Nous avons continué à recueillir les faits particuliers et à nous renseigner sur l'ensemble. Le manque de nos ressources, les vices de notre système, et les fautes de notre personnel, tous faits qu'il n'est pas utile d'étaler et que le Gouvernement doit contrôler, font l'objet d'un nouveau rapport que nous remettrons, ces jours-ci, à Millerand et au président de la République. Quant aux critiques d'ensemble, nous les reprendrons si le Parlement, comme on l'annonce, examine la situation.

Elle s'est améliorée depuis le jour où nous jetions le cri d'alarme. Il reste que le service a été mal préparé, comme l'ont été plusieurs de nos services de guerre. Ce n'est pas leur faute toujours. Ils se tirent d'affaire par des improvisations. Certaines ne vont pas sans douleur.

Nous avons interrompu nos critiques, depuis plusieurs semaines, parce qu'on nous a dit qu'on reconnaissait leur justesse (au moins en partie) et qu'on cherchait à mieux faire. C'est vrai, il y a de l'amélioration sur plusieurs points. Nous avons préféré pousser à une organisation, comme celle des *Invalides de la guerre*, plutôt que de répéter indéfiniment des critiques, à la fois très utiles et un peu dangereuses.

Mais sur tout cela, nous allons revenir.

IX

LA MÉDAILLE DES BRAVES

12 Janvier 1915.

— Eh bien ! me dit-on de tous les côtés, l'obtiendrons-nous, cette médaille du courage et de la valeur militaire, que vous avez mille fois raison de demander pour nos braves soldats ?

— Je ne vous dirai qu'une chose, c'est que le Gouvernement anglais a trouvé l'idée excellente. Il vient de créer, pour les siens, cette médaille, et il a décidé qu'elle pourrait être donnée même aux troupes alliées.

— C'est un succès. Mais, nous, monsieur Barrès, l'obtiendrons-nous des Chambres et du Gouvernement ?

Je le crois, puisque nous avons raison. Mais si j'avais des doutes, ils me viendraient de cette tendance que je vois chez nos gouvernants, sans que je distingue leurs motifs, à jeter sur toute cette guerre héroïque un voile, quelque chose de morne, une surabondance de couleur kaki.

Ils ont tort. Qu'ils prennent garde que la campagne menaçant de durer, il faut mettre toutes les énergies françaises en branle. Ne laissons rien fléchir. Je voudrais que la population civile, elle-même, fût appelée davantage à coopérer par son patriotisme et son enthousiasme au salut de la France. Ne dites pas : il faut que chacun poursuive obscurément, anonymement sa petite besogne. C'est une vue mesquine et la pensée de gens qui manquent de nobles ambitions. Partout on a besoin de quelque chose qui stimule les hauts sentiments. Les hommes ne sont pas des dieux. Il y a des ressorts humains. Qu'on les tende et les fasse jouer. C'est le rôle des gouvernants. Ceux qui nous dirigent connaissent-ils les grands textes de notre nation ? Qu'ils lisent ce fragment de Montluc. C'est de la

belle psychologie, et c'est à mettre à la première page de toute histoire de la formation du caractère français :

...Andesan, qui fut la plus forte escarmouche où je me trouvai jamais... : je n'avais que trente-quatre soldats de ma compagnie : je fis couvrir de taffetas jaune les morions à mes soldats, pour l'amour de M. de Termes, qui portait le jaune ; lesquels étant si petite troupe exécutèrent de si beaux faits d'armes, et si émerveillables, que tant qu'il y aura mémoire d'homme qui fût alors en vie, il se parlera en Piémont des braves morions jaunes de Montluc ; car, à la vérité, ces trente-quatre en valaient cinq cents et me suis cent fois étonné de ce que ces gens firent alors ; je pouvais bien dire que c'était petit et bon.

J'ai éprouvé que cela sert fort de marquer les gens de quelque chose particulière ; car se voyant reconnus, cela leur redouble le courage. Ceux-là firent très bien, et se marquèrent d'une réputation telle que tout le monde les montrait par les compagnies, montrant par merveille ces morions jaunes qui avaient fait de si beaux faits d'armes. (MONTLUC : *Guerres d'Italie*, édition Baudrillart, page 214.)

Ainsi pensait un grand homme de guerre qui connaissait l'esprit des batailles. Écoutez comment l'expérience de nos chefs d'aujourd'hui s'accorde avec cette voix du xvi^e siècle :

Un officier de l'armée de l'Argonne écrit :

Avec un peuple vibrant et émotif comme le nôtre, on ferait des prodiges, si l'on cultivait son moral. C'est à quoi l'on songe le moins. Il se fait autour de nous des multitudes d'actes d'héroïsme. Combien sont

récompensés ? On hésite à donner des croix et des médailles, parce que cela forcera l'État à payer aux ayants droit ou 250 ou 100 francs par an. Soit ! mais alors qu'on récompense « gratis » en créant un ordre militaire analogue au « Saint-Georges » ou à la « Victoria Cross ». Napoléon le Grand faisait des héros avec un bout de ruban. Faisons de même, car les nôtres valent bien les siens. Notre modeste pioupiou a vu aujourd'hui plus de combats et de plus terribles que les grenadiers de la vieille garde.

Et lisez ce billet d'un brave (il était au Grand-Couronné de Nancy) qui dans la guerre demeure comme avant, un écrivain net et charmant, à la Française :

Combien votre idée d'une médaille *gloriæ decorisque causa est* heureuse ! Un soir de froid atroce (le 20 novembre), aux tranchées de la forêt de Champenoux j'ai entendu le pire traîne-ruisseau, mais aussi le meilleur soldat de son escouade, qui soupirait : « Et tu verras qu'on ne nous f... seulement pas une fleur à l'oreille pour avoir enduré ça !... » Joignez à cette phrase, à cette plainte, l'accent de la rue du Croissant.

Pourquoi une fleur, et pourquoi à l'oreille ? Demandez aux poètes les raisons de leurs images. Je crois que la moindre médaille de bronze eût néanmoins fait plaisir au pauvre garçon, il la méritait...

Marcel BOULENGER.

Ainsi, de tous côtés, on me presse et m'approuve :

Tout ce que vous avez dit est en tous points excellent et indique une connaissance profonde de la psychologie de nos soldats. Il n'y a rien à ajouter à la belle

lettre du général reproduite dans *l'Écho de Paris* du 21 décembre. Marchez donc, monsieur le député, avec toute votre conviction personnelle : vous voyez clair ! N'hésitez pas, si personne ne dépose une proposition de loi dans ce but, à la déposer, vous. Rien ne peut et ne doit vous faire hésiter.

Recueillez cette opinion d'un soldat : « Si on est tué, si on ne revient pas, ça fera plaisir aux vieux. » Oui, pensez aux vieux qui auront la fierté de mettre sous vitre ce témoignage de la valeur de leurs enfants. Cette médaille sera pour eux une relique, elle en aura toute la force. Pensez aux conséquences admirables qu'elle aura dans l'avenir... Commandant R...

Je prie mes lecteurs les moins pressés de fixer un instant leur méditation sur cette idée de la décoration du mort considérée comme une relique et agissant le long du temps chez les petits-fils ! Cela est bien beau.

Vous entendez, dans ses expressions diverses, l'opinion de l'armée. Et que pensent nos députés ?

Les députés soldats, à qui revenait tout naturellement l'honneur de traduire le vœu de leurs compagnons d'armes, ont déposé une proposition tendant à la création d'une médaille de la valeur militaire.

Ils ont modifié l'idée première. Dans leur esprit, ce serait le complément et le signe tangible d'une mise à l'ordre. Tout brave porté à l'ordre de l'armée ou d'un corps

d'armée aurait droit à cette médaille qui serait le souvenir matériel de ce haut témoignage.

Maintenant c'est à la Commission de l'armée que préside le général Pédoya de décider ! Que voudra-t-elle ?

A la session de décembre, le Général a rapporté et la Chambre a voté une proposition qui permet de décorer les députés soldats. Rien de plus juste. En temps normal, on ne décore pas un député ; on risquerait d'être conduit à décorer toute la majorité, et le stock des grands cordons n'y suffirait pas. Mais à la guerre, trêve de plaisanteries. Les titres de nos collègues, dès qu'ils sont reconnus par leurs chefs, méritent tous respects et tous honneurs. Je vote des deux mains l'autorisation qu'on les décore. Et j'ajoute que ce vote du Parlement prépare nécessairement le vote d'une médaille pour les soldats.

La Chambre ne voudra pas se mettre dans cette situation de n'avoir pensé qu'à elle-même. Elle n'acceptera pas qu'il soit dit : « Les députés ont voté, en fait de récompense, ce qui les concernait, et rejeté ce qui concernait les autres. »

P.-S. — Le respecté doyen d'âge de la Chambre, M. le baron de Mackau, qui va

présider aujourd'hui la première séance du Parlement, me fait l'honneur de m'adresser la lettre que voici où l'on trouvera un beau modèle de l'activité partout déployée en faveur de nos soldats. L'organisation généreuse du département de l'Orne est un exemple à mettre sous les yeux de tous :

Paris, le 10 Janvier 1915.

Mon cher Collègue,

Vous me demandez des renseignements sur ce que, vous a-t-on dit, a fait le département de l'Orne pour les vêtements chauds des soldats. C'est très simple, et peut tenir en quelques lignes.

Dès l'approche de l'hiver, notre préfet, M. Robert Leneveu, a constitué, à Mençon, un grand Comité qui comprenait toutes les notabilités du département et les présidentes des grandes Sociétés de secours aux blessés du département.

Le Comité a élu président M. R. Leneveu ; vice-président, Mgr Bardel, notre évêque. Il s'est subdivisé en sous-comités d'arrondissement. Il a réuni des dons de particuliers et de communes ; ceux-ci se sont élevés à 150.000 francs au minimum (je n'ai pas ici les chiffres exacts).

De son côté, M. l'inspecteur d'Académie, Récéjac, avec le secours de ses instituteurs et institutrices ; M. le commandant de gendarmerie, secondé par les brigades de gendarmerie d'un autre côté, ont obtenu des concours en nature et en argent, qui portent à environ 300.000 francs les souscriptions pour les soldats du front.

Dans cet ensemble, mon arrondissement d'Argentan entre pour une somme en argent de 32.000 francs.

Les uns et les autres, nous distribuons journellement, dans les dépôts, aux hommes qui *partent pour le front*, tricots, vestes chaudes, ceintures, cache-nez, gants, chaussettes en laine, etc.

D'un autre côté, mon sous-préfet d'Argentan, alors M. Beurdeley, a créé une Commission de secours pour améliorer le sort des hommes, soit dans les hôpitaux militaires, soit dans les dépôts de convalescence, soit encore dans certains hôpitaux auxiliaires. Cette Commission a réuni 60.000 francs; elle fonctionne avec succès tous les mardis.

Tels sont, brièvement, les renseignements que je puis vous donner.

Croyez, mon cher collègue, à mes sentiments très distingués et dévoués.

Baron de MACKAU.

X

LA PREMIÈRE CLASSE EN ALSACE

13 Janvier 1915.

Tous les Français connaissent la *Dernière classe d'un maître d'école alsacien*, brève page, à mon goût la merveille d'Alphonse Daudet. Il y a une vingtaine d'années, je disais à Léon Daudet que dans toute l'œuvre de son père ma préférence allait peut-être à ce court récit, parfait de mesure et déchirant comme un morceau de Chopin. Il en parut surpris

et me dit que l'auteur de *Sapho* ne goûterait peut-être pas beaucoup cette appréciation. Pourtant, est-il un plus beau rôle que de fixer par quelques traits exacts les grandes émotions de sa race et d'être la mémoire de son pays ?

Alphonse Daudet nous a fait voir ce que c'est quand la noire Germanie surgit et chasse d'un village la claire civilisation de France. Je viens de relire son conte, tout transfiguré cette fois par l'arc-en-ciel qui réjouit les nues. Les mots de France étaient partis d'Alsace. Ils s'étaient envolés, comme les cloches durant les jours de la Passion, chaque année, quittent les clochers de Lorraine et s'en vont jusqu'à Rome. Enfants, nous allions le Samedi Saint guetter leur retour, dans les airs, depuis le pont de la Moselle. Et soudain, derrière nous, elles faisaient leur joyeux carillon au-dessus de l'église. « Comment, petits bêtas, vous ne les avez pas vues passer ? » nous disaient les grandes personnes... Aujourd'hui les mots de France viennent de rentrer en Alsace, tambour battant, musique en tête, dans les sacs de nos soldats, et tous les enfants émerveillés assistent à ce retour.

Le vieux M. Hamel, le maître d'école de 1871, a-t-il remis sa belle redingote verte, son

jabot plissé fin et sa calotte de soie noire brodée ! Les anciens du village sont-ils revenus se ranger dans le fond de la salle, en habits du dimanche, comme ils avaient fait le jour de la dernière classe ? Tout ce monde-là est mort. Mais leurs espérances sont épanouies de bonheur. Et ce fut une triomphale journée que la première classe de français donnée aux petits Hans, Jokel, Fritz, Frantz, rangés gravement à leurs pupitres et, pour cette fois, entourés de leurs parents, de toutes les vieilles personnes qui étaient des gamins au moment de la grande guerre. C'est à ces vieux-là que le maître avait dit : « Mes enfants, pour la dernière fois je vous fais la classe. L'ordre est venu de Berlin. Le nouveau maître arrive demain. On ne vous enseignera plus que l'allemand... » Et c'est pour leurs petits-fils que le nouveau maître trace sur le tableau noir, à la craie, comme exemple d'écriture, un rayonnant : *Vive la France !*

Jours de deuil, durant quarante années qui furent longues. Mais voici le soleil revenu. On m'envoie de Dannemarie un compte rendu de la rentrée du français dans nos écoles. Vous allez en voir l'invention charmante.

Les petites écolières d'Alsace ont reçu, pour elles toutes, une lettre, et M. le sous-préfet

d'Altkirch est venu avec les notables en écouter la lecture. Vous-même, voulez-vous l'entendre ? Ce sont les petites filles de Paris qui l'écrivent.

Paris, 18 décembre 1914.

A nos chères petites sœurs alsaciennes,

Notre maîtresse nous a lu le compte rendu de la visite que le ministre de la Guerre vous a faite il y a quelques jours. Nous en avons été très vivement émues. Comme nous voudrions pouvoir nous envoler un peu dans votre petite école pour vous donner le baiser de vos petites sœurs françaises de Paris ! Et comme nous vous apprendrions vite le français, si nous pouvions jouer avec vous.

Nous savons bien, nous fillettes de douze ans, qui avons étudié l'histoire, dans quelles malheureuses circonstances notre chère province d'Alsace est tombée sous la botte prussienne. Nous savons comment nos malheureux parents ont souffert il y a quarante-quatre ans. Mais maintenant c'est notre général Joffre qui l'a dit, la France va vous rendre vos libertés ; et il a ajouté : « C'est pour toujours. »

Laissez-moi, au nom de mes compagnes, vous dire toute notre joie et notre fierté, car votre bonheur est l'ouvrage de nos pères et de nos frères, qui sont braves.

J'ai moi-même un frère qui a vaillamment combattu pour vous. Il est même blessé et prisonnier, mais nous sommes tous bien fiers de notre soldat. Et nous attendons la victoire définitive de l'armée française, avec le retour des nôtres.

Et vive la France ! Vive l'Alsace !

Toutes mes compagnes me chargent de vous embrasser bien fort.

Marcelle MALVAZEL,

175, rue Championnet.

Ce serait une grande joie pour nous si l'une d'entre vous nous envoyait un petit mot. Si vous ne parlez pas le français, cela ne fait rien, nous vous comprendrons tout de même, parce que nous vous aimons bien.

C'est trop sûr, ces bonnes petites filles de Dannemarie, pour la plupart, ne savent pas le français. Mais notre ami Zislin, le bon dessinateur patriote, à qui j'ai eu le plaisir de donner l'accolade sur la grande place de la petite ville, a fait une belle traduction alsacienne de cette lettre, et c'est lui qui s'en va la lire successivement dans toutes les écoles, sous la présidence du capitaine sous-préfet.

Ah ! chers enfants français d'Alsace et de Paris, avec quel beau trésor dans le cœur vous naissez. C'est pour le protéger que tant de braves se dévouent. N'oubliez jamais ces soldats de la France qui défient la mort et acceptent la plus dure misère, afin que de Metz et de Strasbourg à Paris vos âmes se puissent rejoindre et s'exprimer par les beaux mots, généreux et clairs, qu'il fallait cacher au gendarmie prussien.

XI

“ JE LES GRIGNOTE ” DISAIT JOFFRE

14 Janvier 1915.

Pour bien juger de l'avenir, tournez votre regard sur les cinq mois passés. Voyez d'où nous venons, où nous atteignons aujourd'hui. Pesez l'effroyable danger où nous fûmes, quand l'Angleterre et la Russie n'avaient pas mis leurs forces sur pied et que se révélèrent les manques de notre préparation militaire. Et puis, constatant le génie de nos grands chefs et du généralissime qui surent, d'heure en d'heure, prendre les meilleures décisions et même risquer (dans la retraite sur la Marne) d'être incompris, faisons notre acte de foi dans notre armée, dans notre bonheur, dans le destin de cette guerre.

Mais qu'ai-je à parler d'acte de foi ! C'est sur les résultats enregistrés que se fondent, à cette heure, nos espérances devenues des certitudes. Aujourd'hui je déjeunais avec un groupe de mes amis du premier arrondissement, et, m'aidant d'un excellent résumé publié avec des cartes par l'*Illustration*, je

leur rappelais les étapes de nos anxiétés et de notre salut. Voulez-vous, mes chers lecteurs, que nous les repassions ensemble ?

Quel était le plan du grand état-major allemand ? Il voulait agir avec la masse de ses forces contre la France, mener au plus vite l'offensive, nous écraser, et, ce résultat décisif obtenu, se retourner contre la Russie. A cet effet, l'Empire avait préparé le plus formidable et le plus savant instrument de victoire que le monde ait jamais vu. Ses corps d'active et de réserve, flanqués de régiments territoriaux, constituaient quarante-quatre corps d'armée, tout prêts à marcher sur Paris par le chemin le plus court, à travers la Belgique ou le Luxembourg.

Qu'allions-nous opposer à cette ruée ? Qu'étaient-ils d'hommes ? Et nous, combien ? Nulle part, je ne trouve de chiffres. Mais je leur vois neuf armées, contre nos cinq françaises (que le corps expéditionnaire anglais va rejoindre le 22 août). Ils savaient leur supériorité de nombre et de préparation. Ils s'avancèrent ivres d'orgueil et de mépris.

A quoi leur servent donc des professeurs d'histoire, s'ils ignorent que nous sommes le pays du miracle de Jeanne d'Arc, la nation des grands rebondissements ?

Dans la nuit du 3 ou 4 août, leurs premières troupes forçaient les frontières de Belgique et, assaillant dans Liège la petite armée du général Lemans, couvraient de leurs cadavres les glacis de l'héroïque cité wallonne. Au même moment, les troupes françaises entrent en Alsace et jusqu'à Mulhouse, entament la Lorraine annexée, courent au secours des hommes libres de la Belgique.

C'était un bon début. Ces prises de contact nous réjouirent. Mais nous ne touchions là que des avancées, des détachements de découverte, assez faibles et qui ne s'engageaient pas à fond : les antennes de la bête. Elle les repliait sitôt touchées. Par derrière, les véritables armées allemandes s'avançaient, formidables.

Elles s'avançaient, immenses fourmilières solides et précises comme des machines de mort. Ces centaines de milliers d'hommes semblaient mus par un mouvement d'horlogerie impeccable. Leur mobilisation, concentration et déploiement, leur marche à travers la Belgique se déroulaient dans les moindres détails, conformément au programme établi d'avance. L'irrésistible raz de marée balayait la courageuse résistance des Belges, et d'un premier élan, sur une ligne longue de plus

de 300 kilomètres, il vint heurter les forces franco-anglaises.

Dans la région de Sarrebourg, le 20 août, l'armée du général de Castelnau fut attaquée au front par l'armée du prince de Bavière ; au flanc droit, vers Sarrebourg, par le général von Heeringen ; à gauche, par des éléments sortis du camp retranché de Metz. Hélas ! un de nos corps fléchit brusquement, et cette défaillance entraîne le recul de toute la ligne. Vite des renforts accourent, fournis par la garnison de Toul et par l'armée de Dubail. Ah ! jamais nous ne glorifierons assez ce qu'ils firent, tous les nôtres, sur le Grand-Couronné de Nancy, sur la Mortagne, rivière qui arrose Gerbéviller-la-Martyre, et au col de la Chipotte, durant trois semaines d'héroïsme obstiné, sanglant et victorieux.

Mais toujours les 21 et 22 août, dans le Luxembourg belge, les colonnes allemandes du Kronprinz heurtaient nos armées commandées par les généraux Ruffey et Langle de Cary. Notre infanterie se laissa surprendre sur plusieurs points, dut céder au nombre et fut rejetée sur la frontière.

Cette retraite découvrait le flanc droit de l'armée du général Lanrezac qui atteignait presque Namur et qui dut se replier.

Le corps expéditionnaire anglais, obligé de suivre ce mouvement général de retraite et pressé par le général von Kluck se trouva, le 26 août, sérieusement compromis entre Landrecies et Cambrai et ne se dégagea qu'avec peine.

Ainsi tout venait de changer. Nous avons dû renoncer au terrain gagné et abandonner Mulhouse. Aux avantages des premiers jours succédaient des revers sur tout le front de bataille. Français, vous rappelez-vous cette première angoisse? Le généralissime ne craignit pas d'y ajouter et de terrifier momentanément la France.

Ce fut l'heure du génie. Joffre décida de prendre du champ, de sacrifier une large zone du territoire national et de se replier sur les points qu'il connaissait et jugeait les plus favorables, pour reprendre de là, à son heure, l'offensive générale,

Ah! penser cela et avoir la force morale de l'exécuter, sous le regard des rivaux, des soldats et des chefs politiques qui pouvaient ne pas comprendre, c'est bien beau. Songez aux qualités de caractère qu'il fallait que cet homme possédât! Il eût été plus aisé de jouer la partie dans quelque grande journée.

Joffre se replia. Les Allemands le suivirent.

Rappelez-vous leur marche sur Paris ! Comme ils durent croire que c'était une de ces heures à jamais glorieuses qui jalonnent, à de longs espaces à travers les siècles, l'histoire d'une nation ! Ils allaient avec une vitesse formidable, ivres de contentement. Eh bien ! non, dès cette minute d'enivrement, leur plan déjà était en échec. Il leur aurait fallu nous saisir, nous infliger une défaite écrasante. Or, nous rompions ; ils avaient perdu le contact : le coup de tonnerre, réclamé par leurs stratèges, n'était pas obtenu.

« Nous avons l'air de fuir, écrivait un soldat désolé. Et pourtant chaque fois que nous nous battons, nous sommes vainqueurs. Mais c'est pour reculer encore !... » A Guise, l'armée Lanrezac s'arrête juste le temps de brutaliser d'une manière sanglante la Garde prussienne, et puis l'on continue de rompre.

Et nous, à Paris, pleins de confiance dans nos chefs, nous répétions chaque matin : « Il faut tenir, il faut durer, il ne faut pas douter. Chaque jour qui passe est une chance de plus pour la victoire. »

Cependant voici que l'ennemi va trouver Paris sur son chemin. Qu'en adviendra-t-il ?

On m'a raconté que les Allemands tinrent un Conseil de guerre ! Entreraient-ils dans

Paris ? L'Empereur le voulait. Détruiraient-ils d'abord nos armées ? C'était la thèse de von Kluck. Tragique discussion ! Paris pris, ils eussent jeté à terre nos hommes-drapeaux et anéanti la Ville, quartier par quartier. Ils s'arrêtent à décider que la retraite de Joffre prouvait la démoralisation de nos forces, et toujours désireux de détruire les armées françaises, pour se retourner ensuite librement contre les Russes, ils ajournèrent de régler le sort de notre capitale. Ils infléchirent vers le sud-est, s'enfoncèrent à marche forcée dans le couloir entre Paris et Verdun à la suite de nos soldats.

Un jour, nous dirons quels furent nos sentiments dans Paris, dont nous savions, pour employer les expressions qu'accepte la censure, que « des ouvrages défensifs de valeur inégale jalonnaient le périmètre démesuré de son camp retranché. »

Après les fautes, le châtement. Joffre surveillait les pas des Allemands ; il se réjouissait de leur outrecuidant orgueil. Ces jours de douleur avaient encore perfectionné ses nobles officiers et soldats. La France militaire, tendue par la nécessité, était prête. Le 5 septembre, le généralissime voyant l'ennemi complètement engagé dans ce long couloir, entre nos deux

forteresses, décide l'offensive générale. Vous connaissez son ordre du jour fameux, une des plus belles pages de l'histoire de France.

Les Allemands d'abord déconcertés par cet assaut splendide qu'ils ne prévoyaient pas, s'évertuent à rompre notre ligne immense. Leur principal effort, ils le portent au centre, contre l'armée de Foch. Foch les rejette dans les marais de Saint-Gond. A gauche le maréchal French et le général Franchet d'Esperey les bousculent ; à droite, l'armée de Langle de Carry gagne du terrain ; sur Verdun, Sarrail subit sans faiblir d'énormes pertes. Tous nos magnifiques Français tiennent bon sur l'immense ligne de bataille. Vous vous rappelez les taxi-autos emportant les renforts de Paris, pour soutenir en hâte l'armée de Maunoury et lui permettre de se maintenir contre les efforts désespérés de von Kluck.

Le 9 septembre, la retraite allemande est générale. C'est un malheur que ces effroyables fatigues et, plus encore, le manque de munitions... (1).

Les Allemands parviennent à s'accrocher à la hauteur de l'Aisne. Ils se terrent

(1) Suppression de la censure.

et s'organisent entre l'Oise et la Meuse. Mais tout de même le plan stratégique du grand état-major impérial, qui consistait à briser les armées de la France avant de se retourner contre les Russes, a échoué. Il faut qu'ils inventent autre chose. Ils nous feront la guerre de tranchées sur tout le front, tenteront d'envahir la Pologne en cinq grosses colonnes avec le concours des Autrichiens, et, visant l'Angleterre, vont chercher à prendre comme base d'action les ports de la mer du Nord et du Pas-de-Calais. A défaut de Paris, où ils n'ont plus d'espoir, ils viseront Varsovie et Londres.

C'est sur l'Yser, rivière aux bords plats, qui s'écoule dans une région de digues et de canaux, que va se jouer la grande partie dont l'enjeu lointain est Londres, l'enjeu immédiat Dunkerque, Calais et Boulogne.

Alors commence l'attaque torrentielle. Ils ont fait appel à des contingents frais, à des adolescents ignorants encore des horreurs de la bataille. En avant, la fleur de la jeunesse berlinoise enthousiaste et novice! Ces belles recrues grisées de chants guerriers et d'ambitions nationales s'avancent en formations profondes, coude à coude, l'âme en délire. Obus, fusillades, mitrailleuses ouvrent des brèches, fauchent des files. N'importe, ils se reforment,

reviennent en chantant, meurent, et d'autres à leur tour accomplissent leur sacrifice. Après quinze jours de ces effroyables assauts, le 28 octobre, l'Allemagne renonce sur l'Yser. Elle renonce ? non pas ! C'est pour recommencer immédiatement, le 30 octobre, sur Ypres.

Cette fois, ce n'est plus la jeunesse héroïque d'Allemagne, c'est la Garde. Déjà affaiblie par ses pertes énormes de Dinant, de Guise et des marais de Saint-Gond, elle se fait décimer... Je ne crains pas de rendre hommage à l'intrépidité de nos adversaires. Le monde peut d'autant mieux mesurer ce que valent nos soldats, inférieurs en nombre et en artillerie lourde, mais dont l'âme est si ferme que nous fûmes vainqueurs !

Au 15 novembre, l'insuccès, la défaite des troupes du Kaiser est acquise, reconnue par l'Allemagne, cette fois à bout de souffle. Dès cette date, l'ennemi a perdu toute supériorité d'offensive en France. Il commence même à se sentir dominé. Il n'est pas encore battu, mais la victoire décidément lui a échappé. Il est un formidable prisonnier qui s'élance de l'Occident à l'Orient, des Russes aux Français, comme une bête dans sa cage, et qui, dans ce va-et-vient prodigieux, immanquablement se doit épuiser.

« Je les grignote », disait notre Joffre qui aime les termes d'une excessive modération et qui a le sourire.

Français, nous avons un grand chef, des généraux irréprochables, tous accordés entre eux, d'admirables soldats émouvants d'abnégation dans leur misère. Il faut les aimer, les soutenir, les prendre pour modèles et, comme ils supportent leurs souffrances, accepter nos angoisses. Nous sommes dans une tragédie que l'Allemagne a déchaînée et d'où la victoire seule peut nous tirer. La victoire certaine, si nous continuons à tenir.

XII

ENFIN! VOICI UNE AMBULANCE DE FRONT RAISONNABLE

15 Janvier 1915.

Voilà que nous arrivons à un résultat, nous sommes à même de servir nos nobles soldats mutilés pour la défense de la patrie. Nous leur offrons les appareils les plus perfectionnés, nous leur apprendrons un métier conforme à leurs aptitudes nouvelles, et nous leur trou-

verons des places dans l'industrie, afin de maintenir leur moral, que la tristesse dans l'inactivité pourrait ébranler, et afin d'ajouter à leur pension un salaire. Dès maintenant ces résultats me semblent certains, et j'en suis profondément heureux. Mais dans le même moment, ayant quelque logique dans l'esprit, je me sens mal à l'aise. J'aime mieux dire pourquoi avant de me l'entendre dire.

J'écoute les conversations des hommes éminents qui sont nos collaborateurs dans cette œuvre des invalides. Électrothérapie, mécanothérapie, ils vont tout employer, et tout cela est très bien. Mais avant même d'arriver à ces services de perfectionnement, n'aurions-nous pas dû perfectionner les services du début pour éviter la mortalité ?

Rétablir des infirmes, c'est excellent, mais les empêcher de le devenir, ce serait mieux.

Je le sais, je me le dis ; je me reproche de m'être laissé détourner de la surveillance des soins que l'on donne à nos blessés, depuis le front jusqu'aux formations de l'intérieur. Ce n'est pas que j'aie eu complète satisfaction, hélas ! Mais je voyais la possibilité de régler la grande et belle question des invalides. Je m'y suis donné. Hâtons-nous de revenir à

nos héros, dans le premier moment où on les enlève du champ de bataille. Une fois de plus, nous allons les rejoindre dans les services de l'avant, aux ambulances divisionnaires.

Il y a quelque chose de nouveau. Une grande satisfaction a été donnée à notre campagne.

Avez-vous lu la communication faite à la *Société de Chirurgie*, mercredi dernier, par le docteur Hallopeau? Il a décrit une « ambulance automobile » qui dispose d'un « générateur à vapeur », c'est-à-dire où le chirurgien, à toutes les heures de jour et de nuit, possède du savon, des brosses, des instruments, des objets de pansement, le tout stérilisé de façon parfaite et en proportions pour ainsi dire inépuisables. C'est ce que nous demandions le 14 novembre, dans un article, *Autour des Ambulances* :

Mon ambulance, les ambulances que je tiens pour nécessaires, disais-je, eh bien! je les vois assez pareilles à ces cirques ambulants qui se montent et se démontent en quatre heures. Elles se fixent pour hospitaliser les blessés qui ne peuvent pas être évacués; elles se déplacent pour suivre l'avancée des troupes ou pour reculer avec elles. La grande affaire qui doit présider à l'établissement d'une ambulance, c'est la recherche de l'eau. Il faut en chirurgie beaucoup d'eau sous toutes les formes, vapeur, eau chaude, eau stérilisée, eau

froide, glace. En outre, une ambulance doit être une véritable usine, avec une machine à vapeur ou deux. L'une donnera de la force, l'autre de la chaleur, afin que nous puissions avoir des étuves stérilisantes, un groupe électrogène d'éclairage et une installation radiographique.

L'ensemble du campement comprendra une tente pour cinquante lits, une tente salle d'opérations et de radiographie, une grande tente pour le nettoyage, le pansement et le triage des blessés, une cuisine portative, des voitures de linge, de pansements et d'appareils.

J'écrivais cela parce que j'avais bien choisi mes guides et mes conseillers. Mais j'étonnais bien du monde ; je m'étonnais moi-même. Dame ! cette machinerie nous écartait des préparations de notre service sanitaire (qui sans doute ne pouvait pas prévoir les conditions nouvelles créées par ces grandes masses de combattants et par ces armements nouveaux). La science chirurgicale s'est développée depuis 1870 ; nous voilà loin de la boîte à amputation rapportée de Sedan, que l'on voit au musée germanique de Nuremberg. Je me faisais des objections à moi-même. C'est donc la foire de Neuilly, écrivais-je, que je demande que l'on amène sur des routes déjà encombrées par l'artillerie ! Et tout en maintenant mon idée, votre idée plutôt, mon cher monsieur D..., et celle du

chirurgien Marcille, et celle du docteur Hallopeau, je m'intimidais de mes exigences.

J'avais bien tort de m'intimider et bien raison d'insister. Aujourd'hui, l'ambulance automobile, avec générateur à vapeur, est créée. Le docteur Hallopeau qui la dirige, de concert avec le chirurgien M..., a exposé son fonctionnement et ses premiers résultats, excellents, devant ses confrères, et vous auriez pu la visiter, ces jours derniers, à Bercy. Elle se compose de trois voitures et d'un camion; elle a une grande tente démontable de cirque forain; c'est bien la foire de Neuilly. On y peut opérer, aussi près que possible de la ligne de feu, avec autant de succès que dans les meilleures maisons de santé.

L'eau, la machine à vapeur, l'eau chaude, voilà le refrain obstiné des chirurgiens. Avec une petite pompe rotative minuscule, répètent-ils, on obtient un débit d'eau énorme. La machine à vapeur nous chauffera une étuve à 120° montée sur roues où nous stériliserons pansements, instruments, linges et vêtements. Par sa force, elle pourra nous éclairer et faire des rayons X....

C'est la conquête aseptique qui exige ce déploiement instrumental. Mais que de vies

humaines sont épargnées par de tels soins ! Comparez les hôpitaux, avant ou après la révolution antiseptique et aseptique. Voyez les hôpitaux militaires, le Val-de-Grâce ou Villemin, à côté de Cochin, de la nouvelle Pitié, et de la moindre clinique privée. Partout vous verrez le problème de l'eau chirurgicale exigeant une vraie usine de bouilleurs, de stérilisateurs, etc.

La médecine militaire, en temps de paix, depuis quarante-quatre ans, ne s'occupant que d'un petit nombre de sujets jeunes, ne pouvait se lancer dans des dépenses, que d'ailleurs on lui mesurait parcimonieusement. Elle a fait des hôpitaux nouveaux à Nancy, à Bourges, mais elle n'a pu suivre les progrès accomplis que d'un pas lent. Et d'ailleurs si l'on compare nos hôpitaux civils les plus modernes aux hôpitaux allemands, on est humilié, me disent les gens compétents, tant nos ennemis ont poussé loin, dans ce sens, leur esprit de méthode et d'organisation. Le maire de Lyon n'a-t-il pas été chercher en Allemagne ses modèles ? Le confortable, le luxe même des hôpitaux allemands est incroyable, mais leur mérite vrai, c'est d'être des usines ayant à leur base des machines à vapeur.

Je me résume. A cette heure, dans nos ambulances divisionnaires, on risque de faire des pansements propres sur des peaux sales. C'est renfermer le loup dans la bergerie et faire couver des germes qu'un lavage eût enlevés. Il faut laver et nettoyer les blessés. Mais par quels moyens ? Quel est, en campagne, le système le plus pratique pour faire de l'eau chaude le plus rapidement possible et en grande quantité ! La machine à vapeur résoud le problème. Une immense bache montée sur un châssis démontable fera un réservoir pratique, et les blessés arrivant du front, transis de froid et glacés par la perte de sang, seront tout de suite réchauffés par ces ablutions renouvelées des Grecs.

L'initiative privée vient de résoudre le problème. Maintenant l'État a sous les yeux un beau modèle, une ambulance type, une seule, c'est vrai, qu'il faut copier et multiplier, de manière à desservir, de quinze en quinze kilomètres, tout le front.

C'est une grande satisfaction, après tant de critiques pénibles, d'entrer dans l'ère des créations utiles, bienfaisantes.

P.-S. — J'ai critiqué l'utilisation de notre personnel médical, j'ai parlé de *gaspillage*

de forces médicales. Il y faudra revenir. Un chirurgien des hôpitaux, prosecteur à la Faculté, me dit :

« ...Depuis le début de la campagne, ma principale occupation a été le dressage d'un joli braque que j'ai trouvé. Peut-être pourrais-je me rendre plus utile, étant ancien interne en chirurgie des hôpitaux de Paris. Mais peut-être aussi aurai-je l'occasion de faire œuvre de chirurgien, comme l'ont eue deux de mes collègues qui, faits prisonniers par les Allemands, ont été placés par eux à la tête d'un service de chirurgie. L'utilisation des chirurgiens français ne semble pas raisonnablement devoir être laissée à l'initiative du Service de Santé allemand... »

XIII

LE SOLDAT SUR LES TOMBES

16 Janvier 1915.

Nous pensons d'une manière continuelle à nos amis qui veillent, sous la pluie, dans la boue des tranchées. Et chacun de leurs sentiments qui parviennent jusqu'à nous, nous

l'examinons avec le plus affectueux respect, nous le méditons, nous tâchons qu'il devienne en nous quelque chose de vivant et qui nous associe à ces nobles gens.

Qu'y a-t-il donc en eux de si beau et qui nous donne le sentiment de la supériorité? Ils défendent des idées, dit-on. Sans doute. Mais plus profondément ils défendent ce dont naissent toutes choses; ils défendent notre terre et puis notre ciel, la terre où reposent les morts dont l'esprit nous anime. Qu'ils soient écrasés, repoussés, nos défenseurs; qu'il nous faille monter sur les vaisseaux de l'Angleterre; alors, avec le temps, les forêts de France commenceraient de balancer au vent des semences allemandes! Quand nous multiplions nos vœux en faveur de nos soldats, ce n'est pas pour qu'ils sauvent les idées, les belles récoltes engrangées dans notre histoire, dans nos bibliothèques, dans nos musées, tout ce qui fait la fleur et le fruit de notre race, c'est pour que nos moissons futures puissent germer et que nos sillons, entre le Rhin et la Méditerranée, demeurent ouverts au génie français.

Qu'ils sont beaux nos défenseurs, dans ces carrières, ces cheminements, ces trous, derrière leurs talus, leurs fils barbelés, leurs

fascines, creusant leurs redoutes dans la glaise, couverts de boue, tapis au ras du sol, embrassant la terre natale ! D'autres, en tous temps, peuvent vouer leurs vies à des idées, mais à ceux-ci est réservée la noble tâche la plus concrète ; il leur est donné de défendre, pouce à pouce, motte à motte, la mère des hommes et des idées, le sol natal d'où procèdent toutes choses, les plus raffinées et les plus primitives. Et cet emploi, ils le tiennent, comme firent nos plus lointains aïeux. De sorte que le soldat de 1914-1915, dans sa tranchée, sous son épais vêtement de boue, semble une figure sans âge, éternelle, chargée de tout le passé et de qui dépend l'avenir, une jeune divinité.

L'autre jour, j'ai trouvé, avec un sursaut, dans la lettre la plus familière d'un ami, une image bien majestueuse qui traduit mon sentiment et l'éclaire à mes propres yeux. Écoutez, voyez se dessiner sur l'horizon d'hiver une svelte figure, toute simple d'abord et qui prendra dans votre mémoire, quand les mots seront retombés, une qualité mystérieuse :

Vous ai-je dit, m'écrivit un combattant, que j'avais l'heureuse chance de me trouver dans le berceau de ma famille, dans un petit village d'où mon grand-père partit vers 1840 ? Ma grand-mère m'en parlait bien

souvent. Je ne l'avais jamais visité. Quand je passe devant l'église bâtie par les Espagnols, je songe que tous mes « ancêtres », comme on dit ici avec solennité, ont vécu sous son ombre. Dans ce cimetière, où les obus font voler en éclats les tombes et les couronnes, j'ai retrouvé, sous un manteau de lierre, une croix avec le nom d'une grand'tante. J'ai vu la maison, le champ, la lisière d'arbres où ils habitaient.

Quelle étrange coïncidence de venir creuser des tranchées, se blottir, se défendre et ensevelir des camarades dans cette terre qu'ils ont labourée. Je quitterai à regret ce cantonnement, pour moi plein de souvenirs. »

Page toute simple, presque nue. C'est un arbre d'hiver, dont les branches, si vous attendez, vont se couvrir de fleurs et de verdure. Ce jeune Français, le fusil à la main, dans une tranchée, au travers des tombes de sa famille qu'il défend, fait une image aussi profonde et plus pure qu'Hamlet, sur la terrasse d'Elseneur, quand il converse avec l'ombre de son père. Sa famille invisible l'entoure, l'assiste, le protège, est protégée par lui. Quelle poésie ! Et non pas écrite ou chantée, mais toute faite d'une activité vaste et noble. Voilà un homme pris dans la terre, dans une fosse, dans la boue, plus tristement qu'une bête fauve, et dont l'âme est emportée vers le ciel.

Et tous nos défenseurs ainsi. Ceux-là mêmes

qui ne songent pas à chercher près de leurs tranchées les épitaphes de leurs parents sont élevés par la souffrance et par le sacrifice vers les régions supérieures. Ils sont retenus dans la terre, presque à plat ventre, le visage souillé de boue, et sentent au même moment l'influence du monde immatériel. Ni les rêveries des philosophes, ni les fictions des poètes n'agissent en eux ; leur esprit est pur de tout artifice ; c'est la nécessité la plus vraie qui ranime en leurs âmes ce dont vivaient nos aïeux, en même temps qu'ils produisent une surabondance d'actes et de sentiments, dont nos fils vivront.

XIII *bis*

FRANÇOIS BOUCHER, MORT POUR LA FRANCE

16 Janvier 1915.

François Boucher, jeune archiviste, noble intelligence, attaché à la Bibliothèque Nationale, vient d'être tué à l'ennemi le 2 janvier devant Steinbach. C'est le fils de mon cher compatriote Henry Boucher, le sénateur des Vosges. Ce brave enfant avait été déjà atteint

légèrement au front devant le Spitzenberg, mais il n'avait pas quitté son rang, et comme M. de la Roncière proposait de le faire inscrire sur le tableau d'honneur des blessés à la Bibliothèque Nationale, il s'y était refusé en disant qu'une égratignure ne méritait pas tant, et qu'il avait encore « bien des coups à donner et à recevoir ».

Une balle lui a traversé la base du crâne sans le faire souffrir. Il est tombé, le fusil en main, sur une position reconquise en avant de Steinbach, presque en face de ce chef-d'œuvre qu'est l'église de Thann, dont il avait reproduit en ivoire l'un des bas-reliefs, et pour lequel, m'écrit-on, il redoutait plus que pour lui-même la brutalité des obus.

Il combattait non loin de son frère Paul, qui a pu le voir tuer, mais n'a pu l'embrasser, entraîné qu'il était par d'autres devoirs. Ses deux autres frères, aussi, font la guerre en première ligne.

Lors de ma visite aux lignes de Saint-Dié, François Boucher avait chargé son père de m'offrir, en échange des dons que j'avais portés aux soldats, un bel obus de 155 tombé dans ses tranchées du Spitzenberg : « Dis à M. Barrès qu'il est bien à moi, cet obus, car les Allemands l'ont jeté presque dans mes

bras. Il lui plaira par ses formes japonaises et ses cannelures de cuivre. Qu'il y mette des branches mortes de hêtre et de noisetiers. » Et aujourd'hui son père, dans une lettre d'un magnifique courage, m'écrit : « Ce n'est plus une commission, c'est un legs que j'accomplis en vous envoyant cet obus... »

Je reçois avec émotion le souvenir du jeune héros.

Henry Boucher, après Camille Krantz, après Louis Barthou ! Voilà trois hommes qui ont été associés aux mêmes œuvres comme membres du Gouvernement et rapporteur général du budget, et qui paient des débris de leur cœur la délivrance de l'Alsace. Ils ont contribué à donner à la France ses meilleurs instruments de combat, son artillerie, la Banque de France renouvelée et la loi de trois ans : ils lui donnent, tous trois, leurs fils. Saluons ces patriotes ! Et certes, je ne les sépare, dans ma pensée respectueuse et affectueuse, d'aucun de ceux de nos collègues, les Simyan, les Ajam, à quelque nuance qu'ils appartiennent, qui font le même sacrifice à la patrie, plus dur assurément que le don de leur propre vie. Une communauté de souffrance et d'honneur les unit... Veuillez

recevoir, mon cher Henry Boucher, pour votre famille et pour vos trois fils, la sympathie profonde qu'inspire à tous votre glorieux malheur.

XIV

MARCEL DROUËT, MORT POUR LA FRANCE

18 Janvier 1915.

Je viens d'apprendre la mort de Marcel Drouët, membre de la Ligue des Patriotes, sergent au 165^e d'infanterie, tombé au champ d'honneur, le 4 janvier, frappé à la tête d'un éclat d'obus. Je suis allé chercher dans ma bibliothèque deux petits livres de vers que très jeune il avait publiés : *Quelques feuillets du livre juvénile*, chez Figuière et *l'Ombre qui tourne*, chez Dorbon. Longuement, j'ai passé ma soirée avec cet ami, poète et patriote.

Secrétaire de la rédaction des *Marches de l'Est*, que dirige Georges Ducrocq (dont nos amis savent qu'engagé au début de la guerre il vient d'être nommé sous-lieutenant sur le champ de bataille), Marcel Drouët a publié dans cette revue de nombreuses pages sur

l'Alsace-Lorraine et sur le régionalisme, où l'influence de Charles Maurras se mêle à la tradition déroulédiste. Un de ses camarades de guerre m'écrit : « ...Il y a quelques jours, en parlant des rencontres prochaines dans Paris avec tous ceux qu'il y retrouverait, Drouët s'exclamait : Ce jour-là, quelle belle fête de jeunesse ! Il est mort, il ne sera pas le témoin des noblesses de demain, il ne verra ni les héros, ni les saints d'une société française réordonnée, mais il aura pétri sa part de nos gloires, et longtemps son souvenir gouvernera l'esprit et le cœur de ses amis... »

D'autre part, un de ses officiers m'écrit : « Conformément au désir exprimé par mon ami Drouët, je vous fais parvenir son carnet de route. Je respecte ainsi ses dernières volontés. »

Je ne manquerai pas au vœu du jeune héros. Je vais examiner pieusement son journal de campagne et le publierai aussitôt que les convenances d'intérêt général et la censure permettront que je donne cette satisfaction à tous ses amis, fiers et peïnés de sa mort glorieuse.

XV

LES HÉROS MORTS ET LEURS FAMILLES

19 Janvier 1915.

C'est un grand sujet triste que j'ai longtemps écarté. Mais tant de lettres et de visites douloureuses me contraignent à le regarder en face. Voulez-vous qu'aujourd'hui nous parlions de l'ensevelissement des morts sur le champ de bataille et du pieux désir des familles anxieuses de les retrouver ? J'obéis à une sollicitation qui m'arrive de toutes parts. Et cet examen, nous ne l'aborderons pas avec un cœur lâche. A chaque ligne, nous songerons qu'il s'agit de rendre un culte à nos héros et que dès maintenant nous avons à le préparer.

Le *Souvenir Français*, que préside depuis tant d'années l'infatigable Niessen (comment cet homme n'est-il pas chevalier de la Légion d'honneur ?) est une institution nationale. Elle fait d'un champ funèbre un lieu sacré, une perpétuelle leçon d'héroïsme. Tous ceux qui ont l'honneur de perdre un des leurs devant l'ennemi désirent savoir l'endroit précis

où il dort son sommeil éternel. C'est pour lui rendre le culte familial que nous transformerons en culte national. Au milieu même de la tempête, avec ceux qui pleurent et s'enorgueillissent, cherchons à préparer le culte du Souvenir.

Qu'advient-il à cette heure? Vous ne le savez que trop. Un soldat tombe. Des jours, des semaines après, peut-être des mois, un écho de douleur s'émeut, au loin, dans une famille. Mais que saura-t-elle jamais? Un camarade, un chef, essayent d'écrire si leur devoir, la bataille et leur destin le permettent. Ils disent... Ah! je voudrais qu'il me fût permis de vous donner un florilège des lettres de consolation que ces sublimes gens savent écrire. Ils louangent le brave, et puis ils disent, de leur mieux, l'endroit de la sépulture. Nos campagnes à cette heure sont toutes plantées de ces pauvres signes émouvants : deux branches liées en croix et coiffées d'un képi. Parfois un feuillet y est joint sur lequel un camarade a crayonné le nom et le régiment du mort. Qu'en restera-t-il avec l'automne, après l'hiver, et quand la charrue bienfaisante recommencera de préparer le pain des vivants?

Chaque jour, je vois venir des parents qui

me demandent avec instance que je les aide à parvenir jusqu'à l'horizon où ils pourront chercher le tertre sacré de leur fils. Je ne suis rien, je ne puis que leur dire mon respect, mon amitié et la nécessité de nous incliner devant les volontés des Chefs qui, chargés du salut de la France, exigent tous les sacrifices, parce qu'ils ont eux-mêmes fait en esprit leur sacrifice.

Un patriote, M. Maurice Schmitt, préoccupé de cette angoisse générale, me fait parvenir un mémoire. Il voudrait parcourir les territoires où l'on s'est battu, y réunir tous renseignements, placer des croix de bois, et prévenir les familles. Dès cette heure, il n'est guère de commune où ne se soit trouvé un homme généreux prompt à dresser la liste des braves tombés dans son horizon. Ces greffiers volontaires de la mort héroïque doivent être félicités et imités. A nos prêtres, à nos instituteurs, il appartient plus qu'à tous autres de tenir ces funèbres registres de la gloire. Déjà nous avons reçu et publié bien des listes. Est-il besoin de dire que *l'Echo* et certes tous les journaux seront toujours au service des familles en deuil, c'est-à-dire de l'élite française ?

Mais tout cet effort, vous le sentez insuffi-

sant. Sauveurs de la France, héros inconnus, hommes du miracle de la Marne, sur l'immense ligne mouvante où vous êtes tombés, comment vous retrouver ? Vous n'avez plus de noms individuels, vous êtes « les soldats de Joffre », les vainqueurs tombés dans la victoire. La reconnaissance publique se chargera de vous élever des cénotaphes de triomphe où vos familles, à chaque anniversaire, recevront notre hommage. Quant à la piété privée, après enquête et réflexion, je vois que pour la satisfaire il faudrait une disposition réglementaire qui manque.

Mais d'abord comprenons comment se déroulent les faits. J'en causais, l'autre jour, avec un officier supérieur. La direction de l'ensevelissement des morts, m'a-t-il dit, appartient au service de l'ambulance divisionnaire, qui la délègue en général au médecin-chef des brancardiers. J'ai été appelé à coopérer à cette tâche, avec ma compagnie, au cours de deux nuits qui furent assez lugubres. C'était la nuit, parce que de jour nous aurions subi le feu de l'ennemi. Tout se fit d'une manière très décente, grâce à la présence d'un dominicain sergent-brancardier, et même avec une nocturne, sobre et extraordinaire grandeur. Mais voici la difficulté.

Chaque soldat est muni d'une plaque d'identité qui devrait servir à le faire reconnaître. Or, pour obéir aux règlements, on commence par enlever aux corps cette plaque d'identité, nécessaire, paraît-il, à la régularisation de l'acte de l'état-civil. Puis les cadavres sont placés côte à côte dans la tranchée, sans rien qui permette de les identifier par la suite.

Bien plus, au cours de l'opération, aucune liste n'est dressée des hommes qu'on descend dans les tombes, aucun plan de la situation des tombes.

Si cette liste, si ce plan, qui parfois sont établis par des bonnes volontés individuelles, étaient rendus réglementaires et obligatoires, les familles pourraient, après la campagne, retrouver exactement le point précis où reposent leurs héros. Elles pourraient soit les exhumer, soit s'agenouiller sur le sol.

...Ainsi parla celui qui sait, et moi, l'ayant entendu, je me tourne vers le Ministre de la Guerre :

Mon cher Ministre, il est affreusement pénible que ce qui serait si facilement réalisable ne soit pas réglementaire. Je me permets de vous soumettre ces observations. J'entends bien qu'on pourra n'y pas trouver l'esprit de la guerre et qu'on voudrait me voir plus

d'insensibilité. Je prie que l'on réfléchisse à ce que peut être l'esprit de cette guerre 1914-1915. La victoire est certaine, à condition que les combattants tiennent. Eh ! nous savons qu'ils tiendront. Songeons aux non-combattants. Eux aussi, il faut qu'ils persistent. Appliquons-nous à prendre nos Français tels qu'ils sont, amenés à un point exceptionnel de civilisation. Je voudrais que pour une guerre si longue on ménageât l'imagination publique, la religion des cœurs, en un mot, la sensibilité proprement française. Hommes du Gouvernement, songez au moral. Entourez d'égards les familles de nos morts. Tâchez de leur donner la satisfaction qu'exigent vraiment leurs cœurs. Elles veulent savoir que, demain, sinon à l'heure même, elles pourront aller en pèlerinage sur le lieu où repose le martyr de la patrie, le héros qui fait justement leur orgueil. Prêtez-vous à cette piété. Ordonnez qu'à l'heure funèbre une liste et un plan seront obligatoirement dressés.

P.-S. — Le père Duthoit, aumônier de l'hôpital de Clermont-en-Argonne, demande vingt stères de bois blanc débité en voltiges, afin de pouvoir donner des cercueils aux vaillants soldats dont il ferme les yeux.

XV bis

JOSEPH LOTTE, MORT POUR LA FRANCE

19 Janvier 1915.

Je dois faire part à nos amis de la mort glorieuse de Joseph Lotte, esprit noble et ardent, qui avait fondé et rédigeait presque seul le *Bulletin des professeurs catholiques de l'Université*, petite feuille saisissante d'enthousiasme religieux. Il vient d'être frappé d'une balle au front, à son poste de sous-lieutenant, dans les tranchées de la région d'Arras.

Un de ses proches m'écrit : « Le *Bulletin* ne permet pas d'apprécier complètement ce que fut cet esprit d'élite. On le saura si l'un de ses amis reste encore debout, après la guerre, pour réunir les feuillets épars de son œuvre écrite et pour dire ce que fut son action morale. Il était le disciple le plus proche de notre grand Charles Péguy, son ami le plus fidèle, son confident le plus secret. Au moment de la mobilisation, il avait été appelé avec le grade de sergent dans un régiment territorial, à Saint-Lô. Un jour, dans un train, il apprit par votre article de *l'Écho*

de Paris la mort de Péguy. « Ses amis qui sont à l'armée le vengeront », disiez-vous. Deux jours après, il se faisait verser dans un détachement du 136^e de ligne. En peu de temps, il devenait adjudant, puis sous-lieutenant... »

Je tiens à publier, comme le titre d'honneur de ce héros, les circonstances de sa mort relatées par son chef :

« ...Le sous-lieutenant Lotte a été tué d'une balle à la tête le 27 décembre, alors qu'il examinait le terrain pour chercher un cheminement pour avancer vers les maisons occupées par les Allemands. Il est tombé dans le coma aussitôt après avoir été touché et est mort, environ trois quarts d'heure après, alors qu'on le transportait au poste de secours. Il a été administré par un prêtre, actuellement adjudant à la compagnie voisine. Nous l'avons inhumé au cimetière provisoire d'Arras, après un service religieux à la chapelle du Saint-Sacrement. Je perds en votre frère, en même temps qu'un ami dévoué, un officier de valeur dont le tranquille courage et la bonne humeur constante avaient produit un grand effet sur ses hommes... »

Les amis et les admirateurs de ce philosophe soldat saluent avec respect sa famille dans son glorieux malheur.

XVI

SI ON RELEVAIT PARFOIS LES UNITÉS
DU FRONT

20 Janvier 1915.

Je débute par un paradoxe. Vous en êtes avertis, et je pense que vous ne tiendrez pas rigueur à mon correspondant de ses boutades, où la bonne et la mauvaise humeur se mêlent. Sachez que vous écoutez un brave qui s'est engagé comme simple soldat et qui déjà est officier.

...J'ai des hommes, me dit-il, qui, avec moi, n'ont pas bougé pendant trente-deux jours de la tranchée de première ligne, à 120 mètres des tranchées ennemies, avec parfois 70 centimètres d'eau. Je n'ai pas eu un évacué. Mais leur donner comme unique satisfaction morale les félicitations du colonel, c'est un peu maigre. Vos idées sur une médaille nouvelle sont justes et utiles. Et puis, si on laissait de temps à autre les aventuriers comme moi libres, pour une semaine, de venir faire le diable à quatre ! Mais va te faire lanlaire, aujourd'hui on bouclerait Lassalle. Cette mise au couvent est le grand sujet de nos conversations. Nous pensons que la guerre durera encore deux, trois ans, et nous voudrions que l'on nous traitât comme les officiers anglais, qui ont des congés réguliers... La guerre n'est bien faite

que par les gens que cela amuse, lesquels sont de grands sacripants. Ah ! les soldats de l'Empire, quels veinards !

Signé : L. T.

Je vous donne la note. Avouez qu'elle est charmante, et ne soyez pas scandalisés. D'un autre coin de France, un ami du précédent m'écrit sur un ton aussi vaillant et sans reproches :

Après cinquante jours de tranchées, le bataillon, qui n'avait pas été relevé une seule fois, vient d'être mis au repos pour douze jours. Chacun nettoye la boue, brosse son képi et sa capote, redevient une figure d'homme. L'hiver est atroce, pluvieux, pourri, ce qui complique encore cette guerre de taupes. Mais le moral résiste...

En voulez-vous une preuve ? Je la trouve dans un autre passage de la même lettre, que je donne pour que l'on voie leur singulière vaillance d'esprit et puis parce que, qui sait ! un industriel sera peut-être touché du désir qu'ils expriment :

Nous souffrons du manque de musique. Nos clairons sont muets, à l'ordinaire. Depuis deux jours que nous sommes au repos, ils ont repris leurs joyeux refrains, et vous n'imaginez pas l'allégresse que ces sonneries répandent dans un camp. Notre commandant, qui tient à ces influences morales, a formé le projet de créer une fanfare. Nous en avons les éléments. Seuls, les instruments nous manquent. Ne pourriez-vous pas nous aider à nous les procurer ? Grâce à vous, notre vie serait

moins monotone, et pour entrer à Metz nous aurions au moins quelques pas redoublés qui nous entraîneraient. Ne croyez pas que nos fanfaristes cessent d'être des combattants. Comme nos clairons, ils vivent dans les rangs. Ce ne sont pas des fusils en moins, Barrès, il faut nous offrir cette joie...

Signé : G. D.

Voilà comme ils sont au sortir de l'affreuse tranchée ! Un coup de brosse, un air de musique, une jolie lettre. Oh ! Français, toujours pareils de siècle en siècle, vrais chevaliers ! Les Boches peuvent y aller de leurs grossières ruses, pour chercher à démoraliser de tels généreux garçons. Ils n'aboutissent qu'à les faire bien rire. Écoutez plutôt l'histoire que me raconte un jeune aspirant de cavalerie légère :

Je me trouvais le 17 décembre dernier en réserve d'avant-postes au moulin de G... Les avant-postes, tenus par une section de territoriaux, se trouvaient à la gare de B..., à 500 mètres des Allemands. Tout à coup, téléphone. Qu'y a-t-il de cassé ? « Allo ! » — « Un chien arrivé aux avant-postes, avec deux paquets suspendus au cou. » — « Envoyez-nous le chien. » Au bout d'un instant, il arrive. On le débarrasse de son fardeau, on ouvre les paquets. Dans l'un des cigarettés, à bouts dorés, s'il vous plaît ! Dans l'autre un journal de Fribourg-en-Brisgau, marqué à une colonne qui annonce une défaite russe inventée de tous points, et puis cette lettre ;

« A les soldats français, à la gare de B... Soldats français ! Maintenant il est temps que vous allez à la

maison. Il faut que vous vous adressez contre ces faux amis les Anglais qui sont seulement la cause de cette cruelle guerre. La France nommée « la grande nation » n'a pas besoin de chercher les châtaignes du feu pour l'Angleterre. L'amitié avec elle n'a pas de profit pour vous ! (Signé) : Des soldats allemands. »

Nous avons largement ri de la bonne hypocrisie de ces Boches qui ne savent plus quelle ressource employer pour se soustraire à la tenaille qui les saisit sur terre et sur mer et qui bientôt va les réduire au désespoir.
(A. d. l. F.).

Enfin, pour que nous ayons le plus complet écho de ces tranchées sublimes où l'âme de la France s'est réveillée, chez les plus humbles et chez les plus favorisés, je mets sous vos yeux une dernière lettre, celle d'un jeune valet de chambre. Lisez et dites-moi si elle est assez française, avec un joli goût pour la phrase à panache :

Les Boches sont durs à cuire, mais nous les mangerons tout crus. Voilà deux mois que nous sommes sur le front de combat. Lorsqu'on demande des volontaires pour aller en patrouille ou prendre une tranchée, alors c'est bien facile, tous sont prêts, et pas un ne céderait sa place. La France est notre mère et la mère de tous, donc nous devons la défendre pour tous ceux qui ne peuvent pas et pour les générations à venir. Nous dormirons, mais on parlera de nous après deux mille ans. J'y resterai peut-être, mais personne n'aura à me plaindre car je serai mort en brave.

Ceci est bien beau et ce petit domestique

porte en lui un magnifique héritage de civilisation. Il nous trace, en quatre lignes, un tableau d'une nuit de grand'garde, que nous n'oublierons jamais :

Ce soir, nous allons en première ligne. Il fait un froid terrible et il faudra rester deux heures sur le ventre, le long de la terre gelée, en sentinelle, sans bouger, et voir si les Boches avancent, et toute la nuit il faudra avoir l'œil attentif et ne pas dormir sur la glace, car les autres dorment dans leurs trous et il y a le drapeau que nous gardons si glorieusement...

Je m'arrête, je puiserais indéfiniment dans mes dossiers, et vous tous, lecteurs, vous me tendez les lettres de vos fils. Mais je n'écris pas cet article pour chanter la louange de nos soldats. Je voulais d'abord bien et dûment constater la solidité physique et morale des tranchées. Maintenant j'arrive à mon objet.

Admirez, vous dis-je, que l'immobilité prolongée dans la boue ne déprime ni la santé physique, ni la santé morale de ces braves. Admirez que leur force combative demeure ce qu'elle était pendant les semaines qui suivirent la victoire de la Marne. Une inaction si contraire à notre tempérament n'a pas entraîné, comme on aurait pu craindre, de tension chez les uns, de dépression chez les autres, et rien non plus ne donne à prévoir qu'on ait des épidémies, comme il arrive par-

fois, à la fin de l'hiver, c'est-à-dire à l'époque où les circonstances permettront de reprendre l'offensive.

On peut cependant supposer qu'il serait sage et généreux de prendre certaines mesures et de traiter ces vaillants, qui jamais ne se plaignent, comme si quelques-uns d'entre eux laissaient percer de la fatigue.

Pourquoi ne relèverait-on pas successivement dans les tranchées certaines unités pour les remplacer par des unités prélevées dans les dépôts, où les meilleurs éléments se rongent d'inaction ?

Il appartiendrait au commandement d'apprécier si cette relève devrait s'effectuer en renvoyant dans l'intérieur un bataillon par régiment, ou bien une compagnie par bataillon, et encore de fixer à quinze jours ou bien à un mois cette absence distrayante, reposante.

Dans les dépôts, ces officiers et ces soldats pourraient instruire leurs camarades et leur faire oublier des méthodes de combat condamnées par l'expérience, en même temps que les meilleurs éléments de l'intérieur, venus sur le front, à titre d'unités de remplacement y prendraient l'air et l'esprit de la guerre.

Quelqu'un voudra-t-il m'écouter ? C'est grande sagesse de tout prévoir à temps.

...Je ne me permettrais pas d'énoncer ces idées si elles m'étaient personnelles et si je ne les savais approuvées par des juges autorisés. Cette guerre est d'une espèce nouvelle. Elle égale tout ce qui s'est fait de grand dans le monde. La monotone misère où vivent nos frères dans les tranchées nous donne plus à imaginer et à aimer que ne feraient des batailles ramassées et parfaites. Et quand nous reportons nos regards sur les cinq mois écoulés, au milieu desquels se dresse, comme une tour géante, la glorieuse victoire de la Marne, nous comprenons que les soldats de 1914-1915 dépassent les plus illustres armées de notre histoire. Nous éprouvons cette impression de sécurité que donnent les œuvres d'art bien composées. La guerre conduite par Joffre n'est pas une œuvre vague, indéfinie, mal achevée, dispersée, c'est une sévère pensée qui se développe d'acte en acte et enserme l'Allemagne. Ainsi tout est irréprochable, dans l'ensemble, derrière nous. Mais nul instrument ne dure sans réparations. Une guerre si nouvelle réclame à toute heure des règlements nouveaux. Songeons à la relève successive des unités combattantes.

XVII

LA LUTTE POUR LA CENDRE DES MORTS

21 Janvier 1915.

Lors des assauts forcenés sur l'Yser et de cette offensive sans frein ni merci, dans cette ruée torrentielle, quels étaient ces Allemands qui s'avançaient au pas de parade en bloc serré et profond? Des volontaires, des adolescents, la fleur de la jeunesse berlinoise. Ils marchaient, dit un témoin, gorgés de promesses de gloire, ivres de chants patriotiques. Ils marchaient avec leurs dieux, leurs héros, leurs poètes et l'amour de leur nom. Nous sommes la grande Germanie!

La grande Germanie! C'est un ensemble d'idées et de sentiments que nous avons vu prendre forme en moins d'un siècle. Jacob Grimm, en reconstituant et combinant tous les débris plus ou moins authentiques d'une mythologie où préside le vieux dieu Odin, a unifié les dispositions poétiques profondes des Allemands. Il a créé l'âme germanique en tant qu'elle s'oppose à l'âme latine. Mais les

intellectuels germains ne s'en sont pas tenus à chercher des modèles dans les époques barbares de leur pays. Il ne leur a pas suffi de se raccorder à leurs ancêtres farouches qui luttèrent contre la civilisation romaine. Par delà ces premières époques historiques, ils ont remonté dans le fond des âges primitifs, pour s'abreuver (comme à la source salubre dans le rocher) à la plus pure Germanie.

Vous connaissez leur paradoxe qui n'est pas sans attrait. La préhistoire, disent-ils, est de toutes les sciences la meilleure et même la seule pour montrer à une race, à une nation les qualités qui l'ont faite grande et qui continueront de la porter et de la développer. Elle nous atteste la supériorité initiale de l'Allemagne. Les crânes germaniques des temps quaternaires annonçaient déjà la prééminence intellectuelle de Goethe et de Schiller. De toute éternité les Allemands ont été supérieurs à tous les peuples. La Grèce et Rome, en nous dénaturant, ne nous apportèrent que des défauts.

Cela est déjà beau. Mais il ne suffisait pas à nos ennemis d'outre-Rhin de se placer ainsi en dehors et au-dessus de la civilisation classique, en glorifiant leurs origines. Ils ont voulu mettre leur main sur les nôtres.

(C'est une de leurs manies. Leur désir de conquérir le monde est si ardent, si débordant qu'il ne leur suffirait pas d'occuper désormais la Belgique, l'Est et le Nord de la France, il faut qu'ils les aient eus dans le passé. Je vous ai déjà raconté qu'ils ont faussé un texte de Jules César pour essayer d'établir que la Gaule s'arrêtait aux Vosges et que tout le pays entre Rhin et Vosges avait appartenu aux vieux Allemands. Dans un esprit analogue, ils ont travaillé à s'emparer des documents de notre préhistoire et à devenir les déchiffreurs, les interprètes de nos origines).

Quel était leur but ? Voulaient-ils découvrir que nous sommes, de par nos crânes, des inférieurs qu'ils ont le droit, le devoir, la mission d'organiser ou bien que nous sommes des frères, des Germains qui s'ignorent et que l'Allemagne a le droit, le devoir, la mission, toujours, de secourir et d'organiser ? Je m'en tiens au fait. Et le fait, d'un magnifique intérêt, c'est leur intrigue pour la possession des Eyzies, où nos premiers titres de noblesse et nos plus vénérables archives sont gravés sur la paroi des roches surplombant la Vézère.

Connaissez-vous ce pays, encore sauvage et primitif, prairies vertes, ciel d'un bleu vio-

lent, rochers noirs, où court la Vézère, vive, claire, pressée. Tantôt la vallée s'élargit, usée par des siècles de pluie et de gelée, tantôt la roche se penche encore sur la rivière. Là se trouvent, au pied de la muraille naturelle, les abris où vécurent nos pères, il y a peut-être deux cent mille années. Dans la terre gisent les silex taillés, les débris de leurs repas, et quelquefois leurs ossements couchés près des cendres de leurs foyers. Aux fissures de la colline, dans ces longues fentes étroites et hautes, de contours capricieux, nos ancêtres ont laissé sur la paroi rocheuse des dessins : portraits de bêtes, de mammouths, de bisons, de rennes, de chevaux, chefs-d'œuvre de vie, de mouvement, d'observation juste. Ils les gravaient profondément d'un trait précis, ou les brossaient en ocre, en brun rouge, par masses puissantes. Certes, ces dessinateurs étaient déjà de race noble, concevant autre chose que la nourriture et le sommeil, croyant sans doute à de vagues forces invisibles, car leurs peintures de bêtes semblent avoir été des conjurations. Ils prêtaient serment, du moins la présence de nombreuses empreintes de mains le fait penser ; ils juraient fidélité, ils promettaient.

Ces preuves authentiques de l'antiquité de

notre race ont été retrouvées depuis une vingtaine d'années par les savants locaux, aidés et encouragés par ceux de toute la France. L'instituteur des Eyzies, Peyrony, a fait tout le gros travail. Il fouillait en dehors de ses heures de classes. On l'a mal récompensé, avec quelques mauvaises palmes violettes. Mais, tant bien que mal, on l'aidait. La Société d'Archéologie du Périgord, en tête son président, M. de Fayolle, venait aussi fouiller. Elle a classé au musée de Périgueux ses précieuses découvertes, où l'on peut voir, couché sur sa terre funèbre, le seul squelette entier de nos ancêtres. Le musée de Saint-Germain, le Muséum, tout le monde s'y est mis. Et bientôt, les Allemands.

C'est alors que commence le drame mystérieux.

Il y a huit ou dix ans, débarquait aux Eyzies un personnage d'aspect peu sympathique, boiteux, gros mangeur et buveur formidable, se disant archéologue suisse. C'était Hauser. Ce qu'il ne disait pas, c'est qu'il avait été *exécuté* par les archéologues suisses comme convaincu de malhonnêteté scientifique dans l'exécution et la publication de fouilles romaines en Suisse.

Hauser se présenta d'abord comme un

savant ne désirant qu'une chose : faire en Dordogne recherches et fouilles scientifiques. Il se présenta très modestement et en *bon garçon* chez divers archéologues et fouilleurs, entre autres chez Peyrony et M. de Fayolle. Quand il se fut procuré, grâce à eux, les documents et indications touchant les fouilles de Dordogne et surtout des environs des Eyzies, son attitude changea. Il devint fier, arrogant, grossier même, et se montra immédiatement le compétiteur acharné des fouilleurs du pays, près de qui il venait de faire son éducation. Il acheta les terrains où M. de Fayolle avait commencé à travailler avec succès, mais que, faute d'argent, il n'avait pu que prendre à bail. Tous les moyens étaient bons à Hauser pour arriver à se procurer les droits et autorisations nécessaires. Argent, promesses, menaces, orgies offertes et partagées, tout fut mis en jeu par ce personnage. Misérable au début, on le vit peu à peu progresser, jeter l'argent par les fenêtres et chercher à écraser de sa morgue et de son insolence les habitants du pays.

D'où provenaient les ressources du personnage? Il fut facile de l'établir rapidement. Les produits de ses fouilles, qui étaient importants (car il avait organisé un service très

actif, dirigé par un individu du pays grassement payé), tous ces produits contenus dans de volumineuses caisses constamment expédiées par le chemin de fer, partaient en Allemagne. De plus, durant la belle saison surtout, il recevait constamment (à l'hôtel de la Gare qu'il avait affermé à son ancien propriétaire) des amateurs et savants allemands. Il les promenait à travers le pays et souvent fort loin, dans son automobile. Chaque fois qu'il faisait une découverte de quelque importance (et grâce à ses grands terrassements, il en fit plusieurs malgré son incompetence grossière), il convoquait des savants allemands. *Eux seuls* contrôlaient ces découvertes (surtout squelettes quaternaires) et souvent procédaient à l'extraction sans que *jamais un savant français* eût été invité à faire les mêmes constatations.

Hauser prétendait qu'il vendait en Allemagne pour les musées et les collections scolaires les objets qu'il recueillait dans ses fouilles « scientifiques », tandis que, ajoutait-il galamment, les Français n'en avaient jamais fait de telles (et Dieu sait la façon dont il exécutait ces fouilles !) L'indication de ces objets à vendre se retrouvait en effet dans divers catalogues allemands. Et l'on a raconté bien haut en Allemagne que l'empereur avait

fait acheter (en y contribuant lui-même) par le musée d'ethnographie de Berlin, le squelette moustérien trouvé au Moustier, vallée de la Vézère, par Hauser, et celui d'époque aurignacienne qu'il découvrit à Combe-Capelle (Dordogne) pour la jolie somme de 125.000 marks !

Voilà en quelques mots ce qui était apparent : un personnage taré, ivrogne, débauché, brutal et grossier, dépensant l'argent sans compter, constamment entouré de savants allemands exécutant de grandes fouilles archéologiques, le tout à destination de l'Allemagne. Nous disons à destination bien que, depuis longtemps, les dignes savants fussent convaincus qu'Hauser était purement et simplement un agent allemand, homme de paille de la mainmise de l'Allemagne sur notre préhistoire, sans que pour cela le métier d'espion inné au cœur de tout bon Germain fût oublié.

Aujourd'hui, l'individu a prudemment disparu des Eyzies, mais il y a encore des propriétés, voire des représentants. Tout cela doit être examiné de très près, et des mesures utiles s'imposent, dût-on bousculer certains personnages officiels qui entravent tout ce que l'on tente contre l'agent allemand, Suisse de nationalité, le susnommé Hauser.

...Quel chapitre de notre faiblesse, quel chapitre de leur audace, cette lutte pour la possession des Eyzies ! Je remercie M^{lle} Divin, mon cher et éminent confrère Babelon, le savant docteur Capitan qui m'ont bien voulu renseigner. Quoi ! nous possédons en France les gisements de l'époque quaternaire les plus beaux du monde. Nous possédons les instruments de travail de nos ancêtres, les dessins de leur art, leurs tombes entr'ouvertes. Aucune parole d'eux n'est venue jusqu'à nous, mais ils ont marqué leurs pensées ; ces ossements, ces armes, ces outils sont nos textes primitifs, des titres sacrés, et nous les laissons saisir, transporter outre-Rhin ! Les Allemands devenaient les possesseurs, les interprètes de ces mystérieuses énigmes, nous dépossédaient de nos aïeux ! Quelle ambition provoquante, et pour nous, s'ils avaient réussi, quelle déchéance !

L'histoire était à publier afin que nous rougissions de nous être livrés si longtemps à nos envahisseurs et d'avoir méprisé les voix qui nous avertissaient. Et ce qui achève de donner son caractère à cette lutte sur le tombeau de notre histoire la plus primitive, c'est la qualité des champions en présence. L'agent Hauser, vous venez d'apprendre à le con-

naître. Et M. de Fayolle, le président des archéologues locaux, a pour fils ce jeune héros, mort au champ d'honneur à vingt ans, Alain de Fayolle, le Saint-Cyrien qui mit ses gants blancs et son brillant plumet de casoar pour aller à la bataille.

Quel symbole d'une race d'espions venant assaillir une race de chevaliers pour lui dérober ses titres et ses aïeux ?

XVIII

DANS LE CIEL DE PARIS

22 Janvier 1915.

Paris regarde le ciel avec curiosité. Rien de plus. Viendront-ils, les Zeppelins ? Je n'y crois guère. Les grands romans de Jules Verne, de Wells ou de Driant, s'ils se déroulent sur nos têtes, au milieu des nuages, nous intéresseront vivement. Mais ils ne feront pas peur à ceux qui ont vu échouer, à deux pas de Paris, les tentatives formidables du général von Kluck. Nous ne craignons plus les Allemands, sous quelque forme qu'ils essayent d'apparaître. Nous sommes sûrs de nos défenseurs, fantassins, cavaliers, avia-

teurs. Et les gros oiseaux sont les plus faciles à dégonfler.

Je ne vais pas m'amuser à faire le prophète. J'ignore si les dirigeables allemands essayeront de venir sur Paris. Je crois qu'ils en seront brutalement empêchés par nos avions et qu'ils se casseront les reins. En tout cas, ce sera une expédition aussi infructueuse que retentissante.

Qu'espèrent ces gens-là? Tuer des femmes, des enfants, quelques non-combattants, brûler une ou deux maisons, peut-être endommager une des merveilles du monde (le Louvre, Notre-Dame). Et puis ?

Je vais vous dire. Ils espèrent que, terrifiés, nous mettrons les pouces et demanderons à signer la paix.

C'est puéril. Le danger de nos fils et de nos amis nous attendrit bien autrement que notre mince risque. Et si nous acceptons leur misère, si de jour en jour ils sont plus désireux de briser l'impérialisme allemand, nous n'allons pas nous mettre en travers de leur juste volonté pour une question de feu d'artifice.

Mais là-dessus les Allemands sont renseignés. Hier *le Temps* nous disait qu'ils ont des espions jusque dans les couloirs du Parle-

ment. Alors ils savent à quoi s'en tenir. Ils savent qu'une marche aérienne sur Paris ne produirait pour eux aucun effet utile. Leurs femmes se réjouiraient d'apprendre qu'une fois encore quelque petite Denise Cartier a été estropiée, mais la situation économique et militaire de l'Allemagne demeurerait tout aussi périlleuse. Aussi, à mon avis, n'est-ce pas nous, mais plutôt l'Angleterre qu'ils visent et cherchent à intimider.

Profondément inquiets des armées que nos alliés sont en train de dresser, les Allemands voudraient agir sur l'opinion anglaise pour la persuader de ne plus débarquer de soldats sur le continent. Là est le secret des théâtrales sorties aériennes. A cette minute, les Anglais sont en train de nous envoyer des troupes, en même temps qu'ils achèvent d'équiper des contingents très importants pour le printemps. « Vous êtes des imprudents, essaye de leur faire entendre l'Allemagne. Vous expédiez des soldats en France, vous devriez plutôt les garder pour la défense de vos côtes et de Londres... »

Voilà ce que les Zeppelins hasardeux, en voletant misérablement au-dessus des terres françaises et anglaises, veulent faire entendre à nos alliés.

Il n'est pas besoin d'être un grand stratège pour répondre : Les Zeppelins ne peuvent que jeter quelques bombes, de l'effet le plus incertain. Aujourd'hui, dans l'état de la science aéronautique, ils ne peuvent rien qui ressemble à un débarquement et à une invasion. L'intérêt de l'Angleterre est d'en finir au plus vite, en la frappant au cœur, avec cette puissance ingénieuse et malfaisante, et de l'anéantir avant qu'elle ait trouvé les moyens qu'elle cherche.

L'Allemagne vient d'offenser mortellement le loyalisme des Anglais, qui n'en reviennent pas d'avoir vu les émissaires du Kaiser chercher à jeter des bombes sur le roi et sur la reine. « Le compte que nous avons à régler avec les Allemands s'allonge, disent leurs journaux, et la signification de cette lutte sera maintenant comprise des esprits les moins imaginatifs. » A merveille ! Voilà qui est bien pensé et bien dit.

Au résumé, des résultats matériels sérieux, les Zeppelins n'en peuvent pas produire. Des résultats moraux, oui ; mais tout à l'encontre de ceux qu'espère l'Allemagne.

L'Angleterre va être toute remuée par ces attaques qui, pour impuissantes qu'elles soient, frappent vivement les imaginations. Elle va

comprendre, de plus en plus, qu'à aucune époque, jamais elle n'eut à lutter avec une ennemie aussi acharnée, et, en conséquence, de tout son génie positif, elle multipliera ses efforts défensifs et offensifs.

Les conditions générales de cette guerre auraient pu laisser croire aux Anglais qu'il n'était pas nécessaire pour eux d'en finir au plus vite. Leur prospérité matérielle n'est pas atteinte par ces longues hostilités : peut-être même en est-elle favorisée. Quelques-uns d'eux considéraient qu'il n'était pas intéressant de se donner beaucoup de mal pour faire dès février ce qui pouvait être exécuté avec moins d'effort en avril ou en mai. Je crois que les démonstrations audacieuses des aviateurs allemands convaincront nos nobles amis que s'il est nécessaire, comme ils le savent, d'étrangler tout à fait l'Allemagne, il est également nécessaire de l'étrangler au plus tôt.

Et chez nous encore, les Zeppelins peuvent produire un très heureux résultat moral que les Allemands (prodigieux d'incompréhension psychologique tout au long de cette guerre), sont incapables d'avoir prévu.

Du point de vue militaire, c'est un épisode insignifiant que ces évolutions des Zeppe-

lins, et s'ils jettent à terre quelques non-combattants, nos forces militaires n'en seront pas atteintes, mais nos forces morales en seront augmentées. Dès maintenant, cette attente, ce danger, improbable mais possible, communiquent à la pensée de Paris un mouvement qui la vivifie et qui l'ennoblit; ils ravivent en nous le sentiment de la guerre, resserrent nos liens avec nos soldats, et même affermissent notre union nationale et, si vous permettez, notre être moral. Il est bon que nous soyons tous en danger. Il faudrait souhaiter que toutes les parties du pays subissent ces anxiétés de guerre, qui créent la cohésion entre les âmes, fortifient les volontés, augmentent l'élan d'attaque et la patience de résistance.

A bien des points de vue, les excitations que le grand état-major allemand donne aux imaginations du monde entier par ses formidables jouets aériens produiront pour nous de bons résultats. Quant aux Allemands eux-mêmes, ils éprouveront rapidement une profonde déception. C'est très joli de gorger un peuple barbare avec l'espoir que les Londoniens et les Parisiens vont être surpris dans leur sommeil par un immense incendie où ils disparaîtront tous. femmes, enfants et vieillards,

La douce Germanie se rit de plaisir à l'idée que pour la fête de son empereur on va tirer ce double feu de joie. Mais, Wilhelm, on désespère, à force d'espérer toujours. La marche sur Paris, la marche sur Varsovie, la marche sur Calais, les raids aériens ! Nos lourdauds d'Allemagne finiront bien par voir que les cheveux de leur Empereur sont devenus tout blancs et par partager le désespoir où, dès aujourd'hui, cet homme est tombé.

P.-S. — Les amis d'Henri Massis, le fidèle compagnon des Psichari et des Péguy, apprendront avec fierté qu'il vient d'être atteint de deux blessures et cité à l'ordre du jour.

XIX

LES « ULTIMA VERBA » DE GEORGES THIÉBAUD

25 Janvier 1915.

Il y avait des années que je n'avais pas causé amicalement avec Georges Thiébaud. et j'ignorais qu'il fût malade, quand je reçus

de lui, voici quelques jours, ce billet tracé d'une écriture en désordre et douloureuse :

Mon cher Barrès.

Je suis mourant. Vous êtes la personnalité la plus hautement qualifiée du monde français pour lequel j'ai moi-même vécu et donné mon effort.

Je voudrais vous voir. Mais ne tardez pas, car les souffrances physiques l'emportent chaque jour un peu plus sur mon intelligence et ma volonté.

Je vous félicite de tout ce que vous faites.

Bien à vous.

Georges THIÉBAUD.

Je regardai la date. Depuis 48 heures, cette lettre émouvante m'attendait parmi des liasses que je n'avais pas eu le temps d'ouvrir. Je courus à l'adresse donnée. Boulevard Saint-Germain, dans une maison de bel air, un tout petit rez-de-chaussée, M^{me} Thiébaud et un ami me reçurent.

— Ah ! me dirent-ils. Comme il craignait de ne pas vous voir. A toutes les minutes, il reprenait : Croyez-vous que Barrès viendra ?

M^{me} Thiébaud alla dans la pièce voisine le prévenir et l'ami me dit :

— Il est perdu, C'est une grippe infectieuse et une maladie de cœur, dont l'issue est hâtée par le départ qu'il a dû faire de nuit, dans une mauvaise voiture paysanne, au moment où les Allemands sont arrivés dans son village des Ardennes.

M^{me} Thiébaud revint et me fit entrer. Dans un angle de la pièce, la tête auprès d'une fenêtre à la hauteur de laquelle défilaient les passants du boulevard, je trouvai sur un petit lit une forme squelettique, à peine reconnaissable, mais la voix, empêchée par le mal, gardait toujours quelque chose de sa riche sonorité et de sa gravité.

Il me dit :

— Le matin, j'ai l'esprit troublé.

Je ne voulus pas m'asseoir et promis de revenir dans la même journée à cinq heures.

À l'heure dite, j'étais là. Il avait fait placer un fauteuil au pied de son lit, non pas sur le côté, mais derrière le lit, juste en face de lui, pour qu'il pût bien me voir. Et sous le drap, je distinguais son corps si maigre, ses jambes fondues. Et surtout, je constatais avec respect sa fermeté toute simple.

Il me dit que d'abord il était nécessaire que je connusse comment il avait dû quitter Autry et laisser là-bas tous ses papiers.

Il parlait avec la plus grande peine, à bout de souffle, et la voix retenue tous les trente mots à la manière d'une source intermittente. Alors je lui dis :

— Cela, mon cher ami, madame Thiébaud peut me le raconter.

A Autry, dans son village des Ardennes, où il était allé chercher le repos, Thiébaud, malade, à demi alité, s'occupait à mettre en ordre ses documents, tous ses papiers, bref à dresser son testament d'homme public. Une nuit, les Prussiens arrivant, on dut l'évacuer presque de force, avec sa famille, sur la paille d'une charrette. Mais tous ses papiers sont restés là-bas, et d'après la rumeur ont été détruits. Un officier allemand qui campait dans la maison Thiébaud a reconnu le buste de Boulanger, plusieurs portraits, et a dit : « Je suis logé dans la Boulange ». Tout doit être brûlé, perdu.

Je sentais Thiébaud profondément peiné. Je lui dis :

— Un officier allemand vole de l'argent, des meubles, des vêtements. Mais des papiers ? Et puis, si votre officier a emporté vos dossiers, c'est qu'il en apprécie l'intérêt. Quelque jour, après la guerre, vous les retrouverez aux mains d'un professeur allemand.

Thiébaud était dans un état d'esprit à n'accueillir aucune espérance ; il me dit :

— J'ai perdu mes moyens de défense, toutes mes lettres, les preuves que j'avais rassemblées. Alors je m'adresse à vous. Après le cataclysme qui va tout emporter, tout

recouvrir et changer la face du monde, personne ne s'intéressera aux pauvres événements auxquels nous avons été, l'un et l'autre mêlés. Mais enfin, si j'étais un jour attaqué ! Je n'ai fait que des actions honorables et dignes. J'ai été un homme politique, sans mandat, mais toujours et avant tout un journaliste. Je meurs, comme un journaliste, sans même laisser de quoi me faire enterrer. A mon lit de mort, à mon dernier moment, je vous dis : Je n'ai jamais rien fait que je doive me reprocher.

— Eh ! mon cher ami, qui songe à rien vous reprocher ?

Après un repos il reprit :

— Vous savez comment les haines ont commencé. Quand Boulanger, pour 3 millions et puis encore 5 millions, a vendu sa cause aux royalistes, j'ai pleuré la nuit des larmes de désespoir. Ma femme peut vous le dire. Elle m'a vu. Je devais alors me séparer de lui, et protester de toutes mes forces. Mais des paroles, ce n'était pas assez. Il fallait un acte. Voilà pourquoi je me suis présenté contre le général à Clignancourt. Vous m'avez dit, vous Barrès un mot que je n'ai jamais oublié. Vous m'avez dit : « Si vous aviez raison, trop de » gens auraient tort ». C'est cela. On n'a pas voulu reconnaître que j'avais raison. Mais je

ne devais pas agir autrement que j'ai fait.

Il s'arrêta épuisé.

Je ne songeai pas un instant à discuter la politique de Boulanger. Je recueillais une déclaration singulièrement émouvante, les *ultima verba* d'un grand et fier esprit donnant libre cours aux pensées dont il avait souffert, durant vingt-cinq années.

Il attendait avec anxiété ma réponse. Je lui dis :

— Je vous comprends parfaitement, Thiébaud, vous avez perdu les pages où vous établissiez les raisons de votre conduite, vous me les rappelez, vous me demandez mon témoignage devant ceux qui vous survivront. Je vous promets de vous le donner. J'ajouterais que vous étiez un grand orateur, un des plus beaux que j'aie connus, et puis un écrivain concis, brillant, solide. Pour vous la destinée a été bien injuste.

Il parut profondément satisfait. Au bout d'un instant, il reprit :

— Je ne récrimine contre personne. Mais on m'a toujours écarté. Déroulède, c'était un noble homme. Sa figure, dans ce moment tragique, prend un rayonnement admirable. Mais il était méfiant. La « Ligue des Patriotes » à qui j'ai donné vingt-cinq ans de ma vie ne

s'est guère conduite généreusement avec moi.

— C'est, peut-être, Thiébaud, que vous aviez dans votre caractère quelque chose de solitaire ?

— C'est vrai, dit-il, j'étais un solitaire.

Et il se tourna vers sa femme, comme pour lui dire : Voilà, en effet, une explication de l'échec de ma vie.

Ainsi nous étions arrivés, l'un et l'autre, à parler de lui au passé ! Je m'en aperçus. Et envisageant sa convalescence, je lui conseillai de l'employer à mettre en ordre un choix de ses articles.

Il laissa tomber cette idée de convalescence, mais accueillit avec plaisir ce projet de survie par son œuvre littéraire :

— J'avais commencé à préparer un recueil de mes meilleures pages. Pas des discours, ni des conférences ; cela meurt avec la circonstance ; mais des tableaux, des portraits, des choses vues. Mon titre était mauvais, parce que je n'en avais pas trouvé d'autre : *Les Cent Articles*.

Tandis que j'approuvais ce projet et en discutais les moyens, il dit avec beaucoup de force :

— J'ai eu quatre filles, quatre idées : le boulangisme, le nationalisme, ma campagne

pour Panama, j'estime que c'est le crime de ce régime d'avoir laissé Panama échapper à la France, — et puis ma démonstration que le laïcisme c'est le protestantisme. Voilà mes quatre enfants, mon œuvre.

— Thiébaud, vous avez fait des actes, et vous avez eu des idées. Vos amis maintiendront votre part de patriote invariable et inscriront vos titres dans l'histoire.

Quand il se fut reposé, très noblement il cessa de me parler de lui et commença de me louer avec les termes les plus généreux, gardant ainsi jusqu'à la fin ces habitudes courtoises, ces manières de chef, ce fier souci de prendre de l'ascendant sur son interlocuteur que nous lui avons toujours vus dans son isolement.

Cependant, il s'épuisait. J'ai cru qu'en ce peu de phrases il m'avait dit le fond de sa pensée et que j'avais recueilli ses indications. Je me suis levé et nous nous sommes serré longuement les mains. Je lui disais :

— Au revoir, à bientôt.

Il me fit signe que « oui », toujours sans sourire. Dans toutes ses manières, d'une fermeté admirable, il avait le sérieux de la mort.

Le surlendemain matin, comme il venait de se faire lire le communiqué, il dit : « Nous

les tenons ! » Et soudain, il eut une crise dans laquelle il mourut, ayant gardé jusqu'au bout sa connaissance.

Je suis frappé qu'à travers les années Thiébaud ait retenu cette phrase : « Si vous aviez raison, trop de gens auraient tort », que je lui aurais dite quand il se leva, tout seul, dans l'assemblée des fidèles et voulut excommunier ceux qui ne reniaient pas l'idole qu'il avait, lui-même, contribué à dresser. Homme étrange, qui fut l'apôtre incomparable du système majoritaire et qui trouva, toujours et partout, une amère satisfaction à se placer en marge ! Ma phrase lui a plu parce qu'il croyait qu'elle lui faisait la figure de celui qui a raison, seul, contre tous... Eh bien ! moi aussi, j'ai retenu de lui une phrase. Il y a ainsi des mots qui se fixent pour jamais dans notre esprit qu'ils ont une première fois étonné. Et ce mot de Thiébaud m'aide à comprendre l'échec si complet et si extraordinaire de cet homme supérieur.

Un soir d'été, — voilà combien d'années de cela ? quinze ans, vingt ans ? — comme nous dinions ensemble, et que nous causions en tête à tête du seul sujet, à mille aspects, que nous ayons pris et repris, les uns et les autres, pendant toute notre activité, à savoir

les chances de résurrection de la France, Thiébaud me dit :

— Vous parlez volontiers de Taine et de Renan, vous faites grand cas des *Origines du Christianisme* et des *Origines de la France contemporaine*. Mais qu'est-ce que ces ouvrages-là, livres de quelques mandarins et lettrés, auprès d'une campagne bien menée dans le *Petit Journal*!

Je fus stupéfait de cette appréciation. Je ne me doutais pas qu'il existât au monde un esprit pour méconnaître ainsi l'échelle des valeurs et les conditions d'une influence vraie. Je n'ai jamais écouté les discours de Thiébaud ou lu ses articles sans me rappeler cette opinion qu'il m'avait ainsi exprimée, et sans réfléchir à tout ce qu'une telle erreur devait nécessairement entraîner d'efforts inutiles et de déceptions. Pour moi, Georges Thiébaud, doué d'admirables qualités comme écrivain et plus encore comme orateur, a mal pesé ce qui compte et ce qui dure, et a voulu se faire entendre d'un immense public indéfini, c'est-à-dire d'un désert, tandis que la grande affaire, c'est d'aller perpétuellement jusqu'à la limite de sa propre pensée, de s'obliger à se définir et à se perfectionner, dût-on n'être suivi d'abord que d'une poignée de ses pairs.

XX

UN BON ET SOLIDE BLOCUS

26 Janvier 1915.

C'est un beau succès pour la flotte anglaise. Le croiseur qu'elle vient de détruire était tout à fait moderne, à peu près du même type que ceux qu'elle a coulés sur la côte du Chili.

Qu'avaient voulu faire les Allemands? Ils comptaient tromper le blocus, parvenir à passer en prenant un détour, et puis émouvoir la côte anglaise par le bombardement de quelque ville ouverte. Aussi bien une première fois, on se le rappelle, avaient-ils réussi à aller tuer une bonne centaine de non-combattants à Scarborough et dans deux autres petites villes ouvertes. Et certainement aussi, ils trouvaient élégant de renouveler sur l'eau le raid accompli dans les airs par leur escadre de Zeppelins.

C'était élégant. Mais il fallait réussir. Le beau croiseur, nouveau modèle, a coulé. Deux autres sont bien endommagés. Ceci fait grand honneur à la marine anglaise, et beau-

coup moins à la tactique allemande. On ne conteste pas leur valeur de combattants et de marins, non plus que leur outillage ; mais la pensée qui préside à toute leur activité guerrière continue d'être bien trouble.

Quels résultats, toutes choses supposées au mieux, pouvait obtenir le raid qui vient d'échouer lamentablement ? Voulait-il terroriser l'Angleterre ? Exactement il la stimule.

De plus, il démontre que le blocus est admirablement tenu.

Qu'ils regardent où qu'ils veulent, sur terre, sur mer, dans le ciel, ces colossaux Allemands n'ont pas d'horizon devant eux. Admettez qu'un jour ils détournent l'attention, bombardent un point de l'Angleterre, ou empêchent le passage de quelque chose du côté de la Norvège. Ce sont là taquineries sans portée.

Leur plus bel espoir est de tenir le coup, d'user la marine anglaise dans ce blocus et par des attaques de ce genre. Puis, ayant fatigué à cette longue attente les équipages et les bâtiments, ils feraient un jour sortir leurs grands vaisseaux de ligne et risqueraient la bataille...

C'est un système sans force, c'est une pitoyable raison d'espérer. Il est vrai que la

fatigue est plus grande pour celui qui bloque que pour celui qui est bloqué. Mais la flotte anglaise est assez nombreuse et elle a assez de méthode pour se renouveler et pour s'entretenir bien à l'aise.

. (1).

.....Les Anglais sont aux portes de leur blocus. Aucun espoir de ce côté pour les Allemands.

La vérité, c'est que par cette opération qu'ils viennent de tenter sans succès, ils ne cherchaient pas de résultat de guerre, à proprement parler, mais ils voulaient peser sur l'opinion chez eux. Ils en sont là. Les fausses nouvelles ne leur suffisent plus, car leur public, à la longue, les contrôle; alors ils essayent d'organiser des simili-succès. Un bombardement de la côte anglaise eût déchaîné l'enthousiasme.

Et puis après ?

Voilà donc où en sont les chefs de l'Allemagne ? Ils travaillent, mènent la guerre en vue de maintenir l'opinion chez eux. Nos ennemis vivent dans un rêve organisé d'où ils se réveilleront pour tomber à plat.

A cette heure, Berlin et toute l'immense

(1) Ce sont les blancs de la censure.

Allemagne populaire continuent de croire, à peu près, que les armées impériales seront victorieuses; mais depuis des semaines déjà, les gens placés pour voir clair sont envahis, là-bas, par une effroyable anxiété, et toute la nation entrevoit l'inexorable étranglement que lui ménage l'Angleterre.

C'est la France au cours de cette guerre qui est le soldat de la civilisation. C'est le sang de la France qui coule à grands flots. O sacrifices effroyables! C'est nous qui avons brisé, glorieusement, dans la victoire de la Marne, à la face de l'univers, le prestige de l'Allemagne invincible. C'est l'innombrable Russie qui leur tue et leur tuera des centaines de mille de guerriers blonds aux yeux bleus. Et, ne bougeât-elle pas, l'Angleterre, balancée mollement sur sa flotte, par sa seule vue, les réduira au désespoir.

Je tiens au mot. Il est exact. Cette guerre ne finira pas avant que l'Allemagne en soit venue au désespoir.

Grâce à l'Angleterre, le blocus est parfait. J'entends calculer et apprécier l'appui que jusqu'à cette heure nos voisins amis et alliés ont pu nous donner sur le continent. Ah! la grande affaire, qui nous prépare une solution triomphale, c'est que nous avons la liberté

des mers. Les accidents furent insignifiants. Nous nous ravitaillons comme nous voulons, partout où nous voulons. Les Allemands et les Autrichiens, non.

L'Allemagne orgueilleuse, si profondément intoxiquée par son rêve mystique, dotée d'une puissante machinerie qui est un chef-d'œuvre de raison prévoyante, va résister de toute son énergie avant de s'avouer vaincue. Mais les premières idées de cet aveu lui viennent, comme des pressentiments de mort, si elle s'assied sur les môles inactifs et consternés du port de Hambourg. C'est là que la Germanie sera enflammée par le désespoir et verra le cul-de-sac mortel où elle s'est engagée.

Il est certain que, dès maintenant, l'Allemagne manque de cuivre, de pétrole et de caoutchouc. Les gens d'art ont tenu dans leurs mains des cartouches allemandes dont le cuivre était remplacé par de l'acier. C'est d'un usage reconnu défectueux. On ne peut s'y résoudre qu'à condition de ne pouvoir pas faire autrement. Que valent contre ce fait les affirmations du docteur Ernst Noah, s'appliquant à rassurer le public allemand dans un article reproduit hier par *l'Écho de Paris*? S'ils ne manquaient pas de cuivre, s'en pri-

veraient-il pour des fabrications où il est quasi indispensable? Ils en manquent, et c'est effroyable, me disent les techniciens, ce qu'il faut de tonnes de cuivre pour les douilles, pour la canalisation électrique, pour les ceintures de chaque projectile.

Recueillons ces constatations. Félicitons-nous de la victoire navale anglaise qui nous prouve la perfection du blocus dont l'Allemagne, pressée par les Français et les Russes, achèvera de mourir.

XXI

TRAITONS EN FRANCE LES ALSACIENS COMME DES RÉFUGIÉS FRANÇAIS

27 Janvier 1915.

A plusieurs reprises, nous avons parlé de ces malheureux Alsaciens et Lorrains, de vieille souche, contraints à servir dans l'armée allemande, et que nous faisons prisonniers. « Comment! disent des Français qui ne connaissent pas la question, comment! des Lorrains, des Alsaciens qui portent les armes contre la France! » Mais, oui, il y en a,

parce que nous avons signé le traité de Francfort en 1871. Les pauvres enfants sont d'ailleurs suspects à leurs compagnons de rangs et maltraités par leurs chefs. Rappelez-vous les tourments que leur infligeait le lieutenant Forstner. Nous les délivrons aujourd'hui, nous déchirons le traité de Francfort : les voilà redevenus Français. Traitons-les, autant que possible, comme tels.

Mais, dès maintenant, cette question est réglée. Je n'y insiste pas. Nos amis Jean et Spinner sont chargés de les inspecter, de les reconnaître et de les séparer des Allemands.

Voilà pour les garçons, passons aux filles. Après les Ehrmann, les Colette.

Je vous ai parlé des filles et des femmes alsaciennes-lorraines, de nationalité allemande, qui travaillaient en France au moment de la guerre, qui se croyaient bien sûres d'être traitées comme des reines, puisque pour les racheter on allait verser à torrent le noble sang français, et qui en ont eu des surprises ! On les a entassées dans des camps inhumains. Depuis cette première crise et depuis qu'ici même nous nous en sommes entretenus, des triages ont été faits. Wetterlé, Helmer m'en ont dit quelques mots. Je voudrais tout de même bien savoir comment j'ai des compa-

triotés à moi, de Charmes (Vosges), et dont les maris sont soldats français, en train de se battre, que l'on retient toujours dans ces camps de concentration. Raison de guerre ? Alors, je m'incline. Je ne demande pas que l'autorité militaire desserre les règlements que le souci de nos intérêts généraux lui a dictés. Dures nécessités du salut public, on vous accepte patriotiquement. Mais je continue de solliciter que la générosité française puisse s'exercer dans ces camps de concentration. Il m'a été donné d'y faire parvenir quelque argent. Sans grand discernement, un peu à l'aveugle. Je voudrais que des femmes de bonne volonté, des dames d'œuvres, connaissant les dialectes, fussent autorisées à pénétrer dans ces lieux de misère pour y distribuer vêtements et secours et pour y faire aimer la France.

Je le demande, je le redemande, je suis mal écouté, et pourtant je suis la voix même de la sagesse.

Combien vous avez raison, m'écrivit un homme de poids, en conseillant que l'on distingue scrupuleusement entre Alsaciens et Allemands, parmi les prisonniers et internés ! Ce sont des mesures de ce genre qui nous permettraient de regagner rapidement le cœur de tous les Alsaciens. En les faisant exécuter par des gens compétents (les abbés Wetterlé et Collin, MM. Blu-

menthal, Helmer), elles ne pourront avoir que des avantages. Et de savoir que l'élite intellectuelle de la France travaille dans ce sens à la réintégration de l'Alsace, foyer de la patrie, quel réconfort, pour nous autres Alsaciens qui versons notre sang pour cette belle cause.

Vous entendez, il y a un double but d'humanité et de politique à poursuivre. Nous devons obtenir des résultats matériels et immédiats et un effet moral.

Cher lecteur, qui m'écoutez avec indulgence et qui m'approuvez, j'en suis sûr, je crains tout de même que vous ne m'accusiez de rabâcher. C'est par amitié que je me répète, par amitié alsacienne et lorraine, et parce qu'il est nécessaire de faire entendre clairement à toute la France cette question capitale, toute pleine à cette heure de malentendus. Mais poussons plus avant. Je veux aujourd'hui vous parler et parler au Gouvernement d'une troisième catégorie d'Alsaciens, de ceux qu'on saisit en Alsace même, de ceux que nous arrêtons dans la région de Danne-
marie, Thann, Altkirch et que nous transportons en France.

Au fur et à mesure de la reconquête, nos offensives là-bas, nous ont amenés à évacuer en France un grand nombre des habitants du pays : des hommes qui n'avaient pas encore

été mobilisés, et qui, par leur âge, d'après la loi allemande, auraient été appelés à prendre les armes contre nous; des populations dont les villages étaient dans les lignes de batailles, et puis tous les fonctionnaires allemands que nous avons pu saisir comme otages.

Cela fait, vous le voyez, trois catégories de personnes. Les deux premières parfaitement sympathiques (des hommes que l'on soustrait au service militaire allemand et des populations que l'on met à l'abri de la mitraille) et la troisième gravement suspecte, car elle est composée des fonctionnaires allemands sur qui nous avons pu mettre la main.

Encore faut-il se servir de ce qu'on peut avoir d'esprit de finesse et ne pas traiter en bloc de Teutons et de Boches tous les petits fonctionnaires d'Alsace. Qu'on se méfie, c'est bien juste, mais qu'on examine, c'est vraiment nécessaire.

Lisez plutôt cette réclamation que je tire de mes dossiers où j'en ai trente-six analogues :

Connaissant l'intérêt que vous portez aux Alsaciens, je me permets de m'adresser à vous pour vous intéresser à la situation dans laquelle se trouve mon cousin germain, Paul T..., neveu de mon père, le commandant T..., professeur à l'École de guerre.

Mon arrière-grand-père, Alsacien, était officier supé-

rieur, décoré de la croix de Saint-Louis; un autre aïeul T... était conseiller à la cour de Louis XIII. Sa pierre tombale est à l'église d'Ingersheim. Mon grand-père, qui est naturellement aussi celui de mon cousin, a été maire de la commune d'Ingersheim pendant quarante ans. Mes tantes sont restées en Alsace pour conserver le patrimoine de leurs ancêtres. Mon cousin, au moment de son service militaire, voulait à toute force désertier pour venir en France, et mon père, le commandant, sur les supplications de ses sœurs, dont mon cousin était le soutien, dut lui-même insister pour qu'il restât en Alsace. C'est alors qu'il accepta un emploi dans les postes à Colmar, et c'est au mois d'août qu'il a été arrêté dans son jardin, à Ingersheim, sans pouvoir dire adieu à ses sœurs, et emmené comme otage à la forteresse de Besançon.

On semble oublier un peu que l'Alsace a été tenue sous la férule pendant quarante-quatre ans, et qu'il fallait que les Alsaciens pussent vivre pour garder l'Alsace.

J'approuve dans tous ses termes cette lettre. Moi aussi, comme le commandant T..., j'aurais conseillé à cet Alsacien de rester en Alsace, de nous y attendre fidèlement, de s'arranger pour n'y pas mourir de faim. En conséquence et sans blâmer d'aucune manière les actes de nos chefs militaires, j'en appelle au cœur et à la raison de tous et je dis sur tous les tons qu'il faut s'avancer avec précaution dans le petit univers d'entre Vosges et Rhin.....

Voulez-vous que je vous raconte l'odyssée d'un certain nombre de ces Alsaciens emme-

nés des communes que nous occupons dans la région de Belfort ?

Vers le 15 septembre, un matin, à huit heures, l'ordre fut donné par l'autorité militaire française d'évacuer immédiatement sur la France tous les hommes de 17 à 45 ans, afin de les soustraire à un retour possible des Allemands. Dans chaque village des colonnes se formèrent, composées de gens de toutes les conditions. Librement, sans escorte, avec une allégresse patriotique, ces diverses bandes s'en allèrent à pied à travers la montagne et se trouvèrent réunies, le soir, au Thillot — c'était le lieu qu'on leur avait fixé — formant une masse de seize cents personnes.

Du Thillot, le plus grand nombre de ces braves gens fut dirigé sur Montélimar et les environs. Ceux qui pouvaient vivre de leurs propres ressources s'installèrent à leurs frais dans les hôtels, libres, bien entendu, de leurs faits et gestes dans la ville et, ma foi, assez satisfaits. Comment pourvut-on aux besoins des pauvres ? Je n'en sais trop rien.

Soudain, le 20 octobre, ils furent, tous, prévenus par les gendarmes d'avoir à monter sur l'heure dans un train, où ils portèrent leurs hardes sans avoir eu le temps de les ficeler, et ainsi furent menés à Marseille.

Quand ces douze cents braves paysans et ouvriers de la Haute-Alsace traversèrent les rues, pour gagner le fort de Saint-Nicolas, les Marseillais, de bonne foi, les huèrent. Au fort Saint-Nicolas, ils passèrent trois jours et trois nuits sur la paille, assez malmenés, puis furent envoyés au Frioul, où ils trouvèrent de nombreux suspects, otages et fonctionnaires, arrivés par ailleurs d'Alsace.

Les mieux traités, ceux qu'on jugea de bonne famille et de bonne condition, une soixantaine environ, furent rassemblés pêle-mêle dans une remise, couchés sur des sacs de paille, l'un contre l'autre, et nourris de débris immangeables. Ceux qui n'avaient pas assez d'argent pour se procurer à leurs frais quelques aliments furent bien malheureux.

Il y avait des toitures crevées par où tombait la pluie. Quelques tuiles, un peu de mortier, quelques carreaux à mettre aux fenêtres eussent rendu les locaux à peu près habitables. Les hommes offrirent de faire eux-mêmes ces réparations. L'administration répondit qu'elle n'avait pas de crédits, et l'on resta à se morfondre dans le froid et dans l'oisiveté. Les lettres partaient très difficilement. Des enfants sont morts, d'autres sont nés. Trois mois misérables passèrent.

Aujourd'hui, grâce à un petit groupe d'Alsaciens-Lorrains de Marseille ayant à leur tête M. Gross, ces malheureux sont à peu près à l'abri. M^{me} Carlos Braun, de la famille du photographe de Dornach, et qui habite, 32, rue Grignan, à Marseille, s'occupe spécialement des 87 femmes et des 93 enfants, logés dans des taudis, où ils manquent à peu près de tout.

...Voilà ce que j'ai à vous dire des 1.200 Alsaciens de Marseille. Mais sachez que, dans toute la France, ils sont environ huit mille. Au début, après un travail de discrimination opéré à Besançon, ils furent évacués sur trois départements, l'Ardèche, le Vaucluse et la Drôme. 3.774 Alsaciens-Lorrains mobilisables, de bonne race indigène, ont été placés dans l'Ardèche, 120 dans l'Aveyron, 1.312 dans les Bouches-du-Rhône, 42 dans le Calvados, 1.092 dans la Corrèze. Des otages, fonctionnaires allemands et suspects, il y en eut 20 dans l'Indre, 63 dans la Haute-Loire, 250 dans le Morbihan, 587 en Maine-et-Loire, 1.100 en Vaucluse, 193 en Vendée, 132 dans les Alpes-Maritimes, 78 dans la Dordogne 150, dans le Gard, 150 dans l'Hérault....

Mais peut-être que je m'égare et que vous ne me demandez pas tant de chiffres.

De tous ces internés, pendant des semaines, personne ne s'est occupé. Une première Commission composée de M. Blanc, ancien préfet de police, du colonel Van Merlin et de M. Kastler, juge d'instruction, a été nommée au commencement de décembre. Son travail de revision était à peu près terminé, quand la seconde Commission, composée de députés alsaciens, s'est mise au travail.

La circulaire du 11 décembre dit : « Le Ministre de l'Intérieur a songé à faire apprendre la langue de la patrie retrouvée à ces Alsaciens. » On pourrait objecter que, pour le moment, le moindre grain de mil ferait bien mieux leur affaire.

L'urgent serait d'assurer à ces braves gens un couchage suffisant, une nourriture convenable et des vêtements chauds. Songez que beaucoup d'entre eux ont été enlevés, dès le mois d'août, en costumes d'été et sans qu'on leur permît de se munir de bagages!

La Commission récemment nommée ne dispose pas de fonds. Ce serait au *Secours National* d'y pourvoir.

Je suis allé en Alsace pour le *Secours National* (avec M. Jaray) en octobre, et nous avons posé là-bas quelques bons premiers éléments d'amitié franco-alsacienne. Le *Se-*

cours National compléterait ces premiers efforts en s'occupant de la misère des Alsaciens et des Lorrains en France, en les traitant, toutes précautions prises, comme des réfugiés et évacués d'une province française.

Le traité de Francfort est déchiré. Qu'est-ce donc que cette hésitation que l'on voit dans la généreuse opinion publique? Les Alsaciens-Lorrains ne parlent pas tous le français. O surprise! Il y en a qui ont fait du service militaire en Allemagne. O trahison! On en cite qui sont fonctionnaires allemands! O duplicité! Certains ont manifesté de l'hostilité à l'égard de nos troupes. O vilénie! Ils parlent de nos armées comme de « l'ennemi » dans leurs lettres. Eh bien! Il faut comprendre tout cela. D'accord, ces Alsaciens ignorent souvent notre langue, et, d'une manière générale, savent bien peu les choses françaises. Les uns sont enthousiastes devant notre avance, les autres, prudents. Qu'est-ce que cela prouve? Que depuis quarante-quatre ans les Prussiens font tout pour les empêcher d'être en contact avec la France, et que depuis quarante-quatre ans, ayant dû les livrer, nous ajournons de les délivrer. Nous n'allons pas leur en tenir rigueur, je suppose!

Il faut que la raison nationale, qui n'a pas

de meilleur représentant que l'État, distingue ce que veulent la justice et l'immédiate nécessité. Joffre a bien parlé à Thann, au nom de la France. Commençons dès maintenant à traiter les Alsaciens en France selon l'esprit et la lettre du « pacte de Joffre ».

XXII

NOTRE RACE TOUJOURS A SU REVERDIR

28 Janvier 1915.

Comme la leçon des événements, dans tous ordres, se développe d'une manière souveraine ! Aujourd'hui, à la Chambre, le ministre va déclarer qu'un remaniement complet de nos lois sur la naturalisation et sur la nationalité est nécessaire. Tous, maintenant, nous paraissions d'accord pour voir le péril de cet idéal cosmopolite qu'on laissait avec complaisance s'introduire dans les esprits à la place d'une ferme pensée patriotique.

Je mesure le chemin parcouru. Je songe à mes amis. Il y a vingt années, j'avais pris, avec beaucoup d'inexpérience, la direction d'un journal où j'amenaï toute une équipe de jeunes écrivains, admirables de vie, d'in-

vention et de désintéressement. Ils étaient inconnus, et je ne vois pas un d'eux qui ne soit devenu célèbre. L'histoire de ce journal singulier, Henri Clouard l'a racontée dans un petit livre, *La Cocarde de Barrès*. On y publiait Louis Ménard et Jules Soury, deux esprits rares et nobles, le pittoresque Pierre Denis, le somptueux Hugues Rebell. René Boylesve se souvient de nous avoir donné son premier roman. Et c'est dans la *Cocarde* qu'ont été élaborées les pensées nationalistes. C'est là que Maurras, avec Frédéric Amouretti, se cherchait et se trouvait, et déjà, sans doute, dans ce milieu républicain, à côté de socialistes comme Eugène Fournière, comme Alfred Gabriel, comme Fernand Pelloutier, il projetait de reconstruire, de penser de nouveau la doctrine monarchiste. Nous avions un même désir de renaissance française : désir chez lui plus constructeur ; chez moi, ramené perpétuellement à un sentiment très vif du problème alsacien et lorrain. Maurras avait besoin du roi pour sa puissante synthèse politique. Je croyais qu'on obtiendrait « la Revanche » avec quelque heureuse « fièvre française ». Je l'ai attendue vingt-cinq ans, cette fièvre. Cependant, pour favoriser cette flamme de la pure vie nationale, nous

n'avons pas cessé de proclamer, je voudrais dire de chanter, obscurément, obstinément, glorieusement, la nécessité de protéger notre sang et notre société, de nous méfier des envahisseurs pacifiques, de vérifier les intrus, de leur fermer notre maison et notre génie. Ah! que notre nationalisme déplaisait à nos maîtres! Qu'il était difficile et même impossible de le faire accepter, fût-ce dans un groupement comme la *Patrie française*, d'où je fus si vite obligé de sortir! Mais, aujourd'hui, voilà Briand à la tribune et qui fait acclamer des mesures nationalistes... Nationalistes?... Laissons le mot, s'il a une syllabe de trop. Disons des mesures nationales.

C'est que les événements sont de grands maîtres, les éducateurs par excellence. Sous peine de mort, il fallait bien aujourd'hui qu'on se plaçât au point de vue national pour examiner tous ces gens qui grouillent sur notre sol, n'ayant de Français qu'un titre arbitraire, un droit en papier, une fiction légale. Naturalisés, montrez vos père et mère! Hier, on les favorisait; aujourd'hui, on les surveille, on les questionne, on s'apprête à les confondre. Et c'est le Gouvernement qui demande des armes contre les Météques. O pleine satisfaction après vingt-cinq années!

Un remaniement complet de nos lois sur la naturalisation et sur la nationalité, voilà donc ce que réclament et annoncent ceux qui hier concevaient la France comme obligée, par ses principes spirituels et par ses intérêts, à accorder un traitement de faveur aux étrangers ! En avons-nous fait des campagnes pour la protection du travailleur français contre l'envahisseur étranger, pour la protection du jeune Français contre le jeune naturalisé ! Nous avons encore dans l'oreille l'accent avec lequel Rouvier, à la tribune, affirmait que l'honneur et l'intérêt de la France étaient d'accueillir qui voulait, à frontières ouvertes, et de mêler son sang généreux sans trêve ni discernement.

Mais les années passèrent ; les nouvelles générations — avaient-elles le pressentiment de cette lutte à mort d'aujourd'hui contre le germanisme ? — commencèrent à s'impatienter qu'on les livrât à « l'invasion pacifique ». Lors de la discussion de la loi de trois ans, il y a dix-huit mois, je pris en main la cause des jeunes Français, et je dis : « Nous ne voulons tout de même pas que les naturalisés, quand nous serons à la caserne, nous prennent nos places et nous distancent. Il faut que ces nouveaux venus payent leur dette militaire, tout comme les camarades... »

Je fus loin de rencontrer les difficultés que j'aurais trouvées quelques années plus tôt. Je pus sentir que ces armées de naturalisés inquiétaient l'opinion publique, l'irritaient, et que, même dans les milieux hostiles à la philosophie nationaliste, on sentait la nécessité de restreindre les privilèges accordés par la France bénévolement à ces innombrables envahisseurs.

J'avais demandé ici même que les naturalisés n'ayant pas fait de service militaire en France ne pussent pas devenir fonctionnaires, ni exercer une des professions libérales réglementées par la loi française. Ce n'est pas là chose si nouvelle, disais-je ; un naturalisé ne peut pas entrer au Conseil d'État, s'il n'a pas satisfait à notre loi sur le service militaire. Cette obligation, je voudrais l'étendre au médecin, à l'avocat, au professeur, à tous ces naturalisés qui exercent leur profession en vertu d'autorisations et de diplômes émanant de l'État lui-même. Eh ! oui, ils auront d'abord à acquitter la dette militaire.

D'une manière générale, dans toutes les professions, agricoles, industrielles, commerciales, on voit bien que c'est un scandale, ces étrangers qui viennent en foule jouir des avantages que donne la qualité de Fran-

çais, sans avoir acquitté la charge la plus dure. Il y aurait lieu de rechercher si la concurrence qu'ils introduisent n'entraîne pas des dommages économiques et dans quelle mesure on pourrait, pour protéger nos nationaux, imposer aux naturalisés des obligations plus rigoureuses que celles que la loi exige d'eux actuellement. On ne peut pas apporter le même règlement à toutes les professions. Il faudrait connaître celles où le naturalisé nous fait du tort. Il faudrait une enquête d'ensemble.

Au résumé, le législateur devrait intervenir en faveur de nos nationaux, pour les protéger contre le naturalisé, toutes les fois où nous subissons un dommage, et pour rétablir l'équilibre.

Voilà, disais-je, le programme « auquel il me paraît difficile que le Parlement se dérobe désormais longtemps ». Et immédiatement, aidé par mon distingué collègue M. Garat, maire de Bayonne, député des Basses-Pyrénées, j'obtenais que nul étranger ne pût être naturalisé avant sa trente-cinquième année, sans avoir satisfait aux exigences de la loi militaire.

Fort bien ! ces étrangers, les voilà soldats. Voilà ces Allemands légalement introduits dans l'armée. Y seront-ils surveillés ?

Hélas ! vous le savez, on avait détruit, au Ministère de la Guerre, le service du contre-espionnage pour le confier soi-disant à la police de la Sûreté. En réalité, nous n'avions plus de service de renseignements. Telle était notre démenche, qu'au lieu de tenir en suspicion tous ces Allemands de naissance, on traitait de suspects ceux d'entre nous qui, tout au moins, eussent voulu leur imposer un stage d'une ou deux générations...

Mais laissons ces époques de la déraison, et, au milieu de nos angoisses, jouissons de notre retour au bon sens.

Ce n'est rien de dire que la France a changé d'idée. Elle a changé de vie. Nous avons quitté le plan où nous vivions, pour nous élever, dans le péril et dans la douleur, à un degré supérieur. Nous avons acquis une expérience nouvelle.

Plusieurs d'entre nous croyaient, de bonne foi, que notre terre serait plus belle si elle était chargée de plus de richesses naturelles et travaillée par plus de bras, ces bras et ces richesses fussent-ils allemands. Mais nous avons reconnu que notre terre n'était habitable pour nous qu'autant que toutes ses richesses et toute sa main-d'œuvre n'étaient pas dirigées contre nous, gouvernées et

employées contre nous. Avec stupeur, nous avons vu ce qui nous paraissait un accroissement de force conspirer contre nous et se préparer à nous anéantir. Alors, la doctrine d'une France aveuglément hospitalière, humanitaire, refoulant ses fils pour mieux faire place à l'hôte étranger, nous a glacés d'une salutaire terreur. Nous adoptons la formule nationale. Mais ce n'est pas la formule qui nous a conquis. Il fallut que la circonstance nous transformât l'âme. Et, si de nouveaux fruits mûrissent sur l'arbre, c'est que la saison guerrière a mis en mouvement la sève.

Voilà cette faculté de rebondissement et de perpétuel ressort ! Voilà ce printemps imprévu où notre race toujours a bien su reverdir, et que j'aurais voulu que la France glorifiât en se parant de Jeanne d'Arc, en proclamant : « Elle est ma patronne, celle qui boute dehors l'étranger, le symbole de mes intuitions et du miracle qui toujours me sauvent. »

P.-S. — Un groupe de marchands de vins du quartier des Halles (rues Rambuteau, Pierre-Lescot, Pirouette et des Prêcheurs) et leurs clients m'ont apporté une somme de 500 francs, réunie entre eux, en me chargeant de la répartir ainsi : 100 francs à l'école

de la rue des Bourdonnais ; 100 francs à l'école de la rue de l'Arbre-Sec, pour les petits-enfants les plus nécessiteux dont les pères sont mobilisés, et 300 francs pour les soldats nécessiteux du front, que je remets à *l'Écho de Paris*

XXIII

MES DERNIÈRES VISITES A DÉROULÈDE

29 Janvier 1915.

Je pense à Déroulède, qui mourut il y a un an. Demain, samedi, à 10 heures, un service anniversaire sera célébré à Notre-Dame de Paris, et dimanche après-midi nous irons sur sa tombe à la Celle-Saint-Cloud.

Je le revois, je l'entends, je me reporte aux dernières semaines de sa vie, alors qu'il ne quitte plus la chambre et, dans ses meilleurs jours même, demeure levé bien peu d'instant. La maladie progresse rapidement. Il n'est plus question qu'il vienne à Neuilly et que j'entende la phrase qui faisait tomber toutes les consignes : « C'est Monsieur Déroulède ! » Nous tous, nous allons le voir continuellement. A toutes les heures, nous arrivons

dans cet appartement amical où si joyeusement il aimait nous recevoir à sa table.

Boulevard Malesherbes, numéro 50, au troisième étage. Comment faisaient les chevaliers de jadis qui avaient des maladies de cœur ? Comment regagnaient-ils leur haute tour ? Marcel Habert, Galli, Tournade, Le Menuet, Pallez, Vassias, les deux frères Thauraud, nous tous, dans ce temps-là, nous aurions dû soulever notre ami sur nos épaules et, lentement, le porter sur son lit. Aujourd'hui, c'est l'ascenseur qui m'élève au troisième palier, où j'appuie mon doigt sur le bouton électrique. Le décor a changé, mais les âmes et le fond des mœurs nullement.

Dès l'antichambre, sous une lampe électrique, je trouve son fidèle écuyer, Roland, — j'aime là ce vieux nom des chansons de gestes, — Roland, l'un de ses dévoués ligueurs, qui classe et reclasse des dizaines de mille de lettres que Déroulède veut laisser en ordre. Sans que j'aie à le questionner, Roland me renseigne ; la vieille servante et la jeune servante confirment la bonne nouvelle : « Il ne va pas trop mal aujourd'hui ». Mais déjà M^{lle} Déroulède vient au-devant de moi, et, par les portes entr'ouvertes, dans le salon et la salle à manger, transformés en salle des

gardes, j'aperçois ses fidèles compagnons qui devisent. Le chef dort, toutes portes ouvertes, dans la pièce à côté. On attend, on cause, on circule. Ah ! l'étrange, la mâle façon de mourir.

Nous entrons. Il est dans son lit. Nulle plainte, jamais, contre le destin ou bien sur ses souffrances. A peine quelques mots contre ces médecins qui ne le laissent pas se nourrir, qui vont le rendre faible.

— Si vous voulez vous mettre pendant un an à la diète hydrique, me disent-ils, vous trouverez un *modus vivendi* à peu près possible. Eh bien ! non, pas de ça, je n'accepte pas le marché. A ne pas manger, je m'affaiblis tous les jours. J'aime mieux être solide pendant deux mois que d'être un moribond pendant un an. Je ne veux pas traîner une année entre des fioles de pharmacie.

Mais, laissant là ce qui concerne son mal, tout de suite, voici des paroles chaudes, généreuses, des félicitations sur un écrit, sur un acte, sur un rien ; toujours l'interprétation la plus noble de ceux qu'il aimait. Et, très vite, il agrandit l'horizon des idées, convoque autour de son lit les belles préoccupations, ne laisse pas la causerie s'alourdir, se traîner à terre. Franchement, largement, il parle de

lui-même et distribue à tous ses visiteurs, en admirables récits, les plus beaux épisodes de sa vie.

Était-ce, au terme de ses jours, un besoin de mesurer du regard la route parcourue ? C'était surtout le désir, la volonté d'imprimer sa trace dans la mémoire de ses auditeurs et de leur fournir des anecdotes pareilles à des médailles, où ses beaux traits héroïsés étaient gravés.

Il était dans son lit, le plus souvent assis, car, couché, il respirait mal, et mordillant le long tube en caoutchouc d'un ballon d'oxygène; l'étrange homme, le héros parlait. Il nous racontait sa campagne de 1870, ses conversations avec Gambetta, la fondation de la Ligue, son voyage en Russie et sa visite à Tolstoï, le boulangisme, l'affaire de Reuilly, ses audiences du jeune roi d'Espagne, qu'il louangeait fort, et tout cela avec une infinité de détails d'un haut relief. Il ne se mettait pas en parallèle avec les autres poètes, avec aucun homme de lettres, et je pense que l'idée ne viendrait à personne de le mesurer avec la toise qui sert à calculer si tel député est ministrable ou si tel ministre peut songer à l'Élysée. Qu'était-il donc ? Un homme qui a toujours voulu agir d'une manière digne

d'éloge et qui se préoccupe de faire connaître ses actes exemplaires, afin qu'ils soient les pères d'autres actions utiles.

Dans sa force, Déroulède parlait admirablement, sans jamais s'arrêter, sans jamais épuiser ni son répertoire, ni son auditoire. Il avait une manière à la fois théâtrale et familière. Je dis théâtrale, bien qu'il fût le plus vrai des hommes, pour faire entendre cette manière toujours en mouvement qu'il avait, cette faculté de déplacer de l'air, de grandir les circonstances, d'animer les plus mornes interlocuteurs. Où qu'il fût, dans la rue ou dans un salon, il groupait, disposait, mettait en scène, et il avait une façon qui passait la rampe. Tout ce qu'il disait était vrai et à effet. C'était une alliance parfaite des gestes, de l'accent et des formules, qui captivait l'attention et émouvait. Quand il n'eut plus cela, il fut encore plus beau. On vit l'âme.

Un soir, il me dit : « J'ai beaucoup aimé la vie, mais jamais je n'ai eu peur de la mort. »

Nous étions seuls, dans sa bibliothèque, lui, étendu, visiblement persécuté par ses souffrances, faisant un effort magnifique pour les taire, parlant de nos campagnes passées, et puis examinant l'avenir de la Ligue. Sa pensée si

mâle joignait à quelque chose de généreux et de courtois une réserve de dureté. Il allait droit devant lui et s'autorisait de la noblesse du but pour mettre immédiatement l'épée à la main et se frayer la route. Il avait autant de justice qu'un loyal soldat doit en avoir ; mais il ne se plaçait jamais depuis Sirius pour juger les événements et les batailles. Il y était participant. Je ne puis pas, ici, faute de place, vous rapporter, comme il conviendrait, le résumé qu'il me faisait de ses campagnes patriotiques. Vous y verriez ce qu'il y a de dureté chez un chevalier français à l'égard de ses rivaux, et qui s'allie très bien à la bonté envers ses hommes d'armes. Vous sentiriez pour quelles raisons un Vercingétorix, tout en voulant l'union, tout en sachant la nécessité de l'union, avait de grandes chances de ne pas la faire. O la France éternelle !

Déroulède, ce soir-là, prévoyait la guerre ; il examinait des noms d'amis et d'adversaires, indiquait ceux d'entre eux que la Ligue devait attaquer, ménager, s'attacher, et, moi, je n'écoutais guère ces noms d'un jour, car j'entendais dans la voix de mon ami, déjà transfiguré par la mort, un écho de toutes nos époques. Le sol de la France n'a pas changé depuis des siècles, ni l'esprit de la

nation, ni le problème à résoudre. Toujours des chevaliers, toujours la désunion, toujours la nécessité de s'unir. Ému d'être en présence d'un si parfait exemplaire du preux français, à son lit de mort, qui formule son testament, je lui dis :

— Déroulède, je vous aime beaucoup.

— Moi aussi, m'a-t-il dit, je vous aime.

Et me montrant une photographie :

— Voyez, j'ai votre portrait sous les yeux. ici et à Langély.

Il revint alors sur une idée qu'il avait déjà abordée :

— Je veux, dès maintenant, vous mettre à la tête de la Ligue.

— A quoi pensez-vous ? lui dis-je. Admettons que vous ne fassiez plus de grandes réunions au Manège Saint-Paul. Vous viendrez en voiture à la statue de Strasbourg ; vous nous donnerez, aussi bien que jadis, vos avis et vos ordres, et pourquoi ne feriez-vous pas des articles comme Albert de Mun, qui, lui aussi, est gêné pour parler ?

— Non, me dit-il, je ne peux pas travailler avec la tête froide. Il faut que je vive ce que je fais. C'est toujours en causant, en marchant, en m'émouvant que j'ai produit tous mes vers, toutes mes pages, tous mes actes.

Et c'est vrai que, chez lui, tout était mouvement et action, un mouvement qui venait du cœur. C'est à son cœur qu'il demandait tous ses moyens. Son éloquence, parfois sublime et continuellement émouvante dans l'ordinaire de la vie, il la tirait toute de son cœur. Et quand il avait médité et prononcé un discours, il le transformait en acte. Le grand secret de Déroulède, le secret de sa conversation si brillante, de son éloquence, de son activité si chaude, de cet élan, de cette force rayonnante, c'est qu'il ne faisait rien qu'avec l'émotion de tout son être. Ses paroles et ses actes étaient les effluves d'une force intérieure, une irradiation de courage et d'espérance où sa force vitales s'épuisait. Un tel homme n'est pas de ceux qui arrivent au soir de leur vie avec un cœur intact. Son cœur avait trop servi.

XXIV

LA CONVERSION DE DÉROULÈDE

30 Janvier 1915.

Conversion, au vieux sens français. Non pas changement de religion, mais retour aux pratiques religieuses. Et encore cette défini-

tion ne donne que l'aspect extérieur du phénomène moral, n'en fait pas comprendre l'âme. J'ouvre Pascal et j'y trouve : « La conversion véritable consiste à s'anéantir devant l'Être souverain... »

Voilà qui exprime le sens profond des actes que Déroulède accomplit et des sentiments dont il fut pénétré dans les derniers temps de sa vie. C'est un grand sujet délicat, où je suis assuré pourtant de n'être pas indiscret, car notre ami voulut toujours tenir sa vie ouverte devant le public, comme un exemple ou une expérience pour tous. Et ce matin où les patriotes se groupent pour son anniversaire à Notre-Dame, les notes que voici pourront, j'espère, intéresser les croyants et les incroyants.

Dans la hiérarchie de ses sentiments, Déroulède avait installé au sommet le patriotisme, et il surveillait de très près ceux qu'il soupçonnait d'être plus chrétiens que Français. « Ont-ils donc été baptisés avant d'être nés ? » avait-il coutume de dire. Mais voici que, durant sa maladie, il vit apparaître au fond de son âme, à côté de l'amour de la patrie, quelque chose d'immense et d'essentiel.

C'est un problème de régler les rapports

de ces deux sentiments sans que s'altèrent leurs deux natures. Et puis, autre problème, ce Déroulède, chez qui le ressort de la volonté était si fort et qui entendait ne relever que de soi, il allait falloir maintenant qu'il se courbât, qu'il tînt compte d'un appui divin, qu'il connût l'humilité ! C'étaient là de grandes nouveautés dans son âme. Nous n'avons pu qu'entrevoir leurs commencements, à cause de la mort qui vint tout interrompre. Mais quelle allure avait cette ébauche !

Je vous ai raconté hier comment Déroulède, dans les mois de sa maladie, recevait, toute la journée, ses amis, sauf de-ci de-là quelques demi-heures où il sommeillait, et durant lesquelles ceux-ci attendaient son réveil en devisant, toutes portes ouvertes, dans la pièce voisine. Quelle était sa préoccupation ? Que l'on vît bien qu'il n'était pas diminué. Et puis c'était un exercice de l'âme : il lui plaisait de contraindre son corps. Mais, ces minutes brillantes, sur quel fonds de ténèbres étaient-elles appuyées ? Quand nous le quittions, il payait en fatigues noires les flammes qu'il venait de jeter. Ses nuits étaient mauvaises ; il dormait peu, il pensait beaucoup, et le royaume des profondeurs s'ouvrait en lui.

Je me rappelle qu'un jour il me montra le fauteuil où, toute la nuit, sa sœur et M^{lle} Chevé, une patriote alsacienne, se relayaient pour lui faire d'interminables lectures. Musset, Corneille, Molière, tous les classiques, des livres d'histoire, et puis des récitations, et, ce qui me frappa, comme donnant bien l'idée de ces grandes nuits d'insomnie à remplir, M^{lle} Déroulède lui récitait des prières. Était-ce seulement la douceur de ranimer les souvenirs d'enfance ?

— J'aime le *Pater*, me disait-il, quoique je réproûve *inducas*. Ce n'est pas « ne nous induisez pas en tentation » que je voudrais entendre ; c'est « ne nous laissez pas tomber ». J'aime aussi l'*Ave Maria*. Mais je n'aime pas le *Souvenez-vous*. Et non plus le *Credo*... Je veux des prières à chaque mot desquelles je donne une pleine adhésion.

En novembre, M^{gr} Marbeau vint le voir et lui dit, entre autres choses, qu'il avait reçu du pape les pouvoirs nécessaires pour lever les excommunications qu'il avait encourues pour ses duels.

Les fidèles de la salle des gardes, les écuyers du bon chevalier, je veux dire les ligueurs qui se tenaient en permanence dans le salon où sa chambre donnait, trouvèrent

bien étrange que leur chef fût excommunié ! Ils en auraient aisément souri ou pris de l'humeur ; ils pensaient que c'était à lui, plus qu'à nul autre, de lancer des bulles, de fulminer des sentences et de jeter des interdits. Mais Déroulède fut touché de la pensée du pape qui avait parlé de lui d'une manière tout affectueuse, en l'appelant son cher fils.

Un autre jour, à la fin de novembre, Déroulède nous parla plus longuement des visites qu'il continuait à recevoir de son évêque. Nous étions là quelques amis à l'entourer et à l'écouter. Il était couché dans son cabinet de travail, tout au fond de la pièce, ayant en face de lui la fenêtre. Une lampe électrique brûlait au-dessus de sa tête. Avec sa grande barbe grise, dans cette ombre et sous ces lumières dures, il avait un air étonnamment espagnol. Et c'était si extraordinaire, la simplicité avec laquelle, continuant tout haut devant nous le débat de sa conscience, il nous rapportait ses plus intimes conversations !

« — Non, ai-je dit à l'évêque, ce n'est
» pas parce que je suis malade que je vais
» communier. Je respecte trop Dieu. Je ne
» veux pas aller à lui parce que les médecins
» ne sont pas assez intelligents pour me gué-

» rir. Je ne veux pas lui demander une
» pilule. Quand l'heure sera venue, certaine-
» ment, mais pas ainsi après cinquante ans.
» Je ne suis pas prêt ; il faut que je com-
» prenne, il faut que ces idées se placent.
» D'ailleurs, mon cher évêque, je ne refuse
» certes pas de vous entendre me parler de
» charité, de sacrifice, de soumission à la loi
» de Dieu. Tout cela s'accorde avec ce que
» j'ai, moi-même, célébré toute ma vie. J'ai
» toujours dit quand j'allais à la guerre ou
» dans un duel : Maintenant je suis dans la
» main de Dieu, je me fie à Dieu. C'est
» encore ce que je dis à mes médecins.

» Et l'évêque m'a répondu :

» — Je ne vous demande pas de recevoir
» les sacrements. Vous n'en êtes pas là.
» Qu'est-ce que vous diriez de vous confesser ?

» — Il me faut le temps de rassembler
» mes idées, de faire un examen de ma vie.
» Je ne l'ai pas fait.

» — Oh ! vous vous trompez. Je ne vous
» demande aucune énumération, Je sais bien
» ce qu'un homme de votre sorte a pu com-
» mettre et ce qu'il n'a pas fait.

» — C'est assez simple, en effet. Cela
» rappellerait la confession de Dunois : Tout,
» hormis voler et violer. »

La grande difficulté que voyait Déroulède, c'était de s'engager à ne plus se battre en duel. Il ne le pouvait pas tant qu'il considérerait qu'il aurait à le faire.

« — Je crois que j'ai été un bon patriote ;
 » si je deviens un catholique, je ne veux pas
 » l'être à demi. Je n'aime pas ceux qui vont
 » à la confession un jour, qui promettent de
 » ne plus retomber dans leurs fautes et qui
 » reviennent quinze jours après avec les mêmes
 » histoires. Ah ! non, je n'accepterais pas
 » cela chez une cuisinière ; je ne vois pas
 » pourquoi je le ferais accepter à Dieu. Je
 » puis vous promettre de ne plus retomber
 » dans les duels, parce que je crois bien en
 » effet que maintenant c'est fini.

» — Eh ! bien, je m'en remets à un
 » homme tel que vous. Après cela, je vous
 » demande d'aimer Dieu par-dessus tout et
 » encore de renoncer à votre haine contre vos
 » adversaires.

» — Oh ! de haine contre mes adver-
 » saires, je n'en ai pas, et je n'en ai jamais
 » eu. Pour ce qui est de l'amour de Dieu,
 » je ne l'ai pas suffisamment. Tenez ! j'en
 » demande bien pardon à Dieu, mais j'aime
 » mieux ma sœur Jeanne que lui. »

Nul doute qu'intérieurement, à cette mi-

nute, le prêtre n'ait dit à cette âme si brave ce que le Polyeucte de Corneille s'écrie :

Elle a trop de vertu pour n'être pas chrétienne!

« Tout haut, il déclara :

» — Je vais dire le *Confiteor*, et vous le
» répétez après moi.

» — Je n'ai pas besoin que vous me le
» disiez. Comment l'aurais-je oublié ! Je l'ai
» si souvent récité à côté de ma mère et puis
» avec mes sœurs ! Je le sais.

» Et je le lui ai dit. Ce n'était pas celui
» qu'il connaissait. Mais, d'ailleurs, j'aime
» mieux le mien que le sien. »

Ainsi nous parla Déroulède. Et sans doute qu'alors il commença d'envisager la mort, non comme une dissolution de l'être, mais comme un changement de vie. Son horizon s'élargit. Un homme de science, qui revenait des portes de la mort, disait : « J'ai eu la perception de ce que doit être ce passage, et je n'éprouvais plus qu'une immense curiosité » Déroulède n'était pas un homme d'étude, un curieux, mais un homme d'action. Dès l'instant qu'une destinée nouvelle se proposait à son esprit, il se hâta de s'y préparer.

Vers le 7 ou le 8 janvier, il télégraphia à

M^{gr} Marbeau de lui apporter l'extrême-onction.

L'évêque vint à cinq heures du soir. Déroulède fit entrer toutes les personnes qui étaient là : son neveu, Marcel Habert, Pallez et puis les deux servantes. M^{lle} Déroulède était prosternée au pied du lit. L'évêque officiait seul. La cérémonie dura une demi-heure. Déroulède vit avec des yeux vaillants les onctions saintes le purifier selon les rites. Il récitait les formules, et répondait selon les règles de la liturgie, dont il s'était soigneusement renseigné.

Le lendemain, quand je le vis, il ne put me dire que peu de mots :

— L'évêque m'a conduit au point où il voulait me mener, par un chemin très sage, très habile. Il n'est pas orateur, vous comprenez, il n'a pas l'art oratoire, mais il m'a parlé très bien, avec un grand cœur et en père de l'Église.

Il s'arrêta pour respirer et reprit :

— Personne ne peut plus rien pour moi. Je me suis mis dans les mains de Dieu. Maintenant qu'il agisse, qu'il fasse comme il lui plaira.

Cependant, lui-même jugeait n'avoir pas assez fait. Je me suis converti, pensait-il ; je

l'ai bien délibéré et reconnu nécessaire. Mais jusqu'à cette heure, cette action a été de l'ordre privé, au fond de ma chambre, devant cinq ou six personnes. Ce n'est pas suffisant.

Déroulède a toujours transformé rapidement les mouvements de sa vie intérieure en pensées très claires et puis en actes, en gestes accessibles au public. Pas plus que ses aspirations ne sont demeurées dans les parties obscures de son être, il n'entend qu'elles demeurent derrière le mur de sa maison. Pour ce fils de Corneille, il faut que tout se passe avec l'aveu de la raison et au plein jour du public à qui un héros appartient.

L'extraordinaire homme a commencé par rendre compte à tous ses visiteurs de l'épanouissement religieux qui s'est produit dans son âme ; maintenant il se préoccupe de composer avec ces faits psychologiques un petit compartiment de plus dans cette image d'Épinal héroïque où il a découpé sa vie pour qu'elle serve d'exemple et d'enseignement populaire.

— Quand on racontera au peuple de Paris, disait-il, Déroulède a communiqué, le peuple répondra : Il était fatigué, dans le brouillard, il n'était plus égal à lui-même, il a fait cela pour faire plaisir à sa bigote de sœur.

Vous entendez l'accent spirituel et tendre qu'il mettait dans ce mot. Et il concluait :

— Je veux un acte qui montre bien ma volonté, mon effort.

On l'emmenait mourant à Nice. Il décida qu'avant d'être porté dans le train, il passerait à Notre-Dame entendre la messe :

— Je ne veux pas qu'il y ait du monde, dit-il, mais je veux que l'on sache que je suis venu.

Il fallut le prendre dans son lit, et le poser sur une civière qu'on descendit dans une voiture d'ambulance. En route pour Notre-Dame. Sa sœur croyait qu'on le porterait jusqu'à la chapelle de la Vierge, qui est tout au fond de la nef.

— On ne se fait pas porter, dit-il, dans la maison de Dieu.

Il exigea de descendre de sa civière et s'avança sur ses crosses. Mais il y a cent trente mètres. Et non pas à chaque trois pas, mais à chaque demi-pas, il suffoquait. Alors le prêtre, qui s'était porté à sa rencontre sur le parvis, lui disait, pour le secourir sans avoir l'air : « Monsieur Déroulède, saluez la Dame de la maison... Monsieur Déroulède, saluez Jeanne d'Arc. » Et l'on s'arrêtait successivement devant les statues.

Après un quart d'heure de cette marche, il arriva dans la chapelle où ce matin nous songerons à lui. Il entendit la messe et il communia. Mais il était à bout, un vrai moribond ; il fallut le porter sur sa civière. Vous pensez dans quel état nous le vîmes arriver à la gare de Lyon où je l'attendais.

Quand nous l'eûmes embrassé pour la dernière fois, et que le train fut hors de vue, je sortis de la gare avec celui de ses amis qui peut-être connaît le mieux ses pensées et ses arrière-pensées à la fois si spontanées et calculées.

— Déroulède, me dit Pallez, cherche comment il pourrait mourir dans un geste exemplaire. Il avait déjà compté finir à Champigny, et il s'en est fallu de bien peu, car je lui tenais la main tandis qu'il parlait à la foule, et je sentais son pouls qui s'en allait, s'en allait... Il a survécu. Alors je me suis dit : « Il va chercher quelque chose d'autre. » Il a trouvé cette idée de Notre-Dame. La mort, cette fois encore, n'a pas voulu de lui. Il trouvera... Savez-vous maintenant son idée ? Vous croyez qu'il va à Nice. Eh bien ! Nice, c'est une étape. Vous venez de le voir partir pour Rome...

Je m'excuse de mettre sous les yeux de

mes lecteurs cette série de faits sans en tirer toute l'âme qu'ils contiennent. Mais nous sommes à une époque où elle sera aisément dégagée par un public de héros.

XXV

NOUS SOMMES UNANIMES

1^{er} Février 1915.

Je me souviens du temps où j'écrivais en Alsace le *Service de l'Allemagne*, et parfois allais, au pied du mont Sainte-Odile, faire visite à Laugel, grand patriote et bel artiste. Les uns et les autres, alors, nous travaillions à la Revanche sans voir comment elle viendrait, pour obéir à l'honneur, en bons ouvriers qui accomplissent, sans y rien ménager, leur tâche. Or ce dimanche, sur la tombe de Déroulède, à la Celle-Saint-Cloud, Laugel, se rendant à l'invitation de la Ligue, vient de nous faire un discours plein d'âme où il a proclamé les honneurs que Strasbourg rendra au poète des *Chants du Soldat*, au prophète de la victoire, au premier mainteneur de la pensée alsacienne en France.

Après le patriote alsacien, notre confrère et ami Berthoulat, au nom de la presse française, a tracé un grand portrait de Déroulède avec des couleurs saisissantes et toutes les nuances de l'affection et du respect.

A mon tour, j'ai dit quelques paroles, que voici, pour préciser à mes amis le rôle actuel de la Ligue :

Patriotes et camarades liguenrs,

Il y a un an, Déroulède mourait, et Paris, d'un mouvement spontané, lui décernait des funérailles nationales.

Vous vous rappelez le respect et l'affection de tout un peuple derrière le cercueil de cet homme sans titre ni mandat.

Si le plus formidable orgueil qui ait jamais perdu un pays n'aveuglait pas les Allemands, ils auraient vu, ce jour-là, que sous nos discordes et nos diversités de partis subsistait toujours l'invincible unité française.

L'histoire dira que l'enterrement de Déroulède fut, à la veille de la grande guerre, la première heure de l'union sacrée et la mobilisation des cœurs.

Après un an, au jour anniversaire, nous refaisons le pèlerinage. Pèlerins patriotes, que voyez-vous d'inattendu sur cette tombe ? Quel

est ce mât dressé dans la terre où repose votre chef ? C'est un mât de victoire, un trophée de nos armes. C'est le poteau allemand qui marqua, durant quarante-quatre années, l'injuste frontière de l'Alsace. Nos soldats l'ont renversé pour jamais, et, par une inspiration saisissante du génie populaire, les ligueurs l'ont traîné jusqu'ici et planté à la droite du grand patriote, pour qu'il soit la récompense et la confirmation de celui qui donna toujours, contre vents et marées, des leçons d'espérance.

La barrière est tombée. Mais Déroulède n'est pas entré dans la terre promise. Il est mort au seuil de la reconquête. C'est le destin des prophètes que leurs yeux se ferment et que leur cœur se brise aussitôt que leur mission est terminée, sans qu'il leur soit permis de jouir des gloires qu'ils ont préparées dans l'effort et la douleur.

O Destin, il fallait nous laisser Déroulède, une année encore ! En dépit de ce premier signe de victoire que ses amis lui consacrent, cette guerre sera longue et dure. L'issue n'en est pas douteuse ; le monde entier, dès maintenant, certifie le succès de la France, mais, au cours de l'épreuve, Déroulède, avec son incomparable rayonnement d'âme, eût ajouté à nos forces matérielles une grande force morale.

Eh bien ! liqueurs, nous devons nous efforcer que celui dont nous gardons la tradition ne soit pas mort. Soyons son prolongement et son immortalité ! Que son esprit vive et agisse par nous ! Travaillons, comme il eût fait, à stimuler les énergies, à modérer les impatiences, à mettre au pas de l'armée le plus faible même des non-combattants.

Appelons les civils à servir les soldats. Aidons la fraternité française à procurer, avec l'activité la plus variée et la plus ingénieuse, un peu de bien-être à nos défenseurs dans les tranchées ; groupons les hommes de science, les savants et les industriels, toutes les bonnes volontés, afin d'assurer l'avenir des invalides de la guerre, des veuves et des orphelins ; obtenons des pouvoirs publics qu'ils désignent à notre respect, par de plus nombreuses récompenses, la valeur et le courage de nos héroïques soldats. Voilà des œuvres de liqueurs. Mais surtout, ne perdons pas de vue l'âme même de la situation. Notre principal rôle doit être, à chaque heure, que nous servions de lien et de chaîne parmi les non-combattants, et que nous allions partout en répétant le grand mot d'ordre national que nous a donné le Président de la République : « Pour que la paix ne soit pas illusoire et trompeuse, il faut qu'elle soit

garantie par la réparation intégrale des droits violés et prémunie contre les attentats futurs » ; — que nous a donné le Président du Conseil : « Il n'y a, pour l'heure, qu'une politique : le combat sans merci jusqu'à la libération définitive de l'Europe, gagée par une paix pleinement victorieuse » ; — et que nous donne chacune des familles de France en deuil : « Ce serait inacceptable que nos êtres chers fussent tombés pour rien ; nos sacrifices sanglants exigent le brisement de l'Empire et la revanche de la France ! »

Réparation du passé et garantie de l'avenir, c'est le programme aujourd'hui de la Ligue.

Ainsi résolu à tenir jusqu'au bout, tant qu'il faudra, nous nous rangeons, pleins de confiance et dans un esprit absolu d'union, derrière le généralissime, derrière le vainqueur de la Marne et des Flandres, qui sait, selon les heures, prolonger la défensive ou précipiter l'offensive.

Patriotes, avant de nous disperser, devant cette tombe de notre chef, envoyons nos amitiés fraternelles aux ligueurs qui se battent ; saluons, têtes nues, tous les morts pour la patrie, et acclamons les armées de la France.

J'avais de bien belles lettres de Marcel Habert sur moi. J'ai craint de donner la

parole sans son aveu à un soldat discipliné, tel que notre délégué général. Mais je saurai faire passer dans mes articles sa pensée, ainsi que celle de Tournade et de tous nos camarades du Comité directeur qui se battent sur le front. Nul mieux que ces vaillants ne peut guider notre bonne volonté.

Qu'ils sachent, eux, les nobles absents, que dans les deux solennités de la commémoration de notre chef, samedi et dimanche, alors que nous étions réunis autour de mademoiselle Jeanne, les choses se développèrent avec le plus beau caractère de grandeur et de vérité. C'est M^{gr} Herscher, patriote alsacien et évêque français, qui a prononcé l'éloge de Déroulède à Notre-Dame. Il nous a bien émus en nous racontant qu'à Colmar, son professeur au collège ne craignait pas d'apporter les *Chants du Soldat* en classe et, tous les enfants ayant pris l'engagement de n'en rien dire, leur en donnait indéfiniment la lecture. O formation émouvante ! Pure gloire de Déroulède.

C'est une grande satisfaction pour nous d'avoir si bien réussi la commémoration de notre chef. Il nous a appris, lui-même, à comprendre la portée, je veux dire la beauté et l'utilité de ces cérémonies. On y jette à pleine main la bonne semence.

Je me rappelle comme une chose très profitable — et je veux vous les communiquer — les petites formules, les aphorismes que Déroulède avait et où il résumait son expérience de la vie. Il disait : « *Age quod agis* », fais ce que tu fais, et quand il avait entrepris un acte, quel qu'il fût, il en surveillait minutieusement tous les détails, sans s'en remettre à personne et sans plaindre aucun effort. C'est en cela qu'il était un artiste de l'action. Il disait encore : « Trois vagues bonnes, une vague mauvaise », et ne se laissait pas influencer, démoraliser par les échecs et les difficultés.

En rentrant de la Celle-Saint-Cloud, j'ai trouvé chez moi une délégation d'enfants ! Ils me laissaient une adresse :

En ce jour anniversaire de la mort de M. Paul Déroulède, permettez à des petits Français de douze ans... La guerre donne à notre âme un élan de patriotisme... Nos voix d'enfants crient aux héros qui meurent pour la patrie : « Vous êtes nos modèles... Daignez voir en nous les bonnes petites graines de la France nouvelle, futurs adhérents de la Ligue des patriotes... »

Tout cela est bien émouvant. Une telle nation est sûre de vaincre, parce qu'elle le mérite. J'ai rencontré, il y a quelques jours

Camille Pelletan, qui m'a dit : « C'est aussi beau que l'élan de 93, plus beau, car, cette fois, nous sommes unanimes. »

XXVI

COMMENT FAIRE NOTRE PROPAGANDE EN ESPAGNE

2 Février 1915.

Je suis de ceux qui ne prennent pas leur parti de voir la noble Espagne méconnaître le rôle généreux de la France. Quoi ! des Espagnols font des vœux pour le succès des hordes germaniques ! Ils seraient attristés de notre éclatante victoire de la Marne qui sauva la civilisation latine ! Comment la chevaleresque nation peut-elle imaginer qu'elle trouverait de l'air à respirer dans une Europe où dominerait, en toute libre brutalité, l'orgueilleuse Germanie ? Espagnols, hâtez-vous de comprendre que c'est aujourd'hui un épisode de l'éternelle lutte entre le Nord et le Midi, et que Guillaume II, comme Luther, comme Arminius, prétend régénérer le monde latin, et, soldat de Dieu, piétiner, anéantir « l'immoralité des fils de la civilisation romaine » :

Français, sûrs de la victoire, nous ne demandons rien à l'Espagne, sinon qu'elle voie clair et ne soit pas injuste envers nous et envers elle-même. Nous avons besoin qu'elle connaisse l'immense service que notre héroïque jeunesse, soulevée par l'esprit cornélien, rend à des principes spirituels qui animent nos deux nations. Il s'agit de bien autre chose encore que d'intérêts matériels dans cette lutte formidable ! Le sang de la France est versé pour que survive une certaine âme dont participe l'Espagne. Comment celle-ci refuse-t-elle de voir l'ampleur de la lutte et ses conséquences ? Comment ses vœux injustes nous desserviraient-ils plus longtemps ?

Là-dessus, j'ai reçu plusieurs lettres. L'une d'elles me vient de M. Mérimée, professeur de l'Université de Toulouse, directeur de l'Institut Français en Espagne, et, en cette qualité, chargé de nous faire aimer nos voisins et de nous faire aimer par eux. Personne n'est plus intéressant que l'éminent professeur à entendre sur ce sujet. Nous allons l'écouter tout yeux, tout oreilles...

Mais, d'abord, que je vous prévienne : sa lettre que, faute de place, à mon vif regret, je ne puis pas donner tout entière, est un peu

dure et quelques lecteurs pourraient s'en blesser. Ils auraient bien tort. M. Mérimée est un homme sincère et de haute valeur, qui va clairement au bout de sa pensée :

....le mot France est synonyme d'impiété, d'immoralité, de démagogie, d'anarchie. Au contraire, l'Allemagne représente, à leurs yeux, l'ordre moral (O singulière ironie des mots après le rapport de la Commission d'enquête !), le principe d'autorité, la pureté des mœurs familiales, la piété religieuse. *Saben pelear y saben rezar* (ils savent se battre et ils savent prier), tel était le titre d'un article de *El Debate*, affiché en pleine rue d'Alcala, en face de l'église des *Comendadoras* de Calatrava. Ils s'imaginent le soldat teuton sanctifiant les longues heures de la tranchée par la récitation du rosaire ; les béates assurent tout bas que le Kaiser (ce même Kaiser qui, dans une lettre à une parente convertie, jurait, tout comme Voltaire, d'écraser le catholicisme) est, au fond, un pur catholique.

Par contre, nous pouvons ranger au nombre de nos amis à peu près tous les libéraux, une bonne partie des « intellectuels », des écrivains, des artistes, et le... Mais ne touchons pas aux personnes protégées par la Constitution, et rappelons-nous le titre du chef-d'œuvre classique de Rojas Zorrilla : *Del Rey abajo, ninguno*.

Telle est notre situation dans le monde des idées, et dans les milieux intellectuels d'Espagne. Comment l'éminent professeur pense-t-il qu'on y peut remédier ?

Il souhaite que « notre inconcevable indolence, notre mutisme obstiné », faisant place

à quelque activité, se décident à répondre à « l'inlassable propagande allemande ».

C'est très bien. Et quelle propagande nous conseille-t-il ? Ici la pensée essentielle de M. Mérimée se dégage. Aussi bien la voyait-on venir d'étape en étape.

Peut-être, dit-il, arriverons-nous, à la longue, à dissiper des préjugés ici et là-bas. Mais nous voulons accomplir notre œuvre en honnêtes gens, sans rien dissimuler de nos idées, de notre foi démocratique, de nos aspirations vers le progrès, sans chercher, d'autre part, à capter les bienveillances par des flatteries, des hyperboles vides, fleuries d'épithètes aussi banales que suspectes. Connaissons-nous bien mutuellement, afin que nous nous prenions tels que nous sommes si nous devons nous prendre. Autrement, non ! Il n'y a, au fond, qu'une propagande qui vaille : la vérité, le respect d'autrui, la justice. C'est aussi la seule qui demeure. Présomption aussi bien que flagornerie ne durent qu'un jour.

Holà ! monsieur Mérimée, j'aime ce ton d'honnête homme, où transparaissent les sentiments privés et les opinions politiques, mais n'est-il pas un peu rude s'il s'agit de diplomatie et de faire des amis à la France ?

Evidemment, nous avons affaire avec M. Mérimée à un radical. C'est bien son droit, et je ne lui fais là-dessus aucune querelle, d'autant que dans l'espèce, lui, moi, et tous les gens raisonnables, nous sommes d'ac-

cord pour nous ébahir et nous indigner devant des catholiques invoquant leur religion afin de donner leurs sympathies à l'Allemagne.

Leur conduite me semble insensée. Mais enfin, il s'agit de les persuader, et, pour y réussir, puisqu'ils sont catholiques, plutôt que leur prêcher le radicalisme français, je voudrais leur réciter un petit poème de Gœthe :

« C'est la gloire des hommes de la Germanie, chante le grand poète allemand, d'avoir haï le christianisme jusqu'au temps où les braves Saxons succombèrent sous l'épée fatale du seigneur Charles. Ils luttèrent assez longtemps, mais enfin ils furent domptés par la prêtraille, et ils se courbèrent sous le joug ; mais ils remuèrent toujours de temps en temps. Ils n'étaient que dans un demi-sommeil quand Luther traduisit si bien la Bible en allemand... »

Et si les poésies de Gœthe ne persuadent pas nos Espagnols de la pensée anticatholique de l'Allemagne, eh bien ! il faut mettre sous leurs yeux le procès-verbal des martyres infligés, avec les plus odieux raffinements par les bandes d'outre-Rhin, aux prêtres de Belgique et de France.

Je me sépare tout à fait de M. Mérimée

sur la méthode à employer pour gagner et éclairer nos voisins. Si je le comprends, il voudrait étaler devant eux les idées radicales, et leur dire : « Pas d'équivoque. Sommes-nous d'accord ? Embrassons-nous. Autrement, allez au diable ! allez à l'Allemagne ! » Comme il y va, l'éminent professeur !

Un de mes correspondants d'Espagne m'envoie une note que je crois très sage :

Beaucoup de catholiques espagnols, m'écrit-il, ont de l'hostilité contre le Gouvernement français à cause de sa politique antireligieuse, mais au fond aiment la France, sa langue, ses mœurs, sa civilisation, son génie. La preuve, c'est l'empressement qu'ils ont mis à confier l'éducation de leurs enfants à ces religieux dont le Gouvernement français ne voulait pas. Une autre preuve, c'est le renversement d'opinions qui se produit depuis que la guerre a montré une France plus unie, où le sectarisme se tait. Tel journal, germanophile au mois d'août, ne cache pas aujourd'hui ses sympathies pour votre pays !

Voilà qui va bien. En Espagne, on aime surtout la France catholique ? Y voyez-vous un inconvénient ? Ailleurs, c'est la France des Encyclopédistes qui prendra la parole. Laissons notre chère patrie, au génie multiforme, montrer à chaque nation celui de ses visages qui saura plaire et persuader.

Je n'ai pas eu le plaisir, cher monsieur Mérimée, de vous visiter dans votre Institut

de Madrid. Mais je suis entré dans l'École d'Athènes et j'ai un peu vécu à la Villa Médicis. Les directeurs de ces célèbres maisons faisaient fonction de diplomates, et c'est aussi votre rôle. Vous autres, ambassadeurs de l'esprit français à l'étranger, vous n'avez pas la liberté, ce me semble, de définir votre propre esprit, mais vous oubliant avec générosité, vous devez faire valoir toutes nos grandeurs spirituelles. Cette méthode, que je crois excellente partout, s'impose dans une période où le salut public crée entre nous l'union sacrée. Il s'agit de jeter le plus large filet et de ramasser toutes les espèces d'Espagnols. A ceux qui aiment la Révolution, je dirai : « Elle bouillonne toujours chez nous ». A ceux qu'elle scandalise, je dirai : « Nous avons l'antidote et l'*Action Française* continue Joseph de Maistre et Bonald ». Et ce n'est pas mensonge, ce n'est même pas habileté, c'est vérité toute pure.

On déforme la France si l'on prétend la définir par les idées d'un parti politique ; elle les contient tous et les harmonise. Nos radicaux les plus sectaires sortent du séminaire, et leurs filles entrent au couvent. Un antimilitariste a toujours quelque frère officier de carrière. Les grands-parents de ceux qui

prient le 21 janvier dans la chapelle expiatoire peuvent bien avoir voté la mort du Roi. S'il y a deux Frances, sûrement leurs deux personnels, de génération en génération, sont interchangeable. Alors c'est inutile d'obliger les Espagnols à adopter l'un de nos partis, ou même à nous considérer sous l'aspect politique. Donnons-leur des raisons plus générales et moins irritantes. Évitions de les conduire sur le terrain de nos querelles. Allons à ces profondeurs où nos divisions disparaissent, où nous retrouvons notre unité spirituelle.

Qu'ils voient notre union d'aujourd'hui et ce qu'elle a de vérité éternelle. C'est là qu'ils trouveront aisément de belles et solides raisons d'être nos alliés moraux.

J'en prends à témoin une lettre superbe que j'ai reçue de Miguel de Unamuno, l'ancien recteur de l'Université de Salamanque. Elle est trop longue, trop importante pour que je vous la donne aujourd'hui. Mais je vais vous la faire lire bientôt, et vous comprendrez que les grands esprits de l'Espagne nous aiment pour des qualités qui sont communes à tous nos partis. Quant à ces catholiques mal renseignés qui prennent le Kaiser et ses bandes pour de saintes gens venant

venger les offenses du ciel, donnons-leur à méditer une brochure de M. Auguste Melot, intitulée *le Martyre du Clergé belge*.

C'est édité chez Bloud et cela coûte 60 centimes. M. Melot est député de Namur. Il a été chargé par le Gouvernement belge d'une mission auprès du Saint-Siège, et ce sont les faits qu'il a signalés à Benoît XV qu'il nous relate et que je voudrais que les prêtres espagnols connussent. Qu'ils sachent les effroyables tourments germaniques infligés à leurs confrères belges et français, et, croyez-moi, cher monsieur Mérimée, ils donneront l'absolution à la Libre-Pensée française, sans qu'il soit utile qu'on les presse d'y donner leur adhésion.

XXVII

LA CROIX DE GUERRE (1)

3 Février 1915.

L'aurons-nous, cette récompense du courage et de la valeur militaires ?

C'est la question que de tous côtés on me pose.

(1) Sur cette question de la Croix de Guerre, voir au tome II : *Les Saints de la France*, les chapitres *Une Médaille de bronze pour les braves* (page 144) et *Valeur et Courage militaire* (page 215).

Oui, nous l'aurons, et peut-être dès demain jeudi.

J'ai pensé qu'il serait très bien que l'initiative de cette proposition fût prise au Parlement par l'ensemble des députés soldats, afin qu'ils offrent ce cadeau, comme un objet de leur industrie, à leurs compagnons d'armes. « Voici le travail de nos mains, un fruit de notre verger. Acceptez, camarades, ce souvenir que l'on a, tous, de grand cœur, fabriqué pour vous, en nous chargeant de vous l'apporter... »

C'est dans cet esprit que j'ai demandé à notre ami Bonnefous, député de Versailles, dans le siège de Gauthier de Clagny, et qui est officier, prenant part à la guerre, de recueillir les signatures de nos collègues mobilisés.

Le rapport, c'est le commandant Driant qui s'en charge. Il a écrit une fort belle page à laquelle son nom, sa vaillance, son expérience, son rôle de combattant aux premières lignes donnent une autorité irrésistible. La commission de l'armée s'est rangée à son avis à l'unanimité.

Reste à la Chambre de voter.

Ce que l'on a pu, au premier moment, rencontrer de difficultés venait de personnes

qui ne tiennent pas compte des forces morales. Il y a de ces personnes. Elles ne nient pas expressément les forces morales, mais elles n'ont pas eu l'occasion de les rencontrer sur leur chemin et d'en éprouver intimement la souveraine puissance. Leur indifférence un peu morne a dû céder au désir des chefs et des soldats qui n'ont pas cessé de me conseiller et de m'approuver. La Chambre peut en croire un Driant qui me dit : « Sij'ai adopté avec tant de joie l'idée de votre médaille, c'est parce qu'elle fournirait à nos chefs un incomparable levier pour donner à nouveau l'élan... »

Il y a pourtant autour de cette croix de guerre un remuement de réflexions, une discussion qu'il faut que j'expose aux intéressés.

Vous savez que nous sommes arrivés à concevoir cette décoration nouvelle comme le signe extérieur des mises à l'ordre du jour. Et vous connaissez le texte soumis à la Chambre :

Il a été créé une croix, dite croix de guerre, destinée à commémorer les citations individuelles des officiers, caporaux et soldats des armées de terre et de mer, à l'ordre de l'armée, des corps d'armée ou des divisions.

C'est sur les derniers mots que roule notre débat. Je vous le mets en dialogue :

— Voyons, Barrès, me dit un contradicteur dont je fais grand cas, vous désirez vraiment que la médaille soit accordée aux citations à l'ordre de l'armée, du corps d'armée ou de la division ? Il y en aura un trop grand nombre. A l'ordre de l'armée suffirait amplement. Le général commandant l'armée retient les citations les plus méritoires. C'est à elles qu'il faut réserver la nouvelle croix. Aussi bien, ne sont-elles pas les seules insérées à l'*Officiel* et publiées par les journaux ? Leur nombre est limité. Les autres sont innombrables.

— Eh ! nos héros sont eux-mêmes innombrables !

— Faites attention ! continue mon aimable contradicteur. Tout chef d'unité peut citer un de ses subordonnés à l'ordre de l'unité qu'il commande : le général commandant une armée, à l'ordre de l'armée ; le colonel, à l'ordre du régiment ; le commandant, à l'ordre du bataillon ; le capitaine, à l'ordre de la compagnie. C'est toujours honorable. Mais toutes ces citations, qui sont des encouragements, peuvent-elles être tenues comme suffisamment officielles pour mériter une décoration ?

Et moi, je réponds :

— Si vous réservez étroitement cette croix aux combattants mis à l'ordre du jour de l'armée, ce sera une élite, une élite infime qui parviendra à l'avoir. Le soldat sentira que c'est trop haut, et n'essaiera pas d'atteindre une pareille distinction. Seuls, les tués pourront se le permettre. J'estime qu'il faudrait aller jusqu'à la division incluse. Mon point de vue, ce serait de donner ce pouvoir au plus haut grade de l'armée, au divisionnaire. Qu'il soit commandant d'armée ou de division, il a les trois étoiles qui marquent le sommet... En tout cas, j'espère bien qu'on nous accordera que la citation à l'ordre du corps d'armée vaut une médaille. Le corps d'armée, c'est l'unité par excellence en temps de guerre, comme en temps de paix.

Le raisonnement de ceux qui me contredisent, et que je prends en grande considération, c'est qu'il faut que je craigne de déprécier la *croix de guerre* dès son apparition. Je crains surtout qu'il ne reste encore beaucoup d'admirables gens non récompensés. Tenez, voici un de ces billets mal lisibles, comme nous en recevons tous, qu'un ami inconnu m'a crayonné au fond de la tranchée :

Le petit privilège dont vous réclamez pour nous le bénéfice nous ferait un immense plaisir, Je vous envoie les vœux d'une compagnie qui est en première ligne depuis cinq mois, et qui vient, en vingt jours, de prendre trois fois du terrain aux Allemands. Vous dirai-je, après tant d'autres, l'héroïsme de nos hommes? Après quinze jours de tranchées, les miens sont couverts de boue, mais veillent, le doigt sur la détente, à 40 mètres de l'Allemand. Eh bien ! votre décoration ne serait accordée qu'à l'un d'entre eux. Vous voyez qu'elle ne serait pas trop répandue.

Oui, le danger n'est pas que nous récompensions des non-méritants, mais bien plutôt que nous laissions encore dans l'ombre des hommes admirables. Notre armée représente un des sommets de notre histoire : il y a dans ce moment plus de héros parmi les Français qu'à aucune autre époque, et nous resterons toujours impuissants à enregistrer et consacrer les milliers de hauts faits accomplis chaque jour. Combien de héros et de blessés de la Marne qui n'ont pas été cités à l'ordre du jour, parce que le plus grand nombre des chefs étaient tombés ! Et, à côté de ces chefs que la mort empêche de faire leurs propositions, il y a ceux qui systématiquement se l'interdisent par je ne sais quelle austère abnégation, un peu cruelle pour les hommes. Certaines unités ont des commandants désireux de signaler perpétuellement les mérites ;

d'autres, par contre, seront victimes du silence désintéressé, fort noble, j'en conviens, de celui qui, seul, peut être leur porte-parole.

Ah ! ne craignons pas, au cours de cette guerre terrible, de courir le risque d'aimer et de favoriser excessivement nos défenseurs. Il ne nous arrivera que trop de laisser sans témoignage des faits d'armes merveilleux. Donnons largement aux chefs le moyen de reconnaître et de stimuler le mérite et la valeur. Votons l'instrument de guerre que l'armée nous demande. Travaillons à cultiver, à maintenir, à élever sans cesse le moral. Employons les forces immatérielles et mystérieuses.

Notre admiration, notre amitié, notre reconnaissance unanimes sont de grands trésors, des foyers d'où rayonne une force. Il faut la distribuer sur l'armée. Nous savons le secret pour aller aux âmes françaises, pour les soulever et leur faire produire toute leur vertu. Donnons à nos chefs un moyen si facile de rendre nos soldats plus forts et plus joyeux dans la misère des tranchées. Il faut que celui qui se dévoue pour la patrie reçoive d'elle un signe et que la France lui dise : « Je te voyais dans ton sacrifice. »

P. S. — Tout officier évacué de l'avant

devrait être traité gratuitement dans les hôpitaux où il passe, C'est le bon sens. Et pourtant l'État réclame un paiement des officiers tombés malades, face à l'ennemi.

Cela s'explique pour le temps de paix, alors que l'officier peut se faire soigner chez lui, et n'entre à l'hôpital que de son plein gré. Cela ne s'explique pas en temps de guerre, où l'officier est dirigé par ordre sur un hôpital.

Mais il y a plus. C'est 5 fr. 50 que l'État réclame aux officiers supérieurs, 4 fr. 50 aux capitaines, 3 fr. 50 aux lieutenants par journée de maladie. Ces remboursements équivalent aux prix que l'État paye lui-même aux hôpitaux en temps de paix. Mais, en temps de guerre, il ne paie qu'un franc par jour. Comment exige-t-il de ses officiers un remboursement supérieur à la dépense qu'il supporte?

XXVIII

LA PATIENCE DES » POILUS »

4 Février 1915.

Connaissez-vous la joie de voir clair ? C'est une des plus grandes que la vie nous donne. O lumière qui chasse les erreurs ! Et,

loin de s'épuiser, cette joie augmente à mesure que nous l'éprouvons. Voir clair, c'est parfois, dit-on, aller au désabusement. Mais s'il arrive que notre regard, longuement maintenu sur un objet, permet aux sentiments d'admiration de s'éveiller en nous, alors quel plaisir ! Aimer ce qui est posé en pleine lumière, c'est parfait.

En conséquence, évitons de nous laisser raconter un tas de calembredaines sur nos soldats dans les tranchées. C'est tels qu'ils sont, dans leur réalité toute grave, enveloppés de grandes couleurs sévères, qu'ils éveilleront plus complètement notre affection et notre respect.

Une guerre toute nouvelle se déroule, à cette heure, sur les longues lignes du front. Sans doute, nos soldats ont hérité les âmes de leurs aïeux. Un Déroulède, c'est un Bayard ; un Joffre reproduit quelques-uns des traits de Catinat et de Drouot, et nos jeunes recrues ? Vous avez tous lu dans leurs lettres des mots joyeux, brillants, fringants, comme en avaient Lasalle et les autres. Mais tout de même les conditions actuelles de cette guerre sont si particulières que nos soldats y prennent un caractère tout neuf, je crois, dans notre histoire.

Je souffre, quand je lis des épisodes du

front, dramatisés à plaisir dans certains récits. Le romanesque, en ce moment, ce serait le poilu dans sa tranchée. Eh bien ! j'y suis allé voir. Nos soldats étaient là tout roides, à cause de leurs nombreux vêtements épais et de la boue séchée qui les enveloppait d'une sorte de carapace. C'était un jour de pluie. Quelques-uns avaient sur le dos des sacs vides en grosse toile ; d'autres s'abritaient sous des morceaux de tôle plissée, appuyés aux deux parois de terre. Cette vie de lutte faisait briller leurs yeux dans leurs visages broussailleux, en laissant sur tout leur être une vague expression de sommeil. Ils m'écoutaient avec la charmante politesse naturelle des paysans et avec un bon sourire. Ils comprenaient bien mon amitié et moi je voyais avec émotion quelque chose que je me surprends à nommer leur sainteté. Le poilu dans sa tranchée, c'est un paysan déguisé en guerrier, qui songe aux gens et aux choses de chez lui, qui n'a pas du tout le désir de manger tout crus le cœur et le foie du Boche, et qui tient toujours, pieds gelés et mains engourdies, et qui sent bien « qu'on finira par les avoir ».

Ces admirables survivants des premières hécatombes, qui tiennent avec une si magnifique endurance dans la boue des tranchées, sous

la pluie incessante des balles et des obus, savent pratiquer la vertu de patience avec une fermeté qu'on n'attendait pas de notre armée, et qui semble se rattacher aux qualités paysannes de notre race. Ils savent ou ils sentent que cette guerre est une guerre d'usure, qui se terminera au profit de celui des deux adversaires qui aura le mieux économisé et réservé ses forces. Ils ont appris que celui qui attaque imprudemment et sans préparation suffisante « le front inviolable » se brise contre une résistance meurtrière, hérissée d'obstacles presque insurmontables. Ils l'ont appris à leurs dépens et, Dieu merci ! aux dépens des masses allemandes qui sont venues se briser contre nos défenses. Ils calculent que le temps travaille pour la cause des alliés.

Déjà, ce délai nous a permis de réparer des insuffisances de préparation matérielle. En outre, il nous a donné les occasions et le loisir de prendre sur l'Allemand une supériorité morale énorme.

Cette supériorité naquit à la bataille de la Marne, lorsque, dans un combat de manœuvre, c'est-à-dire dans les conditions les plus opposées au combat de tranchées, nous avons fait ployer sous notre choc et sous notre effort leurs masses, qui pourtant possédaient l'avan-

tage du nombre. Et puis, cette supériorité, nous n'avons pas cessé lentement de l'affirmer et de l'accroître dans les combats d'artillerie et les actions de détail, depuis que nous avons du 105 et des obus à grande capacité d'explosifs pour le 120.

Le poilu sait tout cela ; il le sait de la meilleure science, par son expérience quotidienne ; il le constate dans l'horizon qu'il embrasse depuis sa tranchée, et par une suite de faits qui composent sa vie périlleuse. De là son refrain, « qu'on finira par les avoir ».

On les aura, surtout si les civils tiennent bon.

Et comment devons-nous tenir ? Qu'est-ce que cette patience que l'on nous demande ?

On nous demande de ne pas nous impatienter. On nous demande, à nous, familles, à nous, commerçants et industriels, à nous, politiques, de ne pas peser sur les événements par des larmes, par des plaintes, par des critiques. Ces soldats prodigieux d'endurance, ces chefs qui, tous, ont fait leur sacrifice, ne redoutent qu'une chose, c'est que l'impatience de leurs amis et de leurs familles ne les presse de procéder à une offensive prématurée, par des attaques mal préparées.

Il suffit, camarades ! Nous voilà prévenus.

Nous prendrons modèle sur votre constance, mérite bien pâle chez nous, et chez vous éclatant comme la pourpre de votre sang répandu. Jusqu'au bout, nous demeurerons ce que nous sommes depuis six mois : une nation rassemblée derrière le généralissime, et tout animée par un esprit qui, hier encore, éclatait dans cette phrase que me rapporte un ami :

« Je quitte, m'écrivit-il, Mme X... et sa fille ; le fils vient de tomber au champ d'honneur. A la terrible nouvelle, la mère a dit à sa fille : « Taisons-nous, cachons notre peine le plus possible, afin de ne pas semer la tristesse autour de nous, car il y aura encore beaucoup de morts. »

Cela est bien beau. Et même, ce mot « tristesse », parce qu'il se tient dans l'ordre du sentiment, et qu'il donne ainsi la mesure de celle qui le prononça, est, dans sa maigreur, profondément émouvant. Saintes femmes, ce n'est pas seulement la tristesse que d'instinct vous voulez éviter de répandre autour de vous, c'est la raison publique que vous voulez protéger, prémunir contre la plus juste sensibilité. Vous discernez que si nous nous laissions amollir, la France, corps et âmes, serait jetée à terre, martyrisée, anéantie, et le sang des héros aurait coulé pour rien. Nous trahirions

nos morts. Il faut vaincre. Et déjà la victoire complète est visible au bout de notre patience.

Peut-être n'a-t-on pas marqué avec une suffisante vigueur le véritable caractère de cette guerre de tranchées où l'armée allemande s'est réfugiée, quand, poursuivie par nous, elle a repassé l'Aisne. Une telle décision est un aveu d'impuissance et de faiblesse, ou plutôt d'affaiblissement. Les tranchées, en effet, permettent à une armée de garder, d'une façon sûre, un front donné, avec un effectif égal au tiers de celui que nécessiterait la simple occupation sans tranchées. Il faut en moyenne un homme tous les deux mètres pour garder des tranchées, tandis qu'une ligne de bataille exige une densité moyenne de trois hommes par deux mètres... (ce qui ne signifie pas, bien entendu, que les hommes soient alignés dans cette formation de conception simpliste).

Les tranchées sont un expédient de génie qui permet aux Allemands de tenir tête, de la mer du Nord à la Suisse, et de Kœnigsberg à la frontière de Roumanie, aux Russes, aux Anglais et aux Français alliés. Mais les expédients sont, par essence, précaires.

Nous crèverons la ligne ennemie, quand le vainqueur de la Marne le décidera. Et là-dessus je reviendrai, je vous donnerai quelques-

unes des idées que connaissent tous nos soldats et qui réconfortent leur patience. Aujourd'hui, je voulais seulement vous répéter ce sur quoi nous sommes, n'est-ce pas, unanimement d'accord : que toute impatience serait, de notre part, la pire des fautes. Elle servirait les Allemands. Elle aurait pour résultat de mettre en péril la vie des soldats dans des opérations imprudentes, et de compromettre le succès final en voulant le cueillir trop vite.

Que tous ceux qui sont à l'arrière se le disent et le disent autour d'eux ; en manifestant et même en éprouvant de l'impatience, ils iraient contre la volonté des patients « poilus » qui, dans les tranchées, veulent et savent attendre pour être les maîtres de l'heure.

XXIX

L'IMPATIENCE DES BOCHES

5 Février 1915.

Hier, nous parlions de la « patience des Poilus ». Observons aujourd'hui l'impatience des Boches. Cette patience et cette impatience doivent également nous réjouir.

Sur terre, sur mer et dans les airs, depuis quelques semaines, les Allemands multiplient leur effort. Ils cherchent à tout prix un succès décisif et d'ailleurs ne l'obtiennent pas. Ils font rage, brisent leurs forces bien plus que les nôtres. Leur courage est grand, leur outillage merveilleux, leur incohérence plus grande et plus merveilleuse encore. Elle n'est égalée que par leur audace à mentir. Quelle colossale fanfare ils ont sonnée à propos de deux avantages, sans lendemain, qu'ils ont obtenus en gâchant le sang de leurs hommes, à Soissons et dans l'Argonne! Quel silence ils gardent sur les échecs que partout ailleurs, et sur ces points même, dès le lendemain, ils ont essuyés!

Ces vains mensonges et cette agitation leur nuisent immensément auprès des neutres. Chacun se demande la cause de cette fébrilité que le colosse traduit par ses vanteries et ses incohérences tactiques.

Pourquoi cette fièvre exaspérée, si frappante en regard de notre calme solide?

A cette question, nous sommes en mesure de répondre d'après des rapports certains. Les Allemands doivent se hâter, parce que le temps leur manque. Ils savent qu'ils ne peuvent pas durer. Ils avaient toujours prévu que

c'était pour eux une question de vie ou de mort de vaincre rapidement, et telle était leur orgueilleuse confiance dans cette rapide victoire qu'ils en proclamaient tout haut l'absolue nécessité. Mais voici que six mois de guerre ont passé, et avec une irritation qui tournera au désespoir, ils constatent que leur ravitaillement de nourriture et de munitions est compromis.

Je n'avance rien qu'en m'appuyant sur des faits officiels publiés par leur presse et qui présentent l'Allemagne comme une vaste place assiégée.

On y rationne le pain dans des conditions qui tendent presque à rappeler notre siège de Paris. Chaque personne est restreinte à deux kilos de pain par semaine, et non plus même de pain KK, comme ils disent, mais d'une composition où le blé n'entre que dans une proportion très inférieure à la normale. Le prix de la bière va être augmenté. On se préoccupe de fixer un prix maximum pour la viande et d'en réglementer la consommation. Il est question d'abattre tous les porcs, véhémentement accusés d'exiger, chacun, douze kilos de seigle par mois, tandis qu'un loyal Teuton se contente de neuf kilos. Encore un peu, l'Allemagne connaîtra les longues files

de ménagères faisant la queue à la porte des fournisseurs avec des bons de réquisition.

Dans quel délai, me dit-on, verrons-nous, ainsi transportées chez nos ennemis, ces images de Paris en 1870 ? Je ne prendrai pas sur moi de vous affirmer, ce que nous disent certains rapports, que cette crise totale de l'alimentation va se produire dans un mois. Mais, dès maintenant, il y a gêne, et les plus graves difficultés paraissent sur leur horizon, car leurs greniers ne sont pas approvisionnés de manière à attendre la prochaine récolte.

De la nourriture, si nous passons aux munitions, c'est la même difficulté. Les armements nouveaux de tous les belligérants consomment beaucoup plus qu'aucun état-major n'avait prévu. Nous, du moins, nous disposons de la liberté des mers. Et non seulement nous avons maintenu notre matériel et nos munitions, mais, en partie, depuis six mois, nous les avons créés. Au contraire, la gêne de nos ennemis grandit. Ils possèdent des usines formidables et, en dehors de Krupp, ils ont su organiser de nombreux ateliers. C'est entendu. Mais ils manquent de certaines substances indispensables à la guerre, que leur pays ne produit pas. Pour se procurer du cuivre, ils commencent à

faire démonter les fils électriques ou téléphoniques ; ils ont rempli les trains avec toute la chaudronnerie de la Belgique. Ces expédients, qui ne les mèneront pas loin, prouvent que notre blocus devient surabondamment angoissant pour eux.

De tout cela, mon cher lecteur, nous avons déjà parlé, l'autre jour : mais si vous voulez connaître la situation dans toute sa clarté, prenez la *Revue des Deux-Mondes* du 1^{er} février, et l'article de M. Louis de Launay, de l'Académie des sciences.

Les neutres ont enfin compris que leur intérêt n'était pas dans la victoire de l'Allemagne, ni dans la prolongation d'une guerre dont ils souffrent. La contrebande de guerre, qui, durant les premiers mois, avait tant bien que mal tiré d'affaire les Austro-Allemands, est dès maintenant réduite au minimum. Et ce ne sont pas quelques wagons dérobés à notre surveillance qui permettront le ravitaillement, militaire et civil, de nos ennemis.

Cette double disette rend compte de leur impatience, et justifie triomphalement notre patience. Disons-nous chaque soir : « Cette journée passée sans incident est une petite victoire française. » Et félicitons-nous s'ils attaquent. A l'est, à l'ouest, sur mer, dans le

ciel, qu'il fasse rage, le colosse ! Qu'il batte avec violence les parois de sa cage ! Que les masses compactes, que nous avons vues et anéanties sur l'Yser, se forment une fois encore, et, comme on l'annonce, remontent à l'assaut de nos défenses. Joffre, qui n'a jamais menti, qui n'a jamais exagéré, qui, toujours, par un noble scrupule, est tenté de diminuer l'exposé de nos avantages, Joffre-le-Véridique constate, chaque jour, dans ses communiqués, la supériorité de notre artillerie.

Leurs pertes insensées, les Boches dorénavant ne les combleront plus aisément. Tandis que nous, nous venons de renvoyer dans leurs foyers les classes 1888 et 1889, c'est-à-dire les hommes de 46 et 47 ans, eux les gardent et, bien plus, ils appellent les classes du landsturm 1886 et 1887, c'est-à-dire les hommes de 48 et 49 ans. C'est bien la preuve qu'à cette heure ils ont amené sur le front ce qu'ils avaient de valide et que les voilà au bout de leur rouleau.

Tels sont les résultats de leur impatience et de notre patience, d'où nous sortirons, à notre heure, pour les achever.

P.-S. — La Chambre aujourd'hui a voté la *Croix de Guerre*. Je laisse Garapon vous

donner le détail de cette séance sur laquelle je reviendrai et dont je sors profondément heureux du plaisir qu'auront nos vaillants soldats.

XXX

LE COUP DE BÉLIER FINAL

6 Février 1915.

« *La patience des poilus* » et « *l'impatience des Boches* » préparent de la manière la plus favorable pour nous le coup de bélier final.

Nous crèverons la ligne ennemie, il faut que le pays le sache bien, où et quand nous voudrons. Toute la question, c'est de savoir le prix que l'on veut y mettre.

Nous sommes commandés par de grands chefs calculateurs, qui tiennent en grand respect le sang des soldats. Le jour venu, ils réclameront les sacrifices que notre sublime armée offre à la patrie. Rappelez-vous l'ordre de Joffre pour la victoire de la Marne : « Il s'agit du salut du pays... , il faudra se faire tuer sur place plutôt que de reculer... Aucune défaillance aujourd'hui ne peut être tolérée... » Une fois de plus retentira cette grande parole,

et, de nouveau, nos armées se laisseront emporter vers les régions les plus hautes de l'abnégation. Mais soucieux, chacun à leur poste, d'économiser la vie des soldats, tout comme le général Joffre l'affirme, nos chefs laissent aux Allemands le système de décimer dans des combats qui ne peuvent pas avoir de résultats importants leurs plus braves unités.

Pour obtenir la plus complète victoire au meilleur compte, l'armée attend..... (1), autant de raisons d'ordre général que nous connaissons mal, et puis la fin de cette boue.

Il est difficile, à cette heure, de faire circuler les canons dans les labours, et vraiment impossible de manœuvrer l'organisme terriblement compliqué des armées, tant de caissons, de voitures, de trains, de parcs, de convois, et de ravitaillements, dans une pareille mélasse.

Si l'attaque est facilitée par les conditions de terrain et de température, par l'assèchement des voies et des champs; si elle est précédée de la prise de bases favorables et de débouchés avantageux, elle sera moins onéreuse. La dispute au sujet de morceaux de tranchées et de collines entre les deux armées n'a le plus souvent d'autre motif que la con-

(1) Supprimé par la censure.

quête de ces points d'appui. Attendons que le beau temps revenu nous donne la liberté de manœuvrer et de mettre à profit nos lentes et quotidiennes préparations.

L'apparente stagnation à laquelle nous sommes condamnés n'aura pas été sans profit. Elle donne à notre armée l'occasion et le loisir d'affirmer cette supériorité morale énorme que nous avons commencé de prendre sur les Allemands à la bataille de la Marne, lorsqu'en combat de manœuvre (juste l'opposé du combat de tranchées actuel) nous avons fait plier sous le choc et sous l'effort leurs masses numériquement supérieures. Les combats d'artillerie et les actions de détail l'accroissent, chaque jour.....

On n'affirmera jamais trop l'importance de l'instruction à la guerre; il y a, sur le champ de bataille, entre le combattant instruit et le non instruit, la différence du bachelier à l'illettré dans un concours. C'est certainement l'armée française qui demeure le meilleur instrument de cette guerre, l'instrument de décision, et chaque jour que nous passons, pourvu que nous ménagions ses éléments les plus vaillants, la perfectionne.

A nous maintenant, civils, de nous appliquer à participer de l'esprit qui anime nos

chefs et nos soldats. Il y a là, surgissant de leurs âmes, une force qui complète leurs armes. Avec les pages de nos soldats, on écrirait dans cette boue et dans cette misère qu'ils nient, un livre aussi beau que le *Mémorial de Saint-Hélène* et comme lui immortel. Le *Mémorial des Tranchées*, cela ne tente personne? Cette énergie, qui est dans ces hommes et qui nous sert autant que peut nous servir le 75, entourons-la de nos respects et tâchons de nous l'approprier. Proposons-nous d'être patients comme nos poilus. Vraiment nous y aurons moins de peine!

La patience! Il n'y a que cela de vrai pour le moment.....

P.-S. — Des soldats français, pour la plupart faits prisonniers à Maubeuge, viennent de m'écrire de Wesel, en Prusse (sur le Rhin, au confluent de la Lippe). Ils me disent qu'ils ont organisé entre eux un groupe amical qui compte sept cents adhérents parisiens et que depuis trois mois ils assurent à ceux d'entre eux qui sont sans ressources une distribution hebdomadaire de pain et d'effets de lingerie.....

Leur lettre me donne les noms de ceux d'entre eux qui sont originaires du premier arrondissement. Je convoque leurs familles

pour ce samedi matin, 9, rue Sauval, à onze heures, et je tiendrai au courant toutes les personnes que la question intéresse.

XXXI

UN APPEL POUR LES INVALIDES DE LA GUERRE

8 Février 1915.

Donner aux braves une croix de bronze qui les désigne à notre reconnaissance et nous permette de les saluer, cela est bien. Mais ce n'est pas avec cette création que nous serons quittes envers nos défenseurs.

J'ai indiqué ici même toute la suite de nos devoirs, je n'ai pas cessé d'y penser avec mes amis. Occupons-nous, aujourd'hui, des invalides de la guerre, des mutilés et des amputés.

Quelle est, à cette minute, leur situation ?

Sortis de l'hôpital, après leur guérison chirurgicale, les voilà, pour le plus grand nombre, sur des béquilles, cantonnés dans des dépôts de convalescents. Ils y attendent que l'État leur fournisse un appareil et une pension.

Cette pension, ils ne l'auront pas avant la fin de la guerre.

L'appareil, ils vont l'attendre indéfiniment et impatiemment sur la paille des dépôts, et quand ils l'auront, ce sera un appareil rudimentaire, le plus souvent mal adapté.

Pourquoi ces insuffisances? C'est un examen que je n'entame pas. Le fait suffit. Appareil très médiocre et pension minime, cela nous trace notre devoir. Il faut que les patriotes interviennent et se préoccupent de collaborer avec les services sanitaires pour aider l'État et pour que soit payée la dette de la France.

En ce moment, l'esprit de gloire et de sacrifice, exalté par la vie commune des officiers et des soldats et par leur compétition d'héroïsme, fait accepter aux blessés, avec stoïcisme, les épreuves les plus terribles. Quelque gravement qu'ils soient atteints, s'ils tournent la tête, ils voient des tombes ; s'ils prêtent l'oreille, ils entendent la plainte d'un blessé qui, entre les tranchées, ne peut être secouru. A l'hôpital, chacun trouve plus malheureux que soi. Mais la paix succédera à la guerre, dont les images s'affaibliront, et un jour, dans le recommencement universel, l'invalidé, laissé à lui seul, pourra connaître la

désillusion et, s'il ne réagit pas, le découragement.

La paix ! Qu'elle sera cruelle à cette victime de la guerre, si nous ne l'aidons pas à y trouver sa place. Il est dur de se sentir anormal. Tout est pénible au mutilé, l'attention et l'inattention, la pitié et l'indifférence. Il pense comme les jeunes, ses camarades de naguère, et il ne peut plus les suivre. Il n'arrive pas à se plaire parmi les retraités d'âge parce qu'il a les goûts, les illusions et les sentiments d'une autre génération. Le mutilé risque d'être un solitaire, qui n'a pas le goût des thébaïdes.

Le remède à cette situation morale douloureuse, c'est le travail. Le blessé grave, l'amputé, le mutilé peut et doit travailler. Il le doit plus qu'un homme valide. Il le pourra si nous l'aidons.

Que les paysans retournent à leur terre natale. Ils la parcourront avec leur jambe de bois, aussi aisément que naguère ; ils pousseront la charrue de leur seul bras solide ; ils sèmeront avec le même geste et la même joie inconsciente ; ils sauront rapidement atteler, conduire, remplir tout leur office de cultivateur. Leur femme ne s'apercevra bientôt plus de leur geste anormal, les enfants ne songeront plus à s'étonner. Et l'ouvrier des villes,

comme son frère des champs, doit, lui aussi, retourner à l'atelier ou à l'usine. Continuant ainsi leur tâche, les uns et les autres oublieront leur disgrâce, qui n'existe, pour qui est capable d'agir, que par une faiblesse de caractère et une diminution de volonté.

Mais cela n'est possible que si nous leur choisissons et adaptons des appareils fabriqués sur mesure, qui soient ce que l'on peut trouver de meilleur dans le monde entier.

Quant aux mutilés qui ne peuvent songer à reprendre leur ancien métier, nous voulons leur ouvrir des ateliers spéciaux, où ces héros seront entre eux, et tout naturellement s'entraideront dans un travail commun, comme ils le font aujourd'hui dans les tranchées ou à l'ambulance.

Des travaux de bien des sortes peuvent être exécutés par les invalides. C'est affaire d'éducation. Et cette rééducation, nous la leur donnerons dans ces ateliers spéciaux, dont l'importance morale est aussi grande que l'importance matérielle.

Enfin, nous les placerons. Les grandes administrations publiques et privées, le commerce, l'industrie, les exploitations agricoles ont besoin de commis sédentaires. Que les blessés de la guerre soient préférés pour tous

ces emplois. Un vérificateur des douanes ou de l'octroi peut circuler avec une jambe de bois. Des jambes solides et un bras valide feront d'un soldat courageux un douanier, un agent des contributions pour la répression de la fraude. Et, je le dis en passant, il serait intéressant que, dès aujourd'hui, les emplois disponibles fussent conservés jusqu'à la fin de la guerre, et qu'on les réservât à tant de combattants qui auront perdu leur situation, et d'abord aux invalides. Mais c'est un point où je reviendrai. Et je m'en tiens dans cet article au dessin général de notre campagne.

Le principe est clair : il faut maintenir le moral des mutilés, et puis ajouter à leur pension un salaire professionnel normal. Il faut les mettre à même de travailler, et leur trouver du travail.

Précisons davantage. Nous venons à l'aide des soldats, dès la minute où ils sortent de l'hôpital militaire :

1° En leur donnant immédiatement un appareil perfectionné et bien adapté.

2° En les réadaptant au travail et en les rééduquant dans les ateliers et écoles professionnelles que nous créons.

3° En assurant leur placement dans les divers corps de métiers auxquels ils sont propres.

Et, bien entendu, tous ces militaires amputés et mutilés que nous assistons, à qui nous donnons un appareil, à qui nous ouvrons une école professionnelle ou des ateliers, à qui nous procurons des emplois, gardent le bénéfice de la réforme, ne perdent aucun de leurs droits, soit à la pension de retraite, soit à la gratification.

Voilà le programme auquel nous travaillons depuis un long temps, que mes amis Jean Buffet, ancien inspecteur des finances, le professeur chirurgien Gaston Michel et le notaire Houot ont mis debout à Nancy : que, de son côté, avec ses moyens propres, le sénateur maire Herriot avait réalisé à Lyon, et qu'avec le docteur Tuffier nous venons de mettre au point à Paris, tandis que huit à dix centres s'organisent déjà dans les diverses régions militaires...

... Ah ! je sais bien que je vous dis tout cela en style de prospectus ; comment vous le dirai-je autrement ? Ni vous ni moi ne serions en peine de dégager ce que cette œuvre renferme de sentiment, mais ce n'est pas l'heure, et voici des semaines que nous dressons un règlement, d'abord avec mes amis de Nancy, et puis avec le groupe de Paris. Je le recopie avec amour, en me disant qu'il apportera, tel quel, du plaisir, de la tranquillité d'esprit à

des héros et qu'il complète de sa prose bien-faisante les grandes journées de poésie dont la France, jusqu'à leur mort, aux jours commémoratifs, saura les honorer.

Elle est debout maintenant, notre *Oeuvre des Invalides de la Guerre*, notre *Oeuvre des Mutilés des Armées de terre et de mer*, et bien solide, construite avec les meilleurs matériaux de science et de cordialité.

Tous les mercredis matin (et dès qu'il le faudra, chaque matin), les mutilés peuvent se présenter, 63, avenue des Champs-Élysées, ils nous trouveront tous. Ils y trouveront le docteur Tuffier et d'autres chirurgiens, tels que notre ami Thierry de Martel, et puis, à côté de ces savants, des hommes dévoués qui les conseilleront, se mettront à leur service pour toutes démarches.

Nous leur donnerons gratuitement les meilleurs appareils qui soient au monde, et des maîtres de la science les leur adapteront.

Et puis nous leur trouverons des places. J'ai reçu de tous les côtés des offres précieuses, notamment, bien entendu, des grands commerçants du centre de Paris, avec qui j'ai le plus de rapports, et, dès maintenant, nous nous affilions avec les chambres de commerce et les sociétés de travaux.

Tel est notre programme, déjà en cours d'exécution. Vous ai-je bien dit tout ce qu'il vous importe de savoir ? Ne craignez pas de m'interroger. Je répondrai à toutes les lettres. Pour coordonner les sociétés de Nancy, de Lyon, de Paris et celles qui sont en formation, et pour les subventionner, nous avons fondé, comme je vous l'avais dit, une *fédération nationale d'assistance aux mutilés des armées de terre et de mer*. (Nous nous occuperons des Belges comme des Français, car c'est bien le moins que la France reconnaissante leur tienne lieu de patrie.) Le général Pau, le plus glorieux mutilé de 1870, a bien voulu accepter, à côté de moi, devant moi, qui lui suis fort reconnaissant, la présidence d'honneur de cette fédération. Le docteur Tuffier, dont la compétence s'impose, est notre président. Édouard Herriot, le docteur Mosny, Jean Buffet sont nos vice-présidents ; M^e Chenu, notre conseil ; M. Philippe Vernes, notre trésorier...

Au nom de ces éminents collaborateurs, je demande au public de nous apporter son obole et d'aider la Fédération à secourir sur toute la France les invalides de la guerre.

Le général Niox et mon cher confrère et ami Frédéric Masson ont accepté de prendre

place dans le bureau de Paris, qui se complètera par un comité de dames, dont la présidente est Mme Edmond Archdeacon.

Je crois que tout est bien préparé ainsi, et je serai très reconnaissant à ceux qui voudront déposer leur souscription, soit à la caisse de *l'Écho de Paris*, soit plus simplement chez notre trésorier (Banque Philippe Vernes, rue Taibout, 29), et me permettre de publier ici leurs noms, pour qu'ils servent d'exemples et qu'ils donnent à nos défenseurs la sécurité. Nous connaissons leurs droits de héros et nos devoirs amicaux de Français.

XXXII

LES VOIX FRANÇAISES DE L'ESPAGNE

9 Février 1915.

M^{lle} Renée Lafont veut bien me communiquer, depuis Madrid, une enquête qu'elle a menée en mon nom auprès des écrivains espagnols, afin de savoir où vont leurs sympathies. On voudrait que notre journal, tout encombré, comme les routes de France, par les mouvements de la guerre, fit toute place

à ce beau cortège des grands noms de l'Espagne littéraire, avant qu'il se trouve une revue, un éditeur pour publier ce livre d'or. Du moins, que j'aie l'honneur d'accueillir, le premier, ces nobles déclarations, et d'en offrir la satisfaction au lecteur français.

Benito Pérez Galdós nous dit en termes émouvants :

Je suis malade, à moitié aveugle, je ne puis rien écrire longuement, mais je veux dire que je suis blessé si l'on doute de mon amour pour la France...

Nous avons même origine. Peu de temps après nous être battus, nous nous sommes donné la main.

Aujourd'hui que notre sœur est en guerre, continue Perez Galdós, nos cœurs sont avec elle et avec ses alliés, la Belgique, cette sainte martyre, et l'Angleterre, le pays le plus respectueux des droits du citoyen...

Si j'aime la France? dit l'illustre Vicente Blasco Ibáñez, ma conduite est la meilleure réponse. Pour soutenir la cause française, j'écris dans quatorze journaux d'Espagne et d'Amérique, et je publie par fascicules une histoire de la guerre.

...le fléau dont il faut se délivrer n'est pas seulement le militarisme prussien, mais encore toute la philosophie allemande contemporaine, cette philosophie de

la dernière heure, cette philosophie de la force représentée par les enseignements du professeur Treitschke et de son disciple, le général von Bernhardi.

» Je suis de ceux qui croient que les sciences et les arts, quand ils ne servent qu'à nous rendre pires, ne sont qu'une forme déguisée de la barbarie. Si le fait de combattre des nouveautés cyniques et odieuses s'appelle réaction, moi qui ai toujours passé pour révolutionnaire, je me déclare ami de la réaction. Car, fidèle aux vieilles idées que j'ai toujours soutenues, je demeure le défenseur de la vérité, de la liberté, du droit, et j'estime qu'il faut proscrire et extirper impitoyablement ces doctrines révoltantes, ces paradoxes abominables qui glorifient la guerre, la conquête, la force, la violence contre les faibles et y voient les seuls signes de la supériorité. La cause de la France est sainte...

Jacinto Octavio Picón estime

absolument nécessaire que les alliés laissent la Prusse dans un état d'infériorité telle qu'elle ne puisse jamais plus troubler la paix du monde. L'Angleterre libérale et la France républicaine qui luttent pour la Liberté et pour le Droit ont le devoir d'enchaîner la bête féroce.

Azorín, un des esprits les plus charmants et les plus brillants de l'Espagne, écrit une strophe d'amour à la gloire de la France :

... Elle est un fleuve clair et large, un paysage d'une verdure douce et touffue ; le petit restaurant que nous trouvons dans la campagne ou dans un village, et où une brave femme, propre et aimable, nous sert un goûter savoureux et délicat ; elle est encore un chemin large et plat, bordé d'arbres. Elle est un jardin de Le

Nôtre, un tableau de Chardin, C'est Montaigne dans sa bibliothèque aux murs ornés d'inscriptions savantes, c'est Villon et ses neiges d'antan. Pardonnez à un étranger de mêler ainsi vos grands noms. La France, c'est Sainte-Beuve, épris de la vérité, un peu trop sensuel, mais toujours curieux de visions intellectuelles. La France enfin, c'est l'ordre, la symétrie, la clarté, l'harmonie.

Pérez de Ayala donne une puissante démonstration de notre bonne cause dont je détache cette formule saisissante :

... Les Allemands, à les entendre, luttent pour un idéal : *l'Allemagne par-dessus tout*. Eh bien ! c'est un idéal semblable à celui du voleur dont le rêve est de trouver à portée de sa main des caisses pleines de richesses et de voir supprimer la police.

Pour Armando Palacio Valdés, l'orgueil de l'Allemagne voulant être la surnation est une maladie :

... Il est nécessaire d'en finir avec ce virus. L'Allemagne a besoin d'éliminer le venin qui la tue. Un épuisement salutaire..., voilà ce qu'il lui faut.

Cette guerre est un grand crime, dit M. Joaquín Dicenta, et c'est malheureux de voir que les internationalistes s'incorporent dans les armées en lutte. Mais

... la Serbie, la Belgique, la France, l'Angleterre et la Russie représentent, au milieu de cette tuerie, la cause de la justice et du progrès.

Les hommes politiques se sont défendus d'exprimer leur opinion à M^{lle} Lafont. Tout de même, ils la laissent voir.

J'éprouve et j'ai toujours éprouvé, écrit le comte de Romanones, la plus grande admiration et l'amour le plus enthousiaste pour la nation française.

Mes sentiments pour ce grand peuple auquel nous unissent des liens fraternels, ne sont un secret pour personne. Mais les devoirs du rôle politique dont m'a investi la confiance de mes amis, m'empêchent de faire précisément les déclarations que vous sollicitez.

Et j'imagine que j'ai le droit d'interpréter dans le même sens la réponse de M. Antonio López Muñoz, aussi bien que de me réjouir des réponses unanimes de MM. José de Armas, Waldo A. Insúa, José Francés, Antonio Zozaya, Carmen de Burgos, du compositeur Manuel de Falla, G. Martínez Sierra, et de M. Alberto Insúa, qui pour l'amour de la France s'est, lui aussi, employé à la réussite de cette belle enquête.

Je lis ces témoignages fraternels avec émotion. J'en remercie les artistes et penseurs espagnols. Qu'ils veuillent bien m'excuser si, pressé dans ma tâche quotidienne, et troublé par d'innombrables soucis, je ne les présente pas aujourd'hui, dans les termes qu'ils méritent, à mes compatriotes. Nous nous retrouverons, amis des jours dangereux, nous nous

serrerons les mains, au lendemain de la victoire française, et chacun chez nous se rappellera toujours que vous fûtes fièrement, bravement, à l'espagnole, les amis de nos soldats. Dès ce soir, ces voix de l'élite espagnole seront entendues et accueillies avec sympathie dans nos tranchées héroïques où combattent, coude à coude, nos prêtres et nos révolutionnaires, unis fraternellement pour barrer la route à des forces savantes et barbares qui voudraient écraser la civilisation latine. Vous le sentez bien, vous me l'avez fait dire, chacun avec votre sincérité et vos raisons, et quand même certains d'entre vous contredisaient mes pensées propres, je vous écoutais avec émotion et respect saluer un des visages de ma patrie.

Je sais que la grande majorité des hommes d'étude, dans votre noble nation, fait des vœux, chaque jour plus nombreux, pour la cause française. Comment n'êtes-vous pas encore unanimes ? L'un de vous, dans cette enquête que je continue à feuilleter, écrit :

J'ignore quelle est la cause de la France et je ne puis avoir à cet égard aucune opinion...

Eh quoi ! Il ignore les titres, les droits, les devoirs, l'histoire et l'âme de notre patrie !

Il n'entend pas les cris de mort de la Germanie qui veut régénérer le monde dans le sang des Latins ! Je ne m'irriterai ni m'attristerai de cette effroyable indifférence d'un intellectuel. Je me dis que s'il savait pourquoi nous combattons, il nous aimerait, Et je suis content d'avoir pu donner une vue des raisons espagnoles qu'il y a de nous aimer. Pour les compléter, voici une lettre que m'avait écrite directement l'ancien recteur de Salamanque, Unamuno, où se trouve la plus belle formule de conciliation, faite pour réjouir des révolutionnaires et des catholiques. Vous ne manquerez pas de la remarquer au passage quand Unamuno oppose l'impérialisme allemand, avide de l'omnipotence matérielle, à la vieille ardeur espagnole pour la conquête du ciel. Et vous direz que c'est bien le génie même de l'Espagne qu'il s'agit de protéger, voire même de libérer, car, déjà, gêné par le germanisme, il respirait avec peine. Mais écoutez le savant et noble écrivain :

Cher ami, — car, moi aussi, comme mon ami et compatriote basque Ignacio Zuloaga, je veux nommer mon ami, vous, l'un des plus intimes représentants de la pensée française, — je viens de lire avec le plus grand plaisir, dans

l'Écho de Paris, votre bel article sur les Affinités franco-espagnoles.

Nous, les Basques, qui, chevauchant les Pyrénées occidentales, faisons le lien d'union entre l'Espagne et la France, nous sommes en état de comprendre mieux que le reste des Espagnols ces affinités. Gascogne, c'est la même chose que Vasconia. Et nous, les Basques, agrafe entre les deux peuples latins, nous sommes, de ce côté de la chaîne de montagnes, foncièrement Espagnols. On nous a même appelés l'alcaloïde du Castillan ! Qui mieux que Ignace de Loyola, un Basque, a étendu l'esprit espagnol sur toute l'Europe au xvi^e siècle ? Et vous vous rappellerez aussi que l'abbé de Saint-Cyran, le vrai fondateur de Port-Royal et du jansénisme français, était un Basque. Et je retrouve son esprit, un esprit ibérique, dans ce Pascal que nous, les Espagnols, nous comprenons si bien.

Oui, vous avez raison. En France on nous étudie. Et l'on s'efforce pour nous comprendre, ne nous traitant pas seulement comme des notes de bibliothèque dans la poussière des livres surannés.

S'il y a aussi dans votre patrie de ces pêcheurs de thèses, qui viennent en Espagne chercher une matière pour exercer leur virtuo-

sité technique d'érudit ou de philologues, ces pauvres hommes ont été germanisés dans les Universités qui ont souffert le joug du technicisme allemand sans âme. Ils sont donc des victimes de la *Wissenschaft* ! La recherche ! la méthode pour la méthode, c'est-à-dire le chemin pour le chemin ! les petits faits ou faits divers de la science ! Ces pauvres hommes nous ont fait beaucoup plus de tort que les esprits généreux, intuitifs, clairvoyants, poètes enfin, qui ont compris l'Espagne comme vous, avec le cœur, avec la sympathie, et l'ont aimée, sans chercher ici de grenouilles ou de cobayes de philologue ou d'historien.

Dans les livres de Dumas ou de Gautier sur l'Espagne, remplis de méprises, de fantaisies, de petites erreurs, il y a plus de vérité que dans n'importe quel gros in-folio doctoral d'un Wolff quelconque. Je me rappellerai toujours du livre de l'érudit bibliothécaire de Vienne sur la littérature espagnole, que je fus contraint de traduire *pro pane locando*, et qui, si plein qu'il soit de notices exactes — jusqu'à la description externe et détaillée d'un codex — est cependant tout vide d'âme. Je ne veux rien dire de Prosper Mérimée, qui descendit profondément dans notre âme espagnole. Victor Hugo même, qui affectionnait l'espagnolisme, et qui

disait des choses si drôles et si fantastiques sur l'Espagne, la comprenait, au fond, très bien, parce qu'il l'aimait.

Et voyez, mon cher ami, quand un Allemand a compris l'âme espagnole comme Schopenhauer ou Heine, — ce qu'a dit celui-ci de Don Quichotte est définitif, — il a été un Allemand... francisé.

Il y a des expressions que notre naturel pointilleux n'a pas su apprécier justement. On répète ici une phrase, une espèce de plaisanterie de Dumas : l'Afrique commence aux Pyrénées. Et j'ai dit maintes fois que c'est une phrase même flatteuse pour nous. Oui, je suis fier de l'africanité espagnole. J'aime mieux être un Africain de premier rang — comme saint Augustin ou Tertullien — qu'un Européen de huitième rang, comme n'importe quel spécialiste qui a trouvé un nouveau composé de chimie organique ou a fait une monographie sur l'imparfait du subjonctif dans le vieux dialecte de X...

Oui, je suis intéressé au triomphe de la démocratie, de la justice sur l'impérialisme de la force. C'est le sort futur de la personnalité humaine qui se joue à présent. Serons-nous les composants d'un peuple ou les sujets d'un État, et rien de plus? Je suis sûr qu'avec le triomphe des alliés, l'Espagne intellectuelle et morale se

libérera de ce pédantisme de la technique germanique qui nous envahissait et menaçait de nous suffoquer. Je suis sûr que refleurira la vieille culture latine, faite d'art et d'intuition, autant que de science et de logique, et que nous, les Espagnols, nous nous ferons entendre. Je sais sûrement qu'après la débâcle de l'impérialisme matérialiste en quête de l'empire mondial, on comprendra mieux notre vieil idéal espagnol, l'idéal de cette patrie des conquérants, des conquistadores, la conquête du ciel, la conquête de Dieu. Et Dieu est tout pour nous. Et on comprendra aussi que dans ce monde nous savons tout entre nous.

Je dois m'excuser d'oser vous écrire en un si mauvais français, à vous, un maître de votre belle langue et qui comprenez la nôtre, mais c'est pour vous mieux témoigner mes sentiments à l'égard de votre patrie. Je ne suis allé qu'une seule fois, et pendant très peu de temps, en France, quand j'avais vingt-cinq ans, — il y a donc de cela vingt-cinq autres années, — mais ma mère qui avait été élevée à Bayonne, m'avait fait apprendre, en mon pays basque, de très bonne heure, le français, et je peux dire que j'ai appris à penser pur-dessus les patries, en français. Votre langue m'a ouvert, quand j'étais presque un enfant, l'humanité.

*Je fais des vœux pour la victoire française.
Et vous, Monsieur, recevez, avec la gratitude
d'un Espagnol, les salutations très cordiales de*

MIGUEL DE UNAMUNO.

Salamanque, 14 janvier 1915.

Cette lettre est bien belle, bien pleine. Les hispanisants français, les maîtres comme Morel-Fatio, et les plus jeunes comme Henri Collet, l'auteur du *Mysticisme musical espagnol au XVI^me siècle*, voudront la recueillir et la méditer, et je suis l'interprète de nous tous en remerciant Unamuno. Il nous montre où nous devons nous mettre pour en appeler à l'intelligence espagnole. A quoi bon nous tenir sur le plan où se jouent les parties politiques, où se déroulent ces querelles de radicaux, de conservateurs, de socialistes ? Il est plus vrai d'aller jusqu'à la région des sources, et dans ces profondeurs spirituelles où nos deux nations s'unissent.

Un écrivain espagnol qui, depuis vingt ans, travaille à faire aimer la France dans son pays et en Amérique, Gomez Carillo, me disait l'autre jour : « Trois journalistes font dans *El Liberal* la plus belle et la plus sérieuse campagne de toute l'Europe pour la France et contre la culture allemande ; eh bien ! deux

d'entre eux ont fait leurs études en Allemagne et le troisième a traduit les philosophes allemands. » Ils sentent la gravité de l'heure et le péril de l'humanité. Je ne doute pas que toute cette élite, dont une heureuse fortune me fait aujourd'hui le correspondant et l'interprète auprès de mes compatriotes, ne détermine en notre faveur un courant au delà des Pyrénées. Peut-être le peuple espagnol a-t-il une tendance à regarder cette terrible guerre comme une course de taureaux. Il a été germanophile quand von Kluck, avec une ardeur insensée, poussait droit devant lui et courait se faire battre. Il est francophile, maintenant que Joffre domine la bête. A nos amis, là-bas, de multiplier les explications. Ils auront vite l'acquiescement général. C'est l'Esprit qui mène le monde.

XXXIII

UNE LOI NÉCESSAIRE

10 Février 1915.

Les Allemands ont commis d'odieuses violences partout où ils sont passés. Femmes, jeunes filles, religieuses sont à plaindre pro-

fondément, et ces attentats auront des suites dont il faut que le législateur s'occupe.

Quand je suis revenu de Lorraine, je crains de n'avoir pas assez dit le nombre des malheurs de cette sorte. A quoi bon ? Mais les mois ont passé, et voici qu'on me fait parvenir de divers côtés les plus douloureuses confidences. Laissons les tragédies privées, et toutes ces personnes brutalisées, pour qui le temps augmente l'épouvante ; je me borne à signaler des situations d'ensemble. A X..., il y a peu de jours, on a pris une tranchée aux Allemands. En se retirant, ils emmènent par le bras les femmes dont ils se protégeaient. Deux d'entre elles sont demeurées là, tuées dans le combat....

Cette vue vous suffit. Elle vous découvre un horizon d'horreur. Étendez aux départements du Nord, à toutes les régions occupées quelques jours ou longuement, ce que je vous indique des souffrances en Lorraine. Quelqu'un, après m'avoir énuméré des noms, des cas, des familles et des villes, m'adjure de prendre en main la cause de ces pauvres femmes. « Voyez combien de familles risquent d'être troublées pour toujours. Il est digne de vous d'écartier ces malheurs, et d'épargner à la Lorraine la souillure du sang allemand imposé. »

Que va-t-il advenir ? Réfléchissons-y, tous ensemble. Il n'y a pas moyen pour le législateur d'ignorer plus longtemps cette situation.

Sous le régime de nos lois, l'enfant issu de ces crimes viendra prendre sa place au foyer et sa part dans l'héritage. Et alors même que le père de famille, mobilisé depuis plusieurs mois, serait en situation légale d'intenter une action en désaveu de paternité (procédure lente et coûteuse), l'enfant aura des droits contre sa mère.

Dans notre région lorraine, le peuple croit fermement que le Gouvernement va faire tuer ces intrus. Il y a plus, des femmes ont prévenu le maire de leur village qu'elles se chargeraient de cet acte. Quel jury les condamnerait ? Mais qu'elles gardent et élèvent ces enfants imposés, songez-vous à l'existence qu'ils mèneront ?

Qu'ils soient voués au martyre, c'est inadmissible, et ce n'est pas admissible non plus qu'ils prennent d'autorité une place dans la famille ? Que faire alors ? Il y a là un problème auquel le Parlement ne peut pas se dérober.

Je propose à mes collègues une loi de circonstance établissant que dans les pays

envahis les femmes victimes de violences pourront (je dis *pourront*) demander au maire d'inscrire l'enfant issu du crime comme né de père et mère inconnus.

Cette intervention du maire serait une garantie. L'enfant *pourrait* être remis ensuite à l'Assistance publique, et ainsi disparaîtraient les traces de ces souillures, autant qu'il est humainement possible de les effacer, et dans la mesure où les familles le voudraient.

Mais, dira-t-on, c'est un surcroît de charge pour l'Assistance publique.

Petite considération, puisqu'il y a là pour l'État, pour nous tous, un devoir, mais qui m'amène à mon second point.

L'armée allemande est merveilleusement disciplinée et, jusqu'à présent, elle n'a pas échappé à ses chefs. Voilà un fait ; et un autre fait, c'est que la doctrine militaire allemande prévoit certaines circonstances où elle conseille et justifie le crime. C'est par ordre de l'officier que le soldat tue, mutilé ou violenté.

Quand je suis allé à Montmirail, peu après que les Allemands en avaient été chassés, on m'a raconté qu'un de leurs soldats avait porté la main sur une petite fille et que, son grand-père étant intervenu pour la protéger, la brute avait tué le vieillard et l'enfant. Mais, séance

tenante, la justice militaire avait saisi le misérable et l'avait fusillé. Je ne retiens donc pas ce crime à la charge des chefs allemands. Par contre, comment des femmes seraient-elles maintenues esclaves dans les tranchées sans l'autorisation des officiers ?

La caste des officiers allemands porte la responsabilité des crimes commis. S'il n'est pas possible, dans la plupart des cas, d'établir une pénalité individuelle, on peut infliger un châtiment collectif et prélever, après la paix, une amende sur les biens de tous les officiers allemands pour constituer le fonds des bâtards du crime.

On poserait ainsi, pour la première fois, le principe de la réparation due aux victimes par les chefs de leurs bourreaux. Ce principe pourrait être étendu aux mutilations d'enfants, aux assassinats, aux incendies et au pillage.

Dans mon esprit, cette punition collective ne doit pas empêcher la recherche et le châtiment des coupables pour leurs fautes personnelles, et je prie, dès maintenant, ceux qui le peuvent, de m'aider à dresser le livre des assassins et des voleurs de l'armée allemande. Mais il conviendra de frapper rudement la noblesse allemande, qui se confond avec la caste des officiers. Et, de même qu'elle

s'est dépouillée de son honneur, il y a lieu de la dépouiller de ses biens pour en faire une race de parias.

P.-S. — Quand nous parlons des infamies allemandes, tout naturellement, je songe aux qualités généreuses du cœur français, et je saisis l'occasion de reprendre dans mes dossiers deux lettres que je me reprochais de n'avoir pas signalées, dans le premier moment, vers la Noël dernière. J'en ai bien remercié à cette date les auteurs, mais je prie qu'ils me permettent de les publier, car elles ont une valeur émouvante d'exemple.

Les sergents de la 5^e compagnie du 78^e régiment d'infanterie m'écrivaient :

... Nous ne sommes que de modestes sous-officiers, nous voudrions quand même faire connaître à nos vaillants frères belges nos sentiments de sympathique admiration pour leur héroïque conduite. Leur chère patrie a encore plus souffert que la nôtre. Nous voudrions qu'eux aussi aient leur Noël. Aussi joignons-nous à notre lettre une petite somme de cinquante francs, que notre cœur voudrait moins modique. Bientôt, nous l'espérons, et nous le savons, la Belgique et la France, que nous confondons dans un même amour, seront complètement libérées...

Je n'avais pas le droit de laisser ignorer à nos héroïques amis les Belges de tels sentiments fraternels, qui remplissent nos tran-

chés. Et je n'ai pas davantage le droit de garder pour moi seul l'émotion que donnera aux lecteurs cette autre lettre que je reçois des ouvriers mineurs de Rochebelle (Gard).

... Nous sommes mineurs, habitués aux travaux les plus rudes, et à ce titre, il semble que nous devons être insensibles à bien des misères, mais des cœurs français restent toujours sensibles.

Nous aussi, comme nos chers enfants, nous avons voulu mettre en tas nos pièces de dix centimes, et nous vous adressons sous ce pli le produit de notre souscription.

Ci-inclus, quatre cents francs qui sont le produit de la souscription des employés et ouvriers des houillères de Rochebelle...

Ceux qui pensent à de telles offrandes et qui se privent pour satisfaire des sentiments de cette délicatesse sont tout de même autre chose que des Boches. Quand je compare les uns aux autres, j'ai de la peine à comprendre qu'un écrivain, que M. Th. Ruysen, professeur à l'Université de Bordeaux, écrive dans la *Voix de l'Humanité*, journal de Lausanne, que je « plonge ma plume dans la boue, la bile ou le venin », parce que (c'est la preuve qu'il en donne) j'ai traité de « sale race » ces Allemands sur lesquels le rapport officiel des atrocités nous édifie ! Ah ! mon pauvre monsieur Théophile Ruysen, vous n'êtes pas un garçon de bon sens.

XXXIV

RÉCHAUFFONS NOTRE PROPAGANDE

11 Février 1915.

Je suis frappé par une des lettres que m'ont values mes articles sur l'Espagne.

« J'ai un ami à Barcelone, m'écrit un lecteur. Il est fils d'un riche industriel. Je l'ai connu au collège de Reims où son père l'avait placé pour qu'il apprît le français. Une solide amitié d'enfance s'est formée entre nous, que les années n'ont pas affaiblie. Mon ami aime la France. Il m'a écrit pour me dire son horreur et son deuil devant la destruction de la cathédrale de Reims. Mais voici une nouvelle lettre de lui où il me prie de lui dire bien franchement les origines du conflit. Il admet au fond de son cœur que nos ennemis pourraient avoir le bon droit pour eux. Il est assailli d'arguments allemands et il ignore nos raisons... Notez que cet Espagnol n'est plus un jeune homme. Il a trente-sept ans; la mort de son père l'a placé à la tête de très nombreux ouvriers et d'affaires impor-

tantes. Il me demande de lui donner quelques articles ou brochures où les arguments, les raisons, le bon droit de la France soient exposés. Pouvez-vous me les indiquer afin que je les lui expédie? »

Cette lettre est toute banale. Elle n'en a que plus de force. Le problème est ainsi très bien posé. Les neutres, travaillés et troublés par la propagande allemande, ne savent pas trop où se mettre en communication avec notre pensée française.

La propagande allemande a été déchaînée dès le premier jour d'août, automatiquement. Parmi les engins de guerre, il y a les écrits. Nos ennemis ont ouvert des ateliers de mensonge à côté des ateliers de Krupp. Ils y ont installé leurs professeurs. Ils y ont fabriqué une extraordinaire artillerie idéologique, si j'ose dire, et des arguments de tous calibres. L'Université allemande s'est mise à arroser les pays neutres avec une prodigalité colossale. C'est toujours le même esprit de méthode, dans la préparation à la guerre. L'Allemagne a acheté des journaux. Elle en a créé. Ainsi les *Hamburger Nachrichten* ont depuis août une édition indépendante en espagnol. On me cite encore, comme un exemple entre mille, que les Allemands éta-

blis à Honduras ont pris l'initiative de publier une feuille d'informations. Chaque semaine, de Berlin, partent d'innombrables tracts périodiques. J'en ai un sous les yeux. Il est rédigé en français et intitulé : *Renseignements explicatifs sur l'Allemagne et sur la guerre*. Avec des sous-titres : *Comment se sont alliés les ennemis de l'Allemagne; Violation de la Convention de Genève par les troupes françaises*, et puis deux articles d'actualité, l'un pour prouver *la puissance financière de l'Allemagne*, l'autre exposant *la situation militaire*. Ces feuillets très nets, très audacieux, très mensongers, sont traduits dans toutes les langues, et il semble que la poste allemande les glisse d'office autant qu'elle peut, dans toutes les enveloppes qui lui passent par les mains.

Que faisons-nous pour nous défendre et pour riposter? Cet Espagnol de Barcelone veut qu'on le lui dise, et tous, nous devrions savoir où nous procurer des armes. Je suis allé en causer avec mon ancien collègue, M. Étienne Fournol, esprit sérieux et savant, qui s'occupe activement et quasi-officiellement de cette partie importante de la défense nationale.

M. Fournol m'a montré le *Bulletin des Français résidant à l'étranger*. C'est un cahier,

vendu 10 et 15 centimes, paraissant à 10 ou 20.000 exemplaires, tous les quinze jours (5 et 7, rue des Beaux-Arts, Paris). M. Fournol le dirige; il y publie surtout des documents bien choisis, pour que les Français établis à l'étranger aient le moyen de répandre autour d'eux la vérité. Déjà la colonie française de Madrid a pris l'initiative de publier en espagnol une traduction ou adaptation de ce *Bulletin* (Paseo del Prado. 20, Madrid).

M. Fournol m'a recommandé, en outre, une brochure vendue au prix de 50 centimes : *43 ans de politique pacifique et conciliante envers l'Allemagne*.

Après avoir causé avec mon ancien collègue, j'ai vu mon confrère Rebelliau, de l'Institut, qui m'a remis les *Bulletins de l'Alliance française* (186, boulevard Saint-Germain), qu'il rédige avec MM. Lévy-Bruhl, Edmond Huguet, Léo Meillet. Ce sont des petits cahiers paraissant tous les quinze jours depuis la guerre, en espagnol, en portugais, en hollandais, en danois et en anglais pour les États-Unis. Chacune de ces éditions est tirée à 4 ou 5.000 exemplaires. « On nous demande avec instance, me dit M. Rebelliau, de faire une édition italienne et une allemande pour

la Suisse allemande. Mais quelque chose nous manque... » Je signale la situation à l'inépuisable générosité des lecteurs de l'*Écho de Paris*.

Est-ce tout? Non. Sous le patronage de la Chambre de commerce de Paris, et sous la présidence de Lavisse, un comité de publication, *Études et documents sur la guerre*, s'est formé. Il vient de publier, depuis le 1^{er} janvier, trois brochures, que j'ai entre les mains, et qui vont être traduites et répandues à travers le monde. *Les Crimes allemands d'après les témoignages allemands*, par Joseph Bédier, du Collège de France. *La Violation de la neutralité belge et luxembourgeoise par l'Allemagne*, par André Weiss, membre de l'Institut et professeur de droit international à la Faculté de Paris. Enfin *Qui a voulu la guerre? Les Origines de la guerre d'après les documents diplomatiques*. Voilà trois brochures excellentes, qu'il faudrait que je commente, l'une après l'autre, en trois articles. Mais vous profiterez plus à les acheter qu'à me lire. Vous les trouverez, pour 50 centimes chacune, à la librairie Armand Colin, boulevard Saint-Germain.

Et, dans la même série, nous allons avoir une brochure de M. Andler sur la *Doctrine*

allemande de la guerre ; une autre, de M. Lavisse, sur les *Atrocités*.

Me permettez-vous de donner en trois mots mon opinion ? Chacune de ces publications est excellente, mais l'ensemble est encore trop mince et un peu morne. Oh ! pour la qualité de fond, c'est incomparable. Du sérieux, nul charlatanisme. Toutes ces pages de propagande, sans une exception, ont voulu éviter les défauts qui déshonorent à cette minute l'intelligence allemande. Les mêmes énormités que l'agence Wolff prodigue, la librairie allemande les recueille et cherche à les accréditer par millions à travers le monde. Ces mensonges, semés chaque jour avec une prodigalité inouïe, ont fini par soulever en tous lieux une espèce de dégoût. Nos articles, nos tracts, nos petits livres sont documentaires et vrais. Peu à peu, nous recueillerons le bénéfice de notre discrétion.

Voilà ce qu'on me dit. Et il y a là beaucoup de vrai. Mais, tout de même, craignons d'être mornes et grisâtres. Nous ne le sommes pas ; notre propagande a les couleurs qu'il faut ; j'aurais tort de déclarer ces publications peu visibles, mais elles devraient être mieux placées sous notre regard et sous le regard des neutres. Le fameux *Livre Jaune*, le *Rapport sur*

les atrocités sont matériellement mal présentés, mal édités. Et puis, nous sommes en présence d'un fait : cet Espagnol et ce Français dont je vous parle au début de cet article, et qui pleins de bonne volonté, l'un et l'autre, ne savent où trouver les arguments français...

J'ai écrit ces lignes pour les renseigner. Je suis sûr qu'elles serviront à bien d'autres. Il faudrait mettre un peu de flamme, beaucoup de flamme dans cette propagande pour la France et pour la civilisation. Employons-nous à réchauffer ce coin de la bataille. Il a son importance. Et que ceux qui ont besoin de renseignements, surtout s'ils habitent l'étranger, ne se gênent pas pour s'adresser à moi, je leur ferai répondre et les documenterai.

P. S. — J'ai reçu de l'éminent directeur de « l'Institut français de Madrid » une lettre qui répond à l'un de mes derniers articles, et qui se rattache à cette question de la propagande française chez les neutres. M. Mérimée n'accepte pas l'interprétation que je donnais de sa pensée. Ai-je besoin de dire que c'est à lui de se définir, et que j'accepte avec empressement sa rectification d'un portrait rapide, au travers duquel, d'ailleurs, la censure avait fait des siennes avec une joyeuse allégresse, (qui sauve les affaires du pays, j'en suis convaincu, mais qui rend impossible toute explication claire.) La dernière fois, la censure a sabré la

lettre de M. Mérimée. Puisse-t-elle aujourd'hui !...
Mais, lisez, la voici :

Toulouse, 5 février 1915.

Monsieur,

Voulez-vous me permettre encore un mot, que rendent nécessaire certains passages de votre bel article sur la Propagande en Espagne ?

Vous me supposez « radical ». Je ne suis qu'un simple républicain, très libéral et très français. N'ayant jamais fait de politique en France, je n'éprouve nul besoin d'en faire maintenant à l'étranger. Quand je passe la frontière, je n'ai aucun bagage suspect à dissimuler ou à laisser à la consigne. C'est le seul intérêt de la France qui nous touche, mes collaborateurs et moi. Et nous ne distinguons pas entre les diverses Frances; nous les aimons, nous les enseignons toutes, celle de saint Louis et des Croisades, comme celle de Jeanne d'Arc, celle de la Renaissance ou de Louis XIV, comme celle de la Révolution. Mais nous ne pouvons admettre, comme nos adversaires actuels nous en somment impérieusement, que le rôle de la France finisse avec Louis XVI. Nous estimons au contraire que c'est à partir de ce moment qu'elle a écrit quelques-unes des

plus belles pages de son histoire, et qu'elle a été le plus fidèle à sa mission traditionnelle, qui est de défendre le droit, la justice, la liberté, comme elle fait encore à l'heure présente. Ce n'est qu'en déchirant ces pages, en désavouant la France qui les écrivit, que nous pourrions rentrer en grâce avec cette catégorie d'adversaires. Cela, nous ne le ferons jamais. Et c'est pourquoi je répète qu'il faut qu'on nous prenne tels que nous sommes. Certes, notre histoire est assez large, assez riche d'humanité pour que chacun y trouve les raisons qu'il préfère de l'admirer. Ces raisons, nous sommes les premiers à les fournir impartialement, mais je ne crois pas que ce libéralisme nous oblige à dire en même temps à ceux qui aiment la Révolution : Vous avez raison; et à ceux qui préfèrent Joseph de Maistre : Vous n'avez pas tort. Une neutralité qui irait jusqu'à cette indifférence superbe ou à ce scepticisme raffiné, mériterait sans doute un autre nom.

Cela dit, je ne fais aucune difficulté à reconnaître que ni nos amis (cela va de soi) ni même beaucoup de nos adversaires ne nous en demandent tant. Que s'il s'agit de montrer que ces amis sont nombreux, à la bonne heure, j'en suis ! Et quant à mes sentiments personnels à l'égard de l'Espagne, de toute l'Espagne, celle

d'autrefois et celle d'aujourd'hui, ils savent, je l'espère, à quoi s'en tenir. En vérité, je serais bien malheureux si, après avoir je ne dis pas tant fait, mais du moins fait en conscience ce que j'ai pu pour faire mieux aimer la France par les Espagnols et l'Espagne par les Français, j'allais passer pour un ami maladroit ou un sectaire dangereux.

Et savez-vous, pour terminer, le rêve que je caresse? C'est qu'à l'un de vos prochains voyages dans cet admirable pays que vous aimez et qui vous le rend, vous nous fassiez le grand honneur de venir expliquer vous-même à notre public de l'Institut français, ce qu'est la France, et pour quelles multiples raisons il faut l'aimer. Cela, nous nous efforçons de le faire de notre mieux, croyez-le bien; mais si quelque jour vous acceptiez mon rendez-vous, et veniez nous aider, combien notre tâche patriotique deviendrait plus aisée!

Veillez agréer, monsieur et illustre maître, l'assurance de mes sentiments respectueux.

E. MÉRIMÉE,

*Directeur de l'Institut français de Madrid,
pour l'Université de Madrid.*

XXXV

LE STIMULANT

12 Février 1915.

On a souri d'une audacieuse petite phrase que le gouvernement vient de mettre dans une note très heureuse qu'il communique à la presse. Le gouvernement annonce qu'il va s'occuper plus attentivement encore de nos héros, de nos soldats mutilés par la guerre et leur ouvrir des ateliers de rééducation. « Les soldats mutilés, nous dit-il, seront, après l'achèvement du traitement médical et chirurgical, envoyés dans une école nationale où ils seront pourvus des appareils que leur état rendra nécessaire, puis soumis à une éducation fonctionnelle ». Bravo ! ministres ; c'est notre programme même. Programme immense, hélas ! et l'État, en acceptant six à sept cents mutilés dans la maison de Saint-Maurice, allège notre tâche et s'assure les félicitations de tous. La petite chose pour rire, dans un si grave sujet, c'est quand la note gouvernementale nous dit sans broncher :

« Cette création du ministre de l'Intérieur n'empêchera pas l'initiative privée qui s'est déjà exercée en ce sens de continuer son œuvre. Au contraire, l'institution nationale servira de *stimulant* pour toutes les œuvres particulières fonctionnant déjà... »

C'est très gentil, cette vieille madame l'Administration, qui arrive après tout le monde et qui dit, un peu essoullée : « Moi, mes enfants, je marche par derrière pour vous entraîner et vous donner l'exemple... »

Nos ministres nous stimulent. Nous ne serons pas des ingrats. A notre tour de les stimuler. Veulent-ils que d'une manière exacte et schématique je leur précise comment fonctionne leur service des mutilés. A m'écouter, ils comprendront qu'il y a pour l'État quelque chose de plus pressé, de plus nécessaire encore que d'ouvrir cette maison (excellente pourtant) de rééducation.

Voici la note rigoureusement vraie sur laquelle j'ai établi toute ma campagne d'articles. Lisez-la avec soin :

*Les amputés qui sortent des hôpitaux guéris au point de vue chirurgical ne sont pas, pour la plupart, pourvus d'appareils prothétiques ;
Soit que les hôpitaux auxiliaires dans les-*

quels ils ont été traités n'en possèdent pas ;

Soit que les demandes réglementaires d'appareils adressées par les hôpitaux militaires ne reçoivent satisfaction qu'après plusieurs mois.

Les appareils délivrés, lorsqu'ils le sont par l'autorité militaire, sont des appareils simples, un peu rudimentaires. le plus souvent mal adaptés.

Les amputés, trop souvent sans appareils prothétiques, sont envoyés en congé de convalescence, en attendant la liquidation de leur pension de retraite.

Telle est la situation à laquelle, tous, nous sommes préoccupés de remédier. Par certains côtés, elle ne saurait être améliorée que du fait du gouvernement. Il nous est possible, à nous, particuliers, de donner aux amputés des appareils excellents et de leur trouver des emplois dans des industries privées, mais ces malheureux se plaignent de n'obtenir ni réforme, ni pension avant la fin de la guerre. Ils sont envoyés dans un dépôt de convalescents, ou bien en congé de convalescence sans solde. A cela, ni vous ni moi nous ne pouvons pas grand'chose. C'est l'affaire de l'administration. Me permet-elle d'appeler là-dessus son attention

bienveillante? Je voudrais qu'elle comprît et qu'elle prît en considération des lettres modérées et douloureuses pareilles à celles-ci que je prends dans mon courrier du jour :

Monsieur Barrès, j'ai l'honneur de vous écrire une lettre et en même temps pour vous faire savoir que je suis amputé du bras droit.

Je vous serai très reconnaissant si vous vouliez bien me faire réformé avec pension, car voilà deux mois que je suis guéri et j'attends toujours que l'on me réforme afin que je puisse retourner chez moi.

C'est comme on me laisse sans bras. Depuis deux mois, on aurait pu me procurer un bras articulé.

Aussi j'espère que vous pourrez satisfaire le service que je vous demande.

Cette lettre est pénible, mais l'ensemble des efforts privés et officiels est satisfaisant. Notre groupement est à même de rendre service en partie à ce brave soldat, et je vois que l'administration est elle-même dans un tel état que, loin d'avoir besoin de stimulants, elle en offre.

Au reste, en regard de cette plainte, il faut que l'on entende une voix de consolation. Vous avez lu cette lettre d'amputé, lisez maintenant une lettre qui se rapporte à une souscription que nous avons insérée dans notre première liste. Les braves gens qui vendent en plein air, contre un mur, contre un pilier, dans une

petite voiture, tout au long de la rue de Rivoli, se sont cotisés, et m'ont fait parvenir 87 fr. 50 en pièces de 20 sous et de 10 sous. Ils sont quatre-vingts environ, et s'intitulent : « Les marchands forains tolérés de la rue de Rivoli. » Leur liste se termine par ces mots touchants : « Avec nos vœux pour le succès de toutes les armées alliées pour le droit et la liberté. » Elle est signée « pour tous les camarades » par Ragon Lucien, Draye et Léon Lemmens. J'envoie le remerciement cordial de l'OEuvre des mutilés à ces bons Français, et je serai content s'ils veulent, samedi matin, 9, rue Sauval, venir me serrer la main.

Une démarche si gentille est un signe. Un tel élan des souscripteurs, une approbation si profonde ne laissent pas de doute sur l'importance des services que sera en mesure de rendre notre *Fédération nationale d'assistance aux mutilés des armées de terre et de mer*. D'ailleurs, que nos souscripteurs, c'est-à-dire nos collaborateurs, entrent se renseigner et causer au 63 des Champs-Élysées, dans la maison où la comtesse René de Béarn nous loge généreusement. Ils seront émus par l'utilité de leur œuvre. Déjà, à la suite de mon dernier article, il s'est présenté là un

nombre tel de militaires blessés que nous avons été exactement débordés. L'éminent docteur Tuffier et un personnel médical suffisamment nombreux seront de permanence le lundi et le vendredi, dès 8 heures du matin. Mais nos dévoués secrétaires généraux conseillent aux mutilés, pour qu'ils évitent une longue attente possible dans nos bureaux, de faire une demande à la suite de laquelle ils seront convoqués à heure fixe.

Plus encore que l'excellente intervention du gouvernement, ce qu'il y a de stimulant pour les initiatives privées, c'est la conviction d'être utile.

P.-S. — Je n'ai pas fait le tour du grand sujet que j'abordais hier : *Réchauffons notre propagande chez les neutres*. J'y reviendrai. Il me vient à l'esprit que j'aurais dû signaler la collection de *Pages actuelles*, publiée chez Bloud. On y retrouvera l'admirable *Lettre Pastorale du cardinal Mercier*, que l'*Écho*, d'ailleurs, a publiée, et une douzaine d'excellentes brochures à un franc. Et puis voici un mot de René Doumic, que je m'empresse de mettre sous les yeux de mes lecteurs :

Paris, le 11 Février 1915.

MON CHER CONFRÈRE ET AMI,

Dans votre article de ce matin : « Réchauffons la propagande », vous indiquez, avec toute la clairvoyance de votre patriotisme, ce que devrait être notre propagande chez les neutres, et vous rappelez les efforts déjà faits quasi officiellement.

Permettez-moi de vous signaler une œuvre d'initiative privée qui vous semblera sans doute mériter d'être recommandée aux bonnes volontés qui pourraient se grouper autour d'elle.

La Société des Conférences, grâce au concours de la *Revue hebdomadaire* et d'amis généreux, fait traduire en onze langues et expédie dans tous les pays neutres ses conférences de cette année sur l'« Espérance française » et sur les « Villes martyres ». L'abbé Wetterlé y a déjà parlé de l'Alsace, Frédéric Masson de la Pologne, Fernand Laudet des responsabilités de la guerre. Mgr Marbeau parlera de Meaux et Mgr Baudrillart de Louvain. Nos confrères de l'Académie, Hanotaux, Donnay, Capus, le marquis de Ségur, Richepin, d'autres, tels que André Michel, Gaston Deschamps, Bellaigue, Beaunier, y exprimeront la pensée française avec tout leur cœur et tout l'éclat de leur talent. Nos premières conférences sont traduites et vont être expédiées.

Vous ne voudrez pas, j'en suis sûr, que l'effort de ces bons Français soit passé sous silence. et vous nous aiderez à signaler notre œuvre, comme vous avez fait pour les autres, afin que de si nobles paroles aillent partout soulever la conscience universelle.

Croyez-moi, mon cher confrère et ami, votre tout dévoué.

René Doumic.

XXXVI

LABOREMUS

13 Février 1915.

Depuis quelques semaines, la censure rend ma tâche à peu près impossible. Il n'est guère de jour qu'elle ne supprime ou ne dénature mes feuillets. Il me serait aisé, je crois, d'établir qu'elle n'a pas toujours raison. Je n'y insiste pas. Pour nous départager, il faudrait que l'on connût ce qu'elle coupe. Mais elle défend au *Patriote des Pyrénées* de reproduire un article *Premiers résultats pour les invalides* qu'elle a autorisé dans l'*Echo de Paris*. Est-ce soutenable ?

La censure m'interdit de parler du remboursement que l'on demande aux officiers malades traités dans les hôpitaux en temps de guerre. Je vais transporter mon petit article, sous forme de question écrite, au *Journal officiel*. Il y paraîtra ce qu'il est, une observation d'ordre administratif, un peu mince, mais intéressante, en tout cas, ne pouvant rien casser, rien irriter. Si le gouver-

nement me dit que mon exposé offre le moindre inconvénient, je m'inclinerai aussitôt. Viviani m'a demandé de renoncer à ma proposition d'une fête nationale en l'honneur de Jeanne d'Arc ; je lui ai dit à mi-voix : « Je ne vous comprends pas », et à haute voix : « Brigadier, vous avez raison. » C'est mon refrain. J'approuve le principe de la censure, j'excuse ses erreurs inévitables d'application. Brigadier, vous avez raison. Mais qu'elle m'évite les brimades. Et depuis quinze jours, bien probablement, c'est un système de vexations.

Eh bien ! je ne serai pas vexé. Laissons tout ce qui ressemble à des récriminations. Arrangeons-nous des empêchements. Le but des articles que l'on me supprime est de remédier à certains défauts de la chose publique et de servir des Français qui, depuis la tranchée, ne peuvent pas veiller sur leur famille. Tâchons d'attendre ce résultat sans articles de journaux. Parfois, des critiques que l'on m'empêchait de mettre sous les yeux du lecteur ont tout de même renseigné, averti le ministre pour le compte de qui on les supprimait. Je vais en revenir au système des rapports écrits, adressés aux services compétents. Par là, j'éviterai de

mettre dans la discussion publique des erreurs ou, si vous voulez, des problèmes que le gouvernement croit devoir envelopper de silence, et pourtant je servirai les intérêts nationaux.

A cet effet, dès aujourd'hui, je presse une organisation dont je parlerai à mes lecteurs et qui, loin de toute idée de parti, pour le seul bien de la défense nationale, en collaboration avec l'État, élargira, étendra à des sujets plus nombreux ce que j'ai essayé de faire pour les allocations, pour les services sanitaires et pour les questions alsaciennes.

Travaillons, acceptons les difficultés du moment, n'irritons rien, sinon contre l'ennemi; détournons notre regard de ce qui n'est pas fécond, et, dans nos services sans gloire de l'arrière, ayons toujours pour modèles la patience, la ténacité, la constance et la sublime bonne humeur de nos soldats. Ce sont nos exemples vivants.

Les poilus, dans leurs tranchées pleines de boue, transis, éreintés de sommeil, ont parfois juste ce qu'il faut d'énergie pour veiller leur heure de faction, pour garder l'œil aux aguets et l'oreille tendue. Par le froid et la pluie, recouverts d'un sac ou d'une toile de tente qui double leur couverture sur leurs

épaules, ils sont tentés de s'endormir, la tête contre la paroi humide. Alors, l'officier, toute la nuit, s'en va d'un bout à l'autre de la tranchée, causant avec chacun d'eux pour ne pas les laisser dormir.

Que des coups de feu éclatent, tout de suite, ils se regaillardissent, ils sont prêts à tout; que le silence se rétablisse dans la nuit, petit à petit tous se recroquevillent sous leurs couvertures et, demi-assoupis, debout, attendent impatiemment la relève, l'heure de dormir.

Dormir! mais comment? Ils n'ont pas toujours une tôle ondulée sous laquelle s'abriter. Ils se mettent en tas dans le fond de la tranchée où le passant enjambe leurs corps.

Les appeler, leur commander de partir en patrouille? parfois l'officier hésite. Ils ne manquent pas de courage, mais ils ont tellement sommeil. Le chef réserve leur énergie pour le tam-tam toujours possible, et, ne voulant partir qu'avec des décidés, il fait appel aux volontaires. Une dizaine se présentent sur cinquante, ceux qui se « fichent de tout » et qui sont fiers de le montrer aux autres.

Les voilà partis dans la nuit. Voulez-vous qu'avec eux nous allions faire un petit tour aux tranchées d'en face? Je cède la parole à l'officier qui mène l'expédition. Accompagné

de trois hommes, me dit-il, de trois poilus qui jamais n'eurent froid aux yeux, je rampe jusqu'aux fils de fer boches. Nous les coupons. Puis, par la brèche, nous avançons jusqu'au bord du trou. Là, je me trouve nez à nez avec la gueule d'un fusil chargé. Retenant notre souffle, nous essayons de compter ce qu'il y a de fusils. Tout à coup, des pas! Nous nous collons dans la boue, comme si nous voulions entrer dedans. Chacun de nous entend le choc rythmé et violent de son propre cœur contre la terre. L'obscurité est telle que nous nous touchons et ne nous voyons pas. Nous correspondons de l'un à l'autre par des pressions de mains. Moment tragique où le bruit d'une feuille sèche suffit à faire partir les balles. Les pas s'éloignent. Une simple pression de l'index sur la main que je tiens et un des poilus décanille. Puis un second, un troisième, moi, enfin...

Ah! cette marche à reculons, où nous avons tout le temps nos yeux grands fixés sur deux sentinelles dont la silhouette pointue, en dépit des ténèbres était visible pour nous sur le ciel lugubre! Certes on domine sa frousse, car un ordre est un ordre, mais on a la frousse. Bien sûr, le sang-froid est conservé, et si, par hasard, on était découvert, ma foi, tant

pis, onjouerait sa dernière carte, et comment ! J'entends déjà mes gars : « Le manillon ? vaut rien ! » « A moi la manille ! et je te rentre dans le chou... croûte ! » Mais, voyez-vous, ce n'est pas ici la bataille de jour, à poitrine découverte, où dans les balles et les obus on se lève pour voir l'ennemi et étudier son tir. afin de mieux marcher en avant sans trop de pertes. « Allons-y, tant pis si j'y laisse ma peau ! » On voit clair, on tombe au milieu de ses hommes, face à un ennemi qu'on a déjà touché. Ici, on est trop à la merci d'un rien qui vous ferait fusiller *incognito* à bout portant. C'est la guerre de nuit, sournoise, hypoerite, à l'affût, avec un adversaire fourbe, auquel tous les moyens pour tuer sont bons. On sent que l'ombre autour de soi ne cache que trahison. Si on perd le contact avec ses hommes, on peut tomber sans avoir rendu un service aux camarades qui attendent en arrière. Cela est pénible et c'est pourquoi on a la frousse. On peut bien l'avouer ; cela ne nous empêche pas d'aller dans ces tournées facultatives. Il y en a un, avant nous, qui a dit : « Tremble, carcasse, mais tu marcheras quand même... » Ne craignez rien : du courage, nous en aurons toujours assez pour bien nous battre et pour bien mourir, s'il le faut.

Mais c'est vrai que la vie dans les tranchées est, comme vous le disiez, dure, pénible, atroce parfois, toujours privée de la vieille gloire militaire éclatante. Ah ! nous attendons que Joffre fasse le signal du départ. Ce ne sera peut-être pas nous qui aurons l'honneur d'être désignés pour foncer, mais l'ennemi brisé, adieu tranchées, adieu misères ! Tout le monde poussera de l'avant. Et ce sera épatant. »

... Que dites-vous, lecteur, de tels hommes, vrais, modestes, plus grands que nos plus grands soldats. Ils me remplissent d'admiration et de respect. Quel exemple ils nous donnent ! Je suis confus de penser que j'ai failli trouver ma tâche difficile, quand je vois ce qu'ils font, et comment ! Acceptons sans nous plaindre quelques tracasseries. Et, sans mauvaise humeur cherchons à être utiles, quand même.

XXXVI bis

LE GÉNÉRAL MERCIER ET LE 75

13 Février 1915.

La « fête du 75 » a été un grand succès dimanche dernier, et de nombreuses villes vont la continuer demain. Ce nous est une

occasion d'honorer et de remercier tous ceux, officiers d'artillerie et hommes du gouvernement, à qui nous devons ce prodigieux instrument de salut. Pourquoi faut-il qu'on ait à relever, çà et là, une mesquinerie indigne de notre union et de la circonstance.

Tout le monde n'aime pas mon compatriote lorrain et respecté ami, le général Mercier. Mais les vieilles querelles n'y font rien. Rien ne peut empêcher que l'initiative officielle, le choix du canon Deport préféré au canon Ducros, soit du général Mercier. Reprochez ce que vous voudrez à l'ancien Ministre de la Guerre, ceci demeure que le choix qu'il fit en mars-avril 1894 est en train, depuis six mois, de sauver la vie à des milliers de nos soldats et peut-être à la France. Il serait immoral de laisser ignorer au public patriote un service de cette force, service certain, que je connais par ses collègues du cabinet de 1894.

(Note de janvier 1916.)

Je précise et rectifie. L'initiative décisive du général Mercier ne se produisit pas en mars-avril 1914, mais un peu plus tard... Sur sa convocation (le général Mercier était alors ministre de la Guerre), une réunion eut lieu au Mont-Valérien. Il y avait le président du

Conseil Charles Dupuy, le ministre des Finances Poincaré, le ministre de la Marine Félix Faure et un certain nombre de membres de la Commission du budget. Le général Mercier voulait que ses invités assistassent au tir comparé des canons Deport et Ducros, et désirait obtenir les crédits nécessaires à la construction de quatre batteries. Cette réunion eut lieu le lendemain ou le surlendemain de l'interpellation sur Turpin.

XXXVII

POINCARÉ CONFIRME LES ENGAGEMENTS DE JOFFRE

15 Février 1915.

Le président de la République a eu raison de se rendre au milieu des Alsaciens et de leur déclarer (j'emprunte les termes de l'agence Havas) « qu'il venait confirmer aux populations d'Alsace les déclarations que leur avait déjà faites le général Joffre ».

C'est à Saint-Amarin, le vendredi 12 février, au milieu des maires accourus de toutes les communes voisines, qu'a été prononcée

cette solennelle confirmation du programme d'amitié et de gouvernement que l'histoire enregistrera sous le nom de *Pacte de Thann*. Joffre avait dit, vous vous le rappelez :

Notre retour est définitif, vous êtes Français pour toujours.

La France apporte, avec les libertés qu'elle a toujours représentées, le respect de vos libertés à vous, des libertés alsaciennes, de vos traditions, de vos convictions, de vos mœurs.

Je suis la France, vous êtes l'Alsace; je vous apporte le baiser de la France.

Et le président de la République a voulu ratifier cet engagement généreux et politique...

Mais dans un si grave sujet donnons le compte rendu..... :

A Saint-Amarin, les maires de plusieurs communes de la vallée sont accourus au-devant du Président. Le doyen a voulu adresser à M. Poincaré des souhaits de bienvenue, mais l'émotion lui a étreint la gorge et il a dû s'arrêter. Le Président lui-même, profondément remué, a répondu qu'il venait *confirmer aux populations d'Alsace les déclarations que leur avait déjà faites le général Joffre*. La France, heureuse d'ouvrir les bras à l'Alsace, si longtemps et si cruellement séparée d'elle, ne doute pas que la victoire n'assure bientôt la délivrance des provinces qui lui ont été arrachées par la force et tout *en respectant leurs traditions et leurs libertés* elle leur rendra leur place au foyer de la patrie.

C'est très bien. Voilà du bon travail, sage, généreux, fécond, nécessaire. Les Alsaciens et les Lorrains sont accordés avec la France éternelle; ils l'appellent de leurs vœux profonds, mais quand la France de 1915 se présente, ils demandent quelques explications. « C'est bien pour un mariage à vie, pour une union définitive que vous venez? » disent-ils. — Oui, nous revenons pour toujours. — Et les conditions de notre vie commune? — Joffre et Poincaré viennent de les proclamer. »

On verrait chez les Alsaciens quelque froideur, s'ils pouvaient craindre de subir le retour offensif et les représailles des Allemands, ou bien d'être bousculés dans leurs intérêts moraux et matériels par nos audacieux Français. C'est à quoi réfléchissent les notables de Dannemarie, dont j'ai vu la réserve sur leurs hauts perrons. Mais quand l'occupation devient définitive et que les deux plus hauts chefs civil et militaire ont parlé, l'attitude change et l'Alsacien laisse libre cours à ses préférences secrètes.

Animons-nous, civils et militaires, dans toutes nos relations avec les Alsaciens-Lorrains, de cet esprit qui éclate dans les démarches de Joffre et de Poincaré. Un des grands

soucis de nos ennemis, à cette heure, est de démontrer que l'Alsace-Lorraine respire du plus ardent patriotisme allemand. Ils ont fondé à Berlin et parmi les fonctionnaires de Strasbourg un comité pour venir en aide aux victimes de la guerre en Alsace-Lorraine. Ce comité, après une réclame colossale, a reçu d'importantes subventions, entre autres de certaines municipalités de l'Allemagne du Nord. Qu'a-t-on fait de cet argent ? On l'ignore. En tout cas, les indigènes n'en ont pas touché. Il est bon qu'en revanche, dès la première heure, les Français se soient préoccupés de secourir leurs frères malheureux. Je suis allé avec M. Jarray, du Conseil d'État, à Belfort et à Dannemarie, dès octobre, pour y jeter les bases d'une organisation du *Secours National*.

Toujours, avec le même zèle de façade, les Allemands affectent de s'occuper d'une seconde catégorie d'Alsaciens-Lorrains, des évacués et des internés civils, installés en France par les soins de l'administration française. A cet effet, ils ont constitué un comité, indépendant de celui des « victimes de la guerre » que je viens de citer, et ils ont envoyé à Bâle des sommes d'argent dont on ne fixe pas le chiffre pour être distribuées

par voie indirecte à ces évacués. Il serait honteux que l'Allemagne fût mise en mesure de s'occuper de ces braves gens. C'est à la France qu'il appartient de subvenir à leurs besoins. Plusieurs fois, j'ai cherché le règlement complet de cette question des internés civils et des évacués. Des résultats ont été obtenus, qui doivent être poursuivis sans qu'on se décourage. La censure ne me permet pas d'explorer publiquement cette plaie. J'ouvre un bureau à la *Ligue des Patriotes*, rue de Valois, 2, et, d'accord avec les excellentes institutions qui fonctionnent depuis des années et avec l'administration, nous chercherons à résoudre les difficultés qui nous seront signalées. Une véritable amitié, aidée par un service de contentieux, leur rendra, je crois, des services et réalisera, sur un plan modeste, quelque chose des retentissantes déclarations de Joffre et de Poincaré.

Il faut créer une collaboration nationale, une coordination de tous les efforts en faveur des Alsaciens-Lorrains si rudement piétinés par la guerre. Il faut, dans cette question sacrée, nous préparer à aller tout droit aux parties graves du problème. Nous sommes, Dieu merci, en France, assez de gens de Lorraine et d'Alsace ayant quelque connais-

sance du pays, quelque expérience de son caractère, de ses mœurs, de ses tendances religieuses, de son loyalisme militaire, de son goût pour l'organisation, de ses habitudes prises et de ses intérêts liés, et par là capables de discerner et dégager le fond français sous l'alluvion d'outre-Rhin. Il s'agit de distinguer entre les Alsaciens de race et les Allemands immigrés. Mais ce n'est pas tout : quand on aura fait le triage des personnes, il s'agira de faire le triage des sentiments dans la même personne.

Tous les témoignages montrent la complexité du problème. Si vous voulez l'aborder avec une joyeuse confiance, entrez dans les écoles d'Alsace, allez-y regarder les enfants. Presque aucun de ces gamins de village ne parle français, mais quelle bonne volonté à l'apprendre ! Un témoin me racontait hier que les sœurs de Ribeauvillé sont immédiatement arrivées à un résultat, et que leurs petits élèves enthousiasmés chantent des chansons françaises avec plus d'art et de nuances que ne pourrait le faire aucun petit Français. Ces pauvres enfants si touchants, bien incapables d'appeler la France, comme ils l'attendaient ! C'est en face d'eux que l'on prend le sentiment le plus fort et le plus émouvant de cette

mystérieuse sympathie qui relie la nature alsacienne à la patrie française. Ces enfants obéissent à la foi des traités qui ont été signés entre la France et l'Alsace sur tous les champs de bataille, et la vue d'un officier français pénétrant dans leurs écoles les remplit d'un délire joyeux d'amour.

Un des jeunes soldats qui se battent à cette heure dans les tranchées pour la France, mon ami Jean Variot, a écrit les plus admirables pages, dans un volume intitulé *les Hasards de la guerre* (Crès, éditeur), sur son retour d'exilé dans la maison de sa famille, à Dorlisheim, en Alsace. Prenez ce beau livre, plein de profonds souvenirs d'une race et des prophéties de notre renaissance. Vous y apprendrez ce que pensent nos jeunes générations, qui depuis quelques années se proposaient expressément de vivre une vie héroïque, et vous y verrez l'âme guerrière qui anima toujours les petits garçons alsaciens.

Officiers et soldats qui faites la campagne d'Alsace, il ne faut pas oublier que quarante-quatre ans de tracasseries ont recouvert les Alsaciens-Lorrains d'une glace de méfiance. Peu à peu, sous la douce chaleur de notre cordialité, cet hiver fait place au printemps, et leur prudence devenue une seconde nature,

leur habitude de se mettre perpétuellement en garde disparaissant, laissent apparaître cette âme éternelle de l'Alsace, si bien faite pour vous rassurer, au milieu de vos étonnements de détail. Surtout regardez ces enfants que vous émerveillez et qui vont être, avec tant d'allégresse, les plus beaux soldats de la France. Ce sont des petits Français d'il y a quarante-quatre années, qui vont respirer à large poitrine, maintenant que vous avez balayé l'ennemi héréditaire qui les étouffait. Favorisez leurs libertés, leurs traditions, leurs mœurs, comme Poincaré et Joffre vous le demandent, et voyez bien que si l'on va jusqu'à l'âme, d'eux à vous, cesse toute différence.

XXXVIII

LES HÉROS PRIVÉS DE GLOIRE

16 février 1915.

La guerre fait ses victimes par le fer, le feu, la mitraille, la maladie, les privations. Elle en fait encore par son injuste distribution de gloire. Entendez-vous bruire dans

l'air toutes ces ombres qui nous pressent et voudraient se faire reconnaître de nous ?

L'autre matin, Driant, Bonnefous, Paté, trois, quatre membres de la Commission de l'armée, et moi, nous étions réunis chez un aimable collectionneur, M. Delagrave, l'éditeur bien connu, qui mettait son cabinet à notre disposition, pour nous permettre de nous faire une idée sur le modèle de croix que l'on pourrait inventer, et, tandis que je maniais ces médailles, toutes ces nobles figures, toutes ces preuves parlantes, mon attention fut retenue sur l'une d'elles qui portait dans l'exergue : *Aux poètes sans gloire* ».

Quelle inscription émouvante ! Tout de suite, elle emmenait ma pensée vers les héros malheureux, vers les soldats qui luttèrent, souffrirent, méritèrent, sans avoir des remerciements. L'un d'eux, un jeune dominicain de vingt ans, Ambroise Soudé, qui vient de mourir au champ d'honneur à la fin d'octobre, avait fait, avant son départ, une conférence où je trouve cette prophétique apostrophe d'une beauté étrange et saisissante : « ... *L'oubli descendra sur notre héroïsme, comme les corbeaux du soir sur les cadavres ; et jamais un poète ne dira le geste des séminaristes de France. Il n'y a d'épopée que de la légende, et notre mort sera*

trop vraie pour être jamais chantée. Notre âme sera seule au monde à savoir le ravin où nous aurons roulé ».

C'est le hasard qui met dans mes mains ce texte. Je ne vous le cite pas, parce qu'il est d'un prêtre ; je vous le cite, parce qu'il est sublime et pour qu'il soit l'immortelle survie d'un cadavre perdu dans une tranchée anonyme.

A côté des morts privés de gloire et que leur âme seule se remémore, pensez aux vivants récompensés par l'injustice !

De grâce, m'écrit d'un hôpital un blessé, n'oubliez pas les oubliés du début de la guerre. Pendant la dure retraite de Belgique, il n'y a pas eu de citation à l'ordre du jour dans la plupart des corps d'armée. On avait autre chose à penser et à faire. Il y eut cependant, à cette époque, de merveilleux faits d'armes que vous ne pourrez récompenser, enchaînés que vous serez par un texte trop étroit. Ce ne fut que pendant la bataille de la Marne que les citations commencèrent à paraître...

Et cette autre lettre :

Je suis, en ce moment, blessé d'un éclat d'obus qui m'a emporté le menton... Le 4 décembre, la 2⁴^e compagnie du 204^e d'infanterie a été citée à l'ordre de l'armée pour avoir repoussé toutes les attaques des Allemands sous un feu meurtrier. Donc, Monsieur Barrès, je vous pose une seule question. Que va-t-on faire pour mon capitaine et pour nous autres, les deux

cent cinquante hommes, qui n'avons pas bronché et qui avons fusillé les Prussiens à bout portant ? Croyez-vous que ces deux cent cinquante croix du Mérite militaire seraient mal placées ? Car, depuis six mois de guerre, nous sommes la seule compagnie citée à l'ordre du jour de l'armée.

Et il ajoute, ce brave :

Je vous prie de m'excuser pour l'écriture ; mais, ayant un bras pris en écharpe, je ne puis mieux faire...

L'écriture et la pensée sont claires, mon camarade, et justes, et je souhaite bien qu'en haut lieu nous soyons entendus, vous, disant si bien votre affaire, et moi, vous faisant écho.

Nous n'arriverons jamais à établir le règne de la justice ; mais je veux mettre sous les yeux de tous le plus grand nombre possible d'éléments d'information. Écoutez donc encore cet officier blessé, qui me dit :

Je viens d'être décoré de la Légion d'honneur pour fait de guerre. Je ne vous cache pas que, si la nouvelle médaille avait existé, elle aurait eu plus de prix à mes yeux que la Légion d'honneur, qui me serait venue tôt ou tard. La solution logique me semble consister dans l'attribution d'office de la nouvelle médaille à ceux déjà décorés pour fait de guerre, afin que l'on voie bien qu'ils sont des décorés de la bataille.

En tout cas, voici un oubli et une injustice bien involontaires qui se sont glissés dans le texte de la Chambre, et que je demande à mes collègues de rectifier s'ils jugent que j'ai raison.

Le texte porte : « *Il est créé une croix destinée à commémorer, depuis le début de la guerre de 1914-1915, les citations individuelles des officiers, sous-officiers, caporaux et soldats des armées de terre et de mer, à l'ordre de l'armée, des corps d'armée, des divisions, des brigades et des régiments.* »

C'est dire que la nouvelle décoration sera refusée aux aumôniers et infirmiers sans titres militaires, aux infirmières laïques ou religieuses que leur dévouement héroïque a fait citer à l'ordre de l'armée ! Ce résultat serait contraire à ma conception initiale, certainement à la conception de mes collègues et collaborateurs. Bonnefous, qui a bien voulu se charger d'un des côtés parlementaires de la campagne, n'a pas entendu, cela va de soi, exclure aucun de ceux qui ont eu l'honneur d'une citation, ceux-là surtout qui sont des engagés volontaires au service de la Patrie. Mon cher ami Driant, le rapporteur, est tout à fait d'accord avec moi. Nous nous trouvons en présence d'un *lapsus calami*,

d'une erreur de plume. Aussi importe-t-il que le Sénat veuille bien modifier la proposition votée par la Chambre et adopter le texte que voici :

« Il est créé une croix dite Croix de Guerre, destinée à commémorer, depuis le début de la guerre de 1914-1915, les citations individuelles à l'ordre de l'armée, des corps d'armée, des divisions, des brigades et des régiments. »

Ce texte indiquerait clairement que tous ceux qui ont été l'objet d'une citation individuelle, qu'ils soient militaires ou non, ont droit à la *Croix de Guerre*, et il éviterait de parler des « caporaux de l'armée de mer ».

(Un oubli tout pareil avait été commis par la loi du 9 novembre 1911, qui n'avait accordé qu'aux combattants la médaille commémorative de 1870-71. La lacune a été comblée par une loi du 27 mars 1912, qui a reconnu aux médecins, infirmiers, infirmières et aumôniers le droit à la médaille.)

Pendant que je suis à causer avec la commission du Sénat, me permettra-t-elle de lui dire un mot de l'idée émise par l'honorable M. Monis d'une nouvelle décoration pour les civils? Ça ne plaît pas beaucoup ; ça paraît bien électoral ; c'est des histoires d'il y a sept

mois. Pour les civils, le Gouvernement a la Légion d'honneur. En dépit des scandales, tel est son passé de gloire qu'elle fait toujours plaisir. Il y a aussi les palmes agricoles et les mérites académiques. Et les fonds secrets. Et puis, de temps à autre, des trouvailles de génie. Ainsi, Viviani a fait le voyage de Lunéville pour donner un témoignage à Keller, le maire de la ville, devant ses concitoyens. Il lui a dit : « Monsieur le Maire, vous êtes un héros. Je viens de voir le maire de Reims, qui en est un autre. Je l'ai décoré. Vous, je vais vous embrasser. » Keller a été enchanté, et, depuis lors, il ne cesse pas d'admirer la variété des moyens ministériels. Moi aussi. Et vous ?

Vous le voyez. Les civils ont tout ce qu'il leur faut. Restons-en à notre décoration pour les combattants. Les chefs militaires demandaient qu'on leur donnât un moyen d'accroître encore l'énergie guerrière dans les tranchées et de récompenser tant de prodigieux élans, les plus beaux qu'aient jamais fournis les armées de la France. De là notre croix de guerre. Elle sera un instrument de la défense nationale, un multiplicateur de nos forces morales.

P.-S. — M. Graça Aranha, membre de l'Académie brésilienne et ministre plénipotentiaire, l'auteur de ce beau livre, *Chanaan*, qui a été traduit en français, où il décrit avec une admirable puissance les colonies allemandes qui émaillent les fertiles vallées et les forêts tropicales de l'Espirito-Santo, me fait l'honneur de m'adresser le télégramme que voici :

« Rio-Janeiro, 14 février. — Le président de la République vient de sanctionner la convention littéraire avec la France. De plus en plus, les sympathies brésiennes pour la France et les alliés sont vivantes et actives. La politique extérieure du Gouvernement est d'accord avec cette sympathie. Suis avec vous de cœur et pensée. Profonde affection. »

» GRAÇA ARANHA. »

XXXIX

LA STÈLE DE NOTRE CORPORATION

17 février 1915.

Je manque à l'un de mes principaux devoirs, et je m'en fais chaque jour le reproche. Tous ces jeunes hommes que je connais et qui tom-

bent au champ d'honneur, ces écrivains, ces députés, je devrais immédiatement les saluer, les remercier, dire notre sentiment unanime, donner une voix à la piété des Lettres françaises. Mais chaque jour apporte un nouveau nom sanglant. Et tout de suite parler, quand le silence est si beau, quand nous voudrions attendre qu'une image nouvelle se forme, dans notre conscience, avec les traits du mort ennobli par son sacrifice !

C'est par respect que je voudrais me taire, ajourner le culte de mémoires en train de devenir sacrées. Mais vous avez raison, il faut que, surmontant ses délicatesses privées, le sonneur sonne la cloche et que chacun se range sur le passage du cortège des morts exemplaires.

Paysans, industriels, commerçants, ouvriers, prêtres, instituteurs, écrivains, nous les saluons tous, ceux qui accomplissent leur sacrifice. Mais notre instinct et notre devoir nous obligent particulièrement envers nos amis, envers nos confrères, envers tous les membres de notre corporation. De jour en jour, la liste funèbre s'accroît. Lisez le *Bulletin des écrivains de 1914-1915* que publient, pour l'honneur des lettres françaises, MM. Fernand Divoire, René Bizet et Gaston Picard. Voilà

Péguy, Psichari, Guy de Cassagnac, Émile Nolly, Pierre Gilbert, Joseph Lotte, tous ceux que déjà nous avons salués. Et le défilé continue. Je ne les connais pas tous. Mais chacun d'eux a son ami qui l'accompagne et me le nomme.

Parlez un peu de François Laurentie, m'écrivent les Tharaud : il était de la race des Péguy et des Lotte, mais il n'y avait pas eu de cassure dans sa vie ; elle avait toujours été d'un seul mouvement, français et catholique. De la naissance à la tombe, il est resté constant dans les mêmes idées et les mêmes sentiments, ceux de sa famille depuis des générations. C'était l'âme la plus noble, la plus chevaleresque et aussi d'un romanesque charmant. Barbey d'Aurevilly faisait sa grande admiration littéraire. Et comme cela se comprend ! En d'autres temps, il se serait battu aux côtés de La Rochejacquelin. Il est tombé devant les Prussiens à Arras.

Père de six enfants, François Laurentie aurait pu ne marcher que plus tard. Il est parti des premiers. Il a été frappé glorieusement, le 12 janvier, par un obus dans une tranchée de première ligne, non loin d'Arras. A ses moments de repos, il s'amusait à sculpter un bois sur lequel il avait gravé ces mots où se résument toutes ses pensées : *Gemens spero*. Les camarades qui partageaient ses dangers ont raconté sa fin admirable. Ils ont recueilli ses mémoires qu'il écrivait chaque

jour. Puissé-je vous faire connaître ces *ultima verba* de François Laurentie, après que, prochainement, je vous aurai parlé du *Carnet* de Marcel Drouet et des souvenirs de Victor Boudon sur Péguy, et des *Reliquiæ* de Psichari. Nous honorerons tous nos morts.

Pierre Benoit, le poète de *Diadumène* et François de Tesson m'écrivent pour que je rende hommage au poète Charles Perrot, tué devant Arras, le 23 octobre.

Il faisait partie d'un de nos plus glorieux régiments lorrains, le 237^e d'infanterie, qui n'a pas ménagé son sang pour la défense du pays. Parmi ces braves il se montra toujours l'un des plus braves. Cité plusieurs fois à l'ordre du jour, il fut félicité une fois de plus, le jour de sa mort, pour avoir mené l'assaut des maisons fortifiées et des jardins de Saint-Laurent. Ce poète était un entraîneur d'hommes merveilleux. En temps de paix, alors qu'il publiait son recueil de vers la *Plainte intérieure*, il s'occupait de questions militaires dans un bulletin destiné aux réservistes et à leur organisation. Ce double idéal, il l'a payé de sa vie, sans une plainte. Le jour même où il devait être frappé, un de ses camarades le voyant malade d'une bronchite aiguë, lui dit : « Je vais te remplacer. Tu as toujours fait ton devoir. Repose-toi. » Et Charles Perrot lui répondit : « On n'a jamais fini de faire son devoir. »

Qui me donne ces détails ? Celui-là même qui le remplaça, un autre homme de lettres, François de Tesson, qui, le lendemain, tou-

jours dans les jardins de Saint-Laurent, fut blessé de deux balles.

D'outre-mer, un des plus fidèles amis de la France — faut-il l'appeler un Italien ou bien un Français ? — me recommande la mémoire du lieutenant Jean Martin, ancien élève de l'École normale supérieure, membre de l'École française de Rome, tombé glorieusement à Gerbéviller en installant sa section de mitrailleuses sous le feu de l'ennemi.

A la fin d'août, me dit le comte Prinoli, j'avais reçu de ce vaillant jeune homme une carte postale ainsi rédigée : « Pas encore mort ! Espérons que cela ne tardera guère, car demain Marlborough s'en va-t-en guerre, mironton. » C'est bien la bravoure avant le combat qui se chante à soi-même un refrain pour s'entraîner, un trop joyeux éclat de rire gaulois destiné peut-être à dissimuler une dernière larme donnée à la famille qu'il ne reverra plus. Jean Martin était en effet un de mes jeunes amis de Rome. Il se plaisait à retrouver dans ma bibliothèque un peu de l'air natal, et moi, j'aimais en lui un intelligent représentant de cette jeunesse française que nous voyons se révéler au feu, digne de ses aînés. Qui donc a dit : « Le Français est le seul peuple dont les mœurs peuvent se dépraver sans que le cœur se corrompe et le courage s'altère » ? Jean Martin est tombé glorieusement et il est inconnu. Selon votre image, c'était encore une chrysalide. Il avait passé sa trop studieuse jeunesse à filer consciencieusement son cocon, de l'École normale à l'École de Rome, et il n'avait pas eu le temps de prendre son vol. Mais ses succès universitaires, ses études et ses travaux prouvent qu'il ne serait pas resté longtemps dans

l'ombre. Il allait entrer dans la carrière archéologique, historique et littéraire. Aux premiers pas, il rencontre la gloire qui l'enlève de sa route, l'emporte sur ses ailes. Il se croyait destiné à écrire l'histoire, il fut appelé à contribuer à la faire. Mais celui-ci a tué celui-là. Je viens donc vous demander, quand vous parlerez de ceux dont vous reconnaissez la voix et qui vous appellent, d'y joindre le nom humble et glorieux de Jean Martin.

Avec quel empressement j'accueille le témoignage de Primoli, puisqu'il s'agit d'honorer un des défenseurs de la Mortagne et de la Moselle. Nous inscrirons avec reconnaissance le jeune nom de Jean Martin sur les ruines de Gerbéviller la martyre, comme je l'ai promis à sa sœur, Antigone que je salue avec respect et que je n'ai pu jusqu'à cette heure aider à retrouver les cendres de son frère.

Jean-Louis Vaudoier, le poète brillant, s'interrompt de se battre pour me réclamer « la médaille de guerre de notre corporation » pour Émile Despax, mort au champ d'honneur. Son seul livre, *La Maison des glycines*, est un beau recueil plein de grâce et de noble amour. Il aurait écrit d'autres livres qui l'eussent fait célèbre, mais sa gloire militaire ne doit pas être l'ennemie de sa gloire littéraire. La justice que son émule Jean-Louis Vaudoier sollicite pour lui, est le plus bel hommage que

nous puissions mettre sur cette tombe aimée de toute la jeune littérature.

Je n'ai pas fini de nommer les deuils de l'art et de la pensée, et voici d'autres ombres qui viennent de régions plus tumultueuses et que je veux accueillir...

... Félix Chautemps, m'écrit un des combattants du front, était parti comme sergent de chasseurs alpins. Vous qui n'étiez pas de ses amis politiques, vous avez certainement apprécié l'élan de son caractère, la sympathie qu'il dégagait. Il fit de si belles choses à la bataille de la Marne, puis sur l'Yser qu'il fut nommé lieutenant, cité à l'ordre du jour de l'armée et proposé pour la Légion d'honneur. Il vient de tomber, le 22 janvier, sur la terre d'Alsace qu'il aura contribué à rendre à la France. Je suis certain, monsieur, que vous voudrez saluer la fin de cet adversaire. Son frère Maurice Chautemps a été tué le 22 août, à Autrey, dans l'Aisne. Son autre frère, Pierre Chautemps a été grièvement blessé dans le Nord, au mois de septembre. Quelle sympathie douloureuse, n'est-ce pas, monsieur Barrès, doit entourer le père et la mère de tels enfants...

Je salue ces beaux combattants, et ma pensée les réconcilie avec l'un de leurs adversaires, mon ami Pierre Leroy-Beaulieu, éminent par la science et le caractère, qui vient de recevoir le noble hommage d'un Allemand, d'un Allemand exceptionnel, sachant garder au milieu des duretés nécessaires de la guerre une âme juste et courtoise.

... J'arrête ce dénombrement. J'y reviendrai de mois en mois, s'il le faut. Nous graverons tous les noms de notre corporation sur la stèle, avec un outil grossier, dans la hâte de ne rien oublier mais du moins avec piété. C'est notre devoir, c'est notre salut d'aimer nos morts et de recueillir leur souffle. Quelle énergie de vie ils exhalent ! O morts, que vous êtes vivants ! La France s'était amusée, par un jeu inexplicable, à s'aller reposer quelques heures dans son sépulcre, car les nations et les individus ont leurs tombeaux toujours prêts, et ses ennemis s'approchaient pour pousser la pierre et l'ensevelir ; mais, réveillée en hâte par ses plus jeunes fils, elle est sortie de sa chambre de mort. Elle va avec eux maintenant sur les rudes chemins, rouges de sang, et dit en se frappant la poitrine : « Je leur avais donné une âme héroïque, pourquoi ai-je négligé si longtemps de les armer. Ils vivaient ! » Ils n'ont pas cessé d'être. Ils sont seulement transformés. Ils agissent mieux que jamais. De tous les champs de bataille m'arrivent des messages de deuil et de gloire, des récits porteurs de semence, des portraits qui nous montrent nos morts transfigurés, héroïsés.

Qui expliquera ce mystère, ce désir de

mettre des fleurs sur les tombes et, plus singulière encore, cette pensée constante de ces mourants qui disent : Je veux que votre dernier regard, quand je franchirai la porte funèbre, soit si émerveillé de mon courage que jamais vous ne puissiez me préférer aucun vivant ?

Une des pages les plus saisissantes de 1914, ce sera le dernier dîner des plus jeunes Saint-Cyriens, des enfants de dix-neuf, vingt, vingt-et un ans, quand ils firent, au soir de la déclaration de guerre, le serment fou dont ils allaient mourir. Vous connaissez l'épisode. J'en trouve une trace dans une lettre qu'il m'est donné de lire d'un de ces jeunes héros. Le Saint-Cyrien Parrot-Lagarenne écrit à ses parents :

Ceux de la deuxième année vont partir immédiatement. Quant à nous, nous n'aurons pas l'honneur d'essuyer les premiers coups de feu, car nous attendrons quelques jours, le temps d'achever rapidement notre instruction. Notre promotion va être baptisée, ce soir, mais sans « triomphe » et militairement. La gravité des circonstances ne permet pas le chahut et les réjouissances qui sont de tradition. Enfin, ce soir, nous serons « officiers de la croix du drapeau ». C'est le nom provisoire de notre promotion. Les événements le remplaceront.

J'entends cette jeune voix, je devine sa

belle et joyeuse émotion, sa fierté. Ce fut ce soir-là que ces nobles enfants firent le serment de recevoir le baptême du feu gantés de blanc et le plumet de casoar au shako. La promotion de la *Croix du Drapeau*, le dernier dîner de Saint-Cyr, la mort d'Alain de Fayolle, tué dès les premiers combats, quand il tenait, le trop admirable enfant, sa parole enthousiaste ! Quel poète entonnera le chant funèbre et triomphal, sur cette jeunesse qui voulut se parer pour mourir. Enfants des familles militaires, ils marchent devant toute la nation, mais toute la nation les suit, les rejoint, se sacrifie avec une générosité terrible où les sages pourraient croire que nous nous épuisons, si les plus sages ne prophétisaient que cette excessive manière de payer la dette militaire, sans tenir compte d'aucune variété d'aptitude, va faire sauvagement, sublimement notre régénération.

P. S. — Je m'empresse de publier la lettre suivante qui adoucira, en quelque mesure, le deuil glorieux de la famille et des amis du vaillant député de Neuilly.

En revenant des tranchées, nous étions venus nous reposer au village de B... en Belgique, dans les environs d'Ypres, village qui depuis un mois avait pas mal

souffert du bombardement allemand. En visitant les ruines de l'église, je découvris la sépulture de M. Nortier capitaine de territoriale, maire et député de Neuilly, dont j'avais pu apprécier à Paris les hautes qualités de cœur et d'esprit. Je venais justement de lire votre article sur les *Héros morts et leurs familles*, aussi je vous serais bien reconnaissant d'être auprès de la famille et des amis de M. Nortier, mon interprète pour leur dire comment j'ai trouvé la tombe de leur glorieux mort. Par miracle, elle n'a nullement souffert du bombardement qui a ravagé toutes les tombes auprès. De plus, des mains pieuses ont planté des fleurs qui ont repris et qui poussent malgré le temps épouvantable. Le curé de B... a bien voulu m'affirmer que cette tombe serait l'objet de ses soins. Je serais très heureux que ces nouvelles puissent apporter un adoucissement à la douleur de la famille et des amis de notre vaillant camarade.

Le sous-lieutenant Ch. VALENTIN.

XL

CEUX QUI SE SACRIFIENT

NE VEULENT PAS ÊTRE DUPES

18 février 1915.

Vous l'avez lue, cette clause insensée votée par les socialistes dans leur congrès de Londres ! Vous l'avez lue ! Ils disent que les Alsaciens-Lorrains seront appelés à disposer

d'eux-mêmes ! Comment ! nous avons été chassés de nos maisons, nous avons opté pour la France, des Prussiens en armes sont venus prendre nos places en Lorraine et en Alsace, et on demanderait à ces trois cent mille intrus et fils d'intrus de voter ! Et les Lorrains et Alsaciens qui se sont réfugiés en France, pour ne pas être Allemands, seraient dans l'impossibilité d'exprimer leur vote ! Tout cela est inextricable. Il n'y a pas moyen de discuter avec sang-froid une proposition évidemment destinée à favoriser l'Allemagne.

La vérité saute aux yeux. Elle tient en quatre lignes que voici :

L'Allemagne, en nous déclarant la guerre, a déchiré le traité de Francfort et supprimé toutes ses conséquences. Donc nous sommes ramenés à quarante-quatre ans en arrière. L'Alsace-Lorraine est un pays français qui vient d'être momentanément occupé par l'ennemi. Il faut la considérer comme les autres parties de la France que les Allemands occupent depuis quatre mois.

Il y a quelques jours, on aurait pu trouver prématuré de causer des conditions qui assureront, après la victoire, la paix du monde et notre sécurité. Chacun de nous, pourtant, y

pense fréquemment et s'inquiète de savoir si toutes les dispositions ont été prises par les chancelleries alliées. Nous avons été heureux d'entendre le Président de la République déclarer, le 7 décembre, que nous voulions une paix « garantie par la réparation intégrale des droits violés et *prémunie* contre des attentats futurs ». Et, le 22 décembre, le Président du Conseil a confirmé énergiquement ces volontés au nom du Gouvernement. *La réparation de tous les droits violés*, c'est d'abord la rentrée triomphale de l'Alsace et de la Lorraine dans la Patrie française. La garantie de notre sécurité dans l'avenir, c'est un ensemble de précautions contre le germanisme auxquelles il serait bon, l'événement de Londres le prouve, de préparer l'opinion.

Il n'y a qu'une solution. que réclament les intérêts unis de la France, de l'Angleterre, de la Russie, de la Belgique, de la Serbie : l'amointrissement et le dépècement de l'Empire allemand.

Toute autre paix sera précaire.

Au reste, sur le principe, qui peut faire des objections ? Qui peut douter, par exemple, que l'Allemagne ne doive être amoindrie de l'Alsace-Lorraine ; que nous ne devions nous prémunir contre elle sur le Rhin, et que les

puissances d'attaque de nos barbares voisins ne doivent être anéanties ?

Je parle ici en homme indépendant, qui n'engage rien ni personne, qui connaît un peu les alentours de l'Alsace-Lorraine, qui les aime (s'il est permis d'employer ce mot à la minute où des gens qui furent, au début du siècle, parmi les meilleurs soldats de nos armées tirent sur nous). Et je voudrais guider, orienter les esprits, pour qu'ils comprennent que là-bas la France a déposé des semences patientes, toujours prêtes à lever.

Mais voulez-vous entendre une opinion qui ne vous sera pas indifférente ? Écoutez ce que m'écrit le plus digne des correspondants, un industriel dont la famille a subi toutes les vicissitudes des annexions de 1814, 1815 et 1870 :

Mon trisaïeul P. G..., maire de Sarrelouis sous Louis XV, m'écrit ce fils d'une vieille famille rhénane, créa dans les environs de cette ville, ainsi que dans le duché de Nassau-Sarrebruck, des forges d'acier, des fonderies qui fournirent quantité d'armes et de munitions aux armées de la République et de l'Empire. Ces établissements furent annexés à la Prusse, en même temps que Sarrelouis et Sarrebruck, à la suite de la deuxième invasion en 1815. Mon grand-oncle, un ami de Berryer, qui relate le fait dans ses *Mémoires*, ne voulut pas survivre à la rectification de la frontière et signa son testament : « G..., mort français. » Plus

tard, mon père, désirant conserver sa nationalité française, créa de nouvelles usines aux environs de Saint-Avold. Et celles-ci ayant été à leur tour annexées à l'Allemagne en 1871, nous sommes venus en Meurthe-et-Moselle...

Voilà qui vous donne une idée, n'est-ce pas, de la vie qu'à travers les générations on nous fait mener dans l'Est, et on s'expliquera que nous demandions des garanties ! Mais écoutons encore les renseignements de mon correspondant :

Ayant conservé, me dit-il, de nombreuses relations avec des familles restées de l'autre côté de la frontière, et même en Prusse, au delà de l'ancienne limite de 1815, je crois connaître l'esprit des classes dirigeantes de ces pays. Ces gens... ont conservé non seulement des mœurs et des goûts français, mais encore des relations fréquentes, voire même intimes, avec les branches de leurs familles demeurées françaises, habitant la Lorraine et Paris. Je citerai... Avec le temps, ces familles, qui ont une influence considérable dans le pays, seraient certainement ralliées à notre domination.

Qu'est-ce que je vous disais ! Il n'y a pas, à mon goût, de pays plus excitants pour l'imagination que la vallée de la Sarre, la divine Moselle, le grand-duché de Luxembourg, toutes ces terres qui nous attendent éternellement.

L'autre jour, un maître éminent de la Sor-

bonne, un Alsacien, mon confrère de l'Institut, M. Charles Diehl, me communiquait ses pensées.

— On a besoin, me disait-il, de gens capables de distinguer entre les Alsaciens de race et les Allemands immigrés. Nous sommes quelques-uns qui aimons, connaissons, comprenons la langue, le caractère, les mœurs, les traditions du pays. Si l'on fait un jour appel à nous pour travailler dans l'Alsace reconquise, comme nous serons heureux ! Tenez, continuait-il, mon maître Ernest Lavisse nous disait, il n'y a pas longtemps, à mon collègue Pfister et à moi, que, ce jour-là, il demanderait à aller professer un semestre à l'Université française de Strasbourg. Nous sommes quelques-uns, à la Sorbonne, d'origine alsacienne, qui serons alors passionnément désireux du même honneur, et je ne serais pas, pour ma part, médiocrement fier d'aller porter le salut de l'Université de Paris à ce Strasbourg où je suis né.

Ainsi me parlait Charles Diehl. Et il ajoutait :

— Rêves lointains encore assurément, mais dont la réalisation, dès aujourd'hui certaine, sera si belle ! Et ce jour-là, mon cher confrère, je suis sûr que vous nous aiderez à

faire entendre à l'Alsace les paroles françaises qui iront à son cœur.

Ah ! mon cher Monsieur Diehl, je ferai tout ce que Strasbourg et Metz voudront ; mais quand je rêve, ou plutôt quand je réfléchis, je me vois surtout m'allant promener librement à Luxembourg, où j'ai déjà des amis, et plus loin, dans ces belles villes de Trêves, de Coblençe et plus bas encore, pour y faire aimer la France, car ces populations auront à choisir de se rattacher à nous et de partager fraternellement notre existence, ou bien de garder leurs destinées propres sous la garantie d'une neutralité perpétuelle.

Il ne peut plus être question, au long de la charmante Moselle et sur la rive gauche du Rhin, d'aucune souveraineté de Bavière, ni de Prusse, d'aucune pensée pangermaniste. Nous voulons la paix du monde, la sécurité pour nos fils et pour nos petits-fils.

D'ailleurs, nos enfants seront aisément aimés sur cette rive gauche. Nos pères y étaient hautement estimés. Ces beaux territoires, soustraits à la brutalité prussienne, ne tarderont guère à fournir, sous la discipline française, d'excellents éléments graves, patients, loyaux, qui s'équilibreront très bien dans notre nation. Je me rappelle, parmi les

jours les plus heureux de ma vie, ceux que j'ai passés à errer en bicyclette, en bateau, à pied, de Metz à Coblençe, parmi ces forêts, ces montagnes romanesques, ces petits villages tout pleins de souvenirs de la Révolution et du premier Empire.

Je n'étais pas en Allemagne, mais sur des territoires qu'un seul rayon du soleil de France mettrait au point. Le Rhin est un vieux dieu loyal. Quand il aura reçu des instructions, il montera très bien la garde pour notre compte et fera une barrière excellente à la Germanie. Vous verrez, nous nous assoirons comme des maîtres amicaux sur la rive du fleuve, et nous ranimerons ce que la Prusse, « le sale peuple » (n'en déplaise au professeur maboul de l'Université de Bordeaux), a dénaturé et dégradé, mais qui était bien beau. Nous libérerons le génie de l'Allemagne, qu'ont aimé follement nos pères.

Un délire pangermanique empoisonne, à cette heure, les peuplades d'outre-Rhin. Pourtant, leurs États particuliers demeurent, en général, solides et aimés, en même temps que le Prussien envahisseur est sourdement détesté. Guérissons des malades. Évitions à ces Allemands de vivre plus longtemps dans cette unité qui a surexcité en eux le plus

effroyable esprit de domination. C'est un digne rôle pour des vainqueurs généreux. Et puis, trêve de plaisanterie, ceux qui se sacrifient à cette heure, avec une terrible énergie, pour le salut de la Patrie se désespéreraient si leur holocauste devait être rendu inutile. Ils ne veulent pas avoir été dupés. C'est le salut de la France et la paix du monde, sans pitié pour l'Allemagne, qu'exigent les mères en deuil, les soldats et le génie politique.

XLI

RÉPARATIONS ET GARANTIES

(Rive gauche du Rhin)

19 Février 1915.

Que les chefs du socialisme international se réunissent pour réciter leurs formules consacrées et pratiquer leurs exercices rituels, il est possible, comme nous le disent certains d'entre eux, que ce soit une sorte de nécessité, une innocente formalité et le fait d'un parti organisé en quelque sorte religieusement. Nous n'avons pas envie de chercher chicane à aucune des chapelles où nos com-

patriotes aiment à se grouper. Tout ce qui est français nous plaît, nous semble bien supérieur à nos critiques, et voilà des mois que nous ne songeons aux socialistes que pour admirer comme ils ont rompu avec la Social-démocratie de Guillaume et répondu unanimement à l'appel des tambours et des cloches sonnante la mobilisation.

Mais qu'est-ce que ces déclarations de Londres qui ne peuvent rendre service qu'aux Allemands ? Et à quoi rime-t-il de venir subitement dire à nos soldats, qui délivrent l'Alsace, qu'après les coups de fusil il y aura le coup du referendum. C'est insensé ! Les Allemands disent : « Je prends la Belgique, je prends le Nord, je prends la Lorraine ». Et voilà que les chefs socialistes français déclarent : « Avant de reprendre l'Alsace et la Lorraine, nous demanderons l'agrément des Boches, qui s'y sont installés en chassant nos frères ! »

Joffre et Poincaré viennent d'aller dire aux Alsaciens de Thann : « Vous revoici Français pour toujours ». Mais Sembat et Guesde interviennent pour dire : « Non pas ! Il faudra d'abord voter ! »

Je le demande au plus collectiviste de tous les collectivistes qui versent leur sang

sur la terre d'Alsace, en quoi cette déclaration des chefs du socialisme sert-elle les intérêts de la France ou du prolétariat ? Elle ne tend qu'à nous empêcher de profiter de la victoire et des effroyables sacrifices qu'elle exige.

Nous félicitons le président du Conseil d'avoir rétabli la vérité, en déclarant hier à la Chambre que l'Alsace-Lorraine nous reviendra « non par l'effet d'une conquête, mais par l'effet d'une restitution ».

Le manifeste de Londres, le président du Conseil désire que nous le tenions pour un « malentendu ». Je veux bien. Nous n'y insisterons donc pas, sinon pour remplir le devoir que cet incident nous fait reconnaître.

Peut-être, nous tous, gens de l'arrière, avons-nous mollement servi ceux qui se battent, quand, tout entiers à les assister de notre mieux dans le présent, nous avons ajourné de considérer l'avenir. Il y a six mois encore, nous nous laissions duper par les mots ; est-ce que demain nous allons recommencer ? On peut le craindre, quand on voit qu'au milieu des cruelles réalités de la guerre une pensée germanique, qui cherche à nous priver du fruit de la victoire et à nous soustraire le prix de notre sang, est contresignée

par l'un des chefs du Gouvernement. Mettons-nous en travers de ce courant de ruine. Allons des formules allemandes aux réalités françaises.

Il importe que l'opinion publique s'habitue dès maintenant à remuer certaines idées concernant le traité de paix futur, à les vérifier, à les éprouver dans de nombreuses conversations, afin que nous voyions ce qu'elles contiennent et que nous ne nous laissions pas prendre à l'éternelle logomachie qui nous vient d'Allemagne.

Il faut à tous les Français, qu'ils soient socialistes ou conservateurs, la réparation du passé et la garantie de l'avenir. Le président de la République et le président du Conseil l'ont dit. Chacun le contresigne. Socialistes ou non, mettons-nous à la file dans le cortège unanime de ceux qui disent, les poings serrés : « Nos frères et nos fils sont tombés au champ d'honneur. Leurs blessures crient qu'ils ne veulent pas avoir souffert pour rien ».

L'importance du traité à intervenir ne sera pas moindre que celle de la guerre elle-même. A-t-on vu en France, avant la guerre, des hommes occupés à nous désarmer pour que nous arrivions moins forts devant les sol-

datés allemands ? En verra-t-on, durant la guerre, occupés à nous désarmer pour que nous arrivions moins forts devant les diplomates allemands ?

Nous fumes unanimes à l'heure terrible de la semaille. Les socialistes confondus avec tous les autres se sont offerts dans l'holocauste de la jeunesse française. Comment certains de leurs chefs viendraient-ils empêcher les fils des morts de récolter la sainte moisson du sacrifice ?

Ils n'empêcheront rien du tout. L'Allemagne, en prenant l'initiative de déclarer la guerre à la France, a déchiré le traité de Francfort, et, par là-même, l'Alsace-Lorraine redevient ce qu'elle était avant le traité de Francfort : une partie de la France. Ce serait une effroyable offense aux Lorrains et aux Alsaciens de les obliger à demander la permission d'être Français à leurs odieux geôliers boches. Nous ne pouvons pas croire que les chefs socialistes s'obstinent à nous faire cette injure. Le Gouvernement nous a donné une satisfaction. Mais il est bon que l'opinion, que l'on vient de chercher à fausser, examine toutes les données du problème de la paix future, afin de comprendre et d'appuyer les justes exigences de notre diplomatie.

Le « malentendu » de Londres nous prouve combien il importe que l'opinion publique ait son éducation faite, afin de ne pas se laisser prendre à la tromperie des mots et des formules périmées. Mais les observations que je désire soumettre à l'examen des patriotes, je ne veux pas qu'elles voisinent avec les quelques phrases de combat qui se trouvent dans cet article. L'incident de Londres, après la déclaration de Viviani, est réglé. Je ne puis pas croire qu'aucun Français s'obstine à désirer une humiliation pour les Français d'Alsace-Lorraine en continuant à dire qu'il serait juste de les soumettre au bon plaisir des intrus allemands. L'union sacrée est rétablie. Pour nous mettre à l'abri d'un nouveau malentendu, voulez-vous que nous examinions librement, sans rien de serré, par touches successives, à la manière d'une causerie où la pensée va et vient et s'essaye, quelle réparation et quelles garanties nous attendons de la victoire ?

XLII

UN ÉVEILLEUR D'OPINION

20 février 1915.

Parler des conséquences de la guerre, tandis que le canon gronde et avant que la décision ne soit obtenue, cela peut sembler téméraire ou prématuré.

Mais s'il répugne au bon sens français de vendre la peau de l'ours avant que l'animal soit par terre, il est pourtant nécessaire que l'opinion publique aborde, examine, tourne et retourne quelques-unes des réalités pour lesquelles nous nous battons.

Vous avez vu le coup des Allemands au congrès socialiste de Londres ! Il faut que tous les patriotes veillent, s'avertissent les uns les autres, échangent leurs idées, surveillent autour d'eux toutes choses. Nous venons d'être surpris, ne nous exposons pas à l'être une seconde fois. C'est le cri unanime. Lisez cette lettre de mon confrère et ami, Henri Welschinger, membre de l'Institut :

Mon cher et honoré confrère, je suis aussi stupéfait que vous, que Charles Diehl, le Père Scheil et mes autres compatriotes de l'Alsace, de la clause votée à Londres par les socialistes, qui obligerait les Alsaciens-Lorrains à un vote. Il n'y a pas de vote à exprimer, car *le traité de Francfort n'existe plus*, et la guerre déclarée par l'Allemagne contre la France nous a rendu tous nos droits. On l'a dit le 7 décembre, on l'a redit le 22 ; on l'a répété aujourd'hui 18 février : notre Alsace, notre Lorraine sont occupées comme d'autres départements, hélas ! par l'ennemi, et nous nous occupons à l'en chasser. Ceux de mes compatriotes qui ont quitté leur petite patrie combattent avec nous, et leur meilleur vote, c'est leur sabre et leur fusil... Nous répétons avec Émile Keller que « l'épée des gens de cœur peut seule déchirer le pacte affreux » que la nécessité nous a contraints d'accepter en 1870. A Strasbourg, à Colmar, à Thann à Schlestadt (chez moi), partout, on pense de même, et les socialistes qui viendraient nous dire le contraire en face seraient reçus vertement.

Nous reprendrons l'Alsace-Lorraine et nous assisterons à la destruction fatale de l'empire allemand et au morcellement de cette unité maudite qui, née en 1866, forgée en 1871, a été la cause des malheurs de toute l'Europe.

Nous verrons la ruine et la disparition de cette légion exécrable des Pangermanistes, qui ont troublé, perverti, empoisonné tant d'esprits, non seulement en Allemagne, mais dans le monde.

Ainsi Welschinger expose très bien ce qui est raisonnable et que nous voulons tous, et, pour finir, devant cette renaissance, devant cette floraison de nos désirs et de la justice, il s'abandonne à l'allégresse :

Comme je reverrai avec joie, avant de mourir, nos belles villes alsaciennes, notre Strasbourg et les villes voisines, Metz et ses alentours, débarrassées de cette peste qui nous a tant fait de mal !

Vivent à jamais l'Alsace et la Lorraine rentrées enfin dans la patrie française !

Cet état d'esprit, où le bon sens et l'enthousiasme s'allient si heureusement, doit être justifié et propagé dans tous les milieux. Patriotes, organisons-nous ! Certes, nous comptons sur la sagesse des gouvernements responsables. Mais ceux qui dirigent les affaires regardent trop le baromètre de l'opinion publique pour que nous puissions nous désintéresser de celle-ci. C'est un devoir de lui exposer les problèmes que soulèvera le règlement des comptes et de s'acheminer avec elle vers la solution raisonnable.

Dès la fin de septembre, des journaux, parmi lesquels l'*Homme Libre* et l'*Humanité*, ont été amenés à parler des indemnités territoriales et financières à payer par l'agresseur. En décembre, je recevais une importante communication. Hier, paraissait l'excellente petite brochure d'Onésime Reclus, qu'il faut que vous lisiez tous, l'*Allemagne en morceaux* (chez l'éditeur Attinger, 2, rue Antoine-Dubois). Le rôle même qu'a joué la *Ligue des Patriotes* dans la préparation de la guerre

ne lui permet pas de se désintéresser du traité qui couronnera l'œuvre des armées alliées. Il est de notre devoir, de par le but que Déroutède avait assigné à sa Ligue et de par le crédit que nous continuent l'estime et la sympathie publiques, de travailler à répandre et à élaborer quelques idées sur les meilleurs moyens de réparation pour le passé et de garantie pour l'avenir. La Ligue veut s'employer, avec tous autres, à créer l'opinion publique consciente, au milieu de laquelle se développeront, pour la grandeur et la sécurité de la France et pour la paix du monde, les décisions du prochain congrès.

Le caractère essentiel du traité à intervenir paraît devoir être que les conditions de la paix seront dictées et imposées au vaincu par la coalition victorieuse et non pas discutées entre les belligérants. L'écrasement complet des vaincus, voilà le résultat obligé de l'immense développement de la lutte et de la nécessité universellement ressentie de régler toutes les questions qui se posent entre les nations. De l'effroyable holocauste, on attend qu'il sorte ce que notre vue bornée a le droit d'appeler un ordre définitif.

Nous nous battons pour la paix de nos fils et de nos petits-fils. Nous ne chercherons pas

à exploiter égoïstement nos succès, car la vue de l'Allemagne dégoûte les peuples de toute mégalomanie. Notre but, c'est d'assurer la civilisation du monde et les destinées heureuses de la France et de ses alliés, en ménageant le libre développement de toutes les nations.

Dès lors, deux grands objets s'offrent à ceux qui dicteront les conditions du traité :

1° La destruction de la puissance pangermanique, reconnue, d'après ses propres déclarations, comme une menace permanente pour la paix du monde ;

2° L'établissement d'un équilibre durable entre les puissances.

Il n'est pas douteux que les gouvernements alliés ne soient bien pénétrés de cette double nécessité. Leur engagement de ne pas traiter séparément et l'échec des suggestions qui se sont produites, à plusieurs reprises, en faveur d'une solution transactionnelle du conflit le démontrent suffisamment. Mais, je le répète, il faut que cette attitude des gouvernements s'appuie sur la fermeté réfléchie d'une opinion publique décidée à prolonger la lutte, autant qu'il sera nécessaire pour assurer le caractère définitif de la paix par la destruction de la puissance germanique et la rectification des frontières des nations voisines.

Le point principal où notre attention et nos réflexions doivent se porter, c'est la nécessité de constituer une zone de défense contre l'infiltration germanique et de reporter à la limite naturelle du Rhin la frontière économique des nations occidentales.

Mais, naturellement, dans toutes ces questions, je ne puis être qu'un éveilleur de l'opinion et la suite de mes suggestions invitera, sans plus, tout d'abord, les patriotes à prendre conscience du rôle qui leur incombe.

P. S. — J'ai reçu de Sarah Bernhardt la lettre émouvante que voici :

« Depuis le commencement de cette monstrueuse guerre, je lis passionnément vos articles ; mais le dernier : « Un Appel pour les Invalides de la Guerre », m'a particulièrement émue, peut-être parce que je me fais couper la jambe après-demain dimanche, et que j'entre ainsi dans la grande famille des mutilés. Mais non ! ce n'est pas pour cela. C'est pour la grande vérité humaine qui se dégage de votre article. Je pouvais garder ma jambe et rester étendue sur une chaise longue. Les chirurgiens m'avaient demandé six mois. Je les refuse ! Et pourquoi ? Parce que la nostalgie s'emparait de moi ; j'accepte d'être

mutilée, je me refuse à rester impotente. Le travail est ma vie. Je veux me remettre au travail et retrouver ainsi ma gaieté et, je l'espère, utiliser encore toute cette force d'art qui me soulève et me soulèvera jusqu'à l'au-delà!

» Donc je viens vous dire de la part de mon fils et de moi que nous avons quatre places pour vos protégés dans notre théâtre. Voilà. Pardonnez-moi d'avoir tant parlé de moi et comprenez pourquoi je l'ai fait.

» Pensez à moi, dimanche matin!

» En toute admiration.

» SARAH BERNHARDT. »

Je lis et relis cette lettre de la grande artiste. Eh quoi! ce malheur sur *Hamlet*, *Lorenzaccio*, *l'Aiglon*, sur *Phèdre*, *Dona Sol*, la *Dame aux Camélias*! La reine de la tragédie demain serait une mutilée! Non pas. De plus en plus, c'est une reine. Cette enchantresse des imaginations ne nous aura jamais plus ému qu'aujourd'hui. Elle a l'héroïsme vrai de la vie, après avoir donné la vie à tous les héros du théâtre: « Je continuerai ma route, dit-elle, et même j'aiderai les autres. » Saluons cette belle vaillance, et que la Triomphatrice, qui triomphe même de son mal, agrée nos remerciements, nos hommages d'amitié et d'admiration.

XLIII

NOUS COMBATTONS POUR SAUVER
LA FRANCE ET DÉSARMER L'ALLEMAGNE*(La rive gauche du Rhin)*

22 Février 1915.

Cette guerre, que les Allemands ont déchaînée, et durant laquelle, systématiquement, ils foulent aux pieds les lois et les usages inventés depuis des siècles pour humaniser tant soit peu les carnages, fait horreur à l'univers.

Un professeur de l'Université de Bordeaux, M. Th. Ruysen, s'indigne que l'on qualifie ces Germains de « sale race ». Ce professeur est un faible d'esprit et de cœur. Qu'il médite ce qu'écrit son éminent collègue, justement estimé à Bordeaux, M. Camille Jullian : « Je ne puis parler du supplice de Dinant sans éprouver le dégoût et la haine qui naissent des pires ignominies ».

Ce professeur Ruysen est un débris de ce groupe, nombreux avant la guerre, qui se fiait aux thèses pacifistes. Garde à nous, patriotes ! Il ne m'est pas donné de sonder les consciences.

ces, de connaître les intentions, de distinguer ce qui est erreur, ou simple niaiserie, ou complot concerté.

Quelques-uns cherchent aujourd'hui à rejeter la responsabilité de l'agression allemande sur l'Empereur, sur son fils, sur une camarilla de cour, sur le parti militaire, sur Krupp et son groupe. Où veulent-ils en venir, ces gens bien renseignés? Chacun selon ses préférences peut choisir dans le troupeau d'outre-Rhin son bouc émissaire. L'exercice est innocent, tant qu'il n'amène pas ceux qui s'y livrent à croire que, le bouc abattu, les intérêts de la France seront sauvegardés. Connaissons mieux la loi qui régit les destinées de l'Allemagne. Cette population, sous quelque régime qu'on la suppose organisée, tendra toujours à se ruer sur l'ennemi héréditaire et sur notre riche pays.

Une république germanique, pour avoir changé d'étiquette, n'aura pas à notre égard un esprit différent de l'esprit impérial. Et pour nous en convaincre, si l'opinion des gens tels que Wetterlé, qui a pénétré admirablement l'âme allemande, ne vous suffit pas, rappelez-vous que le Parlement *radical* de Francfort, en 1848, déclarait le Minicio frontière allemande, applaudissait à l'écras-

sement des Tchèques et des Polonais, réclamait l'annexion du Slesvig et de l'Alsace-Lorraine.

Quelle que soit la forme du gouvernement adopté par les peuples germaniques, ils obéiront à la loi éternelle de leur développement et rêveront de nous asservir. C'est leur destin, leur instinct et leur volonté, à travers les siècles, de se jeter sur nous aussitôt qu'ils le peuvent. Nul homme d'expérience (et le champ de cette expérience s'étend derrière nous à l'infini) n'essayera de nier que la puissance germanique soit une menace permanente pour la paix du monde et pour l'existence même de notre pays.

Une fois encore, les Allemands viennent de jouer la partie, à leur heure. Ils voulaient l'empire du monde. Avec quelle brutalité ! Nos provinces éprouvent le poids de leurs lourdes bottes. Nous avons eu la chance d'avoir un bon chef et des soldats unanimes dans leur résolution. Nous ne pouvons plus être battus. Mais il faut maintenant appliquer la règle suprême de la vie pratique et maintenir jusqu'à son plein effet notre énergie de victoire.

L'âme d'une action, c'est d'être menée jusqu'au bout. S'il est permis d'éclairer sa pensée en prenant des exemples et des analogies dans un ordre bien différent, je rappellerai ce que di-

sait M. Berthelot : « Terminer, rédiger, publier. » Il enseignait par ces trois mots que l'œuvre intellectuelle n'est terminée que lorsqu'elle est publiée, et que l'on n'est sûr de sa pensée que lorsqu'on l'a rédigée.

Il ne faut pas que cette guerre formidable laisse inachevée l'œuvre sublime de nos soldats. Nous pourrions rencontrer parmi nous, à l'heure du règlement, certaines oppositions provenant de certains groupements internationaux que laissent déjà entrevoir la voix scandaleuse de ce professeur Ruysen et d'autres indices. Il est de haute prudence que, par-dessus tous les partis, d'un haut point de vue de nationalisme français, dès maintenant, se concertent tous ceux qui veulent prendre, contre ces Barbares, les précautions suffisantes pour que nos fils et petits-fils recueillent le fruit de ce tragique effort.

Nos soldats acceptent de mourir pour le salut de la France (chacun la définissant un peu à sa manière), et pour rien autre. Ils ne se sacrifient pas à des combinaisons de conquête politique. Ils veulent sauver la France et désarmer l'Allemagne. Cette nécessité est la seule qui s'impose à tous nos esprits. C'est en partant de là que je raisonne. Si quelques-unes des vues que je cherche à ouvrir ne vont pas

à ce but, je suis prêt à les rectifier, et je prie que ceux qui ne sont pas mes amis immédiats me donnent aussi leurs indications, en vraie cordialité, car il s'agit là de ce qui fait l'objet principal de notre union sacrée.

Nous n'allons pas perdre notre temps à discuter les arguments de l'Allemagne, qui prétend avoir des droits sur l'Alsace-Lorraine parce que cette région serait peuplée de races plus ou moins parentes des Germains, et qui réclame au même titre la Hollande, la Belgique, la Suisse, la Franche-Comté, la Champagne, la Bourgogne, etc. Nous ne discuterons pas davantage la prétention germanique de posséder la loi sur laquelle l'humanité entière doit se régler. Tout ça, c'est des bêtises sanglantes. Les savants allemands maquillent la science et façonnent la vérité au service de leurs princes. J'ai raconté ici même de quelle manière, en prétendant que le texte de César a été interpolé, ils essayent de nier que la Gaule se soit étendue jusqu'au Rhin. Et hier on a vu les quatre-vingt-treize intellectuels allemands faire leur grossière besogne de mensonge.

Louis Dimier, dans son commentaire à *l'Appel des intellectuels allemands* (Nouvelle Librairie nationale), écrit une bonne page; quand il dit : « On me demande si je crois que les

intellectuels allemands sont de bonne foi. Il me semble que la question ne doit pas être posée ainsi. Il faut dire : Croyez-vous qu'ils distinguent parfaitement entre bonne foi et mauvaise foi... » Il s'agit pour eux de tout autre chose que de savoir si cette guerre de 1914 est juste, et s'il existe un droit de race en faveur de l'Allemagne sur la vieille Lotharingie. Ils se battent avec des arguments, comme des soldats avec leurs armes, et l'Université ou la Socialdemocratie rivalisent de zèle avec Krupp pour fournir une artillerie d'arguments.

Laissons donc ces menteries. Nous sommes en présence d'un problème de forces. Les Allemands veulent nous dominer. Ils ont essayé de nous hébéter par la terreur; ils épuisent sur nous et sur les Belges toutes les variétés des supplices les plus affreux de l'histoire ancienne. La sanction légitime de leurs crimes et de leur échec, aux époques qu'ils renouvelent, eût été l'extermination de leur aristocratie et la domestication du reste. C'est bien ce qu'ils voulaient faire en France, c'est cette idée de derrière la tête qui explique leurs crimes les plus fameux des derniers mois. Tout au moins prenons contre ces hommes savants et sauvages toutes les précautions pour qu'ils soient hors d'état de nuire. Une fois la bête

féroce réduite à merci, limons ses griffes, dressons-lui une cage solide, libérons ses esclaves.

L'*Humanité* fait des objections contre le mot « démembrement de l'Allemagne ». Pourtant l'*Humanité* s'est rangée à la thèse de Viviani. Elle réclame pour la France l'Alsace-Lorraine ; pour le Danemark, j'imagine, les Slesvigois ; pour la Pologne, à qui la Russie promet une autonomie, les anciennes provinces polonaises. Nous voilà en bonne voie pour établir des frontières qui, en satisfaisant la noble Belgique, organisent la rive gauche du Rhin et garantissent la paix du monde. D'ailleurs, il va de soi que les nobles alliés qui combattent, au nom de la civilisation, pour libérer le monde entendent connaître et discuter, en vue de l'harmonie universelle, les intérêts et les droits des peuples.

Parmi les précautions à prendre contre l'Allemagne, son désarmement total et radical est le premier point à examiner et, là encore, nous sommes convaincus d'un accord unanime tout aisé...

XLIV

DOMINATIONIS ARCANA

23 Février 1915.

(Article supprimé à cette date par la Censure.)

... Ici nous touchons à ce que Tacite appelle les secrets du gouvernement, les moyens de la domination.

.

XLV

IMPOSONS-LEUR
CE QU'ILS NOUS PRÉPARAIENT

(La rive gauche du Rhin)

24 Février 1915.

Si j'ai faussé compagnie hier à mes lecteurs, ce n'est pas mon fait, mais le fait de la censure qui a retenu mon article, intitulé *Dominationis Arcana*, belle expression de Tacite pour dire *les secrets du gouvernement, ses moyens de domination...*

Mais revenons à la tâche que nous avons amorcée. Concertons-nous, entre gens de tous les partis, bien décidés, les uns et les autres, à sacrifier nos préjugés, nos opinions antérieurement annoncées, notre amour-propre même, et à ne considérer que l'intérêt de la patrie, afin que, l'heure venue, cette guerre formidable et notre victoire nous donnent un fruit parfait. Demandons-nous dès maintenant, dans nos libres conversations, quelles précautions nous devons prendre contre ces Barbares pour que nos fils et petits-fils se réjouissent en paix, indéfiniment, de nos sacrifices tragiques.

Sans doute il est des sanctions à appliquer aux auteurs des atrocités commises. Et nous n'éviterons pas d'en dire quelques mots ; mais ce sont là des idées, je tiens à le marquer, un peu en dehors de notre voie droite, qui est d'assurer la sécurité de la France. Nous ne songeons pas à des représailles.

Le châtement des atrocités commises est nécessaire, afin de maintenir à notre action son caractère de croisade contre la barbarie. Il faudra rechercher et punir personnellement tous les individus, si haut placés qu'ils soient, coupables de faits relevant du droit commun. Quant aux crimes collectifs, leur répression

sera rendue assez aisée par le recrutement régional des corps de troupe allemands.

Dès maintenant, nos compatriotes molestés contrairement aux lois de la guerre doivent se mettre en mesure de faire la preuve contre leurs voleurs et assassins. Quant aux pertes irréparables que les Vandales ont imposées à la France et à la Belgique, il est de simple équité que nous prenions dans les trésors d'art, outre-Rhin, ce qui nous paraîtrait propre à les compenser un peu.

D'une manière générale, l'indemnité de guerre imposée aux Allemands devra couvrir les frais directs que l'Etat français subit de par leur agression, et puis dédommager de leurs maux, les particuliers et les collectivités. Cela promet une énorme addition. Mais le poids en sera réparti sur plusieurs générations, et l'annuité n'atteindra pas au montant des sommes que l'Empire consentait pour son budget de la guerre et de la marine.

Ce budget, nous l'allons supprimer. Heureux Allemands, nous les dispenserons de l'effort militaire personnel, en même temps que nous allégerons peut-être un peu leurs charges fiscales. Car, c'est ici le point essentiel. Le désarmement de l'Allemagne, l'opinion publique française le veut total, radical.

On ne retombera pas dans ce système d'une armée réduite qui fut imposé à la Prusse, par l'empereur, dans le traité de Tilsitt, et dont nous fûmes les dupes :

Le traité de Tilsitt avait fixé à 42.000 hommes le maximum du contingent prussien. Scharnhorst mit les soldats en congé sitôt qu'ils avaient acquis quelque notion du service et incorpora et instruisit perpétuellement de nouvelles recrues qui pouvaient être rappelées sous les drapeaux jusqu'à quarante-cinq ans. En 1813, il put lever ainsi sept contingents déjà instruits, c'est-à-dire près de 300.000 hommes. (*Les historiens.*)

Depuis quarante-quatre ans, nous avons dit mille fois que cette réorganisation rapide de la Prusse, en vue d'une revanche, était digne de nous servir de modèle. Qu'elle nous serve aujourd'hui d'expérience! Ce n'est pas une armée réduite que nous devons imposer à l'Allemagne; c'est la suppression de toute armée.

Pas d'armée du tout. Pas un officier, pas un soldat. Une police intérieure civile. Rien d'autre. Pas de canons, pas de mitrailleuses, à peine des fusils.

Interdiction même de fabriquer du matériel de guerre pour les autres, car les Allemands tendraient toujours à le garder pour eux et nos surveillants à la longue, par lassitude ou corruption, laisseraient faire.

L'Allemand est, de tempérament, un tricheur (de la même manière qu'il est un contrefacteur et un espion).

Je suis convaincu, d'après les éléments d'appréciation que j'ai pu recueillir, que la méthode énergique, sans brutalité de forme, est demandée par l'opinion française et que, parmi les mesures indispensables, chacun inscrit le désarmement de l'adversaire. Les Allemands ont joué la partie; ils voulaient nous briser les reins. Relisons la formule de l'ambassadeur allemand aux Etats-Unis, les *dix commandements du comte Bernstorff*. Je les remets sous vos yeux :

1° *Toutes les colonies françaises, sans exception, même le Maroc complet, et l'Algérie, et aussi la Tunisie;*

2° *Tout le pays compris depuis Saint-Valéry, en ligne droite jusqu'à Lyon, soit plus d'un quart de la France; plus de quinze millions d'habitants;*

3° *Une indemnité de dix milliards;*

4° *Un traité de commerce permettant aux marchandises allemandes d'entrer en France sans payer aucun droit, pendant vingt-cinq ans, sans réciprocité : après quoi la continuation du traité de Francfort;*

5° *Promesse de la suppression, en France, du recrutement pendant vingt-cinq ans ;*

6° *Démolition de toutes les forteresses françaises ;*

7° *Remise par la France de trois millions de fusils, trois mille canons et quarante mille chevaux ;*

8° *Droits de patente des brevets allemands, sans réciprocité, pendant vingt-cinq ans ;*

9° *Abandon par la France de la Russie et de l'Angleterre ;*

10° *Traité d'alliance de vingt-cinq ans avec l'Allemagne.*

Que dites-vous de l'article 5 « interdiction du recrutement pendant vingt-cinq ans ? » Qu'ils supportent la loi qu'ils ont faite ! Non qu'un esprit de vengeance nous anime, mais parce que cette mesure est bien adaptée à l'objet qu'ils poursuivaient, et qu'ils nous obligent à poursuivre, nous-mêmes. C'est entre les deux nations une lutte pour la vie, implacable, voulue par l'Allemagne et dont elle a par avance méthodiquement défini les étapes. A nous de lui imposer ce qu'elle nous préparait. *Legem patere quam ipse fecisti.* Le salut de la France le veut.

XLVI

UNSER GOTT

25 Février 1915.

Les Allemands marchent en troupes, accompagnés de leur Dieu. Ils viennent nous punir, disent-ils, et nous germaniser. Quand ils nous auront brisé les reins et que nous nous tordrons comme des vers sur notre sol dévasté, ils nous imposeront leur joug économique et leur culture ; nous devons consommer leurs produits industriels, adopter leurs idées et adorer « *Unser Gott* ».

Unser Gott n'est pas le Dieu de saint Louis, de Jeanne d'Arc, de Pascal et de Pasteur. C'est la vieille idole des forêts profondes, un cauchemar local rehaussé des plus sanglantes couleurs orientales. Je ne m'y trompe pas. Hier, alors que je me promenais en Syrie, en Phénicie, j'ai vu dans des paysages, qui en demeurent à jamais dévastés, les traces des anciens dieux altérés de sang, les Baal et les Moloch. Ils sont apparentés avec le vieux dieu allemand, issu d'imagina-

tions qui n'ont pas su trouver le bon, l'excellent dans la Bible.

Rien ne ressemble aux stèles féroces d'Asie et d'Égypte, où les rois dénombrent ce qu'ils ont asservi ou égorgé de peuples, pour la gloire de leur dieu qui s'en est réjoui, comme les bulletins où Guillaume et ses guerriers mêlent à leurs cris de guerre une mystagogie poussée jusqu'aux hallucinations. (Rappelez-vous les absurdités qu'il a dites aux Polonais sur leur Vierge tutélaire qui lui serait apparue.)

Sans aucun doute, une défaite de la France eût entraîné du même coup une révolution spirituelle dans le monde. On ne s'en persuadera jamais trop. Aussi voudrais-je mettre sous vos yeux un de ces innombrables documents de grossier mysticisme que l'Allemagne prodigue et qui sont l'âme de son armée.

Celui que j'ai dans les mains est une espèce de proclamation signée du « *generalleutnant* » Georges von Viebahn, imprimée sur un placard simple et destinée à être très répandue, puisqu'on voit au bas de la feuille l'indication de prix réduits pour des achats de mille et de dix mille exemplaires.

Ce qui tout d'abord y éclate, c'est l'orgueil de ce « *peuple élu* », qui possède *son* Dieu à lui (*unser Gott*), un Dieu que le Kaiser

remercie à genoux pour « la première victoire allemande » (ce devait être la violation de la Belgique). Ce nouveau Dieu des batailles a béni et protégé spécialement la préparation militaire formidable de l'Allemagne.

D'une grandeur sans exemple dans l'histoire du monde, telle apparaît la levée de notre cher peuple allemand. Une nation de soixante-six millions d'hommes est résolue à mettre en jeu tout ce qu'elle est, tout ce qu'elle a, tout ce qu'elle peut, pour défendre son existence. La mobilisation, exemple grandiose, a vraiment été le mouvement de tout un peuple, et elle s'est accomplie avec un ordre modèle ; elle a été comme un organisme gigantesque qui travaillait de toutes ses machines savamment ajustées, sans obstacle et sans frottement. Et l'unanimité de notre peuple tout entier est un grand et ineffable miracle, un don, que jamais l'on n'aurait pu prévoir, de la grâce divine. Ce n'est point l'habileté ou le travail des hommes qui aurait pu faire cela. Dieu seul le pouvait !

Et l'auteur, développant cette idée du peuple allemand, peuple élu, montre la toute puissante action de Dieu en Allemagne, en 1813-1815 et surtout en 1870-71. « Dieu, continue le « generalleutnant », Dieu a encore fait quelque chose de plus grand pour nous dans les années 1870-71. Et ce n'est pas seulement dans les guerres que Dieu a protégé son Allemagne. Il l'a rendue puissante dans le commerce et l'industrie, durant les qua-

rante-trois années de paix qui ont suivi le traité de Francfort ».

Ainsi parle le général, et soudain, par une opposition énergique, familière aux prophètes de la Bible, il met le mauvais vouloir du peuple élu en parallèle avec la bienveillance du Dieu allemand. Quelques-uns ont murmuré contre le Gouvernement ; ils ont méconnu le meilleur gouvernement dont jamais un peuple ait joui. Les études hyper-critiques sur les origines du christianisme ont trouvé la vogue. Dans toutes les classes sont apparues une tendance à nier Dieu, l'insolence dans le péché, l'adoration de l'or, la destruction de la vie de famille.

Les conséquences fatales de cet état de choses n'ont pas tardé d'apparaître. L'immoralité a pris un développement inouï. Elle s'est étalée sur la voie publique, le jour comme la nuit. Et quelle immoralité ! renouvelée de la plus tristement fameuse des villes bibliques. Ses vices, nous dit le général, ont trouvé en Allemagne des représentants par milliers (*die Schamlosen Sünden Sodoms im deutschen Volke tausendfache Vertreter fanden*). Le général en donne pour preuve la baisse de la natalité. Il y insiste avec une énergie que j'hésite à traduire (*wie weit Silbst-*

sücht und widernatürlicher Sinnengenuss gestiegen waren). Aussi l'amour maternel et la fidélité conjugale ont-ils subi des pertes irréparables. Le nombre des criminels, surtout des criminels enfants, et des fous a crû d'année en année, en une effroyable progression.

Voilà l'état véritable de notre peuple, conclut le général, mais *unser Gott* nous cherche et nous aime, réconcilions-nous avec Lui par la guerre.

Dans le même moment où je lis cet extraordinaire appel d'un chef militaire, je lis un des innombrables carnets saisis sur les soldats allemands. Celui que je feuillette a été trouvé sur Gustaf Schoppe, hussard du 7^e corps de réserve, 14^e division. Pour vous en donner le ton, j'y prends quatre lignes. Elles suffiront :

Vendredi, 4 septembre 1914. Nous rompons le matin, à sept heures. Nous marchons dans la direction de la Belgique. Alors, nous tombons sur deux canons et de la troupe avec laquelle nous combattons. Nous les repoussons vers un village où une patrouille du 2^e escadron fut vite le point de mire de l'ennemi. Il y eut beaucoup de morts et de blessés..

Aux blessés, nous coupons les pieds, nous les brûlons vifs, et nous leur brisons le crâne à coups de crosse.

Tout est dans ce goût. Inutile de vous faire lire l'effroyable et monotone énumération.

L'intéressant, c'est que cet abominable individu ne se tient pas un instant pour un

criminel. Il a tout à fait l'air, comme le plus grand nombre de ces teneurs de carnets qui nous racontent leurs crimes, et comme les chefs qui les ordonnent ou les justifient, de se tenir pour un juste qui accomplit les volontés de *unser Gott*. Les forfaits de ces misérables sont des actes de réconciliation avec le divin, et ils semblent souvent en proie à une frénésie convulsionnaire (qu'ils tiennent pour mystique).

C'est là un prodigieux abîme pour la réflexion. Un abîme entre les deux peuples. Que les Teutons se tiennent pour la nation élue, nous le savons tous. Ne nous laissons pas d'y revenir, pour ouvrir les yeux de nos frères qui ne redoutent que le militarisme en Allemagne. C'est du peuple allemand lui-même et de la sorte d'esprit que ce peuple secrète qu'il faut nous méfier terriblement. Je sais leurs vertus, leurs hautes productions, leur génie ; je connais les longues veillées des hivers allemands et ce murmure universel de vie qui s'élève de leurs forêts et de leur poète ; mais ils veulent notre mort. Prenons toutes précautions. Que les philosophes du Congrès de Londres, qui parlaient de tendre une main fraternelle au peuple allemand, réfléchissent sur le fait d'un peuple qui con-

sidère comme « l'œuvre même de Dieu » sa formidable préparation à la guerre, et qui, dans les horreurs de la Belgique, de la Lorraine et du Nord, pense : J'avais perdu Dieu, voici que je le retrouve par mes actes qui lui sont un holocauste agréable.

Rien à faire avec des gens dont voilà les songeries et la vie spirituelle. Persuadons-nous bien qu'à l'heure où ils mettront bas les armes, nous aurons à prendre contre eux les plus sévères précautions. On ne change pas les destinées d'une nation et ses volontés mystérieuses, inconnues d'elle-même. Comment nous fier à ceux pour qui la guerre n'est pas seulement « l'industrie des Prussiens », comme disait Mirabeau, mais l'industrie même de Dieu !

XLVII

LES CLÉS DE LA MAISON

(La rive gauche du Rhin.)

26 février 1915.

Interrogez qui vous voudrez. Interrogez les soldats, les civils, les Français quels qu'ils soient. Pourquoi font-ils la guerre ? Pour que la guerre ne recommence plus.

Nous voulons obtenir du traité de paix toutes les garanties, la quasi certitude que nos fils et petits-fils recueilleront le fruit de ce tragique effort, jouiront de la sécurité en face de la Germanie désarmée.

Obligés par l'agression allemande, nous avons engagé notre existence et celle des nôtres, notre vie personnelle et celle de nos enfants ; nous ne devons pas laisser notre œuvre demi inachevée. Quand arrivera l'heure du traité, l'heure de la décision, nous devons tous, tant que nous sommes (et vous aussi, Hervé), sacrifier nos préjugés, nos opinions antérieurement énoncées, notre amour-propre, pour ne considérer que l'intérêt de la patrie française, son salut aujourd'hui, sa grandeur demain. La question des clauses du traité doit être abordée comme une suite de réalités, et abstraction faite de toute idéologie.

Au nom du salut de la France, pour la sécurité de notre patrie, pour la paix de nos fils et petits-fils, que nous ne voulons pas exposer une fois encore à ces effroyables risques, il nous faut à l'est une frontière qui ferme ; il nous faut ce que Bismarck appelait « les clés de notre maison ».

On ne peut pas s'arrêter à la frontière de 1815, affaiblie systématiquement. Le moins

qu'on pourrait revendiquer serait la frontière de 1789, avec Landau et Sarrelouis, qui est une création de Louis XIV et la patrie du maréchal Ney. Et il saute aux yeux qu'on ne laisserait pas à l'Etat prussien le bassin houiller de la Sarre, dont les 10 ou 15 millions de tonnes équilibreraient notre production et notre consommation de charbon.

Mais, dès l'instant qu'on reconnaît la nécessité d'incorporer des réfractaires temporaires et la ville de Sarrebrück, qui est la plus importante de la région au nord de la Moselle, il serait ridicule de ne pas exiger une frontière rationnelle, défendable, formant écran protecteur pour la Lorraine, en cas de guerre future.

Louis XIV, et avant lui Richelieu et Mazarin l'avaient compris et exerçaient une véritable protection sur Trèves, avec droit de garnison dans les places du Rhin. Trèves et le Palatinat étaient alors plus français que la Lorraine.

Je n'insiste pas sur des précisions. Je pose le problème. Pensez-y, avec le sentiment qu'il est indispensable de ne pas inquiéter la Hollande et de lier des relations fraternelles avec la Belgique. Voyez s'il est parmi nous quelqu'un d'assez fou pour se fier aux belles promesses

que fera l'Allemagne. Là-dessus consultez les Belges. Ils sont fixés. Ils savent ce que vaut la parole allemande. Mais nous tous, le comprenons-nous bien ? Avant de faire valoir dans le détail un plan de règlement, je voudrais un accord sur l'esprit de ce règlement.

La situation est claire, très simple ; la nécessité, pressante. Le bon sens nous commande. L'expérience nous a servi, n'est-ce pas ? Vous êtes bien, tous, de l'avis de mes correspondants : il faut désarmer complètement l'Allemagne et nous armer contre elle d'une frontière raisonnable.

Ces déplacements de frontières ethniques se sont faits dans de grandes et rares circonstances, que l'histoire connaît, et par des mouvements définis. Au commencement du ^v^e siècle, Rome, obligée de se protéger elle-même, rappela en Italie les dernières légions qui protégeaient le Rhin. L'Alsace devint tout entière la proie des Barbares, et la Lorraine fut entamée ; les éléments celtiques et latins furent assujettis aux éléments germaniques ; la langue allemande succéda au latin comme langue dominante. Aujourd'hui encore la coupure est nette. On voit la frontière linguistique. J'ai eu la curiosité de la suivre, un bon livre de M. Pfister à la main. Elle est là

depuis l'opération du v^e siècle. Et bien entendu les Allemands n'en ont pas tenu compte, en 1870, un seul instant. Ils ont fait une opération politique, en ne se préoccupant que d'ouvrir largement notre maison pour tenir Paris sous l'action de leurs armées. Et nous, à notre tour, voici que nous sommes obligés, pour la sécurité indispensable de la France, de renouveler le règlement des frontières.

Les peuples actuels sont des résultats. Il n'y a pas, assurent les gens qui ont étudié la question, dix pour cent de Germains dans la Bavière actuelle. Elle est sur fond celte. De même la Prusse, le Mecklembourg sont sur fond slave. Et il y a plus d'Allemands dans le département de l'Aisne que dans le Tyrol. Oui, les peuples actuels sont le produit d'un conquérant ayant imposé sa langue, ses mœurs à des vaincus.

De là notre inquiétude quand toute l'élite sociale tendait à quitter l'Alsace-Lorraine pour regagner la France ; de là notre souci de justifier ceux qui restaient dans ces pays annexés, alors même que la vie ne les laissait pas purs de tout contact germain ; de là surtout notre ardent désir de leur donner la plus haute idée de leur supériorité de civilisation. Ah ! ce fut pour la cause française en Alsace-Lorraine

une très grande chance que l'Allemagne, où le nombre des gens sympathiques est extrêmement restreint, n'en pût envoyer aucun dans les pays annexés. Hansi et Zislin bafouèrent à juste titre ces méchants et ces grotesques. La cause allemande éveillait la haine et le rire, et n'avait pour elle que sa puissante méthode administrative, son bel ordre. Les Allemands échouèrent. A la longue, nécessairement, ils auraient tout submergé. Déjà, ils débordaient jusqu'en France.

Je souffrais quand je voyais, ces années dernières, des prêches publics en allemand, à Lunéville et à Nancy.

Ah ! pauvre France. Nous en avons couru des périls. Il faut créer des territoires de protection. C'est de toute nécessité. Et dans ces zones, des précautions sont à prévoir, qui, toutes, doivent être insérées dans le traité : interdiction aux Allemands de rien posséder du sol, des mines, des immeubles, à 100 kilomètres de la frontière : rétrocession à l'État français de toutes les mines, des chemins de fer, — les indemnités à verser aux personnes ainsi expropriées étant mises à la charge de l'État allemand qui subsistera.

Ce sont là des clauses capitales qui permettront de franciser réellement et rapide-

ment les pays repris ou annexés, et qui draineront merveilleusement notre race.

L'agrément de la France ne tardera pas à parfaire ce que de bonnes méthodes auront préparé, et à recouvrir du plus agréable vernis ce qu'il y a de germanique sur les territoires nécessaires à notre sécurité. D'ailleurs, on y voit encore des fragments, un peu écaillés, j'en conviens, mais toujours séduisants, des anciennes couleurs françaises. De nombreuses familles, originaires de ces pays Rhénans, me rendent compte de ce qui demeure là-bas de sympathies que nous pourrions revivifier. J'ai déjà donné de ces lettres et j'en veux publier encore.

Et puis, songez que nous retrouverons là-bas de solides préparations catholiques. Jusqu'au *xix^e* siècle, où l'instruction primaire obligatoire a tout changé, les puissances politiques se préoccupaient peu de la nationalisation, mais elles donnaient à la religion une importance capitale. Il y a là-bas de belles traces religieuses, fixées pour jamais dans la race par les grands efforts politiques de notre nation. Et voilà des bétons sur lesquels on peut construire.

... Je n'insiste pas d'ailleurs sur ces forces françaises à réveiller. C'est un autre chapitre,

le chapitre des voies et moyens. Aujourd'hui, nous abordons simplement ceci : que certaines annexions sont une nécessité. En même temps que j'écris cet article, j'ouvre la *Petite Gironde*. Qu'est-ce que j'y trouve ? Une déclaration de l'ancien président du Conseil, M. Charles Dupuy : « Je demande que les frontières françaises aillent jusqu'au Rhin et à la Moselle et que nous puissions voir un préfet de la République installé à Coblençe. » Et toujours dans le même moment, je reçois un volume, *La Guerre*, de M. Ernest Denis, professeur à l'Université de Paris. M. Denis dit : « Nous dicterons la paix, examinons les conditions du traité. » C'est juste l'objet de mes articles. Sommes-nous d'accord ? Oui, sur la position du problème et sur bien des points. Cependant l'auteur, qui désire l'annexion de la Moselle, hésite. Il craint que nous n'éprouvions des complications intérieures, si nous avons « à côté du Haut et du Bas-Rhin, deux ou trois départements allemands, où la mauvaise humeur que causera naturellement le bouleversement des habitudes se compliquerait de la révolte de l'esprit national. »

Ah ! monsieur Denis, père d'un soldat glorieusement tombé à Courbesaux pour la défense de la patrie, faites donner au sacrifice

de votre fils généreux son plein effet. Couvrez la France et la Lorraine d'une zone de protection. Nous n'aurons aucun ennui avec ces bonnes populations des cercles de Trèves et de Coblençe, dont vous dites vous-même, justement, qu'elles ne « s'insurgent jamais contre le destin ». Elles nous rendront, au contraire, grand service. Pour la pensée française, je l'indique en me réservant de le développer, ces belles et nobles provinces, qui se souviennent de l'empire romain, seront un complément. Nous nous sentirons heureusement animés par le courant d'air du grand fleuve, et par le mouvement de cette pensée mosellane et rhénane, dont Berlin, chose étrange, n'a jamais su rien faire. Et comme nous aimerons ce pays, nous y serons aimés.

Qu'est-ce que Berlin a jamais fait éclore sur la rive gauche du Rhin? Regardez l'Alsace. Les Prussiens ont voulu y faire prédominer la puissance de la Germanie par des moyens matériels, mais ils n'ont pas pressenti les besoins spirituels de la nation, et c'est nous qui donnions une voix, durant ces quarante-quatre dernières années, au sens de l'honneur, à la fierté, aux regrets, à l'âme de l'Alsace. Bien plus, c'est nous qui employions les admirables qualités de cette race militaire, dont les fils

ne pouvaient être officiers que dans notre armée.

Eh bien ! de même, nos institutions et notre sympathie auront vite fait de reconquérir le Palatinat et l'électorat de Trèves qui nous ont beaucoup aimés. Nous nous y mettrons tous. Nous avons déjà le plus beau pressentiment de la poésie, jusqu'alors muette, de la Basse-Moselle. Nous nous sommes assis, dans notre jeunesse, auprès du fameux tombeau romain d'Igel, et nous avons distingué les fins particulières, les destinées propres, l'élément vital de cet admirable pays. C'est la production et l'épanouissement de cette énergie mosellane, c'est l'apparition d'une nouvelle supériorité dans le monde, qui seraient cesser la lutte entre les deux pays.

Annexons dans la mesure raisonnable et désarmons nos adversaires. C'est la paix française assurée. Et les bienfaits de la paix française sont irrésistibles. En 1950, les gens de Trèves seront aussi francophiles qu'ils l'étaient en 1830.

ALVIII

PÉGUY RACONTÉ PAR LE TÉMOIN
DE SA MORT

27 février 1915.

Mes lecteurs se souviennent du beau récit que le soldat Victor Boudon, blessé à la bataille de la Marne, nous a fait de la mort de son lieutenant Charles Péguy. Mort dont il fut, pour l'honneur des lettres françaises, le témoin.

Victor Boudon, au moment où la guerre l'appela au régiment, était représentant de commerce. Auparavant, tout jeune encore, il avait travaillé, comme secrétaire, à la *Ligue des Droits de l'Homme*, auprès de Francis de Pressensé, pour qui il conserve, en toute indépendance, les sentiments d'un disciple. Sans que je vous en dise plus, vous devinez le caractère de l'homme qui a vu mourir Péguy. Nul plus que lui n'eût été capable de s'enivrer immédiatement des théories de notre ami sur la mystique de la Révolution et de l'*Affaire* et, très vite, de ses théories sur la mystique

de Jeanne d'Arc. Mais, chose curieuse, ces méditations, il les ignore. « Je savais, m'a-t-il dit, que Péguy rédigeait les *Cahiers de la Quinzaine*. J'en ai lu autrefois quelques fascicules, au temps de l'Affaire, et depuis rien... »

Il regrette de n'avoir pas « échangé des idées » avec Péguy. « C'était mon lieutenant, nous n'avons guère causé, et puis cela fut si court, si plein de fatigues, d'événements. Oui, je me promettais, à l'occasion, de l'interroger et de l'entendre. »

Que Boudon se console. Il connaît un Péguy plus vrai, plus beau, plus éternel que celui que nous connaissions quotidiennement, et tel enfin que notre amitié le pressentait. Le Péguy de la retraite sur la Marne qu'il nous raconte est, pour jamais, celui de la postérité. Je laisse la parole à ce digne témoin et associé de gloire.

Le 4 août 1914, le quai de la gare de Bel-Air-Raccordement est envahie par la cohue de plus de 3.000 mobilisés, tous à destination du 276^e régiment de réserve d'infanterie à Coulommiers. Sur le talus de la voie qui domine les rues avoisinantes, noires de monde, le train qui nous emmènera arrive lentement. Les vivats, les adieux montent de la foule, les mouchoirs s'agitent au vent. Il est quatre heures. En quelques instants, du premier au dernier wagon, notre train est décoré de fleurs, pavoisé de drapeaux, couvert de caricatures sur les Boches et d'immenses inscriptions à la

craie : « Train de plaisir pour Berlin, Vive la France ! », tandis qu'à l'avant de la locomotive claque au vent un superbe faisceau de drapeaux.

Sur le quai, beaucoup se reconnaissent : on se forme par groupes d'amis et de connaissances. Un officier en tenue, du 276^e, seul, grave dans son allure martiale, souriant d'un sourire fin et avisé sous le binocle qui orne une figure encore jeune, encadrée d'une barbe blonde, est là qui surveille d'un air paternel l'embarquement et se prépare également à monter avec nous. C'est Charles Péguy, lieutenant de territoriale, maintenu sur sa demande à un régiment de réserve.

Mais, dans toute cette turbulence, un peu de discipline est nécessaire ; quelques têtes sont échauffées par l'émotion du départ et les copieuses libations... Un mobilisé tenace veut à toute force emmener sa compagne avec lui ; un agent de service l'apostrophe durement, les choses vont se gâter, mais le lieutenant Péguy intervient : « Allons, mon vieux, viens avec moi ; ce n'est pas le jour de se cogner ; réserve ça pour les Boches !... » Et, docile, l'homme le suit en l'assurant que, « pour un lieutenant, il était un chic type... »

Bientôt, le train archibondé de toute cette jeunesse exubérante démarre.

Au soir à neuf heures l'arrivée à Coulommiers. Les habitants font la haie le long des trottoirs. Une immense clameur de : « Vive la France ! » retentit, tandis que s'élève le farouche *Chant du Départ*. « Un Français doit vivre pour elle. Pour elle un Français doit mourir ». Derrière un grand drapeau déployé, tous les soldats, dans la nuit qui tombe, défilent gravement. Et, dit Victor

Boudon, le lieutenant Péguy, empoigné lui aussi par l'émotion générale, suit le cortège, marquant le pas comme les vulgaires troupiers que nous sommes.

Les jours qui suivent sont occupés par les préparatifs du départ. Péguy préside d'un air bienveillant à l'équipement et à l'armement des 250 hommes de la compagnie. On le voit partout à la fois, toujours prêt, le premier au rassemblement, courant, se démenant, tel un maître d'école surveillant ses élèves. Et le surnom lui est aussitôt appliqué. Pour tous, il est le « Maître d'École », le « Pion »... Et il en souriait chaque fois qu'en passant devant les rangs ce surnom, dit par tous en franche et sympathique amitié, venait frapper ses oreilles; il en souriait avec un air malicieux qui semblait dire : Blaguez, blaguez, mes amis, vous le verrez à l'œuvre, votre « Pion ».

...Que mes lecteurs ici ne laissent m'interrompre d'écrire, en quelque sorte sous la dictée du témoin, et qu'ils me permettent une exclamation bien profane dans ce sujet sacré. Quel talent ! ce Victor Boudon ! Comme il a su voir et comme il nous fait voir et aimer son modèle !

Maintenant, sous la pluie, le régiment s'entraîne. A la fin de chaque exercice, la

grande joie de Péguy, c'est la charge à la baïonnette. Ce diable de petit homme exulte à chacune de ces charges où se révèle son tempérament combatif et bien français. Il fallait le voir, après avoir fait déployer la compagnie en tirailleurs, nous crier d'une voix forte et timbrée : « Pour la charge, baïonnette au canon ! » puis courir en avant, sabre au clair, en hurlant : « En avant ! Chargez ! » La charge finie et l'ennemi imaginaire repoussé, il remettait l'épée au fourreau avec un regard de fierté et un soupir de contentement qui nous faisaient tous sourire.

Péguy a obtenu d'emblée la confiance de sa compagnie. Très vite on en voit l'heureux effet. Au 27 août, dans les rues de Saint-Mihiel, un soldat achète un journal et lit l'Alsace évacuée, la retraite de Lorraine, la bataille de Charleroi, l'invasion de la France. Les hommes sont saisis d'angoisse. « Voyez-vous, dit Péguy, en parcourant à son tour la feuille, il y a eu un fâcheux fléchissement, c'est certain. Ses causes nous échappent encore. Mais nos troupes ne semblent pas avoir été entamées et c'est l'essentiel. Et puis, j'ai toute confiance dans l'état-major ».

Voilà la note où il se tiendra tout au long de la retraite. Cela est très beau. C'est avec

de telles âmes qu'on redresse les événements.

Nous n'allons pas pouvoir accompagner Péguy dans toutes les étapes de sa mort glorieuse, mais voyons-le dans l'action de la bataille, à côté de ses camarades les officiers, au milieu de ses soldats, tous vaillants, ardents, tous ses pairs.

Le colonel rassemble les officiers et leur fait distribuer des cartes de la région, tandis que, des voitures de compagnies, les caisses de cartouches sont tirées et distribuées. Notre artillerie commence son infernal concert. Nous partons, déployés en colonne par quatre au milieu des champs de betteraves où la marche est pénible et glissante; à ce moment, le brouillard épais se dissipe comme sous l'effet magique de la canonnade, et alors, tandis que la fusillade commence et que nos mitrailleuses crépitent, on devine, dans le lointain encore brumeux, les masses grises de l'infanterie prussienne, que déciment terriblement nos 75. Leurs coups de gongs sonores répondent au martellement plus sourd des batteries allemandes, et la mélinite fait ses sanglantes trouées dans les rangs des barbares, qui sortent des bois comme d'une fourmilière... « Plus on en tue, plus il en sort », murmure un officier. Péguy exulte, il a rabattu son képi sur ses yeux, qui brillent d'une lueur farouche; il marche à côté de nous comme à la parade. « Serrons les rangs, et de l'ordre, hein ! et tout à l'heure, attention pour la manœuvre ».

... Mais nous sommes dans une position que commence à rendre intenable le feu allemand; les obus arrivent et rasant nos têtes avec un ronronnement sinistre, pour aller éclater derrière nous, à quelques mètres. Instinctivement, les têtes se baissent à chaque sifflement précurseur : « N'ayez pas peur, dit Péguy

en riant, ça fait du bruit, mais ça ne tue pas. » Pour compléter la chose, voilà qu'un aéro allemand vient se détacher au-dessus de nous ; il a repéré notre emplacement, qui, quelques secondes après, est copieusement arrosé d'obus ; c'en est une vraie débauche. Il faut quitter l'endroit et, par quatre, longer rapidement la route, qui nous mène, 1.500 mètres plus loin, derrière Marquivillers. Les officiers donnent les ordres avec un calme admirable ; le lieutenant de la Cornillère, une badine à la main, est avec le lieutenant Péguy, tous deux debout sous les obus qui labourent la route, courent sur la terre dans un sillage de fumée verte et éclatent autour de nous dans un fracas de tonnerre. Nous avons « attrapé le coup », et, à chaque arrivée des grosses mouches d'acier, d'instinct, nous effectuons un « à plat ventre » rapide, tout en ramenant le sac sur la tête. Seuls, nos officiers, avec le colonel et le commandant, sont sur la route, debout sous la rafale qui hurle, Péguy souriant, de la Cornillère jouant avec sa badine d'un air merveilleux d'indifférence, tandis que le capitaine Guérin, monocle à l'œil, appuyé sur sa canne (blessé grièvement au Maroc, il est obligé de marcher avec une canne), surveille notre mouvement de repli.

Toute la compagnie a reçu les félicitations du général ; on a le sentiment d'une victoire ; on bat tout de même en retraite. C'est la retraite sur la Marne, une des plus grandes pages de l'histoire universelle. Je n'espère pas vous donner le sentiment du prodigieux effort que fournirent alors nos armées sous la chaleur accablante. Que chacun pense à ses fils, à ses frères, à ses amis, et interroge les vivants

et les morts de ces grandes journées tristes qui sauvèrent la France ! Marchons à côté de Péguy, en notant seulement quelques traits :

Déjà beaucoup ne peuvent plus avancer et s'épuisent courageusement pour tenir tête ; les kilomètres succèdent aux kilomètres, les villages aux villages, et jamais on n'entend parler de cantonnement réparateur. De temps en temps, le brave Péguy s'approche et, d'un mot, stimule l'énergie défaillante : « Eh bien ! mon vieux, quoi ! un peu de courage ; mets-y en, nous arrivons. » Ah ! il ne s'embarrassait pas de phrases, il connaissait ses « Parigots », et il leur parlait leur langage, les tutoyant dans un air de familiarité bonhomme, trouvant le mot qui cingle et ranime, et beaucoup « tenaient » par une sorte d'affection pour cet érudit, « ce maître d'école », dont on disait couramment : « Péguy, c'est un bon vieux ! »

On abandonne les sacs, on va dans la nuit. Péguy entend les protestations. Il voit qu'elles vont s'aggraver. Comme les autres, il n'en peut plus, mais il va d'un rang à l'autre : « Allons, les amis, du courage ; il ne faut pas s'arrêter, je vous promets que nous arrivons ; moi aussi, je suis éreinté et j'ai faim ; mais, je vous en prie, faites comme moi. »

Enfin, tant bien que mal, ranimés par les encouragements, nous arrivons à deux heures du matin à Ravenel, après avoir fait près de 55 kilomètres et un combat en 24 heures, sous une chaleur épouvantable et sans rien manger ! Quant à manger maintenant, il n'y faut pas songer, il n'y a rien ; nous allons nous étendre sur la paille d'une grange : 200 hommes dans un espace pouvant en contenir tout au plus 100, et pour cela, faut-il encore que des réfugiés, qui occupaient la place, nous la cèdent. Une pauvre femme, avec de jeunes enfants, dont un au sein, sort : « Où allez-vous, madame, lui demande Péguy. — Mon Dieu ! monsieur, il faut bien que ces pauvres gars se reposent ! — Non pas, madame, je ne permettrai pas ; vous ne trouveriez aucune place ailleurs. Allez ! les amis, débrouillez-vous, il faut que ces gens couchent là. » Et nous nous débrouillâmes.

Le lendemain, on repart, sans repos, sans sommeil, sans vivres. Des soldats ont cueilli d'affreuses pommes vertes sur un arbre, le long de la route. Péguy s'approche de Victor Boudon : « Donnez-moi donc une pomme, mon vieux. — Avec plaisir, mon lieutenant. »

Des bruits circulent dans les rangs que le Gouvernement vient de quitter Paris pour se

réfugier à Bordeaux. Péguy le nie avec énergie : « Pour moi, mon lieutenant, dit un homme, nous sommes vendus ». Grande colère de Péguy : « Mais c'est imbécile, ce que tu dis-là, mon vieux... » Maintenant la compagnie ne compte plus qu'une trentaine d'hommes. On fait une pause. Au moment de repartir et comme une nonchalance évidente se manifeste : « Allons, la 19^e, debout » crie Péguy. « Il n'y a plus de 19^e », jette une voix. « Ah bien ! tant que je serai là, il y en aura une. Allons, en avant, les amis ! » et il part. Tous, debout, nous reprîmes la marche, dit Boudon.

Le 2 septembre, vers quatre heures, ils arrivent en face de Senlis, pour voir le bombardement, l'incendie et le clocher qui chancelle sous les chocs de la mitraille. Ils s'enfoncent de nuit dans la forêt de Chantilly, ayant perdu leurs voitures de ravitaillement, sans nourriture ni munitions. Tout autour d'eux ciculent les uhlans. Le lieutenant Péguy s'avance, seul, en tête de la compagnie, dont il éclaire la marche.

Nous touchons ici à la dernière étape. Que ne puis-je m'arrêter dans mon travail qui me pousse et m'oblige ! Je voudrais fortement vous marquer le grand caractère sacré de la

lutte qui se prépare. Les enfants de Paris vont défendre la Ville-Lumière contre la Barbarie.

Bien des fois, nous avons pu sourire des redondances de Victor Hugo, mais son génie, qui les lui dictait, leur a donné la force de pénétrer dans notre sang. Aux jours tragiques du début de septembre, tous, nous avons aimé jusqu'à ne pas admettre de leur survivre les foyers et les autels de Paris. *Pro aris et focis !* Victor Boudon traduit avec une vérité admirable les sentiments de son bataillon de Parisiens, de Parigots, comme ils se nomment.

... Nous approchons toujours plus de Paris, me dit-il. On aperçoit par instants dans le ciel les grandes lueurs de ses projecteurs... Nous comprenons que la situation est bien grave, puisque l'ennemi se trouve à peine à 30 kilomètres de la capitale que nous avons tous quittée, il y a moins d'un mois, sans prévoir que nous allions en être les défenseurs ; mais nous avons en face du danger la croyance assurée par nos chefs qu' « Ils » ne passeront pas. A ce moment, nous sortions d'éprouver les plus terribles désillusions, les plus grandes craintes, capables d'engendrer la néfaste panique, mais, chose curieuse, même les mauvais prophètes, les broyeurs de noir se taisaient ; le vent de découragement qui soufflait les jours précédents s'effaçait en face du danger que, nous tous, Parisiens ou habitants de régions déjà envahies, nous sentions. Les nôtres, nos femmes, nos enfants, nos familles sont là dans ce grand Paris que convoitent les barbares et dont ils approchent dans une joie sauvage ; ils sont aussi dans ces villages, ces cam-

pagnes de la région, que tiennent déjà nos féroces ennemis : et, en livrant la suprême bataille qui maintenant ne peut tarder, ce sont nos foyers et nous-mêmes que nous allons sauver de la souillure. Il y a là, dans cette foule dressée en armes pour la défense du pays, le triomphe de la Civilisation sur la Barbarie et la mort de l'affreux militarisme prussien ; bien des opinions, des idées contraires, des gens qui, hier ennemis jurés, se regardaient des éclairs de haine dans les yeux ; mais aujourd'hui tout cela a disparu, les haines se sont fondues dans l'unique souci et espoir de tous : il ne faut pas qu'ils passent !...

En écoutant Victor Boudon, j'éprouve un sentiment analogue à celui que je prête aux croyants qui applaudissent dans les églises. J'applaudis par entraînement le vaillant soldat, mais je me blâme, je sais que c'est dans un grave silence qu'il faudrait plutôt accueillir ses paroles, oraison funèbre des milliers de braves qui moururent pour nous.

Et nous voici au 5 septembre ! La dernière aurore vient de se lever pour Péguy. Je ne vous renouvellerai pas le récit de sa mort, que je vous ai déjà donné (voir les *Saints de la France* p. 228) et qui survint près de Villeroy, aux abords de Meaux. Sa mort ? Non pas ! Il allait naître à sa véritable vie et devenir plus agissant, se transformer en Péguy le Héros.

Charles Péguy, s'il avait survécu, nous aurait certainement exposé, par la suite, dans

ses *Cahiers*, la mystique de l'officier, la mystique du soldat, la mystique de la guerre. C'était l'attente de ses amis. A la nouvelle de sa mort, le poète François Porché dit aux Tharaud, ses voisins de rang dans l'armée : « C'eût été lui, le poète de la guerre... Il eût écrit sur cette guerre jusqu'à son vieil âge dix cahiers, vingt cahiers, trente et davantage, comme un jardinier qui tire de l'eau d'un puits sans le tarir jamais. » C'est exact. Mais tout son lyrisme et ses puissants empâtements, toutes ses phrases redoublées et fidèles aux mouvements de son cœur nous eussent moins éclairé sa pensée que sa fermeté, son humanité à la française et son utile familiarité de bon ouvrier œuvrant, au cours de cette retraite sur la Marne, avec des ouvriers en armes, pour la France.

Je reviendrai sur ce grand sujet pour essayer de comprendre avec vous l'utilisation dans l'armée des éléments que l'on peut appeler révolutionnaires. Il y avait à côté du lieutenant Péguy, si parfaitement compris de ses Parigots, un autre officier, le capitaine Guérin, grande figure aussi, d'un modèle plus ancien, plus austère, moins complètement accessible à ceux qui se louent de Péguy. Mais, vieille armée hiérarchisée ou jeune armée plus fami-

lière, tous sont entraînés par la plus noble passion, par l'enthousiasme du sacrifice.

Péguy est arrivé dans l'autre monde avec un beau cortège de ses amis, toute une chevalerie honorée de larges blessures. Ernest Psichari, Joseph Lotte, François Laurentie, qui étaient ses intimes, et puis une multitude de ses pairs, dont lui-même ne connaît pas tous les visages, le suivent, le précèdent, le rejoignent, l'encadrent. Quel est donc ce miracle qui fait surgir au service de la France, à l'heure voulue, les fils indispensables ? Les vérités éternelles ont retrouvé leurs jeunes témoins. Hier, c'était Joseph Ollé-Laprune, et puis Jacques Cochin, par qui son père connaît tout ce qu'un même cœur peut contenir à la fois de chagrin et de fierté. Cette guerre nous propose par milliers des exemples dont la France vivra, comme nos aïeux, jadis, vécurent de Roland et des preux de la vieille geste, et hier des héros de la grande épopée. Tâchons de recueillir les vertus sublimes des soldats de 1914-1915. Mais quelle qu'y soit notre application, c'est puiser dans l'Océan avec le creux de la main. Je puis vous mener dans les bois à quelques fontaines que je sais, mais, depuis six mois de guerre, toutes les eaux souterraines bouillonnent, toutes les

puissances de sainteté et d'héroïsme jaillissent, et, confondus de respect, nous restons au bord du gouffre, sur la rive de cette mer nouvelle.

XLIX

LA CONSCIENCE AMÉRICAINE

1^{er} mars 1915.

Nos soldats n'ont de pensée que pour accomplir leur devoir. Mais un jour ils voudront savoir, et, nous leurs familles, leurs amis, dès maintenant nous voulons savoir si l'univers leur rend justice.

Les nations de l'Europe, sous le regard de l'univers attentif à cette grandiose tragédie, sont appelées depuis six mois à faire valoir les titres de leur puissance. Allemagne, que vaux-tu ? Ton orgueil, justifie-le ! Et vous, noble Belgique, Russie, Angleterre, France ? Le monde a suspendu ses jugements et décidé qu'il allait connaître à l'épreuve ce qui est admirable.

Ainsi commence un monde nouveau. Demain, rien ne comptera plus dans l'univers que d'après l'issue de cette guerre.

Chaque nation révèle aujourd'hui son âme. On ne va plus nous juger d'après le passé, d'après nos annales, d'après nos gloires de vitrine, d'après 1870, mais d'après nos enfants qui se battent.

La vertu et le génie de la France se prodiguent dans les tranchées. L'univers le reconnaît-il ? Je me posais cette question, l'autre jour, à propos de l'Espagne. Nous avons causé, à plusieurs reprises, vous en souvient-il, de l'Espagne ? et sans vous cacher que là-bas on ignore encore les crimes et les hontes de nos agresseurs, j'ai pu vous donner un florilège, un beau concert des voix hispaniques amies de la France. C'était l'élite de leurs penseurs et artistes... Aujourd'hui et dans le moment où nous surveillons les difficultés des États-Unis et de l'Allemagne, n'êtes-vous pas curieux de connaître les sentiments unanimes et vrais qui animent, à notre endroit, l'élite de la grande République américaine ?

Mais d'abord, comme on jette un regard d'ensemble sur l'horizon, laissez que je vous donne une lettre que j'ai reçue de là-bas et qui nous peint l'idée déplorable que l'on se faisait de la France en Amérique. Cet Américain — je donne ce détail pour montrer sa sympathie française agissante — m'avait

envoyé de l'argent pour nos blessés. Je l'avais remercié. Il me fait un second envoi, de 260 francs, à la date du 1^{er} février, en y joignant les plus intéressantes réflexions.

J'ai reçu, médit-il, votre lettre du 15 décembre... Vous la terminez en répétant : « La France combat pour la civilisation. » C'est un fait qui, aux États-Unis, n'aurait jamais été admis par l'opinion, si l'Allemagne n'avait pas, au mépris de tous les traités, envahi la Belgique et si l'Angleterre n'avait pas été l'alliée de la France.

L'Allemagne, jusqu'au mois d'août dernier était la puissance mondiale qu'on ne discute pas. Comme son empereur était, pour tout Américain, le « war Lord » son empire était le dernier mot du progrès et de la plus haute civilisation.

L'Américain autochtone, comme le citoyen d'origine récente venu d'Irlande, de Hollande, de Suisse, d'Italie, d'Espagne, etc.. professaient tous le même dogme.

Et la France? C'est triste à vous le dire, mais on pourrait répondre d'un mot qui, si dur soit-il, traduit bien, le sentiment, le « feeling » américain sur notre patrie. La France « fuit ». Elle fut!

Pourquoi cela? Est-ce parce que la France, vaincue en 1870, n'a cessé depuis de traîner derrière elle la honte de ses défaites? Oui.

Est-ce parce que le peuple américain comme tous les peuples jeunes, a pour idole la Force et que l'Allemagne était devenue sa divinité de choix? Oui.

Est-ce parce que Paris, qui symbolise la France entière est représenté ici comme la Babylone des temps modernes? Oui.

Est-ce parce que, à tout instant, dans les journaux,

la France est représentée comme la nation homicide par excellence, par ce qu'en anglais on appelle la « self-destruction », l'immoralité dans la famille par la stérilité complète ou la fécondité limitée à un héritier ? Oui.

Mais savez-vous quelles sont les deux grandes causes de la décadence de la France dans l'esprit des peuples ? Ce sont les luttes de parti qui pendant quarante ans ont été le gouvernement de la France, et c'est dans les dernières années, la politique religieuse du gouvernement, — cette politique antifrançaise a été le plus habilement exploitée par l'Allemagne.

On vous accuse d'avoir perdu toute foi en quelque chose de supérieur. Voilà, monsieur, la raison de l'abaissement moral dans lequel la France est tombée dans l'esprit du peuple américain. Voilà pourquoi les Allemands-Américains voient se grouper autour d'eux les Irlandais, les Hollandais, les Suisses Américains, etc., pour célébrer la victoire germanique contre les alliés. Des hommes haut placés d'origine hollandaise me disaient naguère : « Nous aimons mieux que notre patrie devienne une province allemande, plutôt que de voir la France athée et persécutrice de la conscience humaine triompher de l'Allemagne. »

Ainsi parle, fidèle interprète d'un état d'esprit qu'il combat, mon correspondant, que je n'ai pas l'honneur de connaître autrement, mais qui semble un esprit généreux et clair. Sa lettre pose le problème très bien. L'Amérique se faisait de la France une idée assez basse, et plaçait l'Allemagne sur un piédestal. Mais, voilà que cette Germanie idéale, gouvernée par le plus noble des gentlemen,

rompt les traités, les considère comme des chiffons de papier... Alors, quoi ! ce pays, que l'on ne se permettait même pas de contrôler, de discuter, aurait des tares derrière sa mensongère façade ?

Ce fut un grand trouble dans la conscience américaine.

Dès les premiers jours d'octobre, certains journaux rendaient compte d'un « manifeste de l'opinion américaine » qui blâmait ouvertement les procédés barbares des Allemands quant à la violation de la Belgique, et un homme, type représentatif par excellence de l'opinion américaine. l'ancien président de l'Université Harvard, Charles W. Eliot, prenait de suite le parti des Alliés, pour désirer, sinon l'écrasement de l'Allemagne, du moins l'anéantissement du système militariste prussien.

Lorsqu'on connaît la campagne pangermaniste aux Etats-Unis, sa violence et son étendue ; lorsqu'on a constaté la germanisation de certaines parties du territoire et même de certains esprits, on est aussi étonné qu'heureux de voir ce revirement, ce retour à la France.

C'est une révolution de conscience. Voulez-vous y assister, la comprendre, en suivre les heureuses phases ? Un ami, éminent pro-

fesseur de notre Sorbonne, met à ma disposition des lettres nombreuses qu'il a reçues, depuis le début de la guerre, de ses collègues, maîtres illustres, ou bien des jeunes élèves des fameuses universités de là-bas. Vous y surprendrez, comme je vous l'ai promis, les sentiments vrais qui animent l'élite, car vous savez qu'en Amérique les gens des universités sont les seuls à avoir des idées, au sens européen du mot. Les autres parties du public vivent d'impressions et d'on-dit mal cohérents. Dans un pays où il y a peu de traditions, les universités servent de cadres et créent des liens d'une force que nous ne pouvons pas imaginer d'après notre vie française. Là-bas, deux hommes qui s'abordent se disent de quelle université ils sortent et puis de quels cercles ils sont. L'opinion des universités est donc, sur l'esprit public, d'une importance que je ne risque pas d'exagérer. Tout autant que des endroits où l'on donne l'instruction supérieure, elles sont des centres de développement général et *d'humanité*.

Un des esprits les plus distingués de Cambridge, une octogénaire, traductrice et commentatrice de Montaigne, sœur de Charles Norton qui fut le grand ami d'Emerson, écrit au 1^{er} janvier 1915 ;

La tristesse des événements abattus sur l'Europe obscurcit notre ciel, et il est difficile de se représenter l'avenir : même l'espoir est aveugle... Mais nous pouvons entrevoir des probabilités de victoire, qui ira à ceux qui défendent la cause de la liberté humaine. La propagande des pangermanistes se fait surtout, bien entendu, parmi les Germans-Américains.. Et j'ai confiance que, malgré les troubles de certains avis, la certitude de la vérité gagnera toute l'opinion.

La lettre de cette noble octogénaire est touchante par son désarroi. Le calme Cambridge, survivance de la Thébaïde intellectuelle de jadis, doit être en effet catastrophé par ces nouvelles d'Europe, et les tours d'ivoire chancellent jusqu'en Amérique. Mais, dans ce même Cambridge, écoutez, voyez ce jeune étudiant qui accourt vers nous. Admirez avec amitié son élan, sa confiance d'adolescent.

De Cambridge (Massachusetts), 21 décembre 1914—
... Notre sympathie, ici, est complètement pour les Alliés. Là est la cause de la civilisation, et jamais une guerre n'a eu un but aussi noble et élevé. Maintenant, mieux que jamais, nous réalisons notre besoin pour tout ce qui est beauté et élégance de la culture en France. Cela promet un jour nouveau dans les affaires académiques. Enfin, en Amérique, pour nos guides allemands, le système sera brisé, et avec lui notre superstition dans la pédanterie et la barbarie allemandes. Aussitôt que cette horrible guerre sera finie, j'espère venir en France et y passer plusieurs années d'études... Je sens que la France intellectuelle et la culture française seront stimulées par la victoire et que

la France sera le centre pour tout véritable étudiant... Je suis heureux de vous offrir ma sincère admiration pour votre noble service dans la défense de la France, et j'espère, vraiment, que vous reviendrez avec la victoire, en bonne santé pour continuer le développement de votre enseignement, et avec la culture française, l'esprit français, l'honneur français, absolument et définitivement établis pour toujours...

Que cela fait plaisir ! De tels témoignages sont des raisons d'espérer et nous prédisent, nous préparent, nous assurent un admirable avenir. Ils sont un réconfort pour les vaillants groupements de l'Alliance française, pour les œuvres d'« échange », pour tous ces Français dévoués et fidèles au culte de la patrie, qui s'efforçaient de dire là-bas qu'il existe une France non officielle, une France qu'on ne voit pas, en laquelle il faut croire.

Écoutez l'un deux, voyez toutes les agitations d'esprit, les inquiétudes et les joies d'un professeur français installé à l'University of California Berkeley :

14 janvier 1915 —... Depuis le commencement de la guerre, je me ronge les poings en pensant à ce que mes amis voient, sentent et font, alors que, dans une université plus neutre que jamais, je ne peux faire qu'une chose : c'est d'empêcher qu'un Allemand ne prenne ma place.

De l'attitude de l'Amérique, je ne peux pas vous parler en détail : ils sont ici 26 (?) millions de Ger-

mans-Américains qui, par tous les moyens possibles, cherchent à indisposer les vrais Américains contre nous. On a prié pour la paix, refusé d'aider les Belges, excité contre nous les planteurs de coton, qui restent avec leurs marchandises en magasin ; aujourd'hui, on parle de faire adresser une pétition aux chefs des gouvernements européens pour leur faire des remontrances. Nous sommes inondés de brochures, de journaux, de lettres qui viennent de partout, mais qui toujours ont leur marque de fabrique « made in Germany », et tout cela... pour rien. *Damn the Germans!* est la seule phrase qui résume vraiment l'opinion de la masse. Il faut pourtant vivre à côté d'eux, presque avec eux, les écouter et rester calme ! Quelle école de volonté ! Ce qu'il faut dire aussi, c'est que maintenant on commence à nous respecter. Finies les histoires stupides sur le « Gay Paris », nos modes ridicules, nos moustaches, nos gestes, notre pourriture morale et physique. Vous savez que l'on nous croyait tous avariés. Très gravement, il y a huit jours, le professeur d'éducation me demandait si nous n'avions pas d'enfants parce que nous ne voulions ou ne pouvions pas. Jusqu'ici, ce brave homme n'avait jamais douté de notre impuissance physique, il commence à se demander s'il ne s'est pas trompé.

Je m'applique en ce moment à étudier les variations d'opinion, surtout chez le peuple. Chose très significative, dans deux romans publiés dans le *Saturday Evening Post*, tout récemment, les Allemands jouent des rôles de traîtres, et cela vaut mieux pour nous qu'un *Livre Jaune*. On les considère comme des « vilains » de mélodrame...

Ainsi les progrès de la France dans la conscience américaine sont constants, quasi réguliers, comme en Champagne à cette

minute. Tenez-en pour preuve cette voix récente de date :

Cambridge, Mass., 29 janvier 1915.

... Nos cœurs sont complètement vôtres dans cette lutte terrible qui semble un retour au temps des barbares. Malgré toute la propagande allemande aux États-Unis, les sentiments de notre pays restent les mêmes. Leurs explications ne font que nuire à leur « cause ». Ce qui nous ennuie et nous agace le plus dans tout ceci, c'est l'attitude des Allemands naturalisés Américains, qui sont restés Allemands *de cœur* et tâchent de faire croire à l'étranger que les États-Unis sont pour eux. Nous n'avons tous qu'une prière, qu'une espérance — que la guerre finisse avec la victoire du droit et de la civilisation... Nous travaillons beaucoup ici pour les soldats des Alliés et pour ces pauvres belges ; nous donnons de *tout notre cœur*, je vous assure, depuis l'Atlantique jusqu'au Pacifique.

Ils donnent ! la France le sait. Et que les organisations de secours américaines auxquelles préside à Paris notre confrère de l'Institut, M. Whitney Warren, l'éminent architecte de New-York, reçoivent ici notre remerciement français !

Mais j'ai gardé, pour clore cette série de témoignages, la parole émouvante, éclatante d'un professeur d'Harvard qui voulut bien se donner la peine de nous connaître et de nous voir, alors que trop de gens croyaient encore aux clichés de la France décadente. L'auteur

de ce livre célèbre, *The France of to-day*, écrit de Boston, en date du 10 janvier 1915, ces lignes de toute beauté :

Même si l'impossible devait se produire encore — et si les armes allemandes l'emportaient — rien ne saurait diminuer la simplicité, la dignité, la gravité, la grandeur de l'esprit français, qui ont fait de ces mois d'épreuve du feu une des périodes vraiment héroïques dont l'humanité puisse se souvenir. Et, pour mon compte, je n'ai pas l'ombre d'un doute quant à l'issue victorieuse de votre lutte pour l'existence et l'honneur national...

Si terribles qu'aient été ces mois émouvants, j'y trouve ainsi mainte clarté. Nulle épreuve moins énorme n'aurait pu prouver au monde, au monde entier, la parfaite vaillance des deux nations — Angleterre et France — qui sans être la mienne me sont devenues aussi chères que celle-ci. Vaillance, je l'entends non pas seulement dans notre sens plus limité de sens absolu du devoir et dédain du danger, mais dans la pleine gloire de sa signification grande et valeureuse : Cortesia a valor de Dante...

Après tant de pauvres peintures inspirées par les plaisirs de casino que Paris offre aux étrangers, et par les vilénies d'une certaine litté-

rature et d'une certaine politique, quelle revanche sublime que le tableau offert par la France héroïque et tenace d'aujourd'hui ! Nos soldats, qui sauvent nos existences terrestres par leurs innombrables sacrifices sanglants, purifient en même temps notre patrie, la réhabilitent aux yeux de l'univers émerveillé. Ils ont, comme nos pères, la vertu de courtoisie et de courage qui introduit les êtres dans le monde idéal.

Quel est le secret d'émouvoir les peuples ? Avec chacun d'eux, il varie. Qu'est-ce que le ciel d'Amérique, et comment un héros en obtient-il l'accès ? J'en ai pris une notion dans Emerson et William James, et je ne m'étonne pas que le sublime de nos soldats soit accueilli et salué par le génie religieux de cette grande étrange nation.

Réjouissons-nous que « la conscience » des États-Unis, je veux dire les universités, nous rende justice, car qui sait si ce n'est pas d'elles, beaucoup plus que des milieux actifs d'entreprises et d'affaires, que partira l'appel aux armes ? Aux armes que la peu guerrière Amérique peut manier en ce moment, limitation ou suppression de ses envois à l'Allemagne, prêt d'argent au Canada, répression des tendances germanophiles de certains immigrés...

L

APPEL AUX BOURSES ET,
PLUS ENCORE, AUX COEURS

2 Mars 1915.

Un tel élan de la *souscription pour les mutilés de la guerre* et déjà le demi-million largement dépassé, au huitième mois de la guerre, quand chacun, avec ses ressources restreintes, ne cesse pas d'être sollicité par des œuvres nombreuses, intéressantes, et par des catastrophes pressantes, c'est l'étonnement et l'admiration de tous. Examinez et dénombrez nos listes. Vous n'y verrez guère, jusqu'à cette heure, ces grandes maisons qui généreusement consentent des sacrifices en quelque sorte impersonnels, pris sur leurs frais généraux, et qui, d'une façon un peu administrative, viennent à l'ordinaire enfler les souscriptions. Cette fois-ci, c'est une armée de simples particuliers, émus de pieuse admiration et de reconnaissance pour les héros de la Patrie, qui accourent leur donner une obole et un témoignage, de l'aide et de l'amitié.

Ces invalides, que j'admirais sans les connaître, dépassent toutes mes imaginations. Ce n'est rien moins que notre conception de l'humanité qui sera transformée, chez vous, chez moi, chez nous tous, à la fin de cette guerre. L'autre jour, comme il traversait Paris, j'allais donner l'accolade à mon ami le capitaine Duhourceau, noble esprit qui a choisi la carrière des armes et qui, de vocation, était à la fois écrivain et soldat. (Bibliophiles, il faut avoir ses *Violons de Lorraine*, qu'il n'a pas mis dans le commerce.) Déjà blessé au début de la guerre, François Duhourceau est retourné au feu. Le 13 décembre, nouvel honneur : il a les deux bras déchirés, la tête blessée. On vient de l'amputer du bras gauche.

— Eh ! m'a dit le vaillant officier, ce n'est rien. Écrivain, j'ai ma main droite qui demeure libre. Soldat, j'ai l'exemple du général Pau. Me voilà un peu martyr pour la France et capable encore de la servir par l'épée. Je vais être rétabli assez tôt pour aller une troisième fois au feu, et mener au combat final, à la victoire décisive, nos splendides soldats. Comme vous avez raison de les appeler les saints de la France ! Des Allemands peuvent se battre avec une bravoure

pareille ; mais, j'en suis sûr, ils ne se sacrifient pas avec autant de désintéressement. Tout calcul, toute pensée, même de récompense et, j'ose dire, de gloire est absente de leur esprit. Ils acceptent simplement et sans amertume le destin le plus dur, parce qu'il n'y a rien de plus naturel pour eux que de faire leur devoir, quoi qu'il leur en coûte. C'est la merveille d'une race au sang généreux, nourrie dans le dévouement à l'idéal, dans la chevalerie et le christianisme.

Ainsi parle mon ami, et son personnage, avec plus de force encore que ses paroles, peint tous nos mutilés. Voilà comme ils sont, nos héros !... Mais, peu à peu, l'influence mystérieuse du champ de bataille pourrait les abandonner. A la guerre, c'est comme au temps d'Homère : les êtres divins combattent au-dessus des soldats ; le Dieu des chrétiens, l'Honneur militaire, la Justice, la Civilisation (je ne me charge pas de dénombrer et de nommer tous ces soutiens de l'âme) président à ces grandes journées de sacrifice. Viennent les semaines de solitude. Le cœur du blessé ne risque-t-il pas de se refroidir ? C'est dur pour le soldat de quitter son régiment, des compagnons qui l'estiment, et de se retrouver, seul et diminué, au milieu d'une

Patrie qu'il a contribué à sauver et qui se remet, joyeuse, aux travaux de la paix. Restera-t-il en arrière, dans l'isolement, dans la tristesse ?

Nous voudrions que l'invalidé fût désormais, non une victime, un privilégié.

C'est le sens de cet élan admirable de nos souscripteurs.

Écoutez cette belle lettre que m'adresse, avec sa souscription, un « caporal français, interprète dans l'armée anglaise » :

Je suis à même d'apprendre et de voir bien des choses avec nos alliés anglais. Leurs soldats sont chaudement vêtus, admirablement nourris ; leurs malades et leurs blessés sont soignés sans aucun souci d'économie, et la paye minima du soldat est de 1 fr. 75 par jour.

Devant tout ce bien-être, on ne peut s'empêcher de songer à nos hommes..... Et c'est pourquoi il est urgent de s'occuper de leur avenir tout de suite, comme vous le faites. *Urgent ! Urgent !* Que se passerait-il dans le cœur de ces « purs » si plus tard, après la victoire, venus pour demander la réparation à laquelle ils croient avoir droit, les *bureaux* les renvoieraient simplement à leurs champs avec quelques bonnes paroles ? Car on s'habitue même à l'héroïsme, et les jambes de bois ne seront pas rares.

Demandez aux riches, Monsieur Barrès, les riches *doivent* donner. Faites comprendre aux riches que leur argent a un devoir patriotique à remplir. Avant d'aider à la « reprise des affaires », il faut mettre nos plus humbles mutilés dans la possibilité de reprendre leur tâche.

Veillez pardonner l'horrible style de ces lignes ; mais je ne suis pas commodément installé pour écrire.

Cette lettre, du sentiment le plus vrai et le plus utile, est d'inquiétude excessive. L'État ne se dérobera pas à sa tâche, et, notons-le en passant, rien de ce que feront les initiatives privées ne dépouille les intéressés de leurs droits sur l'État. Mais l'État agira d'autant mieux qu'une puissante émotion nationale entourera les invalides de la guerre et les recommandera. Certes, je compte sur l'efficacité matérielle de notre œuvre, mais plus encore sur son efficacité morale. Nous lançons un appel aux hommes, mieux encore : un appel aux cœurs. Il s'agit que chacun se persuade de sa dette et se préoccupe de sa position de débiteur envers ces braves gens.

Tenez, voici une bonne idée, que je tâcherai de faire aboutir :

Ne pensez-vous pas, m'écrit un souscripteur, qu'un insigne, attestant leur qualité d'invalides de la guerre, serait un réconfort pour eux lorsqu'ils seront retournés dans la vie civile ? On dirait sur leur passage, non pas voilà une victime, mais voilà un brave. Ils s'attireraient ainsi la sympathie respectueuse des citoyens qu'ils ont défendus. Cette compensation morale est bien due, ce me semble, à ceux qui ont perdu un de leurs membres pour la Patrie.

Et voici une autre idée encore, que je prie

mes lecteurs de distinguer et de retenir. Elle m'enchanté. Pourquoi ne citerais-je pas son auteur ? C'est le principal du collège de Manosque, qui m'écrit :

Vous voulez apprendre un métier à nos chers et glorieux invalides de la guerre ? C'est bien. Ne croyez-vous pas qu'il serait tout aussi bon de les préparer à une profession et de la leur faire acquérir dans le moindre délai ?

Je songe à la profession d'instituteur. Quelle autorité n'auraient-ils pas sur leurs élèves, nos héroïques mutilés devenus instituteurs ! Quelle leçon vivante et continue, quel salutaire exemple que leur personne même !

Parmi eux se trouvent des sergents qui auraient travaillé pour entrer à Saint-Maixent et en sortir officiers. Ils ont déjà une certaine instruction, et on les ferait arriver vite au brevet élémentaire, peut-être même, un peu plus tard, au brevet supérieur. Pourquoi n'en prendrait-on pas les moyens ?

Simple, d'ailleurs, sont ces moyens. Évidemment, il ne faut pas songer à ouvrir pour eux des écoles spéciales, ni même les verser dans les écoles existantes. On ne saurait s'enfermer comme élèves après avoir été soldats. Mais on pourrait très bien envoyer ces jeunes gens comme surveillants d'internat dans nos lycées et dans nos collèges. Ils y recevraient l'instruction nécessaire pour passer leurs examens d'instituteurs ; en même temps, ils seraient nourris, logés, et toucheraient un traitement qui, sans être élevé, est suffisant comme argent de poche.

J'ajouterai que si, dès maintenant, vous pouviez m'envoyer deux de ces braves, je leur réserverais à chacun un emploi de surveillant dans l'établissement que je dirige, et je les recevrais (sans métaphore) les bras ouverts, comme ils le méritent.

L'idée est charmante. Elle me donnerait l'envie, que, certes, je n'ai jamais eue, de recommencer mes classes. Le jeudi et le dimanche (Dieu ! que c'était embêtant !), nous irions en promenade sur les pentes du Luberon ou bien au long de la Durance, avec un invalide qui nous raconterait indéfiniment les titres de sa gloire. Dans ces paysages virgiliens, la conversation se relierait aux plus fameuses *Georgiques*, et nous rentre-rions dans les ruelles étroites de la vieille petite ville, la tête en feu, tout pleins de superbes sujets à mettre en vers latins... Vienne bientôt le temps de paix, où je m'en irai à Manosque féliciter M. le Principal et causer avec les deux vétérans de la grande guerre, que je vais tâcher de lui envoyer !

Un blessé rapporte de cette longue et terrible guerre une expérience de la vie et de la mort qui équivaut à tous les brevets, et je trouve que M. Georges Duval a bien raison, qui m'écrit :

La situation d'employé dans les établissements de l'État et certains établissements particuliers est tellement recherchée que, pour éliminer les candidatures, on s'est vu dans l'obligation d'exiger des compétiteurs le grade de bachelier. S'il est indispensable à certaines fonctions, il est superflu pour beaucoup d'autres. Pourquoi ne remplacerait-on pas le susdit diplôme

par le livret militaire, indiquant que son titulaire a une éducation suffisante pour remplir un emploi modeste, mais rétribué, et qu'il est classé parmi les invalides?

Ces braves remplaceraient nombre d'hommes pour qui la situation de bureaucrate n'est qu'une façon d'éviter l'effort, et ils trouveraient là un débouché qui souvent est attribué à l'indolence et à l'intrigue, et qui une fois s'ouvrirait à la gloire.

Mais je me laisse un peu aller — que mes lecteurs m'en excusent — dans cette sorte de rêverie facile, autour de lettres qui me passionnent, parce qu'elles parlent de nos soldats. Ne ferais-je pas mieux de leur donner à eux-mêmes la parole? Voici un de leurs désirs, qu'ils m'expriment tous les jours et que je transmets, en l'appuyant, à l'Administration. Ils craignent d'être hospitalisés jusqu'à la fin de la guerre. Quand ils sont guéris, pourquoi ne pas les renvoyer dans leurs foyers? Il faut hâter leur mise en réforme et les rendre à leurs familles. « Nous croyons bien l'avoir mérité », disent-ils.

Que de lettres et de pétitions, toutes du même sens, j'ai dans mes dossiers! Nous y reviendrons incessamment. Que les intéressés sachent bien que j'entends leurs plaintes et m'en fais le porte-parole, plus à l'aise pour des démarches privées que pour une critique publique, car pour aboutir, dans notre pays

où toute initiative privée donne aisément de l'ombrage, il faut que je prenne le ton (et c'est bien mon idée) d'un collaborateur des services officiels, d'un indépendant qui se met à la disposition de l'État.

P.-S. — J'ai prié, au nom de mes collaborateurs, mon collègue et ami M. Louis Barthou d'accepter une vice-présidence de notre Fédération, et mon directeur et ami, M. Henry Simond, de prendre place dans notre Conseil. L'un et l'autre ont accepté et rendront grand service à l'œuvre.

LI

UN LIEN. — UN POINT DE RÉUNION

3 mars 1915.

Je suis très frappé des lettres que je reçois. Elles témoignent d'un accord extraordinaire entre mes correspondants, entre des esprits qui ne se connaissent pas, les uns les autres, et qui se cherchent. Pour moi, je ne fais rien que rendre au public ce que j'en ai reçu. Les pensées que j'exprime ne sont pas des pensées

d'auteur ; elles me viennent des événements et de la nation. Un même esprit circule à travers gens du même sang, et j'essaye de donner le rythme de notre respiration commune.

Une telle entente, heureuse, utile, on voudrait la perfectionner encore, l'élargir, lui donner de la durée et plus d'efficacité.

Ces lecteurs dont les lettres ou, plus simplement, l'accueil, chaque matin, prouvent l'accord n'aimeraient-ils pas se relier entre eux, s'appuyer les uns aux autres et coordonner leurs efforts ?

Ils s'ignorent, et pourtant qu'ils sont faits pour s'entendre ! Ont-ils assez remarqué que depuis six mois ils travaillent en commun ! Hier, accomplissant l'une des plus hautes pensées et la dernière œuvre d'Albert de Mun, ils résolvaient la question des aumôniers militaires. Peu après, leurs plaintes et leur émoi amenaient dans les services sanitaires quelques améliorations dont les blessés les remercient. Ce fut ensuite la campagne pour les femmes et les enfants à qui des tyrans de village refusent l'allocation promise par la loi aux familles de nos soldats. Après cela, ils ont inventé « la Croix de guerre », utile à nos chefs et à la défense nationale, qui fera grand plaisir à nos héros survivants, ou demeurera

comme une relique de gloire aux mains de leurs parents. Aujourd'hui, l'effort des lecteurs de l'*Écho* met debout la *Fédération des Mutilés de 1914-1915*. Enfin, pendant sept mois de guerre, nos amis se sont répété l'un à l'autre le mot d'ordre : « Tenir », qu'ils appuyaient de raisonnements, justifiés depuis par l'heureuse fortune de nos armes. Et maintenant ils se préoccupent de dégager l'état d'esprit qui permettra au pays de tirer tout le fruit de ses immenses sacrifices. Voilà les bons et nombreux ouvrages des Français avec qui nous sommes, par ce journal, en communication. Eh bien ! ne veulent-ils pas mieux faire encore ? Ne sentent-ils pas la nécessité de s'organiser pour demain ?

S'organiser ? Dans quel cadre ? Je propose la *Ligue des Patriotes*. Elle est déjà ébauchée dans les consciences de ceux qui veulent bien me lire, et manifestée par leurs œuvres que je viens de rappeler. Ils sont ligueurs en esprit et prêts à s'inscrire avec nous.

Ces lecteurs me disent qu'ils me suivent avec intérêt et qu'ils entendent souvent dans mes articles leurs propres pensées. Ce qu'ils entendent, c'est l'esprit de notre Ligue, c'est un appel aux forces morales de ce pays, un appel aux impondérables.

La *Ligue des Patriotes* a été créée par un soldat-poète qui savait que le germe de toute action, c'est l'âme. Il n'appartenait pas à Déroulède, qui ne fut jamais au pouvoir et de qui peut-être ce n'était pas la prédestination, de diriger la préparation matérielle de la guerre, mais avec une merveilleuse abnégation et ne craignant pas quelquefois de se faire traiter de fou par de faux sages, il a fait son affaire de maintenir et d'exciter chez nous, au milieu d'une période insensée de propagande *pacifiste*, toutes les vertus guerrières que nos aïeux avaient acquises au prix de leur sang. Son grand exemple pendant des années a instruit ceux qui le voyaient de près, et, à travers ses ligueurs, il enseignait constamment à la France que la délivrance de l'Alsace-Lorraine était le but de notre activité nationale.

Aujourd'hui les événements proposent à la Ligue, sans la faire sortir de sa ligne, de nouveaux et importants devoirs. Avec son organisation qui la met aisément en dehors de tous les partis, avec son recrutement qu'elle a toujours poursuivi dans toutes les classes, elle peut fournir un point de réunion aux innombrables Français qui ne veulent pas faire de politique durant la guerre et qui éprouvent le besoin de se sentir les coudes,

de se communiquer leurs sentiments et leurs raisons, et de respirer à pleins poumons l'air de ces grandes semaines héroïques.

Je n'ai pas à enseigner à ces lecteurs, à ces amis auxquels je m'adresse, quelle besogne d'avenir, quels soins immédiats nous sollicitent. Si je leur demande de s'inscrire à la Ligue (4, rue Sainte-Anne, à l'angle de l'avenue de l'Opéra), c'est pour que nous poursuivions et organisions sur toute la France cette tâche à laquelle depuis sept mois ils collaborent de tout cœur, le relèvement de la patrie, unifiée et fortifiée par les souffrances tragiques de la guerre.

Voilà l'idée directrice. Mais sur cette longue route, deux premières étapes nous invitent, l'une et l'autre dégagées de politique partisane. Je les indique sommairement, et souvent nous y reviendrons.

Nous devons apporter le concours de notre organisation et de notre propagande au Gouvernement, pour que la guerre ne se termine que par une paix victorieuse, nous assurant des *réparations* et des *garanties*.

Et, second point, nous venons d'installer aux bureaux de la Ligue un office de consultation, tout prêt à servir les familles de nos glorieux soldats, à les conseiller, à les guider,

à les défendre, vraie maison de fraternité, où les non-combattants se mettent à la disposition des blessés, des malades, et de ceux qui, tout en se battant, pourraient avoir des inquiétudes sur le sort de leur foyer.

P.-S. — La propagande française en Espagne.
— De bons esprits m'écrivent que j'ai méconnu les efforts de la propagande pour la vérité en Espagne. Ils me donnent des précisions qui intéressent l'histoire de la guerre.

L'ambassade française à Madrid fit, dès le mois d'octobre, traduire et distribuer gratuitement trois mille exemplaires de la *Déclaration du Gouvernement*, lue le 4 août à la tribune du Parlement, puis quatre mille exemplaires du *Livre Jaune*, accompagné de la version du *Rapport sur les atrocités*, par M. Blasco-Ibanez.

Ceci est, pour ainsi dire, le côté officiel de la question.

Quant à la propagande par tracts, brochures, images, qui aurait songé tout d'abord à lutter avec les Allemands? Ces gens qui voulaient la guerre avaient leur mobilisation toute prête, et la machine a aussitôt fonctionné et vomi, depuis l'Allemagne, tous ses produits. Cette abondance immédiate, colossale et mé-

thodique de mensonges a submergé d'abord nos amis. Ils avaient à préparer leur riposte, à recueillir des documents, et vous savez qu'il faut moins de temps pour inventer un mensonge que pour tirer la vérité hors de son puits. Ils publièrent, en décembre, un *Boletín de Informacion* entièrement espagnol et gratuit, tiré à quatre mille exemplaires.

En même temps, une poignée de bons Français de Madrid, ayant à leur tête M. Mérimée et son collègue, M. Pierre Paris, directeur de l'Institut français et directeur de l'École des Hautes Études hispaniques, fondait un comité international de propagande, avec l'aide de personnalités anglaises, russes et belges, s'affiliait des groupements dans toutes les provinces, publiait dès décembre, à trente mille exemplaires, une nouvelle édition gratuite des six premiers numéros du *Boletín* et faisait paraître une seconde publication gratuite espagnole, intitulée : « *Documentos et informes* », destinée plus spécialement à la propagande alliée.

Enfin, une revue hebdomadaire et payante (0 fr. 15), *la Razon*, de rédaction et de direction espagnoles, et tout à fait distincte du « Comité de propagande », a commencé depuis janvier une campagne assez heureuse

pour que *la Razon*, aujourd'hui, ait atteint un tirage de sept mille exemplaires.

Ce n'est pas tout. Le mois dernier, M. Pierre Paris a organisé à l'Institut français de Madrid des *lectures* et *causeries* sur la guerre devant un public aussi nombreux que le permettent les dimensions de la salle, et composé en grande partie d'Espagnols, amis ou hostiles.

Il y a des Germanophiles en Espagne, même parmi les Libéraux, les Républicains et les Socialistes, et des Francophiles même parmi les membres du clergé et de la noblesse. J'en prends pour exemple *La Verdad sobre la Guerra*, un ouvrage d'une forme concise et pure, et dont le jeune auteur, plein de talent, M. Alvaro Alcalá Galiano, fils de l'ancien ambassadeur d'Espagne à Londres, appartient à l'aristocratie catholique. Des faits exposés avec franchise et vigueur, des idées grandes et simples de droit, de justice et d'humanité, et puis la supériorité des armées alliées ramèneront ceux que d'abord avait étourdis le bluff colossal de la Germanie.

LII

ORGANISONS-NOUS

(La Ligue des Patriotes)

4 mars 1915.

Au début de la guerre, je pensais que la *Ligue des Patriotes* perdait toute raison d'être, qu'elle avait assuré la continuité de l'idée de revanche, et que, sous l'agression de l'Allemagne, toute la France s'étant élancée, d'une volonté unanime, pour repousser l'envahisseur et tendre la main à l'Alsace-Lorraine, notre programme allait être rempli.

Le clocher de Strasbourg, c'est notre dernière étape, disais-je. Le voilà déjà qui apparaît sur l'horizon de nos armées. Encore un temps, nous emploierons, pour dresser une statue de Déroulède à Strasbourg, les quatre-vingt mille francs que des souscripteurs nous ont donnés au lendemain de sa mort, et le jour de cette inauguration sera le jour de notre dislocation, car l'œuvre prêchée par le bon ouvrier sera accomplie.

Ainsi pensais-je, ainsi parlais-je sur la tombe du mort, le 2 novembre dernier, à la Celle-Saint-Cloud.

Je fus étonné de trouver chez mes amis de la résistance. Elle me fit réfléchir, sans modifier du tout au tout ma manière de voir. Je commençai à croire qu'ils pouvaient avoir raison et que notre rôle demeurait utile, quand il sembla qu'il y avait dans le pays des esprits faux qui gardaient le point de vue international, et qui, sans le vouloir, servaient les intérêts germaniques plaidaient les thèses allemandes.

Comment ! on voulait un referendum en Alsace-Lorraine ? Pour régler les destinées de la rive gauche du Rhin, on considérerait je ne sais quelles idéologies, on ne prendrait pas pour point de départ de la discussion la nécessité d'assurer la sécurité de la France et de la Belgique ?

De toutes parts on m'écrivit : « Il nous faut un lien. La Ligue des Patriotes peut l'être. Ne dites pas qu'elle veut disparaître, à l'heure où, nous autres, qui n'en sommes pas, nous venons nous y inscrire. Nous estimons qu'avec son recrutement qui fait appel à toutes les classes et à tous les partis, elle fournit un point de réunion aux innombrables Français qui veulent que cette guerre horrible régénère le pays et ne se termine que par une paix victorieuse. »

Des réparations et des garanties ! Cette volonté a été exprimée, au nom de la France, par le président de la République, lorsqu'il a dit, dans son discours du 7 décembre : « *Pour que la paix soit longue et heureuse, pour qu'elle ne soit pas illusoire et trompeuse, il faut qu'elle soit garantie pour la réparation intégrale des droits violés et prémunie contre des attentats futurs.* »

Le président du Conseil a confirmé énergiquement la même volonté au nom du Gouvernement, dans sa déclaration du 22 décembre.

La Ligue des Patriotes fait appel à tous ceux qui veulent coordonner leurs efforts autour de ces deux déclarations, afin que la reprise de l'Alsace et de la Lorraine et leur rentrée sans referendum dans la patrie française soient complétées par la restauration de la tradition française dans les pays rhénans.

Voilà le mot d'ordre utile et nécessaire à propager. Vienne avec nous qui l'accepte, et puis attendons. J'ai posé le problème, parce qu'il se présente à tous les esprits, et dans toutes les méditations et conversations, mais des discussions prolongées et détaillées paraîtraient furieusement académiques à ceux qui se battent et qui sont chargés d'avoir la peau de l'ours.

Leur opinion d'ailleurs est unanime sur le principe. Tandis que j'écris cet article, je reçois une lettre de l'un des hommes les plus estimés du monde des instituteurs, un éminent inspecteur de l'enseignement primaire, le capitaine Blanguernon.

Je vois avec un sentiment étrange, me dit-il, les tranchées ennemies serpenter en face de mes postes, *sur notre sol*, comme des chenilles brunes. Mais nous les écraserons.

Il y a trois jours, sans doute pour fêter leurs avantages éphémères en Russie, ils sonnaient à toute volée nos cloches dans nos clochers. Ah ! comme il faut que nous fassions aussi sonner aux leurs le carillon de nos revanches !

Et nous ne nous arrêterons que quand la bête sera muselée, qu'elle ne pourra plus mordre, ni menacer nos enfants.

Voilà le point où, tous, nous nous accordons : le désarmement absolu de l'Allemagne. Nous voulons toutes garanties de sécurité pour nos fils et petits-fils.

Sauver la France, désarmer l'Allemagne. Cette nécessité nous met et nous mettra d'accord. C'est à ce point de vue que nous demandons que tous se placent. A notre avis, cette première donnée implique tout le reste. C'est de là que nous tirerons une bonne frontière militaire et des annexions raisonnables.

Mais, foin des discussions ! Organisons-

nous. C'est là ce qu'on demande aux non-combattants. Qu'ils organisent le plus de choses positives : reprise du travail, assistance, secours, approvisionnements, exposition de San-Francisco ou offres de services à l'Amérique du Sud. Tout est bienfait qui sert à la fois la cause française au dehors, et qui nous apprend à nous-mêmes l'avantage de l'action coordonnée, subordonnée, aussi éloignée de la pédanterie bureaucratique que de la désinvolture et du caprice des isolés. Tâche où chacun doit prendre sa part. Aux lecteurs de l'*Écho*, qui ont déjà mis debout bien des œuvres, je demande d'adhérer à notre groupement et de coopérer à notre organisation des forces morales. Nous sommes en présence d'un feu patriotique admirable, d'une chaleur d'âme, d'une bonne volonté inouïe des non combattants. C'est une œuvre excellente de solidifier cette atmosphère d'enthousiasme où nous sommes plongés. Venez avec nous à la Ligue des Patriotes, pour affirmer la nécessité d'une paix qui garantisse l'avenir et pour servir les familles des combattants d'une manière que je vous expliquerai demain.

P.-S. — Je venais de lire dans le *Parlement et l'Opinion* un article de mon collègue

M. André Honnorat. Il m'avait appris qu'au nombre de soixante mille les employées de commerce, les couturières, les modistes, toutes les jeunes filles et femmes qui vivent des industries de luxe et à qui les magasins de la rue de la Paix, du quartier Vendôme, des boulevards, fournissaient du travail, sont réduites aux secours de chômage de la ville. Ces chiffres cruels et les détails m'avaient d'autant plus frappé que je représente au Parlement l'un de ces quartiers fameux par leur élégance raffinée, où venaient travailler le plus grand nombre de ces « midinettes », si durement frappées. Or, dans le moment où j'y réfléchissais, j'ai eu l'honneur de recevoir la visite de deux religieuses des Filles de la Charité qui m'ont demandé d'être leur porte-parole auprès de l'inépuisable générosité des lecteurs de l'*Écho*.

Je m'empresse de leur obéir.

Nous demandons, me disent ces dames, aux personnes pouvant disposer de machines à coudre de vouloir bien les prêter, pour le temps de la guerre, à notre ouvroir des Sœurs de Saint-Vincent-de-Paul, établi 5, rue de Cambacérés.

Cet ouvroir, qui comprend plus de trois cents jeunes filles employées habituellement dans les grandes maisons du quartier et venant de tous les arrondissements de Paris et même de la banlieue, a confectionné jusqu'ici un million de pansements individuels pour nos soldats.

A l'heure qu'il est, les pansements étant finis, il faut changer de travail, et, pour entreprendre une commande d'équipements militaires, un grand nombre de machines serait nécessaire.

C'est pourquoi les ouvrières font appel à la charité de ceux qui voudront à la fois leur procurer du pain et aider nos soldats en leur permettant de travailler pour eux.

Beaucoup de particuliers et de commerçants qui n'emploient pas leurs machines seront peut-être heureux de les prêter pour les petites ouvrières parisiennes et pour nos soldats....

... Et, j'ajoute, pour les Sœurs de Saint-Vincent-de-Paul, universellement respectées et aimées.

LIII

NOUS SOMMES LE SECRÉTARIAT DES SOLDATS

(La Ligue des Patriotes)

5 Mars 1915.

Il y a partout, chez tous les non-combattants, une immense bonne volonté pour les soldats. Chacun, selon ses forces, voudrait prendre soin d'eux et de leurs familles.

Bien souvent, pourtant, ils sont dans l'embarras. Leurs lettres nous l'apprennent.

C'est faute d'un avis, d'un renseignement, d'une consultation amicale. Tout le monde voudrait les servir. Mais, voilà, c'est très vague, ce grand mot « tout le monde ». On les attend, on les appelle, et eux ne savent pas à quelle porte frapper.

Nous voulons que la *Ligue des Patriotes* soit cette porte, soit la bonne maison où, depuis la tranchée, les soldats, et, depuis leur village, les familles nous raconteront ce qui les préoccupe ; où des gens pleins de cœur et de science administrative, groupés à notre appel, leur donneront des indications sur le bien-fondé de leurs réclamations, sur la marche à suivre pour les faire aboutir et sur les œuvres qui peuvent les aider.

Nous serons le secrétariat des soldats.

Grand mot, belle tâche ! Qu'allons-nous faire pour justifier cette ambition ?

C'est à l'usage, naturellement, qu'une œuvre prend son caractère définitif et approprie son fonctionnement aux besoins qu'elle a reconnus. Les soldats que nous voulons servir façonneront, simplifieront, guideront notre action et la rendront pratique.

Aujourd'hui, nous naissons sous la pression des faits. Le point de départ de cette organisation nouvelle de nos services inté-

rieurs, c'est que je remets à un petit bureau de la Ligue une correspondance qui me déborde, qui s'adresse à l'*Écho* en même temps qu'à la Ligue, qui vient d'œuvres demandant l'appui du public et d'un public demandant l'appui des œuvres. Nous voudrions créer un lien, une communication méthodique entre cette offre et cette demande patriotiques.

J'ai une espèce de modèle. Je songe à une œuvre fameuse, créée jadis par Léon Lefébure, l'*Office central des œuvres*, dont j'ai le programme sous les yeux et que ma plume suit. M. Lefébure voulait que toutes les œuvres répandues sur la surface de notre généreux pays fussent reliées et mises en communication par un centre commun. Il a créé ce bureau central, cet organisme, avec quel succès, on le sait. Voilà un précédent. Mais les différences sont immenses et sautent aux yeux. Il était animé par la charité. Nous, par une émotion de reconnaissance envers une élite française. Nous travaillons pour la cause sacrée de la défense nationale ; notre mobile est un sentiment de gratitude et une obligation de fraternité, et puis notre œuvre doit être une des formes efficaces de la défense nationale.

La Ligue compte parmi ses adhérents un nombre considérable d'anciens militaires et de jeunes soldats appelés sur le front. Parmi eux, nous avons le chagrin et la fierté de connaître déjà de nombreuses victimes. La Ligue se doit de venir en aide à tous ces adhérents anciens et nouveaux, comme à tous les patriotes qui exposent leur vie pour la France.

Déjà, nous avons écouté les justes et nobles indications des soldats. Elles nous ont permis, par exemple, d'aboutir à la création de la *Croix de Guerre*. Et faut-il rappeler l'immense quantité d'objets infiniment variés que ce journal, grâce à la générosité de ses lecteurs, a pu distribuer cordialement aux armées ?

Pour les blessés, on sait nos insistances et ce que, dans ce moment même, l'empressement d'un public admirable permet de constituer.

Pour les familles des soldats, nous avons, selon nos forces, obtenu une meilleure distribution des allocations et une procédure d'appel.

Pour les Alsaciens-Lorrains,..... nous avons recherché en public l'amélioration du sort des internés civils, des prisonniers et des évacués. Nous continuons par des démarches privées

et nous obtenons des résultats. Dès maintenant, les intéressés peuvent s'adresser à la Ligue.

Notre grand rôle va être de tenter pour les soldats et leurs familles des démarches qu'ils seraient dans l'impossibilité d'accomplir eux-mêmes, et de leur faire ouvrir des portes qui pourraient rester fermées devant des sollicitations inconnues.

Les demandes de renseignements et d'intervention, voilà ce que nous attendons et à quoi nous espérons répondre avec quelque succès.

Nous ne serons pas un bureau de secours proprement dit. Nous n'avons pas de budget à cet effet, et nous ne cherchons pas à nous en constituer un. Nous n'ouvrons aucune souscription, nous ne menons aucune quête. Mais nous pourrions mettre en mouvement les œuvres appropriées ou des patriotes généreux dont le dévouement nous est acquis.

Depuis le début de la guerre, on a vu apparaître une riche floraison, des douzaines d'œuvres indépendantes et spontanées, fondées et développées sans concert, un peu au hasard, sous l'inspiration de la foi patriotique et du désir de collaborer à la grande tâche.

Nous voudrions aider certaines de ces œu-

vres à donner toute leur mesure. Notre but n'est pas de distribuer nous-mêmes des secours ; mais nous pouvons aider les œuvres à fonctionner utilement et opportunément. Nous pouvons nous constituer leurs amis et collaborateurs du dehors, nous appliquer à les faire mieux apprécier du public, et, si nous nous proposons de recourir à elles en faveur des soldats ou des familles de soldats qui s'adressent à la Ligue, nous comptons bien aussi tourner vers elles les libéralités des patriotes.

Beaucoup de ces œuvres sont inconnues de ceux qui pourraient y recourir. La Ligue est à même de jeter le pont sur un fossé souvent très large. Les patriotes généreux et les patriotes qui ont besoin d'être aidés se cherchent parfois, les uns les autres, sans se rencontrer. C'est ainsi que la Ligue, une fois l'heure venue, s'efforcera très activement d'aider les blessés et, en général, tous les soldats à trouver des emplois, et nous nous croyons à même d'organiser de la manière la plus efficace ce mode de concours.

D'une manière générale, par ses relations avec les milieux d'où sortent un très grand nombre de soldats et avec les associations de vétérans et de préparation militaire, la Ligue

des Patriotes va pouvoir donner une aide à nos soldats et à nos héros malheureux, soit pour les mettre en relation avec les œuvres de guerre déjà existantes, soit pour établir et faire valoir leurs titres à un secours de l'État, à une pension, soit pour veiller sur leurs veuves et leurs orphelins.

En formant le dossier de chaque demande, nous faciliterons ainsi même la tâche du Gouvernement.

Dès cette semaine ont commencé de fonctionner nos services aptes à suivre les demandes qui leur seront remises, à fournir les conseils utiles et à donner aux soldats qui s'exposent sur le front l'apaisement de savoir que les leurs ne seront pas sans appui et sans aide.

Je ne crois pas la tâche trop vaste et trop ambitieuse. Nous nous sentons appuyés par le public. Et puis c'est le devoir de la Ligue.

Son devoir ou plutôt, car j'en reviens à mon article d'hier, son double devoir. Je me résume en deux lignes. Nous avons pour mot d'ordre qu'afin d'assurer la sécurité de la Patrie il est indispensable de restaurer la tradition française sur la rive gauche du Rhin. Et les ligueurs non-combattants ont

pour tâche quotidienne et terre à terre de se mettre amicalement au service de tous les combattants et de leurs familles.

C'est un programme vrai et très simple, qui mérite de retenir l'attention des lecteurs, et, s'ils m'approuvent, je leur demande de venir grossir nos rangs et de préparer avec nous le relèvement moral et matériel de la Patrie sortie des épreuves tragiques.

LIV

LE MARTEAU DE THOR SUR NOS CATHÉDRALES

6 mars 1915.

Cent artistes (plus un, qui a tenu la plume et qui veut garder l'anonymat, ce qui ne m'empêchera pas de vous dire qu'il est un poète, un auteur de théâtre et un essayiste brillant) offrent « aux associations littéraires et artistiques étrangères et à tous les amis du beau » un mémoire rédigé d'après les documents officiels afin de faire connaître universellement le système de destruction des armées allemandes.

J'en ai les épreuves, vous le lirez dans peu de jours. Vous y retrouverez les plus authen-

tiques détails sur le martyre des cathédrales de Reims, d'Arras, de Senlis, de Soissons, et sur la mort de Louvain.

Quelle explication trouver à ces actes abjects ?

Nos cathédrales sont des otages aux mains des Allemands. Ils agissent avec elles comme avec les notables qu'ils saisissent, dont ils se font un bouclier et sur qui ils se vengent. On croit savoir que, quartier par quartier, ils auraient de même anéanti Paris, si l'on n'avait pas accepté leurs conditions de paix. Si l'on veut comprendre la conduite des Allemands contre les glorieux monuments de notre race, il faut s'attacher à cette idée de cathédrales otages et méditer les proclamations affichées par eux dans les villes qu'ils occupent. Lisez cette affiche du 12 septembre à Reims :

« ... Afin d'assurer suffisamment la sécurité des troupes et afin de répondre du calme de la population de Reims, les personnes nommées ci-après (il y avait une liste de quatre-vingt-un noms) ont été prises en otages par le commandement général de l'armée allemande. *Ces otages seraient pendus à la moindre tentative de désordre.* De même la ville sera entièrement ou partiellement brûlée et les habi-

tants pendus, si une infraction quelconque est commise aux prescriptions précédentes. Par contre, si la ville se tient absolument tranquille et calme, les otages et les habitants seront pris sous la sauvegarde de l'armée allemande. »

Nos cathédrales sont des otages, des personnes vivantes, des notables menacés de mort. Toutefois, pour mieux comprendre, pour descendre plus profondément dans la pensée impériale allemande, nous pouvons encore faire un pas en avant. On possède un ensemble de faits nombreux et de notoriété publique sur les crimes commis par les Allemands contre les prêtres et j'ai quelques éléments précieux, les *Souvenirs d'un prisonnier de guerre*, pour l'instant inutilisables, qui démontrent qu'ils jalourent et haïssent la supériorité du prêtre, considéré par eux, dans un village, comme une force morale.

Là, nous sommes en présence d'un acharnement « mystique ». C'est *Unser Gott* qui fait des siennes.

On a parlé des protestants. Frédéric Masson, avec son haut sens d'historien, voit dans le sac de Louvain une action de Luther contre un des centres les plus fameux du catholicisme. Mais les protestants français s'associent d'un

mouvement unanime à l'horreur éprouvée par les catholiques français et ne trouvent dans leur foi aucune raison, aucun sentiment qui justifient ces crimes. D'autre part les Bava-rois, chargés de médailles pieuses, ne sont pas de moindres tortionnaires que les Prussiens.

Dorchain a mis en lumière un texte prodigieusement intéressant de Jean-Joseph Goerres : « Réduisez en cendres cette basilique de Reims où fut sacré Clovis, où prit naissance cet empire des Francs, faux frères des nobles Germains ; incendiez cette cathédrale ». Goerres n'est pas un protestant. Révolutionnaire ardent, et disciple de notre xviii^e siècle, il devint le chef des catholiques bava-rois. J'ignore à quel moment de sa carrière il prononça cette effroyable excitation prophétique, mais je ne doute pas qu'elle ne soit un cri de romantisme germanique, une clameur des dieux primitifs contre la civilisation classique et française.

Ce n'est pas le Dieu de Luther qui demande l'anéantissement de nos basiliques nationales. C'est *Unser Gott*, c'est le vieux Dieu de Guillaume, une combinaison dont nous avons dit à plusieurs reprises ici que nous reconnaissons en lui le plus ancien des dieux scandinaves, Odin assis entre deux loups.

Les savants allemands, depuis un siècle,

recueillent toutes les épaves des races païennes, tous les héros qui sont des conseillers de massacre et de pillage, et s'efforcent pédantesquement de les introduire au fond de la conscience nationale de la Germanie. Si l'on veut savoir ce que signifient ces appels constants et monotones de Guillaume II, il faut entendre que ce « vieux Dieu », dont l'usage, nous dit-on sans rire, est spécialement réservé à l'empereur, n'est rien moins que le dieu Odin, le Père universel, qui, dans les brouillards du Nord, entouré des vierges sanglantes, préside à des tueries indéfinies, mêlées d'affreuses ivrogneries.

De son côté, une note très intéressante de *l'Intermédiaire des chercheurs et des curieux* (écrite, je crois, par M. Florent Brenier) signalait dans ces invocations de Guillaume au vieux Dieu allemand une formule ésotérique, destinée à tromper la masse, et sous laquelle les renseignés comprennent qu'il s'agit d'Odin : « Je recommande, disait-il, à ceux qui ne peuvent voir dans notre ennemi un adepte de l'ancienne religion de sa race, de relire avec attention l'hymne qu'il dédia au dieu OEgîr, et dont l'exécution solennelle, à l'occasion du lancement d'un navire de guerre, fit sensation en son temps. Cette invo-

cation au Neptune du Walhalla germanique, coïncidant avec la proclamation que l'avenir de l'Allemagne était sur la mer, fit rire; mais un Wiking devôt, plaçant sa flotte sous la protection du dieu de l'océan german, n'eût pas agi autrement. « L'Hymne à OEgir, composé par le Kaiser, dirigé par lui, le bâton de chef d'orchestre à la main, c'était un acte de foi, l'équivalent du baptême chrétien de nos vaisseaux ».

Tout cela, Henri Heine l'avait prédit. Il avait pressenti la religion nouvelle, ou renouvelée, dont Wagner et Nietzsche sont les effets et les causes; et, après avoir annoncé que la civilisation disparaîtra d'une Allemagne déchristianisée, et qu'alors « débordera de nouveau la férocité des anciens combattants », Henri Heine s'écriait en 1834 : « Ce jour viendra, hélas ! les vieilles divinités germaniques se lèveront de leurs tombeaux fabuleux et essuieront de leurs yeux la poussière séculaire. Thor se dressera avec son marteau gigantesque et détruira les cathédrales gothiques ».

Odin, Thor, Unser Gott, le vieux dieu allemand, a dit à Guillaume : « Soustrais-toi à la civilisation rayonnante, à la droite conception du Vrai, du Bien et du Beau, au Divin proclamé par le consentement universel.

Rends-moi ton hommage, adopte mon culte, qui est le pangermanisme, et je te livrerai l'empire du monde. »

Voilà la vérité dont tout le monde a le pressentiment. J'ai reçu, cette semaine, la visite d'un commerçant parisien, qui dirige une manufacture de broseries et plumeaux, dans un quartier du centre de Paris.

— Au début de la guerre, m'a-t-il dit, on a été stupéfait, en lisant les proclamations où Guillaume se déclarait l'envoyé du Très-Haut. Comment ! il se donnait ce rôle et il s'écriait : « Malheur et mort à ceux qui résistent à ma volonté ! Malheur et mort à ceux qui ne croient pas à ma mission ! Qu'ils périssent tous, les ennemis du peuple allemand ! Dieu exige leur destruction ! Il vous commande par ma bouche d'exécuter ma volonté. »

— En effet, dis-je, c'est le langage d'un illuminé, d'un fou !

— Un fou ! monsieur Barrès. Mais qu'est-ce qu'un fou ? Ceux que vous appelez aujourd'hui de ce nom, au temps des miracles et des martyrs, on les appelait des *possédés*. Écoutez bien ce mot. Des *possédés* ! On constatait qu'ils n'étaient plus les maîtres de leur propre volonté. Vous me regardez avec étonnement ? Ce que la science du jour nous

enseigne de l'hypnotisme et de la suggestion vous démontre qu'un esprit humain peut posséder la volonté, la direction d'un autre esprit. Pourquoi un esprit invisible ne pourrait-il pas dominer, posséder un humain ?

— Vous êtes un mystique, cher monsieur, dis-je à mon interlocuteur. Je ne suis pas habitué à en rencontrer de votre intensité. De là mon premier étonnement. Mais j'en ai beaucoup dans ma bibliothèque, et je tiens à vous le dire, vous appartenez à une admirable tradition.

Mon visiteur, en baissant la voix, me confia alors quelques révélations qui viennent d'être faites à une personne favorisée et d'où il appert « qu'au moment où le fléau terrible a tonné sur la terre, le peuple barbare a appelé à son secours Satan et tous ses suppôts. L'Enfer tout entier a répondu à ses appels... »

Après m'avoir tout au long exposé les mystérieuses paroles de sa visionnaire, que, j'espère bien, il me fera voir un jour, mon visiteur, d'un air triomphant, m'a dit :

— Guillaume n'est pas un fou, au sens courant de ce mot. Il est l'instrument conscient de l'Esprit du Mal, entre les mains de qui il s'est mis par pure ambition. Cela vous explique sa proclamation, que ne sauraient comprendre

ceux qui ne voient les choses que par le côté le plus grossier. Il est naturel qu'une multitude de choses leur échappent, puisqu'ils ne voient que la matière, alors qu'il y a bien autre chose dans la création. Guillaume est animé par un Esprit. Mais il ment effrontément quand il parle du Très-Haut. Et il faut que son malheureux peuple soit terriblement aveugle pour ne pas s'apercevoir que le prétendu Très-Haut est le dieu des traîtres, des criminels et des apaches, bref le Très-Bas.

Et comme je me taisais, plein d'admiration d'avoir en face de moi de si vieilles et si pittoresques manières de sentir, et d'assister à la création d'un mythe, cet industriel mystique acheva de me faire connaître sa pensée :

— Tout ne s'éclaire-t-il pas? On dit couramment, quand on sait à quel point notre préparation militaire était insuffisante, que c'est un miracle que notre victoire. Il fallait, en effet, un miracle pour repousser cet assaut infernal. A l'enfer déchaîné, nous voyons s'opposer les puissances du ciel. *Unser Gott*, le vieux Dieu, le Malin pour tout dire, a été jeté à terre.

J'abrège le raisonnement. Il est au plus haut point curieux. Qu'un fabricant de brosses et de plumeaux soit en 1915 un inventeur de mythe, rien de plus intéressant. Et c'est bien

un mythe qu'il m'apporte : un fait réel que l'histoire éclaire mal et que l'esprit humain transforme en notion religieuse. Ce qui est également curieux, c'est que mon interlocuteur crée là un Guillaume admirablement assorti avec la poésie germanique. Une fois de plus, Méphistophélès apparaît dans le monde. La fantasmagorie romantique se continue. Le pacte qu'il avait conclu avec le philosophe pour lui procurer la puissance, Méphistophélès le renouvelle avec l'empereur. Quelle suite au second Faust et, notamment, au quatrième acte, où Méphisto et Faust aident l'empereur, dont les folies ont provoqué une guerre, à vaincre dans une bataille décisive. Et quelle vue de génie, cette rêverie d'un fabricant de brosses, un peu poussée, pourrait donner !

Nous n'avons pas le loisir, aujourd'hui, de chercher à peindre les variations de l'équilibre cérébral de l'empereur allemand, mais l'empoisonnement de cette Germanie, son intoxication par sa propre idéologie pédantesque, c'est quelque chose d'inouï. Qu'un bon traité de paix leur soit une camisole de force ! Que de solides frontières dressées autour d'eux, avec une préoccupation humanitaire, Hervé, leur fasse un solide cabanon !

LV

LA FRANCE D'APRÈS LA GUERRE

8 mars 1915.

J'ai reçu la visite d'un journaliste de talent, M. Étienne Charles, qui ouvre une enquête sur « la France nouvelle, la France d'après la guerre ».

— Que pensez-vous que sera la France d'après la guerre ? m'a-t-il dit. Que souhaitez-vous qu'elle soit ?

Mon cher confrère, faites bien attention que vous me posez là deux questions. Vous me demandez ce que je prévois, et puis ce que je souhaiterais. Laissons la seconde question, qui est trop chétive au regard de la première, et bornons-nous à cet immense problème : Que voudra la France après la victoire, la France vêtue de deuil, glorieuse, réhabilitée devant l'univers par l'effort et le sacrifice de ses plus nobles fils ? Quelle moisson, au premier été de la paix, se lèvera de notre sol sanglant ? Et pour quelles semailles nous accorderons-nous ?

Ce que la guerre a fait héroïquement et de ses mains brutales, notre union, n'allons-nous rien en retenir pour les œuvres de la paix ?

Binet-Valmer, engagé volontaire pour la durée de la campagne, m'envoie du front où il se bat un mot bien beau, le cri de tous : « Nos hommes sont admirables, me dit-il, et nous nous aimons tous ».

Tant d'amitié et de telles expériences pourraient-elles être sans effet ? Non.

Au premier jour de la mobilisation et dès l'aurore de cette tragédie gigantesque, nous l'avons senti : désormais, tous les mérites dateront de la guerre. Le monde ne voudra plus admirer que la supériorité qui se sera prouvée dans les services de cette crise de vie ou de mort.

Quel est le mot, le geste que nous cherchons, dont nous avons besoin et qui soulève notre admiration ? Allez sur les champs de bataille apprendre à le reconnaître. On a retrouvé le capitaine Jacques Cochin, la tempe trouée d'une balle, au milieu des positions ennemies sur lesquelles il avait mission de mener l'assaut. Il gisait à cent cinquante mètres en avant du premier des siens, et, dans la mort, il tenait encore le bras levé comme pour montrer la route. Ce geste qui révèle

le chef, voilà ce qui rassemble et ébranle les hommes sur les champs de bataille, et c'est cela que nous irons chercher et acclamer aux abords de l'Arc de Triomphe, le jour de la rentrée des troupes victorieuses.

Ce retour de nos soldats, chez qui toutes les classes et tous les intérêts sont virilement unis par l'estime, la souffrance, les vertus et la gloire, sera le signal d'un ordre nouveau. De toutes choses, nos héros décideront. Ils classeront les valeurs, reviseront les titres du passé et décerneront ceux du jour. Mais, précisément, que pensent nos soldats et que veulent-ils ?

Ces parfaits soldats de la France ne pensent qu'à remplir leur devoir immédiat et ne veulent que nous sauver. Ils aspirent au repos victorieux. Ils se disent qu'après cette guerre, ils auront besoin de la paix, non seulement avec les Boches, mais dans l'intérieur même du pays, besoin physique, moral, intellectuel. Ils voudront une réforme générale qui permette la continuation de la trêve des partis. Et ils sauront vouloir. Cela se révèle dans l'attitude de ces morts qui, le bras tendu ordonnent encore d'aller en avant. Et cette même volonté, cette ardeur vers l'avenir possède l'âme de ceux qui les pleurent. Les

survivants sont perfectionnés par la douleur et par la fierté qu'ils éprouvent de leurs héros. Tous ces Français qui sont en train de souffrir pour la France se composent d'elle une idée infiniment plus haute qu'ils ne faisaient la veille. Une idée de la France et, en général, une idée de la vie. Et ils trouveront la force de mettre à exécution ce qui leur paraîtra nécessaire.

Nul doute que nous n'assistions à la dépossession des équipes d'hier, par cette immense élite physique, intellectuelle et morale que nous voyons se former. Quant à débrouiller les linéaments de ce que pourra être la France d'après la guerre, je n'en fais pas l'improvisation.

Je ne crois guère à une victoire qui nous laisserait avec notre badauderie, avec les fausses valeurs de nos admirations, avec nos commodités bourgeoises. La guerre a balayé tout cela. Edmond About, après 1871, écrivait le *Roman d'un brave homme*, et c'était pour un temps, après les insouciances de l'époque impériale, la mise en honneur de quelques simples vertus. Beaucoup plus que la *Réforme intellectuelle et morale*, beau livre, suspect à tous les partis et que nous sommes peu nombreux à goûter, c'était l'indice moyen

de l'esprit nouveau (d'ailleurs médiocre, dont la bonhomie manque vraiment trop de flamme), Mais qu'est-ce qui marquera l'esprit nouveau de 1916 ?

Nous vivons l'une des plus grandes tragédies que la civilisation ait connue, où nous avons engagé notre existence et celle des nôtres. Nous y apprenons à tout subordonner à la nécessité de vie ou de mort. Formés par cette terrible expérience, nous apprenons, j'espère, à sacrifier nos préjugés, nos opinions antérieurement énoncées, notre amour-propre, pour ne considérer que l'intérêt de la Patrie française, son salut aujourd'hui, son avenir de grandeur demain.

Cette nouvelle manière de penser et d'agir va s'imposer à nous, dès le premier problème que nous aurons à traiter, dès la discussion du traité de paix. L'examen des clauses devra être abordé réalistement et abstraction faite de toute idéologie. Et puis, successivement, nous aurons à examiner, à ce même et unique point de vue d'intérêt national, la question sociale, la question économique et financière, la réforme administrative, le problème religieux.

Je crois encore que nos héros voudront regarder sous un jour nouveau les visages de

gloire que tournent vers nous, du fond du passé, tous ceux qui ont discuté les destinées de l'humanité, le classement des vertus et les périls que peut toujours courir la civilisation.

Voilà les questions que demain viendra poser, et que nous aimerions aborder dans une suite d'examens ou de pressentiments, si je ne redoutais, l'avouerais-je, de paraître m'éloigner de la vie au jour le jour de nos soldats. Quand je suis resté quelques jours sans vous parler des tranchées infernales où ils multiplient leurs sacrifices pour la France, et pour chacun de nous, j'ai peur qu'ils ne croient que les civils, les non-combattants apprécient imparfaitement leur héroïsme et leurs souffrances.

Bien au contraire, nous n'imaginons rien de l'avenir qui ne nous ramène immédiatement à nos défenseurs. Ce sont leurs sacrifices qui surélèvent les âmes et nous donnent la force de reconnaître et de libérer en elles ce qu'il y a de plus vrai. Notre attachement à nos soldats augmente à mesure que nous reconnaissons combien leur perfection émeut la profonde pensée de la France et nécessite une renaissance.

P.-S. — J'ai reçu la belle lettre que voici,

accompagnée d'une magnifique souscription, qui, l'une et l'autre, ne manqueront pas de toucher profondément nos soldats et tous les lecteurs :

MONSIEUR LE PRÉSIDENT, FONDATEUR de l'Œuvre
des « Invalides de la guerre ».

Sur le montant des souscriptions que les cheminots français ont confiées aux représentants de notre Association, notre Conseil d'administration a décidé de verser à votre œuvre si intéressante et si patriotique, une somme de dix mille francs, que j'ai eu le plaisir de vous remettre.

Puisse cette obole, prélevée sur les très modestes salaires de ceux qui, en temps de paix comme en temps de guerre, sont fiers de revendiquer le titre de soldats de la sixième arme, apporter aux héroïques défenseurs du drapeau national quelque adoucissement à leurs épreuves physiques, et leur donner l'impression que si, par devoir, nous, cheminots, nous devons renoncer à combattre à leurs côtés, nous sommes avec eux par le cœur et par la pensée, tout en nous employant de notre mieux à leur fournir les moyens propres à assurer le triomphe de nos armes.

Veillez agréer, monsieur le président, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

Le Président du Conseil d'administration,
F. LACOSTE.

J'exprime le désir que ce don, décidé par notre Conseil d'administration, soit inscrit à l'actif de l'Union nationale des cheminots.

F. L.

Je remercie de tout cœur M. le président Lacoste et ses camarades, ces cheminots de

qui tous les Français savent avec quelle vaillance ils ont assuré, à la première heure de la guerre, les services de la mobilisation et, par là gagné la première victoire de la France.

LVI

LA SUPÉRIORITÉ MORALE DE LA FRANCE

9 mars 1915.

Nos troupes sont splendides. Leur moral plus élevé que jamais. Nous sommes convaincus que tout sera réglé militairement plus vite que ne le croit l'opinion commune, et nous tirons sur la victoire une traite à quelques mois. C'est un volume qu'il faudrait pour énumérer les indices et les raisonnements qui sont à la base de cette persuasion. Les Russes font leur besogne meurtrière sans arrêt ; les Anglais ferment tout espoir sur l'horizon aux Allemands ; notre supériorité, à mesure que croissent notre artillerie et nos munitions, s'impose, comme nous le répètent les communiqués, et comme vous le voyez en Champagne. L'opération de Constantinople est une étape d'immense importance. L'Alle-

magne, pour qui les choses du ventre furent toujours la grande affaire, n'a jamais pu suffire par elle-même à se nourrir, et, de plus, le caoutchouc, les nitrates, le cuivre et les chevaux lui manquent.

Voilà des vérités. Mais à peine les avons-nous, une fois de plus, énumérées, que nous craignons de nous laisser aller à la joie qu'elles nous donnent, et de paraître prendre notre parti des souffrances au prix desquelles la France achète son salut.

Non, nul de nous n'ignore la gravité, le deuil de chacune des journées qui nous préparent la victoire. Nous savons, tous, que nos officiers, ceux d'infanterie au premier rang, sont des héros. Ils se font moissonner par centaines. Jamais on n'a vu hécatombe pareille. Nous leur devons la victoire... Et eux, ils disent, ces chefs, qu'à toutes les minutes ils sont émus, éblouis d'admiration devant leurs soldats. Nous savons qu'à prendre la moyenne, en laissant de côté les situations extrêmes, nos armées dorment dans la boue à ciel ouvert, quand elles dorment, et qu'il y a des périodes fréquentes où ces hommes, qui ne se plaignent jamais, se battent sans manger autre chose que de la conserve froide, pendant trois jours et trois nuits consé-

cutifs. Nous savons que l'histoire de France ne contient pas une page plus héroïque que celles de l'hiver 1914-1915.

On n'aurait pas cru que des civilisés pussent supporter cette misère de troglodytes. La bête humaine a son plein de souffrance. Elle se sauve par l'âme.

L'âme, ce qu'il y a dans l'être qui défie le temps et l'espace, qui se souvient et qui veut survivre! Ceux qui ont étudié tous les siècles de l'histoire s'accordent pour dire que jamais nos armées n'ont fait voir des qualités de fermeté et d'enthousiasme égales à celles que nous révèlent des milliers de lettres, crayonnées sous la mitraille et vénérables comme des reliques.

Où voudrait avoir la force de saisir, de noter les grands sentiments qui soulèvent la France à cette heure au-dessus d'elle-même, pour que le livre où on les fixerait demeurât comme un signe de ce que fut notre nation et comme la croix de guerre des armées de 1914 et 1915.

Quand nous regardons les jeunes générations souffrir dans les tranchées, toutes classes et toutes opinions mêlées, il n'est pas un de nous qui ne s'élève à une pleine liberté d'esprit, qui ne sorte de ses systèmes et de

ses formules et qui ne devienne un Français complet.

Nous convertirions le monde à la France si le monde, en regard des atrocités de la Germanie entrée en démente furieuse, connaissait notre esprit, visible et palpable dans les actes et les paroles de nos soldats.

On commence à envoyer des brochures de propagande dans tout l'univers et nous avons raison d'y énumérer les atrocités des hordes ennemies. Nous avons raison également de dénoncer le bluff et les menteries germaniques et de montrer que chaque jour nous dominons davantage les Allemands affaiblis par d'effroyables pertes. Mais s'il s'agit de nous conquérir la sympathie des neutres, il est bon de leur dire la source d'où découlent une part de notre victoire et toute notre force morale.

On sait d'où viennent la force spirituelle et la volonté allemandes : c'est d'une joie brutale et de l'orgueil que cette nation a conçu de Sadowa et de Sedan. Et puis de quelque chose de très ancien, que leurs pédants sont allés rechercher dans les forêts barbares où « le Vieux Dieu » se réjouissait des sacrifices humains.

Quant à nous, notre vertu nous vient des

humiliations que nous avons subies depuis quarante-quatre années et de quelque chose de très ancien qui est la généreuse et courtoise tradition guerrière d'un peuple de chevaliers. Et cette tradition, nous l'avons retrouvée spontanément, à notre insu, parfois malgré nous, par l'effet des souffrances et du combat, et par une sorte de miracle.

Un professeur, M. Rocheblave, dans une conférence retentissante qu'il vient de donner à Genève, puis à Lausanne, se demandait : « D'où sort donc la France du 2 août ? » Et il répond : « De quarante années courbées sous la menace de l'Allemagne. C'est une douleur, une longue humiliation qui explosent enfin en espérances ».

Ceci s'applique très bien aux vieilles générations et puis aux hommes de cinquante ans, aux meilleurs d'entre eux, du moins, à ceux qui ne prirent jamais leur parti de la diminution française. Mais les jeunes gens ?

M. Rocheblave est un des maîtres éminents de l'enseignement secondaire, et par là bien placé pour nous parler des jeunes soldats qu'il a vus, collégiens, se former autour de sa chaire au lycée. Avec le siècle nouveau, nous dit-il, nous vîmes apparaître une génération au clair regard, à la démarche assurée, au

cœur sans crainte. Ces enfants ne regardaient pas en arrière, comme leurs aînés, mais droit devant eux, dans toutes les directions... Les vieux maîtres ne s'y trompèrent pas. Ils comprirent que quelque chose d'interrompu allait recommencer : le sol de France frémissait à nouveau sous le pas allègre, élastique, d'une jeunesse au corps exercé, à l'âme saine et joyeuse. La race avait retrouvé ses deux ressorts, trop relâchés par quarante ans d'infortune : la confiance et la gaieté.

D'où vint que cette belle jeunesse soudain fut ébranlée et se retrouva étroitement alliée avec les générations du passé, avec la chevalerie révolutionnaire et la chevalerie du Christ et des rois ? Une agression odieuse fit la soudure, accomplit le miracle. La grandeur du rôle français soudain apparut, et la mission de notre patrie dans le monde, une fois encore, s'imposa aux fils de la France.

Du plus obscur soldat jusqu'au généralissime, du plus petit écolier jusqu'au plus glorieux écrivain, tous savent et sentent qu'une civilisation, ou mieux la civilisation, est en péril, que la France, héritière directe de Rome et d'Athènes, est visée dans son avenir et même dans son glorieux passé, dans son rôle séculaire d'éducatrice du monde.

C'est en entrant profondément dans le mystère de cette vérité, c'est en reconnaissant ce qu'il y a d'universel dans notre cause, c'est en découvrant la source d'où découlent l'enthousiasme de nos armées et la sainteté de nos soldats-martyrs que les directeurs de notre propagande extérieure pourront associer l'opinion mondiale à nos espérances et à notre victoire. Les diplomates persuaderont les intérêts. A nous, publicistes, de rallier tous les esprits en leur montrant l'âme et la supériorité morale de nos armées.

LVII

AU PRÉSIDENT
DE LA SOCIÉTÉ DES GENS DE LETTRES (1)

10 mars 1915.

MON CHER PRÉSIDENT ET AMI,

J'accepte avec reconnaissance le témoignage que le Comité des Gens de Lettres me fait l'honneur de me donner, et rien ne peut me

(1) Le prince Bonaparte a créé un fonds à la Société des gens de lettres en l'honneur de la littérature, de même qu'à l'Académie des Sciences un autre fonds pour favoriser les travaux scientifiques. L'attribution de ces annuités à un

toucher davantage que cet hommage d'estime rendu à mon œuvre, en termes si généreux, par ma corporation, par ceux qui peuvent le mieux juger ma vie de travailleur.

Vous voulez bien — et dans quels termes

confrère par des confrères constitue l'un des plus libres et des plus précieux témoignages d'estime littéraire.

Le 8 mars, le comité de la Société des gens de lettres s'est réuni, sous la présidence de M. Georges Lecomte, président en exercice. Étaient présents tous les membres du comité, sauf ceux qui servent actuellement sous les drapeaux. Le prince Bonaparte y assistait, ainsi que la plupart des présidents honoraires, entre autres MM. Paul Hervieu, René Doumic, Abel Hermant, Marcel Prévost et Jules Mary.

Voici dans quels termes, par une note communiquée aux journaux, le comité rendait compte de sa délibération :

« Cette année, le comité a voulu que l'attribution des deux annuités eût un particulier caractère d'hommage. Et la personnalité des deux écrivains sur lesquels son choix vient de se porter en fait une manifestation des plus significatives.

» Le comité de la Société des gens de lettres a voulu honorer, en la personne de leurs plus illustres représentants littéraires, la chère et douloureuse Alsace-Lorraine et sa littérature, la noble Belgique meurtrie et ses écrivains.

» Les membres du comité se sont fait une joie de témoigner par un vote unanime leur admiration et leur sympathie à M. Maurice Barrès, dont certains livres tels que *Au service de l'Allemagne*, *Colette Baudoche* et la *Colline inspirée*, déterminèrent tout cet heureux mouvement de littérature alsacienne-lorraine qui, en ces dernières années, des deux côtés des Vosges, mit si tendrement et si fièrement les cœurs à l'unisson. Ils ont été heureux de lui marquer ainsi leur gratitude pour la haute inspiration française de toute son œuvre et de ses magnifiques articles, si vivifiants, si pleins de poésie et de tendresse, où chaque jour l'opinion trouve un réconfort pour son espérance... »

inoubliables! — rappeler la tâche que je m'étais donnée de maintenir le lien entre l'Alsace-Lorraine et la France, et apprécier la suite des articles que je donne ici, depuis le début de la guerre, pour servir les forces morales de la nation. Veuillez être l'interprète de ma gratitude auprès des membres du Comité, dont l'approbation m'est d'autant plus précieuse qu'en même temps que mes pairs de lettres, ils sont ou peuvent être, quant aux nuances politiques, mes adversaires.

Je suis fier d'être l'objet de votre manifestation. Mais, par-dessus ma tête, elle va aux grandes idées qui nous rassemblent tous à cette heure. Et, dès lors, qu'est-ce que mes titres auprès de ceux que s'assurent nos confrères plus jeunes, dispersés et confondus dans les rangs de l'armée! Mes services du temps de paix, ou bien cette bonne volonté, qu'avec tous les non-combattants j'essaie de déployer aujourd'hui, que valent-ils en regard du sacrifice consenti par des esprits qui savent pourquoi ils meurent. *Quia credidi, locutus sum et mortuus*. J'ai attesté ce que j'ai cru par ma parole et par ma mort. Voilà le sommet de la grandeur spirituelle, et voilà ce que nous disent les écrivains morts au champ d'honneur. Auprès d'eux, nous ne sommes

rien. Mais c'est vrai que nous les avons annoncés et que nous saurons leur rendre témoignage.

Mon cher Lecomte, nous assistons à un fait sans précédent. Jamais les écrivains français n'avaient été de leur personne et les armes à la main, sur les champs de bataille ; jamais ils n'avaient inscrit leurs noms dans les fastes épiques de la patrie. Quand nous battions les Prussiens à Iéna, Chateaubriand se promenait sur les bords de l'Eurotas et découvrait, dans les lauriers roses, les ruines de Sparte, en vantant avec innocence ses fatigues. Sans doute, l'histoire littéraire pouvait citer Vauvenargues, Stendhal, Paul-Louis Courier, Vigny, écrivains qui connurent la vie des armées. Mais dans leur cas nulle analogie avec la formation héroïque que reçoivent depuis sept mois nos jeunes confrères sur le front, dans la boue et la mitraille, au milieu de la nation en armes.

Les courses que Stendhal a faites à travers l'Europe sous l'Empire, comme soldat combattant et, très vite, comme administrateur aux armées, lui ont donné beaucoup de vues sur les arts, sur les passions, sur le génie varié des peuples, une jolie abondance d'idées qui ont fécondé peu à peu l'esprit français.

Mais ce jeune maréchal des logis de dragons pensait un peu en marge et demeura toujours un charmant guerrier amateur. Il n'a pas versé dans ses œuvres le génie de l'armée. Ses promenades militaires ont créé le cosmopolitisme plutôt qu'elles n'ont enrichi le patriotisme.

Avec toutes les nuances qu'on voudra, il en va de même pour Paul-Louis Courier, qui sortit de l'armée, amer, aigri, desséché, sans rien en garder de fécond.

Un des maîtres de la Sorbonne, aujourd'hui officier sur le front, et qui a fait de Vigny l'une de ses principales études, M. Baldensperger, me disait l'autre jour : « Est-ce que je prêche pour ma paroisse ? Je crois constater que Vigny reprend, du fait des événements, une supériorité sur tous ses contemporains, « progressistes » et optimistes sans condition, et que sa notion de l'honneur est peut-être, dans les vocations militaires qui s'épanouissent autour de moi, la plus secrètement engagée. » Baldensperger doit avoir raison. Mais Vigny, officier dans la garde royale à pied, puis dans l'infanterie, souvent à Courbevoie, souvent à Vincennes, toujours à portée de Paris, ne vit jamais une guerre ; et, pour ma part, je m'accommode mal de son humeur

de héros méconnu. On la passe mieux à Vauvenargues, éprouvé par les rigueurs de la guerre. Et l'un et l'autre, s'ils prolongent dans leurs écrits les grands sentiments de l'honneur militaire et d'une fière indépendance alliée à la stricte discipline, ont quelque chose d'austère jusqu'à la morosité, et un désabusement, auquel je préfère, sans nulle comparaison, la flamme des Péguy et des Psichari.

Ah ! quelles grandes œuvres vont sortir de l'effort national et de l'effroyable tragédie où participe depuis sept mois toute la jeune littérature ? Bientôt ils nous reviendront vainqueurs ; ils prendront dans notre ordre, comme dans tous les ordres, la maîtrise et toutes les primautés ; ce sera peu qu'ils nous racontent ce qu'ils sont en train de voir ; ils nous ennobleront, en nous rendant accessibles les vertus dont ils sont, à cette heure, remplis. Quand tout s'anime et que tous se dévouent pour porter plus loin la gloire de notre drapeau, réjouissons-nous au milieu des deuils, car les sacrifices ne seront pas vains et déjà l'on voit les arts et la pensée de la France s'élargir et se fortifier.

Mon cher Président, je demande à la Société des Gens de Lettres que, complétant l'honneur qu'elle me fait aujourd'hui, elle me permette

de traduire avec elle l'admiration que nous inspirent nos confrères, officiers et soldats. Je désire employer la part que vous m'attribuez sur le fonds Bonaparte à faire frapper une médaille commémorative des sacrifices sanglants supportés par les lettres françaises, pour la défense de la patrie.

Je demanderai au maître le plus habile de vouloir bien nous composer son chef-d'œuvre ; j'en déposerai le type original au cabinet des médailles, où il prendra sa place pour jamais, parmi des séries qui constituent le plus indestructible et le plus sûr des souvenirs historiques. Et c'est la Société des Gens de Lettres, à qui je remettrai autant d'exemplaires grand module en argent qu'il faudra, qui décernera, si vous y consentez, au nom de notre corporation, une médaille à la famille de chacun des écrivains tués à l'ennemi.

Quel sera le dessin de cette médaille commémorative, et comment devons-nous la concevoir ? La figure est à trouver. Muse ou Génie de la France. On pourrait y mettre en exergue le texte latin, si plein et si fort, vrai texte sacré, que j'ai donné plus haut, ou bien y inscrire cette phrase émouvante de Shakespeare : « *Sur de tels sacrifices, mon enfant, les dieux mêmes jettent de l'encens.* »

Au revers et dans la partie libre, nous inscrirons le nom du héros, la date de sa mort et les titres de ses principales œuvres.

Voilà, mon cher Président, l'emploi que je désire faire de votre libéralité. Il me permettra de me rapprocher de notre Société, et de m'associer avec tous nos confrères de lettres dans les sentiments de piété patriotique qui, par-dessus toutes les divisions, nous réunissent fraternellement.

LVIII

LA REMISE D'UN DOSSIER AU MINISTRE

11 mars 1915.

Monsieur le Ministre de l'Intérieur,

Ému par les plaintes qui s'élèvent de tous côtés, inquiet par cette centaine de mille de querelles qui ont surgi entre les commissions cantonales et les familles de mobilisés réclamant l'allocation de 1 fr. 25, vous avez nommé une commission. Vous l'avez chargée de réparer les injustices commises. Avec un grand bon sens, vous lui donnez pour programme de « ménager les finances de l'État et de ne laisser subsister aucune misère, au-

cune infortune ». C'est simple, généreux, et raisonnable. J'ajoute que la commission est bien composée. Le sénateur Peytral, qui la préside, est homme à désirer écarter l'influence fâcheuse des politiciens.

Mais ces messieurs auront à faire ! Des milliers de lettres que j'ai reçues me donnent à croire que la méthode employée pour distribuer ces allocations n'était pas la bonne, et que certaines autorités locales continuent d'être inspirées par les sottises et les rancunes d'avant la guerre.

L'œuvre fut mal conduite. Aussi bien était-elle immense. Environ deux millions de demandes ont été examinées, et dix-huit cent mille accueillies. Que la faveur et les recommandations politiques soient intervenues dans cette distribution et qu'il y ait du gaspillage nous le savons tous ; mais ce n'est pas ce procès-là que je plaide. Mon affaire, ce qui retient, une fois de plus, mon attention, c'est qu'un certain nombre des deux cent mille demandes rejetées l'ont été à tort et par méchanceté.

Et c'est cela que ni vous, Monsieur le Ministre, ni moi, ni personne, ne pouvons supporter.

Pour faciliter votre examen, Monsieur le

Ministre, je vous fais remettre une partie des documents que j'ai recueillis. Ils sont analysés sommairement et classés par départements. Si vous voulez bien les transmettre à la commission, ils lui permettront de hâter son enquête et de faire opérer dans chaque département d'immédiates vérifications.

Une lecture sommaire du dossier vous montrera que nombreux sont les intéressés qui se plaignent de n'avoir reçu aucune réponse à leur demande. Pendant des semaines, pendant des mois, la famille du mobilisé attend avec résignation. Les autorités locales, commission cantonale ou commission d'arrondissement, ne daignent pas répondre ; la misère arrive, la faim menace, et le mari, le père, qui combattent sur le front, s'inquiètent du sort réservé à ceux qu'ils ont dû quitter pour nous défendre. Écoutez leur plainte. Écoutez l'un d'eux qui m'écrit :

J'ai fait à plusieurs reprises la demande d'usage pour obtenir l'allocation ; je n'ai obtenu aucun résultat. La commune donne journallement à ma femme une livre de pain, et, en réponse aux nombreuses réclamations adressées par elle à M. le Maire, il lui est répondu de prendre patience. qu'elle touchera et que déduction sera faite du prix du pain. Voilà donc le sixième mois en cours ; pour vivre, ma femme a dû implorer le bon cœur de ses voisins. Quelle est la marche à suivre, pour faire cesser la vie de mendicante

imposée à ma femme ? Notez que mon pays n'a jamais été envahi. Je veux remplir mon devoir de soldat ; mais je n'ai pas le droit de laisser dans la misère celle qui vivait de mon travail. J'ai cru devoir aviser auprès de M. le Sous-Préfet de Béthune ; je n'ai pu obtenir de réponse.

Si l'indifférence et l'égoïsme de quelques fonctionnaires causent des misères, que dirai-je des haines locales et des rancunes politiques ! Il est injuste de prétendre que nombreuses sont les commissions qui s'inspirent, pour accorder ou refuser l'allocation, des opinions attribuées aux mobilisés ou à leurs familles. Dans l'ensemble du pays, je constate que la *trêve sacrée* a été respectée ; mais des exceptions douloureuses existent. Je vous les ai signalées. C'est un scandale que vous ferez cesser.

Dans le *Bonnet Rouge*, M. Miguel Almeyda se plaint que « des libres-penseurs souffrent par la volonté de fonctionnaires cléricaux ». La sottise ne serait donc pas le monopole d'un parti. Poursuivez les abus partout où ils se commettent, réparez l'injustice partout où vous la pouvez constater. Je puis vous signaler des cas trop nombreux, hélas ! où des conservateurs et des catholiques ont été victimes de leurs opinions.

J'ouvre mon dossier, au hasard je prends quelques exemples.

Une femme de mobilisé habitant le Jura m'écrit :

Ma demande a été faite le 1^{er} octobre et n'a donné aucun résultat ; j'en ai fait une deuxième, encore rien. On nous a dit que je ne toucherais sûrement rien, car la commission qui est chargée de cela en voulait à mon mari, qui est un catholique pratiquant et militant ; mais il me semble que la politique n'a rien à voir la-dedans...

Non, la politique n'a rien à voir. Peut-être même cette pauvre femme se trompe-t-elle, en attribuant à ces motifs misérables le refus dont elle est victime ; mais n'est-il pas profondément regrettable que la composition de la commission chargée de statuer sur sa demande ait pu justifier pareil soupçon ?

Une autre m'écrit de l'Ariège ;

On a rejeté ma demande, parce que mon mari n'est pas du parti du maire.

Elle a trois enfants, attend le quatrième ; la famille est sans ressources. Également sans ressources, ce mobilisé du Lot qui voit les demandes de sa femme et de sa belle-sœur rejetées :

Nous sommes pour les curés, m'écrit-il, nous pratiquons et nous sommes signalés du doigt ; mais, quand mon beau-frère et moi sommes appelés à verser peut-être notre sang pour le pays, nous devons avoir le droit qu'on traite bien nos petits...

Vous êtes révolté comme moi, Monsieur le

Ministre, et vous exigerez que vos commissions *traitent bien les petits* de tous nos défenseurs, sans chercher à savoir s'ils sont pour ou contre les curés.

Mais voici mieux encore. Dans l'Ariège, trois femmes de mobilisés ne peuvent obtenir d'allocation ; leurs maris sont, paraît-il, du parti opposé au maire. Celui-ci fait venir l'une d'elles et lui dit :

... d'engager son mari à aller trouver les riches, pour qui il a toujours voté, et que, quoi qu'elle fasse, elle n'obtiendra jamais rien et qu'elle n'aura là que ce qu'elle mérite,

Tout cela, serez-vous tenté de me répondre, est vu par un œil sombre, entendu par des oreilles prévenues. Mais un médecin, professeur agrégé, dressé à examiner les faits en toute liberté d'esprit, m'envoie un petit dossier bien significatif. Ayez donc la curiosité de l'écouter avec soin. Vous allez entendre quelque chose qu'eût aimé Balzac, quelque chose d'assommant d'ailleurs, une de ces longues et minutieuses histoires, insipides, mais chargées de sens et pleines de toute la vie la plus triste d'un village :

Voulez-vous, me dit mon médecin et professeur agrégé, voulez-vous un document pour la campagne que vous avez entreprise contre les maires tyrans ?

Je suis médecin-chef d'un hôpital. Un de nos malades est proposé pour un congé de convalescence. Il écrit à son maire pour avoir son certificat d'hébergement. Pas de réponse. Il télégraphie... Rien. Il télégraphie avec réponse payée... Toujours même silence.

Le jour du départ approchant, et sûr de ne rien obtenir de son maire, avec qui il est très mal, il fait une démarche auprès du commandant de la place et lui expose notamment que, sa femme ayant demandé une allocation comme femme de mobilisé, celle-ci lui a été refusée, sa situation ne la justifiant pas. Donc, elle est assez aisée pour recevoir son mari. (Je dois peut-être vous dire que le certificat d'hébergement est destiné à établir que la personne chez qui le blessé ou malade va passer sa convalescence a des ressources suffisantes pour le recevoir)

Le commandant d'armes accueillit les explications et laissa partir l'homme.

Entre temps, j'avais écrit au maire une lettre assez raide, pour le mettre en demeure de répondre. Mon malade était parti quand j'ai reçu une lettre et un certificat du maire.

Voici le certificat :

« Le maire de la commune d'Oizé certifie qu'il ne
 » connaît pas exactement la situation de M^{me} Corvaisier, cultivatrice, domiciliée au Grand-Bordage, en
 » cette commune ; que néanmoins il apparaît que
 » cette situation ne soit à l'abri du besoin ;

» Certifie, en outre, que M^{me} Corvaisier a fait une
 » demande d'allocation journalière, au titre de femme
 » de mobilisé dans une situation nécessiteuse.

» En foi de quoi a été délivré le présent, à la mairie
 » d'Oizé, le 16 février 1915. »

Et voici la lettre :

« Monsieur le Médecin chef,

» En réponse à votre lettre de ce 12 février, je ré-
 » pondrai que j'ai délivré à M^{me} Corvaisier un certifi-
 » cat semblable à celui ci-joint; que je n'ai pas à
 » obéir aux injonctions, même télégraphiques, de
 » M. Corvaisier (Louis), que vous ne connaissez pas
 » et que, moi, je connais; que c'est une surprise dans
 » tout le pays, où on ne l'a jamais vu malade, qu'il
 » aille ainsi d'hôpital en hôpital, pendant que les
 » autres sont au front; que sa présence chez lui,
 » même pendant sa convalescence, produira de nou-
 » veau un mauvais effet sur nos populations; que je
 » trouve très extraordinaire que l'Administration n'ait
 » jamais jugé utile de demander une enquête sur
 » l'état de santé antérieur de ce militaire.

» Agréez...

» *Le Maire d'Oizé (Sarthe)* ».

Ces deux pièces suent la haine et le parti-pris! J'at-
 tire votre attention sur deux points. L'un est caracté-
 ristique de la mauvaise foi: le certificat mentionne la
 demande d'allocation pour faire supposer l'indigence,
 et ne mentionne pas le refus de l'allocation, qui fait
 présumer une situation aisée. L'autre est ce qui donne
 son pittoresque à ce minime incident. Le maire d'Oizé
 trouve très extraordinaire de n'être pas consulté plu-
 tôt que les médecins sur la santé de son administré!!
 Le suffrage universel donnant la compétence médi-
 cale..., ce serait comique si dans le fond ce n'était pas
 triste. En somme, si le soldat en question n'avait
 trouvé ici quelques défenseurs, le maire d'Oizé l'aurait
 fait frustrer d'un congé auquel il avait droit.

Nous avons écrit au maire d'Oizé ce que nous pen-
 sons de sa conduite, et, s'il y a lieu, vous pouvez dis-
 poser de mon témoignage, bien que je vous prie de ne
 pas me nommer dans le journal.

Monsieur le Ministre, les familles de nos défenseurs sont sacrées et couvertes par la vertu de nos soldats. Il faut leur parler, le chapeau à la main. M. Riou, juge de paix de l'Ardèche, à qui trois pauvres femmes de mobilisés demandaient du pain, leur répondit : « Mangez de la m... ». C'est du moins ce que j'ai raconté ici. Vous avez prescrit une enquête. Riou a fait entendre, comme témoins à décharge, son greffier, son garde-champêtre et son brigadier de gendarmerie, qui ont déposé sous serment : « M. le Juge de paix n'a pas dit : Vous pouvez manger de la m... Il a dit : Vous pouvez manger du fumier ! » Cet homme-fumier est toujours en place. Il faut que la commission nous débarrasse, d'accord avec le Gouvernement, de ces survivants d'un autre âge.

Qu'on en finisse avec les grossièretés, les méchancetés et les négligences. Je suis convaincu que c'est votre désir. Les instructions que vous avez données et la circulaire que vous venez de publier me prouvent que vous avez la volonté de soustraire les familles des mobilisés aux brimades, vexations, injures et souffrances. Mais vous n'aurez rien fait tant qu'il restera une victime dont la plainte n'aura pas été entendue et tant qu'un de nos

soldats demeurera inquiet sur le sort de « ses petits ».

Il m'est agréable de penser que dans la limite de mes moyens je puis contribuer à vous rendre votre tâche plus facile, et je vous prie, Monsieur le Ministre et cher Collègue, de recevoir, avec mes dossiers, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

P.-S. — Voici un point que je détache de mon raisonnement pour qu'il frappe plus sûrement l'esprit de l'Administration. On demande que les populations évacuées de leurs villages par ordre de l'autorité militaire reçoivent des allocations sans être tenues de justifier de leur indigence. Ces malheureux peuvent être dénués de ressources tout en ayant une certaine aisance, et il est inadmissible que des évacués soient exposés à mourir de faim pour avoir obéi aux ordres qu'ils ont reçus.

TABLE DES MATIÈRES

SEPTIÈME PHASE

Chapitres.	Pages.
LA GUERRE DE SIÈGE (<i>suite</i>)	1
(Du 2 Janvier au 31 Mars 1915.)	
I Une journée avec les enfants (2 Janvier 1915)	5
II Un patriote alsacien : l'abbé Wetterlé. — <i>Alsace-Lorraine et Rive gauche du Rhin</i> (4 Janvier 1915).	11
III Nos amis du Japon (5 Janvier 1915).	22
IV Iniquités (6 Janvier 1915)	27
V Une courte session (7 Janvier 1915).	37
VI Les affinités franco-espagnoles (8 Janvier 1915)	43

Chapitres.	Pages.
VII	La guerre en Lorraine (10 Janvier 1915) 52
VIII	Premiers résultats pour les invalides. — <i>Les Invalides de la guerre</i> (11 Janvier 1915). 58
IX	La médaille des braves. — <i>Croix de guerre</i> (12 Janvier 1915). 67
X	La première classe en Alsace. — <i>Alsace-Lorraine et Rive gauche du Rhin</i> (13 Janvier 1915) 74
XI	« Je les grignote », disait Joffre (14 Janvier 1915). 79
XII	Enfin ! voici une ambulance de front raisonnable (15 Janvier 1915) 89
XIII	Le soldat sur les tombes (16 janvier 1915) 96
XIII bis	François Boucher, mort pour la France. — <i>In memoriam</i> (16 Janvier 1915) 100
XIV	Marcel Drouet, mort pour la France. — <i>In memoriam</i> (18 Janvier 1915) 103
XV	Les héros morts et leurs familles. <i>In memoriam</i> (19 Janvier 1915). 105

Chapitres.	Pages.
—	—
XV bis	Joseph Lotte, mort pour la France. — <i>In memoriam</i> (19 Janvier 1915)
	111
XVI	Si on relevait parfois les unités du front ! (20 Janvier 1915)
	113
XVII	La lutte pour la cendre des morts (21 Janvier 1915)
	120
XVIII	Dans le ciel de Paris (22 Jan- vier 1915)
	129
XIX	Les « <i>Ultima verba</i> » de Georges Thiébaud. — <i>In memoriam</i> (25 Janvier 1915)
	135
XX	Un bon et solide blocus (26 Jan- vier 1915)
	145
XXI	Traisons en France les Alsaciens comme des réfugiés français. — <i>Alsace-Lorraine et Rive gauche du Rhin</i> (27 Janvier 1915).
	150
XXII	Notre race toujours a su reverdir (28 Janvier 1915)
	161
XXIII	Mes dernières visites à Déroulède. <i>In memoriam</i> (29 Janvier 1915)
	169
XXIV	La conversion de Déroulède. — <i>In memoriam</i> (30 Janvier 1915)
	176
XXV	Nous sommes unanimes. — <i>In memoriam</i> (1 ^{er} Février 1915)
	188

Chapitres.	Pages.
—	—
XXVI	Comment faire notre propagande en Espagne. — <i>Propagande à l'étranger</i> (2 Février 1915). 195
XXVII	La croix de guerre. — <i>Croix de guerre</i> (3 Février 1915). 203
XXVIII	La patience des « poilus » (4 Février 1915). 210
XXIX	L'impatience des Boches (5 Février 1915). 217
XXX	Le coup de bélier final (6 Février 1915). 223
XXXI	Un appel pour les invalides de la guerre. — <i>Les Invalides de la guerre</i> (8 Février 1915). 227
XXXII	Les voix françaises de l'Espagne. — <i>Propagande à l'étranger</i> (9 février 1915). 235
XXXIII	Une loi nécessaire (10 Février 1915) 247
XXXIV	Réchauffons notre propagande. — <i>Propagande à l'étranger</i> (11 Février 1915). 254
XXXV	Le stimulant. — <i>Les Invalides de la guerre</i> (12 Février 1915). 264
XXXVI	Laboremus (13 Février 1915) 271

Chapitres.	Pages.
XXXVI bis	Le général Mercier et le (13 Février 1915)
	75 277
XXXVII	Poincaré confirme les engage- ments de Joffre. — <i>Alsace- Lorraine et Rive gauche du Rhin</i> (15 Février 1915)
	279
XXXVIII	Les héros privés de gloire. — <i>Croix de guerre</i> (16 Février 1915)
	286
XXXIX	La stèle de notre corporation. — <i>In memoriam</i> (17 Février 1915) .
	293
XL	Ceux qui se sacrifient ne veulent pas être dupes. — <i>La fron- tière du Rhin</i> (18 Février 1915).
	303
XLI	Réparations et garanties. — <i>Alsace-Lorraine et Rive gauche du Rhin</i> (19 Février 1915) . . .
	311
XLII	Un éveilleur d'opinion. — <i>La Rive gauche du Rhin</i> (20 Fé- vrier 1915)
	317
XLIII	Nous combattons pour sauver la France et désarmer l'Allema- gne. — <i>La Rive gauche du Rhin</i> (22 Février 1915)
	324
XLIV	Dominationis arcana (23 Février 1915)
	331

Chapitres.	Pages.
—	—
XLV Imposons-leur ce qu'ils nous préparaient. — <i>La Rive gauche du Rhin</i> (24 Février 1915) . . .	331
XLVI Unser Gott (25 Février 1915). . .	337
XLVII Les clés de la maison. — <i>La Rive gauche du Rhin</i> (26 Fé- vrier 1915)	343
XLVIII Péguy raconté par le témoin de sa mort. — <i>In memoriam</i> (27 Février 1915)	353
XLIX La conscience américaine. — <i>Pro- pagande à l'étranger</i> (1 ^{er} Mars 1915).	367
L Appel aux bourses et plus encore aux cœurs. — <i>Les Invalides de la guerre</i> (2 Mars 1915). . . .	379
LI Un lien. — Un point de réunion. (3 Mars 1915).	387
LII Organisons-nous. — <i>La Ligue des Patriotes</i> (4 Mars 1915) . .	395
LIII Nous sommes le secrétariat des soldats. — <i>La Ligue des Patrio- tes</i> (5 Mars 1915)	401
LIV Le marteau de Thor sur nos ca- thédrales (6 Mars 1915). . . .	408

Chapitres.		Pages.
LV	La France d'après la guerre (8 Mars 1915).	418
LVI	La supériorité morale de la France (9 Mars 1915)	425
LVII	Au Président de la Société des Gens de Lettres. — <i>In memo-</i> <i>riam</i> (10 Mars 1915)	431
LVIII	La remise d'un dossier au Ministre (11 Mars 1915).	438

247.5a
MAURICE BARRÈS

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE
PRÉSIDENT DE LA LIGUE DES PATRIOTES

L'ÂME FRANÇAISE ET LA GUERRE

★★★★

L'AMITIÉ DES TRANCHÉES

PARIS

ÉMILE-PAUL FRÈRES, ÉDITEURS

100, RUE DU FAUBOURG-SAINT-HONORÉ, 100
PLACE BEAUVAU

—
1916

150097
12/5/19

OEUVRES DE MAURICE BARRÈS

Collection à 3 fr. 50 c.

LE CULTE DU MOI

- * SOUS L'OEIL DES BARBARES 1 vol.
- ** UN HOMME LIBRE. —
- *** LE JARDIN DE BÉRÉNICE. —

LE ROMAN DE L'ÉNERGIE NATIONALE

- * LES DÉRACINÉS. 1 vol.
- ** L'APPEL AU SOLDAT. —
- *** LEURS FIGURES. —

LES BASTIONS DE L'EST

- * AU SERVICE DE L'ALLEMAGNE 1 vol.
- ** COLETTE BAUDOCHÉ, histoire d'une jeune fille de Metz. —

L'ÂME FRANÇAISE ET LA GUERRE

- * L'UNION SACHÉE (2 août-31 octobre 1914) 1 vol.
- ** LES SAINTS DE LA FRANCE (1^{er} novembre 1914-1^{er} janvier 1915)
- *** LA CROIX DE GUERRE (2 janvier-11 mars 1915). —
- **** L'AMITIÉ DES TRANCHÉES (11 mars-9 mai 1915). —

- L'ENNEMI DES LOIS 1 vol.
- DU SANG, DE LA VOLUPTÉ ET DE LA MORT. —
- AMOR ET DOLORI SACRUM (*La Mort de Venise*). —
- LES AMITIÉS FRANÇAISES. —
- SCÈNES ET DOCTRINES DU NATIONALISME —
- LE VOYAGE DE SPARTE. —
- GRECO OU LE SECHET DE TOLÈDE —
- LA COLLINE INSPIRÉE —
- HUIT JOURS CHEZ M. RENAN —
- LA GRANDE PITIÉ DES ÉGLISES DE FRANCE —

- ADIEU À MORÉAS. Une brochure. Prix 1 fr.
- UN DISCOURS A METZ (15 août 1911). Une brochure Prix 1 fr.
- DANS LE CLOAQUE. Prix 2 fr.

Justification du tirage

N° 3,674

D

516

835

1916

t. 4

L'AMITIÉ DES TRANCHÉES

HUITIÈME PHASE

LA GUERRE DE SIÈGE (Suite) (1)

(Du 11 Mars jusqu'au 9 Mai 1915.)

Le présent volume s'étend sur les mois de mars et d'avril jusqu'au 9 mai 1915, où commence la bataille d'Artois. Cette période est marquée par la continuation de la guerre de siège, et par une activité qui montre que les armées françaises conservaient l'initiative des opérations.

Nos troupes ont pu, malgré les difficultés de cette guerre de tranchées, infliger à l'ennemi de coûteux échecs, le tenir en haleine, l'obliger à maintenir en face d'elles la masse de leurs forces, affirmer leur ascendant.

En même temps elles ont perfectionné leur

(1) La Guerre de Siège commence au lendemain de la Bataille des Flandres. Nous en avons parlé dans la Sixième phase, page 157 des SAINTS DE LA FRANCE et dans la Septième phase, page 1 de LA CROIX DE GUERRE.

procédé d'attaque et profité de l'expérience que leur donnaient sept mois de guerre.

Enfin, dans le temps où les Allemands ont tenté contre les Russes des efforts considérables, les opérations sur le front occidental ont retenu des troupes importantes et facilité la liberté d'action de nos alliés.

§ I. OPÉRATIONS EN WOËVRE

(30 Mars-15 Avril.)

Les opérations entreprises en Champagne au mois de février (1) avaient donné au début de mars les principaux résultats qu'on pouvait attendre. Elles avaient empêché les Allemands de transporter des troupes contre les Russes, un moment où ils faisaient un effort en Prusse orientale ; elles avaient facilité l'attaque dirigée par les troupes britanniques contre Neuve-Chapelle : elles avaient causé à l'ennemi des pertes considérables, et affirmé la supériorité de nos troupes.

Quand les affaires de Champagne ont été arrêtées, et avant que des entreprises plus grandes fussent machinées, le Commandement a décidé un certain nombre d'actions de détails, destinées à la fois à interdire aux Allemands l'initiative des attaques et à entretenir l'état de l'armée.

(1) Voir page 3 *La Croix de Guerre.*

Une série d'actions commence le 30 mars dans la région du Bois le Prêtre : nos troupes enlèvent le village de Fey-en-Haye, puis celui de Régneville, et, malgré le temps défavorable et le sol détrempé, occupent les hauteurs de la rive droite de l'Orne ; les opérations continuent par la conquête des Épargés (9 avril), qui dominent la plaine de Woëvre et qui furent disputées en maints combats violents, puis par les attaques contre les organisations allemandes du bois d'Ailly, obligeant l'ennemi à fixer sur ce front des réserves importantes et à faire des prélèvements sur d'autres parties du front.

§ 2. OPÉRATIONS A L'OUEST D'YPRES

(23 Avril-17 Mai)

Les Allemands, faisant pour la première fois usage des gaz asphyxiants, attaquent à l'ouest d'Ypres et surprennent des unités qui se trouvaient dans ce secteur, mais une brillante contre-attaque de la division canadienne et l'arrivée des renforts français rétablissent la situation (23-25 avril).

Dans les semaines qui suivent (25 avril-17 mai) les troupes chassent complètement les Allemands de la rive gauche de l'Yser et reprennent les villages de Lizerne, Steenstraat et de Hetsas.

I

ILS VOULAIENT BRISER LES OS DE LA FRANCE

12 Mars 1915.

On s'est souvent demandé, dans les premières semaines de la guerre, à quel mobile obéissaient les Allemands, en ordonnant et multipliant des atrocités qui déshonorent leurs armes et auxquelles on ne voit même pas d'utilité militaire.

Ils ont soulevé contre eux pour jamais la Belgique, où ils comptaient de très nombreux partisans ; ils ont indigné, petit à petit, l'univers, et perdu la faible chance qu'ils auraient pu avoir de rallier, chez nous, les pacifistes et internationalistes. Quel manque de psychologie ! Ils agissent d'une manière insensée. Les voilà devenus fous. Ils n'ont pas de plans, ils bombardent les cathédrales, ils incendient les bibliothèques, ils mettent à sac des villes ouvertes, ils cambriolent les propriétés privées, ils souillent les sépultures, pour rien, pour le plaisir. Leurs officiers poussent au vol, au viol, au massacre des enfants, à toutes

tes souillures. Mais pourquoi, grand Dieu ! Encore si ces horreurs servaient à quelque chose ! Encore si tout cela avait le sens commun ! Pourquoi leurs chefs ordonnent-ils ces inutilités sanglantes ?

Pourquoi ? Nous le savons maintenant. Nous en avons la formule : seulement — ô France, inguérissable de sa chevalerie ! — nous nous obstinions à ne pas la comprendre. Le noble roi d'Angleterre avait déclaré dans une circonstance solennelle : « Les Allemands ont décidé de briser les os de la nation française. » Mais cette trop vraie déclaration demeurerait pour nous une image irréelle. Et maintenant lisez, après tant d'autres documents officiels ou privés, le rapport de MM. Payelle, Mollard, Maringer et Paillot sur le traitement que les Allemands infligent aux bandes d'esclaves qu'ils ont levées dans nos villages et qu'ils poussent en les suppliciant jusqu'au fond de l'Allemagne.

Les rapporteurs sont de hauts fonctionnaires, modérés par formation professionnelle et par système, qui veulent des preuves surabondantes et qui redoutent de s'échauffer. Voyez pourtant les faits qu'ils établissent : ces immenses troupeaux d'enfants, de vieillards, de femmes enceintes, menés à pied,

sous les coups, massacrés s'ils bronchent ou pour amuser leurs bourreaux ; ces enfants séparés des mères systématiquement ; ces milliers d'innocents livrés à la faim, aux maladies, aux tortures, à la mort. Oui, lisons, et nous saurons, une fois pour toutes, que ce n'est rien d'analogue à une séance de boxe, où un lutteur cherchant à tomber l'autre se contentera de gagner la partie selon des règles convenues et d'emporter l'enjeu. C'est une guerre de destruction. Vous entendez le mot. Une race cherche à détruire une autre race ; une civilisation prétend, par le fer et par le feu, se substituer à une autre civilisation, dont elle anéantira même le souvenir.

Le « vieux Dieu allemand » commande que notre sang, nos biens et l'ensemble de nos idées soient précipités dans le gouffre, dans le *scheol*, comme dit la Bible.

Pour retrouver rien de pareil, il faut combiner les massacres qui nous sont racontés dans les plus sombres chapitres de l'histoire d'Israël ou sur les stèles d'Égypte et d'Assyrie, avec les cultes sanglants des dieux gorgés de sacrifices humains au fond des premières forêts de la Germanie.

On a dit et répété au peuple allemand, avec une infinie variété de « formules scien-

tifiques », que notre natalité faiblissait, s'anéantissait, que le sang de la Germanie prolifique devait nécessairement se substituer à notre sang refroidi par l'âge et l'immoralité, et comme cet événement attendu avec impatience par ces idéologues affamés, par ces ventres mystiques, tardait à s'accomplir, ils sont entrés en France pour accomplir leur mission et hâter les volontés de *Unser Gott*.

Quand nous les entendions professer leur doctrine pangermanique, furieuse de haine, nous haussions les épaules, ou bien nous disions : « Curieux paradoxe, audacieuse construction. » Nous ne sommes plus assez primaires pour nous mettre, corps et âme, dans un système : nous ne savons plus ce qu'il peut y avoir de fort et de redoutable dans une thèse quand elle pénètre tout l'être. Hélas ! le profond sérieux germanique prenait au tragique effroyablement ces vues, dont nous aurions fait un divertissement, et en tirait pédantesquement des leçons que toute cette nation damnée s'occupe depuis huit mois à mettre en œuvre sur la chair de notre chair, sur nos richesses, sur nos beautés et notre esprit.

Pourquoi détruisent-ils nos usines ? Parce que ce n'est pas tout de lutter sur les champs

de bataille et de jeter à terre les soldats. Les nations luttent encore sur le terrain commercial et industriel. Ils volent et expédient en Allemagne nos machines et nos matières premières, ils démantèlent ou incendient tout notre outillage, pour anéantir notre puissance économique aussi bien que notre force militaire.

Pourquoi s'acharnent-ils sur nos cathédrales, nos hôtels de ville, nos halles, tous nos monuments précieux? Parce que s'ils veulent ruiner notre présent, ils ne détestent pas moins notre passé. Ils en nient la valeur; ils le déclarent infécond, malsain, dangereux. L'« âme germanique » se suffit et n'a que faire des leçons classiques, ni d'aucune des disciplines qui ont formé l'Europe pensante. Ils entendent nous priver de notre beauté, de nos titres historiques et nous enlever même notre mémoire.

Pourquoi, non contents de saisir les notables dans les villages, les bafouent-ils avant de les tuer? Cela est un fait. Ils arrêtent les chefs d'influence, les autorités sociales : maires, curés, instituteurs, et, spécialement à l'égard des religieux et des prêtres, ils multiplient les jeux infâmes et orduriers. C'est qu'ils veulent briser chez nous les forces spirituelles. Et

cela s'accorde avec une profonde observation des enquêteurs : *Nous avons été profondément émus... en remarquant sur la physionomie d'un grand nombre de personnes, et jusque dans leurs attitudes, l'empreinte morale laissée par un régime odieux, inflexiblement destiné à abolir chez ceux qui le subissent le sentiment de la dignité et de la fierté humaines.*

Mais enfin un peuple chez qui l'on anéantirait la force militaire, les industries, les monuments d'art, les souvenirs tangibles de l'histoire, les forces spirituelles, sa fierté même, peut durer et renaître, s'il garde une animalité saine, s'il a protégé sa force physiologique, son beau sang. Écoutez encore les enquêteurs vous dire : « Il nous est impossible de taire la tristesse et l'indignation que nous avons ressenties en voyant l'état affligeant dans lequel les Allemands nous ont rendu les otages... tare physique déjà peut-être irréparable... La pensée nous venait malgré nous que la scientifique Allemagne, qui se targue si volontiers d'avoir toujours marché à la tête des nations dans la lutte contre la tuberculose, semble avoir appliqué son esprit de méthode à préparer dans notre pays la propagation du fléau redoutable qu'elle a si ardemment combattu chez elle. »

Vue effroyable, qui peut être complétée par un rapport du service de santé allemand en date du 20 janvier. Il a été analysé dans la *Revue médicale* (du 4 mars dernier, page 68) et il nous met à même de connaître ce que sont les misères de la faim et *l'empoisonnement du sang* dans nos départements envahis. On ne dispensera de préciser une situation que les Allemands eux-mêmes, dans ce rapport, déclarent être la conséquence du désir qu'ont les malheureuses femmes de manger un morceau de pain. En dépit des efforts de la Suisse pour faire un peu de ravitaillement, avec l'aide du Gouvernement français, la rarefaction alimentaire et les désastres moraux et physiologiques qu'elle entraîne doivent augmenter et servir ainsi l'abominable pensée des Allemands.

Devant de tels faits, devant cette méthode démoniaque, nul n'attend mon commentaire. Il n'y en a pas d'autre que le serment de nos soldats, fusil en main, face à l'ennemi, et, pour nous tous, un mouvement d'amour envers la France.

Je baise les pieds froids de ma mère endormie, dit le poète dans un vers plein de respect, que nous appliquons à ces pauvres meurtris, dont la délivrance ne va guère tarder. L'infamie

allemande échoue. La victoire s'annonce. Est-il encore des théoriciens en France qui ne veuillent pas comprendre et qui restent attachés, par amour-propre ou par incapacité de plier leurs idées sur les faits, à leur pacifisme? Ne serons-nous pas tous d'accord pour prendre toute précaution, par un traité de paix qui désarme l'Allemagne et nous assure notre sécurité? Ils se croient prédestinés à nous briser les os. C'est leur mission. Comptez qu'ils la reprendront, chaque fois qu'ils le pourront. Brisons du moins toutes leurs forces d'attaque et leur organisation. Protégeons par les plus solides frontières nos enfants, nos femmes, notre beauté, notre spiritualité, nos richesses, bref tout l'ensemble, la France dont nous avons la garde.

II

LE CAHIER ROUGE DE MARCEL DROUET
MORT AU CHAMP D'HONNEUR

13 Mars 1915.

J'ai achevé de lire cette nuit le journal de Marcel Drouet, le carnet de guerre où il a noté ses faits et gestes et ses pensées, du premier

jour de la mobilisation jusqu'au moment où une balle prussienne, dans une tranchée près de Verdun, l'a frappé. Pauvre petit cahier, simple bloc-notes, grand comme la main, à couverture de carton rouge, froissé, éraillé, à peine lisible. A la première page, dans une dédicace bien émouvante pour ses trois amis, s'adressant à Georges Dueroq, à Charles Maurras et à moi, il dit qu'il nous destine ses notes. Conformément à ses dernières volontés, un de ses officiers m'a fait parvenir cette relique du héros mort. Je me hâte d'en faire des copies pour Maurras et pour Dueroq...

La dernière fois, ce me semble, que j'ai vu Marcel Drouet, c'était dans une réunion pour l'anniversaire de Jeanne d'Arc. Il était là avec ses jeunes camarades, et Déroulède aussi était là, assis un peu à l'écart, m'écoutant avec amitié et déjà arrêté par la maladie. Et moi, tout en faisant le discours que je devais, je me disais : C'est un peu fort que je parle quand Déroulède se tait, et c'est également singulier que je paraisse enseigner la poésie de la Vierge guerrière et martyre à des jeunes gens qui, cela saute aux yeux, jadis ont été ses écuyers, ses aimés et féaux compagnons.

Quel charmant garçon était notre ami, le vrai type d'un adolescent de chez nous. « Il

suffisait de le voir passer, ferme et fringant, de le voir saluer une femme, pour sentir qu'il était des pieds à la tête un Français vif et poli, actif et délicat, en un mot d'une race de gentilshommes et de cavaliers... Depuis sa sortie du régiment, il avait fait deux parts de son existence : l'une consacrée aux poètes, aux maîtres de l'humour et de la fantaisie, à ses amis du *Divan*, de la *Revue critique des Idées* ; l'autre vouée à la délivrance du territoire, à la croisade antiboche. Et de jour en jour, à mesure que le péril approchait, son visage devenait plus sérieux, son style plus mâle. Mon pauvre Drouet, je vous vois galopant, ce printemps 1914, dans la forêt de Compiègne, coiffé d'un feutre gris, sur un cheval fougueux que vous domptez. La course anime votre sang généreux et vous partez, chevalier de roman, pour une chevauchée. Six mois après, dans une tranchée glacée de l'Est, sous les murs de Verdun, un éclat d'obus brisait votre charmante tête. Et cela ne m'a pas surpris du tout de savoir que vous étiez mort, comme vous aviez vécu, en galant homme, face à l'ennemi... »

Ainsi parle Georges Ducrocq, d'une voix ferme, et ces lignes sur son ami mort au champ d'honneur, il me les écrit de la tranchée

où, lieutenant depuis la guerre, il veille avec ses hommes. Époque inoubliable où les poètes convoqués au service de la patrie rédigent les uns pour les autres des épitaphes, et ne veulent plus connaître que le mode dorien!

Mareel Drouet avait publié, très jeune, deux petits livres de vers que rechercheront ceux qui voudront avoir les reliques des saints de la patrie. Mais sa vraie poésie n'avait pas été lue; il n'avait pas su la saisir, la mettre toute dans ses vers; elle restait dans son âme. Je l'ai trouvée dans son carnet, dans ce petit livre rapide où l'on voit ses derniers frissons avant que la nappe d'eau se referme immobile.

Le moment n'est pas venu que je puisse demander à l'*Écho* de vous donner ces pages au complet. La censure, à bon droit, y verrait un inconvénient. Mais vous ne tenez pas aux renseignements d'ordre militaire que pourrait vous donner un jeune sergent; si vite interrompu. C'est son âme, l'âme d'un poète à la guerre que vous voulez connaître. L'âme de l'un de ces enfants qui par milliers ont surgi à l'appel de l'honneur et de la Patrie. Que pensiez-vous, ô jeunes morts qui valez mieux que nous! J'écris ces lignes pour les faire connaître, en même temps que pour fermer les yeux de mon ami.

En lisant ce carnet, celui même qui n'a pas connu Drouet admirera la souplesse d'un jeune être tendre et fort, qui fait sa tâche de guerrier et dans les intervalles pense à sa famille, à ses jeunes plaisirs, aux beaux livres, à la Patrie. Une poésie saine s'exhale de ces pages, qui gonflera le cœur du plus insensible. Ému d'admiration, je m'attache à chaque feuillet, à chaque minute qui passe, et je voudrais la prolonger, car je vois bien que j'approche du gouffre. Le paysage monotone est sinistre, le danger partout, le noir mystère dans tous les taillis : l'aurore même se lève funèbre. Mais lui, pas un instant, ne s'indigne contre le destin qu'il prévoit et les forces qui l'écrasent. Sans résister au sort contraire, il glisse au gré du fleuve. Être mortel et limité, il sauve son honneur, et, gardant la paix de l'âme, sans regrets, ni supplications, ni colère, il se resserre dans ses souvenirs tendres et dans ses hautes espérances. O mort, que vos vingt ans écourtés valent mieux que notre longue jeunesse vaine !

Un épisode d'une grande beauté virgilienne, c'est quand le sergent Marcel Drouet voit, au fort du combat, tomber son lieutenant, le lieutenant Gabriel, un jeune Saint-Cyrien, qu'il ne connaît que depuis peu de jours, mais

avec qui il a lié tout de suite une grande amitié, car les cœurs de vingt ans ont vite fait de s'unir.

Partis du bois de Baleycourt vers Nixéville, au matin, nous marchons à travers champs, un soleil de plomb sur la tête et pas d'eau. Nous marchons au canon, direction Biocourt, Ville-sur-Cousances. Vers 1 h. 1/2, les premiers obus, les premiers shrapnells commencent à tomber. Puis, peu à peu, le feu devenant violent à notre gauche (nous sommes première ligne), nous nous formons en tirailleurs. Je reçois un choc à la hanche, alors que j'étais couché; c'était une balle morte, toute chaude encore, qui éralle mon ceinturon, et voici obus et boîtes à mitraille. Un homme de la 2^e section, à notre gauche, reçoit en plein un obus; je le vois, découpé dans le ciel, crispé ses mains en croix, s'asseoir. Il est « mouché ». De plus en plus dense, le feu s'accroît; nous avançons par bonds, le lieutenant Gabriel en avant. Parvenu à un petit ravin où les balles faisaient rage, je me précipite avec ma demi-section, le traverse, laissant un mort, mon caporal Desharbes, et des blessés, et gagne la crête. A ce moment, l'on me dit : « Le lieutenant est blessé, tué peut-être. » Aussitôt je me précipite à nouveau dans la grêle des balles, et je trouve mon petit lieutenant tout sanglant, un trou dans la nuque... Je remonte toujours dans le filet des balles (une mitrailleuse allemande n'a cessé de battre ce ravin), à la tête de la section dont je prends le commandement. C'est là qu'il faisait bon ! Tout autour, les herbes, les feuillages étaient déchiquetés : les hommes, le nez par terre, sac par-dessus tête, ne bougeaient point. Ce qui n'empêchait qu'ils fussent blessés : Delile, Lefrançois, l'un à la tête, l'autre au côté, geignent près de moi. Du sommet de la crête, l'adjudant, le bras dégouttant de sang,

des hommes ruisselants descendent et passent en courant. Je me trouve écarté de ma compagnie, et près du capitaine et d'un lieutenant de la 7^e. Je pleurais amèrement la mort de mon lieutenant. Une angoisse de sentir la mort à deux pas m'étreint. Le lieutenant de la 7^e, mon voisin, couché à un mètre de moi, fait : « Ah ! » et ne bouge plus, une balle dans la tête. L'ordre vient enfin de se replier. La nuit tombe, nous défilons sous les dernières balles et poursuivis par les obus, mais à peu près en sûreté. J'éprouve la plus grande joie depuis un mois : Gabriel n'est que blessé, la balle a sillonné la nuque sans pénétrer. Il me cherchait partout. Je cours de compagnie en compagnie dans la nuit ; enfin je le retrouve. Quelle étreinte ! Le voilà la tête bandée, les yeux brûlants de fièvre, mais marchant d'un pas ferme. Pour un peu, je danserais.

Comme on sent l'angoisse dans ces notes, et quelque chose qui va plus avant dans le vrai que le morceau fameux sur Nisus et Euryale, tout baigné d'une lumière de scène et des prestiges savants de l'art. Qu'y a-t-il donc en plus ici ? L'isolement, l'appui l'un sur l'autre. Si je tombe, c'est vous qui soutiendrez ma tête, qui avertirez les miens, et leur direz que j'ai fait mon devoir.

Marcel Drouet avait le goût de l'amitié, le goût des livres aussi. C'est un fait curieux de cette guerre, où toute l'élite morale du pays remplit les armées, que nos soldats lisent beaucoup. Voulez-vous entendre un joli chapitre de poète à la guerre ?

Ce 23 septembre je suis installé à Froinezey, aux avant-postes, dans la mairie-école. De beaux meubles paysans, trois magnifiques armoires lorraines entre autres, reluisent encore au milieu d'un sinistre désordre. Tout est au pillage dans cette maison claire, qui devait être si propre et soignée, avec sa salle d'école en bas, sa salle à manger, une belle chambre à coucher où deux lits d'enfants sont encore côte à côte. Au premier, deux chambres encore, l'une contenant la bibliothèque de l'instituteur et l'armoire de l'état civil. Dans un souillis de tiroirs, je trouve quelques lettres fanées, des souvenirs de fiançailles : « Je vous embrasse tendrement, mon oncle a fixé le mariage pour le 29 avril », et des photographies de famille, des groupes où l'on reconnaît le maître d'école, maigre, grand, tête énergique, à ses lorgnons. Pauvres foyers, si tendrement entretenus, et dont les occupants ne retrouveront peut-être que les cendres ! Je puise avec volupté dans la bibliothèque de l'instituteur. Voilà des Jules Verne, des Mayne-Reid, des *Lectures pour tous*, des Ségur. Je choisis un Lamartine, un Chateaubriand et un Pascal, et jusqu'à sept heures, je bouquine avec ivresse. Un obus tombé à 50 mètres à peine de la mairie. Ces chameaux-là vont nous bombarder. En effet, de deux minutes en deux minutes, un obus arrive, écornant notamment le clocher tout voisin, et l'horloge est arrêtée à 7 h. 09, éventrant quelques tombes du petit cimetière qui l'entoure, sans respect pour ces vieilles pierres où reposent nos frères. Quelle vision ! Cette canonnade précède-t-elle une attaque d'infanterie ? Chaque heure peut être une surprise. J'ai fait bourrer les fenêtres de matelas, mis une sentinelle dans le couloir, et je reprends mon Lamartine, qui est fort dur pour le bon La Fontaine.

Naturellement, ces courts extraits vous don-

nent une idée imparfaite de ce cahier rouge, où se révèle une âme si pure de jeune soldat. C'est d'ensemble qu'il faut l'apprécier. Parmi ces feuilletts étroits, d'une écriture toute fine et serrée, parmi ces phrases rapides, mal vêtues, mal coiffées et qui vont gauchement, je discerne des sentiments sublimes, comme dans les rangs d'une promenade du jeudi, au collège, vous découvrez, à je ne sais quoi du regard, l'enfant de génie. Et par exemple, après avoir lu le morceau que voici, dites-moi si vous n'êtes pas étonnés de respect :

1^{er} novembre.

C'est encore de la tranchée de première ligne que je date ces mots, en ce jour de Toussaint passé dans cette terre où j'irai, quand Dieu voudra, rejoindre les chers disparus qui m'ont précédé. La Toussaint et le jour des Morts : ce sera la première fois de ma vie que je ne commémorerai pas décemment le souvenir de ceux qui nous sont liés par le sang ou l'affection. Petite chapelle de Cambrai, peut-être anéantie par les barbares, je n'irai pas cette année m'agenouiller sur vos dalles qui recouvrent ceux à qui je dois la vie, et tout. O mes chers morts ! croyez que dans cette matinée ensoleillée qui dore d'une dernière caresse la plaine froide, parsemée de tant de cadavres, votre souvenir est plus vivant encore dans ma mémoire. Car si je suis ici, transi, grelottant, boueux et noir, gourde de froid, si j'y suis sans regret mais fier et orgueilleux de mon poste, c'est grâce à vous que je le dois, grâce à votre exemple, à vos leçons et à vos peines. Je vous remercie, père respecté et aimé, mère chérie, d'avoir

fait de moi le Français que je suis, le fils du pays qui veut vivre et si je pleure votre mort, si ma solitude est grande, et désolée, n'ai-je pas devant mes yeux le tableau que vous me montriez avec tant de flamme, dans Sedan frémissant encore des horreurs de 70, et cette croix de Sainte-Hélène qu'un des nôtres porta et dont la relique s'est transmise jusqu'à mes pieuses mains? Je pense à vous, cimetière sablonneux et vert de Sedan, aux ombrages majestueux, où dorment les grands-parents que je n'ai pas connus, mais dont je respecte la hauteur d'âme. Sedan, dont la fierté aura subi les envahissements et l'occupation flétrissante, mais dont les derniers seront vengés, nous le jurons!

Je pense à vous, mes chers vivants, aux mains des Barbares en ce moment sans doute, mais en le cœur de qui j'ai foi, tant je connais votre dévouement aux choses sublimes. Bonne vieille tante aux cheveux blancs; toi, ma sœur aînée; Albert, mon frère véritable, et mes petits neveux, pour l'avenir desquels nous luttons en ce jour.

Je pense à vous, mes amis morts, frères que la mort a réunis au même âge: Robert Pêcheur, dont j'aimais la franchise; de Craitte, qui était mon protégé, et vous, amis vivants, mais en danger; Ducrocq, Thomas, Saint-Vincent, prisonnier, paraît-il. Ah! que je voudrais être réuni à vous en ce jour de remembrance et d'anniversaire!

Mais aussi je pense à vous, mon Dieu, qui avez voulu toutes ces choses pour votre plus grande gloire et pour l'établissement de votre justice. Tous ces malheurs, ces tristesses, tout ce sang répandu sont imposés par vous, mon Dieu, en manière de rédemption. Votre soleil glorieux éclairera bientôt, j'en suis absolument certain, la victoire du bon droit qui attend depuis près d'un demi-siècle. J'y coopère de toutes mes forces, de toute mon âme. Et si vous la retirez de

ce monde, ô Dieu de bonté, permettez que ce soit pour la joindre à ceux qui m'ont précédé dans votre séjour, et dont l'affection terrestre me fut précieuse. C'est toute la prière ardente que je fais devant le soleil levant, ce jour de Toussaint que sillonnent déjà les obus semeurs de mort, en cette année 1914 qui verra rétablir la paix du monde, par l'anéantissement du peuple barbare, et la régénérescence de la nation française.

De telles pages, à jamais mémorables, assurent la survie de Marcel Drouet dans l'âme de tous ceux qui les auront lues.

Au dernier feuillet du cahier rouge, et quand il écrit ses *ultima verba*, Marcel Drouet est toujours dans la Woëvre, veillant pour sa part à la défense mobile de Verdun. Son bataillon a reçu l'ordre de se rendre en avant du village de Samogneux.

Nous arrivons à Samogneux, long village dégringolant de la route, avec son église encadrée dans les maisons, vers 5 heures. Puis aussitôt, en route vers les avant-postes. La nuit est froide et présage la neige. Nous entendons vers les bois une vive fusillade. Deux kilomètres et demi environ au son de cette musique et l'on s'arrête au bas des pentes d'où elle part. Les balles commencent à siffler aux oreilles. Le 75 se met de la partie et balaye le ravin, et, section par section, nous gagnons le milieu de la pente, d'où l'on nous dirige vers nos postes respectifs.

C'est à l'aile gauche que je me trouve placé. Voici ma tranchée, qui, après un cheminement sous bois, apparaît dans la nuit avec un champ de tir de trente

mètres à peine ; mauvaise besogne ! Devant nous le bois noir, prometteur d'embûches. La tranchée est à peine creusée, sans abri. Position difficile, car si ma liaison est immédiate à droite avec la section de Gabriel, le 351^e, sur notre gauche, est établi à 1.800 mètres au moins sur l'autre versant de la crête ; et j'ai 14 hommes pour tenir ce côté dangereux. Qu'importe ! l'essentiel est d'être là.

Couchés au fond de la tranchée, prêtant anxieusement l'oreille aux coups de feu et aux rafales de salves voisines, dans l'attente de « notre action », je regarde inlassablement tomber la neige. Elle s'amoncele sur nous, qui disparaissions sous sa blancheur. Ordre vient d'exécuter des tirs de barrages, et pendant une demi-heure, avec une régularité qui fait honneur à la discipline de ma section, je commande des feux par salves où l'on n'entend partir qu'un seul coup. Puis, dans le froid, l'humidité et la neige, se lève un petit jour frissonnant...

Et c'est fini de notre ami.

Le grand ciel de Lorraine, ses vastes espaces coupés de boqueteaux, le vent qui les parcourt m'ont toujours donné une angoisse de mystère et d'attente. Avais-je le pressentiment de contempler l'autel des plus tragiques sacrifices ? Savais-je que ces villages sans gloire et qui m'émouvaient allaient être arrosés du sang le plus pur de mes vrais amis ? La terre consacrée par tant d'héroïsme et de douleur, sera désormais chargée d'invisible et d'esprits que nous saurons nommer, le cœur plein de reconnaissance...

Voici la citation à l'ordre du jour qui clôt la noble vie de Marcel Drouet :

Drouet, sergent réserviste au 165^e régiment d'infanterie : n'a cessé depuis le début de la guerre de donner des preuves de dévouement et de courage; modèle des chefs de section, entraînait ses hommes au combat en leur donnant le plus bel exemple; tué dans sa tranchée, le 4 janvier 1915. — Signé : Roques.

II bis

UN PAQUET DE LETTRES (MARCEL DROUET)

Elles parlent assez par elles-mêmes. Nul besoin d'un commentaire. On voit dans la première, écrite par Marcel Drouet à la veille de sa mort, l'esprit de sacrifice et la générosité de ce jeune homme qui, fût-il supérieur à ceux vers qui se tournait son regard, avait besoin d'aimer, d'admirer et d'être reconnaissant. Les suivantes nous font assister à un culte du souvenir qui commence. Des chefs, des amis, des soldats-lettrés, viennent, au cours de la guerre, s'incliner et méditer sur la tombe de Drouet. Plusieurs de ces passants, à cette heure, sont morts, et notre

regard qui les accompagne se perd dans un horizon mystérieux :

29 Décembre 1914.

Mon cher Maître,

Que cette carte vous apporte les vœux les plus respectueux et les plus cordiaux d'un combattant uni à vous par les liens d'une reconnaissance infinie. Grâce à vous, la tâche est légère qui libérera les Marches de l'Est du cauchemar germanique.

Tout à vous, et vive la France !

Marcel DROUET.

Le 7 Janvier 1915.

Monsieur,

Je me permets de vous apprendre, si vous ne le savez déjà, la mort glorieuse de votre ami Marcel Drouet, collaborateur aux Marches de l'Est et membre de la Ligue des Patriotes.

C'est parce que je suis persuadé d'assurer ainsi à sa mémoire un doux hommage qu'il me faut vous dire de Drouet: il fut toujours un brave, un résolu, un ardent soldat.

Pauvre camarade ! Très cher ami ! si vous saviez, Barrès, comme Drouet vous aimait, était fier de se déclarer votre compagnon par ses convictions, sa foi patriotique !

Il y a quelques jours, me parlant des rencontres prochaines, dans Paris, avec tous ceux qu'il y

retrouverait, il s'exclamait : « Ce jour-là, quelle belle fête de jeunesse ! » Drouet pensait alors à tous, aux camarades du journalisme et des lettres, à ceux sur lesquels souffle le grand vent régénérateur de la pensée « barrésienne » : aux fils de Barrès, de Bourget, de Charles Maurras.

Marcel Drouet est mort. Il ne sera pas le témoin des noblesses de demain ; il ne verra ni les héros, ni les saints d'une société française réordonnée, mais il aura pétri sa part de nos gloires, et longtemps son souvenir gouvernera l'esprit et le cœur de ses amis.

En son nom, Barrès, je vous salue, comme il eût aimé vous saluer s'il eût connu le jour et l'heure de sa mort.

Roger HOMO,

Caporal,

165^e, 6^e Compagnie,

Verdun.

P.-S. — Drouet est mort le 4 janvier à 14 heures et quart, aux tranchées du bois de Consenvoye (Meuse), frappé à la tête par l'explosion d'un obus de 210 millimètres. Il était sergent à la 6^e compagnie du 165^e. Ses hommes l'adoraient.

Le 8 Janvier 1915.

Monsieur,

Conformément au désir exprimé par mon ami Drouet, je vous fais parvenir son carnet de route. Je respecte ainsi ses dernières volontés.

Drouet était pour moi un véritable ami. Ensemble, nous avons souffert depuis le début de la campagne et son inaltérable bonne humeur, ainsi que ses capacités, l'avaient fait apprécier de ses chefs et aimer de ses camarades, ainsi que de ses soldats.

Il est mort le crâne fracassé par un éclat d'obus, sans aucune souffrance.

Je déplore la fatalité qui me fait vous écrire de la sorte et en d'aussi tristes circonstances...

G. GABRIEL,

Sous-Lieutenant,

165^e Régiment d'Infanterie,

Verdun.

17 Janvier 1915.

Mon cher Maître,

J'ai lu avec émotion votre bel article sur Drouet. Vous lui avez rendu un magnifique hommage. Drouet le méritait complètement. Comme les jeunes gens se devinent ! Vous rappelez-vous que Philippe, le jour de cette fête de Jeanne d'Arc que vous rappelez, s'était pris de sympathie pour Drouet ; qu'ensemble nous suivions le cortège qui allait, par l'avenue de l'Opéra, à Saint-Augustin ; qu'ensemble nous vous applaudissions et qu'ensemble nous sommes allés prendre des nouvelles de Déroulède chez lui.

Drouet éveillait immédiatement l'amitié. Il avait l'allure chevaleresque, un soin très délicat de sa personne, avec cela il était vigoureux. Il aimait

l'exercice physique, nous faisons tous les jours des armes, mais son bonheur était de vivre en forêt et d'arpenter à pied les sentiers de Compiègne ou de galoper dans ces allées cavalières qui ont vu passer toute l'histoire de France.

Drouet était l'ami le plus attentif, le plus exact que j'aie jamais connu. Nous avons collaboré à la même œuvre. Elle n'était pas tous les jours gaie. Il s'y était donné avec une jeunesse, un entrain merveilleux, et il appliquait toute sa rigueur logicienne de fils des Ardennes à faire triompher les Marches de l'Est. J'ai de lui une correspondance qui montre l'âme la plus stoïque, la plus ferme.

Toutes ces qualités cependant n'auraient suffi à donner à Drouet ce charme que l'on goûtait à vivre en sa compagnie. Il avait d'autres ressources. C'était un sentimental, mais qui avait la pudeur de ses affections. Il n'exprimait jamais le fond de son âme. Et cette contrainte, cette réserve de jeune homme fort ennemi du cabotinage, était une élégance de plus. Que de trésors je sentais dans cette âme profonde et pure comme une source.

Ce qui m'épouvantait parfois, c'était la lueur de ses yeux, d'ordinaire si nets et si francs. Drouet se sentait accablé par le malheur. Il avait perdu ses parents à vingt ans. Il ne se croyait pas destiné à vivre. Alors comme un prodigue il dépensait sa jeunesse. Il y avait en lui comme une flamme héroïque et la beauté qui reluit sur ceux qui bravent la mort.

J'ai beaucoup admiré le journal, le petit cahier rouge. C'est bien la manière de Drouet, simple, concise, juvénile et grave. Comme cela dépasse toute littérature.

Vous avez raison de rendre à ce mort la place qu'il méritait. Drouet s'était haussé silencieusement vers les cimes. Seuls quelques amis s'en doutaient. Ah ! comme c'est dur de penser qu'un obus détruit avec la même facilité cette tête précieuse et celle d'un grand bête. Mais la mort ne choisit pas, ou plutôt elle fauche avec ivresse les meilleurs, les plus hauts, les plus fiers, comme les grands épis dans le champ de Tarquin.

Sous-Lieutenant DUCROCC.

72^e DIVISION.

Samogneur, 7 Avril 1915.

Mon cher Barrès,

...J'ai cherché quelque chose qui puisse vous faire plaisir et je crois que j'ai trouvé, car votre article sur Marcel Drouet et son journal m'ont fait connaître les liens qui vous attachaient à lui, et sa tombe est là, tout près de moi.

Samogneur, vous vous souvenez, il en a parlé, et aussi de sa petite église accrochée à la colline. Assistant l'autre semaine à l'enterrement d'un sergent du génie tombé bravement en avant de nos réseaux, et lui ayant dit l'adieu sans lequel je ne laisse jamais partir le plus humble des nôtres, je

pensai que la photographie de sa tombe apporterait aux siens quelque consolation et je pris cette vue de notre cimetière militaire. La tombe de Marcel Drouet est dans l'angle gauche ; on ne la voit pas, mais demain j'irai la prendre pour vous...

DRIANT.

Je groupe ces documents, je les apporte à pied d'œuvre pour qu'au premier loisir de la paix on élève le monument que nous devons à cette mémoire digne de ne pas périr.

III

SOLIDITÉ DES BELGES SOUS LE FLOT ALLEMAND

15 mars 1915.

Il semble que l'instant soit venu pour tous les peuples de produire au jour tout ce qu'ils avaient mission d'accomplir, tout ce qui reposait en eux d'inconnu.

Les Allemands révélèrent d'abord quels effroyables rêves de vilenie sanglante hantaient les plus bonasses d'entre eux, derrière leurs pipes et leurs verres de bière. Dès leur entrée en Belgique, ce fut l'ouverture du drame en style colossal. Et dans le même temps les Belges donnèrent le signal du su-

blime. Ces deux thèmes, l'un le plus noble et l'autre le plus ignoble que l'on pût concevoir, n'ont pas cessé de se développer et de s'enrouler, produisant sur l'humanité une impression presque surnaturelle et réveillant le monde mystérieux qu'on pressent derrière le monde visible.

Les nuages qui cachaient les nations à tous et peut-être à elles-mêmes s'effacèrent : les apparences tombèrent, et, tandis que tous les êtres étaient remués profondément, on vit s'élever et prendre forme ce qui n'existait jusqu'alors qu'à l'état de vellétés et de rêves.

Qu'y a-t-il eu de vraiment inouï dans le monde depuis sept mois ? Des millions de cadavres, des contrées en feu, des peuples livrés aux tourments ? Cela n'est pas si nouveau, et Capus, l'autre jour, me rappelait que les horreurs auxquelles nous assistons sont exactement décrites aux premiers chapitres de *Candide*. Mais ce que Voltaire ni personne au monde, que je sache, n'a vu, c'est l'élévation morale dont nous sommes les témoins et ces milliers d'âmes transfigurées au milieu desquelles nous vivons.

Sur les territoires envahis et, d'ailleurs, dans toutes les familles directement atteintes par la guerre, les petites idées habituelles ont

été balayées comme une poussière, et l'on y voit le fond divin, je veux dire quelque chose d'éternel et d'infini, une puissance toujours pareille à travers les âges, un ardent désir de se dévouer, de se sacrifier, de se surpasser.

Aujourd'hui, le hasard place dans mes mains des documents qui nous renseignent sur l'état magnifique, sur la fermeté et la noblesse de la nation belge, momentanément submergée, et qui nous renseignent d'autant mieux qu'ils sont de l'espèce la plus modeste. Écoutez, voyez ce que, d'un coup de drague sous le flot, nous ramenons : deux échantillons moyens qui prouvent une richesse incomparable de patriotisme.

Voici d'abord une lettre écrite à un soldat belge par son père. Celui-ci, demeuré dans Liège, vivait sans nouvelles depuis le début du mois d'août, quand, coup sur coup, en janvier, deux lettres lui arrivent de son fils. Il lui répond, il commence par exprimer sa joie de le savoir « bien portant et d'une confiance toujours absolue, ce qui nous prouve, dit-il, que tu es aussi bien moralement que physiquement ». Puis il lui donne des détails familiers sur chacun des membres de la famille et des moyens pour correspondre..... Et soudain :

Mon cher et vaillant enfant, Tine et moi, nous prions Dieu pour qu'il continue à te garder sous sa sainte égide, qu'il te donne la force et le courage de toujours accomplir noblement ton devoir. Sois donc toujours aussi brave que prudent. Dieu ne peut abandonner les enfants qui combattent pour une si noble et sainte cause que la nôtre. Soigne-toi bien, le plus hygiéniquement possible, sois ponctuel, vigilant, attentif aux ordres et recommandations de tes chefs, soigne bien ton armement, car celui-ci fait partie intégrante de toi-même : surtout, conserve toujours le bon moral dont tu fais preuve dans ta dernière lettre : un bon moral pour le soldat guerrier, c'est le levier d'Archimède.

Va, mon fils, que ce soit pour Dieu, ton Roi et la Patrie ! Et que Dieu te conserve à notre chère affection !

Tine et moi, nous t'embrassons bien tendrement.

Ton père, . (Signature.)

N.-B. — Ne me laisse plus cinq mois et demi sans nouvelles.

P.-S. — Je me doutais bien que mon fils était brave. Va ! je suis fier de toi !

Que c'est beau, une telle lettre, où l'on voit loyalement exposés les mouvements vrais

d'un cœur de père, les mouvements d'un père qui pousse son fils et le contient, examine ses armes, voudrait l'assister au feu, et enfin le cri final !

Ce jeune homme si virilement aimé est mort de ses blessures à l'hôpital, et le directeur belge de cet hôpital, en me donnant à lire cette page pour que je sache ce que valent les familles liégeoises, y joint la copie des adieux qu'un jeune sous-officier flamand, atteint de dix-huit blessures, avant de mourir, lui a remis pour les siens :

Chers parents, frères et sœurs bien-aimés,

Quand cette lettre vous sera transmise, je serai au ciel avec les héros morts à la guerre, pour mes actes accomplis sur le champ de bataille et pour avoir rempli mes devoirs de soldat chrétien en me battant pour Dieu, mon Roi et ma Patrie. Je suis mort pour le Droit. Vive le roi Albert et la reine Élisabeth ! Vive la Belgique et son peuple !

Voilà ce qui nous vient du peuple que les Allemands croient avoir conquis. Voilà les héroïsmes obscurs qui sont la respiration même de la Belgique. Qu'est-ce auprès de cela que les traits de dévouement à la Patrie recueillis par les historiens de l'antiquité ?

Les *De Viris* et tous les *Selecta* de notre enfance sont des taupinières auprès d'un entassement de merveilles morales dont les citations à l'ordre du jour de l'armée ne nous donnent qu'un faible aperçu. Qui lira dans son entier ce sublime poème ? Personne. Nos soldats et leurs familles ont transposé sur le mode héroïque un conseil dont les artistes font leur loi, et que Schumann donnait aux musiciens : « Joue toujours comme si un maître t'entendait ».

Personne ne rendra justice à chacune des familles héroïques de cette guerre. Elles sont sublimes pour obéir à une nécessité intérieure, pour se satisfaire elles-mêmes. Mais l'ensemble de cet héroïsme va être pris en considération durant la suite des siècles, et ne cessera plus d'être efficace. Il y avait en Belgique des citoyens très nombreux qui croyaient avoir des affinités allemandes. L'expérience est faite. Il n'y a plus un Belge qui croie être le parent des brutes d'outre-Rhin. Il n'y a plus un observateur qui ne voie qu'aujourd'hui, comme au temps où César tenait les Belges pour les meilleurs soldats de la Gaule, nous sommes des frères étroitement unis par une commune conception de ce qui est permis ou défendu, de ce qui est odieux ou louable.

Mon confrère et ami, M. Babelon, le savant conservateur du cabinet des médailles, raconte avec les preuves les plus intéressantes tirées de la numismatique, qu'Attila, dont les légendes latines font le type du barbare sanguinaire, impudent et dévastateur, est, au contraire, profondément admiré par les légendes germaniques. Pour elles, il est le Fléau de Dieu, le Marteau du Monde, l'Homme élu de Dieu pour être l'instrument de sa colère contre l'humanité qui a mérité d'être châtiée. Les Belges sont d'accord avec les Français pour mettre l'Attila ancien et les pédants sanglants qui renouvellent ses horreurs au ban de l'humanité.

P.-S. — A la suite de la belle lettre sur les misères de Reims que S. Em. le cardinal Luçon m'a fait l'honneur de m'adresser et que l'*Écho de Paris* a publiée, nous avons reçu 1.550 fr. 50 c.

Que nos généreux lecteurs veuillent bien trouver ici l'expression de notre gratitude.

IV

L'HÉROÏSME DES ENFANTS

16 Mars 1915.

*A la mémoire de Mar Barthon, engagé
volontaire de dix-huit ans.*

Une revue aimée des enfants, *Mon Journal*, a persuadé ses jeunes lecteurs d'élever un monument à ceux dont la valeur, pour se dévouer à la Patrie, n'attend pas le nombre des années.

L'histoire de la guerre de 1914, dit-elle, abonde déjà en actes de dévouement, de courage, de sacrifice accomplis par de tout jeunes enfants des nations alliées. Il importe que le marbre transmette aux générations des faits qui traduisent magnifiquement l'âme d'une nation... Il faut que l'on n'oublie jamais !

Toutes les familles sont cruellement engagées dans la guerre. L'enfant rêve de secourir son père, ses grands frères, de les rejoindre et de les venger. Sa ville et sa demeure sont-elles envahies ? De toute son imagination, il se fait des scrupules, examine ce que son devoir et son honneur exigent. Je me rappelle comment bouillonnait l'esprit de mes camarades, âgés

d'une dizaine d'années, et de nos jeunes aînés en 1870. Le type de ces angoisses, qui peuvent être fécondes, c'est l'enfance de Jeanne d'Arc.

Siméon Luce a essayé de nous introduire au foyer familial de Domrémy. Quel sujet ! Le génie en formation, son éveil, une conscience qui entrevoit sa mission, voilà l'un des plus profonds mystères de la vie. D'où viennent ces hommes qui seront les étoiles du ciel de l'âme, les mages, les inventeurs d'idéal ? La guerre donnera-t-elle des génies aux nations qu'elle laboure cruellement ? J'en suis sûr. Mais aujourd'hui, ce qu'elle propose à nos méditations par une multitude d'exemples, c'est l'aptitude des enfants à se conduire héroïquement.

Dans un beau morceau d'analyse sur Sully-Prudhomme, Paul Bourget, voici deux ou trois ans, a publié des notes que, tout jeune homme, il avait prises au sortir d'une conversation avec le poète des *Vaines Tendresses*. « Sully-Prudhomme, écrivait-il, me parle des enfants, de leur bonne volonté inépuisable, de leur héroïsme, de ce qu'est le maître pour eux, une sorte de demi-dieu impeccable... »

Voulez-vous qu'en toute liberté d'allure et n'ayant d'autre plan que la suite des âges, je vous apporte quelques vues sur ce grand sujet,

et vous donne ma contribution au monument des jeunes patriotes ?

Le Ministre de l'instruction publique, avec l'approbation de tous, annonçait, il y a peu, qu'il ferait placer dans toutes les écoles le buste d'Émile Desprès. Vous savez l'histoire ? Ce jeune patriote aurait tiré sur un officier prussien, alors que celui-ci lui ordonnait d'achever un blessé, et il aurait été fusillé à Lourches.

Le fond est vrai, m'écrit un correspondant, mais les détails donnés jusqu'ici sont faux. Le petit Viala de 1914 ne s'appelle pas Emile Desprès, mais Émile Desjardins ; il n'est pas de Lourches, mais de Neuville-sur-l'Escaut ; enfin, ce n'est pas à Lourches qu'il a été fusillé, mais à Douchy.

Voici les faits : les Prussiens arrivent à l'improviste le long de la voie du chemin de fer et surprennent un garde-voie, de la commune de Neuville, appelé B... Celui-ci (est-ce erreur ou crânerie ?) crie : « Vive la France ! Vive l'Angleterre ! » Immédiatement empoigné, il est emmené par les Allemands. En face du cimetière de Neuville se trouve un cabaret. En passant par là, toujours encadré par la patrouille ennemie, le garde-voie avise le jeune Émile Desjardins, surnommé *La Friture*, et lui dit : « Va me chercher une chope. » Mais les Allemands n'attendent pas et continuent leur route dans la direction de Douchy.

Le gamin, sa chope à la main, court, rejoint la troupe, mais un des Allemands la renverse d'un coup de crosse. Sans se décourager, Émile Desjardins court en rechercher une autre ; c'est alors que l'officier prussien lui dit : « Ce n'est pas de la bière que tu lui

donneras, mais du plomb. » Très bravement, Emile Desjardins reçoit le fusil qu'on lui offre, vise son compatriote et délibérément, faisant un quart de tour, tue l'officier. Puis il se sauve et dévale la grand'route qui descend dans Douchy. Des gardes-voie, auxquels il donne l'alarme, se replient et vont chercher refuge avec lui dans la cour d'un paysan — je ne vous le nomme pas, car son frère, réfugié dans l'Ouest, ignore encore le drame. Les Allemands entrent dans la cour, se saisissent du petit *La Friture*, des gardes-voie et du vieux paysan et, le lendemain, tous les six étaient fusillés à l'endroit où la veille était tombé l'officier prussien : exactement à la croisée de la route nationale Cambrai-Valenciennes et de la route départementale Neuville-Noyelles. Emile Desjardins, blessé la veille à l'œil, y fut traîné à moitié mort. Défense fut faite de toucher aux cadavres. Mais, pendant la nuit, un ami du petit héros parvint à se glisser jusque-là à tâtons : il reconnut son camarade (signe caractéristique : des cheveux crépus de nègre) et, pour que les Allemands aient leur compte de cadavres, remplaça celui qu'il dérobaît par celui d'un garde-voie, tué dans les environs.

Tels sont les faits, suis-je bien arrivé à reconstituer la scène ? Je ne sais. Mais trois points restent acquis. Emile Desjardins était de Neuville-sur-l'Escaut et c'est à Douchy qu'il a été fusillé.

Je crois qu'il était intéressant et nécessaire de donner ces précisions, dans le moment où des initiatives privées s'occupent d'élever un monument au petit héros, et quand M. Sarraut veut l'introduire dans les écoles. Il faudrait éviter pour l'avenir les contestations qui s'élevèrent jadis contre les jeunes Bara et

Viala. Peut-être trouverons-nous un Desprès et un Desjardins. Dans un même canton et dans le même moment ? C'est peu probable. En tout cas, je complète mon apport par un portrait d'Émile Desjardins.

J'ai bien connu *La Friture*, m'écrit-on : pauvre petit môme aux cheveux crépus, à la figure intelligente, bon petit paysan, pieds nus, dépoitraillé, culotte de velours fendue des deux côtés, retenue par une ficelle formant bretelle. Je vous demande pardon de ces détails réalistes. Ils campent le personnage...

...Et le font aimer davantage, en même temps que haïr la sale race. Je m'inscris pour la pierre qui perpétuera l'abjection des officiers et soldats assassins d'enfants et le grand cœur spontané du petit La Friture.

En un tel sujet, si beau qu'on ne voudrait pas le quitter, et pour vous montrer, en prenant des exemples au hasard, ce que valent les jeunes espérances de la France, permettez que nous piétinions et que je vous approche des groupes formés par les garçons, grands et petits, en 1915. Vous les entendrez et les aimerez, et vous serez assurés des grands avènements de notre Patrie. Je veux mettre sous vos yeux quelques passages d'une lettre qui

m'est écrite par un collégien sur une feuille arrachée de ses cahiers. Ne faites pas attention à la folie des éloges que me donne cet enfant. Je n'en mérite rien. Ils sont le fait de son âge enthousiaste et une preuve encore de générosité d'âme. C'est son raisonnement que je vous prie de suivre, sa charmante exaltation, son ardeur de dévouement.

Cher monsieur que j'aime sans connaître, permettez-moi de m'adresser à vous... Je suis sûr que vous m'écouteriez. J'ai seize ans, mon père, qui en a quarante-deux, est de la classe 1891. Il est d'une santé qui lui a souvent coûté... (explication de son métier). Il pourrait faire plus de bien peut-être dans ce métier que là où il est appelé. Mais nous devons nous incliner. Seulement je pense avec tristesse que c'est bien dur pour des hommes de plus de quarante ans, de servir. Que l'on nous prenne plutôt, nous, les gamins de seize et dix-sept ans. Nous nous battons bien, je vous assure, et puis personne n'a besoin de nous, nous pouvons nous sacrifier. Enfin, à notre âge, la guerre c'est une partie de plaisir ; y mourir est presque joyeux. Avec de la camaraderie pour le soutenir, l'adolescent français saura se tenir.

Je suis sûr de n'être pas seul de mon avis, et c'est pour cela que j'ose vous écrire. Tous les jeunes gens de mon âge sont dans ces dispositions. Qu'on épargne le service à ces réservistes, territoriaux, qui ont femme et enfants déjà grands, qui ont lutté et ne doivent pas recommencer la lutte. Ce n'est pas à notre âge qu'on est jeune, c'est dix ans plus tard ; aussi vaut-il mieux nous prendre, nous qui n'avons pas vécu, ni vraiment aimé.

J'espère que vous voudrez bien, vous, qui par vos

démarches avez déjà fait tant de bien, tâchez de parler à nos chefs dans ce sens. Mes camarades, je vous jure qu'ils pensent tous comme moi.

Pardonnez-moi mon audace et permettez-moi de vous appeler mon père, vous qui avez formé moralement les jeunes classes, et de me dire votre fils.

Un conscrit de la classe 1919.

Quelle puissance de sentir suppose une telle lettre ! Matière divine, puisses-tu recevoir une généreuse direction bien raisonnée ! Dans sa belle conversation avec Paul Bourget que je rappelle plus haut, Sully-Prudhomme, après avoir constaté et admiré la sensibilité prodigieuse des enfants, leur noble et touchante bonne volonté, se demandait si on ne pourrait pas utiliser leurs riches prédispositions du cœur et développer en eux, pour les choses de la morale, un sens analogue à ce qu'est le goût pour les choses esthétiques. En un mot, ne pourrait-on pas concevoir et former des artistes en action, comme il y a des artistes en idée ?

Certes, on le peut, même on le fait. Il y a des écoles où l'on dresse les jeunes êtres à cette esthétique. Ces écoles, ce sont nos régiments ; ces élèves, ce sont nos jeunes soldats.

L'autre jour, devant des recrues de quelques mois, on parlait d'une affreuse blessure à la face qui défigure un lieutenant.

Comment l'a-t-il reçue ? dit quelqu'un.

— Il avait appliqué une échelle à une tranchée fortifiée ; il y monta le premier et, arrivé en haut, il reçut un coup de feu en pleine figure qui le jeta évanoui dans l'intérieur même de la tranchée, au milieu des Boches.

— Ça, c'est une magnifique blessure, dirent-ils tous.

Voilà des cœurs bien nés, droitement dirigés.

Je puis vous donner une illustration saisissante de ce que vaut la formation militaire sur l'âme de nos jeunes Français. C'est un précieux document de la France éternelle et de la guerre de 1915, et une image typique, puisque en donnant un cas individuel elle éclaire et honore la dernière promotion de Saint-Cyr et ses maîtres. Voici la lettre que m'écrivit le colonel qui fut le chef de l'un de ces admirables adolescents, chers à la Patrie en deuil :

Monsieur,

J'ai lu avec le plus grand plaisir, dans *l'Écho de Paris* du mercredi 17 février, votre article intitulé : « La Stèle de notre corporation », où vous citiez un fragment de lettre de quelqu'un qui m'est cher, le sous-lieutenant Parrot-Lagarenne.

J'ai eu à guider les premiers pas de ce blondin, de

cet enfant dans la carrière militaire : je l'ai fait au milieu de la mitraille. Saint-cyrien docile, ainsi que presque tous ses semblables que j'ai élevés, il écouta tous les conseils que je lui donnai sur l'accomplissement de ses devoirs, le respect de la discipline et, par-dessus tout, l'amour de la Patrie.

J'aimais à causer avec lui, et c'est avec une joie intense que je me rappelle un certain soir du mois de septembre, où je le trouvai à mes côtés, un fusil à la main, me redisant les promesses qu'il m'avait faites de se conduire toujours courageusement.

Hélas ! cette soirée devait avoir un lendemain, mais un lendemain bien triste. Parrot-Lagarenne devait m'être enlevé, avec combien d'autres de mes officiers, sous-officiers et soldats qui dorment actuellement leur dernier sommeil !

Il se conduisit brillamment au feu et mourut en héros non loin de moi : un ruban rouge et une citation à l'ordre de l'armée étaient, à mes yeux, les dignes récompenses à lui offrir, ainsi qu'à un certain nombre d'autres, mais cette joie ne me fut pas accordée !

Enseveli dans le linceul de l'immortalité et à l'ombre d'une croix portant la mention : « Mort pour la Patrie », Parrot-Lagarenne, mon jeune ami, repose avec ses chefs et ses amis, à qui j'ai pu épargner la fosse commune dans le cimetière de N...-au-P... Son ombre peut venir chaque jour planer au-dessus des combattants à la frontière.

Que cette lettre soit un adoucissement, si cela est possible, à la douleur des siens, qui, avec moi, le pleurent, mais doivent se dire qu'il laisse un exemple à suivre.

Le colonel A. D.

Ici, nous n'avons plus affaire à un enfant, certes, mais, dans le jeune officier, vous

retrouvez l'ardeur et le frémissement tout neufs qui émeuvent si fort ceux qui ont l'amitié des jeunes êtres, et quand ce colonel nous donne ce tableau, d'une émotion déchirante, de ses rapports avec son petit sous-lieutenant, tout frais accouru de Saint-Cyr, n'entendez-vous pas un écho des paroles de Sully-Prudhomme sur la « bonne volonté inépuisable des enfants, leur héroïsme et la qualité de demi-dieu impeccable qu'ils attribuent au maître » ?

Sur ces qualités héroïques de l'enfance subsistant chez le jeune soldat, nos chefs militaires comptent pour l'action décisive de la guerre. Inférieures en résistance physique, les jeunes classes valent, parce que, l'ignorance aidant, elles obéissent mieux qu'aucune autre aux sentiments sublimes et aux excitations des chefs...

Ici, arrêtons-nous. Cet enfant, dont nous admirions la pure noblesse et les puissances de sacrifice, va se heurter aux cruautés de la vie.

V

AIDE-TOI, LE RESTE VIENDRA

17 Mars 1915.

Ce ne sont pas les neutres qui nous donneront la victoire, mais nous-mêmes et notre volonté de vaincre. Japon, Italie, Roumanie, Grèce et Bulgarie, quand il vous plaira, si le cœur vous en dit, nous vous ferons place à la bataille et au festin final. Sinon, avec nos propres moyens, allègrement, nous accomplirons la dure besogne, l'écrasement de l'Allemagne.

Il ne faut tout de même pas se figurer que nous soyons en peine d'achever une opération plus qu'à moitié accomplie.

La bataille décisive de la Marne, jour sublime où la puissance militaire de l'Allemagne reçut un échec dont elle ne se relèvera plus, prouve à l'Univers que nous sommes toujours le peuple faiseur de miracles, le peuple d'où sortit Jeanne d'Arc.

Quel était le secret de la Vierge qui bouta dehors l'étranger? Par deux fois, au cours de

son procès, elle montra comment se formaient en elle l'espérance et la certitude ; « Aide-toi, le ciel t'aidera », dit-elle, et encore : « Travaillez, et Dieu travaillera ».

Vieux proverbe du peuple de France, cette devise de la Sainte est reprise par le narquois fabuliste, par le bon La Fontaine, justement cher aux sceptiques. Elle nous accorde tous. Elle exprime la profonde sagesse de notre nation courageuse et donne une explication des grands miracles de notre histoire.

Quand Viviani, au mois de décembre, s'est ému d'apprendre que je demandais une fête nationale en l'honneur de Jeanne d'Arc et m'a prié d'y renoncer momentanément, au nom d'intérêts supérieurs qu'il s'abstenait de me définir, j'ai imité sa discrétion et je ne lui ai pas expliqué quelles raisons conseillaient de dresser au-dessus de nos têtes la figure de la jeune fille guerrière et martyre qui mena nos aïeux à la victoire, miraculeusement, en disant : « Travaillez et Dieu travaillera. »

J'aurais pu lui dire qu'on fortifie un état d'esprit en le glorifiant, et qu'il est bon pour nous d'être dans une atmosphère à la Jeanne d'Arc.

Cette fille héroïque a haussé l'âme de ses contemporains ; elle les a mis dans une dispo-

sition extraordinaire, elle a chauffé les cœurs à un degré d'enthousiasme qui est le génie des foules. Grâce à elle, durant quelques mois les Français se trouvèrent supérieurs à eux-mêmes et capables d'accomplir ce qui les dépassait la veille.

Comment s'y prit-elle? Il n'est pas aisé que nous distinguions ce qui pouvait remuer les âmes au temps de Jeanne d'Arc et leur faire donner tout ce qu'elles contenaient de force; mais, à la veille de la bataille de la Marne et quand Paris faillit passer sous la domination étrangère, nous avons tous compris que nous ne pourrions ni ne voudrions survivre à notre Patrie. « Cette fois, dit le chef, il s'agit de vaincre ou de mourir. » Et ce n'était pas assez qu'il discernât cette vérité et nous la fît entendre : il communiqua de grade en grade, au plus obscur soldat, la force d'agir conformément à cette pensée, cependant que lui-même, de bas en haut, recevait la certitude qu'il disposait d'une force invincible. Ainsi fut renouvelé le miracle. Au temps de Jeanne d'Arc et au temps de Joffre, la France se roidit et trouve en elle-même la force de se surpasser.

Élevé à ce degré de température morale, un peuple perd le sentiment d'insuffisance

qui, la veille, le faisait douter de lui-même ; il comprend ce qu'il est en train de créer (comme un artiste, dans un éclair, conçoit l'œuvre qu'il va mettre debout) ; il voit l'invisible et s'assure de l'avenir.

Une fois encore, nous allons accomplir des actions miraculeuses, pourvu que nous soyons bien persuadés que c'est en nous-mêmes que nous devons trouver la force de parachever notre tâche. Le plus lourd poids de cette guerre gigantesque, nous l'avons porté, tout seuls, à l'instant où, par dessus les héroïques Belges, la Germanie entière a foncé sur Paris. Aujourd'hui, les armées allemandes, si puissantes qu'elles demeurent, sont diminuées, et l'Angleterre et la Russie vigoureusement nous assistent. Dès lors, quel doute avoir ? Nous avons invité les neutres à l'honneur de porter les derniers coups au monstre et de prendre quelque bon morceau de sa dépouille. Ils ajourneraient ? Qu'ils sachent que la récolte vient difficilement à qui n'a pas semé et que le bénéfice est toujours en proportion des efforts. Elle vaut pour tout le monde, la devise de Jeanne : « Aide-toi, le ciel t'aidera. » Quant à nous, si nous devons régler nos affaires en petit comité, il y a de bons esprits pour croire qu'elles le

seraient mieux et presque aussi vite. L'Angleterre, la Russie, la Belgique, la Serbie et la France savent pouvoir faire par elles-mêmes leurs affaires et les affaires de la civilisation.

P.-S. — J'ai sur ma table, dans un entassement de travaux interrompus, un bel essai de M. Joachim Merlant, professeur à l'université de Montpellier, sur « la vie intérieure et la culture du moi », intitulé : *de Montaigne à Vauvenargues*. J'aurais voulu en parler et parler aussi des études très complètes de M. Merlant sur Senancour. Mais la guerre est venue. Laissons le professeur, le lettré, et parlons du capitaine : Attaqué dans sa tranchée, le capitaine Merlant, presque au début de l'action, a l'épaule gauche broyée, mais il demeure debout, commande ses hommes, assiste au succès, et hier, sur son lit d'hôpital, à Verdun, le général P... lui apportait la croix. Ses amis et ses lecteurs s'associent à sa joie, à sa fierté, et le prient de recevoir leur affectueuse admiration.

VI

A QUOI RÈVENT LES SÉNATEURS ? (1)

18 Mars 1915.

Tout le monde me le demande, et je leur transmets la question. L'armée attend cette *Croix de guerre* votée par la Chambre et que nos pères conscrits désirent certainement ratifier. Hésiteraient-ils ? Je crois plutôt qu'ils lanternent par habitude. Si le défaut de la jeunesse est la précipitation, l'extrême maturité pêche par un excès de circonspection.

Voilà une explication claire. J'en trouverais de plus obscures, qui ne laisseraient pas d'enfermer des vérités. On dit que certains de ces messieurs s'accommodent mal d'une France où les rubans académiques et les mérites agricoles tiendraient le rang secondaire.

.....Est-il possible ? Je ne reçois pas le secret de mes hauts collègues. Et par ce temps d'union sacrée je n'irai pas au plus inaccessible de leur être et dans la vie confuse de leurs sentiments involontaires.

Allons, messieurs les sénateurs, avec allé-

(1) Pour cette campagne commencée le 27 novembre 1915, voir *Les Saints de la France* et *La Croix de Guerre*.

grosse et rapidité, apportez votre hommage aux braves et votre concours à leurs chefs. Donnez à l'armée un utile instrument de victoire. Créez cette « Croix de guerre ». C'est à la fin de novembre que nous avons commencé de la réclamer, au milieu d'une opinion unanimement favorable. Fallait-il quatre mois de méditation aux Assemblées pour dire « oui » ? Nos soldats se font tuer ou estropier en courant à l'ennemi : ne pourrions-nous, à notre tour, presser un peu le pas, les rejoindre à leurs cantonnements et leur apporter ce que nous leur avons promis ?

Nos retards donnent la plus vive déception dans les tranchées, et nous perdons le bénéfice d'un insigne fait pour augmenter les forces morales du combattant. Ce n'est pas au lendemain de la paix que leurs chefs veulent décorer ces braves, c'est au jour le jour, sur le champ de bataille.

Mais à qui la donneront-ils ? Grande question, un peu douloureuse, que viennent de poser les retouches et restrictions du Sénat.

Vous êtes au courant, n'est-ce pas ? D'ailleurs, écoutez les centaines de lettres qui m'interrogent, s'inquiètent, se plaignent.

Beaucoup parmi nos braves, ravis du vote de la Chambre, attendent avec anxiété le vote du Sénat qui

leur permettra de porter sur leur poitrine le ruban vert qui dira à tous : « Celui-là est un brave. » Mais, hélas ! quelques-uns viennent d'avoir une cruelle déception en apprenant le vote de la Commission sénatoriale, qui ne veut accorder la Croix de guerre qu'aux seuls cités à l'ordre de l'armée.

Craint-on de décorer des soldats sans mérite suffisant, et des actions secondaires ? Tous me répondent :

Il n'y a pas de règle constante pour fixer à quel échelon une citation s'arrêtera. Tout dépend du caractère des chefs. Certains provoquent des citations à l'ordre de l'armée pour des actes que d'autres se bornent à citer à l'ordre de la division, et le généralissime l'ignore forcément. Il suffit de lire les motifs des citations à l'ordre de l'armée et de les comparer avec des motifs de citation à l'ordre de certaines divisions ou de certains corps d'armée pour voir que les mêmes faits sont récompensés différemment.

Je ne vous citerai qu'un exemple, mais bien caractéristique. Nous appartenons à un secteur dans lequel sont en ligne des éléments divers : infanterie, cavalerie à pied (groupe léger). Nous avons eu une affaire sérieuse en décembre dernier, quatre officiers se sont particulièrement distingués ; le commandant du secteur les a proposés tous les quatre — pour la même affaire — pour être cités à l'ordre de l'armée et pour la croix de la Légion d'Honneur.

Deux de ces officiers appartenaient à une division d'infanterie, deux autres à une division de cavalerie à pied. Le général de cavalerie a transmis la proposition pour ses deux officiers : ils ont obtenu l'un et l'autre la récompense. Le général de division d'infanterie n'a pas transmis la proposition et s'est borné à citer ses deux

officiers à l'ordre de la division, malgré l'insistance du commandant du secteur qui, ayant assisté à l'affaire, avait fait ses propositions en connaissance de cause.

Personne n'a réclamé, ni ne réclame, aucun n'envie ses camarades plus heureux ; mais trouvez-vous qu'il soit juste qu'aujourd'hui les bénéficiaires de la citation à l'ordre de la division voient encore s'envoler la récompense que votre proposition et le vote de la Chambre leur avaient fait espérer ?

Sur ce thème, mes correspondants sont unanimes et intarissables. Partout mêmes arguments. Seul le ton varie.

La proposition de la Commission du Sénat de limiter les Croix de guerre aux citations à l'ordre de l'armée est absurde : elle a troublé nos troupiers, qui sont venus me porter leurs doléances.

Il y a des gens qui ont fait des choses *étonnantes* et qui ont été récompensés par une citation à l'ordre du corps (régiment ou bataillon) ou de la brigade ou division.

Exemples : capitaine Berthier de Wagram, deux fois cité à l'ordre de la 56^e division, la seconde fois, pour avoir *en plein jour* poussé une reconnaissance jusqu'à 300 mètres des tranchées ennemies et à 700 mètres en avant de nos lignes, malgré une fusillade insensée des Boches, seul avec un adjudant qui a été blessé mortellement à ses côtés.

Jamais plus de courage froid que dans cette aventure. J'ai fait toute la campagne, je ne suis pas un naïf, et je n'arrive pas à comprendre comment il n'a pas été tué ce jour-là.

.

Je crois qu'il n'y a rien à répondre à cette

sorte d'argument sur lequel reviennent tous mes correspondants. L'un d'eux m'écrit :

Un de mes bons amis proposé pour une citation à l'ordre de l'armée, n'a été cité qu'à l'ordre du corps d'armée avec la mention suivante : « Commandant la compagnie de tête de son bataillon le jour de l'attaque d'Andechy, a brillamment enlevé sa compagnie et entraîné le bataillon, lui faisant parcourir 800 mètres sur un véritable glacis battu de front et de flanc par les feux de l'artillerie et de l'infanterie ennemies. A énergiquement maintenu sa troupe accrochée au terrain, sans le moindre abri, de 11 heures 30 à 17 heures. Au moment de l'assaut, a saisi le fusil d'un blessé et s'est porté à la baïonnette en tête des premiers assaillants. »

Croyez-vous que cet officier n'a pas mérité de porter sur sa poitrine la Croix de guerre, aussi bien que s'il avait été porté à l'ordre de l'armée !.....

Il est certain qu'en raison du très grand nombre de proposés et par conséquent, du très grand nombre de braves, d'admirables faits s'arrêtent au corps d'armée :

Beaucoup de colonels n'ont pas cru devoir proposer leurs officiers, sous-officiers et soldats pour autre chose que l'inscription à l'ordre du jour du régiment, simplement parce que les citations fussent revenues lentement et qu'il fallait récompenser sans délai l'acte de bravoure. Qu'à partir de maintenant, la Croix de guerre ne soit plus accordée qu'aux citations passées à l'ordre de l'armée ou de la division, soit ! Voilà nos colonels et généraux de brigade prévenus. Mais vous commettez un grand nombre d'injustices si vous jugez que, dans

le passé, en ne communiquant pas en haut lieu leur citation, ils les ont déclarées indignes de la Croix de guerre, qui n'existait pas.

Je vous ai exposé l'état des choses et l'état d'esprit de l'armée. Maintenant, il faut conclure.

Je ne suis pas touché par le reproche qu'on nous ferait de prodiguer et de vulgariser la Croix de guerre. Croyez-vous que les Allemands distribuent parcimonieusement leur Croix de fer? Je suis bien plutôt effrayé du petit nombre des vivants qui pourront porter notre Croix de guerre, si elle est réservée aux citations à l'armée! A quel faible chiffre vous allez atteindre, en regard des innombrables faits d'abnégation et de vaillance sublimes accumulés depuis huit mois par nos armées. Pourtant, il ne m'est pas permis de ne pas tenir compte d'objections qui viennent de haut. Alors, je propose un moyen de tout concilier, une transaction. Elle doit être bonne, car de tous côtés on me la recommande.

Les uns veulent réserver la Croix de guerre aux citations à l'ordre de l'armée, et, les autres, la distribuer plus largement à tous ceux qui ont été l'objet d'une citation du corps d'armée, de la division, de la brigade et même du régiment. Eh bien! ajoutez une « agrafe » au ruban, comme cela se fait pour la médaille coloniale. Cette agrafe porterait les mots: armée, corps d'armée, etc. Au besoin celle portant « Armée », c'est-à-dire la première distinction, pourrait être en or.

Nous estimons, quelques camarades et moi, que ce serait le moyen le plus simple pour étendre cette marque distinctive à tous ceux qui se sont signalés, en ménageant toutefois une certaine gradation dans les mérites de chacun.

C'est une solution analogue que préconisent les *Tablettes des Deux-Charentes*, dans un article où leur rédacteur en chef sollicite cordialement mon intervention. Qu'en pense Driant? Ne croit-il pas qu'avec cette agrafe, nous pourrions accorder tous ses camarades de l'armée?

Pour moi, l'argument décisif, et dont je sens la force en feuilletant toutes mes lettres, c'est que la question n'est plus entière. Le *Bulletin des Armées de la République*, du 6 février, en première page, a porté la bonne nouvelle sur tout le front; il a souligné l'unanimité de la Chambre, et de bonne foi, tous ceux qui ont obtenu une citation, qu'elle fût du régiment, de la brigade, de la division, du corps d'armée ou de l'armée, ont vu se lever devant leurs yeux une espérance si forte et si voisine de la certitude que ce serait injuste et cruel de la décevoir. Il est difficile que le Parlement revienne du tout au tout sur son vote; il est impossible qu'il laisse la question plus longtemps indécise.

VII

UNE DÉCISION DE L'ACADÉMIE

19 Mars 1915.

Je sors de l'Académie, où nous venons de prendre une belle et bonne résolution. Nous avons décidé d'attribuer, cette année, tous nos prix littéraires aux seuls écrivains morts pour la patrie, et de les déposer, à titre d'hommage, aux mains de leurs familles. Nous ne connaissons de poètes, d'historiens, de romanciers que ceux dont nous portons le deuil glorieux.

Et s'il est tel prix (par exemple celui qui devrait aller à l'auteur de la meilleure pièce jouée dans l'année au Théâtre-Français) qui ne puisse être réclamé pour aucun de nos soldats tombés au champ d'honneur, eh bien ! il ne sera pas décerné. On attendra douze mois. C'est une variété de moratorium.

L'Académie veut ainsi marquer que pour elle, comme pour chacun des Français, rien ne compte que l'armée et la patrie ; que, dans notre pays, toute la vie, à cette minute,

est suspendue d'admiration et d'amitié et de reconnaissance devant les héros; et que nous, les aînés, avec piété, nous voulons parer de ces jeunes gloires la gloire de la plus vieille et de la plus illustre Compagnie de France.

J'ai voté cette résolution, je m'y suis rallié, parce qu'elle est certainement noble et sage. Pourtant, j'avais une autre idée, que voici :

A ces morts dont nous sommes fiers, j'aurais voulu adjoindre des vivants dont nous devons être également fiers. J'aurais voulu que notre palmarès accueillît, mêlés comme ils furent dans l'assaut, comme ils demeurent dans notre haute reconnaissance, les morts et les survivants. Entre Charles Péguy et Ernest Psichari, j'aurais inscrit le nom de Jean Variot, leur jeune pareil; à Lotte, à François Laurentie, j'aurais joint leurs amis, les deux Tharaud et Louis Gillet. Georges Ducrocq et Louis Thomas, que j'ai vu déployer le plus subtil génie pour obtenir qu'on les engageât, je les rapprocherais de Frédéric Charpin, le défenseur du régionalisme, et du brillant Alain-Fournier, dont la souple fantaisie nous promettait un Charles Nodier. Binet-Valmer, qui, les armes à la main, a conquis sur le champ de bataille la nationalité française,

aurait voisiné avec les deux Cassagnac, l'un mort, l'autre blessé et toujours combattant, et qui, l'un et l'autre, au début de la guerre, le mirent en selle amicalement de la manière la plus romanesque. Le caporal Henri Massis, que j'ai pu embrasser ces jours-ci, et dont un ordre du jour nous dit : « Très brillante conduite dans l'attaque d'une tranchée allemande, au cours de laquelle il fut blessé à la main et au pied », ne mérite-t-il pas les mêmes témoignages que le capitaine Léon Bernardin, érudit passionné de la Lorraine, et que le poète cher à Mistral, le lieutenant Lionel des Rieux, morts l'un et l'autre en braves, à la tête de leur troupe? Enfin, deux écrivains socialistes, deux croyants au cœur généreux, à l'esprit noble, les frères Bonnell, l'un mort, l'autre, ses amis l'espèrent, vivant quoique disparu, ne devraient-ils pas se retrouver ensemble sur notre liste. Et Madelin, près de Rambaud...

Mais voici un exemple frappant. Une revue de jeunes écrivains nationalistes, la *Revue critique*, compte, dans sa petite équipe de rédacteurs, huit tués, deux disparus (et l'on sait ce que ce mot peut vouloir dire) et huit blessés. J'aurais voulu qu'il nous fût permis de confondre sur notre palmarès ces compa-

gnons d'études et de bataille et de ne pas séparer un Pierre Gilbert, frappé de deux balles dans une charge à la tête de sa section, et un Jean Rivain, qui marche dans ses traces. La vie ne s'arrête pas. Des périls et des sacrifices guerriers, elle sort plus forte, plus haute, ennoblie. Il faut l'accueillir, la glorifier et ne pas risquer d'être injuste envers elle en lui préférant les morts. Par un acte de volonté, je voudrais tant les prolonger, les maintenir au milieu des vivants, ces morts !

Et puis, nous aurions pu dire notre haute estime à tels chefs, au général Maitrot, ce prophète ; au colonel Boucher, ce propagateur d'espérances, qui, à soixante-six ans, fait la dure guerre des tranchées avec le feu d'un jeune homme ; à notre cher ami le commandant Driant. Mon cher Driant, j'aurais voulu vous faire la surprise d'un télégramme vous annonçant, dans les tranchées de Lorraine, que l'Académie désirait couronner l'ensemble de votre œuvre chère aux imaginations de toute la jeunesse.

Quel palmarès j'improvise là, au courant de la plume, en oubliant les quatre-cinquièmes des soldats-combattants dont les lettres sont fières !

Ils sont trop ! C'est la raison qui, je crois, a décidé l'Académie à se borner comme j'ai dit. Le projet qui, en fin de compte, nous a ralliés à l'unanimité, offre le grand avantage d'être très simple et très clair. Il nous enferme dans des barrières solides. Cela n'est pas mauvais, j'en conviens, pour des décisions à prendre en commun.

A tout prendre, ce qui me gêne, ce n'est pas que nous ajournons notre hommage aux écrivains-soldats survivants de la Revanche. Toute leur vie, ils recevront l'hommage auquel ils sont en train de se créer des droits. Je m'inquiète plutôt au sujet de tant de morts à qui nous ne pouvons pas rendre nommément nos devoirs et dont les familles peuvent se dire : « Il valait les autres ; comme eux, il a fait son sacrifice. Est-il délaissé ? »

Quelqu'un me donne à lire une belle lettre, signée Mayniel, écrite par un jeune soldat, à la veille de l'affaire de Saint-Vincent-Rossignol, où il disparut et où tomba Ernest Psichari.

Je t'adresse ces quelques lignes, écrit-il à son père, à ton bureau et non à la maison, afin de ne pas chagriner inutilement maman et mes sœurs. A toi, je peux dire, comme toujours, la vérité. Les dernières nouvelles qu'on nous communique ce soir sont un peu inquiétantes. Une partie du corps colonial vient de

recevoir mission d'arrêter une grosse armée allemande qui descend vers le sud de la Belgique pour entrer en France. Nous réussirons ou nous resterons sur place. Il le faut.

Ainsi parlait cet enfant au cœur solide, et depuis sept mois nulle nouvelle. Et celui qui me communique cet adieu, de me dire :

..... Pour un Psichari, son voisin de combat, pour un Péguy que vous signalez justement au respect et à l'admiration de la foule, combien d'officiers et de soldats resteront inconnus, et s'allongeront dans la funèbre couche, héros et martyrs anonymes, sans recevoir le baiser consolateur de la gloire.

Eh bien ! non, c'est une pensée et une amitié plus larges qui nous animent. Quand nous honorons nos frères de lettres, nous entendons aller plus avant que leur individu et mettre à l'honneur les idées qu'ils servaient, nos sentiments héréditaires qui leur sont communs avec tous leurs compagnons d'armes.

Les écrivains sont, en quelque mesure, les guides de la nation, mais ils en sont en même temps les secrétaires. Ils écrivent sous la dictée de leurs concitoyens, en même temps qu'ils propagent des manières de sentir. L'Académie a tenu à marquer par sa résolution de ce jour qu'elle estime l'écrivain dans la mesure où, corps et âme, il met ses

forces au service de la patrie. Elle a voulu présenter tout ce qu'elle a d'hommages aux soldats de la France.

VIII

LE RESPECT ATOUR DES BLESSÉS

20 Mars 1915.

Autour des soldats mutilés, c'est une émotion générale d'amitié et d'admiration, à chaque pas, dans la rue même. Aux Champs-Élysées, vous pouvez voir les enfants qui jouent au blessé : l'un deux, un petit garçon, boite, et les petites filles le soutiennent. L'entourent, lui font des révérences. Un invalide veut-il traverser la chaussée ? C'est à qui le guidera. Quelques blessés m'ont dit en souriant qu'ils étaient gênés par d'excellentes personnes qui les abordent, les questionnent, leur offrent même de l'argent. C'est que tous les passants ont dans leur cœur le mot de la bonne vieille de Déroulède : « J'ai mon gas soldat comme toi ». Dans une quantité de lettres que j'ai brûlées, des jeunes filles m'exprimaient leur désir d'épouser des inva-

lides de la guerre. Enfin, le caractère populaire de notre souscription est tout à fait frappant. Tandis que peu de grosses maisons et de grandes banques font les sacrifices auxquels, en d'autres circonstances, elles se croient obligées, l'élan des particuliers et des plus modestes est admirable.

Que dites-vous de cette servante qui, de Vesoul, m'envoie sa souscription dans les termes que voici :

Pardonnez à une pauvre fille, domestique, la liberté qu'elle prend. Tous les soirs ma journée finie, j'ai la permission de lire *l'Écho de Paris*... Enfin, aujourd'hui, je suis contente de pouvoir vous envoyer, pour noschers et glorieux mutilés, vingt francs, représentant un mois de mon travail. C'est bien peu, et je regrette tant de ne pouvoir faire plus. Nous devons tellement à nos vaillants défenseurs. Veuillez avoir la bonté de les inscrire anonymement : Dieu et Patrie ! en souvenir de mon frère chéri, mort pour la France.

Et tenez, ce matin encore, c'est un chèque de huit cent soixante francs que je reçois, produit d'une souscription ouverte entre les gardes des voies et communications, officiers, sous-officiers, caporaux et soldats, tous territoriaux de la région de Dun-sur-Auron, dans le Cher. Et leur capitaine, en me faisant parvenir cette somme pour *La Fédération des Mutilés*, m'écrit :

Je tiens à vous dire combien ces braves gens, qui sont au nombre d'environ 850, ont dû se priver pour réunir cette offrande, fruit d'économie sur l'ordinaire de leur poste. Ils font ainsi montre de cet admirable solidarité française que vous signalez si souvent. Puisse cette guerre terrible, dont nous ne sommes, nous les vieux, que les comparses, ramener dans notre chère France l'union et la concorde, dont nous aurons besoin après la guerre tout autant que maintenant. Il n'est pas possible que les dangers partagés, les souffrances endurées ensemble n'amènent pas cet apaisement indispensable.

C'est une amitié universelle et admirable. Pourvu qu'elle dure! dira-t-on. Je ne doute pas de sa durée et que, de mois en mois, elle ne s'élargisse, ne se consolide, ne se fasse plus organisatrice.

Nos soldats, vous souvenez-vous, au moment sublime de la mobilisation (ce fut notre première victoire), comme nous les aimions quand ils sont partis, jeunes, pleins d'entrain, chargés d'espérances, au milieu des acclamations. Nous les avons revus dans les tranchées, barbus, enroulés dans des cache-nez, vêtus de boue, bottés de paille, et, tout au loin dans la campagne, des croix de bois étaient coiffées de képis. Enfin, le jour viendra qu'ils défileront sous l'Arc de Triomphe de l'Étoile, pendant des jours et des jours, et les glorieux mutilés seront du triomphe, traînés sur des chars pavoisés de drapeaux.

A ce moment de l'apothéose, la France dira aux armées : « Vous rentrez en maîtres, en sauveurs, dans la maison nationale. Rien n'existe ici que par votre héroïsme, prenez largement votre part ».

Que réclameront-ils, nos soldats ? C'est encore un mystère et pour eux et pour nous. Ils diront, je crois, qu'ils veulent qu'on maintienne cette union, cette paix morale qu'ils avaient su établir entre eux dans la tranchée, sous le commandement des plus dignes. Ils diront encore qu'il faudrait que nul ne souffrit désormais de la misère et qu'il y eût dans la fortune publique, sauvée par leurs soins, une part plus large attribuée au travail.

A chaque fois que l'esprit de querelle ou le froid esprit d'égoïsme réapparaîtront pour s'opposer à ces justes désirs des héros, il suffira que l'on fasse avancer l'armée invincible des invalides de la grande guerre. Nul ne pourra résister au reproche sanglant que seraient, par leur seule présence, ces blessés, ces mutilés, ces amputés, ces aveugles, si nous étions envers eux coupables d'ingratitude et si nous annulions l'effet de leur admirable amitié des tranchées.

D'où vient leur toute puissance qui ne fera que grandir ? Ils ont souffert pour nous. Et

puis, ils nous éblouissent par leur élévation morale, par leur qualité d'âme.

Une jeune fille, en remettant à l'*Écho de Paris* un paquet pour nos soldats, y glisse une lettre d'envoi. Lettre, lainages, vêtements chauds vont aux mains d'un combattant qui remercie. Peu après il est gravement blessé. Et hier, sur le lit de l'hôpital, à Nantes, où il achève sa vie, ce héros n'imagine-t-il pas qu'il a une obligation de reconnaissance! Il écrit à cette jeune fille qu'il n'a jamais vue l'admirable lettre que voici. (Communiquée par M. Loichemolle, greffier à la Cour d'appel de Paris.) Peut-être en avez-vous lu d'aussi belle. De plus belle, c'est impossible.

Chère demoiselle,

D'ici quelques jours, peut-être même quelques heures, je serai dans le royaume des glorieux disparus de la guerre. J'attends la mort qui me délivrera des souffrances horribles que me causent deux cruelles et affreuses blessures. Avant de partir, je liquide mes dettes d'affection et de reconnaissance, et je ne veux pas vous oublier dans mes adieux, car vous avez été bonne, vous dont les doigts habiles m'ont confectionné de chauds vêtements. Merci de tout cœur. En retour, du haut du ciel, je veillerai sur vous. Adieu!

Surtout, ne pleurez pas les petits soldats de France qui se sont vaillamment battus et qui ont joyeusement donné à la Patrie le meilleur d'eux-mêmes : leur cœur et leur sang. Ne les pleurez pas. Pensez à eux, apportez sur leurs tombes des fleurs et des rubans aux trois couleurs bien chères. Priez pour eux.

Adieu, et vive éternellement la France !

Georges X...

Voilà donc à quel degré est montée l'âme de nos soldats. Ce serait notre rôle de saisir et de mettre devant les yeux de l'Univers tant de beautés morales. On se désespère de si mal remplir cette tâche. Mais l'esprit le plus robuste y échouerait, tant la matière est sur-humaine.

Nous avons été dressés à admirer des hommes qui s'étaient détruits eux-mêmes en se livrant à la passion d'éprouver la vie ou bien à la passion de comprendre. Les maîtres élus de notre jeunesse étaient des audacieux alimés par les tempêtes romantiques ou par l'excès du travail cérébral. Ces génies s'étaient employés à se ruiner eux-mêmes. Mais voici que par milliers nous rencontrons une nouvelle sorte de victimes de leur supériorité. Supériorité morale, cette fois. Ces génies du

cœur, hardis et soumis, nous frappent d'étonnement d'abord et puis d'une admiration respectueuse, et ils nous ouvrent l'horizon sur un ciel inconnu.

Le sentiment que j'essaie d'indiquer là, avec des nuances trop particulières, est partagé par tous nos concitoyens. La piété qui règne dans toute la nation, à cette minute, autour de nos héros malheureux, révèle le caractère de cette guerre. Pour nul de nous, ce n'est une guerre de gloire, mais de salut public. Rien de brillant dans les tranchées. Nos soldats souffrent pour la France et sont là, comme un grand ordre religieux, acceptant de se sacrifier, prenant leur place dans un mystère dont ils ne peuvent concevoir le sens. Nous ne les rapprochons jamais des soldats de l'épopée africaine, ni de la Grande-Armée. C'est autre chose. Ils sont des purs qui pâtissent pour nous. Nous les aimons et respectons comme nos supérieurs, comme nos sauveurs d'aujourd'hui et de demain.

IX

L'ÉCHEC DU PIRATE DES AIRS

22 Mars 1915.

Le grand spectacle que Paris attendait avec une curiosité méprisante s'est déroulé la nuit dernière d'une manière assez médiocre.

Pour ma part, vers les une heure et demie du matin, j'ai été réveillé par une série de détonations précipitées et de plus en plus proches qui causaient une immense surexcitation parmi tous les chiens de Neuilly. Courant à ma fenêtre, j'ai aperçu, dans le plus beau ciel, du côté de Paris, un feu d'artifice au milieu des étoiles. Un brasier mouvant d'étincelles, poursuivi par les longues traînées des projecteurs et par la trajectoire des obus. Une chose oblongue, un cigare brillant fuyait. C'était le Zeppelin. Ayant voulu descendre assez bas pour accomplir son brigandage, il était entouré de fusées éclairantes qui le désignaient aux coups de l'artillerie. Les détonations se succédaient, à intervalles de plus en plus pressés, auxquelles se joignirent quelques

fortes explosions. Puis, rapidement, le pirate disparut dans la direction d'Enghien. tandis que les sonneries des clairons parcouraient les rues obscures, et les animaient.

Était-ce fini ? Non ! Une demi-heure après, le criminel a réapparu au milieu de son cortège de feux et de vacarme. Il est parvenu, m'a-t-il semblé, à se dissimuler un certain temps, une dizaine de minutes : puis, retrouvé et débusqué par nos fidèles gardiens du ciel, il s'est découragé et enfui.

A quoi cela rime-t-il ? A nourrir les conversations en Allemagne. C'est une douceur pour les gens d'outre-Rhin : c'est un peu de confiture à mettre sur leur pain K. K. Tout au long des lignes de combat, Anglais et Français, nous prenons la supériorité sur nos ennemis. Notre poussée obtient des succès constants, et, pas à pas, ils reculent, en sont réduits à se réjouir de n'être pas encore crevés. Pour distraire son peuple de ce triste spectacle des tranchées où, sans jamais avancer, ses soldats s'épuisent, le Kaiser l'invite à regarder en l'air. C'est le procédé bien connu des escamoteurs. « Là-haut regardez, donc ! voyez-vous notre Zeppelin qui survole Paris ? »

L'opération est politique. De nul intérêt militaire. Un brigandage pur et simple, que

nous nous interdisions d'accomplir, comme il nous serait aisé, au-dessus des populations non armées du Rhin. C'est, en outre, un échec décisif. Les aviateurs allemands n'ont rien épargné pour donner un sens à ce raid retentissant. Qu'en ont-ils obtenu ? Absolument rien. La nuit dernière vient de nous fixer d'une manière toute satisfaisante sur la bonne humeur de Paris, sur la vigilance de nos veilleurs et sur l'impuissance de la flotte aérienne allemande, considérée comme instrument de destruction.

Les Allemands se disaient à même d'incendier Paris. La circonstance leur a donné accès dans notre ciel ; ils sont venus comme des voleurs, durant notre sommeil, et, n'était leur tapage, nous n'en aurions rien su. En une nuit, ils viennent de ruiner dans l'esprit de tous le prestige de leurs oiseaux de guerre.

Les qualités allemandes d'organisation sont tout à fait remarquables. Et, quand nous serons vainqueurs, après une paix glorieuse, elles devront encore exciter notre émulation. Même après la victoire, nous serions des vaincus si nous ne retrouvions pas la faculté que nous avons eue éminemment à d'autres époques, et dans le premier quart du dix-neuvième siècle, le goût et le don d'encadrer

notre activité dans des vues d'ensemble. Depuis huit mois, nous constatons, à notre dam, la merveilleuse préparation de la guerre qu'il y avait chez ces gens-là. Bonaparte disait qu'il ne faut jamais diminuer ses adversaires. Nous sommes unanimes à reconnaître l'aptitude extraordinaire des Allemands à l'organisation méthodique.

Dès le mois d'août, une description a été faite par un journaliste américain d'un corps d'armée en marche contre la France, description si vivante que nous considérons qu'elle doit devenir un des textes classiques de cette guerre :

Pendant cinq heures de suite, allant toujours à l'allure d'un train express, nous passâmes en automobile entre des murs de soldats en marche.

Nous passâmes régiment après régiment, brigade d'infanterie après brigade, ensuite des hussards, des uhlan, des cuirassiers, des batteries de campagne, puis encore de l'infanterie, encore des canons de campagne, des ambulances, puis des canons de siège traînés par trente chevaux, du génie, un corps de téléphonistes, des chariots de pontonniers, des automobiles blindées, encore des uhlan, encore de l'infanterie en casque à pointe, tout cela coulant aussi irrésistiblement qu'un grand fleuve, tous les visages tournés vers la France.

Toutes les éventualités semblent avoir été prévues.

Les cartes de Belgique dont est pourvu chaque soldat, sont les plus beaux spécimens de topographie que j'aie jamais vus, portant tous les sentiers, toutes les fermes, tous les bâtiments, tous les bouquets d'arbres.

A un certain endroit, un énorme fourgon militaire,

contenant une imprimerie complète, était arrêté au bord de la route, et on y imprimait et distribuait aux soldats qui passaient l'édition du matin du *Deutsche Krieger* (sic) *Zeitung*.

Des cuisines de campagne circulaient le long des lignes en servant de la soupe et du café fumants aux hommes qui tendaient des tasses de fer-blanc, qu'on leur remplissait sans qu'ils eussent une seule fois à rompre le pas.

Il y avait des chariots pleins de cordonniers militaires, assis à la turque, en train de raccommoder les souliers des soldats.

D'autres chariots, qui avaient toute l'apparence de simples chars de ferme à deux roues, cachaient sous la courbure de leur bâche neuf mitrailleuses, qui pouvaient en un instant être mises en jeu.

Le corps médical était magnifique, aussi pratique et parfaitement équipé que l'hôpital d'une grande ville. Des bicyclistes, portant des rouleaux de fils isolateurs, suspendaient des téléphones de campagne d'arbre en arbre, si bien que le général qui commandait pouvait parler avec n'importe quelle partie de cette colonne longue de cinquante milles.

L'armée ne dort jamais toute à la fois. Quand une moitié se repose, l'autre moitié avance.

Les soldats sont traités comme de précieuses machines, qui doivent donner le maximum de rendement. C'est pourquoi ils sont bien nourris, bien chaussés, bien vêtus et soignés comme un muletier nègre soigne ses mules. (*Traduit par Émile Legouis*).

C'est exactement le début des *Perses* d'Eschyle. « Toute l'armée, cavaliers et hommes à pied, comme un essaim d'abeilles, s'en est allée avec le chef des troupes... » Cette page

américaine décrit avec une vérité saisissante la force de nos adversaires. Mais il reste une autre page à écrire sur ce qui advint de ce prodigieux départ. Et l'on commence à voir clairement, dans l'Univers entier, que tout cela finira comme la tragédie sublime d'Eschyle. Je disais ce matin au directeur du Théâtre-Français : Mettez donc à la scène ce vieux chef-d'œuvre, avec M^{me} Bartet et Mounet. Vous ne trouverez rien qui soit plus d'actualité et qui prophétise plus noblement le triomphe de la France, héritière et gardienne de la haute humanité.

Certes, l'outillage des Allemands est puissant et curieux. Ils ont merveilleusement réglé les ensembles et prévu une multitude de détails. Ils se sont posés tous les problèmes les plus audacieux et les ont résolus pour se porter sur terre, sur mer et dans les airs, avec un parfait cynisme, aux extrêmes limites du possible. C'est le chef-d'œuvre de l'imagination méthodique. Mais il y a beaucoup de virtuosité dans leur affaire. Le journaliste américain qui les admirait si fort au départ, ne commence-t-il pas à s'apercevoir que, dans cette réglementation et dans cette technicité « scientifiques », il y a pas mal d'ingéniosité vaine et d'outrance inefficace? Ils semblent se com-

plaire souvent à porter au dernier échelon du « colossal » certaines de ces inventions que les journaux d'enfants publient sous le titre d'*amusements scientifiques*. Jules Verne et Wells ont été furieusement lus par les officiers allemands (de même les romans policiers ont surexcité leurs ignobles dispositions nationales à l'espionnage). S'ils ont tout prévu, sauf le pain, ils y perdront, en plus de la rive gauche du Rhin, la réputation de leur génie méthodique.

X

UNE LETTRE DU MINISTRE
SUR LES ALLOCATIONS

23 Mars 1915.

Nos lecteurs ont bien voulu suivre ma campagne des allocations, ma campagne pour secourir fraternellement certaines familles de mobilisés. à qui, çà et là, on fait mauvaise justice.

J'ai composé un dossier et je l'ai remis au Ministre de l'Intérieur. Voici la réponse, du

plus vif intérêt, que M. Malvy me fait l'honneur de m'adresser, et qui témoigne d'un véritable esprit national. A Paris et au Gouvernement, les choses ne peuvent pas se passer comme elles vont quelquefois dans la mairie d'un magistrat tyranneau et dans le prétoire de l'homme-fumier (vous savez, celui de l'Ardèche, qui insulte les pauvres femmes). En temps de paix, les rancunes électorales, les partis pris politiques, tous les sectarismes sont mal excusables, mais aujourd'hui et contre les familles sans défense de nos soldats, ce sont des crimes. Le Ministre n'en veut pas. Il réparera les fautes et, s'il y a lieu, sévira. Écoutez-le :

Monsieur le Député et cher Collègue,

Vous avez bien voulu, comme suite aux articles que vous avez consacrés dans l'Écho de Paris aux familles de mobilisés non admises au bénéfice de la loi du 5 août 1914, me faire tenir 1.300 fiches classées par département et résumant les indications qui vous ont été directement adressées par ces familles ou par des personnes intervenant auprès de vous en leur faveur.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que je viens de parcourir personnellement la plupart

de ces pièces. Cet examen m'a permis de constater que, d'une manière générale, les Commissions, sur l'intervention de l'administration préfectorale, s'étaient conformées à mes instructions, sauf pour certaines situations particulières, qui peuvent motiver des différences d'appréciations. Parmi celles-ci, toutefois, il en est dont la révision s'impose sans retard.

C'est ainsi que vous me signalez comme n'ayant pu obtenir l'allocation journalière, des familles réfugiées dans l'Aisne, l'Allier et l'Ardèche, motif pris de ce qu'elles sont propriétaires de terrains ou les exploitent à titre de fermiers.

Or, ou bien les terrains ont été ravagés par l'ennemi, ou bien les fermes sont louées à un prix fort modique variant entre 100 francs et 670 francs.

De même, des demandes d'allocations auraient été rejetées parce que les pétitionnaires sont couturières et gagnent à ce titre 0 fr. 75 par jour (Aveyron), ou bien parce que les Commissions ont estimé que les demandes étaient trop nombreuses (Côtes-du-Nord), ou encore parce que le patron devrait nourrir les femmes de ses ouvriers (Côte-d'Or), etc...

Enfin, le nombre de majorations correspondant à celui des enfants n'aurait pas toujours

été attribué : dans l'Ain, par exemple, une famille de onze enfants, dont l'aîné a seize ans, recevrait seulement trois majorations.

Comme vous, j'estime que des mesures de réparation doivent être prises sans délai. Il importe que la loi et les circulaires qui l'ont interprétée soient strictement observées et que le même esprit qui a unifié le législateur guide les Commissions dans l'application des textes.

Vous pouvez être assuré qu'à cet égard je ne tolérerai ni abus, ni injustice, et que je saurai prendre, le moment venu, les sanctions nécessaires.

Je dois ajouter que je donne à mes services les instructions utiles pour que, sous quarante-huit heures, les fiches que vous m'avez adressées soient transmises aux préfets, non seulement pour que ceux-ci examinent personnellement les raisons pour lesquelles les familles intéressées ont été privées du bénéfice de la loi, mais aussi pour qu'ils fassent usage du droit de recours que je leur ai conféré, c'est-à-dire qu'ils prennent l'initiative de pourvois réglementaires, soit devant les Commissions d'appel, si celles-ci n'ont pas encore été appelées à statuer, soit devant la Commission supérieure.

Je vous tiendrai au courant, pour chacune

des affaires que vous m'avez signalées, de la décision qui aura été prise.

Veillez agréer, monsieur le député et cher collègue, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre de l'Intérieur,

MALVY.

Cette lettre semble mettre fin à ma campagne publique de réclamations. Dès l'instant que celles-ci doivent être examinées en toute équité par des hommes soustraits aux influences locales, il est inutile que j'encombre et que j'irrite avec des cas particuliers l'esprit des lecteurs. Je suis l'ennemi des vaines récriminations. Si le ministre nous écoute, et s'informe, et fait le bon Haroun-al-Rachid (vous savez, le sultan qui s'informait par lui-même), nous nous déclarerons satisfaits. Aussi bien fallait-il en finir. Dans certaines régions, les esprits s'agitent. J'ai là sur ma table une pétition de M^{me} Maître, qui habite un petit village de la Charente-Inférieure. Tous les paysans, ses concitoyens, viennent de signer pour dire qu'elle est pauvre, malheureuse, qu'on lui fait tort en lui refusant l'allocation. Mais écoutez-la, qui s'explique dans un papier qu'elle me charge de remettre au Ministre :

Ma demande d'allocation journalière a été refusée suivant avis de M. le sous-préfet de Saintes, en date du 3 décembre 1914, sous le motif de « situation aisée », et, par lettre du 29 janvier 1915, M. le sous-préfet déclare qu'il lui est impossible de présenter la demande devant la commission d'appel, toujours pour le même motif.

Or, j'ai dit et je redis : « Je ne possède rien et ai à faire vivre mes vieux parents pour le quart du temps. Ils ne possèdent rien non plus ; c'est mon mari, journalier avant son départ pour la guerre, qui était notre gagne-pain à tous. »

A la sous-préfecture de Saintes, on ne veut pas croire à ma parole ; aussi, pour prouver que je dis vrai, je fais appel à la population entière de ma commune, qui, par une signature de chacun apposée ci-dessous, affirmera la sincérité de ma déclaration.

Et c'est vrai, tout le Conseil municipal, toute la commission d'assistance, tous les électeurs présents de la commune, et puis toutes les femmes des mobilisés (cette dernière catégorie est bien touchante), viennent donner raison à cette pauvre femme contre le sous-préfet.

Pour régler tous les cas analogues, nous avons confiance dans la promesse du Ministre et dans l'esprit national de la haute Commission qu'il a nommée. Je vois que celle-ci est doublée en nombre. C'est qu'en effet le travail est immense. D'un bout à l'autre de la France, le personnel chargé de cette tâche

est débordé. Et voilà, sans doute, l'explication d'un grand nombre des injustices commises. Le plus grand nombre des plaignants (dès le premier instant, je l'ai observé) s'attristent ou s'irritent, surtout du silence et de ne pas recevoir de réponse à leurs demandes et réclamations. Eh bien ! pourquoi ce silence ? Est-ce méchanceté ? Non pas. Négligence ? Je suis convaincu qu'il y en a beaucoup moins en France depuis huit mois et que chacun, dans tous les ordres, cherche à faire au mieux. L'explication, mes correspondants s'accordent à me la donner, et l'un deux m'écrit :

Vous avez sollicité récemment l'avis de ceux qui ne sont pas de vos amis. C'est un adversaire déclaré de vos idées qui vous écrit, sachant rendre hommage à votre bonne foi.

Cet homme me plaît. Je suis disposé à croire qu'il a du jugement. Toute sa lettre fort longue nous intéresserait. Je n'en puis retenir, faute de place, qu'un point :

Les juges de paix qui président les Commissions cantonales n'ont plus de greffiers, pour la plupart ; leurs décisions ne sont pas rédigées, et on n'en sait pas les motifs. Les mairies n'ont presque plus de secrétaires. Les préfectures ont perdu huit ou neuf employés sur dix. Nos Commissions n'ont personne pour enregistrer leurs arrêts, et nous faisons cette besogne nous-mêmes.

Les enquêtes sur la situation des familles étaient confiées, avant la guerre, à l'impartialité des gendarmes : il n'y a plus de gendarmes. Notre département n'a plus qu'une douzaine de gendarmes territoriaux.

Même note, même lumière fournies par un autre correspondant, un Lyonnais :

Les allocations ne marchent pas : elles ne peuvent même pas marcher. Il y a sans doute, pour les empêcher, et le vilain maire et l'homme-fumier, et il fallait que ce fût dit, comme vous l'avez dit. Mais il y a surtout le *fonctionnaire-fantôme* !

Il y a aujourd'hui des préfectures, et non des moins importantes, où il n'existe plus que le préfet, un chef de division (sur trois ou quatre) et un ou deux chefs de bureau, avec quelque six ou sept subalternes. Or, c'est à ce personnel squelettique que parviennent journellement de 150 à 250 lettres de réclamations au sujet des allocations. Ces lettres sont souvent peu claires, parfois peu lisibles, et se réfèrent à des dossiers dont le nombre dépasse *cent mille* dans certaines préfectures. Même matériellement, il y a impossibilité de répondre. Même si l'administration était veuve de toute autre affaire que celle des allocations, elle ne pourrait, avec ce personnel, faire face au dixième de la question.

Il y a des gens qui s'étonnent de ne pas recevoir de réponse à leurs lettres à l'administration ; mais savez-vous, cher monsieur, que l'on ne répond plus, à l'heure actuelle, de préfet à préfet ? Des questions urgentes, trois fois posées et rappelées par une préfecture, ne reçoivent aucune solution de la préfecture avisée !

Pendant les vacances scolaires, on tenta de remplacer le personnel absent par des professeurs ou instituteurs. Ils ont disparu à la rentrée des classes. Alors,

ici, on a recours à des jeunes filles, payées 60 francs par mois. Ailleurs, on reçoit une belle équipe toute neuve d'employés suppléants, sous forme d'une section de soixante militaires présentés par un sergent...

Ici, je m'arrête. Nous voici tangents aux *arcana regni*, aux secrets du régime, au grand problème du choix des embusqués par les administrations.

Bref, les vieux fonctionnaires, restés à leur poste de par leur âge, sont surmenés, débordés, découragés. Le préfet, qui n'en peut mais et qui est lui-même excédé, leur dit : Débrouillez-vous ! Au contraire, tout s'embrouille. Tel est du moins le danger.

J'ai le sentiment, après la lettre du Ministre, que nous avons fait un grand pas, mais la machine administrative, même pourvue de toutes les bonnes volontés, est enrayée, a des rouages brisés, absents. Allez voir derrière la façade ! A plusieurs reprises, ayant voulu intervenir pour des cas particuliers, le coup de sonde que je donnai aboutit toujours au même creux.

« C'est la guerre, peut-on me répondre. Elle nous a surpris. Nous nous en tirerons à coups de génie ». Eh bien ! s'il s'agit des allocations et de l'appui à donner aux familles de nos soldats, le génie qui tirera

d'affaire nos administrateurs, dans un grand nombre de cas, c'est le génie du cœur. Tout n'ira pas trop mal si chacun se met à aimer ses adversaires de la veille, dès l'instant qu'ils sont soldats de la France.

XI

CHEZ LE PRÉSIDENT DU CONSEIL

24 Mars 1915.

Je sors d'une conversation, au Ministère des Affaires étrangères, avec le Président du Conseil. Les députés de Paris sont allés causer avec M. Viviani des vaines tentatives opérées sur la ville par les Zeppelins. Première tentative sans effet, dans la nuit de samedi à dimanche : deuxième tentative, nettement arrêtée, dans la soirée de lundi.

C'est bon à la population d'opposer la plus parfaite indifférence ou une curiosité amusée aux grands jouets ingénieux et criminels de la Germanie, mais ceux qui sont chargés, à un degré quelconque, des intérêts de la capitale, doivent se préoccuper des outrages qu'elle subit et du péril couru par les femmes et les enfants.

Donc, nous avons demandé un rendez-vous au chef du Gouvernement, pour lui dire :

« Quels sont les moyens de défense contre les Zeppelins, et comment compte-t-on s'en servir ? »

» Qu'avez-vous comme canons, projectiles et servants ? »

» Et comment employez-vous les avions ? »

Voilà nos questions principales. J'ai bien la liberté de les reproduire, mais non de donner les réponses, encore qu'elles soient de nature à satisfaire la population.

Je ne puis, comme membre d'une collectivité, établir à moi seul le compte rendu d'une importante conversation. Il ne vaudrait que contrôlé et accepté par le Président du Conseil et le groupe de Paris. Et l'on reconnaîtra que c'est inutile d'exposer tout au long les précautions prises, les moyens assurés.

Une partie sérieuse de l'organisation était déjà excellente. Les avertisseurs notamment avaient très bien fonctionné. Les Zeppelins, très à l'avance, ont été signalés. En d'autres points, le système a été reconnu défectueux et, tout de suite, a pu être amélioré.

Quelque chose qui ne manquera pas de frapper les esprits, c'est que la seconde tentative des Zeppelins a échoué.

Pas assez, toutefois. Les empêcher ne suffit pas. Il faudrait les punir. Il faudrait qu'un de leurs grands cadavres s'abattît sur le sol.

Mais laissons-là Viviani. Laissons les chefs militaires combiner la répartition de leurs forces et tirons des événements une moralité qui s'impose à nous tous. Une fois encore, faisons l'examen de nos méthodes de gouvernement et, plus avant, le *mea culpa* de notre nation.

C'est la France, avec son brillant et profond génie, qui a mené dans les airs les premiers et les plus habiles conquérants. Vous rappelez-vous ? Ét alors, pouvons-nous croire que le ciel de Paris serait insulté, impunément insulté ?

Où sont nos dirigeables ?

Que peuvent nos avions ? Que nous manque-t-il donc ?

La méthode, l'effort organisateur, la patience et la constance.

Les premiers, nous gagnons la cime. Nous ne savons pas nous y tenir. C'est un poste, semble-t-il, où nous nous ennuyons, d'où nous partons par lassitude, pour nous intéresser ailleurs. Vienne l'instant, la crise ; ô surprise, nous manquons à l'appel.

Il n'est pas un Français à qui il soit permis

d'ignorer (malgré les brouillards dont nos héros sont enveloppés, malgré l'extraordinaire anonymat de cette guerre) les services rendus, depuis huit mois, par nos aviateurs. Nous ne leur marchandons pas notre admiration, non plus que notre reconnaissance. Chaque jour, sur le front des armées, ils affrontent la mort, renseignent leurs frères d'armes et se sacrifient. C'est entendu. Saluons. Mais, tout de même, au début de la campagne, nous avons, tous, été douloureusement surpris de voir ce qu'étaient les forces aéronautiques de l'Allemagne.

On se demande souvent, c'est un des thèmes qui nourrissent les conversations, ce qu'il adviendra de la France après la guerre. « Croyez-vous qu'il y aura quelque chose de changé ? » C'est un propos aussi fréquent que, depuis trois jours : « Avez-vous vu les Zeppelins ? » Je crois que nous sortirons de cette tragédie profondément convaincus que notre faute est de manquer, en toutes choses, d'entente et de concert, bref, d'organisation. Dans notre pays, si merveilleusement doué d'intelligences rapides et fortes, voilà l'aspect le plus fréquent du péché contre l'Esprit. Si rudement avertis par les événements, nos soldats vont revenir de la guerre ayant retrouvé l'ancienne

raison française, la faculté de coordonner nos efforts et de mettre notre activité dans une forme fixe

Je le crois, j'en suis sûr. Cela arrivera dans la France de demain. Mais faut-il attendre la paix et, parmi tant de redressements qu'avec son élasticité prodigieuse la France, depuis huit mois, exécute, ne pourrions-nous pas inscrire un beau raid de nos avions-gendarmes poursuivant et jetant à terre, par leurs efforts combinés, les Zeppelins-bandits? Ce serait pour les Parisiens une vive satisfaction d'amour-propre, disons plus : l'indispensable revanche. Moins difficile à obtenir, Monsieur le Président du Conseil, que la victoire de la Marne.

XII

A LA GLOIRE DES SERBES

25 Mars 1915.

On les fête demain à la Sorbonne, et vendredi, c'est « la journée scolaire serbe ». Bonne occasion pour nous rappeler ce qu'ils ont fait, ces admirables paysans luttant en

sandales et en haillons pour le salut de notre civilisation.

Le 29 juillet dernier, les Autrichiens commençaient les hostilités et bombardaient Belgrade.

Belgrade est une ville ouverte, exposée sans défense aux canons des batteries et des flottilles. Elle se défendit héroïquement, cependant que le Roi et le Gouvernement s'en allaient s'installer au cœur du pays, dans la préfecture de Nich.

Alors deux cent mille Autrichiens pénètrent en Serbie. Cent mille Serbes, après quatre jours d'assaut à la baïonnette, les mettent en déroute. C'est la bataille de Tser (15-19 août).

Et, pendant ce temps, Belgrade, ville ouverte, résiste toujours.

En octobre, une nouvelle armée de deux cent cinquante mille Austro-Hongrois rentre en Serbie. Sur un front de cent soixante kilomètres, les Serbes retranchés tinrent plus de six semaines; mais, à la fin de novembre, les pluies commencent à les noyer dans leurs tranchées, et puis leurs munitions baissent: ils reculent vers l'intérieur du pays, jusqu'aux pentes de Roudnik. Moment d'angoisse. Les Autrichiens, juste à cette minute, avec une autre armée, entraînent dans Belgrade. Ils ne

doutent pas d'atteindre le seul arsenal de la Serbie et le siège du Gouvernement : ils se précipitent à la suite des Serbes en retraite. Déjà l'Allemagne et l'Univers entier voyaient la route de Constantinople ouverte. C'était, pour les Alliés, un désastre, l'échec du blocus économique avec lequel nous comptons bien affamer nos adversaires.

Mais les munitions françaises arrivent. Les Serbes reprennent l'offensive. « Les Français sont avec nous », disent-ils joyeusement, en entendant les rafales du 75, car le 75, là-bas, s'appelle le « Français ». Le vieux roi Pierre, âgé de 71 ans et perclus de rhumatismes, est assis au milieu des combattants, le fusil à la main. Ancien élève de notre école de Saint-Cyr, ancien combattant de 1870, il fait le coup de feu et, mieux, tutoye ses soldats en père ou en grand frère. D'un seul cœur, toute la nation se jette sur l'envahisseur. Il faut vaincre ou mourir. Victoire ! Du 3 au 7 décembre, les Serbes firent un immense butin d'armes, de canons, de munitions et soixante mille prisonniers. Ils rejetèrent les trois cent mille envahisseurs hors de leur territoire, en même temps qu'ils reprenaient Belgrade.

Après la bataille, le vieux roi Pierre s'approcha d'un soldat qui avait à la tête une effroyable blessure. « Ou

en sommes-nous, Sire ? » demanda le blessé. « Nous avons battu les Autrichiens et repris Valiévo. » L'homme se soulevant cria : « Vive le roi ! vive la nation serbe ! » puis, remettant au roi son portefeuille : « C'est pour l'armée ! » dit-il en retombant. Il mourut. Le portefeuille contenait sept cents francs, toutes les économies de ce paysan aisé. (Raconté par Victor Bérard.)

On dit qu'il n'est pas sur la terre une race d'où la poésie jaillisse plus spontanément. Son histoire, son âme sont écrites dans des chansons que Goëthe aimait par dessus tout. Durant quatre siècles, les chanteurs de *pesmés* ont célébré et pleuré l'héroïsme et les malheurs de leurs aïeux vaincus à Kossovo. Comment les paysans poètes vont-ils célébrer la victoire de Roudnik ?

Depuis Roudnik, il n'est plus en Serbie un seul Austro-Allemand. Pour mesurer à sa juste importance cette bataille, pensez à ce qu'eût été la victoire de la Marne si elle avait nettoyé tout notre territoire. Mais il y a plus. La bataille de Roudnik perdue, les Bulgares se laissaient violer comme un simple Luxembourg, et le contact était établi entre Vienne et Constantinople. La guerre économique devenait impossible pour nous, puisque, par la Turquie d'Asie, les Austro-Allemands se ravitaillaient comme ils voulaient. Les récoltes

de Syrie et de Mésopotamie arrivaient dans toute la Germanie. Et puis, la libre circulation établie entre Austro-Allemands et Turcs, la guerre pouvait devenir méditerranéenne, c'est-à-dire que la Germanie eût fait chanter les Grecs et les Italiens, au moyen de la Macédoine et de l'Albanie, et secouru efficacement Constantinople.

Jamais les alliés, défenseurs de la civilisation, n'applaudiront assez la Serbie. Allons à la Sorbonne, demain jeudi, avec nos lycées de garçons et de filles, applaudir une conférence d'Ernest Denis, sous la présidence du Ministre Albert Sarraut. Le professeur célébrera l'histoire et le rôle du peuple serbe. Et vendredi matin, dans toutes les écoles primaires et secondaires (de l'enseignement officiel et de l'enseignement libre, notez ce signe encore de l'union sacrée), les maîtres feront une causerie pour que leurs élèves aiment la Serbie.

C'est Victor Bérard qu'à bon droit le Ministre a chargé d'établir le thème de cette leçon. Bérard, un des hommes de France qui, de cœur et d'esprit, connaissent le mieux tout ce monde oriental en feu. J'ai sous les yeux, tandis que j'écris, sa belle leçon toute pleine de faits bien choisis et bien ordonnés.

Elle est précédée d'une circulaire où le Ministre signale très justement que cette journée à la gloire de nos amis serbes « ne sera pas une diversion dans le travail scolaire ».

Dans la lutte que la Serbie soutient aujourd'hui, toute la jeunesse reconnaîtra les traditions de ses classiques : aussi bien le miracle grec d'un peuple, petit par le nombre, mais grand par l'âme, se dressant victorieusement contre d'innombrables multitudes barbares, que l'esprit de sacrifice romain, subordonnant tous les intérêts particuliers à l'intérêt de la Patrie, en un mot tous les modèles de dignité nationale et d'héroïsme personnel que nous a légués la haute culture classique, plus chère aujourd'hui que jamais au génie de notre nation. Ces exemples et ces leçons, l'héroïque Serbie les résume, comme les exalte chaque jour la race française dans ses glorieuses tranchées.

Ainsi parle M. Albert Sarraut. J'applaudis. C'en est fait de l'enseignement vaseux et débilitant. Qu'on tue le veau gras de la réconciliation... ou plutôt, non, remmenez le veau ! Je le décommande. Il attristerait le *Temps*. Le *Temps* nous dit que ce qu'il y eut de pacifiste dans notre enseignement, dans tous nos propos officiels et qu'on interprétait comme un symptôme de faiblesse, provenait d'un haut sentiment d'humanité hérité de nos encyclopédistes.... Eh bien ! je me félicite que nos maîtres nageurs renoncent à entraîner

nos enfants dans le gouffre pour y chercher l'impossible coupe du roi de Thulé. D'un coup de talon, le plongeur revient à la surface. Avec quel plaisir on l'accueille, cet échappé des régions dangereuses et chimériques ! C'est très bien que vendredi matin, à la même heure, une même leçon d'énergie et de gloire enflamme, dans les écoles officielles et dans les écoles libres, nos enfants également aimés et promis aux mêmes devoirs. Garçons et filles, comprenez bien la leçon du jour, la leçon de l'année ! Les maîtres de l'école, et les maîtres du lycée, et les maîtres de la Sorbonne, et les congréganistes, d'une seule voix française, vous disent : L'héroïsme est quelque chose de nécessaire et de permanent dans la vie de l'humanité, et les nations vivent d'héroïsme comme de pain.

C'est pour avoir, depuis huit mois, mangé ce pain des forts que la France ressuscite ou du moins atteint son zénith, et que la Serbie prend place dans l'élite des peuples.

P.-S. — Particularité noble, les Serbes, dont la misère est extrême dans leurs hôpitaux, dans leur vie toute rurale, ne veulent pas être plaints. Ils connaissent leur gloire et demandent simplement qu'on la reconnaisse.

Partout, des femmes françaises quêtent pour eux. Les dons en nature, du linge surtout, peuvent être envoyés à l'œuvre bien connue, de la comtesse Murat, *Pour le front*, 41, rue Saint-Dominique, avec cette mention : Pour les Serbes.

XIII

LEURS RAISONS D'ESPÉRER (1)

26 Mars 1915.

Ces conversations, recueillies à Berlin par M. Ibanez de Ibero et que publie, chaque jour, *l'Écho de Paris*, offrent le plus grand intérêt. Nous y trouvons étalées en libres propos les raisons d'espérer qu'avaient, au mois de janvier, des Allemands haut placés et très bien renseignés, quelques-uns des grands personnages de l'Empire.

(1) Il serait puéril de rayer de tels articles trop pleins d'espérance. Ils valent comme un miroir de la France au cours de la guerre. Nous avons eu des déceptions; du moins portions-nous nos regards sur les points intéressants de l'horizon. Nous posions bien le problème, tout en lui donnant des solutions trop conformes à nos vœux. Nous distinguions que l'Allemagne cherchait par la Serbie et avec la Bulgarie le chemin de l'Asie; nous voulions croire qu'elle y échouerait; elle y a réussi plus que nous ne voulions croire, mais beaucoup moins qu'elle ne s'en flattait.

Voyons un peu ce qui subsiste de ces espérances.

Cette enquête répond abondamment à une question que chacun de nous se pose, après avoir constaté que les armées allemandes, peu à peu, sont dominées par les armées alliées et que le blocus raréfie la nourriture et certains éléments quasi-nécessaires à la guerre. « Qu'espèrent ces Allemands ? disons-nous. Que voient-ils sur l'horizon qui les engage à persister ? Ce sont des assiégés. D'où attendent ils leur salut ? »

Telle est la position du problème à nos yeux. Et c'est bien ainsi que l'entendent les Allemands. Écoutons leurs réflexions.

D'abord, ils espèrent encore traiter séparément avec la France ou avec la Russie, et les détacher de l'Angleterre.

— Notre ennemi principal, disent-ils, c'est l'Angleterre. Nous avons offert la paix à la France et à la Russie ; elles ont eu le tort de refuser. Mais du côté russe, nous n'avons pas perdu toute espérance de parvenir à un arrangement.

C'est à hausser les épaules. Dire cela en janvier, quelle insolence ! Oseraient-ils le répéter aujourd'hui ? Ces Allemands sont des êtres bien incomplets. Grands organisateurs,

certes ! J'admire leur méthode et leur esprit de suite, leur puissance de travail et de coordination. Personne n'a poussé aussi loin qu'eux la préparation de la guerre. Mais vrai, ils ne sont pas psychologues ! René Gillouin me faisait un jour remarquer qu'au milieu de leur énorme production philosophique, ils n'ont donné qu'un traité de psychologie, celui de Wundt, un gros ouvrage en deux parties, la première de physiologie, la seconde de métaphysique, et où il n'y a pas de psychologie. Ils se sont trompés grossièrement, depuis huit mois, chaque fois qu'ils ont eu à calculer et à prévoir quelle réaction leurs manières d'agir détermineraient chez les différents peuples.

Ils ont cru que l'Angleterre s'abstiendrait, que la Belgique laisserait passer, que l'Italie marcherait avec eux, que la Turquie entretrait plus rapidement en campagne, que la Bulgarie se jetterait sur la Serbie, que des troubles révolutionnaires gêneraient la Russie et la France. Si nous avons échappé à ces graves difficultés, c'est à l'Allemagne elle-même et à sa brutale méconnaissance du génie et de la dignité des divers peuples que nous le devons en partie. Qu'elle croie aujourd'hui que la France ou bien la Russie manqueront au pacte du 5 septembre, aux serments échan-

gés à Londres, de rester unis jusqu'à ce que chacun des belligérants ait obtenu les réparations nécessaires, c'est un des signes les plus caractéristiques de l'opposition qu'il y a entre les manières de penser et de sentir allemande et française.

« Nous traiterons séparément avec la Russie ou bien nous la réduirons à l'impuissance. » Ainsi parlaient en janvier les Allemands. Pour nous, disaient-ils, il ne s'agit pas de pénétrer au cœur de l'Empire russe, mais d'immobiliser ses forces. Une fois ce résultat obtenu, nous disposerons d'un million d'hommes que nous jetterons sur la France au printemps.

Nous y voici, au printemps, et la chute de Przemysl, qui favorise d'une manière victorieuse la marche des Russes sur Cracovie et dans les Carpathes, montre assez ce qu'il faut penser de ce second espoir allemand.

Cependant le blocus agit. Comment entrevoyaient-ils, en janvier, de s'en dégager ?

— Bah ! disaient-ils, nous allons établir la libre communication entre nous et notre alliée turque ; nous allons disposer de la voie ferrée Berlin-Vienne-Belgrade-Sofia-Constantinople. Pour cela, toute la difficulté, c'est de réduire la Serbie. Nous nous en chargeons

avec cent mille hommes de bonnes troupes.

Un beau plan, mais qu'ils n'ont même pas essayé de réaliser. Leur terreur est d'être obligés de constituer un troisième front. Et loin qu'ils soient à la veille d'établir le contact avec les greniers de l'Asie-Mineure, ils apprendront, avant peu de semaines, le grand coup de théâtre de Constantinople et ses suites.

En vérité, ne trouvez-vous pas avec moi les conversations de ces grands personnages de Berlin tout à fait instructives ? Ils expliquent dans quelles conditions et par quels moyens ils seront vainqueurs. Ces conditions ne peuvent pas se réaliser, ces moyens leur échappent. C'est donc que la victoire abandonne leur pays et, après quarante-quatre ans, déploie ses ailes pour retrouver ses anciennes patries.

Que va-t-il advenir de l'Allemagne vaincue ? Ils se chargent de faire la réponse.

— Si l'Empire était battu, disent-ils, nous perdrons la rive gauche du Rhin, ainsi que les provinces prussiennes à l'est de la Vistule. L'Allemagne serait condamnée à devenir un État sans aucune importance. L'alternative est nettement posée. Il faut que nous paralysions la Russie, il faut que nous fassions une paix séparée soit avec la Russie, soit avec la

France ; il faut que nous réduisions la Serbie, ou bien nous perdrons la rive gauche du Rhin et deviendrons un pays sans importance.

L'événement, depuis janvier, depuis que ces messieurs prophétisaient, a commencé de prendre tournure. Leurs espoirs sont à vau-l'eau. Alors, écoutez ce que vous confirmeront tous les hommes qui connaissent les Allemands ; écoutez ce que Wetterlé a dit trente fois, Wetterlé obligé de vivre pendant des années dans la société familière des chefs politiques de l'Allemagne, de toutes les Allemagnes, et, par là, au courant de tous leurs sentiments :

L'Allemagne, dit-il continuellement, n'est unie que parce qu'elle est forte. Il faut comprendre le système politique impérial, l'unité allemande, comme une grande entreprise commerciale où les associés ne s'aiment guère, mais gagnent beaucoup d'argent, et s'accordent toujours parce qu'en agissant tous ensemble ils étendent sans cesse leurs affaires. Vienne le désastre, toutes les vieilles rancunes feront explosion. Le Prussien est détesté universellement dans les Allemagnes. Dès que la Prusse apparaîtra hors d'état d'assurer une protection efficace aux diverses nations allemandes qu'elle asservit et satisfait, vous

verrez les États, ceux du Sud d'abord, s'empresser de secouer la tyrannie de cette méchante population du Nord.

Jusqu'à cette heure, dans les conversations recueillies par notre collaborateur, on ne voit pas percer les divisions entre gens des diverses régions. Il faut encore attendre. Nous n'en sommes pas au moment où l'on pourra conclure des paix à part et successives avec le Bavarois, avec le Saxon. Mais déjà, dans ces conversations qui datent de janvier, notez-le, apparaissent la suspicion, le brutal mépris et les reproches.

C'est le premier effet du désenchantement. Et chaque jour, les chefs politiques de l'Allemagne, sinon ses soldats, commencent à voir l'effondrement de leurs raisons d'espérer.

XIV

NOS CERTITUDES DE VICTOIRE

27 Mars 1915.

Hier, nous avons entendu les Allemands énumérer les raisons qu'ils avaient en janvier de croire à leur triomphe, et nous avons pu

constater qu'en deux mois les événements les avaient démentis et les laissaient sans motifs d'espoir. Combien notre situation est différente ! De mois en mois, nos raisons d'être inquiets disparaissent et font place à des certitudes de victoire.

Nous sommes environnés de deuils. Toutes les familles vivent étroitement liées à ceux des leurs qui sont au danger. Il y a encore des efforts à fournir et des sacrifices à accepter. Mais jamais depuis quarante-cinq ans la fortune de la France n'a été plus belle et plus certaine.

Les Allemands sont entrés en Belgique et en France, persuadés qu'ils venaient faire une promenade militaire, brutale et sanglante, décisive. Ils marchaient tout droit sur Paris, le détruisaient, encadraient les débris terrifiés de nos forces et réglaient successivement leur compte à la Russie, puis à l'Angleterre.

Cette marche sur Paris, par ces ardues journées, au milieu d'une tragique absence de nouvelles, fut, pour tous les dignes Français, l'instant d'un acte de foi inébranlable dans l'immortalité de la France ; mais l'univers admirait les multitudes disciplinées de la Germanie qui, une fois de plus, convain-

cues d'être le fléau élu de Dieu, accouraient vers la riche proie. Qu'en dit maintenant l'univers? Ce fut une marche insensée.

L'esprit allemand produit ainsi continuellement des actes et des œuvres où nous le voyons partir d'une réalité admirablement saisie et s'égarer dans la plus folle rêverie. Les deux Faust, l'hégélianisme, le marxisme, le pangermanisme, la marche sur Paris (s'il est permis de rapprocher des croyances, des formes sociales et politiques, des ouvrages d'art et des actions) offrent ce même caractère de s'achever, de se dissoudre dans une pensée fâcheusement mystique. Avec la plus puissante préparation militaire, il semble bien que les Allemands ont échoué pour avoir délaissé soudain toute observation et écouté leur orgueil. Il aurait fallu comprendre le sentiment de l'honneur chez les Belges et chez les Anglais, les fiertés patriotiques et militaires chez les Français. Mais ces Allemands s'enivraient à supposer qu'ils ont la mission de prêter main forte à l'Éternel et de châtier tous les vices. Ils n'ont voulu admettre aucune vertu chez les autres peuples. De là leurs erreurs et leur catastrophe.

Cette armée qu'ils croyaient en fuite devant eux les battit quand ils arrivèrent sur le

terrain que Joffre avait jugé favorable, et depuis sept mois, terrés dans leurs tranchées, ces « maîtres suprêmes de la guerre » échouent dans toutes leurs tentatives d'offensive. De leur propre aveu, les voilà réduits à la défensive.

Immense résultat, puisqu'ils ont toujours proclamé qu'aller vite, en finir vite, c'était pour eux une nécessité de vie ou de mort : puisque nous savons leur grande difficulté à se procurer du cuivre et diverses matières premières nécessaires pour la production des projectiles et explosifs ; puisqu'enfin, il leur va falloir se mettre tous à la diète, ce qui leur est plus désagréable qu'à aucune autre race.

Mais, disent-ils, vous autres Français, vous n'avancez pas non plus.

La situation n'est pas comparable. Nous avons été surpris par une agression, pour laquelle nous n'étions pas prêts. Depuis sept mois, derrière le mur, chaque jour plus solide, que nos soldats opposent à l'Allemagne, nous avons fabriqué des munitions, de l'artillerie lourde et le reste ; nous avons levé et exercé des hommes. Nous voici incomparablement plus forts qu'au premier jour, en face d'un ennemi qui se démoralise.

Chacun des soldats allemands peut se battre et se faire tuer avec la même fermeté qu'au premier jour, mais leurs chefs savent bien qu'ils ne nous dominent plus par le nombre ni par l'armement. Les chefs allemands sont en train de voir en eux-mêmes leurs âmes, qui lentement tendent à se transformer en âmes de vaincus. Ils admettent qu'ils peuvent être battus. Quand ils rompront sous notre effort heureux, on s'apercevra brusquement de leur démoralisation, en même temps que de l'affolement de la population civile, entretenue jusqu'à cette heure dans la plus complète illusion.

Le lecteur m'arrête. Depuis quatre lignes, il est resté sur ce mot « notre effort heureux ». Quand le ferons-nous, dit-il, cet effort ?

Quand il plaira au généralissime.

C'est la grande vertu de Joffre et qui lui assure l'absolue confiance de l'armée et par suite du pays, qu'il n'a rien voulu risquer au hasard d'une bataille. Il ne marchera qu'à coup sûr. Jusqu'à cette heure, nous n'avons jamais tenté la trouée. Jusqu'à cette heure, nos actions sur les tranchées adversaires n'ont été que des mouvements combinés avec les mouvements russes, des attaques inces-

santes empêchant les Allemands de transporter aucune force de notre front à leur front oriental.

Tout a merveilleusement réussi. Sous cette double pression, russe et française, les forces matérielles et morales de l'armée austro-allemande s'épuisent. Et tandis que nos alliés se fortifient de mois en mois, et que, par ailleurs, se préparent les renforts balkaniques qui nous aideront dès la prise de Constantinople, Joffre est en possession de ressources matérielles accrues et d'une armée splendide de moral et telle (tous nos chefs le proclament) qu'à aucune époque notre histoire n'en présente d'aussi belle. Qu'un imprévu vienne nous aider, tant mieux ! mais il n'est nullement nécessaire, et notre Joffre se charge de toute la besogne, avec ce qu'il possède dans ses mains.

Il y a lieu de croire que la France n'usera pas de tout le crédit que lui fait la bonne volonté de ses fils. Tous nous avons dit que nous étions prêts à une longue guerre, à des efforts illimités. Mais il est permis d'estimer que les événements, déjà fort avancés, en quelques mois combleront nos espoirs.

P.-S. — Au sujet de ma campagne sur les allocations et de la lettre que j'ai publiée

de M. Malvy, le secrétaire général de l'« Association nationale des maires de France » m'a envoyé des observations fort intéressantes :

..... *Il est, me dit-il, une catégorie très nombreuse des intéressés pour lesquels il n'a encore été RIEN fait. Ce sont ceux qui, en dépit des plaintes et des cris depuis quatre, cinq, six, sept et, bientôt, huit mois, ne reçoivent aucune réponse. Les désigner individuellement au ministre? Ce serait d'abord un travail énorme; ce serait surtout dresser une liste de victimes dont les dossiers iraient plus tard encombrer les rôles des séances de la Commission supérieure, si tant est que le ministre et ses préfets puissent arriver à vaincre l'inertie des Commissions cantonales.*

Il faut fixer à celles-ci un délai, passé lequel les intéressés auront droit à l'allocation ou pourront tout au moins en appeler de ce silence obstiné, considéré comme refus. S'ils ne peuvent parvenir à obtenir les allocations, qu'ils aient au moins, par la possibilité d'un appel ou d'un recours, l'espoir, l'espoir qui fait vivre.

Ce ne serait pas trop donner aux femmes et aux mères de ceux qui souffrent et meurent pour nous.

Je m'empresse de mettre cette juste réclamation sous les yeux du public et du ministre, et je vais me concerter avec le secrétaire général de l'Association nationale.

XV

UN RUBAN DEVRAIT DÉSIGNER LES INVALIDES DE LA GUERRE

20 Mars 1915.

Voilà réglée cette question de la Croix de Guerre. Elle a demandé bien des articles, une campagne de quatre mois, mais nous avons abouti. Le point de départ fut une conversation, un jour que j'étais allé à l'armée, avec un de nos généraux respectés. Il m'exprimait le désir des chefs. Et, peu après, il me résumait leur vœu dans une lettre que j'ai publiée et commentée le 27 novembre. Aujourd'hui, c'est intéressant de la relire pour voir que nous n'avons pas dévié de notre ligne :

Je souffre, me disait-il, de laisser sans témoignage des faits d'armes merveilleux. Vous ne savez pas tout ce que nos soldats accomplissent, chaque jour, d'actions

extraordinaires. L'admirable suite des mises à l'ordre du jour de l'armée ne vous en donne qu'une idée incomplète. Cela nous peine quand nous paraissions négliger de si braves gens. Il faut prendre le Français comme il est. Il fera tout pour avoir sur sa poitrine le signe de l'honneur. Un insigne de la bravoure militaire serait, entre les mains du chef, un véritable instrument de guerre. Nous avons bien la médaille militaire. Mais c'est la plus haute des récompenses, celle qu'obtiennent les commandants de corps au sommet de leur carrière. Et puis, une retraite lui est attachée. Ce ne serait pas sans inconvénient de la distribuer en très grande quantité. Nous voudrions quelque chose d'analogue à la Croix de fer, dont dispose l'empereur allemand, pour récompenser le courage du soldat sur le champ de bataille...

Voilà d'où sortit la Croix de Guerre. Nous nous rappelons avec reconnaissance l'approbation que, dès la première minute, ont donnée à cette idée nos confrères de la presse et puis nos collègues de la Chambre, parmi lesquels Bonnefous, qui a accepté de recueillir les signatures, que j'aurais voulues unanimes, des députés-soldats. Notre cher et vaillant ami, le commandant Driant, par sa haute autorité, en se chargeant de faire le rapport au nom de la Commission de l'armée, n'a pas peu contribué à décider le consentement universel. On sait les beaux discours, pleins du désir de servir l'armée, qui furent prononcés par des orateurs de tous les partis,

aux deux tribunes de la Chambre et du Sénat. La parole de Millerand vint sanctionner tous ces efforts. Réjouissons-nous du contentement qu'éprouvent à cette heure nos vaillants défenseurs, et si quelques-uns, comme je le crains, critiquent certaines dispositions du texte, qu'ils sachent notre regret de les contenter incomplètement, et qu'ils veuillent bien peser avec amitié nos raisons.

(Pour répondre à leur principal grief, que j'entends bien, je les prie de considérer que, pratiquement, les citations à l'ordre de la division, de la brigade et du régiment n'existent guère. C'est à l'ordre de l'armée et du corps d'armée que sont cités les combattants qui se sont distingués. Et le Sénat, en acceptant « in extenso » le texte de la Chambre, n'augmente pas démesurément le nombre des décorés.)

Et maintenant poussons plus outre, cherchons d'autres dettes à payer, d'autres dignes intérêts à servir.

Le désir de donner aux glorieuses victimes de la guerre un témoignage constant de la sympathie nationale a suscité des propositions généreuses, parfois peu réalisables. On a demandé que la Croix de Guerre fût attribuée à tous les blessés. M. Gaudin de Vilaine a

déposé un amendement dans ce sens au Sénat, et, comme je ne voulais pas entendre, il m'a accusé de m'enfermer dans ma « tour d'ivoire ». Oh ! mon cher sénateur, ma tour d'ivoire ! une logette d'écrivain public, sur la grande place, amicalement ouverte à tous venants. Mais, croyez-moi, une telle extension eût transformé du tout au tout cette distinction. Il faut en toutes choses respecter la pensée première, le sens de l'institution, et craindre en la dénaturant de la tuer. Ce n'est pas à dire qu'il n'y ait rien à faire pour l'ensemble des Invalides de la guerre ! Tout au contraire, et dès la première minute, en m'occupant des mutilés je leur ai fait une promesse qu'ils ont bien entendue et que voici le moment d'exécuter.

Plus d'un, parmi eux, blessé dans une action d'éclat, recevra la Croix de Guerre ; mais les autres ? Ne conviendrait-il pas (pour l'avenir d'ailleurs bien plus que pour le présent) que tous les Invalides de la guerre reçussent légalement une médaille honorifique, qui servira de certificat d'origine à leur blessure, ou plutôt à leur infirmité ?

Il ne faut pas qu'ils puissent être jamais assimilés aux « accidentés du travail ». Sans vouloir faire de comparaison entre ces deux

catégories de victimes, on ne doit pas perdre de vue que ces dernières ont leurs intérêts relativement sauvegardés par les assurances obligatoires et que leurs blessures, pour pénibles qu'elles soient, n'ont pas, en général du moins, leur origine dans un acte de pur désintéressement et de dévouement. Il faut éviter que dans quelques années, l'Invalide de la guerre, se présentant pour demander du travail, ou d'ailleurs pour toute autre raison, soit obligé d'expliquer les causes de sa triste situation. Il importe que le patron ou tout autre personne qui l'écouterà, ou simplement le regardera, sache avant toute explication devant qui il se trouve. Je demande une médaille des Invalides de la guerre pour qu'elle soit, sur la poitrine d'un soldat malheureux, le témoin, la preuve du sacrifice que la France lui a demandé aux heures difficiles et pour qu'elle soit, auprès de nous tous, un rappel muet et un « Souviens-toi » de la dette patriotique qui nous incombe à tous.

Que de soldats malheureux, rentrés dans la vie civile, trouveront dans leur médaille, dans ce certificat d'invalidité héroïque, un réconfort et, sans nul doute, un appui, une aide !

Le moment est-il venu de réaliser cette idée ? Faut-il mettre un peu d'intervalle entre elle et la Croix de Guerre, afin de ne mêler dans aucun esprit deux insignes d'ordre tout à fait distinct ? C'est une question de convenance ou de tactique. L'important est que les Invalides de la guerre sachent que, jusqu'au terme de leurs jours, ils seront signalés aux yeux de tous, de manière que leur diminution physique tourne à leur avantage et raconte leur gloire.

XVI

QUELLE FRANCE VEUT NAITRE DES TRANCHÉES

30 Mars 1915.

Nous n'avons pas tort de jeter un regard jusqu'au Rhin, encore que des efforts coûteux nous en séparent, et de songer que nous nous battons pour une grande cause, pour que l'influence française prédomine sur des territoires qui nous furent promis de toute éternité.

Nous n'avons pas tort, non plus, de penser à ce que doit être la France de demain, à ce

que sera notre tâche, et plus exactement la tâche de nos soldats, quand ils auront posé leurs armes victorieuses.

Ces anticipations agrandissent, ennoblissent encore l'au jour le jour de cette guerre. Le grave enthousiasme des armées et la fermeté des familles sont soutenus par la vue claire que tant de morts qui nous mettent en deuil préparent la résurrection de la France.

Et puisque nous nous sommes donné la tâche, selon nos forces, à la suite des meilleurs, de faire appel à toutes les énergies morales du pays, ces vues que nous cherchons à ouvrir sur la France de demain nous semblent le complément nécessaire des louanges données aux morts. Ceux qui meurent pour la Patrie sont grands, parce qu'ils se sacrifient et que leur sacrifice est constructeur.

Là-dessus, méditez une page bien curieuse, qui me vient de l'armée :

« Notre dévote émotion devant tous les sacrifices, les holocaustes, les souffrances vaillamment supportées, ne risque-t-elle pas de nous détourner d'autres perspectives ? Je me rappelle avoir entendu Demolins, esprit médiocre avec des vues ingénieuses, soutenir que c'était une des particularités des Celtes (et Dieu sait le ramassis d'insuffisances qu'il désignait de ce

terme !) de ne jamais chanter que les défaites, les massacres subis, les dévouements coûteux. De telles commémorations sont indispensables pour maintenir nos facultés d'enthousiasme et d'àpre décision, mais un peuple a besoin d'être lancé dans d'autres directions, de croire à son génie sous des formes plus positives, de s'assouplir en vue de fonctions ultérieures... »

La tâche militaire n'est pas finie. Mais cela ne saurait empêcher la pensée des familles et des soldats, qui pensent intensément aux destinées nationales, de se porter vers les problèmes de demain. Les combattants, je le sais, se demandent constamment (chaque fois que la nécessité présente leur permet de penser) si le fruit de leur effort sera recueilli par le pays. Et nous qui sommes habitués à formuler une part de la pensée publique, nous sommes naturellement amenés à nous demander : « Comment allons-nous tirer de cette grandiose expérience, de ce chaos, de cette catastrophe bienfaisante, les données générales que la France devra suivre pour trouver la santé quotidienne, après s'être sauvée miraculeusement ? »

Difficulté immense ! Dans dix ans, si nous vivons, la vérité nous apparaîtra avec une désolante netteté ; nous verrons les erreurs

commises, et nous nous dirons : « Comment ai-je pu les commettre, étant de bonne foi ? » Il y a plus. Nous nous dirons avec angoisse : « Comment, alors que toute la France était de bonne volonté, sommes-nous, tous, passés à côté de la voie de salut ? »

A cette minute, notre état d'esprit est quasi unanime. Nous sommes disposés à tout examiner pour faire mieux. La leçon, depuis huit mois, est si forte ! Nous avons engagé notre existence et celle des nôtres. Il n'y a pas d'alternative entre le succès et la ruine. Aussi sommes-nous prêts à sacrifier nos préjugés, nos opinions antérieurement énoncées, notre amour-propre, pour ne considérer que l'intérêt de la Patrie française, son salut aujourd'hui, son avenir de grandeur demain. Beaucoup de gens font leur *mea culpa*. D'autres sacrifieraient leur préférence idéale à ce qui leur serait démontré comme l'intérêt de la France. Nous nous jetons avec amitié du côté de l'armée, du côté de la nation rentrée dans les vieux cadres à la française. Nous y admirons l'action, la science vivante, la poésie sublime. Par contre, beaucoup de choses qui persistent à faire figure nous apparaissent mortes et cadavéreuses. *Jam fætet*. Quelle impression de creux et de vide nous éprou-

vons devant les institutions et le personnel qui active leur course !

Ceux-là même qui avaient pour fonction de célébrer notre ordre politique avouent sa ruine. Dans l'Université, comme dans le Parlement, on croit qu'il ne survivra pas à la guerre. « La hiérarchie politique a perdu toute autorité », écrit sans autre précaution Lavisse. Et l'un des chefs de la maçonnerie, M. Lasserre, député radical-socialiste, ancien ministre, déclare : « Il faudrait être aveugle pour ne pas voir ou pressentir les transformations que la guerre fera subir à l'opinion publique. *Une âme française va naître, qui crèvera la fragile enveloppe des formations politiques actuelles.* »

Qu'advient-il en remplacement de ce qui est mort ? Comment nous organiserons-nous ? Je suis bien incapable de l'exprimer en phrases claires et nettes. C'est très réconfortant de posséder une formule précise de l'avenir. Fût-elle fautive, ses prévisions ne fussent-elles jamais se réaliser, si elle exprime vigoureusement ce que nous désirons, elle nous donne du cœur. C'est l'utilité des programmes : ils nous poussent à l'action ; mais ce n'est pas le moment de dresser des programmes et de commencer l'action publique.

Sans doute, dans une sorte de rêverie philosophique, on pourrait trouver intéressant de construire des hypothèses sur ce qui adviendra de notre société française, et sur les voies qui s'offrent à elle. Renan a écrit, dans cet esprit, sa *Réforme intellectuelle et morale*, que je croyais un beau livre, et que je viens de relire avec un étonnement de désillusion. L'alternative qu'il nous proposait a été démentie par les événements, comme plus récemment l'alternative retentissante de Marcel Sembat. Les forces souterraines, que, d'ailleurs, il entrevoyait, vont tout sauver. Toute leur vie, Renan et les siens ont abusivement tenu en méfiance la part héroïque de l'être.

Mais si l'on s'abstient de raisonner sur l'avenir, on peut cependant prendre une idée de ce qu'il sera, d'après les opinions et les sentiments de cette armée qui, demain, sitôt rentrée dans ses foyers, va se charger de résoudre le problème politique.

Il ne s'agit pas d'interroger des hommes qui ne songent qu'à battre les Allemands, et de faire parler ceux qui mettent leur honneur à se taire. Il s'agit de distinguer ce que pensent les citoyens armés, ce qu'ils sentent, de quelle manière ils s'accommodent avec leur vie présente, comment ils ont modifié l'esprit de

l'armée pour l'accommoder au leur, comment ils l'ont accordé avec leurs conceptions de la veille. Là, nous sommes sur le terrain des faits.

Huit mois de guerre ont engendré chez des citoyens, qui hier étaient des paysans, des ouvriers, des bourgeois, et que voilà soldats, les émotions les plus élevées et les plus profondes. Huit mois de guerre ont éveillé dans les âmes des parties qui somnolaient. Quand se pose, chaque jour, la question de vie ou de mort, les sentiments cessent de s'embrouiller et reprennent la place que leur assigne la nature : les vertus essentielles, d'où naît toute société, réapparaissent. Quel grand sujet d'étude : les Français dans les tranchées ! Celui qui nous les ferait comprendre nous aiderait à débrouiller ce qu'ils désirent être demain. Une vue claire de notre transformation au cours de cette guerre nous fournirait les linéaments de ce que pourra être la France d'après la guerre. Essayons en toute liberté cette enquête.

XVII

L'AMITIÉ DES TRANCHÉES
DOIT SURVIVRE A LA GUERRE

31 Mars 1915.

Un monde nouveau va commencer. Les hommes d'hier sont changés dans leur cœur et, dès aujourd'hui, détrônés dans l'imagination publique. D'innombrables hommes tout neufs viennent de naître à la vie.

Quelle sera la France de demain ? Ce n'est pas une question vaine. Ce n'est pas une préoccupation sans cœur. Nous désirons dire à ceux qui souffrent : Vous ne souffrez pas pour une cause ingrate, et le rivage où vous allez aborder, après tant d'efforts effroyables, vous offre des plages de repôs, de bonheur. Où placerons-nous, demain, le but de la vie nationale ? Quelle existence allons-nous mener ?

En 1871, aussi, on se le demandait. On concluait à la nécessité d'une réforme intellectuelle et morale, et cette réforme, on voulait la calquer sur la vie de l'Allemagne. Cette fois, c'est encore aux vainqueurs que nous devons ressembler. Aux vainqueurs ? C'est—

à-dire à nos fils, à nos frères, à nos défenseurs. Il faudra que nous gardions après l'épreuve quelques-unes des vertus de la France dans les tranchées. Nos modèles sont nos soldats.

La France attend d'eux un double salut : sa réforme après sa revanche. Tous ces réservistes, tous ces territoriaux, tous ces combattants vont redevenir citoyens, et comme tels, chacun d'eux dans sa bourgade, fort de ses services, de son expérience et de sa gloire, parlera avec une autorité souveraine.

Ils le savent. La responsabilité de demain hante, au fond des tranchées, dans leurs postes sévères, l'esprit des soldats et des officiers les plus nobles, les plus purs, ennoblis, purifiés, je voudrais dire sanctifiés, héroïsés par leur vie de sacrifice.

« Il ne faut pas, m'écrivent-ils, que nous soyons inférieurs à notre tâche de reconstituteurs, si celle-ci encore doit nous incomber. Il faut tâcher de nous hausser au niveau de ces circonstances si graves, voir clair, agir fermement. Et surtout, s'il est vrai, comme vous le prévoyez, que l'influence des politiciens s'effondre et que l'influence de ceux qui ont été chercher sous le feu un esprit nouveau doive croître et devenir prépondérante, nous devons nous faire un cas de conscience de

n'user de cette influence qu'à bon escient, avec prudence et discernement, mais avec la plus grande fermeté. S'il est vrai, en d'autres termes, que la réforme de la France après la guerre repose sur nous, il conviendra de s'y donner comme à un magnifique sacerdoce. Nous avons appris ici la nécessité d'étudier à fond un terrain avant d'y engager une troupe : la nécessité de tout prévoir, pour éviter des morts d'hommes ou l'échec d'une mission importante ; la nécessité enfin de s'obstiner à tout prix. »

Ainsi pensent ces nobles gens. Leur examen de conscience précède notre enquête et pose la même interrogation : Quelle France va naître des tranchées ? C'est dans les services de l'armée, dans son état d'esprit, dans le génie qu'elle déploie à tout créer ou perfectionner, dans ses vertus enfin et ses improvisations, que l'on peut chercher à débrouiller, comme nous disions hier, les linéaments de ce que sera notre patrie après la guerre.

J'ai grand espoir que nous garderons quelque chose de cette union et de cette amitié qui existent dans nos armées ; quelque chose de ce sentiment héroïque qui est venu hausser notre idée du problème religieux ; quelque chose enfin de ce génie d'organisation qui a

réapparu depuis cinq ou six mois pour notre salut, et qui nous réapprend l'action coordonnée, subordonnée, aussi éloignée de la pédanterie bureaucratique que de la désinvolture et du caprice des isolés.

L'amitié, la concorde, voilà ce que nous avons d'abord à admirer chez nos soldats, à essayer de fixer parmi nous. Par centaines, des lettres m'arrivent qui, au hasard du sujet qu'elles traitent, soudain s'interrompent pour développer ce thème : « Puisse cette guerre terrible ramener dans notre chère France l'union dont nous aurons, après la guerre, autant besoin que maintenant. Il n'est pas admissible que les dangers partagés, les souffrances endurées ensemble n'amènent pas cet apaisement, sans lequel nous recommencerions à mourir. »

Nos soldats se montrent étonnés et ravis de l'entente fraternelle où ils vivent. S'ils viennent passer quelques jours au milieu de nous, « à l'arrière », comme ils disent, c'est très vite du désenchantement. Ils s'étonnent et s'attristent de retrouver, sous nos efforts de bonne volonté, ce qui subsiste encore de l'ancien esprit querelleur. A demi-dissipée, la vieille atmosphère des haines a pourtant laissé aux tentures de la maison familiale une odeur

refroidie, qui ne nous gêne pas trop, nous les sédentaires, mais qui les saisit, eux qui viennent du large. Elle leur chavire le cœur. Alors ils retournent en esprit au pays du dévouement et de la fraternité, et nous découvrent avec une sorte de nostalgie religieuse quelle union parfaite y règne.

Union autour du généralissime. « Notre général Joffre, à qui nous devons et voulons obéir aveuglément », écrit un chef dont j'ai la lettre sous les yeux, et cette phrase exprime les sentiments et les volontés de tous, à tous les degrés de la hiérarchie.

Union des officiers et des hommes, admiration attendrie des chefs pour les soldats. J'ai entre les mains l'ordre du jour qu'un vieil officier supérieur, qu'il ne m'est pas permis de nommer, adressait à ses soldats, des territoriaux du pays de Limoges, c'est-à-dire d'opinion avancée. Il les commande depuis des mois dans les tranchées les plus boueuses et les plus exposées. De quel accent de sincérité et d'émotion qui ne trompe pas il célèbre leur vaillance au milieu des périls et des misères ! « Avec mes 68 ans, dit-il, je peux, vous, les vieux, vous appeler mes enfants ». Il célèbre « la belle tenue du Limousin, que d'aucuns considéraient comme un foyer d'antimilita-

risme et qui a produit des soldats qui, malgré la quarantaine bien sonnée, sont des territoriaux de fer ». Ces admirables hommes lui ont transmis leurs souhaits de nouvel an. Il classera leur lettre parmi ses « plus précieux papiers de famille ». Et de fait, pour lui, pour eux, le régiment est une famille. Il emploie tout naturellement le ton d'un grand-père parlant à ses fils. Ce vieux soldat modifie, renouvelle, adapte à l'époque, adapte à son cœur, débordant de reconnaissance, le vocabulaire militaire : « Les liens qui nous unissent, dit-il, sont formés d'une haute estime et d'une entière confiance réciproques ».

Encore, l'affection de chef à soldats doit-elle compter avec les exigences, si humanisées qu'elles soient, de la hiérarchie. Mais entrons dans les rangs, causons avec nos jeunes soldats, si peu préparés, semblait-il, par la plus douce vie, à leurs rudes devoirs. Voyez comme leurs âmes, tendues par l'héroïsme et par l'idée du sacrifice accepté, sont attendries d'amitié ! Dans le douloureux carnet que Marcel Drouet, mort au champ d'honneur, m'a légué, j'ai recueilli des indications admirables sur l'amitié qui, spontanément, s'est formée entre lui et un jeune Saint-Cyrien de son âge, le sous-lieutenant Gabriel. Il n'y a

là-dessus que peu de lignes et crayonnées d'une manière presque illisible, au hasard de l'heure ; mais comme elles révèlent la solitude de Drouet, et l'ardeur avec laquelle il s'intéressait à la vie de celui qui allait être chargé de nous annoncer sa mort.

Dans ces fraternités qui se forment et s'entr'aident sous la mitraille, au bord de l'abîme tout noir, il y a autre chose que dans nos amitiés faciles, nées d'une vie agréable. J'y distingue un élément profond et primitif ; ces jeunes gens menacés s'appuyent l'un à l'autre avec confiance, après avoir pesé leurs vertus guerrières. Nous touchons là, j'en suis certain, à des états premiers, à une loi naturelle ou divine, retrouvée au-dessous de nos alluvions, et dont nos camaraderies les plus délicates ne peuvent être qu'une survivance très affaiblie, l'ombre d'une ombre. L'autre jour, il me semblait que le gémissement d'un orgue réveillait toute l'obscur nef de la cathédrale. C'était une image qui cheminait dans ma conscience, une image trouvée au cours d'un récit écrit par Henri Massis sur l'affaire où il fut blessé. Massis raconte les derniers préparatifs, avant la sortie de la tranchée française, pour l'assaut sur la tranchée ennemie : « Nos hommes entaillent avec leurs

pelles la paroi ; ils aménagent les gradins qui leur serviront à bondir du sillon. Une volonté unanime les presse. Puis *ils se font de hâtives confidences, des promesses pareilles : quelques-uns s'étreignent... Instants magnifiques où l'homme se confie à l'homme, se donne simplement ! amitié, communion humaine incomparable, dont le souvenir, jusqu'à la mort, illuminera nos âmes !* Et, dans cette ferveur, ils travaillent, nettoient leurs fusils, les chargent, ajustent la baïonnette... »

Songez à de telles minutes ! Essayez de les réaliser en vous. Comme elles balayent tous les dissentiments de surface ! Après cela, faudra-t-il de nouveau se quereller, s'ignorer, se haïr, et que tels soient les moyens réguliers de la vie politique ? Recommencerons-nous à laisser inemployées dans nos cœurs les prédispositions que nous avons à collaborer fraternellement ? Je crois que ceux qui reviendront de la guerre ne s'entendraient pas avec ceux qui ne l'ont pas faite, et qu'il y aurait une cassure, si l'on voulait renouveler le système des excitations à la haine, comme un moyen de gouvernement. Après cette guerre, nous aurons besoin de la paix, non seulement avec les Boches, mais dans l'intérieur même du pays, besoin physique, moral, intellectuel.

et nous la voudrions, nous l'exigerons. Plus de cette absinthe quotidienne qui trouble et irrite. Il faudra libérer, soustraire aux influences de la méchante politiquaillerie une grande part de l'activité française, qui, en province surtout, est avilie par une organisation de terrorisme électoral. Il faudra réformer notre régime d'une manière qui permette la continuation de la trêve des partis.

P.-S. — La censure politique de René Viviani m'a supprimé, hier, deux lignes qui ne contenaient rien qu'une citation de Lavisso. On la trouvera dans la *Revue de Paris* du 1^{er} janvier 1915, aux lignes 21 et 22 de la page 11 (1).

XVIII

PREMIÈRE ASSEMBLÉE DE LA FÉDÉRATION NATIONALE DES MUTILÉS

ALLOCUTION DE MAURICE BARRÈS

1^{er} Avril 1915.

MESSIEURS,

Voici la première assemblée, la Constituante de la Fédération.

(1) Je laisse subsister ce *P.-S.* comme un signe des temps, mais j'ai rétabli page 119 la phrase de Lavisso.

Nous allons aujourd'hui établir définitivement nos statuts et notre bureau.

Je vous remercie de nous apporter votre collaboration d'esprit, après nous avoir donné, depuis des semaines, votre concours d'argent.

C'est grâce à votre générosité que cette souscription pour les Invalides de la guerre va atteindre au million. Chiffre énorme, si l'on songe que tant d'œuvres de grand intérêt vous ont déjà sollicités, et que chacun, dans ces mois de guerre, supporte des charges plus lourdes avec des ressources amoindries.

M'est-il permis de me faire l'interprète des glorieux invalides de la guerre et de vous transmettre leur remerciement affectueux ? Un tel rôle conviendrait au seul général Pau, qui nous donne son nom illustre pour en faire la plus haute parure de notre œuvre. Vous savez où son devoir le retient. Seul il aurait qualité pour parler au nom de ses frères d'armes. Accueillez du moins la gratitude des fondateurs de cette œuvre. C'est le 25 novembre que *l'Écho de Paris* posait la question des amputés et mutilés. « Sauvons les Invalides de la guerre », disais-je. Immédiatement, l'œuvre fut portée par votre sympathie. Aujourd'hui, après quatre mois, le trésor est

constitué. Et voici que nous continuant votre aide, vous êtes venus à notre appel, pour nous aider à faire le meilleur emploi de ces ressources que vous avez créées.

Organisons-nous. C'est en toutes choses la grande affaire. Émouvoir l'opinion quand on parle des soldats, c'est aisé à cette heure. Mais on n'a rien fait, tant qu'on n'a pas institué une bonne méthode.

A cette heure, il s'agit d'établir légalement la Fédération, c'est-à-dire de faire un corps avec tous ceux qui ont apporté leur obole aux mutilés. Tout souscripteur, n'eût-il versé qu'un franc, fait partie de la fédération, de cette société à laquelle nous allons donner aujourd'hui sa force légale, son bureau, son Comité.

Et quel est l'objet de la Fédération ? De secourir les mutilés et les amputés sur toute la surface du territoire, autant que possible, en leur fournissant des appareils, en leur ouvrant des écoles ou ateliers de rééducation professionnelle, enfin en les aidant à trouver des emplois. Cela se fera dans une série d'organisations locales. Nous avons, dès le premier moment, commencé l'organisation parisienne, qui déjà fonctionne d'une manière intéressante. Les bons Français de Lyon, sous la présidence de leur maire, M. Herriot,

n'ont pas attendu notre intervention pour fonder une œuvre. Mes amis de Nancy se sont organisés d'eux-mêmes. Barthou me dit qu'à Pau, on recueille des fonds. Je salue dans cette salle un délégué de Nantes. Demain, je dois recevoir la visite de délégués de Versailles. Tours nous a écrit. Le Conseil municipal de Marseille étudie nos statuts. Mais il faut à ces belles et vigoureuses initiatives un point de réunion, un organe de coordination, un lieu où tous ces efforts, que j'appellerai autochtones, puissent se concerter, s'engrêner et s'entr'aider. C'est la Fédération nationale. La Fédération va recevoir les sommes que ses membres ont versées. Ce fonds des mutilés, elle le répartira, après enquête et examen, aux diverses organisations locales qu'elle aura groupées ou créées, et parmi lesquelles le Comité des mutilés de Paris sera l'objet de notre sollicitude principale.

Dans quelles conditions se fera ce vaste travail, c'est ce que précisent nos statuts, que nous avons préparés avec l'aide des conseils les plus éminents, et que déjà vous avez pu examiner dans nos bureaux. Notre secrétaire va vous les lire. Sur chacun d'eux, nous échangerons nos observations et nous voterons. Puis, vous aurez à élire le bureau de la

Fédération. Vous y trouverez les noms de Louis Barthou, à qui nous devons, pour une grande part, la loi de trois ans, qui a armé la patrie et dont le nom se trouve ainsi tout naturellement désigné pour une œuvre de fraternité militaire ; d'Édouard Herriot, le sénateur-maire, président de l'Œuvre des mutilés de Lyon ; de M. Jean Buffet, président de l'Œuvre des mutilés de Nancy ; de M. Hébrard de Villeneuve, président de section au Conseil d'État, assis là auprès du bâtonnier Charles Chenu (et la présence de ces deux savants juristes nous garantit tout de suite que nos statuts sont bons, puisqu'ils les approuvent).

La composition de ce bureau et du comité que l'on va vous soumettre indique assez qu'aucune préoccupation autre que patriotique n'existe dans notre fédération. Nous réclamons l'honneur de servir les soldats de la France, frappés pour la défense de tous. Nous nous présentons pour collaborer avec les œuvres officielles, assurés qu'entre elles et nous règnera un accord parfait et une généreuse émulation de dévouement.

Merci à tous les souscripteurs. Nous voilà associés dans la plus belle et la plus nécessaire des tâches.

XVIII bis

UNE LÉGENDE MENSONGÈRE SUR PÉGUY

Une légende circule qu'il est nécessaire d'anéantir immédiatement.

La voici, telle que je la trouve imprimée sous ce titre : *D'une tranchée à l'autre* :

« Deux poètes amis sont morts dans les » tranchées : Ernest Stadler, l'écrivain alle- » mand de Strasbourg, et Charles Péguy, le » poète lyrique français, dont Stadler avait » traduit les vers.

» On apprend qu'ils se sont trouvés face à » face, dans les tranchées adverses, sur la » terre de France. S'étant reconnus, ils au- » raient tenté d'échanger quelques mots dans » de brefs billets :

» *Mon cher collègue et confrère...* » écrivit » Stadler au début de son mot, le reste du » billet fut inintelligible pour Péguy, qui » aurait répondu : Mon ami, je ne vous com- » prends pas, mais je vous aime. »

» Peu après, ils furent tués tous les deux. »

Rien de vrai là-dedans. Voici la lettre que

Mme Charles Péguy me fait l'honneur de m'écrire :

Monsieur,

Encore très souffrante des complications qui ont suivi la naissance de mon fils, Charles-Pierre, je m'en remets aux amis de Charles Péguy, à ceux qui savent sa vie et son œuvre, qui pieusement ont recueilli les détails de sa mort héroïque, à vous, monsieur, en particulier, du soin de défendre la mémoire de mon mari contre ces absurdes légendes, et vous prie d'agréer l'assurance de mes sentiments les meilleurs et les plus dévoués.

Charlotte Charles-PÉGUY.

J'ai tenu à donner cette lettre au long pour que la légende à peine esquissée fût anéantie. Un officier français, un Péguy, l'épée à la main, n'a rien dans l'esprit et le cœur qu'il puisse distraire en faveur d'un ennemi armé. Ne laissez pas s'accréditer de fades niaiseries où l'on distingue une odeur suspecte de pacifisme. Maintenant, c'est la guerre. Le noble Péguy en acceptait, en proclamait les dures obligations et les vigoureuses solidarités. Cette protestation fait grand honneur à M^{me} Péguy.

XIX

DANS LES TRANCHÉES
ON RÉAPPREND L'ART DE L'ORGANISATION

2 Avril 1915.

Continuons à débrouiller les linéaments de ce que pourra être la France d'après la guerre.

Je ne les distingue pas très bien. Je ne croirais guère cependant à une victoire qui nous laisserait avec notre badauderie, avec les fausses valeurs auxquelles nous avons permis de s'installer à notre surface, avec cet amour de nos commodités qui nous amenait à tolérer, comme dit *le Temps*, des histrions. Les Français se sont trouvés dans la nécessité urgente d'acquérir toutes les vertus de la vie. Ils les voudront garder.

Je ne sais plus quel personnage de comédie disait : « Il t'arrivera des choses qui te rendront de la mémoire ». Il est arrivé à la France des choses qui lui ont donné la mémoire et les qualités morales pour ne pas périr. Si les événements bouleversent la face du monde, les émotions et les épreuves bouleversent les caractères des hommes qui ont par-

ticipé à ces événements. Dans les tranchées, nos soldats et nos officiers éprouvent jusqu'à l'attendrissement le plaisir d'être des frères, et ils en garderont un besoin d'union, de paix sociale, de trêve des partis. Ils se font, prêtres et laïques, une intelligence plus vive et plus profonde des questions religieuses. Enfin, c'est l'objet de cet article, ils maudissent la légèreté qui ne sait pas prévoir les besoins, ni coordonner les efforts, bref le manque d'organisation.

Ah! ce mot d'organisation, comme il revient dans toutes les causeries un peu sérieuses, depuis huit mois, de même qu'il reparaît à chaque ligne des circulaires, des ordres et des décrets. Et comme on s'avoue que, organisateurs de tant de choses, nous nous en sommes remis à notre souplesse et à notre entregent pour adapter vraiment la « nation en armes » aux conditions modernes de la guerre !

Tout le pays connaît les fautes commises contre la préparation à la guerre, mais c'est dans les tranchées qu'on les paye. Nous n'avions ni obus, ni canons lourds, ni service d'aviation. Si nous avions été prêts, comme l'étaient les Allemands, la guerre aurait été finie en deux mois, et cinq cent mille Français seraient encore en vie. Cela, le citoyen

qui est dans les tranchées s'en rend compte. Il sait par quels prodiges on parvient à parer aux difficultés. Il pense que la grande affaire c'est de créer des cadres, d'augmenter le rendement des magasins administratifs d'habillement et de campement, et celui des usines de matériel de guerre. Il comprend que nous sommes en train d'obtenir la victoire à force de sacrifices et à coups d'ingéniosité rapide. Enfin il est arrivé à chaque soldat et à chaque famille des choses qui les obligent à réfléchir sur les organisations méthodiques, minutieuses et puissantes des Boches.

Vous vous rappelez les propos du chimiste Ostwald :

L'Allemagne, déclare-t-il, grâce à sa faculté d'organisation, a atteint une étape de civilisation plus élevée que les autres peuples. La guerre, un jour, les fera participer, sous la forme de cette organisation, à une civilisation plus élevée. Parmi nos ennemis, les Russes, en somme, en sont encore à la période de la horde, alors que les Français et les Anglais ont atteint le degré de développement culturel que nous-mêmes avons quitté il y a plus de cinquante ans. Cette étape est celle de l'individualisme. Mais, au-dessus de cette étape, se trouve l'étape de l'organisation. Voilà où en est l'Allemagne aujourd'hui. Vous me demandez ce que veut l'Allemagne? Eh bien! L'Allemagne veut organiser l'Europe, car l'Europe, jusqu'ici, n'a pas été organisée.

L'objection saute aux yeux. Cette discipline sûre, ces méthodes, ce formidable outillage varié sont au service d'une âme grossière : elles manquent d'un cœur généreux, enfin, pour tout dire d'un mot, elles veulent notre mort. Et puis, ce pédant d'Ostwald exagère. Mais, en dépit de ce ton insupportable de bluff, en dépit de tant de vilénies et d'un si prompt affleurement de brutalité et d'ignominie, il faut bien le reconnaître : les Allemands s'étaient développés dans le sens organisateur. Étrange race, où l'on vit à toutes les époques l'alliance du prosaïsme le plus terre à terre et des aspirations nébuleuses. Ce qui est le mieux réussi dans Werther et bien caractéristique de la race, c'est la description d'une jeune fille faisant des tartines à ses petits frères et sœurs et éveillant par ces humbles soins une infinie poésie dans l'âme d'un jeune pédant. Leur pangermanisme est un mysticisme et un programme commercial ; leur empereur, l'a-t-on assez dit, un Lohengrin et un placier en marchandises. Nous nous étonnons et nous indignons de leur régression aux forêts d'Arminius et aux autels de Thor : mais deux commis-voyageurs, dans un compartiment de chemin de fer allemand, classant leurs

commandes et repassant leurs listes ; les écoliers de Berlin faisant systématiquement la tournée pour récolter de l'or ou du métal, nos prisonniers de là-bas mis, contre rémunération, au service des agriculteurs ou des artisans, voilà qui est également dangereux, voilà leur force redoutable.

Les détails que l'on peut connaître de leur installation chez nous, dans cette minute même, les montrent aussi prompts à rectifier une ligne de chemin de fer ou à créer un journal local qu'à envoyer leurs Zeppelins sur Paris et à s'acharner pour la reprise d'une tranchée que nous leur avons enlevée. Voilà des vertus que notre victoire ne leur enlèvera pas. Alors même que nous nous serons débarrassés de leurs prétentions militaires, et assurés contre leur hégémonie, il nous faudra être en mesure de lutter contre des avantages que leur aptitude à organiser leur assure. L'Angleterre ne sait comment teindre ses cotonnades et ses lainages, quand les couleurs allemandes à l'aniline ne lui parviennent plus. Il nous faut profiter de cette hivernale veillée d'armes pour parer à des insuffisances du même genre, et d'un genre plus grave.

Tenez, une grande question, entre autres, où sont engagés notre amour-propre, notre

honneur et nos intérêts, c'est de fournir à nos reprises et conquêtes de demain, sur la rive gauche du Rhin, des employés des postes aussi bons que les leurs, des instituteurs que le préfet ne suscite pas contre le curé, et des colis qui ne s'égareront pas en route. Quelle que soit l'aménité de notre civilisation, que je mets au-dessus de toutes pour donner de l'agrément à la vie, il est des points où la formidable organisation matérielle contribue aussi à la douceur de vivre. Les œuvres de prévoyance sociale, développées depuis vingt ans en Alsace-Lorraine ont créé, là-bas, chez l'ouvrier, chez le petit artisan, un sentiment de sécurité absolue. Les assurances contre la maladie et les accidents, les retraites ouvrières, les caisses contre le chômage, lui assurent leur appui dans toutes les circonstances de la vie. Les Chambres des artisans règlent les rapports entre petits patrons, ouvriers et apprentis. Les règles pour l'apprentissage sont très sévères, car des examens successifs portent non seulement sur des matières techniques, mais encore sur l'instruction générale, ce qui force l'enfant à poursuivre son éducation en suivant des cours du soir quand il a quitté les banes de l'école primaire, à treize ou quatorze ans. Ce que l'on a appelé chez nous la

« crise de l'apprentissage » n'existe donc pas. Une législation règle les litiges entre patrons et ouvriers, de sorte que, sauf dans la grande industrie, les grèves sont extrêmement rares. Toutes ces réglementations ont été introduites peu à peu, sans provoquer d'un jour à l'autre des modifications radicales. Certes, dans les débuts, l'Alsacien, très individualiste, a marqué une vive opposition à certaines mesures. La réglementation de tous les actes de sa vie lui répugnait. Mais, à la longue, il s'est habitué à accepter la contrainte et il a reconnu les avantages qu'il en tirait. Comme cette caporalisation se faisait après tout avec un grand esprit de justice, qu'il n'y avait pas ces passe-droits, dont les abus électoraux font en France la règle, une sorte de contentement matériel, résultat du bien-être, s'est introduit dans le pays.

La France devra affirmer sa supériorité en ajoutant à cette organisation matérielle (qui pourra être maintenue par l'initiative privée) une organisation morale dont l'Allemagne avait été incapable de trouver la formule. Mais après la victoire même, nous serions des vaincus, si nous ne retrouvions pas la faculté que nous avons eue si éminemment, le goût et le don d'imposer une forme à des agrégats

flottants, le sens des précisions et des associations nécessaires, les vues d'ensemble encadrant notre action et y faisant rentrer celle de nos coopérateurs. Avouons-le, et admettons cette rançon de quelques-unes de nos plus belles qualités : nous avons perdu (dans la collectivité, comme chez les individus) la faculté d'organiser ; nous excellions dans le momentané ; nous vivions le plus volontiers dans l'inorganique charmant et dans les délices de l'invertébré. Préparons-nous par tous les moyens à être de nouveau capables d'engrener notre activité et de la multiplier par l'association, par la coopération.

Organisons ! Organisons le plus de choses positives, reprise du travail, assistance, secours, approvisionnements, Exposition de San-Francisco ou offres de services à l'Amérique du Sud, tout est bien fait qui sert à la fois la cause française au dehors, au dedans, et nous apprend à nous-même l'action coordonnée, subordonnée, aussi éloignée de la pédanterie bureaucratique que de la désinvolture et du caprice des isolés. Que la Chapelle et la Prairie conversent et s'accordent, en d'autres domaines encore que celui de la pensée religieuse.

Gens de l'arrière, nous ne faisons pas un

mauvais apprentissage dans nos « œuvres » de toutes sortes. En dehors des soulagements positifs qu'elles nous permettent d'apporter à des misères et à des souffrances, elles nous dressent au grand art indispensable de l'organisation. Efforçons nous d'être à peu près à la hauteur des soldats, qui vont nous revenir de la tranchée, excédés des bavards incapables, décidés à rétablir les responsabilités et à vouloir que toute place soit attribuée au mérite. La France, après la guerre, devra continuer à bien travailler. Apprentissage d'abord pour que ce soit chef-d'œuvre au lendemain de la victoire.

XX

APRÈS LA GUERRE, NOUS CONTINUERONS
D'HONORER LES VERTUS HÉROÏQUES.

3 Avril 1915.

La censure m'a supprimé, hier, un article où j'expliquais qu'au cours de cette guerre nous avions retrouvé le sens de l'organisation et que, sans doute, en ayant compris l'efficacité, la nécessité, nous ne voudrions

plus le perdre. La veille déjà, elle m'avait sabré la préface de cette petite série : « *Quelle France veut naître des tranchées ?* ». C'est dire qu'il y a là tout un ordre d'idées que l'on m'interdit de toucher. Je suis bien sûr que je ne desservais pas la défense nationale. Mais inutile de gémir. Je tourne au court, je donne une dernière vue sur ce dangereux sujet, autour duquel j'entends crisser les ciseaux tout-puissants,

Ils se trompent d'ailleurs, ceux qui croient que cette idée d'une France nouvelle, naissant de nos épreuves, est une invention de polémique. Que mes censeurs se penchent sur tous les esprits, ils y verront les mêmes pensées, les mêmes serments. Tâchons de rester amis, comme nous sommes dans les tranchées ; tâchons de ne pas laisser aux Boches le génie de la prévoyance, de la coordination et de l'organisation ; tâchons qu'elles ne se ferment plus, les sources profondes qui viennent de se rouvrir dans nos âmes. Tels sont les vœux que j'aurais voulu recueillir, exposer, justifier, et qu'il faut bien que je taise après ce dernier article, où d'ailleurs j'écourte ma pensée garottée.

J'ai entre les mains la lettre d'un blessé, qui explique comment le projectile qu'il a

reçu, « une balle dum-dum, au dire du médecin qui a vu la plaie, a été plutôt élément, en n'éclatant qu'après avoir déchiré le cou ». Puis aussitôt : « Mais ce ne sont là que des petits côtés de la grande question qui nous occupe... » (Cette transition a-t-elle une allure assez fière !) « Ce qui nous occupe, c'est le résultat final, celui qui permettra à ceux qui resteront de recommencer une France et un Paris rénovés, car le sang versé par tous, sans distinction ni de parti, ni de religion, devra porter ses fruits... »

A ces mots, vous reconnaissez le terrain, l'horizon où vous êtes transportés. C'est toujours l'idée que nous examinons depuis cinq jours : *Que sera la France de demain ?* mais pensée d'une telle manière, que nous voilà en plein pays d'héroïsme et de mysticisme. Ces « fruits du sacrifice » apparaissent à tous les regards, et si nombreux, que je ne pourrais les dénombrer dans un seul article. La campagne, à perte de vue, en est transfigurée, comme la Provence dans ce mois d'avril, où les pêchers et les amandiers entrent en fleurs.

« L'enthousiasme et l'héroïsme, s'écrie le docteur Fiessinger (aux termes d'un curieux et bel article sur des malades qui ont trouvé

la force de servir quand même), survivent aux efforts tentés pour les anéantir. Une compression d'idées rationalistes poursuivie pendant vingt ou trente ans ne suffit pas pour étouffer les profondes voix de l'âme qui, à travers les siècles, ont clamé les aspirations et les instincts généreux d'une race. Aux heures de péril, la baguette d'un chef d'orchestre invisible donne le signal, et le chœur national, où chacun reprend le chant de ses pères, s'élève et s'enfle dans une harmonie de sonorités et une majesté d'accords dont les vibrations semblaient à jamais éteintes et la signification perdue ». (*Gazette médicale* du 20 janvier 1915.)

N'en déplaise au docteur Fiessinger, ce n'est pas pour avoir examiné les objets par les données de la raison que les hommes se dégradent. Une digne raison reconnaît la valeur des enthousiasmes et des intuitions, et leur fait grande part. Mais si je ne prends pas à mon compte l'explication du docteur, je confirme, avec tout le monde, son observation de fait : la guerre va retrouver et émouvoir, sous les apports misérables qui l'encombraient et la stérilisaient, la nature véritable des Français.

Avez-vous par hasard remarqué, dans le

tableau des inscriptions pour la médaille militaire, un cas que je trouve admirable. d'une superbe tenue à la française et de cette grande couleur sévère que les Jansénistes ont exagérée! C'est le cas du sergent-fourrier Sancier, du 167^e d'infanterie. L'héroïsme sous toutes ses formes est quotidien dans notre armée. Mais parfois ce sont des traits qui s'élèvent avec une telle splendeur et qui nous contentent si fort qu'ils semblent dessiner dans le ciel, où ils se perdent, la forme même de la France. Sancier, la cuisse fracturée le 22 septembre, est resté sur le champ de bataille jusqu'au 25. Ce jour-là, il a été retrouvé par son chef de bataillon, et, après ces trois jours et trois nuits de souffrances, de faim, de soif, de froid, de solitude, il « a demandé, de prime abord, à cet officier, si le soldat qu'il avait chargé de lui transmettre un ordre au moment où il était tombé l'avait prévenu de l'exécution de la mission qui lui avait été confiée ».

Ce n'était plus dans le feu de l'action, au milieu de ses frères d'armes, dans la brûlante émulation. Il était épuisé par de longues souffrances et refroidi par les réflexions de la solitude. Sa faiblesse physique pouvait trahir son âme. Il n'a pas eu un sentiment person-

nel. Quelle solidité de loyalisme militaire ! Quelle droiture de héros modeste qui craint toujours de n'avoir pas assez bien fait ! Nous sommes là sur le granit.

Combien ce serait intéressant de retrouver un tel homme, amputé maintenant, et de distinguer la force profonde qui lui a valu d'avoir été ce que nous admirons avec respect. Fut-ce l'effet d'une discipline morale et d'une tradition d'honneur et de devoir qui domina toute sa vie ? Est-ce un réveil magnifique et, sous l'action des circonstances, le bouillonnement de notre sang guerrier ? Chacun proposera son explication.

On pourrait dire, m'écrivit un correspondant, que le Français s'enlizait dans le matérialisme et que la recherche des douceurs de la vie corrompait ses vertus nationales.

Sans doute, on pourrait le dire. Mais cela sentirait la déclamation. Je n'aime pas beaucoup ce blâme jeté sur le passé de nos héros. En revanche, continuant de lire cette lettre, j'y trouve une impression saisissante de la vie menée par nos soldats :

Comme il s'est réveillé, le Français ! Qu'est-il aujourd'hui ? Un homme qui souffre, qui endure, qui subit la plus rude pénitence. Qu'est, en effet, cette vie des tranchées, sinon une vie de mortification, d'expiation ! Quelle merveille à considérer d'un coup

d'œil, sur toute la ligne du front qui traverse notre pays du nord à l'est ! Et cette héroïque éducation, nous la devons, tous, au général Joffre. Comme il a tenu la France dans sa main avec ses courts communi-
qués ! Comme il lui a appris à se sevrer de tout ! Comme il nous a fait des âmes dociles, prêtes à tous les sacrifices !

La pensée flotte, mais c'est une pensée très répandue à cette heure et qui naît, dans le même moment, sur des milliers de points, je veux dire dans des milliers de consciences. On s'émerveille de la plus-value universelle des âmes depuis huit mois. Chacun en donne des explications avec son vocabulaire. Le fait est là. Dans la guerre, ce qu'on voit d'abord, c'est une série d'exercices de bêtes féroces, et, pourtant, sans eux, voilà que la vie était lentement animalisée. Arrive la guerre ; mille choses s'arrêtent autour de nous et en nous ; il semble que ce soit un anéantissement, et soudain, des forces qui étaient dans les ténèbres de notre âme, montent à la lumière. Tous nos sentiments prennent plus de profondeur et de tendresse. Tout se simplifie en nous et se purifie. Tant de choses s'évanouissent ! Il reste le plus profond et le plus solide. Une quantité de gens cachaient dans leurs âmes, laissaient inemployés et se détériorant des sentiments qu'enfin ils peuvent,

ils osent libérer, épanouir. C'est purification, allégresse, ascension.

D'où cela vient-il ? La question ne se laisse pas éluder : d'un trésor qui s'est ouvert dans l'âme, d'une force souterraine qui a recommencé de jaillir. En approfondissant, nous trouvons une chaleur mystique, le rayonnement du grand feu central qui anime l'Univers et illumine les âmes.

Écoutez ce fragment extraordinaire d'une lettre écrite par un soldat à l'occasion du premier janvier dernier :

Mes chers parents, cette année, pour vous souhaiter une bonne année, je suis tenté de demander que vous la passiez dans les tranchées, à cent mètres des Boches, sous les obus, sans pain quelquefois, sans souliers quand la boue les retient, sans autre lit que la paille. Car je sais que nous sommes heureux dans nos trous, puisque nous croyons l'être. Je vous souhaite cette illusion si belle du bonheur qui le remplace. Je vous souhaite, quand vous aurez froid ou faim (je parle aussi bien de l'appétit du cœur et de l'âme que de celui du corps), je vous souhaite de sentir comme nous que votre souffrance est utile, qu'elle se transforme en mérite et qu'elle sert à quelque victoire. Nous

sentons bien parfois tout ce qui nous manque : mais nous faisons exprès de ne pas nous plaindre. Je sais que le séminaire vaut mieux que les tranchées, la messe que la bataille, le chocolat que le « singe », la famille que les camarades ; mais j'aime les tranchées, le singe et les camarades, parce que j'ai compris que plus j'en souffrirai, plus d'autres, pour qui je souffre, seront heureux. Je crois à la communion des vivants : c'est pourquoi j'aime souffrir.

Cela est d'un prêtre-soldat, d'un esprit qui a reçu la formation et la science religieuses. Mais la guerre agit d'une même manière sur tous les êtres, encore qu'ils ne trouvent pas tous les mêmes mots pour s'exprimer. Ce qui pénètre très avant chez chacun de nous, ce qui va frapper le fond de chaque âme produit une même résonnance. car, à notre insu, nous sommes tellement des frères ! M. Charles Tardieu, il y a quelques semaines, a publié des notes prises par lui dans les tranchées, au moment d'un assaut, qui sont de la plus grande beauté :

Il est des situations, dit-il, qui semblent porter en elles une vertu spéciale et magnifique, grâce auxquelles les cœurs, dans un besoin instinctif de confiance, cherchent à s'élever d'un coup d'aile vers quelque chose de supérieur et laissent échapper des cris

sublimes. L'approche du danger, le voisinage de la mort sont de tels instants. A quoi pense B... maintenant ? Je le vois qui tortille nerveusement sa moustache.

— Dis donc, me dit-il enfin, est-ce que tu es sûr, toi, qu'il y a quelqu'un au-dessus de nous ? J'ai fait bien des sottises dans ma vie ! *Mais je vais laver tout ça, tu sais !*

Paroles précieuses, riches de sens ! Ce sceptique, devenu fervent, va vers la bataille comme on s'approche de l'autel. Sa vaillance est un rachat.

Que cette vue nous mène loin, si nous ne laissons pas trop vite se distraire notre regard ! Elle est confirmée par mille renseignements. Jamais on ne vit tant de cadavres et jamais on ne vit tant d'âmes. Les cadavres se défont et les âmes multiplient leurs forces. L'homme le plus humble qui se bat pour la France se trouve avoir une âme de roi. D'où la tient-il ? Les âmes des morts devenues disponibles doublent-elles les âmes des vivants ?

Il y a six mois, où donc étaient ces vertus ? Pourquoi les laissions-nous enfouies et mal estimées ? Pourquoi ne savions-nous pas les aimer et les appeler ? Vaillance, esprit de sacrifice et de fraternité, pourquoi ne vous levez-vous qu'au matin de la tragédie, et pourquoi n'avons-nous des yeux pour vous reconnaître qu'à l'heure où, lueurs fugitives du ciel, l'évanouissement de la mort, trop souvent, nous soustrait à votre service ?

Jurons-nous qu'après la guerre nous continuerons de donner le premier pas en France aux vertus héroïques des âmes guerrières et religieuses.

XXI

L'INVALIDE QUI RENTRE AU PAYS

6 Avril 1915.

Une des principales questions sur lesquelles nous devons réunir nos efforts, c'est l'aide aux blessés, aux veuves, aux orphelins de la guerre. S'il s'agit de ceux qui souffrent et se sacrifient pour la France, et qui sont entraînés dans le tourbillon où, tous, nous aurions péri sans leur dévouement, notre sentiment ne peut pas s'endormir et notre pensée est toujours en travail.

Le commandant Driant, avant de rejoindre son poste de soldat, a déposé une proposition de loi qui améliorerait largement la situation faite jusqu'à cette heure aux combattants frappés au champ d'honneur. Dans son exposé des motifs, il fait allusion à notre souscription des Invalides de la guerre et à l'Œuvre des mutilés. « La charité privée s'est émue, dit-il. Une généreuse souscription vient en

aide à ces détresses quotidiennes. Elle ne pourra que les adoucir faiblement. L'État seul est en mesure de faire aux mutilés de nos armées, aux femmes et aux enfants qui restent seuls dans la vie, une destinée qui soit digne d'une nation comme la France. »

Cela est très juste, et nous avons toujours répété que, dans les initiatives privées, nous voyions, à côté des résultats positifs qu'elles apportent, un stimulant pour l'État et pour l'opinion publique. Ainsi, le million que nos souscripteurs donnent aux mutilés et amputés suscite dans les services publics une généreuse émulation, et contribue fortement à persuader les esprits que nous avons des devoirs envers nos défenseurs malheureux.

C'est une vue qui n'est pas très ancienne. L'*Hôtel des Invalides* était, ce me semble, une idée de gloire, un signe de la magnificence royale, plus que la reconnaissance d'une dette. Et Driant remarque avec justesse que l'ordonnance de 1831, qui réglait jusqu'à cette heure les pensions pour blessures de guerre, ayant été faite pour une armée de métier, considère la pension donnée aux blessés non comme une récompense ou une réparation du préjudice causé, mais comme une pension d'ancienneté anticipée.

Nous appuyerons de toutes nos forces l'initiative de notre cher et éminent ami. Elle ne rencontrera pas de difficultés sérieuses. Elle est juste et recommandée par son auteur, qu'entoure l'estime de tous. Il est donné à bien peu d'hommes de fournir un type complet, je veux dire de satisfaire sans réserve, dans un moment donné, les exigences de qui les regarde. Mais, vraiment ce soldat-législateur, qui, le fusil à la main, entraîne ses hommes depuis huit mois sur un des points les plus exposés de l'immense bataille, et qui, la minute d'après, rentré dans la tranchée, médite sur le moyen d'alléger les sacrifices de ses compagnons d'armes et de rassurer leur imagination toujours tournée vers le foyer familial, cela est d'une beauté très pure.

Allez, mon cher Driant, ne craignez pas de nous demander ce qui est nécessaire aux braves dont vous partagez les misères, les périls et la gloire. Peut-être devrions-nous penser à établir le chiffre de la pension d'après le salaire touché par le blessé antérieurement à la mobilisation. C'est l'esprit de la loi sur les accidents du travail, et l'assimilation semblerait toute juste. Nous aurons l'occasion d'en discuter. La dépense serait lourde, dit-on. Il eût été plus lourd de porter le sac prussien, au

milieu des risées de l'univers, et d'être goujat d'armée à la suite des vainqueurs, qui nous eussent enrôlés contre la Russie et contre l'Angleterre.

L'impôt pour les sauveurs de la patrie ne sera pas lourd, mais léger à nos cœurs reconnaissants, dans une France remontée au zénith du ciel. Les prêtres donneront leurs ciboires en or : les femmes leurs perles, et chacun de nous, la moitié de son travail : heureux que le destin ne nous dise pas : Tu dois tant de livres de ta chair à ceux de tes frères que la défense commune laisse mutilés.

C'est un bien grand honneur de s'employer à de telles œuvres. Montesquieu écrit : « L'Hôtel des Invalides est le lieu le plus respectable de la terre. J'aimerais autant avoir fait cet établissement, si j'étais prince, que d'avoir gagné trois batailles. » Travaillons tous à construire, pierre à pierre, cet hôtel idéal des Invalides de la grande guerre. Mais laissons à chaque jour sa tâche. Et, en attendant que nous fixions le taux de la pension de nos blessés ou malades, regardons amicalement ce qu'ils deviennent.

Depuis quelques semaines, soldats amputés, aveugles, frappés d'infirmités graves, les voici qui regagnent le pays natal. Ils excitent la curiosité émue. Quels sont-ils ? Ce sont des

combattants réformés, avec congé n° 1, à la suite de blessures qui les rendent impropres à tout service. Frappés dans les premiers mois de la guerre, soignés dans les hôpitaux, transférés dans les maisons de convalescence, puis renvoyés dans leurs dépôts, ils rentrent dans leurs foyers, rayés des cadres de l'armée, après avoir subi un examen définitif des commissions de réforme. Une pension de retraite leur est due. L'autorité militaire dresse dans ses bureaux les états nécessaires pour établir leur droit. Mais cette pension, quel qu'en doive être le chiffre, ne sera pas définitivement liquidée avant la fin des hostilités. D'ici là, comment ces héros malheureux, incapables de travailler, pourront-ils vivre et faire vivre les leurs ?

Le ministre de la Guerre y a pourvu. Chaque réformé recevra selon son grade, jusqu'au règlement de sa pension, une allocation journalière, bien modeste sans doute (1 fr. 70 pour les simples soldats), qui lui permettra de ne pas mourir de faim.

L'idée est équitable, l'intention excellente, le ministre a fait son devoir, mais ses services surveillent mal l'exécution des instructions données. Les dépôts des corps, qui doivent dresser les états nécessaires pour que les inté-

ressés reçoivent leur allocation, laissent traîner durant des semaines et des mois les dossiers qu'ils sont chargés d'établir, et, cependant, nos malheureux blessés demeurent privés de toute ressource.

L'allocation que peuvent recevoir leur femme et leurs enfants, aux termes de la loi du 5 août 1914, continue sans doute d'être payée, mais il est de toute évidence que les sommes reçues sont insuffisantes pour faire vivre la famille augmentée de son chef, incapable de travailler et dont la santé exige encore des soins.

Au hasard de mes notes, je cite deux cas :

Lambert, ° d'infanterie, blessé le 2 octobre. Réformé n° 1. paralysie totale d'un membre. Rentré dans ses foyers le 5 mars. N'a pas touché son allocation.

Legrèle, ° d'infanterie, blessé le 24 septembre. Amputé d'un membre. Réformé n° 1. Rentré dans ses foyers le 16 janvier. N'avait rien touché le 31 mars.

Je pourrais multiplier les exemples. De plusieurs côtés on me signale des situations identiques.

Ce ne sont pas seulement des réformés n° 1 qui ont droit de se plaindre. Certains blessés renvoyés dans leurs foyers en congé de conva-

lescence, et qui par suite n'ont plus droit à leur solde, ne peuvent arriver à se faire payer l'allocation journalière qui leur est due.

Un exemple suffira.

Le blessé X..., du 26^e régiment d'infanterie, a obtenu un congé de convalescence de trois mois. Dans ses foyers depuis le 25 février, il n'a pas encore obtenu le paiement de son allocation.

J'ai des dossiers. Il est inutile que j'enfle la voix pour les faire valoir. Au contraire, si j'écris cet article, c'est pour dire aux intéressés : Le gouvernement ignore ces négligences douloureuses : calmez-vous : sitôt l'alarme donnée, des ordres vont arriver et vous allez avoir satisfaction.

Dans les bureaux militaires non plus, la bonne volonté de fond n'est pas douteuse. Pourquoi donc ces détestables retards ? Les hommes des services auxiliaires manqueraient-ils ? Qu'on en prenne le nombre nécessaire et qu'on exige d'eux un travail assidu. Les formalités à remplir pour l'établissement des états d'allocation exigent-ils de trop longs délais ? Simplifions-les. C'est impossible ? Alors, il faut trouver le moyen d'allouer un secours provisoire au réformé, dès le jour où il est renvoyé du dépôt. On le déduira sur

son allocation quand elle aura été régularisée. Mais la misère ne doit pas entrer avec lui à son foyer.

Le ministre de la Guerre, au milieu des lourds devoirs qu'il remplit et qu'aucun de nous n'entend compliquer par de vaines critiques, ignore certainement cette situation. Il aura suffi de la lui signaler pour qu'il la règle. Merci.

XXII

CE QUE PROUVE L'AFFAIRE DU VIEIL-ARMAND

7 Avril 1915.

Certains avaient une idée qui les portait à dire que la guerre s'est industrialisée comme toutes choses, que c'est affaire d'outillage, d'automobiles et de voies ferrées, de canons, de projectiles et d'explosifs, et d'autres avaient une seconde idée, qui leur venait de leurs études napoléoniennes, ou plutôt d'une répugnance secrète aux arts spéciaux, et qui leur faisait connaître que le succès n'est que dans les manœuvres, le coup d'œil, l'élan, les forces morales. Ces deux systèmes s'opposaient,

formaient deux camps, deux disputes et une multitude de règlements ou de projets qui se contrariaient. Mais vienne l'occasion d'agir, viennent huit mois d'une guerre *pratiquée* et non plus *pensée*, les deux idées se confondent et s'enrichissent, les deux systèmes se combinent, et la prise du sommet du Vieil-Armand qu'ils appellent Hartmannswiller, est le résultat d'une action acharnée et savante, où des merveilles de courage et d'ingéniosité mettent en œuvre des merveilles d'outillage.

Aussi, avec quelle complaisance le *Bulletin des Armées* raconte cette opération et met en valeur les deux qualités, qui y furent déployées, de préparation et d'exécution ! Il semble qu'en nous donnant des détails abondants sur cette brillante et savante réussite, on veuille nous permettre de faire le point et d'apprécier où nous nous trouvons pour le moment.

Nous avons pris une belle avance sur la route de la victoire. « Où en sommes-nous ? — Tout se fera aisément quand nous serons prêts. » Tel est le dialogue qui s'échange depuis des semaines, par mille intermédiaires, entre le grand état-major et le public. Et ces mots : « quand nous serons prêts » ; vous entendez bien qu'ils visent le moment où nos forces matérielles atteindront à la même puis-

sance que nos forces morales et sauront agir, les unes et les autres, dans une étroite collaboration.

Le Ministre, en s'exprimant l'autre jour, à la tribune, avec une si belle netteté, a marqué virilement, du même coup, les insuffisances du passé et nos espérances immédiates. Vous avez entendu et retenu ses indications :

La production française en projectiles de tous calibres a dit Millerand, atteint aujourd'hui 600 % de celle qu'au début de la guerre, on avait cru suffisante, et, dans quelque temps, elle atteindra 900 %.

Ce que nous avons obtenu pour les projectiles, nous l'avons naturellement obtenu, c'était une conséquence inévitable, pour la production en poudres et explosifs. Le résultat a même été supérieur, car nous avons produit des engins nouveaux, nécessaires pour la guerre de tranchées : lance-bombes, grenades, etc.

Quant à notre artillerie lourde, nous avons, depuis le début des hostilités, septuplé le nombre des batteries existantes au début de la guerre.

Il y avait longtemps que les spécialistes militaires savaient nos manques de matériel, de munitions et d'explosifs. Ces questions étaient venues jusqu'au grand public. Et nos lecteurs se rappellent avoir lu ici même la véhémence campagne du général Maitrot. Mais, à côté d'un Négrier, qui refusait de paraître accepter et approuver les lacunes de notre armement, beaucoup d'autres bons soldats

jugeaient que leur devoir était de s'accommoder avec la situation et d'employer de leur mieux ce qui était à leur disposition. « On s'en tirera tout de même », est une formule familière aux hommes d'action, pour qui l'optimisme est une vertu, et le péché contre l'espérance le plus honteux des péchés. Nos officiers se réfugiaient dans un acte de foi, dans un appel à leur énergie intime. Puisqu'on ne leur donnait pas d'artillerie lourde et à longue portée, ils voulaient croire que le canon de 75 suffirait à tout. On s'en remettait au moral du soldat. Nos doctrines militaires nous fournissent des formules auxquelles on faisait dire plus qu'elles ne contiennent. Vous vous rappelez les développements sur la suite en avant, sur l'assaut, qui est le meilleur moyen de se dérober aux coups. Mais à l'usage, on a bien vu qu'il n'y a pas de moral qui tienne et que des troupes d'infanterie, en se portant sur des formations organisées sous terre qui les mitraillent, peuvent se faire tuer héroïquement, mais ne peuvent pas vaincre.

Il fallut travailler. Des résultats considérables ont été obtenus. Millerand nous le dit : l'affaire du Vieil-Armand nous le prouve. On y a vu une infanterie et une artillerie se connaissant parfaitement, s'appuyant mutuellement

et d'une façon constante l'une sur l'autre, combattant l'une pour l'autre, et non pas chacune pour soi. On y a vu des projectiles capables de désagréger des organisations défensives aussi fortes que sur aucun point de l'immense front.

Aussi, peut-on retenir cette opération d'Alsace comme une des dates, comme une des étapes de cette longue période d'où nous sortirons quelque jour par un coup de tonnerre. Elle prouve que, sur une préparation intensive, on peut arriver à de très grands résultats d'ordre tactique sans des pertes considérables. Quand nous aurons des approvisionnements complets, notre admirable élan sera servi par une telle artillerie que nous pourrons envisager la fin de l'envahissement de notre territoire. Les forces morales, nous les avons dès le début ; elles n'ont fait qu'augmenter. Les forces matérielles, nous les accumulons en ce moment, et leur puissance, qui rend sous ceux qu'elle accable, est désormais démontrée. Lorsque nous aurons la collaboration complète, abondante et constante de ces forces matérielles et morales, nous serons en mesure de crever le front invulnérable.

XXIII

LES CARNETS DE GUERRE
DES SOLDATS ALLEMANDS

8 Avril 1915.

C'est une vieille coutume chez les soldats de prendre des notes au jour le jour et d'enregistrer leurs étapes avec les incidents de leur campagne. Je possède ainsi les carnets, l'*Itinéraire* de mon grand-père, qui a fait toutes les campagnes du premier Empire et qui est entré à Berlin, triomphalement, dans les rangs de la garde impériale.

Persuadés qu'ils couraient à la gloire et au bonheur, les Allemands n'ont pas manqué de se munir des carnets. L'article 75 du *Règlement de service en campagne de l'armée allemande* le leur conseillait. Il invite expressément les soldats à rédiger quotidiennement en cours de route leur « journal de guerre ».

De ces carnets ou journaux, nous avons saisi un grand nombre dans les poches des prisonniers et des morts, au cours des premiers mois de la guerre, et nous y avons trouvé

bien des choses intéressantes, terriblement intéressantes.

.....
Joseph Bédier en a extrait une série de récits qui nous montrent les crimes allemands avoués, proclamés avec enivrement par leurs auteurs eux-mêmes. Petit livre effroyable, inoubliable, que le noble historien de nos chansons de gestes a voulu écrire avec une critique aussi scrupuleuse que s'il discutait l'autorité d'une vieille chronique ou l'authenticité d'une chartre. Enfin, un lieutenant interprète, M. Paul Hazard dans le dernier numéro de la *Revue des Deux Mondes*, nous apporte le fruit de ses lectures et de ses réflexions, depuis des mois que professionnellement il dépouille les papiers des prisonniers allemands. « Je crois assister, dit-il, à l'examen de conscience le plus complet et le plus sincère, entendre l'aveu le plus spontané et le plus ingénu. Un psychologue ne saurait désirer matière plus voisine des réalités mêmes ». Les lettres adressées à ceux qui vont mourir ne sauraient être que des effusions de cœur. Les carnets de route n'ont rien à cacher. Les mêmes traits, en se répétant, s'accusent et font apparaître, sous la multiplicité des détails, les caractères primitifs de tous ces soldats, quelles que soient leurs

conditions sociales. « Ce que nous avons là, c'est la confession de l'Allemagne. »

Joseph Bédier et Paul Hazard sont d'accord pour dire que certains de ces carnets révèlent des monstres. Et les textes qu'ils nous donnent obligeraient les ennemis mêmes de la France à se ranger à cette opinion. Comment ces Allemands, ouvriers, socialistes, père de famille, universitaires cultivés, officiers gentils-hommes, en sont-ils descendus là ?

Par orgueil, c'est la réponse universelle. Ils sont empoisonnés par l'idée qu'ils se font de la supériorité allemande. Ils appartiennent, pensent-ils, à une humanité supérieure qui doit se faire son chemin sans discussion, non pas au nom du droit, mais au nom de sa force colossale.

Au reste, séparez-les de la collectivité, déracinez-les, isolez-les, coupez le cordon ombilical, tirez-les de l'aquarium, rapidement ils se dégonflent.

Cela, M. Paul Hazard l'a bien vu. Il nous décrit ce que sont, une fois pris, ces féroces soldats-écrivains : « Quels pauvres débris offre le surhomme lorsqu'on lui a retiré tout d'un coup l'orgueil qui faisait son seul soutien ! » Et, résumant l'expérience personnelle qu'il a de ces prisonniers, l'excellent témoin décrit la

réalité qu'il a trouvée au fond de tous les interrogatoires auxquels il a procédé, au fond de toutes les lettres qu'il a lues. Ce qu'il a trouvé ? Une âme qui s'était hissée au-dessus de l'humanité par l'orgueil, et qui, cet orgueil venant à lui manquer, se trouve dépourvue des vertus véritables qui font la force de l'homme.

Voilà qui est encourageant et qui doit nous persuader, dans notre demi-victoire, que la seconde partie de la tâche sera pour nos soldats plus aisée que la première.

J'ai entre les mains des notes hautement autorisées qui nous permettent de pousser encore plus loin les puissantes analyses de MM. Bédier et Hazard et de suivre, toujours d'après les interrogatoires, les carnets et les correspondances des Allemands, l'évolution de leurs sentiments tout au long de la guerre.

Au début, nos agresseurs étaient animés d'une foi inébranlable dans la supériorité militaire de l'Empire. Ils couraient sur la France à rangs pressés, avec un matériel formidable, en se glorifiant des souvenirs de 1870, et aussi des longues années de paix pendant lesquelles, nous et tous les peuples, nous avons toujours témoigné à l'Allemagne un esprit de conciliation et de patience qui pouvait sembler de la faiblesse.

L'orgueil et la persuasion de leur toute-puissance rendent les Allemands méchants. Cela éclate dans leur littérature universitaire et dans leur pédantisme méphistophélique. Cela se fit voir d'une manière plus certaine encore dans leurs orgies démoniaques de Belgique et de Lorraine. La retraite stratégique de nos armées, la facilité avec laquelle ils progressèrent du 24 août au 5 septembre, leur donnèrent un sentiment de supériorité absolu et définitif, qui se manifeste dans tous les documents saisis par nous au cours de cette période cruelle.

La bataille de la Marne n'éveilla d'abord chez eux qu'incompréhension et stupeur. Ceux de leurs soldats qui tombèrent alors entre nos mains prenaient de bonne foi leur retraite comme un moyen de nous attirer dans un piège. Mais cette retraite continuait : elle s'accomplissait en désordre, sans ravitaillements réguliers, avec d'effroyables fatigues. L'importance des pertes subies et les effets foudroyants de notre artillerie apparaissent alors sur les carnets allemands ; ils y sont notés avec une véritable terreur.

Quelques semaines passent ; l'espoir renaît ; on trouve dans les lettres des officiers et des soldats l'annonce d'une grande manœuvre qui

se prépare et qui doit de nouveau conduire les Allemands jusqu'à Paris. C'est la grande bataille pour Calais, la bataille qui s'est livrée à l'est de l'Yser.

Ah ! la leçon fut bonne. En dix jours, les Allemands perdirent plus de 150.000 hommes. Peut-être 200.000. Leurs troupes en sortirent terrifiées. Et d'une terreur qui s'est avantageusement propagée. De ce moment, leurs prisonniers ne se déclarent plus sûrs du succès. L'annonce de la prise de Varsovie les a bien réconfortés quelque temps. Mais le mensonge nourrit mal ; l'incrédulité s'est généralisée, et, depuis trois mois, les prisonniers les plus intelligents ont tous avoué que nul ne pouvait plus dire de quel côté serait la victoire.

Si l'on songe à l'absolue confiance dans laquelle avait été entretenu le peuple allemand, cet aveu prend toute son importance. Une lettre saisie sur le cadavre d'un officier expose l'imminence d'un encerclement militaire et économique de l'Allemagne. Elle admet qu'on pourrait se trouver, après la guerre, « mains vides et poches retournées ». Il n'est plus question d'imposer la loi du vainqueur à des adversaires réduits à merci, mais de lutter avec l'énergie du désespoir pour obtenir une paix honorable. Et, dès janvier, un officier

d'état-major fait prisonnier déclarait : « Peut-être cette lutte du désespoir a-t-elle déjà commencé. »

Cette dépression des prisonniers constatée par M. Hazard et cette rapide diminution de la confiance des soldats, sitôt que la victoire échappe, s'explique si l'on admet, comme nous en sommes persuadés, que, de lui-même, l'Allemand est un faible individu qui tire de l'Empire son âme guerrière et son « aspiration surhumaine ».

Izoulet a publié un livre fameux pour établir que le « moi » individuel est un produit social, que c'est la Cité qui « pense » dans l'individu. J'ai toujours estimé qu'il avait raison quand je regardais par-dessus le Rhin (ou dans Strasbourg, dans Metz, les immigrés).

Ce n'est pas que nous cherchions à diminuer nos adversaires. A quoi bon ? Et le jeu serait sans dignité. Nos lecteurs savent que nous ne sommes pas disposés à méconnaître l'outillage prodigieux de l'Empire, non plus que les formations en masse de ses soldats. Mais ces excellences même confirment notre observation. Le Germain isolé n'est rien qu'un animal paisible et rêveur. Il se fait des tartines, il boit l'hydromel qu'il appelle de la bière, et il songe en fumant. L'association le trans-

forme. Aussi aspire-t-il toujours à se former en horde, en société de chant, en séminaire scientifique, en confédération politique. C'est dans ces organismes qu'il puise ses énergies mystérieuses et monstrueuses.

En s'anéantissant, l'Empire arracherait à l'individu allemand l'âme même que nous lui voyons, lui soutirerait son être moral. La démolition de l'Empire, ce serait proprement la démolition de l'Allemand odieux de 1914-1915. La mer, en se retirant, laisserait pourrir le monstre sur le sable. Espérons que de cette forme détestable s'évaderait l'Allemand des légendes, celui qui, dit-on, fut brave homme.

Mais, quelle que soit la responsabilité de l'Empire et de sa mégalomanie dans la perversion allemande, celle-ci n'est pas douteuse. Elle demeurera affichée devant les nations et devant les siècles dans la collection de ces carnets de guerre qui sera déposée, après la paix, au fonds germanique des manuscrits de la Bibliothèque nationale.

On peut publier le *Carnet de Marcel Drouet*, mort au champ d'honneur, l'*Itinéraire de Victor Boudon*, relatant l'héroïsme de Charles Péguy, ou les notes trop brèves des frères d'armes de Psichari, on n'y trouvera rien qu'à la gloire de l'humanité. Mais les carnets

des Teutons, toutes exceptions faites comme il convient, sont d'une telle nature que l'autorité allemande, comprenant quels témoignages redoutables ses soldats fournissaient contre eux-mêmes, vient de leur interdire officiellement qu'ils continuent à écrire ces carnets qu'elle-même leur avait conseillé de tenir.

Est-ce crainte des crimes qu'ils relatent, ou de l'usure morale qu'ils confessent ?

P.-S. — Notre ami, l'aspirant Jean Variot, l'auteur de ce beau livre, les *Hasards de la Guerre*, sur le point d'être nommé sous-lieutenant, vient d'être blessé. Nul détail. Nous les attendons avec espérance. Que les félicitations et les vœux de tous ses amis et admirateurs le rejoignent rapidement !

XXIV

L'ALLEMAGNE A PERDU SA FOI

9 Avril 1915.

Voilà une demi-douzaine de socialistes allemands, dont deux femmes, et puis quelques publicistes à la solde du Kaiser, qui se mettent

à crier : « Kamerads ! Kamerads ! » en levant les mains en l'air.

Nous connaissons le coup. Ils nous l'ont fait à la Chipotte, et trente fois ailleurs, et hier encore au Vieil Armand. Quand les Allemands sont dans l'angoisse, leurs officiers leur disent : « Faites semblant de vous rendre ! Gémissiez, suppliez ! » Nos braves soldats s'avancent sans méfiance, généreusement, et soudain les Boches s'éparpillent à droite, à gauche, se jettent à terre, démasquant des mitrailleuses. Le tour de coquin est joué.

Qu'est-ce que l'Allemagne manigance ? Elle constate qu'elle a mal calculé son élan, qu'elle ne peut pas vaincre de cette fois, que c'est une partie à recommencer. Elle voudrait souffler, signer une paix, se préparer à la guerre et s'y remettre dans cinq ans. Les trois socialistes et les deux dames qui lèvent les mains en l'air et qui crient : « Kamerads ! » sont-ils dupeurs, sont-ils dupés ? Je n'en sais rien, mais derrière eux, on recharge les mitrailleuses.

Toutes les attaques ennemies ont été repoussées, sauf celle au nord de Soissons, qui ne réussit qu'en raison de la crue de l'Aisne et de la rupture des ponts, et que les Allemands n'ont même pas tenté de renouveler.

Au contraire, la plupart de nos attaques ont obtenu des résultats importants. L'offensive allemande en Pologne est enrayée. L'offensive russe se poursuit en Galicie et dans les Carpathes. Les forces alliées accusent et vont continuer d'accuser une augmentation croissante, tant au point de vue des effectifs et des cadres qu'au point de vue du matériel, tandis que les forces allemandes ont atteint le maximum de leur puissance, et ne pourront plus que décroître en nombre et en valeur. Voilà le bilan exact des derniers mois.

Pour obtenir un succès total, il nous suffit de savoir l'attendre et le préparer avec une patience inlassable. Et nous accepterions de traiter sur les bases du *statu quo*? Nous dirions : « Il y a maldonne »? Nous resterions avec nos deuils et nos ruines? Et juste au moment où l'offensive allemande est brisée?

Car elle est brisée, Liebknecht, votre offensive. Faut-il, une fois encore, en donner les précisions et les dates?

C'est sur la Marne, quand, ivres d'orgueil, ils croyaient bien saisir Paris, que leur force totale, massée pour tout écraser, fut étonnée, vacilla, dut reculer pour la première fois. Ils crurent pouvoir se ressaisir, oser encore. Du 23 octobre au 30 novembre, ce furent d'extra-

ordinaires efforts afin d'obtenir à tout prix une décision dans les Flandres.

Le plan était superbe d'audace. On avait manqué Paris. Il s'agissait maintenant d'atteindre Calais, d'enlever Ypres, et, par l'un et l'autre point, de menacer l'Angleterre dans le ravitaillement de son corps expéditionnaire, peut-être même dans son île.

Toutes les mesures furent prises pour exalter le moral des troupes. Le Kronprinz de Bavière avait exhorté ses soldats « à faire contre l'aile gauche française l'effort décisif » et à « trancher ainsi le sort de la grande bataille entamée depuis des semaines ». Le général de Deintling, commandant le 15^e corps d'armée, déclarait à ses troupes : « La percée sur Ypres sera d'une importance décisive. » L'empereur en personne se porta à Thielt et à Courtrai, pour encourager l'ardeur des troupes.

Avec une énergie magistrale, appuyée d'une immense artillerie lourde, plus de 50 corps d'armée exercèrent leur effort contre les armées franco-anglo-belges. Ils échouèrent par la côte, quand ils visaient Dunkerque, Calais, Boulogne ; ils échouèrent également sur Ypres. Avec quelle violence, du 25 octobre au 13 novembre, l'attaque se déploya quotidiennement, l'histoire le dit, et la légende parlera toujours

de cette jeunesse, la fleur des universités allemandes, qui n'avait jamais vu le feu et qui fut menée, chantant des chants pangermaniques, en formations massives, sous le tir de trois cents pièces anglaises et françaises groupées dans un front de quelques kilomètres. L'héroïsme de nos fusiliers-marins et de toutes nos armes fut sublime ; le carnage effroyable. « Nous avons trouvé sur le terrain plus de 40.000 cadavres allemands », disent nos rapports officiels. Les envahisseurs perdirent près de 200 000 soldats dans cette seule bataille d'Ypres.

Cet échec fut d'immense portée. Il domine la situation présente de l'armée allemande. Nos adversaires, pour obtenir Paris, puis Calais, ont mis en œuvre toutes leurs forces. Vainement. Les voici condamnés à subir le contre-coup de cet inutile effort, si périlleux parce qu'il était à la fois énorme et précipité. Malgré le chiffre élevé de leur population, ils ne peuvent plus, par suite de l'abus immédiat et stérile qu'ils ont fait de leurs ressources, prétendre à reconquérir la supériorité du nombre. Ils en sont réduits sur leurs deux fronts de guerre à faire face de leur mieux aux forces sans cesse croissantes des Alliés. Ils avaient atteint le maximum de tension en obtenant le

minimum de résultats. Les voilà, au point de vue des effectifs et des cadres, dans un état d'usure que la sagesse de Joffre, la lenteur anglaise et l'inépuisable abondance russe nous ont évité. L'Allemagne est en présence de difficultés qui, pour elle, iront désormais en augmentant. Ces difficultés expliquent les paroles de paix que les Impériaux font lancer pour tâter le terrain. Démarches au Vatican, propositions plus ou moins officielles à Pétersbourg, enfants perdus du socialisme impérial ; nous serions des fous de nous y prêter.

Les Allemands ne peuvent plus nous opposer des forces supérieures aux nôtres. Ils ne réussiront donc pas dans l'avenir ce qu'ils n'ont pu réaliser alors qu'ils étaient d'un tiers plus nombreux que nous.

L'offensive allemande est brisée ; la défensive allemande le sera à son tour. Notre victoire finale résulte avec une impérieuse nécessité de la force concordante des faits et des chiffres. La démarche soudaine de Liebknecht et de ses amis est un fait qui vient s'ajouter à ceux que j'ai indiqués et qui confirme la certitude où nous sommes que l'Allemagne a perdu sa foi dans sa supériorité.

XXV

LE SYSTÈME COLOSSAL ET L'AUTRE

10 Avril 1915.

Junius disait hier avec justesse que Joffre est économe du sang de ses soldats, et il attribuait à cette humanité la vigueur de notre armée croissant en nombre alors que l'armée allemande, menée par des prodiges, par de vrais bourreaux, va s'épuisant.

Je ne diminuerai rien de ce qui a été dit du cœur de notre généralissime, mais j'y joindrai l'éloge de sa raison de chef. C'est par un sage dessein, par une haute conception intellectuelle que notre généralissime a témoigné utilement sa sollicitude pour l'armée. Et la plénitude de nos cadres et de nos effectifs, après huit mois de guerre, tient à la méthode selon laquelle le haut commandement a réglé l'appel de nos effectifs et créé nos formations.

La mesure, le bon goût, le « rien de trop » ont conseillé une fois de plus le génie français, tandis que les Allemands s'inspiraient, à

leur ordinaire, de leur violence, de leur orgueil démesuré, de leur aspiration au colossal.

Des deux styles, l'univers peut voir à cette heure, dans une question de vie ou de mort, quel est le plus solide, quel est celui qui doit avoir le dernier mot, vaincre le sort, apporter le salut.

L'effort militaire de l'Allemagne, au début de la campagne, a débordé toutes les prévisions. Vous rappelez-vous le mois d'août et notre sentiment, quand nous avons commencé de discerner quelle avalanche arrivait sur la France ?

Ah ! les Belges ont bien tenu dans ces journées inexpiables, dans la kermesse infernale. Et nos soldats, comme ils gardèrent une indomptable espérance !

Savez-vous ce que l'Allemagne déchaînait sur nous de troupes de combat ? Riens moins que le double de ce que nous attendions, soixante et un corps d'armée, au lieu de vingt-cinq qu'elle aligne en temps de paix. Et quand cette masse eut échoué dans la grande ruée triomphale sur Paris et se fut brisée sur la Marne, eh bien ! l'Allemagne fit un nouvel effort. En octobre, elle leva huit corps de complément, en vue de la grande reprise offensive sur Calais et sur Londres.

Mais elle avait atteint son maximum. La bataille lui rompit sa force de fonds, du moins sa force offensive. Elle avait dès lors à payer l'effort énorme et précipité qu'elle avait en vain réalisé.

Aujourd'hui nos ennemis se trouvent au point de vue des effectifs et des cadres, dans un état d'usure que le général Joffre a su nous éviter. Ils ont, suivant le proverbe populaire, mis tous les œufs dans le même panier, et malgré le chiffre élevé de sa population, l'Allemagne, après cet abus immédiat et stérile qu'elle a fait de ses ressources, ne peut plus prétendre à reconquérir la supériorité du nombre.

Les renseignements que nous possédons par les listes officielles allemandes, par les carnets, correspondances ou archives des prisonniers et des morts, ont permis aux gens compétents d'établir que nos adversaires perdent, d'une manière définitive, une moyenne de 260.000 hommes par mois. A ce moment, l'Allemagne dispose de 800.000 recrues. Si elle les emploie à de nouvelles formations, elle s'interdira de boucher les trous des anciennes. On peut croire que cette difficulté d'avenir n'arrêtera pas le grand état-major allemand. Il fait tout en vue des résultats

immédiats. Il va créer des formations nouvelles. C'est se mettre dans l'impuissance de reconstituer ses effectifs. Et cette faiblesse sera encore aggravée par la situation des cadres.

La création des corps nouveaux a obligé l'Allemagne, dès août et octobre, à prélever des officiers dans les anciens corps. Ensuite sont intervenues des pertes formidables. Aussi la proportion des officiers dans les régiments allemands, depuis le début de la guerre, est-elle réduite à un chiffre tout à fait insuffisant. Si l'Allemagne, avec ses ressources actuellement disponibles, crée de nouveaux corps d'armée, elle s'interdira de reconstituer en hommes ses effectifs, et de plus elle réduira jusqu'à un chiffre presque nul le nombre de ses officiers de carrière, qui, aujourd'hui, est très insuffisant.

Voilà le résultat du système allemand. Ce système avait besoin, dès le début de la campagne, d'un succès contre la France, rapide et foudroyant, avant que les Russes n'entrassent en action, avant que les réserves anglaises n'intervinssent, avant que la gêne économique ne se fit sentir. D'où la création en toute hâte de corps nouveaux, quitte à ne pas pouvoir les entretenir longtemps. Cela

importait peu, puisque par définition la victoire devait être immédiate.

Mais cette victoire nécessaire, les Allemands ne l'ont pas eue.

L'autre système, le système français, consiste, appuyé sur la liberté des mers, à maintenir en bonne et complète forme un nombre d'unités suffisant, et à n'en créer de nouvelles que dans la mesure où l'on est certain de pouvoir les entretenir et les encadrer convenablement, d'une manière durable.

Tandis que l'Allemagne constituait en grand nombre des unités nouvelles, corps d'armée ou divisions, qui absorbaient d'un seul coup ses hommes et ses cadres disponibles, le haut commandement français s'est attaché à ne créer de nouvelles unités qu'en nombre limité et seulement quand il était sûr de pouvoir, tout en complétant les unités existantes, alimenter largement les nouvelles en hommes et en cadres, dans l'avenir aussi bien que dans le présent.

Les troupes françaises actuellement au front comptent plus de deux millions cinq cent mille hommes. Leur effectif est par conséquent supérieur d'un cinquième à celui des forces mobilisées au début de la campagne. Et les ressources actuelles de nos dépôts sont

égales à la moitié, ou peu s'en faut, des hommes au front. C'est dire que dans l'avenir comme dans le passé, la permanence de nos effectifs sera invariablement maintenue. Au surplus, des ressources nouvelles, bien ménagées par les appels précédents, s'ajouteront aux ressources actuelles dans une proportion qui dépasse les prévisions les plus optimistes.

Voilà le système français. établi en vue d'une guerre prolongée.

De ces deux systèmes, après neuf mois d'épreuves, lequel doit triompher ?

Allez le demander à l'empereur allemand, méconnaissable, me dit-on, tant l'inquiétude le ronge. C'est en vain qu'il invoque et supplie *Unser Gott*. Ce vieux Dieu cruel, ce vieux Satan méphistophélique n'est que jalousie et se plaît aux bouleversements. Il s'amuse à procurer à l'homme des succès passagers pour éveiller en lui les illusions fatales et lui faire exécuter ainsi de plus réjouissantes culbutes. Guillaume et son Empire meurent victimes de leur orgueil démesuré, qui leur inspira des visées et des plans de style colossal.

Le Kolossal, voilà sur quoi s'hypnotisent, dans tous les ordres, les Allemands de l'Em-

pire. Cela leur vient de leur triomphe de 1870, et puis de leur sang. Nous, par contre, nous disons avec les Hellènes, dont nous sommes sur ce point les héritiers : « La mesure est ce qu'il y a de meilleur », ou bien encore : « Rien de trop ». C'est avec émotion que dès maintenant nous pouvons constater que les opérations de notre salut s'accomplissent en conformité avec les mœurs constantes de notre génie. L'idée du colossal est unie par un lien mystérieux à la destinée et à l'âme germaniques, comme l'esprit de mesure et la crainte des excès règlent tous les chefs-d'œuvre de l'action et de la pensée françaises.

XXVI

NOS OFFICIERS

12 Avril 1915.

« Vous parlez de l'usure des cadres chez les Allemands, m'écrit un lecteur. Mais, monsieur Barrès, il pleut sur les deux armées. Et si nos ennemis manquent d'officiers, ignorez-vous, niez-vous les pertes que

nous-mêmes nous avons faites, surtout dans les grades subalternes de l'infanterie ? »

Eh ! mon cher correspondant, qui de nous ignore, oublie des deuils qui sont l'honneur du corps des officiers ? Il n'est pas un Français qui ne sache de tels sacrifices et comment nous y fûmes amenés. J'ai parlé ici même de ces « tireurs d'officiers » — le mot est resté — qu'entretiennent systématiquement les Prussiens. C'est demeurer dans une explication superficielle de nos pertes. Allons au fond. L'histoire dira qu'au premier mois de la guerre, il manquait à nos officiers la considération et le prestige qui rendent l'autorité facile et que, souvent, ils se firent tuer, en s'exposant d'une manière excessive, pour émouvoir et ressaisir des imaginations prévenues. Non par gloriole et pour leur plaisir, mais parce que, à certains moments, ils jugeaient indispensable de frapper l'esprit de la troupe. Saluons la force d'âme de ceux qui durent conquérir leurs troupes avant de conquérir la victoire, grâce à eux maintenant certaine.

Nos pertes furent énormes. Pourtant, grâce aux qualités guerrières de notre race et à l'élasticité de nos lois sur l'avancement en temps de guerre, grâce à notre feu naturel et

aux bonnes méthodes de notre grand état-major, l'armée française, après neuf mois de guerre, possède un commandement et des cadres de toute solidité, et qui ont acquis une expérience qu'ils ne possédaient pas au début de la campagne.

Dans la cavalerie, nous avons en moyenne 35 officiers présents par régiment, au lieu de 31 qui sont nécessaires.

L'artillerie aussi offre des excédents. Elle dispose d'un très grand nombre de capitaines ou de chefs d'escadron qui étaient, en temps de paix, répartis entre les établissements de construction ou d'étude, et ses officiers de réserve se sont montrés, presque tous, excellents commandants de batterie.

C'est naturellement l'infanterie qui a le plus souffert, surtout dans ses capitaines et lieutenants. Toutefois, elle est loin de manquer d'officiers. Beaucoup des blessés, du moins ceux qui avaient été atteints par des balles de mitrailleuses, sont rapidement revenus au front. Les officiers de réserve ont montré, dans nombre de cas, des aptitudes de premier ordre pour le commandement des compagnies. Les sous-officiers rengagés, de l'active ou de la réserve, nommés sous-lieutenants, font d'excellents chefs de section

et même des commandants de compagnie habiles et vigoureux sur le terrain. Enfin, on a pu facilement puiser dans les cadres inférieurs et jusque dans le rang.

J'ajoute que les élèves des grandes écoles, Saint-Cyr, Forestière, etc., ont été heureusement utilisés comme officiers et que, dans ce moment même, à Saint-Cyr, à Saumur, on forme des jeunes engagés volontaires à qui ne manquera pas la gloire, dans quelques semaines, si leur bonheur égale l'impatience qui les anime.

Ainsi, après huit mois de guerre, les cadres de notre armée présentent une solidité très satisfaisante. Veut-on des chiffres pour l'infanterie ? Chacun de ses régiments compte en moyenne 48 officiers, dont 18 de carrière, 15 de réserve et 15 anciens sous-officiers. Et dans chaque régiment, sur 12 compagnies 6 au moins sont commandées par des capitaines de carrière, 3 par des capitaines de réserve ayant fait leurs preuves, 3 par des lieutenants. Il y a, dans chaque compagnie, au moins 3 officiers. C'est une situation très supérieure à celle des cadres allemands.

Alors que chez nous, dans chaque régiment, quel qu'il soit, il y a au moins 18 officiers de carrière, en Allemagne la moyenne

est de 12 dans les régiments actifs, de 9 à 10 dans les régiments de réserve, et de 6 à 7 dans les régiments de formation récente. Ces proportions, très insuffisantes, vont encore être réduites, car nos adversaires créent de nouvelles unités, pour lesquelles ils prélèveront des officiers dans les corps existants. C'est dire qu'ils vont abaisser, réduire à un chiffre presque nul le nombre de leurs officiers de carrière qui, dès maintenant, est très insuffisant.

Ce qui fait notre supériorité, c'est que chez nous le mérite constaté sur le terrain peut être immédiatement consacré et utilisé. Grâce au développement physique et intellectuel de la génération appelée sous les drapeaux, grâce surtout aux qualités guerrières de notre nation et à cet esprit généreux, éloigné de toute morgue, qui règne dans l'armée, on a pu facilement faire sortir des rangs, au fur et à mesure des besoins, le mérite. Nombreux sont les hommes qui, partis le 2 août comme simples soldats, sont aujourd'hui arrivés à l'épaulette. Notre système de nominations pour la durée de la guerre, l'absence d'esprit de caste, le bon accueil réservé par leurs officiers à ceux de leurs inférieurs qui ont montré au feu les aptitudes et les qualités de

chef, ont permis de pourvoir à tous les besoins. Nous sommes sauvés, cela est bien beau, par nos qualités de civilisation.

Foin des systèmes ! Soumettons-nous avec une intelligence pleine de bonne volonté aux leçons de ces grandes expériences. Nulle formule n'enserme la réalité. Mais la plus fausse contient sa parcelle de vérité. Dans les tranchées, quand un capitaine n'a plus de lieutenant, il n'est pas rare qu'il s'adresse aux hommes : « Eh bien ! mes enfants ? » Et ceux-ci de désigner celui qui, du consentement de tous, montre le plus de bravoure et de bon sens dans l'action. Le nom s'en va rapidement jusqu'au grand quartier général, qui le ratifie. Il n'est pas nécessaire que l'interrogation du chef soit si précise que je viens de dire ; mais retenez que, dans cette guerre, les nominations aux grades subalternes se font en accord avec l'opinion des soldats. Êtes-vous contents, partisans de l'élection des chefs par leurs troupes ? Mais, en même temps, reconnaissez cet autre fait d'expérience, c'est que l'armée et ces admirables officiers non professionnels vivent d'un esprit traditionnel qui est l'esprit du corps des officiers, une manière de penser et de sentir, non pas un enseignement, ou du moins un enseigne-

ment vivant, une leçon non rédigée, mais fournie à chaque heure.

L'esprit militaire indispensable à une armée se conserve dans le corps des officiers de carrière ; les hommes désignent pour les grades subalternes les meilleurs d'entre eux, voilà des faits d'expérience qui nous rapprochent, les uns des autres, Français de toutes opinions, comme nous unit l'admiration qu'il faut bien que nous éprouvions pour le génie éternel de la France, chaque fois que nous maintenons notre regard sur un des compartiments, quel qu'il soit, où nous travaillons victorieusement pour notre salut.

Cet examen est donc utile. Il consolide notre union spirituelle et nous donne l'occasion d'admirer et d'aimer nos soldats et leurs chefs. Si vous voulez, après avoir parlé des cadres, nous parlerons du commandement, du matériel, des transports où les ingénieurs et les cheminots ont tant de mérite, du service des ravitaillements, et partout nous confirmerons nos certitudes de vaincre.

XXVII

DES CHEFS JEUNES ET UNIS

13 Avril 1915.

Joffre a la confiance du pays par le commandement qu'il exerce et par les commandements qu'il a su installer au-dessous de lui. C'est un chef qui a su créer des chefs. Où voulez-vous que l'on remonte dans l'histoire de France pour trouver une autorité si rapidement établie du haut en bas de la nation ? J'admire les généraux qu'il a installés et ceux qu'il a dépossédés. Ces derniers, en ne discutant pas, se conduisent en braves gens. A cette heure sacrée, on exige que toutes les forces individuelles, sans discussion, se soumettent à la loi du salut public. Joffre l'obtient ; Joffre, au milieu de la tragédie, est un faiseur de calme.

Ce qui est prodigieux dans son affaire, c'est comme il a su, en cours de route, changer ses outils, remanier tout l'organisme militaire. lui qui avait écrit : « Une fois les hostilités commencées, aucune improvisation ne sera

valable. Ce qui manquera alors manquera définitivement... »

Il l'avait écrit, mais il a fait l'impossible puisqu'il le fallait.

L'Allemagne, dans les quatre premières semaines de la guerre, a obtenu un avantage momentané. Vous en savez bien les raisons. Elle avait prémédité et préparé la guerre. Le chiffre de ses effectifs et la qualité de son artillerie lourde lui donnaient une énorme supériorité, qu'à cette heure elle a bien perdue. Et puis, il y eut chez nous des défaillances individuelles et collectives, des imprudences commises sous le feu de l'ennemi, des divisions mal engagées, des déploiements téméraires et des reculs précipités, une usure prématurée des hommes, quelque insuffisance tactique de certaines troupes et de leurs chefs, en ce qui touche l'emploi de l'infanterie ou de l'artillerie.

Le généralissime osa prendre immédiatement des mesures, et pourvoir dans les conditions les meilleures aux vacances créées par les sanctions qu'il jugea nécessaires. On s'aperçut qu'on avait à la tête des armées de la France et préposé à notre vie ou à notre mort, un homme de caractère. C'était en août 1914. Les affaires tournaient mal, et pourtant nous nous sentions sauvés.

Je ne me permets pas d'avoir une opinion sur les chefs qui furent écartés. Qu'est-ce qu'une opinion qui n'est pas motivée ? Je ne dois pas juger des opérations militaires, qui dépassent ma compétence. Mais on aime qu'écartant toute considération secondaire, le grand chef responsable dise : « Je veux choisir moi-même mes outils. Je travaillerai avec des collaborateurs selon mon esprit... »

Les importantes modifications introduites par Joffre depuis le début de la campagne ont rajeuni le commandement et porté aux plus hauts grades des chefs jeunes et éprouvés. Tous les généraux âgés qui se trouvaient en août à la tête de grosses unités ont été peu à peu éliminés, les uns par suite des fatigues de la campagne, les autres par leur affectation à des fonctions du territoire.

Ce rajeunissement a porté sur tous les degrés de la hiérarchie, depuis les commandants de brigade jusqu'aux commandants d'armée. Résultat ? Un abaissement de dix ans dans la moyenne d'âge. Plus des trois quarts des commandants d'armée et de corps d'armée ont aujourd'hui moins de soixante ans. Certains ont beaucoup moins. Plusieurs des commandants de corps d'armée ont cinquante-quatre ans, ou cinquante-deux, ou quarante-

six. Quant aux généraux de brigade, quasi tous, ils ont moins de cinquante ans.

Au total, il n'y a sur le front qu'un nombre infime de généraux ayant dépassé soixante ans. et ceux-là, on peut être sûr qu'ils possèdent en plein leurs moyens physiques et intellectuels.

Un grand nombre d'officiers, partis en campagne comme colonels, commandent aujourd'hui des brigades, voire des divisions, voire des corps d'armée. Depuis huit mois, le mérite constaté sur le terrain est immédiatement consacré et utilisé.

Le général Joffre a pu procéder à ce rajeunissement de ses armées avec beaucoup d'aisance, grâce au système des nominations pour la durée de la guerre, qui donne à l'avancement beaucoup de souplesse, et grâce à l'abondance des cadres supérieurs, créés dans les trois dernières années. Mais ces commodités n'eussent servi de rien sans la conscience professionnelle de ce chef au génie formé de bon sens, de méditation et de fermeté.

Aujourd'hui, le commandement français est animé d'une grande unité de doctrine et d'un esprit de solidarité qui s'est affirmé avec éclat, notamment au cours des nombreux transports de corps d'armée effectués en cours

d'opérations. Cette volonté qu'eut Joffre de trier ses hauts chefs émerveilla et réchauffa, dès le début de septembre, ceux que l'événement épouvantait. Ce fut le fait où la France trouva son premier salut.

P.-S. — Je reçois d'Alexandrie une lettre qui me décrit « le grand et complet triomphe que vient de remporter le prestige de la France en Égypte ». Nos soldats ont été « frénétiquement acclamés par une population en délire ».

Ils sont campés très loin de la ville, une heure environ de train, à Siout. Pourtant, inlassablement, la population se porte en foule à leur camp, avec de nombreux cadeaux, et rentre émue, enthousiaste de l'accueil charmant qu'elle y trouve et de la confiance dans la victoire qu'elle en rapporte.

L'arrivée constante de nouveaux contingents français donne à la ville un air de fête et d'allégresse. Fenêtres et balcons sont pavoisés. Fantassins, fusiliers-marins, cavaliers de toutes armes, sapeurs du génie, sénégalais, artilleurs, marins, tirailleurs algériens, zouaves et turcos déambulent par les rues, accompagnés par des civils de toutes nationalités, acclamés, fêtés. On leur offre à profusion des oranges, des cigarettes, des fleurs, des journaux, à boire, tout ce qu'ils veulent.

Les canons « 75 » et les artilleurs qui les accompagnaient étaient recouverts de fleurs. On aurait dit le premier jour de la mobilisation en France, ou le départ des batteries pour le front.

Les vérandas des clubs (internationaux ou natio-

naux : italien, hellène, etc...), pleins des membres les plus influents, représentant l'élite de la population alexandrine, acclamaient continuellement les troupes, applaudissaient, saluaient des plus chaleureuses démonstrations de sympathie, aux cris de : « Vive la France ! » les parfaits soldats de la Grande Revanche.

Notez bien que ces prévenances constantes viennent non seulement de vos compatriotes, ce qui est bien naturel, mais de tous nos concitoyens, à quelque nationalité qu'ils appartiennent.

Il va sans dire que soldats anglais, australiens et français, fraternisent à plein cœur. C'est sous une voûte de drapeaux multicolores que pioupious et mathurins se promènent en groupes nombreux, presque silencieux, sous la conduite de leurs jeunes éclaireurs boyscouts français, hellènes et anglais.

En un mot, les soldats français ont fait en quelques heures la conquête pacifique et cordiale d'Alexandrie.

Je laisse à cette lettre, qui n'était pas destinée au public, son caractère familier et un peu en désordre. On est si content, n'est-ce pas, de voir la place que la France retrouve déjà par sa demi-victoire dans le cœur et dans la raison des peuples. Que sera-ce demain ? Et quelle gratitude la nation doit à ses soldats et aux morts des huit derniers mois !

XXVIII

LEURS FORCES S'USENT
LES NOTRES S'AUGMENTENT

14 Avril 1915.

Notre idée, dans cette suite d'articles sur la situation comparée des armées françaises et allemandes, après huit mois de guerre, c'est de présenter à nos lecteurs des tableaux vrais, des faits recueillis aux meilleures sources, qui ont pour première vertu d'être certains et dont je me fais le secrétaire avec empressement, parce qu'ils sont de nature à nous réjouir, à justifier notre confiance unanime.

L'armée allemande, si puissante et si courageuse qu'elle soit, n'a réussi sur aucun point à s'assurer l'avantage, et son arrêt forcé la condamne à une retraite dont les succès russes pourront accélérer la marche, mais que notre seule pression suffit à rendre nécessaire.

Précieuses tranchées ! On les maudit ; j'y vois plutôt une des chances, un des miracles qui, depuis neuf mois, nous favorisent. Nous

n'étions pas prêts. Cette guerre des tranchées, dont nous nous plaignons bien légèrement, nous a laissé le temps de compléter, perfectionner et, dans certaines parties, créer notre organisation.

Que disait Joffre, l'homme à l'unique discours ? Joffre, qui n'a parlé qu'une fois, ou du moins de qui l'imprimerie n'a répandu qu'une fois les paroles, a déclaré, dans cette unique occasion et devant un superbe auditoire des anciens élèves de Polytechnique :

« Pour être prêts aujourd'hui, il faut avoir par avance orienté avec méthode, avec ténacité, toutes les ressources du pays, toute l'intelligence de ses enfants, toute leur énergie morale, vers un but unique : la victoire. Il faut avoir tout organisé, tout prévu. Une fois les hostilités commencées, aucune improvisation ne sera valable. Ce qui manquera alors manquera définitivement. Et la moindre lacune peut causer un désastre. »

Il disait cela, le sage généralissime, en 1913. Nous ne l'avons pas entendu, et c'est malheureux. Mais ce qui est fort heureux, c'est que l'Allemagne non plus ne l'avait pas entendu, ou pas compris. Elle s'est allée mettre dans des trous... Vous m'interrompez

pour me dire que l'Allemagne s'est mise derrière des abris parce qu'elle n'osait pas affronter une nouvelle grande bataille, parce qu'elle sortait d'éprouver notre élan. Vous avez raison. Mais tout de même, on peut le dire aujourd'hui, la colossale Allemagne nous a laissé le temps de mobiliser toutes nos ressources et de profiter de la liberté des mers.

L'utilisation méthodique et complète de toutes les ressources du pays, organisée dès les premiers mois de la guerre, nous a permis de constituer un stock considérable d'approvisionnements nouveaux. Et une production croissante nous est désormais garantie. Nous sommes certains de pouvoir faire face, sans effort et sans à-coup, à toutes les nécessités du présent et de l'avenir, si longue que soit la guerre.

L'énorme consommation de projectiles que fait le merveilleux 75 avait provoqué, à un moment donné, nul ne l'ignore plus, une crise des munitions. Elle est si bien conjurée qu'il nous a été permis de céder des projectiles à plusieurs des armées alliées, l'armée belge et l'armée serbe entre autres.

On sait également qu'à l'heure choisie par l'Allemagne pour se ruer sur nous, notre artillerie lourde était en voie de réorganisa-

tion, et qu'il en est résulté pour nous dans les premiers combats une infériorité indiscutable. Mais aujourd'hui, les rôles sont renversés, et, de l'aveu même de nos adversaires, notre artillerie lourde a pris la supériorité par son abondance, sa puissance, sa portée et sa précision.

J'ai sous les yeux des interrogatoires de prisonniers, des extraits de carnets de guerre. On y entend des cris de terreur et des renseignements d'un haut intérêt sur les effets de notre tir.

Comment avons-nous pu nous outiller si bien en pleine guerre? Grâce à la belle idée qu'ont eue messieurs les Boches de se fourrer dans des trous. Le délai nous a permis de fabriquer intensivement une partie d'un nouveau matériel et puis de transformer et de perfectionner des pièces de tous calibres qui existaient dans nos places. Elles ont été mises en œuvre de manière qu'elles possèdent toutes les qualités des armes les plus modernes. Il n'y fallait que du génie et du temps. Le génie, c'est notre affaire; le temps ils nous l'ont donné. Et ces ressources ne sont pas épuisées. Le nombre très élevé de pièces de gros calibre qui sont au front ne représente qu'une partie de ce qui peut être utilisé.

Tout ce matériel varié, canons à longue portée et à trajectoire tendue, canons à tir courbe et à grande puissance, canons demi-lourds possédant une mobilité comparable à celle des canons de campagne, nous mettent à même, aujourd'hui, d'adapter notre tir à toutes les nécessités de cette guerre. Elles sont diverses. La guerre de tranchées a donné naissance à un mode de combat inattendu. Pour cette lutte à distance rapprochée, les Allemands possédaient des engins leur donnant une certaine supériorité. Après quelques tâtonnements, l'esprit inventif de nos officiers et de nos ingénieurs a pu réaliser dans les derniers mois tout un nouvel outillage entièrement au point.

Les efforts de la fabrication nationale et l'exploitation des ressources de l'étranger permettent d'expédier constamment sur le front de nouvelles sections de mitrailleuses pourvues d'un personnel parfaitement exercé. Et nous avons toutes les ressources voulues pour armer nos troupes de renforts, quels que soient leurs effectifs.

D'ailleurs, on ne me demande pas une nomenclature des résultats obtenus et des ressources accumulées. L'intéressant à établir, c'est que, dès que nous avons eu le temps,

le puissant outillage industriel de la France et de l'Angleterre, constamment alimenté grâce à la liberté des mers, nous a permis de réparer les fautes d'avant la guerre, et que l'Allemagne, qui ne nous a pas eus, quand elle était forte, va tomber à notre merci, maintenant qu'elle faiblit et que nous sommes prêts.

Les ports français regorgent de bateaux et d'approvisionnements. Partout, on est obligé de construire de nouveaux docks pour entreposer les envois de toutes sortes qui affluent de l'étranger. Des ports quasi déserts en temps de paix sont encombrés, et, au Havre, les bateaux sont obligés d'attendre une place à quai pour pouvoir débarquer.

Après cela, songez à Hambourg. Malgré ses énormes approvisionnements, l'Allemagne a souffert déjà et souffrira de plus en plus de l'impossibilité de se ravitailler par mer. Cette impossibilité pèse lourdement sur son industrie militaire, on l'a déjà dit et nous précisons, et elle amènera le manque de vivres, comme en témoignent déjà le monopole et le rationnement des céréales qui sont des mesures sans précédent, si ce n'est dans l'histoire des places fortes.

Lecteurs, à qui de vous resterait-il un doute sur les chances respectives des deux

pays ? Le monde n'a jamais eu de puissance militaire plus forte que l'Allemagne en août 1914, et pourtant la voilà sans avenir. Les ressources considérables en hommes, cadres, matériel, munitions, alimentation, dont elle disposait, il y a neuf mois, elle les a largement dépensées, dès le début de la campagne, dans l'espoir de nous écraser sous l'effet de la surprise et sous l'effort de la masse ; mais aujourd'hui, après l'échec de cette offensive colossale, il lui reste à peine de quoi résister défensivement.

Usure économique, usure militaire, usure morale, voilà le diagnostic que l'on commence de pouvoir porter sur l'orgueilleuse Allemagne, dans le même moment où les arbitres constatent que la situation de notre armée est excellente et sensiblement supérieure à ce qu'elle était au début de la guerre.

Ce ne sera pas assez de toute la pédanterie des professeurs allemands pour chercher à travers les siècles des excuses à ce fameux grand état-major impérial, si infatué de sa science, qui s'est arrêté à la tactique la plus favorable pour nous autres. On répètera indéfiniment que l'empereur Guillaume et ses grands chefs ont précisément adopté le plan qui convenait à notre Joffre. Grâce au temps

qu'ils nous ont donné, qu'ils n'ont pas su nous arracher, la France a pu décider de ne produire son effort que lorsqu'elle aura réuni tous les moyens sur lesquels elle sait pouvoir compter, dans un délai que Joffre et Millerand connaissent avec une absolue certitude.

P.-S. — Je viens de recevoir de M. H. Darcy, président de la Société des Mines de Houille de Blanzy, la lettre généreuse que voici, dont la *Fédération Nationale d'Assistance aux Mutilés de la Guerre* remercie la direction, les ouvriers et les employés de Blanzy, et je salue avec respect les cent d'entre eux qui sont tombés au Champ d'honneur.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de déposer entre vos mains l'offrande du personnel de nos mines, soit une somme de huit mille huit cent quarante-huit francs et cinq centimes, se décomposant comme suit :

Le directeur, ingénieurs et employés	Fr.	937	»
Groupe du Nord		2.381	50
Groupe du Centre		1.684	30
Groupe de l'Ouest		2.678	85
Ateliers		306	65
Préparation mécanique		615	10
Approvisionnements et travaux extérieurs		244	65
Total	Fr.	8.848	05

Permettez-moi de noter qu'en dehors de cette contribution spéciale, nos ouvriers et employés ont, au cours des huit derniers mois, donné plus de 152.000 francs pour les victimes de la guerre et que cent d'entre eux, dont trois ingénieurs, ont donné leur vie sur les champs de bataille. Tant de vaillance et de générosité mérite qu'on s'en souvienne et j'ose espérer que le moment venu, la Fédération voudra bien associer ses efforts aux nôtres pour assurer à nos mutilés une existence honorable.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Le Président du Conseil d'administration,

DARCY.

XXIX

UNE RÉUSSITE POUR LES BLESSÉS

15 Avril 1915.

La guerre de 1870 a mis si fort en vue les défauts de l'intendance militaire que celle-ci les a reconnus et n'a plus voulu les

supporter. Depuis neuf mois, quelques accidents mis à part (et je passe les grandes journées tragiques de la retraite stratégique sur la Marne), nos troupes ont été constamment et abondamment pourvues de tout ce qui leur était nécessaire. En serait-il des administrations comme des individus, qui ne s'améliorent qu'après avoir parcouru la région de la douleur ? Ne peuvent-elles devenir ce qu'elles doivent être qu'après avoir été humiliées par l'échec et stimulées par les remords ?

Le courage, le zèle et la science des médecins militaires sont au-dessus de toute discussion, et il n'y a qu'à se reporter aux listes funèbres et glorieuses pour voir qu'ils payent de leur personne. Quand nous demandons que toutes les forces médicales du pays soient utilisées, il ne s'ensuit pas que nous amoindrissions dans notre esprit aucun des éléments médicaux. Quand nous répétons, à la suite des maîtres : « La chirurgie de guerre doit être pratiquée avec les mêmes soins d'antisepsie et d'asepsie que la chirurgie ordinaire », nous ne critiquons pas les médecins militaires, nous nous faisons leur porte-parole. Ils souffrirent, les premiers, auprès de leurs blessés qu'ils aiment, des soins incomplets que parfois ils durent leur donner. Et c'est

un système dont ils savent les défauts, qu'avec leur concours nous voudrions voir améliorer.

Nous avons traversé des périodes de pacifisme durant lesquelles on ajournait de réaliser ce que l'esprit des spécialistes ne cessait de concevoir et d'améliorer sur le papier. J'ai sous les yeux une communication où le médecin-inspecteur général Delorme dégage, en date du 1^{er} avril 1913, les *enseignements de la guerre des Balkans* et s'élève « contre la conception qui, en vue du déblaiement d'un champ de bataille, transforme les postes de secours et les ambulances en ateliers d'emballage et d'expédition et qui recommande l'évacuation massive à grande distance du plus grand nombre des blessés... »

Deux ans avant cette guerre-ci, l'éminent inspecteur général déclarait : « La chirurgie des plaies compliquées doit avoir les mêmes exigences dans la pratique de la chirurgie de guerre que dans un service d'hôpital et dans la chirurgie journalière. » Il disait encore : « Le Service des évacuations des blessés sur route n'offrira toutes garanties qu'autant que le Service de santé disposera de ses moyens de transport à lui, et que le sort des blessés ne sera pas lié à la marche rétrograde des voitures administratives... » Hélas ! les expé-

riences de la guerre balkanique étaient restées dans les bulletins de l'Académie de médecine. Mais après quelques semaines de guerre, dès septembre 1914, on a songé à tirer profit des leçons cruelles qu'on recevait chaque jour.

Au cours d'une campagne qui n'a pas été sans effet parce qu'elle était soutenue par l'émotion publique et la bonne volonté de tous, le 14 novembre 1914, laissant de côté toute description déprimante, j'allais droit aux moyens de salut :

Pour traiter nos soldats blessés d'une façon aussi efficace que le sont les blessés du temps de paix, que faudrait-il ? Deux choses. D'abord, posséder des moyens d'action aussi parfaits que ceux de nos hôpitaux civils ; ensuite, les porter le plus près possible des lignes de feu.

Était-ce possible ? J'avais été frappé par une conception du chirurgien Destot. « Mon ambulance, les ambulances que je tiens pour nécessaires, je les vois, me disait-il, assez pareilles à des cirques ambulants qui se montent et se démontent en quatre heures. Elles se déplacent pour suivre l'avancée des troupes ou pour reculer avec elles. La grande affaire, c'est qu'elles s'installent où elles peuvent avec de l'eau en abondance. Il faut en chirurgie beaucoup d'eau sous toutes les formes, eau

chaude, vapeur, eau stérilisée, eau froide, glace. Qu'elles soient de véritables usines avec une machine à vapeur ou deux, l'une donnant de la force et l'autre de la chaleur. afin que nous puissions avoir des étuves stérilisantes, un groupe électrogène d'éclairage et une installation radiographique. L'ensemble du campement comprendra une tente pour cinquante lits, une tente salle d'opération et de radiographie, une grande tente pour le nettoyage, le pansement. » Mais je vous épargne mes répétitions.

A ce moment, un chirurgien des hôpitaux, le docteur Marcille, fit construire, d'après ses idées et d'après les mêmes principes, cette salle d'opération mobile. Elle flottait dans les rêves raisonnables de tous les praticiens. Aidé du docteur Hallopeau, il la conduisit à la zone des armées et l'expérimenta pendant deux mois. Puis, vers Noël, la ramenant à Paris, sur le quai de la Râpée, il la fit voir à qui voulait et surtout aux membres de la Société de chirurgie. Ces messieurs, après en avoir délibéré, émirent le vœu de voir utiliser dans tous les corps d'armée ce genre de formation.

Je ne manquai pas de commenter cette appréciation des maîtres éminents de la chi-

urgie (article du 4 janvier). C'est un si grand plaisir pour un écrivain de voir la matérialisation d'une de ses pensées ; c'est un tel honneur de collaborer au salut de nos soldats glorieux et malheureux ; c'est si tentant de dire à ses lecteurs : vous savez, cette idée qui vous plaisait, votre idée, elle est sur le chantier, et je ne parle pas par métaphore : on la construit en bois, en métal, en toile.

Ce ne fut pourtant pas avant une nouvelle épreuve. Le Service de santé renvoya la salle d'opération sur le front avec un autre chirurgien des hôpitaux, le docteur Gosset. Et alors, deux séries de faits furent considérés comme acquis :

1^o Dans ces ambulances mobiles, les plaies infectées sont traitées d'une façon telle qu'on évite un grand nombre d'amputations, et les grands accidents de septicémie gazeuse ou de tétanos deviennent l'exception :

2^o Les blessures extrêmement graves (plaies du crâne et plaies de l'abdomen, par exemple), d'ordinaire mortelles, y sont guéries dans une proportion très abondante, grâce à l'intervention précoce. On guérit jusqu'à 57 o/o des blessures viscérales de l'abdomen, traitées chirurgicalement, alors que meurent tous les malades abandonnés à eux-mêmes.

La partie était gagnée. Au commencement de mars, la commission Freycinet fit siennes les conclusions des professeurs Delbet et Hartmann :

Il y a lieu de créer dans chaque armée, à raison d'une au minimum par corps d'armée, des formations sanitaires chirurgicales destinées au traitement opératoire d'urgence des blessés graves. Ces formations chirurgicales seront, en période d'immobilisation, adjointes au groupe des ambulances organe d'armée.

Leurs déplacements seront déterminés, au moment des besoins, par le commandement, sur la proposition du médecin d'armée.

Chaque formation comprendra :

- 1° Une salle d'opération automobile, type Marcille ;
- 2° Une section d'hospitalisation composée de cent lits et de cinq tentes à double paroi, le tout transportable sur automobile.

(Rapport Joseph Reinach, à l'*Officiel* du 10 mars.)

Sur ce, le Service de santé décida de doter l'armée de ces salles d'opération mobiles, de ces cirques médicaux, comme nous avons dit. Et, afin de gagner du temps, il accepta les collaborations de la générosité privée.

Deux groupes de donateurs s'occupent en ce moment à faire construire, pour les offrir au Service de santé militaire, et d'accord avec lui, plusieurs de ces formations d'automobiles chirurgicales, du type Marcille ou du type Gosset (qui ne se différencient guère). Et j'écris

cet article pour remercier ces deux initiatives. l'une franco-russe, et l'autre argentine, en même temps que pour tenir nos lecteurs au courant d'une réussite qu'ils ont souhaitée dès les premiers mois de la guerre.

Le comité franco-russe, par les soins de M^{me} la duchesse d'Uzès, de M^{mes} de Chabannes-La Palice, de MM. Hersent, du prince Alexis Orloff et d'une trentaine d'autres personnes, a réuni 86.660 francs.

Le comité argentin a fait appel aux amis de la France, à ceux de Buenos-Aires ou bien à ceux qui habitent pour l'instant Paris. Et, dès maintenant, c'est près de 250.000 francs qu'ont réunis des souscripteurs, parmi lesquels se trouvent tous ces noms, que je prends au hasard : Larreta, Bemberg, Anchorena, Carabassa, Atucha, Santamarina, aimés dans la société française.

Quelques mois avant la guerre, notre ami Enrique Larreta, l'auteur d'un des plus beaux romans historiques que nous ayons lus, *la Gloire de Don Ramire*, noble écrivain qui représente brillamment à Paris la République Argentine, écrivait une page remarquable sur l'amitié franco-argentine :

Je crois, disait-il, qu'il n'y a pas aujourd'hui deux pays plus amis, plus vraiment amis, que la France et

la jeune République que j'ai l'honneur de représenter parmi vous; deux pays qui soient poussés l'un vers l'autre par une attraction plus spontanée, plus cordiale, par une attraction plus riche en étincelles d'intelligence et de joie.

Certains diront peut-être que tout cela ne tient qu'à des raisons purement utilitaires; qu'il y a, d'un côté, une immense épargne disponible; de l'autre, une fabuleuse richesse en denrées nourrissantes, c'est-à-dire que notre amitié s'explique par des raisons d'intérêt ou de gourmandise. Eh bien! c'est faux. Le livre a précédé l'argent, l'homme d'affaires a suivi le professeur.

Voilà une méthode bien française et qui est tout à l'honneur de votre pays.

Et Larreta traçait en quelques notes un tableau intéressant des origines de notre influence là-bas :

Ce fut un Français, M. Laroque, qui, le premier, dirigea, il y a plus d'un demi-siècle, ce fameux collège de Concepcion del Uruguay, où firent leurs études la plupart de ceux qui ont illustré, dans les derniers temps, la politique argentine. Le Collège National de Buenos-Aires, notre Sorbonne, fut fondé aussi par un Français, M. Amédée Jacques, l'ami de Jules Simon et de Paul Janet, avec lesquels il écrivit un *Traité de philosophie spiritualiste*, où plusieurs générations argentines puisèrent une intense idéalité, qui est devenue maintenant pour nous fort opportune. Le lieutenant Bœuf était encore un Français: il fonda l'École de la Marine et l'Observatoire de la Plata. Et, enfin, messieurs, c'est également un Français qui dirige depuis trente ans notre Bibliothèque Nationale, M. Paul Groussac, un Toulousain, merveilleux écrivain en

langue espagnole et en langue française, et dont le grand talent nourri et discipliné exerce sur toute notre vie intellectuelle une sorte de police despotique et salutaire.

Il faut le dire bien haut, l'éclosion de notre prospérité dans ce qu'elle a de plus digne est en grande partie un triomphe magnifique du génie civilisateur de la France. Votre lumière a éclairé et animé notre matin.

Je me laisse aller à citer cette page, et j'élargis, peut-être, un peu trop l'horizon, puisque mon but précis est simplement de faire savoir qu'une précieuse amélioration de soins est assurée à nos blessés. Mais la France, à cette date, aime savoir, veut savoir qui l'aime. Nous soignons nos blessés avec tendresse, de notre mieux, au milieu des difficultés d'une guerre abominable que les Barbares expieront, et nos blessés, leurs familles, nous tous, nous sommes particulièrement touchés par les témoignages spontanés, largement offerts, des étrangers. La France voit tout; avec une sensibilité frémissante, elle enregistre les mouvements de l'univers entier. Nous n'avons besoin de rien ni de personne pour le salut de notre patrie: mais nous accueillons avec un plaisir infini, avec émotion, tout ce qui vient des cœurs. Nous n'aurons plus désormais d'amis que les amis de ces jours tragiques; mais qu'ils comptent à jamais sur

nous, ceux-là ! Aimer nos héros blessés, désirer l'adoucissement de leurs maux, travailler à leur remettre dans les mains les armes qu'ils réclament, c'est entrer dans notre fraternité, dans la fraternité d'une nation qui va étrangement, après la victoire, resserrer son accueil.

XXX

EN CAUSANT AVEC M. JULES CAMBON

16 Avril 1915.

Je vous apporte aujourd'hui de belles choses. C'est à M. Jules Cambon que, vous et moi, nous devons en faire notre remerciement. J'avais l'honneur de m'entretenir avec lui : il me racontait trente-six faits qui ne sont pas dans le *Livre Jaune* et que je regrette bien de ne pouvoir pas vous rapporter, quand, à un instant, il dit de sa voix mesurée :

— Chez nous, au contraire, quelle délicatesse de sensibilité ! Je suis étonné jusqu'à l'émotion de ce que je vois dans une œuvre dont l'*Echo de Paris* a déjà parlé, la *Famille du soldat*, et que je préside avec mon ancien collègue de Berlin, le baron Beyens, ministre de Belgique.

— Je connais l'œuvre, Monsieur l'Ambassadeur. Elle est ingénieuse et touchante. N'importe qui s'adresse à votre bureau. Vous lui donnez le nom de quelqu'un des pauvres soldats belges ou français, trop nombreux, qui ne reçoivent jamais de lettres...

— C'est cela. Nous vous donnons le nom d'un soldat séparé de sa famille, à qui le vague-mestre n'apporte jamais une lettre, et vous vous mettez à lui écrire. Vous lui faites parvenir les petites douceurs et surtout les lettres affectueuses dont il a besoin.

— L'idée est charmante et très raisonnable. Quel vrai plaisir vous faites à beaucoup de pauvres soldats!

— Ils nous répondent par des lettres d'une délicatesse extraordinaire. Voulez-vous en parcourir une?

Je la copie pour mes lecteurs, sans rien changer, même à l'orthographe :

Ma bonne demoiselle,

Je suis heureux de recevoir votre lettre, qui me console et m'encourage beaucoup, car je croyais que je n'aurai jamais plus de douceur de personne durant le reste de la guerre, car depuis le 20 septembre, je n'ai eue aucune nouvelle.

Toujours triste de voir mes camarades avoir des lettres et des paquets, à la distribution des lettres, je parlai, car je me faisais du chagrin. Aussi quelle surprise lorsque un copain m'apporte votre lettre.

Je recevai votre paquet en même temp que votre lettre. Ceux qui me fit encore un plus grand plaisir, c'est d'avoir une jolie pipe, ainsi que le briquet et un paquet de tabac, ceux qui était mon rêve, ainsi que le passemontagne et le chocolat. Vous venez vert moi, ma bonne dame, pour me secourir : j'en suis très heureux : vous m'avais rendu la vie et donner la mort à beaucoup de boches. car je me bats avec encore plus de courage, maintenant que je vois que tout le monde travaille pour la victoire, qui est bien proche, et je vous dirai que j'ai braver la mort plusieurs fois avec beaucoup de camarades.

Enfin, je vous remercie beaucoup de votre bonne lettre, qui m'a fait tant de plaisir. Je vous écris au clair de lune, dans la tranchée. Je vous envoie les amitiés du soldat qui se bat avec courage.

VV.

Il eut du plaisir à recevoir une lettre, un paquet. Il le dit, je le crois et je le vois ; mais nous, à le lire nous sommes émus, enchantés et nous devenons immédiatement ses amis.

Son image s'impose à notre esprit. Voyez-vous comme il écrit, dans la tranchée, au clair de lune, son fusil auprès de lui, veillant pour nous, songeant à un ami inconnu, détaché de tous objets matériels et relié à l'invisible. Cela est d'une poésie extraordinaire. Mais si vous voulez aller sur le terrain le plus ferme de la haute moralité, lisez encore ces deux lettres, que me passe M. Jules Cambon. C'est le bourgeon d'un magnifique poème dédié à l'amitié et à la Patrie :

Monsieur ou Madame.

Je viens de lire sur l'Écho de Paris, avec le but et l'adresse de votre œuvre, votre demande à ceux qui voudraient servir de correspondants à nos soldats sans famille. Je voudrais, malgré mes faibles ressources et puisque je suis un favorisé, me rendre à votre appel. Je suis cuisinier à la manutention militaire et je ne verrai peut-être jamais le feu. Si vous croyez que mon offre ne soit pas trop modeste, je vous demande de me donner l'adresse de deux de nos camarades sans famille, et je leur écrirai régulièrement.

Pour envoyer quelques gâteries, il n'y faudra peut-être pas compter, mais je crois qu'ils seront déjà contents de recevoir une lettre de

temps en temps. J'espère que vous accepterez mon offre et j'attends bientôt une réponse favorable.

La secrétaire de l'œuvre répondit que l'on acceptait son offre avec grand plaisir et, qu'il n'eût pas à se tourmenter pour les envois : la Famille du Soldat s'en chargerait, et pour le plus grand plaisir de ses protégés, les enverrait de sa part à lui. Là-dessus, deuxième lettre.

Mademoiselle,

Je vous remercie de votre encourageante réponse et j'attendais d'avoir reçu une lettre d'au moins l'un de vos protégés pour vous écrire à nouveau.

J'ai donc reçu un mot de L. L. : pauvre garçon, il a dû être bien ému et de ma lettre et du colis que je passe pour lui avoir envoyé ; il me dit un « Monsieur, je vous remercie » et rien de plus : je suis sûr que, dans son idée, il se figure que c'est au moins un... enfin mettons un député, qui lui envoie cela, car il a l'air de ne pas en être revenu.

Naturellement, j'ai corrigé cette idée en lui demandant de ne pas m'appeler Monsieur et de me tutoyer : car, au régiment, les vous n'existent guère que de soldats à gradés ; et puis, il me

semblait, ce n'était plus la famille de s'appeler Monsieur entre nous. Quand j'écris à ma sœur, je ne lui dis pas Mademoiselle, et je crois que c'est la même chose. J'ai pensé que si nous voulions remplacer réellement dans la mesure du possible la famille pour les soldats qui n'en ont pas ou plus, il fallait amener ceux-ci à nous écrire en employant les mêmes termes que s'ils écrivaient à un frère, ou tout au moins à un vieil ami. Je crois que vous m'approuverez dans ce sens-là. Enfin, L. me dit tout de même que ça lui avait bien arrivé ; tant mieux, car nous sommes encouragés à recommencer. A ce sujet, je voudrais vous faire une proposition.

Je vous ai dit que j'étais chef cuisinier ici et en qualité de tel, je touche un prêt supplémentaire de 50 centimes par jour. Dans bien des régiments, ce prêt a été supprimé et ce très réglementairement ; ici, j'ai toujours touché mon prêt ; pourtant, s'il avait été supprimé, il aurait bien fallu que je m'en passe.

Alors j'ai pensé que, tous les mois, je pouvais vous envoyer 15 francs, et j'ai commencé par mon prêt de février, soit 15 francs en mandat ci-joint à votre nom. Car je ne voudrais pas participer à la joie de notre famille sans y apporter ma part, si petite fût-elle.

Et maintenant permettez-moi de vous remer-

cier pour votre œuvre qui m'a permis de faire si utilement du bien et, à nos chers camarades, de recevoir les joies réconfortantes d'une famille qui leur manque.

Bien respectueusement.

Votre offre est trop belle, lui répondit en termes chaleureux le secrétariat. Nos frais ne sont pas assez gros pour que nous acceptions de telles cotisations. Mais si vous tenez à consacrer votre prêt aux soldats qui souffrent, chargez-vous d'envoyer vous-même à vos protégés des gâteries : chocolat, tabac, et l'œuvre se chargera, elle, des vêtements.

Tout cela est très satisfaisant. Quels magnifiques garçons, les Français, à l'armée de 1915 ! Je m'en tiens à ces deux types : celui qui reçoit les lettres et celui qui les écrit, et je n'ose pas vous donner leurs noms et les traîner en pleine lumière, parce qu'ils sont si beaux dans l'ombre. Mais quels temps nous vivons, quels frères nous avons !

— Dites-moi, Monsieur l'Ambassadeur, je voudrais bien être de votre œuvre et avoir, moi aussi, des camarades sans famille à qui écrire. A qui faut-il m'adresser ?

— A Mademoiselle de Lens, qui est la sœur d'un de mes secrétaires à Berlin, aujourd'hui

sur le front. Mais elle vous serait très obligée de ne pas la mettre en avant.

Ah ! permettez, mon cher Monsieur Cam-
bon, toutes les personnes qui vont lire les
lettres que vous me confiez vont m'assaillir de
questions. Je veux leur répondre clairement
et tout de suite...

Voici le renseignement exact : Mademoiselle
de Lens habite 57, rue Michelet, à Angers :
c'est à elle que, sans cotisations ni formalités,
chacun de mes lecteurs peut demander le
nom d'un soldat sans famille, dont il deviendra
le correspondant et l'ami.

XXXI

NOUS VOYONS LEURS SUCCES ET LEURS SACRIFICES

17 Avril 1915.

Je suis préoccupé, quand je développe nos
raisons d'espérer et nos certitudes de vaincre,
par l'idée que les combattants qui me lisent
pourraient croire qu'à l'arrière on ne com-
prend pas les difficultés effroyables qu'ils ont
à briser.

Je n'écris jamais un de ces articles, où je dégage les supériorités françaises et les éléments dont est faite la foi offensive de nos grands chefs, sans éprouver un scrupule. Je me représente ceux qui me lisent dans les tranchées et je crois les entendre qui disent : « Il en a de bien bonnes, le journaliste ! Il trouve que nous dominons les Boches, que leur moral et leur matériel s'usent. Tout lui semble facile... » Non, mille fois non, tout me semble effort et triomphe surhumain. Je connais la formule où un grand chef, à qui l'interroge sur l'événement, se résume en disant : « Dur, long, sûr. » Et quand j'exprime ici nos certitudes qui, de mois en mois, se consolident, je voudrais m'interrompre, à intervalles réguliers, pour rappeler le poids de cette lutte et son effroyable gravité. Je voudrais, après avoir inlassablement répété que la France vivra, reprendre la prière, l'hymne de gratitude aux morts.

Je le voudrais, je le fais de mon mieux. Le chef-d'œuvre modèle, c'est le communiqué du grand état-major général sur la victoire des Léparges. Nous y comprenons que possédant cet outillage, cette volonté de vaincre, cette intelligence guerrière et cette abnégation de martyrs, nous sommes sûrs du salut de la

France. Ce récit, comme celui de la prise du Vicil-Armand, est faiseur de confiance et chargé de piété. Il a les couleurs de la gloire et du deuil. Sa conclusion pourrait servir d'épigraphe à toutes les pages justement « optimistes » que notre raison nous dicte. « Quand on a vécu ces combats, écrit le grand état-major, on sait que le triomphe est sûr et qu'il a déjà commencé. Cette certitude est le plus bel hommage que la France reconnaissante puisse offrir aux morts héroïques des Épargés. »

Ainsi, notre certitude de vaincre ne méconnaît pas les efforts, les douleurs, les sacrifices d'hier et de demain, elle naît de ces héroïsmes. Souvent il arrive que nous parlions le froid langage administratif. La qualité de nos troupes, disons-nous, s'est améliorée depuis le début de la guerre. Les Français ont toujours été souples, adaptables et prompts à l'assimilation. Ces vertus de race se sont prouvées dans les six premiers mois de la campagne. Les corps se sont endurcis et aguerris. Malgré la rigueur de la saison, les statistiques sanitaires ont accusé une situation sensiblement supérieure à celle de l'hiver précédent. Les réservistes ont gagné une valeur militaire et des capacités offensives qui, au début, leur manquaient. L'expérience que

les généraux bulgares et serbes résumaient en 1913 par ces mots : « Il faut deux mois de campagne pour obtenir une utilisation réelle des réserves » s'est vérifiée. Toute notre infanterie s'est accoutumée à la pratique rapide et complète de l'organisation défensive. En août, elle n'avait ni le goût, ni l'habitude de « remuer la terre ». Aujourd'hui, tous ceux qui voient nos tranchées en sont émerveillés : ce sont de véritables forteresses improvisées, à l'épreuve du 77, et même souvent du gros calibre. Nous avons délogé les Prussiens du Vieil-Armand et des Épargés, et il n'est pas question que leurs calculs ardents pour les reprendre puissent aboutir. Depuis des mois, sur tous les points, toutes les attaques ennemies ont été repoussées, sauf celle au nord de Soissons, en raison de la crue de l'Aisne et de la rupture des ponts. Au contraire, la plupart de nos attaques ont obtenu des résultats importants. Elles ont été exécutées avec beaucoup de mordant et de plus en plus, sauf exception, les chefs renoncent aux imprudences, qui nous coûtèrent en août des pertes si élevées. Ils proportionnent les sacrifices aux résultats.

Ainsi nous arrive-t-il de parler, à la manière d'un rapport. Mais se peut-il que derrière ces

faits, dont nous sommes le secrétaire, les soldats n'entendent pas la frémissante amitié de tous les Français ?

Nous savons la vie infernale de nos soldats et officiers. Nous les voyons dans la boue liquide et souvent rougie de ces tranchées d'attaque, d'où sans répit, sans abri, sans sommeil, sans relève, il leur faut « donner » et donner toujours. Ces tranchées, ces « boyaux » de communication qui se replient à l'infini, laissant à peine place à une mince largeur d'homme et qui semblent, à l'heure du combat et des blessés, les cercles de Dante, nous les y voyons, épuisés au delà des mots, et se demandant eux-mêmes s'ils ne subissent pas les transes d'un cauchemar. Dans la nuit noire, sous une pluie grelottante, parmi les tapages variés, les voilà seuls, livrés à leur destin. Officiers, on leur demande de diriger les événements, sans doute, mais c'est une prétention qu'il faut réduire à peu de chose ; l'énergie surhumaine a ses limites ; c'est *avant* qu'on a pu prévoir, organiser, ordonner. « A la grâce de Dieu, à ma chance, au hasard, comme le voudra la Providence », disent selon leur foi les soldats. Heureux celui qu'anime une invincible confiance ! Honorons, servons l'espérance, elle est le ferment de l'univers.

Nous voulons vaincre, persévérer dans l'être, nous accroître. Tristesse, dépression, compression, c'est déjà amoindrissement. Au contraire, c'est se vivifier que de prendre conscience de sa force et de ses justes raisons d'espérer. A ceux qui se battent, je suis inutile. Ils sont les excellents. D'eux nous recevons tout, sans pouvoir leur donner rien. Mais en vain feraient-ils leur devoir, cela ne suffit pas : il faut qu'à leur vaillance soit étroitement accordé le cœur des non-combattants. Écoutez les vers de Shakespeare : « Pendant que le bras armé combat au dehors, la tête prudente se défend au dedans, car tous les membres d'une société, petits et grands, chacun dans sa partie, doivent agir d'accord et concourir à l'harmonie générale, comme dans un concert ». Alors nous empruntons aux combattants leur indomptable énergie qui présage la victoire et qui soulève fortement l'âme du lointain spectateur, pour en faire notre certitude, en leur laissant leurs souffrances :

En leur laissant la souffrance ! C'est cela qui fait de nous des Français du second choix, et c'est cela qui pourrait les mécontenter. Ils nous voient heureux de leurs succès, et eux, ils savent de quels deuils effroyables ils les

payent. Aussi dans leur victoire ne sont-ils pas gais, mais d'une profonde et enthousiaste piété. Et sitôt après le triomphe des Épargés, un mouvement instinctif et solennel les réunissait tous, croyants et mécréants, dans un salut religieux, où ils s'inclinaient, au faite de leur ascension sanglante, devant la Loi de l'Univers, faite d'effort et de douleur.

Qu'ils ne croient pas, ces héros, nos frères supérieurs, que nous les méconnaissons. Ce n'est qu'en apparence que nous serions aveugles et sourds. Chacun des deuils de l'armée ravage des familles, éblouit de respect toute la nation, et chacune de ces morts de héros entraîne la mort de quelque idée fausse. Ils sont les purificateurs.

XXXII

NOTRE-DAME DE PITIE DANS LA VOIVRE

19 Avril 1915.

Des voies indirectes ont amené entre mes mains une lettre écrite par une religieuse de l'hospice d'Étain, la petite ville lorraine la

plus populeuse de la Voivre. Étain, la Voivre, et tous ces villages des alentours, où s'accumulent maintenant les tombes de nos amis, quels noms de sonorité tragique ! Sont-ce les images qui se lèvent de ces terres douloureuses d'étangs et de forêts ? est-ce la simple beauté de cette narration ? Je fus ému de cette lettre comme d'un véritable évangile de charité et de patriotisme.

Dans le silence de la Lorraine, une fois encore piétinée et livrée aux malheurs de la guerre, c'est quelque chose de frappant, une pensée qui nous vient d'Étain et de son hospice des pauvres, une pensée de la petite ville qui a pour gloire de servir d'écrin à la Notre-Dame de Pitié, au chef-d'œuvre où le vieux sculpteur Ligier Richier, affligé par des désastres qui sont de période en période la part de la Lorraine, exprimait, il y a quatre siècles, notre misère et notre confiance.

Au milieu de ses prairies, la petite ville dresse ou dressait une église charmante, aux vieux vitraux, anéantis à cette heure, qui renferme ou renfermait une statue de Notre-Dame de Pitié, paysanne lorraine tenant sur ses genoux un mort. Sublime déification de la douleur, installée sur un ossuaire du XVI^e siècle. Dans cette belle forme, dans cette

Vierge associée à toutes les souffrances de la Voivre, reposait, un peu délaissée, la pensée éternelle de la Lorraine.

Aujourd'hui, elle ne s'est que trop dilatée, manifestée, imposée à tous, cette pitié, cette figure de compassion. Nous la voyons sur tous les tertres de notre pays. Il n'est pas un de nos humbles villages où nous n'ayons à dresser un autel du souvenir. Voici Lionel des Rieux, le poète, tombé, enseveli à Esnes ; Marcel Drouet, de qui la tombe s'appuye au chevet de la petite église acerochée à la colline de Samogneux ; Émile Nolly, mort à l'ambulance de Blainville ; Paul Vial, frappé d'une balle en plein cœur dans le bois de Saint-Mansuy, près de Lunéville ; Jean Martin, élève de l'École Farnèse à Rome, mort pour la défense de la Mortagne et de la Moselle, à Gerbéviller. Je m'arrête ; je n'ai pas le droit, peut-être, en saluant mes plus proches, de paraître oublier des milliers de héros.

Mais dans le moment même où s'augmente ainsi le douloureux trésor de l'héroïsme en Lorraine, que deviennent les images que nous en avons ? Que deviennent les chefs-d'œuvre de Ligier Richier, en qui les âmes de ces vivants et de ces morts étaient prophétisées ; héroïsées et consolées ?

Je l'ignore (1). Si les merveilles de pierre sont brisées, la vie multiplie ses chefs-d'œuvre en action. Écoutez l'histoire de l'hospice d'Étain et son exode racontés par une religieuse, dont je respecte la pensée en me bornant à quelques suppressions :

« Le 24 août, nous avons subi le bombardement, dirigé en particulier contre notre maison, pendant vingt-deux heures que nous avons passées à la cave, en compagnie de notre Maître adoré. Il nous semblait être dans les catacombes de la primitive Église. Cette nuit de frayeur et de délices restera pour chacune de nous un éternel souvenir d'amour et de reconnaissance envers Dieu. C'est miraculeux que nous soyons restés tous vivants, sans aucune blessure. La maison a été frappée par plus de 200 projectiles. Le soir du 25, nos deux gamins (deux orphelins hospitalisés) s'amusaient à ramasser dans nos chambres, en quantité, les balles de mitrailleuses et les éclats d'obus. Quand les majors sont arrivés dans l'après-midi, ils étaient tout surpris de nous retrouver tous et la maison debout, grâce à Dieu.

» Les 26, 27, 28, nous avons été très

(1) A l'heure où je corrige ces épreuves, on sait par un volume de M. Paul Clemen que les Allemands ont transporté à Metz la *Piété* d'Étain ainsi que le *Retable* d'Hattonchatel

occupées, nuit et jour, à soigner les blessés : nous ne savions de la ville qu'une chose, c'est que l'incendie la dévorait sans cesse.

» Nous avons passé cette longue semaine au milieu des incendies, ne voyant nuit et jour que flammes, n'entendant que leur crépitement. Restait-il dans la ville une vingtaine de personnes disséminées, c'était tout. Nous ne nous sommes aperçues de notre isolement qu'après le départ des blessés. Nous avons ignoré l'ordre d'évacuation. Dans le sauve-qui-peut, chacun ne pense qu'à soi, et c'est trop naturel. Le lendemain, on était bien venu nous offrir une ou deux places sur une voiture, j'ai refusé poliment. Nous ne pouvions partir sans nos vieillards, qui sont notre famille.

» Après le départ des blessés, nous nous sommes risquées à aller jusqu'au cimetière, sur les tombes récentes des militaires, et nous nous sommes rendu compte du triste état de la ville. Ce spectacle navrait le cœur. Ce que les bombes et le feu avaient épargné, le pillage le ruinait. Ah ! le pillage ! Ces portes enfoncées à coups de hache, ces objets jetés çà et là, ces meubles brisés ! Le cimetière était très abîmé, certaines tombes pulvérisées complètement.

» Au milieu des tristes ruines de toute la ville, nous nous estimions privilégiées de pouvoir habiter notre maison, où nous pouvions facilement vivre quatre ou cinq mois sans le secours de personne. Le 29, de grand matin, j'entends des galops de chevaux. « Qu'est-ce ceci ? Il n'y a plus de chevaux dans la ville. » Je regarde prudemment derrière le rideau, j'aperçois une patrouille de uhlans examinant la maison avec un air de contentement. Ne voulant pas laisser nos sœurs dans l'embarras, je descends précipitamment et me présente à ces beaux sires, leur demandant ce qu'ils désirent ; mais le chef, saluant poliment, me prévient et me dit en bon français, sans accent : « N'ayez pas peur, nous ne vous ferons rien, non, nous ne vous ferons pas de mal. » — « J'y compte bien, monsieur. » Il me demande alors ce qu'est la maison, s'il y a des blessés français, allemands ; où habitent M. le maire, les adjoints, où sont les concitoyens, etc., etc. Quelle déconvenue ! Personne de convenable pour recevoir ces messieurs ; il faut que ce soit les servantes des pauvres qui fassent cet office ; ce n'est guère brillant pour eux et ce ne doit pas être plaisant de venir régner sur des ruines.

» Il place alors des sentinelles à la porte

de la grille et toute la patrouille entre dans la maison, dans le jardin, demandant à boire, ou mordant dans les fruits à belles dents. Ils sont allés ensuite sur le champ de bataille enterrer les morts, les nôtres, si nombreux. hélas ! Ils nous ont ramené quatre blessés français, qu'ils ont soignés et fait expédier à Metz en auto. Nous avons à la maison trois militaires décédés ; ils sont allés, accompagnés d'une sœur, les enterrer au cimetière, et, en passant, ils ont pris les corps des époux T..., qu'ils ont enterrés à côté des militaires, dans la même fosse. Ce jour-là et le suivant, nous avons continué à avoir leurs visites de temps en temps, pour un renseignement ou pour un autre.

» Le lundi 31, assez matin, nous avons mis en train trois lessiveuses, pour en finir avec le linge des blessés. Nous étions bien occupées à ce travail, lorsqu'un chef allemand se présente vers neuf heures, et me dit : « Madame, je viens vous dire d'évacuer la maison. — Pourquoi ? — Parce que votre vie est en danger. (Quelle sollicitude !) — Pour quelle raison ? — Une bataille est inévitable entre Verdun et Étain, et, certainement, vous n'y résisterez pas, la maison tombera. — Nous ferons ce que nous avons fait,

nous irons à la cave. » Mais son ton n'admettait plus de réplique. Je compris qu'il me fallait céder. « Et quand faut-il partir ? » — « Aujourd'hui. » Sur ce, on fait un tour en ville, on recueille trois mauvaises voitures et trois plus mauvais chevaux encore, pendant que les vieillards prenaient un peu de nourriture, puis nous partons vers onze heures et demie.

» Je ne veux pas dire la peine que ce départ nous a causée, en pareille circonstance. Le père Jaulny n'a pas absolument voulu monter en voiture et il est resté au jardin. Qu'est-il devenu ? Il a été remplacé par le père Guinée et le père Jonvaux. Une pauvre femme de Rouvres, échappée à la boucherie, s'était jointe à nous, ainsi que M^{me} Louise G. et la pauvre dame R., qui a su trouver notre maison pendant la nuit, lorsqu'elle a vu la sienne qui allait prendre feu. Tout ce cher monde se casait pendant que je prenais sur moi le Saint-Sacrement de notre chapelle que j'ai remis à Verdun au premier prêtre rencontré.

» Et nous voilà partis, ayant pour guides un infirmier, chez nous depuis huit jours, ainsi qu'un réquisitionneur, puis un individu de passage. Quelle triste caravane ! Il nous fallut gravir les côtes, descendant de temps

en temps pour soulager les chevaux. Nous sommes arrivés à Verdun pour six heures, dernière heure du jour pour les civils. Après bien des pourparlers avec la police et la mairie, on finit par nous accepter pour la nuit dans une auberge où nos vieillards couchèrent sur la paille, dans une salle de danse. M. l'adjoint loua une voiture et nous conduisit toutes les six chez nos sœurs de la rue Meautroté. Le lendemain, le gouverneur m'envoya conduire nos vieillards à Sens. Quant à nos sœurs, il les accepta à l'ambulance de la rue Meautroté, ce dont nous étions toutes très contentes : au moins, on aurait les yeux sur Étain, et on verrait de temps en temps quelques connaissances.

» Me voilà donc partie avec mes vieillards le 2 septembre, à six heures du matin. Nous arrivons à Châlons à six heures du soir, après le départ du train de Troyes. Il fallut rester sur terre jusqu'à onze heures et demie, et voilà qu'au moment où on nous appelle, arrivent en courant des centaines de Châlonnais, émigrant eux aussi ; en moins d'une minute, tous les wagons sont remplis. Nos vieillards infirmes, aveugles, etc., restèrent sur le pavé. On eut beau ajouter des wagons, la place manquait pour eux, en sorte que quand le

train s'ébranla, je restai sur le quai avec ma triste caravane. Une femme pourtant manquait à l'appel : Léonie. Elle fut dirigée sur Auxerre. Je suis allée l'y chercher dans la suite et l'ai retrouvée qui se mourait d'ennui dans un asile d'aliénés !

» Vous ne serez pas étonnée si je vous dis qu'à ce moment j'avais les larmes aux yeux. Évidemment, le train suivant me ramènerait les mêmes difficultés. Consulté, le chef de service me conseille d'aller sur Chaumont ou Saint-Dizier. Je connaissais cette dernière ville, pourvue d'un hôpital et d'un asile de vieillards tenu par les Petites Sœurs des pauvres. Je m'y dirige et parviens après bien des difficultés à caser mes pauvres vieillards. Un d'eux s'échappe pour chercher du tabac. Je mets vainement la police à ses trousses, il reste introuvable. Quelle n'est pas ma surprise d'apprendre qu'il avait passé à Verdun et qu'en se dirigeant sur Étain, il a été tué par la sentinelle... »

Je m'arrête là de ce récit; à qui je demande seulement qu'il nous fasse entrevoir la paisible énergie lorraine. Par excès de modestie et par simplicité de cœur, il se fait mal valoir. Avec la pureté du style en moins, c'est le sans éclat janséniste de l'histoire de Port-

Royal par Racine. Il y aurait un autre tableau à tracer de ces servantes des pauvres restant les dernières sous les ruines de leur ville, à faire la lessive des blessés, avec leurs orphelins, leurs sourds et muets, les vieillards déments, les infirmes, et guidant sans aucune peur la retraite de cette triste humanité. Mais j'avais d'abord à vous donner un texte. Et qui voudrait essayer d'embellir la pensée d'une de ces religieuses lorraines qui toutes se sont couvertes d'honneur ? J'éprouve un plaisir de respect à copier, une à une, ces pauvres phrases, au fond desquelles repose avec sérénité un esprit de charité harmonisé étroitement avec la Notre-Dame de Pitié qu'a posée le grand sculpteur sur le charnier de la petite ville.

Je n'ai jamais oublié les minutes qu'il y a quinze ou vingt ans j'ai passées dans la sacristie d'Étain, devant la Notre-Dame de Pitié. Je venais de circuler dans la Voivre, et je sentais que cette Vierge de Compassion était la plus profonde pensée de ce pays. Avec quelle émotion, parmi les lettres qui me passent sous les yeux, je vois tant de soldats, à la veille des combats où depuis ils tombèrent. raconter qu'ils sont allés dans leur désœuvrement ou dans leur religion, s'asseoir devant

cette reine de la Douleur et de la Consolation, prendre son image, y inscrire leurs amitiés à leurs amis. J'ai quelques-unes de ces cartes postales d'août. Une pensée née des désastres du xvi^e siècle est accueillie par des âmes angoissées du xx^e siècle. Ils ne pensaient pas, ces soldats, à la veille d'un combat mortel, qu'ils en eussent fini avec toutes choses, mais ils regardaient devant eux avec un long regard de douceur et d'acceptation. Et maintenant, leurs grandes actions, comme des âmes, flottent sous le ciel de Lorraine pour jamais.

Qu'importent des chefs-d'œuvre détruits ! L'essentiel est sauvé, augmenté. Est-il permis, quand il s'agit des destinées du royaume lui-même, de plaindre le diadème égaré et le sceptre rompu ? Quand la Lorraine, corps et âme, a failli sombrer, veut-on s'intéresser au sort des antiques épaves de son trésor national ? Le sépulcre de Saint-Mihiel, le rétable d'Hattonchâtel et la Pitié d'Étain, les reverrons-nous après le retrait du flot barbare ? Circonstance secondaire. Plus que jamais la pensée qui les inspira, la destinée lorraine que ces pierres sculptées traduisaient s'affirme et crie sa gloire.

Je me rappelle les jours heureux où j'allais, des Côtes de Meuse à la Voivre, visiter ces

débris d'une œuvre géniale. Je l'admirais, certes, et je pensais que Ligier Richier, en complétant Claude Gelée, nous permet de dire que le génie lorrain, trop vite interrompu, marque un point de perfection entre les pays latins et germaniques. Mais cette œuvre du grand sculpteur nous semblait un peu tendue et privée de simple vérité. Pauvres gens, que nous étions prisonniers de l'heure qui passe, incapables de nous souvenir et de prévoir ! Nous ne voyions pas qu'elle était un memento et une prophétie, et nous passions auprès de ces états de crise fixés dans la pierre, sans comprendre que ce qui s'est vu se reverra.

C'est en descendant les sentiers fleuris, bordés d'arbustes et pareils à des allées de parc, qui mènent d'Hattonchâtel à Vigneulles et des Côtes de Meuse dans la Voivre, qu'enivré du charme des matinées lorraines, j'accusais le grand Ligier Richier d'excès tragique et de trop de douleur. Écartons ces branchages, ces vaines minutes rapides du printemps. Par-dessous, voyons notre terre et sa destinée éternelle. La voilà ! C'est bien celle que la grande âme de Ligier prophétisait, il y a quatre siècles. Je te reconnais ; les siècles n'ont point changé ; tu es toute en calvaire glorieux et en sépulcres de résurrection.

XXXIII

NOUS ELARGIRONS NOTRE NATIONALISME

(Ce qu'il en sera
de notre littérature après la guerre.)

20 Avril 1915.

M. Séché, qui est le fils du regretté érudit à qui l'histoire de la littérature doit tant de précieuses trouvailles, me demande, pour une enquête de la *Revue de Paris*, quelle action pourrait avoir la guerre sur notre littérature et comment j'estime qu'elle la transformera.

Je n'y ai pas pensé directement, parce que c'est l'ensemble de la maison française, plutôt que ses divers compartiments, qui exige notre attention, mais tout à l'heure, en lisant une extraordinaire élucubration allemande, je me surprénais à faire quelques réflexions qui répondent à la curiosité de notre confrère.

Les Allemands (*Junius* le signalait hier) sont en train de se demander : « Pourquoi ne sommes-nous pas aimés ? » En elle-même, la question est extrêmement sotte. Les réponses le sont plus encore.

Le jour approche où tout ce qu'il y a de

force comique chez les théoriciens d'outre-Rhin nous donnera de vives jouissances. Mais allez donc apprécier ce qu'il y a de vaudevillesque chez un fou furieux ! Il faut d'abord lui arracher son couteau. Le jour où les Allemands seront vaincus et désarmés, un immense éclat de rire s'élèvera de l'Univers et l'on verra les parties grotesques de leur esprit.

« Pourquoi ne sommes-nous pas aimés ? » A cette belle question, le *Neues Wiener Journal* du 4 avril répond. Et si stupéfiant que soit de vanité naïve son article, nous devons l'analyser, car il n'exprime pas le sentiment d'un homme isolé et un peu fou, il exprime exactement ce que pensent d'eux-mêmes la grande majorité des Allemands, ce que leur ont appris les maîtres d'école et les professeurs d'Université, ce qui leur fait chanter : « Deutschland über alles » et dire avec conviction la fameuse phrase : « Nous sommes le peuple des seigneurs de la terre. »

L'écrivain, un M. Friedell, s'étonne d'abord que l'Allemagne ait tant d'ennemis. A peine la guerre eut-elle éclaté qu'il ne s'est trouvé aucun pays neutre pour défendre diplomatiquement l'Allemagne. Les victoires décisives allemandes étaient rapetissées ou niées ; les petits succès de l'ennemi étaient salués avec

des cris de joie. C'est la Belgique qui s'est le plus mal conduite. Elle n'avait qu'à laisser amicalement passer les Allemands sur son territoire. Pas du tout, ni le peuple, ni le Gouvernement, n'ont hésité une seconde à choisir une lutte qui mettait en jeu l'existence de la Patrie. La Belgique a fait cela, bien que la France de la Révolution, sous prétexte de l'affranchir, l'eût annexée ; bien que Napoléon III eût désiré en faire une province française. Elle avait tout à craindre d'une victoire française ; elle n'avait rien de mieux à souhaiter qu'une victoire allemande. Malgré cela, elle a marché contre l'Allemagne. C'est inconcevable.

Quand on demande à des étrangers sensés et sages comment il se fait que chaque peuple a des amis, et que seule l'Allemagne n'en a pas, ils répondent : « Les Allemands ne savent pas se faire aimer ». D'autres disent : « Ce qui manque aux Allemands, c'est d'être dignes d'amour ». C'est inouï. Dans la vie ordinaire, pourquoi aime-t-on un homme ? Parce qu'il a des qualités, parce qu'il est modeste ou poli, parce qu'il est honnête et constant, parce qu'il est bon. On aime un peuple pour les mêmes raisons. Or, il n'y a qu'un peuple au monde qui ait toutes ces qualités : c'est le peuple allemand ; pourtant, on ne l'aime pas.

La raison en est simple : ce n'est pas malgré ses qualités, c'est à cause d'elles que l'Allemagne est haïe. Ainsi les Grecs détestaient Phidias, Thémistocle, Aristide, Socrate, parce que ces grands hommes étaient supérieurs à la masse du peuple. Dans tous les temps, le grand homme est un reproche vivant pour les autres hommes. Goethe l'a dit : « Pourquoi te plains-tu de tes ennemis ? De tels gens peuvent-ils être tes amis, alors que ta nature leur est un éternel reproche ? »

L'Allemagne est ainsi un continuel reproche pour l'Europe, car l'Allemagne est le génie de l'Europe. La marque du génie est d'être sur toutes choses en avance sur son temps. C'est pourquoi la poésie et la métaphysique allemandes sont toujours comprises à l'étranger trop tard ou jamais. Alors que dans les pays de l'Ouest, on s'adonnait à une philosophie matérialiste pour salons, Goethe écrivait *Le Tasse* et *Iphigénie*, et Kant sa *Critique de la raison pure*. Dans un temps où Darwin régnait en Angleterre et Comte en France, Nietzsche composait le *Surhomme*. Aujourd'hui où le monde entier subit l'impressionnisme, partout en Allemagne commencent à se répandre de grandes synthèses.

...Quand l'Allemand sera-t-il donc aimé dans le monde ? Seulement quand le monde sera à la hauteur de la culture allemande. C'est seulement quand les qualités nationales allemandes seront le bien de toute l'humanité qu'on ne les lui reprochera plus.

Parmi ces qualités, les plus importantes sont la modestie et la compétence.

Le peuple allemand est le plus modeste de la terre.

justement parce qu'il est celui qui a le plus de valeur. Celui qui veut apprendre à connaître le génie allemand dans sa profonde modestie n'a qu'à lire les écrits de Luther, un plus grand révolutionnaire que tous les Rousseau de théâtre ou les Danton de colportage. Il n'a qu'à lire les écrits de Goethe, un autre individu que Voltaire, qui n'avait pas de cœur et n'était qu'un bouquet de feu d'artifice. Il n'a qu'à considérer les héros de la poésie et de l'histoire allemandes, Faust et Frédéric le Grand.

La nature des autres peuples trouve son contentement dans une improvisation facile ou dans une froide routine. La force principale de l'Allemand est une enthousiaste compétence. Il n'y a que l'Allemand qui fait toujours, là où il a été placé, ce pour quoi il est là. Les autres pensent à la gloire, ou à l'argent, ou à eux-mêmes. Lui ne pense qu'à ce qu'il doit faire, qu'il soit prêtre, banquier, ouvrier, journalier ou soldat.

De là la profonde piété de l'Allemand. Le christianisme est pour le Français une bigoterie vide, pour l'Anglais une convention mécanique, pour le Russe une passivité stupide ; pour l'Allemand, il est ce qu'il doit être d'après son sens intérieur : un idéalisme agissant. L'Allemand est à la fois le plus grand idéaliste et le plus grand réaliste. L'idéalisme est le secret de la puissance sur les choses. Jésus-Christ, le plus grand idéaliste qui ait jamais vécu, a été, à cause de cela, le plus grand conquérant.

Ce sont là des vérités aussi vieilles que simples. Il est triste qu'une guerre soit nécessaire pour les répéter de nouveau à l'humanité.

Ainsi s'exprime le penseur austro-allemand. Et rien de tout cela n'a le sens commun. Tant que ces gens-là auront la force avec

eux, leurs extravagances, où il n'est question que de notre esclavage ou de notre mort, perdront beaucoup de leur sel comique. L'indignation gêne le rire. Mais un temps viendra où l'histoire, analysant avec une froideur indifférente ces excitations cérébrales, ce mélange de poésie et d'absurdité, comparera la Germanie des premières années du xx^e siècle à ces pauvres héroïnes romantiques qui déli-
raient jusqu'au suicide pour s'être fait d'elles-mêmes une idée nullement conforme à la réalité.

Les Allemands se sont groupés autour de chaires philosophiques où leurs professeurs leur ont débité un certain roman qu'ils prennent pour modèle de vie, et, de là, ils sont partis en bandes armées pour conquérir le monde qu'ils venaient d'accueillir, et pour offrir à cette idée divinisée des victimes sanglantes.

C'est d'une conviction, d'une foi qu'est sortie leur action. Cela ne va pas sans grandeur. Mais que vaut leur foi? Ce qui nous persuade, sans autre discussion, qu'elle ne vaut rien, c'est qu'elle nous nie et veut notre disparition. Or, nous entendons bien persévérer dans l'être. L'Allemagne veut saisir la France, l'absorber, l'anéantir. Mais nous, qui

savons le rôle que la France a joué dans le monde, nous comprenons que notre nation est chargée d'une autre mission éternelle

Chacune des nations a reçu son rôle, est chargée de mettre à jour un certain nombre de vérités, et l'Allemagne fait contre elle-même la coalition de l'Univers, parce qu'elle veut contrarier la mission de chacune des nations.

Les Français n'ont jamais voulu s'enfermer dans un système. Nous sommes la vie et nous ne pourrions pas être prisonniers d'une formule. Magnifique est notre puissance de sympathie. Pourquoi les Allemands sont-ils détestés ? Parce qu'ils nient tout ce qui n'est pas eux. Pourquoi sommes-nous aimés ? Parce que nous aimons. Au lendemain de la paix, plus librement que jamais, notre génie de sympathie s'exercera, appelé par tous les peuples et rendu plus audacieux par le succès.

M. Séché me demande ce qu'il en sera de la littérature après la guerre. Il est clair pour moi que ce qu'il y a eu de littérature nationaliste en France, de 1870 à 1914, et surtout dans ces dernières années, sera considéré comme classique, et fera l'honneur de l'époque qui vient de s'écouler ; mais on demandera à cette littérature nationaliste de s'élargir et de

devenir capable, en débordant nos frontières, de conquérir le monde, je veux dire de véhiculer la pensée française à travers tous les peuples.

Je tiens à dire, dès maintenant, en présence de l'horreur qu'éveillent en chacun de nous les crimes de la génération actuelle allemande, que je ne m'associe pas à ceux qui nient la génialité germanique et qui veulent rejeter tous ses produits en bloc. Ce qu'il y a de vrai, c'est qu'il ne fallait pas les accepter en bloc.

Voilà des années, pour notre part, que nous avons distingué qu'au lieu de profiter de la pensée germanique pour leur propre développement, comme il est naturel, un grand nombre de nos compatriotes, le plus souvent sous une influence universitaire, méconnaissaient et méprisaient leur vraie nature et s'abandonnaient eux-mêmes en faveur de pensées d'outre-Rhin. On a discuté souvent pour savoir si le petit breton Renan s'était diminué en échangeant la foi de ses pères contre l'hégélianisme. Je serais disposé à croire que son vrai péché contre l'esprit fut de s'arrêter en route et de ne pas arriver au bel accord, au puissant mariage que toutes les intelligences attendent de la science et de la religion « pour mettre fin au xviii^e siècle qui dure toujours ». Attendez que l'affinité

naturelle de la science et de la religion les réunisse dans la tête d'un seul homme de génie, s'écriait Joseph de Maistre, et notre grief, notre déception, c'est qu'un Renan, chargé de son double trésor, se soit détourné de cette destinée qu'il avait peut-être entrevue.

Il est clair que certains ouvriers français, en adoptant le Marxisme, certains amateurs, en se livrant aux rêves wagnériens, d'autres curieux, en applaudissant les délires de Nietzsche, ont trahi la cause de la France. Ils n'ont pas servi leur Patrie. On devait prévoir qu'ils préparaient un milieu où l'on verrait plus aisément apparaître (ce dont nous fûmes les témoins en août), *Unser Gott*, le Méphisto d'outre-Rhin, Satan, surgissant avec ses bataillons barbares et disant : « Tu m'as livré ton âme. Je viens prendre possession de toi. » N'y avait-il pas droit ? Il croyait bien avoir détourné les Français de leur source primitive, et vous savez le contrat qui est inscrit aux premières pages de ce *Faust*, livre sacré de la Germanie, quand l'Éternel dit au Diable : « ... Tu as liberté entière. *Que tu parviennes à détourner cette âme de sa source primitive, tu la saisisiras et tu l'entraîneras...* »

Dieu merci ! une fois de plus, la déception du Vieux Drôle a été complète. Une fois de

plus, il peut s'écrier, comme il fait à la dernière page du poème : « Mais quoi ! Je suis donc dupé ? Ils se sont envolés, ils m'échappent ! *Il m'a été dérobé un grand, un unique trésor, la grande âme qui s'était engagée à moi.* Me voilà joué ! je l'ai bien mérité, d'ailleurs, car j'ai outrageusement mal manœuvré. »

Après la guerre, il appartiendra à l'esprit français de réapprendre à l'esprit allemand qui, en effet, a outrageusement mal manœuvré, quelques règles de sens commun et une plus juste interprétation de ses véritables destinées. Nous nous avancerons sur le Rhin pour causer plus intimement avec les diverses Allemagnes, et nous nous refuserons moins que jamais à ce qu'il y a d'universel dans la mission de notre littérature.

Les bons esprits voyaient jusqu'à ce moment de grandes objections à un commerce intellectuel étroit avec l'Allemagne. Sa dignité et le souci de sa sécurité conseillent au vaincu de se replier sur soi-même et de s'éloigner de son vainqueur. La situation a changé du tout au tout, depuis la victoire de la Marne. Maintenant, nous voici à même de prendre et de rejeter, de juger tout ce qui est Allemand, d'échapper à un faux prestige et de faire avec fermeté le triage.

A la faveur de cette guerre, des ressorts que nous ne connaissions plus se sont tendus dans notre pays, et, sous l'effet des émotions, nous avons vu se ranimer des couches profondes de notre conscience. Cet agrandissement en profondeur nous donnera l'équilibre pour élargir à travers le monde notre sympathie. Appuyés sur une nationalité plus forte, nous risquerons beaucoup moins de nous confondre au dehors, de nous disperser ou d'être envahis. Fiers de la victoire, avertis par l'effroyable expérience, ils ont disparu, les Français qui méconnaissaient les supériorités de la France, et qui étaient prêts à la sacrifier. Tous les Français se sont élevés à une grande hauteur, où le flot ne les noyera plus.

XXXIV

DE CETTE TERRE QU'ILS ONT SAUVÉE
ILS DEMANDENT
LA LONGUEUR DE LEUR CORPS

21 Avril 1915

Nous avons déjà parlé des tombes de la guerre. Il faudrait bien que l'on s'en occupât, dès aujourd'hui, à fond, et que l'on nous dit

la meilleure manière de rendre possibles plus tard les exhumations. C'est une grande question. Certains voudraient l'écarter, soit qu'ils la trouvent trop difficile à régler, soit qu'elle leur semble révéler un défaut de spiritualité. Parfaitement ! Un correspondant m'écrit de Tarn-et-Garonne pour me reprocher un article, *Les Héros morts et leurs Familles*, où je cherchais le moyen de conserver les noms des morts et de repérer l'emplacement de leur corps.

Au lieu de poursuivre de pareilles chimères dont l'examen détraque plutôt le cerveau du public qu'il n'émeut son cœur, vous feriez mieux d'expliquer franchement les impossibilités.

Faites donc ressortir combien il est peu nécessaire d'être réellement en présence ou à proximité des restes de nos chers disparus pour nous souvenir d'eux, les aimer, converser avec eux !

Hélas ! que deviennent ces pauvres restes, sur les champs de bataille ou dans les tombes les plus luxueuses ? C'est vers des sphères plus élevées que nous devons diriger nos aspirations...

Sans doute. Voilà de belles et justes pensées. Mais c'est un fait que les familles trouvent une consolation à s'agenouiller sur la tombe du héros qu'elles pleurent. Faisons de notre mieux pour le leur permettre.

Il y a quinze jours, m'écrit un prêtre, la nouvelle nous arriva qu'un de mes paroissiens était tué. Immédiatement, j'allai trouver les parents et je tâchai de tirer

de mon cœur les consolations nécessaires. La mère pleurait en silence. Au moment de partir, je lui dis : « J'oubliais de vous faire savoir — c'était la vérité — que deux camarades de votre fils ont marqué l'emplacement de sa tombe et qu'il sera très facile, après la guerre, de le retrouver. »

Si vous aviez vu cette pauvre mère éclater en sanglots en me disant : « Monsieur le curé, *si ce que vous me dites est vrai, le reste n'est rien pour moi. J'aurai du moins la consolation de ramener les restes de mon cher petit à l'ombre du clocher et d'aller, chaque jour, prier sur sa tombe.* »

L'Écho de Paris annonçait hier que, dans les arrondissements de Meaux, de Coulommiers et de Provins, toutes les mesures ont été prises pour préserver les tombes de la détérioration et de l'oubli. Voilà qui est bien. Maintenant, on voudrait savoir ce que sont ces mesures et si elles ne doivent pas régler toutes les régions où l'on s'est battu.

En général, comment a-t-on enterré les morts ? Prenons la Lorraine. Après l'héroïque bataille de dix-neuf jours, j'ai visité les pauvres villages du Grand-Couronné de Nancy et ceux de la région sud, naguère encore si aimables dans la belle plaine de la Mortagne, maintenant réduits en cendres, exténués de misère. Les cadavres des glorieux martyrs sauveurs de la France y sont restés sans sépulture depuis le 25 août jusqu'au 23 sep-

tembre, et, çà et là, plus tard encore. Toute population avait disparu. Enfin, les services d'arrière et les prêtres des villages se mirent à la funèbre tâche. A certains endroits, Roze-lieures, par exemple, le sol était jonché ; quinze cents furent entassés dans la fosse commune. Et la grande tranchée sur le haut de Moyen, que je vis fermer, sur laquelle je parlai en octobre 1914, que peut-elle contenir de héros ? A Saint-Pierremont, à Magnières, on les groupa, une centaine par fosse, dans les cimetières. Très souvent, ceux que l'on ne pouvait plus transporter ont été inhumés sur place, au lieu même de leur mort. La besogne pressait. On se contentait de faire une petite fosse et de jeter quelques pelletées de terre. La fièvre typhoïde ravagea le pays. Il fallut recommencer plus profondément le triste et dangereux ouvrage.

Mais laissons ces douleurs. Je veux retenir seulement qu'il y a deux sortes de tombes, les unes isolées, individuelles ; d'autres par immenses tranchées, et celles-ci en pleine campagne ou bien auprès du village.

La plupart du temps, pour marquer la place, deux bâtons ficelés ensemble forment une croix. Souvent, elle est coiffée d'un képi ; parfois, sur une planche, même sur un papier

fragile, on a écrit un nom. Autour de Lunéville, elles abondent, ces tombes, placées au milieu des champs, près d'un ruisseau, n'importe où l'on a eu le temps de creuser un trou. Ces deux pauvres bouts de bois, qui marquent seuls la place d'un brave tué à l'ennemi, seraient tristes si l'on n'y voyait les signes de l'honneur et de la victoire. Les paysans lorrains font tout ce qu'ils peuvent : ils arrangent pieusement les tombes auprès des villages, surélèvent un peu la terre, l'entourent de branches en arceaux, y mettent du gazon, des fleurs, quelquefois un petit drapeau. Mais ces hommages ne subsisteront pas. Cette année, le laboureur respectera ce petit coin planté d'une croix, et puis la terre sera nivelée sous la charrue, sous la moisson, et ce sera fini. Est-ce assez de reconnaissance et d'admiration pour ceux qui furent tués ?

On ne peut pourtant pas exiger des paysans qu'ils entretiennent ces tombes, souvent éloignées des villages, ni qu'ils épargnent indéfiniment des parcelles de leurs champs. Il faut que quelqu'un s'en occupe. A cette heure, tout le monde parle d'œuvres ; j'en vois quatre de toute importance : les mutilés, les orphelins, les veuves, les morts de la guerre. C'est grand temps d'agir.

Ces mois-ci, on peut encore trouver les emplacements et relever les noms. Mais déjà les croix tombent, l'eau remplit les trous, efface les inscriptions, pourrit les képis et les shakos, nivelle le terrain.

Que faut-il ? Que des braves gens continuent de soigner les tombes, celles-là surtout jusqu'ici négligées, parce que trop éloignées des villages ; qu'ils y construisent une petite butte de terre, qu'ils enfoncez autour des branchages formant bordure ; qu'ils plantent une croix en bois blanc et inscrivent un nom. C'est sans doute ce que l'on fait administrativement au pays de Meaux. Mais, enfin, je voudrais que chaque maire sût où il y a des tombes dans sa commune, sur quels champs elles sont, afin que le paysan *indemnisé* les respectât.

Ici, nous serrons de plus près le problème. Nous sommes au cœur de notre sujet. Dans mon premier article, je disais : « Pour obéir aux règlements, on commence par enlever aux morts leur plaque d'identité, nécessaire à la régularisation de l'acte de l'état-civil. C'est bien ; mais si jamais, en vue d'une exhumation, on veut reconnaître le corps, tout devient difficile, impossible, par la disparition de cette plaque... » A cela, chacun

n'a répondu : le plus simple serait que la médaille fût double.

Aujourd'hui, nous faisons un pas plus avant. Comment va-t-on assurer la tranquillité de ces sépultures et leur perpétuité ?

A Rehicourt, m'écrivit un officier, j'ai enterré moi-même deux pauvres chasseurs cyclistes. Qui paiera leurs places ? Leur famille ? En ont-ils seulement ? La commune ? Alors, autant généraliser la chose tout de suite.

Les conseils municipaux de France peuvent-ils assurer une place qui ne périra pas à ceux qui sont morts pour la Patrie dans leurs communes ?

Je pose la question. Il serait beau que les champs de la revanche fussent indéfiniment respectés. On y élèvera des monuments sur des ossuaires. Mais rien n'est plus émouvant que de simples renflements qui montrent sur quels points la bataille a été la plus acharnée et semblent les vagues de la tempête pour jamais immobilisées. Toutes les familles, si elles ne peuvent transporter ni même identifier celui qui leur est cher, trouveraient une image consolante à se le représenter prenant son repos éternel dans la place même où sa destinée s'arrêta.

Bien des cadavres furent déposés dans des trous d'obus, avec un peu de terre sur eux. C'est une tombe qui a de l'allure, c'est le tombeau de l'empereur pour les héros sans gloire. Ici, nous nous surprenons à nous accorder avec le censeur qui nous morigénait au début de cet article. Un champ de victoire est un cimetière qui commande les imaginations et force les têtes à se découvrir, plus qu'aucune concession à perpétuité, et la tombe anonyme creusée par une marmite vaut toutes les épitaphes.

Au moins faut-il n'en être pas délogé par un ingrat de village.

Ayant défendu, sauvé, racheté de leur vie la terre de France, nos soldats n'en auront-ils pas la longueur de leur corps ?

XXXV

LES CATHOLIQUES FRANÇAIS S'ADRESSENT AUX CATHOLIQUES DU MONDE ENTIER

22 Avril 1915.

Voilà le livre que je demandais quand j'ai écrit quelques articles sur l'Espagne et que j'eus cette petite polémique courtoise avec M. Méri-

mée. Laissons donc, disais-je, les catholiques français persuader les catholiques espagnols, et nos révolutionnaires nous défendre auprès des révolutionnaires. Fils de Dieu et fils du Diable. hâtez-vous, tous, de rassembler qui vous ressemble, et, prenant tour à tour la parole, faites votre affaire de persuader vos coreligionnaires, à travers le monde.

Aujourd'hui, sous la direction de Monseigneur Baudrillart, le recteur de l'Institut catholique, et sous le haut patronage des cardinaux archevêques de Paris et de Reims, un *Comité catholique de Propagande française à l'Étranger* élève la voix. Il s'adresse à toute la chrétienté.

Catholiques de tous les pays, leur dit-il, on vous a raconté les fautes de la France. Soit ! Mais ces fautes contre la religion, si quelqu'un en a pâti, c'est nous. Eh bien ! vous pouvez nous en croire, vous pouvez vous renseigner et comparer, à la lumière des principes religieux, ce que fait l'Allemagne et ce que fait la France. C'est notre pays qui est digne de tout votre respect de croyants. Voyez si par la doctrine de ses intellectuels, par les actes de ses chefs et de ses soldats, l'Allemagne ne se manifeste pas, en dépit des déclarations religieuses de son souverain,

comme l'adversaire du catholicisme, souvent même de tout christianisme. Considérez, d'autre part, l'attitude de nos prêtres, de nos soldats, de la majeure partie des Français, et voyez si notre nation n'est pas plus fidèle à l'Église, votre mère comme la nôtre, que l'Allemagne du Kaiser « l'ami de Luther ».

Sur ce thème, qui est fort bien posé, le « Comité » publie, en six langues (français, anglais, italien, espagnol, portugais, allemand), un volume : *La guerre allemande et le catholicisme*, qui, dans ses trois cents pages, nous donne *Les lois chrétiennes de la guerre*, par Bernard Gaudeau, *La culture germanique et le catholicisme*, par Georges Goyau, *Le rôle catholique de la France dans le monde*, par un missionnaire. *La guerre aux églises et aux prêtres*, par François Veuillot, *La religion dans l'armée française*, par Monseigneur Baudrillart, et une centaine de pages de pièces justificatives, parmi lesquelles la liste des ecclésiastiques tués à l'ennemi. Le tout complété par un album de documents photographiques illustrant la conduite respective des armées allemande et française à l'égard de l'Église catholique.

C'est de la bonne propagande, d'autant plus forte qu'elle est plus modérée. Rien ne produit d'effet qui va contre la vérité. Les

catholiques, en apportant leur témoignage à la Patrie, en laissant de côté toutes les récriminations d'hier, font noblement leur devoir et disent des choses strictement vraies.

Les croyants du monde entier n'ont qu'à ouvrir les yeux pour connaître l'effroyable et mystérieuse haine des armées allemandes contre nos églises et nos curés. J'ai sur ma table un petit carnet de soldat allemand, suivi d'un manuel de conversation en allemand et en français, avec prononciation figurée. C'est un instrument officiel, distribué régulièrement aux troupes. On y voit ce beau texte : « Ditt la wehritch, uh wuh serez tüeh. Mösiöh lö Küreh, etkriweh sür jö papielh lö nümehero dü Kohr darmeh franzsöh... » Voilà qui donne une vue sur le respect qu'inspire aux Prussiens le caractère sacré du prêtre. Ils sentent ce caractère sacré, mais c'est pour éprouver un plaisir de sadisme à assassiner en cherchant à les humilier les prêtres et les religieux.

Qu'il y ait une profonde vie religieuse en France, c'est un second point, tout aussi évident pour qui est à même de connaître la vie présente de nos soldats. Au milieu de l'embourgeoisement de la société à tous ses étages et de la camaraderie commode, quelques prin-

cipes plus exigeants d'honneur et de pudeur virile avaient trouvé un asile dans le petit monde militaire. Cette flamme, depuis neuf mois, s'est communiquée à toute la nation en armes. Autour des vertus militaires, d'autres vertus ont trouvé à se cristalliser. Des Français qui croyaient désirer seulement que la société jouît de la plus grande somme possible de bien-être, et que chacun fût assuré d'une médiocrité tranquille, nous font voir, avec une force de jaillissement extraordinaire, les mêmes vertus qui soutenaient les plus grands hommes par qui la France fut jamais modelée et conduite. Nous sommes environnés de héros et de saints, si la sainteté est le fait de gens qui pratiquent les vertus de leur état à un degré héroïque.

Je pense que je me fais entendre, et l'on ne croit pas que je dise que nos soldats se préoccupent dans leurs tranchées de réciter avec une adhésion éclairée les douze articles du Symbole des Apôtres. Je parle d'un phénomène spontané et très profond, d'un magnifique fait de guerre. Tous les enseignements avaient été à la disposition de ces hommes, et les avaient laissés mornes, au point que l'on croyait notre temple intérieur vide, mais la haute pensée reposait toujours au fond de notre âme,

et l'événement l'a forcée à sortir de ce tombeau.

On voit avec une respectueuse admiration des êtres soudain doués d'un sens nouveau, qu'ils ne savaient pas qu'ils possédaient, des êtres qui distinguent dans le ciel et dans leur conscience un soleil nouveau. Lequel ? Celui qui, toujours, éclaira leurs pères. La guerre, sous les alluvions qui le surchargent, va émouvoir l'homme éternel, le Français dépositaire des générations. Tout ce qu'il porte de vrai dans sa conscience s'organise et se coordonne.

Au cours d'une messe sur le front, l'officiant, un prêtre-soldat, s'interrompt à l'offertoire pour dire :

— Vous ne savez pas les prières ; mais il y a une manière de prier qui plaît à la divinité et qui est à votre portée. On honore Dieu par le chant. Voyez ce que vous savez, n'importe quoi, concertez-vous, et, quand j'aurai élevé l'hostie, vous chanterez.

Ils chuchotent, font passer un mot, et quand le prêtre arrive au point culminant de l'office, tous entonnent la plus belle strophe de la *Marseillaise*, celle qui est toute pure : « Amour sacré de la Patrie... » (1).

(1) Quel trait pour le *Christus musicus*, ce livre mystérieux dont nous avons entendu parler, que nous rêvons de lire et dont nous ignorons s'il existe.

Le chant de la France, le chant du sacrifice !
La préférence pour un être plus vaste que
notre personne ! Tout s'enchaîne. Un à un,
quand les circonstances s'aggravent, les sen-
timents profonds se réveillent. Nous n'avons
pas changé de ciel. S'il lève les yeux, le soldat
qui tombe au champ d'honneur dans les
plaines françaises, voit Celui qui le regarde
du haut d'une croix et, plus loin, remplissant
l'horizon, la Toute-Puissance devant laquelle
une grande humilité et l'acceptation dernière
envahissent son âme.

XXXVI

L'EXCELLENCE DE NOS SERVICES DE TRANSPORT

23 Avril 1915.

Une même note revient dans tous les
comptes rendus des correspondants militaires
étrangers qui ont été admis à visiter nos
armées : « L'énorme machine nécessaire aux
ravitaillements de toute sorte fonctionne mer-
veilleusement. » Ce sont les termes qu'emploie
le journal norvégien *Aftenposten*.

C'est vrai ; depuis le début et dans toutes les périodes si variées de ces neuf mois, le service des transports n'a pas cessé d'être mené avec une précision tout à fait remarquable. J'aimerais avoir les éléments nécessaires pour décrire avec des précisions détaillées l'effort admirable fourni, aux côtés de leurs ingénieurs, par les cheminots, dès la première heure de la guerre et de l'union nationale. Au moins, je veux leur rendre hommage en tête de ces notes.

Trois tâches essentielles étaient à remplir. D'abord, la mise en place des troupes de couverture, la mobilisation et la concentration. Ensuite, le ravitaillement régulier des armées en hommes, chevaux, vivres, munitions et matériel, en même temps que les évacuations correspondantes. Enfin, à mesure que se développaient les opérations, il fallut faire parvenir en temps voulu, sur un point donné, des troupes dont l'arrivée était l'élément décisif de la victoire.

On se rappelle le début du drame. L'Allemagne ayant proclamé « l'état de danger de guerre », immédiatement, le 31 juillet, à 9 heures du soir, les transports pour la mise en place de la couverture commencent. Le 2 août, sans déclaration de guerre, les troupes

allemandes pénètrent sur notre territoire et assassinent des habitants. Aussitôt nous mobilisons, et voilà que sur le seul réseau de l'Est, les 3 et 4 août, près de 600 trains sont en marche.

A travers les siècles, les enfants à l'école ne manqueront pas d'apprendre quelles furent les angoisses de leurs pères au début d'août 1914. Notre expérience les persuadera, j'espère, que pour garder la paix, il faut préparer la guerre.

Nous ne savions rien du plan allemand, tandis que ces maîtres espions « savaient de nos futures dispositions ce qu'ils avaient intérêt à connaître ». Ainsi s'exprime le général Bonnal, dans sa belle conférence *La Revanche*, et il ajoute : « La crise d'antimilitarisme, dont la France a souffert entre les années 1898 et 1905, avait eu pour effet de paralyser pour longtemps l'action de notre service de renseignements. »

Nous croyions être attaqués sur le front de Verdun, Toul, Épinal et Belfort. Tout au plus admettions-nous que cette attaque directe se combinerait avec une autre attaque secondaire et dérivée qui se produirait par la Belgique. Mais voici que les Allemands envahissent la Belgique. Joffre ne se trouble pas. Sur l'heure,

il modifie notre concentration et se met en mesure de porter au nord le principal effort.

Malgré cette grave difficulté, bien que quatre de nos corps d'armée fussent acheminés sur une direction différente de celle qui avait été primitivement prévue, les éléments les plus urgents de la concentration furent mis en place du 5 août à midi au 12 août même heure, et le reste suivit jusqu'au 18 août à minuit. Au terme de ces quatorze jours, avaient été mis en marche 4.500 trains de mobilisation et de concentration, plus 250 trains destinés à l'approvisionnement de siège des places fortes : et, sur ce nombre énorme, une vingtaine de convois seulement eurent des difficultés.

Mieux réussis encore, ou du moins réussis au milieu de pires obstacles, furent les transports à la fin d'août, lors de notre retraite. Il s'agissait d'assurer le repliement des gares régulatrices, l'évacuation des dépôts, celle du matériel des chemins de fer belges et français, des stations magasins et d'une partie de la population civile. Malgré le trouble et l'imprévu, dans cette sombre période, pas un seul train de ravitaillement, pas un seul train de troupes ne furent arrêtés. Tous arrivèrent, sans retards nuisibles.

Vint l'heure de l'offensive, et les commissaires-régulateurs suivirent avec le même ordre la marche en avant de nos armées. Le service des chemins de fer, sans perdre de temps, rétablit les lignes que nous-mêmes, dans notre retraite, ou l'ennemi, dans la sienne, nous venions de détruire.

Guerre de chemins de fer, diront peut-être certains historiens, considérant le génie de Joffre et le va-et-vient de l'Allemagne entre ses deux fronts. Nous n'employerons pas ce mot, qui simplifierait trop et paraîtrait mettre au second rang la force morale déployée par nos chefs et nos soldats, mais on ne signalera jamais assez l'importance des transports de troupes effectués au cours d'opérations. Lors de notre offensive en Lorraine et en Belgique, lors de notre recul au sud de la Marne, lors de la reprise de l'offensive, lors de l'extension de notre front jusqu'à la mer du Nord, nous avons dû transporter en chemin de fer, d'un point à un autre du théâtre d'opérations, plus de soixante-dix divisions, exigeant la mise en marche de plus de 6.000 trains, sur un parcours variant de 100 à 600 kilomètres.

Tous ces transports ont été assurés par les gares régulatrices avec possibilité constante de déviation des trains, suivant les exigences

des opérations. Et, dans nombre de cas, les automobiles sont venues à l'aide des chemins de fer. On connaît l'expédient fameux qui aida l'armée de Paris à intervenir avec le plus vigoureux à-propos dans la bataille de la Marne, contre l'armée du général von Kluck. Le 7 septembre, le général Galliéni, pour activer le transport de ses troupes, eut recours aux taxis de Paris.

Durant les mois de septembre, d'octobre et de novembre, le nombre d'hommes transportés en automobiles dépassa le chiffre de 250.000, les parcours variant de 20 à 120 kilomètres. En outre, les sections automobiles ont assuré le transport du matériel, des munitions, des vivres, des viandes fraîches, et l'évacuation des blessés. Il n'y fallut rien moins que 10.000 voitures, conduites et entretenues par 95.000 chauffeurs et ouvriers.

C'est à la précision de ces transports par voie ferrée et par automobile que nous avons dû pour une large part notre succès contre un ennemi dont la masse pouvait nous déborder et nous écraser. C'est grâce à elle, notamment, qu'a été dressée la barrière infranchissable à laquelle s'est heurtée, dans les Flandres, l'offensive désespérée de l'ennemi. C'est grâce à elle, enfin, que nos troupes sont abondam-

ment pourvues de tout ce qui leur est nécessaire.

Mais cette question du ravitaillement et de l'alimentation des armées vaut que nous la traitions, demain, plus longuement que nous ne pourrions aujourd'hui. Des lecteurs m'ont écrit qu'ils aimaient d'avoir des chiffres et ne trouvaient pas arides des matières sur lesquelles reposent nos espérances. Ce monde matériel supporte tout l'esprit, les destinées complètes de la France.

P.-S. — Les « mandataires aux viandes en gros aux Halles de Paris », aussi bien que les « mandataires à la volaille et au gibier », font, chaque semaine, entre eux, des collectes au profit des soldats. On sait d'ailleurs, que la générosité de toutes les corporations des Halles ne cesse pas d'être sollicitée et est inépuisable.

Les mandataires à la volaille me font parvenir pour la Fédération des Mutilés une somme de 500 francs, dont je les remercie amicalement.

XXXVII .

COMMENT SE NOURRISENT NOS SOLDATS

24 Avril 1915.

Nos troupes ont été, à tous les moments, pourvues de tout ce qui leur était nécessaire...

Voilà la règle, que ne jettent pas à terre les exceptions tirées de certaines journées terribles.

En principe, le soldat a toujours touché la ration forte de campagne : pain, 750 grammes ; viande, 500 gr. : lard, 30 gr. : sucre, 32 gr. ; café, 30 gr. : et pour le tabac, 100 gr. par semaine. En outre, de nombreux suppléments, la plupart de façon permanente. C'est ainsi que chaque homme touche par jour, en plus de sa ration, 2 grammes de thé, une ration double de sucre et de café, un tiers de litre de vin.

En dehors de ces denrées fournies gratuitement par l'administration, il y a les achats des ordinaires. Qu'est-ce à dire ? Qu'est-ce que « l'ordinaire » ? Chaque homme, en plus des vivres en nature, reçoit une certaine

somme, variable suivant les circonstances, qui, mise en commun par compagnie, constitue « l'ordinaire » et sert à acheter les vivres qui ne sont pas fournis gratuitement par l'État.

C'est ainsi que les ordinaires font les achats de pommes de terre, légumes frais, sardines, thon, chocolat, dont l'intendance a constitué de nombreux approvisionnements, afin que les troupes puissent se procurer tout ce qu'elles désirent, même lorsqu'elles ne peuvent faire ni achats, ni réquisitions sur le pays.

...Je suis sûr que vous ne pensez pas que je vous donne là des détails secondaires. L'amitié que chacun de nous éprouve pour nos soldats ne permet pas que nous trouvions sans intérêt ce qui les concerne. Je suis trop minutieux, prosaïque ? Il est beau d'entrer dans le rêve et le songe ; mais nul aujourd'hui ne songe à rien d'autre qu'à nos armées, et nous ne rêvons que de connaître la plus grande quantité de faits précis qui les concernent. La plus charmante des déesses, l'Imagination, ne nous apporterait pas ce que nous trouvons de lumière joyeuse dans ce simple renseignement officiel que je copie :

« Le 1^{er} janvier, chacun des 2 500 000

hommes qui sont sur le front, même ceux des tranchées de première ligne, a touché, pour fêter la nouvelle année, les denrées suivantes en supplément : 100 grammes de jambon, une orange, deux pommes, une poignée de noix, un cigare, un demi-litre de vin supérieur, un quart de litre de vin de champagne. »

Nos troupiers attachent une importance énorme au fait de boire ou de ne pas boire un quart de vin à chaque repas, et ils aimeraient qu'on portât la ration de vin réglementaire à un demi-litre par jour. Cette augmentation légère, si elle avait pour complément la suppression de toute vente de vin et d'alcool dans la zone des armées, serait, me dit-on, d'excellent effet. Mais enfin, la phrase courante, c'est qu' « il n'y a pas à se plaindre pour la nourriture ».

Ces résultats, supérieurs aux prévisions les plus optimistes, sont dus à l'admirable organisation des services de l'arrière, et aussi à l'accumulation de nos approvisionnements. Nous sommes en mesure de faire face à tous les besoins de la guerre, quelle qu'en soit la durée.

Nos réserves de blé et d'avoine sont tellement importantes, que le blé et l'avoine de la

récolte de 1914 de la zone des armées viennent seulement d'être battus. On s'est livré à cette opération pour se servir de la paille et libérer les granges.

Sur treize millions de bêtes que comprend le troupeau national, huit cent mille seulement ont été abattues. On engraisse des bêtes pour l'armée, à proximité du front, de façon à ne jamais livrer de bétail fatigué. La nourriture est variée par l'envoi périodique de moutons et de porcs. Et ce ravitaillement en viande fraîche est combiné avec des envois de viande congelée.

Enfin, il existe une réserve de vingt-sept millions de rations de viande de conserve, et on en fabrique toujours.

Et, maintenant, portons notre regard chez les Allemands. Il a été constaté, à diverses reprises, que leurs ravitaillements n'avaient pas la régularité des nôtres. Durant la bataille de la Marne et dans les semaines qui suivirent notre victoire, les prisonniers allemands se jetaient voracement sur le pain qu'on leur donnait et déclaraient tous n'avoir pas mangé depuis plusieurs jours. Il semble que leurs services n'aient pas su parer aux conséquences, pourtant faciles à prévoir, des destructions de voies ferrées opérées par nos autorités mili-

taires. Le gros, on peut même dire la totalité des forces allemandes opérant en France fut, sauf aux deux ailes, privé de tout ravitaillement par voies ferrées. L'insuffisance des transports automobiles aggrava cette situation, et pendant quinze jours leurs troupes manquèrent de tout. Lors de la bataille des Flandres, cette même irrégularité de leurs ravitaillements les affaiblissait.

D'ailleurs, les pains que nous trouvons fréquemment dans leurs tranchées sont d'une qualité plus que médiocre. Leurs prisonniers considèrent comme une friandise le pain blanc de nos troupes. Ils vivent surtout de conserves et manquent à la fois de vin et de bière. Cela s'explique, en dépit d'énormes approvisionnements, par l'impossibilité où se trouve l'Allemagne de se ravitailler par mer.

Si l'on prend le chiffre des importations allemandes en 1912, on constate qu'il s'est élevé à 10 milliards 1/2 de marks. Là-dessus, à peine deux milliards venaient des pays avec lesquels l'Allemagne peut encore commercer. L'Allemagne est donc privée, du fait de la guerre, des quatre cinquièmes de ses importations. Ses économistes ont toujours signalé ce péril. Il prendrait sa pleine gravité du jour où l'Italie, se déclarant et prenant sa

part des efforts dont elle veut recueillir le bénéfice, complèterait le blocus.

Dans le fond de leur cœur, les cercles officiels allemands se rendent parfaitement compte qu'il ne peut y avoir qu'une issue de la lutte actuelle en Europe. Les soldats continuent à se battre dur ; mais, en très haut lieu, les chefs se savent battus. Ils ne luttent plus que pour obtenir les meilleures conditions possibles.

P.-S. — Voici une lettre qui est accordée avec les préoccupations auxquelles répond cet article. Elle me vient d'un jeune soldat de la classe 16, à qui j'avais dit : « La classe 15 n'a pas trouvé, à son arrivée au dépôt, les bonnes conditions matérielles que nous aurions voulues, écrivez-moi donc, quand vous aurez le temps, comment vous et tous les conscrits de votre classe, vous êtes traités. »

Naturellement, je ne change pas un mot aux lignes toutes simples et bien satisfaisantes que je reçois :

Je pense que vous m'excuserez de vous écrire au crayon ; mais l'encre est rare dans une chambrée, comme la farine chez les Boches. Je viens tenir ma promesse de vous raconter les défauts et les qualités des mesures prises en faveur de la classe 16.

La nourriture est excellente et variée le plus possi-

ble. Nous avons des vêtements usagés convenables, des bourgerons neufs, des souliers odieux à des pieds délicats. Nous dormons comme des loirs sur des lits complets. Vous voyez que les promesses de M. Millebrand n'étaient pas vaines.

Nous faisons naturellement l'exercice, et je pense que nous irons vite. Jusqu'à présent, nous le faisons sans chargement ; c'est demain que nous prenons le sac, le fusil et les cartouchières, pour sauter haies, fossés ; grimper des murs ; courir, marcher et virer.

Il y a quelques malades. Dans l'ensemble, pourtant, on peut affirmer que nous sommes solides.

Le métier a vraiment des désagréments. C'est une complète désagrégation d'une personnalité pour se transformer en quelque chose d'impersonnel : le soldat. Mais je ne donnerais pas ma place pour cinquante pipes. Car, comme un poilu, je fume ma pipe sans trop de grimaces.

Ah ! j'oubliais, les gradés sont de très braves gens.

Voilà, je suppose tout ce que je puis vous rapporter d'intéressant sur la classe 16. J'ajouterai que beaucoup parmi nous brûlent de partir au feu pour la reconquête glorieuse de l'Alsace.

Et, maintenant, je vous prie de ne pas m'en vouloir d'écrire si mal la langue de notre grande Patrie.

Comment, mon camarade, vous vous figurez que vous écrivez mal ! Mais nous ne pouvons rien lire qui soit mieux pensé et d'un meilleur Français.

XXXVIII

NANCY SOUS LES TAUBES

30 Avril 1915.

J'étais à Nancy, vers dix heures du matin, dans le cabinet du préfet, — le préfet Mirman, — fameux dans toute la région par son uniforme, sans lequel on ne l'a pas vu une fois depuis le début de la guerre, par sa chaude éloquence patriotique et par la constance avec laquelle, en toutes questions, écartant les préoccupations partisans, il s'en tient au point de vue national.

Nous causions des misères de la région et de son rapide relèvement.

— Qu'êtes-vous arrivé à faire d'Haraucourt, monsieur le préfet ?

(Haraucourt, c'est un des villages pillés, bombardés, brûlés, qui ont le plus souffert pour le salut de Nancy, dans la glorieuse défense du Grand Couronné.)

— Nous avons élevé des baraquements. Les cultivateurs, avec une belle énergie, sont revenus en grand nombre et se sont remis à leurs terres.

— Et Badonvillers ? Nous l'occupons, n'est-ce pas ? Mais les pauvres habitants, que sont-ils devenus dans leur village pris et repris à tant de fois ?

— Beaucoup sont restés. Ils ont raison. Je conseille toujours de ne pas quitter, sauf s'il y a des petits enfants. Quand on bombarde, eh bien ! on descend dans les caves...

A ce moment de notre conversation, un superbe fracas remplit soudain tout le ciel.

— Un Taube ! dit le préfet. Sa bombe n'a pas dû tomber loin. Personne n'y fait plus attention, à Nancy.

— Celle-là pourtant a fait un tapage intéressant. A Paris, elles perdent leur effet dans un horizon trop vaste. Nous les entendons mal...

Mais pan ! nouvelle détonation, plus formidable ; les vitres de la porte-fenêtre volent en éclats, ses rideaux sont arrachés.

— Cette fois, monsieur Mirman, c'est vous qu'ils visent.

Un employé entre et dit :

— Monsieur le préfet, il y a deux morts sous les fenêtres, deux employés de la mairie, et la première bombe a tué un jeune garçon de seize ans.

J'admire avec quelle précision et quelle

tranquillité le service administratif se renseigne dans cette belle et bonne ville.

Au bout de cinq minutes, notre conversation terminée, nous sortons avec le préfet. La foule assiste à l'enlèvement des blessés et des morts. On lave le sang, on bouche la brèche ouverte dans le trottoir par les deux bombes, on va chercher le vitrier. Nul cri, nulle émotion, rien qu'une plus ardente volonté d'avoir les Allemands, de leur imposer notre loi de vainqueurs et de pousser notre frontière jusqu'au Rhin pour écarter un voisinage aussi vil.

Ces Allemands ont de l'esprit d'organisation et de la bravoure, et l'on voudrait qu'ils se fussent conduits en ennemis que l'on pût admirer, d'autant que nous les battons finalement à plate couture et qu'il est intéressant, avantageux, de ne pas diminuer les mérites de celui que l'on a battu. Mais vraiment ils ont, avec toute leur puissance, quelque chose d'abject et de niais.

Leur abjection se révèle dans leurs procédés de guerre, qui sont dénués de toute chevalerie. Et leur niaiserie, dont ils mourront, s'étale dans cette manière désastreuse qu'ils ont eu de tourner contre eux l'opinion de la Belgique, de l'Angleterre et successivement de tous les neutres.

Il est difficile d'imaginer une plus prodigieuse méconnaissance du caractère français que celle qu'ils montrent depuis neuf mois. Napoléon, qui a prévu toutes les situations de guerre, dit qu'il faut éviter, par des rigueurs contre la population civile, de surexciter et d'irriter toutes les forces morales. Les Lorrains ont été formés à travers les siècles par les brutalités que sont venus porter chez eux les envahisseurs. Cette rude école leur donne, de génération en génération, ces vertus militaires qui éclatent dans les Divisions de fer et d'acier et qui existent d'ailleurs dans chacune des villes, dans chacun des villages de l'Est. Évidemment, les Allemands redoutent que cette solidarité ne vienne à s'amollir. Ces pompiers attisent le feu. Ils s'arrangent pour que chaque Français comprenne et sente jusqu'à la fureur la nécessité d'aller jusqu'au bout, jusqu'à une victoire complète, apportant avec elle toutes réparations et toutes garanties.

En courant le ciel au-dessus de populations non-combattantes et en cherchant à détruire une merveille comme la place Stanislas, les Allemands, cela saute aux yeux, n'ont pas d'objectif proprement militaire. Ils cherchent un résultat moral. On peut leur certifier qu'ils

l'obtiennent. Mais tout à l'encontre de celui qu'ils escomptent. Rien ne vaut, pour tonifier les âmes et pour les unir, ces grandes parades d'assassins ailés guettant les femmes et les enfants.

En Lorraine et dans toutes les parties de la France où l'on est au contact avec les Prussiens, les cœurs sont accordés et solidement liés comme des briques dans un rempart. Cela tient pour une très grande part aux ignominies de l'envahisseur. Il y avait dans l'esprit belge, dans l'esprit anglais, dans l'esprit français et, l'on peut dire, dans l'esprit mondial, une disposition à accueillir les paradoxes et les idées fausses qui aurait pu entraîner quelque mollesse ou quelque lenteur à flétrir un adversaire à la fois puissant et modéré. L'univers a toujours admiré une grande force sage. Mais l'Allemagne ne tient qu'à faire peur. C'est à quoi elle s'applique, toujours heureuse de se sentir haïe.

J'ai été profondément frappé du calme parfait des Nancéiens sous le vol des Aviatiks. Cette population, toute pénétrée des vertus guerrières, ne conclut des injures subies par ses enfants et par ses monuments qu'à la nécessité de renforcer son énergie et de multiplier les efforts nationaux. En quelques

heures, tous les soldats épars sur les collines et dans les forêts de la région apprennent la nouvelle. C'est un immense serment renouvelé de vaincre.

S'il était permis de prendre son parti de quelques accidents toujours possibles, on souhaiterait que les villes éloignées du théâtre des opérations, et qui par là ne respirent pas aussi abondamment que le Nord et l'Est l'atmosphère de la défense nationale, reçussent à leur tour la visite des Taubes.

XXXIX

LES FRANÇAIS DOIVENT HÉRITER DES QUALITÉS VRAIES DE L'ALLEMAGNE

2 Mai 1915.

J'ai entre les mains une lettre qu'un de mes savants collègues de l'Institut m'a remise. Depuis plusieurs jours, elle occupe mon esprit et s'y raccorde à beaucoup de réflexions que vous faites, souvent, vous aussi, lecteurs. Permettez-moi de la mettre sous vos yeux et d'y joindre, en guise de commentaire, les fermes propos qu'elle me suggère.

Son auteur est un Danois d'importance et de haut mérite, qui possède une éducation toute germanique, ayant fait ses études dans les Universités d'Allemagne. Il a passé plusieurs années en contact avec nos jeunes savants, et il ne cessait pas de rompre des lances, tout amicalement, avec eux, pour leur démontrer les belles qualités de la culture allemande.

Vint la guerre. Alors il comprit ce qui se cache derrière la culture allemande ! Aujourd'hui il fait dans son pays des conférences sur Louvain et sur Reims ; il écrit des articles en faveur des Alliés ; il a rompu avec ses anciens maîtres et condisciples d'Allemagne. Il rend les plus grands services à notre cause au Danemark. Ce qui ne l'empêche pas de garder son esprit libre et de faire ses réflexions sur maints sujets qui nous touchent et qui deviendront plus importants après la guerre. Ne trouvez-vous pas qu'un tel homme et ses opinions sur la France méritent notre attention ?

Sa lettre raconte qu'il y a quelques années un archéologue danois, M. Kinch, qui a fait de belles fouilles à Lindos, dans l'île de Rhodes, n'a pu trouver un accueil favorable chez aucun éditeur français, bien que la fondation

Ny Carlsberg (due à un riche brasseur de Copenhague) garantit contre toute perte et assurât même un bon profit. De Paris, il dut se tourner vers Berlin, et en fut réduit à publier en Allemagne son travail écrit pourtant en français !

Est-ce possible ? Oui, c'est ainsi ; cette affaire fut parfaitement gauche et ne peut s'expliquer que par certaines traditions de négligence et de méfiance qu'il y aurait chez certains négociants français.

Mais écoutez ce qu'en conclut naturellement notre Danois. Ses réflexions vont plus loin que le commerce des livres :

Malgré toute la haine, il sera difficile dans notre monde d'affaires de remplacer les Allemands, qui se plient à toutes les exigences, par les Anglais, trop brusquement hautains, ou par les Français, trop méfiants et trop craintifs. Et c'était pourtant à cela que devrait aboutir la guerre. Votre commerce pourrait avoir une belle renaissance au compte des Boches. Le fait que Kinch a dû publier « Vroulia » en français chez Reimer, à Berlin, est tristement symbolique, et il y a là quelque chose à refaire et à réapprendre après la guerre,

Et alors écoutez cette page excellente :

Comprenez-moi bien, je ne dis pas cela parce que j'en veux aux Français, mais parce que je voudrais voir les Français comme héritiers de toutes les qualités vraiment bonnes des Allemands. Vous devez recevoir tout ce cou-

rant d'étudiants étrangers ; scandinaves, américains, hollandais, russes, serbes, etc., qui ont avant la guerre envahi l'Allemagne. Vos Universités, surtout celles de la province, doivent être réformées, si bien qu'une collaboration active des étrangers devienne possible comme en Allemagne. Le refrain d'autrefois : « On va en Allemagne pour travailler, en France pour s'amuser » sera voué à l'oubli, et vos savants et avec eux tout l'esprit français gagneront immensément par ce courant du dehors, par cet échange des idées et des observations avec les élèves venus de tous les pays. Même au point de vue économique, vous allez profiter de ces masses qui affluent. Cela sera une victoire d'esprit qui vaut presque celle sur les champs d'honneur. Les Allemands, autrefois hospitaliers et bienveillants, seront xénophobes ; vous, autrefois accusés non sans raison d'une certaine xénophobie, vous serez les hôtes et les maîtres de tout le monde étudiant.

Nous écoutons avec un affectueux intérêt ces avis d'un étranger qui, au milieu de nos cruels efforts, aime notre patrie et qui marche à côté de nous vers l'aurore de notre victoire. Chacun connaît le génie organisateur de l'Allemagne, chacun de nous a fait son *meâ culpâ* (car dans la faute d'une nation, nul citoyen qui n'ait sa part de responsabilité), mais chacun de nous est transformé, revivifié sur le modèle de nos soldats et de leurs chefs. Nous ne refusons pas de regarder en face ce qui fut notre infériorité. Que les Boches célèbrent leurs mérites, que le chimiste Ostwald entonne, une fois de plus,

son grand air. Celui qui tient bien son épée dans sa main n'a pas peur du clairon dans le camp adverse.

L'Allemagne, déclarent tous les pédants de la Germanie, grâce à sa faculté d'organisation, a atteint une étape de civilisation plus élevée que les autres peuples. La guerre, un jour, les fera participer, sous la forme de cette organisation, à une civilisation plus élevée. En somme, parmi nos ennemis, les Russes en sont encore à la période de la horde; quant aux Français et aux Anglais, ils ont atteint le degré de développement culturel que nous-mêmes nous avons quitté il y a plus de cinquante ans. Ce degré est celui de l'individualisme. Mais, au-dessus, se trouve l'étape de l'organisation. Et c'est là qu'en est l'Allemagne aujourd'hui. Vous me demandez ce que veut l'Allemagne? Eh bien! l'Allemagne veut organiser l'Europe, car l'Europe, jusqu'ici, n'a pas été organisée.

L'objection saute aux yeux. Cette discipline sûre, ces méthodes, ce formidable outillage varié sont au service d'une âme grossière; elles manquent d'un cœur généreux; enfin, pour tout dire d'un mot, elles veulent notre mort. Et puis, ce pédant d'Ostwald exagère. Mais, en dépit de ce ton insupportable de bluff, en dépit de tant de vilénies et d'un si prompt affleurement de brutalité et d'ignominie, il faut bien le reconnaître : les Allemands s'étaient développés dans le sens organisateur.

Étrange race, où l'on vit à toutes les époques l'alliance du prosaïsme le plus terre-à-terre et des aspirations nébuleuses. Ce qui est le mieux réussi dans *Werther*, et bien caractéristique de la race, c'est la description d'une jeune fille faisant des tartines à ses petits frères et sœurs, et éveillant par ces humbles soins une infinie poésie dans l'âme d'un jeune pédant. Leur pangermanisme est à la fois un mysticisme et un programme commercial. J'ai souvent insisté sur leur régression aux forêts d'Arminius et aux autels de Thor; mais deux commis-voyageurs, dans un compartiment de chemin de fer allemand, classant leurs commandes et repassant leurs listes; les écoliers de Berlin faisant systématiquement la tournée pour récolter de l'or ou du métal; nos prisonniers de là-bas mis, contre rémunération, au service des agriculteurs ou des artisans, voilà qui, pour manquer de romantisme, est bien autrement saisissant, et grave, et redoutable.

Les détails que l'on peut connaître de leur installation chez nous, dans cette minute même, les montrent aussi prompts à rectifier une ligne de chemin de fer ou à créer un journal local, qu'à envoyer leurs Zeppelins sur Paris et à s'acharner pour la reprise

d'une tranchée que nous leur avons enlevée. Ces vertus, notre victoire ne les leur enlèvera pas. Alors même que nous nous serons débarrassés de leurs prétentions militaires, et assurés contre leur hégémonie, il nous faudra être en mesure de lutter contre des avantages que leur aptitude à organiser leur assure.

Après la victoire même, nous serions des vaincus, si nous ne retrouvions pas la faculté que nous avons eue si éminemment, le goût et le don d'imposer une forme à des agrégats flottants, le sens des précisions et des associations nécessaires, les vues d'ensemble encadrant notre action et y faisant rentrer celle de nos coopérateurs. Avouons-le, et admettons cette rançon de quelques-unes de nos plus belles qualités : nous avons perdu (dans la collectivité comme chez les individus) la faculté d'organiser; nous excellions dans le momentané; nous vivions le plus volontiers dans l'inorganique charmant et dans les délices de l'invertébré. Préparons-nous, par tous les moyens, à être de nouveau capables d'engrener notre activité et de la multiplier par l'association, par la coopération.

J'accueille comme un beau programme cette phrase de ce Danois, ami de notre patrie dans le terrible effort : « Je voudrais

voir les Français comme héritiers de toutes les qualités vraiment bonnes des Allemands. » C'est la vieille règle légendaire, et le vainqueur doit prendre à sa charge ce qu'il y avait d'honorable dans la mission du vaincu.

XL

CROQUEMITAINE

5 Mai 1915.

Un membre distingué de l'Université, M. F. B., professeur à Grenoble, me donne à lire « la traduction scrupuleusement exacte » d'une lettre qu'il a reçue, ces jours derniers, d'un Allemand, professeur à Bonn.

Nous nous étions connus en Allemagne, il y a quelque dix ans, me dit-il, et nos relations s'étaient poursuivies depuis lors dans des formes toujours cordiales. Après avoir reçu l'hospitalité chez moi, à Grenoble, où il suivait mes cours de l'Université, cet Allemand m'avait demandé ma collaboration pour une série de volumes à l'usage de l'enseignement secondaire, et j'avais accepté. Et

voilà que cet homme, qui proteste à plusieurs reprises contre l'épithète de « Barbare », ose signer l'élucubration que je vous communique ! Il souhaite qu'on assure à sa prose la plus large diffusion ; j'espère que, par vos soins, il aura toute satisfaction ; mais je doute qu'il obtienne le succès qu'il s'en promettait.

En effet, cette lettre, qui veut faire peur, fera rire.

Si je n'y voyais que l'erreur d'un fantoche, je n'appellerais pas dessus l'attention de mes lecteurs. Mais nous nous trouvons en présence d'un document typique, où l'âme allemande de 1915 s'étale dans sa nudité. C'est un de ces factums que, sur l'ordre ou tout au moins sur le mot d'ordre des autorités, nombre d'Allemands ont rédigés à l'intention de leurs correspondants des pays neutres ou même des pays ennemis. Beaucoup d'universitaires ou de savants travailleurs ont reçu des gentillesse pareilles. Il faut les connaître pour comprendre l'agitation délirante de ceux qui les écrivent. C'est d'une maladie mentale qu'il s'agit. Faites-en paisiblement l'examen, écoutez le maniaque :

Mon cher F... B...,

Depuis notre dernier échange de salutations, l'été dernier, ce que nous autres Allemands sans doute

presentions, sans pourtant le croire possible, est devenu réalité. Un monde d'ennemis, qu'une âme aveugle fureur, s'est conjuré depuis des années contre le germanisme. Nous avons subi l'agression d'une bande d'assassins. Et vous, nobles fils de la Gaule, vous vous imaginez, alliés aux demi-Asiatiques et aux Celtes, délivrer des Germains, que vous traitez de barbares, la civilisation européenne ? Vous serez tous amèrement déçus.

Même, si vous allez quérir, pour les joindre à vos Africains, tous les gorilles du Jardin d'Acclimatation, vos crânes seront tous réduits en miettes par les poings allemands.

Vous n'êtes pas au bout de vos surprises !

L'État français est le vassal de l'Angleterre, qui a précipité la Belgique dans la ruine. La Belgique est aujourd'hui territoire allemand. L'Angleterre trompe la France, qu'elle pousse également à sa perte. Poincaré, Deleassé, Cambon, tous sont les fossoyeurs de la Grande Nation. Et vous, naïfs républicains, vous êtes tous les jours trompés et trahis par votre propre Gouvernement ; votre presse est vendue ; on vous sert des contes à dormir debout. Envoyez au diable votre Gouvernement, exigez qu'on vous dise la vérité.

Vos armées ont subi des pertes énormes. Il n'y a pas un Français, pas un Russe sur le territoire allemand. Seul, notre Gouvernement dit l'exacte vérité : tout le monde a en lui une confiance sans bornes. L'Allemagne est debout comme un seul homme, tel un géant qui écrase tout quand on l'irrite.

Vous éprouvez à présent ce que peut le *furor teutonicus*, dont vous avez si souvent souri et plaisanté. Nous continuerons de vous rosser tous de telle sorte que vous ne vous releviez plus pour nous troubler dans notre mission universelle. L'Allemagne est le médecin qui guérira le genre humain.

J'abrège ; je passe aux conclusions :

Le Gouvernement français se laisse prendre aux artifices du tsar, à l'impudente audace de Grey. Donc, encore une fois : envoyez au diable votre Gouvernement.

Je vous prie, mon cher B..., de traduire et de communiquer cette lettre à votre femme, à tous vos amis ; veillez à répandre ces informations. Vous avez vous-même vécu plusieurs années en Allemagne, et je pense que vous n'avez retiré qu'avantages de votre séjour parmi les Barbares. Faites-vous le champion de la vérité ; combattez pour la vérité dans votre pays, qui est trompé par le Gouvernement, par la presse. Faites-vous envoyer des journaux de la Suisse, pays neutre, mais seulement des journaux allemands, car tous les journaux français qui paraissent à Genève ou à Lausanne mentent également.

La guerre universelle continuera jusqu'à ce que nous, les Allemands, alliés à l'Autriche-Hongrie et à la Turquie, nous ayons définitivement remporté la victoire. Nous vaincrons, parce que nous ne pouvons pas ne pas vaincre, car nous combattons les mains pures, la conscience pure ! Mais je m'arrête. Adieu !

K. B.

*professeur au lycée de Bonn
(Allemagne).*

C'est un fou ? Non. C'est un Teuton dans un accès de *furor teutonicus*. Cet homme, qui voudrait tout avaler, s'étrangle tant il crie. Son dernier mot « Adieu », qui prétend nous faire trembler, semble la sortie d'un Matassin. Le professeur ne doutait pas d'en-

trer à Paris ; il faudra qu'il se contente d'entrer dans le répertoire des vaudevilles.

On peut mesurer les résultats que nous avons obtenus depuis neuf mois à l'effet que produit une pareille épître. Si nous l'avions lue aux premiers jours de la guerre, nous aurions cherché sous son arrogance quelque sens solide. Aujourd'hui, chacun hausse les épaules et méprise l'épistolier, comme un homme de qui la raison est dégradée. M. Bergson pense que le rire a un rôle social, qui est de châtier. Rions donc, mais souvenons-nous qu'il est nécessaire d'abattre de tels déments, ou de leur mettre la camisole de force.

C'est à l'univers entier qu'ils s'en prennent. L'autre jour, en Lorraine, un groupe de nos officiers, à l'esprit généreux et clair, m'ont signalé une nouvelle apologie du militarisme allemand écrite par un professeur danois, M. Larsen, qui a grand succès dans toute la Germanie. Elle se présente sous la forme d'un gros ouvrage intitulé : *Pendant la Grande Guerre*. M. Larsen, dit la « *Magdeburgische Zeitung* », reproduite par la « *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* » du 14 avril, réfute d'une façon décisive l'opinion accréditée dans certains milieux que le militarisme allemand serait uniquement un culte de la puissance

allemande. « *Le militarisme allemand est l'œuvre de culture la plus importante que l'Allemagne ait créée et son apport original à la culture mondiale.* »

Voilà une belle thèse. Il faut en suivre le développement colossal. Le militarisme allemand, en tant que culture, nous disent Larsen et avec lui les journaux qui le commentent, est autre chose que la littérature, l'art et la science. C'est une organisation gigantesque de savoir et de puissance réalisée à travers les générations par une application infatigable et un don de soi sans réserves, par l'aptitude de tout subordonner et par la capacité des chefs, par la perspicacité et par le courage. Tout cela est conservé jusqu'à la mort avec une joie de sacrifice qui est presque religieuse.

Religieuse ! vous l'entendez. La guerre des Allemands est une croisade. Tels sont les termes qu'ils emploient. Ils sont convaincus de posséder la vraie croyance, la vraie foi, l'âme religieuse la plus haute, née d'un terrain cultivé par le militarisme allemand. Cette foi a toutes les conditions pour devenir la foi de l'univers. Si les Allemands sont victorieux, la victoire de l'Évangile allemand est aussi assurée.

Vous entendez ces hautes folies ! Il n'y a pas à les discuter. Des sommets de l'orgueil où elles semblaient avoir poussé, elles ont glissé, toutes fanées, dans les fossés de la niaiserie. Ah ! nous les accueillons avec un esprit tout différent de celui que nous leur aurions prêté il y a quelques mois. Ces thèses faisaient de l'effet au moment où von Kluck marchait sur Paris avec une rapidité foudroyante. Maintenant, nous savons où il courait à si grandes enjambées. Il courait se faire battre. Sa hâte en prend quelque chose de comique. De même, leurs moyens matériels, leurs zeppelins, leurs gros canons pouvaient nous donner à penser. Aujourd'hui, nous mettons cet outillage au point ; nous le jugeons à l'œuvre. Leurs zeppelins devaient servir au bombardement suprême de Paris : ils ne servent à rien du tout. Leur canon monstre devait se placer à Calais et, de là, bombarder Douvres ; le voilà réduit à user ses boulets, gros comme un train, pour écraser dans Dunkerque, sans aucun profit militaire, quelque maison bourgeoise. Et la grande religion allemande, révélée *ex cathedra* par les hauts savants, gloire de l'Empire, ne sert plus qu'à fournir des propos injurieux au petit professeur de Bonn contre son collègue de Grenoble.

L'empereur peut mesurer que du tragique au comique il y a moins loin que de Berlin à Paris. Tout commence à s'effondrer dans la formidable machinerie. Et, en place des innombrables monuments consacrés dans toute l'Allemagne au vieil Empereur, à Bismark et à Molke, je vois peu à peu, avec les yeux de l'imagination, se dresser un formidable Croquemitaine.

Note de 1916 sur l'article « Croquemitaine » que l'on vient de lire :

Cet article a fait l'objet de divers commentaires dans la revue *les Langues Modernes* et de la part des journaux allemands.

La revue *les Langues Modernes* disait : « Mais cette lettre et le commentaire de M. Barrès nous les avons déjà publiés ». Quant aux journaux allemands ils niaient l'authenticité du document.

Je donnerai donc mes sources. J'ai été documenté par M. F. Breistroffer, professeur au lycée de Grenoble :

« 8 Mai 1915

» Cher Monsieur,

» Vous avez publié, il y a quelques jours, dans l'*Écho de Paris*, un article sur le Carnet de guerre des soldats allemands. Je pourrais vous apporter, moi aussi, le fruit de mes lectures et de mes réflexions. Mais je préfère vous envoyer la traduction scrupuleusement exacte d'une lettre que j'ai reçue ces jours derniers d'un professeur allemand. Nous nous étions connus en Allemagne il y a quelque dix ans et nos relations s'étaient poursuivies depuis lors dans des formes toujours cor

diales. Après avoir reçu chez nous à Grenoble, où il suivait mes cours à l'Université, la meilleure hospitalité, le professeur allemand m'avait demandé ma collaboration pour une série de volumes à l'usage des élèves de l'enseignement secondaire et j'avais accepté. Or, cet homme, qui proteste à plusieurs reprises contre l'épithète de « barbare » ose signer l'élucubration ci-jointe.

» S'il ne s'agissait que de l'erreur d'un malade, je le jugerais indigne de retenir votre attention et celle de vos lecteurs ; mais nous nous trouvons en présence d'un document typique où l'âme allemande, si l'on peut dire, s'étale dans sa nudité ; c'est un de ces factums que sur l'ordre — tout au moins le mot d'ordre — des autorités, nombre d'Allemands ont rédigé à l'intention de leurs correspondants des pays neutres ou même des pays ennemis. J'en ai la preuve, car beaucoup de mes collègues ont reçu le même factum.

» C'est par « patriotisme » qu'ils écrivent ces gentillesses ; mais comment ne sentent-ils pas que leurs tentatives extravagantes sont par surcroît ridicules et vaines ? Quel tact et quelle psychologie !

» Le professeur allemand, dont je vous envoie la lettre et qui mériterait qu'on publiât son nom, souhaite qu'on assure à sa prose la plus large diffusion possible.

» J'espère que, par vos soins, il aura toute satisfaction ; mais il faut douter qu'il obtienne le succès qu'il s'en promettait.

» F. BREISTROFFER. »

Quand les doubles réclamations que j'ai indiquées plus haut s'élevèrent, je me retournais vers M. Breistroffer en les lui signalant. M. Breistroffer me répondit en date du 9 août 1915 :

« Monsieur,

» J'ai été très surpris en recevant votre lettre de ce matin. La lettre en question m'est parvenue à Gre-

noble, d'où on me l'a fait suivre portant la date du 10 avril et un timbre de Zurich. Elle est de M. Karl Rauschenbach (R et non pas B, comme on a imprimé à tort à l'*Écho*), par discrétion je n'avais pas voulu donner son nom.

» M. Rauschenbach a passé trois mois à Grenoble et je devais faire avec lui une série de volumes dans le genre de *Der Klemmte Deutsche*. Je regrette de ne pas me trouver à Grenoble en ce moment, je vous aurais communiqué la série de lettres échangées entre nous à ce sujet l'été dernier. Si vous aviez publié la lettre *in extenso* vous vous seriez aperçu de certaines différences.

» Les ressemblances proviennent de ce que ces lettres ont été rédigées sur le mot d'ordre des autorités universitaires allemandes.

» J'en ai la preuve formelle, connaissant personnellement deux de mes collègues qui ont reçu exactement la même lettre avec de légères différences qui proviennent uniquement de la différence des dates auxquelles ces lettres ont été écrites.

» Vous pouvez publier tout ce que vous voudrez et je suis à votre entière disposition au cas où mes explications ne suffiraient pas. » BREISTROFFER. »

Et plus tard encore à la date du 7 septembre 1915 :

« J'avais été tellement frappé moi-même de la similitude des lettres en question, que je n'ai pu m'empêcher d'en parler à mon collègue M. D. . . , professeur au Lycée Buffon, qui est prêt à le certifier. Je regrette d'avoir quitté Grenoble pour la campagne, sinon je vous aurais fait parvenir l'original de la lettre. Cette lettre qui n'est pas de K. B., comme l'a imprimé à tort l'*Écho de Paris*, mais K. R., est parvenue à mon

adresse à Grenoble avec un timbre de Zurich, portant la date du 10 avril.

» Elle a été écrite par M. Karl Rauschenbach.

» Un autre de mes collègues, M. D..., en a reçu une exactement semblable à la même époque de M. Karl Schladebach, professeur à Elberfeld, Augu-
stastrasse, 91.

» BREISTROFFER. »

XLI

LE GÉNIE FRANÇAIS SUR LE RHIN

6 Mai 1915,

Les sociétaires du Théâtre-Français ont une heureuse idée de vouloir donner au bénéfice des Alsaciens-Lorrains, piétinés par la guerre, le premier spectacle de *Colette Baudouche*. « Une partie de la Haute-Alsace et des Vosges est déjà rendue à la France, grâce à la ténacité intrépide de nos soldats. Mais l'ennemi laisse, en se retirant, des villages anéantis, des populations sans asile, ruinées et dispersées. » Pour les assister, un comité de *Secours en Alsace-Lorraine*, dont je reproduis l'appel, vient de se constituer sous le patronage de M^{me} Raymond Poincaré. Il m'a

fait l'honneur de m'offrir l'une de ses présidences. Je me réjouirai si la belle pièce de Pierre Frondaie peut l'aider, samedi prochain, à se constituer les moyens d'assister nos frères réunis.

La jeune Colette Baudoché, à son entrée sur la scène, commence donc par quêter pour les Lorrains et les Alsaciens. Puisse-t-elle leur apporter une généreuse obole ! Ce serait une restitution. Ils m'ont donné le livre.

Bien souvent on m'a interrogé sur les divers personnages qui figurent soit dans ce petit ouvrage, soit dans son complément, le *Service de l'Allemagne*. Où donc demeurent exactement les dames Baudoché ? Nous avons cherché leur appartement à Metz. Dans quelle caserne de Strasbourg, M. Ehrmann a-t-il fait son volontariat ? Qu'est-il devenu ? Colette a-t-elle trouvé un mari ? Ce sont des questions que l'on pose à tous les romanciers, et la plupart s'en agacent, ou bien en sourient. Il ont droit de les trouver intempestives, car l'artiste propose à ses lecteurs un monde qui n'existe nulle part et qu'il crée avec ses émotions profondes. Pourtant je m'empresse de répondre que j'ai désiré d'être un portraitiste de l'âme alsacienne et lorraine et que la jeune Colette ou bien M. Ehrmann, le héros du

Service de l'Allemagne, sont vivants, respirent dans Metz, dans Strasbourg, Colmar, Mulhouse, dans chacun des villages de Lorraine et d'Alsace. Ils y existent à des milliers d'exemplaires, ils nous attendent là-bas ou bien se sont jetés dans nos rangs, au début de la guerre, ou bien, les malheureux, reçoivent nos coups sans nous les rendre.

Dieu soit loué ! Ces temps de la captivité sont finis. La civilisation latine et notre esprit qui étaient en danger sur la rive gauche du Rhin vont y être solidement rétablis. L'histoire rendra hommage à ceux que j'ai essayé de peindre d'après le vif, à tous ces jeunes garçons et jeunes filles qui ont forcé l'univers d'admirer ce qui est le signe d'une humanité supérieure : la volonté de n'accepter que ce qui s'accorde avec leur sentiment intérieur, la volonté de ne pas subir une forme inférieure de la vie.

Un grand nombre de Lorrains et d'Alsaciens excellents, au lendemain de l'annexion, après la triste guerre que nous sommes en train de venger, étaient venus se réfugier en France. Mais ceux qui restaient ? Isolés, inquiets de savoir s'ils avaient pris la bonne résolution, ces frères malheureux se sentaient mal connus. Leur rendions-nous justice ? Eux-

mêmes, étaient-ils bien assurés d'avoir pris la bonne voie? Il fallait leur donner confiance; il fallait dire d'eux et qu'ils disent eux-mêmes : « On peut rester Français et sauver son cœur, son honneur, son esprit, sous la domination prussienne. »

Mais ce n'est pas assez. Le rôle des dignes Français, c'est éternellement de franciser la rive gauche du Rhin. Je n'ai pas voulu seulement dire à ceux d'Alsace et de Lorraine : « Maintenez la France chez vous »; j'ai voulu aussi constater, proclamer que tout vaincus qu'ils étaient, ils connaissaient d'instinct leur mission et s'employaient à conquérir leurs vainqueurs.

La tendance constante, le pouvoir et le devoir de tout élève de la civilisation latine, c'est de civiliser la barbare Germanie. Je croyais, je savais, je voyais que les conquies conquerraient leurs vainqueurs. L'événement est en train de me donner la confirmation que j'attendais pour une date indéterminée.

Cette vertu de civilisateur latin que nous constatons, à travers les siècles, dans le fond des populations de la rive gauche du Rhin, cette puissance qu'elles ont pour latiniser, romaniser, franciser ceux qui viennent d'outre-Rhin se fixer au milieu d'elles, j'ai voulu la

montrer agissante. J'ai voulu prouver que cette tâche de diffuser de la France à travers la Germanie était à la portée des plus simples gens, à la portée d'un jeune Alsacien que la loi appelle à servir sous les drapeaux ennemis, à la portée de la modeste petite fille qui force des étrangers à sentir sa grâce et sa dignité.

La vérité de cette influence des vaincus sur leurs vainqueurs, des Alsaciens et des Lorrains, en tant que Français, sur les Germains, n'est niée par personne. Jaurès en convenait avec moi, mais ayant reconnu le fait il voulait l'employer au bénéfice de cette entente franco-allemande qui fut son effroyable chimère.

« Est-il possible, écrivait-il, qu'une Colette et qu'un Ehrmann, qui parviennent à imprimer jusque dans l'esprit du vainqueur une noble image de la France s'obstinent à repousser ceux sur qui le charme français aura opéré ? Entre M. Ehrmann et l'élite des Allemands immigrés, il se créera un lien subtil et fort, une communication d'ordre supérieur, et l'idée viendra un jour à ce jeune homme que cette mutuelle sympathie pourrait s'élargir jusqu'à envelopper les deux nations. Et Colette ? Elle refuse de se marier avec Asmus, soit. Mais elle a hésité ; on a entrevu que si elle épousait Asmus, elle travaillerait avec lui à

réconcilier Français et Allemands, et par là le livre de M. Barrès nous prédispose à une sorte d'indulgence.....

» Ainsi, concluait Jaurès en m'interpellant tout droit, parce que vous avez le sens de la vie, vous ne pouvez enfermer l'ample mouvement des choses dans les formules étroites que vous préférez. Vous vous démentez et vous vous dépassez vous-même, à votre insu, en nous suggérant, malgré que vous en ayez, l'idée d'une revanche plus haute, celle du génie français parvenant à se faire comprendre du génie allemand et à le combattre. »

Je n'ai jamais oublié cet article de Jaurès. Il est de grande portée. Étant donnée l'opposition de ses idées doctrinales et de mes idées propres, les faits sur lesquels nous nous accordions prenaient à mes yeux une rare valeur. La civilisation française dans les pays annexés conquiert les Allemands, s'impose à leurs professeurs, transforme leurs mœurs, voilà ce que Jaurès me concédait. Ajoutons qu'il doit toujours en être ainsi.

« Il se pourrait bien, écrit Georges Duménil, l'éminent philosophe du *Spiritualisme* et de *La Sophistique contemporaine*, il se pourrait bien que, depuis deux mille ans, il y eût, de ce côté-ci du Rhin, des Colettes

qui ne veulent pas épouser des Asmus. Quand par force le mariage s'est accompli, M. Asmus, après s'être fait appeler quelque temps M. Asmus-Baudoche s'est trouvé, un beau jour, Baudoche tout court, ne voulant plus rien savoir des Asmus. »

Très bien dit, et fort juste. C'est l'opération que nous réussirons à Trêves et à Coblençe et dans toutes ces charmantes petites villes de la basse Moselle. Aisément, par la douceur de la vie française que nous y transporterons, nous ferons le plus beau mariage. Des unions qui n'étaient pas possibles à Strasbourg et à Metz, le deviendront, car il y a la manière, et ce ne sera plus la manière prussienne. Ils étaient légion, hier, les Allemands qui se tournaient vers nous comme les plantes vers le soleil. Le dur génie destructeur de la Prusse les contrariait, les contraignait, les dénaturait. Libérés de cette barbare tutelle, les bords du Rhin, trop heureux de respirer à leur aise, prendront leur libre rythme, aisément accordé au nôtre.

Dans l'intérieur de notre frontière rhénane pourra s'épanouir, avec le temps, le rêve de Mistral, qui ne voulait pas comprendre les obligations que l'honneur imposait aux filles d'Alsace et de Lorraine et qui souhaitait

le mélange des deux races pour le profit du monde français et latin.

J'ai de lui une lettre bien curieuse. Elle rend compte de ce qu'était, dans ces dernières années, la plus noble raison française, Minerve trop disposée à déposer sa lance, tandis que les Walkyries désignaient déjà nos meilleurs jeunes gens pour la mort. Le poète immortel de *Mireille* m'écrivait à propos de *Colette Baudoche* :

Vous rendrez si sympathiques le terroir et la race (de Metz) que le bon gros Allemand Frédéric Asmus est vaincu en peu de temps, et vaincu de façon si naturelle et si honnête qu'on regrette vraiment la maussaderie finale de la petite Colette. Étant donné que le germanisme finit toujours par se fondre dans la latinité, — à preuve la fusion rapide des innombrables envahisseurs de l'empire romain, — il est certain que par le seul effet des influences naturelles, les immigrés allemands sont destinés à faire des fils et petits-fils lorrains, et par eux la Lorraine reprendra son autonomie. Je remarque en Provence que les fils des Météques sont généralement plus ardents que les indigènes de vieille roche. C'est le mystère de la greffe. Donc j'aurais vu avec plaisir le bon

docteur Asmus contribuer à repeupler Metz de jeunes patriotes. Il méritait bien cette jolie récompense.

Allons, je ne vais pas contester contre un grand homme à qui nous gardons un culte de piété. Sa lettre m'a bien scandalisé. Mais le temps se charge de faire voir, parmi toutes les idées, celles qui possèdent quelques vertus. Le problème pourra quelque jour se poser comme le voyait Mistral. Les Français, en Alsace-Lorraine, devaient rester inassimilables. Plus avant dans les zones rhénanes, où il va s'agir de développer notre influence, leur souci sera de s'assimiler tout ce qui s'en montrera digne.

Quand nous aurons libéré de la Prusse et de sa fureur militariste des populations qui se souviennent d'avoir été romanisées, toutes les affinités recommenceront de jouer. Honneur aux soldats de la France qui, rendant au monde la paix, se trouvent travailler, au prix de leur sang, pour le bonheur même des fils et petits-fils de leurs ennemis !

TABLE DES MATIÈRES

HUITIÈME PHASE

Chapitres.	Pages.
LA GUERRE DE SIÈGE (<i>suite</i>).	1
(Du 11 Mars jusqu'au 9 Mai 1915.)	
§ 1. Opérations en Woèvre (30 Mars-15 Avril.)	2
§ 2. Opérations à l'ouest d'Ypres (23 Avril- 17 Mai.)	3
I Ils voulaient briser les os de la France (12 Mars 1915)	4
II Le cahier rouge de Marcel Drouet, mort au champ d'honneur. — <i>In memoriam</i> (13 Mars 1915),	11
II bis. Un paquet de lettres (Marcel Drouet)	23
III Solidité des Belges sous le flot allemand (15 Mars 1915)	29

Chapitres.	Pages.
IV L'héroïsme des enfants. — <i>In memoriam</i> (16 Mars 1915) . . .	36
V Aide-toi, le reste viendra (17 Mars 1915)	46
VI A quoi rêvent les sénateurs ? — <i>Croix de guerre</i> (18 Mars 1915)	51
VII Une décision de l'Académie. — <i>In memoriam</i> (19 Mars 1915) .	58
VIII Le respect autour des blessés. — <i>Les Invalides de la guerre</i> (20 Mars 1915).	64
IX L'échec du pirate des airs (22 Mars 1915)	71
X Une lettre du ministre sur les allocations (23 Mars 1915) . .	77
XI Chez le Président du Conseil (24 Mars 1915)	86
XII A la gloire des Serbes (25 Mars 1915)	90
XIII Leurs raisons d'espérer (26 Mars 1915)	97
XIV Nos certitudes de victoire (27 Mars 1915)	103
XV Un ruban devrait désigner les invalides de la guerre. — <i>Les Invalides de la guerre</i> (29 Mars 1915)	110

Chapitres.		Pages.
XVI	Quelle France veut naître des tranchées? (30 Mars 1915) . . .	115
XVII	L'amitié des tranchées doit survivre à la guerre (31 Mars 1915).	122
XVIII	Première Assemblée de la Fédération Nationale des Mutilés. — <i>Les Invalides de la guerre</i> (1 ^{er} Avril 1915)	130
XVIII bis	Une légende mensongère sur Péguy.	135
XIX	Dans les tranchées on réapprend l'art de l'organisation (2 Avril 1915)	137
XX	Après la guerre, nous continuerons d'honorer les vertus héroïques (3 Avril 1915) . . .	145
XXI	L'invalidé qui rentre au pays — <i>Les Invalides de la guerre</i> (6 Avril 1915)	155
XXII	Ce que prouve l'affaire du Vieil-Armand (7 Avril 1915)	162
XXIII	Les carnets de guerre des soldats allemands (8 Avril 1915).	167
XXIV	L'Allemagne a perdu sa foi (9 Avril 1915)	175
XXV	Le système colossal et l'autre (10 Avril 1915)	181

Chapitres.	Pages.
XXVI	Nos officiers (12 Avril 1915) . . . 187
XXVII	Des chefs jeunes et unis (13 Avril 1915) 194
XXVIII	Leurs forces s'usent, les nôtres augmentent (14 Avril 1915) . . . 200
XXIX	Une réussite pour les blessés (15 Avril 1915) 208
XXX	En causant avec M. Jules Cambon (16 Avril 1915) 218
XXXI	Nous voyons leurs succès et leurs sacrifices (17 Avril 1915) . . . 225
XXXII	Notre-Dame de Pitié dans la Voivre (19 Avril 1915) 231
XXXIII	Nous élargirons notre nationalisme. — <i>Ce qu'il en sera de notre littérature après la guerre</i> (20 Avril 1915) 244
XXXIV	De cette terre qu'ils ont sauvée, ils demandent la longueur de leur corps (21 Avril 1915) . . . 254
XXXV	Les catholiques français s'adressent aux catholiques du monde entier. — <i>Propagande à l'étranger</i> (22 Avril 1915) 261
XXXVI	L'excellence de nos services de transport (23 Avril 1915) . . . 267

Chapitres.		Pages.
XXXVII	Comment se nourrissent nos soldats (24 Avril 1915)	274
XXXVIII	Nancy sous les taubes (30 Avril 1915)	281
XXXIX	Les Français doivent hériter des qualités vraies de l'Allemagne (2 Mai 1915).	286
XL	Croquemitaine (5 Mai 1915).	293
XLI	Le génie français sur le Rhin (6 Mai 1915).	303

IMPRIMERIE CHAIN, RUE BERGÈRE, 20, PARIS. — 3656-3-16.

B2725A

MAURICE BARRÈS

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE
PRÉSIDENT DE LA LIGUE DES PATRIOTES

L'ÂME FRANÇAISE ET LA GUERRE

LES VOYAGES
DE LORRAINE ET D'ARTOIS

2010²⁵
3/3/26

PARIS
ÉMILE-PAUL FRÈRES, ÉDITEURS
100, RUE DU FAUBOURG-SAINT-HONORÉ, 100
PLACE BEAUVAU

—
1916

OEUVRES DE MAURICE BARRÈS

Collection à 3 fr. 50 c.

LE CULTE DU MOI

* SOUS L'ŒIL DES BARBARES	1 vol.
** UN HOMME LIBRE	—
*** LE JARDIN DE BÉRÉNICE	—

LE ROMAN DE L'ÉNERGIE NATIONALE

* LES DÉRACINÉS	1 vol.
** L'APPEL AU SOLDAT	—
*** LEURS FIGURES	—

LES BASTIONS DE L'EST

AU SERVICE DE L'ALLEMAGNE	1 vol.
** COLETTE BAUDOCHÉ, histoire d'une jeune fille de Metz.	—

L'ÂME FRANÇAISE ET LA GUERRE

* L'UNION SACRÉE (2 août-31 octobre 1914)	1 vol.
** LES SAINTS DE LA FRANCE (1 ^{er} novembre 1914-4 ^{er} janvier 1915)	—
*** LA CROIX DE GUERRE (2 janvier-11 mars 1915)	—
**** L'AMITIÉ DES TRANCHÉES (11 mars-9 mai 1915)	—
***** LES VOYAGES DE LORRAINE ET D'ARTOIS (9 mai-20 juin 1915)	—

L'ENNEMI DES LOIS.	1 vol.
DU SANG, DE LA VOLUPTÉ ET DE LA MORT	—
AMORI ET DOLORI SACRUM (<i>La Mort de Venise</i>).	—
LES AMITIÉS FRANÇAISES.	—
SCÈNES ET DOCTRINES DU NATIONALISME	—
LE VOYAGE DE SPARTE	—
GRÈCE OU LE SECRET DE TOLÈDE	—
LA COLLINE INSPIRÉE	—
HUIT JOURS CHEZ M. RENAN	—
LA GRANDE PITIÉ DES ÉGLISES DE FRANCE	—

ADIEU A MORÉAS. Une brochure	Prix 1 fr.
UN DISCOURS A METZ (15 août 1911). Une brochure	Prix 1 fr.
DANS LE CLOAQUE.	Prix 2 fr.

Justification du tirage

N° 3,340

D

516

835

1916

1.5

NEUVIÈME PHASE

LA BATAILLE D'ARTOIS

(Du 9 Mai au 20 Juin.)

Au printemps de 1915, l'État-Major allemand était résolu à chercher une bataille décisive sur le front russe. Il avait procédé sur le front occidental à l'établissement d'organisations défensives, suffisantes, jugeait-il, pour résister à toute pression des troupes françaises, et dès lors il se croyait libre d'user de la facilité que lui donnaient ses lignes intérieures et de concentrer contre les Russes tous les effectifs possibles.

*Peu à peu il envoie des troupes sur le front oriental. C'est d'abord une brigade de Landwehr, puis trois divisions de cavalerie, puis le 21^e Corps de réserve, le Corps de la Garde et la 119^e division. A la fin d'avril et dans les premiers jours de mai il y dirigeait encore le 10^e Corps d'armée et deux divisions bava-
roises.*

Le commandement français décide alors de faire une attaque importante. Il s'agit d'empêcher les Allemands de prélever de nouvelles troupes sur leur front occidental et puis de les menacer sérieusement dans le moment où ils ont diminué leurs effectifs en face de nous.

L'attaque eut lieu en Artois, sur un terrain choisi et aménagé, après le transport de nos troupes disponibles et après l'arrivée de nouvelles divisions britanniques. Elle commença le 9 mai, pour se prolonger jusqu'au 20 juin.

Les résultats furent, dès les premiers jours, remarquables. Sur un front de 7 kilomètres et une profondeur de 3 à 4 kilomètres, nos troupes enlèvent les positions allemandes, s'emparent de Carency, puis d'Ablain et du plateau de Notre-Dame-de-Lorette, prennent 24 canons, 134 mitrailleuses et font 7.450 prisonniers, parmi lesquels un grand nombre d'officiers.

Du 12 au 15 mai, les troupes continuant l'opération prennent Ablain et après une série de durs combats emportent la position du plateau de Notre-Dame-de-Lorette. La bataille avait été particulièrement violente et meurtrière; après cet effort magnifique qui, d'un seul élan, avait mené nos troupes à l'assaut des organisations allemandes, le commandement

donnait l'ordre d'aménager le terrain conquis, de le préparer pour d'autres attaques, et de procéder par une série d'actions de détail.

Entre le 16 mai et le 15 juin, la progression des troupes françaises s'accomplit conformément à cette méthode. Successivement les abords du plateau de Notre-Dame-de-Lorette, le bois Carré à l'Ouest des pentes de Lorette, la sucrerie de Souchez, Neuville-Saint-Waast et au Sud de Neuville les abords du Labyrinthe, fortement organisé par l'ennemi, tombent entre nos mains. Une action d'ensemble plus intense engagée le 16 juin nous rend maîtres du Labyrinthe en entier et des abords du village de Souchez.

La bataille avait coûté cher aux Allemands. Ils avaient perdu devant nous 80.000 hommes ; ils avaient pu constater la force de notre artillerie et la valeur de notre infanterie qui avait pris au cours de ces combats une nouvelle conscience de sa puissance.

Mais surtout, la bataille dans son ensemble avait arrêté le transport des forces allemandes sur le front russe. Elle n'avait pas pu empêcher le repli des forces russes, mais elle avait permis à nos Alliés de garder leur liberté de mouvement et d'accomplir en ordre cette retraite difficile où ils ont fait preuve des plus grandes

qualités. Les Allemands n'ont pas pu exploiter à fond les succès qu'ils avaient remportés et se procurer la supériorité numérique qui leur aurait été nécessaire. Au moment même où ils auraient eu besoin de toutes leurs troupes pour tirer de la bataille de la Dunajec tout ce qu'ils souhaitaient, ils s'étaient trouvés dans l'obligation de ramener du monde sur notre front. Au résumé, grâce à notre offensive, les prélèvements faits sur notre front n'ont pas atteint 8 0/0 des effectifs totaux qui étaient opposés aux troupes françaises le 1^{er} février.

I

LE PRINTEMPS DE LORRAINE

3 Mai 1915.

Je m'excuse d'avoir quitté quelques jours mes lecteurs. C'était pour aller en Lorraine, une fois de plus, admirer nos soldats et parcourir nos villages ravagés qui se relèvent. Quel grand livre, qui n'est pas écrit, on déchiffre là-bas sur ces campagnes bouleversées, toutes chargées de troupes et que commence à fleurir le printemps !

Ce livre, j'en vois le titre, *le Printemps de 1915 en Lorraine*, et dès le train une image m'a saisi, s'est fixée dans mon esprit, qui pourrait lui servir de frontispice. Sur une colline, trois femmes, la mère sans doute, une grande fille et une petite de dix ans, s'en allaient dans le sillon, sous les cerisiers en fleurs, en semant le blé. Qu'y a-t-il dans ces cœurs de femmes ? Je ne vois même pas leurs visages. Rien que ce grand geste. Mais il remplit le paysage de courage et de confiance. La fin d'avril, les premiers jours de mai sont encore pauvres et minces sur la terre lente de l'Est. Mieux que les verdure et les oiseaux chanteurs, mieux que le délire du printemps de Syrie, qu'il y a un an j'ai respiré, mieux qu'aucune des magiciennes chantées par la poésie, ces trois femmes annoncent que voici le renouveau et que l'espérance entre en fleurs.

Il y a six mois, au lendemain du jour où les envahisseurs furent arrêtés et rejetés par la victoire de la Marne, j'ai visité la vallée de la Meurthe et celle de la Mortagne encore chargées de souillures. Dans ces journées courtes de septembre, sous la pluie et sous le vent qui tordait les arbres, l'horreur du combat demeurait toute visible. Et puis il

y avait cette odeur affreuse des tombes à ras du sol ! Hier, je viens de refaire le même pèlerinage. Autour des croix rustiques, coiffées de képis, qui parsèment les taillis sinistres de la Chipotte, les pervenches lèvent la tête. Dans leurs vergers de printemps, les villages brûlés et dévastés semblent des cadavres près desquels la piété aurait déposé des bouquets. Certaines ruines songent à se repeupler. Parfois un vieil ouvrier aidé par deux gamins dresse une échelle, gâche son mortier, soupèse les pierres écroulées. Les poiriers qui tapissent les façades les mieux exposées de nos maisons paysannes, bien que blessés de balles et de shrapnells, sont sensibles à la douceur de mai. Et Gerbéviller-la-Martyre, sans perdre son air d'agonie pétrifiée, avec la belle saison devient « un centre touristique ».

De ces lieux de mort, s'élève un éternel refrain, ferme et joyeux : « On les aura, les Boches ». C'est le mot du gamin coiffé d'un calot militaire qui joue à la fusillade, à la fuite dans les bois, à toutes les horreurs dont il a été le témoin ; c'est le mot des soldats qui se reposent en attendant leur tour de regagner les tranchées ; c'est le mot des officiers à la table de qui j'ai eu l'honneur de m'asseoir.

Ces ravages prussiens n'auront servi qu'à hâter la ruine de leurs auteurs. L'armée de Lorraine et le peuple lorrain s'accordent à sentir la nécessité d'une paix victorieuse qui nous assure des réparations intégrales pour le passé et des garanties pour l'avenir. La frontière du Rhin ! c'est le programme de ceux qui sont tout sanglants parce que notre frontière n'était pas fermée.

Tout ce que j'ai entendu en Lorraine, des pauvres femmes, des vieillards, des enfants, jusque sous les débris qui les menacent, respire la résolution et la certitude de vaincre. A toutes les minutes, j'admirais comme le ton de ces simples gens avec qui je causais s'accordait avec un mot du général Pau que j'avais entendu, la veille même de mon départ de Paris et que je me plaisais à leur répéter.

C'était à la Fédération des mutilés. Nous tenions séance quand le général Pau, notre Président d'honneur, entra. Je lui exprimai les sympathies et le respect de l'Assemblée. Et lui, très simplement : « Je tiens à profiter de cette Assemblée pour dire, et il faut que ce soit redit dans le public français, que je reviens pénétré plus que jamais d'une absolue confiance dans le succès. »

J'obéissais au chef illustre en répétant ces paroles à tous ceux qui, à chaque pas, me demandaient : « Que dit-on à Paris ? » Et j'admirais l'unanimité de pensée qu'il y a d'un bout à l'autre de la France.

Cependant, mon objet principal était de visiter le Grand-Couronné de Nancy, que je n'ai pas pu venir voir à mes voyages précédents, et de parcourir, pour les décrire à mes lecteurs, ces lieux où les troupes du 20^e corps, gloire de la Lorraine, en préservant la terre dont elles reçurent leur âme, ont sauvé toute la France.

Il va sans dire, au reste, que je ne prétends pas faire l'histoire de la défense de Nancy. Je ne suis qu'un passant qui rapporte les notes sommaires qu'il a prises, guidé par les héros eux-mêmes, sur des collines qui montrent leurs blessures et sous un ciel où flotte toujours le nuage des projectiles.

II

UNE APRÈS-MIDI DEVANT METZ

4 Mai 1915.

Par une radieuse après-midi, j'ai quitté Nancy, dans la direction de Metz. J'allais en automobile. Je suivais, à travers les agglomé-

rations industrielles aujourd'hui silencieuses, la route ordinaire le long de la Meurthe, puis de la Moselle, que j'accompagnais vers Pont-à-Mousson. Mais, quelque cent mètres avant d'arriver à cette ville, je tournai à droite, commençai de gravir une haute colline isolée, et bientôt, abandonnant à mi-pente la voiture, j'achevais l'ascension à pied, avec mes amis, à travers les sentiers d'épines fleuries.

Depuis plusieurs kilomètres, nous allions dans une parfaite solitude, coupée seulement par la rencontre de quelques groupes de soldats. Si j'avais vu quelque chose d'intéressant, j'aurais à le taire ; je ne noterai que l'admirable soleil, les vastes espaces traversés par les détonations de l'artillerie et ponctués çà et là de petites fumées. Pourtant, il me sera permis de dire que cette colline, que je gravis par cette belle après-midi, c'est la colline de Mousson, et que j'y viens prendre une vue de toute la partie gauche des opérations qui sauvèrent Nancy, et puis encore une vue sur nos approches en pays messin.

Mousson est un lieu célèbre en Lorraine, à mi-chemin entre Nancy et Metz, à 32 kilomètres de l'une et de l'autre ville ; un des obser-

vatoires d'où l'on embrasse l'horizon le plus charmant et le plus vaste. Ce fut un temple de Jupiter, un camp romain contre les Barbares, un château féodal lorrain. La Vierge a chassé Jupiter, et le château fut détruit par ordre de Louis XIV. Je retrouve pourtant ses enceintes, assez grandioses, et une chapelle qui sert d'église à quelques pauvres maisons. L'historien de Mousson, Pierre Boyé, m'a dit que la princesse qui construisit cette chapelle à la fin du onzième siècle vient encore, aux heures mystérieuses, promener ses pas légers sur ces ruines de son manoir. Aujourd'hui le pas léger de la dame est remplacé par de longs sifflements, et sa forme aérienne par de charmants nuages, plus foncés s'ils sont allemands, moins visibles s'ils viennent de nos batteries.

Peu m'importent, à cette heure, Mousson, ses enceintes, son collège, sa chapelle. L'antique passé s'anéantit auprès de l'histoire récente. Juste à nos pieds, voici Pont-à-Mousson, tout étincelante sur la Moselle, et que les Allemands bombardent ; devant nous, sur notre rive, ce piton dénudé, c'est la pointe de Non, où l'on voit courir la ligne des tranchées : sur l'autre rive, lui faisant pendant, cette longue côte forestière, c'est le bois Le

Prêtre, dont les Allemands ne tiennent plus que l'extrême corne nord ; enfin, dans le lointain, derrière le Non, avec un peu d'effort, je distingue Metz, tout à plat et dominée par la haute masse épaisse de sa cathédrale.

Mais plus encore que Metz, assise à l'horizon comme une reine esclave, ce qui attire le cœur, c'est ce bois Le Prêtre où la canonade ne s'arrête pas, où nous avons tous des amis, où les officiers et les soldats d'infanterie, au prix de sacrifices héroïques, pied à pied, gagnent du terrain chaque jour, chaque nuit, et reçoivent, repoussent les furieux assauts allemands. Je me remémore, comme dans une prière, ceux que je connais qui se battent dans ces taillis, et puis sur la pente nue du Non je replace les épisodes de la mort glorieuse du capitaine Jacques Cochin, tels que les raconte une lettre qu'il me fut donné de lire.

Un sergent de sa compagnie et son ami inséparable, le comte Robert d'Harcourt, l'écrivit :

... Je suis blessé et fait prisonnier. Je ne vais t'écrire que des faits. Le 13 février au soir, nous avons reçu l'ordre d'attaquer une hauteur avoisinant Pont-à-Mousson.

Nuit noire, charge à la baïonnette. Nous sommes reçus, à quelques mètres, par la fusillade ennemie. Au

bout d'une minute à peu près, j'ai reçu une balle dans la bouche, qui est ressortie en traversant la mâchoire.

Roulé à terre, j'ai tendu les mains à Jacques, au côté duquel j'étais ; il s'est penché sur moi et m'a embrassé devant tous ses hommes. Je croyais bien à cet instant, n'en avoir que pour trois ou quatre minutes de vie, et Jacques aussi. Nous nous faisons nos adieux. Si j'avais su que c'était moi qui devais survivre !

Le sang chaud m'étouffait ; je ne souffrais pas beaucoup. J'ai passé toute la nuit dans la boue, trempant ma capote de sang. Le paquet de pansement ne servait à rien ; au bout d'une minute, il était aussi imbibé qu'une éponge. Alors j'ai saigné par terre, goutte à goutte. Jacques m'a proposé ses hommes pour m'emporter, mais j'ai refusé. Dans un moment comme celui-là, avec l'ennemi à vingt mètres de nous, on ne pouvait pas enlever deux fusils à la compagnie.

La fusillade continuait sans interruption. Pour servir à quelque chose, j'ai passé mes cartouches aux combattants et j'essayais d'encourager mes hommes de la voix ; mais celle-ci ne portait plus. Je ne sais pas s'ils me comprenaient.

De temps en temps, un homme touché roulait à côté de moi, en murmurant : « Ma pauvre femme ! mes pauvres enfants ! » Le matin est venu comme cela. J'ai vu alors ce qu'il y avait de morts autour de nous. Ayant perdu beaucoup de sang, j'étais très affaibli et j'entendais les choses comme dans un rêve. Au milieu des obus et de la fusillade, je continuais d'entendre la voix de commandement de Jacques.

Les Allemands ont paru à ce moment, m'ont ramassé sur le sol comme une loque. J'ai essayé de me soutenir ; je ne pouvais plus.

Quelques instants plus tard, Jacques a dû tomber. Voici dans quelle circonstance, de sublime héroïsme. Il n'avait plus que deux ou trois hommes autour de

lui ; il était debout, quand il a vu les Allemands à quelques mètres ; il a pris (plutôt que de se rendre) le fusil d'un homme. C'est au moment où il visait qu'il a été abattu.

Pauvre ami, si noble et si cher !

Le capitaine Jacques Cochin, fils de mon confrère de l'Académie, est tombé sur le Non, le dimanche matin. Les Allemands en furent chassés le mercredi suivant, à quatre heures du soir. On retrouva le noble jeune homme à 150 mètres en avant du premier des siens, le bras levé comme pour leur montrer la route, la tempe percée d'une balle. Son ami, le sergent Robert d'Harcourt, a été transporté à l'Hôpital Saint-Clément, à Metz, d'où il a écrit cette lettre émouvante, témoignage de l'amitié et de la vaillance.

Quand on a de pareilles figures à honorer dans sa pensée, il est difficile de prendre intérêt aux objets inanimés. Je suis dans la chapelle castrale du onzième siècle, toute déchirée par les obus, comme le petit cimetière qui l'entoure. Son toit est effondré, son clocher ne tient que par miracle ; au sommet de l'ogive, un Christ a eu le bras arraché par un obus, une Notre-Dame de la Paix est criblée de shrapnels. Je regarde avec une totale absence d'imagination ce pittoresque tragique et les précieux fonts baptismaux du onzième siècle.....

L'attrait des âmes héroïques est si fort qu'on a peine à se distraire d'elles, et même, pour revenir aux ensembles auxquels elles se sont sacrifiées, il me faut me contraindre. Je dois faire un effort quand ceux qui me font l'honneur de me guider commencent à me raconter, face au théâtre de la bataille, les opérations de la défense de Nancy, que je suis venu leur demander.

Ceux qui veulent se figurer nettement la défense de Nancy doivent établir par la pensée une suite de hauteurs joignant la Moselle à la Meurthe, un demi-cercle, d'une cinquantaine de kilomètres (dont le sommet le plus à gauche sera le mont Sainte-Geneviève, derrière Mousson, où nous sommes), et qui va aboutir à Dombasle en passant par le mont d'Amance.

C'est une défense en trois parties, et pour la commodité il est permis de dire que la ville fut attaquée par trois côtés, défendue de trois manières.

La tragédie s'est développée en trois actes, mais joués dans le même moment. Les opérations militaires autour de Nancy, à la fin d'août et au début de septembre, forment un triptyque. On se bat autour de Pont-à-Mousson, devant le mont Sainte-Geneviève;

— on se bat sur la route de Château-Salins, devant le mont d'Amance; — on se bat entre Lunéville et Dombasle.

Tout le monde connaît la première phase de ces trois séries de batailles, l'événement déplorable qui précéda et permit les attaques de Nancy. Le 14 août, nous avons commencé brillamment notre offensive en Lorraine annexée. Le 19, nous avons atteint la région de Sarrebourg et celle des étangs. Nous tenions Dieuze, Morhange, Delme et Château-Salins. Le 20, notre succès fut arrêté. Le 22, malgré la magnifique tenue de plusieurs de nos corps d'armée et notamment de celui de Nancy, nos troupes étaient ramenées sur le Grand-Couronné.

A vrai dire, sur la gauche, nous n'avions pas bougé. L'armée de Lorraine allait de l'avant, mais ici, où l'on touche à la place de Metz, la partie de la 59^e division qui occupait Pont-à-Mousson avait pour stricte mission de garder la vallée mosellane et de couvrir Nancy.

Le 4 septembre, après un violent bombardement, les Allemands donnèrent l'assaut à la colline de Mousson. Nous en étions déjà partis. Dans la nuit du 5 au 6, ils canonnèrent, plus en avant, le mont Sainte-Geneviève et

Loisy, et continuèrent tout le jour, jusqu'au 6 au soir, où, tambours et fifres en tête, ils multiplièrent les assauts à travers les houblonnières et les vignes. Leurs bataillons couvraient le sol. Au même moment, dans les trois zones du Grand-Couronné, ils attaquaient. Ils croyaient bien emporter Sainte-Geneviève le 7, et dès le 8 être à Nancy.

La civilisation était dans la terreur, comme au temps où le monde romain expirait dans les ténèbres et sous les coups des Barbares. Je ne vais pas chercher à éclairer ce qu'il y a d'obscur dans ces alternatives d'échecs et de réussites par lesquelles nous passâmes sur les pentes de Sainte-Geneviève. Le temps n'est pas encore venu où il sera permis d'examiner les mérites et les fautes des armées et des chefs. D'ailleurs, j'en serais incapable. Je vois la ligne de bataille qui flotte, recule, se rétablit ; le commandant de Montlebert se couvre de gloire ; les progrès de l'ennemi sur l'autre rive, où il établit son artillerie, nous obligent à nous replier vers Nancy ; mais le 315^e ne cède que pour revenir et remonter sur Sainte-Geneviève. Cette position, un moment perdue, est reprise le 8, et deux mille Allemands jonchent le terrain. Aux effets de l'héroïsme prodigué sur place, s'ajoutaient les reflux

de ce qui se passait devant Amance, devant Dombasle et tout le long de l'immense bataille, jusqu'à Paris. Dès maintenant, les tombes et les ruines parlent dans le cimetière de Loisy, sur les pentes et sur le plateau; l'horreur et l'héroïsme y sont visibles. On nous dira un jour, officiellement, toutes ces péripéties. Mieux vaut, à cette heure, regarder l'âme d'un seul de nos soldats héroïques que les meilleurs comptes rendus, tous volontairement desséchés.

Depuis la chapelle castrale de Mousson, tandis que le plus sûr des guides me décrit ces opérations de septembre, ma pensée s'éloigne vers le bois Le Prêtre, où j'ai mes amis et sur lequel j'entends et vois la canonade, ou bien le long de ces hautes prairies de la pointe de Non. Ai-je tort? Pour connaître la retraite de Prague, ne vaudrait-il pas mieux connaître les dispositions intérieures de Vauvenargues, qui la suivit, que les étapes, sans plus, du régiment où il marchait? Une pensée avide de réalité a raison de revenir d'instinct au capitaine Jacques Cochin et au sergent Robert d'Harcourt. En comprenant avec une piété affectueuse deux soldats de l'armée de Lorraine, c'est de tous leurs camarades que l'on s'approche. Veuillez donc écou-

ter, autant que ma mémoire me servira, ce que m'a raconté de son fils, mon confrère et ami Denys Cochin, le cœur plein de fierté et débordant de chagrin :

De ma vie, m'a-t-il dit, je n'ai rien vu de plus noble et de plus beau que l'enterrement de mon enfant. La chapelle du couvent des Prémontrés, grande et claire, a un peu l'aspect de celle de Versailles en plus simple. Huit cercueils y étaient posés. Au milieu, celui du capitaine, et parmi les couronnes, la plus touchante portait : « A notre capitaine ». Il y avait là deux factionnaires de son régiment. Je leur dis : « On l'aimait bien ? » Ils se mettent à pleurer.

... On place le cercueil sur une prolonge d'artillerie; les têtes sont découvertes, les yeux humides. Toute la 21^e suit son chef. Toute... non ! Elle a perdu au Xon son capitaine.... Des figures à la fois résolues et résignées, et si bonnes !

Autour de moi, les grands chefs. Silence profond. Au loin, des fusillades dans le bois. Le Prêtre, et de grands coups de canon encore dirigés sur le Xon.

Le cimetière est plein de trous d'obus, mais qui songe à cela ? on dit de bons petits discours, simples et nets, inspirés des plus nobles sentiments, si à l'honneur de mon fils. Au reste vous connaissez ce qui a été mis à l'ordre du jour de l'armée ? « Ayant pénétré avec sa compagnie dans un ouvrage occupé par l'ennemi, y a progressé pied à pied pendant une journée, et séparé de sa troupe au cours de la lutte, s'est fait tuer héroïquement. »

Les soldats ont déposé son cercueil dans un caveau où je pourrai le reprendre. Il dormira jusqu'à la fin de la guerre au bruit du canon.

En ranimant la figure du jeune savant

mort pour la patrie, je cesse d'entendre ou de voir un individu isolé, ou plutôt j'honore en lui ses milliers de camarades. J'honore tous ceux que visent ces obus dont les longs déchirements et sifflements avant l'explosion sillonnent ce ciel et mettent çà et là des nuages légers, signes de deuil, vies expirantes, évènements d'âmes dans l'invisible. Et puis la grande sérénité se rétablit.

Mais voici qu'un obus éclate à quelque cinquante mètres de notre groupe. Ils nous ont vus. Notre guide nous invite à quitter Mousson. Avant de rentrer à Nancy, nous irons au cimetière de Pont-à-Mousson, prier pour le capitaine Cochin et pour ses frères d'armes.

II bis

SAINTE-GENEVIÈVE

NE FUT JAMAIS OCCUPÉE PAR LES ALLEMANDS

Note de Septembre 1914.

J'espère dans un volume prochain pouvoir donner toutes précisions sur la défense de Nancy. Dès aujourd'hui, au milieu de ces impressions et de ces anecdotes, dont je demande que l'on accepte les inexactitudes

même comme un témoignage de l'état des esprits à la date où je les recueillis sur les collines du Couronné, je veux marquer que les solennités et les commémorations à la gloire de la deuxième armée devront avoir deux stations principales, le mont Sainte-Geneviève et Amance.

Dans le chapitre qui suit, en date du 7 mai, nous parlons d'Amance.

Aujourd'hui, à la suite de cette visite à la côte de Mousson, voici deux mots sur sa voisine, la côte de Sainte-Geneviève :

Le 7 septembre, les Allemands prononcèrent une attaque très violente sur Sainte-Geneviève. Là commandait un Nancéien, le commandant Roux de Montlebert, son nom et son action deviendront légendaires. On dira de quelle manière, prenant toutes ses responsabilités, outrepassant quasi ses droits, il s'entêtait à ne pas céder ce seuil décisif de Nancy. Il est enfin contraint dans la nuit du 7 au 8 de se retirer. Mais ne dites pas que les Allemands ont occupé Sainte-Geneviève ! Les plus avancés d'entre eux ne parvinrent qu'à quelques cents mètres du village. Au village étaient restées seules trois personnes, l'abbé Thouvenin, un paralytique de 70 ans et un enfant. Voyant cette hésitation

de l'ennemi, l'abbé envoya l'enfant rappeler nos troupes demeurées à 800 mètres sur la même colline, à Bezaumont. Sainte-Geneviève était réoccupée par nous le 8, sans avoir jamais été occupée par l'ennemi.

Je me hâte de noter ces précisions sur les instants où Nancy courut son plus extrême péril.

Sur le mont Sainte-Geneviève est dressée « la Croix martyriol ». Elle porte deux inscriptions, la première commémorant le supplice infligé ici à des chrétiens en l'an 366. Voici la seconde : « Près de ces lieux, Jovin, chrétien très fidèle, vainquit les barbares de la Germanie, l'an 366... » De ce monument, on domine les vallées de la Moselle et de la Seille ; on voit Toul, Pont-à-Mousson, Metz, les côtes de Delme et de Saverne. Le chanoine Thouvenin (26, rue de la Pépinière, à Nancy) et ses amis se proposent de transporter au pied de la Croix Martyriol les restes des soldats qui n'auront pas été réclamés par leurs familles et de leur élever à tous un monument de gloire et de piété.

III

L'AIR DES CRÉNEAUX SUR LA COTE D'AMANCE

7 Mai 1915.

Une fois encore, sur les hauteurs du Grand-Couronné de Nancy, allons respirer ce que le poète mystique, l'Espagnol saint Jean de la Croix, appelle d'un mot saisissant : « l'air des créneaux ».

Hier, depuis la colline de Mousson, nous avons vu les batailles sur la Moselle; aujourd'hui, le mont d'Amance est le meilleur point d'où nous embrasserons la partie centrale des opérations qui sauvèrent Nancy.

Mousson, Amance, c'est le théâtre des luttes anciennes de l'Empire romain et des Barbares. Les légions y campèrent durant des siècles. Puis Attila, avec ses hordes; ses lignes, de plus de quarante lieues, dit-on, étaient protégées par des murs de pierre sèche, tandis que les légions s'abritaient dans des fossés et derrière les terres qu'elles en retiraient. Attila, il y a dix-neuf siècles, fut déjà repoussé.

De Nancy, nous prenons la route de Château-Salins, la route qui mène au pays des étangs

lorrains, au pays de Dieuze, de Fenestrangle, de Morhange, qui fut toujours chargé d'une si prodigieuse tristesse et, tout de suite, dans la plaine de cultures et de forêts, voici la côte où s'appuie le pauvre village d'Amance.

Quelle émotion de le revoir après sa tragédie ! J'ai mes souvenirs dans cet horizon ; je fus le député de ces villages, au long de la frontière, et j'y suis venu bien souvent chercher des vestiges archéologiques. Ces murs qui agonisent, cette terre trempée de sang, cette gloire à jamais fixée dans ce ciel me bouleversent... Je m'excuse d'exprimer ma pitié en termes si hâtifs, mais un ami, à qui c'est donné de revoir, un des premiers, des sites maintenant sacrés, se croit invité, se trouve entraîné à leur rendre immédiatement témoignage.

Nous franchissons « la porte en bas ». C'est manière de parler. Il n'y a plus de porte ; les murailles de la petite ville et son château, dont les tours dominaient la plaine, ont subi la loi de Richelieu ; mais les noms subsistent encore. En grimpant la rue abrupte, toute bouleversée par le bombardement, je remarque sur une pauvre façade un seul écusson seigneurial, débris de l'ancienne splendeur, noblement atteint par une fraîche blessure. Cette

cicatrice ainsi redoublée et ravivée est superbe. Nous sortons par « la porte en haut ». Nous voici dans les cultures, sur le plateau de la colline.

Avant la guerre, j'aurais cherché avec vous le lieu dit « la Vigne-des-Dues », qui garde le souvenir des souverains de la Lorraine, mais que ces curiosités archéologiques, fort gentilles avant-hier, semblent aujourd'hui du bric-à-brac ! Nous n'avons d'yeux que pour le prodigieux labeur accompli en ce lieu par les boulets prussiens. Autour de moi, je ne vois pas un mètre carré de terrain qui soit privé des vastes cuvettes que l'on sait.

Mais, d'abord, levons les yeux. Regardons là-bas, vers Dieuze et Sarrebourg, où nos troupes arrivaient à la mi-août. Ce n'est pas mon objet aujourd'hui de dire leurs succès, leurs revers. Elles durent se replier.

Le 20 août, à minuit, la 39^e division, qu'on appelle la *division d'acier* et qui forme avec la 11^e *division de fer* le glorieux 20^e corps de Lorraine, quittait la ligne de la Seille. L'histoire dira avec quelle tranquillité elle menait, sous un feu effroyable, sa retraite. J'ai sous les yeux des notes où un habitant de Vic, déclare : « J'ai vu. C'était admirable ! Les troupes marchaient comme à la manœuvre. »

Un trait m'a été rapporté, dont l'exactitude est certaine, et qui clôt dignement ces grandes journées tragiques des 19, 20 et 21 août. Le 21, à onze heures du soir, le colonel du 160^e, vieux brave cuirassé par trente années de campagnes, s'approche du général de brigade. Son régiment est arrêté par une halte horaire, là, tout à côté, sur une route. Les deux chefs causent des dispositions à prendre. Puis, le général dit :

— Nous allons repartir.

Le colonel secoue sa tête grise :

— Impossible... Ils dorment !

C'est vrai. Arrêtés pour quelques instants, ces braves qui n'ont pas cessé de se battre et de marcher toute la nuit du 19, toute la journée du 20, toute la nuit du 20 et toute la journée du 21, dorment d'un sommeil de héros, que rien ne peut interrompre. Un groupe attentif, composé du général, du colonel, de quelques officiers, les regarde. Le général rassemble quelques gradés et, pieusement, pour que l'artillerie qui va passer n'écrase pas ces sublimes dormeurs, il les fait ranger le long des fossés de la route. Puis, sur un ordre, les canons et le reste de la colonne continuent leur chemin, défilant devant ce sommeil des héros, comme pour lui rendre hommage.

Les Allemands, au milieu de leur succès, n'étaient guère moins exténués. Faut-il croire ce que m'ont dit des hommes de guerre, témoins de ces journées ! Du 20 août, à huit heures du soir, au matin du 21, Nancy était ouvert, à la merci des envahisseurs. Mais on gagne la victoire aussi pour se reposer. Les Allemands n'attaquèrent que le 23, et leur attaque s'arrêtait le 24, sur de solides défenses organisées en avant de nos troupes. Le 25, tout Castelnau et tout Dubail, c'est-à-dire le Grand-Couronné et les Vosges, audacieusement reprenaient l'offensive.

C'est depuis Amance qu'on peut le mieux suivre, non les lignes, mais l'ondoiement de cette mêlée de trois semaines : ces bataillons qui remuent continuellement, les uns devant les autres, cette oscillation de la victoire. Du 23 août au 12 septembre, nos hommes, sous la poussée d'un ennemi bien supérieur en nombre, se cramponnent aux bois, aux fermes, à l'angle d'un mur, à un buisson, aux ravalements de la route, à l'ornière d'un champ, attaquent et réattaquent, assurés qu'ils ne seraient vaincus que s'ils ne voulaient plus vaincre.

Le 26, nous nous jetons sur Champenoux et devons reculer. Le 27 et le 30, nous repre-

nous l'offensive, et le 1^{er} septembre encore. A ce moment, l'ennemi arrive en force. La formidable action s'apprêtait. Dans la nuit du 4 au 5 septembre, la grosse artillerie allemande, placée en dehors de notre atteinte, sur les bords de la Seille, agit avec une force et une prodigalité terrifiantes. Nos artilleurs ne pouvaient plus sortir de leurs abris (1). C'était une pluie de mort. Nos batteries durent se taire. Les 4, 5 et 6 septembre, les Allemands ont jeté, sur le plateau d'Amance, vingt à trente

(1) Voici une lettre trop juste pour que je néglige de la recueillir. Je regrette seulement d'être obligé, sur le désir de mon correspondant, d'en taire la signature :

« Aux armées, 11 mai 1915.

» Monsieur,

» Ayant passé sur le plateau d'Amance les mois d'août et septembre 1914, j'ai lu avec un intérêt que vous comprendrez l'article que vous lui avez consacré il y a quelques jours dans *l'Écho de Paris*.

» J'en ai profondément goûté la poésie et apprécié l'exactitude en tout ce que j'ai pu vérifier.

» Une phrase cependant m'a frappé, que je me permettrai de relever : « Sous le feu violent de l'artillerie ennemie, nos » artilleurs ne pouvaient plus sortir de leurs abris. »

» Comme j'avais l'honneur de commander ces artilleurs, je crois de mon devoir de porter témoignage pour eux, toutes les fois que j'en ai l'occasion, et de dire bien haut que, jamais ils n'ont hésité un moment à quitter leurs abris (combien illusoires !) pour se rendre à leurs pièces, porter un ordre, réparer une ligne.

» Oui, notre tir a été ralenti parce que nos lignes téléphoniques ont été sans cesse coupées et que pièces et batteries ont été souvent bouleversées. (Elles ont été remises en état

mille obus. Le 6 au soir, ils marchèrent à l'assaut, mais ne purent pas débusquer de ce bois, là, en bas, qu'une prairie sépare de la falaise.

Ailleurs, sur d'autres points nombreux dans la vaste plaine, nous avions des échecs. Castelnau ordonna de les réparer coûte que coûte, et de reprendre à tout prix, dans la journée du 7, des points dont l'abandon compromettrait Nancy.

Un régiment de renfort, le 206^e français, arriva, tandis que notre artillerie, pour lui préparer la tâche, battait la forêt de Champenoux.

sous le feu et le 12, elles étaient presque toutes en état de tirer.)

» Notre tir a été ralenti surtout parce que l'action qui se déroulait à nos pieds dans la forêt de Champenoux était terriblement confuse, qu'amis et ennemis étaient enchevêtrés et que nous avons peur, en tirant, d'atteindre nos propres troupes.

» Néanmoins, notre feu n'a jamais cessé. Au milieu du fracas, on a pu d'en bas ne pas s'en rendre compte. Sur le plateau même, où nous étions bien peu nombreux, à quelques centaines de mètres de nos batteries, on ne distinguait pas leurs coups des éclatements ennemis.

» Mais, mon but n'est pas actuellement de raconter l'histoire du plateau du 2 août au 12 septembre ; il est de rendre justice à mes hommes : jeunes soldats, réservistes et territoriaux dont le courage, et, ce qui est plus surprenant peut-être, la foi dans le succès final n'ont jamais été ébranlés.

» J'ose espérer que vous voudrez bien en tenir compte lorsque vous réunirez en un livre vos beaux articles sur la défense du Couronné. »

Mais, nous-mêmes, lecteurs, puisqu'Amance est hors de danger, quittons son plateau ; allons nous promener dans la forêt de Champenoux. C'est là que j'ai achevé l'admirable après-midi que j'avais commencé sur le haut observatoire. J'y ai vu les retranchements où les Allemands défièrent, dans cette journée du 7, l'assaut de nos renforts. Notre mouvement de repli découvrait d'autres positions que nos troupes durent évacuer. « Reprenez la lutte. Accrochez-vous jusqu'à la mort, ordonnèrent les grands chefs. La victoire est à celui qui sait souffrir un quart d'heure de plus que l'autre. »

Revivifiés par quelques renforts, ces débris héroïques se rejetèrent, officiers en tête, avec une violence désespérée, sur le village et la forêt de Champenoux. Tout le 8, on lutta. Nos hommes étaient épuisés, hagards, soutenus par leurs âmes. Ils n'avaient plus le temps de manger. Et quoi manger d'ailleurs ? Un officier a raconté à Émile Henriot que parfois, dans ces vastes espaces bouleversés par trois semaines d'ouragan, on rencontrait des troupes qui marchaient au hasard devant elles, ne sachant où elles allaient et tournant le dos à la bataille. On les retournait, on les lançait contre l'ennemi : elles allaient sans un mot, sans une plainte, avec

une sorte d'ivresse furieuse. Qu'importait aux soldats ! Ils n'espéraient plus survivre. Ils s'exposaient comme des immortels. Et pourtant, ce 8 encore, nos héros échouèrent.

La journée du 9 fut calme comme la mort. Les Allemands, eux aussi, soufflaient. Ils ne comprenaient pas le miracle, ils attendaient, conformément à toutes les probabilités, que les Français se retirassent. Sur les hauteurs d'Éply, Guillaume, sa lunette à la main, dans une attitude empruntée à Napoléon, observait. Nul ne l'y a vu, tout le monde l'y verra désormais. La légende ne doutera pas qu'à cette heure, le chef impérial des hordes alamaniques, drapé dans son manteau à croix-rouge de grand-maître des chevaliers de l'ordre teutonique et entouré de dix mille cavaliers blancs, n'ait guetté l'heure de venger la défaite et la mort de Charles le Téméraire par une solennelle entrée dans la ville des ducs et de la France. Eh bien ! qu'il regarde mieux, qu'il essuie les verres de sa lunette : il verra les Français, morts de fatigue, se creuser avec fièvre, en hâte, des retranchements sur les positions où ils ont été refoulés.

Les deux armées perdaient tout leur sang. Laquelle tomberait la première ? Castelnau n'avait plus de réserve. Il dit : « Je tiendrai

encore deux jours. C'est deux jours de plus pour la France. » On songe au vers qui suit le *Qu'il mourût !* de Corneille, et dont nos manuels de classe disaient, bien à tort, qu'il affaiblit la pensée, qu'il est là pour la rime. Vous vous rappelez le texte sublime :

Que vouliez-vous qu'il fît contre trois ? Qu'il mourût !
Ou qu'un beau désespoir alors le secourût.
Rome eût été du moins un peu plus tard sujette.

Castelnau, Foch, Balfourier et les autres, dont l'âme est accordée avec l'âme du vieux Corneille, voulurent que Nancy fût « le plus tard sujette ». Encore deux jours, dirent-ils.

Cette nuit-là du 9 au 10 septembre, vers les onze heures, au milieu d'un orage, mêlés au tonnerre, aux éclairs, à des torrents de pluie, les obus arrivent sur Nancy. Quoi ! l'ennemi venait de faire un tel pas ? Les Nancéiens se crurent perdus. Ils étaient sauvés. L'armée allemande, déjà, avait commencé sa retraite.

Très nettement, des témoins militaires me l'ont dit : le capitaine allemand qui reçut l'ordre de se porter en avant des lignes, aussi loin qu'il pourrait, à la faveur de la nuit, et qui réussit à pousser un gros canon jusqu'à Réméréville, exécuta sa consigne. Il envoya sur Nancy cinquante obus, puis, immédiate-

ment et sans s'arrêter, se joignit à la retraite qui commençait.

Ainsi l'Allemagne, sachant qu'elle échouait, cherchait à détruire, à salir, exactement à souffleter la belle cité qui lui échappait. Il n'y a rien de plus naturel dans sa bassesse que ce désir repoussé se satisfaisant en injures.

Est-ce dans cette nuit que l'empereur allemand, avec son cortège de mariage et ses cuirassiers blancs tout souillés par l'orage, quitta les hauteurs d'Éply ? A cette heure, tous les grands instants de cette guerre sont encore des énigmes. Les systèmes ne sont pas encore construits. Le certain est que l'ennemi, s'il relâchait sa pression, pouvait encore envoyer de terribles coups de poings.

Le 10, Toul ayant pu nous fournir quelques renforts, nous essayons de nous donner de l'air ; nous attaquons, mais notre attaque, une fois encore, est rejetée. Nous la renouvelons. Le 11, nous parvenons au milieu de la forêt, vers la maison forestière de l'étang de Brin. Les forces qui nous étaient venues de Toul sont massacrées. Le 149^e les remplace et, derechef, s'élançe sur la Bête. A travers les taillis, elle recule. Elle sort de la forêt, repasse la Seille et va s'installer à quelque cent mètres dans les lignes où je viens de la voir.

Nancy était délivré. On était au 12 septembre. Joffre sauvait Nancy et l'armée de Lorraine qui, par leur ténacité, avaient rendu possibles les longues opérations de la Marne. Ces sauveurs de Joffre et de la France s'étaient battus sans se préoccuper de rien d'autre que de faire chacun son devoir, dans une ignorance absolue de tout. « Je ne puis rien vous dire au sujet du bombardement de Nancy, m'écrit un officier du 20^e corps. J'étais à quelques kilomètres des batteries allemandes, et je ne l'ai connu que plusieurs jours après. On ne nous tenait au courant de rien de ce qui se passait à notre droite ou à notre gauche. Et le succès des armées alliées à la Marne, nous n'en avons eu une première idée que le 12 septembre au soir... »

...J'achève la journée en me promenant amicalement avec nos soldats dans la forêt de Champenoux, maltraitée par la guerre, mais plus belle que je ne la vis jamais, car elle est maintenant un des sanctuaires du patriotisme. Pourquoi ne garderait-on pas à jamais ces cabanes, plus glorieuses que des palais, que se sont construites ces hommes si simples, ignorants de leur grandeur, mi-guerriers, mi-paysans, si terribles dans la bataille, et dont la première impression qu'ils nous donnent

est d'une extraordinaire bonté et modestie ? Jamais une plainte ! On demeure, devant leur vertu, stupide d'admiration.

Nous longeons en causant, par petits groupes, le bord de l'étang de Brin, au milieu des bois. Je demande à l'un des soldats :

— Pêchez-vous quelquefois ?

— Le poisson ne vaut rien, me dit-il. C'est peut-être à cause des cadavres dont on raconte qu'ils se nourrissent maintenant. Mais je ne crois pas. On a dû enterrer les corps. S'ils étaient là-dedans, on les verrait. Dans l'eau, ça remonte.

L'étang est paisible, les vapeurs du soir s'élèvent. Les Boches, de l'autre côté des prairies, ne bougent pas. Le cycliste arrive avec les journaux. Puisse-t-il demain apporter l'hommage de notre amitié et de la reconnaissance de tous à nos camarades de Champenoux et du plateau d'Amance ! (1).

(1) 8 Mai 1915. — Dans votre article sur la Côte d'Amance, m'écrivit-on, tout semble faire croire au lecteur ignorant que c'est le 20^e corps auquel on doit la brillante défense du plateau d'Amance.

Or, c'est le 18^e corps (réserve) qui le défendait et Amance, Laitre-sous-Amance, Fleur-Fontaine (petit château se trouvant enveloppé sous le plateau d'Amance), étaient occupés et ont été défendus par le 323^e d'infanterie, et c'est grâce à l'énergie de ce régiment qui, non seulement a été arrosé copieusement pendant quinze jours par des 210, mais qui

IV

« COLETTE BAUDOCHE »

La Jeunesse en Alsace-Lorraine.

8 Mai 1915.

Quand M. Pierre Frondaie, quelque temps avant la guerre, m'exprima et me fit accepter son désir de tirer une pièce de *Colette Baudoché*, je ne pouvais pas me douter que ses quatre actes arriveraient, seraient joués dans le moment même où ce petit livre terminerait sa vie agissante pour devenir une relique, le souvenir des quarante ans de la captivité.

Circonstance singulière et bienheureuse, la belle pièce de M. Frondaie (et je puis la louer, puisqu'elle est toute due au vigoureux et habile talent du jeune dramaturge) se présente devant le public, non plus pour le renseigner sur les difficultés et les vertus de la vie des annexés à Metz, mais pour solliciter

encore à coopéré à l'attaque de la partie du bois de Champenoux qui faisait face à Fleur-Fontaine, que les Allemands n'ont pu s'approcher du plateau.

Pour tous mes camarades morts, pour tous ceux qui y ont laissé de leur sang, je tiens à mettre en évidence le rôle joué par notre corps d'armée et notre régiment.

l'applaudissement de la France en leur honneur et pour les glorifier.

Colette Baudoche, aujourd'hui, sur notre grande scène nationale, est un hommage rendu à la fidélité française des femmes de Metz et de Strasbourg. Hier, c'était une des œuvres qui se préoccupaient d'entretenir notre souvenir, qui maintenaient le feu sacré, qui disaient : « N'oublions pas ceux qui pensent toujours à nous. » A cette date, produite sur le premier théâtre de France, elle va être l'apothéose de ceux qui, au milieu des persécutions, le regard tourné vers nous, jamais ne désespèrent.

En écoutant, aux répétitions, M^{lle} Marie Leconte prêter son art et, davantage, son cœur, comme pour une récitation héroïque à la petite patriote messine, je voyais se créer, se proposer à l'applaudissement de Paris la jeune figure de l'Espérance, et, c'est trop peu dire, la Confiance invincible.

Encore quelques mois de cette dure guerre, et le problème alsacien-lorrain, qui depuis quarante ans gênait l'univers, sera résolu. Ce petit livre, *Colette Baudoche*, et son complément, *Au Service de l'Allemagne*, qui furent aussi des armes, des infiniment petits de la préparation à la guerre, n'auront plus de sens,

disparaîtront de la discussion, pourront être déposés comme des souvenirs dans les archives de Metz et de Strasbourg.

L'histoire voudra-t-elle se les rappeler ? Ils ont servi l'un et l'autre à justifier, devant les Français, les annexés restés là-bas et que parfois nous méconnaissions. Bien plus, ils ont pu servir à justifier devant leur propre conscience certains jeunes annexés qui se perdaient en scrupules.

Prenez un enfant alsacien qui arrivait à l'âge d'homme. Il se trouvait en présence d'une terrible épreuve. Il avait à se soumettre à la loi militaire allemande.

Que ne passait-il en France ! dites-vous. Sans doute, mais aussitôt sa place était prise par un Allemand. Il favorisait la germanisation. C'était plus utile qu'il restât là-bas et qu'il y restât pieusement l'ami, le fils de la France.

Le *Service de l'Allemagne* est l'histoire d'un jeune Strasbourgeois, Ehrmann, qui admet qu'il y aurait de la faiblesse à céder à un mouvement de désespoir et à passer la frontière.

« Je ne quitterai pas l'Alsace, se dit-il. Ce sera plus dur que je n'imaginai. Très dur, même. Eh bien, je me donnerai beaucoup de

mal. Toutes mes révoltes que je contiendrai me tonifieront et ma haine me fera plus fort. Et je me conduirai d'une telle manière que je les obligerai à m'estimer et à respecter en moi la France ».

Le volontaire Ehrmann fit donc bravement, correctement, son métier de soldat, avec une sûre possession de soi-même, tenant à distance ses compagnons de caserne, et agissant envers eux tantôt avec une fière sécheresse, tantôt (ce qui est plus puissant) avec une émouvante bonté.

Ce cas de M. Ehrmann n'est pas un cas imaginaire, c'est le drame de la vingtième année pour tous les jeunes gens d'Alsace et de Lorraine. Eh bien ! pour une jeune annexée, un moment grave, c'était le mariage. Une jeune Messine pourra-t-elle épouser un Allemand, fût-ce un Allemand sympathique ? Voilà le thème de *Colette Baudoche*, que ce n'est pas l'heure de rappeler au moment où le rideau va se lever. On sait d'ailleurs que, dans ce petit roman, j'ai voulu peindre, à la fois, les sentiments d'une jeune Messine, née depuis l'annexion, et l'enchantement d'un jeune Germain au contact d'une civilisation plus raffinée que la sienne.

La jeune Colette Baudoche, de Lorraine,

est la sœur du jeune Ehrmann, d'Alsace. L'un et l'autre avaient à résoudre deux durs problèmes. Des problèmes qui, demain, ne se poseront plus.

Aujourd'hui, c'est la crise effroyable. Les Alsaciens et les Lorrains sont piétinés, comme jamais nation ne le fut davantage, et leur situation, déjà si douloureuse au point de vue moral, dans les années ordinaires, prend la plus tragique intensité physique. Les condamnations pleuvent ; nos compatriotes sont ruinés et meurent de faim, mais ils sont tout à l'exaltation de voir renaître la conscience nouvelle qui régénère la France et qui les sauve.

Des Colettes, qu'est-il advenu ? Beaucoup soignent nos blessés en France. Celles qui furent contraintes de rester là-bas prient pour les armes de la France. Mais les Ehrmann ?

Une famille alsacienne, restée en Alsace, recevait, les semaines dernières, d'un de ses fils qui, surpris par la soudaineté de la guerre, n'avait pas pu s'évader et était dans les rangs allemands, une lettre datée d'une ville du Nord : « Chère maman, nous manquons de pain, mais je suis en vie. Dis à père que j'ai tenu parole : je n'ai pas tiré un seul coup de fusil sur un soldat français. » En travers de la carte, le timbre de contrôle allemand et,

d'une écriture brutale, à l'encre rouge, ces mots : « L'auteur de cette carte a été fusillé le 10 mars par ordre de ses chefs. »

V

ANDRÉ LAFON MORT POUR LA FRANCE

8 Mai 1915.

Un télégramme de François Mauriac m'apprend qu'André Lafon vient de mourir à l'hôpital militaire de Blaye. Encore un de nos jeunes écrivains promis à la gloire des lettres qui donne sa vie à la patrie et s'assure l'honneur suprême ! L'Académie française, en 1912, avait décerné son « grand prix de littérature » à André Lafon pour son roman *l'Élève Gilles*, qui est l'histoire d'un petit garçon de dix ans, plein de bonne volonté et de sensibilité. Il était permis de voir dans cet ouvrage exquis une autobiographie sentimentale. Elle faisait aimer l'auteur. Je rencontrais souvent le jeune écrivain dans les avenues de Neuilly, conduisant une « promenade » de petits collégiens, car il était maître répétiteur à Sainte-Croix. C'était un courageux, à l'âme fière et forte. Réformé

pour sa santé, il avait pu s'engager, et en lui donnant l'accolade à son départ je le voyais si frêle! Avec respect, ses amis et ses camarades saluent le vaillant garçon, le poète de la *Maison pauvre*, le romancier de l'*Élève Gilles*, le soldat mort pour la France.

VI

LE CULTE DE JEANNE D'ARC

10 Mai 1915.

Nous irons, dimanche prochain, comme toutes les années, porter l'hommage de notre culte et déposer des fleurs à la statue de Jeanne d'Arc, place des Pyramides, au lieu même où la sainte de la Patrie fut blessée, dans les fossés de Paris, qu'elle voulait reconquérir.

Devrions-nous suspendre en quelque sorte toute respiration et ne plus vivre que dans nos armées? Cela ne manquerait pas de grandeur et s'accorderait avec la pieuse obsession où tous, dans nos familles, nous passons les journées. Pourtant, je crois que dans cette longue guerre, il est plus énergique et plus salubre de continuer, en les raccordant à

notre pensée essentielle, en les raccordant à la guerre, toutes les activités de la nation. L'heure est venue où, chaque mois de mai, nous nous tournons vers Jeanne d'Arc, pour méditer son enseignement d'héroïne et de sainte, son génie et son sacrifice. Allons au pieux rendez-vous. Notre délégation sera peu nombreuse, afin de marquer les circonstances et le caractère contenu de notre émotion. Mais ce cortège que nous aurons volontairement limité représentera pourtant, comme jamais, une pensée française unanime.

Le 26 avril, de Cannes, M. Joseph Fabre, m'a écrit :

« Je reçois à l'instant une lettre de Léon Bourgeois me disant : « J'applaudis chaleureusement votre belle œuvre (le Mystère de la délivrance d'Orléans). Vous pouvez enregistrer ma cordiale adhésion à la fête nationale de Jeanne d'Arc. »

« Voilà conquis Herré, Clemenceau et Bourgeois. Jeanne d'Arc nous protège. Nous les aurons tous. »

L'Union française serait donc faite sur ce haut sommet? Viviani, que j'accusais, dans mon for intérieur, de prudence pitoyable,

fut-il le plus sage des hommes quand il m'arrêta, en décembre, au moment où je déposais une proposition de fête nationale annuelle en l'honneur de Jeanne d'Arc. Je commence à le croire. J'entrevois le moment où le Gouvernement lui-même, s'appuyant sur tous les partis, glorifiera dans Jeanne d'Arc notre victorieuse union sacrée par où l'œuvre des soldats fut possible.

Mais Jeanne d'Arc ne se borne pas à grouper autour d'elle des Français réconciliés; sa vertu rayonne par-dessus nos frontières. « Eh quoi! me disaient des collègues à la Chambre. Vous parlez de Jeanne d'Arc, tant que les Anglais sont en France. Vous voulez donc les offenser! » C'était bien peu connaître le sérieux, la droiture, la conscience religieuse de l'Angleterre moderne. Et je répondais en citant une grande strophe de Rudyard Kipling, — voix retentissante de sa nation, comme Annunzio de l'Italie. Mais, depuis, les faits et les mots sont venus nombreux m'appuyer. Allez sur la place des Halles ou du Vieux-Marché, à Rouen, auprès du mur que décore l'inscription tragique : « Ici fut brûlée Jehanne ». Depuis que les Anglais sont dans la région, ils entretiennent là des fleurs nouées d'une écharpe aux couleurs britanniques. Quelle est

exactement leur pensée ? Je la trouve dans un article mémorable du *Times* :

Dans tout le moyen-âge, il n'y a pas d'histoire plus simple et plus splendide, pas de tragédie plus douloureuse que celle de la pauvre petite bergère qui, par sa foi passionnée, a relevé sa patrie des profondeurs de l'abaissement et du désespoir pour subir la plus cruelle et la plus honteuse des morts de la main de ses ennemis.

L'élévation et la beauté morale du caractère de Jeanne ont conquis les cœurs de tous les hommes : et les Anglais se rappellent avec honte le crime dont elle fut victime.

Mais ce n'est ni pour son amour de son pays, ni pour sa bravoure sous les armes, ni pour ses visions mystiques, que le monde entier glorifie Jeanne d'Arc.

C'est parce que, à une époque sombre et cruelle, elle prouva, par ses paroles et par ses actes, que l'esprit de la femme chrétienne vivait encore parmi les plus humbles et les plus foulés aux pieds, et portait à profusion d'incomparables fruits. Fut-il jamais nature plus droite, plus tendre, plus pure, plus profondément pieuse ?

Avant même qu'elle eût obtenu accès auprès du roi et qu'elle eût levé son étendard, le peuple partout crut en elle. La force de sa volonté, la hauteur de ses pensées, l'intensité de son enthousiasme domptèrent toute opposition.

Envers les prisonniers, elle est douce et compatissante. Même pour les Anglais, son âme est pleine de pitié. Elle les invite à se joindre à elle pour une grande croisade contre l'ennemi de la chrétienté.

Et quand, avec l'aide de quelques traîtres, trouvés parmi ses compatriotes, ils l'ont enlacée dans un filet et l'ont fait condamner à une horrible mort, ses der-

nières paroles sont des paroles de pardon pour ses bourreaux.

En Jeanne d'Arc, l'Église romaine honore *un type* auquel non seulement une nation, mais le monde entier, rendra hommage, le type de la chrétienne bonne, tendre et pure, à une époque sensuelle et sans pitié.

Une telle page doit être retenue et fréquemment citée, car des expressions si généreuses et si vraies contribuent à l'ennoblissement des peuples et à leur amitié réciproque. De plus, elle est toute pleine de vérité historique.

Le grand cœur de Jeanne ne se contentait pas de rétablir la fraternité entre les Français sur une terre débarrassée de ses envahisseurs. Sa pensée totale, trop peu connue, et que ces lignes du *Times* très utilement mettent en valeur, c'était, une fois la France délivrée et la paix faite, de chevaucher, pour la défense de la chrétienté, avec les Anglais eux-mêmes. Elle leur écrivait : « Si vous faites raison au roi de France, encore pourrez-vous venir en sa compagnie, l'où que les François feront le plus bel fait qui oncque fut fait pour la chrétienté. »

Elle se disait destinée à défendre avec les Anglais la civilisation chrétienne ! « Détruire l'anglaiserie, dit Christine de Pisan, est le moindre des faits qui lui sont réservés. Elle a d'ailleurs plus haut exploit : c'est que la foi

ne périsse. » Et l'instinct des contemporains de Jeanne entrevit l'ampleur de cette mission, lorsque, dans une des prières qu'ils récitaient à la messe pour la Pucelle captive, ils disaient à Dieu : « Accordez-nous de la voir, après cette guerre, accomplir tout ce que vous lui avez prescrit par une seule et même mission. »

Ne vous semble-t-il pas qu'aujourd'hui la complète mission de Jeanne soit en train de s'accomplir ? L'Union des Français est faite ; leur délivrance s'achève, et la vierge lorraine, brisant les pensées un peu rétrécies où la défaite depuis quarante ans nous contraignait de nous ramasser, veut accomplir avec nous le rêve généreux de la France Éternelle.

Tandis que l'Allemagne s'enfonce dans une conception inhumaine et anti-chrétienne, dont Nietzsche est le plus récent prophète, voici que les tenants de l'antique civilisation, formée par la loi d'amour et de justice, par la loi qui toujours a prêché de limiter et d'adoucir les droits de la Force, associent leurs armes et scellent librement leur alliance cordiale dans un hommage spontané à celle qui (je reprends les expressions du *Times*), dans une époque sombre et sans pitié, manifesta l'esprit de la femme, la tendresse et la bonté unies à la fermeté.

Ne forçons rien, laissons tout ce qui est vrai se réaliser à son heure. La fleur s'épanouira, pourvu qu'on permette au soleil, à la lumière de la nourrir. Je crois qu'en face de l'affreuse culture et des accès hideux de l'Allemagne, un esprit universel continuera de se dégager, que peut présider la sainte figure de la vierge lorraine.

Plusieurs fois on m'a dit : « Vous nous indiquez les grands traits de ces diverses peuplades germaniques, brutales, pédantes et disciplinées par des soldats et des professeurs qui leur sonnent le ralliement autour des autels de Thor dans les forêts d'Arminius, pour les mener à la conquête du monde sur une route déjà semée de monuments colossaux d'ordre artistique, philosophique, militaire, économique, les deux l'aust, l'Hégélianisme, le Marxisme, le Wagnérisme, les doctrines de son grand état-major et de Nietzsche... Et nous, quel est donc notre rôle, notre mission nationale ? »

Étudiez Jeanne d'Arc, méditez sa vie, sa mort, sa verve charmante, sa chevalerie, son génie mystérieux, son sacrifice. Cette jeune parente de Racine et de Pascal, plus pure qu'eux, parente toute proche de saint Louis et de saint Vincent de Paul et sœur de tous

nos soldats morts pour la patrie, vous donnera le mot de nos destinées dans le passé et dans l'avenir. Nous sommes le peuple qui par tous ses grands hommes a dit, en opposition avec le grincement démoniaque du Teuton teutonisant qui ne rêve que de faire peur : « Le propre de la puissance est de protéger. »

Fidèles à leur méthode de tout s'annexer, les Allemands avaient depuis longtemps jeté leurs vues sur Jeanne d'Arc. Ce n'est pas qu'ils la puissent aimer ni même comprendre. Sa qualité française leur échappe nécessairement. Mais, se tenant devant elle comme ils font devant une œuvre d'art, ils avaient constaté son prestige sur les esprits, et prétendaient s'en approprier l'avantage. Comment? Mais c'est tout simple, en la germanisant.

A cet effet, ils mirent en marche leur artillerie lourde. En mars dernier, le *Berliner Tageblatt* publiait l'article d'érudition, si j'ose dire, que voici :

Les Français qui évoquent le souvenir de leur héroïne nationale ne se doutent guère que Jeanne d'Arc, tout comme Garibaldi d'ailleurs, était sortie non pas de sang lorrain, mais de bon sang allemand. La démonstration en est facile. Des chercheurs italiens ont établi que les aïeux de Jeanne avaient émigré de l'Italie du nord et s'appelaient originairement Ghislieri. Ils prirent plus tard le nom d'Arc, que portaient

leurs armoiries. Or, « Ghislieri » n'est autre que le vieux nom germanique « Ghisler », et les Ghisler, aujourd'hui Gieseler, ont pour arme un fouet avec une corde. On voit combien il est incontestable que les Ghisler sont devenus les Ghislieri, le fouet un arc, et les Ghislieri les « d'Arc ».

Cette sottise n'était pas nouvelle ; on l'avait déjà entendue, elle fit rire une fois de plus les gens qui gardent la faculté de s'amuser du grotesque, fût-il mêlé à l'odieux. Les Allemands eux-mêmes sentirent la niaiserie de leur thèse et brusquement ils viennent de changer de méthode.

La *Gazette de Cologne* annonce que l'évêque de Metz, M^{gr} Benzler, a donné à son clergé l'ordre d'enlever dans toutes les églises de son diocèse les statues de Jeanne d'Arc.

Bravo, monseigneur ! Rétablies par nos soins français, elles nous seront d'autant plus précieuses. J'avais l'idée d'envoyer, dans l'Alsace reconquise, des images de Jeanne d'Arc à nos écoles où fermente le plus ardent patriotisme. Tout devient d'autant plus aisé qu'en les expédiant la *Ligue des Patriotes* servira une pensée qui réunit, à cette heure, tous les Français et tous les défenseurs de l'humanité contre le germanisme dont la rage furieuse écœure l'univers.

VII

LE REMBÉTANT

12 Mai 1915.

Si l'on vient d'Allemagne vers Nancy par l'est, on aperçoit, depuis le haut plateau, une ligne longue et large sur le ciel. Hier encore, nul ne connaissait cette hauteur modeste. Les gens de Dombasle et de Varangéville y montaient seuls pour leur culture. Pourtant le capitaine Gilbert, le colonel de Pouvourville, tous les écrivains militaires, plus récemment le commandant Driant, assisté de ses collègues de Nancy, avaient signalé son utilité, préparé son rôle. Au premier bruit de guerre, en toute hâte, on y avait pressé les travaux déjà commencés en secret ; on avait creusé des tranchées, dressé des abris... Ce n'est qu'un talus, mais d'où notre artillerie commande, sans guère se laisser voir, l'immense plateau et les vallées du Sanon et de la Meurthe. Un vrai sanglier lorrain, terré, cachant ses défenses formidables pour mieux frapper et, sur le tout, un nom têtu digne des vieux hommes d'armes de Lorraine, durs à l'attaque et à la défense : le Rembétant.

C'est lui qui, dans cette partie gauche du Grand-Couronné, a présidé — comme les hauteurs de Sainte-Geneviève, à droite, comme le mont d'Amance, au centre, — à la furieuse bataille des vingt-deux jours sous Nancy. Quand les Prussiens victorieux à Morhange et qui venaient d'entrer, musique en tête, à Lunéville, marchèrent, toujours jouant et chantant, sur Saint-Nicolas et Nancy, par la vallée du Sanon, ce sont ses batteries invisibles qui les écrasèrent d'obus et les arrêtaient.

Désespérant de forcer la vallée, ils marchèrent alors sur le plateau. Ils arrivaient en ligne immense. Ils arrivaient de partout, de Vitrimont, d'Einville, de Beaugemont, de Senes, d'Hoëville, étroitement liés aux efforts que nous avons décrits quand nous visitâmes Champenoux, Amance, Sainte-Geneviève.

Mais le 20^e corps veillait.

Depuis le 22 août, le 20^e corps était rentré dans les lignes du Grand-Couronné. Quelques jours passés dans le Vermois l'avaient reconstitué en hommes et en munitions. Il brûlait de retrouver ces Allemands avec qui il venait de se battre à Morhange. Ses deux divisions passèrent la Meurthe, l'une à Rosières-aux-Salines, l'autre sur un pont de bateaux, entre

Laneuveville et Saint-Nicolas, et tout de suite marchèrent à l'attaque.

Vingt-deux jours commençaient d'une bataille où l'on se battit sans arrêt, même la nuit. Nous n'en avons pas encore de rapport officiel, ni même officieux. Nul schéma de ces opérations. Tous les témoins avec qui je me suis promené parmi ces villages brûlés et ces bois déchiquetés, parmi ces campagnes ravinnées de tranchées et plantées de croix funèbres, renoncent à donner un récit logique du long et furieux pêle-mêle qui trempa de sang les bois de Vitrimont, la ferme de Léomont, les territoires d'Anthelupt, d'Haraucourt, de Gellenoncourt, de Courbessaux. Et ce nuage prolongé sur ces combats leur donne dès maintenant un obscurcissement de légende.

Rien de trouble, d'incertain pourtant ; la pensée des deux peuples qui s'affrontent là, c'est Nancy. Nancy, qui attend avec anxiété, à quinze kilomètres, n'ayant pour rempart que des terres levées à demi-improvisées et ce 20^e corps dont les soldats, pour la plupart (mêlés à des Parisiens) sont les fils de son horizon.

« Saisir Nancy ! » « Sauver Nancy ! » Dans ces deux cris se ramasse toute la volonté furieuse des deux armées. Mais leur double

pensée s'éparpille en d'innombrables faits d'armes.

Cette région entre Nancy et Lunéville est déjà une sorte de plaine. Voyez les cartes : le terrain y est moins ombré que dans les autres secteurs du Grand-Couronné. C'est ondulé, sans plus. Nulle hauteur qui équivaille à Sainte-Geneviève, à Mousson, au Non ou bien au mont d'Amance. Ce sont des renflements de petit relief, et les bois étant nombreux, les vues sont relativement courtes. Il ne s'agit pas de conquérir une position centrale qui domine tout le pays. En lignes de tirailleurs, nos soldats et les Allemands, utilisant avec soin tout ce qui peut cacher leurs mouvements, se disputent certains points d'appui qui commandent des routes, des vallées. On se bat avec acharnement pour la possession de Friscati, d'Einville et de son bois qui rendrait maître de la route de Château-Salins à Lunéville, par où se ravitaillent les Prussiens.

Les étoiles succèdent au soleil et le soleil brûlant réapparaît, sans que la ligne de bataille cesse de flotter et d'ondoyer. Dans cette multitude de petites actions, les bataillons se poussent et se refoulent, comme les plis des vagues dans la tempête. Quand une troupe a vivement donné, est trop démolie, quand elle

compte plus de blessés et de morts que de vivants, quand ses fusils brûlants n'ont plus de cartouches, elle cède sa place à des forces fraîches et s'en va en arrière se ravitailler d'hommes et de munitions. Ainsi des régiments, chez les Prussiens comme chez nous, entrent continuellement dans la première ligne de feu, ou bien en sortent, et ce va et vient ajoute encore à la difficulté de fixer la forme de cette bataille. Un officier qui me donne des explications et qui refuse, avec beaucoup de chic, d'être ému ou étonné de rien, au point que je n'en puis tirer que les numéros des régiments et les cotes de la carte, soudain, a une image frappante : « Nous faisons avec les Allemands un quadrille des lanciers, d'interminables en avant-deux. »

Si effroyable que fût cette lutte, sous une chaleur mortelle, qui ne céda que le 9 septembre pour faire place aux orages et à la pluie, les hommes ne connurent jamais le découragement. Deux compagnies, dans le bois d'Einville, attendaient sans défiance, sans savoir que les nôtres s'étaient repliés. Les cuisiniers étaient allés allumer leurs feux en arrière, dans un ravin, de manière à n'être pas vus. Soudain, les Allemands, en force supérieure, abordent le bois. Il fallut battre

en retraite avec rapidité. Ces braves cuisiniers suivirent le mouvement; mais soigneusement, en pressant le pas, ils emportaient et préservaient le dîner des camarades.

Remarquons en passant que jamais les troupes ne manquèrent de vivres. « On ne passa pas deux jours sans viande fraîche. » Au reste, telle était la fièvre, la tension des volontés que tous vivaient, agissaient comme des machines. Ils étaient des âmes faisant la guerre. Les yeux fixés sur le but à atteindre, ils ne voyaient, ne tenaient en considération que cet objectif limité : leur mission propre, l'ordre reçu. Les chefs se ruaient à l'assaut, le fusil à la main. Au bois de Crévic, exactement à la cote 316, où il est question d'élever un monument à la 78^e brigade, on m'a montré le coin de terre où le colonel Dubois trouva la mort, en entraînant le 160^e à l'assaut. Son corps fut rapporté, non pas sur le glorieux brancard de fusils, mais lié sur son cheval d'armes (1). Soldats et officiers tombaient sans

(1) Pignelin, près Nevers, le 14 mai 1915. — Permettez-moi, je vous prie, cette petite remarque ayant rapport à l'article du *Le Rembétant*.

Mon colonel, M. Dubois, est bien tombé devant Haraucourt d'une façon tout à fait glorieuse; mais son corps a été ramené à Saint-Nicolas, non « lié sur son cheval d'armes », mais par deux soldats de son régiment : le soldat Braham, tué le 10 novembre à Ypres et moi. Il a été placé sur des

une plainte. Le général Gérôme, passant très affairé dans la nuit, soudain distingue dans l'herbe deux yeux brûlants qui le fixent. C'est un malheureux soldat, les deux jambes arrachées, qui lui dit simplement : « Mon général, voulez-vous m'envoyer les brancardiers ? »

Cette faible voix, à cette minute terrible, est plus émouvante pour l'âme que cet effroyable déploiement de brutalités. C'est la délicatesse du cœur et la perfection de notre civilisation qui se témoignent dans cette parole extraordinairement ferme et polie. Si nous étions vaincus, si l'armée de Castelnau laissait passer les Allemands, une des formes de l'esprit guerrier, la chevalerie du monde, aurait vécu.

Foch, Balfourier, le 20^e corps et ses réserves, et ses dignes émules qui tenaient autour de Nancy, c'était le gond de la bataille de la Marne qui résistait. Les soldats et les chefs ignoraient leur immense utilité. Ils savaient une seule chose, l'ordre reçu : tenir à tout prix.

fusils et, ne pouvant ainsi continuer la marche nous l'avons ramené ensuite sur un cheval de chasseurs. En arrivant à Vorangéville, il a été salué par l'état-major et accompagné jusqu'à Saint-Nicolas par le capitaine chef de musique de son régiment ainsi que par son jeune secrétaire, nommé peu avant adjudant.

Comment apprirent-ils leur triomphe ?

Un beau jour, me dit un témoin, nous étions dans les tranchées, à Haraucourt. Une fois de plus, nous nous préparions à attaquer. Quelqu'un de nous qui regardait avec sa lunette dit : « Les Allemands s'en vont. » Nous ne savions pas pourquoi. Nous ignorions les opérations de la Marne.

Et sur le carnet d'un combattant je lis : « 12 septembre. Nous apprenons que l'ennemi se retire. La canonnade était forte. Nous sommes étonnés de le voir s'en aller. »

Sur une telle note, d'un bond, l'imagination revoit le mystérieux départ du duc de Brunswick à Valmy, et, plus loin, dans le nuage des siècles, Attila cédant à sainte Geneviève. Beaucoup de Nancéiens allèrent en pèlerinage à Saint-Nicolas-du-Port, dans la vieille basilique où Jeanne d'Arc, à la veille de quitter Domremy et de se rendre auprès du roi, vint prier pour le succès de sa mission. Je n'ai pas la mémoire assez nette pour vous répéter les coïncidences de nom, de lieux, de dates, que d'une voix baissée, comme pour raconter les mystères du ciel, on m'a signalées en Lorraine. On admirait que les Allemands se fussent arrêtés devant le mont *Sainte-Geneviève* ; on me disait que c'est un

jour consacré par la religion à *Jeanne d'Arc*(1). Ce qui m'émeut davantage, c'est dans les rues de Nancy, quand toute la population accompagne avec une ivresse de reconnaissance les régiments du 20^e corps, à qui elle doit son salut, et qui s'éloignent pour continuer leur tâche dans le Nord ; cette vieille femme qui s'approche rapidement d'un capitaine, et lui tendant un bouquet : « Mon capitaine, c'est pour tous les soldats. »

Cette femme, je la reconnais, c'est la même dont parlent nos anciennes chroniques de Lorraine, qui dans Saint-Nicolas « s'approcha secrètement de René II », son duc, la veille de la bataille contre le Téméraire, et lui mit dans la main une bourse où étaient toutes ses économies, pour marquer sa foi dans les armes de la Patrie et pour contribuer à la délivrance.

(1) Un lecteur m'envoie une note plus précise : « Marchant sur Paris, les Allemands s'arrêtent devant Juilly, où se trouve la fontaine miraculeuse de Sainte-Geneviève ; ils se détournent de Paris le 4. Le 6, commence le *Triduum* de la Sainte dans l'église Saint-Étienne-du-Mont où sont conservées ses reliques ; le 7 et le 8, ils commencent à être battus. Pendant ce *Triduum*, ils s'étaient emparés du Mont Sainte-Geneviève qui est la clef de Nancy (voir notre article page 19) et deux heures après ils doivent l'abandonner »... Goût éternel des esprits émus pour les mystérieuses coïncidences.

VIII

UN PAQUET DE LETTRES
SUR LE REMBÉTANT

9 Mai 1916.

Tandis que je publiais les divers articles qu'on a vus et que j'avais rapportés de Lorraine, Le Printemps en Lorraine, Un Après-Midi devant Metz, L'Air des Créneaux sur la côte d'Amance, Le Rembétant, Les Villages en feu, je recevais de nombreuses lettres qui me rectifiaient ou me complétaient. Elles m'avaient frappé. Malheureusement, je ne pensais pas sur l'heure que j'aurais l'occasion de les publier, et maintenant que je vois qu'il serait utile et juste de les mettre en Post-Scriptum de cette réimpression, je ne les retrouve pas toutes. En voici quelques-unes que l'on appréciera pour ce qu'elles disent et comme un indice des nombreux oublis que fatalement, annaliste de la première heure, je faisais.

14 Mai 1915.

Nous sommes un groupe du 156^e d'infanterie, anciens défenseurs de la cote 316. Avec quel plaisir (où se mêlait un peu de fierté), nous avons lu votre article du 12 mai : *Le Rembétant*, et nous sommes heureux que la vaillance de nos amis tombés au champ d'honneur soit remémorée plus tard par un monument...

Sergent G. CONSTANT.
Sergent GROS,
Caporal GORDON.

12 Mai 1915.

.....C'est le général Niox qui a déniché le Rembêtant. Tous les ans, je l'ai vu comme colonel avec les officiers de l'École de guerre : ils passaient généralement deux jours à Saint-Nicolas et toute son admiration était pour le Rembêtant. Un peu sourd, il n'était pas distrait dans ses exclamations : « Le Rembêtant, le Rembêtant, en liaison avec la côte de Gérardcourt, voilà la plus belle défense que l'on puisse trouver. » Aussi, dès les premiers jours, j'avais parié contre mes amis de Tours que les Prussiens ne passeraient pas Saint-Nicolas.

« Ah ! c'est qu'ils sont malins chez vous », m'ont-ils dit. Peut-être pas plus malins que les autres, mais nous avons un peu les idées de notre payse Jeanne d'Arc.

ROBIN.

Jeudi, 13 Mai 1915.

J'ai éprouvé un peu de peine en lisant votre article d'avant-hier intitulé : *le Rembêtant*. J'y ai cherché en vain un mot sur le 9^e corps, digne frère, en plusieurs combats, du glorieux 20^e.

Au moment des grands combats sur la Meuse, vers le 17 août, une partie du 9^e corps qui avait organisé la région N et NE du Grand-Couronné, face à Metz, s'embarqua pour la Belgique. Les autres éléments furent ramenés au Sud-Est et à l'Est de Nancy pour soutenir la retraite de Morhange.

Le Rembêtant fut alors occupé par mon régiment, le 29^e. Nous y trouvâmes des tranchées dont un certain nombre avaient été faites dès les premiers jours de la concentration par des troupes du 9^e corps. Mon régiment continua l'organisation de la croupe que les paysans appelaient le « fort ».

Le 23 août au matin, alors que le régiment du

20^e corps se reformait en arrière de nous, nous reçûmes le baptême de feu sur le Rembêtant.

Le combat dura toute la journée, les Allemands ne purent réussir à forcer la trouée du Sanon et du canal de la Marne au Rhin qui leur assurait la route de Nancy.

Le lendemain, le beau 20^e corps dont quelques détachements avaient, ainsi que des coloniaux, coopéré avec nous, reprenait sa brillante offensive après une retraite des plus rudes et vingt-quatre heures de repos !

Quant à nous, nous continuâmes d'occuper le « fort » et la trouée jusqu'au 2 septembre. A plusieurs reprises, nous fûmes bombardés par des pièces de gros calibres, tirant à longue portée.

Le 2 septembre, nous devions quitter la Lorraine pour aller nous battre vers Fère-Champenoise, laissant à d'autres, qui surent s'en acquitter, le souci de veiller sur la belle cité des ducs.

J'ai tenu à vous écrire, non pour diminuer la gloire du 20^e. dont les deux divisions sont plus belles qu'on ne peut le dire, mais pour remplir un pieux devoir envers mon régiment et surtout nos morts, les premiers, les plus pleurés, hélas ! que nous enterrâmes près de Varangéville-la-Haute, au pied de ce Rembêtant qu'ils avaient victorieusement défendu contre les Prussiens et les Bavares.

Sous-lieutenant PLUVEN.

18 Mai 1915.

.... Je comprends votre admiration pour le 20^e corps, mais je voudrais vous voir l'étendre un peu sur ce 4^e groupe du 49^e d'artillerie du 9^e corps qui pour sa part a largement contribué à empêcher la prise de Nancy.

Ce groupe était en train de s'embarquer pour la

Belgique à Pont-Saint-Vincent, quand, par une marche de nuit, il a été se porter sur le Grand-Couronné à la défense de Nancy, que l'échec de Morhange mettait en péril.

C'est sur le Rembêtant, face à Haraucourt et au bois de Crévic que le 260^e, le 228^e et les batteries de ce groupe ont reçu l'ordre de tenir à tout prix, pendant que le 20^e corps allait se reformer derrière la Meurthe.

Leur première vision de guerre fut la retraite à travers leurs lignes du 20^e corps décimé, mais non abattu, en particulier le transport sur le dos de son cheval, le bras tombant d'un côté et les jambes de l'autre, du corps de l'héroïque colonel, dont vous parlez dans votre article. Quand le dernier élément du 20^e corps se fut écoulé, ils attendaient l'attaque ennemie avec la sensation un peu angoissante que le Rembêtant, dernier rempart de Nancy, n'était plus défendu que par deux régiments de réserve et les trois batteries d'artillerie.

Le lendemain, les Allemands débouchaient du bois de Crévic et parvenaient à se glisser jusqu'à 500 mètres d'une des batteries, placée en haut de Dombasle à l'extrémité du Rembêtant et la forçaient à se retirer.

La situation devenait critique ; heureusement, une des batteries admirablement défilée derrière la ferme Saint-Louis restait en place et lorsque l'infanterie allemande parut sur la crête à 1.500 mètres, le feu ouvert par cette batterie fut presque instantanément efficace.

L'effet en fut si foudroyant que les fantassins applaudirent dans leurs tranchées. On vit sauter en l'air des fantassins allemands et les autres disparurent derrière la crête.

Le Rembêtant était sauvé.

Le lendemain, le 20^e corps repassait la ligne et la garde du Grand-Couronné, continuée encore pendant

quelques jours par ce groupe du 49^e d'artillerie, ne leur a plus causé les mêmes craintes. Cela se passait le 23 août.

J'espère, monsieur, que vous voudrez bien dans un de vos articles parler un peu de cette journée qui fut si héroïque et qui est un titre de gloire pour nos chers artilleurs de Poitiers....

A. CHOUÉ.

18 Mai 1915.

....Vous retracez en justes termes la conduite héroïque du 20^e corps dans cette défense inoubliable du Grand-Couronné.

Je tiens toutefois à vous dire que le Rembétant fut occupé immédiatement après la retraite de Morhange par une fraction du 9^e corps.

Le premier combat livré sur cette position fut le baptême du feu du 290^e d'infanterie de réserve de Châteauroux, soutenu par un groupe du 49^e d'artillerie de Poitiers.

Une seule batterie de ce groupe, par un tir fauché et progressif commencé à 800 mètres de l'ennemi, débâta immédiatement le plateau et nous permit d'occuper le soir même la ferme Saint-Louis en arrière d'Haraucourt.

Je ne veux pas rentrer dans d'autres détails, mais je tenais à vous faire cette simple remarque pour deux raisons. D'une part, arrêt très net des Allemands dans leur marche sur Dombasle et Varangéville à la suite de ce premier contact. D'autre part, intimité constante des 9^e et 20^e corps, Ces deux grandes unités, en France comme en Belgique, toujours envoyées sur les parties du front les plus violemment attaquées, ont souffert côte à côte et ensemble ont été à la victoire.

Aucune critique n'a pu être faite à leur sujet et on doit être fier d'appartenir à l'une d'elles.

Voici encore une lettre, signée, celle-ci, d'un nom aimé en Lorraine, le lieutenant A. de M.-N. :

Decize, 14 Mai 1915.

... Je lisais avant-hier *Le Rembétant*, après avoir lu déjà, dans la mesure où le journal nous arrivait au front, vos articles précédents; et il est une division que je crois n'avoir jamais vu citer, malgré son œuvre : c'est la 70^e D. R., composée des 139^e brigade (226^e, 269^e, 42^e et 44^e bataillons de chasseurs) et 140^e brigade (237^e, 279^e et 360^e). Cette division, issue du 20^e corps, a eu souvent l'honneur, combattant à ses côtés, d'être confondue avec lui. Toutefois, dans votre article du « Rembétant », vous l'excluez du dit honneur en ne parlant que des deux divisions du 20^e corps, tout en visant la région Harancourt, Gellenoncourt, Courbesseaux, qui est celle où, du 24 août au 28 septembre, nous avons lutté. L'historique bref de cette division sera pour vous un éclaircissement de la mêlée de vingt-deux jours, qui n'a été que la résultante de deux mouvements se contrariant, des deux ennemis se sachant forts et ne voulant ni l'un ni l'autre lâcher prise.

Après avoir passé sur le Grand-Couronné, entre le col de Bratte et la station de Laitre-sous-Amance, la période du 11 au 19 août, avoir traversé la Seille ce jour-là à Manhoué pour revenir coucher à Bey, Lacroicourt, Armancourt et villages voisins, la 70^e division repasse la frontière le 20 août au matin, s'établissant dans le secteur Manhoué, Malancourt et Fossieux, en liaison à gauche avec la 59^e D. R., à droite avec la 68^e D. R., se trouvant donc en crochet par rapport à l'armée de Castelnaud, qui était face au nord. Son action se borna ce jour-là à canonner, vers 9 heures du matin, une division de cavalerie allemande qui était venue

mettre pied à terre sur la face ouest de la côte de Delme, et vers 4 heures du soir à éteindre le feu de 3 batteries de 77 qui étaient établies entre Delme et Viviers; mais ces deux choses menées avec un plein succès et constituant, pour la première, un spectacle inoubliable, dans cette vague de chevaux emportés que suivaient les cavaliers loin derrière, sous les rafales de 75. Le 20 août au soir, la division reprit ses anciennes positions sur le Grand-Couronné.

Elle y resta jusqu'au 24 au petit jour et se mit en marche pour se former derrière les bois sis au nord d'Art-sur-Meurthe (bois de Saint-Phlin, de la Fraise, du Creux, etc.). Son but était d'attaquer, en liaison à droite avec la 39^e division, qui devait partir approximativement de la ligne Dombasle-Lenoncourt, dans la direction du nord-ouest, afin de reprendre la route de Lunéville à Moyen-Vic et Château-Salins, qui était la ligne de ravitaillement et éventuellement de retraite des Bavares occupant Lunéville. Mais la 39^e division, pour une raison que j'ignore, mais sans doute accrochée aux environs de Sommerviller et de Crévic et du bois de Crévic, ne se mit en liaison avec nous que très tard, et nos troupes, arrivées sur place vers 5 heures, y restèrent jusque vers 16 heures, quand parvint l'ordre au commandant de la 140^e brigade de prendre sa marche dans la direction de Buissoncourt-Courbesseaux-Hoéville-cote 328 (nord d'Hoéville). La mise à exécution fut immédiate et la brigade atteignit à la nuit, vers 19 heures, le front château de Roméinont, Courbesseaux, Gellenoncourt. Elle était appuyée dans son mouvement : à gauche par la brigade Guignabaudet, du 9^e corps (114^e et 125^e) vers Réméréville, à droite par le 226^e vers Drouville, le reste de la 139^e brigade étant en réserve. Cette avancée fut faite sans grandes difficultés, repoussant les avant-postes allemands de Courbesseaux et de Gellenoncourt.

Le 25 au matin, les troupes ayant bivouaqué sur place, reprirent leur marche en avant dans la même formation, en s'engageant dans le couloir dont la route Courbesseaux-Hoéville est l'axe. Pendant la nuit, les Allemands, inquiets de cette menace qui s'était dessinée sur leur flanc, avaient amené des renforts en toute hâte, et nos troupes furent dans ce couloir soumises à un feu de mitrailleuses croisées tel qu'en vingt minutes environ quatre régiments de la 70^e division eurent 3.654 hommes et 87 officiers tués ou blessés. L'élan était brisé. Mais notre artillerie demeurait et, au moment où les Bavares, sûrs du succès, débouchèrent de leurs positions aux environs d'Hoéville et de Serres, ils furent à leur tour pris sous le feu de neuf batteries, dont chacune tira au cours de la journée aux environs de 2,500 obus.

Le résultat fut sanglant des deux parts, et pendant que les débris de nos régiments venaient se reformer à Art-sur-Meurthe et Lenoncourt, les Bavares, nous l'avons su depuis, se retirèrent au delà d'Arracourt, quelques patrouilles seules restant au contact dans le champ de bataille, et ce n'est que le 27 au soir que, renforcés, les Allemands rentrèrent dans Hoéville et Serres, pendant que nous nous étions établis sur le front château de Romécourt, Courbesseaux, ferme Sainte-Hibaïre.

Si l'attaque avait pu se faire dans la journée du 24, comme prévu, il est probable que la garnison allemande de Lunéville eût été prise.

Du 29 août au 12 septembre, nous fûmes dans ce quadrille dont vous parliez dans le « Rembêtant », déplaçant peu à peu notre front vers le nord, pour gagner, la 140^e brigade, la forêt de Saint-Paul (côte 277), pour barrer la sortie de Réméréville et le bois d'Haraucourt, pendant que la 139^e brigade se portait sur la ligne Courbesseaux-ferme Sainte-Hibaïre. Nous

étions effectivement depuis le 28 août, je crois, sous les ordres du 20^e corps, c'est au moins la date que je lis sur mon carnet de notes de campagne, mais sans la garantir.

Vous dire ce que fut cette lutte de quinze jours est inutile : vous avez pu sur place recueillir l'impression d'assistants et peut-être voir au nombre des trous de marmites l'intensité de l'effort allemand ; on évalue à 18.000 par jour le nombre des obus allemands que nous recevions. Pendant le jour, nos tranchées étaient marmitées, la nuit, attaque d'infanterie, et tous les jours de même. Les principales attaques eurent lieu à l'ouest de Réméréville, dans la nuit du 4 au 5 septembre, et dans celle du 6 au 7, mais celle-ci moins violente. Sous cette pression violente, peu à peu nos lignes cédaient, les Allemands entraient dans la forêt de Saint-Paul, dans Courbesseaux, dans Drouville ; nous entendions leur canon sur Amance, enveloppée de fumées d'éclatements (7 septembre). Le 8 septembre, une contre-attaque s'élabore sous les ordres du général Ferry, composée du 360^e et de deux bataillons du 20^e corps (37^e et 79^e) ; elle déclenche le 9 vers la forêt de Saint-Paul et avance difficilement ; on y a adjoint le 10 des troupes de la 139^e brigade, elle progresse peu à peu le 11 et reprend des positions perdues dans la forêt, puis tombe dans le vide dans la journée du 12... Il n'y avait plus rien devant nous. Nous ne reprenons le contact de l'ennemi qu'aux environs d'Athienville, que nous occupons, la ligne Bezange-la-Grande-Arracourt étant zone neutre.

Le 14 septembre, le 20^e corps nous quittait pour la Somme, je crois, nous-mêmes quittions cette terre de Lorraine le 27 septembre pour l'Artois, où nous sommes encore, et c'est là que le 20^e corps est venu nous retrouver vers le 9 mai, pour travailler aux succès glorieux des jours derniers aux environs de Notre-Dame-de-Lorette.

Je termine en copiant deux feuillets de mon carnet de route. Le premier est écrit sous la dictée de Catherine Picard, habitant Serres et qui logeait, sinon le général bavarois, au moins quelqu'un de son entourage. « Du samedi 5 au vendredi 11 septembre, le général Hirschbaum a manifesté de l'inquiétude, sauf les 6 et 7 septembre. Le 11, vers 16 heures, le téléphoniste du général m'a dit qu'ils allaient partir immédiatement avec le gros de leurs bagages, ajoutant : Si j'ai un conseil à vous donner, c'est de partir au plus vite, vous serez en plein dans le feu, car pas plus tard que le 18 aura lieu la bataille qui décidera du tout. Nous nous portons vers Toul, où nous serons rejoints par nos troupes de France (?), qui s'y dirigent avec leurs gros canons et nous sommes sûrs d'enlever la ville. »

Le second est extrait et traduit du carnet de batterie du capitaine Metzler, que nous avons trouvé près d'Hoéville : « 9 septembre. A 5 heures du soir, la quatrième batterie reçoit l'ordre de se porter en position à l'ouest de Réméréville pour bombarder Nancy. On fait tous les préparatifs nécessaires pour cette marche de nuit et on établit la direction à la boussole. On procède à la reconnaissance du cheminement et de l'emplacement de batterie. A 8 heures, on quitte l'emplacement occupé jusque-là, avec la voiture observatoire, 2 pièces, 4 caissons et 1 fourgon. A 11 heures, la batterie est à sa nouvelle position, prête à faire feu. On fait des épaulements jusqu'à minuit. A minuit 10 (heure allemande), on ouvre le feu, qui dure jusqu'à 1 h. 50 m. On tira 67 obus explosifs et 14 shrapnells. A 2 heures, le départ pour l'ancien emplacement de batterie, à 5 heures, tout était remis en ordre. »

Peut-être ces renseignements vous intéresseront-ils, je l'espère ; en tout cas, vous aurai-je entretenu de la part prise par la 70^e division dans ces dures journées ;

elle fut aussi brave que les autres, qu'après avoir été à la peine, elle ne soit pas oubliée dans la gloire.

Lieutenant de M. N.

Enfin, pour clore ce dossier de justes réclamations, voici une lettre, pareille à cent autres, que je me permets de placer ici parce qu'elle donne une des trois, quatre raisons que j'avais de publier ces articles, bien qu'ils fussent d'une documentation incomplète. Ils contentaient des familles glorieuses et malheureuses.

Paris, le 16 Mai 1915.

Monsieur,

Permettez à un bien simple citoyen de venir vous remercier pour l'article intitulé « l'Air des Créneaux » paru dans l'*Écho*, le 7 mai dernier. Pour moi, personnellement, rien ne m'a paru plus agréable que le récit que vous avez mentionné au sujet de l'héroïque 160^e. Que j'aurais donc bien voulu être avec vous, pour pouvoir m'agenouiller pieusement et réciter une fervente prière sur cette terre arrosée du sang de mon cher enfant et de ses vaillants compagnons d'armes. Mon fils, classe 1913, soldat à la 1^{re} compagnie du 160^e, est tombé au champ d'honneur le 25 août, à Crévic, et les dernières nouvelles reçues de lui datant du 16 août, je n'ai plus rien su de ce qu'il était devenu, malgré mes nombreuses démarches, ni pu savoir où il était inhumé. Aussi, avec quelle émotion remplie de larmes j'ai su par votre haute parole comment ces héroïques enfants avaient combattu et souffert pendant ces terribles journées du 20 au 25 août. Aussi combien cet article, que je conserverai, a de valeur pour moi.

En souvenir de mon cher disparu, je vous prie d'accepter ces deux bons de poste de trois et de cinq francs qu'il avait sur lui, pour améliorer le sort de vos chers mutilés.

Maintenant que mon cher enfant est au ciel, je me permets, monsieur Barrès, de vous crier merci, mille fois merci, pour les nouvelles que vous me donnez de lui par ce récit du 160^e... et bon gré mal gré, et malgré tout : Vive notre sublime France !

Recevez, monsieur, avec le souvenir ému que j'adresse à tous les survivants du 160^e, l'expression de ma gratitude.

G.,
ancien sous-officier d'état-major.

Ma lettre était écrite lorsqu'est paru votre deuxième article « *Le Rembêtant* », du 12 mai, qui parle encore de la vaillance du 160^e, deuxième numéro que je garde précieusement avec celui du 7 mai.

G.

Au reste, quelques pages plus loin, au chapitre XIII bis, on va trouver une note précise sur les troupes qui prirent part à la défense du Couronné.

IX

LA BATAILLE D'ARRAS

13 Mai 1915.

Le combat est acharné. Trois lignes de tranchées enlevées dans ces trois derniers jours, une quatrième sur laquelle on se bat, des contre-attaques furieuses de l'ennemi, s'efforçant de reprendre une partie de nos gains. Dans ce nord d'Arras, l'ennemi n'en est plus à l'offensive, mais il a accumulé tous les moyens de résistance. Les prisonniers que nous leur avons faits et que nous interrogeons disent que l'ordre leur avait été donné de « conserver à tout prix la chapelle et le fortin de Notre-Dame-de-Lorette ».

Nous avons trouvé leurs tranchées remplies de leurs cadavres. Et, parmi eux, des hommes enchaînés à leurs pièces (1). Sous la menace d'un sous-officier le revolver au poing, ils doivent, tous étant partis, manœuvrer jusqu'au bout leurs mitrailleuses. Ce sont

(1) Il semble avoir été reconnu depuis, que ces chaînes étaient au contraire une commodité et permettaient aux hommes de traîner, sans s'exposer, en rampant, leurs mitrailleuses. Ces pages valent par leurs erreurs mêmes; elles sont un miroir du temps. Je répète que je n'y change rien.

des hommes sacrifiés, ou plutôt des bêtes enragées. L'imagination ne trouve, dans les siècles et dans les annales de l'esclavage aucune image du désespoir qui dépasse celle-ci en horreur. Mais devant ces Boches qui s'entre-dévorent, bornons-nous à constater l'importance exceptionnelle attachée par les chefs allemands aux positions que nous sommes en train d'enlever.

Cette position de Notre-Dame-de-Lorette est d'importance capitale. Carency, investi sur trois de ses faces et qui n'a plus que des communications précaires, malaisées, pourra-t-il nous résister?... le plus difficile est fait. Derrière Carency, nous trouverions encore les hauteurs de Vimy et puis, jusqu'à Douai, la plaine. Les Allemands n'auraient plus guère de position de repli. C'est ici leur avant-dernier rempart naturel, devant les grandes plaines de l'Artois.

Dans quelles conditions avons-nous réussi? En nous décidant à déployer au début de l'action tous nos moyens matériels les plus considérables, avec abondance. C'est de cette manière que nos premières attaques ne furent pas fauchées.

Nous avons déjà essayé sur Carency en décembre. Nous n'avions pas pu entrer dans

le village. Les Allemands que nous bombardions étaient restés dans les caves, et, nos préparations terminées, au moment de notre assaut, nous avaient reçus à coups de mitrailleuses. Cette fois nous leur envoyâmes des obus tels que les caves en furent crevées et Carency bien nettoyé.

.... De longues et puissantes préparations sont indispensables. On s'en est aperçu dans l'affaire du Vieil-Armand. Cette fois, c'est la même pièce, mais donnée avec plus de solennité, en grand. Le Vieil-Armand, ce fut la répétition générale ; nous venons d'avoir la première. Il paraît que nous avons organisé un vrai tremblement de terre dans la nuit de dimanche à lundi.

Nos difficultés sont immenses ; c'est pied à pied que nous avançons et l'ennemi appelant ses renforts fait des retours furieux qui peuvent çà et là regagner des parcelles de son terrain perdu. Mais une fois de plus, nous devons insister sur l'impuissance où se trouvent désormais nos adversaires de recourir à l'offensive. C'était là pourtant leur plan surabondamment exposé maintes fois par leurs écrivains militaires et, devant le Reichstag, par leurs Ministres de la guerre. Il s'agissait d'écraser la France sous une attaque brutale

et de la mettre, en moins d'un mois, hors de combat.

Ce plan fondamental de l'état-major allemand a complètement échoué. L'échec ne s'applique pas seulement à l'opération d'ensemble, qui visait l'écrasement de la France en quelques semaines. Il s'étend aux opérations diverses que l'Allemagne a successivement tentées pour prendre sur nous, à défaut de l'avantage décisif qui lui échappait, des avantages partiels.

L'autre jour, au-dessus d'Ypres, les Allemands ont momentanément gagné du terrain à la faveur d'une panique que leurs gaz asphyxiants, encore inconnus du soldat, avaient jetée dans les tranchées. Mais, aujourd'hui, nous venons de vaincre, sans moyens particuliers, sans surprise, sans déterminer de panique, face à face avec des ennemis puissants et déterminés, en recourant à une méthode de préparation formidable, qui nous avait réussi déjà au Vieil-Armand, et qu'il ne tient qu'à nous d'adopter constamment.

La presse allemande cherche à tirer argument du peu de modification qu'a subi le front de guerre en France pour affirmer que la situation est désormais absolument cristallisée. C'est un sophisme aisé à démasquer.

La thèse fût-elle exacte, l'Allemagne n'en serait pas moins condamnée, condamnée à mourir de gêne économique. Demandez plutôt à tous leurs puissants industriels, qui se voient avec désespoir dépouillés des marchés du monde, et demandez aux lettres que nous saisissons sur leurs prisonniers, dans lesquelles les femmes allemandes crient famine et conseillent à leurs maris de se faire sauter deux doigts de la main. Mais la vérité est que le commandement français, s'il ajourne jusqu'à cette heure d'engager une offensive générale, obéit à des raisons décisives dont chacun peut contrôler le bon sens.

L'exemple des Allemands et les désastres qu'ils ont subis, en octobre et novembre, dans leurs efforts forcenés sur Calais et sur Ypres, montrent quel peut être le prix d'une offensive vigoureuse insuffisamment préparée. Le généralissime entend ne produire son effort que lorsqu'il aura réuni tous les moyens sur lesquels il sait pouvoir compter dans un délai plus ou moins proche avec une absolue certitude.

Il faut que nous soyons ménagers de nos forces en hommes, et prodigues de nos forces en projectiles. Seul, le résultat final importe. Prenons patience, laissons couler le temps,

pour que soit d'autant mieux préparée cette offensive que nous prendrons à notre heure, et dont l'issue ne peut pas être douteuse.

Repassez la suite de nos offensives dans les derniers mois et comprenez-les comme une série d'expériences heureuses, faites pour renseigner le haut commandement sur la résistance des Allemands et sur notre puissance matérielle et morale. De semaine en semaine, notre supériorité s'est toujours mieux affirmée. Les opérations, au nord d'Arras, de cette semaine sont....., plus importantes que les Éparges, plus importantes que le Vieil-Armand. Cette fois notre front était étendu : 15 kilomètres chez les Français et autant chez les Anglais. Et, dans une seule après-midi nous avons fait trois mille prisonniers. Nous assistons en ce moment à l'un des épisodes les plus importants de cette guerre depuis la victoire de la Marne. C'est une bataille grosse de conséquences....(1).

(1) On rappelle que les points de suspension représentent des suppressions de la censure.

X

JEANNE D'ARC ET LES JEUNES FILLES
DE PARIS

14 Mai 1915.

J'ai reçu une adresse signée de jeunes filles de toutes les professions, étudiantes, couturières, élèves de l'École des Beaux-Arts, employées de banque, sténographes, dessinatrices, surveillantes des téléphones. Elle est fort belle et du sentiment le plus juste. Que mes lecteurs en jugent :

*Monsieur le Président de la Ligue
des Patriotes,*

Les jeunes filles de France sont pénétrées du désir de se dévouer à leur Patrie et à ses soldats. Malgré leur bonne volonté, il y a beaucoup de tâches où elles ne peuvent apporter un secours aux combattants. A la fête de Jeanne d'Arc, les jeunes gens de Paris ont la touchante coutume de couvrir de fleurs ses statues : ne pourrions-nous pas les remplacer cette année et porter leur hommage à la guerrière victorieuse?... Retenus par un devoir sacré, ils

seront heureux de savoir que leurs sœurs ne laissent pas perdre leurs traditions. Jeanne d'Arc ne doit pas être privée de ses fleurs, l'année de la victoire, car nous sommes sûres qu'elle nous accordera le succès, que tant de Français ont mérité par leur courage et leurs souffrances.

Nous nous adressons à la Ligue des Patriotes, car il nous semble que c'est elle qui peut le mieux comprendre notre pensée. Nous nous adressons à vous parce que, le premier, vous avez voulu que la fête de Jeanne d'Arc soit nationale...

Veillez agréer, monsieur, l'expression de notre admiration et de notre reconnaissance.

Suzanne Guillemot, élève à la Schola Cantorum; Louise Benétou, de la réunion d'étudiantes « Les amies de sainte Geneviève »; M. Morélieras, licenciée de la réunion d'étudiantes « Les amies de sainte Geneviève »; E. Boubrila, Société générale; H. Wiss, Société générale; M. Colange, employée de banque; M. Martin, du Crédit lyonnais; J. Lagelle, peintre; M. A. Ferracce; H. Fery, élève sculpteur; R. Trudon, élève sculpteur de l'École des Beaux-Arts; M. Pellet, institutrice; L. Regraffe, dessinatrice; E. Gaubert, sténographe; B. Vautier, surveillante des téléphones; M. Besombes, couturière; S. Bronder, peintre; Marie Droppe, élève peintre; M. Saisse, élève peintre; Kaillara, élève peintre; J. Groos, dactylographe, etc., etc.

La Ligue et son président accueillent avec

une respectueuse reconnaissance et avec la plus complète approbation la pensée des jeunes signataires de cette belle page, et c'est avec empressement que nous transmettons leur message à toutes les jeunes filles de Paris. Dimanche à dix heures, en petite délégation, la Ligue se rendra auprès de la Jeanne d'Arc de la place des Pyramides. Je ne conseille pas aux jeunes filles, dans les circonstances où nous sommes, de prendre un rendez-vous et de former aucun cortège, mais individuellement, au cours de la journée, elles voudront apporter leurs fleurs et leur hommage à celle qui disait fièrement : « Les femmes prieront, les hommes batailleront, Dieu vaincra ! »

Il est impossible de ne pas être ému par cette manifestation spontanée des jeunes filles. Quelle unité il y a aujourd'hui dans notre noble pays ! Nous n'avons plus qu'une seule respiration. C'est l'éternel miracle français, le miracle de Jeanne d'Arc, qu'a toujours appelé la Ligue des Patriotes et dont ne doutait pas l'héroïque Déroulède quand il nous donnait pour devise, en face de l'Allemand installé sur notre territoire d'Alsace-Lorraine : « Républicains, royalistes, bonapartistes, ce sont des prénoms. Français est le nom de famille ».

C'est une gloire pour notre Ligue des

Patriotes d'avoir prévu, proclamé, servi ce qui apparaît maintenant à tous comme la vérité, et il ne m'est pas permis de laisser tomber les titres de la grande association que j'ai l'honneur de présider, mais ces titres, bien entendu, je ne les invoque contre personne. Il n'est pas un ligueur qui veuille se rappeler s'il eût jamais à défendre l'héroïne contre aucune malversation. Toute la France maintenant a pour la Libératrice les yeux de Paul Déroulède et de Joseph Fabre. Nous n'avons rien de mieux à faire que de croire qu'il en fut toujours ainsi. Et je n'imprimerais même pas cette réflexion, tant elle va de soi, si je n'y étais obligé pour répondre à une interpellation cordiale de M. Ferdinand Buisson.

M. Buisson qui, d'ancienne date, il me le rappelle, est partisan d'une fête nationale de Jeanne d'Arc se tourne vers moi et m'adresse une demande :

« Faites en sorte, me dit-il, que votre manifestation de dimanche en faveur de Jeanne d'Arc attire, au lieu de les refouler, les bonnes volontés de quelque part qu'elles viennent. Si l'on n'est pas en mesure de lancer d'ici à dimanche cet appel à l'union de tous les Français, sous la bannière de la Jeanne d'Arc, au moins qu'il ne soit dit aucune parole tendant

à la confisquer au profit d'un parti; que ce soit, d'esprit au moins et de ton, un commencement, une ébauche de la manifestation nationale qui se fera nécessairement d'ici peu. Je demande à la *Ligue des Patriotes*, comme je le demanderais à la *Ligue des Droits de l'Homme*, de s'effacer un peu devant la Ligue française. »

Ah! Buisson, vous parlez comme un vieux ligueur, et pour vous satisfaire nous n'avons qu'à continuer d'agir et de penser comme nous avons toujours fait. Vous rappellerai-je le discours admirable prononcé, le 8 mai 1909, au banquet de la Ligue des Patriotes, à Orléans? (1) Et la dernière fois que le grand patriote a paru en public, au terme de la marche héroïque qu'il s'imposa, en dépit de son cœur, du *Quand Même* de Mercier à la Jeanne d'Arc de la place Saint-Augustin, ce fut pour écouter l'hommage à l'héroïne, qu'il m'avait demandé de prononcer à sa place.

Il n'y a pas un Français, m'écriais-je alors, avec l'approbation de notre chef et de nos amis, il n'y a pas un Français dont Jeanne d'Arc ne satisfasse les vénération profondes. Chacun de nous peut personnifier son idéal en Jeanne d'Arc. Elle est, pour les royalistes, le loyal serviteur qui s'élançe à l'aide de son roi; pour les césar-

(1) *Hommage à Jeanne d'Arc*. Bloud, éditeur, une brochure à dix centimes.

riens, le personnage providentiel qui surgit quand la nation en a besoin ; pour les républicains, l'enfant du peuple qui dépasse en magnanimité toutes les grandeurs établies ; les révolutionnaires eux-mêmes la peuvent mettre sur leur étendard en disant qu'elle est apparue comme un objet de scandale et de division pour être un instrument de salut. Aucun parti n'est étranger à Jeanne d'Arc, et tous les partis ont besoin d'elle. Pourquoi ? Parce qu'elle est cette force mystérieuse, cette force divine d'où jaillit l'Espérance...

Voilà dans quels termes nous avons toujours servi la Vierge lorraine, essayant de lui apporter la louange de tous, de ceux-là même dont la voix se taisait, sûrs que nous étions qu'un jour leur cœur les obligerait à rompre le silence, et que, par dessus les compartiments des partis, ils se hausseraient au point de vue français quand la nécessité du salut public les y contraindrait.

L'union sacrée est faite. Elle entraînera l'adhésion à la fête nationale de Jeanne d'Arc. Viviani ne s'en est pas rendu compte en décembre. Il m'a demandé d'ajourner ma proposition. Mon exposé des motifs aurait dû pourtant le persuader.

« Il y a longtemps, disais-je à mes collègues, que nous, Français, nous aurions dû nous parer davantage de Jeanne d'Arc... Nous le désirions, — alors pourquoi ces lenteurs?... J'écarte les petites explications tirées de l'es-

prit ombrageux des partis... Nous attendions une occasion parfaite, nous attendions d'être plus sûrs de notre accord profond, les uns avec les autres, et de notre accord avec cette haute figure. Quelque chose nous avertissait de ne pas nous presser, et qu'une heure élue sonnerait, une de ces heures magnanimes qui portent en elles la vertu de hausser tous les esprits et de réconcilier les cœurs. Elle est venue, cette heure victorieuse. Soudain, nous avons eu la séance parlementaire du 4 août, le pacte de l'union sacrée, la mobilisation ardente et bien ordonnée comme le *Chant du Départ*, et puis par milliers ont éclaté sur tous nos champs de bataille ces actes d'héroïsme et de sacrifice dont les mises à l'ordre du jour de l'armée ne nous peuvent garder qu'une faible partie... Saisissons cette minute sacrée... »

Tel est l'exposé des motifs de la proposition en faveur d'une fête nationale de Jeanne d'Arc qu'avec Galli et un certain nombre de mes collègues je voulais déposer en décembre dernier. Viviani m'a prié de n'en rien faire. Certainement il obéissait à quelque prudente pensée qui m'échappe, et qui d'ailleurs dut échapper à certains de ses amis, car ils le félicitèrent d'une manière tout à fait inintelligente.

Maurice Barrès, écrivirent-ils, en pleine trêve politique, n'a pas craint de manifester son intention de proposer au Parlement la création d'une fête nationale de Jeanne d'Arc. Il a fallu le bon sens de Viviani pour faire comprendre à Barrès la suprême inconvenance d'une telle proposition dans les circonstances actuelles. Si le président du Conseil n'était pas intervenu, la France, grâce à une manœuvre jésuitique et en vertu de « l'union des partis », était irrémédiablement placée sous la protection tutélaire de la visionnaire de Dom-rémy.

Ce fragment est extrait d'un article que j'ai conservé à titre d'échantillon, en me disant que très probablement nous n'en verrions plus beaucoup de cet acabit. En effet, l'idée de consacrer notre union de 1914-1915 par un signe sensible et de la perpétuer dans une fête de Jeanne est en train de conquérir tous les esprits. Bien entendu, l'initiateur, Joseph Fabre, donne son approbation, et hier *le Temps* la recommandait. Qui ne sent que l'hommage national à Jeanne d'Arc doit jaillir tout naturellement des angoisses et des enthousiasmes de cette guerre et qu'aux pieds de cette protectrice nous voulons sceller notre réconciliation et prononcer la louange de la France éternelle.

L'intervention spontanée des jeunes filles de Paris va être d'un grand effet. Le culte de Jeanne d'Arc auquel doivent collaborer la

religion, le patriotisme, la poésie et l'esprit guerrier ne serait pas complet s'il y manquait le cortège des femmes.

Le 28 février dernier, les conscrits de la classe 1916 déposèrent devant la Jeanne d'Arc de la place des Pyramides une couronne portant cette inscription : « Ardemment comme toi nous aimons la Patrie et nous combattons. » C'est une même couronne que pourront déposer, dimanche, les jeunes filles qui font appel à la Ligue des Patriotes avec cette inscription : « Ardemment comme toi nous aimons la Patrie, et nous nous dévouerons aux blessés. » Vous rappelez-vous un des innombrables épisodes, de la plus pure beauté, qui composent sa vie ? Sur le champ de bataille de Patay, la guerrière transformée en fille de charité soutint dans ses bras la tête d'un blessé anglais et l'encouragea, l'assista dans son agonie. Quelle image de la France ! Quel témoignage sur notre race généreuse, sur ces hautes âmes françaises sans peur et sans reproche !

Jeanne d'Arc est une force vive, digne de représenter bien autre chose encore que notre réconciliation nationale. Cette personne sur-humaine, toute pleine d'une pitié divine, nous devons l'opposer à l'indigne surhomme,

d'une férocité diabolique, où se complait aujourd'hui la Germanie. Qu'elle soit un étendard au-dessus des peuples unis pour le triomphe de la civilisation (1).

XI

ON DEMANDE DES NOMS

15 Mai 1915.

Ah ! ce mot d'organisation, comme il revient dans toutes les causeries un peu sérieuses, depuis dix mois, de même qu'il reparaît à chaque ligne des circulaires, des ordres et des décrets ! Et comme on s'avoue que nous nous en sommes remis à notre souplesse et à notre entregent pour adapter vrai-

(1) Je ne veux pas laisser se perdre la lettre que voici des jeunes employées de Reims, si émouvante de simplicité dans un tel moment de tragédie :

« Reims, le 16 mai 1915.

» Monsieur Maurice Barrès,

» Président de la Ligue des Patriotes,

» Paris.

» En union avec leurs sœurs de Paris, dont elles ont applaudi la charmante initiative, les jeunes filles de Reims ont tenu, elles aussi, à offrir le 16 mai à Jeanne d'Arc, dont la statue toujours intacte se dresse comme un symbole d'espérance devant la cathédrale mutilée, leurs hommages et leurs fleurs.

» A quelques kilomètres des tranchées ennemies, dans une ville qui subit depuis huit mois un odieux bombardement, nous sommes heureuses de vous dire notre confiance

ment la « nation en armes » aux conditions modernes de la guerre ! Mais il y a quelque chose de supérieurement organisé chez nous, c'est une série de moyens pour modérer l'enthousiasme.

La lettre de Millerand au généralissime fait plaisir à toute la France. Le Ministre adresse « ses plus affectueuses félicitations » aux troupes qui, dans la région d'Arras, viennent de servir magnifiquement le pays et de se couvrir de gloire. Il dit qu'elles ont mérité notre « admiration et notre reconnaissance ». Cela est bien, mais, en outre, nous voudrions connaître nommément ceux vers qui se tourne notre gratitude ardente. Des noms de chefs, des numéros de régiments ! Le Gouvernement reconnaît que l'on a besoin de saluer ces

invincible en la victoire certaine que nos chers soldats aidés par la Sainte de la Patrie vont nous obtenir.

» Nous vous prions de croire, Monsieur, à nos sentiments de bien sincère admiration.

» Le groupe actuel des employées des *Galleries Rémoises*.

» Lydie CHABANA, Louise COMTE, Claire DONNEUX, Eugénie LEMOINE, Maria DETOURNE, Albertine TOUSSAINT, Léontine FAGEOL, Maria COLLIN, Rose MÉRAT, Lucienne DARBOIS, Lucie CHARBONNEAUX, Léonie TONGLET, Suzanne VINCENT, Marcelle PETIZON, Marthe PICARD, Pauline COULMAUX, Simone JACOB, Lucienne CHAUFERT, Marie DAHY, Raymonde BIONNE, Marie-Thérèse BARGUET. »

héros. Pourquoi nous interdit-il de les connaître, de distinguer leurs figures et de les nommer ?

Un certain corps d'armée qui a mené l'attaque, du nord de Carency au nord de Neuville, a été cité à l'ordre de l'armée. Nous demandons quel est ce corps d'armée. La préparation d'artillerie a été supérieurement efficace ; l'élan de l'infanterie, incomparable ; les chefs sont tombés en grand nombre à la tête de leurs hommes ; les hommes, pour une bonne part, n'étaient plus des jeunes gens, mais de vaillants pères de famille. Tout cela est bien beau, tout cela est fort exact, mais inachevé. Nous avons besoin que l'on complète ces faits par une surabondance de précisions. Les comptes rendus officiels sont excellents de vie et d'évidente sincérité ; n'empêche que tout le monde désire qu'on les éclaire, simplement en y nommant les chefs et les unités engagées. Bref, nous voulons connaître nos héros.

Je comprends parfaitement que l'on me dise : La presse doit s'abstenir de distribuer des louanges.

C'est entendu, c'est compris. Nul, en dehors des chefs hiérarchiques, n'a qualité pour procéder à la distribution des lauriers, d'autant

que des erreurs et des injustices pourraient (évidemment, j'exagère) créer des antagonismes entre des camarades d'armes qui tous, à cette heure, ont besoin d'être plus que jamais unis, et en parfaite communion d'esprit, contre l'adversaire. Mais c'est aux rapports officiels, eux-mêmes, que nous demandons ce supplément de clarté.

On nous raconte des faits de guerre, et nous posons cette simple question : Par qui ont-ils été accomplis ?

Il ne s'agit pas de faits que l'on désire cacher. On nous les raconte, on nous les décrit. Pourquoi tout d'un coup s'arrêter quand nous demandons à graver dans notre mémoire le nom d'un héros ?

Dimanche dernier, deux régiments sont sortis à 10 heures du matin des tranchées de Berthonval. L'artillerie leur avait ouvert la route en coupant les fils de fer, mais beaucoup d'abris demeuraient intacts et leurs mitrailleuses tiraient. Nos hommes ne s'arrêtent pas. Au passage, à la baïonnette, ils enfoncent ceux des ennemis qui leur barrent la route, ou bien encore ils murent dans les abris dont elles tentent de sortir des sections entières d'Allemands. Et les voilà qui escaladent les pentes...

Chacun voudrait savoir quels sont ces deux régiments...

L'assaut continue. En tête courent les officiers. Ils tombent nombreux. Sur quatre chefs de bataillon, il n'y en a plus qu'un debout. L'un des colonels est grièvement blessé. Le général de brigade, qui s'est porté en avant, au milieu de ses troupes, a la poitrine traversée d'une balle. Mais la position est prise et sa crête occupée. En vérité, je ne vois pas de raison pour que ce beau récit, quasi officiel, demeure inachevé et pour qu'on nous taise le nom de ces hommes-drapeau. Ils furent à la peine, c'est bien juste qu'ils soient à l'honneur.

Ainsi parlant, j'exprime un sentiment très répandu dans le pays, et je ne demande pas l'opinion de nos soldats. Leur opinion est sublime. Ils trouveraient grossier, c'est-à-dire privé de finesse et de délicatesse morale, le désir que j'exprime. Tout prêts à donner leur vie, ils ont déjà, en pensée, accompli leur sacrifice. Dans leurs tranchées, l'âme grave et joyeuse, ils se soumettent à leur destinée et, s'ils acceptent le mystérieux et terrible dessein qui dispose de leurs jours, ce n'est pas pour réclamer contre l'anonymat où on les enferme, ni contre la teinte kaki dont on les habille.

Notre extraordinaire armée, se haussant à mesure que cette guerre exige davantage, ne se bat plus comme jadis pour des grades et des décorations, ni même pour l'honneur ; elle se dévoue.

Je m'incline avec respect devant ce caractère ascétique des plus nobles soldats de 1914-1915. Mais il y a leurs familles, mais il y a la nation.

Nous désirons ardemment connaître d'une manière précise et abondante l'étendue des services rendus à la France. Une union durable et sacrée veut s'établir entre tous les Français, fondée sur la communauté des souffrances et des deuils. Elle existera d'autant mieux qu'une vive lumière éclairera ces terres trempées par le sang glorieux des soldats. Il ne faut pas qu'on nous épargne de voir les réalités et qu'on nous autorise à manquer de mémoire. Un élan d'amitié nous entraîne vers ceux qui, frappés par la guerre, peuvent être soutenus ; une volonté nous ordonne de défendre nos morts contre l'oubli et d'expliquer dans l'avenir les raisons de leur sacrifice.

XII

LE COMBAT ÉTERNEL DE JEANNE D'ARC

17 Mai 1915.

La figure sublime de Jeanne d'Arc, toute la journée d'hier, a dominé la vie de Paris. Les fleurs se sont accumulées autour de ses statues, et les prières autour de ses autels. Au milieu d'une immense sympathie populaire, la Ligue a porté sa couronne place des Pyramides, au lieu que la guerrière arrosa de son sang.

La délégation anglaise nous précédait immédiatement. Elle venait apporter en termes clairs au génie de Jeanne l'hommage que déjà Shakespeare, presque involontairement, lui rendait, quand il faisait dire à l'héroïne, qu'il détestait encore, ce mot sublime : « Si mon corps et le sacrifice de mon sang ne suffisent pas, eh bien ! Prenez mon âme. Mon corps, mon âme, tout, pour que l'Angleterre n'ait pas le dessus sur la France. » C'est dans ce drame, pourtant injurieux, d'*Henry VI*, assez pauvre pièce d'ailleurs, que commence, que se peut entrevoir l'adhésion de l'Angleterre

au culte de Jeanne. Shakespeare avait l'âme trop haute pour méconnaître complètement la martyre. Mais c'est au cours de cette guerre-ci que l'Angleterre donne son adhésion parfaite à notre libératrice. Aujourd'hui, Jeanne devient l'une des forces qui agissent sur l'Angleterre, qui vont, dans une certaine mesure, l'aider et nourrir son âme.

Le président de la Ligue n'avait à dire que trois mots : « Patriotes de tous les partis, nous apportons notre hommage à l'héroïne qui sauva la patrie. Bientôt — nous en avons plus que l'espérance, la certitude — bientôt, nous célébrerons autour d'elle la fête de l'union sacrée et la commémoration éternelle des victoires de 1914 et 1915. Gloire aux soldats de la France, dont Jeanne d'Arc est la patronne. » La place des Pyramides et les rues voisines étaient pleines d'un public unanime, soulevé par l'enthousiasme de ces sortes de miracles qui, depuis dix mois, transfigurent la France. Les femmes, des bouquets à la main, étaient venues par milliers à l'Appel des jeunes filles de Paris que nous avons eu l'honneur de publier.

Toutes ces mères, ces filles, ces sœurs, ces fiancées, se rendaient compte, sans aucun doute, que sur cette place où elles se pres-

saient, cette belle statue, cette jeune fille tout en or, a réellement vécu, a souffert exactement de la même manière que souffrent nos soldats près de leurs tranchées. Elle fut blessée comme eux, étendue à terre comme eux.

Vous vous rappelez ce que fut, il y a cinq siècles, la scène tragique. C'était après le sacre de Reims. En dépit des pacifistes de ce temps-là qui jugeaient que les succès obtenus étaient assez grands, qu'il fallait se contenter du petit royaume de Bourges et laisser l'île de France aux Anglais, Jeanne d'Arc avait entraîné l'armée sous les murs de Paris. En personne, elle donna l'assaut à la porte Saint-Honoré, franchit le premier fossé plein d'eau profonde et se trouva vers cinq heures du soir, avec quelques-uns de ses gens, devant un second fossé qui la séparait des murailles. Que se passa-t-il alors ? Une scène des tranchées que nous connaissons par un des ennemis de Jeanne et de la France, le mystérieux bourgeois de Paris :

« Là, dit-il, était leur Pucelle, avec son étendard, sur le dos d'âne entre les deux fossés, qui criait à ceux de Paris : « Rendez-
» vous, de par Jeshus, à nous autres, et vite,
» car si vous ne vous rendez pas avant qu'il ne
» soit nuit, nous y entrerons par force, le vou-

» liez ou non, et tous serez mis à mort sans
» merci. » — « Voire, dit un, paillard !
» ribaude ! » Et tira de son arbalète droit à
elle et lui perça la jambe tout oultre. »

Jeanne resta étendue jusqu'au soir sur le revers du fossé, ne cessant pas d'exciter ses gens à l'assaut.

Voilà un beau récit du quinzième siècle et je ne résiste pas au désir de mettre tout à côté un récit d'aujourd'hui, une page toute chaude encore de la bataille d'Arras, que m'envoie mon ami Maurice Toussaint, bon écrivain lorrain et vaillant caporal, qui fut blessé dans l'assaut :

..... Or donc, le 8 au soir, après que l'aumônier eut béni notre bataillon qui devait, le premier des trois, monter à l'assaut des tranchées allemandes, nous nous mîmes en route.

La nuit était claire et nous accomplîmes de gaieté de cœur les douze kilomètres qui nous séparaient des premières lignes. L'artillerie française tirait et d'heure en heure son tir augmentait d'intensité. J'ai su depuis que onze cent cinquante pièces avaient à battre en largeur une zone de quinze kilomètres et en longueur cinq à six environ. Quand nous fûmes dans le boyau d'accès des premières lignes, que nous avions creusé nous-mêmes les jours précédents, c'était l'aube. A six heures du matin, la canonnade, qui n'avait pas cessé depuis la veille à neuf heures du soir, se fit entendre plus forte, et, jusqu'à dix heures, ce fut un bombardement par tir rapide : le nombre d'obus à tirer dépen-

dait des objectifs et des calibres. Quel terrifiant spectacle ! Avec les mines que le génie faisait éclater, vous auriez cru que la terre entr'ouverte faisait jaillir des torrents de feu.

Nous devions marcher à l'assaut au pas, mais pas tout de suite. Le 26^e d'infanterie, qui devait partir avant nous et déclancher le mouvement, ne quitta les tranchées par un boyau souterrain, qu'à deux heures du soir. La plupart des compagnies de ce régiment franchit, sans un coup de fusil des Boches, les trois premières lignes, mais une malheureusement — celle derrière laquelle la nôtre devait marcher — se trouva arrêtée par le feu de trois mitrailleuses placées en première ligne, que notre artillerie n'avait pas détruites, et que nos avions non plus n'avaient pas repérées. Pour éviter le même sort que celui de nos camarades (168 tués sur 189), nos officiers nous firent effectuer à plat ventre un mouvement tournant par la route..... de façon à prendre les mitrailleuses à revers. C'est à ce moment-là que je fus, avec mes camarades, le témoin impuissant d'un spectacle honteux de la part des Boches : deux pauvres blessés du 26^e en train de se faire leurs pansements entr'eux, furent visés par les mitrailleuses boches, tués, arrosés de pétrole et brûlés par une grenade, lancée sur eux. Pour en revenir à mon sujet, nous dûmes, provisoirement renoncer à notre but, car outre que les Boches commençaient à nous « sonner » pour de bon, la nuit approchait et il nous fallait occuper les tranchées et les boyaux boches, et les mettre en défense pour parer à toute contre-attaque. Aucune ne se produisit ; l'ennemi se borna à tirailler et à lancer des fusées.

Le lendemain matin, alors que nous prenions nos dispositions pour cerner les mitrailleuses boches, un avion repéra le boyau où nous avions passé la nuit et nous fûmes soumis à un bombardement intense. C'est à ce moment que je fus blessé.

Tandis que, sur le coude gauche, sous les obus et sous les balles, je me traînais au poste de secours du 26^e, je vis les trois mitrailleuses que pendant ce temps mes camarades avaient prises et exposées bien en vue sur la tranchée.

Ici mes souvenirs de bataille s'arrêtent, mais vous ne sauriez trop insister sur la volonté qui nous enflammait tous, sur l'attitude du 20^e corps et sur les Boches qui criaient : « Kamerad », en se voyant zigouillés.

Quel vaillant récit ! Je peux bien dire dès maintenant ce que l'histoire écrira : nos soldats dépassent leurs devanciers des plus grandes époques. Ils ont l'acharnement à vaincre qui animait la guerrière lorraine et qu'elle avait bien du mal à communiquer à ses compagnons d'armes. Aujourd'hui, nous sommes tous réconciliés par le danger et par l'admiration et l'amitié que nous inspirent nos officiers et nos soldats. Mais au temps de Jeanne, il n'en allait pas ainsi. « Paillarde, ribaude », vous avez entendu ces injures, que du haut de la courtine lui jetait l'archer parisien. Elles ont retenti quatre siècles.

Durant quatre siècles, des Français ont traité l'héroïne de simulatrice, d'hallucinée, que sais-je encore de pis. Il a fallu les travaux de Quicherat et les textes mêmes du procès. Mais l'œuvre de réparation n'est pas achevée. Hier, il y avait encore des gens,

comme l'archer parisien de la porte Saint-Honoré, qui la repoussaient et la prenaient pour cible. J'ai vu et entendu combattre Jeanne d'Arc au Palais-Bourbon.

Pendant huit années, j'ai fait partie à la Chambre d'une commission chargée d'examiner l'institution d'une fête nationale de Jeanne d'Arc. A la mort de M. Aynard, on m'avait fait l'honneur de me confier le rapport. Dès les premières séances, il apparut avec évidence qu'un certain nombre des commissaires n'osant se déclarer tout haut contre l'opinion générale, utiliseraient tous les moyens obliques pour faire échouer le projet. « Nous sommes des hommes politiques, disaient-ils, et nous devons examiner les résultats politiques de notre décision. » Entendez : nous sommes des produits électoraux et nous devons examiner la chose de notre point de vue électoral. « Supposons qu'elle soit instituée, cette fête de Jeanne d'Arc. Dans nos villages, comment pourra-t-on la célébrer ? Vous le savez bien, c'est à l'église qu'elle aura son éclat. Le curé prononcera en chaire le panégyrique. L'instituteur pourra bien essayer d'une conférence, çà et là, à la mairie. Elle ennuiera. Au bout de quelques années la fête natio-

nale de Jeanne d'Arc sera devenue l'affaire de l'Église toute seule. »

Quel aveu d'impuissance ! Quelle inintelligence de la vie complète ! Quel consentement détestable à une humanité dépouillée de sa part héroïque !

Nul de nos adversaires, toutefois, je tiens à le dire et redire, n'eut un mot déplacé, le moindre mot suspect contre la martyre elle-même. Ribaude ! Paillarde ! sont restés pour compte à quelques malheureux. On admirait, on aimait la Pucelle, mais on redoutait les puissances religieuses qui s'exhalent du récit de sa vie, ces puissances qu'il y avait dans son âme et qui la soulevèrent si haut.

O misère d'un monde de dirigeants qui méconnaissent les conditions de toute grande action.

Heureusement cette époque est passée. Un torrent d'enthousiasme et de dévouement vient d'emporter les petits plans avec les petites gens. Il fallait mourir ou favoriser les forces vives. Aujourd'hui, les patriotes, c'est-à-dire tous les Français, accueillent, appellent tous les moyens humains et divins qui peuvent grandir chaque homme et l'élever au-dessus de sa destinée quotidienne. « Le miracle de la Marne », cette victoire où la part mysté-

rieuse de l'enthousiasme est immense, va dégoûter pour longtemps notre nation d'un certain nombre de platitudes stérilisantes, et rendre cher à tous l'âme, la tradition, les cœurs disciplinés, le souffle divin tel que le révèlent nos génies, nos saints, nos héros, nos armées. C'est quelque chose de bien saisissant dans une journée comme celle d'hier, l'émotion de Paris, de cette immense population si prompt à vibrer devant le surnaturel ou devant le surhumain. Une fois de plus, Jeanne d'Arc est en train de triompher dans cette lutte que, de son vivant et depuis sa mort, elle eut toujours à soutenir contre les habiles gens, désireux d'entraver sa mission éternelle.

XIII

LES VILLAGES EN FEU

18 Mai 1915.

Pour la seconde fois depuis la guerre, je viens de visiter la région entre Lunéville et Nancy, où les Prussiens débouchèrent au lendemain de Morhange (1).

(1) « Est-ce volontairement que vous avez omis de citer dans la suite de vos articles le fort de Manouviller ? Voici l'impression d'un voisin de ce fort :

» Le fort de Manouviller se dressait sombre dans son iso-

La forêt de Vitrimont, la ferme de Léomont, Flainval, Courbessieux, Drouville, autant de noms liés à mes souvenirs de jeunesse, que jamais plus je n'entendais prononcer et qui depuis huit mois résonnent avec une solennité douloureuse au cœur de tous les Français. Que de lettres bordées de noir viennent de tous côtés m'appeler à l'aide, m'entretenir d'un fils, d'un frère, d'un mari tombés là-bas au champ d'honneur et me

lement sur la plus haute crête. Un village se blottissait tout contre lui dans une gorge ; la ligne d'Avricourt serpentait dans le pli d'un vallon voisin ; plus loin Lunéville et son palais ; la forêt de Mondon reposait majestueuse dans ses frondaisons. La protection du fort s'étendait en arrière jusqu'à Charmes dont il défendait la tronée. En avant, sa domination barrait la frontière jusqu'à Avricourt.

» La position passait pour imprenable. Le fort devait défier l'ennemi ; il n'a pas tenu vingt-quatre heures ; il n'a pas tiré cinquante coups de canon, il s'est rendu avec ses munitions et toute sa garnison. L'avenir en dira les vraies raisons mieux que ne les disent les rumeurs.

» En fait, le fort qui n'était défendu que sur deux de ses faces a été assailli des quatre côtés simultanément. Des feux croisés ont convergé sur son béton, empêchant ses tourelles de s'élever. Et puis que de peut-être !

» Les Allemands ont emporté ses canons de 150 et toutes ses munitions. Ils ont fait sauter à la mine l'énorme bloc de béton. Maintenant le fort de Manonviller, d'où devait jaillir tant de fer et tant d'espérances n'est plus qu'un amoncellement de ruines dont la blancheur tranche sur la verdure des coteaux qu'elle domine, sur le soleil de midi, dans l'azur limpide de ce ciel de printemps... (M. Diolot, territorial du 37^e d'infanterie. — 31 mai 1915.)

demander que j'écrive au maire, au curé de ces humbles villages, devenus les sanctuaires des morts pour la patrie ! Aujourd'hui encore, sur ma table, mêlées aux cartes et aux documents que je rapporte de mon voyage, voici des listes de noms relevés sur les tombes à Courbessaux par MM. Gobert et Alix, à Gellenoncourt, par M. Burtin, et dans la région d'Haraucourt, par M. l'abbé Paulin.

Cette tâche funèbre ne fut pas si aisée. Du 22 août jusqu'à leur retraite du 12 septembre, les Allemands tiraient sans merci sur quiconque se présentait pour enterrer les morts. Il fallut le faire la nuit, en hâte, en allant au plus pressé. Beaucoup attendaient des semaines leur sépulture et finalement furent enterrés par des corvées militaires, ou des équipes civiles venues de loin. On ne mettait alors aucune indication sur les tombes. Les malheureux villages brûlés ne peuvent être accusés de négligence. Beaucoup d'habitants les avaient dû quitter, sans pouvoir rien sauver. Ceux qui restèrent, sans fenêtres, sans portes, dans quelques maisons criblées de trous par où la pluie tombe comme dans la rue subsistaient au milieu de difficultés indicibles. Après d'eux, dans ces mesures, tout de même plus clémentes que les tranchées, s'en-

tassaient les troupes en cantonnement. Enfin la circulation était très difficile, soumise à des présentations de sauf-conduits, même sur le territoire du village. Et cependant, malgré ces énormes difficultés, les habitants ont inscrit des noms sur beaucoup de tombes, y mettant des fleurs et des couronnes de buis.

Nul n'a jamais pu, j'imagine, se promener sur ce plateau battu et courbé par un vent perpétuel, sans éprouver une sorte de resserrement et un sentiment vague de calamité. On y voit, en esprit, passer les « Suédois » de Richelieu, les Prussiens de Blücher, ceux de 1870, et se lever des pressentiments. Mais aujourd'hui l'unité tragique de ces « marches de l'Est » à travers les siècles est accusée avec une force inouïe. Il semble qu'aucun obstacle ne s'oppose à notre regard pour qu'il rejoigne les hordes d'Attila et ces grandes luttes encore attestées par le « champ des payens », où leurs débris furent enterrés, et par le « champ des martyrs », cimetière des légions romaines.

Depuis Courbesseaux, dont les Allemands ont brûlé à la main la moitié des maisons, on voit à sept kilomètres, à vol d'oiseau, l'autre côté de la Meurthe, les redoutes du Rembêtant qui forment une ligne longue et large

sur le ciel, et, plus en avant, la masse haute et large du vieux château des Haraucourt.

Cette fière bâtisse est tout ce qui demeure de l'antique famille noble des Haraucourt, l'un des quatre grands chevaliers de Lorraine, qui, pendant des siècles, bataillèrent aux côtés de nos ducs. Depuis 1746, la famille est éteinte; ses domaines, dans quarante villages lorrains, sont dispersés, mais leur vieux château restait sur ses assises séculaires. Plus de fossé, plus de créneaux sur les deux grosses tours trapues, plus de splendeur seigneuriale. Toutefois, ce n'était pas la déchéance qui avilit tant de nos vieux manoirs, et le château des Haraucourt gardait une certaine dignité dans sa fortune bourgeoise. Il pouvait achever de vieillir durant des siècles encore. Mais c'est bien mieux, il vient de finir en vrai Haraucourt, à la guerre.

Durant trois semaines, les Allemands, qui, de Hœville, Courbesseaux, Serres, cherchaient à forcer le passage, bombardaient sans arrêt le Rembêtant. Et celui-ci répondait dur comme son nom. Projectiles français et allemands passaient par-dessus la tête de l'aïeul. Et lui, fidèle aux traditions, il abritait des paysans de tous les alentours.

Des aviatiks signalaient-ils un fanion

d'état-major, ou les Allemands voulaient-ils rendre le château et le village intenable? Durant sept jours, ils le bombardèrent. Je suis allé à Haraucourt. J'ai vu l'antique voûte qui, pendant cinq jours, fournit aux réfugiés un abri de plus en plus précaire, jusqu'à ce qu'enfin un obus éclatât dans le soupirail. Le feu venait de prendre à l'immense poutrage séculaire. Auprès, ses deux grandes fermes seigneuriales, comme on n'en bâtit plus, ses greniers pleins de foin et de blé, enfin tout le village flambait. Par-dessus, le château et l'église faisaient deux grandes torches gigantesques. Et, pour me donner une idée du brasier et de sa force de dessèchement, l'abbé Paulin, un patriote amoureux de son village, où il est né, me dit : « Nos fumiers ont brûlé pendant trois semaines. »

J'insiste sur la ruine d'Haraucourt, parce qu'il y a là de grands souvenirs pour notre petite nation, mais c'est l'histoire de tous nos villages piétinés par les batailles d'août-septembre. On s'explique qu'un seul souci anime les Lorrains et fasse un lien entre eux, les soins de la défense et l'amour de l'armée. Nous n'aimons rien autant que les troupes d'élite et les grands chefs vraiment militaires. Pour comprendre les puissances d'émotion

qui veillent au fond de ces Lorrains qui semblent fermés et glacés, il faut les voir devant les troupes de fer et d'acier du 20^e corps. Ah ! ces villageois du Vermois, chacun sur sa porte, un sourire d'amitié au visage, comme ils admirent les chasseurs à pied de Saint-Nicolas quand ils allongent leurs pas élastiques et rapides. C'est qu'il y va de l'existence de chacun et de tous, et qu'ici quand la France n'est pas prête à se défendre, on paye immédiatement pour le pays tout entier.

D'Haraucourt, vers la fin de la même journée, je suis descendu à Crévic, qui est la patrie de mon illustre confrère et ami, le général Lyautey.

On aurait pu croire que des officiers allemands, chez qui l'esprit de corps et de caste est si puissant qu'il détruit leur âme même et se substitue à elle, mettraient leur point d'honneur à respecter la propriété d'un grand chef français. Au près de Strasbourg, n'affected-ils pas de présenter les armes au monument de Desaix ? Je les voyais, mettant avec force égards un factionnaire au seuil du château de Crévic. Ah ! bien oui ! Me voilà devant ! Quel silence, quelle dévastation ?

Tout de suite, d'un premier regard, je veux chercher là-haut sous le toit le cabinet du

général, sa petite pièce pleine de livres. Plus de toit, plus de livres, tout le château s'est effondré dans le rez-de-chaussée calciné. Derrière ses grilles tordues par l'incendie, la vieille maison immobile, sans vie, semble un cadavre sur la berge après la tempête. Le printemps ranime les vastes herbages du parc et ses frondaisons en désordre, mais voilà quelle désolation est devenu l'aimable demeure où le général, la dernière fois qu'il vint en Lorraine, reçut avec une aimable solennité les poètes et les artistes de Nancy, tout le couarail de Marcel Knecht. Un de ses camarades d'armes l'assistait, le général Foch... Ces deux noms, Foch et Lyautey, suffirent à rappeler que si toute une partie de la gloire matérielle de notre province est jetée à terre, sa gloire morale fleurit plus abondante que jamais... Les deux généraux (c'était en septembre 1913) se plurent à écouter des récitations de vers et Lyautey montra à ses hôtes quelques précieux souvenirs lorrains.

L'un des plus précieux, sans conteste, provenait du château de notre dernier souverain, le roi Stanislas, à Einville. Ce sont quatre belles statues de jardin. Je viens d'aller les chercher, tout droit, derrière la maison, sous un abri que je me rappelais. La fusillade et

l'incendie les auront-ils détruites? Non, les voici saines et sauvées, à la place même où le général me les avait fait voir. Qu'elles sont touchantes dans cet asile précaire! Ce sont des blessés poursuivis à l'ambulance par de nouveaux projectiles.

Le jardinier vient me rejoindre dans le parc et me donne des détails.

Les Prussiens sont arrivés à Crévic le 22 août, vers 5 heures et demie du soir. Il y avait là une section du 15^e corps qu'ils ont prise. Un espion qui habitait une ferme voisine était parti de l'avant-veille. Ils ont continué leur pointe, puis sont survenus. Alors, prétextant qu'un homme leur avait tiré dessus à travers la grille du château, tuant l'un d'eux et blessant un autre, ils ont tout enfoncé, immédiatement. « Ils demandaient où était M^{me} Lyautey, me raconte le jardinier. Bien sûr qu'ils l'auraient tuée. Madame était partie de l'avant-veille seulement. Ils ont mis le feu avec leurs pastilles et en moins de rien tout brûlait. Pendant les trois ou quatre premières minutes, ils ont tiré sans interruption des balles dans les persiennes. »

— Avez-vous pu sauver quelque chose de la maison?

— Des objets? après l'arrivée des Prussiens? Rien. Au mois de juillet, le général avait bien écrit qu'il fallait prendre ses précautions. On ne l'a pas cru, on a dit comme ça qu'il annonçait toujours la guerre. Seulement, quand les Prussiens allaient arriver, on a pu déménager des papiers qui étaient dans la cave, et les portraits du grand salon. On nous les garde au musée de Nancy.

Puis, le jardinier, comme il est naturel, revient à son propre cas :

— En même temps qu'ils faisaient tout flamber, ils m'avaient empoigné. Ils me criaient : « Mort! mort! » et ils faisaient le geste de me couper le cou. Ma femme me regardait piteusement. Ils m'ont mené devant le chef, qui parlait bien le français. « Vous êtes, m'a-t-il dit, le premier homme que je vois à Crévic. » — « Eh bien! qu'est-ce que vous dites de l'échantillon? » Il n'a pu s'empêcher de sourire. Pendant qu'il me parlait, ses hommes, à coup de baïonnette, assassinaient cinq paysans et blessaient une femme.

Le jardinier achève de me raconter ses aventures et notamment de quelle manière il a mené chez lui pour leur donner à boire ceux qui devaient le fusiller. « Je leur disais : As-tu soif? » Ils ne répondaient pas, mais ils

comprenaient tout de même. Ils ont bu du vin avec moi, et je me disais : « Je ne veux plus m'en aller de chez moi, ils m'y tueront s'il le faut... »

Ainsi nous causons, et je crois réentendre toutes les histoires qui circulaient, il y a quarante-cinq ans, dans ces mêmes pays. Quelle constance, quelle puissante monotonie dans ces cœurs et dans cet horizon ! Plus récemment, il n'y a guère qu'un quart de siècle, quand je visitais ces villages dont j'étais le député, nous y étions préoccupés uniquement de réclamer des fortifications pour Nancy, des mesures sévères contre les espions et une préparation militaire intensive contre l'Allemagne. Et, ce sont encore les mêmes sujets qui sont tout neufs aujourd'hui et qui passionnent mes compatriotes, ils y ajoutent simplement le souci trop légitime d'obtenir une réparation intégrale des ruines qu'on n'a pas su leur éviter.

La nuit descendait avec lenteur. Il faisait un calme profond sur tout le village. Seul un avion bourdonnait dans le ciel, faisant la police autour de Nancy. Parfois le vent apportait la voix grave du canon qui roulait derrière l'horizon. Je regardais à l'extrémité du parc, derrière l'étang, un petit kiosque où le

général m'avait jadis conduit avec satisfaction, et qui demeure son seul toit dans son village d'enfance. Mais au terme de cette journée passée parmi les tertres funèbres et les décombres, ce que j'éprouvais, c'était moins de la douleur qu'une ardente et puissante sympathie pour ces vaillants et une pleine confiance dans l'efficacité de leur sacrifice. Je me répétais : Ici tout est ruines, mais sans une seule ruine morale (1).

(1) 18 avril 1916. — Permettez-moi de vous exprimer en toute simplicité et liberté les regrets que m'inspirent vos articles récents ou plus anciens, où vous faites mention de nos pauvres villages en ruines. J'y constate un oubli, involontaire sans doute, mais à peu près constant, de l'un d'entre eux, le plus éprouvé de toute la région. Plus, en effet, que les lieux que vous citez, Haraucourt, Champenoux et Crévic, Réméréville a eu les tristes privilèges de souffrir, puisque, sur 124 maisons, 13 seulement ont été épargnées dans l'incendie mis à la main, et encore dans quel état ont-elles été retrouvées ! Dans quelles conditions misérables se logent les quelques habitants auxquels l'exil a semblé trop pénible ! M. le Préfet aurait déclaré, paraît-il, que nous étions au rang des localités les plus maltraitées, Nomény, Gerbéviller, Vitrimont. Les victimes n'ont pas non plus fait défaut, puisque deux vieillards ont été probablement fusillés, que les ossements de deux autres sont encore dans les décombres, sous lesquels on a retiré, au bout de deux mois ou plus, les restes d'un troisième. Je passe sous silence ceux et celles, trop nombreux, qui n'ont pu survivre aux souffrances et aux émotions.

Je ne voudrais pas que vous puissiez vous méprendre sur le sentiment qui m'inspire cette lettre. N'y voyez pas, je vous prie, un désir vaniteux de publicité. Hélas ! je comprends plus que jamais la valeur du proverbe : « Heureux

XIII *bis*NOTE SUR LES TROUPES
QUI PRIRENT PART A LA DÉFENSE
DU COURONNÉ DE NANCY

Beaucoup de combattants m'ont écrit, comme on l'a vu plus haut dans les notes sur le Rembêtant, pour me reprocher justement que, dans mes articles sur la défense du Couronné, je ne les ai pas avec une suffisante précision associés au 20^e corps dans l'expression de notre gratitude. Ils ont raison. Et par exemple, c'est un fait que les Gascons et les troupes de Bordeaux, les soldats de la 136^e brigade de la 68^e division ont glorieusement défendu la route de Château-Salins... « Non seulement le 20^e corps, m'écrit un correspondant, mais ces hommes venus de bien loin se sont battus ici avec le même

les villages qui n'ont pas d'histoire », et je voudrais de grand cœur qu'on ne parle pas de nous et que ces terribles épreuves nous aient été épargnées. Mais ce silence attriste la population, et bien des fois j'ai entendu cette plainte : « On ne sait pas que nous existons. » Puisque donc la sympathie qu'on leur témoigne est pour les malheureux une consolation, je ne voudrais pas que mes paroissiens soient privés de la vôtre, non plus que de celle de la France, pour laquelle nous avons tant souffert..... — V. DENIS.

dévouement : les réservistes du 18^e et du 9^e corps ont tenu sur des positions pendant plusieurs jours parce qu'ils avaient l'ordre de « tenir même s'ils ne le pouvaient plus », accablés par le nombre et le bombardement, ils ne pensaient pas à une province, mais à la patrie...»

Précisons donc la composition de l'armée avec laquelle le général de Castelnau assura le salut de Nancy.

Le général de Castelnau, commandant la 2^e armée, avait sous ses ordres tout au début de la guerre cinq corps d'armée, le 18^e, le 9^e, le 20^e, le 15^e, le 16^e ; puis, trois divisions de réserve, la 59^e, la 68^e, la 70^e ; enfin, deux divisions de cavalerie.

La couverture avait été assurée par le 20^e corps, que commandait Foeh, renforcé par la 70^e division de réserve.

Mais tout cela est théorique. En fait, la 2^e armée n'a pas disposé pour l'offensive dont elle était chargée de la totalité de ces forces.

Le 18^e corps d'armée a été maintenu dans le principe à la disposition du généralissime et transporté le 13 août vers le Nord.

Le 9^e corps d'armée, qui était destiné à assurer la défense du Couronné, face à Delme et à Metz, a été embarqué en pleine marche

offensive et par un ordre du 18 août pour un autre point du front, et deux de ses brigades seulement sont restées devant Nancy.

Quant aux deux divisions de cavalerie qui, complétées par une troisième, ont formé un corps de cavalerie, elles ont été mises pendant plusieurs jours à la disposition de la 1^{re} armée (armée Dubail), et le général Castelnau n'en a disposé que de façon intermittente.

La 2^e armée (Castelnau) a par conséquent attaqué avec trois corps d'armée (20^e, 15^e et 16^e), renforcés le 24 août de deux nouvelles divisions de réserve, la 64^e et la 74^e.

Au début de septembre, le reste du 9^e corps et le 15^e ont été embarqués pour une autre destination, si bien que, dans la dernière phase de sa mission, dans la défense de Nancy, Castelnau ne disposait plus que de deux corps d'armée, le 20^e et le 16^e, et de cinq divisions de réserve (59^e, 68^e, 70^e, 64^e et 74^e, auxquelles s'ajouta à ce moment la division de réserve de Toul, la 73^e).

P.-S. — Lettre trop juste, documents trop beaux pour que je ne les mette pas sous les yeux du lecteur. Il me donne le regret de n'avoir pas encore consacré une étude, dédié un hom-

mage à ceux qui instruisent les soldats de Lorraine et de Paris.

Nancy, le 17 Mai 1915.

Monsieur,

Je viens de lire dans l'*Écho de Paris* votre article « On demande des noms ».

C'est un de ces noms que je vous apporte..... certes, comme vous le dites si bien, exprimant la pensée de tous, nos vaillants ne demandent que l'honneur de défendre la France ; d'avance, plus que tout autre et dès le temps de paix, notre beau 20^e corps avait fait son sacrifice ; il savait que derrière lui la défense s'organiserait, qu'il serait un vivant rempart. Mais pour la justice, pour la légitime fierté des familles, pour l'honneur de la France, certains noms doivent être particulièrement cités : le colonel de Cissecy, tombé à Vitrimont le 1^{er} septembre 1914 en conduisant « avec la plus grande énergie la 21^e brigade à l'attaque » portait l'un de ceux-là.

Cette infanterie qui écrit une si belle page, il l'a pétrie de ses idées, de ses principes puisque depuis dix ans il en avait orienté l'instruction ayant été rapporteur et le principal artisan du règlement de 1904, puis le rédacteur de celui de 1914. Ses travaux militaires, sa collaboration au *Journal des Sciences Militaires* ne l'empêchaient pas d'être l'officier de troupe, instructeur en chef, devant la valeur duquel tous s'inclinaient.

Pardonnez-moi, Monsieur, d'abuser de votre bienveillante attention, je voulais simplement vous donner un de ces noms que vous réclamiez.

Une Lorraine de naissance et de cœur.

XIV

" LA BOUE DES TRANCHÉES
EFFACE TOUTES LES BOUES "

19 Mai 1915.

Les « Joyeux » ! Que ce mot est triste ! Il sert à désigner les disciplinaires des bataillons d'Afrique. On dit que, dans la bataille d'Arras, ces hommes viennent de prodiguer avec héroïsme leur sang, comme ils avaient déjà fait à la Maison du Passeur. Ils sont marqués d'un signe sinistre, et veulent se racheter par la bravoure et le sacrifice.

Ces jours-ci, je causais d'eux avec un industriel parisien qui, depuis le début de la guerre, s'occupe, en province, d'un hôpital sur lequel on les évacue en grand nombre. « C'est au début d'octobre, me disait-il, que les trois premiers nous sont arrivés. Ils ont reçu un long télégramme de leur officier demeuré en Afrique : « Bravo ! leur écrivait-il, pour votre belle conduite au feu ! Nous sommes fiers de vous. Bon courage ! »

Les trois blessés ont pleuré comme des enfants en recevant cette preuve de sympa-

thie, et ils se sont concertés pour répondre à leur officier. J'ignore ce qu'ils lui disaient, mais voici ce qu'il leur écrivit derechef :

« J'ai lu votre lettre aux camarades. Je vous félicite d'avoir si bien tenu le serment que vous avez prêté devant tous de vous bien conduire au feu. Je regrette de n'avoir pas été à votre tête, ce jour-là. Rappelez-vous que le sang versé pour la patrie efface les tares et les erreurs du passé. Remettez-vous bien vite de vos blessures, et continuez à vous conduire en vaillants. Je vous l'ai télégraphié, et j'aime à vous le redire : nous sommes fiers de vous. »

Celui qui écrivait cette lettre virile, ces mots nobles et vrais, c'est le capitaine Latapie, mort depuis au champ d'honneur, à Roclin-court.

Les trois « Joyeux » étaient arrivés à l'hôpital déprimés, gênés, un poids sur les épaules. Cette correspondance les a rétablis d'aplomb, les a campés en beauté ; elle a abrégé de moitié leur convalescence. Ils persécutaient le docteur pour obtenir leur *exeat*, et retourner au feu. « Ils sont repartis comme des lions, me dit le témoin qui me raconte l'histoire. Ils m'ont serré les mains, et dit « un merci » plus éloquent qu'aucun discours parce que j'avais approuvé et commenté les paroles du capitaine, et si l'on fait un jour l'histoire des

héroïsmes de cette guerre, nos trois « Joyeux » y auront belle place. »

Et M. Alexandre Harmel, continuant à m'entretenir de son sujet, me dit : « Dans notre ambulance, les « Joyeux » blessés continuent d'arriver en grand nombre, mais ils ne reçoivent plus de télégrammes. Ils sont trop ! Ne serait-il pas beau qu'une voix leur criât que la Patrie leur sait gré de leur courage et de leur endurance ; qu'elle englobe les « Joyeux » dans l'embrassement sacré qui réunit aujourd'hui tous ses enfants ? »

— Très volontiers, cher monsieur ; mais donnez-moi des documents.

M. Harmel m'a formé un petit dossier. Si vous voulez, nous allons le lire ensemble. C'est malheureux, quand j'essaye de raconter un fait de guerre, qu'il me soit défendu de nommer les régiments, les héros, les localités ; je ne vais pas pouvoir vous dire quel est cet hôpital où je vous conduis, ni quelles Françaises y assistent les disciplinaires blessés et savent ainsi trouver le chemin de leur cœur. Mais ces précisions, après tout, demeurent secondaires. L'essentiel est que nous voyions jaillir l'émotion noble dans ces âmes encombrées des gravois de la vie.

Cette source n'est pas si obstruée. Ce sont

des natures simples. Voici le compte rendu d'un dîner offert en l'honneur d'un caporal de « Joyeux » pour fêter sa médaille militaire. Il se nomme le caporal Praud. Dans l'affaire héroïque de la Maison du Passeur, en présence d'un de ses officiers, qui a contrôlé les coups, il a descendu dix-neuf Allemands, puis il est allé ramasser sous le feu un camarade blessé qui appelait au secours. Il prit part comme volontaire à trois assauts à la baïonnette et fut blessé à la tête. Guéri, il retourne au front, dans le Pas-de-Calais, où il déploie une admirable vaillance jusqu'à ce que, blessé à la tête, le matin du 17 février, il reste sur le champ de bataille, où, le soir, un éclat d'obus lui traverse le pied droit, ce qui lui vaut d'être cité à l'ordre de l'armée en ces termes splendides : « Bravoure si éclatante que le général commandant le corps déclare devant le front du bataillon qu'il l'aurait médaillé de sa main s'il avait été sur les rangs... » On l'a du moins fêté, durant son séjour à l'hôpital, dans « un banquet somptueux de 150 couverts, servi dans la salle des fêtes, ornée de tentures, de verdure et de fleurs. »

Rien n'y a manqué, ni l'excellence et l'abondance du menu, ni la précision du service que dirigeaient les Dames de la Croix-Rouge ; ni

l'appétit et l'entrain des convives, ni la poésie. J'ai sous les yeux des vers de circonstance qui furent récités au moment du champagne par un zouave en l'honneur du caporal qui se tenait debout, soutenu sur ses béquilles, et bien ému. Ces vers intitulés *Haut les cœurs*, sont remplis de sentiments familiers et magnifiques. En écoutant tout ce récit d'une belle après-midi, il me semble lire une page de l'ancienne chevalerie, un roman intime de la vieille France.

Sûrement, nous sommes là en présence de créatures sentantes, d'êtres qui s'émeuvent. J'ai recueilli quelques-uns de leurs propos. Même transmis, ils gardent un accent de vérité. On y croit deviner des cœurs frémissants, un afflux d'émotion devant la bonté et l'estime qu'on leur témoigne.

Un de ces « Joyeux » avait profité de sa sortie, de midi à deux heures, pour boire. Ses camarades avaient dû le rapporter sur leurs bras. Le lendemain, la directrice de l'hôpital se dirige vers lui. Il prend les devants :

— Eh bien ! oui ! on a fait la bête, hier, et je reconnais que j'ai agi comme une brute.

— Alors, mon ami, dit la directrice, donnez-moi votre parole de ne pas recommencer.

— Oh ! ça, non, madame, je ne peux pas.

Je recommencerais certainement, et je serais trop triste de manquer à la parole que je vous aurais donnée.

Un autre demande une permission de sortie la veille du départ. La directrice hésitait, car, chez les « Joyeux », la veille du départ, c'est une tradition de « faire la bombe ». L'homme donna sa parole d'honneur d'être raisonnable et de ne pas faire d'excès.

A trois heures, heure réglementaire, il n'était pas rentré. Enfin, il arrive à sept heures du soir. Comme la directrice allait lui faire une observation, il l'arrête :

— J'ai tenu ma parole, vous voyez bien que je ne suis pas saouï. Quant à rentrer en retard, c'est l'habitude chez nous, ça ne tire pas à conséquence. Mais vous constaterez que les Joyeux ont l'habitude d'être corrects.

A beaucoup d'égards, ils sont à demi gentilshommes et certainement raccordés aux idées les plus hautes de jadis et de toujours. L'un d'eux fait venir des fleurs pour les infirmières et la directrice. Celle-ci, après l'avoir remercié, le gronde maternellement d'une telle dépense, car, ajoute-t-elle, on n'a rien fait de plus pour vous que pour les autres.

— Mais, madame, riposte le Joyeux (et ses yeux étaient pleins de larmes), c'est justement

parce que nous sommes ici traités comme les autres, que jamais nous ne pourrons l'oublier. Nous savons bien que nous sommes en dehors de la société, et nous ne sommes pas habitués à être traités ainsi.

On trouve chez ces « mauvais garçons » de la délicatesse native et une disposition littéraire. Que dites-vous de cette formule, que je transcris d'une de leurs lettres : « J'ai vu passer pour la première fois de ma vie la charité en chair et en os. Elle avait une cuvette dans la main gauche et une boîte de pansements dans la main droite ; elle soignait un joyeux et était habillée en infirmière de la Croix-Rouge. »

Aucun des disciplinaires soignés à l'hôpital n'a manqué d'envoyer par la suite un mot de remerciement, une lettre, une carte postale, une de ces cartes chromo encadrées de dentelle que certaines personnes peuvent trouver d'un goût déplorable, mais qui nous paraîtront d'une beauté transcendante si l'on réfléchit que cet objet, ridicule en soi, comportait le sacrifice de quelques sous, bien rares dans la poche d'un « Joyeux ». Argent sacré des pauvres, bonne volonté de grands enfants !

Qu'écrivent-ils ? Je transcris fidèlement en me bornant (peut-être ai-je tort ?) à mettre

l'orthographe, la réponse d'un Joyeux à une lettre que la directrice de l'hôpital lui venait d'écrire sur un papier de deuil :

« Chère madame, je viens de recevoir votre lettre, et je n'osais l'ouvrir ! Pourquoi aussi du papier de deuil ? Quand j'ai vu cette lettre, je me suis dit qu'il était arrivé un malheur. Vous ne m'en parlez pas, pourquoi ? »

» Je sais que vous m'absolvez, alors vous me permettrez de dire que pendant toute ma permission, je n'ai pas trouvé chez tous mes parents une parole de consolation, et je suis arrivé ici triste et le cœur bien las. Mais qu'avais-je fait pour qu'ils me consolent ? Rien. Je suis parti à l'âge de seize ans, et j'ai couru le monde. S'ils ne me doivent rien, moi non plus. Votre lettre a été la bienvenue, je l'attendais, elle m'a soulagé. Vous me dites que je ferai bien mon devoir et que vous serez contente de voir briller la médaille militaire sur ma poitrine ; je ferai le possible pour la gagner.

» Le temps me dure de repartir pour le feu, pour en tuer le plus possible et mourir s'il le faut. J'ai donné ma vie à la France, moi, pauvre paria, moi errant ».

Peu après, il écrit de nouveau :

« Je viens de recevoir votre carte, qui me

dit de si bonnes paroles. Savez-vous qu'avec des cartes comme celles-ci, je suis sûr de me tenir dans le bon chemin. J'ai fait des imbécillités que je regrette, mais le malheur est fait ; souvent je pense que si je vous avais connue, je ne serais pas descendu dans la boue, si bas. Mais *je crois que la boue des tranchées lave celle-ci, et même l'efface*. C'est pour cela que je suis parti au feu volontairement, et en suivant vos bons conseils, mon passé effacé, je me referez une vie nouvelle, qui lavera l'ancienne... »

N'allons pas plus loin. Ceci est très beau. Il faudra que les Chambres et le Gouvernement fassent le nécessaire, et que tous ceux qui se sont bien battus pour la France obtiennent le coup d'éponge tant souhaité, voient s'anéantir l'humiliant casier judiciaire. Dès aujourd'hui, du moins, qu'ils entendent une voix amie leur exprimer ce que tous nous pensons, qu'il n'est pas de plus bel acte de vertu que de verser son sang bravement pour la France. (1)

(1) Extrait d'une lettre :

French-Australian League of Help
113, Pitt Street.

26 Mars 1916.

.... Vous souvenez-vous de certain article dans *l'Écho de Paris* sur les « Joyeux ». Il m'a été au cœur

et j'ai obtenu de la Ligue qu'on renvoie une grosse balle de bons vêtements à ces « Joyeux » si braves et si maltraités par les circonstances de leur vie ! Imaginez-vous notre joie quand nous avons reçu des lettres charmantes de leurs officiers et de beaucoup de simples soldats. Elles vaudraient un autre article je vous assure....

M^{lle} A. SOUBEIRAN.

XV

NOTRE ACCORD EST RÉGLÉ AVEC LES SERVICES DE L'ÉTAT

20 Mai 1915.

Voulez-vous que nous parlions des mutilés ? Nos lecteurs ne cessent pas d'y penser, et déjà leur générosité s'élève à près de treize cent mille francs. La somme est magnifique. Mais, plus encore qu'une quête, notre œuvre est une sonnerie de cloches en l'honneur de nos héros malheureux. Et nous devons, aussi bien que de notre trésor qui s'augmente, nous réjouir de ces ondes de sympathie qui s'élargissent et des résultats acquis en dehors de nous, grâce à nous.

De toutes parts, au milieu d'une ardente émulation, des œuvres ont surgi en faveur des mutilés. L'État se dépassant lui-même

veut s'occuper, comme nous le demandions, d'apprendre un nouveau métier à ceux que leur diminution empêche de retourner à leurs premiers emplois. Il va, dit-il, leur ouvrir des ateliers de rééducation à l'hôpital Saint-Maurice. Et c'est très juste, qu'il complète ainsi l'idée qu'il se faisait jusqu'à cette heure de ses devoirs envers les blessés de la guerre. Nous applaudissons, les premiers, à cette puissante intervention toute récente de l'État et de la Ville de Paris, que l'on est toujours sûr de trouver au service des grandes causes généreuses.

L'État, depuis l'ouverture de notre souscription et le grand mouvement d'opinion déterminé par nos lecteurs, a posé deux grands principes, qui bouleversent toute la situation. Il a dit : « Je réquisitionne tous les mutilés, ils sont ma chose, mon domaine, nul n'y pourra toucher, nul n'en pourra prendre soin qu'avec mon consentement. » Et, pour compléter son monopole, ce bienfaiteur despotique a édicté un second ukase : « Je réquisitionne tous les appareils de prothèse. Je prends toutes les jambes de bois, tous les pilons, tous les bras articulés ; je saisis tous ceux de fabrication étrangère qui entreront en France : je rappelle des armées les ouvriers

spécialistes et je les fais travailler pour moi seul. »

Telle est la situation nouvelle. C'est le fait du prince, dans toute sa brutalité. Plus de mutilés, plus d'appareils pour mutilés : l'État se saisit de tout. Il nous l'a fait savoir, il y a quelques semaines, et puis, nous l'ayant dit, aimablement, après un temps, il a ajouté : « Causons. »

Et nous avons causé, chez M. Malvy, ministre de l'Intérieur; chez M. Millerand, ministre de la Guerre; chez M. le médecin inspecteur Toussaint, directeur du Service de santé, pour aboutir à un accord excellent.

Avant d'aller plus loin, je veux rapporter la plus grande part, tout le mérite de cette entente à la sympathie qu'ont montrée pour la grande cause des mutilés les pouvoirs publics, et puis à l'esprit de clarté et à l'autorité du président de notre Comité de Paris, Louis Barthou, qui s'est donné tout entier à la tâche que nous lui sommes reconnaissants d'avoir bien voulu accepter par affection pour nos soldats, au milieu de ses nombreuses charges et dans son deuil.

L'entente établie entre l'Administration et le Comité de Paris, nous aurons à l'expliquer à plusieurs reprises, et j'en fournirai à mes

lecteurs une grande abondance de détails. Aujourd'hui, je me bornerai presque à dire qu'elle est faite et bien faite. Ce ne fut pas chose malaisée, car nous n'avions tous qu'un seul souci d'aide patriotique ; mais tout de même ce fut délicat, un peu long et fort minutieux.

Posons d'abord avec une vigoureuse énergie le principe qui doit tout dominer. Beaucoup de mutilés sont hantés par la crainte injustifiée et déraisonnable de voir l'État supprimer ou diminuer leur pension, s'ils obtiennent par le travail un salaire équivalent à leurs salaires antérieurs. Eh bien ! qu'ils se rassurent ! L'État doit une pension après réforme aux blessés de la guerre. Rien de ce que nous ferons ne peut avoir pour conséquence d'atténuer le devoir de la collectivité nationale envers celui qui a perdu une partie de sa force de travail. Qu'il soit bien entendu et bien souligné que *le droit du mutilé à une rente de l'État demeure imprescriptible et sacré*. Notre but n'est pas de nous substituer à l'État dans l'accomplissement de ses devoirs impérieux, mais de compléter son œuvre partout où l'ingéniosité de l'initiative privée est supérieure à la bonne volonté forcément rigide des bureaux.

L'État donnera des emplois à nombre de mutilés (et nous aurons à signaler de nombreuses catégories de places que l'on devrait d'ores et déjà leur réserver); mais tout de même il n'aura pas des places pour tous, et l'on regretterait que tant d'hommes jeunes et énergiques fussent enlevés à la production économique. Aussi nous nous sommes préoccupés de placer les mutilés, de préférence dans leur région et mieux encore dans leur centre d'origine. A cet effet, nous appelons à nous les commerçants et les industriels, et les représentants du monde ouvrier. Dans notre Comité de Paris se rencontrent les présidents de Syndicats patronaux et de Syndicats ouvriers. Les Comités de province ne manqueront pas d'adopter cette méthode et d'y voir une forme d'union sacrée destinée à survivre à la guerre.

Mais bien souvent le mutilé pour se remettre au travail devra adopter un métier nouveau. Il était cultivateur et voici qu'il ne peut plus conduire la charrue; eh! bien il trouverait facilement à vivre en restant dans son village comme tailleur ou cordonnier, pendant que sa femme y tiendrait un petit magasin. Il lui faut une éducation professionnelle, peut-être une aide d'argent. Ici que peut l'État? L'État

recevra bien à Saint-Maurice des blessés auxquels il apprendra les métiers de tailleur, de cordonnier, de ferblantier, de relieur, mais à ses côtés notre collaboration reste tout importante, car nous avons des patrons qui offrent, en recevant notre aide, d'assurer la rééducation d'un certain nombre de mutilés. Et ceux-ci, nous ne les perdrons pas de vue, nous les suivrons, les aiderons en connaissance de cause. Nous nous assurerons d'abord qu'ils ont bien l'appareil le mieux approprié au nouveau travail qu'ils choisiront.

L'État se préoccupe de donner des appareils à tous les mutilés. A cet effet, nous l'avons dit, il entend même monopoliser toute la production. Toutefois, il nous réserve notre place. Il fournit des appareils par série et ferait difficilement face à des besoins spéciaux. Quand un métier déterminé réclamera un appareillage « sortant de l'ordinaire », c'est à nous qu'il appartiendra de le donner au mutilé.

Ainsi nous compléterons notre œuvre de rééducation et de placement en mettant *de toutes les manières* nos mutilés en état de travailler dans le métier qu'ils auront choisi.

Il ne s'agit pas pour nous simplement de donner à un homme un bras ou une jambe

et puis de le renvoyer. Cela, l'État peut le faire. Mais nous entendons, et c'est un rôle où l'État ne peut pas suivre l'initiative privée, nous constituer les protecteurs, au sens le plus clair du mot, les patrons, les amis des mutilés auxquels nous verrons la possibilité d'adoucir la vie.

J'entends qu'il y aura là d'assez lourdes charges, mais aucun de nos souscripteurs ne se plaindra si nous employons son offrande à rétablir ainsi l'avenir des braves qui se sont sacrifiés. Au reste, pour qu'un pareil patronage s'exerce heureusement, il convient qu'à chaque mutilé s'intéressent particulièrement des personnes déterminées. C'est une méthode qui a fait ses preuves magnifiques. Nous demandons à ceux qui ne veulent pas se contenter de donner leur argent et qui disposent de loisirs, qu'ils viennent à nous, qu'ils soient des parrains et des marraines pour des mutilés à qui ils s'intéresseraient directement. M. Souchon, l'éminent professeur à la Faculté de droit, qui a bien voulu accepter d'être l'un des deux secrétaires généraux du Comité de Paris, est prêt à recevoir qui s'adressera à lui, au 63 des Champs-Élysées, et à entrer dans toutes les précisions nécessaires.

Pour moi, d'un jour à l'autre, je vais reve-

nir sur toutes ces questions et cette fois en m'adressant aux mutilés eux-mêmes pour leur dire mieux encore, avec plus de détails, comment ils peuvent se servir de notre œuvre. Aujourd'hui, je voulais déblayer le terrain, dessiner la forme de notre domaine, donner nos directions, annoncer à nos souscripteurs que nous sommes d'accord avec l'Administration et le Gouvernement.

Ce dernier point est d'immense importance pour l'avenir de notre œuvre et pour le sort des mutilés. Sur le modèle des rapports établis entre nos Comités de Paris et les services de l'intérieur et de la guerre, chaque région de la France va pouvoir se régler, s'organiser. Jusqu'à cette heure, quand je recevais quelque lettre ou visite de Versailles, de Marseille, de Pau, de Tours, du Mans, j'étais empêché pour répondre avec une précision parfaite. J'ignorais de quelle manière, sans faire double emploi avec l'État, je pourrais au mieux employer le trésor que nos lecteurs nous ont confié et quelle direction je devais donner aux bonnes volontés qui s'offraient.

Aujourd'hui tout est clair et net. Collaborateurs de province, causons. Je suis à vos ordres, ou bien vous pouvez écrire à M. Olivier Sainsère, ancien conseiller d'État, secré-

taire général de la Fédération, au siège de l'Œuvre des Mutilés, 63, avenue des Champs-Élysées. Nous vous dirons ce que fait le Comité de Paris, et soit que vous calquiez son organisation, soit qu'il vous convienne d'y introduire votre pensée propre, vous profiterez de notre expérience, de nos tâtonnements, et, je crois pouvoir dire, de notre réussite.

XV bis

MARCEL LECOMTE, MORT AU CHAMP D'HONNEUR.

Depuis le début de la guerre, notre ami Georges Lecomte a travaillé à mobiliser les forces morales de la Société des Gens de Lettres qu'il préside. D'accord avec ses collègues du Comité, il s'est appliqué à faire de cette grande association une des voix de l'union sacrée, une voix prêchant la lutte jusqu'au bout pour une paix victorieuse. Georges Lecomte a servi la patrie, et maintenant il a le cruel honneur de lui donner son fils.

Et quel fils ! Marcel Lecomte, âgé de vingt-sept ans, ingénieur du premier mérite, direc-

teur des Forges de la Loue, près de Pontarlier, parti avec enthousiasme au 269^e, le splendide régiment de réserve du 69^e, dans la division de fer; nommé sergent à Crévic, lors de la défense du Grand-Couronné de Nancy; blessé, évacué, guéri, reparti au front, nommé sous-lieutenant. cité à l'ordre de sa division, admiré, je le sais, par ses chefs; mort au champ d'honneur en menant l'assaut à la tête de sa section; enterré sur le terrain conquis.

Un ami m'a communiqué la dernière lettre écrite par le sous-lieutenant Lecomte. Que ses parents m'excusent si j'ai l'indiscrétion de la publier: c'est pour que nous admirions, sous la plume de leur fils, l'héroïsme de nos soldats.

Mes chers parents, un petit mot pour vous embrasser avant le grand effort final. Il est incessamment attendu. Nous sommes heureux de sortir de nos tranchées et de combattre, cette fois au grand jour. Nous allons repousser les Barbares. A bientôt la victoire!

Vous savez quelle affliction j'ai pour vous quatre, et si je n'avais pas la chance, il ne faudrait pas pleurer, car j'aurais la consolation de mourir pour la plus belle cause.

C'est la simplicité et la force d'un héros. Que ses parents, dans leur malheur glorieux, puissent être soutenus par la fierté d'avoir un tel enfant et par l'amitié universelle qui les entoure!

XVI

LETTRE A GABRIELE D'ANNUNZIO

21 Mai 1915.

Mon bien cher Annunzio,

Depuis que vous nous avez quittés, vous êtes plus près que jamais de nos cœurs. Par delà l'horizon, notre regard vous accompagne, ô triomphateur, dans les cortèges que vous menez au milieu des acclamations des deux rives d'Italie. Nous vous voyons debout sur le Capitole, qui appelez un peuple à remplir ses destins, et vos paroles nous arrivent ayant retenu le bruit de la foule romaine.

Avec quel bonheur vous vous êtes livré à l'occasion grandiose ! La tempête vous a soulevé, emporté et jeté, comme une étincelle de génie, au milieu d'un peuple surchauffé, pour y faire jaillir les flammes !

Ainsi votre vie devient aussi belle que vos ouvrages. Vous avez commencé votre carrière en donnant à admirer au monde que la terre italienne produisit, encore un exemplaire audacieux de ces somptueux artistes de la Renaissance, qui, livrés à leurs instincts, faisaient

de leurs œuvres le dithyrambe de leur liberté mais, bientôt, remontant à votre source, vers les sommets, il vous a plu d'aimer les morts de la République romaine et les héros du *Risorgimento*. L'Italie que vous magnifiez aujourd'hui veut s'assurer le cœur des peuples par la beauté et par l'héroïsme. Du poète surgit un prophète national.

Nous autres écrivains, avec toutes nos imperfections, nous faisons comme personne sentir l'action morale de notre pays, nous émettons sa pensée profonde, nous propageons ses principes, ses mœurs, ses goûts, la nuance de ses sentiments, et je ne le rappelle pas pour que nous en tirions vanité à l'heure où par milliers d'un sol ensanglanté surgissent des vertus surhumaines, mais pour que nous sachions nos devoirs et que d'un cœur soumis nous nous tenions en contact avec tout ce qui mérite que nous l'aidions à rayonner.

Rénovateur de la langue de votre pays, vous venez de mobiliser les mots et les sonorités pour faire appel à toutes les passions généreuses et jeter votre peuple dans sa voie glorieuse. L'arrachant aux pusillanimes conseils où ses ennemis prétendaient l'enfermer et lui montrant l'idéal national, vous voulez qu'il prenne sa part de terre, sa part de mer, sa

part de ciel. Réussissez, Annunzio, faites-nous voir, comme vous l'annoncez, « après le miracle français, le miracle italien », et nous inscrirons sur un cippe, dans les bois d'Archachon, la date et la louange des rêveries solitaires que vous y poursuiviez en méditant les hauts destins de votre patrie.

Mais qu'est-ce qu'un cippe sous les pins de la plage où vous fûtes exilé, si votre monument est achevé dans votre patrie ? D'accord avec votre Roi et les foules, vous venez de placer votre nom dans les victoires de demain.

En même temps que la France est en train de libérer la rive gauche du Rhin, l'Italie va soustraire à un indigne occupant ce qui est nécessaire à sa large respiration. Cette Allemagne que, vous et moi, nous sommes bons juges pour apprécier dans certaines de ses parties, a voulu asservir l'esprit du monde. Nous aurons par la suite à nous concerter pour asseoir la résistance du génie latin et créer une entente durable de la pensée en Italie, en Espagne, en France, contre le germanisme. Je crois qu'après la guerre, laissant là toutes les routines, nous devons trouver, avec quelques autres, dans notre amitié, une organisation, un instrument pour

consolider les pensées qui nous animent aujourd'hui et les faits qui vont s'accomplir.

Je vous embrasse fraternellement, cher et admirable allié, et je joins ma voix à celle de vos auditoires frémissants pour acclamer l'Italie.

XVI bis

UNE NOTE SUR LES JOYEUX

21 Mai 1915.

Quelques personnes m'ont dit qu'elles avaient lu avec sympathie les réflexions ou plutôt les faits que nous avons rapportés, mardi dernier, concernant les « Joyeux ». Alors je découpe pour elles diverses notes que je trouve ce matin dans un journal, *Surinam-Paris*, qu'un relégué me fait parvenir de Paramaribo.

Paramaribo est dans la Guyane hollandaise. Comment ce journal rédigé en français est-il l'interprète de nos relégués ? Le voisinage suffit-il à l'expliquer ? Quoi qu'il en soit, voici les lignes à retenir :

« A Saint-Jean du Maroni (une des stations pénitentiaires), les relégués viennent d'offrir

à l'unanimité au Gouvernement le montant de leur masse individuelle et ont demandé à partir aux premières lignes de feu. Nous faisons remarquer que cet argent est leur propriété et provient en partie de leurs familles et de leur travail dans les prisons de France où ils ont subi leur peine avant leur envoi à la Guyane. »

Le même journal publie en gros caractères le titre que voici : « *Nos Joyeux et nos relégués, eux aussi, se distinguent. Lisez plutôt la réhabilitation du Joyeux.* » Suit un article que le rédacteur fait précéder de cette brève analyse : « Un Joyeux, une glorieuse canaille, un bat' d'Afrique relégable et interdit de séjour, adresse cette lettre à l'avocat qui l'avait défendu, il y a plusieurs années. La lettre, trop longue pour que je la transcrive, développe les idées que voici :

« J'ai promis au président de la Cour d'appel que je rachèterais mes fautes passées. Je vous donne ma parole que j'ai combattu glorieusement. Le bataillon d'Afrique s'est couvert de gloire ; les officiers de tous les corps et les autres troupes nous ont admirés. *Nous n'avons pas de drapeau, mais nous avons su prouver à tous que l'emblème de la patrie était dans nos cœurs.* »

Ou je suis une dupe, ou c'est bien émou-

vant. De quelque côté qu'on regarde et jusque dans ses bas-fonds, notre patrie, à cette heure, est sublime.

XVII

LES TROIS AVANTAGES DE L'INTERVENTION ITALIENNE

22 Mai 1915.

— Sire, disait Talleyrand, je vous ai fait un bon traité.

— Mes grenadiers y sont bien pour quelque chose, répondait l'empereur.

Il faut porter ses regards vers l'armée et inscrire parmi ses victoires l'intervention des Gouvernements qui se tournent contre l'Allemagne et successivement se déclareront.

Les peuples n'obéissent qu'à leur loi intérieure, à leur raison propre, au sens de leurs destinées. L'Italie suit sa voie et n'a écouté qu'elle seule. Salandra l'a dit avec une ampleur et une force admirables, dans son discours où il expose l'orientation de cette nouvelle politique inaugurée à la séance historique du 20 mai. Un mouvement national soulève ce beau pays, qui rappelle et va peut-être dépasser

ser les gloires du Risorgimento. Nous admirons cette vaillance de tout un peuple qui s'offre, lui et ses trésors d'art, aux redoutables épreuves. Mais il n'a pas été mauvais que nos soldats missent d'abord le holà à la plus grande force militaire qui, jamais, ait été armée. Nos soldats ont donné aux neutres le temps de voir, de réfléchir et de s'organiser. Delcassé a pensé et délibéré ce qui se passe. Mais cela, il le disait tout le premier, ne pouvait pas se réaliser sans l'héroïsme heureux de nos armes. Il faut toujours en revenir à la victoire de la Marne comme au principe qui sauva la civilisation.

La France et ses alliés ont donné au monde le signal de la libération. Rien n'était fait si nous n'avions pas brisé le formidable élan de l'offensive allemande. Tout est possible parce qu'au bout de dix mois la quadruple alliance apparaît comme la plus forte.

Aussi, des Français ne peuvent pas se réunir et considérer leurs intérêts sans qu'un mouvement unanime de reconnaissance les tourne tous ensemble vers nos admirables officiers et soldats qui, par leur esprit de sacrifice, ont suppléé aux premières préparations insuffisantes de la Patrie.

La décision de l'Italie est irrévocable. Ne considérant que ses intérêts, notre sœur latine

a jugé que le moment lui était favorable pour accomplir ses destinées, méditées de génération en génération.

A l'heure où nous allons pouvoir libérer la rive gauche du Rhin et y créer les défenses nécessaires à notre sécurité militaire, l'Italie entend délivrer ses nationaux et prendre sa pleine respiration.

Grande date, étape importante sur le chemin de la victoire. La lutte en peut être abrégée de moitié. L'Angleterre, la Russie, la France tiennent la Germanie assiégée. Celle-ci a perdu sa force offensive, perdra peu à peu sa force de défense, mais a gardé une redoutable valeur combative que l'événement va amoindrir.

Qu'attend le monde de l'intervention italienne ?

Trois choses :

Le blocus de l'Allemagne sera plus rigoureux, car par l'Italie, c'est certain, trop d'approvisionnements passaient.

L'opinion chez nos adversaires sera émue, éclairée, découragée.

Ils seront obligés de dépenser sur un troisième front des hommes et des munitions.

La guerre est pour une grande part un problème industriel. Il s'agit de pouvoir dépenser

des armes, des projectiles, des explosifs, du matériel. L'Allemagne, dès maintenant obligée de tenir sur l'immense front de Russie et en France, a réduit ses tirs. Ce qu'elle jettera sur un troisième front soulagera d'autant les Russes, les Anglais, les Français, qui pourront avec plus de force se redresser.

Je sais que, jaloux de leur gloire, beaucoup de militaires ont une sorte de regret de ne pas régler leurs affaires dans les conditions premières et qu'ils vont jusqu'à dire, les braves gens : « Nous suffisions à la tâche ». C'est entendu, mais le pays, plus avare qu'eux-mêmes de leur sang, se réjouit si leurs efforts sont allégés et abrégés. C'est avec infiniment d'amitié que l'on voit l'Italie réclamer sa part dans la tâche commune et s'avancer avec enthousiasme pour défendre ses propres intérêts accordés avec les nôtres et avec la civilisation universelle.

Mais ce n'est pas seulement l'usure matérielle de l'Allemagne qui va être activée, c'est en même temps son usure morale.

Les chefs des Impériaux savent bien leur mauvaise situation ; les commerçants et les industriels d'outre-Rhin, tous ces hommes d'affaires à l'esprit froid, chargés d'expérience, voient que les mers bloquées ne leur laissent

pas d'autre horizon que la faillite. Mais au-dessous d'eux, la masse, dont l'esprit est formé par quarante-cinq années d'une prospérité inouïe, n'a pas encore enregistré les récents événements et étoit encore, à peu près, à l'infailibilité de son Empereur. Les faits parviennent mal jusqu'au peuple allemand, tout enveloppé d'un épais brouillard de mensonges. La décision de l'Italie est un fait que nulle censure, nulle interprétation ne peuvent empêcher de venir à la connaissance du plus soumis des soldats, du plus illettré des paysans.

« Cette Italie ? Elle étoit notre alliée ! Elle se tourne à cette heure contre nous ! Mais elle ne sait donc pas que nous sommes vainqueurs ? Notre Empereur la matéra. Nous devons aller à Paris, à Londres, à Varsovie ; eh bien ! nous irons, en outre, à Venise, à Rome, s'il le faut. »

Cela se dit dans le premier moment, et puis on réfléchit tout de même que c'est beaucoup de travail...

Les journaux allemands mêlent aux injures qu'ils adressent à l'Italie d'innombrables arguments pour prouver que sa décision ne les gêne nullement. Alors, qu'ils expliquent à leurs lecteurs pourquoi Berlin vouloit que Vienne acceptât une partie des revendications

de Rome, pourquoi avant toute lutte, on offrait aux patriotes italiens des parcelles de territoire.

On peut mesurer l'importance de l'intervention italienne à l'effort persévérant et prolongé du plus grand homme d'État de l'Allemagne qui, pendant six mois, a fait le siège de l'opinion et du Gouvernement à Rome.

La décision de leurs alliés d'hier sera comprise par les Allemands comme un signe certain que le prestige des armes impériales est passé. L'Italie tire pour l'Univers la moralité de la première phase de la guerre. Dans les réflexions qu'elle a faites, il est aisé de lire que l'amoindrissement des forces allemandes est, dès aujourd'hui, un fait acquis et enregistré. Et les raisons qui ont décidé nos nouveaux alliés ne manqueront pas d'agir sur tous ceux qui se trouvent dans un cas analogue au leur. Le grand déclanchement commence...

Nos soldats continueront de porter le plus lourd de la pesée germanique. Pourtant, elle leur sera allégée de poids et de durée. Et d'autres événements se préparent qui, tous, concorderont pour faciliter et pour abrégier la tâche de la France.

XVIII

23 MAI 1915

L'ITALIE DÉCLARE LA GUERRE A L'AUTRICHE

C'est le moment où la balance penche sérieusement du côté de nos ennemis...

Les armées russes du Sud, après avoir submergé la Galicie et gravi les Carpathes, n'ont pu, faute de munitions, tenir tête à la formidable pression des cinq armées austro-allemandes entre Vistule et Bukovine. Leur front a été rompu par Mackensen sur la Dunajec du 2 au 15 mai; très sagement, le grand-duc Nicolas a donné l'ordre de battre en retraite et le repli vient de commencer, méthodiquement exécuté, grâce à l'héroïsme des soldats et des chefs.

Dans l'ivresse de ce succès, nos ennemis croient déjà mettre une notable partie de l'armée russe hors de cause et espèrent terminer la guerre pour l'hiver 1915.

Mais l'Italie vient poser son épée sur le plateau de l'Entente; elle emporte la rupture d'équilibre.

L'effet va être immédiat. En ce mai 1915, l'Autriche n'a sur la frontière italienne, en

dehors de ses dépôts en temps de paix et des garnisons de places fortes, que 45 bataillons disponibles. Un mois plus tard, à la fin de juin, le nombre de ses bataillons dépassera 280.

Ainsi, le seul fait de la déclaration de guerre de l'Italie détourne des autres théâtres d'opérations, je veux dire de la Galicie et du front russo-serbe, la valeur de 20 divisions.

L'Autriche, irritée, voudrait tirer vengeance de l'Italie, mais pendant toute l'année 1915, elle ne pourra prendre à aucun moment l'initiative des opérations : la campagne de Galicie d'abord, puis celle de Serbie, l'absorberont à tel point que sur la frontière italienne elle devra rester sur la défensive.

XIX

LE PESSIMISME EST MORT

24 Mai 1915.

Eh bien ! messieurs les pessimistes, êtes-vous guéris ? Voulez-vous, une bonne fois, renoncer à votre manie pitoyable et stérile ? L'Italie marche. Étape par étape, cette guerre effroyable se déroule, les puissances anti-allemandes se redressent, les Impériaux fai-

blissent, moralement et matériellement, à vue d'œil ; ils déclinent ; la sagesse du Temporisateur reçoit l'approbation des événements.

Que fera l'Italie ? Sans doute, je vous entends, on voudrait le savoir. Nous l'apprenons au jour le jour. Qu'elle aille aux Dardanelles, c'est bien ; qu'elle crée ou développe un troisième front, c'est excellent. Et je pense bien que nous aurons cette double satisfaction. Mais, sans recourir aux suppositions, il est aisé de juger la situation dans son ensemble et, en quelque sorte, d'une manière abstraite.

Revenons-en toujours à comparer les deux pensées qui se heurtent dans cette guerre : pesons la pensée allemande et la pensée française.

Nous sommes en présence de deux systèmes.

L'un, le système allemand, avait besoin d'un succès rapide au début de la campagne, succès contre la France avant que les Russes n'entrassent en action, et que les réserves anglaises n'intervinssent, avant que la gêne économique ne se fit sentir. D'où la création en toute hâte de corps nouveaux, quitte à ne pas pouvoir les entretenir longtemps, puisque, par définition, la victoire devait être immédiate.

Or, cette victoire nécessaire, les Allemands n'ont pu l'obtenir.

L'autre système, le système français, consiste, appuyé sur la liberté des mers, à maintenir en bon état un nombre de formations suffisant, et à n'en créer de nouvelles que dans la mesure où l'on est certain de pouvoir les entretenir et les encadrer convenablement d'une manière durable.

Ce système est établi en vue d'une guerre prolongée.

De ces deux systèmes, lequel, après dix mois d'épreuves, doit triompher ?

Les Allemands ne peuvent plus nous opposer des forces supérieures aux nôtres. Ils ne réaliseront donc pas dans l'avenir ce qu'ils n'ont pu réaliser dans le passé, alors qu'ils étaient d'un tiers plus nombreux que nous.

Voilà le raisonnement irréfutable que vingt fois, appuyé sur des documents certains et qui me viennent de haut lieu, j'ai proposé aux lecteurs de *l'Écho*.

Les ressources considérables de l'Allemagne, ressources en hommes, cadres, matériel et munitions, dont notre ennemie disposait, il y a dix mois, et qu'elle a largement dépensées, dès le début de la campagne, avec l'espoir de nous écraser sous l'effort de la masse et

sous l'effet de la surprise, lui sont à peine suffisantes, après l'échec de son offensive, pour résister définitivement.

Pour résister à qui? A la Russie, à l'Angleterre, à la France?

Eh ! nous n'en sommes plus là. Voici l'Italie qui intervient, qui joint sa pesée à celle des trois alliés. L'Italie va accélérer une défaite dont la nécessité est acquise dès maintenant, indépendamment de son intervention.

Qui ne voit, dans l'Univers entier, que le nouveau développement donné aux surfaces de combat, la création d'un troisième front, l'entrée en ligne d'un million et demi d'alliés tout frais, auront pour conséquence de diminuer la valeur générale des armées allemandes en France et en Russie, de redresser les Russes, de nous opposer un mur moins épais, d'accélérer l'usure germanique et de rapprocher enfin l'époque où l'Allemagne sera à bout?

Je pense que maintenant, chez nous, les derniers pessimistes vont achever de disparaître, en même temps qu'ils se multiplieront en Allemagne.

Au début de la guerre, l'Allemagne tout entière, comme il était naturel, respirait une foi inébranlable dans sa supériorité militaire.

Elle vivait sur les souvenirs de 1870, où son triomphe avait été assuré dès le début de septembre, après un mois de campagne, et aussi sur les longues années de paix pendant lesquelles toutes les puissances avec qui elle avait affaire manifestaient à son égard un esprit de conciliation et de patience qui pouvait passer pour de la faiblesse.

La décision prise par l'Italie ne peut pas manquer d'ouvrir les yeux au peuple allemand. Il y apprendra ce que l'on pense maintenant de ses chances de victoire et ce que l'Univers a décidément appris après la victoire de la Marne.

L'armée allemande, à cette heure, sait qu'il lui devient impossible d'avoir des forces mobiles à faire courir de France en Pologne et de Pologne en France. Si puissante et courageuse qu'elle soit, elle n'a réussi sur aucun point à s'assurer l'avantage quand elle n'avait à agir que sur deux fronts. Ce n'est pas la création d'un troisième front qui va l'aider à trouver l'accès de Paris, de Londres ou de Varsovie, ni l'aider à fermer les routes de Berlin.

J'invite nos deux, trois pessimistes d'hier à répéter avec nous : Honneur à tous nos officiers et soldats qui, par leur surhumaine vail-

lance et des sacrifices dont chacun de nous reconnaît avec piété l'abnégation, donnèrent à la préparation militaire et aux alliances le temps de s'organiser ! Honneur au généralissime qui répète toujours qu'ayant le temps pour lui, il entend ne produire son effort que lorsqu'il aura réuni tous les moyens sur lesquels il sait pouvoir compter dans un délai plus ou moins proche avec une absolue certitude.

Plus que jamais, le succès final est certain. Souhaitons seulement qu'il soit fait, à tous les étages, l'emploi le plus ménager du sang de la France.

XX

LE TÉLÉGRAMME DE GABRIELE D'ANNUNZIO

A Maurice BARRÈS, à Paris.

Rome, 23 Mai, 20 h. 15.

Mon très cher Frère,

Je lis vos grandes paroles à l'heure même où la déclaration de guerre éclate dans la ville enfiévrée.

On chante la *Marseillaise* autour de la colonne Trajane.

Le vert et le bleu de nos drapeaux font une seule couleur dans le soir qui tombe.

Je sais que le même souffle passe sous nos arcs de triomphe et sous le vôtre.

Nous avons deux patries, et, ce soir, nous en avons une seule, qui va de la Flandre française à la mer de Sicile.

C'est la poésie qui fait ce don réel et merveilleux à notre amitié militante.

Fidem signemus sanguine.

Votre frère,

Gabriele d'ANNUNZIO.

XAI

DU MARIAGE DES DEUX NATIONS UN ESPRIT SURVIVRA

25 Mai 1915.

« *Nous avons deux patries et, ce soir, nous en avons une seule, qui va de la Flandre française à la mer de Sicile...* »

Qu'elles sont vraies et saisissantes, ces paroles du télégramme tout entier admirable que m'envoyait hier, de Rome, Gabriele d'Annunzio « *à l'heure même où la déclaration de guerre éclatait dans la ville enfiévrée* » !

Il disait encore, tous nos lecteurs ont lu cette prose enflammée :

« *On chante la Marseillaise autour de la colonne Trajane. Le vert et le bleu de nos drapeaux font une seule couleur dans le soir qui tombe. Le même souffle passe sous nos arcs de triomphe et sous le vôtre.* »

De telles images, qui font à cette minute le tour de la France, resteront dans l'histoire pour rendre sensible cette amitié latine à qui nous ferons produire une moisson illimitée, longtemps après qu'elle nous aura donné son premier fruit de victoire.

C'est un monde nouveau qui commence, issu d'une longue préparation. On va voir s'accroître l'importance matérielle et morale de l'Italie et celle de la France. Deux fusées élancées obscurément vers le ciel font jaillir soudain leurs longues flammes qui se mêlent. Dans un juste mouvement d'orgueil, au soir de la semaine où il vient d'agir avec une puissance inouïe sur les esprits, et nous a montré, une fois de plus, que la parole peut être une nourriture pour l'âme et posséder une valeur guerrière, Gabriele d'Annunzio contemplant le beau mariage de Rome et de Paris, me télégraphie :

« *C'est la poésie qui fait ce don réel et merveilleux à notre amitié militante.* »

Et c'est vrai que l'on vient de voir le poète

s'élançer dans les combats pour y créer l'avenir. La pensée lui avait donné son élan et c'est elle seule qu'il prend pour le but de son action. Il s'efforce pour développer l'existence spirituelle de son peuple et la sienne propre. La pensée italienne, la pensée française étaient parvenues à un de ces moments où elles devaient se déclarer infécondes et se renoncer, ou bien s'éprouver, se vérifier en agissant. Les deux nations veulent aujourd'hui mettre en action ce qui reposait en leurs cœurs.

Ce qu'est la pensée italienne nationale, héréditaire, tous les hommes du Risorgimento l'ont promulgué, puis hier, Salandra, et, de la voix la plus libre, avec l'éclat du génie italien, Gabriele d'Annunzio. Le royaume et toute la nation veulent se libérer d'un servage et donner sa vraie forme à leur terre.

Ce qu'est la pensée française et notre sentiment éternel en nos destinées, je ne le demanderai à aucun de nos écrivains patriotes. Il est plus beau de nous le faire dire par le prince de Bismarck, sans que nous ayons à rectifier une phrase, une strophe de cette harangue passionnée :

« *Entre nous et la France*, disait Bismarck, il

Y a vingt-huit ans, l'œuvre de paix est difficile, parce qu'il y a depuis longtemps un procès historique qui divise les deux pays : c'est le tracé de la frontière...

» La mise en question de la frontière allemande a commencé lorsque la France s'est emparée des trois évêchés : Metz, Toul et Verdun. Or cette période de combat pour la frontière est-elle aujourd'hui définitivement close ? Il faudrait pour cela que tout le caractère français et toute la situation de frontière fussent changés. La pensée de réparer les défaites de 1870 persiste toujours en France et l'entretien de ce « feu sacré » est soigneusement allumé par des hommes d'une popularité indéniable. Je suis donc de cette opinion que le procès historique, qui depuis trois siècles est pendant entre nous et la France n'est pas fini et que nous devons nous attendre à le voir continuer du côté français.

» Si un jour nous avons battu la France, ceci ne garantit point que nous la battrons encore... et si nous venions à être battus et que l'ennemi victorieux entrât à Berlin, comme nous sommes entrés à Paris, et que nous fussons forcés d'accepter ses conditions de paix, alors que seraient-elles, ces conditions ? Je ne parle point de la question d'argent, bien que je n'imagine pas que les Français procédassent

avec nous en y mettant des ménagements, mais la question d'argent ne serait que peu de chose à côté de la reprise ou de la conquête des territoires tels que l'Alsace-Lorraine, la rive gauche du Rhin, etc. »

Ainsi parlait Bismarck, en 1887, au Reichstag, au milieu d'un silence solennel. Il est beau, quand nous voilà à mi-chemin de la victoire, d'entendre la voix du prophète, du grand Allemand qui annonça et construisit sa patrie, et de ranimer cette voix créatrice, au milieu de ses œuvres croulantes, pour qu'elle prédise notre résurrection.

..... Cette guerre de la Délivrance fécondera les armes, mieux encore que ne fit l'époque du Risorgimento, et des forces, qui dorment inconnues et sans emploi au sein de l'Italie, vont s'éveiller et monter à la surface. Vous le savez, Gabriele d'Annunzio, vous qui, vivant au milieu de nous, avez vu les admirables puissances morales qui soudain s'animèrent et surgirent de tous nos coins d'ombre. Votre pays, qui décide d'une manière délibérée de verser son sang pour l'accomplissement de ses destinées, ne peut pas manquer de produire, comme nous voyons chez nous, une génération supérieure à celles qui ne veulent connaître

que les affaires et l'amusement. Alors l'Italie et la France, ayant agi et souffert ensemble pour libérer le monde d'un effroyable excès de germanisme, ne manqueront pas de produire une admirable végétation aux branches entrelacées et nourries de la sève latine.

Le poète a prononcé les mots qui ébranlent sa nation. Parmi les espérances qui nous remplissent tous, au moment où l'idée française et l'idée italienne s'allient fraternellement, il faut frayer le chemin au projet d'une collaboration spirituelle plus amicale et plus suivie dans « *cette patrie qui va de la Flandre française à la mer de Sicile* ». Nous savons, vous et moi, Annunzio, et d'autres avec nous, ce qu'il y a de bon et de détestable et de simplement médiocre et négligeable dans le trésor de la pensée germanique qui fut étalé devant nous et vanté d'une manière excessive par vos Universités d'Italie et par les nôtres. Aux deux côtés des Alpes, notre pensée se libérera, se haussera, se latinisera, en même temps que notre politique générale; elle s'inspirera de la grande vie qui anime les deux peuples et des sentiments que l'on voit aujourd'hui qu'ils portaient au fond de leurs âmes. Un esprit qui nous sera commun cherche à se dégager et à s'élever, favorisé par les armes de nos soldats,

un esprit qui va naître du mariage des deux nations et gardera le souffle de ce moment héroïque.

XXII

NOUS ARMERONS, DIT L'ALLEMAGNE,
JUSQU'A NOTRE DERNIER VIEILLARD

26 Mai 1915.

Lettre excellente du président de la République, brillants discours des présidents de la Chambre et du Conseil, séance qui fut ce qu'elle pouvait être, et dans laquelle je n'aurais rien voulu de plus que deux pensées pour nos armées et pour ceux qui dirigent notre politique extérieure.

Il serait injuste de reprocher aux orateurs qu'ils nous donnèrent peu de substantifique moelle. Ils savent que nous sommes en présence d'un horizon bien plus vaste que celui que peuvent remplir des discours d'apparat. Les affaires du monde sont toutes remises en délibération par les armes, et nous allons voir se créer le cadre d'une vie nouvelle où ne se reconnaîtront plus ceux qui survivront à cette effroyable guerre. Oui, les orateurs,

deux minutes avant de gravir la tribune, dans leur cabinet, le savaient ; mais ils sont bien obligés de ne chercher dans la cérémonie qu'une occasion de déclancher les applaudissements et l'hommage fraternel à l'Italie. Ne leur demandez rien que ce que peuvent donner des apparitions au balcon, des agitations de drapeaux.

L'heure n'est venue pour personne de tirer la philosophie des événements. On ne peut parler de rien autre que de l'intervention italienne et il suffit que tous les commentaires s'accordent en multipliant l'effet qui, dès aujourd'hui, avant toute action militaire, est immense dans tout l'univers et dans l'intérieur de la Germanie assiégée.

Pour apprécier le coup porté à l'Allemagne, on en revient toujours à mesurer les efforts acharnés qu'elle fit pour l'éviter.

Jusqu'à la dernière heure, elle a refusé de croire à la décision des Italiens. « Ils se rallieront à la victoire », disait-elle avec son lourd accent injurieux. Eh bien ! les voilà qui se rangent au côté de la France, au côté de la victoire française.

L'Autriche et l'Allemagne avaient cru pouvoir assoupir dans l'immobilité les rêves nationaux de l'Italie. Elles croyaient que les vieux

éléments n'étaient plus en fermentation. Tout s'est réveillé, par la victoire de la Marne, dans un peuple qui patiemment attendait son heure pour courir ses risques avec les meilleures chances.

L'effet moral, dans toute la Germanie, est de conséquences incalculables, qui vont aller en se prolongeant et se multipliant. Voilà donc ce que pensent des chances de la guerre les observateurs les plus perspicaces ! Ces Italiens, ces amis d'hier, qui sont au courant de toutes les forces militaires, financières, économiques de la puissante Allemagne, la croient vouée à la ruine, y discernent la fissure, l'écrasement imminent.

Le fait ne peut manquer de jeter un découragement profond chez les industriels et les commerçants à l'esprit froid qui forment l'opinion de l'Allemagne. Ah ! que leur ton diffère aujourd'hui de ce qu'il était quand, au mois d'août, pleins de mépris pour leurs adversaires, ils disaient qu'ils partaient pour une simple marche militaire, musique en tête, sur Paris d'abord et ensuite sur Varsovie.

Cette intervention de l'Italie, cette mise au feu d'un nouveau million d'alliés, cette nécessité pour l'Allemagne d'enlever du front russe et du front français tant d'hommes, tant de

munitions, tant de matériel, ne va pas décider du résultat de la guerre, qui n'est plus douteux depuis septembre, mais certainement va l'abréger. Que Constantinople cède, que la Roumanie entre en jeu, ce sont des étapes favorables qu'il nous est permis d'entrevoir, et qui activeront le résultat définitif, mais qui ne sont nullement indispensables pour l'écrasement de l'Allemagne.

Notre vaillante armée, qui supporte depuis dix mois l'effroyable pesée, a senti, peu à peu, l'adversaire faiblir et répond, quoi qu'il advienne, de lui briser les reins.

« Nous armerons jusqu'à notre dernier vieillard », imprime aujourd'hui la *Gazette de Cologne*.

Ce que leur jeunesse n'a pas su accomplir, leurs vieilles gens ne le réussiront pas.

XXIII

LE VILLAGE DANS LA FORÊT

(Au Col de la Chipotte.)

27 Mai 1915.

J'étais allé à l'improviste, en Lorraine, dans ma petite maison au bord de la Moselle, de-

mander à déjeuner aux officiers qui me font l'honneur et le plaisir d'être mes hôtes... Bien qu'il y ait si peu de jours de cette visite, elle m'apparaît déjà comme un souvenir à demi rêvé. Cela me semble une bizarre combinaison de songe, ces chambres, ces jardins, ces fleurs, ce soleil, tout ce décor familier, et puis ces figures étrangères qui avaient là leurs habitudes. Étais-je un mort, un revenant qui vient avec sympathie regarder des inconnus, ses héritiers ? La grande lumière de ce plein midi auprès de la rivière enveloppe les images que je rapporte, comme eussent fait les vapeurs du soir sur une prairie.

En quittant mes hôtes, je suis allé me promener au-dessus de Rambervillers, dans les bois du col de la Chipotte, dans les bois où l'on s'est effroyablement battu, où tant de braves gens se sont fait tuer par milliers, aux mois d'août et de septembre, pour que les Prussiens ne passent pas la Moselle. La journée était magnifique, le site, à son ordinaire, d'une gravité austère. C'est dans ce col qu'en venant de la plaine on aperçoit pour la première fois le sapin qui annonce les Vosges, et que, çà et là, commencent à percer des roches aux saillies anguleuses. Mais aujourd'hui, je vois au loin, sous les sapins, des tran-

chées, des abris, des tombes et des croix de bois.

Je n'ai personne pour m'expliquer la sanglante bataille dont les survivants parlent avec une expression si grave, et nul récit n'en a été publié. La route bordée de forêts est déserte. A un instant, nous rencontrons une voiture vide, dont le cheval est attaché à l'ombre, et plus loin dans les taillis on aperçoit des gens qui prient. Quel silence partout et quelle solitude ! Jadis, en traversant ces calmes retraites, je n'y goûtais rien que la paix, l'éloignement de tout souci, et les voilà pour jamais pleines d'angoisses. J'éprouve douloureusement notre impuissance à reconnaître tant de sacrifices qui furent ici, durant vingt jours de bataille acharnée, prodigués pour nous. Et le souvenir me revient d'une lettre anonyme émouvante que j'ai reçue, datée d'Épinal, évidemment écrite par le père d'un des héros enterrés dans ces tertres :

Monsieur, me disait-elle, nous ne pouvons que vous féliciter des nombreux articles que vous publiez pour faire accepter votre idée d'une *croix de guerre*. Toutefois, beaucoup de pères de familles pensent comme moi aux nombreux soldats tombés, au mois d'août, entre le Donon et Rambervillers. Qu'ont-ils connu, en fait de gloire, les régiments anéantis là, tels que le 17^e, le 149^e, le 152^e, reformés jusqu'à six fois, ainsi que

nos bataillons de chasseurs ? Telle de nos communes de 2.000 âmes compte 20 morts et 10 disparus qui ne sont pas prisonniers. Telle autre de 7.000 âmes, 45 morts et une vingtaine de disparus pas moins morts. Tout cela en trois semaines.

Or savez-vous combien ont perdu ces mêmes communes depuis les batailles de la Marne, le Nord et autres, depuis cinq mois ? La première n'en a pas perdu et la seconde a perdu un adjudant-chef. Faites la différence entre les pertes dans un délai de trois à quatre semaines au début, c'est-à-dire en Lorraine et Vosges, et celles de cinq mois, et vous verrez où sont les véritables héros. Ceux tombés par ici ont tenu pendant un combat de trois semaines à Rambervillers (en nous préservant de l'invasion), de Thiaville au col de la Chipotte, la presse n'en a jamais parlé, loin de les citer à l'ordre de l'armée ou pour la Croix de guerre. Ceux-ci se contenteraient d'une croix de bois sur leur tombe, qui permettrait aux pauvres parents de trouver leurs chers morts. Et vous savez qu'ils sont 7.000 environ, de Thiaville à la Chipotte, enterrés, la plupart à fleur de terre.

Croyez-vous que ceux-là n'auraient pas mérité une citation ou la Croix de guerre ? Vous paraissez imiter en cela nos chefs industriels de la région qui réservent toutes leurs faveurs aux nouveaux arrivants, aux dépens de leurs vieux serviteurs qui ont collaboré à la prospérité de leur établissement depuis sa fondation.

Voilà, monsieur Barrès, à peu près, la réflexion que beaucoup de nos compatriotes, pères de famille malheureux, font avec moi et comptent voir votre appréciation dans un de vos prochains numéros.

Plainte obscure, trop juste dans son fond, exprimée avec la saine rudesse des vrais Vos-

giens ! cri d'une douleur pour laquelle on ne peut rien et que je médite en cheminant le long de l'étroite vallée sanglante !

A mi-chemin de Raon-l'Étape, au lieu où la nouvelle route rectifie l'ancienne, nous avons pris à gauche un chemin d'exploitation forestière, boueux, raviné, plus sombre. Les sapins, de plus en plus nombreux, y mettent une teinte funèbre. Les oiseaux se taisaient. Nous suivions des tranchées, allemandes à notre droite, françaises à notre gauche, comme l'opposition de leur talus l'indiquait, et par endroit distantes à peine de quelques mètres.

Rien qui puisse donner une idée plus féroce de la guerre. Dans une bataille sous bois, on en arrive très vite au corps à corps, soit à cause de la nature du sol, soit à cause de l'horizon très court. Que durent être ces journées d'août et leurs nuits pleines de moustiques, succédant aux chaleurs terribles, ces nuits lugubres où les épouvantes chimériques qui peuplent les forêts dans l'obscurité faisaient place à des rampements mystérieux, à des assauts de tout l'Enfer déchaîné !

Soudain le bois s'arrête, la vue se découvre ; on tombe dans une clairière cultivée, où respire un grand village, assis dans ses prairies fraîches et bien encadré par les bois. C'est

Sainte-Barbe. Ses pommiers en fleurs et ses maisons démantelées par la bataille semblent un chant de printemps croisé par un chant d'hiver. Comme nous y touchions, une petite fille aux pieds nus s'est jetée hors de la route dans les champs et s'est mise à crier : « Une auto, une auto ! » Qu'a donc cette petite épouvantée ?

Nous étions descendus de voiture et nous allions à pied pour mieux voir. Par une fenêtre ouverte, mon regard tomba sur un autel chargé de fleurs et de flambeaux qui brillaient doucement. Je m'approchai.

— Vous regardez notre messe ? me dit une vieille paysanne.

Nous causons. L'église est écroulée sous les obus et l'on a dressé dans cette chambre une chapelle provisoire, au milieu de maisons en ruines. Est-ce la jolie heure du soir, est-ce cette antique pensée d'espérance qui luit ? Il y a sur tout ce désastre un air de convalescence, et ce village semble un grand blessé à ses premières heures de sortie, encore tout frémissant.

Mais qui recommence donc à crier de terreur ? C'est encore la petite fille. Notre auto arrêtée à l'entrée du village, pour nous rejoindre, a fait cent mètres paisiblement au

tour de roue, et voilà cette enfant qui court à droite, à gauche, comme un oiseau se débat sous la main.

— Mais qu'a-t-elle donc, votre gamine, madame ?

— Elle a reçu pendant la bataille une balle dans l'épaule. Alors la peur la tient toujours.

Tout en montant la rue demi-écroulée, demi-brûlée du village, je cause avec l'enfant et la maman ; celle-ci me dit que la moitié des habitants sont déjà revenus. Ils s'entraident, ils se sont logés comme ils ont pu, chez ceux dont les maisons demeurent debout.

— Vous, madame, êtes partie pendant qu'on se battait ?

— Je me suis sauvée sur Baccarat, avec les enfants, cette petite-là et deux autres. Tout était couvert d'Allemands sans interruption. Ils nous arrêtaient, nous interrogeaient. Un grand diable avec une barbe rousse m'a fait signe de venir dans un champ et m'a demandé en très bon français : « Qu'est-ce que vous pensez de Jaurès ? » J'ai dit comme ça : « C'est peut-être un de nos ministres ? Je ne le connais pas. — Vous ne lisez pas les journaux ? — Je ne les lis pas. — Et pourquoi ? — J'ai des enfants ; je n'ai pas le temps. »

Quelle tempête ! Ces innocentes créatures, ces femmes, ces enfants envolés de leurs humbles maisons comme des perdreaux de leurs sillons, couraient les champs, les bois, à travers l'immense fusillade, mangeaient une fois à la gamelle française, une autre fois à la gamelle boche...

— Personne n'est resté au village ?

— Mais si, tout de même, quelques-uns. Il y a la Sidonie.

— Allons chez la Sidonie.

Elle est en société dans sa maison intacte, et tous l'approuvant ou la rectifiant, elle me fait son récit :

— Les Allemands sont arrivés à Sainte-Barbe le 25 août. J'étais à notre cuisine avec des émigrés, je suis montée au grenier et j'ai vu toutes les maisons qui brûlaient, l'église et la mairie aussi. Je suis redescendue dans ma cuisine où vous êtes. Les Allemands entraient à chaque minute chez nous ; ils parlaient furieusement, et quand ils nous voyaient en rond, ils disaient : « C'est bien ». Mais au soir, un vieux du village entra et me dit : « Sauvons-nous. Les voici qui viennent le revolver sous le menton ». Alors nous sommes allés coucher dans la forêt. Il y en avait partout. La bataille ne cessait pas. Nous sommes

revenus au petit jour. Un grand Allemand s'est dirigé sur nous. Je me suis fâchée, parce qu'ils avaient mis dans mon lit, partout, du fumier et pis. J'ai dit : « Vous deviez vous servir, mais pas faire ces saletés ».

» Un autre Allemand s'est dirigé sur nous et nous a dit : « Mesdames, ce quartier-ci restera. » Il y en avait 80.000, paraît-il, à Raon, à Baccarat, partout. La terre en était couverte. Les Français étaient en face, les Allemands derrière ; les obus se croisaient dans l'air. C'était ici, à Sainte-Barbe, le centre de la bataille. Ils ont bu d'abord le vin et puis l'eau-de-vie. Ils ont mangé le beurre à la cuiller. Cela a duré jusqu'au 11 septembre. Nous avons été des jours sans manger, seulement des pommes de terre. Et quand elles étaient cuites, ils nous les prenaient encore. Leurs derniers jours, ils nous ont tenus prisonniers. Nous ne savons pas pourquoi. Ils disaient que nous avions brisé les fontaines. On avait des bêtes à ranger ; nous demandions toujours à sortir. « Il ne faut pas que l'on voie un civil dans la rue, disaient-ils, ou bien il sera fusillé. » Enfin, à quatre heures du matin, le 11 septembre, ils sont partis.

» Ce soir-là, tout d'un coup, j'ai dit : « Mon » Dieu, voilà nos soldats ! » Ils étaient deux

qui marchaient le long des maisons. J'ai dit : « Comment que vous arrivez seulement ? — Nous n'avons pas pu venir plus tôt, madame, qu'il m'a dit bien poliment. »

...Je quitte ces gens si courageux et si vrais pour continuer le tour de Sainte-Barbe, devenu trop vaste pour son petit peuple. Tous ces villages lorrains, sept mois après leur désastre, et sous ce premier printemps, me donnent l'impression d'un blessé de la guerre qui fait sa première sortie dans ses vêtements devenus trop larges. Peu de toits fument au milieu de ces espaces effondrés. A tous instants, une suite de trous, quatre maisons gisent à terre. Cela serre le cœur, mais ces ruines forment de grands reposoirs pour l'imagination. Le prosaïsme a été chassé de ces lieux, où il croyait avoir son royaume.

Mais qu'est-ce que ces rires et ce rassemblement de jeunesse ? Une vingtaine de petites et de grandes filles sont groupées devant une fenêtre, sur l'appui de laquelle reposent des douzaines de petits drapeaux et des corbeilles de pervenches qu'elles se partagent.

— Eh ! mesdemoiselles, qu'allez-vous donc faire ?

— Nous allons décorer les tombes des soldats.

Où vont nos amoureuses ?
Elles vont aux tombeaux,

dit à peu près la ronde populaire. Au sortir de ces portes sombres de la mort, que c'est divin, ces enfants, ces pervenches, ces rires, tout ce cortège de la jeune espérance !

XXIII bis

UN PAQUET DE LETTRES SUR *LES COMBATS* *DU COL DE LA CHIPOTTE*

Paris, 1^{er} Juin 1915.

Monsieur,

Je suis heureuse d'avoir lu votre article : *Au Col de la Chipotte*. C'est la première fois que vous parlez des rudes combats qui ont eu lieu sur cette partie de la montagne.

Aucun récit n'en a été fait, dites-vous ? Et vous n'avez personne pour vous expliquer la bataille. Voulez-vous me permettre de vous faire parvenir une copie de lettre écrite par mon frère, sergent au 17^e bataillon de Chasseurs à pied. Il fait un récit assez détaillé de cette bataille.

Agé de 24 ans et instituteur à *Souppes (S.-et-M.)*, mon frère était parti le premier jour rejoindre son bataillon. Il l'avait choisi au moment du service militaire, voulant, disait-il, être un des premiers à délivrer l'Alsace.

Blessé à la tête de sa section, il est mort le 11 septembre.

Pour lui, comme pour tous ces braves qui nous ont sauvés au prix de leur sang, à un moment où tout semblait bien près d'être perdu, ce fut la mort sans gloire, dans la solitude, dans l'obscurité : pas de citations alors, pas de croix de guerre, pour faire briller les yeux, rayonner les fronts d'une juste fierté, et pourtant mon frère est parti le sourire sur les lèvres, parce qu'avant de mourir, il a eu la certitude que les Allemands reculaient. Et cette pensée seule a suffi à le reconforter et à lui faire accepter le sacrifice de sa vie.

Je vous envoie aussi une copie de lettre du Docteur qui a reçu son dernier soupir. Je voudrais pouvoir vous dire combien je suis reconnaissante aux Vosgiens, et surtout au maire de Bult de tout ce qu'ils ont fait pour les blessés et pour les morts. Grâce à eux j'ai pu revoir la tombe de mon frère dans le petit cimetière de Bult situé au pied de la montagne. Des mains pieuses y avaient planté des fleurs, et dans un obus de 75 ramassé à Anglemont après la bataille, un superbe bouquet avait été déposé.

Je me fais un devoir de vous dire tout ceci. C'est un faible témoignage, mais vous pourrez mieux rassurer les familles en deuil qui ne peuvent revoir leurs tombes. Elles sont en bonnes mains.

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de ma parfaite considération.

L. BARRAU.

Fraispertuis (Vosges), le 28 Août 1914.

Ma chère Lucienne,

J'ai reçu ta lettre datée du 17 août, hier 27 au soir. Oh! combien elle m'a fait plaisir, surtout après les heures d'angoisse que nous venions de traverser. Après être allés jusqu'au Donon et même poussé notre avant-

garde jusqu'au delà de Schirmeck à 40 kilomètres de Strasbourg, nous avons été attaqués par des forces très supérieures en nombre et finalement ramenés à 10 kilomètres de Rambervillers après avoir défendu vainement la ligne des Vosges et celle de la Meurthe. La plus grande partie des villages et des villes envahis par les Allemands ont été incendiés. Une nuée d'espions fourmille autour de nous et nous trahit sans cesse. Nous commençons à prendre des mesures énergiques.

Depuis quelques jours, nous étions à la Chipotte, col qui est à mi-chemin entre Rambervillers et Raon-l'Étape. J'ai oublié de te dire que je commande la section chargée de la garde des voitures à munitions. Ces voitures doivent toujours rester un peu en arrière de la ligne du feu afin de pouvoir approvisionner le bataillon.

La bataille avait duré toute la journée : notre artillerie faisait rage, mais l'artillerie lourde des Allemands portant plus loin que la nôtre déchiétait nos malheureux soldats et nous les voyions revenir le corps mutilé. La nuit était venue. Nous nous étendons sur la route, à côté des caissons pour y dormir. Quelques heures après, les cris de chouette à droite et à gauche nous avertissent que les « Boches » grimpent les pentes. Au jour, le général arrive et donne les ordres. La lutte reprend.

Vers une heure de l'après-midi, mon lieutenant part pour commander le bataillon ; il n'y a plus d'officier. Je prends le commandement des caissons et je descends un peu plus bas pour les mettre à l'abri ; puis, devant le danger, je veux reculer vers Rambervillers. Des fantassins arrivent des pentes ; ils sont débordés. Bientôt les balles sifflent autour de nous. Je sens que la retraite m'est coupée et nous rebroussons chemin pour remonter au col. Un obus arrive derrière nous et brise les sapins. Par bonheur aucun

de nous n'est touché. Au sommet du col, je demande les ordres du général. Une seule route est libre : celle de l'Allemagne. Je m'y engage et descends 5 kilomètres. Au sortir de la forêt, les obus allemands tombaient sur la route. Nous engageons les camions dans des chemins épouvantables ; les chevaux qui n'ont pas mangé depuis deux jours s'épuisent à tirer. Nous poussons aux roues. Les premiers fuyards nous rejoignent. Je les fais évacuer en arrière.

Enfin, après deux heures d'efforts, nous arrivons à la Bourgonce. Nous n'avons pas mangé de pain depuis trente-six heures. Par bonheur, les provisions se découvrent dans les habitations abandonnées des gens qui fuient l'invasion. Des vaches sont restées dans une étable. Un homme me procure un bol de lait et je me régale. Je trouve à acheter tout de même du vin pour mes hommes, au prix de seize sous le litre ! Un orage épouvantable éclate. Cependant, les Allemands s'avancent. Nous repartons le soir à 7 heures et arrivons à Brouvellieures à 1 heure du matin, après avoir reçu une seconde averse de plus de cinq quarts d'heure. En cours de route, j'arrête trois civils et je les force à suivre le convoi jusqu'à la mairie. Là, l'instituteur n'est pas couché et il nous fait installer à la mairie où nous prenons un repos bien gagné et j'ai rejoint le bataillon ce matin, sans avoir perdu un seul caisson. La consigne est de les faire sauter avant de les abandonner. J'ai eu plus de chance que mon collègue du 61^e chasseurs. Mon lieutenant, un gentil garçon, est tombé frappé d'une balle quelques minutes après notre départ.

Raphaël BARRAU,
sergent-fourrier S. H. R.,
du 57^e bataillon de chasseurs. En campagne.
21^e corps.

Deneuvre, près Baccarat (Meurthe-et-Moselle).
2 Janvier 1915.

Mademoiselle,

Votre lettre du 5 décembre m'est parvenue avec un grand retard et je m'excuse de répondre si tardivement à vos questions.

Le 10 septembre notre ambulance fut désignée à 7 heures et demie pour fonctionner à Bult. Les combats étaient rudes en avant de Rambervillers, il fallait repousser l'ennemi sur la rive droite de la Meurthe et en tous cas l'empêcher de déboucher par Rambervillers. A 7 heures 45 du soir, nous étions prêts à recevoir les blessés dans les locaux de la salle d'école et de la mairie transformés en ambulance. Notre premier blessé fut votre malheureux frère, il arriva à 8 heures. Promu sergent-major, il avait pris la veille le commandement de sa section. En entraînant celle-ci à l'ennemi, il avait été frappé en pleine poitrine, à droite, d'une balle qui était ressortie dans le dos sous l'épaule. Son état était très grave. Le poumon avait été sûrement transpercé et il avait eu une abondante hémorragie ; il était très calme, en parfaite connaissance et ne se plaignait aucunement.

On lui fit un très solide pansement et surtout je lui recommandai bien de ne pas bouger, d'être le plus immobile possible sur son brancard. J'espérais qu'un caillot sanguin pourrait se former et que nous pourrions alors avoir la joie de le sauver.

L'Aumônier de la division vint le voir ; je l'avais prié de parler le moins possible. A une heure du matin, je quittais votre frère pour qu'il reposât ; je lui avais fait prendre un calmant, il ne souffrait pas, il s'endormit un peu.

Au petit jour, le 11, je fus auprès de lui ; je m'aperçus bien vite que l'hémorragie interne avait repris et que son état était désespéré. Il me vit avec

plaisir, me sourit et comme je lui serrais la main il me dit : « Docteur, c'est grave, je suis fichu ? » — Mais non, mon petit, ça va bien, bon courage » et je m'efforçais à mon tour de lui sourire. Il se plaignait de respirer difficilement. Le pauvre garçon, malgré mes efforts, voyait qu'il était perdu. C'est alors qu'il me parla de ceux qu'il laissait, de parents qu'il avait en Seine-et-Marne, de sa mère et de vous Mademoiselle, employée au Central Télégraphique, me dit-il, à Paris.....

Je ne pouvais plus rester auprès de lui, j'étais à genoux et lui sur le brancard sur lequel il avait passé la nuit, j'avais peur de montrer des larmes et de lui faire connaître par là que je jugeais son sort irrémédiable.

Je sortis de la salle d'école le laissant aux soins de deux infirmiers. Dans le couloir, j'essuyai deux grosses larmes. Ce courage, ce calme devant la mort m'avaient remué jusqu'au plus profond de moi-même.

A 9 heures, je revins, il me dit aller micux : « Ne te fatigue pas, lui dis-je, souffres-tu ? » — « Non, me dit-il. Docteur, reprit-il, quelles sont les nouvelles ce matin ? » — « Très bonnes ! Joffre leur a flanqué une pile ! » Nous savions à peine ce jour-là, par des bruits officieux, le succès de nos armées sur la Marne. « Ah ! tant mieux, me dit votre frère, je suis bien content ! »

Ce furent là ses dernières paroles. A 10 heures 12 minutes, il rendit le dernier soupir en regardant la chaire de l'école, cette chaire d'instituteur qu'il avait si bravement abandonnée pour remplir son devoir de Français.

Avec un de mes infirmiers je lui fermai les yeux.

M. le Maire de Bult et M. l'instituteur Georges ont dû vous dire ce qui fut fait pour les obsèques ; ces deux personnes furent d'un dévouement au-dessus de tout éloge. Le Maire fit faire une bière et il fut con-

venu que le corps de votre frère passerait la nuit chez lui, dans son bureau transformé en chapelle ardente.

Le lendemain, à 10 heures et demie, la levée du corps se fit donc chez le Maire. Six de nos infirmiers portaient à bras le cercueil de votre frère recouvert de sa capote et de son képi. Les gens du pays, les corps de troupe stationnés à Bult avaient envoyé de très jolies couronnes, beaucoup en fleurs des champs. Les honneurs militaires étaient rendus par une escorte de cavaliers du train sabre au clair et par des artilleurs des batteries d'artillerie lourde qui revenaient du combat. Il y eut un très beau service à l'église de Bult; beaucoup de gens pleuraient; j'y assistai avec ceux de mes camarades disponibles et j'accompagnai jusqu'au cimetière le corps de votre frère.

Le lendemain, les ennemis fuyaient, ils quittaient précipitamment Baccarat et retournaient sur leurs frontières. Nous dûmes quitter Bult et à quelques jours de là j'ai rencontré à Roville-aux-Chênes le bataillon de votre frère, il partait pour Paris et Arras: il avait comme médecin-major un de mes vieux amis, le docteur Meillon qui avait ramassé votre frère sur le champ de bataille. Il me confirma ce que je savais c'est que votre frère, très aimé, très estimé de tous à son bataillon, était tombé héroïquement face à l'ennemi.

Docteur Casimir SAQUI.

Ambulance n° 3, 71^e division.

Par Rambervillers (Vosges).

Qu'on m'excuse ou plutôt que l'on comprenne que nous devons saisir toutes occasions de saluer les heures des premières batailles, les soldats des Vosges. Il en reste si peu! Ils furent si mal nommés, médaillés, honorés, ces braves

qui rendirent possibles les opérations de la Marne !

Voici un beau témoignage. Il nous est fourni par un officier supérieur, lorrain de Metz, qui était en même temps un remarquable écrivain militaire. Le lieutenant-colonel Hennequin, cité cinq fois à l'ordre de l'armée, est tombé au champ d'honneur en Alsace, le 12 janvier 1916, à la tête de la 6^e brigade de chasseurs alpins, alors qu'il allait « reconforter des unités sous un violent bombardement ».

« 29 Mai 1915.

» Monsieur,

» Permettez à un ancien combattant de la Chipotte de vous remercier pour l'article de l'Écho paru récemment. A l'époque des combats mémorables où nous n'étions pas toujours heureux, mais toujours valeureux, on ne publiait pas ces beaux récits officiels sur le Vieil-Armand, Carency, Ablain-Saint-Nazaire, les Épargés... Certes, nous applaudissons aux hauts faits de nos camarades, qui paient d'un sang généreux la gloire qui auréole leurs drapeaux.

» Mais il ne faut pas oublier non plus ceux qui combattirent dans les Vosges au début de 1914, s'en vinrent ensuite se heurter aux défenses de Sarrebourg et d'Albreschviller et arrêtaient l'ennemi à la passe désormais historique de la Chipotte. Je commandais alors le 31^e chasseurs que j'avais formé à Corcieux, un an avant la guerre, et vous dire tous les hauts faits accomplis par mes officiers et mes chasseurs demanderait plus de loisirs que j'en ai actuellement pour écrire.

» Nous connûmes aussi les ivresses de la victoire à la bataille de la Marne où, à la suite de marches épuisantes, nous tentions d'accrocher les arrière-gardes ennemies. Puis vint l'arrêt devant Souain, les assauts pour conquérir les hauteurs du Moulin, sans ces savantes préparations d'artillerie qui enfin nous procurèrent le succès. Nous attaquons aussi Carency, le bois 125, dans le courant de septembre, et nous restions coincés à deux mètres des Boches dans le village. Nous y sommes restés un mois, jusqu'au jour où nous allions résister aux houles germaniques, sans cesse accrues et sans cesse repoussées aux environs d'Ypres à Saint-Éloi. Un même soir, dans une même compagnie, j'ai eu quatre commandants de compagnie par terre, morts ou blessés.

» Que dire des heures sombres passées dans la tranchée en Belgique, attaqués sans cesse, marmités par tous les calibres où pendant neuf jours, sous la plus violente des poussées, nous n'avons pas reculé d'une semelle. Qu'il me soit permis de dire aussi que nos excellents régiments de réserve, s'ils n'étaient pas au Vieil-Armand dans la ruée offensive, tenaient sous la mitraille et dans une épaisse couche de neige, ses abords immédiats. Que de blessés nous avons vu descendre par les pentes verglacées, dans des cantonnements mi-détruits sur les épaules des camarades. Et qu'on ne dise pas que les Allemands supportaient les mêmes souffrances au même degré. Nous tenions la montagne, et ils étaient en plaine, ayant de bonnes routes pour leur ravitaillement et leurs évacuations. Tout cela, leurs seuls chefs pourront le dire, et parler aussi de leur joie au retour du printemps, quand poussaient les premiers perce-neiges. Quels braves gens ! S'ils n'avaient pas la fougue des chasseurs, ils possédaient la ténacité, la robustesse aussi.

» Il faut rendre hommage aussi à ces braves réservistes

et territoriaux qui, aux heures sombres de l'hiver, avaient néanmoins le sourire, quand on leur parlait de la « bourgeoise », des « mioches » restés au « patelin » qu'ils reverraient certainement après la victoire. Faut-il dire que beaucoup ne les ont pas revus ; car leurs pertes ont été terribles. L'histoire leur rendra justice : ils ont tenu ce lambeau d'Alsace reconquise et quand nos braves chasseurs avaient, au prix de lourdes pertes, emporté quelques mètres de terrain, c'étaient encore les braves réservistes qui affirmaient la conquête et organisaient la nouvelle tranchée, à la barbe des Boches, sous les balles et les obus.

» Il ne faut pas oublier les humbles, les obscurs, ceux des premières luttes qui n'avaient pas, pour les soutenir, la joie du succès.....

» Un Messin,

» Lieutenant-colonel HENNEQUIN. »

XXIV

UNE JOURNÉE MESSINE A PARIS

28 Mai 1915.

Ce jeudi matin, le *Souvenir français* faisait célébrer à Notre-Dame de Paris sa messe annuelle, dédiée à la mémoire des glorieux militaires et marins, français et alliés, morts pour la Patrie.

La grande voix des orgues répandait son roulement majestueux à travers les voûtes ; les clairons jetaient vers le ciel leurs sonorités

de gloire ; les bannières de Strasbourg et de Metz, violettes de deuil et vertes, c'est la couleur des espérances d'hier devenues certitude, se tenaient à l'honneur, et je me réjouissais avec émotion de voir un homme de Metz monter dans la plus haute chaire de France et l'une des plus retentissantes de la Chrétienté, pour y glorifier le sacrifice de nos soldats.

C'est le chanoine Collin, en effet, qui avait la charge glorieuse de prononcer l'oraison funèbre des morts devant cette immense assemblée pleine de chagrin et de fierté.

Le chanoine Collin a été formé auprès de Monseigneur Dupont des Loges, le grand évêque protestataire. A sa mort, il est devenu le chef spirituel du pays messin en face des Prussiens. Contre eux, il a toujours maintenu l'union sacrée. L'Alsace a l'abbé Wetterlé, et la Lorraine le chanoine Collin. Investi d'une telle mission, il avait toute autorité, ce matin, pour nous dire que les tertres de nos soldats sont des lieux sacrés, les autels de la Patrie.

Nos soldats se battent pour la Revanche, pour la défense du sol et des foyers, pour l'honneur, pour la paix, pour l'accomplissement des destins de la France. Que tout ce qui est esprit dans l'Univers leur vienne à l'aide ! Si vous aviez entendu de quel accent

de vérité, reprenant le mot sublime d'un héros dans les tranchées, l'orateur s'est écrié sous les voûtes éternelles : « Debout les morts ! », les convoquant tous, soldats, écrivains, saints, vaillants anonymes, tous, de Jeanne d'Arc à Déroulède, pour qu'ils renforcent nos armées vivantes ! Nous l'écoutions d'un seul cœur, d'une seule âme. C'est vrai que les morts dominant dans l'ordre des idées ; et nos idées, notre idéal apparaissent à cette heure aux yeux de l'Univers entier comme préférables aux idéals de la Germanie. Nos grands morts sont nos auxiliaires et bataillent au-dessus de nos armées.

Il n'est pas de lieu plus approprié pour dérouler les mystères spirituels de notre nation que les voûtes de Notre-Dame. Est-ce Chateaubriand qui remarquait que la Patrie et l'Honneur sont la génération humaine de la religion ? Nous écoutions avec recueillement, toutes nos pensées vagues s'enroulaient aux enseignements précis de l'orateur sacré.

Nous n'avons pas osé applaudir, mais le même jour, trois heures plus tard, nous nous sommes bien dédommagés. En effet, ce même jeudi, dans l'après-midi, je présidais une conférence du même chanoine Collin aux Sociétés savantes. Une conférence sur la vie

à Metz au temps de l'annexion. C'est l'histoire d'un temps qui va finir. Nous en vivons le dernier chapitre, les heures de la reconquête.

L'abbé Collin a glorifié les Ehrmann et les Colette, ceux et celles qui n'ont pas quitté l'Alsace et la Lorraine, ceux qui sacrifiés, laissés en gage par la France, attendirent quarante-cinq ans qu'elle vînt les dégager, les libérer et libérer son honneur. Qu'ils soient loués et aimés, ces jeunes gens qui subirent toutes les tortures morales (et trop souvent les brutalités matérielles) pour qu'il restât de la France en Alsace et en Lorraine ! Ils ont entendu la voix de la raison et servi l'intérêt de la France. Un grand nombre d'entre eux, à cette heure, sont pris dans le plus tragique guet-apens et coiffés d'un casque à pointe, se trouvent dans les rangs de l'armée allemande. Nulle faute n'en pèse sur eux. C'est pour nous avoir écoutés, ou du moins pour avoir pensé d'accord avec nous.

— Généreux garçons, leur disions-nous, voulez-vous être des héros ? Ne quittez pas l'Alsace ni le pays de Metz.

— Eh ! disaient-ils, qu'y pourrions-nous faire, humbles, suspects, en face d'un empire colossal ?

Et nous leur répondions :

— On ne vous demande pas d'agir, mais seulement de vivre. On ne vous demande même pas de protester, mais naturellement chacune de vos respirations sera une respiration rythmée avec le cœur français. Demeurez un caillou de France sous la botte de l'envahisseur. Subissez l'inévitable et maintenez ce qui ne meurt pas.

Ils ont suivi ce dur conseil national, cette vue de haute politique. Et grâce à eux, demain nous trouverons des assises solides sur lesquelles sans peine nous reconstruirons la maison française en Alsace-Lorraine.

Nous la reconstruirons magnifique, unissant, fondant toutes les vertus terriennes et locales avec les vertus de la France. Le généralissime et puis le président de la République sont allés, l'un après l'autre, là-bas, en donner l'assurance. On se souvient de leurs nobles démarches. Elles furent, cette après-midi, pour l'orateur patriote qui les rappelait, l'occasion d'un mouvement pathétique. Au terme de sa conférence, arrivant à ces textes gros de promesse. « Je ne les lirai que debout, dit-il, par respect, car ils sont la charte de l'Alsace-Lorraine ». Et tous nous nous levâmes pour entendre les déclarations solennelles et bienfaisantes que vous savez.

Les paroles de Joffre d'abord :

« La France apporte avec les libertés qu'elle a toujours respectées, le respect de vos libertés à vous, des libertés alsaciennes, de vos traditions, de vos convictions, de vos mœurs ».

Ensuite le redoublement et la confirmation de Poincaré :

« La France, tout *en respectant les traditions et les libertés des provinces* qui lui ont été arrachées par la force, leur rendra leur place au foyer de la Patrie ».

Cette générosité, ce cadeau d'union sacrée sont bien mérités par la fidélité de là-bas. Et tenez, écoutez un trait que l'on me fait connaître, d'après un prisonnier échappé de Maubeuge. Quand une fois on a entendu une pareille histoire, jamais plus on ne l'oublie. Elle descend au fond de notre conscience et demeure là indestructible sur le sable.

Un matin, dans la gare de Maubeuge, occupée par les Allemands, arriva un train sanitaire. On en descendit les blessés et, entre autres, un malheureux soldat de la garde prussienne. Demi-mort, à quoi bon le traîner plus loin ? Sa civière fut déposée dans une cour.

Passe un major français, un de ceux qu'après la prise de la ville les Allemands ont gardés

pour les aider auprès des malades. Le moribond voit ce Français, parvient à lui faire signe de s'approcher et fièvreusement embrasse le pantalon rouge. Un sous-officier boche qui passait haussa les épaules et dit : « C'est un Messin. »

XXV

« L'AMITIÉ DES TRANCHÉES
ET L'AMITIÉ DES ÉCOLES »

29 Mai 1915.

Mon honorable collègue et ancien adversaire — adversaire d'il y a dix mois, disons mieux, dix siècles — M. Buisson m'a communiqué quelques-uns des articles qu'il a publiés depuis la guerre, en me demandant de lui en donner mon opinion. J'ai lu ses articles et je lui ai répondu, comme il voulait bien le désirer, dans son *Manuel général de l'instruction primaire, journal des instituteurs et des institutrices*. C'est cette réponse que je mets maintenant sous les yeux de nos lecteurs. Elle ouvre dans le *Manuel* une *Consultation sur l'Union sacrée*, elle est un acte pour l'union sacrée...

J'ai lu les articles de M. Ferdinand Buisson

avec une curiosité passionnée, avec une grande joie. M'ont-ils surpris? Non pas, pas plus que l'héroïsme de nos soldats. Celui qui résume sa pensée présente avec le plus de netteté et d'ardeur a pour titre : *L'amitié des tranchées et l'amitié des écoles*. Titre splendide, que je lui envie et qui dit tout. Buisson est philosophe, il ne s'arrête pas à la minute qui passe, il songe à demain et il a raison. Ce qu'il demande, c'est que l'union sacrée d'aujourd'hui survive à la guerre.

Il faut, écrit-il, qu'elle s'incorpore au sentiment national... Il ne s'agit pas de rêver la disparition des partis dans une embrassade universelle. Le but n'est pas non plus — quoique ceci du moins ne soit pas à dédaigner — d'introduire des habitudes de modération dans nos querelles politiques, de renoncer aux violences idiotes de l'esprit de parti. L'union sacrée est quelque chose de beaucoup plus profond. Il faut se rendre compte de ce qui se passe au front depuis tant de mois entre des hommes que tout séparait : leur éducation, leurs traditions, leurs croyances. Ils s'imaginaient n'avoir rien de commun. Et ils se sont trouvés avoir en commun ce qu'il y a de meilleur au fond d'eux-mêmes... C'est par l'acte que se sont mutuellement jugés ces deux soldats dans la tranchée, le prêtre et le libre penseur, le camelot du Roi et le syndicaliste. C'en est fait ; ces hommes-là ne peuvent plus être des étrangers l'un pour l'autre. Ils reprendront, je le veux, leurs luttes d'idées, mais il leur sera désormais impossible de se haïr et de se mépriser comme autrefois.

Quelle portée n'a donc pas ce grand fait nouveau (l'union sacrée), ce grand acte de piété nationale scellé dans le sang des plus nobles enfants de la France !

Et maintenant, croyez-vous que nous soyons tentés de le rétrécir à la mesure d'un système ou d'un catéchisme à notre convenance ? Allons donc !

Là-dessus, Buisson me demande : Oui ou non, cette union sacrée a-t-elle votre approbation et sous quelles réserves ? Ici, je l'avoue, je ne comprends plus. Si j'approuve l'union sacrée ? Mais, depuis neuf mois, je n'ai pas écrit une ligne qui n'allât à la magnifier, à la propager. Sous quelles réserves, je l'approuve ? Mais sans une ombre de réserve. A mon gré, elle ne sera jamais assez universelle, assez impérieuse. Aujourd'hui, demain, après-demain, je veux que sur son autel, on sacrifie tout, même ses idées intimes, si, par malheur, il reste au fond de ces idées un ferment de division et de haine.

Des réserves à l'union sacrée, vous n'en acceptez pas non plus, mon cher Buisson, ni pour aujourd'hui, ni pour demain. Vos déclarations lucides, loyales, le disent assez. Que les vôtres vous suivent, qu'il n'y ait plus personne dans votre camp pour dire, comme on l'a fait hier encore, que « de l'homme noir ou du Prussien, c'est encore le premier qui est le pire ennemi », et l'union sera durable.

Pour les catholiques, sachez qu'ils parlent tout comme vous et sans vous avoir attendu. Écoutez plutôt un ancien lieutenant de Veillot, Eugène Tavernier :

La guerre contre l'étranger, écrit-il, a mis fin à un état de guerre intérieure qui régnait chez nous entre diverses catégories de notre société française et notamment entre l'école et l'église... Il faut avouer que depuis trente ans, on a tout fait pour établir entre le prêtre et l'instituteur public un régime d'hostilité permanente. Ce n'est pas l'heure de rappeler les innombrables discours qui représentaient continuellement la réforme scolaire comme une machine destinée à humilier et à remplacer la religion... On n'avait même pas idée du moyen qui aurait pu servir à rétablir un peu la concorde nationale si compromise. Le salut inespéré a été apporté par le danger public. A la lumière de leur patriotisme et de leur héroïsme, une foule de citoyens, qui se croyaient ennemis pour toujours, ont compris qu'ils étaient dignes et capables de se rendre justice, de se rapprocher, de s'unir. La presse, libre-penseuse ou croyante, a loué en même temps les instituteurs et les prêtres qui combattent avec intrépidité le même ennemi. Ils ont mêlé leur sang qui est le ciment des âmes dans le vivant édifice de la fraternité.

Vous voyez qu'à ce catholique intransigeant, ni vos propositions, ni même votre vocabulaire ne font peur. Tavernier conclut :

Ces mots d'un instituteur, à propos de ses collègues et des prêtres : « Parmi les plus braves se trouvent toujours un instituteur et un curé », ces mots ont l'éloquence d'un bulletin de victoire. Ils proclament la

victoire morale qui prépare et qui complétera tant de succès remportés dans les tranchées et sous les obus, contre l'ennemi commun.

Vous l'entendez, l'accord est complet. Pour ce qui est du passé, Tavernier rappelle un fait : l'école trop souvent dressée comme une menace contre l'Église ; la guerre au village. De cela qui est coupable ? Peu importe ! Une chose reste : les ennemis d'hier se sont retrouvés, reconnus frères devant l'ennemi de toujours. Rapprochement victorieux qui peut et qui doit durer. De part et d'autre, il y aura encore des exaltés, des sots. Unissons-nous pour réduire ces immobilisés et quand l'heure sera revenue de rire, qu'ils ne servent plus qu'à nous divertir.

Avec des articles comme les vôtres et comme celui de Tavernier, ce qui me rassure le plus, ce sont les lettres nombreuses que m'envoient des instituteurs non mobilisés et des institutrices, lettres touchantes par leur ingénuité, leur franchise cordiale, ils ont lu mes articles de l'*Écho de Paris* et découvert un Barrès qui leur a paru très imprévu. Voici une de ces lettres ; elle me désole et m'enchanté :

Vous savez que vingt-cinq mille instituteurs combattent pour le salut de la France ; tous font leur devoir, plusieurs se distinguent et beaucoup, hélas !

sont tués déjà. J'ose donc vous demander d'ôter ces vilains noms de « primaires » et « d'Aliborons » dont vous nous avez accablés et qu'on nous jette à tous propos, et de rendre justice aux maîtres d'école dont la mission est déjà par elle-même assez pénible. Si nos petits soldats sont admirables, n'est-ce pas un peu grâce à nous, à nos leçons de patriotisme ? — J'ai dirigé longtemps une école mixte où nous chantions de tout cœur : « Que ton sang soit à la France, que ton âme soit à Dieu ! » et plusieurs de mes anciens élèves ont versé leur sang pour la Patrie que je leur ai appris à aimer. — Et nous sommes fiers d'avoir formé cette belle jeunesse, quoiqu'on nous ait accusés d'être anti-patriotes... Que ne nous a-t-on pas reproché ? Pauvres Aliborons, cause de tout le mal ! Tous les maux dont souffre notre pays : criminalité, irrégion, insuffisance d'instruction, etc. ; on nous en rend responsables comme le baudet de la fable. C'est si commode de crier haro sur quelqu'un, plutôt que d'avouer qu'on est soi-même plus ou moins coupable. Et quand le pauvre âne regimbe, il est si ridicule ! Il sait si mal se défendre ! car nous sommes des « primaires » et nous sommes les premiers à le déplorer, comme aussi nous déplorons l'ignorance de nos élèves du C. E. P.

Puisque les instituteurs ne peuvent être académiciens, pourquoi les académiciens ne se font-ils pas instituteurs ? Pourquoi, au lieu de nous mépriser, — nous qui vous faisons connaître à nos enfants par des extraits de vos meilleures œuvres, — pourquoi ne nous aidez-vous pas ? Oh ! que vous devriez vous intéresser à notre humble, pénible, mais si magnifique tâche, nous encourager, nous diriger, écrire pour nos petits des choses très simples et très belles ! Nos livres d'école devraient tous être faits par les meilleurs écrivains, les plus grands savants français. Pendant que nos braves collègues se battent, nous qui restons, nous

nous dévouons aussi pour les remplacer, ouvrir des souscriptions pour les blessés, travailler et faire travailler pour les soldats, relever le moral des pauvres gens si prompts à se décourager. Plusieurs institutrices se sont offertes pour être infirmières, on n'a pas voulu de nous.

Veillez pardonner à une petite institutrice bretonne son audace et ses plaintes...

J'ai le remords de ne pas avoir encore répondu à cette charmante Française, de tant de cœur et de tant d'esprit. Oh ! qu'elle aurait raison tout à fait, et comme je me mépriserais moi-même, aujourd'hui surtout, si j'avais jamais entretenu les sentiments qu'elle me prête et voué à la raillerie générale ces milliers et milliers d'instituteurs qui, dès avant la guerre, accomplissaient dignement leur tâche magnifique et qui, depuis, ont passé des paroles aux actes héroïques, avec la simple générosité que nous savons. Aliboron ! Faut-il que je le redise ? Jamais, je ne me serais permis d'attacher cette épithète à tout un corps de bons serviteurs du pays. Mais enfin, ma correspondante n'ignore pas qu'il y a eu, parmi les instituteurs, des égarés, des déments, qui ont blasphémé l'idée de Patrie, prêché à des enfants de dix ans la haine du soldat, annoncé la fin certaine de toute guerre. Contre ces malheureux, n'avais-je pas le droit, le

devoir d'élever la voix ? Je l'ai fait : j'ai cité des textes. Hélas ! Je n'avais que le choix. Que d'atroces paroles dans mes dossiers, que je compte bien ne jamais rouvrir ! J'ai cité. On m'a demandé des noms. Par respect, pour les instituteurs eux-mêmes et par pitié pour des malheureux, je n'ai pas voulu dire ces noms. Comment s'appelle ce sans-Patrie ? ai-je dit, mettons qu'il s'appelle Aliboron. C'était bien doux, car enfin, mieux vaut être un âne qu'un ennemi de sa Patrie. Ils ne savaient pas ce qu'ils faisaient, ils ne savaient pas qu'au jour du danger, ils seraient les premiers au feu et que leur propre sang effacerait ces mauvaises taches d'encre. Moi, je le savais. Leur conduite ne m'a pas étonné. Je ne tremblais pas pour eux, mais pour les jeunes cerveaux qu'ils travaillaient follement à déformer.

Encore une autre lettre, et j'aurai fini. Celle-ci me vient de moins loin :

.....Je ne suis qu'une humble institutrice... presque ignorée de mon administration, et je ne vaudrais certes pas votre cultivateur de la Beauce, qui possède « une brouette de décorations », car je n'ai pas su décrocher dans mes ... ans de services, le moindre ruban violet. Mais il est un titre dont je me fais gloire..., je suis une ancienne élève de Notre-Dame de ... Au sortir de (ce couvent), j'ai affronté les concours difficiles d'entrée

à l'école normale supérieure de ..., où j'ai été reçue... La justice m'oblige à ajouter que jamais M. X..., dont j'eus l'honneur d'être l'élève, ne me fit grief de ma formation première. D'ailleurs, je considère comme le plus grand bonheur de ma vie d'avoir eu les plus grands maîtres universitaires et pédagogiques de notre temps, après mes chères Mères de X...

Depuis, je suis restée fidèle et reconnaissante aux deux esprits, j'allais écrire : aux deux chapelles, et je crois fermement, comme vous, qu'il n'y a pas tant de divergences que cela entre les deux France, celle de Voltaire et celle de la tradition religieuse et idéaliste du xviii^e siècle. Elles sont bien près de s'entendre et de s'embrasser enfin, ces deux France, dont la communion est faite en moi depuis si longtemps. Ne sont-elles pas en train de se découvrir et de se révéler l'une à l'autre, sur le champ de bataille, où tous les Français se confondent ?...

Je pourrais citer bien d'autres confidences, qui rendent toutes le même son. Il y a bien, par-ci par-là, je le sais, quelques cloches retardataires, têtues, grinçantes, auxquelles se cramponnent désespérément ce qui nous reste d'énergumènes. Mais, si nous le voulons, les angelus de l'union sacrée étoufferont ces vains bruits discordants. Pour réaliser l'espérance de Buisson qui est aussi la mienne, je compte beaucoup sur ces milliers d'instituteurs et d'institutrices auxquels j'adresse l'hommage de mon admiration et de mon amitié.

P.-S. — Nulle meilleure occasion pour

que je signale à mes lecteurs le petit essai d'un instituteur, Paul Pilant, avec qui, depuis longtemps, je suis lié d'amitié et lui-même un ami des Bocquillon, des Legrand. *La haine de l'Allemagne n'a jamais désarmé*, chez l'éditeur Attinger (60 centimes), ainsi s'intitule cette brochure que Pilant a écrite à son ambulance, étant blessé, avant de retourner au front où, dès le début de la guerre, il est allé volontairement et a conquis ses galons.

XXVI

CE QUE PENSENT DE NOUS LES AMÉRICAINS

31 Mai 1915.

Quelques-uns de mes lecteurs se rappellent peut-être les questions qu'avec eux, il y a quelques mois, je me posais sur les États-Unis, et auxquelles, aidé de lettres venues des Universités de là-bas, nous essayions de répondre.

Le gigantesque chantier d'outre-Atlantique, encombré de Germano-Américains, prêtera-t-il l'oreille à des voix comme celle de Roosevelt? Discernera-t-il l'opinion des meilleurs héritiers de ces colons primitifs, qui ne vou-

laient pas admettre la prééminence de la force? Écouterait-il ses intellectuels, les professeurs d'Université qui, depuis une dizaine d'années, reviennent l'un après l'autre à une plus juste estimation de la France?

Telles étaient mes interrogations, et déjà je donnais une réponse d'espoir qu'à trois mois de distance, après la leçon des événements, je puis confirmer, élargir, transformer en joyeuse confiance.

Nous avons remporté aux États-Unis une grande victoire morale, solide, assurée, permanente, et cela on ne le répétera jamais trop en France. Même dans cette Californie, si lointaine et si jeune, tout occupée de sa grande exposition et de ses propres difficultés, nous avons su nous imposer aux plus indifférents.

Naïvement, il y a huit jours, à l'inauguration du pavillon français, les orateurs américains ont laissé voir leur surprise. Jamais personne n'avait cru que nous viendrions, et voilà qu'avant le pavillon fédéral, avant l'Italie, avant bien des États d'Amérique, nous étions prêts! Sans faire de bruit, nous avons tenu notre parole, simplement comme d'habitude. Et rien n'était plus curieux que de voir l'attitude réservée de la délégation française,

d'entendre les paroles sobres de M. Tirman, qui, ayant fait à peine une allusion « aux circonstances présentes », invitait nos amis américains à venir nous voir. Quel contraste avec l'enthousiasme débordant, libre, des Californiens de toute origine ! L'un d'eux, d'origine allemande pourtant, disait à la sortie : « C'est la première fois que je me sens ému à une cérémonie officielle ! »

Une lettre m'arrive de là-bas avec des accents de clairon chantant la victoire :

« Savez-vous, me dit-elle, que le Comité de l'Exposition avait, dès le début de la guerre, offert à la France de lui rendre sa parole, ajoutant que sur l'emplacement qui nous était réservé on planterait un simple jardin à la française ? Savez-vous que les industriels du Massachusetts avaient offert dans leur pavillon l'hospitalité à leurs concurrents français ? Savez-vous, enfin, que notre attitude digne, réservée, pleine de force contenue, est en train de forcer toutes les admirations et que les German-Américains eux-mêmes n'osent plus rien dire contre nous ?

» Ce pays nous est aujourd'hui complètement, définitivement acquis : le peuple est ouvertement pour nous et le prouve en donnant

généreusement, librement, comme on sait donner dans les pays jeunes et riches. Quelques-uns encore résistaient, se refusaient à accorder leurs sympathies à un peuple réputé irreligieux. Des pasteurs protestants ayant fait leurs études en Allemagne prêchaient la paix. Des pacifistes comme le président Jordan de Stanford conservaient leurs vieux préjugés, voyaient toujours en nous une nation affaiblie par de longs siècles de guerre. La petite brochure de M. Bédier a enlevé ces dernières lignes de tranchées. Le grand organe religieux de l'Amérique, l'Outlook, en a publié la traduction. « Vaincu par » l'évidence, disait Lyman Abbott, le directeur, » je ne peux rester plus longtemps silencieux. » Le président Jordan faisait des excuses publiques à la France et reconnaissait qu'il s'était trompé. C'était la grande victoire et la vraie, l'écrasement du prestige de l'Allemagne. Le peuple de France a, cet hiver, détruit tous les préjugés, effacé le souvenir des anciennes défaites, nous avons su nous imposer au respect et à l'admiration du monde. »

Je relis cette dernière phrase avec une profonde émotion. Que les mères qui ont perdu leur fils au champ d'honneur recueillent ce grand témoignage. Il leur appartient, il est

leur joyau, leur parure de fierté sous leurs vêtements noirs. Chacune d'elles par son enfant a rétabli l'honneur de la France. Le monde applaudit nos soldats morts et vivants; et regarde avec un silence angoissé les mères debout au pied de la croix.

Un écrivain américain, M. J.-O.-P. Bland, a parcouru nos provinces dans le grand moment où nos armées, par la victoire de la Marne, sauvaient la civilisation, et quand chacun de nous faisait son effort et sa prière. Et cet Américain déclare avec l'accent de la vérité, dans la revue *The Atlantic Monthly*, que, chaque fois qu'il se reporte à ces jours de son voyage, l'impression qui lui vient à l'esprit « est d'un émerveillement qui ne cesse pas, d'une admiration qui s'accroît. La France, dit-il, présente aujourd'hui un spectacle émouvant de renaissance spiritualiste : la nation purifiée et ennoblie par le sacrifice et la douleur se trouve dans un nouveau monde, d'une rare beauté morale ». Et, après avoir raconté tout ce qu'il a vu, l'auteur termine son article, intitulé *la Grande Nation*, par ces lignes solennelles :

« En France, à cette heure, il n'y a pas un homme ou une femme, depuis le plus élevé

jusqu'au plus humble, qui n'ait quelque chose à dire d'intéressant, parce que dans cette guerre les valeurs artificielles ont disparu. La valeur humaine compte seulement, et les hommes et les femmes sont devenus humains d'une façon surprenante et splendide. »

Que notre destinée soit bénie de ce que nous n'avons pas souffert dans l'obscurité ! L'humanité tout entière sait que nous sommes redevenus l'antique race française, celle qui, « depuis des siècles, a la responsabilité de la vie spirituelle des peuples », celle qui, en disparaissant, « laisserait la grande famille humaine dénuée de ses plus belles ressources morales ».

Qui parle ainsi ? Quelles sont ces expressions ? Je les emprunte à un noble esprit d'outre-mer, à M. Whitney Warren, l'architecte universellement connu, dans sa belle conférence, le *Témoignage d'un citoyen américain*.

Tous ces textes, que je cite, s'accordent pour que nous comprenions que, depuis dix mois, peu à peu l'Amérique (et c'est l'univers que je devrais dire) a retrouvé la France. Whitney Warren, là-dessus, est bien clair :

Quand je suis débarqué à Paris, au premier jour de guerre, écrit-il, j'ai été frappé du changement qui

s'était instantanément opéré chez vous. Vous étiez, depuis des années, négligents de vos propres mérites ; vous vous étiez laissé transformer brutalement au contact de la grossièreté germanique, *vous viviez contre vos instincts*. Et soudainement, de nouveau, vous avez cédé à vos instincts ; de nouveau vous étiez généreux, chevaleresques ; vous parliez d'honneur et de sacrifice, de dévouement, d'abnégation ; tous les vieux mots de votre vocabulaire vous remontaient aux lèvres, et l'on eût dit que vous aviez retrouvé, dans un coin, un lexique oublié ; vos manières mêmes avaient reconquis leur politesse et leur retenue, vos modes leur bienséance ; dans le bouleversement général, vous aviez dépouillé tous vos habits d'emprunt, et la gravité des circonstances vous avait rendus à vous-mêmes...

Nous avons retrouvé nos vertus héréditaires, au dire de Whitney Warren, et vous allez l'entendre, aussitôt après, ajouter que nous avons en outre retrouvé notre mission éternelle.

Ah ! lecteurs, vous et moi, nous le connaissons le revers de la superbe médaille que frappe perpétuellement notre race, nous savons ce qu'il peut en coûter d'être le peuple des Croisades, le peuple de la Révolution et de l'Empire (et ce n'est pas que dans les tragédies de Corneille que le génie héroïque français glisse parfois à l'absurde), mais c'est vrai, nous sommes toujours ce peuple magnanime qui veut accomplir « les gestes de Dieu », et aujourd'hui, en même temps que nous

combattons pour délivrer nos frères d'Alsace et de Lorraine, que nous avons laissés en gage, et pour nous assurer la frontière du Rhin, c'est-à-dire pour conquérir les clefs de notre maison, il se trouve que nous sommes, une fois de plus, le champion de la chrétienté, le champion de la vieille civilisation généreuse contre les démons de l'inhumanité.

Écoutez là-dessus encore le témoignage du citoyen américain :

On dit, continue Whitney Warren, que cette guerre est une guerre économique et qu'elle est due dans son essence à la rivalité des intérêts commerciaux de l'Angleterre et de l'Allemagne. C'est la thèse de nos ennemis. Les Allemands voudraient bien faire croire qu'ils ont été contraints à la lutte par une pression irrésistible et qu'une menace vitale les a obligés à déchaîner le plus épouvantable des conflits. Cette proposition fait partie de leur système de défense. Mais, à l'origine de cette lutte, il y a beaucoup plus qu'une opposition d'intérêts commerciaux, qu'une question de gros sous, de trafic et de marchandises ; vous, Français, vous ne vous battez pas, parce que les docks de Londres sont jaloux des docks de Hambourg ; l'enjeu est cent fois plus noble ; il s'agit d'affaiblir jusqu'à l'impuissance une race qui s'est placée, systématiquement, en marge de l'humanité, et le choc est né de votre résistance commune à une tentative d'asservissement général. Vous vous battez au nom de toutes les lois morales, et parce que les principes de la Prusse se sont heurtés aux instincts de la civilisation. Pas un de vos soldats

ne l'ignore ; chacun d'eux, en affrontant la mort, sait qu'il est le champion d'une cause magnifique et qu'il se sacrifie pour l'affranchissement du monde.

Nous autres, Américains, les descendants de ceux qui ont lutté pendant la guerre de Sécession pour l'abolition de l'esclavage et l'émancipation du Noir, nous sommes mieux à même que quiconque de comprendre le véritable motif du fléau déchaîné sur tout le vieux continent : il s'agit, cette fois, de l'émancipation du Blanc.

Cette dernière expression mérite de faire fortune. Elle contient des pensées sur lesquelles nous ne pouvons pas passer sans nous y arrêter, et en nous bornant à nous réjouir de tant de sympathie. Les raisons que cet Américain a de nous aimer sont trop frappantes, et s'accordent trop bien avec celles que nous ont déjà proposées les textes de ses compatriotes que j'ai précédemment cités. Je souhaite que mes lecteurs me permettent d'indiquer toute l'ampleur du problème posé.

L'Amérique et sans doute l'univers nous aiment quand nous revenons à nous-mêmes, et qu'ils nous voient capables d'accomplir les œuvres viriles de sacrifice que ce fut toujours notre mission de concevoir pour quelque noble délivrance. Cela est bon à savoir ; cela nous aidera à régler notre conduite : il est toujours profitable de connaître ce qu'attendent de nous de nobles sympathies.

La méthode vaut pour les nations comme pour les individus. Gœthe et Schiller... Ici je m'interromps ; je prie que l'on m'excuse de faire intervenir dans mes explications, et pour éclairer ma pensée, des exemples empruntés aux ancêtres de nos ennemis. Gœthe et Schiller sont à cette heure atteints et diminués par les crimes contre l'humanité et contre l'honneur qu'accomplissent les gens de leur sang. On est gêné de les citer, mais je suis bien obligé dans un travail rapide et quand je vis sur mon fond acquis, de penser avec les notions qui me sont familières... Je demande donc que mes lecteurs me permettent, sans y voir une offense, que je prenne un exemple, qui m'a toujours beaucoup frappé, dans la correspondance de ces deux grands esprits. Continuellement et à tour de rôle, Gœthe dit à Schiller ou Schiller à Gœthe : « Rendez-moi le service de me faire savoir ce que vous attendez de moi ; expliquez-moi ce qu'il vous serait profitable de trouver dans mes ouvrages ; aidez-moi à distinguer, à ce point de ma carrière, dans quelle voie mes amis les plus éclairés croient que je développerais le mieux ce qu'ils aiment en moi. » Et l'autre de répondre : « Nous entrevoyons que vous allez nous donner à admirer ceci et cela : nous

considérons qu'il est en votre destinée de nous mener dans telle direction, de nous approcher de telle beauté, de telle vérité. Voilà ce dont nous avons besoin et que vous pouvez nous donner. »

De même, je crois que, nous autres Français, nous pouvons nous éclairer sur notre destinée nationale, sur nos devoirs, en interrogeant notre nature propre, nos besoins et nos intérêts, cela va de soi, mais aussi en tenant compte du consentement universel à notre endroit.

A cette heure, on s'accorde dans l'univers pour voir que les Germains ont à leur service des méthodes très étudiées et puis indéfiniment de recettes scientifiques, mais qu'ils manquent de la culture du cœur et de toute délicatesse morale, et que, s'ils excellent assez dans l'utilisation des forces matérielles, l'humanité pourtant est faible dans chacun d'eux. Nous devons donc nous préoccuper de maintenir perpétuellement en nous la vie de l'âme, d'élargir toutes les âmes françaises, et de recueillir, pour que chacun en profite, toutes les richesses spirituelles de notre pays. Elles sont toutes utiles dans les tranchées ; il faudrait donc qu'on les trouvât toutes autour du berceau de l'enfant et à l'école. Et c'est bien ce dont j'avais la perception quand je deman-

dais (d'accord avec les Péguy et les Psichari, s'il m'est permis, comme je le crois, de me parer de ces grandes autorités) qu'en face de l'école on maintint, pour collaborer avec elle, la vieille église où se fait l'éducation du cœur.

Que notre patrie soit durant les générations à l'école des soldats de Joffre — ils nous ont conservé la vie et rehaussé dans l'estime du monde — et cultivons intensément, avec système, tout ce que contiennent ces vieux mots d'honneur, de sacrifice, de dévouement, « tous ces vieux mots de notre vocabulaire », comme disait tout à l'heure l'Américain, qui furent à travers les siècles générateurs des actions françaises (1).

(1) 1^{er} juin 1915. — Monsieur, dans votre article de l'*Écho de Paris* du 31 mai, sur « Ce que les Américains pensent de nous », il y a une toute petite erreur que je me permets de vous signaler.

M. J. O. P. Blaud, qui écrit dans l'*Atlantic Monthly* et dont vous citez un extrait d'article, est un écrivain anglais ou plutôt irlandais (il n'a rien d'américain) qui n'a jamais habité que son pays et la Chine.

C'est un ancien Commissaire des Douanes chinoises. Il a été aussi secrétaire du *Shanghai Municipal Council* et représentant du *Chinese and British Corporation*, à Pékin.

Il a écrit plusieurs livres, dont un avec M. Backhouse, sinologue distingué. C'est un livre tout à fait remarquable : *China under the Empress Dowager*.

Malgré cette petite rectification, je suis convaincu que votre article représente très exactement les sentiments du public américain. — E. LEBAS.

XXVII

L'ENFANT DE L'ASSISTANCE PUBLIQUE

1^{er} Juin 1915.

Un de nos chefs les plus respectés me disait : « Vous avez publié beaucoup de faits qui montrent l'héroïsme de nos soldats et le lien cordial qui les unit à leurs officiers. Mais que de traits innombrables on pourrait ajouter à ceux que vous avez enregistrés ! Voulez-vous lire trois, quatre lettres que j'ai là dans ma poche ? Vous pourrez même les publier, pourvu que vous cachiez les noms. J'y mets une seconde condition, c'est que vous me rendrez les originaux ; j'y tiens, car je constitue un dossier de tous ces papiers sublimes, pour faire connaître à mes enfants et petits-enfants avec quels compagnons héroïques j'ai fait cette immortelle campagne. »

J'ai emporté ces lettres. Je les ai lues avec admiration. Elles composent une très simple histoire que je veux raconter — en quelque sorte, par-dessus la tête de mes lecteurs — à l'administration de l'Assistance publique. Vous verrez tout à la fin pourquoi. D'ailleurs

j'irai vite et sans phrases. De tels héros, dépouillés de toute vanité, à peine nés et aussitôt dissous, volatilisés dans la gloire de la France, exigent qu'on parle d'eux avec la plus complète simplicité, par respect.

Un officier, le capitaine P..., de cette infanterie qui, depuis le début de la guerre, conquiert l'admiration de toutes les armes, inclinées devant la supériorité de ses sacrifices, ayant été nommé commandant dans un autre régiment, désigna à sa fille, pour qu'elle leur fît parvenir quelques douceurs, un certain nombre des soldats qu'il quittait et qu'il choisit, est-il besoin de le dire, parmi les plus délaissés et les plus braves.

La jeune fille, presque une enfant encore, âgée d'une quinzaine d'années, confectionna avec zèle les paquets classiques composés de tabac, de chocolat, de gâteaux secs, et les envoya, comme son père le désirait, sans se nommer, mais en ayant soin d'y glisser le nom et l'adresse d'une amie, afin d'avoir le plaisir de recevoir des réponses.

La première qui lui arriva était d'un engagé volontaire de dix-huit ans, un soldat d'une bravoure admirable, cité à l'ordre de l'armée pour être allé à Perthes reconnaître avec succès une tranchée. On l'appelait le petit H...

Je ne vous donne pas sa lettre à lire. Certainement que pour l'écrire le brave garçon avait demandé l'aide d'un camarade cultivé. Elle est soignée, gentille et un peu banale. Une seule chose y est curieuse, c'est qu'après avoir fait la description de sa tranchée et s'être loué courageusement de sa vie, le gentil soldat disait à sa correspondante inconnue : « Un point noir, c'est que notre commandant va nous quitter », et insistant avec une charmante humour, il ajoutait : « Je vous dirai entre nous que ce qui fait que nous l'aimons, c'est *sans que nous voulions l'avouer*, qu'il est avare de notre sang. Aussi lorsqu'il nous criera : « En avant ! à la baïonnette ! », il a » beau être brave, il ne sera jamais le » premier. »

Vous imaginez l'émotion de la jeune fille d'entendre ainsi parler de son père ! Elle répondit, cette fois, par une vraie lettre, *la seule que le petit soldat ait jamais reçue à la guerre*. Dès les premières lignes, elle se nommait. Puis continuant :

« — Vous ne pouvez croire à quel point votre jolie lettre nous a fait plaisir, à maman et à moi ! Nous la garderons précieusement comme un témoignage touchant de l'affection que mon cher papa inspire. Depuis son départ,

nous sommes toujours bien tristes et tourmentées à son sujet ; aussi est-ce une consolation pour nous de le savoir entouré d'aussi vaillants soldats ! Papa nous a dit, monsieur, que vous étiez d'une bravoure admirable. Comme toutes les petites filles de France, je suis pleine de reconnaissance pour les vaillants défenseurs de la patrie. Puisque mon modeste envoi vous a fait plaisir, je me fais une joie de vous en adresser un autre pour Pâques.

» Bons vœux pour la fin de la campagne.

» Y. P. »

C'est ici que l'histoire prend de la rareté, et que l'on entrevoit le cœur sérieux d'un pauvre et noble garçon. Une fois de plus, nous allons découvrir ceux qui valent mieux que nous.

Quelques jours après avoir reçu cet œuf de Pâques, H... fut désigné pour renouveler la mission qu'il avait déjà remplie avec succès et qui lui avait valu sa citation à l'ordre de l'armée. On lui ordonna d'aller chercher des renseignements sur une tranchée allemande. Il sentit que, cette fois, il ne reviendrait pas, et il se trouva dans l'état d'esprit de ceux qui font leur testament. Mais il ne possédait rien, si ce n'est la lettre de cette jeune fille qu'il n'avait jamais vue. Il eut la pensée de l'en-

voyer au commandant P..., avec le mot suivant, que l'on voit bien qu'il écrit tout seul. Il l'écrivit moins bien que le grand Corneille, mais d'une telle manière que Corneille l'embrasserait en l'appelant : « Mon fils ».

A faire parvenir à M. le Commandant P..., si je ne suis pas revenu le mercredi..... à six heures du matin.

Mon commandant,

Ayant une mission, petite, il est vrai, mais assez hasardeuse, le lieutenant m'a fait l'honneur de m'y envoyer ; c'est donc sans déplaisir que je pars, car c'est plutôt ma place qu'à n'importe lequel. Mais comme il se peut que j'y reste, je vous remercie, ainsi que M^{lle} Y..., d'avoir pensé à m'envoyer un œuf de Pâques. Aussi, mon commandant, permettez-moi de vous remercier.

En avant ! Vive la France !

H...

Si vous recevez cette carte, c'est que je serai tombé pour toujours.

En avant quand même ! — H...

Quelques heures plus tard, ce soldat de dix-huit ans, ayant décousu le numéro de son régiment et retiré sa plaque d'identité, afin de

ne donner en cas de malheur aucun renseignement à l'ennemi, courait d'un bond sur le rebord de la tranchée ennemie. Il y tombait mortellement frappé.

Un camarade fit parvenir sa lettre au commandant P... qui la lut en pleurant, fit dire une messe par les soins de sa femme et de sa fille, puis écrivit au lieutenant pour lui dire son admiration sur ce petit soldat et lui demander tout ce qu'il pouvait en savoir.

Voici la réponse du lieutenant :

Mon commandant,

Je m'empresse de vous fournir les renseignements que vous me demandez sur notre bon et brave petit H... Abandonné vers l'âge de quatre ans, il a été élevé par l'Assistance publique. Il n'avait pas de famille, il ne correspondait avec personne et ne recevait jamais de lettre, sauf ces derniers temps que vous avez eu la bonté de le désigner à votre famille.

Avant la guerre, il habitait Paris et travaillait chez des jardiniers.

Il n'avait jamais d'argent, mais vivait très heureux et en très bonne affection avec tous.

Il était très confiant avec ses camarades, leur a raconté toute sa vie qui se résume à ce que je vous dis.

Croyez, mon commandant, que nous regrettons tous profondément la mort de ce brave et que notre pensée s'associe à la vôtre pour rendre hommage à sa mémoire et bien graver dans le cœur de chacun de nous son nom et ses beaux actes de courage et d'abnégation pour l'utilité de la défense.

La prochaine fois que nous irons au repos et que je pourrai rassembler ma compagnie, nous rendrons à notre cher disparu l'hommage que vous nous conseillez. Puis je lirai votre lettre qui fera voir à chaque soldat le cœur du chef qui était à notre tête et le grand prix qu'il attache à l'existence de ses hommes.

L'hommage que le commandant P... avait demandé pour le petit H... était celui rendu jadis à la Tour d'Auvergne.

A l'appel, son nom fut lancé très haut et quelqu'un répondit : « Mort au champ d'honneur ! »

Voilà cette vie. Elle s'assortit avec les teintes graves et nobles, avec le sérieux et la fierté sans morgue qui caractérisent les héros de la pensée française et de l'histoire de France. Ce sont des multitudes d'existences de cette sorte qui créent la spiritualité, le monde moral dont nous sommes les bénéficiaires. Cet enfant

élevé par la charité publique se trouve être un prince et notre supérieur. On le regarde avec une douloureuse amitié se défaire sur le talus de la tranchée allemande.

Nous ne pouvons plus rien pour lui, mais nous devons nous servir de son exemple. Nul plus que ce héros ne mérite la « croix de guerre », dont c'est bien votre idée, n'est-ce pas, qu'elle doit être réservée aux combattants ? Eh bien ! qui la réclamera pour lui ? Si l'Assistance publique voulait jusqu'au bout faire acte paternel vis-à-vis de son pupille, c'est elle qui devrait s'en charger. Le chef qui m'a renseigné et moi, nous sommes prêts à donner à l'Assistance publique tous les renseignements complémentaires lui permettant d'honorer la mémoire de l'un de ses plus nobles enfants.

XXVIII

LE MUSÉE DE LA BATAILLE

3 Juin 1915.

Sur la porte du presbytère, il y avait une pancarte écrite, à la main, soigneusement, et qui disait :

« *Le curé de Ménil invite ses chers sol-*

dats... Il les attend et aime à se dire leur ami tout dévoué. »

Ce charmant appel éclate, brille, comme un fanal d'amitié au milieu du champ de bataille, et en même temps qu'il exprime bien la fraternité de nos villages vosgiens pour nos soldats, il complète la bonne idée que je me faisais de M. le curé de Ménil-sur-Belvitte. C'est lui que les jeunes filles que j'ai vues, au col de la Chipotte, en train de mettre des pervenches et des petits drapeaux sur les tombes des soldats, m'ont nommé comme leur inspirateur, et je viens à sa cure pour le féliciter.

Une vieille femme m'a ouvert :

— M. le curé est absent; il est parti dès le matin, à pied, pour Rambervillers. Mais sûrement qu'il va bientôt rentrer. Quatre heures ont déjà sonné. En l'attendant, vous regarderez le musée.

Va pour le musée! Me voici dans une chambre où il y a un autel et dont les murs sont couverts de sabres, de baïonnettes, d'obus, de clairons brisés, toutes les reliques françaises et allemandes du champ de bataille disposées avec un soin extraordinaire et mêlées d'inscriptions à la gloire de Dieu et des soldats. Par la fenêtre, je vois les vieux

noyers poussés dans le sol de l'ancien cimetière et qui ombragent les ruines de l'église. Ils ont résisté à l'incendie et à la mitraille. Pays de grands bois et de grands sentiments. Ici les arbres et les hommes naissent pleins de sève et le cœur solide.

Mais voici celui que j'attends. Il sait ma présence, il accourt; on se serre les mains, on se regarde. Ce n'est pas une figure des villes, une de ces figures pâles sur lesquelles il y aurait à déchiffrer, comme sur un palimpseste, plusieurs épaisseurs de pensées qui se recouvrent; c'est un large visage vosgien, bien charpenté, bien coloré, bien franc, de cultivateur, de soldat et de prêtre. Visiblement, le curé de Ménil est content de me voir, comme moi de connaître celui qui met des fleurs sur les tombes dans la forêt.

Et soudain, devant son autel, tout d'un trait et d'une voix chaude, il improvise une superbe prière, où il me nomme et célèbre les soldats morts au champ d'honneur et ceux qu'il a soignés dans cette même pièce. Puis s'asseyant :

— Dans cette chambre, vous comprenez, on ne pouvait pas recommencer la vie ordinaire. C'était mon ambulance. Nos martyrs y avaient souffert pour la patrie. Alors j'ai

dédié à Dieu et à leur gloire cette pauvre pièce sanctifiée par eux, et, jusqu'à nouvel ordre, elle remplacera mon église. Après la victoire, c'est-à-dire demain, quand Dieu retournera dans son église rebâtie, il y aura encore ici quelque chose de noble, ce sera le musée des héros du col de la Chipotte.

Et le voilà qui commence d'une voix forte et rapide à m'expliquer l'origine de chacun des « numéros » de son musée, en même temps que la valeur symbolique de leur arrangement. Pourquoi a-t-il placé le crucifix de son ambulance au milieu d'un cercle de baïonnettes? Pour rappeler que c'est par la douleur que la plus haute élévation se conquiert. Il va, il va, mais moi, je ne suis guère mystique et encore moins collectionneur.

— Dites-moi, monsieur le curé, que faisiez-vous pendant la bataille? Vos paroissiens ont-ils beaucoup souffert? Expliquez-moi les services que vous rendez aux morts.

Mon hôte n'aime pas à parler de lui-même. Voici pourtant, sauf erreur de ma part, les détails que j'ai pu obtenir de sa complaisance.

— Le 25 août, à huit heures du matin, nous avons reçu les premiers obus allemands. Ils tombèrent très serrés jusqu'au soir vers

les cinq heures, faisant parmi nos troupes de nombreux morts et blessés. Sept familles du village (je dois vous citer entre autres la famille Joseph Didier et M^{me} Henry) avaient disposé en ambulances leurs maisons. On y recueillait aussi vite que possible nos héros. A cinq heures, l'église prit feu. A six heures et demie, nos troupes s'étant retirées sur Rambervillers, la riposte française se tut et des milliers d'Allemands se précipitèrent dans le village.

» Ils me laissèrent en liberté sur ma parole de maintenir le calme chez mes paroissiens. Les flammes entouraient le clocher : j'amenai la pompe à incendie et cherchai à noyer d'eau le brasier, mais j'étais quasi seul, je dus y renoncer et m'occuper à sauver les objets de la sacristie et des autels. J'y parvins à grand'peine, au milieu des flammes excitées par les courants d'air des portes et des fenêtres brisées. Je me remis à chercher les blessés. Et vers quatre heures du matin, les cloches tombèrent avec un fracas épouvantable.

» La journée du lendemain 26 fut affreuse ; les deux artilleries se bombardaient. Le 27 de grand matin, quelques hommes et moi nous creusions une tombe au cimetière pour

y placer les morts, quand un officier allemand survint et nous commanda d'aller dans les champs au nord-est de Baccarat pour y voir les blessés. Il nous accompagna et il m'annonçait très haut par ces deux mots : « Camarades ! secours ! » Alors de partout, des sillons et des buissons, les têtes se soulevaient et des appels, combien touchants, me venaient, m'entraînaient, si bien qu'à mon insu, après quelque temps, je me trouvai tout seul en face des tranchées allemandes. Alors en sortirent des cris, des injures : « Bandez-lui les yeux ! Émpoignez-le ! »

» On m'empoigna, on me conduisit vers Baccarat, auprès d'un général, le prince François de Bavière. Je me présentai comme le curé d'un village paisible, pouvant se faire comprendre en allemand, et disposé à être l'aumônier de tous les blessés, sans distinction.

» Le prince fut courtois et me donna l'autorisation de continuer ma visite du champ de bataille. Je dus traverser de nouveau les lignes allemandes, mais, cette fois, sans qu'on m'interpellât, et je pus mieux voir leurs tranchées remplies de troupes. Je retrouvai nos blessés et les voitures du village qui nous avaient rejoints. Nous chargeâmes

de notre mieux les pauvres martyrs, et moi j'en mis un sur une brouette, que je poussai avec précaution. En route pour Ménil!

» Mais voilà que nous croisons des sentinelles allemandes, qui espionnent et reculent en rampant. Qu'est-ce que cette manœuvre? Je le comprends quand, à Ménil même, nous nous heurtons contre des hommes à nous, des chasseurs alpins du 54^e. Ils s'avançaient gaiement. « Halte! mes enfants, je leur dis. Vous ne les connaissez pas! Ils sont dans des tranchées, tout serrés, par milliers, à quelques cents mètres! »

» Ces mots, mes gestes ont suffi. Nos braves amis ont compris qu'ils allaient être encerclés. Ils prennent sur leur droite et sont sauvés... Trois semaines plus tard, leur commandant vint me serrer la main et me dire que mon geste lui avait sauvé les deux tiers de son bataillon et, de plus, avait permis à l'artillerie de savoir et de faire de bonnes choses.

» Oui, mais j'avais été compris aussi ou deviné de l'autre côté, et trois jours après, quand Ménil ardemment disputé tomba sous la botte allemande, je vis arriver chez moi comme une trombe une bande d'entre eux conduits par un sous-lieutenant. Ils avaient

l'ordre de me conduire auprès du général de division à Baccarat.

» Je n'eus pas le temps de me vêtir un peu plus proprement. A quoi bon, d'ailleurs ? L'âme était propre, c'est l'essentiel. Tout de même, je ne me rendais pas sans me débattre. Durant la bataille, tant qu'on se disputait le village, souvent les majors et les officiers allemands qui entraient dans mon presbytère et qui me voyaient soigner leurs blessés avec les nôtres, m'avaient fait force saluts et compliments. « C'est joli ce que vous faites là. Vous brave, admirable, pas peur de la mort, bon pour tous... » Je demandai à parler à l'un d'eux : « Pourquoi suis-je inquiété ? — Trahison de nos positions. » Je partis entre deux soldats, baïonnette au canon et accompagné de ma gouvernante. Expliquez-moi l'intérêt de s'en prendre aussi à une vieille femme ? Nous avions neuf kilomètres de chemin à faire à pied, dans la nuit tombante, et nous étions harassés de fatigue à cause de toutes nos nuits passées à soigner nos chers blessés.

» A Baccarat, le ministre de la Justice ne me fit pas attendre. Il me reçut de nuit et me fit voir une dénonciation en règle. Un de mes paroissiens, que le canon avait troublé

et qui s'était réfugié dans mon presbytère, venait d'écrire ce qu'il m'avait entendu raconter à nos blessés, à mon retour des tranchées. Il m'accusait d'avoir rencontré et averti les chasseurs alpins.

» Je fis appel au témoignage des majors allemands qui m'avaient félicité à Ménil, et puis j'affirmai la folie de mon dénonciateur. Nous fûmes confrontés. Il s'était mis en grande tenue, chapeau haut de forme, et, honteux de me voir, il balbutia des mots insensés. « Vous voyez bien qu'il est fou », disais-je. Et tout d'un coup, le ministre de la Justice entra dans cette vue, parce que l'autre accusait les Allemands de lui avoir volé un billet de mille francs. Ceci était providentiel pour moi. On me laissa partir. Mais puisque j'étais innocent, je réclamai de revenir dans une auto. Un des majors qui avait déposé en ma faveur me reconduisit. Nos blessés et mes paroissiens furent bien étonnés quand je réapparus au petit jour !

» Le lendemain, c'était le 28 août, j'eus le bonheur d'arrêter les incendies qui dévastaient toujours notre village. On m'avait amené un capitaine allemand grièvement blessé. Je le soignai. Leurs majors vinrent le panser, puis s'en allèrent, et de nouveau je me trouvai

seul avec lui. Je lui versai un excellent vin blanc. Au soir, il m'affirma sa vive sympathie : « Moi aime bien vous, me disait-il. Moi resterais toujours avec vous. » — Eh bien ! capitaine, si je vous rends service, certainement, vous, me rendriez-vous la pareille ? » — « Ia ! Ia ! » Alors je lui dis en ouvrant la fenêtre et en lui montrant les pauvres maisons qui brûlaient : « Pourquoi ces feux. En quoi ces incendies servent-ils votre action militaire ? » Il me dit d'appeler et sur-le-champ, devant moi, donna des ordres.

» On accepta de relâcher les otages et que je fusse le garant de tous, et trois fois encore on m'emmena, mais le capitaine que je soignais ne voulait pas me perdre... »

Ainsi M. le curé Collé me raconte ses aventures avec les Allemands parce que je les lui demande. Pourtant, il préfère parler de nos blessés, à nous.

» Chaque jour, à plusieurs reprises, je les visitais dans les ambulances, et chacune de mes visites était une vraie joie pour eux et pour moi. Je les exhortais à souffrir pour la rançon de la patrie, tout en les servant dans toutes les circonstances. Je prenais leurs noms, leurs adresses pour écrire à leurs familles. Ils

me disaient à l'occasion leur reconnaissance éternelle ! C'était sublime d'être prêtre durant ces dix-neuf jours et ces dix-huit nuits !

» Les Allemands sont partis le 12 septembre. Dès le 13, je me mis à visiter le champ de bataille de mes cinq communes : Ménil-sur-Belvitte, Sainte-Barbe, Nonnecourt, Anglemont et Bazien. Je recueillais les testaments, les lettres, les couteaux, les livrets de Caisse d'épargne, tous les souvenirs qui peuvent un peu consoler les familles. Je commençais les identifications dès ce moment. Cela se fit mieux encore, en novembre, quand les ambulances arrivèrent. J'étais au bord des tranchées, mon registre auprès de moi, un rouleau de fil de laiton à la main ; je numérotais chaque tombe et j'inscrivais immédiatement les noms. C'est ainsi que les familles peuvent être rassurées. Elles me verront, moi qui ai vu les leurs. Je leur dis : « Vous n'étiez pas là, mais comme prêtre, je vous représentais, je me tenais auprès de la fosse, je surveillais et je priais. »

Il fallait partir ; il fallait quitter ce curé de Ménil-sur-Belvitte, tout pareil à ses collègues, les autres curés vosgiens, qui eurent l'honneur d'être assassinés ou emmenés par les Prussiens. La fin du jour avançait. Il m'avait

reconduit dehors, sous les grands arbres de son village perdu. Je lui dis :

— C'est très bien, monsieur le curé ou plutôt mon cher ami, tout ce que vous faites.

— Mais non, me répondit-il, je le fais par un besoin du cœur.

Pour rentrer à Nancy, j'avais encore une longue course. Mais les routes sont désertes durant la guerre et, chose étrange, nullement détruites. Nous traversâmes avec rapidité, en arrière de Badonviller et de Blamont, des villages où, sur tous les bancs se reposaient des jeunes cavaliers de la classe 1915, sortis pour quelques jours des tranchées. Les derniers rayons de soleil enflammaient de magnifiques couleurs l'occident et je pensais que jamais la Lorraine n'avait été plus belle.

XXVIII *bis*

LA MÈRE D'UN SOLDAT DE LA CHIPOTTE NOUS ÉCRIT

Pourquoi ne pas citer cette lettre d'ordre sublime qui met la mère à l'honneur auprès de son fils mort pour la France en Lorraine? Je la reçois, cette lettre, au moment où je

corrige ces pages d'imprimerie et quand je reviens de parler sur la tombe des soldats de La Chipotte pour la commémoration de leur victoire.

Paris, le 4 Septembre 1916.

Monsieur,

Je tiens à vous remercier. Je possédais un cher fils qui était beau, intelligent, bon, que j'aimais tendrement, qui me le rendait... nous ne nous quittions pas.

Le pays me l'a pris et je veux penser que ce sacrifice sans nom, sans mesure, contribuera à la victoire finale.

Dans son crâne costume d'officier d'alpins, il était au col de la Chipotte et parmi les poitrines qui barraient la route à l'envahisseur à Ménil-sur-Belvitte, la sienne était devant celle de ses chasseurs.

Il est bien ainsi tel que je l'avais conçu et rêvé... mais je souffre quand même cruellement.

Je ne veux pas qu'on parle de lui plus que de ses camarades; il n'a pas fait davantage, tous ont rempli totalement leur devoir de Français. Mais je désire que ceux qui peuvent comprendre ne l'ignorent pas.

Vous arrivez de ce coin de Lorraine, monsieur, ayant de votre voix autorisée rendu

l'hommage qu'il convient à ces défenseurs de la Moselle et de la Mortagne.

Oui, la victoire de la Marne a été possible grâce à leur héroïsme. Il faut chaque année le redire bien haut, à la même date, demandez-vous?... Et c'est de ce rendez-vous que je désire vous remercier.

L. HENNIQUE.

XXIX

NOTE SUR LES COMBATS D'AOUT-SEPTEMBRE 1914 A MÉNIL, SAINTE-BARBE ET DANS LES VILLAGES DU COL DE LA CHIPOTTE (1)

De Sarrebourg à Baccarat, les Allemands mirent trois jours. Nos troupes tentèrent de reprendre le pont de Baccarat le 25 août vers les 3 heures du matin. Une compagnie du 86^e s'y fit hacher pour donner à notre retraite le temps de s'opérer. Vers les 6 heures du matin du même jour, les hauteurs au Nord et Nord-Est de Ménil furent le théâtre de violents combats où nos troupes eurent à essuyer des pertes relativement importantes. Il fallait

(1) Pour éclairer les articles du 2 mai et du 2 juin.

céder encore et prendre position au Sud-Ouest de Ménil sur les hauteurs qui séparent Ménil de Rambervillers. Les Allemands se trouvaient en face de grandes difficultés : la forêt de Sainte-Barbe avec le col de la Chipotte étaient tenus par nos admirables alpins et nos diables bleus des Vosges. A Ménil, nos ennemis imaginèrent leur système des tranchées et, pendant dix-neuf jours, ce fut une lutte continuelle où ils ne trouvèrent comme avantage qu'une avance insignifiante de deux kilomètres.

La victoire de la Marne et du Grand-Couronné arrivèrent à point, car les Allemands avaient conquis, le 9 septembre, toute la forêt et devaient s'élancer par la trouée de Rambervillers.

Les Allemands occupèrent donc Ménil à partir du 25 août et d'une façon définitive jusqu'au 12 septembre.

Le 28 août, les troupes françaises engagées étaient :

Infanterie : 17^e, 21^e, 38^e, 86^e, 105^e, 109^e, 121^e, 139^e, 149^e, 157^e, 158^e, 159^e, 163^e.

Infanterie coloniale : 5^e et 6^e régiments.

Bataillons de chasseurs : 1^{er}, 3^e, 5^e, 7^e, 10^e, 15^e, 17^e, 20^e, 21^e, 31^e, 41^e, 54^e, 61^e, 71^e.

A Ménil même, il y a au minimum 500

soldats français inhumés et dans les territoires des trois paroisses (Sainte-Barbe et une partie de la Chipotte, Nononcourt-Bazieu-Anglemont) environ 2.500.

XXX

UN TÉMOIGNAGE SUR LA MORT GLORIEUSE DE GUY DE CASSAGNAC

3 Juin 1915.

J'ai reçu une lettre, datée du 14 mai, qui m'est écrite par un jeune écrivain, compagnon d'armes de Guy de Cassagnac. Elle trace le dernier portrait de celui qui allait mourir au champ d'honneur. C'est mon devoir de mettre sous les yeux du public ce magnifique témoignage. Je n'en ai pas demandé de permission à mon correspondant. D'autorité, je me suis saisi d'un document dont il ne m'a pas paru possible que fût privé le jeune héros tombé face à l'ennemi. Je me suis borné à y supprimer quelques lignes, du plus grand prix à mes yeux, mais que ce n'est pas mon affaire de publier.

Déjà, il me fut donné de mettre dans les dossiers de la guerre et de l'héroïsme français

la mort du lieutenant Charles Péguy, racontée par le soldat Victor Boudon. Avec le même respect, on lira la mort du lieutenant Guy de Cassagnac, racontée par le soldat Pierre Dumoulin.

Victor Boudon est un jeune socialiste révolutionnaire, ancien secrétaire de Pressensé; Pierre Dumoulin est un jeune homme de lettres, ancien collaborateur de Maurras. Tous deux, Dumoulin et Boudon, sont placés pour jamais dans le rôle glorieux de témoins des héros. Les voilà devenus, dans l'histoire des lettres, à l'heure suprême, les seconds de ces preux. A lire leurs récits, on perd la notion exacte de l'heure présente, on se retrouve hors du temps, sur le plan de la France éternelle. Péguy est un compagnon de Jeanne d'Arc; Guy de Cassagnac, un chevalier des anciens tournois, et tous deux, si fort de 1914, l'année du miracle, l'année où les Français furent transfigurés...

Mais, trêve de commentaires, écoutez la voix du témoin. C'est un soldat de la défense de Nancy qui parle :

... Dans la cour de ce lycée bordelais transformé en caserne et dont les murs tout blancs réverbéraient le terrible soleil d'août, la mobilisa-

tion battait son plein. Quelle fièvre joyeuse ! Le plus pacifique des réservistes n'était pas à demi habillé qu'il réclamait son fusil et, sachant Mulhouse prise, criait qu'il n'arriverait jamais à temps pour la prise de Strasbourg. A tout instant, d'une chambre ou d'une autre, une voix s'élevait, juste et sonore, qui entonnait la Marseillaise ou le Chant du Départ. Et, comme il n'y avait là que des Gascons, je vous jure que le cœur ne traînait pas.

Je m'amusais à ce spectacle ardent, prélude de la grande tragédie qui allait se jouer, et je m'efforçais de tout retenir et de tout noter de ces minutes qui ne reviendraient pas. Mais un homme, vite aperçu, me fit oublier tous ces hommes ; ses gestes éclipsèrent les mouvements de cette foule. « Cassagnac ! » m'écriai-je, en courant vers lui. C'était Guy de Cassagnac, en effet, qui venait d'être affecté comme sous-lieutenant de réserve, à mon régiment et, comble du bonheur, à ma compagnie.

Des rapports anciens nous liaient. Je lui devais d'avoir un peu débroussaillé pour moi les toujours difficiles débuts du métier d'écrivain et, bien que nous nous fussions trouvés en contradiction et presque en hostilité plusieurs fois à propos de doctrine ou de personnes politiques, je lui restais sincèrement attaché. Qui eût d'ail-

leurs résisté au charme de ce gentilhomme dont l'orgueil même avait une extraordinaire qualité de jeunesse?

A Bordeaux, dès ce moment, à la caserne et dans la ville, nous nous retrouvions plusieurs fois par jour et, chaque fois, ce n'était un plaisir nouveau. Nous ne causions que de la guerre et des espoirs sans limite qu'elle ouvrait à la France. Il nous tardait de partir.

... Guy de Cassagnac était très brave et très beau. Il avait, en outre, cette noblesse d'allure, cette grâce naturelle du geste par quoi certains prêtent une vie et un caractère aux choses dont ils se vêtent. A part le calot, qu'il n'aimait pas et qu'il remplaçait — pour la plus grande joie de ses soldats gascons — par un béret, sa tenue était celle de tout officier français en campagne. Et pourtant je me rappelle certaines marches de nuit où sa haute silhouette drapée dans le manteau que relevait le sabre, très long, était l'apparition véritable d'un de ces seigneurs d'autrefois, chez qui le souci de l'élégance ne se séparait pas de celui de l'honneur.

Guy de Cassagnac créait autour de lui l'héroïsme et la dignité. Je viens de parler de son épée, qui était fort belle et fort longue : il l'aimait beaucoup et, souvent, ne la tirait du fourreau que pour le plaisir de la faire étin-

celer au soleil. Ses troupiers, qui l'adoraient, venaient à chaque instant lui demander de la leur montrer, ce qu'il accordait toujours, heureux de trouver persistant, dans ces âmes si diverses, l'amour et la vénération de cette chose noble entre toutes : le glaive.

C'était, d'ailleurs, par sa propre noblesse que le lieutenant de Cassagnac s'était imposé au respect et à l'affection des hommes qu'il commandait. On savait ses duels, l'hérédité de vaillance dont son nom était chargé. Sa stature puissante imposait aux simples; sa ferme justice et sa bonté souriante lui gagnaient tous les dévouements. Dans sa section, bien sûr, il y avait beaucoup de mauvaises têtes, farcies d'anticléricalisme bête. Nul, cependant, n'aurait osé sourire en voyant le jeune officier pénétrer dans l'église des villages que nous traversions, s'agenouiller et prier, le front dans ses deux mains.

Nous passâmes trois jours à errer, de cantonnement en cantonnement, dans ces villages lorrains, quelquefois sordides, mais pleins de jolies imprévues, et où je ne sais quel air de résignation grave et douce vous avertit que vous traversez une terre de longue souffrance. Là, nous avons eu, Cassagnac et moi, des causeries qui m'ont laissé le plus charmant souvenir de

son esprit. Sa parole, qui zézayait un peu, semblait toucher aux idées comme une main gantée touche aux choses et laissait tomber les mots plus qu'elle ne les disait. J'admirais que, dressé semblait-il, pour la violente polémique et l'invective, il fût attentif à saisir les plus fines nuances de l'âme humaine. Je lui fis part de mes projets; il voulut bien me confier quelques-uns des siens et des nouveaux pas qu'il comptait faire dans cette voie du roman, où il avait débuté par des livres d'une psychologie délicate.

Nos admirations étaient identiques, mais il en était une sur laquelle nos propos revenaient le plus souvent et le plus naturellement en ces lieux... Il aimait surtout les Amitiés françaises et la Colline — cette colline dont nous apercevions le sommet parfois.

Le 19 août, drapeau déployé, l'arme sur l'épaule et baïonnette au canon, nous franchissions la frontière en chantant la Marseillaise à pleine voix. Le moment tant attendu, tant désiré, tant appelé, était venu; nos âmes frémissaient; le sol était élastique sous nos pas. Guy de Cassagnac regarda sa montre à l'instant précis où il enjambait la ligne désormais effacée : « Onze heures vingt-huit ! » me jeta-t-il. Je n'oublierai jamais cette seconde de ma vie.

« Mon lieutenant, dirent les hommes, il faut arracher le poteau frontière ! » Il y avait plusieurs jours, déjà, que la besogne était faite, des combats d'avant-garde, heureux pour nous, ayant eu lieu sur ce point. Mes pauvres Bordelais qui aiment tant le théâtre qu'ils en font parfois les gestes sans s'en douter, étaient un peu déçus. Leur lieutenant, pour les consoler, alla dévisser avec eux la plaque de fonte qui indiquait, en langue allemande, le nom du village et la distance d'avec les villages voisins.

Une marche très longue et très dure suivit cette allégresse. Le soleil tapait dur, les sacs étaient lourds, la forêt où nous cheminions, nous arrêtant fréquemment, paraissait mystérieuse; peu à peu, les chansons cessèrent, les conversations s'espacèrent. Les hommes, fatigués et un peu inquiets, se taisaient. Cassagnac, alors, parla. Ce qu'il dit n'était pas une harangue, mais l'énoncé très simple des bonnes nouvelles que l'on recevait de notre offensive, avec quelques commentaires très clairs. Et cela releva l'enthousiasme éteint, aida à faire les derniers kilomètres. Il annonça aussi, qu'à partir de ce jour, il prenait à sa charge les frais somptuaires de la section, tout ce que « l'ordinaire » ne fournissait pas.

Le soir, quand nous atteignîmes le village de

Fouteny, en plein territoire annexé, le soleil se couchait, inondant de pourpre l'horizon, pendant que vers l'est des vapeurs violettes montaient, crépuscule de gloire et de deuil, sublimes préparatifs que les Dieux devaient faire aux funérailles proches d'un héros.

Maintenant, je n'ai plus de Guy de Cassagnac que deux visions brèves et brillantes.

Dans le matin lumineux du 20 août, le régiment se rassemble pour aller au combat, car des forces allemandes descendent de Metz pour briser notre marche en avant. Déjà, les flocons blancs des shrapnells éclatent dans le ciel immaculé. Le canon gronde violemment, mais nos âmes se grisent du fracas grandissant de ce tonnerre. J'atteste que, dans cette matinée, on aurait tout pu demander aux soldats, tant leur confiance était absolue. J'entends encore un homme criant à un clairon : « J'espère que tu vas nous la sonner vivement, cette charge, hein, petit ! » Le plus joyeux de nous tous, à coup sûr, était Cassagnac. Pendant que sa section se formait, il eut un geste que n'oublieront aucun de ceux qui l'ont vu. Sans affectation, il alla vers une meule de paysan et, avec soin, il aiguïsa son épée.

Voici, maintenant, la dernière vision que j'eus de notre ami. Nous venions de gravir

plusieurs coteaux et de gagner une crête d'où notre attaque devait partir. Les gros obus tombaient et les balles chantaient à nos oreilles leur méchante chanson.

Notre colonel, qui devait être frappé peu après, donna à ma compagnie ordre de charger.

Alors, mon capitaine réunit ses chefs de section et, s'excusant de ne pouvoir faire à chacun ce même honneur, pria le lieutenant de Cassagnac de partir le premier. Cassagnac, resplendissant de bonheur, inclina sa haute tuille, en remerciant le capitaine, en s'excusant auprès de ses camarades, en prenant congé de tous.

Ainsi, sur ce plateau que la mort venait battre, une atmosphère de haute politesse régnait. Face aux lourdes brutes dont le flot s'avavançait, deux hommes, deux gentilshommes, deux officiers français faisaient assaut de courtoisie, et, avant que de mourir, se saluaient tout comme en un salon.

Et puis, ce fut l'ouragan de la bataille...

Quand, le soir, brisés, vaincus, désespérés, il nous fallut regagner Nancy, pour recommencer et, cette fois, gagner la partie, sur le chemin où les convois, les blessés, les soldats égarés se pressaient en un désordre de déroute, je connus des heures affreuses. A la démoralisation de la défaite venait s'ajouter l'incertitude

du sort de mes compagnons et, avant tous les autres, de Guy de Cassagnac. Suivant les uns, il était blessé, suivant d'autres il avait été fait prisonnier ; quelques-uns redoutaient qu'il fût mort. Ceux-là, hélas ! avaient raison.

J'ai fait tous mes efforts sans pouvoir obtenir un récit de ce trépas héroïque. Ce n'est qu'aujourd'hui que sa citation toute récente, à l'ordre de l'armée, nous renseigne enfin. Je recopie :

« A fait preuve de la plus grande bravoure et d'un véritable mépris de la mort. Blessé une première fois, a continué à commander et à entraîner sa section en avant. A été tué au moment où, ayant pris le commandement de sa compagnie, il exaltait par ses paroles et son attitude le moral de ses hommes. Se sentant perdu, n'a pas voulu qu'on l'emportât, disant qu'il voulait rester en territoire annexé. »

Sa volonté est faite : il repose sur la route de ce Rhin qui, tant de fois, vit nos armes heureuses et où nous irons bientôt reporter la frontière de France. Comme le bâton de Condé jeté dans les rangs ennemis, sa tombe lointaine et qu'aucun soin n'honore est pour ses amis, le gage sacré de notre retour définitif dans la terre lorraine.

Après la guerre, je pourrai compléter ce

témoignage de Pierre Dumoulin par un document qui me vient d'autre part, et que j'ai reçu, celui-là, dès le 20 septembre. Il contient des détails à la honte des Allemands, qui sont des voleurs, et à l'honneur des Lorrains annexés. Mais je ne puis rien publier tant que ces derniers sont à la merci des premiers. Qu'il me suffise de dire que la tombe de Guy de Cassagnac est à Faxé, petit village à l'est de la côte de Delme, et que la lettre qui me l'apprend confirme ce que l'on sait d'ailleurs sur la hardiesse et la volonté héroïques jusqu'au bout du lieutenant Cassagnac.

On aura noté, dans le récit que je viens de publier, les deux images prises le matin du combat et qui rayonnent d'une incomparable beauté. Qu'il est charmant, ce jeune officier remerciant ses chefs, s'excusant auprès de ses camarades quand il est désigné pour entrer le premier sous le feu ! La Grèce aurait retenu, pour le mettre sur une stèle de céramique, dans le champ silencieux des morts, ce jeune guerrier qui, au soleil levant, affûte sans mot dire son épée. Pour nous, il demeure intact, tel que nous le connaissions, et pourtant transfiguré par la mort. Nous le voyons debout auprès de son frère Paul blessé à l'ennemi et

cité à l'ordre de l'armée, auprès de sa mère, que je prie d'agréer mes respects et qu'il couvre d'honneur.

XXXI

LES VEUVES DE LA GUERRE

4 Juin 1915.

Quel tableau magnifique présentait, mercredi matin, la chapelle des Carmes, à l'Institut catholique, tandis que Mgr Baudrillart célébrait la messe devant l'archevêque de Paris, pour bénir les débuts de l'OEuvre des veuves de la guerre ! Sur les pilastres et les lambris de marbre noir, assortis avec les vêtements sacerdotaux de l'officiant, l'or et la flamme de l'autel faisaient une harmonie profonde, complétée à gauche par la pourpre du Cardinal largement étalée, où descendait un rais de soleil, et à droite par un groupe aux teintes sévères de jeunes lévites chanteurs. La piété du célébrant, l'émotion paternelle de l'éminent prélat, l'enthousiasme du maître de chapelle, qui menait le chœur en modelant avec ses deux mains, dans les airs, les formes pures de ces beaux hymnes, tantôt

dilatées, tantôt resserrées; enfin, la douleur de ces trois ou quatre cents femmes agenouillées et formant comme une mer immobile de voiles noirs et de bandeaux blancs, c'était un chef-d'œuvre de grandeur simple et grave, un des plus émouvants spectacles que puisse contempler un Français, le complément de nos champs de bataille.

Ces jeunes veuves de la guerre, accompagnées de petits enfants pâles, et qui priaient en pleurant, à quoi songeaient-elles? J'ai cru comprendre la signification de cette harmonie de beauté, de tristesse et d'austérité. Elles ne se dispersaient pas en rêveries qui les eussent dispensées d'effort. Elles rassemblaient leur volonté et cherchaient le but digne de leur fier courage. Notre pieuse sympathie, guidée par les ondulations de cette atmosphère héroïque, put lire quelques syllabes du poème de douleur et de vaillance qui frémissait partout dans cette assemblée. Mais qu'ajouteraient nos impressions à des pensées qu'il nous est permis de connaître par des confidences admirables?

Que de lettres j'ai reçues, de plusieurs parts, avec respect. Voulez-vous que nous écoutions un de ces cœurs ennoblis par la souffrance, et que vous voyiez ces êtres de

faiblesse, courbés par la douleur, prenant d'elle un plus magnifique ressort? Voici ce que je crus entendre, tandis que les chanteurs psalmodiaient les proses des morts dans la chapelle tendue de noir :

La vie s'ouvrait si belle devant nous! Nous travaillions ensemble, nous élevions les enfants, nous nous réjouissions à chaque naissance, nous voyions la route droite si bonne; il n'y avait plus qu'à vivre pour réaliser tous les chers projets un à un. Nous nous sentions capables de donner à la France et de bien élever plusieurs enfants, nous voulions fonder une vraie famille; nous restons avec un ou deux seulement, et la tâche nous semble au-dessus de nos forces; c'est que notre guide, notre soutien, celui qui nous rendait tout facile, qui nous montrait la route à suivre n'est plus...

Mais ne nous semble-t-il que, invisible à nos côtés, il nous dit « Courage »? Ne savons-nous pas que plus notre sacrifice est grand, plus il est beau? et que c'est à notre vaillance et non à nos pleurs que doit se mesurer notre amour?

Il ne faut plus penser au bonheur pour nous, c'est fini, cela n'existera plus; il faut penser aux petits. Leurs petits. Nos maris sont morts pour eux; nous devons vivre pour eux, et

ce devoir si impérieux, il faut l'accepter pleinement. Il faut vivre pour leur dire quel papa ils ont eu, combien il était bon, gentil, affectueux, comme il les aurait bien dirigés, comme il en aurait fait des hommes, et des hommes utiles au pays.

Notre devoir à nous est aussi clair que le leur, notre tâche plus longue, mais bien périlleuse, bien douloureuse. Nous aurons des moments d'affreuses défaillances, de désespoir, de doute sur le parti à prendre, sur la route à suivre, mais toujours, je le crois, nous les surmonterons, car toujours nous aurons cette pensée qui nous viendra à ces moments pénibles : « Lui a bien souffert et lui a bien vécu des heures douloureuses et encore il n'avait pas, comme moi, pour le soutenir, le sourire des petits » ; et puis surtout nous nous dirons : « Lui parti, c'est à moi d'en faire de vrais Français, des Français bons, énergiques, avec un esprit bien large et une conscience bien droite. C'est à nous de les élever d'après les goûts et les principes de leur papa. Il faut que ce soit le souvenir de celui qui les a tant aimés qui les guide toujours dans la vie. »

Il y a des imbéciles qui vous disent : « Oh ! les petits ne souffriront pas, ils sont trop jeunes pour se rappeler ; ils oublieront vite. »

Mais il ne faut jamais qu'ils oublient. Il faut qu'ils aient de leur père un souvenir très lumineux, très vivant, qu'ils sachent bien que c'est parce qu'ils avaient un papa jeune, brave, robuste et vaillant qu'ils ne l'ont plus ; que si leur papa avait été un papa à la conscience moins droite, un papa plus froussard, il se serait embusqué dans un bon petit poste pas trop périlleux, et il en serait revenu sain et sauf à la fin de la guerre. Il faut que nos petits sachent bien qu'il vaut mieux pour eux n'avoir plus de papa qu'un papa lâche, — pourvu qu'ils aient une maman vaillante et gaie.

Eh ! oui, il faut que nos petits soient élevés gaiement, — leur papa l'a tant recommandé, — car le bonheur et la gaieté sont indispensables à la vie de l'enfant. Comment voulez-vous qu'un enfant se développe librement dans une atmosphère de tristesse ? Vous n'avez pas l'intention d'en faire des ratés, des vaincus de la vie, de leurs petits ? Vous ne voulez tout de même pas que plus tard dans la vie par notre faute, ils soient moins bien préparés à la lutte, moins bien armés que les enfants des embusqués, auxquels ils auront à disputer les places au lycée d'abord, et plus tard dans les grandes écoles, aux concours de droit ou de médecine.

Il ne faut jamais dire devant nos enfants : « Ah ! mon pauvre petit, tu n'as plus d'appui dans la vie, tu réussiras difficilement ; comme nous sommes à plaindre ! Si ton père avait vécu, comme tous les obstacles auraient été aplanis ! » Mais non, il faut donner à nos enfants une confiance invincible en eux-mêmes, mais sans vaine présomption ; il faut qu'ils pensent : « Avec un papa comme le mien, on réussit toujours ; lui n'était bien arrivé que par son travail, sans protections, sans appuis ; j'arriverai bien, moi aussi. » Quand, pour eux, dans la vie, viendra l'heure des pénibles épreuves, ils se diront : « Qu'est-ce que cela à côté de l'épreuve que mes parents ont vaillamment supportée ? »

Travaillons sans relâche afin qu'en leur cœur, en leur esprit subsiste, ineffaçable, l'empreinte de leur père. Pour cela, conservons-leur les amis de leur père, ses lettres, tous les menus souvenirs. Parlons de lui souvent et gaiement, fouillons nos souvenirs et interrogeons notre mémoire : nous leur conterons des tas d'anecdotes, de menus incidents sans intérêt pour d'autres que pour eux et pour nous. Mais c'est par des milliers de petits détails qu'ils auront conscience que leur père a vécu réellement, qu'ils connaîtront plus intimement ses goûts, ses idées, ses préférences.

Notre pensée dominante, c'est que nous voulons, aujourd'hui comme avant, plaire à celui que nous aimions plus que nous-mêmes. Eh bien ! la seule preuve d'amour que nous puissions encore lui donner, c'est de faire de nos fils des vaillants comme leur père ; de nos filles, des femmes capables d'être les compagnes et les collaboratrices de maris qu'il eût estimés.

Par amour pour nos morts et pour nos enfants, surmontons notre désespoir. Dans une lettre d'adieux, écrite avant de partir à la guerre, par un jeune papa à l'aîné de ses enfants, il y avait ces quelques conseils que je dois mettre à profit : « Je ne veux pas que le souvenir de leur père mort pèse sur nos enfants et soit une gêne pour le développement de leur esprit et de leur gaieté. La mort de leur père ne doit pas les diminuer dans la vie. Ils y doivent trouver, au contraire, une raison de plus d'agir et d'être pour toi un réconfort et, plus tard, un soutien. »

Ainsi parlent les femmes françaises, et voilà dans quel refuge de pensées elles s'établissent. J'ai cru pouvoir transcrire (sans rien y modifier) cette effusion d'une âme héroïsée par la souffrance, parce que je me suis rappelé cette phrase du témoin américain que je

citais, il y a trois jours : « En France, à cette heure, il n'y a pas un homme ou une femme qui n'ait quelque chose à dire d'intéressant. Les hommes et les femmes y sont devenus humains d'une façon surprenante et splendide. »

Je m'applique à recueillir tout ce qui est à la gloire de notre nation. On multiplie les forces morales en les plaçant devant tous comme des modèles. Souvent le bonheur marque un arrêt du cœur, mais la douleur fait descendre chacun dans son âme plus avant qu'il n'avait jamais regardé. Les femmes françaises, dans ce drame de la Patrie, sont exemplaires. Je remercie mon cher ami Frédéric Masson de m'appeler à collaborer avec lui dans l'œuvre qu'il a fondée pour les servir.

XXXII

AU SERVICE DE NOS SOLDATS

5 Juin 1915.

« Que devient la Ligue des Patriotes ? Veuillez donc nous en parler », m'écrivent de temps à autre des lecteurs. Je le ferai bien

volontiers, car je me réjouis de son succès. Nous voilà sortis de la période de réorganisation et entrés dans une féconde activité, à laquelle je voudrais que pas un de mes lecteurs ne négligeât de s'associer.

Déroulède ne cessait pas de dénoncer le danger allemand et de réclamer Metz et Strasbourg. A cet effet, de toute son éloquence et de toute son activité, ce grand cœur prévoyant, ce sage, plaçait au-dessus de tous les partis l'idée de Patrie. A cette heure, tous les Français, d'un sentiment unanime, répètent la formule des ligueurs : « Monarchistes, bonapartistes, républicains, ce sont des prénoms ; le nom de famille est Français. » La Ligue est dans son rôle en prêchant que dès maintenant, quelles que soient nos opinions politiques ou religieuses, nous devons nous concerter, nous tous qui voulons prendre contre les Allemands les précautions suffisantes pour que nos fils et petits-fils recueillent le fruit de ce tragique effort.

.
C'est un devoir pour nous vis-à-vis de notre passé historique et vis-à-vis des générations futures, dont nous devons assurer la sécurité, d'exiger pour la France ses frontières naturelles.

Méditons et recueillons les « Instructions » qu'en date du 15 janvier 1795, le *Comité de Salut public* donnait à ses agents diplomatiques : « *Les frontières de la République doivent être portées au Rhin. Ce fleuve, l'ancienne limite des Gaules, peut seul garantir la paix entre la France et l'Allemagne.* »

Nous entendons que nos concitoyens de la Lorraine et des Ardennes cessent d'être des riverains de la frontière. Voilà des siècles qu'ils sont périodiquement foulés aux pieds ; à d'autres le tour !

Il ne faut plus qu'il y ait de souveraineté allemande sur la rive gauche du Rhin, et nous y organiserons toutes choses d'accord avec la Belgique, dont la fraternité nous est infiniment précieuse, pour que la paix fleurisse dans une Europe organisée conformément à ses traditions nationales et au droit.

Tel est le programme immédiat de la Ligue, tel est l'objet pour lequel il est d'utilité patriotique que l'on adhère en masse.

..... Et puis, j'aurai aussi à vous parler de la nécessité de nous réorganiser politiquement, afin que les Pouvoirs publics fournissent un meilleur rendement, puisque nous constatons, unanimement, sans esprit de

polémique, leurs insuffisances sur des points nombreux dans cette crise nationale.

Mais, aujourd'hui, je veux vous rendre compte des bons résultats qu'obtient notre *Secrétariat des soldats*. C'est un ensemble de services, un bureau que nous avons créé pour servir les combattants et leurs familles. Nous nous mettons à leur disposition et nous les aidons à obtenir tout ce qui leur est utile. Je voudrais que vous pussiez jeter avec moi un coup d'œil sur notre immense courrier. Il vous ferait connaître la Ligue, il vous introduirait dans les préoccupations de nos concitoyens et vous seriez bien souvent émerveillés.

Je prends un dossier, je le feuillette, j'y trouve une lettre datée des tranchées devant Verdun :

Monsieur, me dit un soldat, je suis veuf avec cinq enfants, je suis cultivateur et je suis tranquille dans le temps de paix. Donc, étant appelé, j'ai demandé au maire de ma commune de faire le nécessaire pour que mes chers petits touchent l'indemnité qu'ils ont droit. Probablement que cela est trop de travail pour M. le maire, car il ne parle rien moins que de me séparer d'eux pour toujours, il me donne les conditions dans lesquelles mes enfants pourraient être admis à l'Assistance publique. D'ailleurs, je joins sa lettre ici pour que vous puissiez juger par vous-même...

Voici cette lettre. Elle est un phénomène de méchanceté :

Monsieur, voici les conditions de l'Assistance publique : l'enfant sera placé aussi loin que possible du lieu connu ou de l'origine des parents ; aucun renseignement ne sera donné sur son placement ; les communications même indirectes avec lui seront interdites et les nouvelles, qui pourront être données par l'inspection départementale seulement, et sur la demande des parents, se borneront à faire connaître, tous les trois mois, l'existence ou le décès de l'enfant.

A vous de voir ce que vous voulez faire. Réponse d'urgence s'il vous plaît.

Salutations empressées.

Le secrétaire du maire.

Vous pensez si cette effroyable lecture démoralisait mon soldat. D'ailleurs, écoutez-le :

Je proteste de tout mon être, m'écrivait-il, à l'idée de me séparer de ma petite famille. Quoique ayant des enfants, je travaille en soldat pour défendre notre chère France ; mais cela me serait un grand adoucissement si, en me battant, je savais mes enfants à l'abri du besoin, et non livrés au caprice d'un maire. Je suis Vosgien, je suis bon soldat, mais rien ne me forcera à abandonner pour toujours mes enfants.

Nous nous sommes immédiatement renseignés et j'ai pu transmettre à cet excellent homme l'avis que me donnait le directeur de l'Assistance publique :

Les enfants sont mis en dépôt chez des personnes désignées par l'Assistance publique. Ils y sont admis

gratuitement, sans aucune des réserves qui concernent les enfants abandonnés, et, bien au contraire, on veille à ce qu'ils correspondent avec leur père.

A quelle porte, sans nous, aurait-il pu frapper, ce soldat père de famille, puisque son maire (le maire d'un petit village vosgien) le trahissait et allait le jeter à quelque extrême résolution du désespoir ?

Je prends un autre cas, et vous mets sous les yeux une lettre qui se fait comprendre sans commentaire. Il s'agit d'un malheureux devenu un brave, à qui nous avons procuré sa réhabilitation légale :

Je viens vous remercier de l'empressement que vous avez mis à répondre à ma demande. Soyez persuadé que, depuis ma pénible affaire, j'ai eu beaucoup à supporter les conséquences de ma faute, ce qui faisait de moi un malheureux, aussi ai-je traversé des passages cruels. Depuis cette époque j'ai travaillé chez M^e B.... avocat à la cour de Paris, qui, actuellement, après avoir mené sa section (étant lieutenant) à l'assaut d'une tranchée ennemie, en criant : « En avant ! c'est pour la France ! » est tombé, blessé, dans l'incapacité de se relever, est prisonnier et subit actuellement le sort commun de tous nos pauvres soldats détenus en Allemagne. Je m'incline devant lui, car c'est un brave, aussi ai-je tenu à marcher sur ses traces ; *j'ai donc obtenu ma citation à l'ordre du jour.*

Vous avez bien voulu prendre cette affaire en mains, je vous serai à jamais reconnaissant. J'ai souvent exposé ma vie pour arriver au but auquel j'aspirais pour obtenir une citation et, ainsi, ma réhabilitation ; mais le

mot *soldat brave* n'est pas suffisant, il faut qu'aux yeux de la société je puisse marcher la tête haute.

Quand nous rétablissons une honorable existence à ce vaillant, ne faisons-nous pas œuvre juste et utile pour la Patrie ?

Les colonnes de l'*Écho* ne suffiraient pas à énumérer la variété des cas que nous sommes amenés à examiner, avec le concours de collaborateurs savants et zélés que je remercie affectueusement. Rien que pour le service des allocations, nous avons transmis au ministère de l'Intérieur des milliers de dossiers dont un très grand nombre ont été reconnus intéressants et ont reçu satisfaction. Nous nous félicitons de l'accueil que nos justes réclamations, ou plutôt collaborations, trouvent auprès des services publics. En outre, nous avons servi d'intermédiaire avec toutes les institutions d'initiative privée qui ont pour but de secourir les mutilés, les blessés, les prisonniers, les veuves et les orphelins de la guerre. Nous aidons ces œuvres à donner leur mesure, à fonctionner utilement et opportunément, en leur adressant ceux qui les cherchent sans les connaître et en dirigeant vers elles les patriotes généreux qui seraient disposés à leur apporter un utile concours.

A ce propos, il convient que nous indi-

quions les concours parfaits que nous avons toujours trouvés auprès de la *Société d'assistance aux convalescents*, que préside M. Maurice Bernard, et qui se charge d'hospitaliser les soldats sans famille ou des régions envahies ; auprès de l'*OEuvre des réformés de la guerre et des soldats convalescents*, que dirige M. Clément-Geslin (49, rue de Vaugirard) ; auprès de l'*OEuvre du vêtement du prisonnier de guerre* (63, Champs-Élysées), qui après avoir accueilli toutes nos demandes, ne peut plus, faute de ressources, donner suite à celles qui nous parviennent chaque jour ; auprès de la *Société bibliographique*, présidée par M. Geoffroy de Grandmaison (5, rue Saint-Simon), qui a fourni plus de trente mille volumes aux soldats, aux prisonniers et aux blessés ; auprès des œuvres *Pour les femmes*, de Frédéric Masson (15, rue de la Ville-l'Evêque) ; auprès de l'*Association nationale pour la protection des familles des morts pour la patrie* (5, rue du Pré-aux-Cleres), qui compte parmi ses membres les plus actifs notre éminent ami Gauthier de Clagny.

Encore aurais-je à vous parler de notre bureau d'Alsace-Lorraine, qui coordonne ses efforts avec ceux des sociétés nombreuses créées à cet effet, parmi lesquelles je citerai la plus

récente, l'*OEuvre de Secours d'Alsace-Lorraine*, au profit de laquelle déjà fut donnée la première représentation de *Colette Baudoche*.

Puissent nos amis et nos amies, ligueurs et ligueuses, savoir gré à ces œuvres diverses de ce qu'elles font d'utile pour collaborer à la défense du pays et puissent-ils recruter les adhésions nombreuses que notre *Ligue des Patriotes* réclame pour devenir, en dehors de tous les partis, une force nationale, travaillant à tirer de cette guerre terrible tous ses fruits et à maintenir l'union dans la France de la victoire. Que tous ceux qui nous disent, chaque jour, approuver notre bonne volonté songent à devenir nos appuis, hors toute basse politique et pour le bien public.

P.-S. — Il n'est pas inutile de rappeler que les dames peuvent faire partie de la ligue.

XXXIII

L'AMITIÉ BRÉSILIENNE POUR LES ALLIÉS

7 Juin 1915.

Je viens du Brésil, ou, plutôt, je sors d'une réunion organisée par la colonie brésilienne

de Paris, désireuse de rassembler des ressources pour nos blessés et nos soldats. Je me suis rendu à l'invitation qui m'était faite d'y prendre la parole. C'est le devoir de chacun de nous d'aller où l'on aime la France, si on l'appelle, et de remercier une grande nation qui nous exprime généreusement son amitié.

Chaque jour davantage, depuis dix mois, le Brésil reconnaît la justice de notre cause et l'honneur de nos armes. Ce qui fit d'abord très bon effet, c'est l'élan sacré de toute notre nation vers la frontière. Les folies pacifistes et antimilitaristes avaient jeté une suspicion sur notre vigueur d'âme et l'on accordait quelque créance à la thèse germanique, racontant à tous les peuples que nous étions des dégénérés, des crabes occupés à nous dévorer au fond d'un panier, et qu'il fallait nous revivifier en nous jetant dans les flots de la vaste mer germanique. Le Brésil, comme l'Univers entier, apprit avec respect qu'à l'heure même où les cloches de la mobilisation avaient commencé de sonner dans les clochers de France, nous nous étions tous embrassés, résolus à sauver notre sol et la civilisation. Le Brésil apprit cela par les dépêches et puis, dans le même temps, il le vit.

Laissez que je lise avec vous une lettre (en date du 19 avril) que j'ai reçue de Rio-Grande do Sul, ville maritime de 35.000 habitants, à l'extrémité sud des États-Unis du Brésil. Une Compagnie française a obtenu là-bas la concession du port. C'est un des ingénieurs dirigeant ces travaux considérables qui m'écrit. Il me peint en toute simplicité ce qu'il voit, et son récit des répercussions de notre drame dans ce coin lointain n'est rien moins qu'un tableau d'histoire, précieux à conserver.

Mais, d'abord, situons la scène et ses acteurs. La Société française qui a obtenu la concession des travaux du port de Rio-Grande do Sul a amené là-bas un personnel assez nombreux, mais pour quelques années seulement. Dans son ensemble, le pays est sous une influence germanique sans cesse croissante :

Le commerce, qui était anglais et français il y a quarante ans, est passé entre les mains des Allemands, et toutes les marchandises venant d'Europe sont transportées par des bateaux allemands de Hambourg, à l'exception du charbon qui vient d'Angleterre. La navigation fluviale est presque toute entre les mains d'une Compagnie allemande qui se dit brésilienne et qui répartit les marchandises d'Allemagne dans tout le pays.

L'État de Rio-Grande do Sul tout entier, est peuplé d'un grand nombre de colons allemands, et, dans certains États voisins, on cite des petites villes entières où

l'on ne parle presque pas le brésilien, les gens du pays ne connaissant même pas leur langue, qui n'est pas enseignée dans les écoles. Il n'y a presque pas d'Anglais et très peu de Français ou descendants de Français, et ceux des Portugais, les plus nombreux parmi les Européens, se laissent de plus en plus dominer par le commerce allemand. On doit cependant signaler un grand mouvement de colonisation italienne dans le nord de l'État.

Telle était la situation quand éclata cette guerre, qui dans le monde entier met tout en question et va décider si l'Empire universel appartient décidément à la Germanie.

Nos travaux étaient en pleine activité. L'ordre de mobilisation est arrivé le 2 août. Soixante-quinze mobilisés ont immédiatement quitté leur travail, la joie et l'enthousiasme au cœur. Leur attitude a ému profondément les Brésiliens. Le 5, plus de cinq mille personnes les conduisirent à la gare, où un train spécial, organisé par notre Compagnie, les attendait. Ils y montèrent, au milieu des bouquets, des *Marseillaises*, des discours, des vivats à la France et au Brésil. L'émotion, parmi nous tous, était à son comble. Notre vieux chef de comptabilité, au nom de ceux qui restaient à regret, leur disait : « Ne revenez pas au Brésil sans nous rapporter l'Alsace et la Lorraine. »

A la première station importante, à Pelotas, nouvelle réception ; on embarque les mobilisés qui résidaient dans les carrières, foule immense sur les quais, nouveaux discours, nouveaux bouquets, nouvelles *Marseillaises*, et on remplit le train de provisions offertes gratuitement. En route, partout, des ovations enthousiastes. On les réveillait la nuit pour les fêter ; les

colonies portugaises surtout se faisaient remarquer par leur enthousiasme, et une brave Lorraine de Nancy leur a offert à déjeuner dans son hôtel, à la station de Santa-Maria, ce qui lui a coûté plus tard la création d'un hôtel concurrent allemand.

Dans une station des grands plateaux du Parana, un chef de gare français, vieux soldat de 1870, perdu au milieu des bois de pins depuis plus de vingt ans, les a reçus en pleurant. Il n'a pas trouvé une seule parole à leur dire, tant son émotion était grande ; il les a tous embrassés un par un sur son quai, dont il était le général, comme un père qui les envoie au sacrifice et à la victoire. Ils ont tous compris ce qu'il n'a pu leur dire : « Allez cueillir les lauriers que nous n'avons pas su atteindre. »

Le 29 août, nos mobilisés arrivaient à Bordeaux ; ils avaient gagné le record des mobilisés de l'Amérique du Sud et avaient employé moins de quatre semaines après l'ordre de mobilisation pour se trouver, l'arme au bras, au service de la Patrie.

Salut à ces braves enfants, dont le séjour à l'étranger n'avait fait qu'accroître le patriotisme. Ils savaient que leurs chefs et camarades trop âgés pour partir resteraient au Brésil et s'occuperaient de leur famille.

Une fois qu'ils ont été partis, nous avons lutté comme nous avons pu pour traverser la crise avec deux mille ouvriers sur les bras, les banques fermées, les trois quarts du personnel dirigeant absents...

Mon correspondant me trace le tableau le plus intéressant d'une activité française à l'étranger pendant la guerre ; nous voyons nos compatriotes se tenir coude à coude, recevoir les nouvelles d'août, l'envahissement de la Belgique et du Nord de la France, la marche

foudroyante sur Paris, le départ du Gouvernement pour Bordeaux, et assister à la joie des Allemands qui illuminent leurs cercles. Mais la victoire de la Marne arrive. Des télégrammes de l'agent consulaire anglais annulent les nouvelles du consul allemand. Nos compatriotes s'organisent pour répandre les vérités françaises. Une feuille de la ville les soutient; les Allemands l'attaquent avec fureur, refusent de lui vendre du papier, de lui réparer son moteur. Voilà nos Français qui parent à tout, ouvrent des souscriptions, qui réunissent pour les blessés plus de 40.000 francs, continuent à travailler au port et mènent à bien leurs travaux au milieu de la sympathie générale :

Vous pouvez, monsieur, le dire avec sûreté à vos lecteurs et amis; à part le Gouvernement qui, par obligation politique, se voit obligé de cacher ses sentiments et de respecter les lois de la neutralité, le pays presque tout entier fait des vœux pour le succès de nos armes, et nous trouvons des amis ardents qui ne craignent pas d'afficher publiquement leurs opinions en face d'une colonie allemande prépondérante.

Celle-ci est atterrée de voir l'antipathie qu'on a contre elle, elle se demande, dans son orgueil aveugle, ce qu'elle a pu faire pour accumuler de pareils sentiments qui vont jusqu'à la haine.

Ce qu'a fait l'Allemagne? Le Brésil le sait,

l'Univers entier le sait, et mon correspondant s'en explique avec clarté :

Le Brésilien comprend que l'Allemand voulait dominer chez lui comme dans le monde entier, qu'il avait déjà en vue l'établissement de ce que, dans ses cartes, il appelle l'Allemagne antarctique.

Dans les trois États de Parana, Santa Catharina et Rio-Grande do Sul, il y a plus de 200.000 Allemands, parfaitement organisés en Sociétés de tir, avec des armes, qui marcheraient comme un seul homme, le jour où l'Allemagne serait assez puissante pour les soutenir. Il a fallu cette guerre pour faire comprendre aux Américains du Sud (car le même phénomène se voit dans l'Uruguay et la République Argentine), la haine qu'ils avaient pour l'Allemand, haine qui sommeillait dans leur cœur.

Leur mentalité latine s'est réveillée, et ils comprennent bien maintenant que la France lutte pour la délivrance de la race gréco-latine, qui se laissait dominer par le Germain.

Relisez ce beau texte. Il me vient de Rio-Grande do Sul, il me vient d'un port lointain, mais il donne la formule universelle de la si-

tuation. Les Allemands veulent détruire les autres races et leur substituer la leur.

Un de leurs journaux, à Rio-de-Janeiro, est allé jusqu'à dire que la France devrait être contente que les soldats allemands violent les femmes françaises : « C'est le meilleur moyen d'augmenter la population et de régénérer la race. » Telle fut la réprobation brésilienne que le consul allemand se vit dans l'obligation de désavouer le journal. Mais ce propos abject rend bien compte des secrètes pensées de la mégalomanie teutonne. Ces fous furieux méprisent tout ce qui n'est pas leur sang. Aussi, juste retour, tout ce qui ne se réclame pas du sang allemand se tourne à cette heure contre lui.

Il y a quelques mois, un des hommes les plus distingués du Brésil, mon ami Graça Aranha, traversait Paris et venait s'asseoir à ma table. Graça Aranha a écrit un grand et beau livre, traduit en français, bien entendu, *Chanaan*, un roman plein de couleur et de passion où il étudie l'envahissement de son pays par les émigrés allemands. Depuis quelques années, il représentait le Brésil auprès du Gouvernement hollandais.

— Je quitte La Haye, me dit-il, je sors de la diplomatie, je reprends ma liberté et je

retourne à Rio-de-Janciro pour y servir le Brésil et la France. Vous entendrez bientôt parler de nous.

Je reconduisis mon ami jusqu'à sa voiture et lui donnai l'accolade en lui souhaitant beau succès, beau travail, belle gloire pour la cause de la civilisation menacée.

Avec quelques nobles amis, avec Montarroyos, l'auteur de *Delenda Germania*, avec Jose Verissimo, hier encore germanophile, mais qui déclare que « l'orgueil de vouloir s'imposer au monde a faussé le sens moral de l'Allemagne », avec une élite d'écrivains, d'ingénieurs, d'intellectuels, Graça Aranha a mis debout la *Ligue Brésilienne pour les Alliés* qui, aujourd'hui, tient tête à l'action allemande dans tout le Brésil et dirige le mouvement de sympathie pour la France. Son président est M. Ruy Barbosa et son Comité exécutif compte toute l'élite brésilienne, parmi laquelle notre éminent ami le sénateur Azeredo, bien connu et apprécié à Paris. Elle vient d'accueillir dans des fêtes solennelles et amicales Pierre Baudin, chargé d'une mission pour laquelle son patriotisme et sa compétence le désignaient justement. Et l'un des orateurs, le député Irenen Machado, a pu déclarer à Baudin, au milieu des acclamations de l'auditoire, que « la neu-

tralité du Brésil n'existe que dans le décret gouvernemental, car le peuple brésilien en masse accompagne les Alliés. »

La *Ligue pour les Alliés* veut aller plus loin. Elle ne manque aucune occasion de protester contre les procédés allemands et d'inviter le Gouvernement brésilien à se départir d'une neutralité « nuisible aux intérêts de l'humanité. » Elle réclame du Ministre des Affaires étrangères brésilien qu'il s'entende avec ses collègues de l'Argentine et du Chili pour protester contre le crime du *Lusitania* et pour employer des moyens qui garantissent la vie des neutres. Elle a envoyé une adresse dans le même sens au Président des États-Unis.

On pense bien que cet après-midi, à la salle Hoche, en prenant la parole au milieu de la brillante colonie brésilienne, heureuse d'aider nos blessés et nos combattants, je saluai du profond du cœur la *Ligue pour les Alliés*, ses fondateurs et tous nos amis du Brésil.

Je disais aux Brésiliens, qui m'écoutaient avec une ardente sympathie : Soyez là-bas, devant vos compatriotes, les témoins de la grandeur française ; dites-leur qu'à aucune des époques de notre glorieuse histoire, on ne vit rien d'aussi beau que nos chefs et nos sol-

dats. Ils meurent pour la France et pour vous, Brésiliens. Vous connaissez les textes. La *Gazette de Cologne* vous menace : « L'Allemagne est le second des acheteurs de café brésilien. écrit-elle. Eh bien ! après la victoire, elle se souviendra de ses amis et, en même temps, elle se dira qu'elle peut boire autre chose que du café, et qu'au surplus il y en a autre part qu'au Brésil. » Mais il y a plus ! La *Deutsche Post*, qui est un journal publié au Brésil par les Allemands, écrit avec une prodigieuse insolence : « En admettant même que la voix du sang latin dût parler, le peuple brésilien serait tenu de montrer plus de tact et de scrupule, pour ne pas offenser ses frères de race germanique. Décidément, notre bienveillance va trop loin lorsque nous employons la langue portugaise dans nos rapports commerciaux ! Pourquoi les Brésiliens n'apprennent-ils pas l'allemand ? Il est grand temps que nous autres Allemands, nous nous mettions à parler allemand, avec des gestes et des actes allemands. »

Quels gestes, quels actes ? Regardez les atlas germaniques. Ils désignent les trois États méridionaux du Brésil, Rio-Grande do Sul, Parana et Santa-Catharina, peuplés de quatre cent mille Allemands ou descendants d'Allemands, sous le nom d'Allemagne aus-

trale. Écoutez les philosophes des Universités allemandes. Ces insulteurs de l'Univers proclament, je m'excuse de reproduire leurs insanités, que « l'incapacité des Brésiliens de réaliser aucune sorte de progrès les rend indignes de l'indépendance. »

La victoire de la Marne, en brisant l'offensive allemande, a sauvé l'esprit national de chacun des peuples, à travers tout l'Univers. On commence à le savoir. Coordonnons tous nos efforts contre la Bête monstrueuse.

XXXIV

LA CONVERSION D'UN CATHOLIQUE GERMANOPHILE (1)

8 Juin 1915.

J'ai signalé, il y a deux mois, la noble lettre que m'écrivait de Salamanque M. Miguel de Unamuno. Ce Basque de naissance, pur Castillan d'esprit, passait, avant la guerre, pour un adversaire des idées françaises. Maintenant il fait des vœux ardents pour notre succès. La

(1) René Johannet, *la Conversion d'un catholique germanophile*, lettre ouverte de M. Émile Prüm, chef du parti catholique luxembourgeois, à M. Mathias Erzberger, député au Reichstag, leader du centre catholique allemand. Paris.

victoire de nos ennemis lui paraîtrait un désastre du monde civilisé : « Ce qui est en question à mon avis, affirmait-il encore récemment, n'est rien moins que l'avenir du nom chrétien et du christianisme même, menacé en ses racines par le paganisme de cette *Realpolitik* de la *Kultur*. »

D'un autre pays, de ce Luxembourg auquel nul Français ne pense aujourd'hui sans tristesse et sans embarras, nous arrive un témoignage analogue, beaucoup plus imprévu et qui prend des circonstances présentes une signification plus émouvante. Pauvre Luxembourg, dont nous aimons mieux ne pas juger l'actuelle détresse ! La France, là-bas, si près de nous et si loin, garde encore des amis. J'en sais quelque chose, ayant reçu, l'autre jour, par des voies détournées, la forte brochure, le livre plein d'une gentillesse courageuse, qu'un lettré luxembourgeois, Joseph Wagener, a publié, en pleine occupation germanique, sur l'auteur des *Bastions de l'Est*. Mais enfin, avant la guerre, ils ne nous aimaient pas tous. Quelques-uns, plusieurs peut-être, et, à leur tête, le chef du parti catholique luxembourgeois, M. Émile Prüm, nous redoutaient, nous méprisaient, comme la nation impie, opposant à notre apostasie officielle la

solidité conquérante des catholiques allemands. J'ignore ce que M. Prüm pense de nous aujourd'hui : les lettres de nos soldats et de nos aumôniers, notre histoire intime pendant ces dix mois n'ont pas franchi la frontière du Luxembourg. Mais il connaît du moins ce qui se passe en Belgique et ce qui s'écrit en Allemagne. M. Prüm sait désormais à quoi s'en tenir sur les dispositions actuelles du haut catholicisme allemand et, comme ces dispositions lui paraissent plus bismarckiennes que chrétiennes, il s'est exprimé publiquement à ce sujet avec une netteté héroïque, hasardant à ce noble jeu sa fortune peut-être et ce qui peut rester de liberté à un Luxembourgeois d'aujourd'hui.

Le détail et les documents de cette belle aventure nous sont révélés par un historien, aigu et sage, René Johannet, qui nous avait déjà donné sur son grand ami Péguy un livre charmant et qui, plus clairvoyant que tant d'autres, publiait contre Romain Rolland, juste à la veille de la guerre, une satire de haut goût.

Ce M. Prüm, je me le représente d'ici dans sa bonne ville de Clervaux — joli nom de France, — au fond d'un de ces vallons exacts et romantiques que parcourt une église trop riche

et que couronnent des forêts. Esprit solide, sérieux avec malice, passionné, mais incapable de perdre la tête, bref très près de nous. C'est d'abord un catholique convaincu, un catholique avant tout. Il a ses héros. Il a grandi dans l'admiration des fondateurs du Centre allemand, Windthorst, Mallinekrodt, Reichensperger, ces grands chrétiens qui ont lutté pour le droit contre la force et qui ont vaincu Bismarck. Il vit de leur légende ; il continue et au besoin il défendra leur tradition. Tout imbu de la culture germanique, ainsi christianisée, il se voyait, sans doute, dans sa claire vallée, sur les frontières du monde latin, comme l'avant-garde de cette Germanie catholique si puissamment organisée par le premier Centre, vouée au triomphe du Christ, fille cadette de l'Église et achevant les *Gesta Dei* aux lieu et place de la fille aînée, définitivement infidèle.

Comme on se trompe ! Cette Allemagne, porte-étendard de l'Évangile, suprême ressource des principes civilisateurs contre le flot montant de l'incrédulité universelle, M. Prüm l'a vue à l'œuvre. Elle lui a paru aussi odieuse et encore plus cyniquement odieuse qu'aux plus mauvais jours du *Kulturkampf*, et, cette fois, pour comble d'amertume, soutenue, en-

couragée, excitée dans son œuvre néfaste par les chefs politiques du catholicisme allemand.

De ces chefs, il a choisi le plus en vue, le plus bavard, le plus remuant, cet Erzberger, commis-voyageur en germanisme, que le Kaiser n'a pas craint de députer à Rome, où on l'a vu assiéger le pape et les cardinaux, offrir sa parole d'Erzberger contre la parole du grand cardinal Mercier. A ce « gros garçon, trapu, large d'épaules et joufflu », que nous a montré l'abbé Wetterlé, à ce leader encombrant, mais que la médiocrité de son propre parti rend considérable et plus représentatif que nul autre, et en sa personne, à tout le Centre allemand, M. Prüm adresse la lettre vengeresse dont on trouvera la traduction dans la brochure de Jolannet, et dont la publication, vite étouffée en Allemagne, est un des événements mémorables de la guerre présente, une victoire du catholicisme tout court sur les catholiques allemands.

Lui, leur ami et leur collaborateur d'hier, il les somme avec hauteur de s'expliquer ; il leur remet sous les yeux, détail par détail, l'abominable histoire de la Belgique violée et martyrisée par les hommes de la Kultur ; il dit ce qu'il a vu de ses yeux, ce que les victimes mêmes, prêtres et évêques, lui ont raconté.

A ce tableau, il oppose les enseignements de l'Évangile, les décisions de l'Église, les récentes paroles de Benoît XV. A ces messieurs de choisir, à eux de protester contre une politique barbare, ou bien de jeter leur masque catholique et de ne plus se réclamer que de Zarathoustra. Or, ils ne protestent pas, ils ne se taisent même pas; ils approuvent, ils exaltent tout ce qui a été fait et se fera; ils veulent encore plus de violences et moins de scrupules.

« Il n'est jamais permis, leur dit-il, pour quelque raison que ce puisse être, de violer la justice. » C'est en ces mots que le pape repousse l'aphorisme du chancelier : « Nécessité n'a pas de loi. »

Il n'est jamais permis de violer la justice. Vous n'auriez jamais dû, monsieur le député, perdre des yeux ce principe, vous et votre parti. Et n'objectez pas la raison d'État, ni l'intérêt de l'État pour donner un caractère de nécessité à la perpétration de l'injustice. Ce n'est pas là un principe chrétien, mais entièrement païen...

Le catholique que je suis peut bien vous rappeler cette vue condamnée expressément par le *Syllabus* de Pie IX : « La violation d'un serment, si sacré soit-il (la neutralité de la Belgique et du Luxembourg a été garantie par serment par le roi de Prusse) et toute action contraire à la loi de Dieu ne sont pas toujours blâmables. Au contraire, ils sont permis et louables lorsqu'ils ont pour cause l'amour de la patrie. » Vous, monsieur le député, et avec vous tout le parti du Centre, représentation catholique du peuple alle-

mand, comment pouvez-vous, dans un moment d'histoire mondiale aussi décisif pour l'avenir de l'Allemagne et de l'Europe, négliger, sans plus, les décisions doctrinales de l'Église, pour donner votre adhésion sans réserve à un principe aussi néfaste et aussi païen ?

Encore si les gens du Centre se contentaient d'excuser le crime initial ? mais ils provoquent de nouveaux crimes : il leur en faut d'autres et plus inouïs.

Dans votre dernier article du *Tag*, continue M. Prüm, vous émettez cette effroyable assertion : « Plus impitoyable et plus cruelle est la guerre, et plus elle est humaine, parce qu'ainsi elle aboutit plus vite à une fin satisfaisante. » Ainsi, dites-vous, les Allemands doivent user de tous les moyens pour anéantir leurs adversaires. Vous voulez, vous, monsieur le député, contrairement à toutes les notions du droit des gens, étendre cette dure nécessité de la guerre à tout ce qui se trouve sur le territoire ennemi. Ainsi, vous exprimez le désir de voir anéantir Londres tout entier. À votre gré, rien ne doit être épargné, ni les femmes, ni les vieillards, ni les enfants, ni les églises. — Après quoi, vous voudriez passer encore pour catholique et pour le chef des catholiques allemands !

Étrange état d'esprit chez les hommes du Centre. Eux qui, assez platoniquement du reste, demandent, à chaque session du Parlement, le rappel des Jésuites et des religieux, mis hors la loi depuis la *Kulturkampf*, ils veulent ruiner l'Angleterre qui abrite ces religieux expulsés.

Quant à la Belgique, « ce pays de la pleine liberté religieuse, où Lazaristes, Frères des écoles, Ursulines et autres congrégations religieuses allemandes entretiennent des établissements... entièrement allemands, mais interdits à l'intérieur de l'Empire, vous voulez, sans plus, l'annexer. Mais alors, monsieur le député, où donc les victimes des lois anticléricales allemandes trouveront-elles, à l'avenir, un asile? »

Il y a plus encore. M. Prüm nous parle d'une conjuration occulte formée à Berlin dans le but d'affoler l'âme germanique contre les Belges, et de légitimer ainsi, par avance, les atrocités qui se préparaient.

Lorsque, dit-il, au commencement de la guerre, la nouvelle des événements qui se passaient en Belgique se fraya un chemin jusqu'à nous et acquit de jour en jour davantage le caractère d'une absolue certitude, nous nous demandâmes avec étonnement comment des atrocités pareilles étaient possibles au XIX^e siècle et de la part du peuple allemand si fier de sa culture. Ce n'est qu'aujourd'hui que nous pouvons donner la clef de cette énigme qui nous paraissait alors indéchiffrable. Il faut la chercher dans la campagne acharnée dont l'histoire ne nous offre aucun exemple, menée par la presse allemande contre le peuple belge. Les feuilles catholiques d'édification s'y sont particulièrement distinguées.

Qu'on feuillette, par exemple, la collection du *Journal du Dimanche pour le peuple allemand*, qui est répandu

en Westphalie à plus de 100.000 exemplaires... Cette publication, destinée à l'édification du peuple allemand annonce que, dès avant la guerre, cinq Allemands auraient été blessés en Belgique, percés à coups de couteau de cuisine, aveuglés à coup de fusil ; un boucher allemand à Bruxelles aurait été décapité et mis en morceaux ; un autre commerçant, écarleté tout vif. On termine naturellement ces histoires de brigands par des menaces ; la Belgique payera cher de pareilles atrocités. C'est ainsi que l'élite catholique allemande comprend sa mission, ainsi qu'elle continue, en nos lieu et place, les *Gesta Dei*.

Ai-je besoin d'insister sur l'importance d'un témoignage aussi accablant et qui vient de si haut ? Chef du parti catholique dans le Grand-Duché, membre du Comité international des Congrès eucharistiques, Commandeur de l'ordre de Saint-Sylvestre, honoré en toute occasion par les bienveillances pontificales, M. Prüm est un témoin de premier ordre à qui les catholiques des pays neutres refuseront difficilement leur créance. Qu'on lise son livre et surtout qu'on le répande, à pleines mains hors de nos frontières. Il est encore, chez les neutres, des catholiques qui hésitent à donner leur pleine sympathie à la France anticléricale, à l'Angleterre anglicane, à la Russie schismatique. M. Prüm leur apprendra que nos armées alliées ont en face d'elles, non seulement les luthériens de Guillaume, mais aussi les bar-

bares cultivés du Centre allemand, pédants qui restaurent un culte d'Odin.

Il est des catholiques à l'étranger qui ne peuvent pas prendre leur parti de nos anti-cléricaux. Je comprends cette répugnance. Avant la guerre, j'aurais dit que je la partageais. Mais il faut voir les hommes, les choses et les faits comme ils sont. Nos anticléricaux, le plus souvent, abhorrent dans la religion ses ministres et leur autorité; ils voudraient transporter sur des laïcs, sur « les prêtres du vrai », sur des conducteurs d'hommes dont ils ont la liste toute prête, le prestige dont jouit la hiérarchie ecclésiastique. Ils voudraient que ce fût leur tour d'être évêques. Mais ce n'est pas tout droit l'enseignement et la vie du Christ qu'ils contredisent; ils se diraient volontiers ses disciples. Nos anticléricaux communément ne sont pas antichrétiens. En Allemagne, au contraire, M. Prüm le proclame et le prouve, on voit des cléricaux antichrétiens.

Il n'y a chez nous nulle chance qu'aucun parti accueille l'apologie de la force et les dures doctrines implacables. Au jugement de tout Français, le propre de la puissance est de protéger. L'Évangile, pour nous tous, demeure le livre de nos mères, de notre enfance et de la plus haute expérience. Ne demandez pas que

l'on précise, et tous diront avec respect que c'est le livre divin. O France, patrie de saint Louis, de Jeanne d'Arc, de M. Vincent et des mères et des sœurs, saintes et pieuses, de nos anticléricaux ! Que l'univers nous observe dans nos actes : c'est chez nous qu'il trouvera le point de perfection où atteignit la tradition du Christ.

XXXV

CE QUE VALENT LES COMMUNIQUÉS FRANÇAIS ET ALLEMANDS

9 Juin 1915.

A plusieurs reprises, il a été exprimé le regret que le Gouvernement ne mette pas, chaque jour, sous les yeux du public, en même temps que notre communiqué français, le communiqué allemand. Ce vœu n'est pas raisonnable. Les communiqués allemands sont systématiquement mensongers. Ils font partie d'une organisation générale méthodiquement conçue par nos ennemis en vue de tromper l'opinion chez eux et chez les neutres.

Le mensonge est une machine de guerre fort en honneur au pays de la dépêche d'Ems. Avant la guerre, ses socialistes se réunissaient

pour mentir à Berne ; dès la guerre, ses intellectuels se sont mis à quatre-vingt-treize pour mentir ; au cours de la guerre, son état-major ment quotidiennement. L'événement s'est chargé de démasquer les socialistes ; l'Institut de France et divers écrivains ont réfuté l'*Appel des Intellectuels* ; mais, vraiment, trouvez-vous nécessaire que chaque matin le grand quartier général oppose des faits précis à chacune des extravagantes vantardises du communiqué allemand ?

Il ne pourrait certainement pas les publier sans les réfuter. J'ai entre les mains la collection du journal publié en français par les Allemands à Rethel et à Charleville, sous le titre : la *Gazette des Ardennes*. C'est prodigieux comme amalgame de faits dénaturés. Un jour ou l'autre, si les lecteurs en sont curieux, nous analyserons cette feuille. Il ne serait vraiment pas possible de répandre à des milliers d'exemplaires un « roman » de cette sorte parmi nous sans l'accompagner d'une glose de vérité. Eh bien ! serait-ce un digne rôle pour notre grand quartier général de faire cette besogne (dont seul, au point de vue militaire, il a chaque jour les éléments) et de doubler sa besogne militaire d'une besogne de polémique ?

.....La dignité de notre armée et du généralissime, c'est de ne rien dire que de vrai et pour la discussion avec l'Allemand de ne la mener qu'à coups de canon.

Qui donc, parmi les critiques militaires et les observateurs attentifs, dans le monde entier, garde encore un doute sur l'effort colossal que le Gouvernement allemand a déployé depuis le début de la guerre afin de créer dans son armée, à coups de menteries plus ou moins ingénieuses, un état d'esprit artificiel ?

A maintes reprises, m'ont dit nos chefs, nous avons pu constater, soit en interrogeant les prisonniers, soit en dépouillant les correspondances et les documents saisis sur les morts, que les commandants allemands s'appliquent, d'une manière savante, jusque dans le détail, à leurrer et à tromper leurs hommes. Les prisonniers que nous avons faits au nord, à l'est et au sud d'Ypres affirmaient souvent, avec une évidente bonne foi, que Paris était à quelques kilomètres derrière les collines qui bornaient l'horizon. D'autres, mieux informés de la géographie, nous répondaient avec le plus grand sérieux que si l'armée allemande avait évacué Paris, c'est parce que le choléra et la peste s'y étaient déchainés et que les

médecins avaient ordonné d'éviter ce foyer de contagion. L'état-major avait pousse la précaution plus loin encore. Nous avons saisi sur des prisonniers des cartes postales en allemand intitulées : « Souvenir de la prise de Varsovie ». Par contre, les Russes en ont saisi qui portaient : « Souvenir de la prise de Calais ».

Il faut nécessairement que les communiqués s'accordent avec ces basses fables, qu'ils ne peuvent pas confirmer, mais qu'ils s'appliquent à ne pas anéantir. Toutes les fois que les Allemands sont battus, ils essaient de persuader à leur monde que c'est parce qu'ils l'ont bien voulu. L'Allemagne ignore notre victoire de la Marne, comme elle ignore son échec des Flandres, et pourtant les ordres des généraux allemands, qui sont en notre possession, ne laissent aucun doute sur l'importance du plan offensif que notre résistance a brisé. Un autre exemple est fourni par l'affaire de Soissons. Ce succès local, dû à la crue de l'Aisne et à la rupture des ponts, a été annoncé officiellement par les Allemands comme une « victoire décisive ».

....Un de nos généraux, il y a peu de semaines, me faisait le commentaire du communiqué officiel allemand à propos d'une

affaire de l'avant-veille, qu'il connaissait bien pour l'avoir lui-même menée :

— Voyez, me disait-il, ils comptent nos morts comme des prisonniers. Ils additionnent cadavres, blessés et vrais prisonniers. Ils baptisent canons de pauvres lance-bombes sans aucune valeur, que nous fabriquons avec les douilles des obus de 77 ramassées sur le champ de bataille.

Que l'on compare cette pitoyable manière avec le système auquel se tient inébranlablement notre grand quartier général !

Chez nous, chacun doit bien le reconnaître, règne un état d'esprit tout opposé. Nous nous sommes mis à aimer excessivement la mesure et la modération ; nous craignons si fort l'enthousiasme et le panache que souvent, à mon avis, nous outrepassons ce qui est convenable.....

Du moins ce vice de notre système, ce coupable excès de modestie est-il tout à l'encontre du bluff allemand. On ne nous accusera pas dans nos communiqués de nous faire valoir ! Ils inspirent la confiance dont jouira toujours un homme modeste qui prend la parole à côté d'un vantard. A plusieurs reprises, j'ai lu dans la *Gazette de Hollande* ou dans le *Journal de Genève* cette opinion

que les communiqués français sont les plus vrais. Dans le monde entier, Joffre est tenu pour un grand honnête homme dont la parole manifeste la qualité morale de notre nation.

Si j'étais tenté de mettre en balance ce que je dois croire du grand état-major allemand, qui, après avoir juré qu'il dînerait en trente jours à Paris, se rabat sur cette idée que sa défensive est toute-puissante, ou du généralissime qui continue de dire qu'avec l'appui des alliés, lentement, à son heure, il achèvera son terrible adversaire, déjà bien diminué en dix mois, je penserais que l'Italie s'est posé la même question et que, pesant les deux arguments, elle a jugé que la vérité se trouvait dans les communiqués de Joffre.

L'Italie a montré que dans une question de vie ou de mort elle tenait les Allemands pour des bluffeurs. Ces fables de nos ennemis, je n'ai pour ma part nul besoin de les lire chaque matin. A quoi bon entendre celui à qui l'on ne peut pas se fier ? Je me réjouis d'ailleurs de ce système de mensonges. Il est un élément de faiblesse chez nos redoutables adversaires. Si dociles et si disciplinés qu'ils soient, tout permet de penser que le jour où ils s'apercevront qu'ils ont été odieusement trompés, une réaction se produira dont les

victimes seront ceux-là mêmes qui ont organisé cette duperie de plusieurs millions d'hommes.

XXXVI

LES ENFANTS SACRÉS

10 Juin 1915.

Qu'est-ce qu'on apprend avec stupeur ? Les hommes politiques voudraient se saisir des enfants de ceux qui sont morts pour la Patrie ? Le parti au pouvoir allonge sa main sur eux ? Cela est mal. Il ne faut pas que personne, aujourd'hui, ni demain, dans quelque parti que ce soit, prétende s'approprier et façonner les âmes des orphelins de la guerre. Que ces enfants des héros ressemblent à leurs pères, voilà le droit, la justice, la vérité, le cri de toutes les consciences honnêtes.

On signale une municipalité de Paris qui, au premier bruit d'une mort, s'élance chez la veuve du soldat tombé au champ d'honneur, lui promet qu'on s'occupera d'elle et, sur l'heure, lui fait signer l'engagement de mettre ses enfants orphelins dans un certain établissement d'éducation...

Je ne discute pas l'établissement. Qu'il soit

de Dieu ou du Diable, c'est une question sur laquelle chacun garde son jugement. Mais, assuré de poser un principe que tous ratifient, je dis aux Thénardiens penchés sur les cadavres du champ de bataille : « Payez à la veuve et aux enfants la dette du pays, et retirez-vous ; ne commettez pas le péché contre l'esprit du mort. » Socialiste ou conservateur, homme de religion ou d'irreligion, ce mort pense que ses enfants seront bien formés s'ils le sont à son image. C'était son droit, quand il vivait, de leur choisir leur formation. De ce qu'il est mort pour nous, nous n'allons tout de même pas en profiter pour le dépouiller de son droit !

Cet engagement, ainsi extorqué d'une femme qui pleure et qui a faim pour elle et pour ses petits, n'est pas valable. La loi, les durs légistes le méprisent et le déchirent autant que font les hommes de cœur. C'est un papier nul, non avenue, à jeter au panier. Si je le ramasse au tas d'ordures et le mets devant le public dégoûté, c'est pour qu'on connaisse un état d'esprit qu'il faut arrêter net.

Un autre indice, moins scandaleux certes, mais où le Gouvernement, cette fois, est engagé, c'est le privilège que l'on vient d'accorder à l'*Orphelinat des Armées*.

Nous ne méconnaissons pas les mérites de l'*Orphelinat des Armées*. Cette œuvre, fondée par M^{me} Dick May, avec le concours d'hommes éminents, ne peut que rendre des services. Nous souhaitons son développement et sa prospérité. Mais cette œuvre, qui n'a pu s'entendre ni avec l'archevêque de Paris, ni avec les représentants des organisations socialistes, est un groupement radical. Ni plus, ni moins. C'est l'éducation et la formation radicales qu'elle réserve aux enfants qu'elle va recueillir. Dès lors, est-il équitable que l'*Orphelinat des Armées* soit appelé à bénéficier d'une « journée », c'est-à-dire de plusieurs millions, à l'exclusion de toutes les autres œuvres qui poursuivent le même but ?

Il y aura, le dimanche 20 juin, une journée de quête, dite *Journée de l'Orphelinat des Armées*. Le public va croire que ses offrandes seront distribuées entre tous les enfants des soldats morts pour la Patrie. Erreur. Cette somme sera attribuée à l'œuvre de M^{me} Dick May, que l'État veut connaître seule. L'État veut ignorer l'*Œuvre de la rue des Bons-Enfants*, placée sous le patronage spécial du cardinal-archevêque de Paris, l'*Orphelinat des Cheminots*, l'*Orphelinat des Chemins de fer*, l'*Orphelinat des Employés de Banque*, l'Asso-

ciation Nationale pour la Protection des Veuves et des Orphelins de la guerre, créée par MM. Flourens et Gauthier de Clagny, la *Mutualité des Veuves*, à laquelle Charles Chenu et moi nous collaborons à côté de son fondateur, Frédéric Masson. Et certainement que mon énumération est incomplète. Je suis excusable de ne pas dresser une liste parfaite des œuvres qui veulent servir les orphelins de la guerre, mais l'État est inexcusable de les sacrifier toutes, pour ne retenir que celle qui correspond à un des compartiments de la nation.

Enfin, pour achever de nous éclairer sur les préoccupations politiques auxquelles paraît céder le Gouvernement, nous avons les articles clairs et nets du journal le *Radical* et la proposition de loi un peu obscure déposée au Sénat par Léon Bourgeois et M. Combes. Les articles du *Radical* disent clairement, et la proposition de loi, dans quelques-uns de ses articles, semble vouloir dire que tous les orphelins de la guerre appartiennent à l'État. « Tout ce qu'on tentera en dehors sera non seulement un leurre, mais encore fera courir des risques à l'œuvre laïque que nous nous efforçons de réaliser. » Telle est la formule que j'emprunte à celui qui, signant *Un*

Universitaire, même la campagne dans le *Radical*.

Je ne discuterai pas aujourd'hui cette formule. Personne ne fait avec plaisir de polémique. Nous allons avoir un projet gouvernemental. Il est annoncé. Nous l'examinerons ici et, s'il y a lieu, à la tribune de la Chambre. Aujourd'hui, ce que nous voulons dire, c'est qu'il faut maintenir l'union sacrée autour des orphelins de la guerre, et les soustraire à la politique.

Les orphelins de la guerre ne sont pas des enfants trouvés. Ils ont des parents que l'on connaît bien, qu'il faut interroger et suivre, qui méritent les plus grands égards et qui, morts, vivent encore. Écoutez ce qu'ils disent du fond de leurs tombeaux, sacrés comme des temples :

— J'ai sacrifié à la Patrie des jours qui n'avaient pas épuisé leurs forces. Plus qu'aucun autre, j'ai le droit de vouloir me survivre. Je n'ai pas fait mon temps, je n'ai pas eu mon compte de jours, je n'en exprime aucune plainte, pourtant je désire vivre encore, d'une manière secrète et puissante, dans le cœur de mes enfants. Que les germes que j'y ai déposés ne soient pas étouffés et que là encore, inconnu, je respire et j'agisse. Qu'il soit maudit dans sa descendance, celui qui empê-

cherait mes pensées posthumes d'éclorre au cerveau de mon fils...

— Holà! dit un lecteur, ce mort est-il donc si sûr d'avoir possédé la vérité?

Peut-être que non, mais il se confie à la sagesse de son fils. Sous les leçons de la vie, son fils saura choisir, une fois l'heure venue, et, dans sa conscience, s'il le faut, il rectifiera la voix de son père. Ce que celui-ci ne peut pas supporter, au fond du tombeau glacé, c'est d'avoir son contradicteur, son ennemi auprès de son petit garçon.

— Je vais disparaître, dit-il, c'est mon sort glorieux et triste, mais quelque chose de moi demeurera dans l'esprit de mon fils. Nous aimerons ensemble ce qui ne meurt pas. Il m'approuvera. Il est trop jeune, dites-vous, pour se souvenir de moi? Qu'il soit du moins formé et guidé par ceux dont les pensées s'accordent avec les miennes. Je veux qu'on parle à mon fils un langage que je pourrais comprendre, et qu'on ne lui enseigne pas à rejeter les leçons que j'espérais lui donner. Je tremble qu'après ma mort, on ne brise les liens qui m'unissent à lui. Je veux que, dans le ciel obscur, mon fils, après que je serai mort, regarde la même étoile que j'aimais regarder...

Un lecteur m'arrête à nouveau et dit : « Ce sont des rêves ! »

Des rêves ? Ah ! cher lecteur, j'attends qu'ayant pris le temps de la réflexion, vous niez la grande vérité que posait le philosophe Saint-Martin, que « l'homme naît et vit dans les pensées. »

Mais, pour aujourd'hui, c'est assez. Demain, nous reprendrons ce très grave sujet. Notre thèse, c'est que la Patrie doit élever les enfants de nos défenseurs, exactement comme ceux-ci eussent voulu les élever eux-mêmes, et que nous devons essayer de faire vivre ces orphelins dans les sentiments où leurs pères sont morts. Arrière aux prétentions d'aucun parti, qui voudrait imposer à ces orphelins une éducation laïque ou confessionnelle de son choix. C'est la volonté des parents que nous devons pieusement respecter. Ces enfants sacrés ont le souvenir et l'exemple déposés dans leur sang pour les soutenir ; il faut leur donner le langage de leurs pères, les héros, afin qu'ils puissent s'entretenir ensemble.

XXXVII

UN SIGNE DISTINCTIF
POUR LES BLESSÉS DE LA GUERRE

11 Juin 1915.

Nos blessés redoutent que, rentrés dans la vie civile, ils ne soient confondus avec les victimes d'un accident banal.

Ils me l'ont dit, écrit cinq cents fois. Mais nul d'entre eux, d'une façon plus complète et plus saisissante qu'un architecte, M. Henry B..., dont voici la lettre, admirable de vaillante belle humeur, et qu'il faut lire avec respect :

Je suis réformé, je ne porte plus l'habit militaire.

J'ai été blessé à la face; une balle, étant dans la position couchée, m'est entrée au sommet du front et sortie au menton, me fendant le sinus frontal, me crevant un œil, me déchirant l'autre, m'ouvrant le nez et la lèvre, me coupant la langue, brisant les maxillaires et m'emportant un bon nombre de dents.

C'est vous dire que je ne suis pas joli garçon, et ceci m'a valu dans la rue l'appellation de

« tête à massacre » de la part d'une personne que, vu mon infirmité, j'avais quelque peu heurtée.

Sans être un fat, se dire qu'à la déclaration de guerre on est parti de suite au dépôt, quitté celui-ci comme volontaire, et qu'on est tombé dans les Vosges, frappé bien en face, alors qu'il fallait tenir en respect un ennemi supérieur en nombre (ceci se passait le 26 août 1914) et pouvoir aujourd'hui être confondu avec un pivrot qui, un soir de paie, s'est cassé le nez sur le bord d'un trottoir, cela fait mal au cœur.

J'ai oublié de vous dire que mon œil perforé est remplacé par un superbe œil en cristal qui fait le plus grand honneur à l'oculariste, et voici plusieurs fois que j'entends sur mon passage des réflexions dans ce genre : « Que fait-il ici, celui-là ? »

Pardonnez-moi si j'ai manqué de modestie en causant de moi, mais je ne pouvais faire mieux pour la cause commune et réclamer pour mes camarades, non une décoration, puisque beaucoup d'entre nous n'ont pas eu le temps de prouver leur valeur ou n'ont pas eu la chance d'être vus à l'œuvre, mais un signe distinctif qui arrête la raillerie, lorsque, comme c'est mon cas, une partie du visage vous rend presque risible.

Cette lettre va d'une manière irrésistible au centre du problème. Est-il nécessaire de la doubler par d'autres témoignages? La cause est excellente, le principe évident; passons aux moyens pratiques.

L'insigne que nous réclamons, je ne demande pas qu'il soit considéré comme une distinction honorifique. Ce n'est rien d'analogue à la Croix de Guerre, à la Médaille militaire, au ruban rouge de la Légion d'honneur. L'insigne ne dira pas : « Voici un héros »; mais : « Voici un homme dont la blessure, l'infirmité, la maladie proviennent d'un fait de guerre ».

Le Gouvernement accorde une médaille aux vieux serviteurs, aux vieux ouvriers, aux vieux agriculteurs ayant servi trente années dans la même maison. Que signifie cet insigne? Prête-t-il une supériorité professionnelle à celui qui le reçoit? Il établit simplement un fait. De même, l'insigne accordé aux blessés de la guerre, sans leur attribuer aucune supériorité sur ceux de leurs camarades assez heureux pour rentrer sains et saufs dans leur foyer, établira clairement, officiellement et d'une manière hautement honorable l'origine de leur diminution physique.

Encore faut-il que cet insigne ne devienne

pas, comme les rubans violets et autres poireaux, une monnaie électorale. Pour couper court à tout passe-droit, il conviendrait de l'attribuer automatiquement à toute une catégorie de soldats, sans que le ministre ait à faire des choix qui fatalement soulèveraient des réclamations sans nombre. Je voudrais qu'il appartînt de droit à tous les réformés avec congé numéro 1, c'est-à-dire à tous les mobilisés qui, à la suite d'une blessure reçue ou d'une infirmité contractée en service commandé, auront été renvoyés définitivement dans leurs foyers et reconnus impropres à tout service.

En nous tenant dans cette limite, nous réglons la situation des amputés, des aveugles, des borgnes, des paralysés, des infirmes de toute nature, que nous risquons de croiser demain dans la rue en habits civils et de ne pas traiter avec la déférence qu'ils méritent, et en même temps nous éviterons de nous étendre trop loin et d'accorder ce signe distinctif à ceux qui n'auront reçu que des blessures légères, dont la trace est appelée à disparaître rapidement.

Sans vouloir faire de cet insigne une distinction honorifique, il ne faut cependant pas le distribuer à tort et à travers. Réservez-le

aux réformés, avec congé numéro 1. Ils sont désignés par un Conseil de réforme qui ne se prononce pas à la légère.

Quelle objection peut-on nous opposer ? Je n'en vois pas, ni en principe, ni dans la pratique. Le vœu est unanime, la satisfaction aisée. Bien des collègues m'ont offert de s'associer à cette idée. Mais le concours du Parlement est-il nécessaire ? Je crois qu'un décret des ministres de la Guerre et de la Marine y suffirait.

La médaille des vieux serviteurs a été instituée par le ministre du Commerce ; la médaille des vieux ouvriers agricoles par le ministre de l'Agriculture. Depuis 1882, presque tous les ministres ont pris, sans plus de formalités, des mesures analogues en faveur de leurs ressortissants. En moins de dix minutes, vous, Millerand, et vous, Augagneur, autorisés par ces précédents, vous pouvez par deux décrets, créer l'insigne que tous nos blessés appellent de leurs vœux. L'opinion vous félicitera.

XXXVIII

LE SEUL ROLE DE CETTE CHAMBRE
C'EST DE FAIRE L'UNION

12 Juin 1915.

Millerand a été de tout premier ordre à la tribune, jeudi, quand il faisait ce qu'il sait faire, la plus lucide exposition ; et puis, tout d'un coup, on a vu, senti l'homme de cœur, le patriote vrai, rempli des plus douloureux scrupules respectables : c'est quand il a dit, parlant de ses efforts pour augmenter notre production de matériel et de munitions :

« Je sais bien que mon œuvre est très imparfaite et combien au-dessous de ce que j'aurais voulu faire!... Mais dans mon esprit, dans l'esprit d'aucun de ceux avec qui je discute, il n'existe pas l'ombre d'amour-propre d'auteur : nous ne pensons qu'à trouver la solution du problème... »

Voilà comment il faut penser à cette date. Nous sommes en danger de mort. Quelqu'un l'oublie-t-il ? Il ne s'agit de rien autre que de la vie de la France. Nous vivons à l'abri des poitrines humaines. Nous avons pour rempart

nos soldats couverts de blessures. Toute arrière-pensée personnelle, préoccupation de portefeuille ou rancune, tout traquenard, seraient des crimes.

Durant toute la première partie de sa défense, Millerand semblait parler à des bonshommes de glace. Ils ne s'animaient que pour être malveillants, et de cette sorte de malveillance misérable que l'on nomme taquinerie. A la fin, ils eurent du bon sens, et, laissant à leur amertume les ambitieux déçus, l'Assemblée se laissa gagner par une sorte de sympathie pour un puissant travailleur d'évidente bonne volonté. Mieux vaut tard que jamais.

Voilà le ministère consolidé. S'il fermente dans le Parlement des sentiments qui ne sont pas très purs, ils n'ont pas osé monter à la surface ; nous ne les avons pas vu crever à la tribune. Félicitons-nous de garder des hommes tels que Delcassé, Ribot, Millerand, auxquels la confiance publique est sérieusement attachée, et pour les autres, inégaux entre eux de valeur, souhaitons qu'ils travaillent dans un esprit de conciliation et de bienveillance, et qu'à tous le Parlement évite de stériles taquineries.

Rappelez-vous ce grand mot de Napoléon :
« Vous voulez donc, monsieur, me faire perdre

mon calme? » Il parlait ainsi à un officier qui, au cours de la bataille, insistait pour lui donner de mauvaises nouvelles. S'il y a lieu d'éclairer nos ministres, certes, tous les hommes autorisés par leur compétence s'y devront employer; mais évitons de les troubler et tracasser.....

Ces ministres sont moins grands que les événements auxquels ils semblent présider, inférieurs au pouvoir arbitraire que la circonstance leur remet et la taille leur manque pour saisir les hautes occasions qui se présentent à eux, sans cesse, de faire éclater leur génie organisateur. On ne pourrait le leur reprocher que si l'on savait le moyen de faire mieux. La Chambre ne connaît pas ce moyen. Elle ne peut pas tirer de « son sein » des hommes qui surpassent d'une manière certaine les ministres d'aujourd'hui. Elle est donc à féliciter d'avoir renoncé au massacre qu'elle parut un instant projeter.

M'est-il permis que je parle ici avec toute la liberté d'un homme accordé avec le sentiment national parce qu'il ne nourrit dans les couloirs aucune ambition et n'y poursuit aucun avantage personnel? La Chambre est remplie de députés qui gémissent intérieurement des intrigues. Je suis sûr d'être leur interprète. Je

traduirai leur pensée avec un extrême souci de faire le calme. Précisément parce que nous ne connaissons que le salut de la Patrie et ne demandons rien d'autre, j'éviterai de donner une expression irritante à aucune de mes pensées qui toutes appellent l'union.

L'embarras du monde parlementaire est extrême. Il se dit : « Nous sommes à un moment où de grandes choses seraient à faire pour des gouvernants. » En effet, des gouvernants auraient à gouverner. Nul doute qu'en temps ordinaire les deux Assemblées ne s'acquitteraient de cette tâche exactement comme elles ont toujours fait. Mais nous sommes en temps extraordinaire, où les discussions de la tribune et les aptitudes critiques sont insuffisantes, notoirement. Le pays, qui voit et comprend la gêne professionnelle de ses élus, les met bien à l'aise ; il leur demande simplement qu'ils ne fassent rien qui trouble l'union sacrée.

Chaque Assemblée politique a son esprit, son génie particulier. La Chambre de 1914-1915 ne vaut que pour faire l'union sacrée. Elle a une bonne page, c'est la fameuse séance d'août. Plusieurs fois, elle en a fourni des reprises qui, toujours, ont plu. Qu'elle ne craigne pas de s'y tenir.

Hors ce rôle, elle s'isolerait de l'opinion publique, paraîtrait à nos yeux dessillés une vieille, stérile et usée. Ce serait une morte exposée sur un lit de parade.

Elle prouvera sa vie et sa vertu par la souplesse et l'abnégation avec lesquelles elle se prêtera aux circonstances, acceptant de n'être durant la guerre qu'une haute scène où, de temps à autre, on accrochera les tentures et on agitera des drapeaux autour des bustes allégoriques de la justice et du droit. Le lieu des pensées françaises (que chacun se fasse une raison !) c'est l'immense champ de bataille où nos soldats héroïques sauvent la Patrie, c'est aujourd'hui la rive du Dniester où les Russes avec intrépidité reprennent une offensive heureuse.

XXXIX

STRASBOURG AUX ÉCOUTES

14 Juin 1915.

Que de fois ne nous sommes-nous pas posé la question : que devient-on dans Strasbourg, dans Metz ?

Je suis à même de répondre, au moins pour

Strasbourg. J'ai entre les mains un document précieux. C'est une conversation qui me vient de là-bas. Laissez que je supprime certaines précisions et les noms propres qui compromettraient des braves gens, mais je ne vous dirai rien que de certain. Ce que vous allez entendre, c'est un écrit qui garde l'accent de la parole. Interrogeons-le.

Que devient-on à Strasbourg ?

Des bombes sont tombées sur la gare, sur l'hôtel de la Maison-Rouge et près de la place du Corbeau, causant de grands dégâts. Le lendemain, tous les Boches étaient furieux ; par contre, les Alsaciens rayonnaient de plaisir.

A de rares exceptions près, tout le monde, les bourgeois et les ouvriers n'ont qu'un seul désir : voir arriver les Français ! Et non seulement on ne craint pas les horreurs d'un bombardement, mais on le souhaite, on l'attend !

Que sait-on de la guerre ?

Nous entendons presque journallement le canon, soit du côté du Haut-Rhin, ou de Pont-à-Mousson, ou de Saales. On cache à la population toute mauvaise nouvelle. Toutes les après-midi, à quatre heures, affichage des communiqués officiels, toujours victorieux. Et cela depuis

neuf mois ! Aussi, personne n'y croit plus. Les premiers temps, on en faisait des maladies. Aujourd'hui, malgré toutes les précautions, les succès français sont toujours connus. Les nouvelles arrivent par la Suisse et par la correspondance épistolaire. Depuis quelques semaines, on ne délivre plus de passeport pour la Suisse.

Quelles têtes font les Allemands ?

Ils se reconnaissent et se saluent entre eux par : « Gott strafe England ! » (que Dieu punisse l'Angleterre !). Je pense qu'à présent ils y ajoutent l'Italie ! Défense d'employer les termes « Bonjour » et « Adieu ». Pour ce délit, on peut être puni jusqu'à un an de prison. L'oberkommando en a du reste prévenu par voie d'affiche.

La censure est d'une sévérité incroyable. On emprisonne des gens pour avoir manifesté, il y a cinq ou dix ans, des sympathies françaises. C'est le règne de la Terreur. Presque tout le monde s'enferme chez soi. On évite de causer, et même de se voir, par crainte de se compromettre. L'autorité militaire pousse les choses au ridicule. Ainsi on a obligé les propriétaires qui ont des girouettes sur leur maison d'avoir à remplacer les lettres O et E par W (Westen) et O (Osten) !

La ville est remplie de mouchards. Tous les immigrés, garçons de café, coiffeurs, etc., s'occupent à dénoncer les Alsaciens. La police reçoit par milliers des lettres anonymes, et à toutes on donne suite. Les autorités sont heureuses de trouver le moindre prétexte pour sévir. Ceux qui jouent le rôle le plus infâme, ce sont les Badois qui ne reculent devant aucune lâcheté pour satisfaire leur gallophobie insatiable.

Mais voici peut-être le trait le plus beau et qui fournit une lumière à la Shakespeare sur le génie méthodique et la goujaterie des Allemands. Quelle scène à mettre au théâtre !

Tous les soirs on fait des conférences aux bonnes, censément pour leur apprendre à préparer des plats de guerre (Kriegskost), mais c'est surtout pour les inciter à dénoncer leurs patrons au cas où ils parleraient le français chez eux, ou émettraient une considération anti-allemande.

Après cela s'explique-t-on ce que, pour notre part, nous avons toujours essayé de faire comprendre aux Français qui ne connaissent pas l'Alsace-Lorraine ; le sentiment de mépris que les gens d'outre-Rhin inspirent à nos compatriotes annexés ? Ces vainqueurs mo-

mentanés de 1871 sont, d'une manière générale, des phénomènes de balourdise et de muflerie. Ils ont certaines excellences dans certaines spécialisations, mais au total ce sont des inférieurs. Que leur manque-t-il ? Vingt siècles de civilisation. Dans leurs forêts et leurs marécages de Germanie, si récemment aménagés, ils ont conservé leur rudesse barbare, et devenus orgueilleux comme des maniaques, ils font voir cet alliage de sentiments assez fréquent chez les fous : la platitude et l'exaltation. Les voyez-vous, MM. les professeurs faisant des cours d'espionnage et de grailon aux malheureuses cuisinières qu'ils épouvantent et qu'ils embêtent !

Je suis sûr, tels que je les ai entrevus, que ceux des Allemands qui sont fixés à Strasbourg depuis quarante ou trente ans, doivent souffrir, malgré tout, de ces bassesses, et qu'elles sont le fait des Teutons tout frais arrivés. Très vite, un Allemand qui séjourne sur la rive gauche du Rhin tend à se civiliser, comprend sa grossièreté tudesque, aspire à se renouveler. Comme ils vont être heureux, les gens de la rive gauche du Rhin, une fois leur première fièvre tombée, de participer de notre vie nationale et de monter en grade, grâce à nous, dans l'échelle de la civilisation ! Dans

quelques années, ils béniront leur défaite. Ils se connaissent bien entre eux ; ils ont coutume d'avouer en manière de proverbe que les Prussiens ignoraient encore l'usage des chaussettes quand les Français portaient déjà des gants. Tout ce qui est à la gauche du fleuve se rappelle éternellement les bénéfices d'avoir été partie de l'empire romain. Je pourrais citer tels industriels de Lambrecht, dans le Palatinat, qui se glorifient de descendre d'un certain Marcus, *civis romanus*. Ce qui est tout à fait sûr, c'est qu'ils ont eu des grands-pères officiers français ; ils en tirent grande fierté et aiment raconter des anecdotes des temps napoléoniens. Eh bien ! ce ne sont pas nos Alsaciens ou Lorrains qui se vanteraient d'avoir eu un grand-père dans l'armée allemande ! Le casque à pointe les remplit d'horreur.

Vous ne pouvez vous imaginer, dit encore mon correspondant, combien ces pauvres Alsaciens souffrent. Jamais peuple n'a été traité de cette façon, et cela pendant que ceux de leurs fils qui n'ont pu filer à temps sont forcés de se faire tuer pour ces brutes. Il n'y aurait pas de justice, s'ils étaient vainqueurs ! mais nous sommes rassurés, ils ne le seront pas.

Les vivres deviennent à Strasbourg rares et

chers. On y rationne le pain et la viande. Et, par exemple pour Pâques, les pains azymes n'ont pas fait défaut aux israélites, mais ils étaient d'un prix fou.

Je transcris ce trait comme un élément d'appréciation dans le moment où nous voyons que les Allemands montrent sur certains points une surabondance d'approvisionnement et semblent démentir les pronostics publiés sur leur gêne économique. Ce qui est certain, c'est l'optimisme des Strasbourgeois.

Toutes les chicanes qui nous ont été faites n'ont eu qu'un résultat, celui de nous rendre de plus en plus germanophobes, et à quel point, grand Dieu! Surtout, dites bien à vos amis que pas un seul Alsacien ne doute plus de la victoire finale de la France.

Vous pensez si je m'acquitte avec plaisir de la commission. Belle parole d'une force double; elle nous vient de nos frères, à même de tout voir, entendre et comprendre. Le message est chargé d'une irrésistible confiance. *Strasbourg est aux écoutes des obus français; Strasbourg souhaite, espère son bombardement; pas un Alsacien ne doute de la victoire française...* Toutes choses à imprimer toutes vives sur le journal et dans nos cœurs.

XXXIX *bis*LA MORT D'ALFRED GABRIEL
SOCIALISTE PATRIOTE

Aujourd'hui, au Père-Lachaise, j'ai accompagné mon vieux compagnon d'il y a vingt-cinq ans, Alfred Gabriel, qui fut député de Nancy, pour la circonscription de Pont-à-Mousson, en 1889. C'était un fort honnête homme, très entier dans ses idées, disciple de Proudhon, et qui a passé sa vie penché sur les livres de doctrine et sur l'existence des ouvriers et des travailleurs. Il était socialiste. Dans leur essentiel, ses idées, à mon avis, étaient bien raisonnables. Il voulait compléter la propriété individuelle par la faculté de propriété collective. Il demandait à la loi qu'elle étendit le droit de posséder la terre et l'instrument de travail aux syndicats, aux associations, et qu'elle donnât aux communes plus d'autonomie et de liberté économique. En même temps, il fut toujours bon Alsacien-Lorrain et ardent patriote. Heureux ceux qui, dans cette période tragique, n'ont à se reprocher aucune action politique qui ait été de

nature à affaiblir la force guerrière de la France.

Il faut insister sur la haute honorabilité de sa vie. Avant d'être député, Gabriel était comptable à Nancy ; quand il cessa d'être député, il redevint comptable. Devenu vieux, il me fit l'amitié de me donner sa collaboration, et acheva sa vie paisiblement à côté de moi, comme il y a vingt-sept ans, nous étions côte à côte, chacun avec nos idées, à la Chambre.

C'est avec émotion que, de concert avec Ernest Roche, je lui ai dit, cet après-midi, au Père-Lachaise, l'adieu de ses amis.

XL

IL FAUT FÉDÉRER TOUTES LES ŒUVRES D'ORPHELINS DE LA GUERRE

15 Juin 1915.

Nous avons tous cru que le Ministre avait compris son erreur, car le lendemain du jour où j'avais signalé que l'*Orphelinat des Armées* était un groupement d'esprit radical, qui avait échoué à faire l'union de tous les partis, les journaux du soir, puis ceux du lendemain

matin ont déclaré que la « Journée des orphelins » était renvoyée à une date ultérieure et que toutes les œuvres similaires seraient appelées à en partager le bénéfice.

Le bon sens n'a été satisfait que durant ces vingt-quatre heures. Ce délai écoulé, une nouvelle note est venue nous dire que M^{me} Dyck May l'emportait décidément et que son privilège lui était maintenu.

Le public nous départagera. M. Malvy ne me persuade pas. M^{me} Dick May, de qui j'ai lu la très gracieuse lettre, M^{me} Paquin, avec qui j'ai eu l'honneur de causer, ne peuvent rien contre les faits : leur œuvre n'est pas parvenue à faire l'union. Ni l'archevêque de Paris, ni les organisations socialistes n'ont pu s'accommoder de l'*Orphelinat des Armées*. Il ne convient pas à tout le monde que tous les orphelins de la guerre soient formés dans l'esprit que M^{me} Dick May propage par le moyen de sa petite Sorbonne.

Ceux-là mêmes qui font leur régal de cette fondation radicale-socialiste voudront bien admettre qu'elle ne satisfait pas universellement tous les Français. Ils sont trop honnêtes pour trouver raisonnable que l'État rejette l'*Orphelinat des Cheminots*, l'*Orphelinat des Chemins de fer*, l'*Orphelinat des Postes*,

Téléphones et Télégraphes, l'Orphelinat des Employés de Banque, l'Œuvre de la rue des Bons-Enfants, la Mutualité des veuves, en un mot plusieurs centaines d'œuvres d'orphelins et attribuée à une œuvre radicale les millions que le public croira offrir à tous les orphelins de la guerre.

Je l'ai dit, je le redis en toute vérité et modération. Maintenant c'est aux organisateurs du second plan, aux quêteurs et quêteuses et aux promeneurs que l'on sollicitera, de savoir ce qu'ils veulent faire. J'ai hâte de quitter cette polémique nécessaire pour passer à l'exposé clair et net de ce qui serait juste et que j'oppose à ce que l'on est en train de commettre.

Aucun parti ne doit chercher à accaparer les orphelins de la guerre. Nous devons nous grouper avec la plus tendre amitié autour d'eux. Non pour unifier nos doctrines, mais pour faire l'union des partis. A supposer que partout ailleurs cette union ne puisse durer, il faut qu'elle se fasse et se continue autour de ces enfants dont les pères, oubliant toute discorde, sont morts ensemble pour la Patrie.

Que veulent les pères qui sont à la guerre ?

Que leur famille puisse vivre sans eux et qu'ils revivent eux-mêmes dans leurs enfants,

héritiers de leurs pensées et de leur conception de vie, religieuse ou non.

Que veulent les mères ?

Qu'on ne leur prenne pas leurs enfants, mais qu'on leur donne les moyens de les élever, sans faire du paiement de cette dette nationale un prétexte à les tracasser.

Que veut la Nation ?

Qu'on respecte les dernières volontés des morts pour la Patrie. Leur dernière pensée a été pour l'avenir de leur femme et de leurs enfants, tel qu'ils l'auraient organisé. Qui donc oserait avouer qu'il désire violer ces dernières volontés au bénéfice de son parti ?

Sur ces trois points, tout le monde est d'accord. Nul Français n'hésite à les accepter. Je voudrais qu'ils fournissent demain l'esprit et les articles du projet de loi que la nation attend du Parlement. Mais, dès maintenant, toutes les œuvres d'orphelins devraient se fédérer autour de ces trois idées qui respectent la divergence des opinions religieuses ou philosophiques. Chaque organisation radicale, socialiste ou catholique veillerait sur les orphelins des familles qui réclameraient son appui, et la fédération défendrait les droits de tous.

Divisés comme nous le sommes et pourtant

désireux de nous unir pour bien servir les enfants de nos héros, c'est cette fédération de toutes les œuvres qui sauvera nos orphelins. Il ne faut pas qu'aucune œuvre, d'aucun parti, vous m'entendez bien, les accapare. Et voilà pourquoi je regrette vivement le privilège accordé par M. Malvy au groupement de M^{me} Dick May. Le Ministre a hésité vingt-quatre heures ; je lui tiens compte de son scrupule. Il s'est assis dessus ; je crains qu'il ne s'y trouve mal à l'aise. Ce parti-pris délibéré en faveur d'une organisation radicale n'est pas un bon renseignement sur le projet gouvernemental que l'on nous prépare. Gens de cœur de tous les partis, veillons !

XLI

LE PRINTEMPS QUI SURGIT DES RUINES

16 Juin 1915.

Je suis revenu à Gerbéviller, que j'avais vue si tragique, voilà des mois, au lendemain du drame affreux (1). Quel silence alors, quel

(1) Voir L'UNION SACRÉE, *Dans les Ruines* (30 octobre 1914) et dans LES SAINTS DE LA FRANCE, *L'Ame des Ruines* (4 novembre 1914) ; *Le Maire otage* (6 novembre) ; *La Messe sur les Tombes de la Victoire* (9 novembre).

hiver sur toutes ces campagnes, de Lunéville à Baccarat, et sur le haut plateau de Moyen, où nous fîmes les obsèques des morts de la bataille !

Aujourd'hui, la nature recommence avec sérénité sa fabrication intensive de fleurs, de soleil, de parfums et d'oiseaux chanteurs. Les habitants reviennent et veulent à tout prix travailler leurs champs, semés d'obus qui explosent sous le fer de la charrue. Amicalement, ils entraînent avec eux à la culture les soldats qui, sortis la veille des tranchées, cantonnent pour trois jours au milieu d'eux. Ils y emmènent aussi les chevaux du régiment : « Ça leur fait plaisir, les pauvres bêtes, me dit un cultivateur. Ils croient que la paix est revenue. » Et l'autorité militaire, touchée de cette immense bucolique lorraine, consent tant bien que mal à interrompre sur l'arrière les exercices de tir.

Je regarde avec émerveillement cette transformation champêtre, qui s'étend jusqu'au-près des pierres calcinées de Gerbéviller. En octobre, la ville martyre exhalait toute l'horreur d'un lendemain de bataille. Ses ruines sentaient le cadavre. Elle gisait, le regard sombre, les traits ravagés et le front couvert de cendres. Maintenant, contre ses murs écroulés, ses poiriers étalent leurs fleurs

intactes. Comment firent-ils pour se préserver du feu ? Et sous le soleil, la rivière scintille et court, joyeusement.

Là, près du pont, une laveuse, le premier être que nous rencontrons dans ce désert de décombres, répond à notre salut, s'interrompt de battre son linge, et commence à nous narrer la bataille, le courage des nôtres et les crimes allemands. Elle parle bien et sans doute en a la réputation, car des gamins de-ci de-là surgissent et l'écoutent, comme la conteuse attirée des ruines. Elle a tout vu, elle prend à témoin les maisons, les prairies et les bois, et soudain, mêlant des pleurs à son récit, elle se trouve avoir dans la main l'offrande de notre petite société.

Un peu plus loin, nous nous sommes assis dans l'ombre étroite d'un pan de mur pour contempler la longue et silencieuse enfilade de cette Pompéi lorraine, quand nous apercevons une caravane d'Américains, arrêtée, elle aussi, devant la pauvre laveuse. De loin, ainsi agenouillée, cette paysanne semble un modèle pour les vieux « ymagiers » qui sculptaient des figures de *Stabat*. Elle parle, parle, ils hochent la tête et s'apitoient. Les voici qui se concertent. Parfaitement, la main à la poche. Bravo, ma compatriote !

A qui donc ressemble-t-elle? Ah! je sais, je l'ai vue éternellement dans les romans campagnards. C'est elle ou tout au moins son frère qui organise la fameuse pêche à la loutre, aux premières pages des *Paysans* de Balzac; c'est elle encore qui fait l'éloge de la ville d'eaux dans je ne sais quel roman de Maupassant. Ici cette humble profiteuse des ruines fournit une grande leçon. A son auditoire de tout âge, elle enseigne qu'il faut accepter le martyre ou s'arranger pour être plus fort que les gens d'outre-Rhin.

Mais de grands cris éclatent. Les gamins nous rejoignent. Comme ils sont gais! Je leur parle des Boches qui n'éveillent que leurs rires de mépris. Les images des journées héroïques les enveloppent à jamais. Et tout en suivant le chemin qui mène chez la Sœur Julie, je les écoute et j'admire que le fond de leur être soit maintenant constitué par les faits d'août et septembre 1914. Le feu des incendies est devenu pour eux une flamme de vie.

Nous voici chez la religieuse dont la conduite exemplaire fut mise à l'ordre de l'armée (1).

(1) Ordre général n° 71. • Le Général commandant la deuxième armée cite à l'ordre du jour de l'armée : M^{me} Rigard (sœur Julie), Collet, Rémy, Maillard, Rickler

— Bonjour, ma Sœur.

— Ah! monsieur Barrès; pensez-vous à notre église? Venez que je vous la montre. Pour cinq mille francs, on pourrait l'étayer et durer ainsi jusqu'au jour où le Gouvernement voudra bien la reconstruire. Mais si personne n'intervient, tout va s'écrouler avec le premier orage.

Elle me mène dans la haute ruine, sous la voûte crevée par les obus, et là, devant le tabernacle qu'*ils* ont méthodiquement fusillé, auprès du Christ, dont les pieds sont rompus à coups de crosse, parmi les bancs brisés et les vitraux émiettés à terre, la noble femme veut bien faire à mes amis qui l'en prient l'histoire de son ambulance.

Je ne vous redirai pas des épisodes universellement célébrés. Ah! si vous l'entendiez, elle-même, faisant son rapport, en termes précis, droite comme un soldat du ciel et de la France, sans une nuance de sensiblerie! Elle parle aussi bien qu'un procès-verbal,

et Gartener, religieuses de l'ordre de Saint-Charles de Nancy, qui ont, depuis le 24 août, sous un feu incessant et meurtrier, donné, dans leur établissement de Gerbéviller, asile à environ 1.000 blessés, en leur assurant la subsistance et les soins les plus dévoués, alors que la population civile avait complètement abandonné le village. Le personnel a, en outre, accueilli chaque jour de très nombreux soldats de passage auxquels il a servi les aliments nécessaires. »

toute vraie et toute simple, et soudain s'interrompt.

Qu'est-ce donc? Un gamin s'est approché et planté à deux pas, les mains dans ses poches, sereinement, d'une oreille attentive, bouche bée, il suit le beau récit, comme en bas, près de la lavandière.

— Ah! dit la Sœur, est-ce joli d'écouter sans être appelé? Veux-tu bien vite aller voir là-bas si j'y suis.

Je le retiens par la main.

— Eh! ma Sœur, c'est un gentil garçon qui aime entendre comment vous avez traité les Boches.

— Oui, un gentil garçon, mais pour cela précisément il mérite d'être bien élevé. Les Français doivent avoir une meilleure éducation que les Prussiens.

Rien à répondre! Voilà un enfant qui n'a plus guère ni de toit ni de pain, mais grâce à la Sœur Julie il saura les bonnes manières. Elle civilise dans les ruines. Ah! ma Sœur, vous demandez que l'on vous aide à reconstruire votre église, mais tout Gerbéviller n'est-il pas devenu une sainte école, et dans le moment où la voûte s'effondra, la ville entière, ce me semble, s'est transformée en sanctuaire à ciel ouvert.

... Je ne sais rien de beau comme ces jours de juin, où la nature en étendant ses bras de verdure sur les ruines semble dire : « Elles sont à moi », et se rencontre avec les deux bras de la Croix relevée par les femmes, je veux dire avec les leçons de la souffrance donnée par ces Gerbévilloises. Elles ne peuvent pas, la truelle à la main, reconstruire leur ville; il faut bien qu'elles attendent le retour des maris, des fils et des frères, mais infatigablement elles rassemblent les matériaux spirituels, le fécond souvenir des crimes et des vertus.

Quelle Gerbéviller nouvelle du fond de ce désastre va se lever? La vie dans nos villages détruits n'a pas cessé de se mouvoir. Le fruit est tombé à terre, mais du sol l'âme se relève. Ce qui s'était défait se recompose et aspire à fleurir plus beau.

XLI *bis*

NOTE SUR LA CONSÉCRATION DE LA GRANDE TOMBE DE MOYEN AU-DESSUS DE GERBÉVILLER (1)

14 Mars 1916.

Monsieur et cher Maître,

C'était tout au début de cette horrible guerre. Le dimanche 11 octobre 1914 accompagné de quelques

(1) Voir dans LES SAINTS DE LA FRANCE, *L'Âme des Ruines* et *La Messe sur les Tombes de la Victoire*.

amis, vous êtes venu à Gerbéviller pour rendre à nos morts un suprême hommage. Il était neuf heures du matin. Votre auto gravissant une mauvaise côte s'arrêta sur l'immense plateau qui sépare Moyen de Gerbéviller. D'un pas ferme vous vous êtes dirigé vers les tombes édifiées par les hommes du 92^e territorial. Entouré d'officiers, de majors, ayant à votre droite la vaillante sœur Julie, vous avez écouté avec recueillement la messe. Un prêtre soldat officiait et une foule pieuse entourait les tombes et le modeste autel de campagne. Tout dans la nature semblait prendre sa part du deuil national. Là-bas, la voix impérieuse des canons retentissait. Le ciel était tour à tour obscurci par de gros nuages, le vent soufflait, on entendait le cri des oiseaux, le bruissement des cigales et des grillons. Votre grande taille, vos traits popularisés par l'image attiraient les regards de tous et l'on pensait au patriote ardent qui si souvent poussa le cri d'alarme.

Et pendant que toutes ces pensées se pressent en nos cerveaux, la messe se termine. Le prêtre fait un discours très bien. Puis le commandant Laborie remercie son bataillon de l'œuvre qu'il a accomplie en édifiant ces belles tombes. Mais la foule impatiente attend, elle est anxieuse et tous les regards se tournent vers vous. Cédant aux muettes sollicitations, vous vous dirigez vers la plus grande tombe et, gravissant le tertre au milieu des drapeaux français qui flottent aux vents, vous avez prononcé un discours remarquable. Vous n'aviez rien préparé à l'avance. Aussi les phrases jaillissaient de votre bouche avec une harmonie parfaite sans une hésitation, sans une faute. Le cœur dictait ce que le geste amplifiait. Même aux plus beaux jours de la Chambre, lorsque votre âme de patriote s'élevait et montrait le danger tapi dans l'ombre, vous n'avez eu des accents pareils. Je n'oublierai jamais ce jour-là et je revois encore le tableau. Sur le grand plateau, en

face des ruines fumantes de Gerbéviller, trois grandes tombes sont édifiées. Ornées de fleurs et de drapeaux elles renferment les restes de ceux qui pas à pas défendirent le sol de la Lorraine. Tout autour une foule composée de militaires, d'officiers, de civils, et à l'écart un groupe de cornettes blanches. Vous, debout sur la tombe, dominant tout, vous parliez. Votre voix, tantôt émue, tantôt vibrante de colère dominait le bruit du canon et s'étendait jusqu'aux derniers rangs de la foule. Vous avez montré l'héroïsme de nos soldats, flétri la barbarie de ces hordes sauvages dont chaque pas fut un crime. Et dans une péroraison ardente où vibrait toute votre âme vous avez appelé la Victoire, le retour à la France de nos deux provinces arrachées par la force. Et le vent agitait les drapeaux, l'un d'eux, je m'en souviens, venait obstinément contre votre visage. Puis tout fut fini. D'un pas rapide, vous éloignant de cette bande enthousiasmée vous êtes reparti porter la bonne parole dans d'autres lieux.

De tout cela, cher Maître, est né un tout petit livre. Mon ami Hepp en fut le parrain, mais, vous, sans vous en douter, vous en fûtes l'instigateur. Aussi permettez-moi de vous l'offrir comme un souvenir du 11 octobre 1914.

Agrééz.....

D^r M. DELMAS.

Dax (Landes).

Je recommande la lecture des *Souvenirs de 1914* par le docteur Maurice Delmas.

Pau, le 10 Juillet 1916.

Monsieur le Député,

Je viens d'être relevé des armées après vingt-deux mois de présence.....

Vous vous souvenez sans doute de la cérémonie que l'ambulance 4/68 avait organisée à Gerbéviller en octobre 1914 pour rendre hommage aux morts que cette ambulance avait enterrés. C'est moi-même qui suis allé vous prier d'assister à cette cérémonie pendant que vous causiez avec la sœur Julie. Vous vous souvenez aussi qu'à cette occasion le père jésuite Cascua avait dit la messe et avait prononcé un petit discours d'une superbe envolée. Eh bien ! le père Cascua, ainsi qu'un autre prêtre de cette ambulance nommé Borie, ont été tués tous les deux le même jour en donnant l'assaut du fort de Douaumont au mois de mars 1916. Ces deux prêtres avaient demandé à partir dans un régiment (le 157^e) comme combattants. Après Gerbéviller, je suis passé dans un régiment de la défense de Verdun (le 166^e), et j'ai eu l'occasion, pendant mon séjour à la tranchée de Calonne, de soigner un sous-officier prêtre, nommé Guérin, qui, en faisant une patrouille importante pendant le jour a été grièvement blessé, le 22 octobre 1915. Il a été nommé sous-lieutenant et décoré pendant qu'il était en traitement à l'ambulance du Petit-Monthaisans. J'ai pris part ensuite comme chef de service du 164^e aux premiers combats qui ont eu lieu sur Verdun du 21 au 25 février, et j'ai eu l'occasion d'apprécier la valeur des aumôniers militaires à quelque religion qu'ils appartiennent.

Je vous prie, Monsieur le Député,

DOCTEUR DESTOUESSE,

Médecin-Major de 2^e classe (réserve),
Chef de Service du Dépôt du 18^e d'infanterie,
Pau.

XLII

LE LIVRE D'OR DE LA GUERRE
A L'ASSISTANCE PUBLIQUE

17 Juin 1915.

Vous rappelez-vous l'admirable billet écrit par un enfant de l'Assistance publique mort au champ d'honneur, que j'ai publié voici quelques jours ? Souffle léger qui survit à une ombre ! Je l'ai donné pour rendre hommage au petit soldat héroïque, et pour jeter, une fois encore, un grain de blé dans le sillon des tranchées. De tels exemples annoncent et préparent l'union des Français autour des sublimes mémoires de la guerre.

Je demandais à l'Assistance publique de réclamer la Croix de guerre de ce brave au cœur délicat. Il n'a pas de famille. Que l'Assistance publique se pare de lui, comme ferait une mère.

M. Jules Brisac, directeur de l'Assistance publique au Ministère de l'Intérieur, nous a immédiatement demandé toutes précisions. Et pourquoi tairais-je le nom de ce héros ? Sa mort vient de lui valoir une deuxième cita-

tion à l'ordre de l'armée. Il se nommait Hardy.

Je suis sûr d'intéresser les lecteurs en mettant sous leurs yeux une lettre que M. Gustave Mesureur, directeur de l'Administration générale de l'Assistance publique à Paris, veut bien m'écrire, toute pleine de détails intéressants et qui honorent ses services et ses administrés :

Paris, 2 Juin 1915.

Monsieur et cher maître,

J'ai lu avec le plus vif intérêt le bel article que vous avez consacré, dans le numéro d'hier de l'Écho de Paris, à l'Enfant de l'Assistance publique, dont le jeune héros que vous citez est le glorieux exemplaire.

Le Livre d'or des pupilles de la Seine, que nous avons ouvert dès le début de la guerre pour perpétuer le souvenir des exploits de ceux qui semblent mériter plus que jamais le titre d'Enfants de la Patrie qu'on leur donnait autrefois, contient une liste déjà longue de promus et de cités.

Nous serons heureux d'y ajouter le nom du jeune H... que vous voulez bien nous promettre et fiers de le reconnaître pour un des nôtres.

Quant aux insignes conquis par nos enfants

tombés au champ d'honneur, nous comptons bien les rendre. Leur place est marquée dans nos bureaux de province au lieu d'origine des titulaires, où ils resteront comme un témoignage et un enseignement, ou mieux encore au foyer même de la famille adoptive, où subsistera un rayon de leur gloire.

Et ce sera très légitime — car, permettez-moi de vous dire combien est loin de la vérité la légende de l'enfant assisté, isolé au front, ne recevant ni lettres, ni nouvelles, auquel nul au monde ne s'intéresse.

Je ne crois pas exagérer en vous assurant que bien rares sont ceux de nos enfants, s'il en existe un seul, qui ne reçoivent de leurs nourriciers, de leurs patrons ou de leurs directeurs, mes dévoués collaborateurs, des marques régulières d'affection et d'intérêt, sous toutes les formes.

C'est par centaines que des lettres nous parviennent journellement de tous les points de la France, où nos enfants combattent ou se préparent à la lutte, et dans lesquelles ils nous confient leurs espoirs et leurs peines ou nous font part de leurs besoins.

Quelle ample moisson vous pourriez faire là encore, monsieur, de nobles et généreux sentiments, naïvement exprimés, auxquels le devoir

de répondre, scrupuleusement observé, nous semble bien léger.

Je prends la liberté de vous joindre un aperçu de ce que contient déjà notre Livre d'or.

Veillez agréer, monsieur et cher maître, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

Le directeur de l'Administration générale
de l'Assistance publique,

G. MESUREUR.

Des notes très intéressantes accompagnent cette lettre. C'est l'énumération des envois d'argent faits par l'Assistance publique de Paris à ses pupilles sous le drapeau depuis le début de la guerre. Une somme de 74.211 francs, distribuée en 2.594 mandats, a été prélevée sur les livrets de Caisse d'épargne des assistés ; 2.761 francs ont été envoyés à titre gracieux à des pupilles blessés ou prisonniers ou signalés par des actions d'éclat. Comme cadeaux de nouvelle année, au 1^{er} janvier dernier, 29.000 francs ont été donnés, en 2.900 mandats, aux pupilles soldats des classes 1912, 1913 et 1914. Au total, environ 71.000 francs de générosités. Et certes ces enfants de l'Assistance publique méritaient bien cette sollicitude, car la fiche que M. Mesu-

reur me donne mentionne, pour la Seine, 619 engagés volontaires, 383 tombés au champ d'honneur, 694 blessés, 36 cités à l'ordre, 1 chevalier de la Légion d'honneur, 8 médailles militaires, 8 nominations d'officiers.

Il faudrait le talent d'un Frédéric Masson, qui m'étonne toujours par sa manière d'échauffer les documents et les chiffres, pour donner toute sa valeur à mon petit dossier, mais je ne crains pas de lasser le lecteur, parce que chacun de ces mots, *enfants assistés, soldats sur le front*, donne aujourd'hui de l'imagination aux cœurs les plus froids.

On voudrait porter la lumière successivement sur tous les compartiments de la nation, avec une telle force que l'on vit, sous nos divisions, notre unité, notre âme commune. La Société des gens de lettres et mon ami Georges Lecomte ont eu grand'raison d'éditer avec somptuosité, comme un document royal, la lettre d'un cuisinier mort au champ d'honneur et ses conseils à son fils. Cet homme de métier modeste qu'ils nous ont fait connaître possédait un sens magistral du patriotisme. Dans le même esprit, j'ai bien fait de rendre hommage aux Joyeux : on a vu que sous les durs gravats qui l'obstruent, la source vive du sacrifice est toujours prête à jaillir.

Et, sur un autre plan, n'avons-nous pas vu instituteurs et prêtres se réconcilier dans nos esprits émus, comme ils ont fait dans les tranchées ? Je mêle les fonctions, les métiers, les mérites et les démérites pour dire : « La guerre nous oblige à remettre en question chacun de nos préjugés ; elle nous fait des yeux tout neufs ; elle nous dispose à plus de largeur d'amitié. » Eh bien ! reconnaissons que parmi les plus purs il y a des degrés, et que des enfants assistés, privés de foyer, privés des tendresses de la famille, sont plus admirables que tous autres, s'ils ont le sens du patriotisme.

Gens heureux, avons-nous pensé quelquefois à ce que peut sentir un gamin élevé, si attentive qu'elle soit, par l'administration de M. Mesureur ? C'est à un tel gamin qu'il faut appliquer l'expression saisissante de Gogol : « La vie le regarde, dès le début, d'une fenêtre chargée de neige. » Qui sait le chant de ces âmes enfants ? Nul ne nous a portés auprès de ces abandonnés. Quels bruits douteux les font tressaillir s'ils vont à la forêt, quelles voix de nuit montent de la rivière ? Quels appels, quels souvenirs, quels désirs de tendresse maternelle ? A mesure qu'ils grandissent, ces enfants solitaires, et s'éloignent

des sources de leur vie, les remous du fleuve, le murmure du vent, le tableau des deux rives et surtout le soin de ramer les distraient. Mais que c'est triste d'être une âme errante qui n'a pas un point fixe et ne peut jamais se tourner vers sa maison familiale et vers ses tombes ! Un bureau de l'administration, voilà leur berceau. C'est cela qu'ils défendent ? Ils me semblent privés de la part animale, toute chaude, qu'il y a dans notre amour de la patrie. Ils n'ont pas de souvenirs secrets. Leur Croix de guerre sera accrochée dans un des bureaux verts de l'Administration. Ni une maman, ni une famille ne les pleureront et ne seront fiers d'eux. Et pourtant, au milieu des camarades, ils offrirent leur poitrine à l'envahisseur. Le chapeau à la main, lecteurs ! Un soldat comme Hardy, l'enfant de l'Assistance publique, pleuré par ses chefs, c'est un saint.

XLIII

L'UNION EST RÉTABLIE AU BÉNÉFICE DES ORPHELINS SACRÉS

18 Juin 1915.

C'est une grande force d'avoir raison. Quand cette force joue en pleine lumière, elle

devient irrésistible. Le Ministre ne s'est pas obstiné. Il a vu que c'était une position intenable pour lui de maintenir le bénéfice de la journée des orphelins à une seule des œuvres qui veulent les servir.

L'*Orphelinat des Armées* est dépossédé d'un injuste privilège. L'accord s'est fait selon les règles que nous demandions. Un débat, où les intéressés ont exposé leurs arguments devant M. Malvy, vient d'aboutir, jeudi après midi, à des résolutions toutes satisfaisantes, dont voici le procès-verbal officiel :

« *La Journée des Orphelins de la Guerre sera organisée et les fonds seront répartis, entre les diverses œuvres qui viennent ou qui viendront en aide à ces orphelins, par un comité d'entente où prendront place des délégués de toutes les œuvres et du Secours National.* »

Ainsi, la Journée des orphelins n'est plus organisée par le seul *Orphelinat des Armées*, mais par un comité d'entente.

Ce comité d'entente est composé des délégués de toutes les œuvres qui s'occupent des orphelins et, parmi ces œuvres, au même titre que toutes autres et sans plus, figure l'*Orphelinat des Armées*.

Les fonds provenant de cette Journée seront répartis entre toutes les œuvres d'orphelins, quelle que soit leur nuance.

Le *Secours National*, autorisé par son haut caractère de faiseur d'union, et dans lequel chaque Français trouve quelqu'un en qui mettre sa confiance, prendra place dans ce comité d'organisation et de distribution.

Je n'ai rien à ajouter. Mes lecteurs et moi, nous déclarons avoir une complète satisfaction. Nous félicitons le Ministre de s'être élevé à une véritable impartialité ; nous remercions les députés et les délégués d'œuvres qui ont combattu pour la solution équitable ; nous nous réjouissons que tous les orphelinats corporatifs, catholiques, protestants, israélites soient mis à même de remplir leur tâche, et nous n'élèverons plus un mot de polémique.

L'*Orphelinat des Armées*, emporté par ce zèle puissant et, d'une certaine manière, fort beau, qui pousse tout organisme à tout absorber jusqu'à ce qu'il rencontre un obstacle, avait voulu exclure et dominer toutes les organisations et tous les partis. Cette excessive ambition, une fois dévoilée, souleva la protestation des syndicats professionnels et des organisations catholiques. Les Sociétés de la Croix-Rouge retirèrent leur appui à une

œuvre dont elles désapprouvaient l'esprit exclusif. Dès lors, l'*Orphelinat* devenait incapable de mener à bien sa Journée... Mais aujourd'hui tout est changé, et chacun plein de zèle va s'employer au succès de cette journée, où l'esprit de privilège sera remplacé par un esprit d'union.

Une fois que l'on a gain de cause, le mieux est de ne pas insister et de chercher discrètement l'occasion d'être agréable à des adversaires d'un jour. Je voudrais ne plus prononcer de nom propre dans cette discussion qui est close et tendre cordialement la main à ceux avec qui, pour le bien public, je viens de me trouver momentanément en désaccord. Mais, hier, M. Croiset m'a fait parvenir une lettre qu'il demande à ma « loyauté » de publier. Je ne peux rien refuser à mon très honoré confrère. Voici donc sa lettre, qui n'a que l'inconvénient de paraître prolonger des difficultés aujourd'hui réglées :

Paris, le 16 juin 1915.

Monsieur et honoré Confrère,

Vous tracez, dans votre article d'hier à l'*Écho de Paris*, un fort beau programme de l'éducation qui convient aux orphelins dont les pères ont été tués à l'ennemi.

J'y applaudis sans réserve, mais non sans surprise ; car c'est notre programme même celui de l'*Orphelinat*

des Armées, dont vous reproduisez la pensée, et presque les termes. Alors que nous reprochez-vous ?

Permettez-moi de vous citer une fois de plus, après la note parue hier dans le *Temps*, l'article de nos statuts où il est dit :

« En ce qui concerne l'éducation religieuse et le choix des établissements laïques ou confessionnels auxquels elle confiera des enfants, l'Association prend pour règle invariable le respect de la volonté des parents défunts ou, si cette volonté n'est pas connue, celle du tuteur. — Elle exige, soit des familles, soit des maisons qui reçoivent ses pensionnaires, l'engagement de se conformer à cette règle. Partout où s'exerce son action, l'enseignement et la pratique de la religion ne seront jamais, sous aucun prétexte, ni entravés pour les enfants appartenant à une confession religieuse, ni imposés aux autres ; tous élevés dans des sentiments de fraternité française, s'accoutumeront à respecter la conscience d'autrui ».

J'attends de votre loyauté l'insertion de cette lettre dans l'*Écho de Paris*, à la place où a paru votre article.

Veuillez croire, monsieur et honoré Confrère, à mes sentiments de haute considération.

Alfred CROISÉ.

L'événement et la raison publique se sont chargés de faire à mon très honoré confrère la réponse qui convenait. Puisqu'il entendait « respecter la volonté des parents défunts », on l'a prié de ne pas réclamer plus longtemps un injuste privilège au détriment d'œuvres variées qui correspondent aux diverses manières de penser de nos soldats tombés au champ d'honneur.

Mais j'aurais mauvaise grâce d'insister. Une fois de plus, l'union sacrée est rétablie. Le public a la promesse que l'on tiendra compte de toutes les œuvres et de tous les enfants, sans distinction de confession ni de parti.

XLIV

LE DIALOGUE DES JEUNES GUERRIERS ET DU CHIEF

19 Juin 1915.

Je suis allé causer avec le général des Garets. Le général est président de l'Association amicale des anciens élèves de Saint-Cyr, la Saint-Cyrienne, qui a pour objet de venir en aide aux camarades ou à leurs familles. Vous pensez combien de charges a aujourd'hui cette Société. Depuis dix mois, deux mille Saint-Cyriens sont tombés au champ d'honneur. Durant les guerres du premier Empire de 1805 à 1815, en dix ans, il n'en était tombé que six cent cinquante. Cela représente bien des veuves et des orphelins. Aussi le général et son comité organisent pour mardi prochain, « à la gloire de Saint-Cyr », une représenta-

tion dont la recette ira aux familles des Saint-Cyriens morts pour la Patrie.

— Êtes-vous content, mon général? Placez-vous bien vos billets?

— Nous n'avons plus une place et je continue de recevoir des offrandes. Le président de la République m'a envoyé mille francs.

— Je vous apporte ma souscription. Voici trois cents francs. Ne vous donnez pas de mal pour me trouver un coin dans votre salle, mardi; je me dédommagerai en relisant les vers de Jean Allard-Mééus, le Saint-Cyrien de vingt ans tombé pour la France en Lorraine, et en feuilletant le dossier que j'ai commencé de former pour écrire l'histoire des Marie-Louise de cette guerre. C'est un projet qui m'est très cher. En tête du livre, naturellement, je parlerai des promotions de Montmirail et de la Croix du Drapeau.

— *Montmirail!* déjà 83 morts ou disparus; la *Croix du Drapeau*, 101 morts ou disparus. Les braves jeunes gens! N'oubliez pas les plus jeunes, la promotion de la Grande Revanche, ceux qui étaient admissibles en août 1914 et qui, tout de suite en bloc, sans passer par Saint-Cyr, ont été nommés officiers. Ces enfants héroïques sont au feu depuis moins longtemps que leurs aînés parce qu'il

a bien fallu les former dans les dépôts, et déjà ils comptent 54 tués ou disparus. Vous savez que je suis leur parrain ? Je les ai baptisés précisément quand je leur ai offert d'entrer dans notre Saint-Cyrienne. Chacun d'eux m'a répondu en termes étonnants...

— Ah ! mon général, votre lettre et leurs réponses, voilà ce que je voudrais voir...

Le général des Garets m'a mis sous les yeux tout un admirable dossier, des tas de lettres crayonnées dans la tranchée ou bien à l'hôpital, magnifiques par leur flamme d'honneur et d'adolescence, un superbe dialogue, le dialogue éternel des jeunes soldats et du vieux chef. Je vais vous transcrire quelques strophes. C'est le mot, il s'agit d'un poème incomparable. Vous me permettrez de n'y pas mettre de commentaire, c'est par respect pour une si grande beauté morale.

Voici d'abord la lettre que le général, comme président de la Saint-Cyrienne, écrivait à ces jeunes gens, pour la plupart âgés de 19 à 21 ans :

Mes jeunes Camarades,

L'Association amicale et tous vos anciens vous souhaitent la bienvenue au seuil de l'armée. Le goût des armes vous avait dirigés vers la porte de Saint-Cyr. Vous n'avez pas eu à la franchir pour trouver votre premier galon. C'est le canon tonnant qui vous l'a

apporté, en vous conviant à faire vos premiers pas, directement, dans les rangs des combattants. Mais nous pensons que l'âme de Saint-Cyr vous aura pénétrés et que l'esprit de l'École, que vous n'avez pu puiser à la source, comme vos aînés, animera tous vos actes dans les combats, où vous allez remplir votre devoir pour la gloire et le triomphe de la Patrie.

Vous serez l'anneau étincelant qui ralliera le passé à l'avenir. Si vous n'êtes pas entrés dans notre grande École, votre cœur y est entré et se reliera, dans la chaîne des promotions, à ceux de tous vos anciens, puis de ceux qui vous suivront.

Nous vous convions à vous rallier à notre Association amicale, comme vos anciens des promotions de Montmirail et de la Croix du Drapeau pour participer avec elles à la garde de l'âme de Saint-Cyr.

GÉNÉRAL DES GARETS

Et maintenant, voici les réponses de ces petits sous-lieutenants improvisés. Les uns s'adressent tout droit au grand chef qui leur a écrit ; les autres, comme si le général leur semblait trop haut, trop lointain, se tournent vers le capitaine de Courcy, secrétaire-trésorier de la Saint-Cyrienne :

Mon capitaine,

La circulaire de M. le général des Garets que vous m'avez envoyée m'est parvenue avant hier. Le service dans les tranchées et une fusillade m'ont empêché d'y répondre aussitôt.

Sa réception m'a causé, à la fois, un sentiment de fierté et une grande satisfaction : un sentiment de fierté, puisqu'elle consacrait notre union avec nos aînés,

la gloire de la France ; une grande satisfaction, puisqu'elle nous unissait, nous, camarades de promotion, que le sort n'a pas voulu réunir avant de coopérer à la « Grande Revanche » préparée par nos anciens. Nous ne pouvons pas, comme les officiers de Montmirail et de la Croix du Drapeau, combattre, casoar au vent, mais notre âme ne fera qu'une avec celle de Saint-Cyr ; nous n'avons pu la puiser à sa source, mais les exemples des derniers combats et de tous ceux livrés depuis un siècle nous en ont pénétrés profondément.

Partout où le devoir nous appellera, nous répondrons : « Présent ! »

Nous nous montrerons dignes de la garde du drapeau de la vieille École, et, bien qu'il soit loin de nous, nous aurons le regard fixé vers lui. Nous aspirons tous à écrire, comme des milliers de braves, peut-être avec notre sang, ces dates que des plis attendent depuis près d'un demi-siècle : « 1914-1915. »

Le flambeau de la vieille École ne s'éteindra pas avec nous et nous le remettrons intact à la future promotion.

Pour moi, pour m'unir plus intimement à mes aînés et plus tard à mes jeunes camarades, j'adhère à votre Association des anciens Saint-Cyriens. Mais permettez-moi de vous demander quelque chose. Comme nous avons été dispersés pour notre instruction et pour recevoir notre affectation définitive, vous serait-il possible de nous faire connaître la liste définitive des Saint-Cyriens de la promotion de la Grande Revanche, afin que nous puissions nous suivre dans les progrès de notre armée française.

Pour ce qui me concerne, je suis seul au ...^e bataillon de chasseurs et dans le secteur dont mon bataillon fait partie ; aussi, je serais heureux de savoir ce que deviennent mes camarades.

Recevez, etc...

Autre lettre, même son :

Mon général,

J'ai reçu dans la tranchée la lettre qui nous conférerait à tous le titre glorieux et tant souhaité de membre de la Saint-Cyrienne.

Je me suis empressé de faire parvenir au siège de l'Association mon adhésion enthousiaste. Nous n'avons pas, nous les jeunes, préparé la victoire, nous n'avons pas travaillé dans l'ombre à cette œuvre sacrée, mais nous conserverons à nos anciens une reconnaissance que rien n'effacera. Nous qui verrons la gloire des matins victorieux, nous ne serons pas des ingrats envers ceux qui les auront préparés, ceux qui auront connu les soirs de la détresse.

Nous n'aurons pas eu à franchir le seuil de l'École pour gagner notre premier galon et, cependant, dans les annales de Saint-Cyr, la promotion de la Grande Revanche, que vous avez créée, marquera une date fulgurante.

Nous transmettrons fidèlement à ceux qui nous suivront le dépôt sacré des traditions et, sur le livre d'or de l'École, les noms de ceux d'entre nous qui seront tombés à l'ennemi, se mêleront pieusement à ceux de nos anciens. C'est à vous, mon général, que nous serons redevables de cet honneur.

Je vous prie d'agréer...

Et toujours, dans chaque lettre, retentissent avec l'accent de la vérité et de l'enthousiasme ces beaux mots d'honneur et de tradition :

Mon capitaine,

Je reçois à l'instant la lettre m'invitant à faire partie de la Saint-Cyrienne. C'est de grand cœur que je remplis ces lignes que mon père le commandant X...,

faisant partie de la promotion d'Égypte, a déjà remplies autrefois.

Que nos anciens soient persuadés que, si nous ne sommes pas entrés à Saint-Cyr, notre cœur est cependant imbu de tous les vieux principes qui ont fait de nos aînés des héros sur les traces desquels nous nous efforcerons de marcher. Si nous n'avons pas été réunis comme nos anciens de Montmirail et de la Croix du Drapeau, avant de partir sur le front, nous sommes cependant unis dans une idée qui nous est commune à tous : faire notre devoir pour la Patrie, nous montrer dignes de Saint-Cyr.

Je vous prie, mon capitaine, de m'excuser de ne vous avoir pas envoyé plus tôt ma feuille d'adhésion ; mais votre lettre est venue au dépôt, après mon départ pour le front, effectué le 11 janvier. Elle m'y a suivi, mais ne m'y a pas trouvé, ayant été blessé le 25 janvier dans la forêt..... et évacué à l'hôpital général de Dijon.

Croyez, mon capitaine, à mes sentiments très respectueux.

Avez-vous remarqué que tous, presque, sont blessés, et combien leur ardeur et leur fierté d'être des officiers en sont accrues ?

Mon général,

Votre lettre si réconfortante m'est arrivée sur le front au milieu de la mêlée. J'ai été blessé dans une attaque à la baïonnette, et c'est la raison de mon retard à vous dire que j'accepte joyeusement de faire partie de cette noble Association. L'esprit de notre grande École y règne et cela me suffit. Saint-Cyr a été, en effet, depuis de longues années, le but de mes désirs.

Mon état me permettra, j'espère, de retourner au front. Je souhaite bien pouvoir vous y faire honneur.

Veillez, etc.

Et, pour finir, puisque toutes ces jeunes voix pures et fermes ne feraient que se répéter, lisez et méditez avec le plus affectueux respect cette lettre d'un chef et d'un père. La douleur de guerre eut-elle jamais une expression plus fière ? Regardez le général d'Amade inscrivant d'une main qui ne tremble pas son fils sur le livre de l'École glorieuse :

Mon général,

Le sous-lieutenant d'Amade, du 131^e d'infanterie, de la dernière promotion des admissibles à Saint-Cyr, auquel vous aviez adressé la circulaire d'adhésion à la Saint-Cyrienne, est glorieusement tombé dans l'Argonne, le premier sans doute de sa promotion.

Veillez accepter sous cette forme son adhésion ; il a scellé de son sang le droit de faire partie de notre grande famille.

Pour son père, qui vous transmet cette adhésion et invoque ce droit, cette mort est un honneur et une consolation.

Veillez agréer, je vous prie, mon général, l'assurance de mes sentiments et souvenirs les plus respectueux et les plus dévoués.

Général d'AMADE.

Voilà trente ans que l'idée de tradition m'émerveille et m'émeut, et que je subis, comme on adore les dieux, avec un sentiment de vénération, la puissance des images et des sentiments qui nous viennent du fond des âges, où ils ont formé des hommes, pour qu'à notre tour nous les transmettions à nos

petits-fils. La tradition, cette force, cette vertu mystérieuse qui contient le plus précieux trésor de l'humanité, son esprit même, et qui ne se met pas en formule, ne se laisse pas enfermer dans un livre, mais se communique d'une âme à une âme par l'exemple ! Avez-vous senti dans ces lettres le bonheur qu'éprouvent ces enfants à recevoir la tradition des officiers français, et quelle force immédiatement ils en recueillent ? Pour moi, nulle part, je n'ai mieux vu se former des âmes à l'école du sacrifice et de la gloire qu'en écoutant ces échanges de pensées, qu'en assistant à cette communion de cœur entre le vieux soldat et ces adolescents. Aussi, je prie les intéressés qu'ils m'excusent si je dispose devant le public de leurs lettres ; c'est pour l'honneur de la France et du corps des officiers, c'est pour prouver, une fois de plus, la beauté du sang qui se prodigue sur nos champs de bataille.

XLV

LE RESPECT DES FAMILLES

(Contre la Chambre qui veut brûler les morts).

21 Juin 1915.

Aujourd'hui moins que jamais c'est le moment de troubler, de contrarier, de peiner

chez aucun de nos concitoyens les sentiments de vénération. Et de toutes nos vénération, celle qu'il faut à cette heure le plus ménager et satisfaire, c'est le respect mêlé d'affection qui nous incline sur les tombes de nos êtres les plus chers.

La Chambre vient de décider que tous les corps des soldats morts sur les champs de bataille et non identifiés seront brûlés.

C'est excessif, c'est provoquant. Ce texte impératif va peiner et inquiéter beaucoup de familles et même de combattants. Il ne fallait pas obliger l'autorité militaire à brûler dans tous les cas ceux qu'elle ne peut pas immédiatement nommer par leurs noms. Il fallait laisser qu'elle se réglât sur les nécessités de la guerre et de l'hygiène. MM. Lefas et Lerolle proposaient un texte raisonnable : « L'autorité militaire, disaient-ils, sera autorisée à prendre sous sa responsabilité toutes les mesures nécessaires à l'assainissement des champs de bataille. » On ne les a pas suivis. C'est regrettable.

Si le Sénat ne corrige pas le vote de la Chambre, c'en est fait de cette consolation que les Familles attendent avec anxiété. Les mères ne pourront pas se rendre sur le tertre où, sans distinguer individuellement leur fils,

elles savent qu'il repose avec ses frères d'armes. Mesure inhumaine. M. Ferdinand Bougère a fait une observation très vraie : « C'est déjà une grande consolation de pouvoir aller prier sur la tombe d'un parent, même s'il y a d'autres corps enterrés dans la même fosse. »

La séance de vendredi est un épisode regrettable de la campagne menée depuis des années contre le caractère traditionnel des funérailles à la française.

Je désire m'en expliquer avec force et clarté et je propose comme terrain de rencontre, comme terrain de haut patriotisme, le grand texte testamentaire de Fustel de Coulanges : « Je désire un service conforme à l'usage des Français. Je ne suis à la vérité ni pratiquant, ni croyant, mais je dois me souvenir que je suis né dans la religion catholique et que ceux qui m'ont précédé dans la vie étaient aussi catholiques. *Le patriotisme exige que si l'on ne pense pas comme les ancêtres, on respecte au moins ce qu'ils ont pensé.* »

La Chambre n'a pas été heureusement inspirée de suivre ceux qui croient le moment propice pour introduire dans les mœurs françaises la pratique méthodique et obligatoire de l'incinération. Le plus grand nombre d'entre nous tiennent pour l'ensevelissement

des morts. C'est l'usage respecté. Ainsi firent nos pères. Une faible minorité préfère être brûlée. Qu'elle agisse à sa guise, mais nous laisse tranquilles dans les habitudes cent fois séculaires qui nous inclinent pieusement sur le tertre où reposent nos morts. Un philosophe superficiel dira peut-être en souriant qu'après tout le sort des cadavres est de peu d'importance. Faites attention, tout au contraire, qu'autour des morts se groupent une foule d'idées, les plus saintes et les plus irritables, et que le problème de la sépulture met en jeu nos sentiments profonds.

Il est certain qu'entre les tranchées françaises et allemandes des cadavres se défont et que ce voisinage provoque parfois des accidents, en tout cas, des impressions extrêmement pénibles. Mais quoi ! Ne me dites pas que vous brûlerez ces cadavres ! Vous ne pouvez pas les enlever. C'est bien là le malheur. Vous ne pouvez pas plus les incinérer que les inhumer. En somme, vous n'aurez jamais le pouvoir de jeter dans votre four crématoire que ce que vous pourriez déposer dans la fosse.

Contre les odeurs dont nos amis souffrent dans leurs tranchées, je vous recommande en passant le faible expédient qu'ils m'ont tous

indiqué. Envoyez à nos soldats le plus de tabac que vous pourrez.

Et puis, que les services d'assainissement s'ingénient. Nous ne discuterons pas s'ils concluent, dans telle ou telle circonstance, à incinérer les cadavres. En 1870, à Sedan, où les morts étaient enterrés à fleur de sol, on les arrosa de goudron que l'on enflammait. Des procédés analogues furent employés, à diverses reprises, dans la guerre russo-japonaise, dans la guerre des Balkans. La nécessité est souveraine maîtresse. Mais nous ne comprenons pas qu'un parti politique veuille obliger les services de l'armée à jeter dans le feu tous ceux que l'on ne pourra pas immédiatement identifier.

Nous ne comprenons pas. Et pourtant, tels propos que nous entendîmes au cours de la discussion l'éclairent durement. « C'est la lutte de la lumière contre l'obscurantisme », disait l'un. Et, peu après, un autre se réjouissait : « Quand on aura commencé à en incinérer quelques-uns, on les incinérera tous. »

Ah ! messieurs, laissons pour l'instant (et pour toujours) cette sorte de politique qui cherche à peiner et à brimer. Comme l'orateur de la crémation faisait intervenir le pape

dans son plaidoyer, M. Prat l'interrompt avec bien du bon sens pour lui dire :

— Il ne s'agit pas du pape, mais du respect des familles. Ah ! songent-elles, mon vœu le plus cher serait de savoir où repose le cadavre de mon fils, et d'aller prier sur sa tombe après la guerre.

Voilà le vrai problème. Donnons autant que possible satisfaction à ce vœu ardent. S'il le faut, dans certains cas, recourons au feu ; mais, à l'ordinaire, désirons d'honorer les tombes. M. Navarre, qui a su, ce que je regrette, entraîner la Chambre à sa suite, a cité à la tribune un des articles que j'ai publiés ici pour demander que, de cette terre qu'ils ont sauvée, nos soldats possèdent la longueur de leur corps. Je veux revenir dès demain sur ce grave sujet, et chercher avec vous les meilleures mesures à prendre d'urgence pour conserver le plus longtemps possible les tombes de nos morts. Le vote de la Chambre est mauvais. Nous devons lutter avec toute notre raison et tout notre cœur contre ce qui tend à désorganiser le culte des morts et à altérer un des sentiments les meilleurs de notre race.

XLVI

COMMENT HONORER
LES MORTS DE LA BATAILLE

(Contre la Chambre qui veut brûler les morts).

23 Juin 1915.

Les nombreux témoignages que je viens de recevoir dans cette brève journée m'assurent que je suis étroitement d'accord avec l'opinion française en priant le Sénat de rectifier le vote de la Chambre qui veut brûler tous les corps de nos soldats sur qui le service des étapes ne pourra pas immédiatement mettre un nom.

Le docteur Navarre, esprit distingué, mais attardé, s'il me permet de le lui dire, dans les vieilles manifestations d'un antichristianisme auquel il est supérieur, a repris là une thèse chère, il y a vingt ans, à la *Société pour la propagation de l'incinération*. C'était le docteur Bourneville qui présidait ce groupement, assisté de MM. Salomonsen, Lévy-Brühl, Bachmann et von Kepper. Dieu que cela nous ramène en arrière! Sarcy, j'en conviens, soutenait de sa plume et de sa parole

ces messieurs. « Il faut combattre les préjugés », écrivait-il. Aujourd'hui, sans nul doute, avec son bon sens généreux, Sarcey comprendrait que l'essentiel est de ne pas offenser le cœur des mères. Ce n'est pas le moment de contrarier des habitudes cent fois séculaires et de troubler au fond des consciences nos puissances instinctives, car c'est à ces puissances qu'à cette heure la patrie demande un secours. Ce sont elles qui s'épanouissent sur tous nos champs de bataille en une floraison incomparable de sacrifices.

Que l'autorité militaire prenne les mesures qu'il faudra pour l'assainissement du sol au lendemain des tragiques journées ; qu'elle recoure au feu, quand elle en verra la nécessité, c'est bien ; mais ne l'obligez pas par un texte impératif à préférer toujours le bûcher à la tombe. Vous offenseriez gravement le sentiment inné de notre race.

Déjà, des lettres m'arrivent qui commentent avec les accents les plus douloureux cette loi despotique et provocante. Ces lettres, je suis convaincu que je n'aurai pas besoin de les imprimer. Le Parlement est trop renseigné sur l'opinion française pour ne pas comprendre, après quelques jours de réflexion, qu'il faut scrupuleusement respecter l'ensem-

ble de coutumes et de vénération qui constituent notre culte des morts.

On s'est justement préoccupé, au Ministère de l'Intérieur et dans les services de l'Assistance et de l'Hygiène publiques, de ménager les sentiments de nos soldats musulmans. On a décidé que leurs tombes seront creusées avec une orientation sud-ouest nord-est, de façon que leur visage soit tourné du côté de la Mecque. Deux stèles ont été établies à leur intention : l'une porte une inscription en arabe, avec le nom du défunt en français et doit être placée à l'endroit où repose la tête du musulman ; l'autre doit être mise, selon les rites du Coran, à l'emplacement des pieds et ne porte aucune inscription.

C'est juste et humain. Nos hommes politiques ne voudront pas user de moindres ménagements envers les « préjugés » des Français. Ils respecteront notre manière habituelle d'ensevelir nos morts.

Que telles circonstances se présentent où la crémation soit une nécessité de guerre, je le répète pour la vingtième fois, on s'inclinera ; mais ne vous obstinez pas à vouloir qu'elle soit d'office et impérieusement substituée, en tout cas, à l'inhumation. Nous ne supporterions pas cette brimade impie.

Voici un ordre du jour bien significatif voté par la Commission d'hygiène du Comité Ardennais :

... Partout où un soldat a versé son sang, partout où il est tombé pour la terre de France, cette terre lui appartient au moins durant que, de ses cendres, il libère ses ossements.

En conséquence, nous émettons le vœu que, partout où il sera possible, les tombes actuellement existantes de nos soldats restent où les hasards de la guerre les ont creusées; que des tumuli de hauteur et de protection suffisantes les reconvrent, que des clôtures les entourent, durant un temps à fixer, sous telles indemnités que de droit aux propriétaires du sol.

Puis qu'ultérieurement les ossements soient recueillis et placés en des ossuaires soit locaux, soit cantonnaires où pour les générations futures soient autant que possible inscrits les noms ou le nombre de décédés et la date et le lieu des combats.

Que cette œuvre des tombes provisoires soit ainsi la préparation de l'œuvre des ossuaires définitifs où reposeront ceux qui sont morts pour la Patrie.

Voilà qui répond aux véritables préoccupations des familles françaises. Pour ma part, j'ai étudié la question et, en opposition avec la méthode radicale votée dans une minute d'erreur par la Chambre, je recommande quelques mesures à prendre d'urgence, pour conserver le plus longtemps possible les tombes de nos morts.

Le premier point, c'est de former dans chacune des communes où s'est déroulé un combat, une Commission, composée du maire et de quelques citoyens dévoués, pour qu'elle dresse consciencieusement des petites et des grandes tombes.

Ces tombes seront numérotées et figureront sur un état, chaque numéro étant suivi d'une accolade en regard de laquelle nous trouverons le régiment, la division, le nombre des ensevelis et les noms conservés.

Ce recensement une fois achevé, une « Œuvre des Tombes », ou plus simplement le « Souvenir Français », qui existe, qui a fait ses preuves et que nous aimons tous, commencerait son œuvre.

Sa section (j'imagine une section par département ou par canton, selon le nombre de tombes) aurait une double tâche : d'abord, poser une bordure en fil de fer de 20 à 30 centimètres de hauteur pour les petites tombes et une grille pour les grands tumuli : ensuite et en attendant mieux, planter une croix en bois sur chacune des petites tombes. Cette croix mentionnerait le nombre et, quand ce serait possible, les noms des ensevelis. Sur la croix des grandes tombes, il faudrait que le passant pût lire l'armée, le corps d'armée,

la division, le régiment, le nombre des morts, l'énumération des noms retrouvés.

Chez les Allemands, aux environs de Metz, tout laboureur qui écornait un tumulus (français ou allemand) était condamné à une amende de cinq francs.

Cet ensemble de mesures simples et bien-faisantes nous permettrait de conserver les tertres de nos héros. Chaque famille serait prévenue, ou des listes seraient publiées dans chaque département et distribuées gratuitement.

C'est en agissant ainsi qu'on respectera nos glorieux soldats, leurs parents et les plus profondes pensées de notre race. Encore une fois, ménagez-les, messieurs nos gouvernants, ces puissances du cœur, ces instincts séculaires; ce sont eux à cette heure qui sauvent la France.

P.-S. — J'ai reçu pour l'église de Gerbéviller : de la part d'un officier, avec l'expression de sa respectueuse admiration pour sœur Julie, 500 francs; et encore 10 francs, dont 5, en souvenir de Guy de Cassagnac.

XLVII

UN SOLDAT PAR DELA LA MORT
PRONONCE L'ÉLOGE FUNÈBRE DE SON CHEF

23 Juin 1915.

Le poète Paul Drouot, neveu d'Émile Gebhardt et petit-neveu du général Drouot, qui fut dans l'adversité le serviteur et l'ami du Grand Empereur, vient d'être tué à l'ennemi. Il est tombé au champ d'honneur, sur les positions de Lorette. Voilà huit ou dix ans que Gebhardt m'écrivait : « Faites bon accueil à mon jeune parent. Il a bien du talent... » Mon regretté confrère, compatriote et ami, qui était un ardent patriote, serait fier du petit poète ainsi grandi et qui, par sa mort, ajoute à l'illustration de leur ancêtre commun, le « Sage de la Grande Armée ».

Les lettrés garderont entre leurs livres précieux la *Chanson d'Éliacin* et la *Grappe de raisin*, les deux recueils de poèmes publiés par Paul Drouot ; ils demanderont à sa mère, qu'ils saluent avec respect dans sa douleur glorieuse, le manuscrit inachevé dont la guerre arracha leur ami. Mais il faut à cette

heure que nous élargissions notre idée de Paul Drouot; il est entré dans le monde des héros, et nous avons à constater comme un fait, d'après des documents certains, sa noblesse morale, sa manière hautement poétique de comprendre son devoir et d'interpréter les spectacles au milieu desquels il vient de mourir.

Faible de santé, malade, Drouot se redressait avec fierté pour être sous sa capote sans galon digne du général Drouot et de son bataillon. Il servait dans les chasseurs à pied, où il avait pour compagnon intime Henri Massis, et, ce qui est bien la marque d'une âme guerrière, il mettait son bataillon au-dessus de toutes les armes. De temps à autre, quand il avait le cœur trop plein d'admiration pour ses camarades et pour ses chefs, il m'écrivait. Voulez-vous que je vous lise sa dernière lettre? Je l'ai reçue deux ou trois jours avant la fatale dépêche que m'envoya Massis. Elle est bien belle et pleine de sens. Vous y allez voir, dessinée sur son lit de mort, je veux dire sur le revers de la tranchée conquise où il fut frappé, la figure d'un vrai chef, la noble figure du commandant Madelin, tombé à l'assaut de Lorette, et, en même temps vous apprendrez à connaître le dessina-

teur, ce Paul Drouot, qui, peu de jours après, allait arroser de son sang la terre où il avait relevé son chef bien-aimé.

C'est là un de ces groupes de chevalier assisté de son écuyer, comme la vieille histoire de France nous en fait admirer, et qui, sous des costumes divers, sont éternellement vrais et puissants pour nous émouvoir. Paul Drouot, poète et soldat, qui rapporte sous les balles, à travers les réseaux de fils de fer, son commandant tout sanglant, qui s'assied en pleurant près du corps qu'il veille pour m'écrire l'éloge du héros, et qui, peu après, va tomber frappé en plein cœur d'un éclat d'obus, dites-moi s'il ne vaut pas le loyal serviteur auprès de Bayard? La vérité, c'est qu'à aucune époque on n'a vu une si prodigieuse quantité d'actions sublimes à la française!

Écoutez la voix de notre ami mort et qu'il m'excuse de lui donner un si nombreux auditoire. C'est pour l'utilité publique :

... Je vais tâcher de vous faire, au courant de la plume, un récit exact du dernier jour et de la fin du commandant Madelin, le frère de notre ami Louis Madelin, l'historien.

Peut-être avez-vous eu l'occasion de rencon-

trer le commandant? Il était Lorrain, de Barle-Duc. Je veux d'abord vous le présenter.

Grand, très grand, d'une séduction qui s'exerçait dès l'instant que l'on entrait dans sa zone d'influence, et cette zone, c'était tout son bataillon. L'œil bleu et moqueur, l'expression subtile, un chic sans apprêt, une race! la race officier. Enfin, rien que pour l'avoir entendu et vu les accueillir, je ne sais pas s'il se serait trouvé à chaque nouveau renfort un seul des chasseurs qui l'ignoraient encore la veille, pour n'être pas sur l'heure décidé à se jeter au feu pour lui.

Comme il les connaissait d'ailleurs, comme il les aimait, comme il savait leur rendre leur salut, leur parler, les blâmer ou les encourager d'un coup d'œil! Le merveilleux improvisateur!

Quant au chef de bataillon, un prodige. J'ai eu l'honneur de le regarder composer ses rapports, préparer une attaque, compulsier ses dossiers, avec cette aisance des gens supérieurs qui se jouent de résoudre toutes les difficultés. C'est un spectacle admirable que celui d'un organisateur créant, au fur et à mesure des besoins, de nouveaux services ou modelant les anciens sur la nécessité. La plus belle image qui soit du créateur.

Les chasseurs le savaient bien. Le comman-

dant Madelin! Rien que dans la façon de le nommer, ils le saluaient, ils lui présentaient les armes. J'aurais voulu vous peindre le type de l'officier français; vous le connaissez mieux que moi, mais celui-ci, ce héros à la fois si charmant et d'un tel pouvoir sur les hommes et jusque sur les phases d'un combat, je l'ai connu en pleine action, et dans tous les mouvements qui révèlent le cœur et l'intelligence d'un être d'élite. Il avait atteint ce degré de maîtrise bien jeune, puisqu'il est mort à trente-six ans.

Vous savez, mon cher maître, qu'il m'avait pris à sa liaison, c'est-à-dire que j'étais depuis plus de trois mois l'un de ses secrétaires. Il avait fait cela si gentiment, ayant appris que ma mauvaise santé ne me permettait pas de faire du service régulier à ma compagnie. Étant de sa « maison », je pouvais éviter bien des fatigues, trouver toujours un abri chaud, me soigner tant soit peu, enfin tenir. Et voilà comment j'étais chez lui : un mot amical de temps en temps, un bout de conversation et toujours l'impression qu'il était, sans me le dire, un ami qui veillait sur moi d'encore un peu plus près que sur les autres chasseurs de son bataillon.

Deux fois déjà le bataillon était monté aux

tranchées avec son ordre d'attaquer qui le rendait tout frémissant, tout impatient de la victoire. Deux fois, l'attaque décommandée; d'où irritation, murmures de la part des hommes, colère des officiers. Se moquait-on des chasseurs?

Le troisième jour vint. Les mines étaient prêtes à exploser, le dispositif d'attaque minutieusement réglé. Vers quatre heures, la préparation d'artillerie commença. On respira. Cette fois-ci l'attaque aurait lieu; plus qu'une demi-heure, plus qu'un quart d'heure. Les Boches, de leur côté, nous bombardaient violemment. Le commandant, infiniment calme toute la journée et comme indifférent aux pensées de chaque instant, mais l'esprit tendu vers le résultat prochain dont il était sûr, partit enfin pour la première ligne. Des officiers d'artillerie et moi restions à son poste de commandant en deuxième ligne, d'où l'on pouvait voir se déployer toute l'attaque. L'heure sonna. Nous aperçûmes, à travers la fumée noire des éclatements qui nous séparaient de la première ligne, une vapeur jaune, épaisse qui s'élevait lentement : les mines avaient sauté presque sans bruit, si l'on tient compte du tumulte général. Aussitôt les chasseurs s'élançèrent. Nous ne voyions rien qu'une ligne très mince de tranchée d'où, sans cesse,

sortaient en courant des hommes et des hommes.

Debout sur le bord, sa canne levée, les bras qu'il remuait pour exciter sa troupe, un officier en silhouette sur les nuages de fumée : le commandant. Il resta dix minutes ainsi : on ne savait s'il acclamait ou s'il encourageait les siens. Nous ne pouvions, ni les artilleurs, ni moi, détacher nos regards de ce point immobile. Tout le monde se fichait du bombardement, tout le monde pleurait, tant c'était sublime.

Enfin, le commandant revint. Il fallait téléphoner au général. Sa voix vibrat, plus haute que d'habitude et d'un timbre plus clair. Rien que cela vous électrisait. Il s'écriait : « Ah ! les chics types, les chics types ; jusqu'au clairon qui a poussé la charge ! » Puis la scène du téléphone. Les félicitations lointaines de la brigade. Mais déjà le commandant brûlait de repartir en première ligne.

Un de ses capitaines avait dû l'empêcher d'aller jusque dans l'ouvrage blanc, objectif de l'attaque, maintenant dépassé. Son officier adjoint se disposait à le suivre, lui aussi plein de fièvre et de joie. « — Non, cette fois-ci, dit-il en souriant, c'est Drouot que j'emmène, il m'en a manifesté le désir. »

Nous partîmes, lui, moi et un petit agent de liaison d'artillerie, plein de cran. Nous marchions à grandes enjambées, malgré la difficulté qu'il y a, quand les boyaux sont pleins de prisonniers, de blessés, d'hommes de corvée, à gagner la première tranchée. Le commandant jetait un mot, une question à ceux qui passaient. Il ne s'arrêtait pas pour cela, dans sa hâte de voir où en était l'action. Nous fîmes bientôt à même d'admirer ce grand spectacle de plus près : une compagnie sortait encore de la tranchée, s'élançait à l'attaque. On distinguait les trous de la tranchée ennemie bouleversée par l'explosion, la forme des cratères qu'elle avait creusés. Des blessés, tombés tout près de là, tâchaient, en rampant, de rejoindre nos lignes : « Restez tranquilles, leur cria le commandant en se découvrant lui-même ; il y a trop de danger à traverser l'espace intermédiaire. »

Cependant, tout en courant dans la tranchée démolie par les obus et en sautant sur les tas de terre qui l'encombraient, nous levions la tête par-dessus le parapet pour apercevoir d'un coup d'œil le terrain et l'horizon borné par la fumée des éclatements. Soudain le commandant s'arrêta pour observer plus longuement les abords d'un des entonnoirs explosés. Puis il franchit le parapet. Je m'apprêtais à en faire

autant. Il se retourna : « Je vous interdis formellement de me suivre ! » Et il courut jusqu'au saillant que formait la terre éboulée à l'autre bout des 150 mètres de terrain découvert. Il s'aplatit au bord, la tête dépassant un peu la crête de l'entonnoir. Évidemment il tenait à se rendre compte par lui-même de l'organisation de l'ouvrage conquis. Cela avait été si rapide, si beau, que mes camarades autour de moi en étaient tout palpitants.

Je cherchais en vain dans mes cartouchières mon lorgnon perdu pour mieux voir, quand le petit artilleur s'écria :

— Mais regarde donc, on dirait qu'il ne bouge plus, ton commandant.

La pensée qu'il pouvait lui être arrivé quelque chose me semblait si absurde que je répondis :

— Ma foi, il observe, il ne va pas s'amuser à se faire repérer.

— Tiens, il bouge, reprit-il.

Il voyait nettement ce que j'avais de la peine à deviner.

— Mais il bouge drôlement, allons-y.

Nous nous élançâmes jusqu'à l'entonnoir. L'artilleur, arrivé le premier, retourna le commandant sur le flanc, ses lèvres étaient ensanglantées. Il me reconnut :

— Il faut prévenir tout de suite le général.

Ce fut son premier mot. Puis il accepta du café que je lui offris, essaya d'en boire. Un chasseur nous avait rejoints, qui de loin avait vu de quoi il s'agissait. Alors, nous le transportâmes comme nous pûmes, le reposant à terre pour qu'il reprît haleine, gênés par le réseau de fil de fer, ayant hâte de le mettre à l'abri, de le descendre dans la tranchée.

— *Prenez garde, nous dit-il encore, comme nous l'usseyions par terre, prenez garde à vous.*

Nous lui répondîmes je ne sais quoi : il s'agissait bien de nous. Enfin il fut en sûreté. Je courus prévenir au poste de commandement, comme il me l'avait recommandé, chercher le major.

Cependant, mes camarades restés près de lui dégrafaient sa tunique, découvrant la petite blessure du cou, qui ne saignait presque pas et dont il devait mourir. Le commandant parlait quand même, de temps à autre, s'informait des progrès de l'attaque, semblait reprendre vie quand on lui annonçait que tout allait bien, que les Boches ne contre-attaquaient pas, que l'on devait être très loin dans leurs lignes, qu'il y avait, somme toute, grand..... Le médecin arriva, il n'y avait rien à faire sur place; le tirer au plus vite de la tranchée autour de laquelle pleu-

vaient les marmites, le transporter au cantonnement. Le major versa un peu d'alcool de menthe sur du sucre, lui mit le morceau entre les dents, mais la contraction musculaire qui se produisit fut si pénible au blessé qu'il fit effort pour rejeter le morceau de sucre. Puis il dit, se rendant mieux compte de la souffrance que jusque-là son état d'accablement lui cachait peut-être :

— Je suis heureux de souffrir pour la France !

Il chargea encore le médecin de veiller à ce que l'on nous récompensât, nous qui l'avions ramené, puis de faire ses adieux, peut-être ses adieux (je ne sais s'il se rendait bien compte qu'il était perdu), aux officiers du bataillon. J'avais dû m'éloigner pour communiquer des ordres. Je revins près du commandant, je pus lui dire encore quelques mots : que j'écrivais à M^{me} Madelin qu'il était légèrement blessé ; il me remercia, me confia sa sacoche, en ayant soin de me la recommander. Il pensait à tout, à toutes choses, à tout le monde, sauf à lui. J'ai su seulement que durant le retour pénible et long au cantonnement, s'il ne parla plus, des larmes coulèrent d'entre ses paupières fermées. Je ne sais pourquoi il me semble qu'il accomplissait alors son sacrifice.

Cinq enfants, une femme qu'il adorait, une

apparence d'éblouissant avenir, toutes les grâces de l'esprit, toutes les joies...

Il est mort en arrivant au poste de secours. Nous l'avons enterré dans un de ces cimetières où l'on fait des brèches au mur pour les étendre dans la campagne. Parlez de lui, mon cher maître, il est d'entre les plus dignes d'être loués par votre voix qui portera si loin dans les temps, et qui consacrerá les noms de ces pures gloires que nous voulons qu'on aime comme nous les aimons, mais à tout jamais et passionnément.

Je vous écris en churabia, je le sais mieux que personne, mais bah! il faut souffrir de cela par-dessus le marché.

Je vous ai parlé du commandant et pas assez du bataillon. Comme il m'en eût voulu! Ah! si vous saviez quel admirable bataillon, quels officiers, quelle troupe, tout ce qu'on leur doit! Mais ce sont là des comptes qui ne se règlent pas ici-bas, qui ne pourraient plus être réglés pour bon nombre d'entre ces jeunes cœurs si ardents, si dévoués. Combien de choses je pourrais vous conter qui ne nous semblent pas inouïes à nous, parce que nous connaissons nos chefs et nos camarades, mais qui, en réalité, le sont, inouïes, merveilleuses et toutes simples....

Est-elle assez noble et pleine de force cette

effusion d'un soldat, ou mieux d'un bataillon, à la gloire de son commandant ! On voit dans cette page exemplaire comment c'est dans le chef que la troupe entière puise ses forces, aux heures difficiles et rudes, et qu'elle en garde, à celui qui la soutient alors et la guide, une reconnaissance infinie. Quand il m'écrivit cette narration qui ne périra pas, Paul Drouot ignorait que je la lirais sur sa tombe, et qu'il reposerait lui-même, le fidèle soldat, dans le linceul qu'il avait préparé pour son chef.

Quel que fût son talent, jamais le poète n'aurait pu inventer, concevoir une situation aussi élevée et aussi émouvante que celle où il fut acteur durant ces heures d'enthousiasme, de vaillance, d'amitié et de sacrifice. Ah ! par quelle porte sacrée nos jeunes amis s'échappent de la vie !

XLVII *bis*

EXTRAITS DE LETTRES POUR COMPLÉTER
LES PHYSIONOMIES DU COMMANDANT MA-
DELIN ET DE PAUL DROUOT.

Extraits d'une lettre :

16 Mai 1915.

Dans un article de *l'Écho*, que je lis à l'instant, vous demandez pour nos héros que leurs noms soient

enfin associés à leurs exploits. Et vous réclamez notamment les noms de ces chefs qui, à l'attaque des *ouvrages blancs* de Carency, se sont couverts de gloire et l'ont payée de leur vie. Des chefs de bataillons qui, après avoir enlevé leurs hommes, ont trouvé la mort aux *ouvrages blancs* ; je peux tout au moins vous en nommer un : le commandant Madelin.

C'était un chef plein de vaillance et de foi. Parti de Saint-Dié avec le 3^e bataillon de chasseurs, dont il était le plus jeune capitaine (35 ans), il avait, dans une magnifique ivresse, franchi les cols, renversé les poteaux frontières, gagné la plaine d'Alsace. Son commandant avait été tué ; sur son cadavre, on avait trouvé une lettre remettant, en cas d'accident, le commandement au capitaine Madelin, « le plus jeune, mais le plus capable ».

Sur la route de Colmar, il avait reçu l'ordre de transporter en quelques jours son bataillon, à marches forcées, sur la Marne. Après des marches fabuleuses où il avait payé d'exemple, il était arrivé d'Alsace en Champagne à l'heure dite, s'était couvert de gloire sur la Marne. Après la bataille, son commandant de corps d'armée l'avait nommé chef de bataillon en lui laissant le commandement de son cher 3^e. Il l'avait mené sur l'Aisne, sur l'Yser, avait pris une part splendide avec lui à la bataille d'Ypres. Les journaux avaient cité le courage avec lequel il avait entraîné une de ses compagnies dans les Halles en feu pour en sauver le trésor et comment le roi Albert avait tenu à le remercier personnellement. Porté à Notre-Dame-de-Lorette, cet hiver, il y avait pris part à dix combats difficiles et glorieux. C'est de là que, le 8 mai, il fut lancé sur les *ouvrages blancs*.

...Frappé d'une balle qui lui traversa le cou, il survécut trois heures. Il expira en criant : « Vive la France ! » Il avait trente-cinq ans ; en lui conférant le

quatrième galon, le général lui avait dit : « Je salue en vous le plus jeune chef de corps de l'armée française ». Il laisse cinq enfants, dont l'aîné a huit ans.

C'était *un homme* : admirablement doué, il avait semblé faire avec la vie une gageure : être le soldat le plus complet, le chef le mieux préparé, aussi remarquable à l'état-major que dans un corps, et à Joinville qu'à l'École de guerre. Mais ce jeune chef avait l'esprit ouvert sur toutes choses, lettré, spirituel, gai, mondain, boute-en-train, charmant, resté d'une étonnante jeunesse. Mais sous cette apparence joyeuse, il y avait un grand cœur. Il avait récemment prononcé sur la tombe d'un prêtre soldat, qui l'avait communié quelques heures avant, des paroles si belles que des chasseurs s'étaient jetés à genoux.

Henry Massis, qui avait servi sous ses ordres jusqu'à Notre-Dame-de-Lorette, disait que c'était une fierté que d'appartenir au 3^e bataillon, et Drouot écrit que tous les chasseurs le pleurent « parce qu'il les honorerait tous de son amitié ».

D'une lettre d'Henry Massis :

10 Juin 1915.

...Le commandant avait su donner une âme à son bataillon, une âme à l'image de la sienne, qu'il avait pleine de bravoure et de fierté. Nous avions à notre tête plus qu'un soldat hardi, un chef de qui la noblesse et la foi s'étaient répandus sur ses vaillants chasseurs : grâce à lui, une atmosphère de spiritualité se répandait sur leurs actions grossières. C'est avec une même fidélité qu'il servait et la France et l'Église. Quel bonheur de servir sous de tels chefs !

L'activité du commandant Madelin était prodigieuse. Ce jeune chef de bataillon ne ménageait point son

effort. Non seulement il occupait un poste lourd de charges, mais l'amitié et le dévouement qu'il avait pour ses chasseurs lui en créaient de nouvelles. Nous avons tous lu les longues lettres qu'il trouvait le loisir d'écrire à ses chasseurs blessés, aux familles de ceux qui tombèrent. Quelle générosité et quelle délicatesse ! Nous avons perdu un père

...Un chevalier, voilà bien ce qu'il fut par l'honneur, la noblesse, la foi, et la générosité aussi. Au début de la campagne, ayant assisté à la mort d'un sous-officier allemand blessé, il fit tenir à la femme de celui-ci ses papiers et lui fit connaître l'endroit où son mari reposait en France — cela par l'entremise d'une parente qui villégiaturait en Suisse. Voilà comment ce beau soldat entendait l'humanité.

Je ne doute point, mon cher maître, que vous ne teniez à rendre hommage à ce chevalier de Lorraine, à ce héros de votre race qui vous admirait et vous aimait. Son souvenir est fait de celui des plus hautes et des plus pures vertus.

D'une autre lettre :

...Il paraît que le commandant, quand il a commandé la charge debout sur la tranchée, disait : « Lorette, Lorette, tu es vengée. » Il faisait allusion aux affaires de janvier, qui lui avaient coûté tant de monde...

Lettre du commandant du 3^e bataillon de chasseurs à pied :

Aux Armées, le 5 Juillet 1915.

J'ai beaucoup regretté que votre excursion à Notre-Dame-de-Lorette ne vous ait pas amené au 3^e B C P.

à ce moment en première ligne ; j'aurais été heureux de vous adresser en son nom ses remerciements bien sincères pour les lignes émues que vous avez consacrées à son ancien chef, et pour l'heureuse idée d'avoir fait paraître les lignes si pleines de cœur et vibrantes d'émotion de notre pauvre Drouot.

Paul Drouot, après avoir été le secrétaire du commandant Madelin, était resté près de moi en la même qualité ; il m'avait séduit par la chaleur avec laquelle il me parlait de son Chef, tombé glorieusement au feu, et qu'il avait pu ramener blessé, au prix d'héroïques efforts. Une citation à l'ordre du corps d'armée est venue récompenser son beau dévouement.

C'était un noble cœur, dont la vertu me fut personnellement très sensible. Je l'aimais beaucoup, il assumait près de moi des fonctions toutes spéciales, assurant une partie de ma correspondance militaire. Des amis communs, des idées fréquemment échangées nous avaient rapprochés.

Il m'avait suivi partout, aux tranchées, au feu, et toujours il avait la même sérénité d'âme, le calme le plus absolu. Son sacrifice était fait. Il savait que le bataillon était dans une situation des plus osées, entouré de toutes parts par les Boches, ou plutôt s'enfonçant dans leurs lignes comme un coin. Tout était possible, nous pouvions être pris d'un instant à l'autre, et en vrai chasseur, il sentait vivement l'admirable audace de nos vaillants « diables bleus », prenant l'offensive et progressant au milieu d'une situation qui, à beaucoup, aurait pu sembler désespérée.

Il est mort, au milieu de nous, recopiant un ordre que je venais de lui dicter, sans souffrir même un instant, tué sur le coup par un obus qui, faisant autour de moi le vide, me priva, tués ou blessés, de neuf de mes plus fidèles collaborateurs.

Suprême consolation que beaucoup de familles, hélas ! ne pourront avoir, son corps repose dans le cimetière d'Aix-Noulette, et un service spécial a été dit à son intention. Son cœur profondément religieux s'en fût réjoui.

Devant le Camp de Verdun :

30 Juin 1915.

Cher maître et ami,

Le numéro de l'*Écho de Paris* où a paru votre si émouvant article sur le commandant Madelin et son admirable « écuyer » ne m'est parvenu qu'assez tard.

Vous avez laissé parler Paul Drouot, mais vous l'avez laissé parler parce qu'il vous paraissait que ce témoignage du jeune soldat sur son chef empruntait une double autorité à son jaillissant enthousiasme et au sacrifice même qui, quelques jours après, faisait du témoin l'égal en héroïsme du chef tombé.

Pauvre Drouot ! Je le pleure, lui aussi, comme un jeune frère, car il s'était créé en quelques semaines entre lui et moi des liens que rien n'eût pu rompre, ni même relâcher. Jadis j'avais été séduit par ce qu'il y avait de frais, de jeune, de spontané, dans son talent et dans son caractère : car derrière le poète j'avais aperçu le cœur d'un Lorrain capable de porter le poids d'un nom si lourd de gloire. Combien j'avais été heureux de le voir à côté du commandant ; l'un veillait sur l'autre ; leurs cœurs s'étaient compris et pénétrés. Le jeune homme de lettres avait dans le sang l'héroïsme militaire, et je savais combien le jeune chef militaire était accessible, d'autre part, à la séduction d'un esprit délicat et orné ainsi qu'était celui de votre ami. J'étais sûr, en les abouchant, qu'ils étaient faits pour s'admirer. Ils se sont trouvés côte à côte dans le danger, la

misère, la victoire ; Dieu a voulu qu'ils parussent presque côte à côte à son tribunal, qui leur aura été doux, car l'un et l'autre cherchaient le secret de leur vaillance à cette « source » dont vous avez parlé dans un autre article avec tant d'émotion et de vérité. Quelle élévation d'esprit on constate chez tous ces jeunes soldats. Le commandant Madelin, le sergent Massis, le soldat Drouot ; et ce ne sont là que les représentants d'une génération splendide. Je la voyais grandir et mûrir avec une espérance tous les jours fortifiée ; elle devait réparer les erreurs de ses aînés. Elle les a si magnifiquement réparées que nous devons les chérir plus que des héros ordinaires — si l'on peut se servir d'une pareille expression — de la Patrie, mais comme les victimes propitiatoires qui permettront à la France, avant-hier défaillante, de vivre et de grandir à nouveau en des siècles de gloire...

LOUIS MADELIN.

XLVIII

LA SOURCE

24 Juin 1915.

Je n'ai pas tout dit hier sur Paul Drouot. J'ai montré quels sentiments sublimes relient nos soldats à leurs officiers. Par un second document non moins sûr, nous allons pénétrer plus intimement dans le cœur généreux de ce poète mort au champ d'honneur et connaître comment un garçon bien français

fait son sacrifice et entre dans l'état héroïque.

J'emploierai une lettre bien belle que m'écrivit l'un de ses amis et compagnons d'armes, Henri Massis, un jeune écrivain déjà blessé et décoré de la Croix de guerre.

Au début de la mobilisation, me dit Massis, j'ai retrouvé au dépôt, près de Langres, Paul Dronot. Ce fut pour nos familles un pareil réconfort de nous savoir ensemble. Je savais déjà quelle était la noblesse, la qualité de sa nature ; je savais comme elle se portait d'instinct vers toutes les grandeurs et qu'elle n'aimait, dans les œuvres de l'esprit humain, que les plus fortes, les plus héroïques, les plus religieuses. Notre ami allait à tout ce qui est éternel, à tout ce qui peut manifester le divin. Guidé par des maîtres hautains, il avait rassemblé les plus grands poèmes de l'humanité. Il vénérail les Grecs, les Hindous, les grands Anglais, Hugo qu'il idolâtrait... Mais sied-il de parler de littérature ? Pourtant, c'était là qu'il s'était composé cette vision héroïque, ardente, de la vie et de l'homme, que le catholicisme retrouvé avait redressée et qui vient de donner un témoignage si absolu de sa sincérité. Toutefois, sous le fait de la guerre, son âme avait soudain déponillé tout ce qu'il y avait en

elle d'adolescent, d'un peu étourdi par le tumulte de la jeunesse, pour céder à quelque chose de plus grave, de plus viril et que ceux qui le connaissaient bien avaient discerné dans son ardeur emportée. Drouot avait retrouvé cette foi qu'une mère chrétienne, et de quelle noblesse ! avait déposée dans son cœur. Je n'oublierai point nos prières du soir dans ce grenier, où pendant trois mois nous couchâmes sur de la paille : et surtout cette messe que nous fîmes dire à Hûmes pour Péguy et pour Psichari, et où nous communîâmes ensemble.

Puis nous partîmes, après ces mois obscurs et pénibles, avec le 3^e chasseurs, dans le Nord. Nous arrivâmes ensemble, le 20 décembre, par une nuit atroce de froid et d'épouvante, qui ne céda au jour que pour nous découvrir un effroyable charnier dans la boue. C'était notre premier contact avec les réalités de la guerre. Cette descente à Houlette, où nous buttions contre les cadavres, frôlant les ombres inconnues de ceux que nous allions relever, vivra éternellement dans ma mémoire : ce fut notre descente aux enfers. Et pourtant, au matin, nous étions allègres et heureux d'être enfin à cette pluce que nous avions, pendant trois mois, attendue dans le morne piétinement d'un dépôt.

Malgré sa santé fragile, Drouot, soucieux

du nom qu'il portait avait voulu servir. Je sais tout ce qu'il a physiquement souffert pour faire son devoir, pour se montrer digne de son aïeul le général de la Grande Armée, pour être digne aussi des grands desseins qu'il concevait. Il était de ceux sur qui on pouvait compter pour cette œuvre qu'après la guerre il faudra aussitôt entreprendre afin que demeurent toutes les vertus qu'elles a suscitées et qui doivent régénérer la France. Par ses fonctions, il se trouva être l'historiographe de notre glorieux bataillon. Puissions-nous lire, un jour, les pages qu'il rédigeait, dans la fièvre, le soir de tant de rudes combats : elles ne doivent pas rester anonymes, encore qu'il les ait écrites sans souci d'y paraître. Elles nous consolent de l'œuvre qu'il avait à peine commencée et elles auront pour dénouement sa fin magnifique.

Le soir du 9 mai, après cette attaque victorieuse, où le bataillon avait enlevé la position ennemie, le commandant Madelin l'avait choisi pour visiter avec lui la position conquise : « J'emmène Drouot », avait-il dit. « C'était un grand honneur, madame », écrivait notre ami en apprenant à la femme de son chef sa mort héroïque. Il était bien digne, on le voit, d'une telle distinction.

Il avait été proposé pour la médaille mili-

laire, et, comme cette proposition n'avait pas été suivie, il m'écrivait il y a quelques jours : « Pour la médaille, vous seul qui me connaissez bien, pourrez me comprendre : je suis heureux que la proposition ait été arrêtée au corps d'armée et transformée en citation. C'est bien plus discret, beaucoup plus mon genre et plus équitable. Songez à tout ce qu'il faudrait qu'on eût fait pour gagner la médaille. Je remercie Dieu du fond du cœur de m'avoir permis de faire ce que j'ai fait pour l'admirable et cher commandant Madelin. » Et il ajoutait, le pauvre grand : « Qu'il me continue sa protection, je le lui demande instamment pour maman. »

Hélas ! il a suivi son chef et l'a rejoint parmi les purs, parmi les plus nobles de qui le sacrifice vaut plus de mérites.

C'est avec un don parfait, j'en suis sûr, qu'il accomplit son sacrifice. S'il aimait la vie, d'une charmante ardeur, il en avait une vision sérieuse, tragique presque et qui s'accordait pleinement avec sa conception chrétienne. La douleur, voilà surtout ce qui le frappait dans les êtres et seul le grand mystère de la Providence lui semblait pouvoir en rendre compte. Ne m'avait-il point chargé de lui rapporter, en revenant au bataillon, l'admirable livre de Blanc de Saint-Bonnet sur la Douleur ?

Mon cher maître, je m'arrête, ayant exprimé si mal ce que je sens si bien. Je n'ai qu'une hâte : le venger à son tour et ce sera bientôt.

Quelle lettre, quels jeunes gens, et dans quelle région nous voilà-t-il pas transportés !

L'autre jour, je citais ici le testament spirituel de Fustel de Coulanges, ses *novissima verba* : « Le patriotisme exige que, si l'on ne pense pas comme les ancêtres, on respecte au moins ce qu'ils ont pensé. »

Le dirai-je, en retraçant cette phrase fameuse, dont je n'avais gardé qu'un souvenir vague, je me trouvai amèrement déçu. Elle me parut si pauvre, desséchée, presque vide ! Fustel respecte le catholicisme, dit-il, mais il semble, à l'entendre, n'y trouver aucune nourriture. C'est le respect pour une chose ancienne, morte, dont nos pères ont vécu, dont nous ne pourrions plus vivre nous-mêmes, et qui ne serait dorénavant pour nous qu'une relique non agissante.

Que cet état d'esprit ait été généreux et sain à une époque comme celle de Fustel, époque de démolition et de *désécration*, nous le proclamons, et c'est quelque chose d'être le gardien incroyant, mais fidèle, des murailles saintes. Toutefois, la fécondité d'une

telle pensée est bien restreinte. Nous avons déjà dépassé ce stade, nous qui éprouvons en face du catholicisme un sentiment infiniment plus vivant, plus ombré, plus riche, plus plein que cette formule du grand Fustel. Mais si vraie qu'elle fût, si réellement que nous l'eussions appuyée sur notre expérience propre, combien notre attitude d'avant la guerre, en face du monde invisible et des traditions humaines qui nous rattachent à lui, ne restait-elle pas timide, courte, incertaine, dès l'instant qu'on la rapproche de cette grande scène que vous avez bien remarquée, n'est-ce pas ? dans le texte que je vous ai fait lire. Deux jeunes soldats s'agenouillent sur la paille de leur chambrée pour prier selon les règles de l'Église, et s'associer de toute âme aux deux jeunes génies, Psichari et Péguy, morts religieusement pour la Patrie ! Cela nous emporte où le regard ne va pas. Ces jeunes gens, laissant loin derrière eux Fustel de Coulanges et nous-mêmes, ont trouvé dans la religion une force, un secours, leur vie même. Notez qu'il ne s'agit pas de ceux, d'ailleurs bonnes gens, qui, au moment de sortir de la tranchée, demanderaient une absolution. A ces Psichari, à ces Péguy, à ces Paul Drouot, la mort n'est rien : ils prient parce qu'il leur

est bon de prier, parce que leur nature profonde s'épanouit dans cette rencontre avec l'invisible.

Voilà des faits. Et de tels hommes sont nombreux. Je ne nomme que des morts. Mais plusieurs que je connais diront en me lisant : « Barrès pensait à moi. » Et beaucoup que je ne connais pas diront : « Il a deviné nos pensées. »

Ce sont là des choses dont nous avons à peine le droit de parler, et que pourtant nous devons dire. N'est-il pas bon de faire voir ce qu'il y a de douceur et de beauté mêlées à tout l'effroyable de cette guerre? Nous écartons les branches, et nous montrons la source.

P.-S. — Je reçois le télégramme suivant, un signe entre autres de l'émotion produite par le vote fâcheux de la Chambre sur la crémation obligatoire :

« Toulouse, 23 Juin.

» L'Œuvre toulousaine des tombes de nos héros morts au champ d'honneur vous remercie de votre magnifique article de ce jour et vous envoie la pétition des femmes françaises qu'elle adresse au Sénat et vous prie de la reproduire et de l'appuyer de toute votre haute autorité.

» Recevez, cher maître, l'expression de nos sentiments d'admiration et de reconnaissance.

Les présidents :

» Colonel PERROSSIER et Victor LESPINE. »

Je signale à la censure qu'il est inadmissible que la publication de mon article sur les *Enfants Sacrés* ayant été autorisée à Paris soit interdite en province (et dans le moment où la solution que nous avons préconisée est acceptée de tous et du Gouvernement).

XLIX

LA VIEILLE FEMME ET LES DEUX JEUNES GENS

25 Juin 1915

Au journaliste suédois qui vient d'écrire :
« *La France a pris, depuis le mois d'août 1914, une apparence quasi céleste aux yeux de l'univers.* »

M. B.

Je n'aime pas raconter cette histoire, me dit le Général, parce qu'à chaque fois, c'est bête, je pleure. Mais elle fait aimer la France... Il s'agit de deux enfants admirablement doués, pleins de cœur, pleins

d'esprit, et qu'aimaient tous ceux qui les rencontraient. Je les avais connus tout petits. Leur père c'est le général de Pouydraguin, un de nos plus brillants généraux.

Quand la guerre éclata, le plus jeune, François, venait d'être admis à Saint-Cyr. Il n'eut pas le temps d'y entrer, et, avec toute la promotion de la *Grande Revanche*, il fut immédiatement nommé sous-lieutenant. Vous pensez s'il rayonnait de joie ! Dix-neuf ans, l'épaulette et les batailles ! Son aîné, Jacques, un garçon de vingt et un ans, tout à fait remarquable de science et d'éloquence, travaillait encore à la Faculté de droit, dont il était lauréat. Je suis convaincu qu'il avait un avenir d'homme d'État. Lui aussi, il partit comme sous-lieutenant.

Les deux frères se retrouvèrent dans la même brigade de la division de fer, le plus jeune au 26^e de ligne et l'aîné au 37^e. Ils cantonnaient dans un village dévasté, et chaque jour joyeusement se retrouvaient, plaisant à tous et gagnant par leur jeunesse et leur amitié une sorte de popularité auprès des soldats.

Bientôt, on apprit que le régiment du Saint-Cyrien allait avoir à marcher, et que ce serait chaud. En cachette, Jacques s'en alla deman-

der au colonel la permission de prendre la place de son petit François, qu'il trouvait trop peu préparé pour une action qui s'annonçait rude.

Le colonel reconnut la générosité du sentiment qui guidait le jeune homme, mais coupa court en disant :

— On ne peut pas faire passer ainsi un officier d'un corps à un autre corps.

Le jour fixé pour l'attaque arriva. La première compagnie à laquelle appartenait François fut envoyée en tirailleurs pour ouvrir le combat. Elle fut fauchée. Une autre suivit. Et puis une autre encore. Leurs débris durent se replier en laissant sur le terrain leurs morts et une partie de leurs blessés. Le petit sous-lieutenant n'était pas de ceux qui revinrent.

Le surlendemain, nous reprîmes l'offensive. L'ainé, en marchant avec son régiment vers les tranchées allemandes, passa auprès du corps de son petit François tout criblé de balles. Un peu plus loin, il reçut une blessure à l'épaule. Son capitaine lui ordonna d'aller se faire panser. Il refusa, continua et fut tué d'une balle dans la tête.

Les corps furent ramassés et ramenés dans les ruines du village. Les sapeurs du 26^e dirent :

— On n'enterrera pas ce bon petit sous-lieutenant sans un cercueil. Nous allons lui en faire un.

Ils se mirent à scier et clouer.

Ceux du 37^e dirent alors :

— Il ne faut pas traiter différemment les deux frères. Nous allons, nous aussi, faire un cercueil pour notre lieutenant.

Au soir, on se préparait à les enterrer côte à côte, quand une vieille femme éleva la voix.

C'était une vieille si pauvre qu'elle avait obstinément refusé d'abandonner le village. « J'aime mieux mourir ici », avait-elle dit. On l'avait laissée. Elle gîtait misérablement dans sa cabane sur la paille et n'avait pas d'autre nourriture que celle que lui donnaient les soldats. Quand elle vit ces deux jeunes cadavres et les préparatifs, elle dit :

— Attendez un instant avant de les enfermer. Je vais chercher quelque chose.

Elle alla fouiller la paille sur laquelle elle couchait et en tira le drap qu'elle gardait pour sa sépulture. Et revenant :

— On n'enfermera pas, dit-elle, ces beaux garçons le visage contre des planches. Je veux les ensevelir.

Elle coupa la toile en deux et les mit cha-

eun dans leur suaire, puis elle leur posa un baiser sur le front en disant chaque fois :

— Pour ta mère, mon cher enfant.

Nous nous tîmes quand le Général eut ainsi parlé, et il n'était pas seul à avoir des larmes dans les yeux. Une prière d'amour se formait dans nos cœurs pour la France.

XLIX *bis*

POUR LES SOLDATS TUBERCULEUX

L'Administration veut-elle me permettre de lui exposer le cas d'un soldat, des régions envahies, atteint de tuberculose pulmonaire contractée au front et qui vient d'être réformé (réforme n^o 2). L'hôpital ne doit plus le garder : le voici dans la rue, sans domicile ni famille, puisqu'il appartient aux pays envahis, sans ressources personnelles, réformé dans des conditions qui ne lui assurent pas sa subsistance, et cependant incapable de travailler.

Que va-t-il devenir ? Dans quel coin de France se trouve le sanatorium où l'État compte recueillir ce malheureux et tous les autres dans son cas ?

L

UNE MATINÉE SUR LA COLLINE
DE NOTRE-DAME-DE-LORETTE

30 Juin 1915.

Je viens de visiter les champs de bataille au nord d'Arras, c'est-à-dire les positions de Notre-Dame-de-Lorette, d'Ablain-Saint-Nazaire, de Carency, et puis la ville d'Arras, et puis le Mont-Saint-Éloi. Je m'excuse de venir parler d'une manière si insuffisante des grandes choses et des gens admirables que j'ai vus. C'est puiser avec ses mains jointes dans un océan de beautés. Que les héros m'excusent...

Samedi, à neuf heures du matin, j'étais sur le plateau de Notre-Dame-de-Lorette, sur le fameux éperon, tant disputé, enfin conquis, et j'allais suivre le chemin sanglant poursuivi par nos troupes vers Ablain-Saint-Nazaire que nous occupons, et Souchez où nous nous battons encore.

Un peu après avoir salué et dépassé le cimetière de nos soldats, en m'approchant du bord de la falaise, à la corne du bois de Bouvigny, je vois à perte de vue la plaine de

Flandres, le pays des corons, Liévin, Lens, les usines qui fument au bénéfice des Allemands et qu'il faudra délivrer. Et sur nos têtes, dans le ciel, voilà les ballons captifs français et allemands, nos « saucisses » vigilantes et leur « *Dracken* » qui surveillent chacun leur horizon. Que l'Allemand voie notre petit rassemblement ou quelque mouvement insolite, aussitôt il préviendra ses batteries. Sans doute, il est peu probable que la « marmite » qu'elles enverront tombe sur le négligent qui s'est laissé voir ; mais, à cent mètres près, elle ira frapper des camarades. Longeons donc les buissons pour nous y confondre, comme le veut notre guide. Et surtout que j'aie grand soin de ne prendre aucune note qui, publiée dans ce journal, puisse compléter celles que, du matin au soir, le *Dracken* s'efforce de recueillir.

Ah ! ce n'est pas aisé de faire un compte rendu tout inoffensif d'une visite sur nos positions !...

Entrons dans le bois, glissons-nous dans le « boyau » qui nous mènera aux premières tranchées. Autour de nous, est-ce le désert ou l'animation guerrière, voilà ce que je ne puis vous dire. Autour de nous, c'est le printemps forestier, mais bombardé, mutilé, rempli du

tapage assourdissant des deux artilleries française, allemande, et sous les arbres flotte une terrible odeur de cadavre.

Ah ! cette odeur ! Ah ! cette boue ! Pauvres soldats ! Il y a bien des planches dans le fond de la tranchée, mais sur ces planches même le limon forme des épaisseurs d'où l'on retire difficilement à chaque pas sa chaussure, et parfois ce sont de profonds étangs. Qu'était-ce donc en hiver !

— Mes hommes, nous dit le Général qui nous accompagne, je m'agenouille devant eux. Ils sont sublimes. C'est à pleurer d'admiration. Il faut les retenir, tant ils prennent peu de précaution. A chaque instant, je leur ordonne de se ménager, de s'effacer, et par exemple, c'est le diable d'obtenir qu'ils suivent les boyaux de communication. « Bah ! mon Général, me disent-ils, nous sommes faits pour nous faire tuer ». Et je leur réponds : « Oui, c'est vrai, vous et moi. nous sommes faits pour nous faire tuer, mais à condition que ça serve à la France ». J'ai des territoriaux et des enfants de la classe 15. Chacun à sa manière est parfait. L'autre jour, dans l'attaque, tous les gradés étaient tombés. Un gosse de la classe 15 s'est élancé devant la compagnie en criant aux territoriaux : « En

avant, les petits papas ! » Heureusement, il n'a été que blessé. Il va être porté à l'ordre de l'armée.

Ainsi nous causons en cheminant, et, de temps à autre, nous croisons un blessé, un malade qu'on évacue vers le poste de secours, des cuisiniers qui apportent la soupe, des ambulanciers qui s'occupent « à l'assainissement », trois, quatre hommes promus à la garde d'un petit dépôt creusé à même dans la terre. A chacun d'eux, le chef pose une question, adresse un mot bienveillant et ferme. A notre tour, nous causons. La première curiosité, c'est de connaître la province d'origine. « D'où êtes-vous, mon camarade ? » Et quel plaisir si l'on retrouve un compatriote.

Je me sers à tort du mot plaisir ; je ne devrais employer que le mot émotion. Comment regarder sans s'émouvoir ces poilus dans leur tranchée, ces paysans déguisés en guerriers, nullement féroces, qui n'ont pas du tout le désir de manger tout cru le cœur et le foie des Boches, mais qui, après avoir tenu tout l'hiver, pieds gelés et mains engourdis, ont marché en avant avec une vaillance magnifique et qui concluent tous nos dialogues en répétant avec un bon sourire :

— Bien sûr qu'on finira par les avoir.

Maintenant, après une heure de marche, à mesure que nous approchons du point où fut la chapelle de Lorette, toute végétation a disparu. Le sol est un chaos d'entonnoirs et de terres bouleversées par les projectiles. Nous avons quitté le sommet de la colline pour la suivre à mi-pente au-dessus d'Ablain-Saint-Nazaire, dont nous dominons la vallée et les ruines.

— Tout à l'heure, là-haut, nous dit le Général, avez-vous remarqué dans l'une des tranchées que nous avons dépassées, un écriteau qui portait : « Chemin des Arabes » ? Cette appellation commémore un haut fait de nos troupes indigènes. Ablain-Saint-Nazaire était encore aux mains des Allemands. Une nuit, trois Arabes y sont allés en reconnaissance. Ils ont eu l'audace de s'introduire dans cette maison, dont vous voyez les ruines et qu'on appelait « le Château ». Ils s'y sont promenés dans l'obscurité et y ont trouvé une femme. « Toi, madame Française, venir avec nous. Bien meilleur chez les Français. » Et de l'emporter. L'un d'eux la tenait sous son bras, comme un gros paquet. Les Boches tiraient. Elle se débattait et pourtant lui disait à voix basse le chemin :

« Attention, l'Arbi. A gauche, je vous dis

à gauche. » Ils la déposèrent sans qu'elle eût aucun mal, au milieu de nos lignes.

Les histoires sont intéressantes, la campagne admirable sous ce grand soleil de midi. Impossible d'imaginer rien de plus enivrant pour l'esprit que cette longue promenade parmi ces terrains accidentés, à travers ces bouleversements et ces plis que le communiqué appelle « les côtes de melon » et qui sont formés par les sillons de l'eau s'écoulant du sommet. A chaque pas, le pied heurte des armes broyées, des projectiles parfois non éclatés ; on s'arrête devant les plus curieux abris aménagés avec des sacs de terre par les Prussiens ; et puis, il y a l'attrait de cette canonnade, le jeu de ces détours que nous faisons pour nous dérober à peu près à la surveillance du *Dracken*. Hélas ! on ne peut écarter l'image des braves gens qui versèrent leur sang sur ces pentes, et qui vont encore tomber tout auprès.

Voilà Souchez sous les fumées blanches de nos projectiles. Nous regardons quelques instants comme ils arrivent à brefs intervalles et éclatent bien régulièrement. Mais nous ne pousserons pas plus loin. Nous revenons un peu en arrière et, franchissant la rivière, nous entrons dans ce qui fut Ablain-Saint-Nazaire.

L'orage du combat y est partout visible. Sa longue rue bordée de murailles sans toit et demi-écroulées, ses fenêtres, ses portes bouchées par des sacs de terre, racontent l'atroce lutte où, jardin par jardin, maison par maison, cave par cave, sous un enfer de mitraille, puis à coups de grenades, nous prîmes le village.

On s'est exterminé dans tous ces clos paisibles d'où les populations ont entièrement disparu. D'heure en heure, les Allemands aiment d'y envoyer des marmites. Nous y circulons comme dans un désert. Mais voici qu'au milieu des ruines, une mélodie profonde s'échappe. Nous nous arrêtons plus brusquement qu'au sifflement d'une marmite. Puis-je en croire mes oreilles ! C'est bien un air charmant et savant de violoncelle appuyé par un piano. Nous nous dirigeons vers la cave d'où il se lève. Nous frappons. On ouvre. Et là, dans la nuit noire, c'est un groupe d'une vingtaine de soldats. Le concert s'arrête. Le violoncelliste se nomme : « André Bernardel, soldat de deuxième classe et premier prix du Conservatoire. » Il nous présente son accompagnateur : « M. Georges Ferre, pianiste. » Il s'excuse de son instrument qu'il a construit lui-même avec une boîte ayant contenu du

macaroni. Et tout de suite les deux artistes reprennent l'*Aria*, de Jean-Sébastien Bach.

La douceur de cette musique faisait-elle songer ces soldats aux bonheurs dont ils se privent ? Des ténèbres de cette cave surgissaient-elles, les figures magiques portées par chacun d'eux dans son âme ? Un tel auditoire n'a rien d'attendri, de rêveur, non plus que les graves harmonies du vieux maître. Ce concert dans les ruines et sous les projectiles me rappelle ces tableaux où le peintre, ayant retracé les hauts faits des guerriers, nous montre au-dessus leurs ombres heureuses dans les Champs-Élysées.

Ces jeunes Français que nous venions surprendre avaient saisi l'occasion de se transporter dans un royaume paisible et d'écouter, en vibrant à l'unisson du génie, les idées sublimes que la vie maintient assoupies et que les circonstances héroïques laissent monter à fleur des consciences. Je ne pouvais voir le visage d'aucun de ces auditeurs, car seule une petite lampe électrique de poche projetait une faible lueur sur la partition devant les deux virtuoses ; mais je suis sûr de l'émotion surnaturelle qu'ils éprouvaient. Certainement qu'un jour, quelque artiste de génie, peintre ou musicien, voudra s'emparer de cette scène et

nous rendre sensible tout ce que contenait cette chambre de musique dans les ruines d'Ablain.

LI

UNE VISITE A CARENCY

1^{er} Juillet 1915.

Je n'ai jamais vu des champs de coquelicots si nombreux que dans ces vallons de l'Artois tout retentissants des canonnades de la guerre et désolés par les ruines des villages. Quand j'essaie de me remémorer les tableaux militaires au milieu desquels je viens de me promener, ces coquelicots se posent au premier plan sous le soleil et puis je vois les bosquets à l'ombre desquels travaillent nos batteries, nos 75 aux coups répétés et rageurs, nos mortiers de 220 et de 270 et nos 120 longs.

Rien de plus gai, de plus brillant que ces groupes d'artillerie. Les hommes en bras de chemise font leur travail élégant ; le coup part ; on suit des yeux le projectile qui, après s'être balancé à la manière d'un navire, prend son grand vol et, comme un génie des airs, va majestueusement remplir au loin sa tra-

gique mission. Bonne chance, ami de la France ! Et déjà les joyeux artilleurs préparent un nouvel envoi.

Je continue ma route, je m'éloigne du sombre bosquet bien caché. Personne dans la campagne. Le Dracken peut espionner. Pas un groupement, pas une fumée. Et toujours dans la divine lumière, dans cette après-midi serene d'été, les coups profonds de leurs canons, nos coups plus allègres, le déchirement des projectiles et le gazouillis des oiseaux.

Mais soudain, je tombe sur un campement aussi bien dissimulé que nos batteries. Des huttes basses, des gens qui dorment sur la paille dans l'obscurité, d'autres qui lavent dans le frais ruisseau. C'est un village primitif, un groupe d'habitations comme nos plus lointains aïeux en formaient près des sources. Voilà nos amis. On cause, on retrouve toujours quelque connaissance commune, on emporte un bonjour à transmettre à Paris.

Et plus loin, ceux-ci, qu'est-ce donc ? Sous un petit bois, où des chevaux attachés tirent sur leur longe, des prisonniers allemands, tout jeunes, sont groupés autour d'un sous-officier de leur race et travaillent sous la haute surveillance d'un Noir à la figure vigoureuse et exténuée. Comme elle est prestigieuse,

cette haute figure énigmatique du Bambara, présidant avec autorité la corvée de ces enfants blonds !

Je me fais expliquer la vie de ces prisonniers, l'emploi de leur temps, leur état d'esprit. Ils s'attendaient sitôt pris à être mis à mort, et à mesure qu'ils sont traités avec plus de douceur, ils seraient tentés, paraît-il, de formuler des réclamations. Race dénuée de tact ! Voici un détail qui vient de m'être apporté de première main ;

— Les prisonniers français exerçant une profession libérale, au nombre de deux mille cinq cents, ont été tout spécialement retirés, par ordre supérieur, du camp d'Érfurt, pour être employés à défricher les marais.

Tout en méditant sur cette méchanceté, nous avons marché et nous arrivons aux grands entonnoirs, formés par des éclats de mine, qui marquent le point d'où notre attaque est partie sur Carency. Bientôt, j'atteins ce village fameux, le but même de notre excursion.

Carency ! C'est là qu'il y a bientôt neuf mois, les Allemands ont trouvé leur obstacle et leur limite. Vous connaissez l'histoire. C'était en octobre dernier. Maîtres du bassin houiller, ils voulaient s'établir sur les collines d'Artois. Ils venaient de saisir de haute lutte Notre-

Dame-de-Lorette, Souchez, Ablain-Saint-Nazaire. Dans la nuit du 5 au 6 octobre, ils prirent d'assaut Carency. Du moins, ils le prirent aux trois quarts. Sa dernière maison, dont je regarde les décombres, la brasserie de Carency leur échappa toujours.

Durant neuf mois, ce village de rien du tout est demeuré mi-français, mi-bavarois. On s'y fusillait sans pouvoir avancer d'un côté ni de l'autre. Est-ce ici ou bien à Neuville-Saint-Vaast que se place l'histoire de la vache internationale? Cette vache habitait au village où les Boches la trayaient; elle pâturait dans des prairies où les nôtres profitaient de son lait. Des correspondances homériques s'échangeaient entre les deux camps, attachées à la queue de la bête. Un obus en fit un beau jour la fin.

Quelle forteresse colossale, durant ces neuf mois, les Allemands organisèrent sur les hauteurs et les alentours de Notre-Dame-de-Lorette, sur ces positions extrêmes qui séparent l'Artois et les Flandres, les familles françaises en deuil depuis quatre semaines ne le savent que trop, et je complète là-dessus mes idées en visitant aujourd'hui, avec les héros de la bataille, le blockhaus souterrain de la Kommandantur, ces couloirs bétonnés

et blindés qui relie tout un groupe de caves sur lesquelles les maisons se sont écroulées. Ils étaient là-dedans, insensibles à la mitraille, attendant l'heure de notre assaut pour *resurgir* à la lumière. Quels obus à grande capacité d'explosifs ne faudrait-il pas pour fouiller de tels réduits et y anéantir la Bête ! Cependant nous avons percé, durant une demi-journée, ce front intangible allemand et tout au moins nous l'avons déplacé. A travers quelles péripéties de satisfaction et de déception ? Ce n'est pas à moi de compléter les récits officiels ; mais, ayant causé avec les grands chefs et avec les simples soldats, tous combattants, et sur les lieux mêmes, je puis vous dire les conclusions que je rapporte :

— Le monstre n'a pas épuisé son venin, son organisation matérielle est encore redoutable ; mais la supériorité du facteur humain s'affirme de jour en jour plus frappante à notre profit. Au contact, leur infanterie ne tient pas devant la nôtre. Ah ! s'ils n'avaient pas leur formidable artillerie à longue portée ! Ah ! si nous avions trop de munitions !

Je n'oublierai jamais les heures que j'ai passées à causer avec les soldats, paysans ou parigots, dans les friches bouleversées qui furent les jardins ou les vergers de Carency,

et sur un banc à l'ombre des ruines, tandis que se déroulait ce que le communiqué appelle une canonnade ininterrompue. Quelle beauté morale chez ces hommes, quelle abnégation toute simple, quelle parfaite bonté et quelle ignorance émouvante de leur propre grandeur ! J'admire nos officiers, à qui le général allemand commandant « la division de fer et de sang » (celle qu'on jette dans la mêlée de ces combats d'Arras pour répondre à nos plus ardentes offensives) vient de rendre cet hommage de dire : « Les officiers français courent en avant de leurs hommes, et cette bravoure excessive les a rendus presque populaires parmi les soldats allemands. » Mais je médite et je comprends de tout mon cœur ce que nos chefs précisément disent tous de leurs soldats, de l'homme des tranchées : « C'est à se mettre à genoux devant lui. »

A quand la fête des poilus ? La Serbie, le 75, le Secours National ont eu leur tour, les orphelins ne méritaient que trop d'être à l'ordre du jour. Il me paraît que la simple infanterie, la masse presque anonyme des braves gens, pas bien guerriers, pas bien féroces, pas bien certains de ce qu'ils ont à faire au juste, mérite de fixer, dans une journée d'éclat, l'attention de la France. A chaque

fois qu'on les rencontre, ces paysans déguisés en soldats, qui songent aux gens et aux choses de chez eux plus qu'à manger tout crus le cœur et le foie des Boches, qui tiennent sans une plainte et qui disent paisiblement « qu'on les aura », n'éprouvez-vous pas une sorte de révélation religieuse ? Comme ils se dévouent pour une cause qui dépasse chacun de nous ! Ils iront jusqu'au bout, tant qu'il faudra. Ils ont mariné six mois dans leurs tranchées boueuses, et l'on se demandait si une reprise d'offensive, un assaut, une contre-attaque les ferait « décoller » ; la démonstration fut faite : presque partout, ils sont sortis gaillardement et certains chantaient la *Marseillaise*. « Dès que la bataille s'engage, dit le même Allemand que nous venons de citer, nous voyons un certain nombre de soldats français partir en avant de leurs lignes afin d'entraîner ceux qui, moins courageux, hésitent à sortir de leur tranchée ». Chez tous, l'âme n'est pas également guerrière, mais tous ils veulent se mouvoir dans la bonne direction, celle de l'ennemi, et comme toute l'artillerie du monde ne dispenserait pas d'avoir une infanterie qui vienne au moins marquer les points, le « poilu » mérite bien que sa bonne volonté, qui touche souvent à l'héroïsme, soit célébrée

quelque jour d'une manière solennelle. Je demande « La fête du Poilu ».

LII

ARRAS SOUS LES OBUS

2 Juillet 1915.

Je sais combien de sujets importants je laisse de côté. Parfois c'est tout exprès. Saurais-je parler des intrigues politiques avec la modération nécessaire? Ne risquerais-je pas de les irriter encore en les étalant sous les yeux du public? La France a besoin de stabilité, de continuité. On a raison de renseigner et d'avertir ceux qui dirigent la Défense Nationale, ceux qui président au Salut public, mais qu'on le fasse toujours d'une manière qui leur rende plus aisée leur tâche et qui ne risque en rien de les troubler. Serrons-nous autour de nos chefs civils et militaires. Je ne sais pas qui vaudrait mieux qu'eux à cette heure, et je tiens que leurs fautes mêmes, s'ils en firent, leur ont donné une expérience qui manquerait d'abord à leurs successeurs.

Telle est la raison de notre silence systématique sur diverses questions politiques. La

tâche que nous nous sommes donnée est de verser, de notre mieux, dans la circulation, les images et les sentiments les plus propres à vivifier notre amour de l'armée et de la patrie.

Je suis allé passer quelques heures dans Arras. Avec méthode, les Allemands bombardent la ville. Depuis combien de temps ? Depuis le 6 octobre. C'est le général de Maud'huy qui sauva la ville et barra devant elle aux Prussiens le chemin de la mer, en même temps que le chemin de Paris. Au 26 octobre, il put prendre la contre-offensive (1).

Ce mois-ci, au cours de juin, une pluie d'obus simples, incendiaires, asphyxiants, s'est de nouveau abattue sur Arras. « Canonnade violente, canonnade intermittente. » Nous venons voir ce qu'il y a de positif sous cette expression un peu grisâtre que nous offrent régulièrement les communiqués.

Des ruines, de la solitude, un grand tapage d'artillerie. Notre hôte nous reçoit à la cave

(1) « ... Il est vrai que l'armée du général de Maud'huy a empêché dans l'ensemble l'ennemi de passer. Mais je vous demande de préciser que c'est le général Ménessier qui a sauvé Arras de l'invasion allemande, sans s'effrayer de ce qui se passait à sa droite ni à sa gauche, en maintenant la 39^e brigade en flèche à Blangy, ceci pendant des mois, en repoussant de violentes attaques de l'ennemi, du 2 au 5 octobre 1914, jusqu'au 30 octobre, puis en février sous le nom de combat de Blangy... » (Extrait d'une lettre.)

et tandis qu'il nous offre une tasse de thé se félicite vivement de son installation. Elle est sombre, humide, étroite, mais il a raison : le vrai luxe à cette heure dans Arras, c'est de n'être pas tué.

Nous partons en promenade. Voilà donc Arras, cette belle ville du bonheur calme ! Elle a perdu son bonheur et plutôt exagéré son calme. Plus un passant, de l'herbe entre les pavés et de la mousse sur les pavés. Le long des rues, à ras du trottoir, des sacs de terre bouchent les soupiraux des caves ; les maisons lugubres ont fermé tous leurs jours, pareilles à des mortes aux yeux clos.

Ruine à droite, ruine à gauche ; de deux en deux ruines pourtant, une maison subsiste. Voici même des magasins entr'ouverts, leurs volets prêts à être rapidement verrouillés. Mais à mieux regarder, les meilleures de ces maisons ont dans leur toit un obus.

Souvent la façade s'est écroulée du haut en bas, et d'un seul regard on voit la série des étages, les chambres éventrées, hideuses, montrant partout sur leurs tapisseries décollées les traces de la flamme et de la pluie. Une de ces maisons avait quatre salamandres en fonte superposées d'étage en étage, restées en place, collées à la cheminée, bien que les planchers

eussent disparu. Petites vies mesquines devenues des vies tragiques !

Les murailles écroulées découvrent des recoins, des bouts de cour, des ruelles inexpriables. Il y a tout un Moyen Age derrière les façades modernes de ces vieilles villes. Un peintre trouverait ici tous les vingt pas, un motif de tableau. Mais il aurait d'ailleurs plus envie de prendre un fusil qu'un pinceau.

Je suis abordé par un habitant. Il me dit qu'un de ses amis est devenu fou et qu'il connaît plusieurs personnes réduites au désespoir par la destruction de leur mobilier et de leurs habitudes. Sa conclusion, c'est qu'il faut tenir jusqu'au bout et se payer sur les Boches.

Naturellement le but de notre promenade, c'est le fameux hôtel de ville du xvi^e siècle, surmonté du plus haut beffroi de France. Hôtel de ville et beffroi sont par terre. La grande place et la petite place présentent d'immenses dégâts. Voilà ces nobles pensées des âges anciens anéanties !

Le décor des deux places est en loques, le beffroi fait un énorme tas de pierrailles. Toute cette grandeur et cette tranquillité, tout ce bel ordre sont devenus une colline de pierres éclatées et de ferrailles tordues.

L'immobilité de ce désastre par terre est effroyable. On souhaiterait que ces écroulements dormissent ainsi sous les yeux de nos petits-fils durant l'éternité. Ils enseigneraient ce qu'il en coûte de n'être pas toujours préparé à la guerre.

Sur ces vieilles places, les gamins et les filles continuent de jouer, de courir avec une verve et un entrain complets. Petites brebis sur qui le ciel tout d'un coup peut s'écrouler, mais dont l'âme demeure charmante de vivacité et de hardiesse.

— Attention ! les enfants, leur dit le Général avec qui nous nous promenons, au premier sifflement en l'air, jetez-vous dans les caves.

Ils répondent « Oui » d'un air entendu. Mais tant que l'obus n'arrive pas, c'est bien naturel, ils ne se représentent pas le péril. Ils partagent l'avis de leurs parents, et ne veulent à aucun prix partir. On doit si bien jouer à la cachette dans toutes ces demeures abandonnées !

Le Préfet et l'Évêque, qui sont l'un et l'autre des hommes admirables, restés fermement à leur poste, manquent d'autorité tout comme le Général, pour persuader aux derniers habitants d'Arras qu'il vaudrait mieux s'aller mettre à l'abri. « Partez ! » dit le Pré-

set ; « Partez ! » dit l'Évêque ; « Partez ! » reprend le Général, et quinze cents personnes autour d'eux demeurent dans la ville, étant toutes d'avis que c'est aux Prussiens de partir.

La ville comptait vingt-sept mille habitants. Elle en abrite encore quinze cents sous ses décombres. Les Allemands, désespérant de les y atteindre, s'appliquent spécialement à viser les ambulances. Ils ont réussi à mettre hors d'usage l'hôpital Saint-Jean ; ils viennent de frapper à la tête une religieuse auprès de ses blessés à l'ambulance du Saint-Sacrement. Leurs Taubes et leurs *Dracken* les guident avec zèle.

Je lève les yeux dans le ciel par-dessus ces ruines. Ce n'est pas pour y chercher les obus. Je cherche la divinité qui préside à ces grandes scènes, quelque haute figure qui exprimerait les sensations qui bourdonnent en moi. J'aurais besoin, pour le bon ordre du spectacle, qu'un dieu tutélaire flottât au-dessus de ces crimes qui ne servent à rien et se chargeât d'en prendre bonne note. Au reste, ce n'est pas la peine de s'attarder devant ces démolitions. Elles n'ont rien à nous apprendre, sinon : Arrangez-vous pour être les plus forts. Allons voir nos soldats !

Le temps que je pouvais passer à Arras, je

l'ai achevé dans les tranchées aux portes de la ville. Je crois que c'est là qu'on m'a raconté la belle histoire d'un soldat alsacien. Il se battait comme un lion ; le voilà blessé.

— Sergent, dit-il, je suis foutu, mais je suis encore bon pour faire barrage.

Ses camarades se mirent derrière lui et tirèrent.

En partant, et tandis que la voiture roule, je ne songe plus aux ruines d'Arras, à tant de pierres écroulées, je réfléchis à nos murailles vivantes, à nos soldats.

Il faut tout faire pour qu'ils aient en surabondance le matériel et les munitions qui assureront l'offensive, et en même temps tout faire pour organiser d'une façon humaine leurs tranchées s'ils ne peuvent, malgré leur vaillance, chasser l'ennemi avant cet hiver.

LIII

CE QUI FLOTTE SOUS LE CIEL DE LA BATAILLE

3 Juillet 1915.

Dimanche matin, j'étais sur le sommet du mont Saint-Éloi. On y embrasse un horizon plus étendu encore que du promontoire de

Lorette. C'est le meilleur observatoire pour suivre la bataille d'Arras et pour comprendre quelle formidable forteresse les Allemands ont aménagée sous terre ou à fleur de terre sur ces confins de l'Artois et des Flandres.

Deux hautes tours abbatiales que la guerre a trouvées à l'état de vieilles ruines et qu'elle a perfectionnées, dentelées, faites plus bizarres, montent du mont vers le ciel et servent de point de repère à dix lieues à la ronde. Tout autour de ce haut vestige, de charmantes maisons d'été achèvent de périr, comme des blessées de la bataille, au milieu de leurs ombrages déchiquetés par les projectiles. Nulle de ces propriétés ne songe plus à fermer ses clôtures. Nous nous promenons dans un vieux parc en écoutant les coups rageurs de notre 7^e et les larges grondements d'orage qui viennent des Allemands. Les beaux arbres, dont les feuilles ont l'air de dormir, nous font comme une protection aérienne. Quelle tranquillité voluptueuse par ce matin léger dans ce coin de la bataille !

Mais est-il possible que nous nous laissions distraire par un plaisir si banal et quotidien, quand à deux pas nous pouvons saisir un des plus grands spectacles qu'il soit donné de contempler ! Sortant du milieu des maisons

et des jardins, nous gagnons au sommet du mont un champ tout nu et d'un horizon immense. Il est criblé de trous de marmite où nous nous installons. Notre aimable guide nous nomme tour à tour ces villages fortifiés, dont chaque maison est elle-même une forteresse, ces vallées fermées par des tranchées savantes, ces collines où s'étagent les bastions, ces cheminements ménagés à travers l'immense paysage. Sur notre droite, dans la verdure, voici le village d'Écurie ; plus au sud, Arras, que ne domine plus son beffroi. A l'est, devant nous, ce bouquet d'arbres marque l'endroit où était la Targette. Derrière la Targette, ce sont les vestiges de Neuville-Saint-Vaast. En arrière encore, cette région labourée de blanc, sillonnée de petits chemins tracés dans la craie, c'est le fameux Labyrinthe ; ce village à l'horizon, Thélus, que nous avons à moitié détruit. Plus loin encore, la crête de Vimy. Sur notre gauche, au nord, sur cette bosse de terrain, voyez là les ouvrages blancs. Et, disséminés dans le grand ciel, distinguez-vous nos trois « saucisses » et leurs trois *Dracken* où veillent les officiers observateurs, tout prêts à diriger instantanément les feux de leur batterie sur l'objectif intéressant qu'ils reconnaîtront ?

On resterait des heures à regarder ce champ de bataille ; des heures, à écouter le récit de nos efforts splendides pour rompre les huit corps d'armée successivement amenés par les Allemands et pour gagner là-bas cette falaise de Vimy qui nous ouvrirait la plaine de Lens ; des heures, à voir çà et là dans la campagne, sous les abris que nos pièces ont su se ménager, les lieux du départ de nos projectiles, et puis, dans le lointain, le nuage de leur arrivée sur les ennemis. C'est une immense symphonie qui, phénomène étrange, inspire moins d'horreur pour ses abominations que de respect et d'admiration pour ces hommes qui savent mourir. Il semble qu'un mystère s'accomplisse sous nos yeux dans ce coin de la terre.

Je suis là dans un temple, dans un endroit sacré où se passe cette chose sublime, éternelle, le miracle par excellence, la rencontre entre la grande puissance invisible et l'homme chétif.

Ils ont vu le buisson ardent.

Et quand j'évoque cette grande image biblique, ce souvenir des visions catholiques, je ne veux pas dire que ces faveurs surnaturelles soient réservées aux seuls croyants. Quelle que soit leur attitude rationnelle et

raisonnée en face du mystère et des dogmes, quels que soient leurs préjugés, dès qu'ils entrent dans la zone héroïque, nos soldats se trouvent par ce fait même dans une zone religieuse. Un chrétien dira qu'il frémit au contact de son Dieu ; un autre, qu'il frémit seulement à la réalisation soudaine et saisissante de l'idée de patrie, mais devant les yeux des uns et des autres, il y a le jaillissement, l'évocation pressante d'une inconnue, d'une présence, d'une force qui est certainement une force morale et religieuse.

A ces hauteurs, Dieu, patrie, dévouement, sacrifice, oubli de soi-même, tous ces grands appels se rejoignent et se confondent. Et les théologiens eux-mêmes le sentent si bien qu'ils regardent cet acte de donner sa vie pour un idéal, de la donner avec élan, avec générosité, avec conscience, comme une sorte de sacrement, le sacrement de l'amour invincible.

Invincible ! Je me suis laissé entraîner par mes réflexions, par tout ce qui flotte sous le ciel de cette bataille, mais ma conclusion s'accorde avec celle où, dans le même moment, arrive le chef qui veut bien nous expliquer les opérations sur leur immense théâtre.

Comme il le dit en termes terre à terre et sublimes, en termes de discours de distribution de prix, mais qui brûlent toute leur banalité, qui se dépouillent de toutes leurs réminiscences par la pleine réalité des mots qu'ils employent : « Les troupes qui savent porter à un si haut point le courage physique et la grandeur morale, peuvent prétendre à tous les succès. »

TABLE DES MATIÈRES

NEUVIÈME PHASE

Chapitres.	Pages.
	LA BATAILLE D'ARTOIS . . . 1 (Du 9 Mai au 20 Juin.)
I	Le printemps de Lorraine (3 Mai 1915). 4
II	Une après-midi devant Metz (4 Mai 1915) 8
II bis	Sainte-Geneviève ne fut jamais occupée par les Allemands (Note de septembre 1914) . . . 19
III	L'air des créneaux sur la côte d'Amance (7 Mai 1915). . . 22
IV	<i>Colette Baudoche</i> . La Jeunesse en Alsace-Lorraine (8 Mai 1915). 35
V	André Lafon mort pour la France. — <i>In memoriam</i> (8 Mai 1915). 40
VI	Le culte de Jeanne d'Arc (10 Mai 1915). 41

Chapitres.		Pages.
VII	Le Rembêtant (12 Mai 1915). . .	50
VIII	Un paquet de lettres sur « le Rembêtant »	59
IX	La bataille d'Arras (13 Mai 1915)	71
X	Jeanne d'Arc et les jeunes filles de Paris. — <i>La Ligue des Patriotes</i> (14 Mai 1915). . .	77
XI	On demande des noms (15 Mai 1915).	86
XII	Le combat éternel de Jeanne d'Arc (17 Mai 1915)	92
XIII	Les villages en feu (18 Mai 1915)	100
XIII bis	Note sur les troupes qui prirent part à la défense du Couronné de Nancy. . . .	112
XIV	« La boue des tranchées efface toutes les boues » (19 Mai 1915)	116
XV	Notre accord est réglé avec les services de l'État. — <i>Les Invalides de la guerre</i> (20 Mai 1915).	125
XV bis	Marcel Lecomte, mort au champ d'honneur. — <i>In memoriam</i>	133
XVI	Lettre à Gabriele d'Annunzio (21 Mai 1915).	135
XVI bis	Une note sur les joyeux (21 Mai 1915).	138
XVII	Les trois avantages de l'intervention italienne (22 Mai 1915) .	140

Chapitres.	Pages.
—	—
XVIII 23 Mai 1915. L'Italie déclare la guerre à l'Autriche . . .	146
XIX Le pessimisme est mort (24 Mai 1915).	147
XX Le télégramme de Gabriele d'Annunzio	152
XXI Du mariage des deux nations un esprit survivra (25 Mai 1915).	153
XXII Nous armerons, dit l'Alle- magne, jusqu'à notre der- nier vieillard (26 Mai 1915). .	159
XXIII Le village dans la forêt (au col de la Chipotte (27 Mai 1915) .	162
XXIII bis Un paquet de lettres sur les combats du col de la Chi- potte (1 ^{er} Juin 1915)	172
XXIV Une journée messine à Paris (28 Mai 1915).	181
XXV « L'amitié des tranchées et l'amitié des écoles » (29 Mai 1915).	187
XXVI Ce que pensent de nous les Américains. — <i>Propagande à l'étranger</i> (31 Mai 1915) . .	196
XXVII L'enfant de l'Assistance publi- que (1 ^{er} Juin 1915).	208
XXVIII Le Musée de la bataille (2 Juin 1915).	215

Chapitres.		Pages.
XXVIII <i>bis</i>	La mère d'un soldat de la Chipotte nous écrit. — <i>In memoriam</i>	226
XXIX	Note sur les combats d'août-septembre 1914 à Ménil-Sainte-Barbe et dans les villages du col de la Chipotte.	228
XXX	Un témoignage sur la mort glorieuse de Guy de Cassagnac. — <i>In memoriam</i> (3 Juin 1915)	230
XXXI	Les veuves de la guerre. — <i>In memoriam</i> (4 Juin 1915).	241
XXXII	Au service de nos soldats. — <i>La Ligue des Patriotes</i> (5 Juin 1915).	248
XXXIII	L'amitié brésilienne pour les alliés. — <i>Propagande à l'étranger</i> (7 Juin 1915). . .	256
XXXIV	La conversion d'un catholique germanophile. — <i>Propagande à l'étranger</i> (8 Juin 1915)	267
XXXV	Ce que valent les communiqués français et allemands (9 Juin 1915)	277
XXXVI	Les enfants sacrés (10 Juin 1915)	283
XXXVII	Un signe distinctif pour les blessés de la guerre. — <i>Les Invalides de la guerre</i> (11 Juin 1915).	290

Chapitres.	Pages.
XXXVIII	Le seul rôle de cette Chambre, c'est de faire l'union (12 Juin 1915). 295
XXXIX	Strasbourg aux écoutes (14 Juin 1915) 299
XXXIX bis	La mort d'Alfred Gabriel, socialiste patriote. — <i>In memoriam</i> 306
XL	Il faut fédérer toutes les œuvres d'orphelins de la guerre (15 Juin 1915). 307
XLI	Le printemps qui surgit des ruines (16 Juin 1915). 311
XLI bis	Note sur la consécration de la grande tombe de Moyen au-dessus de Gerbéviller 317
XLII	Le livre d'or de la guerre à l'Assistance publique (17 Juin 1915) 321
XLIII	L'union est rétablie au bénéfice des orphelins sacrés (18 Juin 1915). 327
XLIV	Le dialogue des jeunes guerriers et du chef (19 Juin 1915) 332
XLV	Le respect des familles. (Contre la Chambre qui veut brûler les morts) (21 Juin 1915) 340
XLVI	Comment honorer les morts de la bataille. (Contre la Chambre qui veut brûler les morts (22 Juin 1915). 346

Chapitres.	Pages.
XLVII	Un soldat par delà la mort prononce l'éloge funèbre de son chef. — <i>In memoriam</i> (23 Juin 1915). 352
XLVII bis	Extraits de lettres pour compléter les physionomies du commandant Madelin et de Paul Drouot. 364
XLVIII	La Source. — <i>In memoriam</i> (24 Juin 1915) 370
XLIX	La vieille femme et les deux jeunes gens. — <i>In memoriam</i> (25 Juin 1915). 378
XLIX bis.	Pour les soldats tuberculeux. 382
L	Une matinée sur la colline de Notre - Dame - de - Lorette (30 Juin 1915). 383
LI	Une visite à Carency (1 ^{er} Juillet 1915). 391
LII	Arrès sous les obus (2 Juillet 1915). 398
LIII	Ce qui flotte sous le ciel de la bataille (3 Juillet 1915) . . . 404

1100
~~B27253~~

MAURICE BARRÈS
DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE
PRÉSIDENT DE LA LIGUE DES PATRIOTES

L'ÂME FRANÇAISE ET LA GUERRE

POUR LES MUTILÉS

201031
3/3/26

PARIS
ÉMILE-PAUL FRÈRES. ÉDITEURS
100, RUE DU FAUBOURG-SAINT-HONORÉ, 400
PLACE BEAUVAU

—
1917

ŒUVRES DE MAURICE BARRÈS

Collection à 3 fr. 50 c.

LE CULTE DU MOI

* SOUS L'ŒIL DES BARBARES	1 vol.
** UN HOMME LIBRE	—
*** LE JARDIN DE BÉRÉNICE	—

LE ROMAN DE L'ÉNERGIE NATIONALE

* LES DÉRACINÉS	1 vol.
** L'APPEL AU SOLDAT	—
*** LEURS FIGURES	—

LES BASTIONS DE L'EST

* AU SERVICE DE L'ALLEMAGNE	1 vol.
** COLETTE BAUDOCHÉ, histoire d'une jeune fille de Metz	—

L'ÂME FRANÇAISE ET LA GUERRE

* L'UNION SACRÉE (2 août-31 octobre 1914)	1 vol.
** LES SAINTS DE LA FRANCE (1 ^{er} novembre 1914-1 ^{er} janvier 1915)	—
*** LA CROIX DE GUERRE (2 janvier-11 mars 1915)	—
**** L'AMITIÉ DES TRANCHÉES (11 mars-9 mai 1915)	—
***** LES VOYAGES DE LORRAINE ET D'ARTOIS (9 mai-20 juin 1915)	—
***** POUR LES MUTILÉS (20 juin-2 septembre 1915)	—

L'ENNEMI DES LOIS	1 vol.
DU SANG, DE LA VOLUPTÉ ET DE LA MORT	—
AMORI ET DOLORI SACRUM (<i>La Mort de Venise</i>)	—
LES AMITIÉS FRANÇAISES	—
SCÈNES ET DOCTRINES DU NATIONALISME	—
LE VOYAGE DE SPARTE	—
GRECO OU LE SECRET DE TOULOUSE	—
LA COLLINE INSPIRÉE	—
HUIT JOURS CHEZ M. RENAN	—
LA GRANDE PITIÉ DES ÉGLISES DE FRANCE	—
LES FAMILLES SPIRITUELLES DE LA FRANCE	—

LES TRAITÉS ÉTERNELS DE LA FRANCE	Prix : 1 fr. 25
ADIEU A MORÉAS. Une brochure	Prix 1 fr. »
UN DISCOURS A METZ (15 août 1911). Une brochure	Prix 1 fr. »
DANS LE CLOAQUE	Prix 2 fr. »

Justification du tirage

N° 220

D
512
B35
1916
t. 6

DIXIÈME PHASE

ENTRE LA BATAILLE D'ARTOIS
ET LA BATAILLE DE CHAMPAGNE

(20 Juin-25 Septembre 1915.)

La période qui va du 20 juin au 25 septembre 1915 sépare deux grandes offensives françaises. Le 9 mai avait commencé la bataille de l'Artois ; le 20 juin, elle est arrêtée : elle avait donné tous ses résultats. Le commande-

(1) Il fallait qu'au long de cette série de recueils un de nos titres rappelât la campagne pour les mutilés et le mouvement d'où est sortie la *Fédération Nationale*, mais c'est un peu arbitrairement que notre choix s'est porté sur ce tome VI. Il n'est pas un des tomes précédents, à partir du 25 novembre 1914 (*Les Saints de la France*), qui ne contienne de nombreux articles sur les Invalides de la guerre.

Le lecteur que cette grande question préoccupe dans ses détails se reportera utilement au volume publié par la *Fédération Nationale d'Assistance aux Mutilés des Armées de Terre et de Mer*, avec la collaboration de MM. Frédéric Masson, Louis Barthou, Édouard Herriot, Paul Souchon, Hébrard de Villeneuve, Charles Chenu, Louis Aucoc, et qu'il trouvera au siège de l'Œuvre, au 63 des Champs-Élysées.

ment juge opportun de porter ailleurs son effort et prépare dès lors l'offensive qui, fin septembre, se déclenchera en Champagne, en même temps qu'une autre offensive en Artois.

Dans cette phase intermédiaire, les événements militaires, s'ils ne sont pas de grande envergure, sont cependant continus. La lutte diminue en Artois mais ne cesse que peu à peu. En Argonne, l'armée du Kronprinz attaque violemment au commencement de juillet. Entre le Four de Paris et le Bois de la Grurie, elle lance le 1^{er} juillet une action importante avec des effectifs de près de cinquante mille hommes et n'aboutit qu'à en faire mettre dix mille hors de combat. Elle recommence au début de septembre, sans plus de succès. Mais ce secteur de l'Argonne demeurera assez mouvementé jusqu'au moment où, en février 1916, l'Allemagne tentera la grande offensive de Verdun un de ses plus grands échecs.

C'est dans la région des Vosges que les troupes françaises entreprennent diverses actions plus ou moins heureuses. Du 15 au 22 juin, dans la vallée de la Fecht méridionale, commence une série d'opérations qui rendent nos troupes maîtresses de Metzeral et de Sondernach. Au sud de cette région, une autre opération nous donne après une lutte héroïque le sommet de

l'Hilsenfirst. Puis le 8 et le 9 juillet nous progressons au cours d'un brillant assaut dans la région du Ban de Sapt et nous nous emparons de la hauteur de la Fontenelle. Enfin du 20 au 26 juillet, une série d'actions énergiques nous permettent de nous installer sur les positions dominantes du massif du Linge, que nous gardons en majeure partie malgré de violents retours offensifs de l'ennemi. Les troupes allemandes tentaient en effet le 4 et le 5 août un grand effort pour reprendre la position qui leur échappait et ne regagnaient que quelques tranchées. Elles échouaient encore le 8 et le 9, et du sommet de Schratzmannle, nos chasseurs apercevaient la vallée de Munster, la plaine d'Alsace et Colmar.

Sur les autres fronts, des événements importants se passaient. L'Italie, entrée en guerre au mois de mai 1915, prenait une brillante offensive sur l'Isonzo et sur le Carso. Les Russes, attaqués au moment où ils n'étaient pas en possession de leur matériel, opéraient une retraite qui sauvait l'intégrité de leur armée, mais les menait sur le front de Riga à Tarnopol. Les troupes franco-anglaises luttaienl contre les Turcs aux Dardanelles, tandis que les Russes les attaquaient dans le Caucase et que les Anglais en Mésopotamie avançaient jusqu'à Kut-el-

Amara. Mais la situation orientale était à la veille d'être grandement compliquée par l'intervention bulgare.

Le 21 septembre, à la suite d'un accord avec les Turcs, les Bulgares commençaient leur mobilisation, et Venizelos demandait aux Alliés de débarquer une armée pour permettre à la Grèce de remplir ses engagements envers la Serbie.

C'est dans ces circonstances que le commandement décida de retenir les forces allemandes sur le front occidental par l'attaque de grande envergure qui eut lieu en Champagne et commença le 25 septembre 1915.

I

OÙ NOUS EN SOMMES

Les Invalides de la guerre.

5 Juillet 1915.

Voulez-vous que nous parlions des Mutilés de la guerre?...

Les mutilés ! Ce n'est pas le mot qui convient, dit Édouard Herriot. Il ne veut pas que l'on dise jamais : Soldats mutilés, soldats amputés. A son avis, « notre premier devoir envers un blessé de la guerre, c'est de ne pas l'affubler d'un mot qui pourrait être pour lui dans l'avenir, l'occasion d'une gêne et d'une souffrance. Ceux qui ont soigné des soldats savent que chez eux le moral est beaucoup plus délicat que le physique. Ne disons donc jamais, je vous en supplie : les mutilés. L'école que j'ai fondée à Lyon, je l'appelle : École professionnelle de Blessés »... Ainsi s'exprime Édouard Herriot, l'un des six présidents de notre Fédération, et je comprends sa délicatesse. Mais je parle de mutilés pour que l'on sache de quelle classe de blessés nous allons traiter et que l'on m'entende exactement dans cette suite d'arti-

cles où je voudrais donner aux lecteurs le plus grand nombre possible de précisions.

Au reste, à cette heure, quand il s'agit d'un fait de guerre, la mutilation est une gloire. L'autre jour, un officier qui entrait dans le Métro aperçut deux soldats, l'un privé d'une jambe, l'autre privé d'un bras. Il leur fit un large salut prolongé et les deux héros rougirent de plaisir. Cette petite scène à laquelle j'assistais complète le propos, que j'ai déjà rapporté, d'un chef me disant sur le plateau de Notre-Dame-de-Lorette : « Nos hommes, c'est à se mettre à genoux devant eux ! » Elle devrait nous servir de leçon. Tous, nous devrions, à chaque rencontre dans la rue, tirer notre coup de chapeau aux invalides de la guerre. Aujourd'hui et demain, car l'effet de leur héroïsme qui sauve la France ne va pas s'épuiser en un jour. Mais demain, me dites-vous, comment les reconnâtrons-nous quand ils seront rentrés dans la vie civile ?

C'est pour parer aux odieuses négligences dont ils peuvent être victimes, c'est pour éviter qu'ils ne soient demain confondus avec les victimes d'un accident banal, que je demande depuis si longtemps (1) qu'ils

(1) Voir cette campagne dans *la Croix de Guerre*, à la date du 2 mars 1915 (article intitulé : Appel aux bourses et plus

reçoivent un insigne servant de certificat d'origine à leur invalidité. C'est une idée maintenant chère à tout le monde. Henri Lavedan en a fait de bien beaux articles. Mon collègue, M. Prat, député de Versailles, m'en écrivait, ces jours-ci. A la Chambre, au hasard d'une rencontre dans les couloirs, tous les amis immédiats de la Ligue des Patriotes, et puis Landry, Bouge, bien d'autres, me disent : « Où en êtes-vous de cette excellente campagne, que tous, nous sommes prêts à appuyer? »

Ces jours-ci, je viens encore d'écrire à Millerand. Il me répond que ce sont là des suggestions qui l'intéressent. Je ne doute pas de son consentement, mais je suis impatient de faire plaisir à tant de braves gens...

.... Ami lecteur, ai-je l'air de m'égarer ? Non pas, je sais très bien où je vais. Ces observations, placées au seuil de ces articles,

encore aux cœurs, p. 383); dans *l'Amitié des Tranchées*, à la date du 29 mars 1915 (article intitulé : Un ruban devrait désigner les invalides de la guerre); et dans *les Voyages de Lorraine et d'Artois*. Nous avons commencé à poursuivre cette réalisation dès le moment où nous avons fait triompher l'idée de la Croix de guerre. Et tandis que je corrige les épreuves de ce volume, au début de 1917, le général Lyautey, qui arrive au ministère, vient d'achever de régler la question de l'insigne spécial (un ruban avec une étoile émaillée rouge vif) attribué aux « blessés de guerre et aux militaires retraités, mis hors cadre ou réformés pour maladies contractées ou aggravées dans le service ».

nous aident à rétablir cette atmosphère de respect et de gratitude au milieu de laquelle nous tous, souscripteurs de la Fédération, nous avons entrepris de servir ceux qui ont souffert pour nous.

Il ne nous paraissait pas suffisant que l'État remplit envers les invalides de la guerre ses devoirs et ses engagements. L'État demeure nécessairement une administration un peu froide, mécanique, et nous voulions nous donner la joie d'apporter un complément d'amitié et de bons offices à ceux pour qui l'on n'en fera jamais assez. Il nous apparaissait qu'un premier résultat de notre appel serait de rappeler à chacun quels sentiments nous devons éprouver pour les martyrs du patriotisme. Dans notre esprit, notre œuvre devait agir non seulement par son action propre, mais par le stimulant qu'elle donnerait à l'opinion publique, aux services de l'État et à d'autres initiatives privées que le plus heureux zèle ne manquerait pas de mettre en marche à notre suite.

Nous ne nous sommes pas trompés. De toutes parts le plus magnifique élan a justifié nos prévisions. L'État a créé les services de l'hôpital militaire de Saint-Maurice, où le médecin-major Allard et le docteur Bourillon

s'occupent sagement et pratiquement de la rééducation fonctionnelle; des œuvres nombreuses et utiles, dont nous aurons à parler, ont commencé à se préoccuper, à Paris et en province, d'aider les blessés diminués par la guerre à se refaire une vie et à retrouver du travail; enfin une magnifique souscription se développe depuis des mois sous les yeux et par les soins de nos lecteurs.

Nous allons arriver à quatorze cent mille francs. C'est une somme. Que faisons-nous de ce trésor?

La question est précise. J'y veux répondre avec une pareille précision. Et du même coup je donnerai satisfaction à ceux qui me disent :

— Je m'intéresse à un soldat amputé. Que dois-je faire? A qui puis-je m'adresser? Exactement, qu'est-ce que la *Fédération des Mutilés* peut faire immédiatement pour un invalide de la guerre?

Ces clartés que je viens offrir à mes généreux lecteurs sont le fruit d'une expérience qui m'a coûté, ma foi, bien des peines... Voulez-vous que je vous le dise en passant, nous ne faisons pas un mauvais apprentissage dans nos « œuvres » de toutes sortes. En dehors des soulagements positifs qu'elles nous permettent d'apporter à des misères et à des

souffrances, elles nous dressent au grand art indispensable de l'organisation.

Ce ne fut pas trop d'un ancien président du Conseil comme Louis Barthou, président du Comité de Paris, d'un professeur à la Faculté de droit comme M. Souchon, qui est notre secrétaire général, et de conseils comme MM. Charles Chenu et Hébrard de Villeneuve, pour arriver à mettre au point les trois services que nous voulions créer et qu'il fallait bien engrener de quelque manière avec ceux de l'État.

Je prends un exemple :

Notre rôle n'est pas de donner des appareils à tous les mutilés. Nulle œuvre privée n'y pourrait suffire. Nulle souscription ne saurait amasser ce qu'il faudrait d'argent. D'ailleurs, la question ne se pose pas. L'État, tout aussi bien qu'il doit une pension aux blessés de la guerre, leur doit un appareil. C'est son devoir strict, qu'il entend remplir. Il se propose de fournir un appareil simple à chacun des mutilés et nous, nous voulons fournir ce qu'il ne donne pas. Il donne des appareils fabriqués par séries. Il peut plus difficilement faire face à des besoins spéciaux. En conséquence, notre rôle est d'intervenir quand un métier déterminé nécessite un appareillage sortant de l'ordinaire.

Rien de plus simple semble-t-il. Eh bien ! pour vous donner une idée des difficultés que nous avons rencontrées, sachez que l'État a décidé de réquisitionner toute la production des membres artificiels. Pourquoi ? Pour nous gêner, pour nous annihiler ? Oh ! non, certes. Seulement il s'est aperçu que les ouvriers sont à l'armée, et qu'on ne peut pas compter beaucoup sur l'apport des pays neutres, sollicités de toutes parts. Alors, il a pris ce moyen radical : il a déclaré qu'il se réservait toute la fabrication française et toutes les importations.

Dans de pareilles conditions, avec tout notre argent, nous allions ne plus rien pouvoir faire construire pour les amputés, et tous eussent été réduits aux seuls membres fabriqués par séries. Nous avons négocié.

Quand on est patient, quand on a raison et quand on s'entoure de tous les puissants de ce monde, il arrive que des conversations engagées avec l'administration aboutissent d'une manière satisfaisante.

Nous nous sommes entendus avec le Ministre de la Guerre, avec celui de l'Intérieur et avec le Service de Santé. Voici, sur le point que je vise, quelques lignes bien nettes du Ministre :

Le Département de la Guerre donnera toute facilité à la Fédération Nationale des Mutilés des Armées de terre et de mer pour lui permettre de se procurer dans le commerce les appareils d'exception et les appareils professionnels dont elle se réservera de pourvoir certains mutilés. Ces derniers seront appareillés en vue de leur rééducation professionnelle par la Fédération, en dehors du concours de l'État.

Le département de la Guerre restera chargé de la fourniture des appareils de nécessité indispensable aux mutilés pour la reprise de leur vie sociale.

Des facilités seront données à la Fédération Nationale d'assistance aux Mutilés en vue de rechercher, à la Maison-Blanche, les mutilés qu'elle destine à une rééducation professionnelle déterminée.

Cet accord et, en quelque sorte, ce statut, nous permet de remplir, quant aux appareils, le programme que nous nous sommes dès le début proposé. En somme, au cours de nos négociations, nous avons rencontré auprès du Ministre et du Service sanitaire une bienveillance à laquelle je tiens à rendre hommage.

Les difficultés sont surmontées; nous fonctionnons, nous rendons des services.

Dans quelles conditions? C'est ce que je vais dire en deux ou trois articles. Nos souscripteurs et tous les amis des blessés seront bien aises d'avoir des précisions détaillées, et je crois qu'ils seront contents des méthodes auxquelles, après tâtonnements, nous nous sommes arrêtés, pour envoyer les mutilés dans des ateliers spéciaux de rééducation ; pour leur assurer les subsides nécessaires afin qu'ils vivent convenablement jusqu'au jour où ils pourront gagner un salaire normal ; pour leur fournir les appareils spéciaux, selon leur genre de travail et d'infirmité ; enfin, pour assurer leur placement.

Ces renseignements, je crois que je ferai bien de les distribuer dans deux articles distincts répondant à ces deux questions : *Comment nous employons notre trésor*, et puis : *Ce qu'il faut faire si l'on s'intéresse à un mutilé*. Et ces deux articles, il sera utile que je les fasse suivre, en guise de conclusion, d'un *Appel pour la constitution des Comités de province*.

P.-S. — La Chambre a fait droit à la plainte qui m'était parvenue de divers côtés et que j'avais enregistrée sous forme de question à l'administration.

Un soldat des régions envahies est atteint de tuberculose pulmonaire contractée au front. Il est réformé (réforme n° 2). L'hôpital ne doit plus le garder : le voici dans la rue, sans domicile ni famille, puisqu'il appartient aux pays envahis, sans ressources personnelles, réformé dans des conditions qui ne lui assurent pas sa subsistance, et cependant incapable de travailler.

Que va-t-il devenir ? Dans quel coin de France se trouve le sanatorium où l'État compte recueillir ce malheureux et tous les autres dans son cas ?

Il vient d'être ouvert au Ministère de l'Intérieur un crédit de deux millions pour « assistance aux militaires en instance de réforme ou réformés pour tuberculose ». C'est un premier pas.

II

COMMENT NOUS EMPLOYONS NOTRE TRÉSOR

Les Invalides de la guerre

6 Juillet 1915.

L'État servira une pension aux mutilés de la guerre. C'est bien, mais c'est insuffisant. Si élevée que cette pension doive être, il faut nous efforcer que les grands blessés, environnés des sympathies de tous, rentrent dans la vie et retrouvent un travail rémunéré qui, en complétant leurs ressources, les empêche de se croire exclus de la vie normale.

En les mettant à même d'exercer un métier, nous les servons matériellement et *morale-ment*.

Laissez-moi emprunter un dur paragraphe au docteur Borne, qui a fait sa spécialité de ces questions de rééducation et de réadaptation au travail :

La loi de 1898 sur les accidents du travail dans l'industrie, complétée par celle de 1905, assure à l'ouvrier ou à l'employé blessé le demi-salaire pendant la maladie, les soins médicaux et pharmaceutiques et une rente proportionnelle à son infirmité. Cette loi marque un progrès important dans l'évolution sociale ouvrière, mais *elle reste incomplète, car elle abandonne le travailleur avec sa mutilation. Un troisième paragraphe eût été nécessaire qui permit à l'estropié la rééducation au travail dans le même métier ou l'apprentissage d'une nouvelle profession.*

Que se passe-t-il la plupart du temps ? Livré à lui-même avec son infirmité, l'ouvrier ne fera rien pour se rééduquer au travail ou reprendre un nouveau métier. Il perdra le goût et l'habitude du labeur, il deviendra un malhabile, tombera dans l'oisiveté, finira souvent dans l'ivrognerie.

Ces vues me paraissent bien sombres et j'ai peine à croire qu'elles soient exactes en ce qui concerne des héros chez qui nous constatons dans les ambulances une si grande force de caractère ; mais enfin ce sont les résultats de son expérience que nous donne le docteur Borne et nous n'avons pas besoin

qu'il ait complètement raison pour nous préoccuper de mettre les invalides à même d'apprendre ou de retrouver un métier honorable.

La *Fédération* est dès maintenant en mesure de servir tous les mutilés qui veulent apprendre un métier approprié à leur situation. Qu'ils s'adressent à notre bureau, au 63, des Champs-Élysées. Nous leur ouvrons des ateliers de rééducation : les métiers de ferblantier, de mécanicien, de cordonnier-bourrelier, de tailleur, etc., leur sont enseignés rue des Épinettes, à Paris, dans la maison que dirige M. Kula, dont les qualités de science et de cœur sont universellement appréciées.

Naturellement, la *Fédération* ne s'est pas préoccupée que des industries que je viens d'énumérer ; elle a pensé aux invalides désireux de se livrer à des travaux d'écriture et de comptabilité. A cet effet, elle a conclu les ententes utiles. Elle est à même d'écouter et de satisfaire les divers désirs de travail que lui exprimeraient ses visiteurs. Elle se prête à les placer selon leurs besoins dans les ateliers choisis par notre Comité où siègent, on le sait, les représentants des Syndicats patronaux et ouvriers.

Et voici l'essentiel : l'amputé reçoit pendant la durée de son apprentissage une allocation de 3 fr. 50 c. par jour qui lui est fournie par notre caisse.

Ainsi, dès le premier jour où il s'adresse à notre Fédération et lui fait savoir quel métier il désire apprendre, nous assurons des moyens d'existence à l'invalidé et nous les lui maintenons jusqu'à ce qu'il sache son métier et que nous lui trouvions une place normale.

Beaucoup de mutilés ont leur domicile à Paris et y vivent en famille. L'allocation de 3 fr. 50 c. par jour que leur accorde la Fédération et qui vient s'ajouter à l'allocation de 1 fr. 70 c. versée par l'État, leur permet de subvenir à leurs besoins : mais il en est un grand nombre qui n'ont pas de famille autour d'eux et qui se trouvent isolés dans la grande ville. Pour ceux-là, nous sommes sur le point d'ouvrir un établissement où ils seront entièrement hospitalisés et, par contre, ne recevront pas notre allocation journalière. C'est à eux de décider en causant avec nous s'ils préfèrent être hospitalisés ou toucher leur allocation.

Ce premier point de l'apprentissage traité, je passe à la question des appareils.

Notre désir était de fournir le plus vite

possible des appareils à tous les mutilés qui se seraient adressés à nous. Il y eût fallu de nombreux millions. Et d'ailleurs l'État s'est interposé.

L'État considérant, à juste titre, j'en conviens, qu'il avait une obligation vis-à-vis des mutilés de la guerre, a réclamé son privilège. Il a décidé de réquisitionner non seulement les appareils fabriqués en France, mais encore ceux qui pourraient venir de l'étranger.

Si cette décision avait été appliquée à la lettre, la Fédération se trouvait dans l'impossibilité de procurer aucun appareil. Mais nous avons causé avec le ministre de la Guerre, et nous avons abouti à l'accord que j'ai publié hier et que je remets sous les yeux des intéressés :

Le département de la Guerre restera chargé de la fourniture des appareils de nécessité indispensable aux mutilés pour la reprise de leur vie sociale...

Et puis encore :

Le département de la Guerre donnera toute facilité à la Fédération Nationale des Mutilés des Armées de terre et de mer pour lui permettre de se procurer dans le commerce les appareils d'exception et les appareils profes-

sionnels dont elle se réservera de pourvoir certains mutilés. Ces derniers seront appareillés en vue de leur rééducation professionnelle par la Fédération en dehors du concours de l'État.

Ce texte délimite notre rôle en nous accordant le droit de faire fabriquer le nécessaire pour tous les mutilés dont la profession exigera un appareil de prothèse spéciale.

Voici donc, très clairement posé, le principe auquel il faudra toujours revenir :

La rééducation professionnelle dont nous nous chargeons comporte dans la plupart des cas la remise d'un appareil professionnel permettant au blessé d'exercer le métier qu'il aura appris. Ce don sera notre affaire. C'est à ceux qui doivent être appareillés en vue d'une rééducation professionnelle déterminée que nous devons, de par la volonté de l'État, réserver tous nos appareils.

Me suis-je bien fait comprendre des grands blessés et de leurs amis? Je reviendrai sur ces questions, autant qu'il paraîtra nécessaire, et nous sommes prêts d'ailleurs, à profiter de toutes les leçons de l'expérience.

Demain, j'essayerai de tracer un guide du mutilé et de dire à mes lecteurs : *Ce qu'il faut faire si l'on s'intéresse à un mutilé. Au-*

jourd'hui, je voulais indiquer comment nous gérons leur trésor, constitué entre nos mains par leurs amis.

Le problème qui se posait devant nous était de compléter ce que l'État fait pour les grands blessés. L'État entend leur fournir à tous un appareil simple, essentiel, construit par série. Nous n'avons donc pas à le leur fournir : ils l'ont par ailleurs, et du reste l'État ne nous permet pas de nous le procurer. Nous nous mettons à leur disposition pour leur faciliter l'apprentissage d'une profession compatible avec leur invalidité. Cet apprentissage se fait à nos frais, et tant qu'il dure, nous assurons à l'apprenti une allocation quotidienne. En même temps, notre service médical examine s'il y a lieu de lui fournir un appareil de prothèse perfectionné, pour lui permettre d'exercer sa profession, et c'est muni de cet appareil que nous l'assistons dans la recherche d'un emploi.

Voilà ce que nous faisons au Comité de Paris et qui peut servir de modèle. Nous insisterons dans un prochain article sur la nécessité de multiplier les Comités en province, et nous sommes sûrs que de toutes les régions on voudra bien répondre à notre appel.

Pour aujourd'hui, nous allons conclure en répétant, ce qui saute aux yeux, mais sur quoi cependant (l'expérience nous l'a appris), il est nécessaire d'insister : Notre apport ne peut avoir en aucune façon pour conséquence d'atténuer le devoir de la patrie envers celui qui a perdu une partie de sa force de travail. Le droit du mutilé vis-à-vis de l'État, représentant de la collectivité nationale, demeure imprescriptible et sacré. Le trésor constitué par la générosité de nos souscripteurs et que gère la Fédération nationale est une ressource supplémentaire, un complément qui nous permettra de faire d'autant plus de bien qu'il sera plus considérable et que chacun, par ses sages avis, conseillera mieux notre bonne volonté.

P.-S. — Sur la proposition de notre ami Le Menuet, secrétaire général de la *Ligue des Patriotes*, appuyée par un rapport de Paul Virot, le Conseil municipal de Paris a voté quatre mille francs « pour envoyer des prix aux élèves des écoles primaires et des cours d'adultes des cercles de Dannemarie et de Thann ». On applaudira unanimement cette initiative.

III

CE QU'IL FAUT FAIRE
SI L'ON S'INTÉRESSE A UN MUTILÉ*Les Invalides de la guerre.*

7 Juillet 1915.

Hier, je me suis arrangé pour terminer mon travail avant cinq heures, afin de pouvoir assister à la réunion du Comité de Paris. En me rendant au 63 des Champs-Élysées, je me faisais quelques scrupules :

— C'est un peu imprudent, me disais-je, d'avoir donné mon article à l'imprimerie avant de connaître les résultats du Conseil que nous allons tenir, car enfin il se pourrait que l'on prît des décisions en désaccord avec quelques-unes des vues que j'expose...

Mais non, ces vues, une fois de plus, le Comité les a approuvées. Elles sortaient de ses précédentes délibérations, mais elles prennent de notre séance d'hier un surcroît d'autorité. Hier, nous étions en nombre. Barthou présidait, assisté de Frédéric Masson, de Chenu, d'Henry Simond. Six délégués ouvriers, représentants officiels de leurs Syndicats, étaient

venus pour la première fois prendre place dans notre Comité. Ils y furent accueillis avec une vive sympathie. Vous donnerai-je leurs noms? MM. Bès, délégué mécanicien; Bride, papetier-relieur; Chevallier, délégué mécanicien; Couergou, délégué ferblantier; Prost, délégué mécanicien; Vignaud, tailleur.

Joignez à ces messieurs, M. Keufer, le président du Syndicat ouvrier des Industries du Livre, qui, on le sait déjà, est l'un de nos vice-présidents.

La présence des délégués ouvriers, à côté des représentants autorisés du patronat, est une belle réalité de fraternité française et une grande sécurité morale pour nous tous. Dans une œuvre qui poursuit l'intérêt général le plus élevé, il faut que tous les Français de toutes les opinions se tendent la main. Et puis, pourquoi le cacher, on a craint dans certains milieux qu'il pût se rencontrer des industriels qui fissent appel à des mutilés pour leur donner des salaires inférieurs; on a craint que la rééducation des mutilés n'aboutît à l'abaissement des salaires.

— Eh bien! nous a dit aux applaudissements de tous, M. Kula, qui dirige nos ateliers des Épinettes, je demande que les Syndicats contrôlent de quelle manière je conduis

l'apprentissage des soldats. Que les Syndicats viennent voir ce qui se passe chez moi. Leurs conseils seront les bienvenus.

M. Barthou de reprendre :

— Si nous nous trompions, ce serait de bonne foi. Délégués des Syndicats, venez nous aider. Vous êtes des nôtres ; délibérez et contrôlez avec nous...

Notre entente a été parfaite. Dans ces conditions, la méthode qui a été adoptée a bien des chances d'être excellente. Vraiment, pour l'élaborer nous nous sommes donné beaucoup de mal. C'est si difficile de bien organiser ! Mais vous verrez que de tous les côtés on va adopter notre système. Je vous l'ai exposé hier à peu près complètement. J'y vais tout de même revenir un peu. Ce n'est pas inutile de se répéter. Tant de fois, de tous les côtés, on m'a dit et écrit :

— Je m'intéresse à un mutilé ; que puis-je faire pour lui ?

Ce que vous pouvez faire ? Venez avec nous, au 63 des Champs-Élysées. Tous les jours, de deux à cinq heures, vous y trouverez du monde. Mais, pour meilleure certitude, demandez donc par lettre un rendez-vous à notre secrétaire général de Paris, à M. Souchon, l'éminent professeur de la Faculté de droit.

Venez causer, parce que les cas varient à l'infini et qu'une conversation aboutit mieux qu'aucune lettre; mais tout de même, pour vous débrouiller à l'avance, voici quelques principes généraux :

Le mutilé à qui vous vous intéressez a besoin d'un membre, d'un appareil? Le pilon et l'appareil classique ne peuvent lui être fournis que par l'État, qui se réserve jalousement ce monopole et qui a décidé de réquisitionner toute la fabrication prothétique. Il faut donc que vous écriviez au directeur du Service de santé de votre région. Et pour Paris vous devez vous adresser au médecin-chef de l'hôpital de la Maison-Blanche, à Neuilly-sur-Marne (Seine-et-Oise).

Nous sommes autorisés, il est vrai, à fournir certains appareils d'une qualité plus perfectionnée, et je vais indiquer tout à l'heure dans quelles conditions; mais il est nécessaire de marquer d'abord et vigoureusement, que l'État se réserve en principe et d'une manière impérieuse la fourniture des membres artificiels. Quant à nous, notre raison d'être essentielle, c'est la rééducation professionnelle des mutilés.

— Voulez-vous que nous vous apprenions un bon métier ?

Telle est la question que nous faisons à l'invalidé qui vient nous trouver.

S'il est disposé à travailler, nous le dirigeons sur des ateliers où tout de suite nous lui payons un subside. Et ce subside de 3 fr. 50 c. par jour, qui vient s'ajouter à l'allocation quotidienne de 1 fr. 70 c. que lui verse l'État, nous le lui continuons jusqu'à ce que nous l'ayons mis à même de gagner largement sa vie.

Cette rééducation montrera le plus souvent que le mutilé apprenti aurait besoin pour exercer sa profession d'un appareil meilleur que celui que l'État lui a délivré. Sur les avis de nos conseils médicaux, les éminents chirurgiens Broca et Legueu, nous en ferons notre affaire. Notre œuvre est là pour réinstaller nos héros malheureux dans la vie, pour leur réapprendre un métier, et, en conséquence, pour leur fournir tous les appareils d'un caractère particulier, servant à une profession déterminée.

Tel est le service que nous pouvons rendre immédiatement à ceux qui voudront se présenter au 63 des Champs-Élysées.

— Mais il y a des mutilés en province, me dit fort sensément le lecteur, que pouvez-vous pour eux ?

Que ces mutilés ou leurs amis nous écrivent.

Quand il résultera de leur demande qu'ils ont intérêt à être rééduqués et qu'ils sont prêts à travailler, nous les ferons venir à Paris à nos frais, et au besoin nous les logerons dans une maison spécialement aménagée. S'il arrive qu'un mutilé n'a pas besoin d'apprendre un nouveau métier, qu'il peut continuer le sien, mais que son infirmité l'oblige à avoir un appareil perfectionné, nous ne le ferons pas venir à Paris; nous ne le soumettrons pas à l'examen de nos conseils médicaux; nous nous en remettrons soit à son patron, soit à l'administration de son hôpital, soit à toute autre personne s'intéressant à lui, et si ces répondants acceptent de faire les frais d'une partie de l'appareil, nous contribuerons à la dépense, sans toutefois que notre part puisse excéder deux cents francs.

J'entre là dans des détails que mes lecteurs voudront bien excuser à cause de la passion que m'inspire ce grand sujet. Mais je sais bien qu'aucune de mes précisions ne peut remplacer une bonne demi-heure de conversation amicale avec l'intéressé, car les cas sont variés, et nous ne prétendons pas avoir, dès les premières semaines, établi un système rigide. Ces notes ne valent que pour marquer nos directions.

Tout nous sera plus aisé à mesure que se créeront des Comités en province. Ils auront leurs mœurs, mettront de la souplesse dans cette grande administration. Et puis ce n'est pas très raisonnable que nous soyons obligés, comme c'est le cas en ce moment, de faire venir des mutilés à Paris pour leur apprendre un métier. Nous cédon's à la nécessité. Nous le faisons parce qu'il nous est trop pénible de laisser sans notre assistance des gens admirables, des amis qui nous écrivent de diverses régions où ils ne trouvent pas d'appuis organisés ; mais quand nous nous sommes appliqués à choisir, pour les leur apprendre, les métiers de ferblantier, de mécanicien, de cordonnier-bourrelier, de tailleur, parce que ce sont des métiers qui peuvent être pratiqués avec succès dans les plus petits villages ; quand une de mes obsessions est de les replacer le plus possible dans leur milieu propre et sur leur terre natale, il est singulier que je contribue à les déraciner ! Le Comité de Paris regrette cette nécessité provisoire. Tous nous souhaitons ardemment qu'il se crée en province des Comités affiliés à notre Fédération. Nous sommes prêts à les favoriser, à les subventionner pour qu'ils travaillent dans notre esprit, et nous déchargent d'autant.

A plusieurs reprises, dans nos réunions, ce vœu a été exprimé tour à tour par chacun de nous, mais par personne avec plus de chaleur que par M. Keufer, le président du Syndicat de l'Industrie du Livre. J'ai noté au vol ses paroles :

— Il faut, disait-il hier, et il le disait avec le désir que sa voix dépassant notre petite salle retentît dans le monde ouvrier. il faut que tous ceux qui détiennent une parcelle d'influence fassent connaître notre œuvre et provoquent des adhésions, pour que nous ayons dans tous les milieux une collaboration matérielle, morale et économique, pour que notre exemple rayonne sur un plus grand espace et dans toutes les provinces.

Eh bien ! où en sommes-nous avec la province ? Qu'avons-nous déjà vu naître ?

C'est un grand sujet que je n'ose pas aborder aujourd'hui ni demain. Je crains de fatiguer mes lecteurs. Nous y reviendrons dans la huitaine. Je convoque le Comité de la Fédération pour samedi afin d'examiner avec lui cette magnifique question. Maintenant que nous avons notre activité de Paris à proposer en exemple, je crois que nous obtiendrons de grands résultats. Les bonnes volontés sont nombreuses et certaines. Sans m'étendre, sans même dessiner les contours de la

situation, laissez-moi mettre sous vos yeux deux documents. N'a-t-on pas du plaisir à voir la fécondité d'une œuvre généreuse ?

C'est d'abord une lettre de M. Garat. M. Garat est député et maire de Bayonne. C'est un homme de grande activité, de grande influence, universellement estimé. Il m'écrit :

Paris, le 5 juin 1915.

Mon cher collègue et ami,

J'ai suivi depuis le début vos grands efforts pour améliorer le sort des invalides de la guerre, et en concordance de vues complètes avec vous sur cette importante question, je voudrais appliquer vos idées dans une œuvre pratique et de réalisation immédiate.

Vous n'ignorez pas combien mes compatriotes de Bayonne, de Biarritz et du pays basque se sont vaillamment battus ; ils ont été au premier rang sur tous les champs de bataille : à Charleroi, à Guise, à Craonne, dans l'Argonne, en Alsace, dans les Flandres. Nos belles et nombreuses familles basques ont été cruellement éprouvées ; beaucoup de mutilés nous reviennent. Il faut songer à diminuer, autant que faire se pourra, l'incapacité de production de chacun, leur donner un instrument de travail, les adapter à une existence nouvelle.

Tout cela exige beaucoup de dépenses. Réduits aux seules ressources de la générosité particulière et des subventions de budgets municipaux appauvris par la guerre, nous ne pourrions presque rien. Je viens donc faire appel à votre concours qui me permettra de créer une école de mutilés et aussi de donner à chacun d'eux un membre artificiel afin d'atténuer son infirmité.

Voici quel est mon projet :

Dans le vieil arsenal de Bayonne, abandonné depuis longtemps et à qui la guerre a donné une vie active, j'ai trouvé un local qui peut contenir plusieurs centaines de blessés. — Je compte débiter par une école comprenant trois cents lits; si je réussis, le nombre peut en être augmenté et porté à huit cents environ.

L'Œuvre sera municipale: elle fonctionnera sous les auspices de la ville de Bayonne, qui consentira les sacrifices possibles: elle obtiendra aussi le concours de l'État, qui m'a été promis.

L'hôpital militaire, voisin de quelques mètres seulement, permettra d'assurer aux mutilés un service médical très sérieux avec visite journalière, traitement d'hydrothérapie, de mécano-thérapie, etc.

Le local est vaste; il est situé dans une dépendance de l'arsenal et forme comme un îlot entouré d'arbres, de verdure et de fleurs que gardent de vieux canons et d'antiques mortiers rongés par le temps. Dans ce décor qui rappelle la guerre sous sa forme la plus lointaine et qui est, en même temps, calme, paisible et agréable, les mutilés auront leur dortoir, leur réfectoire et aussi leurs ateliers.

J'ai trouvé dans les industries locales de quoi les occuper; d'abord les travaux de sellerie, de harnachement, de cordonnerie et de vêtement qui se pratiquent dans une partie voisine des locaux de l'arsenal. Ensuite, l'industrie du chocolat, florissante dans cette région, en emploiera quelques-uns. Je compte en placer d'autres, après un apprentissage indispensable, dans la fabrication du meuble et de l'ébénisterie, très répandue dans ces parages.

Je vois aussi la possibilité d'employer un certain nombre d'éclopés, ceux qui ont perdu un œil, une jambe ou un doigt, à la fabrication des sandales. De plus en plus, les soldats, les ouvriers et les paysans se familiarisent avec cette chaussure basque, « l'espa-

drille », dont se servent les montagnards pyrénéens, qui évite la fatigue dans la marche et délasse après le travail. On en envoie des quantités aux armées. Les fabriques sont nombreuses et florissantes dans le sud-ouest : ce travail n'exige pas une capacité corporelle complète et un homme mutilé peut s'y livrer sans inconvénient. Le salaire est rémunérateur, il va de 3 à 5 francs. Un très court apprentissage met rapidement au courant un homme de dextérité moyenne.

Enfin, l'hôtellerie de toutes catégories, si répandue dans la région des Pyrénées et de l'Océan, fournira, après la guerre, un très grand nombre d'emplois à nos mutilés : depuis les travaux de l'office jusqu'à ceux de concierge, de gardien, de comptable.

Nous pourrions placer nos invalides et je compte créer, à côté de l'école des mutilés, un bureau de placement composé de personnes dévouées qui dirigeront les invalides vers l'industrie privée et leur assurera un gagne-pain après que l'École proprement dite les aura instruits en leur apprenant à chacun un métier, suivant leur tournure d'esprit, leurs goûts et leurs aptitudes physiques.

Je vous fais là une ébauche d'un projet que j'ai mûrement étudié, au sujet duquel je suis arrivé à vaincre tous les obstacles. Après avoir terminé toutes les formalités, je n'hésite pas à vous demander votre aide. Vous me permettrez de m'adresser aussi à mon éminent ami, M. Louis Barthou, qui est mon compatriote et qui a toujours témoigné d'un dévouement éclairé en faveur de ma chère patrie bayonnaise. Il sera auprès de vous un éloquent avocat qui saura mieux plaider ma cause que je ne pourrais le faire moi-même.

Veillez agréer l'assurance de ma cordiale sympathie et de mon entier dévouement.

GARAT,

Député, Maire de Bayonne.

Ai-je besoin de dire que Barthou (je n'en ai pas encore causé avec lui, mais ce Béarnais va applaudir au juste éloge que ce Basque fait des soldats pyrénéens), ai-je besoin de dire que Barthou et moi, nous appuyerons très chaudement auprès du Comité de la Fédération cette requête confirmée par une délibération du Conseil municipal de Bayonne.

Une telle lettre fait plaisir à lire, est bien accordée avec notre sentiment unanime d'amitié et de reconnaissance française.

Il s'est fondé à Londres, sous le patronage de notre ambassadeur, M. Paul Cambon, un *Comité d'assistance aux familles des soldats français appelés sous les drapeaux*. M. Alfred Duché, le président de la Chambre de commerce française de Londres, est à sa tête, et il renferme, comme vous pensez, toute l'élite de nos compatriotes établis en Angleterre. Son secrétaire général, M. Alfred Picard, m'écrivait ces jours-ci :

21 juin 1915.

Monsieur,

Permettez-moi de vous adresser le rapport que j'ai présenté hier à l'Assemblée générale du Comité d'Assistance aux Familles des Soldats français appelés sous les drapeaux. J'ai terminé ce rapport en demandant à mes collègues de s'occuper ici des invalides de la guerre et de faire pour eux ce que vous avez décidé de faire en France.

J'ai admiré votre œuvre dès sa fondation et je suis heureux de pouvoir vous dire que mes collègues ont adopté les conclusions de ce rapport à l'unanimité. C'est un hommage qu'ils ont ainsi rendu à votre œuvre et je me fais un plaisir et un honneur de vous le signaler.

Veillez recevoir, monsieur le député, l'assurance de ma considération distinguée.

A. PICARD.

Je pense intéresser nos lecteurs et souscripteurs, qui ont donné l'impulsion au grand mouvement d'amitié pour les invalides de la guerre, en leur montrant jusqu'où il s'étend, je désire encore plus prouver par ces détails à nos soldats que de tous côtés on veut les aider et reconnaître leur sublime vaillance.

IV

LA MISSION DE RUDYARD KIPLING

8 Juillet 1915.

Nous avons salué Annunzio quand sur la plage du Quarto il a subitement allumé ce grand feu et jeté vers le ciel les flammes de sa gloire, comme un signal, pour que l'Italie accomplît ses destinées. Voulez-vous qu'aujourd'hui nous regardions du côté de l'An-

gleterre? J'ai l'occasion de vous y faire voir un homme national.

Une lettre que j'ai reçue d'un ami inconnu nous mène dans le Lancashire, à Southport, qui est une grande ville de plaisance au bord de la mer. Un beau soir de juin enveloppe et enchante la foule qui se presse vers les jardins municipaux, où va parler un grand écrivain. Dans le kiosque, la musique militaire joue des airs patriotiques; le balcon de l'hôtel de ville se garnit d'une foule de femmes et de jeunes filles; un peu plus loin résonnent les fifres d'une bande d'Écossais. Les curieux occupent leur impatience en commentant les dernières nouvelles de la guerre. Enfin, voici des cris, des vivats; le maire et ses hôtes arrivent, et prennent place sur l'estrade, sous les arbres. Le haut magistrat explique en quelques mots à la foule le but de cette grande réunion et prie l'orateur attendu de prendre la parole.

Et qui donc est-il, celui-là que cette foule est impatiente d'entendre? C'est le conteur rapide et chargé d'expérience, le poète énergique de la plus grande Angleterre, de l'Angleterre impériale, qu'il a vue sur le fait, sous tous les climats; c'est le compagnon de Tommy Atkins, comme on appelle populai-

rement le soldat anglais. Vous avez reconnu Rudyard Kipling.

Il se lève, peu imposant d'aspect, la voix basse; l'impression qu'il produit est toute morale. Ne sait-on pas que cet homme aux sourcils en broussaille, au front bombé, a dit comme personne les joies et les peines du soldat; qu'il sait mieux que tout autre interpréter son âme et chanter ses exploits. Il parle, et on devine par les quelques mots que le vent nous apporte que c'est d'Eux, ceux de là-bas, ceux du front, qu'il parle. Il donne des chiffres : « Ils en auraient encore trois millions à nous opposer et après ceux-là trois millions encore, qu'il nous faut les vaincre, car leur œuvre est l'œuvre de Satan, et leur faire la guerre c'est faire la guerre à l'esprit du mal. Il faut relever l'étendard de la justice et de la simple honnêteté qu'ils ont jeté dans la boue, à la face des nations..., etc., etc. »

Et le petit homme de s'asseoir, et le souffle passe dans la foule comme une inspiration et est concentré en flamme ardente par le commandant Parks qui, d'une voix claire, nette, en paroles énergiques, sans ambages, fait appel aux hommes et aux femmes de l'Angleterre et leur montre la nécessité de s'opposer de toute la force de leur corps et de leur âme à l'en-

nemi fort, rusé, adroit, brave même, qui a mis l'Europe à feu et à sang par ses injustes ambitions.

Un officier de marine revenu des Dardanelles dit la bravoure des matelots, leurs dangers, leurs travaux.

Un officier de l'armée active, tout jeune, se lève aussi et fait appel aux jeunes gens de son âge.

Puis une fanfare militaire, où les hymnes des alliés se répondent, entremêlés aux airs populaires de l'armée anglaise, fait arriver à son apogée l'enthousiasme de la foule. Les fronts se découvrent, les têtes se baissent, la musique entonne doucement le cantique magnifique de « Abide with me ». Puisque c'est une guerre sainte, on appelle Dieu à l'aide de l'effort patriotique. Une impression de respect sacré plane sur la foule. Silence après l'Amen et enthousiasme vibrant quand le chant national : God save our gracious King ! accompagné de mille voix monte dans l'air.

La foule s'écoule et se presse aux abords d'une tente de recrutement, car vous avez deviné que c'était là le but de la soirée.

Et le correspondant qui me trace cette intéressante esquisse d'ajouter :

« Pourquoi, moi qui ne suis pas connu de

vous, veux-je vous envoyer ces lignes? Parce que si vous faites aux Français le tableau de ce qui se passa un soir de juin dans une ville du Lancashire et qui va se passer dans cent, dans mille et deux mille autres villes, on comprendra mieux en France la résolution des Anglais de jouer jusqu'au bout la partie. »

Sans doute cela, nous l'entendons volontiers répéter, mais nous le savons d'ailleurs, et selon moi le véritable intérêt de cette lettre c'est qu'elle nous met quelques secondes en face de Rudyard Kipling. Je crois maintenant connaître son accent et jusqu'à l'imperceptible tressaillement nerveux qu'il eut ce soir-là. Ainsi, dans une foule, il est terne d'aspect, ce fameux sonneur de trompe guerrière. Voilà un fait saisissant, et cette lettre l'explique en même temps qu'elle le note. « L'impression qu'il produit est toute morale », ainsi s'exprime mon correspondant. Pourquoi donc cette foule qui savait qu'elle ne verrait pas un grand acteur émouvant est-elle venue l'entendre et pourquoi se pressera-t-elle encore à la première occasion pour regarder cet homme « peu imposant d'aspect » et pour entendre « cette voix basse »? Parce qu'au moment où il se lève et se montre, il appa-

rait fort de toute la force qu'accumulent derrière lui ses œuvres, et ses lecteurs sont ébranlés, non par sa présence immédiate, mais par le réveil de tous les chocs qu'ils ont précédemment reçus de sa pensée.

Tel est le pouvoir de celui qui possède la gloire, que personne ne voudra confondre, je pense, avec la notoriété ni avec la popularité, et qui est un accès auprès des âmes pour les enflammer.

La circonstance voulut qu'Annunzio remplît une mission magnifique et clairement dessinée, sous les yeux de l'univers entier, mais c'est une belle chose aussi, quand celui des hommes vivants à cette heure qui a le mieux peint toutes les images des champs de bataille et qui a le mieux exprimé l'ardente aspiration anglaise de courir le monde, s'occupe d'enrôler ceux qui veulent risquer les aventures de la vie et de la mort. Réjouissons-nous qu'un hasard fasse venir jusqu'à nous, pour que je l'enregistre parmi les images de la guerre, cette estrade sous les arbres, et nous donne au moins une indication du discours de Kipling.

Kipling s'est placé au centre de l'idée religieuse anglaise, à la droite du Dieu national, et il a évoqué Satan. Il devait employer le

vieux langage biblique, de la même manière que Gabriele d'Annunzio, au Capitole, a fait sonner le bronze du bouclier des légions. La mission des grands artistes est de s'élever dans les hautes régions où les précèdent les héros, et d'en rapporter un tableau sensible. Ils fournissent au monde le message moral de leur nation.

V

DE TEMPS A AUTRE, IL FAUT FAIRE
LE POINT

9 Juillet 1915.

Nous réunissons ce soir, à huit heures et demie, dans la salle des fêtes de la rue aux Ours, les ligueurs et les ligueuses et ceux ou celles qu'ils voudront amener. (On trouve des billets à la Ligue des Patriotes.) De temps à autre, il faut que l'on cause entre amis ou voisins, entre bons Français de tous les partis, et que l'on fasse le point.

Où en sommes-nous? Nous avons vu nos supériorités. Connaissons-les pour nous en réjouir. Nous avons vu nos infériorités; elles sont toutes réparables,

Notre infanterie, quand elle arrive à prendre le contact avec l'infanterie allemande, la domine. Cela est un fait. Nos soldats s'en sont assurés dans de nombreuses et sanglantes rencontres. Les Allemands sont de terribles soldats. A cette heure pourtant, ils ont trouvé leurs maîtres, si l'on en vient au corps à corps. Mais ils continuent d'être mieux organisés.

Pourquoi? Parce qu'ils se préparaient à la guerre, tandis que les hommes qui nous gouvernaient, obsédés par la philosophaillerie pacifiste, refusaient d'admettre sous un ciel plein d'orage que le tonnerre pût jamais gronder. Ils avaient vu l'arc-en-ciel sur La Haye!

Nous n'étions pas prêts. Mais au prix d'immenses sacrifices, nous avons tenu quand même. Et, chaque jour, le mal matériel se répare. Ceux qui sont morts faute d'artillerie à longue portée et faute de munitions ne ressusciteront pas, mais les vaillants camarades et successeurs de ces héros ont chaque jour en plus grande abondance les moyens matériels de vaincre mieux, en perdant moins de sang.

L'effort et la réussite de la France pour « intensifier » sa production industrielle en

vue de la guerre déconcertent l'Allemagne. Si nous nous sommes trompés en croyant que le blocus réduirait promptement nos adversaires à la disette, ou du moins à la gêne économique, ils n'ont pas fait un calcul plus exact en nous croyant incapables de faire marcher en pleine guerre nos usines.

Vous connaissez leur raisonnement et les chiffres sur lesquels ils le fondaient :

« Le Nord de la France, disaient-ils, représente le vrai centre de l'industrie nationale. Sa perte atteint de manière essentielle toute la vie économique de nos adversaires. Le territoire que nous occupons chez eux contient un quart de toutes leurs chaudières montées et 43 o/o de l'ensemble de leurs chevaux-vapeur. Le pays entier, et non point seulement une quantité d'existences individuelles, mais l'existence de l'Etat lui-même, dépend du Nord pour les produits les plus essentiels. L'existence économique de la France a reçu le coup mortel... »

Ainsi raisonnaient les plus savants professeurs allemands, et dans le même instant nous nous mettions à faire face victorieusement à notre déficit de fusils, de canons et de munitions.

Ce sont d'immenses difficultés que nous

avons dû surmonter.... (1), mais tout ce matériel de guerre, dont il faudrait que nous ayons trop, il arrive maintenant aux armées en plus grande abondance et la production ne fera que s'accroître.

Ainsi les conditions de la guerre sont meilleures pour nos soldats qu'au début de la campagne et elles iront s'améliorant de jour en jour.

Cependant le public étonné se voit de temps à autre traversé par des mouvements d'inquiétude inattendus et qui l'irritent. D'où viennent ces tentatives de dépression et pour parler exactement ces fausses nouvelles?

Je leur vois deux origines. Les lutteurs de la politique se laissent aller à corser leurs argumentations un peu trop fort.....

En outre, les Allemands s'appliquent à répandre en France ce qui leur paraît propre à démoraliser notre volonté. Nul doute qu'ils n'aient une organisation de pessimisme. Je reçois d'intervalle en intervalle des lettres non signées et provenant toujours de la même source, leur aspect et leur caractère le prouvent, qui s'efforcent de me persuader qu'il

(1) Ici la censure est venue au secours des coupables (que je ne mettais pas en cause) en essayant de cacher leurs fautes.

faut dans l'intérêt de la France faire immédiatement la paix. Ce sont les mêmes propos que des propagateurs de tristesses s'efforcent de répandre dans le pays.

Ce n'est pas dans le moment où les Alliés voient chaque jour augmenter leurs forces numériques (création des armées anglaises et entrée en ligne de l'Italie) et leur matériel de guerre, que nous allons céder au désir de l'Allemagne, qui sent sa Turquie et son Autriche à bout de souffle et dont les stocks d'hommes et de choses ne vaudront jamais ce qu'ils étaient au début de la guerre!

Vous avez vu la manœuvre suspecte de certains socialistes allemands. Ils viennent d'être lancés en avant, comme des enfants perdus, par leur Kaiser, pour demander à l'Europe que des négociations de paix soient engagées. La paix immédiate, voilà ce qui conviendrait à l'Allemagne, parce que de mois en mois sa situation militaire et économique ne peut qu'empirer. Mais pour nous qui sommes en train de vaincre, il s'agit de continuer.

Continuer jusqu'à quel moment? Jusqu'à ce que l'Allemagne tombe sur les genoux.

C'est cela qui se produira tout d'un coup sous l'effort d'une pression continue de la France, de la Russie, de l'Angleterre, de

l'Italie, de la Serbie et de la Belgique. Et c'est cela seulement qui peut nous payer de nos souffrances et régler nos immenses dépenses, en assurant la tranquillité de nos petits-enfants.

Le problème est mal posé par ceux et celles qui demandent : « Quand finira la guerre ? » Ce n'est pas là une question qui ait un sens déterminé. Ce qu'il s'agit d'obtenir, c'est d'en finir avec l'Allemagne. Il n'y a pas d'autre fin possible de la guerre que la fin de l'Allemagne. Et pour y parvenir il faut tenir bon, soit que nous marchions sur eux avec un matériel toujours meilleur, soit qu'ils viennent se briser sur nos tranchées de mieux en mieux aménagées.

VI

MOT D'ORDRE AUX PATRIOTES

10 Juillet 1915.

Voici à peu près la suite des idées que j'ai exposées hier soir à la foule ardente, unanime, des patriotes acclamant notre armée.

L'Allemagne ne peut pas vaincre. Après onze mois de lutte, elle voit à ses côtés la

Turquie et l'Autriche à bout de souffle, la France, l'Angleterre, la Russie, la Serbie mieux outillées qu'au début de la guerre. Je ne diminue dans mon calcul ni la force matérielle, ni la force morale de l'Allemagne, mais cette double force ne peut pas devenir supérieure à ce qu'elle était il y a onze mois, et tout au contraire les forces matérielles des Alliés augmentent. Elles augmentent parce que l'Angleterre et la France se sont organisées et s'organisent encore, parce que la Russie vaut surtout par la continuité de son action destructive, parce que l'Italie toute fraîche entre en scène, parce que Constantinople peut, dans un délai que je ne fixe pas, tomber entre nos mains, et que cette chute entraînera de grandes conséquences.

Cette situation, la foule allemande ne la voit pas ; mais les chefs allemands la connaissent. Les chefs politiques, militaires, industriels de l'Allemagne savent que cette guerre n'a plus d'issue favorable pour eux. Leur coup a manqué. Ils voudraient dire, les bons apôtres, qu'il y a maldonne et que chacun va rentrer dans ses positions d'avant la guerre.

Ils s'y prépareraient intensément à recommencer leur agression. Et cette fois, profitant de l'expérience, ils s'arrangeraient pour éviter

les circonstances quasi-miraculeuses qui, dans les premières semaines, nous ont sauvés.

Tandis que nous dépenserions des milliards à relever nos ruines, ils reprendraient immédiatement dans toutes leurs usines intactes la construction d'un outillage de guerre encore plus formidable. Tandis que notre armée diminuerait d'année en année par suite de notre chiffre des naissances depuis vingt années, leur armée s'accroîtrait de tout ce surplus de population que leur race n'a pas cessé de produire. Et tandis que nous ne pourrions pas espérer d'alliances plus avantageuses que celles où nous nous appuyons à cette heure, ils emploieraient leur génie de corruption à solliciter, aigrir et détourner nos amis.

Les Allemands voudraient que nous eussions assez d'une guerre au bout de laquelle ils voient notre victoire et leur perte. Ils voudraient faire naître chez nous l'idée de la paix.

Leur empereur a poussé les socialistes, dont il dispose comme de son armée, à publier un manifeste où ils réclament l'ouverture de négociations de paix. Ce manifeste n'est qu'un article d'exportation ; il en interdit la publication dans l'intérieur de l'Empire, il s'efforce de le propager dans le monde entier.

Chez nous, il l'appuie par une sourde campagne dont tous vous avez pu surprendre les remous. Fausses nouvelles qui circulent, petits papiers mensongers glissés dans les maisons. Ce que j'ai vu de mieux, ce sont des prospectus infâmes pour pousser nos soldats à la désertion et qui racontent que les prisonniers français sont admirablement traités en Allemagne. Admirez l'esprit méthodique des Allemands ! Ils vont jusqu'à expliquer dans ces papiers qu'après la guerre, les Chambres françaises ne manqueront pas de voter une amnistie générale et qu'ainsi les déserteurs peuvent en toute tranquillité passer pour ces mois-ci la frontière.

Honteux expédients, voués à l'échec. Ces documents, je les recueille simplement comme des signes de la tactique allemande. Contre les civils, l'Allemagne à cette heure organise toute une série d'opérations. N'espérant plus venir à bout des combattants, elle cherche fiévreusement à ébranler les non-combattants.

Eh bien ! Ligueurs, vous qui êtes des chefs de file, vous voyez la manœuvre et vous la déjouerez.

Après onze mois d'une guerre pour laquelle nous n'étions pas prêts, nous voici bien rassemblés et bien armés, invincibles, en face

d'une Allemagne étonnée d'avoir manqué tous ses premiers bonds, et qui ne sait plus comment s'y prendre, avec un souffle déjà moins fort. Il faut tenir.

Tenir ! Comme au premier jour de la guerre, c'est le mot d'ordre. Nul ne voudra rendre vains les résultats obtenus par ceux qui, plutôt que de céder d'une semelle, sont tombés au champ d'honneur. Ces héros, dont nous portons le deuil, et leurs frères d'armes, qu'accompagne notre ardente amitié, nous donnent la consigne. Patriotes, recueillons-la, soyons d'ardents propagateurs de confiance. Pourchassons les esprits lâches et semeurs de vaines critiques, qui font à leur insu le jeu de l'empereur allemand. Femmes françaises, qui souffrez, mais qui êtes fières de vos fils et de vos maris, imposez-vous de faire taire vos impatiences et vos découragements passagers ; imitez ces enfants et ces hommes qui, dans la tranchée, sous la rafale meurtrière, se soumettent entièrement à la discipline.

Et qu'en outre le gouvernement, le Parlement fassent tout leur devoir. Qu'ils soient dignes des armées, et ne mettent rien dans la discussion publique, dans la circulation des idées qui n'ait un caractère héroïque, un accent propre à soulever les âmes.

VII

L'ASSASSIN DÉGRISÉ

(Un récit de la Sœur Julie de Gerbéviller)

12 Juillet 1915.

En décembre dernier, la commission chargée par le gouvernement français de constater les crimes des Allemands, « les actes qu'ils ont commis en violation du droit des gens », avait publié son rapport, en ajournant d'y joindre les procès-verbaux, les dépositions et les documents divers sur lesquels elle le fondait : elle craignait qu'un retour offensif des Allemands n'exposât ses témoins à leur vengeance. Aujourd'hui, les Allemands ne briseront plus la barrière de nos soldats. La commission achève de parler. Je viens de recevoir tous les procès-verbaux qui se rapportent à l'enquête dans les départements de Seine-et-Marne, Marne, Meuse, Meurthe-et-Moselle, Oise et Aisne.

Voilà les faits largement étalés, brutalement jetés à la pleine lumière. Il reste à les punir. Et puis à les comprendre.

Pourquoi ces excès d'horreur ?

Les Prussiens voulaient porter la terreur devant eux. Ils voulaient jeter des populations toutes sanglantes sur des populations qui tomberaient à genoux de terreur. Ils prétendaient mobiliser devant leurs bataillons des avant-gardes d'épouvante.

Et puis, la philosophie et une poésie infernale viennent ici à la rescousse de la stratégie et de la tactique. Henri de Treitschke, Chamberlain, Nietzsche, Delbrück joignent leurs excitations aux conseils de Clausewitz, de Bernhardi et de von der Goltz. Je viens de lire les dépositions de ceux qui virent de leurs yeux, entendirent de leurs oreilles les effroyables journées de Gerbéviller. « Par la mort et le sang vers la lumière ! » « Perfectionnons-nous dans la joie d'être durs ! » Ces devises fameuses de la littérature pangermanique viennent tout naturellement se placer en épigraphes de ces longs témoignages. C'est pour la joie malsaine d'opprimer les faibles et d'exterminer l'esprit latin, plutôt que dans un intérêt proprement militaire que les Allemands se ruent dans Gerbéviller, où il n'y a plus de soldats, brûlent quatre cent cinquante-cinq maisons, sur quatre cent soixante-quinze, et abattent à coups de fusils les habitants. Tels que nous les voyons dans cet enfer, ils sont

menés par leur professeur de lyrisme, plus que par leur professeur de guerre. Jetés au milieu d'étrangers qu'ils tiennent pour une race d'inférieurs, ils jouissent de se libérer de toute contrainte sociale; ils se dédommagent de leur discipline, de leur tension, de leur internement en quelque sorte. « Ce ne sont plus que meurtres, incendies, viols joyeux. La superbe bête de proie blonde reparait... » Ils libèrent leur délire.

Je donne à la commission d'enquête, à MM. Payelle, Mollard, Maringer et Paillot, un document que j'ai en ma possession, un témoignage qui leur a échappé contre les Bavaois à Gerbéviller. Il jette un complément sinistre de lumière sur ces âmes de « grands civilisés ».

Mais d'abord que vaut-il et comment se trouve-t-il dans mes mains ?

Il m'est transmis par un compatriote lorrain qui m'écrit :

... Je sors de Gerbéviller. Je suis allé demander à sœur Julie les clefs de l'église pour la visiter.

Elle m'a parlé d'une nouvelle découverte qu'elle venait de faire, et, comme elle n'osait pas vous écrire, je l'ai priée de me confier ses notes, avec promesse de vous les faire parvenir.

Le témoignage que j'apporte consiste donc en une note autographe de sœur Julie. Sans

y changer une virgule, je la verse dans le dossier de l'histoire qui n'en possède pas de plus accablante à la charge de la culture allemande :

La 24 août 1914, les Allemands ont fusillé quinze civils de Gerbéviller, par groupe de cinq, au lieu dit « la Presle », environ à un kilomètre de Gerbéviller, sur la route de Lunéville.

Pendant les préparatifs de l'exécution, le général Clauss, commandant le 60^e régiment d'infanterie de Bavière, était assis sous un gros frêne, près d'une table sur laquelle se trouvait du Champagne, à peu près à trente mètres du but de l'exécution, et il avait donné l'ordre de commencer le feu au moment où il lèverait son verre.

L'ordre fut exécuté.

C'est un soldat allemand qui a donné ces détails à M. Nicolas Rozier, conseiller municipal à Gerbéviller, le 24 août 1914, le jour même du feu et sang dans notre malheureux pays.

SŒUR M. JULIE.

Gerbéviller, 14 juin 1915.

Là-dessus on s'arrête. Quel est ce cauchemar ? Se peut-il que l'Allemagne rêveuse en soit venue là ? Précisément. Elle a gardé son aptitude inouïe à se laisser persuader et mener

par des rêves. C'est l'éternelle Allemagne, corrompue, fanatisée par sa haute idée chimérique de sa force et de notre faiblesse. Nous sommes là devant une épaisseur massive et brutale de rêverie germanique.

C'est une scène de leur Walhala qu'ils sont venus installer dans cette douce prairie de la Mortagne.

Ce chef qui, le verre en main, donne le signal de massacrer sans jugement des civils sans défense, croit représenter les puissances éternelles d'ordre, de santé, de vitalité vierge, venant écraser et balayer le désordre, le mensonge, les résidus d'une race épuisée.

Le général Clauss, ses officiers et ses soldats, empoisonnés de boisson et de toutes les excitations, sont perdus dans l'épaisseur de leur rêve pangermanique comme d'autres le furent dans les constructions de Hegel et dans l'océan musical de Wagner. Ils sont là, saturés d'idéologie, séparés de la réalité, enfermés dans leur nuage criminel, et ils frappent en justiciers une certaine France imaginaire, une nation qu'ils tiennent pour inférieure et infâme. Ce sont des délirants qui poursuivent un fantôme.

Mais enfin ce sang innocent qui coule ne va-t-il pas les réveiller ?

Le soldat qui fit à M. Nicolas Rozier la

confidence que nous relate sœur Julie semble bien avoir été troublé, sinon offensé, par l'attitude de son général. Plus sûrement encore, cet officier allemand, « jeune, correct, parlant bien français », qui, au milieu de l'incendie, s'approcha d'un Gerbévillois, le docteur Labrevoit, et lui dit à l'oreille en joignant les deux mains : « Votre pauvre pays ! » Mais l'un et l'autre limitent leur sensibilité en reprenant le mot frivole et féroce : « Le sang qui coule est-il donc si pur ? »

Cette Allemagne, au début de la guerre, intoxiquée par ses chefs d'opinion, croyait combattre au nom du divin un peuple oublieux de ses aïeux, sourd aux inspirations de sa terre. n'ayant plus de rêve, n'ayant plus de Dieu.

Le Dieu magnanime des Français, ils auraient pu le rencontrer à deux pas du champ sinistre de leur orgie et de leur massacre, dans l'ambulance de sœur Julie, qui soignait les blessés de l'un et l'autre camp. Mais les Allemands ne reconnaissent un Dieu que d'après les coups qu'il leur porte, et seulement s'il frappe assez fort pour briser leur songe.

Cette heure est venue où les fumées se dissipent en emportant de vaines images. A mesure que la guerre se prolonge, voilà que les Allemands se mettent à reviser leur idée

de la France. La réalité s'impose à leur observation, et l'on se fait de nous aujourd'hui, par delà le Rhin, une image toute différente de celle qui régnait il y a une année.

Que mes lecteurs en jugent par une lettre qu'écrit de Norvège un Français de grande situation et de grand jugement, M. L. de la V...-P..., directeur d'une importante société :

Je me suis entretenu, dit-il, avec sept ou huit personnes : savants, banquiers, ingénieurs scandinaves revenant de voyages en Allemagne. Leur opinion est très curieuse.

Le peuple et l'armée sont aussi enthousiastes que les premiers jours. Les revers ne les abattront pas. Ils se croient le « peuple César ». Ils mettent sur le compte de l'aveuglement la haine universelle qu'ils suscitent. La bourgeoisie (finances, commerce, industrie) est au contraire très déprimée, très inquiète, mais n'ose pas manifester ses craintes de peur de paraître trahir la cause sainte de la Germanie.

Les sentiments des Allemands sont curieux : on a vraiment pitié de la Belgique, on déplore que les nécessités de la guerre aient rendu indispensable « tout ce qui s'y est passé » (C'est inouï, mais c'est dit, paraît-il, dans une épouvantable et naïve bonne foi !).

La Russie est l'objet d'une inquiétude et d'un dégoût caractérisés.

Tout ce que la haine peut connaître de plus excessif est exprimé sur les Anglais.

Quant à la France tous mes interlocuteurs me l'ont affirmé dans les mêmes termes presque, elle inspire aux Allemands une sorte d'étonnement admiratif... sympathique... c'est le mot prononcé chaque

fois. Ils disent qu'une révélation s'est faite, que personne ne nie plus en Allemagne qu'une telle nation a un rôle religieux dans l'Univers. Bref, les Allemands voudraient cesser la lutte avec nous, la considérant comme presque sacrilège... Il y a une sorte de crainte superstitieuse à notre égard. Notez que c'est, avec l'affection en plus, un peu la même note que donnent les gens de cette Norvège d'où je vous écris.

La France est en quelque sorte aux yeux des neutres et de ses ennemis, une sorte de Peuple de Dieu, le porte-drapeau de la justice, du désintéressement de la bonté, de la paix du monde. Le peuple Christ, quoi ?

Voilà des jugements qui peuvent bien, en effet, venir de Germanie. tant ils sont mêlés de prodigieuse niaiserie. Je les verse à titre documentaire dans le dossier de la guerre que je tiens à jour sous les yeux de mes lecteurs, parce qu'il est bon pour nous de comprendre ce qu'il y a déjà de changement à notre endroit chez les Allemands. C'est un aveu d'impuissance qui commence à se faire jour dans cet hommage à la France. Quand la Germanie se réveillera de son rêve mégalo-mane et qu'elle se sentira dominée, elle tombera tout d'un coup. C'est pourquoi je glisse ce document dans mon exemplaire du *Rapport sur les atrocités*, mais il ne m'en fait rien oublier.

Nous n'allons pas nous laisser attendrir par l'ivrogne assassin quand l'inquiétude commence à le dessouler.

VIII

A RANGS SERRÉS,
UNE JEUNESSE SUBLIME...*(In memoriam).*

13 Juillet 1915.

Voici la distribution des prix dans les lycées de Paris. Les proviseurs proclament, avant les lauréats de la classe, les lauréats de la guerre.

Je viens de rencontrer M. Rocheblave, le professeur patriote. (Je le désigne ainsi, non pour le différencier ; tous les maîtres de la jeunesse française sont des patriotes, mais pour faire sonner le plus beau des titres avec le nom d'un homme que j'aime).

Il m'a dit :

— Dans mon admirable lycée Janson-de-Sailly, savez-vous l'offrande fournie à la patrie ? Jusqu'ici nous sont connus : 190 morts, 130 prisonniers ou disparus, 640 blessés ; au total un millier de victimes. Et, pour les survivants, 2 croix d'officiers, 22 de chevaliers de la légion d'honneur, et plusieurs, âgés de vingt ans, étaient hier dans nos classes ! Je

fais expliquer « Nisus et Euryale » dans l'ancienne classe de Saint-Cyr, aujourd'hui vidée, où les enfants ont inscrit à la craie sur le tableau et marqué d'une petite croix les candidats de l'année dernière déjà tués ! Nous vivons parmi des morts de vingt ans. C'est tout simplement sublime.

J'ai serré la main de Rocheblave et je suis rentré chez moi pour y trouver une lettre de l'armée, lettre de deuil et de gloire, qui m'apporte des nouvelles de l'un des plus jeunes soldats de la France.

Du Bois le Prêtre, le 8 juin 1915.

Mon cher maître, m'écrit Paul Merklen, j'ai le chagrin de vous annoncer la mort d'un sergent de dix-sept ans, d'une bravoure hors de pair et d'un entrain qui mettait du soleil dans tous les cœurs. Marcel Ferrette, fils de notre vieil ami Ferrette, de Bar-le-Duc, est tombé glorieusement, aux lisières du Bois le Prêtre, frappé en plein visage d'une balle retournée, — l'usage en est commun chez nos ennemis.

Il revenait le matin même de Nancy, où il était allé passer avec succès le baccalauréat, et, apprenant que la compagnie avait été alertée, il l'avait rejointe avant même que sa permission fût expirée.

Vers la fin de l'après-midi, comme nous cautions depuis longtemps sous un bombardement effroyable, on vint l'avertir qu'au poste d'écoute, situé à la pointe extrême de la tranchée occupée par notre compagnie, les travailleurs et les guetteurs étaient fusillés depuis un blokhaus ennemi, distant de quelques dizaines de mètres et dominant notre position à la rendre intenable. Devait-on abandonner ce point? Ferrette en repoussa de suite l'idée, et, comme il avait de la décision et du sens pratique, il dit simplement :

— Il faut renforcer le parapet avec des sacs de terre, je vais donner la main aux travailleurs.

Ainsi le jeune sergent payait d'exemple et créait autour de lui une atmosphère de confiance et de tranquille résolution.

Peu après, trois quarts d'heure peut-être, Marcel était tué au moment où, surveillant l'ennemi, il constatait que la position était à peu près suffisamment renforcée. En quelques instants, la blessure produite par le projectile qu'interdisent toutes les conventions internationales avait fait son œuvre. C'était le 6 juin, à 6 h. 30 du soir.

Ce matin, le service funèbre a été célébré dans une de ces églises lorraines à demi démo-

lies par les obus, où la serpillière des plus humbles morts a des reflets de pourpre.

Sur le seuil, Gabriel Henriot, d'origine lorraine (arrondissement de Neufchâteau), conservateur de la Bibliothèque de Sévigné, et capitaine, a prononcé d'émouvantes paroles d'adieu.

Il avait proposé pour l'épaulette de sous-lieutenant le jeune sergent, engagé à seize ans et demi (en cachant son âge), blessé aux Épargnes, qui, depuis son arrivée chez nous, avait donné l'exemple de toutes les vertus militaires et de remarquables qualités de chef.

Passé moi-même, sur ma demande, de la compagnie de dépôt d'un régiment territorial dans une formation active du front, j'étais heureux de servir à la section de ce jeune héros, qui savait prévoir, improviser des moyens de défense, créer des moyens d'attaque et dont le clair regard bleu d'acier semblait refléter l'azur du ciel. Chose rare chez un jeune gradé, Ferrette avait le goût de l'ordre. Les secteurs de tranchées qui lui étaient confiés étaient des modèles d'organisation. Il demandait beaucoup à ses hommes, mais avec tant de grâce charmante et d'évidentes bonnes raisons qu'il en obtenait davantage. Marcel Ferrette est mort victime d'une audace dont notre capitaine rappelait ce

matin les avantages qu'elle nous avait valus, dont je mesure douloureusement aussi ce qu'aujourd'hui elle nous coûte.

Au lis fauché de Marcel Ferrette, nous aurions voulu offrir une gerbe mêlée de roses et d'asphodèles, mais il n'est plus au Bois-le-Prêtre, tant de fois dévasté par la mitraille, ni de fleurs, ni de beaux rameaux. Nous avons honoré notre sergent d'autre manière. Le soir même du 6 juin, l'artillerie française, dans un tir admirablement réglé, démolissait le blockaus d'où fut tirée la balle retournée, et le lendemain les Allemands perdaient le bénéfice d'un succès précédent. Ils se voyaient reprendre deux tranchées.

Que le sous-lieutenant Henry Ferrette, blessé, puis retourné au feu, reçoive dans son malheur les affectueuses félicitations de tous pour avoir donné à la patrie un si fier enfant. C'est toute la jeunesse française qui est honorée par une telle précocité de gloire. Marcel Ferrette fut-il le plus jeune engagé de France ? Assurément l'un des plus jeunes. En le saluant, nous exprimons notre admiration et notre reconnaissance à ses émules nombreux que nous ne savons pas nommer. Écoutez cet écho qui m'arrive d'Amiens :

Parmi les candidats qui se sont présentés pour l'examen était un jeune soldat qui, après s'être battu la nuit et une partie de la matinée, était accouru à Amiens, tout aussitôt le repos, en automobile, grâce à l'obligeance de ses chefs. Il fit la première composition écrite et repartit tout aussitôt. Depuis on ne l'a pas revu.

Magnifique jeunesse ! A l'âge où nous enivraient les livres, ils sont des personnages pareils aux plus beaux que l'on voit dans les grands poèmes. Quand ils se présentent devant le tapis vert de l'examen, le professeur ému d'un respect affectueux se penche vers l'adolescent et prend sa leçon de grandeur. D'où vient l'excellence de cette jeune France ? Aucun de nous peut-il croire qu'il a versé aux jeunes gens le breuvage qui donne le goût de la gloire ? Soit ! Mais de quelle haute source cachée leur vient ce joyeux appétit de sacrifice ? Et le maître anonyme, pourquoi fût-il écouté ? Chaque jour des millions de semences, les meilleures et les pires, sont emportées par les quatre vents avec une large indifférence. Pourquoi l'une plutôt que l'autre a-t-elle réussi ? Nos jeunes gens furent un bon terrain. Cela est inexplicable. Pourquoi furent-ils prédestinés ? Pourquoi de naissance frémissaient-ils du désir de faire des choses utiles et nobles et de se dévouer ? Pourquoi sont-ils tels qu'il les fallait pour que la France ressuscitât ?

Les raisons qui vont nous donner la victoire échappent à l'intelligence claire. Comment eûmes-nous cette chance que dans le moment où il fallait l'union nationale, le pouvoir fût occupé par ceux autour de qui nous étions capables de faire l'union quand ils auraient refusé de se grouper autour de nous ? Comment eûmes-nous cette autre chance que le généralissime possédât exactement la sorte de génie militaire qui se trouvait la mieux appropriée à cette guerre-ci ? Comment eûmes-nous cette troisième chance d'avoir à l'heure nécessaire une immense jeunesse ardente aux armes et pleine d'âme ? Nul ne répond. En quelques bonds, notre esprit qui cherche à voir d'où vient que nous allons être les vainqueurs, se heurte aux régions de l'obscur et de l'inintelligible.

C'est sur ces bords du mystère que nous nous tenons pour en voir sortir à rangs serrés les classes 1914, 1915, 1916, demain 1917, et la suite s'il faut, enthousiastes et chargées des vertus de la France éternelle. Il serait vain de dire qu'aucun les a formées, qu'aucun les vit venir. Penchés sur ces limbes, nous les appelions sans autre puissance que notre désir. Salut, jeunesse rédemptrice ! Demain, nous allons honorer les images de

Jeanne d'Arc, dont vous renouvelez le miracle, et de Strasbourg, que vous libérez, et les Ligueurs, en faisant pour la dernière fois le pèlerinage tracé par l'aïeul Paul Déroulède. célèbreront votre gloire.

IX

CE 14 JUILLET

14 Juillet 1915.

Je craignais que le gouvernement ne nous fit un 14 Juillet tout morne. A la dernière heure, Paris apprend qu'il y aura un cortège de députés et de troupes. Il y a du bon là-dedans. On voudrait que tous les moyens matériels et spirituels fussent employés pour satisfaire et accroître l'enthousiasme patriotique, et j'aurais aimé, pour ma part, que l'on fit défiler devant le peuple de Paris ému de reconnaissance quelques bataillons de jeunes et de vieux soldats, nos Marie-Louise et nos territoriaux.

La chose fut examinée, me dit-on. Quoi qu'il en soit, c'est bien que la translation des cendres de Rouget de l'Isle prenne une certaine importance. Trop de redingotes? Mais il

y aura de glorieux uniformes. Quelques-uns craignaient qu'à se souvenir du 14 Juillet Paris ne parût en fête. Le scrupule est excessif. Des cérémonies grandioses, célébrant avec gravité le culte de la patrie, contribuent à maintenir et à fortifier les cœurs.

Le chef de l'État, jetant un regard ferme sur l'année qui achève de s'écouler, pourra célébrer nos armées et proclamer notre confiance absolue dans l'avenir.

La position des Allemands a changé du tout au tout depuis douze mois.

Ils étaient partis pour asservir le monde ; ils en sont aujourd'hui à défendre leur existence.

Eux-mêmes le déclarent. Ils n'espèrent plus la victoire, ils attendent « une paix honorable ».

Et d'où espèrent-ils l'obtenir ? Pensent-ils sérieusement percer nos lignes ? « Ah ! monsieur Barrès, me disait un grand chef, souhaitez qu'ils prennent l'offensive. Ils se détruiront sur nos tranchées. »

Leur empereur, qui est un agité théâtral, atteint, même durant la paix, de manie ambulatoire, monte dans les trains, court d'une frontière à l'autre. A l'est comme à l'ouest, sur la Russie et sur la France comme sur l'Angleterre, il ne peut rien de décisif.

Dites-moi son plan. Qu'espère-t-il? Que peut-il lui advenir d'heureux?

Rien que notre manque de patience.

Les chefs allemands ont cru, et par instant veulent croire encore, qu'ils pourront faire une paix séparée avec nous.

C'est un des chapitres ténébreux de cette guerre que l'histoire de leurs tentatives pour traiter avec la France en rejetant sur l'Angleterre toutes les responsabilités du conflit.

A la fin de 1914, l'Allemagne a tenté un rapprochement avec la France. Le premier ministre du grand-duché de Luxembourg, M. Eyschen, est venu à Berne; il a frappé à certaines portes, il a invité le Conseil fédéral à offrir sa médiation à la France et à l'Allemagne en vue d'ouvrir des négociations pour la paix. Il est allé également à la Haye. A quelles suggestions obéissait-il? Le gouvernement hollandais et le gouvernement suisse ont décliné la proposition.

Au début de 1915, l'ambassade russe à Rome, le ministre de Russie à Stockholm, pour répondre à d'impudentes démarches des agents louches de l'Allemagne, se trouvèrent dans la nécessité de dire très haut officiellement que la Russie ne songerait pas à discuter la question de la paix en dehors de ses alliés.

Dans le grand océan de mystère, ce sont là des îlots, des affleurements de terre ferme. Ils permettent de voir avec certitude que l'empereur allemand, une fois acquis l'échec de son plan initial, une fois la bataille de la Marne, a désiré sortir de cette guerre.

Il la tient pour nécessaire et, en même temps, la voit mal engagée. Eh bien ! dit-il, ajournons à dix ans ; c'est à recommencer ; revenons s'il est possible au point où nous étions avant la guerre, car nous n'avons plus devant nous qu'un effroyable désastre.

Les chambres de commerce, les Sociétés économiques, tous les chefs de la vie allemande sentent bien qu'au lendemain d'une telle guerre leurs innombrables usines à immense production vont être impuissantes à placer leurs exportations dans la plupart des pays où, très coûteusement, elles s'étaient créé des clients. Tous ces grands Allemands réalistes, fort intelligents, sont atterrés.

Puisque les gouvernements français, anglais, russe ne manqueront pas à leur accord solennel de refuser toute paix séparée, l'empereur allemand n'attend plus rien que de notre opinion publique et d'une lassitude populaire.

Toutes les forces de l'Allemagne sont à cette

heure tendues et concentrées non pour détruire militairement les alliés, cela n'est pas possible, mais pour exalter l'opinion allemande et la faire tenir, cependant que l'opinion française, considérée comme plus impressionnable que l'opinion anglaise ou russe se découragerait.

Ces sous-marins, ces zeppelins, ces gros canons, ces forces prodiguées pour obtenir des succès locaux, cette *Lusitania* coulée, c'est pour remplir d'une furieuse confiance les sujets du Kaiser.

Pour faire tenir les Français, il n'y a pas à leur donner ces excitations artificielles. Il n'est que de leur montrer la vérité : des Allemands partis pour la guerre afin de s'assurer la domination économique du monde, vont tomber dans le désespoir à mesure qu'ils comprendront, ce qui déjà est acquis, qu'au bout de cette guerre longue est leur faillite totale.

La guerre longue est pénible dans les deux camps. Elle l'est sans comparaison bien plus pour les Allemands. Ceux d'entre eux qui, dès maintenant, font d'un regard intelligent leur tour d'horizon, vivent dans le désespoir. Cette haine de cannibales qu'on leur voit contre l'Angleterre provient de ce regard

de terreur qu'ils jettent sur les mers et sur tous les comptoirs, aujourd'hui ruinés, qu'ils avaient par delà les mers.

Il y aura en France des hauts et des bas d'espérance. C'est dans notre caractère de peser, au jour le jour, les événements. Dans chaque maison, dans chaque petite réunion, les faits sont étalés, discutés, interprétés ; nous ne les connaissons pas parfaitement, mais notre esprit indépendant les critique à haute voix. Rappelez-vous ce portrait du soldat français par Napoléon : « Le soldat français est raisonneur. Il juge sévèrement le talent et la bravoure de ses officiers. Il discute un plan de campagne et toutes les manœuvres militaires. » C'est la manière nationale. Nous l'appliquons à tout. En Allemagne, au contraire, on admet dur comme fer des bourdes invraisemblables, un tas de mensonges. L'Allemagne est une matière humaine bonasse, soumise jusqu'à la servilité dans des cadres rigides. L'opinion publique en France, comme une forêt sous le vent, ne cessera jamais d'être en mouvement, de céder, de se redresser. Nos malléables voisins, si l'armature se brise, perdront toute forme, glisseront par terre. Et l'armature, faite d'hommes qui gagnaient de l'argent et qui ne tiennent ensemble que par

leur prospérité économique, va se disloquer avant même leur armée.

Pour vaincre, il suffit que nous durions. Mais il est bon que le gouvernement, sans déroger à la gravité d'un temps rempli de sacrifices, saisisse toute occasion d'apporter dans les masses civiles la force morale qui rayonne des armées, et de rapporter à celles-ci la chaleur de notre affection.

P.-S. — Aujourd'hui, pour célébrer la fête nationale de la France, paraît à Londres *le Livre de la France*.

Je transcris l'annonce anglaise :

« *Le Livre de la France* doit servir principalement à recueillir de l'argent pour venir en aide aux départements français envahis. Mais nous espérons aussi que ce livre servira à montrer ce que notre pays (l'Angleterre) ne réalise peut-être pas suffisamment : les épreuves que la France supporte et les services qu'elle rend à la civilisation. »

» Ce livre se propose aussi d'être un memento de la guerre la plus cruelle que l'humanité ait jamais connue, et une manifestation due à la collaboration de la plume, du pinceau et du crayon des auteurs et des artistes français les plus éminents.

» D'autre part, ce livre se propose d'unir encore plus étroitement les pays alliés de France et d'Angleterre. Ainsi avec la modestie d'une courtoisie sincère, des écrivains anglais, non moins éminents que leurs confrères français, ont consenti à traduire en anglais les textes français destinés à ce livre. L'original français, la version anglaise, paraîtront côte à côte.»

Je crois intéressant de signaler ce beau fait d'amitié anglo-française où s'unissent les noms d'Anatole France, Pierre Loti, Henry James, Rudyard Kipling, Brieux, comtesse de Noailles, Thomas Hardy, J.-H. Rosny, Jacques Blanche, François de Curel, Wells, Mary Duclaux, Edmund Gosse... J'arrête mon énumération. Qui de nous aurait refusé d'aller parler des soldats français aux Anglais !

X

LA JOURNÉE DE PARIS

15 Juillet 1915.

Paris, une fois de plus, dans une journée grave et ardente, a marqué son union, sa confiance patiente, sa volonté d'en finir avec l'Allemagne, si longtemps qu'il faille souffrir.

A la première heure du matin, les « patriotes » sont allés, en défilant devant la statue de Jeanne d'Arc, image du sacrifice pour la victoire, honorer, selon le rite créé par Paul Déroulède, la ville de Strasbourg, symbole des provinces à reconquérir.

« Pour la dernière fois ! » ont dit avec confiance les Ligueurs au pied de la statue, et nous nous sommes donné rendez-vous dans un an au porche de la cathédrale et devant la statue de Kléber, là-bas, sur la rive du Rhin.

Et puis tous, rapidement, nous avons rejoint le cortège national.

Aux Invalides, le président de la République a prononcé les paroles nécessaires qui, après avoir été le centre de cette journée de Paris, seront reprises avec ferveur par toute la nation et commentées chez tous les peuples de la terre. Parlant au nom de la France, le chef de l'État, entouré de ses ministres, a déclaré :

« Nous n'avons pas le droit de remettre l'épée au fourreau avant le jour où nous aurons vengé nos morts et où la victoire commune des alliés nous permettra de réparer nos ruines, de refaire la France intégrale et de nous prémunir efficacement contre le retour périodique des provocations... »

Tout est dit dans ces quelques lignes que, mot par mot, nous devons méditer : « *venger nos morts... la victoire commune des alliés... réparer nos ruines... refaire la France intégrale... nous prémunir efficacement contre le retour des provocations...* » Il n'est pas une de ces brèves formules chargées de vérité qui ne doive faire l'objet de commentaires où tous les Français exprimeront leur accord avec le porte-parole de la Défense nationale.

Au cours de cette solennité, simple et digne comme un acte de la liturgie patriotique, les pensées de chacun rejoignaient les absents, s'élevaient vers eux, les nommaient avec amitié. Nous faisons l'union pour la France, non pas simplement entre nous tous qui nous touchions coude à coude et que tant d'idées secondaires ont pu diviser, mais avec ceux que nous n'avons jamais vus et que nous aimons comme des frères dans leurs tranchées où se joue la vie ou la mort de la France.

Dans les rangs de cette France officielle où mon devoir était ce matin d'occuper ma place, il n'est pas un digne citoyen, j'en suis sûr, qui n'ait senti d'une manière douloureuse la supériorité morale que possède sur nous le moindre de ces soldats qui peinent dans

l'obscurité et sont des héros d'abnégation et d'endurance. Je ne pèse pas l'utilité : on peut être utile partout. Mais le mérite, il est là-bas.

Et ma pensée, qui se tournait vers les absents, soudain s'en est allée — pourquoi ? peut-être parce que je venais d'apprendre le passage de Lyautey en France — vers ceux qu'il faut vraiment plaindre, vers nos soldats et nos officiers qui sur les points divers de notre empire colonial se battent, rongent leur frein dans une lutte qu'on ignore trop et se désespèrent de n'être pas dans la gloire des batailles sur le sol paternel.

Qu'ils sachent du moins que, dans cette journée où tout Paris était piété et reconnaissance pour l'armée nationale, plus d'un songeait à eux. Je me remémorais une lettre récemment reçue du Cameroun et qui s'adresse à chaque patriote :

Vous qui chaque jour, dans l'Écho, faites par vos articles que la pensée de toute la France se réunit autour de nos soldats, faites, je vous prie, qu'un jour cette pensée vienne jusqu'à nous, les coloniaux, qui avons voulu faire la France plus grande dans le monde puisqu'on essayait de la diminuer en Europe, et qui avons eu le malheur de n'être pas là quand l'heure a sonné.

On n'a pas voulu nous rappeler. Mais on nous a dit de conquérir de nouveaux territoires pour notre France ; et malgré l'amertume de notre tâche (être là quand nos camarades tombent à la frontière), nous la remplissons de notre mieux. Nous avons repris les territoires abandonnés il y a trois ans. Maintenant, nous prenons le Cameroun. Mais, ici comme ailleurs, les Allemands étaient organisés : trains blindés, canons, mitrailleuses, aéroplanes, ils avaient tout prévu. Nous, il a fallu dans la forêt vierge créer une nouvelle tactique, creuser des tranchées et se battre toujours dans l'isolement complet. On ne peut se porter secours quand on est à un mois les uns des autres. Songez à ce que peut être là le ravitaillement, le repos, l'évacuation des blessés. Malheur à ceux qui sont blessés ! Et les pertes en officiers sont nombreuses, nombreuses plus que vous ne le croyez en France...

Alors, pour moi, pour mes camarades, je voudrais savoir que ce que nous faisons n'est pas inutile, et qu'en France on nous en saura gré. Voyez-vous, monsieur, nous avons tellement peur de ne servir à rien. Si on allait nous dire après la guerre : « Que faisiez-vous, là-bas ? » Nous avons besoin que l'on nous rende la foi en notre œuvre, et que l'on nous dise

que cette colonie que nous rendons française par les tombes des nôtres jalonnant notre route, ne sera pas abandonnée et que la France en sera fière.

Cela nous consolerait un peu, car jamais nous n'en serons tout à fait consolés, de n'avoir pas, dès le début, été avec nos camarades.

Ici, mon correspondant me parle d'un jeune officier, un de ses camarades... Pourquoi manquerais-je l'occasion de rendre hommage à l'un de ces coloniaux morts pour la France? Le mérite de chaque soldat rejaillit sur tous les soldats, et puis luttons honnêtement contre l'inutile et si triste anonymat.

...Mon camarade Legrand, sorti de Saint-Cyr depuis deux ans, a été blessé grièvement au combat de Mimkang il y a quelques mois. Alors que le médecin le voulait faire emporter vers l'arrière pour le soigner, après un grave échec de nos troupes, il suppliait qu'on le laissât là avec ses tirailleurs en disant : « Le soir d'une bataille, des Français ne reculent jamais. »

Il est mort deux jours après en répétant encore : « Il ne faut pas reculer », après avoir enlevé la médaille qu'il portait sur sa poitrine, demandant qu'elle soit envoyée à sa mère...

Et maintenant, monsieur, si, après avoir parlé de nous, vous vous demandez : « Que peut-on faire pour eux ? », ne cherchez pas. Je vous en supplie, faites-moi, faites-nous rentrer nous battre en France. Nous saurons si bien être vainqueurs !

On entendra avec émotion cette plainte où passe, je le sens bien, la prière de tous les soldats qui, loin de France, dans l'obscurité, se battent, les yeux tournés vers leurs camarades de la frontière. En vérité, je ne pouvais, je ne devais pas faire aucune démarche. Je ne puis qu'être l'intermédiaire de ces soldats auprès du public, et du public auprès de ces bons serviteurs lointains.

Comme elle est puissante entre tous les Français la communication spirituelle ! Ils sont rapprochés par l'âme. Descendus au fond d'eux-mêmes, ils trouvent ce qui leur est commun. De là sortent des cris tels que celui que m'apporte cette lettre crayonnée dans la grande forêt humide, des cris, des accents révélateurs comme un regard. Jamais les âmes françaises n'ont été enflammées au point où nous les voyons depuis une année.

Un si grand phénomène moral auquel nous assistons, cet ennoblissement de toute notre

nation, nous explique le miracle de Jeanne d'Arc, la naissance de la *Marseillaise*, tous ces mystères, toutes ces créations qui sont en dehors de nos habitudes de vivre et même de comprendre et de juger.

Raymond Poincaré, ce matin, a défini Rouget de l'Isle, « un officier français par qui s'exprima en une heure tragique l'âme éternelle de la patrie... » Cela suffit, cela est justement pensé. A chaque instant, au cours de cette tragédie de vie et de mort, dans ces « jours de feu et de sang », pour reprendre une superbe expression de la sœur Julie, de Gerbéviller, nous constatons la réalité du miracle des langues. Les notes sublimes montèrent aux lèvres de Rouget de l'Isle, puis il retomba pour jamais dans sa médiocrité. Il redevint pareil à nous tous, après avoir été durant une nuit d'abondance géniale l'animateur de la patrie. Et de la même manière, chaque jour, depuis une année, des inconnus, soulevés par la circonstance, trouvent des mots qu'ils ne savaient pas, parlent le langage du sublime. Celui qui s'écria : « *Debout les morts !* » dans la tranchée pleine de ses compagnons écrasés par la mitraille et que les Prussiens en hurlant envahissaient, s'élève au-dessus de lui-même, s'ouvre au génie de la France, tel

que Rude l'a sculpté. En lui vibre quelque chose qui est plus que lui. Voilà des hommes transpercés, transfigurés par le frisson de la patrie.

Cette pénétration de l'individuel par l'universel et de notre conscience éphémère par la société des âmes justifie les grandes cérémonies civiques. J'aurais voulu ce matin plus de drapeaux, plus de musique, plus de haillons glorieux. Que le Gouvernement cherche une occasion, je me permets de le lui demander encore, pour nous permettre d'admirer et d'acclamer nos territoriaux et nos Marie-Louise. Qu'ils partent ou qu'ils reviennent, ils sont nos *Marseillaise* vivantes.

P.-S. — Les patriotes désireux de savoir et de faire savoir de quelle manière nous devons « nous prémunir efficacement contre le retour périodique des provocations » (je reprends les mots du président de la République), peuvent demander, 2, rue de Valois, la carte postale de propagande que la Ligue met gratuitement à la disposition de tous.

XI

UN REGARD SUR L'ANNÉE ÉCOULÉE

16 Juillet 1915.

« Cette guerre est longue... » C'est un sentiment que peuvent légitimement éprouver quelques-uns de ceux qui en portent le poids, mais, à la considérer en nous servant de notre raison froide, disons plutôt : « Comme elle va vite ! »

Pour évaluer son degré de rapidité, il faut chercher des analogies appropriées. L'Angleterre, pour contenir dans ses frontières la France issue de 1789, a mis vingt-deux ans, de 1792 à 1814. Or, dans la lutte qui doit réduire la Germanie métallurgique et étataire, plusieurs épisodes se sont déjà déroulés, ô promptitude ! qui avaient pris des années successives pour trouver leur place dans l'autre lutte.

Nous avons eu 92 et la bataille de la Marne ; nous avons eu 93 et la modification du commandement ; nous avons eu une campagne des Flandres, une campagne d'Orient, une campagne de Prusse orientale. Les Allemands

ont songé à leur camp de Boulogne. Joignez-y une campagne d'Italie, et voilà un tableau assez complet, que vous en semble, pour une simple année militaire.

Nos douze mois pas encore révolus semblent équivaloir à peu près à dix ans de la fameuse période héroïque. Vingt-sept mois seraient donc, en bonne arithmétique, l'équivalent des vingt-deux ans fatidiques, mais il faut compter avec l'accélération plus grande d'événements plus rapprochés dans le temps et dans l'espace moral... Admettons donc que, loin d'être lente, cette guerre-ci épuise fort rapidement les possibilités d'une lutte européenne.

A regarder les faits acquis et l'échec décisif des ambitions allemandes dans toute l'Europe, c'est trop peu dire, dans le monde entier, la Fortune nous a servis avec une rapidité foudroyante. Mais voilà, nous tous, nous avons bien du mal à comprendre le caractère mondial de cette lutte. Nos meilleurs éléments, le bon poilu provincial, l'officier catholique, les résignés de l'arrière sont plutôt d'un type résistant, dévoué, d'horizon limité, que d'une formation capable de vues très amples. Et, d'autre part, les gens à vues mondiales sont aisément chez nous de pauvres caractères ou

des utopistes. Entre les deux, l'échange des idées est rare, compliqué de méfiances. Après la guerre, les jeunes gens de noble cœur, délivrés de l'obsession Metz et Strasbourg, auront un regard plus large que leurs pères. En attendant, il subsiste dans notre manière de juger la situation de l'Allemagne, quelque chose d'étriqué, de timide, et des préoccupations trop locales. Nous voyons que nos ennemis occupent une partie de notre territoire et nous oublions les larmes de sang que leur Empereur verse d'avoir perdu le Togoland, Kiao-Tchéou, le Sud-Ouest africain, le Cameroun, ses possessions du Pacifique, bref tout cet empire colonial si péniblement constitué, et nous ne voulons pas comprendre le désespoir des industriels allemands qui voient s'effondrer leurs comptoirs et leurs clients d'un bout à l'autre de l'Univers !

L'Allemagne est assiégée par la ligue des nations que sa méchanceté menaçait. Pour soutenir le moral de son peuple, elle élargit son front d'une manière peu avantageuse pour elle-même en se maintenant en Belgique et dans le Nord de la France, mais ses dirigeants ne parviennent pas à dissimuler l'opinion pessimiste où ils sont après une année de guerre.

Voulez-vous les écouter en quelque sorte au hasard ? J'ai sous la main une poignée de quelques journaux allemands les plus récents. Leur ton a bien changé depuis une année. Au début de la guerre, ils nous avaient trouvés démunis d'artillerie lourde et approvisionnés en munitions d'une manière insuffisante. Eh bien ! écoutez la *Vossische Zeitung* du 5 juillet :

« Tandis qu'en Galicie les armées alliées volaient de victoire en victoire, l'armée du Kronprinz de Bavière avait à soutenir un combat qui n'était ni moins sanglant, ni moins glorieux. Il ne s'agissait plus d'enlever d'assaut les lignes ennemies, ni de poursuivre des troupes en fuite. Il s'agissait d'attendre dans une position défensive l'assaut d'un adversaire supérieur en nombre, armé d'une nombreuse artillerie lourde et d'inépuisables munitions. »

Trouvent-ils que leur tâche devient plus aisée ? Dans le *Berliner Tageblatt* du 7 juillet, le major Moraht remarque qu'au moment où les Allemands entreprenaient leur offensive en Galicie, les Français leur « préparaient un rude labeur ».

« Le jour même où les positions russes du col de l'Uzok cédaient sous notre pression, le

9 mai, une offensive vigoureuse se dessinait contre l'armée du Kronprinz de Bavière. Jamais nous n'avions été attaqués avec autant de vigueur.»

Enfin, la *Reichspost* du 6 juillet examine l'ensemble de la situation et la voit exactement comme nous faisons. Elle constate, que *dans la première partie de la guerre, l'offensive fut dirigée contre la France et arrêtée sur la Marne. Depuis quelques mois au contraire c'est contre les Russes que l'effort austro-allemand a été dirigé. Dans le même temps, il fallut résister à l'attaque française prononcée pour aider les Russes. Et la Reichspost reconnaît que l'offensive allemande n'a pas amené la défaite de l'armée russe repliée par étapes sur ses lignes de résistance.*

L'Allemagne, animée par une haine furieuse contre nous et contre ceux qui nous assistent n'a pas la liberté d'esprit de réfléchir sur sa situation, mais ses gouvernants ont perdu toute idée de vaincre. Leur plan est brisé. Ils n'ont plus qu'une voie de salut, c'est de soutenir par n'importe quel moyen le moral de leur nation en attendant que nous nous lassions.

Eh bien ! nous ne nous lasserons pas. Nous voyons très bien les menées de ces Allemands qui se costument en socialistes et en pacifistes pour miner notre ténacité et nous vanter les

douceurs d'une paix honteuse. En une année de guerre, nous avons définitivement brisé l'offensive de la plus puissante armée du monde. Encore un peu de temps et nous cueillerons pour nous et nos petits-enfants les fruits de la victoire complète.

P. S. — J'ai reçu la somme de 2.000 francs en souvenir du lieutenant de vaisseau Tourréil, pour les familles des matelots et fusiliers marins si éprouvés depuis le début de la guerre, somme à répartir entre les préfectures maritimes de Cherbourg, Brest, Lorient, Rochefort et Toulon. Je fais parvenir cette somme aux vice-amiraux commandant ces préfectures.

Puis 1.000 francs de A. W., à répartir entre les invalides de la guerre et les orphelins de la guerre. Je remets 500 francs à Frédéric Masson pour les orphelins de la *Mutualité des veuves*.

Enfin, 20 francs pour l'église de Gerbéviller, donnés par Th. C., que j'adresse à la sœur Julie.

XII

LES HÉROS S'ENTRAIDENT

Les Invalides de la guerre.

17 Juillet 1915.

Toute organisation est nécessairement positive, prosaïque, un peu terre à terre. Il m'a bien fallu donner des précisions minutieuses

et rédiger un petit manuel de ce que doivent savoir le mutilé et ceux qui s'occupent de lui. Nos lecteurs ont créé un trésor ; notre premier soin, c'est qu'il soit bien administré, utilement dépensé.

Cependant, songez que ces quatorze cent mille francs ne sont pas simplement une somme mise à la disposition des mutilés, mais le signe de chaudes sympathies que je dois dégager et faire valoir, pour en apporter aux grands blessés l'honneur et la douceur.

Chacune de nos souscriptions a une âme. Notre trésor, trésor d'argent et d'amitié, a une histoire touffue, variée, tantôt splendide, tantôt plus mystérieuse et faite d'infiniment petits qui se laissent à peine deviner. N'aimeriez-vous pas suivre jusqu'à la pensée d'où elles nous vinrent, ces sommes qui s'alignent longuement, depuis des mois, sous nos yeux ?

Nous avons enregistré les dons royaux que nous faisaient les princes des lettres. Edmond Rostand nous a abandonné ses droits sur une reprise de *l'Aiglon* : c'est l'obole du fidèle Flambeau et des soldats de la vieille épopée à leurs frères d'armes d'aujourd'hui. Anatole France nous a donné un livre, *Sur la voie glorieuse*, « mis en vente chez

Édouard Champion, au profit de l'Œuvre des mutilés de la guerre » : c'est l'hommage de la plus haute tradition des lettres françaises. Auguste Villeroy a versé dans la caisse de nos mutilés les premières recettes de la *Vierge de Lutèce*, obole de la sainte de Paris elle-même. Vincent d'Indy, à Saint-Eustache, a composé et dirigé la partie musicale d'une solennité où la religion, par les hautes voix du cardinal de Paris et du Père Sertillanges, invitait les auditeurs à aider fraternellement les martyrs de la patrie.

Ces délicates et glorieuses collaborations nous émeuvent, mais plus encore, — France, d'Indy, Rostand, Villeroy, me comprennent, — les dons qui nous viennent des bataillons engagés sous le feu.

Dons héroïques et deux fois sacrés ! Des soldats sont en train de se battre. Ils conquièrent la victoire au prix de leur sang, ils vengent les morts et les blessés et, en outre, le visage tourné une seconde vers leurs camarades qu'on emporte, ils cherchent quelque chose qu'ils puissent leur donner. Les admirables gens ! Laissez, leur disons-nous, c'est l'affaire de nous autres à l'arrière. Non ! Ils veulent, comme des Christ sur la croix, tout donner, leur argent avec leur vie, toute leur

amitié, toute l'humanité contenue dans un cœur sublime.

Que ne puis-je citer ici les lettres simples et touchantes qui accompagnent tous ces envois, ce sergent-major A. M..., du 37^e colonial, ce commandant de dragons, envoyant sa souscription, celle des gradés et des cavaliers de la 9^e région, ce capitaine de spahis, ce colonel de territoriale, tant et tant d'autres ! Mais ces lettres me confondent : elles veulent me faire croire que je suis aussi un soldat, un « camarade de lutte », comme ils disent, et je sais trop bien que, s'il est possible que je rende quelque service, il est faux que j'aie aucun mérite.

Tout le mérite n'appartient qu'à ceux qui souffrent et dont je ne suis pas. Et puis, à citer ces lettres, j'accuserais trop de dettes que je n'ai pas payées. Ces hommes, qui se font tuer pour nous, me demandent chacun une page, mais une page rien que pour eux, pour leur petit groupe où vient de se faire, sous le feu de l'ennemi, la collecte des mutilés, un article pour le *Sourire des Marsouins*, un pour le *Poilu de l'Argonne*, un autre pour l'*Écho des Tranchées*, « le seul qui publie des articles inédits d'académiciens ».

Je voudrais bien les contenter, mais je

ne puis pas, parce que tout ce que je dirai de l'arrière à ceux qui se battent et qui accomplissent leurs actes héroïques ou prennent leurs divertissements avec la même simplicité paraîtra d'un faste pédantesque. A côté d'eux, il faut se taire. Me voyez-vous leur donnant mes avis, mes conseils, mes remerciements, mes encouragements ! Et quoi encore ? Qu'ils me comprennent et me pardonnent si je me déclare incapable d'être autre chose que leur lecteur.

Ils me demandent quelques lignes ; c'est moi qui vais leur emprunter quelques citations. Écoutez ces extraits de lettres :

Le 5^e bataillon du 295^e d'infanterie me charge de vous adresser, pour l'Œuvre des Invalides de la guerre, la somme de 228 fr. 50 c., réunie à la suite d'un concert donné à une lieue des Boches. D'excellents artistes comme Duclos, de l'Opéra ; Buffa, des Concerts-Colonne, et Gerbault, de la Comédie-Française, nous y firent oublier, un moment, la voix des marmites environnantes.

Signé : RAYMOND E...

Un autre, du 2^e bataillon du 40^e d'infanterie :

Nous avons continué nos représentations théâtrales au cours de nos repos, et chacune d'elles s'est terminée par une quête dont je vous envoie le produit au profit

de nos camarades mutilés... Si vous trouvez plusieurs mandats, c'est parce que je n'ai pas toujours le temps d'écrire, ni les moyens de voir le bureau du Trésor. Alors, il faut attendre l'occasion favorable. C'est ce qui explique cette somme de 350 fr. 50 c. sortie du porte-monnaie cependant peu gonflé de nos braves poilus.

Un régiment de territoriaux de Provence, le 145^e d'infanterie, nous envoie une somme vraiment magnifique : 1.106 fr. 40 c.

Il a suffi, m'écrit leur colonel, M. de B..., que je propose à mes territoriaux de participer à l'Œuvre des mutilés pour que spontanément une souscription se couvre d'adhésions et me permette de vous offrir aujourd'hui l'obole de mon régiment.

Témoignage éloquent de l'esprit de fraternité de nos sublimes soldats, ne le mesurez pas au montant de l'offrande, car ils ont ouvert toute grande leur main généreuse pour secourir leurs frères estropiés d'hier et de demain.

La guerre est un terrible fléau ; mais notre sol de France, fécondé par le sang de ses fils, a vu surgir de ses entrailles les vertus les plus précieuses et les sentiments les plus nobles, héritage de nos aïeux que nous semblions ignorer nous-mêmes.

En échange des deuils qu'elle sème, nous récolterons, avec la gloire, une ample moisson d'estime et d'admiration du monde entier et de ceux-là mêmes qui prenaient plaisir à nous humilier.

Des blessés eux-mêmes viennent au secours des mutilés. C'est prodigieux ! Ils m'expliquent l'origine de cette somme. Écoutez parler

M^{me} C..., la directrice de l'hôpital auxiliaire du grand lycée de Besançon :

L'oisiveté est mauvaise conseillère; nous avons excité l'activité de nos malades en instituant un concours entre tous les objets que leur industrie nous soumettrait.

Au terme fixé, un jeune père de famille nous remettait toute une parure de lainages, par lui tricotée pour son bébé à naître; un alpin avait construit, dans une large caisse plate pleine de terre, un gourbi en brindilles avec tranchées à créneaux, défilement, etc., joliment peuplés de soldats de plomb... Ce fut le clou de l'exposition.

Les objets les plus disparates furent produits : couture, marquage de linge, broderie, filet, dentelle, sculpture sur bois, étain repoussé, abat-jour en papier travaillé, brochages, poésies, autel construit dans une bouteille par un artisan.

Certains furent vendus au profit de votre Oeuvre et leur prix fut versé au tronc, pêle-mêle avec les entrées des visiteurs de notre exposition. De là cette somme totale de 400 francs, que nous vous adressons.

Nous avons pensé devoir vous signaler avec quelques détails une initiative qui pourrait trouver des imitateurs, pour le plus grand bien de nos soldats hospitalisés et de vos mutilés tout à la fois.

Ai-je le droit de citer une autre lettre particulièrement belle? Je le crois. Ce n'est pas à un écrivain que s'adressent les gentillesse qu'elle me prodigue, mais à tous les lecteurs de *l'Écho*, à tous nos collaborateurs, à tous ceux qui ont donné leur zèle et leur argent à

l'Œuvre des mutilés. Et puis on y voit la générosité de ces soldats de la France qui ont tant de cœur et d'imagination qu'ils veulent nous trouver des mérites, à nous, leurs inférieurs ! Écoutez comme ils parlent bien, comme leur pensée a de la plénitude et de la noblesse :

Ce sont les « Poilus de l'Argonne » qui frappent aujourd'hui à votre porte et viennent vous apporter un peu de leur cœur. Ils ont entendu votre voix, et ils l'ont aimée. Quand, penché sur la tranchée, vous avez chanté, clamé l'héroïsme et la grande vertu de nos soldats, ils se sont dit tout bas, très bas, en songeant surtout à ceux qui étaient tombés : « C'est vrai ! » Et ils vous ont béni silencieusement, au fond de leur âme, pour les hommages que vous avez rendus aux saints de la patrie. Mais, lorsque vous avez accompagné, des champs de bataille aux hôpitaux, leurs camarades mutilés, ils vous ont vraiment aimé. C'était si beau, c'était si bien, qu'un grand écrivain, mieux, qu'un grand poète, mieux encore, qu'un grand patriote s'inclinât sur les plaies saignant de bon sang de France et sur les glorieux débris de tant de braves ! De cette haute sollicitude pour leurs camarades, les « Poilus de l'Argonne », ceux-là qui tiennent accrochés aux pentes de défilés fameux, vous remercient. Ils veulent faire

davantage, et voici qu'ils déposent dans votre corbeille de bienfaisance une offrande qu'ils vous prient d'employer à votre Oeuvre magnifique des Invalides de la guerre.

Cette offrande de soldats est le produit d'une quête faite dans un concert organisé pour eux et par eux, avec l'appui et en présence de leurs officiers et de leurs grands chefs dans un cantonnement de repos, où le printemps et la nature ont fait des merveilles de grâce, de pittoresque et de beauté. On voudrait pouvoir vous écrire : « C'était à tel endroit, tel général était là, tel autre encore. tels et tels officiers, telles et telles troupes. » Mais qu'importe après tout ces dénominations ! Dans cette foule de plein air, tour à tour grave, gaie, vibrante, follement gaie, un sentiment de tendresse, de reconnaissance patriotique, de vénération aussi pour les Invalides de la guerre, naquit tout naturellement et s'exprima par de nobles gestes, quelques-uns très touchants. Vous nous permettrez, illustre maître, vous qui aimez l'anecdote expressive, de vous dire un trait de réelle beauté. Pendant qu'une charmante quêteuse passait dans les rangs des soldats, l'un d'eux l'arrêta, tira de sa poche son porte-monnaie, l'ouvrit et prit, sur les trois sous qu'il contenait, l'obole qu'il destinait à soulager les souffrances de ses

camarades. Petite offrande d'un pauvre petit soldat de France, mais entourée de tant d'amour :

Les Poilus de l'Argonne.

Voilà comme ils écrivent et voilà surtout comme ils vivent. Voilà comment à l'intense poésie de la guerre ils ajoutent la poésie de la bonté. Voilà les beaux types de pleine et parfaite humanité que nous opposons aux barbares. On m'excusera d'avoir cité ces lettres. Pour la Fédération, elles sont des lettres de noblesse, et nous pouvons paraître sans délicatesse en les publiant, mais d'une manière plus générale, elles ajoutent à la gloire du soldat français. Ainsi je ne devais pas les déchirer dans l'ombre. Tenez, rien qu'une citation encore, mais si grande dans sa simplicité qu'elle nous révèle l'état d'esprit douloureux et admirable de toutes nos troupes coloniales. C'est une lettre qui m'arrive du Maroc, de Rabat :

La belle OEuvre des Invalides de la guerre, à la tête de laquelle vous êtes, a vivement intéressé tous mes hommes du quartier général. Aussi, sont-ils venus me trouver pour me demander de prélever une somme de 500 francs sur les économies de leur popote. Ils sont heureux de venir en aide à leurs camarades mutilés qu'ils admirent. Tous ici ont le plus grand

désir d'aller là-bas sur le front, se battre pour venger leurs frères tués ou blessés. Ils attendent leur tour.

De toutes ces lettres se dégage le même sentiment extraordinaire. Nous y voyons des héros qui s'entr'aident. Je n'avais jamais rencontré cela nulle part à un pareil degré. Qui pourra nous expliquer l'élévation morale, la résonance mystique de l'âme guerrière française à cette date et pourquoi ces accents que ne connurent ni les armées de 70, ni celles de l'épopée révolutionnaire et impériale ?

P.-S. — Nous citons chaque jour nos souscripteurs, mais avons-nous nommé et remercié les diverses collectivités qui par leur générosité, en contribuant à la formation des ateliers de M. Kula, nous permettent de rééduquer les grands blessés dans des conditions exceptionnellement favorables ?

Si les mutilés qui veulent bien s'adresser au 63 des Champs-Élysées seront mis à même d'avoir dans quelques mois un métier rémunérateur, ils le doivent à nos souscripteurs, et puis aux diverses organisations que je tiens à dénombrer ici :

1° Pour l'industrie de la couture : le Comité intersyndical d'industrie du vêtement, com-

prenant la Chambre syndicale et fraternelle des Maîtres tailleurs de Paris, la Chambre syndicale de la couture, la Société philanthropique des Maîtres tailleurs de Paris, le bureau du Comité intersyndical étant composé de tous les présidents de ces diverses Chambres ;

2° Pour la cordonnerie : la Chambre syndicale des Chausseurs ;

3° Pour les métiers du fer : l'OEuvre des Epinettes, pour le développement de l'apprentissage dans les industries du bâtiment (secrétaire général, M. Kula), soutenue par les plus hautes personnalités de l'industrie du bâtiment : architectes, entrepreneurs, représentants de la Chambre de commerce.

Enfin qu'il me soit permis de signaler et de remercier ici MM. Roger Bertin, avoué au Tribunal de la Seine, et Lamirault, ancien conseiller référendaire à la Cour des comptes, qui veulent bien être, au côté de M. Souchon, professeur à la Faculté de droit, les secrétaires généraux adjoints du Comité de Paris. Ces choix heureux complètent la bonne organisation de nos services.

XIII

LES DEMOISELLES AU POMPON ROUGE

19 Juillet 1915.

Ils nous ont surnommés les « oiseaux noirs », les « tirailleurs bleus » et puis les « demoiselles au pompon rouge ». Va pour les demoiselles... Mais ils ont senti nos coups de crosse.

(Lettre d'un fusilier marin.)

Il y a quelques jours, une Commission officielle avait à rechercher le plus beau livre qui ait été jusqu'à cette heure publié sur cette guerre. Nous nous étions rendus à la convocation parce qu'il est important à cette heure de mettre au grand soleil les œuvres qui glorifient les actes d'héroïsme et qui peuvent enflammer les âmes. Tour à tour, prirent la parole des poètes, des hommes politiques, de grands universitaires, et chacun d'eux désigna *Dixmude*, par Charles Le Goffic.

Dixmude (un volume de trois francs à la librairie Plon), c'est l'histoire de la brigade du contre-amiral Ronarc'h, l'histoire des exploits des fusiliers marins, les « demois-

selles au pompon rouge ». Anvers venait de tomber ; nos troupes en grande hâte étaient appelées et transportées pour constituer une barrière. En les attendant, comment allait-on arrêter l'aile droite allemande continuellement renforcée ? L'amiral dit à ses fusiliers : « Pour sauver tout à fait notre aile gauche jusqu'à l'arrivée des renforts, sacrifiez-vous. Tâchez de tenir au moins quatre jours. »

Quinze jours plus tard, les renforts n'étaient pas arrivés et les fusiliers marins tenaient toujours contre trois corps d'armée. Pendant un mois, ils eurent dans leurs mains le sort des deux Flandres. Ils étaient six mille, les Allemands quarante-cinq mille. Et les Allemands ne passèrent pas.

Comment cela se fit, Le Goffie le raconte. Sa narration est un chef-d'œuvre de piété patriotique et d'art réfléchi. Ah ! mon vieux camarade, vieux Breton bretonnant, vieux classique formé par l'*Alma mater* et dans l'amitié des Jules Tellier, des Jean Moréas, des Charles Maurras, cette fois ça y est, vous avez fait en vous l'unité. Tout votre cœur se dépense dans ce livre et en même temps se resserre sous une haute discipline.

Le Goffie a écrit son livre avec une grande émotion, faite d'amour filial pour sa nation

bretonne et de tendresse paternelle devant les sacrifices consentis sur l'autel de la patrie par les jeunes générations. Ce double sentiment le bouleverse. Les correspondances privées, les carnets de route, les conversations qu'il a recueillies, soit des familles, soit des soldats eux-mêmes, lui paraissent, je le vois bien et certes je l'approuve, des reliques autant que des documents : mais sa volonté intelligente domine cette matière sublime, qu'il manie avec un tremblement de respect. Il a construit avec ces pierres vivantes un cénotaphe de goût hellénique, devant lequel le *Times* évoque le nom de Thucydide. Et nous, en achevant de lire ce superbe récit, ordonné à la manière classique et tout palpitant néanmoins, grâce à ces lettres et à ces propos encore saignants et déchirés par la bataille, nous nous surprenons à murmurer le grand vers d'Auguste Barbier :

Artiste au front paisible avec des mains de feu.

Le Goffic nous raconte une épopée accomplie par des conscrits de Bayonne, de Toulon, de tous nos quartiers maritimes, par des Parisiens, par quelques Lorrains, mais où dominant de beaucoup les Bretons. Je suis bien content que mon camarade de jeunesse qui, jadis, il

y a trente années, m'a conduit le long des sentiers de son noble pays, ait été amené à se placer d'une manière si vraie dans la série des témoins de sa race. Il se lève pour la gloire de sa terre natale. C'est l'éternelle position des grands poètes épiques. Avez-vous entendu, hier, ce colonel qui, au moment de la charge, crie à ses hommes : « En avant pour la Normandie ! » Nos provinces, comme les petits royaumes de la Grèce homérique, rivalisent pour la défense de la patrie commune. Le Goffic flatte justement chez ses compatriotes l'idée qu'eurent à toutes les époques tous les guerriers de vouloir que le pays dont ils sont originaires et le corps où ils sont attachés aient la plus grande part de la victoire.

Les manières de sentir et d'agir se répètent d'âge en âge. Dans l'épopée de Dixmude, on retrouve tous les plus célèbres guerriers de la Fable et de l'Histoire. Ici, c'est le quartier-maître Leborgne qui, blessé à la tête, évacué sur l'ambulance pendant une accalmie, s'en échappe en entendant la reprise de la canonnade et revient se faire tuer à son poste. Là, c'est le clairon Chaupin qui, voyant les recrues faire le gros dos sous la rafale, leur crie : « Regardez-moi, les p'tiots ! » et, se

dressant de toute sa taille pour traverser la zone dangereuse, les entraîne dans son sillage de bravoure. C'est le lieutenant de vaisseau Martin des Pallières bondissant sur le parapet d'une tranchée. Baïonnette au canon! Et comme un des fusiliers qui charge avec trop d'entrain se plaint d'avoir perdu son « épingle à chapeau » restée dans la couenne d'un Boche : « Eh bien! lui dit des Pallières, fais comme moi : cogne avec ta tête. » Un tel mot mérite de demeurer, ainsi que le « Beau-manoir, bois ton sang » de leurs pères.

Ces Bretons s'interpellent comme dans toutes les Iliades :

— Vous en voulez? hurlent les pointeurs des mitrailleuses, tandis qu'avancent les Boches, coude à coude sur seize rangs d'épaisseur, vrais fils de ces autres barbares qui se liaient de chaînes pour ne former qu'un bloc dans la mort ou dans la victoire. Ah! vous en voulez? On va vous en moudre!

A ces figures éternelles de la vaillance, se mêlent naturellement des ruses de guerre, des aventures ingénieuses, où l'esprit assiste le courage. Tout comme Ulysse s'évadant de l'ancre du Cyclope, le jeune fusilier François Alain échappe aux Boches, après être resté quatre jours à jeun dans la paille d'une

grange où vingt-sept de ses camarades, coupés de leur compagnie, venaient d'être éventrés à coups de baïonnette. Par un petit trou qu'il avait percé à l'aide de son couteau dans une des tuiles du toit, ce marin de dix-neuf ans observait tous les manèges des Allemands, repérait leurs tranchées, les emplacements de leurs canons et de leurs mitrailleuses. Et un soir, à « l'obscur clarté qui tombe des étoiles », il s'évadait en rampant, abattait un officier teuton qui lorgnait les positions françaises et rentrait dans les lignes des « cols bleus » sous une pluie de balles, avec une cargaison de « renseignements », un fourreau de boue, quatre-vingt-seize heures de diète, et le sourire.

Car, malgré la faim, malgré le froid, malgré la boue, malgré la mitraille, tous ces marins gardent le sourire. L'enfer de Dixmude est un enfer où « l'on ne s'en fait pas », comme disent les fusiliers. Le Goffic nous raconte quelques équipées dans les sous-sols des estaminets de Dixmude et une certaine histoire de faro ou de gueuze-lambic, où l'on voit, en plein jour, deux Bretons ramener par les canaux, à la godille, sous un harnachement de gendarmes belges, un tonneau de bière forte. Où l'avaient-ils décou-

vert et enlevé? Dieu seul et monsieur saint Yves et monsieur saint Efflam le savent. Mais c'était le temps où la brigade, officiers compris, n'avait pour tout breuvage que l'eau saumâtre de l'Yser. Il y a là cent et une fariboles qui réjouiront plus tard les veillées, de Paimpol à Vannes. Un jour l'enseigne Gautier mitraillait des Allemands sur une route qu'il avait fini par leur interdire. A un moment donné, enrayage. De son blockhaus, l'enseigne hurle : « Qu'est-ce qu'il y a? — Enrayage. — Dites au chargeur de ma part que c'est une andouille. » Et l'homme de communication, un brave pêcheur d'Armor, répète, avec une naïve et docile conviction : « Le chargeur est une andouille, de la part du lieutenant. »

Qu'importent le bombardement, la fusillade, la faim, le froid! Il faut tenir : on tiendra. De la ville fracassée, incendiée, il ne reste pas une maison entière; les rues ne sont plus que des pistes méphitiques sinuant entre des monceaux de cadavres. C'est sur un charnier que campent nos marins; et l'un d'eux écrit à sa mère : « A notre escouade, sur seize, nous sommes encore trois. » C'est dire qu'on a encore, qu'on a toujours de l'espérance. « Maman, écrit un autre fusilier,

j'ai déjà reçu deux balles : une dans la manche de ma capote et une dans ma cartouchière, et la troisième sera la bonne. » Mais la troisième, on ne la recevra peut-être pas. Au reste, la mort ne compte guère, la mort ne compte pas, pour peu qu'elle aide à la victoire. On doit vaincre, et on doit accomplir son devoir. « Faire son devoir », ce mot est souvent au bout de la plume des défenseurs de Dixmude, et il est constamment sur leurs lèvres. Et, à toute occasion aussi, il illumine leurs actes. A sa compagnie décimée, le lieutenant de vaisseau Revel commande qu'on le laisse dans la tranchée où il est tombé. Ainsi l'exige le devoir. De même, quelques mois plus tard, pendant que le *Léon-Gambetta* commençait à s'engloutir, un autre officier de marine cria à des matelots qui venaient de lancer une chaloupe à la mer et qui lui gardaient une place : « Non, ma place est ici; mon devoir est ici. Pensez à vous; moi, je meurs avec mon navire. »

Qu'ils sont beaux, sans rien de gonflé, de pompeux, de fanfaron ! Voilà des hommes vrais. Quand un fusilier d'Audierne dit qu' « on est mieux au feu qu'au repos », il parle comme ils pensent tous. Et d'où leur vient cette pensée ? Où reçurent-ils cette for-

mation de l'âme? Vers qui devons-nous tourner notre remerciement?

Remercions la terre de France, qui produit de telles plantes humaines; remercions encore leur sang, leurs familles et puis profondément leurs officiers.

Écoutez cette lettre, que je tiens d'une origine certaine et qui s'accorde avec le livre de Le Goffic. Un père l'écrit à un enseigne de vaisseau de la brigade des fusiliers marins :

3 avril 1915.

Mon lieutenant,

Vous avez sous vos ordres mon fils, le Q.-M. fourrier X... Mon enfant m'a parlé si souvent de vous sur ses lettres, et aujourd'hui encore il me dit : « Avec ce diable d'homme on irait partout », que je me permets de vous adresser une prière.

Si mon fils était blessé, malade dangereusement, prisonnier, faites-nous le savoir de suite.

S'il tombait pour ne plus se relever, et s'il vous est possible, faites marquer l'endroit, faites-nous le connaître pour que nous puissions le retrouver après la guerre.

Mon plus grand bonheur (après l'écrasement de l'Allemagne) serait que vous n'ayez aucun de ces renseignements à nous donner; mais nous connaissons notre enfant, il aime son pays, il ne boudera pas devant le danger; il fera, au moins, son devoir, et je serais surpris qu'il revienne sans quelques accrocs.

Excusez, mon lieutenant, ma lettre que je désire entre nous, et veuillez agréer l'assurance de ma profonde admiration pour les belles choses que vous faites et faites faire à nos marins.

La terre, le sang, les familles, les chefs sont générateurs de l'héroïsme des hommes. Les officiers possèdent la tradition. Ils la communiquent au soldat, ils la réveillent, l'ébranlent dans les consciences françaises. Ils mettent un enfant bien né en communication avec la source où les braves boivent le secret du sacrifice. Par quel sacrement se fait cette initiation? Autrefois, quand nos officiers français s'appelaient des chevaliers, il y avait un cérémonial, toute une suite de rites. On sent bien qu'un effort aussi rude, un sacrifice aussi entier que ceux qui ont été demandés à la brigade de l'amiral Ronarc'h n'ont pu être obtenus par des moyens ordinaires. Il y a fallu un état de grâce particulier. Comment un homme soudain devient-il supérieur à lui-même? C'est le fait devant lequel je m'arrête, le mystère où l'on se heurte. Nous sommes capables d'apporter un historique, non une explication.

Demain, nous donnerons à nos lecteurs un beau document inédit. le témoignage d'un de ces héros de dix-neuf ans, qui nous permet d'assister à sa veillée des armes, à son initiation.

XIV

LES MARINS AU CIMETIÈRE DE DIXMUDE

20 Juillet 1915.

Un cimetière sombre, avec de blanches lames,
Cela rappelle un peu la mer.

(*Le Cimetière d'Eylau*, Victor Hugo.)

Nous les avons vus défilér dans les rues de Paris, clairon en tête, sac au dos et fusil sur l'épaule, les « demoiselles au pompon rouge », ces jeunes fusiliers marins, quand ils partaient pour être les héros de la défense des Flandres. Vêtus de frais, « capelés » à la nouvelle mode, en vareuses remontantes sous la grande capote d'infanterie, ils s'en allaient avec leur démarche balancée, leur sourire grave, si l'on peut dire, et cette tranquillité des hommes de mer habitués à la houle, au tonnerre, et préparés ingénument et délibérément à donner leur vie pour l'honneur du col bleu, pour l'amour de leurs chefs et de la Patrie.

Ils sont préparés ! Sans doute les Bretons sont prédisposés à se serrer autour de leurs officiers ; la mer est un champ de bataille perpétuel ; la communauté du danger crée vite celle des cœurs. Mais à côté de ces Bre-

tons, il y a des inscrits de tous nos quartiers maritimes ; il y a même un assez joli lot de natifs des Batignolles. Et puis, dans toutes nos armes et sur presque tous nos champs de bataille, au cours de la guerre actuelle, on a pu observer cette fraternité entre les hommes et les chefs, cette communion spirituelle de tous avec je ne sais quelle grande force. D'où vient ce surcroît que reçoivent les âmes, qu'elles ne soupçonnaient guère il y a une année, et qui leur permet de consentir aux exigences terribles d'une volonté mystérieuse, infiniment supérieure à la leur ?

Des jeunes gens de dix-huit ans sont en grand nombre parmi ces fusiliers que je vois s'embarquer à la gare du Nord pour la Belgique et pour Dixmude. Ils vont pour leur début, sans atermoiements, renoncer à ce qu'ils ont de propre, consentir aux plus dures exigences et se transformer intérieurement. Quel drame profond, qui double la tragédie militaire, et que l'on voudrait dérouler scène par scène !

Comment un être est-il envahi par une vie supérieure à la sienne ? Je pose le problème et je recueille des matériaux. Le Goffic, une fois son superbe livre terminé, a continué de recevoir des documents. Je pense qu'il les

emploiera plus tard. En attendant, le généreux ami choisit sur sa table de travail quelques-uns de ses plus beaux « témoignages » pour qu'à la gloire de sa nation j'en fasse profiter mes lecteurs. Il m'a donné le journal inédit d'un jeune fusilier marin, Pierre Bernoux, âgé de dix-huit ans, qui, descendant du train de Paris, au matin du 25 octobre, avec sa compagnie, s'apprête à rejoindre ses camarades à Dixmude.

Ces enfants ne savent encore rien de la guerre. Ils prennent place dans des tranchées garnies de paille « vraiment confortables », écrit Pierre Bernoux, et sont tout étonnés de voir un tel repos régner autour d'eux, tandis qu'à quelque cent mètres la mitraille fait rage. Plus étonnés encore de ne pas apercevoir un seul ennemi. Ils en demandent l'explication aux anciens qui se mettent à rire et répondent énigmatiquement : « Vous les verrez plus souvent que vous ne le voudriez. » Ainsi nous voilà devant des « bleus » qui vont recevoir le baptême du feu. L'un d'eux va nous raconter ses impressions en toute candeur. Écoutons, regardons de tous yeux cet instant où le héros, dans toute sa gloire, sort de la brune chrysalide.

Notre capitaine, nous ayant fait distribuer de

nouvelles cartouches et donné d'indispensables recommandations, nous commande : En avant ! Nous abandonnâmes nos tranchées pour aller occuper celles de première ligne, qui se trouvaient situées de l'autre côté de Dixmude, dans le cimetière ! En file indienne, un rang de chaque côté de la route, chaque homme espacé de quelques mètres, afin de moins offrir de prise aux obus, nous avançons dans cette pauvre ville, depuis plusieurs jours bombardée sans pitié. Un spectacle effrayant nous attendait. Dès l'entrée, de chaque côté de la rue, le ruisseau était transformé en une rivière de sang, dans laquelle baignaient des loques sanguinolentes, des débris d'êtres humains, des cadavres... Cet horrible tableau vivant nous fit une impression indéfinissable. De grosses gouttes de sueur perlaient sur nos fronts. A mesure que l'on avançait, des choses plus atroces, épouvantables visions d'horreur, s'offraient à notre vue : des morts étaient jonchés sur le sol ; les uns, les yeux tout grands ouverts, semblaient nous regarder et dans une muette prière vouloir nous dire : N'y allez pas, n'y allez pas ! Nous avançons cependant, allant d'horreur en horreur. Là, c'étaient des mourants, ici, des bras, des jambes ; partout la ruine et la désolation. Nous avançons, le regard perdu dans

cette interminable suite des derniers vestiges de Dixmude. Tout à coup, un lugubre sifflement nous tira de notre rêverie : c'était un gros obus qui était dirigé sur nous. Plus d'un de nous frissonna en entendant le bruit de sa marche rapide. Sur un ordre bref, nous nous couchâmes à terre en ramenant nos sacs sur la tête. Précaution bien futile. Que l'obus vint à tomber sur nous et c'était le déchiqûement. Il nous restait, comme suprême consolation, de penser que c'était pour la France. Cependant l'obus arrivait rapidement. Nous écoutions haletants, retenant notre respiration. Soudain, une effroyable détonation nous apprit que le projectile était arrivé au terme de sa course. La terre s'entrouvrit, le sol trembla, secoué formidablement par la masse d'acier qui venait de dix kilomètres. L'obus était tombé à quelques mètres de nous sur une maisonnette où se trouvaient, hélas ! quelques soldats belges...

Un quart d'heure après ils arrivent au pont de l'Yser, le franchissent et se dirigent vers le bout de la ville, tandis que de nouveaux sifflements les font se coucher à terre.

Nous apercevions devant nous le cimetière de Dixmude, but de notre pénible promenade, mais pour y parvenir, il nous fallait parcourir encore une cinquantaine de mètres sans abri.

Et les camarades que nous avions rencontrés en cours de route nous avaient confié ces quelques mots qui nous donnèrent un frisson : « Il est temps que vous arriviez, il se passe du propre ! » Vous pensez, chers amis, si cela nous rassurait. Enfin le capitaine prit la tête de la colonne et, afin de nous donner l'exemple et d'aviver notre ardeur, il quitta le premier le dernier ubri en commandant : « Pas de course ! »

A peine avions-nous dépassé la dernière ruine protectrice qu'une fusillade nourrie nous apprit que les bandits nous apercevaient. Nous étions en terrain découvert. Le temps très court qui se passa durant que nous traversions cet espace dangereux nous parut une éternité. Enfin nous arrivâmes dans le cimetière, où notre premier soin fut de nous mettre à l'abri des balles qui pleuvaient toujours. A cet effet, tout le long du mur étaient construits des retranchements où les créneaux étaient disposés afin de laisser passer les fusils.

Quatre camarades déjà manquaient à l'appel. Notre arrivée fut saluée par un obus ennemi, bientôt suivi de plusieurs autres. Et plusieurs des nôtres tombèrent encore sans avoir vu une seule de ces brutes germaniques et sans avoir pu tirer un seul coup de feu. Mais il fallait répondre au feu nourri de l'ennemi. Le capitaine nous dit alors :

« — Regardez bien et feu à volonté sur tout homme que vous apercevrez. »

Quelques instants après, nous tirions des feux de salve à la distance donnée par nos chefs, sur un but invisible pour nous, mais que les lunettes d'approche du capitaine lui montraient bien. Et la nuit arrivait, se faisant à chaque minute plus obscure et plus impénétrable. Le canon de nos fusils était presque rouge, tant avait été vive notre fusillade, puis brusquement le canon se tut, les balles arrêtèrent leur pluie meurtrière. Plusieurs des nôtres étaient encore tombés, blessés ou morts. Un de mes amis fut tué net, tout à côté de moi, d'une balle en plein front, la cervelle jaillit de tous côtés, car il avait été frappé d'une balle dum-dum... Beaucoup tombèrent ainsi, frappés de ces petits projectiles qui déchiquètent le membre et causent parfois de telles souffrances que le blessé, dans son martyre, refusant tout secours et tous soins, implore d'une voix lamentable : « Achevez-moi ! achevez-moi ! »

Le combat est terminé. Quelques coups de feu encore, puis l'angoissant silence de l'obscurité. La lune se lève, les hommes regardent alors derrière eux dans le cimetière.

Les tombeaux étaient renversés, les morts déterrés, ravis au sépulcre mystérieusement.

C'était un spectacle vraiment inoubliable par son horrible vision, rendue plus horrible encore par les pâles reflets de la lune, lesquels donnaient au moindre objet une allure fantastique... Sur un ordre du capitaine, nous nous reposâmes un peu, un sur deux ; nous nous remplaçons de deux heures en deux heures. Quelques coups de feu dans la nuit. Ils ne durèrent que quelques secondes, mais ce fut suffisant pour nous faire mettre tous sur pied, le doigt sur la gâchette.

Le matin, dès l'aube, la canonnade reprend, puis la fusillade. Le long du cimetière il y avait une route. Plus loin, c'était des champs où nombre de cadavres étaient entassés. A 800 mètres de là environ, il y avait un bois, à l'entrée duquel se trouvait un château flanqué de deux mitrailleuses, dont les Allemands avaient fait leur domicile. Nos obus commencèrent à tomber dessus avec une précision mathématique vraiment extraordinaire. A chaque projectile, une partie du château s'effondrait, soulevant une masse de poussière, tandis que les débris voltigeaient dans les airs comme de vulgaires plumes... Il en résulta que l'on vit bientôt sortir de ce château nombre de Boches qui allèrent en courant se réfugier dans le bois, s'offrant à nous comme une cible facile. Aussitôt notre

capitaine donna l'ordre aux mitrailleurs de faire parler leur arme, tandis qu'il nous commandait : « Feu de salve ! » Joyeusement, nous exécutions ce commandement et les balles crépitèrent, frappant dans la masse et jonchant le sol de cadavres ennemis.

Ils sont tout à leur joie quand un taube apparaît, les repère.

Alors qu'il se trouvait exactement sur nous, l'on vit quelques nuages de fumée s'en détacher, puis l'oiseau fit brusquement volte-face... Quelques instants après, une masse formidable vint s'abattre au milieu du cimetière. Les quelques flocons de fumée aperçus étaient un signal. Fort heureusement, le tir de l'armée allemande n'est pas très précis, de sorte que nous eûmes le temps, sur un ordre du chef, d'évacuer les lieux devenus par trop intenable.

Et de courir. Dans leur repli, trois ou quatre seulement des fusiliers sont atteints. Les autres n'allèrent pas loin. A peine quelque cent mètres derrière le cimetière, le long du talus bordant la voie ferrée. Là, le capitaine commanda : « Halte ! espacez-vous le long du talus et ne bougez pas. » Ce qu'ils firent, tandis que les obus continuaient à pleuvoir dru sur le cimetière.

Au soir tombant, le capitaine nous com-

mandu : « Le long de la voie, creusez des tranchées ! » On en creusa sur une distance assez grande. La nuit était tombée tout à fait. Un coup de feu, deux, trois, puis une salve nous fit sursauter. C'étaient les Allemands qui, voulant profiter de notre désarroi qui nous avait fait abandonner le cimetière, voulaient reprendre la position. Mais les braves tirailleurs sénégalais nous avaient remplacés dès que l'intensité du feu de l'armée ennemie s'était atténuée et, pendant quelques minutes, plusieurs salves furieuses furent échangées à l'avantage des nôtres et au désavantage des Boches qui, bientôt, durent reprendre leurs primitives tranchées.

Notre narrateur et ses amis étaient à peine installés dans leur retranchement creusé le long de la voie qu'une *masse indistincte et compacte* parut du côté de Dixmude. Ils s'en effrayent d'abord un peu : le capitaine leur explique que ce sont les marins qui viennent les relever, tandis qu'eux-mêmes iront occuper des tranchées situées à plusieurs kilomètres de là. Après une marche d'une heure et comme ils y arrivent, ils sont accueillis par une fusillade nourrie : les Boches attaquaient les tranchées.

Sur l'ordre bref du capitaine, nous nous

couchâmes à terre et nous avançâmes en rampant. Nous étions chargés de remplacer les chasseurs à pied (belges) qui se trouvaient là depuis trois jours. Ils furent très heureux de nous voir arriver. Cela leur permettait de se reposer un peu. Ils nous cédèrent bien vite la place, sans regret, et s'en retournèrent en rampant comme nous étions arrivés, car les balles allemandes pleuvaient toujours. Dès que nous fûmes installés dans les tranchées, nous nous mîmes en devoir de répondre au feu de l'ennemi, les mitrailleuses se mirent de la partie et bientôt la fusillade cessa.

Le reste de la nuit fut tranquille.

Le lendemain matin, dès l'aube, nous pûmes à notre grande surprise apercevoir une grande étendue d'eau devant nous. C'était l'inondation produite par la rupture des digues, rupture occasionnée par les Belges afin d'« endiguer » le flot allemand, et la ruse réussit pleinement ; l'artillerie allemande fut obligée de reculer, sous peine de voir ses canons s'enliser. De la sorte, nous fûmes tranquilles pendant quelques jours.

Vous avez lu ; vous connaissez maintenant le fusilier marin Pierre Bernoux, âgé de dix-huit ans ; et désormais, les uns et les autres, nous n'oublierons pas plus le cimetière de

Dixmude que le *Cimetière d'Eylau*, chanté par le vieux prophète Hugo. Ce jeune soldat est devenu sous nos yeux un héros ; il ne le sait pas, et nous, qui le savons, nous ne distinguons pas comment la chose s'est faite. D'où surgissent cette force, cette noblesse, cette volonté d'un individu qui soudain se dépasse et prétend à bien autre chose qu'à assurer sa propre vie ? Cela s'est-il formé au sein du bataillon et par la communion de chacun avec tous ? Derrière cette explication, il m'en faut une autre, plus reculée, plus large, plus totale. Ils sauvent la Patrie ; ils croient savoir, en outre (est-ce croyance dogmatique ou bien subite intuition ?) qu'ils sauvent leurs âmes en se dévouant. Mais d'où leur vient cette grande idée féconde ? Comment surgit-elle en l'homme ? Comment pour cet incertain donnent-ils parfois leur vie ? On voudrait poursuivre dans les terres inconnues et dans les ténèbres la réponse à ces questions inévitables. Mais nous recueillons les faits sans pénétrer dans le secret laboratoire qui les prépare loin de notre regard.

XV

POUR DES BRAVES GENS
QU'ON EMPÊCHE DE PÉTITIONNER

(Contre la Chambre qui veut brûler les morts.)

21 Juillet 1915.

Je ne m'occupais plus de la loi sur l'*incinération obligatoire des soldats* votée par la Chambre (1). Elle est injustifiable, cette loi. Chacun s'en écarte. *Jam factet*, disais-je. Ses auteurs, couchés de leur long sur le plancher, au pied de la tribune, semblaient devenus quelques-uns de ces cadavres qu'ils ont visés et qui ne peuvent plus être identifiés. Le Sénat avait nommé une Commission de réprobation, je dirais d'enterrement si je ne craignais de désespérer le docteur Navarre, M. Dumont et ses collaborateurs qui, pareils à la veuve du Malabar, ne veulent s'anéantir que dans un brasier. Bref, chacun croyait qu'on allait jeter le tout dans le four crématoire.

Erreur ! une divinité a pris ce mauvais texte sous sa protection. Regardez du côté de Tou-

(1) Voir dans les *Voyages de Lorraine et d'Artois* les pages 340 à 352.

louse. Au milieu d'un champ de violettes vous verrez la Censure, pareille à Titania, tenant sur ses genoux et caressant cette tête d'âne.

De là-bas, on me télégraphie :

Monsieur le Député,

L'Œuvre toulousaine des tombes de nos héros morts au champ d'honneur a le devoir de vous informer que la Censure de Carcassonne interdit la reproduction dans les journaux de notre pétition au Sénat. Au nom des familles françaises, elle vous serait reconnaissante si vous pouviez obtenir du Gouvernement le respect du droit de pétition. Celle que nous adressons au Sénat est conçue dans une forme irréprochable de mesure et de modération. Elle ne menace pas la Défense nationale et ne porte nulle atteinte à l'ordre public. Il est inconcevable que, dans un but qui nous échappe, une censure mal comprise veuille bâillonner la voix des mères.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Député, l'expression de mes sentiments fidèlement dévoués.

Pour l'Œuvre des tombes de nos héros :

VICTOR LESPINE.

J'ai lu le beau texte proposé par Victor Lespine et le colonel Perrossier à la signature

des femmes françaises. Ces messieurs n'ont pas commis la faute de s'exprimer d'une manière grossière, irritante ou offensante contre aucun Français. Il est impossible qu'on les accuse de troubler la paix publique et l'union sacrée. Écoutez en quels termes irréprochables ils essayent d'empêcher une fantaisie tout à fait propre à froisser, à peiner, voire à désespérer d'innombrables Français. Voici la pétition qu'ils adressent à nos Pères Conscrits :

Messieurs les Sénateurs,

Nous soussignées, mères, épouses et sœurs de combattants, nous vous prions de ne pas ratifier le vote émis par la Chambre des députés dans sa séance du 18 juin et tendant à l'incinération obligatoire en temps de guerre.

Nous acceptons les dures nécessités de la guerre et sommes prêtes à consentir tous les sacrifices sans en excepter un seul, pour le salut, la grandeur et la gloire de la Patrie.

Nous demandons seulement que l'on ne nous enlève pas, par un texte rigoureux, étroit, formel, l'espoir de recueillir plus tard la dépouille mortelle des êtres aimés qui sont tombés ou tomberont encore sur le champ de bataille et d'aller prier sur leur tombe,

C'est notre vœu le plus cher, messieurs les sénateurs, que nous vous exprimons respectueusement, de toute la force de nos âmes meurtries et avec la certitude que, dans ce pénible débat, vous écouterez notre voix.

Le reste suit, également digne, émouvant, élevé. C'est un langage qu'il est fâcheux que la Censure ne veuille pas laisser parvenir jusqu'au Parlement, car celui-ci y trouverait en même temps que de sages conseils immédiats, un modèle perdurable de discussion noble.

Je l'avoue, l'affront qui est fait par la Censure à l'*OEuvre des tombes* m'éclaire sur mon devoir mieux que je ne l'étais. J'avais cru la cause gagnée; je me taisais. A tort. Nous devons venir à la rescousse de ces provinciaux que l'on brime et donner notre voix à des arguments que Carcassonne cherche à bâillonner. Redisons pourquoi le texte voté par la Chambre est mauvais.

La Chambre ordonne que les soldats tombés au champ d'honneur soient brûlés s'ils ne sont pas immédiatement reconnus. Et nous, après Lefas, après Lerolle, nous répliquons : « Laissez donc les chefs militaires en décider ! Ils verront sur place, d'après les circonstances s'il y a lieu de brûler ou de ne pas brûler. »

— Y pensez-vous ! s'écrient le docteur Navarre et sa majorité. Laisser la décision aux chefs militaires ! Non, mille fois non ! Depuis nos banquettes, nous voyons, décidons et ordonnons qu'en toute hypothèse il

faut brûler les corps non identifiés. Nous défendons de jamais les ensevelir.

— Et pourquoi, mes collègues ?

— Pour l'hygiène.

Ah ! maladroits, vous voilà pris à votre piège. Vous avez si peu souci de l'hygiène que c'est elle que je puis invoquer contre vous. S'il survient une épidémie, une contagion, une circonstance où l'hygiène conseille de brûler tous les corps, voilà que votre loi en empêche les chefs militaires. Elle leur dit : « Brûlez les morts non reconnus ». Elle ne veut pas qu'ils soient juges de la situation. Mais, malheureux, il peut arriver telle situation où il convienne de brûler tous les morts. Vous n'y avez pas réfléchi. Votre ardeur vous aveugle. Brûlés de plus de feux que vous n'en allumerez, vous courez devant vous sans plus connaître nos arguments que les délicatesses que vous foulez aux pieds. Vous ne voulez entendre que votre manie, qui est de rendre l'incinération obligatoire pour tous les Français.

Et ce qui achève de prouver le dur parti pris, c'est cette intervention de la Censure provinciale interdisant à des braves gens de combattre l'idée de la Chambre. Docteur Navarre, j'en suis sûr, vous êtes tout confus de cet excès d'honneur et d'avoir dans votre

discussion l'appui péremptoire des cisailles d'État.

Allons! démocrates, un mouvement, à votre choix, de l'intelligence ou du cœur. Déchirez cette loi qui atteindrait peu les officiers, car ils seront toujours aisément reconnus, mais qui priverait de sépulture un très grand nombre de simples soldats.

Je suis sûr que tous les députés qui sont à l'armée, et qui le plus souvent sont des officiers, répugnent à ce texte. Et je suis persuadé que le jour où la discussion reprendrait à la Chambre, le commandant Driant serait là pour exposer, avec la plus honnête vigueur, l'avis de ses frères d'armes.

(Vous m'interrompez, vous me dites qu'aujourd'hui Driant est lieutenant-colonel. Je le sais bien, certes! Mais je l'appelle commandant parce que c'est son nom de parlementaire et que je le mets en cause ici comme député.)

La dernière fois que je l'ai vu, il m'a raconté une anecdote qui se place tout naturellement ici :

Un de mes petits chasseurs, me disait-il, un de ces silencieux qui depuis le premier jour font leur devoir tranquillement, quitte sa tranchée à l'aurore et se dispose à partir avec une

pelle, une pioche et une couronne de lierre qu'il a confectionnée pendant sa garde de nuit.

— *Où allez-vous? lui demande un sergent.*

— *Voilà, l'autre nuit, en allant en patrouille, j'ai découvert dans un buisson des restes qui doivent être là depuis rudement longtemps : c'est pas un Boche, c'est un camarade, il y a encore son képi; je veux l'enterrer et dire une prière dessus.*

— *C'est trop près des Boches, vous ne pouvez y aller tout seul; j'y vais avec vous.*

Et le sergent me conta qu'à eux deux, ils avaient en effet ramassé les membres épars d'un soldat colonial tué par un obus de gros calibre. Il y avait même là une troisième jambe, venue on ne sait d'où et qu'on enterra avec lui. Au radius du bras, réduit à l'état de squelette, était encore attachée la plaque d'identité : « Bouchan-Gauderique, Perpignan, 1900-30. » Sa mort, nous pûmes l'établir, remontait aux premiers jours de septembre 1914. Le pauvre colonial a maintenant sa croix et cette croix porte son nom. Les siens sauront où venir prier.

Elle est belle, l'histoire de Driant... Son chasseur eût ouvert de grands yeux s'il lui avait dit : « Il y a dans le secteur un four à incinérer : il faut le porter là. » L'autorité

militaire a fait construire dans tous les cantonnements, par mesure d'hygiène, des fours où l'on brûle, chaque nuit, tous les détritux du jour. Appéciez-vous que nos glorieux morts soient traités comme ces déchets ?

On a vu des hommes s'exposer vingt fois pour sortir des fils de fer un camarade tué et pour le ramener dans nos lignes, parce qu'ils savent qu'il aura là sa place marquée et souvent un cercueil hâtivement fabriqué. Qu'on les interroge. Ils ne se gêneront pas pour déclarer odieuse la loi qui jetterait tous ces morts au bûcher commun. Je dis commun, sachant bien qu'il y aura de nombreuses exceptions. Alors l'égalité devant la mort, qu'en fait-on ? Quoi : pas même celle-là ?

...Allons ! Que la pétition organisée par l'*OEuvre des tombes de nos héros morts au champ d'honneur* se développe en toute tranquillité. Les pouvoirs publics ne peuvent pas vouloir l'entraver. La Censure de l'Aude a commis une erreur, un excès, inévitables effets du pouvoir despotique. La toute-puissance monte au cerveau et produit des états incohérents. Nabuchodonosor mangeait de l'herbe. De tels précédents excusent les préfets. Nul doute que dégrisée la Censure ne se censure elle-même. Si les difficultés se multiplient ou

se prolongent, la Ligue des Patriotes prendra en mains une part de ce pétitionnement. C'est notre rôle d'être les avocats des grandes causes nationales (1).

XVI

LES BLESSÉS VONT RECEVOIR UNE MÉDAILLE COMMÉMORATIVE DE LA GUERRE

(Sur l'insigne des blessés.)

22 Juillet 1915.

Vous avez lu avant-hier cette lettre que le Ministre de la Guerre m'a écrite et qui écartait notre demande d'un insigne pour les blessés de la guerre. Je ne demandais pas une décoration. Il y a la Croix de guerre, la Médaille militaire, la Légion d'honneur, dont la destination est certaine, très haute, justement réservée. Je demandais un bout de ruban qui signifiât sans plus : « Voici un homme, un brave homme, un citoyen, un soldat dont la blessure, l'infirmité, la maladie proviennent d'un fait de guerre ».

Et je me croyais sûr de l'obtenir, cet insigne. Girod voulait passer par la tribune

(1) Après avoir lu cet article, le colonel Driant m'écrivait qu'il était prêt à accourir de Verdun à la Chambre.

de la Chambre. A quoi bon ? disais-je. Mille-
rand peut tout terminer à lui seul sans
palabres. Il n'a qu'à prendre un décret. Il
n'y perdra pas dix minutes et il fera plaisir à
tout le monde.

Mais patatras ! je n'ai pas persuadé Mille-
rand. Il refuse. Et l'admirable homme, en
refusant, se donne des airs de nous donner
plus que nous ne demandons : « J'ai pris la
décision, dit-il, de faire examiner avec la plus
grande bienveillance par les autorités mili-
taires du front la candidature des grands
blessés à la Légion d'honneur ou à la Médaille
militaire ».

C'est très bien, mais enfin il ne veut pas
nous faire croire que les grands blessés vont
recevoir mécaniquement, du fait de leur
blessure, la Légion d'honneur ou la Médaille
militaire ou la Croix de guerre. Il y aurait
là-dessus une légitime émotion. Un blessé est
un homme qui a souffert pour son pays, et
cela est bien beau, mais il n'est pas nécessai-
rement un héros. Les décorations constatent
un acte de courage ou de valeur militaire ; ce
que je demande, c'est un insigne qui constate
et authentifie une blessure.

La réponse de Millerand m'a déçu, elle m'a
eunuyé, elle ne m'a pas découragé. Les sol-

dats, et d'abord les soldats malheureux, c'est-à-dire les blessés et les malades, sont des gens épatants à qui il faut tâcher de faire plaisir.

— Eh bien ! me suis-je dit, publions sa lettre sans commentaire pour ne rien compromettre, et, le plus tôt possible, allons causer avec lui.

Justement mon collègue, M. Aristide Prat, le député de Versailles, qui est très attaché à cette question de l'insigne aux mutilés, est venu en causer avec moi.

— Ne perdons pas de temps, lui ai-je dit. Il faut voir le ministre sans désemparer. Je ne suis pas libre à cause de mon travail et parce que j'ai donné rendez-vous à Louis Barthou, à Chenu, à Henry Simond, pour visiter chez M. Kula nos ateliers d'apprentissage des mutilés. Mais vous...

— Parfaitement, me dit Prat avec enthousiasme. Je vais faire tout le possible pour rejoindre Millerand.

Il a rejoint Millerand et obtenu un résultat qui ne me semble pas mauvais.

— J'ai vu le ministre, me dit-il. Je lui ai expliqué que vraiment sa réponse à votre lettre ne nous donnait aucune satisfaction. À côté des grands blessés qui mériteront la Médaille ou la Croix de guerre, il restera la

foule de ceux qui ne sont pas des héros. Ils continueront à se promener tristement dans les rues avec l'air d'embusqués.

Le Ministre a reconnu qu'il y avait quelque chose à faire pour remédier à cette situation. Et enfin il a trouvé une solution qui, à mon avis, contentera tout le monde.

Il est évident qu'après la paix, un jour ou l'autre, il sera institué une médaille commémorative de la guerre. Cette médaille des combattants, il va s'occuper de la faire créer dès maintenant ; il pourra ainsi la donner à tous ceux qui auront été réformés pour blessures reçues ou maladies contractées ou aggravées à la guerre. Il nous promet de le faire le plus tôt possible.

Sans aucun doute, l'idée de Millerand est intéressante. Naturellement, je continue à préférer mon idée. J'aurais voulu qu'un signe officiel vînt dire nettement : Ma blessure a été reçue au service de la Patrie. La médaille de la guerre dira seulement que j'ai été mobilisé, elle ne précisera rien de mon infirmité. Mais enfin l'association des deux idées se fera aisément. Et ma déception est infiniment atténuée. Millerand règle très honnêtement une question qu'il m'avait paru clore un peu brusquement.

Qu'en pensent Lavedan, Bailby, Girod, Bonnefond, Émile Berr, Montorgueil, tous ceux qui nous soutenaient dans cette juste campagne ?

Je crois que les blessés et les malades, en général tous les réformés, vont être assez satisfaits. Les malades se plaignent d'être regardés avec défiance dans la rue, et parfois interpellés avec une injustice abominable. Leur médaille les mettra magnifiquement à l'abri. Des mutilés me disaient ce matin la difficulté qu'ils trouvent à établir dans le tramway leur droit à circuler gratuitement. Ceux-là encore, leur médaille pourra les servir.

Je n'ai pas voulu attendre un jour pour communiquer à mes lecteurs le bon résultat de la demande de Prat. Je savais par de nombreuses confidences avec quelle ardeur de désir les réformés attendaient un signe extérieur qui établît leur qualité d'anciens combattants, et je voyais déjà monter dans ma correspondance le flot des lettres attristées. Que les intéressés réfléchissent et qu'ils me disent si cette transaction leur va.

P.-S. — Les blessés originaires de la zone des armées, et par exemple les Lorrains, ont

été obligés à leur sortie de l'hôpital de passer leur convalescence ou leur permission de sept jours loin de leurs familles, dans leurs dépôts.

Mais voici que Nancy vient d'être déconsigné.

Ne serait-il pas possible d'accorder à ces Lorrains et à leurs camarades dont le cas est pareil, s'ils se trouvent encore au dépôt, une permission de quelques jours pour s'en aller dans leurs provinces qui jusqu'alors leur étaient fermées ?

XVII

« CEUX QUI PIEUSEMENT SONT MORTS POUR LA PATRIE... »

(Contre la Chambre qui veut brûler les morts.)

23 Juillet 1915.

De toutes parts on s'organise, on pétitionne contre l'incinération obligatoire des soldats. J'ai déjà noté que dans l'Aude la censure prétend s'opposer à cette pétition. Voici qu'à Boulogne-sur-Mer, le *Télégramme du Pas-de-Calais* a rencontré la même entrave malheureuse. Si ces difficultés ne s'aplanissent pas, la *Ligue des Patriotes* prendra en mains la

direction de cette campagne pour faire respecter les manières de sentir et de penser les plus justes et les plus profondes de notre nation.

Il y a des semaines, le vice-président du Souvenir Français à Nancy m'écrivait une lettre du plus beau sentiment et d'une grande utilité :

J'ai lu avec émotion, me disait-il, l'article que vous consacrez à la question troublante des tombes de nos soldats.

J'ai reçu 2,500 lettres environ de familles qui pleurent un fils, un mari : toutes reflètent les mêmes sentiments : « Nous avons le cœur brisé, plus que jamais nous crions : Vive la France ! mais nous vous en supplions, dites-nous où *Il* est tombé ; rendez-nous-le, nous serons consolés. »

Puisque vous entretenez plus particulièrement vos lecteurs des tombes où reposent les héros du Grand-Couronné de Nancy, dites aux familles angoissées que des profanations ne sont pas à redouter. Grâce à des bonnes volontés locales, nous avons repéré près de 950 tombes. Le Souvenir Français de Nancy a remplacé les pauvres bouts de bois qui marquaient la place d'un brave tué à l'ennemi par des croix sur lesquelles il a inscrit les noms de nos héros identifiés.

Hélas ! il est d'autres familles, plus nombreuses encore, qui n'auront pas la suprême consolation de connaître l'emplacement précis où dorment ceux qu'elles ont perdus, car des tombes collectives renferment des centaines de braves que des circonstances indépen-

dantes de la volonté des hommes n'ont pas permis d'identifier. Mais qu'elles se rassurent ; le Souvenir français remplira sa mission : il entretiendra et fleurira ces tombes en attendant mieux. J'ai l'assurance formelle des autorités locales qu'aucun sacrilège ne sera commis. Vous connaissez le paysan lorrain ; il sait qu'il a été sauvé par le sacrifice suprême de ceux qui dorment dans les sillons de ses champs ; chaque tombe est pour lui un sanctuaire inviolable.

ADRIEN DIDION.

Chaque tombe est pour nos paysans lorrains un sanctuaire inviolable ! Je ne me lasse pas d'écouter cette parole si pleine, si lourde, qui descend avec lenteur dans notre conscience.

Cette lettre m'avait frappé ; je recourais fréquemment pour la consolation des mères au dévouement de M. Adrien Didion, mais je ne mettais pas sous les yeux du public son ardente apologie de l'œuvre des tombes, parce que je ne croyais pas que jamais cette œuvre fût menacée. Les circonstances ont changé. Un plan s'est dessiné contre notre conception traditionnelle de la vénération due aux morts. Le sanctuaire des héros est menacé.

Dès que l'on apprit le vote de la Chambre ordonnant que fussent brûlés les soldats tombés au champ d'honneur, qui ne seraient pas immédiatement identifiés, M. Adrien Didion

me télégraphia la plus pressante et la plus utile protestation. Il me disait :

L'importance de la question de l'incinération de nos héros, si malencontreusement posée, m'engage à vous avertir que je suis à même de vous prouver divers faits :

1° Les Allemands inhument les morts, et s'ils ont procédé à des incinérations, ce ne fut que très accidentellement ;

2° Parfois plusieurs mois sont nécessaires pour mettre au point des enquêtes minutieuses et délicates permettant d'établir des identifications. L'incinération supprime tout : espoir et contrôle ;

3° Les parents éprouvent une satisfaction lorsqu'ils peuvent enfin retrouver les dépouilles des héros qu'ils pleurent.

Toutes les lettres (2.500) que j'ai reçues, les visites (500) qui m'ont été faites, expriment les mêmes sentiments ; aussi ai-je le droit d'affirmer que les familles intéressées seront frappées de stupeur si le Sénat ratifie le projet de la Chambre, car elles crient bien haut : Rendez-nous nos morts, nous voulons prier sur leur tombe.

Existe-t-il encore des Français pour méconnaître que c'est une vertu de bien réfléchir et de bien s'organiser ? Sur les champs de ba-

taille lorrains, depuis douze mois, tous les hommages furent rendus aux martyrs de la patrie et de la gloire avec la plus grande convenance par l'effort de tous les citoyens, des maires et du préfet Mirman. Que leurs procédés nous servent de modèles !

J'ai prié le maire de Lunéville, mon ami Keller, justement estimé pour sa fière conduite tout au long de la guerre, de me dire sa manière d'agir dans cette grande et difficile question. J'ai entre les mains le rapport qu'a bien voulu faire à mon intention M. Jacquot, directeur des travaux municipaux, qui s'est réservé le soin de ces tristes opérations et qui a mené, dès le 24 août, trois cents ouvriers occupés sans discontinuer à enterrer les morts de Jolivet, Bonviller, Einville, Vitrimont, Deuxville, Rehanviller, Hériménil, Mont-sur-Meurthe, Xermaménil et Lunéville.

Je regrette de ne pouvoir pas publier tout au long le rapport de M. Jacquot. Je n'en retiendrai que les faits utiles pour ruiner la doctrine de l'incinération obligatoire.

... Sur 1.388 militaires français enterrés par nos soins, écrit M. Jacquot, 896 ont pu être immédiatement identifiés au moyen des plaques d'identité ou des livrets militaires dont ils étaient porteurs.

Sur les 495 inconnus, 35, dont 8 officiers, ont pu

être reconnus ultérieurement, grâce à leurs papiers ou objets personnels ; 128 autres pourront l'être grâce au matricule des effets, aux marques du linge, etc.

En définitive, le chiffre des morts inconnus ne s'élèvera pas à plus de 329, soit pour l'ensemble, moins du quart. (Encore faut-il ajouter que le nombre des inconnus s'élève à ce chiffre parce que, à cause de l'insupportable chaleur, beaucoup, durant le combat, s'étaient dépouillés de leur sac, de leur capote, de leur tunique...)

Dans ces conditions, il est évident que l'incinération projetée ne constitue pas une mesure d'hygiène publique justifiée. On ne voit pas l'intérêt qui s'attache à faire disparaître un quart des cadavres en laissant subsister les trois autres quarts.

Nous pouvons d'ailleurs constater qu'à Lunéville et dans les environs, malgré les 2.331 inhumations et réinhumations opérées, l'état sanitaire est resté excellent. Pas un seul cas de maladie ne s'est déclaré parmi les ouvriers qui, du 24 août 1914 au 15 juin 1915, ont été occupés sans interruption à ce pénible travail.

Si, comme tout semble le démontrer, l'hygiène publique n'est appelée à recueillir aucun bénéfice des incinérations projetées, par contre, cette mesure présente de très graves inconvénients.

Il ne faut pas perdre de vue l'importance capitale que présente, au point de vue de l'état civil, l'identification des disparus. Il serait de la plus élémentaire prudence de laisser aux familles la possibilité de continuer les recherches ultérieures et l'espoir d'arriver à un résultat.

L'incinération supprime ce dernier espoir et porte

sans raison légitime une grave atteinte aux sentiments de la majorité de la nation française.

Pour s'en convaincre, il suffit de parcourir la volumineuse correspondance que nous entretenons avec les familles des soldats tombés au champ d'honneur. Je ne sais pas quel est le plus touchant des supplications de ceux qui nous demandent de rechercher les leurs ou des remerciements émus de ceux à qui nous avons pu offrir la consolation de savoir où reposent leurs morts.

Nous sommes là, comme on le voit, en pleine réalité, au milieu des familles qui cherchent sous un ciel glorieux des enfants héroïques pour leur rendre les soins funèbres, et les pensées que je transcris furent éprouvées à l'usage. Elles sont vivantes, agissantes, créatrices d'apaisement. Les deux témoins à qui je donne la parole nous apportent les leçons du Souvenir français local et des municipalités lorraines. Ils s'autorisent des services qu'ils ont rendus par milliers aux mères de nos soldats-martyrs. Que le Sénat entende et accueille ces hauts conseils d'une expérience bienfaisante ; que le docteur Navarre et sa majorité s'inclinent. La piété des Lorrains pour les morts est fameuse. Le sacre d'un roi de France, l'élection d'un empereur du Saint-Empire, l'enterrement d'un duc à Nancy étaient les trois cérémonies les plus fastueuses

de l'ancienne Europe. Ce grand pays militaire mérite de faire école s'il s'agit du culte des tombaux. J'ai toujours voulu croire que c'était la voix profonde des Hugo de la vieille Lorraine qui s'exprimait sur les orgues puissantes du grand poète, quand il entonne son gémissement mêlé d'allégresse :

Ceux qui, pieusement, sont morts pour la patrie
Ont droit qu'à leur cercueil la foule vienne et prie.

La voix d'un peuple entier les berce en leur tombeau.

Je vous ai raconté jadis comment j'ai vu par surprise, au cours d'un voyage, les filles de mon pays, grandes et petites, déposer des pervenches sur les tombes des morts de la bataille dans les bois de la Chipotte. Quel spectacle pour l'âme, quelle beauté pure ! Un village en ruines, quelques prairies silencieuses, les grandes forêts tout autour, et une poignée d'enfants sérieuses s'en allant avec des fleurs, des croix de bois et des petits drapeaux tricolores, à la recherche des cadavres. Devant ce culte rendu par ces pauvres villages à leurs défenseurs, quel cœur n'eût été bouleversé ! Je voyais flotter au-dessus de cette fidèle cohorte les plus grandes pensées de notre race. La poésie française accompagnait ces choéphores rustiques. Le vent du soir dans les feuillages murmurait le mot de

la bonne vieille : « J'ai mon gas, soldat comme toi. » Tout l'immense orchestre de la forêt chantait : « O morts pour mon pays, je suis votre envieux ! »

Supprimez de tels spectacles, chassez des cœurs ces grandes piétés, et je ne suis plus en France.

Un soldat m'écrit :

Nous nous ferons tuer quand on voudra, où l'on voudra, le sourire aux lèvres. Mais qu'au moins un camarade puisse encore prier sur notre tombe.

Au bord des routes, on ne voudrait donc plus ces tombes, ni ces croix devant lesquelles nous défilons les jours de relève. En les voyant, cependant, un courage nouveau entre en nous ; nous voulons venger les camarades tombés dans cette reconquête pied à pied de notre France.

Il y a un mois environ, ma compagnie était au repos dans un village proche des lignes, aux abords de Reims. Les gourbis se trouvaient en bordure de la route. Un peu plus loin trois croix, trois tertres fleuris étaient alignés : les braves tués semblaient garder encore le fruit de leur conquête. La soupe du soir venait d'être servie, et la gamelle posée sur nos genoux, nous mangions en silence, l'esprit bien loin. Trois

petites filles arrivent du village portant un panier rempli de fleurs des champs, et chacune se met avec soin à fleurir « sa » tombe. Sur les croix noircies par la pluie, elles posent les bleuets et les coquelicots. Le panier vide, elles disent un bout de prière et s'en vont. Leur geste fut si simple et si beau que j'en eus les larmes aux yeux. Les trois braves pouvaient dormir en paix : les enfants de France ne les oublieraient pas.

Le lendemain, au même endroit, le soir tombait. Un légionnaire au front tatoué, qui avait fait vingt ans de légion, passait. La marche et les yeux accusaient les libations de la soirée. En arrivant à la hauteur des croix, il rectifia du mieux qu'il put son allure et, portant la main à son képi, salua. Comme nous le regardions : « Écoutez les gas ! j'vau pas grand chose... j'ai fait de tout dans ma vie... mais quand j'vois ça, j'salue toujours. »

Ça, c'étaient les croix, les tertres, les soldats morts pour la France. Ça, c'est aussi ce qu'un vote incompréhensible va supprimer pour le remplacer par une coutume païenne. Plus de croix, plus de tertres ! rien qui puisse nous dire à nous les jeunes : « Voilà jusqu'où nous sommes allés... continuez ! »

Non.. l'on ne nous brûlera pas !

Voilà ce que l'on pense à cent mètres des Boches, et voilà ce qu'il convient que le Parlement, surpris une minute, mais revenu de son trébuchement, se remette à penser. Qu'il se redresse, comme le légionnaire ! Aujourd'hui, la Commission sénatoriale, par le choix de son Président et de son rapporteur, nous donne, à la dernière heure, l'assurance que le cauchemar sera écarté. Finissons-en rapidement.

XVIII

NOS SOLDATS DEMANDENT DES MUSIQUES

Ciel ! voilà le clairon qui sonne. A cette voix,
Tout s'éveille en sursaut, tout bondit à la fois.

VICTOR HUGO.

24 Juillet 1915.

Nous souffrons du manque de musique. Nos clairons sont muets à l'ordinaire. Depuis deux jours que nous sommes au repos, ils ont repris leur joyeux refrain et vous n'imaginez pas l'allégresse que ces sonneries répandent dans un camp. Notre commandant qui tient à ces influences morales a formé le projet de créer une fanfare. Nous en avons les éléments. Seuls les

instruments nous manquent. Ne pourriez-vous pas nous aider à nous les procurer? Grâce à vous notre vie serait moins monotone, et pour entrer à Metz nous aurions au moins quelques pas redoublés qui nous entraîneraient. D'ailleurs ne croyez pas que nos fanfaristes cessent d'être des combattants. Comme nos clairons, ils vivent dans le rang. Ce ne sont pas des fusils en moins. Barrès, il faut nous offrir cette joie.

Sous-lieutenant Georges Ducrocq.

Est-ce dit assez agréablement! Voilà comme ils sont au sortir de l'affreuse tranchée. Un coup de brosse, un air de musique, une jolie lettre et le jeune lieutenant de toutes les époques françaises apparaît, irrésistible. Allez donc lui refuser que nous nous occupions de sa musique!

Ce jeune officier qui m'écrivit de ce ton allègre semble croire qu'il n'a pas fourni sa carrière épique tout entière si, au retour d'une brillante attaque, il n'entend pas exprimer dans une éclatante fanfare les acclamations déjà prochaines de la victoire mêlées à ses sentiments propres. L'action qui s'interrompt veut avoir ses minutes de rêverie. La musique répond à ce qu'il y a dans l'âme d'infini et d'inexplicable. Soldats ou officiers, ces com-

battants ne s'accrochent pas du silence soudain de leur cantonnement. Ils ont besoin que tout résonne, palpite, les égale et les soutienne.

Cette lettre du jeune lieutenant, vingt fois déjà, en termes presque identiques, elle m'est parvenue de divers côtés, sans que j'aie su y donner satisfaction, mais hier, à mon retour de Notre-Dame-de-Lorette et d'Arras, ceux que je viens de quitter me pressent de leur donner ces plaisirs de la musique, et comme à travers moi c'est à mes lecteurs qu'ils s'adressent, je me fais un scrupule d'arrêter leur voix.

Après un séjour de tranchée épuisant, me disent-ils, quand nous arrivons au cantonnement de repos pour quelques jours, que fait-on pour nous distraire et pour détendre des nerfs qui viennent d'être soumis nuit et jour à la plus atroce tension? Ceux qui connaissent les heures infernales du soldat ramassé, accroupi, immobile sous les obus, avant et après l'attaque, comprennent sûrement que l'âme aussi a besoin d'être pansée. S'en tiendra-t-on à des revues, à des exercices?

Une vieille mandoline, un cornet à piston dénichés dans un grenier réunissent une foule

avide d'entendre. Chez les plus abattus, les yeux brillent ; il semble que la vie revienne avec les sons joyeux ; c'est une résurrection.

Les régiments d'active ont leur musique, plus ou moins au complet, mais les régiments de réserve, de territoriale et les formations nouvelles n'ont rien et réclament. Leurs colonels très souvent se sont ingéniés à y pourvoir. Ils voient dans les concerts mieux qu'une distraction pour leurs hommes : un moyen de maintenir le moral et même la discipline.

Hélas ! toutes les Sociétés auxquelles nous demandons de nous prêter des instruments refusent dès qu'elles apprennent que nous sommes un régiment du front. Elles croient que les obus peuvent endommager les trombones. En dépit de nos assurances qu'au cantonnement de repos les obus nous laissent en paix, elles hésitent et finissent toujours par refuser.

Vous qui n'avez qu'à demander pour qu'on vous donne, aurez-vous le loisir de faire appel aux innombrables orphéons de Paris et de la province dont les instruments dorment dans leurs boîtes en attendant la paix ? Ils jouaient aux fêtes et aux anniversaires. Maintenant ils sonneront la victoire. Leur mission sera plus belle.

(Le sergent-fourrier Maurice P...).

Vous avez remarqué la phrase de ce sergent diplomate : « Vous qui n'avez qu'à demander pour qu'on vous donne », c'est-à-dire « vous qui vous adressez à un public désireux de tout faire pour les défenseurs de la France, et qui ne leur veut rien refuser ». Ainsi rédigée, l'idée est exacte. Mais de quelle manière, ami lecteur, nous y prendre ?

Il ne faut pas songer à un appel de fonds. L'argent est trop utile pour d'autres besoins, plus certains encore et plus pressants. J'écarte absolument toute idée de souscription, et n'accepterai pas d'argent. Je crois que nous devons nous adresser aux fabricants et au bon vouloir des innombrables Sociétés musicales, une dizaine de mille peut-être, municipales ou privées, qui existent en France.

La mobilisation a dispersé sous les drapeaux les exécutants, et les instruments sont en train de se rouiller dans les armoires. Pourquoi ces Sociétés n'employeraient-elles pas, sous forme de dons ou de prêts, quelques-uns de leurs instruments en faveur de nos combattants désireux d'entendre un peu de musique pendant leurs jours de repes ?

L'œuvre de la comtesse Joachim Murat (*l'Œuvre du Front*, 41, rue Saint-Dominique), d'accord avec la *Ligue des Patriotes*, se char-

gerait de toute la besogne. Les donateurs auraient simplement à nous faire savoir les instruments qu'ils pourraient, sur notre demande, mettre à notre disposition. Nous dresserions un tableau de leurs offres, en même temps qu'avec les lettres reçues des chefs de corps nous dresserions un tableau des demandes. Et puis, au fur et à mesure de ces demandes, nous écririons aux Sociétés et aux fabricants, pour les prier d'adresser, 41, rue Saint-Dominique, le ou les instruments offerts. L'Œuvre du Front et la Ligue, après réception, vérification et enregistrement des objets offerts, se chargeraient de l'expédition.

Cela est-il assez simple, et jugez-vous l'idée pratique? En ce cas, sans plus attendre, veuillez nous dénombrer les saxophones, trombones, contrebasses, grosses caisses, clarinettes et les partitions dont vous disposez, pour que tout ce silence, sortant de sa poussière, s'en aille se réveiller là-bas et jaillir en mélodies qui remueront les âmes des héros.

XIX

LES IMPRESSIONS D'UN HOMME DE SCIENCE
SOUS LE BOMBARDEMENT

26 Juillet 1915.

Le professeur Dupré veut bien laisser entre mes mains le récit que d'une plume rapide et spirituelle un de ses élèves lui envoie. Ce jeune savant s'est plu à prendre des notes dans le voisinage de la mort. Elles me frappent par leur élégante insensibilité. On y voit le sentiment de l'honneur. Faire bonne figure : le narrateur, dans le péril, ne s'est préoccupé de rien d'autre. Je ne suis pas en train de trouver que c'est peu. Nous sommes en présence d'un brave.

Ce brave est un homme de science. Je lui demande qu'il me permette d'examiner son fait comme « un cas ». N'est-ce pas ainsi qu'on agit chez son maître Dupré, autant que j'ai pu m'en rendre compte, quand Paul Bourget, voilà bien des années, m'a fait voir l'infirmerie spéciale du Dépôt, à l'heure où, chaque soir, le savant professeur et ses élèves interrogent tous les gens arrêtés et suspects de folie?

Mais trêve de commentaires. Laissons la parole au témoin qui va, devant vous, avec la plus charmante lucidité d'esprit, s'analyser et rédiger sa fiche :

Pendant le déjeuner, nous avons entendu, tout à coup, un long sifflement, suivi d'une explosion violente. Quelqu'un a dit : « C'est une bombe d'aéroplane ». Puis, nous avons repris notre conversation, qui n'a même pas changé de thème. Personne, cependant, ne croyait à la fable de l'aéroplane. On savait fort bien que c'était la canonnade qui commençait. Mais on n'a pas cessé de rire et de plaisanter, comme d'habitude.

En face de moi, l'officier d'approvisionnement était devenu tout blême ; dans son visage, seuls les yeux, un peu effarés, gardaient quelque animation, Et je réfléchissais que la mort, en le prenant, ne l'aurait presque pas changé, car il avait l'air d'un cadavre.

A ma droite, notre chirurgien méridional semblait, lui aussi, ne s'intéresser qu'à la conversation ; mais, quand il a levé son verre pour le porter à la bouche, j'ai bien vu que sa main tremblait.

Notre curé, l'officier d'administration, garde une quiétude admirable. Ses lèvres, tout à

l'heure, ont paru marmotter quelque chose. Il est probable que, dans un élan mystique, il recommandait son âme au Ciel : il s'efforçait, par des paroles consacrées, de se concilier la faveur du Tout-Puissant. C'est une ressource que je n'ai pas : dans ces sortes d'occasions je ne crois qu'à un seul dieu : le Hasard, qu'on ne peut pas prier.

A la gauche du médecin-chef, dont le teint, habituellement mat et bistré, ne trahit guère les émotions, un médecin d'active, venu d'une formation voisine, siégeait à la place d'honneur. Je regardais, non sans ironie, cet invité, ce bénévole, qui s'était laissé prendre avec nous dans cette souricière. Mais j'en fus pour mes frais d'observation moqueuse. Il avait vraiment bonne contenance ; il souriait sans effort ; sa mine, fraîche et rose, faisait plaisir à voir et rassurait.

En réalité, chacun de nous, au fond de lui-même, songe à la mort qui rôde et nous cherche. On se demande, avec effroi, quel organe on va perdre ; on rêve de blessures légères ; on fait des concessions : j'abandonne volontiers, pour ma part, un orteil. Mais, si j'allais devenir manchot, ou cul-de-jatte ou aveugle ! Et si l'obus, éteignant la lumière du jour, non seulement dans les yeux, mais dans la

conscience, effaçait, tout à coup, ce grand rêve de la vie, qui m'a paru si court...

Mais nous ne *voulons* pas y prendre garde. On discute, à présent, sur la valeur d'un plat. On goûte, on prétend savourer. Aucun de nous ne fait allusion à la seule, à la lourde pensée commune ; nul n'évoque le convive, imprévu et formidable, qui peut venir, tout à coup, dans un bond de 6 kilomètres, prendre part au festin.

Notre chien collectif, que nous désignons du nom de la formation, l'épagneul Z-2, s'est tapi dans un coin. Il a tellement peur des bombardements que nous l'avons renié ; on l'a débaptisé ; on l'appelle S-1 : c'est le nom d'une ambulance voisine qui se comporte mal au feu. Cet animal craintif et doux a une tête d'hydrocéphale. Il lui arrive de gémir indéfiniment, sans motif appréciable. Il semble avoir toujours quelque peine de cœur en réserve ; et, quand on le regarde avec douceur, il en profite aussitôt pour faire des confidences. Mais, sous les obus, il devient démoralisant, car il hurle à la mort. Avec la franchise des bêtes, il proclame naïvement, sans contrainte et sans honte, l'affreux bouleversement, l'angoisse éperdue de l'être menacé dans son instinct de conservation. On rit de

lui, sans qu'il comprenne. Et quand on le chasse au dehors, à coups d'épithètes malsonnantes et de botte, il s'éloigne humblement et continue à geindre.

O Z-2, pusillanime Z-2, je t'excuse et je compatis. Car, malgré mon air martial et mon respect humain, je découvre en moi, profondément, quelque chose, qui te ressemble.

Un nouvel obus a sifflé. Ce fut d'abord un bruit rapide et strident, suraigu, presque métallique. Puis : une pause, un silence, en réalité très court, mais qui semble interminable, immense, infini, l'instant décisif — notre dernier peut-être — où le Destin s'attarde et choisit. Nous avons tous un peu baissé la tête. Enfin, c'est l'explosion, formidable et assourdissante, la commotion brutale de l'air déchiré, de la terre ébranlée, le fracas des pierres, de la fonte et des vitres. On éprouve à l'estomac un serrement pareil à celui que provoque la descente trop rapide d'un ascenseur. Les genoux se délient, les yeux se voilent, le sol chavire : on se trouve heureux d'être assis. Et on attend, on attend l'autre obus, le second ; car on connaît le rythme : on sait que les obus arrivent souvent deux par deux, côte à côte, en même temps ou à quelques secondes d'intervalle.

Mais on n'entend plus rien. Et, dans le champ de seigle voisin, lustré par le soleil, monte, à présent, une colonne épaisse et noire : c'est la fumée due à la déflagration de la poudre et la poussière du sol projetée au ciel par l'obus fossoyeur. Et voici que des fragments de pierre et de fonte crépitent sur le toit ou s'abattent dans le jardin, avec le bruit sourd et saccadé d'un cheval qui galope.

Dans l'intervalle des arrivées, qui se succèdent, à peu près régulièrement, toutes les dix minutes, on oublie le danger. On éprouve une détente, un sentiment de délivrance. On se dit : « Ce n'était donc pas pour cette fois. On va pouvoir souffler un peu ». On a obtenu un sursis à son exécution.

Cependant, j'ai le souci d'être mal défendu par le mur trop peu épais de la salle à manger. J'aurais besoin surtout de protéger mon dos ; car, juste derrière moi, la fenêtre de l'appartement est ouverte à deux battants sur le jardin. Je suis presque dehors. Je devine que là-bas, à l'autre bout de la table, l'officier d'approvisionnement est gêné, lui aussi, de n'apercevoir, entre le ciel et lui, qu'une porte mince et vitrée. Il a risqué, tout à l'heure, avec un sourire un peu pâle, cette plaisante-

rie : « Je suis tranquille. Si l'obus est bien élevé, il n'entrera pas sans frapper ». Je me surprends à détailler, malgré moi, par la pensée, la liste insuffisante des objets résistants qui pourraient s'interposer entre l'obus et nous. Étant donnée la direction habituelle des coups, je sais que les projectiles arriveraient sur nous de ce côté du ciel, dans la vaste embrasure lumineuse qui se découpe entre l'église et les hauts peupliers. Ils pénétreraient par ici, au-dessus de la cheminée, à travers une brèche énorme et irrégulière, comme on en voit tant d'autres dans le village, au flanc des pauvres maisons mutilées. J'aperçois distinctement sur la muraille, en face de moi, la grande déchirure par où la mort viendrait.

Au dehors, les fleurs du jardin, les arbres, le ruisseau, les collines lointaines, tout est pacifique et splendide. Par ce beau jour d'été, le soleil du midi rayonne et flamboie. Et c'est justement pour cela que, profitant de l'atmosphère plus limpide, l'ennemi peut repérer si commodément le clocher du village et contrôler son tir. — O vous qui, sous des climats plus sûrs, jouissez des beaux jours en artistes, rappelez-vous qu'on nous bombarde moins quand il pleut ! — Ici, la gaieté souriante du ciel bleu n'est qu'un men-

songe : son azur est funèbre, en réalité, comme un voile de deuil.

De même que, dans nos conversations, ce qui importe d'abord, c'est ce qu'on ne dit pas ; de même, ce qui importe, avant tout, dans la clarté du ciel, c'est ce qu'on n'y voit pas. A travers des flots de lumière, l'obus inaperçu se glisse, tâtonne et frappe sournoisement, comme un assassin dans la nuit. Sous cette menace obscure et continue, on se sent dépourvu, désorienté, traqué, sans armes et sans recours, opprimé par un mystère, écrasé par une Force aveugle et brutale, qu'on ne peut même pas fuir, et qui serre à la gorge.

La vie, la conscience est chose si précaire, si fragile et tremblante ! Elle est prête à s'évaporer sous le vent des obus, comme la floraison légère de ces « chandelles » des champs, que je m'amusais jadis à disperser tout entières, d'un souffle, dans l'espace, lorsque j'étais enfant.

J'essaye de me les représenter, là-bas, dans leur uniforme, autour de leurs canons défilés, les artilleurs allemands, qui « travaillent » pour nous. L'un tient dans ses mains l'obus ; un autre s'en saisit, et, l'ayant glissé dans l'âme du canon, referme la culasse. Un officier calcule les distances, précise la direc-

tion : puis, dans sa langue énergique et rauque, il donne l'ordre de tirer. Ah ! si ceux qui nous aiment étaient là, près d'eux, en ce moment, quel drame et quels cris déchirants ! Comme ils s'accrocheraient désespérément aux meurtriers, pour arrêter leurs mains et détourner leurs coups ! Comme ils s'emporporeraient ou comme ils supplieraient ! Mais personne n'est là pour nous défendre. Tout est calme. Les artilleurs poursuivent tranquillement, méthodiquement, leur besogne habituelle et banale. Les servants sont dociles, ponctuels et indifférents, comme des machines : mais les observateurs, qui nous guettent de loin et marquent leurs coups, se divertissent sans doute comme au jeu de massacre...

Et notre repas continue.

Un obus siffle encore, puis un autre. Leur éclatement, plus sourd, est assez lointain et difficile à localiser. Qui viennent-ils de tuer ou de blesser, dans l'inconnu qui nous entoure, ces obus tombés sur le village, on ne sait pas où ? Et combien nous amènera-t-on, tantôt, de ces infortunés pour qui notre anxiété présente, où se mêle tant d'espoir, a fait place, tout à coup, à la certitude poignante du malheur ? Je vois défiler dans ma mémoire le long cortège des blessés par éclats d'obus.

Ils montrent des plaies béantes, des chairs gangrenées qui répandent déjà, sur le vivant, l'odeur de la charogne. Ils me disent, dans leur logique irrécusable : « Vois ! nous avons été ce que tu es. Pourquoi ne deviendrais-tu pas ce que nous sommes ? »

Je me rappelle aussi, à leur sujet, ce mot de Taine : « Ne l'apitoie pas trop sur le mal-d'autrui. Tu ne sais pas toi-même ce que le sort te réserve ». Mais, mauvais psychologue, ne comprends-tu donc pas que c'est pour cela justement que je m'apitoie sur eux davantage, sur mes frères de misère et d'angoisse ?

Nous sommes maintenant au dessert. On raconte des anecdotes, on fait des jeux de mots. Je prends à la conversation une part active. Je donne le bon exemple. J'ai une réputation de bravoure dont je me montre digne. Mon geste est dégagé, mon esprit vif et alerte, un peu excité peut-être. Je sens que je ne suis ni trop pâle ni trop rouge : cela met à l'aise. Et la fermeté de ma voix m'étonne et me reconforte.

Quelle humeur charmante, vaillante, quelle gaieté dans ce récit que nous donne M. B.-T. Logre, et dont le remercient mes lecteurs. On admirera qu'ayant fréquenté chez son maître,

à l'infirmerie spéciale du Dépôt, une si prodigieuse collection de gens unormaux, il ait gardé cette aimable netteté d'esprit, ce parfait équilibre. Mais, j'y songe, dans ce récit triomphe la bonne méthode d'un clinicien dressé à voir et à noter.

Nous sommes en présence d'un « cas », exactement d'une auto-observation. Elle constitue une contribution à la connaissance des états d'esprit guerriers. A juger de ce point de vue ce petit récit, il n'ajoute rien à ce que nous savions antérieurement à 1914. Ce papier aurait pu être signé d'un Stendhal.

Dans sa jeunesse, quand il était dragon plein de feu et de curiosité, à l'armée d'Italie. Stendhal a écrit mille lettres toutes pareilles à ce papier du jeune médecin. Il notait ses actes et ses sentiments, et ceux des autres. S'ils sont utiles ou féconds, jamais cela il ne se le demande. L'essentiel, à ses yeux, c'est qu'ils témoignent d'une énergie saisissante. Mais un lecteur un peu réfléchi se dit que chez un soldat ou chez un administrateur militaire (comme allait le devenir Stendhal) ou chez un médecin comme M. Logre, cette énergie de l'âme, cette liberté d'esprit sont une magnifique vertu, une condition pour bien travailler.

Cette guerre nous apporte la plus riche

abondance de sentiments mystérieux et mystiques. Nous voyons des jeunes gens nombreux y mourir en saints plus qu'en héros. Ces longs mois sont une grande épreuve, une « pénitence » qu'ils acceptent, certains d'en sortir transformés et meilleurs et avec eux la France. Ce caractère ascétique et sacré de la bataille, voici quelque chose de tout à fait surprenant et nouveau. Il ne s'agit pas que l'on distribue des rangs aux diverses formes du mérite guerrier; le soldat doit être jugé du point de vue combattant, par ses chefs et par les hommes de l'art; mais si l'on essayait de classer avec méthode les formes si variées de l'esprit militaire, le document que le jeune savant met entre nos mains devrait être placé, je crois, en tête de série pour que l'on allât du simple au complexe, et de l'ancienne bravoure, à une vaillance grave jusqu'à l'ascétisme (1).

(1) Après avoir lu cette page, un combattant du 44^e d'infanterie m'écrivait :

« Non, croyez-nous, c'est autre chose que cela : son bombardement est à l'eau de rose; on raisonne tout autrement quand les 105, 150, 210 assaisonnés de schrapnells vous encadrent à raison d'un toutes les quinze ou vingt secondes; surtout on ne raisonne pas tant. D'abord on rit, puis quand l'averse augmente on prie, et puis plus rien, collé par terre, plat comme une limande, on attend la mort ou la fin de la pluie. Un petit soulagement après chaque éclatement : ce n'est pas celui-là qui vous aura; puis à peine les éclats tombés, le sifflement du suivant vous crie : « Gare

XX

CHEZ LES ARTISTES MORTS POUR LA PATRIE

27 Juillet 1915.

Ceux qui sont trop jeunes pour avoir visité l'Exposition d'Henri Regnault après la guerre de 1870 gardent pourtant au fond de leur mémoire la sonorité de ces syllabes solennelles : Henri Regnault, mort à Buzenval. Ce grand deuil de la jeunesse et de la gloire se réveillait dans ma mémoire, l'autre jour, tandis que je parcourais avec piété les salles du Jeu de Paume (sur la terrasse des Tuileries) où sont rassemblées les œuvres des artistes tombés depuis dix mois au champ d'honneur : Henri Regnault d'aujourd'hui, plus heureux que leur aîné, car leur sacrifice va obtenir immédiatement le salaire de victoire que le héros de Buzenval a dû attendre quarante-cinq ans.

C'est une belle idée qu'ont eue MM. Frantz-à toi. » Sans compter ceux tirés de 1.000 ou 1.200 mètres qui vous éclatent dans la figure sans prévenir. Et puis, croyez-moi, on ne regarde pas le nuage. On fait corps avec la terre. Et le voisin en fait autant, ou bien il fout le camp, s'il peut.

Jourdain, Maurice Chabas et Fernand Sabatié d'organiser cette *Exposition nationale des artistes, peintres, sculpteurs, graveurs, dessinateurs, architectes, médailleurs, qui combattent aux armées*, et, quand ils ont invité officiellement la *Ligue des Patriotes* à les visiter, je me suis empressé de me rendre avec reconnaissance à leur appel. Notre Ligue ne manque jamais d'honorer dans son bois d'hiver, à la place qu'il ensanglanta, celui dont le buste fut érigé par Paul Déroulède. Nous n'aurons pas une moindre vénération pour le sacrifice de ses jeunes vengeurs de la Revanche.

J'ai parcouru avec émotion les deux salles du Jeu de Paume et les chambres plus petites du premier étage. Ça et là, des cocardes tricolores accrochées au bas des cadres disent que les auteurs de ces toiles sont tombés devant l'ennemi. M. Chabas me nommait chacun d'eux, me citait leurs principales œuvres, me racontait ce que l'on sait de leur vaillance et de leur sacrifice. J'ai pris leurs noms et je les transcris, certain que vous aimerez à les connaître et à vous réciter ce glorieux fragment des litanies du patriotisme :

Gass, tué à Sapigneul, le 19 septembre.

Glaize, mort au champ d'honneur.

Georget, tué à Vauquois, le 3 mars.

Gamery, tué le 28 septembre, à Saint-Thierry.

Hillemacher, tué le 6 septembre, à Blesmes.

Lenoir, tué au Bois Le Prêtre, le 3 mai.

Lorieux, tué.

Masson, tué à Courbessaux.

Parizelle, tué le 10 septembre, à Ligny-en-Barrois.

Pinguet, tué le 12 octobre, à Champley.

Berthon, mort le 20 septembre.

Exbrayat, tué le 23 octobre.

Gourdault, tué à Roclincourt.

Les blessés et les prisonniers sont encore plus nombreux, et l'on compte beaucoup de disparus (pour qui, ne l'oublions pas, reste toujours un espoir, car les prisonniers maintenus sur les territoires français ou belges n'obtiennent pas le droit d'écrire).

Je ne saurais pas critiquer au point de vue artistique les peintures et les sculptures au milieu desquelles je me promenais. On respire dans cette Exposition des peintres-soldats un double sentiment d'humilité et de gloire. « Nous ne sommes que des artistes, entendais-je : notre rôle ordinaire est de composer de beaux rêves et de les traduire avec vérité ;

nous avons coutume de vivre à l'écart, et nous sentons bien que nos aptitudes et nos travaux valent peu à cette heure. Mais dans le monde entier nous sommes aimés et respectés comme des représentants du génie français ; alors nous nous disons que si facile qu'il nous soit de verser notre sang pour la France, c'est pourtant une chose qui fait bel effet au dehors et qui émeut. On admire à l'étranger combien notre patrie est féconde en généreux sacrifices. On n'est pas habitué à voir, dans les autres pays, que des hommes nés pour être la parure de leur nation et pour être fêtés aux époques heureuses, joyeusement, courent au péril et à la mort. Le sacrifice d'un artiste frappe les imaginations ; il ajoute quelque chose de rare et de noble au capital moral de la France ».

Ces pensées me venaient devant toutes ces cocardes annonciatrices de morts glorieuses et devant le grave portrait de Péguy, par Jean-Pierre Laurens. Elles prenaient toute leur vivacité devant le panneau qui, au fond de la seconde salle, a été réservé à l'École des Beaux-Arts. Que de vides, que de silences dans ces fameux ateliers étourdissants de jeunesse, d'espoir et de génie ! Gustave Geffroy, dans la préface qu'il a écrite pour le catalogue

de l'Exposition, dit très justement : « Ces jeunes gens que nous ne rencontrerons plus dans le quartier Montparnasse et au Luxembourg où leurs grands chapeaux, leurs moustaches en croc, leurs barbiches, leurs longs cheveux faisaient parfois sourire le passant, se dressent maintenant devant notre imagination comme des héros empanachés, l'épée à la main pour une cause juste. Cette illustre maison, au cours de cette guerre et dans cet interrègne des arts, accroît notre trésor de gloire et perfectionne ses titres à l'amitié et à l'admiration universelles ».

Joffre, peint par M. Jacquier, occupe le centre de l'Exposition. Par la force des choses, dans tous les ordres de l'activité et de la pensée française, à cette heure, c'est autour du généralissime que tout se rassemble et s'organise. Il est la clef de voûte. C'est quelque chose de très émouvant de voir les artistes, par nature les plus indépendants des hommes, se rassembler autour du Chef. J'ai remarqué aussi un beau portrait du général Castelnau, par Guiraud de Scévola. Et encore les envois de nos chers amis les lieutenants dans l'armée française Zislin et Hansi. Sentent-ils, tous ces officiers et tous ces soldats,

que le cœur de chaque visiteur les salue et leur dit : Soyez heureux, défenseurs de la France !

Allez voir cette Exposition, si vous ne l'avez pas encore visitée, elle est une des nobles choses de Paris à cette heure, et excusez-moi de vous en parler si tard. Voilà des jours et des jours que j'aurais dû écrire cet article. Mais quoi ! il m'est difficile de remplir ma tâche aussi bien que je le devrais ! M. Chabas m'avait dit que les visiteurs continuant de venir très nombreux, ses amis et lui avaient l'intention de durer jusqu'en octobre. Par malheur, voici que M. Dalimier a pris des engagements, et qu'à son regret il est obligé de réclamer la salle. C'est à peine si mes lecteurs ont encore quarante-huit heures pour accomplir leur pèlerinage d'art et de patriotisme.

Cette fermeture un peu brusquée est regrettable. L'Exposition, il faut le comprendre, rendait de très grands services ; elle a procuré beaucoup d'argent et de la manière la plus digne à des familles embarrassées. On souhaiterait du moins que la série des dessins faits sur le vif aux armées par des artistes-soldats fût transportée et continuée dans quelque autre salle. L'expérience montre que

les amateurs sont innombrables qui veulent acheter ces crayons pleins de vérité, à la fois œuvres d'art et reliques.

XXI

CONTRE LES COMMISSAIRES AUX ARMÉES

28 Juillet 1915.

Personne, je crois, ne me poussera à parler plus que je ne fais du Parlement. La censure ne veut entendre sur ce sujet qu'un son de cloche et c'est celui que je doute de pouvoir quotidiennement fournir. Sans méconnaître ce qui se dépense d'éloquence et d'activité dans cette vaste enceinte, je crois préférable que nous maintenions notre regard sur les côtés glorieux de cette guerre.

Aujourd'hui pourtant, je me risque à parler de la Chambre. Je crois être d'accord avec elle; je crois constater que le flot qui semblait menaçant, une fois encore est endigué.

Une fois encore, le grand effort du Parlement pour élargir son action et pour transformer ses pouvoirs va échouer. Il faut que tout le monde s'en félicite.

M. Doisy demande que les « commissions

parlementaires aient un pouvoir permanent et absolu d'examen dans les diverses administrations de l'État et dans les divers services des armées en campagne». A mon avis, il échouera. Sa réussite serait détestable. Vous verriez surgir des conflits entre les commissaires et les divers services de l'armée en campagne. Les pouvoirs du généralissime auraient vite fait d'être morcelés entre les députés. Ceux-ci distribueraient l'éloge ou le blâme et reviendraient en réclamant des avancements ou des retraits d'emploi.

Comment des braves gens peuvent-ils se laisser aller à réclamer de tels pouvoirs « absolus et permanents », comme ils disent, qui gêneraient la liberté des opérations militaires et empiéteraient gravement sur les droits du commandement en chef?

Je me l'explique sur place, dans les couloirs, en écoutant causer celui-ci et celui-là. Je ne retiens aucun motif bas ; je n'invoque aucune explication tirée d'ambitions personnelles ou de rancunes ; je prends les raisons avouables. Il en est. Les parlementaires sont justement frappés des défauts d'organisation dont nous avons tant souffert au début de la guerre et auxquels chaque jour remédie. Ils voudraient que le remède vint plus vite.

« Nous sommes disponibles, disent-ils. Nous offrons notre temps, notre savoir faire, toute notre activité. Nous espérons bien qu'on ne nous contraindra pas à imposer notre collaboration. Que les services de l'arrière et de l'avant, que les pouvoirs civils et militaires nous prennent pour les aider dans leur lourde tâche. »

Hélas ! c'est de compétences que l'on a besoin.

Les qualités qui assurent un succès électoral ne sont pas exactement celles qu'il faut posséder pour organiser la défense nationale. Et quand on a constaté que nous n'avions pas préparé la guerre, on n'a pas du même coup prouvé que n'importe qui est apte à réparer, par des vues fragmentaires, cette terrible faute.

Nous avons un chef à l'armée. Nous souffrons de ce que la France de l'arrière n'a pas trouvé son chef, son « Gambetta » si vous voulez. On ne remédierait à rien en inventant de minuscules « Gambetta » qui s'en iraient de l'arrière à l'avant morceler les pouvoirs du généralissime,

ÉtayeZ tant que vous pourrez le commandant en chef et les ministres de la Défense nationale. Gardez-vous de rien qui puisse

ébranler ou émietter ces hauts pouvoirs. Ils nous gardent de l'anarchie où tant de bonnes volontés qui s'offrent auraient vite fait de nous abîmer.

XXII

LA COMPARAISON DU PIANO

29 Juillet 1915.

On n'a pas tout vu quand on a cru reconnaître derrière les agitations du Parlement des rancunes d'homme à homme, des ambitions de portefeuille et les mœurs du Palais-Bourbon. A côté de ces misères, il y a chez les députés un sentiment vrai de leur défaut d'organisation. Et c'est là principalement ce qui les agite.

Le Parlement a des devoirs, des droits, des responsabilités ; il éprouve les angoisses de tous les patriotes devant les problèmes de l'heure ; il voudrait travailler, se rendre utile. Mais les conditions de la vie publique sont exceptionnelles et il ne sait comment s'adapter à ce temps de guerre.

C'est dès le temps de paix qu'il aurait dû se demander quelles seraient ses attributions en cas de guerre. Quelques-uns l'y avaient

invité. Le secrétaire général de la présidence, M. Eugène Pierre, avait publié un travail : notre cher ami Gauthier de Clagny avait déposé une proposition, qu'on a souvent rappelée ces temps-ci ; le ministère de la guerre, lui-même, voulait apporter un projet. Pour finir, le Parlement n'a rien fait. Là, comme ailleurs, on s'est laissé surprendre par les événements.

Aujourd'hui, nous assistons à ses efforts pour déterminer ses pouvoirs, pour régler son activité, pour la coordonner avec la Défense nationale. Il souffre d'un embarras qui se trouve dans toute la France de l'arrière. L'organisation y est insuffisante.

La Chambre connaît bien ce mal général. Quand elle traite la question des embusqués, elle se préoccupe de l'utilisation exacte de toutes les forces nationales ; quand elle veut créer des commissaires aux armées, elle cherche confusément et maladroitement à créer des agents de liaison et des stimulateurs. Tout cela est bien d'une Assemblée gênée, frémissante, qui voit ses devoirs et n'arrive pas à les remplir. Le Parlement voudrait travailler à l'organisation des forces de l'arrière, et lui-même n'est pas organisé pour le temps de guerre. Il souffre du mal dont il veut être le

médecin et qu'il est plus apte à propager qu'à guérir.

On ne saurait trop flétrir ceux qui se servent d'influences pour se faufiler où ils ne devraient pas être. Voilà les embusqués. Par contre, on ne saurait trop éviter de jeter le discrédit sur ceux qui travaillent utilement, dans quelque poste que ce soit. Le mérite de ceux qui sont au danger, à la souffrance, au sacrifice, est le plus grand. Mais l'utilité peut être partout. L'utilité n'est pas seulement sur la ligne de feu qui va de la mer du Nord à la Suisse. Elle est dans les services de tous ordres, dans les usines, dans les ports, dans les colonies. Parmi les Allemands qui ont été arrêtés au Maroc, il y avait des officiers de réserve. On a saisi sur eux leurs lettres de service ; elles leur fixaient d'être des agents commerciaux au Maroc. Tous les dignes Français, au premier jour de la mobilisation, dans le monde entier, sont accourus, considérant que l'honneur leur commandait d'être sur le front. Cela est bien beau. Certains Allemands sont restés dans le monde entier à des postes variés qui leur étaient assignés. Cela est bien sage. Si nous avons eu une véritable organisation, les ateliers utiles à la Défense nationale ne se seraient pas vidés.

Considérez un piano. Voilà d'abord le clavier, la rangée des touches blanches et noires. Mais qu'est-ce que tout cela, s'il n'y avait pas tout l'intérieur, les marteaux qui viennent frapper les cordes, les étouffoirs de feutre qui empêchent celles-ci de vibrer inutilement, la table d'harmonie, des pièces innombrables dans l'ombre.

Nous avons un généralissime qui commande les touches, qui exécute sa partition de stratège et de tacticien. Mais où est le chef qui préside à tout l'intérieur, qui veille à ce que les pièces innombrables soient bien équilibrées et dociles au moindre appel de l'exécutant ? Qui avons-nous pour donner le tour de clé ?

Le Parlement voit bien ce défaut, et il s'offre : « Nous allons toucher à tout », disent les parlementaires. C'est une mauvaise méthode. Certes, on a vu se révéler, dans les commissions du Sénat et de la Chambre, des aptitudes et des compétences. Le fond ne manque pas dans notre nation, mais comment mettre en œuvre ces hommes ?

La Chambre n'est pas dans la bonne voie, quand elle tend à émietter les pouvoirs existants et à les partager entre ses membres. Il faut tout au contraire fortifier les pouvoirs de

la guerre, de la marine, des affaires étrangères et des finances, et coordonner entre eux ces quatre ministères qui forment la Défense nationale. Je ne crois pas que nous puissions être servis par l'ingérence des parlementaires dans tout le détail des affaires. Je crois qu'il nous faudrait, à la France de l'arrière, l'équivalent de ce que nous avons aux armées, un chef de la Défense nationale, un accordeur qui donnât où il faut le tour de clé, les nombreux tours de clé dont le patriotisme de la Chambre sent le besoin.

P.-S. — Un lecteur que je remercie m'indique qu'avant-hier j'ai donné une liste incomplète des artistes morts au champ d'honneur (dont les œuvres sont exposées au Jeu de Paume, sur la terrasse des Tuileries). Voici d'autres noms que je signale à la pieuse amitié des patriotes :

Cartier-Bresson, Balmary, Héneux, Paul Legoff, G. Sigriste, V.-L. Minot, Bonnet, Doucet, G. Filley, Gheorgi, René Claustres, Georges Canioni, Charles Heyman, J. Champ-communal, Maurice Villeroy, Roustan, Abel Naulin, Maurice Locquin.

Mais ce n'est pas aujourd'hui et sans éléments officiels qu'il est permis de dresser une

glorieuse énumération complète de nos pertes. Et je prie que l'on excuse les oublis qui subsisteraient ici.

XXIII

L'OR DE LA DÉFENSE NATIONALE

30 Juillet 1915.

Le chiffre des versements d'or à la Banque de France depuis le 27 mai est, à la date d'aujourd'hui, de deux cent vingt-deux millions (222.001.660 francs).

C'est un superbe résultat que nous devons et pouvons aisément dépasser.

Nous le devons, car la constitution d'une nouvelle réserve d'or à la Banque aurait la plus grande importance pour les opérations financières de la France avec l'étranger. Nos alliés nous assurant la liberté des mers, nous avons sur les Austro-Allemands l'avantage de pouvoir nous approvisionner à l'étranger en matériel d'armement, munitions et vivres. C'est peut-être la condition essentielle de la victoire finale. Mais pour traiter ces marchés plus aisément et à meilleur compte, l'existence d'une puissante réserve d'or à la Banque don-

nera au Gouvernement une force de crédit de premier ordre.

L'or en possession des particuliers représente peut-être une valeur de quatre milliards. Nous en obtiendrons ce que nous en voudrons, c'est affaire d'organisation.

Sur ce sujet, voulez-vous entendre un agent important des finances ? Il me dit :

J'ai reçu en termes généraux l'ordre d'accomplir tout ce qui dépend de moi pour faire rentrer l'or et mettre à la disposition du Trésor le plus de fonds possible.

Ceci est bien, mais voyons l'application.

La Banque de France a fait ce qu'elle pouvait : sa petite vignette est d'une heureuse inspiration ; elle commence à être recherchée dans les campagnes. Mais tout de même, atteindre les paysans, c'est difficile. Il ne s'agit rien moins que de déraciner des préjugés vingt fois séculaires dans certaines campagnes qui ne connaissent que l'or et la terre. Je puis vous citer un arrondissement où la Banque, depuis vingt jours, a encaissé 180.000 francs. Là-dessus 145 proviennent du chef-lieu. Et pourtant la proportion d'or est bien plus considérable chez les paysans que chez les commerçants et rentiers de la ville. En or et billets, j'affirme que le

million et peut-être plus existe dans cet arrondissement. Comment amener les paysans à ouvrir leurs armoires ? Voici les moyens que je vois. Je pourrais, et certainement mes collègues comme moi, employer l'après-midi de mon dimanche à organiser des conférences dans les fortes agglomérations de l'arrondissement sur le retrait de l'or, sur les dépôts au Trésor, sur les placements en Bons et Obligations de la Défense nationale. J'entreprendrais aussi mon auditoire de questions se rattachant à la guerre : mutilés, main-d'œuvre agricole, alcoolisme, et je terminerais en exposant mes raisons de croire au succès final. (C'est parfois utile dans ces campagnes lointaines où de fausses nouvelles circulent trop aisément.)

Naturellement je voudrais m'entourer du maire et de toutes les autorités morales et administratives. Tous ces braves maires sentent l'honneur d'être associés à une œuvre nationale et leur zèle local peut beaucoup. Je sais une commune de moins de trois mille habitants où toutes les autorités de droite et de gauche se sont associées et ont provoqué par leur initiative la jolie recette d'une dizaine de mille francs dès le premier jour parmi soixante détenteurs environ.

Ah ! si j'avais l'autorisation d'agir ! On

redoute de nous des initiatives maladroites ? Qu'on nous impose donc des textes. Les discours de notre ministre des finances sont assez beaux, assez clairs, assez à la portée de tous ; nous les répéterions en y ajoutant notre cœur.

Nous avons des résultats, c'est certain, mais nous pourrions avoir beaucoup mieux.

Les instituteurs et institutrices ont été chargés de faire quelque chose. C'est parfait, mais c'est insuffisant, surtout à la veille des vacances. Tous ceux qui disposent de quelque influence devraient être engagés dès maintenant dans cette voie. En Bretagne, le concours des recteurs aurait été utilisé, et d'une manière générale dans toute la France le concours des curés.

C'est de quoi se préoccupent spontanément les dirigeants catholiques.

Les évêques de Bayonne et de Grenoble ont déjà donné le conseil pressant de répondre à l'appel de la Banque de France. Le cardinal archevêque de Paris, après avoir exprimé la même pensée, annonce qu'il va prochainement la préciser et la développer. Je trouve dans la *Croix* l'ébauche d'un système très intéressant d'apports paroissiaux. Le reçu collectif serait affiché dans les abords de l'église ou bien au presbytère comme un gage

historique du patriotisme local. « Ce sera bien beau, dit le journal, cet afflux de l'or caché dans les tiroirs des maisons et des fermes et confié au curé qui, outre les billets de banque pour chacun, rapportera des reçus attestant que sans aucune pression, par patriotisme spontané, les paroisses françaises ont pris une belle part à la quatrième mobilisation. »

Il faudrait aussi que l'armée pût aisément répondre à l'appel. De nombreux versements d'or viennent du front. Sûrement ils sont pris sur la réserve que chaque officier a emportée à son départ. Ceux-là, non contents de verser leur sang, versent leur or. C'est un exemple pour les civils. Mais leur généreuse intention est-elle d'exécution facile? J'en doute, d'après une lettre touchante que je reçois :

Belgique, le 16 juillet 1915.

Monsieur Barrès,

J'ai économisé cette livre sterling, ces 25 francs, sou à sou, et je comptais, après la guerre, en faire cadeau à ma femme, lorsque je la reverrais.

Nous ne savons quand finira la campagne, et comme je pourrais perdre cette pièce, il est préférable que je la confie aux mains de la

France, pour l'aider, avec mes faibles moyens, à l'édification de la victoire.

Il ne m'est pas possible de me rendre dans une ville française pour en faire le dépôt. Je ne connais non plus personne que je puisse charger de cette mission. Je me permets donc de vous prier de me remplacer, certain que je suis de ne pouvoir la confier en de meilleures mains.

Avec mes remerciements anticipés, agréez...

Léon C...

*Sergent au Génie divisionnaire,
2^e bataillon, 3^e compagnie,
Armée belge.*

Avant-hier, j'ai montré cette lettre et quelques autres du même ton à un ami. Il m'a quitté pour aller à la Banque. « Mon Dieu ! oui, me dit-il aujourd'hui, j'ai été verser quelques milliers de francs que j'avais en réserve. Après avoir lu ce que faisaient les plus modestes, j'ai cru convenable d'avoir à mon tour le certificat avec vignette constatant que je n'étais pas plus égoïste que les autres. Rien n'est plus vrai que la contagion de l'exemple. Racontez au public ce que vous m'avez dit. »

C'est ainsi que la mobilisation se complète. Signalons quand il le faut les imperfections

de notre organisation de Défense nationale, mais constatons avec joie ses continuels perfectionnements. Aidons-les en associant nos bonnes volontés. J'apporte ici celle de la Ligue des Patriotes.

« Tout a été dit dans ce journal, pensais-je, pour convaincre chacun de nous de porter à l'État ce qu'il possède d'or et de billets. Herbert a écrit d'excellents articles. Je ne veux pas y revenir. Le lecteur va me répliquer : « Vous m'enseignez ce que je sais, vous me conseillez ce que j'ai déjà fait. » Mais on me presse de parler, au nom du patriotisme qu'enseignait Déroulède, à tous ceux qui ne partagent pas les opinions de la majorité du Parlement. Ah ! certes, s'il est quelque « opposant » auprès de qui ma voix puisse rencontrer de la sympathie, qu'il écoute l'appel de l'État dont je me fais l'écho. Tous ceux qui disposent de fonds doivent les consacrer à la Défense nationale. Le but à atteindre avant tout, par dessus tout, est d'une telle importance, que rien n'existe auprès ; le but sacré, c'est la défaite complète de l'Allemagne.

XXIV

LES INVALIDES A L'ATELIER

(Les Invalides de la guerre.)

31 Juillet 1915.

L'autre jour, j'étais au 63 des Champs-Élysées, un soldat amputé d'un bras disait :

— Je n'ai pas beaucoup d'instruction, je le regrette ; j'aurais aimé maintenant être comptable.

Je n'ai jamais sans une sorte de remords entendu un homme se plaindre de n'avoir pu s'instruire. On a honte d'avoir bu tout seul à la fontaine où il y a place pour tous. Quel contentement alors de pouvoir répondre à ce visiteur :

— Nous allons vous faire donner des leçons, et, quand vous saurez la comptabilité, nous vous trouverons une place. En attendant, pour que vous puissiez vivre, nous vous remettons 3 fr. 50 c. par jour. Ce qui ne vous empêchera pas, bien entendu, de toucher l'allocation de 1 fr. 70 c. de l'État, tout comme de garder vos droits à une pension.

Notre blessé s'en va, un autre lui succède. Il a perdu une jambe, il voudrait bien retourner dans son village, mais il demande un métier :

— Voulez-vous être ferblantier ?

— Tout de même. Je pourrais alors travailler dans mon pays.

Voilà un homme satisfait, et voilà bien contente aussi sa femme, qui l'accompagne. Cette belle expression de contentement est extrêmement émouvante. Ces hommes ont subi un choc terrible; ils rentrent dans la vie par la porte de la souffrance, et ils sont si profondément braves que leur cœur a gardé intacts sa gaieté, sa jeunesse, sa force de sympathie. Puissions-nous être utiles à beaucoup de leurs camarades. Toutes les professions, nous nous chargeons de les leur faire enseigner par des patrons avec qui nous nous entendons, et nous allons, en outre, avoir notre maison du quai de la Râpée, où nous installons des ateliers de rééducation. Les invalides y seront nos hôtes; mais ceux qui veulent être libres, vivre chez eux, en même temps qu'ils apprennent les métiers de ferblantier, mécanicien, tailleur, cordonnier, nous les dirigeons dès maintenant sur les ateliers de M. Kula, rue des Épinettes, 51 bis.

C'est, jusqu'à cette heure, notre installation modèle.

L'autre matin, avec Louis Barthou, Charles Chenu, Henry Simond, je suis allé à l'improviste rue des Épinettes. M. Kula était absent. Tandis qu'on lui téléphone, un contremaître nous reçoit et nous guide. Il nous mène d'abord chez les mécaniciens. Voilà nos mutilés, debout sur leurs pilons devant la forge, l'étau, le tour, la perforeuse. Dès l'abord, ce qui me frappe, c'est ce que j'admire quand ils viennent au 63 des Champs-Élysées, et ce que tout le monde a noté avec émerveillement dans les hôpitaux : leur vaillance, leur bonté, leur facile satisfaction. Eux pour qui la vie fut si exigeante, ils n'ont envers elle aucune exigence.

— Eh oui ! répondent-ils à nos questions, ça va bien, le travail nous intéresse, nous sommes contents.

Et le contremaître de donner la même note :

— Leur bonne volonté, leur désir d'apprendre sont extraordinaires. Ils ne savaient rien en arrivant. Celui-là c'était un charretier, cet autre un manœuvre, tous des hommes sans métier. Alors le tour leur plaît. Aujourd'hui ce n'est plus comme autrefois, il

n'y a pas à le mouvoir avec le pied. C'est mécanique. Avec leur pilon, ils ne sont pas gênés. Je vous réponds que dans un an ils seront en état de gagner leur vie largement. Le métier de mécanicien est lucratif. Naturellement, dans un an, ils ne feront pas les hautes payes. Mais il n'y a pas à les comparer pour l'aptitude et la rapidité avec les enfants.

Du doigt il nous montre des jeunes Parisiens des faubourgs, au visage éveillé et sympathique, qui travaillent mêlés à ces braves. Et je me rappelle qu'en effet ces ateliers lumineux, aérés, hauts et larges, ont été construits par la « Société pour le développement de l'apprentissage » à l'usage des enfants de douze ou treize ans qui sortent de l'école, et maintenant les soldats bénéficient de ce qui était destiné à des enfants un peu chétifs. Que la Société fondatrice et que les Syndicats patronaux qui assument ici le soin de la partie technique m'excusent d'avoir parlé plus haut de *nos* ateliers et d'appeler *notre* ce qui est *leur*.

Cependant M. Kula nous a rejoints. De l'atelier des mécaniciens, il nous mène chez les ferblantiers. L'un de nos mutilés, dans sa première semaine, a su faire une cafetière, un filtre

à passer le café. Il est enchanté. Les objets que les apprentis fabriquent sont pour eux; ils montent leur ménage, puis offrent des filtres, des bouillottes, des entonnoirs aux camarades des autres ateliers.

— Le serblantier, nous dit avec admiration M. Kula, c'est l'ouvrier apte à tout. Il est plus utile dans un village qu'un boucher. Ah! il peut avoir une nombreuse famille, il est en état de la nourrir. Il sait tracer, développer, ajuster, souder. Il sait tracer, c'est la grande chose.

Tout en causant, nous sommes passés chez le tailleur.

— Encore un métier qu'on peut exercer chez soi, en famille, nous dit notre guide. Tout village de France devrait avoir un tailleur, comme il a un boulanger; la femme tenant un magasin de mercerie, le confortable du ménage serait assuré. N'est-ce pas pitoyable que dans cet excellent métier la main-d'œuvre soit en grande partie étrangère!

Nous sommes arrivés dans l'atelier des cordonniers.

— Pourquoi ce métier est-il aussi passé aux étrangers? continue M. Kula. Il est lucratif; il peut être exercé à la campagne comme

à la ville, mieux peut-être, car au village le cordonnier peut se faire bourrelier.

Tous ces braves gens nous font l'accueil le plus cordial, groupés autour de leur contre-maître qui les enseigne et ne cache pas qu'il les admire. Songez donc ! quelques-uns d'entre eux ont la Croix de guerre, d'autres la Médaille militaire, parfois l'une et l'autre. Et ceux qui n'ont que leurs glorieuses blessures, philosophiquement se disent qu'à la guerre il ne suffit pas de bien faire, il faut encore être vu.

Barthou, qu'ils sont contents de voir, leur dit quatre mots familiers et courageux ; Charles Chenu et Henry Simond s'entretiennent avec chacun. M. Kula se réjouit de nous voir constater la satisfaction de ses apprentis.

— Mon père, nous dit-il, était un artisan vrai, possédant toutes les qualités de l'artisan. Je veux que tous nos mutilés acquièrent les belles qualités de mon père et deviennent des hommes. Qu'étaient-ils hier ? Interrogez-les : mineurs, déménageurs, contrôleurs d'autobus, manœuvres, employés magasiniers, domestiques. Ce ne sont pas là des métiers. Pensez qu'il y a des enfants qui pourraient être des artisans, des producteurs, et qui sont des grooms, des vendeurs de violettes, des crieurs de journaux.

Il dit cela avec un sentiment magnifique de la dignité de l'ouvrier, et je le comprends parce que, moi aussi, qui travaille du matin jusqu'au soir et tard dans la nuit, avec la passion de mon métier, je sais ce que c'est que faire du bon ouvrage que l'on aime.

— Monsieur Kula, dis-je à notre guide, vous êtes un apôtre.

— Mon cher président, je n'aimerais pas qu'on m'attribuât des qualités qui ne sont pas miennes. Ainsi je ne voudrais pas que vous m'appeliez homme de science, mais apôtre de l'apprentissage, j'accepte, c'est exact. Je me suis donné une mission. C'est pour le bien du pays.

Et le voilà parti sur un grand développement :

— Nous étions jadis un peuple d'agriculteurs et d'artisans. C'était beau, c'était sain. La France était vigoureuse. Nous sommes devenus un peuple d'employés, de fonctionnaires, de marchands, de financiers, d'hommes d'affaires, de politiciens. Comment s'étonner dès lors de notre défaite économique? A quoi bon une marine marchande? La France n'exporte plus, elle ne fabrique même plus pour ses besoins personnels. Nos magasins de nouveautés et nos bazars s'approvi-

sionnent à l'étranger. Et pourquoi? Parce qu'il nous manque une main-d'œuvre *capable* et *disciplinée*. Retenez bien ces deux adjectifs, monsieur Barrès. L'école a instruit, mais n'a pas éduqué; l'apprentissage a totalement disparu. Il faut remettre en honneur le travail manuel et rendre le préapprentissage obligatoire au sortir de l'école primaire, à douze ans. Par là, vous ne restaurerez pas seulement l'industrie nationale, vous résoudrez le problème de l'alcoolisme (car l'artisan ne va pas au cabaret, il aime son travail), et vous résoudrez le problème de la dépopulation, car l'homme qui se croit en état de nourrir des enfants devient père de famille.

Et soudain, s'interrompant, M. Kula, qui voit que je le ramène à nos mutilés, me dit :

— Votre œuvre, c'est le début de la restauration de l'apprentissage en France. Ayez à Paris vingt groupes d'ateliers comme celui-ci; ayez-en dans toutes les villes de France; que, réservés d'abord aux invalides de la guerre, ils servent dans la suite aux enfants du peuple qui sortent de l'école primaire; alors, vous verrez, monsieur Barrès, que c'est un académicien qui aura résolu la question de l'apprentissage.

Et M. Kula de rire. Nous serrons la main

de cet homme sincère, plein de belles vues et de génie pratique. Nous le prions de transmettre nos remerciements et félicitations à ses contremaîtres et aux Syndicats qui se chargent de toute la partie technique. Vraiment ce que nous venons de voir nous a fait le plus grand plaisir. Notre œuvre est bonne, bien conçue, bien réalisée. Il n'est que de la poursuivre et développer. J'engage vivement nos amis, nos souscripteurs, à se rendre quelque jour aux ateliers du 51 bis de la rue des Épi- nettes. Il est bon qu'ils connaissent le service qu'ils rendent à ces soldats qu'ils ont pris à cœur d'aider à se refaire une vie.

XXV

IL Y A UN AN...

(Le délire allemand.)

2 Août 1915.

Il y a un an, à cette date, peu de jours avant que la guerre éclatât, vous rappelez-vous quel était l'esprit de la France ? Le meilleur, l'excellent sommeillaient. Dans un paysage du soir, sous un ciel vide, nous re-

gardions quelques miasmes pestilentiels crever à la surface d'un cloaque.

Et l'Allemagne? Une songerie violente la congestionnait, lui donnait des mouvements brusques, convulsifs, mal liés. Jamais on ne vit sur un peuple pareille épaisseur de rêve; jamais pareille excitation toute prête à se jeter dans l'action. Une bouteille d'alcool est distribuée à chaque soldat allemand, juste au moment de l'attaque, et l'on nous dit que cette boisson, appelée « mélange du Kronprinz », se compose d'un punch à l'éther et à l'arack. Mais quelle est donc cette drogue, ce haschich que ses philosophes, ses poètes, ses professeurs, ses politiques avaient versé au peuple allemand?

Demandez plutôt qu'est-ce qu'un Allemand, qu'est-ce que ces gens toujours prêts à retourner au fond de leur mémoire, au fond de leur histoire et dans les premiers instincts de leur sang.

« O jeunesse du monde! » s'écrie l'étudiant qui pénètre dans la salle ignoble où il va boire à perdre la raison. Il célèbre et réveille tout ce qui subsiste de l'antique animalité dans son être. C'est par elle qu'il compte communiquer avec l'âme universelle, et quand, se levant, il titube, il s'imagine,

l'ivrogne. percevoir comme un Dieu la rotation des mondes, ou mieux encore, il croit qu'à la manière des vieux conquérants germaniques il fait trembler l'Europe sous son pied.

Tel est l'étudiant, celui qui se forme dans ces beuveries antifrançaises pour être officier, diplomate, mais le plus pauvre diable là-bas n'est pas moins intoxiqué que l'élite par ces vapeurs de mégalomanie. Par un jour d'été, son veston sur le bras, le petit bourgeois qui gravit en chantant les sentiers de la montagne vers le « kiosque restauration », attribue à son bien-être physique une valeur religieuse. La force qu'il reçoit du sol, du ciel, des grands arbres et qu'il va doubler en s'abreuvant ne peut rien lui conseiller que d'excellent ; elle est sacrée, elle est déesse, et tout à l'heure, quand du haut belvédère il embrassera l'horizon, elle lui mettra au cœur une convoitise sans limites, le désir de l'empire universel. Le moindre philistin d'outre-Rhin entend le dieu Heimdall qui souffle dans sa trompe pour convoquer les dieux allemands à la conquête du monde et qui sonne aux fidèles Germains l'hallali des peuples latins.

Depuis un siècle, tous ces Allemands vivent dans un roman où ils ont engagé le ciel et la

terre. Depuis qu'ils se sont soustraits aux influences françaises et qu'ils ont commencé de rejeter l'héritage classique, tout ce qu'ils voient dans les brumes de leur conscience et dans les nuages de leur ciel, ils prétendent le diviniser. Les formes mobiles que le vent de la nuit assemble et agite et que l'aube disperse, les mauvaises larves de jalousie et de cupidité qui fermentent dans les cœurs, et que le grand soleil de la raison assainirait, les Allemands pêle-mêle les introduisent dans leur Walhala. Cet Olympe indigène ne cesse pas d'aboyer contre les autres dieux et de réclamer leur mise à mort et celle de leurs guerriers. Odin, le vieil *Unser Gott*, son fils Thor, qui brandit le marteau sur nos cathédrales, les Walkyries sanglantes ne pardonnent pas aux dieux gallo-romains ni au Christ par qui jadis ils furent vaincus. Et cette résurrection religieuse s'achève en un hurlement effroyable de haine.

C'est une des plus grandioses tragédies qu'ait vues l'humanité, cette malédiction que les dieux du Nord flamboyants de fureur jettent en bondissant sur le Dieu qui durant des siècles les tint sous la pierre du tombeau. Écoutez leur huée colossale :

« La race latine est usée, la Germanie

arrive à l'heure d'accomplir son destin magnifique et de ceindre la couronne de l'empire universel. 1914, c'est la date élue de toute éternité : demain, les peuples réduits en esclavage et pareils à des bœufs sous le joug n'auront plus qu'à tracer le sillon qu'elle aura pensé. Comme un cœur puissant placé au centre du monde, la race germanique va projeter son sang et son génie à travers les membres épuisés de la vieille planète... »

Un soldat allemand blessé a fait au poète Jean Cocteau, qui le soignait, des confidences, et ces chuchotements fiévreux d'un lit d'hôpital gardent un écho du grand délire des dieux à la veille de la guerre :

On interprète mal notre Deutschland über alles, disait ce blessé. Deutschland über alles n'exprime pas que l'Allemagne est au-dessus des autres nations, mais qu'elle passe avant tout dans notre cœur. Mes camarades et moi pensions, au départ, marcher au suicide ; mais nous marchions en chantant un choral avec une sorte d'extase, que vos troupes prirent souvent pour une obéissance de brutes à nos chefs... Et puis... et puis... il y a une chose que vous ne pourrez sans doute jamais comprendre. Avant que la guerre n'éclate, il y avait une

grande effervescence de fanatisme chez nous, près de Dusseldorf. On se réunissait quatre fois par semaine dans la forêt, et un vieux monsieur (Herr Ebel) prêchait l'amour de nos dieux de Germanie, dont Wagner vous donne une vague image. Herr Ebel nous fascinait, nous grisait et nous communiquait le goût, la nécessité possible des sacrifices humains. Je vous affirme, monsieur, que bien des atrocités sont exactes. Le tort de l'Allemagne c'est d'avoir honte de leur mobile, comme ces gens qui rougissent de ce qu'on les rencontre sortant de l'église. Et puis, monsieur, la guerre détraque les cerveaux. Un sacrifice utile entraîne des excès déplorables. Les officiers profitent de ce mysticisme des hommes pour assouvir des passions très basses. Ils excitent les troupes et des massacres s'ensuivent.

Dans ce texte inoubliable, on voit la minute où le rêve séculaire s'est transformé en action, où le mouvement obscur de l'âme s'acheva dans un geste terrible. Août 1914, la somnambule a saisi son poignard. Les cinq fils pauvres de la nation allemande partent pour égorger et offrir en holocauste à leurs dieux le fils unique de la nation française. La rumeur des forêts obscures, le frisson qui

naît au passage des Valkyries, l'orgueil des Arminius, des Luther, des Blücher et des Bismarck, tout cet héritage millénaire d'un mysticisme accru d'année en année par les songeries de chaque génération. a décidément rompu toutes les digues, et la vague de fond, par-dessus Louvain, la Belgique, Normény et Gerbéviller, va briser et couvrir la France.

...Mais, halte-là ! nous avons nos dieux. Ils valent mieux que les vôtres. Les voilà qui se lèvent de leur léger sommeil. La ruée bestiale qui du fond de l'histoire nous vient assaillir ranime nos croyances, nos aspirations, le sentiment de notre mission ; la flamme immortelle ressuscite : le grand feu clair de France, depuis une année, tient la Bête à distance.

P.-S. — Les officiers et les sous-officiers rengagés mariés des places fortes de l'Est, Verdun, Toul, Épinal, Belfort, ont dû partir avec les troupes de couverture à la frontière, et leurs familles ont été obligées de s'en aller dans l'intérieur du pays en laissant leurs mobiliers sur place. Par ordre de l'autorité militaire, ces mobiliers ont été enfermés dans une ou deux chambres de l'appartement ; les

scellés ont été posés sur les portes, les clefs remises au bureau de la place.

Les locaux demeurés vides ont été laissés à la disposition du Gouverneur, pour y loger qui bon lui semble.

Ces familles se trouvent donc dans l'obligation de payer deux loyers. Les propriétaires s'opposent à ce qu'elles retirent leur mobilier, à moins qu'elles ne payent immédiatement les termes échus depuis la guerre dans ces villes de Verdun, de Toul, d'Épinal, où elles ne sont pas autorisées à séjourner. Ne serait-il pas équitable que l'État les indemnisât, puisque leur logement a été en quelque sorte réquisitionné ?

XXVI

APRÈS UNE ANNÉE D'ORGANISATION

3 Août 1915.

Ce que nous voyons, si nous regardons le chemin parcouru, doit nous donner de l'optimisme, non pas l'optimisme béat du *fara da se* (qui tout de même d'ailleurs est en certains cas l'expression d'une bonne volonté courageuse). mais l'optimisme de l'effort et de l'action, le seul qui satisfasse pleinement.

Joffre, ses généraux et ses soldats ont magnifiquement travaillé. On sait comment, d'un commun accord, dès le premier jour, ils ont anéanti l'erreur pacifiste et antimilitariste et déployé autour du drapeau les antiques vertus militaires, honneur et sécurité de notre nation ! La mobilisation, admirablement préparée par l'état-major, s'est accomplie dans une ferveur patriotique et nationale telle que ceux qui, la veille encore, chantaient le fameux couplet de l'*Internationale* semblaient avoir récité toute leur vie les *Chants du Soldat*.

Aussi bien, le jour où se pose la question de vie ou de mort, les sentiments d'un peuple cessent de s'embrouiller ; ils reprennent la place que leur assigne la nature ; et l'individu dont l'esprit était faussé se trouve dans la nécessité urgente d'avoir les vraies vertus de la vie.

Tout ce qui dormait au fond des âmes se réveilla et les forces morales apparurent. Hélas ! en dépit des appels incessants des critiques militaires (vous vous rappelez les campagnes du général Maitrot) et des « animateurs » patriotes (je songe notamment à Déroulède), nous n'avions pas l'armement convenable. Nos dirigeants n'avaient pas voulu croire que la guerre fût possible, alors qu'elle était certaine.

Depuis douze mois, le Gouvernement s'est efforcé de racheter ses erreurs antérieures. On a travaillé. Il serait injuste que l'on s'abstînt de rendre hommage au labeur acharné de Millerand qui, dans un étroit accord avec l'armée, a improvisé sans désorganiser. Il convient également de remercier l'action diplomatique de Delcassé et de reconnaître la fermeté et la netteté avec lesquelles, à chaque occasion et hier encore, au 14 juillet, le chef de l'État, interprète de la nation unanime, a proclamé que nous tiendrons jusqu'au bout, jusqu'à la défaite définitive de l'Allemagne, jusqu'à une victoire qui nous permettra « de nous prémunir efficacement contre le retour périodique des provocations ». C'est du bon travail. Mais il est utile que l'on signale ce qui demeure à faire et que l'on en presse l'exécution.

Il est utile aussi de distinguer que notre manque de préparation ne fut pas simplement une faute définie et limitée ; il révèle un mal général de notre système et de notre esprit.

Les Allemands avaient préparé l'organisation de la guerre, c'est l'évidence même, mais pour eux la paix n'était pas moins organisée que la guerre, et la caboche d'un usinier n'était pas moins capable de sécréter de l'orga-

nisation que celle d'un chef d'état-major. En méditant sur l'année de guerre qui s'achève, je me prends quelquefois à me demander si nous n'assistons pas à une lutte extraordinaire, comme entre deux espèces animales, entre l'organisation germanique et l'improvisation celtique et slave, animée par bonheur de ferments capables eux aussi de produire de l'organisation.

Comment le pays du *Discours sur la Méthode* se complairait-il éternellement dans le momentané, dans le successif, l'inorganique, l'improvisé, alors qu'il a connu des disciplines latines et des hiérarchies d'idées ?

Où gît la raison de nos fautes et de notre mal ? Où le remède ? La Chambre dit : « Allons tous enquêter ». La Censure dit : « Interdisons qu'on n'admire pas ». Mais qui enquêtera les enquêteurs ? Qui censurera les censeurs ? Qui par delà les passions et les intérêts projettera la lumière sur les points à assainir ?

Problèmes inextricables, dangereux à formuler, mais qu'il faut que nous nous posions pour remettre en bonne place les vertus efficaces de notre pays.

Aujourd'hui et demain, après la victoire même, nous serions des vaincus si nous ne retrouvions pas la faculté que nous avons eue

éminemment, le goût et le don d'imposer une forme à des agrégats flottants, le sens des précisions et des associations nécessaires, les vues d'ensemble encadrant notre action et y faisant rentrer celle de nos coopérateurs. Avouons-le et admettons cette rançon de quelques-unes de nos plus belles qualités, nous avons perdu la faculté d'organiser : nous excellions dans le momentané. nous vivions le plus volontiers dans l'inorganique charmant et dans les délices de l'invertébré. Préparons-nous par tous les moyens à être de nouveau capables d'engrener notre activité et de la multiplier par l'association et par la coopération.

A l'abri des merveilleux sacrifices qu'il faut célébrer, derrière les holocaustes dont nous ne commémorerons jamais assez la grandeur, un nouveau classement des valeurs doit s'opérer, qui permette vraiment à notre pays de continuer la lutte et de faire valoir ses ressources, une fois refoulé et diminué l'ogre germanique.

Ah ! ce nouveau classement des valeurs, cette appréciation des qualités vitales d'un peuple, ils se font dans tous nos esprits, à notre insu même, aux lueurs sanglantes de la tragédie.

« Vous dirai-je, m'écrivit un combattant, que j'aperçois une sorte d'explication où le plus haut mysticisme et la physiologie la plus évidente se rejoignent et qui rend compte à mon gré de la valeur secrète de notre douloureuse saignée? L'opération par laquelle un tissu se convertirait brusquement en un organe s'accompagnerait d'une déperdition de sang; le passage de la douce liberté inactive à la constriction nécessaire à toute action n'irait pas sans une sorte d'ablation douloureuse. Et je nourris ma confiance de l'idée que les meilleures vertus françaises se trouveront gardées et défendues par une force accrue et une volonté plus vigoureuse. »

Ici nous retombons dans le problème interdit par la censure : « Quelle France nouvelle naîtra des tranchées? » Aujourd'hui nous voulions simplement rappeler, en regardant le chemin parcouru depuis une année, qu'une seule chose nous a manqué et nous demeure nécessaire : l'organisation.

XXVII

UNE ANNÉE D'UNION SACRÉE

(*Sur les Commissaires aux armées.*)

4 Août 1915.

La pression germanique, le danger, la souffrance suscitent depuis un an chez nous tous d'admirables efforts en retour. Nos caractères distinctifs les plus profonds se manifestent ; l'organisme national se tend pour repousser des influences de mort. L'univers constate cette prodigieuse renaissance, qui assure notre salut. Il n'est pas un parti, pas une fraction de la France qui n'ait depuis un an accru ses titres de bon civisme.

Pourtant, je ne crois pas que ces réactions de l'intérieur aient encore atteint toute l'ampleur nécessaire.

Dans des crises comme celle-ci, pour des pays capables d'élasticité comme l'Angleterre et la France, c'est d'abord un parti qui prend la barre, c'est ensuite un régime qui assume le soin de la défense, et nos voisins comme nous, nous avons passé par ces deux stades. Arriverons-nous au bout de la guerre sans

nous arrêter au troisième..... (1), et où l'on en vient à se défendre nationalement ?

C'est cette idée de « défense nationale » qui était renfermée en puissance dans le mot d'« union sacrée » ; c'est là que nous voulions aller, il y a une année, dans cette belle et bonne journée du 4 août, quand nous avons touché d'un élan unanime le sommet de la perfection parlementaire.

Je vous laisse juger dans quelle mesure ces dispositions, ces virtualités se sont développées.

La nation est tout entière aux tranchées, mais comme on sent bien qu'elle n'est encore représentée qu'insuffisamment dans les conseils responsables et parmi les agents de l'autorité ! Si l'on voulait passer au crible ces derniers, on s'apercevrait vite de certaines insuffisances lamentables qui prolongent l'esprit de la clientèle et l'effet des désignations partisans. Et dans le Parlement ou le Gouvernement, a-t-on brisé les cloisons, laissé pénétrer l'air du large, et mobilisé les cerveaux et les cœurs pour ne plus rien connaître que la guerre aux Boches ?

(1) Pitoyable censure qui, tombée dans cette période aux mains d'une clientèle électorale, sabrait de telles considérations !

La bonne volonté est réelle chez plusieurs, et d'abord chez ceux qui sont associés de plus près à la Défense nationale : elle est intermittente ou moins bien dirigée à mesure que l'on descend dans les cercles du Gouvernement.

Jetons au passage un regard sur la censure pour voir ce qu'elle est devenue au bout d'une année.

Inattaquable autant qu'elle protège ou croit protéger le secret des opérations militaires et les intérêts de la Défense nationale, la censure doit se méfier de la tendance qu'elle aurait à devenir un système politique tout-puissant contre telles manières de voir, tout désarmé contre telles autres. On se permet de la rappeler au point de vue national, qui doit être rigoureusement le sien.

Ailleurs encore l'union pourrait être en péril. J'entends Henry Bérenger, qui, ranimant nos souvenirs de jeunesse, m'adresse en termes cordiaux un appel pour que je prenne confiance dans le contrôle des parlementaires sur les généraux et pour que je le croie efficace et bienfaisant.

J'ai dit et je répète avec vous, Bérenger, avec tous les patriotes, qu'il faut multiplier et discipliner les organisations de l'arrière et susciter partout, dans les ateliers et dans les

âmes, l'énergie productrice de la guerre. Là-dessus nous sommes si bien d'accord que je n'y insiste pas, mais le pire mal serait à craindre si l'on s'engageait à la suite de M. Doisy et de ses amis quand ils veulent ressusciter les commissaires de la Convention aux armées.

On ne discute pas le principe du contrôle. On blâme qu'il soit exercé par-dessus le Gouvernement responsable, et que des parlementaires s'en aillent enquêter au milieu des services de l'armée. Que l'on s'en tienne donc aux organisations régulières et que l'on redoute en pleine guerre de confondre les pouvoirs et de les irriter les uns contre les autres.

Il y a parmi les commissaires des hommes d'une grande clarté et rapidité d'esprit et magnifiquement doués pour le travail. Qui le conteste ? Et que tout ce que dit un homme intelligent puisse être écouté, retenu au point de vue critique, c'est certain ; mais nous sommes obligés de nous placer à un autre point de vue plus important, celui de l'action. Catinat écoutant d'intéressants critiques disait : « Vous parlez là d'une chose que vous avez pensée, mais que vous ne savez pas. » Cette observation va loin et pourra continuellement être faite, avec raison, à un homme intelligent tombant à la guerre au milieu d'entreprises

déjà montées. M. le député Un Tel, enquêteur, a une bonne idée. Je n'en disconviens pas, mais s'adapte-t-elle avec d'autres résolutions qui ont été prises et qui ont une utilité indispensable? Craignez de rompre l'unité des vues.

Il faut savoir gré à Millerand d'avoir procédé à des séries d'improvisations sans nous amener le désordre. L'ordre n'est pas tout; il peut être stérile, il est cependant indispensable. Je regarderais avec effroi l'invasion dans les services de l'armée d'un millier d'activités, même géniales, non coordonnées.

On ne dira pas que je diminue les commis-saires. Je ne veux voir ici que ceux qui sont de réelle valeur. Mais il y en aura de fort sots.

Non moins sûrement il y aura des hommes de parti, qui céderont à des habitudes de clientèle, à leurs impulsions personnelles d'amour-propre et de rancune... Mais si, Béren-ger, c'est fatal. Ces mêmes hommes qui, portés en pleine lumière, chargés des responsa-bilités du pouvoir, seraient capables, je dirai plus, seraient obligés de se dévouer au bien public, feront de la mauvaise besogne, si vous fractionnez le pouvoir exécutif entre leurs mains partisans.

N'émiettez pas. Resserrez le Gouvernement. Il nous faudrait à la France de l'arrière l'équi-

valent de ce qu'est aux armées le généralissime : un animateur, un accordeur, qui donnât où il faut le tour de clé.

Je me repète. Mais le moyen de ne pas glisser à l'idée fixe? Pour la France politique, à cette heure, le danger serait de substituer des points de vue de parti au point de vue national. Il y a un an, nous avons juré d'éviter ce crime. Allons-nous, avant même la victoire, retomber dans notre atmosphère d'intrigues? Cette belle et pure période des premiers mois serait-elle comme un livre achevé que l'on abandonne? Va-t-on se débarrasser de la journée du 4 août 1914 en la mettant dans l'histoire comme dans un musée poussiéreux?

Je suis sûr de la réponse. Le salut public fait toujours notre loi.

XXVII *bis*

LE CAPORAL GALLI

(*In Memoriam.*)

4 Août 1915.

Le caporal Galli, le fils d'Henri Galli, vient de tomber au champ d'honneur. Je me rappelle Déroulède exaltant par ses dis-

cours ardents et affectueux, les sentiments de pur patriotisme que cet enfant, tout de courage et d'honneur, tenait des siens. A travers quels sacrifices se libèrent l'Alsace et la Lorraine ! Nous exprimons fraternellement au vice-président de la Ligue des patriotes l'amitié de tous et nous mettons nos profonds respects aux pieds de Mme Galli, fière d'un tel fils.

XXVIII

LA COMMÉMORATION DES BELGES

6 Août 1915.

Nous la célébrons cette semaine avec une pieuse gratitude.

M. Pierre Nothomb a écrit de grandes pages sur les Barbares en Belgique. Il a tracé d'inoubliables peintures et jeté un cri de vérité qui a ému l'univers. Aujourd'hui, M. Henri Davignon, le fils de l'éminent ministre des Affaires étrangères à qui le roi Albert vient de permettre qu'il prît du repos, m'apporte un album de propagande qui va sous peu être répandu à travers le monde.

Un livre ? Non. Un dossier. Rien que des textes classés et des documents photographiques. Le crime de l'Allemagne apparaît, pour

qui feuillette cette liasse de faits, plus évident qu'à écouter un sublime réquisitoire.

Cela s'appelle *La Belgique et l'Allemagne* (1 franc aux Messageries Hachette, 111, rue Réaumur). Sur la couverture, rien qu'une carte : l'immense Allemagne et la toute petite Belgique.

Le matin du 2 août 1914, M. de Below, ministre d'Allemagne à Bruxelles, disait aux journalistes bruxellois :

— Nos troupes ne traverseront pas le territoire belge. Des événements graves vont se dérouler. Peut-être verrez-vous brûler le toit de votre voisin, mais l'incendie épargnera votre demeure.

Pourquoi, à cette heure extrême, l'Allemagne, une fois de plus, affirmait-elle son respect de la neutralité belge? Pour que la France continuât de porter toutes ses forces du côté de l'Est.

A sept heures du soir, le même jour, l'Allemagne mettait à la Belgique le marché en main :

— Si la Belgique fait des difficultés à la marche en avant de nos troupes, nous serons obligés de la considérer comme ennemie :

Ce sont les termes de la note allemande du 2 août, et le 3 août le Gouvernement belge répondait :

— Nous sommes fermement décidés à repousser par tous les moyens en notre pouvoir toute atteinte à notre droit.

A cette minute, les populations civiles belges éprouvaient surtout de la curiosité. Des femmes, me raconte M. Henri Davignon, comptaient se mettre aux fenêtres pour voir. « Nous ne savions pas ce que c'était que la guerre », disent-elles aujourd'hui, et vous pensez de quel accent ! Le 3 août au soir, M. Voisin, curé de Battice, qui est le premier village sur la route de Liège quand on vient d'Allemagne, rassurait ses paroissiens :

— Vous n'avez rien à craindre ; si vous n'attaquez pas les soldats, ils ne vous feront rien. Pensez-vous qu'ils vont piller vos maisons, incendier le village, assassiner les femmes et les enfants ? Les Prussiens ne sont pas des sauvages.

Le lendemain, les Prussiens arrivaient. Ils pillaient, tuaient, torturaient ou brûlaient vifs une vingtaine de civils. De Battice, ils passèrent dans la ville de Herve qu'ils détruisirent à demi et dont quarante-cinq habitants furent tués, puis aux villages d'Olne, Soumagne, Micheroux, La Bouxhe, où ils fusillèrent et brûlèrent femmes et enfants.

Les autorités militaires belges, anglaises et

françaises possèdent de nombreux carnets de campagne rédigés par des soldats et officiers allemands sur qui ces témoignages authentiques ont été saisis. Le soldat Eitel Anders, le chasseur Harwart, le hussard Wittler, le cavalier Hollmann, un officier du 178^e régiment saxon, le soldat Vogelgesang, un sous-officier de réserve, un soldat cycliste, Gaston Klein, Kurt Hoffmann, Gustave Schopper, cavalier au 8^e hussards de réserve; un officier saxon du 178^e régiment, le soldat Philippe Kamenaz, du 178^e régiment saxon; le soldat Schlauter, du 4^e régiment d'artillerie de campagne de la garde, le sous-officier Heinrich Frœlich, du 117^e régiment d'infanterie; le soldat Paul Gløde, le sergent de la garde à pied, K. Barthel, le sous-officier Gottsche, du 85^e régiment d'infanterie, racontent des pillages, des incendies, des massacres de civils, des achèvements de blessés, qu'ils ont vus et parfois exécutés.

Regardez une de ces pages, celle qu'écrivait le 12 août 1914, en Belgique, le soldat Paul Gløde :

On se fait une idée de l'état de fureur de nos soldats quand on voit les villages détruits. Plus une maison intacte. Tout ce qui peut se manger est réquisitionné par des soldats non commandés. On a vu

plusieurs monceaux d'hommes et de femmes exécutés après jugement. Des petits porcs couraient à l'entour, cherchant leurs mères. Des chiens à la chaîne n'avaient rien à manger ni à boire, et les maisons brûlaient au-dessus d'eux. Mais avec la juste colère de nos soldats va aussi de pair un pur vandalisme. En des villages déjà absolument vides, ils dressent pour leur plaisir le coq rouge de l'incendie sur les maisons. Les habitants me font peine. S'ils emploient les armes déloyales, ils ne font, après tout, que défendre leur patrie. Les atrocités que ces bourgeois ont commises ou commettent encore sont vengées d'une façon sauvage. Les mutilations de blessés sont à l'ordre du jour.

On voit frissonner dans ce texte la conscience allemande. Un jour, avertie par la réprobation universelle, elle connaîtra son crime. Ce soldat Paul Gløede croit qu'il accomplit une œuvre de vengeance. A demi-révolté par les atrocités auxquelles se livrent ses compagnons, il les excuse comme des représailles. Les populations civiles belges n'ont-elles pas commis des cruautés contre les soldats allemands ?

Eh bien ! dès aujourd'hui, en Allemagne même, ces abominables raisons ne tiennent plus. Le *Vorwaerts* de Berlin en date du 22 octobre, écrit :

Nous avons pu établir la fausseté d'un grand nombre d'assertions alléguées avec beaucoup de précision et répandues dans la presse au sujet de prétendues cruautés qui auraient été commises par les populations

des pays avec lesquelles l'Allemagne est en guerre contre des soldats ou des civils allemands. Nous pouvons aujourd'hui mettre fin à deux autres de ces récits fantastiques... (et le *Worwaerts* prouve qu'il n'a pas été constaté qu'on ait vendu, comme on l'avait dit, des cigarettes explosives, ni que des soldats aient eu les yeux crevés).

D'autre part, la revue scientifique allemande *Der Fels* publie en gros caractères la déclaration qui suit :

... Tout ce qui est connu jusqu'à présent et qui fait l'objet d'une enquête, au sujet des prétendues atrocités attribuées aux prêtres catholiques au cours de cette guerre, a été trouvé faux et totalement imaginé sans exception aucune. Notre empereur a télégraphié au président des États-Unis de l'Amérique du Nord que « même des femmes et des prêtres commirent des atrocités dans cette guerre de guérilla, et blessèrent des soldats, des médecins et des ambulanciers ». Comment cette dépêche peut être mise en rapport avec le fait ci-dessus, que rien n'existe à la charge des prêtres, nous ne pourrons le savoir qu'après la guerre.

Les Allemands s'expliqueront là-dessus et sur beaucoup d'autres points avec leur empereur au lendemain de la guerre, mais il n'est pas besoin d'attendre jusque-là pour trouver la vraie explication des atrocités de Belgique.

Liège résistait, faisait perdre du temps au grand état-major allemand, pressé d'arriver

sur Paris. Il fallait terroriser la Belgique pour la convaincre de livrer le passage.

Le docteur L. H. Grondijs, sujet hollandais, ancien professeur à l'Institut technique de Dordrecht, raconte les massacres d'Aerschot :

... Trente personnes qu'on avait arrêtées et qu'on ne pouvait soupçonner de l'ombre de culpabilité furent conduites vers une tranchée. On leur banda les yeux et on les fusilla, à l'exception d'un certain Mommens, qu'on avait résolu de gracier, mais qui dut aider à enterrer les cadavres de ses concitoyens. Quand ce travail eut été achevé, on a dit à cet individu de s'en aller à Louvain et d'y raconter ce qu'il avait vu...

Quelle scène ! Le voyez-vous, ce Mommens, qui court demi-fou sur la route de Louvain. A quelle mission le malheureux, à son insu, est-il délégué ?

Il va terroriser les âmes.

Je le reconnais. Nous l'avons vu, nous avons entendu parler de lui, de ses pareils, à Nancy, par le préfet Mirman, quand il nous disait dans quel effroyable état il vit arriver les premiers réfugiés, les rescapés de Nomény et de tous les villages lorrains.

Et dans nos livres de classe, dans le récit des guerres inexpiables de l'antiquité, et des plus fameux sacs de villes, vous comprenez

maintenant ce que signifie cette petite phrase que nous lisions dans l'ennui des études du soir : « Ils passèrent au fil de l'épée toute la population, sauf un qu'ils renvoyèrent, afin qu'il racontât ce qui s'était passé ».

Cette idée fut exprimée d'une manière doctrinale dans un message officiel allemand répandu par la télégraphie sans fil, le 27 août 1914 :

Le seul moyen de *prévenir* les attaques de surprise de la part de la population avait été de déployer une sévérité impitoyable et de faire des exemples qui, par leur horreur, seraient un *avertissement* pour tout le pays.

On envoyait Mommiens avertir. Mais ce message peut être insuffisant. Si ce porte-voix était complété par un phare ? Le 10 février 1915, le nommé Walter Blœm, dans la *Kœlnische Zeitung*, trouve la grande expression qui rend le mieux la philosophie de ces crimes :

— Ceci est hors de doute, dit-il : c'est à la *façon de signaux avertisseurs* qu'ont agi les incendies de Battice, de Herve, de Louvain, de Dinant. Les destructions, les flots de sang des premiers jours de guerre ont sauvé les grandes villes belges de la tentation de s'attaquer aux faibles troupes d'occupation que nous devons y laisser.

Quelqu'un me rapporte avoir dit, ces jours-ci, à un officier allemand (à un blessé) :

— Pourquoi ces horreurs ?

Et l'autre de s'enfermer toujours dans la même thèse, de répondre paisiblement :

— Il faut se rendre compte que l'officier est responsable de la vie de ses hommes. S'ils arrivent fatigués, s'ils ont besoin d'une nuit, il a le devoir de prendre toutes les mesures qui leur assureront une profonde tranquillité.

La doctrine cruelle enivre ces âmes. Ils arrivent à aimer si fort leur culture qu'ils méprisent ce qu'il y a chez eux d'heureux naturel. La civilisation germanique, qui se pique de s'opposer à l'humanisme, est surprise à détruire l'humanité des plus simples. Un témoin des massacres de Tamines dépose :

J'ai vu des soldats allemands qui ne pouvaient s'empêcher de pleurer devant le désespoir des femmes et des enfants. Un officier s'avancit immédiatement pour leur faire des reproches...

Bientôt le résultat, toutes les ivresses aidant, est obtenu par un tel entraînement. Le prêtre américain Manuel Gamarra, témoin du martyre de Louvain, déclare : « Les Allemands n'étaient plus des hommes, mais des bêtes féroces ». Quelle grandeur prennent au

milieu d'une telle animalité le geste et les *ultima verba* de l'abbé Van Bladel, curé de Hérent, un saint, a dit le cardinal Mercier, qui après un calvaire de trois jours, emporté par quatre soldats au lieu de son martyr, criait à haute voix : « Injustice, injustice ! »

Couverte de sang, la Belgique est en même temps couverte de gloire. Au dernier feuillet de son album, M. Henri Davignon s'est abstenu, comme il l'a fait tout le long, d'aucune réflexion. Il a reproduit simplement un dessin emprunté au *Punch*. C'est dans un paysage de ruines, l'empereur allemand qui interpelle brutalement le roi des Belges :

— Vous voyez bien, lui dit-il, que vous avez tout perdu.

Et l'autre fièrement :

— Non, pas mon âme.

XXIX

LA PAIX QUI NOUS PROTÉGERA CONTRE TOUT RETOUR OFFENSIF

8 Août 1915.

Il arrive souvent que ceux qui viennent à l'arrière et parmi les civils éprouvent une sorte de déception, de malaise. Au bout de

quelques jours, ils regrettent l'atmosphère de l'armée. Quel est donc le secret du bien-être qu'ils y trouvent ? Il est dans l'unité de pensée. A l'armée, plus de partis émiettés et querelleurs, une seule volonté, la nécessité de vaincre.

Nous voudrions qu'il y eût à l'arrière « un généralissime des civils », un animateur, un accordeur, qui, nous élevant au-dessus de nos opinions et disputes, nous réunit dans une passion simple et nous poussât perpétuellement vers le Rhin.

Hier, le Président de la République a tenu ce rôle. Il a repris son mot d'il y a douze mois, « l'union sacrée », et à ce grand courant de fraternité nationale, une fois de plus, il a marqué sa direction. La France se bat pour conquérir une paix qui reconstituera la Patrie démembrée, qui réparera nos ruines et qui nous *protégera avec efficacité contre tout retour offensif des ambitions germaniques.*

Ce dernier point est d'immense importance. A quelque parti que nous appartenions, nous devons nous mettre d'accord sur les précautions à prendre contre les Allemands, afin que nos fils et petits-fils recueillent le fruit de ce formidable effort. C'est un devoir pour nous (vis-à-vis de notre passé historique et vis-à-vis

des générations futures, dont nous devons assurer la sécurité), de travailler pour que nos concitoyens de la Lorraine et des Ardennes cessent d'être foulés aux pieds, pour que Paris soit mis à l'abri d'un coup de main, et enfin pour que les Français possèdent les clefs de leur maison. Du côté de l'Est, la France est ouverte à l'éternel envahisseur. Nous y organiserons toutes choses, d'accord avec la Belgique, dont la fraternité nous est infiniment précieuse, pour que la paix fleurisse dans une Europe organisée conformément à ses traditions nationales et au droit.

Là je m'arrête. On ne me permet pas d'en dire plus. La censure m'a fort étonné quand elle m'a commandé soudain de suspendre mes articles et interdit que j'examine de quelle manière, à quel moment, dans quelles conditions nous pourrions considérer que nous avons abattu le militarisme allemand. C'est le but que les Alliés se proposent. Pourquoi serait-il mauvais de chercher à bien déterminer ce but ?

Est-il si mauvais de préciser l'objet pour lequel on se bat ? Je lis en ce moment les lettres nobles et charmantes (publiées dans la *Revue du Bas-Poitou*) d'un jeune soldat mort au champ d'honneur, François Baudry, fils

de l'architecte, neveu de l'illustre peintre et lui-même élève de l'École des Chartes. Au mois d'août 1914, après avoir franchi le col de la Schlucht, il écrit d'Alsace à un ami :

...Les idéologies perdent toutes apparences de sens dans mon existence, aujourd'hui faites de réalités tangibles. Va donc dire aux soldats et aux autres amis, quelle que soit leur éducation, et il y a de tout dans l'armée, qu'ils luttent pour l'esprit révolutionnaire ; ils te prendront tout bonnement pour un fou. Pour moi, je lutte pour la reprise de l'Alsace, et si je croyais que ce fût pour « l'esprit révolutionnaire » ou pour n'importe quel « esprit », je prendrais mes cliques et mes claques et retournerais à mes chères études. Me crois-tu homme à me faire casser la tête pour un « esprit » ? C'est viande trop creuse !...

Je suis disposé à croire qu'il y a une grande variété d'imaginations, et j'admets parfaitement que beaucoup de soldats, à l'encontre de François Baudry, veulent faire triompher cet esprit-ci ou cet esprit-là. Mais c'est un fait que voici un Français qui se bat pour reconquérir l'Alsace, pour ajouter à la Patrie des kilomètres carrés d'une terre riche et noble, et qu'il en est beaucoup parmi nous qui veulent ce que veulent les Italiens : l'achèvement des destinées géographiques de leur pays.

Pourquoi m'interdire d'exprimer notre pensée quand on laisse d'autres la combattre ? Et

pourquoi suis-je seul à subir cette interdiction ? Je me réjouis que, plus heureux que moi, le *Rappel* puisse écrire, en date du 16 juillet :

La France intégrale ! C'est la France des frontières naturelles, c'est la France de 1792, 1793 et 1794, des hommes de l'An II, la France dont le Rhin formait la frontière. C'est pour notre pays le retour à la rive gauche du Rhin, et c'est, pour la Belgique mutilée, la même frontière, la même garantie contre le péril allemand.

Je me félicite de même que, toujours plus heureux que moi, dans la *Revue hebdomadaire* du 15 juillet, M. Christian Schefer puisse étudier quelle est la frontière vraie de la Lorraine :

...Constatons, dit-il, que le XIX^e siècle en connut deux : celle de 1870 avait été imposée en 1815 par les convoitises germaniques qui, au lendemain des Cent Jours, purent s'exercer plus librement ; elle marquait un recul sensible sur la frontière de 1814, qui laissait notamment à la France tout le canton de Sarrebrück. Or, c'est là peut-être la frontière lorraine véritable, logique, celle par conséquent que nous aurions à revendiquer nettement. Puisque nous voulons, avant toutes choses, assurer la paix future, partant nous garder contre un retour offensif de l'Allemagne, des nécessités stratégiques s'imposeront qui pourraient entraîner une avance au nord-est, d'aucuns disent jusqu'à la ligne du Rhin.

Je me plains de la défense qui m'est faite, je me félicite de l'autorisation qui est donnée

à mes confrères du *Rappel* et de la *Revue hebdomadaire*. Si la censure, par un étrange privilège, m'interdit que j'exprime ce que j'applaudis chez mes confrères et chez le chef de l'État, je prie mes lecteurs de demander à la Ligue des Patriotes (2, rue de Valois), qui la leur expédiera immédiatement, la double carte où ils verront, d'une part, quelles sont les ambitions germaniques, et, d'autre part, comment nous pouvons, pour reprendre les mots du président Poincaré, « nous protéger avec efficacité contre tout retour offensif des ambitions germaniques ».

Les « instructions envoyées par le Comité de Salut public » à son agent Grouvelle, en date du 15 janvier 1795, disaient : « Les frontières de la République doivent être portées au Rhin. Ce fleuve, l'ancienne limite des Gaules, peut seul garantir la paix entre la France et l'Allemagne. » Cette nécessité politique et militaire justifie un sentiment profond, familier de toute éternité aux riverains du vieux fleuve gaulois. Par les lettres que je reçois, je m'assure avec quelle force subsiste dans nos âmes l'antique « désir du Rhin », ce que les Allemands nomment « Rheingelust ».

XXX

LE MUTILÉ AUX CHAMPS

(*Les Invalides de la guerre.*)

9 Août 1915.

J'ai raconté aux lecteurs de l'*Echo de Paris* notre visite de l'autre semaine, rue des Epinettes, aux ateliers de la *Fédération des Mutilés*. Et certainement que les propos de M. Kula sur la dignité de l'artisan, sur la valeur morale d'un vrai métier ont beaucoup intéressé tous ceux qui réfléchissent aux meilleurs moyens d'augmenter, après la guerre, la force de chaque Français. Tous les propos de cet « apôtre de l'apprentissage » nous aident à comprendre de quelle manière le caractère français s'est formé à travers les générations, et ce caractère, tout aussi menacé que nos richesses et que notre terre, quoique d'une autre manière, mieux nous connaissons ses origines, mieux nous le défendrons.

Vous vous rappelez avec quel sentiment magnifique de la dignité de l'ouvrier M. Kula nous disait :

— Mon père était un artisan, je veux que

tous les mutilés acquièrent dans mes ateliers les belles qualités de l'artisan, et deviennent des hommes.

En l'écoutant, je regardais les grands blessés, nos hôtes, qui nous montraient joyeusement, amicalement, leurs premiers travaux, et derrière leurs paroles, derrière leurs gestes, sur leurs visages, je voyais presque toujours le paysan français, sa placidité et sa politesse, sa solide intelligence...

Ah! monsieur Kula, parmi les métiers de France, le plus ancien, le plus noble, le plus chargé des vertus, n'est-ce pas le métier de la terre? Le fonds de notre génie et notre santé nous sont venus des vieux laboureurs, des vigneron et des forestiers. Vais-je contribuer à l'abandon de la terre, à l'abandon des idées, des sentiments et des rêves qui, durant des siècles, se sont formés dans l'horizon du village? On m'assure que, dans les ambulances, les ruraux forment la majorité et dans une proportion de 75 0/0; allons-nous les détacher tous du travail agricole? Notre œuvre, à côté des métiers qu'elle enseigne, (et qui d'ailleurs permettent le retour au village), ne pourrait-elle pas favoriser le travail des champs?

Ce qui est bien pensé ne peut manquer de

naître. A peine étais-je revenu de ma visite aux Épinettes que j'ai reçu de M. de Fontgalland une lettre de toute importance.

Je n'ai pas besoin de dire à nos lecteurs l'autorité de l'homme éminent qui préside l'Union du Sud-Est des syndicats agricoles. Une idée qu'il protège est assurée de mûrir et d'aboutir. Voici, pour l'essentiel, ce qu'il me fait l'honneur de m'écrire :

*Monsieur le président de la Fédération
des œuvres des Mutilés,*

Trop souvent, ceux qui s'occupent à aider le Mutilé de la guerre l'orientent vers le commerce ou l'industrie en négligeant l'agriculture... Nous songeons, nous, aux conséquences bien connues du déracinement et de la vie urbaine, aux exigences industrielles si dures aux vieux, et nous pensons que le véritable intérêt du rural est de rester fidèle à sa terre et de continuer à en vivre.

Il le peut!... Un manchot, une jambe de bois peuvent exploiter un domaine, labourer, cultiver, défoncer. Un de nos amis a vu un vigneron manchot qui n'avait pas son pareil pour biner.

(« Biner », nos lecteurs de la campagne le savent, c'est briser la superficie de la terre

pour qu'elle ne durcisse pas et pour détruire les mauvaises herbes.)

Que des efforts soient utiles et même nécessaires pour arriver à la réadaptation, qu'il faille chercher avec méthode les instruments et les procédés les plus aptes à la faciliter ; qu'il faille aider le mutilé en l'instruisant à substituer aux travaux pénibles quelque occupation rurale plus à sa portée, comme le jardinage, l'apiculture, l'aviculture, le charronnage et la mécanique agricole, nous le pensons aussi, et c'est pour cela que l'Union du Sud-Est a décidé de créer une sorte d'École de rééducation professionnelle sous le nom d'« Institut agricole de mutilés ».

A vrai dire, ce n'est pas une création de toutes pièces, mais bien plutôt une adaptation à un but nouveau d'une école faite pour les jeunes gens. Mais, comme ceux-ci sont rares, le plus grand nombre étant sur le front, le reste étant au surplus présentement en vacances, l'École Sandar, à Limonest, met généreusement à la disposition des mutilés des locaux situés à 7 kilomètres de Lyon, son beau domaine, ses professeurs, son outillage.

Cette École Sandar, à Limonest, qui est exactement l'institution agricole Paul-Michel

Perret, mais qui prend ordinairement son nom du beau domaine qu'elle possède dans les montagnes du Mont-d'Or, dispose de professeurs habitués à l'enseignement des jeunes gens (tout comme les ateliers de Kula); et ces professeurs d'agriculture viennent de se mettre à rechercher les méthodes les mieux appropriées aux mutilés. Leur attention depuis quelques mois s'est portée avec succès sur l'invention de procédés et d'instruments de labourage utilisables par un amputé d'un bras. C'est leur affaire de trouver et d'enseigner les travaux compatibles avec la mutilation, par exemple l'apiculture, le jardinage, l'arboriculture. Ils nous disent qu'un mutilé d'un bras peu très bien apprendre le jardinage et la taille, pour s'y livrer soit chez lui, soit en louant ses services.

Mais je rends la parole à M. de Fontgalland ;

... A l'École Sandar, nous dit-il, les mutilés pourront très utilement s'essayer à des travaux divers avec des instruments appropriés, chercher leur voie, s'instruire et se former dans les spécialités qu'ils auront choisies, sûrs que, leur séjour fini, ils seront facilement placés par les soins de l'Institut s'ils le désirent, et en tout cas mieux armés pour reprendre avec fruit la

profession agricole qui était la leur, et qui est encore la meilleure, la plus belle, la plus attachante.

Dans la pensée qu'une telle entreprise cadre avec le but que se propose votre Fédération, nous vous demandons, monsieur le président, d'agréer l'Institut des Mutilés et de bien vouloir tout en nous laissant notre autonomie et notre caractère propre, nous aider de votre protection et de vos lumières, ainsi que par vos subventions et en nous confiant quelques-uns de vos protégés ruraux.

Je n'ai pas besoin de vous dire si nous sommes unanimes à la Fédération pour remercier l'Union du Sud-Est et M. de Fontgalland avec qui c'est la certitude d'une heureuse réadaptation des grands blessés à la terre. Nul peuple au monde n'aime ses champs avec la tendresse que leur vouent les Français. Nos soldats viennent d'opposer durant une année un mur de poitrines à ces mêmes Germains dont Tacite disait déjà : « Ils n'ont qu'un désir, toujours le même, prendre les belles terres d'à côté, engranger le blé et boire le vin des Gaules. » Quelle justice ce sera le retour de nos blessés sur les collines plantées de vignobles, au milieu des épis dorés et dans ce calme divin que leurs âmes réclament ! Je

crois les entendre qui chantent l'antique poème où la race aryenne glorifiait à la fois la pure clarté de l'aurore et le labeur humain : « Ils sont morts, dit le Rig Veda, ceux qui voyaient l'éclat des aurores passées. Nous aurons leur sort, nous qui la voyons aujourd'hui. Mais ce matin, l'obscurité s'éloigne, la lumière s'avance, elle prépare au soleil la grande voie qu'il doit suivre ; nous allons reprendre nos travaux qui créent et entretiennent la vie... »

P.-S. — C'est bien l'occasion aujourd'hui que je signale une jurisprudence nouvelle, inaugurée par le tribunal de commerce de Versailles. Écoutez ce que nous raconte le *Semeur de Seine-et-Oise* :

Deux plaideurs plaidaient : bien que nous soyons en temps de guerre, la chose jusqu'ici n'a rien d'extraordinaire. L'objet du litige était sans doute une de ces questions commerciales où l'amour-propre joue plus grand rôle que l'argent, toujours est-il que le président du tribunal, voulant concilier les parties, les fit venir en son cabinet et leur proposa de verser la somme sur laquelle roulait la difficulté... à l'Œuvre des Mutilés.

Et voilà comment, grâce à la sagesse d'un président que nous ne voulons pas nommer pour que sa modestie n'en souffre pas, deux plaideurs furent réconciliés, et comment aussi l'Œuvre des Mutilés de Seine-et-Oise a vu tomber dans son escarcelle une rondélette somme de près de 800 francs.

« Ne pensez-vous pas, m'écrit fort justement le trésorier de notre *Groupe des Mutilés de Seine-et-Oise*, qu'il y a là un exemple qui, signalé à d'autres présidents de tribunaux, trouverait des émules pour le plus grand profit de nos blessés ? »

Que le président du tribunal de commerce de Versailles nous permette de le féliciter.

XXXI

SIMPLE RÉCIT

DÉDIÉ AU MINISTRE DE LA GUERRE

10 Août 1915.

Monsieur le Ministre,

Le cavalier A. G... avait reçu ses galons de maréchal des logis sur le champ de bataille ; il avait été blessé, en marchant à la tête de son peloton ; il était proposé comme sous-lieutenant dans l'infanterie. Mais voici qu'il a trouvé dans une chambrée le portefeuille de l'un de ses camarades, contenant quarante-cinq francs, et qu'au lieu de les rendre il se les est appropriés.

Le Conseil de guerre l'a justement condamné.

Maintenant, il demande avec supplication « à

retourner sur le champ de bataille, afin d'y mourir glorieusement pour la Patrie ou bien d'y mériter la Médaille militaire. ».

En même temps, Monsieur le Ministre, que je vous transmets par la poste ma supplique en faveur de ce condamné, à qui l'autorité pourrait toujours faire accomplir sa peine après la guerre, je me permets de vous dédier ce court récit.

Depuis quelques semaines, beaucoup de permissionnaires traversent Paris. N'avez-vous pas remarqué chez la plupart d'entre eux une transformation, quelque chose de plus simple et de plus sérieux, un nouvel accent de vérité dans la voix, dans le regard, dans les mouvements et surtout dans la pensée. Je crois voir que cette année de guerre a mûri d'une manière extraordinaire ces nobles gens, et si j'essaye d'analyser mon impression, je comprends qu'ils ont maintenant une expérience plus profonde d'eux-mêmes et de la vie.

Le lieutenant Georges D..., que je n'avais pas vu depuis douze mois, m'a fait l'amitié d'une visite. Il ne m'a rien raconté qui nous renseigne sur l'issue ou la durée de la guerre. Un lieutenant, tout à son affaire dans son secteur, manque d'horizon. Notre ami m'a demandé plus de renseignements qu'il ne

m'en a apporté. Mais les simples mots qu'il employait et même sa façon de les prononcer. par exemple cette manière qu'il avait de constater sans attendrissement, d'un ton rapide et grave, les services rendus par tel et tel morts, dont nous faisons la revue, donne bien le caractère élevé et sérieux du corps des officiers.

Georges D... m'a raconté l'histoire d'un des hommes de son bataillon. A mon tour, il faut que je vous le rapporte.

Aumont, m'a-t-il dit, était une mauvaise tête d'ouvrier parisien. Je crois bien qu'il buvait un peu. Mais ces tempéraments fantasques et indépendants, on arrive toujours à les utiliser dans un bataillon de chasseurs. Tout l'hiver, il faisait des patrouilles, et très bien. Une nuit, au cours de l'une d'elles, le lieutenant Douchelle, chevalier de la Légion d'honneur à 22 ans, qui nous commandait, fut tué. Je me rappelle la haute grange devant laquelle il tomba, la plaine de neige, l'horizon bordé d'une bande étroite de forêt et de brouillard, et les étoiles dans le ciel. Je ne sais pas pour quelle raison ce drame, auquel nous devons être habitués, frappa profondément Aumont ; mais le fait est que, peu de jours après, ayant été de nouveau commandé

pour une patrouille, il fut pris de panique. Il refusa de sortir de la tranchée, ne voulut rien entendre et à tous les ordres répondit :

— J'ai peur, je n'irai pas.

C'était bien net. Vous voyez la suite : refus d'obéissance, Conseil de guerre, cinq ans de travaux publics.

Une fois condamné, sans paraître autrement se frapper, il déclara :

— Ce qui me chagrine, c'est l'avenir. Avec mon casier judiciaire, je ne pourrai plus rien faire dans la vie.

Et il demanda de rester au bataillon.

Notre commandant, qui ne désespère jamais d'un homme, lui dit :

— Aumont, il faut vous réhabiliter. A la première affaire, je compte sur vous.

Les jours qui suivirent, il semblait complètement revenu de cette secousse et menait la même vie qu'autrefois. Personne ne lui parlait de rien.

Le 13 juillet, à l'assaut de la cote 285, Aumont marchait en tête de sa section. Debout, il visait posément les Boches.

— Baissez-vous ! lui criait-on.

Et il répondait par ce mot admirable :

— Il faut que je me rachète.

Il a bien abattu dans sa journée une dou-

zaine d'Allemands. Mais le soir venu une balle l'a tué raide.

Après ce récit de Georges D..., je me taisais. Se méprit-il sur mon silence? Il me demanda :

— Est-ce que vous ne pensez pas qu'Aumont est réhabilité?

Ah! le pauvre soldat, je l'admire et le plains, mais ma pensée sans le quitter embrasse en même temps ses compagnons d'armes et ses chefs, et je prends d'eux tous des leçons. J'admire Aumont qui s'explique à lui-même, d'une manière si humble, son désir de se relever et qui, obéissant à la voix de l'honneur, à la sollicitation de sa conscience et de sa noblesse naturelle, dit que c'est parce que son casier judiciaire lui nuirait dans la vie. J'admire tous ceux qui l'entouraient.

Honneur à ces braves qui ménagent dans leur cœur un camarade, quand il a son moment de faiblesse, et qui ne songent pas à se féliciter intérieurement de leur propre énergie, mais comprennent que chacun à son heure pourrait être envahi par une mauvaise influence.

Je m'explique ce quelque chose de plus grave, de plus profond, de plus riche, que, tous, nous constatons chez les permission-

naires à qui nous donnons l'accolade : ce sont des hommes qui, en douze mois, ont acquis une expérience de la vie plus profonde qu'ils n'avaient fait depuis leur naissance (1).

(1) *Voici une lettre qu'après m'avoir lu m'écrivait, en date du 4 septembre 1915, M. Georges Salvy, d'un nom justement estimé dans la France du centre (et dans tout le barreau). M. G. Salvy est mort en service commandé. Je recueille sa pensée dont l'intérêt passe le cas d'Aumont qu'elle éclaire :*

J'avais eu l'honneur de défendre Aumont devant le Conseil de guerre de ma division le jour où il y fut traduit pour « refus de marcher à l'ennemi », et j'eus le regret, tout en évitant la peine capitale, de ne pouvoir obtenir l'acquiescement que ses excellents antécédents m'avaient permis de solliciter.

Quelques semaines après, son bataillon quittait notre division et j'allais jusqu'à la gare serrer la main à quelques amis. Aumont vint à moi et me dit joyeusement : « Il paraît que nous allons dans un coin où ça chauffe ! Le capitaine m'a promis de me citer à la première occasion pour que je me réhabilite : soyez sûr que je ne la laisserai pas passer. Allez ! vous n'avez pas travaillé pour un mauvais homme ! »

Je savais qu'il avait tenu parole : votre article m'a révélé dans quelles conditions de simple et héroïque grandeur.

Mais pour un homme du caractère d'Aumont, d'une aussi grande élévation de sentiments, combien d'honnêtes gens comme lui sont en ce moment sous le coup d'une condamnation de Conseil de guerre et qui ne trouveront pas où ne saisiront pas l'occasion de se réhabiliter de la sorte !

C'est parce que je sais, mon cher Maître, avec quel dévouement et quel esprit pratique vous vous occupez de tout ce qui intéresse les soldats que je me permets de venir vous signaler une réforme importante qui sera à réaliser après la guerre, mais qui mériterait d'être préparée dès ce jour : la réhabilitation de tous les condamnés pour délits militaires qui se seront bien conduits après leur faute.

Évidemment, l'amnistie, les grâces joueront largement ;

XXXII

L'AMITIÉ CANADIENNE

11 Août 1915.

C'est notre force qui nous sauvera, mais le vœu de l'univers nous assiste. Au milieu de nos durs sacrifices, nous aimons nous savoir aimés, et la sympathie des peuples ajoute en les attendrissant à nos certitudes croissantes de victoire.

René Perrout, « le bourgeois d'Épinal », qui a célébré les gloires de sa ville dans le passé et qui nous donne maintenant, comme un cahier de ses mémoires, *Épinal en août et décembre 1914*, me raconte que les Canadiens envoient des vêtements aux populations vosgiennes. Ils y joignent des billets d'amitié. Un inconnu généreux écrit à un inconnu malheureux et qu'il aime.

Voici la figure du petit carton glissé dans chaque paquet par les soins du Comité mais la tache subsistera sur le casier judiciaire ! Il y a aussi la citation à l'ordre qui emportera la réhabilitation ; mais je sais par expérience (ayant été cité moi-même à l'ordre de l'armée) quel énorme coefficient a la chance en cette matière. Et puis encore faut-il trouver l'occasion !

Georges SALVY,

Docteur en droit,

Avoué près la Cour d'appel de Riom.

France—Amérique. Ils sont tous pareils, saut le nom du donateur qui varie :

« A L'AIDE A LA FRANCE »

Jadis la France sur nos bords

Jeta sa semence immortelle...

Louis FRECHETTE, poète canadien.

A une Française, avec les sympathies et les meilleurs vœux d'une Canadienne-Française, et en témoignage d'admiration pour les femmes qui ont donné à la France de si héroïques soldats.

Nom : Amédée Pilon,

Localité : Saint-Timothée.

Comté de Beauharnois.

Province de Québec (Canada).

Sur le verso tout en blanc, chacun, n'écoutant que son cœur, écrit ce qu'il veut dire au pauvre Vosgien qu'il secourt. Je recopie quelques-unes de ces paroles touchantes :

Courage, vous qui souffrez. Le jour de gloire viendra pour la France...

Notre prière de chaque jour est : Vive la France !

Nous admirons votre courage, vaillants Français. Puissez-vous être victorieux !

Courage, vous qui souffrez. Dieu ne peut permettre longtemps de pareilles injustices.

Courage, braves Français ; votre Joffre vous conduira à la victoire...

Qu'elles soient bénies, ces voix lointaines, ces voix efficaces d'une amitié penchée vers nous par delà l'Océan !

Parfois, l'accent se fait plus pressant.

Écoutez M^{me} Joseph Bourleau, de Sainte-Monique, dans le comté de Nicolet, province de Québec. Elle écrit :

Une mère canadienne-française s'adresse à une mère affligée de la France : je suis pauvre moi-même et sans appui ; cependant je suis heureuse de pouvoir vous donner une couverture, et je vous offre mes plus vives et sincères sympathies.

Dans un chaud vêtement, on trouve le touchant billet que voici :

Cette douillette a été portée par les sept enfants de la même famille canadienne à leur jour de baptême et, d'après une vieille coutume canadienne, ce vêtement est généralement gardé dans la famille et remis à l'aînée des filles pour le baptême de son premier-né. Le père de ces enfants me l'a remise en me disant qu'il en faisait le sacrifice de grand cœur pour un petit ou une petite Française en lui souhaitant toute sorte de bonheur. Moi, je ne désire pour le petit être qui s'en couvrira que de ressembler à ceux qui l'ont porté déjà et qui sont tous de beaux et forts enfants. Une carte à l'aînée des petites filles qui aurait dû avoir cette douillette lui ferait plaisir, j'en suis sûre. Voici son adresse : Marguerite Tourangeau, 606, Saint-Vallier, Montréal.

J'envoie à Marguerite Tourangeau un exemplaire de *Colette Baudoche*.

Ces Canadiens ont mieux fait encore. Ils nous ont donné leur sang. Quelqu'un me trace une simple esquisse à la Delacroix de l'arrivée d'un contingent canadien dans une petite ville des Flandres : « Ils débouchaient

superbes et dégingandés, quatre par quatre, au pas, avec leur manière de porter le fusil va comme je te pousse, leur tenue kaki, la casquette ou le bonnet sur la tête, fumant, sifflant, chantant, l'air résolu et gouailleur, des vieux, des jeunes, tous rasés, bien chaussés, équipements flambants neufs, avec des chevaux magnifiques et cette procession de voitures et de matériel qui suit les régiments anglais : voitures pour les couvertures, les manteaux, voiture à linge, voiture-filtre à distiller l'eau, cuisines roulantes, qui chauffaient la soupe et l'apportaient toute chaude et prête à servir à l'étape. Tout ce monde-là très gai, l'air vainqueur, ne doutant pas qu'ils allaient tout bousculer... »

Ces brillants auxiliaires ne nous sont pas venus d'une manière irréfléchie, mais après étude et par une libre décision bien débattue, bien voulue. Était-ce pour le Canada une obligation constitutionnelle de prendre part aux guerres de la Grande-Bretagne ? un intérêt moral d'aider la cause française ? Le parti purement nationaliste, dans un sentiment un peu étroit, comment dirais-je, un peu provincial, eût été porté, paraît-il, à s'isoler, à ne rien vouloir connaître du monde extérieur ; on me dit qu'un leader comme Bourrassa,

homme de grand cœur, de grand talent, jugerait que cette guerre n'intéresse aucunement les Canadiens. Peu à peu, la thèse adverse prévalut. Parmi ces Canadiens, tous persuadés de l'immense destinée promise à leur pays, un grand nombre se refusent à chercher un simple développement économique. A leurs yeux, la patrie est autre chose qu'une vaste exploitation minière ou industrielle. Ils aspirent pour elle à un rôle spirituel. Une des questions essentielles, là-bas, est celle des langues, des religions et des races. Le problème franco-anglais est au fond de presque toutes leurs difficultés. Cette guerre des Alliés est pour le Canada la manière la plus efficace de résoudre ses problèmes intérieurs, et c'est en outre une façon de prendre rang de grande nation.

Voulez-vous voir ce débat mis en action et chargé de toute sa richesse, lisez avec moi une belle et profonde lettre que m'écrivait le capitaine Louis Gillet sur la mort d'un jeune Canadien tombé dans les Flandres au champ d'honneur. Louis Gillet, fut, durant quelques années, au sortir de l'École normale, professeur à Montréal. Et c'est toujours si beau d'entendre un soldat parler d'un soldat.

Je viens d'apprendre avec douleur, m'écrivait-il il y a plusieurs semaines, la mort d'un ami, le charmant

Guy Drummond, tué à Langemark, un Canadien anglais : la destinée la plus brillante, la fortune, le goût, une femme adorable, toutes les ambitions permises et, pour finir, une balle boche stupide dans une tranchée flamande. La mort du mari d'Amélie, dans *Vanity Fair*, de Thackeray. Je suis navré.

Guy Drummond avait le goût de l'action. Il se destinait au Parlement. C'est assez la tradition anglaise pour l'aristocratie et les grandes fortunes ; c'est une rareté en Amérique où il arrive parfois que la politique est abandonnée aux brasseurs d'affaires. Mon ami voulait réagir contre ce discrédit ; il avait l'ambition peut-être un peu naïve d'assainir, de purifier l'atmosphère politique en l'arrachant aux luttes de petits intérêts, en la ramenant aux grandes vues et aux grandes idées. Je ne prétends pas qu'à vingt-cinq ans mon ami avait découvert la formule du grand rôle spirituel, de la mission qu'il rêvait que sa patrie remplit, mais il sentait l'importance et l'élargissement de l'avenir canadien. Il s'était donné, pour aborder sa tâche, une culture étendue qu'il perfectionnait sans cesse.

Je le vois toujours dans le salon de sa mère, à Montréal, une des maisons anglaises où l'on avait des égards pour ce qui est français et où régnait l'idée de la vraie politesse et des manières raffinées. C'était alors un grand garçon de dix-huit ans, de la plus aimable figure, le regard caressant, modeste, mais déjà porté vers les grandes choses par l'assurance que lui donnait sa situation dans le monde, le charme de sa personne et cette confiance générale qu'il respirait autour de lui. A l'Université, il se distinguait de ses camarades par une sorte d'aveu unanime de sa supériorité. Il avait tout ce qui réussit, le charme, la séduction, le don de la parole agréable. Il faisait songer à une esquisse, un léger crayon du jeune Disraeli. Il avait voulu compléter sa préparation par un séjour de deux ans en France et

en Angleterre. La dernière fois que je l'ai vu, c'était il y a un an, à Chaalis ; il venait de se marier et faisait les honneurs de la France à sa femme.

Je n'avais pas eu de ses nouvelles depuis la guerre. J'ai appris son engagement en même temps que sa mort. Mais cette mort est un acte, une idée pleine de sens. Je ne sais ce qu'aurait fait plus tard mon jeune ami, ce qu'aurait réalisé son action politique. Au fond, je me demande, tout en le pleurant, s'il n'a pas réalisé d'un seul coup la mesure, et la plus magnifique, de sa noblesse et de ses services. Il lie le Canada aux gloires de cette guerre. Par sa mort, Guy Drummond justifie toutes les espérances que nous avons mises en lui : ce jeune sang versé est le gage de la vertu politique de son idéalisme.

Que ce bel hommage soit celui de la France au jeune héros canadien tombé pour nous au champ d'honneur.

Les voix se croisent par-dessus l'Océan. La lettre familière de Louis Gillet que je transcris avec indiscretion pour qu'elle dise là-bas avec quelle piété nous ensevelissons leurs morts, se croise en mer avec d'autres lettres dont je veux aussi que l'on surprenne l'accent vrai. Écoutez ce qu'écrit un grand avocat de Montréal à M. E. Aine, à Paris :

Quand on parle la même langue, on a nécessairement un grand fonds d'idées parentes, une façon de sentir et de penser à peu près uniforme, un idéal commun. Et lorsqu'un jour j'ai foulé le sol de France tout ce vieux fonds d'atavisme à peine soupçonné a afflué à la surface.

Aujourd'hui nous comprenons, au Canada, que la mission des Canadiens-Français est de ressaisir le flambeau qui vacillait, d'en aviver la flamme et de démontrer aux autres éléments de cette nouvelle race qui est en gestation dans notre vaste Dominion que, sans la pensée française et la civilisation gréco-latine, le monde fera fausse route.

Les six mille Canadiens tombés à Ypres, à Langemark, à Saint-Éloi, à la gauche des Anglais, à la droite des Français, symbolisent à merveille notre situation morale et ethnique entre nos deux patries : ils sauvèrent l'aile gauche anglaise et furent eux-mêmes sauvés par les Français après avoir résisté assez longtemps pour leur permettre de se reformer.

Nous sommes fiers d'avoir été à la peine et à l'honneur ; nous remplacerons nos vides au fur et à mesure. Cette semaine, dix mille des nôtres traverseront l'Océan ; samedi, trente-cinq infirmières de Montréal s'embarquaient sur le *Transylvania*. Quand même ! Le coup du *Lusitania* écœure, il ne terrorise pas. Vous nous avez trop bien donné l'exemple pour nous permettre la moindre défaillance de ce genre.

Les Canadiens de France se sont battus comme des preux, ils ont été splendides à Langemark, dans l'affaire des gaz asphyxiants. Ils formaient la gauche des Anglais, qui pendant six heures (notre droite étant rompue) fut menacée d'être enveloppée ; il fallut se dégager par des charges réitérées et recoudre ensuite les morceaux coupés de notre ligne. Les régiments canadiens, les divisions de l'Ontario, de Toronto, de Québec se sont couverts de gloire.

Comme il va falloir que la France soit belle après la victoire pour payer tous ces dons, tous ces cœurs ailés, toutes ces imaginations qui courent à son aide et cette jeunesse sanglante : Fils de Garibaldi, enfants du Canada, et vous, troupes d'Afrique et des Indes !

On aime se savoir ainsi aidé, aimé. Dans cet appui matériel et spirituel, la France trouve un surplus de confiance. Demain, je veux y insister et avec des notes prises à l'armée, vous dire le bariolage inouï de nos lignes de feu où toutes les nations se viennent ranger à nos côtés contre la sombre Germanie.

XXXIII

LE DÉFILÉ DES RACES AMIES DE LA FRANCE

12 Août 1915.

Cette guerre, probablement la plus formidable que le monde ait vue, est, je pense, aussi la plus pittoresque. En deux jours de promenade sur notre front de France, vous pouvez voir à la fois les Canadiens des lacs, les spahis, les Indiens du Nopal, les Arabes, les noirs.

Une jeune Normande du pays de Rouen

m'écrit, tout éblouie, une page charmante, qu'on ne lira pas sans un sourire de sympathie.

« Je suis, me dit-elle, dans le ravissement; je viens de voir, comme en une vision, des milliers d'Indous. Voici deux jours qu'il en passe à deux minutes de chez nous.

Que de beauté ! Les premiers avaient un teint doré ; à l'instant, ils sont plus bruns, presque comme des cigares de la Havane, et des yeux ! quels yeux ! larges, graves, d'un noir de braise, sauf un chef, qui les avait tout bleus. Oh ! celui-là, on l'aurait pris pour un être du ciel. Ils sont placides, ont le geste très lent, et, dans un imperceptible sourire, découvrent des perles. Ils ont des turbans légèrement pointus de rois mages ; ceux des chefs sont en soie brute, quelquefois relevés de rouge vif ; il y en a de tout jeunes, quinze ans peut-être ; des Anglais les accompagnent, que leurs gesticulations rendent comiques auprès des autres. Ma sœur pâlisait et était malade de voir tant de beauté ; moi, je me possédais, je voulais bien les examiner pour vous les décrire... »

D'autres yeux moins jeunes, moins chercheurs, ne laissent pas d'être sensibles à ce pittoresque et de le noter. Le capitaine Louis

Gillet me décrivait, l'autre jour, un couvent des Flandres tout plein d'admirables spahis, des saphis aux vestes rouges, pansant leurs petits chevaux, promenant leurs turbans dans les cours, rêvant, riant, étalant tout leur magnifique Orient. « Quel contraste ! une station d'autos et de motociclettes d'état-major, un poste de secours militaire, le mouvement et les organes des services d'une armée moderne, et puis dans le jardin, sous des ifs taillés et sur des pelouses bien entretenues, une école de petites filles. Notre couvent, comme il put faire aux moyen âge, abrite toute la vie du dehors, chassée, réfugiée dans ses murs. Voilà de bons moines à ceintures de cuir, de calmes jardiniers à capuchon, de joyeux religieux hollandais dont la tête semble sculptée dans un quartier luisant du fromage de leur pays, de splendides musulmans, des officiers affairés, des femmes qui tricotent en surveillant des petites filles, et tout cela pêle-mêle, en ordre pourtant, sous l'œil de Dieu, pendant qu'on se tue à deux lieues de là et que le ronflement d'un taube passe là-haut dans le bleu. »

C'est une des poésies de cette guerre que ce bariolage de nos lignes de bataille. Nous laissons loin derrière nous la Grande Armée,

avec ses Polonais de Poniatowski et ses mamelucks, qui lui prêtèrent de si belles couleurs romantiques. Hugo ne verrait plus qu'une première esquisse dans ses fameuses strophes :

... les fantassins épiques

Et les rouges lanciers fourmillant sous les piques
Comme des fleurs de pourpre en l'épaisseur des blés...

Il les élargirait et les rechargerait. L'Algérie, le Maroc, le Soudan, les légers campements de goumiers et les mystérieux Hindous et, pour finir, ces divisions canadiennes, qui nous apportent de l'autre extrémité du monde l'atmosphère des lacs et de la prairie avec des noms de Chateaubriand ! Il n'y a pas que la jeune Normande et sa sœur pour sentir le romanesque de ces grands déplacements de jeunes destinées. Dites-moi si vous ne trouvez pas dans les lignes que voici, extraites de la lettre d'un officier à sa femme, l'accent des Byron et des Delacroix.

Il vient d'assister au passage d'un contingent du Canada, la division d'Ontario, et sous le coup du spectacle il écrit :

« Je cherchais à voir au passage ceux que la mort choisira, les victimes désignées pour les balles. Un jeune homme sur un immense cheval, avec le feutre canadien, à demi cou-

ché sur sa bête puissante, roulait parmi l'équipement, la selle, le seau pendu à l'encolure, la crinière volante, avec un air étonnant de cow-boy, comme une figure de la Prairie. C'était le ranch en marche, les gens habitués au plein air, au camping, aux vastes dimensions de leur patrie. On se rend compte qu'au bout de huit mois de guerre il doit être décourageant de recevoir sur les bras de telles recrues d'ennemis. Que peut l'Allemagne contre l'inexorable volonté de l'Angleterre ? » Cette dernière phrase nous ramène à nos préoccupations. Les quatre-vingt-treize Allemands, signataires du fameux « Manifeste des Intellectuels », défendent aux Anglais et à nous de nous « poser en défenseurs de la civilisation » parce que nous offrons « au monde le spectacle savoureux de lâcher sur la race blanche les Mongols et les Nègres ». Il n'est à retenir de cet argument qu'un aveu de la peur que nos vaillants auxiliaires inspirent au militarisme allemand, qui voudrait agenouiller par la force tous les peuples devant l'idole germanique et qui ne sait pas ou même ne peut pas comprendre comment nos officiers sont aimés et admirés de leurs tirailleurs noirs. Je devrais citer ici les pages inoubliables de Baratier, de Mangin, pour m'en tenir aux preuves les plus

récentes de notre génie d'amitié, et j'y joindrais telle lettre qu'Ernest Psichari m'écrivait de Mauritanie avec un enthousiasme d'apôtre pour l'âme des indigènes dont il étudiait le sens religieux. C'est Baratier, je crois, qui dans ses récits des *Épopées africaines* cite le mot si touchant que les Bambaras répètent souvent à nos officiers : « Moi, noir ; mais comme toi y a cœur blanc ! » Les officiers allemands n'obtiendront jamais de leurs soldats, derrière lesquels ils courent le revolver au poing, l'affection que nos tirailleurs prodiguent à leurs chefs, comme des enfants à leurs pères.

Nos Marocains, nos Sénégalais, les Hindous, les Peaux-Rouges canadiens eux-mêmes, s'il en est, ont beau promener sur nos champs de bataille des pigments divers et des indices crâniens fort variés : leur présence témoigne de la puissance de civilisation et de persuasion de la France et de l'Angleterre.

Mais il y a plus, le bariolage pittoresque des armées alliées rappelle tout ce que la mégalomanie allemande menace à travers le monde. Leur pittoresque illustre nous rappelle le caractère « mondial » du conflit. Combien, même parmi les gens d'esprit ouvert et d'horizon étendu, se font mal à l'idée que nos 400

kilomètres de front français sont une aile et parfois un pivot, un barrage épisodique dans la lutte engagée ? La partie qui se joue et où nous tous, Français, nous avons engagé notre fortune, notre vie et celle de nos enfants, ne se bornera pas à décider si la France doit survivre ou disparaître, elle réglera en même temps cinquante questions, telles que celles-ci : les Indes échapperont-elles à la domination anglaise ? la colonisation des États-Unis du centre par l'Allemagne sera-t-elle compromise ? la Turquie d'Asie va-t-elle être soustraite aux entreprises allemandes ? C'est cela et bien d'autres choses encore qu'il y a derrière l'émerveillement d'une jeune fille de Rouen.

XXXIV

LES DÉMARCHES, PROPOSITIONS ET SONDAGES DU PACIFISME ALLEMAND

13 Août 1915

On ne se fera jamais une idée assez forte de l'outrecuidance insensée qui enivrait les Allemands, au mois d'août 1914, quand ils sont entrés en France, ou plutôt, comme ils

disaient, chez les Francillons. Ils nous méprisaient à fond et ne croyaient faire qu'une brutale promenade militaire, rapidement terminée, dans une immense orgie où flambe-rait Paris.

Or les voilà, après douze mois d'une guerre effroyable, diminués, déconcertés, ne sachant où se prendre, s'épuisant en fausses victoires.

Ils comptaient sur l'attaque brusquée, sur leur prodigieuse supériorité de préparation. Comme ils sont dégrisés ! L'innombrable petit peuple allemand illumine pour la stérile satisfaction de Varsovie occupée. Mais les dirigeants se regardent avec désespoir. Le Kaiser ordonne à ses divers orchestres officiels et à ses socialistes de jouer des petits airs propres à réveiller chez les Alliés le vieux ferment pacifiste. Lui-même, il a pris pour thème « la paix honorable ».

Et, sans doute, il y a des gens de par le monde pour demander aussitôt quelle est la paix que propose le Kaiser : Évacue-t-il la Belgique ? Nous rend-il l'Alsace-Lorraine ? etc., etc.

Ce n'est pas la question. Il s'agit moins de savoir ce que proposerait le Kaiser que de savoir quel moyen nous aurions de l'obliger à respecter le traité qu'il signerait.

Il faut connaître et avoir toujours présente à l'esprit la doctrine allemande sur les traités.

L'État allemand professe qu'il peut dénoncer, résilier, violer ses engagements les plus solennels quand et comment il lui plaît.

Voici une page où se trouve formulée d'une manière exemplaire cette doctrine officielle de nos ennemis. Elle est extraite du fameux ouvrage de Henri de Treitschke sur la *Politique* et du cours que cet historien et député professait chaque année à Berlin. J'emprunte la traduction à M. E. Durkheim dans sa brochure *L'Allemagne au-dessus de tout* (chez Armand Colin):

« *Tous les contrats internationaux, dit Treitschke, ne sont consentis qu'avec cette clause: rebus sic stantibus (tant que les circonstances seront les mêmes). Un État ne peut pas engager sa volonté envers un autre État pour l'avenir. L'État n'a pas de juge au-dessus de soi et, par conséquent, tous ses contrats sont conclus avec cette réserve tacite. C'est ce que confirme cette vérité qui sera reconnue aussi longtemps qu'il y aura un droit international: dès qu'une guerre a éclaté, les contrats entre les États belligérants cessent d'exister. Or, tout État, en tant qu'il est souverain, a tous*

les droits de déclarer la guerre quand il lui plaît. Par conséquent, tout État est en situation de dénoncer à volonté les contrats qu'il a conclus... Ainsi, il est clair que, si les contrats internationaux limitent la volonté d'un État, ces limitations n'ont rien d'absolu. »

En plusieurs circonstances récentes, le Gouvernement allemand a repris solennellement à son compte cette thèse du professeur qu'il a comblé d'honneurs et qui demeure dans sa tombe un des oracles ou des prophètes de la Germanie. M. de Bethmann-Hollweg a dit à l'ambassadeur d'Angleterre que la neutralité belge n'était qu'« un mot » et que les traités qui la garantissaient n'étaient que « chiffons de papier ». Le même chancelier, à la tribune du Reichstag, a dit : « Nos troupes ont occupé le Luxembourg, peut-être déjà foulé le territoire belge. Cela est contraire aux prescriptions du droit international... Quand on est aussi menacé que nous, on s'arrange comme on peut ». Enfin, le *Livre jaune* nous apprend qu'une haute personnalité du Gouvernement allemand a dit : « Dans la prochaine guerre européenne, il faudra que les petits États soient contraints à nous suivre ou soient domptés ». Tout cela, c'est la thèse

de Treitschke enseignant dans sa chaire officielle de Berlin, la plus haute de l'Allemagne, que « l'État est au-dessus des lois internationales et au-dessus de la morale ».

Je n'ai rien à objecter à cette doctrine ; je me borne à retenir que si l'Allemagne ne se croit pas tenue par les engagements qu'elle prendrait, c'est à nous de rechercher de quelle manière nous pourrions l'y obliger.

Il n'y aura rien de fait pour la paix du monde tant que nous n'aurons pas brisé et démembré la force de l'empire et pris des garanties pour qu'elle ne se reconstitue pas.

Je sais bien que cette affirmation nécessaire soulève de-ci de-là des grommellements et que certains pacifistes sont incorrigibles. Grâce à eux, nous sommes allés à la guerre avec des armes insuffisantes, et voici qu'ils voudraient empêcher que nous en rapportions un bouclier. Mais le Chef de l'État, par deux fois, a proclamé hautement la volonté française. Nous nous battons « pour conquérir une paix qui nous protégera avec efficacité contre tout retour offensif des ambitions germaniques ».

Il nous faut les clés de notre maison, il nous faut nos frontières naturelles, il nous faut la frontière du Rhin avec la possession des têtes de pont sur la rive droite.

La Ligue internationale du droit des peuples, fondée à Paris jadis, sur l'initiative de Paul Desjardins, et que préside M. Ernest Denis, professeur à la Sorbonne, vient de poser une grande doctrine quand elle a dit :

« A quoi sert d'étudier les principes d'après lesquels seront arrêtées les conditions d'un contrat, si l'un de ceux qui doivent le signer et s'engager professe le mépris des traités, et proclame que, nécessité n'ayant pas de loi, il ne tient pas compte de ses engagements s'ils sont contraires à ses intérêts... »

Et la Ligue internationale du droit des peuples fait sienne l'argumentation invincible de M. Maurice Millioud, professeur de sociologie à l'Université de Lausanne, qui écrit :

« Avant de se demander quel traité on fera, il faut savoir comment on fera pour qu'un traité ne soit pas une dérision. Peut-être y a-t-il d'autres sanctions efficaces que le morcellement du territoire. Je le voudrais. Cependant, si l'on n'en trouve pas d'autre, je dis qu'il ne faut pas reculer devant celle-là, parce que l'arrangement qu'il convient d'établir tout d'abord, c'est celui qui en rendrait d'autres possibles. »

Voilà de grands textes, sur lesquels nous faisons notre accord. L'esprit public a retrouvé

sa santé. Le pacifisme nous avait quelque peu hébétés, mais nous voilà réveillés. La Sozialdemokratie, qui n'est pas arrivée à nous désarmer avant la guerre, ne doit pas compter qu'elle y parviendra en pleine guerre. Laissons Guillaume et ses collaborateurs de toutes nuances pousser dans toutes les directions des propositions incertaines, avec lesquelles il voudrait nous affaiblir et rompre notre union. Il n'y aura de traité de paix que celui que nous tous, Alliés, nous imposerons aux Allemands, sans leur demander leur avis, quand nous aurons franchi leurs frontières, et ce traité ne durera qu'aussi longtemps que nous serons les plus forts.

XXXV

POUR QUE NOS FRÈRES
LES SOLDATS FRANÇAIS,
SOIENT TRAITÉS COMME NOS VAILLANTS AMIS
LES SOLDATS ANGLAIS ET BELGES

(Contre la Chambre qui veut brûler les morts.)

14 Août 1915.

Ce matin j'ai accompagné de son domicile à l'église Notre-Dame de la Miséricorde mon illustre maître et ami Jules Soury, de qui je

suivais les leçons à l'École des Hautes Études quand j'avais vingt ans. Je salue ce noble esprit qui mettait au-dessus de tout l'idée du renoncement, la stoïque fierté des âmes fidèles aux traditions de la race, prêtes à tous les sacrifices, fors l'honneur, pour la patrie.

Nous étions là une douzaine de ses fidèles, guère plus, mais il est assuré de survivre et nous remplirons envers lui les devoirs de l'admiration et de la gratitude. Aujourd'hui ma pensée, qu'il occupe tout entière, veut rester dans de graves questions dignes de lui : allons au champ des morts, parmi les héros de la France.

Un correspondant m'écrit une lettre de la plus grande importance :

« ...Avec l'autorisation du général et l'aide du génie, j'ai fait élever une chapelle provisoire où j'ai réuni quelques panneaux sculptés, une statue de la Vierge trouée de balles et d'autres reliques mutilées venant des ruines de l'église de Carency. Chaque jour, devant les tombes, je dis la messe dans cet oratoire devenu déjà un lieu de pèlerinage pour mes chers soldats. Les familles des héros l'apprennent peu à peu et en reçoivent un adoucissement. Ce lieu est sacré. Près d'un millier de martyrs de la

Patrie dorment là. J'ai mis sur chaque tombe un drapeau ; les tumuli avec les croix bien alignées sont soignés sous la direction d'un caporal prêtre comme des berceaux chéris. Aucune autre maison que la gare : c'est dans les champs. La question qui se pose est celle-ci : Comment conserver pour l'avenir ce terrain d'à peu près un hectare ? Qui doit se charger de l'expropriation ou de l'achat ? Il faut éviter qu'après la guerre on spécule près de ce reliquaire et qu'un cabaret s'y établisse par exemple au lieu d'un monument à la mémoire de la ... division et la construction d'un ossuaire... »

Est-ce une seule voix qui s'élève ? Non pas. Écoutez celle-ci qui vient appuyer la première :

« ... Pardonnez à un pauvre aumônier militaire volontaire et ancien curé de petite campagne de venir vous soumettre une idée.

» La guerre malheureusement n'est pas finie, mais déjà j'ai accompagné un grand nombre de pauvres soldats dans les divers cimetières des villages. Tant que les ambulance se trouvent là, les tombes sont entretenues ; mais, après leur départ il est à craindre qu'un certain nombre de ces tombes, si chères pour les cœurs français ne restent dans l'oubli... Dans certaines communes, les maires ne s'en occuperont pro-

blement pas ; aussi il m'a semblé que vous pourriez peut-être obtenir que le Gouvernement fit quelque chose dans ce sens. »

Je suis allé à la Chambre et « dans les sphères gouvernementales » m'occuper de la question.

— Parfaitement, m'a-t-on répondu. Nous y avons pensé.

Et l'on m'a donné un projet de loi, « présenté au nom de M. Poincaré, par M. Millerand, par M. Malvy, par M. Ribot ». Ah ! les braves gens ! me disais-je. Ils s'y sont tous mis.

Rentré chez moi, j'ai lu avec attention le papier. Il tient tout entier dans un seul article que voici :

« Le ministre de la Guerre, au nom de l'État, est autorisé, pendant la durée de la guerre, à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation pour cause d'utilité publique, les terrains reconnus nécessaires pour l'inhumation des militaires des armées alliées décédés dans la zone d'action des armées.

» L'expropriation sera prononcée sur la production de l'arrêté rendu par le ministre de la Guerre pour désigner les terrains à occuper, et suivie conformément à la procédure fixée par la loi du 30 mars 1831 relative à l'expropria-

tion des propriétés nécessaires aux travaux des fortifications. »

Ah ! permettez ! C'est excellent, mais incomplet. J'ai étudié l'exposé des motifs :

« Un pieux devoir s'impose d'assurer aux héroïques soldats des armées britannique et belge, qui sont fraternellement unis avec les nôtres dans la lutte commune, et sacrifient noblement leur vie sur la terre de France, les champs définitifs de repos où pourront être honorées leurs tombes. »

Aucun doute possible. Ce projet ne s'applique qu'à nos alliés. Mais les Français morts pour la France ? Leur refuse-t-on le sol de la France ?

Parfaitement, et c'est logique. La Chambre a décidé qu'on les brûlerait quand ils ne seraient pas immédiatement reconnus.

C'est cette loi de l'incinération qui nous fait obstacle, qui empêche que nos morts soient traités aussi honorablement que les morts belges et anglais ? Mais elle est réprouvée par l'opinion publique ; elle est virtuellement rejetée par le Sénat, qui a nommé pour l'examiner une Commission tout entière défavorable : je défie les députés d'oser maintenir leurs votes.

Que les députés ne m'écoutent pas, soit ! ma voix n'a pas plus d'autorité à leur jugement que la leur ; mais je donne la parole aux intéressés, et leurs vagues innombrables et irritées viennent battre les murs du Palais-Bourbon. Ce journal tout entier, pendant des semaines, ne suffirait pas à enregistrer les supplications, les irritations dont, par une amitié qui me touche, je suis le confident quotidien.

Pas de commentaire : écoutez quelques-unes de ces voix. Ce qu'elles disent est fort beau ; c'est une des plus grandes auditions religieuses, une des plus vraies qu'on puisse, où que ce soit, entendre. Ces mères, ces combattants, ce « sans famille », ces « Joyeux » se tiennent face à face avec les réalités éternelles, et en même temps que leur instinct réclame de durer par delà la mort, on voit sur eux l'empreinte traditionnelle : ils veulent qu'il en soit d'eux comme de leurs pères. Cela est grandiose. Écoutez ces balbutiements, c'est le chant qui s'élève éternellement de l'humanité.

Une veuve m'écrit :

On n'a pas pu identifier le corps de mon mari, mort en soldat, laissant ceux qu'il aimait sans situation, car il était pour nous un vivant capital de santé, de gaieté,

d'affection, de sécurité matérielle... Si plus tard je n'ai pas la consolation de retrouver le corps de mon mari, je voudrais au moins qu'il repose en paix à l'endroit où il est mort, que le temps seul détruise peu à peu son enveloppe mortelle, que personne n'y touche. C'est un héros obscur qui a fait son devoir jusqu'au bout sous une rafale d'obus ; il mérite au moins la paix, et quelle angoisse je ressens lorsque je me dis que de lui il ne resterait qu'une pincée de cendre ! *Sursum corda*, c'était sa devise, mais le respect s'impose et il faut éviter à tout prix de se débarrasser si vite de nos aimés martyrs.

« Un sergent sur le front, père de trois petits enfants, mais prêt à tout pour la France », m'écrit :

Si je meurs un jour pour la France après lui avoir donné ma vie, j'aurai bien le droit de repousser l'incinération de mes restes, et celui de demander un coin de son sol pour y dormir le grand repos. Si je ne peux enfin compter sur les prières qui ont accompagné les miens jusqu'à la tombe, comme sur l'eau bénite que j'ai jetée sur leur cercueil à l'heure de l'adieu, je désire ce qu'ils ont eu — une fosse pour mon repos, une croix pour l'indiquer au passant, et l'attention généreuse de n'importe quel cœur français, pour la sauver de l'abandon et de l'oubli.

Un combattant m'écrit :

Merci de prendre à nouveau la défense de nos corps, qui demain, peut-être joncheront le sol des plaines de la Woëvre.

Notre vie ! sans regret nous la donnons à notre patrie bien aimée ! Mais la France se refuserait-elle,

dans la mesure du possible, à rendre nos corps inertes à nos chères compagnes ?

« Va, sois courageux, fais ton devoir, je prierai Dieu pour toi » furent, en nous embrassant, les dernières paroles de nos épouses chéries. Elles aussi ont été courageuses ; elles aussi ont rempli leur devoir ; les moissons qu'elles s'apprêtent à rentrer le témoignent suffisamment. N'ont-elles pas droit à plus d'égards pour le compagnon de leur vie ?

Non, cela ne sera pas ! Toute cause noble et juste ne peut être étouffée et honnie en France. Défendue par vous, elle est cause gagnée. Merci pour tous nos frères d'armes qui vous crient leur peine immense ; merci pour nos épouses en larmes. Merci pour votre compatriote lorrain, humble défenseur de la Patrie, aux tranchées de première ligne.

Un autre combattant m'écrit. Il dit qu'il est un « sans famille » :

C'est un sans famille qui se permet de vous écrire des tranchées. Voilà, certes, une catégorie de poilus que les auteurs du projet de loi sur l'incinération ne s'attendaient peut-être pas à voir se dresser devant eux.

Je vous ai dit que j'étais sans famille, jugez du raisonnement que je me tenais ; si la guerre n'avait pas éclaté, que je sois mort l'année dernière ou dans le courant de cette année, les amis, à défaut des parents, m'auraient fait dire une humble messe, auraient planté une croix de bois sur ma tombe, puis après cela, ç'aurait été l'oubli... Au contraire, depuis la guerre je puis être tué, j'ai même la chance, pour peu que j'aie du cran, de me faire tuer bravement en faisant payer ma peau le plus cher possible ; en faisant cela je n'aurai peut-être pas ma messe de suite, mais j'aurai sûrement ma croix de bois et plus tard, tous les ans,

des mains pieuses qui, si j'étais mort humblement dans mon lit de vieillesse ou de coliques, seraient restées inactives, grouperont des fleurs pour orner ma tombe... Alors, vive la guerre ! — puisqu'il faut la faire. Le docteur Navarre et ses amis douchent un peu mon lyrisme, car ils mettent comme condition que je ne sois pas trop abîmé. S'ils se trouvaient ici, ils pourraient voir que lorsqu'un obus vous éclate entre les jambes, il ne respecte guère le portrait de ceux qui se trouvent auprès de lui.

Nous avons des préjugés qui sont vieux comme le monde, c'est vrai : nous y tenons, c'est encore vrai ; mais puisque nous, les sans famille, les sans fortune, nous nous battons pour eux, qu'ils fassent donc quelque chose pour nous : ce quelque chose, ce serait de respecter nos croyances et le culte que nous avons pour nos morts ; s'ils ne font que cela, ils auront mérité le sacrifice que nous faisons de notre vie pour défendre leurs foyers et leurs biens de la souillure et de la rapacité des Teutons.

Un combattant, artiste et poète, un ami de Jean Moréas, André Salmon, m'écrit de l'hôpital où il se rétablit :

Les tranchées du 66 furent creusées, taillées, peu à peu, jour par jour, là même où le bataillon s'accrocha après la poursuite. Nous n'en devions plus bouger jusqu'en juillet, et jusqu'à cette date nous améliorâmes notre cité, développant notre république militaire. Une vraie cité ! Il y eut des boulevards et des ruelles, des faubourgs plébéiens et des banlieues de repos et des quartiers aristocratiques, des postes de commandement, le forum du carrefour des cuisines ; les gourbis des téléphonistes et les cantines des agents de liaison firent assez bien office de salle de rédaction.

Il ne manquait rien à la république, et cependant elle n'eût été qu'une ville morte, si elle n'avait eu ce qui lui donnait sa vie : des tombes ! des tombes aux croix éloquentes, aux signes directs, parlant mieux aux esprits que d'habiles inscriptions. Un numéro de régiment sur un lambeau de képi, c'est toute une histoire, un long récit de bataille !

C'est à cause de ces tombes, sans doute, que ma pensée se reporte si souvent vers ces plaines de l'Artois bouleversées, vers ces vergers dévastés.

Je ne puis exprimer quel sentiment m'a empli, lorsque, conduit sur un autre front, et cheminant sous le faix du sac, j'aperçus dans une prairie où s'enuyaient les chevaux du train, un poteau flanqué d'une tablette ornée d'une flèche sous cette inscription : Four crématoire !

Les hommes du bois tragique iront-ils rôtir là avec les hardes abandonnées, les havresacs crevés, les vieux pansements et les boîtes de singe défoncées ?

Lisez encore cette lettre qui me vient d'un bataillon de marche d'infanterie légère d'Afrique :

Je suis (un gradé) chez les « Joyeux », comme on les nomme, et je vous assure que l'on peut maintenant les nommer les « Braves Joyeux ».

Notre bataillon, qui s'est illustré par plusieurs charges fameuses en novembre au moment de la poussée allemande sur l'Yser, puis à la Maison du Passeur, puis à Roclincourt, près d'Arras, enfin, fin avril en arrêtant plusieurs brigades boches après l'emploi des gaz asphyxiants à Lizerne, est titulaire de la Croix de guerre, ayant été cité deux fois à l'ordre de l'armée. C'est vous dire que les sacrifices ont été nombreux chez les « Joyeux ». Vous connaissez ce qu'ils sont en gar-

nison en temps de paix. Ayant vécu plusieurs années avant la guerre, je puis vous dire qu'il n'y a pas de pires soldats qu'eux.

Eh bien ! monsieur Barrès, ces tarés, ces mauvais soldats, savez-vous qu'ils risquent chaque jour leur vie pour aller donner la sépulture à un camarade ? Savez-vous que j'en ai vu de mes propres yeux revenir des tranchées, transportant sur leurs épaules des camarades tués à la tranchée, afin de leur donner une sépulture plus sûre, loin des premières lignes ?

Ils trouvent cela tout naturel et j'ai lu des lettres envoyées par certains d'entre eux aux familles de leurs camarades tués, leur donnant l'emplacement de la tombe de ces braves tombés au Champ d'honneur en des termes réellement touchants, dans leur simplicité crue et toujours ou presque se terminant ainsi, ce qui est l'expression de leur pensée : « Il est enterré dans un lieu où on pourra le retrouver plus tard et où les Boches ne pourront pas venir faire disparaître sa dépouille. »

Je ne puis vous en dire plus, monsieur Barrès, si ce n'est que même et surtout les « Joyeux » sont navrés que leur dépouille puisse un jour être jetée aux vents après avoir été réduite en cendres.

Enfin voici la lettre sublime d'une de mes compatriotes lorraines :

J'habite au pied de ce Grand-Couronné si vaillamment défendu en août et septembre derniers. Combien sont tombés en faisant un rempart de leurs corps à la horde teutonne qui marchait sur Nancy ! Quelques-uns de ces braves ont été inhumés à notre cimetière de Varangeville. C'est là que je vais prier et pleurer. Je fleuris ces tombes avec un soin jaloux.

Les jours de découragement, quand la foi même

semble vouloir m'abandonner, je prends mon petit garçon par la main, je vais leur faire une visite ; j'y trouve d'apaisantes consolations. Sur ces tombes inconnues je mets un nom, j'évoque l'image du cher disparu ; ma pensée va là-bas, sur cette terre d'Artois où il repose ; j'entrevois une petite tombe toute fleurie, et je bénis la main qui prend soin de lui, peut-être une autre veuve, sœur par la souffrance, qui, en faisant le même geste que moi, a pensé comme moi, et comme moi vit de la même espérance.

Cette espérance il ne faut pas nous l'enlever, c'est le cri de toute la France en deuil. Dites-leur bien, à ceux qui voudraient toucher à cette chose sacrée, qu'il serait préférable de nous briser le seul espoir qui nous reste, celui qui nous soutient, qui nous fait vivre, ce désir ardent, presque farouche, d'aller demain, quand nous aurons la victoire, là-bas où ils sont tombés, et peut-être, suprême consolation, les ramener avec nous, chez nous, en notre chère Lorraine, au petit cimetière...

Oui, madame, en terre lorraine, où toujours les morts tombés au champ d'honneur furent mis au-dessus de tous les vivants ; en Lorraine, où pas un homme, pas une femme n'accepte l'incinération...

Que nul ne m'accuse d'avoir donné de trop longues citations. Je rassemble avec piété les textes qui affirment l'antique vénération, honneur de notre race. Je m'y associe avec respect pour nos morts, avec horreur pour qui veut troubler leur repos sacré.

Pour conclure, en accord avec la quasi-

unanimité de notre nation, je demande que les soldats français morts pour la France soient traités comme Poincaré, Millerand, Malvy et Ribot, très justement, veulent que soient traités nos alliés belges et anglais. Ce que nos gouvernants disent de ceux-ci, je le dirai de ceux-là : « *Un pieux devoir s'impose d'assurer aux héroïques soldats de nos armées les champs définitifs de repos où pourront être honorées leurs tombes.* » Je vais déposer en faveur de nos soldats une proposition calquée exactement sur le projet que le Gouvernement consacre à nos héroïques alliés. Je ne doute pas que tous mes collègues ne veuillent s'associer à cette mesure de respect, de justice et de gratitude envers nos glorieux défenseurs. Je sollicite leurs signatures.

XXXVI

LA DÉFENSE DE GERBÉVILLER (1)

(24 AOUT 1914)

27 Août 1915,

Il y a un an, à cette date, s'allumaient les incendies de Gerbéviller. Les Bava-rois du génie-

(1) Cet article, qui aurait dû paraître le 24, jour de l'anniversaire de la bataille de Gerbéviller, fut retenu pendant plusieurs jours par la censure.

ral Clauss (un nom voué à l'ignominie) se vengeaient sur la ville de la résistance héroïque que pendant une journée leur avaient opposée soixante chasseurs à pied disséminés au long de la petite rivière qui traverse la ville et les prairies.

Qui commandait ces braves? Le lieutenant de réserve Gamelin, un jeune industriel du Nord, et l'adjutant Chèvres.

Le lieutenant Gamelin m'a donné des notes précises. Je ne puis mieux choisir que ce premier anniversaire pour les déposer dans le dossier de l'histoire.

Notre 2^e bataillon de chasseurs, ayant par trois fois pris part à la protection de la retraite de Sarrebourg, arriva à Gerbéviller le 22 août à dix heures du soir, après avoir participé à Vého, sous le fort de Manonvillers, à une assez violente escarmouche d'arrière-garde et subi quelques pertes (dont le lieutenant Doumer, blessé d'une balle à la cuisse).

23 août, 4 heures. — Le bataillon reçoit l'ordre de partir le long de la Mortagne prendre position dans la direction de Morivillers-Tinvaux, contre les troupes allemandes supposées venant de Xermaménil.

5 heures. — Le capitaine Thomassin, com-

mandant la première compagnie, reçoit la mission d'assurer avec un peloton la garde de tous les ponts et gués de Gerbéviller, du château de Gerbéviller et du village de Haudonville, jusqu'à la ferme de...

Ordre de tenir coûte que coûte. Interdiction de reculer d'un pas.

Disposition du combat. — L'adjudant Chèvres, avec demi-section (trente chasseurs), défendra le grand pont de Gerbéviller et plusieurs petits ponts d'intérêt divers. Avec demi-section (trente chasseurs) j'ai l'ordre de défendre les deux ponts du château, un autre pont et trois gués jusqu'à la ferme de...

Ordre nous est donné à tous deux de barricader ou détruire si possible les ponts et de rendre les gués infranchissables avec des charrues et des herses.

Le capitaine Thomassin, avec une section, se porte en réserve à 1.500 mètres en arrière sur les crêtes boisées qui dominent la Mortagne.

10 heures. — Les emplacements sont pris, les gués obstrués, les barricades faites. Les chasseurs sont dissimulés derrière elles dans les roseaux et les vergers.

11 heures. — Je prends comme poste de combat le clocher de Haudonville qui domine

la plaine. J'opère ma liaison avec Chèvres. Les hommes de communication sont à leurs postes. Tout est prêt.

14 heures. — Je fais une ronde. Tout est calme... Pas de canon, aucun mouvement dans les bois de l'autre côté de l'eau.

23 heures. — Nouvelle ronde. — Toujours calme absolu.

24 août, 4 heures. — Escarmouche de cavalerie dans les bois en avant de l'eau. Une patrouille de dragons passe, amenant un uhlan prisonnier.

8 heures. — Je vais voir Chèvres. En route, on m'annonce que des mouvements se produisent de l'autre côté de l'eau. Je monte à mon clocher. J'aperçois une colonne doublée très dense qui suit la route de Xermaménil-Gerbéviller, à travers la forêt de l'autre côté de la Mortagne. La tête de la colonne arrive à notre hauteur et j'aperçois, très au loin, qu'elle passe encore à Xermamémil; sa longueur est donc de plus de six kilomètres. La forêt fourmille d'uniformes.

La colonne semble s'arrêter, et il y a un rassemblement compact de cavaliers sans lances, un état-major probablement, au débouché de la forêt. C'est un perpétuel mouvement d'estafettes, qui vont et viennent. Je

transmets ces renseignements à mon capitaine et j'envoie à mes chasseurs la défense expresse d'ouvrir le feu à plus de deux cents mètres, car nous ne sommes que soixante ; les munitions sont rares... Il nous faut *tuer à chaque coup* pour tenir l'ennemi en respect le plus longtemps possible et tâcher d'éviter l'abordage, ou nous serions écrasés sous le nombre.

10 heures. — Deux batteries de six pièces viennent prendre position en plein sur la route, les crosses des pièces enfoncées dans le parapet du fossé. Avec mes jumelles, dans l'air brillant de cette matinée d'août, je vois distinctement les douze pièces autour desquelles fourmillent les servants et je distingue parfaitement les avant-trains qui s'en vont dans le bois. Et dire que cela se passe à 2.000 mètres de moi ! Je rage de n'avoir pas une batterie à ma disposition.

10 heures et demie. — Le bombardement est intense. Les toits volent en éclats autour de moi. La batterie allemande de droite tire sur Gerbéviller, celle de gauche sur moi. Les habitants sont dans leurs caves, on ne s'entend plus parler tant les obus font de bruit.

12 heures. — (Je ne préciserai pas l'heure du fait suivant ; je me souviens seulement que

je mourais de faim.) Les obus ne nous ont fait aucun mal. Les Allemands visent le village et, ne se doutant pas de l'endroit où sont les chasseurs, ils tirent très au hasard. Je vois une ligne de tirailleurs qui se détachent du bois et s'avancent en ordre parfait, debout, au pas... Les pauvres !... Ils ne se doutent pas de ce qui les attend !... J'envoie l'ordre d'ouvrir le feu quand ils seront à 200 mètres.

12 heures et demie (environ, je pense). — Je change d'observatoire, le mien menaçant ruine. Il est tout éreinté par les éclats d'obus et je vois le moment où il va m'envoyer prendre l'air dans le jardin d'à côté.

Nous ouvrons le feu,.. Je vois une quantité de Boches mordre la poussière... Mes chasseurs tirent avec un calme et une justesse admirables. Les Boches se couchent et tirent à leur tour. Mais sur quoi ?... Ils n'y voient sûrement que du feu.

Un flottement se produit dans leurs lignes ; ils commencent à reculer. Je vois distinctement un chef de section tirer son sabre et en asséner un coup sur l'un de ses hommes. L'instant d'après il tombe. Leur ligne se rétablit. Ils sont couchés ; ils creusent. J'entends Chèvres qui fait un feu d'enfer à la barricade du grand pont.

3 heures (environ, toujours). — La situation n'a pas changé ; les obus éclatent toujours, mais nos pertes sont légères. Les Allemands, ne nous voyant pas, tirent toujours au hasard. Malheureusement, nos munitions s'épuisent. Je prévien mon capitaine.

4 heures. — Ordre est donné de nous retirer... Nous n'avions pas prévu celle-là !... Je fais prévenir Chèvres et j'entends la fusillade qui cesse progressivement. De mon côté, les obus éclatent toujours au-dessus de ma tête. D'autres, de gros calibre, éclatent sur la ville. Je prévien mon poste, et je les vois tous repasser, sauf un. Ils ont perdu assez d'hommes en se retirant.

4 heures et demie. — Le poste du château n'est pas rentré. Je donne le commandement de ma demi-section au sergent et retourne sur mes pas chercher mes chasseurs.

J'arrive au château et suis reçu à coups de fusil dans le parc. Déjà les Allemands !... Je file à travers les plates-bandes, poursuivi par quelques énergiques qui crient et tirent au hasard. Je passe au-dessus du mur et rentre dans le village. Je le traverse en courant pour gagner la voie ferrée. Une compagnie allemande est là l'arme au pied. Je suis pris !... Un homme me voit et me poursuit.

Je rentre dans le village, haletant, et me jette dans une cave... L'homme m'a perdu de vue.

5 ou 6 heures. — Il me faut absolument traverser leurs lignes ou je vais être fait prisonnier. Je laisse ma tunique et les choses inutiles; je conserve papiers, revolver et képi. J'endosse les habits d'un bon vieux qui est là, et je sors.

Rien dans le village. Je boite avec conviction, et je porte sur mon dos un paquet contenant quelques vieux chiffons. Je prends la route de Charmes-sur-Moselle. Je passe à 50 mètres de la même compagnie allemande; ils ont formé les faisceaux et me paraissent éreintés. Mes jambes tremblent; je meurs de faim, de fatigue et de peur aussi, je l'avoue... J'invoque tous les saints à la rescousse, et... je passe sans qu'on m'interpelle, en regardant à terre pour qu'on ne voie pas ma figure (je n'ai jamais pu comprendre pourquoi on ne m'a pas arrêté !). Je fais 500 mètres environ; puis le peu de sang-froid qui me restait m'abandonne et je saute dans les houblonnières en courant comme un fou vers les bois.

On m'a vu. On ouvre le feu. Ce doit être une mitrailleuse, car les balles sifflent régulièrement. Je me jette dans un fossé, je cours

dans l'eau, puis je le quitte pour grimper sur la crête qui me mènera dans les bois. Alors, je vois au loin trois cavaliers qui viennent dans ma direction. Je suis poursuivi ! Je prends mon revolver, décidé à leur vendre très cher ma peau, et, mort de fatigue, courant toujours, j'arrive au bois avant qu'ils ne m'aient découvert.

Par un hasard béni, j'y rencontre un lieutenant de dragons qui venait faire la liaison entre mon bataillon et moi, et qui me prend en croupe. J'ai la joie de pouvoir manger un peu, boire un coup et de voir les trois cavaliers boches prendre du large devant les dragons envoyés au-devant d'eux par mon sauveur.

On remerciera de ce beau récit plein de vie et d'une si parfaite simplicité le jeune officier à qui nous l'avons demandé. Les noms du lieutenant Gamelin et de l'adjudant Chèvres (aujourd'hui lieutenant Chèvres) seront inscrits pour la postérité sur les ruines de Gerbéviller. L'esprit accepte de se reporter sur ces tragiques événements parce qu'ils sont en partie vengés. Dès le 30 août 1914, l'armée française rejetait l'ennemi et dégageait la petite ville.

Dimanche prochain 29 août, dans une jour-

née solennelle, « la Commission des Sinistrés de Gerbéviller » commémorera l'arrivée des Allemands, les pillages, les incendies, les attentats criminels qu'ils ont commis et le châtimement que leur infligea notre armée. Un service religieux sera célébré sur le champ des morts, sous la présidence de M^{gr} Ruch, aumônier militaire du 20^e corps. Devant le monument élevé à ces héros, le préfet Mirman, aimé de tous les Lorrains, prendra la parole. Je serai heureux si mon travail me permet de me rendre à l'invitation de M. Alfred David, le maire de Gerbéviller, et des organisateurs, et d'être l'interprète des patriotes étroitement associés à tous les sentiments de la ville martyre dont nous projetons qu'elle subsiste toute ruinée, telle que les Bavaurois la brûlèrent.

Il faut que Gerbéviller demeure effroyable à jamais comme elle est aujourd'hui. Elle sera un enseignement national, elle apprendra à nos enfants ce qu'il en coûte de n'être pas assez forts pour fermer à l'ennemi l'accès du territoire. C'est ce que j'exposerai dimanche si je puis me rendre à l'invitation de mes compatriotes.

XXXVII

UNE VISITE A L'ARMÉE ANGLAISE

26 Août 1915.

Je suis allé visiter dans nos départements du Nord les armées anglaises.

Qui de nous ne s'est pas cent fois demandé, peut-être avec impatience : « Mais où est donc l'Angleterre ? » Nous entendons les appels de lord Kitchener aux volontaires et de M. Lloyd George aux ouvriers, mêlés au formidable halètement des usines, des ateliers et des hauts fourneaux ; nous sommes impatients d'apprendre des résultats positifs et de voir ce qu'est devenue la « misérable petite armée du maréchal French ». Cette année qui s'achève nous a-t-elle vraiment rapprochés du jour où les Alliés seront matériellement plus forts que les Austro-Germains ?

On m'a offert de me conduire dans Ypres, Armentières, Albert, en Belgique, dans le Nord, le Pas-de-Calais, la Somme, la Seine-Inférieure, partout où je pourrais utilement regarder et interroger. On m'a demandé de dire à mes lecteurs, sans parti pris de plaire

ou de déplaire, ce que j'aurais vu et entendu.

J'ai accepté avec empressement.

Et voilà comment, il y a une dizaine de jours, un dimanche, vers la fin de l'après-midi, j'arrivais dans une sous-préfecture du Pas-de-Calais. Son nom ? Je ne puis vous le dire, et d'ailleurs il éveillerait dans votre mémoire des images toutes différentes de la réalité de 1915. Vous vous rappelleriez une sous-préfecture, un peu endormie, étonnée de toute nouveauté, facile à scandaliser, et ce que j'ai trouvé c'est quelque chose d'extraordinairement composite, une petite ville qui, n'étaient nos pensées de deuil, serait un décor d'opérette. Dès l'abord, au seuil de l'hôtel, voici la servante joufflue, la jeune Flamande classique, qui s'adresse à deux vieux Écossais en jupons et, leur tendant leurs toques à rubans, dit sans rire :

— Ces messieurs oublient leurs casquettes ?

Un officier français a l'obligeance de m'accompagner, tandis que je vais saluer les divers généraux anglais dont me voici, pour quelques jours, l'hôte. Ils habitent çà et là des maisons bourgeoises qu'ils ont louées de gré à gré ou après réquisition.

C'est une belle promenade par un ciel gris, en fin de journée. Des gamins de chez nous,

avec un accent impeccable, crient les journaux anglais. Leur zèle n'arrive pas à troubler le repos de la petite ville, un peu humide sous la nuit qui descend. Au reste, je perçois involontairement ces rues propres, ces maisons calmes, tout ce caractère des pays du Nord ; je n'ai de curiosité que pour les soldats en kaki que je croise. Ces Anglais ne mettent aucune turbulence militaire dans les rues ; ils ajoutent au bon ordre habituel par ces agents qui, placés à tous les carrefours, modèrent les automobiles, et leur indiquent si la voie est libre.

Un bataillon s'avance, précédé de fifres et de tambours, dont la mélopée aiguë et monotone paraît l'enchanter plus que de raison. Je suis frappé de l'honnêteté et du sérieux de tous ces jeunes visages. C'est une première impression sans doute, mais elle est forte, et je la note dans sa naïveté. Je n'ai jamais vu une expression plus complète de bonne volonté. Si j'étais peintre, je noterais la figure du soldat qui veillait à la porte du maréchal French. Il y avait sur la physionomie de ce jeune garçon, d'une manière saisissante et touchante, le sentiment du devoir.

Le sentiment du devoir, la bonne volonté, voilà ce que je vais constater chez les soldats

et les officiers anglais tout le long de mon voyage, et; dès ce premier pas, mon guide me l'explique d'une manière très juste, en me disant :

— Vous avez devant vous l'armée de Kitchener, dont le caractère essentiel, c'est qu'elle est une armée de volontaires. Ces jeunes gens sont là parce qu'ils l'ont bien voulu, parce qu'ils ont jugé qu'ils ne devaient pas refuser ce que Kitchener demandait et déclarait être le devoir.

Et comme là-dessus je commence à réfléchir et à poser des questions, mon guide me dit :

— Les Anglais ont l'intention de vous promener à travers leurs armées et leurs services d'arrière. Vous serez étonné de ce que vous verrez et que notre public français ignore encore complètement. Comment pourriez-vous soupçonner une pareille improvisation qui est un vrai prodige? Moi qui vous parle, au début d'août 1914, j'avais été envoyé à Boulogne pour attendre les Anglais. J'attendais, tout le monde en ville haussait les épaules et disait : « Ils ne viendront pas ». Le 10 août, on vit arriver du port une voiture pleine de leurs officiers. Ah! cette apparition! La ville entière éclata en applaudissements. C'était en

effet l'état-major arrivé par le paquebot, tout simplement, pour préparer le débarquement. Voilà le début, vous verrez avec quelle force ascendante, depuis un an, ils s'organisent.

Tout en causant, nous faisons nos visites. De simples présentations. Toujours le même décor : des rez-de-chaussée transformés en bureaux, vidés de leurs meubles bourgeois, remplis de tables en bois blanc sur lesquelles sont étalées des cartes. Là dedans des officiers en petit nombre, à l'allure de gentlemen, que de moi-même je ne prendrais pas nécessairement pour des soldats. Et toujours la même conversation en quatre phrases : « Ne craignez pas de nous faire connaître ce qui vous intéresse, nous répondrons à vos questions et nous vous montrerons ce qui peut vous instruire ».

Le maréchal French me dit :

— Par la victoire de la Marne, le général Joffre s'est placé au rang des plus grands hommes de guerre que le monde ait vus.

Pour finir la journée, je dîne chez l'un des généraux avec son état-major. Une vingtaine d'officiers ; un seul est « civilien » comme ils disent, et engagé pour la durée de la guerre ; les autres ont servi aux Indes, ont fait la guerre des Boërs. Un ou deux parlent cou-

ramment le français ; presque tous l'entendent. Nous sommes dans la salle à manger d'une bonne maison de petite ville comme vous en connaissez des centaines, mais le service, la cuisine, les mœurs, l'atmosphère nous mettent au centre de l'Angleterre. Ce qui me frappe d'abord, c'est la grande qualité anglaise, la tranquillité. Nul désir de produire de l'effet, nulle vanité, le goût du positif et du vrai. Ils ne font pas de difficulté pour poser nettement la situation :

— Nous n'étions outillés ni les uns ni les autres pour la guerre. Seuls les Allemands étaient prêts, puisqu'ils la voulaient et qu'ils s'en étaient fixé la date. Les Russes n'étaient pas prêts, les Français ne l'étaient pas tout à fait, et nous, les Anglais, encore bien moins. Mais maintenant nous nous y sommes mis. Vous savez, les Anglais sont lents à partir ; mais une fois mis en train, ils ne lâchent jamais.

Il faut aller jusqu'au bout. Là-dessus, ils sont unanimes.

— N'est-ce pas, monsieur Barrès, qu'après la guerre aucun Français ni aucun Anglais ne voudront jamais serrer la main d'un Allemand ?

Ils n'éprouvent que mépris pour la manière dont « les Boches ont déshonoré la guerre ».

— Au début, me disent-ils, nos soldats ne détestaient pas les Allemands. Maintenant, ils les passent à la baïonnette en criant : *Lusitania !*

Je crois distinguer des hommes de sport, qui tiennent pour honteusement disqualifié celui qui a manqué aux règles du jeu.

Chacun d'eux a une parfaite confiance dans l'issue de la guerre, une confiance sérieuse que la toute-puissance de la Grande-Bretagne va se développer d'une manière irrésistible, contre un ennemi dont la force offensive est déjà en régression, et, paisiblement, chacun d'eux, dans son horizon limité, accomplit sans fièvre sa tâche. Avant de se remettre au travail, dans cette heure de délassement du repas, ces hommes supérieurs s'amuseut comme de grands écoliers. Ils ne se lassent pas d'appeler les Allemands des « Boches », en articulant le mot avec énergie. L'un d'eux raconte qu'il est allé dans un Alhambra, il dit avec humour qu'il n'aime pas les ouvreuses. Elles ne sont jamais jeunes et demandent toujours de l'argent. « Ce sont les Boches de l'intérieur », dit-il. Puis il s'excuse plaisamment de les avoir calomniées.

Après dîner, il y a réception à la mairie. Les conseillers municipaux et les notables ont

invité les officiers anglais. Échange de discours. Le maire exprime cette idée que toute la population sait gré aux Anglais du concours qu'ils apportent à la défense de la terre française. Un de leurs généraux répond : « Vous ne nous devez aucune gratitude. C'est l'Angleterre que nous défendons ». Si les allocutions officielles ont ce caractère vrai, les conversations privées peuvent serrer de plus près encore la réalité. Je demande au maire, entre quatre yeux, comment ses administrés s'entendent avec les Anglais ?

— Tout à fait bien. Ils n'ont pas eu avec les habitants une seule difficulté qui soit allée jusqu'à un procès. Nos commerçants gagnent beaucoup d'argent. La classe bourgeoise, les propriétaires sont plus contrariés. Les Anglais ont beau payer largement, c'est gênant, vous le comprenez, d'être réduit à quitter sa propre maison ou d'y habiter quelques chambres étroites. Mais tous les chefs anglais sont des gentlemen irréprochables et leurs soldats sont très aimés dans les villages où ils partagent volontiers avec nos paysans leurs rations abondantes.

Voilà ma première demi-journée au milieu des Anglais. Je n'ose pas encore porter un jugement : je n'ai rien vu, mais ces notables

et ces officiers français, qui les voient chaque jour et que j'ai interrogés, sont très affirmatifs dans l'éloge. Demain je vais parcourir avec eux leurs divisions du front, leur camp, leurs hôpitaux, leurs magasins, prendre le contact de leurs installations vivantes.

XXXVIII

UNE VISITE A L'ARMÉE ANGLAISE

II

LES GOURKAS ET LES SIKHS

28 Août 1915.

Je suis allé dans Ypres, Albert, Armentières, dans trente villages plus ou moins démantelés et dépeuplés. Sur ces routes jonchées des branchages que les shrapnells ont coupés, nous roulions rapidement, et les Anglais assis de loin en loin au talus du fossé faisaient signe de la main à nos automobilistes d'avoir à se hâter. Était-ce souci de notre sécurité ou de la leur, compromise par l'éveil que notre petit cortège et son nuage de poussière pouvaient donner aux Allemands ?

On arrive, on erre dans ces Pompéï vivants et frissonnants; on regarde les formes bizarres créées par le caprice des obus; on sympathise avec les vestiges d'humbles richesses familiales, écrasées sous les décombres; on interpelle amicalement les enfants qui courent pleins d'insouciance au milieu d'une ville plus que jamais riche en cachettes; on serre la main des quelques habitants qui s'obstinent... à travailler dans ces enfers, puis tout d'un coup les destructeurs au milieu de ces destructions veulent que l'on pense à eux. Au-dessus d'Ypres un aviatik fuyait, poursuivi par des éclatements de shrapnells qui mettaient dans le charmant ciel bleu des touches successives de brouillards. On eût dit des marques de craie sur un billard d'azur.

J'ai vu, demi-noyé sous les flots du Nil, le temple d'Isis à Philœ, tel que le laissa le marteau des chrétiens; j'ai vu au-dessus de Byblos, à la source du fleuve Adonis et dans le cirque des rochers sacrés, le sanctuaire d'Aphaca ruiné par ses ennemis et par le tremblement de terre. Les dieux, les siècles, la crue du fleuve, les secousses du sol ont moins agi que n'a fait le bombardement des Prussiens sur des cités bâties de briques. Les

fameuses halles des drapiers et la cathédrale d'Ypres sont en poussière par terre, la Vierge d'Albert se maintient par prodige sur son église démantelée. Comme solitude, il n'y a pas mieux dans le monde. On peut rouler hardiment dans ces rues sans crainte d'y écraser personne.

Ce décor de guerre est curieux, émouvant, mais je l'ai vu depuis Belfort, et tout le long du front, d'une désolation toujours pareille. L'essentiel, c'est le soldat. Je suis venu voir les forces métropolitaines et coloniales de la Grande-Bretagne, l'armée de Kitchener et puis les troupes indigènes, j'avoue que mon imagination se tournait avec impatience vers les dernières levées indiennes, canadiennes, australiennes et de la Nouvelle-Zélande, qui constituent l'une des prodigieuses surprises de cette guerre des nations.

Le premier Indou que j'ai rencontré, c'était au soir tombant dans les Flandres, à deux pas d'un village en ruine. Je regardais la solitude sous le ciel bas. Quelques femmes chargeaient des gerbes sur une voiture, des petites vaches paissaient le long d'une haie de saules, des trembles frissonnaient, et voici au milieu de la route un Indien du Pendjab qui s'avance. Il venait d'un pas de

facteur rural. Son turban, son kaki étaient trempés de pluie et de boue. Dans un autre décor et quelques agrafes précieuses étincelant à son col et sur sa coiffure, il aurait eu l'air d'un fils de roi. Nous le regardions avec plaisir, mais lui, il était si bien devenu un familier de ces villages, un oiseau de ce bas pays, qu'il passa sans nous jeter un coup d'œil.

Le même soir, dans cette plaine un peu aquatique des Flandres, on nous ménagea l'occasion d'examiner une troupe de Gourkas, au moment où ils allaient prendre la relève des tranchées,

Ces petits hommes trapus, aux figures de bronze où seuls remuent les yeux, étaient rangés d'un côté de la route sous les arbres. Je les aurais pris pour des Japonais. Quelques-uns d'entre eux, sauf erreur de ma part, mêlent à ce type de la race jaune des traits boursoufflés tout parents des nègres. Ce sont des montagnards. Leur arme favorite est un couteau recourbé, une sorte de faucille. En paix comme en guerre, ils l'ont toujours à la ceinture et s'en servent pour couper les branches, construire les huttes. « Cela fait merveille dans les corps à corps de la guerre de tranchée », me dit leur colo-

nel qui ordonne à l'un d'eux de mettre dans mes mains ce large poignard ou *koukhri*. J'admire l'instrument et son propriétaire. Sa figure jaune et bridée n'exprime rien. Ses yeux s'agitent d'une manière farouche et semblent fuir le regard. « Pauvres Boches ! » dis-je au colonel. Et de fait voilà de fameux guerriers. On dit qu'ils voient clair la nuit et que leur grand art, c'est de se glisser à travers les fourrés de leurs hautes vallées, sur les pentes de l'Himalaya, et de surprendre leur adversaire pour lui couper la langue. Du moins telle serait leur tactique naturelle si la civilisation britannique n'intervenait pour la tempérer.

Quand ils arrivèrent en novembre, décembre et qu'ils virent la grande plaine détrempée où n'émergeait à l'horizon aucune montagne sur laquelle ils pussent s'orienter, leurs âmes parurent d'abord s'attrister. Sous la pluie, le froid, se taisaient-ils en grelottant, comme nous avons vu souvent nos Africains ? Soupçonnaient-ils quelque diablerie dans l'effroyable tapage de la grosse artillerie allemande ? Le premier rayon de soleil les a rassurés. C'est une guerre qu'ils n'avaient pas prévue, mais enfin c'est une guerre. Ils y prennent aujourd'hui leur plaisir, et s'étant accommodés du

ciel flamand, ils rampent la nuit, dans la boue, vers les patrouilles ennemies, comme des tigres mouillés.

Deux jours après que j'avais admiré cette infanterie mystérieuse, ces visages énigmatiques de la profonde Asie, il m'a été donné de voir défiler la cavalerie, les Sikhs du Pendjab, hauts et forts, de figures nobles, montés sur de jolis chevaux. Tous, bêtes et gens, éclatants de santé. A l'encontre des gourkas, les sikhs ne coupent jamais leur barbe ni leurs cheveux. Leur barbe est roulée curieusement sur leurs joues ; leur chevelure relevée et cachée sous de hauts turbans. Ce ne sont plus ces yeux bridés qui m'avaient étonné avant-hier et qui semblent plantés de travers sur la figure, mais de beaux traits réguliers, des ovales allongés, des teints clairs et dorés. Salut à nos frères Aryens, costumés en Rois Mages.

Placé au bord de la route, sur un tas de cailloux, je regardais s'écouler sous les peupliers de France ces beautés et ces raretés de l'Orient. Un paysan arrivait avec sa charrette ; l'officier français adjoint à l'état-major anglais le pria de se ranger sur le côté du champ, pour ne pas troubler le défilé, et c'était bien curieux, ce vieil homme de chez

nous cédant le pas à ces prodigieux étrangers, dont il soupesait avec amitié la qualité et la quantité.

Durant ce long défilé monotone, si excitant pour l'imagination, je ne me lassais pas de poser trente questions, dont une seule m'intéressait profondément : « Que pensent ces Indiens, Sikhs ou Gourkas ? Quelle idée se font-ils de cette guerre ? Pour qui, pour quoi se battent-ils ? »

— Eh ! me dit en riant un Anglais, ils savent que le Boche est une sale bête.

Il y a bien de la sagesse dans cette boutade. Après un an de guerre, on se bat pour rendre les coups. J'insiste pourtant. On me dit : Ils se battent parce que c'est l'ordre du « Raj ». Comme un croyant obéit à Dieu, ils obéissent au gouvernement, au « Raj » qui est la Providence terrestre, la pierre angulaire, le quelque chose central qui n'est pas discuté. De même que le Dieu a dit : « Il ne faut pas voler », le « Raj » a dit : « Il faut se battre. »

La puissance du Raj est incarnée communément dans le rajah. Cinq ou six rajahs sont venus à l'armée anglaise. Ils séjournent un ou deux mois, retournent aux Indes les uns après les autres, et en reviennent, de

manière que deux ou trois d'entre eux soient toujours présents dans les états-majors. Ils y vivent d'ailleurs sans faste, n'ayant qu'un ou deux aides de camp.

On me parle du rajah de Jodpur, un vieillard fort âgé, qui n'est pas le prince régnant, mais son oncle, et qui a le plus grand prestige. Et je me rappelle que Chevrillon nous a raconté que ces souverains du Jodpur, à travers 139 générations, font remonter leur généalogie jusqu'au Soleil, qui fut le grand-père de Rama.

Un général ne m'a pas permis de m'exciter trop l'imagination. Ces héros mythiques, il les ramène à notre portée.

— Oui, me dit-il, autrefois, ces Sikhs constituaient une caste de guerriers, s'équipaient à leurs frais, ne voulaient rien faire d'autre que se battre. Mais aujourd'hui, dans les Indes, le sabre cède partout à la plume et à la charrue. Ces beaux cavaliers envoient leur solde à leurs familles pour acheter de la terre qu'ils cultiveront à leur retour.

Le lendemain, je visitais un camp-hôpital, où les Indiens sont soignés (admirablement) sous la tente. On me facilita une conversation avec un officier des Sikhs. Il y a, dans l'unité combattante, 17 officiers indigènes,

pour 13 officiers anglais. Celui-ci était un Indien, largement décoré, blessé dans des circonstances magnifiques, et d'une superbe figure loyale. Avec son maillot de laine et son gros ventre, il avait l'air du plus honnête maréchal ferrant de nos villages. Et je me disais que ces lointains étrangers qui nous étonnent en défendant à nos côtés la terre de France sont de bien près nos parents. Ils se plaisent à se rapprocher de nos paysans, avec qui ils conversent par signes, et j'ai vu un enfant qui leur apprenait le français, selon la méthode Berlitz : il disait « couteau », « pomme de terre », en pelant une pomme de terre, et les autres s'appliquaient à répéter les deux mots.

XXXIX

UNE VISITE A L'ARMÉE ANGLAISE

III

LES CANADIENS

30 Août 1915.

Sous un bois, quelque part dans les Flandres, j'ai vu les huttes des Canadiens, faites d'arbres sciés en longueur et toutes

pareilles à celles qu'ils construisent pour la chasse ou pour l'habitation, là-bas, dans la prairie, au nord des Grands-Lacs. C'est le grand village des Natchez que René a vu sur la rive du Meschacebé : « ... les guerriers jouaient à la balle avec des raquettes garnies de peaux de serpent ; d'autres avaient de vives contentions aux jeux des pailles et des osselets ; un plus grand nombre exécutait la danse de la guerre ou celle du buffle, tandis que des musiciens frappaient avec une seule baguette une sorte de tambour, soufflaient dans une conque sauvage, ou tiraient des sons d'un os de chevreuil percé à quatre trous. »

Les couleurs de cette page ont vieilli, la mode a changé, mais on trouve dans l'armée canadienne une survivance des vieux romans de la prairie. On m'a montré, sous l'uniforme kaki, des trappeurs qui emploient contre l'ours allemand les mille bons tours de leur métier. Ils chassent le Boche avec l'astuce des anciens chasseurs de chevelures ou du moins des chasseurs de fourrures, adoucie par l'humanité anglaise. « Nos Canadiens, me dit un officier du camp, ont pris immédiatement sur l'ennemi un ascendant moral et matériel sans conteste, au point de vue des patrouilles. » Et il multiplie les détails probants.

Tandis qu'on suit au sillage les Allemands qui rampent dans les champs de blé, les Canadiens savent s'y glisser sans que bouge un seul épi. Ils restent des heures entières à l'affût, couchés sur le dos et regardant derrière eux à l'aide d'un petit miroir. Quand le Boche, rassuré par ce long silence du champ immobile, se hasarde, il est pris, étranglé ou ficelé en deux secondes. L'autre jour, après une série de ces affûts heureux, les « trappeurs » firent parvenir à la tranchée allemande ce simple billet : « Inutile de renvoyer une autre patrouille ; ce sont les Canadiens que vous avez en face de vous ».

Au moment de ma visite, le camp déplorait la mort d'un Peau-Rouge. Je me suis associé bien sincèrement à ces regrets. C'était un engagé volontaire et l'authentique représentant de la race célébrée par Chateaubriand, Fenimore Cooper et Gustave Aymard. Un Algonquin ? Un Iroquois ? Peut-être un Natchez. Avait-il un visage féroce orné de rouge et de noir, les oreilles étirées par de grands anneaux pendants, une aigrette de cheveux au sommet du crâne et sur tout le corps de larges tatouages farouches ? Il était vêtu de kaki, mais il avait hérité de l'âme du vieux peuple agonisant des prairies. L'ardeur

de son courage s'alliait à un calme sans exemple sous la mitraille. « Ah ! me dirent ses camarades, si vous l'aviez vu quand il s'en allait au combat d'un pas cadencé, de ce pas fléchi sur les articulations qui semble l'allure d'un homme au trot ! » Il multipliait les actes de la bravoure la plus surprenante, car il voulait faire admirer sa race. Ses chefs le proposaient pour la Victoria Cross quand il tomba au champ d'honneur. Une nouvelle fois, le dernier des Mohicans venait de mourir.

J'entends bien que parmi ces volontaires il y a beaucoup de Canadiens récents, nés en Angleterre ou fils d'émigrants. Tous ne sont pas du sang des trappeurs ou des Peaux-Rouges ; c'est entendu, mais autour de ces types accusés se groupent leurs variétés, leurs nuances et leurs mélanges. Sans qu'ils soient tous des coureurs de bois, c'est un fait qu'ils manquent de la discipline froide, méthodique de l'Anglais, et qu'en revanche ils sont plus que lui délurés, entreprenants, ingénieux dans l'attaque. Et puis, à les observer, combien apparaissent de vieux traits tenaces !

J'examinais dans un vaste dépôt en plein air leurs voitures d'équipages militaires, toutes marquées de la feuille d'érable, quand mon

regard tomba sur une petite tente dressée, dont la toile était barbouillée de hachures bizarres peintes en vert.

— Qu'est cela ? dis-je.

— Une tente d'officier canadien.

— Mais ces signes verdâtres ?

— Oh ! rien. On a camouflé la toile pour que, vue de haut, elle se confonde avec les prés et les bois.

— Pardon ! n'avez-vous pas un Canadien avec qui je puisse causer ?

Je venais de reconnaître au milieu d'hiéroglyphes variés une tête de chat, dont j'ignore le sens, la main noire, popularisée chez nous par les romans de Stevenson et, ce qui m'intéressait plus, le signe de Svastika, symbole au nom indien, emblème de bon augure bien connu des archéologues.

Chacun a ses manies. Ces deux branches coudées qui se croisent, ce talisman qui nous vient du fond des âges enchante mon esprit et j'avais jadis voulu que *Svastika* fût le titre et la pensée centrale de la *Colline Inspirée*.

Un jeune soldat du pays de Québec que l'on venait d'appeler, me dit en excellent français, avec l'accent normand, que c'était un dessin qu'on mettait pour s'assurer la chance.

C'est la première fois que ce vieux talisman, qui nous est venu du plus lointain des âges et que les menuisiers de Lorraine, il y a une centaine d'années, mettaient encore par tradition au fond de leurs armoires, a été senti, pensé devant moi comme un signe vivant (1).

J'ai continué ma conversation avec mon Canadien.

— Dites-moi, comment l'idée vous est-elle venue de venir faire ici le coup de fusil contre les Boches ?

— Eh ! me dit-il, il fallait bien venir en aide aux Français et aux Anglais.

Cela était dit d'un ton solide et franc, par un homme qui connaît sa force et qui a pesé sa résolution. L'Angleterre nous amène là de bien beaux soldats.

Mais je donnerais d'eux une idée imparfaite si, après avoir noté qu'ils ont recueilli le vieux génie individualiste de la Prairie, je ne célébrais leur solidité et cette cohésion dont ils donnèrent la preuve la plus glorieuse à Steenstraete, le soir du 22 avril.

C'est ce soir-là (au début de la seconde bataille d'Ypres), que les Allemands employèrent pour la première fois les gaz asphyxiants. Vers cinq heures de l'après-midi,

(1) Voir note page 299.

d'épaisses fumées jaunes sortirent de leurs tranchées entre Langemark et Bixschoote et commencèrent de glisser sur la division française qui occupait le terrain de Steenstraete jusqu'à la route de Poelcapelle. Au premier moment, personne ne se rendait compte de ce qui arrivait. La fumée et les vapeurs cachaient tout et des centaines d'hommes entraient dans le coma, de telle sorte qu'en l'espace d'une heure toute la position que nous occupions se trouva conquise par la mort. Un trou s'ouvrait, la brèche était faite.

Le maréchal French écrit : « Après toutes les preuves que nos braves alliés ont données de leur courage et de leur ténacité dans tant de situations difficiles, où ils se sont trouvés au cours de cette campagne, toutes les considérations seraient superflues. Mais je tiens à exprimer ici la conviction que s'il y avait au monde des troupes capables de tenir leurs tranchées sous une attaque aussi perfide et aussi inattendue, la division française aurait tenu (1). »

(1) *J'ai reçu le billet suivant :*

« Monsieur Maurice Barrès, Les Belges qui ont lu le compte rendu de votre visite aux Anglais *Les Canadiens*, réclament ou une visite ou une petite correction. Le jour où les Canadiens luttaient à droite des Français pour enrayer l'avance boche due aux gaz asphyxiants, les grenadiers et les

En arrière de ce trou, dans cette brèche ouverte au milieu de nos rangs par les fumées mortelles, se trouvaient une quarantaine de pièces désormais sans couverture. Leurs officiers et leurs servants se firent tuer dessus. Un officier demeuré seul tira le dernier coup. Ce sacrifice héroïque donna le temps à un régiment d'arriver et de contre-attaquer, pendant que les Canadiens contre-attaquaient eux-mêmes de flanc.

Ils furent admirables, ces Canadiens. Découverts du côté français, dangereusement exposés à la plus lourde attaque de côté, ils tinrent bon. Cette ténacité et leur offensive immédiate ont évité un désastre.

Au milieu d'eux s'étaient jetés quelques Français, de ceux que le gaz n'avait pu saisir et terrasser. Puisque cette force d'enfer les obligeait à quitter le terrain, ils couraient sur leur gauche continuer la bataille. L'un de ces réfugiés était un chef de bataillon. Les chevaleresques Canadiens voulurent qu'il prît le carabiniers de l'armée belge se faisaient exterminer pour boucher le trou sombre de Steenstraete.

» *Le capitaine belge*

» J. JACOBY. »

J'ai répondu à notre ami et allié :

« Mon capitaine, je vous remercie de m'aider à réparer l'injustice que je semblais faire à nos vaillants amis de Belgique aimés et admirés de tous les Français. »

commandement. Alors, se tournant vers la poignée de tirailleurs, de zouaves et de turcos qu'il avait ralliés, il leur cria : « Faisons voir à ces braves Canadiens comment sait mourir un soldat français. »

Je m'excuse de ne pas connaître le nom de ce héros, dont l'histoire me fut racontée chez les Anglais. Le jour où nous élèverons, à l'est d'Ypres, une colonne à la gloire des Canadiens, il y faudra inscrire le nom du Français qui eut l'honneur de tomber, avec leurs chefs, à leur tête (1).

(1) Voir note page 300.

NOTE DE LA PAGE 296. — *C'est la première fois que ce vieux talisman..... a été senti, pensé devant moi comme un signe vivant.*

Sur cette phrase j'ai reçu, en date du 2 septembre 1915, une lettre portant dans un angle du papier le signe mystérieux, et cette lettre donnait un son qui m'a trop plu pour que l'ayant éveillé je n'essaie pas de le faire retentir chez de nouveaux lecteurs.

Cette lettre n'était pas signée. Puisse-t-elle passer sous les yeux de celui qui la traça et que je désire connaître. La voici sans que j'y change un seul mot.

2 septembre 1915.

« *Ce talisman enchante mon esprit.* »

» Monsieur BARRÈS,

» Si, peu avant la guerre, le hasard de vos pérégrinations vous avait conduit en une verte vallée d'Argonne, depuis glorieusement célèbre, si vous étiez entré en une petite tuilerie blottie au pied d'une agreste chalaide, vous auriez pu, sur quelques-unes des tuiles, de ces bonnes tuiles creuses, lorraines, imbrices, toujours restées romaines, remarquer nettement empreint en leur pâte molle votre cher Svastika.

» Le tuilier qui bien souvent avait « senti, pensé » ce signe gravé sur les boucles mérovingiennes, inscrit sur la pause des vases carolingiens qu'il avait effossés de nos vieilles nécropoles de Lorraine, l'avait fidèlement reproduit.

» — Était-ce pour s'assurer de la chance? — Peut-être.

» Il était heureux époux et père. Sa tuilerie prospérait.

» La guerre est venue; comme les autres, avant les autres, il est parti.

» La tuilerie est presque détruite, lui a versé son sang. Éclaté, il est rentré à son dépôt, en cette Bretagne imprégnée des souvenirs et des traditions des Celtes aryens fervents du Svastika.

» Sur le fond de sa gamelle et de son « quart » (prosaïques mais si indispensables ustensiles), pour les reconnaître en cas de chapardage, qu'a-t-il tracé? Son cher symbole de bon augure.

» Avant-hier (comme tous les soirs), lisant votre premier-Écho, il a tressailli de saine allégresse en voyant que comme le vôtre son esprit fut enchanté... et il ne peut s'empêcher que de vous le dire.

» Après la guerre, si... nous en reparlerons, n'est-ce pas, Monsieur Barrès? L'ex-tuilier alors pourra vous mener chez un de ses maîtres, le « Médecin de Campagne » meusien, et là en contemplant de merveilleux objets antiques dont beaucoup portent le Signe, vous pourrez lire de savoureuses pages inédites, écrites par le vieux docteur pour la glorification de notre Svastika.

» *L'enraciné d'Argonne.*

» 161^e d'infanterie. »

J'accepte avec empressement l'aimable rendez-vous.

NOTE DE LA PAGE 300. — *Je m'excuse de ne pas connaître le nom de ce héros...*

Voici deux lettres que je reçois et qui éclairent ce problème :

« *Le colonel Bourgeois, commandant le 8^e régiment de marche de tirailleurs indigènes.*

» Le 31 août 1915.

» En lisant votre article « Les Canadiens », *Écho de Paris* du 30 août 1915, je constate le légitime orgueil dont vous

faites preuve, en citant l'action héroïque accomplie au milieu des troupes canadiennes par un chef de bataillon de turcos.

» Je commandais alors le 1^{er} tirailleurs de marche, et le 22 au soir (17 heures), ses deux bataillons tenaient les tranchées de première ligne entre Langemarck et Poelcapelle.

» L'action des gaz asphyxiants sur mon pauvre régiment fut foudroyante; et malgré des prodiges de valeur, de dévouement, d'abnégation, la brèche fut faite.

» Deux compagnies du 2^e bataillon purent se replier à droite sur les Canadiens; elles étaient commandées par le commandant Seguy-Villevalaix, un héros, s'il en fut, qui faisait depuis longtemps, en Algérie, au Maroc, l'admiration de ses tirailleurs par sa crânerie et son sang-froid.

» Je m'honorerai toujours d'avoir, le 22 avril au soir, commandé à de tels hommes. Nous fûmes écrasés sous la mitraille, nous fûmes anéantis. Je ne puis vous citer les pertes; elles sont effroyables.

» Il y aura long à dire après la guerre sur cette néfaste journée de Langemarck; mon devoir actuellement est de glorifier nos morts.

» Aussi ai-je tenu à vous fournir le renseignement que vous sollicitez, espérant que sous votre plume le nom du commandant Seguy-Villevalaix, du 1^{er} tirailleurs de marche, restera impérissable.

» Recevez, Monsieur, avec mes sentiments de vive gratitude, mes salutations les plus empressées.

» BOURGEOIS. »

*
*
*

« Au cantonnement, le 6 septembre 1915.

» Cher Monsieur et ami,

» Ce n'est pas sans une profonde émotion que j'ai lu votre article du 30 écoulé (*l'Écho de Paris*, Les Canadiens). Vous y parlez d'un héroïque chef de bataillon français et vous vous excusez auprès des lecteurs d'ignorer le nom de ce sublime héros.

» J'ai l'honneur de vous le faire connaître. C'est le chef de bataillon Seguy-Villevalaix Henry, qui alors commandait le 2^e bataillon de mon régiment.

» Le *Journal officiel* du 19 juin 1915 fait mention d'une citation à l'ordre de l'armée de notre tant regretté commandant.

» Je ne puis m'étendre davantage, et vous en comprenez légitimement la raison.

» Je ne voudrais clore cette lettre sans vous assurer de notre grande patience et surtout notre grande confiance dans l'issue de la lutte contre nos ennemis héréditaires. Tant pis si nous mourons pourvu que : Vive la France !

» Recevez, cher Monsieur et ami, mes bien respectueuses salutations.

» A. DOMENGE,

» Secrétaire du 2^e bataillon,

» 1^{er} tirailleurs de marche,

» S. P. 68. »

XL

UNE VISITE A L'ARMÉE ANGLAISE

IV

LES SOLDATS DE LA MÉTROPOLE

31 Août 1915.

J'ai insisté sur le plaisir que j'avais pris à voir ces Indiens et ces Canadiens dans nos plaines du Nord. Quand ils défilent sous les arbres d'une route de France, pour nous qu'ils

viennent secourir et qui les regardons, émus et songeurs, ne sont-ce pas des minutes chargées de siècles ? Que d'idées dans un tel tableau ! Toutes les guerres de tous les temps, tous les grands thèmes de l'histoire y semblent pressés, roulés, et se mettent à chanter indéfiniment dans notre esprit. Mais, plus encore que sa bigarrure, admirons la force de l'armée anglaise, et portons notre regard sur ce qui fait le centre, le lien, la pierre angulaire de ces divisions indiennes, canadiennes, australiennes et de la Nouvelle-Zélande ; venons aux soldats de la métropole.

Que de fois je les ai rencontrés, au cours de cette semaine, les jeunes soldats de la vieille Angleterre, allant et venant de leurs cantonnements à leurs tranchées : figures rouge brique et baignées de sueur, démarche élastique, toujours au pas, impassibles, effroyablement chargés, et les officiers, jusqu'au colonel excepté, à pied aussi et portant le sac. Et puis, derrière eux, les solides voitures, les mules, l'immense bel ordre de leurs services.

J'ai assisté à deux de leurs revues-parades. La première, quand lord Kitchener et Milerand visitèrent ensemble le Pas-de-Calais ; une seconde où nous avons eu l'honneur de passer,

le chapeau à la main, dans les rangs d'une superbe division nouvellement débarquée. L'excellence d'un matériel entièrement neuf et la bonne volonté des âmes frappaient avec la force de l'évidence. Nous étions là quatre Français. Quand nous allions partir, le général anglais a commandé :

— Chapeau bas.

Tous les soldats ont enlevé leurs coiffures.

Il a crié :

— Vive la France !

Ils ont mis leurs casquettes au bout de leurs fusils et poussé de longs hourras pour la France.

Cela se passait dans une prairie française, entre un village et un petit bois. Les gens du village, curé et maire au centre, rangés à l'orée du bois, assistaient le cœur battant, les yeux mouillés à ce grand spectacle prometteur de victoire.

Un autre jour, j'ai visité leurs écoles de cadets et de mitrailleurs. C'est un grand problème, celui de la formation de l'officier. Il se pose chez les Allemands, chez les Anglais, chez les Russes, chez les Français. On écrirait un chapitre d'un prodigieux intérêt si l'on était à même de tout savoir et de tout dire sur la manière dont chacune des nations

engagées dans cette guerre meurtrière répare ses cadres et recrute ses officiers. Les Anglais ont leurs cadets qui sont analogues à nos aspirants officiers.

— Vous, un tel, disent-ils dans la tranchée à un élève d'Oxford, d'Eton, de Cambridge, voulez-vous devenir officier ?

S'il accepte, il s'en va en arrière, à quelques kilomètres des lignes de bataille, dans une installation de fortune, où rapidement on lui donne la petite science de cette guerre-ci.

J'ai vu ces jeunes gens couchés sous un arbre, à plat ventre dans l'herbe, écouter un officier qui, debout, au milieu d'eux, leur expliquait le mécanisme d'une grenade. Il la démontait, ils se la passaient de main en main et prenaient des notes. Plus loin, sous une large charmille, un groupe s'exerçait à placer et à déplacer avec rapidité une mitrailleuse. A cent mètres de là, une troisième équipe, divisée en Anglais et « Allemands », s'était terrée dans deux lignes adverses, et, avec une superbe excitation, toute trempée de sueur, s'exerçait, je n'ose dire jouait aux tranchées.

Quel spectacle inoubliable ! Cette triomphante journée de chaleur et ce vieux parc cherchent à nous dire qu'il n'y a rien, dans

la vie, qui vaille les plaisirs de la jeunesse ; mais sous ces grands arbres dignes du *Songe d'une Nuit d'été*, les jeunes gens de Shakespeare, fermés à ce qui n'est pas leur devoir, acceptent avec calme une destinée tragique.

Je vous dis ce que j'ai vu et naturellement ce n'est que l'écorce. Tout en circulant, je causais avec mes guides éminents. J'ai cherché à savoir le moral, le tour d'esprit, la raison et les sentiments de ces soldats anglais.

— Le soldat anglais est un bon garçon, me dit un de leurs généraux... Il faut que l'officier se mêle avec ses hommes... Voyez-vous (ici le général dessine du pouce sur la nappe un demi-cercle) les trente officiers sont toujours devant un tribunal composé de leurs mille soldats. Chacun des soldats observe continuellement ses chefs, connaît leurs qualités et leurs défauts. Il faut aussi que le chef connaisse le nom, le prénom, le pays d'origine, les manières d'être de chacun de ses hommes. Ainsi l'officier anglais, poussé au type (et il faut tenir compte de toutes les corrections qu'une telle guerre apporte à des formules trop tranchées) me semble un aristocrate qui s'accommode avec plaisir des familiarités cordiales que le sport entraîne entre ceux qui s'y adonnent avec passion. Il sait que tout sport

a pour conséquence immédiate un classement des joueurs d'après leur valeur sportive.

J'en veux savoir plus. Je demande :

— Quel est le ressort de vos hommes ? Pour qui, pour quoi se battent-ils ?

Tout ce qu'on me répond se ramène à peu près à ceci :

— Le soldat français se bat pour la gloire ; l'Anglais, pour le devoir.

Quand on est au milieu d'une armée, on entend raconter des faits d'armes. En voici deux que l'on m'a cités à plusieurs reprises :

Un vieux sergent rengagé voit le gaz asphyxiant s'avancer en volutes des tranchées ennemies vers sa section. Il dit que des soldats anglais ne doivent pas fuir devant des nuages et qu'il se fait fort de tenir. Ses hommes, à demi-asphyxiés, se retirent. Il reste seul. N'y pouvant plus tenir, il s'avise de monter sur un petit mur où il échappe au gaz lourd qui traîne sur le sol. Au bout d'une heure, voici qu'il voit arriver la première patrouille allemande, six hommes commandés par un officier, qui viennent avec précaution s'assurer du bon effet des gaz. Il les laisse s'approcher à bonne portée, et, tranquille comme au stand, les dégringole à coups de fusil l'un après l'autre, sauf l'officier qu'il

fait prisonnier. A ce moment, tout de même, il dut se retirer en poussant devant lui l'Allemand. Le lendemain, son général lui ayant demandé s'il désirait en récompense une faveur spéciale, il sollicita d'aller rechercher sa mitrailleuse, qu'il avait volontairement faussée lui-même, au moment où il avait dû l'abandonner.

Tel est le récit que l'on me fait. Je le compare avec la rédaction que donne du même fait le maréchal French dans son rapport officiel du 15 juin : « A lui tout seul, le soldat Lynn maintint sa mitrailleuse en action durant le temps où les gaz avançaient. Il la hissa même sur le parapet pour avoir un meilleur champ de tir. Bien que presque suffoqué par le gaz, il lança des volées de plomb contre l'ennemi et arrêta l'attaque. On l'emporta dans un réduit ; mais, en entendant qu'une autre attaque était imminente, il essaya de retourner à son canon. Vingt-quatre heures plus tard, il mourait dans d'horribles souffrances ».

Voilà donc un acte qui a frappé l'imagination de l'armée anglaise. En huit jours on me l'a racontée plusieurs fois, et le maréchal French lui fait place dans son rapport, où il ne recueille que trois exemples de bravoure.

Ni la version officielle, ni la version légendaire n'ont de ces mots à panache comme il nous en vient de la tranchée ou des « ordres à l'armée ». Ce que les Anglais me paraissent honorer dans ce fait d'armes, c'est l'abnégation d'un homme qui remplit son devoir et c'est l'excellence sportive.

C'est encore à ce point de vue que se plaçaient, ce me semble, ceux qui me racontaient la superbe prouesse que voici d'un aviateur :

Un tout jeune officier devait aller bombarder un croisement important de voies ferrées. Pour être bien sûr de ne pas manquer son but, il descendit malgré la fusillade jusqu'à 50 mètres environ du point indiqué. Mais ainsi qu'il l'avait prévu, quand il laissa tomber sa bombe, le déplacement de l'air produit par l'explosion retourna à moitié son appareil et l'obligea à rester un temps assez long à très peu de hauteur, ce qui permit aux Allemands de lui tirer dessus. Son avion fut criblé de balles et lui-même atteint dans les reins. La douleur était telle que tandis qu'il s'efforçait à regagner ses lignes, il ne pouvait pas voler au-dessus de 100 mètres sans être pris de vertige. Il parcourut ainsi 30 kilomètres jusqu'à son camp d'aviation où il eut l'énergie de faire un atterrissage impeccable. Il rendit

compte de sa mission et déclara notamment qu'à la minute où il était si bas au-dessus de la gare, les gens du pays, depuis leurs fenêtres et dans les rues, agitaient leurs mouchoirs et l'applaudissaient. Quelques heures après, il était mort.

De tels exploits militaires pourraient être accomplis dans toutes les nations. Ce qui est particulier, c'est la manière dont les Anglais qui me les racontent mettent au-dessus de tout la bravoure, calme, froide, à toute épreuve. A leur jugement, ce sont là les qualités maîtresses d'un homme.

Au reste, les armées anglaises ont beaucoup varié depuis le début de la guerre. L'armée du début, « la misérable petite armée », était faite de magnifiques soldats de carrière, ayant quatre ou cinq ans de présence au service, très rompus à la discipline, excellents manœuvriers, tireurs de premier ordre, cavaliers accomplis. Les territoriaux et les hommes de la réserve spéciale, qui sont venus après, n'avaient plus cette discipline exacte, mais les égalaient en bravoure. La mitraille a fauché tout cela. C'est alors que Lord Kitchener, avec son puissant prestige sur l'imagination, entreprit la tâche de faire face à une guerre, dont il dit qu'elle pourrait durer plusieurs années. Il

commença le magnifique effort progressif qui demeurera dans l'histoire le miracle anglais, aussi bien que la victoire de la Marne est le miracle français.

Kitchener a trouvé des officiers dans les classes moyennes et dans l'aristocratie ; il a enrôlé de bonne volonté toute l'élite des jeunes gens, au point qu'à ceux qui restent dans le civil l'opinion fait honte. Ces volontaires sont animés, plus qu'aucun des soldats qui les ont précédés, par un sentiment moral qui les a persuadés de sortir de leur bien-être pour se faire tuer. Pourquoi sont-ils venus en France ? Ils le comprennent plus complètement chaque jour. Ils distinguent à cette minute que l'Angleterre et leurs intérêts propres sont en péril ; mais, au départ, ils venaient simplement parce que Kitchener, en qui ils ont confiance, leur disait que c'était leur devoir.

Un membre du Parlement, le lieutenant-colonel Henry Page Croft, écrit dans le *Times* que trois millions d'hommes se sont engagés volontairement. Là-dessus il y en a deux millions qu'une idée pure a décidés ; ce ne sont que les derniers qui plus récemment ont pu comprendre que leur pays courait un danger immédiat. Une moralité d'une valeur tout exceptionnelle éclate dans cette armée, et ne

fallait-il pas cette bonne volonté magnifique pour que ces instructeurs pussent faire, en six ou huit mois, de l'homme assez lourd et individuel qu'est l'Anglais, la machine souple que doit être le soldat d'aujourd'hui?

Quelques sceptiques, incomplètement renseignés, me parleront ici du bien-être matériel, du confortable dont jouissent les soldats anglais. C'est en effet intéressant à examiner. J'ai pris des notes et nous allons voir comment, dans l'armée de Kitchener, le plus large confort s'associe à l'excellence des armes et comment le matériel vient en abondance au secours du moral.

XLI

UNE VISITE A L'ARMÉE ANGLAISE

V

LES SERVICES D'ARRIÈRE

1^{er} Septembre 1915.

Derrière ses lignes de combattants, au loin jusqu'à la Seine, l'armée anglaise étend ses services et s'appuie sur de puissantes installations, déjà célèbres par leur richesse et leur bel ordre.

Pendant une semaine, de neuf heures du matin à sept heures du soir, j'ai visité des écoles d'instruction, des centres d'aviation, des hôpitaux sur chalands, des trains d'ambulance, des convois d'ambulance automobile, des camps de convalescents, des ateliers de camions automobiles, des dépôts d'infanterie et de cavalerie, des hôpitaux de chevaux, d'immenses approvisionnements de tous ordres. Cette installation formidable, improvisée en si peu de mois, fonctionne d'une manière prodigieuse. C'est du moins l'opinion des Français qui étudient les choses depuis une année et que j'ai consultés. Et pour ma part, ce que j'ai pu voir m'a émerveillé. Aux heures des repas, nous nous arrêtions chez quelque chef, qui nous faisait l'honneur de nous recevoir à sa table avec son état-major. Nous étions là devant des généraux qui sont, en même temps que des hommes de guerre, de grands administrateurs formés aux Indes, en Egypte, au Cap, habitués à soigner les préparations d'une campagne et à ne plaindre ni la dépense, ni leur peine pour établir les bases d'une longue action militaire. Leur conversation nous aidait à comprendre ce que nous avions vu. J'admirais leur paisible confiance dans la souveraine puissance de la Grande-Bretagne. C'était tou-

jours le même raisonnement : « Nous autres Anglais, nous ne savions pas cette guerre-là. Elle s'apprend. Nous sommes lents à nous mettre en route, mais nous y sommes, et aujourd'hui rien ne peut nous arrêter... »

On se levait de table ; ils se remettaient à leur travail, poursuivi fort avant dans la nuit ; nous remontions en voiture, pour voir de nouveaux camps, de nouveaux magasins, de nouvelles richesses.

Je voudrais les énumérer, les situer et les décrire, et vous dénombrer les abondances d'habillements, de vivres, d'armes et de munitions (celles-ci chaque jour plus nombreuses) qui s'y accumulent. Des chiffres vaudraient mieux que des adjectifs pour vous donner une idée de ce fleuve de richesses continuellement versées avec le plus bel ordre sur l'arrière des armées britanniques. Mais je n'écris pas le Guide des aviatiks allemands.

D'ailleurs, rien ne remplacerait la vue directe de ces grandes « villes blanches » (leurs camps et leurs hôpitaux sous la tente) créées en pleine campagne, de ces voies ferrées agrandies, de ces suites interminables de docks. Ah ! lecteurs, si vous m'aviez accompagné, quelle confiance de victoire mettraient en vous ces accumulations qui semblent pré-

vues pour entretenir des millions de soldats.

Voici, autant que je puisse parler, ce qui a surnagé dans mon esprit.

D'abord la plus grande admiration pour le service sanitaire. Les Anglais n'avaient pas l'obligation gênante d'employer un matériel et des règlements vieillis ; ils se sont outillés (en choses et en hommes) à la mesure de cette guerre. Ces problèmes dont nous nous tirons péniblement et chétivement, que nous n'avons pas pensés d'ensemble, mais par une série d'expédients et, maintenant encore, d'une manière mesquine, ils les règlent sous l'impulsion d'un seul homme responsable, le directeur du service de santé, et avec une magnificence d'argent inouïe.

En principe, ils ne veulent pas de casernes. Le combattant doit vivre et être soigné sous la tente. Il respire mieux, la propreté s'obtient plus complètement ; la vermine est facile à chasser, chaque matin, on brûle tout. Je dis *tout*, sans aucune odeur. Dans le camp, qu'il soit caserne ou hôpital, des fleurs égayent le regard. Il paraît qu'elles font un grand plaisir au soldat anglais.

Dans un de ces camps-hôpitaux, j'admirais de magnifiques tentes. On m'a dit qu'elles viennent du camp du couronnement aux

Indes. Et l'hiver ? Elles sont chauffées par des poêles.

J'ai été ébloui par leurs dépôts d'éclopés. Là viennent ceux des soldats qui ont besoin de se raffermir par trois semaines de repos. A leur arrivée, c'est une désinfection vigoureuse : l'homme passe à la douche et au bain, les vêtements à l'étuve. Ce premier stade de purification franchi, le voilà habillé coquettement d'une chemise blanche à col mou, avec cravate rouge, d'une veste bleue au revers blanc et d'un pantalon bleu. On le mène dans un paradis, dans un jardin semé de tentes-dortoirs, de tentes-réfectoires et de fleurs et de bancs. Il y trouve des tennis, voire un dentiste, voire un pédicure. Et le menu ! Et les égards !

Le général avec qui je me promène rencontre sur son chemin un vieux soldat qui a fait dans les rangs français la guerre de 70. Présentation, brève causerie sur le ton le plus simple.

— Écoute, lui dit pour finir le Général, après cette guerre-ci, tu devras te reposer et te marier.

L'éclopé rit en ouvrant une bouche immense.

Je ne vais pas jusqu'à vous dire que dans

les dépôts d'éclopés de l'armée anglaise on fait des mariages. Retenez qu'on s'applique à y rendre la vie douce au soldat fatigué.

— Nous voulons, me dit le général, qu'en retournant dans la tranchée, il dise aux camarades : « Tu sais, si tu es malade ou blessé, à l'hôpital, on est rudement bien. »

C'est sur un principe tout différent qu'en France nous nous réglons. Je revois en esprit le dépôt de la Courneuve, à Aubervilliers.

Il faut encore noter que dans leurs trains-ambulances et dans leurs hôpitaux, les infirmiers et infirmières sont très bien logés, nourris et payés. « Ils travaillent, ils doivent se reposer. »

J'aime recueillir ces brèves formules. Elles vous donnent la contre-partie d'une boutade qui a fait le tour de l'Angleterre et de la France. « Oui, c'est bien, mais que penseriez-vous d'un peu moins de confitures et d'un peu plus de munitions ? »

C'est un fait que l'Anglais ne marche que bien nourri. Au Transvaal, un des premiers soins de lord Roberts a été de reconstituer les services d'intendance. Les soldats ont eu leur roastbeef, ils se sont bien battus. Leur organisme ne résiste pas comme le nôtre à la privation. Et puis quoi ! Ils ont des cou-

tumes, des mœurs, des traditions. Leurs chefs y sentiraient-ils des inconvénients qu'ils auraient tout de même à les accepter. Il faut prendre les peuples comme ils sont et tirer d'eux le meilleur parti.

Un général fait une inspection de détail et demande à l'officier gestionnaire :

— Que disent les hommes ?

— Ils voudraient un peu plus de légumes et moins de viande.

— C'est bien. Quoi encore ?

— Ils se plaignent qu'on leur donne toujours la même confiture ;

Et le général a répondu :

— Il faudra y veiller.

Le Français qui assistait à cette conversation ne put en cacher son léger scandale. « Comment, dit-il au général quand ils se trouvèrent seuls, voilà des hommes qui ont chacun leur quart de confiture par jour et des meilleures marques, et vous vous préoccupez du fait que c'est de la fraise ! Vous notez de leur procurer des prunes et des cerises ?... »

Et l'Anglais de répondre :

— Au moment où ils se sont engagés, ils ont reçu l'assurance qu'ils seraient nourris conformément à un programme-type que nous leur avons soumis. Il faut le remplir.

Autre histoire entre mille :

Dans un grand dépôt de pièces mécaniques, cinq ou six Anglais, en raison de principes plus ou moins bien établis, refusent de se laisser vacciner contre la typhoïde. Le commandant du dépôt crut devoir les faire vivre à part, sous le prétexte qu'ils pouvaient constituer un danger pour les autres. Mais une série de lettres arrivèrent d'Angleterre, écrites par les familles aux autorités supérieures et disant que ces hommes, au moment où ils avaient signé le contrat, n'avaient pas pris l'engagement de se faire vacciner.

Et le général leur a donné raison.

Les soldats anglais se sont engagés à bien servir et s'il le faut à se faire tuer. Mais le Gouvernement s'est engagé à les payer, à les nourrir et à leur accorder le maximum de liberté que l'état de guerre permet. C'est une double série d'engagements pris de part et d'autre en toute liberté et que l'on s'applique à tenir en bonne foi. Y manquer, de la part des chefs militaires, ce serait tarir la source du recrutement.

Tout ceci conduit à regarder les intérieurs de cette administration, les chefs qui mènent ce chef-d'œuvre.

Je n'ai pas le droit de vous faire le portrait

des hommes supérieurs auprès de qui j'ai été introduit. Entrez pourtant avec moi chez l'un de ces généraux, l'un des plus hauts, dont le champ d'action est très vaste.

Une petite pièce nue, le téléphone, de longues tables faites de bois blanc, à peine rabotées, campées sur des chevalets. Là-dessus, des cartes. Sur le côté, un petit fourneau de fonte (du type qu'ils emploient par milliers sous les tentes de leurs blessés). Notre hôte parle, nous donne tous les chiffres, avec une confiance, un sérieux, une absence de tout pédantisme professionnel, le ton simple d'un gentleman.

— Beaucoup de paperasseries ? lui disons-nous.

Il se lève, va au petit fourneau de fonte, l'ouvre et dit avec un geste expressif :

— La paperasserie, en temps de guerre, est là.

Tout au long de ce voyage, je suis frappé de cette parfaite simplicité. Je cherche à quoi la comparer. Ce sont les manières d'un grand propriétaire anglais nous faisant visiter son château, ses écuries, ses serres, ses fermes. Jamais de bruit ni d'embarras. Nous traversons un dépôt de chevaux ; pas d'injures ni de coups des palefreniers à leurs bêtes. Celles-ci

ne se cabrent pas, ne ruent. Sous leurs cavaliers elles ne piaffent pas. Je songe à nos brillants maréchaux des logis, et comme je m'étonne : « A quoi bon, monsieur Barrès ? Ce sont des mouvements inutiles. Puisqu'elles sont dressées, elles n'ont pas à bouger pour rien. » Encore un mot que je retiens.

Ce qui frappe le plus quand on est au milieu de ces Anglais, c'est que chacun d'eux, officier et soldat, accomplit sa besogne dans le calme, avec une complète sérénité, sans se préoccuper de ce que fait le voisin, n'ayant d'autre souci que de réussir l'œuvre grande ou petite qui lui a été confiée. Un esprit d'optimisme calme et sans forfanterie. Ils ont l'esprit libre, et la machine a l'air de rouler toute seule.

Pourtant quelques Anglais, qui apprécient notre force nerveuse et nos généreuses inquiétudes, voudraient mettre à leurs compatriotes plus de diable au corps.

XLII

UNE VISITE A L'ARMÉE ANGLAISE

VI

L'EFFORT ANGLAIS NE PEUT ÊTRE UN DEMI-EFFORT

2 Septembre 1915.

Je souhaite que j'aie pu, lecteurs, vous communiquer l'émotion, le plaisir que j'éprouvais à voir la richesse, le bel ordre et le sérieux des forces anglaises dans le Nord. Pour conclure ce récit des impressions d'un promeneur, il me faudrait ouvrir mes dossiers et vous donner des chiffres détaillés. Combien les Anglais ont-ils débarqué de soldats sur notre territoire et quelle longueur du front occupent-ils? Mais on ne parle pas à son aise d'une armée en campagne. Tenons-nous aux déclarations que j'ai déjà rapportées du lieutenant-colonel Henri Page Croft. Ce parlementaire écrit dans le *Times* que trois millions d'hommes se sont engagés volontairement. On sait d'ailleurs qu'environ un million de ces soldats sont aujourd'hui en Belgique et en France. Saisissant résultat d'un effort prodigieux!

Comment la « misérable petite armée », en douze mois, au milieu de l'incessante bataille, et quand elle a rempli, hélas ! de ses héros nos cimetières, s'est-elle ainsi décuplée ? C'est un chef-d'œuvre, un miracle de volonté et de méthode, et voilà justifié le mot de Lord Kitchener : « Le monde sera étonné ».

Mais le but de cette guerre n'est pas que l'Angleterre, non plus qu'aucun des Alliés, étouffe d'admiration l'univers. Le but de cette guerre est la destruction de l'Empire allemand. Il ne suffit pas que la France soit sortie du cloaque belle comme une créature céleste, ni que la Russie héroïque abatte à coups de hache des Allemands chargés d'armes et de munitions, ni que les Anglais fassent dix fois plus qu'ils n'avaient promis. Une seule chose importe : la victoire, qui nous sauvera de la mort.

Voilà ce que comprennent tous les officiers de l'armée anglaise. Et tandis qu'on admire ce qu'ils ont déjà réalisé, ils se taisent, songeant à mieux faire.

Je ne devais pas me borner, bien que ce fût l'essentiel de ma mission, à regarder ce qui est acquis. Après que j'eus examiné ce qui déjà travaille pour le salut du monde, je me suis inquiété de connaître les vues de ces

hommes éminents et comment ils construisent dans leur esprit l'avenir de cette guerre.

Quelle tâche s'attribuent nos puissants alliés ? Jusqu'où veulent-ils pousser leurs armements, ce colossal effort ? Je me le demande, et tout le jour, à travers les conversations, je cherchais à comprendre le rôle que veut assumer demain l'Angleterre.

Pour être bien sûr de rester dans le fil du courant que je désire vous faire connaître, je ne me fierai pas aux raisons que ma mémoire a conservées ; j'emprunterai l'expression de cette manière de penser à un récent article du *Morning Post* du 29 juillet.

« Ne nous berçons pas par des phrases telles que : « Nous faisons notre devoir. » La victoire est la seule chose qui compte. Nous ne serons nullement consolés, si nous sommes vaincus, par la conviction que « nous avons fait tout ce que nos alliés étaient en droit d'attendre. »

» Mais même sur ce terrain, où en sommes-nous ?

» La France a une population de 36 millions d'habitants. L'Angleterre, sans comprendre les colonies et le reste de l'Empire, compte 46 millions d'habitants. Sur l'ensemble des divers théâtres d'opération, nous

n'avons pas engagé 40 0/0 des effectifs fournis par les Français. Si nous parlons seulement de la France et des Flandres, nos forces ne représentent que 28 0/0 des leurs.

» Avec notre population, nous aurions dû mettre en campagne autant d'hommes que la France, et nous aurions triomphé. La lutte eût été sans espoir pour l'Allemagne. Nous ne faisons pas notre devoir.

» Si nous comparons maintenant le front occupé, nous tenons seulement un sixième de la ligne défendue par les Français. La proportion des lignes est donc pire encore que celle des effectifs. Pourquoi cela ? Est-ce donc que les munitions nécessaires pour les Flandres ont été envoyées aux Dardanelles ? Avons-nous peur d'engager nos troupes, parce que nous manquons de réserves ?

» Il ne doit pas y avoir de demi-mesures dans notre effort. Que penserait-on d'un homme qui lutterait pour sa vie d'une seule main et en donnant seulement la moitié de sa force ? L'Allemagne sait qu'il s'agit d'une lutte à mort ; elle pèse de tout son poids dans la balance. Toutes les forces de notre nation doivent être tendues vers la victoire.

» Il n'y a pas de « raccourci ». Nous ne verrons pas la Bulgarie, la Roumanie ni la

Grèce entrer en lice ; nous ne verrons pas la Russie, la France ni l'Italie faire des miracles. Nous avons de bons alliés, de magnifiques alliés ; ils combattent de toutes leurs forces. Pour bien faire, nous devons combattre, nous aussi, de toutes nos forces, comme si nous étions seuls... »

J'ai voulu citer ce long raisonnement pour montrer que ces armements et ces outillages, que j'ai tant admirés, n'apparaissent pourtant, aux yeux de nombreux Anglais et de tous leurs officiers, que comme un demi-effort.

Souvenons-nous que l'Angleterre, c'est le grand pays où l'on aime vouloir, et persister dans son vouloir, où le héros national Robinson Crusoë, qui n'avait d'abord qu'une misérable petite boîte d'outils, sut fortifier son cœur et durement travailler afin de dominer les circonstances défavorables. Derrière les forces militaires et industrielles que l'on me montrait, j'ai distingué une énergie spirituelle qui leur est encore supérieure. L'indomptable patience de la race anglaise, son invincible volonté de ne jamais céder combattent étroitement associées à nos puissances d'élan. Volonté anglaise, enthousiasme français, ce génie de chaleur, ce génie de froide persistance briseront l'organisation ger-

manique qui les nie, qui les hait, qui les voudrait détruire.

Nous combattons, nous voulons vaincre pour maintenir la France et toutes ces riches variétés de la civilisation que l'Allemagne, affolée par la Prusse, voudrait unifier. J'ai entendu et j'ai rapporté dans mon premier article la réponse que fit le général anglais au salut cordial du maire député, mon ami, dans une petite ville du Pas-de-Calais. Il dit, ce général : « Ne nous remerciez pas de notre concours, nous nous battons pour l'Angleterre. » J'ai entendu cela avec sympathie, et j'ai bien compris que c'était une idée claire et vraie, une certaine manière courtoise de dire : « Ne prenez pas la peine de nous être reconnaissants. » Mais cette phrase, accueillie dans mon cœur, en prenait la forme, et je la leur renvoyais élargie à la mesure des sentiments que nous inspirent nos vaillants et loyaux alliés.

Quand je m'assure qu'Anglais, Russes, Italiens, Belges, Serbes mettront la camisole de force à ces fous furieux d'Austro-Allemands, je ne m'en réjouis pas seulement pour la France, mais pour la variété et la liberté du génie des peuples et pour cette noble Angleterre qui court un péril immortel, car nous croyons

fermement que le salut de l'esprit spontané du monde, dépend de la victoire des armées alliées, et nul des peuples menacés dans leur plus profonde raison d'être ne peut se contenter d'un demi-effort.

TABLE DES MATIÈRES

DIXIÈME PHASE

ENTRE LA BATAILLE D'ARTOIS ET LA BATAILLE DE CHAMPAGNE

(20 JUIN-25 SEPTEMBRE 1915)

Chapitres.	Pages.
I OÙ nous en sommes? — <i>Les Invalides de la guerre</i> (5 juillet 1915).	1
II Comment nous employons notre trésor. — <i>Les Invalides de la guerre</i> (6 juillet 1915)	10
III Ce qu'il faut faire si l'on s'intéresse à un mutilé. — <i>Les Invalides de la guerre</i> (7 juillet 1915).	18
IV La mission de Rudyard Kipling (8 juillet 1915).	30

Chapitres.		Pages.
V	De temps à autre, il faut faire le point (9 juillet 1915)	36
VI	Mot d'ordre aux patriotes (10 juillet 1915)	41
VII	L'assassin dégrisé. — <i>Un récit de la sœur Julie de Gerbéviller</i> (12 juillet 1915)	46
VIII	A rangs serrés, une jeunesse sublime... (Marcel Ferrette.) — <i>In memoriam</i> (13 juillet 1915). .	54
IX	Ce 14 Juillet (14 juillet 1915) . .	61
X	La journée de Paris (15 juillet 1915).	68
XI	Un regard sur l'année écoulée (16 juillet 1915).	77
XII	Les héros s'entr'aident. — <i>Les Invalides de la guerre</i> (17 juillet 1915).	82
XIII	Les demoiselles au pompon rouge (19 juillet 1915).	94
XIV	Les marins au cimetière de Dixmude (20 juillet 1915) . . .	104
XV	Pour des braves gens, qu'on empêche de pétitionner. — <i>Contre la Chambre qui veut brûler les morts</i> (21 juillet 1915).	116

Chapitres.		Pages.
XVI	Les blessés vont recevoir une médaille commémorative de la guerre. — <i>Sur l'insigne des blessés</i> (22 juillet 1915)	124
XVII	Ceux qui, pieusement, sont morts pour la Patrie. — <i>Contre la Chambre qui veut brûler les morts</i> (23 juillet 1915).	129
XVIII	Nos soldats demandent des musiques (24 juillet 1915)	139
XIX	Les impressions d'un homme de science sous le bombardement (26 juillet 1915)	145
XX	Chez les artistes morts pour la Patrie (27 juillet 1915).	157
XXI	Contre les Commissaires aux armées (28 juillet 1915)	163
XXII	La comparaison du piano (29 juillet 1915).	166
XXIII	L'or de la Défense nationale (30 juillet 1915).	171
XXIV	Les invalides à l'atelier. — <i>Les Invalides de la guerre</i> (31 juillet 1915)	178
XXV	Il y a un an... — <i>Le délire allemand</i> (2 août 1915)	186

Chapitres.	Pages.
XXVI	Après une année d'organisation (3 août 1915) 193
XXVII	Une année d'union sacrée. — <i>Sur les Commissaires aux</i> <i>armées</i> (4 août 1915) 199
XXVII bis	Le caporal Galli. — <i>In Memo-</i> <i>riam</i> (4 août 1915). 204
XXVIII	La commémoration des Belges (6 août 1915) 205
XXIX	La paix qui nous protégera contre tout retour offensif. — <i>Rive gauche du Rhin.</i> (8 août 1915) 214
XXX	Le mutilé au champ. — <i>Les</i> <i>Invalides de la guerre</i> (9 août 1915) 220
XXXI	Simple récit dédié au Ministre de la Guerre (10 août 1915) . . 227
XXXII	L'amitié canadienne (11 août 1915) 233
XXXIII	Le défilé des races amies de la France (12 août 1915) 241
XXXIV	Les démarches, propositions et sondages du pacifisme alle- mand (13 août 1915) 247
XXXV	Pour que nos frères, les soldats français, soient traités comme nos vaillants amis les soldats anglais et belges. — <i>Contre la</i> <i>Chambre qui veut brûler les</i> <i>morts</i> (14 août 1915) 253

Chapitres.		Pages.
XXXVI	La défense de Gerbéviller (27 août 1915).	265
XXXVII	Une visite à l'armée anglaise (26 août 1915).	275
XXXVIII	Une visite à l'armée anglaise. — II. Les Gourkas et les Sikhs (28 août 1915).	283
XXXIX	Une visite à l'armée anglaise. — III. Les Canadiens (30 août 1915)	291
XL	Une visite à l'armée anglaise. — IV. Les soldats de la métro- pole (31 août 1915).	302
XLI	Une visite à l'armée anglaise. — V. Les services d'arrière (1 ^{er} septembre 1915).	312
XLII	Une visite à l'armée anglaise. — VI. L'effort anglais ne veut pas être un demi-effort (2 septembre 1915).	322

MAURICE BARRÉS
DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE
PRÉSIDENT DE LA LIGUE DES PATRIOTES

L'AME FRANÇAISE ET LA GUERRE

SUR LE CHEMIN DE L'ASIE

201028
3/3/26

PARIS
ÉMILE-PAUL FRÈRES, ÉDITEURS
100, RUE DU FAUBOURG-SAINT-HONORÉ, 100
PLACE BEAUVAU

1918

OEUVRES DE MAURICE BARRÈS

Collection à 3 fr. 50 c.

LE CULTE DU MOI

* SOUS L'OEIL DES BARBARES	1 vol.
** UN HOMME LIBRE	—
*** LE JARDIN DE BÉRÉNICE	—

LE ROMAN DE L'ÉNERGIE NATIONALE

* LES DÉRACINÉS	1 vol.
** L'APPEL AU SOLDAT	—
*** LEURS FIGURES	—

LES BASTIONS DE L'EST

* AU SERVICE DE L'ALLEMAGNE	1 vol.
** COLETTE BAUDOCHÉ, histoire d'une jeune fille de Metz	—

L'ÂME FRANÇAISE ET LA GUERRE

* L'UNION SACRÉE (2 août-31 octobre 1914)	1 vol.
** LES SAINTS DE LA FRANCE (4 ^{er} novembre 1914-4 ^{er} janvier 1915)	—
*** LA CROIX DE GUERRE (2 janvier-11 mars 1915)	—
**** L'AMITIÉ DES TRANCHÉES (11 mars-9 mai 1915)	—
***** LES VOYAGES DE LORRAINE ET D'ARTOIS (9 mai-20 juin 1915)	—
***** POUR LES MUTILÉS (20 juin-2 septembre 1915)	—
***** SUR LE CHEMIN DE L'ASIE (4 septembre-29 novembre 1915)	—

L'ENNEMI DES LOIS	1 vol.
DU SANG, DE LA VOLUPTÉ ET DE LA MORT	—
AMORI ET DOLORI SACRUM (<i>La Mort de Venise</i>)	—
LES AMITIÉS FRANÇAISES	—
SCÈNES ET DOCTRINES DU NATIONALISME	—
LE VOYAGE DE SPARTE	—
GREGO OU LE SECRET DE TOLÈDE	—
LA COLLINE INSPIRÉE	—
HUIT JOURS CHEZ M. RENAN	—
LA GRANDE PITIÉ DES ÉGLISES DE FRANCE	—
LES FAMILLES SPIRITUELLES DE LA FRANCE	—
EN REGARDANT AU FOND DES CREVASSES	—

LES TRAITS ÉTERNELS DE LA FRANCE	Prix : 1 fr. 25
ADIEU A MORÉAS. Une brochure	Prix 1 fr. »
UN DISCOURS A METZ (15 août 1911). Une brochure	Prix 1 fr. »
DANS LE CLOAQUE	Prix 2 fr. »

Exemplaire tiré spécialement

pour l'Auteur

N° 63

D
516
P35
1916
E. 7

ONZIÈME PHASE

LA BATAILLE DE CHAMPAGNE ET L'ÉCROULEMENT DE LA SERBIE

(De Septembre 1915 au 29 novembre 1915.)

Ce volume va du 4 septembre au 1^{er} décembre 1915 et les articles que nous reproduisons (naturellement sans rien y changer), ont été publiés tandis que l'Allemagne s'engageait sur le chemin de l'Asie.

C'est l'époque où décidément nous avons vu avec clarté que dans la conduite de cette guerre nous étions toujours à la suite (voir toute la série des articles du mois de novembre 1915), ce n'était pas seulement la préparation d'avant-guerre qui nous faisait défaut. Dans l'action même, chaque jour, faute d'unité dans le commandement, les Alliés arrivaient trop tard. Lenteur d'exécution, mais aussi maigreur de conception. Quelque chose de pauvre et de court dans la

pensée. Nous avons péché par manque d'imagination chez nos chefs civils et militaires.

Nous n'étions pas sur place à temps pour empêcher l'écrasement de la Serbie. C'est le fait tragique qui domine cette période.

Le vaillant peuple serbe, qui a su contre-attaquer si courageusement l'invasisseur autrichien et, dès le mois de décembre 1914, libérer son territoire, va être pris comme dans une tenaille entre les armées austro-allemandes pourvues d'un formidable matériel de guerre, et toutes les forces fraîches de la Bulgarie déclenchées contre lui.

Dès les premiers jours de septembre, les événements diplomatiques qui ne tarderont pas d'amener l'entrée en jeu de la Bulgarie se précipitent. Le 20 septembre, on apprend à Paris la signature du protocole turco-bulgare ; le 21, la mobilisation générale est décrétée par le roi Ferdinand.

M. Venizelos, qui dirige la politique de la Grèce, répond à cette menace en demandant aux Alliés le débarquement à Salonique de 150.000 hommes, qui permettront au peuple hellène de tenir ses engagements vis-à-vis de la Serbie, et le roi Constantin signe un décret de mobilisation générale.

Les peuples de l'Entente ont résolu de tenter

militairement tout ce qui dépend d'eux pour retenir sur leur front les masses allemandes qui leur sont opposées et détourner des Balkans les coups de leurs adversaires. C'est ainsi que nous verrons les Belges, les Anglais, les Français lancer des actions de grande envergure en Artois et en Champagne, les Italiens obliger les Autrichiens à appeler les Allemands à leur secours sur le Carso, les Russes enfin tenter sur toute leur ligne un suprême effort. Cette tactique produisit ses effets, car les Allemands ne purent faire entrer en ligne contre les Serbes qu'une infanterie assez médiocre, recrutée de 18 ans, territoriaux de 45 à 50 ans. Ce fut sous le fer et le feu de ses canons, sous le nombre et la qualité toute nouvelle de ses batteries que l'Allemagne accabla la Serbie insuffisamment pourvue d'artillerie.

*
* *

L'offensive belge, anglaise et française se déclenche le 25 septembre. La flotte anglaise bombarde les positions de Westende et de Mid-delkerke.

Une nouvelle méthode de préparation aux attaques d'infanterie par une sorte de martèlement des tranchées adverses, opérée par des pièces de tous calibres, est mise en pratique

par l'artillerie française (1). Des tonnes de projectiles s'abattent sur les retranchements allemands, réduisent à rien les défenses les plus solides et bouleversent le terrain qu'ils rendent intenable.

Grâce à cette méthode, les Belges, avec des pertes insignifiantes, s'avancent sur l'Yser, les armées franco-anglaises s'emparent du château de Carleul, du cimetière de Souchez et des dernières tranchées du Labyrinthe.

En Champagne, théâtre de l'attaque principale, où la préparation d'artillerie a été plus intense encore, nos troupes pénètrent dans les lignes allemandes sur 25 kilomètres de front, et, en certains points, s'avancent, du premier bond, jusqu'à 4 kilomètres au-delà des premières tranchées, envoyant à l'arrière plus de 12.000 prisonniers.

Le lendemain, les communiqués indiquent que les Allemands se sont retirés de Souchez sur les lignes de Loos-les-Lens, comme d'Auberive et de Ville-sur-Tourbe vers le nord de Perthes. Poussant notre avantage, nous nous emparons du fortin de Beauséjour. 20.000 prisonniers, 300 officiers, 30 canons sont tombés entre nos

(1) Voir le chapitre : Notre méthode est au point (3 octobre 1915), p. 125, et encore le témoignage d'un soldat allemand, p. 143.

ains. Un officier allemand notait ce soir-là sur son carnet : « L'infanterie a éprouvé des pertes colossales ; il s'en est fallu d'un cheveu que notre ligne ait été perdue ». En effet, la pluie, le brouillard et la boue nous immobilisaient sur les importantes positions conquises.

En Artois, nos troupes s'arrêtent sur le point culminant des crêtes de Vimy, tandis que les Anglais progressent à l'est de Loos vers Hulluch et recensent 3.000 prisonniers, 21 canons, 40 mitrailleuses. Leurs bataillons avancés combattaient sur les troisièmes lignes allemandes.

Pour nous, du 24 au 29 septembre, nous avons pris près de 25.000 hommes et un matériel considérable. Sur le seul front de Champagne nos adversaires avaient perdu 121 canons.

Partout leur réaction était réduite à l'impuissance. Leurs contre-attaques se brisaient sur nos défenses improvisées. Une diversion tentée en Argonne, le 27 septembre, échouait complètement. Bien plus, le 6 octobre, en Champagne, nous leur enlevons Tahure et sa célèbre butte ; nous progressons aux environs de la ferme Navarin et nous leur faisons encore un millier de prisonniers.

Le 8 octobre, l'ennemi tente un retour offensif contre Loos, mais les Anglais, loin de se laisser entamer, leur arrachent 400 mètres de

tranchée et de nombreux prisonniers. Le lendemain une nouvelle tentative allemande est aisément repoussée. Durant ces deux jours, les troupes d'assaut du kaiser avaient perdu presque tous leurs officiers et 80 0/0 de leurs effectifs. Le maréchal French estimait que les Allemands avaient laissé devant Loos 7 à 8.000 cadavres.

Durant tout le mois d'octobre nos troupes montrent, en Champagne, une activité incessante. Le 11, elles réalisent un progrès important au nord-est de Tahure et à l'est du chemin de Souchez à Angres; le 24, nouveau succès, prise de l'ouvrage formidablement défendu de la Courtine, à 2 kilomètres au nord de Mesnilles-Hurlus; le lendemain, contre-attaque qui ramène les Allemands au centre de l'ouvrage; mais quatre jours après, nouvelle action de nos troupes qui nous rend la totalité de la position. Toutes les entreprises des Allemands restent impuissantes, aussi bien celles qu'ils tentent sur Reims le 19 avec des gros effectifs que les assauts qu'ils livrent sur les pentes de Tahure dans les premiers jours de novembre.

Cette offensive qui avait fait tomber entre nos mains des positions importantes, un nombre si élevé de prisonniers et un matériel de guerre si considérable, avait atteint le but qui lui était assigné, dans la pensée de nos chefs: du

20 septembre au début de novembre, les Allemands ont ramené dix divisions du front oriental en France.

*
* *

Ce déplacement n'est pas étranger au rétablissement qu'opéraient les Russes durant la même époque. Au début de septembre, les armées austro-allemandes s'avancent en Russie. Les troupes slaves abandonnent la Stripa et se replient à l'est du Sereth. L'opinion en France s'émeut. On parle de défaillances de la part du haut commandement, du manque d'armes, de munitions chez nos Alliés. Les regards inquiets se portent sur la carte de la Russie envahie.

Mais devant le danger croissant, devant la défection des Bulgares, traîtres à la cause slave, un sursaut d'énergie semble se produire dans l'empire. Le tsar annonce qu'il prend le commandement de ses armées. Cette décision fait espérer plus d'unité dans la direction et une concentration de tous les efforts dans la poursuite de la guerre. Des renforts en hommes et en matériel parviennent sur la ligne de feu. L'effet de cet accroissement de force se fait aussitôt sentir ; et, dans le courant de septembre, à travers des alternatives de succès et de revers, on voit l'initiative des opérations passer peu à

peu, au cours des combats partiels, aux mains des Russes.

Les Allemands se replient vers la Stripa. Dans la première semaine de septembre, les Russes sur le Sereth ont pris 17.000 hommes, 33 canons et 60 mitrailleuses.

Cependant, l'offensive allemande se poursuit encore, dans les régions du Nord entre Sventa et Vilia, et les colonnes ennemies continuent à pousser vers la Duna et la ligne Jakobstadt-Dvinsk.

A la date du 15 septembre, la victoire russe entre Sereth et Stripa se dessine, les Autrichiens reculent en désordre.

Un instant même nos Alliés prennent l'avantage au nord de Vilna, s'emparent de Pinsk et rejettent les Allemands sur la rive gauche de la Vilia. Renforcé, l'ennemi revient à la charge, enlève Vilna, menace Riga et toute la ligne de la Duna. Mais la cavalerie russe bat les divisions de cavalerie adverses qui se sont jetées à l'est de la Courlande et dégage ainsi les troupes pressées entre la Vilia et le Pripet. Les forces russes reprennent Vileika et la voie ferrée de Minsk, font 6.000 prisonniers à Lutsk et progressent au sud-ouest de cette place.

De ces alternatives on retient en France que les armées russes se sont ressaisies, que les

forces de l'empire sont intactes et que dans les plaines de la Duna, non plus, les Allemands ne passeront pas.

Les Russes annoncent d'autre part que du 14 au 23 septembre, sur le front du Styr, 39.000 hommes sont tombés entre leurs mains.

A cette date, les Autrichiens sont en fuite sur le Dniester. Renforcés en Galicie dans les derniers jours du mois, ils essaient de reprendre l'avantage, mais n'éprouvent que de sanglants échecs.

Au 1^{er} octobre, l'aile droite russe, bien qu'encore menacée, paraît se dégager de l'étreinte allemande, le centre est en progression, les Allemands ont été rejetés au nord de la Chara, et le 2, le communiqué parle du passage méthodique des troupes du tsar de la défensive à l'offensive.

Dès le 19 octobre, leur victoire sur le Styr semble complète. En amont et en aval de Tsaratorisk l'ennemi bat en retraite abandonnant des prisonniers et des canons. Les Russes progressent sur la rive gauche du Styr, et le 21 ils annoncent une victoire à Tarnopol qui consacre le succès de leurs armes et fait de nouveau régner la confiance parmi nous.

Ce qui frappe surtout dans cette nouvelle marche en avant des troupes russes, c'est le

nombre de prisonniers qu'elles enlèvent. Tarnopol leur en livre 7.500; dans les derniers jours d'octobre ils en font 3.500 sur la Stripa et un retour offensif de l'ennemi sur cette même ville de Tarnopol lui coûte 5000 hommes. Quand on apprend à Paris que dans ces mêmes journées de fin d'octobre nos Alliés, dans le Nord, ont interdit le passage de la Dvina à de grosses forces allemandes et enfoncé leurs adversaires au sud-est de Baranoviczi, leur prenant 3.600 hommes, et leur en tuant un plus grand nombre, on se croit autorisé à penser que l'usure infligée aux armées austro-allemandes par les Russes vaut mieux que n'importe quel espace de terrain qu'ils auraient gagné et que la plus belle marche en avant à travers la Pologne.

En effet, les bulletins russes, qui déclarent au début de novembre que la crise subie par l'armée de mai à septembre est conjurée, signalent 8.500 nouveaux prisonniers sur la Stripa, et 2.000 autres sur le Styr. Le 11, les communiqués de Berlin reconnaissent d'ailleurs que les troupes allemandes attaquées entre Riga et Mitau ont abandonné leurs premières tranchées, y laissant 20.000 morts.

L'hiver approche. Les marais de Pinski et du Styr peuvent devenir le cimetière d'une partie

des armées de l'empereur Guillaume. N'ont-elles pas perdu durant les deux mois qui viennent de s'écouler, au milieu de leurs marches et de leurs contre-marches plus de 100.000 hommes? Elles semblent avoir épuisé leurs réserves; elles ne peuvent plus tirer aucune ressource du pays sur lequel elles cantonnent et c'est leur tour de s'approvisionner difficilement en munitions. D'ailleurs le front occidental réclame des renforts. A la fin de novembre la Russie a réussi à rétablir une situation jugée compromise à l'entrée de l'automne.

*
* *

Nos Alliés italiens, de leur côté, ne restent pas inactifs. Au commencement de l'automne, les Autrichiens renforcés au nord-est de Monfalcone essaient de les refouler sur Udine et menacent la Vénétie.

Cependant, à la date du 12 septembre, les Italiens ont gagné 20 kilomètres dans le Val Sugana et atteint la région de Sbrigno. Durant la fin du mois ils avancent au nord-ouest d'Arziero et le 25 septembre s'emparent de la forte position de Monte-Caston où l'ennemi est contraint d'abandonner un matériel important. Le 16 octobre, les troupes du général Cadorna s'emparent de Pregasina près du lac de Garde

et le 18 elles commencent le bombardement de Gorizia. A la même époque elles sont en progression dans la région Tyrol-Trentin.

Le 20, commence la grande bataille du Carso où 120.000 hommes et 500 canons se trouvent en présence. Sur l'Isonzo, de Caporetto à la mer les colonnes italiennes bousculent le front autrichien et font 1.200 prisonniers. Le 22, elles réalisent une nouvelle avance sur le Carso, enlèvent 2.000 prisonniers ; le 23, le communiqué annonce un nouveau bond en avant et la capture d'un millier d'Autrichiens. Le 28 octobre, après le succès italien sur le haut Cordevole, on apprend que l'Autriche rappelle ses troupes du front serbe pour se renforcer devant Gorizia et dans les Alpes Juliennes.

Le 14 novembre, les dépêches indiquent qu'une bataille acharnée est engagée depuis la veille de Tolmino à Doberdo ; le 18, les Italiens repoussent sept assauts autrichiens sur le Carso : le 19, ils attaquent les hauteurs au nord-est d'Aslavia ; le lendemain, des progrès importants sont réalisés dans les parages de l'Isonzo et sur les hauteurs au nord-ouest de Gorizia. Le 21, les troupes italiennes ont pris pied sur une partie des crêtes du Monte San Michele ; le 22, elles ont passé au nord-est d'Oslavia la tête de pont de Gorizia et sont arrivées au bord de l'Isonzo.

Les Autrichiens ont évacué Mori et Rovereto : ils demandent secours à l'Allemagne.

Ainsi, à la fin de la période qui nous occupe les Italiens ont repoussé les coups de l'Autriche, et réussi à parer à l'infériorité où les plaçait une frontière qui, en 1866, avait été tracée pour faciliter à leurs ennemis l'invasion des plaines du Frioul et de la Vénétie.

*
* *

Hélas ! Ces succès n'ont pas réussi à détourner de la Serbie la catastrophe qui la menace. Les Austro-Allemands remplacent les hommes dont ils n'ont pas la libre disposition par un matériel formidable. Le 30 septembre, il y a sur les frontières serbes, dans la région du nord et de l'ouest, 250.000 Austro-Allemands, ce qui répond à peu près au chiffre d'hommes que la Serbie pourrait aligner. Mais ces Austro-Allemands disposent d'une artillerie innombrable. Et d'autre part, se prépare un de ces coups de théâtre qui justifient la parole de Napoléon : « l'imprévu, c'est ce qui arrive ». Le roi Ferdinand se démasque ! La Bulgarie, que nous nous étions si longtemps flattés d'attirer dans notre alliance ou de maintenir au moins dans la neutralité, se livre à l'Allemagne.

Jusqu'au dernier moment, on hésite à croire

chez nous, comme en Russie, à une pareille politique de la part du fils de la princesse Clémentine, et d'un peuple slave. Cependant, déjà 350.000 Bulgares menacent sur leur flanc de l'est les lignes serbes. Les officiers du kaiser arrivés à Sofia à la fin de septembre ont pris en main la direction de l'armée du roi Ferdinand. L'intervention des Bulgares aux côtés des Allemands renverse tous nos espoirs et bouleverse la situation en Orient.

Le 4 octobre, la Russie adresse un ultimatum à la Bulgarie. La France, l'Angleterre et l'Italie s'associent à cette démarche. Le lendemain, l'artillerie allemande commence le bombardement de Belgrade.

M. Venizelos déclare à la Chambre grecque que les obligations de la Grèce envers la Serbie seront tenues, au risque d'une rupture avec l'Allemagne. La Chambre approuve cette déclaration par 142 voix contre 102. L'émotion est grande à Athènes. Le lendemain on apprend que le roi a déclaré à son ministre qu'il ne pouvait le suivre. M. Venizelos a donné sa démission. Alors commence le double jeu de la cour d'Athènes, qui ne cesse de donner des assurances aux Alliés, mais évite de tenir réellement aucun de ses engagements.

Cependant, les Français, les premiers, débar-

quent à Salonique. Les contingents anglais les suivent de près.

Le 8 octobre, on sait à Paris que les Allemands ont franchi la Save et le Danube sur plusieurs points. Les Serbes ont dû évacuer Belgrade à moitié détruite par le bombardement. Les Bulgares ont attaqué par surprise à Koutza-Glava et occupé Kita.

Défendre toute la frontière serbo-bulgare et faire face au nord à l'invasion austro-allemande paraît impossible. Le Voïvode Putnik prévoit que le but de ses ennemis est d'opérer leur jonction aussi rapidement que possible en se frayant un passage à travers l'ancienne Serbie. Il se préoccupe donc surtout de garantir la frontière entre cette région et la Bulgarie, tandis qu'il ne laisse dans la vallée du Vardar que de faibles contingents destinés à contenir la poussée bulgare jusqu'à l'arrivée des troupes alliées qui lui sont promises.

Malheureusement ce plan laisse sans protection le chemin de fer d'Uskub à Salonique. Comme les secours des Alliés ne peuvent arriver que lentement, les Bulgares prendront les devants et, dès les premiers jours des opérations, couperont cette voie ferrée, la seule qui nous eût permis le ravitaillement de la Serbie.

La déclaration de guerre de l'Angleterre à

la Bulgarie date du 16 octobre, celle de la France du 17.

A ce moment, les Bulgares, malgré d'énormes sacrifices, ne réussissent pas à forcer l'ancienne frontière. Mais les Allemands se frayant la route à coups de canons, ont franchi la Save à Obrenovatz et remontent la vallée de la Kolubra. Au sud du Danube ils sont près de Pojarevatz. Le maréchal Mackensen a à sa disposition cinq batteries d'artillerie là où les généraux serbes peuvent à peine lui en opposer une et ses soldats s'avancent « précédés, disent les dépêches, d'une nappe de feu et d'acier à laquelle rien ne peut résister ».

Le 19 octobre, on a connaissance à Paris du manifeste de Nicolas II, dénonçant la trahison bulgare, au nom du slavisme, et de la déclaration de guerre de l'Italie à la Bulgarie.

Mais déjà les troupes du roi Ferdinand ont refoulé les Serbes sur Uskub et coupé leurs communications avec Salonique. Le 20, nous apprenons qu'ils ont repoussé leurs adversaires jusqu'au Vardar et l'ont franchi à Velès.

Pendant ce temps, 20.000 Austro-Allemands fondent sur le Montenegro.

Le 21, les Bulgares occupent Pirot et marchent sur Nisch soutenus par la cavalerie turque engagée à Velès.

Nos troupes ont franchi le Vardar et mena-

cent les Bulgares au sud d'Istip ; attaquées vers Strumitza, elles infligent à l'ennemi un sanglant échec ; passant à l'offensive sur le front Kri-volak-Strumitza, elles enrayent l'avance bulgare du côté de Velès.

Mais les Autrichiens ont forcé le front monténégrin près de Visegrade et franchi la Drina. Le 24, les Bulgares sont entrés à Uskub et ont opéré le lendemain leur jonction avec les troupes autrichiennes près de Kladovo.

Le 26 octobre, les Serbes se retirent de la ligne du Danube. Le Gouvernement quitte Nisch. Les Bulgares sont à Negotin ; le lendemain ils prennent Kniasevatz et Zajetchar tandis que les Monténégrins contiennent les Autrichiens sur la Drina.

Le 28, les Bulgares entrent à Pirot et le 29, tandis que le premier contingent anglais parvient à Ghevgheli, les Allemands annoncent leur jonction avec les Bulgares. Le 30, les Autrichiens ayant passé la Drina occupent le mont Gora. Mais le lendemain on apprend que l'Autriche inquiète des succès italiens, rappelle une partie de son armée de Serbie pour renforcer ses lignes sur l'Isonzo.

Le 1^{er} novembre, les Bulgares ont pris Krogujevatz ; le 3, les Serbes évacuent Nisch tandis que les Français battent les Bulgares à Viri-

volak et que les Monténégrins reprennent Troglav ; le 5, les Allemands occupent la ligne Belgrade-Nisch ; mais les Bulgares qui tentent de descendre en Macédoine trouvent de la part des Serbes une résistance victorieuse à l'entrée du défilé de Babuna à Izvor. Le 6, la prise de Nisch coûte aux Bulgares 15.000 hommes.

Les Monténégrins continuent à résister à Grahova.

Le 7 novembre, le Gouvernement serbe s'est réfugié à Rachka ; la principale armée s'est retirée au sud de la Morava occidentale dans une région d'accès difficile. Le 9, les Bulgares occupent tout le front de la Morava ; le 10, ils ont opéré leur jonction avec les Allemands sur la moyenne Morava ; le 11, le Gouvernement se retire de Mitrovitza sur Krutchivo ; le 12, on apprend que Français et Bulgares sont aux prises sur la Tchernia ; le 13, le gros de l'armée serbe retraite vers Novi-Bazar et l'Albanie abandonnant ses canons ; le 14, les Bulgares ont repris Tetovo et les Serbes fléchissent à Babuna. Une bataille acharnée se livre au défilé de Katchanik.

Si les Bulgares laissent 4.000 cadavres devant nos troupes sur la Tchernia et si les Anglais avancent du côté de Krithia les Monténégrins se replient définitivement sur la Duma, les Bul-

gares approchent de Prichtina, et les Austro-Allemands atteignent la frontière du Sandjak.

Le 18 novembre, ils ont fait leur entrée à Rachka, achevant ainsi l'occupation de la Vieille-Serbie. Le Gouvernement se réfugie à Prizrend sur la frontière monténégrine. Attaqués sur le Lim, les Monténégrins battent en retraite. Le 20, les Austro-Allemands occupent Novi-Bazar. Le 24, Prichtina et Mirovitza sont pris. Le Gouvernement serbe se transporte à Scutari-d'Albanie. Il ne subsiste de la Serbie qu'une étroite bande de territoire entre les frontières de la Grèce, de l'Albanie et du Monténégro. L'armée n'ayant pu maintenir ses positions vers Katchanik se replie vers le sud-ouest. On dit qu'il reste 200.000 soldats serbes qui, épuisés par les combats et la faim, manquant de munitions, font une lente et pénible retraite vers l'Albanie.

D'autre part, les Bulgares et les Allemands sont maîtres de la plaine de Kossova. Les Serbes repoussés au sud de Prilep se retirent. Leur retraite rend impossible leur jonction avec les Français dans la région de Monastir. Nos troupes se sont repliées sur la rive droite de la Tchernia devenue leur ligne de défense contre les Bulgares.

Suivant la presse austro-allemande, la chute

de Prizrend a marqué la fin de la campagne serbe. Cependant, le Gouvernement a refusé toute capitulation, repoussé un projet de paix séparée que lui proposait Mackensen. La nation serbe tout entière est écrasée. Il faut lire le récit de la retraite dans le petit livre de notre ministre M. Auguste Boppe : A la suite du Gouvernement serbe pour comprendre sous quel poids succombe ce peuple. Ses armées décimées ne se rendent pas.

La Serbie a été conquise sans qu'aucune bataille décisive ait été livrée. « Les Allemands nous ont battus, disent les officiers serbes parce qu'ils ont toujours pu amener en temps et en lieu opportuns un matériel d'artillerie et une quantité de munitions toujours triple, quadruple et même quintuple de ce que nous pouvions leur opposer. » Et ces vaillants officiers ne songent qu'à réorganiser leurs troupes et à les ravitailler grâce au secours des Alliés, pour reprendre la campagne.

I

NOUS VOULIONS GLORIFIER LES MORTS
ET LES SURVIVANTS DE LA VICTOIRE

4 Septembre 1915.

Le *Comité du Souvenir français*, qui préside, d'accord avec les municipalités, à la conservation des tombes sur les champs de batailles autour de Meaux, avait pris l'initiative de célébrer la commémoration glorieuse de la victoire et d'honorer les morts.

M. Niessen, secrétaire général, et M. Paul Lesourd, délégué pour Meaux, avaient fait au président de la Ligue des Patriotes l'honneur de l'inviter à prendre la parole à la grande tombe de Neufmoutiers-les-Meaux (près Villeroy). Le maire-député de Meaux, mon distingué collègue M. Lugol, devait parler au cimetière de Chambry. Le matin, M^{gr} Marbeau, de qui la France connaît le noble rôle dans la semaine tragique du début de septembre 1914, célébrait dans sa cathédrale une messe solennelle. Victor Boudon, qui vit tomber l'héroïque Charles Péguy, et qui nous a fait en termes inoubliables le récit de la re-

traite et puis des premières heures de la victoire, avait lancé un appel à ses camarades, les combattants de l'Oureq, et devait porter avec eux une couronne sur les tertres funéraires.

L'Union sacrée était parfaite. Tous les patriotes s'accordaient pour célébrer avec enthousiasme la victoire dont nous vivons, achetée par la mort d'une élite française. Évêque, maire-député, sous-préfet, tous les villages de la région, toute la France s'accordaient pour cette manifestation du souvenir et de l'espérance. Le Gouvernement nous a demandé d'y renoncer. Il nous l'a demandé à la dernière heure, mercredi soir, quand nos organisations étaient prêtes et nos invitations lancées depuis huit jours.

Je regrette cette interdiction du Gouvernement. Je ne la comprends pas. Je ne la discuterai pas.

Quand M. Viviani m'a demandé que j'abandonne ma proposition d'établir une fête nationale annuelle de Jeanne d'Arc, bien qu'il ne me donnât aucune raison, je me suis incliné, et cette fois encore, quand il nous demande de ne pas célébrer, le 5 septembre, la glorieuse bataille, sans arriver à distinguer ses mobiles, j'obéis.

Je désire simplement dire ce qui nous avait décidé à prendre, sur l'invitation des patriotes de Meaux, une initiative que personne n'assumait. Le Gouvernement juge que nous avons tort, il nous permettra tout au moins de donner nos raisons.

L'opinion réclamait une grande et puissante commémoration de la victoire. Pour donner une idée de ce sentiment public, tel qu'il parvint jusqu'à nous, je veux transcrire cette lettre, qu'on m'écrivait de Toulon, en date du 26 août :

26 août 1915.

... Je ne crois pas pouvoir m'adresser mieux qu'à vous. Je lis dans plusieurs journaux que le dimanche 5 septembre aura lieu, en la cathédrale de Meaux, une messe solennelle pour célébrer l'anniversaire de la Victoire de la Marne. C'est là le seul signe que j'aie trouvé, jusqu'ici, d'une intention de commémorer l'anniversaire de la plus superbe victoire qu'ait jamais remportée la France au cours de son Histoire, et d'honorer le chef qui a conçu et exécuté la plus grandiose et la plus habile manœuvre que l'histoire militaire ait encore eu à enregistrer. Je veux parler de cette retraite en bon ordre de toute une énorme armée, très

éprouvée par un sanglant échec, devant une foudroyante invasion — retraite poussée jusqu'en arrière de Paris et par suite soumettant subitement un vainqueur qui se sentait déjà sûr du succès à un dilemme des plus troublants : ou attaquer l'armée Maunoury et le camp retranché de Paris, avec, en arrière de celui-ci, cette énorme armée réapprovisionnée et refaite — ou marcher contre elle en laissant derrière le camp retranché de Paris et l'armée Maunoury. Les deux solutions étaient également périlleuses pour l'armée allemande, placée par l'habile manœuvre entre Charybde et Scylla.

Qu'est-ce que Napoléon, qui n'eut jamais à diriger de telles masses, eût pu concevoir de mieux ?

Finalement, il y eut cette poursuite, cette fuite éperdue de l'armée allemande, qui eût mis fin à la guerre sans les multiples imprévoyances que l'on sait et dont notre admirable généralissime ne peut être rendu responsable.

Si l'on fait tant pour commémorer Jeanne d'Arc, héroïne nationale cinq fois centenaire, que ne doit-on pas faire pour fêter l'anniversaire de cette superbe victoire, qui a sauvé les neuf dixièmes de la France du martyre que subissent encore nos départements occupés ? Est-ce

vraiment assez d'une cérémonie locale et exclusivement religieuse, telle que celle qui seule jusqu'ici est annoncée?

L'anniversaire de la Victoire de la Marne et de la poursuite sur l'Aisne doit donner lieu à une ovation, la plus grandiose que l'on puisse, s'adressant à notre armée entière, à ses chefs, à son grand et admirable généralissime, ovation qui frappe l'opinion de nos ennemis du dehors.

Si quelque chose, en ce moment, doit être célébré d'une « manière colossale », en sorte de frapper l'opinion du globe, ce n'est pas l'entrée à Varsovie, — évacuée et déménagée par nos alliés, — c'est la commémoration de la victoire qui a restauré le prestige des armes françaises.

Ce serait un de ces actes de gouvernement dans lesquels les gouvernants allemands excellent et qui contribuent si fort à maintenir le moral de nos ennemis. Si notre Gouvernement à nous ne veut pas assumer une initiative telle que celle que je réclame, celle-ci pourrait lui être proposée par les éléments les plus éclairés et les plus patriotes de la Chambre et du Sénat. Loin de moi, malgré mon âge avancé, la prétention de faire à personne la leçon, mais il m'a semblé, en vous écrivant à vous-même,

n'avoir fait que vous exprimer vos propres sentiments, vos idées...

Voilà le sentiment public qui parvient jusqu'à nous ; voilà les idées avec lesquelles nous sommes accordés ; voilà les manières de sentir et de penser que nous essayons de propager et qui nous sont renvoyées par nos lecteurs. Si nous sommes de quelque utilité, c'est pour servir à cette circulation du sang le plus chaud de la France.

Je ne serais pas allé à Villeroy pour tracer un tableau de la bataille ; c'est l'affaire du généralissime d'abord et des maîtres de la science militaire. Ceux qui firent cette guerre en distribueront la gloire. Nous allions au milieu des tombes saluer des immortels, c'est-à-dire les morts et les survivants de la bataille.

Si notre nation, à cette heure, se reforme et se ressaisit, si elle reprend sa destinée, c'est autour de ces tombes. Jamais nous n'entourerons d'un culte trop pieux le corps de ces martyrs. Comment leur payer notre dette ? En perpétuant leur meilleure minute. Ils sont morts dans l'enthousiasme, emportés par l'esprit de sacrifice. Tant qu'il y aura une France, elle viendra, avec un immense profit,

glorifier et consulter, sur ce champ de bataille, ceux qui sauvèrent Paris, la patrie et la liberté de l'esprit dans le monde. Nous aurions voulu être l'avant-garde d'un cortège qui ne cessera plus et la première strophe d'un cantique d'allégresse éternelle. Gloire à ceux qui tombèrent, gloire à leurs frères qui continuent la lutte, gloire aux femmes sous leurs voiles de deuil!

Le 1^{er} novembre 1914, dans la poche d'un des morts de Villeroy, on a trouvé son testament, une enveloppe sur laquelle, à sa dernière heure, il avait griffonné deux lignes : « Souvencz-vous des vengeurs de 1870, et Vive la France! » Nous voulions obéir à cette suprême injonction.

Ce qu'il nous est interdit de faire, pouvons-nous demander que le Gouvernement s'en charge?

11

CHASSEZ CE GAZ ASPHYXIANT

5 Septembre 1915.

Le Gouvernement interdit de célébrer autour de Meaux, à Villeroy, à Chambry, le glorieux anniversaire de la Victoire de la Marne. Je suis allé en demander les raisons à Viviani. Il

ne me les a ni refusées ni données. Sa pensée vacillait sous mes yeux, dans le simple appareil d'une beauté qu'on vient d'arracher au sommeil. J'entrevois la vérité toute nue, mais je vous épargne mes entrevisions. « Si je vous gêne, parlez donc à ma place ; de toutes manières, ce sera beaucoup mieux ». était-je venu dire au chef du Gouvernement. « Nul ne parlera », telle fut sa réponse, avec un accompagnement d'aimables courtoisies ; mais d'explications, aucune.

J'ai quitté sans lumière ce palais du moindre effort. On ne m'a donné nul mot d'ordre ; mais, entre nous, je crois que la consigne est de ronfler.

Le Gouvernement juge inutile de redire au pays ce que fut cette gigantesque bataille de sept jours, qui mit aux prises plus de deux millions d'hommes, où nos soldats triomphèrent, alors que, depuis deux semaines, ils battaient en retraite, et dans laquelle chacune de nos armées a gagné pas à pas, ouvrant la route à la voisine, appuyée par elle aussitôt, prenant de flanc l'adversaire qu'elle attaquait la veille de front, les efforts de l'une s'articulant étroitement à ceux de l'autre, une unité profonde de vues et de méthode animant le haut commandement.

Le Gouvernement juge inutile de redire au pays que la retraite allemande eut des allures de déroute ; que, malgré notre fatigue, malgré la puissance de l'artillerie lourde allemande, nous avons pris des drapeaux, des canons, des mitrailleuses, des obus, plus d'un million de cartouches, des milliers de prisonniers, et qu'un corps allemand eut son artillerie presque entièrement détruite par la nôtre.

Le Gouvernement juge inutile de redire que, dans cette bataille, les Allemands avaient jeté sur nous une masse de soixante et un corps, et que cet effort énorme, qui tendait à écraser la France sous une attaque brutale pour la mettre en moins d'un mois hors de cause, ils ne sont plus à même de le renouveler. Incapables de nous opposer désormais des forces supérieures aux nôtres, ils ne réaliseront pas dans l'avenir ce qu'ils n'ont pas pu réaliser, il y a un an, quand ils étaient d'un tiers plus nombreux que nous.

Le Gouvernement juge inutile de joindre à ce bulletin des journées qui sauvèrent Paris et la civilisation, la solennelle expression d'une gratitude éternelle de toute la nation pour les morts de la victoire et pour les survivants.

Je regrette ce silence que gardent les chefs civils du pays et qu'ils nous imposent. Les

cérémonies de Senlis et de Gerbéviller, cette semaine, furent belles et utiles. Pourquoi les refuser à la ville de Meaux et aux villages de la bataille? Pourquoi les blessés et les réformés qui se préparaient à défilier sur cette terre de victoire où ils répandirent leur sang ne sont-ils pas autorisés à y dérouler leur cortège glorieux? Il eût fallu les recevoir au point le plus proche de Paris qu'ils protégèrent, avec d'éclatants hommages. J'aurais voulu que le *Souvenir Français*, la *Ligue*, les Sociétés alsaciennes les encadrassent et que le Conseil municipal et les députés de la Seine leur fissent une harangue...

Il est juste, efficace et vrai de persuader aux combattants qu'après la victoire ils seront les maîtres de la France, que chacun d'eux imposera sans peine sa supériorité, que nous continuerons d'avoir besoin d'eux; il est non moins nécessaire de proclamer que depuis un an l'offensive allemande s'est brisée et que cessant d'être les vaincus de 1870, nous dominons lentement et sûrement, mois par mois, la défensive de ces Barbares.

J'entends bien que cette méthode d'exaltation que je préconise est en opposition avec le système kaki. Et ce n'est pas d'aujourd'hui que j'essaie d'écarter quelque chose de gri-

sâtre et de morne que l'on aime répandre à l'arrière.

L'Empereur allemand exagère. Grand metteur en scène et personnage théâtral, il se plaît perpétuellement à faire sonner les cloches de ses villages et à illuminer ses villes. C'est ainsi qu'il est parvenu à maintenir dans la foule et dans les classes moyennes de son peuple des illusions qui ne trompent plus les chefs politiques, industriels et commerçants de la Germanie. On doit réprover ses procédés de mensonge. Ils se tourneront un jour contre lui. Mais nous, nous devrions mettre mieux en valeur des vérités qui sont propres à devenir des forces morales et à étayer nos forces matérielles.

La victoire appartiendra à celui des deux adversaires qui gardera le plus longtemps le sentiment de sa force. Rien ne peut mieux nourrir notre certitude de vaincre qu'une connaissance enthousiaste et vraie de l'immense bataille où toutes nos armées se heurtèrent à toutes les armées de l'Allemagne et les rejetèrent en désordre. Voilà pourquoi j'aurais voulu qu'aujourd'hui, tout le long de l'immense ligne des combats de la Marne, s'élevât un chant de commémoration. Donnons du moins un sens plein au pèlerinage

muet et disséminé que le Gouvernement tolère. Il signifie pleine gratitude aux morts, absolue confiance dans les survivants.

III

LES RUINES QUI VEULENT DURER ET SERVIR DE LEÇON

6 Septembre 1915.

Ce qui est interdit à la ville de Meaux et aux villages de ses alentours, Gerbéviller et Senlis ont pu dignement l'accomplir. Des cortèges et des discours ont glorifié nos morts et nos espérances.

Le premier anniversaire de Gerbéviller a été célébré par une cérémonie solennelle que la ville a dédiée « à ses martyrs, à ses héros ». Le préfet, le sous-préfet, les élus, le clergé, les délégués des combattants, les enfants des écoles sont allés derrière les drapeaux porter leurs couronnes sur la tombe des civils assassinés, puis des défenseurs et des libérateurs. Le préfet Mirman parla avec tout son cœur. La messe des morts fut chantée dans le cimetière. La sœur Julie y assistait, ainsi que Mgr Ruch, l'évêque mobilisé. Chacun à sa manière

et selon sa foi rassemblait ce qu'il a de meilleur dans sa conscience pour l'offrir aux héros. L'union des âmes était parfaite.

Elle se fût témoignée à Meaux, de la même manière, si le Gouvernement n'était pas intervenu d'une manière incompréhensible pour en interdire l'expression.

De telles cérémonies nous rechargent de force. J'ai beaucoup regretté de ne pouvoir pas me rendre à Gerbéviller, au milieu de mes compatriotes, qui ont accepté mon excuse. Je venais de passer plusieurs jours dans l'armée anglaise et il m'était impossible de quitter à nouveau mon travail. Ce me fut un réel sacrifice. L'atmosphère en Lorraine est de cette qualité salubre que l'on respirait, au temps de l'exode, dans Paris simplifié, épuré, silencieux, tout brûlant d'une seule pensée.

Depuis des mois, à deux pas de l'ennemi terré dans les positions où il s'est sauvé le soir de la Marne, la Lorraine s'occupe à honorer ses morts et à reconstruire sa vie. M. Eugène Thébault, qui revient de là-bas, en rapporte des images émouvantes. Il a vu, à 300 mètres des Allemands, les soldats se livrer à tous les travaux de la fenaison. Ils ont mis les foins en meule, comme auraient fait les paysans évacués. A qui ce foin appar-

tient-il ? L'armée l'utilise et en verse le prix entre les mains du percepteur au nom de la commune. Cette meule indivise semble l'humble et touchant symbole de l'accord étroit qui règne entre nos soldats et nos paysans, et entre tous les citoyens des villages malheureux. Un peu plus en arrière et encore sous le canon de l'ennemi, les cultivateurs, aussi près que les laisse s'avancer l'autorité militaire, redressent leurs maisons. Mirman compare la Lorraine à un poilu qui, sur le champ de bataille, sous le feu des shrapnells, sait panser lui-même ses blessures, et se relever bientôt pour courir au combat.

Dans l'esprit de cette courageuse population, les vues de demain ne se séparent pas des souvenirs d'hier. Les Lorrains, déjà si riches de douloureuses expériences, veulent conserver pour l'enseignement du pays, les leçons de 1914. Gerbéviller forme un projet que j'ai accepté de soumettre au contrôle et à l'approbation du public, et qui, à première vue, est admirable de vaillance et de bon sens. Voulez-vous, lecteur, en écouter l'exposé et peut-être nous en dire votre avis.

M. le notaire David, secrétaire de la « Société d'initiative et de représentation des intérêts des sinistrés de Gerbéviller », m'a écrit,

le 29 juillet au nom de ce comité local que préside le maire conseiller général :

J'ai l'honneur de vous soumettre une idée qui a été émise à une de nos récentes réunions et qui d'ailleurs a été suggérée en premier lieu par vous-même, lorsque vous êtes venu, l'hiver dernier, sur les tombes trop nombreuses des vaillants soldats tombés entre Gerbéviller et Moyen.

Vous savez dans quel état de dévastation Gerbéviller a été mise par les bandits qu'on appelle soldats allemands. A ce sujet, vous avez écrit des pages émouvantes.

Jusqu'ici le pays n'a pu se relever, ses lamentables ruines existent comme au lendemain de sa destruction, et on est toujours aussi indécis quant à l'endroit de sa reconstruction.

De nombreux étrangers viennent tous les jours visiter nos ruines et l'endroit où furent massacrés une cinquantaine d'innocents civils. Beaucoup nous disent que ces vestiges devraient être conservés intacts pour perpétuer dans les années à venir le souvenir de la barbarie teutonne et entretenir les sentiments patriotiques des futures générations.

La population locale, d'abord contraire à cette idée, s'y range aujourd'hui et semble dis-

posée à consentir l'abandon de ses anciens emplacements pour fixer ailleurs, mais à proximité, les nouvelles demeures qui seront construites.

Nous envisageons la constitution possible d'une société composée de patriotes, d'écrivains, d'artistes, d'ingénieurs, et enfin de capitalistes, qui pourrait acquérir ces ruines, prendre des dispositions pour leur conservation, et les exploiter en les faisant visiter moyennant soit un droit d'entrée, soit une indemnité quelconque à étudier. Quelques maisons, parmi les 400 incendiées, restent encore debout, elles pourraient être aménagées pour recevoir armes, engins, trophées et souvenirs de guerre.

En un mot Gerbéviller, célèbre aujourd'hui par les crimes qui y ont été commis, les incendies qui y ont été allumés, la défense héroïque des 60 chasseurs à pied qui ont tenu en échec pendant douze heures une division allemande, serait le « Musée du souvenir patriotique ».

A en juger par le nombre de personnes qui vient journellement ici, environ 2.000 le lundi de la Pentecôte, alors que les laissez-passer dans cette zone des armées ne se délivrent pas sans formalités, que les communications et les voyages sont excessivement difficiles, on peut prévoir que les visiteurs en temps normal seront nombreux, très nombreux même.

On peut compter sur le concours des autorités administratives, municipales et préfectorale, et notre comité y aiderait dans toute la force de ses pouvoirs et de ses moyens.

Cette lettre, à cette date, est bien intéressante. Mes lecteurs ne manqueront pas d'être frappés par cet extraordinaire mélange, véritablement lorrain, de réalisme et d'idéalisme. Il s'agit de tirer un double parti des ruines : elles seront un revenu et une leçon de patriotisme.

Il est vrai que, dès le 26 septembre, on écrivait ici-même, sous ce titre, la *Leçon fortifiante des ruines* : « Que, dans sa désolation, l'ancien Gerbéviller forme une sorte de musée de la barbarie, un pilori pour l'Allemagne. On y mènera en pèlerinage les écoles de France pour apprendre à nos enfants ce qu'il en coûte de n'être pas prêts à fermer sa porte à l'ennemi. » Cette idée s'impose naturellement à tous ceux qui traversent la Pompéï lorraine. Mon ami et ancien collègue M. Descubes me communique une lettre qui lui raconte un voyage à Gerbéviller. « Il me semble, me dit-il, qu'on ne montrera jamais assez l'indignité de nos adversaires. » Descubes a raison. Je publie son « quadro », où

l'on remarquera la conclusion qui confirme la lettre de M. David :

... Nous avons visité Gerbéviller. C'est inoubliable ! J'ai déjà vu bien des villages démolis ; j'ai vu Albert bombardé, mais rien n'est comparable à ce monceau de ruines ; il est tombé peu d'obus à Gerbéviller même ; ce sont les Bavarois (3^e régiment d'infanterie) qui ont tout brûlé au pétro'e et aux pastilles incendiaires. Il y avait 796 maisons, qui devaient être belles et propres, à en juger par le soigneux alignement des rues, toutes portant une plaque indicatrice et numérotée ; il en reste à peine une trentaine intactes ! Je comprends que, par vengeance, on brûle une, dix maisons, mais 760 ! On a le temps, en mettant le feu, de laisser tomber sa colère. C'est une fureur de destruction qui s'est déchaînée. Ils ont fusillé 130 personnes hommes et femmes, et combien d'autres atrocités ! Une femme de soixante-quatre ans, traînée dans la rue, violée, les seins arrachés, laissée ainsi ; des vieillards de soixante-dix ans, mutilés et aveuglés, abandonnés au milieu des maisons en flammes. C'est inimaginable.

Les autorités françaises devraient bien faire venir des étrangers, et aussi des Français du Centre, de l'Ouest, du Midi, et leur montrer

Gerbéviller en faisant connaître ce qui s'y est passé. Quand on a vu cela, on peut juger de la barbarie insensée de nos ennemis.

Je trouve que la France est trop fière et a bien tort de ne pas attirer plus largement l'attention du monde entier sur de pareils actes...

Le correspondant de Descubes a raison. Que ne peut-il être entendu par nos dirigeants qui, dans les meilleures intentions du monde, voilent, atténuent, pacifient, assoupissent. Mais pour rester dans notre sujet, j'approuve ce projet de conserver Gerbéviller comme un témoignage éternel de l'infamie du général Clauss et de ses soldats. La ruine sera le sublime memento des vivants et des morts. On y inscrira les noms du lieutenant Gamelin, de l'adjudant Chèvres, de leurs soixante chasseurs à pied et des Français qui reprirent la ville, et puis les noms des courageux Gerbévillois qui, conduits dans la prairie, aux Presles, pour y être fusillés, attendirent en bourrant leurs pipes que le général Clauss donnât le signal de leur assassinat en levant son verre de champagne.

J'approuve l'esprit du projet. Je me récuse s'il s'agit d'en apprécier le côté pratique et de préciser sa mise en train. Quelles sont les

convenances locales, les intérêts à considérer? Je suis incapable d'en rien juger, d'en rien savoir. Mon rôle doit se borner à signaler au pays la pensée éducatrice qu'élabore Gerbéviller et à transmettre à cette ville courageuse la sympathie unanime.

Paris, 6 septembre 1915.

Monsieur,

Je viens de lire votre article sur les ruines de Gerbéviller. Le projet des habitants correspond à ce que les Allemands ont fait contre nous pendant tout le cours du XIX^e siècle. Il est parfaitement exact que nous avons été vaincus en 70 par le maître d'école, mais agissant comme professeur de haine contre la France, l'inculquant à ses élèves avec leurs premiers rudiments, dirigeant leurs promenades vers des ruines soi-disant faites par les soldats de Turenne ou de Napoléon. Ruines truquées où le général de Villenoisy, mon père, au cours d'un voyage d'études fait en 1865 pour préparer son cours de fortification à l'école de Metz, a vu remettre sur les murs les traces de fumée que les intempéries avaient fait disparaître. Les archives des Compagnies d'assurances auraient peut-être éclairé d'un jour spécial beaucoup de ces souvenirs de guerre. Nous avons des ruines authentiques et c'est un devoir de les montrer aux futurs conscrits de 1925 ; à tous les enfants qui ne ressentent qu'un contre-coup bien lointain de la guerre, et à qui, dans quelques années, d'incorrigibles pacifistes essaieront de tenir des propos qui, en ce moment, nous semblent à jamais impossibles.....

IV

LE BATON DU CHEF D'ORCHESTRE

8 Septembre 1915.

Est-il permis de causer paisiblement d'une des fonctions importantes du gouvernement ?

C'est une affaire sérieuse de bien émouvoir et de bien diriger les esprits en temps de guerre. Le généralissime se charge de maintenir dans l'armée la discipline, la confiance, l'entr'aide et l'enthousiasme. Qui donc prend soin du moral à l'arrière ? Par qui et comment sommes-nous animés et dirigés ?

La bonne volonté de l'esprit public est certaine. Chacun cherche à bien penser ; chacun de nous, à juste titre, est persuadé que si nous unissons d'une manière étroite nos idées et nos sentiments, nous aiderons nos soldats et nous abrègerons la guerre. Mais il est une vérité incontestable, c'est qu'une grande variété d'instruments ne sont jamais d'eux-mêmes parfaitement d'accord. Il faut qu'un homme, assis au pupitre central et plus haut que les autres, dirige les concertants avec un bâton.

Cet homme au bâton, c'est Viviani. Il faut le suivre des yeux et lui obéir. Une belle harmonie en naîtra. A une condition, toutefois, c'est qu'il ait une idée claire dans l'esprit.

Je prends un exemple. Viviani nous interdit de nous rendre à l'invitation du *Souvenir Français* et de prendre la parole à Villeroy, pour glorifier les morts et les survivants de la bataille. Cela peut se comprendre. Le Comité de Meaux nous invite, nous n'avons pas le droit de nous récuser ; mais que Viviani voie des objections à notre présence, nous n'insistons pas une seule minute et nous nous abstenons même de paraître. La France seule, personnifiée dans l'État, est pleinement digne de donner à ses fils la louange immortelle.

A Senlis, à Gerbéviller, à Ménil-sur-Belvitte (dans les bois où se livra la bataille de la Chipotte), la commémoration déroule ses solennités en toute liberté, laissant à tous les patriotismes leur libre effusion. Quand le président du conseil, soudain, défend à Meaux tout discours et tout cortège, mon premier mouvement et le vôtre, c'est de dire : « Il va parler lui-même, le discours aura plus d'éloquence et plus d'autorité. »

— Mais non, répond Viviani, je ne parlerai pas.

Et de fait, la place fut laissée toute libre aux seules cérémonies religieuses. Il n'y eut pas d'autre parole que celle de la chaire chrétienne, pas d'autre cortège que celui qui se déroulait spontanément et en quelque sorte involontairement derrière les trois évêques, allant, tout l'après-midi, prier de tombe en tombe.

Est-ce donc là ce que voulait le président du Conseil ? Il défend à Victor Boudon, blessé à la Marne, de rassembler ses frères blessés et de venir avec eux sur la terre où Péguy et les autres tombèrent ; il défend aux sociétés patriotiques de prendre la parole, pour laisser le champ libre aux paroles et aux images de la religion. Fut-ce son intention ? Personne ne le croira. C'est pourtant le résultat qu'il atteint. Voilà un chef d'orchestre qui ne parvient pas à jouer sa musique.

Cela aurait pu n'être pas sans inconvénient.

Un diplomate ami de la France appelle mon attention sur le danger qu'il y a de répandre à travers le monde l'expression de « miracle de la Marne ». Ce mot de miracle, dans notre langue, a bien des sens ; il se dit des personnes, des choses étonnantes et dignes d'admiration. C'est ainsi que Châteaubriand écrit : « Des soldats, persuadés de l'habileté de

leur général, peuvent enfanter des miracles. » C'est ainsi que tous nous avons célébré le miracle de la Marne. Mais tout de même, au fond de cette manière de parler, on voit vaguement s'agiter dans l'ombre l'idée que la victoire de Joffre serait une chose extraordinaire, dont on ne peut s'expliquer la cause ou le moyen. Et de là à conclure que la défaite des Allemands n'est que l'effet d'un pur hasard, un événement inexplicable, une surprise qui ne saurait se reproduire, il n'y a qu'un pas très vite franchi par les germanophiles. Dans le monde entier, ils commencent à raconter que « les Français eux-mêmes n'en reviennent pas de leur succès de la Marne et le déclarent inexplicable, quasi surnaturel ».

J'aurais voulu que le chef du gouvernement, en quelques paroles énergiques, dans ce style pressé et rythmé qui lui est propre et qui porte si bien sur les foules, réagit contre cette dangereuse légende. J'aurais voulu qu'il expliquât, à la gloire de nos morts et de nos survivants, que la victoire a été un effet mathématique de la supériorité de nos officiers et de l'ardeur patriotique de nos soldats, la conclusion (tout comme notre 75) des longues études de nos états-majors, dont l'application

silencieuse devait primer la brutale outrecuidance allemande.

Cette thèse de vérité, il est indispensable de la maintenir dans le monde. Il vous revenait de la bien établir, monsieur le président, et, nuance qui vous plaira, c'eût été de l'excellente besogne laïque. Heureusement, M^{gr} Gibier s'en est chargé. Vous ne vous avanciez pas : les autres, pour vous obéir, s'abstenaient ; l'évêque a donné la note utile. Après avoir fait la part du surnaturel, selon la doctrine et sa foi, il acélébré ce qu'il est indispensable de bien établir : la science réfléchie du chef, mûrissant un plan, saisissant la minute, obtenant de toutes ses armées, de chaque officier, de chaque soldat, une obéissance sublime, et, en même temps qu'il inscrivait dans son discours le mot de miracle, il a mis tout à côté cette grande formule de vérité : « La victoire de la Marne est un des chefs-d'œuvre du génie français ».

C'est là ce qu'il faut dire et qu'il est facile de prouver, et que nous aurions voulu que le gouvernement proclamât, pour que l'on sût bien que la méthode française est prête à reproduire demain le miracle d'hier (1).

(1) Faisant un commentaire de cette page, Charles Maurras écrivait dans l'*Action française* :

« La France catholique, en saluant le miracle, peut l'en-

En causant avec Viviani, je ne sortais pas de deux raisonnements : « Vous avez le droit de connaître mon discours. Je vous offre de vous soumettre ce que je dirai ». Et encore :

tendre de deux façons. D'abord, comme effet du plan de la Providence laissant aux causes dont parle Barrès tout leur jeu, et qui, quand l'historien s'y appliquera, ne le dispensera pas de reconnaître et de nommer une seule des forces et des dispositions terrestres qui ont emporté la victoire. C'est ainsi que dans le *Discours sur l'histoire universelle*, Bossuet remet aux mains de Dieu l'histoire du monde sans se croire dispensé d'en expliquer les étapes par des causes secondes, formelles et complètes.

» Voilà un premier sens. Quand il s'agit de la bataille de la Marne, plusieurs certainement donnent au mot *miracle*, celui d'un dessein particulier de Dieu sur notre pays et sur cette guerre, procuré par les causes ordinaires et secondes.

» D'autres entendent le miracle au propre comme l'effet partiel d'une intervention de Dieu dans la trame des événements, comme un effet où le surnaturel a part. Cela encore n'ôte rien au mérite des généraux, ni à la valeur des soldats, ni à l'enchaînement des causes et des effets tendant à la victoire. Excepté le mot de « mathématique », tout ce que dit Barrès se concilie très bien avec cette façon de reconnaître le grand, l'immense bienfait ressenti de toute la France dans la fin de la terrible alerte.

» N'oublions pas que, pour certain qu'ait pu être le succès, cette certitude n'était pas publique. Toute l'apparence du miracle s'est rencontrée dans cet imprévu, précisément comme elle s'est rencontrée, il y a quinze siècles, aux Champs Catalauniques devant Attila. La Gaule chrétienne cria alors au miracle, dans l'un et l'autre sens du mot sans doute, comme aujourd'hui. Et cela ne diminua en rien le mérite du Romain Aétius et du roi Mérovée. Il n'y a pas aujourd'hui un de ceux qui remercient Dieu du miracle de la Marne, qui ne crie : Vive Joffre ! vive Foch ! vive Castelnau !

« Qu'on pèse ces réflexions. Elles tendent à nous unir. Rien n'est plus nécessaire et rien n'est plus aisé. »

« Ce serait à vous de prendre la parole. Ce que je crois qu'il y a à faire, vous le feriez mieux que personne. »

Il n'avait aucune envie de m'écouter, aucune prédisposition à me comprendre.

La Défense nationale suppose la coordination de toutes les bonnes volontés. Mais nos administrations semblent peu capables de se donner des auxiliaires. Elles en auraient besoin; elles les regardent avec méfiance et hostilité.

Il y a depuis la guerre une nécessité de diriger, d'administrer l'esprit public. Le gouvernement en possède les pouvoirs; il les exerce mal. Il est, qu'il me permette de le lui dire, inutilement brutal. Tous ceux qui ont quelque moyen d'agir sur l'opinion sont étonnés de se voir traités en ennemis ou en suspects, quand ils sont des amis, je veux dire des collaborateurs qui s'offrent à fortifier l'union et l'espérance.

C'est le tort, le malaise, la faiblesse de la situation actuelle que nous sommes gouvernés dans ce temps de guerre par les idées et les organisations du temps de paix. L'État est environné d'intentions excellentes qu'il ne sait pas accueillir ni employer, et tout au contraire qu'il repousse. Cette question de la

censure, par exemple, est-elle assez maladroitement irritée ! Quand il s'agit du salut de la France, c'est l'unanimité des écrivains qu'un digne chef de la Défense nationale fort aisément grouperait. Il les constituerait autour de lui dans une sorte de mission permanente. pour qu'ils l'assistent, le suppléent auprès du grand public, pour qu'ils jouent sa musique. Nous regardons tous avec, si j'ose dire, une intelligente sympathie, le bâton du chef d'orchestre. Mais, si c'est un bâton, tout court, adieu l'harmonie et voici la cacophonie qui commence.

V

LA SERVANTE ET LE VIEILLARD HOSPITALISÉ

9 Septembre 1915.

Pour les soldats Alsaciens-Lorrains.

Je prie mes lecteurs de m'excuser si je n'essaye pas de leur donner des articles distrayants, saisissants (ils n'en voudraient pas d'amusants). Mon désir est de rendre service, rien de plus, et je sais qu'eux-mêmes depuis un an veulent bien me lire dans cet esprit, sans autres exigences. Qu'ils me laissent donc aujourd'hui leur dire qu'il y a

quelque chose à faire pour les Alsaciens-Lorrains qui servent dans nos armées.

Ils sont là des milliers de volontaires qui, au premier bruit de guerre, par dessus les fils de fer, à travers les coups de fusil, au risque d'être saisis et immédiatement exécutés, se sont jetés dans nos rangs. Ils se battent comme nos soldats pour la délivrance de Metz et de Strasbourg, mais leur vie est encore plus dure que celle de nos soldats. Qu'ils tombent aux mains des Allemands, c'est l'exécution sommaire. Aussi beaucoup d'entre eux ont demandé à servir en Algérie, où ils sont tout dépaysés. Mais qu'ils soient en Afrique ou en France, depuis plus d'un an ils ne peuvent obtenir aucune nouvelle de leur famille. Blessés, personne ne vient les voir à l'ambulance; convalescents, ils restent des mois au dépôt, sans amis, sans argent; réformés numéro 2, ils ne touchent pas de pension puisqu'ils sont engagés volontaires.

D'ailleurs, si vous voulez entendre leur voix, ils vont eux-mêmes vous dire leur affaire. Écoutez comme ils m'exposent paisiblement et franchement leurs ennuis :

Veillez excuser un petit Alsacien qui ose vous déranger pendant quelques minutes.

Je reviens du front, blessé, probablement sourd

pour toute la vie. Parti depuis le début de la guerre, je me suis vaillamment battu contre ceux qui me considèrent comme transfuge. Si je devais rester sourd, je remercierais le Bon Dieu de m'avoir jugé digne de faire ce sacrifice pour notre chère France.

En ce moment où notre grande France est si généreuse envers ses enfants, ne devrait-elle pas se rappeler ces Alsaciens qui, au début, quand le succès n'était pas aussi certain qu'aujourd'hui, sont accourus combattre sous ses drapeaux, ayant tout quitté, famille, situation et fortune, pour aider à réaliser le rêve de leurs pères : voir flotter le drapeau tricolore sur les villes d'Alsace ?

N'ont-ils pas couru un danger de plus : d'être fusillé comme transfuge ? Et quand, au mois d'avril, le gouvernement leur donna l'occasion de quitter le front, où, pendant des mois, ils ont enduré les pires privations, sans secours et sans nouvelles des leurs, pour rejoindre un corps de l'armée de l'Afrique du Nord, n'ont-ils pas fièrement insisté à ce qu'on les laisse en face de leurs anciens oppresseurs ?

Croyez-le, cher maître, une récompense pour ces Alsaciens remplirait ceux-ci d'un grand plaisir et d'une vive gratitude envers leur patrie, et cet acte rendrait en même temps un grand service à la France.

Ceux qui sont restés là-bas et qui peut-être ont été plus ou moins influencés de la fameuse « kultur » verront, au retour de leurs compatriotes, combien la France sait être généreuse envers ses vrais enfants.

Pour terminer ma lettre, je vous crie : « Vive la France ! Vive l'Alsace-Lorraine ! »

(Sch., hôpital militaire, Bourges.)

Il ne dépend pas de moi qu'une récompense soit attribuée à l'un ou à l'autre, mais

chacun comprend très bien le mérite des engagés volontaires d'Alsace-Lorraine. Ils sont tout désignés pour former l'élite française dans leur pays reconquis, et ils peuvent être sûrs qu'au lendemain de la victoire la France reconnaîtra avec empressement leurs services par des rubans, ou des emplois, ou des pensions.

Prosper J. peint son désir immédiat :

Je suis, nous écrit-il, enfant de l'Alsace, et le jour de la déclaration de guerre, je quittais mon pays pour venir m'engager en France, avec la ferme volonté de bien travailler pour la délivrance de l'Alsace-Lorraine; mais une chose me chagrine, c'est que je suis sans nouvelles de mes chers parents depuis que je les ai quittés, et je suis de ce fait sans aucune ressource; aussi j'ai bien l'honneur de solliciter votre haute bienveillance. Vous ne pourriez jamais me faire plus de bien-être qu'en faisant quelques efforts pour me donner une chère marraine de guerre; de cette façon j'aurais quelqu'un pour correspondre avec et je trouverais ainsi la vie moins monotone et mon moral serait encore augmenté...

Albert H., d'un dépôt de convalescents, m'écrit ;

Engagé volontaire, je suis parti le 25 août d'Orléans et j'ai fait la campagne jusqu'au commencement du mois de février, jour où j'étais blessé. Actuellement, je suis au dépôt, mais ici la vie est plus dure qu'à l'hôpital. Il m'est impossible de recevoir le moindre secours de ma famille qui se trouve encore à Strasbourg...

Tout comme les soldats d'Alsace, leurs amis, pleins de confiance dans les lecteurs de l'*Écho* et dans les ligueurs comptent sur notre intervention. Une infirmière d'Indre-et-Loire me demande conseil et appui :

Nous hospitalisons et soignons, depuis le début de la guerre, une quarantaine de blessés. En ce moment, l'un d'eux est un Alsacien de vingt ans qui a trouvé le moyen de quitter Guebviller, où habitait sa famille, et de passer à Belfort, où il s'est engagé. Il s'est courageusement battu pour la France, jusqu'au moment où il a été évacué sur Tours pour fièvre typhoïde qui a eu des suites sérieuses.

En causant avec lui, j'ai acquis la certitude qu'il n'a pas un sou vaillant, et qu'il ne peut rien recevoir de son père, de qui il est sans nouvelles depuis un an. Évidemment nous lui donnerons une petite pièce quand il repartira, guéri, pour rejoindre son régiment (...^e d'infanterie). Mais nos ressources sont limitées par la lourde charge qu'est pour nous notre ambulance...

Que dois-je répondre à ces bons Français ? Qu'allons-nous faire pour ces véritables amis ?

Nous sommes nombreux à aimer les Alsaciens ; nous devons nous organiser. Vous tous qui me lisez, vous serez des nôtres. Voici un collégien, « jeune Français de la classe 1919 », qui m'écrit pour me demander de le mettre en relation avec des Alsaciens : « *J'ai toujours aimé les Alsaciens, et mon plus grand*

bonheur serait d'en connaître beaucoup, afin de les entendre parler de la France. » Et surtout il y a une servante. Je ne ferai pas son éloge, car elle m'en voudrait, et pour vous qui allez admirer avec émotion sa lettre, je n'ai pas besoin d'y rien souligner :

« Je suis Alsacienne, me dit-elle, et en service à Besançon. Depuis le commencement de cette horrible guerre, avec ma sœur, qui est également en service, nous nous occupons de nos pauvres soldats de l'Alsace qui sont sous les drapeaux ici, et surtout de ceux qui sont sur le front. Malheureusement beaucoup ont déjà été tués. Nous sommes de la vallée de Guebviller. Au commencement, nous n'avons aidé que ceux de notre vallée ; mais ces garçons ont été avec d'autres soldats malheureux comme eux et ils leur ont donné notre adresse. Beaucoup de soldats inconnus s'adressent à nous pour avoir un peu de linge et surtout des chaussettes, papier à lettres, mouchoirs et savons. Jamais on ne nous a demandé ni argent ni friandises. Je tiens à la disposition de Monsieur toutes ces lettres pour la plupart malheureusement écrites en allemand ; ces jeunes soldats savent bien causer le français mais pas encore écrire.

» *Je me suis adressée à nos messieurs riches de l'Alsace qui habitent notre ville. Depuis deux mois on me promet ; on veut faire une société, mais toujours rien. Je leur avais demandé s'il n'y avait pas une société : « paquets des soldats » ou autres, qui pourrait envoyer les colis que j'achèterais moi-même, car ces soldats n'ont pas de dépôt ici, et pour chaque paquet de 1 kilo je paie 1 fr. 35 de poste. On m'a apporté une adresse où je peux déposer mes paquets. J'ai apporté de suite trois paquets, et j'ai averti les destinataires. Après quatre à cinq semaines d'attente, ces pauvres petits m'ont écrit qu'ils avaient bien besoin du linge qu'ils m'ont demandé, et leurs paquets ne sont toujours pas arrivés. J'ai écrit de suite au monsieur qui m'a apporté l'adresse, M. S., un Alsacien interprète, au Près de Veau-Besançon. Ce monsieur est allé voir, on n'avait pas expédié les paquets. Tous ces pauvres soldats savent que ne suis pas riche, ils m'écrivent seulement quand ils ont besoin de quelque chose ; ils ne peuvent donc pas attendre si longtemps... »*

Cette lettre broussailleuse est admirable. Voilà une personne toute perdue dans ses explications, dans ses phrases alsaciennes et

dans ses difficultés de paquetage, mais quelle excellence de cœur ! Cette servante qui s'en va porter les colis du pauvre soldat à un expéditeur négligent et qui se désole, saluons-la, proposons-nous de réussir son humble entreprise.

Lamartine, qui écrivit la sublime « *Prière de la Servante* », eût donné à cette Alsacienne une place dans ses « récits à l'usage du peuple des villes et des campagnes » ; je ne puis que lui demander d'accepter l'hommage de l'un de mes livres. Elle sera dans notre esprit, à la Liguc, une des patronnes de notre œuvre alsacienne, tout comme ce vieillard de l'hospice des Incurables, à Ivry-sur-Seine, qui m'écrit cette autre lettre stupéfiante de bonne volonté généreuse :

« J'ai perdu trois enfants, dont un soldat ; celui qui me reste est parti à la guerre pour y faire son devoir de bon Français.

» Leurs prix sont mes seuls bijoux, ma consolation ; je les offre de bien bon cœur à nos chers petits compatriotes Alsaciens-Lorrains, mais ne possédant plus rien, je ne puis assumer les frais d'emballage et d'expédition ; il faudrait donc les faire prendre chez de vieux amis qui me les gardent : M^{me} P..., rue

Chaudron (10^e). Il y en a vingt, en très bon état, dorés sur tranches, quelques grands prix d'excellence, un d'honneur, etc. Il vous sera facile de joindre cela aux divers envois que vous devez avoir à faire.

» J'aurais voulu pouvoir faire mieux... Je ne me plains pas, il y en a de plus malheureux, en Belgique et chez nous!

» Veuillez agréer, cher Grand Français, l'expression de mes sentiments les plus cordiaux, en même temps que ma bénédiction (mes 77 ans me permettent cette dernière). »

Je n'ai pas osé rayer cette dernière formule, quoi qu'on puisse penser que ce n'est pas à moi de la publier; il me semblait que je ferais mal en paraissant écarter ce témoignage si touchant.

Cette servante et cet hospitalisé, qui possèdent une imagination si sensible, jointe à tant de bonté, porteront bonheur à notre œuvre, — œuvre très simple pour laquelle je prie qu'on ne m'envoie pas d'argent. Il suffit que nous trouvions des correspondants, des parrains, des marraines à qui la Ligue des Patriotes (4, rue Sainte-Anne) désignera des filleuls intéressants, et ainsi sera fondé ou élargi le Foyer du Soldat alsacien-lorrain.

VI

FÉLICITONS-NOUS
DE CES CRUELLES LENTEURS

11 Septembre 1915.

Il y a des impatients. Ils sont déraisonnables ou plutôt ne sont raisonnables qu'à demi.

Il est trop naturel de vouloir en finir. Un combattant m'écrivait des tranchées, cette semaine, peu avant ces beaux jours : « Les pluies ont recommencé leur délayage immonde : présage fâcheux de l'automne imminent et de la campagne d'hiver ! Les hommes se referont « poilus » puisqu'il le faut, mais quel réconfort ce serait de progresser un peu, de se retrouver en avant des positions trop habituelles, de fouler un sol où se traînait récemment la botte allemande ! Travaillons, espérons... »

Travailler, c'est l'affaire de chacun à son poste glorieux de combat, à son poste plus humble d'arrière. Quant à l'espérance, elle épie les résolutions du généralissime.

C'est au généralissime de hâter ou de

ralentir l'effort, de ménager ou de risquer le sang de la France. Il concerte son action avec l'action de nos alliés.

Parmi nos alliés il y a le temps.

Ce serait mal d'injurier ce temps qui nous pèse, ce temps qui fut froid, pluvieux, traînard, ce temps de treize et bientôt quatorze mois. Il travaille pour nous. Les Belges, les Russes, les Anglais, les Serbes, les Monténégrins, les Italiens combattent avec nous l'Allemagne. Le temps aussi. Chaque jour qui passe est un bataillon qui vient se ranger à nos côtés et qui tend à rompre en notre faveur l'équilibre.

La lenteur de ce duel nous ayant rendu service, c'est un devoir de ne pas la maudire. Elle nous fait souffrir, mais nous rend service.

Les Allemands se sont jetés dans des tranchées. Tant mieux. Ils nous ont permis de construire le mur derrière lequel nous nous sommes organisés.

Nous les aurions battus dans une guerre de mouvement. Peut-être. Mais il eût été terrible que nous fussions à la merci d'un peut-être. Ils avaient une préparation complète, des masses instruites et encadrées, un outillage immense, leurs industries toutes prêtes, une

administration et un pouvoir politique adaptés à la guerre. Ils étaient organisés. La guerre lente leur enleva cette supériorité en nous laissant à notre tour nous organiser.

Le temps nous a-t-il permis de retrouver les vertus efficaces qu'au long de son histoire la France a manifestées bien souvent ? L'histoire dira que toutes les improvisations, nécessairement, clochent peu ou prou, mais quelque réserve qu'on fasse, il saute aux yeux qu'à la longue nous avons atteint un degré de préparation qui rend notre défensive inviolable et notre offensive supérieure.

Ah ! si nous avions été, voilà un an, au point où nous sommes aujourd'hui ! Nous n'avons pas pu tirer tous les profits de notre victoire et, au soir de la Marne, jeter l'ennemi en déroute hors de France, parce que nos caissons étaient quasi-vides, notre artillerie légère impuissante contre leurs canons à longue portée, et parce que les Anglais, moins prêts encore que nous-mêmes, n'avaient que trop peu d'hommes à joindre à nos forces... Aussi notre état-major, très sagement, put se réjouir quand l'Allemagne intimidée substitua la guerre immobile des tranchées à la guerre de mouvement. Derrière le mur qu'il fallait rendre infranchissable, nous allions pouvoir

attendre les successifs renforts de la Grande-Bretagne, constituer des approvisionnements de munitions, construire un matériel de guerre, et enfin mettre debout, instruire une armée nouvelle, l'armée de la nation tout entière.

Ces résultats, douze longs mois nous ont permis de les obtenir. A la longue, nous avons pu mobiliser toute notre industrie. Et le temps qui nous a servis dessert les Allemands. Comment augmenteraient-ils leur rendement industriel que dès le premier jour ils avaient su pousser à son maximum ? Nous avons, en outre, réparé et renforcé nos admirables troupes du début avec des contingents qui ne sauraient les dépasser en vaillance, mais qui, sans nul doute, connaissent mieux cette guerre, y sont plus exactement adaptés et se dépenseront à moindre perte d'une manière plus efficace.

La supériorité qu'a parfois montrée l'ennemi tient à sa science de l'action collective. Or, qu'est cela dans la pratique militaire, sinon l'instruction donnée, imposée et reçue par avance ?

L'instruction ! voilà ce qui nous a manqué avant et pendant ; voilà le grand et simple mot lâché, le mot qu'on ne proclame pas

assez et qu'il faut inscrire à côté de ceux qui, si souvent et si justement depuis des mois, retentissent. Des munitions, des canons, de l'instruction, voilà ce que doit donner à nos soldats cette lenteur maudite qu'il faut plutôt bénir.

Des canons, des munitions, oui, il en fallait. Mais aussi de l'organisation défensive et de l'instruction. Le temps qui nous a été dévolu demeure, chaque jour, une force. Qu'on l'emploie à majorer en profondeur, par l'action méthodique de l'arrière, la valeur de nos successives régions de défense, et aussi à majorer par un travail approprié la valeur militaire de nos régiments territoriaux. Les jeunes classes 1914, 1915 sont allées rapidement au feu, où elles se comportèrent avec un admirable et joyeux élan. Le généralissime désire qu'un temps plus long soit consacré à la préparation de la classe 1916 pour augmenter encore l'efficacité du rôle offensif qu'il lui réserve. Nous avons besoin au front de la qualité encore plus que de la quantité. Il faut que, dans les dépôts, les soldats et ceux qui sont aptes à devenir des sous-officiers et des officiers développent tout ce qu'ils possèdent d'aptitudes, acquièrent tout ce qu'ils peuvent retenir de connaissances militaires.

Le tir, le lancement des grenades, le manie-
ment des mitrailleuses, tout le dressage à la
guerre des tranchées, augmentent la confiance
en soi de chaque soldat. On ne saurait trop
rassembler, unir, affermir et orienter en bloc,
par une communauté d'instruction dont l'effet
moral sera déjà tout-puissant, tant de bonnes
volontés et même d'héroïsmes épars !

Ces résultats, c'est le temps qui nous les
donne. Depuis une année, il recrée nos
armées. Puisse-t-il, en outre, à l'arrière, per-
mettre que le sens de l'organisation et de
l'entreprise s'infuse dans les esprits, pour que
l'intelligence ne paraisse pas résider surtout
dans la critique de l'action d'autrui, et pour
que les vains propos ne fassent pas trop illu-
sion aux heures de l'action nécessaire.

Félicitons-nous des cruelles lenteurs grâce
auxquelles nous avons progressé. Au premier
geste du chef, on verra où nous en sommes,
et l'ascension sur place de nos forces.

VII

L'HOMMAGE AUX VAINQUEURS DE LA MARNE

12 Septembre 1915.

Les députés de Paris font parvenir une fort belle adresse au général Maunoury, qui commanda victorieusement sur l'Ourcq. Il est naturel que leur reconnaissance se tourne vers celui qui le plus immédiatement, dans l'immense bataille de la Marne, couvrit et sauva la grande ville.

Aux premiers jours de l'exode, nous nous croyions abandonnés, quand éclata sur les murs l'affiche de Gallieni. Elle disait que la ville résisterait, serait défendue. Ah ! ce texte solide et court. Je ne puis le relire sans revoir ce vaste Paris de septembre, quasi désert, muet, attentif, et qui ne fut jamais plus délicat, plus noble, plus aimé que dans ces heures de solitude et de péril. Comme il était exposé ! Quelle proie il faisait, sous le charmant soleil de septembre ! Son silence surtout était prodigieux ! On allait indéfiniment, sans lassitude, avec l'amitié la plus vive, le long des

avenues désertes. Les passants fraternisaient, échangeaient leurs raisons de confiance. La lettre des députés de Paris rappelle qu'au 9 septembre nous nous disions les uns aux autres : « L'espoir est bon si Maunoury peut tenir sur l'Ourcq. » Cela est bien dans la note, mais déjà, à cette date, nous en savions un peu plus. Dans le brouillard des matinées d'automne, nous voyions les plaines de l'Oise, les ondulations le long de la Marne, le plateau de la Brie, la Marne, l'immense plaine de Champagne, les marécages, la Champagne pouilleuse, toujours la Marne, l'Ornain, la Meuse, Verdun et là-bas Nancy, les Vosges et toute cette immense ligne chargée de nos troupes. Notre pensée fraternelle ne pouvait pas s'arrêter au péril le plus proche ; elle courrait le long de ces deux cents kilomètres.

J'ouvre la collection de l'*Écho de Paris*, j'y retrouve mon article de ce 9 septembre. C'est un chant de « gratitude aux armées de la France ». J'y raconte que « nous progressons dans la région de Montmirail, aux abords de Vitry-le-François, sur la route de Nancy à Château-Salins ». Je cherche à percer les ténèbres : « A quels chefs doit aller notre immortelle reconnaissance ? Quels sont les troupes et les généraux qui dans cette minute

couvrent victorieusement Paris ? Rien que le silence répond. D'héroïques soldats, de jour et de nuit, sans arrêt, se battent pour nous, à deux pas de nous, sans que nous puissions leur dire un frémissant merci, en les appelant par leurs noms. Quelques noms : Joffre, Pau, Gallieni, Castelnau rayonnent. Malgré ces hommes mêmes. J'ai vu nos dragons s'en aller à la bataille, le casque enveloppé d'une gaine, et de la même manière nos grands chefs ne laissent point leurs hauts cimiers de gloire étinceler... »

Nous savions mal les faits, pourtant nous savions que le combat sur l'Ourcq ne faisait qu'une partie de la bataille. Nous ne disions pas seulement : « Pourvu que Maunoury tienne », mais encore : « Nous serions perdus si un seul céda dans l'immense muraille. » Le 10, j'y revenais : « On se penche en esprit du haut des remparts, on cherche du regard au lointain nos soldats repoussant l'ennemi par-dessus le Petit-Morin, à Montmirail et puis à Fère-Champenoise, à Vitry-le-François... » Ainsi, dès cette première heure brûlante, nous connaissions qu'il ne suffisait pas que notre sixième armée marchât victorieusement sur l'Ourcq. Qu'une seule brèche s'ouvrît de Paris à Verdun, à Saint-Dié, tout

l'Océan de la Germanie s'y engouffrait furieusement, et voilà Paris submergé.

Aujourd'hui, sans être à même d'entrer dans le détail, nous voyons clairement l'événement dans son ensemble. En s'infléchissant vers Meaux et Coulommiers, le général von Klück offrait sa droite à l'action offensive du général Maunoury et de l'armée de Paris. Tel est le point de départ de la bataille de la Marne, qui commence en bataille de l'Ourcq. Von Klück, en appelant le 2^e corps d'armée allemand, puis le lendemain le 9^e pour se soutenir sur l'Ourcq, offre sa gauche aux attaques des troupes anglaises et françaises, aussitôt allégées et redressées. L'armée de Paris venait de modifier profondément la situation générale. Dans la nuit du 9 au 10, le haut commandement allemand apprend que von Klück a subi un échec et qu'il se retire en toute hâte sur Soissons, et voilà tous leurs commandants d'armée déconcertés, ne recevant du Kaiser et de son adjoint, le général de Moltke, que des directions insuffisantes. Sur tous les points, ils voient leur poursuite enrayée par les armées françaises, qui, toutes, à l'ordre de Joffre, dès le 6, ont repris l'offensive et se battent avec une ardeur surhumaine. Chaque armée gagne pas à pas, ouvre la route

à sa voisine, est appuyée par elle aussitôt, prend de flanc l'adversaire qu'elle attaquait la veille de front. Les efforts de l'une s'articulent étroitement à ceux de l'autre. Maunoury, French, Franchet d'Esperey, Foch, Langle de Cary, Sarrail, Castelnau, Dubail sont animés par les mêmes vues, par la même méthode, et exécutent, avec une variété de ressources que l'histoire éternellement étudiera, la pensée du général Joffre.

La voilà l'union sacrée ! D'un certain point de vue, ces dix journées de la bataille sont le pendant de la grande journée du 4 août parlementaire. Celle-ci d'instinct manifesta la bonne volonté unanime des cœurs, celles-là mirent en œuvre avec une parfaite unité toutes les vertus disciplinées de la France.

La bataille de l'Ourcq doit être comprise comme un fait étroitement engrené avec d'autres faits dont on ne peut le séparer sans l'anéantir. C'est une phrase dans un raisonnement. C'est une opération située dans un ensemble d'opérations, qui les unes la permettent et les autres la complètent. Nous sommes devant un système merveilleusement combiné de causes et de conséquences où l'on ne peut songer à rien isoler. Paris fut sauvé par chacune des armées qui concoururent à

exécuter la pensée du haut commandement. Aussi le président du Conseil municipal de Paris, Adrien Mithouard, a-t-il été bien inspiré en adressant au nom de ses collègues l'hommage de la Grande Ville au général Joffre et à tous les soldats tombés dans la victoire de la Marne. Et je demande à mon éminent confrère et collègue, Denys Cochin, que, depuis le champ de bataille où il se rend aujourd'hui avec notre délégation parlementaire, il complète notre pensée de juste reconnaissance en orientant notre respect vers le généralissime Joffre et l'ensemble de ses soldats qui sauvèrent Paris sur l'Ourcq et la Marne et devant Verdun jusqu'aux Vosges.

VIII

DES SOINS ET AUSSI DU RESPECT

13 Septembre 1915.

Je ne prends pas mon parti de notre impuissance à obtenir du ministre un signe qui distingue les blessés de la guerre. Ils y tiennent trop, ces braves, pour qu'on leur refuse satisfaction.

« Nous tous, m'écrit un réformé, nous

allons successivement célébrer l'anniversaire de nos blessures, et je trouve qu'au fur et à mesure de nos liquidations de pensions le Gouvernement ferait bien de nous remettre l'insigne que vous réclamez justement pour nous... »

Cette idée d'anniversaire si sobrement indiquée a quelque chose d'émouvant. On verrait avec plaisir cette petite cérémonie de commémoration. Je pense à ce que me disait un chef anglais récemment : « Nous voulons que dans la tranchée nos soldats se disent les uns aux autres : Tu sais, si tu es blessé, tu seras très bien soigné ». Soigné et honoré

Il faut en finir, il faut régler la situation de ces amputés, aveugles, borgnes, paralysés, infirmes de toutes natures que nous croisons dans les rues vêtus d'habits ouvriers ou bourgeois, et que nous risquons de ne pas traiter avec la déférence qu'ils méritent. On dit qu'il y en a qui se voient traités d'« embusqués », voire de « têtes à massacre ». Je pense qu'on exagère. Quoi qu'il en soit, nous leur devons un éclatant certificat, bien visible pour tous, de ce fait qu'ils ont été « diminués » pour la France.

Nous sommes des centaines à plaider leur cause. Tour à tour, chacun prend la parole.

Rien qu'à la Chambre, il y a quatre jours, c'était Girod, député de Pontarlier ; il y a trois jours, c'était Prat, député de Versailles ; il y a deux jours, c'était Lauche, de la Seine : aujourd'hui, c'est Paul Escudier, député de Paris. Chaque jour, c'est Bailby, dans l'*Intransigeant*, et au premier rang mes illustres confrères et amis Henri Lavedan, Jean Richepin. Voici une lettre qu'Escudier me communique en même temps qu'il l'adresse au Ministre de la Guerre :

Paris, le 9 septembre 1915.

Depuis plusieurs mois votre administration est saisie du projet de l'insigne aux blessés de la guerre, par des lettres ou des propositions de quelques-uns de mes collègues, par les articles d'éminents littérateurs et publicistes, qui ont consacré des pages éloquents à cette importante question.

L'opinion publique est unanime, et ceux que nous entourons de notre affection et de notre admiration appellent cet insigne de leur espoir ardent.

Vous avez pensé que beaucoup d'entre eux recevraient la croix de guerre ou la médaille militaire ; mais il ne vous a pas échappé que la remise de la croix de guerre ou de la médaille militaire récompense des actions d'éclat qu'il n'est pas donné à chacun d'accomplir, et notre reconnaissance veut que les blessés conservent le signe de la noble origine de leurs blessures. reçues en servant la Patrie.

Dans le même ordre d'idées, la création de la médaille commémorative de la Grande Guerre, qui sera distribuée à tous ceux qui y prennent part, ne corres-

pondrait pas à l'intention émue de l'insigne aux blessés de la guerre.

L'heure est brève, et ne vous semble-t-il pas qu'une mesure aussi opportune doit s'imposer aux hésitations de votre administration ?

N'abandonnez donc pas à des bureaux sibyllins l'organisation mystérieuse d'une réalisation qui fera tant honneur à votre initiative.

Elle est réclamée par toute la nation, et nos glorieux mutilés en attendent de vous l'immédiate consécration.

Veillez agréer, monsieur le Ministre, l'expression de ma haute considération.

Paul ESCUDIER.

En toute question, il faut se placer au point de vue de celui qui nous contredit. En le comprenant on se console un peu de ne l'avoir pas persuadé. S'il est intelligent, on jouit de son intelligence ; s'il est bête, on se réjouit de sa bêtise, Que m'objectes-tu, ô administration ? Que peux-tu bien avoir dit à Mille-
rand pour qu'il écarte ou ajourne notre pressante sollicitation ?

Nul besoin de beaucoup chercher. L'objection que l'on nous oppose, c'est que certains soldats peuvent être blessés dans des circonstances peu intéressantes et, par exemple, en se soustrayant à des ordres.

Mais, Millerand, vous, l'auteur de la loi sur les accidents du travail, vous n'allez pas vous arrêter indéfiniment sur ces exceptions.

On ne vous demande pas une distinction honorifique. Il y a pour les héros la médaille militaire, la Croix de guerre, la Légion d'honneur. On vous demande d'établir officiellement et d'une manière évidente pour tous un fait. L'insigne accordé aux blessés de la guerre, sans leur attribuer aucune suprématie sur ceux de leurs camarades assez heureux pour rentrer sains et saufs dans leurs foyers, établira clairement, et d'une manière hautement honorable, l'origine de leur état physique. L'insigne dira : cet homme que vous croyez diminué a souffert au service de la patrie, pour notre défense à tous.

J'ai déjà obtenu un résultat qu'Escudier n'apprécie qu'à demi, mais qui nous a paru, à Prat et à moi, fort précieux. Le Ministre de la Guerre nous a dit qu'il estimait qu'en effet il y avait quelque chose à faire : « Après la paix, un jour ou l'autre, c'est certain qu'il sera institué une médaille commémorative de la guerre. Eh bien ! cette médaille, je vais m'occuper de la créer immédiatement. Je pourrai ainsi la donner à tous ceux qui auront été réformés pour blessures reçues ou maladies contractées ou aggravées à la guerre. »

Voilà, sinon les termes, du moins l'esprit

de la réponse que fit Millerand au député Prat, qui était allé lui porter des explications en son nom et au mien.

Cette promesse, je l'ai publiée le 22 juillet. J'attends en toute confiance sa réalisation. J'imagine déjà le bijou parfait que les artistes seront mis à même, cette fois, d'inventer.

Il ne faut jamais se décourager. Le Gouvernement français s'est laissé dépasser par le Gouvernement belge. Dès maintenant, chaque Belge réformé pour blessure de guerre reçoit un insigne qu'accompagnera par la suite la médaille commémorative de la guerre. Tant mieux si notre propagande a pu servir nos vaillants camarades de l'armée alliée. Leur exemple plaide pour notre thèse. Visiblement celle-ci gagne un immense terrain. Pour faire accepter la *Croix de guerre*, il nous fallut quatre mois. Nous avons vu la nécessité de l'*Insigne des blessés*, pour la première fois, en novembre 1914. Dix mois, c'est un long temps. Mais nous aboutirons, car nous avons raison, et Millerand, qui ne peut pas régler toutes les questions dans le même moment, sait l'importance de tout ce qui, dans une armée fortifiée, satisfait le moral.

IX

ON CRÉE UN SOUS-SECRÉTAIRE D'ÉTAT
POUR L'AVIATION

15 Septembre 1915.

Le rôle de l'aviation ne cesse pas de grandir au cours de cette guerre. Nous pouvons nous en assurer en lisant les communiqués anglais et français. Notre armée des airs assaille les voies de communication, les gares, les parcs, les dépôts de munitions, les concentrations de l'ennemi sur l'arrière de son front et plus loin même dans la zone du Rhin.

Voilà un rendement militaire que nous étions loin d'obtenir, on peut bien l'avouer aujourd'hui, dans les premiers temps de la guerre. Le nombre de nos avions s'est accru; il en sort chaque jour des ateliers; nous avons des écoles de pilotes, de mécaniciens, d'observateurs, de mitrailleurs, de photographes. Aujourd'hui encore une centaine d'obus ont été jetés sur Trèves. Nulle doute, nulle hésitation, les résultats sont beaux, il faut redoubler d'efforts. Puisse la nomination de M. René Besnard être de bon augure.

Depuis des mois, les Allemands nous assaillent et nous pressent ; nous les assaillons et les pressons. Leur première offensive est irrémédiablement brisée ; nous ne leur voyons plus l'arrogance féroce, insensée, de leur marche sur Paris, C'est en vain qu'appelant le matériel au secours du moral, ils font marcher devant eux les nuages de gaz asphyxiants. De tranchée à tranchée, les forces paraissent s'équilibrer. Deux lutteurs s'affrontent sans s'ébranler. Allons-nous attendre que le temps qui travaille pour nous ait fait son œuvre, ou bien allons-nous consentir les sacrifices coûteux dont nous savons, qu'ils dégageraient notre territoire ? Quelques-uns cherchent ailleurs l'instrument de décision. Ils regardent dans les airs en disant que nous pouvons déployer là-haut des aptitudes supérieures à celles des Austro-Germains ; ils pensent que nous devrions nous mettre en mesure d'ébranler à revers les forces allemandes ; ils disent que nous les dominerions sur l'arrière par l'aviation.

Le célèbre écrivain anglais H. J. Wells, dont les rêves sont pleins de logique, prévoit la création d'une flotte des airs, innombrable. Il voudrait que les unités en fussent à la fois rapides et porteuses de charges puissantes.

A cette heure, dit-il, nous avons deux espèces d'aéroplanes : la machine de reconnaissance, qui va aussi vite qu'un regard, et qui est, en effet, l'appareil visuel mobile, à grand rayon, d'une batterie cachée ; et puis la machine plus lourde, capable d'emporter des obus à grande capacité d'explosifs. Peut-on réunir dans un même type les qualités de ces deux espèces d'aéroplanes ? Pouvons-nous construire des batteries puissantes au vol rapide, et les équiper en très grand nombre ?

C'était le projet, me dit-on, du sénateur Reymond ; le projet de ceux qui pensent qu'une puissante aviation d'offensive nous donnera la domination sur l'adversaire et rompra à notre profit l'équilibre tragique.

Comment passer à l'exécution ? Voici que nous avons un sous-secrétaire de l'aviation. Que lui demandons-nous ? Un matériel et des hommes, une surproduction d'appareils et de pilotes. C'est entendu, mais d'abord il faudra qu'il crée une méthode dans des services encore mal liés, dans l'aviation du ministère et dans l'aviation de l'armée.

Créer une méthode ! C'est pour M. René Besnard une tâche autrement lourde que celles qui ont été dévolues aux collègues qu'il va retrouver groupés autour du ministre de la

guerre. Albert Thomas a trouvé dans ses services des modèles et des procédés, un matériel qu'il a pu communiquer aux industries privées qu'il mobilisait. Godart, petit à petit, utilise les forces médicales qu'on avait trop imparfaitement employées, et unifie ses services. Thierry rassemble et surveille ; il porte l'œil du maître sur des domaines démesurément agrandis par la guerre. Le nouveau sous-secrétaire d'État n'entre pas dans une maison toute faite qu'il aurait à élargir, à surveiller, à adapter aux grandes circonstances de la guerre : il doit construire ce qu'à cette heure il ne possède pas encore.

Un personnel et un matériel, voilà ce que nous attendons de lui, et, sitôt l'édifice à demi élevé, il faudra mettre dessus un drapeau, le drapeau de la cinquième arme, le drapeau de l'aviation.

C'est un difficile problème, mais posé d'une manière urgente par la nécessité. Il s'agit que l'aviation, qui n'est pas organisée comme l'artillerie pour produire son matériel, qui n'a pas ses écoles spéciales traditionnelles, qui jusqu'à cette heure s'est bornée à solliciter les constructeurs, sans pouvoir diriger leurs recherches, et à recruter des pilotes sans leur offrir des avantages bien étudiés, construise

et arme les bi-moteurs énergiques, réclamés d'abord par les gens à imagination, et puis aujourd'hui par les esprits les plus positifs. On attend du nouveau sous-secrétaire d'État qu'il construise dans le minimum de temps le plus grand nombre possible d'avions, dont la vitesse, le rayon d'action et la charge utile soient puissamment accrus, et qu'il recrute et dresse pour cette flottille aérienne un équipage d'aviateurs, de bombardiers et de mécaniciens.

L'aviation a besoin d'une impulsion qui ne soit ni politique, ni administrative, mais gouvernementale. Une tutelle dirigeante doit être exercée sur des rivalités et des âpretés tenaces qui, pour être suscitées par l'émulation la plus noble, celle du génie inventeur, n'en sont pas moins à discipliner et à coordonner. Comment cette grande tâche de défense nationale peut-elle être menée à bien ? *Les rapports de la commission de l'armée* et diverses conversations que je voudrais employer (notamment des commentaires fort intéressants de M. A. Le Chatelier) peuvent nous en donner une idée. Je voudrais en prendre texte pour indiquer demain à mes lecteurs quelques directions au bout desquelles l'aviation va trouver son drapeau.

X

LES INDUSTRIES DE L'AVIATION

VOUDRONT FAIRE LEUR « UNION SACRÉE

16 Septembre 1915.

La nomination de M. René Besnard est une opération politique. Ne perdons pas de temps à le souligner. Nous n'avons de parti pris que contre les Allemands. Appelé à collaborer à la Défense nationale, M. René Besnard sera nécessairement préoccupé de bien faire. C'est le souci de tout Français mis en vue, et plus largement dans cette période tragique. Nous demandons au nouveau sous-secrétaire d'État pour l'aviation une puissante armée aérienne, qui s'en aille par dessus les tranchées ébranler à revers les armées allemandes, bombarder leurs bases et nous mettre à même d'imposer notre décision dans cette guerre lente.

Les appareils sont à construire, le personnel à recruter. Parlons aujourd'hui des appareils. Nous ne les avons pas, et pour parler franc, nous sommes en train de les mal chercher.

A cette heure, l'aviation reste encore dispersée et confinée dans les efforts isolés de ses marques rivales.

Il y a émulation sans collaboration. Ce n'est pas la bonne volonté qui manque. Les constructeurs d'appareils et de moteurs se mettraient tous allègrement à multiplier, par séries innombrables, l'avion de victoire. Ils font de leur mieux en attendant. Ils sont aussi passionnés que les aviateurs, ces constructeurs. « Qu'on nous montre, disent-ils, le meilleur moteur, le meilleur appareil, nous n'en ferons pas d'autre. »

On ne le leur montre pas. On n'est pas outillé pour le leur montrer demain. Notre cinquième arme ne possède pas un matériel définitif, mis au point ; elle n'a pas comme l'artillerie, ses manufactures et ses établissements. S'agit-il d'amener à sa perfection un moteur qui est en bonne voie, où s'adressera-t-elle ? Comment répartir entre toutes les usines les études, les gabarits, les modèles d'un moteur à fabriquer en grandes séries ? Où réaliser les expérimentations coûteuses et risquées des grands avions de modèles inusités ?

A cette heure, tous ces soins, toutes ces charges incombent à l'industrie privée, aux divers fabricants qui courent la chance d'en

tirer des profits compensateurs que l'on peut traiter d'excessifs. Ils mettent à la loterie.

La première tâche du nouveau sous-secrétaire d'État devrait être de rompre avec ce système injustifiable du chacun chez soi, et d'unir toutes les industries de l'aviation.

Est-il chimérique de concevoir que la jouissance industrielle de ces vastes établissements soit mise intensivement au service de l'aviation par un régime leur donnant rang et qualité de manufactures de guerre ? Des contrats de régie tiendraient à la disposition de l'administration les ateliers et les fabriques qui lui manquent. Celle-ci, dès lors, réglerait à son gré le rendement et le prix du marché.

Si l'État se déclare incapable de procéder à cette unification, pourquoi ne se ferait-elle pas par la libre volonté des industries elles-mêmes ? Leurs chefs refuseront-ils d'assembler leurs forces et de constituer un consortium de guerre, un groupement syndical de la construction du matériel d'aviation ?

Les Allemands sont à Noyon. Il faut un grand effort. On l'attend de ceux qui furent les créateurs de l'aviation. Leur génie industriel et leur zèle patriotique ne font pas question ; leur défaut d'organisation d'ensemble est également certain. Il faut mettre notre

cinquième arme à même d'avoir des idées qui embrassent, qui utilisent tout ce que l'industrie a de ressources. Quand l'aviation connaîtra ce qu'elle peut, elle saura mieux ce qu'elle veut : bi-moteur ou gros-moteur, avion de chasse ou avion de bombardement. La première étape du salut par l'armée aérienne, c'est d'unir les constructeurs du matériel d'aviation, de mobiliser tous les établissements particuliers, fabriques de moteurs et ateliers d'appareils, et de constituer avec eux, d'une manière temporaire, une puissante *manufacture*, un établissement d'État pour la durée de la guerre.

J'entends bien que je demande là un gros sacrifice aux propriétaires de firmes puissantes et justement populaires. Mais si je ne les connais pas personnellement, ces grands industriels, je connais comme tous les Français leur zèle patriotique, décuplé depuis le début de la guerre. Au cas où ils m'accorderaient que les réflexions dont je me fais l'écho sont justes, je sais qu'ils ne s'arrêteraient pas longtemps à des objections égoïstes, et une fois de plus ils sacrifieraient leur sentiment propre à l'intérêt public.

Depuis un an, que de formes variées n'a pas prises l'Union sacrée[?] Les citoyens se

sont efforcés de briser le cadre des partis et de s'unifier dans le culte de la patrie ; l'armée a réussi à réduire tous les caractères et tous les talents sous la discipline du Haut Commandement ; dans la fabrication des munitions et des armes, les exemples abondent déjà d'industries privées se rangeant sous une seule volonté organisatrice, qui les porte à leur maximum de rendement. L'heure est venue d'organiser et d'intensifier la production nécessaire à notre armée aérienne. Il faut que les cloisons étanches soient brisées sous l'action gouvernementale, (si M. René Besnard en trouve l'autorité), ou par la pression de l'industrie elle-même, fatiguée de rester impuissante faute d'une vraie méthode.

... Ces idées sur le matériel d'aviation doivent être complétées par des vues sur le personnel des pilotes. Nous devons les soumettre à l'examen de nos lecteurs et les verser dans la discussion publique, pour qu'elles y prennent l'appui du consentement général. On les trouvera exposées avec plus d'autorité et avec plus de détail, sous la plume de M. A. Le Chatelier, dans le prochain numéro de la *Revue Bleue*. C'est à M. René Besnard d'en assurer la réalisation ou de trouver mieux.

La nomination du nouveau sous-secrétaire

d'État, disions-nous plus haut, est une opération politique, que l'on justifie en invoquant la nécessité de remédier à l'impuissance des bureaux. Vous connaissez la thèse : il y a faillite administrative, et les politiques sauvent la situation... Ce n'est pas une thèse à laquelle je voudrais répondre tout court par un oui ou par un non. On aurait beaucoup à dire (en dehors de toute polémique) sur la situation où s'est trouvée une administration du temps de paix ayant à s'improviser administration pour la guerre. On en arriverait, je crois, à découvrir que la faute est dans l'imprévoyance des politiques qui avaient négligé d'étudier aucune organisation des pouvoirs publics pour le temps de guerre. C'est ce manque d'appropriation du Parlement, du Gouvernement et de l'administration qui constitue la gêne et la débilité de la direction à l'arrière. Je m'en suis expliqué ici-même à plusieurs reprises, ou plutôt j'ai essayé de m'en expliquer, toujours assailli par la censure, qui se méprend sur une vue d'historien et qui croit que j'attaque quelqu'un, quand je constate les conditions dans lesquelles se trouvent en temps de guerre, avec des devoirs de guerre, des pouvoirs civils outillés pour le temps de paix.

Dans l'urgente nécessité où nous sommes, je ne crois pas que le Parlement soit plus à même que l'administration de trouver les solutions et de les appliquer. Il faut faire de la besogne proprement gouvernementale. Il faut décider et vouloir. Quand même ils auraient été le produit d'une combinaison parlementaire et le fruit des couloirs, les sous-secrétaires d'État sont maintenant en possession de la puissance gouvernementale. Qu'ils s'en servent pour agir et pour créer, pour s'en aller d'étape en étape vers l'organisation indispensable de la défense nationale à l'arrière.

XI

OFFREZ UN GRADE, DANS L'AVIATION,
AUX MÉCANICIENS DE SPORT

18 Septembre 1915.

Sommes-nous d'accord sur l'utilité et la nécessité d'une nombreuse armée des airs ? Il faut immédiatement construire des avions, et mettre dessus des aviateurs.

Double tâche pour le nouveau sous-secrétaire d'État.

Nous aurons les appareils puissants et ra-

pides s'il met à la disposition de notre aviation de combat la base d'une « manufacture » de guerre, constituée par l'adaptation d'industries puissantes. Qu'à son appel les firmes fameuses fassent leur « union sacrée ». Et puis (c'est la seconde tâche urgente), qu'il trouve le moyen de recruter un personnel nombreux et qualifié.

Ce personnel existe en puissance dans notre race.

Anglais et Français, à ce jeu nouveau, sont sûrs de tenir la tête, écrit le célèbre écrivain H.-J. Wells, et il en donne les raisons.

L'Allemand, que ce soit sur terre ou dans les airs, est l'homme de la grande masse ; il marche à condition de se grouper, de former des équipes avec un chef et une forte discipline. Le Zeppelin répond bien à cet esprit. Dans cette grande vessie, nos Allemands sont coude à coude et ils obéissent à un commandant. Mais l'individu anglais est d'une autre essence. Il se suffit à lui-même ; il n'est pas un simple rouage, mais la machine elle-même : une machine qui a du coup d'œil et qui se décide vite. Nous pouvons en dire autant de nous autres Français.

Le Français s'est adapté complètement et tout de suite à la machine à voler ; il fait corps

avec elle, lui aussi, il en est l'âme. Répétons avec Wells que dans la liberté du ciel, nos hommes libres, Anglais et Français, se sont sentis chez eux et les maîtres. Dans cette guerre pénible, aveugle, industrielle, où le courage individuel est si mal satisfait, combien de nos soldats, au fond des tranchées, en voyant glisser là-haut l'avion léger, rêvent de s'évader avec lui dans les nues ! Débrouillard, amoureux de gloire, le fils des chevaliers a des aptitudes et du goût pour ces tournois de l'azur. Il voudrait enfourcher le cheval ailé, s'envoler.

Comment le mettre en selle et lui placer le volant dans les mains ? Comment utiliser les aptitudes de notre race ? Comment organiser le recrutement de ces « mécanos », de ces « parigots » habiles, audacieux ?

Une fois encore nous voilà devant un problème d'organisation. Toujours le même. Saurons-nous nous dégager et employer nos supériorités latentes propres ?

Le Parlement (dans les rapports et études de ses commissions) a bien fait la critique de l'état des choses. Il a fourni une statistique édifiante des professions de nos candidats à l'aviation de guerre. Ils appartiennent tous aux professions libérales. Sur vingt d'entre

eux ce ne sont que notaires, licenciés ès sciences, avocats, professeurs, tous gens des professions libérales ; parfois un commerçant. C'est bien, mais nous voilà fâcheusement privés de ces mécaniciens de sport qui feraient le mieux l'affaire, car pour eux l'aviation avec son moteur et son pilotage n'est qu'un prolongement de l'automobile et de la motocyclette.

M. Le Chatelier me disait : La question du personnel se ramène pour l'aviation de grande offensive au déclanchement du « mécanicien ». En ce moment, le mécano de Paris ou de province travaille à l'usine du temps de guerre pour 8 ou 10 francs par jour, ou bien dans les parcs de l'artillerie et les convois d'automobiles. Qu'un revirement d'idées, qu'une contagion d'exemple l'entraînent vers l'aviation de combat, le recrutement se transforme en nombre et qualité, et ce sera l'entrée en scène de milliers d'excellents candidats.

Le Parlement a bien vu que les Bureaux n'avaient pas su nous procurer ce personnel nombreux et qualifié, mais lui-même n'a pas apporté le remède au mal. L'« Étude sur l'organisation de l'aviation », jointe au « Rapport de la Sous-Commission d'aviation de la Chambre », démolit vigoureu-

ment l'aviation du territoire et du front, mais ne construit rien. Le Parlement est apte à la partie critique de la besogne. On attend la seconde partie réellement créatrice. On attend l'action gouvernementale.

Comment décider le mécanicien à quitter les positions profitables dont il a le choix pour l'amener à l'aviation, où il trouvera d'abord 10 0/0 de chances de se faire tuer ? Je me rappelle que le marquis de Dion, avant la guerre, était partisan du système des primes par sortie. C'est le système anglais. Nous en causions avec Painlevé. Je crois que cette manière de faire se rattache à tout un ensemble d'idées et de mœurs qui ne sont pas dans notre tradition, qui ne s'accorderaient avec rien de ce que nous faisons dans les autres armes.

La grand ressort en France, c'est l'honneur. Offrons à ces ouvriers, à ces jeunes mécaniciens de sport un galon, un grade de guerre, qui tienne de l'officier mécanicien, et de l'officier marinier de la flotte.

Dans la *Revue Bleue*, M. Le Chatelier donne cette solution ; il en voit les difficultés, et les surmonte.

Il faut, dit-il, créer un grade d' « officier pilote », parce que la Défense Nationale en a

besoin ; mais il faut en même temps conserver son rang à l'officier de carrière, qui a quitté son arme pour risquer davantage à bord d'un aéroplane. Tout cela est fort conciliable.

A l'école, pendant son apprentissage, le jeune ouvrier, futur « officier pilote », reste soldat. Avec son diplôme, le voilà caporal. Mais c'est peu d'avoir volé en aérodrome. Il faut aller au feu ; il y devient sous-officier, et bientôt, par son baptême à l'ennemi et par quelques vols qui comptent, il passe « aspirant ». Ensuite, des raids, une part active aux entreprises des escadrilles de bombardement, et alors un dernier stage : celui de maître pilote aux écoles du territoire ou du front. Trois mois après sa sortie de l'école, il sera officier s'il a payé de sa personne et fait ses preuves d'aviateur.

Il sera officier à la suite d'épreuves, à la suite de risques, mais non par faveur. Tel sera son droit.

Quant à ces officiers de grande valeur, officiers de cavalerie, d'artillerie, d'infanterie, détachés à l'aviation, on doit leur réserver certains services de front : le repérage, les reconnaissances tactiques, pour lesquelles leur instruction spéciale est nécessaire. Ils constitueront des escadrilles d' « état-major », dis-

tinctes des escadrilles de chasse et de bombardement. Et puis la multiplication des unités de combat créera des postes de commandement revenant de droit au grade le plus élevé.

Enfin, ces officiers ne voient-ils pas que cette création d'un grade spécial pour l'aviation met notre cinquième arme en possession de son autonomie et qu'ils vont avoir la joie de former et de commander les régiments de l'armée des airs ?

Il faut agir. Nous sommes en temps de guerre, et dans une phase où les forces, de part et d'autre, semblent s'équilibrer. Notre effort national doit s'ingénier et redoubler. C'est plus que l'heure d'assouplir les formes de la paix aux besoins de la guerre. Certes, sous la direction d'un chef militaire de premier ordre, depuis un an, nos avions se sont multipliés et fortifiés. Mais écoutez ce qu'imprimait hier la *Gazette de Cologne* :

Nos adversaires, pleinement conscients de la valeur que présente l'aviation, font d'énergiques efforts pour accroître considérablement le nombre de leurs pilotes militaires. Nous ne les regardons pas sans rien faire.

Le vaillant corps d'aviateurs que nous possédions déjà en juillet 1914 a été augmenté depuis lors dans des proportions qu'un profane croirait à peine réalisables. Pour des raisons d'ordre militaire, nous ne pouvons citer aucune chiffre.

Le salut public commande. Je ne veux pas croire que la création du sous-secrétariat d'État pour l'aviation soit une simple manœuvre politique et un épisode de la lutte des Bureaux et du Parlement. J'en attends l'intervention de la puissance gouvernementale que réclament les nécessités de la défense nationale.

Puissent les idées dont je viens de me faire le simple écho, dans ces trois articles, être accueillies par le gouvernement et par ceux qu'elles réorganiseront. Puissent les constructeurs faire leur « union sacrée » et mettre au point, d'accord avec l'aviation qui combat, l'avion de victoire digne d'être multiplié par séries innombrables. Puissent les officiers aviateurs faire place ouverte parmi eux aux « mécanos » parisiens, aux mécaniciens de sport, et trouver leur remerciement dans les drapeaux que l'on donnera à leurs régiments aériens.

XII

LA VISITE AU VAINQUEUR DE L'OURCQ

20 Septembre 1915.

Bien que notre visite ne soit pas un incident de la vie privée, mais une démarche officielle et publique accomplie au nom de la

population parisienne, je m'abstiendrai de donner le détail des instants que nous avons passés dans la maison du général Maunoury et au milieu de sa famille. Je ne retiens que les couleurs morales, l'atmosphère de cette entrevue, au juste l'émotion que nous avons éprouvée.

Nous allions porter au vainqueur de l'Ourcq l'hommage de notre respect et de notre reconnaissance, car il est tout naturel que dans l'immense bataille de la Marne et dans la série des succès remportés par le généralissime Joffre et par ses généraux, Paris songe d'abord aux soldats qui le protégèrent plus immédiatement.

Denys Cochin, Aubriot, l'amiral Bienaimé, Dubois, Groussier, Lauche, Longuet, Petitjean, Puech et Weber représentaient l'unanimité des députés de la Seine. Nous sommes arrivés vers midi dans une paisible maison française, agréable et modeste, une de ces vieilles demeures semées par centaines à travers tous les villages de France où on les appelle « le château ».

C'est de là que le général est parti, voici quatorze mois, à la veille de la guerre, pour demander à reprendre du service ; c'est là qu'il est revenu, glorieux blessé, recevoir les soins de sa famille.

Dans le salon du rez-de-chaussée qui ouvre de plein-pied sur le parc, et tout pareil à ces milliers de salons qui encadrent les événements petits ou grands de la vie des familles françaises, nous sommes introduits auprès du général, de M^{me} Maunoury et de sa fille, M^{me} la colonelle Schneider.

Le voilà, debout, en uniforme bleu clair, la figure largement bandée, un œil seulement à découvert qui, pour l'instant, ne voit rien. Sur sa poitrine, la médaille militaire, la médaille de 70, la Croix de guerre, et, au-dessous, la plaque de la Légion d'honneur. Plutôt petit de taille, il est d'apparence souple et j'oserai dire encore jeune. Superbement frappé au visage, il demeure « le chef ». Avec quelle dignité simple il écoute l'adresse que Denys Cochin lui lit d'une voix expressive. Il répond, et du fond de ces ténèbres, en dépit de ce bandeau, comme sa claire pensée rayonne et déjà annonce le jour où il reprendra sa place à la tête de ses soldats pour le couronnement de la victoire !

J'irai tout de suite à ce qui faisait pour moi le centre de l'intérêt dans cette noble maison. Nous sommes devant un soldat à l'âme forte et simple, qui donne à cette guerre son seul sens raisonnable. Le général Mau-

noury est un ancien officier de 1870, vengeant l'honneur de nos armes, sauvant Paris d'un nouvel affront, commençant la délivrance de Strasbourg et de Metz. C'est ce qu'il exprimait dans sa fameuse proclamation du 10 septembre à son armée victorieuse : «... Je vous dois ce vers quoi étaient tendus depuis quarante-quatre ans tous mes efforts et toutes mes énergies : la revanche de 1870. » Tout ce qu'il nous dit se rattache à cette idée centrale. Avec lui on se retrouve dans le droit fil national et sous la sainte obsession que tous les Français éprouvèrent au lendemain du traité de Francfort.

La conversation, bien entendu, roula uniquement sur la bataille de l'Ourcq. Et tout de suite, c'est l'éternelle question : pourquoi les Allemands ne se sont-ils pas jetés tout droit dans Paris ?

— Je pense, dit le général, que von Kluck voulait frapper les Anglais, qu'il croyait démoralisés par leurs difficultés des jours précédents. Après les avoir plus ou moins anéantis, il serait entré dans Paris. Il a été surpris par mon attaque. Il n'a pas su quelle était cette armée qui lui tombait sur les bras. Le général von Kluck est un homme de guerre remarquable, mais le manque de renseigne-

ments et la vigueur de notre action lui ont fait croire à des forces plus nombreuses que celles dont je disposais réellement. Ah ! c'est que mon artillerie et mon infanterie y sont allées magnifiquement. J'avais tout engagé, tout. On me demandait des ordres pour le cas où il y aurait à ménager une retraite sur Paris. Non ! ai-je dit, il n'y a pas d'ordre. J'avais pris la résolution de ne pas rentrer dans Paris.

Que cette dernière phrase, dite du ton le plus simple dans ce décor bourgeois par un tel homme, fait un écho vrai au message que le 6 au matin Joffre adressait à toutes ses armées !

Au moment où s'engage une bataille d'où dépend le salut du pays, il importe de rappeler à tous que le moment n'est plus de regarder en arrière : tous les efforts doivent être employés à attaquer et à refouler l'ennemi. Une troupe qui ne peut plus avancer devra, coûte que coûte, garder le terrain conquis et se faire tuer sur place, plutôt que de reculer. Dans les circonstances actuelles, aucune défaillance ne peut être tolérée.

Je sais bien que vous connaissez ce texte, mais je le recopie pour le plaisir de l'entendre une nouvelle fois et pour le confronter avec la parole de Maunoury. Quelle union du grand chef avec ses collaborateurs ! c'est cet

accord parfait des volontés et des cœurs qui nous assurera la victoire. Jamais la France ne connut et ne connaîtra un plus complet épanouissement de l'esprit de sacrifice. A cette minute de la Marne, apparut une fraternité inouïe. Les Français mouraient avec joie pourvu que leurs corps servissent de rempart.

Quelque chose de cette perfection patriotique des armées avait pénétré dans Paris à demi-désert. Ceux qui virent ces heures des premiers jours de septembre, lointain reflet pourtant des champs de bataille, ne les oublieront jamais.

Nous disons au général que les Parisiens, à cette date, craignirent de n'être pas défendus. Une fois la bataille engagée, nous en suivions les péripéties à l'aide de renseignements peu nombreux, incertains, obscurs. La défaite ce jour-là, c'était les Allemands à Paris et la catastrophe irrémédiable pour des monuments qui sont la gloire de l'humanité, en même temps que de la France.

Le général s'exprime en termes élogieux, avec beaucoup de force et d'insistance, sur l'attitude de Paris, qui, en 1870, a si courageusement supporté le siège et qui, en 1914, d'après ce que nous lui disons tous, appelait

la résistance. Les Parisiens doivent connaître que la réponse du vainqueur de l'Ourcq à l'hommage de leurs élus est une affirmation de sa gratitude pour la bonne volonté que la population parisienne, de tout son élan (et de toutes ses autos), projetait vers ses soldats dans ces rudes combats de septembre.

Nous avons achevé notre visite au général dans le parc plein de soleil, à l'abri d'une vieille charmille. « Chaque jour, nous dit notre hôte, je fais ici mon tour de promenade, seul, en me guidant avec ma canne. » Ce petit espace, c'est aujourd'hui le champ de bataille du vainqueur de l'Ourcq. Opiniâtement, il y regagne le terrain que l'ombre voudrait envahir. Quelle énergie dans cette lutte intime ! Privé de son commandement, le général Maunoury devient un modèle au niveau de qui voudraient se hausser tous ceux que frappe l'adversité. Ce chef exemplaire prend la tête dans les deux combats de la guerre, celui du champ de bataille et celui de l'ambulance. Et le regardant avec une respectueuse admiration, nous pensons qu'une telle vie devient un fragment même, un lambeau saignant du cœur immortel de la France.

En quittant Herbilly, et avant de regagner Orléans et Paris, nous sommes allés à deux pas

visiter Chambord, vaste solitude qui n'existe plus que par ses dehors. Après la petite maison pleine d'âme et de leçons, combien cette magnificence semblait inanimée, muette. Nous venions de voir vivante la plus haute tradition française, et, gens de toutes opinions, nous nous sentions accordés avec ce héros par tout ce que nous avons de meilleur en nous et qui est bien plus profond que nos nuances de partis.

XIII

MILLERAND DÉPOSERA UN PROJET D'INSIGNE AUX BLESSÉS

21 Septembre 1915.

Nous touchons au dernier instant de la campagne pour l'insigne aux blessés. Elle aura duré un long temps. Dès novembre 1914, au moment où ils commençaient de se grouper pour venir en aide aux « Mutilés de la guerre », les lecteurs de l'*Echo* avaient compris la nécessité de donner à nos soldats cette authentification de leur sacrifice. Dix mois d'articles et de démarches ! Nous pûmes paraître monotones. Mais les intéressés insistaient, nous

soutenaient. Enfin, nous voici au bout. Mille-
rand va déposer un projet de loi.

Vous vous souvenez qu'au 25 juin, j'avais résumé nos arguments dans une « lettre ouverte au ministre de la guerre ». Peu après, Aristide Prat s'étant chargé d'en causer avec lui nous rapporta l'assurance que le gouvernement allait créer une médaille commémorative de la guerre et la donnerait immédiatement aux blessés. Cette bonne idée demeurait encore à l'état de promesse au début de septembre. J'insistai et Paul Escudier prit sur lui d'adresser au ministre une lettre qu'il me donna à publier. En voici la réponse, cette fois décisive :

« ... Je vais déposer sur le bureau de la Chambre un projet de loi instituant la médaille commémorative de la guerre et autorisant le port du ruban avec insigne spécial, dès maintenant, pour les blessés, retraités ou réformés N^o 1. »

Nul besoin pour l'heure d'aucun commentaire. Nous entrons dans une phase nouvelle. Le principe déjà acquis va prendre sa forme légale. Satisfaction est donnée à ce blessé qui m'écrivait au nom de ses camarades : « Nous allons tous successivement célébrer l'anniver-

saire de nos blessures et je trouve qu'au fur et à mesure de nos liquidations de pensions le gouvernement ferait bien de nous remettre l'insigne que vous réclamez justement pour nous... »

Il y aura aujourd'hui, à l'annonce de cette bonne nouvelle, un peu de plaisir dans nos hôpitaux. Tous nos soldats malheureux vont être assurés, dès la lecture de cette article, que jusqu'au dernier de leurs jours ils seront signalés aux yeux de tous, de manière que leur diminution physique tourne à leur avantage.

Et moi non plus, je ne cacherai pas ma satisfaction. De fois à autre, au cours de cette campagne, notre idée fut mal comprise et même blâmée. Dans mon dossier se trouve une lettre qui a été conservée parce qu'elle prétend donner l'objection dans toute sa force :

Impression pénible que produit l'insistance de M. Barrès. On prodigue la Légion d'honneur, la Médaille militaire, la Croix de guerre. Ce n'est pas suffisant ! Il faut un insigne pour les blessés. Demain il faudra une médaille pour tous.

M. Barrès parle d'agir sur le moral. Les idées de sacrifice et de dévouement ne suffisent donc plus ?

Les Allemands s'occupent à avoir des munitions, des canons, des soldats. Nous, notre grande affaire, ce sont les rubans.

Je ne crains pas de donner la voix à ces critiques. Elle ne m'ont pas persuadé. Il vaut mieux s'en défaire avant la discussion parlementaire.

J'ai déjà reçu et mis sous les yeux du public des objections analogues quand je demandais la *Croix de guerre*. Elle n'ont rien empêché. Il est vrai que la Croix de guerre n'est pas toujours bien distribuée, mais c'est un autre problème où je ne suis pas en cause.

Bien évidemment, ce qui passe avant tout, c'est la mobilisation et l'éducation militaire des hommes, la fabrication du matériel et des munitions, l'aviation, le service de santé, et loin par derrière ces « questions de ruban ». Mais s'il faut mettre toutes choses à leur plan, il ne faut rien négliger.

Les grands chefs du passé, depuis le maréchal de Saxe jusqu'à Napoléon, tout comme ceux d'aujourd'hui quand ils nous demandent une Croix de guerre à distribuer sur le champ de bataille, s'accordent à dire : « On peut tout obtenir des Français pour la gloire... »

Il suffit de se promener dans les rues de Paris pour voir quels ont été les heureux effets de la Croix de guerre. Le permissionnaire qui porte le glorieux insigne se sent entouré de la déférence générale. On le regarde,

on l'admire, on compte les étoiles ou les palmes qui ornent son ruban. S'il est gradé, les soldats le saluent avec plus de respect. Tout le monde se dit : « C'est un brave ». L'insigne des blessés, lui aussi, touchera heureusement les cœurs. En voyant la médaille commémorative suspendue à un ruban spécial, chacun pensera : « C'est un défenseur de la France que le malheur a frappé », et lui, il se sentira entouré de sympathie. On s'empresera à l'aider, à le servir, et plus tard, après la guerre, il ne connaîtra jamais cette dure indifférence que dans la cruauté de la vie les bien portants, pressés de courir à leur destinée, témoignent trop souvent aux infirmes, aux malades, aux faibles.

Je ne veux pas manquer de signaler, une fois de plus, à la sympathie des intéressés, tous ceux qui ont pris part à cette campagne pour les blessés et dont l'appui a fait aboutir l'idée. C'est, à la Chambre, Girod, Lauche, Aristide Prat, Escudier et chaque jour Bailby dans *l'Intransigeant*, et, dès le début, Henry Lavedan.

Ne veulent-ils pas demander avec Paul Escudier et moi que cette médaille commémorative des blessés soit remise en même temps aux familles des soldats morts pour la

France ? Je crois à l'efficacité de ces précieuses reliques dans les familles françaises. Elles adoucissent et ennoblissent la douleur. Sous le verre où la piété des petits enfants la fixe, elles parlent continuellement d'honneur et de sacrifice. Elles sont un titre et un conseiller de noblesse.

XIV

LA JOURNÉE DU POILU OU BIEN DU COMBATTANT ?

23 Septembre 1915.

« Poilu » est un mot qui ne plaît qu'à moitié. Il plaît parce qu'il désigne ceux que les Français aiment et admirent. Mais il ne semble pas assez les respecter ; il y a quelque chose d'animal.

D'ailleurs le mot n'est pas né de cette guerre. On l'employait depuis longtemps dans les casernes et dans leurs alentours. Il était de ces milliers de vocables qui vivent en marge des dictionnaires. En marge, c'est-à-dire dedans. Littré écrit : « Poileux, ancien terme de mépris. » C'est Balzac (la trouvaille n'est pas de moi) qui, en 1832, dans le

Médecin de campagne, a réhabilité ces deux syllabes et pour la première fois semble leur avoir donné le sens généreux, vigoureux et cordial que nous leur voyons aujourd'hui. Il s'en servit une fois, puis il n'y pensa plus, les laissa retomber.

Or voici une espèce d'événement : le mot, depuis un an, a fait si belle fortune, que le monde officiel l'accueille. Le Parlement, depuis quinze jours, le fait sien. Et je crois qu'avant peu vous allez le voir briller en grands caractères, au milieu d'affiches blanches, sur les murs au bas desquels il allait jadis clopinant dans la boue.

La Chambre et le Sénat s'occupent d'organiser la « Journée du Poilu. »

C'est une bonne idée. Nous ne ferons jamais assez pour honorer et secourir nos défenseurs. Et à toutes les raisons que chaque Français peut trouver d'approuver la fête du poilu, je joins ma complaisance pour un projet dont je suis le parrain. « A quand la fête du poilu ? » écrivais-je ici au 1^{er} juillet, et pourtant j'ai des doutes sur le nom que je donnai à ce projet et quelque regret qu'on le lui maintienne,

En soulevant cette mince question, je semble faire mon propre procès et critiquer mon vo-

cabulaire. Mais ce qu'un écrivain peut dire dans une conversation familière avec ses lecteurs n'est peut-être plus de même convenance si c'est le Parlement qui l'emploie.

C'est une impression. Je vous la soumets. Pour une solennité ou organisation quasi-officielle, le mot manque de dignité. A mon goût, il diminue ceux qu'il veut fêter et servir. Un héros se laisse mal exprimer par ce mot effronté et gouailleur.

Et pourtant, depuis qu'il a pris ses racines dans la terre de nos champs de bataille, depuis une année, j'avoue qu'on hésite à mal juger ce mot où tant d'actions admirables sont en quelque sorte visibles. Il conquiert ses titres historiques. A certains instants, quand nous le rencontrons, c'est avec admiration. Le jour où l'on s'occupera de compléter, dans le « Littré », l'article consacré à Poileux ou Poilu, et de joindre au vieux sens péjoratif le sens d'aujourd'hui, on trouvera de superbes textes à donner en exemple.

En voici un si beau que je ne résiste pas au désir de vous le faire connaître. Écoutez cet ordre du jour adressé par un chef à ses chasseurs à pied. C'est un soldat lorrain qui me l'a donné et vous allez y voir comment le

mot de *Poilu* peut devenir un des plus beaux de la langue française :

Pour la troisième fois depuis le début de la campagne, le ...^e bataillon vient de se couvrir de gloire en enlevant l'ouvrage des « Sacs à terre » avec un entrain et une vigueur au-dessus de tout éloge.

Quoique harassés par la fatigue de six jours et de six nuits consécutifs de faction, de travail et de combat, quoique un peu affaiblis dans votre confiance par l'échec de la première attaque, vous vous êtes brusquement ressaisis en découvrant soudainement le bon itinéraire à suivre pour éviter les feux de flanc des mitrailleuses et surtout en suivant pas à pas, coup par coup, le travail de préparation si efficace de notre artillerie. Subitement certains du succès, vous êtes sortis tous ensemble de la tranchée au signal de votre commandant, derrière vos officiers et chefs de section, vous avez bondi comme des lions et en moins de quarante secondes, vous avez atteint la tranchée ennemie et sauté dedans comme l'aigle fond sur sa proie; mais la bête effarée par la vigueur et la soudaineté de votre attaque s'est enfuie, éperdue, sans chercher à vous opposer la moindre résistance. Comme à Saint-Léon, comme

à Lille, vous avez prouvé que vous étiez toujours une troupe d'élite capable encore de fournir, après dix mois d'une guerre incessante et terrible, un effort irrésistible, digne de vos ancêtres, les héros de Sidi-Brahim et de Sébastopol, mais surtout capable de vaincre la résistance opiniâtre du Boche détesté et de le culbuter « cul par-dessus tête ». AVEC DES POILUS comme vous, mes chers amis, la victoire est certaine et prochaine.

Nul doute qu'ici *poilu* ne soit magnifique de poids, de franchise, et ne nous contraigne d'admirer sa misère, sa nudité farouche. Présenté dans un tel mouvement de pensée, le mot est plein de force et d'honneur. Il est vrai, hardi, fait image; c'est un soldat de Géricault, et l'on serait bien chétif de s'offusquer.

Mais, sur de grandes affiches officielles et froides, pour annoncer une fête nationale, pour grouper des jeunes filles qui quêteront dans les rues... non, décidément, « la Journée du Poilu » ne sonne pas à l'unisson avec nos pensées. L'expression ne manque pas d'un certain esprit, mais elle manque totalement d'âme. Elle respire une jovialité qui est peu de saison, et nous entraîne trop du côté de la farce, en pleine période tragique.

Encore une fois, je ne fais le procès de personne, ou bien ce serait le mien propre. Pourquoi les uns et les autres sommes-nous tombés dans cette faute de goût? Parce que nous avons besoin d'un mot neuf pour désigner un être nouveau. La Journée du Fantassin? Non, c'était trop étroit. En même temps que les fantassins, nous voulons fêter les cavaliers qui, eux aussi, servent dans les tranchées, et puis les soldats du génie, les artilleurs, qui participent également à cette guerre inouïe. Il nous fallait un mot qui désignât ce personnage sans précédent : l'homme des tranchées. Nous avons pris ce que l'usage semblait nous offrir, — usage de l'arrière, toutefois, il faut le dire, plus que des combattants eux-mêmes.

Comment naissent les mots? D'une manière spontanée, toute géniale. Celui-ci est admirable de pittoresque. Il n'est que cela. C'est son tort de peindre seulement les dehors d'un être tel que le soldat de 1915, en qui nous vénérons une moralité sublime et le plus haut esprit de sacrifice.

Les Poilus! Décidément le mot est insuffisant pour nommer ceux dont leurs chefs nous disent : « Nos soldats, c'est à se mettre à genoux devant eux. » Et je crois qu'au

lieu de la *Journée du Poilu*, nous ferions bien de dire tout simplement la *Journée du Combattant*.

XV

A LA VEILLE DES GRANDES DÉCISIONS.

25 Septembre 1915.

C'est le moment des indécisions, la période de crise. D'ici quinze jours, l'esprit travaillera sur des bases plus solides, sur des données certaines. Constatons du moins ce qui est acquis.

Nous sommes autorisés à dire aujourd'hui que la manœuvre d'encercllement, poursuivie par les Allemands en Russie avec tant d'audace et de ténacité, doit être considérée comme manquée. C'est du beau travail, mais c'est tout de même un échec.

On s'était demandé si l'énorme masse de cavalerie allemande qui au 16 septembre avait surgi à cent kilomètres à l'est de Vilna n'était pas suivie d'une armée. Là-dessus, à cette heure, on est fixé et rassuré. Il s'agissait seulement d'un raid formidable de cavalerie. Tout ce qu'on a saisi et notamment les mitrailleuses le prouvent.

Les Russes font leur retraite sûrement ; la hernie se résorbe, la ligne droite se rétablit. Ils avaient tenu jusqu'à l'extrême limite à Vilna ; ils s'attardaient, c'était dangereux. Qui de nous n'était pas inquiet ? Chassons cette inquiétude. Le veilleur placé dans le clocher s'interdit de jeter d'inutiles cris d'alarme, mais enfin il voit parfois de gros nuages glisser sur l'horizon, s'amasser dans le ciel. Des renseignements tout à fait bien choisis et sérieusement pensés nous permettent de signaler une large éclaircie en nous rassurant sur trois points importants :

Les armées russes échappent à la manœuvre d'encerclement. Elle reçoivent des munition, comme on le voit bien à l'offensive heureuse qu'elles prennent contre les Autrichiens. Leur moral est excellent, le moujik se préoccupant fort peu de comprendre dans quel sens ses chefs le mènent et remplissant son devoir avec un parfait esprit d'acceptation.

Alors une question se pose tout de suite : jusqu'à quand les Allemands vont-ils, pourront-ils continuer leur marche en avant ?

Pour y répondre, il faudrait connaître les difficultés que leur offre le terrain. Au reste, les pluies, les marécages, les forêts, qui ralentissent le poursuivant, ralentissent aussi bien

celui qui se replie. Si les autos allemandes ne roulent pas, celles des Russes s'embourbent aussi profondément. Peut-être peut-on dire qu'il y a un avantage pour celui qui se meut dans son propre pays. La grande question demeure de savoir dans quelle mesure les Allemands s'usent. Nul doute qu'ils ne souffrent effroyablement. Les Russes aussi ! Il faudrait donc pouvoir faire les deux comptes, la balance, le bilan effroyable.

Nous avons un élément supérieur d'appréciation. Les Allemands énumèrent dans leurs communiqués ce qu'ils font de prisonniers. Selon leur habitude constante, ils additionnent pêle-mêle les soldats qui mettent bas les armes, les blessés et les cadavres. Tout cela, pour eux, c'est autant de pris. Eh bien ! les chiffres auxquels ils arrivent, grâce à cette audacieuse majoration, ne donnent nullement l'impression d'un désastre russe.

Une armée désorganisée qui bat en retraite laisse derrière elle des bandes de gens qu'on ramasse comme on veut, « à la pelle ». Ce n'est pas du tout la situation des Russes. On leur fait des prisonniers, mais le front est immense, immense aussi le chiffre des troupes engagées, et eux-mêmes ils prennent beaucoup de monde à leurs adversaires.

L'avenir est sauf. Il n'est plus question que la Russie soit hors de combat jusqu'à la fin de l'hiver. Elle a des munitions, elle reprend l'offensive sur les Autrichiens ; sa vitalité ne permet pas aux Allemands de distraire de leur armée d'invasion les trois à quatre cent mille hommes qu'il leur faudrait pour attaquer la Serbie.

C'est ainsi qu'à cette heure aucun renseignement sérieux ne signale de troupes allemandes au nord de la frontière serbe, vers laquelle se tournent tous les regards.

Nous mesurons ici une partie des incomparables services que la Russie ne cesse pas de rendre à la cause des Alliés. Elle retient, fatigue, épuise ses prétendus vainqueurs.

Les Allemands n'ont plus les cadres ni le matériel qui leur permettraient de créer de nouvelles unités. Ce que renferme encore d'hommes et d'armements leurs dépôts est indispensable pour alimenter leurs formations déjà existantes sur les fronts de France et de Russie, et ne suffit pas à constituer rien de neuf.

Ainsi commençons-nous à voir les limites et la fin de cette puissance colossale qu'il était impossible de mesurer quand, avec un déploiement inouï d'orgueil, elle mit en marche

ses bataillons et son outillage innombrable de mort sur les routes de la malheureuse Belgique.

Nous venons de traverser une phase pénible. Patientons encore une dizaine de jours avant de voir comment elle va se dénouer. A cette heure, on achève d'arrêter les décisions stratégiques qui caractériseront une nouvelle période de la lutte.

Les Allemands vont-ils s'arrêter en Russie ? Jusqu'où poursuivront-ils ?

Le mystère des Balkans va s'éclaircir, et de ces ténèbres quelle action s'apprête à surgir ?

Sur notre front, nous-mêmes qu'allons-nous faire ?

Où seront la grande offensive et le lieu de la décision ?

Bientôt des éclairs de tempête auront illuminé le ciel, et l'on verra la forme générale de la campagne d'hiver.

XVI

CANONNADES SUR TOUT LE FRONT

26 Septembre 1915.

En retrouvant cette phrase ou l'équivalente, pour la centième fois dans les communiqués, beaucoup de lecteurs disent : « Il n'y a rien

aujourd'hui ». Ce qu'ils ont lu si souvent perd toute action sur leur esprit, comme ferait un air de musique indéfiniment répété. Ils repoussent le journal. « Quoi de nouveau ? » — « Bah ! c'est toujours la même chose ».

Obligeons-nous pourtant à voir derrière les mots des réalités. Le rédacteur du communiqué n'écrit pas pour ne rien dire. Sachons l'entendre. Voyons l'utilité, l'effet de ces canonnades qui, durant cette période, se produisent quotidiennement en de nombreux points du front sans que l'on nous dise que l'infanterie ait prononcé la moindre attaque.

Un jour nous lisons : « *Canonnade efficace sur les organisations allemandes de...* » Comprendons qu'il s'agissait d'annihiler un blockhaus de mitrailleuses gênant pour nos positions, de détruire un observatoire ennemi ou bien de défoncer des abris.

Derrière des mots qui nous semblent si mornes, représentons-nous nos pièces lourdes en action, et voyons chez les Allemands ce que voient nos observateurs : des débris de matériaux, d'armes et de cadavres projetés en l'air, des dépôts de munitions qui explosent. Un silence. La fourmilière ennemie cherche à réparer ses organisations bouleversées, mais

sitôt aperçue, elle est saluée par de nouvelles rafales plus meurtrières encore.

Un autre jour, nous apprenons que : « *Nos batteries ont dirigé un bombardement efficace sur les positions ennemies à...* » Nous devons entendre que notre artillerie s'occupe à rendre pénible et énervant le séjour de l'ennemi aussi bien dans ses premières lignes que dans ses cantonnements. Elle a repéré les boyaux et tranchées et les bat au premier indice de circulation ; elle connaît les points de passage obligés, les ponts, les carrefours, les itinéraires des convois de ravitaillement ; elle tient discrètement sous son feu les villages éloignés où les troupes ennemies se reposent, et de nuit comme de jour, soudain y envoie de brusques arrosées. Tel obus, racontait il y a peu un prisonnier, aurait à lui seul tué ou blessé trente dormeurs boches.

Enfin, parfois, il s'agit de *lutttes d'artillerie* ou, comme dit le communiqué, *duel d'artillerie*. Expression peu juste. Ce ne sont pas là deux adversaires cherchant mutuellement à se mettre hors de combat. Une batterie ennemie nuit à nos troupes. Il faut la faire taire. Mais d'abord comment la découvrir sur les pentes ou dans les ravins qui la cachent ? C'est l'affaire de l'avion ou

du ballon captif. Il rapporte son renseignement. La lutte commence. Notre artillerie arrose de projectiles sa rivale dont elle connaît l'emplacement et dont elle est, elle-même, inconnue. Elle force les servants allemands à se jeter fréquemment dans leurs abris ; leur tir se ralentit, se ressent de l'émotion que leur donnent les éclatements de shrapnells ou des obus explosifs. Sommes-nous renseignés sûrement et munis de munitions avec surabondance, nous ne nous contentons pas de troubler ainsi la batterie ennemie, nous cherchons sa destruction par un réglage qui se resserre. Enfin elle se tait, ses servants fuient à toutes jambes, des approvisionnements explosent.

Le chef-d'œuvre de ce genre d'action fut obtenu à Verdun, quand une pièce du fameux matériel de 42 centimètres, après avoir lancé quelques obus sur l'un de forts avancés, fut reconnue par nos avions. Très rapidement presque tous ses hommes furent tués ou blessés ; elle-même, atteinte, entra dans le silence de mort d'où elle n'est plus sortie.

Ainsi, action contre les ouvrages ennemis, action contre le personnel, action d'artillerie contre l'artillerie, voilà le sens de ces canonades qui remplissent le communiqué les jours

où nous disons qu'il est vide. Et leur résultat s'arrêterait-il là que nous devrions le traiter d'excellent. Elles maintiennent à un niveau élevé le moral de nos hommes en leur montrant que nos artilleurs veillent et que toute attaque sur nos tranchées est immédiatement punie par des représailles sévères sur les tranchées adverses. Elles épouvantent ou énervent l'ennemi et lui infligent des pertes sans risquer des sacrifices auxquels Joffre, ménager de ses troupes, ne se résout qu'à l'heure où toutes les chances sont groupées.

Mais sont-elles groupées, ces chances, alors la canonnade est un prélude chargé d'un sens plus riche. Elle prépare une action offensive, Des batteries nombreuses, bien instruites, bien cachées et disposant d'une quantité énorme de munitions travaillent pour ouvrir les chemins vers les formidables organisations défensives qui jalonnent le front ennemi. Tandis que nos fantassins demeurent encore dans leurs tranchées, cette artillerie s'occupe à bouleverser les retranchements qu'ils vont assaillir. Elle brise ou fond les fils de fer, met hors de combat, ou tout au moins démoralise les Boches. Et qu'à l'improviste, après des heures, voire même des jours, de cette terrifiante canonnade, surgissent nos hommes, si

tout fut bien réglé et la Fortune favorable, ils trouveront déjà leur ouvrage à demi-exécuté.

P.-S. — Les vignes du midi, ravagées par le mildiou, donnent une mauvaise récolte.

Chez les Normands, les pommes sont abondantes.

Nous autres Lorrains, nous savons où allaient les pommes normandes. Durant deux mois, des trains innombrables les acheminaient vers l'Allemagne. L'odeur des pommes remplissait nos gares et nous poursuivait sur tous nos chemins. Au delà du Rhin, elles se transformaient en vin.

Car, vous ne l'ignorez pas, si l'on fait fermenter des pommes avec du marc ou sur du moût de raisin, on obtient un liquide qui, au goût, ne se différencie pas du vin. Les Allemands, gens habiles, avaient su créer une industrie pour tirer parti de ce principe.

Mais chez nous, si le vin est une boisson hygiénique, et le cidre aussi, le produit des pommes et du raisin ne l'est pas.

Pourquoi ne pas autoriser, vu les circonstances, la fabrication de ce cidre-vin ? On ferait plaisir aux Normands, qui, l'an dernier, n'ont pu vendre leurs pommes, et à tous les pays de petits vignobles, comme la Lorraine. On donnerait aux soldats et aux ménages mo-

destes une boisson excellente et peu coûteuse. Enfin le Midi n'y trouverait-il pas une meilleure utilisation de ses marcs, menacés par la suppression du privilège des bouilleurs de cru ?

XVII

LA VAGUE D'OPTIMISME

27 Septembre 1915.

De Petrograd à Londres, à Paris, chez tous les Alliés, c'est une heure de confiance, justifiée par la fatigue qu'avoue, au front oriental et au front occidental, l'immense effort des Allemands. On entrevoit que leur cavalerie va s'ensevelir là-bas dans les marais de la Wilia. On enregistre qu'ils viennent de laisser entre nos mains, en Champagne et dans l'Artois, dix mille de leurs hommes de première ligne.

Nous traversions depuis quelques semaines une période d'atonie. Un certain nombre d'imaginations voyaient les difficultés avec plus d'anxiété que par le passé. D'autres éprouvaient de l'impatience. A côté de toutes ces critiques s'entre-choquant et de ces nervosités intéressées ou mal renseignées, com-

bien apparaît puissante la méthode dont ne se départit pas notre haut commandement.

On ne rendra jamais assez justice au système une fois adopté par Joffre et auquel il se tient, sans jamais s'arrêter de lui faire donner, fût-ce lentement, ses effets.

Depuis dix mois, la guerre de mouvements s'étant terminée par la victoire de la Marne, nous sommes entrés dans une seconde phase, dans la guerre de tranchées, guerre de forteresse et d'usure. Très sagement, notre état-major a saisi les avantages que nous donnait cette nouvelle manière. Derrière le mur qu'il fallait rendre infranchissable, nous avons pu renforcer notre armée avec des contingents de territoriaux qu'il était indispensable de mettre en main et d'encadrer avant de les envoyer sur le front; nous avons construit des canons, amassé des munitions et tout le matériel de guerre qui d'abord nous avait fait défaut; enfin nous avons attendu que l'armée anglaise fût créée et organisée. Depuis dix mois, le chef se donne pour mot d'ordre : « Patience et Économie. » S'il y eut des manques à cette consigne, çà et là, ils n'empêchent pas que tel était le commandement. L'économie d'hommes est une nécessité non seulement pour durer et pour attendre l'heure

de la décision, mais encore pour l'avenir de la race. Il ne s'agit pas de jeter dans la fournaise la fleur de notre jeunesse, mais de proportionner toujours les sacrifices à l'importance des résultats. Cette méthode, souvent, suscita des impatiences. Aujourd'hui on en voit les heureux effets. Les Allemands ont atteint le plus haut point de leur effort; leur industrie ne peut plus augmenter son rendement; leurs forces d'argent se videront plus rapidement que celles des Alliés, puisque le blocus leur interdit toute exportation et qu'ils doivent vivre sur leur propre fonds; leurs effectifs s'épuisent dans une lutte sur deux fronts, sur trois fronts à compter l'Italie, et demain sur quatre fronts. Si importantes que soient nos pertes, elles n'approchent pas de celles de l'Allemagne qui, depuis un an, a perdu en officiers et sous-officiers le meilleur de sa vertu guerrière. Et nous avons l'armée anglaise qui n'existait pour ainsi dire pas il y a quatorze mois. Mathématiquement, la victoire est au bout de notre patience agissante. Les Allemands, dans ce moment même où ils semblent sur le sommet, atteignent leur courbe descendante et nous ne cessons pas de croître.

Tel est le chef-d'œuvre de Joffre le Temporalisateur. Et si nous voulons chercher les rai-

sons de l'optimisme qui soulève aujourd'hui la France et les nations alliées, nous trouvons que l'une des plus solides est cette méthode qu'eut notre généralissime de ménager constamment et d'accroître ses armées, alors que la puissante Allemagne se brutalisait à plaisir et se gaspillait furieusement.

Le monde, ces jours-ci, apprend à connaître où est la force, et cette connaissance pénétrera dans le conseil de ses gouvernements.

Nos discours officiels à l'arrière emploient un vocabulaire spécial, une sorte de langage liturgique. Ils disent que cette guerre est la guerre du Droit contre la Force, du Moral contre le Mécanique, de la Justice contre l'Iniquité. On ne peut pas entendre de si beaux mots sans partir en applaudissements. D'ailleurs ils renferment une part de vérité, et c'est certain que l'Allemagne est immorale.

Les Allemands s'élancent sur le monde pour y détruire toute vie industrielle, afin que les peuples soient tributaires de leurs seules usines. Ils vont plus loin, ils rêvent de pratiquer des coupes sombres au milieu des peuples et de défricher les nations, afin de se dilater et de répandre leurs soixante-dix millions de fils sur des espaces transformés en

tombeaux. Ils vont plus loin encore, et, si l'on assistait aux conciliabules de leurs généraux avec leurs philosophes, on les entendrait qui disent d'une voix baissée : « Qu'importe que nous soyons décimés ! Nous souffrions d'un excédent de population. Mettons au premier rang nos faibles et nos infirmes ; notre race sortira de ses guerres affermie, épurée, sélectionnée scientifiquement. Que ceux que leur naissance avait déjà frappés de déchéance soient éliminés par la hache des batailles. La santé, la vigueur du corps social brilleront d'autant mieux par ce baptême sanglant. »

Un frisson de méchanceté court à travers la haute philosophie politique de l'Allemagne. Mais ce n'est pas de ses abominations que cette folle furieuse mourra. Depuis treize mois elle en vivait. Plutôt que de Louvain et de Gerbéviller, elle mourra de n'avoir plus la force de répéter le sac de Louvain et de Gerbéviller. On l'abandonnera, elle s'abandonnera elle-même quand son infériorité commencera d'apparaître.

Nous avons fait douze mille prisonniers ; voilà qui vaut plus pour la France auprès des neutres, auprès des hésitants, en Amérique et dans les Balkans, que les photographies de nos villes incendiées et de nos civils martyrisés.

Les beaux discours qui nous disent que nous triompherons parce que nous avons pour nous le droit, la sainteté des traités, les lois éternelles de l'humanité, font un bruit harmonieux et sont accueillis volontiers dans la conscience de tout honnête homme, mais il ne faut pas que leur phraséologie étouffe nos pensées nettes et obscurcisse notre vue.

C'est entendu, nous avons le droit pour nous, mais notre droit ne vaudra que si nous avons en même temps la force. Connaissons les réalités de la vie universelle et les véritables mobiles des peuples. Nous ne sommes arrivés à rien en Amérique, non plus que dans les Balkans, en publiant les crimes de l'Allemagne. Le communiqué d'aujourd'hui, celui des Français, celui des Russes, celui des Anglais avance mieux que tout nos affaires. C'est la force seule qui jettera le mot d'ordre, hissera le drapeau et décidera le ralliement des peuples. La vague d'optimisme qui soulève aujourd'hui Russes, Anglais, Français, Belges, Serbes, Italiens et tous les amis de la libre civilisation est un pressentiment appuyé sur des faits.

XVIII

A NEUF HEURES ET QUART
LE SAMEDI 25 SEPTEMBRE

29 Septembre 1915.

Il faut attendre. Les opérations continuent. Les grands résultats ne s'obtiendront pas en quelques journées. La bataille ne se développera pas comme en 1870 où Borny, Gravelotte, Saint-Privat, du 14 au 17 août, ont décidé en trois actes un immense résultat stratégique. La puissance de l'armement augmente la durée des combats. Ne nous étonnons pas de n'avoir pas tous les jours des bonds de quatre kilomètres à enregistrer. Le résultat dès cette heure acquis est un très beau succès tactique dont la portée apparaîtra complètement à la suite des luttes qui se poursuivent, mais seuls de longs efforts savamment et furieusement maintenus peuvent déterminer la rupture décisive de l'équilibre. Il ne faut pas compter par journées, mais par périodes à durée indéterminée.

Ce matin, je suis allé saluer quelques-uns des blessés déjà arrivés dans les ambulances

de Paris. Ils sont magnifiques de santé morale. Quel rayonnement ! Survivre avec la gloire ! Ces hommes, dans le premier instant de leur résurrection, ont le sentiment d'atteindre au sommet de leur existence. Tous, depuis des mois, nous sommes leurs admirateurs pleins de gratitude. Ils ont constamment élevé le niveau de la population civile. Ils nous attirent vers eux, nous donnent le désir de nous mettre à leur niveau. Admirer, c'est déjà se hausser. Qu'y a-t-il de mieux dans l'histoire que ces gens qui sont à la fois des héros et des saints, des âmes qui se dressent en face des forces et des épouvantes les plus effroyables, des âmes qui marchent vers ce qui fait fuir, et semblent échapper à toute animalité ?

« C'est le vendredi au soir, m'ont-ils dit, que nous avons connu que l'attaque était pour le lendemain matin. L'ordre du jour de Joffre est bien beau. Les gradés seuls étaient prévenus. Mais vous pensez bien qu'ils ont averti les hommes. Chacun a des papiers à brûler, des choses à écrire... »

On a souvent rapporté les paroles charmantes d'esprit et de vaillance, parfois sublimes, que les soldats échangent dans les tranchées. Les pensées du fond de leurs âmes et qui les mènent valent mieux encore que

celles qu'ils expriment. Avons-nous jeté un regard assez persistant sur ces régions mystérieuses et assez écouté leur silence ? Quelle méditation, celle de ces deux millions de Français dans la nuit du 24 au 25 ! Ils vont marcher à la mort pour la délivrance de Metz et de Strasbourg, pour le refoulement des hordes germaniques. Et quoi encore ? Quel est le secret de ces âmes ? Comment le leur faire dire ? Il y a des moments où l'humanité éprouve de la difficulté à comprendre sa propre grandeur.

Quelqu'un disait à un blessé décoré :

— Comment l'avez-vous eue, votre médaille militaire ?

Il répondit :

« Je me suis mis en colère, et je suis sorti de la tranchée ».

Les soldats que j'ai vus ce matin, ramenés en grande hâte des champs d'honneur de l'Artois et de la Champagne où ils sont tombés samedi et dimanche, sont unanimes à dire combien fut prodigieux d'émotion et d'enthousiasme l'instant où, sur toutes les lignes, l'attaque universelle se déclencha. Toutes les montres avaient été minutieusement réglées les unes sur les autres. A neuf heures et quart du matin, le samedi 25, les chefs de

section ayant lancé le cri de : « En avant ! », répété à l'infini, surgirent hors de la tranchée, et tous leurs hommes derrière eux. Neuf heures et quart, samedi 25, c'est la minute qui soude les deux parts de l'action, la part industrielle à la part morale, et qui voit le torrent d'héroïsme soudain succéder au torrent de mitraille.

Je m'arrête. Je ne dirai rien des opérations en cours. Mais il me sera permis de noter l'admirable sûreté avec laquelle l'artillerie, deux jours durant, a mené en rafales grandissantes d'intensité sa merveilleuse préparation.

Dès avant la guerre, mieux qu'aucune arme peut-être, notre artillerie avait beaucoup travaillé. Si notre 75 est un merveilleux instrument, c'est en grande partie grâce à l'usage que savaient en faire des officiers qui, de plus, ont dressé des sous-officiers aptes à les remplacer. Depuis la guerre, nos artilleurs sont parvenus à lier de mieux en mieux leur action avec celle de l'infanterie, et les deux armes aujourd'hui se connaissant parfaitement s'appuient d'une façon constante l'une sur l'autre, combattent l'une pour l'autre et non plus chacune pour soi. Durant des mois, pour la préparation des offensives de nos fantassins, on parut croire que le 75 suffisait,

mais on en vint à sentir la nécessité de lui adjoindre toute la gamme des calibres. Nous manquions d'acier, de main-d'œuvre, d'outillage ; les insuffisances furent suppléés et les erreurs corrigées. Combien il y fallut de temps ! Hier, sur tout le front, la préparation par l'artillerie fut excellente, supérieure à ce qu'elle avait été dans les dernières offensives d'Arras.

Il faut saluer ces premiers résultats de l'intensité dans l'effort administratif. A mesure que l'esprit guerrier de l'arrière égalera celui des armées, nous dominerons l'Allemagne dont les soldats depuis des mois ne valent plus les nôtres, mais qui mieux que nous avait su, tout entière, prendre l'état de guerre.

Ce sont vraiment les nations qui, persuadées qu'il s'agit de leur vie ou de leur mort, s'engagent à fond dans cette terrible lutte. Non pas leurs armées seulement, mais toutes leurs forces du haut en bas. La France et l'Allemagne sont mobilisées, et l'Angleterre s'y met, et pour la Russie, c'est la guerre sainte, la guerre nationale. Ne disent-ils pas, nos alliés russes, au milieu de l'assentiment des peuples, que leur effort atteint « les limites des possibilités humaines » ?

Mais précisément ce caractère de cette guerre mondiale aussi bien que les méthodes

qu'elle emploie, nous oblige à prévoir sa durée. Ce n'est plus seulement l'armée, l'instrument militaire, qu'il s'agit d'user, c'est la nation tout entière. Nous venons, dans ces journées inoubliables, de conquérir plus de prisonniers que le Grand Empereur en une seule bataille; nous ne pouvons pourtant pas espérer de cette victoire, si loin qu'elle soit poussée, la décision qu'il trouvait dans les siennes. Un art nouveau est apparu dont nous devons attendre quelque chose d'intermédiaire entre Iéna, qui s'encadrait du lever au coucher du soleil, et le siège de Sébastopol, qui dura deux ans.

XIX

SUR LES SECONDES LIGNES

30 Septembre 1915.

Le public français comprend qu'à cette minute ses défenseurs, avec la plus haute tension de toutes leurs facultés, de leur intelligence et de leur esprit de sacrifice, exécutent l'œuvre du salut national, et dans un silence de respect chacun de nous est tourné vers les plaines de mort.

La progression se développe en Artois et en

Champagne. Que va-t-elle incessamment donner? Aujourd'hui, prise de la fameuse crête de Vimy. C'est un beau fait d'armes. De ce point dominant, on embrasse à l'est la grande plaine qui court aisée jusqu'à Lille. Ne concluons pas de cet avantage tactique que nous voici déjà dans Douai, mais de cette hauteur l'ennemi nous gênait énormément.

A l'heure où j'écris, n'ayant pas dans les mains le communiqué de 23 heures, je n'ose rien affirmer de plus. Nos soldats consolident leurs gains, retournent les tranchées qu'ils ont prises, et l'artillerie, toutes pièces faisant rage, leur prépare à nouveau de plus rudes chemins. Pour s'y engager victorieusement encore, nos troupes ont leur élan, accru par la confiance joyeuse qu'elles éprouvent d'avoir vu ces fameux Allemands exécuter en arrière un bond de quatre kilomètres.

Attendons autant d'heures et de jours qu'il faudra.

Autrefois, dans les guerres d'avant 1914, quand on avait un petit succès, on fonçait et l'on obtenait une rapide décision. Mais on n'a pas le droit aujourd'hui de lancer l'infanterie sur des redoutes que l'artillerie n'a pas préparées, broyées, bouleversées, mâchées.

C'est un fait d'expérience que l'offensive

est plus coûteuse en hommes que la défense. On enseigne d'une manière classique que pour prendre un village protégé par un bataillon, il ne faut pas moins de quatre bataillons. Or, sans connaître encore exactement nos pertes, nous savons qu'elles furent relativement faibles. Je suis autorisé à dire que nos succès viennent de nous coûter moins cher que dans l'Artois en avril, mai, juin et que dans aucune de nos offensives antérieures, ce qui prouve l'excellence de notre méthode et son perfectionnement.

Génie humain de Joffre, le Père des soldats, le chef ménager du sang de la France ! Avec gratitude la patrie l'admire. Il calcule toujours si le résultat vaut le sacrifice. Comparez-le aux chefs brutaux de l'Allemagne, qui lancèrent leurs hommes sur l'Yser sans préparation d'artillerie. Quarante mille cadavres, en novembre, couvrirent le terrain, devant nos positions, sauvées d'un assaut furieux qui dura trois semaines.

J'y insiste, car nous devons, dans tous les ordres, comprendre et souligner la supériorité morale de la France. Rappelez-vous leurs formations massives sous nos artilleries anglaise et française, près de trois cents pièces, groupées sur un front de quelques kilo-

mètres. Pour cette marche à la mort, le grand état-major allemand avait choisi des troupes intactes, ses jeunes recrues, car des régiments déjà décimés n'eussent pas voulu marcher dans des conditions si atroces. La mémoire des hommes n'oubliera jamais ces adolescents blonds qui s'avançaient en hurlant et en se tenant par les bras, ivres de bonne volonté patriotique, d'inexpérience et d'éther. Imaginez-les dans la nuit et leurs centaines de figures effroyables, bouches ouvertes, soudain illuminées par nos réflecteurs qui guidaient notre mitraille. Ces attaques par masses profondes échouèrent comme la marche sur Paris qui est leur sœur. Toute une jeunesse en fleurs fut anéantie. Mais en livrant à la destruction leurs individus, ces enfants affirmaient avec une force inouïe l'être germain. C'est dans de telles heures probablement qu'il faut voir le point culminant de l'Esprit qui flotte au profond des forêts du Nord, le sommet d'un génie qui toujours aspire au colossal et qui s'est déjà exprimé dans les œuvres de Hegel et de Wagner. Il se trouve au fond de ces faits variés, dans ces divers efforts extraordinaires, une même sorte d'enivrement, une pareille odeur de mort.

Et, maintenant, jetez en parallèle à ces carnages insensés l'élan de nos soldats libres, alertes, joyeux d'une joie surhumaine, qui surgissent à l'appel de leurs chefs qu'ils aiment et qui les devancent. En avant, tous fraternels, pour la liberté de l'Esprit dans le monde. Hier, ils se croyaient profondément divisés; quelques-uns semblaient préférer d'autres âmes à la leur et d'autres pays à leur France, et nous les maudissions pour cette folie de bénédictions dispersées, mais aujourd'hui comme ils s'accordent! Qu'importe les noms variés de leur commun idéal! Ils savent qu'il y a quelque chose qui vaut mieux que la vie. Quelque chose les anime qui contredit leur égoïsme et qu'ils préfèrent à eux-mêmes. La strophe divine de la *Marseillaise* retentit : « Liberté, liberté chérie. » Et, couché au milieu d'eux, le héros français, le général Marchand, le soldat légendaire, arrose de son noble sang le sol de la victoire... Quelles images, quelles beautés accumulées par milliers, toutes dignes de Roland, de Bayard, du Grand Condé, de Pierre Corneille, de Turenne, de Hoche, de Marceau et de Jeanne d'Arc, la plus pure des gloires! Quelles raisons nouvelles, éternelles, d'aimer par dessus tout la France qui est humaine et qui se bat

pour aider à la libre vie, à l'ardente expansion des forces variées dans l'univers.

A cette minute nous assistons à l'un des moments solennels de notre patrie. L'espérance déploie ses ailes. Puisse la pluie détestable ne pas les alourdir!

Les prodigieux exemples de volonté, de possession de soi que nous donne le Généralissime, quand il laisse dire et pendant des mois prépare ses savantes offensives, doivent régler notre conduite et discipliner toutes impatiences, toutes curiosités. Déjà la presse étrangère rend justice au calme de notre opinion publique. C'est que la supériorité obtient aisément qu'on observe les règles qu'elle préconise et fait comprendre. Il suffit que ceux qui commandent aient été reconnus dignes du commandement. Voyez avec quel ensemble les journaux viennent de se ranger sous la discipline de la Guerre et comment des avis qui nous venaient de ceux que nous respectons ont été unanimement acceptés et suivis.

Nous avons tous reconnu qu'il était nécessaire de nous mettre à la disposition des dignes chefs de la Défense nationale, et dans la crise diplomatique et militaire que nous sommes en train de traverser victorieuse-

ment, nous donnons à tous nos clairons, à tous nos tambours, l'allure, le mouvement qu'une sagesse supérieure nous conseille.

P.-S. — Les lecteurs de l'*Écho de Paris* ont entendu mon appel en faveur des engagés volontaires alsaciens-lorrains. Déjà des centaines de personnes se sont adressées à la Ligue des Patriotes, 2, rue de Valois, pour servir de parrains et de marraines à ces braves jeunes gens qui, depuis le début de la guerre, se battent pour la France. C'est volontairement qu'ils sont accourus dans nos rangs. Leurs risques sont plus grands que ceux d'aucuns soldats, car, prisonniers, ils sont fusillés. Leurs souffrances aussi, car les Allemands se vengent sur leurs familles et leurs biens.

Nos lecteurs l'ont bien compris. A cette heure, nous avons plus de marraines que de filleuls. Je prie les officiers de bien vouloir me signaler les Alsaciens-Lorrains auxquels ils s'intéressent.

XX

L'OFFENSIVE CONTINUE HEUREUSEMENT

1^{er} Octobre 1915,

Réjouissons-nous joyeusement (autant que notre piété pour les morts glorieux nous permette la joie) du chef-d'œuvre combiné par la pensée de Joffre, de Castelnau, de Foch et de leurs frères d'armes et que réalisent dans ces glorieuses journées les admirables soldats de la France.

Notre offensive se développe sur un front immense. Nécessairement, dans toute bataille, il y a des endroits où « ça va » et d'autres où « ça va moins bien ». Dans le même moment la gauche fléchit, la droite avance. Cette bataille-ci est étendue; en outre, elle sera longue. C'est une opération qui tient de la guerre de siège plus que de la guerre de manœuvre. Ce n'est pas Sébastopol, qui dura deux ans, mais ce n'est pas non plus Marengo, qui s'accomplit en moins d'une journée. Or, à Marengo même, quelle alternative de succès et de revers! Ne nous croyions-nous pas quasi-

perdus, quand soudain, en deux heures, la venue de Desaix rétablit la victoire ?

En Champagne, nous nous battons sur un front de vingt-cinq kilomètres et déjà depuis six jours. Rien d'étonnant qu'il y ait des remous. Bien faibles puisqu'à cette heure nous consolidons de glorieux et féconds résultats.

La première ligne allemande est réorganisée entre nos mains. Nous avons pris pied sur plusieurs points de la deuxième. Plus avant, on s'achemine méthodiquement. Il faut que l'opinion sâche attendre.

Raisonnablement il eût fallu une nouvelle préparation, des jours de bombardement pour écraser les fils de fer, tranchées, fortins et redoutes, plus outre que la deuxième ligne. « Certains éléments », comme dit le communiqué de 3 heures, se sont avancés un peu témérairement, mais avec une crânerie, un élan qui sont au-dessus de tout éloge. Ils ont été moins heureux que dans la première phase de leur action. « Leur progression n'a pu être maintenue ».

Un fait à lui seul n'a pas de pleine signification. Il n'est qu'une des scènes de la tragédie. Celui-ci atteste du moins l'admirable énergie de nos troupes pour qui nulle barrière n'est inviolable. Il vient se placer,

comme une avant-garde dans un défilé, en tête de la série des événements qui se continuent. Laissons-les développer leurs alternatives, leur remous. Leur ensemble seul nous dira où doit s'arrêter dans cette longue et heureuse poussée notre offensive.

Tout va bien, très bien, mais avant de tirer la philosophie de cette bataille, il faut attendre que la multitude des faits de guerre, heureux ou moins heureux, qui la composent, soient achevés, aient pris leur forme.

Nous sommes assurés d'être d'accord avec les Chefs en demandant à l'opinion de ne rien construire sur des renseignements erronés ou incomplets mis en circulation par des blessés qui n'ont vu qu'un étroit horizon ou même par des personnes qui n'ont rien vu de tout.

XXI

L'HEURE ÉTAIT BIEN CHOISIE

2 Octobre 1915

Nous regardons la carte de Champagne et d'Artois. C'est trop limiter notre observation. Le coup que nos soldats viennent d'y porter s'est propagé, a retenti dans les Balkans et la

Russie. La ride, le remous de France s'élargissent indéfiniment.

La *Frankfurter Zeitung* étudie d'une manière assez objective les caractères de la bataille engagée : « Ce qui la distingue, dit-elle, des précédentes offensives de nos adversaires, c'est l'emploi de forces plus importantes, la préparation meilleure (toutes les leçons de cette longue guerre ayant été mises à profit) et l'étendue plus large du terrain d'attaque. Il est aisé de voir comment les deux actions principales d'Artois et de Champagne sont stratégiquement combinées. Elles réunissent les deux conceptions stratégiques de la bataille qui fut livrée cet hiver en Champagne et de celle qui fut entreprise au mois de mai à Arras ».

Ainsi le journal allemand constate la qualité toujours croissante de notre armée et la vigoureuse pensée de Joffre, de Castelnau et de Foch. A cette définition, il faut ajouter que notre haut commandement a bien choisi son heure, en vue d'agir sur la situation d'ensemble.

Les neutres, qui sont assis autour de la table sanglante où se joue la partie gigantesque, voient l'Allemagne s'exercer à la fois sur deux tableaux. Elle voudrait leur faire accroire que

nous sommes devenus le tableau négligeable. « Admirez, dit-elle, comment je maintiens d'une seule main les Belges, les Anglais, les Français, et, en allongeant le pouce, les Italiens, et comment de l'autre main j'abats les Russes... » Les Balkans, L'Amérique, la Scandinavie, l'Espagne écoutaient bouche bée ces hautes vantardises et déjà ceux qui sont prêts à voler au secours de la victoire déployaient leurs ailes de dindons. Ils nous croyaient, Anglais et Français, réduits à l'impuissance. Mais quand les Russes eurent entraîné dans leurs profonds marécages de l'extrême automne les forces allemandes abruties de fatigue, voici que nous avons sonné la bataille. En avant, c'est 9 heures 15, le samedi 25 septembre, et la vague héroïque s'élève au-dessus des tranchées de France...

Une fois de plus, de beaux mouvements bien calculés et coordonnés révèlent l'accord stratégique des Alliés, et plus vigoureux à chaque reprise, prophétisent au monde comment finira l'Allemagne submergée de toutes parts.

Dès le mois d'août 1914 quand Paris fut menacé, nos loyaux amis de Russie se jetèrent en hâte sur la Bête. Dans la Prusse orientale, Sazonoff et Rennenkampf par leur magnanime sacrifice collaborèrent à la victoire

de la Marne. Et nous, à tous instants, au sud d'Arras, entre Oise et Aisne, en Lorraine, dans les Vosges, nous avons mené des attaques d'une portée locale, en vue d'immobiliser les réserves de l'ennemi et pour lui interdire de prendre des initiatives. Notre bataille de mai-juin dernier en Artois, qui nous assura Carrency, Notre-Dame-de-Lorette et Neuville-Saint-Vaast et qui a coûté quatre-vingt mille hommes aux Allemands, s'est produite au moment de leur effort sur la Dunajec. En retenant une partie de leurs forces, elle les a empêchés de gêner le mouvement de repli des Russes.

Ces temps-ci, une fois de plus, au moment où nos amis étaient réduits par l'insuffisance de leurs munitions à une retraite difficile, notre activité empêcha les Allemands de prélever aucune troupe sur notre front. Ils viennent de ramasser en hâte leurs garnisons de Belgique et tout ce qu'ils ont pu trouver de recrues dans les dépôts de Sarrebourg, de Saverne et d'Alsace-Lorraine. Pauvres appoints, ces gens qui étaient en train d'apprendre leur métier rempliront tant bien que mal, pour ces premières heures, les vides dans les positions que nous assaillons. Mais le haut commandement impérial pourra-t-il se dispenser de prendre des troupes en Russie ?

Cette opération que nos ennemis firent tant de fois paraît à cette heure plus difficile. Dans les mois passés, il leur fallait vingt jours pour transporter de grandes unités d'un front à l'autre. Maintenant qu'ils sont loin de leurs lignes ferrées, il leur faudrait plus d'un mois.

C'est du moins ce qu'affirme un officier supérieur qui, depuis le commencement de la guerre, a vécu dans l'état-major russe. Il s'en explique dans l'*Estia*, et il ajoute :

« Notez en outre que des unités qui ont subi en Russie des pertes sensibles et sont fatiguées auraient besoin d'une quinzaine de jours pour se reposer et se réorganiser. Je crois en conséquence improbable que les Allemands procèdent à des transports de nombreuses et grandes unités, d'autant plus que cela diminuerait sensiblement, pour trente ou quarante-cinq jours, la force combative de leurs fronts, et ils seraient exposés à une attaque brusque de leurs adversaires russes ».

Tant pis. On aurait aimé que les Austro-Allemands revinssent en formations massives se faire détruire sur leurs anciennes lignes consolidées entre nos mains.

Mais, quoi qu'il faille penser de ces renseignements et de ces prévisions, une chose est certaine, c'est que, du fait de notre offen-

sive franco-anglaise, le haut commandement allemand voit ses difficultés s'accroître. Notre front qu'il considérait comme neutralisé ne lui laisse plus de liberté dans ses directions stratégiques. A supposer que nous n'attirions pas sur nous ses forces de Russie, nous l'empêchons certainement de porter là-bas ses réserves.

Non moins que la préparation par l'artillerie et que le sublime élan de nos soldats, dans la bataille en cours, on doit admirer l'heure choisie par nos chefs. C'est un problème de savoir sur quelle profondeur nous obligerons les Allemands à reporter en arrière leur ligne de défense ; mais ce qui est certain, c'est la formidable usure qu'en unissant dans un rythme savant leur marteau au marteau russe la France et l'Angleterre infligent à la force allemande.

XXII

NOTRE MÉTHODE EST AU POINT

3 Octobre 1915.

Les journaux allemands distinguent bien l'intérêt central, le point essentiel des journées du 25 et suivantes. Nous venons d'in-

venter une méthode d'attaque appropriée à la forme qu'a prise cette guerre.

Les prisonniers que nous avons faits sont abasourdis et ne reprennent leurs sens que pour mieux comprendre ce qui fit leur stupeur. Ils disent : « Notre artillerie était notre atout; la vôtre vient de prendre la supériorité. » Ils ne voient plus où est leur chance. La base de leurs espérances leur manque.

Ces prisonniers ne sont pas placés de manière à embrasser toute l'importance du problème et à mesurer le bond que vient de faire la France. Comme leurs journaux, ils le soupçonnent. Prenons une vue claire de la position et, si j'ose dire, dégageons la philosophie des faits.

Depuis six mois, les troupes françaises ont pris l'initiative des opérations et par leurs offensives répétées, en Champagne, entre Meuse et Moselle, en Artois et sur un grand nombre d'autres points, elles ont infligé à l'ennemi de coûteux échecs. Chacune de ces actions nous a valu, sur le terrain, des gains appréciables. Mais leur importance se révèle surtout en ceci, que nous y avons peu à peu créé, appliqué, vérifié, mis au point une méthode.

On a répété à plusieurs reprises que les

meilleurs maîtres de notre enseignement militaire avaient reconnu, après quelques semaines de cette guerre, qu'ils avaient à réapprendre leur art. De qui devaient-ils l'apprendre? Des Allemands? Non pas. Ils devaient l'apprendre des circonstances.

Circonstances si nouvelles que les Allemands eux-mêmes, qui avaient tout préparé, ont été surpris par les effets des armements nouveaux. Maximilien Harden écrit dans la *Zukunft* : « Des mois entiers, ce n'est plus aujourd'hui un secret, nous avons, nous aussi, manqué de munitions, car les besoins atteignaient le quintuple de nos estimations primitives. » Et cette erreur d'évaluation sur les tirs rapides n'est qu'un point. C'est de toutes les manières que les chefs les plus savants ont été surpris par l'allure de cette guerre.

De part et d'autre, on s'est trouvé engagé dans une guerre qui n'est pas plus celle de 1870 que celle de Sébastopol. Ni guerre de manœuvre, ni guerre de siège. Une forteresse mobile attaque une forteresse qui se déplace.

Il y avait donc à créer, sinon des moyens nouveaux, une nouvelle adaptation des moyens. Et c'est le génie français qui, une

fois de plus, vient de trouver cette nouvelle forme nécessaire de la tactique.

Comment nous avons su conduire nos reconnaissances, comment nous avons aménagé le terrain d'attaque pour approcher nos troupes, comment nous avons préparé nos places d'armes pour nos réserves et multiplié les boyaux pour favoriser l'afflux des troupes et pour permettre la circulation pendant le combat, comment notre artillerie sut détruire les défenses ennemies ou du moins ouvrir des brèches suffisamment larges, comment nos « vagues » d'attaque se succédaient rapidement et furent alimentées en hommes, c'est le secret de Joffre, de Castelnau, de Foch et des autres, c'est la méthode que l'intelligence française, au cours de ces derniers mois, a élaborée.

Pendant ce temps, les chefs allemands, devant nos lignes, piétinaient. Avec puissance, car ils font tout d'une manière lourde et sanglante. Construction d'ouvrages défensifs, établissement de tranchées, organisations souterraines, emploi continu des explosifs, duels d'artillerie, combats à coups de grenade, voilà ce qu'ils surent faire. Rien de plus. Sinon, parfois, d'envoyer à la mort, inlassablement, des hordes et des hordes.

Voyez en Argonne. Là commande le Kronprinz. Il dispose des troupes nombreuses et valeureuses du camp de Metz et d'un matériel inépuisable. Il ne craint pas de les fatiguer, de les user. Ses généraux, à tout prix, dans un sentiment loyaliste et pour se distinguer sous l'œil du maître, voudraient lui organiser des succès. Qu'ont-ils su inventer ?

C'est dans cette Argonne qu'ils ont subi leurs pertes les plus lourdes. Leurs attaques massives des 20 et 30 juillet étaient soutenues par un bombardement d'obus asphyxiants. Pourtant ils furent arrêtés, puis ramenés par des contre-attaques. Le gain du Kronprinz n'a pas dépassé trois à quatre cents mètres de profondeur, et les hauteurs qu'il convoitait, la Fille-Morte notamment, sont toujours entre nos mains. Il n'a pas atteint son but : la rupture de notre front entre Châlons et Verdun.

Ses pertes furent immenses, comparables à celles que les autres généraux allemands, avec une brutalité insensée, consentirent dans les batailles de Calais et d'Ypres (octobre et novembre). De telles opérations relèvent du vieux système qui commandait nos assauts de Sébastopol ou les fameuses attaques de la garde prussienne en 1870. Comparez-les à

nos dernières offensives de Champagne et d'Artois. Le 25, nous avons enlevé les premières lignes avec des pertes extrêmement faibles. Je sais les chiffres et regrette de n'être pas autorisé à les donner. On les dira plus tard et chacun admirera l'excellence d'une méthode qui, jusqu'à la pluie, nous obtint de tels résultats avec cette réduction invraisemblable de sacrifices.

Il y a là quelque chose de réconfortant. Une fois de plus, la puissante Allemagne dont le génie a quelque chose de bestial, une sorte d'animalité qui, dans les arts de la paix, fit parfois, jadis, sa douceur, s'est révélée une imitatrice à qui manque l'esprit léger, inventif, le génie créateur.

Je ne dis pas que leurs industries de guerre soient inférieures aux nôtres, je ne dis pas que leur matériel ne vaille pas le nôtre. Mais l'emploi qu'ils firent de leur artillerie et de toutes leurs ressources n'est pas à comparer avec ce que nous avons su concevoir et réaliser. Leur infériorité est dans les hautes parties de l'intelligence.

Ils ont de grandes qualités limitées. Ils savent s'approprier et mettre en œuvre des inventions. Les flèches qu'ils lancent de leurs taubes portent parfois cette mention : « In-

vention française. Fabrique allemande. » C'est bien dit. En 1870, ils procédaient selon la doctrine napoléonienne. Cette fois il fallait, sous la pression de circonstances nouvelles, créer une méthode. Ces lourdes gens, par incapacité, nous en laissent le soin.

Il faut que le public sache, comme les soldats à cette heure le savent, que nous avons pris sur l'ennemi un ascendant manifeste. Soyons à cette heure conscients de notre réelle supériorité et des conditions favorables dans lesquelles doivent désormais se produire toutes nos offensives. L'art de nos chefs a trouvé l'ensemble des moyens pour avancer au prix de pertes relativement faibles. Nous avons en main l'instrument de la délivrance, le système de démolition.

C'est le travail d'une année que nous venons de détruire chez les Allemands. Ils n'auront plus le loisir de le recommencer. Nous aurons le temps de faire bien des choses avant qu'ils aient pu rétablir leurs défenses ou imiter notre offensive.

Il y a là une supériorité qui légitime toutes les espérances. Plus que d'avoir pris des kilomètres, notre vrai triomphe est dans ce système qui vient d'être vérifié et justifié.

Nous avons la méthode. Le bélier a frappé.

Il a obtenu, avec un minimum de pertes, des résultats terrifiants pour l'adversaire. Son emploi est à la discrétion du haut commandement, qui ne va pas nous dire ce qu'il en veut faire. Attendons avec calme et en toute confiance.

XXIII

LES SOLDATS DU PANGERMANISME

4 Octobre 1915.

Le drame va recommencer autour de l'héroïque Serbie. Comme prélude de cette reprise, nous assistons à une grossière comédie.

La Bulgarie est en armes. Qu'elle attaque la Serbie, la Grèce devra intervenir. Les termes de l'accord gréco-serbe sont rigoureux : « Eh bien ! dit l'Allemagne, que la Bulgarie ne bouge pas. Moi je me charge, de concert avec l'Autriche, d'écraser la Serbie. Ainsi la Grèce pourra dire que l'accord ne s'applique pas et elle sera dispensée de marcher. »

Les Allemands concentrent de grandes forces sur le front serbe. Il y a certaines de leurs armées de Russie dont on n'entend plus parler. Serait-ce qu'ils les amènent sur notre

front de France? Non pas. Ils ont pu prélever quelques corps qui viendront compenser leurs pertes de Champagne et d'Artois. Mais certainement ils se massent en face de la Serbie.

Autrichiens et Allemands écraseraient la Serbie. Cependant la Bulgarie resterait l'arme au pied. Qui donc a dit : « Il y a quelque chose de plus vil que le bourreau, c'est le valet du bourreau ! »

Reste à savoir si la Grèce se prêtera à ce jeu contraire à ses intérêts, à son honneur et à ses traditions. Pour elle, que la Serbie soit écrasée par l'Allemagne ou par la Bulgarie, le résultat est tout pareil. La Bulgarie devient la grande puissance balkanique sous l'hégémonie de l'Allemagne; le pangermanisme triomphant chemine jusqu'en Asie, où il se ravitaille; la Roumanie et la Grèce tombent au rang de vassales.

Nos diplomates et surtout nos soldats ont mieux à faire qu'aucun écrivain pour soutenir la Grèce dans ce grave instant de ses destinées, mais il est permis à ses amis de causer avec elle de sa véritable mission dans le monde.

Ce peuple au grand nom doit décider maintenant s'il veut devenir une puissance asservie à l'Allemagne ou bien, se rangeant

au système que nous représentons aujourd'hui dans la lutte mondiale, demeurer une puissance ayant son indépendance politique.

Des officiers allemands vont prendre le commandement de la Bulgarie, comme ils l'ont pris en Turquie et en Autriche. Que la Serbie soit écrasée, toutes les puissances balkaniques sont entraînées dans l'orbite de la Germanie, et la Grèce entrera dans un système qu'elle connaît bien et qui ressemblerait étrangement à cet empire perse qu'elle se souvient toujours d'avoir victorieusement repoussé.

Nous avons confiance dans le bon sens et la fierté de la Grèce. On ne voit pas le peuple héritier d'un si grand nom accepter une situation que contredisent les gloires auxquelles il se rattache et les rêves qu'il veut réaliser. Qu'il écarte des pensées qui ne sortent pas de sa terre...

Mais nous-mêmes, dégageons-nous des menus faits obscurs, embrouillés, sur lesquels d'ailleurs il ne nous est pas permis de donner ce que nous pourrions avoir de précision. Tandis que j'écris, l'événement se déroule et se transforme heureusement. Au-dessus de ces intrigues finissantes et des actions de guerre qui commencent, comme les dieux de l'Iliade

flottaient sur la tête des combattants, on aperçoit des principes en lutte. Maintenons sur eux notre regard.

L'Allemagne se tient pour un marteau qui brisera l'esprit particulier de chaque nation et dont les coups puissants forgeront une forme nouvelle au monde. Et nous, France, génie de sympathie, qui fûmes toujours émerveillés de la variété de l'esprit, nous voulons des puissances qui s'équilibrent et qui jouissent de leur liberté. Où les Grecs pensent-ils qu'est leur place de combat ? Dans le camp de la liberté, avec les Alliés, ou chez les Barbares, dans le camp de l'esclavage ?

Mon vieux maître Louis Ménard, qui fut toujours le défenseur des Grecs, avait coutume de dire que chez les Hellènes de l'antiquité le mot barbarie ne s'opposait pas au mot civilisation. Quand les Grecs traitaient de barbares les peuples étrangers, ils ne voulaient pas dire que ces peuples n'avaient ni industrie, ni organisation politique, ni culture intellectuelle ; mais le titre de barbares impliquait à leurs yeux une conception différente et inférieure de l'ordre social. Ils exprimaient cette différence en disant que les Grecs étaient des hommes libres et les barbares des esclaves. Les esclaves travaillent pour un maî-

tre, et la volonté du maître est pour eux la loi.

Plait-il à la Grèce de devenir une puissance vassale de l'Allemagne et un soldat du pan-germanisme, ce qui lui arrivera ainsi qu'à la Roumanie, si l'une et l'autre laissent l'Allemagne prédominer par la Bulgarie dans les Balkans, ou bien veulent-elles garder leur indépendance politique? Ce problème s'est déjà posé pour les Grecs il y a vingt-quatre siècles. Le sort qu'ils eussent trouvé dans l'empire perse ressemble fort à celui qui leur serait réservé dans le nouvel empire allemand. Chaque peuple avait son administration indigène sous la suprématie du Grand Roi et n'était astreint qu'à payer l'impôt et à marcher sous le fouet dans l'immense armée. Les gens des Thermopyles et de Marathon préférèrent prendre les armes.

Ce que l'Allemagne, pour commencer, demande à la Grèce, c'est que cette noble nation renie la pensée hellénique qui fait toute sa force, sa raison d'être, son âme. Voyez-vous une Grèce devenant un royaume assujéti, une province bien engraisée de la Germanie et sa population encadrée par des officiers allemands? Que signifierait-elle désormais? Beaucoup moins que lorsqu'elle gémissait et protestait sous le joug des Turcs.

C'est le propre de l'Allemagne de s'attaquer d'abord à la pensée nationale, au génie propre de ceux vers qui elle a tourné son désir furieux. Pour commencer, elle déshonore et dénature ceux avec qui elle collabore. Voyez l'avilissement de la Turquie et de l'Autriche.

Depuis le début de la guerre, nos écrivains nous ont bien des fois mis sous les yeux des textes d'historiens et de philosophes allemands qui proclament leur volonté nationale d'imposer au monde une manière de sentir et de penser proprement germanique. Et quand nous voyons l'artillerie de nos éternels ennemis s'acharner sur la cathédrale de Reims, nous savons que le sens profond de cette bestiale infamie est le désir d'anéantir un lieu saint de la France, d'abolir dans la mémoire des hommes un groupe majestueux d'idées françaises exprimées par la pierre. Le pangermanisme hait le génie de la France et cherche à l'extirper du monde. Il hait de même les génies variés de toutes les nations. Il représente la lutte contre le principe d'autonomie dont l'affirmation est le titre éternel de la vieille Hellade.

Le petit pays qui a donné au monde les plus belles leçons d'intelligence et les plus

fameux exemples de moralité ne laissera pas corrompre son caractère et détourner ses destinées. Plus perspicace que la Bulgarie, la Grèce entend nos artilleries de Champagne et d'Artois et les conseils de ses aïeux. Ce n'est pas assez qu'elle se réjouisse dans le secret de son cœur au moment où les troupes anglo-françaises, débarquées à Salonique, ferment le chemin de cette Asie où l'Allemagne voudrait aller chercher un million de soldats pour l'asservissement de l'Europe.

XXIII *bis*.

LE FILS DE LUCIEN MILLEVOYE

(In Memoriam.)

Le fils de Lucien Millevoye vient de mourir pour la France. A l'âge de trente-quatre ans, déjà placé aux premiers rangs des maîtres du barreau, nommé lieutenant au cours de la campagne, décoré de la Croix de guerre, il tombe au champ d'honneur. Dans son malheur glorieux, que mon cher collègue entende l'amitié de tous qui l'assiste.

XXIV

ÉTAT D'ESPRIT DU SOLDAT ALLEMAND

6 Octobre 1915.

Les chefs de l'Allemagne s'enivrent avec leurs conceptions mondiales. Ils vivent dans une atmosphère de mégalomanie et trompent leurs inquiétudes par des calculs forcenés. Les voilà qui veulent trouver en Asie les millions de soldats qui commencent à leur manquer. C'est une joie pour ces rêveurs savants, que trouble jusqu'à la folie le désir du colossal, d'élaborer les moyens de plus en plus grandioses par lesquels ils réaliseraient les fins idéales de la Germanie. Ils siègent dans les nuages, comme les dieux du Walhala qui boivent l'hydromel, mais au-dessous d'eux les exécutants souffrent et geignent comme des damnés.

De si haut, le Kaiser et ses grands chefs, ses grands professeurs, ses grands chimistes, voient les choses d'ensemble, mais celui qui est dans les tranchées, demi-écrasé, exhale une plainte que nous recueillons avec plaisir.

Voulez-vous lire quelques documents qu'il

m'a été permis de grouper ? Voici d'abord des impressions de Russie, extraites d'un carnet trouvé dans les poches d'un mort en Champagne :

5 août 1915. — *Rawaruska (Choléra). Gîte d'étape. Des troupes, beaucoup, beaucoup de troupes.*

4 h. 45 du matin. *Pendant que nous sommes à la distribution du café, un avion croise au-dessus de nous et observe tout. Nous regardons tranquillement comme il décrit des cercles au-dessus de nos têtes... Tout à coup, un objet tombe de l'avion. Au bout de 10 secondes à peine, violente explosion. Trois bombes tombent de l'avion l'une après l'autre. La dernière tombe à vingt mètres de moi.*

Les Russes ont détruit, brûlé, fait sauter toutes les maisons, tout est dévasté...

11 août 1915. — *Krasnoslaw. Nous avons franchi la frontière russe. Il fait très chaud le jour, glacial la nuit. Nous n'avons pas d'eau, les fontaines et les ruisseaux sont empoisonnés; beaucoup d'hommes ont la diarrhée et des vomissements. Le pays est ici comme en Galicie : tranchées, réseaux de fil de fer. Les maisons sont entièrement brûlées : des tombes, des tombes. Dévastation. Ce matin, nous apercevons de*

nouveau un avion ennemi. Nous campons maintenant là où il y a quelque temps la Garde a en vain donné l'assaut aux positions d'en face. D'ailleurs, l'opinion que les Russes sont de petits adversaires ne me paraît pas très juste. En dehors de cela, les marches. Beaucoup tombent épuisés. Il n'est pas possible de se laver tous les jours. Nous avons du pain et de la conserve comme unique nourriture.

18 septembre 1915. — Korstheu. Voici de nouveau un pont de détruit. Des croix sur des tombes de soldats tombés au combat ; des cadavres de chevaux. L'air empeste. Quelques gouttes d'eau tombent ; la fatigue augmente toujours ; je suis déjà tout trempé. Le terrain marécageux devient une bouillie et retient avec force nos bottes déjà à moitié pleines d'eau. Ordre d'aller en arrière jusqu'au premier village. Le voici, mais les maisons sont en ruines, quelques cheminées se dressent au milieu des arbres calcinés. Plus loin, en arrière encore, jusqu'au premier village, des ruines encore. Et la même chose recommence, que nous devons à ces chers Russes, trois ou quatre fois. Enfin, à bout de forces, nous atteignons quelques huttes de paille ; tout est arraché et nous campons là où nous sommes. Mais ils ne nous laissent pas de repos et ne nous laissent jamais de repos,

les Russes. Qu'ils soient maudits ! Nous les suivons à travers les marécages, les forêts, et les chemins sablonneux, si l'on peut appeler des chemins les larges pistes de cinq à vingt mètres. Le long du chemin, des Juifs et des Polonais, avec de maigres chevaux, traînent leurs voitures surchargées où sont entassés des infirmes, des enfants et des femmes.

Aujourd'hui nous avons de la conserve russe. Je m'attendais à chaque boîte à vérifier ce qui est devenu proverbe dans les journaux allemands : qu'elles ne contiennent que du sable. Et, cependant, elle sont meilleures que les conserves allemandes.

La pensée de l'hiver me donne le frisson. Quand les quelques champs de pommes de terre qui sont notre seul moyen de nourriture auront disparu, que ferons-nous ? Le bétail est ici une rareté. Quand la neige recouvrira le sol, comment ferons-nous sans abri aucun ? La déclaration d'un camarade : « Tous ceux qui sont cause de cette guerre devraient être placés dans un mortier de 420, le mortier chargé, et feu ! » me paraît juste.

Je vous laisse dégager l'émotion de froid, de terreur et de désespoir qui remplit cette page. A ceux qui rappellent notre campagne

de Russie et les souffrances de la Grande Armée, on répond volontiers qu'il ne faut pas comparer ces temps-là avec cette année 1915 où les Allemands installent derrière eux, pas à pas, de puissants chemins de fer. Je compare les gémissements. Ils sont tout pareils et nous voici seulement au début d'octobre.

D'ailleurs, si vous voulez, revenons en France, et lisez cette traduction d'une lettre en date du 25 septembre dernier qui fut trouvée sur un officier allemand tué en Champagne :

... Cela doit être une sorte de journal que tu garderas précieusement...

Il est une heure du matin : à 7 heures, il y aura soixante-douze heures que, sans aucune interruption, nous sommes bombardés d'une façon terrible ; soixante-douze heures sans fin de « Trommelfeuer », c'est beaucoup, même les nerfs les plus solides ont peine à les supporter. Ainsi donc, j'avais reçu l'ordre d'aller comme observateur dans les tranchées. Je me prépare, avec mes bandes, mon masque respiratoire, et nous partons à 7 heures du matin. Naturellement le fil téléphonique était brisé. J'arrive aux positions de réserve sans trop de peine ; leur tranchée est détruite

çà et là seulement. Mais là commencent les difficultés.

Nous arrivons, mon téléphoniste et moi, à une place du boyau 4 d'où l'on peut observer. Or, il y éclatait, à intervalles précipités, des mines, des bombes et des balles de mitrailleuses. La tranchée était tellement abîmée qu'il fallait, par endroits, passer à plat ventre... Je me décide à laisser mon téléphoniste et à me porter en avant. Le spectacle est à peu près le suivant : craquement ininterrompu des explosions de bombes, à droite, à gauche, par derrière, des sifflements, des ronflements, des hurlements d'éclats, et un nuage de fumée, avec une très forte puanteur. J'arrive, en retenant ma respiration, à passer à plat ventre cet endroit critique. Puis un passage assez bon, où la tranchée avait été raccommodée 35 fois. Plus de communication avec le boyau; le boyau est complètement aplani.

Cependant, à plat ventre, en risquant tout, j'arrive à la deuxième tranchée, située à 10 mètres en arrière de la première. Le spectacle défie toute description. De la première tranchée il ne reste plus rien; la deuxième est juste assez profonde pour qu'on s'y tienne à genoux. Je profite d'une accalmie relative pour jeter un coup d'œil en avant; nos fils de fer sont dé-

truits; spectacle désolant que cette tranchée aplanie.

Je donne un signal à notre batterie qui tire encore bien vite une bordée, puis je rampe en arrière pour aller reprendre mon téléphoniste.

Pour donner une idée de la situation, la course qui me prenait d'ordinaire vingt-cinq minutes, m'a pris cette fois quatre heures, quatre horribles heures. (Halte ! un obus a touché !), cela devient effrayant... Tout à coup une inquiétante explosion me jette contre la paroi de la tranchée. Notre fenêtre se brise avec son cadre et nous couvre de poussière. Le lieutenant M... me dit que chez lui il y a eu aussi un obus qui a porté. Je me précipite dehors et je vois le tableau suivant : tous les anciens abris, sur la pente de la montagne, sont en feu, et un obus vient de faire éclater notre dépôt de munitions. Et maintenant les Franzmann continuent de tirer dans le feu. Oh ! comme je hais, mais aussi comme j'admire l'artillerie française ! Ce sont des maîtres dans l'art de tirer; nous ne pouvons réellement pas les imiter, j'ai le regret de le dire.

Ainsi, en tirant dans le feu, l'ennemi provoque une nouvelle explosion, plus violente encore que la précédente. Dieu sait ce qui a sauté alors...

Le document est de grande valeur, parce qu'il nous décrit les effets matériels et moraux de nos merveilleux tirs dans la bataille qui continue de se dérouler. De tels renseignements confirment et complètent ceux que nous possédons par ailleurs.

Un de nos hommes, le soldat D..., blessé pendant les opérations de l'Artois, s'est trouvé tout à coup dans un chemin occupé par des Allemands sortis de leurs abris, et a été fait prisonnier. Il est resté au milieu d'eux jusqu'au 28 septembre au matin. A ce moment, les soldats français, pénétrant dans le chemin, ont mis les Allemands en déroute à coups de grenades.

Ce soldat français a passé ainsi trois jours parmi les Allemands. Il déclare qu'il les a trouvés complètement démoralisés. Ils pleuraient devant lui, déclaraient qu'ils étaient perdus, se plaignaient de manquer d'artillerie, et demandaient si les Français n'en avaient pas une nouvelle. Ils le questionnaient également pour savoir s'il y avait de la cavalerie derrière nos fantassins.

Malgré l'état de faiblesse extrême où l'avaient mis ses blessures et trois jours sans nourriture, le soldat D... déclarait avec une véritable conviction que « les Boches étaient foutus ».

« Avec une véritable conviction ! » Ses camarades la partagent. Le moral de nos armées, à cette minute, est admirable universellement. Toutes les lettres que l'on reçoit du front disent que l'on a grand'peine à retenir les troupes. Elles sont pleines de confiance et désireuses d'en finir pour ne pas passer l'hiver dans les mêmes trous. Elles ne demandent qu'à foncer. De cet état du cœur, tout autant que de la préparation matérielle, dépend le sort des batailles. La Fortune est une divinité mobile, mais elle aime à se poser sur les genoux des dieux, sur les genoux qui ne tremblent pas. Tout dépend de si peu au dernier instant ! La pluie tombe, un avion ne peut pas repérer une batterie, c'est la victoire ajournée. Souvenez-vous de la rafale de neige qui arrêta la brigade d'Augereau et fit manquer la bataille. Et la plus petite dépression morale crée une infériorité. Vienne un instant de panique, les plus fortes positions d'arrière, les travaux formidables de Lille et de Vouziers, ne suffiraient plus pour rassurer, abriter, retenir l'armée allemande battue sur ses premières lignes.

Les Austro-Allemands, à cette heure, ont une résistance morale fort au-dessous de la nôtre. Cela s'explique par la domination tac-

tique que nous venons de prendre sur eux. Si nous avons dû subir l'offensive sous laquelle nous les avons fait plier, notre inquiétude égalerait, je pense, celle où nous les voyons. En Argonne, qui est le seul point où, cette année, ils ont obtenu et gardé quelques pouces de terrain, après une série d'opérations extraordinaires d'acharnement, ils ont seulement abouti à gagner, sur un kilomètre à peine, trois cents mètres en profondeur au maximum. Ils cherchaient la rupture de notre front, et voilà le pauvre résultat des efforts prodigieux et des sacrifices barbares de leur Kronprinz, qui s'appuie sur le camp retranché de Metz et sur le 16^e corps, admirable élite maintenant à demi détruite. Qu'est cela auprès de la méthode magistrale grâce à laquelle, en quelques instants, et notre offensive coûtant moins cher que leur défense, nous avons anéanti leurs formidables bastions, chefs-d'œuvre d'une année de travail?

Cette situation, jointe à leurs fatigues, voilà ce qui démoralise ces soldats allemands qui se jetaient sur la France avec l'idée de piller Paris au bout d'un mois de guerre, et qui sentent à cette heure qu'après s'être épuisés vainement à foncer sur Paris, sur Petrograd ou sur Constantinople, ils fini-

ront par ne plus avoir la force ni matérielle ni morale de nous fermer les accès du Rhin.

XXV

L'USURE DES EFFECTIFS ALLEMANDS

7 Octobre 1915.

Je disais hier le médiocre état moral du soldat allemand, sa dure vie alternée sur les deux fronts. En même temps, chacun de nous constate les audacieuses conceptions des grands dirigeants de la Germanie. L'exacte vérité est faite de ces deux vues qui se complètent et se balancent.

Les jours où l'Allemagne prend quelque avantage, pensons toujours aux dépenses de force que réclament ses combinaisons colossales. Ses réserves ne sont pas inépuisables. Nous enregistrons les coups de poing que le boxeur peut donner. Mais l'effort qu'il fait sur lui-même, son essoufflement? Voilà ce qu'il faut connaître.

Cette nation du pas de parade excelle à se composer des façades exagérées, menteuses, à se peindre en chêne. Le bluff est constant. Toujours la poitrine bombée, le ton brutal, l'affirmation tranchante, hautaine, la volonté

d'intimider, d'en faire accroire. Cela existe, avec des nuances appropriées, dans leur érudition et chez leurs professeurs, dans leurs procédés commerciaux, quand ils vendent à perte pour conquérir, coûte que coûte, des clients aussi bien que dans leur politique. Quand ils ont eu leur crise de munitions, après la bataille de la Marne, « pendant des mois entiers, » (c'est l'expression de Maximilien Harden), ils ont payé d'audace et n'ont rien avoué.

Le manque d'hommes serait plus grave que le manque de munitions. Ils prodiguent le sang sur leurs deux fronts de France et de Russie. En Russie surtout. Le désespoir de leurs troupes, là-bas, dans ces marécages de l'extrême automne, quelle agonie sous un linceul de brouillard !

Pouvons-nous calculer, depuis un an, l'usure de leurs effectifs ? Je le crois. La Prusse et les divers États ont publié des listes incomplètes, mais les renseignements de toute nature, obtenus des sources les plus diverses, concordent. Ils permettent d'établir une moyenne constante par mois.

Que cela soit possible paraîtra extraordinaire. Il en va pourtant ainsi. Les phénomènes de la guerre que l'on devrait croire

très irréguliers se trouvent prendre, avec le temps, une sorte d'uniformité. Des périodes plus calmes suivent nécessairement les grandes opérations, et des offensives locales, nombreuses et efficaces, remplissent les périodes de moindre mouvement. Dans l'ensemble, la mortalité est régulière. Elle est en fonction des effectifs et des méthodes de combat.

Dans le dernier semestre, les pertes allemandes ont atteint la même moyenne que dans le premier, soit environ trois cent mille hommes par mois.

Là-dessus, on fait la part très large en admettant que cent mille hommes peuvent, à plus ou moins longue échéance, rejoindre le front. Le déchet mensuel définitif n'est en aucun cas inférieur à deux cent mille hommes. Depuis août 1914, il est donc de deux millions huit cent mille.

Pour compenser de telles pertes, qu'a fait l'Allemagne? Où en est-elle de ses incorporations?

Dès la mobilisation et pendant les premiers mois de la campagne, le grand état-major allemand se servit des éléments actifs et de la réserve, de l'Ersatz réserve, de la landwehr et du « landsturm instruit. » A tous ces hommes qui possédaient déjà une instruction militaire,

il joignit la classe 1914, appelée par anticipation, et de nombreux engagés des classes plus jeunes.

Voilà les éléments, utilisables immédiatement ou à bref délai, qui assurèrent d'abord le contingent des unités mises sur pied et leur alimentation. Mais en février 1915 notre offensive de Champagne infligea aux Allemands de grosses pertes et des appréhensions. Ils durent se préoccuper de boucher les trous et de créer de nouvelles unités.

Ils appelèrent la classe 1915. C'était insuffisant, et ils recoururent au « landsturm non instruit ». Les hommes qui le composent avaient été jusqu'alors écartés du service actif, soit que l'armée eût été jugée suffisamment pleine, soit qu'ils fussent quelque peu inaptes physiquement, et ils comptaient bien n'être jamais employés qu'à la défense du territoire. Mais nécessité fait loi. L'empereur, dans je ne sais plus quel discours sur le Rhin, leur donna des explications patriotiques, et tous ceux d'entre eux qui avaient moins de trente-neuf ans, durent gagner la caserne.

L'instruction de ces deux groupes de recrues fut poussée hâtivement, et dès le début de mars, après quelques semaines seulement de dépôt, ils arrivaient sur le front.

Depuis lors, les pertes causées par notre offensive, en Woëvre et en Artois, coïncidant avec le commencement des opérations actives contre la Russie, ont obligé à incorporer le deuxième ban du « landsturm non instruit », c'est-à-dire les hommes de trente-neuf à quarante-cinq ans, en même temps que la classe 1916, déjà réduite par les engagements volontaires, était appelée progressivement. En sorte qu'à cette heure les hommes de dix-neuf à quarante-cinq ans ont été incorporés, et même ceux de dix-sept ans recensés.

L'Allemagne n'a plus, comme ressources disponibles dans ses foyers, que la classe 1917 et la moitié de la classe 1918, dont une moitié seulement, vu son âge de dix-sept ans, serait apte au service. Après cet effort, elle ne trouverait de soldats qu'en élevant au-dessus de quarante-cinq ans la limite du service militaire. Précisément, elle y songe. Une circulaire secrète a prescrit aux autorités le recensement préparatoire des hommes de quarante-six à cinquante ans.

Voilà où en est l'Allemagne. Elle a tari à peu près toutes ses ressources de recrutement. Ses conseils de revision ont admis par ordre des borgnes, des boiteux, des bossus, des cardiaques et des tuberculeux. « Ils sont tou-

jours bons, dit-elle, à essayer le feu en première ligne. » Avec cela, ses dépôts ne contiennent pas un nombre d'hommes supérieur à celui qu'ils renfermaient au mois de février, et il lui reste à décider si elle veut appeler une classe et demie de tout jeunes gens et les hommes de plus de quarante-cinq ans. Cela peut encore faire nombre pour un temps, mais la qualité n'y est plus.

Un des nôtres disait à un officier allemand fait prisonnier dans la forêt d'Argonne :

— Le 16^e corps de Metz, qui est en face de nous, doit être bien fatigué. Est-ce qu'on ne va pas le remplacer ?

— Le remplacer ? répliqua-t-il ; mais avec quoi ?

Cela voulait dire : nous n'avons pas de réserve. Cela voulait dire encore plus sûrement : il n'y a plus rien qui vaille dans le 16^e corps.

La qualité continuera de baisser, à mesure qu'augmentera, dans les rangs, la proportion des landsturmiens âgés ou des recrues de dix-sept à dix-huit ans mal prémunies contre les rigueurs d'une campagne prolongée. Et puis, après l'épuisement de cette maigre réserve, les effectifs fondront sans récupération possible.

« Mais nous-mêmes, dira-t-on, nous Fran-

çais, est-ce que, dans le même temps, nous ne fondons pas ? »

Qu'il suffise d'opposer la méthode constante de Joffre à la méthode de nos ennemis. Les traditions de nos adversaires ne sont pas d'économiser les hommes. Ils recherchent le résultat, coûte que coûte. En moyenne, les pertes de l'armée allemande dépassent toujours les nôtres.

Et puis, à nos côtés, il y a la Russie inépuisable, l'Angleterre qui se met en train, l'Italie qui est intacte.

Les grands chefs de l'Allemagne, chefs dans tous les ordres, militaire, industriel et politique, comprenant cette situation, voudraient y remédier. La disette du cuivre, du caoutchouc, du blé, peut être tournée, mais la disette d'hommes ? Leurs chimistes, dont le génie ingénieux, depuis un an, a résolu plusieurs des graves problèmes que posait le demi-blocus, fabriqueront-ils des hommes dans leur laboratoire ?

Une des aspirations les plus profondes et les plus constantes de l'Allemagne, traduite par Albert Dürer dans sa *Melancholia* et par Goëthe dans les premières scènes de *Faust*, c'est le désir de créer par la science la vie. Ce désir orgueilleux s'est toujours buté à l'échec.

Il renaît aujourd'hui et s'exprime dans les vaticinations du chimiste Ostwald en l'honneur de l'Organisation germanique. N'est-ce pas le Génie de l'Organisation qui est gravé sous les traits de l'Ange effroyablement triste dans la cave de l'alchimiste de Dürer? N'est-ce pas lui encore qui se désespère par la bouche de Faust dans son cabinet de travail, et qui se ridiculise dans le laboratoire où le disciple Wagner compose dans son alambic Homunculus? Orgueil, tristesse, déception éternelle. L'industrie allemande, au service de la guerre, ne créera pas des armées, et nous ne verrons pas des soldats surgir au pas de parade hors des cornues sur lesquelles se penchent les chimistes de l'empereur.

Eh bien! dit l'Allemagne, j'irai demander des soldats à l'Asie.

C'est le plan qu'elle s'applique à réaliser aujourd'hui et qu'il s'agit d'entraver sans perdre une heure de plus. Elle est en route. Et nous? Sommes-nous en travers du chemin?

P.-S. — Nous n'avons analysé, aujourd'hui, que l'usure des effectifs allemands. Nous parlerons, un autre jour, de l'armée autrichienne. Aujourd'hui les Austro-Hongrois de la classe 1918, c'est-à-dire les jeunes gens de dix-

sept ans, viennent d'être appelés sous les drapeaux. On notera que notre classe 16 est encore dans les dépôts.

XXVI

SUR UN ANNIVERSAIRE

9 Octobre 1915.

La Ligue pangermaniste vient de célébrer le vingt-cinquième anniversaire de sa naissance. Les journaux allemands entonnent son éloge et font ressortir qu'elle a bien mérité de la patrie. Elle a inlassablement travaillé au renforcement de la préparation militaire. « Elle a été un trésor d'idéalisme politique, la forteresse du patriotisme allemand. » A cette heure elle n'a plus de contradicteurs. Ceux qui méconnaissaient l'utilité de son action travaillent à remplir son programme.

Ce programme, cet esprit que tant de fois avant la guerre nous avons tenté de faire connaître, était traité de pure fantaisie par nos contradicteurs trop naïfs ou malintentionnés. C'est vrai qu'il était nébuleux. Il cheminait avec d'autant plus de rapidité dans cette âme allemande qui vit à son aise au plus épais des brouillards.

La Ligue date de 1891. Son premier président fut le docteur Peters, célèbre par des explorations africaines accompagnées de massacres. Ce colonial cherchait la plus grande Allemagne sur la mer. Son successeur, Ernest Hasse, la voulut au centre de l'Europe par un simple et rigoureux élargissement des frontières actuelles. C'était un savant, à la fois député au Reichstag et directeur des services de statistiques à Leipzig. Sa doctrine s'étale dans son grand livre : *Deutsche Politik*, dont vous trouverez une idée et un commentaire dans la brochure de Charles Andler, chez l'éditeur Armand Colin, le *Pangermanisme et ses plans d'expansion dans le monde*.

« Des colonies, c'est trop peu, dit Hasse, il nous faut des terres, fussent-elles habitées par des étrangers, et nous dessinerons leur avenir selon nos besoins ». Hasse demande le retour des pays néerlandais (Belgique, Hollande, Luxembourg) à la Confédération germanique (et pour lui Lille et Dunkerque sont des pays néerlandais). Il ne s'en tient pas là; il réclame le royaume d'Arles, la Bourgogne, le reste de la Lorraine et tout ce qui a jamais appartenu au Saint-Empire. La Ligue des Patriotes a édité en carte postale et tient à la disposition de qui voudra la lui de-

mander, la carte des ambitions allemandes. Mais nous l'avons dressée d'après un programme bien plus modéré que celui de la « Ligue pangermaniste ». Le professeur Hasse prévoit le moment où l'Allemagne mettra la main sur les ruines de l'État des Habsbourgs, et il demande que Salonique soit dès maintenant attribuée à l'Autriche pour revenir bientôt à l'Allemagne. Beau sujet de méditation pour la Grèce.

La grande trouvaille de Hasse, ce qui donne bien la couleur cruelle et forcenée de ses conceptions, c'est qu'il établit sur toutes les frontières d'Allemagne, à l'ouest, au nord, au sud, un « glacis » militaire, de la largeur d'une étape, où habiteront seulement des Allemands pur sang, triés pour leur énergie parmi les anciens sous-officiers. En récompense de leurs services, l'État leur louera à faible prix les terres. Sur ce boulevard de ceinture, nul étranger ne pourra posséder de biens-fonds, ni séjourner. Seuls y vivront ces anciens sous-officiers de choix, « aussi prompts que des cosaques à entendre le cri de guerre ».

Bien entendu, ajoute Hasse, « quand le territoire de colonisation et les limites de l'État ne peuvent coïncider, un solide égoïsme national commande de planter de préférence

nos poteaux frontières dans le territoire de l'étranger, comme nous l'avons fait à Metz ».

Ce programme politique, conçu et traité à la manière d'un roman, a nourri et excité depuis vingt-cinq ans toute la jeunesse universitaire qui aujourd'hui, dans tous les ordres, dirige l'Allemagne. « On a raillé, injurié, poursuivi la Ligue pangermaniste, écrit la *Tæglische Rundschau*, mais ses principes ont prouvé qu'ils étaient justes, et maintenant qu'au milieu de la guerre mondiale elle peut jeter un regard en arrière sur son œuvre de vingt-cinq années, elle est en droit de qualifier de « pangermanistes » presque tous ses anciens adversaires, car cette guerre a enseigné à tout notre peuple les sentiments et la manière d'agir des pangermanistes ».

Même témoignage dans les *Leipziger Neueste Nachrichten* : « La Ligue, écrivent-elles, voulait lutter contre l'indifférence en matière nationale. Aujourd'hui beaucoup de ses idées sont profondément enracinées dans l'âme allemande. Les pangermanistes ont été les tirailleurs avancés défendant les pensées pour lesquelles tout le peuple allemand lutte dans cette minute... »

Le gouvernement impérial a parfois combattu la Ligue, qui le devançait systématique-

ment et dont les déclarations découvraient trop ses chemins. Mais à cette heure où il fait de la Bulgarie son soldat pour se soumettre les Balkans et s'ouvrir les accès de l'Égypte et de l'Inde, comment méconnaître que ce corps d'avant-garde fut pour lui un puissant instrument moral. Guillaume rêvait la maîtrise du monde, assisté à sa droite de Krupp et de toute l'industrie allemande, assisté à sa gauche de la Ligue et de toutes les universités. Krupp lui fabriquait des canons, la Ligue lui fabriquait des âmes.

Cette Ligue avec sa puissante chaleur intérieure a certainement été créatrice d'action. Les Allemands aiment à répéter qu'il ne faut pas supputer les chances de la guerre comme s'il s'agissait d'une transaction commerciale. La guerre n'est pas le simple heurt de valeurs matérielles. Les chiffres ne reçoivent leur vraie signification que des valeurs spirituelles et morales qui s'y incorporent. Ainsi disent-ils, et c'est exact. Mais nous sommes déconcertés par la brutalité, le manque de nuances, le grossier sans-gêne, bref, l'inhumanité des conceptions pangermanistes. Loin de nous les héros sans humanité, répétons-nous avec nos classiques.

Il semble que ces Allemands aient besoin

de se loger dans des systèmes comme dans des tranchées. Tout ce qu'ils disent dans tous les ordres est toujours trop lourd, trop appuyé. Mais ils se font comprendre. Quand ils se sont proposé un but, ils réglementent et coordonnent les choses et les esprits, afin de l'atteindre.

C'est beau, c'est utile, c'est grand, de se composer dans le temps de paix un programme d'action, un poème qui fasse vibrer à l'unisson les âmes, qui communique à chaque individu le sentiment de la vie nationale et qui constitue entre tous un lien vénéré. Tout leur peuple marche d'ensemble vers le même but, se réunit dans une seule œuvre spirituelle, travaille à une construction éternelle, édifie continuellement la patrie et, de là-haut, respire à pleins poumons. Chez nous, hélas ! la règle du jeu voulait que les meilleurs passassent leur temps à essayer de détruire ce qui n'était pas leur parti, sans prendre souci de savoir si bien souvent ce n'était pas de la France qu'ils détruisaient, et nous voyions partout des gens de valeur secondaire qui se heurtaient avec fureur. Quelle perte continue d'énergie !

Nulle autorité ne coordonnait les efforts, nul but n'était unanimement admis, nulle

conception des destinées de la France n'était soustraite à la critique. Heureusement, çà et là, d'une manière plus souple, plus nuancée, plus humaine, quelques chefs spontanés suppléaient au nationalisme officiel. On citera Paul Déroulède qui fut, chez nous, la mémoire de l'Alsace-Lorraine, et ce matin encore une foule recueillie apportait son hommage à la mémoire d'Albert de Mun, ardent animateur des premières semaines de la guerre. De tels hommes-drapeaux groupent autour d'eux des auditoires empressés à recueillir leurs leçons et qui s'enflent selon les circonstances. Et puis c'est le génie intuitif de notre race, les sentiments naissent spontanément au cœur de chaque Français quand la circonstance les rend indispensables.

L'application qu'a eue cette brutale Allemagne de nous montrer qu'elle voulait écraser nos corps et nos esprits, a beaucoup contribué à faire notre unité. Chacun à son rang s'est vu dans l'obligation de défendre sa terre et son trésor moral. Tous les Français ont senti tressaillir leur âme commune, et, gens de toutes les croyances, ils l'ont nommée avec les noms qu'ils avaient appris quand ils étaient petits, à l'école primaire ou bien au catéchisme. Notre faiblesse était dans nos

luttres de parti et dans l'absence d'une doctrine unanimement enseignée, qui nous communiquât l'ardent désir de remplir nos destinées nationales et d'assurer à la France ses indispensables frontières naturelles, mais le pangermanisme, en tirant son épée, a unifié et mobilisé toutes nos intelligences. Poison pour l'Allemagne qu'il affole, il doit être pour nous un révulsif salutaire.

XXVI *bis*

LE FILS DE RUDYARD KIPLING ET LÉON DE MONTESQUIOU

(In Memoriam)

Le fils unique de Rudyard Kipling qui, tout jeune, à dix-huit ans, s'était engagé dans les gardes irlandais, vient de tomber sur la terre de France... Voilà des années que le grand écrivain de la Vieille Angleterre était lu, suivi, admiré chez nous. Mieux qu'aucun autre, il nous faisait connaître les énergies spirituelles de sa nation. Mais un jour il a entonné d'une voix pleine et enthousiaste le cantique en l'honneur de notre patrie. Hier il a visité et glorifié nos soldats. Aujourd'hui son sang le plus cher se mêle au sang de nos

défenseurs. Notre admiration se double d'amitié. Que l'illustre poète national de l'Angleterre reçoive les profondes sympathies de la France.

..... Et tout près de nous, voici notre cher ami Léon de Montesquiou dont nous avons à honorer la mort. Il est tombé au champ d'honneur, à la tête de sa section, en la conduisant à l'attaque, dans la matinée glorieuse de l'assaut général, le 25 septembre. C'était un cœur noble, un esprit grave et plein d'enthousiasme concentré. Sa dernière lettre que Maurras publie et qu'il écrivit la veille même de l'offensive générale, est inoubliable par la force et la hauteur de l'accent. Il y résume en cinquante lignes son expérience de philosophe et de soldat.

XXVII

LA FAUTE DE LA QUADRUPLE-ENTENTE (SELON BERNHARDI)

10 Octobre 1915.

Faut-il intervenir dans les Balkans ou bien s'abstenir ? Ou plutôt, puisque nous y sommes déjà, jusqu'où doit aller notre intervention ?

Il y a deux écoles.

Les uns voient ce qu'il y aurait de pénible au point de vue moral et de réellement désastreux à laisser la Serbie isolée, et le chemin de Constantinople ouvert. L'Allemagne chercherait à prendre contre l'Angleterre, en Égypte et jusque dans les Indes, le gage qu'elle possède déjà sur la France et sur la Russie. La profonde Asie la ravitaillerait d'hommes et de produits alimentaires. Les Turcs immédiatement lui fourniraient un million de soldats.

Ceux qui parlent ainsi ont raison. Mais d'autres constatent non moins justement que l'intervention exigera cinq à six cent mille hommes, et que la France ne peut pas les fournir à elle seule. Ne peut pas, ne doit pas. Ce serait un crime que la France ouvrît un robinet par où s'écouleraient ses hommes et ses munitions. Nous ne devons pas compromettre l'avenir sur notre front occidental. Nos ennemis sont au centre de la toile d'araignée : ils restent maîtres des lignes de l'intérieur, et si nous allons avec trop de forces là-bas, ils reviendront immédiatement chercher la décision chez nous.

Voilà les deux thèses. Comment veut nous départager le gouvernement ? Quelle est sa doctrine ?

Le Sénat s'en informe d'une manière pressante, et la Chambre ne sera pas moins curieuse. Ce sont là des incidents de notre vie intérieure, qui prennent du temps sans donner des forces. Le Parlement a raison : il faut une doctrine. Mais cette doctrine, le Parlement ne peut pas l'établir. Les inconvénients et les avantages sont à peser avec des données qui ne peuvent pas être livrées à l'opinion publique. C'est le haut commandement qui se trouve être le juge.

Le haut commandement français ? Non, pas seul. Une décision si grave au point de vue stratégique ne peut être prise que par un accord des Commandements alliés.

Dès l'instant que voilà la Grèce et la Roumanie peu sûres, le problème dans les Balkans ne peut pas être résolu par la France seule. Il ne suffit pas de créer un quatrième front, il faut le maintenir, l'alimenter d'hommes et de munitions. Aussi appartient-il à toutes les puissances de la Quadruple-Entente de concerter leur attitude et de coordonner leur action.

Aujourd'hui, non demain, et c'est déjà bien tard. Nous tous, les Alliés, nous avons trop souvent l'esprit de l'escalier. Quand on n'a pas su prévoir et parler le premier, au moins

faut-il trouver la réplique immédiate. Il n'y a pas que le lieu qui importe, il y a le moment. L'emploi des forces dans le temps, c'est une des grandes règles de la stratégie. Si le déplacement d'équilibre se fait avant que notre résolution soit prise, nous déterminerons le courant des neutres contre nous.

On voit bien que la Roumanie et même la Grèce attendent que nous soyons forts. Mais que veulent et que peuvent l'Italie, l'Angleterre, la Russie ?

L'Allemagne compte sur nos indécisions et sur l'imparfaite coordination de nos forces. Elle ne se gêne pas pour dire que depuis le début de la guerre notre manque d'entente agissante est l'un de ses principaux atouts. Elle le dit, l'écrit, le professe doctoralement.

Cette Allemagne, l'avez-vous remarqué, a souvent la plus brutale franchise et ne se gêne guère pour étaler en plein jour ses sentiments, ses espoirs, ses calculs. La *Novoié Vrémia* le notait l'autre jour, et en donnait une excellente explication psychologique : Les Allemands, qui ont tant de prévoyance et de si belles habitudes de préparation, manquent de spontanéité : ils doivent à l'avance édifier leur politique et donner une certaine publicité à leurs plus secrètes pensées. Ainsi dans le do-

maine militaire, quel intérêt présentent aux critiques alliés les livres de Bernhardi ! Les plans de l'Allemagne y sont exposés tout au long.

Eh bien ! je viens de lire avec grand intérêt un article de Bernhardi sur ce qu'il appelle « les fautes des Alliés ». Nulle lecture plus féconde. Elle ouvre des vues sur nos forces et sur nos faiblesses. On y comprend ce que redoutent nos ennemis. Ils se sentiraient perdus si nous tous, Anglais, Russes, Italiens, Belges, Serbes, Monténégrins nous coordonnions nos efforts. Bernhardi expose tout au long que si l'Angleterre s'était préparée à la guerre, au lieu de compter exclusivement sur ses alliés ; si l'Italie était entrée dans la lutte tout au début et si les Russes avaient pris une offensive bien outillée avant que l'Allemagne n'ait occupé les parties de notre territoire où elle campe, les événements auraient pu se dérouler d'une manière toute différente.

« La Belgique, dit-il, fut conquise avant que les Français et les Anglais n'aient pu venir à son aide. A leur tour, ils furent obligés à la défensive avant que la Russie n'ait pu agir avec effet. » Je vous épargne le ton de supériorité que prend le critique allemand et qui n'est pas justifié. C'est pour en venir à sa conclusion que nous devons retenir :

« Les puissances de la Quadruple-Entente, dit-il en propres termes, ont commis la faute stratégique de ne pas coordonner leur action ».

Ne demeurons pas dans cette faute où c'est vrai que nous fûmes souvent depuis une année. Le penseur militaire de la Germanie, celui qui lui donne ses directions, se charge de nous dire ce que d'ailleurs nous sommes plusieurs à comprendre, n'est-ce pas ? Les gouvernements alliés et leurs armées auraient besoin d'un haut conseil de guerre permanent. On y examinerait immédiatement si l'une des quatre puissances possède à cette heure des forces non engagées. L'Italie dont le front va être immobilisé par l'hiver, ne voudra pas s'isoler des préparations de la victoire commune. L'intervention doit se faire par une coopération des gouvernements alliés et le poids de l'effort être distribué, après un examen de toutes leurs forces, considérées comme ne formant qu'une seule et même armée.

XXVIII

NÉCESSITÉ D'UNE DIRECTION SUPRÊME
DANS LA QUADRUPLE-ENTENTE

11 Octobre 1915.

Les regards sont tournés du côté de l'Italie. Quel est son état d'esprit, son point de vue dans cette guerre, et se pourrait-il que l'obsession d'un but trop particulier lui masquât l'importance, pour nous tous, d'une action immédiate dans les Balkans ?

Je viens de recevoir, édité par Treves à Milan, le petit livre des discours et des messages de Gabriele d'Annunzio, *Per la piu grande Italia*. Recueil glorieux. Voilà les charbons brûlants qui enflammèrent tout un peuple. Le poète s'est comporté, comme c'est la mission du poète, en véritable héritier et confident de ceux qui furent, au long des siècles, chefs de la pensée et de l'action dans sa race. De grandes préparations étaient dans tous les cœurs. Il a découvert et jeté aux quatre vents le feu sacré qu'il tenait des génies ses maîtres.

Ce petit livre nous ramène au centre de l'émotion italienne. Dans le même moment,

quelques pages brillantes et sûres de Jacques Bainville, publiées par la *Revue des Deux-Mondes*, nous racontent et nous expliquent « le mois historique de l'Italie », nous disent dans quelles conditions ce grand peuple a voulu la guerre. L'Italie a confondu sa cause avec la cause des Alliés. Le poète qui joua dans cette crise un rôle décisif me télégraphiait à l'heure même où la déclaration de guerre éclatait dans Rome enfiévrée : « On chante la *Marseillaise* autour de la colonne Trajane. Le vert et le bleu de nos drapeaux font une seule couleur dans le soir qui tombe. Le même souffle passe sous nos arcs de triomphe et sous le vôtre. Nous avons deux patries et, ce soir, nous en avons une seule, qui va de la Flandre française à la mer de Sicile... »

Sublime langage où frémit l'amitié du patriote italien pour la France. Et les sentiments de ce grand interprète de sa nation, depuis cinq mois, ne sont pas descendus d'un degré. « A mon grand frère et à mon ardent allié, m'écrit-il, j'offre ce livre de ma foi et de mon espérance. » Nul événement n'est venu modifier les dispositions de l'Italie. Son roi et son peuple se sont regardés et compris. Ils veulent la délivrance et l'extension de la patrie. Ils savent qu'elles ne peuvent être obtenues

que par la défaite des Germano-Turcs et la victoire de la Quadruple-Entente.

Aucun des Etats alliés ne peut penser à la réalisation de ses vues avant que l'ennemi soit battu. On ne partagera pas le butin s'il n'y a défaite complète de la Germanie. La satisfaction de chacun des intérêts particuliers est subordonnée au succès de l'ensemble. Constantinople aux mains des Allemands; leur ravitaillement d'hommes et de tous aliments assuré par l'Asie; l'Egypte et le Caucase assaillis, c'est Trieste mieux protégé.

Le bon emploi des forces, absolument nécessaire contre des adversaires aussi redoutables, exige qu'aucune des puissances ne subordonne les intérêts généraux à son plan particulier. C'est dans les Balkans, à cette heure, que l'Italie servira le plus utilement. Ni la Russie, ni l'Angleterre, ni la France ne peuvent mieux qu'elle y réussir. Que tous y coopèrent.

L'Italie retient devant elle une faible quantité d'Autrichiens. La dépense de forces qu'elle exige des Germano-Turcs n'est pas équivalente à sa force propre. De plus, voici l'hiver. Elle pouvait déjà disposer d'une grande partie de ses troupes; dans la saison qui commence, elle aura encore bien mieux toute liberté pour une

action stratégique ailleurs. Si elle veut jouer le jeu, elle doit consentir à donner à ses armées un autre point d'application que le front de l'Isonzo. Elle le trouvera dans les Balkans. Quelle chétive et imprévoyante sagesse lui conseilleraient de somnoler tout l'hiver en braquant ses yeux mi-clos sur Trieste ?

Toutes les batailles qui se livrent dans cette guerre préparent la victoire. Où qu'elle s'occupe à frapper les aigles de la Germanie, l'Italie leur brisera le bec et les serres.

C'est fâcheux qu'à cette heure aucun organisme n'existe pour apprécier les forces des diverses nations de l'entente, pour déterminer le terrain où chacune doit se porter et l'heure où elle doit attaquer. Qui donc, ayant regardé sans soucis particuliers l'ensemble de cette immense carte de la guerre, choisit les meilleures combinaisons, et répartit les rôles avec une souveraine autorité ?

Et pour m'en tenir au noble art que je connais un peu d'agir sur les imaginations et d'éclairer les intelligences, qui donc s'est préoccupé de mettre devant les quatre peuples un ensemble de données exactes, qui les persuadent de subordonner leurs impatiences propres à des directions de plus grande portée ? Nous avons un excellent bureau de pro-

pagande anti-boche. Mais, avouons-le : à trop parler des atrocités commises par les Allemands, on oriente les esprits d'un côté malgré tout négatif. Il serait infiniment utile que nous et nos alliés nous fussions renseignés d'une manière uniforme sur les conditions indispensables pour réaliser nos aspirations nationales diverses, qui sont, les unes et les autres, subordonnées à la victoire commune.

D'une manière tout à fait mesquine, il a été organisé une censure, qui semble avoir créé un foyer de querelles et d'irritation, quand il eût fallu, quand il faudrait (il est toujours temps) créer un bureau de vérités, un centre d'information et de direction.

C'est un point où j'ai le droit d'avoir une opinion, et voilà pourquoi je m'y arrête, mais ce n'est là qu'un compartiment secondaire dans l'organisation qu'il est indispensable de créer pour le salut de l'Entente.

Hier, je demandais que toutes les forces de la Quadruple-Entente fussent considérées comme ne formant qu'une seule et même armée, et qu'un conseil de guerre permanent réglât la collaboration militaire de chacun des États, au mieux de l'entente commune. S'il en était ainsi, déclare Bernhardi à ses com-

patriotes, la Germanie serait perdue. Voilà je suppose, qui mérite d'être pris en considération. Deux systèmes peuvent être examinés. Celui-ci préconisera un conseil de guerre permanent, celui-là préférera des conférences réunies au moment opportun. En 1814, les Alliés tenaient conseil sur une rapide convocation, dans la journée même. L'indispensable, c'est que la diversité de nos intérêts diplomatiques ne vienne pas affaiblir l'action militaire et compromettre la victoire commune. Une direction bien concertée doit répartir nos forces et coordonner nos efforts. A ce prix seulement, une heureuse issue nous est assurée, à nous tous, contre la coalition germano-turque.

XXIX

SOIT LA, SOIT AILLEURS

13 Octobre 1915.

On connaît les hommes qui sont au pouvoir; les uns excellents, les autres améliorés par la guerre, les autres pas fameux. Et hors du gouvernement, je vois tel homme que ses services antérieurs désignent au point que l'os-

tracisme dont il est l'objet se perpétue comme un scandale.

Mais je ne jugerai pas les graves événements qui se déroulent du point de vue de la politique intérieure. J'écris cet article sur une table de la Chambre. Dieu merci ! l'atmosphère de cette maison ne m'empoisonne pas, et c'est du point de vue national, avec l'horreur des intrigues et le souci de la continuité au pouvoir et à l'armée, que je juge les intérêts de notre pays.

Soyons unis entre Français. On l'est dans le pays, espérons qu'on voudra l'être au Parlement.

Soyons unis entre alliés. On l'est de cœur, on voudra l'être de méthode, et nous allons coordonner toutes nos forces.

Déjà Viviani vient de nous annoncer la coopération des forces russes avec les forces anglaises et françaises.

Il nous faut à cette heure une décision, non pas une décision de sentiment, d'opinion publique, ou d'opinion parlementaire, mais une décision d'ordre militaire et gouvernemental. Je ne l'ai pas trouvée dans la déclaration de Viviani. Nul n'en conclura que nous soyons en train de ne rien faire du tout, mais on voit la difficulté et les inconvénients

de ces explications à la tribune quand l'heure n'en est pas librement choisie... Enfin, dans la matinée, un fait était survenu que le gouvernement s'est trouvé en mesure de nous annoncer et qui fait l'intérêt de sa déclaration :

La Russie entre en action dans les Balkans.

On n'aurait pas compris que la Russie qui a préféré la guerre à l'écrasement de la Serbie abandonnât cette noble cliente au poignard que l'indigne tsar de Bulgarie lui veut donner dans le dos.

Reste l'Italie. Comment l'Italie qui, plus qu'aucun des trois autres alliés, a des troupes disponibles, demeurerait-elle l'arme au pied? Nous nous refusons à l'admettre. On se bat sur tous les points de l'immense bataille pour Trieste et pour le Trentin.

En dépit de tous les propos que j'entends bourdonner à mes oreilles, tandis que j'écris au milieu du va-et-vient de la Chambre, le problème du jour n'est pas dans le Parlement. La grande question, c'est de savoir si nous obtiendrons la coordination militaire des forces alliées. Que les quatre nations se concertent, qu'elles sachent qui chacune d'elles doit attaquer et dans quel moment, voilà la grosse affaire. La diplomatie a fait une grande chose quand elle

a décidé que nul de nous ne ferait sa paix séparée, et quand elle a examiné sommairement à l'avance les justes exigences de chacun. Nous sommes arrivés à l'unité de vues, n'arriverons-nous pas à une parfaite unité d'actions? Nos intérêts ne se contredisent pas, pourquoi nos efforts divergeraient-ils? Le butin, c'est après la victoire. Que chacun de nous y aille donc de toutes ses forces, de toutes ses ressources, de tous ses moyens.

Les forces de la Quadruple-Entente sont supérieures à celles de la Germanie. C'est ce que ne voit pas Ferdinand de Bulgarie. Avec une extraordinaire liberté de cynisme, cet homme déclare se rallier « au plus fort ». Il court au devant du vainqueur. Il croit que son appui va décider de l'issue de la guerre. Et les rois, ses rivaux, de Roumanie et de Grèce, un instant intimidés, semblent dire d'un ton désespéré qu'il vaut mieux mourir dans la boue que dans le sang.

Quel manque d'horizon au milieu de ces montagnes assombries par la peur!

Les Balkaniques ont bien tort de croire qu'en abdiquant aux mains de l'Allemagne ils vont finir la guerre et déclencher la défaite de la Quadruple-Entente. Parlons net, parlons comme si nous admettions les chances

des Germano-Turcs dans cette noire trahison. S'il est vrai que les puissances balkaniques soient tombées à ce manque de dignité qu'elles s'associent à une Allemagne qui leur veut mettre au cou un collier de chien, l'avenir leur réserve des surprises. La Quadruple-Entente n'a pas dit le dernier mot sur les idées stratégiques qu'elle peut avoir.

Nous ne sommes pas forcés de subir l'initiative stratégique de l'Allemagne. Il y a des décisions qui sont le secret de ceux qui dirigent notre action. On en discute, on les examine. C'est l'épée de Damoclès, parmi toutes les épées déjà tirées du fourreau. On peut faire crédit au commandement pour trouver l'utilisation des forces disponibles de l'Entente.

Au point de vue stratégique, l'Allemagne, jusqu'à cette heure, n'a eu que des échecs, puisqu'elle n'a pu enfoncer ni la Russie ni la France. En créant un nouveau front, l'Allemagne n'a rien résolu définitivement, même si elle escompte une absence définitive de toute dignité chez les Grecs et chez les Roumains. Les ressources globales de l'Entente sont supérieures à celles de la Germanie. Dès l'instant que l'Allemagne crée un troisième front, les puissances alliées vont jouer de

leurs disponibilités comme il leur paraîtra le plus utile. Qu'elles ne manquent pas de discipline et de méthode et le jeu va se rétablir. Le Parlement, avec toute sa bonne volonté, n'y peut rien ; les commandants alliés en sont les juges dans le secret de leur conseil.

Il est possible d'opposer à la manœuvre stratégique de l'Allemagne une autre manœuvre stratégique dont le secret appartient au commandement — une autre manœuvre, soit là, soit ailleurs.

XXX

REGRETTABLE JOURNÉE

14 Octobre 1915.

Au milieu de la séance, le président du Conseil, justement préoccupé de relever le caractère de cet après-midi, a tenu à dire que ce n'était pas « un pugilat autour des portefeuilles ».

L'histoire discutera cette opinion. Je me bornerai à indiquer que l'exaltation de la Chambre était extrême, et qu'ayant durant cinq heures tenté, la plume à la main, de re-

tenir de toute cette passion quelque chose qui, d'une manière ou d'une autre, fût utile à la défense nationale. je n'ai rien pu en noter.

J'ai voté contre le comité secret et pour le gouvernement.

Je ne renverserai pas ce gouvernement. Vous me montrez des fautes. Je n'ai pas les éléments de tout apprécier. Et puis quand les fruits de l'automne sont insuffisants, est-ce l'effet de l'automne, de l'été ou du printemps? Gens de courte vue, allongeons notre regard, notre enquête, et disons-nous qu'à cette heure, tous, nous souffrons de l'insuffisance de nos préparations, matérielles et intellectuelles.

Ce gouvernement est imparfait; je regrette de n'y pas voir tel ou tel homme énergique et désigné par ses services antérieurs. Mais quelle combinaison préparez-vous dans vos conciliabules contradictoires? Garderiez-vous à leurs postes Millerand et Ribot qui ont la confiance de la nation, de l'armée, des pays alliés et des neutres? L'équipe de demain dans son ensemble n'aurait pas la connaissance des choses, la connaissance des dessous, acquise à l'usage par l'équipe d'aujourd'hui. Ce n'est pas l'heure de faire des essais.

Vous voulez être renseignés? C'est naturel

mais déraisonnable. Viviani a raison de vous répondre : « Il ne me sera pas possible de satisfaire à toutes vos curiosités, patriotiques d'ailleurs. Vos questions vous honorent; posez-les vous dans vos consciences; mais n'espérez pas que j'y réponde. Je ne vous dirai ni le plan naval ni le plan militaire. Je ne suis pas le maître en la matière; je n'ai pas le droit... »

D'ailleurs, allons plus avant. La pensée profonde du Parlement n'est pas de renverser un ministère. Elle contient une bien autre ambition. Par la force des choses, le Parlement veut élargir son action, son travail, et devenir le principal moteur dans cette terrible tragédie.

« Que n'eussions-nous pas fait si le gouvernement eût été à la hauteur de ce pays? » s'est écrié M. Chaumet. Belle et grande parole mélancolique! « Où est le gouvernement? ajoutait le même orateur. Où est le pilote? Je ne le vois pas au banc des ministres. » Est-il ailleurs? Les regards de chacun se promenaient sur les bancs. Tous se regardaient les uns les autres.

Cette Chambre déclare souffrir du manque d'énergie, de volonté, de décision dans le gouvernement. Et la voilà tout naturellement

qui veut prendre en mains la direction des événements.

Les directions données par des hommes politiques peuvent être acceptées dans certaines circonstances où les chefs militaires se trouvent être des généraux improvisés qui n'ont pas d'éducation technique. Mais nos généraux d'aujourd'hui, à bon droit, ne voudraient pas être les exécuteurs des volontés de stratèges en chambre. Loin des choses, loin des gens, n'ayant ni le sens ni la connaissance des difficultés, un doigt sur la carte, les politiques rendraient des jugements tranchants. Aux jours héroïques du Comité de salut public (derrière lequel se tenaient de grands techniciens), les armées faisaient une guerre lente, nullement comparable aux opérations immenses de cette heure. Les erreurs par manque d'information de nos stratèges en chambre seraient d'autant plus dangereuses que nous avons affaire à la plus puissante et la plus savante des armées dont notre nation a jamais subi l'assaut.

... Enfin, cette regrettable journée s'est terminée sans que ses mauvais ferments eussent pu nuire sérieusement. Le principe de la continuité du pouvoir a été respecté. On s'associera aux nobles paroles par lesquelles le

colonel Driant, universellement respecté, a clos cette pénible séance. Qui ne s'associerait à son vœu que l'*Officiel* ne parût pas aujourd'hui!

XXXI

LEUR FAIBLESSE DERRIÈRE LEUR AUDACE

15 Octobre 1915.

« Le concours de l'Italie paraît assuré... » Trois mots, mais qui annoncent un acte, expriment une volonté. Auprès de ces trois mots qui contiennent une décision gouvernementale, combien l'après-midi d'hier, dans son tapage, apparaît pauvre, sans direction. Exactement, violente sans force.

L'Italie marche, l'accord de la Quadruple-Entente est resserré. Après ce fait de gouvernement, attendons le fait militaire. Quelques jours encore, nous serons sans nouvelles. Attendons avec calme et confiance.

Et pour reconstituer en nous ce sentiment, pour nettoyer notre esprit des images que nous a laissées hier le Parlement, regardons, écoutons nos armées. Au milieu d'elles tout est bel ordre, discipline, générosité, calme et confiance. Elles sont la France.

Des notes certaines nous mettent à même

de connaître l'effet moral produit en Allemagne par leur succès, et d'une manière précise, par la méthode toute neuve qui leur assura le succès.

Le plan des Allemands, vous le connaissez. Puisqu'ils désespèrent de percer notre front, ils ont décidé, ils y étaient bien obligés, d'aller chercher ailleurs la décision de la guerre. Ils ont résolu d'organiser en face de nous la défensive la moins coûteuse possible et de porter toute leur masse disponible contre la Russie, mise en mauvaise situation, par son manque de munitions. Vous les avez vus à l'œuvre, ils tentaient d'envelopper les armées de la Russie et de la contraindre à demander la paix. Certes ils obtinrent des succès, ils prirent des forteresses, ils occupèrent de vastes territoires, mais leur principal objet militaire, ils l'ont manqué ; les armées russes ne sont pas détruites. Elles reprennent dès maintenant la plus heureuse offensive, et c'est un fait certain que ce grand pays reviendra à la charge, au printemps prochain, avec plusieurs millions d'hommes, à l'heure où l'Allemagne toute pleine de cadavres sera incapable de riposter.

Ce n'est pas une situation que l'Allemagne puisse accepter. Elle constate que la guerre

doit durer. Bien que le blocus ait été trop défaillant, il la gêne, elle en mourrait à la longue; plus encore elle mourrait d'une disette d'hommes, il faut qu'elle rompe le cercle.

La pédante Allemagne a de la grandeur dans l'imagination. Elle rêve méchamment et puissamment. Aujourd'hui la voici qui invente de faire sa trouée au sud-est. Après la marche sur Paris, sur Calais-Londres, sur Moscou-Petrograd, c'est la marche sur Constantinople-Le Caire. Elle trouvera dans l'Asie, immense et brillante, des ressources, des soldats, et puis elle y prendra des gages sur l'Empire britannique.

Ainsi rêvent les grands, les dirigeants qui ne voient que l'ensemble, cependant que la nuit descend sur le petit monde et étreint les cœurs. Des notes certaines que j'ai entre les mains (rapports de personnes qui ont gardé des relations en Allemagne et notamment en Bavière, récits de prisonniers) établissent qu'il se produit dans les villages de nos ennemis un fléchissement moral. Des symptômes y apparaissent qu'on n'y aurait pu relever au début de septembre.

Le petit peuple d'Autriche, d'Allemagne, est épouvanté par la mortalité. Plus qu'en France ? Oui. Pourquoi donc ?

Le nombre des tués, des blessés, des malades peut être tenu comme équivalent dans l'un et l'autre camp. L'usure en hommes est proportionnelle au chiffre des effectifs engagés. Chez nous, chez eux, le pourcentage est le même. Mais tandis que chez les Alliés le chiffre des pertes se répartit sur six tableaux (France, Angleterre, Russie, Italie, Serbie, Belgique), il s'inscrit chez les Austro-Allemands sur deux tableaux seulement. Le même village bavarois apprend qu'il a perdu des fils en France, en Russie, en Serbie, sur le front italien. Le choc moral, l'angoisse sont plus forts. Cette guerre si longue et qui couvre des espaces chaque jour plus immenses, épouvante des gens qui croyaient qu'il s'agissait d'un simple promenade militaire à Paris, la grande ville haïe et pleine de butin.

Les dirigeants aussi ont leur inquiétude. Ils enregistrent l'échec des organisations qu'ils croyaient avoir établies pour diminuer l'usure d'hommes sur leurs deux fronts de Russie et de France.

Quand on veut imposer sa volonté, si l'on n'est pas le plus fort, on augmente sa force par l'organisation défensive. C'est ce qu'ils croyaient bien avoir su créer à l'est et à l'ouest. Ils croyaient avoir trouvé un système sûr pour

diminuer, par leurs formidables fortifications, leur usure d'hommes. Ces barrages souverains allaient leur permettre de jeter leurs troupes sur la route de Constantinople. Mais il vient d'être démontré, en Champagne et en Artois, que nous possédons maintenant un outillage et une méthode capables de détruire ces barrages et leurs garnisons.

Nous ne savons pas exactement ce que l'ennemi a perdu. Le mauvais temps retenant notre élan nous a empêchés d'y aller voir. Mais officiellement nous déclarons lui avoir fait au moins 25.000 prisonniers. Cela donne une idée des morts que doivent avoir de telles troupes dont nul ne conteste la ténacité. La bataille de France vient de prouver que nous possédons aujourd'hui le moyen, la méthode pour faire de l'offensive qui ne nous coûte pas plus cher que leur défensive.

Fait d'immense portée, qui trouble profondément l'esprit du haut commandement austro-boche. Vous en verrez un signe indiscutable dans un ordre trouvé sur un officier allemand et que je suis autorisé à publier. Il nous rend compte des préoccupations de leur état-major mieux que ne ferait aucun commentaire.

STRICTEMENT SECRET

*Division Dittfurth VIII^e C. R.*I. N^o 215. SECRET*A communiquer aux officiers seulement*

ORDRE DE LA DIVISION

J'ai eu l'impression, ces temps derniers, que l'infanterie, sur quelques points, borne son action à la simple défensive.

Aussitôt que l'ennemi commence à lancer des bombes, elle se hâte d'ouvrir le feu ou de réclamer l'appui de l'artillerie, et se tient pour satisfaite quand le tir des bombes ennemies a été momentanément arrêté. Parfois même on semble croire qu'il est habile de tirer le moins possible pour ne pas provoquer le feu de l'ennemi.

Je ne saurais m'élever assez énergiquement contre de pareilles conceptions qui aboutissent nécessairement à tuer l'esprit d'offensive chez nos propres troupes, à *éveiller et à fortifier chez l'ennemi le sentiment de sa supériorité*. On laisse à l'ennemi toute sa liberté d'action et on subordonne sa propre action à la volonté de l'ennemi.

Il est possible qu'en manifestant de notre côté peu d'activité offensive, nous y gagnons momentanément un peu plus de tranquillité pour achever de consolider nos propres positions; mais cet avantage est bien peu de chose en comparaison de l'inconvénient qu'il présente pour nous de fournir également à l'ennemi le moyen de continuer à fortifier ses positions.

Nos efforts doivent tendre à préparer tous nos moyens en vue du jour prochain, je l'espère, où nous passerons à l'offensive décisive. Elle sera d'autant plus difficile que nous trouverons l'ennemi plus solidement retranché et moralement plus fort que nous.

Les photographies les plus récentes prises par nos

aviateurs montrent nettement que l'ennemi a profité habilement du répit que lui laissait notre peu d'activité, pour consolider ses positions. Nombre de nouvelles tranchées de position et d'approche ont été établies par lui en quelques semaines.

MM. les Commandants de Brigades et de Régiments sont invités à faire les plus grands efforts pour entretenir au plus haut degré sur tous les points de notre front l'activité offensive; il faut que notre action s'inspire de l'idée d'offensive et non de défensive et qu'au lieu de subir la volonté de l'ennemi, nous lui imposions, au contraire, la nôtre. Nos troupes utiliseront à fond, de jour et de nuit, toutes les ressources et tous les moyens de fortune mis à leur disposition pour combattre l'ennemi et lui nuire sans relâche. *L'artillerie ne peut intervenir que dans la limite des munitions dont elle dispose et l'infanterie aura le plus souvent à se tirer d'affaire toute seule.*

MM. les commandants des pionniers sont invités à faire amener aussi vite que possible sur le terrain les engins de toutes sortes destinés au combat à courte distance et à satisfaire, selon leurs moyens, aux besoins de l'infanterie.

Signé : DITFURTH.

Pour copie conforme : Kœthe,

Capitaine d'État-Major.

Je reproduis ce document in-extenso, mais c'est moi qui en souligne quelques phrases. Celle sur les munitions d'artillerie n'échappera pas au lecteur. Au reste, c'est l'ensemble qu'il faut apprécier, et c'est lui qui nous crie : « Ils ne parlaient ni ne sentaient ainsi, il y a un an ».

Quelle que soit la constante audace de ses

conceptions, et si redoutable qu'elle demeure, l'Allemagne est gravement touchée. Nul ne niera les coups et les ressources de cette défense perpétuellement agressive, mais nous ne devons pas conclure de cette dépense excessive à des forces inépuisables. L'Allemagne a cette commodité d'être au centre de ses adversaires. Elle peut donc manœuvrer sur ses lignes intérieures. Ce n'est pas du génie, c'est l'exploitation intelligente d'une position géographique. Qu'une vigoureuse coopération bien raisonnée des Alliés remédie aux difficultés qu'ils trouvent dans leur éloignement des Balkans et l'on verrait la Bête après cette dernière convulsion commencer à lamenter sa ruine.

XXXII

POUR L'UNION SACRÉE

(*La meute autour de Pugliesi-Conti*)

17 Octobre 1915.

La séance de mercredi, cet assaut furieux donné au ministère, n'a produit aucune idée utile à la patrie. La discussion fut violente et sans force. Dans ce triste après-midi, un incident s'est prolongé d'une manière indé-

finie dont il faut que je parle. J'ai attendu cinq jours afin d'échapper à la première animation. Les circonstances nous ordonnent de voir clair, mais en même temps de tout pacifier. Nous ne projetterons de lumière sur ce coin d'ombre que pour l'assainir.

Vers six heures et demie, M. Pugliesi-Conti était à la tribune. On arrivait à l'heure du vote, et il lisait une déclaration expliquant pourquoi il mettrait dans l'urne un bulletin en faveur du ministère.

Il donnait ses raisons, et non celles de ses contradicteurs. Ceux-ci devaient-ils s'en indigner ? C'est l'usage de laisser se développer en paix ces « explications de vote ». Elles ont un intérêt restreint et arrivent à l'heure où la discussion générale est épuisée. Pourtant, une partie de l'Assemblée poursuivait le député de Paris, phrase par phrase, de ses huées. Soudain, quelqu'un lui cria :

— Vous vous êtes fait réformer.

Le signal était donné. En moins d'une minute, ils furent là une centaine, qui entouraient cet homme de cinquante-six ans, l'assaillaient de quolibets et d'injures, lui criaient : « Réformé ! Réformé ! » et lui reprochaient de n'être pas dans les tranchées.

Très ému, l'honorable député voulut s'ex-

pliquer. Il le fit au milieu d'un effroyable tapage qui couvrait et, si j'ose dire, dépeçait sa justification.

— Au début de cette guerre, dit-il, malgré mes cinquante-cinq ans, j'ai considéré qu'il était de mon devoir, bien que n'ayant jamais fait de service militaire, de me mettre au service de la Défense nationale. Il est vrai qu'au bout de quatre mois d'efforts, mes forces m'ont trahi, et que je me suis trouvé proposé d'office, par deux conseils de réforme, pour la réforme numéro 2.

Paroles très simples, nullement irritantes, d'évidente vérité, qui lui valurent un redoublement d'injures et de lazzi. Le *Journal officiel* a justement refusé de les enregistrer. Et lui, à travers cette épaisseur d'outrages, il regardait ses assaillants. Les uns, il les voyait plus jeunes que lui et par suite ayant l'âge légal d'être à l'armée ; les autres, ses contemporains d'âge, et par suite partageant sa honte, si c'en est une, à cinquante-six ans, de siéger à la Chambre.

Alors, à demi-étranglé de fureur, submergé, demi-noyé sous cette mer de méchanceté et d'hypocrisie, il fit, par mots entrecoupés, appel à l'idée de justice :

— Ceux qui sont ici capables d'impartia-

lité jugeront mon cas et celui d'hommes jeunes, pleins de vigueur et de santé, d'hommes de trente ans, qui, malgré la loi que vous avez votée, et contrairement à toute espèce de notion du devoir patriotique et militaire, traînent sur ces bancs leur prudence et leur culotte.

Que voulez-vous reprocher à cela? C'est le langage du bon sens. La terrible réplique s'en allait droit crever l'abcès. Comme le *Journal officiel*, nous cacherons le flot de pus qui jaillit alors vers la tribune. Le compte rendu *in extenso* se borne à mentionner que Pugliesi-Conti de nouveau déclara :

— J'ai en face de moi de lâches insulteurs que je mets en demeure. Si quelqu'un d'entre eux a au cœur quelque courage et quelque notion de sa responsabilité, qu'il se fasse donc connaître.

Au pied de la tribune, un jeune nègre répondit à grands cris, d'une voix agile : « Tous, tous, tous. » Et le chœur lui faisant écho, dans une bamboula joyeuse, répétait : « Tous, tous, tous. »

Qu'eussiez-vous fait à la place de Pugliesi-Conti? Devait-il rester dans la poussière où l'on cherchait à le jeter? Un grand esprit, vénéré dans les fastes du parlementarisme,

Chateaubriand, lui-même, a dit : « Si l'on vous donne un soufflet, rendez-en quatre, n'importe la joue. » Et d'un mouvement pressé, rythmé, haletant, ce courageux Pugliesi-Conti, que je ne savais pas si bel orateur, prononça en trente lignes un des plus fiers morceaux que je connaisse dans la littérature parlementaire et dramatique.

— Vous êtes allé jusqu'à mettre en cause mon patriotisme, alors que, oubliant tout autour de moi, je suis allé m'engager comme soldat... Alors il m'est permis de demander à des hommes comme M. Renaudel et tant d'autres, qui débordent de santé et de vie, de quel droit ils osent mettre en cause la réforme que j'ai dû subir. Oui, M. Renaudel vous êtes de ceux que le service militaire ne fera pas maigrir ! A votre âge et avec votre santé, que faites-vous donc ici ? Est-ce que votre présence sur ces bancs, messieurs, n'est pas votre meilleure réponse ? Et vous, monsieur Mayéras, quel âge avez-vous ? Et vous, monsieur Rameil, et vous, monsieur Viollette, que faites-vous ici ?... »

De nos places, nous n'entendions rien dans ce tapage, mais nous vîmes de tous côtés des gestes hâtifs presser Deschanel de se couvrir, de lever la séance. Il saisit son chapeau, c'est

le geste rituel, et quitta sa haute place. Derrière lui, tous dévalèrent dans les couloirs.

C'était un succès tactique. Le diable d'homme, demeuré seul, forcément se taisait. Mais comment obtenir un succès stratégique, comment le mettre en bas de la tribune ? Des messagers allèrent le sommer, puis le prier de descendre. Il refusa. On éteignit le plafond lumineux. Il s'obstina, debout dans le noir, près de son verre d'eau, bien résolu à ne pas abandonner son poste de tir qu'il n'eût épuisé toutes ses cartouches.

L'assemblée cependant piétinait dans les couloirs. Elle se sentait bête. Le temps s'écoulait ; l'heure du dîner avait sonné. L'homme était toujours là. Vers huit heures, on se résolut à revenir, à l'affronter. Et lui aussitôt, toujours affolé par cette odieuse tentative contre son honneur, de braquer sur ses insulteurs les mêmes arguments :

— J'ai suffisamment mis en valeur la réponse qu'il m'appartenait de faire aux lâches injures anonymes qui m'ont tout à l'heure assailli, sans que j'aie, malgré mes provocations, trouvé quelqu'un en face de moi, pour me déclarer satisfait. Il m'a suffi de comparer le rôle d'un homme de mon âge qui a voulu mettre au service de l'armée ce qui

lui restait de forces et celui des éphèbes qui se cachent derrière leur mandat parlementaire pour désertier leur devoir patriotique ! Toute ma réponse est dans ce parallèle.

J'abrège. Pour finir, Deschanel lui appliqua la censure, avec retenue de son indemnité parlementaire, peine que de toute évidence il eût fallu dès le début appliquer aux provocateurs. Nous fûmes quatre à protester contre ce déni de justice.

Tel fut l'incident, à la fois imprévu et préparé. Spectacle repoussant, mais qui n'allait pas sans grandeur. Nous n'en sommes plus à nous émerveiller du grognement des assemblées politiques. Un rien le change en un murmure flatteur. Il y a quelques mois, la Chambre prodiguait à l'une de ses gloires, à M. Ribot, des hottées d'injures, parmi lesquelles on a retenu avec étonnement l'épithète de « vieux sycomore de cimetière » ; aujourd'hui, elle lui met avec respect au col le collier d'or de ses louanges, ce collier d'or que les rois de Perse aimaient à suspendre au vieux palmier, près de la source où ils s'étaient désaltérés. Nous ne sommes pas si badauds de nous émerveiller de ces incohérences. Mais cette affreuse scène du mercredi 13 octobre demeurera comme une illus-

tration par Goya de la fable du bon Lafontaine : *Les animaux malades de la peste.*

Il y a de la gêne au Palais-Bourbon parce qu'on a négligé de régler à l'avance la situation du député en temps de guerre. Doit-il parler, doit-il se taire ? Son devoir l'appelle-t-il à l'armée ou bien au Parlement ? Cette indécision est le mal dont souffre à cette heure la députation.

Le lion tint conseil et dit : « Mes chers amis, — Je crois que le ciel a permis — Pour nos péchés cette infortune. — Que le plus coupable de nous — Se sacrifie aux traits du céleste courroux ! — Peut-être il obtiendra la guérison commune. »

Vous savez la suite : *« Un loup quelque peu clerc, prouva par sa harangue — Qu'il fallait dévorer ce maudit animal, — Ce pelé, ce galeux d'où venait tout le mal. »*

Je n'oublierai jamais cette clameur de haro qu'ils jetèrent sur Pugliesi-Conti, mais elle n'aurait pas dû me surprendre. Nous étions prévenus qu'ils cherchaient à détourner sur quelqu'un qui leur fût antipathique les reproches qu'on leur adressait. Déjà des cris, des manœuvres, des approches avaient été remarqués, et des malheureux avaient mis en circulation des mensonges qui furent dédai-

gnés. *Principiis obsta*. Le nœud de vipères vient d'assaillir à l'improviste Pugliesi-Conti qui l'a broyé sous le talon. C'est bien. Mais je regrette que le président de la Chambre et les chefs de groupe, tenant mieux en mains leur monde, ne trouvent pas le moyen d'extinction du Parlement, au cours de la guerre, ces mouvements de haine qui empoisonnent les séances et rapetissent les âmes.

Nous demandons l'union loyale, sans coups de poignard dans le dos (1).

(1) En recueillant cet article, comme tous mes autres articles, je veux y joindre la version qu'au lendemain de la séance un de mes collègues d'esprit sage me donnait de l'incident en m'assurant que je n'avais pas rendu justice au président Deschanel. Paul Deschanel a donné trop de preuves d'impartialité pour que je ne croie pas équitable de transcrire ce témoignage :

« Pugliesi-Conti était à la tribune pour *expliquer son vote*. Il fut interrompu de la manière la plus désobligeante et la plus injuste. Il se défendit — fort bien — et, suivant la bonne méthode française, pour se défendre, attaqua. Dans le feu de la lutte, il adressa à ses interrupteurs une expression peu parlementaire. Le président ne la releva point, la fit supprimer au *Journal Officiel*, et, pour éviter un incident pénible, suspendit la séance. A la reprise, il donna la parole à Pugliesi-Conti — qui s'était refusé à quitter la tribune — « pour expliquer son vote ». Pugliesi voulut rouvrir l'incident qui avait précédé la suspension de séance : la Chambre protesta ; le président essaya de le rappeler à la question. Pugliesi, qui s'en

XXXIII

LE BLUFF ALLEMAND

18 Octobre 1915.

Tant que nous ne connaissons pas définitivement l'attitude que comptent prendre la Grèce et la Roumanie, toute appréciation sérieuse de notre succès plus ou moins rapide dans les Balkans est impossible.

Pour l'heure, en attendant des renseignements officiels qui nous manquent et puisque nous sommes réduits à des suppositions et des lueurs, souhaitons qu'il surgisse en Roumanie et en Grèce, où déjà Vénizélos exprime la raison et la fierté nationales, quelques Gabriele d'Annunzio, quelques poètes pa-

était pris au président, continua. L'Assemblée, très houleuse, réclama la censure. Enfin, M. Deschanel dut la mettre aux voix. Elle fut votée à une majorité considérable : quatre députés seulement votèrent contre. »

J'ai tenu à joindre à mon récit, écrit dans l'atmosphère même de la séance, ce récit plus apaisé d'un autre témoin. Tout cela confirme ce que disait un jour Paul Deschanel à propos de sa fonction : « C'est parfois au moment où le président fait le plus grand effort d'impartialité qu'il paraît partial. »

triotés, qui soient l'esprit de ces deux nations, l'âme, la voix de leur histoire, animant leur masse, surexcitant leurs raisons de vivre et de mourir et donnant à deux rois allemands la réplique nationale.

La Grèce et la Roumanie veulent-elles être les matériaux d'une colossale construction germanique où leur figure sera cachée et leur respiration écrasée ?

J'admets qu'elles nous répondent :

— Nous sommes des petites nations réalistes et, sans craindre la bataille, nous voulons être du parti le plus fort et nous placer dans le camp du moindre effort.

Eh bien ! ceux qui lient partie avec l'Allemagne renforcent un camp qui ne sera jamais à même de faire la paix. Tandis que nous respectons les intérêts et les raisons de chaque pays, le Kaiser est parti pour faire la conquête du monde. Nous poursuivons une solution d'équilibre, et lui une solution d'oppression universelle. Le monde n'acceptera pas cette mégalomanie. Ces grands impérialismes, dans notre ère, ont toujours échoué. Travailler avec l'Allemagne, c'est alimenter l'incendie et prolonger la bataille.

— Mais l'Allemagne est la plus forte. Elle saura bien courber le monde sous sa loi.

— Non pas ! Ne soyons pas dupe de sa manière brutale, de son audacieux charlatanisme qui la dupe elle-même, de ses grands rêves où elle s'enfoncé au pas de parade. Pesons la réalité. La Germanie a moins de soldats que la Quadruple-Entente ; seulement, grâce à ses lignes intérieures, elle les manœuvre plus rapidement. Quel résultat en obtient-elle ? Il y a trois mois, elle disait à l'univers : « C'est la fin de la Russie, ses armées vont être encerclées à Varsovie, puis à Vilna, puis à Riga. » En attendant, les Russes massacrent à coups de fusil et à coups de bâton, chaque jour, des milliers d'Allemands. Il y a douze mois, elle annonçait que Calais allait être pris, et il a bien fallu qu'elle s'occupât quelque part ailleurs. Au début, c'était Paris qu'elle devait prendre en trois semaines, elle nie maintenant y avoir jamais pensé. Il faut enregistrer comme un signe d'impuissance qu'étant à 80 kilomètres de Paris les Allemands éprouvent le besoin d'aller ailleurs. S'ils étaient si forts, ils occuperaient Paris et Petrograd. Ils l'ont tenté et n'osent plus y persister. Ils se sont usés à l'Est et à l'Ouest. Ils vont s'user sur un quatrième front. Derrière leur masque d'orgueil, on voit la stratégie du désespoir.

La Quadruple-Entente possède la supériorité

rité des forces. Il ne lui faut que du temps.

Tenir, c'est notre mot d'ordre depuis un an, et c'est encore le mot d'ordre que nous jetons à nos héroïques amis de Serbie, tout en allant à marches forcées les rejoindre. Il faut gagner du temps. Que les Grecs et les Roumains, ou bien un seul, marchent avec nous immédiatement, et nous aurons le délai pour vaincre.

Mais là est le malentendu.

— Arrivez, nous répond de là-bas une voix, et quand vous serez à nos côtés, alors nous marcherons.

C'est un raisonnement détestable. Puissent être entendues et comprises les voix de France qui disent et répètent :

— Dès maintenant, vous avez la certitude que vous recevrez des contingents considérables de la Quadruple-Entente. Nous n'avons besoin que de temps pour faire notre manœuvre. La Serbie, dont la bravoure émeut d'admiration l'univers, peut fournir une longue résistance ; épaulez sur l'heure sa sublime espérance, voici que nos canons arrivent. Si vous attendez que nous soyons là pour vous décider, vraiment, vous raisonnez trop mal, puisque votre retard va rendre plus difficile notre succès commun.

Il est de la plus haute importance réci-

proque que la Grèce ou la Roumanie, et si possible toutes deux, accordées avec nous par leurs intérêts et leur tradition, se décident, se risquent, nous appuyent et fassent leur salut. Ce n'est pas que l'arrivée des Allemands à Constantinople ruinerait notre cause, qui ne se décidera ni à Constantinople ni au Caire, mais elle prolongerait la guerre. La Roumanie et la Grèce, en favorisant la Germanie, ne suffiraient pas à empêcher sa défaite. Mais qu'elles se joignent, comme l'événement saura les en persuader, à la Quadruple-Entente, leur appoint hâtera notre victoire, c'est-à-dire la paix du monde.

P.-S. — Le 25 juin, je disais ici :

« L'Administration veut-elle me permettre de lui exposer le cas d'un soldat, des régions envahies, atteint de tuberculose pulmonaire contractée au front et qui vient d'être réformé (réformé n° 2). L'hôpital ne doit plus le garder ; le voici dans la rue, sans domicile ni famille, puisqu'il appartient aux pays envahis, sans ressources personnelles, réformé dans des conditions qui ne lui assurent pas sa subsistance, et cependant incapable de travailler.

» Que va-t-il devenir ? Dans quel coin de

France se trouve le sanatorium où l'État compte recueillir ce malheureux et tous les autres dans son cas ? »

A cette question et à cette situation, M. Brisac, directeur de l'Assistance publique, a répondu : « Si au lieu d'exiger des établissements modèles et par suite extrêmement coûteux, les pouvoirs publics veulent se contenter d'installations provisoires, plus modestes, établies avec l'hygiène nécessaire, c'est-à-dire de grandes propriétés, en bon air, et bien exposées, permettant de *faire filtre* entre le régiment et le foyer, je me charge d'hospitaliser pendant un temps suffisant, pour « faire leur éducation sanitaire », ces soldats tuberculeux contagieux, avant qu'ils ne soient rendus à leurs familles ».

C'est dans ce but que le gouvernement vient de faire voter une somme de 2 millions.

Il ne fallait pas songer à acheter ni à louer des immeubles. Le ministre de l'Intérieur, par une circulaire aux préfets, leur a demandé de lui indiquer et de mettre à sa disposition les immeubles départementaux vacants et convenables : 19 immeubles sont trouvés ; d'autres sont en instance d'examen.

De son côté, le ministre de la Guerre

accepte de surseoir pendant trois mois à la mise en réforme des tuberculeux contagieux, qui seront mis à la disposition de l'Assistance publique, à laquelle il paiera une somme journalière de 3 francs par soldat soigné. Ces malades seront donc hospitalisés dans ces « stations sanitaires » durant une période, en principe, de trois mois, pendant laquelle on les soignera, et on leur indiquera les précautions à prendre pour éviter les dangers de la contagion.

Renvoyés dans leurs foyers, ils continueront à être suivis par un Comité d'hygiène sociale privé, suscité dans chaque département par les préfets, qui continuera à les aider. Pour les fonds nécessaires à ces Comités, l'Assistance publique fera un grand appel au public sous une forme non encore déterminée.

Les réformés n° 2 déjà renvoyés dans leurs foyers seront acceptés dans ces « stations sanitaires » pour y passer le même stage d'éducation de trois mois.

Dès maintenant, l'Assistance publique est assurée de deux mille lits qui, à raison d'un séjour de trois mois, permettraient de faire l'éducation sanitaire annuelle de 8.000 tuberculeux.

Voilà une question qui n'a que trop traîné mais qui semble aujourd'hui réglée avec humanité.

XXXIV

LES FORCES EN HOMMES DANS LES DEUX CAMPS

20 Octobre 1915.

Les Serbes se battent magnifiquement, et nos troupes commencent d'arriver et d'organiser solidement leurs bases. Quand les Austro-Allemands parviendraient à faire leur jonction avec les Bulgares, ce ne serait pour eux qu'un chenal disputé, incertain, un nouveau front sur lequel se continuera et s'accélérera leur usure.

Rendons-nous bien compte qu'un succès de nos ennemis dans les Balkans ne peut pas créer une rupture d'équilibre. Il importe d'en prendre une vue nette, et je pense qu'on m'excusera de recourir à l'éloquence toute sèche et d'autant mieux persuasive des chiffres.

C'est un fait que l'usure des Austro-Allemands et l'usure des Alliés vont du même train. Comment en serait-il autrement ? Nous

nous diminuons parrallèlement. Mais les Alliés possèdent la supériorité numérique, et ils la garderont largement, alors même que les Austro-Allemands s'accroîtraient des Bulgares et des contingents qu'ils vont chercher en Asie. Le Kaiser eût-il procédé à une entrée sensationnelle à Constantinople et couvert de ses films triomphants l'univers, que l'équilibre créé par les ententes diplomatiques du temps de paix ne serait pas rompu. On doit avoir soin de constater que les quatre Alliés, du fait de la guerre, ont acquis une valeur qu'ils ne possédaient pas en temps de paix. Il saute aux yeux que l'Angleterre a été décidée à consentir des efforts et des sacrifices que nous n'espérions pas d'elle au moment où nos diplomates signaient leur accord. Il est également vrai que l'Allemagne, il y a quatorze mois, quand elle savait déjà avoir affaire à la France, à la Russie et à l'Angleterre, se croyait sûre de pouvoir nous battre l'un après l'autre, et que nos ententes ont pris bien plus de gravité à ses yeux depuis qu'elle a dû renoncer à cette idée de venir à bout de nous successivement et séparément. Cela, le peuple allemand le voit peut-être mal, mais ses dirigeants le savent. Ils savent qu'ils auront beau s'étendre jusqu'à Constantinople

et s'allonger jusqu'au canal de Suez, ils ne disposeront pas d'une force utile qui leur permette d'en finir avec l'un d'entre nous, ni avec nous tous.

Les Allemands s'usent à se jeter tour à tour sur chacun de nous. Ils sont venus sur Paris pour nous imposer la paix. Nous les avons battus. Ils sont allés arracher la paix aux Russes, qui se redressent victorieusement. Dans l'intervalle, ils ont voulu foncer sur Londres, et les voilà qui cherchent vers le Caire la paix anglaise. Ce faisant ils hâtent l'heure où leur propre usure les obligera à subir notre loi.

Eh ! me dit-on, et moi-même j'avais cette crainte, ils vont réparer leur usure, se refaire en hommes et ce fournitures de toutes sortes en Asie.

Examinons donc ces problèmes d'usure, et puisque la plus terrible, la seule décisive, c'est le manque d'hommes, faisons, si vous le voulez bien, le calcul des effectifs en présence.

Nous admettrons, comme on fait d'ordinaire, que dix pour cent de la population peuvent entrer en jeu pendant la guerre. Un dixième du chiffre des habitants donne ce qu'un pays peut fournir de combattants.

L'Allemagne a soixante millions d'habitants, l'Autriche quarante-cinq millions, la Turquie trente millions, soit cent trente cinq millions d'habitants, soit treize millions cinq cent mille soldats.

La Russie a cent dix millions d'habitants, l'Angleterre quarante-cinq, la France quarante, l'Italie trente-quatre, soit deux cent vingt-neuf millions d'habitants, soit vingt-deux millions neuf cent mille soldats.

C'est donc un total de treize millions cinq cent mille Germano-Turcs contre vingt-deux millions neuf cent mille alliés.

Où en sont l'un et l'autre camps ?

On croit savoir qu'à cette heure l'Allemagne a perdu (tués, blessés, malades, prisonniers) deux millions cinq cent mille soldats, l'Autriche deux millions cinq cent mille, la Turquie deux cent mille. Soit cinq millions deux cent mille soldats hors d'emploi.

La Russie, de son côté, a perdu trois millions de soldats, la France un million, l'Angleterre cinq cent mille, l'Italie deux cent mille, soit quatre millions sept cent mille.

En somme les pertes sont pareilles : cinq millions de part et d'autre. Et en effet, il n'y a aucune raison pour qu'il en soit autrement. Ceci ramène donc les Alliés, les anti-Ger-

main, à vingt-deux millions neuf cent mille, moins cinq millions, c'est-à-dire à dix-sept millions neuf cent mille combattants possibles, contre huit millions cinq cent mille Germano-Turcs.

Sur ce chiffre, nous avons dès maintenant, les uns et les autres, sept millions de troupes qui participent aux actions de guerre, qui sont en opération.

Il y en a probablement un peu plus dans notre camp. Les Alliés en ont sept millions cinq cent mille.

C'est-à-dire qu'il reste disponibles dix millions d'hommes du côté de la Quadruple-Entente, contre deux millions et demi du côté des Germano-Turcs.

Dix millions d'hommes, voilà notre réserve et qui nous assure le succès si nous avons des canons et des fusils pour les armer jusque dans la profonde Russie.

Ceci dit et bien entendu et qui nous satisfait largement, quelles inquiétudes devons-nous avoir de notre échec diplomatique et même d'un retard militaire dans les Balkans? Admettons, ce qui semble bien exagéré, que les Germano-Turcs ajoutent à la Bulgarie, qui leur donne quatre cent mille Bulgares, quatre cent mille Grecs et six cent mille

Roumains. Ce serait pour nos ennemis une aide de quatorze cent mille hommes. On voit que nous garderions encore sur eux un excédent de plus de huit millions.

Ceux-là mêmes qui croiraient avoir à admettre un plein succès des Germano-Turcs dans les Balkans ne peuvent pas conclure à une rupture d'équilibre. Nous garderons l'immense supériorité que nous assure la liberté des mers, nous garderons notre gage sur les colonies allemandes et notre mainmise sur tout leur trafic maritime, nous continuerons d'avoir l'avantage d'une moindre usure, je veux dire d'un réservoir d'hommes infiniment plus riche. Dès lors, pour qui se rend bien compte des conditions de la lutte, le résultat n'est aucunement compromis, le tout est dans la volonté de persévérer, dans le serment que les quatre nations ont fait de tenir.

La Serbie, dont je m'aperçois en me reliant que je n'ai pas compté les héroïques soldats, nous donne le plus superbe exemple de ténacité. Il est suivi à cette heure par l'Angleterre qui vient de parler haut et ferme, par l'Italie qui reprend la lutte avec un surcroît d'activité, par la Russie qui depuis des semaines est passée de la défensive à la plus

énergique offensive. Tout l'espoir des Allemands est de décider l'un de nous à une paix séparée. Jamais les quatre nations n'ont été plus fermement décidées à aller jusqu'au bout.

C'est au moment où Napoléon dominait de l'Espagne à Moscou qu'il paraissait le plus fort, et c'est pourtant à cette minute qu'il commençait d'être le plus faible.

XXXV

LA CROIX DES CARMES

Jeudi 21 Octobre 1915.

On commence de plusieurs côtés à se préoccuper du temps des morts qui approche. Là encore, il y aurait des organisations à prévoir.

Ces commodités de l'organisation qui sont une gêne sur un point, un avantage dans l'ensemble, on les trouve à chaque tournant dans les affaires de la Bochie. On en citerait au courant de la plume des exemples plus nombreux encore que les commentaires qu'en donne l'*Opinion*. Nos avions bombardent leurs villes, de même que leurs mammouths géants font visite aux cités françaises et anglaises.

Aussitôt les compagnies d'assurances allemandes ajoutent un rayon pour les dégâts et les risques provenant de cette cinquième arme. J'ai quelquefois des nouvelles d'un brave brigadier d'artillerie, originaire des pays occupés. Il distingue à la lunette, près des villages démolis, les charrues qui labourent... sa terre à lui, peut-être : « Charrues du pays, certainement, me dit-il. On ne peut pas voir si les laboureurs sont des civils ou des militaires. L'un est aussi triste que l'autre... Mais ce qui me désole, conclut-il, c'est justement cette façon de tirer parti de tout, alors que nous avons tant de mal d'ajuster ce que nous faisons. » Ah ! comme il a raison ! Il n'est pas jusqu'à cette question primordiale de la production des munitions qui ne soit simplifiée, pour une Allemagne éperdue de métallurgie, par un procédé bien simple : la publicité des journaux renseigne l'autorité compétente sur l'horloger, le mécanicien, le serrurier qui s'annonce prêt à tourner son obus ou à polir sa fusée.

Une des plus douloureuses entreprises pour les familles frappées par un deuil dans la zone des armées est le rapatriement de leurs morts auprès d'elles : eh bien ! en Allemagne, il s'est fondé plusieurs maisons qui se chargent

de faire revenir, après entente avec l'autorité militaire, le corps du soldat tué.

Mais nous, à notre manière française, spontanément sur plusieurs points, nous tendons aussi à servir nos défenseurs tombés pour la patrie. Une dame de Toulouse, membre de la Ligue des patriotes, M^{me} R..., m'écrit une bien belle lettre pour que je propose à mes lecteurs « une œuvre patriotique à organiser dans chaque ville ou village possédant un hôpital de militaires ».

La plupart de nos cimetières, me dit-elle, ont reçu la dépouille mortelle de soldats qui sont morts dans des hôpitaux très éloignés des villages qu'ils habitaient en temps de paix.

Au moment des obsèques, le petit tertre qui marque leur dernière place sur la terre fut fleuri de quelque gerbe ou de quelque couronne apportée par les parents, s'ils ont pu accompagner leur glorieux défunt ; par une main compatissante, si le soldat venu des régions envahies n'a eu aucun être cher près de lui pour lui fermer les yeux. Puis les parents sont rentrés chez eux, n'ayant même pas la suprême consolation de pouvoir honorer une tombe ; l'ami d'une heure est allé à ses soucis et à ses occupations ; la couronne fanée a été emportée par le vent, et seule la nature pitoyable au délaissé s'est chargée de couvrir le tertre nu d'herbes folles, dont la végétation enlaçant la croix a caché jusqu'au nom du héros qui dort là, éternellement.

Ne voudriez-vous pas susciter un mouvement en faveur de ces tombes délaissées ?

Je sais que « le Souvenir français » a fait beaucoup

pour les tombes des morts pour la Patrie. Mais elles vont être si nombreuses ! Dans chaque paroisse, sous l'impulsion de notre Ligue des Patriotes, ne pourrait-il pas se former une Association de dames, de jeunes filles, de fillettes, dont chaque membre se chargerait de l'entretien d'une tombe, irait à jour fixe porter au cimetière son tribut de reconnaissance sous forme d'un bouquet ou de quelques plantes ?

Je suis sûre que bien des veuves, bien des orphelins mettraient tout leur cœur à entretenir le souvenir du mort glorieux qu'ils auraient adopté, tandis que, au loin, à l'autre bout de notre chère France, une autre main de femme fleurirait la tombe de leur cher disparu.

Cette fraternelle solidarité près de la mort serait touchante, et celles mêmes dont les chers soldats sont conservés se feraient un honneur et un devoir de payer à leurs frères infortunés la dette de la reconnaissance.

Ainsi, dans toute la France, nulle tombe ne serait abandonnée, et les jours de la Toussaint, dans les cimetières, lorsque le visiteur verrait une tombe ornée de la simple croix de bois, mais disparaissant sous les chrysanthèmes, et agenouillée, tout près, une femme sérieuse et recueillie, priant de tout son cœur, il dirait en se découvrant : « C'est là que repose un des soldats morts dans notre hôpital ; ses parents sont loin, mais il n'est pas seul. »

Croyez-vous, monsieur le président, que cela soit faisable ? Il me le semble. Suggérez-le à vos lecteurs et beaucoup, je crois, comprendront comme moi.

Cette idée noble et vraie répond à un sentiment universel et traduit des préoccupations qui déjà ont produit des actes. En septembre, un officier, M. M..., m'écrivait :

Dans le bourg où nous cantonnons, une dame a réuni les femmes et les jeunes filles, et, leur montrant quelle reconnaissance elles devaient aux vaillants dont le sacrifice a sauvé leur foyer de la souillure de l'ennemi, elle leur a demandé de donner à leurs restes mieux que l'hommage officiel et commun qu'ils obtiendront presque partout (pèlerinages en groupes du carré des soldats, arrangement uniforme des tombes, monument collectif). Elle les a invitées à choisir chacune, au cimetière, une tombe militaire, pour s'en faire la gardienne, la protéger de l'abandon et y porter, les dimanches et les jours d'anniversaire, un souvenir et une prière.

La proposition a été accueillie d'enthousiasme. Les familles se sont aussitôt inscrites pour adopter une, deux ou trois tombes, les unes choisissant de préférence les tombes des soldats qu'elles avaient logés quand leurs unités, avant les attaques, occupaient le village; d'autres, celles de soldats originaires des régions envahies ou des provinces les plus éloignées.

Des parents qui ont pu venir jusqu'au front, parcourir le cimetière où repose un des leurs, y ont éprouvé une reconfortante surprise en admirant le résultat de ce concours de sollicitude.

A d'autres parents dont l'adresse était connue, c'est l'habitant du village qui a écrit pour leur dire la répartition qui avait été faite et qui le rendait plus intimement solidaire de leur deuil. La pensée aura été bien douce, aux affligés, de savoir que le soldat mort au service du pays avait trouvé, tout près des lieux où il était tombé, une famille d'adoption qui veillait sur ses restes.

Ce culte que nous avons créé, il nous semble possible de le développer ailleurs.

Ailleurs et partout! Et déjà d'innombra-

bles tombes fleurissent par les soins d'amitiés inconnues et de parentés improvisées.

J'ai raconté ici comment, me promenant au printemps dans les sombres bois de la Chippotte, j'y ai rencontré les jeunes filles et les enfants des villages (de Saint-Michel, de Menil-sur-Belvitte), qui, des corbeilles de pervenches dans les mains, cherchaient dans les taillis les tertres des soldats de la bataille.

Nul doute que les maires, les curés, les instituteurs ne veuillent multiplier ces pieuses initiatives. Nous sommes prêts à les aider.

Commençons immédiatement. Voici qu'un groupe de brancardiers divisionnaires, le troisième de la 73^e division, secteur postal 84, nous adresse une demande précise. Ils nous disent qu'un sergent F. F. a pris l'initiative de relever toutes les tombes de son secteur, en vue de la Toussaint.

Depuis quelque temps, ce sergent, un vrai brave, avec les infirmiers de son groupe, va, tous les jours de repos, malgré les obus et les balles, travailler dans un cimetière à l'entrée du bois de P..., où dorment dans la gloire près de 3.000 Français, et au milieu duquel s'élève la célèbre Croix des Carmes.

Pour faciliter ce travail, il nous faudrait, car si les bonnes volontés sont nombreuses, les matériaux sont rares, 1.000 liteaux de 1 mètre de long, 5 centimètres de large, sur 18 millimètres d'épaisseur (modèle courant); 1 kilomètre de clôture fabriquée avec des liteaux de

mêmes dimensions et des lattes de 7 centimètres sur 2.

A votre appel, les midinettes et autres petites Parisiennes ne pourraient-elles pas offrir chacune un petit bouquet tricolore (trois roses, par exemple), qui sera placé, le 1^{er} novembre, sur chacune des tombes? Ainsi, le jour de la fête des religieux souvenirs, nos soldats morts paraîtront couverts d'un immense drapeau tricolore. Chaque donatrice de bouquet pourrait mettre une étiquette à son bouquet,

Il y a là trois mille morts!

Le beau désir qu'expriment là ces brancardiers, qui sont toujours à la peine et qui volontairement vont se mettre au danger dans ce cimetière de la gloire, ne peut pas trouver insensibles nos lecteurs et lectrices. La Ligue des Patriotes serait à la disposition de ceux et de celles qui trouveraient plus aisé de transmettre par nous les trois fleurs que la mort leur demande. Mon correspondant termine sa lettre par de bien belles paroles :

J'espère, dit-il, que l'évocation de la Croix des Carmes dominant ce cimetière en dira suffisamment à vos lecteurs pour qu'ils entendent notre pauvre appel. Elle est bien déchiquetée cette croix à l'ombre de laquelle ont été fauchés tant d'obscurs héros, cette pauvre croix dont la place devrait être au Sacré Cœur de Montmartre ou bien dans la Chapelle des Invalides.

Ainsi déjà commencent à nous arriver des lettres qui, devant novembre, nous introduisent dans une avenue à l'extrémité de laquelle se dresse la croix des morts.

Ces lettres forment toutes un même vœu. expriment un même besoin d'organisation et de libre vénération. C'est cette spiritualité et ce mouvement du cœur qui impriment dans tous les ouvrages français, dans toute notre vie, quelque chose dont nous ne pouvons pas nous passer. Nous ne saurions pas nous accommoder de la société allemande où tous les rouages sont parfaitement ordonnés, mais qui tend à mettre les machines et les mouvements d'une roue en place des inventions et des imaginations particulières. Cela ne veut pas dire qu'il faille rester dans l'inorganique, cela veut dire que dans nos organisations nous voudrions toujours garder une place pour le spontané et le familier, pour le goût individuel.

XXXVI

LA QUADRUPLE-ENTENTE PLUS FORTE DE MOIS EN MOIS

22 Octobre 1915.

Un lecteur m'écrit une lettre à la fois amicale et courroucée : « Vous semblez prendre votre parti de le voir à Constantinople. Il ne faut pas qu'il aille à Constantinople... »

Évidemment. Mais enfin s'il y arrive, ses affaires n'en seront pas avancées de beaucoup.

Une seule chose sauverait l'Allemagne : qu'elle parvînt à faire avec l'un de nous trois une paix séparée.

L'Allemagne a essayé de débaucher la Russie et l'Italie ; nous avons eu bien des sourires, et l'Angleterre bien des Zeppelins. C'est peine perdue. Les nations franchement civilisées ne veulent pas s'accommoder des chaînes qui semblent plaire aux Balkaniques. L'impérialisme allemand est condamné à la défaite, parce que Anglais, Français, Russes, nous sentons, nous savons que c'est une question de vie ou de mort pour chacune de nos nations. Une élite dans chaque pays sentait que sa pensée et ses mœurs étaient dénaturées par le germanisme et ses intérêts ruinés, et voici maintenant que la masse elle-même comprend, voit avec une clarté irrésistible qu'elle était trahie en pleine paix. Nous étions livrés comme pourceaux ensac. Et l'Italie elle-même, en dépit de ses neutralistes, s'insurge contre les gens d'outre-Rhin, commerçants et professeurs, qui infectaient son noble génie.

Ainsi nulle persuasion n'a pu nous dissocier à mi-chemin de la victoire. La force réussira-t-elle mieux ?

En marchant sur Paris, sur Calais-Londres, sur Moscou, l'Allemagne a tenté de nous imposer la paix par la force. Échec total. Croyez-vous donc que si elle se croyait la moindre chance de nous briser en France ou bien en Russie, elle s'enfuirait vers Constantinople ? Sa triomphale expédition d'Orient, c'est la recherche d'un alibi. Qu'elle aille donc aux chemins du Golfe Persique ou sur la rive de Suez user des hommes, des munitions, du matériel.

Évidemment les puissances de la Quadruple-Entente ont éprouvé tout autant de pertes que les Austro-Allemands. L'usure est des deux côtés. Mais la relation des forces demeure pareille. Nous continuons d'être le parti qui, de beaucoup, possède le plus vaste réservoir d'hommes. Les terribles morts qui serrent les cœurs ne modifient pas le tableau. Ce qui l'a modifié, c'est le temps, qui ne cesse pas de travailler pour nous.

Le temps a donné aux anti-Germains une valeur qu'ils ne possédaient pas au début de la guerre.

Chaque jour se vérifie la justesse de la grande parole qui échappait, le 4 août 1914, au ministre des affaires étrangères allemand : « Il s'agit pour nous de *frapper le plus tôt*

possible un coup décisif. La rapidité est le grand atout de l'Allemagne. » Que de fois l'aurons-nous méditée, cette importante déclaration prophétique, la plus pleine de sens que nous ayons entendue depuis quatorze mois !

En août 1914, l'Angleterre comptait prendre place dans la lutte avec sa flotte et tout au plus un corps de 125.000 hommes. Elle aligne dès maintenant un million de soldats sur notre front, et le reste se lève, s'entraîne, s'équipe, va venir. La Russie a acquis le sens de la guerre qu'elle doit faire, et les commandes qui l'armeront pour la victoire ont trouvé leurs ouvriers. La France avait de graves lacunes dans sa préparation militaire. Aujourd'hui notre armée a fait ses écoles ; les erreurs de doctrine ou de tendance se sont corrigées par l'expérience directe, et l'outillage insuffisant ou inexistant se crée chaque jour, nous menant vers le point, dès cette heure visible, où notre supériorité dominera l'organisation allemande. L'Italie tue sa part de Boches.

La volonté des quatre Alliés de ne pas se lâcher est un arrêt de mort pour l'Allemagne. Son armée merveilleuse devait tout régler en peu de mois. Le manque à gagner glace

de terreur le Kaiser. En vain fournit-il à son peuple des thèmes grandioses de rêveries, Marche sur Paris, marche sur Calais-Londres, marche sur Moscou, aujourd'hui marche sur l'Asie. Je vois bien des kilomètres carrés qu'il occupe, d'immenses pays prospères affreusement dévastés. Et puis après ? Ces gains ne trompent personne qui réfléchisse. C'est du provisoire. Tout cela n'est rien, parce que nul de nous ne fera une paix séparée.

Continuons avec la même certitude de victoire d'organiser nos efforts intérieurs et de coordonner nos efforts alliés.

XXXVI *bis*.

NE POURRAIT-ON INVENTER UN GARDE-COEUR ?

Le casque, c'est bien, mais il faut accroître encore la protection individuelle du fantassin. Tout doit être étudié, tenté pour ceux que cette guerre effroyable oblige à des attaques si meurtrières. L'adoption du casque est un premier et gros progrès. Et l'on ne peut sans doute songer à garantir dans des

conditions analogues, et de toute atteinte, la totalité du corps humain. Dans l'état actuel de la science, l'armure intégrale, à cause de son poids et de son encombrement, est irréalisable. Les cuirassiers eux-même n'ont-ils pas renvoyé leurs cuirasses au dépôt ? Il est pourtant des organes particuliers, limités, vitaux, dont la seule préservation réduirait d'une façon extrêmement notable le taux présent de la mortalité, sans diminuer très sensiblement l'aptitude du soldat à la marche, à la course ou au combat.

Je pense au *cœur* et à la région qui l'avoi-sine. Dieu sait combien nous voyons d'at-teintes de cette catégorie — presque toutes instantanément mortelles. Il y aurait pourtant une préservation possible : l'emploi du *garde-cœur*. Ce serait une simple feuille d'un métal à l'épreuve, de 10 centimètres sur 10 centimètres, cousue dans l'intérieur de la capote à l'emplacement voulu, ou (de préfé-rence) fixée à même sur le corps par des attaches (courroies plates) qui, rendant le contact plus étroit, atténueraient la sensation du poids (550 grammes environ).

Il existe des plaques dites en acier spécial qui sont impénétrables à toute distance à la balle allemande. Elles ont 7 millimètres d'é-

paisseur ; leur poids au mètre carré est de 50 à 55 kilogrammes ; leur prix de 250 à 300 francs.

En conséquence, un décimètre carré pèserait 550 grammes, coûterait 3 francs environ.

Je n'ouvre pas une souscription. Je propose une idée, une voie de recherches. N'y a-t-il donc rien à faire de ce côté ?

XXXVII

SUR LE CHEMIN DE L'ASIE

24 Octobre 1915.

Un combattant de Champagne m'écrit :

L'impression générale que je rapporte au sortir de cette lutte, tant d'après les combats auxquels j'ai été mêlé que d'après mes conversations avec les prisonniers et mon séjour dans les lignes allemandes, c'est que nos adversaires résistent uniquement grâce à un esprit d'organisation admirable qu'il faut leur reconnaître et à un matériel parfait ; mais derrière ce mécanisme merveilleux il n'y a plus que des hommes sans confiance et sans foi, encore

maintenus par une discipline de fer. Chez tous on sent une lassitude profonde et un grand découragement joint à une tristesse infinie.

La même note grave nous vient de Russie. Les Russes ont interrogé les prisonniers qu'ils font dans les divers secteurs de la bataille. Leurs journaux d'octobre analysent les déclarations recueillies :

La qualité des contingents s'abaisse rapidement, beaucoup de malingres et de tares physiques (*Kievlanin*, 1^{er} octobre); les soldats allemands sont trompés par leur chefs; ne leur a-t-on pas annoncé que Dvinsk était pris et que Riga ne tenait plus ! (*Birjevia Viedomosti* du 2 octobre); une grande dépression morale et physique du fait que l'on avait promis du repos à Varsovie, puis à Brest, à Vilna, en Volhynie, et ce repos ne sera goûté qu'à Riga, à Kiew (*Birjevia Viedomosti* du 3 octobre); enfin relâchement de la discipline (*Rietsch* du 5 octobre).

On ne se fera jamais une image exagérée des tourments subis par cette armée de l'invasion allemande. Dans un morceau classique, le grand poète de la Pologne nous a décrit les solitudes forestières et marécageuses de la Lithuanie. Il nous peint des bois enveloppés

de brume qui s'étendent à l'infini, où le voyageur est à chaque pas arrêté par des remparts de troncs, par un sombre fouillis de plantes, de ruisseaux, de marais sous les joncs. Les terrains pourris y alternent avec les profondeurs perfidement couvertes d'un rideau de verdure. Des millions de moustiques y voltigent. Il s'en exhale une odeur âcre, rance, fiévreuse, dont les arbres eux-mêmes dépérissent. Dépouillés de feuilles, les branches pendantes, rabougris, et le tronc demi-moisi, ils peuplent ce brouillard perpétuel de leurs formes fantastiques, en attendant qu'ils s'écroulent au fond des marais croupissants.

Aujourd'hui des cadavres allemands ajoutent une horreur plus vraie à cette décomposition végétale, cependant que déguenillés, affamés, traqués, les traînards égarés tournoient dans ces espaces lugubres. On nous les a fait voir, pieds nus, car ils ont perdu dans la vase leurs lourdes bottes, et fuyant à l'aveugle, traqués par les paysans formés en bandes de « loups de marais ». Et comment oublier ce qui nous a été dit de cet aviatik descendant du ciel pour se poser sur une grande nappe verte et s'y enfonçant peu à peu, pilote, observateur et appareil, sans que du-

rant sa longue agonie personne ait pu ou voulu le secourir !

Rien d'étonnant si de tels horizons de souffrance désespèrent les cœurs germaniques. Un rédacteur du *Journal de Genève* a rencontré les troupes autrichiennes en marche vers la Russie. Elles remplissent sur leur passage les églises : « Partout des soldats, jusque dans les recoins les plus sombres ; à genoux, courbés, le front dans les mains, ils prient longtemps sans bouger. On croit entendre le grand cri qui monte de tous ces cœurs sanglants, et s'élève bien au-dessus des voûtes de pierre. » Plus loin, une musique de régiment joue sur un quai de gare : « Les soldats écoutent en foule, pressés les uns contre les autres, silencieux, attentifs, le regard perdu. Ces airs évoquent tant de souvenirs de garnison, de manœuvres, de bivouacs paisibles et aussi de gloires récentes, de sang et de larmes ! Et puis, pour beaucoup, la musique fait tout oublier, elle agit comme un calmant. Il n'est pas d'âme inculte et d'esprit borné qui ne sente obscurément son attrait tout-puissant. Aux premières mesures, ils accourent tous, soldats et officiers, comme des oiseaux de mer attirés par la lumière d'un phare. »

On croit voir des malheureux qui se réfugient dans la prière, dans le rêve, qui aspirent à en finir n'importe comment. L'un d'eux a laissé un testament bien singulier. Il dit : « L'Allemagne est perdue parce qu'elle n'a pas cherché à être une nation, mais un mécanisme, et y a réussi. Elle est devenue un corps rigide. Elle a tué son âme. Elle a préféré faire de la vie un jeu de guerre. Elle a perdu. L'Allemagne ne revivra pas avant que les fleurs croissent sur son tombeau. »

Que signifient ces *ultima verba* ? C'est le cri de désespoir d'un individu qui a été sacrifié au Moloch d'une organisation guerrière pour laquelle l'individu ne compte pas.

Voilà les hommes qui maintenant s'acheminent au prix de nouvelles souffrances à travers le péril et les incertitudes des Balkans. Comme ils maudissent la force brutale, qu'ils adoraient il y a quatorze mois ! Acteurs exténués de cette impériale tragédie, et terrifiés par les spectacles qui les enivraient hier, ils vont dans cet immense inconnu de l'Asie chercher leurs remplaçants.

Qu'importe à l'empereur allemand d'user en quelques mois l'humanité germanique ! Il dispose de la plus puissante usine que le monde ait rêvée. Elle ne chômera pas faute

de combustible. Pour y maintenir la vie, il faut jeter dans les hauts fourneaux de la bataille trois cent mille hommes par mois. Le voilà parti pour chercher des Turcs à Constantinople.

C'est trop méconnaître la qualité originaire de ses soldats allemands. Il ne les remplacera pas utilement par des peuplés vendus, que la puissance de son organisation met au service d'intérêts qu'ils ignorent. Ces esclaves ne tiendront pas, s'il les amène en Europe, devant nos armées où les facultés de l'âme, chaque jour, deviennent plus vivantes et qui déjà par la puissance de leur volonté et de leur esprit de sacrifice dominaient l'élite de ses soldats.

XXXVII *bis*

LES ALSACIENS TRAITÉS DE BOCHES

Nous ne devons pas laisser passer sans un mot d'énergique protestation l'erreur de M. le substitut Barathon du Mouceau qui vient de prononcer des paroles tout à fait injustifiées devant une chambre correctionnelle de Paris.

M. Barathon du Mouceau, mal renseigné

sur la question alsacienne, croit qu'il est légitime d'insulter, de traiter de *Boches* les gens qui sont restés en Alsace depuis quarante-quatre ans. Il se trompe. Les Alsaciens qui émigrèrent ont été justement accueillis avec faveur en France. Il nous faut aimer également ceux qui sont restés en Alsace en y gardant fidèlement la flamme française. Ainsi cette noble jeune fille, M^{lle} Gabrielle Barthel, de Metz, que les Allemands viennent de condamner à cinq mois de prison parce qu'ils la soupçonnaient d'aimer la France. Mais j'irai plus loin : chaque fois que l'on me cite un Alsacien qui méconnaît la France ce n'est pas lui que j'accuse, mais la triste circonstance qui pendant quarante-quatre ans prolongea la situation que nous avons dû accepter en 1871 de les laisser en gages aux mains des Allemands.

Nous avons dû les livrer. Aujourd'hui nous allons les délivrer. Est-ce l'instant de les injurier ?

Nous leur avons fait du tort pendant quarante-quatre ans ; nous n'allons tout de même pas leur en vouloir ! Espérons que la justice trouvera le moyen de réparer cette pénible injustice.

XXXVIII

DU RÊVE AUX RÉALITÉS

(La comparaison du serpent.)

25 Octobre 1915.

Les Germano-Bulgares rencontrent en Serbie des résistances imprévues. C'est plus vite fait d'assassiner une jeune fille qu'une nation guerrière. Ils ont pendu l'héroïne anglaise avec une joyeuse rapidité, mais leurs efforts barbares pour la destruction de la petite Serbie n'aboutissent pas.

L'essentiel était de gagner du temps. C'est ce dont les Serbes se sont chargés avec une prodigieuse vaillance. Les Allemands ont pris Belgrade le 8 octobre; nous voici le 25, et ils n'ont avancé que d'une trentaine de kilomètres. Ils se trouvent au milieu d'un peuple de martyrs combattant en désespérés. Le Kaiser pourrait bien trouver en Serbie, toutes proportions gardées, une manière d'Espagne. C'est la guerre redoutable des guerrillas. Déjà il y a laissé beaucoup de monde. Et l'on raconte que les Bulgares trouvent que ça prend mauvaise tournure.

Les chefs de l'Allemagne supposaient qu'à la faveur de leurs préparations diplomatiques leur marche sur Constantinople allait se faire rapidement, qu'ils passeraient comme un raid irrésistible de cavalerie sur la Serbie, et qu'en y mettant très peu d'hommes ils obtiendraient un immense effet moral, un ravitaillement économique, des renforcements d'effectifs, un gage sur l'Égypte, quoi encore ?

Eh bien ! même s'ils passent, ils trouveront par la suite de telles difficultés que le rendement de l'opération ne sera pas ce qu'ils espéraient. *Si l'on ne peut écraser la tête du serpent à sa première apparition, c'est une heureuse consolation de le sabrer à mi-corps.*

La défense de la Serbie donne aux puissances de la Quadruple-Entente le délai que ces trop lentes personnes réclamaient pour concerter l'action stratégique efficace qui soutiendra notre alliée balkanique et qui dégonflera le rêve asiatique du Kaiser.

Nous ne brillons pas par la rapidité et par les facultés de coordination. Mais quoi que les chefs de la Germanie essaient de faire croire à leurs peuples, les nations de la Quadruple-Entente sont de plus en plus disposées à aller jusqu'au bout. Mieux que jamais, chacune d'elles se refuse à l'idée d'une paix

séparée. Et voici que les divers gouvernements (de France, d'Angleterre et les autres), à qui il est bien permis de dire qu'ils manquaient d'imagination enflammée, se mettent à avoir des projets qui étonneront l'Allemagne.

Mais sans devancer l'événement, examinons les divers casiers du tableau. Vous n'y trouverez sur aucun point la décision stratégique que le Kaiser a cherchée en France, en Russie, contre l'Angleterre, partout.

Il plaît à ce mégalomane d'offrir à ses troupes de nouvelles tâches. C'est impossible que troupes et peuples ne voient pas que chacune des tâches auxquelles il les avait mis et qu'il néglige a abouti, après des succès fragmentaires, à un fait d'impuissance.

L'offensive des Italiens, que je donnais à espérer, il y a quelques jours, est déclenchée. C'est important. Quelques pessimistes, en effet, voulaient craindre que nos alliés fournissent une guerre traînante et sans conviction. Sombre erreur, injustice : on constate chez nos vaillants amis la volonté de jouer tout à fait le jeu. Admirons qu'au milieu de si grandes difficultés de terrain et dans une saison déjà rigoureuse, rien n'arrête leurs efforts. Regardez la carte et les communiqués ; voyez les postes, les avances que forment déjà

sur leurs limites d'avant-hier les attaques savantes et courageuses qu'ils ne sont pas près d'arrêter.

D'Italie, allons chez les Russes. Ils reprennent une très bonne offensive et sur plusieurs points obligent l'envahisseur à reculer. Ce sont des succès locaux, mais dont la superbe vigueur indique assez que l'armement de ces héroïques soldats se refait. Il se poursuivra durant de longs mois, jusqu'à l'été et sans que l'interrompe la mauvaise saison. Le port d'Arkhangel ne sera pas complètement fermé cet hiver. Grâce à des brise-glace très puissants, il demeurera inutilisable pendant deux mois seulement au lieu de six. Et puis, grand fait à noter, nos amis viennent de terminer la voie ferrée de Petrograd à Kola, dans l'Océan Arctique. Et Kola, ou plus exactement, Ekaterina étant sous l'influence du gulf-stream ne gèle jamais. C'est Petrograd, la Russie libérés.

Disons-le en passant, à l'honneur des facultés d'organisation de la Russie : ce beau chemin de fer, à double voie, de près de deux mille kilomètres, a été construit en six mois, à l'aide d'un judicieux emploi des prisonniers allemands (surtout des Autrichiens), qui chez nos vaillants alliés, le croirait-on, sont au nombre de onze cent mille.

Enfin, puisque nous parlons des Russes, le lecteur remarquera dans le communiqué, qui m'arrive tandis que j'écris cet article, que les flottes alliées ont bombardé Varna et Bourgas dans la mer Noire.

Aussi bien l'action sur mer devient-elle excellente. Les sous-marins anglais dans la Baltique, c'est la plus grave gêne. Jusqu'à cette heure elle avait été épargnée aux Allemands. Et les voilà bien embarrassés pour leur ravitaillement par la Suède.

Dans le même temps en France, la victoire de Champagne a porté aux Allemands une profonde atteinte matérielle et morale. Ils ont été contraints de vive force d'abandonner sur un front de 25 kilomètres et une profondeur de 3 à 4, toute une zone qu'ils fortifiaient depuis une année. Ils ont livré leurs retranchements; ils ont reculé sans retour; ils ont subi notre volonté. Joffre, Castelnau, nos grands chefs, nos officiers, nos sublimes soldats, « les troupes les plus belles que la France ait jamais connues », ont porté là aux Allemands un coup qui pourrait bien être de ceux qui contribuent à détruire les forces d'une armée (seul but complet et terminal.)

Écoutez ce que déclarent les chefs les mieux

placés pour voir et les mieux dressés à peser leurs paroles : « Les ressources que l'Allemagne a dépensées au début de la guerre avec tant de prodigalité sont maintenant très limitées. Les renforts envoyés sur le front au cours même des combats de Champagne comprenaient en partie des hommes de la classe 1915, jusqu'ici réservés dans les dépôts, et même des engagés de la classe 1916. Il n'est pas douteux que le coup porté a été assez rude pour avancer sensiblement l'époque dès maintenant connue où l'Allemagne sera hors d'état de maintenir à leurs chiffres actuels les effectifs engagés. »

Voilà l'état des choses vu par les plus hauts témoins. C'est une réalité que le Kaiser fuit pour s'enfoncer dans son rêve d'Asie. Rêve réparateur? Il le dit. Il va en Anatolie lever des soldats pour remplir les vides de ses régiments. Arrivera-t-il là-bas? Je l'admets. Reviendra-t-il de là-bas? C'est une autre question. Voir plus haut la comparaison du serpent. Et pour trouver la force de cette expédition, ne nous facilite-t-il pas de le briser sur ses trois fronts qu'il affaiblit? Ne va-t-il pas perdre en France, en Russie, devant l'Italie, à travers la Serbie, des Germains, meilleurs que les Turcs qu'il rêve de lever?

Pour comprendre la valeur de notre situation, comparez ce que nous sommes à ce que nous étions en août 1914. Soit que vous examiniez chacune des nations à part, soit que vous calculiez tout d'un bloc la force de notre Quadruple-Entente, il saute aux yeux que nous avons progressé, que nous nous sommes créé des ressources, que nous nous sommes organisés, tandis que la colossale Germanie surmenait en prouesses à peu près inutiles son incomparable préparation militaire.

Plaise au Ciel que nous soyons quelque peu gouvernés ! En dépit de cette faiblesse, à laquelle il faut que chacun de nous remédie de toute sa bonne volonté, quel est l'observateur qui ne sent que nous sommes en bien meilleure posture qu'en août 1914, et nos adversaires diminués ?

P.-S. — On sait déjà le rôle de fourbe odieux joué dans l'assassinat de miss Cavell par le baron de Lancken, bien connu à Paris ; mais il faut que les noms des misérables étrangleurs de femme qui siégeaient au conseil de guerre allemand soient publiés, mille fois répétés, flétris d'infamie dans tout l'univers, et voués aux représailles.

XXXIX

LES ÉGLISES TOMBÉES
AU CHAMP D'HONNEUR

27 Octobre 1915.

A Henry Cochin.

Dans ces grands soirs de novembre, et tandis que le monde semble recouvert d'un suaire, où se réfugient les veuves, les mères ? A l'église. Et avec elles, tous les croyants et beaucoup qui ne pratiquent pas.

Cette année, nous avons tant de choses à dire aux morts ! Aux morts nos parents, aux morts nos amis, aux morts inconnus. Voici la saison où l'Église catholique nous convoque pour triompher de la mort. *Ubi est, mors, victoria tua ?* Cette solennité des défunts, c'est une des pensées chrétiennes que l'humanité a le plus aisément acceptées, tant il est naturel et nécessaire à l'homme de croire que la mort ne sépare pas les âmes. Partout où s'élève une église, les Français s'y portent nombreux, à chaque fois que revient la grande fête de l'automne. Mais cette année, l'année de la grande mort, quelles foules ne vont

pas s'assembler ! Il y a tant de morts aimés que l'on ne reverra plus jamais ! On voudrait aller sur chacune de leurs tombes, se rapprocher de chacun d'eux. On ne peut pas. Plus tard, petit à petit, on en retrouvera quelques-uns. Mais combien dont jamais nul ne saura où, quand, comment ils ont fait leur sacrifice ? On ignore où gisent leurs corps. Ah ! si du moins l'on pouvait rencontrer leurs âmes ? L'église est le lieu de ces rencontres.

Eh bien ! il y aura, cette année, des régions où l'on ne priera pas, où le culte des défunts ne courbera pas les fronts, dans la supplication,

Comme au souffle du vent un peuple de roseaux.

En Lorraine, en Champagne, dans le Nord, des centaines d'églises sont mortes, tombées au champ d'honneur. J'ai vu Ablain-Saint-Nazaire. De son église, une pile de maçonnerie, une sorte de colonne subsiste. D'autres fois, rien. A Carency, un soldat heurte du pied la monture de plomb d'un vitrail et dit : « Tiens ! l'église était donc là ? » *Absit*, comme disaient nos pères. Les Allemands ont jeté bas les hautes maisons de l'Esprit. Elles étaient un point de repère, un point de mire. C'est par la chute du clocher qu'ils voyaient

s'ils frappaient juste au cœur du village, y jetant l'épouvante et la mort. Elles se dressaient sur chaque groupe d'habitations, comme le signal de l'idéal, comme l'enseigne de la vie morale, comme l'appel des âmes. Avec fureur ils ont sapé, brûlé, dispersé ce que l'on croyait immuable.

Vous avez vu le beau Forain, la mère et l'enfant qui reviennent au village démoli. Un soldat dit : « *Pourquoi la petite pleure-t-elle ? — C'est qu'elle vient de reconnaître la maison.* » Ne pleurera-t-on pas quand on reconnaîtra dans son écroulement cette maison de tous où l'on a enterré son père, où l'on s'est marié, où l'eau du baptême a coulé sur le front de l'enfant, du grand fils peut-être qui vient de mourir pour la Patrie ? Le père et la mère seront-ils privés de prier pour lui et d'honorer sa mort ? Les petites maisons de chacun sortent de terre et, une à une, reparaissent. Et seule la maison de tous ne renaîtrait pas ?

Une société s'est fondée, un *Comité de secours pour les églises dévastées des régions envahies*. Vite un abri quelconque, un autel de bois, un tabernacle, un banc, deux flambeaux, un calice. Qui peut tolérer qu'un toit manque à ceux qui veulent unir les âmes des

vivants à celles de nos morts, honorer nos soldats et leur offrir des prières?

Nous déplorons une nouvelle pitié des églises de France, mais cette fois glorieuse et non plus humiliée. Nous ouvrons un nouveau chapitre de l'union sacrée. J'ai accepté l'honneur de placer mon nom dans le comité que préside Son Éminence le cardinal archevêque de Paris, et qui groupe toutes les bonnes volontés religieuses et patriotiques. L'argent que nous ramassons aura pour emploi des réparations urgentes et immédiates, des avances à faire en attendant l'indemnité de l'État. Mais on se gardera bien de toucher aux églises qui furent des œuvres d'art. Craignons de gêner ce qui subsiste de leur beauté. Il faut les garder en ruines et les entretenir comme autant de petits Parthénons de village.

Mon cher ami Henry Cochin, avec qui j'ai longuement causé de cette noble et touchante question, me dit que la Société de Saint-Jean (dont il est l'âme) donnera son concours à cette œuvre des églises dévastées. Beaucoup des artistes qui la composent sont au front; dix sont morts, mais il en reste encore assez qui se mettent bénévolement à la disposition de qui voudra pour donner tous conseils, pour fournir des plans d'abris, des dessins de vête-

ments, de mobilier et pour prévenir des excès de zèle. A cette heure, il s'agit surtout de construire des abris provisoires, d'arranger des granges, des bâtiments quelconques. afin que les morts ne restent pas sans prières et les survivants sans consolation.

Ils sont nombreux à cette heure ceux qui sentent le besoin de certaines vénération. Elles ne leur semblent normales, complètes, satisfaisantes que dans les cadres consacrés et vivifiés par la tradition. Ces cadres qui servirent à nos ancêtres logent des concepts si beaux et si harmonieux qu'ils peuvent bien être la forme supérieure de la religion. Que l'église gise à terre, que les rites funéraires, par exemple, nous manquent, c'est dans notre âme un vide, une souffrance, un manque d'apaisement. Telle est l'empreinte que nous avons reçue dans nos jeunes années qu'à l'église, mieux que nulle part ailleurs, le Français éprouve au-dessus de sa tête une toute-puissance qu'il ne traite pas d'injuste, qu'il ne comprend pas, qu'il accepte, en qui sa bonne volonté se remet. De cette minute solennelle de soumission, beaucoup passent à la prière mais nul, cette année, ne se refuse à respirer l'atmosphère de la haute demeure divine. Elle tapissée de toutes les pensées des

vivants et des morts, des ancêtres et des petits-enfants. Soumission en commun, espérance commune, ascension commune. Nous n'aurons jamais trop de moyens pour émouvoir, ennoblir et fortifier en nous la vie profonde collective.

Une souscription est ouverte pour le relèvement de ces églises mortes ou mutilées. Je m'inscris pour 500 francs que je fais parvenir à l'*Office central des œuvres de bienfaisance*, 175, *Boulevard Saint-Germain*. Je prie mes lecteurs de ne pas m'envoyer d'argent, non plus qu'à l'*Écho de Paris*. C'est à l'Office central, avec la mention : *Pour le Comité de secours aux églises dévastées*, qu'il est le plus simple de s'adresser pour tous dons et pour les demandes de renseignements.

XL

LA MÉDAILLE DES ÉCRIVAINS MORTS AU CHAMP D'HONNEUR

2 Novembre 1915.

Mes lecteurs se souviennent peut-être que la Société des gens de lettres, afin de marquer son amitié aux Alsaciens-Lorrains dont j'ai

cherché à peindre la fidélité, et pour appuyer en ce qu'ils ont de national les grands thèmes que depuis le début de la guerre je traite ici chaque jour, a bien voulu me décerner, sur le fonds Bonaparte, une part que j'ai décidé d'employer à faire graver une médaille à la gloire des écrivains tombés au champ d'honneur.

Ce projet fut accueilli avec sympathie. Nous devons lutter contre l'idée de la mort qui détruit, et faire voir le rayonnement des morts glorieuses. Il faut que la corporation des écrivains français multiplie les témoignages de sa piété envers ceux des siens qui tombent, les armes à la main, pour la défense du sol et de l'esprit. Quelle amitié respectueuse ne devons-nous pas éprouver pour ces jeunes génies interrompus par l'appel des armes et qui n'achèveront pas de fleurir dans les lettres françaises ! Il n'est rien de beau, de grand, de mystérieux comme le sort de ces générations. « Qu'elles aiment les sports ! disions-nous. Est-il possible d'échapper à ce point aux inquiétudes que, jeunes philosophes, nous avons trouvées sur les bancs du collège ? » Ces adolescents se formaient pour leur tâche terrible. Est-ce donc qu'ils avaient pressenti l'avenir ? Ils étaient

prédestinés. Les sources cachées où s'abreuverent dans tous les siècles les héros s'étaient remises à jaillir, et les vertus de notre race agitaient nos enfants. Dans le même temps où l'Académie les inscrit sur ses listes de gloire, chacun approuvera que la Société des gens de lettres leur dédie une œuvre qui ne périra pas.

La médaille est créée aujourd'hui, et si belle que l'on s'accorde à trouver qu'Henri Nocq vient d'exécuter un chef-d'œuvre. C'est l'avis du Comité de la *Société des gens de lettres*, à qui j'en ai fait la remise, dans une séance où une fois de plus l'amitié de mes confrères m'a profondément touché; c'est le jugement des amateurs dont l'expérience et le goût m'ont guidé. Que M. Babelon, le savant directeur du Cabinet des Médailles, reçoive ici l'expression de ma gratitude, et, avec lui, Paul Bourget et Frédéric Masson, Charles Chenu et le professeur Pozzi, grand collectionneur, on le sait. Ces messieurs ont constitué une sorte de petit conseil sur lequel je m'appuyais, et l'excellent artiste a conquis leur approbation.

Henri Nocq, en même temps que le plus brillant élève de Chapu, est un érudit et un amateur. On lui doit un beau livre sur les

Duvivier, les grands médailleurs du XVIII^e siècle et de la Révolution. Il me disait un jour : « Je suis un ferme traditionaliste et je le prouve déjà en me réclamant de l'*École du Louvre*, où j'ai travaillé, et de la *Société des Antiquaires de France*, dont je suis membre correspondant ». L'œuvre qu'il vient de créer, d'un goût noble et savant, unit l'inspiration antique à la pensée la plus actuelle.

Credidi propter quod locutus sum et mortuus. (J'ai cru et c'est pour cela que j'ai parlé et que je suis mort. J'ai attesté ce que j'ai cru par ma parole et par ma mort.) Telle est la légende qui se développe sur les deux faces de la médaille. Elle est inspirée de David et de Saint-Paul. Saint-Paul, dans sa deuxième épître aux Corinthiens, cite un verset du psaume de David et l'invoque pour justifier sa prédication, et il ajoute : *Et nos credimus propter quod et loquimur.* (Nous aussi nous croyons, et c'est pourquoi nous parlons également.)

On remarquera la modification, l'adjonction que nous avons faite. *Et mortuus.* La circonstance nous y invitait. Ce n'est pas seulement par leur verbe, c'est encore par leur mort que nos confrères tombés au champ d'honneur ont attesté leur croyance. Ainsi la légende choisie définit bien le rôle des hommes

cultivés, à cette heure, de quelque *credo* qu'ils se recommandent. Dans nos armées de 1914-1915, c'est l'esprit qui mène la masse, et toutes les confessions rivalisent d'héroïques sacrifices.

J'ai attesté ce que j'ai cru par ma parole... C'est la première partie de l'idée qu'avait à traduire l'artiste dans la face de sa médaille. Il s'est inspiré de l'admirable trophée de l'Arc de Triomphe. Son type, c'est le *Chant du Départ*, de Rude, qui appelle aux armes la France en jetant un cri de foi et d'espérance. Seulement M. Henri Nocq apporte quelques modifications de détail dans la composition de Rude. Son archange féminin, les deux bras étendus, vole au-dessus de notre canon désormais célèbre et populaire, notre 75, dont les détails et l'armement particuliers sont à dessein très reconnaissables. Cette figure démoniaque ou céleste, toute enflammée, pose un genou sur le canon et paraît entraîner des soldats dont on aperçoit au second plan les drapeaux et les armes.

Au revers, la légende se continue... *J'ai attesté ce que j'ai cru par ma parole... et par ma mort. Et mortuus.* Ce mot, nous l'avons dit, n'est pas dans le psaume ni dans saint Paul. Il sort des circonstances. Nous dédions

cette médaille à ceux qui ont attesté leur foi *par leurs paroles et par leur mort*, à ceux dont le sacrifice nous vaut la victoire. L'artiste a donc voulu représenter une *Victoire douloureuse*. Le sujet était difficile à traiter. M. Henri Nocq s'en est merveilleusement tiré en s'inspirant d'une médaille sicilienne frappée vers 450 avant J.-C. à l'occasion de la célébration des Jeux Olympiques. Semblable à la Victoire grecque qui est assise sur un socle, anxieuse, perplexe, se demandant à qui des concurrents dans les jeux elle va offrir la couronne qu'elle tient à la main, la Victoire gravée par M. Henri Nocq se tient avec la plus noble expression de tristesse sur un tombeau qu'elle enveloppe et protège de l'une de ses grandes ailes. La tête courbée, elle appuie son visage sur le revers de sa main gauche. C'est le geste familier de l'art antique pour représenter la douleur pensive. Sa main droite, qu'elle laisse tomber tristement à son côté, tient la couronne immortelle qu'elle apporte au mort.

Sur le tombeau sont posés un livre ouvert, une épée, un képi, pour caractériser l'écrivain-soldat. Dans le lointain, au second plan, rayonne une croix, symbole de l'espérance. Le nom du mort glorieux et la date de son

sacrifice sont inscrits sur le marbre funèbre ; à l'exergue, le titre de son principal ouvrage.

Telle est l'œuvre grave et charmante qui portera à la postérité la piété de notre corporation envers nos hôtes. Afin que cette « *Médaille des écrivains tombés au champ d'honneur* » conserve son caractère rare, précieux et sacré, elle n'existera pas dans le commerce. Aucun exemplaire d'argent ne sera frappé en plus de ceux que nous remettrons aux familles privilégiées par la gloire cruelle. Je déposerai le coin au Cabinet des Médailles. Seules, quelques médailles de bronze seront créées pour être offertes à divers musées. Elles diront aux siècles que, dans la grande guerre, les hommes de lettres trop âgés pour porter les armes vivaient étroitement unis par l'admiration et la gratitude aux défenseurs de la France, et cherchaient pour les glorifier une matière immortelle. Et ne serait-ce pas une belle chose qu'à sa manière chaque corporation sût inventer pieusement un hommage pour ses morts ?

P.-S. — Des explications certaines que j'ai reçues, il résulte que le substitut du procureur de la République à Paris, dont il avait été dit qu'il avait attaqué les Alsaciens-Lor-

rains, n'a pas tenu les propos qu'on lui prêtait. Il n'y a pas de magistrat en France, il n'y a pas de Français qui ne salue le patriotisme des Alsaciens. Pour ma part, je me réjouis d'en recevoir l'assurance et la preuve à ma rentrée à Paris, après quelques instants que je viens de passer en Alsace, où j'ai pu voir l'allégresse des Alsaciens fils d'Alsaciens autour des soldats qui les viennent délivrer.

P.-S. — Une circulaire toute récente du ministre de la marine prescrit de lui adresser d'urgence un état des membres de l'enseignement inaptes à l'embarquement comme à retourner au front. Cette circulaire vise-t-elle seulement les instituteurs publics et ne doit-elle pas être interprétée comme s'étendant à tous les instituteurs pouvant justifier qu'ils étaient en fonctions avant la déclaration de guerre ?

XLI

AIDONS ET GLORIFIONS NOS SOLDATS QUI S'ÉVADENT D'ALLEMAGNE

3 Novembre 1915.

Dans cette journée consacrée à la communion des vivants et des morts, chacun honore ses tombes. Je revois celles qu'il me

fut donné, cette semaine, de saluer pieusement depuis la Champagne jusqu'aux Vosges d'Alsace, et nous pensons à tous ces tertres qui par centaines de mille forment le mur derrière lequel respire la France. Ces héros reposent au giron de la mère patrie et comme aux avant-postes de la civilisation, et puis dans notre conscience. C'est une obsession avec laquelle il faut vivre. Mais il n'est pas permis qu'aucune pensée, durant cette guerre, s'achève en songeries. Tâchons que notre culte des disparus aboutisse à des actes.

Aujourd'hui, ces idées de mort et de résurrection m'ont tourné vers ceux que de fois à autre on voit réapparaître du fond de l'Allemagne. Véritables ressuscités, ils accourent joyeusement pour retrouver l'air de la patrie et pour la servir encore. Je parle des prisonniers qui s'évadent. Sommes-nous sûrs d'avoir fait suffisamment pour eux ?

Je viens de lire un récit d'évasion rédigé par celui qui en fut le héros. Bien qu'il ne contienne aucune scène tragique et que les difficultés qu'il raconte aient été réduites parce que le camp était voisin de la frontière, j'ai partagé les angoisses de celui qui en pays ennemi, traqué comme une bête, s'enfonçait dans la nuit et, ma lecture terminée, je garde

la plus grande admiration pour ces braves qui, sans témoins, s'exposent aux pires aventures dont nul compatriote, s'ils échouent, ne serait informé, et dans quel but? Pour reprendre du service, pour braver de nouvelles fois les balles ennemies.

Déroulède a dit d'une façon émouvante et vraie comment, une fois prisonnier, il connut la tentation d'accepter son destin et qu'il dut combattre dans son cœur la nature pour vouloir ce qu'il savait être le mieux. Il était dans une ambulance allemande, auprès de son frère grièvement blessé, au milieu des gémissements de la souffrance. Honnêtement, s'il le voulait, il avait fourni sa part. Il prit sa résolution. Il décida qu'il risquerait l'évasion et recommencerait les périls de la guerre.

Je pose la question à nos lecteurs. Nous multiplions les œuvres en faveur des prisonniers. Sommes-nous certains de faire notre devoir envers les évadés?

Leur nombre s'accroît sans cesse, tant du côté suisse que du côté hollandais. Presque tous arrivent en France dénués de ressources, et beaucoup, qu'ils soient coloniaux ou bien originaires des pays envahis, ne peuvent rien attendre de personne. Dernièrement, de Dieppe, une société charitable signalait à l'un

de nos amis l'arrivée de sept ou huit évadés qui n'avaient pas de linge de rechange et ne pouvaient pas payer leur chambre à l'hôtel ni leur repas au restaurant. Où les adresser pour qu'ils trouvent une aide ? Nulle part.

Dans ces conditions, n'y a-t-il pas un véritable devoir patriotique à créer un petit comité qui s'occupe de parer aux besoins les plus immédiats de ces braves et qui, en faisant connaître leurs mérites, s'attache à créer dans l'esprit des autres prisonniers une utile émulation ?

Voulez-vous que nous l'esquissions, la double et triple tâche qui serait à remplir ? D'abord, ce comité pourra causer avec le Ministre de la Guerre et lui demander que tout évadé regagnant son dépôt soit cité à l'ordre de son régiment, de manière qu'il obtienne la Croix de guerre. S'il la possède déjà, il sera cité au degré supérieur. Je voudrais en outre que son exploit fût mentionné sur son livret militaire et lui donnât quelque titre pour l'obtention d'un grade.

En même temps, le comité pourra remettre aux évadés les objets en nature dont tout troupiier revenant à la caserne a besoin avant de partir au front, et aussi une certaine somme en argent. Cette somme serait bien utile, car,

encore une fois, les évadés qui reviennent d'Allemagne sont absolument sans le sou, et beaucoup, je l'ai constaté, ne peuvent pas attendre le moindre subsidé de leurs familles.

Au reste, ici je me tourne vers l'Etat. Ne pouvons-nous pas faire valoir quelque analogie entre le retour de ces prisonniers et les rengagements volontaires ? Ce soldat qui, par un acte courageux de sa libre volonté, vient reprendre du service, contracte un nouvel engagement. Pourquoi ne pas lui donner une sorte de prime de rengagement ? C'est le principe que je voudrais défendre auprès de l'administration de la guerre.

En même temps que ces deux rôles d'ordre moral et d'assistance, le comité pourrait rendre des services d'une troisième sorte en centralisant les renseignements que les évadés rapportent sur les traitements subis par les prisonniers et sur toutes autres questions.

Je ne développerai pas davantage ces idées ; toutes les observations secondaires s'en déduisent aisément, et mes lecteurs et amis me diront si l'action que je leur propose leur plaît. Les voies et moyens pour la réaliser, nous aurions vite fait de les étudier. Il suffit que l'on m'accorde qu'en effet il y a là des forces morales à aider et à glorifier.

Des tombes où nous sommes allés aujourd'hui nous agenouiller, des conseils sortaient. Les morts nous ont dit que pour leur plaire nous devions aimer et servir leurs émules vivants. Aux pavois de deuil, ils préférèrent les drapeaux de la victoire. Ils ont ajouté qu'ils avaient moins besoin des fleurs de novembre que des fruits de leur sacrifice. Nous nous sentions d'accord avec eux en nous occupant cet après-midi de cette nouvelle œuvre de guerre.

XLII

COMMISSION OU GOUVERNEMENT ?

4 Novembre 1915.

J'écris ces mots à la Chambre tandis que le nouveau ministère fait face aux premières difficultés. Les vingt-trois hommes que voilà réunis sur ce banc du pouvoir, ces Galliéni, ces Lacaze, ces Cambon, ces Briand et les autres sont choisis avec soin. On rend justice à ce que chacun d'eux, dans son ordre, représente d'intelligence, de science, de volonté et de talent. On les apprécie individuellement. Que valent-ils tous ensemble ?

Ils discuteront admirablement ; il n'y a

personne dans le Parlement qui puisse mieux mener un débat et tenir conseil que ces Nestors chargés d'expérience et que ces brillants débutants. Toutes les opinions recevront d'eux leur plus forte expression. Le danger serait que par leur diversité et aussi par ce qu'ils ont en commun, je veux dire leurs aptitudes et leurs habitudes de grands parlementaires, ces vingt-trois hommes, assemblés autour du plus vaste tapis vert qu'on ait vu, ne composent un instrument de délibération plutôt que d'exécution, bref une commission et non pas un gouvernement.

Les Français, la Chambre elle-même, la situation réclament une action énergique et bien coordonnée. A toute minute, cette pensée éclate de toutes parts. Que les forces en France soient bien liées et dirigées, que les forces de tous les Alliés arrivent à l'unité, voilà le besoin ressenti par tous et la nécessité pour vaincre.

C'est la règle constante : toujours devant le danger, les pouvoirs se concentrent et se renforcent.

En 1793, la Convention et le Conseil exécutif provisoire délèguent le plus fort de leur puissance à un Comité de salut public qui exerce une réelle dictature.

En 1870, le Gouvernement de la Défense nationale est une dictature.

Ces grands souvenirs n'ont pas laissé de hanter le Parlement. A plusieurs reprises, on a pu croire que quelque chose se formait en lui, une aspiration, un désir et déjà les premiers linéaments d'un être. Ce n'est pas un autre ministère que semblait vouloir le Parlement, mais un surcroît de pouvoir pour faire de grandes choses. Ce n'est plus l'heure de légiférer, disaient volontiers mes collègues, c'est l'heure d'agir. Et puis voici que nous aboutissons à ce vaste conseil des Anciens, tout chargé d'expérience.

Je rends justice aux nouveaux ministres. Mais leur groupement, d'ailleurs fort remarquable, est-il un pouvoir concentré, renforcé, capable de volontés énergiques et unifiées ? Pouvons-nous le mettre en parallèle avec les Gouvernements de salut public que l'histoire semble nous donner en modèles et qu'avec toutes modifications le danger national réclamerait à cette heure ?

C'est une tâche plus restreinte que Briand semble s'être fixée. Je l'écoute. Il me paraît essentiellement préoccupé de régler les relations du Gouvernement avec la Chambre et avec la presse. Aussi bien, mettons-nous en

présence de la situation. Hier, tandis que la nation gardait sa confiance entière à Mille-
rand, le Parlement la lui prêtait parcimo-
nieusement, avec restriction. Briand s'est
chargé de rétablir quelque chose de plus aisé
entre le ministère, la Chambre et le Sénat.
C'est eux que, tout au long de la séance, il
veut toucher, séduire. Cela est apparu à la
manière dont ce ministre des affaires étran-
gères a commenté des paroles regrettables qui
semblaient limiter les destinées nationales et
l'effort que nos armes veulent accomplir pour
assurer à la France des garanties contre de
nouvelles agressions.

J'ai voté pour le ministère. Aussi bien,
depuis le début de la guerre, n'ai-je jamais
manqué de soutenir le Gouvernement. C'est,
selon moi, le devoir. Je ne songe pas à juger
l'effort de Briand sur les nuances de son dé-
but. Que le nouveau cabinet s'organise et
distingue parmi ses vingt-trois membres la
volonté qui le guidera; qu'il se dégage
d'étroites obsessions et règle tous les problè-
mes du point de vue de la défense nationale.
A ce compte, il exercera bientôt un ascendant
irrésistible.

LXII *bis*SUR UN FAIT PERSONNEL :
QUE JE SUIS RESTÉ A PARIS
PENDANT L'EXODE DE BORDEAUX

Au moment où M. Émile Constant parlait des députés de la Seine, dont les uns sont allés à Bordeaux en septembre 1914 et dont les autres sont restés à Paris, une clameur s'est produite, au milieu de laquelle il m'a semblé que mon nom était violemment prononcé par la partie extrême de l'Assemblée. M. Constant lui-même a fort bien expliqué que des députés de Paris avaient considéré comme un devoir de répondre à l'appel du Gouvernement. Ils sont allés à Bordeaux, d'autres sont restés à Paris. Je suis parmi ces derniers. Je n'ai pas manqué un seul jour de venir place de l'Opéra, aux bureaux de l'*Écho*, rédiger mon article et collaborer, selon mes forces, à la confiance de Paris.

Ceci à simple titre de précision personnelle et sans rappeler les raisons que j'ai données à ce moment-là de mon attitude. (Voir dans

l'Union sacrée, en date du 4 septembre 1914, les pages intitulées Unanimes, unis par le cœur.)

Au début de la séance de la Chambre des députés du jeudi 4 novembre 1915, sur la lecture du procès-verbal, le Président a donné la parole à M. Maurice Barrès pour un fait personnel.

M. MAURICE BARRÈS. — Il résulte du *Compte rendu analytique* qu'au cours de la séance du 3 novembre et au moment où M. Émile Constant parlait des députés de la Seine qui sont allés à Bordeaux, en septembre 1914, une clameur s'est produite, au milieu de laquelle mon nom a été prononcé. M. Constant a fort bien expliqué que des députés de Paris avaient considéré comme un devoir de répondre à l'appel du Gouvernement; ils sont allés à Bordeaux. D'autres sont restés à Paris. Je suis parmi ces derniers. Je n'ai pas manqué un seul jour de venir place de l'Opéra, au bureau de mon journal, collaborer, selon mes forces, à la confiance de la grande ville. (*Applaudissements sur les bancs de l'Action libérale, des droites et sur divers autres bancs.*)

(*Journal officiel* du 5 novembre 1915.)

XLIII

COMMENT LES OEUVRES DE PRISONNIERS SE TROUVENT RAVITAILLER L'ALLEMAGNE.

5 Novembre 1915.

J'ai sous les yeux d'innombrables lettres adressées d'Allemagne en France par nos malheureux soldats. La plupart évidemment

sincères, mais quelques-unes semblent écrites par ordre, sous la dictée du géôlier. Quand on a commencé de méditer les unes et les autres, on est entraîné dans d'étranges profondeurs. Elles nous amènent à comprendre le système allemand comme plus abominable qu'un premier regard douloureux ne l'avait distingué. Là-bas encore, c'est un champ de bataille. Les prisonniers ne sont pas en dehors de la guerre. Sur ces pauvres gens, nos ennemis poursuivent leur volonté d'affaiblir la France. Ils ont organisé comme une machine de guerre, aussi ingénieuse qu'atroce, le régime qu'ils leur infligent. Ils agissent sur eux en vue de les épuiser, voilà ce que l'on voit, mais j'ajoute, en vue d'épuiser la France, et c'est là le chef-d'œuvre de cette organisation.

Allons au centre du système, à son âme d'intelligence et de méchanceté. Je ne vous mènerai pas dans ces camps de la misère et de la faim pour vous décrire des locaux infects et des visages malheureux, que d'innombrables publications vous ont rendus familiers, mais pour que nous connaissions un aspect encore de l'ignominie savante de l'Allemagne.

Nos compatriotes en Allemagne dépérissent

tant ils sont mal nourris. Tous les aliments qu'on leur fournit sont de qualité nauséabonde : leur café ? un mélange de glands torréfiés ; leur pain ? une pâte noirâtre pétrie avec de la farine de pommes de terre ; le hachis ? un amalgame de déchets dont l'odeur soulève le cœur. Les prisonniers nécessiteux, originaires des régions envahies, ou soldats d'Afrique, meurent de faim. Certains sont abattus par des entérites et des dysenteries, d'autres par des maladies de peau. Ils végètent dans un état d'anémie physiologique qui les livre aux épidémies. Seuls se tirent d'affaire ceux que ravitaillent des colis expédiés de France.

Aussi pour faire à leurs fils, maris et parents prisonniers des envois qui représentent une dépense de 50 à 60 francs par mois, les familles françaises se saignent aux quatre veines. Beaucoup d'elles s'épuisent. Le grand public vient à leur secours. Il s'impose en faveur des prisonniers un impôt volontaire extrêmement lourd. On le sollicite d'ailleurs sans trêve.

Avec l'aide administrative, on a dressé la plus puissante pompe aspirante de générosités. Sur toute la France des souscriptions ont été ouvertes auprès des particuliers, des adminis-

trations, des lycées, des syndicats, des sociétés financières, industrielles, commerciales. Dans plusieurs départements, des quêtes sur la voie publique ont eu lieu sous le nom de « Journée des prisonniers ». Partout des conférences, des expositions, des concerts payants, des boules de neige ont été organisés, notamment pour le « Vêtement du prisonnier de guerre », œuvre dont la cheville ouvrière est M. Grünbaum-Ballin, secondé par M^{mes} Weiss et Wallenstein. Dans chaque département, ces œuvres et d'autres analogues ont leur siège à la préfecture et les conseils généraux ont voté des fonds. Dans chaque arrondissement, les sous préfets ont fondé des sous-comités et se sont mis en relation avec les maires pour obtenir une subvention municipale à l'œuvre, pour organiser des quêtes à domicile et pour provoquer des promesses de versements périodiques.

A ces puissantes bonnes volontés, ajoutez celle du Parlement qui a voté deux millions de subventions aux œuvres pour les prisonniers, et celle du gouvernement qui, par l'Intendance militaire, met à la disposition de ces œuvres des stocks importants de farine, en attendant de les approvisionner en uniformes militaires.

C'est formidable. Pour aucune autre catégorie d'éprouvés de la guerre, on n'a fait autant. Les autres catégories, quelles qu'elles soient, ne profitent pas de subventions parlementaires, ni de distributions d'intendance, ni de comités départementaux, d'arrondissements et municipaux. Je disais, l'autre jour, que les prisonniers qui s'évadent ne trouvent en rentrant chez nous aucun accueil généreux, nulle aide. Seul le prisonnier demeuré là-bas bénéficie d'une initiative officielle à grande envergure. Pour lui seul, l'administration a pris la présidence d'une assistance collective. Seul de tous les nécessiteux, il a vu son entretien mis à la charge des budgets départementaux. J'ajoute qu'à nos initiatives il faut joindre celles de nombreux comités qui se sont créés dans les pays neutres, en Suisse, en Hollande, aux États-Unis, dans l'Amérique du Sud. Essayez de chiffrer ! Si malheureux à tant d'égards, le prisonnier semble un privilégié de la magnificence universelle. Auprès de lui, combien le combattant nécessiteux et celui qui n'a pas de famille sont abandonnés ! Auprès d'un tel ensemble d'appuis, qu'est-ce que nos groupements d'aide aux combattants, nos « tricots du soldat », et nos dévouées marraines !

Vous admirez cet élan de notre générosité publique? Je l'admire et j'y applaudis. Mais, en même temps, j'admire avec un profond dégoût la réussite du plan conçu par le génie féroce de l'Allemagne.

Car enfin, maintenant que voilà les faits bien établis, tâchons de comprendre leur résultat positif et d'en dégager la moralité.

Ce serait à l'Allemagne d'entretenir les prisonniers qu'elle nous fait. Là-dessus, les conventions de la Haye ne laissent aucun doute. Elle se refuse à le faire. Pourquoi?

Pour réaliser des économies. Ce qu'elles sont, un simple calcul, bien qu'approximatif, permet de s'en rendre compte. Supposons que l'Allemagne réalise, du fait des repas qu'elle devrait servir normalement aux prisonniers, une économie quotidienne de 0 fr. 50 par homme, le calcul n'est pas exagéré. S'il y a chez nos ennemis (je prends un chiffre qui n'a rien de certain, rien d'officiel) 250.000 prisonniers français, cela fait par jour une économie de 125.000 francs, c'est-à-dire de 3.750.000 francs en un mois, et de 37 millions en dix mois. Or, comme l'Allemagne applique son système d'économie sur tous les produits à fournir aux prisonniers et qu'elle ne leur donne quasi nuls vêtements, nulles

chaussures, nuls médicaments, il n'est pas exagéré d'admettre qu'en dix mois elle a épargné 50 millions.

Mais ce n'est pas tout son bénéfice. Son calcul atroce ne s'arrête pas à lui faire épargner son argent, il nous oblige à lui verser le nôtre.

Avez-vous idée des sommes immenses que nous envoyons en Allemagne? Tous nos sacrifices individuels, nos œuvres privées, nos œuvres officielles aboutissent à l'envoi outre-Rhin d'un nombre immense de colis. Voulez-vous des chiffres? Dans le mois de mai, on a noté le passage à Genève de plus d'un million de colis pour nos prisonniers en Allemagne. En août, le chiffre fut en moyenne de 290.000 par semaine. Il vient de monter à 344.000 dans la première semaine de septembre, c'est-à-dire à plus d'un colis par prisonnier tous les huit jours!

Et ce n'est pas tout! Par crainte de trop charger cet article, je ne vais pas plus avant dans l'analyse du stock de vivres qui parvient constamment en Allemagne, sous le couvert d'envois aux prisonniers. Je compléterai mon exposé. Aujourd'hui, il fallait dessiner le problème. Et, dès ces premières données, peut-on voir situation plus nette?

L'Allemagne ne nourrit pas les prisonniers français, elle nous oblige aux sacrifices les plus lourds, elle provoque la sortie d'un gros stock de marchandises et crée ainsi chez nous un courant continu de dépenses stériles. La France prend à sa charge les 50 millions que l'Allemagne économise. La France ravitaille l'Allemagne. De ce fait, on voit la France s'amaigrir, l'Allemagne s'engraisser. Moralité : l'Allemagne nous considère comme des imbéciles sentimentaux, et s'ingénie à faire crier de douleur nos soldats prisonniers pour que nous redoublions nos envois qui l'enrichissent en nous appauvrissant.

Que faut-il faire ?

Depuis un an notre ministère des affaires étrangères a envoyé à Berlin des séries de notes et de mises en demeure. Les Allemands y ont répondu par des manœuvres dilatoires et le résultat sérieux n'a pas encore été obtenu. Pour en finir, il est nécessaire de recourir à une méthode plus énergique que la diplomatie et mieux capable d'obtenir des effets immédiats. De plusieurs côtés et notamment du fait de la *Ligue des patriotes*, mon cher Henri Galli menant la campagne, la réciprocité a été vigoureusement réclamée, « réciprocité pour le logement, le travail, la

nourriture, les punitions », écrivait Galli au ministre. A la guerre et aux affaires étrangères on l'a bien compris, et à plusieurs reprises on nous y a parlé de la mise en vigueur d'un régime de réciprocité. Mais on peut dire que ce régime n'a jamais été appliqué sérieusement dans les dépôts de prisonniers. Il y faudrait un ordre formel du Bureau des prisonniers au ministère de la guerre.

XLIV

LE VOYAGE DE CHAMPAGNE

(PREMIER ARTICLE)

7 Novembre 1915.

En allant visiter le champ des batailles de Champagne, nous avons rencontré un nuage asphyxiant qui errait sur l'immense plaine, éventé, épuisé, dépouillé de son poison, et qui achevait son existence en glissant sur les prairies. Quel symbole de l'impression que fournissent ces espaces, hier frémissants de plus d'héroïsmes et de douleurs que l'univers ne semble en pouvoir contenir, et maintenant retombés au silence ! Leur âme semble éva-

porée. Pourtant il demeure sur eux une espèce de brume funeste. Et le voyageur traversant cette plaine y sera toujours entouré des fantômes de la bataille.

Que d'autres étudient et jugent les méthodes, les procédés d'attaque d'une guerre si nouvelle ; je ne suis que l'un des premiers de ces passants innombrables qui viendront à travers les siècles pieusement songer dans cet horizon.

J'ai parcouru les formidables organisations défensives qui composent le glacis de Vedegrange, à l'est de Souain, puis Souain, où fut d'abord soigné le général Marchand, et, plus à l'est, le fameux bois Sabot. Longue journée par un temps de novembre, triste et paisible. On achevait de nettoyer l'immense espace. Il n'avait plus un cadavre, mais l'odeur sinistre demeurait.

Vous connaissez la plaine crayeuse aux larges ondulations, ses pâturages maigres, semés çà et là de petites sapinières, toute cette Champagne pouilleuse qui semble avoir été de toute éternité prédestinée, sacrifiée pour servir de terrain de rencontre. Il faut vous la représenter aujourd'hui brodée à l'infini de singuliers méandres blanchâtres que forme la craie rejetée aux bords des tranchées sinueuses ;

il faut répandre dans cet horizon des groupes de travailleurs qui s'occupent à faire éclater les projectiles perdus, et, çà et là, un petit cortège de civils qui portent une couronne sur une tombe; il faut mettre dans les airs un ballon français et un *drachen* allemand qui s'observent, trois ou quatre avions qui bourdonnent, et, dans le lointain, le roulement des canons, le tac tac tac des mitrailleuses qui, amorti par ce temps de brouillard, semble la palpitation d'une bête de proie; il faut surtout encombrer ce terrain d'épais réseaux de fils barbelés, de chardons artificiels, d'épines métalliques, de chevaux de frise, toute une collection d'engins broyés et demi-ensevelis par la tempête de mitraille. Nous allions à pied. Avant de visiter les positions allemandes conquises par nos soldats, nous avions voulu étudier les immenses travaux d'approche, tous ces aménagements qui permirent d'amener les combattants à distance d'assaut, c'est-à-dire à 100 ou 150 mètres de l'ennemi. Voici les places d'armes, creusées à l'abri pour les réserves; les boyaux, élargis et doublés pour faciliter l'approche des troupes, leur ravitaillement, l'enlèvement des blessés et toute la circulation pendant le combat. Aux points où les tranchées étaient

trop éloignées, on poussait en avant de la ligne des têtes de sape, réunies ensuite par une parallèle. Et ces dures besognes de nuit, à grands efforts, à grandes pertes, sous le feu de l'ennemi qui, tous les matins, voyait ces serpents blancs, depuis l'Argonne jusqu'au delà de Reims, s'avancer et l'enserrer.

Quand nous fûmes prêts, commença la seconde phase, la magistrale préparation d'artillerie. Destruction des réseaux de fil de fer; ensevelissement des Boches dans leurs abris-cavernes; arasement de leurs tranchées et démolition de leurs créneaux; fermeture de leurs boyaux de communication. « On aurait dit que le monde s'écroulait », écrit l'un d'eux. Les témoignages décisifs sur l'efficacité de cet ouragan de fer et de feu se trouvent dans les lettres saisies sur les prisonniers. Mais je veux moins décrire le matériel de ces journées sublimes que leur âme, c'est-à-dire le cœur héroïque du fantassin français. Et je prends pour guide l'un des combattants, le sergent du génie Jean Rey.

L'attaque, me dit-il, devait se produire le samedi matin 25 septembre; le mercredi, dès l'aube, la préparation d'artillerie commençait, se poursuivant jour et nuit.

Nous avions derrière nous nos batteries, et en avant nous apercevions sur la petite crête, par laquelle passaient les premières lignes allemandes, les éclatements de nos obus, qui y faisaient jaillir d'immenses gerbes de terre. Durant la nuit, les coups de départ produisaient une lueur vacillante ininterrompue et, parmi les lueurs produites par les forêts qui flambaient au loin, nous distinguons à l'avant la flamme brève de l'éclatement de nos obus.

Ce fut le vendredi à cinq heures que le feu de l'artillerie atteignit son maximum d'intensité. Pendant un quart d'heure environ toutes nos pièces, y compris celles de nos grosses batteries, firent un « feu à volonté » d'une intensité inimaginable. On eût dit que sous l'effet de nos obus, les tranchées allemandes s'embrasaient : les fumées produites par les éclatements de nos obus formaient un voile complètement opaque. Le vent les entraînait en de longues écharpes parallèles que venaient tacher les éclatements noirs de nos fusants. Au milieu de ce vacarme, nous faisons sauter quatre à cinq de nos fourneaux de mines qui, en explosant, faisaient jaillir soudain, au milieu de ces fumées opaques, une immense flamme blanche et soulevaient d'énormes nuages sombres, couleur de soufre.

Nous fûmes les derniers à quitter nos cantonnements de l'arrière, les autres sections de la compagnie étant déjà à leur poste de combat. Nous avons à peine dormi, ayant profité de notre dernière soirée pour feuilleter quelques lettres très chères, en écrire quelques-unes, relire des chapitres de l'Imitation de Jésus-Christ et réciter quelques-uns des beaux psalmes de David, qui sont en harmonie parfaite avec nos pensées. Tout le monde est très calme, car chacun a fait intérieurement le grand sacrifice et regarde la mort sans effroi. On éprouve même une sorte de joie légère à être aussi prêt à se détacher de la vie. Les poignées de main échangées sont seulement plus cordiales, les regards qui se croisent plus profonds : ce sont les âmes qui se pénètrent et qui se parlent.

A trois heures et demie du matin, nous partons. La nuit est grise : une petite pluie fine tombe tristement sur nous. Les batteries continuent d'égrener leurs obus. Le ciel brumeux rougeoit soudain : c'est encore un bois qui brûle et qui sans doute dissimulait un dépôt de munitions, car, au milieu de la lueur diffuse, des lueurs plus blanches et plus brèves sursautent soudain. Nous arrivons aux places d'armes, où sont entassés les fantassins. La plupart dorment : quelques-uns veillent, échangeant de

temps à autre quelques paroles. Un sous-lieutenant, au visage rasé, à la figure énergique et calme, poursuit ses réflexions sous la pluie, le corps enveloppé d'une couverture sombre. Le jour pâle et gris se lève, tandis que la pluie fine tombe toujours.

Déjà les hommes des autres compagnies défilent un à un dans le boyau où nous nous trouvons, pour se rendre aux tranchées d'assaut. Chaque figure connue s'éclaire d'un sourire : des poignées de main vigoureuses s'échangent cordialement. Combien y en avait-il, de ces poignées de main ainsi échangées, qui devaient être les dernières ! Eux aussi ils sont calmes et décidés, et l'on sent que sous ce calme couve déjà l'enthousiasme.

Enfin c'est notre tour, nous défilons un à un pour aller nous placer. Nous arrivons bientôt à notre parallèle d'assaut, simple boyau très étroit juste assez haut pour nous dissimuler. Le lieutenant nous explique où nous nous trouvons par rapport aux lignes allemandes. Nous devons partir en deuxième vague. Nous aménageons dans le parapet quelques gradins afin de pouvoir sauter plus rapidement dehors. L'artillerie continue son tir, mais semble l'avoir légèrement ralenti : cette petite ruse aura contribué, à ce que nous apprenons dans la journée, à ne pas

éveiller l'attention des Allemands habitués à recevoir un déluge d'obus durant les minutes qui précèdent l'attaque.

On fait passer l'ordre, bref et rapide : « Baïonnette au canon ! » L'acier étincelle. Accrochés au parapet, nous sommes prêts à bondir au signal.

Jamais je n'ai éprouvé l'impression de vivre d'une façon aussi intense que durant ces quelques minutes. C'est à tous nos chers morts que nous songeons ; nous les sentons si proches de nous, eux que dans quelques instants peut-être nous aurons rejoints ! Nous nous sentons forts de tout leur courage et de toutes leurs vertus.

Puis c'est à l'avenir que nous songeons — non pas à nos rêves personnels vers lesquels nous jetons seulement une pensée fugitive et émue, — mais à l'avenir de toute la race. Nous nous sentons responsables envers les générations futures du patrimoine d'honneur et de gloire que nous ont transmis nos aïeux. A nous maintenant de nous montrer leurs dignes fils.

Le signal donné, tous, d'un magnifique élan, bondissent sur le parapet, tandis qu'une grande clameur s'élève : « En avant ! »

Au lieu des vagues successives prévues, ce n'est qu'une seule et même vague, immense, irrésistible, animée d'un même souffle. D'un

coup d'œil, en un instant rapide, je puis embrasser tout l'assaut. Mon cœur est serré d'émotion, mes yeux remplis de larmes joyeuses...

Aujourd'hui, je ne peux pas mener plus avant ce beau récit et mon pèlerinage. Arrêtons-nous, jusqu'à demain, au point d'où nos soldats s'élançèrent. Depuis ces marches qu'ils gravirent d'un bond, mesurons cet espace découvert, de deux cents mètres environ, qu'ils devaient franchir sous les tirs de barrage pour atteindre les premières positions ennemies. Combien de milliers de nos frères sont tombés dans cette course héroïque ! Cette friche est toute pleine du plus beau sang de France. Baissons-nous pour y prendre une poignée de terre ; c'est une relique de nos morts. Les escaliers qu'ils taillèrent dans la craie pour courir au martyre sont des banquettes sacrées où l'on ira s'agenouiller et prier afin que leur sacrifice ne soit pas inutile.

XLV

LE VOYAGE DE CHAMPAGNE

(DEUXIÈME ARTICLE)

8 novembre 1915.

Hier, nous nous sommes quittés dans les tranchées françaises au moment où nos troupes s'élançèrent et nous écoutions le beau récit de l'un des combattants, le sergent du génie Jean Rey.

Neuf heures quinze, nous disait-il, ce fut, le samedi 25 septembre, l'heure fixée pour les assauts de Champagne. Sur l'immense front, les troupes sortirent en poussant de longues clameurs et s'alignèrent avant de courir à la victoire sanglante. L'élite de la nation française courait sus à la Bête allemande. Minute solennelle. Voulez-vous, maintenant, qu'un autre combattant, un sous-officier encore, nous refasse et nous confirme le rapport superbe de Jean Rey? J'aime mieux deux héros qu'un seul, et nul ne se lassera d'entendre la gloire de notre infanterie.

9 heures, dit ce deuxième témoin; on se masse dans la première ligne; les ordres passent de bouche en bouche; on approvisionne les fusils; les baïonnettes

sont assujetties au bout des canons. Comme il pleut toujours et que la boue couvre tout, les mouchoirs sont utilisés pour essuyer les fusils. Tout le monde se serre les mains; quelques-uns s'embrassent en se souhaitant bonne chance; les uns ont les yeux brillants d'impatience; quelques-uns, très calmes, vérifient soigneusement tous les détails de l'équipement; d'autres sont pâles et ont un peu d'angoisse dans le regard.

9 heures 15. — C'est l'heure convenue. L'artillerie allonge un peu son tir. En avant! La première vague se précipite sur les gradins pratiqués à l'avance. Alors c'est merveilleux! Si vous saviez comme c'est beau, un tel moment! On triomphe de l'instinct animal; malgré les obus qui pleuvent maintenant, et réduisent en bouillie quelques-uns des premiers sortis, on sort. Sur un front immense, les fantassins jaillissent des tranchées; les musiques jouent la *Marseillaise* avec acharnement; les clairons et les tambours, sortis avec les autres, jouent la charge, et toujours il en sort, poussant des clameurs, l'arme haute, les baïonnettes jetant un éclair au bout des fusils.

Ce premier mouvement fut si rapide qu'il surprit les Allemands presque partout et que leurs tirs de barrage ne se déclanchèrent qu'après le passage de nos vagues d'assaut. Sur toute l'étendue du front, les deux cents mètres qui, en moyenne, nous séparaient de l'ennemi, furent parcourus sans grandes pertes et nos troupes, de leur premier élan, se jetèrent dans la première tranchée allemande, la nettochèrent, la dépassèrent. Mais ensuite la progression ne fut plus uniforme.

Tandis que certaines unités continuaient leur mouvement en avant avec une extrême rapidité, d'autres se heurtèrent à des mitrailleuses encore en action, s'arrêtèrent ou n'avancèrent que difficilement. Des centres de résistance allemande se maintinrent pendant plusieurs heures et même plusieurs jours. La bataille de Champagne, c'est une série d'assauts exécutés à la même heure dans des directions parallèles ou convergentes et qui, bien qu'étroitement solidaires les unes des autres, prirent des caractères très variés, en raison des terrains à parcourir ou des résistances à briser. Beaucoup de gradés étaient tombés. Les hommes n'en couraient pas moins devant eux, soit tout droit, soit en obliquant s'ils se trouvaient pris par les feux ennemis, si bien que dès midi, devant la seconde ligne allemande c'était un incroyable mélange d'hommes appartenant à toutes les unités. Ils n'avaient plus d'ailleurs aucune liaison avec l'arrière. Chacun suivait son génie, obéissait à sa volonté de vaincre. Soldats et officiers se couchaient à plat ventre dans la rase campagne et avec leurs outils portatifs s'enteraient rapidement, ou bien ils se tapissaient dans les boqueteaux, derrière les moindres replis de terrain. La bataille qui, depuis des

mois, avait le caractère d'une lutte avec l'invisible, se transformait maintenant en une multitude de corps à corps. Elle continuait d'être une fournaise où l'on meurt sous les calculs d'une artillerie qui ne voit pas et qui n'est pas vue, mais en même temps elle déployait toutes les formes de la lutte et de la chasse que l'humanité ait jamais connues. A cette minute, dans cet immense effort d'ensemble, se déroulent une quantité d'épisodes. La guerre anonyme fait place au siège de Troie. Et la méthode qu'avait le vieil Homère de dénombrer successivement les bataillons et les héros, et de parcourir tous les lieux de la bataille en montrant au-dessus des hommes les idées-drapeaux et les dieux qui y assistent, donnerait seule une image de ce tourbillon, satisferait seule la vénération des familles françaises.

Les témoins de la bataille qui nous guident, à chaque pas, au milieu de ces dévastations, nous rapportent des incidents que nous sommes impardonnables de ne pas noter. Voici dans ce labyrinthe le point des secondes tranchées allemandes où courait, suivi de ses hommes, le capitaine X..., de l'infanterie coloniale. Un Boche se soulève au-dessus du parapet et lui tire une balle en pleine poi-

trine. Ses soldats sautent dans la tranchée et abattent tout à coups de baïonnette. Parmi les morts, ils reconnaissent celui qui a frappé leur capitaine. Ils le hissent dehors et sous des rafales de balles le placent au pied de leur chef qui meurt. L'un d'eux, sortant de sa muserette un petit appareil photographique, prend rapidement une épreuve du groupe, et, calme au milieu de la mitraille, dit : « On enverra cela à la maman du capitaine. Elle verra qu'on l'a vengé. » Cependant le capitaine qui a tout vu, tout compris, meurt en exprimant sa « joie d'avoir combattu avec de tels hommes et de donner son sang pour une si belle cause. »

Je ressens jusqu'à la souffrance mon impuissance à donner une idée de tout ce qui flotte d'héroïsme terrible sur cette terre encore chaude. Chacune de ses parcelles a pris une valeur morale infinie et mérite de passer dans l'histoire pour l'honneur des combats qui s'y sont déroulés. Mais je vais essayer de recueillir dans le creux de mes mains l'océan ! Retournons avec notre excellent guide Jean Rey, que nous avons laissé au moment où se souleva l'immense vague d'assaut, longue de vingt-cinq kilomètres. Et lui, petite goutte d'eau animée par le plus violent amour de la

France, il roule avec cet océan vers la fournaise boche, qui vaporisera la France ou qui sera noyée, éteinte.

Nous voilà sortis... Immédiatement la fusillade crépite tout autour de nous. Les balles sifflent, nous frôlent, bourdonnent au milieu du bruit du martellement rapide et régulier des mitrailleuses. Nous avançons dans un terrain complètement bouleversé où s'amoncellent des débris d'anciens réseaux de fil de fer et des restes de chevaux-de-frise. Le feu augmente d'intensité : nous sommes, à notre gauche, pris de flanc par les mitrailleuses du fortin et à notre droite par le feu d'une tranchée ennemie. Le sergent avec lequel j'étais parti tombe ; j'ai l'impression de voir tomber aussi quelques hommes. Nous avançons toujours. Les obus d'un tir de barrage qui se déclenche tombent autour de nous. L'un d'eux éclate à quelques mètres devant moi, m'éclaboussant de mitraille et de terre et emportant la tête d'un pauvre fantassin près de qui je marchais. Nous atteignons la première ligne allemande où nous trouvons peu de résistance. Nous poursuivons notre course : un nouvel obus me couche à terre, mais sans m'atteindre. Je repars et nous atteignons le sommet de la petite côte d'où nous découvrons

des vallons et des bois nouveaux. Vers la gauche, j'aperçois des fantômes verdâtres qui s'enfuient dans la brume. Une joie immense nous envahit en voyant détuler ces bandes devant notre élan. L'image de l'Alsace meurtrie sous le joug allemand nous apparaît soudain : et nous avons l'impression de la venger de ses années de souffrance et d'humiliations.

Abrités un instant dans un trou d'obus où râlent quelques blessés, nous tirons sur un groupe qui résiste, caché derrière les arbres d'un petit bois et qui bientôt se joint à la bande des fuyards. On sent néanmoins que ce côté résiste avec plus de ténacité.

Nous continuons pourtant d'avancer, traversant non sans difficultés un réseau de fil de fer des plus compacts, mais dans lequel, heureusement, notre artillerie a fait quelques brèches. Les mitrailleuses balaient le terrain tout autour de nous tandis que nous le traversons. Et nous reprenons de nouveau notre course, brisant peu à peu la résistance. Nous atteignons ainsi un petit bois que borde une tranchée allemande. Après une lutte assez courte à coups de grenades, elle est abandonnée. Devant nous, c'est la déroute !

Mais nous avons avancé un peu rapidement : nous sommes à un kilomètre environ de notre point de départ. Notre artillerie n'ayant pas

suffisamment allongé son tir, nous nous abritons un instant dans la tranchée, et nous devons même remonter légèrement en arrière, en suivant un boyau allemand, jusqu'à une tranchée où nous ne pouvons qu'attendre. Nous faisons les signaux convenus pour prévenir l'artillerie, mais nous ne sommes plus en liaison avec les nôtres. Pendant deux heures environ nous restons sous le feu des deux artilleries, dont nous avons le loisir de comparer les effets.

C'est là que nous nous apercevons que les lignes allemandes ont dû se refermer derrière nous, et que nous comprenons la raison pour laquelle l'artillerie ne modifiait pas son tir. A notre droite, une tranchée ennemie tient toujours; à notre gauche le fortin résiste également. La tranchée que nous occupons se trouve prise en enfilade par les mitrailleuses. Nous y sommes une cinquantaine, dont un grand nombre de blessés. A chaque extrémité, nous établissons un barrage de sacs à terre. Le sol est jonché de cadavres allemands : nous marchons dans le sang.

Dans les nuages gris nous voyons passer très bas, malgré le tir des mitrailleuses, un avion français. Nous lui faisons des signaux, et sans doute il nous reconnaît, car une demi-heure plus tard le 75 allongeait son tir.

Bien que cernés, nous ne perdons pas confiance, persuadés que les points de résistance céderont. Nous avons d'ailleurs la distraction d'interroger un prisonnier allemand, qui nous donne des détails intéressants. Le soir commence à tomber et l'approche de la nuit nous met au cœur une certaine angoisse, mais nous conservons toujours le ferme espoir d'être dégagés. Les Allemands pourtant nous resserrent peu à peu : nous distinguons leurs visages ternes, leur sourire plein de méchanceté et de triomphe, puisqu'ils nous voient cernés. Nous sommes tellement serrés dans cet étroit boyau que nous ne pouvons rien faire. Ils nous font signe de nous rendre. De la gauche, ils commencent à nous rabattre vers la tranchée de droite.

Mais soudain nous entendons la fusillade qui crépite de nouveau. Dans la brume du soir nous apercevons des silhouettes bleues. Nous regardons de tous nos yeux. Il n'y a plus de doute, ce sont bien les nôtres ! Les blessés se relèvent et nous remontons la tranchée allemande en allant vers les nôtres. Le sourire méchant de ces figures terreuses fait place à une expression suppliante et basse. Un « Hauptmann » et un « Leutnant » se rendent : tous lèvent les bras en criant : « Kameraden ! » et se rendent

également, sans même résister ni essayer de fuir, alors qu'ils le pouvaient; et leurs premiers mots sont pour nous dire leur joie d'être prisonniers.

Tous ceux d'entre nous qui sont encore valides prennent chacun deux ou trois Allemands et sortent de la tranchée. Nous nous retrouvons parmi les nôtres. Avec quelle joie! vous pouvez le deviner: malgré les balles qui sifflent, nous nous jetons dans leurs bras. Puis nous emmenons nos prisonniers: ils sont une centaine. Nous nous trouvons dans un petit bois, dont les arbres ne sont plus que des squelettes déchiquetés qui se tordent dans la brume: il pleut toujours; des cadavres jonchent le sol crayeux, blanc comme de la neige, que les obus ont retourné. Et dans ce décor de désolation, c'est une joie infinie qui nous remplit toute l'âme.

Telle est l'histoire d'un soldat dans la bataille. Mais combien de voix faudrait-il entendre? On a fait ce calcul que les Allemands ont eu environ 140.000 hommes mis hors de combat. Eh bien! à Frœschviller, nous avons perdu 5.000 tués et 9.000 prisonniers; à Saint-Privat, 12.000 hommes, et les Allemands 10.000. Mesurez maintenant l'immensité de ces combats de Champagne qui se poursui-

virent du 25 septembre au 3 octobre sur un front de 25 kilomètres et une profondeur de 3 à 4. Voyez comment il faut que notre imagination multiplie les faibles éléments que je rapporte de mon pèlerinage.

Vers le soir, après avoir parcouru sur plusieurs kilomètres les terrains conquis aux Allemands, l'inextricable lacs de leur triple et quadruple ligne de tranchées, leurs fortins de mitrailleurs, leurs bois organisés, tout cet ensemble que protégeait une nombreuse artillerie invisible, nous nous sommes trouvés entre Souain et Tahure devant un cimetière de nos morts. Leurs tombes étaient plantées de croix, et sur la côte il y avait un amoncellement de bouteilles allemandes de bière de Pilsen, d'ailleurs vides. Pourquoi là, ces bouteilles? Pour les enterrer avec les pauvres soldats dont elles contiendraient le nom.

Les ensevelisseurs venaient de partir; la solitude était complète. Nous avons atteint le haut de la faible côte qui pendant des mois arrêta le regard de nos soldats. Qu'y a-t-il au delà de cette ligne? se demandaient-ils, et dans l'assaut ce sentiment de curiosité a joué un rôle. Nous avons entendu tout à l'heure Jean Rey noter la satisfaction qu'il avait éprouvée à voir enfin cette région fermée.

C'est vrai qu'elle a quelque chose de mystérieux, ce soir, cette lande, avec ses nombreux petits bois en lambeaux qui descendent vers une vallée humide. Si hachés qu'ils soient par la mitraille, je les reconnais tels que je les ai vus, au cours de cette guerre, dans les journaux illustrés d'outre-Rhin. Les Allemands aimaient à les représenter dans des images populaires pour montrer leur installation heureuse et définitive en France et dans cette Champagne dont le nom seul enivre déjà les imaginations germaniques. Voilà bien les petites sapinières sombres où leurs images de propagande faisaient voir des soldats nettoyant leurs armes et, sous des tonnelles, des officiers buvant la bière — cette même bière dont les bouteilles sont aujourd'hui ensevelies avec nos morts.

Cependant que la journée s'achevait, la brume s'épaississait parce que nous descendions dans la vallée. Et là, en avant du *Trou de la Mort*, nous avons trouvé le cimetière de l'*Elberfeld* aménagé à leur usage par les Allemands durant les longs mois d'hiver.

C'est au pied d'un sombre petit bois un rectangle fermé par des fils de fer et des pieux en bouleau. Un curieux banc ouvragé et une porte décorative à laquelle il fait vis-

à-vis forment le centre de cet enclos funèbre où l'emploi du bois de bouleau, la disposition symétrique des tombes, la régularité des petits carrés de verdure et de cailloutis, le caractère pesant et prétentieux des croix indiquent de curieuses préoccupations d'art. C'est un coin germanique aménagé pour attirer les Elfes, les Nix et les Koboldes qui se glissent certainement dans les airs à la suite de leur peuple. Leur respiration, ce soir-là, remuait les broussailles. Je suis entré dans cet enclos funèbre pour lire des inscriptions : *Ici reposent cinq uhlands*. Rien de plus, pas un nom. *Ici repose notre fils et frère sur la terre étrangère*. C'est saisissant qu'au milieu de ces plaines funèbres où rien n'a été épargné, où pas un arbre ne demeure debout qui n'ait reçu son shrapnell, ces Boches aient vu respecter leur repos. La nuit commençait d'être si profonde que je pus à peine déchiffrer une dernière inscription : « Sois fidèle jusqu'à la mort et je t'assurerai une paix éternelle. » *Spiritus loci*. Le génie du lieu m'a parlé. C'est la nuit totale; partons. Chacun de nous se tait, et çà et là commencent d'éclater les lueurs de notre 75.

XLV bis

LA CITATION DE MARCEL HABERT

Les ligueurs, les électeurs, tous les amis de Marcel Habert seront heureux de lire la superbe citation dont notre ami vient d'être l'objet et qui se place tout naturellement à la suite de cet article :

Marcel Habert, lieutenant porte-drapeau, engagé volontaire pour la durée de la guerre et sur le front depuis le début de la campagne, s'est toujours montré plein d'ardeur, d'abnégation et de dévouement. Le 25 septembre 1915, lors de l'attaque de Navarin, a courageusement porté le drapeau du régiment dans les dernières tranchées conquises et l'y a maintenu pendant quatre jours consécutifs, sous un bombardement formidable d'artillerie de tous calibres.

Cette citation du lieutenant porte-drapeau Marcel Habert, de celui que nous appelions le lieutenant de Déroulède et le porte-drapeau de la Ligue, comporte la croix de guerre avec étoile d'or.

On s'est ému çà et là d'apprendre qu'un obus avait couvert Marcel Habert d'un tel monceau de terre et de débris qu'on avait dû le dégager, lui et son drapeau, avec des pioches. Le fait est exact. Mais notre cher ami n'avait aucune blessure. Il m'a été donné de l'embrasser au cours de mon voyage et je rapporte aux ligueurs les meilleures nouvelles du vaillant délégué général dont ils s'enorgueillissent affectueusement.

XLVI

CE QUE PRÉPARENT EN CHAMPAGNE LES ALLEMANDS

10 Novembre 1915.

Tant que nous ignorerons ce que veut faire le gouvernement à Salonique et en Serbie, il nous paraît vain d'en dissenter. Parlons de ce qui s'étale à deux pas sous notre regard et dont nous avons des lumières... Quelques esprits sont tentés de regarder avec inquiétude les contre-attaques allemandes de Champagne et commenceraient à redouter, sinon une rupture, du moins des érosions sur notre front. Rien de pareil n'est à craindre ; on s'en

assure quand au cours d'un voyage on a pu, le long de nos lignes, causer avec des soldats et avec les chefs les plus autorisés.

Le Kaiser sent la nécessité que quelque succès, même d'une portée toute locale, vienne relever le prestige de ses troupes et dissiper la fâcheuse impression produite par leur recul, les redditions d'hommes et les pertes de matériel. C'est très bien d'aller à Constantinople, mais tout de même le lieu de l'action principale est en France. Ah ! qu'il serait le bien venu, le succès qui se prêterait à une exploitation de publicité pouvant dissiper l'effet des échecs de Champagne !

L'état-major allemand a ramené de Russie sur notre front un nombre important de divisions. Elles ne sont pas encore toutes en ligne. Il commence pourtant à les employer. Dans la région de Tahure et du Mesnil, elles viennent depuis dix jours de donner. C'est que là, même après les grands assauts du 25 septembre et du 6 octobre, nous n'avons pas cessé de progresser. Le 29 encore, à la Courtine, nous avons presque sans pertes avancé sur 150 mètres et fait 267 prisonniers. C'en est trop. A un ennemi aussi mordant, avançant de tranchée à tranchée, le com-

mandement allemand a rougi de n'opposer qu'une résistance passive et a voulu répondre par une offensive étendue.

L'effectif d'un corps d'armée fut engagé dans l'opération et l'on raconte que le Kaiser lui-même serait venu à Sedan pendant la bataille. C'est du moins le dire des prisonniers que nous avons faits. On aurait averti de cette présence impériale les troupes allemandes afin de les convaincre de l'importance de l'action que leurs chefs attendaient d'elles.

Dans la nuit du 29 au 30 octobre, sur un développement d'environ 15 kilomètres, de la Vistule jusqu'à la Courtine, les Allemands commencèrent un bombardement extrêmement violent d'obus suffocants et lacrymogènes. Puis ils s'élançèrent à l'assaut de notre ligne. Non pas sur une ligne continue, mais sur quatre points du front. Partout, sauf à la butte de Tahure, où nos troupes très éprouvées par les gaz suffocants cédèrent quelques tranchées du sommet, mais se maintinrent sur les pentes, l'ennemi fut complètement repoussé, et laissa entre nos mains des prisonniers.

C'était un résultat tout à fait disproportionné avec l'effort donné; c'était un échec, et le commandement allemand ne voulut pas

l'accepter. Le 31 octobre, il ordonna quatre nouvelles attaques. L'une fut repoussée à coups de grenades, et les trois autres, arrêtées net par les tirs de barrage écrasants de notre artillerie.

Le 4 novembre, pour la troisième fois, les Allemands tentèrent une attaque. Bombardement violent, obus lacrymogènes et obus suffocants. Ils prirent pied dans notre première ligne au nord du mont Têtu, qui est la partie supérieure du plateau de Massiges. Mais, dans la soirée et le jour suivant, malgré leurs jets de liquides enflammés, nous avons repris quasi tout ce que nous avons perdu. Tel est l'état des choses, et chaque jour les « canonnades incessantes à l'est de Tahure et au nord de Massiges », dont nous entretenons le communiqué, nous disent que quelque attaque allemande se prépare. Notre initiative formidable des batailles de Champagne a contraint le haut commandement allemand à ramener de Russie un nombre important de divisions. Cette migration se poursuit, et aujourd'hui vous avez vu ce que le correspondant du *Times* a appris au quartier général russe : « Les Allemands, lui a-t-on dit, continuent d'envoyer des troupes du front russe au front français, et, ce qui est peut-être plus impor-

tant, ils transportent sur le front occidental quelques-uns de leurs gros canons. » Ces forces permettront une suite d'actions d'une certaine importance, et il faut s'attendre dans les prochaines semaines à une série d'attaques. Que donneront-elles ? L'expérience acquise depuis dix jours autorise à répondre d'une manière rassurante.

Il se peut que la préparation d'artillerie, grâce surtout aux obus suffocants, permette à notre adversaire un succès local sur une première ligne, mais ses troupes d'infanterie ne sont pas capables de l'exploiter largement.

Les attaques du 30 et du 31 étaient dirigées sur une partie de notre front que l'on pouvait considérer comme la moins solide. N'était-elle pas la plus récemment conquise, la plus hâtivement organisée ? Pourtant nos adversaires échouèrent, et cette déception complète révèle qu'aujourd'hui la limite de la capacité offensive de leur infanterie est rapidement atteinte.

Les sondages qu'il a été permis de faire, dans la composition de ces troupes d'attaque, par un examen compétent des prisonniers qu'on leur a faits, attestent une matière militaire très médiocre. A titre d'exemple, prenons le 49^e régiment. C'est un régiment

prussien de l'active. Il revient de Russie : il a été embarqué pour la France au début d'octobre. Nous lui avons fait 330 prisonniers, Sur ce nombre, 136 appartiennent au lands-turm n'ayant pas servi ; 80 étaient des recrues de la classe 1915, 38 de la classe 1914. Il ne restait plus dans ce lot de 330 hommes d'un régiment actif que 72 hommes de l'active. Ajoutons encore ceci. Les compagnies de ce régiment n'ont qu'un officier ; ses bataillons sont commandés par un capitaine ou un ober-leutnant. Trois des officiers que nous avons faits prisonniers étaient, l'un un cantonnier, ancien sous-officier, âgé de quarante-huit ans, jusqu'ici au dépôt ; un autre, un sous-officier de l'active, d'aspect malingre ; le troisième, un cardiaque caractérisé. Ces deux derniers, jusqu'aux dernières semaines, avaient été gardés pour l'instruction des recrues et considérés comme inaptes à faire campagne.

Tous ces prisonniers arrivaient de Russie, nous l'avons dit ; ils y avaient beaucoup souffert et leur moral s'en ressentait. A cette heure, dans leur régiment, les compagnies sont environ de deux cents hommes. Ils racontent que l'une d'elles, en janvier 1915, devant Varsovie, ne comptait plus que 28 hommes. Complétée à 80, elle fut envoyée

dans les Carpathes, où 35 hommes furent gelés. Elle y reçut sept fois des renforts en avril. Et pourtant le 17 mai, devant Przemyl, elle était tombée à 47 hommes.

Un tel historique aide à comprendre que le Kaiser cherche des Turcs. En trouvera-t-il? Les pourra-t-il encadrer et employer? Le meilleur d'eux ne vaudra jamais le guerrier allemand d'août 1914, celui qui osait rechercher la décision de la guerre là où seulement elle se trouve, sur le front occidental, et que la victoire de la Marne a irrémédiablement brisé.

P.-S. — « ... Vous pouvez dire, m'écrivent de Lorraine, que le cimetière du *Bois des Prêtes* ou plus exactement de la *Croix des Carmes*, grâce à la Ligue des Patriotes et à d'innombrables lecteurs connus et inconnus, a été orné, le jour du 2 novembre, d'un nombre infini de bouquets tricolores et que ce jour de pieux souvenirs nos glorieux morts ont dormi sous un immense tapis de fleurs... »

Que cette idée soit douce aux parents et amis de ceux qui reposent dans ce Panthéon des soldats.

Disons à ce propos qu'à Pont-à-Mousson

on s'est ému bien à tort d'une phrase où je disais que la *Croix des Carmes* serait digne d'être déposée dans la chapelle des Invalides. Je voulais marquer la noblesse et la puissance des sentiments et des souvenirs qui s'associent autour d'elle. Mais il ne viendrait à l'esprit de personne d'en dépouiller les héros qu'elle protège.

XLVII

DANS LE VILLAGE RECONQUIS DE LORRAINE

11 Novembre 1915.

Savez-vous que nous occupons un coin de la Lorraine annexée ? On n'en parle guère ; il ne joue pas de rôle pour l'instant dans les opérations militaires, mais comme l'imagination s'attache à ce premier-né de nos armes, à ces prémices de la victoire !

Depuis le sommet de Mousson, au-dessus de la Moselle, il y a quelques semaines, j'avais pu apercevoir sur l'horizon Metz captive et les deux tours de sa cathédrale qui nous appellent. Hier, je suis entré en Lorraine reconquise, et j'ai passé une fin de journée dans le modeste et charmant village, purifié des Boches, où flotte notre drapeau.

Ajoncourt, au pays de la Seille, à deux pas de cette côte de Delme, sous laquelle tombèrent Guy de Cassagnac et tant de nos braves soldats ! Un ciel triste, l'humidité d'octobre-novembre dans l'Est, et, sous ce temps de la Toussaint, figurez-vous un pauvre petit village, charmant et froid dans les feuilles mortes. Bien que j'y vienne pour la première fois, je le reconnais, pareil aux autres villages de la Seille, tout gris sous leurs toits rouges, entourés de vergers et qui n'ont guère changé depuis des siècles. Beau pays de la fidélité, pays des chênes et du blé, terre grasse et forte où la Seille serpente à pleins bords ou plutôt sommeille au milieu des roseaux, des peupliers et des saules argentés qu'une brise éternelle ébouriffe. Là vit une race seulement adonnée à la guerre et à l'agriculture, ainsi que l'avait déjà définie César, car vous savez que c'est ainsi qu'il faut rétablir le texte où l'on a longtemps voulu lire, d'une manière bien déplaisante à mon gré, que nos aïeux les Celtes ne vivaient que pour la *res militaris* et l'*argute loqui*, pour la guerre et le bien dire.

En franchissant la petite rivière qui formait hier la frontière, nous entrons à la fois en Lorraine annexée et dans Ajoncourt. Qui dira

le sentiment d'émotion éprouvé à fouler au milieu de soldats français le sol de cette Lorraine que nous avons dû mettre en gage aux mains de l'ennemi, il y a quarante-cinq ans. Reprise bien faible encore ! Ce n'est qu'un seuil étroit. L'unique rue que nous suivons nous mènerait très vite et tout droit aux Prussiens, si une barricade ne nous arrêtaît aux dernières maisons. Par-dessus la muraille et le réseau de fils de fer, je regarde ces champs si paisibles d'aspect où l'invisible ennemi est enterré à quelque cent mètres devant nous et tiraille avec économie.

Déjà l'ombre descend. Quel silence mortel ! Celui qui commande ici nous invite à faire le tour du propriétaire, et, longeant à l'intérieur le rempart improvisé, nous passons derrière les maisons. Chacune a ses appentis, son jardin de légumes et de groseilliers, et puis, de-ci de-là, de grandes brèches ouvertes dans ses murs par les projectiles.

Un décor classique, la défense du village. Je regrette bien de ne pouvoir pas vous la décrire en détail, avec ses fils de fer, ses barricades, ses abris, ses boyaux de communication, toutes ses ressources immédiates et ses attaches rapides avec les plus lointaines forces. Il y a là un extraordinaire mélange de dure

vie primitive et de haute science implacable. Les fusils, les mitrailleuses, tous les engins de la guerre voisinent avec les instruments agricoles délaissés, et puis toujours à travers les créneaux notre regard revient aux labours voisins, où nul ne pourrait se montrer sans y trouver la mort certaine. Dieu que c'est triste, le soir qui tombe sur les chenevières !

Cette tristesse non plus que le froid ne paraissent pas gêner nos soldats. Ils mangent en plein air et plaisantent. Assis à leurs tables de bois, devant des assiettes, de grandes miches, des bouteilles, ils sont vraiment ces mêmes paysans que Le Nain a représentés dans son tableau du Louvre, mais cette fois habillés en soldats. Ils mangent avec leur couteau, dans un solide abri, moins solide pourtant qu'ils ne sont eux-mêmes, à quelque cent mètres des Boches qu'ils méprisent.

— Et les gens du village ? dis-je.

— Au premier jour de la déclaration de guerre, il y en a un, d'ailleurs originaire d'outre-Rhin, qui s'est sauvé chez les Boches. Tous les autres, d'un seul mouvement, sont passés en France.

— Quoi ! Tous ?

— Tous, sauf trois demoiselles âgées.

— Allons leur faire notre visite !

Dans une belle maison qu'entoure un jardin de fleurs et de fruits, M^{lle} Xardel, sans s'émouvoir autrement de connaître ce qui se passe en Italie, en Serbie, en Russie, à Constantinople, nous fait l'éloge des braves défenseurs d'Ajoncourt et nous montre sa superbe armoire lorraine, que ces idiots de Boches ont défoncée d'un shrapnell. Encore un dégât qu'ils auront à régler au moment de la paix !

La vaillante vieille dame nous raconte que les gens du village, pendant leur demi-siècle de captivité, ont tout de même eu de la chance. N'ayant pas de cimetière communal, ils se faisaient enterrer au village voisin, à Arraye, qui est terre française. Ce n'est pas tout ; les petits enfants allaient au catéchisme en France. La parole de vie, le repos de la mort leur furent gardés sans souillures. Heureux et noble Ajoncourt !

C'est fini. Rien de plus à voir, à entendre. Nous redescendons en silence, un peu à tâtons, l'unique rue envahie de ténèbres. J'emporte le plus mince livret, mais où se forme une abondante et profonde musique. C'est une chose si vraie, ce village lorrain bien clos et bien armé contre la Germanie, ouvert joyeusement du côté de la France, et qui fait le coup de feu avec orgueil sur le

barbare, sur l'homme d'une civilisation subalterne. C'est un fait accordé avec l'ordre éternel, et qui met du repos dans l'esprit.

Nos amis les soldats nous ont accompagnés jusqu'au pont sur la Seille, c'est-à-dire jusqu'à la frontière de France.

— Vous devez quelquefois aller à la pêche? leur dit l'un de nous.

— On n'a pas le loisir; il y a toujours à creuser, à poser des fils de fer; mais des projectiles tombent de temps à autre là-dedans, et ces jours-là nous mangeons du poisson.

Je me souviens avec amour de cette rivière dormante, belle image de l'âme immobile et profonde des villages lorrains.

Au retour de cette excursion, un ami m'a donné à lire quelques lignes étranges et magnifiques d'un pauvre paysan de chez nous qui ne sait pas l'orthographe, mais qui possède dans son cœur un trésor de poésie. Écoutez comment un illettré de Lenoncourt, petit village piétiné par les batailles d'autour de Nancy, proteste contre l'abandon des morts. Peut-être ai-je tort de ne rien corriger dans la fantaisie de son écriture, mais c'est par respect pour la vérité d'un accent qui va émouvoir les familles en deuil :

NOS MORTS ISOLER

Lenoncourt, le 1^{er} novembre 1915.

En ce dimanche de Toussaint atrocement poignan et historique de 1915 : alors que le vent pleurait dans les feuillers : nous nous trouvâmes réunis devant une tombe perdue dans un petit bois à quelque cents Mètres de la « Maison Blanche ». Ils sont là couchés à jamais quatre de nos vaillants 79^e. Alors que le sol est recouvert d'une épaisse couche de feuilles mortes qui tombent sans discontinuer et aussi par rafales quand le vent hurle, leur tombe fait une grande tache brune un peu surélevée ou des mains pieuses autant qu'anonyme sont venus l'entretenir. On y remarque deux rangs de jolie « Pancée » qui semblent être perdus dans ce paysage de désolation sauvage ; une balustrade de facine l'encadre. La petite croix blanche du « Souvenir Français », un flot tricolore, quelques bouquets de fleurs desséchés, tout le taillier qui se courbe et s'incline semblant rendre inlassable hommage au reste solitaire de ses héros, voilà la tombe telle que nous l'avons vue.

Sepandant ce qui nous a frappés le plus, ce sont les quatre Képis qu'aux angles de la tombe semblant dire au visiteur égaré : « Ceux qui sont là sont presque des dieux. Grand comme

eux par leur sacrifice, et que l'on ne doit pas oublier. Qu'elle Thiare : ou qu'elle diadème peu être comparer a ses simples lépis a la coiffe bleu que le sang et la boue ont rendu sacré? »

Que l'or et le diamant et qu'elque chose de piètre à comparée à la boue de la terre Lor-raine et au sang de nos enfant qui les parent, et les décore : Ce sont de Glorieux emblément pour de Glorieux Mort.

Allor qu'a leur poste de combat : il défendait Nancy de la grossière convoitise Barbare, le même obu les coucha à jamait, comme il coucha un gros chêne qui les racines en l'air bar de sons grand tronc une tranché d'infanterie.

Petit bois comme toi aussi tu a souffrer que de trous que de crataires ! Partout le fer la fouiller. La c'est des tranchès au ligne droite ou caprisieuse ; ici c'est la rammur qui semblant avoir éter brouter par un animal fantastique : plu loin c'est sandoute une grosse locomotive folle qui venu y faire ses ébats, c'est une chauose : un enchevêtrement sans fin. Le coeur prie dans une émotion poignante. Nous nous trouvion tros petit devant ses grands Morts et étion honteux d'être si peu nombreux (nous étions 6).

Nancy souviens toi que c'est à eux que tu

doit ta sauvegarde et surtout qu'ils sont t'ay enfents ; qu'ils sont isoler Laba dant le désert d'un bois Lorrain a quelque pas selement de t'ay murs. Vien eun pieu pèlerinage de reconnaissance et d'admiration rendre un juste hommage a seux qui sont mort pour toi. car il fure le chardont de t'ay armes et grace à eux tu peu redire ta fière devise « None Inutulce Premor ».

Et par le santier forestier, que les trous d'obus a rendu carpicieux, nous partion tristement en lessant ses vaillant morts à leur solitude ; nos pas font craquer les feuille qui font un tapie de rouille et semblant cacher les plaits ce champ de bataille. Que l'an prochain au premier beau jours nous venion, que nous venion toute, — nous ne viendrons jamais asser nombreux — pour rendres hommages a nos morts Isoler.

Un paysant patriote, M. L...,
Boulangier à Lenoncourt (M.-M.)

Quelle page de douleur, d'amour et de solitude écrite, balbutiée sous la dictée même des grands horizons d'un pays guerrier ! Jamais, dans aucune conscience, l'honneur et la fidélité n'ont reposé par masses plus riches. Ces trésors rhénans, ailleurs détruits par la Prusse barbare, reposent ici dans leur splendeur intacte. Certains philosophes poli-

tiques de l'Allemagne ont compris, depuis 1870, qu'il existait sur la terre lorraine une simplicité particulière et les éléments d'une civilisation autochtone complète. Ils ont reproché à Bismarck la brutale simplicité de sa politique d'annexion et senti qu'une Lotharingie aurait pu exister. Ils ont regretté de vains efforts pour germaniser des populations inassimilables à l'Empire et reconnu en toutes lettres que la Lorraine devrait être « le centre d'une culture particulière... une transition entre la France et l'Allemagne, tout comme la Belgique ». Je n'en retiens que l'hommage aux forces de résistance des Lorrains. Leurs sentiments continuent de sommeiller au fond des eaux dormantes et ne se sont montrés que pour s'appliquer avec amour à la France.

XLVIII

POUR QUE NOS 28 MINISTRES AIENT LE TEMPS DE TRAVAILLER

12 Novembre 1915.

Le général Gallieni est à la tribune. Il parle d'une manière excellente, en loyal soldat. Il ne veut plus de recommandations.

« C'est un fléau qui croît sans cesse et cause un malaise dans le pays. Qu'est-ce que ces démarches qui sollicitent de l'avancement, des affectations privilégiées, des décorations ? Rien qu'au ministère de la guerre, il y a une cinquantaine d'employés accaparés par cette mauvaise besogne... » Succès très vif, quasi universel. Les députés sont venus très nombreux applaudir le général... et profiter de sa présence à la Chambre pour lui transmettre non pas des recommandations, mais « divers dénis de justice dont certaines personnes de leurs amis sont victimes ». Une ou deux douzaines de ses collègues du cabinet l'assistent, assis aux bancs ministériels et circonvoisins. Que le ciel soit béni ! pour que rien ne nous manque, voici les quatre sous-secrétaires d'État ! Fourrons-leur à tous des « indications sur des abus individuels qui sont venus à notre connaissance... »

Trêve de scepticisme ! Puisque la Guerre a vu l'inconvénient et le scandale des recommandations, pourquoi les autres ministères continuent-ils de s'en accommoder ? Pourquoi la circulaire de Gallieni n'est-elle pas contresignée par ses vingt-sept collègues du nouveau cabinet ?

Après une telle séance et ces deux, trois

heures vaines, comme on apprécie mieux les vertus positives de recueillement, de préparation, de sagace exaltation que nous fait voir notre armée, et combien il est à souhaiter que s'allument à travers le pays, loin des fausses chaleurs de la petite politique, des foyers d'activité réfléchie qui multiplient, chacun dans sa zone, les vertus et les méthodes que nous font voir nos défenseurs.

Nous ne respecterons jamais assez le travail des hommes chargés de la défense nationale. Épargnons le temps des ministres. Déjà ils sont bien nombreux pour gouverner. Laissons-leur le temps qu'ils n'emploient pas à délibérer entre eux. On souffre de leur voir si peu de répit. Leur manque d'organisation, leur manque d'imagination, c'est toujours faute de méditation.

Regardons les choses en face : l'Allemagne ressemble en ce moment à une de ces entreprises qui ouvrent un nouveau « rayon » chaque fois que les affaires du reste de la maison sont stagnantes. Vous connaissez le système : un grand magasin ajoute un rayon de blanc à ses confections et à ses chaussures, quand les bottines et les complets se vendent mal ; un Luna-Park inaugure une attraction inédite, quand les anciennes ont cessé de

plaire, et, ainsi, un reflux salutaire peut ramener les chalands aux compartiments délaissés. Le système est médiocre, déplaisant, caduc? Sans doute, mais les faits nous montrent qu'un tel procédé a des chances de durée, si les entreprises concurrentes ne font pas suffisamment assaut d'ingéniosité et d'énergie. Surtout, les tiers n'ont aucune raison intrinsèque de choisir la correcte maison sans bluff, de préférence à la grande boîte menteuse qui dissimule sa gêne par de la réclame, et qui étaie successivement par de nouveaux bâtiments sa primitive architecture un peu branlante.

Nous souffrons d'un manque d'imagination chez les membres de la défense nationale. Les Allemands multiplient les expédients ingénieux. On me parlait l'autre jour d'un Russe qui s'est venu jeter dans nos tranchées de l'Est. Fait prisonnier en Galicie, traîné de camp en camp à travers les Allemagnes, et faisant en dernier lieu de vagues travaux, avec 500 de ses camarades, dans une ville rhénane, il a pu s'évader, en restant trois jours sans manger dans les bois... Dans quelle mesure va-t-on se servir couramment, près du front boche, de nos alliés? Et verrons-nous en face de nous, quelque jour, des

éclaireurs bulgares protégeant des tranchées creusées par les Russes et garnies d'Ottomans?

Les Germains ont bien dû parfois, j'imagine, mettre des Scythes et d'autres Hyperboréens dans les défenses qu'ils opposaient aux *Castella* gallo-romains. On est obligé de chercher ainsi, dans le passé, des analogies et des précédents appropriés.

Mais l'imagination, la méditation ne sont pas nécessaires seulement au département de la guerre. Que nos vingt-huit ministres allègent leurs bureaux de l'effroyable amas de recommandations vaines ou malfaisantes; qu'ils se réservent pour l'immense travail qu'aujourd'hui et demain leur proposent.

Plus la guerre a de chance de durer, et plus il importe de multiplier chez nous ce qui est un rendement positif. Cette période plus qu'aucune doit utiliser toutes les activités, et la petite boulangère d'Exoudun, faisant bravement sa fournée de chaque nuit, donnait le meilleur exemple aux non-combattants (1). Ceux qui privent le pays d'un seul

(1) Madeleine Daniau, frêle jeune fille de quinze ans et son frère encore plus jeune, remplaçaient dans leur boulangerie leur père mobilisé et faisaient chaque jour les quatre cents kilos nécessaires pour alimenter leur clientèle. Le pré-

grain de blé, qu'il faut ensuite acheter au triple prix au dehors, à cause du fret, à cause du change, sont des déserteurs. Est-il vrai que trop d'allocations sont des primes au farniente? que de vagues services d'ambulances dispenseraient d'œuvres plus utiles pas mal de quadragénaires de nos villes? Si nous voulons être des vainqueurs et non de simples participants à la victoire, c'est un redoublement de vitalité qu'il nous faut dans toutes les branches d'activité.

C'est se leurrer que d'annoncer : « La victoire d'abord, et les affaires marcheront toutes seules. » En Angleterre, il a été exposé dernièrement un projet qui devrait être étudié avec la plus grande attention. On proposait à la Quadruple-Entente de compléter l'alliance militaire par un accord commercial. Un tarif douanier approprié sera le coup le plus sûr et le plus décisif que les Alliés porteront dans l'avenir aux Boches, en même temps que très propre à faire réfléchir immédiatement les neutres.

Dans le *Liberal* de Madrid, sous le titre de *l'Isolement de l'Espagne*, j'ai lu un article de

sident de la République, informé par le préfet des Deux-Sèvres, venait d'envoyer une lettre cordiale de félicitations à ces deux enfants courageux,

M. Araquistam, très propre à faire rélléchir ses compatriotes : « Déjà la guerre porte ses fruits, disait-il. La conférence tenue à Cernobie entre un groupe d'hommes politiques et de financiers français et italiens, pour conclure une sorte d'alliance économique entre les deux pays, est l'indice d'un des périls qui menacent l'Espagne si elle ne sort pas d'elle-même pour ouvrir son sein aux forces matérielles et spirituelles qui courent dans les veines de l'Europe. On voit poindre au milieu du chaos l'ébauche d'un nouveau système continental économique et militaire. Si l'Espagne ne fait pas effort pour s'incorporer à ce système qui commence à s'ériger sur la Quadruple-Entente, son commerce, sa politique méditerranéenne et ses prétentions africaines en souffriront mortellement... »

Vous entendez l'accent, vous pesez le poids du raisonnement. C'est un nouvel aspect de la propagande chez les neutres. On voit comme, dans tous les ordres, il faudrait que les valeurs positives retrouvent leur place. Et tenez, dans notre enseignement public lui-même, ce retour ferait plus que toutes les croisades pour tenir en respect l'alcoolisme, la dépopulation, la chamaillerie intestine. Quels objets d'études, Painlevé !

Travaillons, et préoccupons-nous que nos vingt-huit ministres puissent tous travailler. Il est certain que maintenant l'idée d'organisation est lancée. Jusqu'où ira-t-elle? Je crois qu'elle cristallise, la petite idée qu'il était si difficile de faire accepter au début, et que nos enfants sauront retenir quelque chose de ces jours de crise : la joie d'ouvrer, la satisfaction d'appliquer son intelligence, non à critiquer l'action d'autrui, mais à disposer les lignes de son action à soi selon les nécessités exigées par une chose à naître, le goût de ce qui est vrai, le respect des supériorités efficaces, le besoin des compétences et des valeurs techniques...

XLIX

NOUS SOMMES TOUJOURS « A LA SUITE »

14 Novembre 1915.

Depuis le début de cette guerre nous autres, gens de la Quadruple-Entente, jamais nous ne créons le fait. On nous le présente, et nous nous préoccupons d'y faire face. Nous sommes toujours « à la suite ». Un beau matin nous nous trouvons devant une situation inventée et organisée par nos adversaires.

Continuellement les événements nous devancent. Nous ne les avons pas prévus, nous ne savons pas les saisir. Quand nous arrivons, c'est pour nous trouver devant des situations que nous ne dominons plus et qui nous dominent.

Voilà qu'aujourd'hui nous nous demandons ce que ferait la Grèce au cas où notre retraite vers Salonique deviendrait nécessaire sous la pression des Bulgares et des Austro-Allemands. Les Grecs nous désarmeront-ils ? Nous interneront-ils jusqu'à la fin de la guerre ? S'ils n'en font rien, les Bulgares pousseront-ils en territoire grec ?

Comment ! C'est aujourd'hui que ces questions se posent ? En vérité, nous n'avons pas l'imagination vive :

Le manque d'imagination, c'est notre caractéristique dans cette guerre. Et dès le début. L'organisation nous a fait défaut, c'est entendu ; mais on aurait tort de croire que nous péchons simplement par incapacité de réaliser une idée, nous n'avons pas l'idée.

Si bien que notre nation se soit ressaisie depuis quinze mois, la grande faculté poétique, l'invention, nous manque. Elle fut à diverses époques le génie de notre nation. Nulle plus haute sagesse, lorsqu'elle est asso-

ciée dans un cerveau viril à une riche expérience. C'est le secret des plus fameuses résurrections de notre histoire. Mais il y a pour l'instant quelque chose d'atone et de mesquin dans les conceptions de la Quadruple-Entente. Nous avons tellement perdu le goût des espaces, le sentiment du grand et du large que nous les imaginons avec peine chez les autres.

Dès janvier, Vénizélos avait prévu que l'Allemagne essaierait de se frayer un chemin vers Constantinople à travers les Balkans, et il pressentait que la Bulgarie aiderait la force germanique en Macédoine. Le 11 janvier 1915, il écrivait à son roi : « Le danger pèsera sur nous, même si nous nous efforçons de garder notre neutralité. L'irruption austro-allemande fera-t-elle halte à notre frontière macédo-nienne après l'écrasement de la Serbie ? Ne suivra-t-elle pas l'impulsion qui l'entraîne naturellement vers Salonique ? Admettons que l'Autriche se contente de vaincre les Serbes par les armes, ceci ne poussera-t-il pas la Bulgarie à marcher sur la Macédoine serbe ? »

Ainsi, comme l'écrit Maximilien Harden, « le Crétois voyait plus loin que les timoniers de l'Entente ».

Voilà des mois que l'on devait sentir l'effort

de l'Allemagne pour se donner du jeu ; des mois que tous les symptômes la montraient nettement désaxée et tournée du côté de Constantinople et au delà vers l'Euphrate, le Bagdad, le golfe Persique autant que vers l'Égypte. Encore maintenant, nous n'avons pas l'air de comprendre l'ampleur de ce mouvement. Dans quelle mesure saurons-nous parer au danger ? Les Anglais ont-ils suffisamment distingué que c'est eux, avant tout, que menace cette nouvelle phase de la guerre et qu'une large offensive qu'ils feraient partir dès maintenant de Perse et d'Égypte serait la meilleure façon d'y parer ? Avons-nous, ont-ils des politiques à vues véritablement « mondiales », puisque l'ambition allemande se meut dans la *Weltpolitik* et non seulement sur les lisières des États d'Europe ?

Chambre des Communes aussi bien que Palais-Bourbon, il est certain que l'air du large ne circule pas assez dans ces sanctuaires des volontés nationales et qu'il faudrait ouvrir les fenêtres au risque de casser les carreaux. Il faudrait sortir du concept nation, pour entrer dans le concept civilisation antigermanique. On sent le besoin d'un comité international de salut public, un comité pour la Défense de la civilisation.

Je suis trop peu renseigné sur les premiers travaux de notre nouveau ministère pour avoir un avis sur son efficacité, mais il apparaît surtout comme un instrument apté à régler les affaires de la politique intérieure, et je ne dis pas ceci pour le diminuer, mais pour le définir en limitant son excellence. L'accumulation des fauteuils consultatifs n'est pas précisément pour donner foi dans sa valeur d'invention et dans sa force exécutive. Il y a lieu de croire que ses vingt-huit membres n'aspirent pas à intervenir dans la conception du plan de campagne qu'il faut que la Quadruple adopte. Ils ne sont pas un organisme pour la direction de cette guerre mondiale. Au reste, M. Asquith, l'autre jour, disait à peu près : « Il ne suffit pas d'avoir un organisme de direction. Il faut que cet organisme ait une compétence. Se procurer un cocher, c'est bien, mais c'est nécessaire qu'il sache conduire... »

Nos gouvernants français n'aspirent pas à la conduite de cette guerre mondiale; les gouvernants anglais non plus. On est en train de se rallier à un système que nous avons tous préconisé. En même temps que l'organisation de nos efforts intérieurs, nous réclamions la coordination des efforts alliés. Voici que l'on s'occupe de constituer un conseil de guerre de

la Quadruple-Entente. C'est lui qui va se charger d'avoir de l'imagination. Qu'il nous mette donc en marche selon une pensée d'attaque, et non point à la suite de l'ennemi dans une perpétuelle défensive; qu'il donne une direction à notre volonté de vaincre, il la multipliera.

Tout compte fait, ayant reçu les leçons de l'expérience, nous devons arriver à faire un meilleur emploi de nos forces. Il s'agit de refaire un bilan des forces alliées, de voir la situation telle qu'elle est devenue et de concevoir une idée stratégique pour le compte des Anti-Germains. Il faut reprendre *ab ovo* un meilleur plan de campagne. Quelqu'un y songe-t-il? C'est la chose essentielle, tandis que se développe la poussée allemande vers Constantinople et l'Asie.

Là ou ailleurs, disions-nous il y a quelques semaines.

L

L'HEURE DU DESTIN

15 Novembre 1915.

Il y a dans le génie allemand quelque chose d'appuyé, de lourd. Nul pays au monde où les pédants soient plus nombreux. Leurs

meilleurs esprits, dans des ordres divers, et même les plus habiles, aiment déployer leurs pensées, exposer doctoralement leurs plans. Pensez à l'insistance excessive, à la manière largement étalée d'un Goëthe, d'un Wagner, et parfois même de Bismarck. La nation procède comme ses grands individus. A cette heure, elle fait tout haut son examen de conscience et dresse son bilan. Ces Allemands sont si assurés de leur supériorité qu'ils ne s'inquiètent guère si « leurs frivoles ennemis » les entendent. Deux articles que Maximilien Harden vient de publier à un mois d'intervalle, dans la *Zukunft*, peuvent être considérés, à cause du crédit que l'auteur a près de ses compatriotes, comme une expression très répandue de la pensée politique allemande à cette date. Le publiciste, élève de Bismarck, et qui a pris à cette école peut-être le goût de parler avec une liberté un peu scandaleuse, s'adresse à l'empereur, et après avoir énuméré longuement et triomphalement ce qu'il appellerait volontiers les grossières fautes de la Quadruple-Entente, soudain il tourne court ; il demande la paix :

« Une paix rapide avec la Serbie qu'on amputerait de son flanc macédonien, mais qui

gagnerait l'Albanie au nord et des ports sur l'Adriatique ; une paix sans rancune avec l'Italie, dont l'effondrement n'est pas dans notre intérêt ni dans celui de l'Autriche ; une clarté définitive sur le sort de la Belgique, et nous aurions dénoué le gigantesque nœud gordien. C'est encore sur notre plateau de la balance que repose le poids qui l'emporte. Les heures du destin, si on les néglige, ne reviennent jamais deux fois. »

Ceci Harden l'écrivait le 16 octobre. Il y revient le 6 novembre :

« Quand Bismarck arrêta l'armée prussienne qui brûlait d'entrer à Vienne et imposa une paix dont on admire aujourd'hui encore la géniale habileté, il fut saisi d'une crise de larmes et sanglota comme un enfant.

» Pendant l'hiver de 1870-71, à Versailles, la nuit, il lui arriva, quand les soucis l'empêchaient de dormir, d'aller causer avec le factionnaire à sa porte et de poser la question : « Pensez-vous que Paris tombera bientôt ? » Et la certitude de ce troupier rendait le sommeil à celui qui avait vu Wœrth, Gravelotte et Sedan.

» Cet homme torturé de douleurs nerveuses était fort. Non point parce qu'en plein feu, à Sa-

dowa, il avait pu, à califourchon sur une chaise, lire et annoter des dossiers. Mais parce qu'il avait le courage de faire son devoir — le devoir qui consistait à prévoir le cours d'une bataille, celui de la guerre, et à arrêter cette guerre, aux risques de sa vie, de sa gloire, s'il sentait qu'elle pouvait devenir malheureuse — le devoir qui consiste à imposer à une guerre les limites qui la font profitable. »

Vous entendez ? C'est d'extrême importance. Un des Allemands les plus écoutés dit à haute voix avec une insistance angoissée, en invoquant le grand patron de l'empire, que le moment est venu de traiter ; que, sans plus attendre, il faut réaliser les gages que l'on a saisis ; qu'à vouloir davantage ou bien à tergiverser, on va tout perdre ; bref, que l'heure du destin a sonné.

Pourquoi Harden dit-il cela d'une façon redoublée et si forte ? Parce qu'il sait la vanité foncière des succès allemands et leur apparence menteuse. Il comprend que tout cela, qui leur a coûté si cher, n'est rien si nous gardons la volonté de vaincre.

Nous sommes d'accord avec les Allemands pour interpréter la méthode que les circonstances les ont obligés d'adopter et la situa-

tion vraie où les voici arrivés. Une fois de plus, essayons de voir les choses telles qu'elles sont devenues.

Nos puissants ennemis sont trop pénétrés de Clausewitz, de Moltke et de Napoléon pour ne pas avoir essayé d'abord de détruire notre armée. Vous savez avec quelle foudroyante rapidité ils ont voulu s'interposer entre elle et Paris. Comment ils furent vaincus, c'est la gloire éternelle de Joffre et de ses lieutenants, parmi lesquels Paris avec gratitude aime placer au premier rang l'illustre blessé Maunoury et l'actuel ministre de la Guerre, le général Gallieni. De leur marche déçue, les Allemands ont gardé un avantage; ils occupent depuis une année une partie de notre territoire. Leur plan déjoué, ils ont recouru aux imaginations que l'événement leur permettait. Après avoir en vain essayé de saisir notre littoral, et de compléter Anvers par Calais, ils ont derechef échoué sur le front oriental quand ils voulurent encercler et anéantir les Russes. Là, encore, toutefois, un gage demeure entre leurs mains : ils tiennent pour l'heure cette Pologne où ils recherchaient un résultat politique et militaire.

Pas plus que nous n'avions cédé, la Russie

n'a admis de mettre bas les armes. Il fallut bien que le Kaiser continuât. Dans le même esprit, toujours pour saisir des gages, le voici amené à occuper la Serbie et à mettre de gré ou de force tous les Balkaniques dans son jeu.

Et après ? L'Allemagne s'efforce d'imposer sa volonté à l'univers en donnant le sentiment de sa force. Mais si l'univers ne s'intimide pas ? Alors même que la partie des Balkans serait perdue pour nous, l'ensemble de nos forces resterait supérieur à ce que peuvent mobiliser les empires du Centre. Harden le sait. Il voit avec inquiétude le Kaiser s'enfoncer dans de nouvelles opérations plus lointaines. Le réveil de l'Islam ? Des opérations sur le golfe Persique, sur l'Égypte ? C'est alors la guerre en Cilicie, en Syrie, le soulèvement possible des Arabes contre les Turcs. Il n'est pas à prévoir que l'Angleterre manque de défense avant qu'on la rejoigne sur le canal de Suez.

En vain l'Allemagne multiplierait-elle le nombre et l'importance des gages qu'elle tient dans ses mains. Elle occupe nos départements, de vastes espaces en Russie, la Belgique, la Serbie. Autant de conquêtes qui n'ont rien de définitif. Ce qui enregistre l'efficacité de l'action militaire, c'est le traité de paix. Tant

que tous nous nous refuserons à des paix séparées, les résultats allemands ne vaudront pas. Nos ennemis occupent des territoires, nous occupons les mers. Ces territoires, nos armées peuvent les dégager; les mers, dans l'hypothèse la plus favorable, il est absurde que les Allemands s'y puissent risquer. Faisons la paix, dit Harden, c'est l'heure du destin. En effet, il voit bien qu'en vain l'Allemagne élargit sa cage, elle demeure prisonnière et ne trouve pas les fenêtres qu'elle cherche avec angoisse. Il voit en outre (cela apparaît assez quand il énumère nos fautes) que nous serons vainqueurs dès que nous employerons bien nos forces.

L'Allemagne n'a pas dans son jeu plus de forces que nous n'en pouvons aligner, mais elle est mieux dirigée. Cela se conçoit. Le Kaiser est un chef militaire et n'a pas à perdre son temps à se concerter avec ses alliés; il commande au Turc et à l'Autrichien, comme à ses propres soldats. Et puis l'État allemand s'était préparé à la guerre. La guerre était son grand dessein. Il s'organisait pour faire la guerre au monde, tandis que l'État français rêvait d'avoir l'honneur de donner au monde le signal du désarmement. Ainsi nous avons eu de grandes difficultés. Mais aujourd'hui

notre expérience est faite. Les expériences que nous offre l'histoire sont toujours bien inférieures à celles que nous tirons de nos propres heurts avec la réalité. Nous avons fait nos écoles. L'histoire de Napoléon, qui fut favorisé par la difficulté que ses adversaires avaient à accorder leurs volontés et leurs mouvements, aurait dû nous apprendre qu'une guerre de coalition est toujours difficile à conduire, que les erreurs et les lenteurs y sont fatales dans l'exécution, aussi bien que dans la décision. Nous avons préféré nous renseigner par nous-mêmes. Notre aventure depuis quinze mois nous a surabondamment instruits. Nous voilà bien avertis. Nous allons, je pense, mener cette affaire, qui est pour nous tous de vie ou de mort, plus rondement et plus exactement.

Les Allemands appellent le moment que nous traversons « l'heure du destin ». C'est bien dénommé. Ils voudraient fixer à cette minute le destin du monde. L'heure leur semble bonne de signer la paix parce qu'ils font peur de-ci de-là, et qu'ils ont les mains pleines de gages. Ainsi pour Napoléon, 1812, c'était l'heure du destin. Le 1^{er} janvier 1812, il décrète le dernier agrandissement de l'Empire, l'annexion de la Catalogne, qui formera

quatre départements. Le génie atteint son zénith. Il eût voulu s'arrêter et arrêter l'aiguille au cadran de la Fortune. Cette heure a passé. La coalition est enfin sortie d'un état quasi amorphe pour s'organiser. Le grand Empereur succomba.

LI

LA GRÈCE PRIÉE D'ABATTRE SON JEU

17 Novembre 1915.

Nous avons une idée sur la conversation que les représentants de la Quadruple-Entente tiennent en ce moment avec le roi Constantin. Ils le mettent en demeure de se prononcer. Veut-il ou non trahir l'honneur et les intérêts de la noble nation grecque?

Voilà trop longtemps que dure ce double jeu des dépêches d'Athènes qui, les unes, nous assurent une neutralité bienveillante, et, les autres, révèlent que le gouvernement hellénique a traité avec les Bulgares.

Ce qu'il nous faut savoir est bien clair. A supposer que nous reculions en territoire grec, nous appuyerez-vous pour que nous ayons le temps d'amener d'autres forces? Les

ressources ne nous manquent pas, mais le temps. Nous ne pouvons amener des troupes que si vous êtes avec nous. Vous dites « oui ? » C'est bien. Vous dites « non ? » Nos mesures sont prises pour nous retirer sur l'Albanie, sur le Monténégro, et nos escadres se chargeront de vous payer votre juste salaire.

On a bien tardé à tenir ce langage. S'il vaut quelque chose, pourquoi tant l'ajourner ? C'est que notre diplomatie est disposée à la conciliation avec un peuple que nous aimons. C'est, en outre, qu'il fallait résoudre les questions les unes après les autres. Les Bulgares d'abord nous trompèrent. On en vit les conséquences un peu lentement. Nous n'avons pas gagné dans toute cette affaire des Balkans un brevet de clairvoyance. Mais ne faudrait-il pas mettre en cause toute la diplomatie de la Quadruple-Entente ? Maximilien Harden a publié une page de triomphe où quelque chose du ricanement de Henri Heine se mêle au sarcasme de Bismarck. Je crois que le lecteur français aimera regarder par curiosité cette page tout allemande et saura la mettre au point.

« Nos ennemis, écrit Harden dans la Zukunft du 16 octobre, ont accumulé les fautes : n'avoir

pas forcé les Dardanelles à toute vapeur dans le sillage du Gœben et du Breslau, ce qui assurait, dès le début de la guerre, la route de la mer Noire et de la Russie par conséquent : n'avoir accepté au moment de l'avance russe ni les conditions de la Grèce (qui demandait le maintien du traité de Bucarest et une protection contre l'attaque bulgare), ni celles de la Bulgarie (occupation de la Macédoine serbe, frontière orientale d'Enos-Midia, concession de la zone de Cavalla au cas où le district de Smyrne serait reconnu à la Grèce) ; n'avoir pas forcé la Serbie à renoncer assez tôt aux profits de la deuxième guerre balkanique, ni obligé la Roumanie à prendre une décision irrévocable au moment où Nicolas était maître de Czernovitz : s'être engagés à la légère, comme un vacher qui courtise la vachère dans l'aventure de Gallipoli ; n'avoir pas reconnu que le concours de l'Italie brouillait tout leur échiquier, car les Grecs, les Serbes et les Bulgares voient avec répugnance la bannière de Savoie sur la côte orientale de l'Adriatique ; avoir également méconnu que la Grèce n'entend laisser aux Roumains ni les îles Cypriques, l'archipel de cuivre des Doriens et des Ioniens qui contient le cimetière National de Salamine, ni la Cilicie d'Asie-Mineure. Si l'Angleterre n'avait pas fa-

corisé les Bulgares et promis aux Italiens, comme prix du combat, outre les terres réclamées par la tradition nationale, le Centre de l'Albanie, la Dalmatie, Chypre, la Cilicie, c'est-à-dire des pays slaves et hellènes, M. Vénizelos n'aurait pas échoué au printemps et à l'automne et l'attitude de la Grèce n'aurait pas fait de doute un instant. L'avant-dernière faute de la Quadruple-Entente a été de ne pas compter avec le plan oriental allemand qui arrêtera les relations de Salonique à Nich et avec la Russie et qui nous donnera une forte position sur le Bosphore. La dernière faute serait la descente aux enfers des troupes franco-britanniques par le chemin de fer du Vardar. Mais je n'y peux croire. Le débarquement et la mise en train dureraient des semaines ; les munitions et les hommes s'en iraient au diable des Boches... »

N'est-ce pas que cette page nous donne une vue intéressante sur les réflexions allemandes ? Elle correspond à ces carnets que nous trouvons dans la poche de leurs officiers et où ils notent les effets de notre tir. Harden s'abstient de noter nos heureux résultats. La vérité, c'est que les vues des quatre alliés ne convergent pas exactement. On est des frères,

mais on est quatre. Chaque jour l'entente se fortifie. Non que la bonne volonté ait jamais manqué. Mais les rouages s'engrènent mieux. Il est également vrai que sur les sommets des Karpathes, la tête nous tourne un peu. A cette heure, il ne s'agit pas d'établir les responsabilités. Ce sont là des plaisirs détestables. Nous sommes dans les défilés et, pressant le pas, nous craignons de voir apparaître là-haut la silhouette des ennemis qui nous tournent et des traîtres qui pourraient les rejoindre. Nous avons à choisir notre direction et, pour ce, il faut que la Grèce se décide.

Nous aimons ce peuple au grand nom ; nous l'avons servi et continuons de l'admirer. Denys Cochin le lui répétera. Mais il n'est plus permis que son roi continue de donner des gages alternativement à droite et à gauche. Après que nous avons été dupés par Ferdinand, ce serait impardonnable que la Grèce reprît la manière de la Bulgarie et donnât le mauvais exemple à une troisième petite puissance.

Avant peu de jours, la Grèce aura parlé. Nous ne sommes pas seuls à la presser. Nos délégués croiseront au pied de l'Acropole d'Athènes la mission des officiers allemands. Le prologue fut long, les scènes se traînaient,

nous voici dans le quatrième acte où l'intrigue grecque tourne au drame effroyable.

Spontanément des titres ont été trouvés pour les divers chapitres écoulés de cette guerre mondiale. Vous vous rappelez la *Marche sur Paris*, la *Victoire de la Marne*, la *Course à la mer*, la *Guerre de siège*. Autant de titres pittoresques. Aujourd'hui, voici que l'Allemagne prétend obliger par la terreur les nations à entrer dans son camp, et cette nouvelle phase, dont elle porte l'entière responsabilité, s'appellera la *Guerre aux neutres*.

Nous avons déjà une idée sur la résolution où s'est fixé secrètement le roi Constantin, mais la conversation qu'il fait à cette heure avec les représentants de la Quadruple-Entente va nous donner une certitude. Immense avantage pour la conduite de la guerre. L'une des principales difficultés de la stratégie, c'est qu'elle table en partie sur de l'inconnu. La méthode que nous adoptons enfin d'exiger des réponses nettes à des questions précises facilitera immédiatement la tâche du général Sarrail. Dans l'incertitude et tandis qu'il doit parer à toutes les hypothèses, son rôle est difficile. Ces neutres sont-ils avec nous? Pouvons-nous compter sur eux? Faut-il quand même les ménager? On les somme d'abattre

leurs cartes. Cela mettra beaucoup de clarté dans l'affaire. Quand nous devrions apprendre que tous les Balkaniques se tournent (momentanément) contre nous, cette connaissance même nous servira, car nous jouerons en conséquence.

Vous pouvez être sûrs que les dirigeants de l'Allemagne ne triomphent pas dans leur cœur, car rien de tout cela ne leur donne la solution de la guerre. Je lis le carnet de route d'un sous-lieutenant de la 4^e batterie du 199^e Saxon. Il note au jour le jour ses angoisses en Champagne : « *Notre infanterie, écrit-il, a éprouvé par le tir de l'artillerie française des pertes colossales. Il s'en est fallu d'un cheveu que, le dimanche soir 26 septembre, notre ligne n'ait été perdue...* » Voilà un texte qui s'accorde admirablement avec l'angoisse révélée par les objurgations de Maximilien Harden, quand, après avoir énuméré, comme nous venons de voir, ce qu'il appelle nos fautes, il presse son empereur de saisir, pour faire des paix séparées avec l'un ou l'autre de nous, la minute fugitive du destin favorable.

LII

DEBOUT LES MORTS !

18 novembre 1915.

Aujourd'hui, dans le monde entier, chacun connaît cet épisode que d'innombrables articles, des gravures, des poésies ont popularisé. Vous vous rappelez ? Les Allemands ont envahi une tranchée et brisé toute résistance : nos soldats gisent à terre, mais soudain de cet amas de blessés et de cadavres quelqu'un se soulève et, saisissant à portée de sa main un sac de grenades, s'écrie : « Debout les morts ! » On balaye l'envahisseur. Le mot sublime avait fait une résurrection.

J'ai désiré connaître le héros de ce fait immortel. Je me suis trouvé en présence d'un lieutenant aux cheveux blancs. Le lieutenant Péricard n'a pourtant que trente-neuf ans. Parti comme sergent de la territoriale, passé, sur sa demande, au 95^e d'active, il a été nommé adjudant, sous-lieutenant, lieutenant. J'ai causé longuement avec lui. Naturellement son récit n'a pas le caractère tout simplifié qui fait le charme des légendes,

et je n'essayerais pas de le reproduire tel que je crois l'avoir recueilli de sa bouche, si je ne voyais un intérêt psychologique à noter ce qu'il m'a dit sur la manière dont le mot sublime est monté à ses lèvres. Nous avons là une occasion d'assister à la formation de pensées et de sentiments mystérieux. Les sources de vie, l'inspiration, la foi, l'ardeur jaillissent dans nos tranchées avec une extraordinaire intensité. Des forces profondes sont toujours prêtes à y faire explosion, et William James auprès de nos soldats recueillerait en abondance ces phénomènes d'illumination immédiate, parfaitement raisonnables et capables de conférer la force morale, dont il a publié de si riches collections dans son traité des *Varieties of Religious Experience*.

Au reste, pressé par mon travail, dans un ordre de pensées si beau et si grave, je vous donnerai le fait brut sans chercher à démêler les éléments multiples qui constituent sa richesse.

« Au commencement d'avril, m'a dit le lieutenant Péricard, alors qu'avaient lieu les grandes attaques du Bois d'Ailly, mon régiment fut chargé de faire une diversion au Bois-Brûlé. Le colonel de Bélenet nous commandait. J'étais alors adjudant J'ai gardé un souvenir confus

de ces quatre journées. Tant de milliers d'impressions mêlées, heurtées, me venaient du dehors par mes yeux, par mes oreilles et rejoignaient toutes les émotions qui s'élevaient de mon âme en tumulte ! Le 5 et le 6, nous ne fûmes que spectateurs de la lutte. A chaque veille de combat, c'est d'abord une oppression, la chair se révolte, le poil se hérissé, la lâcheté hurle, puis c'est la prière, l'âme se jette aux pieds de Dieu : « Que votre volonté soit faite ! » Alors, c'est la paix.

» Le 7, ma section, avec trois autres, de compagnies diverses, reçut l'ordre d'attaquer la tranchée allemande. Le combat fut acharné ; nous eûmes de nombreux morts et blessés ; toute la nuit, nous nous sommes battus à coups de grenades sous une averse torrentielle qui ruisselait à même la peau, mais nous tenions la tranchée, et je sentais mon âme épanouie, dilatée. J'éprouvais une extraordinaire intensité de vie : j'avais le rire à fleur des lèvres. Par deux fois une torpille me renversa, me couvrit de terre et de débris, et je me ramassai en riant comme à une bonne plaisanterie. Je vous dis cela pour tâcher de vous faire comprendre des heures inoubliables.

» Au matin, on nous releva afin que nous pussions nous reposer, et nous sommes allés

dans une tranchée de deuxième ligne où nous avons essayé de dormir. Pauvre sommeil ! Vers le milieu du jour nous voici réveillés en hâte : Les Boches viennent de contre-attaquer avec avalanche de grenades et de torpilles. Ils nous repoussent. C'est une panique. Non seulement ils nous ont repris leur tranchée, mais ils atteignent la nôtre. Et déjà nos hommes se pressent dans les boyaux en criant : « Les Boches ! les Boches ! »

» Ah ! ces yeux chavirés, ces faces convulsées, ces bouches tordues ! C'est la seule déroute que j'aie vue. Quel épouvantable spectacle ! Tous les officiers sont blessés. Seule, l'étroitesse des boyaux ralentit les fuyards qui s'écrasent. J'ai un moment d'hésitation. Après tout, ce n'est pas mon tour d'attaque, et puis mes hommes sont bien fatigués... Mais je me ressaisis. Je fais mon sacrifice, et je décide de mourir pour arrêter les Boches.

» Je me fraye un passage à travers le troupeau d'épouvante, et, tout en jouant des coudes, je crie : « Mais non, les Amis, mais non, les Boches ne sont pas là. Ils sont repartis, les Boches ! Ils foutent le camp, les Boches ! » Et d'autres cris analogues, qui, répétés de bouche en bouche, arrêtent un peu le mouvement de retraite. Quelques

volontaires se joignent à moi. Je me lance en avant. Mes grenadiers arrosent les Boches. Ceux-ci reculent. Je sors de la tranchée française, le premier. J'étais aussi sûr de ma mort que de la clarté du soleil. Mais quelle sérénité ! La sérénité du moribond qui meurt en état de grâce, et qui voit se pencher vers lui les anges.

» Toujours lançant des grenades, nous arrivons à la tranchée ennemie. Nous reprenons notre morceau. Je fais établir en avant, dans un boyau qui mène de la première à la deuxième ligne allemande, un barrage de sacs. Je respire.

» Mais à notre gauche les Allemands se battent toujours dans nos lignes à nous. Mais à notre droite, la tranchée est vide (les nôtres partis, les Boches pas encore arrivés). Nous sommes là une poignée, complètement isolés, avec une pluie de grenades sur nos têtes, venant de l'avant. Si les Boches connaissaient notre petit nombre !

» Leur artillerie fait rage. Un lieutenant (son nom m'échappe), qui est venu nous soutenir et qui fume sa cigarette en riant aux projectiles, reçoit une balle au-dessus de la tempe. Il s'appuie au parapet, les deux mains derrière le dos, la tête légèrement inclinée.

Par la blessure, le sang gicle avec force, en décrivant une parabole, comme le vin d'un tonneau par le trou de la vrille. La tête penche de plus en plus, puis le corps s'incline, puis, brusquement, la chute (1).

» La douleur de ses hommes, qui se jettent en pleurant sur son corps... Impossible de faire un pas sans marcher sur un cadavre. Je me rends compte soudain de la précarité de mon sort. Mon exaltation m'abandonne. J'ai peur. Je me jette derrière un amas de sacs. Le soldat Bonnot reste seul. Il n'en a cure et il continue de se battre comme un lion, seul contre combien ?

» Je me ressaisis. Son exemple m'a fait honte. Quelques camarades nous rejoignent. Le jour s'achève. Nous ne pouvons pas demeurer ainsi. A droite il n'y a toujours personne. J'aperçois la tranchée sur une longueur d'une trentaine de mètres, interrompue par un énorme pare-éclats. Si j'allais voir ce qui se passe par là ? J'hésite. Puis, un coup de volonté et je me décide.

» La tranchée est pleine de cadavres français. Du sang partout. Tout d'abord, je marche avec circonspection, peu rassuré. Moi seul avec tous ces morts... Puis, peu à peu,

(1) C'était le lieutenant Paulet.

je m'enhardis. J'ose regarder ces corps, et il me semble qu'ils me regardent.

» De notre tranchée à nous, en arrière, des hommes me contempnent avec des yeux d'épouvante, dans lesquels je lis : « Il va se faire tuer ! » C'est vrai qu'abrités dans leurs boyaux de repli, les Boches redoublent d'efforts. Leurs grenades dégringolent et l'avalanche se rapproche avec rapidité. Je me retourne vers les cadavres étendus. Je pense : « Alors, leur sacrifice va être inutile ? Ce sera en vain qu'ils seront tombés ? Et les Boches vont revenir ? Et ils nous voleront nos morts ?... » La colère me saisit.

» De mes gestes, de mes paroles exactes, je n'ai plus souvenance. Je sais seulement que j'ai crié à peu près ceci : « Holà. Qu'est-ce que vous foutiez par terre ? Levez-vous debout ! et allons foutre ces cochons-là dehors ! »

» Debout les morts... ! Coup de folie ? Non. *Car les morts me répondirent.* Ils me dirent : « Nous te suivons ». Et se levant à mon appel, leurs âmes se mêlèrent à mon âme et en firent une masse de feu, un large fleuve de métal en fusion. Rien ne pouvait plus m'étonner, m'arrêter. J'avais la foi qui soulève les montagnes. Ma voix, éraillée et usée à

crier des ordres pendant ces deux jours et cette nuit, m'était revenue, claire et forte.

» Ce qui s'est passé alors? Comme je ne veux vous raconter que ce dont je me souviens, en laissant à l'écart ce que l'on m'a rapporté par la suite, je dois sincèrement avouer que je ne le sais pas, il y a un trou dans mes souvenirs; l'action a mangé la mémoire. J'ai simplement l'idée vague d'une offensive désordonnée. Nous sommes deux, trois, quatre ou plus contre une multitude, mais cela nous est orgueil et réconfort. Un des hommes de ma section, blessé au bras, continuait de lancer sur l'ennemi des grenades tachées de son sang. Pour moi, j'ai l'impression d'avoir eu un corps grandi et grossi démesurément, un corps de géant, avec une vigueur surabondante, illimitée, une aisance extraordinaire de pensée qui me permettait d'avoir l'œil de dix côtés à la fois, de crier un ordre à l'un, tout en donnant à un autre un ordre par geste, de tirer un coup de fusil et de me garer en même temps d'une grenade menaçante.

» Prodigieuse intensité de vie, avec des circonstances extraordinaires. Par deux fois les grenades nous manquent, et par deux fois nous en découvrons à nos pieds des sacs

pleins, mêlés aux sacs à terre. Toute la journée, nous étions passés dessus sans les voir. Mais c'étaient bien les morts qui les avaient mis là?...

» Enfin les Boches se calmèrent; nous pûmes consolider notre barrage de sacs en avant dans le boyau. Nous nous trouvâmes de nouveau les maîtres dans ce coin.

» Toute la soirée et pendant plusieurs des jours qui suivirent je gardai l'émotion religieuse qui m'avait saisi au moment de l'évocation des morts. J'éprouvais quelque chose de comparable à ce qu'on ressent après une communion fervente. Je comprenais que je venais de vivre des heures que je ne retrouverais plus jamais, durant lesquelles ma tête, ayant brisé d'un rude effort le plafond bas, s'était dressée en plein mystère, parmi le monde invisible des héros et des dieux.

» A cette minute, certainement, j'ai été soulevé au-dessus de moi-même. Il faut bien que cela soit, puisque j'ai reçu les félicitations de mes hommes. Pour qui a pratiqué les poilus, il n'est pas de Légion d'honneur qui vaille ces félicitations-là.

» Si je vous parais chercher, en vous faisant ce récit, une satisfaction de vanité, c'est que j'exprime bien mal mon sentiment, ma volonté.

Je sais que je n'ai rien d'un héros. Chaque fois qu'il m'a fallu sauter le parapet, j'ai grelotté de peur, et la détresse qui m'a saisi en pleine action et que je vous disais il y a un instant n'est pas un accident dans ma vie de soldat. Je ne mérite aucun compliment d'aucune sorte. Ce sont les vivants qui m'ont entraîné par leur exemple et les morts qui m'ont conduit par la main. Le cri ne sortit pas de la bouche d'un homme, mais du cœur de tous ceux qui gisaient là, vivants et morts. Un homme seul ne pourrait trouver cet accent. Il y faut la collaboration de plusieurs âmes, soulevées par les circonstances, et dont quelques-unes déjà planaient dans l'éternité.

» Pourquoi ai-je été choisi plutôt que tel officier, plutôt que tel soldat, parmi ceux qui furent mêlés à l'affaire et dont l'héroïsme n'a pas, comme mon courage à moi, connu de défaillances? Pourquoi plutôt que le colonel de Bélenet qui parcourait les lignes sous la pluie de grenades, ou le lieutenant Bournadet, ou le sous-lieutenant Pellerin, ou l'aspirant Vignaud, ou le sergent Prot, ou les caporaux Chuy, Thévin, ou le soldat Bonnot? (*Il m'en citait indéfiniment*). Pourquoi? On peut recevoir le souffled'en haut et n'être qu'un pauvre homme.

» Si jamais vous racontez cette histoire, je

vous demande instamment de nommer tous ces chefs et ces soldats, car ce serait un mensonge que j'aie l'air de monopoliser la gloire de cette belle journée de notre régiment. Le cri n'est pas à moi seul, il est à nous tous. Plus vous fondrez mon rôle dans la masse, plus vous vous rapprocherez de la réalité. J'ai la conviction de n'avoir été qu'un instrument entre les mains d'une puissance supérieure.

» Il y eut, ce jour-là, une exaltation collective. Je dis à mes deux sergents : « Le commandant ne veut pas des citations nombreuses. Tous nos hommes méritent d'être cités ; vous, comme eux ; mais des gradés doivent savoir se sacrifier. Laissons-leur ces citations, voulez-vous ? » Et d'une seule voix, tous les deux : « Entendu, mon adjudant. »

LIII

PREMIÈRES LUEURS D'UN GOUVERNEMENT DE LA QUADRUPLE-ENTENTE

20 Novembre 1915.

Le premier « Conseil de guerre » des Alliés vient de tenir séance et de prendre ses résolutions. Seront-elles publiées à l'heure où paraîtra cet article ?

Dès maintenant, nous voyons qu'il y a une entente pour que les Alliés gardent dans les Balkans un point d'activité. On peut imaginer devant Salonique quelque chose d'analogue à notre ligne fortifiée devant Verdun. Des raisons politiques et militaires le veulent. C'est un gage. C'est un point d'où nous pourrions prendre l'offensive selon les circonstances. Si cette solution doit peser sur les volontés de la Roumanie, c'est intéressant. Et puis croyez-vous donc que ce soit aisé de rompre le combat?

On faisait valoir pour notre offensive en Serbie des raisons de sentiment, des raisons politiques, d'autres encore, toutes excellentes. Mais nous avons là essentiellement un problème de forces. Deux entreprises de démolitions sont en présence. Un combattant a pour premier devoir de ne rien faire qui l'expose dans une condition d'infériorité aux coups de son adversaire.

Il est assez aisé de distinguer l'opération dont on voudrait voir le succès, Mais encore faut-il que cette opération soit réalisable. La stratégie est un art d'exécution. De quels moyens disposons-nous? Dans quels délais aurions-nous les mettre en œuvre?

En stratégie, celui qui n'a pu se décider au

juste moment voit son indécision et son retard peser sur toute la suite de son activité. Il a beau faire, il ne rattrape plus sa faute. Ce n'est pas le fabuliste, c'est un généralissime qui a dit le premier : « Rien ne sert de courir, il faut partir à temps ». Une décision est à prendre ? Vous la prenez bien ou mal, et dès lors elle ne cesse plus d'agir et de dérouler ses effets. Tout se tient, tout découle d'une première pensée. C'est pourquoi à la guerre il faut que tout dépende d'un petit nombre d'hommes qui soient placés de manière à pouvoir *penser* les choses de la guerre.

La République romaine admettait légalement que dans certaines situations critiques l'État devait recourir à un expédient. On rétablissait une sorte de monarchie temporaire. On réunissait, pour un certain temps entre les mains d'un seul homme tout le pouvoir exécutif. C'était le dictateur, irresponsable, et investi de pouvoirs illimités. Sa désignation se faisait selon un rituel défini. Il ne pouvait rester en charge plus de six mois. Son autorité constituait pour l'État républicain un véritable danger, mais l'histoire constate que les dictateurs sauvèrent Rome plusieurs fois et n'abusèrent presque jamais de leurs pouvoirs.

La République romaine, cette patrie du Droit, était sage de prévoir et d'organiser légalement la concentration des pouvoirs au cas de péril public, puisqu'à toutes les époques, toutes les républiques qui eurent à repousser l'invasion durent modifier légalement ou violer elles-mêmes sans forme ni procès leur Constitution.

Le Comité de Salut public, en 1793, exerça une réelle dictature, dont le caractère anti-constitutionnel était officiellement reconnu. « Le gouvernement provisoire de la France est révolutionnaire jusqu'à la paix », disait le décret du 10 octobre 1793. Vous vous rappelez la dictature qu'étaient, en 1870-71, le gouvernement de la Défense Nationale, la délégation de Tours et de Bordeaux.

Aujourd'hui, c'est la république européenne c'est la chose européenne, c'est l'équilibre mondial qui sont menacés, c'est le salut de la civilisation qu'il faut assurer, et voici que tous, d'instinct et de raisonnement, nous éprouvons la nécessité d'un organe nouveau qui saurait examiner et décider le meilleur emploi des forces de la Quadruple-Entente pour le bien des nations.

La France et les amis des libres civilisations à travers le monde sentent la nécessité de

fortifier le rôle des hommes d'action. Saluons le système qui vient d'être inauguré et que nous avons appelé avec ardeur. Bien du temps déjà fut perdu, et le temps, à cette heure, c'est des milliards, et c'est le sang le plus noble, le plus jeune, prodigués. Mais cette conférence, spontanément surgie par un appel de tous, est une promesse d'organisation et de volonté, c'est une lueur qui perce enfin l'épais brouillard.

Nul doute que la nécessité de se réunir rapidement n'ait seule empêché les représentants de l'Italie et de la Russie de prendre place dans cette première conférence. D'ailleurs, le général Gouraud venait, je crois, d'aller chercher les avis et les renseignements de l'Italie.

Enfin, une décision est prise. Prise par des hommes qui ont des attaches vraies avec les faits de la guerre, et qui possèdent une connaissance complète de nos positions militaires et diplomatiques. Les Asquith, les Lloyd George, les Grey, les Balfour, les Briand, les Galliéni, les Lacaze, assistés du général Joffre et présidés par Poincaré, sont les hommes les mieux outillés pour se renseigner. A leurs postes et dans les ministères qu'ils dirigent, ils possèdent les plus amples informations quoti-

diennes et directes. Leur métier leur donne un contact ininterrompu avec les réalités de cette guerre. Ils viennent de décider, c'est donc qu'ils savent que nous avons des bateaux pour transporter des hommes, et la liberté des mouvements de nos flottes pour les ravitailler; qu'une population suffisamment bienveillante entourera nos troupes, et que nous trouverons de la main-d'œuvre. Ils ont pesé l'effort possible des Austro-Allemands et des Bulgares. Qui ne penserait que leur décision est la bonne, puisque ces gens qui savent déclarent qu'elle est celle que nous sommes en mesure d'exécuter?

L'histoire ne se recommence jamais exactement, mais ses leçons éclairent tous les événements. Il est curieux de voir comment les circonstances voudraient apporter à un comité de salut européen, à un gouvernement de Défense européenne, un commencement de cette autorité concentrée qui ne manqua jamais d'apparaître aux heures de crise et sous le risque d'invasion.

LIII bis

LES VOLONTAIRES ALSACIENS-LORRAINS

Je ne puis remercier individuellement tous mes correspondants, officiers, sous-officiers, infirmières, etc., qui ont bien voulu envoyer à la *Ligue des Patriotes* les noms de volontaires alsaciens-lorrains particulièrement intéressants.

Chacun de ces braves a reçu un parrain ou une marraine de guerre qui remplacera auprès de lui la famille absente. Il nous reste encore un grand nombre de marraines à pourvoir, et les adresses de soldats continueront à être les bienvenues.

Je tiens à recommander tout particulièrement les engagés volontaires alsaciens-lorrains qui se trouvent actuellement en Algérie. Pour des raisons d'ordre militaire sur lesquelles je n'insisterai pas, ils ont été éloignés du front où ils se sont battus pendant un an, pour recevoir une affectation nouvelle. Sous le ciel d'Afrique leur isolement est peut-être plus douloureux encore. Il convient de les entretenir dans le sentiment que la France leur sait

gré de leur sacrifice. Trop de correspondantes animées par un sentiment qui s'explique insistent pour réclamer des filleuls qui soient au front, et parfois avec de telles précisions, les voulant originaires de telle ville, de tel canton, qu'il est très difficile de leur donner satisfaction. Je me permets d'appeler leur sympathie sur les dépôts d'Algérie, d'autant que d'un jour à l'autre on y organise des départs plus lointains.

LIV

POURQUOI LES ALLIÉS SE BATTRONT JUSQU'AU BOUT

22 Novembre 1915

Le Kaiser se dit que dès cette heure il a quasi épuisé tous les avantages que la supériorité de sa préparation militaire lui avait d'abord permis de prendre. Il se sent maîtrisé sur notre front, décimé sur le front russe, emprisonné et humilié par les flottes anglaises. Il prévoit de graves difficultés intérieures. L'usure en hommes commence à se faire sentir. Les territoires trop vastes qu'il lui faut occuper pour se donner des forces et surtout du prestige constituent en même temps une

formidable machine qui épuise les forces qui l'alimentent. A persister, il n'attend plus que des diminutions. C'est la minute à saisir, c'est l'heure du destin, c'est le point où les chefs allemands les plus perspicaces voudraient fixer la Fortune en attendant qu'ils se soient refaits pour reprendre plus heureusement l'opération manquée.

Maximilien Harden se charge de répéter sur tous les tons aux plus fougueux pangermanistes : « Tenons-nous en là, de grâce, sinon nous allons nous casser le cou. »

C'est l'intérêt de l'Allemagne d'offrir le marché. Est-ce l'intérêt de la France ? Est-ce l'intérêt des Alliés ? Est-ce l'intérêt des libres civilisations toujours menacées par l'effroyable despotisme de la Germanie ? Harden voudrait nous le faire croire. En même temps qu'il argumente à l'usage des Allemands dans la *Zukunft* (j'ai signalé ici deux de ses articles), il cause, pour l'édification des neutres et des Alliés, avec le journaliste américain Hermann Bernstein.

The Sun, de New-York, dans son numéro du 24 octobre, a publié cette conversation. Bernstein a vu plusieurs fois Harden. Celui-ci estime que nul des belligérants ne sait au juste ce qu'il veut ; que, dans tous les pays,

toutes les personnes qui pensent sont favorables à une paix immédiate; que si la guerre se termine trois mois plus tôt, toutes les puissances épargneront de fortes sommes qui constitueront de larges indemnités...

Cet appel, que le célèbre publiciste adresse par la voix d'un interlocuteur neutre à la raison des participants de la guerre mondiale, nous incite à lui communiquer ce que pensent en France des hommes calmes, fermes, ne subordonnant leur jugement à aucune passion. Ce sont les plus décidés à ne pas signer avec l'Allemagne une paix prématurée. Je leur donne la parole. Je reproduis leur pensée et je la fais mienne.

Laissons de côté, monsieur Harden, toutes considérations de sentiment, bien que celles-ci paraissent capitales aux Alliés. Acceptons comme base de raisonnement les théories mêmes de vos penseurs, Treitschke ou Bernhardi. Suivons-les sur le solide terrain du réalisme historique. Admettons avec vous tous que le droit n'est que la forme conventionnelle de la force, et cette conséquence que lorsqu'une force nouvelle se manifeste, elle est conduite à rejeter les limitations du droit antérieur et à fonder un droit nouveau. Admettons encore qu'une nation est une fin en soi,

que son intérêt est pour elle et pour chacun de ses nationaux la loi suprême ; que ses engagements ne valent que tant qu'il est de son intérêt de s'y tenir.

Ce sont là vos grandes thèses germaniques. Elles entraînent cette conséquence que si le fort dissident se révèle inférieur aux forts précédemment groupés, ceux-ci doivent l'éliminer. Tel fut le sort du militarisme terroriste des Assyriens, malgré la supériorité de leurs machines de guerre.

Comme il y a toujours quelques incertitudes dans les conflits internationaux, beaucoup de réalistes jugeaient conforme à l'intérêt de tous de limiter les risques de guerre. De là ces traités de garantie de neutralité et ces conventions de Genève et de la Haye qui protégeaient les faibles, les non-combattants sur terre et sur mer, les villes ouvertes et les œuvres d'art, et qui excluaient les armes trop cruelles, les poisons, les balles explosives, etc. Cette préoccupation de limiter les risques est conforme à l'évolution de la civilisation moderne, qui a surtout accru la sécurité. En sacrifiant méthodiquement ces engagements à une politique d'intimidation ou aux commodités de ses militaires, l'Allemagne a eu le tort de les violer sans avertir qu'elle les dénonçait. Elle s'est

procuré l'avantage de la surprise, mais l'avantage est de courte durée.

Elle a exaspéré ses adversaires; elle a démontré qu'à un contrat international avec elle il faut des sûretés autres que la parole du gouvernement allemand; elle a surtout eu le tort d'aggraver à l'extrême les risques de la guerre. Il n'y a plus, raisonnablement, d'autre alternative que de subir la nouvelle Loi germanique ou de rétablir l'ancienne Loi en l'imposant aux Allemands et en prenant contre eux toutes les garanties.

Une transaction ne pourrait être qu'une trêve. Nous sommes résolus à ne pas transiger. Par la bouche de Paul Painlevé, parlant en qualité de ministre, le gouvernement vient, une fois encore, de le déclarer solennellement aujourd'hui 21 novembre, au Trocadéro: « Ni transaction, ni marchandages » avec l'impérialisme germanique; une paix à l'ancienne manière de Nimègue, d'Utrecht, de Nikolsburg, un pacte d'équilibre et de loyale égalité sont impossibles. L'Allemagne impériale professe qu'elle ne se considère obligée par aucun pacte; dès lors, avec elle, on ne peut traiter que plus fort ou plus faible. Il faut qu'il y ait un vainqueur.

Ce n'est pas un combat aux points, mais au

knock-out, une lutte d'endurance et d'énergie, d'usure des ressources matérielles et morales, jusqu'à ce que le plus faible, épuisé, s'écroule. Maîtres de la mer, plus nombreux et plus riches, nous avons l'avantage de l'espace et du temps. Nous nous croyons sûrs de vaincre, dans un délai que nous avons les moyens de calculer.

Vous prévoyez notre conviction et vous nous répondez par avance, Harden, qu'au point où en sont les choses, le futur vainqueur quel qu'il soit, ferait une meilleure affaire en abrégeant la guerre: par l'économie de ses dépenses futures, il se paierait à lui-même une forte indemnité, et la moins aléatoire.

En êtes-vous sûr? Dans chaque État, comment se traduisent finalement les dépenses de la guerre? Par un revenu annuel à payer pour le service des emprunts. Eh bien! une victoire décisive sur le militarisme germanique permettra une réduction des dépenses militaires annuelles, tandis qu'une paix boiteuse signifierait un redoublement d'armement.

Ainsi la politique du ventre et de l'économie budgétaire nous conseille elle-même de combattre jusqu'au bout.

Il est possible, Harden, que vous ne sachiez plus pourquoi vous vous battez, parce que, à cette heure, vous devez renoncer aux buts que

vous vous étiez fixés, mais nous savons clairement que nous nous battons pour mettre l'Allemagne dans l'impossibilité de renouveler son abominable agression.

LV

UN CHANT DE CONSOLATION

24 Novembre 1915.

Nous savons la vaillance de nos soldats et, par instants, leur allégresse, car ils veulent, c'est leur honneur, que nous les entendions plaisanter ; mais, plus profondément, nous savons leur souffrance. Qui donc la recueillera ? Qui donc y répondra ?

Nous avons la grande littérature officielle, Poincaré, Viviani, Deschanel, Briand et toute la splendeur des *Marseillaise* ; c'est beau, c'est bien, c'est indispensable, mais il y a des minutes où l'on devient insensible aux plus grands orateurs, où l'on éprouve quelque nausée de ces fanfares, qui répondent trop mal aux réalités quotidiennes d'un soldat et de ceux qui l'aiment. Il faudrait un poète...

Ah ! je vois votre geste surpris. Je sais comme vous l'orgueil, la platitude, le néant de la plupart des poèmes que cette guerre a

fait lever, et que, s'il y a des exceptions éclatantes, ce sont alors en un sens des poèmes presque trop beaux qui ne s'adressent qu'aux raffinés. Mais j'attends avec confiance quelque chose de plus humble et de plus divin, une poésie à la fois parfaite et populaire, que tout le monde puisse aimer sur le front et dans les villages, des vers qui aillent au cœur pour l'attendrir et pour l'élever.

Cette nécessité d'un chant de consolation que le soldat veuille dire à toute heure, dans les pires moments, et qui s'adapte à sa détresse comme à son enthousiasme, qui de nous ne l'a pas sentie en lisant par exemple des récits de l'hiver 1914-1915 dans les boues du Nord ? Toujours la pluie, toujours la misère d'un éternel enlèvement dans les boyaux et les tranchées, toujours le mortel ennui qui suinte d'une guerre avilie par les Boches. Et les mères qui songent à leurs fils ! Que direz-vous à ce cœur angoissé ? Les orphéons de la guerre ne peuvent pas atteindre sa souffrance. Pourtant il a besoin, lui aussi, de musique. Il en réclame qui ne soit pas tapageuse, mais secourable, pénétrante, enveloppante et de quelqu'un qui ne « se monte pas le coup », qui ne croie pas plus que lui à l'efficacité constante des trombones.

Voici qu'un poète inconnu nous apporte son secours modeste. Je vous signale un petit livre, absurde d'aspect, affreusement laid, vendu pour quelques centimes par un obscur éditeur de province, un petit livre qu'à son air, à son titre, on ne songerait même pas à regarder, et qu'ayant ouvert par hasard je ne me lasse plus d'écouter. J'y entends cette voix même que depuis des mois j'appelais. Ce sont de simples cantiques pour les soldats, mais qui rendent des accents si poignants et si tendres qu'on n'en voudrait pas d'autres dans les églises, dès que s'y tait le plain-chant.

Prières et chants pour le temps de la guerre, par J. Bellouard (H. Boulord, éditeur, à Niort), à deux sous l'exemplaire. L'auteur m'est inconnu. Je le devine prêtre et même je ne puis le voir qu'aumônier ou brancardier, blessé, mort peut-être. Si je me trompe, si, loin du front, dans quelque presbytère perdu, il a su à force de sympathie réaliser à ce point l'âme du soldat et trouver les mots qui parlent à cette âme, il ne nous paraîtra que plus grand (1).

(1) J'ai appris à connaître et à aimer l'abbé Bellouard en voyant l'amitié que lui vouent ses camarades et ses chefs. Missionnaire diocésain de Poitiers et caporal brancardier au 314^e d'infanterie, il partage dès le début de la guerre la dure vie des soldats du front, dans ce beau régiment du

Écoutez-le d'abord en prose, car ses cantiques sont précédés de quelques prières divinement belles et qu'ils ne font que paraphraser. Tout le petit livre est dans une PRIÈRE POUR LES SOLDATS ET CEUX QUI LES AIMENT, dont le poète est si fort pénétré qu'il y va revenir à chacune de ses strophes. Laissez-moi la copier toute. Pour faire court, j'aurais voulu supprimer les lignes de remplissage, les éloquences prévues ; il n'y en a pas.

Mon Dieu, protégez ceux qui sont à la guerre, officiers et soldats. Donnez-leur à tous le courage, l'esprit de sacrifice, la résignation; qu'ils gardent au cœur une foi inébranlable dans la justice de leur cause. le triomphe final et les récompenses éternelles qui les attendent!

Donnez au généralissime le génie de la victoire; qu'il soit noblement secondé par des chefs dont la prudence égale l'audace, et qui, comprenant leur responsabilité redoutable, joignent à l'énergie qui ne recule pas le respect de la vie des hommes qui épargne les sacrifices inutiles.

N'est-ce pas déjà merveilleux de foi, de sagesse, de pathétique simple! « Donnez au

Bocage. (Note de février 1918.) Une édition plus complète de ces pièces et chants de guerre a paru sous ce titre : *Un Chant de consolation* (1 vol. à 3 fr. 50, Boulord, éditeur, à Niort).

généralissime le génie de la victoire. » De tous nos très grands écrivains, nul peut-être n'aurait trouvé cette prière qu'un enfant peut comprendre et sentir. Le reste n'était pas plus facile à dire et n'est pas moins beau. Voilà pour les chefs ; maintenant pour les soldats, pour tous les soldats. Vous verrez qu'il n'oublie personne :

Conduisez les pas des patrouilles qui s'en vont, de jour et de nuit, par les chemins.

Évitez aux sentinelles les surprises mauvaises : aidez-les dans leur vigilance inquiète et l'angoisse des heures qui sont si longues.

Ne reconnaissez-vous pas, mais soudain vivantes, présentes, pressantes, allégées de leur solennel et de leur lointain, les strophes du roi David ?

Aux éclaireurs du plein ciel, qui planent, observent et tuent, assurez le vol hardi. Que leur âme ait des ailes ! Que plus près de votre soleil, ils soient aussi plus près de vous !

Aux vaillants des tranchées, immobiles, sous la menace de l'attaque, tout près de la mort, gardez un cœur indomptable, que la monotonie tragique de leur vie ne lasse pas.

Aux blessés des champs de bataille, des ambu-

lances et des hôpitaux, donnez la force d'âme qui accepte tout.

Aux morts, disparus et enterrés on ne sait où ; à ceux qui tombèrent aux jours de grande mêlée et qui dorment dans les fosses communes, à ceux dont les tombes se voient au milieu des champs ou sur le bord des routes avec une petite croix où leur nom se lit à peine ; aux morts, à tous les morts couchés au cimetière du village ou à la frontière, donnez, Seigneur, le repos, la paix, et la lumière éternels !

Plénitude parfaite, précision délicate et pathétique : il a tout vu, il n'oublie rien de ce qui compte, il évoque tout avec une justesse tendre et discrète, à la fois émouvante et pacifiante.

A ceux qui sont restés, le cœur brisé, au pays, mères qui attendent leurs enfants, femmes qui attendent leurs maris, jeunes filles qui attendent leurs fiancés ou leurs frères, tout petits qui attendent leur père, donnez une invincible certitude de retour, ici-bas ou dans le ciel. Qu'ils soient fidèles aux absents, à leurs promesses d'affection...

Pour cette ligne, que de soldats le béniront !

Que l'épreuve les rende meilleurs et leur apprenne à chercher dans la prière le suprême refuge !

A ceux qui pleurent déjà et qui n'attendent plus celui qui ne doit pas revenir, ô Seigneur, ô Ami, ô Père, en souvenir des larmes de votre mère, donnez l'espoir divin qui console ; dites-leur qu'à défaut de tombe où l'on puisse s'agenouiller, il y a le cœur de Dieu où vivants et morts se retrouvent !

A tous, ô mon Dieu, à nous qui vous prions, aux bien-aimés pour qui nous vous prions, paix, courage, patience, espoir !

Prière solennelle et simple, sans une tache, flexible et dense, qui s'adapte à la situation particulière de chacun de ceux qui la récitent, en les rapprochant néanmoins tous les uns des autres dans la communauté d'une même foi : c'est bien beau, plein de lumière, de force et de paix.

Cette prière, les cantiques la répètent, la prolongent, la développent sans en altérer la noblesse. Nul désaccord, une transition insensible : comme la prière déjà s'exhalait en poésie, la poésie reste prière.

Ayez pitié de ceux que nous avons laissés,
Seuls, avec le fardeau de leurs cœurs angoissés.

Ayez pitié de ceux qui sont restés là-bas,
Attendant des absents qui ne reviendront pas.

Ayez pitié, Seigneur, de l'enfant trop petit
Pour avoir tout compris quand son père partit.

Ayez pitié de qui n'eut personne où poser
A l'aube des adieux un suprême baiser.

Ayez pitié de ceux qui n'iront plus s'asseoir
Parmi leurs bien-aimés pour les veilles du soir.

Ayez pitié, Seigneur, des épouses en deuil
Qui n'ont pour y pleurer ni tombe ni cercueil.

Ayez pitié de ceux qui ne connurent pas
En mourant le secret sublime du trépas.

C'est le *Psaume de ceux qui pleurent*. Le
Psaume des disparus est encore plus poi-
gnant :

Ayez pitié, Seigneur, de ceux qui ne sont plus,
Ensevelis, sans noms, en des champs inconnus.

Ayez pitié de ceux qui dorment sous la Croix.
Dispersés dans les champs, les cotéaux et les

Ayez pitié, Seigneur, du soldat malheureux
Négligemment jeté sans prières en son creux.

Ayez pitié des morts des sauvages assauts
Pêle-mêle enfouis sous terre par monceaux,

De l'abîme profond de leurs iniquités
Que les appels vers Vous, là-haut, soient écoutés.

Si vous tenez de tout un compte rigoureux,
Qui donc pourra, Seigneur, vous implorer pour eux ?

Mais vous nous l'avez dit, mon Dieu, vous êtes bon :
De votre sein jaillit, par torrents, le pardon.

Des liens du péché qui meurtrissent leurs chairs,
 Délivrez, délivrez tous ceux qui nous sont chers.
 Les yeux illuminés par des soleils plus beaux,
 Qu'ils dorment dans la paix leur éternel repos !

Un je ne sais quoi de vrai et d'intense distingue ces humbles litanies des banalités courantes. L'auteur est entré si profondément dans les sentiments de tous que tous reconnaissent dans ses vers leur propre émotion individuelle, et la plus secrète, celle qu'ils gardent pour eux, qu'ils ne disent pas dans leurs lettres et qu'ils ne voudraient pas toujours s'avouer à eux-mêmes :

Des sentinelles dans la nuit
 Adoucis l'angoisse et l'ennui,
 Seules, face aux ennemis.

Isolés, perdus aux extrémités d'un poste d'écoute, tirailleurs semés de loin en loin, le poète a pensé à vous, vécu avec vous :

Pitié, mon Dieu, pour les soldats de garde
 En grand péril dans l'ombre de la nuit ;
 Pour l'égaré qui vers là-haut regarde
 Et cherche au ciel un espoir, un appui.

Il a pensé à ceux qui ne savent plus prier,
 et il prie pour eux :

Pitié, mon Dieu, pour nos malheureux frères
 A l'âme vide, à la foi sans vigueur ;
 Ceux dont la lèvre est close à la prière,
 Sans vaste espoir qui réchauffe leur cœur

Il peut tout dire ; il purifie, il ennoblit ce qu'on ne dit pas :

Et moi, je tremble solitaire
Au seuil des lugubres combats.
Mon chagrin, nul ne le soupçonne ;
Je garde pour moi mon secret.
Sans vous, qui me consolerais ?
Sans vous, mon Dieu, je n'ai personne.
Même la mort pour la Patrie
Épouvante un cœur frémissant.
Pour guérir mon âme meurtrie,
Vous êtes seul assez puissant.

C'est étonnant de simplicité : cela vient du plus intime de l'être, et de quelqu'un qui vit avec les soldats, qui les aime de tout son cœur, qui souffre avec eux, qui est incapable de leur rien dire d'à demi sincère. Il sait le néant des beaux discours, le creux de ce qu'on appelle gloire.

On parle de fleurs à la tombe,
De durable fidélité !
Et si vite, hélas ! l'oubli tombe
Sur le cadavre ensanglanté !
Tout passe et s'effrite en poussière,
Malgré les discours superflus ;
Pour l'humble soldat qui n'est plus,
Rien ne reste que la prière.

Foi solide, invincible et rayonnante, celle qui peut regarder en face toutes les réalités,

laissez ce poète chanter aux siens sa virile
allégresse de croyant :

Oui, nous la reverrons,
L'église du village,
Qui couvre d'âge en âge
Nos champs et nos maisons.

Oui, nous les entendrons,
Nos cloches consolées,
Applaudir par volées
Lorsque nous reviendrons.

Nous irons essuyer
Les larmes qu'on y pleure,
Lorsque sonnera l'heure
Du retour au foyer.

Maïs si jamais la mort
Trahit notre espérance,
Puisque c'est pour la France,
Nous chanterons plus fort.

J'aimerais vous transcrire encore ce petit
déalque si simple, émouvant, charmant :

Soldat français, veux-tu savoir
Quel est en guerre ton devoir ?
Écoute ces paroles, soldat.
Des tiens quand tu te souviendras
Pense que tu les reverras,
Que ton cœur se console, soldat.

et toutes les strophes qui suivent, série de
conseils, vrais, humains, amicaux, les plus
propres à maintenir au-dessus de celui qui

souffre les images qui contredisent et réparent sa souffrance :

Quand tu te sentiras frappé,
Prépare ton éternité,
Remets à Dieu ton âme, soldat.

Ainsi tu reverras au Ciel,
Dans le rendez-vous éternel,
Tous ceux que ton cœur aime, soldat.

Voici, pour finir, une très belle musique :

Mon Dieu, console le trépas
Des vaillants frappés aux combats,
Héros de l'obscur devoir.

Fais comprendre à ceux de là-bas
Qui peut-être ne savent pas,
Qu'au Ciel on peut se revoir ;

Que dans les splendeurs du Repos,
Les yeux, de la nuit des tombeaux,
S'ouvrent sur des jours meilleurs.

Et que, les voiles déchirés,
Ceux que la mort a séparés
Se retrouveront ailleurs.

Des sentinelles dans la nuit,
Adoucis l'angoisse et l'ennui,
Seules, face aux ennemis.

Le soir tombé, qu'ils sont bien las,
Abrite les pauvres soldats
Sur l'herbe dure endormis.

Souris au mourant qui s'en va
Loin des tendresses qu'il rêva
Pour aider son dernier jour,

Au petit qui part tristement
Sans les baisers de sa maman,
Sans les adieux de l'amour.

Pitié pour ceux des grands assauts,
Jetés en lugubres monceaux
Où germeront les froments,

Et pour les tertres du chemin
Où dorment la main dans la main
Les Français, les Allemands.

Couchés sous les arbres des bois
Où le printemps fleurit les croix,
Un jour tu les reprendras.

Dans leur capote ensevelis.
Garde-les des honteux oublis
Et du froid des cœurs ingrats.

Quand novembre sera venu,
Puisse quelque frère inconnu
S'arrêter les yeux mouillés !

Puissent tous ceux qui passeront
Saluer, découvrant leur front,
Tendrement agenouillés !

Quand tout semble éteint pour jamais.
Toi seul, ô mon Dieu, tu promets
Que tout renaît dans les cieux.

Attendant l'heure du Réveil,
Qu'ils dorment en paix leur sommeil,
Jusqu'au matin radieux.

Encore une fois, trouvez mieux et je brûl
mon petit livre inconnu. Mais je pense que
vous jugerez plutôt qu'il faut le faire connaître
à tous. Il ne sera pas moins bon à ceux qui

restent qu'à ceux qui sont partis. A tous il précisera leurs angoisses pour y subsister l'espérance. Je crois qu'il va devenir le poète populaire de cette guerre.

Populaire, mais sans un atome de vulgarité. Juste la petite fleur, le rien de romance qu'il faut à de pareils cantiques. A qui le comparer ? Je ne vois personne. De-ci de-là, il me rappelle le meilleur Verlaine, mais réduit à sa poésie profonde, dépouillé de toute obsession personnelle, un Verlaine qui ne s'écouterait pas chanter. Parfois encore, il nous redonne l'accent de profondeur tendre avec lequel Pierre Dupont exprimait les douleurs et les jouissances des pauvres. Comme l'un et l'autre de ces deux grands poètes, il a l'instinct de la beauté parfaite et l'amour des déshérités. Mais il puise dans un trésor meilleur. Ce qu'il nous rappelle surtout, c'est l'inspiration de la liturgie catholique. Au dernier mot, ce petit livre nous offre la poésie de la religion incarnée dans le prêtre des armées de 1914-1915. D'une part, la voix très simple, très tendre de l'homme le plus ordinaire, et d'autre part la voix séculaire de l'Église. C'est cette rencontre qui donne à ce livre son caractère le plus profond.

Sans doute, des esprits ingénieux et savants

s'étonneront que je sois ainsi ému de plaisir et refuseront de prendre leur parti de certaines pauvretés nombreuses dans l'exécution. Bien que je sache le prix d'une somptueuse virtuosité, je mets au-dessus de tout le chant, le cri, la palpitation d'une âme, et j'aimerais toujours un poète étroitement associé avec les hommes, ses frères, qui leur renvoie en vibrations mélodieuses leur misère transfigurée d'espoir pour être leur consolateur.

LVI

QUE LA QUADRUPLE A SOUVENT PÊCHÉ
PAR MANQUE D'IMAGINATION

25 Novembre 1915.

C'est entendu, l'empereur d'Allemagne n'éblouira et n'intimidera personne en faisant son entrée à Constantinople, mais tout de même on voudrait qu'en face de lui les chefs de la Quadruple prissent à leur tour du champ et regardassent au delà du Bosphore...

Oh! me dit-on, ne croyez donc pas que les Allemands veuillent épuiser leurs cadres et leurs munitions par de longues expéditions sur l'Égypte, sur le golfe Persique. Déjà leur

presse officieuse s'emploie à jeter de l'eau sur les espoirs qu'elle avait enflammés.

Sans doute, mais ne péchons pas une fois de plus par manque d'imagination. Nous devons commencer à connaître l'utilitarisme théâtral du Kaiser, et je parierais bien qu'il y a déjà commandé ses tenues d'apparat pour trois autres gestes qu'il faudra l'empêcher de faire.

Il rêve de raviver la lampe qu'en sa qualité de successeur de Barberousse il est allé installer solennellement à Damas dans la sépulture de Saladin, où des musulmans, il y a moins de deux ans, me la montraient avec une évidente satisfaction d'orgueil.

Il rêve de passer la nuit de Noël dans l'église de la Nativité, à Bethléem.

Il rêve d'inaugurer à La Mecque, à la fin de l'hiver, le grand pèlerinage.

Il faudrait être plus dépourvu de psychologie qu'un Boche pour prétendre que, de la Dalicarie à la Castille, le second de ces gestes resterait sans effet sur les âmes chrétiennes, et que le troisième laisserait absolument froids les musulmans. Quant au symbolisme moyenâgeux du premier, il fournirait une image à la politique proclamée par l'Allemagne depuis nombre d'années.

Quelqu'un croirait-il que la réconciliation de la Croix et du Croissant va être opérée par les soins de la Germanie? En tout cas, il ne manquerait pas de gens pour admettre que vraiment, du côté des Alliés, c'est la franc-maçonnerie et le schisme qui font la guerre aux puissances d'ordre et de foi.

Tout cela, il faut donc l'empêcher. Quelques personnes s'étonnent que j'ose écrire que nous sommes toujours « à la suite ». Démosthène, il y a plus de deux mille ans, le disait aux Athéniens. M. Gustave Fougères, l'éminent helléniste, directeur de notre école d'Athènes, m'envoie une traduction aussi littérale que possible de ce texte fameux dont Charles Maurras, l'autre jour, marquait l'actualité. On le lira avec la curiosité la plus intéressée, tout en ayant soin de comprendre que pour les appliquer aux vainqueurs de la Marne il faut beaucoup atténuer les reproches que l'orateur antique adressait aux vaincus de Chéronée :

« Athéniens, leur disait Démosthène, en ce qui touche la guerre et ses apprêts, tout est confus, sans méthode ni programme. Le temps d'agir est perdu en préparatifs; les occasions favorables n'attendent pas notre lenteur et notre

timidité. Les forces jusqu'alors jugées suffisantes se révèlent impuissantes au jour de l'exécution, Ce sont là des vérités, malheureusement, et sans doute désagréables à entendre. Si l'on était assuré qu'en supprimant dans le discours tous les faits qui nous déplaisent, on réussît à les supprimer dans la réalité, on n'aurait plus qu'à tenir au peuple des propos complaisants. Mais, si l'agrément des paroles peu conformes à la réalité tourne en fait à notre détriment, il serait criminel de vous abuser vous-mêmes, et, en ajournant tout effort pénible, de manquer les occasions d'agir. Sachez donc comprendre que, pour bien conduire la guerre, on ne doit pas se mettre à la suite des événements, mais à leur tête : la sagesse est de les diriger, comme un général doit diriger ses troupes, de façon à leur imposer sa volonté au lieu d'être réduit à courir après les faits accomplis. Or, vous, Athéniens, qui disposez des plus grandes forces, trirèmes, hoplites, cavalerie, finances, peu s'en faut que vous ne fassiez la guerre à Philippe, à la manière des pugilistes barbares. Ceux-ci, aussitôt touchés, ne manquent pas de porter leur parade sur le point frappé, et partout où ils reçoivent un nouveau coup, c'est là qu'ils jettent leurs mains. Ils ne savent ni ne veulent se couvrir d'avance ni se tenir en garde. Ainsi

faites-vous ! Apprenez-vous que Philippe est en Chersonèse ? vous décidez une expédition dans ce pays : qu'il est aux Thermopyles ? vous y courez : qu'il est ailleurs, n'importe où ? vous l'y suivez. Ici ou là, c'est lui qui vous mène. Vous ne prenez aucune initiative militaire avantageuse : vous ne prévoyez rien avant d'apprendre le fait accompli ou en train de s'accomplir. Cette attitude était peut-être de mise jusqu'à présent, mais nous voici au moment critique, et cela n'est plus admissible. » (Démosthène, 1^{re} Philippique, , 37 et suiv.).

D'où vient que cette page, pourvu qu'on en diminue la véhémence et la généralité, nous semble un peu notre propre examen de conscience ? D'où naissent, quand il s'agit du développement mondial de cette guerre, la lenteur et la timidité de notre coup d'œil ?

C'est que pour s'adapter à la forte vision qui convient, il faudrait avoir conservé l'habitude de regarder au loin. Non pas au loin dans le rêve ou dans le commode souhait des bonheurs utopiques, mais au loin dans les horizons de la réalité et de l'action. Notre pays s'est laissé peu à peu envahir démesurément par les parties médiocres de sa nature. La désorganisation qui naît de la parole opposée à

l'action soutenue, l'idéal d'une petite vie s'abritant dans la clientèle d'un politicien et comptant sur une retraite, la camaraderie et le bon garçonisme sur toute la ligne : ce sont des traits que nous distinguerions si nous poursuivions notre examen de conscience plus profondément que Démosthène n'a mené celui des Athéniens. Aujourd'hui encore nous faisons surtout la guerre, et nous l'affirmons, pour qu'on nous fiche la paix, et la paix serait-ce de nouveau ce que l'on nous dit être la raison et le sens de la vie : commodité, confort, moindre effort ?

Ne discréditons pas d'une manière excessive nos habitudes privées de petits risques et de modestes joies ; n'en disons trop rien, puisque c'est là, après tout, un principe générateur de cette civilisation même qu'il s'agit de maintenir. On y peut voir l'inspirateur de nos qualités de mesure et de simple humanité. Mais comprenons que ces dispositions moyennes, quand elles pénètrent l'esprit politique, peuvent introduire dans un pays d'un si riche passé des inerties et des somnolences.

Nous nous battons pour délivrer notre territoire ? Eh ! les circonstances nous obligent à maîtriser la Bête de proie et à prendre l'offensive contre toutes ses manœuvres. Nous

avons su abattre son élan premier, le plus redoutable. Où qu'elle porte son vol, les Alliés maintenant la suivent du regard et sauront l'empêcher de reprendre des forces. Les erreurs que nous avons commises par manque d'imagination et faute de nous représenter immédiatement le caractère mondial de la lutte auront prolongé cette terrible épreuve, mais elles ne compromettent pas la victoire finale, qui demeure mathématiquement certaine.

Nous étions devenus des pêcheurs à la ligne, amis des petits bonheurs, des petits efforts et des petits risques; c'est superbe qu'à l'improviste nous ayons su tout de suite faire un peu de chasse à l'aigle.

LVII

L'ALLEMAGNE CONTRE SES PROPHÈTES

26 Novembre 1915.

Prishtina et Mitrovitza entre les mains des Germano-Bulgares; le roi Pierre à Scutari d'Albanie; la Serbie, recouverte par le flot ennemi; la frontière du Monténégro approchée: évidemment les Allemands font des offensives habiles, qui leur assurent de vastes

espaces quand les nôtres nous donnent quelques kilomètres. Ils savent choisir pour y faire peser leur pression les endroits où ils peuvent s'élargir. C'est l'heureux effet de leur unité de direction. C'est l'avantage que leur assurent leur situation centrale et les lignes intérieures sur lesquelles ils manœuvrent aisément. Nous, au contraire, quand nous faisons le grand tour, nous avons peur que l'ennemi n'en profite pour venir chez nous. Mais quelle est la portée réelle de ce succès sur un théâtre secondaire, et balance-t-il la supériorité tactique que les Allemands ont été obligés de nous reconnaître en France ?

Les Allemands se donnent les airs de dessiner le traité de paix sur la carte mondiale, mais le traité de paix sera selon la volonté du parti qui aura brisé et définitivement dominé les forces de son adversaire. Le fait que l'armée allemande occupe la Serbie et s'ouvre des communications avec Constantinople ne crée nullement la possession de l'Asie. Celle-ci sera réglée avec toutes les autres questions par la volonté de celui des belligérants qui aura décidé en sa faveur la rupture d'équilibre des forces.

Après avoir annoncé que cette décision de la guerre ils allaient la trouver dans les Bal-

kans et à Constantinople, voici que les chefs allemands changent d'argument. Maintenant ils montrent l'expédition des Balkans comme une fenêtre ouverte sur les richesses fabuleuses de l'Orient. Le front monténégrin et serbe les enfermait; ils ont ouvert le goulot; la Germanie se déverse sur le fabuleux Orient. Vienne la paix, elle y trouvera le contentement de ses nostalgies historiques et la solution de ses difficultés économiques.

Sans doute, mais qui dictera les conditions de la paix? Les généraux de la Prusse, au prix des plus coûteux sacrifices, viennent simplement de ranimer un vieux rêve dans la conscience allemande.

Toujours plus de mirages que de réalités. En vain la presse allemande semble-t-elle s'abstenir systématiquement de commenter les opérations qui n'ont pas la Serbie pour théâtre, la force des choses l'oblige à reconnaître que l'Allemagne ne peut rien sur le front de France, rien pour reconquérir la liberté des mers et que les attaques des Italiens sur l'Isonzo ont de la force. Elle doit surtout s'expliquer sur les progrès des Russes. Le temps n'est plus où les Allemands annonçaient le recul désordonné, l'encerclement, l'anéantissement des armées du tsar. Ils se félicitent

aujourd'hui de pouvoir tenir tête aux « masses énormes » qui menacent leur front oriental et, qui disposent, affirment-ils, d'un « matériel considérable ».

L'opinion chez nos ennemis est assez docile encore pour se contenter de ses indications, et se détournant de ces terrains de l'impuissance allemande, elle s'enivre des grandes rêveries appuyées sur un fond historique, comme elle les aime, que ces chefs lui présentent. Elle s'évade hors des réalités les plus pressantes vers le pays des plus belles images, vers le Paradis terrestre où mène « le Bagdad ».

Pourtant plus d'un s'inquiète de ces songes et se retourne avec colère contre les distributeurs du philtre. J'ai sous les yeux une conférence que M. Sieper, professeur à l'Université, a faite au « Forum de Munich ». Cet Allemand a prononcé le plus ardent et le plus douloureux réquisitoire contre les idées directrices de son pays, contre l'effort extraordinaire que ses dirigeants depuis un siècle lui demande.

Disons-le en passant, elle est bien intéressante, cette manie qu'ont les Allemands de faire perpétuellement leur examen de conscience national, tantôt s'élargissant jusqu'à paraître absorber l'univers, tantôt se repliant

sur eux-mêmes pour se saisir dans leur misère la plus intérieure. Depuis quelques mois commenceraient-ils à se dégonfler? On le croirait à entendre le professeur Sieper. Les gens d'outre-Rhin qui réfléchissent ne sont plus au point où la conviction d'un immense butin facile les avait tous montés quand ils partaient dans une formidable ruée pour leur défaite de la Marne.

Dans son exorde, le professeur Sieper parle de l'hostilité, voire de la haine qui depuis la guerre se manifeste contre l'Allemagne, non seulement chez les peuples de la Quadruple-Entente, mais même en pays neutre. Quelle est la cause de cette haine? « Notre grandeur, notre puissance, notre honnêteté, a-t-on répondu. C'est la haine des peuples en décadence, où l'improbité et l'hypocrisie sont de règle, la haine des races inférieures contre la race supérieure. C'est une façon commode de se tirer d'affaire. Certes le développement gigantesque de notre puissance n'a pas été considéré avec beaucoup de bienveillance; mais si notre puissance a suscité la jalousie des peuples voisins, elle a encore bien plus éveillé leur crainte. A tort on s'imagine partout que notre armée et notre marine serviraient à opprimer les nations étrangères. Nous, sans

doute, nous voulions la paix. Nous désirions travailler tranquillement et continuer notre développement pacifique. À l'étranger, malheureusement, on voyait les choses sous un autre aspect et, au moins dans une certaine mesure, nous sommes responsables de cette situation.

« Les écrits d'un Treitschke et d'un Bernhardi, leurs théories de la guerre préventive, de la nécessité pour l'Allemagne d'arriver par tous les moyens à réaliser sa mission historique et mondiale, ont établi et fortifié à l'étranger la conviction que notre empereur se servirait de la première occasion venue pour attaquer ses adversaires. Pour les Américains, Bernhardi est la *deuxième* Bible des Allemands. Dans les écoles américaines, on lit des extraits de ses écrits et on les commente comme des manifestations typiques de la mentalité allemande. Il était donc difficile de convaincre l'étranger de nos intentions pacifiques. Certes on commet une lourde erreur en confondant la majorité du peuple allemand avec un Bernhardi et ses partisans. Mais ces braillards qui sont responsables avant tout de la haine du monde entier à notre égard n'ont pas le droit de se poser en agneaux innocents et de s'effarmer que nous soyons si complètement méconnus ».

Ainsi parle le professeur, et certes il est curieux d'entendre cette violence de ses récriminations contre les pangermanistes ; mais il est plus curieux encore d'apprendre que ceux-ci « se posent maintenant en agneaux innocents », et « s'effarent ». Si les disciples de Dietrich von Bülow, de Arndt, de Jahn, de List, de Moltke, de Bismarck, de Treitschke, de Paul de Lagarde, de Constantin Frantz et d'une longue lignée qui n'est pas sans gloire (voir les *Origines du Pangermanisme*, de Charles Andler), croyaient encore à la réalisation de leurs plans, ils ne prendraient pas la posture que le professeur Sieper nous dépeint, et celui-ci lui-même ne leur jetterait pas l'anathème. N'y a-t-il pas là les signes d'une profonde dépression de l'impérialisme allemand ?

Je ne sais pas quelle est la valeur représentative du professeur Sieper et son influence sur l'esprit de ses compatriotes, mais il est professeur à l'Université de Munich, et, avant de publier ses idées dans les *Blätter für zwischen-staatliche organisation*, il les avait exposées dans une conférence à Munich même. Que des récriminations de cette véhémence puissent être produites devant un auditoire, cela seul en dit long sur l'état de l'opinion allemande.

Les foules allemandes, quand elles sont bien nourries, adorent la musique, les grandes rêveries, le pangermanisme ; mais, à mesure qu'il faut se serrer le ventre, elles déchantent et tournent un regard méchant vers celui qui veut les nourrir de brillantes chansons. Il ne se passera pas un long temps qu'elles ne demandent des comptes sévères à leurs prophètes. Le premier bourgmestre de Berlin déclare : « Le beurre, le lait, la viande et les pommes de terre causent une grande anxiété. » Les campagnards ont abattu leurs cochons qu'ils ne pouvaient plus nourrir, et, après la première joie passée de ce massacre gargantuesque, ils se lamentent d'être réduits au végétarisme. Pour les apaiser, on leur célèbre les immenses ressources du pays des *Mille et une Nuits*. Elles sont à vérifier, ces richesses, et d'abord à conquérir. Possible que le Paradis terrestre fleurisse sur les rives du Tigre et de l'Euphrate, encore que le terrain soit demeuré un peu longuement en jachère, mais les clés de ce jardin de délices sont à Londres, à Paris, à Moscou, à Petrograd. Il faut aller les chercher derrière des régiments plus nombreux que les vaillants soldats de la Serbie.

Quand cette vérité découragera-t-elle ceux que le mirage abuse ? C'est un signe précieux

si des désenchantés commencent à jeter la pierre aux Bernhardi et aux Treitschke, qu'ils accusent d'avoir desservi l'Allemagne. Quelle misère que la gloire d'une tradition qui constitue l'épine dorsale de l'Empire resplendisse ou s'éteigne selon le cours des denrées alimentaires et spécialement de la charcuterie ! On ne connaît rien de plus pitoyable qu'un peuple qui renie les motifs de son orgueil. Voilà qui semble bien donner raison à ce que nous répète toujours l'abbé Wetterlé, instruit par la fréquentation des couloirs du Reichstag, qu'au jour où leurs yeux seront désabusés les Allemands, avec toute leur arrogance brutale, s'effondreront.

LVIII

LA MOBILISATION DE L'ARGENT.

28 Novembre 1915.

A tour de rôle, depuis dix jours, chacun est venu jeter son appel et faire écho à la parole retentissante du ministre des finances. Chacun s'adresse à ses amis, lance dans la foule le même mot d'ordre : il faut souscrire pour armer la France, pour prouver au monde

notre confiance dans nos soldats, pour établir triomphalement aux yeux de l'Allemagne et de l'univers notre force financière et notre volonté de vaincre.

La besogne du jour, c'est la mobilisation de l'argent ; la Ligue des Patriotes se joint à tous ceux qui sollicitent, pour qu'elle se lève, l'armée de l'épargne française. Nul ne veut à aucun jour de cette guerre se tenir en dehors de l'espérance commune. L'espérance, l'effort d'aujourd'hui sont pour la réussite triomphale de l'emprunt.

Durant seize mois de guerre, nous avons pu subvenir à toutes dépenses sans recourir à un emprunt en rentes perpétuelles. L'émission des bons et des obligations de la Défense nationale suffisait. Maintenant c'est le moment que le pays déploie toute sa puissance d'argent.

Cette guerre a un caractère industriel. Il y faut des outils de mort pour vaincre et pour ménager la vie de nos soldats. Rempart d'acier, pluie de feu. La vaillance ne servirait de rien, si nous devions avoir moins de mitrailleuses et d'obus que nos adversaires. Apportons notre argent pour aider nos enfants.

Et pour abrégier la guerre. Nos paroles ne

parviennent pas jusqu'au peuple allemand. Il ignore notre volonté et nos ressources ; il ignore jusqu'à quel point nous sommes en mesure de vaincre. Il ne nous entend pas, il ne nous lit pas, mais il saura le chiffre auquel monteront nos souscriptions. Nous avons eu la victoire de la Marne ; ayons maintenant la victoire (plus modeste, aussi indispensable) de l'emprunt. Ce sera un second fait, que l'Allemagne ne pourra pas plus ignorer que le premier et qui contribuera à la démoraliser.

En souscrivant, nous armons nos soldats, et nous hâtons le moment triomphal de leur retour dans nos foyers.

Chacun autour de soi a pour devoir de travailler à la réussite. L'Union sacrée est-elle imparfaite ? Quelqu'un se méfie-t-il ? Eh ! ce n'est pas au gouvernement que l'on vous demande de prêter ; c'est à la France. Qui s'abstiendrait d'apporter son argent se conduirait en mauvais Français. Il s'agit que chacun s'associe étroitement à la fortune de la patrie et partage sa destinée. Il s'agit de travailler au salut du vaisseau qui nous porte tous. D'ailleurs, pour les souscripteurs, c'est une bonne affaire. A double titre, une bonne action. Le pays l'a unanimement compris. Dès maintenant, d'après ce que je sais, l'emprunt

s'annonce comme un succès formidable. Tous les grands groupements de la finance, du haut commerce et de l'industrie ont décidé de le soutenir énergiquement et d'y prendre la plus large part. On me cite une association industrielle et commerciale qui, à elle seule, compte arriver à une souscription de plus de 100 millions. Les milieux plus modestes de commerçants, de rentiers, d'employés et de travailleurs agissent dans le même sens. On signale des maisons de commerce et des sociétés dont le personnel a sollicité l'avance de ses gratifications de nouvelle année. C'est pour certaines d'entre elles 20.000 à 50.000 francs de souscriptions assurées. Quelques grandes compagnies ont même décidé d'accorder dans le même but une avance de trois mois de traitement.

On peut compter, dès à présent, sur le concours de notre alliée l'Angleterre, qui contribuera à faire de cet emprunt une grandiose manifestation, et sera peut-être suivie par des neutres convaincus de notre victoire.

Réjouissons-nous de ces premières nouvelles qui nous parviennent sur cette manifestation de la puissance française. Je pèse mes mots et je dis qu'elle nous rapprochera de la paix autant que ferait une bataille heu-

reuse. Le kaiser sacrifie d'innombrables soldats pour aller chercher dans les Balkans et vers Constantinople des ressources matérielles. Nous qui possédons la libre circulation des mers, nous obtiendrons avec de l'argent ces ressources qu'il lui faut acheter au prix du sang allemand. Et puis en mettant au service de la Défense nationale des milliards qui publieront et justifieront notre certitude de vaincre, nous frapperons à son point faible l'orgueil théâtral du kaiser ; nous jetterons bas l'idée, qu'il a propagée dans la Germanie et chez certains neutres, que nous sommes affaiblis, las, épuisés, incapables de mener plus avant la bataille.

Tout Français qui souscrit si petite somme que ce soit parle à la Germanie et à l'univers et proclame sa foi profonde dans nos soldats, sa volonté de délivrer l'Alsace-Lorraine.

LIX

LES DÉFAUTS DE NOTRE MÉTHODE

29 Novembre 1915.

Nos affaires d'Orient ne prennent pas encore de forme. Il y a des flottements, des retards. La conception serait-elle défectueuse ?

Mais au fait qui donc décide et élabore nos interventions hors de France ?

Sur notre territoire, à la tête des armées françaises, on voit le vainqueur de la Marne. On s'incline. Mais qui se charge de *penser* la guerre d'Orient ?

Vous m'entendez bien ? Je ne demande pas qui commande en Serbie. C'est le général Sarrail, que nos vœux accompagnent. Je cherche où s'élabore la pensée dont il est l'exécutant dans un lieu et à une heure donnés. Je cherche où et par qui est arrêté le choix du lieu et de l'heure. Et non seulement pour le compte de la France, mais pour le compte de la Quadruple-Entente. Cette guerre mondiale, qui donc en conçoit les campagnes ? Où sont les compétences et les responsabilités ?

Je ne cherche à critiquer personne. Dans l'état des choses, le conseil des ministres est bien obligé d'assumer tout le gouvernement. Il fixe le nombre des effectifs et les expédie à son heure en vue d'entreprises dont il ourdit la trame d'après ses renseignements militaires et diplomatiques. C'est sa fonction. Il la remplit en toute bonne volonté avec patriotisme. Mais le trou est visible. L'instrument de compétence et d'action fait défaut. Nous

manquons de l'organisme indispensable pour la direction de la guerre.

Ainsi s'explique le temps que nous avons perdu avant de comprendre que les Allemands ayant échoué dans leur premier plan inventaient une nouvelle guerre. Battus en France, empêchés en Russie, empêchés sur la mer, les chefs de la Germanie, qui ne manquent ni d'imagination ni de compétence technique, ont fermé de leur mieux les portes en France et en Russie, et sont allés presser sur les points où ils pouvaient se développer, se donner de l'air. Et nous, pendant ce temps?

Nous les avons suivis. Avec lenteur.

On a expliqué trente-six fois qu'il ne fallait attacher qu'une importance secondaire à la réussite des Allemands dans les Balkans, mais tout de même! En tout cas, on doit attacher une immense importance à la qualité de leur méthode. Nous devons la comprendre pour remédier aux défauts de la nôtre.

A la suite des Allemands, nous sommes allés en Serbie, voilà deux mois. Nous avons une idée. Les gens d'esprit ne sont jamais embarrassés faute d'idée. Mais les conceptions ne valent qu'autant qu'elles sont réalisables. La nôtre, qui avait besoin d'appuis, échoua parce que nous avons laissé passer l'heure

favorable. Les Allemands n'étaient pas restés immobiles. Il faut toujours lire deux jeux : le sien et celui de l'adversaire. Aujourd'hui, c'est d'un nouveau plan qu'il s'agit. Salonique, camp retranché. A quand le premier coup de pioche ?

Nous avons le sentiment que cette affaire de Serbie a été mal montée. Les difficultés d'exécution n'avaient pas été prévues. Il eût fallu que tous les éléments destinés à jouer ensemble fussent coordonnés et mis en œuvre dans un temps donné. Grecs, Roumains, armée serbe, contingents anglais et français se sont égaillés. L'idée est restée en l'air, manquant d'une base réelle. C'est que la plus brillante intelligence ne supplée pas le défaut de technique. Dans aucun ordre et surtout dans cette grande et complexe science de la guerre, rien ne dispense d'une formation intellectuelle appropriée. L'expérience directe et la culture spéciale manquaient à ceux qui décidèrent l'expédition.

On ne fait le procès de personne, mais on voit trop bien que la conduite de la guerre mondiale doit être gouvernée autrement. Tout doit être pensé d'une nouvelle manière. Plus brièvement, cette guerre désormais doit être pensée.

Qui s'en chargera ?

« Le courage et le talent naturels, disait Napoléon I^{er}, ne tiennent pas tête au talent et au courage aidés de tous les souvenirs et de toutes les comparaisons... » Où se trouve cette direction savante ? Ne veut-on pas créer un organe stable qui possède l'autorité et l'art de préparer et de conduire la guerre ? Tous les partis le réclament au nom du Salut Public.

La guerre n'avait pas été prévue. C'est de cette imprévoyance que nous souffrons ; c'est à elle qu'il nous faut constamment remédier. Nous le faisons avec succès, étape par étape. Au premier jour de la mobilisation, nous avons vu que nous manquions du nécessaire. Nous nous sommes outillés. Dans la suite, le caractère mondial de ce bouleversement a pu surprendre tous les gouvernants de la Quadruple. Et des hommes choisis pour leur excellence à régler les difficultés de la lutte des partis à l'intérieur peuvent sans déshonneur confesser qu'un horizon si large dépasse leur compétence. Ils voudront se ressaisir. Ils comprennent toutes les données de la situation, et sauront en tirer des conclusions. L'expérience directe de ces seize mois de guerre ne peut manquer de les avoir avertis. Ils sont à l'école du réel. On peut compter

sur leur patriotisme et leur faculté d'adaptation pour se soumettre à la leçon, à l'ordre que leur donnent les faits.

Nos ressources matérielles et morales sont immenses. Il s'agit de créer l'organe de direction qui saura faire de ces forces un emploi sagement étudié.

Éclairons toutes les faces du problème.

Souvent, j'entends exposer : « C'est dans les Balkans que se décidera la guerre, aux lieux mêmes où elle a commencé. Qu'est-ce que fait donc Joffre de cette supériorité du nombre qu'il a sur le front ? C'est là-bas qu'il faut frapper le grand coup... »

On peut répondre : « Joffre n'est pas pressé d'ouvrir là-bas le robinet des munitions... »

Où fut la faute initiale ? On ne répare jamais au cours d'une guerre le manque de préparation à la guerre. La loi de cette terrible lutte fut donnée par le guerrier de Marathon dans Eschyle : « Une ancienne violence donne volontiers le jour à une violence nouvelle. L'acte impie, avec le temps, crée un rejeton de même race. Mais dans la demeure qu'habite la Justice, le Bonheur avec ses beaux enfants vivra toujours. » Eschyle nous dévoile ainsi le point où l'Allemagne donne prise : son

système de violence la met en danger. Son injustice première l'oblige à accumuler des injustices qui dresseront contre elle la ligue des peuples. Et nous, notre faiblesse est dans l'imprévoyance d'avant-guerre. Cette première imprévoyance tout au long des opérations nous a obligés à multiplier des imprévoyances successives. Nous semblons ne pas voir, c'est que nous ne sommes pas en mesure d'agir sur les divers tableaux où nous devrions nous porter.

TABLE DES MATIÈRES

Chapitres.	Pages.
I Nous voulons glorifier les morts et les survivants de la victoire. — <i>La Ligue des Patriotes</i> (4 septembre 1915) . .	1
II Chassez ce gaz asphyxiant (5 septembre 1915).	7
III Les ruines qui veulent durer et servir de leçon (6 septembre 1915)	12
IV Le bâton du chef d'orchestre (8 septembre 1915).	21
V La servante et le vieillard hospitalisé. — <i>Alsace-Lorraine</i> (9 septembre 1915).	28
VI Félicitons-nous de ces cruelles lenteurs (11 septembre 1915). .	37
VII L'hommage aux vainqueurs de la Marne (12 septembre 1915) .	43

Chapitres.	Pages.
VIII Des soins, et aussi du respect. — <i>L'insigne des blessés</i> (13 septembre 1915).	48
IX On crée un sous-secrétaire d'État pour l'aviation (15 septembre 1915).	54
X Les industries de l'aviation voudront faire leur union sacrée (16 septembre 1915)	59
XI Offrez un grade, dans l'aviation, aux mécaniciens de sport (18 septembre 1915)	65
XII La visite au vainqueur de l'Ourcq (20 septembre 1915)	72
XIII Millerand déposera un projet d'insigne aux blessés (21 septembre 1915).	79
XIV La journée du Poilu, ou bien du Combattant? (23 septembre 1915)	84
XV A la veille des grandes décisions (25 septembre 1915)	90
XVI Canonnades sur tout le front (26 septembre 1915)	94
XVII La vague d'optimisme (27 septembre 1915)	100
XVIII A 9 heures et quart le samedi 25 septembre (29 septembre 1915)	106

Chapitres.		Pages.
XIX	Sur les secondes lignes (30 septembre 1915).	111
XX	L'offensive continue heureusement (1 ^{er} octobre 1915).	118
XXI	L'heure était bien choisie (2 octobre 1915).	120
XXII	Notre méthode est au point (3 octobre 1915)	125
XXIII	Les soldats du pangermanisme (4 octobre 1915)	132
XXIII bis	Le fils de Lucien Millevoye. — <i>In memoriam</i>	138
XXIV	État d'esprit du soldat allemand (6 octobre 1915)	139
XXV	L'usure des effectifs allemands (7 octobre 1915)	149
XXVI	Sur un anniversaire (9 octobre 1915)	157
XXVI bis	Le fils de Rudyard Kipling et Léon de Montesquiou. — <i>In memoriam</i>	164
XXVII	La faute de la Quadruple- Entente, selon Bernhardi (10 octobre 1915).	165
XXVIII	Nécessité d'une direction su- prême dans la Quadruple- Entente (11 octobre 1915).	171
XXIX	Soit là, soit ailleurs (13 octobre 1915)	176

Chapitres.	Pages.
XXX	Regrettable journée (14 octobre 1915). 181
XXXI	Leur faiblesse derrière leur audace (15 octobre 1915). 185
XXXII	Pour l'Union sacrée (La meute autour de Pugliesi-Conti) (17 octobre 1915). 192
XXXIII	Le bluff allemand (18 octobre 1915) 201
XXXIV	Les forces en hommes dans les deux camps (20 octobre 1915). 208
XXXV	La Croix des Carmes (21 octobre 1915). 214
XXXVI	La Quadruple-Entente plus forte de mois en mois (22 octobre 1915) 221
XXXVIbis	Ne pourrait-on inventer un « garde-cœur » ? 225
XXXVII	Sur le chemin de l'Asie (24 octobre 1915). 227
XXXVIIbis	Les Alsaciens traités de Boches. 232
XXXVIII	Du rêve aux réalités, ou la comparaison du serpent (25 octobre 1915). 234
XXXIX	Les églises tombées au champ d'honneur (27 octobre 1915). 241
XL	La médaille des écrivains morts au champ d'honneur. — <i>In memoriam</i> (2 novembre 1915) 246

Chapitres.	Pages.
XLI	Aidons et glorifions nos soldats qui s'évadent d'Allemagne (3 novembre 1915). 253
XLII	Commission ou Gouvernement ? (4 novembre 1915). 258
XLII bis	<i>Sur un fait personnel : Que je suis resté à Paris pendant l'exode de Bordeaux</i> 262
XLIII	Comment les œuvres de prison- niers se trouvent ravitailler l'Allemagne (5 novembre 1915). 263
XLIV	Le voyage de Champagne (7 no- vembre 1915) 271
XLV	Le Voyage de Champagne (8 no- vembre 1915) 280
XLV bis	La citation de Marcel Habert . 293
XLVI	Ce que préparent en Champa- gne les Allemands (10 novem- bre 1915) 294
XLVII	Dans le village reconquis de Lorraine (11 novembre 1915). . 301
XLVIII	Pour que nos 28 ministres aient le temps de travailler (12 no- vembre 1915). 310
XLIX	Nous sommes toujours à la suite (14 novembre 1915) 317

Chapitres.	Pages.
L L'heure du destin (15 novembre 1915).	322
LII La Grèce priée d'abattre son jeu (17 novembre 1915).	330
LIII Debout les morts ! (18 novembre 1915).	337
LIII Premières lueurs d'un gouvernement de la Quadruple-Entente (20 novembre 1915). . .	347
LIII bis Les volontaires Alsaciens-Lorrains (<i>Alsace-Lorraine</i>). . .	353
LIV Pourquoi les Alliés se battront jusqu'au bout (22 novembre 1915)	354
LV Un chant de consolation (24 novembre 1915).	360
LVI Que la Quadruple a souvent péché par manque d'imagination (25 novembre 1915) . .	374
LVII L'Allemagne contre ses prophètes (26 novembre 1915). . .	380
LVIII La mobilisation de l'argent (28 novembre 1915)	388
LIX Les défauts de notre méthode (29 novembre 1915)	392

110d
B2725a

MAURICE BARRÈS

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

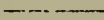
PRÉSIDENT DE LA LIGUE DES PATRIOTES



L'AME FRANÇAISE ET LA GUERRE

★★★★★★

LE SUFFRAGE DES MORTS



201029
3/3/26

PARIS

ÉMILE-PAUL FRÈRES, ÉDITEURS

100, RUE DU FAUBOURG-SAINT-HONORÉ, 100

PLACE BEAUVAU

—
1919

OEUVRES DE MAURICE BARRÈS

Collection à 3 fr. 50 c.

LE CULTE DU MOI

* SOUS L'ŒIL DES BARBARES	1 vol.
** UN HOMME LIBRE.	—
*** LE JARDIN DE BÉRÉNICE	—

LE ROMAN DE L'ÉNERGIE NATIONALE

* LES DÉRACINÉS	1 vol.
** L'APPEL AU SOLDAT	—
*** LEURS FIGURES	—

LES BASTIONS DE L'EST

* AU SERVICE DE L'ALLEMAGNE	1 vol.
** COLETTE BAUDOCHÉ, histoire d'une jeune fille de Metz	—

L'ÂME FRANÇAISE ET LA GUERRE

* L'UNION SACRÉE (2 août-31 octobre 1914)	1 vol.
** LES SAINTS DE LA FRANCE (1 ^{er} nov. 1914-1 ^{er} janvier 1915)	—
*** LA CROIX DE GUERRE (2 janvier-11 mars 1915)	—
**** L'AMITIÉ DES TRANCHÉES (11 mars-9 mai 1915)	—
***** LES VOYAGES DE LORRAINE ET D'ARTOIS (9 mai-20 juin 1915)	—
***** POUR LES MUTILÉS (20 juin-2 septembre 1915)	—
***** SUR LE CHEMIN DE L'ASIE (4 septembre-29 novembre 1915)	—
***** LE SUFFRAGE DES MORTS (1 ^{er} déc. 1915-20 février 1916)	—

L'ENNEMI DES LOIS.	1 vol.
DU SANG, DE LA VOLUPTÉ ET DE LA MORT.	—
AMORI ET DOLORI SACRUM (<i>La Mort de Venise</i>)	—
LES AMITIÉS FRANÇAISES.	—
SCÈNES ET DOCTRINES DU NATIONALISME.	—
LE VOYAGE DE SPARTE	—
GRECO OU LE SECRET DE TOLÈDE.	—
LA COLLINE INSPIRÉE.	—
HUIT JOURS CHEZ M. RENAN.	—
LA GRANDE PITIÉ DES ÉGLISES DE FRANCE.	—
EN REGARDANT AU FOND DES CREVASSES.	—
LES FAMILLES SPIRITUELLES DE LA FRANCE	—

LES TRAITS ÉTERNELS DE LA FRANCE.	Prix 1 fr. 25
ADIEU A MORÉAS. Une brochure	Prix 1 fr. »
UN DISCOURS A METZ (15 août 1911). Une brochure.	Prix 1 fr. »
DANS LE CLOAQUE.	Prix 2 fr. »



Justification du tirage

N^o 2.543

D
516
B35
1916
E.8

DOUZIÈME PHASE

LA DÉFAITE DU MONTÉNÉGRO
A LA RECHERCHE DE L'UNITÉ D'ACTION
SUR L'UNITÉ DE FRONT

(1^{er} Décembre 1915 - 20 Février 1916.)

1^{er} décembre 1915, 20 février 1916, c'est entre ces deux dates que furent écrits les articles dont la réunion compose ce volume. Période d'attente sur le front occidental, jours d'épreuves

(1) Le lecteur qui, sur la foi du titre, chercherait dans ce volume la suite des articles par lesquels j'ai essayé de faire accepter le suffrage des morts ne la trouvera pas, mais seulement son début (au 2 février 1916). Ces divers articles paraîtront au cours des volumes à venir, chacun à la date de sa première publication dans l'*Écho de Paris*. Alors pourquoi ce titre ? Pour souligner l'importance que je crois que l'on doit attacher à l'idée du suffrage des morts. Comme j'avais fait pour *la croix de guerre* et pour *les mutilés*, j'ai voulu mettre en valeur, inscrire en caractères de vedette, une proposition que je regrette profondément de n'avoir pu faire accueillir.

dans les Balkans, où s'écroule la résistance du Monténégro, semaines favorables pour la Russie dont les offensives progressent en Bukovine et en Bessarabie.

Nous avons laissé les Allemands, dans le tome précédent, sur le chemin de l'Asie. La défaite de la Serbie leur en a ouvert les routes. Ils vont pouvoir, le 11 janvier 1916, lancer le premier train direct Berlin-Constantinople par Belgrade et Sofia. C'est un résultat éclatant autour duquel la presse germanique mène grand tapage et triomphe bruyamment. Et cependant, si nous faisons le point, nous distinguerons qu'en cette fin d'année 1915, la situation des empires centraux n'est pas si merveilleuse qu'on le proclame en Allemagne.

Les Austro-Allemands occupent bien 430.000 kilomètres carrés de terre qu'ils ont ravis à leurs adversaires : 290.000 enlevés aux Russes, 87.000 aux Serbes, 28.000 aux Belges, 22.000 en France et 2.000 au Monténégro. Mais du million et demi de kilomètres carrés formant l'empire colonial allemand, 750.000 sont tombés aux mains des alliés. De ce domaine d'outre-mer, si cher au kaiser et aux zéloteurs de l'expansion germanique, il ne reste plus à nos ennemis qu'une petite partie de l'Afrique orientale.

Et, quels que soient les gages que l'Allemagne ait pu saisir au bout de dix-huit mois de lutte, elle n'en est pas moins, comme le fait ressortir un journal de New-York, la Tribuna, « dans la position d'un cambrioleur qui est entré dans une maison et, ayant ramassé son butin, n'en peut sortir ».

Le problème de l'alimentation commence à inquiéter les dirigeants. Ils prêchent l'économie. La Gazette de Francfort dit que le recensement des céréales, dressé en novembre, montre que les réserves sont inférieures aux prévisions et recommande aux populations de manger « le moins possible ». Dès le mois de janvier, des discussions s'élèvent au Reichstag sur la question des vivres. Le sous-secrétaire d'État, Michaëlis, déclare qu'au lieu de 17 millions de tonnes de céréales, comme en temps ordinaire, l'Allemagne n'en possède que 9. Au 1^{er} février, la ration de pain, à Berlin, sera réduite de 1 kil. 950 à 1 kil. 900. En Autriche, elle est abaissée de 400 à 300 grammes. A la même époque, le mark, à Amsterdam, est tombé à 42,60, à Zurich à 93, tandis que la couronne atteint péniblement 63.

C'est la guerre de siège, avec toutes ses conséquences, que les sorties victorieuses des Allemands, dans les Balkans, n'empêchent pas d'être

menaçantes pour les Empires centraux. La Serbie est tombée. Mais Salonique garde la Méditerranée. Nous verrons s'évanouir le Monténégro, mais les flottes alliées n'en restent pas moins maîtresses de l'Adriatique.

Pour percer ce cercle, échapper à la famine, à la disette de toutes les matières premières, l'Allemagne a mis son espoir dans ses sous-marins. L'usage de cette arme nouvelle, qu'elle amplifie par tous les moyens en son pouvoir, aboutira à ce coup de théâtre inattendu pour les Allemands, mais que les esprits avisés voient se dessiner au lendemain du torpillage du Lusitania : l'entrée de l'Amérique dans la guerre.



Ainsi, d'une façon générale, la situation n'est triomphante qu'en apparence pour les Empires centraux, bloqués par les alliés, et qui n'ont de secours à attendre que d'eux-mêmes.

Examinons maintenant chacun des théâtres d'opérations. L'Orient, d'abord, qui continue à retenir l'attention, et où les Austro-Allemands dictent leurs lois.

Le 2 décembre, les Autrichiens et les Bulgares sont entrés à Monastir. La retraite de l'armée française de Serbie est complètement

achevée le 8. Les alliés se retirent sur Salonique. Les Bulgares, après avoir occupé Ghevgheli et Doiran, s'arrêtent devant la frontière grecque.

Le drame du Monténégro paraît assez obscur et compliqué de dessous ténébreux. Les Monténégrins qui, d'abord, ont tenu tête aux Autrichiens, cèdent brusquement. Le 7 janvier, les Impériaux occupent le sommet réputé imprenable du mont Lovcen et, dès lors, le sort du Monténégro paraît désespéré. Le 8, l'attaque autrichienne se développe sur trois fronts. Le 10, les avancées de Cettigne sont bombardées, et, quatre jours après, la ville est occupée.

Des bruits de capitulation arrivent à Paris et à Londres. Cependant, le roi, après avoir conduit sa famille à Saint-Jean-de-Médua, d'où elle s'est embarquée pour Brindisi, rejoint son armée à Podgoritza et semble organiser la résistance.

Les Autrichiens poursuivent leur marche victorieuse, enlèvent Antivari, Dulcigno et menacent Scutari, que tiennent le prince Mirko et le général Martinovitch.

A Cettigne, on négocie. Scutari, Niksic, Danilovgrad, Podgaritza, tombent sans résistance. L'armée monténégrine s'est retirée dans les montagnes et le roi a gagné l'Italie et puis la France.

Une capitulation, dont on publie le texte à Vienne le 27 janvier, et qui stipule la livraison des armes, a été signée le 25 par trois personnages que le Gouvernement monténégrin déclare sans mandat et qu'il désavoue. Mais, qu'importe ! dit-on à Vienne, puisque le résultat militaire de la campagne est atteint. 300 canons, 50.000 fusils et 50 mitrailleuses sont tombés entre les mains des Autrichiens.

Oui ! mais, de même que, la Serbie vaincue, l'Allemagne nous trouve devant elle à Salonique, lui barrant le chemin, l'Autriche, le Monténégro désarmé, trouvera en Albanie les Italiens retranchés à Vallona. Le cercle s'est élargi, il n'est pas brisé.



Du côté russe, au contraire, l'étreinte se resserre. Toutes les attaques allemandes, sur la rive gauche du Styr comme sur le front de Riga, sont repoussées. Dans la Galicie orientale, après de violents combats, les Autrichiens sont obligés de reculer. Autres échecs sur la rive droite du Dniester.

En Bessarabie, les Russes avancent. Les armées du tzar progressent au nord de Czernowitz.

A la mi-janvier, les Russes ont gagné de 25 à 30 kilomètres en Bukovine et de 12 à 15 en Galicie. Partout leurs lignes se portent en avant, et l'on sent s'amorcer la grande offensive de Broussiloff qui bousculera tous les plans d'Hindenburg et constituera le dernier sursaut militaire de la Russie.

En Asie, l'année 1916 débute, pour les Russes, sur un fait de guerre d'une haute importance : la prise d'Erzeroum, capitale de l'Arménie, puissante citadelle tenue par les Turcs sur la route de la mer Noire. La Turquie d'Asie s'ouvre aux colonnes du grand-duc Nicolas. Elles marchent sur Trébizonde.

En somme, durant cet hiver, c'est vers la Russie que nos regards se tournent avec le plus de complaisance. C'est des Carpathes et du Caucase que nous viennent les bruits de victoire. On attend beaucoup de Broussiloff et du grand-duc Nicolas, et l'on songe à faire coïncider avec leur suprême effort une tentative des armées anglo-françaises qui pourrait être décisive.



Sur le front français, les grandes batailles d'Artois et de Champagne se sont éteintes pro-

gressivement. Les réactions de l'ennemi se sont soldées par des pertes considérables. Notre haut commandement a fait prendre à nos armées un dispositif d'attente. Il lui permet d'organiser le terrain pour le grand assaut qu'il médite et de reprendre l'instruction des troupes. Il s'agit d'assurer la cohésion d'unités éparses réunies en divisions nouvelles et de les initier aux tactiques les plus récentes.

Les premières lignes sont tenues par un minimum de combattants. Des corps de réserve sont constitués en prévision de l'attaque, et les régiments retirés du front sont envoyés dans des camps d'instruction.

Ces dispositions sont caractéristiques de la période dont nous nous occupons, bien plus que les coups de bouloir portés par les Allemands en Artois, en Champagne, et que les combats qui se livrent durant tout l'hiver autour de l'Hartmannswillerkopf.

Mais le fait saillant, et qui commande tous les autres, c'est l'effort accompli par les Gouvernements alliés pour réaliser la formule mise en avant par le premier ministre français : « L'unité d'action sur l'unité de front. »

Par décret en date du 2 décembre 1915, toutes les armées de la République sont placées sous la direction du général Joffre. Quelques

jours plus tard, une conférence s'ouvre au grand quartier, à Chantilly, sous la présidence de notre général en chef, qui s'efforce de faire accepter aux états-majors alliés un plan d'offensive générale comportant des actions simultanées et concordantes sur les fronts principaux de la guerre. C'est en vue de l'exécution des directives générales arrêtées dans ce premier conseil de guerre de l'Entente, que le général Joffre s'adjoit, en qualité de major-général des armées, Castelnau, le vainqueur du Grand Couronné de Nancy.

Vers la même époque, le commandement anglais change de main. Sir Douglas Haig remplace, sur le front, le maréchal French. L'accord entre les états-majors français et anglais est complet, et l'on sait par un rapport publié par le maréchal Haig lui-même, que les deux chefs ont, dès lors, arrêté de mettre en commun les moyens dont ils disposent, pour « exécuter conjointement une attaque décisive, à cheval sur la Somme », et que cette attaque aura lieu « vers le 1^{er} juillet ». C'est à cette date que l'armée russe sera parfaitement reconstituée et qu'elle pourra donner son plein effet.

Derrière ses troupes, l'Angleterre fait un immense et magnifique effort. Le Gouvernement

décide de porter les effectifs de 3 à 4 millions d'hommes. Une impulsion extraordinaire est donnée dans toute la Grande-Bretagne à la fabrication des engins de guerre. Plus d'un million d'ouvriers et plus de 250.000 femmes travaillent dans les usines contrôlées par le Gouvernement. La fabrication des mitrailleuses a quintuplé depuis le mois de juin. Aux derniers jours de la période que nous envisageons, l'Angleterre contrôlera 2.834 usines de guerre.

Ces chiffres ont leur éloquence. Ils démontrent que toute la Grande-Bretagne, comme toute la France, fait la guerre, et d'un même cœur, d'un même élan, avec une même volonté persévérante de vaincre. Le vote de la conscription obligatoire pour les célibataires de moins de quarante ans (acquis le 12 janvier) en est une autre preuve.

Si l'on veut bien considérer que dès le 1^{er} décembre le baron Sonnino a annoncé au Parlement que l'Italie a adhéré au pacte de Londres et qu'une activité encore inconnue soulève la Péninsule, il semble permis d'espérer, aux premiers jours de 1916, qu'une sorte de concert permanent des gouvernants, une solidarité effective des armées et des peuples alliés est en bonne voie de se réaliser. Nous y voyons

un gage de victoire, tant nous sommes persuadés que les Empires centraux tirent tous leurs avantages de l'unité de direction qui leur a permis de développer leur action prolongée contre la Russie et de réduire la Serbie.

I

LES VOSGES TRANSFIGURÉES

1^{er} Décembre 1915.

Pour rendre, à mon tour, témoignage à nos soldats, je viens d'aller, comme en pèlerinage, sur la crête des Vosges, d'où la vue embrasse de longs espaces pleins de brouillard et de silence, et dans les petites vallées alsaciennes reconquises par leur vaillance. Qui n'a pas, une fois dans sa vie, parcouru ces vieilles montagnes ? Les étapes sont classiques, de Gérardmer à la Schlucht, au lac Blanc par les Chaumes, aux Trois-Épis, à Sainte-Odile. Je les ai refaites en partie, et j'ai trouvé ces beaux sites transfigurés. C'est l'impression que l'on éprouve en voyant pour la première fois des camarades en uniforme ou des amies vêtues de la coiffe blanche de l'infirmière. Ces solitudes sont militarisées, leurs forêts ébranchées, leurs chaumes sillonnés de tranchées et de fil de fer. Des routes serpentent où la veille filaient de rares sentiers. Et des convois de toute nature continuellement les sillonnent :

automobiles, chariots, mulets, utilisant tous les couverts pour relier l'arrière à nos troupes combattantes.

Un des points d'où l'on peut le mieux saisir cet ensemble et comprendre l'organisation défensive des crêtes vosgiennes, c'est naturellement le Hohneck. De la Schlucht, jadis, après un repos au chalet Hartmann ou bien à l'Altenberg, nul touriste ne manquait d'aller y passer quelques instants de l'après-midi. Le chalet Hartmann et l'Altenberg gisent à demi effondrés. A la fin d'une courte journée d'hiver, nous nous sommes trouvés sur le vieux chaume dénudé et détrempe, au milieu des grands trous creusés par le marmitage.

Devant nous se développent une succession de montagnes, noires de sapins, dont les pentes glissent vers la plaine d'Alsace et le Rhin perdus dans le brouillard. Voilà toujours ces formes éternelles et sévères, et ce silence perpétuellement agité par le vent. Mais de quelles émotions s'est peuplé le désert ! Au milieu de ces nuées de novembre qui naviguent dans le ciel et au-dessous de nous, on éprouve le sentiment extraordinaire des grandes présences : la Douleur, l'Espérance, l'Esprit de sacrifice et la Mort agissent dans

ces espaces. L'homme pourtant y demeure invisible. Deux armées cheminent sous ces forêts et s'épient, mais à peine une détonation vient-elle par intervalle témoigner leur présence.

L'officier qui nous accompagne veut bien nous expliquer tout le panorama. Sommet par sommet, comme dans la scène des portraits d'*Hernani*, il nous raconte la tragédie des derniers mois, et nous énumère les lauriers sanglants plantés par nos troupes au milieu des rochers vosgiens. Voilà cinquante ans que je parcours ces montagnes, et je n'ai jamais su les nommer. Pourquoi les aurions-nous distinguées ? Nous ne pensions d'elles rien de plus que le chasseur endiablé de la légende où Victor Hugo s'est plu à les dénombrer pour rien, pour le plaisir de faire sonner des syllabes bizarres : « ... Le cavalier vit courir rapidement à sa gauche les montagnes des Basses-Vosges ; il reconnut successivement à la forme de leurs quatre sommets le Bande-la-Roche, le Champ-du-Feu, le Climont et l'Ungersberg. Un moment après, il était dans les Hautes-Vosges. En moins d'un quart d'heure, son cheval eut traversé le Giromagny, le Rotabac, le Sultz, le Barenkopf, le Gresson, le Bressoir, le Haut-de-Honce, le mont de

Lusse, la Tête-de-l'Ours, le grand Donon et le grand Ventron. Ces vastes cimes lui apparaissaient pêle-mêle dans les ténèbres, sans ordre et sans lien... »

Notre officier y met de l'ordre et un lien. Son récit de la chasse héroïque menée par nos chasseurs à travers ces montagnes nous montre l'enchaînement de toutes nos offensives, leur portée d'ensemble, la tâche accomplie, celle qui reste immédiatement à fournir. Des Vosges moyennes, nous dit-il, descendent vers l'Alsace deux vallées principales, deux routes : celle de la Weiss, au nord, et celle de la Fecht, au sud, qui franchissent la frontière au col du Bonhomme et à la Schlucht. L'une et l'autre mènent à Colmar ; mais, avant d'y atteindre, elles sont mises en communication par la route d'Orbey à Stosswihr et par la route des Trois-Épis, que domine, toutes deux, le Linge.

Voyez le Linge, c'est là-bas ce massif boisé qui barre l'horizon de sa haute muraille. C'est pour le posséder, et pour tenir ainsi sous notre commandement la région que nous avons livré tant de combats terribles.

La préparation en fut admirable. Nous avons pu pousser nos lignes jusque sur les contreforts, mais les communications avec

l'arrière étaient précaires. Les rares sentiers des Hautes-Chaumes ne pouvaient pas suffire aux concentrations et aux ravitaillements. Aucun village n'offrait de ressources de cantonnement. Il fallut installer des camps et des baraquements pour les hommes et les mulets, des dépôts de munitions et d'outillage, des relais d'ambulance, et en même temps construire sur douze à treize kilomètres une large route franchissant des sommets élevés, utilisant tous les couverts et prolongée par de larges boyaux défilés.

Aux approches du Linge, ces boyaux durent traverser une vallée dénudée et marécageuse où nos travaux s'effondraient continuellement. Nous y étions en outre exposés à des feux d'enfilade qui rendaient la circulation impossible de jour. Les bois épais qui couvrent les pentes du Linge empêchaient nos observateurs d'apprécier l'effet de destruction obtenu par nos bombardements préparatoires. Vers les sommets, ils apercevaient à travers les rares éclaircies un chaos de rochers, des éboulis de blocs. Sur une vaste étendue, entre le Schratzmännelle et le Barenkopf, le terrain était dénudé, et les Allemands avaient profité de tous les abris environnants, de tous les flanquements, pour

aménager cette clairière d'une telle manière qu'ils la proclamaient inabordable.

La première attaque eut lieu le 20 juillet. Le 22 août, nos chasseurs et l'infanterie qui les appuyait s'installèrent sur la position conquise. Après un mois de combats terribles, l'objectif visé était atteint. Nos chasseurs apercevaient maintenant toute proche la vallée de Munster, la plaine d'Alsace, Colmar. Et surtout nous avions imposé notre supériorité à l'adversaire. Nous avons brisé sept brigades allemandes sur les positions où elles s'étaient concentrées. L'ennemi se reconnaissait dominé.

Tout cela, je le dis moins bien que les documents officiels auxquels je m'assujettis et que je transcris par lambeaux. Il eût fallu que vous entendissiez notre guide et que vous subissiez ce que les lieux, la saison, l'heure du soir ajoutaient de puissance à son récit. Le 22 juillet, le jeu des relèves avait mis en tête de l'assaut les jeunes soldats de la classe 15 qui prenaient part pour la première fois à un véritable combat. Le général commandant l'attaque a dit qu'à voir la furie avec laquelle ils s'élançèrent sous le feu, il eut un frisson d'orgueil. D'un bond ils franchirent les tranchées ennemies, marchant littéralement, dit

un texte officiel, sur les Allemands qui les occupaient. Ils atteignirent les crêtes et, dans leur élan les dépassèrent au lieu de procéder méthodiquement à une mise hors d'état de nuire des défenseurs qu'elles abritaient encore. Cet excès de témérité ne laissa pas à d'autres vagues d'assaut le temps de rejoindre nos troupes d'attaque et de les appuyer...

Le 29 juillet, une de nos compagnies atteint le réseau de fil de fer. Elle s'y maintient sous un feu violent à quelques mètres de la tranchée allemande. Le capitaine fait passer à son camarade d'une unité voisine ce simple billet : « Suis sur les fils de fer ; suis blessé par une balle ; nous retranchons sur place. Les Boches ne nous délogeront pas. Vive la France ! » Et, en effet, c'est vainement que les Allemands les somment de se rendre. On les entend qui chantent la *Marseillaise* dans les faibles sillons qu'ils se sont creusés sous la mitraille.

De telles histoires, c'est par centaines qu'on les peut recueillir, et nulle mémoire ne saurait retenir les noms innombrables de leurs héros. C'est au Linge qu'est tombé le vaillant fils de notre ami Galli, en se portant au secours d'un camarade blessé. J'ai sur ma table le billet de mort de l'un d'eux, Pierre Logerot, aspirant aux chasseurs alpins, tombé dans les

Vosges, à l'âge de vingt et un ans. Voici les dernières notes de cet enfant, qui était en même temps un noble et charmant esprit que j'avais pu apprécier : « Je ne veux pas manquer, écrivait-il, au rendez-vous que la Mort m'a peut-être donné en Haute-Alsace. Si vraiment je la trouve, il n'y aura rien autre chose qu'une pauvre croix de plus au coin d'un champ d'Alsace. »

Ces croix de bois et les faits surhumains qu'elles commémorent rendent la montagne des Vosges méconnaissable. Tout restant le même, tout y est changé, transfiguré. Jusqu'alors nous jouissions de leur paisible majesté, sans y être distrait par aucun détail, ni arraché à l'impression d'ensemble. C'était chaque année, au moment des vacances, comme si nous venions nous reposer dans un rêve hors du temps. Elles nous délivraient de nos soucis et de nos pensées personnelles, et, à la manière d'une grande composition musicale, nous soustrayaient au monde des querelles et de l'égoïsme, pour nous introduire dans le règne de la Nature. Mais aujourd'hui, c'est dans un monde supérieur encore qu'elles nous élèvent. La mort vient d'y ranimer la vie. Ces montagnes, hier immobiles, insensibles, sont pleines d'âme. Derrière la nature visible, on

entend palpiter le monde héroïque : l'ivresse enthousiaste du dévouement, le mépris de la mort, l'invincible espérance.

Depuis ce Hohneck, battu de la pluie, tandis que le brouillard du soir achève de recouvrir les montagnes et que les dernières canonnades s'échangent entre les deux parties toujours invisibles sous les bois, une émotion solennelle flotte dans l'air. Chacun comprend que nous nous trouvons dans un temple immense où l'élite souffre pour la multitude et fait le sacrifice de sa vie. Ce massif funeste du Linge qui achève de disparaître dans le brouillard, c'est la pierre de l'autel, le calvaire.

•

II

LE CONSEIL DES QUATRE

A la recherche de l'unité d'action.

5 Décembre 1915.

Nous ne pouvons rien juger des décisions et des opérations militaires. Aurions-nous les données, la compétence nous manque. Mais s'il s'agit des méthodes générales de travail, le simple bon sens met tout esprit à même

d'approuver ou de blâmer. On approuvera universellement l'extension de pouvoirs accordée au général Joffre.

Il saute aux yeux que celui qui commande déjà les armées du Nord-Est doit avoir le commandement du tout, parce que les autres théâtres d'opération n'ont d'importance que par leur répercussion sur le Nord-Est. En un mot, la guerre en Orient est fonction de la guerre en France. C'est le même qui doit mesurer là-bas et ici les efforts et distribuer les hommes et les munitions pris sur le stock des ressources françaises.

Ce disant, nous sommes tangents à la grande question qui fut toujours difficile, depuis plus d'un siècle, en France et que malheureusement dans ces dernières années, nous nous sommes déclarés incapables de régler et même d'examiner. Quelle liberté laisser au commandant des armées ? Comment régler les rapports de la politique et de la stratégie, des gouvernants et du stratège ?

Depuis le début de la guerre, le sentiment national et le souci du Bien public ont présidé à la plus parfaite entente. Voici comment les pouvoirs se sont équilibrés. La décision générale appartient au gouvernement, c'est-à-dire, exactement, à un Conseil supérieur de

la Défense nationale qui comprend certains ministres et Joffre. Après quoi, il y a deux organes d'exécution : à l'intérieur, le ministre de la guerre ; aux armées, Joffre.

Vous voyez, le décret présidentiel ne fait guère que régulariser ce que la nécessité des choses avait institué. Mais que l'état de fait soit stabilisé, c'est bien. Ainsi est créée une condition utile pour un meilleur travail.

Maintenant, il faut que chaque pays ait son Joffre, et puis qu'un lien soit immédiatement établi entre ces quatre commandants en chef, anglais, russe, italien, français. Qu'au plus tôt ils se concertent en personne ou par de hauts délégués. Le général Jilinsky, ancien chef d'état-major de l'armée russe, est en France depuis quinze jours. Le général Porro, adjoint au général Cadorna, vient d'arriver dans les vingt-quatre heures. Voilà des *Missi dominici* tout portés. Quant à la liaison avec les Anglais, c'est fait. D'ailleurs, de l'une à l'autre armée, on peut s'appeler et se rejoindre en moins d'une journée.

Voilà ces hommes réunis. Des études préparatoires ont été faites par leurs états-majors. Ils s'exposent leurs thèses, discutent et décident. Chacun d'eux est le grand employeur des ressources de son pays. Le Conseil qu'ils

forment à eux quatre sera l'employeur des ressources totales de la Quadruple : ressources d'hommes et de choses. Les Alliés produisent tant ? Que l'on apporte le tout au tas, et que l'on fasse la répartition. Nous sommes une amitié mettant en commun ses ressources, au mieux d'opérations concertées, pour atteindre des buts définis.

Nous espérons bien que ce Conseil des stratèges présidera également à l'emploi des forces navales. Là aussi on demande unité de vues et coordination. Le programme vrai, c'est d'engrener étroitement toutes les forces de terre et de mer, anglaises, russes, italiennes, françaises, pour que la Quadruple soit comme une seule machine d'un rendement irrésistible.

Supposez que cette organisation ait existé quand la question d'intervenir dans les Balkans commença de se poser. Nos stratèges auraient examiné s'il était sage de créer un front en Serbie, d'y prendre l'offensive ou de se mettre dans une position d'attente ? Que faut-il de forces ? se seraient-ils demandés. Par qui seront-elles fournies ? L'affaire ainsi analysée, ainsi prévue, ainsi *pensée*, prenait une autre allure.

« Mais, dit un lecteur, cette supériorité restera toujours au grand état-major allemand,

ou mieux au Kaiser, qui ne délibère pas avec l'Autriche et la Turquie. Il ordonne... »

C'est un avantage qui, pour finir, pourra déchaîner d'effroyables rancunes... En tout cas, prenons les nobles nations qui composent la Quadruple-Entente avec leurs justes caractères de haute fierté. Nous ne pouvons pas penser, ni même désirer, qu'aucune d'elles abdique. On n'obtiendra ni de l'Angleterre, ni de la Russie, ni de l'Italie, ni de la France, qu'elles acceptent des ordres. On ne doit pas essayer d'aboutir au commandement d'un seul. La compétence se fera écouter. En toutes choses, n'aimons que le possible. Ce n'est pas la peine de se heurter à un mur.

Nous venons de franchir la première étape, hier, quand nous avons conquis l'unité de commandement chez nous. Maintenant, il est possible d'unifier notre action d'ensemble. Plutôt qu'une question de jours, c'est une question d'heures. La réforme se fait ou plutôt, déjà, je pressens qu'elle est faite. Aussi bien le temps presse. Ce Conseil n'aura pas à prendre de décision stratégique tous les jours, mais il y en a une que la circonstance exige. Quelle est la pensée commune des Alliés sur les interventions en Orient? Qui s'avance, qui se retire, qui demeure? Quelles ressources

chacun d'eux est-il prêt à mettre au tas pour réaliser la décision commune ?

Nous avons laissé échapper de bonnes occasions, nous avons couru des dangers et il faut bien admettre qu'une erreur, quand elle a commencé de déployer ses conséquences, est difficile à rattraper. Mais voici qu'enfin la Quadruple-Entente se crée un organe de clairvoyance et de prévoyance. C'est le moyen d'abréger une guerre où l'Allemagne ne peut pas vaincre, mais qu'elle prolonge par une gestion supérieure de ses ressources. Quand nous autres, les Alliés, nous employerons raisonnablement nos forces communes, dont le total, de l'aveu de tous, est supérieur au total des forces germano-turques, nous rompons enfin l'équilibre à notre avantage.

Un chef militaire unique dirige maintenant nos forces nationales ; dès demain, un Conseil des quatre coordonnera les forces de la Quadruple. Ce sont là des faits excellents. Mais pourquoi si tard ? En attendant que soient organisées nos merveilleuses ressources matérielles et morales, que d'efforts et de sacrifices auront été nécessaires pour suppléer à un système d'improvisation où les bavardages favorisent les illusions et pour donner la parole à ceux qui savent !

P.-S. — Les ligueurs voudront être nombreux aujourd'hui pour la cérémonie commémorative de la bataille de Champigny. Comme chaque année, la municipalité les invite à se joindre au cortège, qui partira à 1 h. 30 de la mairie pour le pèlerinage aux monuments.

III

POURQUOI NOUS NOUS BATTONS

La Ligue des Patriotes.

6 Décembre 1915.

Hier a eu lieu à Champigny la manifestation annuelle au monument des morts de 1871.

M. Albert Thomas, sous-secrétaire d'État, a pris la parole au nom du gouvernement.

M. Maurice Barrès, comme président de la Ligue des Patriotes, a prononcé le discours suivant :

Patriotes de tous les partis,

La France ne posera pas les armes avant que l'Alsace-Lorraine ne lui ait été restituée et que des garanties, prises contre l'Allemagne, par l'Europe, n'assurent la paix du monde.

Ligueurs, ce n'est pas là simplement le

programme de notre Ligue. Ce sont encore moins des vues personnelles. Au cours de cette guerre et dans un lieu si solennel, où nous écoutons à la fois les conseils de nos pères et les intérêts de nos fils, personne ne voudrait s'attacher à des opinions particulières. Réintégration de l'Alsace-Lorraine dans l'unité nationale, précautions de l'Europe contre l'Allemagne, voilà les conclusions nécessaires où se rejoignent, instruits par l'événement, ceux-là mêmes qui hier semblaient séparés par un fossé profond et se tenaient aux deux extrémités de la pensée française.

Comment se fit cet accord, comment des esprits si profondément divisés se sont rejoints, il est nécessaire que nous en prenions une idée nette. Notre union sacrée n'est pas une formule creuse ; elle contient des sentiments et des raisons que nous devons placer en pleine lumière, afin que chacun de nous sache bien « pourquoi nous nous battons », ce que nous voulons dire en répétant que nous irons « jusqu'au bout », et sur quelle expérience décisive, sortie des plus sanglantes erreurs, nous avons scellé la réconciliation nationale.

Patriotes de tous les partis, vous connaissez aussi bien que moi où en étaient nos sentiments et notre politique vis-à-vis de l'Al-

Allemagne, quand son agression nous a surpris. Nous avons subi en 1871 une violence sans précédent. L'histoire ne cite pas un pays arrivé comme le nôtre à la pleine conscience de son unité qui ait été amputé d'une manière aussi cruelle. Et pourtant nous n'avons pas fait la guerre de Revanche. La protestation même s'apaisait. Elle subsistait, ardente et douloureuse, dans notre Ligue, mais de plus en plus il y avait en France des hommes qui prêchaient que c'était sage et généreux de faire à la tranquillité de l'Europe le sacrifice de notre revendication.

Leur propagande arrivait au milieu d'un peuple qui depuis quarante ans attendait vainement la réparation du droit. Elle présentait quelque chose de neuf et de facile. Les pacifistes proposaient à la démocratie française de passer une sorte de contrat avec l'Allemagne, pour le bien de la civilisation. Un contrat d'équité, disaient-ils, où chacun donne et reçoit. La France abandonnait sa revendication ; elle laissait décidément les Alsaciens-Lorrains à l'Allemagne, avec l'espoir que celle-ci leur ferait une digne place, et, en échange de ce douloureux sacrifice, la paix du monde était assurée.

Cette conception, que tout notre instinct et

toute notre raison repoussaient, certains esprits, après quelques heures d'inquiétude, l'avaient adoptée de toute leur pensée et de tout leur cœur. Ils ne doutaient pas de travailler au bonheur de l'humanité. Ils croyaient créer une Europe nouvelle. Cela les enflammait au point qu'il n'hésitaient même pas à tuer l'Espérance, parce que selon eux elle retardait « ce qui doit naître ». Ils voulaient que le passé fût aboli dans les esprits, pour que le bel avenir n'y trouvât aucun obstacle. L'un d'eux, un jour, dans un village d'Alsace, causait du temps jadis, de l'époque française, avec un paysan. Celui-ci regrettait nos mœurs douces, nos petits soldats, la liberté française, et le pacifiste sans nul doute était touché de cette fidélité (car il n'y eût jamais un Français qui n'aimât l'Alsace, même parmi ceux qui renonçaient à la délivrer), mais il se raidissait pour pousser la pierre du tombeau sur cette âme qui ne voulait pas mourir. Et quand l'Alsacien conclut en disant : « Ça reviendra », le pacifiste, secouant la tête, lui dit pour dernier mot : « Non, ça ne reviendra pas ».

Pauvre petite scène, bien terrible, que l'on ne peut plus oublier.

Ce n'est pas à vous, Ligueurs et Ligueuses,

que je rappellerai avec quel génie d'énergie et de clairvoyance Déroulède se mettait en travers de cette propagande de l'oubli. Avec lui nous venions ici chaque année attester notre fidélité irréductible à l'Alsace-Lorraine et répéter qu'un pays qui consent à une seule diminution prépare son démembrement. Le gremlin qui vous a pris votre porte-monnaie et à qui vous accordez votre acquiescement vous somme sur l'heure de lui donner votre montre. Déroulède prêchait dans un langage enflammé l'honneur et le bon sens. Jusqu'à son dernier souffle, il fut le champion de la protestation et de la revendication. Vous l'avez vu sortir de son lit de mourant pour venir ici, une dernière fois, à la veille de sa mort, à la veille de la guerre, dénoncer le péril allemand et glorifier les vertus guerrières qui seules conservent aux peuples leur liberté.

Pour prémunir la France contre le danger du pacifisme, et lui dévoiler sous ces rêveries l'abîme, ce n'était pas assez d'un grand cœur éloquent. La France estimait Déroulède, elle lui donnait des applaudissements, de l'amitié, du respect. Parfois aussi elle l'exilait. C'est la destinée historique des prophètes qu'on les envoie volontiers parler dans le désert. Pour croire tout à fait son prophète, la

France attendait l'accomplissement de ses prophéties.

Les faits se sont déroulés, brutaux et formidables. L'évidence a éclaté. Pacifistes, qu'est-il advenu de ce contrat que vous croyiez avoir signé avec l'Allemagne? En échange du sacrifice que nous faisons de notre revendication, quelle tranquillité a trouvé le monde? L'Allemagne n'avait même pas accordé une respiration libre aux Alsaciens-Lorrains. Elle refusait de leur faire fût-ce le sort d'une Bavière ou d'un grand-duché de Bade. Elle s'y prépare, nous disait-on. Elle se préparait à nous sauter dessus. Tandis que les pacifistes nous invitaient à ne plus écouter nos vieilles traditions de gloire, à étouffer sur l'autel de la paix nos instincts d'honneur militaire, l'Allemagne, avec une furieuse ardeur, forgeait ses instruments de guerre; elle appliquait toutes les ressources de la science à mieux armer encore ses éternels instincts de proie. Nous voulions oublier 1870, elle travaillait à le recommencer. Nous déclarions renoncer à notre revanche; elle s'occupait à redoubler son invasion. Et se jetant sur la paisible Belgique, détruisant, massacrant, torturant, elle n'a manqué que d'une victoire l'anéantissement de Paris.

Voilà ce qu'ont vu les pacifistes. Mesurez leur effroyable désillusion ! Leur bonne volonté n'a servi de rien. Ils prétendaient clore l'ère des revendications ; l'Allemagne la rouvre. Ils le comprennent, ils le proclament. Ils auraient voulu qu'il n'y eût plus de question d'Alsace-Lorraine ; mais l'Allemagne elle-même remet toutes choses en discussion, et, en déchirant le traité de Francfort, rétablit l'Alsace-Lorraine comme avant 1870. L'expérience des pacifistes est faite. Les voici, à cette heure ardente, à dénoncer qu'avec cette Allemagne, qui ne se considère comme obligée par aucun pacte, il n'est pas d'autre alternative que de subir la supériorité de la force ou de l'imposer.

Leur voix rejoint la nôtre. Leurs déclarations désormais se confondent avec l'enseignement constant de notre Ligue. L'Allemagne entière, disent-ils, est une volonté de puissance organisée avec la dernière perfection d'outillage. Elle ne s'embarrasse d'aucune moralité ; il faut que tout lui cède. Bethmann-Holweg a défini la situation avec la plus cynique sincérité, quand il a dit que la France veut l'équilibre européen, et que l'équilibre européen est intolérable à l'Allemagne.

En un mot, l'Allemagne veut commander.

Eh bien ! contre cela, l'unanimité est faite en France : « Nous ne voulons pas obéir. »

Tous désormais nous nous plaçons dans le réel. Nulle confiance ne peut plus être accordée au peuple allemand. Il n'est pas capable de contrôler son gouvernement ; il ne sait même pas distinguer s'il fait une guerre offensive ou défensive. Nous sommes obligés de le traiter selon l'échelon social et politique auquel nous le voyons placé. Les peuples ont des droits différents selon qu'ils sont à un état de conscience plus ou moins avancé. L'Allemagne est de ces nations qui abusent des droits qu'on leur donne. La civilisation politique française dit que nous considérons les autres nations comme des égales, et que nous voulons entretenir avec elles des relations fraternelles. Cet état de droit avait été institué d'une manière toute particulière pour la Belgique. L'Europe lui garantissait sa liberté et sa sécurité. L'Allemagne avait signé au bas du contrat. Elle a déchiré sa signature. Nous ne pouvons pas admettre que la civilisation française soit en échec à ce point ; nous ne pouvons pas laisser la Belgique, demain, à la discrétion de la force allemande. Si traité et signature ne sont pas des garanties, il faut les renforcer. Contre ce peuple d'Allemagne,

si peu maître de son gouvernement et qui s'accommode si bien d'une politique immorale et féroce, les précautions sont permises et commandées.

Le fleuve a débordé. Les riverains prendront des mesures pour rétablir la digue. L'Europe exigera des garanties pour protéger la tranquillité du monde. Le but de cette guerre est de dissoudre la volonté de domination allemande dans une volonté infiniment plus large, dans la volonté européenne.

Tel est le point de vue européen auquel se sont ralliés tous les Français. Cette unanimité pour aller « jusqu'au bout », cette union sacrée sur le but de la guerre nous sont imposées par la situation des choses et par la nécessité des événements. A la lueur des éclairs, dans la tempête, chacun de nous a dû comprendre qu'une transaction ne pourrait être qu'une trêve. Il n'y a plus raisonnablement d'autre alternative que de subir la loi germanique ou d'imposer notre loi aux Allemands.

Pas de paix sans l'Alsace-Lorraine ; pas de paix sans des garanties qui, en recréant l'équilibre européen, mettront l'Allemagne dans l'impossibilité de renouveler son abominable agression. C'est la tâche que veulent accom-

plir nos soldats et parmi, eux, ces admirables territoriaux qui se battent pour que leurs enfants ne subissent pas les souffrances que cette guerre impose à leur vaillance inébranlable.

Acclamons, Patriotes, l'armée des combattants et cette armée de travailleurs qui, dans les arsenaux, les fournissent de munitions, sous la direction du membre du gouvernement, Albert Thomas, que, tous, nous sommes heureux de voir au milieu de nous. Vivent les soldats de Joffre, les soldats de la France et de la République.

IV

LA CRISE DU LIBÉRALISME EN TEMPS DE GUERRE

A la recherche de l'unité d'action.

8 Décembre 1915.

A Champigny, dimanche, dans tous les partis, on mesurait le service rendu par Déroulède et ses amis, qui ne manquèrent jamais d'accomplir les pèlerinages pour la patrie qu'ils avaient institués. Champigny, Buzenval, la statue de

Strasbourg? Il y eut des moments où la Ligue, entamée par les violences et les railleries, ne fut guère qu'un rideau, mais une élite demeurait qui jamais ne céda le terrain, et, grâce à elle, les hautes positions protestataires en face de l'Allemagne demeurèrent toujours occupées. C'est ainsi que dimanche, tout naturellement, sans à-coup, une tribune consacrée était prête pour le jeune chef socialiste qui venait, à l'heure du péril national, se placer au milieu des patriotes, pour la défense de la France et de la civilisation,

Ce fut entre Albert Thomas et la Ligue un accord parfait des sentiments, des pensées et des engagements. « Pas de paix, a dit le sous-secrétaire d'État, avant que notre Lorraine et notre Alsace ne soient rentrées définitivement dans l'unité française... » Quelle approbation décisive à la longue, inlassable, ardente vigilance du fondateur de la Ligue des patriotes ! Inutile d'insister ; les faits prononcent un éloge qui surpasse toutes les louanges.

Plus que personne, Déroulède a rencontré sur sa route les salisseurs, mais rien du dehors ne pouvait l'empêcher de remplir sa tâche, et quand il atteignit le terme de sa carrière, un regret universel s'éleva. Eh bien ! m'écrit un correspondant, il faut faire attention que les

éléments nobles du pays ne soient pas de nouveau méprisés et contenus par les éléments ignobles, et que la jouissance et la moquerie ne reprennent pas leurs droits sur le dévouement et l'enthousiasme. Au point de vue moral, ce serait la pire « usure ». Nous devons saisir chaque occasion de ranimer (comme Mithouard l'a bien fait dimanche, parlant au nom de la Ville de Paris) la grande figure de Déroulède. Nul ne songe à le recommencer ; ses titres et ses aptitudes composaient une force unique, et chaque plante humaine produit un fruit selon sa nature propre ; mais l'exemple d'une belle vie s'élève au-dessus de la forêt pour servir de repère à nos activités et pour stimuler nos âmes.

Déroulède ne se bornait pas à nous signaler le péril allemand. Il s'occupait avec acharnement à restaurer chez nous les principes d'autorité, sans lesquels la meilleure bonne volonté serait impuissante à organiser la victoire. Ce n'est pas tout que la patrie en danger possède d'immenses ressources ; il faut qu'un pouvoir exécutif vigoureux et compétent les emploie.

L'état de guerre, qui a modifié unanimement l'opinion que l'on avait sur le patriotisme de Déroulède, doit amener aussi à con-

sidérer dans un esprit tout nouveau ses idées sur le parlementarisme. Il ne s'agit pas de revenir sur des luttes éteintes, mais de prendre les choses au point où nous sommes, sans esprit de polémique, avec le seul souci du salut public. Il est malheureux que, dès le temps de paix, la prévoyance des hommes politiques n'ait pas institué une organisation des pouvoirs pour le temps de guerre, et que, conformément à tous les enseignements de l'histoire, l'exécutif n'ait pas été renforcé, en même temps que le législatif affaibli. Chacun voit bien qu'une telle modification serait nécessaire ; on peut même constater qu'en fait, tant bien que mal, ce transfert de pouvoir a été esquissé. Un pays s'adapte toujours quelque peu à une situation violente. Les républiques de 1792 et de 1870, aux prises avec l'invasion, ont organisé, l'une, un Comité de salut public de neuf membres agissants, et l'autre un triumvirat, Nous-mêmes, au centre de notre ministère un peu vaste, n'avons-nous pas un noyau, assez mal distinct, mais plus solide ? S'il s'agissait d'une petite guerre, sous l'influence des événements, nous nous ressaisirions par une suite d'expédients. En présence d'un problème aussi vaste et d'une guerre mondiale, l'adaptation est plus

lente, les fautes vont plus loin, et il faut bien savoir que le problème existe.

Oui, dans cette minute, pour tous les pays belligérants (et non pour la France seule), c'est un grand problème que des intérêts secondaires et par exemple de mesquines considérations de parti ne viennent pas gêner ce qui doit être notre seule pensée, notre seule volonté : mener la guerre à une fin heureuse. La victoire ne peut être obtenue qu'en plaçant des hommes compétents à la tête de l'entreprise et en les mettant à même de transformer leurs plans en actes sans perte de temps et sans crainte d'être gênés.

On le voit dès maintenant à Londres, à Rome, aussi bien que dans notre pays. Voulez-vous examiner ce que dit *Land and Water* ? « Quand nous sommes tentés, écrit la revue anglaise, de critiquer les gouvernements alliés (qui unissent mal leurs forces contre l'ennemi commun), nous devrions comprendre qu'avant d'harmoniser leurs efforts ils doivent d'abord considérer, chacun, son Parlement, ses intérêts de parti, tenir la juste balance entre son pouvoir civil et son pouvoir militaire. C'est une source de difficultés. Toutes les nations alliées sont représentées par des Parlements, dont les cabinets

respectifs attendent l'approbation, même pour la poursuite de la guerre. Beaucoup trouvent que c'est une précieuse sauvegarde. Mais cela peut devenir aussi une entrave au seul genre d'action qui peut réussir dans une lutte sans merci comme celle où nous sommes. En temps normal, la nation s'identifie avec sa représentation législative ; en temps de guerre, avec l'armée. »

Voici d'autre part quelques paroles du socialiste italien Ciccotti, dont l'intervention a heureusement tourné la séance de Montecitorio : « Je ne suis pas (davantage) un idôlâtre du système parlementaire, je ne suis pas à admettre que le Parlement soit un organe adapté pour remplir toutes les fonctions, ou un lieu où tout se puisse discuter mieux qu'ailleurs. Ce moment-ci n'est pas celui des apologies ou des condamnations, des huées ou des acclamations ; si la convocation nouvelle du Parlement peut et doit avoir une valeur politique, ce n'en peut être qu'une seule : celle d'une vigoureuse profession de foi, sans aucun égarement, ni aucune jactance, sans cet égarement, dis-je, qui abat l'esprit et énerve la force ; sans cette jactance qui mène nécessairement aux désillusions, pour avoir fait perdre le sens de la réalité. Aussi

ne s'agit-il point à présent de voter pour un ministère, mais pour une noble cause et pour un Pays ». (*Corrière* du 5 décembre.)

Voilà des points de vue italien, anglais. Voulez-vous que je les élargisse en donnant la parole, entre mille, à l'un de mes lecteurs ?

« Cette guerre, m'écrit-il, est plus qu'une lutte à mort entre deux groupements ethniques. C'est le combat entre deux conceptions opposées de l'existence sociale. Nous représentons un idéal de liberté politique et sociale. Nous le sentons clairement et les neutres le comprennent. Ce fait nous fournit dans le monde une position de supériorité que nous ne saurions perdre sans dommages.

» C'est un fait et nous devons l'accepter comme tel. Au reste, si divisés que nous soyons chez nous, nous nous entendons sur ce point, et nul de nous ne voudrait, ne pourrait s'accommoder de la civilisation ni de la société allemandes. Mais il se trouve que ce régime de liberté est une infériorité dans la guerre. Il se trouve que notre système politique parlementaire nous place, et l'Angleterre tout autant que nous, dans un état d'infériorité vis-à-vis de notre adversaire. Les derniers événements l'ont assez montré. Eh bien ! si nous acceptons que notre idéal et

l'ensemble de nos aspirations nous imposent des efforts plus grands, plus longuement poursuivis, il y a tout de même une limite. Nous sentons que l'on pourrait acquérir, sans renoncer à nos libertés essentielles, un peu de cette unité d'action qui fait la force de l'ennemi.

» Qu'il y ait discussion ? Soit. Qu'il y ait anarchie ? Non. Élargissons nos vues. Assez des rivalités de personnes ; assez de la tyrannie des mots. Il faut bâtir sur des faits. A cette heure, la fortune de la patrie est remise aux mains de l'armée. Celui qui ne trouve pas sa place fixe dans l'effort militaire a d'autres devoirs à accomplir. C'est action encore que la méditation silencieuse qui prépare l'effort du lendemain... »

J'ai donné tout le morceau. On voit bien où l'accord se fait entre ces trois pensées française, anglaise, italienne. Voilà des hommes qui veulent laisser de côté provisoirement leurs préférences personnelles pour accepter les conditions politiques les mieux aptes à préparer la victoire.

Il est certain qu'une idée s'élabore, une doctrine sur ce que doit être le gouvernement pendant la guerre. A la lumière de l'expérience, les plus entêtés de libéralisme

constatent la nécessité, au moins temporaire, de l'autorité, et le bien public justifie à leurs yeux ce qui pouvait, en temps de paix, répugner à leur humeur propre. La question est de savoir si cette aspiration générale sera entendue, si nous aurons en France et chez nos alliés le moteur, l'animateur qui procéderait enfin à la mobilisation des pays et non seulement des armées, et à la coordination des forces totales...

Voilà ce que je pensais, dimanche, en revenant de Champigny, où chacun des orateurs s'était placé d'instinct dans le fil de la pensée patriotique de Déroulède, et je me disais qu'après avoir constaté que la force des choses les amène à faire la guerre, des hommes politiques devraient également reconnaître que l'état de guerre et les nécessités de la patrie en danger les obligent à adopter une méthode de gouvernement plus apte à organiser et enflammer la nation.

V

LES ALSACIENS-LORRAINS
VIVAIENT EN CAPTIVITÉ
SANS CESSER D'ÊTRE FRANÇAIS

La rive gauche du Rhin.

9 Décembre 1915.

Le président Poincaré et le général Joffre, s'appuyant l'un l'autre, sont allés dire avec solennité aux Alsaciens-Lorrains délivrés par nos armes que la France respecterait leurs droits et leurs traditions, qu'ils conserveraient leurs libertés, leurs mœurs, leur langue. Quel est le vœu des Alsaciens-Lorrains auquel ces promesses répondent? Quelle forme devra prendre cette liberté que nous leur promettons?

Grandes questions que traite M. Paul-Albert Helmer dans ce livre *France-Alsace* (1 vol., Paris, Société générale d'éditions) auquel il me fait l'honneur de me demander une préface.

Helmer a qualité pour donner à l'opinion française cette série de consultations. C'est un

véritable Alsacien, lent, posé, sérieux et qui, probablement, quand il a commencé à vivre de notre vie française à Paris, s'est étonné de cette façon que nous avons parfois de traiter avec une apparente légèreté les plus graves intérêts. Avant la guerre, il fut là bas un patriote militant, un des meilleurs parmi cette élite qui ne cessa de maintenir, sous la botte prussienne, une pensée d'inaltérable fidélité à la France. Depuis la guerre, nous l'avons vu plaider la cause de ses compatriotes auprès des autorités administratives françaises. Le gouvernement l'a nommé vice-président de la commission interministérielle des Alsaciens-Lorrains. Fort de son expérience, autorisé par ses services d'hier, il prépare l'Alsace de demain.

Grand mérite qu'ont les Collin, les Wetterlé, les Blumenthal, les Laugel, les Helmer (je ne cite pas ceux qui servent dans nos armées), quand réfugiés en France ils s'appliquent à faire aimer et comprendre leurs deux petits pays d'Alsace et de Metz, et à réduire les malentendus. Leur effort principal, c'est, en deux lignes, pour faire reconnaître le droit des annexés à être traités comme des citoyens français.

Helmer, avocat au barreau de Colmar, dé-

fenseur de Hansi et de l'abbé Wetterlé, conseiller juridique du Souvenir alsacien-lorrain, mêlé à toutes les péripéties de la vie politique en Alsace-Lorraine dans ces dernières années, est l'auteur du fameux *Programme de l'Union nationale* adopté le 29 juin 1911 et qui débute par ces mots : « *Nous voulons comme condition essentielle du bien-être matériel et moral de notre peuple, une constitution garantissant à l'Alsace-Lorraine une autonomie complète dans l'empire d'Allemagne* ». Nul mieux que lui ne peut donc nous en dire l'esprit secret. Il a toute autorité pour jeter bas cette petite façade derrière laquelle ses amis et nous tous, nous avons mené la lutte. « Que signifiait en réalité, écrit-il, cette demande d'autonomie ? C'était la forme à laquelle avait dû se réduire notre opposition depuis qu'on avait rendu impossible la protestation ouverte. Mais si l'on nous avait accordé le régime le plus libre, nous aurions trouvé une autre question à soulever pour donner un objet à notre résistance. Toutes les personnes qui sont venues de bonne foi se renseigner auprès de nous sur le sens de nos réclamations et sur l'importance que nous attachions à notre demande d'autonomie, ont eu partout la même réponse de Metz à

Strasbourg et de Wissembourg à Mulhouse : Il n'y a qu'un remède à notre situation, disions-nous. et c'est la guerre qui l'apportera ».

Du fait de l'Allemagne, la guerre a éclaté. L'Allemagne a déchiré, elle-même, le traité de Francfort. Par là, les personnes qui habitaient l'Alsace-Lorraine en 1871 et à qui le traité de Francfort a ravi la nationalité française en leur imposant la nationalité allemande, se trouvent réintégrées, elles et leurs descendants, dans la plénitude de leurs droits de citoyens français. Écartons du pied l'odieuse bêtise d'un plébiscite. Nos armées procèdent à la libération d'un peuple. Après quarante-quatre années, les canonnades sur les Vosges répondent à l'appel des nobles et malheureux députés de l'Alsace et de la Lorraine quittant l'Assemblée de Bordeaux. Vous connaissez leur sublime protestation contre la violence qui leur était faite : « Nous déclarons nul et non avenu un pacte qui dispose de nous sans notre consentement. La revendication de nos droits reste à jamais ouverte à tous et à chacun dans la forme et la mesure que notre conscience nous dictera. » L'heure du destin a sonné. Les temps de la captivité s'achèvent. Si l'on procédait à un plébiscite, ce serait ad-

mettre que la France peut reconnaître aujourd'hui ce traité de Francfort, dont elle a poursuivi l'abrogation pendant quarante-quatre ans et que l'Allemagne elle-même, dans l'espoir d'obtenir un plus riche butin, vient de déchirer ! Cette supposition est absurde. En faveur des Alsaciens et des Lorrains indigènes ou issus d'indigènes, il y aura lieu d'utiliser une facilité que le droit public français donne à certaines personnes ayant perdu la nationalité française, ou bien à leurs descendants. Helmer pense aux arrière-petits-fils des protestants qui durent émigrer au dix-septième siècle. Ils peuvent réclamer leur réintégration. Un même traitement sera appliqué en bloc à tous les survivants ou descendants de la population que nous avons dû sacrifier et abandonner après notre défaite de 1870.

J'ai insisté sur cette conception de Helmer, parce que, étroitement d'accord avec ce savant patriote, nous y voyons la vérité évidente et le principe hors de toute discussion d'après lesquels, dès maintenant, doivent être réglées toutes les questions d'Alsace et de Lorraine. Il ne peut y avoir de doute que, même durant cette guerre et avant la réunion qu'amènera la victoire, les annexés doivent être considérés comme des Français. Je sais

que le sentiment public en France hésite momentanément à accepter ce point de vue dont la justesse pourtant est irréfutable. C'est que trop d'Allemands, devant des fonctionnaires mal préparés à faire les distinctions nécessaires, ont cherché à se faire passer pour des annexés. C'est ainsi qu'il s'est trouvé dans le bon troupeau des brebis galeuses. De même qu'il y eut des Français pour n'être pas bons Alsaciens-Lorrains, on rencontre des Alsaciens-Lorrains mauvais Français. Mais ces exceptions ne doivent pas troubler notre claire intelligence du problème.

Quand, au mois d'août 1914, l'armée du général Pau s'avança jusqu'aux portes de Colmar, Helmer était parmi ces Alsaciens qui eurent l'honneur de servir de trait d'union entre nos troupes et la population indigène. La perspective de l'Alsace française s'est ouverte devant lui mieux que devant aucun de nous. Deux mois plus tard, je suis allé là-bas ; j'ai décrit ici le bourgeois de Dannemarie sur son haut perron, mais déjà la réflexion, l'inquiétude, la connaissance des terribles représailles avaient mis des nuances et contraignaient la première spontanéité. Helmer a vu cette aube dans sa fraîcheur inoubliable d'août 1914 ; il a été le témoin des heures

premières qu'avaient appelées, durant un demi-siècle, avec une si intense religion, les meilleurs des Français.

— Eh bien ! lui demanda-t-on, qu'avez-vous vu, entendu, senti ?

— Ah ! répondit-il, n' imaginez pas des enthousiasmes furieux, des mouvements extérieurs, c'était mieux, plus profond, une chose intérieure, un contentement intime, un sentiment de famille.

Et, développant sa pensée, de sa voix lente et posée, il explique consciencieusement :

— Avant la guerre, quand les sociétés alsaciennes, harmonies, orphéons, sociétés sportives et autres, allaient excursionner le dimanche dans les vallées des Vosges, la population des villages accourait dans les rues des villages pour les voir défiler. Aux arrêts, on échangeait des propos familiers, on se serrait la main, on refaisait connaissance. N'était-on pas de la même famille ? C'est ainsi que nos campagnards ont fraternisé avec les soldats. Un revoir cordial et chaleureux après une absence qui avait duré quarante-quatre ans. Il n'y avait nulle ostentation, nul geste de commande. A Thann, à Guebwiller, à Rouffach, à Turckheim, ce fut partout la même spontanéité... »

Ainsi l'homme du peuple, en Alsace, n'eut aucun calcul de la prudence. N'écoutant que son cœur, il est allé droit à nos soldats qu'il reconnaissait comme ses frères. Le témoignage de M. Helmer est précis. J'ai tenu à le recueillir. Je puis le compléter avec une autre déposition, allemande celle-ci, et qui concerne la Lorraine.

Un publiciste de Munich, M. Julius Jurinek, a publié, dans le *Neues Wiener Journal* du 29 août 1915, le récit d'un voyage qu'il a fait en Lorraine annexée, sur le champ de bataille de Morhange. Ce Bava-rois a été vivement frappé par l'attitude pleine de tristesse et de dignité de cette population lorraine, qui, s'écartant depuis quarante-quatre ans de ses maîtres qui l'écœurent, s'obstine à vivre de souvenirs et d'espérance. « Ce qui frappe avant toute chose, écrit-il, c'est l'aspect morne et uniformément triste du pays et des habitants. Les villages sont vides et muets. Le travail même est silencieux. Les hommes manquent. Au printemps, les soldats sont venus travailler les champs ; ils sont venus assurer la moisson. Villageois et citadins ont dû s'accoutumer à loger des troupes à demeure. Les vieux paysans regardent avec des yeux étranges l'activité militaire dans la

commune et sur les routes. Ils ne disent rien. Les Lorrains sont lourds et fermés comme leur pays, qui est tout pour eux. A la pesante mélancolie du paysage, correspond l'entêtement de la population. On pense au mot du poète : « Ainsi, la vieille coutume s'est transmise inchangée de l'aïeul au petit-fils... »

On ne peut imaginer deux tableaux qui fassent un plus saisissant contraste, deux témoignages qui, en s'opposant, se confirment mieux. Telle est la joie devant les Français, tel est le deuil devant les soldats de l'Allemagne. La « vieille coutume » est bien restée dans les cœurs comme dans les mœurs. Puisqu'elle s'est « transmise inchangée de l'aïeul au petit-fils », elle sera respectée, ainsi que Poincaré et Joffre l'ont promis, et les patriotes comme Helmer et ses compagnons de lutte, après avoir guidé leur peuple dans les heures sombres, après avoir établi les principes qui doivent présider à la réunion, trouveront, demain, des chefs politiques et le trait d'union naturel entre France et Alsace.

VI

EN SORTANT DE LA SÉANCE

Le Parlement.

10 Décembre 1915

Cette interpellation, cette discussion entr'ouverte puis aussitôt heureusement fermée, sur les chefs de l'armée, confirme, illustre, à la manière d'une vignette dans un livre, ce que nous disions l'autre jour de l'infériorité où se mettrait un pays qui croirait pouvoir continuer pendant la guerre ses méthodes politiques d'avant-guerre.

Ce serait un malheur si la France, bien qu'engagée dans une lutte de vie et de mort, ne combattait pas pour la victoire pure et simple et prétendait compliquer les conditions de son effort en s'embarrassant avec les règles d'un certain jeu qu'elle joue en temps de paix et qu'elle ne veut pas interrompre.

Un écrivain anglais, le docteur Dillon, vient de publier des réflexions qui m'ont vivement frappé par leur justesse, il ne querelle personne; il constate chez tous les Alliés

des lenteurs fatales, des indécisions, des préoccupations qui ne sont pas stratégiques et qui nuisent à notre guerre.

Il eût été raisonnable de rompre tout respect fétichiste des habitudes de la paix, et de ne considérer que ce qui est immédiatement utile par rapport à la victoire. Au contraire, nous semblons penser qu'après la guerre tout doit aller comme auparavant et que durant la guerre toutes les trames doivent demeurer intactes. Nous avons deux Chambres à écouter, des intérêts de parti à suivre et puis la juste balance à tenir entre le pouvoir civil et le pouvoir militaire. Tandis que la guerre pose brutalement la question de forces et qu'il ne s'agit de rien autre que d'être les plus forts et les plus rapides, nous nous croyons obligés de forcer nos plans, notre préparation et chacune de nos décisions à demeurer en contact étroit, en accord avec les directives de la vie politique intérieure.

Il paraît qu'il y a encore dans l'imagination de certaines gens du cléricalisme, de l'anticléricalisme, du socialisme, et d'autres soucis querelleurs de cette importance. Le travail de coordonner tous ces intérêts internes doit forcément précéder celui d'organiser nos forces, de les coordonner avec les forces de nos Alliés

et de les lancer toutes contre l'ennemi commun. Briand en a dit quelque chose à la séance d'hier.

C'est une source de difficultés que nous devons avoir devant l'esprit quand nous sommes tentés de critiquer le gouvernement. En toutes choses, il attend l'approbation du Parlement. Beaucoup considèrent que c'est là une précieuse sauvegarde de la liberté civile. Croient-ils sérieusement que celle-ci court aucun risque? En tout cas, cet assujettissement de la conduite de la guerre à la politique des partis peut devenir une entrave au seul genre d'action qui réussira dans une lutte sans merci comme celle où nous sommes engagés. En temps normal, la nation s'identifie avec sa représentation législative; en temps de guerre, avec l'armée. Aujourd'hui, il n'y a, il ne devrait y avoir qu'une pensée, qu'une volonté : mener la guerre à une fin heureuse. Cela peut seulement être obtenu en plaçant des hommes compétents à la tête de l'entreprise et en les mettant à même de transformer leurs plans en actes sans perte de temps et sans crainte d'être gênés.

Rien ne doit être considéré à cette heure que du point de vue militaire. Que celui qui possède la compétence et qui assume la res-

ponsabilité ait sa liberté d'action. Si la personne d'un chef devait être discutée à la tribune, s'il est écarté par de mesquines intrigues de parti, avec quels sentiments devrions-nous considérer l'avenir? Et si de nouveau on se perd en longues consultations, en chaudes discussions, ne verrons-nous pas se renouveler sur d'autres terrains les retards solennels que nous sommes en train de payer aux Balkans?

De telles fantaisies ne troublent pas les perspectives militaires en Allemagne. Là, les maîtres de la guerre conçoivent de longs projets en sachant qu'ils seront libres de les développer dans tous leurs détails sans intervention du Parlement ou de personnalités parlementaires. Le secret de ce que l'Allemagne a pu avoir de succès est ouvert à toute l'humanité: c'est la subordination de chaque chose et de chacun aux nécessités de la guerre, le choix des chefs les plus compétents pour la conduire, enfin la suppression de toute gêne et de toute limitation à leur liberté d'action.

Depuis près d'un an et demi, nous avons vu et subi les résultats puissants obtenus par cette simple formule. On s'explique bien qu'elle répugne à certains esprits, et cette

répugnance, j'accepte que l'on dise qu'elle est à leur honneur. C'est se rétrécir durement que de réduire toutes ses sympathies, toutes ses traditions à des nécessités purement militaires. Mais ce sont des nécessités. Il s'agit de la vie de la France. Il s'agit de sauver ce génie même de liberté que l'on redoute de trop militariser.

Il devrait être maintenant évident que la tâche qui nous incombe réclame nos forces totales et le plein exercice de la faculté d'abnégation de chacun, lorsque l'intérêt commun le demande. Rien n'est compromis. Mais c'est le moment de jeter un regard utile sur nos méthodes, et, après avoir vu nos erreurs réparables, de ne pas nous engager, en pleine guerre, dans les exercices d'avant la guerre. A cet effet les réflexions anglaises, que je mets sous les yeux de mes lecteurs et que leur auteur applique à tous les pays de la Quadruple, peuvent nous fournir le thème d'un examen de conscience salutaire.

VII

UNE VISITE AU QUAI DE LA RAPÉE

Les invalides de la guerre.

12 Décembre 1915.

C'est une tâche aisée de s'adresser au public et de l'émouvoir en faveur des Mutilés. Tous les Français cherchent une occasion d'exprimer leur amitié reconnaissante à ceux qui ont fait le sacrifice de leur sang et d'une partie de leur être pour la patrie. Un million et demi et davantage, c'est le trésor qu'à cette heure l'*Écho de Paris* a pu mettre à la disposition de la *Fédération nationale des Mutilés*. Encore, pour apprécier exactement la générosité de nos lecteurs, faudrait-il tenir compte des sommes qui, sans s'inscrire dans nos colonnes, sont allées directement à nos comités affiliés de province, et même à des organisations similaires que notre propagande, en quelque sorte à notre insu, a la satisfaction de favoriser. Que nos lecteurs et amis, une fois de plus, soient loués et remerciés. Le mérite de tout ce qui fut créé leur revient. Ils le

partagent avec les remarquables organisateurs que, pour mon salut, il m'a été donné de trouver.

L'organisation, c'est la seconde étape d'une œuvre et c'est là que commence la difficulté. Trouver l'argent n'est qu'un petit problème auprès de cet autre qui se présente immédiatement : le bien employer.

Je vous ai mené un jour à travers les ateliers de notre *externat*, chez M. Kula, rue des Épinettes. Voulez-vous venir inspecter aujourd'hui notre *internat* du quai de la Rapée ?

Celui qui l'a conçu et tout d'abord dirigé, le général Vieillard, notre éminent vice-président, vient de mourir et demain lundi nous le conduirons à sa dernière demeure. Je ne puis mieux lui rendre mon hommage qu'en écrivant l'article qu'il m'avait demandé sur sa chère maison et sur les grands blessés qu'il appelait ses « enfants ».

Il y a quatre mois, au cours d'une séance du Comité de Paris que préside Louis Barthou, le général Vieillard, qui avait été chargé de diriger l'installation de la Rapée, nous rendait compte de ses premiers résultats et des principes qui l'avaient guidé. Nous fûmes tous frappés par la simple clarté de cet exposé où tout était pour la pratique et qui révélait un

homme méthodique n'ayant pas d'autre souci que de faire avec soin des choses utiles. Ce sens du positif, cette aptitude à l'action menue et continuelle, j'en ai constaté la vertu féconde en visitant la maison de la Rapée et en me rendant compte du bel ordre moral, de la paisible satisfaction qui y règnent.

Au terme de son rapport, dans ce style impersonnel qui est encore un renseignement sur l'abnégation, sur la modestie de ces hommes qui après avoir commandé au premier rang viennent servir obscurément les soldats, le général Vieillard écrivait : « Le vice-président du Comité est heureux de faire connaître que M. le général Goetschy, ancien inspecteur général des travaux du casernement, sans emploi comme lui à son grand regret, vient de lui offrir un concours que le Comité ne manquera pas d'apprécier. Votre vice-président a trouvé là une collaboration susceptible de l'aider et de le remplacer au besoin ».

Phrase admirable de fermeté simple chez un malade qui se savait atteint : vue trop exacte sur un avenir prochain. C'est avec M. le général Gœstchy que je viens de visiter la maison du quai de la Rapée.

Une grande maison fort étendue, bâtie de bric et de broc, en matériaux légers, toute

allongée en couloirs inextricables. « La première chose que j'ai faite pour m'y reconnaître, me dit le général Goetschy, en me montrant un dessin d'architecte fixé au mur de son modeste bureau, a été de me dresser pour moi-même un plan. » Ah ! ce n'est pas un palais, mais chaque blessé a sa petite chambre, chauffée par un radiateur, éclairée par l'électricité, une chambrette toute propre, de couleur bleue.

— Des nids de jeunes filles, mon général.

— Vous tombez juste, me répond-il. Ici, avant nous, c'était une pension pour des jeunes filles très modestes, qui, ayant à travailler dans Paris, voulaient le soir se grouper sous un toit familial. De là le caractère gentil et l'humble confort de ces installations.

— S'il avait fallu meubler toute la maison à neuf, me dit M^{me} Duhamel, nous aurions été entraînés loin.

Elle nous mène à la lingerie. Chemin faisant, laissez que je vous présente cette femme de cœur qui a bien voulu accepter la direction et la gestion de « l'hôtellerie », tandis que son mari se chargeait de la surveillance des ateliers et des cours. Je vous définirai M. et Mme Duhamel, et vous rendrai compte de

l'estime où chacun de nous les tient, quand je vous aurai dit qu'après que leur fils unique, il y a quelques mois, est tombé au champ d'honneur, ils ont quitté leur intérieur confortable pour venir vivre avec les invalides de la guerre, et leur assurer une atmosphère d'affection reconfortante. Ils ne veulent plus vivre que pour les compagnons d'armes de celui dont ils ont l'honneur de porter à jamais le deuil.

Un tel fait, mieux que trente-six adjectifs, donne le caractère de cette vraie maison de famille. Dans la lingerie, une dizaine de dames sont en train de reprendre et de ranger le linge des soldats. C'est le *Comité des Dames* organisé par M^{me} Edmond Archdeacon et dont M^{me} l'ambassadrice Geoffray a bien voulu accepter la présidence.

— Eh bien ! mesdames, vos pensionnaires ont-ils beaucoup de linge ?

— Oui, dit avec rapidité M^{me} Duhamel.

Mais elle a surpris des signes de dénégation que me font autour de leur table ces lingères de bonne volonté.

— Bah ! dit-elle, n'écoutez pas ces dames. Elles voudraient toujours voir toutes leurs armoires pleines. Le linge qu'ont sur eux nos soldats, celui qui va aller chez la blanchisseuse,

celui qu'elle va rapporter, les provisions que vous voyez là, ce n'est pas si mal. Pour aujourd'hui, c'est suffisant; le reste viendra à son heure et soyez sûr que nos enfants ne manqueront de rien.

Confiance et bonté, c'est parfait. Nous passons à la cuisine, au réfectoire, et naturellement, je m'informe du menu.

— Ma foi, me dit le général Goetschy, je suis venu quelquefois à l'improviste prendre mes repas avec nos blessés. C'est excellent. Je voudrais qu'on me donne toujours chez moi la cuisine que leur sert M^{me} Duhamel.

— Alors vous nous ruinez, madame Duhamel?

On me met sous les yeux le budget officiel. Pour chaque homme, la dépense quotidienne ressort à 4 fr. 75, qui se décomposent comme suit : 1 fr. 25 pour les frais de rééducation; 1 fr. pour le loyer et les frais généraux; 2 fr. 50 pour la subsistance de chaque mutilé.

— Deux francs cinquante, et la vie chère! Mais comment faites-vous, madame?

Alors, sans nous regarder, d'une voix un peu bourrue :

— Ne vous inquiétez pas de cela. On y arrivera toujours.

Je comprends bien à demi-mot. C'est une variante émouvante du petit poème de Déroutède où l'hôtesse répond au soldat qui a scrupule d'accepter :

J'ai mon gas soldat comme toi.

Il faudrait que je puisse vous rétablir dans toute son humble réalité, avec son accent vrai et ses menues préoccupations positives, tout le dialogue du général et de la bonne Hôtesse, de pièce en pièce, tandis que nous montons et descendons les étroits escaliers et les longs corridors tapissés des portraits de Joffre et de ses principaux lieutenants, — enseigne toute indiquée d'une telle maison. Cette organisation n'offre rien de poétique, ni de romanesque, mais celui qui d'abord la trouverait vulgaire, triste, subirait le charme tranquille de ce bel ordre créé à force de bonté. Il n'est nulle part plus sensible que dans les ateliers.

Au début, nous avons pensé que nos pensionnaires pourraient apprendre leurs nouveaux métiers dans des ateliers en ville. Mais tout de suite nous avons vu le risque de ces sorties quotidiennes d'autant que plusieurs d'entre eux ne sont pas encore en état d'être munis d'appareils. Un essai, où pourtant ils étaient accompagnés de M. Duhamel, a montré combien

le long trajet et le changement de métro, nécessaires pour aller jusqu'aux ateliers des Épi-nettes, était pénible et dangereux. Nous avons préféré installer à la Rapée des ateliers de tailleur, de cordonnier, de bourrelier et puis des classes d'écriture, d'orthographe, de calcul.

Beaucoup de ces vaillants jeunes gens ne se sentent pas de goût pour un métier manuel ; ils désirent de petits emplois dans les services publics ou bien dans les chemins de fer, les tramways, les compagnies du gaz. Mais il y a des examens à passer. C'est à ces épreuves que nous les préparons. M. Saillard, ancien chef de bureau au ministère de l'agriculture, s'est chargé de nous organiser toute une série de petits cours. Sous sa direction, des maîtres variés reprennent l'instruction générale de nos pensionnaires, leur donnent quelques connaissances administratives, leur enseignent la dactylographie, la sténographie, la comptabilité. L'autre jour, quatre de nos élèves ont été reçus au concours ouvert par l'administration des contributions indirectes. Toute la maison s'est réjouie, comme une famille.

Quand je suis entré dans la petite salle où se fait le cours de calcul, un amputé debout sur sa jambe articulée était au tableau noir et de son unique main traçait à la craie une di-

vision. C'est un spectacle émouvant de voir ces hommes, les soldats de Joffre, les vainqueurs de la Marne, de l'Yser, de l'Artois, de la Champagne ou des Vosges transformer leur énergie et avoir le courage d'être comme des enfants qui s'appliquent. Voilà des vaillants qui ne doutent pas de la vie. Ils recommencent une existence. Cela est noble et doit prouver à nos donateurs que leur œuvre est bonne.

Au terme de ma visite, tous les grands blessés se sont réunis dans la plus grande salle (celle où ils jouent, le soir, aux dominos avec M. et M^{me} Duhamel), et nous avons causé. Il m'ont dit une grande chose, c'est qu'après avoir travaillé pour le salut de la France, ils veulent maintenant travailler à son relèvement économique. C'est bien beau qu'ils aient cette idée dans la tête, qu'ils se comprennent comme utiles, toujours. C'est en effet de leur courage, un prolongement de cette vaillance qu'ils ont montrée sur le champ de bataille. Tous décorés de la Croix de Guerre ou de la Médaille militaire, ils savent qu'aux yeux de leurs compatriotes, désormais, ils sont l'élite française, et cette juste et paisible conviction les dédommage ou plus exactement leur est une ressource morale. Avez-vous remarqué le calme surprenant de visage et de mouve-

ment qui caractérise ceux qui ont passé plusieurs mois dans les tranchées ! Ils en reviennent plus graves, plus maîtres d'eux-mêmes, ennoblis. Cela me frappe au plus haut point chez ces hommes que la mort a frôlés et respectés en les marquant. Ce n'est pas résignation, mais plutôt, ce me semble, un surcroît de puissance intérieure qui se possède.

Quand nous avons créé cette maison de la Rapée, nous avons d'abord redouté de la remplir difficilement. Les invalides, me disais-je, répugneront à l'internat. Eh bien ! non, ceux qui n'ont pas de famille à Paris, et surtout les originaires des départements envahis, préfèrent cette vie en commun avec leurs camarades. Privés ou éloignés de leurs parents, ils sont heureux de trouver un foyer à côté d'ateliers-écoles. Aussi la maison est-elle déjà trop petite. Il faudrait pouvoir créer une autre installation plus large.

Le général Vieillard me disait : « Tâchez donc de faire accepter l'idée de bourse d'apprentissage. A la Rapée, un mutilé nous revient à seize cents francs par an. Avec une bourse annuelle, l'apprentissage étant de six mois en moyenne, nous referions une existence à deux vaillants soldats ».

Et puis, pourquoi ne trouverions-nous pas

un bienfaiteur qui mette à notre disposition une propriété aux environs de Paris ? Je fais un rêve, je vois une large habitation aux chambres nombreuses, de vastes communs que l'on puisse transformer en ateliers, un jardin étendu où quelques-uns de nos pensionnaires apprendraient le métier de jardinier...

VIII

OU EN SOMMES-NOUS ?

A la recherche de l'unité d'action.

13 Décembre 1915.

Les gouvernements alliés ont parlé. Nous restons à Salonique et nous ferons tout le possible pour y tenir.

Qu'est-ce que c'est, « tout le possible ? » Qu'est-ce que les Alliés veulent transporter de forces, et dans quel délai le peuvent-ils ? Je n'en sais rien et je ne sais pas davantage quel effet aura sur la Roumanie notre installation prolongée à Salonique, non plus que les sentiments avec lesquels la Grèce va assister à la bataille sur son territoire.

La Roumanie et la Grèce sont à la fenêtre.

Elles regardent l'événement se dérouler. Qu'en pensent-elles ? D'ici huit jours on le saura. Tout au moins pour la Grèce.

Maintenant, si l'on regarde l'échiquier dans son ensemble, la grande affaire, c'est que toutes choses traînent et que nous ayons le temps de mettre sur le pied de guerre les forces de la Quadruple. Dans cette saison, l'Allemagne ne pourra rien faire de décisif. Nous avons un délai suffisant pour nous ressaisir et organiser avec l'ensemble de nos ressources conjuguées un plan compréhensif d'attaque générale, je veux dire française, anglaise, italienne, russe, et sur les meilleurs points.

L'Allemagne comprend cette situation. Les succès qu'elle vient d'avoir la réjouissent et lui laissent des inquiétudes plus ou moins nettes. « Eh ! quoi, se disent confusément les masses populaires, eh ! quoi, toujours des illuminations, toujours des bulletins de victoire, et toujours des privations qui s'aggravent ! » Ses chefs craignent d'être submergés par leurs conquêtes mêmes.

L'Égypte, les Indes, le soulèvement de tout l'Islam, voilà leur plan. Mais ces entreprises ne vont-elles pas absorber vainement leurs hommes, leur matériel, leur argent ? Dans le

même moment où nous souffrons de constater chez nos dirigeants un peu de lenteur à concevoir le caractère mondial de cette guerre, les Allemands pressentent que tout de même la conquête du monde est impossible. Il faudrait qu'ils nous fissent peur, que l'un de nous au moins les priât d'arrêter la partie. Mais si nous continuons la lutte ? Si le grand sabre qu'ils font tournoyer ne nous intimide pas ? Si notre volonté n'a pas diminué ?

Le peuple allemand souffre. Ses journaux ont trouvé une expression pédante assez drôle pour définir la situation ; ils disent que l'Allemagne est *sous-alimentée*. Cela, d'ailleurs, ne peut avoir aucune influence immédiate sur la guerre. La partie souffrante de la population ne décide rien. Jamais les peuples n'ont si peu compté. Seuls comptent le grand état-major et les prophètes pangermanistes. Ils sentent avec angoisse la difficulté de prolonger, contre des attaques bien concertées, leur immense effort trop dispersé, mais ils ne veulent rien lâcher des territoires qu'ils ont saisis. Là-dessus le chancelier, au Reichstag, une fois de plus, vient d'être net. Son jeu est de faire croire au peuple allemand qu'en août 1914 le gouvernement impérial voulait la paix, et qu'il la veut encore, mais quelle

paix ? Il ne s'en cache pas : « La paix avec des garanties. » L'orateur qui lui a succédé a fait un pas de plus vers la clarté : « Les seules garanties sérieuses, a-t-il dit, ce sont les garanties territoriales. » On traduit mal quand on nous raconte que les Allemands demandent « une paix honorable ». Ils demandent « une paix pleine d'honneurs », féconde en bénéfiques. Ils demandent des honoraires pour leur peine. Exactement, ils sont prêts à causer de la paix, à condition qu'elle leur assure la suprématie dans le monde et notamment qu'elle leur laisse nos territoires qu'ils occupent et où se trouve le pain de notre industrie, quasi tout notre charbon.

Voilà le fait. Ils ne veulent traiter qu'en nous tenant sous leurs pieds. Veillons donc à organiser notre défense et à nous mettre en état de reprendre aux Allemands les conquêtes qu'ils ont faites. Pour l'instant, nul des pays de la Quadruple n'est exposé à une offensive victorieuse de l'Allemagne, et quant à ce qui concerne la libération des gages, la question se posera au printemps d'une nouvelle manière, si nous avons bien travaillé.

Le travail, cet hiver, sera d'organiser la levée en masse de la Quadruple. Les Allemands ont fini leur mobilisation ; ils ne

peuvent plus y adjoindre que leurs Turcs récents. Mais sur certains points nous l'avons à peine commencée. L'inventaire et la mise sur pied de guerre de nos forces totales, c'est la besogne pressante. Et nous sommes en état d'arrêter toute offensive décisive de l'Allemagne aussi longtemps que dureront ces opérations de renforcement.

La nouvelle distribution des pouvoirs militaires en France va nous aider à harmoniser les ressources et les intérêts de la coalition. Le général Joffre devient le stratège unique de la France. Il garde toujours le commandement des armées du Nord-Est, mais il y joint la direction supérieure de nos armées sur tous les fronts. Au-dessous de lui, le général de Castelnau, le sauveur de Nancy, s'occupe du tout avec lui, et devient son metteur en œuvre. Cette division du travail est l'effet d'une connaissance plus exacte du problème à régler. L'unification du commandement français va permettre de mieux accorder notre action avec toutes les actions de nos Alliés.

Voilà dix-sept mois que nous souffrons du manque de préparation. En août 1914, nous lui avons dû une invasion dont nous n'avons encore pu nous libérer, et, en janvier dernier,

je suppose que c'est toujours le manque de munitions qui nous a empêchés d'ouvrir dans les Balkans le troisième front qu'un de nos gouvernants avec clairvoyance réclamait. Nous avons maintenant quatre mois devant nous pour procéder, après que nous nous sommes, en France, assez bien organisés, à l'organisation de la Quadruple, je veux dire à la répartition des hommes et des choses et à leur coordination. Ici l'on a plus d'armes que d'hommes; ailleurs plus d'hommes que d'armes. Mais ce n'est pas tout de mettre en commun, de verser au tas les ressources matérielles. Il s'agit de perfectionner notre harmonie de pensées, de sentiments et de visées. Cet échange matériel et moral, cette étroite solidarité bien raisonnée, aboutiront à mettre en mouvement sur un plan commun, pour le printemps prochain, des armées formidables et tout un ensemble de ressources auxquelles ne pourra pas résister une Allemagne étendue d'Arras à Bagdad.

IX

L'ÉTAT DE GUERRE LENTE

15 Décembre 1915.

Nous avons échappé à l'encerclement. Cette avant-garde, hier exposée, se replie heureusement sur Salonique. C'est aujourd'hui ou demain que nous saurons si les Bulgares franchissent la frontière grecque. Nous allons recevoir le choc. Bien fol qui s'entêterait à rien espérer des Grecs. Ce serait vouloir se leurrer soi-même. Leur roi a fait ses conventions avec le Kaiser. « Après la guerre, lui a dit celui-ci, vous aurez ceci et cela ». Il y a des Allemands à Monastir pour marquer que ce n'est pas une prise bulgare. Quel morceau d'Albanie y joindra-t-on ? En échange de ces promesses, le roi Constantin a fait le jeu allemand tant qu'il a pu, comme il a pu. Il a mobilisé pour arrêter le mouvement vénizélien. Ses soldats ne pourront pas paraître aux élections, ni même s'enthousiasmer ; en outre, ils ont encombré les routes, les chemins de fer, entravé, le plus qu'ils ont pu, nos mouvements.

« Laissez-moi rire, m'écrit un correspondant, un ami dont la sagesse depuis le front ne se lasse pas d'enrichir ces articles, laissez-moi rire des rappels que nous faisons à la Grèce des services que nous lui avons jadis rendus. Avons-nous oublié : 1° que le présent seul compte pour les collectivités et que les corps, comme dit Vigny, n'ont pas d'honneur : 2° que les services rendus créent surtout la reconnaissance du bienfaiteur et guère celle de l'obligé. Labiche a déjà démontré cela dans le *Voyage de M. Perrichon*, et je m'excuse à peine de citer, d'une même plumée d'encre, deux auteurs aussi disparates, puisque l'un a bien vu la commune nature humaine et que l'autre s'est toujours tenu en liaison avec ce qu'il y avait de plus haut dans les facultés supérieures de l'esprit et du cœur. Pour des instables comme le sont les faibles, les momentanés, les bavards, le prestige de la force apparente est impérieux : montrons-nous forts et les satellites suivront. Seulement, pour cela, il faut avoir de la consistance et ne pas s'épuiser en apparences de nébuleuses : la gravitation n'opère qu'à ce titre... »

Foin des récriminations ! Nous allons recevoir le choc, et nous sommes en mesure. L'heure guerrière a sonné. Tout s'accomplit mainte-

nant. Il est trop tôt ou trop tard pour raisonner davantage sur les Balkans. Les faits ont la parole.

Cependant, appliquons-nous à discerner le caractère des événements; comprenons la logique des choses qui se déroulent, l'esprit, l'idée qu'elles renferment, et tâchons que notre intelligence ne soit pas seulement la faculté de critiquer les actions d'autrui, mais un organe d'action. Il faut de plus en plus se dire en haut lieu que les choses doivent être prévues pour la durée, durée de l'armée et durée du pays, au cours de longs épisodes.

Dès la fin de 1914, j'écrivais ici : « Le tout va durer longtemps, à moins d'événements imprévus. Nous habituerons-nous à admettre une longue période de guerre? Faudra-t-il en venir à une organisation différente de la France mobilisée, pour faire durer à la fois la résistance, ou l'offensive lente du front, et les services indispensables de l'intérieur? L'Empire romain derrière ses *castella* maintenait ses frontières et se trouvait dans l'état de guerre lente qui deviendra peut-être — qui sait? — le nôtre pour de longs mois. N'allons-nous pas être obligés d'accoutumer nos lecteurs à cette idée que, dans certaines conditions, l'état de guerre n'est pas moins normal que l'état de paix? »

Ce sont là de ces vues qu'un écrivain ouvre en passant et qui n'auraient toute leur valeur que si elles étaient traduites d'une manière pratique par les dirigeants, les chefs de la Défense nationale.

Les Boches font de cette guerre une lutte de rendement intensif. Notre propre façon de considérer l'art militaire nous prépare-t-elle à leur faire face avec toute la variété d'efforts qu'il faut ?

Ce qu'il faut, c'est la mobilisation entière du pays et non seulement de l'armée, c'est qu'une volonté supérieure, un animateur conçoive et désigne toutes les positions, tous les terrains, dans tous les ordres, qui doivent être occupés pour le bien de la Défense nationale. Un immense avantage dont nous disposons, c'est la liberté des mers. Encore faut-il l'utiliser. Notre commerce d'exportation est plus que médiocre. Nous pouvons en lire hier les résultats dans la statistique des douanes. Une nécessité urgente dans notre pays agricole et privé par l'occupation étrangère d'une si grande partie de ses ressources industrielles, c'est de laisser à nos champs et à nos industries des moyens de produire. Y songeons-nous efficacement ?

Le *Daily Mail* disait l'autre jour (je résume) :

« Trop de monde au front, trop de monde aux dépôts, trop de monde dans les bureaux. » C'est vrai surtout des Anglais ; il y a une supériorité numérique écrasante d'Anglais et de Belges, en face des tranchées allemandes ; mais c'est à méditer par nous tous.

Les commandants de région ont le droit d'appeler au fur et à mesure de leurs besoins les hommes des services auxiliaires jusqu'à la classe 1891 inclus. S'ils procédaient avec brutalité, s'ils allaient au bout de leur droit, nous arriverions à l'épuisement du pays. Il est bon que l'on se rende compte des nouvelles conditions de guerre où, peu à peu, nous sommes entrés, et que l'on sente que plutôt que d'appeler de nouveaux hommes à l'armée, il serait souhaitable de pouvoir relier davantage l'armée aux travaux de l'intérieur.

Les auxiliaires ne pourraient-ils pas être appelés, employés, dans les villes les plus proches de leurs résidences normales ? Un homme qui fournit dans les bureaux ce que l'État lui demande peut encore donner utilement un ordre, jeter un regard sur ses propres affaires. N'aurait-il que le dimanche pour conseiller sa femme, son remplaçant, voilà ses intérêts sauvegardés. Je connais tel commerçant de qui dépendent quarante employés ; il est absent,

ils ne valent plus rien ; s'il revient le dimanche, cela suffit, et voilà une force maintenue pour l'activité nationale.

Peut-on aller plus loin ? Les Allemands ont commencé, il y a longtemps, leur organisation des permissions, et certaines compagnies ont aisément 25 hommes absents à la fois pour 15 jours. Qui sait quelle modalité nous devrions nous ingénier à trouver si notre guerre tournait plus encore à la guerre de siège ? A l'abri des merveilleux sacrifices qu'il faut célébrer, derrière les holocaustes dont nous ne commémorerons jamais assez la grandeur, faudra-t-il inventer un régime de vie où ce pays, tout en continuant la lutte, ferait valoir ses ressources, quelque chose comme un roulement de certains hommes qui seraient par périodes des combattants, des agriculteurs, des industriels ? Être là au danger, à l'heure des collaborations décisives, ne devrait pas empêcher la meilleure utilisation des hommes, qui sont qualifiés pour créer par leur travail des ressources, alors qu'on peut les remplacer provisoirement là où ils sont.

Ce sont là des vues, rien de plus, que je sou mets aux spécialistes. Mais le moment n'est-il pas venu que les militaires et les administrateurs et les hommes politiques

s'élèvent, chacun, au-dessus de leur technicité spéciale et qu'ils arrivent à une conception d'ensemble, appropriée à cette guerre exceptionnelle, où le moyen d'assurer la victoire, c'est que la France paraisse à tous en situation de tenir indéfiniment.)

X

LES DEUX CAMPS

Propagande à l'étranger.

16 Décembre 1915.

Nous reprochons à nos dirigeants de n'avoir pas vu rapidement le caractère mondial de cette guerre, de s'être attardés à croire que ce qu'ils avaient connu recommençait et qu'il s'agissait d'une nouvelle guerre franco-allemande. Ils se font lentement à l'idée que nos 400 kilomètres de front français sont une aile et parfois un pivot, un barrage épisodique dans la lutte engagée. De notre point de vue français, certes, c'est bien là que se joue immédiatement notre vie ou notre mort. Mais du point de vue de l'ensemble, quel rang ne faut-il pas donner à des questions telles que

celles-ci : les Indes échapperont-elles à la domination anglaise? la colonisation des États-Unis du Centre par les Allemands sera-t-elle compromise? la Turquie d'Asie va-t-elle être soustraite aux entreprises allemandes?

C'est à juste titre que nous nous étonnons aujourd'hui de la difficulté qu'eurent les quatre gouvernements à prendre une intelligence complète du caractère universel de cette lutte. Mais nous-même, dans notre sphère modeste, avons-nous cherché suffisamment à élargir l'horizon de ces articles? Notre rôle d'écrivain, dans la mesure où nous sommes capable de le remplir, est de faire passer dans le plan de l'intelligence nos impressions et nos renseignements. Dans ces commentaires quotidiens, n'avons-nous pas, d'une manière un peu exclusive, des préoccupations locales? Sans doute, il nous a été donné de fournir des indications sur l'état d'esprit aux États-Unis, en Espagne. Mais il faudrait qu'une observation sûre nous permit de noter les analogies, de relier les cas particuliers à des faits généraux et de saisir l'intervention de causes remontant à un lointain passé. L'univers est mobilisé. Si mes lecteurs m'y encouragent, j'essayerai par intervalles d'étudier avec eux comment, chez les neutres même, sont en

lutte les idées qui s'incorporent dans la Quadruple-Entente et dans la Germanie.

Aujourd'hui j'ai sous les yeux des notes sur la guerre mondiale chez les peuples américains, dans la République Argentine, dans l'Uruguay, au Chili, au Pérou, notes appuyées sur une analyse méthodique de leurs journaux. Voulez-vous que nous prenions une idée de leurs tendances?

Dans l'ensemble, on a l'impression que ces journaux craignent de s'affirmer nettement, et qu'ils sont tenus en bride. Même les plus francophiles sont gênés dans l'expression de leurs sentiments et obligés de redouter les franches attitudes de combat. Bien souvent, c'est aux nouvelles allemandes qu'ils donnent le plus de relief et d'importance. Pourquoi? Parce que les informations de source allemande et autrichienne sont mises avec abondance à leur disposition, tandis que celles de la Quadruple leur arrivent assez chétivement. Et du côté des Alliés, Londres tient une bien plus large place que Paris. Cette insuffisance des informations de source française risque de diminuer aux yeux de l'étranger le rôle que nous jouons dans la guerre actuelle et de donner à notre pays une figure de second plan. A cette faute de notre organisation, il

faut joindre que dans ces divers pays la société allemande, dont la situation matérielle est très forte, pèse sur la presse d'un poids lourd. Il est de notoriété publique que la *Nacion*, le grand journal de Buenos-Ayres, a été menacée de se voir retirer la publicité des banques et du commerce allemands pour sa sympathie envers les Alliés. C'est à nous qu'il appartient, pour le succès de notre cause, de dégager de ces entraves la pensée sud-américaine.

Cette pensée, en effet, nous serait aisément toute favorable. Les Sud-Américains voient sous le commerce allemand la mainmise de la politique allemande. Le négociant de Brême est un soldat d'avant-garde. Ces peuples épris de liberté et dont l'amour-propre national frémit aisément, redoutent l'exploitation étrangère; ils prévoient, dans une victoire allemande, une menace pour leur indépendance : « Ceux qui connaissent l'Allemagne, écrit un journal de l'Uruguay, *El Dia* (24 octobre), savent qu'il y a en elle une bonne chose : l'organisation. Puisqu'elle est bonne, tous les pays doivent faire ce qu'ils peuvent pour se l'approprier. Mais ils savent aussi qu'il y a en Allemagne une mauvaise chose : le désir de se servir de l'excellence de cette organisation pour opprimer et exploiter les autres. »

Paroles à méditer. Ces peuples voient que, pour l'Allemagne, le commerce est une arme de domination. Pour échapper à ce danger d'enveloppement, ils se tourneront, si nous savons les y aider, vers la France, dont l'esprit les séduit et que recommande une tradition de libératrice.

Notre génie de liberté est plus goûté dans ces pays que l'absolutisme terroriste de l'Allemagne. Leur tempérament les porte vers la France, parfois avec une admirable ferveur. Ce n'est rien là de superficiel, mais une idée profonde, et qui prend de la force chez eux à mesure qu'ils voient s'ouvrir les perspectives de leur avenir : l'idée de l'unité de la race latine et de la supériorité de son génie. Les Sud-Américains croient qu'il existe dans le monde une société de nations unies par la même culture, dont la Grèce fut l'inspiratrice, et, supposant quelquefois que cette guerre pourrait épuiser en Europe les puissances latines, ils se demandent si la responsabilité de maintenir l'héritage sacré de la civilisation latine ne va pas leur incomber. Qu'ils pensent et parlent ainsi, c'est bien la preuve qu'ils se sentent appelés par un autre idéal que l'idéal de la culture allemande. Ils ont choisi d'eux-mêmes entre deux génies, entre une

organisation qui, par sa force même, devient fatalement oppressive, et un esprit de liberté, plus souple, qui sut autrefois ordonner le monde sans l'asservir. Ils se refusent à penser que la puissance vaut par elle-même, et ils sentent que l'Allemagne rêve d'organiser l'humanité nouvelle sur ce contre-sens. C'est par là que leur génie latin, habitué à voir dans le monde l'action des énergies spirituelles, tend à se dérober à la propagande allemande et à rallier le camp de la Quadruple, où nous combattons pour notre liberté et pour la liberté des civilisations.

En résumé, pour tout dire en deux lignes claires, dans ces pays sud-américains, la situation de la France est moralement forte, matériellement faible. La réciproque est vraie pour l'Allemagne.

Disons-le en passant, le temps n'est plus où la France pouvait se satisfaire à ce compte. Voici quelques lignes brillantes d'un journal du Pérou (*El Comercio*, du 17 octobre) qui définit, avec beaucoup de talent et d'amitié, le Français tel qu'il était peut-être, tel qu'il ne veut plus être au sortir des tranchées.

La puissance allemande est écrasante, mais l'âme française est déconcertante. Race latine qui transforme en matière et en force l'énergie spirituelle la plus sub-

tile, la plaisanterie et l'ironie pour l'opposer à la férule de l'Allemagne organisée. Soldat de France, soldat incompréhensible, soldat étrange, qui combat comme un lion, et sourit comme un sceptique, qui ne croit en rien et se sacrifie pour la patrie, qui, le rire aux lèvres, monte à l'assaut des tranchées, agonise avec la sérénité dans ses yeux, et meurt comme un martyr.

..... Ces soldats ironiques et libres, ces héros du courage souriant, opposent la force indomptable de leur esprit lumineux au pouvoir de fer des Allemands. Et depuis la Marne, les Allemands n'avancent pas en France.

Nous qui sommes latins, indisciplinés et sceptiques, recueillons l'enseignement moral de cette gnerre; les races sans organisation apparente et libres peuvent être grandes si elles transforment l'ironie en courage, la liberté en initiative, et le scepticisme en mépris de la mort.

Certes, l'écrivain qui parle ainsi montre toute une sympathie ardente à notre endroit; mais ce qu'il a connu et qu'il décrit d'une façon charmante, ce Français qui oppose « la force de son esprit au pouvoir de fer », ce n'est plus celui d'aujourd'hui ni de demain. Cette conception, c'est dans les tranchées qu'on en paye l'erreur. Nous n'avions ni obus, ni canons lourds, ni service d'aviation. Si nous avions été prêts, comme l'étaient les Allemands, la guerre aurait été finie en deux mois, et cinq cent mille Français seraient encore en vie. Cela, le soldat qui est dans les

tranchées s'en rend compte. Il sait par quels prodiges on parvient à parer aux difficultés, à créer des cadres, à augmenter le rendement des magasins administratifs d'habillement et de campement, et celui des usines de matériel de guerre. Il comprend que notre génie d'improvisation, grâce auquel nous sommes en train de nous débrouiller et d'obtenir tout de même la victoire, nous obligea à trop de sacrifices. Il est arrivé à chaque soldat et à chaque famille des choses qui les contraignent à réfléchir sur les organisations méthodiques, minutieuses et puissantes des Boches.

Ces réflexions, peu à peu, on les fera dans l'univers entier. Notre expérience profitera à l'Esprit humain qui, rejetant avec horreur la manière impitoyable de l'Allemagne et sa régression vers la bestialité, comprendra que pour défendre l'Esprit contre la Bête il faut toutes les ressources matérielles et le sens de l'entreprise.

On se prend quelquefois à se demander si nous n'assistons pas à une lutte extraordinaire, comme entre deux espèces animales, entre l'organisation germanique et l'improvisation celtique et slave, animée par bonheur de ferments capables, eux aussi, de produire

de l'organisation. Ah ! pour prendre le point de vue, le langage cher aux pays sud-américains, soyons Latins. Je veux dire : proposons-nous de restaurer parmi nous les disciplines latines.

Un des esprits les plus solides de l'Université, mon compatriote vosgien Fernand Baldensperger, professeur à la Sorbonne, éditeur et commentateur d'Alfred de Vigny, m'a raconté jadis une conversation qu'il venait d'avoir avec un savant russe, M. T..., dont il était le voisin dans un banquet solennel à Glasgow.

— Si l'Angleterre disparaissait, lui disait le Russe, ce serait, malgré tout, l'idée de liberté qu'elle aurait laissée au monde, ne croyez-vous pas ?

— Probablement, répondit Baldensperger, et c'est sans doute l'idée d'égalité que la France aurait surtout « lancée ». Mais la Russie, là-dedans ?

— Oh ! il n'est pas douteux que la fraternité, malgré les apparences, soit la notion profonde la plus analogue à l'âme russe...

— Et ainsi, continuait mon ami, il aurait fallu trois ensembles de civilisation pour concrétiser à fond les trois termes d'une formule que nous avons cru nôtre, à nous tout seuls.

— Oui, mais l'Allemagne, là-dedans : si elle disparaissait, qu'est-ce qui, issu d'elle, continuerait à vivre dans le monde des notions directrices?

Les deux professeurs convinrent assez vite que c'était assurément l'idée d'organisation qui sortirait coûte que coûte de la formidable Germanie, qu'ils connaissaient bien l'un et l'autre.

Reprenant plus récemment ces idées avec Baldensperger, il me citait la puissante parole d'Aristote : « Tout être vivant meurt par l'exagération du principe qui déterminait son existence. » Puisse le génie de l'organisation être, comme nous le pressentons, le Moloch dévorateur des foules germaniques ! Nous et nos alliés et nos plus lointains amis, tout notre camp, nous durerons dans le monde autant que nous aurons su passer de la douce liberté à la constriction nécessaire et vigoureusement nous discipliner.

XI

L'ALLEMAGNE EN ASIE

19 Décembre 1915.

Que trouvera l'Allemagne en Asie? A la veille même de la guerre, je suis allé, par terre, de Beyrouth à Constantinople, et j'ai circulé de-ci de-là jusqu'à l'Euphrate. Ne parlons pas des vastes espaces désertiques. A l'ordinaire, pour quelques petits maigres champs, je voyais de longues friches ou des pâturages à demi-incultes. Ceux qui connaissent le pays me disent qu'on n'y trouvera pas de céréales; il en fournit juste pour la consommation sur place. Mais un peu d'orge et de coton et puis des moutons. Moins cette année que les autres années, parce que le travail agricole n'a guère été fait. Les hommes manquaient, et surtout ce n'était pas la peine de produire pour que des pillards emportassent le tout sous prétexte de réquisition.

Sans doute diverses régions furent et seront d'une admirable fertilité, mais sur les rives

de l'Euphrate il faudrait rétablir les canaux d'irrigation, ailleurs il faudrait repeupler le pays, partout il faudrait du temps.

On parle de mines. Comment les exploiter ? Où trouver immédiatement de la main-d'œuvre utile ? L'Asie a-t-elle des hommes ?

A défaut de produits qui puissent la nourrir, l'Allemagne va-t-elle trouver des soldats, et cette retentissante conquête, qui ne pourra pas retarder sa disette économique, lui permettra-t-elle de réparer l'usure de ses effectifs ?

On peut évaluer à vingt millions la population de l'Empire ottoman. Là-dessus, il y a sept millions de nomades insaisissables, des tribus arabes dont on n'a jamais rien fait. Restent treize millions de gens qui donneraient, selon la proportion admise, treize cent mille soldats. Mais comment mobiliser des chrétiens avec des musulmans ! Si les Allemands exécutaient ce tour de force, réputé impossible, ils ne trouveraient dans ces chrétiens d'Orient que des soldats paniquards. Écartons-les. Nous arrivons au chiffre de neuf cent mille hommes, dont il faut défalquer tout ce qui a été tué, mis hors de combat par les guerres des Balkans de 1912 et 1913 et puis depuis un an, et nous arrivons ainsi à cinq ou sept cent mille hommes... Mais, per-

mettez ! Il faut d'abord les rassembler, les armer, les encadrer, et puis les transporter.

Il y a des personnes pour s'imaginer qu'elles verront venir des fez en Flandre, en Champagne ! Ces difficultés morales et matérielles quasi insurmontables empêchent d'amener sur notre front aucun de ces Asiatiques, qui sont loin d'être enchantés de l'effroyable aventure où ils se sont trouvés précipités par leur gouvernement. C'est après demain, dans la vallée du Tigre et sur le canal de Suez, et puis plus tard sur le Caucase, que l'Allemagne pourra employer ces malheureuses gens qui désirent et méritent un meilleur sort.

Ce coûteux effort sera-t-il rémunérateur pour l'Allemagne ? C'est une question. Voyons d'abord comment elle a conçu et dessiné sur le terrain même, en Asie, son ambition pan-germaniste dont ils sont devenus les forçats.

Par le Danube et la Bulgarie, le matériel de Krupp et le reste sont arrivés à Constantinople. En route pour Bagdad et Suez.

De Constantinople, par Konia, jusqu'à Bozanti au pied du Taurus, nulle difficulté. Ces mille kilomètres se parcourent aussi commodément que sur nos meilleures lignes. A Bozanti, le tunnel du Taurus n'étant pas terminé, il faut franchir le col à cheval ou en

voiture et gagner ainsi Tarse, patrie de saint Paul, célèbre encore par les amours d'Antoine et de Cléopâtre. J'ai fait le trajet en vingt-quatre heures, parce que rien ne me pressait et qu'il m'a plu de dormir par une belle nuit sur le bord de la route, mais je n'ai eu en réalité que dix heures et demie de voiture. La route, qui passe par les fameuses portes Ciliennes, si resserrées que l'on se figure qu'on pourrait les fermer en ouvrant les deux bras, est étroite, mais excellente, et je ne vois pas trop ce qui empêcherait d'y mettre un rail de fortune. Du pied de la montagne pour arriver à Tarse, il y avait en 1914 deux heures et demie de terrain plat, mais maintenant le chemin de fer doit exister. En tout cas, je l'ai employé de Tarse à Adana, puis à Alexandrette, en traversant le fameux champ de bataille d'Issus.

De ces commodités matérielles que j'indique, il est permis, je pense, de conclure qu'à Alexandrette tout doit avoir été apporté et mis en place de ce qui peut rendre difficile un débarquement des Alliés. Cette ville insupportable de moustiques et de fièvre est toute dominée, elle et ses marécages, par des hauteurs sous lesquelles nos soldats dépériraient. Mais ceci, je le dis en passant et

m'inclinant devant toute compétence. Je ne prétends apporter que des notions certaines sur la facilité du voyage tirées de mon expérience.

D'Alexandrette à Alep, j'ai fait le trajet en voiture, en franchissant les célèbres portes Syriennes par dessus l'Amanus. J'ai dû coucher en route ; les deux étapes étaient dures dans des pays empestés de paludisme ; on ne retrouvait le chemin de fer qu'à une heure d'Alep. Mais au cours de cette guerre, les Allemands ont terminé le tunnel de l'Amanus, et maintenant c'est sur la voie ferrée que leurs convois militaires gagnent Alep.

D'Alep, je suis allé par le train à Djarablis, sur l'Euphrate. On achevait de construire le pont, et pour remercier leurs ouvriers indigènes, les Allemands venaient d'en précipiter un certain nombre dans le fleuve jaunâtre et désolé. Sur l'autre rive, à cette heure, il y a une centaine de kilomètres en exploitation, et puis un trou de neuf cents kilomètres environ, après quoi on retrouve un rail de cent kilomètres qui conduit, si je ne me trompe, en gare de Bagdad. (Il y a au monde un individu qui est M. le chef de gare de Bagdad !)

Au résumé, de Constantinople on va tout droit par le train, à cent kilomètres au delà

de l'Euphrate, sans autre peine que de franchir le Taurus en voiture sur une bonne route.

C'est de l'Euphrate à Bagdad que l'armée de von der Goltz pacha trouvera, ce me semble, ses premières difficultés. Le voyageur « qui a des bagages » fait ordinairement le grand tour par le nord, par Diarbékir, d'où il peut descendre le Tigre par Mossoul jusqu'à Bagdad, encore que les rapides y soient dangereux. Mais pourquoi les Allemands ne recourraient-ils pas à la piste plus courte suivie par les caravanes. Elles mettent habituellement dix-huit jours à cheminer d'Alep à Bagdad. Pourquoi même ne se serviraient-ils pas de tracteurs mécaniques? Quand j'étais là-bas, on m'a offert de me mener à Bagdad en automobile. Un Beyrouthin avait réussi l'aventure. Sa voiture était éreintée, hors d'usage; il avait eu trente-six pannes et désastres, mais elle était arrivée, et, en défalquant les heures perdues en réparations, il avait mis tout juste huit jours. Si l'on avait pu m'assurer une voiture de secours, j'aurais considéré l'expédition comme raisonnable. Cela ouvre des vues sur la manière dont von der Goltz peut organiser son affaire.

Mais on n'a pas tout dit, en montrant qu'il peut établir des bases de ravitaillement à

Bagdad. De là il lui reste à agir. S'il se propose de mettre la main sur les immenses raffineries d'huile de pétrole de l'île d'Abadan, précieuses à la marine britannique, ou plus encore de ruiner le prestige de l'Angleterre devant les sables sacrés et les sanctuaires de Kerbela, où le clergé chiite observe la lutte, il lui faudra balayer sur une profondeur de six cent cinquante kilomètres, dans la Basse-Mésopotamie, des troupes que ravitaillent le golfe Persique et les grands fleuves. Arriver là-bas, c'est bien. Mais obtenir un résultat ?

Tout cela est monté de manière à frapper l'imagination. C'est du genre Zeppelin ; on n'en voit pas trop l'effet. L'effort est saisissant, colossal, si vous voulez, et puis après ? Ces immenses conduits donnent un débit fort mince. Retournons du côté de l'Égypte, nous verrons que là aussi les Allemands sont en mesure d'amener de Berlin un matériel, mais qu'il semble bien que ce soit des gouttes d'eau dans le désert.

Il faut que nous revenions à Alep. C'est d'Alep que se détache la série des utilisations et des raccords que l'on peut appeler le chemin d'invasion de l'Égypte.

D'Alep, le chemin de fer français bien connu mène, par Hama et Homs, après un

transbordement à Reyack, dans la divine Damas. Là commence la ligne sainte, la ligne des pèlerins de la Mecque, dite ligne du Hedjaz, qui va actuellement jusqu'à Médine. En cours de route, cette ligne, par leurs soins, vient d'être raccordée à Jérusalem. Jérusalem avait déjà son chemin de fer jusqu'à Jaffa, et de Jaffa une piste de caravane va, le long de la côte, par Gaza, au canal de Suez.

En outre, la ligne sainte de Médine mène à Maan, d'où une piste de caravane, passant par Akaba et le Sinäi, atteint Suez...

Tout ceci, c'est ce dont nous sommes sûrs. Mais c'est un minimum. Peut-être les Allemands sont-ils en train de prolonger ces voies ferrées vers l'ouest, soit de Jérusalem, soit de Maan. Là-dessus manquent les renseignements certains, et le plus récent article du *Berliner Tageblatt*, écrit par son correspondant de Turquie, publiait d'évidentes erreurs.

Comment les Allemands, durant la guerre, et alors qu'ils n'avaient pas leur libre parcours de Berlin à Constantinople, ont-ils pu exécuter ces travaux? Ils ont démonté cent kilomètres de voies que la Compagnie française de Beyrouth-Alep-Damas avait construits de Damas à Mzerib (et qu'ils ont trouvé fort agréable de détruire car elle concurrençait

leur ligne du Hedjaz), et puis ils avaient amassé des rails en vue de prolonger de Médine à La Mecque cette ligne du Hedjaz. Ah ! sur tous les points du globe, ces prévisions de l'Allemagne et la variété des prétextes qu'elle savait trouver à ses préparatifs de guerre !

Quant à les admirer, comme font les journaux allemands, d'avoir « construit à double voie les lignes de Syrie », leur mérite serait mince. Nos chemins de fer de Syrie, qu'ils nous ont volés, bien que n'ayant qu'une voie, sont calculés et préparés pour en recevoir deux. Les Allemands n'auraient eu qu'à poser les rails. Mais pourquoi ? Ils veulent vraiment trop nous faire croire que leur richesse en matériel doit écraser sous son poids les lignes de l'univers entier et qu'ils ont des millions d'hommes à envoyer dans tous les sens ! Il y a dans leur cas du charlatanisme.

Voilà donc les Allemands à même d'envoyer au seuil du désert de Suez, comme en Mésopotamie, quelques produits de Krupp. Mais le désert, entre la Palestine et l'Égypte, s'étend sur deux cent cinquante kilomètres. Comment le traverser ? A la rigueur, on pourrait y mettre un rail. Mais pour une locomotive il faut beaucoup d'eau. Leurs archéologues qui ne cessent de promener dans tous les sens, à

travers l'Asie, leurs curiosités variées (je vous parlerai un jour de ce que j'ai vu de la mission Oppenheim), ont-ils fait les sondages qui permettraient de creuser utilement des puits ? Les Pères qui ont l'habitude d'organiser les caravanes de la Terre Sainte au Sinaï et à l'Égypte disaient il y a un an, à celui qui les interrogeait, que la traversée du désert pour une armée était impossible. Le fait est, pourtant, que l'armée turque a passé. Mais était-ce une armée ? Des bandes trop faibles pour agir sur l'Égypte. L'armée de Djemal, dont Mackensen prend le commandement, pourra-t-elle surmonter, si elle est encombrée de l'attirail d'une guerre à l'allemande, ces deux cent cinquante kilomètres de sable qu'avaient péniblement franchis des bandes musulmanes à l'avance sacrifiées ? L'événement nous le dira. Tout présage qu'elle arriverait fatiguée, inquiète de ses derrières, et pour trouver, cette fois, des organisations défensives qui ne permettront plus de franchir le canal.

En réalité, toutes ces opérations allemandes sont remarquablement dessinées par des gens d'imagination qui savent tirer de leurs ressources tout ce qu'elles renferment et un peu plus encore. C'est superbe d'arriver de Berlin au Sinaï et à Kerbela pour exécuter des plans

allemands avec des moyens allemands, et l'on serait d'abord tenté d'accuser d'infériorité l'intelligence de la Quadruple. Mais s'il se trouvait qu'il y eût de la mégalomanie dans le cas allemand, l'apparente timidité des Alliés serait toute justifiée, et leur réserve deviendrait la saine raison.

Dès maintenant, il saute aux yeux qu'il y a une part considérable de charlatanisme dans ces préparatifs bruyants du Kaiser. Il dit qu'il veut en finir avec l'Angleterre, en se jetant à la fois sur Calais, sur Suez, sur les Indes. Je crois que plus immédiatement et plus simplement il va tenter de se jeter sur Salonique. En Asie, son plan est de faire illusion. Il veut à la fois tromper son peuple et l'Islam. Il cherche à se donner en Égypte et aux Indes un prestige supérieur à celui de l'Angleterre. Il espère intimider et éblouir plutôt qu'arriver à frapper. Son grand effort, c'est pour mettre en mouvement l'esprit religieux de l'Islam.

Mais de cela, nous parlerons demain, car je crains de m'être laissé entraîner par ces questions passionnantes d'Asie.

XII

LA GUERRE SAINTE DANS L'ISLAM

20 Décembre 1915.

Les Allemands sont contents de savoir que leur Kaiser prépare une armée d'Égypte et une armée des Indes et qu'il achète une grande quantité de chameaux. Cette satisfaction de son peuple, c'est un résultat immédiat, digne d'intérêt aux yeux de l'empereur : avec une application singulièrement révélatrice de ses inquiétudes, il se préoccupe sans cesse de fournir des aliments aux imaginations germaniques ; mais des espérances déçues se retournent contre le prometteur, et ce n'est pas tout d'annoncer la conquête de l'Égypte et des Indes ; il faut les conquérir.

Où le Kaiser, qui sait ce que lui préparent l'Angleterre, la Russie, la France et l'Italie, se voit-il les loisirs et les ressources pour faire l'Alexandre en Asie ? Nous ne cherchons pas à diminuer la valeur des moyens que son état-major a su constituer à Damas et sur le Tigre. Les opérations ont été préparées d'une manière ingénieuse et puissante. Il reste à opérer. De

grandes difficultés ont été vaincues. Mais l'Angleterre, pas. Et si disposé que l'on soit à admirer un rail qui court d'Arras à Jérusalem et à Djarablis, l'instrument semble frêle pour soulever l'Égypte et les Indes.

Aussi bien l'Allemagne ne se propose-t-elle pas de faire sauter d'une pesée, *manu militari*, ces portes d'or si lourdes et si lointaines. Elle a ses moyens magiques pour agir sur les esprits. Des peuples l'attendent, tout prêts à briser leurs fers et à surgir des cachots où de mauvais génies les retiennent. Elle va surgir, dans une attitude saisissante, au seuil des nations captives et opposer prestige à prestige. L'influence anglaise là-bas est l'effet de forces qui ne peuvent pas être pesées, qui n'ont qu'un être hypothétique, qui n'existent que sur les imaginations. Eh bien ! arriver par terre, de Berlin, n'est-ce pas déjà une nouveauté miraculeuse capable de faire tourner toutes les têtes de l'Orient et de les prédisposer à bien écouter le message de Guillaume, l'ami de l'Islam !

Cette longue voie ferrée, ce mince ruban, l'Allemagne pense s'en servir comme d'une mèche, pour porter l'étincelle à des foyers qu'elle veut croire tout prêts pour l'incendie. Dans ces pays d'Asie où règne la force bru-

tale, l'homme depuis des siècles se console en répétant que l'esprit est au-dessus de la matière la prédisposition religieuse y est grande ; l'Allemagne se flatte d'y pouvoir exploiter le fanatisme. Tout son plan est d'échauffer assez, par un appareil de force, ces millions d'hommes pour qu'ils proclament la guerre sainte contre l'Angleterre et que l'incendie gagne nos territoires d'Afrique.

Une pensée religieuse, fomentée pour la gloire de Mahomet entre l'empereur Guillaume et les Jeunes-Turcs, qui se piquent d'être libérés de toute croyance religieuse et qui ne croient même plus aux principes de la Révolution française, dont ils vivaient, a peu de chance d'être chargée d'une grande force mystique. Ces gens d'Orient sont fort intelligents. Ils connaissent les bêtises que le clan jeune-turc accumule pour le malheur de l'Islam et s'ils ne savent pas les empêcher ils ne tiennent pas à les aggraver. J'ai beaucoup causé, à la veille de la guerre, avec le chef des Derviches Tourneurs à Koniah. On sait le rang principal que ce personnage singulier occupe dans l'Empire ; on sait également le crédit populaire de ses humbles confrères. Cet homme charmant, de l'esprit le plus distingué, causeur érudit et danseur excellent, je n'ai pas besoin

de le dire, ne m'a rien exposé qui se rapporte directement à cette guerre que ni lui ni moi ne pouvions immédiatement prévoir à Koniah, au mois de juin 1914. Nous n'avons causé que de la philosophie des Soufys et de la littérature persane. Mais d'après ce que j'ai pu apprécier de son bon sens naturel et de sa prudence renseignée la corporation des Derviches Tourneurs, qu'il dirige et qui est bien l'une des plus propres à déchaîner les passions populaires, ne doit pas à cette heure prêcher avec ardeur la guerre sainte pour le compte des Allemands. Ce qui ne contient aucune parcelle de vérité ne tarde pas à pourrir. Il y a un point de départ absurde à vouloir que les bouliquiers et les paysans de Turquie confondent les intérêts du pangermanisme avec les intérêts de leur foi.

Je me rappelle avoir lu dans Gobineau le récit fort spirituel des efforts qu'il a vu faire au gouvernement de Téhéran pour déchaîner la guerre sainte contre l'Angleterre. Le peuple fut réuni dans la mosquée royale et un moullah fut la proclamation sacrée conjurant tous les musulmans de courir à la défense de la foi menacée par les infidèles. Mais à chaque instant une voix moqueuse interrompait le prédicateur et il lui était impossible de

mettre fin au tumulte, aux éclats de rire, aux interruptions grotesques qui allaient croissant. Des cris, des quolibets, des calembours, et en face de tout cela les efforts désespérés du moullah pour gagner son public, vous reconnaîtrez une de ces réunions qui chez nous annoncent à un candidat que son élection est ratée. En effet, personne ne s'engagea. A Chiraz seulement la populace s'émut un peu, mais ce n'était pas pour attaquer les Anglais, c'était pour les soutenir.

Je connais des régions de la Syrie où c'est bien ainsi que les choses pourraient tourner : en faveur des Anglais. J'ai rencontré (inutile de dire où) des groupes importants dévoués à l'Angleterre parce qu'ils pratiquent certains cultes curieux, dont le chef habite l'Inde, au milieu des Anglais qui le protègent et l'entourent des soins calculés.

Nul danger qu'un foyer de fanatisme s'allume contre la Quadruple dans l'Empire ottoman. On y déplore assez généralement cette guerre. Et les étincelles seront peu dangereuses, partant d'un milieu si froid. Ce n'est pas à dire qu'en dehors de l'Empire, des incendies ne puissent être allumés si quelque succès venait à favoriser l'Allemagne. Mais défendons-nous, grand Dieu ! Et en attaquant.

C'est nous, Français et Anglais, qui ferions peut-être le plus aisément la guerre religieuse au sultan et aux Germano-Turcs.

Les Turcs sont des conquérants qui ont saisi par la force le pouvoir religieux en même temps que les territoires. Le sultan de Constantinople ne descend pas du Prophète. Qu'il est peu de chose auprès des chérifs, dont la généalogie remonte à Mahomet, et quelle injure pour le grand chérif de la Mecque d'avoir à supporter l'autorité d'un indigne usurpateur ! Le sultan use de grands ménagements, et sous forme de présents paye au grand chérif certaines redevances. Mais les deux puissances restent opposées profondément. Dans l'état des choses, on peut croire que le grand chérif n'a pas trouvé qu'il y eût un suffisant motif pour prêcher la guerre sainte. Mais on doit obtenir mieux. Si des députations d'Algérie, de Tunisie, du Maroc et des nations de l'Inde qui relèvent de l'Islam orthodoxe venaient donner le khalifat au grand chérif de la Mecque, nous serions dans la vérité historique et nous ruinerions la valeur morale de l'Usurpateur de Constantinople, entouré de ces Jeunes-Turcs dont l'impiété révolte les fidèles des sanctuaires islamiques.

XIII

LE RETOUR DES MUTILÉS
DANS LEURS VILLAGES

Les invalides de la guerre.

22 Décembre 1915.

Il y a quelque mois, j'ai annoncé à nos généreux lecteurs que la *Fédération nationale d'assistance aux mutilés des armées de terre et de mer* ouvrait aux invalides de la guerre leur première école d'agriculture. J'étais plein de confiance, car M. de Fontgalland, l'éminent président de l'Union du Sud-Est des Syndicats agricoles, nous faisait profiter de son expérience. Il nous installait cette maison de rééducation, à sept kilomètres de Lyon, dans le beau domaine de l'École Sandar, au village de Limonest. Aujourd'hui nous avons des résultats dont je viens rendre compte aux grands blessés de la guerre, pour leur dire qu'un bon nombre d'eux peuvent hardiment se maintenir dans leurs professions agricoles.

Le plus simple et le plus utile, c'est d'abord que je mette ici la circulaire que la Fédéra-

tion leur adresse. Les mutilés et ceux qui les aiment y trouveront un ensemble de renseignements positifs que je suis prêt à compléter autant de fois que l'on voudra bien m'écrire.

Voici ce que nous désirons que l'on lise dans les hôpitaux et ambulances :

Le but essentiel de la Fédération est la rééducation des mutilés. Nous voulons leur apprendre un métier qu'ils puissent exercer malgré leur mutilation et qui leur permette de gagner leur vie. C'est ainsi que nous avons organisé divers ateliers de rééducation qui fonctionnent à Paris ; mais beaucoup de mutilés, cultivateurs avant la guerre, nous ont manifesté le désir de le redevenir. C'est pour eux que nous avons créé à Sandar-Limonest, près de Lyon (Rhône) un Institut agricole des Mutilés.

Tout y est calculé en vue d'adapter les mutilés de la guerre aux professions agricoles. Tous les soins tendent à obtenir qu'après un séjour dans le milieu sain et agréable de Sandar, ils sortent plus habiles, plus forts et mieux instruits, aptes à exercer sans déchéance et plus fructueusement leur belle et attachante profession.

Il résulte des expériences faites, qu'après le temps nécessaire à sa rééducation, un mutilé

de la jambe peut très bien soigner le bétail, donner à manger aux animaux, les panser, traire les vaches, faire la litière, même enlever le fumier de l'écurie ; qu'il peut arracher les pommes de terre, et les betteraves, les ramasser, conduire certains instruments comme le cultivateur Jean et autres, ayant un siège. Tous les travaux de jardinage sont également à sa portée, et même le bêchage lui est possible. La taille des arbres fruitiers, de la vigne lui est également chose aisée. Il y a aussi la floriculture, le soin d'une serre, le bouturage, le dépotage et le rempotage. Enfin, tous les travaux concernant la basse-cour, l'apiculture, ainsi que l'apiculture.

Pour les mutilés d'un bras, l'expérience nous a démontré qu'ils peuvent, malgré leur amputation, exécuter certains travaux de labour au brabant, et qu'ils arrivent même à tourner seuls le brabant. Ils se livrent aux travaux de culture à la main, avec pioche, bêche, triandine, râteau, fourche etc. : ils soignent le bétail : certains ont appris à harnacher les chevaux et à les atteler. Enfin, ils peuvent également se livrer aux travaux de jardinage : tailler, sarcler, brouetter.

C'est vous dire mes chers compatriotes, qu'il vous sera facile, en suivant les cours de l'école de Sandar, d'apprendre un métier qui sera

compatible avec votre cas et qui vous permettra de gagner votre vie en restant dans la culture.

Nous ne saurions trop vous recommander de vous rendre à l'Institut agricole, pour vous rendre compte par vous-même de l'intérêt que vous auriez à y rester. Vous n'avez qu'à prendre à Lyon, au Pont-Mouton, le tramway pour Limonest ; vous descendez au terminus, et là vous demandez l'École Sandar.

Il est bien entendu que vous devrez vous conformer aux règlements de l'établissement, c'est-à-dire promettre d'étudier sérieusement les procédés de réadaptation et de perfectionnement, et prendre part aux travaux agricoles suivant vos moyens.

Le logement et la nourriture vous seront assurés gratuitement.

Notre œuvre se chargera, en plus, de vous fournir gratuitement l'appareil perfectionné qui vous sera nécessaire pour exercer le métier que vous aurez appris à Sandar.

Voilà, dans son essentiel, la note rédigée par notre secrétaire général et que je prie nos amis de faire lire autour d'eux par les soldats mutilés. Elle nous donne mieux que des espérances, des résultats certains. Quand j'ai écrit mon premier article sur les *Mutilés aux*

Champs, j'avais confiance parce que M. de Fontgalland me disait de ne pas douter ; mais tout de même j'ai respiré plus à l'aise à mesure que nos premiers pensionnaires m'écrivaient avec allégresse qu'ils se sentaient en possession d'un vrai métier. Et puis dans le même temps je causais de-ci de-là. On n'entend jamais trop de cloches.

M. Paul Besnard me disait... Mais avant qu'il nous explique ce qu'il sait de l'emploi que l'on peut faire des mutilés dans l'agriculture, il faut que je vous le présente pour que vous jugiez de son autorité... M. Besnard est fils d'agriculteurs ; tous ses ancêtres du côté paternel comme du côté maternel ont toujours été dans la culture. Lui-même n'a pas d'autre vie. Après avoir passé son baccalauréat, il est entré à l'Institut agronomique et de là dans sa ferme de Guyancourt. « Cette ferme, me dit-il, je l'ai organisée et reconstruite en partie moi-même, faisant, avec l'aide de mon personnel, mes travaux de maçonnerie, de forge, de menuiserie, etc. Puis en Algérie j'ai créé depuis quinze ans un gros domaine presque exclusivement viticole, avec tous les derniers perfectionnements de la science... »

Vous voyez, il ne s'agit pas d'un théoricien,

mais d'un homme d'expérience qui raisonne sur des réalités, sur ses affaires de chaque jour. En outre, il n'a rien à voir avec l'école Sandar et les syndicats agricoles du Sud-Est. M. Besnard déploie son activité en Algérie et en Seine-et-Oise. Eh bien ! il affirme, lui aussi, que les mutilés peuvent parfaitement gagner leur vie dans les travaux agricoles.

« J'ai vu, me dit-il, un homme auquel il manquait l'avant-bras gauche faucher très bien. Il avait remplacé cet avant-bras par une sorte de moignon en bois, assez grossier, dans lequel un simple trou laissait passer la hampe de la faux et lui permettait de diriger l'outil. A ma ferme, je possède un homme à qui un accident de machine, voilà vingt ans, a coupé le bras droit, près de l'épaule. C'est aujourd'hui l'un de mes ouvriers les meilleurs et les plus adroits. Seul il garnit les bœufs, mène les chevaux, conduit les moissonneuses-lieuses, dont il manœuvre tous les leviers. Il surveille les appareils de triage des grains, qu'il arrive à ensacher lui-même et à peser. A la distillerie, il entretient le matériel, gratte et brosse les parties métalliques qu'il peint ensuite.

« D'ailleurs ce que cet homme a pu faire faire sera facilité maintenant par les construc-

teurs, dont la tâche sera de s'ingénier à construire des instruments en rapport avec les moyens d'action des mutilés. Il est évident, par exemple, qu'à l'heure actuelle, pour les gens qui n'ont plus qu'une jambe, on devra mettre des sièges sur les charrues, les rouleaux, etc. Il y en a, du reste, sur presque tous les outils venant d'Amérique. La herse sera suivie par une sorte de petite voiturette où l'homme remorqué par l'outil pourra surveiller son travail et conduire ses chevaux comme on conduit une voiture. L'absence d'une jambe ne l'empêchera pas de conduire une moissonneuse, une machine à faner, à arracher les pommes de terre ou les betteraves, à sulfater la vigne, car il sera assis. Et puis, s'il est besoin, on le doublera d'un enfant, à qui il servira, lui aussi, de moniteur, pour lui apprendre le maniement des outils.

» En Normandie, où mon père possédait une grande ferme, le mécanicien n'avait qu'une jambe. Simple ouvrier d'abord il s'était fait connaître peu à peu, et était arrivé à monter un atelier où il occupa dans la suite plusieurs ouvriers. Il avait toute la clientèle de la contrée pour les réparations mécaniques de batteuses, moissonneuses, machines à vapeur, etc. »

C'est avec un grand plaisir que je recopie ces témoignages et je crois que vous aussi vous êtes content de les lire, car ce sont autant de promesses de tranquillité pour nos amis les soldats blessés. On doit leur souhaiter qu'ils puissent retourner au village. Sur les quinze mille mutilés que l'on compte que la guerre a déjà fait, quinze cents sont des Parisiens ; les autres, pour la plupart, des ruraux. Hanotaux me dit qu'ils s'occupe de créer pour eux une école de bergers. Cela encore est très bien. Nous avons ouvert la bonne voie.

Au reste, il ne faut pas croire que nos ateliers parisiens du quai de la Rapée, ou de la rue des Épinettes préparent des déracinés. Nous y enseignons l'ajustage et la forge, la ferblanterie, la menuiserie, la cordonnerie, le métier de tailleur. Ce sont là des arts très précieux à la campagne. J'ai toujours dans l'esprit, comme idée directrice, ce que me disait un homme d'expérience se faisant l'interprète d'hommes de sa valeur : « Pour les invalides de la guerre, pas de métiers de femmes, pas de métiers qui ne puissent être exercés au village. » L'Action sociale de Seine-et-Oise a ouvert une enquête précieuse auprès des maires, des curés, des châtelains, des

fermiers et des syndicats agricoles, pour connaître d'eux, jusque dans les moindres hameaux, les petits métiers ruraux où les mutilés pourraient s'employer de manière à trouver une vie normale. Si nous voulons réfléchir un instant, nous nous mettrons d'accord, tous, pour reconnaître quels sont les besoins du village comme de toute la France ; on y manque de gens qui sachent un métier.

Des charrons, des forgerons, des mécaniciens, voilà ce que l'on réclame. Et qu'un homme sachant travailler le fer et le bois serait précieux dans nos fermes ! La lettre que voici d'un lieutenant d'artillerie établit d'une manière très saisissante cette incapacité technique de nos cultivateurs :

Ma batterie est composée presque exclusivement de cultivateurs des Deux-Sèvres, de l'Anjou, du Poitou. Ils ont tous la prétention de travailler dans un des pays les plus productifs de France ; je crois que c'est exact. Ils sont presque tous de familles de fermiers ou de petits propriétaires relativement aisés. Ils prétendent savoir mener les chevaux, les bœufs, la charrue et les machines agricoles. Leur ignorance dans le travail du fer et du bois est complète.

Il ne me reste plus guère d'ouvriers : ils sont tous partis dans les arsenaux. Il me reste tout juste un charron, un menuisier et un serrurier. Non seulement je suis obligé d'avoir recours à eux pour les travaux un peu délicats ; comme de refaire des rais pour une

roue, ou d'ajuster une ferrure : mais pour les moindres choses : réparer un timon cassé, ou un palonnier en bois, faire avec une feuille de zinc un simple cornet servant de porte-voix, faire avec quatre planches une caisse pour le transport des téléphones, faire une bobine en bois avec un axe en fer et une manivelle pour rouler le fil téléphonique, faire des garde-manger avec des planches et de la toile métallique, faire une simple table rectangulaire en bois blanc.

L'autre jour, j'avais à remettre en état, à la forge, une vingtaine de pioches dont la pointe et le tranchant étaient émoussés. L'ouvrier en fer, seul, a été jugé capable de le faire, avec les maréchaux.

Je n'en finirais plus si j'énumérais tous les petits travaux de rien du tout que j'ai chaque jour à faire faire et qu'aucun cultivateur de la batterie n'est capable de faire.

Ignorance complète de tout ajustage, même pour le bois. Tout ce qu'ils peuvent faire, c'est de scier des planches et de les clouer grossièrement, ou de faire des manches de pioches ou de pelles. Dès que c'est du métal, plus rien.

C'est indéniable, la France souffre d'une pénurie extraordinaire de la main-d'œuvre industrielle. Nos ateliers-écoles de rééducation marquent la voie du salut ; nous créons avec ces admirables hommes de vrais artisans. Peu d'entre eux avant la guerre savaient un travail, un art ; si nous leur donnons cette plus-value, nous compensons leur amoindrissement physique et enrichissons la patrie. J'ai été bien ému de ce que m'ont dit les

mutilés de la Rapée, il y a une quinzaine de jours : « Nous avons travaillé à la Revanche et maintenant nous préparons la revanche économique de la France... »

C'est cela même. J'ai la conviction que notre Œuvre des Mutilés est bonne et donnera de grands résultats. Évidemment à la Rapée, chez Kula, à l'Institut agricole de Sandar (Limonest), dans nos ateliers épars, nous ne pouvons entretenir à la fois que quelques centaines de mutilés ; mais ils se succèdent, et puis le type est créé, et je sens que nous avons secoué l'apathie générale. D'autres œuvres surgiront ; elles ont un modèle.

Déjà nos filiales de province ont commencé leur rendement. Je ne vais pas tarder à vous les faire connaître. C'est un aspect très important et plein d'avenir de la Fédération.

XIV

LE POILU TEL QU'IL PARLE

23 Décembre 1915.

Nous allons célébrer la Journée du Poilu. Voilà six mois qu'ici je la demandais. Ceccaldi et quelques parlementaires y pensaient de leur

côté, et se sont chargés de l'organiser entre eux. Ils veulent constituer un trésor, afin de donner aux soldats qui n'ont pas de famille ou dont la famille est malheureuse le moyen de profiter de leurs permissions. Idée juste et généreuse que le public accueille de tout son cœur.

Voilà de ce fait le mot « Poilu » installé sur tous nos murs en grands caractères, presque officiellement. J'ai dit, l'autre jour, que je trouvais quelque chose de déplaisant à cette consécration d'un mot qui ne me semble pas respecter assez ceux qu'il désigne. Poilu ! le vocable a quelque chose d'animal. C'est vrai que j'avais demandé : « A quand une Journée du Poilu ? » mais ce qu'un écrivain peut se permettre dans une conversation familière avec ses lecteurs n'est plus de même convenance si c'est le Parlement qui l'emploie. Pour une solennité, le mot manque de dignité ; il respire une jovialité qui est peu de saison et nous entraîne trop du côté de la farce... Le pittoresque est-il donc indispensable ? Pourquoi pas, tout simplement, la Journée du Combattant, ou, comme me disait Gyp, la Journée du Soldat ?

« Mais non, me dit un sage correspondant. je ne vous suis pas dans vos scrupules. Le

mot de poilu a rompu ses liens étymologiques autant que celui de soldat. Un poilu a sans doute du poil, autant que le soldat reçoit une solde, mais des harmoniques supplémentaires donnent la note fondamentale. Le « combattant » a, comme tous les mots qui gardent leur figure de participe présent, quelque chose de pas définitif : un mourant, un mendiant, un protestant... Poilu a je ne sais quoi d'hirsute, sans doute, mais aussi de solide et de fort. Je vous assure qu'en avril, au poste de commandement d'où nous observions le déclanchement des braves gens qui partaient à l'assaut, blocs de boue transformés soudain en guerriers, il n'y avait pas d'autre mot pour venir sur nos lèvres, au commandant R... et à moi : « Il faut une fête du Poilu, Barrès devrait s'y atteler. »

J'écoute, mais je ne me rends pas. Dans l'action même, *poilu* est admirable de spontanéité, de vérité farouche. Il est juste, hardi, fait image et l'on serait bien chétif de s'offusquer. Mais sur de grandes affiches officielles et froides, pour annoncer une fête nationale, pour grouper des jeunes filles qui quêteront le passant, ces deux syllabes nues ne sonnent pas à l'unisson avec nos pensées d'amitié et de respect...

Tout ceci d'ailleurs est d'importance secondaire et l'on m'excusera de céder aux manies d'un écrivain habitué par sa profession à peser, faire sonner et vérifier les mots, sur sa table de travail, un peu plus qu'il n'est raisonnable. L'essentiel est que Ceccaldi et ses amis remplissent la caisse de nos permissionnaires les moins favorisés. Et puis « *poilu* » ne peut plus ne pas être. Le mot est créé. Au début, plaisait-il tant que cela à l'armée? J'en doute. Mais c'est d'elle qu'il nous vient, et nous recueillons avec la plus amicale curiosité tout ce qui se forme spontanément dans son esprit, tout ce qui réfléchit sa misère et sa vaillance.

Un aimable correspondant m'envoie un petit essai plein d'esprit sur le langage que ses amis et lui parlent au fond des tranchées. C'est imagé, très riche en pseudonymes; cela rappelle par la couleur et la crudité le vieux français; c'est jailli de la source vive. Puisque la *Journée du Poilu* nous en donne l'occasion, et que M. Henry Solus (à l'armée, un caporal; dans le civil, un docteur en droit, lauréat de la Faculté) m'en prête la science, voulez-vous que je vous présente le poilu tel qu'il parle?

Le poilu est un homme. Mais vous l'entendez rarement parler de sa figure. Son visage,

le plus souvent recouvert de barbe (d'où son nom), prend une appellation animale peu honorable, qui est d'ailleurs commune à l'ensemble de la figure et à la bouche en particulier... Vous comprenez ! L'expression revient à tout propos et sonne rude et bien. On dit : *Prendre un obus sur le coin* (je me demande où il se trouve) *de la g...*, comme aussi : *en pleine poire, dans le portrait !* En tout ceci, c'est de la figure qu'il s'agit.

Vous savez que la tête ou *trognon* se coiffe d'un képi, dit *kébrock, pot de fleurs*.

Le buste du poilu, la partie de son corps qui contient l'estomac et les entrailles, qui est par conséquent le réceptacle de la nourriture, se nomme pour ce motif : *coffre, bide, buffet, lampe*. Rien ne fait plaisir comme de *s'en f...lanquer plein la lampe*.

Le poilu met ses jambes, *ses quilles, ses pattes, ses harpions, son compas*, dans un objet appelé par certains pantalon, mais par lui : *salzar, frandar, froc, fourreau, grim pant*. On voit le geste de l'homme qui s'habille...

A ses pieds, *pauards, ripatons*, il enfile des *godillots* ou, si vous préférez, des *godasses, des grôles, des croquenots, des ribbouis, des péniches* (le pied du soldat est généralement mignon), *des chaussettes à clous, des pompes*

(à l'usage de l'eau des tranchées probablement).

Tout le monde connaît *Azor*, le sac; *M^{lle} Lebel*, le fusil, et *Rosalie*, la baïonnette, trois fidèles amis du *troufion*.

Le temps où le poilu se couchait dans un lit, appelé *pajot* ou *plumard*, en raison sans doute de l'absence de plumes dans la literie, est maintenant passé. Il dort (quand il dort, et alors *il pionce, il roupille, il en écrase*) sur la terre, heureux d'avoir de temps en temps un peu de paille en guise de drap ou de *sac à viande*. Au repos, en arrière, il trouve quelquefois un lit : quelle joie, quelle *nouba*, quelle *foire* !

Mais la chose est rare depuis que le poilu habite la tranchée et *ses gourbis, ses cagnas, ses calebasses*.

Sa grande préoccupation est alors de *défendre sa peau*. Car il reçoit des visites peu agréables : *les gros noirs, les marmites, les wagons-lits, les trains de wagons-lit, s'il y en a plusieurs, le métro...* Que sais-je encore ? C'est alors que retentissent les : « Planquez-vous ! » Les poilus s'aplatissent sur le sol sans s'émouvoir : *faut pas s'en faire* ! A quoi bon avoir les *foies blancs, verts ou tricolores*, en d'autres termes, avoir peur ? On n'est pas une *bleusaille* !

Et quand résonne l'éclatement formidable du 105 ou du 210, le poilu apprécie d'un air amusé : « *C'est un pépère... un maous... un pépère-maous !* » De petits bourdonnements se font entendre : ce sont les éclats nommés *mouches à miel*, *abeilles* (ces qualificatifs étant d'ailleurs communs aux balles) qui, heurtant un obstacle, cessent brusquement leur ronronnement.

Aussi, on est brave ; *on en a dans le ventre* : on est blessé, *attigé*, *amoché* ; on meurt, cela s'appelle *être occis*, *clamecé*, *claboté*, *bousillé*, *zigouillé*. Il en tombe beaucoup, surtout à la charge à la baïonnette, quand *on va à la fourchette*.

Notez enfin un autre petit inconvénient de la vie des tranchées. Ces *cochons de Boches* ont amené avec eux, laissés en liberté, une multitude d'insectes parasites, parmi lesquels on doit signaler, en raison de leur nombre et de leur universelle renommée, les poux, *totos* ou *gos*, petites bêtes blanches aux pattes agiles, appelées aussi pour ce motif *mies de pain mécaniques*... Et je vous assure que pour s'en débarrasser, on a bien de la peine : *quel boulo !*

Ce sont là les ennuis d'un *métier* qui réserve, par contre, d'agréables moments.

La soupe, par exemple !... Il faut avoir vécu au front pour être capable de comprendre l'enthousiasme de l'accueil fait à l'homme sale et grasseyé que la guerre a révélé cuisinier : « Ah ! te v'là, *l'cuistol* ! Eh bien ! ça va à *la cuistance* ? Dis donc, *vieux*, qu'est-ce tu nous apportes à *becqueter* ? » Le cuisinier, louche en main, procède alors à la distribution. Chacun tend *sa galetouse*, lisez gamelle, et reçoit sa portion de *rata* : *bidoche* ou *barbaque* cuite avec *patates*, *fai-lots* ou riz. Avec cela un *quart de boule* (pain ou *bricheton*) et de temps en temps un morceau de *frometon* ou *fromgi* (fromage).

Seulement il arrive parfois que, pour divers motifs, la soupe ne vient pas : attaques, changements imprévus de secteur, culbute du cuisinier et de *sa becquetance* sous la rafale des obus. Philosophiquement, en s'accompagnant d'un geste des mains qui esquissent un nœud imaginaire sur le ventre, le poilu *se met la tringle* ou *la corde*, *serre un cran à la ceinture* ; ou, par antithèse, *il se bombe*. Et il le fait sans trop se plaindre — *rouspéter* ou *rouscailler* — se réservant d'ailleurs de *se tasser* une *boîte de singe*.

Mais quelle n'est pas sa joie lorsqu'il peut se rassasier à son aise, *se taper la tête* ou la

cloche, s'en mettre plein le col, plein le cornet !
 Le comble du bien-être est atteint quand paraît le vin, *le pinard* tant désiré. On ne l'a plus, comme autrefois, en litre, en *kil* ; on en touche — et encore !... — un quart. Sinon, au cas où le pinard *a fait le mur*, on se contente d'eau, dite *flotte* ou *lance*. Puis vient le traditionnel *jus*, dont on ne se passerait pas pour un empire. De temps en temps enfin, on distribue de l'eau-de-vie : *la goutte, la quiole, le criq, le j'te connais bien*. Mais, généralement, le poilu voit là un signe avant-coureur d'une attaque. Alors, malgré le plaisir de l'absorption, il trouve que «*ça la f...iche mal !*» Il eût préféré déguster en paix, que diable !

Ce plaisir de la soupe s'adresse à ce qu'Aristote appellerait l'âme inférieure. Il en est un autre d'une essence supérieure : celui de recevoir des lettres. *Les babillardes* sont toujours bien venues : celles des parents, *des vieux* ; des frères et sœurs, *frangins et frangines* ; des amis, des copains, *des connaissances* restées au pays ; des parrains et marraines de guerre. Souvent aussi on y trouve de quoi garnir son porte-monnaie. Les yeux du poilu, *ses mirettes*, s'illuminent lorsqu'il voit son *morling* se remplir de ronds, de balles, de tunes. Bien heureux ceux qui ont du pognon, du pèse !

La guerre a eu le magnifique résultat de créer entre les combattants, dans la tranchée, des liens d'amitié et de fraternité qui se traduisent de préférence par les qualificatifs : *mon vieux* (même s'il est de la classe 17), *mon pot'*. Le *poteau* est celui sur lequel on s'appuie, en qui on a pleine confiance. C'est le copain préféré, *le bon zig, le chic type*. On est heureux de le retrouver. Quant on le voit, *on lui saute su' l' paletot* (bien qu'il n'en porte plus depuis plus d'un an), *on lui bondit su' l' poil* (ce qui est plus conforme à la réalité), *on l'agraffe* (vous apercevez dans ce terme le mouvement des atomes crochus dont parlait Lucrèce). Depuis les secours sur le champ de bataille jusqu'aux menus services de tous les jours, le poteau est toujours prêt à obliger son copain. Il cherche, *en douce* : sans bruit, en secret, à lui éviter des histoires. Il l'empêchera de se *faire poisser, piper, gasser* par un chef, *d'avoir des embêtements, de tomber sur un os, sur un dur, sur un manche, sur un bec de gaz*. Il lui conseillera de ne point *faire le zouave ou le mariole*, ce qui signifie faire sottement le fanfaron.

Pour passer le temps et entre deux parties de cartes, les poilus causent avec plaisir de leurs prouesses. Avec force détails et déplace-

ments de képi sur la tête, ils racontent les aventures qui leur sont arrivées depuis le jour où ils ont quitté le dépôt — ce qui se dit : *En jouer un air, mettre les voiles, les bâtons, les bouts de bois* (simple façon de parler !) — jusque et y compris leur arrivée à *l'hosto* (l'hôpital). Que pas un ne s'avise alors d'exagérer, *de bourrer le crâne, d'en f...lanquer plein la vue aux autres, d'en faire un plat ou une tartine*. — « *Ça n'a rien à faire !* » lui répond-on. « *Tu vas un peu fort, tu charries, tu attiges !* » (car tout le monde se tutoie maintenant). Mais ce peut être de bonne foi que l'auteur du récit se trompe ; le copain rectifie alors : « *Non, vieux, tu le gourres !* »

N'allez pas croire surtout que les poilus sont toujours d'accord. Leurs discussions sent quelquefois violentes. Il leur sort de ce que vous appelez bouche des expressions qui brûleraient ce papier si je les y transcrivais... En voici une tout au moins convenable et curieuse : *volaille !* en accentuant sur les voyelles des deux premières syllabes, ce qui donne à l'épithète une expression de dégoût, de haine... Quant au mépris, rien ne l'exprime mieux que : *sale embusqué, genou creux !*

Sachez en outre que le poilu agacé et importuné vous envoie promener sans scrupules

en lançant la main droite par dessus l'épaule et en disant, après un petit sifflement : « *A la gare !* » traduisez : Laissez-moi la paix, c'est inutile d'insister, vous perdez votre temps. Et, d'autres fois, il vous déclarera sans sourciller : « *J'en ai marre* », j'en ai assez.

Apprenez enfin que Cambronne est très admiré et plagié dans certaine de ses expressions historiques. Son mot célèbre retentit à tout propos, dans les moments tragiques comme dans les circonstances les plus comiques. Selon l'intonation de la voix, il exprime la joie, la surprise, l'ennui, la tristesse, la colère. Il entre surtout dans la composition d'une locution célèbre, très goûtée du poilu, ayant un synonyme que je puis seul vous livrer : *débrouillard*.

... Voilà ce que me raconte le caporal Solus. Je le remercie, au nom de mes lecteurs, pour sa curieuse communication. C'est une feuille de l'herbier des tranchées qu'il nous envoie là. Il a cueilli sur tige des mots qu'on ne reverra plus aux printemps prochains, des mots nés d'un caprice, d'une misère, d'une minute de vaillante gaité, et qui passent de bouche en bouche sans jamais se fixer. Tout au plus si parfois une main engourdie les trace au charbon sur les planches pluvieuses d'un

baraquement provisoire. Le plus grand nombre s'évaporeront le jour où nos soldats reprendront leurs vêtements et leur langage civils, le jour où le jeune caporal Solus revêtira, au barreau de Paris, sa robe d'avocat stagiaire. Dans ce temps même, ils ne cessent pas de se transformer. Certains sombrent, d'autres émergent. Il s'agit pour eux de peindre une réalité si mouvante ! J'ai dans l'idée que le mot *poilu*, lui-même, est au bout de sa course. Il rendait admirablement les dehors du soldat des tranchées, mais celui-ci, vous savez comme il est à cette heure ? Le casque en tête, des lunettes d'automobiliste sur les yeux et trois tampons en bâillon sur la bouche, la musette remplie de grenades à main, quelques appareils respiratoires pendus à ses trousses, c'est une curiosité zoologique inouïe que le poilu du front, à la fin de 1915 ; c'est un nouveau-né dans cette vie d'héroïsme ; il va se rebaptiser.

XV

L'ENFANT ET LE VIEILLARD

In memoriam.

24 Décembre 1915.

Je ne regrette pas, enfant, que ta croyance
Ait rencontré chez moi le respect et l'accueil,
Puisque tu pus franchir le redoutable scuil
Avec cette sereine et haute confiance.

(Jean PSICHHARI à son fils.)

L'illustration publie le « *Voyage du Centurion* », l'œuvre posthume d'Ernest Psichari, qui est tombé au champ d'honneur, il y a quinze mois, en Belgique, lors de la retraite de Charleroi. Quelques pages puissantes de Paul Bourget précèdent et commentent ce grand livre sincère où l'on trouvera, étape par étape, au cours d'une expédition militaire en Mauritanie, le journal d'une conversion, l'autobiographie du jeune héros que nous aimions avec admiration.

« *L'Appel des Armes*, le premier roman de Psichari, nous avait dit la vocation militaire et dans quel moule psychologique prend son relief, si l'on peut s'exprimer ainsi, ce type

humain d'une frappe très spéciale qu'est le soldat. Le *Voyage du Centurion* nous dit l'éveil du croyant dans ce soldat et comment la religion de la consigne mène ce fervent de la discipline à toutes les disciplines... » Ainsi s'exprime Paul Bourget. Je vous renvoie à sa préface. Je suis incapable de vous parler de ce livre en critique, incapable d'analyser l'impression que j'en reçois. A cette heure, au milieu de ma tâche, comment pourrais-je en toute liberté d'esprit me livrer à aucun poème? C'est l'action qui absorbe nos pensées d'enthousiasme et de vénération. Un tel auteur dont l'âme aimait à construire et dont la mort va être indéfiniment agissante me distrait de son livre. Le *Centurion* n'est qu'une image imparfaite qu'il donne de lui et, si belle que son génie l'ait faite, nécessairement inférieure au modèle que le voici tragiquement devenu.

Aujourd'hui, veille de Noël, je reste en méditation devant le groupe de faits qui prolongent parmi nous l'activité du jeune héros, et, ce qui m'émeut, c'est qu'il soit le petit-fils d'Ernest Renan et qu'il ait éprouvé devant l'Église la même nostalgie qu'éprouvait son grand-père.

Renan aurait voulu rester quand même

dans l'Église. Il ne s'est jamais consolé d'être dehors. Comme il désirait que ce fût possible de rester catholique sans avoir la foi ! Rappelez-vous les pages ardentes, désordonnées de *Patricè*, qui furent, il y a peu, mises au jour. Toutes pleines du parfum des ruines romaines, elles montrent un philosophe de vingt-sept ans, jeune évadé de Saint-Sulpice, tout raidi, tout irrité et que fascine encore le sentiment catholique, le soir à la tombée du jour, quand les trois cents églises et les monastères de la Ville papale commencent à tinter les prières à la Vierge.

Ce besoin de l'infini, ce besoin de Dieu et de l'Église, l'enfant à son tour l'a connu ; mais il décida, contrairement à son grand-père, de vaincre et de soumettre son intelligence. Le trajet qu'avait fait l'aïeul, voici qu'à soixante-dix ans de distance le jeune héritier, en sens inverse, le refait. Il rejoint la vieille maison que son enfance avait ignorée. Il franchit le seuil sacré. « Que veux-tu ? » — « Je veux le baptême. » Mais voici que sous le porche où il reçoit l'instruction, le cathéchumène voit grimacer une figure. « Qui est celui-là ? » dit-il. — « Tu l'as reconnu. C'est Renan l'Apostat. Ton grand-père est un damné ».

Eh quoi ! faut-il encore croire cela ? Le vieillard qui était si bon pour moi, le père de ma mère serait un damné ?

L'Église éprouve à l'égard de Renan une nuance particulière d'horreur. Les prêtres sont plus indulgents pour Voltaire que pour l'auteur de la *Vie de Jésus*. Ils ne croient pas à la sincérité de sa pensée religieuse. Quand il s'approche, ils revoient le baiser de Judas. Arrière toi qui fus des nôtres et qui embrasse le Christ pour le trahir. Simple lecteur, j'ai bien souvent souffert de ce dur traitement infligé au vieux maître dont j'aime l'œuvre par longs fragments. Mais pour son petit-fils, à l'heure qu'il réclame de toute son âme le baptême, quelle amertume, quel conflit ! Écoutez de quelle manière sublime il le règle.

Dans la première année de sa vie chrétienne. Ernest Psichari résolut de faire une visite au séminaire d'Issy. Il retrouva le parc et la chapelle, tels que Renan les décrit dans ses *Souvenirs* : « Je vis avec une grande émotion, raconte-t-il, les endroits mêmes où mon malheureux grand-père avait prié. » Jamais, de toute sa vie, le jeune auteur n'aura rien écrit qui soit plus chargé de drame et de grandeur que cette simple phrase. L'enfant tragique s'est promené sous les froides char-

milles, et, sur le banc de pierre, il a vu le Fantôme que nous avons tous aimé; il a vu le jeune clerc assis à l'écart, un livre à la main, et reconnaissant celui dont il portait dans ses veines le sang et le génie, Psichari s'est approché :

— « Ne me tente pas, ô mon Aïeul; ne fais pas de reproche à mon cœur. La beauté de ton imagination, la supériorité de ton intelligence ne peuvent rien sur ma raison, que j'ai soumise avec ivresse à la discipline de mon directeur; mais je souffre si fort de penser que je puis peiner aucun des miens ! Pourtant le christianisme a triplé le respect et l'amour que j'ai pour vous tous; la vraie vie ne détruit rien que le mal; elle accroît les bons sentiments naturels, les développe, les enrichit. Si vous saviez combien le Christ que vous ne m'avez pas fait connaître a augmenté pour vous mon respect et mon amour ! »

C'est ainsi que Cymodocée, après sa conversion, supplie son père, le vieux prêtre des faux dieux.

Je ne me charge pas d'imaginer les sentiments que Renan aurait éprouvés devant cette âme sincère qui lui tenait de si près. Mais je sais qu'après cette visite Ernest Psichari souhaita de n'être qu'un simple curé de village,

comme pour mieux accomplir et plus filialement encore son devoir de réparation. Je suis prédestiné, pensa-t-il, pour expier ce qu'il y eut d'excessif dans l'orgueil intellectuel de mon grand-père. Il aurait dû être recteur d'un pauvre village en Bretagne ; je le serai à sa place... C'est un ordre de la Providence qui se réalise, et c'est, aux yeux de ce noble enfant, une preuve qu'il n'y a pas de colère invincible de Dieu sur son aïeul. Dans le plan divin, celui-ci n'a pas été anathématisé. Renan n'a pas été le Génie du Mal. Pour un Lucifer, il n'y a pas de rédemption possible.

Telles étaient les vues d'Ernest Psichari, dont je ne fus pas le confident, mais que nous attestent de nombreux témoins, Mgr Gibier, évêque de Versailles, le père Janvier et ces deux amis qui partageaient sa foi, Henri Massis et Jacques Maritain, avec qui il répétait le mot des psaumes : « *Nos scimus quoniam translati sumus de morte ad vitam.* » Ils attestent que la vie d'Ernest Psichari était devenue celle d'un saint, qu'il récitait chaque jour de longs offices et mêlait étroitement les devoirs d'un religieux à ses devoirs de jeune officier.

La guerre éclata au moment où le jeune lieutenant venait de décider qu'il irait à Rome

prendre ses grades de théologie. Elle l'empêcha de se faire ordonner pour la rédemption de son grand-père ; elle lui permit de se faire tuer pour la rédemption de la France. C'est toujours cette vue mystique de ne pas vivre pour soi, de ne pas attacher d'importance à son propre personnage. En quittant Cherbourg, il écrivit à l'abbé Bailleul : « Je vais à cette guerre comme à une croisade parce que je sens qu'il s'agit de défendre les deux grandes causes auxquelles j'ai voué ma vie. »

Et maintenant voici des textes certains que je désire mettre sous les yeux du public comme les titres de gloire d'Ernest Psichari. Ils parleront plus fort que ne ferait aucun commentaire.

Au jour de la mobilisation, en quittant sa garnison de Cherbourg avec son régiment, le 2^e d'artillerie coloniale, il dit à son ami, le chanoine Huynet : « *Au revoir*, là-haut ou à Cherbourg, mais sûrement après la victoire ». Peu après, le 22 août, à Rossignol, son régiment était détruit. Un rapport contient ces mots : « ... Je tenais à vous faire savoir la fin glorieuse du 2^e régiment de l'arme. Les hommes ont été d'une bravoure sans égale, pas un n'a bronché. Alors qu'ils étaient sûrs d'y passer tous, pas un n'a flanché. Ils

ont servi leurs pièces comme à la manœuvre. Combien y sont restés ? je ne saurais vous le dire. » Ernest Psichari était des morts. Un témoin, aujourd'hui prisonnier en Allemagne, écrit : « Le lieutenant Psichari est mort à mes côtés, ainsi que son capitaine. Nous avons passé un après-midi côte à côte. C'est lui qui commandait le tir de la pièce, où je me trouvais. Le soir à 5 heures, en voulant sauver sa pièce il a été fauché par les mitrailleuses. Nous en sommes sortis trois sur quatorze. »

Une autre personne écrit : « Vers 6 heures, j'aperçus le lieutenant Psichari, sous un arbre, près de ses pièces, soutenant le capitaine Cherrier, blessé. Il se dirigea avec lui vers l'ambulance et le laissa à la porte pour retourner à sa pièce. A ce moment, les Allemands arrivaient à trente mètres. Le feu cessait et le lieutenant était assez isolé. Je le vis regarder le demi-cercle que formaient les Allemands autour de lui, se pencher soit sur son canon, soit sur un blessé et tomber mortellement frappé. Il tomba sur le canon et glissa à terre. »

Enfin, le médecin militaire B..., qui se trouvait au moment suprême à quelques pas du jeune héros, écrit : « ...Mort le soir d'une

défaite, Ernest Psichari n'a pas une minute désespéré de la victoire finale, la seule qui compte. Je n'ai pu recueillir de ses propres lèvres l'aveu de cet espoir certain ; mais cette foi dans le succès final avec laquelle nous étions tous partis, je l'ai retrouvé le lendemain intacte, chez tous nos blessés, et certes, ce n'est pas Psichari, chez qui la confiance avait des assises beaucoup plus fermes que chez beaucoup d'autres, qui eût douté alors que personne ne doutait. Rien n'est donc venu assombrir sa fin de soldat. Ceux qui l'on vu plus tard ont été frappés du calme de ses traits ; autour de ses mains était enroulé un chapelet. »

Ernest Psichari avait accompli toute sa mission dans ce monde.

Un de ses jeunes amis, M. Maritain, m'a reproché d'avoir dit qu'il mourait ayant justifié son grand-père. Comment veut-on que je m'exprime ? Je ne fais pas de théologie ; je me place au point de vue d'un écrivain patriote. On a pu à diverses reprises suspecter la valeur éducative de l'œuvre immense et trop ondoyante de Renan. Comme elle est pleine de Germanie ! Comme elle manque de-ci de-là d'un violent parti-pris ! Ce n'est pas mon avis ; pourtant quelques-uns le jugeaient

ainsi ; mais l'enfant se dresse auprès des siens pour dire, tout sanglant : « Au jour terrible, j'ai été votre défense et votre justification, votre bouclier et votre couronne, »

XVI

L'AMENDE HONORABLE D'UN CATHOLIQUE ESPAGNOL A LA FRANCE

Propagande à l'étranger.

26 Décembre 1915.

Un grand nombre d'Espagnols tiennent en toute bonne foi le Kaiser pour le défenseur et le vengeur de la religion. « Et moi aussi, je l'ai cru ! » s'écrie don Francisco Martin Melgar, « mais je viens faire amende honorable (1) à la France catholique. »

Quel est cet honnête homme qui s'élève pour nous rendre justice du milieu de ce Carlisme espagnol, si violemment hostile à la cause des Alliés ?

Secrétaire pendant vingt ans du dernier

(1) Une traduction de ce petit livre espagnol, l'*Amende honorable*, va paraître chez Bloud, avec une préface de Morel-Fatio.

Don Carlos, puis conseiller intime et éducateur de son fils, Don Jaime, Francisco Melgar habite depuis longtemps Paris. C'est un vieillard de grande autorité auprès des catholiques espagnols les plus exaltés contre la France. « Oui, leur dit-il, j'ai crié comme vous haro sur la France impie. Au moment où éclata la catastrophe, ma première pensée fut qu'enfin cette nation sectaire et persécutrice allait recevoir le châtement qu'elle-même avait appelé sur sa tête et que la justice divine avait choisi comme instrument de punition un souverain chevaleresque et magnanime tel que le Kaiser. J'étais en Autriche, au château de Frohsdorf; brûlant d'avoir des nouvelles, je partis pour Vienne, et la première chose qui me tomba sous les yeux fut le document très réservé adressé par l'empereur d'Allemagne à celui d'Autriche, pour porter à sa connaissance l'ordre qu'il avait donné à son état-major de faire une guerre d'extermination. « Mon âme se déchire — disait le document — mais il faut absolument tout mener à sang et à feu, égorger hommes et femmes, enfants et vieillards, ne laisser debout ni un arbre, ni une maison. Avec ces procédés de terreur, les seuls capables de frapper un peuple aussi dégénéré que le peuple français, la guerre finira avant deux

mois, j'en ai la certitude, tandis que, si j'ai des égards humanitaires, elle pourrait se prolonger pendant des années. Malgré toute ma répugnance, j'ai donc dû choisir le premier de ces deux systèmes qui épargnera beaucoup de sang, bien que les apparences puissent faire croire le contraire. »

« La lecture de pareilles atrocités fut une première douche très glaciale sur mes sentiments germanophiles, et j'ai commencé à me demander si le pseudo-Constantin n'était pas autre chose qu'un monstre sanguinaire. J'étais plongé dans ces méditations quand j'entendis crier les journaux du soir. Je cours les acheter, et j'y trouve une allocution du Kaiser à ses soldats, disant : « Je viens d'apprendre que deux médecins militaires français sont parvenus à se glisser par surprise dans la place de Metz, et qu'ils ont empoisonné avec des microbes du choléra asiatique les puits où la garnison puise l'eau. Je vous dénonce ce crime épouvantable. A vous de réfléchir quels moyens vous devez employer pour venger vos camarades condamnés à un genre de mort tellement atroce. »

« Alors j'ai reçu plus qu'une simple douche, un déluge. Cet homme, me suis-je dit, est non seulement cruel, mais calomniateur. Sû-

rement, il n'est pas un idiot ; il faudrait l'être pour s'imaginer que les Français, dont le premier objectif était Metz, allaient introduire de gaieté de cœur dans cette région une épidémie aussi mortelle pour eux que pour les autres, attendu que les microbes ne distinguent pas les uniformes ni les nationalités. Donc, le but de cette allocution ne peut être que de suggérer aux soldats l'idée de ne pas accorder de quartier. »

Un mois après, M. Melgar se trouvait en France. Il eut l'occasion de lire un grand nombre de ces « journaux de guerre », rédigés par des soldats allemands, où ces misérables racontent qu'ils ont fusillé des femmes, pendu des prêtres, arrosé de pétrole et flambé vifs des prisonniers. Ces cahiers sont collectionnés à la Bibliothèque Nationale. Bedier en a publié des extraits. Le gentilhomme catholique était fixé sur la religion et la morale de Guillaume.

Un autre fait — qu'il met au défi qui que ce soit de contester — l'a édifié sur le mépris de la Germanie pour l'Espagne. A Vienne, dit-il, au début de la guerre, l'ambassadeur de Russie, en recevant ses passeports, annonça qu'il confiait ses concitoyens aux soins de l'ambassadeur d'Espagne, qui l'accompagna

jusqu'à la gare du départ. Le train était si petit qu'il fut impossible d'y tasser tout le personnel russe ; deux employés de la chancellerie restèrent sur le quai, sous la protection de l'ambassadeur espagnol, qui les conduisit dans sa voiture au palais d'Annagasse.

Le lendemain matin, un commissaire de police frappa à la porte de l'ambassade. Écoutez le dialogue :

Le Commissaire. — Je viens arrêter deux espions russes cachés dans ce palais.

L'Ambassadeur. — Je ne suis pas un recéleur d'espions, et vous n'avez pas le droit de franchir cette porte. Ici, nous sommes en territoire espagnol.

Le Commissaire. — En temps de guerre, l'extraterritorialité n'existe pas.

L'Ambassadeur. — Permettez... Les immunités diplomatiques sont plutôt accordées pour le temps de guerre que pour le temps de paix, de même que les médicaments s'emploient plutôt dans les maladies que dans les circonstances normales. Je vous défends de passer les frontières de ma patrie.

Le Commissaire. — Livrez-moi les espions, ou je fais fouiller le palais.

L'Ambassadeur. — Je ne vous livrerai personne et vous ne fouillerez rien.

Le Commissaire. — Alors, j'emploierai la force.

Et il le fit. Il s'en alla chercher de la troupe, mit la main sur les deux malheureux et les plongea dans un cachot, d'où ils ne seront probablement sortis que pour s'en aller dans l'autre monde..... mais les Espagnols? Nous savons tous, en France, qu'ils sont vifs sur le point d'honneur. Que pensent-ils de cette révélation? La Germanie, qui se plait à essuyer ainsi ses larges pieds, comme sur un paillason, sur le noble drapeau rouge, jaune, rouge, a des affronts tout particuliers pour le parti carliste. A la mort de Don Carlos, son fils, Don Jaime, fit part à toutes les cours de l'Europe de la perte qui le frappait, et tous les souverains lui envoyèrent leurs condoléances. Tous, excepté l'empereur Guillaume, qui ne voulut pas recevoir la lettre. « Il n'admettait pas de correspondance avec des gens qu'il ne connaissait pas. » Belle goujaterie, que je prie les carlistes de comparer avec tous les témoignages d'estime efficace que la France a su leur donner au XIX^e siècle. Morel-Fatio écrit très justement que même les Français qui ne partageaient pas les opinions politiques et religieuses des carlistes espagnols ont rendu hommage à leur bravoure, à leur esprit de

sacrifice et à leur fidélité, quand, après avoir combattu en Espagne, ils sont venus chercher un refuge sur notre territoire.

Qu'est-ce donc que cette froideur et cette fatigue de l'âme espagnole, qui accepte, appelle le triomphe de ceux qui la nient? C'est un effet des gaz asphyxiants. Les nuages infects du mensonge allemand enveloppent les catholiques espagnols, les isolent de la réalité et leur tueraient l'âme si la vérité ne venait à temps délivrer leur respiration.

Quand les Espagnols étaient plus cultivés, quand ils voyageaient, quand ils étaient dans les Flandres, en Franche-Comté, à Milan, à Naples, ils vivaient à côté des hérétiques et les détestaient. Ils aimaient alors la France catholique. Toute la tradition espagnole a été la lutte contre le protestantisme. Je prends ce point de vue puisque je parle à des carlistes, et je leur dis : « Comment! vous vous mettez avec le Kaiser qui glorifie son « ami Luther », qui déclare que « l'anéantissement de la superstition romaine est la pensée constante de toute sa vie? » Votre position est inexplicable! »

J'entends, on leur fait accroire que l'hérésie c'est aujourd'hui la France. Pour répondre à cet argument, le vieux carliste Francisco Melgar brosse un tableau digne des maîtres de

l'École de Séville et que je découpe pour le plaisir de nos soldats qui s'y verront avec un peu d'étonnement peints à la Zurbaran.

Sur un immense front de bataille, qui va de la mer du Nord aux Alpes suisses et qui occupe plusieurs centaines de kilomètres, sont ouvertes deux rangées de tranchées.

Le clairon sonne l'attaque et, du fond des unes, s'élève une émouvante clameur religieuse, des invocations au Sacré-Cœur de Jésus, des appels à la Vierge Marie, et surtout le suprême appel aux miséricordes divines avec le cri mille fois répété de : Absolution ! Et les ministres de Dieu étendent les mains sur ces foules croyantes pour les bénir.

Des tranchées opposées monte jusqu'aux cieux, ou pour mieux dire descend jusqu'aux abîmes, un hurlement satanique et des milliers de voix avec des accents gutturaux clament l'hymne de la haine, le Choral de Luther.

Faut-il former des vœux pour l'Allemagne ou pour les Alliés ? Une telle question, en Espagne, pose un problème religieux. Un très grand nombre de nos voisins voient un abîme entre une nation catholique et une nation protestante. Hier, un Espagnol me disait : « Quand

je voyage dans les pays hérétiques, je me trouve seul ! J'y suis presque dans l'angoisse ; tandis que chez vous, je me sens chez nous. Du moment que dans chacun de vos petits villages vous avez un clocher qui s'élance vers le ciel, que votre gouvernement soit ce qu'il veut. »

Cette réflexion moderne est pleine de vérité. Les dignes Espagnols ne doivent pas s'arrêter à une vue superficielle de la France. L'effort du peuple et du clergé français, au lendemain de la séparation, mérite d'inspirer un profond respect à quelque homme que ce soit au monde qui comprend le sérieux de la vie religieuse. Il est bien facile de crier contre la France, mais je prie les catholiques espagnols qu'ils disent loyalement s'ils pensent que l'Église d'Espagne, le jour qu'elle aurait à traverser la crise de l'Église de France, en sortirait avec notre clergé, nos œuvres, nos universités catholiques et toute cette sublime jeunesse de réconciliation que président Charles Péguy et Ernest Psichari ?

Les Alliés ont droit qu'on salue leur génie de générosité, leur perpétuelle création. L'Angleterre a persécuté les catholiques au xvii^e et au xviii^e siècle. Mais au xix^e, comme elle les a favorisés ! Elle a sauvé de la confiscation espagnole, en 1835, le Séminaire des Irlandais de

Salamanque, et encore le Collège des Anglais de Valladolid, et encore, dans la même ville, le Collège des Écossais. Tout cela, Melgar ne le dit pas. Je l'inscris en marge de son livre. Ces trois établissements avaient été créés par les Rois Catholiques contre l'Angleterre protestante, et maintenant c'est l'Angleterre qui défend à l'anticléricalisme espagnol de les supprimer. Et de la même manière, aujourd'hui que les Portugais viennent de chasser les religieux, qu'est-ce que je vois ? Le gouvernement anglais a exigé que les religieux anglais qui résidaient en Portugal y fussent maintenus, et c'est nous qui, à Paris, avons recueilli des religieux espagnols que l'Espagne avait laissé expulser du Portugal. Parfaitement, je vois à Paris, avec grand plaisir, tels prêtres qui étaient aumôniers de l'ambassade espagnole à Lisbonne et qui, chassés de Portugal ont été autorisés à fonder une église rue de la Pompe.

... Méconnaissance de l'histoire ancienne, méconnaissance des faits actuels, voilà ce qu'il y a au fond de cette excitation d'une partie des catholiques espagnols contre la France. Ils sont injustes par ignorance. Puisse notre voix qu'anime, quelques-uns le savent, la plus vive amitié, parvenir auprès d'eux.

Je sais bien que tout ce que je dis dans cet article ne concerne qu'une fraction du peuple espagnol. Mais peu à peu la grande lutte va tirer toute la nation de sa quiétude relative. Il ne suffit pas de vouloir rester neutre et de s'appliquer à se tenir en dehors du conflit. La fièvre se gagne ; les événements extérieurs s'imposent à la volonté pacifique du gouvernement le plus ferme. Ce n'est pas en vain que l'Espagne fait partie de l'Europe et représente une partie méditerranéenne avec des intérêts très précis. Dans son isolement, elle subit à son tour et à sa manière les répercussions de tout ce qui se passe à côté d'elle. Je ne parle pas seulement de l'affaire des sous-marins et de la question marocaine. La question économique existe. Il serait possible qu'un certain équilibre moral, plus ou moins fictif, arrivât à être rompu, et il est de grande importance que nous ne négligions rien de ce qui peut agir en notre faveur auprès de chacun des partis espagnols. Je souhaite que les carlistes accueillent l'*amende honorable* de Francisco Melgar, ce cri arraché à la conscience de l'un d'entre eux.

XVII

POURQUOI LES ALLEMANDS NE MARCHENT
PAS SUR SALONIQUE

27 Décembre 1915.

Le Kaiser raconte à l'univers qu'il va prendre l'offensive en Belgique, sur Noyon, en Alsace...., au Monténégro, en Albanie, à Salonique, sur le Nil, en Mésopotamie, en Perse, sur Dvinsk. C'est bien du travail ! Ses sujets aimeraient mieux qu'il leur donnât des pommes de terre et du lard.

Il n'a plus les effectifs qu'il lui faudrait pour batailler de tous les côtés à la fois. Il faut qu'il choisisse. Le bon sens lui conseille de s'essayer d'abord sur l'Albanie, le Monténégro et Salonique. Tout semble annoncer qu'il voudra marcher sur Salonique avant de tenter les offensives qu'il affecte de préparer en France. Un front de quinze jours doit offrir une moindre résistance qu'un front d'une année.

Mais pourquoi la marche sur Salonique n'est-elle donc pas commencée ? Qu'attendent

ces Germano-Bulgares? Qu'est-ce qui les empêche de poursuivre le corps anglo-français en territoire grec?

Il y a trois semaines, ils avaient pu espérer envelopper sur le Vardar nos soixante mille hommes. Quel succès pour eux! Et pour nous quel désastre, où notre emprunt eût été compromis! Nos troupes ont su habilement manœuvrer et se réfugier sur Salonique. Comment les Allemands n'ont-ils pas profité de la supériorité du nombre pour nous acculer à la mer avant que nous eussions pu nous retrancher? Pourquoi nous laisser dix jours de répit durant lesquels nous nous sommes organisés? Réjouissons-nous. Par une faute inexplicable, nos ennemis viennent de perdre le bénéfice militaire de leur opération.

Que s'est-il donc passé? Dans quelles difficultés matérielles et morales s'embourbent les Allemands, flanqués de leurs Autrichiens et de leurs Bulgares?

On n'est pas très fixé. Je me renseigne. Celui-ci me dit qu'il n'ont plus assez de monde; cet autre, que leurs difficultés diplomatiques s'accroissent.

Les élections grecques se faisaient. Les Allemands voulurent-ils donner du temps à Constantin afin de lui faciliter son jeu bien-

veillant en faveur des empires du centre ? Se trouvèrent-ils arrêtés par un problème plus sérieux, la compétition des Autrichiens et des Bulgares sur Salonique ? L'état-major doit se demander comment il composera le contingent qui pénétrera en Grèce. C'est d'après cette composition que le partage devra être réglé.

Voilà les difficultés diplomatiques. Je crois les militaires plus graves. L'armée bulgare n'est-elle pas très usée ? Que sont les gênes et les retards du ravitaillement ? Peut-être les troupes germano-bulgares sont-elles absolument obligées de souffler et de se refaire avant que d'être en état de franchir la frontière.

Quelle que soit la cause de ces heureux délais, ils nous ont sauvés, en nous donnant le temps de fortifier Salonique selon les méthodes que conseille l'expérience de cette guerre. Fils de fer, tranchées, blockhaus de mitrailleuses, grosse artillerie sur terre et sur la flotte, voilà tout ce que les Germano-Bulgares trouveront demain quand ils avanceront. Nous amenons chaque jour des canons et des hommes. Pour enfoncer une ligne ainsi organisée et dans laquelle veillent deux cent mille soldats de troupes fraîches, il faudrait quatre cent mille Germano-Bulgares et

un matériel considérable d'artillerie lourde. Où sont-ils? Comment amener à pied d'œuvre les canons nécessaires? Les voies ferrées de Serbie ont été très endommagées et la saison crée un formidable obstacle.

Je penche à croire que c'est la difficulté matérielle qui retarde nos ennemis. Mais il est bien permis de penser que les difficultés morales ne leur manquent pas. Si humbles que soient les tristes alliés de l'Allemagne, voici venir le moment où ces vassaux ne pourront pas ne pas montrer leurs volontés particulières. L'Allemagne leur a mis le joug sur les épaules; elle a su unir et lancer contre nous toutes leurs forces, mais la nature des choses ne permettait pas qu'elle coordonnât tous leurs intérêts internes. Les individualités nationales subsistent sous la botte de l'état-major allemand. Autriche, Bulgarie, Turquie demeurent préoccupées de leur croissance future, et des oppositions apparaissent entre ces coalisés.

Pourquoi nos ennemis se sont-ils arrêtés sur la frontière grecque? On n'en saurait pas donner, à mon avis, une raison unique. C'est un ensemble de difficultés diplomatiques et militaires qui paralysent à cette heure l'Allemagne. Pour nous, quel coup de chance!

Plus les Germano-Bulgares tergiversent, plus les conditions de la lutte à Salonique se déplacent en notre faveur. Désormais on peut attendre avec tranquillité la solution d'un problème qui, les mois derniers, fut bien angoissant. Notre affaire, qui se présentait mal, s'est améliorée par le plus heureux concours de circonstances. C'est à un réel danger que nous avons échappé. Durant plusieurs jours bien sombres, en suivant sur la carte leurs manœuvres pour investir nos soixante mille hommes du Vardar, nous nous disions que nous laisserions là-bas des prisonniers ou bien que nous aurions à rembarquer sous le canon de l'ennemi. Mais nos chefs ont admirablement manœuvré. Et puis la Fortune nous favorisa. A cette heure, nous avons le bénéfice moral d'avoir couru à l'aide des Serbes. Notre honneur est sauf. Dès l'instant qu'un désastre ne s'en est pas suivi, c'est d'un bel effet que la France, une fois de plus, se soit jetée dans l'embarras parce que ses amis poussaient un cri d'alarme. Et puis notre espérance ne s'est pas envolée des Balkans ; nos chances demeurent avec nos soldats sur la plage de Salonique.

XVIII

NOS DIX-HUIT COMITÉS RÉGIONAUX
LA FÉDÉRATION NATIONALE DES MUTILÉS

Les invalides de la guerre.

29 Décembre 1915.

Il serait fâcheux qu'une série de déracinements fussent le résultat d'une généreuse initiative. Nous devons nous préoccuper que notre propagande pour les invalides de la guerre ne tourne pas à les attirer à Paris. On peut dire que la constance sans éclat du « poilu » est faite de nos meilleurs qualités régionales ; il ne faut pas qu'invalides ils boude son terroir, mais il y a là une question économique et puis une question d'organisation.

Un grand nombre de mutilés hésitent à regagner leur village natal. Qu'y ferons-nous ? disent-ils. Vous y ferez les métiers de tailleur, cordonnier, ferblantier, que nous allons vous apprendre, ou bien encore vous vous rendrez indispensables à la ferme parce que vous saurez manier l'outil, travailler un peu le bois

et le fer, et tirer tout le parti possible d'une machine.

En outre, nous formons des ouvriers agricoles. Je l'ai déjà dit ; je crois utile de le répéter.

L'école d'agriculture de Limonest existait avant la guerre ; elle a été mise par l'Union du Sud-Est à la disposition de nos mutilés. Pour chacun de ceux que nous y envoyons, nous versons à l'école une indemnité de 2 fr. 50 c. par jour qui assure leur existence. De son côté, la Société des agriculteurs de France, c'est-à-dire la plus grande société agricole de notre pays, nous a proposé de recevoir nos pensionnaires dans une école qu'elle possède à Beauvais. Ainsi pouvons-nous dès maintenant augmenter le nombre des mutilés que nous dirigerons vers l'agriculture. Que leurs amis ou conseillers leur fassent remarquer que l'*Union des syndicats du Sud-Est* et la *Société des agriculteurs de France* sont admirablement qualifiées pour les placer, une fois que leur rééducation est terminée et que nous leur avons fourni l'appareil le plus convenable.

Mais ce n'est pas assez d'apprendre ou réapprendre aux soldats blessés des métiers de village. Au lieu de les attirer dans nos

œuvres de Paris, nous devrions, dès le début, chercher à les ramener dans le pays d'où ils sont originaires. Nous attachons une grande importance à les confier aux soins d'associations régionales.

Ce que nous avons voulu fonder, ce que nous développons depuis tant de mois avec les plus admirables concours d'activité et d'argent, ce n'est pas seulement le Comité de Paris que préside Louis Barthou et dont chacun connaît les *Ateliers de la rue des Épinettes* et l'*Internal du quai de la Rapée*, c'est un ensemble de comités sur tout le territoire, c'est une Fédération nationale.

Au début, pour ne pas émietter les efforts, nous projetions de constituer un comité par région de corps d'armée. Ni plus, ni moins. Mais essayez donc de vous tenir dans un système ! Il faut accueillir comme elles poussent les branches vigoureuses d'un bel arbre. Se soustraire au cadre départemental, c'est une audace à laquelle de plus entêtés que nous ont dû renoncer. Chaque préfecture est habituée à avoir ses œuvres locales et, si j'ose dire, elle jalouse la préfecture voisine. Les personnalités désignées par leur situation pour prendre les initiatives nécessaires ne se connaissent guère, d'un département à l'autre, ou ne sont

pas disposées à collaborer, c'est-à-dire à se subordonner. Quelles qu'en soient les raisons, c'est un fait que nous avons dû abandonner l'idée séduisante de la région, et que nos souscripteurs et organisateurs en province se sont réunis par départements. Encore, dans la Seine-Inférieure, avons-nous deux groupes, au Havre et à Rouen.

Sur la question du règlement, nous avons procédé avec la même souplesse. Une des plus belles sociétés qui existent, la Société d'assistance aux blessés, a un principe très ferme. Son comité central impose un mode de fonctionnement uniforme à tous ses comités locaux ; en outre, il prélève un pourcentage sur leurs ressources. Ce n'est pas notre système. Nous mettons à la disposition de nos formations de province un projet de statuts-modèles, qu'elles adoptent le plus souvent, mais parce que c'est leur bon plaisir ; nous nous bornons à exiger que leurs statuts ne contiennent rien qui contredise les nôtres, et qu'elles s'engagent à nous faire toutes communications utiles. Nous leur laissons la plus grande autonomie, et, loin de rien prélever sur leurs recettes, nous les subventionnons.

A cette heure, nous avons pu provoquer ou favoriser la création de quatorze comités

régionaux, à Bayonne, Besançon, Bourg, Fontainebleau, le Havre, Limoges, Nancy, Nîmes, Pau, Poligny, Rouen, Versailles, Toulouse, Yvetot, auxquels il faut joindre l'*École de rééducation professionnelle de Lyon*, qui est l'œuvre déjà fameuse de notre vice-président Herriot, l'*École de rééducation professionnelle municipale de Marseille* et l'*OEuvre des Mutilés de la guerre*, gérée par la commission départementale de centralisation des secours aux blessés militaires de la Loire-Inférieure. Ces trois œuvres ont un caractère municipal ou départemental, et par là ne pouvaient pas, à strictement parler, entrer dans notre faisceau d'associations; mais comme nous désirons les uns et les autres créer entre nous des liens, elles font partie de notre Fédération, non pas au titre d'affiliées, mais en qualité d'adhérentes. C'est d'ailleurs exactement la même chose. Et vous voyez qu'à cette heure, si l'on compte le comité de Paris, notre Fédération peut s'enorgueillir de dix-huit comités.

C'est très bien; ce n'est pas suffisant; regardez une carte : nous n'avons pas encore un comité (j'appelle cela un poste de secours) dans toutes les régions de la France. Quand un mutilé s'adresse à nous du fond de la province, faut-il donc qu'il prenne le train? Le

bon sens voudrait pouvoir le diriger sur l'association affiliée la plus proche du lieu d'où il nous écrit. Nul trésor, en effet, ne suffirait à faire voyager de toute la France vers Paris les quinze mille mutilés que l'on compte déjà. Et puis il est bon que le bienfaiteur soit rapproché du soldat qu'il veut aider. Nous sommes ainsi faits que chacun de nous éprouve son maximum de plaisir à doter une œuvre qu'il voit fonctionner quasi quotidiennement sous ses yeux.

J'ai confiance que mes lecteurs vont maintenant s'employer à créer des comités locaux dans les régions encore dépourvues. Peut-être désireriez-vous plus de détails sur les dix-huit associations déjà constituées ? Devrais-je, les ayant nommées, les reprendre une à une ? Rien de plus aisé ; j'ai sous les yeux d'excellentes notes des secrétaires généraux de la Fédération, MM. Olivier Sainsère et André Silhol, à qui nous sommes redevables des résultats obtenus, mais je crains d'être long sans être complet. La Fédération prépare une brochure, un guide, un historique. Ah ! si j'avais la liberté de vous raconter comment se crée une œuvre, quelles sympathies et quelles hostilités elle rencontre. Ce serait d'un intérêt philosophique.

L'État n'a qu'une âme de défiance devant les associations privées, quelles qu'elles soient. Cela, nous le savons d'antique science. Il ne favorise pas nos œuvres de mutilés. Le ministre de l'intérieur ne pouvait pas s'opposer à leur formation, mais il leur refuse toute subvention, sinon parfois un, deux ou trois billets de mille francs. En revanche, pour les écoles rattachées à des personnalités administratives, à des départements, à des communes, et qui vivent sous son contrôle, il s'engage à combler leur déficit en fin d'année. C'est bien tentant.

Tel est pourtant l'attrait de la liberté, que je ne doute pas que nous ne dépassions rapidement notre chiffre déjà fort beau de dix-huit comités et je fais appel avec une complète confiance aux libres initiatives pour de nouvelles organisations.

Nous ne devons pas nous imaginer qu'en dehors de la guerre proprement dite, on a droit, au repos, à la tranquillité et à se promener les mains dans les poches, en devisant des événements. C'est n'est pas seulement dans l'action militaire que les deux peuples confrontent leurs énergies. Les Français non mobilisés ont à montrer leur valeur, leurs aptitudes. Alors que l'Allemagne entière collabore

à la guerre mondiale, nous aussi, nous devons avoir à cœur de nous employer de toutes nos puissances et jusqu'au complet épuisement de notre être, sur le terrain où nous sommes le plus capable, ou simplement au poste que la destinée nous a préparé. Si les particuliers et les associations ne prennent pas, ne veulent pas prendre, ne savent pas prendre les initiatives nécessaires, il faudra pour tout s'en remettre à l'État... Notre campagne pour les mutilés a précédé et guidé l'effort de l'État : cela est bon ; cela est conforme à l'idée que nous nous faisons du génie français plein de ressources, toujours inventif quand la situation l'exige... Mais si l'initiative individuelle s'était arrêtée, avait échoué, s'était mal organisée, s'il avait fallu qu'une fois de plus le tout-puissant État se chargeât seul de tout l'effort, n'eût-ce pas été là un échec de l'esprit français, de la manière française et une sorte de victoire du système allemand sur une plus libre civilisation ?

P.-S. — Je ne veux pas laisser passer sans souligner leur portée les déclarations de Louis Barthou : « Pas de paix sans l'Alsace-Lorraine. Nul plébiscite : les deux provinces retrouvent après une absence leur place au foyer fran-

çais. » C'est la note qu'Albert Thomas et la Ligue des Patriotes avaient donnée à Champagne. A leur heure, tous les hommes d'État viennent affirmer la volonté unanime du pays. La pensée de Louis Barthou n'a pas attendu aujourd'hui pour se faire connaître, mais on notera les applaudissements qui ont accueilli son éloquente expression.

XIX

L'INSTRUCTION MILITAIRE A L'ARMÉE

30 Décembre 1915.

« La nation exige qu'ils fassent leur devoir, tous ceux qui ont la charge d'*instruire* les jeunes gens de la classe 1917 et de les *préparer* pour la grande lutte... Ainsi parle Galliéni dans son excellent discours aujourd'hui affiché sur toutes les murailles. Et c'est un mot d'ordre qu'il faut accueillir, élargir et appliquer non pas dans les dépôts seulement, mais dans les cantonnements de l'arrière.

Il ne s'agit pas de fatiguer les soldats en exercices rebutants et inutiles, mais de donner

à chacun d'eux, aux jeunes et aux vieux, l'instruction qui se dégage de cette guerre.

Le long du front, un peu en arrière des combattants, c'est toute une série d'écoles variées : écoles de mitrailleurs, écoles de sous-officiers, voire des petites écoles de guerre où l'on enseigne la stratégie pour former de nouveaux officiers d'état-major. J'ai raconté la visite que j'ai faite, cet été, dans un village du Nord où des jeunes Anglais, tirés de leurs tranchées pour trois semaines, un mois, apprenaient à l'ombre d'un beau parc, tantôt dans des manuels, le plus souvent par des exercices, le métier de chef de section. La casse a été grande. Dans toutes les armées, on s'ingénie à former des cadres.

Un ami m'écrit : « Nous allons examiner, au point de vue de la culture générale, les candidats aspirants-officiers de notre corps d'armée. Cela me paraît presque drôle, de poser des questions et de juger des réponses ! Ces deux journées m'ont mis en présence de quarante garçons dont il faut voir si on peut faire des officiers : des aspirants d'abord, puis de rapides Saint-Cyriens de guerre. Plein d'intérêt et d'une sorte de poignant imprévu, cet interrogatoire, dans des villages en ruines, de grands garçons de dix-neuf ans venant, en

casque de tranchée ou un revolver d'artilleur en bandoulière, avec des émotions de candidats au bachot, parler de La Fontaine ou de la Révolution à un capitaine. Eu parler ou n'en pas parler, car rien n'a été plus inégal que cette épreuve de « culture générale ». Là encore, on pouvait voir combien les moulins à prières thibétaines de nos plus récentes écoles primaires ont faiblement engrené de modestes cerveaux. « La guerre de 70? Oui, j'en ai entendu parler... C'est nous qui avons gagné, après quoi nous avons donné cinq milliards et le Congo aux Allemands. » Le commandant X..., à côté de moi, recueillait des réponses du même genre sur la Garonne qui prend sa source dans les Ardennes, sur Nancy qui est en Alsace, sur la mutualité qui est le « droit de l'État à prendre l'argent des caisses d'épargne ». A côté de cela, quelle joie de trouver de ces beaux grands garçons éveillés, vous parlant des livres qu'ils ont avec eux dans les tranchées, comprenant très bien la nature et la portée de cette guerre, se rendant compte que la France mérite de vaincre pour autre chose que l'inertie et le débraillé à perpétuer librement !

« Et quand je prêtais l'oreille aux entretiens de ces petits, dans le coin où causaient

ceux qui avaient fini, j'étais tout attendri de les entendre, s'intéressant à ce qu'ils avaient à faire, à leurs emplacements et à leurs missions réciproques. Qu'ils faisaient plaisir à voir, ces grands garçons de saine mine, un peu fluets d'épaules dans l'engoncement du manteau, mais portant si allègrement la destinée dévolue à leur génération ! Petits guerriers sans moustache, aux bonnes grosses lèvres enfantines, ayant un air mi-sérieux, mi-enfantin, un pli puéril de la bouche qui contraste avec la gravité du regard. Fils de famille ou gens du peuple, je vous garantis qu'ils étaient bien « union sacrée », et sur les quarante, certainement vingt-cinq avaient déjà tout ce qu'il faut pour être, même aussi jeunes, des petits chefs qui sauront se faire aimer et obéir. Seulement il se pourrait bien que ce soient plutôt ceux qu'on aurait appelés il y a deux ou trois ans les fils à papa ou les fils d'archevêque. Plus je vais dans cette guerre, plus j'admire certaines persistances, certains petits îlots qui ont maintenu, de l'admirable façon que l'on voit, le sens des dévouements et des héroïsmes nécessaires. L'instruction proprement dite faisait à cet égard assez peu de chose, et des sources plus actives, tradition de famille, ou bien éducation

religieuse, ou bien propriété d'âme naturelle, y ont eu plus de part que les leçons de l'école... »

Ces réflexions et cette image sont intéressantes à recueillir sur le vif. C'est un tableau important à placer dans cette galerie, de jour en jour varié, que nous cherchons à constituer à la gloire de notre nation pendant ces incroyables mois. Mais ce n'est pas des jeunes seulement qu'il faut se préoccuper. Pensons à donner l'instruction aux troupes de seconde ligne, à ces territoriaux qui ont magnifiquement montré qu'ils ne voulaient pas n'être que des terrassiers, et à toutes les troupes de l'arrière.

Ceux qui ont reçu autrefois l'instruction normale de l'active ne sont pas à même de faire face aux nécessités d'aujourd'hui. C'est une expérience toute nouvelle qui se dégage des derniers dix-sept mois. Les territoriaux sont très aptes à la recevoir. Leur sang-froid les prépare au tir. Les Boers, qui étaient souvent des vieillards, ont laissé la réputation des meilleurs tireurs du monde. Souvent ils jetteront mieux la grenade que ne feraient d'abord des jeunes soldats; il ne la lanceront ni trop tôt, ni trop tard. Pour l'emploi des engins nouveaux, créés à l'usage des tranchées, ils se révéleront plus habiles que des adoles-

cents qui ne savent pas se servir de leurs dix doigts. Un ouvrier mécanicien fournira d'emblée un excellent mitrailleur ; ses doigts sont faits aux montages et démontages. « Tout homme sera apte à se servir d'une mitrailleuse », dit un règlement allemand saisi sur un prisonnier. Dressons-nous à l'arrière tous les soldats à être des combattants ?

Évidemment, ce sont des frais ; il faut des cartouches, des grenades ; mais à cette heure, nous sommes moins à court ; on peut donner aux territoriaux du matériel d'instruction. Peut-être aussi quelque colonel blessé, retiré du front pour un temps, pourrait-il venir un mois ou deux les commander ? Il renouvellerait le régiment. Non pas un lieutenant ou un capitaine, mais un colonel apportant les doctrines de l'heure, les réalités du front. Comme il serait bien accueilli de tous ! Les officiers de territoriale sont très désireux de s'adapter. Les gradés inférieurs profiteraient autant que les hommes. Combien y a-t-il de chefs de section qui sachent diriger le tir sur un aéroplane ? Tout groupe de mitrailleurs est-il prêt à monter sa mitrailleuse sur un arbre, pour échapper aux gaz asphyxiants ? En apprenant aux troupes de l'arrière cette guerre spéciale, on renforcerait encore leur moral.

Des hommes qui savent bien leur affaire regardent toutes les perspectives avec un cœur autrement solide.

Voilà dans quelle voie, dans quel labeur l'année 1916 surprend notre armée. En même temps que nous enregistrons les signes de la fatigue intérieure des Allemands, nous devons nous organiser en vue de la guerre longue. Économisons nos soldats et sachons faire les efforts d'instruction nécessaires pour que chacun d'eux fournisse tout ce qu'il possède de vertu guerrière. Nos ennemis souffrent d'un abaissement de la valeur professionnelle dans leur armée. Un des prisonniers que nous venons de leur faire a dit qu'on avait coutume de leur répéter : « Deux cents hommes tués se retrouvent plus facilement qu'un officier. » C'est un aveu. En même temps que nous arrivons à nous constituer une armature industrielle qui vaut la leur (et qui bientôt la dépassera, les manufactures anglaises atteignant leur plein rendement), tirons parti, grâce à une instruction bien conduite, de la supériorité naturelle du Français pour l'art de la guerre.

XX

SALUT DE BONNE ANNÉE

31 Décembre 1915.

Nous saluons l'année qui s'en va, l'année 1915, ses morts et ses vivants. Nous n'en sommes plus à faire le détail de nos sacrifices; ils se confondent dans la noble saignée que les artères de France ont dû subir pour « rompre » le fer de l'envahisseur. Au début, il m'était permis de saluer ici, parfois, les morts nommément. Aujourd'hui le deuil national est fait de trop de douleurs particulières; on n'ose plus tenter aucun dénombrement. Mais au terme de l'année, quand nous considérons le long espace franchi et les résultats obtenus, notre gratitude notre hommage pieux se tournent vers les morts, leurs familles et leurs frères d'armes.

Que les survivants se disent que ces héros que nous honorons avec eux sont tombés pour un grand résultat. Il fallut ces sacrifices réitérés pour suppléer à un régime d'improvisation; et ces efforts mortels nous donnèrent

le temps d'organiser les merveilleuses ressources matérielles et morales d'un pays simplement dévoyé par son régime politique.

L'Allemagne était prête pour la guerre. Elle y était prête non seulement par l'effort de ses professionnels, de son état-major, de son corps d'officiers, que l'État honorait, soutenait, encourageait, écoutait, mais par l'effort de ses industriels, de ses intellectuels, qui, tous, voyaient l'orage sur l'horizon et l'appelaient de leurs vœux criminels.

En France, au contraire, pour cette belle raison que la guerre est un mal, on tenait en suspens l'armée, et l'on s'efforçait de diminuer les sentiments qui seuls peuvent assurer la victoire. Nous allions chercher nos idées à peu près aux antipodes des vraies exigences de l'heure présente. Rappelez-vous quelles divinités nous érigions, les années dernières; en grands cortèges, toutes pompes dehors, nous rendions des honneurs inouïs à Zola, à Diderot, à J.-J. Rousseau qui ont passé leur vie à dissoudre la plupart des choses qui sont indispensables à l'existence sociale; voilà les hommes, les œuvres, les symboles que nous portions en solennité au temple de la patrie. Ce n'était pas nous entraîner aux idées d'organisation et encore moins aux sacrifices

exigés par toute organisation. Un peuple qui se choisit de tels modèles, si troubles, a beaucoup à faire, quand vient l'heure terrible, pour modifier ses vues profondes, sa manière de se comporter vis-à-vis des problèmes de la société et de l'existence. Heureusement cet aiguillage à faux nous venait du personnel dirigeant. Le mal demeurait à l'épiderme. Des îlots résistants subsistaient autour desquels se cristallise malgré tout ce qui veut vivre et mérite de vivre.

Des forces qui avaient été préservées de la politique par dégoût ou par mécompte et qui se trouvaient ainsi en réserve ont surgi et vont peu à peu donner l'orientation du salut à notre pays. Ceux qui avaient de mauvaises fiches, ceux qui n'étaient pas jugés dignes de collaborer à l'œuvre d'avant-hier apparaissent peu à peu comme les capacités prévoyantes et agissantes auxquelles, dans cette crise d'homme que traverse le régime, il devient sage et nécessaire de recourir.

Aussi la certitude de victoire que tout patriote porte en soi trouve-t-elle, chaque jour, plus de raisons et plus de faits qui la justifient. « Il est naturel, me fait observer un sage correspondant (celui que j'appelle l'admirateur de Vigny), que quelques-uns connaissent

parfois des périodes passagères de découragement ; il faudrait être démuné de nerfs et dépourvu de cœur pour traverser tant de jours d'angoisse et pour côtoyer tant de détresses sans en prendre un reflet de deuil. Mais les hommes dont la pensée inclinait vers quelque pessimisme gardent mieux leur équilibre et leur énergie, dans ces sombres jours, que les illusionnistes dont la facile confiance accordée à la vie et à l'espèce humaine était destinée à s'effriter au contact des réalités. On comprend bien qu'un Jules Lemaître ou un Paul Hervieu, trop disposés peut-être, dans leur for intérieur, à faire tous les crédits à la nature humaine et à la bonté des choses, se soient sentis déconcertés « jusqu'à la mort » par un état qui venait démentir le statut sur lequel ils croyaient vivre ».

C'est vrai, il faudrait être sans nerfs et sans cœur pour ne pas s'émouvoir de tout ce qui, depuis dix-sept mois, remue jusqu'en son tréfond une humanité qui pouvait paraître d'accord sur certains principes et certaines tendances ; mais il faudrait être sans yeux et sans âme pour ne pas apercevoir les faits de noblesse, de générosité et d'intelligence qui haussent notre pays, du milieu de ces barbares, à un degré d'élévation où nul des

Français qui vivent aujourd'hui ne se rappelle l'avoir vu.

Salut malgré tout à l'année 1916, qui se lève dans le sang, mais où la France et ses Alliés, ayant achevé d'adapter leur esprit à la guerre, rompent décidément l'équilibre en leur faveur, parce qu'ils comprennent, après dix-sept mois, qu'une seule chose importe : mener la guerre à une fin heureuse. L'Angleterre se fait violence et sacrifie ses principes pour adopter le service obligatoire ; nos pacifistes français renoncent, au moins provisoirement, à leurs directives propres pour se ranger à ce que réclame le Salut public. Ce sont là des sacrifices nécessaires à toute organisation. C'est dans la mesure où nous les constatons chez nous et nos Alliés que nous sommes assurés du succès. Pour vaincre, chacun de nous doit mettre au tas ses forces totales et faire abnégation de sa personne et de ses idées personnelles lorsque l'intérêt commun le demande. A ce prix, la victoire est certaine.

Quelle joie ce sera alors de reparaître à l'étranger ; d'imposer nos méthodes d'esprit à des neutres hypnotisés par le germanisme triomphant ; de voir la rive gauche du Rhin soustraite à une hégémonie envahissante ; de

retrouver classées chez nous au premier rang les vieilles vertus militaires, les hautes notions d'honneur, et d'avoir en ceci été du côté des bons ouvriers et des clairvoyants avertisseurs, non parmi les mauvais bergers et les endormeurs. Je ne crois pas à une transformation des vieilles gens ; ceux qui avaient pris position ne feront pas un sincère *mea culpa* ; mais les jeunes générations sont éblouissantes d'ardeur, et je ne sais quel obscur instinct de défense leur a enseigné l'attachement à d'autres notions que celles que leur offre une politique qu'elles méprisent ; et puis tous ceux qui auront vu de près cette guerre auront foi dans quelques saines réalités que hier méconnaissait ou bafouait.

Entrons avec optimisme dans l'année 1916. Non pas l'optimisme béat du *fara da se*, qui s'exhale encore trop aisément chez beaucoup de nos compatriotes, mais l'optimisme de l'effort et de l'action, le seul qui signifie quelque chose. Ayons le cœur vaillant, nous tous, gens de l'arrière, en prenant modèle sur ces Français incomparables, les soldats des tranchées, à qui chaque patriote envoie avec reconnaissance son salut de bonne année.

XXI

LE TOUR DE LA CARTE

24 Janvier 1916.

Je m'excuse auprès de mes lecteurs de n'avoir pas été capable de remplir ma tâche, ces dernières semaines. Voilà vingt jours que nous avons interrompu nos entretiens ; tâchons d'en renouer le fil. Dans cette guerre, qui semble immobile, les événements ne laissent pas de se développer assez vite et, cette quinzaine, à notre profit. Pour les récapituler, faisons le tour du tableau en commençant par la mer du Nord !

Qu'est-ce qu'on nous disait ? Que les Allemands allaient fournir une offensive puissante dans le Pas-de-Calais, et que leur empereur arrivait en Belgique les stimuler de sa présence. Ce projet est tombé dans l'eau des inondations. Ils n'en parlent plus. Avec trois divisions, ils ont attaqué sur le front Mont-Tétu-Maisons-de-Champagne, mais sans réussir à nous prendre un seul élément de tranchée. Ils ont été aisément repoussés.

En Alsace, on nous avait annoncé un rassemblement de trois cent cinquante mille hommes sous la conduite de Mackensen. Rien n'est venu.

En Italie, la situation s'est plutôt améliorée. Nos alliés ont repris des tranchées.

Dans les Balkans, rappelez-vous comme nous étions inquiets, il y a quelques semaines ! Aujourd'hui, nous nous savons à l'abri d'une défaite et même nous admettons que le vaste camp de Salonique peut nous fournir des bases solides et le point de départ pour une offensive. Nous redoutions que la Grèce passât dans le camp adverse, et que la Roumanie se détournât de nous ; on revoit du bleu dans le ciel. Nous avons sauvé une grande partie de l'armée serbe. La capitulation du Monténégro n'a pas été signée. La guerre continue dans de meilleures conditions au milieu de ces Balkaniques, à qui nous nous décidons à prouver par des actes que notre force ne fera qu'aller en s'augmentant.

En continuant le tour de la carte, nous arrivons à l'Orient proprement dit... Il y a quelques semaines, on menait grand bruit d'une expédition d'Égypte. A cette heure, c'est tout au plus si trente-cinq mille hommes sont rassemblés dans la presqu'île du Sinaï.

C'est insuffisant pour s'emparer du canal de Suez.

En Mésopotamie, les Turcs se vantaient de faire capituler la garnison de Kout-el-Amara. M. Chamberlain nous a annoncé, voici déjà une huitaine, que la colonne de secours arriverait à temps, qu'elle n'était plus qu'à cinq ou six milles, et la liaison doit être faite à cette heure.

En Perse, une alliance est signée, et de plus en plus le soulèvement de l'Islam, sur lequel la partie naïve de l'Allemagne continue de compter, apparaît comme un des narcotiques avec lesquels l'empereur trompe cyniquement l'inquiétude de son peuple. Attendons le réveil et réjouissons-nous à penser que l'emploi de ces excitants est toujours suivi chez le patient d'une dangereuse dépression.

Au Caucase, vous avez vu les derniers succès des Russes. Leur offensive de Bukovine prouve la vitalité, l'énergie de leurs armées. C'est un front qui se rallume dans d'excellentes conditions. Les combats autour de Czernovitch ont une intensité qui, au dire des Autrichiens, ne fut jamais dépassée et Dvinsk demeure toujours aux mains de nos alliés.

Sur l'ensemble du tableau, les efforts de la

Quadruple-Entente commencent à s'engrener et en attendant que cette coordination aboutisse à une action offensive sur tous les fronts ans le même moment, ce qui sera le chef-d'œuvre de cette guerre mondiale, elle permet déjà d'heureuses décisions. Des mesures de blocus se préparent qui ne pourront qu'aggraver la situation économique de l'Allemagne. Depuis dix-huit mois, par mollesse, par indécision, par une coupable bonhomie, les Alliés admettaient que certains neutres eussent décuplé, que dis-je, centuplé leurs facultés d'absorption. On voyait de petites nations subitement douées d'appétits gargantuesques. Nous espérons que le temps est passé de ces tolérances qui éterniseraient la guerre. C'est maintenant l'heure du blocus étroit. On en peut espérer beaucoup, quand un blocus trop large a tout de même produit des effets indiscutables. Il ne paraît pas réalisable de prendre l'Allemagne, exactement comme une place assiégée, en l'affamant, mais on doit arriver rapidement à gêner sa vie économique de manière à déprimer gravement son moral.

C'est entendu qu'il faut toujours en arriver à tuer des Allemands et que rien ne dispense de cette terrible nécessité d'écraser les nuées de sauterelles qui sont venues s'abattre sur

les prairies de France, mais l'usure économique aggrave l'usure d'hommes, et au premier désastre de guerre que nous leur infligerons, nos ennemis tomberont sur les genoux si leur ventre qui est tout proche parent de leur âme est décidément malheureux.

Les choses sont en bonne voie. Il y a un mois, on pouvait être inquiet de la tournure que prenait la guerre dans les Balkans et des résultats matériels et moraux qu'entraînerait l'évacuation entrevue de Salonique. Aujourd'hui l'équilibre s'est rétabli à notre avantage. Une fois de plus, dans le succès même, l'Allemagne a trouvé une déception épuisante. Le peuple allemand comptait qu'enfin était venue cette heure de la récolte qui depuis dix-huit mois lui est continuellement annoncée pour le lendemain, et il se voit devant des adversaires qui chaque jour s'organisent plus solidement.

L'enthousiasme baisse de jour en jour, nous racontent les voyageurs qui arrivent d'Allemagne, et le peuple, tout en se réjouissant aux sonneries des cloches et aux pavoisements des édifices publics, se demande avec inquiétude : « A quoi bon toutes ces victoires si notre sort ne fait qu'empirer ? » Dans certains milieux ouvriers et au fond des grandes

viles, une irritation se forme. Ah ! ce n'est pas cela que tous, intellectuels, socialistes, petits bourgeois, capitalistes, militaires, ces Allemands escomptaient, il y a dix-huit mois, quand ils se ruaient à travers la Belgique, à la curée de la France ! Sans doute ils espèrent toujours une espèce de victoire, mais qu'ils en trouvent le prix terrible ! Pour commencer l'année, la rue allemande a eu ses troubles. Ceux qui accusent aujourd'hui l'administration et le gouvernement accuseront peut-être demain la guerre et son auteur impérial.

Un Hollandais qui revient d'Allemagne où il a circulé pendant quatre semaines déclare : « Non seulement on ne nage plus dans la joie, mais on est devenu pessimiste. Sans doute on se réjouit des conquêtes réalisées et l'on parle de marcher sur le canal de Suez, dont la destruction réduira l'Angleterre à demander la paix ; mais derrière cette attitude ferme le bon observateur ne tarde pas à remarquer que le doute et même le simple pessimisme ont profondément pénétré dans l'âme des Allemands et des Autrichiens. La manière dont on nous demande : « Combien pense-t-on en Hollande que durera la guerre ? » vaut des volumes. Lorsque l'année dernière on émettait la supposition d'un échec de l'Allemagne :

« Impossible », répondait-on. Aujourd'hui, on se contente de dire : « Dieu sait comment tout cela finira. ».

Le regard circulaire que nous venons de jeter sur la carte nous permet de répondre à cette interrogation pleine déjà de découragement, L'énorme étendue des territoires où se meuvent les armées allemandes exige une abondance d'hommes et de matériel qui va épuiser les ressources de notre formidable adversaire, et nous voyons déjà son moral fléchir à mesure que l'existence quotidienne y devient plus difficile.

XXII

COMMENT ILS MANGENT

26 Janvier 1916.

J'ai sous les yeux les impressions de voyage d'un Hollandais chez les Austro-Allemands. Voulez-vous le suivre dans les hôtels et restaurants? Nous prendrons une idée de leur fameuse crise alimentaire.

« A Cologne, dit ce Hollandais, j'ai dîné avec ma femme non loin de la gare, et payé

9 marks 50, soit une douzaine de francs, pourboire compris. C'était cher, vu le maigre repas qui nous fut servi. La carte était chargée, mais en considérant les revisions qui avaient été à plusieurs reprises apportées aux prix, on se rendait compte de leur élévation continuelle. Je n'ai pas pu obtenir de pommes de terre frites, la graisse devant être économisée. »

Pauvre Hollandais ! Suivons-le. Il monte dans le train pour Munich. En cours de route, un commis-voyageur lui dit : « Ah ! oui, la Hollande, c'est de là que nous viennent notre graisse, notre viande, etc. » Le voyageur s'en trouve bien mal récompensé dans la capitale de la Bavière : « Cher, peu et mauvais », dit-il. Pour 4 marks, c'est-à-dire 5 francs, on lui donne une « queue de hareng, quelques petits radis, un brin de céleri, une moitié d'œuf et trois crevettes, cela ne vaudrait pas 60 centimes ».

« A Munich, ajoute-t-il, nous fîmes connaissance des cartes de pain. Le gérant nous les distribua au déjeuner. Elles donnent droit à 175 grammes par personne, soit à cinq petits pains miniatures couvrant la surface d'une pièce de 5 marks. Et encore, s'il était bon ! Une servante nous a appris que le per-

sonnel domestique est souvent obligé de céder aux clients la quantité de pain qui lui est attribuée, sous peine d'être congédié par les patrons... »

Notre Hollandais continue sur Vienne. « Pour ce qui est de la nourriture, on ne peut que dire qu'elle est chère et insuffisante... La femme d'un de nos amis, nous ayant déclaré que si cela durait ainsi le peuple ferait une révolution, son mari (homme politique assez connu) l'interrompt par cette observation : « Ah! pauvre femme, comment faire une révolution, alors que nos plus dévoués partisans sont à la guerre! »

De Vienne, il va à Budapest : « Rien d'intéressant à noter, si ce n'est l'extrême cherté de la vie et le découragement du peuple... A Prague, même cherté. A Dresde, on nous sert, pour la première fois de notre voyage, un diner satisfaisant, mais d'un prix élevé. Un marchand de tabacs, d'origine hollandaise, nous y déclara : « L'Angleterre n'a pas beaucoup à faire pour rendre la situation intolérable! »

« Nous avons passé quatre jours à Berlin. Dans le bazar de Wertheim, deux affiches annoncent que, faute de cordes, les paquets ne seront plus ficelés. Le riz, qui coûte un

mark la livre, devient à peu près introuvable, comme, du reste, les haricots et les lentilles...

« De Berlin, nous nous rendîmes à Hambourg. C'en est fait de la grande animation de jadis. Au jardin zoologique de Hagenbeck, on a dû abattre des animaux trop chers à nourrir. L'enthousiasme a complètement disparu, on n'entend plus que des jérémiades sans fin sur la cherté de la vie, sur le grand nombre de morts, sur la misère future. »

Et le Hollandais, pour conclure, ramasse l'expérience de son voyage sous deux interrogations : « Souffre-t-on de la faim en Allemagne et en Autriche?... Oui, dans une grande partie de la population ouvrière. Et la situation empire à pas de géant... » Après cela, il ajoute (retenez bien le renseignement) : « Que pense-t-on de nous autres, Hollandais? On croit qu'on a besoin de nous pour se procurer toutes sortes de produits ouvertement ou clandestinement ».

Je n'ai pas cru abuser de la patience du lecteur en le mettant devant cette humble et minutieuse réalité. Nous avons tous cru, un an trop tôt, à la disette économique de nos ennemis. Et déçus d'avoir trop vite espéré, beaucoup refusent de croire qu'il y ait là

pour les Allemands aucun péril. Laissons nos idées, recherchons les faits; en voici encore quelques-uns :

L'autorité municipale de Colmar vient de reconnaître que l'alimentation des enfants pauvres est tout à fait insuffisante, et elle est contrainte de créer dans les écoles des services où les enfants sont nourris avec du laitage et du riz. A Strasbourg, les vivres manquent. Le lait devient extrêmement rare; la pâtisserie est interdite, et on ne consomme plus de graisse qu'avec une autorisation. Les règlements sont à ce point rigoureux que des agents de police perquisitionnent aux heures des repas.

Dans l'armée, la nourriture des hommes est très suffisante, tout au moins sur le front. Dans les dépôts de l'intérieur, parmi les landsturmiens qui gardent les prisonniers et les voies de communication, le régime est très différent. C'est un sujet de plaintes continuelles, et l'esprit de la population en contact avec ces hommes en est atteint.

Partout, d'ailleurs, se multiplient les manifestations contre le renchérissement des vivres, A Ludwigshafen, la cavalerie a chargé la foule; il y a eu des blessés; à Munich, mêmes violences. Nous le savons par les let-

tres adressées aux prisonniers allemands en France. A Chemnitz, la population a saccagé les boutiques des marchands, lançant des pierres dans les fenêtres, jetant le beurre et les œufs sur la voie publique. Finalement les pompiers ont arrosé la foule, mais des manifestants ont coupé les tuyaux et maltraité la police. La lettre qui le raconte commence ainsi : « Nous avons en réalité la guerre à l'intérieur comme à l'extérieur du pays ». « Où qu'on aille, dit une lettre adressée de Munich à un prisonnier de l'île d'Oléron, on n'entend et on ne voit que misère et pauvreté » Le 1^{er} novembre, une femme de Goldbach écrit à son mari prisonnier : « On pleure toujours beaucoup pour la Toussaint, mais cette année ç'a été effroyable ».

Faites toutes les mises au point que vous voudrez, méfiez-vous de donner trop d'importance à des cas particuliers, ceci demeure : que les journaux allemands, s'ils gardent leur foi dans la victoire finale, ne dissimulent pas que la population est gravement préoccupée des questions de nourriture et d'approvisionnements en matières premières.

Voilà les faits ; voulez-vous, maintenant, que nous tâchions de les comprendre, que nous recherchions d'où viennent ces manques

et quelles chances le gouvernement allemand garde d'y remédier ?

A l'origine du tout, il me semble qu'il y a ceci : En temps de paix, l'Allemagne importe des céréales. Elle ne se suffit pas avec sa propre production pour ce qui est du pain et des fourrages.

Au début, le gouvernement allemand a estimé que la guerre serait courte, et qu'il n'y avait aucune précaution spéciale à prendre ; les stocks nationaux et les ressources considérables de la Belgique et de nos départements du Nord devaient parer à tous les besoins. Après la bataille des Flandres, la réalité apparut : la guerre allait durer longtemps. La difficulté de nourrir les bêtes imposait des sacrifices immédiats. A qui s'en prendre ? Aux bœufs, aux porcs ? L'élevage bovin étant le plus difficile à reconstituer, le gouvernement ordonna l'abatage en masse des porcs.

Mais, dans l'été de 1915, le commencement de l'établissement du blocus (oh ! blocus encore large) donna à craindre que, faute de fourrages, les bovins ne périssent. Le gouvernement décida de reconstituer activement les troupeaux de porcs (auxquels il fournirait gratuitement tout ce qu'il pourrait trouver de déchets de grains, sons, issues), et de sacri-

fier les bovins. En octobre-novembre 1915, on a abattu dans les seuls abattoirs municipaux de Berlin, 63.000 bovins, contre 36.000 en 1914, et 15.000 en 1913.

Notez que le manque d'étain rend difficile la fabrication des boîtes de conserve, et, par suite, l'utilisation de ces bœufs innombrables que l'on a dû abattre. Mais ce sont là des obstacles qui peuvent se tourner, et l'exemple nous aide à comprendre que c'est de la gêne plutôt que de la souffrance qu'a connue jusqu'à cette heure l'Allemagne.

Une conséquence de la grave diminution des troupeaux bovins, c'est la disette de lait, de beurre et de fromages. Au 4 novembre 1915, on a dû créer des cartes de lait au profit des jeunes mères, des nourrissons et des malades. Certaines grandes villes, comme Dresde, ont établi aussi des cartes de beurre. « Bast! disent les journaux allemands, après tout, le beurre n'est pas une des choses absolument nécessaires à l'existence! »

Avec un accent plus sombre, lors du règlement interdisant de vendre ou de consommer de la viande certains jours de la semaine, des ouvriers ont dit : « Le gouvernement se moque de nous; il y a beau temps que nous ne mangions plus de viande, parce qu'elle est trop chère. »

Au moins, mangent-ils du pain? En temps ordinaire, la consommation moyenne du pain en Allemagne est de 501 grammes par tête et par jour; la ration actuelle est de 332 grammes. Des suppléments de 105 grammes par jour peuvent être accordés pour les travaux pénibles (600.000 cartes de suppléments ont été attribuées à Berlin). Le maximum par tête est donc, pour les ouvriers se livrant à un dur labeur, de 437 grammes par jour. Mais il est encore question de réduire ces rations, le ministre ayant déclaré qu'il ne savait pas si les provisions de céréales suffiraient jusqu'à la prochaine récolte.

A défaut du pain qui leur est mesuré, à défaut de la viande que leurs moyens ne leur permettraient pas d'acheter en quantité suffisante, les classes populaires ont-elles du moins des fruits, des légumes? Le manque de pommes de terre a valu à l'Allemagne des heures pénibles; on a planté tous les jardins d'agrément et même des cimetières; mais la récolte a été assez bonne, on ne récrimine plus trop sur les pommes de terre.

Pour remédier à cette situation, le gouvernement allemand a pu acquérir des céréales à un prix très élevé en Roumanie; il est certain que l'occupation de contrées très riches

a été pour les Allemands une aide considérable ; les sucreries belges fonctionnent, les mélasses et les pulpes de betteraves sont employées pour la nourriture des chevaux et des vaches ; les ressources agricoles de Pologne, de Courlande et des pays balkaniques ont été et demeurent un secours très important. De plus, moyennant certaines promesses que, pour ma part, je ne m'explique pas, les Allemands ont obtenu du gouvernement anglais que des importations de fourrages (maïs, tourteaux, déchets de sucrerie) soient faites régulièrement à destination de la Belgique, sur le taux des importations habituelles du temps de paix, afin de continuer l'élevage intensif du troupeau belge. L'Allemagne s'assure ainsi une précieuse et importante réserve de bovins. Enfin, elle cherche à acheter à tout prix des fourrages : maïs, tourteaux, déchets de sucrerie, ainsi que des graisses alimentaires, beurre, saindoux, margarine. C'est surtout par la Hollande que ces produits sont expédiés.

Mais ici j'empiète sur la suite de mon enquête...

Aujourd'hui, je n'ai voulu qu'apporter une liasse de faits, que l'on pourrait indéfiniment grossir, en parlant des substances

nécessaires à la poursuite de la guerre. Tel quel, ce dossier permet au lecteur d'apprécier la situation. Elle est sérieuse pour les Allemands, mais non pas telle qu'elle les oblige à capituler. Ils se défendent contre la famine par le génie administratif; c'est à nous de les presser avec notre génie d'offensive.

Que venons-nous de voir clairement? Leur gêne est réelle. Deux jours sans viande, deux jours sans graisse, un jour avec viande, mais sans porc, deux jours de liberté; cartes de pain, cartes de lait; interdiction d'employer la crème pour la pâtisserie; plus de crème ni de lait dans la chicorée-café; réduction de la bière. Voilà leur règlement; vexatoire pour les uns, douloureux pour les autres, mais tel enfin qu'ils n'en mourront pas.

Pour qu'ils en meurent, que pourrait-on faire de mieux?

Le blocus.

Voulez-vous que, demain, nous causions du blocus?

XXIII

LE BLOCUS QUI ALLÉGERAIT L'EFFORT
DE NOS SOLDATS

28 Janvier 1916.

Le blocus existe-t-il ?

Non !

Son inexistence apparaît avec évidence dès que l'on examine ce que l'Allemagne a reçu de denrées principales, depuis le commencement de la guerre.

Au cours de 1915, l'Allemagne s'est assuré par la Hollande et les Pays Scandinaves une masse de fourrages correspondant aux deux tiers de ses besoins ; or, vous savez, nous le disions hier, que c'est par le manque de fourrages qu'on l'affamerait le plus sûrement. Elle a importé la presque totalité de sa consommation normale en graisses et huiles animales, la moitié de ses besoins en graines oléagineuses et une quantité d'huile végétale qui compense largement le déficit de son importation en graines oléagineuses. Elle s'est procuré la moitié de son importation normale

de coton et des quantités considérables de peaux, de cuivre, d'étain, etc.

La presse suédoise est remplie d'articles sur « la Suède nourricière de l'Allemagne », qui se plaignent, avec preuves à l'appui, que leur pays, en approvisionnant l'Allemagne avec frénésie, raréfie ses ressources, et pour faire quelques millionnaires nouveaux augmente d'une manière inquiétante le prix de la vie.

Pratiquement, le blocus n'existe pas.

Il n'existe pas, et pourtant l'Allemagne se nourrit très mal, souffre d'une gêne alimentaire très réelle. Ce qui n'était pas vrai il y a quelques mois, l'est devenu aujourd'hui. Notre dernier article l'établissait avec évidence. Cartes de pain, cartes de viande, ruine des troupeaux, cherté de la vie. Ajoutez-y la ruine des industries textiles, la baisse du mark.

Voilà des faits. Eh bien ! osons le dire, nous ne les devons pas à quelque heureuse activité, bien raisonnée, des Alliés ; nous les devons à la force des choses, à la situation des Allemands dans l'état général du monde, c'est-à-dire à l'immobilité de leur flotte, à la fermeture de leurs ports, à la difficulté universelle des transports ; de nous-mêmes, nous avons fait peu ou rien.

Comment est-ce possible? Quelle fut donc la nature de nos efforts? Quelle méthode avons-nous adoptée? Comment sommes-nous arrivés à ce néant de résultat?

Nous avons cherché des ententes avec les pays neutres, limitrophes de l'Allemagne. Non pas exactement avec leurs gouvernements, mais, pour plus de souplesse, avec des organismes officieux créés dans ces pays. En Hollande, l'Angleterre et nous, nous avons fait un accord avec le *Trust néerlandais d'outre-mer*, à qui nous avons donné le monopole des importations en Hollande pour tous les produits considérés comme contrebande de guerre, à condition qu'ils ne seraient pas introduits dans les pays ennemis. Cela fut signé en janvier 1915. — Même accord avec la *Société suisse de surveillance économique*. Nous lui accordons le monopole de l'importation en Suisse moyennant qu'elle nous garantisse la non-réexpédition de ses marchandises dans les empires du centre. — Entre l'Angleterre et le Danemark, même accord où nous allons entrer comme partie prenante.

Joignez à cette forme d'accord un autre type de convention avec des Sociétés qui ont des monopoles pour le pétrole ou avec des

lignes de navigation qui, ayant besoin de charbon, s'entendent avec le gouvernement anglais, et vous avez une idée schématique des diverses formules qui ont été adoptées pour permettre le ravitaillement des pays neutres en nous donnant la garantie que ce ravitaillement ne sera pas réexpédié en Allemagne.

Disons-le nettement : cette garantie ne protège pas nos intérêts. Où est la sanction ? Une somme est déposée en cautionnement équivalente à la valeur des marchandises importées. Eh ! les Allemands sont prêts à les payer au double de leur valeur, ces marchandises, et plus cher encore, de telle manière que celui qui les vend gagne de l'argent même en perdant sa caution.

Expliquons-nous clairement. Les dirigeants du *Trust néerlandais d'outre-mer* ne manquent en aucune manière de bonne foi. Mais ces honnêtes gens ne disposent pas des instruments gouvernementaux, je veux dire des douanes ; ils n'ont aucun moyen de contrôler ce que deviennent les produits qu'ils ont introduits en Hollande. Certes, pour leur compte, ils tiennent leur engagement d'une manière stricte ; la marchandise qu'ils viennent d'importer, ils ne la dirigent pas en

Allemagne ; ils la remettent en un ou plusieurs lots à quelque autre commerçant hollandais, qui, lui-même, la repasse à une série d'intermédiaires. C'est l'un de ceux-ci qui l'expédie à nos ennemis, et le jour où l'on veut remonter la série de tous les commerçants, on s'y perd. Parviendrait-on à saisir le cautionnement, peu importe : nous l'avons dit, il a été payé par les Allemands.

Un seul moyen existe d'empêcher le ravitaillement de l'Allemagne par les pays neutres limitrophes, c'est de ne laisser parvenir à ceux-ci que les quantités dont ils ont besoin. On peut continuer de traiter avec ces organismes qu'on a favorisés d'un monopole d'importation, mais il est nécessaire de les rationner.

Ce produit est utile au Danemark ? Fort bien, nous le laisserons parvenir à la *Coopérative des marchands de Copenhague* (est-ce bien le titre ?) Cet autre convient à la Hollande ? Que le *Trust néerlandais d'outre-mer* prenne la peine de l'importer. Cette marchandise depuis des années est dans les habitudes de la Suisse ? Nous l'accordons avec empressement à la *Société suisse de surveillance économique*. Pour le surplus, Suisse, Hollande, Danemark, qu'en feriez-vous ? Vous seriez

tentés de le céder à l'Allemagne, et vous êtes d'accord avec nous pour déclarer que vous ne le devez point.

C'est ici le lieu que l'on rende hommage à tant d'amis précieux que nous avons dans les pays neutres et qu'il ne peut s'agir de froisser injustement dans leurs sentiments ni dans leurs intérêts respectables. Nos blessés nous ont dit l'accueil qu'ils trouvent auprès des Suisses à leur retour d'Allemagne. Nous avons la certitude qu'en Suisse, en Hollande, dans les Pays Scandinaves, dans le monde entier, de nombreux esprits droits reconnaissent l'équité d'un rationnement. Ce serait à nous d'atténuer ses effets. Qu'attendons-nous pour multiplier nos achats des denrées que les pays producteurs seraient déçus de ne pas négocier? Le poisson salé et fumé, le bétail, les œufs, la graisse, le beurre, le lait conservé, le tabac, voilà des produits que les Pays Scandinaves peuvent nous livrer aussi bien qu'aux Allemands.

En août 1914, on nous proposait de nous céder les céréales de la Roumanie. En octobre-novembre 1915, l'Allemagne se mettait sur les rangs. Nous pouvions payer en or, je veux dire en papier roumain; ainsi la Roumanie trouvait un avantage énorme à conclure avec

nous. Nous ne nous sommes décidés qu'après que l'Allemagne avait enlevé cinquante mille wagons. Le total des disponibilités roumaines est de cinq millions de tonnes. Que l'Allemagne les achète et voilà réglé pour elle le problème alimentaire.

Les Alliés n'ont pas de doctrine. Aussi mènent-ils mal la guerre économique. Nous ne pouvons prendre notre parti du discours de sir Edouard Grey. Le rationnement, c'est la vraie méthode; les gouvernants le savent et en parlent; pourtant nous arrivons au dix-neuvième mois de la guerre, et le rationnement réglé pour la Suisse au milieu de 1915, réalisé partiellement par l'Angleterre avec le Danemark, en décembre 1915, n'existe pour aucun autre pays.

Un comble, c'est qu'en ne voulant pas empêcher les neutres de faire leur commerce, nous sommes amenés à redouter qu'ils ne prennent notre place commerciale, et nous avons laissé transiter à destination de la Hollande des choses qui sont allées en Allemagne.

Inexistence du blocus, échec de notre politique économique. En voulez-vous connaître la cause générale? C'est une divergence grave de méthode entre les diplomates et les mili-

taires qui poursuivent le même but, avec chacun sa manière.

Le diplomate cherche à obtenir des résultats en négociant avec les pays neutres et en conservant avec eux des rapports qu'il juge indispensables à sa politique générale, tandis que le militaire est essentiellement frappé par la nécessité d'aboutir rapidement. C'est une question de mesure.

Le danger serait immense qu'au dix-huitième mois de cette guerre, atroce du fait de l'Allemagne, on gardât l'esprit lent et serein des négociateurs de la Convention de La Haye. Il existe un lien étroit entre la conduite des opérations économiques et la conduite des opérations militaires. Il faut avoir un état d'esprit de guerre. Il ne faut pas s'abstraire ; il ne faut pas s'asseoir en esprit autour du tapis vert du palais de la Paix à La Haye ; nous sommes dans une effroyable tragédie, sur un charnier créé par d'implacables ennemis. En présence du mépris continuel que tous les actes allemands manifestent pour les conceptions un peu fumeuses du droit international, sommes-nous tenus à observer celles-ci partout et toujours sans aucune restriction ? Devons-nous rester les stricts observants de contrats que l'autre parti ne cesse pas de bafouer ?

Le bon sens, l'équité, le salut public réclament que les Alliés réglementent la consommation des pays neutres limitrophes de l'Allemagne. Il faut déclarer un blocus efficace qui nous donne le droit de considérer comme destinée à nos ennemis toute cargaison excédant les besoins du pays neutre sur lequel elle est dirigée.

Il y aura toujours des trous. Un blocus sera toujours un filet à larges mailles, surtout à l'entrée de la Baltique, mais, au total, qu'une telle méthode de rationnement soit prise et appliquée, c'est l'interruption nette de toutes les relations directes ou indirectes de l'Allemagne avec l'extérieur. Plus d'exportations, plus d'importations, et puis suppression de toute correspondance postale et télégraphique...

Ici nous touchons un point d'immense importance, sur lequel je veux revenir à loisir. Nous porterons aux Allemands le coup décisif quand nous les empêcherons d'expédier lettres, ordres commerciaux, titres, coupons, toutes commandes et tous règlements. Rien ne peut faire davantage pour abrégier la guerre et pour alléger l'effort indispensable de nos armées.

XXIV

POUR QUE TOUS LES CONCOURS
SOIENT DONNÉS A NOS SOLDATS

30 Janvier 1916.

Nul de sensé ne voudra polémiquer sur les questions de la défense nationale. On recherche en commun, chacun à son étage, la vérité. Le ministre anglais est placé sur un haut point d'où il surveille un vaste horizon. Il a ses renseignements et ses responsabilités. Audessous des gouvernants et d'accord avec eux sur le but, chacun accomplit sa tâche. La nôtre est de donner une voix à des sentiments qu'il faut bien qu'on connaisse : c'est par les armes qu'on réduira l'Allemagne ; aucun procédé diplomatique ou d'épuisement économique et financier ne dispensera de cette décision par la force ; nous le disons tous, mais ajoutons que nos soldats auront moins de mal s'ils trouvent devant eux une nation déprimée par des manques de ressources.

Les Allemands nous ont attaqués, parce qu'ils se savaient abondamment outillés, et

nous, démunis. Ne négligeons pas la possibilité que nous donne l'empire des mers de nous créer à notre tour une formidable supériorité et de les anémier.

Il y a quelques jours, à la Chambre des Communes, plusieurs voix ont reproché au ministre des affaires étrangères d'entraver l'action de la marine et de montrer un excès de condescendance pour les réclamations des neutres. Je pense avec l'honorable M. Shirley Benn et ses collègues des Communes que « la politique énergique qui aurait pour résultat de raccourcir la guerre, fût-ce d'un seul jour, doit être favorablement accueillie par toutes les nations qui ont le désir de ne pas voir le christianisme remplacé par la kultur, ni Berlin dictant des lois au monde civilisé ». Je ne discuterai pas les phrases brillantes du discours qu'on leur opposa ; je m'attacherai à quelques pensées qu'il y a par-dessous et que l'on connaît mieux par des conversations.

Ceux qui soutiennent la thèse du *statu quo* nous disent :

« Laissons l'Allemagne acheter aux neutres, laissons-la dépenser son argent. »

Oh ! il n'y a personne pour accepter que l'Allemagne exporte. « L'exportation créerait du crédit aux Allemands, mais quand des

marchandises pénètrent chez eux, il faut qu'ils paient, qu'ils se vident de leur or, et c'est excellent pour nous. »

Voilà le premier étage du raisonnement et comme la première couche géologique des pensées de nos contradicteurs. Mais n'y a-t-il rien de plus ?

J'ai dit l'autre jour que certains produits sont autorisés à sortir de France pour aller chez les neutres, au risque d'être de là introduits en Allemagne, parce que nous craignons de céder notre place commerciale à des concurrents étrangers. N'y a-t-il pas des alliés pour croire que le thé, le café, le chocolat, le tabac, peuvent être impunément livrés à l'Allemagne en temps de guerre ?

« Le thé et le café n'aident en rien les Allemands au point de vue militaire. Leur en vendre beaucoup à bon prix, c'est un excellent moyen de faire sortir leur or. »

Voilà comme on raisonne, et c'est bien le type d'un exécrationnable raisonnement. A sa base, il y a la croyance que l'on peut distinguer entre l'armée allemande et la population civile allemande. De cette absurde imagination découlent d'inépuisables erreurs de conduite. L'armée allemande et la population civile allemande ne sont pas deux corps séparés par un

mur; l'armée et la population forment un seul et même être qui vit des mêmes produits.

Des Boches, dans leurs tranchées, privés de boire chaud et de fumer en éprouveraient à la longue une diminution, ne fût-ce que par l'inquiétude que ce sentiment de leur gêne mettrait dans leur esprit. Puis les doléances de la population civile viendrait les attrister, les troubler, et bientôt les démoraliser.

Faire dépenser leur or aux Allemands, accélérer la baisse du mark, c'est bien tentant, mais cherchez ce que nous pourrions laisser entrer en Allemagne sans inconvénient. On me cite quelques produits manufacturés; ce n'est pas ce que réclament les Allemands. Ils veulent des matières premières; c'est en échange de matières premières qu'ils offrent leur or. Eh bien! il n'y a pas de matières premières que nous puissions impunément mettre dans leurs mains.

Nous ignorons tout à fait les besoins réels de l'Allemagne. Quand nous croyons lui donner une matière indifférente, nous l'aidons à tirer sur nos soldats. Voulez-vous des exemples? On avait été frappé de l'énormité des demandes qu'ils faisaient de cire de Car-nauba. C'est une sorte de cire jaunâtre, fournie par un palmier du Brésil. Quelle utilisa-

tion militaire les Allemands pouvaient-ils en tirer? On a cherché; on a trouvé qu'ils enduisaient avec cette cire l'intérieur des obus.

Même problème pour le liège. Pendant des mois, ce fut un exode de tout le liège du monde (et du nôtre même) pour la Suède et le Danemark. Les uns s'inquiétaient, les autres disaient : Le liège sert à boucher les bouteilles; pourquoi voulez-vous empêcher les Allemands de dépenser leur argent à boucher des bouteilles? Quand on a trouvé, le mal était fait. Avec tout ce liège, les Allemands faisaient un isolant pour leurs obus asphyxiants et des radiaux pour passer les canaux.

En réalité, chaque fois que l'Allemagne demande un produit, croyez qu'elle en a un besoin urgent. Son gouvernement, fort sérieux et bien renseigné, ne permettrait pas l'importation de matières premières payées coûteusement, s'il n'en avait pas un besoin urgent pour des objectifs militaires.

Conclusion : il faut tout arrêter, il faut le blocus.

Mais les pays neutres?

Nul ne songe à leur contester le droit de vivre; nous les comprenons et nous sommes sûrs qu'ils ne refuseraient pas de nous comprendre.

Leurs commerçants, à qui l'on explique nettement et énergiquement notre point de vue, n'ont rien à répondre. Quand on leur dit : Nous ne voulons plus que l'Allemagne ait aucune espèce de rapport financier, commercial, industriel avec l'extérieur, parce qu'ainsi sera terminée plus rapidement cette guerre, ils acceptent la vérité de cette thèse. Sans doute, c'est pour eux une perte d'argent, une diminution de leur chiffre d'affaires, mais les plus inféodés au commerce allemand ne contestent pas la légitimité de notre « holà ! »

Nous-mêmes, cependant, préoccupons-nous de créer des liens économiques entre ces pays neutres et les Alliés. Offrons-leur des avantages. Nous avons acheté beaucoup de viande en Amérique, n'aurions-nous pas dû débarasser les Hollandais de celles qu'ils ont passées en Allemagne ? La Suède a du bois, de l'acier, de la fonte, sans compter les produits que j'énumérais dans mon dernier article ; pourquoi la laissons-nous, comme disent ses journaux, nourricière exclusivement de l'Allemagne ? Soyons ses clients. Si nous avons créé ces relations d'intérêt d'une manière plus complète avec les neutres, ils accepteraient moins douloureusement la réglementation que la circonstance nous oblige à leur proposer.

Aux États-Unis, le parti germano-américain prétend dicter au président Wilson des notes très vives contre l'Angleterre ; mais les Américains ont exporté beaucoup, dans l'ensemble ; ils continueraient avec les Alliés. Que leur devons-nous ? Quatre, cinq milliards ? C'est une bonne situation pour causer. Et d'ailleurs écoutez ce que disent spontanément beaucoup de ces Américains :

« Le blocus effectif serait préférable pour nous au régime hybride sous lequel nous vivons actuellement. »

Pourquoi ? Parce que la déclaration de blocus, c'est une thèse juridique solide. Ils se trouveraient alors dans une position nette, celle-là même qu'ils ont connue, pendant la guerre de Sécession, quand ils bloquaient les États du Sud.

Les difficultés diplomatiques sont réelles. Pour en venir à bout, la première condition c'est de vouloir les vaincre. Ne dites pas : « Pour briser l'Allemagne, il ne faut compter que sur le concours de nos soldats. » Dites : « Pour vaincre l'Allemagne, il faut mettre tous les concours à l'aide de nos soldats, qui fournissent l'effort indispensable et principal.

XXV

L'EXTENSION DE LA LIGUE DES PATRIOTES

31 Janvier 1916.

Je m'interromps aujourd'hui de vous parler du blocus. Les Ligueurs sont à La Celle-Saint-Cloud, sur la tombe de Déroulède : je n'ai pas pu les accompagner et commémorer avec eux la mémoire de notre chef, de celui qui toute sa vie avertit la France du péril allemand ; mais par cet après-midi de brouillard, ma pensée est avec eux auprès de la pierre funèbre, et j'écoute à travers l'espace Gauthier de Clagny, dont le Grand Patriote aimait la voix éloquente et qui, cette année, veut bien se charger de donner à nos ligueurs le mot d'ordre.

Demain lundi matin, à dix heures, nous irons à Saint-Augustin entendre la messe de souvenir que fait dire M^{lle} Jeanne Déroulède.

Ces dates nous invitent à une sorte d'examen de conscience. Remplissons-nous, comme Déroulède l'aurait aimé, la tâche dont il nous a donné le modèle ?

Avant la guerre, la Ligue a fidèlement accompli une œuvre nationale. Chaque jour, elle a répété à la France : « L'Allemagne veut notre asservissement ; soyons prêts, soyons forts, matériellement et moralement. Elle veut nous commander. Nous ne voulons pas obéir ! Soyons armés, sinon nous périrons. »

Les outrages que la Ligue recevait parce qu'elle se faisait le chien de garde de la patrie sont des titres de gloire.

Aujourd'hui, ceux des ligueurs qui ne pouvaient pas rendre service aux armées ont organisé une série d'œuvres utiles aux combattants. Plusieurs fois déjà, je vous ai signalé : *Le Secrétariat du Soldat, le Tricot du combattant, la Section des Alsaciens-Lorrains, la Section des évadés.*

Le *Secrétariat du Soldat* entretient une active correspondance avec tous ceux qui s'adressent journellement à lui, soit pour les mettre en relations avec les œuvres d'assistance créées pour la guerre et les appuyer auprès d'elles, soit pour leur donner tous les renseignements possibles d'ordre militaire ou judiciaire.

Le *Tricot du combattant*, organisé avec l'appui de l'*Écho de Paris*, envoie au front ce qui peut être utile ou agréable à nos soldats... Je remercie mes lecteurs qui sont donateurs et je fais appel à leur inépuisable générosité.

Les *Alsaciens-Lorrains* ne pouvaient être oubliés par

la Ligue. Des milliers d'entre eux se battent dans nos rangs. Nous nous occupons spécialement de les aider. Nous leur procurons des marraines ; nous secourons leurs familles... Puisse cette note tomber sous les yeux des soldats de la France originaires de la Lorraine ou de l'Alsace et sous les yeux de ceux qui veulent les servir. La Ligue est leur lieu de réunion.

Les *prisonniers évadés d'Allemagne*, ces braves qui, par des prodiges d'énergie et de volonté, surmontant les difficultés et les périls, sont revenus prendre place au front, ne méritent-ils pas que l'on s'intéresse particulièrement à eux ? Souvent ils rentrent en France dénués de tout. Une de nos sections, présidée par Henri Galli, s'efforce de les secourir dans leurs premiers besoins et en même temps d'attirer sur eux l'attention des pouvoirs publics. Nous avons demandé pour eux une prime de rengagement. Et qui niera qu'ils méritent un signe exceptionnel d'estime ?

A mesure qu'approchera la fin des hostilités, la Ligue sera appelée à rendre service, toujours en étroit accord avec l'armée et le gouvernement de la Défense nationale.

Les ligueurs, soldats ou non, se tiennent pour mobilisés. Les yeux fixés sur les chefs du pays, ils veulent servir la France ; quand ils expriment leurs pensées françaises, c'est pour collaborer à l'union, mais ils fuient les querelles. Nous avons dit ce qui était à dire sur la nécessité de prendre des précautions contre les Allemands, dans le traité de paix, afin d'assurer la sécurité de la Belgique, de

la Lorraine, des Ardennes et de Paris. Nous tenons gratuitement à la disposition de qui la veut notre carte, où l'on voit les ambitions de l'Allemagne et les frontières qui assureraient la paix française. Nous ne polémiqons jamais. Avec une parfaite courtoisie, M. Gabriel Séailles, au nom de la *Ligue des Droits de l'Homme*, nous contredit dans une brochure récente. Nous nous abstenons de lui répondre. Ce n'est pas que les arguments fassent défaut, mais ce débat implique désunion et lutte entre Français, sans utilité immédiate. Nous sommes d'accord, les uns et les autres, sur une formule parfaite : désarmer l'Allemagne, assurer la paix en mettant l'Allemagne dans l'impossibilité de recommencer. Cela comprend tout et spécialement la garantie matérielle de la frontière. Cela fixerait la victoire dans la Cité.

La victoire ! Tandis que j'écris ce mot, un ligueur revient de La Celle-Saint-Cloud et me raconte l'émotion que tous ressentirent quand Gauthier de Clagny, au cours de sa harangue, traça un tableau saisissant de la mort du chef :

« Le 31 janvier, dit-il, sur la fin de l'après-midi, Déroulède fut déposé dans le cercueil ; ses mains jointes tenaient le crucifix, sa tête

reposait dans les plis du drapeau. Alors, penchée sur le visage du mort, sa sœur le voit resplendir d'une beauté fière, presque surhumaine. Quelle est cette transfiguration? Inspirée par une vision prophétique, Mademoiselle Déroulède s'écrie :

« Nous aurons la guerre cette année! Paul voit la victoire! »

Et l'orateur ajoute : « Six mois plus tard, la guerre éclatait, et nous avons aujourd'hui la certitude qu'elle ne nous échappera pas, cette victoire que Déroulède a entrevue quand s'est envolée vers Dieu son âme immortelle. »

La paix victorieuse signée, il faudra recueillir les fruits du trop sanglant effort et donner toute leur fécondité aux sacrifices consentis. A la guerre des champs de bataille succédera dans le monde entier une lutte économique. Depuis longtemps, l'Allemagne a entrepris la conquête universelle par l'organisation méthodique de son commerce et de son industrie, par sa propagande officielle et sournoise. Vaincue, elle reprendra la lutte. Voulez-vous un exemple? Je sais que, dès maintenant, elle se prépare pour qu'après la guerre une partie de ses produits manufacturés soient achevés, terminés en Espagne, et que de là ils nous viennent par-dessus les Pyrénées

comme produits espagnols. Ce n'est là qu'une des mille ruses que les Boches ont dans leur besace. La France devra défendre son marché et reconquérir les marchés étrangers. La Ligue pourra apporter un concours efficace aussi bien aux pouvoirs publics qu'aux représentants autorisés des grands intérêts nationaux ; son organisation populaire puissante deviendra le point d'appui de toutes les associations professionnelles ouvrières et patronales. Comme l'a très bien dit Gauthier de Clagny, nous n'avons pas la prétention insolente de nous substituer aux grandes et puissantes associations corporatives, mais nous leur offrirons notre concours et nos moyens de propagande pour faire entendre aux pouvoirs publics et faire pénétrer dans les masses populaires leurs revendications quand nous les jugerons conformes aux grands intérêts de la patrie.

A cet effet, nous avons constitué dans la Ligue une section économique, dont M. Ernest Carnot, ancien député, l'un des fils du président Carnot, a bien voulu prendre la présidence, en même temps qu'il acceptait une vice-présidence de la Ligue. Un tel nom, synonyme d'honneur, et qu'entoure le respect de tous les Français, est une force pour notre groupement, aussi bien que la science de

celui qui le porte est une garantie pour les travaux de notre section économique.

Tous les patriotes seront heureux d'apprendre l'adhésion d'Ernest Carnot et heureux aussi d'apprendre que Charles Chenu, l'éminent bâtonnier d'hier, nous apporte avec son nom l'appui de ses conseils et de son éloquence, en prenant place dans notre comité-directeur. Je remercie ces deux illustres adhérents. D'autres appuis nous sont encore venus, précieux par leur compétence et par leur autorité, qui nous aideront à faire de la Ligue, selon le vœu de Déroulède, un puissant instrument de défense nationale en dehors et, si j'ose dire, au-dessus de tous les partis, car nous ne voulons connaître entre les Français d'autre division que celle qui séparerait les patriotes et les antipatriotes.

P.-S. — La Ligue s'est installée au coin de l'avenue de l'Opéra, 2, rue Sainte-Anne. C'est là que je prie ceux qui nous approuvent de faire parvenir leur adhésion à notre administrateur général, Ferdinand Le Menuet.

Il y a quelques mois, notre section des Alsaciens-Lorrains avait plus de marraines que de soldats. La situation s'est renversée. A cette heure, nous connaissons quatre cents

soldats d'Alsace ou de Lorraine à qui il ne nous est pas possible d'attribuer un correspondant. Et chaque jour nous recevons des demandes. C'est au point que je fais reviser les anciennes lettres de marraines pour voir si quelques-unes d'elles ne seraient pas disposées à accepter un filleul de plus...

XXVI

LE SUFFRAGE DES MORTS

2 Février 1916.

Depuis le début de la guerre, des centaines de mille de Français sont morts, qui valaient mieux que nous qui leur survivons. Dans le silence de sa conscience, chacun se dit que les faibles et les médiocres demeurent et que les meilleurs de la nation sont étendus sous la terre qu'ils défendaient, depuis les boues du Nord jusqu'aux montagnes des Vosges.

Qu'allons-nous faire pour ces morts ?

Aux plus fameux, nous dresserons des statues sur nos places publiques ; aux autres, des stèles funèbres sur leurs ossuaires. Comme c'est froid, cette pierre, ce bronze et ces pompeuses inscriptions ! Que c'est insuffisant pour

l'intime besoin qu'il y avait chez la plupart d'eux et qui subsiste dans leurs familles d'éterniser leur existence. Ils sont morts pour vivre dignement dans la mémoire des êtres qu'ils aimaient. C'est le vœu que l'on trouve dans leurs plus belles lettres; c'est le sentiment qui les reconforta, quand leur regard prêt à se fermer interrogeait, une dernière fois, leurs chefs et leurs camarades.

Ces morts que nous savons meilleurs que nous-mêmes et dont nous entendrons la voix jusqu'à la fin de nos jours, pouvons-nous accepter qu'ils se taisent désormais et qu'ils ne donnent aucun avis dans la reconstruction de la patrie qu'ils ont sauvée?

Toute notre existence réelle, physique et morale, nous la leur devons. Sans leur sacrifice, Paris et ses trésors seraient anéantis et nous tous, nous serions ruinés et réduits en esclavage. Si jamais l'action des morts sur les vivants apparut avec évidence, s'il fut à aucun moment permis de proclamer sur des tombes que ceux qui les remplissent sont les maîtres de la vie, c'est bien en parlant des héros qui brisèrent la force allemande et à qui l'univers doit de n'être pas à cette heure germanisé. Les morts de la Marne sont les sauveurs du monde. Nous allons vivre de leur sacrifice ;

leur exemple continuera de nous enseigner ; pourquoi n'auraient-ils pas le droit de faire entendre leurs conseils et leur volonté, comme nous tous, dans cette France que nous leur devons ?

Je demande qu'ils puissent voter.

— Comment ? C'est impossible. Les morts n'existent plus. En s'évanouissant ils se désintéressent des soucis de la vie.

— Cela n'est pas vrai des morts qui sauvent la France. Ceux qui tombent ces mois-ci demeurent au milieu de nous, occupent nos pensées, nous frôlent à toute heure, ne cessent pas d'errer de leurs familles à leurs compagnons de guerre. Ce qu'il y avait de meilleur en eux est passé dans ces camarades qui les vengent et dans ces femmes qui les pleurent et à qui nous remettons leurs Croix de guerre. La veuve, la mère, le père, le fils d'un soldat tombé à la guerre sont visiblement ennoblis par leur deuil glorieux. Voyez leur attitude, écoutez leurs propos, quelle transfiguration ! Il semble que l'âme du mort soit venue doubler celle du survivant.

Chacun de nous pourrait citer des exemples nombreux et magnifiques de cette transfusion d'héroïsme. Écoutez cette lettre que vient de recevoir un soldat du 95^e d'infanterie. Sa

sœur lui annonce la mort de leur frère tombé face à l'ennemi : « Mon cher frère, ton frère vient de mourir, mais il ne faut pas le pleurer, car il a été blessé en faisant son devoir et sa mort est belle. Je t'envoie un mandat : bois à sa mort, comme tu boirais à sa noce. »

L'antiquité classique n'a rien de plus beau. Cette Française de Sparte a hérité l'âme du soldat son frère, qui accepta de mourir pour la patrie, - et non point son âme paysanne et quotidienne, mais son âme guerrière, telle se haussa dans la minute du sacrifice.

Certainement le brave à l'heure où il tombe pour la patrie fait éclore des idées nouvelles dans le cerveau de ceux qui le voient et qui l'admirent. Ces idées, ce sont les siennes. Je demande qu'elles puissent s'exprimer.

Aujourd'hui encore, à la minute où j'écris cet article, une lettre m'arrive d'une femme dont les Prussiens viennent de fusiller le mari : « Je veux causer avec vous, me dit-elle; la force que mon noble mari a mise en moi, je veux qu'elle profite à la France ». Oui, ce qu'il y avait d'excellent dans nos morts, ce que la circonstance a fait apparaître de sublime en eux repose dans leurs proches et demande à enflammer la France.

Je propose que les veuves des soldats morts pour la patrie disposent du bulletin de vote de celui qui ne peut plus défendre les intérêts de sa petite famille.

Je propose que le père, s'il n'y a pas de veuve, dispose, en même temps que de son vote personnel, du vote de son fils tombé face à l'ennemi, afin que les intérêts des soldats de la guerre soient défendus par le mort.

Je propose que la mère, à défaut d'une épouse et d'un père, reçoive le droit de voter puisqu'elle a donné à la France celui qui l'aurait protégée.

Les détails sont à préciser. Avant que je dépose un texte à la Chambre, tous les avis me seront précieux. Aujourd'hui je sou mets au public le principe. Le principe du suffrage des morts de la guerre. Il ne faut pas que par sa vaillance l'armée diminue ses moyens de se faire entendre. Il serait affreux que de sacrifice en sacrifice les combattants en arrivassent à se trouver moins nombreux que les non-combattants et parfois à subir la loi des embusqués.

Ma proposition ne favorise aucun parti, puisque toutes les classes ont envoyé leur élite sur les champs de bataille. Je la confie, en dehors de toute catégorie politique, aux

familles honorées par des deuils. J'en appelle au cœur de la France. Nul ne méconnaîtra l'importance d'une grande manifestation nationale qui constaterait d'une manière décisive et saisissante notre gratitude envers nos sauveurs, notre volonté de les maintenir en esprit au milieu de nous et d'agir toujours en nous demandant s'ils nous approuveraient, eux qui sont notre élite.

XXVII

IMPUNITÉ REGRETTABLE

Le Parlement.

3 février 1916.

La Chambre vient encore d'ajouter à son effroyable discrédit. Quelques-uns de ses membres ont obligé par leurs violences le Ministre de la guerre à quitter momentanément la tribune, et cela au moment même où nos ennemis, désespérant de briser nos soldats, mettent tout leur espoir dans nos divisions.

La *Gazette de Francfort* parle « des oscillations frappantes que montre en ce moment

l'édifice de l'État français ». Pour tous les Français consciencieux et de bon sens, une telle affirmation, avec laquelle le gouvernement impérial essaye de remonter le moral de son peuple, devrait être une invitation au calme et à la dignité; mais certains députés ne peuvent pas se contenir. Leurs compétitions et leurs basses querelles en pleine guerre sont criminelles.

Ah! que nous avons raison, au soir du 4 août, après la séance de l'union sacrée, quand nous écrivions ici : « Belle et bonne journée... sommet de la perfection parlementaire. Nous ne ferons rien de mieux; nous n'avons plus qu'à nous séparer jusqu'au jour où nous nous réunirons autour de la France victorieuse. Viviani lit la phrase qui nous ajourne. J'aurais préféré un décret de clôture... »

Et trois mois plus tard, en décembre, quand ils revinrent de Bordeaux pour tenir séance, étions-nous dans le vrai en signalant le danger de recommencer les exercices du temps de paix? Ce n'est pas que les bons patriotes, les Français raisonnables ne soient en majorité au Parlement, mais je prévoyais ce qui allait advenir d'eux : « Des fruits qui se touchent dans un compotier se gâtent aisément,

disais-je. Le couteau de la guerre n'a pas enlevé tout ce qu'il y a de pourri au cœur de certains politiciens. Méfions-nous des meilleures poires si l'une d'elles est blette. »

C'est un grand malheur que le personnel parlementaire veuille sans trêve occuper la scène. Notre situation n'a pas d'autre point noir, mais celui-là est sérieux. Nous constatons avec regret que nous n'avons été que trop bon prophète. Un mouvement d'inquiétude et de dégoût soulève la France entière.

Il n'est pas douteux qu'à la paix le problème sera de modifier la Constitution, c'est-à-dire de renforcer l'autorité du chef de l'État, d'établir la responsabilité ministérielle devant le chef de l'État, de choisir plus volontiers les ministres en dehors du Parlement, de restreindre l'autorité parlementaire et de modifier le mode électoral. C'est une grande tâche que nous aurons à résoudre en loyale collaboration avec des hommes de tous les partis, réunis par la claire vision d'un but commun : c'est une tâche pacifique, sans violence, mais qui devra être définie avec clarté et exécutée avec résolution.

De tout cela nous reparlerons, car l'heure n'est pas venue. Aujourd'hui, il s'agit de subordonner nos idées, nos intérêts, nos pas-

sions, tout notre être, à la préparation de la victoire, et il est abominable de voir des jeunes gens qui devraient être à la caserne s'autoriser de je ne sais quel privilège pour insulter le général Gallieni et le général d'Amade.

Comment peut-on oublier à ce point que la France est en péril de mort, que nos volontés doivent être tendues, engrenées, coordonnées, disciplinées et ne connaître que l'absolue nécessité de vaincre.

De la mer du Nord à la Suisse, ne perdons jamais de vue la frontière sinueuse formée par nos fils et par les territoriaux. Voyez ces dunes, ces boues marécageuses, les positions sanglantes de Notre-Dame-de-Lorette, la vallée de la Somme, les tranchées argileuses et collantes de l'Aisne, toutes blanchâtres en Champagne, les sombres collines forestières de l'Argonne, la Woëvre toute trempée, le sinistre bois Le Prêtre, la Lorraine en ruines, les Vosges, cimetière de nos alpins. Sur ce long réseau, à toutes les heures, depuis dix-sept mois, toujours des efforts, toujours des blessés et des morts.

C'est une chose qui est également pénible aux adolescents et aux quadragénaires qui mènent cette vie infernale, avec abnégation

et sans une plainte, quand ils supposent qu'à l'arrière on pourrait les oublier. Nos soldats ont été peïnés ou froissés quand il est arrivé quelquefois que certaines personnes (prenant à la lettre les plaisanteries vaillantes que les combattants aiment à envoyer à leurs familles et à leurs amis, pour les rassurer) ont parlé de la vie joyeuse des tranchées. Ils ont été à juste titre froissés et peïnés parce que celui qui accepte de souffrir pour la France trouve sa récompense dans la gratitude que la France tourne vers lui ; mais quelque chose, quelque chose qui offenserait plus que tout les combattants, ce serait l'indifférence, l'oubli que leur montreraient les élus, ce serait qu'au fond de leurs tranchées boueuses, à quelques pas des Allemands, ils pussent s'imaginer que pour les députés il y a une autre guerre que la guerre contre les Boches.

Comment ! les Allemands sont à demi étranglés ; ils manquent d'air ; par instants nous commençons d'entendre leurs râles ; ils se sentent trop essoufflés pour aller en Mésopotamie, en Égypte, sur Salonique, pour enfoncer les Russes, pour enfoncer notre front ; ils n'espèrent plus sérieusement que dans nos divisions, et c'est l'instant où quelques êtres malfaisants tentent de justifier l'idée inexacte

que le gouvernement impérial veut donner de notre anarchie intérieure!

Une telle conduite est antifranaçaise, et tous les patriotes la réprouveront. Faisons l'union autour des chefs de la Défense nationale et autour de l'armée. D'ici peu, le désespoir allemand va sans doute tenter un de ses suprêmes efforts, d'autant plus terribles. Nous ne devons penser à rien autre qu'à lui opposer une muraille infranchissable et de terribles ripostes. Des députés, qui ont l'âge d'être au combat et qui restent à Paris pour insulter en pleine Chambre des généraux français, font une besogne dont l'impunité est profondément démoralisante. Je manquerais à mon devoir en ne le déclarant pas très haut.

XXVIII

POUR LES FRANÇAIS ENVAHIS

5 Février 1916.

Dans les dix départements envahis par les Allemands il reste une population de deux millions deux cent cinquante mille âmes.

En voulez-vous le décompte? Nord, 1 mil-

lion 850. — Aisne, 400.000. — Ardennes, 318.000. — Pas-de-Calais, 280.000. — Meurthe-et-Moselle, 150.000. — Meuse, 80.000. — Somme, 75.000. — Marne, 60.000. Oise, 35.000. — Vosges, 5.000.

Ces Français souffrent cruellement. Ils n'ont plus à manger, ni de quoi se vêtir.

Comment se nourrir ? Au début, il existait un stock alimentaire dans les maisons et les boutiques. Il est épuisé et ne se renouvelle pas, car la Hollande et la Belgique sont fermées à l'exportation vers le nord de la France. En particulier, les produits d'épicerie sont devenus très rares et très chers ; le savon, l'huile et parfois le poivre manquent en maints endroits. Les légumes sont assez abondants. Pour la viande, on en trouve encore et même un peu de lait dans les régions agricoles : dans les régions industrielles, elle atteint des prix extraordinaires : le bœuf se paye 14 francs le kilo à Lille, et les œufs 60 ou 75 centimes la pièce.

Sans la *Commission for Relief in Belgium*, commission neutre de ravitaillement pour la Belgique et le nord de la France, la situation serait tout à fait mortelle. C'est une œuvre qui fonctionne sous le patronage de la Hollande, de l'Espagne et des États-Unis d'Amé-

rique; des Américains la dirigent; elle ravitaille la Belgique et la France occupées. Tous les vivres sont achetés en Amérique et arrivent à Rotterdam, d'où ils sont expédiés par bateaux et ensuite, s'il y a lieu, par chemin de fer, aux centres où le *Comité d'Alimentation du Nord de la France* procède à leur répartition entre les communes.

Il arrive ainsi d'Amérique du blé ou de la farine, des légumes secs, du riz, du lard, du saindoux, du café, un peu de lait condensé, de l'huile, du savon et pendant un moment de la viande salée.

Chaque famille reçoit une carte qui lui permet de recevoir une ration quotidienne de pain, 320 grammes par tête et par jour, ce qui est peu si l'on songe qu'en temps normal un ouvrier mange facilement 800 grammes ou 1 kilo. Le riz remplace dans une certaine mesure le pain, mais les autres rations sont très insuffisantes : par jour et par tête elles s'établissent en effet comme suit :

Farine.	250 grammes.
(soit pain 320 grammes).	
Riz.	40 —
Pois et haricots secs.	20 —
Lard et saindoux.	60 —
Sucre.	10 —
Sel.	10 —
Café	20 —

Mais faites attention que ces chiffres sont des *maxima* qui jamais, sauf en farine, ne sont atteints.

Voilà comment nos compatriotes végètent. Mais sont-ils vêtus ? Plus mal encore qu'ils ne mangent.

Qu'on pense, après dix-huit mois de guerre, à l'état des habits, des bas, des chemises, des chaussures d'une population sans ressources. Rien chez les marchands. Leurs stocks sont épuisés. Comment les reconstitueraient-ils ? Tout manque à la fois, les vêtements confectionnés, le tissu pour en faire, le fil, les aiguilles, la laine à repriser, le cuir à raccommoder. Dans la région de Longwy, pour prendre un exemple, cinquante mille enfants sont presque sans vêtements ; c'est toute la jeune génération qui dépérit.

Au *Secours national*, depuis longtemps nous étions émus de cette douloureuse situation. On nous a donné des millions pour alléger les misères de la guerre, mais comment en faire profiter les départements envahis ? Comment y pénétrer ? Ces jours derniers, enfin, M. Appel nous a dit : « J'ai le moyen. Par l'intermédiaire de cette *Commission for Relief in Belgium*, nous parviendrons jusqu'à nos compatriotes, derrière les lignes allemandes... »

La Suisse, toujours dévouée aux œuvres de bonté, prêtera son concours pour le transport dans les régions à atteindre.

Mais quelle garantie que les Boches n'habilleront pas leur triste progéniture avec les étoffes que nous destinons aux petits Lorrains, Ardennais, Flamands? Nous nous en fions aux délégués américains qui siègent à Lille, à Valenciennes, à Saint-Quentin, à Vervins, à Charleville et Longwy. Leur organisation paraît excellente. Les distributions se font dans des locaux spéciaux, écoles ou mairies, par les soins d'un personnel nombreux et sérieux, généralement volontaire et toujours français, recruté parmi les fonctionnaires sans emploi. Chacun y met sa bonne volonté, car il sait qu'il travaille à empêcher ses compatriotes de mourir de faim. Tous affirment que dans la grande quantité de vivres qu'ils ont distribués jusqu'à cette heure le Boche s'est abstenu de rien avaler. Ce précédent donnera confiance.

Les magasins du *Secours national* sont insuffisamment garnis pour satisfaire à ces immenses besoins. Nous faisons donc appel au public : « *Que les Français de la FRANCE LIBRE qui supportent, avec tant de dignité, les angoisses de la longue guerre, mais ignorent*

les douleurs multiples de l'invasion, songent aux enfants, aux femmes, aux vieillards demeurés dans leurs foyers, sous l'occupation ennemie, et qu'ils donnent des vêtements neufs ou usagés, des chaussures, du drap, des étoffes, du linge, de la laine, du fil, des aiguilles, du cuir, pour ceux qui n'ont plus rien pour se préserver du froid, et surtout pour les jeunes enfants qui vont en mourir.

» *Que les personnes qui se trouvent empêchées des dons de vêtements, sous-vêtements, chaussures, mercerie, etc., souscrivent en argent, il appartiendra au Comité du Secours national d'en opérer la transformation en nature.* »

A Paris, les maires, au dévouement de qui on ne recourt jamais vainement, ont immédiatement offert d'organiser des centres où chacun pourra apporter ses dons.

Mercredi, sur la convocation de notre maire et de ses adjoints, se sont réunis à la mairie du premier arrondissement MM. les conseillers municipaux de l'arrondissement, les curés, les directeurs et M^{mes} les directrices d'école, les directeurs, toujours fort généreux de plusieurs grands magasins. Il a été décidé que les vêtements, chaussures, mercerie, que des donateurs voudraient bien apporter se-

raient reçus les mercredis et samedis, de deux heures à cinq heures, à la mairie, où le Secours national les ferait prendre.

Quant aux dons en argent, adressez-les donc, soit à la caisse du Comité du Secours national, 13, rue Suger, soit à M. M. Mirabaud, trésorier du Comité, 56, rue de Provence, avec la mention : « *Pour la France occupée* »,

Cet empressement de Paris est de bon augure; j'ai confiance que, par les soins du Secours national, une distribution de vêtements va compléter les distributions de nourriture. Tout cela est bien triste, mais la victoire est au bout; faisons le possible pour alléger les souffrances matérielles de ces Français envahis.

Restent les souffrances morales... Ces populations, derrière les tranchées allemandes, ne savent rien des soldats, leurs fils, leurs maris, leurs parents. Depuis août 1914, elles se demandent s'ils sont vivants, blessés, tués : une amère douleur s'ajoute ainsi à l'humiliation et aux vexations que la présence de l'étranger exécré leur inflige.

A cela, nul autre remède que la victoire de nos armes.

La situation des envahis est atroce. Nous y pouvons quelque chose, très peu, au point

de vue matériel ; rien au point de vue moral. Tâchons au moins de ne pas l'empirer ! Là-dessus je prie qu'on me laisse faire une réflexion qui est d'actualité, et qui d'ailleurs vient à l'esprit de tous mes lecteurs. Il est de toute nécessité que les éléments ignobles qui subsistent en infime quantité parmi nous soient muselés, car leurs aboiements sont soigneusement recueillis par la *Gazette des Ardennes*, journal que les Allemands ont créé pour mettre sous les yeux de nos compatriotes tout ce qui est propre à les peiner et à déconsidérer notre pays.

Ne doutez pas que la honteuse séance n'ait été copieusement étalée sous les yeux des Français envahis, à qui la *Gazette des Ardennes* cachera l'universelle protestation par laquelle le pays a bien vengé les deux généraux qu'assaillait une écume.

La situation est claire : la France se trouve en péril de mort. Nous ne pouvons être tirés de là que par notre puissance militaire. Tout ce qui tend à l'affaiblir fait le jeu de l'Allemagne et conspire avec nos ennemis contre la vie du pays. Tous ceux qui nous divisent sont des traîtres criminels.

Rejetons avec horreur les querelles ; saisissons avec empressement les occasions de col-

laborer dans une étroite amitié. Il n'en est pas de meilleure que de nous grouper pour soulager la misère des Français qui, piétinés par les Prussiens, supportent le plus douloureusement le poids de la guerre.

XXIX

LES REPRÉSAILLES ? C'EST LE BLOCUS RESSERRÉ

7 Février 1916.

Ce matin, dans Paris, funérailles solennelles des femmes, des enfants, de tous les civils victimes du Zeppelin.

Le problème n'est pas de savoir s'il faut des représailles. Laissons de tels débats à des pacifistes qui se sentent encore des bourdes avec lesquelles on les mystifiait à La Haye. Nous sommes en guerre avec le plus redoutable adversaire qui soit au monde ; il veut briser les os de notre race, anéantir notre élite et réduire le reste en esclavage ; il faut vaincre. Que leurs Zeppelins viennent ou non dans le ciel de Paris, cela ne change pas un iota aux données du problème ; nous n'avons pas besoin que les Allemands tuent les femmes et

les enfants pour prononcer le *delenda carthago* ; dès le premier soldat qu'ils ont jeté à terre, dès la première pierre qui s'est écroulée de la cathédrale de Reims, nous nous sommes trouvés en présence de la vraie question : « Comment venir à bout de l'Allemagne ? Comment briser l'Empire ? »

« A Essen ! crient quelques-uns. Des dirigeables, des avions ! Allons survoler leurs villes ». C'est toujours ce fameux texte de Démosthène que j'ai publié : « ... Peu s'en faut que vous ne fassiez la guerre à la manière des pugilistes barbares. Ceux-ci, aussitôt touchés, ne manquent pas de porter leur parade sur le point frappé, et partout où ils reçoivent un nouveau coup, c'est là qu'ils jettent leurs mains. Ils ne savent ni ne veulent se couvrir d'avance, ni se tenir en garde ». Quand nous n'avons pas su maintenir notre maîtrise de l'air, est-il raisonnable qu'un bruit d'Allemands se faisant dans le ciel, aussitôt nos pensées s'envolent à leur suite ? Nous oublions qu'il est un domaine où nous sommes les maîtres mieux qu'ils ne le sont dans l'air. Cette vermine du ciel n'est rien auprès de la puissante flotte des Alliés. Sur l'eau nous sommes certains d'obtenir, pourvu que nous le voulions, des résultats infiniment plus efficaces,

pour la décision de la guerre, que ne peut l'être la mort de quelques douzaines de femmes, d'enfants et de quinquagénaires. Par le blocus nous tenons à la gorge l'Allemagne demi-étranglée.

J'ai entre les mains le plus récent tract de propagande, le numéro 17, répandu dans les pays neutres par « le comité de guerre de l'industrie allemande de Berlin ». Il est rédigé en français afin d'atteindre les classes instruites et l'élite européenne. Disons-le en passant, cet emploi de la langue française, au moment où elle est rigoureusement proscrite en Allemagne, démontre la souplesse des moyens de nos ennemis.

Eh bien ! qu'y a-t-il de saillant dans ce document, qu'est-ce qui s'en détache, qu'est-ce qui monte à sa surface ? Un grand cri que les Boches jettent au monde : « Il est faux que nous ayons faim. » Ah ! pauvres Boches, votre inquiétude perce... Mais taisons-nous, écoutons leurs explications, et tandis qu'ils plaident, surveillons les inflexions de leurs voix.

Leur thèse que nous allons entendre, c'est celle que les dirigeants allemands s'efforcent de répandre dans le peuple et chez les neutres. Elle est trop significative pour que je me borne

à l'analyser en risquant de la dénaturer. Voici exactement la partie centrale de ce petit tract, voici de quels termes se servent les propagandistes Allemands, grands faiseurs de systèmes, comme on sait, pour anéantir *la légende de la famine* :

« Autrefois, disent-ils, l'Allemagne avait intérêt économique à retirer des parties de son sol les plus favorisées de la nature et cultivées selon la méthode scientifique la plus rationnelle des produits chers, tel le sucre, pour les échanger contre des marchandises de masse à bon marché et surtout contre des marchandises appelées à satisfaire les besoins de luxe ; autrefois, les parties de l'Allemagne qui avoisinent la frontière avaient pu mettre à profit l'économie de fret ou de transport et importer à bas prix des produits alimentaires...

» Aujourd'hui, force a été de répartir les surfaces agricoles allemandes suivant de nouveaux principes, d'après les produits à obtenir ; d'ouvrir de nouvelles voies de transport et de régler scientifiquement la consommation d'après la nature et la quantité, et en renonçant à la plupart des marchandises de luxe. Mais pour cette transformation manquaient les organisations nées de la libre concurrence et d'une adaptation progressive à l'ensemble

des circonstances économiques. Aussi la transformation soudaine de l'économie nationale allemande devait-elle avoir pour premier effet une perturbation dans les formes d'organisation existantes. Elle a amené des oscillations de prix et des enchérissements désordonnés qui, en certains cas, ont été accentués par des manipulations intéressées.

» Devant ces irrégularités, le peuple allemand n'a pas été long à exprimer unanimement son mécontentement. Mais les autorités fédérales sont intervenues, recourant au seul moyen permettant d'y remédier durablement : à la systématisation de l'ensemble de l'économie allemande, qui, se basant sur une connaissance exacte de l'état des choses et des besoins présents, remplace rapidement et efficacement une lente et tâtonnante adaptation aux tâches économiques modifiées.

» Ni les autorités fédérales allemandes, ni les partis politiques allemands, ni aucun Allemand sensé n'ont, un seul instant, douté à cet égard, de la certitude que, par une production rationnellement organisée et par une juste répartition, l'Allemagne est à même de se suffire comme entité économique pendant des années et des années, voire toujours. S'il y a eu, quelque temps, divergence des opi-

nions, ça n'a été que sur le mode et l'étendue de l'empiétement à exercer sur la liberté de la vie économique générale. Devant l'infinie diversité des connexités économiques, toute réglementation, par les autorités, d'une seule question, devait en soulever une infinité d'autres. Quiconque se propose de régler, par exemple, les prix et la vente du détail, doit prévoir la réglementation des marchés des cuirs, beurre, lait, fromages, fourrages, etc. Et une action efficace n'a été possible que quand on a eu établi une nouvelle systématisation de l'ensemble de l'économie générale reposant sur le plus minutieux relevé des possibilités de la production et des besoins de la consommation.

» Ces travaux préparatoires ont été faits et, coup sur coup, se promulguent maintenant les ordonnances qui donnent à l'existence économique entière de l'Allemagne une nouvelle base, inouïe dans l'histoire moderne. »

C'est clair. Ce document officiel déclare que l'Allemagne est tout à fait coupée de l'extérieur, mais qu'elle évitera la famine en produisant seule, par un effort colossal, tout ce dont elle a besoin.

A qui le faire croire? C'est toujours le même système de bluff. L'Allemagne ne

pourra pas produire en temps de guerre plus qu'elle ne produisait en temps de paix ; elle ne pourra pas avoir à la fois ses hommes dans les armées, dans les usines de guerre et dans les cimetières, et puis dans les travaux industriels et agricoles.

Si l'Allemagne mange et respire. c'est qu'elle n'est pas encore, quoi qu'elle essaye d'en faire croire, absolument séparée du monde, c'est que la flotte anglaise entrave insuffisamment l'envoi des produits alimentaires mondiaux par l'intermédiaire des ports neutres, vers les consommateurs allemands. Mais que le blocus soit resserré, et vous verrez ce que deviendra cette prétention du génie organisateur allemand de transformer, en pleine guerre, la production et la répartition des produits (en même temps que de conquérir les Indes et l'Égypte, d'enfoncer les lignes de Russie, de Salonique et de France) ; vous verrez ce que deviendra le moral allemand.

Nos ennemis nient leur détresse, mais d'un ton qui nous persuade de leur angoisse. En cherchant à diminuer l'importance de leur « gêne alimentaire », ils en reconnaissent implicitement la réalité. L'aveu est à retenir. De même ce tract apologétique ne peut pas éviter de

parler des troubles qui ont eu lieu ces derniers temps à Berlin et ailleurs. Écoutez le ton : « *Il est compréhensible que dans une ville comptant plusieurs millions d'habitants il se trouve de temps à autre des personnes qui, par manque d'empire sur elles-mêmes, se livrent isolément à des scènes de tapage dans un endroit public. C'est le cas à Paris et à Londres, comme à Berlin, aussi bien en temps de paix qu'en temps de guerre...* »

Mais non, braves Allemands, à Paris et à Londres nous n'avons aucun trouble de la rue.

Un observateur, bien placé en Danemark pour « rechercher toutes les occasions d'écouter des personnes qui reviennent d'Allemagne », écrit ces derniers jours qu'il a « la conviction que ces troubles ont été plus graves qu'on ne le dit même dans la presse alliée ; qu'en plusieurs cas il y a eu non seulement des blessés, mais de nombreux morts. Plusieurs correspondances adressées d'Allemagne à ce sujet à des journaux danois, et supprimées par la censure danoise, étaient conçues dans ce sens. »

Une note identique et plus précise encore nous arrive de Suisse :

« *Il est impossible de rencontrer en Suisse des Allemands sans qu'ils vous parlent de la*

paix. C'est leur idée fixe. Leur épuisement moral est indéniable. Où en est leur épuisement physique? Le frère d'un médecin de Bâle, qui est resté volontairement à Mulhouse pour ravitailler en lait les enfants de moins d'un an (il s'occupe de 230 enfants), n'y arrive plus. Des troupeaux qui donnaient dix-sept mille litres par jour n'en donnent plus que six mille, faute de fourrage, et la mortalité infantile est effrayante. Mais ces faits peuvent être spéciaux à l'Alsace que l'Empire appauvrit à dessein. Cependant même ailleurs la vie est dure pour les classes populaires. Il semble bien qu'il y ait eu à Berlin, le 5 janvier, de nouvelles émeutes alimentaires devant une police impuissante ».

Méditez tous ces textes, confrontez les témoignages de nos correspondants avec ce plaidoyer 17 de la *Kriegsausschuss der deutschen Industrie Berlin* que je viens de vous donner, vous en tirerez la certitude que l'angoisse du ventre est extrême en Allemagne et qu'une résolution unanime, farouche, de tous les peuples alliés de tirer un plein profit de l'empire des mers sera la plus sûre des représailles, car elle livrera au dernier effort de nos armes une Allemagne anémiée.

Quelle image pleine de sens, cette quinzaine d'Allemands vêtus de fourrures, qui sont

entassés dans un Zeppelin à demi-englouti dans la mer du Nord. Plusieurs gisent au fond de la nacelle et guettent à travers ses fentes ; les autres penchés sur les rebords interrogent anxieusement l'horizon. La machine funeste monte et descend avec la vague.

La bourrasque décrit des courbes,
Les vents sont tortueux et fourbes,
L'archer noir souffle dans son cor.

Un chalutier s'est approché. Il est anglais.
Vous avez lu le dialogue terrible qui s'échange.
De ses quinze voix le Zeppelin supplie :

Car c'est un spectre que sa proue,
Le flot l'étreint, l'air la secoue.

Mais l'Anglais repousse l'argent et les supplications et, s'éloignant, abandonne le monstre à son sinistre destin. Nul besoin de commentaire ; l'Océan s'est chargé des représailles de Paris et de Londres ; auprès de ses navigateurs, les navigateurs de l'air ne font qu'un bourdonnement impuissant.

XXX

LES SALISSEURS

Le Parlement.

9 Février 1916.

Le jour de l'Union sacrée, au premier moment de la guerre, nous avons tout oublié; nous ne voulions plus nous souvenir qu'un certain nombre de ces députés, contre vents et marées, nous avaient assuré que l'Allemagne était un pays pacifique, la guerre impossible, et les craintes des patriotes des machinations réactionnaires... Nous entrons dans un monde nouveau. « Tous les mérites dateront de la guerre », disions-nous, et cette phrase, nos lecteurs savent combien de fois nous l'avons répétée ici-même.

Il fallait à tout prix faire l'union. Pourtant ce n'est pas l'idée d'utilité qui nous déterminait. C'est de l'élan le plus vrai et le plus profond que, fraternellement, nous tendions les deux mains à nos adversaires de la veille. Nous ne pouvions plus avoir d'adversaires en France. Pourquoi? Je le dirai d'un seul mot :

nous avons retrouvé par-dessous nos désaccords superficiels le fonds spirituel qui nous est commun.

L'âme française commença d'être toute gravité, saint enthousiasme, discipline, esprit de sacrifice. Vous le savez bien, lecteurs qui participez à cette vie intense ; ils le savent, ces étrangers éblouis, qui ne cessent de peindre le portrait de notre France transfigurée. Je crois vous avoir donné, un jour déjà, cette appréciation qui m'est venue des Pays Scandinaves :

« En Norvège, l'immense majorité est et a toujours été pour les Alliés... Même en Suède, quand la peur des Russes incline une partie de la nation vers l'Allemagne, l'affection et l'admiration pour la France subsistent... Suivant l'expression d'un journal de Stockholm, *la France a pris, depuis le mois d'août 1914, une apparence quasi céleste aux yeux de l'univers...* »

Une revue anglaise, *The Nation*, il y a quelques mois, disait :

Tendresse, pitié, noblesse, charité, derrière la ligne du front, dans les pays où chaque hameau pleure nos morts ; esprit de feu et d'acier, là où la bataille est engagée, telles sont les vraies révélations du cœur de la France. Ses officiers sont pleins de valeur, savants, ingénieux dans les inventions du nouvel art de la

guerre; ses soldats, extraordinairement durs à la souffrance, sachant pleinement pourquoi ils combattent. Il semble qu'ils aient peu de haine pour l'Allemand pris individuellement, mais plutôt une sorte de mépris pour une créature qui, n'étant qu'un rouage de machine, reste sans utilité quand la machine a cassé. Mais l'esprit des Français est maintenant mené par la résolution d'en finir, une fois pour toutes, avec l'ennemi. Il ne peut pas être leurré par les conditions d'un *statu quo ante*, ou même par le simple retour de l'Alsace-Lorraine et des territoires occupés. « Jamais plus », tel est le mot d'ordre. Il poursuit la destruction de ce pouvoir implacable qui a fait de la vie des hommes un cauchemar et qui pèse comme un nuage noir sur les espérances du progrès. Les hommes de cette génération donnent leur vie pour que la génération nouvelle puisse respirer l'air libre et vivre sans crainte. *Ah! ce n'est pas une France nouvelle; c'est la France profonde qui a survécu à travers les siècles.*

Cette France éternelle ou, comme nous disions, ce fonds qui nous est commun, ce trésor essentiel, je le vois briller mystérieusement dans ces innombrables lettres que, tous, nous nous passons de main en main. J'ai sur ma table dix petits recueils, imprimés ou manuscrits de jeunes morts de vingt ans, lettres du sergent Léo Latil, qu'a publiées le *Correspondant*, lettres de Jean Rival, aspirant de chasseurs, tombé au Linge; *Journal* de Jacques Brunel de Perard, brigadier, tombé à vingt ans; *Un Soldat de la Grande Guerre*, par Roger Couturier, engagé volontaire, mort

pour la France à Haute-Avesnes. Je voudrais ouvrir avec vous ces feuillets sacrés. Quelle surabondance de générosité et de grandeur ! Auprès d'eux on se fait une idée claire des chevaliers qui mettaient à l'entrée de la carrière des armes un sacrement. Pleins de respect et d'émotion, nous sommes là devant l'ombre sainte d'où jaillissent la force et la gloire de la France. Qui ne sent que ce serait un crime de troubler cette source ?

Parmi les pages les plus admirables où l'on peut surprendre la noblesse de l'âme française durant cette guerre, je n'ai rien lu qui dépasse trois, quatre lettres d'un simple facteur des postes, Jules Guérin, facteur au bureau de la rue Jouffroy, qui afin de pouvoir partir au moment de la mobilisation, donna sa démission et immédiatement rejoignit le 269^e d'infanterie. Là il se lia d'une étroite amitié avec un ingénieur de haute et forte intelligence, Marcel Lecomte. Ils se valaient par l'âme. Écoutez dans quels termes ce facteur quasi illettré, sans orthographe, annonce aux parents de son ami la mort glorieuse de leur fils qui n'est plus :

Cher Monsieur, chère Madame,

Aujourd'hui seulement je trouve le courage de vous écrire, après être bien sûr que vous avez appris la

mort glorieuse de votre fils bien-aimé, mon frère d'armes, mort comme je veux et espère mourir, en défendant le sol sacré de notre France au nom du Droit, de la Civilisation et de la Liberté.

Dans nos conversations amicales, — car lorsque le service nous laissait un instant, nous étions l'un près de l'autre, discutant la plus grande chose que l'on puisse faire pour sa Patrie, — nous nous disions : « Quoi que nous fassions, nous ne serons jamais aussi grands que ceux qui sont morts. »

Et quand la bataille a été finie, mon premier devoir a été d'aller fleurir sa tombe, et les larmes que j'ai versées ne sont pas seulement des larmes de regret, mais d'admiration. Combien il m'a paru grand, ce noble et héroïque ami ! Il m'a semblé qu'il me disait : « Tu vois, j'ai passé devant toi. »

Nous avons été cités à l'ordre du jour en accomplissant en Lorraine la même action, fiers de posséder la première citation du 269^e. Pourtant ce n'est pas la récompense qui fait la valeur de l'action. Et lorsque nous rampions dans les blés remplis de morts et de mourants, au milieu de nos ennemis, pour aller chercher une mitrailleuse, ce brave Lecomte, Robert et moi, nous n'étions guidés que par le sentiment du devoir,

Plus tard, après avoir arrosé tous les deux de notre sang le sol de la Patrie, le même sentiment nous a fait revenir, à peine guéris.

Et c'est ce même sentiment qui l'a fait mourir en héros. Nous savions bien, avant la lutte, lui, Chante-rel et moi, en nous faisant nos adieux, les sacrifices qu'il fallait faire, c'est-à-dire risquer sa vie dix fois plus que les hommes, être debout quand ils sont couchés, cible vivante alors qu'ils sont abrités. Ce n'est pas que les hommes le comprennent. Ils se disent, au contraire : « S'il n'était pas resté debout, il n'au-

rait pas été touché. » Ils ne se disent pas que s'il n'était pas resté debout, eux n'auraient pu rester couchés.

Et voilà comment votre fils est tombé mortellement en montrant l'exemple du plus beau des sacrifices.

Vous pouvez être fiers, cher Monsieur et chère Madame, de la mort héroïque de votre fils. Sa gloire rejaillira sur vous, et dans vos larmes d'infini regret luira l'admiration du grand sacrifice consenti par un père et une mère à la Patrie. Et aux pères et mères qui verront revenir leurs fils couverts de gloire et de lauriers, vous pourrez fournir l'argument indéniable : « Le mien a fait plus, il a donné sa vie ».

Vous me pardonnerez, cher Monsieur et chère Madame, si j'ai tant tardé à vous écrire, et ce n'est pas de gaieté de cœur que l'on apprend la mort d'un ami si cher, d'un si bon fils, à ses parents.

Je connais bien sa tombe et je sais ce qui me reste à faire, c'est-à-dire le venger ou mourir comme il est mort.

Recevez, Monsieur et Madame, mes condoléances les plus sincères et songez que vous n'êtes pas seuls à pleurer votre héros.

Respectueuses salutations.

GUÉRIN,

Sous-lieutenant au 269^e de ligne.

Peu après le lieutenant Guérin était tué à la tête de sa section de mitrailleurs. Il vengeait et rejoignait Marcel Lecomte.

Quand on a compris par de tels témoignages dans quels sentiments sublimes les soldats français se dévouent à la mort, on s'explique l'indignation exprimée il y a quelques jours, dans *Excelsior*, par un écrivain

qui venait de lire au compte rendu *in extenso* et officiel de la séance du 1^{er} février la déclaration que voici, d'un député M. Bernard Cadenat : « *Dans la zone des armées, on donne de l'alcool aux soldats, et vous pouvez vous féliciter qu'ils en boivent, parce qu'ainsi ils ont le courage de monter à l'assaut !* »

L'écrivain que je cite reproduit cette affreuse affirmation et s'écrie :

Je ne pense pas que jamais phrase plus impie, plus odieuse, plus révoltante ait été dite au Parlement français.

A peine avais-je lu cette abominable interruption que je fouillai du regard le bas de la colonne, avec l'espoir d'y découvrir la mention d'un tumulte furieux, tout au moins quelque semonce indignée, ou le coup de fouet d'une réplique vengeresse.

Rien ! Pas un mot ! Pas un geste ! Pas même l'indication d'un frémissement, d'un murmure dans l'Assemblée. Qu'est-ce donc, aujourd'hui, l'atmosphère de la Chambre ?

L'écrivain, le Français justement indigné qui jette cette véhémence apostrophe, c'est le père du lieutenant Marcel Lecomte, dont le lieutenant Guérin vient de nous raconter la mort admirable.

Sa protestation satisfait la conscience française. On ne peut pas supporter qu'une si haute tribune méconnaisse aussi effroyablement notre gloire, proclamée par l'univers

entier, qui est que, chez nous, cette guerre est toute dominée par l'élément spirituel. Hier, un jeune héros m'écrivait : « Nous ne permettrons pas qu'on nous sabote notre guerre. » Lisez : « Nous ne permettrons pas qu'on dégrade l'effort que nous avons fourni, le monument de grandeur morale où nous nous sacrifions pour notre honneur et pour la France.

Ah ! mon cher Georges Lecomte, vous demandez ce qu'est devenue l'atmosphère au Palais-Bourbon ? Elle est devenue positivement irrespirable à force de trivialité, de parti-pris, de bêtise et de haine. Les impurs dominent l'Assemblée, l'intimident, la salissent, y règnent. Le public ne peut pas encore mesurer la profondeur du cloaque. L'inexpiable séance où Pugliesi-Conti fut livré aux injures et aux agressions des embusqués s'est renouvelée par la suite dans les couloirs. Notre honorable collègue fut apostrophé, entouré par eux, alors qu'il lisait un journal dans la salle de lecture, et il dut avertir par lettre le président Deschanel qu'il ne viendrait plus dans l'établissement qu'avec un revolver dans sa poche.

Mais que peut-on trouver de pire et de plus nuisible aux intérêts nationaux que le scan-

dale qu'ils ont déchaîné en insultant deux généraux et en obligeant le Ministre de la guerre à quitter la tribune et la salle des séances?

Aucune mesure de précaution, pourtant, n'est prise pour l'avenir. Je dois élever mon témoignage, afin qu'il ne soit pas dit par des patriotes : « Nul ne nous a prévenus; tous étaient de mèche ou dormaient. » L'immense majorité des députés est révoltée contre un scandale permanent qui souille le fonds spirituel qui nous est commun. Déjà Auguste Bouge a jeté un mot terrible dans sa simplicité. Un de ces inconsidérés criait au ministre de la Guerre : « Nous ne sommes pas à la caserne, ici! » Et Bouge de lui jeter : « Vous devriez y être. » Un tel mot va loin. C'est le doigt sur l'abcès.

XXXI

DE TELS MORTS PEUVENT ENCORE SERVIR LA FRANCE

Le suffrage des morts.

10 Février 1916.

J'ai reçu des centaines de lettres approuvant l'idée du suffrage des morts. Les familles en deuil affirment avec nous que leur fils, leur

époux, leur père, tombés pour la patrie, et dont elles entendent, chaque nuit, la voix, n'ont pas fini de pouvoir servir la France. Ils continuent de vivre au milieu de leurs compagnons d'armes et près des êtres qu'ils aimaient. Pourquoi les écarter? Comment jeter si hâtivement à l'abîme ce qui n'a pas fini d'exister? Tant que je verrai leur visage sur le vaisseau qui s'éloigne, je guetterai et comprendrai leurs ordres. Qui donc à notre proposition de vie préférerait une pensée de mort? Je dis à la mère : Le fils admirable que vous avez offert à la patrie se tient à vos côtés ; vous pensez par lui, vous parlerez pour lui. Avec lui, dès maintenant, vous pouvez travailler au bien de la France.

Et puis, ce que je veux, c'est élever un magnifique monument à nos morts. Qu'est-ce que le bronze et le marbre qu'on dressera pour eux sur nos places publiques? Vous me dites que l'histoire perpétuera le souvenir de leur vie et de leur mort. Je réponds que ce n'est pas assez de leur garantir le passé, et qu'il faut qu'ils aient un avenir. Péguy, Psichari, Marcel Drouet, tous nos compagnons de lettres pensent encore et nous dictent leurs mots les plus clairs ; les instituteurs tombés pour la patrie continueront d'enseigner,

mieux que jamais, les petits Français de l'école primaire ; des enfants glorieux des quatre promotions de 1914, Marie-Louise, Montmirail, la Croix du Drapeau, la Grande Revanche, pas un n'a cessé de vivre.

Ce n'est point vers la nuit qu'ils criaient : « En avant ! » Mourir n'est pas finir, c'est le matin suprême.

Non ! je ne donne pas à la mort ceux que j'aime !
Je les garde.

Ma proposition sera, dans son essence très simple et très courte :

Le droit de vote de tout soldat mort pour la France passe à sa veuve, s'il était marié ; à son père, s'il était célibataire ; en cas de prédécès du père, à la mère.

Voilà l'idée à mettre en formule, que je prie mes lecteurs de continuer à répandre autour d'eux. Ils m'ont déjà écrit les lettres les plus belles. Je remercie mon éminent collègue du Sénat, Maurice Hervey, qui, de l'armée où il sert, m'a donné son approbation. Aujourd'hui, je ne veux publier qu'un argument que me fournit une Alsacienne fixée en Lorraine. Il a du poids et, sans s'adapter exactement à notre thèse, la fortifie par les réflexions qu'il nous impose.

Mon père était Lorrain, m'écrivit de Nancy M^{me} M. T. Il fut annexé en 70, alors qu'il venait de risquer dans une affaire son petit capital. Son beau-frère, qui habitait la France, fit pour lui et pour ses trois fils une option valable en France mais non valable pour les Allemands, mon père n'ayant pu quitter l'Alsace.

Il fallait donc faire émigrer mes trois frères à 17 ans. Ils ne revinrent plus à la maison paternelle. L'aîné mourut lors d'une grosse épidémie au Gué de Nancy; les deux autres sont à cette heure commandants sur le front.

Mes parents, malades, voulurent jouir de leurs fils; il quittèrent, la mort dans l'âme, la si chère petite patrie. Quatre mois après mon père n'était plus. Et depuis, notre famille, qui a tant souffert pour la France, ne dispose pas d'une seule voix depuis vingt-deux ans.

Est-il juste, monsieur, que nous soyons systématiquement exclus des affaires de notre pays, quand tant d'indignes s'en occupent?

Je le répète; cette lettre ne rentre dans aucun des cas que nous examinons; je la cite parce qu'elle dispose l'imagination à comprendre l'injustice douloureuse que ressentiraient ces familles en deuil, privées d'avoir une voix dans la reconstitution de la France.

Léon Bailby a très bien marqué ce côté du problème dans un article de *l'Intransigeant* où il donne au suffrage des morts son approbation fortement motivée :

Au lendemain de la paix, que de lois sociales seront à voter, que de réformes s'imposeront! Il faudra ressusciter un dixième de nos provinces françaises, calculer

les dommages subis, instaurer le régime nouveau de l'Alsace-Lorraine, pourvoir à la natalité française, assurer l'avenir des mutilés, des pensionnés, des veuves, *veiller à la formation intellectuelle, morale, sociale du fils du soldat devenu orphelin.*

Est-il juste que, par sa bravoure même, l'armée diminue les moyens de se faire entendre? Peut-on imaginer sans horreur l'instant où, de sacrifice en sacrifice, le peuple des tranchées en arriverait à se trouver moins nombreux que le peuple des non-combattants, et « à subir, comme dit Barrès, *la loi des embusqués?* »

Qu'on envisage, au contraire, la fierté, la sécurité qu'éprouveraient dans leurs cœurs nos combattants s'ils savaient que, morts ou vivants, ils étendent sur leur famille une protection tangible et prolongée bien au delà de cette vie dont ils font offrande à la victoire!

Honorons par cet hommage nos morts et donnons-leur l'occasion de servir encore la France. Nous attendons de cette guerre qu'elle brise la force allemande, qu'elle élève un mur infranchissable contre les hordes d'outre-Rhin, et qu'elle permette au champ de blé, ravagé, courbé par l'orage, de redresser sa moisson. Mais celle-ci que vaudrait-elle, si les éléments nobles, décimés dans cette guerre, devaient céder leur part de soleil à tout l'ignoble, à tout l'exotique? Ce serait dans notre victoire même le triomphe du plan des Boches qui voulurent toujours se substituer aux Français en France. Il faut durant quelques années, jusqu'à ce que les enfants des héros

soient devenus des hommes, remplir nos vides. Remplissons-les avec nos morts immortalisés.

P.-S. — Un chasseur à pied veut que je proteste contre le projet que l'on forme en haut lieu de donner du drap bleu horizon à nos glorieux « vitriers ». Il me dit qu'il me transmet l'opinion unanime de ses camarades et cite des noms que j'aime et respecte. Il me persuade, car je sais l'importance des armes spéciales et de la haute idée que chaque chasseur se fait justement de son corps d'élite, mais je me défends d'exprimer aucune opinion personnelle dans une question que j'ignore. Je donne la parole à mon ami. Ecoutez sa charmante éloquence entraînant, où le pas du chasseur à pied se mêle au rythme du poète (voilà que malgré sa défense, je le découvre à demi) : « ... L'uniforme des chasseurs à pied est menacé. On veut nous habiller d'azur, nous revêtir de capotes bleu horizon, nous supprimer nos couleurs favorites, sombres et discrètes, on veut en un mot nous confondre dans l'immense mer bleu pâle de l'armée française,.. C'est une erreur. Nous tenons à notre uniforme.

« Nous y tenons parce qu'il est commode et nous aide à nous dissimuler dans les bois.

Le 13 juillet, à l'assaut de la cote 285, nous avons pu nous avancer sous bois contre l'ennemi, qui ne nous a aperçu qu'au dernier moment et a fui, épouvanté par les couleurs de ceux dont il craint le contact.

« Nous y tenons, parce qu'il nous plaît de nous distinguer de la masse. Notre esprit de corps nous y oblige. Le pantalon bleu à liséré jaune ne fait pas un chasseur, c'est entendu, mais dès qu'il le porte, il se croit obligé à redresser le jarret.

« Ce n'est pas une chimère de dire que notre discipline est à la fois plus familière et plus stricte que celle des bataillons d'infanterie. Gardons notre originalité, notre indépendance, nos couleurs.

« Par amour-propre, on nous fait faire bien des choses. Puisque nous sommes toujours à la peine, qu'on nous permette quelque coquetterie.

« Nous tenoñs à notre ancien uniforme parce qu'il est sacré. Depuis Sidi-Brahim, il a toujours été à l'honneur. Dans cette guerre, nous avons vu tomber des camarades. Ils portaient des capotes bleu sombre, des écussons jonquille et des cors de chasse sur leurs boutons d'argent. C'est la suprême image que nous conservons d'eux. Si nous devons parta-

ger leur sort, il faut que nous nous ressemblions. Tels nous avons commencé la campagne, tels nous devons la finir. Que la mode change pour les autres, pas pour nous !

« Voilà ce que je tenais à vous dire, parce que, Lorrain, vous ne voudrez pas voir défiler, après la victoire, dans les rues de Nancy, de Pont-à-Mousson, de Saint-Dié ou de Baccarat, les chasseurs dans un autre uniforme que celui sous lequel ils ont monté la garde, combattu, couché sur la dure, volé à l'assaut, et sous lequel tant des nôtres dorment leur dernier sommeil. Laissez-nous les couleurs de la nuit bleue et des épis d'or. »

Ainsi nous vient de la tranchée la page d'anthologie la plus vive et la plus brillante à la gloire de nos « vitriers ». Le ministre doit-il y rester insensible ?

XXXII

HUMANI GENERIS ODIUM

La propagande à l'étranger.

12 Février 1916.

Les Allemands reprochent aux Français, aux Anglais et aux Belges (dont ils disent que parmi leurs adversaires ce sont « les seuls

qui comptent intellectuellement »), d'avoir, depuis le début de la guerre constamment manqué du sens de la réalité et de n'avoir jamais su considérer les choses « objectivement ».

C'est par suite de cette incapacité que nous nous sommes abandonnés à un si regrettable débordement d'injures contre le militarisme prussien, contre l'armée allemande, contre l'Allemagne; c'est pourquoi encore nous avons accepté et répandu les abominables calomnies qui représentent les braves soldats allemands, pourtant si scrupuleux dans la discipline, comme une bande de brutes déchaînées.

Ainsi parlent les penseurs allemands. « Ce n'est pas à Joffre, à French, à Cadorna, à Russki, mais à la déesse *Calumnia*, fille de l'impuissance, que les Alliés devront élever un grand monument quand ils seront à la fin de cette guerre, car c'est d'elle qu'ils auront tiré le plus d'aide. La semence de haine qu'elle a jetée au vent portera de nouvelles moissons encore bien des années après que les canons seront devenus muets. »

Telle est la pensée du docteur Mühling, et si vous voulez bien la suivre, elle va commencer à vous intéresser, car vous verrez quelles inquiétudes la remplissent.

Dans d'autres guerres, dit Mühling, on avait déjà vu la calomnie française à l'œuvre, par exemple en 1870-71, mais jamais elle ne s'est offert des orgies comparables à celle où elle se vautre dans celle-ci ; jamais non plus elle n'avait fait pareille récolte de résultats. « *N'essayons pas de nous faire d'illusions : il n'existe pas présentement dans le monde un peuple plus haï que ne l'est le nôtre. Des millions d'hommes croient que nous trouvons notre plus grand plaisir à couper les mains des petits enfants, que nous mettons notre prédilection à égorger des vieillards et des femmes, que nous nous baignons plus volontiers dans le sang que dans l'eau, que l'on n'a jamais vu au cours de l'histoire peuple plus brutal, plus cruel, plus ennemi de l'art que le nôtre. Si c'est là que nous en sommes, il faut en chercher la cause dans des milliers de télégrammes, d'articles de fond, de publications scientifiques, de romans, de mémoires, voire de pièces officielles qui se donnent l'apparence de la solidité et qui ont su répéter ces calomnies sans devenir fastidieuses... »*

Eh ! docteur Mühling, vos atrocités, s'il existe une vérité, doivent être tenues pour des faits certains, puisqu'elles ont été relevées officiellement par le premier président de la

Cour des comptes, par un ministre plénipotentiaire, par un conseiller d'État, par un conseiller à la Cour de cassation, qu'il est bien impossible que vous traitiez d'imbéciles ou de menteurs, et qu'elles sont confirmées par les aveux de vos soldats tels que les a recueillis sur leurs carnets de guerre Joseph Bedier, qui est l'un des savants les plus respectés de l'Europe.

Aussi bien, le monde est fixé sur l'effroyable sauvagerie des bourreaux de Louvain et de Gerbéviller.

Nous avons essayé de réagir, déclare G. von Pascher et Mühling, et nous continuons de nous y efforcer, mais notre position n'est pas bonne. On ne sait guère l'allemand de par le monde; aussi, pour cent Allemands qui entendent l'anglais et le français et souvent les deux ensemble, c'est à peine si cinq Anglais et un Français comprennent l'allemand. Ensuite, les hommes cultivés de France, d'Angleterre et d'Amérique et leurs clients intellectuels des pays neutres considèrent les opinions qui se développent dans les livres et les journaux d'Allemagne comme absolument partiales...

Ceci est exact, docteurs Mühling et Pascher, la réputation des savants et philosophes

allemands, je veux dire leur réputation de probité intellectuelle, est perdue depuis qu'on a vu l'arrogance et le mensonge de leur fameux manifeste.

Ah ! ce manifeste, ils ne l'écriraient plus. Leur ton a bien changé depuis quelques mois. Au début de la guerre, les Allemands disaient : *Oderint dum metuant*, qu'ils me haïssent pourvu qu'ils me craignent. Mais cette race, sous le vent de la défaite, se mettra à genoux. Écoutez comment elle commence à gémir :

La calomnie *d'avant* préparait les voies à la calomnie de *pendant* la guerre. Les livres et les journaux se sont acharnés à nous ridiculiser dans nos vêtements, dans nos plats de prédilection, dans nos manières, dans notre parcimonie à l'heure du pourboire, dans notre pédantisme. C'est vrai que tout cela n'allait point sans mériter quelques reproches : « Nous sommes jeunes comme peuple mondial et nous ne sommes pas encore parfaitement débarrassés des coquilles de notre œuf, mais il y avait à dire de nous autre chose de plus avantageux pour nous... »

Risum teneatis? Vous retiendrez-vous de rire devant ces gémissements du barbare ? « Hélas ! continue l'un d'eux, un nommé Nies-sen, on est arrivé au résultat qu'on cherchait.

« Nous autres, loyaux Allemands, nous agaçons tout le monde. Redoutés, ridiculisés et énervants, nous avons plus qu'il ne fallait pour endosser, bon gré, mal gré, la responsabilité de la guerre et ensuite celle des pires abominations ; aussi la réprobation du monde entier ou à peu près s'est jetée sur nous comme sur une bande de chiens enragés. »

Les « chiens enragés » ont adopté deux attitudes contradictoires. Tantôt ils nient leurs crimes, tantôt ils s'en glorifient. Un nommé G. Misch écrit (*von geist des Kriegeres, Diederick, Iéna*) : Ah ! vous n'êtes pas encore fatigué d'opposer la barbarie tudesque à la civilisation romaine ? « Mais avant de fulminer contre ce qui s'est passé à Louvain et à Reims, les prétendus « Romains » seraient sages de faire un retour sur leurs propres héros et de songer à César devant Alexandrie. » C'est implicitement l'aveu, mais dans le journal *der Tag* de Berlin, le général von Dithfurt écrit avec plus de netteté encore : « On nous traite de barbares : la belle affaire ! Nous en rions... Qu'on ne nous parle pas de la cathédrale de Reims et de toutes ces églises et de tous les palais qui partageront son sort ; nous ne voulons rien entendre. Que de Reims nous arrive seulement l'annonce de la deuxième

entrée victorieuse de nos troupes : tout le reste nous est égal..... »

Cependant les mois se succèdent et le gouvernement allemand, à mesure qu'il voit la victoire lui échapper, se prend à redouter cette accusation que l'univers lui jette à la face (et que son peuple pourrait un jour reprendre), d'avoir provoqué la guerre. Il se préoccupe de la réfuter.

La Russie est l'incendiaire; la France et l'Angleterre ses complices, dit-il. Et il annonce qu'il le prouvera *aux conférences de la paix*, par une suite de faits irréfutables, tirés des documents officiels qu'ont publiés eux-mêmes les gouvernements de la Triple Entente. Ce sera si clair que l'opinion qui accuse l'Allemagne d'avoir désiré et provoqué la guerre disparaîtra devant le verdict de l'histoire.

On croirait avoir un avant-goût de cette impossible réhabilitation. Le *World* peut satisfaire notre curiosité. Un de ses rédacteurs nous raconte être allé de Hollande à New-York sur le paquebot *Rotterdammer*, qui fit escale à Falmouth. Là, les autorités anglaises visitèrent le vaisseau et débarquèrent les sacs provenant de Berlin. Elles espéraient, dit le journaliste, y saisir le plaidoyer du gouvernement allemand. L'ont-elles trouvé? Il

l'ignore, mais lui, quelques jours après, quand les Anglais permirent au *Rotterdammer* de continuer son voyage, il en put obtenir, en cours de route, un exemplaire.

Inutile de l'analyser en détail. Sachez seulement que la Russie désirait la suprématie en Orient, la France sa revanche, et l'Angleterre la suppression d'une redoutable concurrence commerciale. Alors ces trois pays tissèrent le filet de l'entente. Le gouvernement impérial estime qu'un seul mot de la France eût suffi pour arrêter la Russie, et un seul mot de l'Angleterre pour arrêter la France; mais les hommes d'État français et anglais ont préféré le maintien de l'entente à la paix du monde, et ils ont enlevé la plus grande partie de l'opinion publique « en invoquant le caractère sacré des traités écrits et oraux ».

... Dans cette dernière phrase s'étale la lourde ironie allemande, toute faite d'incompétence. Évidemment, « le caractère sacré des traités écrits et oraux », c'est quelque chose que la Germanie est devenue incapable de comprendre. Qu'une nation ait le sentiment de l'honneur, qu'elle respecte sa parole et sa signature, c'est ce que ces « réalistes » refusent d'admettre. On me rappelait encore hier ce mot d'un officier allemand, disant à

un Français : « Pourquoi ne pas nous entendre ? Nous prendrons une partie de la Belgique en vous laissant la région wallone. » Et comme notre compatriote se récriait : « Mais la Belgique est notre amie, elle vient de souffrir pour nous. — Ah ! dit le Boche avec mépris, si vous faites du sentiment ! »

La violation des contrats érigée en loi nécessaire, voilà le fait essentiel qui détermine dans cette guerre les peuples susceptibles d'honneur à prendre parti contre l'Allemagne. Les pédants que nous venons de citer au cours de cet article ont raison dans leurs doléances, quand ils confessent qu'ils sont ridicules de plusieurs manières, mais leurs petites vilénies qu'ils avouent ne suffisent pas à expliquer qu'ils soient, comme ils le reconnaissent, l'objet de la haine du genre humain. Un tel soulèvement de l'élite ne peut provenir que de raisons profondes. La Germanie a voulu se mettre au-dessus de la loi et de la foi humaine. Dans sa première force, en août 1914, elle le faisait en défiant la terre et le ciel, mais aujourd'hui, à demi-vaincue, voyez comme ses moralistes pleurnichent.

XXXIII

LE RAYONNEMENT GRANDISSANT
DE LA FRANCE

La propagande à l'étranger.

14 Février 1916.

La Suisse est un des pays où l'on prend le mieux la température du Boche. Qui veut saisir les courbes de l'opinion mondiale et connaître comment les chances de victoire se dessinent, peut aller chez nos fiers et solides voisins. S'il les écoute parler en confiance, et que d'heureuses rencontres le favorisent, il sera renseigné. Il ne saura pas l'avenir (l'avenir est dans le cœur de nos poilus; nous ne demandons à personne qui vaincra; nos soldats morts et vivants nous le disent), mais il connaîtra ce que pensent nos adversaires et ce que pronostiquent les spectateurs les mieux renseignés.

Je ne suis pas allé en Suisse, mais j'ai recueilli de plusieurs voyageurs des notes certaines et pleines de sens, que je les remercie de me laisser employer.

Les Suisses ont beaucoup de peine à croire aux atrocités allemandes. Je m'explique leur répugnance. Bien que j'aie vu, en 1870, dans ma petite ville natale, les Prussiens assassiner et brûler, bien que j'aie toujours connu, grâce à mes amis d'Alsace et de Lorraine, la grossière infériorité de leur race, je n'imaginai pas, à la veille de 1914, de quelles ordures et de quels crimes ces Barbares étaient capables. Il a fallu que je visse les ruines encore fumantes et sanglantes de la Lorraine, et que des témoins tels que la Sœur Julie me fissent sur place leurs effroyables récits. Les Suisses, eux, n'ont rien vu. « Quoi ! disent-ils, ces Herr Professor, ces créateurs authentiques de la Kultur, auraient anéanti au milieu d'infâmes orgies Louvain, Gerbéviller, Nomény ? Nous ne pouvons pas l'admettre. La chose n'entre pas dans notre esprit. D'ailleurs, c'est du passé ; les soldats allemands ont maintenant l'ordre de faire la guerre d'une tout autre façon. »

Le seul argument qui porte est de répondre : Preuve qu'ils avaient aussi des ordres quand ils faisaient la guerre atroce.

Ce qui agit très fortement sur l'opinion suisse, c'est le passage des évacués. A Berne, à Zurich, l'effet fut immense. On m'a dit que

Schaffouse avait été complètement dégermanisée.

Je voudrais, écrivait un témoin, que tous les Français pussent voir leurs pauvres compatriotes internés en pays boche qui arrivent ici pour retourner en France. Il faut être sans cœur pour ne pas avoir des larmes aux yeux.

Nous faisons tout pour eux. On leur fournit d'abord une bonne nourriture, des bains, et puis on les habille entièrement et l'on donne à chacun un sac de linge... Nous encourageons les injures quotidiennes des journaux allemands et leurs menaces, parce que nous aidons ces malheureux.

Si ces internés dépendent de la charité, je puis vous dire que le retour de vos mutilés prend le caractère d'un voyage de triomphe sans pareil.

Je n'oublierai jamais l'arrivée du premier train venant directement de Constance, quand il fit son premier arrêt sur le territoire suisse à Winterthur. Une nuit d'hiver avec beaucoup de neige et l'entrée lente de la locomotive sur laquelle un énorme drapeau blanc avec la Croix Rouge. L'accès de la gare était défendu et gardé par des dragons. Mais cela ne nous a pas empêchés de détruire les palissades et de

prendre pendant quatre jours la gare d'assaut, Des milliers de personnes apportaient du tabac, des cigarettes, du chocolat, des gâteaux, des milliers d'oranges, des fleurs, etc. J'ai parlé à beaucoup de ces malheureux. Beaucoup pleuraient de joie de la sympathie des Suisses et surtout des Suisses-Allemands (mais pas boches). Les premiers wagons étaient pleins de gens sans jambes, les autres contenaient des héros sans bras, aveugles ou autrement mutilés; il y en avait même qui avaient perdu la raison. Le dernier soir, il y avait à côté de moi deux jeunes filles qui apportaient des fleurs et je n'oublierai jamais la jolie figure d'un petit soldat sans jambes qui demandait des fleurs à travers la fenêtre.

J'ai causé avec beaucoup de ces glorieux mutilés. Ils étaient avarés de nouvelles, mais absolument sûrs de la victoire.

Il n'y a pas de mots pour exprimer l'émotion dans le public. Et jamais je n'ai entendu des « Vive la France! » et « Vive la Suisse! » de part et d'autre aussi sincères quand le train s'éloignait vers votre patrie.

Admirez avec reconnaissance une telle page qui nous vient, notez-le, de la Suisse allemande. Ces nobles gens, parfois pleins de

préjugés contre nous, ont vu à leur passage les victimes de l'Allemagne. Et puis ils sont en train de méditer sur l'affaire des colonels et d'en tirer des conclusions qui ne peuvent que nous être extrêmement favorables.

Je me garderai bien de juger ou de commenter dans son fond cette grave affaire. La presse française a voulu la considérer comme purement locale. Je m'associe à cette discrétion très sage. Bornons-nous à constater du dehors que l'incident a donné dans la Confédération une place d'honneur aux Suisses romands. On les avait trouvés excessifs dans leur germanophobie; on a dû convenir qu'ils avaient raison. Dans les premiers jours, si l'indignation s'exprimait de façon plus bruyante, plus triomphante chez les Romands, elle était au moins aussi profonde chez les Alémaniques et comme nuancée de honte. Par la suite, on a essayé de diminuer la matérialité des faits : la culpabilité des officiers serait indéniable, mais leurs fautes n'auraient pas eu de conséquences graves. Cette tactique agit sur l'esprit des intellectuels, mais le peuple, dans l'ensemble, exige une sévère justice. On m'a cité des mots saisissants, en patois de Berne, recueillis dans la classe ouvrière. Le sens en était : « Ils nous ont salis ! »

Ainsi grandit notre situation morale à mesure que se révèlent, par la vue de leurs victimes, par la vue de leurs complices, les procédés de cruauté familiers à nos ennemis.

Dans certaines régions de la Suisse alémanique, l'opinion nous était hostile au début de la guerre, à cause des scandales de nos politiciens. Plusieurs, qui avaient eu des tendances françaises, se disaient écœurés, et opposaient à nos désordres la solidité de l'Allemagne. La situation s'est retournée, lorsque la France a révélé le trésor de ses forces morales... Enfants qui vous battez avec allégresse, territoriaux vaillants sous le poids des soucis domestiques, familles qui portez fièrement l'angoisse et parfois la mort, vous êtes une révélation pour les étrangers qui ne savaient pas la sainteté du cœur intact de la France.

Que ne sommes-nous davantage connus ! Il serait à souhaiter que beaucoup de Français pussent aller dans la Suisse allemande, où ils ne manqueraient pas de saluer Spitteler et tant d'universitaires et d'esprits justement estimés. Pas plus intellectuellement qu'économiquement, les libres citoyens d'aucune partie de la Suisse ne veulent être jetés dans les bras de l'Allemagne ; ils nous demandent de rétablir l'équilibre. Ce besoin

d'indépendance spirituelle vient d'être exposé avec une netteté remarquable par un théologien de Zurich, le professeur Ragaz. Ici, m'affirme celui qui me guide, nous touchons au fonds religieux ; le luthérianisme, religion de princes, s'oppose à la réforme de Zwingli et de Calvin, et, sur ce point, Zurich et Genève s'unissent. Qu'on leur fasse donc connaître le caractère vrai de nos mœurs ; qu'on leur démontre à tous que le salut des neutres dépend de notre absolue victoire.

Cette victoire, ils commencent à l'admettre. Ils voient grandir l'inquiétude allemande.

Dans les milieux universitaires, dans les salons, les hôtels et jusque dans les chemins de fer, il est impossible de rencontrer en Suisse des Allemands sans qu'ils parlent de la paix. C'est leur idée fixe. Qu'est venu faire le prince de Bülow à Lucerne ? Il ne semble pas qu'il ait eu une mission, mais s'il avait cueilli un fruit, on l'aurait accepté. Il n'a pas réussi. Pour donner une idée de cette obsession, j'extrais des notes que je feuillette une petite scène vraie, bien caractéristique.

Un Français raconte une conversation qu'il eut avec un Autrichien. Je le trouvai, dit-il, excédé de la guerre : « Que veulent donc vos compatriotes ? Où pensent-ils en venir ? Va-

t-on continuer à se massacrer, à détruire les élites? Comment reprendra demain la vie de l'humanité? » Et ce Germain essayait de faire de la psychologie collective, de comprendre l'âme française et ses réactions. Mais sa femme, plus allemande et rageuse, voulut savoir nos conditions. Je répondis que c'était à l'agresseur de formuler les siennes. « Non, disait-il, les Empires Centraux ont été attaqués; vous ne pouvez pas nier l'encerclement; tout au plus nous sommes-nous bornés à choisir l'heure. » Il avoua d'ailleurs que parmi les conditions françaises, il en était une que l'Allemagne ne pouvait pas accepter avant d'avoir éprouvé un désastre. Alors sa femme de s'écrier : « Nous évacuerions tout, nous vous rendrions l'Alsace et la Lorraine, que vous voudriez encore continuer la lutte, entrer en Allemagne, exterminer l'Allemagne. » Pour finir, elle eut ce cri suprême de peur : « Et vous nous demanderiez encore de l'argent. »

Les Allemands de toute classe expriment une véritable terreur quand on leur parle de nos réserves en hommes, en argent, et de la résolution farouche de notre peuple tout entier. « Même dans le peuple? Ah! nous n'aurions pas cru. » Évidemment, ils avaient compté sur une France toute différente, vite

lasse de la guerre. Et que le socialisme français devienne comme la sozialdemokratie un parti national, quelle immense déception!

Beaucoup de ces Germains sont d'ailleurs assez mal informés, et continuent à croire que les Anglais occupent Calais, qu'ils ne nous le rendront pas, et que, pour le reprendre à ces félons, nous nous allierons demain à nos adversaires d'aujourd'hui. Ils sont stupéfaits d'apprendre que ce sont là des fables.

Pour relever leur moral, le gouvernement impérial leur annonce de prochaines victoires. Au mois dernier, c'était une offensive monstre sur notre front : le réveil russe les a forcés d'y renoncer ; maintenant, ils se bercent avec l'idée d'une attaque sur Calais, avant que le nouveau bill anglais puisse produire ses premiers résultats, ou bien une randonnée terrifiante de Zeppelins. Au juste, ils manquent d'horizon. Leur épuisement moral est indéniable.

Ainsi tout ce que l'on apprend de l'Allemagne et de sa lente usure est encourageant, donne à croire que le civil tiendra moins que le militaire et que la nation s'affaîssera quand l'armée sera encore pleine de vigueur.

Et puis en Suisse, comme en Hollande, comme dans les pays scandinaves et dans

l'Amérique, un flot d'impressions nouvelles entoure le Français. Ce qui domine tout, me disent les voyageurs, c'est l'estime nouvelle, l'admiration, la sympathie dont la France est entourée. Dès aujourd'hui, notre situation dans le monde, grâce à vous, officiers et soldats, est tout à fait changée. Quand nous serons vainqueurs, nous le serons sans tache et avec l'auréole la plus pure.

XXXIV

POUR UNE ANTHOLOGIE DES ÉCRIVAINS
TOMBÉS A L'ENNEMI (1)

In memoriam.

16 et 17 Février 1916.

Au lendemain de la guerre de 1870, un grand poète qui s'est élevé parfois au sublime et qui s'est égaré d'autres jours dans des milliers de vers incroyables de platitude, le vieil Auguste Barbier, écrivait, comme parlant à soi-même, les lignes rimées que voici :

Dans les jours malheureux où l'Allemagne entière
Se rua sur la France en sauvage guerrière,
Bon nombre de Français de tout âge et tout rang
Firent pour son salut offrande de leur sang.
Soit au nord, sous Paris, ou le long de la Loire,
En s'immolant pour elle ils trouvèrent la gloire :
C'étaient des magistrats, des peintres, des sculpteurs,
Des savants, des rentiers, et même des acteurs,
Mais, hélas ! et mon cœur tristement le regrette,
La Muse n'a pas vu tomber un seul poète.

Pauvre pièce où l'auteur des *Iambes* cherche
en vain à retrouver le soleil de sa jeunesse !

(1) *Anthologie des écrivains français morts pour la Patrie*
par Carlos Laronde, 2 vol., à la librairie Larousse.

Et pourtant sous cet hiver ne sentez-vous pas de la rêverie, une méditation à qui manque seulement la chaleur pour qu'elle s'élève, entraîne les regards, hausse les âmes ?

La Muse n'a pas vu tomber un seul poète.

murmure le vaincu de 1870, et nous, à l'heure où j'écris ces lignes, après dix-neuf mois de guerre, nous avons inscrit sur la stèle de notre corporation deux cent dix morts à l'ennemi.

Parmi eux plusieurs grands poètes s'étaient déjà fait reconnaître, et d'autres en tombant se révèlent. Hier, l'auteur des *Matins lumineux*, devenu le lieutenant de chasseurs à pied Georges Ducrocq, m'écrivait de l'Argonne : « J'avoue que je préfère à tout maintenant le moral de ces hommes qui se jettent dans un entonnoir et s'y font tuer pour gagner quelques pouces de terrain sur l'ennemi. Guerre obscure dont nul ne nous sait gré, guerre sans éclat et sans récompense. Qu'importe ! On ne respire, on ne vit, on ne voit le fond des âmes que sous le feu. »

Parfois nous avons reconnu avec respect quelle source de poésie jaillissait dans l'âme de nos amis en lisant leurs confidences sacrées par la mort. Le portrait que, à la veille d'être

tué lui-même, Paul Drouot, petit-fils du Sage de la Grande Armée, nous traçait de cet autre sage le commandant Madelin, qu'il venait de voir mourir sur le champ de bataille ; le carnet de noblesse et de douleur que Marcel Drouot nous a légué en tombant sous Verdun ; le *Journal* de François Laurentie, plus austère, et qui nous donne l'âme du territorial, comme Drouot, l'âme du jeune soldat, voilà des textes chargés d'expérience sur lesquels la pensée française, durant des années, va faire sa méditation.

Et derrière ces étoiles, qu'avant la guerre nous ne connaissions pas, voici des nébuleuses, à peine des pâleurs, une vague blancheur d'adolescence, qui commencent de faire parvenir jusqu'à nous leur lumière et leur chaleur. J'ai sur ma table les lettres de Léo Latil, jeune frère plus pur de Maurice de Guérin, celles de Jean Rival, aspirant de chasseurs, des pages de François Baudry, de Raymond Cottineau, de Louis-René Rivière, du chasseur à pied Michel Pénet, du chasseur alpin Louis Vaton, de Paul Vial, de Jacques Brunel du Perard, de Roger Couturier, un engagé de dix-sept ans, présenté et glorifié par sa mère elle-même :

Sois béni, mon enfant, toi qui sus bien mourir.

Ces adolescents se dévouent à la France et à la mort avec tant de bonne volonté qu'à les voir, rempli de douleur et de respect, le plus médiocre d'entre nous se sent transformé. Avec ces enfants rayonnants, l'esprit s'élance vers une existence plus haute où ne règnent plus que la beauté, la sainteté et la gloire. La vie terrestre se dépeuple pour accroître l'univers idéal.

Un fait qui peint d'une manière terrible le dommage subi par les lettres françaises, c'est l'état où l'on voit une jeune revue ardente et brillante, superbe de nationalisme, la *Revue critique*, aujourd'hui toute sanglante de vingt-sept blessures glorieuses.

Des jeunes gens qui s'étaient groupés pour élaborer ensemble la notion de l'ordre s'élevèrent soudain à l'enthousiasme du sacrifice : « Nous étions quarante collaborateurs, m'écrit mon ami Jean Rivain ; treize sont morts, onze blessés, trois disparus. » Et sur nos grandes écoles d'art et de science mesurez donc les brèches ! Le secrétaire de l'École des Beaux-Arts m'écrit : « De nos élèves proprement dits, 86 sont tombés au champ d'honneur et, à côté d'eux, 33 aspirants élèves », 119 jeunes frères d'Henri Regnault. Ernest Lavisse que j'interroge me répond : « Six promotions sont

allées directement de l'École au feu, soit 293 élèves : 87 ont été tués ; 17 ont disparu depuis longtemps et nous n'avons plus aucun espoir de les retrouver ; 101 ont été blessés, 24 sont prisonniers. Je connais un jeune homme qui vient de recevoir dans la tranchée sa nomination de normalien. Il est appelé à remplacer ceux qui, au dernier examen, avaient passé devant lui. Comme c'est frappant de grandeur triste ce recrutement de la France sous la pluie de mort !

J'aurais dû m'informer encore de plusieurs côtés au barreau, dans les facultés, dans toutes les écoles spéciales, dans les collèges, mais l'heure venue, on le dressera, ce livre d'or des intellectuels ; aujourd'hui, je ne veux jeter qu'une sorte de prière, un cri, une exclamation de gratitude et d'émerveillement en passant devant le palais de la jeunesse à demi-écroulé.

On admire et l'on s'étonne.

Pourquoi, dans cette guerre, l'Intelligence s'est-elle portée au premier rang ? Comment a surgi, chez les enfants aimés des Charites et des Muses, cet esprit de sacrifice ? D'où vient que dans son pire péril notre patrie peut ainsi s'appuyer sur la génération la plus unanime qu'elle ait jamais produite ?

Le jour de la victoire d'Iéna, 14 octobre 1806, Chateaubriand, ayant achevé d'examiner autour de Jérusalem les champs de bataille immortalisés par le Tasse, attendait à Jaffa le bateau d'Egypte, et, célébrant avec innocence ses fatigues, il ne tourna pas une seule fois son regard vers l'armée française qui allait entrer dans Berlin... Baudelaire félicitait Pierre Dupont d'avoir pu, avec l'argent de son premier livre de vers, échapper au service militaire : « Il s'est racheté de l'esclavage par la poésie, écrivait-il. Quel honneur, quelle consolation d'avoir forcé la Muse à jouer un rôle utile, immédiat, dans sa vie!... » Sans doute Vauvenargues et Vigny, tout animés par les grands sentiments de l'honneur militaire et de la plus fière indépendance sous le harnais de la discipline, sont mieux accordés avec les vocations sublimes qui s'épanouissent à cette heure autour de nous, mais l'un et l'autre respirent quelque chose d'austère jusqu'à la morosité, alors qu'une flamme joyeuse, une raison enthousiaste et toute claire soulèvent les écrivains-soldats de 1914-1916.

Nul précédent. C'est quelque chose d'inouï qui vient d'apparaître dans les lettres françaises. Nous aimons le jeune Sophocle, aux seize ans baignés d'azur, quand il entonne le

pæan, à pleine voix et sur la lyre, au milieu du chœur des adolescents, pour célébrer la victoire de Salamine; mais pensez aux mille jeunes gens, frémissants de fierté, qui, le 31 juillet 1914, se groupèrent dans la vaste cour de Saint-Cyr; là se trouvaient les deux promotions *Montmirail* et la *Croix du Drapeau*; écoutez! Voici qu'ils prononcent le fameux serment, qu'on ne peut qu'admirer de tout son cœur, et qu'il faut détester, le serment d'aller au feu gantés de blanc, le casoar en tête. L'un d'eux, Jean Allard-Méeus, déclame ses deux poèmes de jeunesse et de guerre, et puis, quinze jours plus tard, l'enfant magnifique tombait à dix-neuf ans, le front et le cœur brisés par deux balles.

Qu'y eut-il jamais de beau dans le monde? Les adolescents de Platon, les jeunes martyrs chrétiens, les écuyers du XII^e siècle, attendant le sacrement de chevalerie, les Marie-Louise de l'Empereur? Mais c'est aujourd'hui que l'on voit les classes de 1914, 1915, 1916, 1917.

Par ce temps de pluie éternelle, me disait hier André Peraté, vous rappelez-vous l'estampe de Raffet? Derrière un talus d'herbe, un fossé plein d'eau où toute une escouade, le fusil au bras, est enfoncée jusqu'au ventre.

Un grognard se retourne pour nous dire, à peu près (je n'ai pas la légende sous les yeux) : « Il est six heures du soir ; l'ennemi ne se doute pas que nous sommes là ; nous le surprendrons demain, à cinq heures du matin. » C'est joli ! Mais nos enfants, qui sont les petits-fils de ceux-là, plaisaient du même ton, et ils sont dans le fossé depuis novembre 1914... Au printemps de 1915, m'a raconté l'un d'eux, l'élan de la jeune classe fut sublime ; le réveil de la nature, l'annonce de la grande offensive nous enivraient. Toute l'ardeur que nous aurions dépensée pour une amie, pour de grandes promenades, nous l'employions à nous enthousiasmer pour nos chefs et pour la trouée.

Que c'est pur et quel mystère pour ceux qui songent en silence à des vingt ans moins beaux jadis ! Pourquoi les jeunes âmes sont-elles, à certaines époques, pleines de divinité ? La formation des âmes, leur avènement brusque à l'heure nécessaire, d'où cela vient-il ? Pourquoi Péguy, pourquoi Psichari, pourquoi Léon de Montesquiou, pourquoi François Laurentie, que son frère Gabriel suit à quelques mois dans la mort, pourquoi Guy de Cassagnac, pourquoi Pierre Leroy-Beaulieu, pourquoi Joseph Lotte, pourquoi Paul Drouot,

pourquoi Lionel des Ricux, pourquoi Pierre Gilbert, pourquoi Marcel Drouet, pourquoi Joseph Hudault, pourquoi Despax, pourquoi Jean-Marc Bernard, pourquoi Charles Dumas, pourquoi Charles Perrot, pourquoi André Lafon, pourquoi Henry du Roure et Charles Duroure, pourquoi Alain-Fournier? et qu'ils me pardonnent leurs égaux, qu'à cette minute je ne dénombre pas. Pourquoi les jeunes céna-cles et les jeunes Ecoles qui partent au tocsin en chantant? Pourquoi tous nos collèges qui bouillonnent d'impatience? Pourquoi cette émulation fraternelle des curés et des instituteurs? Pourquoi les intellectuels courent-ils, quel que soit leur credo, à la mort, et comment toutes les confessions ne rivalisent-elles plus que d'héroïques sacrifices? Un enfant obscur, Léo Latil, de la tranchée d'Alsace où il va mourir, peut écrire aux siens avec allégresse cette phrase inoubliable : « L'élément spirituel domine tout dans cette guerre. »

Mens agit at molem, mens divinior. La corporation des écrivains français doit multiplier les témoignages de sa piété envers ces poètes, ces penseurs, ces romanciers, ces esprits, qui tombent les armes à la main, face à l'ennemi, et qui mettent dans la famille de Pascal, de

Corneille, de Racine, de Molière, de Chateaubriand, de Balzac, de Lamartine et de Hugo une gloire sans précédent. « La liste que vous tenez à jour, écrivais-je, dès la première heure, au *Bulletin des Écrivains de 1914*, est vénérable comme les registres de maroquin où nous gardons à l'Académie les signatures des génies classiques. »

Déjà, sous la Coupole, parlant au nom de la plus illustre Compagnie qui existe dans notre pays, M. Étienne Lamy, secrétaire perpétuel de l'Académie française, a prononcé l'éloge des écrivains tués à l'ennemi, et cette année encore nous poserons sur leurs tombes nos couronnes.

Pour leurs familles, la Société des gens de lettres a fait frapper une médaille admirable *Credidi, propter quod locutus sum et mortuus : J'ai attesté ce que j'ai cru par ma parole et par ma mort* ; telle est la légende qui se développe sur les deux faces ciselées par Henri Nocq. D'un côté, la *Marseillaise* de Rude appelle aux armes la France en jetant un cri de foi et d'espérance ; les deux bras étendus, toute en flammes, elle vole au-dessus de notre canon de 75 ; au revers, une Victoire est assise avec la plus noble expression de tristesse sur un

tombeau qu'elle protège de ses grandes ailes. La tête courbée, elle appuie son visage sur sa main gauche ; c'est le geste familier de l'art antique pour représenter la douleur pensive. Sa main droite, qu'elle laisse tomber, tient la couronne immortelle. Sur le tombeau, un livre ouvert, une épée, un képi caractérisent l'écrivain-soldat. Dans le lointain, au second plan, rayonne une croix, symbole de l'espérance.

Cette œuvre grave et charmante portera aux siècles futurs notre piété envers nos confrères, mais notre hommage serait incomplet si nous négligions de recueillir et de répandre leur œuvres. La Maison Larousse va publier *l'Anthologie des écrivains morts pour la patrie*. Mon vieux camarade ligueur Gustave Voulquin était venu m'entretenir de cette idée ; M. Carlos Larronde la réalise ; j'ai accepté l'honneur de la présenter au public.

Voulons-nous donner à croire que ces vers et ces proses que nous rassemblons soient tous également admirables ? Qu'importe ! Le génie épanoui des uns complète ces autres resserrés encore en bouton, et certaines méditations crayonnées sur le champ de bataille témoignent pour ceux qui moururent silencieusement. Chacun d'eux a son drame et sa figure à part ; pourtant leur sacrifice est com-

mun et pas un n'échappe à l'admiration dont nous entourons leur sainte cohorte.

A ces débutants, à ces maîtres mêlés, nous avons résolu d'offrir la fête qu'ils eussent aimée de leur vivant, et, groupés autour d'eux en cercle, nous les regardons, nous les écoutons, figures douloureuses et charmantes, déjà devenues un peu mystérieuses pour nous-mêmes qui les avons familièrement connues. A demi rentrées dans l'ombre, ces âmes rayonnent doucement ; épurées par la mort, elles se sont réunies avec l'idéal qu'elles poursuivaient au milieu de nous. Les voilà tous, nos amis, élevés à la dignité de types, et vivant d'une existence plus intense que leur être premier. Ils aimaient la solitude, les beaux vers, la musique et la gloire. Quand le tocsin sonna, ils quittèrent sans hésiter ce concert dans le jardin pour courir au devoir de tous, à la simple utilité. Ils ajournaient la beauté, délaissaient la poésie, et croyaient ouvrir une parenthèse dans leur vie ; mais la Muse les suivait ; aussitôt que l'un d'eux glisse à terre, elle saisit le héros dans ses bras divins et l'emporte au milieu des constellations. Devenus le noyau solide d'un nuage en feu, nos amis s'éloignent en appelant nos rêveries. C'est un culte qui commence.

Par la suite, on fera mieux que ce recueil documentaire ; nous avons besoin immédiatement d'un répertoire qui donnât des noms, des dates, des titres de livres et dont les marges pussent recevoir nos pieuses annotations ; mais, pour que soient commentés avec une souveraine autorité ceux que dénombre ce registre, nous attendons leur compagnon de fatigue et de vertu ; les uns et les autres se valent. Le mort au milieu de ses frères d'armes n'est que le *primus inter pares* ; et la question que nous adressions à des visages recouverts d'ombre, les revenants la résoudreont. « D'où vient que les grandes âmes sont plus nombreuses à certaines époques qu'à d'autres ? Comment la France a-t-elle trouvé en 1914 exactement les fils qu'il lui fallait ? Pourquoi dans cette guerre l'éminente dignité de l'esprit ? » Nos amis à leur retour nous le diront mieux encore (car, mêlés à cette tragédie, ils la convertissent en sang et en nourriture), c'est en agissant qu'ils vont nous instruire. Chez eux, les cordes de l'honneur et de la volonté viennent d'être touchées d'une telle manière qu'elles ne s'arrêteront plus de vibrer et donneront le ton à la pensée religieuse et politique, aux arts, à l'action, à la vie totale. Ils vont revenir avec un pouvoir

spirituel. Ils déposséderont d'un accord spontané, pacifiquement, ceux qu'ils viennent de sauver. « Qui vous a faits chefs ? » leur diront avec effroi les puissants d'hier. Ils répondront : « La délégation des morts, nos compagnons de bataille. »

Tout n'est pas couché dans le glorieux petit cimetière du front. Le héros de *Debout les Morts!* couvert de la boue des tranchées, me peignait, un jour, en termes inoubliables, la force et la magnificence des sentiments nés sur un champ de bataille. « A deux êtres qui ont ensemble coudoyé la mort, me disait-il, qui ont risqué leur vie l'un pour l'autre, il semble que leurs deux existences s'entremêlent désormais, s'unissent, se confondent à ne plus pouvoir se séparer l'une de l'autre... » Les survivants agiront fidèlement aux lieu et place des morts, seront leurs semblables, leurs *doubles*.

A celui, qui, feuilletant cet obituaire, ce registre où nous inscrivons les noms des morts, le jour de leur gloire et leurs legs à la postérité, croirait y voir le découronnement de la pensée française, répondons que par la vertu du sacrifice c'est un couronnement.

XXXV

LE CRABE

18 Février 1916.

Que machine au juste l'Allemagne? Qu'est-ce que ces bombardements de nos villes ouvertes, et puis ces attaques de tous les côtés, qui semblent des coups de sonde? On a fait bien des suppositions; on a voulu voir dans ces manœuvres le prélude de quelque nouveauté chimico-balistique que nous ne serions qu'à demi préparés à parer.

Je crois plus simplement que l'Allemagne voudrait nous irriter, nous pousser à des représailles, nous entraîner à l'offensive, en même temps qu'elle cherche à fournir à son peuple des communiqués glorieux.

D'irrécusables témoins nous convainquent qu'il y a de la fatigue dans ces populations inquiètes et rationnées. Le gouvernement impérial sent la nécessité de retaper l'esprit public par des succès militaires.

Sans doute, à quelques Allemands les raids de Zeppelins apparaissent ce qu'ils sont, d'horribles futilités, mais l'immense foule se

repaît de ces vains exploits, y trouve sa nourriture morale, un précieux réconfort.

C'est peloter en attendant partie. Ah! que les Allemands aimeraient nous amener à une offensive immédiate!

L'offensive est toujours contenue. Dans les conditions où se présentent de part et d'autre les fronts, c'est chose particulièrement grave. Pour y aller, il faut avoir les meilleures raisons stratégiques. Tous les critiques militaires allemands disent que nous avons un besoin très urgent d'attaquer, parce que plus la guerre se prolonge, plus nous souffrons. Les bons apôtres! L'Allemagne est un peu comme les crabes qui ont leur substance osseuse à la surface. Le dedans est mou, mais l'enveloppe solide. Du béton, du ciment, du métal, des mitrailleuses partout. Ils aimeraient nous voir nous jeter là-dessus. Ils sont pressés; ils ne peuvent pas attendre et se soucient peu de marcher sur nous à fond. Alors ils nous aguichent par d'innombrables petites attaques. En même temps, ils nous tiennent ces raisonnements :

« Nous avons des gages; venez-nous les reprendre. »

Nous pourrions répondre : « Venez donc reconquérir les mers et vos colonies. »

Il saute aux yeux que nous avons les meilleures raisons de voir venir et d'ajourner notre attaque. Nos échanges sur mer sont à peine gênés par les sous-marins ; notre situation économique est bien supérieure à la leur. Pour qui regarde l'ensemble du tableau, les Empires du Centre sont posés dans cette guerre à la manière d'une place assiégée. Ils s'usent sous nos efforts et par manque d'ouvertures libres.

C'est une situation que les Allemands peuvent d'autant mieux comprendre qu'ils disposent de deux termes pour la préciser. Ils distinguent les pertes en *blütige* et *unblütige*, les unes sanglantes, les autres non sanglantes ; les premières comprennent seulement les hommes tués et blessés ; les secondes embrassent non seulement les hommes terrés dans un fossé ou derrière un mur, mais les hommes qui restés en lignes sont diminués de valeur par la disparition de leurs chefs, par le manque de munitions, la fatigue, les inquiétudes familiales, le manque d'espoir. — Le général de Maud'huy signalait ces deux sortes d'usure, en 1912, dans son ouvrage sur *l'Infanterie*.

Usure matérielle, usure morale ; il faut en finir, il faut sortir de cet encerclement. Par la voie diplomatique, ou par un succès mili-

taire, les Allemands voudraient obliger l'un de leurs adversaires à faire sa paix séparée.

Sans doute, en brisant la Serbie, ils se sont ouvert une fenêtre. Mais ce succès, qui semblait leur donner l'accès de l'Orient, a été arrêté court par ces lendemains qui s'appellent Salonique et Erzeroum. Les Empires du Centre auront élargi leur respiration, gagné quelque commodité, mais n'auront prolongé que de peu leur résistance.

On l'a justement observé, c'est à mesure que les places assiégées voient la fin de leurs ressources qu'elles multiplient leurs efforts. Buzenval est du 17 janvier et le 27 on signait l'armistice. Le désespoir veut à tout prix desserrer l'étreinte qui l'étouffe, rompre le cercle.

Les Allemands veulent et ne veulent pas attaquer. Exactement, ils le voudraient, mais ils ne le peuvent guère. Il semble que ce soit pour eux qu'ait été inventé l'aphorisme qui dit : « Celui qui peut attaquer est heureux, celui qui doit attaquer est malheureux. » Vous entendez bien, celui qui va à l'assaut de sa propre impulsion, par le sentiment de sa propre supériorité, celui-là est heureux ; mais s'il y est amené par des nécessités de circonstances, obligé, par le fait, oh ! alors, il est dans une situation stratégique inférieure.

Il est bien bon ce crabe qui, d'un ton doctoral, par la voix de ses hauts et savants critiques militaires, nous enseigne que notre intérêt est de prendre immédiatement l'offensive. Certes, tous les peuples engagés dans cette guerre désirent qu'elle finisse; mais, bien mieux que l'Allemagne, nous pouvons la continuer; nous prendrons notre temps et saisissons notre occasion. Patience et activité, c'est la devise des Alliés. L'Angleterre applique la conscription, la Russie fabrique et reçoit des armes, l'Italie perfectionne sa mobilisation; nous-mêmes nous avons en train diverses petites choses intéressantes, parmi lesquelles, enfin! les gaz. Les Alliés attendent le moment qu'ils connaissent où ils pourront entreprendre une offensive de grand style et concertée.

Ce jour-là, en nous y mettant de tous les côtés, nous finirons bien par entamer quelque part la carapace derrière laquelle nous ne trouverons plus que les parties molles. (D'autant que le crabe austro-boche, en se distendant à l'excès pour couvrir un trop vaste territoire, ne manquera pas à la longue de favoriser des fissures, des faiblesses, des points d'éclatement dans son système de défense.)

XXXVI

LES DROITS
DES ORPHELINS DE LA GUERRE

19 Février 1916.

Un homme a donné sa vie à son pays ; il est tombé à l'ennemi ; il laisse un enfant. Tous les Français survivant à la guerre reconnaissent qu'ils ont des devoirs envers cet orphelin. Ils doivent lui assurer la protection que le mort ne peut plus lui fournir. Le fils, la fille du héros ne doivent manquer de rien. C'est notre stricte obligation.

Sur le principe, nous sommes tous d'accord. Mais comment l'appliquer ?

Trois essais viennent d'être tentés au Parlement, trois textes ont été déposés, successivement, par M. Léon Bourgeois, qu'améliora le ministre Sarraut, qu'améliora encore M. Perchot, parlant au nom de la Commission sénatoriale.

La discussion du projet Perchot a commencé jeudi. Est-ce pour aboutir ? Je ne sais ; des parlementaires m'ont paru sceptiques ; mais

c'est une grande question, que nous avons tous intérêt à méditer, car la tranquillité d'esprit des combattants, qu'une bonne loi servirait, intéresse la défense nationale.

Les lois que nous faisons ont généralement pour objet, au moins accessoire, de fortifier l'administration, de lui remettre des armes avec lesquelles elle fera « marcher » le libre citoyen. De quoi qu'il s'agisse, regardez bien et, dans un coin d'ombre, vous distinguerez toujours le paragraphe qui donne aux personnages influents un nouveau moyen de prendre barre sur l'électeur.

C'est le sou du franc. Le parlementaire, en travaillant pour la nation, se ménage un petit avantage. Dans le projet de la Commission sénatoriale, faites attention aux articles 4 et 5; ils portent que la nation prend à sa charge l'entretien et l'éducation de l'orphelin de la guerre, *dans le cas d'insuffisance de ressources de la famille.*

Voilà ouverte la porte à l'arbitraire. L'appréciation de l'insuffisance des ressources soulève les questions les plus délicates. Les familles auxquelles l'administration refusera le bénéfice de la loi se croiront toujours victimes d'injustices. « Ah ! diront-elles, nous ne connaissons pas de députés, nous autres..... ;

notre père ne votait pas pour le candidat de la préfecture... » Des difficultés sans nombre naîtront. La loi sur les allocations dues aux familles des mobilisés ne le prouve que trop. Que de conflits a entraînés l'obligation d'apprécier si une personne était ou non dénuée de ressources ! Que d'abus, de favoritisme, de dures négligences ! Et notez que nous sommes dans un moment où les plus terribles tyrans de villages sont disposés à la pitié, à la fraternité et surtout se sentent surveillés. Si des récriminations se sont élevées de tous côtés, durant ces premiers mois de la guerre où nos pensées à tous s'unissaient et s'élevaient dans l'angoisse, et si aujourd'hui encore l'administration supérieure est assaillie d'un chœur de récriminations douloureuses, âpres, incessantes, que sera-ce au sortir de cette période émouvante, quand nous serons retombés à peu près à notre médiocrité naturelle ?

Tranchons net, il faut que tous ces enfants dont le père a été tué ou se trouve par suite de ses blessures incapable de gagner sa vie, puissent être appelés à bénéficier des avantages offerts par la loi sans qu'aucun bon plaisir se glisse et s'interpose, sous la forme d'un dur politicien, entre eux et la gratitude nationale.

Tous les enfants nés de pères morts pour la

France ont durant leur minorité un droit égal à la protection de l'État.

Voilà le premier point où je redoute, peut-être à tort, de voir apparaître l'habileté de nos grands manœuvriers d'élection. Mais laissez que je continue et vous signale dans l'ombre quelque chose encore qui ressemble à une embuscade.

Jusqu'à cette heure, dans le droit français, l'État s'effaçait devant la famille. Jusqu'à cette heure, nos orphelins étaient légalement placés sous la surveillance du père ou de la mère survivant, de l'un ou de l'autre des grands-parents ou bien sous la tutelle d'un des parents librement désignés par le conseil de famille. Jusqu'à cette heure enfin, l'État n'intervenait que pour protéger l'enfant par l'action et la surveillance permanente de l'autorité judiciaire.

A cette vieille conception familiale, tout à fait chère à notre race, le projet Perchot substitue une pensée empruntée au droit allemand. Je ne lui fais pas là une critique; s'il y a chez nos pires ennemis quelque chose qui nous convient, adoptons-le. Les Allemands font de la tutelle une fonction de l'État, et du tuteur un fonctionnaire. A leur suite, le projet Perchot substitue l'État à la famille. Est-ce un bien?

La tutelle des orphelins de la guerre, nous dit M. Perchot, sera attribuée à un office national présidé par le ministre de l'Instruction publique et à des offices départementaux présidés par les préfets.

Ah ! je crains de flairer là dedans la triste odeur de la politique et l'intrigue des élections. La présence de ces agents si terriblement actifs laisse subsister sur le véritable but poursuivi par le législateur un doute qui peut justement alarmer les familles.

Les familles des orphelins de la guerre sont avant tout préoccupées de conserver leur entière liberté pour diriger l'instruction et l'éducation des enfants selon le vœu du père tombé pour défendre la France. Ne chicanons pas ce qui tient si fort à ces cœurs nobles et douloureux. Il est indispensable que les dispositions de la loi leur donnent toutes les garanties.

— Lisez l'exposé des motifs, me répond un sénateur. Le législateur s'y déclare fermement décidé à respecter l'indépendance et les scrupules de toutes les familles. Nous ne voulons mettre en jeu l'action de l'État et de ses fonctionnaires que pour sauvegarder les intérêts matériels et moraux de l'enfant.

— Sans doute, mon cher sénateur, vous

êtes bien intentionné, mais avez-vous trouvé là un moyen sûr de réaliser vos bonnes intentions et même d'en persuader le public? Je n'attaque pas ce projet; bien plutôt je l'examine avec le désir de le rendre inattaquable. A tort ou à raison, le public juge de l'avenir d'après le passé; il se figure que les ministres gouverneront demain comme ils faisaient hier, au bénéfice d'un parti, et que des fonctionnaires politiques sont déplorablement enclins à faire de la pression sur leurs administrés. Je prie le Sénat de tenir compte des appréhensions légitimes que fait naître le choix du ministre de l'Instruction publique et des préfets comme tuteurs des fils de nos soldats tués à l'ennemi.

Pour tranquilliser l'esprit public, que doit faire le Sénat?

Il doit rendre à l'autorité judiciaire la place prépondérante que lui assignent les lois françaises dans l'organisation des tutelles et dans la surveillance des intérêts des orphelins. Que l'Office national soit donc placé sous la direction du ministre de la Justice et les offices départementaux sous la direction des présidents des tribunaux civils.

Et puis, au début de la guerre, nous avons fait une grande chose, nous avons créé ce

Comité de Secours national où siègent les chefs de tous les partis, l'archevêque de Paris, le grand rabbin de France, d'éminents protestants, la Confédération générale du Travail, des membres de tous les grands corps français. C'est une œuvre de justice et d'apaisement, c'est un excellent modèle. Pourquoi ne pas le suivre ? Dans ces offices départementaux qui sont chargés de la défense des intérêts moraux de l'orphelin, et qui fixent la direction à donner à son éducation, pourquoi n'ouvririez-vous pas la porte aux ministres des différents cultes ? Curés, pasteurs, rabbins sont placés mieux que personne pour connaître le vœu des familles. Et ainsi recevraient toute satisfaction et toute garantie ceux qui redoutent que l'on porte atteinte aux droits de leur conscience, à leur liberté.

Sur ce dernier point, ayez bien soin d'être nets. Vous ne voulez que servir les familles, ne cherchez donc pas à imposer votre tutelle d'État à celles qui pour des raisons diverses la refuseraient. Qu'elles aient la faculté de demeurer, si c'est leur volonté, sous l'empire du droit commun établi par le Code civil et par les lois spéciales relatives aux pensions, aux allocations complémentaires, aux exonérations et aux bourses. La loi peut offrir certains

avantages nouveaux aux familles qui acceptent de se soumettre aux obligations qu'elle édicte ; mais elle ne doit les imposer à personne.

En un mot, n'apportons pas d'habiletés non plus que de querelles autour de ces orphelins de la guerre ; craignons de manquer à un tel sang. Cette génération sacrée, nous devons la défendre contre toute désagrégation qui méconnaîtrait l'héroïsme de sa naissance. Nous voulons, tous, qu'en elle soit déposée une croyance plus solide que le roc dans la suprématie morale des vainqueurs de la Marne. Ne contestons pas les principes familiaux de ces orphelins ; qu'ils soient élevés comme auraient voulu leurs pères, qui, mus chacun par son *Credo*, ont également aimé la France. et demain ils formeront une élite nationale.

XXXVII

LA FRANCE S'OFFRE AVEC SES BLESSURES
POUR RANIMER NOS COURAGES

Églises tombées au Champ d'honneur.

20 février 1916.

Nos lecteurs connaissent l'œuvre des églises dévastées. C'est un grand chapitre de la réparation des dommages dans les régions envahies.

Nous en avons causé à la fin d'octobre dernier, vers le temps de la Toussaint, aux jours d'automne où les pensées des morts et des vivants, des ancêtres et des petits enfants, se cherchent et s'assemblent dans le culte des défunts. Nos lecteurs ont envoyé leur obole à l'*Office central des œuvres de bienfaisance*, 175, boulevard Saint-Germain, et, satisfaits d'avoir donné à cette grande tâche la première impulsion, ils désirent naturellement savoir où l'on en est.

On travaille. L'enquête est faite sur la partie du territoire dès cette heure dégagé. Nous avons recueilli des plaintes, des gémissements, parfois un silence funèbre; il y a des églises blessées, d'autres qui resteront mutilées, d'autres mortes à jamais. On guérira les blessures, on cicatrisera et appareillera les mutilées, on ressuscitera les mortes.

Monseigneur de Châlons a tracé un tableau inoubliable de sa visite aux sanctuaires en ruines qui furent la gloire et le chœur chantant de la Champagne. « Pleines de souvenirs et pleines de vertus », il dénombre ces églises aimées et donne de chacune, en deux mots, une image si forte et si attendrissante qu'à le lire on croit avoir parcouru avec ce prélat patriote ce chemin de la Croix. Après

avoir assemblé cette suite de traits particuliers, l'évêque note une observation d'ensemble dont j'admire le beau sens symbolique et que j'ai vérifiée. Ce qui reste debout, dans chaque village, à côté de la vieille muraille de l'église, ce sont les âtres des maisons, les cheminées familiales, les foyers noirs encore de la flamme domestique. La devise de nos aïeux, leur appel de guerre, est ainsi inscrite en images parlantes au-dessus des ruines champenoises : *Pro aris et focis*. Et là-dessus Mgr Tessier s'écrie : « Ce que j'ai vu arrache les larmes, irrite les colères et crie vengeance. » J'aime cet évêque français qui ne craint pas le grand mot salubre de vengeance.

Ces jours-ci André Michel, dans une superbe conférence, a cité le mot d'un soldat qui devait être tué peu après et qui par le soir d'une belle journée d'automne, regardant la divine cathédrale de Soissons bombardée, disait : « C'est la France qui s'offre à nous avec ses blessures, comme si elle voulait ranimer nos courages. »

Au travail ! Il est impossible de voir et d'écouter cette grande pitié, cette passion, sans être envahi par l'enthousiasme. L'église heureuse était pleine d'hymnes, de prières et de graves pensées ; ces méditations chantantes

ou silencieuses, pour n'avoir plus de toit, ne sont pas interrompues, et déjà les pierres mises en mouvement par un rythme divin s'assemblent. Une femme qui prie et qui enseigne le *Notre Père* et l'*Ave Maria* à ses enfants, tandis que le père les regarde avec émotion, c'est une chapelle qui veut ressusciter.

Au cours de mes voyages dans les régions dévastées, j'ai appris cent fois comment les églises meurent et ressuscitent. Dans les bois de la Chipotte, pleins de tombes, un jour je suis tombé au milieu d'un village encore fumant de la bataille. C'était par un après-midi de soleil; quel silence sur ces ruines sans clocher, entourées de forêts! Des paysans étaient revenus s'abriter pêle-mêle dans les quelques maisons debout. J'allais, précédé d'une petite fille hagarde, demeurée demi-folle à cause de tout ce qu'elle avait vu. L'âme du lieu, le *genius loci* semblait mort, enfui. Mais soudain, par une fenêtre ouverte, j'aperçus une chambre toute brillante d'or. Qu'est cela? Jem'approche, des chandeliers, des bouquets de pervenche, une flamme, un tabernacle, un autel! Un vers s'est précipité de mon cœur à ma mémoire :

L'espoir luit comme un brin de paille dans l'étable

Une heure après, continuant ma route,

j'arrivais à Gerbéviller, où la sœur Julie me demandait des tuiles pour couvrir son église.

Je venais de connaître en quelques instants les deux types auxquels se ramènent toutes les situations créées par l'acharnement de l'ennemi. Ici, l'église est morte, il faut trouver un abri pour le culte ; là, elle n'est que blessée, il faut lui mettre un pansement.

L'histoire est partout la même. Un jour, les obus sont tombés ; le prêtre a enlevé les espèces saintes et les a cachées ; on s'est battu dans l'église, on y a campé, soigné les blessés, rangé les morts ; les vivants y ont couché, bu, mangé, souillé. Le lendemain, l'ennemi a reculé. Quelques habitants sont revenus au milieu des soldats. La nécessité s'impose ; le village ne peut pas se passer d'âme ; quelques-uns veulent une église. Où ? Comment ? N'importe où, n'importe comment.

A Saint-Rémy, le charmant village solitaire de la forêt de Charmes, le curé dit : « Nous avons mis un autel et quelques bancs dans une vaste cave qui est à niveau du sol ; il faudrait une cloison pour nous séparer complètement de la partie où les soldats mettent leurs chevaux... » — Le curé de Saint-Pierremont, du diocèse de Saint-Dié encore, écrit : « Dans une maison où je suis réfugié, un vaste gre-

nier avec deux entrées différentes pourrait être aisément aménagé en chapelle, après ouverture de deux fenêtres dans la toiture... » — A Vallois, toujours en Lorraine, les vents et la neige tourbillonnent dans l'église ; les fidèles voudraient des planches ou de la toile pour fermer les brèches. — A Rehainviller, le culte se célèbre dans ce qui était la salle à manger du presbytère, mais est gêné par la circulation des soldats logés dans toutes les autres chambres. — Le curé de Magnières en Lorraine écrit : « Pour rétablir le culte, j'ai profité de la bienveillance qui m'était témoignée par le préfet (Mirman), lorsque, après l'invasion, il est venu me donner l'accolade en me remerciant d'être resté avec la population sous les obus. Dès que j'ai été guéri de mes blessures, je lui ai demandé de me laisser la salle d'école inutilisée par les classes, en l'absence de l'instituteur, et c'est là que, depuis un an, la messe est dite... » — Le chœur de l'église de Loisy, près de Pont-à-Mousson, est complètement détruit par les obus. Le curé a séparé la nef du chœur par une grande cloison en planches, pour arrêter la pluie et le vent ; avec des planches encore il a fermé les fenêtres brisées : « Je n'ai pas eu à payer la main-d'œuvre, dit-il, car des soldats menuisiers m'ont donné

gratuitement leur concours : mais il faudra payer les planches quand le propriétaire, qui est mobilisé, reviendra... »

M. l'abbé Sertillanges, parlant à Notre-Dame pour l'Œuvre des églises mutilées, résume la situation : « Une échoppe de cor-donnier, un comptoir d'auberge, des caissons de vin au fond d'une cave : voilà l'église, voilà l'autel ; nous en sommes émus, mais non pas humiliés... » Méditez qu'une telle parole retentisse et se prolonge sous les voûtes du temple sublime : elle donne la couleur de cette guerre où règne l'élément spirituel ; elle nous raccorde à la crèche de Bethléem, à la ferveur, à l'angoisse des catacombes. C'est par la palpitation des cœurs, au dernier mot, que valent les églises. A quoi servent l'autel et son clocher ? A créer une communication avec le ciel. Que pensez-vous de l'atmosphère que l'on respire dans cette église du village de Bernecourt, en Lorraine, que son curé nous fait connaître en nous disant : « Un commandant qui vient de perdre ses trois fils tués à l'ennemi, et dont la piété généreuse est sans doute excitée par ce fait, nous a mis à même de couvrir notre église avec de la tôle et du papier goudronné... »

Mais voici la plus belle image. Dans la

paroisse de Neufmoutiers, au diocèse de Meaux, un officier français grièvement blessé fut couché sur l'autel pour y subir d'urgence et sans chloroforme une cruelle opération. Comme le chirurgien s'étonnait de l'admirable énergie de son patient, celui-ci du regard lui indiqua le Christ en croix... C'est le curé qui écrit ces lignes au cours d'une lettre.

Ce moment sublime de la vie de nos églises ne peut durer. C'était l'ardeur du combat. Maintenant on respire sur le champ de bataille de la Marne. On y vit d'une vie précaire, pourtant l'on peut s'entr'aider. Ramassons les victimes. L'église n'est-elle que blessée? Appliquons-lui le premier pansement, je veux dire la réparation sommaire; mettons-la « hors l'eau », comme disent les architectes. Est-elle morte, jetée à terre avec le village entier? Le village va se relever en baraques, l'église sera en baraque. Bâtitsons l'abri provisoire.

Mais que l'église soit morte ou blessée, qu'on puisse la réparer ou qu'il faille la suppléer, voilà que se pose une question de beauté.

Il ne faut pas dire non! La beauté est une condition de l'édifice religieux: la liturgie chrétienne est un art et une poésie; le culte un enchantement.

Henry Cochin, qui le premier m'avait parlé de ce comité et de cette tâche à laquelle il se donne, est revenu me voir ces jours-ci : « Allez, m'a-t-il dit, au pavillon Marsan (107, rue de Rivoli) visiter l'exposition du concours organisé par notre société de Saint-Jean, en vue de reconstituer le mobilier des églises et pour rechercher des types d'abri provisoire. Allez en outre voir au service des monuments historiques les dessins admirables qui sont faits des églises tombées pour la patrie... »

J'ai fait ces visites, j'ai vu d'autres dessins tout à fait précieux de M. Émile Humblot, de Joinville. Je voudrais vous en parler. Il s'agit de la reconstitution des pays sinistrés, et j'ai bien entendu l'appel que me lançait, par la plume de Pierre Vasseur, « la Société d'assistance aux réfugiés et évacués de Meurthe-et-Moselle ».

Quelques-uns diront-ils : « Ce n'est pas le moment... ? » C'est le moment de mettre en train tout ce qui empêchera le souffle de notre patrie et l'esprit de notre terre de s'égarer au milieu des querelles ou bien de languir sous une apathie mortelle. L'évêque de Châlons raconte que deux semaines après la bataille la Marne, dans une paroisse dont l'église et la moitié des maisons gisaient par terre, il trouva

le bon curé fort occupé à diriger, sous le canon qui tonnait encore, une petite armée de maçons, et à boucher méthodiquement les brèches de son presbytère. Ce bon curé me plaît. C'est le moment de construire et de reconstruire, d'avoir espérance et confiance, inépuisablement ; c'est le moment de mobiliser tout notre génie d'organisation : la France portera d'autant mieux son fardeau qu'elle tirera de ses profondeurs toutes les aptitudes diverses pour qu'elles s'emploient à réparer la patrie, et que le moindre de nous prendra le sentiment d'être associé à l'œuvre nationale.

XXXVIII

LES ÉGLISES QUI VEULENT NAITRE ET LES ÉGLISES QUI REFUSENT DE MOURIR

Églises tombées au Champ d'honneur.

21 février 1916.

Un de ces derniers matins, je suis allé voir les beaux dessins à la plume que le service des monuments historiques fait faire pour perpétuer les crimes des Prussiens sur nos églises. C'est une série d'inoubliable puis-

sance tragique, qui sera complétée et que doublent déjà d'autres pèlerins d'art et de patriotisme. M. Émile Humblot, qui depuis des mois m'a fait son confident, ne cesse pas de circuler avec ses crayons sur les territoires de la bataille de la Marne, et dans le même temps un jeune artiste, M. Colle, hier encore ouvrier de la verrerie de Baccarat, s'est dévoué à la Lorraine : il portraiture les figures de nos petites églises rurales, héroïsées une fois de plus par l'incendie et les misères de la guerre. Sa place doit être marquée dans cette suite de belles initiatives.

Aujourd'hui, je suis entré au Pavillon de Marsan pour étudier la petite exposition organisée par des artistes de la Société Saint-Jean pour venir en aide aux églises victimes de la guerre. Sur un mur, voici la carte dressée par Sainte-Marie Perrin pour le dénombrement des sanctuaires dévastés, et tout autour, épars, des dessins, des projets de baraques, d'abris provisoires et de petites églises économiques.

Ce sont de simples et sommaires croquis, faits avec bonne volonté et générosité par des artistes qui se sont asservis à la simplicité presque nue, à l'économie presque sordide.

Quelques-uns ont réussi à en faire une noblesse... Et puis, à côté, voilà un concours de vêtements liturgiques, de décorations, économiques aussi, provisoires aussi. Quelques-unes sont charmantes, entre autres les broderies de M^{lle} Desvallières, en ficelles et en bouts d'indienne. L'indienne des tabliers d'enfants pauvres.

Ainsi j'ai vu en deux matinées les églises qui veulent naître et les églises qui refusent de mourir. Quelques-uns croient à un antagonisme : l'art moderne d'un côté, les vieilles pierres de l'autre, et en légende : *Ceci tuera cela*. Eh non ! fort aisément les deux pensées peuvent s'aimer l'une l'autre, se respecter et se marier.

L'héritière ne doit pas se presser. Que l'antique église, s'il se peut, vive éternellement, avec ses infirmités, ses blessures et ses mutilations. La conservation et l'utilisation d'une ruine coûtera toujours infiniment moins cher qu'une construction neuve et plaira mieux à tous les regards, à tous les cœurs. Maintenons jusqu'à l'extrême limite les églises anciennes, mais pour le jour où la ruine s'affaisse, une jeune pensée doit se tenir prête à prendre corps, et qui sait ? au lendemain de la guerre, devant la nécessité de construire du neuf, nos

architectes en viendront peut-être à se définir clairement le caractère que doit avoir une église au *xx^e* siècle.

Mais parlons net. J'ai posé aux meilleures sources une question précise : Dans quelle proportion, parmi les églises martyres, sont les mortes ? Combien en est-il d'irréremédiablement perdues ?

Même où l'on s'est battu, l'église veut et peut vivre. Il ne faut pas croire qu'on soit obligé de démolir une église bombardée. Ah ! sur le front, c'est terrible, c'est irréparable. Cherchez l'emplacement où se trouvait Notre-Dame-de-Lorette, vous le trouverez malaisément. Les églises d'Ablain-Saint-Nazaire et de Carency ne sont plus qu'un amas de décombres. Là nous devons reconstruire, et sur l'ancien emplacement, nos architectes auront à faire œuvre moderne. Mais gardons-nous de bourrer d'églises neuves tout le champ de bataille de la Marne. On peut sauver les bâtiments, comme on sauve les soldats blessés et mutilés.

Quatre-vingt-dix pour cent, environ, de ces églises peuvent être maintenues en vie, en leur donnant une charpente et une couverture de petites tuiles qui ne détonnent pas dans le paysage, en bouchant les brèches des

murs et du clocher, en mettant des vitres. Il est même inutile de refaire les voûtes, un plafond de bois suffira. Elles seront protégées des intempéries et l'on pourra célébrer le culte. — « Mais les murs ne sont plus assez solides ! » — Faites reposer la charpente sur des poteaux.

Je n'aime pas ces objections ; elles éveillent notre méfiance, nous nous rappelons qu'il peut exister des entrepreneurs et des architectes qui ont plus l'amour de leur petite famille que des petites églises, et qui, pour grossir les frais et leur bénéfice, n'hésitent pas à tout jeter bas quand il n'y a que trois, quatre éclats de surface.

Ni démolition, ni restauration ; une œuvre anonyme de conservation. Gardez-vous même d'effacer les injures subies par l'édifice durant la guerre, pourvu qu'elles ne portent pas atteinte à un élément constitutif de l'architecture. Dès que vous aurez assuré la vie de l'ensemble et soigné la blessure, laissez intacte la cicatrice. Ce serait un sacrilège de masquer cette entaille produite par l'obus. C'est une Croix de Guerre. Et même l'église moderne, qui, hier, vous intéressait peu, si la guerre a passé dessus, cherchez à la couvrir, à l'étayer, à la maintenir : elle a gagné ses titres.

Quatre-vingt-dix pour cent des églises peuvent être sauvées, disions-nous; c'est reconnaître que dix pour cent gisent à terre. Il faut les reconstruire sur l'ancien emplacement. A chaque fois que j'ai vu un amas de décombres, j'ai dit d'abord : « N'y touchons pas! Que le crime demeure à jamais comme un témoignage et une leçon! » Que donne cette idée à la réflexion? Peu de chose. Les décombres pourrissent, ne parleront pas après-demain aux nouvelles générations, et dès demain seraient un élément déprimant quand tout va vouloir renaître. Surtout placée comme l'est toujours une église, une ville ne peut pas vivre avec un cadavre au centre.

Une indemnité pour dommage de guerre est due à tout bâtiment communal. L'église, bâtiment communal, touchera cette indemnité et se relèvera.

Notez que la beauté peut coexister avec la simplicité la plus absolue. Les premiers âges de l'Église en ont maints exemples; la plus ancienne basilique n'était guère qu'une grange. Parmi ces dessins présentés en perspective, que j'ai admirés dans la collection du Service des Monuments historiques, il n'en est pas de plus émouvant que celui de la chapelle de Saint-Prix, dans les marais de Saint-

Gond. Autour d'elle, les soldats de Foch et du général Humbert se couvrirent de gloire, et, certes, la bataille dont elle porte les cicatrices ajoute à son caractère de précieuse relique. Mais pour son charme propre on l'aime. On ne peut détacher d'elle son regard, ni son souvenir. Ce n'est pourtant qu'une petite église au grand toit, aux fenêtres étroites, aux murs d'une épaisseur prodigieuse, une église à nef unique, avec un portail du dixième ou onzième siècle. Ce portail est construit comme un dolmen; nous sommes là en présence de gens qui réinventaient l'art; ignorants de Rome et d'Athènes, ils ne tirent rien de la tradition, mais seulement de leur cerveau inexpérimenté. Et que trouvent-ils? Exactement ce qu'avaient déjà trouvé les Hellènes primitifs de Mycènes. Voici, dans ces marais, la porte qui sert d'entrée au trésor d'Agamemnon.

Le problème principal, pour la construction des églises nouvelles, n'est pas de savoir si l'on aura beaucoup d'argent. « Dois-je construire une mesure ou bien un palais? » — Ce n'est pas, architecte, m'interroger sur l'essentiel. Permits seulement à l'église d'obéir au vœu de sa nature; laisse qu'elle soit un tabernacle, un silence plein de prières, un

chant collectif qui s'élève. Ici, tous les hommes deviennent frères et se glissent dans la société des anges. Avons-nous dans le cœur le sentiment qui fait éclore les belles églises ? C'est le problème. Il existe, ce sentiment, chez le héros qui marche à la victoire. Quelqu'un saura-t-il le traduire en assemblant des pierres ?

TABLE DES MATIÈRES

DOUZIÈME PHASE

LA DÉFAITE DU MONTÉNÉGRO

A LA RECHERCHE DE L'UNITÉ D'ACTION SUR L'UNITÉ DE FRONT
(1^{er} décembre 1915-20 février 1916)

Chapitres.	Pages.
I Les Vosges transfigurées (1 ^{er} décembre 1915).	I
II Le Conseil des Quatre. — <i>A la Recherche de l'Unité d'action</i> (5 décembre 1915).	9
III Pourquoi nous nous battons. — <i>La Ligue des Patriotes</i> (6 décembre 1915).	15
IV La Crise du libéralisme en temps de guerre. — <i>A la Recherche de l'Unité d'action</i> (8 décembre 1915).	24

Chapitres.	Pages.
V Les Alsaciens-Lorrains vivaient en captivité sans cesser d'être Français. — <i>La Rive gauche du Rhin</i> (9 décembre 1915) . . .	33
VI En sortant de la séance. — <i>Le Parlement</i> (10 décembre 1915).	42
VII Une visite au quai de la Rapée. — <i>Les Invalides de la guerre</i> (12 décembre 1915).	47
VIII Où en sommes-nous? — <i>A la Recherche de l'Unité d'action</i> (13 décembre 1915).	57
IX L'État de guerre lente (15 décembre 1915).	63
X Les Deux Camps. — <i>Propagande à l'Étranger</i> (16 décembre 1915).	69
XI L'Allemagne en Asie (19 décembre 1915).	79
XII La Guerre sainte en Islam (20 décembre 1915).	90
XIII Le Retour des Mutilés dans leurs villages. — <i>Les Invalides de la guerre</i> (22 décembre 1915). .	96
XIV Le Poilu tel qu'il parle (23 décembre 1915).	106

Chapitres.		Pages.
		—
XV	L'Enfant et le Vicillard. (Ernest Psichari et Ernest Renan.) — <i>In memoriam</i> (24 décembre 1915).	119
XVI	L'Amende honorable d'un catholique espagnol à la France (don Francisco Martin Melgar). — <i>Propagande à l'Étranger</i> (26 décembre 1915).	128
XVII	Pourquoi les Allemands ne marchent pas sur Salonique (27 décembre 1915).	139
XVIII	Nos dix-huit Comités régionaux. La Fédération nationale des Mutilés. — <i>Les Invalides de la guerre</i> (29 décembre 1915).	144
XIX	L'Instruction militaire à l'armée (30 décembre 1915).	152
XX	Salut de bonne année (31 décembre 1915).	159
XXI	Le Tour de la carte (24 janvier 1916).	165
XXII	Comment ils mangent (26 janvier 1916).	171
XXIII	Le Blocus qui allégerait l'effort de nos soldats (28 janvier 1916).	182

Chapitres.	Pages.
XXIV Pour que tous les concours soient donnés à nos soldats (30 janvier 1916)	191
XXV L'Extension de la Ligue des Patriotes (31 janvier 1916). . .	198
XXVI Le Suffrage des Morts (2 février 1916).	205
XXVII Impunité regrettable. — <i>Le</i> <i>Parlement</i> (3 février 1916). . .	210
XXVIII Pour les Français envahis (5 février 1916).	215
XXIX Les Représailles! C'est le blocus resserré (7 février 1916). . . .	223
XXX Les Salisseurs. — <i>Le Parlement</i> (9 février 1916).	233
XXXI De tels morts peuvent encore servir la France. — <i>Le Suffrage</i> <i>des morts</i> (10 février 1916) . .	241
XXXII Humani generis odium. — <i>La</i> <i>Propagande à l'Étranger</i> (12 février 1916).	248
XXXIII Le Rayonnement grandissant de la France. — <i>La Propagande</i> <i>à l'Étranger</i> (14 février 1916) .	257

Chapitres.	Pages.
XXXIV	Pour une anthologie des écrivains tombés à l'ennemi. — <i>In memoriam</i> (16 et 17 février 1916). 267
XXXV	Le Crabe (18 février 1916). 281
XXXVI	Les Droits des Orphelins de la guerre (19 février 1916). 286
XXXVII	La France s'offre avec ses blessures. — <i>Églises tombées au champ d'honneur</i> (20 février 1916) 293
XXXVIII	Les Églises qui veulent naître et les Églises qui refusent de mourir. — <i>Églises tombées au champ d'honneur</i> (21 février 1916) 302

B2725a

MAURICE BARRÈS
DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE
PRÉSIDENT DE LA LIGUE DES PATRIOTES

L'AME FRANÇAISE ET LA GUERRE

PENDANT

LA

BATAILLE DE VERDUN

CINQUIÈME ÉDITION

PARIS

ÉMILE-PAUL FRÈRES, ÉDITEURS

100, RUE DU FAUBOURG-SAINT-HONORÉ, 100
PLACE BEAUVAU

1919

201032
3/3/26

OEUVRES DE MAURICE BARRÈS

Collection à 3 fr. 50

LE CULTE DU MOI

- * SOUS L'ŒIL DES BARBARES 1 vol.
- ** UN HOMME LIBRE —
- *** LE JARDIN DE BÉRÉNICE —

LE ROMAN DE L'ÉNERGIE NATIONALE

- * LES DÉRACINÉS 1 vol.
- ** L'APPEL AU SOLDAT —
- *** LEURS FIGURES —

LES BASTIONS DE L'EST

- * AU SERVICE DE L'ALLEMAGNE 1 vol.
- ** COLETTE BAUDOCHÉ, histoire d'une jeune fille de Metz —

L'ÂME FRANÇAISE ET LA GUERRE

- * L'UNION SACRÉE (2 août-31 octobre 1914) 1 vol.
- ** LES SAINTS DE LA FRANCE (1^{er} novembre 1914-1^{er} janvier 1915) —
- *** LA CROIX DE GUERRE (2 janvier-11 mars 1915) —
- **** L'AMITIÉ DES TRANCHÉES (11 mars-9 mai 1915) —
- ***** LES VOYAGES DE LORRAINE ET D'ARTOIS (9 mai-20 juin 1915) —
- ***** POUR LES MUTILÉS (20 juin-septembre 1915) —
- ***** SUR LE CHEMIN DE L'ASIE (4 septembre-29 novembre 1915) —
- ***** LE SUFFRAGE DES MORTS (1^{er} décembre 1915-20 février 1916) —

- L'ENNEMI DES LOIS 1 vol.
- DU SANG, DE LA VOLUPTÉ ET DE LA MORT —
- AMORI ET DOLORI SACRUM (*La mort de Venise*) —
- LES AMITIÉS FRANÇAISES —
- SCÈNES ET DOCTRINES DU NATIONALISME —
- LE VOYAGE DE SPARTE —
- GRECO OU LE SECRET DE TOLEDE —
- LA COLLINE INSPIRÉE —
- HUIT JOURS CHEZ M. RENAN —
- LA GRANDE PITIÉ DES ÉGLISES DE FRANCE —
- LES FAMILLES SPIRITUELLES DE LA FRANCE —

- LES TRAITÉS ÉTERNELS DE LA FRANCE Prix 4 fr. 25
 - ADIEU A MORÉAS. Une brochure Prix 1 fr. »
 - UN DISCOURS A METZ (15 août 1911). Une brochure Prix 1 fr. »
 - DANS LE CLOAQUE Prix 2 fr. »
-

PENDANT

LA BATAILLE DE VERDUN

TREIZIÈME PHASE

LA BATAILLE DE VERDUN. — L'ATTAQUE AUTRI-
CHIENNE. — L'OFFENSIVE DE BROUSILOFF.

LA BATAILLE DU SKAGERRAK.

(Du 21 février 1916 au 7 juillet 1916).

LA BATAILLE DE VERDUN. — Entre le 21 février et le 1^{er} juillet 1916, la guerre touche à l'un de ses points culminants. L'Allemagne se rue sur notre citadelle de Verdun, qu'elle tient pour la clef de la France, et le pilier de la défense du front occidental. « C'est la porte d'airain, derrière laquelle commence une nouvelle époque de l'histoire du monde », écrit Maximilien Harden. Le monde entier, a les yeux sur ce champ de bataille où s'affrontent l'élite des divisions allemandes groupées sous les ordres du prince héritier de Prusse, et nos corps les plus aguerris. La presse suisse, la presse espagnole, à cette date, où se déclanche l'attaque allemande, impriment qu'une partie suprême va se jouer, en vue de laquelle l'Allemagne a accumulé des moyens d'action formidables, et nul de ceux qui dans ces pays, nourrit quelque sympathie pour la France, ne peut réprimer un frisson de crainte. « Jamais

encore dit une feuille suisse, la civilisation n'a couru un pareil péril, ni subi un choc aussi terrible. »

L'empereur allemand n'a pas accepté la façon de voir du maréchal Hindenburg qui voudrait porter les forces les plus sérieuses de l'Empire contre la Russie. C'est sur notre front que le Kaiser croit pouvoir obtenir une décision et c'est devant Verdun qu'il envoie ses troupes de choc qui, depuis le début de l'année, sont préparées et entraînées à l'attaque. Le Kronprinz aménage dans toute cette région des emplacements pour la plus puissante artillerie qui ait encore été rassemblée. Les généraux allemands entendent profiter de la leçon que nous leur avons donnée en Champagne et poussent la préparation d'artillerie à un degré de perfection telle que « l'infanterie n'aura plus à avancer qu'au pas de parade ».

En pays neutre on recueille de financiers ou de commerçants allemands des déclarations comme celle-ci : « la crise économique s'aggrave de semaine en semaine ; la situation intérieure est devenue intenable. Il faut en finir. »

D'autre part l'état-major allemand n'est pas sans être informé des projets du général Joffre, de l'offensive qu'il prépare en liaison étroite avec les Anglais, d'accord cette fois avec les Russes et les Italiens. Il faut la prévenir, et le 14 février on entend le Kronprinz s'écrier : « Moi, Guillaume, je vois la patrie allemande contrainte de passer à l'offensive »...

Le haut commandement français a pris ses dispositions pour parer à l'attaque. Mais les lignes consoli-

dées un peu plus tard devant Verdun, le sont encore de façon insuffisante. Aux neuf voies ferrées qui déverseront, du côté allemand, combattants et matériel sur le champ de bataille, nous ne pouvons en opposer que deux ; et si nous arrivons à alimenter victorieusement le combat ce sera grâce au service automobile organisé, d'une façon admirable sous l'énergique impulsion du général Pétain. Quant à notre infériorité numérique pendant les premiers jours de lutte n'est-elle pas la conséquence de la défensive expectante dans laquelle nous sommes placés ? Comment dégarnir des secteurs menacés ? Enfin le haut commandement doit-il abandonner aux Allemands l'initiative des opérations, subir leur contrainte, et renoncer à l'offensive qu'il prépare lui-même pour une date arrêtée d'accord avec nos alliés ? Tel est le drame qui se joue dans la conscience de nos grands chefs, et qu'il ne convient pas de juger d'une façon hâtive. La suite des événements montrera la haute sagesse d'un commandement économe de ses réserves. Tout en barrant la route à l'envahisseur, il se ménagera la possibilité de l'attaquer à son heure : le 1^{er} juillet, sur le terrain choisi par lui : les plaines de la Somme.

..

LA RUÉE SUR VERDUN. — Les jours héroïques que nous allons vivre peuvent se diviser en deux périodes très nettes : la première comparable à une crise aiguë

et foudroyante, pourrait être dénommée plus proprement la ruée sur Verdun, elle va du 21 février au 11 mars. La seconde se prolonge du 11 mars au 1^{er} juillet. C'est le siège de Verdun. Nos attaques sur la Somme commenceront alors à dégager la place imprenable.

La première période s'ouvre par le bombardement sans précédent d'une artillerie géante, le 21 février à 7 heures du matin. En moins de dix heures de temps cet ouragan de feu, ouvert sur tout notre front nord, de Malancourt aux Eparges, sur les deux rives de la Meuse et dans la Voëvre a opéré plus de destructions que nous n'avions pu le faire durant trois jours, en Champagne.

A 4 heures du soir l'infanterie est lancée à l'assaut, par trois vagues successives, en formations toujours denses et serrées. Elle comprend deux corps d'armée et une division. Les Allemands croyaient avancer sans coup férir sur un terrain nettoyé par leurs obus. Mais ce déluge infernal a creusé autant d'obstacles qu'il en a nivelés, amoncelé autant d'arbres brisés, enchevêtrés qu'il a anéanti de défenses préparées ; et les colonnes d'assaut trouvent une telle résistance que le gain de cette première journée semble à tous disproportionné avec la formidable préparation d'artillerie sur laquelle elle a débuté. Cependant toute notre ligne a reculé et la perte du bois d'Hautmont a fait une forte brèche dans la partie ouest de notre système défensif.

Si rapidement que s'avancent nos renforts, deux

divisions françaises supportent à elles seules, durant trois jours, le choc de trois corps d'armées allemands. Dans ce combat inégal nous sommes contraints d'abandonner nos premières lignes. Le 22, nous perdons Hautmont, le bois des Caures, et les tranchées au nord de l'Herbebois. Le 23, l'effort allemand redouble d'intensité ; en fin de journée nous avons dû céder sur tout le front sauf au centre, où nous tenons le saillant de Beaumont, mais de l'aveu même de l'ennemi, « certaines de ses unités ont été complètement détruites ». Nos feux de salve, nos barrages d'artillerie creusent dans les rangs allemands des trous effroyables. Les engagements d'infanterie se terminent presque constamment à notre avantage. Mais la victoire reste aux gros obus qui sur certaines zones tombent à la cadence de vingt coups à la minute.

Le 24 et le 25, le flot allemand vient battre avec fureur nos troisièmes positions. Le Kaiser est au milieu de ses troupes. Il entend en finir. Six régiments frais appartenant aux meilleures unités de l'armée allemande sont de nouveau jetés dans la fournaise. Les assauts se précipitent, et se répètent, acharnés, soutenus par un feu d'enfer vers nos positions au sud de Samogneux, vers Beaumont et l'Herbebois. Beaumont est submergé, puis le Chaume, les Fosses, les Caurières, le village d'Ornes, les pentes boisées qui montent à Douaumont, et à l'ouest, Samogneux qui n'est plus que décombres, et la cote 344. Dans la soirée nous nous sommes repliés sur le front Champ-

neuveville, Louvemont, les bois de la Vauche, et le plateau de Douaumont.

Le général de Langle prépare le repli de nos troupes de Voëvre sur les Hauts-de-Meuse et songe même à l'abandon de la rive droite de la Meuse. Joffre approuve l'évacuation de la poche de la Voëvre mais prescrit la résistance à tout prix face au Nord. La retraite sur les Hauts-de-Meuse s'opère au mieux sous les rafales de neige, durant la nuit.

Le 25, nous perdons la partie septentrionale de la boucle de Champneuveville jusqu'à la côte du Falou. Le fort de Douaumont est entre les mains de l'ennemi. Notre défense est reportée sur la ligne : côte du Poivre, bois d'Audremont, village de Douaumont-Danloup, Eix.

Cette avance arrache un cri de victoire à l'Etat-Major prussien. Grossissant singulièrement la valeur du fort de Douaumont, le bulletin allemand annonce à l'Univers que « le fort cuirassé de Douaumont, « pilier angulaire de la principale ligne des fortifica-
« tions permanentes de la citadelle de Verdun, est « tombé ». L'Empereur lui-même célèbre « l'irrésistible assaut livré contre la forteresse principale du plus puissant ennemi ». L'Allemagne illumine, entonne un hosannah. La route de Paris lui semble déjà grande ouverte. L'Univers entier frémit d'angoisse. Les cœurs se serrent dans le moindre village de France.

Les milieux parlementaires laissent voir une certaine nervosité. La presse déclare cette journée « la plus terrible de la guerre ».

Mais l'Allemand a commis la faute de n'attaquer que sur la rive droite de la Meuse. Joffre et Castelnau ont prescrit la défense coûte que coûte sur cette rive. On a disputé le terrain pied à pied. La victoire allemande a été payée de pertes excessives. Nos réserves, sont à pied d'œuvre. Elles vont intervenir dans le combat et en changer la face. Le général Pétain, à qui le major général Castelnau vient de remettre le commandement de la bataille, opérera en quinze jours le « redressement tactique » de la situation.

L'œuvre de Pétain, dont les résultats ont été populaires sans qu'on en connut au juste la matière, en quoi consista-t-elle donc ? En réalité, à introduire l'ordre, la méthode et l'organisation là où régnaient le désordre et la confusion. Le redressement tactique de Verdun c'est le plus beau travail d'état-major qu'on puisse concevoir. Autour du chef opère en effet un état-major homogène et imbu de cette suite de doctrine qui seule rend possible l'exercice du haut commandement en de telles circonstances. Liaison des armes, écoulement des troupes et de leur ravitaillement, tout va concourir méthodiquement à nourrir et à soutenir l'indomptable ténacité de nos bataillons.

Dès le 26 notre résistance victorieuse s'ébauche, le 10 mars elle produit son effet.

Le haut commandement a été unanime à prendre la résolution de contre-attaquer l'ennemi, dès l'arrivée de nos réserves. Joffre a écrit à Pétain : « la meilleure manière d'enrayer l'effort de l'ennemi c'est

de l'attaquer à votre tour. » Castelnau a confirmé sur place une telle décision. Pétain aussitôt qu'il a pris le commandement a ordonné d'attaquer dans tous les secteurs.

Dès la matinée du 26, ces contre-attaques ont brisé le grand élan de l'offensive allemande. Notre front est reporté en avant du fort de Douaumont. Le lendemain, la lutte continue à notre avantage sur les plateaux au nord de Vaux. Le 28 nous rentrons à Vacherauville, les Allemands se maintiennent difficilement sur les pentes nord de la côte du Poivre.

Le 29, l'ennemi s'arrête à bout de souffle devant nos troisièmes positions à peine entamées.

Guillaume II comprend que ses espoirs sont encore une fois déçus. Verdun ne sera pas emporté de haute lutte. La ruée de ses troupes est arrêtée. Il quitte le champ de bataille, sur lequel il laisse hors de combat plus de cent mille de ses meilleurs soldats.

Cependant le Kronprinz s'acharne et la décision qu'il n'a pu obtenir par une attaque en masse sur notre front il va la chercher, trop tard, dans une attaque par les ailes. Il porte la bataille sur la rive gauche de la Meuse. Il essaie de percer notre première ligne qui passe par Malancourt, Bethincourt et Regneville, puis de briser nos positions de retrait à Avocourt, à la cote 304, au Mort-Homme et à Cumières, et enfin d'atteindre notre troisième ligne d'Esnes à Montzeville.

Le 6 mars les Allemands chassèrent de Forges nos avant-gardes et traversèrent le ruisseau, le lende-

main ils débordèrent la côte de l'Oie, emportèrent la cote 265, le bois des Cumières, et les pentes nord du bois des Corbeaux, mais les colonnes qui tentèrent d'escalader les pentes du Mort-Homme furent fauchées par nos balles.

Le 8 la bataille reprit sur la rive droite, depuis la côte du Poivre, jusqu'aux abords de Vaux. Ce même jour, sur la rive gauche, nous rentrions dans le bois des Corbeaux. Du 9 au 11, le combat fait rage dans toute la zone. L'ennemi prodigue ses sacrifices. Nos tirs de barrage le fixent sur nos positions, c'est tout juste s'il arrive à se rendre enfin maître du bois des Corbeaux à notre gauche. Au centre, il enlève péniblement la redoute d'Hardaumont. A droite, on se bat dans le village de Vaux. Malgré les affirmations du communiqué allemand, le fort demeure entre nos mains. Dans la soirée du 11, les hordes allemandes s'arrêtent épuisées. Joffre dès la veille avait lancé l'ordre du jour fameux où il disait à ses soldats : « Vous avez barré aux Allemands la route de Verdun. »

. .

LE SIÈGE DE VERDUN. — Quel résultat l'Etat-Major allemand avait-il recherché au prix de tant de sacrifices ? Renverser une des citadelles de la France, celle qui fermait une des routes millénaires de l'invasion, s'ouvrir le chemin de notre capitale, et enfin acculer une de nos meilleures armées à la Meuse et l'obliger à capituler.

L'attaque brusquée, si formidables qu'aient été les moyens d'action mis en jeu, n'a pas réussi à lui procurer ces résultats. Le haut commandement ne veut pas renoncer à ses projets ils lui ont coûté trop cher, et puis abandonner Verdun ce serait s'avouer vaincu. Ce que l'assaut furieux qu'il vient de livrer ne lui a pas donné, le Kronprinz va le demander à la guerre de positions. L'armée allemande creuse des tranchées et entreprend le siège de Verdun.

Nous ne le suivrons pas jour par jour dans son entreprise. Pas un instant cependant cet ennemi acharné ne se départira de sa ténacité. Des opérations locales ininterrompues doivent, pense-t-il, le conduire sûrement au but. Il s'imagine que la chute de Verdun sera l'écroulement de la France. Pour une telle fin aucun sacrifice ne lui paraît trop important. C'est ainsi qu'il engagera plus de quarante divisions dans cette fournaise où elles fondront successivement.

Notre pays connaîtra encore plus d'une heure d'angoisse. Il tremblera pour la ville qui est devenue une sorte de symbole de son héroïque résistance. Mais le haut commandement, qui a ses projets, sourira de la lourde obstination germanique. A l'abri du vivant bouclier opposé aux assaillants, il restera le maître de l'heure, libre de mûrir et d'exécuter le plan qu'il s'est tracé, qu'il réalisera à la minute exacte choisie par lui. Il conserve son initiative, se contentant d'alimenter la défensive active de l'armée de Verdun, et ne se laissant à aucun moment manœuvrer par l'Allemagne.

Les gouvernements alliés ne s'y trompent pas. Ils poussent avec énergie leurs préparatifs d'offensive. Le Portugal se joint à la coalition. De toutes parts un nouveau frémissement d'espoir agite l'Europe et la jette contre l'Allemagne.

Jamais la canonnade ne fit trêve autour de Verdun. Mais les Allemands ne tentèrent pas d'attaque sérieuse avant le 14 mars. Elle se produisit sur la rive gauche de la Meuse. Son objectif était Bethincourt, Cumières et le Mort-Homme. Elle coûta de nouvelles pertes à l'ennemi et ne lui livra que la cote 265.

Le 20 mars il se lance à l'assaut précédé de jets de liquides enflammés, et réussit à enlever le bois de Malancourt et le réduit d'Avocourt.

Huit jours durant Bavares et Wurtembergeois tenteront vainement de débûcher. Leurs bataillons tourbillonnent sous nos yeux sans pouvoir aborder nos positions. Le 29, une attaque à la baïonnette menée par les nôtres avec un entrain magnifique nous rendit le terrain perdu le 20.

Mais le 31 mars les Allemands nous enlevaient le saillant de Malancourt, et le 5 avril ils avaient raison de l'ouvrage d'Haucourt. Nous devions alors évacuer Bethincourt et nous replier au sud du ruisseau de Forges.

Le 9 et le 10 avril, onze régiments se précipitent sur nos premières lignes de la rive gauche. Ils sont décimés. Cependant ils nous obligent à évacuer le sommet du Mort-Homme. Du 12 au 30, attaques et contre-attaques se succèdent sans interruption. Le

1^{er} mai, notre front est rétabli sur les lignes qu'il occupait le 8 avril, sauf au Mort-Homme dont le sommet est également intenable pour les deux adversaires.

Sur la rive droite, une série de combats livrés entre le 16 mars et le 2 avril ouvrent à l'ennemi le village de Vaux et le bois de la Caillette et lui permettent de s'infiltrer jusqu'à la voie ferrée Fleury-Vaux.

Le 3 avril, le général Nivelle arrive à Verdun et par une série de contre-offensives hardies s'efforce de mettre un terme à la pression allemande qui s'exerce d'une façon inquiétante dans le secteur de Douaumont. Nos positions sont élargies, et quand le général Pétain remet à Nivelle le commandement de la II^e armée (30 avril), il peut constater dans son ordre du jour « qu'un coup formidable a été porté à la puissance militaire allemande ».

Pourtant, dans les deux mois qui vont suivre, la situation de Verdun semblera plus critique que jamais. Le Kronprinz appelle des renforts, ajoute des moyens plus puissants encore à ceux que nous avons brisés.

Mais à Paris et dans l'univers on ne doute plus de notre invincible résistance et, dut même la citadelle tomber aux mains de l'envahisseur, l'effet moral et matériel qu'il en escompte ne se produirait plus. « La perte de Verdun, maintenant, écrit le colonel Feyler, ne serait plus qu'un accident »...

· D'ailleurs les progrès de l'ennemi ne compensent

pas ses pertes. Un ouvrage enlevé, quelque autre fortification s'oppose à son avance, et Nivelles riposte à chaque coup.

Une colossale bataille s'engage le 4 mai pour durer presque sans interruption jusqu'au 22 juin. Le Kronprinz précipite les assauts, accumule les hécatombes, avançant tour à tour, à la manière d'un lutteur, l'une et l'autre épaule, renversant notre première ligne de défense toute entière mais se brisant définitivement sur nos positions de la boucle de la Meuse face à Vacherauville, nous arrachant le Mort-Homme mais échouant devant le fortin d'Avocourt.

A l'Est, la bataille était plus violente encore. Elle débute par un succès de la division Mangin. Elle s'empare du fort de Douaumont. Le 1^{er} corps bavarois nous l'arrache le 24. Un bombardement ininterrompu, qui va croissant d'intensité jusqu'au 31 mai, s'abat sur toute la région de Damloup. Pendant sept jours, vague à vague, l'attaque allemande vient battre le fort de Vaux. Le 1^{er} juin, l'assaillant s'empare d'Hardaumont et s'infiltré dans le bois Fumin ; le 2, le fort est investi de trois côtés, les Allemands ont réussi à s'installer sur sa superstructure. Il faut lire dans le volume d'Henri Bordeaux¹, les péripéties héroïques d'une lutte qui se prolonge contre toute vraisemblance. Une fièvre sacrée donne aux défenseurs de Vaux, commandés par l'héroïque chef de bataillon Raynal, des forces qui semblent

¹ Capitaine Henry Bordeaux. *Les derniers Jours du Fort de Vaux* (9 mars-7 juin 1916)

dépasser les limites humaines. Le 7 au matin, succombant à la faim et à la soif la garnison se rendit.

Le commandement français examine et étudie l'éventualité d'un repli sur la rive gauche de la Meuse. L'usure de l'armée de Verdun semblait normalement telle après de si rudes combats qu'on pouvait se demander si sa capacité de résistance demeurerait suffisante. Les Allemands continuent à progresser pas à pas, se rapprochant de Souville. Des divisions fraîches venant du front oriental leur apportent l'appoint de leur force nouvelle. A travers les squelettes d'arbres mutilés ou brûlés, les villages réduits en poussière, ils avancent vers l'ouvrage de Thiaumont et le ravin de la Dame. Chaque pli de terrain leur est âprement disputé. Le 21 juin, un nouvel assaut se prépare. Jamais encore les Allemands résolus d'en finir n'ont amoncelé autant de pièces d'artillerie sur un espace aussi restreint, les essieux des canons se touchent presque. Pièces de 380, de 420 recouvrent d'une véritable nappe d'obus asphyxiants le plateau de Souville et la côte de Froide-Terre. Le Kronprinz a donné comme objectif à ses troupes à sa droite Froide-Terre, au centre Fleury, à gauche Souville. Vingt régiments partent le 22 à l'assaut. L'attaque la plus massive qui ait été jusqu'alors exécutée n'atteint qu'un de ses objectifs : le village de Fleury.

Le 25, nos contre-attaques se déclanchent. Le 27, nous atteignons l'ancien ouvrage de Thiaumont, nos bataillons rentrent dans Fleury et restent accrochés aux abords sud et sud-ouest du village.

Mangin avec deux divisions reçoit la mission d'occuper ce secteur. Des combats journaliers tiendront l'ennemi en respect, le mettront bientôt hors d'haleine, et peu à peu nous rendront des points dominants. Thiaumont changera de maîtres jusqu'à seize fois !

Mais la véritable contre-offensive n'aura pas lieu sur les rives de la Meuse ; dès le 24 juin elle se prépare et elle s'amorce dans les plaines de la Somme. Bien que 65 divisions françaises aient contribué à la défense de notre grande forteresse de l'Ést, le général Joffre pourra confier à Foch quarante divisions fraîches et parfaitement entraînées, pour foncer sur l'ennemi, l'obliger à lâcher prise, à desserrer son étreinte autour de Verdun. A l'heure voulue par les États-Majors alliés la bataille s'engage avec toutes les chances de succès que les desseins longuement mûris ont mises de notre côté.

. . .

L'ATTAQUE AUTRICHIENNE. — Durant que la France soutenait le choc des forces germaniques concentrées sur Verdun que se passe-t-il sur les autres fronts ?

Chacun des coalisés, après le conseil tenu à Chantilly, s'efforçait de préparer l'offensive arrêtée pour le 1^{er} juillet. Mais obéissant à la même pensée stratégique qui précipite l'Allemagne sur nos lignes, dans l'espoir de nous arracher l'initiative des opérations, l'Autriche va tenter de tomber sur l'Italie avant que

Cadorna ait réuni ses forces et entamé sa manœuvre.

De leur formidable bastion du Tyrol les Autrichiens dominant et commandent les plaines de Vénétie et de Lombardie. La marche audacieuse des Italiens les a conduits aux sommets de l'angle méridional du Trentin. L'hiver les a immobilisés devant des cimes infranchissables. La fonte des neiges, au printemps, ouvre à l'Autrichien les routes d'invasion qu'il s'est ménagées par le traité de 1866. Le 15 mai ses colonnes fortes d'environ 300.000 hommes, s'ébranlent et tout de suite obligent nos alliés à un repli important dans la vallée de l'Adige. L'ennemi se déplie en éventail sur les pentes des montagnes. Son front s'étend bientôt sur plus de 50 kilomètres. Bien que la défense reste inébranlable à droite et à gauche, sur le massif du Pasubio, et dans la haute vallée de la Brenta, la situation apparaît vite comme défavorable pour les Italiens, battus sur le plateau des Sept-Communes, contraints à céder dans le val d'Assa, et à abandonner Asiago. Les bulletins autrichiens annoncent à la fin du mois la capture de 30.000 hommes et 300 canons.

La Vénétie est menacée à la fois par le Trentin, les Dolomites, les cols des Alpes Carniques et l'Isonzo. Avec un beau sang-froid, Cadorna organise des lignes de résistance, en échelons, en avant de la plaine vénitienne. Son infanterie y tient bon. L'élan autrichien vient s'y briser dans le moment même où Broussiloff déclanche en Galicie, une offensive qui dégagera le Trentin, comme la bataille de la Somme

dégagera Verdun. La bataille pour la Vénétie prit fin le 10 juin. Elle était perdue pour l'Autriche.

. . .

L'OFFENSIVE DE BROUSSIOFF. — La longue immobilité du front russe faisait l'objet d'âpres critiques, tout le monde ignorant les ententes établies entre les états-majors et qui devaient assurer le synchronisme des opérations.

L'offensive russe devait se produire à la même époque que l'offensive franco-anglaise de la Somme. Elle fut précipitée d'un mois à cause de la mauvaise tournure que prenait en Italie les affaires de l'Entente.

Elle se déclancha le 31 mai. Broussiloff attaquait sur un front de 300 kilomètres, depuis le Pripet jusqu'à la frontière roumaine et du Styr jusqu'au Pruth.

L'archiduc Joseph-Ferdinand crut à une marche sur Lemberg. Ce fut en Wolhynie que son adversaire prononça son attaque principale, bousculant la ligne autrichienne, poussant en trois jours jusqu'à Loutsk, à 40 kilomètres au delà de son point initial, puis développant ses succès sur les routes de Vladimir-Volinski et de Brody.

Les armées autrichiennes surprises retraitent en désordre, laissant entre les mains des Russes 20.000 prisonniers et un matériel considérable.

La Bukhovine est reconquise en quelques jours ;

les régiments du Tzar s'ouvrent le chemin de Cernowitz, la vieille capitale ruthène, et s'avancent menaçants vers les Karpathes.

. .

LA BATAILLE DU SKAGERRAK. — Tous les documents mis à jour actuellement concordent à établir que durant la ruée allemande sur Verdun le commandement français, soucieux de ne point entamer le plan élaboré à Chantilly, voulut éviter de faire appel au concours des Anglais. Il demanda uniquement au maréchal Haig de relever d'urgence notre X^e armée dans le secteur qu'elle occupait par des troupes britanniques. Cette délicate opération fut menée à bien dès la fin de février ; et dès lors l'état-major français ne demandera au commandement anglais que de préparer minutieusement l'offensive projetée. Nos alliés y mirent tous leurs soins.

C'est sur mer que leurs forces auront durant cette phase de la guerre l'occasion d'intervenir avec le plus d'éclat. Leur flotte infligera le 31 mai, dans les parages du Skagerrak aux bateaux allemands sortis du canal de Kiel une sanglante leçon. Arrêtée dans sa tentative de forçement du blocus par l'escadre de croiseurs de l'amiral Beatty, la flotte allemande de haute mer, dut rejoindre ses bases à toute vapeur et non sans pertes, devant la fumée des cuirassés de l'amiral Jellicoe.

Ainsi à la date du 1^{er} juillet 1916, ni sur terre, ni

sur mer, les grandes offensives allemandes ou autrichiennes, n'ont apporté aux Empires centraux, cette victoire décisive promise par le Kaiser, propre à contraindre les alliés à capituler. Elles n'ont pas même réussi à forcer le blocus, que les peuples confédérés ont mis devant la Prusse et ses alliés, et l'initiative des opérations reste entre nos mains...

LA BATAILLE DE VERDUN

26 février 1916.

La première attaque de l'infanterie allemande s'est déclanchée lundi à la fin de la journée. Depuis deux mois et demi, cette formidable offensive se préparait. L'empereur venait d'arriver; le kronprinz et les chefs de corps avaient lancé des appels brûlants au loyalisme de leurs troupes. Nous nous trouvons au milieu d'un des grands événements militaires de cette guerre aux dimensions monstrueuses.

Cette bataille de Verdun peut se prolonger plus qu'aucune autre bataille, plus que Moukden par exemple. On ne commente pas inutilement les péripéties d'une telle lutte. Elle a ses fluctuations; elle est pleine d'événements, de surprises locales. Marengo, défaite à trois heures, était victoire à quatre heures. Dans la nuit de jeudi à vendredi, il y eut une sorte de répit; ils n'ont pas attaqué, bien qu'ils n'aient pas eu notre neige et que le temps ne les desservit pas. Qu'en conclure? Rien encore. Une bataille est toujours une aventure où il intervient d'innombrables facteurs complexes. L'opinion doit attendre la fin de celle-ci avec les meilleures espérances (car nous étions prêts), sans

subir les fluctuations que les journaux ne peuvent ni faire voir, ni connaître. Tâchons seulement de comprendre l'ensemble de l'affaire et sa signification, c'est-à-dire la volonté allemande. Dans cette tragique minute, nos ennemis tentent pour nous dominer, pour nous imposer leur supériorité, un effort quasi décisif auquel ils sont résolus à mettre n'importe quel prix.

La lassitude du peuple est indiscutable, les effets du blocus (si imparfaits pourtant) augmentent, sa gêne financière empire avec rapidité.

De cette fatigue et de ce découragement, nous possédons d'abondants témoignages. Nos ennemis considèrent avec crainte la perspective d'une nouvelle année de privations plus dures ; leurs mesures économiques prouvent une nation qui doute de sa force de résistance. Laissez que j'analyse un paquet de lettres.

Elles disent, ces lettres, que « l'honneur de vivre en Allemagne la plus grande tragédie de tous les temps » est payé trop cher par les sacrifices constants qu'ils exigent. Les prisonniers et même les internés civils dégagés de toute obligation militaire sont des objets d'envie pour les compatriotes restés en Allemagne. On estime que les prisonniers sont très bien en France pour attendre la fin des hostilités ; on leur recommande même d'y rester, telle, par exemple, cette femme qui écrit à son mari : « Si la question de l'échange se pose pour toi, il vaut mieux que tu restes là-bas ».

Il y a des lettres dans lesquelles des femmes expatriées en Allemagne engagent vivement leurs anciennes compagnes de captivité à ne faire aucune démarche pour rentrer chez elles. L'Allemagne n'est plus, en effet, le pays idéal. Dieu lui-même semble s'en désintéresser. « Si seulement le Bon Dieu pouvait avoir pitié de nous, mais il semble se détacher de nous, il nous abandonne. »

Les remarques suggérées par les événements militaires de décembre et de janvier sont assez rares et, en tout cas, elles n'ont plus ce ton de suffisance et même de provocation auquel les Allemands nous avaient habitués. Si l'on parle

du Monténégro, c'est seulement pour noter que l'un des adversaires a demandé la paix, et l'on veut voir dans cette démarche — à propos de laquelle on néglige généralement de noter qu'elle ne fut que passagère — le prélude de la paix générale. Les allusions à la Serbie sont beaucoup moins nombreuses. On y sent percer de l'étonnement et de la mauvaise humeur contre ce peuple sale et querelleur qui refuse de se soumettre.

Pour remonter une opinion anémiée à ce point, il faut un événement militaire heureux. Et puis, il s'agit de donner aux neutres, aux Roumains, aux Grecs, à tout ce qui hésite, l'impression de la supériorité allemande. Ce révulsif, on l'avait cherché en Orient. Salonique et Erzeroum ont ruiné le plan ; et sur les territoires où elle s'est ouvert une issue, l'Allemagne n'a pas trouvé les ressources économiques et d'hommes qu'elle avait espérées. Déjà la Bulgarie est relativement usée. Où donc se tourner ?

Sur le front russe, une offensive ne saurait donner de résultats retentissants ; c'est toujours le coup de poing dans l'édredon. Sur le front français, quel point choisir ?

Ce ne serait rien de gagner cinq ou six kilomètres de terrain ; il faut atteindre un objectif qui ait du prestige. Verdun exerce sur l'imagination de nos ennemis une sorte de fascination. Deux ou trois fois déjà la fausse nouvelle de sa prise répandue en Allemagne à son de cloches avait produit un enthousiasme extraordinaire. La chute simultanée de Toul et de Belfort, n'aurait pas, dit-on, pour les Allemands un retentissement comparable à la prise de la vieille ville que Goethe a fait connaître à tous les enfants par le récit du séjour qu'il y fit au cours de sa *Kampagne de France*. Les souvenirs de 1792 demeurent vivants. L'Argonne et Verdun semblent toujours les Thermopyles de la France.

Depuis septembre 1914, le Kronprinz est accroché à

Verdun. C'est dans la mémorable forteresse qu'il peut trouver son bâton de maréchal Jean Herbette, dès hier, a vigoureusement marqué que le choix de Verdun comme point d'offensive est dicté aux Allemands par des considérations de politique intérieure et même dynastique.

Mais comment attaquer Verdun ? S'ils avaient pris par la Voèvre, les Allemands étaient obligés d'aborder la falaise à découvert ; par le secteur nord, ils s'avancent dans une zone boisée, sur un terrain tourmenté qui prête à la chicane et favorise les surprises tactiques.

Leur méthode d'attaque diffère de celle que nous avons inaugurée en Champagne. Elle est plus lente. Elle se caractérise par la persistance de l'effort plutôt que par le brio de l'exécution. Elle suppose, elle exige une effroyable consommation d'hommes. Dans cette zone nord de Verdun, ils ont concentré huit corps d'armée.

Il y a plus de deux mois qu'ils ont commencé d'amener dans la région toute leur grosse artillerie disponible. Dès le commencement de décembre, la plus grande partie du matériel à tracteur, des 420, des 305 autrichiens ont été expédiés, puis sont venues, toute l'artillerie lourde de Serbie et une partie de celle de Russie. Dès fin de décembre, les premières troupes ont été acheminées ; ce furent d'abord trois divisions, retour de Serbie, envoyées en premier lieu au repos en Belgique ; ensuite, dans le courant de janvier, cinq corps d'armée ; tout cela s'ajoutant aux deux corps qui composaient jusque là les forces du secteur Étain-Vauquois.

Ces corps sont les meilleurs d'Allemagne ; le fameux III^e corps du Brandebourg, au moins égal en valeur à la garde, puis le XV^e corps commandé par un des meilleurs chefs de l'Allemagne, le général von Dainling, qui vient de lancer à ses troupes l'ordre du jour retentissant, déjà cité dans nos journaux, où il qualifie cette offensive « comme la dernière contre la France ». Je pense

qu'il faut comprendre cette expression comme voulant dire la suprême, la décisive offensive.

De tels soldats, si nombreux, ainsi choisis, ainsi surchauffés, peuvent nourrir l'offensive pendant plusieurs jours. Mais soyez tranquilles, les nôtres ont la qualité et la quantité qu'il faut pour les recevoir ! Sans rien découvrir, il nous est permis de penser et d'écrire que, pendant le montage de cette attaque, nous avons accumulé en hommes, en armements, en munitions les moyens d'une défense magistrale.

Alors qu'en Champagne nous avons en quelques heures obligé l'ennemi à nous abandonner 3, 4 kilomètres de terrain, et que, pour entrée de jeu, nous avons fait vingt mille prisonniers, les Allemands nous en auraient fait sous Verdun trois mille. C'est le chiffre donné par leur communiqué ; c'est dire que ce chiffre d'ailleurs ne doit être accepté qu'avec les plus fortes réductions. Ils voulaient se développer sur un front de 40 kilomètres ; nos tirs de barrage les ont arrêtés sur bien des points. Nous nous sommes repliés méthodiquement sur des positions plus fortes, parce que nous le voulions ainsi sans avoir dépensé ni même employé nos plus grandes ressources. Chez eux, des régiments entiers sont déjà détruits, tandis que nous supportons des pertes de beaucoup inférieures. Ainsi nous avons le droit d'attendre la fin de cette bataille avec les meilleures espérances.

Répétons-le, comme un mot d'ordre, il ne faut pas vouloir suivre les phases du drame d'après des faits mal connus et que chaque heure modifie. Ceux-là mêmes qui participent à la bataille n'en connaissent pas l'ensemble et le prochain résultat. Attendons. Gardons-nous contre ceux qui répandraient des mauvaises nouvelles et trainons-les chez le commissaire de police, qui les bouclera. Une seule chose est certaine : les Allemands font un effort colossal, éperdu (par les sacrifices qu'ils

consentent) et en même temps admirablement réglé. Ils perdent dans ces instants le meilleur de leur sang par les quatre veines. Ils donnent leur suprême mesure. Nous avons une artillerie abondamment pourvue de munitions, et dont nous savons déjà qu'ils ne prévoyaient pas sa force. Canons, munitions, effectifs, positions préparées, nous sommes de bonne tenue, en excellente forme.

J'ai entendu souvent nos grands chefs souhaiter que nos ennemis vissent ainsi se ruer, s'user sur notre résistance. Admirons, remercions nos soldats de la France sous Verdun ; attendons avec une ardente confiance.

II

PENDANT UNE HEURE DE RÉPIT

28 février 1916.

Une crise est passée, mais la bataille n'est pas terminée. La terrible partie où les Allemands déploient leur maximum de force continue de se dérouler. Du moins, plus de surprise possible. Dans la journée de samedi, Paris, toute la France, vivaient dans l'angoisse. Nous nous demandions si nos forces arriveraient à temps pour enrayer l'offensive allemande. Aujourd'hui, le front est stabilisé ; nos éléments de combat se rapprochent toujours ; l'énergie des combattants, la possibilité d'alimenter la lutte, les effets de l'artillerie, voilà ce qui va jouer. Les Allemands ont perdu le premier avantage qui appartient à celui qui choisit l'heure et le point de choc.

Pour celui qui subit une attaque dont son adversaire a pris l'initiative, il est une période première, d'attente,

d'indécision, d'observation, où la sagesse lui défend d'engager ses réserves. Supposons que leur assaut sur Verdun n'eût été qu'une feinte, et que nous nous fussions avancés à fond pour l'arrêter. Pendant ce temps, ils pouvaient déboucher du côté de Saint-Mihiel, et nous, manquer de la force ou de la liberté d'y parer. La perte de terrain, souvent c'est la part du feu. Discerner le point où se portera l'attaque principale de l'ennemi, grande difficulté. Aussi faut-il toujours lâcher les réserves avec un retard.

Si la zone des terrains perdus est dès maintenant délimitée, la manœuvre aura été faite, bien habilement. Notre résistance tendait seulement à gagner du temps, à nous donner la mesure de l'effort ennemi. Nos chefs se préoccupaient de discerner si l'attaque allemande serait poussée à fond en ce point et de dépenser le moins possible d'hommes sur nos avancées les plus difficiles. A cette heure, il semble bien que notre commandement a su ramener et maintenir la lutte sur un terrain favorable, où notre défense va être alimentée de réserves proportionnées à l'attaque. Avec les sublimes troupes dont disposent de tels chefs, la France peut tout espérer. Est-il permis, quand, tous, nous sommes unanimes dans notre foi et notre admiration pour l'ensemble de nos soldats, de penser à aucun d'eux en particulier ? Que l'on laisse notre vœu accompagner parmi les combattants un lieutenant-colonel au milieu de ses chasseurs...

Que pensent les Allemands de la tournure que prend la bataille ? Avant-hier, samedi, à onze heures du matin, un communiqué spécial de l'état-major allemand arrivait à Genève et fut transmis à tous les journaux suisses avant midi. Jamais, sinon pour la prise de Varsovie, l'Allemagne n'avait usé de cette sorte de communication exceptionnelle. Et, en effet, c'était l'annonce d'une grande victoire. J'en ai le texte sous les yeux.

« Le grand quartier général fait savoir : le fort cuirassé

de Douaumont, le pilier angulaire nord-est de la ligne principale de fortifications permanentes de la forteresse de Verdun, a été pris d'assaut hier après-midi par le 24^e régiment d'infanterie de Brandebourg. Il se trouve solidement entre les mains des Allemands. »

Je ne sais si les Suisses admirèrent cette emphase, mais le soir il surent qu'elle mentait. « Il est à peine besoin de dire, écrit un Genevois en date de dimanche, que ce matin on commentait ici en termes ironiques et méprisants l'impudente légèreté avec laquelle un grand état-major peut annoncer *urbi et orbi* qu'un fort se trouve solidement entre les mains de ses soldats à l'heure même où ils en sont chassés. »

Cette hâte extrême qu'a le gouvernement allemand de frapper l'imagination mondiale est bien d'accord avec la certitude où nous sommes que nos ennemis ont besoin à tout prix de reprendre du prestige dans l'intérieur de la Germanie et chez les neutres. Des dehors solides, encore formidables, des armées, des canons, des tranchées bétonnées, hérissées de mitrailleuses, mais que le corps de la nation devient mou ! C'est un animal à carapace, le peuple-crabe.

C'est aussi une place assiégée. Ils attaquent furieusement, ils attaquent encore, et d'autant plus qu'ils perdent leur solidité intérieure. A mesure que la forteresse est plus anxieuse, voit ses ressources et son avenir mesurés, elle multiplie les sorties. Champigny et Buzenval précèdent de peu la capitulation de Paris.

Que nos soldats, dans ces journées égales aux pires qu'ils ont traversées sur la Marne et sur l'Yser, puissent maintenir le mur de leurs poitrines contre la ruée des Barbares, ce succès pèsera d'un poids énorme sur la décision de la guerre.

Les Allemands ont préparé cette offensive pour qu'elle réussisse coûte que coûte ; elle leur a coûté deux mois et demi de montage ; ils ont repris et peut être perfectionné

nos méthodes de Champagne ; leur empereur, leur Kronprinz les encouragent de leur présence. La guerre est l'opposition de deux volontés. Si leur volonté, cette fois, n'arrive pas à prévaloir, ce sera pour eux, et d'un bout à l'autre de l'univers, une expérience éclatante, irréfutable. Après la victoire de la Marne, un Américain écrivait : « Le monde entier commence à apprécier la grandeur du service rendu par la France. » La bataille de Verdun achèvera de montrer comment notre patrie sait supporter le poids de l'assaut fourni par la Germanie contre tout l'édifice de la civilisation.

Mais j'ai tort de laisser parler l'espérance. Les Allemands n'ont pas dépensé tous les corps d'armée qu'ils avaient amenés. Feront-ils des attaques ailleurs ? Vont-ils sur les mêmes points de carnage vouloir aller jusqu'à l'extrême usure ? C'est leur secret, l'inconnu de cette heure.

III

PENDANT LA BATAILLE

1^{er} mars 1916.

Je ne parlerai pas d'autre chose : vraiment, j'aurais l'air de chercher une diversion ; nous ne pouvons penser qu'à la bataille. Et pourtant, à l'heure où j'écris, rien de nouveau qui soit décisif. L'événement est en formation.

C'est une affaire qui se joue. Il faut attendre. Une bataille napoléonienne durait deux jours ; aujourd'hui, avec les armements en présence, la bataille de Verdun peut durer trois semaines, un temps illimité. Ce qui se décidait en quinze heures se déroulera en quinze jours. On doit s'interdire toute espèce de prévision, et même n'être pas avide d'informations.

Que devient le XIV^e Brandebourgeois, abandonné dans les débris bouleversés du fort de Douaumont, quand, sous notre contre attaque, l'ennemi dut évacuer ? Que deviennent ces centaines d'hommes encerclés et qui s'abritent dans des montagnes de cadavres ? C'est une flaque d'eau qui survit à l'orage, une flaque rougie de sang, laissée là-haut par l'immense flot montant qui faillit tout submerger. On admire l'insolence des communiqués allemands, qui disent qu'ils tiennent le point où ils sont tenus. C'est jouer sur les mots. Les Brandebourgeois sont à Douaumont, d'une présence précaire, périlleuse, inefficace, sacrifiée. Qu'ils soient plus ou moins tôt prisonniers, c'est secondaire. Ils ne comptent plus. La grande affaire, c'est que notre ligne demeure fixée comme elle est, ne soit pas reportée en arrière.

Depuis plusieurs jours, nous maintenons l'ennemi à une dizaine de kilomètres de son objectif. Nous avons amélioré la situation par rapport à samedi ; mais cet espèce d'arrêt est-il imposé uniquement par notre résistance ? N'est-ce pas chez les Allemands le besoin d'organiser de nouvelles attaques, de rapprocher sur certains points leur artillerie, de ramener des troupes fraîches ? N'apprêtent-ils pas ailleurs d'autres assauts ? Tout cela, c'est l'inconnu de la bataille, et les renseignements que que nous désirons ne peuvent nulle part nous être donnés.

Que s'est-il passé les jours derniers ? La préoccupation du commandement est absorbée par les exigences de la lutte : on nous renseignera plus tard. Les téléphones, parfois, furent coupés par le bombardement ; les estafettes à pied circulent difficilement sous le feu, bien souvent n'arrivent pas. On ne sait bien les choses d'une bataille que longtemps après, et beaucoup d'acteurs du drame se trompent de bonne foi.

Les dires mêmes de ces vaillants blessés que nous soignons sont sujets à caution. Ils parlent dans la fièvre ;

les spectacles qu'ils ont vus, dont ils furent les acteurs, les héros immortels, ils ne savent pas, dans cette minute, les bien juger et les situer. Ils ont fait une histoire qui ne périra pas ; apportons-leur immédiatement notre gratitude sans publier leur témoignage.

Que se passera-t-il demain ? Les dispositions des Allemands ne peuvent pas être connues ; les nôtres sont le secret de notre commandement. Il serait criminel de chercher à les surprendre ou de vouloir les préjuger.

C'est une épreuve, mais sachons attendre, avoir des nerfs solides ; c'est le devoir facile de l'arrière. Il ne faut pas cueillir ces rumeurs qui prolongent l'orage des canons.

A la lueur des événements que nous vivons, comme on s'explique ces historiettes, ces minces résidus de l'expérience grecque, ou romaine que nous épelions dans les classes, parfois sans bien les comprendre : « Les Athéniens, lisions nous, mirent à mort le premier messager qui leur apporta la fatale nouvelle... » Ils se conduisirent là peut-être d'une façon excessive, mais c'est qu'ils le prirent pour un jeteur de panique et le soupçonnèrent de faire partie de la conspiration qui fermente toujours autour de ceux qui occupent le pouvoir. Méfions-nous de tous ces gens énervés qui veulent toujours fournir des renseignements sensationnels.

Notre système est le meilleur, vraiment le seul. Aux heures de crise, n'élever qu'une voix de confiance et d'espérance raisonnée. Dans le conseil, il faut toujours supposer le pire, afin de le prévoir ; mais sitôt l'action engagée, croyons à la victoire pour la poursuivre avec plus de force. Gens qui supposiez Verdun déjà conquis, voulez-vous donc faire perdre au public son calme ?

Même si Verdun passait au pouvoir des assaillants, notre ligne reportée intacte, en deçà de la vieille forteresse déclassée, nous laisserait toutes nos chances. Et si la ville échappe aux Allemands, comme il semble bien,

quelle preuve de leur impuissance, en dépit des formidables forces militaires qui leur demeurent et qu'ils ont, toutes, mises en action !

Quelqu'un dans l'univers, méconnaît-il encore la portée immense de cette partie que les Allemands jouent ces jours-ci sous la direction du Kaiser ? Voici un texte de plus à verser au dossier. Je le tire d'un article du major Morath, dans le *Berliner Tageblatt* du 24 février, que j'ai sous les yeux : « Le haut commandement, dit-il, nous signale que l'ennemi a subi des pertes sanglantes, les Français se consoleront en pensant que, cette fois du moins, ils savent pourquoi ils ont subi ces pertes. J'ai indiqué à plusieurs reprises, dans ces articles, l'importance de Verdun sur notre front occidental. *Dans l'espérance que nous trouverions dans ce secteur le point de départ d'une attaque, j'ai parlé de ce pivot des armées et rappelé que c'était là que passait la vieille route de Paris...* »

Bataille de la Marne, bataille de Verdun, c'est le désir de Paris, toujours, qui enflamme et précipite ces hordes d'outre-Rhin. Le désir de saisir la ville qu'ils envient et maudissent, le désir d'y trouver la fin de leurs souffrances.

Une personnalité éminente, appartenant à un Etat neutre, signale à son gouvernement qu'elle a pu vérifier que, dans les conversations tenues dans les grandes villes allemandes, les couplets à la louange de l'empereur, de Hindenburg, de Mackensen ont presque totalement disparu. Il en est de même des cartes postales, destinées à répandre et à entretenir le culte de l'empereur, de la famille impériale, des grands chefs de l'armée allemande. En revanche, la paix semble être la déesse vers laquelle montent maintenant les supplications du peuple allemand.

Il est très intéressant de noter, à cet égard, le changement survenu depuis Noël, dans le choix des cartes postales illustrées que les Allemands se plaisent à en-

voyer aux prisonniers. Les *Durch Kampf zum Sieg, Gott mit uns, Wir halten durch*, les cartes reproduisant les paroles prononcées par l'empereur dans ses différents discours du début de la guerre, les vues de uhlands en patrouille, de fantassins donnant la chasse aux pantalons rouges, d'artilleurs manœuvrant d'énormes canons. toutes ces devises, gravures qui se trouvaient chaque jour à profusion dans le courrier des prisonniers, se sont maintenant de plus en plus rares. Elles sont remplacées par des cartes à allure complètement opposée. dont les types les plus répandus sont les suivants : un village perdu dans les montagnes, pendant la nuit du nouvel an, on veille dans les maisons on veille à l'église, et la légende complète la gravure : « Seigneur, donne-nous le bonheur et la paix ! »

Une autre carte représente un soleil éblouissant sortant de l'ombre. Au-dessus, deux anges aux ailes déployées implorent le Seigneur et lui demandent encore la paix.

Cette ardente invocation semble bien être celle du peuple allemand tout entier. Une troisième carte représente le Christ protégeant une femme et un enfant éplorés et éloignant d'eux trois spectres : la Guerre, la Famine et la Peste.

La Paix, la fin du cauchemar qui l'écrase et des privations qu'il supporte, tel semble être, en effet, le désir du peuple allemand. Comment et quand se produira cette paix ? Beaucoup de lettres expriment la conviction qu'une grande bataille décisive se livrera sous peu sur le front français.

La volonté impériale, la force militaire allemande demeurent tendues et formidables ; le moral de la nation est affaibli. Nul ne peut prévoir ce qui adviendrait de leur défaite devant Verdun et du choc en retour qu'éprouveraient tous ces Allemands de l'intérieur qui, le 23 février au soir, ont illuminé (article des *Hamburger*

Nachrichten. En même temps que nos soldats et leurs chefs accomplissent ces prodiges dont la France leur aura une reconnaissance éternelle, nous autres, gens de l'arrière, conformons-nous au mot d'ordre qu'Albert de Mun donnait ici au premier jour de la guerre.

« Tenir », disait-il. Et voici que c'est la consigne que se donnent les civils allemands. C'est le titre d'un article que publie la *Kœlnische Zeitung* : « Il ne faut pas, dit le rédacteur, que notre impatience devance les plans de l'état-major. Nous saisissons cette occasion de le rappeler à tous les omniscients. Pour « tenir » il faut savoir attendre avec une pleine confiance dans le commandement suprême. Pour nous, il s'agit de garder notre sang-froid, d'attendre et de tenir... »

Cette méthode que nos adversaires préconisent pour entretenir chez eux la santé nationale, est celle que les Français de la première heure ont reconnue la plus salubre et à laquelle durant cette formidable épreuve de Verdun, toute la France s'est conformée, se ralliant avec angoisse et confiance autour du drapeau et de ses chefs.

IV

UN TÉLÉGRAMME DE GABRIELE D'ANNUNZIO

(1^{er} mars 1916.)

Gabriele d'Annunzio venait d'être atteint d'une blessure à l'œil, Maurice Barrès lui adressa le télégramme suivant :

(A Gabriele d'Annunzio. Venise).

« Vos amis français s'inquiètent. Dites-nous que vos yeux, au service de votre génie, continueront de puiser

des images dans la beauté du monde. La barbarie serait trop heureuse de détruire un regard faiseur de chefs d'œuvre.

« Je vous embrasse, mon cher et glorieux ami, soldat de Cadorna. Nous vivons dans l'angoisse de la bataille de Verdun ; mais la ruée allemande ne parviendra pas à rompre nos magnifiques soldats, et plus que jamais nous avons la certitude du complet triomphe de la civilisation. Vive l'Italie ! Fraternellement vôtre :

« BARRÈS. »

Lundi 28 février 1916.

Gabriele d'Annunzio lui répondit l'admirable page que voici :

« Mon cher frère,

« Que la lumière s'affaiblisse ou s'éteigne dans mes yeux, peu importe aujourd'hui ! Un combattant en vaut un autre, et je serai très bien remplacé. J'ai pu m'incliner sur la figure sainte du héros de Laibach quelques heures avant d'entrer dans ma nuit. Mais il faut que la lumière ne s'éteigne, ni ne s'affaiblisse dans le monde menacé de la plus vile obscurité par ces barbares qui, déjà trop de fois, ont tenté d'interrompre ou de fausser l'harmonie des esprits et des formes inventées par notre race créatrice.

« Le sang français n'est aujourd'hui que de la lumière jaillissante, et le ciment informe de Douaumont est plein de vie idéale, comme les blocs du plus beau marbre d'où sortent les statues.

« De ma douloureuse immobilité toute mon âme se tend vers la bataille sublime. Nous voudrions tous combattre à vos côtés en cette heure de danger et de gloire suprêmes.

« Ne vous inquiétez pas de mes yeux, mon frère, mais sauvez la beauté du monde pour les yeux nouveaux. Vive la France !

« GABRIELE D'ANNUNZIO. »

Le 1^{er} mars 1916.

V

QUELQUES PRÉCEPTES POUR LES CIVILS

Astreignons nous à des restrictions volontaires.

2 mars 1916.

La situation est d'attente. Au moment où j'écris, voici vingt-quatre heures que les Allemands n'ont pas fait d'attaque sérieuse sur nos lignes de Verdun. Ce n'est vraisemblablement qu'un répit. Employons-le à rechercher de quelle manière nous pouvons soutenir l'effort héroïque de nos soldats qui vont continuer à se battre pour nous. N'allons-nous rien faire, si peu que nous puissions, pour les aider, pour affaiblir l'adversaire, pour abréger l'effroyable lutte ? Notre concours, auprès de leurs sacrifices, sera sans valeur morale ; que cette infériorité ne nous empêche pas de reconnaître son utilité ; appliquons-nous, les uns et les autres, à coordonner d'une manière efficace toutes nos plus humbles actions.

Voici quelques préceptes que nous pourrions avec fruit méditer et propager. Chacun comprend qu'il serait bon, nécessaire, urgent, que la France achetât le moins possible au dehors. En janvier 1916, nos importations contrôlées par les douanes n'ont pas été loin du double de nos importations en 1915. Exactement 610.000.993 francs aujourd'hui, contre 333 millions l'année dernière. Ces importations dépassent nos exportations de 410 millions. Cet excédent va-t-il devenir plus important de mois en mois ? Que les choses se maintiennent en l'état, c'est un paiement de 4 milliards 920 millions que nous aurons à faire à l'étranger. Plus nous achetons au dehors, plus

nous nous ruinons. Nos soldats n'y peuvent rien; le Gouvernement et chacun des civils y peuvent quelque chose. Quoi? Et par quels moyens améliorer cette situation?

1° Il faut restreindre notre consommation. Défendons-nous de gaspiller des vivres, du chauffage, de la lumière; on n'imagine pas ce que la lumière électrique et le gaz nous coûtent; tout individu qui, même en payant, dépense de l'électricité, travaille à l'appauvrissement de la France en obligeant à une importation de charbon. Autre soin: appliquons-nous à faire produire le maximum à notre sol et à notre industrie; n'est-ce pas déplorable que la dernière récolte des pommes, qui fut si abondante en Normandie, n'ait pas été utilisée, alors que nous importons de l'alcool ou du riz pour faire de l'alcool? Appliquons-nous à exiger un rendement maximum de la main-d'œuvre civile et militaire (ici le problème est gouvernemental surtout).

2° Il faut vendre le plus possible à l'étranger. Vendre aux Alliés cela ne souffre pas de restriction; vendre aux neutres, qui ne réexpédieront pas à nos ennemis, cela encore est bien; faut-il vendre aux ennemis? Leur vendre, s'entend, des objets de luxe? Au point de vue économique l'avantage éclate aux yeux. Mais il y a des susceptibilités morales. Le problème, à cette heure, est d'ailleurs à peu près théorique; théorique aussi, hélas! l'idée de ranimer notre exportation, puisque nous n'avons pas su résoudre le problème de la reprise des affaires.

Restons dans les préceptes de sagesse pratique et disons à ceux qui possèdent des valeurs étrangères, des titres négociables sur les Bourses étrangères, que c'est leur devoir de les vendre pour mettre de l'or, des monnaies étrangères à la disposition de notre marché.

3° Il faut augmenter la réserve d'or de la Banque de France. Dans ce sens il y eut un très beau mouvement. On a versé 1 milliard 400 millions d'or; il en reste cer-

tainement deux fois autant dans les tiroirs. Je ne parle que d'or monnayé; 2 milliards et demi demeurent épars et cachés dans le pays. Versez-le à la Banque de France, chez tous les banquiers, chez les percepteurs, dans les bureaux de poste, en réclamant partout le certificat à vignette qui sert un peu de contrôle.

Qui dit qu'après la guerre des mesures ne seront pas prises contre ceux qui auraient gardé de l'or?

4° Ce n'est pas l'or seulement qu'il faut verser, mais les billets de banque, la monnaie. Il faut s'interdire d'en garder chez soi au delà de ses besoins; il faut les mettre dans la circulation, les échanger contre des bons du Trésor. Une loi autorise la Banque de France à émettre pour 15 milliards de billets; nous avons intérêt à ce que le total soit toujours le plus petit possible, à ce que les billets ne dorment nulle part, mais rentrent à la Banque.

Les Allemands, à cette heure, font dans ce sens de prodigieux efforts. Une circulaire du syndicat de leurs banquiers recommande instamment de limiter l'emploi des billets; les particuliers, les petits commerçants sont invités à se faire ouvrir des comptes de banque, à payer avec des chèques; pour y aider, on songe à supprimer les timbres des chèques.

On s'explique l'anxiété des Allemands. Ici, leur situation est pire que la nôtre. Le montant des billets émis par la Reichsbank s'est élevé dans une proportion qui représente 237 p. 100, tandis que chez nous cette élévation n'est que de 106 p. 100. En outre, les billets allemands sont convertis par des espèces métalliques et des disponibilités à l'étranger qui ne représentent pas plus de 39 p. 100 de leur valeur, tandis que la couverture de même sorte pour nos billets de la Banque de France est de 43 p. 100. Quoi qu'il en soit, nous rendrions grand service à notre pays en nous persuadant qu'à chaque fois que nous conservons par devers nous des billets de banque sans nécessité absolue, nous augmentons inutilement la

circulation fiduciaire, nous déprécions la monnaie nationale, nous pesons sur le change, et nous accroissons ainsi les charges de la collectivité.

On l'a beaucoup dit pour l'or, on le sait moins pour les billets. Aussi j'y insiste : échangez le plus que vous pourrez contre des Bons du Trésor, contre des obligations, contre des titres du nouvel emprunt, et vous prouverez d'autant mieux votre confiance à l'État que vous lui ferez un crédit plus long, en prenant des bons d'un an plutôt que des bons de six mois, des titres plutôt que des bons.

... Tous ces conseils s'adressent aux particuliers ; on voudrait pour finir en soumettre un à l'État. Qu'attendent nos gouvernants pour prendre les mesures nécessaires afin que nos ennemis ne puissent encaisser en France leurs créances, toucher leurs coupons, vendre leurs titres ? Parfaitement, si incroyable que ce soit, à cette heure, un Autrichien, un Prussien s'arrangent aisément pour toucher en France les échéances de leurs valeurs. Ai-je besoin de vous dire que l'inverse ne serait pas possible ? L'État allemand a pris des mesures pour exiger la preuve de la nationalité du propriétaire des coupons qu'on lui présente. Mais pourquoi donc chez nous cette coupable tolérance ?

Voilà les quelques avis que je désirais soumettre à mes lecteurs, et qui paraîtront à plus d'un, je le crois, quelque chose de nouveau. On ne demanderait pas mieux que d'agir utilement, mais souvent on ne sait pas. Je n'espère pas qu'en une fois ces idées pénètrent dans les esprits. Recueillez-les, propagez-les. C'est bien de faire des vœux durant la bataille ; c'est bien de soigner les blessés ; ces quatre, cinq préceptes n'empêcheront rien, et, suivis avec discipline, fortifieront la défense nationale.

Encore que la situation économique en France soit sensiblement meilleure qu'en Allemagne, il n'y aurait

que des avantages à ce que nous adoptions librement, par bonne volonté, une partie minime des mesures auxquelles rigoureusement le gouvernement impérial oblige ses sujets.

Les journaux et revues anglaises insistent d'une manière continue et vigoureuse pour faire accepter par leur vaste public quelques-unes des règles de vie que je propose à mes lecteurs et amis de l'*Écho*. Il appartient à ces patriotes, qui sont des chefs de propagande, de répandre autour d'eux ces préceptes de guerre à l'usage des civils.

VI

LES FILS DE FRANCE

La rumeur infâme.

4 mars 1916.

On se bat dans le village de Douaumont... C'est la nouvelle qui seule, ce matin, remplit les esprits des non-combattants et les associe étroitement du cœur et de l'esprit aux efforts de nos soldats. Et voici que dans mon courrier je trouve une lettre de Toulouse qui met sous mes yeux trois effroyables lignes de la *Dépêche*. Les voici ; lisez avec stupeur, avec honte, ce retentissant déli :

« Je mets au défi n'importe quel poilu de dire qu'il a vu monter la garde aux tranchées à un curé ou à un millionnaire. »

Eh quoi ! une telle provocation jetée à nos soldats, une telle invite à entrer dans la basse polémique ! « Je mets au défi n'importe quel poilu... » Les *poilus* ont autre chose à faire maintenant qu'à répondre aux défis

de la *Dépêche*; ils se battent pour nous tous et pour elle; ils sauvent la France.

Mais la *Dépêche* se tourne vers moi. C'est pourquoi on m'envoie son article. Elle m'interpelle tout droit.

« M. Barrès, dit-elle, n'est qu'un poilu de l'arrière. Mais il est président de la Ligue des patriotes : on peut bien faire une exception pour lui et nous allons voir s'il relèvera le défi... »

Est-il possible que ce soit le journal de M. Sarraut, le ministre de l'Instruction publique d'hier, qui parle sur ce ton affreux de guerre civile? Ainsi mis au défi, en même temps que chacun de nos combattants, de dire s'il y a jamais eu un curé ou millionnaire qui montât la garde, la Ligue et son président répondront amplement.

Ils répondront sous peu, avec toute précision. Aujourd'hui je ne veux penser à rien autre qu'à la bataille.

Je crois que la censure a interdit à l'*Express du Midi*, qui est un autre journal de Toulouse, de justifier ceux que prend si affreusement à partie la *Dépêche*. On autorise la question, on interdit la réponse; on favorise une attaque de guerre civile, on supprime la défense de la vérité française.

Là-dessus Pugliesi-Conti demande des explications au gouvernement. Pour quels motifs est-il permis de calomnier une partie de l'armée et interdit de la défendre? Notre collègue de Paris a raison, et avec lui le député Baudry d'Asson, qui questionne dans le même sens. Au reste, qu'on s'y prenne comme on voudra, on n'étouffera pas ma réponse. Il s'agit de la vérité et de l'honneur de la France. Je suis sûr d'être d'accord avec le sentiment français qui dépasse, déborde, entraîne tous les sentiments partisans.

Ils est faux que les riches en France soient des êtres vils qui se dérobent aux devoirs et aux périls de la guerre. Seraient-ils tels, il est faux qu'avec de l'argent

ils puissent trouver dans notre administration les ignobles complicités qui les mettraient à l'abri du feu. Jamais injure plus atroce n'a été lancée contre le régime républicain. Je la repousse et j'en appelle à la fraternité des familles riches ou pauvres dont les pères et les enfants sont tombés glorieusement au champ d'honneur.

Il est faux qu'aucun prêtre se soit dérobé à son devoir (et, s'il en est, qu'on les dénonce à la vindicte des conseils de guerre) ; il est certain que la liste officielle des héroïsmes de la guerre nomme d'innombrables prêtres dont elle définit et récompense la valeur et les sacrifices.

Mais ce n'est pas aujourd'hui ma réponse. La *Dépêche* l'aura comme elle la demande.

Pauvre homme anonyme, empoisonné par vos haines, qui lancez aux poilus et aux patriotes ce bas défi d'avoir jamais vu au péril un prêtre ou un riche, faites donc rapidement votre méditation et vos excuses, tandis que tonnent les canons de Verdun et que toutes les classes mêlées des héros de la France vous protègent. L'unité française ne sera sauvée que par l'amour des Français.

Il ne s'agit pas à cette heure de dire des bêtises de bas politiciens ; il s'agit d'être vainqueurs. On le sent, j'imagine, à Toulouse aussi bien qu'à Paris et à Nancy ; à Toulouse comme dans Arras, dans Reims et dans Verdun. Les excitations à la haine entre Français ne peuvent que servir les Allemands. Vous diminuez gravement nos chances : vous nous perdriez si nous vous écoutions. Ajournez, si vous ne pouvez pas les oublier, vos fureurs de sectaire. Tout homme fait de la mauvaise besogne, aujourd'hui, qui pense à autre chose qu'à l'intérêt général.

Je connais des radicaux qui ne savent plus qu'une chose : l'honneur et le salut de la France, et je suis un nationaliste qui préfère à tous mes amis le Français, fut-il plein de haine envers moi, qui peut être le plus

utile dans cette minute à la patrie. J'aime les pauvres et les riches, les prêtres et les anti-prêtres, tous exposés pour la France à la ruée effroyable des Allemands qu'ils mâteront dans la boue sanglante de la Voivre. Clérical, anti-clérical, radical, conservateur, monarchiste, républicain, ce sont les prénoms des poilus de la France. Français, c'est le nom de famille. A cette heure, dans le village de Douaumont et autour du fort, on se bat.

La bataille a repris plus violemment que jamais. Après une accalmie de plus de deux jours, les Allemands qui font des pertes énormes (ils avouent soixante-quinze mille hommes, cela donne une idée de leurs pertes réelles) ont ramené des troupes et jettent dans un formidable élan leurs masses d'hommes et leurs masses de projectiles. Le regard se fixera sur des épisodes qui sont à eux seuls des batailles : lutte dans le village éboulé de Douaumont, lutte sur la redoute du même nom qui a été prise, reprise, encore disputée par deux autres fois et qui, à la minute où j'écris, demeure entre nos mains. Mais le combat s'élargit, bouleverse toute la région.

Il est possible, ici j'entre dans la supposition, il est possible que cette reprise d'activité ne soit pas seulement locale. Des symptômes existent. On croit entrevoir que les Allemands, impuissants à trouver la décision de la guerre en Orient, reviendraient à leur plan primitif et chercheraient demain à terminer tout par un assaut sur leur principal ennemi, sur la France. La bataille de Verdun s'étendrait, s'élargirait, deviendrait bataille générale pour Paris.

Alors, pour nous, quelle nécessité terrible d'union ! La vie ou la mort. Ne percevez-vous pas que la guerre sort des tranchées et prend un nouveau caractère, que cette méthode nouvelle peut s'étendre ailleurs ! Quel remords pour les semeurs de haine entre Français ! Sera-ce trop de tous, quelles que soient leurs opinions,

se tenant coude à coude pour résister à la ruée suprême de la Germanie? Nous les arrêterons si nous sommes soudés ensemble. L'union nous parut nécessaire au premier jour, à la veille de la bataille de la Marne; ce fut le temps héroïque d'une amitié inoubliable; serait-elle moins nécessaire au vingtième mois de la guerre, à la veille d'une nouvelle Marne et durant les jours décisifs? Nos soldats ne forment qu'une âme. Le journal allemand (la *Vossische Zeitung*) est obligé de proclamer « avec quel extraordinaire courage les fils de France attaquent toujours ». Les fils de France! Qu'aucun de nous ne cherche un autre nom, ne démérite de ce beau titre.

VII

COMMENT L'ALLEMAGNE A PRÉPARÉ MATÉRIELLEMENT ET MORALEMENT LA BATAILLE DE VERDUN

La diplomatie ténébreuse de l'Allemagne.

La rumeur infâme.

6 mars 1916.

La bataille terrible continue. Les vicissitudes se poursuivent; il ne nous est pas permis de faire le prophète, et tandis que l'événement d'immense conséquence prend sa forme, rendons nous compte, pour mieux admirer nos soldats (et pour les aider plus utilement selon nos forces), de l'effort colossal de l'Allemagne et de tous les moyens matériels et moraux qu'elle met en œuvre.

Les Allemands ne peuvent plus longtemps attendre. Ils sont quasi une place assiégée qui multiplie ses plus

furieux efforts, qui déploie d'autant plus furieusement ses puissances d'attaque qu'elle voit ses jours comptés. Rompre coûte que coûte l'étau. C'est aux critiques militaires de la Germanie eux-mêmes que nous empruntons cette image de la ville assiégée. « Les puissances centrales, dit le *Bund*, sont condamnées à la défensive stratégique par leur situation, mais de cette position elles tirent de grands avantages en attaquant avec une énergie et une initiative admirables leurs adversaires dont les attaques sont concentriques. *Telle une monstrueuse forteresse dont la défense est extrêmement active, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie se maintiennent sur leur position centrale et portent à l'est, à l'ouest et au sud des coups fulgurants pour tenir à distance l'adversaire.* »

Fort bien, mais les coups fulgurants n'obtiennent pas le résultat désiré; ils ne forgent pas la paix allemande.

La grande entreprise du printemps 1915 contre les Russes n'a pas donné la décision cherchée. Les Russes ont fait une retraite méthodique et sauvé leur armée.

Alors ce fut la campagne serbe. Les Allemands, aidés des Bulgares, établissent le passage direct de Berlin à Constantinople et répandent dans leur public l'idée de conquêtes en Orient. Leur presse était pleine de projets de Mésopotamie et d'Égypte. Ils allaient obtenir la fin de la guerre par la rapidité de conquêtes orientales, que les alliés éloignés de leur base semblaient hors d'état d'empêcher. Mais notre installation à Salonique, les difficultés d'ordre militaire et politique qui en résultèrent pour les Allemands, la campagne des Russes contre les Turcs et leur victoire d'Erzeroum ont désabusé nos Germains de l'Orient. Et l'on a vu M. Ballin, directeur de la *Hamburg Amerika*, prendre la plume et inviter doucement ses compatriotes dans la *Gazette de Voss* à ne pas trop céder au mirage oriental.

La discussion ne semblait plus être alors qu'entre les partisans de l'attaque sur le front russe et ceux de

l'attaque sur le front français. Elle s'est poursuivie assez longtemps dans les journaux. Il est même possible qu'elle ait continué alors que la décision était prise.

Dès la fin de décembre, en effet, les Allemands préparent minutieusement l'attaque contre Verdun, qui sera une des plus violentes qu'ils aient tentées. Pendant qu'ils la préparent, ils dissimulent autant que possible leur projet, et essaient de donner le change au commandement français. De là une série d'attaques postiches ; il suffit aujourd'hui de relire les communiqués pour en retrouver l'ensemble et en comprendre la signification.

En janvier, le 23, attaque sur l'Yser ;

Le 29, attaque sur Frise ;

Le 29, attaque en Artois (entre la cote 140 et la route de Lille) ;

Le 10, attaque contre Maisons-de-Champagne ;

En février, les 1^{er}, 9, 10, attaques en Artois ;

Les 11, 12, attaques en Artois ;

Les 12, 20, attaques sur l'Yser ;

Le 15, attaques sur la Somme ;

Le 22, attaques dans la région de Lihons ;

Le 13, attaque sur Croy ;

Le 12, attaque dans les Vosges, affaire de Wissenbach ;

Le 13, affaire de Seppois ;

Le 14, attaque à Largitzen.

Bombardement de Belfort et de Nancy.

Pendant que se déroulaient ces actions, et en quelque sorte abrité derrière elles, l'ennemi préparait son attaque contre Verdun. Nous avons déjà exposé comment il amena dans la région, dès le commencement de décembre, toute la grosse artillerie disponible, la plus grande partie du matériel à tracteurs, des 420 et 305 autrichiens, toute l'artillerie lourde de Serbie, puis une partie de celle de Russie ; trois divisions, revenues de Serbie en décembre, cinq corps d'armée arrivés en janvier pour renforcer les deux corps qui composaient la

force du secteur Étain-Vauquois, le fameux III^e corps du Brandebourg, le XV^e corps commandé par un des chefs les plus brillants d'Allemagne, le général Demling.

Voilà les moyens de l'effort militaire sur Verdun, mais il faut joindre toute une action occulte.

L'Allemagne associe toujours à ses armes puissantes une diplomatie ténébreuse, une organisation d'espionnage et de trahison.

Cette diplomatie s'adapte savamment (je ne dis pas : toujours intelligemment) au caractère de chaque pays. Ce qu'a cherché le prince de Bülow en Italie, toute l'Italie l'a su, et le sentiment national en a été révolté. Les machinations du parti allemand en Russie sont arrivées à la connaissance du public mondial ; on a connu l'affaire de l'aventurière princesse Vasilitchikov et les intrigues pour une paix séparée ; il a fallu la haute parole du tsar pour étouffer décidément les rumeurs alarmantes et tous ces bruits semés par les Allemands, qui répandaient la méfiance et la crainte. A un journaliste américain, Sazonof vient de rappeler que les États-Unis, comme la Russie, doivent lutter contre la trahison qui se niche dans leur sein. « Les Allemands, a dit le ministre, avec toute leur duplicité, leur fausseté, leur dissimulation, cherchent en Russie à obtenir la conclusion d'une paix séparée avec l'Allemagne. Contre ces intrigues ininterrompues, inlassables, dont l'humanité ne peut même soupçonner les proportions, il faut lutter de toutes nos forces. »

Chez nous aussi l'Allemagne travaille pour obtenir une paix séparée. Elle le fait d'une manière ténébreuse et détournée, car cette idée exprimée directement révolterait chacun des Français et ferait une révolution. Mais elle cherche à créer un esprit nuisible pour une paix vigoureuse. Elle nous travaille selon l'idée qu'elle se fait de notre caractère. Elle s'adresse à notre sentiment de l'honneur, à notre goût de la gloire ; elle s'adresse aux tristes passions qui peuvent nous désunir.

Ce sont là deux thèmes qu'il est curieux de voir développer par ses soins.

Notre goût de la gloire ? Écoutez l'article sensationnel du jour, l'article du major Moraht, dans le *Berliner Tageblatt*. Après avoir constaté la défense furieuse et héroïque des troupes françaises au pied des côtes de Meuse, ce critique militaire en arrive à prononcer des paroles de paix, de réconciliation, de fraternité !

Tel est le langage que prend le principal des critiques militaires allemands pour parler de la bataille de Verdun. Voilà les paroles de miel avec lesquelles les Allemands, persuadés de notre frivolité changeante et convaincus que des compliments germaniques doivent enivrer « des Celtes et des Latins » s'imaginent pouvoir suppléer à l'Alsace-Lorraine et effacer les crimes de cette guerre atroce. Tel le Kaiser, quand il croyait avoir suffisamment fait pour le rapprochement des deux nations en rendant un hommage verbal au génie de notre pays.

Les Allemands ont besoin d'obtenir notre paix séparée. Alors ils se ruent sur Verdun, ils prennent le ton chevaleresque, ils cherchent enfin à nous désunir. On fait courir la rumeur infâme. Depuis des mois, mais avec une intensité plus grande depuis la préparation de cette « suprême offensive », une abominable propagande de guerre civile est poursuivie dans les provinces françaises. Nous n'avons pas idée de cela à Paris, en Lorraine et au long des lignes de bataille, mais c'est un fait que des inconnus sèment la haine contre les ouvriers qu'ils accusent d'être à l'abri dans les usines, où ils touchent de gros salaires, tandis que les paysans se font tuer pour cinq sous par jour, et contre les prêtres et les bourgeois, qu'ils accusent d'être également embusqués à l'arrière.

C'est un crime de parler ainsi. Le demi-million d'ouvriers qu'Albert Thomas a placés dans les usines de guerre y sont utilement, en service commandé. Les prêtres sont où la loi les veut et ils sont couverts d'hon-

neur par le grand nombre d'entre eux qui ont été tués ou décorés pour la France. Les fils des bourgeois peuplent les tranchées avec leurs camarades non-bourgeois et les grandes écoles, Polytechnique, Normale, Saint-Cyr, Centrale, et les écoles communales et industrielles et les facultés sont quasi *dépeuplées pour la patrie*, tandis que le barreau chaque jour inscrit de nouveaux noms sur son livre de gloire.

De telles accusations ne tiennent pas contre l'examen ; tout Français réfléchi y reconnaît la marque boche ; pourtant il ne suffit pas de mépriser cette activité de la calomnie. Il faut marcher dessus pour l'écraser sous le pied.

Sazonof avait raison tout à l'heure quand il disait que « chacun des peuples alliés doit lutter contre la trahison allemande qui se niche dans son sein ». Naturellement, dans une telle guerre qui emploie tout ce qui dans les nations est capable de supporter les fatigues, la force de chaque peuple est aux armées ; les parties molles et corruptibles demeurent à l'intérieur. En France comme en Allemagne, il y a une possibilité de succomber, par un vice civil, alors même que les dehors demeureraient intacts. La faiblesse interne de l'Allemagne est économique ; la faiblesse française, politique. Nos ennemis s'affaiblissent par leur gêne alimentaire, financière, industrielle, et nous, nous péririons si nous nous laissions pénétrer par l'effort abominable des politiciens pour raviver les basses querelles hors desquelles ils se meurent comme la carpe sortie de son borbier.

La *Dépêche de Toulouse*, aveuglée par sa fureur politique, ne voit certainement, pas le péril. Nous le lui signalons. Elle jette des défis aux poilus, comme si les poilus, tous unanimes de cœur et d'esprit, n'étaient pas à la bataille de Verdun ; elle met au défi la Ligue des Patriotes. Que veut donc cette agitée de Toulouse ? Elle nous défie de dire que les prêtres et les bourgeois rem-

plissent leur devoir militaire. Vous connaissez les termes retentissants de son accusation. Elle s'écrie (et ici je cite textuellement ses paroles) : « *Je mets au défi n'importe quel poilu de dire qu'il a vu monter la garde aux tranchées à un curé ou à un millionnaire.* »

Voilà le centre de la campagne menée par toute une presse insensée et coupable ; voilà le point de la putréfaction. Nous avons promis que nous répondrions à la *Dépêche*, qui se jette ainsi sur nous d'une manière bien imprudente, alors que nous n'avons pas cessé de soutenir en vraie cordialité française son directeur, M. Albert Sarraut, ministre de l'Instruction publique, dans un ministère d'union sacrée. Nous répondrons. Mais nous, c'est beaucoup trop peu. Un problème de gouvernement se pose.

Cette grave atteinte à l'union ne peut pas être supportée ; *a fortiori* ne doit-elle pas être encouragée. La censure officielle interdit à l'*Express du Midi* d'établir la vérité et de répondre paisiblement en publiant les listes de prêtres morts ou décorés pour la patrie. On bâillonne ceux qu'on laisse cruellement attaquer et qui sont mis au défi de faire la preuve. C'est très vilain.

Quant à nous, pleins d'admiration, comme le sera l'histoire et comme l'est déjà l'étranger, pour l'héroïsme de la France depuis vingt mois, nous constatons et proclamons que tous les Français, bourgeois et paysans, ouvriers et nobles, prêtres et instituteurs, pasteurs et rabbins, rivalisent pour bien agir, et nous prions, dans l'intérêt de la défense nationale, nos ministres de voir le danger où nous entraîne ce réveil haineux de la lutte des classes.

La bataille de Verdun, au point où elle se trouve, tandis que j'écris, sauve la France, mais elle n'est pas finie ; elle peut s'étendre ; c'est mon sentiment qu'elle s'élargira. Il appartient au Gouvernement de le faire savoir à ceux qui, dans cette noble ville de Toulouse, dans

tout ce patriotique pays de la Garonne, seraient criminellement tentés de l'ignorer. Gens au pouvoir, faites votre métier ! Ministres, on vous demande de protéger l'union des âmes contre le poison boche, pour que la France demeure une et indivisible.

VIII

PREMIÈRES RUMEURS SUR LA MORT DE DRIANT

In Memoriam.

J'ai reçu une lettre d'un chasseur de Driant, un de ses chasseurs qu'il aime tant et dont, à chaque instant depuis vingt mois, il nous écrit les beaux traits et les besoins. Magnifiques soldats (grands fumeurs de cigarettes et de pipes), qui viennent, une fois encore, de servir admirablement la patrie. L'un de ces héros, à peine arrivé dans un hôpital de l'intérieur, m'adresse les lignes que voici :

Monsieur le député, excusez la grande liberté que je prends de vous écrire. Depuis quelques jours, le portrait de notre colonel est sur maints journaux et les rubriques accompagnant sa photographie font supposer que sa famille et ses amis sont angoissés sur son sort. De ses amis, je sais que vous en êtes, et échappé le dernier du bois des Caures, je crois de mon devoir de vous dire ma pensée : je ne pense pas que M. Driant soit mort ou blessé. Je m'explique.

C'est le mardi 22 février que le bois des Caures tomba aux mains de l'ennemi. Voici en quelles circonstances : vers midi, le bombardement cessa. Les Boches étant signalés comme venant de Villé... ma section fut chargée d'y faire

face. A trois heures le colonel, toujours intact, toujours sans blessures, un fusil à la main, apprenant que les Boches s'avançaient aussi de l'autre côté (venant d'Hautmont) et menaçaient de nous encercler comme dans une tenaille, fit sortir ses pionniers et donna à notre compagnie l'ordre de se replier... Il était temps; l'encercllement était déjà presque accompli; les Boches n'avaient plus qu'une soixantaine de mètres à faire pour cerner les chasseurs à pied. C'est à ce moment que je fus blessé d'une balle à la main, à trente mètres de la lisière du bois, à cent cinquante mètres environ du poste de commandement du colonel Driant. Durant trois heures, c'est-à-dire jusqu'à la nuit tombante, je restai là accroupi dans un trou d'obus. Durant ces trois heures d'attente, je puis certifier qu'aucune fusillade n'éclata dans ce bois, ce qui me fit supposer que celui-ci avait été enlevé par surprise, à la faveur de certaines circonstances que je ne puis expliquer. De là mon espoir que tout chasseur encore en vie fut fait prisonnier. Cette idée, que j'ai dans la cervelle, s'y est encore ancrée davantage lorsque le lendemain, 23 février, au poste de secours de Beaumont, j'ai pu interroger les blessés du 60^e, qui au cours d'une attaque avaient pu pénétrer dans le bois des Caures jusqu'à la ligne des R..., ligne plus avancée que le poste du colonel. Aucun cadavre atteint par balle ou baïonnette ne gisait sur le terrain.

Vous pouvez assurer que le dernier chasseur sorti du bois des Caures est persuadé que son colonel est sauf.

Je ne puis que communiquer aux patriotes ce document fourni par un soldat de Driant. Partageons l'espérance qu'il apporte à notre angoisse. Nous le reverrons, le chef qu'il a quitté le mardi 23 février, à trois heures, debout, un fusil à la main, à quelques mètres de l'ennemi.

IX

SUR LA RIVE GAUCHE DE LA MEUSE

8 mars 1916.

Enfin s'est produite cette attaque que faisait prévoir le bombardement violent signalé par les communiqués sur la rive gauche de la Meuse. Nos troupes ont supporté, une fois de plus, la ruée où l'ennemi prodigue sans compter ses forces. Son gain est faible et ne lui coûte rien moins qu'une division décimée. Il occupe la côte 265.

Avez-vous remarqué comme la géographie de la France est changée depuis le début de la guerre. Des noms émergent que tout le monde ignorait ; les regards du monde entier se tournent vers des mottes de terre qui ne furent jamais nommées d'aucun nom. Elles prennent une personnalité d'importance mondiale et rien qu'un chiffre les désigne.

Voilà les Allemands à la côte 265. Ce dix-septième jour de la bataille ne les rapproche guère de Verdun. Ce petit succès tactique n'est pas une opération déterminante et ne semble pas devoir exercer sur l'ensemble de l'événement une action alarmante.

L'attaque principale des Allemands sur le front nord, après un premier succès, n'a pu être poussée. Où, cette fois, vont-ils en venir ?

A l'heure où j'écris, on n'enregistre là qu'un incident de la bataille acharnée, aux multiples aspects. Nul n'entend d'aucun côté le craquement du front. Le résultat certain de la journée, c'est de l'usure réciproque, mais plus forte chez les Allemands.

L'occupation de ce piton 265 coûte à nos ennemis des pertes que, jusqu'à maintenant, le gain de terrain ne

semble pas compenser. De là à supposer l'envahissement de Verdun par la rive gauche, il y a un abîme. Leur dessein doit être de s'emparer de la croupe du Mort-Homme et de la côte de l'Oie. Mais cet escalier qu'ils veulent gravir est pour nous une bonne position de défense. Nous y sommes parés. Ils vont se heurter à une résistance qui peut être alimentée abondamment d'hommes et de munitions, et qui ne produira rien de mieux que celle qu'ils avaient déclanchée au nord de Verdun.

Ils s'acharnent ; la volonté du Kaiser demeure aussi impérieuse ; l'élan de ses troupes semble tout de même moins puissant. Dès maintenant, on remarquera que cette diversion, qui a débouché de Forges a obtenu dans sa première ruée, un résultat inférieur à celui des Brandebourgeois dans leurs attaques de la rive droite.

Tout cela prouve avec quelle peine, même en consentant des sacrifices inouïs, le grand état-major aujourd'hui arrive à gagner un peu de terrain. Et que vaut cette prodigalité sanglante ? On l'appréciera quand on pourra comparer dans quelles proportions, au cours de ces journées, s'usent les deux adversaires.

C'est une règle que l'offensive, si l'on s'affronte à armes égales, coûte au moins deux fois plus cher que la défensive. Dans la première partie de notre affaire de Champagne, les Allemands n'avaient pas leur artillerie lourde¹ ; ils

1. Sur ce mot, Marcel Habert m'écrivait :

Mon cher Barrès,

Je vous assure qu'il y avait en Champagne de l'artillerie allemande lourde, qu'elle était *de tous calibres*, et que son déclanchement fut *formidable* le 25, le 26, le 27 et le 28 septembre pendant quatre jours consécutifs.

Nous en savons tous quelque chose et la citation que vous avez bien voulu publier en son temps, en fait foi.

Les pertes que nous avons subi en Champagne sont l'honneur de ceux qui ont subi ce feu d'enfer, il ne faut pas diminuer ce qui constitue le patrimoine de gloire des morts et des survivants.

Affectueusement à vous.

Marcel HABERT.

ne répondaient pas à notre bombardement par un bombardement de même qualité : aussi leurs pertes, jusqu'au 6 octobre, furent infiniment supérieures aux nôtres. Mais sous Verdun nous avons une artillerie lourde. Elle réplique au bombardement allemand avec une activité dont les effets nous ont été déjà signalés par les dires des prisonniers boches. Ils en apprécient l'efficacité.

Enregistrons avec confiance les nécessités d'une lutte menée en toute sagesse par nos chefs, en toute vaillance par leurs héroïques soldats. La bataille continue de se dérouler ; elle est loin d'être terminée ; le Kaiser s'est engagé devant son peuple et devant l'univers à se saisir de Verdun. Qu'il épuise ses meilleures troupes sur cet objectif. L'atteindrait-il qu'il n'aurait pas décidé de la guerre ; il aurait obtenu un effet moral. L'importance des moyens qu'il déploie et des sacrifices qu'il consent en vue d'un résultat secondaire nous fortifie dans l'idée que l'Allemagne ne peut plus attendre. Soyons unis, tenons bon à l'intérieur sur le modèle de nos soldats ; cette offensive furieuse nous met dans les conditions les plus propres pour épuiser la Bête féroce en attendant qu'Anglais et Russes ayant terminé leur préparation, viennent à la rescousse et l'achèvent.

X

AU-DESSUS DES QUERELLES POLITIQUES

La rumeur infime.

9 mars 1916.

A l'heure où j'écris, rien de nouveau depuis hier soir. A la formidable pression, nos troupes continuent

d'opposer une résistance que tout l'univers admire. Les Allemands n'auront pas la grande victoire sans laquelle ils ne sauraient plus durer.

Puisque je ne puis pas fournir ce qu'on me demanderait d'abord, des renseignements, qu'il me soit permis de remplir ce qui m'apparaît comme le complément de la tâche d'un écrivain à cette date : tâchons d'agir sur le moral et puis de rendre hommage aux combattants.

Ma table est submergée de lettres qui m'arrivent de toutes parts et protestent, pleines de stupeur et de douleur, contre la rumeur infâme et contre le défi lancé par la *Dépêche de Toulouse* au clergé et à la bourgeoisie française.

Vous connaissez l'histoire. La *Dépêche* prétend qu'elle a reçu du front une lettre contenant cette phrase qu'elle fait sienne : *Je mets au défi n'importe quel poilu (mais un vrai, alors !) de dire qu'il a vu monter la garde aux tranchées à un curé ou à un millionnaire* ». Et soudain elle m'interpelle...

Pourquoi s'en prend-elle à moi ? Depuis dix-huit mois n'ai-je pas mis au-dessus de tout l'intérêt général et la réconciliation des partis ? N'ai-je pas loyalement, cordialement, en vraie sympathie française, soutenu son directeur Albert Sarraut, hier encore ministre de l'instruction publique dans un ministère d'union sacrée ? Mais peu importe l'injuste outrage. Je ne retiens que l'apostrophe qui me met en cause. Donc la *Dépêche* m'interpelle et déclare :

« M. Barrès, il est vrai, n'est qu'un poilu de l'arrière. Mais il est président de la Ligue des Patriotes : on peut bien faire une exception pour lui — et nous allons voir s'il relèvera le défi du poilu de l'avant ».

A dire vrai, il saute aux yeux que ce poilu de l'avant n'existe pas. Pour celui qui a quelque habitude d'examiner un texte, cette lettre semble apocryphe. D'abord,

l'expression « monter la garde aux tranchées » est suspecte. Quand on est dans la tranchée, tout le monde à tour de rôle est de garde. Aussi n'ai-je jamais entendu employer ce vocable. Et surtout une telle phrase est contraire à tout ce qu'on sait de la vie des tranchées. Dans la communauté du danger, on n'a d'yeux ni de pensée que pour l'ennemi. Les ferments de guerre civile n'ont de place ni dans les cœurs, ni sur les lèvres. Pour écrire ces mots criminels, il ne faut rien savoir des rapports qui existent entre les hommes. Le soldat qui a plus d'argent que les autres, ne manquant jamais d'en faire profiter les copains, est aimé de tous, et jamais un mot de jalousie n'est prononcé contre lui. L'envie est un article de l'arrière qu'on ne connaît pas dans les unités de combat. La lettre que vous prétendez citer ne vient pas d'un combattant. Elle aurait été reçue « du front », dites-vous. Le front, terme bien vague qui désigne toute la zone des armées. Ne pas confondre avec la ligne de feu. Votre défi est lancé de quelque service auxiliaire ou tout simplement de votre bureau de rédaction.

Sous cette réserve, j'y répondrai. Je ne suis pas dupe de votre artifice de polémique; mais, puisque vous me défiez de défendre les prêtres et les bourgeois, que vous accusez de se dérober à leur devoir militaire, je relève le défi et vous prépare la réponse que vous exigez de ma complaisance.

On voudrait se taire, se soustraire à ces basses querelles. Le journal toulousain ne le permet pas. C'est un défi. Un défi à nos soldats, et subsidiairement à la Ligue des Patriotes. Nos soldats de toutes conditions, sont occupés à se battre. De bons Français m'écrivent et me disent qu'ils attendent que je parle et que je prenne en main (avec et après beaucoup d'autres qui valent mieux que moi) la défense du clergé français et de la bourgeoisie, dont je suis.

Mais enfin il y a bien un préfet à Toulouse? Un gouvernement à Paris?

Et puis à défaut d'un préfet défaillant, dans ce noble

pays de la Garonne, pays de la courtoisie et de la beauté, n'est-il pas une opinion générale pour imposer, au nom du salut public, au nom de la défense nationale, le respect de tous les soldats.

A Nancy, le préfet Mirman a traduit l'opinion unanime quand il a publié la résolution suivante : « *Quiconque cherche à exciter les suspicions contre une catégorie de Français, quelle qu'elle soit... si ce n'est un malheureux aliéné qui, dans les circonstances actuelles, doit être enfermé dans un asile, c'est un agent de l'ennemi qui ne devrait pas échapper aux justes rigueurs des lois.* »

A Toulouse, que pense et que fait le préfet ?

On vient de me remettre un extrait du journal socialiste de Toulouse. *Le IV^e Etat*. Je me borne à mettre sous les yeux des lecteurs ses dernières lignes ;

« ... *Terminons-en avec ces monstrueux massacres, qui ne sont profitables qu'aux classes privilégiées et dont le prolétariat est victime. La place de travailleurs est à l'atelier et non pas sur le champ de bataille. Quand ils prennent le fusil, ce doit être pour s'affranchir de la servitude des rois, empereurs et monarques, et non pour s'entretuer entre frères de misère.* » (*Le IV^e Etat*, du 23 février, à Toulouse.)

Voilà un article qui complète la campagne de la *Dépêche*. Il vise directement à provoquer la rébellion, et par conséquent à compromettre la sécurité de la République, aujourd'hui en état de défense contre les Empires germaniques. Il ne traduit pas les sentiments des travailleurs ; il n'est pas conforme à l'attitude de la Confédération Générale du Travail dans la Guerre en cours. Les chefs socialistes peuvent continuer à avoir des préjugés contre telle ou telle personne, cela est tout à fait secondaire, mais ils prêchent la guerre contre l'impérialisme allemand et le prolétariat français, avec une admirable énergie, confondu avec les bourgeois, couvre de sa poitrine la maison commune. Alors pourquoi la censure laisse-t-

elle publier des excitations qu'il n'y a même pas de parti pour réclamer, ni pour excuser, et qui ne servent que l'Allemagne ?

C'est un problème de gouvernement que je pose et que le ministère, dans son entier, n'a pas le droit d'ignorer.

D'innombrables lettres me sont parvenues, qui s'indignent. Elles contiennent de nombreux documents. Je verrai de quelle manière je dois les employer pour le mieux. Aujourd'hui, je n'en retiendrai qu'une ; elle m'est écrite par un artilleur qui se bat depuis le début de la guerre, et qui est originaire de Paris ; elle contient en quatre lignes un tableau de la Lorraine héroïque et le souvenir d'une scène qui ne doit pas périr ; enfin elle est à la gloire d'un corps fameux qui est toujours au danger.

« J'ai lu aujourd'hui votre article « Les fils de France », et de suite le défi de la Dépêche de Toulouse m'a sauté aux yeux.

« Je n'ai nullement envie de prendre parti dans la discussion, ne connaissant pas assez la question pour me permettre de donner mon avis, mais cependant, outre que je trouve infâme une telle accusation contre des Français à l'heure actuelle, je dois dire ce que j'ai vu, ceci pour l'édification des autres.

« C'était l'époque où, de retour de Morhange, la rage au cœur, nous disputions pouce à pouce le terrain aux Allemands, là-bas en Lorraine. Le « Léomont » n'était qu'un amas de cadavres ; sa ferme, dont le nom évoqué devant nous, encore actuellement, nous fait frissonner, nous ceux des régiments de Nancy, sa ferme, dis-je, n'était qu'un amas de décombres. Sur le sol, des blessés, depuis deux ou trois jours, se mouraient ; l'avalanche d'obus était si formidable que personne ne pouvait aller leur porter secours. Cependant une nuit, j'ai vu M^{re} Ruch, coadjuteur de Nancy, aidé de quelques prêtres ou séminaristes (de ceux qui à cette

époque n'étaient pas encore mobilisés), ramasser et sauver quarante-deux blessés. Je dis quarante-deux.

« Je n'ajouterai aucun commentaire à ce bref récit, mais sachez, monsieur, que lorsqu'au petit matin les charrettes sur lesquelles reposaient nos compagnons blessés défilèrent devant ma batterie, jamais mes camarades et moi, Parisiens gouailleurs pourtant, n'avons salué raides et talons joints avec autant de cœur comme nous le fîmes devant ceux qui, là-bas, avaient défié la mort pour sauver quarante-deux inconnus.

« Voilà, monsieur, ce qui m'a profondément ému et que je me devais de vous dire. »

N. B. — Quant au « millionnaire », c'est tellement stupide et il serait si facile de démontrer le contraire, qu'il vaut mieux ne pas s'y arrêter.

Je n'ajoute pas un mot. Je prie simplement la *Dépêche* de reproduire de son plein gré une telle page, qu'elle ne peut pas ne pas admirer.

Tandis que j'écris, le facteur m'apporte le *Bulletin de l'Instruction primaire du département de l'Indre*. « pieusement dédié aux instituteurs morts pour la patrie ». Je l'ouvre avec les sentiments d'affection et de respect qu'un tel titre réclame ; je le parcours dans toutes ses parties consacrées aux instituteurs de l'Indre morts pour la patrie, aux instituteurs blessés, aux instituteurs cités et décorés, aux œuvres de guerre du département, aux témoignages donnés à notre patrie par les étrangers, et enfin je me promets de méditer ses derniers chapitres : *Il faut tenir jusqu'à la complète victoire et La France de demain que nous voulons*. Voilà un bon petit livre, rédigé par l'Inspecteur d'Académie Georges Rossignol (se le procurer à l'imprimerie Badel, à Châteauroux), et je suis fort honoré qu'on ait recueilli une page de moi.

Est-il possible qu'avant la guerre j'aie été en bataille avec un certain nombre d'instituteurs ? Dieu que c'est

loin, tout cela. Ferdinand Buisson me l'a rappelé, en termes vraiment amicaux, voilà quelques mois, et m'a invité à causer familièrement avec ces vieux ennemis dans sa revue le *Manuel de l'Instruction primaire* ; mais je ne suis rien auprès de Driant, et ce qu'il faut prendre comme l'expression de notre pensée française à cette heure, c'est la page admirable de noblesse et de justice qu'a écrite notre cher et vaillant ami en tête d'une réédition de sa *Guerre souterraine* (chez Marpon, à la fin de l'année dernière).

C'est quelque chose de bien beau, que je recopie lentement, avec piété en écoutant à chaque mot la voix de l'absent.

« Ce livre a été conçu en 1912, deux ans avant la Grande guerre. Un congrès d'instituteurs, réunis à Chambéry, venait de formuler des déclarations antimilitaristes et anti-patriotiques qu'il est inutile de rappeler ici, mais qui m'étaient apparues comme la pire des menaces pour la défense nationale.

« Pour flétrir et combattre ces théories néfastes, à la veille de l'application de la loi de Trois ans, théories qui d'ailleurs étaient loin d'être partagées par la majorité du corps enseignant, j'avais donné à un instituteur, au cours de la guerre imaginaire décrite ici, le rôle que je venais de lui voir jouer pendant la paix. J'en avais fait un congressiste de Chambéry, c'est-à-dire un mauvais soldat, un mauvais Français.

« Aujourd'hui, l'orage qui montait à l'horizon de l'Europe tonne furieusement au-dessus de nos têtes ; dès la première heure, tous les Français sans exception se sont serrés autour du drapeau. « L'union sacrée » a réuni tous les partis en un seul, celui des Patriotes prêts à tous les sacrifices ; elle a éteint les haines politiques, mis fin à la persécution religieuse et fait de la Patrie française le bloc formidable et admirable de tous les dévouements.

« Dans ce mouvement magnifique, véritable révolation

pour l'ennemi et pour la France elle-même, les instituteurs se sont taillé, dès le premier jour, une belle et large place. A la clarté fulgurante des événements, ils se sont ressaisis. ils ont compris que, pour effacer le souvenir d'un passé trop récent, ils devaient prêcher d'exemple et la liste de leurs morts, le Tableau d'Honneur de leurs citations ont, depuis les premières batailles, fait oublier les déclarations de leurs congrès.

« J'en ai vu servir et mourir à mes côtés, et avant que cette guerre s'achève, je tiens à leur rendre loyalement le témoignage que je leur dois.

« J'ai donc refondu mon livre de 1912 et supprimé en 1915 le personnage odieux de l'intellectuel antipatriote, en même temps que, fidèle à l'Union sacrée, j'ai rayé de ma mémoire les douloureuses manifestations de certains instituteurs d'avant guerre.

« Une nouvelle France est en train de se forger au sein de l'épreuve ; puisse la Tolérance, fille de la Liberté, rapprocher, fondre en une seule toutes les âmes françaises !

« Et puisse aussi le souvenir de la lutte en commun dans les tranchées triompher de l'égoïsme d'en haut, éteindre les haines d'en bas, et inspirer désormais dans une France régénérée les éducateurs de nos enfants ! »

Albert Sarraut, vous qui aimez les livres, ne sentez-vous pas la qualité chevaleresque, la bienfaisance de cette page ? Un soldat devant la mort, un chef devant ses hommes a voulu être en paix, au milieu de la guerre, en paix avec une voix qui s'élevait dans sa conscience. Vous qui êtes violent, vaillant, emporté, de sang généreux, ne sentez-vous pas que votre journal est en état d'infériorité devant Driant et devant cette attitude de réconciliation et d'union ? Paul Adam devrait dire nettement : « Je me suis conduit d'une manière irrésolue, je déchire mes *invectives aux cléricaux* », et votre *Dépêche* devrait dire : « Il n'y a qu'un ennemi, c'est le Boche ! Bénis soient les

prêtres et les bourgeois qui, tout autant qu'aucun Français d'aucune autre classe, s'efforcent et se dévouent pour sauver la patrie ! » On ne comprend pas comment, au mépris des plus douloureuses réalités, vous pourriez vous laisser aveugler par l'esprit de parti jusqu'à outrager des milliers de familles françaises en deuil qui dans leur peine obtiennent, je n'en doute pas, votre respect, et à qui vous devriez au moins accorder le silence de votre journal.

XI

L'ANXIÉTÉ DE L'UNIVERS

11 mars 1916.

A côté de nos angoisses patriotiques, il y eut l'angoisse du monde. Mais aujourd'hui, le monde se réjouit de ne pas devenir boche. Aujourd'hui, vingtième jour de la bataille, un sentiment rapide comme les radio-télégrammes court les airs, et c'est celui-là même que le professeur hollandais Kernkamp exprime : « On peut désormais poser la pierre du sépulcre sur les triomphales espérances allemandes. »

« Ils ne passeront pas ! » C'est le mot que jettent à toutes les stations les blessés de Verdun que l'on évacue, c'est le dernier cri, le mot d'ordre, la prophétie, l'adjuration des vaillants qui tombent au champ d'honneur.

Jamais ici nous n'avons douté. A quoi sert-il de douter durant la bataille ? Mais le monde est moins bien placé que les patriotes français pour connaître le génie audacieux et prudent des Castelnau et des Pétain, et la vaillance quasi invincible de nos soldats ; de ci, de là, des peuples ont cru que le Kaiser en y mettant le prix,

en épuisant aux quatre veines la Germanie, achèterait de son Dieu la victoire. Les nations et les individus se sont vus livrés aux mains brutales des Teutons, soumis à l'esclavage le plus grossier qu'il y ait dans le monde, et ils ont tremblé.

On connaît les Allemands dans le monde. Chacun a fait ses écoles, chacun a d'eux une expérience plus ou moins large qui le persuade. J'ai mis de côté comme une merveille de bon sens et de haute ironie un article de M. Bennt Lie, dans le journal norvégien le *Tidens Tegn* :

« J'avoue, dit cet écrivain neutre, que la persuasion où sont les Allemands de leur pureté supérieure à quelque chose d'imposant. Pourtant on ne saurait nier que l'ultimatum de l'Autriche à la Serbie, la violation de la neutralité belge, Louvain, Reims, la Lusitania, etc., ne soient des points sujets à discussion, et que dans la portion de l'humanité qui en est réduite à vivre en dehors de l'Empire allemand, et qui, cependant, se prétend civilisée, il existe un nombre assez considérable d'individus qui pensent sur ces questions autrement que les Allemands. Je n'ouvrirai pas cette discussion. Je me bornerai à constater que des consciences modernes qui cherchent à mettre dans la guerre un peu de justice portent sur le gouvernement allemand, sur son armée et sur sa flotte un jugement entièrement différent de celui que formulent sur eux-mêmes ce gouvernement, cette armée et cette flotte. La neutralité ne nous empêche pas de juger. Tout homme vivant et pensant est profondément intéressé à ce combat au sujet du droit et de la force, de l'humanité et de la brutalité. Dans les petits États on comprend avec angoisse qu'il s'agit de l'existence même des nations, et on a devant les yeux le sort de la Belgique. Mais en dehors de la vie nationale et quand même nous serions d'un parfait nihilisme à l'endroit du patriotisme, nous comprenons tous l'importance de ce grand conflit moral pour notre existence

individuelle. Si le principe affirmé dans la Chambre allemande le 4 août 1914, que « la nécessité n'a pas de loi », venait à triompher chez les grandes nations civilisées, ce principe s'infiltrerait dans toutes les ramifications de la vie sociale, et les conséquences en seraient écrasantes pour notre travail matériel et pour nos efforts idéaux. Cette guerre se double d'une lutte entre l'idéalisme et l'égoïsme ».

C'est donner à la question tout son retentissement. Il ne peut pas y avoir de neutres. Les choses sont ainsi senties et comprises, d'un bout à l'autre de l'univers, par les esprits les plus aigus et les mieux informés. Un homme de grand talent, M. Johannes Jorgensen, l'auteur célèbre des *Pèlerinages franciscains*, vient de publier avec un grand succès dans toute la Scandinavie, *La Cloche Roland*. Le livre est proscrit en Allemagne ; M^{me} Pierre de Quirielle le traduit en français (chez Bloud et Gay). Quelle est la thèse de ce grand et sincère poète érudit ? Il dit, lui aussi que cette guerre, c'est le heurt formidable de deux conceptions opposées de la vie. L'Allemand ne possède pas « la conscience de la valeur de chaque personnalité ; il lui manque le sentiment du droit individuel ». La résistance à la force est pour le Prussien une impertinence, un scandale. La Belgique, en se défendant contre une nation plus forte qu'elle, a commis un forfait. M. Jorgensen, pour donner un exemple concret de cet état d'esprit, raconte une petite scène dont il a été le témoin à Metz.

Il avait passé la journée avec un officier, aimable et jovial compagnon ; tous deux avaient de compagnie visité le champ de bataille et passé une « gemütlische » soirée chez des amis. Mais pour finir, voici qu'il s'éleva un différent entre l'Allemand et le chauffeur de l'automobile, au sujet du prix à payer. L'officier devint rouge, s'irrita, menaça le chauffeur de lui jeter son poing à la face. Celui-ci s'inclina et s'en alla sans mot dire...

M. Jorgensen se demande quel Belge, quel Français, et quel Anglais du peuple eût supporté d'être traité ainsi.

Cette même brutalité et muflerie allemande est notée dans un ouvrage américain : *Prussian Memories* (édité chez Putmann, à New-York et à Londres), dont l'auteur M. Poultney Bigelow est le fils d'un ancien ambassadeur à Paris et à Berlin. Je crois que la page vaut d'être mise sous les yeux des Français, l'ouvrage étant beaucoup lu, à cette heure, en Amérique.

En 1864, dit M. Bigelow, j'avais huit ans ; mes parents ; m'envoyèrent à une pension importante à Bonn, sur le Rhin. Le premier soir de mon arrivée, les enfants reçurent l'ordre de se mettre sur deux rangs pour la prière. Jusqu'ici, j'avais eu l'habitude de prier à genoux, et je fus embarrassé de ma contenance lorsque le directeur entonna d'une voix forte le « Vater Unser » allemand ; de plus, habitué à considérer qu'il était plus respectueux de lever les yeux vers la demeure du Père céleste, je regardai fixement le plafond et les mouches qui s'y promenaient, en souhaitant d'avoir leurs ailes et d'aller retrouver ainsi mes chers parents à Paris ! — lorsque je reçus brusquement un coup sur la joue, si violent que je serais tombé par terre, sans la présence de mon voisin, qui me servit de contrefort. Et la réprimande brutale qui accompagna le coup monta, je suppose, vers le trône du Dieu de miséricorde avec le reste du « Vater Unser ». A l'heure qu'il est, je cherche en vain, parmi les nombreux éducateurs qu'il m'a été donné de connaître dans tout le monde de langue anglaise, un homme capable de distraire d'une manière pareille et de sang-froid un exercice religieux. C'était ma première apparition dans une école, j'avais huit ans, j'ignorais la langue et les usages, et pour la simple erreur d'avoir regardé en haut au lieu d'en bas durant la prière, un maître, intelligent et consciencieux, m'a donné un coup à tuer un bœuf, et sans doute s'est applaudi intérieurement à ce devoir accompli.

« Plus tard, dans les Indes, un officier de marine allemand me prit à son bord pendant la manœuvre du canon. Les hommes semblaient intelligents, et j'écoutais avec intérêt la conversation de mon hôte ; au milieu d'une phrase il s'arrêta, ramenant son bras en arrière comme pour envoyer une balle, et lança un coup sur la figure d'un canonnier, qui me rappela vivement mon expérience pendant les exercices religieux à la pension. Le coup fut accompagné de quelques paroles brèves. L'officier reprit alors son sourire, sa conversation, comme un homme qui aurait chassé une mouche de dessus son pot à bière. »

C'est ainsi que seraient traités les peuples si l'Allemagne l'emportait, et dans chaque pays les mœurs tendraient à se modeler sur cette brutalité, la courtoisie et la bonté étant taxées de faiblesse.

Après cela on s'explique ce qu'un Hollandais répondait, il y a peu, à un journaliste allemand et que je trouve dans la revue *Das grossere Deutchland* :

« M. van Aalst, raconte le journaliste allemand, n'est pas un ennemi des Allemands, mais il préfère les Anglais et les Français. Il a appris à connaître les trois peuples au cours d'une longue carrière commerciale. Avec les Français, dit-il, les affaires se traitent agréablement, facilement en jouant si l'on peut dire ; l'Anglais est large, un peu plus ou moins un peu de profit le laisse indifférent, mais avec l'Allemand, il faut lutter pour chaque centime, pour chaque article d'un contrat. Les Allemands sont un peuple peu facile, très difficile même. »

Ainsi parle le Hollandais. Alors l'Allemand l'interroge sur le rôle de la France dans cette guerre. M. van Aalst hausse les épaules en disant : « Les Français me sont sympathiques. » Et toutes les raisons qu'a ensuite invoquées le journaliste allemand pour démontrer que

la France était animée par l'idée abominable de revanche se sont heurtées à cette unique phrase du Hollandais : « Les Français me sont sympathiques. »

Cette guerre a bien mis en valeur les traits caractéristiques de chaque peuple. Pour ma part, je n'ignorais pas le fond bestial de la Germanie prussianisée. J'avais recueilli la plainte et le renseignement courageux que ne cessait pas de fournir l'élite de l'Alsace-Lorraine. Sacrifiés, livrés à la foule teutonne, les jeunes gens de Metz et de Strasbourg nous criaient : « Ce sont des brutes et qui ne rêvent que de brûler Paris et de mettre à mort les chefs de la nation française. » On ne les entendait guère, ces nobles jeunes gens d'Alsace. Mais aujourd'hui ! Ah ! nous sommes persuadés du cœur sans civilisation qu'il y a au fond de la culture allemande. L'Allemagne elle-même souffre de sa propre inhumanité. Que la défaite s'accuse mieux encore, vous verrez les confédérés se dissocier et retirer leur foi à la Prusse.

Un officier m'écrit de l'armée : « C'est un trio bizarre que nous hospitalisons. D'abord un Prussien rhénan de Duisburg, bon soldat, mais citoyen aigri, parlant avec un ricanement des hommages officiels rendus au vieux Dieu allemand, *Gott mis uns* ; ensuite un Polonais qui n'est qu'à demi-germanisé ; enfin un Alsacien, bien humble d'esprit, mal renseigné, conscient d'avoir fait son devoir de soldat (il a eu la croix de fer), mais visiblement ébranlé à l'idée de l'avoir fait pour des maîtres impitoyables. Il s'est rendu dans nos lignes à la première occasion favorable, après avoir passé dix jours en permission régulière chez lui et se recommande de Blumenthal et de l'abbé Wetterlé. Sa décision lui a été dictée par la rancœur que ses compatriotes éprouvent des mesures de plus en plus draconiennes qu'ils subissent, et par la sourde conviction que la guerre finira par le retour de l'Alsace-Lorraine à la France... La conversation de ces trois prisonniers, incapables d'ailleurs de s'entendre les

uns les autres, donne l'impression de cette *terrible impuissance de la civilisation boche à assimiler vraiment des nationaux de fraîche date et à donner à ses défenseurs le sentiment qu'ils défendent un ensemble de choses précieuses... »*

Si l'humanité s'achemine vers quelque chose de supérieur, la destinée de la France n'est pas de mourir. Puisque la soif est dans le monde, la fontaine d'eau vive continuera de jaillir. Nous n'avons rien à craindre, dès lors que la civilisation est une pensée divine et une force indestructible, car nous sommes à cette heure partie principale de la civilisation. Je reproduis ce raisonnement parce qu'il circule à travers le monde. La France, tous ces mois-ci, s'est fait aimer par des millions de spectateurs et l'un d'eux disait qu'alors même que la France serait destinée à la ruine et devrait être écrasée par la terrifiante machine de guerre des Impériaux, elle serait rachetée aux yeux des peuples et assurée de l'avenir par son immortelle générosité et par le dévouement absolu de ses enfants. Grand merci de la consolation ! Nous avons des raisons plus tangibles de triompher ; nous avons notre artillerie, l'esprit méthodique de nos chefs et l'intrépidité de notre race guerrière, mais l'argument quasi mystique trouble le cœur de beaucoup d'Allemands.

« L'Allemagne est perdue écrit un de leurs soldats sur son carnet de notes, parce qu'elles n'a pas cherché à être une nation, mais un mécanisme, et y a réussi. Elle est devenue un corps rigide. Elle a tué son âme. Elle a préféré faire de la vie un jeu de guerre. Elle a perdu. L'Allemagne ne revivra pas avant que les fleurs croissent sur son tombeau. »

Tel est le cri de désespoir de l'individu qui a été sacrifié au Moloch d'une organisation guerrière pour laquelle l'individu ne compte pas.

Allons, tenons bon, soyons volontaires, persévérants et unis. Nos soldats sauvent la liberté du monde en ajoutant au trésor d'héroïsme.

XII

POUR ACCÉLÉRER LA DÉPRESSION ALLEMANDE

Astreignons-nous à des restrictions volontaires.

13 mars 1916.

Chez tous les belligérants, le moral du front est supérieur au moral de l'intérieur, chez tous, l'armée est admirable de solidité et le civil plus perméable. En France, le danger serait politique ; en Allemagne, il est économique.

« Eh ! me dit-on, que craignez-vous des fermentations de quelques politiciens incorrigibles ? La seule chose qui compte à cette heure, c'est l'armée, toujours fermée à ces basses intrigues. »

Sans doute, mais la valeur du moral guerrier est fonction du moral civil et varie dans le même sens. Celui qui introduirait la division parmi les civils diminuerait bientôt, par répercussion, la force de la résistance de l'armée. C'est pourquoi nous pressons le gouvernement de prendre de lui-même, chaque fois que l'occasion s'en présente, les mesures que la réprobation publique vient d'obtenir contre la censure de Toulouse. Il appartient à un gouvernement national de rappeler à ses préfets les plus lointains que nous sommes en guerre avec les Allemands et non pas avec quelque catégorie que ce soit de Français.

Paul Adam a déchiré sa lettre ; le gouvernement a déchiré le déli injurieux jeté aux poilus et à la Ligue des patriotes. C'est bien. Les Boches ne parviendront pas à rompre l'union française et à nous démoraliser, mais il faut que nous portions chez eux la manœuvre qu'ils n'ont pu réussir chez nous.

Comment provoquer en Allemagne des récriminations, des discordes ? Comment affaiblir, derrière leurs armées, le moral de leurs civils ?

Ils nous troublent en irritant nos passions intellectuelles. Nous avons la tête chaude, les idées en feu, la belle manie de nous battre entre nous pour les dieux. Mais chez les Teutons, le point sensible, c'est le ventre. C'est en privant ces gens-là de manger abondamment que la Quadruple-Entente énervera peu à peu leur volonté de vaincre.

L'habitude de la discipline et un orgueil national intense ont permis jusqu'ici au peuple allemand de supporter des privations alimentaires quotidiennes, mais la persistance de l'épreuve, son aggravation, l'absence de succès militaires définitifs, le mirage trompeur d'une paix qu'il espère prochaine et que les Alliés ne demandent pas, commencent à amener dans ce peuple un fléchissement, quelque lassitude et de la mauvaise humeur.

Prévoyant et autoritaire, le gouvernement impérial a pris, depuis quelques semaines, une nouvelle série de mesures qui nous indiquent sur quels points l'Allemagne souffre, sur quels points nous devons porter et multiplier nos coups. La ration de pain pour la population civile a été réduite à 200 grammes par tête et par jour ; « on envisage de descendre patriotiquement au dessous de ce chiffre ». Les pommes de terre même se sont raréfiées. Dans toute la Saxe l'État a dû en prendre en mains le réapprovisionnement et des cartes ont été distribuées qui seules donnent le droit d'acheter à des dépôts municipaux créés pour centraliser la vente. Six mois de

prison ou 1.500 marks d'amende attendent les contrevenants. La *Kölnische Volkszeitung* demande l'institution d'un monopole pour l'importation des pommes de terre, « ce précieux légume doit être soumis au même régime que le blé et le foin ». La question de la viande est tout entière dominée par la question de la nourriture du bétail. Les éleveurs veulent vendre parce qu'ils éprouvent de plus en plus de difficultés à nourrir leurs bêtes, les consommateurs, les fabricants de conserves, les charcutiers ne demandent qu'à acheter, mais l'État entend conserver aussi intact que possible le troupeau national, d'où un ensemble de mesures draconiennes pour restreindre la consommation et la vente, déterminer les modes les plus économiques de fabrication des conserves et des charcuteries, d'où aussi recherche de tous les succédanés possibles du foin pour maintenir vaillamment le troupeau en état. La pénurie de foin a amené également une diminution sensible de la production du lait et par suite la raréfaction du beurre et du fromage. Cette pénurie, jointe à celle des graisses et des huiles, n'est pas une des moindres privations de la population.

Aussi, malgré les mesures sévères édictées, il apparaît bien que des fraudes et des dissimulations se produisent. Les plus grands journaux, la *Frankfurter Zeitung* notamment, n'hésitent plus à inciter tous les bons Allemands à se faire *dénonciateurs* : « c'est un devoir patriotique qu'ils rempliront ». Des membres du Parlement, comme le député Nitzschke, attaquent violemment les agriculteurs et se plaignent de « la nourriture insuffisante des familles ouvrières, de leur grande détresse et de leur amer dénûment ».

La nécessité s'impose même de diminuer la dépense de charbon ; en ce qui concerne en particulier l'éclairage, la *Germania* recommande « les économies nécessaires de gaz et d'électricité qui consomment tant de houille

pour être produits ». Le manque de laine, de coton a provoqué une crise de l'industrie textile et de celle du vêtement et a accru le chômage. La grande consommation du cuir a amené une élévation de prix sensible des chaussures. Les réquisitions de cuivre ont été exercées partout et ont porté sur les plus petits objets détenus par les particuliers. La diminution des exportations a causé un grave fléchissement du cours du mark. Pour relever le change, le gouvernement ne voit plus guère que la vente à tout prix des titres étrangers du portefeuille allemand ; la presse, obéissant à un mot d'ordre, laisse entendre que si les résultats cherchés ne sont pas obtenus de bon gré, l'Etat procédera aux réquisitions nécessaires. L'or monnayé et l'or ouvré sont recueillis sans relâche.

Répétons-le en passant. Plusieurs de ces mesures devraient nous servir de modèles. La nécessité les impose aux Allemands, mais nous allégerions les charges de la France si de notre plein gré nous les adoptions en partie.

L'Allemagne souffre, il faut redoubler ; il faut l'encercler, l'assiéger comme une immense place forte.

Les seuls moyens militaires et maritimes n'y suffiraient pas. Le blocus des ports allemands a été rendu à peu près impossible par la violation de la neutralité danoise qui a consisté à faire barrer le Grand-Belt par un champ de mines. Ce blocus effectif fût-il d'ailleurs réalisé que le résultat désirable serait encore loin d'être atteint. Par les pays neutres voisins, Danemark, Hollande, Suisse, Roumanie, l'Allemagne peut largement se ravitailler et les statistiques commerciales de 1915, comme les fortunes qui se sont échafaudées en Hollande, en Suède, prouvent que les « neutres » ne se sont pas dérobés aux sollicitations de nos ennemis.

Les gouvernements alliés ont donc le droit d'agir pour obtenir des voisins de la Germanie une compré-

hension plus exacte de la situation. Dans une lutte qui dresse l'un contre l'autre deux groupements de nations représentant plus de quatre-vingts pour cent de la richesse et de la civilisation de la terre, nul ne peut en son âme rester indifférent ; nul ne peut prendre prétexte de conventions désuètes et d'usages abolis pour essayer de tirer de cette lutte effroyable un avantage ou un gain personnel.

Il ne saurait être permis aux spectateurs de la lutte de venir apporter, devant nous, à l'agresseur allemand, le réconfort qui lui permettrait peut-être de mener à bien son abominable dessein. Les eaux territoriales hollandaises ne sauraient, alors que la flotte britannique peut y mettre obstacle, servir de route sûre aux minerais de fer importés de Scandinavie à destination des usines Krupp, et il n'y a aucune raison pour que nos croisières laissent passer des cargaisons de conserves américaines à destination du Danemark alors que ce pays nourrira de son bétail l'armée et la population allemandes.

S'il est légitime que la vie, les biens des neutres soient respectés et si les Alliés condamnent et réprouvent les moyens de guerre employés par l'Allemagne lorsque ses armées envahissent, brûlent et pillent les pays neutres, lorsque ses sous-marins coulent les paquebots de commerce chargés de femmes et d'enfants, ils ne sauraient cependant consentir plus longtemps à laisser l'Allemagne prolonger sa résistance en couvrant de pavillons neutres ses échanges postaux, commerciaux, financiers. Le pavillon neutre n'est plus ici qu'un masque pour l'ennemi ; l'ennemi doit être démasqué.

La longanimité de la Quadruple-Entente, si elle se prolongeait davantage, serait d'autant plus inexplicable que les Allemands n'hésitent pas à préciser par leurs actes et à proclamer par leurs doctrines le caractère exceptionnel de cette guerre. Ils demandent « que leurs

sous-marins coulent tout ce qui passera devant leur tube lance-torpille ».

« Le monde et l'Amérique seront toujours du côté du vainqueur, dit la *Kœlnische Volkszeitung*, ; soyons donc vainqueurs, et pour cela soyons sans merci. » C'est la conclusion quasi unanime de toute la presse allemande. Et un journal, à l'ordinaire modéré, la *Vossische Zeitung*, observe que *la guerre ne doit pas être faite seulement aux vaisseaux anglais ; c'est le commerce maritime anglais qu'il faut détruire, sous n'importe quel pavillon ; on doit pouvoir torpiller les vaisseaux neutres ; le seul moyen décisif est un blocus sans pitié de l'Angleterre. Le salut de l'Allemagne le veut, et le salut de l'Allemagne est la suprême loi.* »

Nos ennemis se persuadent qu'ils possèdent dans leurs sous-marins une arme terrible, grâce à laquelle ils peuvent bloquer l'Angleterre en coulant tous les bateaux belligérants ou neutres qui s'en approcheraient. Là-dessus, dans ce moment, ils s'excitent autant que sur l'attaque de Verdun. Si les règlements que le gouvernement impérial a élaborés et portés à la connaissance des neutres ne suffisent pas pour le but à poursuivre, qui est d'affamer l'Angleterre, eh bien ! qu'on proclame des lois plus terribles. Il faut que l'Allemagne ne soit plus gênée dans la conduite de la guerre par aucune considération juridique ou diplomatique ; elle ne doit plus avoir pour guide que son seul intérêt.

Tel est le monologue de cette bête féroce. Il faut l'entendre, le noter et nous en inspirer dans notre conduite envers la Germanie. *Patere quam ipse fecisti legem.*

Les Alliés, qui, en face d'un ennemi résolu à tout pour asseoir sa domination sur le monde, hésiteraient à employer les armes ou les moyens de pression qui sont à leur disposition, commettraient un crime vis-à-vis de l'humanité tout entière, et plus immédiatement, contre les héros de Verdun.

Ils sont prodigieux, nos soldats. Raison de plus pour que la diplomatie et la marine allègent et abrègent leur tâche. La doctrine à suivre a été magistralement établie par les Américains du Nord lors de la guerre de Sécession : c'est la continuité du voyage qui importe. Une marchandise allemande ou destinée à devenir allemande ne saurait être revêtue d'un caractère sacré du fait que plusieurs intermédiaires neutres auront gagné une fortune à la débaptiser. S'il y a doute, il appartient aux armateurs et aux chargeurs de prouver la véritable nationalité de leur cargaison et son exacte destination... Mais nous y reviendrons.

Ce que nous trouvons toujours à louer, c'est la vaillance française, la vertu guerrière de notre race, notre armée et les armées alliées ; ce qui nous manque, c'est l'organisation. Il ne suffit pas de bien se battre, il faut bien penser. Il peut arriver que les circonstances les plus favorables demeurent infécondes par le fait de l'incapacité ou de la négligence de ceux qui gouvernent l'activité de la Quadruple. Nous avons le filon, comme disent les poilus, mais il faut le suivre. Sommes nous capables de réaliser le résultat dont nous possédons les moyens ? Là et nulle part ailleurs est notre inquiétude. Les forces des belligérants se balancent ; c'est l'esprit qui fera allemande ou française la victoire. Où est l'esprit directeur ? On ne dira jamais assez quelle serait la radiation d'une grande et claire volonté surgissant dans la Quadruple.

XIII

ENCORE LE SUFFRAGE DES MORTS

15 mars 1916.

Il faut que le mort continue à vivre et que sa pensée ne s'arrête pas d'agir dans cette patrie qu'il a sauvée. Je demande que tombé pour la France, le héros soit sauvé de l'abîme par notre volonté reconnaissante. Il ne disparaîtra pas ; il vivra sur le registre civique de sa commune ; il parlera dans les grandes consultations nationales. Qu'une carte électorale lui soit préparée, réservée et que lui-même ou bien la loi désigne son mandataire.

C'est le suffrage des morts.

Leur sombre armée invisible maintiendra au milieu de la France une émouvante protestation contre l'injuste destin, et nous les écouterons dans leurs veuves, leurs mères, leurs pères et leurs orphelins en deuil.

La veuve votera pour son mari ; la mère, s'il n'était pas marié, pour son fils ; l'enfant devenu majeur, pour son père. Mais le soldat lui-même aura pu désigner, au cours de ses dernières volontés, le mandataire de son choix, celui à qui il lègue son bulletin civique.

Pour bien des raisons, de plusieurs manières, on aimera, je crois, ma proposition. Aujourd'hui, comprenons quel hommage elle nous permet de rendre aux femmes françaises. « L'avenir des enfants est l'ouvrage des mères » disait Napoléon. Ce témoignage du génie, chacun le vérifie et le contresignerait d'après l'expérience des vingt mois écoulés. A l'issue d'une guerre où tous les enfants de France furent plus beaux que dans aucun

siècle, la patrie doit un hommage aux mères des héros.
Fortes creantur forlibus et bonis.

Un officier m'écrit : « Dans vos articles, chaque jour, vous célébrez les mérites et le courage de nous tous qui sommes sur le front, mais après tant de combats, nous sommes familiarisés avec les projectiles de toutes sortes et les actes de dévouement que vous jugez sublimes s'accomplissent à chaque instant, sans qu'aucun de nous les remarque ou y fasse attention. Il est pourtant une vertu supérieure que je ne crois pas vous avoir vu louer et que je tiens pour l'une des plus belles qu'on puisse connaître. Je veux parler du sacrifice volontairement accepté que font de leurs enfants toutes les femmes françaises. Cet esprit se retrouve dans les lettres que leurs mères écrivent à nos soldats : il vient retremper le moral de nos hommes et leur donner cette énergie qui fait actuellement l'admiration du monde entier.

« La mère française a vu son cœur se déchirer au mois d'août, lorsque la mobilisation lui a ravi son enfant, mais elle a compris la nécessité de son sacrifice, elle en a pris son parti et elle veut maintenant qu'il fasse son devoir et tout son devoir. La lettre du colonel ou du capitaine lui annonçant la mort de son fils tombé en héros lui déchire le cœur, mais en même temps la rend fière et lui fait accepter courageusement une perte aussi cruelle. Je veux vous raconter à ce sujet une petite anecdote dont j'ai été le témoin et qui m'a arraché des larmes, bien que j'aie le cœur solide depuis ces longs mois de guerre !

« C'était à P..., — gros village d'Alsace, de l'Alsace restée française, où cantonnait ma batterie. La nécessité de quelques menus achats à effectuer me fait entrer dans une épicerie où je suis bientôt suivi par une paysanne d'un certain âge déjà, l'air timide et abattu. La patronne se porte à sa rencontre et voici le dialogue qui s'engage :

« — Eh bien, madame R..., avez-vous des nouvelles de votre garçon ?

« — J'ai reçu ce matin une lettre de son capitaine. Marcel

a été tué près de Steinbach au cours d'un assaut effectué par sa compagnie. Il s'était arrêté pour aider son camarade P... qui venait d'avoir le ventre traversé d'une balle pendant que la compagnie se repliait !

« En achevant de parler, la pauvre mère sanglotait. Les quelques clientes qui étaient dans la boutique lui présentent leurs condoléances et l'épicière croit bon d'ajouter :

« — C'était pendant que la compagnie se repliait. Si seulement il ne s'était pas arrêté, il n'aurait peut-être pas été touché !

« La mère alors, d'une voix forte et sans une larme, cette fois, prononça ces paroles qui m'ont été droit au cœur :

« — Mais, madame, son camarade était blessé, il ne pouvait pas le laisser comme ça, ça n'aurait pas été Français !

« Voilà donc une mère qui dans la mort de son fils unique surmonte sa douleur pour affirmer sa fierté de savoir que celui qui était son unique espoir a perdu la vie en faisant un geste de charité et de fraternité, en vrai Français.

» Je vous donne ma parole d'officier, monsieur, que cette histoire est authentique, j'en ai été témoin à l'épicerie de l'Espérance, au village de P... ; le jeune homme était fils d'un employé et employé lui-même aux chemins de fer de l'Est... Quand cette lettre vous parviendra, le pauvre et obscur officier de réserve que je suis aura peut-être disparu, mais je veux appeler votre attention sur la grandeur d'âme des mères françaises qui, fièrement, sans autre récompense que la joie du salut de la France, font le sacrifice de ce qu'elles ont de plus précieux sur terre ».

Je n'ai pas voulu abrégé un tel document. Il nous rend compte de ce que sont les femmes de France et prouve le réconfort qu'elles donnent aux combattants.

On n'insistera jamais trop sur cette partie de la gloire française. Une mère me fait l'honneur de m'envoyer le recueil des lettres de son fils, tombé en Argonne. Elle y joint ces lignes, d'une beauté déchirante :

« C'était un enfant très simple et très doux qui ne m'avait jamais quittée. Il a trouvé dans ses croyances, dans les bons principes reçus chez d'humbles religieux, le courage de supporter gaiement une vie de dépôt très dure, puis les horreurs de la guerre. Sa mort a été belle comme sa vie, il n'a connu ni le mal ni la souffrance.

« Je n'avais que cet enfant, et me voici toute seule ; mais je veux me résigner, car je crois que Dieu me l'a pris parce qu'il l'aimait ; je crois qu'il est une des douces victimes dont le généreux sacrifice nous amènera la victoire. C'est là ma plus grande fierté, ma meilleure consolation, car j'ai ainsi la certitude que, si ma vie n'a pas été heureuse, elle n'aura pas été inutile. »

Quelle grandeur simple dans ces derniers mots. Voilà nos mères. Pour connaître les compagnes des soldats, parcourez toutes les classes de la société. On a vu, les hivers derniers, comment les femmes de France se sont remises à chanter la chanson de Duguesclin et à tricoter la laine pour vêtir chaudement dans leurs tranchées les combattants. Un Mistral devra célébrer nos campagnardes, dont l'énergie a su maintenir la culture des terres et l'élevage des troupeaux. J'ai sous les yeux un rapport d'où se dégage une poésie digne de Mireille ; il fut écrit par M. Cl. Metton, président d'un syndicat du Sud-Est. Écoutez ses dernières lignes et je puis dire ses dernières strophes :

« Le cœur meurtri par l'absence ou les deuils, mais la volonté ferme, les femmes des villages, sous le soleil de juillet, sont allées au champ, les bras nus, accomplir les durs travaux dont l'amour prévoyant les tenait jadis éloignées.

« Aidé par l'adolescent, le vieillard dressa comme autrefois les beaux chars de foin pleins de senteurs, et les meules de gerbes, aux spirales savantes, élevèrent près de la ferme leurs flèches.

« Ah ! femmes des champs, et vous, vieillards et enfants,

grâce à votre ardent labeur, le rite sacré qui, chaque saison, emplit la coupe de vie de l'humanité, s'est accompli !

« La France peut garder encore son glaive levé : les greniers sont remplis ! »

Ne reconnaissez-vous pas ici des accents virgiliens ? C'est dans un de ces foyers courageux de nos villages que je voudrais, si j'en avais le loisir et le talent, me placer pour recueillir les échos de la guerre. Je dirais les craintes, les espoirs, l'arrivée du permissionnaire, ses récits, les deuils, la gloire, bref le poème de la victoire, victoire des hommes et des femmes de France.

Mais d'un seul trait voulez-vous aller au centre du sublime, prenez le livret admirable où Frédéric Masson a recueilli les paroles qu'au cours de cette guerre il n'a jamais manqué de prononcer sur le cercueil des soldats qu'il avait soignés et vu mourir dans l'hôpital de l'Institut. Depuis vingt mois, ce vieil homme d'étude, ayant consacré sa vie et toute sa fidélité à son culte pour le Génie glorieux, se dévoue à aimer et à servir les petits soldats de la Revanche, qui ramènent en France la Victoire. Il les soigne, dis-je, et quand la mort est la plus forte, il leur dit l'adieu suprême, pour honorer les familles et pour exalter le souvenir des humbles qui ont offert leur vie de tout cœur à la France. Eh bien ! dans ce petit livre, si beau, lisez le discours sur la tombe de Louis Porte, soldat territorial de 2^o classe, blessé à Calonne : *Lorsqu'avant-hier matin, je dis à Porte que sa femme était en route et venait le voir, il répondit par un merci qui allait au cœur, et si fort qu'il souffrit, il esquissa un sourire. Elle arriva à neuf heures ; il était mort à six, en prononçant son nom. Elle était digne de lui. Devant ce pauvre corps, elle dit, et ce mot-là vaut bien des paroles qui nous viennent de Sparte et de la Rome antique : « Il est mort pour la patrie, c'était sa mère, je ne suis que sa femme. »*¹

1. Discours à l'hôpital, chez Blound et Gay, éditeurs.

Le *Times* écrivait hier : « Les Français de Verdun, sous les rafales d'artillerie et les ruées de l'infanterie, chantent gaiement : « Ils ne passeront pas... » Eh bien ! cet enthousiasme glorieux de nos soldats est fait pour une grande part du courage de leurs mères, de leurs femmes, de leurs fiancées qui les attendent, et celles-ci, quand la funeste nouvelle vient assombrir leur foyer, sont dignes de recueillir le bulletin du soldat dont l'âme était pareille à la leur.

L'armée accueille cette proposition. Je ne puis faire un état public des lettres que m'écrivent officiers et soldats ; recueillons du moins le témoignage que nous apporte dans son numéro de mars la feuille du front, *Le Souvenir*. Jean des Vignes-Rouges, le capitaine X... qui la dirige, écrit : *L'initiative que prend M. B. conquiert notre ardente sympathie... L'injustice de la destinée qui fait disparaître les meilleurs d'entre nous commande que l'on donne aux veuves, aux pères, aux enfants, le droit de voter pour leurs morts... A peine cette idée nous arrive qu'elle soulève les approbations les plus chaleureuses. M. B. nous a touchés, nous, ceux du front, au vif de nos sentiments.* »

Comment ne serions-nous pas d'accord avec le *Souvenir*, qui formule tout son programme dans ces deux articles : « Glorifier et défendre les victimes de la guerre ; protéger la mémoire des héros contre l'oubli. »

Nos soldats tombés pour la France ont méprisé la mort ; ils n'ont pas méprisé la vie : ils l'aimaient. Sauvons du moins, à défaut de leurs corps, les pensées de leur âme. C'est le cri, c'est le geste du squelette érigé à Bar-le-Duc par Ligier Richier, le plus grand des sculpteurs, et qui de son bras décharné élève son cœur aussi haut qu'une main humaine peut se dresser.

Les meilleurs d'entre nous sont en train de périr ; acceptez vous une société décimée par le haut, quasi-décapitée ? Le grand ressort serait brisé si ces vaillants ne régnaient plus sur nous. Qu'ils nous tendent, durant

des années encore, de leurs tombeaux, leurs conseils et leurs ordres. Recueillons pour refaire la France le suffrage des morts.

XIV

LA MORT D'ÉMILE CLERMONT

In Memoriam.

15 mars 1916.

Que la gloire et le salut de la patrie coûtent cher ! Émile Clermont vient s'inscrire dans le martyrologe des lettres. A sa sortie de l'École normale, il avait publié avec M. E. Bourgeois un livre d'histoire : *Rome et Napoléon III*, puis coup sur coup (chez Bernard Grasset), deux romans pleins d'art et de passion : *Amour promis* et *Laure*, deux livres ardents et fiers, comme il était lui-même. Je voulais encore espérer ; nul doute n'est plus permis. Son frère me confirme le malheur de notre corporation : le lieutenant Émile Clermont est tombé, le 5 mars dernier, près de Maisons-de-Champagne ; il est tombé en se découvrant pour protéger ses hommes. Une attaque de l'ennemi était annoncée ; il a voulu la surveiller avec sa jumelle, et comme il se dressait à demi, un obus lui emporta la tête. Tous nous voudrions mettre autour de son nom la gloire qu'ont conquise et sa mort et son œuvre.

XV

LES PRÉFETS VONT-ILS DEVENIR
LES TUTEURS ET LES MAÎTRES ABSOLUS
D'UN MILLION D'ENFANTS FRANÇAIS

Les orphelins de la guerre.

16 mars 1916.

Quand le Sénat a commencé d'étudier ce que la France devait faire pour les orphelins de la guerre, nous avons ici, — mes lecteurs veulent-ils bien se rappeler cette conversation ? — examiné le problème (*Les Droits des Orphelins de la guerre*, 21 février), et là-dessus, un des chefs du parti radical et radical-socialiste m'a écrit dans des termes qui m'ont touché et que je retiens, car ils témoignent de la bonne volonté générale et, comme on dit, de « l'union sacrée ».

« Je veux vous féliciter, m'a dit cet adversaire de la veille, sur votre mot final : il faut que les fils de nos sauveurs forment une élite nationale. Et vous avez raison de dire que l'élite se fera précisément par l'abolition franche et entière de toutes les vicilles haines qui ont failli nous perdre. Laissez-moi vous demander d'insister, comme vous l'indiquez déjà, sur les améliorations et les éclaircissements dont le texte sénatorial est susceptible, plutôt que d'y flâner, comme vous dites, la politique et l'intrigue. Je suis heureux que vous vous efforiez de rendre le projet inattaquable. L'exemple du Secours national prouve que ce n'est pas une chimère ; c'est un effort, c'est un progrès, c'est un mutuel sacrifice des intérêts de parti à l'intérêt de la patrie. Je crains comme

vous la désagrégation qui, à ce bloc des croyances les plus diverses, cimentées par le seul héroïsme, substituerait vite les antipathies aveugles de classe, de secte ou de parti. J'espère que vous prendrez en main cette bonne cause, dans l'esprit même du Secours national et de l'union sacrée...

Cette lettre est belle, vraie, persuasive ; elle me trouve dans les sentiments qu'elle m'a reconnus et qu'elle m'engage à répandre. Elle me rend justice, et à mon tour, je me plais à proclamer que du haut de la tribune, ministres et rapporteur ont prodigué les assurances d'une largeur d'esprit, presque d'une fraternité idéale. Painlevé a déclaré qu'il ne veut pas d'une loi imposée par une majorité à une minorité, mais d'une loi acclamée par l'unanimité. Son désir d'union a été confirmé par les ministres Bourgeois et Viviani. Il ne nous reste donc qu'à nous mettre d'accord sur la réalisation législative de nos communes bonnes intentions.

C'est une tâche urgente, puisqu'aujourd'hui jeudi, le Sénat, après avoir consacré cinq séances à la discussion générale, passe à l'examen des articles. C'est une tâche d'importance capitale, et, vous allez le voir, de bien plus d'étendue qu'on ne croyait d'abord.

Combien d'enfants aujourd'hui ont leur sort suspendu à cette loi ? Bourgeois, le 18 février, en a fait le calcul. « La nation assume la protection des enfants mineurs dont le père ou le soutien de famille a été victime dans sa personne de la guerre de 1914 ». Voilà le texte de l'article premier. Et par victime, d'après l'article 3, nous entendons « toute personne qui aura été tuée par l'ennemi, ou bien aura subi, par suite de blessures ou de maladies contractées ou aggravées par le fait de guerre, une diminution totale ou partielle de sa capacité de travail ». Dans ces conditions, le 18 février, au moment où il parlait, Léon Bourgeois se voyait en présence de huit ou neuf cent mille orphelins de la guerre. Suis je exa-

géré en supposant qu'à cette heure ils peuvent être un million ?

Un million d'enfants intéressés par cette loi ! Il n'y a donc pas en France une seule commune, un seul groupement social ou corporatif qui ne doive l'étudier soigneusement. Mais il y a plus. Bourgeois nous a donné à comprendre sa pensée de derrière la tête, pensée d'immense importance. Une fois cette loi votée, on s'occupera de l'étendre aux autres orphelins, et puis, après avoir soufflé, dans une troisième étape, on cherchera à l'étendre à tous les enfants de France.

Croyez-moi, les radicaux à cette heure n'entreprennent rien de moins que d'établir le statut de la jeunesse française.

C'est donc qu'il faut tâcher d'entendre même ce qu'ils ne disent pas tout net. Il s'agit de voir et de prévoir.

Les préfets vont ils devenir aujourd'hui les tuteurs et les maîtres absolus d'un million d'enfants français ? Seront-ils demain les maîtres absolus de tous les enfants français ? Ainsi se pose le problème.

Le plus émouvant et le plus grave des problèmes, car il ne s'agit pas seulement de secourir des enfants en bas âge, ni même de les aider à faire leurs études. Ces pupilles de la nation seront protégés jusqu'à leur majorité. Jusqu'à leur vingt et unième année, les fils de ceux qui nous sauvèrent recevront de la patrie une protection matérielle et morale.

Vous entendez bien ces deux mots. Aide matérielle ? c'est-à-dire pension, secours, bourses, allocations, caisse des écoles, etc. Aide morale ? Viviani dans son discours, destiné pourtant à calmer les appréhensions, n'a pas craint de dire que là se trouvait la partie « la plus redoutable du projet ».

Est ce habileté ? Sur ce point « redoutable », le projet reste vague. Sa pensée demeure au fond d'un grimoire de basoche que nous allons essayer de péné-

trer grâce aux clartés qu'a données à la tribune le garde des sceaux. Ecoutez-le :

« L'office départemental, dit-il, a le droit (de quelque orphelin de la guerre qu'il s'agisse et quand même il aurait sa mère, ou ses grands-parents, ou un tuteur testamentaire) d'exercer une surveillance morale sur l'éducation de l'enfant et sur sa direction... Lorsque l'enfant aura atteint 12 ou 13 ans, au moment où se posera la véritable question, pourquoi l'office lui-même, s'il n'y a pas de conseiller de tutelle, n'aurait-il pas le droit, de par la surveillance morale qu'il aura exercée, de par les renseignements qui auront pu lui être fournis, de s'intéresser au sort de l'enfant, d'accord avec sa famille, et aussi en discussion quelquefois avec sa famille ? »

Voilà une terrible prétention. Et le ministre, en toute sérénité, précise. Il examine le cas d'un enfant bien doué dont la mère s'affirmera « assez renseignée pour savoir le spectacle qu'offrent aux regards les professions libérales où les hommes s'entassent, créant entre eux des concurrences acharnées. » A cette mère. M. Viviani va décerner des éloges ? Nullement. « Il y aura une nécessité pour l'office, dit-il, d'intervenir auprès de la mère, pour lui faire comprendre qu'il y a là un enfant de premier ordre, un enfant sur lequel on ne pourra pas avoir de mécompte... »

C'est prodigieux ! On avait cru, comprenant mal jadis une image de Viviani, qu'il se chargeait d'éteindre et d'allumer les étoiles, mais voici qu'il lit dans le ciel et se fait astrologue. C'est plus réellement dangereux pour nous.

Il y aura nécessité pour l'office d'intervenir « afin de lutter contre cet égoïsme qui, quelquefois, se mêle à cette tendresse complexe et indéfinissable que renferme le cœur d'une mère ».

Ainsi parle-t-il. Je n'en reviens pas ! Traiter ainsi les mères, veuves des héros ! Préférer à leur tendresse et à

leur bon sens la froide indifférence administrative de M. le préfet et les « renseignements » de messieurs les délégués électoraux !

Car enfin, dans tout cela, quelque pudeur que l'on mette à voiler sa figure, c'est toujours du préfet qu'il s'agit. L'office départemental n'est pas une personne en chair et en os. L'homme agissant, de quelque manière que vous le masquiez, ce sera le préfet. Et tout le monde vous crie, avec moi, que « pour protéger » les orphelins de guerre, il ne faut à aucun prix imposer aux familles les plus respectables de France des personnages qui, même malgré eux, seront toujours des hommes politiques et des agents électoraux.

... L'heure me presse ; je dois abrégier ; nous reviendrons sur cette défense des familles, sur cette défense philosophique et vivante d'une conception française pour laquelle nos soldats se battent. On veut sacrifier le foyer familial au caporalisme prussien et au Vieux Dieu allemand.

« En somme, dit le *Temps*, par l'office départemental, toute une administration officielle se dresse, là où il eût pu suffire de l'action des familles et des associations privées. »

J'applaudis et je précise. On ne critique bien que si l'on substitue à la proposition qu'on écarte une proposition ferme. Si vous me demandez quel organisme je vais imaginer en place de vos offices nationaux et départementaux, c'est-à-dire pour me débarrasser de M. le préfet, je vous réponds sans hésiter : L'organisme que je vous propose existe et fonctionne depuis bientôt deux ans ; phénomène inouï dans nos annales du xx^e siècle et même du xix^e siècle, il a distribué des millions à des œuvres de toutes les confessions et de tous les partis, et tous les Français sont satisfaits. C'est le *Secours national*. Chargez-le de la protection des orphelins. Qu'il soit lui-même votre Office national, qu'il soit autorisé à conti-

nuer de se recruter par cooptation, qu'il soit chargé de susciter à sa ressemblance, sous sa direction et sous son contrôle, des filiales dans tous les départements. et vous aurez voté, comme nous sommes tous, dans tous les partis, d'accord pour le vouloir, une grande loi organique satisfaisant l'unanimité française.

XVI

PLUS DE SAGESSE ET D'HUMILITÉ

Le Parlement.

18 mars 1916.

Il y a six jours, le professeur du Collège de France, M. Le Chatelier, publiait ces paroles, qu'il avait recueillies d'un chef, à la veille de Verdun : « *Les Allemands préparent une très grosse attaque sur notre front, avec des moyens matériels considérables. Nous sommes prévenus et prenons nos mesures en conséquence. Mais il faudrait avoir la tête libre et ne pas être obligé de se défendre contre les attaques de l'intérieur.* »

Ce n'est pas une séance comme celle d'hier à la Chambre qui libérera l'esprit de nos chefs.

Comment qualifier une telle journée, dans un tel moment ?

Le président Deschanel a dit (en la réprouvant) que c'était « une discussion sur les opérations militaires et sur la conduite des chefs ». L'orateur et ses amis, plus nettement, se sont vantés de dresser « un acte d'accusation ». Pour moi, je m'abstiendrai de définition. C'est la journée innommable.

Elle fut longue.

Je ne comprends pas ce que veut dire Deschanel, quand, à ceux qui demandent que l'on abrège la scène, il répond : « M. Accambray exprime une pensée personnelle. » Et Noulens aussi, et tous les autres de répéter : « Il exprime une pensée personnelle. » M. Accambray n'a jamais prétendu à rien d'autre ; il exprime sa pensée personnelle, et ceux qui l'applaudissent et l'encouragent expriment leur pensée personnelle. Peu nous importe. Là n'est pas la question. Nous reprochons à M. Accambray et à ses amis de tenir un langage, de formuler des critiques, de dresser un réquisitoire qui tend à troubler le commandement et à le discréditer.

Le devoir des Français de l'arrière est de ne rien faire qui puisse ajouter aux soucis de nos chefs et diminuer la foi des soldats.

Ah ! je sais bien ce que me répondrait mon éminent confrère Deschanel, ce que me répondraient les chefs de groupe, les ministrables, tous les dignitaires du Parlement. Ils sont pleins de talent et de bonne volonté patriotique. Ils lèveraient les bras au ciel. « Que faire ? La Chambre est peut-être un mal ; mais elle existe, il faut s'en accommoder. C'est un rhumatisme avec lequel il faut vivre. »

Je n'aime pas les fatalistes. Un tel raisonnement révèle un manque de ressources qui vraiment étonne chez des hommes extraordinaires par la fertilité de leurs ingéniosités et dans un lieu où l'état-major et l'armée sont à tous instants si fièrement sommés d'avoir à être vainqueurs. Allons, que chacun se mette en face de la situation parlementaire, et, si nous cherchons bien, nous trouverons le remède.

Il faut rester dans la Constitution ; nul ne voudrait d'aucune aventure ; mais depuis vingt mois, les chefs républicains ont osé beaucoup de choses en s'autorisant de la guerre.

Ils ont supprimé les élections, supprimé les réunions

et les comptes rendus de mandat; le lien est rompu entre les élus et les électeurs.

Ils ont institué que le service militaire était facultatif pour les parlementaires.

Ils ont décidé que la loi du 5 août sur le cumul des traitements civils et militaires ne s'appliquait pas à ceux qui la votèrent.

Voilà des audaces. L'opinion publique, pour qui la guerre seule compte, laisse libre jeu à ceux qui assument les responsabilités du pouvoir, et ne leur demande que la victoire. Ceux qui voient le péril parlementaire, au lieu de se plaindre dans le tête-à-tête, doivent prendre tout haut de sages décisions. Ils ont toute liberté pour trouver l'issue d'une situation que chacun déclare fâcheuse.

Les séances de la Chambre ne satisfont personne. On voit leurs graves défauts. On les redoute. Elles risquent de renseigner nos ennemis; elles ont pu nuire à l'idée que les neutres se font de notre pays (voir l'opinion de la presse de Genève et de Lausanne sur la Chambre); elle pourrait inquiéter nos Alliés (se reporter aux saillies de je ne sais quel député, ces jours ci, sur l'Angleterre); elles fournissent des occasions aux amateurs de scandale. Quand on exige l'impersonnalité de l'armée, pourquoi ne pas l'exiger du gouvernement? A quoi bon, dans ces heures graves, maintenir les vieux rites désuets, tout ce formalisme lent et théâtral, tout ce moulin à parole qui ne fournit aucune farine.

J'exprime ici une des pensées vraies du Parlement sur lui-même: « Duperies, écrivait hier le député de Monzie (de qui l'opinion républicaine n'est pas suspecte), duperies et les plus graves de toutes, ces débats quasiment académiques sur les accidents agricoles et l'embellissement des villes, où il est évident que l'on amuse les impatiences parlementaires sur des thèmes inactuels, tandis que les problèmes de vie se résolvent en d'autres

lieux, à l'abri du contrôle, loin du peuple et de ses mandataires ! »

J'entends bien que M. de Monzie ne s'entendrait peut-être pas avec moi dans toutes les parties de son raisonnement, mais nous sommes d'accord pour constater que la plupart des séances que l'on tient sont parfaitement oiseuses et aussi pour déclarer que la procédure stérile et dangereuse des groupes a fait son temps. Tout son article, dans la *Renaissance* du 18 mars, est à lire. « En vérité, dit-il, le Parlement ne cesse de fonctionner à faux que pour fonctionner à vide. *Le parlementarisme continue d'exister comme profession, non comme service national.* »

Sur les critiques, nous voilà tous d'accord. Sommes-nous disposés à chercher le remède ? Pour nous mettre dans un esprit favorable à cette recherche, un bon moyen : c'est de penser constamment qu'à cette heure le moindre des soldats, moralement, par son sacrifice, est supérieur au plus méritant des civils. Ils se dévouent pour nous. A nous de renoncer à nos privilèges d'hier pour les servir utilement.

Ils se dévouent et ils le savent. Jamais armée ne fut plus noblement consciente des périls qu'elle affronte et des titres qu'elle conquiert. Lisez cette lettre d'un ouvrier maçon du pays de Château-Thierry, âgé de trente ans, et à cette heure soldat d'infanterie :

« Je profite d'un petit moment de repos pour vous donner de mes nouvelles qui, d'ailleurs, sont toujours bonnes... Maintenant je vous demanderai ce que vous pensez de cette terrible bataille qui se livre autour de Verdun et quel effet cela produira. Quant à moi, j'ai le ferme espoir que ça hâtera la fin des hostilités, car les Boches sont complètement anéantis, ils sont littéralement fauchés par nos canons et nos mitrailleuses, et je vous assure qu'il en est resté quelques-uns sur le carreau, au moins 125 à 130.000 morts,

pour quoi gagner ? rien. Voudrez-vous bien, je vous en prie, me confier votre impression à ce sujet et ce que l'on en pense à Paris.

« Maintenant je vous dirai que ça nous reconforte un peu, et le moral des troupes s'améliore, car l'on s'aperçoit que les Boches sont maintenant impuissants à nous faire reculer, malgré leurs attaques en masses.

« C'est effrayant de voir cette boucherie, et comme nos canons sont heureux et s'en donnent à cœur joie de faucher par milliers cette sale race de Boches. Ah ! vivement, que nous ayons tué le dernier et que nous puissions rentrer chacun chez nous pour goûter un repos bien mérité, et combien aurons-nous à raconter de ces épisodes de guerre dont nous sommes les glorieux héros.

« Nous pouvons et avons le droit de le réclamer ce titre de héros, et celui qui aura la chance d'en revenir, j'espère que le peuple français saura lui en être reconnaissant, car il sortira de la plus terrible et gigantesque lutte que l'on aura vue depuis que le monde est monde.

« Vous autres, à l'arrière, vous ne pouvez pas vous figurer ce qui se passe, et jamais vous ne saurez tout ce qu'il nous faut endurer et le courage qu'il nous faut avoir pour résister à toutes ces atrocités. Mais nous avons la foi de vaincre et nous vaincrons, dussions-nous y laisser tous nos os ; aussi c'est pourquoi je vous dis qu'après tant d'héroïsme dépensé, les survivants auront droit à tous les égards. »

En voilà un langage de soldat conscient ! comme il éclaire l'avenir, ô mes collègues ! Tandis que nos soldats consentent avec un enthousiasme sublime les plus effroyables sacrifices pour nous sauver tous, est-il donc impossible de faire régner parmi nous plus de sagesse et d'humilité ?

XVI (*bis*)NOUS ESPÉRONS ENCORE QUE DRIANT
EST EN VIE*In memorium.*

18 mars 1916.

Tandis que j'écris, ce vendredi soir, j'ouvre le *Temps*, qui croit pouvoir dire que « la mort du lieutenant-colonel Driant ne paraît malheureusement plus douteuse... » Mais non, espérons encore. Rien n'est certain. J'ai demandé à M^{me} Driant de vouloir bien me permettre de dire les raisons que nous avons d'écarter l'effroyable nouvelle. M^{me} Driant m'a mis à même de publier les faits plus rassurants que voici :

Nous pouvons suivre la trace du colonel jusqu'au mardi 22 février. A ce moment-là il n'était pas, comme on l'a imprimé, à la tête de son bataillon, armé de grenades, pour un assaut ; le bois était cerné et le colonel était seul ou accompagné d'un homme ou deux. Il avait un fusil à la main.

Des faits nouveaux viennent augmenter notre espoir : le fils d'un instituteur du Pas-de-Calais vient d'écrire à ses parents : « J'ai été fait prisonnier en même temps que le colonel Driant. »

Un excellent ami du colonel, le capitaine de V..., a envoyé ce mot : « Un neveu du colonel P..., qui commandait ma brigade, a écrit à son père qu'il était prisonnier à Soldau avec le colonel. »

Enfin un télégramme de Berne dit : « Suivant renseignements Croix-Rouge allemande transmis ambas-

sade Espagne, le colonel ne figure pas actuellement sur liste prisonniers blessés ou morts. Ceci sous réserves informations ultérieures. »

Dans ces incertitudes, continuons de croire notre ardent désir.

M^{me} Driant m'a dit encore : « Je suis touchée au delà de tout ce qu'on peut exprimer des marques de sympathies qui m'arrivent de tous les côtés et même de nos adversaires. Cette affection, cette admiration pour le colonel est mon meilleur réconfort. »

XVII

COMMENT CHACUN DE NOUS POURRAIT-IL MÉNAGER ET ACCROITRE LES RESSOURCES DE L'ÉTAT ?

Astreignons-nous à des restrictions volontaires.

20 mars 1916.

Au cours de ces combats victorieux de Verdun, nous admirons, chaque jour davantage, la méthode de nos chefs et l'héroïsme de nos soldats, et plus nous prenons conscience de leurs efforts sublimes, plus nous voudrions que toutes les forces du pays, toutes sans exception, fussent employées en vue du succès, pour alléger et pour abrégé la sanglante tragédie.

J'ai quelquefois entendu dire que durant une guerre les civils n'avaient rien à faire et que seul le soldat pouvait servir d'une manière efficace. Sous une apparence d'humilité, cette façon de voir est mauvaise conseillère. La guerre n'est plus limitée à un choc long ou bref des armées ; les forces diverses et totales des Nations sont

engagées dans la bataille : l'agriculteur qui ouvre un sillon, l'ouvrier qui tourne un obus, le financier qui cherche à améliorer le change, le commerçant qui réussit à faire arriver une cargaison impatiemment attendue, l'écrivain qui donne une expression aux pensées nationales combattent au même titre que le soldat dans sa tranchée. Certes ils ne peuvent pas prétendre à la même gratitude nationale ; si réelle que soit leur utilité, leur mérite est bien moindre. Ils ne souffrent pas, et c'est le sacrifice qui fait la grandeur sans égale du combattant, mais ils sont les auxiliaires de la résistance et les aides de la victoire. Chacun de nous doit acquérir l'esprit de sacrifice que montrent les soldats.

Prêts à obéir, nous attendons des conseils ou des ordres pour vivre au jour le jour d'une manière utile à la défense nationale.

Il est important que nous sachions voir comment les Allemands en Allemagne acceptent tous les jours la dure contrainte de privations sans cesse accrues. Cette vue nous donnera d'abord l'idée de leur rendre ces privations encore plus dures ; mais nous dépasserons cette première partie du raisonnement. Ne pensez-vous pas que nous aurions intérêt à économiser, nous aussi, et à accroître nos propres forces ? Notre bon sens et notre volonté patriotique nous invitent à accepter de bon cœur ce que les Allemands subissent dans le désir de nous asservir.

Nous avons déjà publié ici « quelques conseils au civil » ; nous aimerions qu'une voix autorisée menât d'une manière systématique et retentissante une campagne pour détourner les Français du gaspillage auquel en pleine guerre ils se laissent trop volontiers aller, le plus souvent d'ailleurs par ignorance.

C'est une affaire importante de restreindre les ressources de l'ennemi (par le blocus) ; mais c'est également important de bien utiliser, de ménager les ressources matérielles dont disposent les Alliés.

A peine l'ai-je imprimé que je vois chacun, et parmi les plus importants de l'État, me donner des signes d'approbation ; mais je n'entends personne nous donner des directions. Sur un sujet de cette importance, après vingt mois de guerre, le monde politique est muet ; la presse, qui, depuis le début de la guerre, a rendu de très grands services de réconfort et d'avertissement, ne s'est pas encore placée à ce point de vue ; le gouvernement devrait s'organiser pour agir.

Cette guerre est sans précédent. Elle ne peut pas être menée selon l'esprit des guerres anciennes, qui se résument peut-être dans le choc de deux armées sur un champ de bataille déterminé. Les nations se sont levées ; chacune d'elles fait bloc, et leurs masses s'affrontent. Tous leurs citoyens combattent ; la totalité de leurs forces sont engagées. Le travail du paysan, de l'ouvrier, du commerçant concourent, comme le travail du soldat, à ce qui est le but final de la lutte, à la destruction des forces militaires ennemies.

Issues de la concentration de toutes les énergies nationales, les armées en reçoivent une prodigieuse puissance de choc, mais, par contre, elles offrent une plus grande surface vulnérable aux coups, car tout ce qui atteint la nation, en quelque partie que ce soit, retentit dans l'armée. L'armée française, l'armée allemande sont si intimement soudées, chacune, avec la France ou l'Allemagne, que toute blessure reçue par le corps social affaiblit le soldat sur le champ de bataille.

On dit quelquefois : « Qu'importent les rumeurs infâmes, qu'importent les intrigues ou les scandales des politiciens ; toute la France est aux armées ; le reste ne compte pas. » Erreur ! toutes choses sont engrenées de telle sorte que non seulement les forces matérielles, mais le moral même du combattant arrivent à dépendre de la vigueur et de la santé morale de ceux qui ont charge des travaux de l'intérieur.

Affaiblir le moral, inquiéter et diviser les esprits, frapper l'agriculture, la priver de semences et d'engrais, suspendre la vie industrielle et commerciale, ruiner le crédit, voilà aujourd'hui des actes de guerre, des moyens directement adaptés au but final, qui est la destruction des armées ennemies. Il s'agit de dessécher la sève du corps social et de tarir les sources de vie où puisent sans cesse les forces militaires. Les formidables armées de la France, de l'Angleterre, de la Russie, de l'Italie, de la Germanie ne pourront être dispersées par le canon, qu'à mesure qu'elles seront affaiblies par l'épuisement de leurs nations.

Il s'agit d'épier toutes les tares, toutes les faiblesses morales et économiques de l'Allemagne, de découvrir ce qui lui manque et ce qu'elle craint, puis, le point délicat trouvé, il faut frapper vite et fort, sans pitié et sans faiblesse.

Rationner l'Allemagne, imposer à tous ses habitants des privations quotidiennes, contraindre le paysan à tuer sa vache, augmenter le coût de l'existence, ruiner les industries, interrompre le commerce, obliger l'Etat à étendre partout sa tyrannie, le contraindre à exercer un contrôle absolu sur l'alimentation, à inventorier et à réquisitionner toutes les denrées, à déprécier sa monnaie, à écraser le peuple sous le poids des impôts, c'est préparer chez cent millions d'individus une souffrance, une lassitude, qui peu à peu s'étendront des faubourgs et des campagnes jusqu'au front pour y troubler les cœurs et y déprimer les courages.

Mais en même temps, les coups ainsi portés à l'ennemi, il faut les parer chez soi ; il faut tendre le courage de chacun vers le but à atteindre, il faut éviter les achats à l'étranger, extraire du sol national par le travail de tous tout ce qu'il peut produire ; il faut cultiver la terre, faire rendre à plein les mines, les usines et les manufactures, régler et multiplier les transports, et puis, c'est mou

refrain, il faut exiger du patriotisme de chacun les efforts de volonté, d'énergie et de bon sens que la contrainte et la nécessité imposent aux Allemands.

Mais précisément, nous tous, patriotes de bonne volonté et de bon sens, sommes-nous renseignés ? Savons nous bien exactement de quelle manière nous devons régler notre vie quotidienne au point de vue économique ? Eh ! comment le saurions nous si nul ne nous l'a dit ?

Une idée ! Nous avons un très grand nombre de ministres, têtes blanches et sages, parfois, ce me semble, sans travail ni emploi bien déterminés ; pourquoi l'un de ces Nestors ne prendrait-il pas la direction de cette éducation du pays ?

L'Angleterre vient de nous donner l'exemple en chargeant lord Crewe de la guerre économique. Tous les organes de documentation, d'étude et d'exécution existent, éparpillés dans nos divers ministères ; il faut simplement coordonner leurs efforts et leur donner une voix. Après vingt mois de guerre, il serait peut-être temps que la lutte économique fût dirigée en France, si c'est vrai qu'elle doit être tenue pour une annexe de la lutte militaire.

P.-S. — Théodor Wolff, directeur du *Berliner Tageblatt*, déclare dans son article du 13 mars dernier : « Beaucoup des savants allemands qui ont signé le fameux manifeste des 93 ont donné leur nom, on peut maintenant le dire, sans avoir vu le texte et ne l'auraient pas signé s'ils l'avaient lu, par exemple Ehrlich et Wasermann ».

Ces excuses viennent tardivement.

XVIII

RENONCEZ A FAIRE UNE LOI NATIONALE
SI VOUS REFUSEZ
DE VOUS METTRE AU-DESSUS DES PARTIS

Les orphelins de la guerre.

22 mars 1916.

Pour la troisième fois, examinons le sort que le Sénat veut faire aux enfants des victimes de la guerre. Vous savez l'importance sociale de cette loi ? Dans la dernière séance, le garde des sceaux a dit qu'elle concernait déjà un million quatre cent mille enfants. Là-dessus imaginez quantitativement et qualitativement, pour parler comme les pédants quels intérêts matériels et moraux sont en cause.

Si l'on vote le texte proposé par M. Viviani, l'office départemental des orphelins de la guerre deviendra le maître absolu des pupilles de la Nation...

Et l'office départemental, quand on passe au fait et au prendre, c'est le préfet et le délégué communal ou électoral. Je le répète, et c'est le fait à ne pas perdre de vue ; il domine tout le débat.

Donc, je reprends le fil de l'idée, si l'on vote le texte proposé par Viviani, le préfet et son délégué communal, dont vous connaissez le caractère et le rôle électoral, deviendront les maîtres absolus de la direction morale à donner aux enfants des héros de la guerre.

M. Viviani le déclare en termes nets, parlant de tous les pupilles de la nation, quelle que soit leur situation sociale : l'office (le préfet) a le droit « d'exercer une sur-

veillance morale sur l'éducation de l'enfant et sur sa direction ». Non seulement dans le premier âge, mais encore « lorsque l'enfant aura atteint douze ou treize ans, au moment où se posera la véritable question » du choix d'une école ou d'une carrière.

Je m'étonne moi-même de ce que j'écris là ; j'ai dû relire plusieurs fois l'*Officiel*, le texte est certain.

D'ailleurs, malgré la crise du papier, on a voté l'affichage sur les murs de toutes les communes de France d'une déclaration solennelle où M. Viviani nous prévient qu'un préfet, quand il différera d'avis avec une mère sur l'avenir d'un enfant, se trouvera dans la « nécessité d'intervenir ». Intervenir ? Comment ? Pourquoi ? « Afin de lutter contre cet égoïsme qui quelquefois se mêle à cette tendresse complexe et indéfinissable que renferme le cœur d'une mère ».

Si vous ne pouvez pas en croire mon article, allez sur les murs de votre mairie. Je voudrais que le contexte adoucît la brutalité de cette mainmise de l'administration électorale sur l'enfant. Mais lisez les textes ; voici la référence complète : *Journal officiel*, Sénat, séance du 10 mars 1916, page 138, colonne 1 *in medio*.

Cette doctrine à laquelle j'épargne un qualificatif n'est pas une erreur d'improvisation. A la séance suivante (17 mars), tout en couvrant de fleurs un contre-projet de M. Monis (où je constate d'ailleurs quelques dispositions excellentes), M. Viviani a nettement prévenu ce sénateur que le gouvernement et la commission s'opposeraient avec la dernière opposition à ce que, fût ce sur de menus points, les enfants échappent au préfet. Quoi ! quelques esprits timorés préféreraient les vues et direction d'un magistrat aux vues et direction d'un préfet ? Viviani s'y refuse : « Nous ne voulons pas, dit-il, de l'introduction du juge des tutelles ; nous voulons l'introduction de l'office » (c'est à-dire du préfet et du délégué cantonal. *Journal officiel*, page 174, colonne 2 *in medio*).

— Bah ! me dit un lecteur, cette direction morale et préfectorale (qui variera selon le parti en possession du ministère de l'Intérieur) plaira toujours à un certain nombre de familles. Les autres, celle que la religion du préfet blesserait, pourront s'y soustraire. La direction morale du préfet et de son délégué est obligatoire, mais il n'y a tout de même pas de sanction inscrite dans la loi.

— Pardon ! lecteur, le texte est beaucoup plus méchant que votre premier regard ne le voit. La vipère sommeille dans les herbes. Lisez à tête reposée ce bel article 4, chef-d'œuvre d'hypocrisie, et appréciez la morsure :

« Art. 4. — Lorsque le père ou le soutien du pupille est mort ou réduit à l'incapacité totale de gagner sa vie, *la nation assume la charge, PARTIELLE OU TOTALE, de l'entretien matériel et de l'éducation nécessaires au développement normal du pupille dans le cas d'insuffisance de ressources de la famille* ».

Que dis je, une vipère ! c'est tout un nid de ces reptiles.

Que ce texte soit voté, vous voyez ce que devient la France après la guerre ? Il y aura dans chaque département un office qui distribuera les deniers publics à chaque famille (ou à chaque œuvre) ayant recueilli un ou plusieurs pupilles. Il les distribuera suivant que le délégué communal du préfet, personnage chargé de triturer les élections, aura jugé que telle famille a « une fortune suffisante » ou que tel enfant a besoin pour « son développement normal » de bourses et d'allocations pendant de longues années... Malheur à qui vote mal !

Voyons clair et parlons net. Il ne faut pas que l'Etat se réserve la faculté de brimer les familles rebelles à ses indications électorales, ou bien d'acheter par ses faveurs la conscience des familles pauvres.

Au lieu de laisser à l'arbitraire de l'office départemental le droit de désigner ceux des orphelins qui poursui-

vront leurs études avec des bourses, la loi devra fixer quels examens subis victorieusement donneront aux orphelins un droit absolu à la bourse. Je dis un droit absolu, *ipso facto*, du fait seul de l'examen subi, et quelle que soit la situation de fortune. Si la loi s'y refuse, elle livrera toutes les familles au bon plaisir de l'office départemental, c'est-à-dire du préfet, c'est-à-dire des délégués communaux ou électoraux.

En Angleterre, les familles des engagés, même millionnaires, ont droit à l'allocation. Il n'y a pas d'autre moyen d'éviter les injustices. Vous dites qu'en France, autour des allocations, il n'y a pas eu d'injustice ? Plaise au ciel ! Mais contentons-nous de dire qu'il y a eu, çà et là, des apparences d'injustice et qu'elles furent funestes au moral des populations dans certaines régions.

Je voudrais que l'Etat donnât à tous les enfants, sans débattre s'ils ont ou non des ressources. C'est une dette nationale que la France a contractée. Va-t-elle la refuser à un enfant parce que le délégué cantonal le déclare de famille aisée ? Les riches seraient incités, par leur sentiment propre et par l'opinion publique, à renoncer à toucher, mais je ne veux pas qu'un personnage politique ait le droit de contester ce qui est dû aux héros.

L'Etat devrait donner, les départements et les communes devraient être autorisés à donner à tous les pupilles de la nation des secours s'ajoutant aux pensions et proportionnels à ces pensions. Puis, à ceux de ces enfants qui auraient subi avec succès certains examens, des bourses ou allocations supplémentaires seraient acquises de plein droit.

Voilà pour les enfants de la guerre qui ont des familles. Quant aux autres, je les vois aller aux gré des parents survivants ou des tuteurs, dans des œuvres privées, soutenues par les souscriptions privées et par les subventions officielles, au prorata des orphelins qu'elles ont recueillis.

Je ne fais là qu'enregistrer ce qui existe déjà ; je me borne à demander que l'on codifie ce que depuis le début de la guerre nous voyons tout spontanément s'organiser sous nos yeux.

C'est sur cette méthode que l'on distribue aux œuvres d'orphelins, régulièrement et sans distinction d'opinion, les sommes qui furent recueillies l'an dernier par la *Journée des Orphelins*. Nos lecteurs veulent peut-être bien se rappeler qu'ayant pris en main, d'accord avec eux, cette juste cause, nous avons obtenu que la distribution de ce trésor de la générosité patriotique fut faite par le *Secours national*. Ce comité d'union parfaite procède avec beaucoup de tact aux contrôles nécessaires, et tous les partis se déclarent satisfaits. Pourquoi ne prolongerait-on pas le *Comité du Secours national* dans ses fonctions ?

Qu'il soit chargé de la protection des orphelins ! Qu'il soit invité à susciter des filiales dans tous les départements, et que formées à sa ressemblance, celles-ci fonctionnent sous sa direction ! Nous le demandions dans notre article du 16 mars, d'accord certainement avec d'excellents esprits de tous les partis. Deux éminents juristes, MM. les sénateurs de Lamarzelle et Larère viennent de déposer à cet effet un amendement. *L'Echo* l'a publié. Je rappelle son article 3 : « *Le Comité du Secours national* siégeant à Paris est constitué représentant et protecteur des pupilles de la nation... » C'est confirmer une situation de fait. A quel propos imaginerait-on de déposséder cette belle institution où chaque Français trouve un homme en qui il a confiance ? *Le Secours national* a beaucoup fait durant la guerre pour la paix des esprits. Je supplie les sénateurs de réclamer les raisons de la commission, si elle en a, inlassablement.

Il est impossible que la commission et le gouvernement s'obstinent à faire du préfet le centre et le maître de ces offices départementaux qui vont posséder demain dans la

France entière une si prodigieuse puissance. Donner à cet agent électoral la disposition des millions que chaque année, durant une vingtaine d'années, on va distribuer, ce n'est pas bien ; lui confier la « direction » morale d'une élite de quatorze cent mille enfants, c'est inadmissible. A s'entêter, le gouvernement briserait l'union sacrée au Parlement.

Si le gouvernement et les parlementaires ne veulent pas nous donner satisfaction, s'ils s'entêtent à tirer de cette grande loi de générosité, de gratitude et de justice, un avantage électoral, eh bien ! au moins qu'ils ajournent le scandale ! Qu'ils ajournent de manquer à la justice et à la déférence envers les familles en deuil. Par de tels débats dans une telle heure ! Attendons que les combattants reviennent, écoutent et donnent leur avis. Pour reprendre un mot prononcé par Lintilhac dès la première séance, un mot que Viviani, lui aussi, a retenu : si vous ne voulez pas tenir compte du *veto* que justement nous mettons à un embauchage électoral des orphelins héroïques, « fermons ce dossier et renvoyons la discussion du projet après la guerre ».

A défaut d'une entente, le silence !

P.-S. — Un bataillon de chasseurs qui sous les ordres du lieutenant-colonel Driant vient de se couvrir de gloire au bois des Caures, est en train de se reconstituer et de se reposer.

Ces héros aimeraient avoir une fanfare. Les instrumentistes existent, mais non les instruments, que le règlement ne prévoit d'ailleurs pas. Leur chef nous les demande au nom de Driant. C'est dire que sans délai nous devons les leur offrir.

XIX

LA KULTUR EN ORIENT

23 mars 1916.

En 1914, à la veille de la guerre, je faisais un voyage d'étude en Asie-Mineure et j'y visitais les établissements français d'instruction. Dans le même temps, le général Dolot s'en allait jusqu'à Mossoul, Bagdad, Kerbela, puis Petra, et vous devinez quel accueil nos religieux et leurs jeunes élèves faisaient au grand chef français qu'ils sollicitaient d'entrer dans leurs classes au chant de la *Marseillaise*. Aujourd'hui, sous ce titre qui donne l'esprit de son livre, *l'Influence française en Mésopotamie*¹, le général Dolot publie le récit charmant et fidèle de ses journées de route. J'éprouve un grand plaisir à confronter nos impressions. Elles s'accordent. Le général est allé dans le royaume des Dominicains, au pays de Ninive et de Babylone, et moi, d'Adana à Beyrouth, j'ai traversé le royaume des Jésuites ; d'un côté comme de l'autre, en 1914, nous avons rencontré d'innombrables sympathies. Même les fonctionnaires de tous grades, obéissant à leur instinct et aux ordres qu'ils avaient reçus de Constantinople, ont été infiniment aimables et attentifs à mon endroit. Ne poussèrent-ils pas la courtoisie jusqu'à refaire dans la montagne certaines pistes que je devais suivre ! Et puis, à chaque pas, le général et moi nous rencontrions des hommes de loi, des médecins, des pharmaciens sortis de l'Université de Beyrouth et une multitude d'élèves formés par les Lazaristes, les Assomptionnistes, toute une élite acquise à la France.

1. Édité par le *Bulletin de la Société de géographie*.

Je rentrai à Paris, plein de gratitude pour ces religieux et pour leurs émules de la mission laïque, dont l'effort nous conquiert ainsi par milliers les cœurs et les esprits. Plein de gratitude, dis-je, mais fort inquiet ! Je venais de voir qu'à la suite de la loi de séparation, et faute de pouvoir recruter des maîtres en France, ces maisons d'éducation allaient très vite se fermer ou passer aux mains de religieux non Français.

Il fallait avertir l'opinion et développer un courant qui persuadât le Parlement de régler la question en se plaçant au seul point de vue de l'intérêt français. A peine rentré à Paris, je commençai sur le terrain patriotique une campagne, dont le premier acte fut un banquet présidé par Louis Barthou. Le général Dolot, comme il le rappelle dans son livre, me donna son précieux appui. J'eus l'occasion de pressentir Jaurès.

Jaurès, dès mon retour à la Chambre, m'avait interrogé sur ce que j'avais vu au cours de mon voyage.

— Les Allemands, lui dis-je, sont en train de mener avec une prodigieuse vigueur la conquête économique de l'Empire ottoman. Leur chemin de fer de Bagdad leur donne une supériorité matérielle certaine. Heureusement nous sommes les maîtres de la langue. Aucun Oriental ne sait l'allemand. Il faut que les Allemands eux-mêmes acceptent de parler français ; sur leurs lignes, tous leurs employés sont des élèves de nos religieux français, et par là des clients de la France. C'est une situation paradoxale, incertaine, mais qu'il faut à tout prix, n'est-ce pas, prolonger. Pourquoi n'aideriez-vous pas à sauver ces maisons d'enseignement ? Je ne vous propose rien qui puisse desservir votre cause. Au contraire. Les religieux, en donnant notre langue à tous ces peuples de l'Orient, leur mettent une clef dans la main. Les jeunes Syriens me l'ont dit expressément : Quand nous sortons de chez les Pères, nous savons que les livres existent, nous puisons selon notre goût dans votre pensée française.

Tenez, monsieur Jaurès, une après-midi, à Hama, qui est l'antique Hamath de la Bible, j'ai longuement causé sur le bord de l'Oronte avec des Arabes chrétiens, employés au chemin de fer, qui me posaient des questions sur Renan. Et la franc-maçonnerie, me dit-on, a d'innombrables adeptes en Orient.

Ainsi je tentais honnêtement Jaurès ; je lui mettais sous les yeux des gâteaux de miel pour l'amener à soutenir ou du moins à ne pas gêner ma campagne. Mais il secouait la tête :

— Celui, disait-il, qui possède la prééminence économique doit nécessairement prendre la direction de la culture.

Et tout en se réservant d'étudier la question, il penchait à nier qu'il y eût un intérêt vrai et vivant pour la France à prolonger ses efforts sur un terrain qui échappait à son activité commerciale.

Je n'ai pas besoin de dire que je n'accepte pas le fatalisme économique de Jaurès et ses conseils d'inertie. Mais c'est vrai. L'esprit allemand qui rayonnait des locomotives de Bagdad était destiné à nuire terriblement à l'influence française de nos écoles, et la guerre va heureusement clarifier tout cela. Sur tous nos champs de bataille, fût-ce dans la boue de la Woëvre et sur les côtes de Meuse, ce qui est en train de se régler, parmi trente-six autres questions, c'est le sort de notre domination spirituelle et de notre langue en Orient.

Les Allemands ont bien cru qu'ils allaient anéantir là-bas notre antique influence. A cette minute encore, bien qu'ils doivent renoncer à leur marche triomphale vers l'Égypte et les Indes, ils envoient, disent leurs journaux, des professeurs dans les écoles d'Anatolie, de Syrie, de Mésopotamie, d'où ils ont chassé nos maîtres. Ils y font enseigner leur langue à côté de la nôtre qu'ils n'osent pas bannir immédiatement. Les voilà partis pour « la régénération matérielle et morale » de la Turquie. Écoutez-les, ils feront une synthèse entre la vieille for-

nation orientale, telle qu'elle s'est perpétuée à travers les siècles, et l'esprit scientifique, le tout combiné avec l'ardeur au travail de l'Europe moderne. L'autre jour, dans la *Kœlnische Zeitung*, l'orientaliste Henri Becker a fait un large exposé du programme :

« Dans la civilisation musulmane du moyen âge, dit-il, on peut découvrir une fusion entre les conceptions helléniques et certaines conceptions religieuses, morales et physiques de l'Islam. C'est de cette combinaison qu'est sortie cette indolence que domine l'idée du mérite de la contemplation. Ces conceptions musulmanes ont été modifiées dans les dernières années sous l'influence de l'esprit européen, particulièrement de l'esprit français. Mais on s'est souvent contenté d'apparences. On a pris les modes françaises, l'amour de la vie facile des Français, un certain goût littéraire français, une manière de poser les questions analogues à celle de la presse française et la philosophie superficielle du positivisme. Le danger pour les Orientaux c'est de s'en tenir à cette façon si superficielle de la culture européenne. On peut dire qu'une alternative se pose maintenant : ou bien l'influence européenne continuera d'agir comme elle l'a fait jusqu'ici, sans système, ce qui se borne à recouvrir les conceptions orientales d'un vernis de civilisation européenne ; ou bien il faudra faire aboutir un effort conscient et net appuyé sur un programme précis qu'acceptera la Turquie, qui a maintenant tant de confiance dans l'Allemagne. Il faut, pour faire réussir cette seconde alternative, transformer l'éducation du peuple turc dans le sens germanique. L'instituteur allemand doit travailler la main dans la main avec l'oriental ; c'est à l'instituteur allemand qu'il appartient de développer la civilisation orientale. »

Le morceau est un peu nuageux, à l'allemande, mais il est curieux. L'État allemand sait ce qu'il y a d'important dans le monde, et tandis que des particuliers français, malgré d'immenses efforts, ne parvenaient pas à

obtenir que nos dirigeants maintinssent en Orient nos anciennes positions, le gouvernement impérial, poursuivant avec ampleur et énergie une politique mondiale, s'imposait à Constantinople.

Il s'imposait avec une audace et une brutalité prodigieuses. Certes les Arabes et les Turcs qui traitaient deux voyageurs français avec tant de courtoisie et de sympathie en mai, juin, juillet 1914, ne méditaient pas de faire la guerre pour le compte du Kaiser à l'Angleterre et à la France. Le plus grand nombre d'entre eux, au moins dans le pays arabe, profondément persuadés que les Jeunes-Turcs étaient décidément impuissants à établir des routes, à assurer une répartition équitable des impôts et à garantir la sécurité, souhaitaient, attendaient avec impatience que la France ou l'Angleterre vint enfin leur donner leur libre respiration. Et cependant nul de nous ne désirait hâter la liquidation de l'Empire ottoman. Déchirer la robe de l'Asie, tailler dans cette étoffe bigarrée et recoudre, quelle responsabilité ! Les plus audacieux, en France, en Angleterre, souhaitaient simplement de trouver quelque Turc qui voulût bien écouter de sages conseils, et d'une manière à peu près raisonnable adoucir et régler la vie dans les anciens cadres ! Hélas ! il n'y a plus de Turcs, plus rien que la Loge de Salonique tombée sous la domination allemande.

Ainsi les Orientaux se trouvèrent soudain, à leur grande stupeur, précipités dans cette guerre atroce. Pour débiter, ils ont éprouvé ce que vaut exactement la Kultur ; elle étale sous leurs yeux ses leçons de froide férocité ; ils peuvent dans leur conscience la comparer avec la douce morale chrétienne et chevaleresque qu'enseignaient à leurs enfants nos maîtres français, religieux ou laïques.

Si la victoire, ce qui désormais est impossible, devait favoriser les Allemands, ils se chargeraient de faire comprendre d'une manière encore plus complète aux Turcs et aux Arabes que la douceur et la bonté ne sont que fai-

blesse et impuissance et qu'un peuple qui possède la culture complète doit être obéi et servi, comme un Dieu porteur de la foudre, par les nations à demi-cultivées.

J'ai vu les eaux de l'Euphrate encore toutes limoneuses du remous qu'y avaient produit les ouvriers indigènes précipités, noyés sans autre forme de procès par les ingénieurs allemands à qui ces pauvres diables réclamaient leur salaire. Si les choses se passaient ainsi avant la guerre, dans la période de diplomatie et quand l'amabilité pouvait encore avoir de l'efficacité, qu'est-ce que les Orientaux doivent prendre, aujourd'hui qu'ils se sont livrés, pieds et poings liés, à la terrible bête de guerre qu'est le sous-officier boche ?

A cette heure, on doit regretter là bas les paisibles moines français ou les maîtres de la mission laïque, les uns et les autres désireux de plaire et attardés dans « ces vieux concepts d'humanité et de politesse qui sont le stigmate des nations dégénérées... » Heureusement, « les dégénérés » sont en train de briser la force allemande et de sauver la liberté, voire la bonté dans le monde ! Et parmi eux se trouvent beaucoup des excellentes gens qui nous ont fait un si bel accueil en Orient, il y a deux ans. Ils se battent pour la patrie, mais en même temps pour ces Orientaux qui ont trahi leurs propres intérêts en trahissant la vieille amitié de la France.

XX

LES « ULTIMA VERBA » DE GUILLAUME I^r

26 mars 1916.

Les sur-hommes d'Allemagne, sentant que la minute approchait où la respiration leur allait manquer au

milieu des ennemis qui les encerclent, avait décidé de terminer immédiatement cette guerre par un triple effort colossal. Qui donc allait pouvoir résister au sur-zeppelin ou au sur-sous-marin et à la sur-méthode ? Tout ce qu'a produit de plus terrible l'art militaire depuis août 1914, le génie allemand l'avait saisi dans la fournaise des batailles pour le repenser, pour le repétrir, et comme un ouvrier verrier *cueille* une masse de verre en fusion et la souffle et lui donne une forme, le sur-homme prétendait opérer sur la substance même de cette guerre un véritable modelage.

Depuis six mois, dans ses laboratoires, le sur-homme calculait et forgeait. Au 1^{er} mars, des sous-marins géants briseraient tout jusqu'à New-York, des zeppelins géants anéantiraient les fabriques d'armes et de munitions, toutes les industries de guerre de la Grande-Bretagne, et sur un point librement choisi du front français, le grand état-major allemand allait prouver par une démonstration foudroyante qu'il possédait la méthode décisive de rupture.

« Vous nous avez vus en Russie et en Serbie ; nous allons faire mieux. Vous avez vu ce que le génie français a réalisé imparfaitement en Champagne ; c'était une conception intéressante ; nous l'avons mise au point : de l'univers jugera et se courbera... »

Ainsi parlait l'Allemagne, et pourquoi nier l'anxiété de l'univers ? Ce fut ici le titre de l'un de mes articles. Il semblait que la terre tremblât sous le poids de cette artillerie qui se massait. La terre, mais non le cœur des soldats de Verdun.

L'heure vint pour le sur-homme de passer des vantardises à l'action. Le sur-zeppelin ? Une machine à activer la mobilisation anglaise. Le sur-sous-marin ? Un mystère où l'on ne voit de clair que la disgrâce de l'amiral von Tirpitz. La sur-méthode d'offensive ? La disgrâce du général von Haeseler, vieux conseiller du jeune Kronprinz.

La discorde est dans les conseils du Kaiser, qui se venge de ses déceptions sur ses grands serviteurs.

Dès le 16 mars, du milieu de la bataille, un chef, nous écrivait : « Je crois que cette longue attaque où ils nous font face à chaque point du vaste demi cercle, est maintenant une faillite, quoi qu'il en advienne par la suite... Voilà bientôt un mois de passé depuis le 21 février et nous sommes loin de l'entrée triomphale promise par le Kronprinz, comme nous le disent ses déserteurs, pour le 1^{er} mars, puis pour le 8 mars... Il nous faut dès cette heure enregistrer ce succès et bien établir aux yeux des spectateurs européens que l'offensive quoi qu'il en arrive par la suite, a d'ores et déjà avorté ; car on ne prouve sa force qu'en la prouvant avec rapidité... »

Vous suivez le raisonnement ? Le grand état-major allemand voulait dire aux Alliés, à la face de l'Europe : « Je suis le maître de la situation. Pourquoi vous obstinez-vous ? Chaque fois qu'il me plaira de porter mon effort sur quelque point que ce soit, je vous briserai. Donc soumettez-vous... »

La nuit de la fête de l'empereur, au long du front allemand, d'espace en espace, une voix s'élevait : « Pauvre petit pioupiou français, victime des Anglais tu te fais bravement tuer sans espoir... » Et au milieu des injures, des lazzis et des coups de fusil sortis de nos lignes, l'Allemand, du fond de son trou, se reprenait infatigablement à crier dans le porte-voix son boniment : « Pauvre petit pioupiou, tu m'injures, mais tu m'écoutes... Ton courage n'empêche pas que tu es le plus faible. »

Restait à le prouver. La démonstration a raté. Ils avaient mesuré la puissance du choc et de la résistance, calculé tout ce qui se chiffre. L'âme leur échappait. Ils n'avaient su apprécier ni le génie inventif, ni l'esprit de sacrifice des fils de France. Je continue la lettre du chef que j'ai cité plus haut : « Quelques dures que soient les

jours qui se succèdent ici (à Verdun), on voit s'y affirmer d'une façon toujours plus merveilleuse l'extraordinaire et inattendue résistance collective de la race... »

Inattendue résistance collective de la race ! Que ces quatre mots sont pleins ! C'est un soldat, dont la vie fut toute consacrée à l'armée, qui parle ainsi d'*inattendu*, et si un tel homme fut surpris par le génie et la vaillance de ses compagnons d'armes, on s'explique l'erreur psychologique des Allemands. Ce soldat toutefois admire plus qu'il ne s'étonne ; il se rend compte du « miracle ». Une force collective, aussi ancienne que notre sang et qui tient à la nature même de nos grandes provinces militaires, se dégage d'une troupe française, quand l'héroïsme l'enflamme, et vient animer les cerveaux et les cœurs. Des puissances physiques et spirituelles, aux grands heures de la race, apparaissent.

Connaissez-vous un texte superbe de Napoléon ? « Achille était fils d'une déesse et d'un mortel. *C'est l'image du génie de la guerre.* La partie divine, c'est tout ce qui dérive des considérations morales, du caractère, du talent, de l'intérêt de votre adversaire, de l'opinion, de l'esprit du soldat qui est fort et vainqueur, faible et battu, selon qu'il croit l'être. La partie terrestre, ce sont les armes, les retranchements, les positions, les ordres de bataille, tout ce qui tient à la combinaison des choses matérielles. » (*Commentaires de Napoléon*, t. VI.)

La partie divine, au cours de cette guerre, nous est départie avec surabondance. Ne cessons pas de nous appliquer aux parties terrestres. Si seulement on avait apporté partout une constance égale aux travaux monotones, aux organisations nécessaires, si on nous avait donné ou préparé la profondeur, cela, partout, c'eût été la porte fermée partout. Mais confiance : même à une porte secouée les soldats français savent mettre de nouveaux gonds.

La bataille de Verdun, aux yeux des Allemands,

devait avoir une valeur d'enseignement universel. Nous l'acceptons comme telle. Qu'elle garde ce caractère de grande leçon. Elle devait prouver que les Boches pouvaient nous imposer leur volonté. Elle prouve qu'ils ne nous l'imposent pas.

Verdun n'est qu'une expression géographique. L'objet de l'effort, pour qui sait voir, n'est pas Verdun, qui dans cette guerre ne vaut pas plus que Saint-Mihiel ou que Pont-à-Mousson. L'objet de l'effort, c'est de démontrer que le choc allemand est irrésistible. Eh bien ! la cause est entendue. Tout l'univers avec une stupeur (tels étaient ses préjugés) et peu à peu avec une joie unanime de délivrance comprend que la Bête ne vaut plus. Quand même la Bête, dans ses soubresauts désespérés, atteindrait la ville, elle a payé trop cher, et même beaucoup d'Allemands voient bien l'effroyable désastre de verser une telle abondance de sang pour quelques pas qui ne décident rien.

En date du 16 mars, le chef qui m'écrivait terminait sa lettre en redoublant son raisonnement : « D'ores et déjà, c'est un ratage, car voilà bientôt un mois que les séances sont commencées et toute force qui ne s'accompagne pas de rapidité perd toute valeur de manifestation ».

Aujourd'hui, la parole du généralissime s'élève : « L'Allemagne, dit-il escomptait le succès de *cet effort qu'elle croyait irrésistible*. Elle espérait que la prise de Verdun *convaincrait les pays neutres de la supériorité allemande*. » Ainsi le grand chef formule tout le raisonnement que nous développons.

Là-dessus qu'il nous soit permis de faire en passant une réflexion. Comment un ordre du jour du général Joffre nous parvient-il d'une manière indirecte par la lettre d'un combattant publiée dans un journal ? La *Liberté* doit être remerciée d'avoir mis cette page sous les yeux de tous les hommes dans l'univers qui savent lire, mais il est pénible, à notre avis, qu'un tel document, précieux, grandiose et salutaire, ne nous soit pas pré-

senté officiellement et comme la plus haute parole que la France demande d'entendre.

Je suis sûr de connaître une des pensées qui hante à cette heure le Kaiser. Depuis le début de la guerre, je pense chaque jour à un fait authentique dont mes lecteurs ne manqueront pas d'être frappés.

Le prince de Bülow a dit un jour à Adrien Hébrard : « Je vais vous raconter une chose que m'a dite l'empereur et que je n'ai jamais répétée à personne. L'Empereur m'a dit que son grand-père le grand Empereur, à son lit de mort, lui avait fait une solennelle déclaration dans les termes suivants :

« Sache et souviens-toi toujours que *les conditions dans lesquelles nous nous sommes trouvés en 1870 ne se reproduiront peut-être jamais. C'est un vrai miracle que nous ayons pu vaincre la France* ».

Le vaincu de Verdun, certainement, dans ces longues journées où le sang de son armée s'épuise, tandis que s'arment les Russes et les Anglais, voit au fond de sa conscience en lettres de feu les *ultima verba* qu'il a méprisées de l'aïeul.

XX (bis)

M. ALEXIS DELAIRE,

HISTORIEN DE LA RIVE GAUCHE DU RHIN

In Memoriam.

26 mars 1918.

M. Alexis Delaire, ancien élève de l'École polytechnique, qui fut pendant vingt-deux ans le secrétaire général de la Société d'économie sociale et des Unions

de la paix sociale, les deux groupes d'études et d'action fondés par Le Play, vient de mourir dans sa quatre-vingtième année.

Avec la plus belle lucidité et la plus ardente passion pour le bien de la France, il a travaillé jusqu'à la suprême minute.

Ayant voué sa vie à l'examen des problèmes sociaux, il l'a terminée dans la méditation de cette guerre. A quelles conditions la paix pourra-t-elle renaître dans un nouvel équilibre européen? Quelles garanties exigerons nous pour protéger l'avenir contre le retour de pareilles atrocités? Là-dessus, en 400 pages, l'éminent disciple et continuateur de F. Le Play ramasse le fruit de ses enquêtes et de ses méditations, je puis dire son expérience totale. Et voici qu'il meurt après avoir corrigé les épreuves de son livre.

Au lendemain de la victoire, ainsi a-t-il intitulé ce magnifique testament. Je recommande aux patriotes un tel livre plein de vues sur la destruction de l'impérialisme allemand, sur la province rhénane, sur les enseignements de la guerre. (Nouvelle Librairie nationale, 11, rue de Médicis.)

XXI

UN CAPORAL, DOCTEUR ÈS LETTRES, MÉDITE DANS LA TRANCHÉE

LA MORT D'AMÉDÉE GUIARD

In Memoriam.

27 mars 1916.

« Chaque fois que j'ai fait lire les lettres de mon fils, j'ai constaté un regain de courage et d'espérance. Comment douter d'un pays qui compte de tels enfants ? »

Ainsi parlait une mère en deuil, et sa parole était vraie. C'est ce point de vue que je prends pour écrire sur les écrivains morts au champ d'honneur et pour puiser dans leurs carnets de guerre. Je ne crois pas, en faisant, m'éloigner de l'utilité immédiate. Quand nous leur apportons notre hommage, nous continuons notre tâche patriotique; nous peignons la plus haute vie morale de ces terribles années. Je n'apporte sur eux rien de complet, de rond, de total; plus tard on aura cette piété attentive; je profite de mes moyens d'information pour dire: « accourez, ici est un grand mort, et je verse immédiatement dans la circulation des idées le sublime que des confidences ont mis à ma disposition.

Voulez-vous aujourd'hui quelques notes exactes sur Amédée Guiard, docteur ès-lettres, écrivain brillant et savant, mobilisé dans la réserve de la territoriale, qui d'abord garde-voie voulut partir au front et mourut pour la France à quarante-quatre ans, le 25 septembre 1915, à Neuville-Saint-Vaast¹.

1. Voici dans quels termes, Amédée Guiard a été mis à l'ordre de l'armée.

EXTRAIT DE L'ORDRE DE CITATIONS N° 99.

Le général Deprez, commandant le détachement d'armée de Lorraine cite à l'Ordre de l'Armée :

Le caporal GUIARD, Amédée, matricule 10.712, du 405^e régiment d'infanterie.

« Gradé territorial de la plus haute valeur morale, venu au front sur sa demande, modèle des vertus militaires, inspirant à tous le courage, le devoir et le dévouement. Blessé le 28 septembre 1915 au début de l'attaque du Bois de la Folie, n'a pas voulu être évacué et, après un pansement sommaire, a trouvé une mort glorieuse en rejoignant immédiatement son escouade ».

Q. G., le 14 avril 1916.

Le général commandant le D. A. L.
signé : DEPREZ

P. A. Le chef d'État-Major :
signé : DAUGAN

De la tranchée il m'avait écrit pour me recommander la mémoire d'un autre écrivain, glorieusement tombé, son ami Henry du Roure, et maintenant c'est un de ses amis, M. Léonard Constant, professeur de philosophie à Pau, qui va m'aider à fixer sa figure. Quelle chaîne émouvante d'amitiés ! Des lumières surgissent de tous les coins de la France, qui nous font voir un nouveau monde intérieur et les parties les plus profondes de l'âme.

« J'ai fait la connaissance d'Amédée Guiard, m'écrit M. Léonard Constant, au Sillon, parmi les amis de Marc Sangnier, au côté d'Henry du Roure, voici de cela douze ans. Je le revois toujours, tel que je l'ai rencontré cette première fois, dans l'île Saint-Louis. Il conduisait avec Gabriel et François Laurentie une caravane de promeneurs, avides d'apprendre l'histoire de leur vieux Paris en découvrant nos musées, nos églises, nos vieux hôtels. Son érudition était très vaste et très sûre, mais son aisance à s'en servir plus étonnante encore. Le moins pédant et le moins pontifiant des hommes, il était une histoire et une anthologie vivantes et plaisantes, consacrées au culte du passé français. Au Sillon et dans nos milieux populaires de jeunes catholiques républicains, sa conversation, ses conférences toujours illustrées d'images saisissantes jouaient un peu le rôle que tiennent dans les lycées et collèges de France les beaux manuels d'histoire d'Albert Malet, — Albert Malet, professeur à Louis-le-Grand, un de nos maîtres les plus aimés, qui était devenu en ces dernières années, à la Jeune République notre camarade de combat et qui est tombé, lui aussi, au champ d'honneur, après avoir prophétisé dès 1912, dans une conférence sur la Serbie, la grande guerre de revanche où il devait mourir... »

Je recopie ce texte et j'y trouve avec émotion tous ces beaux noms d'hommes d'étude morts pour la France. Henry du Roure, Albert Malet, les deux frères Laurentie.

C'est une occasion de maintenir notre regard sur ce milieu du *Sillon*, cénacle à la fois religieux et politique, où des âmes se formèrent. Ecoutez l'un de ces jeunes philosophes nous parler sur la tombe de ses amis.

Avant de se jeter dans la mêlée des idées sociales et des partis politiques, le *Sillon* avait été un mouvement et une méthode d'éducation populaire. Fidèle jusqu'au bout à sa vieille amitié pour Marc Sangnier, Guiard est surtout resté l'homme de cette première activité sociale. Il fut longtemps précepteur, puis en dernier lieu professeur à l'école Sainte Croix de Neuilly, celle-là même où le jeune et charmant André Lafon, mort lui aussi pour la France, était maître répétiteur. L'enseignement était son gagne pain, sa vocation, son apostolat. Quand il en avait fini avec ses élèves, il enseignait dans les cercles d'études, dans les Instituts populaires, dans les journaux, les revues et les almanachs sillonistes. Contes, récits, dialogues comiques, il a écrit énormément, par petits bouts, au jour le jour, monnayant son savoir et ses inventions pittoresques, aussi étranger qu'il est possible à la vanité littéraire et même à l'ambition de construire une œuvre.

Pourtant il connaissait la mission des dignes écrivains ; dans son apparente dispersion, il ne crut jamais que la poésie fût un jeu, et même il étudia théoriquement « la *Fonction du poète* ». Sous ce titre, il a consacré à Victor Hugo un ouvrage où il étudie la haute idée que ce génie osa se faire de son rôle et les défaillances qui l'empêchèrent de réaliser, dans son cœur trop pareil aux nôtres, ce qu'avait su concevoir sa splendide imagination. Il a compris de quelle manière, par quelles fautes intérieures Hugo a échoué dans sa mission. A quel moment, ce grand poète a-t-il commis le péché contre le Saint-Esprit ? Et l'a-t-il commis ? C'est un sujet royal.

La *Fonction du poète* est l'une des deux thèses de doctorat que Guiard soutint en Sorbonne. La seconde est

consacrée à *Victor Hugo et Virgile* ; il y dénombre les passages multipliés où le poète de la *Légende des Siècles* s'inspire de l'*Enéide* et surtout des *Bucoliques* et des *Géorgiques*. C'est une recherche d'un grand goût, qui devait tenter un humaniste, et que l'on aimerait qu'un disciple de Mistral vint à son tour enrichir des échos que le pâtre de Maillane donne au pâtre de Mantoue. Je viens d'ouvrir ce bel ouvrage et je rêve des jours d'été, après la guerre, quand je pourrais me promener avec ce livre plein de songes aux bords de la Moselle, où le petit Claude Gellée menait paître ses bêtes, non loin de la maison familiale des aïeux de Victor Hugo.

Parfois Guiard tourna du côté du théâtre ses curiosités érudites et précieuses. Il a tiré des vieux textes du moyen âge un *Mystère de Saint Denis*, pour le faire jouer avec grand succès au profit d'un institut populaire endetté. Mais satisfait, me disent ses amis, des quatre ou cinq mille francs que son adaptation rapporta, il ne voulut jamais en recopier proprement les brouillons. Du moins les curieux pourront-ils se procurer de beaux fragments de la tragédie d'Euripide, *Ion*, et encore des *Oiseaux*, d'Aristophane, qu'il traduisit pour les élèves de Sainte-Croix. Il avait la passion de la littérature grecque. C'est sous sa direction que fut représentée, dans le même collège, l'*Iphigénie* de Jean Moréas.

Je me rappelle cette après-midi à laquelle j'assistais, ne sachant rien d'Amédée Guiard, fort étonné de l'initiative et de la réussite, et cherchant avec admiration par quel concours de circonstances ce bel hommage posthume était rendu à mon cher ami Moréas. Le professeur de dessin, un jeune élève de Cormon, M. Boismard, avait composé pour le programme une figure d'une simplicité tout antique, naïve et délicieuse. M. Boismard, lui aussi, vient de mourir au champ d'honneur. Il y avait dans l'assistance, le charmant André Lafon, mort, lui aussi, pour la France.

André Lafon était maître répétiteur à Sainte-Croix, au côté du professeur Amédée Guiard. Il est curieux que du même collège soient sortis les deux romans les plus vrais et les plus touchants qui, depuis Dickens et Daudet, nous aient raconté les misères ou les scrupules des enfants délicats dans les internats. Dans le temps où André Lafon publiait *l'Elève Gilles*, Amédée Guiard écrivait *Antone Ramon*, qui est une étude sur le mystère de l'adolescence, une œuvre que seul pouvait donner un homme qui a gardé sous sa vieille expérience de professeur, un cœur jeune, une âme pure d'enfant et un peu la gaminerie d'un potache.

Sur ce dernier point, tous les amis de Guiard insistent. Le *Bulletin de Sainte Croix*, dans la belle page de *Requiem* qu'il lui consacre, nous parle de ses austérités, puis ajoute : « C'était un vrai moine dans le monde ; mais cette partie de lui-même se dissimulait : la gaieté et l'originalité de ses saillies amusaient ses auditeurs, élèves ou collègues, qui ne se doutaient pas toujours qu'elles sortaient d'un sol labouré par la mortification. » Et Léonard Constant nous définit la verve « bonne enfant » de Guiard, « faite surtout de ses souvenirs et de son imagination, qui savait établir les rapprochements les plus inattendus et les plus amusants. Mais peut être Guiard souffrait-il parfois d'être un peu trop considéré comme le poète comique de notre petit monde, car il avait une âme profonde et tendre. »

Le lecteur trouve peut-être que je m'attarde dans des explications minutieuses sur des hommes qu'il ne connaît guère. Mais d'abord, ces hommes, nous les aimons et nous désirons les connaître, parce qu'ils sont morts pour la France, et puis nous allons maintenant, après ces préparations, voir dans un texte magnifique de quelle manière Guiard, quand il fit son sacrifice, tout en restant le même, s'était héroïsé. Une page, que nous n'oublierons jamais, va nous laisser reconnaître, sous

des habits de reine, cette verve, hier « bonne enfant », et cette imagination « qui savait établir entre ses inventions et ses souvenirs des rapports inattendus ».

J'ouvre pour vous le carnet de guerre d'Amédée Guiard, et j'y trouve, datée du 14 septembre 1915, c'est à dire de dix jours avant sa mort, une fresque digne des murs du Campo-Santo de Pise, une série d'images philosophiques et terribles sur la mort.

Gourbi du Pont.

Route de Béthune-Arras.

Ce matin je suis retourné à la sape 37. Jusqu'à 9 heures rien d'anormal, travail ordinaire de creusement, le 74^e en tête de la sape, le 405^e trente mètres en arrière, pour approfondir encore de 0,40 et élargir de 0,20. Le bombardement boche commence, d'abord lointain, puis plus rapproché, à droite et à gauche de la sape. Je vois arriver soudain T... la figure blanche, les yeux agrandis et un peu de sang aux pommettes comme les poitrinaires. Un obus a éclaté à deux mètres de lui et de B..., sur le parapet, sans blesser personne d'ailleurs. On attend un peu et on donne l'ordre de se remettre au travail, mais les hommes se font prier. On attend un peu et ils y vont. Soudain, les hommes du 74^e, accourent, les uns derrière les autres, affolés; l'un tient son bras et crie : « Mes mains, mes mains ! » ; l'autre a l'œil et toute la moitié de la figure en sang; le troisième geint en marchant courbé et en se plaignant des reins; un quatrième bêle, il a du sang aux lèvres, et aussitôt la nouvelle se répand : il y en a de tués.

Je remonte la sape avec deux hommes pour le cas où il y aurait des blessés gisants et abandonnés, et aussi mû par le désir de montrer un peu d'énergie, car les hommes ne veulent plus retourner à l'ouvrage.

J'arrive et je vois étendu sur sa toile de tente parmi les terres éboulée un cadavre déchiqueté, ssans tête, la poitrine arrachée montrant les poumons. Plus loin j'aperçois une

loque de chair, qui est peut-être un morceau de la tête, et en m'en allant, je bute presque sur une main exsangue ; c'est le bras qui a été violemment arraché. Je suis tellement ému qu'au lieu de me retrouver chrétien et de m'agenouiller, je m'en vais par une sorte de pudeur et d'horreur sacrée après avoir regardé s'il n'y avait pas un autre cadavre.

Et alors la même pensée m'obsède. Quelle brutalité que la mort ! Comme nous sommes loin des dénouements de drames. Shakespeare seul semble avoir entrevu cette facilité de mourir. Il nous montre Tybalt au début de Roméo provoquant en duel un ennemi de sa famille et mourant immédiatement ; on dirait une invraisemblance, cette idée qui germe, s'exécute, et aussitôt est châtiée. Il nous montre Cinna, le poète, se promenant le soir et brutalement tué par les vengeurs de César, qui l'ont confondu avec un homonyme meurtrier du dictateur. Il nous montre une châtelaine causant avec ses deux enfants, la conversation est insignifiante, et brusquement surgissent les officiers de Macbeth qui se jettent sur les enfants et les tuent. Toutes ces scènes et d'autres semblables me révoltaient par leur rapidité brutale. Hélas ! la mort vient bien ainsi. Un soldat va à la feuillée, il se baisse, un éclat d'obus le tue. Un autre se met au créneau, il déclare apercevoir les Boches, soudain il se retourne, pose son fusil et tombe ; il a une balle dans la tête. Un lieutenant sort de la sape, il veut envoyer les travailleurs, il reçoit trois balles dans la poitrine ; un autre regarde avec sa jumelle par-dessus la tranchée, on lui dit « prenez garde », il raille et tombe en poussant un soupir. C'est fini, et que de morts de même genre. C'est si simple de mourir que les soldats y font à peine attention. Alors je me rappelle la phrase de Notre Seigneur : « Je viendrai comme un voleur. Si le maître de la maison savait à quelle heure viendra le voleur, il veillerait. Mais il ne sait et ce sera la nuit, au chant du coq ou à l'aurore. Veillez donc et soyez prêt à toute heure. »

Et cette parole s'élève bien au-dessus de la pensée de Sha-

Shakespeare, qui nous compare à des personnages d'un drame, les uns ayant un petit rôle, les autres un grand. Les acteurs en effet ne peuvent que dire et faire ce qu'ils ont appris auparavant ; ils savent quel est leur rôle et quand il finit. Nous sommes des personnages plus indépendants à la fois et moins assujettis à un rôle. Nous savons le remplir ce rôle jusqu'au moment où il plaît au Créateur de nous rappeler hors de la scène, et sa voix est brusque ou au contraire douce et lente, et parfois il se laisse attendrir et nous laisse un repos, d'autres fois il nous réserve pour d'autres rôles puisque'il dit au bon serviteur : « Courage, bon et fidèle serviteur, puisque tu as été fidèle dans les petites choses, tu seras mis à la direction de plus grandes ». Il juge donc au fur et à mesure la fidélité de ses personnages, et raccourcit ou rallonge leur bout de rôle selon sa conception mystérieuse de notre utilité. Et cependant si grand qu'il nous paraisse, ce rôle, nous devons le considérer comme sans utilité, nous devons nous traiter nous-mêmes de serviteurs inutiles. O Créateur, ô dramaturge divin, vous connaissez vos créations, et vous savez de quoi elles sont capables. Leur disparition une à une ou en masse n'est pas l'effet du hasard, mais toutes ont leur valeur dans votre plan éternel...

Le morceau, commencé par un soldat qui note ce qu'il voit, continué par un grand lettré qui songe, se termine dans la prière du chrétien se haussant jusqu'à l'acceptation. Que ces étapes sont vraies et nobles ! Que c'est beau de suivre ce soulèvement d'une âme qui s'analyse et qui mesure la destinée humaine sereinement au milieu des horreurs.

Dix jours après, le 28 septembre 1915, à Neuville-Saint-Vaast, la compagnie de Guiard attendait dans la tranchée le signal de l'assaut. A cette minute, il fut atteint légèrement par un éclat d'obus. Il voulut rester avec les jeunes soldats de son escouade ; le lieutenant lui commanda d'aller se faire panser au poste de secours.

Bientôt la compagnie s'élança hors de la tranchée. Lui cependant, tout impatient, sitôt pansé, se hâta pour rejoindre ses camarades ; mais les Allemands exécutaient de formidables tirs de barrage, sous lesquels il disparut.

Amédée Guiard est inhumé au cimetière militaire de la ferme La Motte, au mont Saint-Eloi. Je ne doute pas qu'à l'Académie nous n'inscrivions sur nos listes de gloire ce vaillant homme de lettres qui a mené une vie de labeur et de dévouement, entre sa sœur et son frère, aujourd'hui aumônier militaire. Son œuvre est pleine d'éruditions précieuses, et son carnet de guerre contient des pages immortelles, propres, on vient de le voir, à donner la mesure de la grandeur française dans cette guerre.

Voici la bibliographie d'Amédée Guiard, telle que je puis l'établir provisoirement : *La Fonction du Poète* (étude sur Victor Hugo), chez Bloud et Gay, Paris, 3fr.50. — *Virgile et Victor Hugo*, Bloud et Gay, Paris, 7fr.50. — *Les Oiseaux*, comédie d'Aristophane (fragments traduits en vers), (hors commerce). — *Ion*, tragédie d'Euripide (hors commerce). — *Antone Ramon*, roman, 3fr.50, chez J. Duvivier, éditeur à Tourcoing. Enfin un *Carnet intime de guerre* (une brochure à 0 fr. 50 chez Bloud et Gay, Paris).

XXII

LES DÉVOUEMENTS OBSCURS

FRANÇOIS ET GABRIEL LAURENTIE¹

Soldats de la Territoriale.

In Memoriam.

29 mars 1916.

En dehors de l'armée active, point de salut ; c'était, chez nous, depuis quarante ans, la pensée dominante. Au Parlement, la question de l'organisation des réserves avait été souvent à l'ordre du jour ; on en avait beaucoup parlé, mais rien de plus ; pas un effort efficace pour obtenir les cadres nécessaires aux troupes qu'on mobiliserait le premier jour. Que diriez-vous d'un directeur d'usine embauchant des ouvriers et n'ayant aucun contremaître pour les diriger ? C'est dans cet état que nous fûmes surpris, le 2 août 1914. Nos troupes de troisième et quatrième ligne, territoriale et réserve de la territoriale, figuraient à l'annuaire ; mais, pour un certain nombre d'elles, c'était tout.

1. Quelques jours après que j'avais écrit cet article, un témoin, le Dr Legrain de Versailles m'écrivait : « J'ai eu la douleur d'aller chercher dans la tranchée mon pauvre ami Gabriel Laurentie, tué d'une balle au ventre, au milieu du réseau quand il revenait d'une ronde de nuit par la neige. La lune brillait, et il était si brave !... Je l'ai gardé deux jours dans mon abri, et le colonel Driant, notre voisin, prévenu l'a fait enterrer au cimetière des chasseurs. Il a voulu conduire le deuil avec moi, et a prononcé quelques mots vrais et simples ».

Ainsi nos héros se rencontrent, s'entraident et demeurent associés dans notre pitié.

Quelques jours après le décret de mobilisation, les régiments actifs et réserves sont partis organisés. Ils avaient leurs cadres, leur train de combat, leurs mitrailleuses, leurs munitions. Mais nous ne pûmes former que 175 régiments d'infanterie territoriale, plus quelques bataillons de chasseurs et de zouaves,.....

Nous quittions nos garnisons, me dit un de leurs chefs, avec un fusil et 100 cartouches par homme. C'était tout. Pas un officier, pas un gradé de l'active. De grands vides dans les cadres,.....
Voilà notre situation pour recevoir le premier choc, quand nous partions dès le début d'août, avant la réserve, pour aller vers l'Est et le Nord, dans les différents camps retranchés, places fortes. Je me souviens de nos premières nuits aux avant-postes ! Il y avait bien une réserve de cartouches, à 5 kilomètres à l'arrière ;.....
Notre consigne : tenir jusqu'au dernier homme, ne pas perdre un pouce de terrain ! Ce sont des moments inoubliables, nos soldats ont été superbes. »

A part quelques exceptions, ces « territoriaux » sont au front depuis le début. Beaucoup ont pris part à des combats importants en rase campagne, telles ces divisions qui ont soutenu le choc contre la garde impériale allemande dans le Nord de la France. Pas d'outils de campagne, pas de cavalerie ni d'artillerie divisionnaires. Ajoutez à cela quinze ans d'âge de plus que l'active, et jugez.

Disons le en passant, ces soldats, des hommes de trente-cinq à quarante-cinq ans, appartenant aux classes 1895 à 1899, avaient été instruits sous la loi de trois ans, et en avaient gardé un excellent esprit militaire. Si certaines unités territoriales n'avaient pu tenir le premier choc aussi bien que l'active, il eût fallu, avant de porter sur elles un jugement, apprécier leurs moyens de défense par rapport à ceux dont disposaient les unités actives.

Si je rappelle ainsi ce que furent, dans le premier

temps, les territoriaux combattants, c'est que bien des caractères importants et des mérites de nos armées échappent à beaucoup, et que moi-même, je le sais, j'ai paru à quelques-uns mal connaître des mérites qu'attestent assez les plus glorieux sacrifices et les services rendus.

La jeunesse a ses héros que nous avons souvent célébrés. Hier, je vous racontais la vie et la mort d'un territorial exemplaire, Amédée Guiard. Vous entendiez sa méditation dans son journal de guerre. Aujourd'hui, je puis redoubler et découvrir à mes lecteurs le soliloque d'un autre soldat de la territoriale, grand intellectuel et non gradé, qui retiré en soi-même, au milieu de la tempête, s'interrogeait et se répondait.

Un de ses amis, lui-même territorial m'écrivit : « *La présence sur le front d'hommes cultivés aurait encore, à défaut d'utilité militaire, une utilité morale. La mort simplement héroïque d'un François Laurentie prend une valeur propre à exalter des courages et à fortifier des énergies* ».

Déjà une première fois, au lendemain de sa mort, j'ai donné ici à François Laurentie mon tribut d'hommage, mais aujourd'hui à son côté se dresse une seconde figure également pure, celle de son frère Gabriel, mort, le mois dernier, en cherchant à le venger.

François et Gabriel Laurentie étaient fils du directeur de l'Union monarchique, le journal du comte de Chambord. Gabriel, le plus jeune des deux frères, s'occupait d'œuvres sociales, particulièrement de jardins ouvriers, et pour l'âme il était en tous points l'égal de son aîné François. Celui-ci, une fois docteur ès lettres, avait collaboré de très près à l'effort d'éducation sociale que le Sillon poursuivait par ses « Instituts populaires ». Il servit d'intermédiaire entre le Sillon et la cour de Rome et réussit à retarder la condamnation du mouvement par le Vatican. Puis il s'inquiéta et désillusionné, se retira pour se consacrer tout entier à ses travaux historiques.

M^{lle} Read, la pieuse exécutrice testamentaire de Barbey d'Aurevilly, lui confia tous les papiers de ce génie brillant et fier sur lequel il publia un beau livre. En même temps, il devenait le dépositaire des archives de la famille de Charles X et du comte de Chambord. Il tenait ce trésor de l'archiduchesse Zita, princesse de Bourbon, et pendant plusieurs mois fut à Vienne l'hôte de l'archiduc héritier d'Autriche, lui qui devait mourir en combattant volontairement contre les Austro-Germains !

Volontairement, car père de six enfants, il pouvait passer dans la réserve de l'armée territoriale. Il ne le voulut pas. Au dépôt du 27^e territorial, il attendait avec impatience un rôle plus actif. Ecoutez un de ses camarades d'armes Grisard le peindre dans une lettre familière écrite au plus jeune des Laurentic :

J'ai appris à connaître votre frère à Amiens où notre régiment a passé une semaine, quand nous avons quitté le dépôt. Là, nous nous promenions volontiers ensemble dans les jardins de la citadelle, discutant littérature, histoire, philosophie, lui selon son tempérament, avec chaleur, parfois avec ironie, toujours avec un remarquable brio ; et nous n'étions pas toujours du même avis, mais chacun comprenait les raisons de l'autre et cela suffisait pour créer entre nous un accord tacite. Je remarquai dès ce moment, chez votre frère, un certain goût de la solitude. Après avoir longuement causé, il aimait à s'isoler, afin de penser aux siens sans doute, et je respectais ces moments de recueillement. Le 3 octobre après une marche très fatigante, nous arrivions en vue de l'ennemi ; les obus éclataient à l'horizon ; des incendies empourpraient le ciel dans le lointain.

Le lendemain nous recevions ce qu'on est convenu d'appeler le baptême du feu. A la grand halte, le capitaine réunissait ses sous-officiers et caporaux et leur disait : « Messieurs, nous allons au combat. » Aussitôt, nous nous déployâmes en tirailleurs dans les champs de betteraves,

comme soutiens d'artillerie ; trois salves d'obus nous saluèrent et ce fut tout. A partir de ce moment, nous fûmes toujours plus ou moins en contact avec l'ennemi, non pas pour l'attaquer ni même pour le repousser (car nous n'en eûmes jamais l'occasion) ; notre rôle se borna à occuper et à creuser des tranchées, souvent exposées au feu de son artillerie.

Je me souviens d'une heure particulièrement tragique, dans un pré entouré de haies et planté de pommiers, où nous nous promenions l'un et l'autre en compagnie de l'adjudant Auzouy, que vous connaissez, je crois : la fusillade crépitait sur la gauche ; nous attendions d'un moment à l'autre l'ordre de mettre sac au dos et de marcher à l'ennemi ; alors tous les trois, spontanément, nous nous sommes fait nos dernières recommandations chacun prit l'adresse des deux autres ; ce fut un échange poignant.

Entre temps, nous eûmes des heures de tranquillité relative. Nous nous retirions alors avec l'adjudant dans un de ces petits estaminets du Nord, bien chauffés où, entre deux bistouilles (café et petit verre), on devisait agréablement, et l'on parlait aussi de la fin de la guerre et des joies du retour. C'étaient les bons instants et qui paraissaient d'autant meilleurs que nos travaux étaient plus durs.

Pendant cette longue série de rudes journées que je vécus avec votre frère, jamais il ne se fit porter malade ni exempter de la moindre corvée et bien que peu habitué aux travaux manuels, il se proposait souvent le premier pour aller chercher le pain la viande les pommes de terre, qu'il ne dédaignait pas d'éplucher en compagnie des humbles ou des plus grossiers camarades.

Une note nous fait pénétrer dans les sentiments de ce soldat ponctuel. Un jour, des officiers du génie viennent inspecter les terrassements, et les déclarent excellents. — On voit bien, dit l'un d'eux, que vous êtes du métier pour la plupart. — Sans doute, mon lieutenant, répondit Laurentie, puisque d'ici à 5 mètres il y a deux professeurs de l'Université dans la tranchée !

Et maintenant, voulez-vous l'écouter lui-même dans

ses dernières journées, et entendre ce solitaire, comme le nommait son ami, dans les pensées de sa solitude ? Il m'est permis de vous donner une idée de son « Journal de guerre », qu'il écrivait avec amour, et que ses camarades de tranchée aimaient l'entendre lire. Il allait tomber le 12 janvier ; voici ses feuillets du 7 et du 9, les derniers qu'il ait écrits :

Jeudi 7 janvier 1915. — Journée de songes creux, de tristesse ressassée, de mornes réflexions, dans la maisonnette neuve où mes chers camarades jouent à la manille. A peine puis-je écouter de temps à autre les canonnades : je ne vois que l'implacable pluie, je ne songe qu'aux boyaux marécageux, qu'à Roclincourt qui nous menace. Obsédantes, lenteurs de la guerre ! lents progrès des mois vides ! vanité inutilité de la fuite des jours ! Quel mortel ennui suinte de cette guerre avilie par les Boches ! La prière seule m'est un recours, un utile et sûr refuge. — Vers 3 heures, cinq marmites allemandes tombent près de nous. Mais en ce moment rien ne peut émouvoir mon incurable, mon inexorable ennui. — Il pleut toujours, il pleut sans trêve et sans répit. Nous rentrons vers 5 heures sous la pluie. — Dîner modeste avec Grisard.

Samedi 9 janvier 1915. — A 4 heures du matin, il nous pleut sur le corps : ce n'est pas très agréable. Lever vers 6 heures. Café chaud. Puis, la matinée est assez belle, presque ensoleillée, joliment froide : cela nous met quelque cœur au ventre et nous donne l'espoir que les boyaux seront un peu moins marécageux cette nuit. Quelques pluies intermittentes nous font, il est vrai, broyer de nouveau du noir. Et il fait si froid que nous sommes sans cesse obligés de battre la semelle. Puis, les isolés qui arrivent des tranchées pour une raison ou pour une autre, se présentent dans un tel état de saleté que la terreur nous envahit.

Un d'eux surtout, un zouave, provoque la stupeur. C'est une statue de bronze liquide, il a de la boue sur les cils,

dans les oreilles, dans le nez, sur les lèvres, dans les cheveux. Il marche hagard et tremblant de fièvre, haletant, plus que mort. On l'a retiré à grand'peine d'un profond trou vaseux, Il a l'air fou, il gèle. Or de cette bouche terreuse sortent ces mots : « Avez-vous une cigarette ? » — J'en donne une à cette loque issue des derniers cercles de l'enfer de Dente, à ce moribond de boue. Et il reste là, immobile, limoneuse fontaine d'argile. Et on le regarde en proie à d'indescriptibles sentiments, auxquels les mots de pitié, de compassion, de commisération profonde ne sont pas adéquats. C'est peut-être l'être le plus terrifiant que j'aie jamais vu.

La matinée avance, semée de canonnades, les nôtres étant parfois très nourries, très violentes, pleines d'agrément. Auprès de ces salves d'obus, les quelques marmites et shrapnells allemands qui tombent près d'ici semblent négligeables. — Après un déjeuner froid, des lettres nous sont distribuées dans un singulier paysage. Une de A M., qui m'engage à me tenir les pieds chauds, car il y a des pieds gelés. Je le sais bien.

A plusieurs reprises (à 11 heures, à 2 h. 1/2, etc.) nos canons donnent furieusement : rien ne me charme comme ces « arrosages ». Vive le son du canon ! Mais la plus forte, la plus terrible impression du jour est la suivante : A midi, on vient chercher notre escouade pour l'amener dans le boyau de Roclin-court (boyau du bas) renforcer une « corvée de cadavres ». Il s'agit d'enlever sur un talus et de ramener dans l'ex-potager de l'usine, devenue le « cimetière des zouaves, deux cadavres de zouaves, qui restent, sur quatre. Nous voilà partis pour cette course d'un kilomètre. Sans être épouvantable, ce boyau est encore bien mauvais. Au début, on est même obligé de le quitter pour prendre le découvert de gauche où passent les balles. Pour comble, il pleut. Arrivé à l'endroit funèbre, je monte sur le talus que les autres ne veulent pas escalader parce qu'il est en vue et très exposé. Nous roulons les deux cadavres sur les brancards.

C'est le dernier Cadavre, — hélas ! le plus lourd de beau-

coup, car il pèse, mouillé et terreux qu'il est, 150 kilos au moins, — c'est le dernier cadavre qui nous reste à trois camarades et à moi. Le porter à deux est au-dessus de nos forces dans cet épouvantable terrain et par ces sentiers affreusement glissants. Tous les dix mètres je succombe sous le poids.

Ah ! ce n'est plus le ton de la jeunesse et l'âge de l'enthousiasme. Mais quelle solidité d'avoir pu, au milieu de telles détresses, garder la faculté et le goût de nommer et de noter ce que l'on ressentait avec une telle intensité ! Un de ses amis le peint en quelques traits que je veux encore recueillir : « *Laurentie me confiait ses espérances ; j'aimais l'entendre parler de ses beaux arbres, de ses petits marmots, de son coin de province qu'il aimait du fond du cœur et aussi de ses livres favoris et de ses études. Il pensait bien revoir tous ses objets de son amour, et, en attendant, il gémissait. Gemens spero deux mots seulement dont il avait orné sa pipe et que nous avons inscrits sur la croix de sa tombe.* »

Quelle variante de la légende fameuse que nous a léguée l'épopée impériale : « Ils grognaient et le suivaient toujours. »

Comment la mort vint-elle interrompre sa plainte et son espérance ? C'est encore son ami, le territorial Grisard, qui nous le raconte :

Notre compagnie devait travailler en première ligne avec le génie.
 Il n'eut au cœur aucun pressentiment : toute la journée, jusqu'au moment fatal (trois heures environ), il fut calme, tranquille. Quand les obus commencèrent à tomber, il ne s'émut pas, il ne craignait rien. Je lui faisais remarquer que les obus s'approchaient et qu'il fallait nous déplacer : « Je crois en la Providence », me dit-il, et c'est alors qu'il fut tué.

Il était connu de tous, non seulement des soldats du 27^e territorial, mais encore des zouaves et des tirailleurs

qui le voyaient passer dans la tranchée. Il imposait à tous par sa haute taille, son ample barbe frisée qu'il avait laissé pousser, son grand air et sa distinction naturelle. Il attirait les regards. Aussi la nouvelle de sa mort se répandit-elle comme une trainée de poudre et causa à tous la plus forte impression. Des soldats et des sous-officiers, connaissant mon intimité avec lui, vinrent en quelque sorte m'adresser leurs condoléances.

Voici dans quels termes, pleins de bonté et d'élévation le capitaine avertit Gabriel Laurentie :

Monsieur, depuis le commencement de la guerre j'ai eu malheureusement déjà trop d'occasions de déplorer la mort d'un de mes soldats, mais je puis vous dire en toute sincérité que je n'ai jamais été plus ému que le jour où j'ai perdu votre frère.

J'avais pour lui une profonde estime, non seulement pour sa conduite courageuse, mais aussi pour l'admirable dévouement qui l'avait amené parmi nous alors que sa place aurait pu être auprès des siens, en vertu des lois militaires.

Il reste une grande figure du dévouement obscur : je vous avoue que je l'ai toujours admiré, lui le savant, le cultivé, le favori du bien-être, se pliant à cette vie du soldat de campagne, pleine de détails si pénibles.

Dans le rang, ce docteur ès lettres, entre un laboureur et un ouvrier, marchait sans murmure et donnait l'exemple de supporter les privations, plus pénibles encore pour lui que pour tout autre.

J'avais voulu lui donner le grade de caporal pour le nommer ensuite fourrier ; il m'avait refusé par conscience, craignant de ne pas être capable de remplir ces fonctions ; je l'avais proposé tout de même, estimant que je devais forcer sa conscience en le couvrant de mon estime.

Il est mort avant que cette nomination ait été faite.

Nous vivons, monsieur, à une époque où les cœurs, tout en restant tendres, doivent être parfois enveloppés d'un triple airain ; moi-même qui vous écris sur cette feuille de deuil, j'ai dû, quelques jours après la perte de votre

cher frère, subir la cruelle épreuve d'une mort qui a brisé mon cœur paternel.

Je dois vous dire en terminant que nous avons enseveli votre frère dans son uniforme, seul linceul digne du soldat mort face à l'ennemi, et il repose au cimetière du cantonnement.

Au reçu de cette nouvelle, Gabriel Laurentie voulut aller au feu. M. Grisard le fidèle compagnon d'arme de son aîné, chercha à l'en dissuader :

Dans la lettre que vous m'écrivez lui disait-il, vous manifestez le désir de venir prendre ici la place de votre frère et de lui succéder dans son rôle de combattant ; permettez-moi de vous en dissuader. Si vous voulez respecter l'un de ses désirs les plus chers et les plus souvent exprimés devant moi, vous resterez dans le camp retranché de Paris ; c'est là qu'il serait heureux de vous savoir, car il me disait toujours que vous n'étiez pas préparé aux fatigues.

Gabriel ne voulut rien entendre. Il était dans l'auxiliaire et se fit verser dans le service armé. Au début de février dernier, étant en patrouille en avant de Verdun dans le bois de Villé, il fut tué d'une balle au ventre. Et c'est Driant qui commandait près de là ses chasseurs qui vint prononcer les derniers mots sur sa tombe.

Ces jours-ci enfin, dans une lettre que je viens de recevoir, il y avait ce post-scriptum : « A propos des Laurentie, savez-vous qu'un de leurs neveux (dont le père est trop âgé pour servir) s'est engagé à dix-sept ans pour venger ses oncles. Il vient d'être tué... »

Si nous voulons comprendre le secret de la force chez des hommes de l'âge des Laurentie, ce n'est pas assez que je vous montre cette énergie qui circule d'un frère à un

1. « Non, rectifient les Tharaud, leur petit neveu n'a pas été tué après eux, mais dans l'automne 1915 ».

frère et entre des compagnons d'armes, il faut que notre regard aille jusqu'à leurs foyers, où veillent les femmes et les enfants. « *Ma belle-sœur, m'écrivait Gabriel Laurentie, en apprenant l'affreuse nouvelle, m'a dit : « Dieu a choisi sa victime préférée parmi l'élite de ses serviteurs ; à travers mes larmes, je bénis la main qui me frappe... » Et parlant des enfants du mort, elle ajoutait : « Son petit aîné travaille seul et admirablement en pleine campagne, sans maître) ; il se tient pour lié par un serment, car il avait promis à son père de faire pour le mieux. »*

J'ai puisé avec abondance dans tous ces papiers intimes. Je les tiens de Gabriel Laurentie, qui me disait : « *Lisez, communiquez à vos lecteurs ce que vous jugerez bon. Je sais par expérience l'influence que ces documents auront auprès des soldats déjà au front ou qui, comme moi, attendent impatiemment leur prochain départ...* » Ces textes nous donnent les couleurs graves de la guerre chez nos soldats les plus âgés, qui ne sont pas partis avec la fougue de la jeunesse ; c'était impossible, mais avec la plus haute raison patriotique.

Que n'a-t-il pas souffert ? « De quelle lutte intérieure n'a-t-il pas triomphé ? » m'écrivait Gabriel en parlant de François, et de l'un et l'autre, nous faisons cette réflexion. Mais précisément la grandeur de tels cas, c'est qu'on y voit la volonté qui maintient les corps. Nos territoriaux sont des « ouvriers » qui n'ont pas choisi par goût leur ouvrage terrible, et qui même le détestent, mais qui le feront jusqu'au bout, malgré l'énormité des risques professionnels, par dignité d'homme et parce que le sang français n'accepte pas de servir l'Allemand qui veut commander¹.

1. Sur cet article, je recevais la lettre suivante :

... Amédéo Guiard, les Laurentie avec Henry du Roure dont Léonard Constant évoque la chère mémoire, furent mes camarades. Ensemble, avec des moyens différents, mais avec le même cœur et la

XXIII

DRIANT ET SES CHASSEURS

In Memoriam.

30 mars 1916.

Ils auront leur fanfare. Les souscriptions m'arrivent, accompagnées de lettres brûlantes d'admiration pour lui, pour ses braves, pour tous les défenseurs de Verdun.

« Voici mon obole, m'écrit Louis Ganderax, pour la fanfare que désirent les chasseurs de Driant. Puisse-t-il un jour, l'entendre lui-même ! Honorons le chef, en tout cas, par une prompte et cordiale déférence au vœu de ses soldats. Et que cette sonnerie, aux alentours de Verdun, soit un symbole,

même âme, nous avons essayé de faire un peu de bien. J'ai été profondément ému par la lecture de vos deux articles et je viens bien, simplement vous dire merci.

Les anciens sillonnistes ont beaucoup souffert avant la guerre, ils voulaient réaliser un Idéal pour lequel la vie valait la peine d'être vécue. Ils ont été... j'allais dire calomniés, non, c'est un trop gros mot ils ont été méconnus, mais ils ne se décourageaient pas. Marc Saignier leur avait dit qu'ils s'ensanglanteraient les mains et le cœur ils souffraient, mais humblement et avec ténacité ils se remettaient au travail.

La guerre a éclaté, nous jetant tous à la frontière, beaucoup des nôtres et des meilleurs sont tombés le plus souvent humblement comme vous le faites si bien ressortir, mais toujours l'âme haute.

La mort glorieuse de ces amis très chers, auréole maintenant leur vie de dévouement et nous tous qui les avons connus et aimés, nous rappelant qu'ils furent toujours nos modèles, et souvent nos conseillers, nous prions pour eux et gardons pieusement leur mémoire.

L. MONTOURCY,
adjudant 11^e artillerie lourde.

un signe de vie persévérante et de résistance triomphante ! »

Après l'écrivain, le peintre J.-F. Raffaelli me dit : « *Les Allemands sont entrés en France musique en tête; c'est bien le moins que nous les reconduisons à la frontière, à notre tour, musique en tête.* » De l'armée, un sergent m'envoie sa quote-part : « *Je veux que le plus vite possible retentissent les éclatants accents de cette fanfare. Il faut que le colonel Driant, quel que soit son sort, demeure toujours présent à l'esprit de ses hommes. Cette fanfare perpétuera les vibrantes paroles que ce brave a si souvent fait entendre...* »

Auprès du sergent, le général : « *Ci-joint, mon cher Barrès, un billet du vieux chasseur des Garets pour la fanfare du glorieux bataillon de Driant. Elle sonnera dans un prochain avenir de si triomphants chants de victoire que le cœur du père des alpins ne peut manquer de s'y associer et de vibrer avec eux...* »

Toutes les lettres de nos donateurs seraient également à citer ; je vais du moins publier leurs noms aussitôt ma souscription close. Elle devrait l'être, car je ne demandais que seize cents francs et j'en ai reçu deux mille quatre cents, mais un scrupule m'est venu. Driant avait sous ses ordres non pas un, mais deux bataillons, le 56^o et le 59^o, qu'il ne sépara jamais dans son affection. Tous deux la justifient pleinement, puisque le 59^o aux tranchées de première ligne défendit les positions les 21 et 22 février avec un superbe acharnement, et que le 56^o accourut à son aide avec un égal esprit héroïque de sacrifice. Les deux bataillons, bien qu'aujourd'hui séparés, demeurent unis par le souvenir de leur gloire commune et de leur chef. Comment ai-je pu me mettre en tête de donner une fanfare au 56^o et rien au 59^o ? Driant leur a promis qu'ils défileraient sous l'Arc de Triomphe au son de leur musique. Quelqu'un qui connaît cette situation, à laquelle je m'excuse de n'avoir pas pensé m'écrivit : « Vos lecteurs dans leur admiration pour les deux batail-

lons trouveront certainement la solution du problème et leur générosité ne pourra qu'accentuer l'harmonie, si j'ose dire, qui depuis toujours ne cessa de régner dans ce ménage parfait. »

La cause est entendue. Mes lecteurs et amis voudront offrir les deux fanfares. Driant sera content. Ses chasseurs, pour la plupart originaires du Nord, sans relations avec leurs familles et toujours à la peine, comme il marquait nettement leur droit à notre amitié :

« *Je me suis débrouillé, m'écrivait-il, pour envoyer une automobile à Paris L'Écho, d'ici son arrivée, a le temps de me constituer un petit lot. Je dis « un petit », mais il faut remplir la voiture, car j'ai beaucoup de chasseurs. En disant seulement que depuis le premier jour ils n'ont pas cessé d'aller de l'Argonne dans la Woëvre ou d'être aux avant-postes à Verdun et que je crains plus pour eux dans l'état de dénûment où le bivouac les a réduits, le froid que les obus, on se montrera généreux... »*

Et cette autre lettre (à la comtesse Joachim Murat) qui contient en quatre lignes un tableau inoubliable : « *Madame, votre magnifique envoi m'arrive aujourd'hui au grand complet. Comment vous dire ma joie devant ces richesses !... C'est un Noël dont ils se souviendront. Comme le froid est tombé en ce moment, je vais retarder un peu ma distribution, pour qu'elle leur arrive le jour de la fête que nous projetons dans notre bois, dans la nuit du 24 au 25. Une messe de minuit sur un autel improvisé dans une clairière que je fais défricher, puis un grand sapin, avec un minimum de lanternes vénitiennes, pour ne pas attirer les schrapncls, et des lots pendus aux branches. Je jouis d'avance de l'étonnement de mes chasseurs arrivant des tranchées, boueux, le fusil en bandouillère et se trouvant en présence de cette vision du foyer familial ; puis rapportant à leurs camarades restés en faction, le regard dans la nuit, tous ces souvenirs venus de Paris.*

Sur leur héroïsme et leur continuel esprit de sacrifice, ses lettres sont pleines de précisions : « *Je viens de recevoir, m'écrivait-il, votre premier colis de tabac, et cette nuit j'ai commencé ma distribution. Vous ne vous doutez pas du plaisir qu'on éprouve à la faire. On m'a confié depuis peu le secteur de Consenvoye, où nous ne sommes qu'à 10, 20, 40 mètres d'eux. Je vous l'ai peut-être déjà dit, et peut-être aussi signalé, que sur deux points très rapprochés une trentaine de cadavres pourrissent depuis trois mois. Quand je passe là, je ne puis vous dire quelles nausées me donne cette odeur indéfinissable, les jours où l'apporte le vent. Et il y a des chasseurs qui la subissent toute une nuit, et quatre nuits de suite. Suspensions d'armes pour enterrer ? On n'en veut plus à la suite de certaines trahisures. Ici les Boches nous la demandent, car les jours où souffle le vent du sud, c'est vers eux que va l'odeur de peste. Le tabac seul permet à l'homme de la neutraliser, et à ceux qui veillent là, j'en donne un paquet par figure. Le « merci » de l'homme est profond, je vous l'assure, dans le grand silence qu'impose la proximité des lignes. Je fais jeter des sacs en papier remplis de chaux vive le plus loin possible, mais c'est au petit bonheur. Tout cela je vous l'ai peut-être dit, car on rabâche les mêmes choses, en ces heures peuplées des mêmes visions, mais je tenais à vous montrer l'utilité de l'envoi.* »

Des lettres de ce genre qui font comprendre, à la fois, les terribles misères de la guerre et le cœur attentif de Driant ; des détails qui nous expliquent pourquoi ses hommes l'aimaient et l'appelaient leur père. Je pourrais les multiplier indéfiniment, mais je serai plus d'accord avec mon admirable ami en vous célébrant ses hommes. Continuons à l'écouter :

« *L'autre jour, un petit chasseur, un de ces silencieux qui font leur devoir tranquillement depuis août 1914, quitte sa tranchée à l'aurore et se dispose à partir avec une pelle,*

une pioche et, sur le bras, une couronne de lierre qu'il a confectionnée pendant sa garde de nuit.

— Où allez-vous ? demande son sergent.

— Voilà, j'ai découvert dans un buisson, en allant en patrouille l'autre nuit, des restes qui doivent être là depuis rudement longtemps ; c'est pas un Boche, c'est un camarade : il a encore son képi ; je veux l'enterrer, et, dame, dire une prière dessus...

— J'y vais avec vous : c'est trop près des Boches, vous ne pouvez y aller tout seul.

Et le sergent me conta qu'à eux deux ils avaient en effet ramassé les membres épars d'un soldat colonial tué par un obus de gros calibre. Il y avait même là une troisième jambe venue on ne d'où et qu'on enterra avec lui. Au radius du bras, réduit à l'état de squelette, était encore attachée la plaque d'identité : B. G... Perpignan, 1900-30. Sa mort, nous pûmes l'établir, remontait aux premiers jours de septembre 1914.

Le pauvre colonial a maintenant sa croix, et cette croix porte son nom. Les siens sauront où venir prier. »

La suite de l'histoire vaut le début. J'avais publié le fait, à titre de témoignage contre la scandaleuse idée qu'avait eue la Chambre (et qu'elle a dû, par la suite, abandonner), de brûler les soldats morts. J'avais écrit : « Ce chasseur eût ouvert de grands yeux si Driant lui avait dit : « Il y a dans le secteur un four crématoire, il faut y porter ce pauvre corps que tu as sauvé. » Et pour montrer l'authenticité de l'histoire, j'avais indiqué le nom du colonial à qui avaient été donnés ainsi les honneurs de la sépulture. Les parents du mort reconnurent leur fils ; fort émus, ils m'écrivirent ; je les mis en relation avec le brave chasseur. Ils l'invitèrent, et, depuis lors, c'est chez eux, à Perpignan, que cet enfant du Nord passe ses permissions.

Une des grandes idées de Driant, au cours des mois

derniers, était d'élever à ses bataillons un tombeau digne de leur gloire. Un jour, il m'envoya une superbe photographie :

« Voici la maquette d'une statue de la France, faite il y a quatre mois, par le sculpteur Corio, du 59^e bataillon de chasseurs, et destinée à dominer le cimetière où je puis ramasser les chasseurs de mes deux bataillons qu'on peut extraire des réseaux.

« Ce cimetière, au bord de la grande route de Stenay, tout près des postes avancés, possède déjà une croix de six mètres de haut, formée de deux chênes coupés dans le bois que nous avons défendu ici, au nord de Verdun.

« La statue sera à son pied : déjà, elle n'est plus à l'état de petite maquette, car en voyant l'admirable talent du jeune élève des Beaux-Arts, je lui ai installé un atelier, et notre statue, magnifique d'expression, s'y dresse faite de la glaise des tranchées, reproduite en plâtre, et haute de 1^m,35. C'est une image en pied de la patrie, une jeune femme debout qui, dans un mouvement magnifique d'imploration supplie le Dieu de la France de nous donner la victoire en échange des vies envolées.

« Pourquoi je vous dis tout cela ? Pour que vous m'aidiez à le réaliser en pierre. J'ai pu subvenir à tout jusqu'à présent. Le travail ne coûte rien, mais la belle pierre extraite non loin d'ici, travaillée ici, au bruit des explosions, devenue statue en quatre mois, cette pierre, pouvez-vous me la donner ? Nous viendrions l'inaugurer ensemble après la guerre.

« J'ai ramassé là nos morts de Consenvoye. J'y ai déjà quatre de mes officiers, sur 27 perdus. L'inscription sera : « Aux chasseurs des 56^e et 59^e bataillons, morts pour la Patrie. » Je désire reposer à ses pieds, si telle est la volonté de Dieu. »

Continuellement, Driant m'écrivait de son monument, que nous avons pu l'aider à mener à bonne fin. Il ne

voulait plus attendre que la guerre cessât. « Nous la placerons, disait-il, à la limite des obus quotidiens... Elle sera inaugurée au bruit du canon allemand, et pourquoi n'y viendriez-vous pas ? »

Quand on n'a pas été à la peine, on n'est pas désigné pour être à l'honneur. Si je déclinais l'offre trop généreuse de Driant, je m'associais de tout cœur à ses admirables pensées. Continuons en les suivant de nous hausser jusqu'au sommet spirituel où vivent naturellement les soldats de cette guerre.

« J'ai perdu hier encore, m'écrivait-il, un officier tué d'une balle dans sa tranchée, et comme je me trouvais seul auprès de lui quand il est entré en agonie, une heure après avoir été frappé, notre aumônier n'ayant pu arriver à temps j'ai cru pouvoir prononcer sur lui les paroles sacrées : « Ego te absolvo a peccatis tuis !... » J'ai appris ensuite qu'il n'en était pas du sacrement de pénitence comme du sacrement de baptême, que mon intention était bonne et mon absolution sans valeur... Mais quelles singulières heures nous vivons là ! »¹

Quelle scène ! Toute pareille aux épisodes les plus purs des chansons de geste. Nous avons déjà vu dans les *Enfances de Tristan* l'écuyer qui tient pour son prêtre le chevalier au côté de qui il bataille, puis rend l'âme.

Il pourrait sembler à quelques-uns que je ferais mieux de pétrir ces documents et d'élaborer un récit plus uniforme, mais c'est après réflexion que j'obéis à mon instinct et que je verse dans la circulation de si précieux documents sans une retouche... Je ne donnerai à ces faits aucun coup de pouce ; je ne m'exposerai pas à les déformer. Voilà les paroles intactes de Driant, voilà ses actes. Ils parlent avec toute leur force, comme des vertus qui s'ignorent elles-mêmes.

1. C'était au bois de Consenvoye le lieutenant Lestrade.

Ces faits bruts montrent un chef qui vit de la manière la plus aisée, hors de nos étroites limites, dans le sublime, en même temps qu'il veille aux détails familiers et cherche constamment l'humble bien-être de ses hommes. Dans la nuit qui suivit la disparition de Driant, ses chasseurs, retirés tout sanglants du combat, durent demeurer en plein air, sans vivres, sans abris ; c'est la guerre, et sans doute que leur chef aimé n'aurait pu y remédier, mais tous disaient, avec la foi des enfants privés de leur père : « On voit bien déjà que le colonel n'est plus là. »

Voilà des éléments certains pour qu'on apprécie dans tout l'univers l'état d'esprit sérieux, la haute vie spirituelle de nos armées, aussi éloignés de la brutalité que de la faiblesse et du gémissement. Il y a, chez un chef comme Driant entouré de ses soldats, de la richesse et de la profondeur, un accroissement de vie, quelque chose de grave et de tendre, qui émeut chez tout homme réfléchi les sentiments les plus solennels.

XXIII (*bis*)

LA VALEUR RELIGIEUSE DU CHEF

In Memoriam.

30 mars 1916.

La valeur religieuse du chef. — M^{sr} Raymond de la Porte, évêque du Mans, me fait l'honneur de me dire : « Driant a donné l'absolution à un lieutenant. Vous savez certainement que le prêtre seul donne l'absolution ; mais cette confiance, en usage dans les siècles passés et renouvelée aujourd'hui sur nos champs de bataille, faite

au moment de mourir à un camarade ou à un chef, attire certainement le pardon divin, par ce qu'elle enferme d'humilité, de contrition, d'amour de Dieu. Joinville en cite des exemples dans ses *Mémoires*, et on peut en trouver d'autres. »

Voilà un grand sujet, je ne puis que le marquer dans une note trop sèche. Oui nous connaissons de nombreux exemples historiques de soldats se confessant et s'absolvant les uns les autres à l'heure du péril. Lorsque les Mameluks attaquèrent sur le Nil la galère chargée de blessés et de malades où était Joinville (§ 354), les Croisés se confessèrent à un frère de la Trinité et Joinville fit comme eux (ou plutôt essaya, puisque la peur l'empêcha de retrouver aucun de ses péchés); puis dit-il, « Messire Gui d'Ibelin, connétable de Chypre, s'agenouilla encontre moi *et se confessa a moi* et je li dis : « Je vous « asol de tel pooir que Dieus m'a donné. » Mais quant je me levai d'illuec (de là, il ne me souvint onques de chose qu'il m'eüst dite ne racontée ». — De même, au témoignage du Loyal serviteur (éd. Lorédan Larchey, p. 492), quand Bayard fut blessé à mort « ses pauvres domestiques estoient tous transis, entre lesquels son maistre d'hotel. Et se confessa le bon chevalier a lui, par faute de prestre. »

Les chansons de geste abondent en épisodes de ce genre (Léon Gautier, en sa *Chevalerie*, a cité beaucoup de ces textes). Dans *Raoul de Cambrai*, par exemple, il est dit du chevalier Aleaume :

Confès se fist li ber de ses pechiez
A deus barons qu'il a aparcilliez,
Que d'autre prestre n'estoit-il aaisiez.

(Et souvent ils se communient eux-mêmes d'une feuille d'arbre ou de trois brins d'herbe, symbole des trois personnes de la Trinité.)

Le plus beau de ces épisodes est celui que racontent

la *Chanson de Guillaume d'Orange*, et son double, la *Chanson d'Aliscans*. On peut le rapprocher de l'acte du colonel Driant : ici et là, il s'agit d'un homme d'âge qui se traîne sur le champ de bataille pour porter à un enfant un secours spirituel. J'ai donné ce tableau dans les *Traits éternels de la France* (p. 36).

XXIV

LE POILU, CASQUE EN TÊTE, DERRIÈRE SON BOUCLIER

1^{er} avril 1916.

Voilà bien des symptômes intérieurs et extérieurs, concomitants, et qui ressemblent fort aux dernières convulsions des batailles de Nancy, d'Ypres et de l'Yser. Le moins curieux n'est pas cette idée barbare et baroque de jeter sur Verdun des obus incendiaires. Ils le firent sur Ypres, ils le firent partout, avant la finale, sur les villes qu'ils ne pouvaient pas prendre.

Et pourtant, quels que soient les ralentissements et même les silences, on ne peut croire que se termine la bataille de Verdun ; ce serait de leur part un tel aveu d'impuissance ! Imitons la méfiance des chefs ; évitons les prophéties. Au milieu de toutes les inconnues du problème, on prend l'horreur des affirmations, des suppositions, de tous les systèmes ; l'esprit refuse de vagabonder et cherche à s'arrêter sur des objets précis. Pour notre part, dans un tel moment, nous ne voulons pas sortir de l'éloge des morts et des vivants, de l'aide aux vivants et aux morts.

J'ai lu un petit manuel sur les attaques d'infanterie

qui a été écrit par un jeune lieutenant blessé dans les loisirs de sa convalescence. Je ne crois pas qu'il ait été rien publié qui donne d'une manière plus précise et plus saisissante le caractère de cette guerre. L'auteur s'est proposé de mettre à la disposition de ses camarades l'expérience qu'il a tirée des combats de Neuville-Saint-Waast et d'Ablain Saint-Nazaire. Le grand quartier général ayant eu connaissance de ce travail a voulu qu'il fût distribué dans l'armée, et jusqu'à cette heure le public ne le connaît pas. C'est dans ces pages terribles que l'on mesure l'esprit de sacrifice de nos troupes d'attaque. Jamais soldats ne connurent un pareil enfer. N'est-il donc pas possible d'atténuer cet implacable, cet inhumain danger ?

Le 3 octobre 1914, je publiais un article, *Tireurs d'officiers* (le mot a fait fortune), qui fut lu dans les dépôts aux officiers et sous-officiers partant au feu et que le *Bulletin des armées* a reproduit. Le 10 décembre suivant, je posais le problème : « Le combattant peut-il se protéger efficacement contre certains des projectiles allemands ? » Je demandais le casque (j'allais y revenir avec plus de précision le 1^{er} janvier 1915) ; puis j'ajoutais : « Si les épaules de la capote étaient garnies de lamelles sur le drap, la vulnérabilité du fantassin couché serait, en ce qui concerne le shrapnell, singulièrement réduite ».

Nous avons obtenu le casque. A quand les épaulières ? Et pourquoi ne pas aller plus outre, pourquoi refuser une suite logique à ce commencement ?

A des hommes dont l'action n'est utile qu'autant qu'il leur est possible de se maintenir sur le terrain conquis, il faut non seulement un casque et des épaulières, mais encore un bouclier. J'avais parlé ici d'une plaque de métal, faisant cuirasse. « Non, me disent les combattants, le bouclier vaut mieux ; il est indépendant de l'équipement, nous le manierons mieux dans l'assaut,

nous pourrons le poser à terre devant nous si nous avons à nous coucher et ainsi nous garderons notre liberté pour tirer ».

On objecte que l'infanterie pourrait perdre de son « esprit d'offensive » si on la dotait d'un bouclier. Est-ce sérieux ?

Le fantassin qui va à l'assaut est muni d'outils portatifs destinés à lui ménager des abris, et de sacs remplis de terre derrière lesquels il se dissimule s'il est arrêté par un feu trop intense. Ces outils, ces sacs ont-ils tué l'esprit d'offensive ? Leur défaut n'est pas là, mais dans leur piètre efficacité. La raison ordonne de croire qu'un homme muni d'un moyen de défense même médiocre se porte plus volontiers en avant que s'il est dépourvu de toute garantie. Et puis un soldat soumis à un feu de mitrailleuse en terrain découvert, ne pouvant plus lever la tête sans être abattu, demeure là, immobile, incapable de riposter au tir ennemi.

Aujourd'hui, les plus belles qualités militaires échouent devant l'obstacle infranchissable qu'est un tir de mitrailleuse bien réglé. Sommes-nous assez riches en hommes pour jeter indéfiniment dans cette fournaise tant d'existences précieuses, l'élite de la nation ? Et quand nous aurons une surabondance de héros, notre cœur est-il si froid que nous négligions de les préserver ? Il faut absolument perfectionner le matériel de l'assaillant.

Je ne suis pas heureux avec mes livres ; dans la hâte de mon travail, je ne parviens pas à les retrouver à la minute nécessaire, mais j'ai lu, il y a peu, le très intéressant travail sur la *Retraite des Dix Mille de Xénophon*, que le colonel Boucher, après avoir commandé, à l'âge de soixante-dix ans, un groupe de héros sur l'Yser, a publié dans un instant de repos, auquel sa santé l'avait contraint, et je me souviens qu'il dressait dans ses dernières pages un parallèle entre l'armement au soldat

grec et l'armement de notre poilu ; il s'étonnait de notre lenteur à entendre les conseils de la guerre présente et des guerres passées.

Français, Anglais, Russes, Italiens, Allemands, nous avons été obligés d'entrer dans les tranchées pour y protéger le fantassin contre les armes du jour. Nous avons eu recours au vieux moyen classique, au mode de protection collective qu'est la tranchée. Mais la guerre de mouvements reparaitrait aussitôt, si l'on pouvait substituer à la protection collective la protection individuelle, et à la tranchée substituer l'armure de jadis : casque, épaulière, bouclier. Est-ce impossible ? On ne paraît pas s'être épuisé l'esprit à se le demander.

D'ailleurs, puisque nous parlons tranchées, comment en sommes-nous encore réduits à la pelle et à la pioche des ancêtres ? Qu'une première ligne, au contact de l'ennemi et au hasard des avances successives, soit ainsi forcément traitée pied à pied, c'est naturel et nécessaire. Mais nos deuxièmes, nos troisièmes positions, tracées, étudiées, organisées à distance de l'ennemi et avec liberté d'esprit, ne devraient-elles pas être établies mécaniquement ? On est la charrue automobile pour les creusements. Tandis qu'on se plaint partout du manque de main-d'œuvre et de main armée, ne faudrait-il pas demander à des moyens mécaniques l'économie et la rapidité ! Il est hors de doute qu'à cette heure c'est sur l'organisation défensive que repose directement le salut du pays, et nos hommes la réalisent exactement avec les outils qu'employaient les légionnaires de César pour établir leurs *castra* quotidiens ! Même labeur, même lenteur. Ne pourrions-nous pas en cours de guerre multiplier les applications rationnelles et simples ? Je craindrais d'être injuste en répétant que nous manquons, parfois, un peu d'imagination.

P -S. — Je ne veux pas attendre que ma liste soit

close (elle le sera dans quarante-huit heures) pour mentionner la souscription que j'ai eu le grand plaisir de recevoir avec ce libellé : « *Pour la fanfare des chasseurs de Driant, modeste offrande d'un capitaine de chasseurs alpins, Raymond Poincaré.* »

Cet hommage d'un Lorrain, d'un soldat aux défenseurs de la Lorraine, exprime bien comme toutes les pensées de la France s'unissent, se confondent autour de nos héros.

XXIV (*bis*)

MARCEL HABERT DÉCORÉ

1^{er} avril 1916.

Notre bien cher ami, Marcel Habert, a reçu hier, dans la cérémonie solennelle des Invalides, la croix de la Légion d'honneur.

Par un scrupule quasi-excessif, et parce que Habert voulait que la cérémonie même dans ses abords, gardât un caractère strictement militaire, nous n'avions pas prévenu les ligueurs. Pourtant les membres du bureau étaient là. Quelle joie profonde pour nous, quel honneur qui rejaillit sur toute la Ligue, de voir le plus intime dépositaire de la pensée de Paul Déroulède, son compagnon de la bonne et de la mauvaise fortune, notre délégué général, honoré successivement de la Croix de Guerre, puis du ruban rouge, décorations gagnées l'une et l'autre dans la tranchée, sur un des points du front où les attaques se succèdent les plus fréquentes et les plus meurtrières.

Habert était délié de toute obligation militaire, quand il a demandé en août 1914 à être réintégré dans son

grade de lieutenant et envoyé sur la ligne de feu. Notre ami ne me permettrait pas en ce moment de dire toute la belle vaillance qu'il a déployée et que je sais par les combattants mêmes au milieu desquels le drapeau lui avait été confié. Porte-drapeau, est-ce assez bien pour un chef de la Ligue ? Disons-le en passant, dans les derniers mois, il eut pour compagnon Georges Victor-Hugo, également vaillant et populaire dans tout le régiment. Mais j'ajourne ce que j'aurais à raconter. Pour des soldats, tant que dure la guerre, il n'y a que le témoignage des chefs qui vaille. Écoutons le généralissime :

Habert (Henri-Ernest-Marcel), lieutenant de réserve au 171^e régiment d'infanterie :

« Officier ardent, homme de cœur animé du plus pur patriotisme. A partout fait preuve des plus belles qualités militaires. A pris part brillamment à de nombreux combats. A l'attaque du 25 septembre 1915, a courageusement porté le drapeau du régiment dans la dernière des tranchées conquises et l'y a maintenu pendant quatre jours consécutifs sous un violent bombardement d'artillerie. »

(Croix de Guerre avec palme).

Au G. Q. G., le 6 mars 1916. — Le général commandant en chef, *signé* : J. JOFFRE.

Comme Déroulède eût été heureux et fier de son lieutenant. Marcel Habert fait revivre parmi nous le héros de 1870, porté lui aussi à l'ordre de l'armée et décoré pour fait de guerre.

XXV

LA VIE ET LA MORT D'ÉMILE CLERMONT

In Memoriam.

3 avril 1916.

Emile Clermont, l'auteur d'*Amour promis* et de *Laure*, qui vient de mourir pour la France dans une tranchée de Champagne, le 5 mars dernier, était un écrivain un peu isolé, ce me semble, parmi ses contemporains, un écrivain comme nous les aimions quand j'étais jeune, musicien savant, chargé d'éclairs, plein d'or et d'azur, dont la prose rivalisait avec les fleurs, avec les couchers de soleil et les concerts d'automne au jardin. A la veille de la guerre, les jeunes artistes ne suivaient plus guère cette mode. Leur grande affaire, c'était toujours de monter, de se hausser. Ils me faisaient songer au petit ramoneur tout noir de suie qui grimpe dans l'obscur cheminée vers un coin de ciel bleu. Hélas ! à cette heure, esthètes ou apôtres, ils tombent pour la France : le diadème de la patrie se défait, et sur leurs carnets de guerre, nos jeunes artistes et penseurs signent de leur sang un même thème douloureux d'honneur et de sacrifice.

J'ai des notes et des lettres d'Emile Clermont durant cette guerre. Lisons-les pour connaître avec plus de gratitude la dure vie de ceux qu'aux époques heureuses on appelait les princes de la jeunesse.

Quand Emile Clermont, né d'une famille nombreuse où les fils sont tous artistes et les filles de tendance mystique, sortit de l'Ecole Normale, passa l'agrégation et

commença d'écrire, c'était un de ces jeunes Français que nous avons connus par centaines dont l'âme, sous les chocs de la vie quotidienne, rendait un son accordé avec *Adolphe*, *Volupté*, la *Confession d'un Enfant du siècle*, le *Disciple*, l'*Homme libre*. Il recherchait les émotions, et son *Amour promis* est un livre où l'imagination se porte aux plus extrêmes abus et d'une manière qui fait peur aspire à la douleur. Certes, dès ce temps-là, Clermont était très porté à admirer chez les autres l'unité, mais il se dispersait en cherchant sa voie vers tous les points empourprés de l'horizon. Aussi ne croyait-il pas qu'il pût jamais arriver à la paix intérieure. La paix est-elle possible pour une âme profonde et mobile, aux impressions intenses et variées, continuellement soulevée vers l'inaccessible ? C'était le grand problème qui l'occupait et dont il a donné dans *Laure* une solution négative.

Cette recherche des émotions était arrivée chez Emile Clermont à un état aigu. Il cherchait à se faire de chaque moment une sorte d'éternité en se laissant prendre entièrement par l'impression de la minute, sans penser ni au passé ni à l'avenir. Comme il le dit lui-même dans ses notes de guerre, il était nerveux, irrité, blessé de tout, écorché à vif, et cet état d'hypéresthésie, qui fut celui d'un si grand nombre d'admirables artistes, a peut-être duré chez lui jusqu'en août 1914.

La guerre, dès le premier instant Clermont l'accepta avec beaucoup de courage et avec le désir de faire entièrement son devoir. Toutefois, il n'était pas doué pour la vie militaire. C'est ce qu'avait discerné le sous-officier qui, à la caserne, il y a plusieurs années, quand il faisait son temps, lui répétait fréquemment avec une ardente conviction : « Je n'ai jamais vu un homme aussi bête que vous. » Il dut faire beaucoup d'efforts afin de vaincre son aversion pour les occupations matérielles. Du dépôt au 17 août 1914, il écrivait : « Je suis assez fatigué des exercices et travaux que j'ai dû faire et pour lesquels je

n'ai ni goût, ni entraînement. Par exemple, faire nettoyer et aménager les chambres, commander des corvées pour le balayage et la soupe, faire habiller des hommes... J'espère en tout cas m'aguerrir peu à peu... »

On lui offrait de rester au dépôt comme sergent instructeur ; il préféra partir et laisser, disait-il, de tels postes aux gens mariés. Et après neuf mois de front, en mai 1915, il écrivait : « *Je ne suis pas malheureux du tout... Je ne voudrais pas être ailleurs pour le moment et tant que la guerre durera... Je vois passer les jours sans souci, avec des occupations constantes qui ne me plaisent pas, mais dont je sens tout à la fois la nécessité et en somme la valeur... Je ne pense pas à grand'chose, mais je suis bien moins nerveux ; j'ai moins de sensations d'art, mais plus de paix... C'est une autre réalité, une autre dureté, bien plus authentique. J'ai en plus cette impression suffisante d'assister sans cesse à une grande tragédie qui élève la signification des paysages et des jours... »*

Il demanda à faire partie d'un peloton destiné à former des officiers, tout en écrivant : « *Le poste sera plus pénible, plus dangereux que ce que je fais en ce moment* ». Quand il fut nommé sous-lieutenant, il quitta le régiment de réserve dont il faisait partie pour rejoindre le régiment d'active déjà reformé deux fois, où il savait devoir être bien plus exposé, et en exprima sa satisfaction : « *Je suis si impressionnable que j'aurais pu avoir peur devant le danger ; maintenant, comme j'aurai à donner l'exemple du courage à mes hommes, je sais que je resterai ferme jusqu'au bout, et c'est tout ce que je demande.* »

Quels efforts il lui avait fallu pour dominer son extrême sensibilité, que la seule perspective d'une douleur physique faisait frémir, et sa délicatesse nerveuse qui reproduisait en quelque sorte en lui-même les souffrances des autres. Les spectacles auxquels il devait assister lui causaient un supplice. Il en était parfois accablé. Son âme demeurait obsédée de souvenirs, d'images et de cris.

Nous autres, loin des champs de bataille, quand nous voulons énumérer les horreurs des Allemands, nous nous en tenons à des expressions quasi abstraites, nous parlons des gaz asphyxiants, des liquides enflammés, des torpillages, et rien de tout cela ne fait image, mais chaque combattant a vu des choses qui demeurent dans sa conscience et le noyent de tristesse. Ce serait d'ailleurs criminel de les mettre inutilement sous les yeux du public, quand chacun a bien assez de porter à cette heure le fardeau de ses expériences.

Emile Clermont s'était obligé à surmonter sa nature. Dans ses notes on trouve à ce sujet des mots poignants : « *Etant seul et souffrant beaucoup sur un champ de bataille... ne pas avoir d'autre témoin que soi-même et se bien tenir* ». Ailleurs, parlant de l'enterrement d'un officier : « *Aider à supporter la douleur par sa présence, plus de courage qu'à s'éloigner* ». Donner l'exemple de la fermeté, adoucir les épreuves de ceux qui l'entouraient, aider les autres à supporter leurs souffrances, dont le seul spectacle le suppliciait, c'était maintenant sa règle, sa pensée directrice, et il s'en expliquait avec une chaleur profonde, avec le sentiment le plus fort et le plus vrai. Il n'avait pas perdu l'effroi de la mort et de la souffrance, mais il le dominait en le regardant en face.

Extérieurement même il avait changé. Moins de rêve, dans son regard plus ferme et plus vil ; une allure plus décidée, quelque chose de moins renfermé et de plus affectueux.

Un jour qu'il était venu en permission, au moment de regagner son régiment il avoua à quelqu'un avec qui il parlait d'âme à âme, qu'il craignait qu'une certaine personne de leur entourage ne se fût scandalisée parce qu'il ne repartait pas avec assez d'enthousiasme. Il s'en attristait. « Mais quoi, disait-il, si je savais que je vais être pris dans une catastrophe de chemin de fer et que je souffrirai beaucoup, je ne pourrais m'empêcher d'être

saisi par un sentiment d'effroi. La guerre, c'est pire encore, et je ne peux pas empêcher en moi cette angoisse, mais je suis content de partir parce que c'est remplir mon devoir. Que penses tu de cela ? »

Et la sœur bien aimée, la confidente devant qui il venait ainsi de penser tout haut le tranquillisa, car, me dit-elle, « je trouvais cette attitude d'âme tellement plus belle qu'un enthousiasme irréflecti ! »

Je ne diminue pas mon ami en vous montrant ses scrupules et tout ce qu'il surmontait. Un soldat improvisé a bien le droit d'avoir un cœur plein d'humanité, quand le grand Turenne et les plus fameux hommes de guerre ont confessé les mouvements de leur nature. et il ne faut pas que nous ignorions ce que supportent dans cette guerre les généreux soldats de la France.

Conscient de l'effort qu'il voulait faire et qu'il accomplissait, Emile Clermont écrivait dans ses notes : « *Restler ferme au milieu de tout cela demande une force d'âme qui touche à la sainteté* ». Il sentait que son âme se purifiait, grandissait, s'ennoblissait. « *Plus cette anxiété douloureuse au fond de tout ; mais un progrès, du moins un bienfait. Cela aussi je l'attribue au fait d'avoir été le spectateur des choses les plus tragiques : don, offrande sublime de la tragédie !* » Il exprimait sa gratitude aux mineurs de Saint-Etienne, qui composaient en grande partie son régiment, pour la part qu'ils avaient dans son perfectionnement intérieur : « *On éprouve plus de respect, à mesure qu'on a davantage de contact les uns avec les autres. Hommes du peuple, mineurs, on se souviendra qu'à chaque instant, on en voyait sortir un héros.* »

Perpétuellement cette pensée du perfectionnement moral au milieu des horreurs l'absorbe. Il se compare à ce qu'il était : « *Une génération qui aura vécu des tragédies, quelle autre trempe ; Avoir gassé par les suprêmes dangers, et plus encore avoir vu le courage fleurir autour de soi !* » Il s'interpelle, lui et ceux de sa race : « *Analystes, cher-*

cheurs de sentiments ! Sans doute quelque chose de simplifié, d'élargi après la guerre. Avoir rencontré quelque chose de plus grave que l'amour, la sensualité et toutes les délicatesses du cœur ou de l'âme ; s'être senti perdu dans une généralité, je ne parle pas d'une âme collective, mais se sentir avec la petite chose perdue dans la nuit immense, sentir que la mort plane, qu'on n'est rien devant elle... »

On voudrait s'attarder à méditer ces notes elliptiques et si pleines. Lui même, après la guerre, nous en eût donné dans un chef-d'œuvre le commentaire. Il voulait écrire un roman : *Ce qui est le plus haut*. (Serait-ce son titre ? Pourquoi pas ? Nous avons de Barbey *Ce qui ne meurt pas*). Et d'un trait il en indique la pensée : « *Quelqu'un qui soit plus haut que moi et qui s'achève en une sorte de sainteté* ».

Ailleurs il dit encore : « *Arrivé à l'âge d'action et de vie pleine, il faut plus que jusque-là ; il faut réaliser et puis alors mourir* ». C'est de cette manière qu'il comprenait la mort de Péguy, dont il écrit dans son journal : « *Transformé au jour de sa mort. Un point final à son œuvre, tout à coup complétée, détachée des choses terrestres, accomplie, signée : un ensemble clos, vivant, achevé* ».

Ainsi songeait et se perfectionnait Emile Clermont au milieu des devoirs d'un officier, dans un régiment d'attaque. La solitude d'âme lui était insupportable, aussi demandait-il aux siens des lettres et encore des lettres, et il était heureux de se savoir accompagné par de constantes prières : « *Même si l'on n'avait pas la foi, disait-il, on aimerait à penser que d'autres prient pour vous* ».

Il se plaignait de n'avoir pas le commerce d'amitié et les livres nécessaires pour mener une vie vraiment spirituelle ; mais, dans le fond de son âme, les images et les idées raffinées qui l'avaient occupé toute sa vie continuaient de se mouvoir, car la dernière phrase qu'il a écrite sur son Carnet de guerre cet officier de tranchée, c'est : « *Voir l'entrée de Madame Louise de France chez les car-*

mélites... » et d'autres idées, d'autres images plus grandes, plus profondes, qu'il tenait de sa race, émergeaient du fond de sa conscience.

Face à face avec l'inconnu, au fond de sa tranchée, il était dans ces dispositions où l'homme le plus morne découvrirait la religion. Ecoutez les indignations que lui inspire l'Allemagne exploitant Dieu : *« Grande corruption de la Germanie, avoir perdu totalement le sens du divin ; avoir avili tous les buts nobles, avoir fait de la divinité la servante des grossiers appétits germanais, du commerce et des plaisirs de la Germanie ; l'avoir faite le protecteur attiré des assassins, des bandits, des asphyxieurs ; quand cette autre idée s'éveillait que la guerre est un crime en elle-même, avoir fait Dieu l'auteur le conducteur, le grand-maître de la guerre la plus atroce. »*

Un crucifix lui avait été envoyé en novembre 1914. Sur son carnet de notes il l'inscrit en grandes lettres : *Le Christ de L...*, et en dessous : *« Le paquet se défait, en quel moment !... »* au moment même où le signal d'une attaque était donné. Un an après, il parlait encore avec émotion de cette coïncidence. Ce crucifix, il l'avait d'abord mis dans son sac. Quand il vint en permission à la fin de 1915, il dit à sa sœur, en indiquant son cœur de la main, que maintenant c'était là qu'il le portait. Quelle signification avait pris désormais pour cette âme profonde cet objet sacré ? Nous ne pouvons pas le dire exactement, mais sans nul doute il voulait que la mort, si elle venait, le trouvât sous le signe de la rédemption.

Emile Clermont fut tué le 5 mars dernier, laissant inachevée une lettre que j'ai entre les mains : *« Je suis dans la tranchée. Assez triste ; il m'arrive assez rarement de me laisser prendre par la tristesse, même très rarement. Ce soir, impressions pénibles... Le canon tonne avec furie, tantôt à droite, tantôt à gauche. J'ai pris depuis la guerre beaucoup de calme et de solidité... »*

Je m'arrête ; il n'est rien dans cette lettre que de vrai,

de généreux, d'humain ; mais il ne faut pas durant l'action ouvrir des fenêtres qui donnent sur des jardins trop beaux, d'où monte un parfum qui donne le désir de la solitude et de la méditation ; il faut moins encore laisser jaillir dans le ciel du soir les cris déchirants de la pitié et de la bonté.

Le commandant d'Emile Clermont, dans une longue lettre du ton le plus noble, a rendu hommage au jeune sous-lieutenant. Il a raconté les circonstances de la mort. « Votre frère, écrit-il la lettre est adressée à M. Clermont, ancien élève de l'École des beaux-arts et architecte distingué), votre frère est mort en assurant l'entier accomplissement de son devoir, alors que, sous le bombardement, et malgré le danger que ses hommes lui signalaient, il se tenait à la porte de son abri, prêt à alerter son monde pour le cas où l'ennemi, qu'il surveillait de temps à autre par dessus le parapet, aurait attaqué. Il donnait l'exemple en vrai et digne chef. »

Emile Clermont a été cité à l'ordre de la division.

Son grand rôle, sa curiosité, et, je crois son aptitude, eussent été de devenir l'analyste des états supérieurs de l'âme. « Ce n'est pas faire une psychologie de ces états supérieurs, disait-il à sa sœur, que de réunir comme William James un grand nombre de documents. Pas plus que ce n'est faire l'histoire d'une époque que de réunir les textes administratifs. La connaissance est d'autre sorte ». S'il ne vécut pas assez pour nous fournir cette connaissance que tous nous réclamons, le voici devenu un des témoins que nous pouvons interroger pour y parvenir. Ses dernières années et sa préparation à la mort, nous introduiront à l'intelligence des sommets lumineux de l'esprit. Nous nous mettrons avec bénéfice en tiers, dans cette promenade silencieuse qu'un soir de 1913, à l'heure où l'Angélus venait de sonner, il fit avec sa sœur dans une allée du jardin remplie d'ombre. Il lui demanda si elle priait, et se mit à marcher silencieusement à côté

d'elle, sans vouloir l'interrompre, comme si ne sachant pas prier il eut aimé du moins se sentir enveloppé d'une atmosphère de prières. Et sur son journal intime, dans ce temps-là, il écrivit : « Moins sensible au dogme chrétien qu'à cette montée formidable de prières. »

Emile Clermont nous a exposé comment il pensait que nous pouvons arriver à nous rendre intelligibles les plus hauts états de l'âme. Il n'admet pas que pour nous faire une idée des saints, des philosophes et des artistes, nous puissions nous contenter de connaître leurs habitudes et leur caractère. Nous devons voir la façon dont leur esprit s'est rencontré avec le beau, avec le vrai, avec le bien, bref, la manière dont ils ont aperçu, senti, éprouvé la divinité. Nous avons besoin qu'on nous donne des indications sur leurs sentiments supérieurs et, que l'on mette sous nos yeux les réalités qu'ils ont vécues et éprouvées.

Dès la première minute du malheur, nous avons demandé avec la plus vive insistance à M^{lle} Clermont qu'elle voulût bien clairement, longuement (douloureusement, mais c'était indispensable) recueillir les dernières pensées de celui dont elle avait été toute sa vie la confidente. Nous lui avons demandé qu'en s'appuyant sur des textes qu'elle possède en grand nombre, et sur ses souvenirs, elle voulut bien nous introduire dans la vie intérieure de ce jeune génie frémissant. Nous avons besoin de connaître le plan des divers ouvrages ébauchés par Emile Clermont, ses principales notes sur l'art, la philosophie et la religion, son évolution morale et en particulier sa réaction contre le dilettantisme, enfin ses notes de guerre.

Cet incomparable témoignage, qui sera lu de dix ou de dix mille, peu importe, mais qui vivra toujours auprès d'*Amour promis* et de *Laure*, comme la sœur a vécu près du frère, M^{lle} Clermont nous l'a promis et ce sera un grand livre de vérité ouvert à notre méditation. Nous y verrons le programme de perfectionnement qu'Emile Clermont se traçait à lui-même ou que M^{lle} Clermont,

ayant reçu de leurs parents communs le même appétit d'infini, lui proposait et lui supposait. Ainsi de tous côtés et par les fenêtres les plus inattendues, nous voyons au cœur de cette guerre se poser le problème de la sainteté.

Quel crédit donner à cette interprétation ? Où s'arrête le battement propre de l'âme d'Emile Clermont, où commence le retentissement de l'âme de M^{lle} Louise Clermont dans l'âme de son frère ? Ne nous plaignons pas d'une superposition qui nous offre une si riche et sublime matière. En écoutant M^{lle} Clermont déchiffrer de tout son cœur religieux l'âme tourmentée de son frère nous assistons avec un merveilleux émoi à une occultation. M^{lle} Clermont, tour à tour, masque et éclaire Emile Clermont. Est-ce elle, est-ce lui que nous voyons ? Nous voyons une âme qui leur est commune.

Comment définir ce livre de haute spiritualité où l'amour de sœur à frère est orienté d'un même mouvement vers le monde insensible sous les coups du malheur ? Comment définir l'attrait, la nostalgie qui nous ramènent à ce mortel chuchotement ? Emile Clermont écrit dans ses notes : « Aimer les derniers secrets, les lourdes confidences, les secrets extrêmes, les âmes qui se penchent pour dire des choses ultimes, encore plus loin, plus graves, plus générales, *engageant l'univers* ». Ces deux derniers mots donnent leur plein sens à la vie et à la mort d'Emile Clermont que désormais nous verrons sur sa stèle funèbre, interrogeant du regard le plus grave, l'horizon de la guerre et recueillant ses réponses auxquelles sa sœur donne une voix.

P.-S. — Voici la lettre que j'ai reçue du général Renouard, père du commandant Renouard, un des héros tombés sous Verdun pour la France :

Monsieur,

Je lis dans l'Echo de Paris que vous vous proposez de

doter de fanfares les 56^e et 59^e bataillons de chasseurs.

Le commandant Etienne Renouard, mon fils, qui commandait le 59^e, au bois des Caures, avait commencé, dans le même but, avec le concours de ses amis et camarades à réunir une somme de 400 francs.

Je suis malheureusement informé, par l'intermédiaire de la Croix-Rouge de Genève, que mon fils, frappé le 22 février, à la sortie du bois des Caures, est inhumé dans le voisinage de la lisière de ce bois.

Convaincu de répondre à son intention, je mettrai volontiers cette somme à votre disposition pour qu'elle soit affectée à la fanfare du 59^e bataillon, en souvenir de son commandant, qui l'a conduit au feu...

Agréez, etc...

Général RENOUARD.

Je remercie respectueusement le général Renouard et je prie les lecteurs de ne plus m'envoyer de souscriptions. J'ai à cette heure entre les mains trois mille neuf cent cinquante-neuf francs, ce qui est bien au-delà du nécessaire. On va acheter et expédier les deux fanfares, et dans le même temps, d'ici à quatre jours, les listes et l'emploi de l'argent paraîtront dans l'*Echo*.

XXVI

ACTES ET PAROLES

LE COLONEL DRIANT

In Memoriam.

10 avril 1916.

Auprès d'une tombe, il y a des choses, si bien dites, d'un accent si vrai, d'une figure si nette, qu'il

faut les noter : ce sont les meilleurs portraits du mort.

Et s'il s'agit d'une tombe militaire, d'un Driant, tombé avec ses braves chasseurs, face à l'ennemi, pour sauver la France dans la grande bataille de Verdun, ne craignons pas de nous attarder et de recueillir des faits, des paroles lumineuses. Me ferais-je un scrupule, aurais-je peur que des sujets individuels ne fussent quelque chose de trop petit au milieu des préoccupations où nous jettent le drame immense et les sacrifices anonymes qui coulent comme un fleuve de sang ? En peignant un beau soldat, je peins selon mes forces l'armée de 1914-16, tout le moral de la patrie, je collabore à constituer le trésor où les siècles viendront s'émerveiller l'imagination et s'échauffer le cœur. Driant est-il mort ? Il respire, il agit il crée ; il est un exemple vivant ¹.

Regardez-le dans le cœur de ses chasseurs. L'un d'eux me raconte :

« Il s'occupait du bien-être de ses hommes : il n'en rencontrait pas un sans l'arrêter : « Eh bien ! chasseur, « est-ce que cela va ? » Si vous aviez demandé aux chasseurs ce qu'ils pensaient de leur colonel : « C'est le père « du bataillon, aurait répondu l'un ; « C'est un chic « type », aurait répondu l'autre. Les expressions auraient varié, l'idée était la même.

Un autre m'écrit :

« Je crois qu'en la circonstance « ses enfants » se sont montrés digne du « Père » : car pour nous le colonel n'était autre que le « père Driant ». Il était si paternel

1. Le général Chrétien commandant le 30^e corps écrit à M^{me} Driant : « Ce sera une des plus hautes fiertés de ma carrière d'avoir eu sous « mes ordres ce grand français, dont toute la vie fut consacrée à la « splendeur de la Patrie et que la mort immortalise... Le colonel « Driant demeurera pour tous un splendide exemple de ce que peut « une grande âme, servie par une haute intelligence et animée du « plus pur patriotisme. Sa vie et sa mort sont pour nous une leçon « et un modèle ! » écrit le général de Castelnau, le vainqueur du grand couronné de Nancy.

et si plein de bienveillante attention !... Pas un qui n'osât l'aborder pour lui demander ce dont il avait besoin ; il savait que ses enfants étaient des gars du Nord et de l'Aisne, de ces régions envahies qui souffrent sous la botte de l'oppresseur, et il les avait mis à l'aise en leur disant : « Demandez et vous recevrez ». Aussi pas besoin d'intermédiaire : on frappait à la porte de sa modeste cagna et avec affection on recevait de lui ce qu'on lui demandait : chaussettes, caleçons, chemises, pipes, tabac. Que n'aurait-il pas fait pour ses chasseurs ! Et maintenant le voilà mort, mort en brave. Face à l'ennemi ! N'est-ce point la réalisation de son rêve et comme l'apothéose de son « œuvre » ? (Un chasseur de Driant, du 56^e. Br..., blessé aujourd'hui à Vichy).

D'un autre encore :

« Il allait aux avant-postes très souvent et à toute heure, et il faisait porter derrière lui des musettes pleines de tabac, de chocolat. Il disait aux sentinelles quelques mots, puis se tournant vers celui qui l'accompagnait : « Donnez-lui du tabac ».

Après sa bonté, son courage :

« J'ai été dix-sept mois avec lui, me dit un soldat. Quand une balle vous passe tout près, instinctivement vous rentrez la tête dans les épaules. Eh bien ! le colonel ne connaissait pas ce mouvement-là ».

Un autre de ses chasseurs qui était près de lui durant les premières journées de la bataille écrit à sa marraine de guerre : « Nous avons bien de la peine de ne plus avoir près de nous le colonel Driant. Il était si bon, si brave que l'on restait cloué à ses talons, malgré le danger qui nous entourait : c'est un homme qui a su mettre ses théories en pratique ».

Sur le même sujet encore :

« Sa franchise allait jusqu'à la témérité », me dit un chasseur. *Sa franchise*, aimez-vous ce mot fier et limpide pour dire le courage ? Et le chasseur ajoute : « Per-

sonne ne peut contredire cela : le colonel Driant n'avait jamais peur. Il recherchait les coins un petit peu dangereux où les balles viennent de temps en temps. Mon colonel, lui disait-on, ne vous mettez pas à cet endroit ; les Boches y tirent depuis le matin. Cela l'amusait ; il y allait et disait : « Vous savez bien qu'ils ne tirent jamais « sur moi ».

Voici encore une anecdote que ses hommes m'ont dite :

« A Gercourt, le 1^{er} septembre 1916, après être rentré dans le village, cravache en main, à la tête du 56^e, l'ordre lui était donné de se replier... Beaucoup, dont le lieutenant Delcassé, blessé, étaient tombés. Les balles crachées par les mitrailleuses installées en haut du clocher sifflaient autour des nôtres, et le colonel (alors le commandant), sans se presser marchait en reculant. Voyant l'air étonné d'un caporal, il lui dit : « Tu te demandes ce que je fais « là, petit... Eh bien ! je fais face à l'ennemi ; car je ne « voudrais pas qu'on dise que Driant est mort en mon-
« trant le dos aux Boches. »

Pourquoi je recueille tout cela, qui est minime, c'est entendu ? Pour montrer d'une façon concrète qu'il savait parler au soldat. On ne parle pas assez au soldat, au prodigieux héros de cette guerre, pas assez au modeste officier. Qu'était-il, donc, Driant ? Et qu'est-ce qu'un petit chef, qu'un grand chef même, dans la bataille ? Avant tout l'officier est le réservoir moral de ses hommes.

C'est ainsi dans la guerre, c'est ainsi dans le civil. Celui qui porte en lui et autour de lui l'ordre et l'enthousiasme, la force, celui-là seul est le vrai chef.

Je dirai un mot de Driant, député de Nancy, élu par ces fiers et tragiques territoires d'Amance, Champenoux, Haraucourt, Dombasle, villages de bataille, que j'ai eu l'honneur de représenter.

Durant cette guerre, peu après les jours de gloire où Castelnau sauva Nancy (août-septembre 1914), avec quelle émotion là-bas j'entendis les Lorrains de toutes

opinions rendre hommage à leur député Driant, qui, pendant des années, avait paru à beaucoup excessivement obsédé par les questions militaires, par le patriotisme, par la mise en défense de Nancy. Mais, en octobre, à mon voyage, la ville entière disait : « Driant avait raison ! » Cet aveu viril faisait plaisir à entendre ! Et ce 21 mars, le préfet de Meurthe-et-Moselle vient d'écrire à M^{mo} Driant :

M. le colonel Driant est député de Meurthe-et-Moselle : c'est dire qu'il avait ici, avant la guerre, des amis et des adversaires politiques. Je dis des adversaires, non des ennemis : qui eût pu être l'ennemi d'un homme dont chacun connaissait la droiture et l'absolu dévouement aux intérêts de la Patrie ?

Mais amis et adversaires — je vous en donne la formelle assurance — ont frêmi de la même admiration en lisant les récits du combat au cours duquel il a disparu.

Certes nous étions unis hier ; mais l'héroïsme calme et souriant du colonel Driant nous a rapprochés plus fraternellement encore, comme dans une émotion et une fierté familiales.

Cet héroïsme n'a surpris personne : c'est bien ainsi qu'aux heures tragiques un tel homme devait défendre notre drapeau !

Si vous deviez porter son deuil, Madame, nous le porterions tous avec vous, car le glorieux souvenir de Driant est à jamais gravé dans nos cœurs reconnaissants.

Mais, avec vous, nous espérons de toute notre âme aussi longtemps qu'une certitude ne sera pas établie. L'évidence seule pourrait nous résigner à admettre que nous n'éprouverons pas l'immense joie de le savoir vivant.

L. MIRMAN¹.

1. Apprenant la mort de Driant le préfet de Meurthe-et-Moselle écrivit à M^{mo} Driant :

« Ainsi l'affreuse nouvelle est vraie ; nous ne le verrons plus ! Nous
« avons tous ici partagé votre angoisse, votre espérance ; permettez-
« nous de partager votre douleur, et votre fierté. Le nom de Driant
« restera à jamais associé au souvenir de la bataille de Verdun, dans
« l'âme de tout Lorrain, de tout Français.

Quelle terre de réconciliation que le sol lorrain, sacré une fois encore par le sang des martyrs pour la France ! De cette amitié unanime autour du député-soldat, la lettre de Mirman à M^{me} Driant est une expression que nous n'oublierons pas. Le sous-préfet de Verdun, Jean Grillon, avait été le concurrent électoral de Driant, jadis : les deux hommes se retrouvant face à l'ennemi, se donnèrent l'accolade : c'est français et lorrain ¹.

Driant mort sous Verdun, devient une des figures exemplaires de notre province. Il a fixé sa place au cimetière des chasseurs, à Vacherauville, où sont les morts de Consenvoye, sous le monument sculpté par Corio ; mais nous dresserons sa figure dans les régions de ce pays de Saint-Nicolas-Dombasle, où il était tellement aimé et que, par son obstination inlassable, en réclamant des fortifications, il sauva.

1. Autre témoignage du même état d'esprit cette lettre écrite à M^{me} Driant :

Permettez à un inconnu pour vous, député lorrain comme votre glorieux mari et qui eut l'honneur d'être son compagnon d'armes au début de la guerre devant Verdun, de vous exprimer sa respectueuse sympathie dans les circonstances si cruelles que vous traversez. J'avais peu connu le Colonel Driant avant la guerre. J'ai appris à le connaître et à l'aimer aux avant-postes. Je me souviens de quelle façon ses chasseurs parlaient de lui au lendemain de l'affaire de Gercourt où grâce à son héroïque sang-froid il avait pu sauver les restes de leurs bataillons. Je me souviens de notre dernier déjeuner à Charny, où le Colonel m'avait fait l'amitié d'inviter le sergent et des espoirs communs que nous formions alors. La même haine de l'ennemi nous animait et nous rapprochait. Je me souviens encore du jour où blessé sur mon lit d'hôpital le Colonel vint m'embrasser. J'en ai les larmes aux yeux en y pensant. Quel noble caractère, Madame, quel chef fraternel, quel admirable soldat était votre mari. Des hommes comme lui étaient bien utiles à l'Armée et à la France. Il est tombé à son poste de combat, à la tête de ses chasseurs, les chasseurs de Driant, ainsi que sa vaillance me le faisait redouter. Sa glorieuse épopée est terminée, mais le souvenir n'en saurait périr. L'exemple qu'il a donné survivra dans la mémoire reconnaissante de tous les bons Français. Mon cœur saigne, Madame, avec le vôtre, mais je ne me permettrai pas de vous plaindre. On ne plaint pas la femme du Colonel Driant, on l'admire et on la vénère.

Je m'incline, Madame, respectueusement devant vous.

André MAGINOT.

Un jour que je lui avais demandé un historique des travaux du Grand-Couronné de Nancy, il en arrivait, sur ma prière, à son propre rôle :

« Quant à notre part dans la mise en état de défense de Nancy (je dis notre, car il ne faut pas séparer de moi Marin et Ferri de Ludre), elle est résumée dans le premier plaidoyer fait à la Chambre, et dont je retrouve le texte officiel que je vous envoie. Je le renouvelai chaque année sous une forme ou sous une autre, et ce fut huit mois avant la guerre que M. Poincaré me dit un jour : « J'ai le plaisir de vous annoncer que la question à laquelle vous vous intéressez tant est résolue. Les travaux sont commencés. » J'allai les voir en avril 1914. Ça n'allait pas vite... »

Je m'arrête... En janvier dernier ou bien au début de février (je ne retrouve pas sa lettre), il alla encore visiter les défenses du Grand-Couronné, s'assurer de ses yeux qu'une nouvelle offensive des Boches n'atteindrait pas Nancy... Quel bon gardien de la France il faisait !

Son œuvre d'écrivain était un élargissement de son action militaire et nationale. Ecoutez-le m'en résumer l'esprit dans ces quelques lignes :

« ... Depuis vingt-cinq ans, au cours d'une trentaine de volumes, j'ai essayé de préparer les jeunes à faire front à la nouvelle invasion. La Guerre de demain, je l'ai écrite, au lendemain de l'affaire Schnœbelé, en 1899. Je suis en train d'en vivre la première partie, la guerre de forteresse, et mon fort de Liouville, réduit en miettes par leur 420 et évacué, avait sa peinture faite de façon insuffisante, alors que je croyais l'avoir exagérée. Bientôt ce sera en rase campagne, et vous verrez que tout cela finira par une de ces charges de cavalerie que Guillaume affectionne, dont il prendra la tête et où il restera. Il n'y a qu'une œuvre que je regrette, c'est Guerre fatale, la guerre contre l'Angleterre

qui, vraiment, agit à cette heure en grande nation ; mais je l'écrivais au lendemain de Fachoda, avec dans les oreilles, les récits de mon ami Baratier, de Marchand, et ceux qui se souviennent de notre colère d'alors ne m'en voudront pas. Oubliez ce volume... »

Si j'étais chargé de l'édition définitive des œuvres de Driant, je ne manquerais pas d'y mettre son rapport du 26 novembre 1915 sur le projet de loi relatif à l'appel de la classe 1917 sous les drapeaux. C'est une page hautement honorable pour la jeunesse française, dont il fut un des éducateurs militaires.

Donnons au chef en qui nous avons mis notre confiance nos enfants de dix-neuf ans puisqu'il nous les demande, et à l'heure où il nous les demande. La nation veut vaincre toutes ses énergies sont tendues vers ce but unique. Elle aura en 1916 un matériel formidable. Ne lui marchandons pas les bras pour les mettre en œuvre. Si vous voulez, d'ailleurs, vous former une opinion qui ne vacille pas, interrogez les jeunes gens de la classe 1917 eux-mêmes : ils vous diront qu'ils brûlent du désir de rejoindre leurs aînés. Cette génération magnifique et méconnue ignore la peur et ne veut pas être défendue contre le danger. Elle nargue superbement l'une et l'autre. Elle fera son sacrifice le sourire aux lèvres, comme les « Marie-Louise » de l'autre siècle, comme ceux de nos enfants dont les tombes marquent la frontière de la France de 1915.

Messieurs, ces jeunes gens ont des pères et des frères à venger : ils veulent prendre leur part de la victoire certaine. Permettons-leur d'arriver à temps.

Driant connaissait la jeunesse française, parce qu'elle le lisait, parce qu'il avait été instructeur à Saint-Cyr, parce qu'il avait, outre sa fille, — dont la médaille de première communion qu'il portait sur le cœur servit à le reconnaître, — trois fils, fils dignes de leur père et de leur grand-père, le charmant et vaillant soldat ardemment aimé de la France, que fut le général Boulanger.

M^{me} Driant et ses enfants prendront une consolation à penser que le colonel a trouvé une mort en harmonie avec toute son existence et dont le sacrifice l'eût satisfait ¹.

Elle se place si naturellement au bout de ses jours qu'il semble l'avoir prévue, l'avoir rêvée. Lisez plutôt cette page que je copie dans ses *Robinsons sous-marins* et comparez-la au récit qu'hier je vous donnais :

Je suis sur un champ de bataille. Les balles sifflent leur meurtrière cantilène à travers les rangs qui s'éclaircissent ; les obus à la mélinite éclatent, projetant leurs jets caractéristiques de fumée noire, traversés de rouges éclairs.

L'air est empesté de leur âcre vapeur ; je respire à peine.

J'ignore où et pourquoi je me bats.

Est-ce *la guerre de revanche* si longtemps rêvée ? Quel est ce ravin couronné de bois que précisent mes regards enfiévrés ? Sommes-nous en France ou en Allemagne ?

Près de moi, des *chasseurs à pied* tirent, tirent sans arrêt, couchés dans les sillons... Derrière eux, des sous-officiers courent, baissant le dos, pour indiquer les objectifs, rectifier les hausses ; je reconnais des figures amies, je veux les appeler...

Un commandement : « En avant ! »

Un air entraînant s'il en fût, la *Charge*, à laquelle se mélangent des bribes de *Sidi-Brahim* et de *Marseillaise*, et vers les bois la ligne entière s'ébranle.

Je lève le bras, brandissant un sabre qui me semble lourd, lourd comme une hache ou une masse d'armes.

Je veux crier : « En avant ! » et soudain une douleur aiguë me traverse : j'ai nettement perçu un sifflement plus proche dans l'intense bourdonnement des projectiles qui passent en essais rageurs et je tombe assis, montrant la colline du bras qui s'alourdit de plus en plus...

Une balle m'est entrée dans le flanc en achevant son juron dans un bruit mat de chairs traversées et d'os pul-

1. Le général Lyautey, du Maroc, écrit à M^{me} Driant. « Nulle mort ne pouvait plus glorieusement couronner cette noble vie ».

vérisés ; puis une autre m'atteint au milieu du front, et il me semble que mon cerveau éclate comme une grenade mûre.

Une main glacée me couche tout du long dans un sillon au milieu des coquelicots et des bleuets.

Un silence ; la canonnade s'affaiblit, la fusillade s'éteint ; l'ombre monte au ciel.

Je suis tout contre un petit soldat imberbe, à capote bleue, et, sur le col de celle-ci, je lis « N° 1 », celui d'un bataillon que j'ai aimé par-dessus tout...

Les yeux du petit chasseur sont fermés ; il semble dormir ; mais il a, comme moi, un trou au milieu du front... (*Robinsons sous-marins*, p. 91 et 92).

Driant a bien vu. Il repose à côté de ses petits chasseurs, non pas auprès de deux du 1^{er} bataillon, ceux de Troyes, qu'il aimait tant, mais auprès de huit chasseurs du 56^e et du 59^e dont il m'écrivait : « *Mes deux bataillons sont devenus pour moi une deuxième famille. Braves gens s'il en fût, n'ayant jamais tourné la tête, prêts à me suivre n'importe où. J'en ai perdu..... ; le noyau qui reste résistera à tout* ».

Voici le télégramme du roi d'Espagne qui nous montre Driant dans cette glorieuse tombe militaire :

Madrid, 3 avril, 15 h. 10.

Martin, chef protocole, Paris.

On mande de Berlin que pas loin de Beaumont et de Caures on a trouvé sépulture colonel Driant à côté de celle commandant du 59^e chasseurs et de sept hommes. Amitiés.

ALFONSO R.

Ce télégramme fut transmis à M^{mo} Driant par le président de la République, dans une lettre qui exprime le respect et la gratitude unanimes :

3 avril 1916.

Madame,

J'ai le profond regret de vous transmettre un télégramme

que le roi d'Espagne vient d'envoyer au chef du protocole et qui paraît malheureusement nous enlever désormais tout espoir. Je m'étais refusé jusqu'ici à admettre la douloureuse vérité, et je n'avais pas voulu vous importuner d'une démarche indiscrette. Mais en présence de ce nouveau renseignement qui ne semble que trop certain, je tiens à vous exprimer Madame, en même temps que ma vive admiration pour la noble et glorieuse conduite du colonel Driant, ma très respectueuse sympathie dans le deuil qui vous atteint.

P.-S. — Hier dimanche, l'*Echo de Paris* a publié la première liste des souscriptions généreuses que nos lecteurs ont bien voulu me faire parvenir pour les deux fanfares des chasseurs de Driant.

Le total des sommes reçues monte à cinq mille quatre cent dix-sept francs soixante-quinze centimes.

Les deux fanfares, grâce à plusieurs instruments qui nous ont été donnés, n'ont coûté que 3 061 fr. 60.

Nous nous trouvons en présence d'un excédent de 2.356 fr. 15 que je crois bien faire de mettre, par égales moitiés, à la disposition des deux chefs des deux bataillons pour qu'ils en usent, comme ils le jugeront le mieux pour l'agrément de leurs braves soldats.

Je renouvelle nos remerciements à nos lecteurs et amis qui ont satisfait au vœu du colonel Driant et du commandant Renouard.

— La *Ligue des Patriotes* organise à Paris une série de conférences sur des sujets nationaux, étrangers à toute politique de parti.

Notre éminent ami, le bâtonnier Chenu inaugurera cette série, mardi 11 avril, 8, rue d'Athènes, à 8 h. 30 en traitant le sujet suivant : « La Ligue des Patriotes : son programme de guerre et d'après-guerre ».

XXVII

LE TESTAMENT DU SOLDAT

Les orphelins de la guerre.

12 avril 1916.

Nous adjurons le Sénat et le gouvernement d'aimer et de maintenir le chef-d'œuvre de l'Union sacrée... Certes, c'est bien leur désir et leur volonté, mais il y faut de grandes précautions.

L'Union sacrée ! elle fut le premier prodige français, quand les cloches de nos églises sonnèrent soudain le tocsin. Il ne s'agissait pas d'obtenir que tous les Français, de toutes les opinions, fussent désormais d'accord sur tous les sujets qui, dans tous les siècles, ont divisé l'humanité ; il suffisait de les unir pour que tous s'entendissent sur les intérêts primordiaux du pays et sur les moyens du salut public. A la même minute, ce vœu se forma dans le cœur de tous les hommes qui chez nous détenaient une parcelle quelconque d'influence. On vit naître, entre autres organisations, le comité du Secours national. J'ai raconté sa fondation ; j'ai dit comment à la Sorbonne, le 8 août 1914, nous nous trouvâmes réunis, au nombre d'une trentaine, sur la convocation du président de l'Institut, un Alsacien, M. Appell.

Nous étions là, dans cette haute maison sereine, des personnes bien étrangères les unes aux autres, et pis encore qu'étrangères ; des ennemis de la veille, des gens qu'il y a quinze jours il eût été absolument impossible de mettre en présence sans qu'ils se dévorassent. J'étais assis entre M^{lle} Jeanne Déroulède et mon éminent confrère

M. Lavisse. C'est de tout repos. Mais aux côtés de Maurice Pujo et de Bernard de Vésins, délégués par Charles Maurras empêché, et non loin de M^{sr} Odelin, qui représente l'archevêque de Paris, voilà M. Bled, secrétaire de l'Union des Syndicats de la Seine, voilà M. Dubrenilh, secrétaire du parti socialiste, voilà M. Héliès, président du magasin de gros des coopératives, voilà M. Jouhaux, secrétaire de la Confédération générale du travail...

J'ai vu dans ma vie bien des assemblées délibérer. Elles étaient toujours divisées en partis. C'est, je crois, la première fois que je vois des gens chercher la vérité en commun. Il y a là, en même temps que des chefs de groupements politiques, les présidents des plus grands corps de l'administration. On peut penser quelle précision solide apportent dans la discussion des hommes tels que le premier président de la cour de cassation, le premier président de la cour des comptes, le syndic des agents de change. Mais ce qui est unique, inoubliable, c'est la profondeur et le sérieux de l'émotion où baigne tout ce débat. Ces hommes, ainsi réunis, ont conscience que la présence de ceux qui hier étaient leurs adversaires est des plus utiles. Ils se savent d'autant plus de gré qu'ils étaient plus éloignés. Chacun de nous comprend que ce comité ne peut valoir que s'il est tel que chaque Français y trouve l'homme dans lequel il a le plus confiance.

Ce groupement, si disparate, qu'un romancier qui l'eût imaginé au 31 juillet 1914 n'eût probablement pas trouvé un journal acceptant de publier pareille rêverie, a dû manier et distribuer les sommes de beaucoup les plus considérables qu'aucune œuvre de guerre française ait réunies, et il a obtenu l'applaudissement unanime des victimes de la guerre, de toutes les œuvres, de tous les hommes politiques et de toute la presse.

Son succès n'est pas l'effet d'un engouement passager ; après vingt mois, il n'a cessé de s'accroître et de s'affirmer.

Or, voici que survient un des problèmes les plus redoutables et les plus pressants de la guerre et de l'après-

guerre : que vont devenir nos orphelins — qui sont déjà, d'après l'évaluation officielle — un million quatre cent mille ?

La patrie veut les élever dans la plus tendre, la plus reconnaissante générosité ; mais les charges de l'État sont déjà formidables ; le poids en augmente chaque jour dans une proportion littéralement incalculable, au point que les députés des pays envahis se réjouissent comme d'une victoire d'avoir obtenu que le gouvernement, qui avait promis de relever les immenses ruines matérielles « dans les limites de ses possibilités », ait bien voulu remplacer cette expression par cette autre : « *Au fur et à mesure de ses possibilités* ».

Si les ruines matérielles peuvent supporter quelques délais, il n'en est pas de même des orphelins de la guerre : c'est tout de suite qu'il faut les élever, les entretenir et leur donner une éducation selon le vœu de leurs pères.

La solution s'impose d'elle-même, me suis-je dit, bien d'autres avec moi : l'État va élargir la législation de la charité privée, susciter les initiatives individuelles et collectives, communales, corporatives, sociales, religieuses, régionales, nationales ; au-dessus de cette multitude de dévouements, il placera un organisme directeur qui, sous le contrôle des pouvoirs publics, mais muni de facultés très étendues, aiguillera les générosités particulières, évitera les doubles emplois, signalera les besoins les plus pressants, agira, en un mot, avec la souplesse que ne peut jamais se permettre, chez nous, une organisation d'État.

« Et précisément, me disais-je, cet organisme sauveur existe déjà ; il fonctionne depuis bientôt deux ans ; il ne reste qu'à lui donner la suprême investiture officielle. Le problème des orphelins, loin de nous diviser, va nous unir plus étroitement. Nos héros, après nous avoir sauvés des hordes barbares, nous auront libérés de ces

détestables querelles entre pères de famille à propos de l'éducation des enfants. »

J'exposai dans *l'Echo de Paris* mon idée. Elle s'était présentée par ailleurs à d'excellents esprits (de tous les partis). Elle prit corps législativement, dans un amendement présenté au Sénat par deux jurisconsultes : MM. de Lamarzelle et Larère. O surprise ! quelques notes de presse affirmèrent que la commission sénatoriale repoussait ce texte ; aussitôt, (le 22 mars), je suppliai les sénateurs « de réclamer les raisons de la commission, si elle en avait, inlassablement ».

M. de Lamarzelle voulut bien poser la question. Voyons les réponses. Écoutez M. Painlevé, ministre de l'Instruction publique, et M. Flandin, vice-président de la commission.

Tous deux ont couvert de fleurs le Comité du Secours national ; à l'envi, ils ont prononcé son oraison funèbre et solennellement invité le pays à ses obsèques, sans doute nationales.

Mais les motifs invoqués pour procéder à l'inhumation d'un mort si vivant et si bienfaisant ?

Je vais essayer de vous les résumer aussi sèchement que le ferait le plus scrupuleux avoué écrivant une assignation sur du papier timbré à 0 fr. 60 la feuille :

a) « *Le Secours national, c'est une organisation improvisée pour une courte période, dans le but de distribuer des secours de guerre tant que dureront les hostilités... Ses statuts ne sont point faits pour une longue durée.* » (M. PAINLEVÉ ; *Journal officiel* du 1^{er} avril, p. 232, col. 2 et 3).

b) « *Dans sa décision du 25 mars de l'année dernière, le Secours national, discutant la question des « orphelins de la guerre », a voté une résolution d'où il ressort que ce Comité lui-même demande que l'Etat crée « précisément l'Office national » tel que le demande la Commission sénatoriale ; vouloir charger de cette fonction le Secours national, c'est*

donc « être plus royaliste que le roi ». (M. PAINLEVÉ; *Officiel*, p. 232, col. 3).

c) D'ailleurs, le *Secours national* « est une institution qui n'a pas d'existence légale ». (M. FLANDIN; *Officiel*, p. 233, col. 2.)

Quel triple coup de massue, direz-vous... J'ai eu l'audace de penser que ces réponses n'étaient peut-être pas décisives. Pas décisives « en droit », comme disent ces Messieurs du Palais, c'est incontestable ; mais « en fait » ?

Pour le savoir, j'ai employé un moyen pas très original, mais assez sûr, et puisque je suis membre du comité directeur du *Secours national*, je suis allé chercher dans mes souvenirs et dans mes archives des documents authentiques, des pièces officielles.

Le premier passant sympathique peut d'ailleurs nous les demander, et certes sur leur moindre geste nous serions allés les soumettre à la commission et au gouvernement.

Je les mets sous leurs yeux, sans y mêler mes impressions. J'ai hâte de me réfugier de nouveau dans le résumé « objectif » et chaque lecteur commentera à sa guise :

a) *Les statuts du Secours national* « ne sont point faits pour une longue durée », même pas pour le temps nécessaire à l'éducation des orphelins ?

Excusez-moi, monsieur le ministre, l'article XV semble avoir prévu votre objection. Le voici : « Le comité du *Secours national* continuera son œuvre pendant toute la durée de la guerre. Il pourra la prolonger autant que subsisteront les besoins auxquels la guerre aura donné naissance ».

b) Le 15 mars 1915, le *Secours national* a lui-même demandé qu'on ne le chargeât point des orphelins ?

Comment se fait-il que l'assertion contraire se trouve dans le texte même de la délibération, dont un secrétaire n'a

évidemment donné au ministre que de trop brefs extraits ?

La délibération dit, en effet, que « le Secours national souhaite que cette œuvre (des orphelins) à laquelle il est prêt à collaborer, revête vraiment les caractères d'une œuvre nationale, conçue dans le même esprit et réalisée dans les mêmes conditions que le Secours national lui-même ». (Texte publié par le Manuel général de l'instruction primaire, 3 avril 1915, p. 299.) — Et vous trouveriez un texte encore plus catégorique dans le numéro 3 d'août-septembre 1915 de la Revue du Secours national, pages 17 et 18.

e) Le Secours national « n'a pas d'existence légale » ?

De fait, le Secours national (ce détail est utile à noter) a vécu et fonctionné de longs mois sans les formalités administratives. Pendant près d'un an il a publié au Journal officiel, s'il vous plaît, les plus généreuses et les plus nombreuses souscriptions, contrairement (nouveau détail du plus vif intérêt pour les adorateurs de la « forme ») à la loi sur les associations. Mais, savourez comme il convient la suite : depuis cinq mois, exactement depuis le 29 septembre 1915, le Secours national a reçu, par décret du président Poincaré, la plus haute consécration légale à laquelle puisse aspirer une œuvre qui n'est pas un organisme d'Etat ; elle a été « reconnue d'utilité publique », et ce, sur « la délibération du conseil municipal de Paris en date du 2 juillet 1915 », — sur « l'avis du préfet de la Seine du 4 août 1915 », — après avoir « entendu la section de l'Intérieur, de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, du Conseil d'Etat », — en fin « sur le rapport du ministre de l'Intérieur », qui a du reste contresigné le décret présidentiel, et qui n'est autre que M. Malvy. Et cette existence d'abord extra-légale, puis archi-légale, a été consacrée à une activité bienfaisante dont j'ai sous les yeux le tableau détaillé. La place me manque pour le reproduire ; j'en retiens la conclusion en date du 3 avril 1916 :

« On peut estimer à environ quatorze millions les subventions réparties par le Secours national ».

M. Painlevé et M. Flandin sont-ils édifiés par ma triple réponse? Je rends hommage à leur bonne foi, à leur bonne volonté et je me mets à leur disposition pour éclairer les points où ils croiront encore pouvoir maintenir leurs trois arguments.

J'ai promis d'être objectif. Je le serai jusqu'au bout.

M. le ministre refuse le concours du Secours national parce qu'il s'agit de « l'éducation » des orphelins (*Officiel*, p. 232, col. 3). Voilà le point névralgique, le point douloureux du conflit, le sommet du débat. Ne l'évitons pas. Prenons-le de face. Allons-y.

Eh bien! non, monsieur le ministre, par le fait qu'il acquitte une dette, le débiteur n'acquiert pas sur son créancier un droit de contrôle. Parce que la *Patrie* payera ce qu'elle leur doit aux enfants de ses héros, il ne saurait s'ensuivre pour le *ministre*, pour le *préfet*, pour le délégué communal le droit de contrôler les dépenses de la famille, ni encore moins de surveiller l'éducation des orphelins.

Les orphelins ordinaires n'ont pas de contrôle autre que celui de la « tutelle civile »; et vous pensez pouvoir imposer aux orphelins de la guerre un surveillant spécial, surveillant du tuteur et du subrogé-tuteur, surveillant des ascendants, surveillant de la mère?

Ah! je vous en conjure, retirez ce mot malheureux.

Vous ne pouvez vous imaginer à quel point la vague possibilité d'une emprise de l'administration préfectorale, sur l'âme des orphelins, émeut le pays.

Essayez de lire sans verser des larmes ce testament d'un père de famille écrit sous la mitraille de Verdun. Celui qui l'écrivit me l'envoie :

Ceci est mon testament.

C'est ma croyance et mon espérance en Dieu qui soutient mon courage sur les champs de bataille où je lutte pour la Patrie.

Si j'y trouve la mort, j'entends absolument que mes pauvres chers enfants soient élevés dans la religion catholique comme cela aurait eu lieu si j'étais revenu sain et sauf.

Et je compte énergiquement sur mes frères d'armes survivants pour empêcher que ma volonté sacrée, qui est aussi celle de ma chère femme, soit jamais contrariée par qui que ce soit dans mon pays. C'est à cette condition que je suis à chaque minute depuis dix-huit mois prêt à mourir pour lui.

Fait dans la tranchée à Verdun, le 17 mars 1918.

*P... M...,
soldat au ...^c d'infanterie.*

Changez la foi de ce soldat, père de famille ; supposez-le protestant, juif, socialiste, tout ce que vous voudrez. Son raisonnement est le même, sa volonté dernière pareille ; il n'admet pas que ses enfants soient élevés selon les ordres et préférences du délégué préfectoral dans sa commune.

Il n'est pas possible que vous ne vouliez pas supprimer tout de suite d'aussi poignantes préoccupations chez nos défenseurs. Vous allez d'urgence confier nos orphelins et les œuvres qui s'occupent de ces enfants au Comité qui, ainsi que je l'ai écrit le jour de sa fondation et comme M. de Lamarzelle a bien voulu le rappeler à la tribune du Sénat, est composé de « telle manière que chaque Français y trouve l'homme dans lequel il a le plus de confiance ».

XXVIII

UN VOYAGE A VERDUN

I

LA ROUTE. SACRÉE

14 avril 1916.

J'ai suivi cette route de Bar-le-Duc à Verdun par où la bataille fut ravitaillée, quand la voie ferrée, sous le canon ennemi, arrêta soudain son service. Minute tragique ! Nos armées engagées allaient-elles cesser d'être reliées aux services du territoire, à cet immense organisme, à ce cœur dont elles reçoivent des hommes, des armes, des munitions, des vivres, leur sang, leur vie ? N'ayez crainte, l'instrument existait.

Dans mes notes de février 1915, je lis : « L'ensemble des services automobiles dispose d'un matériel de plus dix mille voitures, conduites et entretenues par,..... chauffeurs et ouvriers. Le nombre des véhicules en service a augmenté d'un tiers depuis la fin d'août, et leur état est excellent... » Et plus loin, toujours à la même date : « En vue de l'offensive, nous avons ajouté à nos dix mille poids lourds plus de..... nouveaux camions ». Voilà les chiffres de février 1915, et depuis on n'a pas cessé de travailler, sachant bien que, le jour où nous pourrions aller de l'avant, l'ennemi ne nous aura laissé derrière lui aucune voie ferrée.

Ce bel outil, immédiatement les chefs l'appliquèrent au point voulu et l'adaptèrent. On était perdu si, à Bar il y avait eu du désordre, de l'encombrement et, comme

on dit, de la pagaye. On sut trouver un aller, un retour, deux voies qui partant du chemin de fer ne se rejoignent qu'au sortir de la ville. C'est un rien cette boucle, c'est la trouvaille d'art animant et perfectionnant les moyens matériels.

Sur la longue route, sous les hauts peupliers sans feuilles, nous roulons dans le cortège des voitures à bâches qui, toutes rangées sur la droite, et distantes chacune de quarante mètres, pour empêcher les choes de surprise, filent rapidement sous le tourbillon de poussière. Elles apportent à Verdun des hommes et des munitions, tandis que, sur la gauche, s'évacuent les blessés. Par d'autres chemins moins rapides, les ravitaillements de vivres s'acheminent en longs convois de chevaux. A l'heure matinale où nous la suivons, la route emmène des hommes de renfort. Les voilà assis, les uns à côté des autres, fumant la pipe, lisant les journaux, superbes de jeunesse, de santé, de fermeté, de liberté. Quelle grandeur triste dans ces groupes humains, solides, calmes, serrant leurs armes, et qui forment, voiture par voiture, de vivants trophées en marche !

Partout des inscriptions, des flèches qui ne permettent aux conducteurs aucune hésitation ; à tous les carrefours des officiers et des sous-officiers pour régler les croisements ; sur la chaussée, pas une ornière. A aucune époque je n'ai vu nos routes lorraines si fermes, si planes. C'est que sur le côté un peuple de cantonniers militaires casse des cailloux, arrose et empierre, sans arrêt, jusque sous les roues des camions.

Quel bel ordre ! C'est la route sacrée. Tout le monde eut le sentiment dès la première minute, que c'était bien organisé. Les troupiers se félicitèrent de la façon dont ils avaient été transportés, le plus grand nombre étant véhiculés, jusqu'au champ de bataille. « Si ça va comme ça, c'est bien », disaient-ils. Un fleuve s'écoulait vers les combattants. C'est la France, pensaient-ils, qui

vient à notre secours. Que de mots on a recueillis ! Celui-ci, par exemple : « Nous avons été vingt-quatre heures sans manger, mais nous disions : tant mieux, si les munitions passent devant. »

Au début, les automobilistes fournirent un travail fou, mangeant, dormant sur leurs sièges, où vous savez qu'ils sont deux à s'entr'aider, toujours en mouvement, s'épuisant, sauvant l'armée. Joffre les a mis à l'ordre du jour ; il a hautement loué « la bonne organisation des mouvements » et puis « l'endurance et le dévouement du personnel ». C'est bien qu'ils soient mis à l'honneur et que l'on reconnaisse sur preuve ce qu'ont fourni des hommes « dont beaucoup sont malingres ou déjà âgés », qui seront « indispensables tant qu'on n'aura pas trouvé le moyen d'avoir des soldats qui puissent vivre sans manger et se battre sans munitions » et pour qui l'opinion fut parfois injuste. Nous leur devons non pas certes nos succès mêmes, mais du moins la possibilité de ces succès. (Voir l'étude de M. Le Far, *Pour le ravitaillement des armées*, dans la *Revue des Deux Mondes*, du 1^{er} mars.)

Elle deviendra légendaire, cette route du ravitaillement, cette suite ininterrompue d'automobiles se déroulant sur une soixantaine de kilomètres de Bar à Verdun et de Verdun à Bar, avec l'aisance et le silence d'une courroie de transmission. Elle continuera de parler à jamais dans cette longue plaine meusienne qui vit passer tant d'invasions et qui ne sait rien que par la pluie, le soleil, la neige et la charrue.

Parfois nous traversons des villages pleins de troupes au repos, où les hommes couchés dans l'herbe astiquent, fourbissent, se parent, ou se pressent autour du lavoir, ou bien encore assis sur la marche des portes, les jambes écartées, lisent leur journal. C'est dans l'un d'eux, inutile de dire où, que je vais saluer le général Pétain.

Une demi-douzaine d'officiers et de sous-officiers dans le corridor et dans l'escalier, une salle aux quatre murs

blancs de plâtre, des chaises de paille, une table de bois noircie. Simplicité, nudité, pauvreté de cette pièce de hasard, où le chef passe de longues heures durant la bataille. Le voilà : grand, complètement chauve, une certaine majesté naturelle, une façade glaciale sous laquelle on devine l'être plein de chaleur. Pour un tel homme, toute sa vie, rien n'exista que les choses de l'armée, et dans ces semaines où l'univers pense à lui, pas une de ces pensées ne vient jusqu'à son être qui tout entier ne connaît que les problèmes d'exécution qui lui furent confiés.

Je ne suis pas si niais que de philosopher sur le contraste d'une telle puissance et d'un lieu si pauvre ; c'est la dixième fois, depuis le début de la guerre, que je me trouve dans ces installations où la majesté du commandement ne doit rien aux tentures de Belloir, mais tout de même il faudrait avoir bien peu d'imagination pour ne pas sentir la grandeur de cette chambre d'école ou de mairie où on respire la puissance. Puissance matérielle : cet homme ouvre ou contient le robinet de sang ; puissance spirituelle : il distribue la foi, l'espérance, l'énergie ; enfin il tient dans ses mains le volant des destinées françaises.

Qu'a-t-il dit ?

Nous n'avons pas besoin que les chefs nous parlent. Aucun discours ne vaut un acte, aucune préface, aucun commentaire ne remplace l'œuvre. Il en est de ces hommes de guerre comme des grands artistes. On connaît Corneille par le *Cid* et *Polyeucte* ; Racine par *Athalie*. Pétain appelé par Castelnau, qui savait de quelle manière il travaillait, reçut des mains du général Herr la matière en fusion et chacun des trois avec abnégation donna ou reçut le commandement, sans chercher autre chose que le bien du service.

On voudrait que dans toutes leurs parties ces grands chefs-d'œuvre militaires où l'esprit français se déploie en plusieurs collaborations, fussent signés authentiquement.

Quand l'heure sera venue, et que leurs chefs les autoriseront, des observateurs tels que nos chers amis Henry Bordeaux et Louis Madelin raconteront les tragiques dehors et puis, pour parler comme Stendhal, « les intérieurs d'âme » qu'ils virent sur cette humble place de village, et qui, à l'encontre de ce qu'écrivait M. l'auditeur, délégué au département des vivres, au retour de la campagne de Russie (1812), ont augmenté leur respect du caractère français et de la nature humaine. Ils me l'ont dit ou fait comprendre dans des conversations inoubliables, où ils me permirent de m'approprier une part de leur expérience, sans que je puisse en faire état. Combien il serait beau de vous montrer des âmes et cette diversité de génies : Joffre, Castelnau, Pétain... Mais reprenons notre route, rentrons à Bar-le-Duc.

Au soir, ce grand cordon de voitures s'allume, forme une illumination mouvante... Souvent les illuminations suivent la victoire, celle-ci la prépare.

XXIX

UN VOYAGE A VERDUN

II

LES FLEURS DE VERDUN

15 avril 1916.

J'arrive de Verdun.

Verdun est à cette heure le centre de l'univers. Les regards des peuples sont tournés vers cette vieille petite ville, dont nous venons de parcourir les rues écroulées, fumantes et désertes, et vers ces collines qui ne parurent

jamais plus solitaires que depuis que deux millions d'hommes s'y déchirent, terrés dans des sillons sanglants... Les chaumes et les boqueteaux s'étendaient à perte de vue, sans que je visse rien autour de moi que les alouettes suspendues dans l'azur, et, par brefs intervalles, au loin, l'éclair de nos batteries, les lourds flocons de leur artillerie.

Aujourd'hui, parlons seulement de la ville.

Les rigueurs de la censure nous gêneront? Rigueurs justifiées, bienfaisantes. Je les mentionne uniquement pour que le lecteur s'explique les coins d'ombres que je devrai multiplier dans mes croquis d'après nature.

Il n'y a plus de civils dans Verdun et l'on sait que les soldats s'occupent ailleurs. Je me suis promené dans cette solitude, dans ces rues bordées de demi-ruines et bien déblayées des gravats que les explosions y avaient amoncelés. Effet tragique des maisons s'écroulant et se diluant dans la Meuse. Ça et là des quartiers de la ville subsistent, portes ouvertes, volets battants. Je suis allé à l'hôtel de ville, à la cathédrale, et monté au palais épiscopal, j'ai parcouru ses salles et son petit cloître. Inutile de préciser dans quelle mesure le tir des Barbares a bien ou mal porté. Ce qu'on peut dire, c'est qu'il n'y a que les vieux évêques et Vauban qui aient construit à toute épreuve; leur double fortification subsiste intacte : rue Mazel, les bombes et le feu ont mis à nu d'anciens remparts antérieurs à Vauban, sans doute du temps des évêques, qui faisaient le fond des maisons récemment effondrées, et dont pour ma part je ne soupçonnais pas l'existence.

Une petite fille de huit ans m'avait dit : « Si tu vas à Verdun, va voir dans mon armoire à jouets si mes jouets sont cassés. » J'ai cherché et trouvé la maison de l'orpheline. Porte ouverte, fenêtres fermées, son mobilier familial intact, elle attend, inanimée, ceux qui ne viendront plus. J'ai ouvert l'armoire aux jouets toute sombre

où les poupées étendues dormaient paisiblement. Combien de temps subsistera cette demeure, quasi seule debout au milieu des ruines ? Tandis que je m'y attarde, peut-être l'obus incendiaire accourt-il dans le grand ciel bleu ? Peut-être tandis que j'écris ?...

Les Boches ont encore beaucoup de choses inutiles à faire dans Verdun !

Que leur sert d'obliger des milliers de bourgeois à quitter leurs demeures et, pauvres gens inoffensifs, à laisser toute place à la défense ? Un journaliste danois qui revient de Verdun écrit : « L'unique avantage que les Allemands ont remporté par leurs progrès, c'est que la ville est placée maintenant dans le rayon de tir de leurs canons. La malheureuse cité reçoit chaque jour de 300 à 400 obus (je crois ce chiffre très exagéré) dont un grand nombre d'incendiaires. N'ayant plus l'espoir de pouvoir prendre la ville, les Allemands ont évidemment l'intention de la détruire le plus possible. Verdun produit l'effet d'une ville morte, *mais qu'importe tout cela*, comme disent les soldats, pourvu que les Allemands n'y entrent pas. Et cela n'arrivera jamais. » (*Froεις Froεις-land*). *Berlingske Tidende* (dan.), 29.3.

Le *qu'importe* est juste. Voilà bien des ruines, mais qu'est-ce que cela prouve ? A quoi cela avance-t-il les Allemands ? L'Anglais Repington a précisé mieux encore cette saine façon d'apprécier la guerre, quand après s'être promené dans la bataille il fait cette observation : « Les chefs de la grande armée française ont l'esprit tranquille, parce qu'ils ont mesuré ce que peut faire l'ennemi... »

Nous touchons là au centre même de la pensée qui sauvera la France. Quand Castelnau, dans la nuit mémorable de février, arriva près de Verdun, il apprécia qu'il avait le temps d'exécuter les diverses actions qu'il jugeait nécessaires et ainsi de « rétablir la bataille », parce que les Allemands ne pouvaient pas opérer une nouvelle

pression avant d'avoir déplacé leur artillerie et amené des renforts. Il disposait d'un délai qu'il calcula. Et ainsi il se maintint dans un état paisible. Cette tranquillité du haut chef, à travers tous les étages du commandement, elle se communique aux simples soldats, en se nuancant, selon les nécessités de chaque emploi. Ne pas s'émouvoir ; au milieu d'un formidable déploiement d'épouvantes, tenir compte seulement de ce qui est agissant ; considérer que cette poussière de plâtras qui remplit l'air n'augmente en rien les chances des Boches, c'est grande dignité, grande force.

Ceux qui commandent ont conservé l'usage libre de leur âme. C'est la vertu de Joffre sur la Marne, de Castelnau sur la Meuse, et de leurs dignes officiers dans les détails journaliers. Je voudrais en noter un trait, bien minime, mais de mon expérience. Nous ne manquons pas d'adjectifs à l'arrière ; si l'on va au milieu des héros, ce n'est pas des adjectifs que vous voulez que l'on vous rapporte, mais des faits. Les plus simples, pourvu qu'ils soient significatifs. Si des témoins voulaient noter, en même temps que les grands actes de sacrifice, des impressions rapides et profondes, presque indéfinissables, certaines minutes secondaires, combien nous augmentions le trésor dont la France se nourrit.

Quand nous sommes entrés dans les interminables galeries de la forteresse de Verdun, taillées à même dans le roc, superposées les unes aux autres, reliées par des escaliers, éclairées à l'électricité, et que je ne puis mieux comparer qu'aux tunnels du Métropolitain, nous avons suivi des rails sur lesquels des wagonnets transportent des approvisionnements de tous ordres, puis parcouru des galeries-dortoirs, des galeries-bureaux, où les officiers écrivent, téléphonent et télégraphient ; enfin, ayant visité les immenses services de cette ville souterraine, bien chauffée, bien illuminée et bien ventilée, ruche laborieuse et silencieuse, magnifique d'ordre, de richesse

et d'activité, nous sommes arrivés dans la galerie-réfectoire où, comme la haute barre d'un T majuscule, la table d'honneur était dressée à la tête de la table des officiers.

Table d'honneur? Oui, car j'étais là avec le ministre de Grèce, M. Athos Romanos, dont les sentiments personnels de francophilie ne sont pas douteux, qui croit qu'une victoire française doit être une victoire de l'hellénisme, et qui venait au titre privé admirer le génie de nos chefs et l'héroïsme de nos soldats.

— Ah! dit-il avec émerveillement, ces fleurs sur la table!

En effet, au long de la nappe blanche, les soldats, pour recevoir un étranger de distinction, avaient semé les fleurs des jardins et des champs de Verdun.

Nous nous sommes tus. Il y avait là de ces officiers qui, pour marcher en tête de leurs hommes et mener l'attaque, ont souci de se raser de frais, de se mettre à leur avantage, d'être parés, « comme pour une fête ». M. Romanos a senti dans un éclair la noblesse et la fermeté de ces soldats de Verdun, qui sur une terre trempée du sang de leurs camarades et, demain, peut-être, du leur, avaient en la liberté d'esprit et la volonté de recevoir leur hôte en toute bonne grâce, à la française.

J'entendrai toujours son accent d'émotion : « Des fleurs sur la table! »

O Boches! rien de ce qui compte, rien de ce qui sert n'est altéré dans Verdun par votre bombardement. Vous démolissez les maisons des civils, ils sont tous partis; on mettra sur votre note la valeur de leurs immeubles et les frais de leur exil. Quant à la citadelle, aux portes, aux remparts, ils sont intacts. Aucun des moyens de défense de cette place où vous juriez d'entrer en quatre jours, n'est altéré par cet effort colossal où vous vous détruisez depuis cinquante-cinq jours. La citadelle res-

pire à l'aise, plus vivante qu'à aucune époque. On y fabrique le pain et la lumière électrique ; les officiers y font leurs innombrables écritures ; vos obus géants n'ont même pas dérangé la paperasserie française ! Au dessert, le général Dubois, obéissant aux ordres de service a, comme il convenait, évoqué tous les souvenirs classiques et « sorti » les Thermopyles, ingénieusement, éloquemment, en pleine liberté d'esprit, comme une heure avant, comme une heure après, il a mené et mènera son monde à l'attaque. C'est bien beau et bien significatif. L'émotion qu'en éprouvait M. Romanos s'est traduite dans sa belle harangue d'ami que je ne me permets pas de reproduire. Je ne cite ces faits que pour établir dans un détail saisissant, qui fait image et preuve, jusqu'à quel point règne dans Verdun la tranquillité française.

Les Allemands racontent aux neutres lointains qu'ils pressent Verdun (parfois même qu'ils l'occupent). Eh bien ! voilà ce que nous y vîmes ces jours derniers, y étant venu sans l'ombre d'une difficulté dans un cortège de cinq automobiles.

Une heure plus tard, comme nous étions dans la campagne et regardions l'effroyable duel d'artillerie, sous lequel il semble que les terres se soulèvent et s'envolent, quelqu'un dit : « Pour entrer dans Verdun, il faudra qu'ils nivellent les collines... » L'obstacle insurmontable est moins dans les collines que dans cette fermeté d'âme de ses défenseurs.

XXX

UN VOYAGE A VERDUN

III

SOUS LE CIEL DE VERDUN

17 avril 1916.

Du fort de La Chaume, où nous sommes montés, auprès des méandres de la Meuse, on voit sur la rive droite les collines de Belleville et de la côte Saint-Michel, puis, en arrière, la côte de Froideterre et, derrière encore, la colline de Douaumont... On voit tous ces points c'est-à-dire que mon compagnon veut bien me les désigner et me les nommer, mais la pluie tombe à verse, le canon fait rage : aucune figure, aucune masse n'apparaissent dans le vaste horizon. et, malgré moi, sur cette terre qui m'est familière, je retourne en esprit aux images que j'y venais chercher avant la guerre.

J'imagine ce qu'un tel déluge a pu faire des espaces de roseaux et de bois, des petites rivières qui se traînent lentement à travers les boues et les champs de la Voivre et je retrouve cette tristesse que j'aimais tant, quand j'allais visiter dans les vestiges du château d'Hammonville-sous-les-Côtes, mon ami le D^r Thoroin le fameux exégète de la Kabbale, le sorcier de la Voivre.

O jours heureux ! Que sont devenus Hammonville, Fresne, Etain et le trésor précieux que la petite ville abritait ? Ceux que j'interroge lèvent les bras au ciel. Mais je sais l'essentiel de l'histoire ; le jour même où je quittais Paris, j'ai reçu de Leipzig, par la Suisse, un

ouvrage allemand de M. Paul Clemen, qui est une tentative arrogante pour nier les crimes de la Barbarie contre l'art. (Que pensez-vous de cette propagande qui s'en vient insolemment de Leipzig jusque dans ma boîte aux lettres tenter l'impossible justification des Boches ?) M. Clemen publie les photographies des chefs-d'œuvre de Ligier Richier, le retable d'Hattonchatel et la Piéta d'Etain, tels qu'ils se trouvent l'un et l'autre, à cette heure, transportés dans Metz.

Nos villes sont jetées bas, nos populations décimées et refoulées, les plus belles œuvres de notre race anéanties ou emportées, nos sentiments méprisés, niés. Les Allemands viennent pour modifier l'harmonie qui règne dans nos esprits et sur notre territoire, et pour y substituer l'ordre germanique.

Ainsi je songe, tandis que le ministre de Grèce, M. Athos Romanos, m'explique le symbole qu'est devenu Verdun pour l'univers tout entier attentif. Il s'agit de savoir quel Esprit gouvernera le monde, possédera les âmes...

Cependant l'automobile rapide nous emmène et court sur cette succession de collines pareilles à de longues vagues pétrifiées. La pluie a cessé. Maintenant nous devons aller à pied, à cause de ce *drachen* allemand, œil rond des batteries qui surveille toute la contrée, et nous voici en plein champ, au milieu des chaumes qui succèdent aux chaumes.

La terre que nous foulons est toute pleine, à chaque écorchure, de pierrailles plates et blanches. C'est sur ce sol que tant des nôtres gisent, sur cette sécheresse que coule le meilleur sang de France. Tout demeure désert. Dans le ciel, deux, trois ballons immobiles, français, allemands, guettent l'horizon : çà et là, des groupes d'artillerie font rage ; sur nos têtes l'alouette gauloise lutte contre le vent, et chante. Tout le reste est silence et solitude. Par intervalle au milieu des buées qui traînent

on parvient à voir un éclair de nos 75 et puis, au revers des côtes, de faibles éraflures qui sont nos batteries. Plus loin, sans arrêt, de gros tourbillons de nuages s'élèvent des batteries ennemies et se maintiennent en s'élargissant.

Quel symbole, ces grands espaces vides, ce beau ciel profond ! Pour décrire cette bataille, il faudrait rendre sensible l'invisible, faire connaître à toutes les minutes la présence de deux esprits qui s'affrontent.

L'Allemagne se sent ou se croit plus forte que les « chiffons de papier » ; elle s'imagine être plus vivante que l'état de choses garanti par les traités solennels qui reposent dans la poussière des chancelleries ; en conséquence, elle prétend créer un nouveau statut international plus analogue à sa valeur réelle. Au nom des espérances qu'elle porte dans son cœur en nous niant, elle marche sur nous.

Et nous, si divisés, d'un cœur unanime et fier, nous répétons la grande parole authentique du général de Castelnau : « Plutôt que de se soumettre à l'esclavage allemand, la race française tout entière périra sur le champ de bataille. »

Comme une ode triomphale, que cette formule jaillisse dans ce silence ! C'est elle que je dois voir et rendre visible dans la profondeur de ce ciel de Verdun. Sur cette terre, en apparence déserte, dont les sillons ensanglantés cachent près de deux millions d'hommes, nous lisons, nous entendons de la bouche des vivants et des morts la furieuse protestation d'une nature qui ne peut être soumise. L'Allemand ne mettra pas son pied sur notre tête, mais nous, s'il insiste, sur la sienne. Au cœur de chacun de nous, au cœur des chefs militaires et civils et des plus obscurs citoyens, c'est l'idée, réfléchie ou instinctive, c'est la volonté, c'est l'impulsion, et pour n'être pas esclaves, officiers et soldats sont prêts à dévouer leurs vies avec ivresse.

Ma vraie tâche, au retour de Verdun, serait de célébrer,

à côté de l'héroïsme des combattants, le génie des généraux, leur force morale, leur science et leur art, la solidité de Joffre, le rayonnement de Castelnau, la conscience de Pétain, les autres encore... Tout s'y oppose, et nous vivons sous le régime de l'anonymat militaire.

Nous souffrons, depuis bien des années, d'une désaffection publique, entrecoupée de caprices violents, à l'égard de certaines formes de talent et de supériorité. Alfred de Vigny notait cela bien avant d'écrire son livre, et son meilleur commentateur, Fernand Baldensperger, que j'aime à citer, s'étonne que si peu de lecteurs aient compris que le titre, *Servitude et grandeur militaire*, signifie en réalité la servitude à l'égard du pouvoir civil et non la servitude à l'intérieur du métier militaire. Pourtant le moment est venu, quand c'est toute notre civilisation qui est en cause, de s'évader des étroites conceptions partisanses et de magnifier, pour susciter d'autres vocations pareilles, les modèles dignes de hanter les grandes émulations. Chefs militaires, chefs civils, science, sacrifice, dévouements des plus humbles, tout ce qui est grand, dans tous les ordres, nous devons l'appeler à la lumière et le proposer en exemple.

Acceptons le sens que l'univers donne aux journées de Verdun. L'univers dit que Verdun est la pierre d'épreuve où l'on reconnaîtra le meilleur génie de l'humanité. Et voici que la victoire vient s'asseoir dans notre camp. « On les aura », écrit Pétain, redonnant à ses troupes, dans un échange sublime, la formule que d'instinct elles lui avaient donnée. On les aura ! C'est-à-dire que, grâce à la France, l'esprit impérial de la Germanie n'assombriera pas le monde. Eh bien ! ne masquons pas ni la vertu ni l'efficacité des armées de Verdun ; peignons-les, sans ménager les couleurs, pour que l'univers, comme il le désire, les honore.

J'ai sous les yeux, tandis que j'écris, les journaux sud-américains. On y voit l'émotion de ces lointains pays : l'Uruguay, le Pérou, le Chili, le Brésil, l'Argentine autour

des télégrammes apportant les nouvelles de la bataille. L'attente des peuples est chargée d'anxiété. Pour eux, la bataille de Verdun est bien autre chose qu'un duel où deux adversaires se mesurent en champ clos : c'est une des crises de la destinée universelle où se font et se défont les civilisations. Il faudrait ne pas être homme pour rester indifférent en présence du choc le plus gigantesque et le plus sanglant de l'histoire. L'importance de la partie engagée, la valeur des idéals pour lesquels on meurt, les proportions formidables des effectifs qui se heurtent, le déchainement des forces matérielles et l'acharnement des combattants, les visions d'horreur que les témoins ont rapportées du champ de bataille, tout cela confond l'imagination des peuples comme en présence d'un cataclysme, épouvante leur sens pacifique de la vie et les confirme dans leur conviction que le sort de l'humanité se joue sous les murs de Verdun.

Joffre, Castelnau, Pétain, les poilus, les fils de France sauvent la civilisation. C'est le monde qui le sent et le dit. Donnons au monde des noms, des faits, des images toutes les vérités, toutes les précisions qu'il réclame pour constituer à la France un trésor de gloire comme nul peuple jamais n'en posséda.

XXXI

QUELQUES NOTES SUR L'ÉTAT D'ESPRIT ALLEMAND

19 avril 1916.

Discours utile d'Albert Thomas aux ouvriers du Creusot. En substance, il les félicite et les presse de redoubler d'efforts. Au jour de la victoire, c'est avec fierté

que vous pourrez accueillir les camarades qui vous reviendront couverts de la gloire des tranchées à condition que vous égaliez la production d'un ennemi qui jamais ne s'endort...

Egaler la production allemande ? Oui, l'Entente y doit parvenir avec l'aide de l'Angleterre, et c'est bien une des perspectives qui démoralisent, enflèvent l'Allemagne intelligente, la jettent dans ses résolutions désespérées.

Les raids de Zeppelins et le renouveau de l'activité sous-marine signifient sans doute que la guerre « scientifique » contre l'Angleterre semble au gouvernement impérial d'un rendement plus décisif que les opérations sur notre front.

C'est bien ainsi que certains neutres jugent la situation : Le *Vort Land*, journal danois, écrit :

« On n'observe plus en Allemagne la même confiance qu'en Angleterre et en France dans l'issue heureuse de la guerre. Tandis que dans les premiers temps de la guerre le public allemand ne songeait qu'aux résultats des victoires c'est aux sacrifices et aux pertes qu'il songe surtout à l'heure actuelle. Ce public est très las, d'une lassitude qui ne paraît pas très loin du désespoir. C'est pour combattre cette lassitude que le gouvernement a voulu frapper un grand coup à Verdun, puis, le coup ayant échoué, a donné un regain d'activité à la piraterie sous-marine. Pour tout homme normal, cette piraterie sous-marine effrénée ne peut s'interpréter que comme un signe de faiblesse ».

Ce Danois est d'accord, sans le savoir, avec un soldat lorrain qui après avoir dû faire la première partie de la guerre dans l'armée allemande a pu passer ces jours-ci dans nos rangs, où il a déclaré sans ambages qu'il quittait les Allemands parce qu'il estimait qu'ils étaient perdus. Cette prévision, d'ailleurs, en raison de ses origines, n'est pas pour lui déplaire.

Jusqu'à la fin de 1914, ce Lorrain au service de l'Allemagne a cru à la victoire de nos ennemis.

..... Mais vers le milieu de 1915, son opinion sur la valeur militaire des Français change.

Je supprime, parce que trop précise, l'indication des affaires où il se persuada ainsi de la supériorité grandissante des Français.

Plus le temps s'écoulait, plus son opinion se précisa. A l'heure actuelle, dans la région où il se trouvait, les Allemands reconnaissent que leurs attaques partielles échouent régulièrement ; ils constatent l'échec complet de leur tentative d'irruption dans nos premières lignes. Il n'y a plus rien à faire. On cherche des volontaires pour enlever une sentinelle française, on n'en trouve pas.

De plus, la nourriture diminue de qualité et de quantité : on n'a plus que 375 grammes de pain par jour, la soupe ne contient pour ainsi dire pas de viande, elle est faite avec du riz, des pâtes, pas de pommes de terre. Les officiers ont seuls de la viande, les hommes infiniment peu.

Ceux-ci insuffisamment nourris, ne travaillent plus comme autrefois, on doit fréquemment les menacer, ils abandonnent leurs outils. Ils sont cependant patriotes, mais les nouvelles de l'intérieur sont déplorables, on ne leur envoie presque plus rien. Il y a eu des révoltes de femmes à Berlin, une répression sanglante. Les permissionnaires, partis avant la suppression des permissions, ne sont pas, à leur retour, remontants bien au contraire.

On raconte aux hommes, pour leur donner du courage, que la situation est pire chez le Français ; ils le croient, bien entendu, mais cela n'empêche pas que leurs femmes et leurs enfants souffrent de la faim ; s'ils savaient que chez nous la disette n'est pas à envisager, leur découragement serait irrémédiable. Les cultures

sont peu poussées, car on manque de semence. La famine apparaît menaçante.

Ce Lorrain estime qu'il sera impossible de continuer longtemps. Il fixe comme limite à la résistance le mois d'août prochain. L'offensive sur Verdun a tendu les ressorts de la nation ; on s'est attendu à une victoire décisive et voilà qu'après des succès proclamés à grand fracas, le silence se fait. Dès lors, il faut recommencer à lutter avec la faim.

Pour conclure, ce Lorrain déclare que la partie est jouée et que les Allemands ont perdu.

Vous retiendrez ce que vous voudrez de ces dépositions ; elles sont du moins authentiques. Elles nous introduisent dans les lignes allemandes, nous aident à y voir clair. Ecoutez une autre pièce, un résumé des interrogatoires subis par des Bavares faits prisonniers dans le bois de Malancourt.

Les Bavares, retour de Serbie, où la campagne n'avait été qu'une promenade militaire, ne parlaient rien moins que d'avaloir les Français. Les vainqueurs de Serbie et de Russie ne feraient du Franzmann qu'une bouchée. En passant à travers les cantonnements de l'arrière, les Bavares, retour d'Orient, faisaient sensation parmi leurs camarades restés, depuis, des mois et des mois, sans bouger de place, dans la même tranchée. Ils leur jetaient des quolibets, répétant à ces Occidentaux, les deux vers devenus refrain dans la bouche des troupes de l'Est :

*C'est dans l'Est qu'est la vraie armée ;
Dans l'Ouest ne sont que les pompiers.*

Ils s'imaginaient qu'il en était en France comme en Orient, où la guerre ne leur avait pas paru exceptionnellement pénible. Mais dès le premier jour de la bataille sous Verdun, le moral baissa, les hommes se découragèrent. Sous l'avalanche des projectiles, ils se débandent

tourbillonnent. Tel officier devient fou. Tel autre ne veut pas sortir de son abri, et abandonne, à l'heure de l'assaut le commandement de son unité à un Feldwebel. Les fameux Bavarois, rejetés par notre feu, sont à leur tour raillés par les « pompiers du front occidental ». Le chiffre des pertes subies les impressionne. Au bout de quelques jours leur moral tombe au-dessous de celui de ces « Occidentaux », dont ils se riaient. Ils commencent à se chamailler avec les Prussiens. Les premiers prétendant qu'on les emploie aux plus rudes besognes pour ménager les seconds. « Nous tirons les marrons du feu pour les Prussiens. Après la guerre, c'est nous qui serons les dindons de la farce. Nous aurons fait le plus gros effort et nous obtiendrons la plus chiche part. »

Voilà un résumé des conversations des prisonniers. Je ne vous donne que les traits les plus pittoresques : d'autres plus plats confirment le manque d'entrain, l'atonie. L'impression générale est celle de l'indifférence dans laquelle vit le soldat allemand. « On exécute les ordres, dit l'un, et on ne cherche ni à voir, ni à entendre, ni à réfléchir. Tout va bien si l'on mange. » « Le résultat de la guerre importe peu, dit l'autre, pourvu qu'elle finisse. »

On peut objecter que les prisonniers sont de la médiocre matière militaire. Séparés de leurs officiers, sortis de leur cadre, éloignés du réservoir moral où ils se ravitaillaient, ils cessent d'être une troupe, pour devenir des individus dans une foule quelconque. Le cordon ombilical est coupé. La force ne leur parvient plus. Souvent même il arrivera qu'ils essayeront, quasi instinctivement, de s'agréger à ces ennemis avec qui les voilà réunis, de dire à leurs interrogateurs ce que ceux-ci désirent entendre.

L'observation est exacte, mais les lettres qu'on trouve dans leurs poches ? Ne les peignent-elles pas sans simulation possible ?

Une mère écrit de Weyer, province du Rhin, en date du 9 mars, à son fils simple soldat :

Rien de particulier à Weyer, si ce n'est que les vivres sont hors de prix. On ne trouve plus rien, ni huile, ni beurre, ni lard, pas plus de chez nous que de l'étranger. J'ai eu la chance de découvrir un peu d'huile ces jours-ci; je n'ai pu en avoir qu'un quart de litre sur présentation de ma carte d'huile, et j'ai dû payer 6 mark ce que j'achetais en temps de paix 70 à 80 pfennig. Il faudra que j'aille à Dusseldorf, car ici, à Weyer, aucun magasin n'a plus ni beurre, ni lard, ni pommes de terre. J'irai chercher des cartes, car il y a des cartes de tout : cartes de pain, de pétrole, de beurre, d'huile, de lard, cette dernière donnant droit à une demi-livre par semaine et par tête?

Tous les jours, on ne fait que penser : Ah ! si seulement cette guerre pouvait finir !

Une femme écrit de Berlin, en date du 15 mars, à son mari, officier stell vertreter, c'est-à-dire faisant fonction d'officier :

Où es-tu donc en ce moment ? Pas encore au front ? Je pensais que tu resterais plus longtemps, voire même définitivement, à Auvers. J'espère que tu n'es pas devant Verdun ; cela me ferait de la peine pour toi. Si encore on arrive à quelque chose ! Mais la chute de la forteresse se fera attendre encore longtemps. On s'étonne que la France n'en ait pas encore assez. Je suis curieuse de voir combien de temps la guerre durera. Pourvu que nous ne succombions pas économiquement ! Nos adversaires tiendront sûrement ; ils sont ravitaillés de tous côtés. Si seulement cela pouvait finir ! Notre situation devient de jour en jour plus mauvaise...

Une sœur écrit de Magdebourg, en date du 16 mars, à son frère, simple soldat :

Tu ne saurais croire, mon petit, quelle disette de saucisses règne ici ! Pendant des heures, les gens font queue pour obtenir quelque peu de charcuterie ; et nous sommes

dans un grand embarras. J'ai voulu t'envoyer des saucisses de conserve en boîtes, il n'y en avait pas davantage ; je n'ai pu acheter qu'une toute petite boîte de conserve de saucisse de foie. Tu sauras qu'il est défendu de faire des conserves de viande : les magasins n'ont le droit que d'écouler leur stock... Que t'enverrai-je donc ? C'est pour moi une énigme. On ne peut presque plus rien avoir. Et il paraît que l'on va bientôt manquer aussi de chocolat et de cacao. Alors, nous faudra-t-il vivre de l'air du temps ?

Et celui-ci de répondre, en campagne, le 22 :

... Qu'il soit difficile de se procurer saucisses, charcuterie et provisions de ce genre, je m'en doute bien. Espérons que la guerre finira bientôt. Ici, je ne peux presque rien acheter non plus et, ces jours derniers, je n'ai eu souvent à manger que du pain sec. Comme tu peux le penser, ça ne descend pas facilement, et je te prie de m'envoyer un peu de ce que tu pourras, de n'importe quoi, ça n'a pas besoin d'être de la saucisse. N'y a-t-il donc plus ni sardines à l'huile, ni marmelade, ni miel, ni conserves quelconques ? N'y a-t-il plus d'œufs ? Je ne voulais pas t'écrire tout ça, mais, vois-tu, à ne rien manger que du pain sec, on est forcé de dépérir (kaput gehen) et je ne voudrais pourtant pas m'adresser à des étrangers...

P.-S. — *Si tu n'as pas autre chose que du chocolat, envoie m'en ; j'espère bien qu'on n'a pas encore défendu la vente du chocolat et autres denrées de ce genre.*

Voici encore, à titre de document, deux lettres écrites pendant la bataille de Verdun et saisies sur des Allemands qui n'avaient pas eu le temps de les envoyer :

Ma chère sœur et mon cher beau-frère,

... Je vous fais savoir que je suis encore en bonne santé, bien qu'à moitié mort de fatigue et d'effroi. Je ne peux pas vous décrire tout ce que j'ai vécu ici, cela a dépassé de loin tout ce qui avait eu lieu jusqu'à présent. En trois jours

environ, la compagnie a perdu plus de 100 hommes. Et bien des fois je n'ai pas su si j'étais encore vivant ou déjà mort. Depuis un ou deux jours nous sommes au repos pour nous rassembler, car toute la compagnie était dispersée. Nous n'avons pas encore été ici devant l'ennemi, mais nous allons y aller demain, et ça n'est pas une petite affaire. J'ai déjà abandonné tout espoir de vous revoir. Celui qui sortira d'ici entier pourra remercier Dieu. J'ai reçu votre paquet ainsi que je vous l'ai déjà écrit par carte postale et je l'ai consommé immédiatement, car je ne savais pas si je pourrais le faire plus tard. J'ai envoyé ma solde à la maison, car on ne trouve rien à acheter ici...

Enfin cette carte postale saisie sur un prisonnier :

24 mars 1916.

... Devant le fort de Vaux, près de Verdun ; je n'ai pas besoin d'en écrire davantage, tout le reste se comprend. Je veux cependant avoir de l'espoir. C'est amer ! Bien amer ! Je suis encore si jeune !

A quoi bon ? Que sert de prier, de supplier. Les obus !... Les obus !...

Voilà des preuves certaines de dépression. Pour les apprécier justement, il faut toujours avoir présente à l'esprit la réponse que faisait un prisonnier allemand consulté sur l'opinion générale de ses compatriotes : « Le pays, chez nous, n'a pas d'opinion, disait-il. En Allemagne, on n'a pas l'habitude de consulter le pays. »

Sans doute, mais qu'on le consulte ou non, à mesure qu'il se démoralisera, la tâche de nos soldats deviendra plus aisée.

Deux choses soutiennent encore les troupes allemandes et les rendent puissantes : leur discipline et leurs moyens matériels.

Un grand chef me dit : « Le soldat allemand est de moins bonne qualité guerrière que le nôtre ; mais, bon

ou mauvais, il marche par la volonté de ses chefs, à laquelle il lui semble quasi physiquement impossible de se soustraire, tant le dressage militaire l'a façonné... »

Quant à l'outillage de guerre, il faut de toute nécessité, comme le demande Thomas à ses ouvriers, que nous l'égalions.

Etrange guerre ! Voici une observation que je crois juste, en dépit de son apparence paradoxale : les gros succès des Allemands sont dûs avant tout à la cohésion de leurs plans, à l'excellence de leurs chemins de fer et à leur ardeur au travail d'organisation défensive, au point que le génie proprement militaire est moins intéressé qu'il ne semblerait à première vue dans les événements de ces dix-huit mois.

Et nous aussi, disons-le en passant, nous avons donné d'admirables preuves de notre puissance d'organisation. L'histoire doit les recueillir. Tite-Live raconte que « ce qui contribua surtout à abattre la confiance d'Annibal, au lendemain de Cannes, alors qu'il campait sous les murs de Rome, ce fut d'apprendre que le Sénat romain envoyait en ce moment même un corps expéditionnaire pour renforcer l'armée d'Espagne ». Eh bien ! pendant que se livrait la bataille de Charleroi, qui devait être suivie de la ruée allemande vers Paris, la France pressait l'achèvement du chemin de fer de Gabès, aujourd'hui terminé. N'est-ce pas un magnifique fait à souligner devant l'univers ?

Si je rassemble mes impressions successives, il me semble que l'Allemagne a été le plus bas en novembre 1914, après l'Yser. Crise des munitions, désarroi du commandant, échec du premier programme de guerre, inquiétude des populations, voilà quel fut alors son état, hélas ! dans un moment où nous-mêmes nous ne pouvions pas bénéficier à fond de la rupture d'équilibre commencée à la Marne.

C'est alors qu'a joué pour l'Allemagne, puis pour le

bloc germanique, la fameuse « organisation » et que nos ennemis, profitant à la fois des enseignements de la première campagne et des ressources du temps de paix, ont monté sur nouveaux frais une rude machine militaire. La campagne de Pologne et celle de Serbie ont été le résultat de cette réorganisation.

Actuellement, depuis le mois de mars et devant la difficulté d'avancer et d'obtenir aucune décision à Verdun, l'Allemagne éprouve de nouveau (et cette fois encore par l'effet du bras français) une sorte de crise qu'accentuent la lassitude, la déception, la difficulté de certains ravitaillements. Je ne crois pas me tromper en admettant que la courbe a de nouveau plongé et plongé plus bas que la première fois.

XXXII

« LA FOIRE DU LIVRE A LYON »

20 avril 1916.

Mardi prochain 25 avril s'ouvre à Lyon « la foire du livre », sous les auspices de la Ville, et de son maire Édouard Herriot, et sous la présidence du sous-secrétaire d'État aux beaux-arts, M. Albert Dalimier.

La Foire du livre ! C'est une exposition industrielle et commerciale, c'est plus encore une manifestation morale. La somme d'efforts intellectuels qu'elle va mettre sous les yeux du public donnera au monde une belle vue sur l'âme française durant cette guerre, et permettra d'admirer son calme, son sérieux, son labeur.

Qu'y a-t-il en France, à cette heure ? Des Français qui se battent. Ce sont les meilleurs, ceux que les siècles mettront hors de pair. Et puis des Français qui travail-

lent. En est-il d'autres ? Pourrait-on vivre dans l'oisiveté ? Nous n'avons que trop de tendances à nous perdre dans le souci dont nous oppriment tant de phénomènes énormes et qui nous échappent. Malgré nous, nous sommes entraînés beaucoup plus qu'il ne faut vers des questions insolubles : Que va-t-il arriver ? Que se passe-t-il ? Où en sont les Russes ? Où en sont les Anglais ? Que fait, que va faire l'Allemagne ? Et une foule de questions inutiles et énervantes qui nous obsèdent, nous harassent, chaque jour, et dont les éléments de la réponse nous échappent. Travaillons, faisons notre métier ou soignons les blessés. Rien ne sert de s'agiter ou de prophétiser. Quant à ceux qui s'amuseraient, hommes ou femmes, s'il en est, le mépris public devrait les écraser et les livrer aux Boches.

L'intelligence française n'a pas démerité durant cette guerre. Ouvrez le catalogue de l'exposition de Lyon, vous y verrez des livres édités au bruit du canon, et qui sont de grands livres d'étude.

Le professeur Gustave Lanson n'est plus en âge de porter utilement les armes. Son fils unique part et meurt pour la patrie, et lui il termine, il publie dans la collection des Classiques du Romantisme une édition des *Méditations poétiques*, où il étudie Lamartine, les sources de son inspiration, les variantes de sa rédaction, tout ce qui dans l'œuvre du génie appartient aux horizons de l'érudit. Il nous montre le grand homme naissant de son milieu. Le « milieu » mot si vague, quand Taine l'employait ! Et ce Lamartine, que nous croyions voir entre sa bible et son Ossian, le voilà familier avec tous les pseudo-classiques, avec les *poetæ minores* du XVIII^e siècle et du Premier Empire que personne ne lira plus jamais, et tributaire comme un fleuve de ces humbles ruisseaux, les Jean-Baptiste Rousseau, les Chenedollé, les Lefèvre.

J'ai pris Lanson et son *Lamartine* en exemple. Me permettez-vous de continuer ? Henri Brémond est prêtre ;

il voudrait rejoindre son frère, aumônier militaire et mis à l'ordre de l'armée ; il ne le peut pas ; il s'enfonce dans une besogne savante. Il écrira l'« *Histoire littéraire du sentiment religieux en France* », il s'en ira vers des richesses de Golconde enfouies sous la poussière, dressera l'inventaire d'une immense bibliothèque dispersée, quasi inconnue, et, si j'ose parler ainsi, il descendra dans des encombrements de vieux bouquins, parmi lesquels il en est de superbes, pour y mettre de l'ordre et nous en ouvrir les accès. Grand service qu'il rend aux curieux et peut-être à d'autres, pour qui ces antiques fontaines seront ravivées.

Le savant M. Reuss, l'historien de l'Alsace, s'est remis à la tâche, lui aussi et son livre qui s'arrêtait au traité de Francfort, voici qu'en pleine guerre il vient de le conduire jusqu'à la fin de juillet 1914. C'est l'espérance qui le mène. L'espérance, et puis la douleur, la fierté. Que vois-je à la première page, dans la dédicace de cette édition de janvier 1916 ? Trois noms, Édouard Reuss, Paul Reuss, Armand Reuss, morts pour l'Alsace et la France, et, lui, le père de ces trois jeunes gens, il écrit ces lignes que je copie avec respect : « *Pour cette délivrance de la terre natale, objet de leurs plus ardents souhaits, mes trois fils, la fierté de ma vie, le bonheur de ma vieillesse, sont tombés au champ d'honneur. Ils n'auront pas eu la joie suprême de voir flotter le drapeau tricolore aux tours de la vieille cathédrale, mais je veux les associer à cet espoir qui adoucit ma douleur en dédiant ces pages à leur mémoire chérie.* »

Un livre encore que je veux signaler comme révélateur des pensées profondes de nos intellectuels. C'est le plus humble petit manuel, presque un A. B. C. cartonné à l'usage des enfants alsaciens... Bien des écrivains, depuis que nous sommes rentrés en Alsace, se sont trouvés tout naturellement entraînés à essayer de tracer un tableau qui corresponde au chef-d'œuvre d'Aphonse

Daudet intitulé *La dernière classe d'un maître d'école alsacien*, et ils ont fait voir nos admirables officiers inaugurant la nouvelle école dans les vallées reconquises ; mais la réalité est pleine de variété et s'il avait été donné à Daudet de fermer d'une manière touchante l'école en Alsace, elle est rouverte avec la plus charmante amitié par un maître de l'érudition alsacienne et lorraine, Christian Pfister, qui s'est appliqué à donner aux petits écoliers de là-bas un manuel de lectures françaises et allemandes, un recueil de morceaux choisis dont l'ensemble compose une histoire de nos deux provinces. Avec quelle émotion de plaisir, le vieil Alsacien a dû composer ce bouquet dont le parfum chasse le cauchemar et apporte la clef libératrice aux enfants de la captivité !

Sans méthode, au gré de mon cœur, je vous signale ces quatre ouvrages d'espèces très diverses, parus en cours de la guerre. Mais que je suis incomplet ! Pour avoir une idée du mérite de nos éditeurs et de nos auteurs, il faut que vous vous procuriez le catalogue de cette exposition, qui va paraître, me dit-on, incessamment. Quant à moi, ma vraie tâche serait de m'attacher aux livres qui ont pour matière la sensibilité actuelle et d'essayer d'en saisir l'âme. Assurément. Mais c'est trop tôt.

Plus tard on appréciera les mémoires déjà nombreux qu'ont publiés certains combattants, et les écrits de ceux qui s'efforcent de créer dans la nation certains états d'esprit. Les uns et les autres ont raison. Raconter les hauts faits d'armes, désigner aux efforts publics un but, orienter les desseins des gouvernants, c'est bien. Des armes à la main, des sentiments au cœur, des raisons dans la tête, c'est la seule condition du succès. Plus tard, d'autres examineront comment ces tâches diverses furent remplies. Avec honneur, dira-t-on, je crois.

Les Allemands, eux, ne semblent pas satisfaits de leur littérature de guerre, encore qu'elle ait pris un grand développement. Le professeur Sieper, à Munich, la

résume comme suit : « Dans les discours et les écrits des premières semaines de la guerre, on a trouvé plus d'une fois des paroles exactes et émouvantes pour définir les pensées et les sentiments qui nous assaillirent alors. Et qui nierait la grandeur de ce moment où notre destinée nous parut si infime, où nos pensées à tous s'unissaient dans l'angoisse pour notre peuple et notre patrie, où des centaines de milliers de jeunes gens allaient gaiement vers la mort... Mais quand l'enthousiasme des premières semaines se fut atténué, une autre catégorie de livres inonda le marché : on commença à s'occuper de nos ennemis, on s'efforça d'en faire des types de bassesse, de lâcheté et de dépravation. Des professionnels habiles essayèrent de joindre à la haine contre l'ennemi le culte de la vanité nationale... »

J'écoute cet Allemand sans mot dire. Il doit se connaître. Mais on observera avec intérêt que, chez nous, les publications de guerre semblent plutôt avoir subi un développement inverse. Au début, quand nous fûmes surpris par cette effroyable agression, nous dûmes célébrer, pour mieux nous ressaisir, notre antique force, et chanter la *Marseillaise*. Cependant les Allemands multipliaient, durant les mois d'août et de septembre 1914, en Belgique et en France, les plus atroces férocités et perversités. Nous dûmes les publier avec horreur, et la haine, qui n'est pas naturelle aux Français, naquit chez les plus pacifiques. Elle laisse place à côté d'elle à des qualités spirituelles admirables. À mesure que la guerre se prolonge, la France, de l'aveu des neutres et bien souvent de l'aveu même de l'Allemagne, a paru faite pour donner des exemples de noblesse et de courage à tous les peuples de la terre.

Les carnets que nous lèguent les morts, les lettres que reçoivent toutes les familles donnent sur l'âme des combattants un ensemble de renseignements que n'a pas encore pu enregistrer la littérature imprimée. Aussi la

Foire du livre, demain à Lyon, sera-t-elle un tableau nécessairement incomplet de la pensée française durant la guerre, mais elle fournira l'occasion en même temps que le cadre le plus convenable pour une série de conférences et de leçons, pour toute une propagande qui va se consacrer à faire connaître l'âme française de cette heure tragique.

Le savant et brillant Ferrero, qui est avec Gabriele d'Annunzio la gloire spirituelle de l'Italie, va parler à Lyon incessamment, puis mon illustre confrère M. Boutroux. J'y voudrais voir le grand Unamuno et tels autres de nos amis espagnols : le savant M. Nyrop, cher à ses émules de France et qui nous défend à Copenhague avec tant de force et de fierté ; tous nos solides amis de Suisse, et, bien entendu, Mæterlinck, Verhaeren, les deux génies de la Belgique, enfin Rudyard Kipling. Et pourquoi pas Gorki ? De tels hommes, nés pour enflammer les imaginations, sont les plus capables de marquer le but, d'honorer les deuils et de glorifier les sacrifices ¹.

XXXIII

UNE CONSPIRATION CONTRE LES ŒUVRES DE GUERRE NON GOUVERNEMENTALES

12 avril 1916.

Avant hier, jeudi soir, au Sénat, coup de théâtre sensationnel, tragédie et pasquinade, dont les auteurs vou-

1. Au lendemain de cet article, en remontant de Lyon à Paris, notre train croisait les trains chargés des premiers soldats russes qui arrivaient en France.

laient enlever à tout prix le « dénouement », le soir même.

Durant près de deux mois, un certain projet des « œuvres de guerre » était resté inscrit à la suite du « projet des orphelins ». Soudain, sans prévenir personne, on le déplace, on l'avance, on le glisse dans le « feuilleton », avant les orphelins. Et puis, la semaine dernière, on annonce, sans avoir l'air d'y toucher, que la prochaine séance se tiendra le jeudi suivant, à quatre heures. « Bon ! se disent les sénateurs qui n'étaient pas du complot. A quatre heures, le jeudi saint, c'est une séance de liquidation. On y expédiera sans débats quelques broutilles, des projets « d'intérêt local », et on nous donnera congé, pour que nous puissions assister aux séances de nos conseils généraux ».

Ainsi raisonnent-ils et ils ne vont pas au Sénat !

Au Sénat, pourtant, soudain, à cinq heures du soir, le président Dubost annonça la « première délibération sur les œuvres faisant appel à la générosité publique ».

Stupéfaction. La surprise redouble lorsqu'on voit surgir le président de la commission, qui demande avec énergie qu'on vote tout de suite l'urgence, en ajoutant qu'il est nécessaire d'adopter le projet avant Pâques, autrement dit, en deux séances dont la première déjà était presque achevée.

Je m'excuse de tous ces détails. Ils pourront importuner le lecteur inattentif. Mais j'ai à cœur de donner un exemple « vécu » et de montrer sur quels faits je raisonne lorsque je dénonce le régime parlementaire, tel que nos assemblées le pratiquent.

En vain, à cette commission devenue soudain si pressée, fait-on remarquer que M. Delahaye, auteur d'amendements déposés dès le 1^{er} février, est souffrant et qu'il conviendrait de renvoyer la discussion après les vacances. La commission ne veut rien entendre.

— Mais, insistent plusieurs sénateurs, nous sommes

trop peu nombreux pour un débat dont la « réelle importance » vient d'être soulignée par le rapporteur lui-même.

Ils ajoutent que le ministre de l'Intérieur, pivot de toute la nouvelle réglementation qu'il s'agit d'instituer, n'est pas même venu à la séance !

— Qu'importe le ministre ! Et l'on est toujours assez nombreux pour délibérer, répliquent à l'envi et à maintes reprises le président et la commission.

Retenez cet axiome, je vous en supplie : « Le Sénat est toujours en nombre pour délibérer. » (*M. le président : Journal officiel, 21 avril 1916, p. 368. col. 1*) ; c'est-à-dire, pour écouter les arguments des orateurs, il y a toujours assez de monde.

Cinquante-deux sénateurs (au nom de 235 collègues) prirent alors, sans autre délai, les plus graves décisions.

Qu'ont-ils entrepris de décider ? Que veulent le gouvernement et la commission ?

Je suis obligé d'écourter leur discussion et d'abrégé l'analyse de leur pensée, J'y reviendrai. Mais du moins vais-je en donner le sens avec la plus scrupuleuse exactitude.

La guerre, disent le gouvernement et la commission sénatoriale, a suscité d'innombrables œuvres admirables. Parmi elles, à côté d'elles, se sont glissés des abus.

Je ne contredis pas cette constatation. Il y a eu des abus ? C'est très possible, et je n'ai pas d'objection à y chercher des remèdes.

J'admets la nécessité d'une déclaration officielle préalable, imposée à toute œuvre de guerre s'adressant à la générosité publique.

J'admets le contrôle de toutes les œuvres de guerre par des commissions départementales composées de 5 membres nommés par le préfet, de 5 membres élus par les œuvres de guerre, et d'un président élu par ces 10 personnes.

C'est le texte que nous avons voté à la Chambre, sur l'initiative des socialistes. Mais il ne suffit pas aux sénateurs.

a) *Désormais, disent-ils, aucune œuvre, aucune personne, aucun journal ne pourront faire appel à la charité publique sans l'autorisation préalable du ministre de l'Intérieur ou du préfet ; les œuvres déjà existantes sont soumises à cette obligation comme les œuvres nouvelles ;*

b) *Cette autorisation peut être refusée ou retirée sans débat et sans qu'aucun motif soit notifié aux intéressés. Ceux-ci, d'ailleurs n'auront aucun recours judiciaire.*

Voyez-vous la différence ? Nous sommes dans un nouvel horizon. Je croyais qu'il s'agissait de combattre l'escroquerie et d'assurer le bon ordre, mais voici qu'il s'agit de ligoter la charité privée.

Parlons avec toute clarté. Je crois pouvoir dire (sans en avoir mandat, bien entendu, et jugeant d'après ma connaissance des esprits et des partis), je crois pouvoir dire que tous les sénateurs et tous les députés accepteraient un renforcement éventuel du Code contre les voleurs ou les simples désordonnés, mais que tous les gens de raison et de cœur trouveront abominable d'improviser, dans un tel moment, au nom d'un parti, une loi de lutte et d'étranglement contre certaines œuvres.

Le Code pénal prévoit et punit déjà l'escroquerie. Il est possible et même facile de la renforcer. Mais comment osez-vous chercher à ligoter la charité privée, dont les ressources à cette heure et durant de longues années, sont et seront indispensables pour suppléer à la pénurie du Trésor public et au manque de souplesse des organisations d'Etat !

Je disais l'autre jour que chacune des lois que le Parlement vote contient, plus ou moins visible, une clause qui est la récompense du parlementaire, son sou du franc, son avantage propre, une clause électorale, un instru-

ment de domination. Quel beau livre à écrire sous ce titre : *Arcana imperii*, les ressorts cachés du pouvoir, les secrets pour régner. J'imagine un dialogue des morts, une petite composition où, en toute liberté, un certain nombre des grands hommes du Parlement s'expliqueraient sur l'envers de la tapisserie, et, venant à causer de ce « projet sur la générosité publique », je crois les entendre qui disent à peu près ceci :

« Mon cher Ranc (naturellement Ranc est du colloque), en 1916, nous fûmes inquiets de voir qu'un certain nombre d'œuvres rendaient des services, et que le mérite n'en revenait pas à nous et à nos comités. Nous décidâmes de les étrangler.

— Très bien ! dit Ranc... »

Cætera desiderantur.

Nous reviendrons sur cette tentative d'étranglement des œuvres non gouvernementales. Aujourd'hui, en hâte, nous voulions seulement jeter le cri d'alarme.

Et pour finir, voici une observation d'ordre général qui nous semble d'une force irrésistible.

Il y a plus d'un an, une mère de famille sans ressources, dont le mari est mobilisé, demandait à la caisse des écoles d'une mairie parisienne des chaussures pour ses enfants.

On lui répondit : « Vos enfants vont aux écoles libres ; ils ne peuvent recevoir aucun secours de la caisse des écoles. C'est la dure loi, mais c'est la loi ».

Est-ce vraiment la loi ? Je n'ouvre pas ici cette discussion. Ce n'est pas à ce débat que je veux en venir. Je veux rappeler que Pugliesi-Conti ayant demandé au ministre, au nom de l'Union sacrée, qu'il fût sursis *durant la guerre* à cette réglementation qui refuse aux élèves de l'enseignement libre les secours de la caisse des écoles, une lettre fameuse fut écrite par M. Viviani.

Cette lettre, je la saisis, je l'invoque. Vous la rappelez-vous ? Viviani refusa de suspendre le règlement qui offensa notre esprit d'union. Il envoya les petits pieds-nus se trotter devant le bureau de bienfaisance, et nous fit au nom du 'gouvernement tout entier une déclaration de principe.

Qu'on l'écoute ! On en saisira l'extrême importance :

Le gouvernement, écrivit-il, a décidé de maintenir toutes les lois politiques dans l'état où elles se trouvaient quand la guerre nous fut déclarée. Il ne vous échappera pas, en effet, que l'abrogation ou la suspension d'une loi créerait un précédent qui ouvrirait la porte à toutes les revendications et ferait naître des espérances qu'il serait impossible de satisfaire. De plus, l'union serait rompue ou en tous cas menacée, si, au détriment ou au profit d'un parti quel qu'il soit, la législation présente était atteinte. (Lettre publiée dans les journaux de Paris le 28 décembre 1914).

Le gouvernement et la commission sénatoriale manqueront à l'engagement très clair et très ferme pris par Viviani s'ils donnent au préfet, comme ils le projettent, la faculté de refuser, voire même de retirer, par acte de bon plaisir, sans motif et sans recours, l'autorisation administrative à toutes œuvres dont l'influence leur déplaira.

XXXIV

QUE LA MORT AU CHAMP DE BATAILLE
FAIT D'UN SIMPLE ÉCRIVAIN UN MAÎTRE

LA FOIRE DE LYON

In Memoriam.

26 avril 1916.

C'est une belle idée qu'ont eue les organisateurs de la Foire du livre à Lyon de vouloir que, le jour même de son inauguration et en quelque sorte pour l'ouvrir, les ombres des écrivains morts à l'ennemi fussent évoquées.

On m'a demandé d'assumer l'honneur de cette tâche. Je n'avais pas le droit de me récuser, mais les héros de notre corporation ne seront pleinement loués que le jour où leurs camarades de lettres et frères d'armes revenus de la guerre pourront leur donner leur témoignage.

Ils diront : « J'y étais » et s'exprimeront avec une incomparable autorité, quand ils reprendront, chacun à leur manière, le beau passage de Virgile : « Cendre d'Iliou, tombeau des miens, je vous prends à témoin que, dans votre ruine, je n'ai rien fait pour éviter les traits des Grecs ni aucun des hasards funestes et que si le destin avait été que je tombasse, j'ai tout fait pour mériter de mourir... »

En les attendant, pour obéir au vœu de la Société des gens de lettres et de la Ville de Lyon, j'ai essayé de dire notre admiration et notre gratitude envers ces soldats dont la mort glorieuse est à la fois une diminution et un enrichissement pour le trésor littéraire de la France.

Je ne suis pas à même de reproduire mes paroles : je parlais d'abondance de cœur, et je ne veux ici que rétablir mon plan et sauver quelques traits qui me venaient de nos héros.

Comment aurais-je pu dénombrer les deux ou trois cents écrivains, poètes, romanciers, historiens que nous avons déjà perdu ? Tout le temps que mon auditoire me donnait, je l'aurais employé quasi à lire cette funèbre liste. Je suis entré dans mon grand sujet, dans ce cimetière de gloire, sans songer à en faire le tour, résigné à n'aborder que quelques tombes amies, avec l'espoir que je pourrais du moins faire voir l'élément spirituel de cette guerre.

Tout naturellement je devais citer les écrivains morts au champ d'honneur qui sont de quelque manière rattachés à la ville de Lyon : le capitaine Detanger qui sous le pseudonyme d'Émile Nolly a rapporté des livres de nos colonies où il a découvert et aimé mieux que des décors, des âmes. L'étudiant de l'Université de Lyon, Paul Lintier, tombé en Lorraine, le 15 mars dernier à l'âge de vingt-trois ans, dans le moment même où les éditeurs Plon et Nourrit achevaient d'imprimer ses impressions de guerre, *Ma pièce, souvenirs d'un canonnier*, et André Rupingler, élève de l'École normale supérieure, né d'une famille lorraine et mort pour la conquête de la Lorraine à l'âge de vingt-cinq ans le 20 août 1916, après avoir écrit à son père : « Quel bonheur pour vous, quand nous allons
« revenir au bercail de notre famille, de pouvoir vous
« dire que vos fils y sont pour quelque chose ».

Ce pieux devoir rempli, j'ai parlé de nos morts avec l'idée qu'ils forment une famille, une camaraderie sacrée, et ce que je disais de ceux qu'il m'est permis de mieux connaître, je ne manquais jamais de l'étendre à ceux que je ne pouvais pas nommément désigner. Au reste, tout se passa dans un accord étroit, tout fait d'émotion, avec le public, et plutôt qu'une conférence, il me semblait que c'était un dialogue où nos pensées se croisaient.

Vous voyez ce que nous avons perdu, disais-je à mes auditeurs, tous ces deuils nous atterrent. C'est vrai c'est une grave diminution pour les lettres et pour la patrie, mais ne vous arrêtez pas à ce premier stade de votre pensée. Voyez plus loin, constatez l'embellissement des œuvres de ces héros. Comme leur mort y ajoute d'autorité et de sonorité ! Les ouvrages des Péguy, des Psichari, des Clermont ne sont-ils pas devenus plus beaux, plus vrais, plus profonds ? On les interroge comme des livres sybillins, on leur demande des conseils, des prophéties, tout autre chose désormais que de nous distraire. Ils vont guider les générations. Ils étaient de grands écrivains, les voilà devenus plus sûrement des Maîtres. Cette transformation a été admirablement vue et expliquée par un tout jeune homme, un enfant de la classe 16, qui vient de tomber ces jours derniers.

Avant que je vous donne sa formule, laissez que je vous dise de quelle manière émouvante elle m'est parvenue. Je ne connaissais pas Robert Thurin. C'était un de ces amis inconnus, comme c'est le bonheur de tout écrivain s'il peut en avoir. Il n'avait pas vingt ans, préparait l'École Polytechnique au moment de la guerre et fut nommé aspirant d'artillerie. Un jour, il lit un de mes articles sur les écrivains morts au champ d'honneur. Le voilà qui se met à m'en écrire ses réflexions. Lui-même s'essayait non sans talent, à versifier, et la gloire des poètes morts pour la patrie l'enivrait. Tandis qu'il cause au courant de sa plume avec moi, un chef lui donne un ordre, il se lève, va l'accomplir, est tué. Ses parents ont eu la bonté de me faire parvenir cette lettre tragiquement interrompue. Je la garderai comme une noble et précieuse relique. Recueillons la sagesse de ce jeune héros.

« Ces écrivains, me disait-il, avaient cru mettre le meilleur d'eux-mêmes dans leurs œuvres, ils se sont démentis glorieusement en montrant par leurs morts qu'ils possédaient quelque chose de plus pur encore qu'ils réservaient à la patrie. »

Il faut que vous entendiez ces paroles dans cette bouche ensanglantée, parce qu'elles y sont plus graves et plus vraies, et qu'elles reçoivent de la mort et de la jeunesse une sorte d'accent religieux. Elles confirment notre expérience quotidienne. Des forces qui dans les temps calmes paraissaient dormir et s'étioler, dès que le vent de la tempête s'éleva, se sont raffermies dans les cœurs. Ce fut un changement à vue, une nouvelle saison de la France, le réveil de notre nature, le miracle qui suit l'hiver.

Un écrivain soldat m'écrivait, ces jours derniers : « *A propos de Marcel Drouet, dont j'attends avec tant d'impatience que vous publiez le Cahier rouge (son journal de guerre), je souhaiterais que dans l'Anthologie figurassent les vers suivants, les derniers vers d'une pièce intitulée : Indifférence (de son volume L'ombre qui tourne) :*

Il vaut bien mieux se taire et rester là,
Et dormir longuement en respirant des roses,
En attendant, nous aussi, de mourir
N'importe comment,
Car, dites-moi, que nous importe
Une mort ou bien une autre ?

» *Il suffirait que la publication de sa citation à l'ordre de l'armée suivit cet extrait, pour qu'en un raccourci revivent toute la crise de nos dernières années et la reprise de l'intelligence sur elle-même finissant en holocauste. »*

Emouvante antithèse, en effet, de mettre auprès de tels vers la citation à l'ordre de l'armée que voici : « *Le sergent réserviste Drouet n'a cessé depuis le début de la guerre de donner des preuves de dévouement et de courage. Modèle des chefs de section, entraînait ses hommes au combat en leur donnant le plus bel exemple. Tué dans la tranchée, le 4 janvier 1915.* »

Comment se fit cette transformation des âmes françaises ? Dans la souffrance.

Quand les derniers habitants de la Voivre et de Verdun

durent obéir aux ordres militaires et s'en aller, quitter leurs foyers, au milieu d'eux, sous la mitraille et l'horrible temps, marchait l'évêque. Il dit à une vieille femme : « Nous avons notre calvaire, madame. » Elle répondit : « Celui de nos soldats est pire, monseigneur. »

Le calvaire de nos soldats, leur montée dans la souffrance pour notre salut, voilà l'explication de cette gloire morale qui nimbe aujourd'hui le visage de la France aux yeux de toutes les nations, ce perfectionnement par la douleur, nous apprenons à le connaître dans les cahiers de guerre de Marcel Drouet, de Laurentie, d'Amédée Guiard, d'Emile Clermont, qu'il m'a été permis de publier, et dans ces lettres sublimes qu'écrivent des tranchées les vieux et les jeunes, les uns pleins d'allégresse, et les autres de virile résignation.

J'ai entendu dire par des grands chefs civils : « Cette guerre, ce n'est qu'un vaste problème d'administration ». Ils voulaient marquer le rôle immense joué par les chemins de fer, par les téléphones, par l'aviation, par tout l'outillage, par la production industrielle. Ils définissaient bien cette guerre. Mais un tout jeune soldat, des tranchées d'Alsace, jette un plus profond regard sur la situation quand il dit : « L'élément spirituel domine tout dans cette guerre ».

La Germanie campe, formidable, en face de l'Entente, qui n'était pas prête. Ce n'est pas la préparation matérielle qui décidera de tout, c'est la persévérance de l'âme. Des deux camps, celui-là sera vaincu où l'élément spirituel défaillera le premier.

A toutes les époques, les hommes de lettres et les artistes sont, pourrait-on dire, les secrétaires de la nation? Ils remplissent encore cet emploi durant la guerre. Rien qu'en se tenant au niveau des autres soldats avec lesquels ils sont confondus, les écrivains nous permettent de voir le niveau moral de nos armées. Ce qu'ils nous facilitent d'en connaître, nous montre une solidité d'âme, une

vertu (au sens latin) qui ne cédera pas. L'autre jour, à Verdun, un écrivain-soldat m'a dit un mot inoubliable : « J'ai vu bien des sauvageries et des horreurs dans cette guerre ; au total, elle a augmenté mon admiration de la France... » Il s'est arrêté, puis il a ajouté : «... et mon estime de la nature humaine... »

Au vingt et unième mois d'une telle guerre, que des troupes fassent l'objet d'une telle réflexion, qu'elles rendent plus respectueux de l'humanité un observateur professionnel qui, vivant avec elles, les voit souffrir et agir, quelle preuve émouvante de leur qualité supérieure, de leur invisible fermeté !

XXXV

CEUX QUI NOUS AIMENT EN AMÉRIQUE

Propagande à l'étranger.

1^{er} mai 1916.

Pendant longtemps, beaucoup d'entre nous furent persuadés que pour le plus grand nombre des Américains l'unique souci était de gagner de l'argent en vendant n'importe quoi en Europe, aux Austro-Allemands, aussi bien qu'à l'Entente. Mais, de jour en jour, des dispositions morales apparaissaient, que nous aurions été bien coupables de ne pas reconnaître et saluer quand elles venaient d'elles-mêmes s'offrir à nous servir.

Avons-nous toujours distingué clairement entre les Américains, et accueilli avec un suffisant empressement nos amis ? Ici, peut-être mes lecteurs veulent-ils s'en souvenir, nous avons déposé des lettres qui nous venaient des grandes Universités d'Harvard, de Cam-

bridge, de partout, et qui animait un amour ardent de la Justice piétinée en Belgique et de la France. Je disais : « Une révolution de conscience se prépare en Amérique, au profit de la France. Voulez-vous y assister ? L'opinion des Universités est là-bas d'une importance que je ne risque pas d'exagérer. Seules elles ont des idées, au sens européen du mot, au milieu d'un public tout neuf, qui vit d'impressions. » (Cf. les pages sur « la conscience américaine » dans *La Croix de guerre*, p. 367.) Et je recueillais les premiers frémissements de l'intelligence d'outre-mer. Mais, dans l'ensemble, les Américains les meilleurs ont parfois trouvé que notre presse, qui n'enregistre guère que les actes politiques des pays étrangers, nous laissait trop ignorer les manifestations de sympathie individuelles, si belles et si touchantes, qui de leur pays montaient vers la France. Ce reproche de l'amitié méconnue a bien quelque vérité, et je voudrais montrer ceux qui furent le serment de l'honneur et de la justice, ceux par qui la pâte fut soulevée.

Nul de nous ne doit ignorer que cinq cents Américains, représentant l'élite intellectuelle, ont lancé le fameux message annonciateur du 17 avril, pour protester contre les méthodes de la guerre allemande et pour dire leur espoir dans le triomphe du droit et de la civilisation. Cinq cents signatures (on n'en voulut pas une de plus) qui représentent quarante-quatre États et toutes les catégories de citoyens : vingt-neuf évêques et puis des hommes de lettres, des hommes de loi, des hommes d'affaires, deux cent douze professeurs d'enseignement supérieur et des présidents d'Universités, vingt-sept juges et même des Américains de pure descendance allemande, qui protestent contre les crimes allemands.

Que nous disent-ils, ces amis ? Ils crient que « la conscience américaine ne peut pas continuer à se taire » qu' « à sembler rester neutre, elle se sentirait atteinte dans sa propre intégrité et dans son respect d'elle même. » Et alors ils prononcent la grande parole étrange et vraie :

Le bien de la civilisation moderne, pour laquelle l'Allemagne a tant donné, et les intérêts de l'Allemagne même demandent que dans ce conflit l'Allemagne et l'Autriche soient défaites.

Enfin, il est rompu le lourd silence américain, et les sympathies que nous avons vu frémir, l'opinion que nous sentions se former prennent corps et s'affirment. C'est trop peu de dire que voici, dans cet appel des cinq cents, la première protestation collective de nos amis américains depuis le commencement de la guerre; le fait est sans analogie dans toute l'histoire de leur pays; pour la première fois, je crois bien, des Américains exercent ainsi une pression directe sur le gouvernement. Nous ignorons trop les démarches de l'esprit public à l'étranger. L'Américain a pour son président une déférence librement consentie, telle que nul monarque absolu ou constitutionnel n'en peut imposer de plus grande, et si la presse là-bas se permet des critiques, des citoyens réunis se sont toujours interdit d'en formuler, afin de ne point diminuer le prestige de leur élu. Ainsi cette voix collective qui s'élève retentit dans un silence séculaire qui lui donne une ampleur et une portée extraordinaires. Elle sonne le glas d'une tradition universellement acceptée. Elle est pour tout Américain la plus significative des manifestations, puisqu'elle est unique de son espèce. Elle témoigne de la profondeur d'un sentiment plus puissant que toutes les impulsions intéressées des partis ou que toutes les émotions soulevées par des crises intérieures, si graves fussent-elles. Aucune n'a pu déterminer une démarche semblable. Il a fallu vingt mois d'angoisses, d'humiliations refoulées, d'espérances toujours déçues, avant qu'une indignation, devenue enfin intolérable, ait pu faire jaillir ce cri de la conscience américaine.

Cette manifestation a pesé sur Wilson, et n'est pas

étrangère au ton de sa note. Maintenons donc notre regard sur les arguments de cet appel ; cherchons quels sont leur centre et leur solidité, leur noyau, leur germe.

La première semence dans les âmes ? Ce fut le respect du contrat.

Paul Bourget, qui reçut l'hospitalité de la grande Université américaine de Harvard, où il retrouvait son ami, le célèbre professeur William James (le frère de notre ami commun, le romancier Henry James, qui, dès le début de la guerre, se fit naturaliser Anglais), a bien marqué que, depuis le viol du territoire belge, la guerre présente met en cause le principe même de la civilisation, et que c'est là un débat essentiel pour la conscience américaine.

Il s'agit de savoir, dit Bourget, si, oui ou non, une signature donnée doit être respectée. Du petit au plus grand, entre particuliers comme entre Etats, dans les affaires privées aussi bien que dans les affaires publiques, ce respect du contrat est la condition sine qua non du pacte social. C'est le fondement des plus hautes vertus comme des plus humbles, de la famille comme de la propriété. Il est inscrit dans ce Décalogue dont les puritains de Massachusetts ont eu la religion jusqu'à l'exil, jusqu'au martyre. Comment leurs descendants de 1915 renieraient-ils cette tradition sacrée ?

Qu'un tel débat émeuve religieusement l'Amérique, que l'appel de ses intelligences corresponde à une révolte presque universelle de sa conscience, qui pourrait en douter ? La longue inertie du gouvernement, ses timidités, ses renoncements, nous ont trop caché des sentiments qu'exprimaient pourtant une multitude de paroles et d'actes.

Jamais on n'a plus magnifiquement parlé d'un peuple

que toute leur presse de l'Est n'a parlé de nous. Je voudrais un florilège des témoignages donnés hors de France à la France durant la grande guerre. Un esprit savant et charmant, qui connaît bien l'Amérique, M. Émile Hovelacque, a groupé dans la *Revue de Paris* des 15 février et 1^{er} mars derniers, des textes mémorables, pour nous faire connaître l'*opinion américaine et la guerre*. J'en retiens un article du *Chicago Herald*, 16 avril 1915 (notez que Chicago est un centre pro-allemand) où se trouve indiquée la légende de la France dans le monde, ce que l'univers croit voir sous ce mot, la France. Ah ! pour un grand musicien, quel thème de symphonie.

Jamais on n'entend parler des volontaires qui se battent pour la Grande-Bretagne, pour la Russie, pour l'Allemagne, pour l'Autriche. Aucun de ces pays ne peut s'enorgueillir d'une légion étrangère. C'est toujours pour la France que les étrangers combattent. Pourquoi ?

Il n'y a qu'une seule réponse : « Parce que c'est la France ! » Il y a quelque chose dans la France qui impose à l'imagination du monde et l'émeut. De toutes les nations, la France est la seule qui n'ait pas besoin d'arguments, d'affirmations, de preuves pour faire impression sur l'étranger. Il lui suffit d'exister.

A travers les espaces du monde, tant peuplés que déserts, flottent comme résidu de sa longue histoire un vague parfum de roman, une suggestion délicate de grâce facile, de courtoisie et de politesse, pâles visions de beauté dans la forme et le langage, échos affaiblis de rires légers, tonnerres lointains de la Déclaration des Droits de l'Homme.

Voilà ce qu'est la France pour des millions d'hommes. Telle est la France idéale, vague, fuyante, qui remplit le monde, qui s'impose aux foules et attire comme un aimant les volontaires sous ses étendards. Ce n'est assurément pas la vraie France. Mais la vraie France disparaîtra plutôt de la scène de l'histoire que cette France universelle et persuasive.

Et sur le rôle historique de la France, sur les services

qu'elle a rendus à l'humanité et qui font que le monde entier restera éternellement son débiteur, reprenez l'article de F.-H. Simonds, dans la *Tribune de New-York* (14 juillet 1915) :

C'est la France, et la France seule qui soutint le faix dans le grand acte initial de la guerre..., qui fit obstacle à la vague humaine et la contint, la repoussa, fixa le sort de la guerre dès les premiers jours. Aujourd'hui même, si près encore des événements, nous pouvons dire que la bataille de la Marne prendra place, à jamais, dans l'histoire du monde, à côté de celle de Marathon.

Et l'écrivain continue :

La France ne trembla point, ne perdit point courage, ne songea pas un instant à abandonner la cause pour laquelle chaque Français se sentait combattre, la cause de la civilisation... Et pendant cette affreuse épreuve, le peuple français n'a pas fait entendre un murmure. Il y a dans ce silence de quarante millions d'hommes quelque chose de plus impressionnant, de plus formidable que tous les torrents de protestations que d'autres nations ont déchaînés.

C'est comme si une race entière avait reconnu que sa dernière heure était venue, que la question posée était celle de la vie ou de la mort...

La France a maintenu le front de notre civilisation contre la barbarie magnifique mais destructive de l'idéal germanique. Seule parmi les adversaires de l'Allemagne, elle s'est montrée à la hauteur de sa tâche. Le monde entier commence à apprécier la grandeur du service rendu par la France.

Voilà de grands mots d'admiration et d'amour. Je sais aussi des actes innombrables de fraternité envers nos ouvriers, nos hôpitaux, nos mutilés. Je ne suis pas à même d'en tracer un tableau d'ensemble complet et j'hésite à citer des noms propres. Nous avons parmi nous Whitney Warren, que nous connaissons ; là-bas, il y a

ses collaborateurs. Et combien de groupes analogues ! Un Américain de Baltimore visite par hasard un de nos hôpitaux de Bretagne ; il y trouve un docteur français aidé de sa femme et de ses quatre filles, et dont les fils se battent. Il s'émeut, rentre chez lui et forme « un petit club », comme il l'appelle, de dix personnes qui enverront chacune, chaque mois, une cotisation importante à cet hôpital. On lui demande les noms de ses associés pour les remercier. « Bah ! dit-il, la chose n'en vaut pas la peine. »

Les dons affluent avec une générosité admirable, sans qu'on voie trace de lassitude. Ils sont riches ! dira-t-on. Mais je ne vous parle pas de leur argent ; ce n'est pas leur argent que je pèse ; j'admire et je remercie leur générosité de cœur.

Un inconnu, dans la situation la plus humble, apporte cinq dollars à M. Jusserand et refusant de se nommer dit :

« J'espère que ma petite contribution sera la bienvenue ; je la verse aux fonds que vous consacrerez à décorer l'ambassade de France pour le jour de la victoire. »

M. Jusserand n'a jamais fini de citer les lettres émouvantes, pleines de délicatesse, qu'il reçoit. A Noël, un ménage très peu fortuné lui a envoyé deux chèques, le mari et la femme ayant décidé qu'ils s'offriraient l'un à l'autre, à l'occasion de cette fête, un chèque pour nos blessés.

Un Américain, qui a pénétré en Alsace avec nos troupes, a arraché au premier sapin rencontré de l'autre côté de la frontière une branche, qu'il a envoyée à M. Jusserand, ornée de rubans tricolores, avec ce mot : « Première offrande de l'Alsace reconquise. » Elle décore un salon de l'ambassade. — Un homme de loi fort connu à Baltimore, termine une communication qu'il fait à l'ambassade en écrivant : « La France est à nos yeux la gloire de la race humaine. »

Je citerai enfin, comme une preuve des sentiments américains, l'érection, sur le grand Riverside Drive de

New-York, d'une statue équestre de Jeanne d'Arc. C'est la première fois qu'en dehors de nos frontières un tel hommage est rendu à l'héroïne lorraine. Son piédestal est en moellons provenant du vieux château de Rouen où la sainte fut prisonnière. Une de ces pierres a été réservée pour l'archevêque de Saint-Paul, M^{sr} Ireland, qui l'a fait placer dans la chapelle Saint-Remi de sa cathédrale. Le président d'honneur du comité, M. Saltus, manifeste son enthousiasme de la manière la plus heureuse pour nos blessés, par des chèques qu'il envoie à l'ambassade de France à chaque anniversaire important de Jeanne d'Arc. Enfin, par une de ces attentions où se révèle le côté sentiment du caractère américain, les organisateurs ont souhaité que l'invocation religieuse par laquelle commence là-bas toute cérémonie fût prononcée par un Alsacien, qui s'exprimât en français.

J'accumule les détails, je vais dans l'immense jardin, composant un peu au hasard mes bouquets ; ce ne sont là que de minces gerbes auprès des profondes jonchées de l'amitié américaine. Vous y devinerez pourtant l'irrésistible montée d'une sève que l'on croyait engourdie. Cette force de sentiment s'est épanouie en raisons dans le manifeste des cinq cents, et puis en acte dans la note Wilson. Il faut que nous sachions ce qui vit et nous aime derrière les lourdes tentures officielles. Nous avons pour nous les hautes intelligences et les cœurs émus. Mon devoir d'en parler était double. Les lecteurs trouveront du réconfort à contempler l'image de la France que reflètent les sensibilités étrangères, et puis il est indispensable que nos amis, là-bas, nous sachent reconnaissants et renseignés.

C'est d'autant plus indispensable pour la France d'être attentive envers les intelligences et les cœurs, que c'est sur eux et sur elles que nous pouvons compter, infiniment plus que sur le personnel politique et de gouvernement.

XXXVI

LE 20^e CORPS

UNE SOLENNITÉ « POUR METZ »

3 mai 1916.

Il y avait ce mardi au Théâtre-Français une représentation « Pour Metz », c'est-à-dire, plus exactement, au bénéfice des réfugiés messins et lorrains. Dans cette solennité, s'étaient donné rendez-vous les délégués de toute la nation lorraine. Les organisateurs m'avaient confié l'honneur d'interpréter l'hommage qu'il fallait bien que l'on exprimât au pays messin et à la Lorraine. Célébrer nos paysages, nos traditions, nos grands hommes, nos souvenirs et nos espérances ? Plutôt que de puiser dans l'antique trésor, j'ai préféré y ajouter. J'ai tenté d'indiquer le chant de gratitude et d'admiration qui de toute la France s'élève à la gloire des divisions de fer et d'acier.

Le poète lorrain Emile Hinzelin me rappelait, ces jours-ci, un magnifique titre que les statistiques décernent à la Lorraine. Elles établissent qu'elle est le pays de France qui fournit le plus de soldats et de sœurs de charité. En vérité, j'aurais pu me borner à prononcer cette phrase. Il n'est rien qui surpasse un tel mérite.

Pourtant j'ai esquissé quelques traits qui donnent une idée du gaufrier militaire qu'est la Lorraine et de ce qu'elle fait avec sa propre pâte et avec la pâte qu'on lui confie. Je devais être court ; la censure que je m'appliquais par avance, et en prévision de la censure officielle, me gênait. Il suffisait d'ailleurs de donner à un public

lorrain et parisien l'occasion d'acclamer ceux qui, en sauvant Nancy et Verdun, ont sauvé Paris.

Je pense que j'ai suffisamment marqué ce qui était, certes, dans ma pensée : que le 20^e corps n'a rien fait qu'en collaboration avec d'autres unités dont nul ne songe à diminuer les mérites, et puis est renouvelé, peu à peu, hélas ! avec des recrues de toutes les régions.

Cela même est à sa gloire. Donnez-lui les hommes que vous voudrez, il en fera de l'élite. Songez à l'admirable pépinière d'officiers, que sont les régiments du 20^e corps. C'est au milieu d'eux que viennent se former les Grossetti, les Castelnaud, les Foch, les d'Urbal et quasi tous les autres, qui, sans être lorrains, sont l'honneur de l'armée française.

Il y aurait à étudier le secret de cette formation magistrale. Un soldat n'est pas du 20^e corps par le seul fait qu'à son col est cousu le numéro de l'un des fameux régiments. C'est par des travaux terribles durant la paix (et même aux cantonnements de guerre) que ces troupes exemplaires acquièrent leur endurance et leur élan irrésistible.

J'espère qu'un jour il me sera permis de mieux définir, à l'aide de documents que je ne puis encore utiliser, l'esprit de corps de ces troupes, « la garde de la France », que le tzar vient d'honorer dans la personne du général Balfourier. Voici du moins le thème qu'il m'a été permis de faire approuver par la colonie messine et lorraine réunie au Théâtre-Français pour assister les réfugiés de Metz :

Mesdames, mes chers compatriotes,

Il y a quarante et un ans, la France a quitté Metz, entraînant avec elle une partie de la Lorraine. Jours de désolation ! Mais quelques semaines encore et les survivants de l'exode, leurs fils et leurs petits-fils referont, ivres de joie, le douloureux chemin et descendront la

Sarre, la Scille, la Moselle, avec les drapeaux tricolores.

Metz, la ville fidèle, nous attend auprès de la rivière, parmi ses mirabelliers et ses coteaux de vigne, en gardant les tombes de nos soldats et de nos parents, et rien n'a changé depuis un demi-siècle dans les petits villages agricoles, pleins de silence, de douceur et de vaillance.

Pays messin, rives mosellanes, les plus aimés qui soient au monde ! Il est un vieux vers de Virgile qu'ont invoqué à travers les siècles bien des exilés, au moment qu'ils s'éloignaient de leur patrie, c'est celui qu'écrivit le poète quand il nous montre Troie en flammes et tous les survivants du désastre se groupant autour d'Enée pour quitter avec lui les ruines de la ville

... *et campos ubi Troja fuit.*

Qui ne connaît pas ce vieux thème ? Je l'ai murmuré bien souvent, quand je suivais de la cathédrale au monument de Chambière les « Dames de Metz », ou que sur les champs de Noisseville, de Gravelotte et de Saint-Privat, je visitais pieusement les tombes avec nos amis du Souvenir Français. Un jour que des Messins célébraient la gloire séculaire de leur ville, qui fut cité gauloise, municipe romain, ville libre, et puis mère des plus beaux soldats de la France, le vieux maréchal von Haeseler, qui assistait à l'entretien et qui sans doute souffrait de penser que Metz était reine à des époques où nulle ville prussienne n'aurait même paru digne d'être sa servante, les interrompit en jetant d'un ton sarcastique au travers de leurs éloges : « Troja fuit ».

« C'est le passé, voulait dire le vieux reître. Cela fut ; nous l'avons ruiné. Grâce à nous, sur la Metz romaine et française, sur la ville que vous aimez, repose lourdement la dalle funéraire... »

Non, maréchal von Haeseler, rien n'est mort de l'antique Lorraine ; son esprit palpite toujours et, plus fier,

plus fort que jamais, fournit à cette heure des preuves dont l'univers s'émerveille. Le Grand-Couronné de Nancy, le Grand-Couronné de Verdun, quel double diadème éclatant au front de notre race, et dans ce jour où nous voici groupés pour célébrer notre terre natale et son génie que l'Allemand se vantait d'avoir étouffé, laissons nos archives et nos trésors accumulés de gloire, et saisissons à pleines mains au milieu des événements ce qui manifeste toujours la grandeur de l'esprit lorrain.

Il est un corps dans l'armée française qu'entourent la gratitude et le respect, un corps d'élite dont tous les hommes, officiers et soldats, portent les aiguillettes aux couleurs de la Croix de guerre, verte et rouge, et des blessures et, dans le cœur, des deuils innombrables. C'est le 20^e corps, formé de Lorrains qui transmettent, quand ils meurent, à ceux qui les remplacent, l'âme héroïque de la frontière. De tous temps, les Parisiens furent nombreux au 20^e corps et maintenant, quand il revient sanglant et décimé de la bataille, toutes les provinces de France sont appelées à l'honneur de remplir ses vides ; mais où qu'il fasse ses recrues, son esprit, c'est toujours l'esprit des Marches de Lorraine qui repose dans ses formations et qu'il épanouit au combat.

Je ne vous dirai pas son histoire : vous sauriez tous la raconter. Le 20^e corps a sauvé Nancy, durant la bataille de la Marne, quasi percé en Artois, et de rechef, sur la terre lorraine, sauvé la France à Verdun.

Le 24 février dernier, la bataille depuis trois jours était engagée sous Verdun ; le ... corps achevait de se faire hâcher, disputant bois par bois et motte de terre par motte de terre le terrain à l'ennemi. Douaumont venait d'être occupé. C'est alors qu'on signala en vue les premiers camions amenant une division du 20^e corps. Elle débarqua le 25 à Verdun,..... Très fatiguées par le transport rapide, littéralement glacées de froid, ces troupes semblaient, au dire des rap-

ports, presque incapables de marcher au feu incontinent. Elles le firent pourtant. Dès le 26, elles entraient en ligne, puis immédiatement attaquaient à l'ouest du fort de Douaumont et dans le village. Leur audace stupéfia l'ennemi ; elles brisèrent cet océan qui jusque-là semblait emporter, morceau par morceau, nos barrières. L'arrivée du 20^e corps marque le point d'arrêt, rétablit la bataille, présage la victoire.

Mais pour nous montrer ce que vaut le 20^e corps, la force, l'énergie, la gloire qu'il projette autour de lui, et comment son esprit modèle les âmes, je possède un texte, le récit violent que me fit un jeune soldat ¹.

« C'était en Artois, m'a-t-il dit, au printemps de 1915. Mon régiment arrivait d'un secteur tranquille de l'Aisne, où nous avons fait peu de pertes. La veille, nous venions encore de recevoir un renfort de la classe 15. On nous avait tout habillés de neuf. Nos uniformes d'azur n'avaient pas eu le temps d'être ternis par la boue, la poussière et la pluie ; nous débordions d'enthousiasme ; nos colonnes, aux cadres complets, avec un officier ou aspirant à la tête de chaque section, allongeaient fièrement leurs trois mille deux cents hommes sur la route. On nous avait dit que nous nous dirigeons vers un coin sacré, où tous les yeux étaient tournés. La trouée tant rêvée avait été, quelques heures, virtuellement faite, grâce à l'héroïsme inouï des divisions « de fer » et « d'airain ». Nous allions relever ces troupes, et, en montant aux tranchées par le plus beau crépuscule, nous nous demandions avec un peu d'inquiétude si nous serions à la hauteur de pareils héroïsmes, car une telle succession est lourde.

« Et soudain, voilà que sur la route, dans le soleil couchant qui dorait toutes choses, un fort groupe nous apparut. Des soldats venaient lentement, sans hâte, sans

1. Roland Engerand, le fils de notre ami Fernand Engerand, l'éminent député de Caen.

bruit. Et quand ils furent près de nous, nous comptâmes 250 hommes et devant eux un capitaine qui commandait le régiment, car c'était un régiment : le ... régiment d'infanterie... Des hommes en haillons, portant encore de vieux uniformes bleu foncé, tout déchirés et salis de boue et de sang ; des fusils rouillés et encrassés ; des souliers sans nom ; des képis rouges, mal recouverts de lambeaux de manchons bleus ; et au milieu de tout cela, des figures superbes, sales, hirsutes, aux pauvres traits tirés et durcis, avec des yeux dont le regard entraît en nous jusqu'à l'âme car il reflétait tous les spectacles sublimes recueillis depuis quinze jours. Ces regards de fièvre et de victoire, quel rayonnement ! Ils passaient près de nous, ces hommes, en nous regardant avec curiosité, étonnés de notre luxe et de notre nombre, et tout en défilant ils nous disaient seulement : « Ne vous en faites pas. Bon courage, on les a eus ! » Tous répétaient : « On les a eus ! » Des voix jeunes, des voix de Parisiens, des voix à l'accent plus rude, des voix de l'Est, et cette voix enfin qui avec un accent d'Alsace nous jeta du dernier rang : « Les Bauches, on les a eus ! » Ils n'avaient retenu que cela de toutes leurs souffrances. Leur capitaine les regardait silencieusement avec une prodigieuse expression d'amour.

« Et pendant que nous montions, tout remués, prendre leur place, ils disparurent, de leur pas lassé et triomphal... J'ai compris ce jour-là ce que c'était que la beauté de la gloire ».

Que ce dernier mot d'un enfant est grandiose ! Ainsi s'allument à l'héroïsme les cœurs bien nés. Ainsi l'esprit de la frontière inséré dans les origines du 20^e corps et perpétué par lui court à travers les âmes qu'il embrase.

Gloire aux soldats exemplaires qu'a formés la terre lorraine ! Avec leurs camarades de toutes les provinces, demain, ils rapporteront dans Metz la civilisation de nos pères.

XXXVII

NOTE COMPLÉMENTAIRE
SUR LE 20^e CORPS

3 mai 1916.

Que de lettres complémentaires ou rectificatives j'ai reçues à la suite de cet article ! Je ne vais pas en faire la critique ; le mieux est que je les accueille et les verse dans le dossier comme un écho de la sublime émulation des fils de France.

Dès le premier moment, c'est Péricard, le fier soldat de « *Debout les morts !* » qui m'écrit :

« Le village de Douaumont, occupé dans la nuit du 24 par le 95^e d'infanterie, a été défendu par ce régiment le 25 et le 26 contre trois furieux assauts. Malgré le plus fort bombardement de Verdun, les Allemands n'ont pas réussi à prendre pied dans le village. Le 95^e est parti de Douaumont en laissant le village plus fortifié qu'à l'arrivée : il y avait devant notre tranchée trois ou quatre lignes compactes de cadavres ennemis.

« Ce qui est exact c'est que notre division, la 16^e, était alors rattachée au 20^e corps, mais même avec cette rectification, on ne peut dire que le 20^e corps a « repris » Douaumont, puisque Douaumont n'a été pris pour la première fois par les Allemands que quelques jours plus tard.

« Au résumé, à Douaumont, les 25 et 26 février, il n'y avait que la 31^e brigade qui fait partie de la 16^e division et qui est composée des 13^e, 29^e, 85^e et 95^e. Le 95^e et le 85^e étaient seuls à Douaumont. Ce sont les seuls régiments qui n'aient pas quitté le front de Verdun, même une heure, depuis le 24 février au soir ».

Et les Bretons réclament :

« Heureux, le corps d'armée qui trouve un apologiste ! Il acquiert la popularité et la gloire. Les fusiliers-marins ont eu M. Le Goffic : ils sont célèbres ; le 20^e corps a M. Barrès : on le porte aux nues. Le 11^e corps, le corps de ces fiers et rudes Bretons qui, je vous le signale modestement, composaient en majeure partie le 20^e corps « n'a jamais sauvé la France ». Ses petits Bretons ont versé leur sang généreusement ; ils ont fait tout leur devoir avec un héroïsme simple et magnifique sur les champs de bataille de Sedan, de la Marne, d'Albert, de Champagne et tout dernièrement de Verdun. Ils n'ont pas eu leur poète, ils n'auront pas la gloire.

« Nos ennemis sont plus justes, monsieur. L'héroïsme des Bretons a suscité leur admiration. Je n'en veux pour preuve que cette phrase extraite de la *Gazette du Rhin et de Westphalie* concernant la prétendue prise du fort « de Vaux : « Ce sont des régiments de réserve qui ont « enlevé le fort d'assaut. Le commandement français « opposait aux nôtres des troupes de campagne, *des régiments bretons, les meilleurs de France...* » (J. Corvest, sergent blessé du 62^e, 4 mai 1916.)

Et les contingents du Nord :

« Vous êtes trop juste pour ne pas me permettre d'élever une voix vraie et fière en rectification de votre article sur le 20^e corps. Il est une règle d'abnégation qui émet que ce ne sont pas des individualités qui sont dressées contre les barbares mais une seule âme collective, celle de la France. Pourtant s'il est loyal de reconnaître au 20^e corps la persévérance dans l'effort, il est équitable de faire place aux éléments qui y furent adjoints.

« La division dont vous parlez comme ayant été amenée en camions automobiles est la 2^e division. Mise sous les ordres du 20^e corps, elle est arrivée le 25 février à 22 heures à la caserne Chevert « littéralement glacée par « le froid. » Elle en est repartie le 26 à 2 heures pour

entrer en ligne à l'ouest du fort de Douaumont. Son audace stupéfia l'ennemi. A sa droite la 153^e division, à sa gauche la 39^e division et en liaison avec elle « bri-
« sèrent cet océan qui jusque-là semblait emporter, mor-
« ceau par morceau, nos barrières ». Le principal effort du 26 février au 4 mars s'est porté sur le centre et ce sont la 153^e division et la 2^e division qui ont subi le choc formidable. (Leurs pertes ont été du reste supérieures du double à celles des divisions voisines.)

« Vous rappellerais-je que la 2^e division a fourni, en Champagne, à l'offensive de février 1915 et que c'est un de ses régiments qui a emporté la position fameuse des Eparges en avril 1915.

« Voilà pourquoi nous vous demandons, monsieur, de bien vouloir en toute sincérité, distraire une branche de la couronne de lauriers tressée en l'honneur du 20^e corps pour en faire hommage aux drapeaux de la 2^e division. »

« La 2^e Division d'Infanterie (Artois, pays miniers de Lens, Flandre maritime) compte parmi nos troupes les plus rudement éprouvées. Beaucoup des braves qui la composent savent leur foyer au pouvoir de l'ennemi. La rareté des nouvelles est si grande que de longs mois se passent dans l'incertitude affreuse. C'est un dur calvaire, et le malheur a uni cette population dans le sacrifice.

« La troupe est très belle. *Aucun clinquant, mais une impression de ténacité inébranlable entretenue par la haine.* Jamais de recul, le terrain est gardé quel qu'en soit le prix. Dans le faisceau splendide des qualités de l'armée française la constance intangible représente le contingent du Nord. L'ennemi le sait.

« C'est à Verdun que la 2^e division placée sous les ordres du 20^e corps et combattant avec lui, va donner la mesure de son inébranlable résistance.

« Les troupes débarquent du convoi automobile le 25 février 1915, à quelques kilomètres de Verdun. Les

nouvelles sont mauvaises. L'ennemi, à la faveur d'une canonnade formidable qui roule sans interruption, progresse vers la place. Sur les routes la population des localités menacées s'en va par petits groupes, lentement. Le ciel gris, le froid, le sol gluant, tout semble hostile. On se met en marche vers de lointaines casernes où doit avoir lieu la halte de nuit. Les mitrailleurs portent courageusement leurs pièces sur l'épaule et gravissent ainsi, au crépuscule, les pentes des Hauts de Meuse. Dans cette souffrance physique et morale, pas une plainte ; il n'est même plus question de s'arrêter pour souffler un peu. Les braves de la brigade Reibell qui indiquent l'avance ennemie vers Haudromont sont à bout de forces. on doit les relever. La brigade Lévi part immédiatement. Déployée à la hauteur de Fleury elle atteint la ligne de feu et remplace, de Douaumont au ravin d'Haudromont les héroïques survivants de la brigade Reibell.

« Chacun a compris. Il faut tenir dans les conditions les plus dures.

« Bombardement écrasant, continuelles attaques d'infanterie, froid rigoureux. Les nécessités de l'heure, imposant une rapide entrée en scène des troupes, n'ont pas permis aux équipages de suivre. L'homme ne peut compter que sur ce qu'il porte comme cartouches, comme vivres, comme eau. Bien entendu, aucun des accessoires précieux de la lutte des tranchées, sacs à terre, grenades, grands outils commodes pour le travail. C'est la guerre de campagne contre un ennemi qui a accumulé les moyens formidables d'une attaque de siège. Bien évidemment, la lutte n'est pas égale : la force morale fera l'appoint.

« La situation est particulièrement pénible dans le ravin d'Haudromont, pris d'enfilade jour et nuit par l'artillerie et les mitrailleuses ennemies. On marche dans le chaos : terres projetées par les explosions d'obus, troncs d'arbres brisés, cadavres. Le moindre déplacement est très dangereux, Aussi les évacuations de blessés et les rares

transports de vivres ne se font-ils que de nuit et au prix de pertes graves.

« Lessouffrances augmentent avec la durée de l'épreuve, mais chacun comprend l'importance de son rôle. L'ennemi qui avançait sans répit et à une allure inquiétante jusqu'au 25 février est fixé maintenant : il faut tenir pour donner à notre artillerie lourde, à nos avions, à nos renforts de toutes sortes le temps de venir à notre aide. On tient.

« Au bout de six jours la brigade Lévi a subi un chiffre de pertes qu'elle ne saurait dépasser sans risques. Elle est relevée par l'autre brigade de la division, la brigade Duplessis. La lutte devient furieuse autour de Douaumont où l'ennemi emploie les moyens les plus déloyaux et les plus barbares.

« Le commandant Cordonnier voit s'avancer vers le village une troupe coiffée de casques français. Bien que leur direction de marche rende suspects ces nouveaux venus, il crie : « Ne tirez pas, ce sont des Français ! » Cette troupe avance encore un peu, s'arrête et ouvre le feu, le commandant Cordonnier tombe mortellement frappé.

« L'ennemi tente l'emploi des liquides enflammés. Mais le jet ne peut franchir les 50 mètres qui séparent les deux lignes. Une saute de vent le ramène sur l'adversaire qui cesse ce jeu décidément dangereux. Les blessés font preuve d'une force morale extraordinaire qui renforce celle des combattants. Certains ne pouvant plus tirer décrassent les fusils de leurs camarades et leur passent des cartouches. Les agents de liaison circulent constamment dans cette zone de mort. La plupart tombent, sacrifice nécessaire. La brigade Lévi subit une usure analogue à celle de ses prédécesseurs. Rentrée au front dans les mêmes conditions, elle parvient à dégager un instant Douaumont.

« Les héroïques survivants de la division, ralliés par leur

chef, le général Guignabaudet, sont rassemblés dans une caserne de Verdun puis ramenés à l'arrière pour l'œuvre de reconstitution.

« La 2^o division d'infanterie a terminé son rôle dans d'effroyables batailles, rôle de la première heure. En combinaison avec le 20^e corps et la 14^e division, elle a arrêté la ruée terrible de l'ennemi sur les Hauts de Meuse, enrayant ainsi la première poussée, la plus redoutable en raison de la disproportion des moyens.

« Combattant dans des conditions de précarité extrêmes, n'ayant guère que ses fusils et ses baïonnettes contre un ennemi muni d'une artillerie lourde formidable, sachant qu'elle devait se sacrifier pour donner aux renforts le temps d'arriver, elle forma une muraille dont aucun coup de bélier n'eût raison. L'ennemi qui progressait de 2 kilomètres par jour, a stoppé. Il a dû modifier sa zone d'attaque, entamer l'offensive sur la rive gauche, tâtonner. Pendant ce temps le commandement organisait la bataille, recevait et installait l'artillerie. L'holocauste des troupes admirables qui ont formé barrage en ces journées difficiles a seul permis de reconstituer les éléments de résistance contre lesquels les efforts de l'ennemi se brisent depuis cinq mois.

« Le 20^e corps, les 2^e et 14^e divisions d'infanterie ont sauvé Verdun.

« Deux régiments de la 2^o division portent à leur drapeau la croix de guerre avec palme. »

L. WATELIN.

Vous n'êtes pas sans ignorer que le 20^e corps comprenait au moins six divisions dont la 2^o (1^{er} corps) (110^e-8^e-33^e-73^e) et puisque dans votre article du 3 mai, vous donnez des dates et vous citez le corps, il me semble que vous auriez très bien pu dénombrer les divisions qui faisaient partie du 20^e corps à cette date. Voici notre histoire :

La 2^o D. I. débarqua des camions autos à Verdun

le 25 février au soir, après quelques heures de repos notre brigade (4^e) fut dirigée sur Douaumont. Le 26 au soir, le 110^e relevait les restes du 1^{er} régiment de tirailleurs et du 95^e d'infanterie et nous eûmes à défendre Douaumont. Le P. C. du colonel était dans le village même. Inutile de vous dire le bombardement que nous eûmes à subir, les attaques qu'il fallut repousser, la journée du 28 est mémorable. Bref nous tenons, et le 29 au soir, nous passons une ligne intacte au régiment qui vient nous relever. Malheureusement les Boches tenaient toujours le fort de Douaumont et y avaient amené des mitrailleuses et des canons à tir rapide qui prennent d'enfilade les tranchées. Le régiment qui nous releva n'y put tenir et les Boches occupaient le village le 1^{er} mars au matin vers quatre heures. Le 1^{er} mars au soir rappelés en toute hâte nous étions à nouveau devant Douaumont. Les 2 et 3 mars (aidés par les 170^e et 174^e d'infanterie) nous attaquons et reprenons le village deux fois, mais impossible d'en déboucher, pour tenir le village il faudrait prendre le fort. Nous nous bornons alors à établir des tranchées au sud du village et le 4 au soir nous sommes définitivement relevés.

Je crois savoir que la ligne est encore là où nous l'avons tracée, c'est donc au 110^e que revient l'honneur d'avoir défendu Douaumont et d'y avoir cloué les Boches.

On a tant parlé de ce village, qu'il était quand même intéressant de savoir qui l'a défendu et vous voyez que ce ne sont pas du tout des troupes du 20^e corps.

*Pour un groupe de défenseurs de
Douaumont,
A. DECLERCQ.*

« La division dont vous signalez le débarquement après plusieurs jours d'auto, qui pouvait paraître fatiguée et qui, dès qu'elle eut mis pied à terre, fut engagée dès le 25 à Douaumont, qui se battit avec rage pendant plusieurs jours pour briser l'océan ennemi, cette division, dis-je, c'est notre 2^e division, qui du 1^{er} corps était passée momentanément au 20^e corps... » (Commandant Lenoir, 4 mai 1916.)

COMMENT EST COMPOSÉ LE 20^e CORPS ?

Un Champenois m'écrit :

Notre âme, a tressailli de fierté quand nous avons pu lire votre évocation triomphale de nos poilus du 20^e corps, Lorrains, Parisiens ont rivalisé d'ardeur, d'audace, d'énergie et de dévouement pour arrêter l'avance boche dans les endroits menacés. Vous avez fait une omission involontaire en ne nommant pas les Champenois, l'Aube fournissant en effet toutes ses recrues au 20^e. Ou bien est-ce parce que sachant que Jeanne, la bonne Lorraine, était d'origine champenoise et que notre appellation de Lorrains, s'appliquerait aussi bien aux Champenois ? Excusez-moi cette réflexion sans acrimonie ; tous les Français sont frères, tous sont prêts à se dévouer jusqu'à la mort pour la France, la liberté, la civilisation.

Avec mes meilleurs sentiments,

Deutschland wieter alles !

LABUT.

Voici une autre lettre :

Troyes, le 10 mars 1917.

Monsieur,

Naguère dans un article de revue vous définissiez la composition du 20^e corps : Lorrains, quelques cantons vosgiens ou haut marnais et des Parisiens.

Récemment dans un de vos articles de journal vous êtes encore plus particulariste en revendiquant le 20^e corps comme Lorrain.

D'un autre, autant en emporte le vent, mais par vous, une légende erronée peut être créée au détriment d'une majorité.

La présente vous dira que votre assertion qui peut vous paraître bénigne, a été regrettablement ressentie dans un certain rayon ; c'est pourquoi je vous signale le fait pour qu'à l'occasion vous restituiez à César...

Ce qui en vaut la peine.

Done, sauf quelques petits détails à remettre au point :

Si le 20^e corps est recruté *dans une partie seulement de Meurthe-et-Moselle*, dans quelques cantons des Vosges ou Haute-Marne et avec assez légère proportion de Parisiens, *il comprend le département de l'Aube en entier.*

Et je vous prie de croire qu'il n'y a guère de localité dans ce département qui n'ait été multiplement endeuillée dans les rangs des 37^e, 156^e, etc., etc.

Recevez, monsieur, les salutations d'une mère qui a payé une double dette à la Patrie dans les champs de Lorraine.

G. C.

Qu'a donc fait le 20^e corps ?

Mon émotion a été très vive ce matin, quand j'ai lu dans les premières colonnes de *l'Echo de Paris* l'éloge du 20^e corps.

J'en suis, monsieur, du 20^e corps et j'en suis très fier, j'appartiens depuis dix-sept mois, à l'un des régiments de la division de fer, à un régiment de Nancy que M. le général Balfourier honore d'une estime particulière. Depuis novembre 1914, sans relâche, sans arrêt, sans blessure, sans évacuation, j'ai suivi partout le 79^e. En Belgique d'abord, à la Maison du Passeur.

En Artois ensuite, en mai 1915, à l'attaque de Neuville-Saint-Vaast et du Labyrinthe.

En Champagne, en septembre, devant la Butte du Mesnil et Maisons de Champagne, entre Tahure et Mas-siges.

Sous Verdun enfin où pendant quinze jours consécutifs, du 26 mars au 10 avril, le 79^e, malgré des pertes terribles, sous des bombardements inouïs, dans des tranchées improvisées, a tenu tête à l'ennemi qui a lancé contre le front même du régiment cinq attaques à gros effectifs dont les plus violentes se sont produites les 9 et 10 avril.

Le 9 avril fut un jour de victoire. Sous les rafales de 210, à l'annonce des Boches, ce qui restait du 79^e s'est dressé aux parapets et cette poignée d'hommes a empêché l'ennemi d'approcher de la tranchée et de nous prendre un pouce de terrain.

Et si le 10 avril nous avons, les quelques survivants, cédé

trois cent mètres de terrain, nous n'avons cédé qu'en combattant pied à pied, au fusil et au corps à corps, un terrain plat (la vallée du Ruisseau de Forges devant la cote 304) qui ne pouvait longtemps être défendu sous la plus effroyable pluie d'obus que j'aie encore vue.

Merci, monsieur Barrès, au nom de tous mes camarades tombés dans les rangs du 79^e, d'avoir mis en lumière le 20^e corps.

Merci pour ceux qui ont barré aux Allemands, de leur poitrine, la route de Verdun.

Avec vous, monsieur Maurice Barrès, avec les Lorrains, je crie très haut la gloire du 20^e corps.

Avec Nancy qui nous a acclamés le 9 février dernier quand nous y avons défilé, je crie : « Honneur au 79^e ; Honneur au lieutenant-colonel Mangin qui nous a conduit à la gloire sous Verdun. »

Un étudiant parisien du 20^e corps,
 RAYMOND DUBY,
 sergent au 79^e d'infanterie.

Toujours sur la 2^e division :

Partis brusquement de l'Aisne, après un voyage pénible de cinq jours à pied et en autos, arrivés le 25 soir à Verdun, sans repos, sans ravitaillement, nous prenions position immédiatement en face la côte du Poivre et dans la nuit du 26 nous passions au contact immédiat de l'ennemi, le régiment français qui était devant nous ayant fondu dans la journée du 26. Et alors pendant trois jours mémorables de la côte du Poivre (ferme d'Haudromont) à Douaumont, c'est notre division qui eût le grand honneur de sauver Verdun du péril imminent qui le menaçait.

Ce ne fût pas malheureusement sans y laisser la plupart des nôtres. Notre pauvre division était plutôt réduite, mais personne ne recula, malgré le marmitage épouvantable, malgré la faim, malgré la neige.

J. QUANTIN.
Adjudant.

Un correspondant m'écrit au 1^{er} avril 1916 : « Oui, parlez du silence des campagnes lorraines et des tressaillement d'espoir qu'y occasionne le canon de Verdun qu'on y entend si bien. J'ai vu dernièrement une lettre d'une jeune fille des environs de Metz à son père, prisonnier en France : au milieu d'une phrase où elle racontait les nouvelles de la maison elle s'interrompt, tire un trait, et écrit : « — Boum ! j'entends encore un de ces bruits qui me font toujours plaisir — ». La lettre ensuite continue et parle des cultures.

M. le chanoine COLLIX.

29 octobre 1916.

L'esprit du 20^e corps est fait d'endurance, de bravoure, de fidélité à la tradition.

En 1914, lorsque la 11^e et la 39^e divisions quittèrent leurs casernes de Nancy et de Toul, elle formaient un corps homogène, ardent, discipliné, grâce aux éléments valeureux qui le composaient, mais qui n'avaient qu'une seule âme, un même mot d'ordre...

Le Lorrain apportait dans cette masse d'élite son énergie, son esprit de sacrifice, sa rancune héréditaire contre le Germain.

Cultivateur du Vermois, employé aux grandes industries textiles des Vosges, petit propriétaire sur les bords de la Seine, chacun comprenait clairement son devoir, les yeux fixés sur la *ligne bleue* dont nous a parlé Jules Ferry et sur les aigles du poteau frontière.

Paris nous donnait son contingent de gosses résolus, de gavroches aux réparties joyeuses, aux boutades héroïques, qui entraînaient les camarades hésitants sous la pluie des shrapnells.

À l'enthousiasme patriotique, à la belle humeur et à l'ironie de furieux assauts, il fallait mêler la confiance, la pondération, la ténacité. Les gas du Nord vinrent

grossir nos régiments ayant aux yeux le reflet de ces mâles vertus qui devaient avoir une action décisive.

Cette flamme inextinguible, cet « allant » admirable, cette fougue impressionnante et presque furieuse, c'était l'Esprit du 20^e corps.

Après deux années et demie de guerre, les héros de la première heure sont tombés ou les glorieux survivants se sont dissociés. L'Esprit est toujours le même, puissant comme une doctrine, immortel comme une idée.

Le 20^e corps de 1915, celui de 1916, ont recueilli pieusement les traditions de force, de cohésion, de haine, que le corps d'armée de 1914 opposa aux Boches à Morhange, rempart hérissé de baïonnettes et formé par la foi. Il demeure instruit à la grande école des Pau, des Castelnau, des Foch. Son rôle est prépondérant dans les annales de la grande guerre.

(Note de Georges LEGEY, du 20^e corps, le 29 octobre 1916.)

Les gas de Lorraine étaient répartis entre le 6^e corps en résidence à Châlons, le 20^e corps, en résidence à Nancy, le 21^e corps en résidence à Epinal.

Au 6^e corps étaient affectés les Lorrains de la Meuse et d'une partie de Meurthe-et-Moselle (canton de Briey, Conflans, Chambley, Pont-à-Mousson, et Thiaucourt).

Au 20^e corps étaient affectés les Lorrains d'une partie de Meurthe-et-Moselle et d'une partie des Vosges (cantons de Charmes, Mirecourt, Vittel et arrondissement de Neufchâteau).

Au 21^e corps étaient affectés les Lorrains d'une partie du département des Vosges et d'une partie de Meurthe-et-Moselle (cantons de Blamont, Cirey, Badonvillers et Baccarat).

En outre des Lorrains, le 20^e corps comptait des Champenois de l'Aube et de la Haute-Marne, des Parisiens et des gas du Nord, recrutement de Lille.

Le 21^e corps comptait outre les Lorrains, des hommes de la Haute Marne et de la Haute-Saône.

Cette composition a été rompue dans le courant de l'année 1916. En été 1916, les régiments que nous venons de nommer ont été attribués à d'autres divisions, selon qu'ils étaient réclamés par d'autres généraux, selon les besoins de leur secteur. Et puis dans le même temps, la composition de ces régiments changeait.

Dès 1914, les Lorrains avaient commencé à disparaître à Morhange et puis au Grand-Couronné. La classe 14 lorraine a été très éprouvée, quasi détruite le 17 décembre 1914 à l'attaque de Cortequaire (Belgique).

Actuellement après tant de pertes, voici dans quel ordre se compose le fond du 20^e corps : des Parisiens, des gens de l'Est, des gens du Nord, des Normands et des gens de l'Aube. Les Lorrains y sont en infime partie, ces Lorrains et ces Parisiens des premières troupes du début de la guerre et quelques récupérés lorrains provenant des dépôts des régiments 69^e, 79^e, 37^e, 26^e, 156^e, 160^e, 153^e, 146^e, 8^e d'artillerie, 12^e dragons, 5^e hussards.

Les Alsaciens-Lorrains engagés qui sont venus au début de la guerre s'engager à Nancy ont demandé presque tous à s'engager à la 11^e division (division de fer), mais depuis, par suite d'événements divers il y en a bien peu qui restent au 20^e corps.

Deux fois j'ai vu quelques régiments de notre admirable corps d'armée traverser Nancy et c'était pénible de voir avec quelle curiosité ces nouveaux venus au 20^e regardaient la ville.

A un débarquement à la gare des mères anxieuses cherchaient leurs fils. J'ai entendu des poilus leur dire : « Vous savez il n'y en a plus beaucoup de chez vous ! »

(Note de G. SADLER du 21 mars 1917.)

Après Verdun, deux divisions du 20^e corps, les 39^e et 153^e ont été citées à l'ordre de la 2^e armée (la 11^e était restée dans les environs de Nancy). A ce moment, du

Grand Quartier général russe arriva au Grand Quartier général français, le télégramme suivant :

Le 13 mars à 11 h. 15.

Sa Majesté l'Empereur me charge de vous prier de transmettre au général Balfourier et au vaillant 20^e corps d'armée français, les sentiments de sa plus vive admiration et de toute son estime pour la brillante conduite qu'ils ont eue dans les batailles livrées sous Verdun. Sa Majesté est fermement convaincue que sous le commandement de ses valeureux chefs, l'Armée française fidèle à ses traditions de gloire, ne manquera pas d'amener ses rudes adversaires à merci.

De mon côté, je suis heureux de vous témoigner les sentiments de ma plus haute admiration pour la vaillance dont elle a fait preuve dans ces difficiles et violentes rencontres.

L'Armée russe entière suit avec une attention soutenue les hauts faits de l'Armée française, lui adresse tous ses vœux de frères d'armes pour la victoire complète et n'attend que l'ordre d'engager le combat contre l'ennemi commun.

signé : ALEXEIEFF.

Le général commandant en chef répondit :

Je prie votre Excellence de remercier respectueusement Sa Majesté l'Empereur des éloges qu'Elle a bien voulu adresser à nos vaillantes troupes de l'Armée de Verdun.

Le 20^e corps d'armée et son chef le général Balfourier seront particulièrement touchés de la marque de haute estime qui leur est donnée par Sa Majesté.

Je remercie également votre Excellence des sentiments de confraternité d'armes qu'Elle me transmet au nom de l'armée russe.

Vous pouvez compter sur nous, et nous savons que nous pouvons compter sur vous.

signé : JOFFRE.

XXXVIII

LES SACRIFICES DE L'INTELLIGENCE ¹

(PIERRE-MAURICE MASSON)

In Memoriam.

4 mai 1916.

Le samedi 4 mars dernier, au cours de l'après-midi, toute la société de Parisiens et de Parisiennes qui vivent dans la familiarité de la Sorbonne s'acheminait vers la vieille et savante maison. Ils venaient assister à la soutenance d'une thèse de doctorat. Mais au public habituel, d'ailleurs bien diminué par la guerre, public de parents, d'universitaires et d'habitues des cours, s'étaient joints pour la circonstance une foule de simples patriotes. C'est que le candidat, un jeune professeur, déjà bien connu des lettrés, était pour le moment sous-lieutenant dans les tranchées d'Argonne, et les journaux racontaient qu'il avait obtenu une permission pour venir, ce samedi, à quatre heures, parler en Sorbonne sur *La religion de Jean-Jacques Rousseau*.

Un beau sujet, plein de grande querelle. Je savais que l'exemplaire que le lieutenant Masson voulait bien me destiner portait cette dédicace : » *Pour lui faire mieux connaître Rousseau* ; j'avais entendu dire qu'il se proposait de replacer le pauvre catéchumène de Chambéry et de Turin en pleine renaissance catholique savoisienne. Ainsi la dernière réhabilitation de l'extraordinaire personnage

1. Les lettres de guerre de Pierre-Maurice Masson ont été publiées par Victor Giraud, chez Hachette.

est obligée de faire de lui une espèce de marguillier admirable ! C'est bien curieux que ce suprême effort de la sympathie vienne encore compliquer le malentendu où les politiques maintiennent la figure de Jean-Jacques, demi-dément qu'ils veulent costumer en sage... Mais ce n'était pas le désir d'entendre discuter ce grand musicien insensé qui nous attirait en pleine guerre à la Sorbonne, nous allions y saluer un brave à l'esprit libre.

Je ne connaissais pas personnellement Maurice Masson. Je savais qu'il était de Nancy¹ et avait l'esprit lorrain ; qu'au sortir de l'École normale, brillant agrégé de lettres, et se préparant à l'École d'Athènes, il avait, sur l'appel de Victor Giraud, changé de voie et accepté une chaire à l'Université de Fribourg ; en Suisse. Pourquoi ? Giraud me répond : « Pour le plaisir et l'honneur de représenter, de faire connaître et de développer la pensée française à l'étranger, dans un milieu très cosmopolite, où l'influence allemande était prépondérante... »

A Fribourg, non seulement Masson professa avec un succès dont témoignent les livres de plusieurs de ses élèves : le *Lamennais* d'Anatole Feugère, le *Lacordaire* de Julien Favre, le *Chateaubriand en Orient* du Père Der-Sahagian ; mais il écrivit deux volumes sur *Fénelon et Madame Guyon*, sur *Madame de Tencin*, médita une grande *Histoire littéraire du dix-huitième siècle*, et surtout construisit cette thèse sur Jean-Jacques Rousseau, à laquelle le préparaient ses propres dispositions, graves et religieuses.

Cette démarche d'un jeune maître venant d'un des

1. Ce Lorrain était entré dans une famille lorraine. Il avait épousé l'une des filles de notre confrère de l'Institut, mort récemment, M. René Zeiller, dont les beaux travaux sur le sol lorrain nous ont enrichis d'un nouveau trésor souterrain.

C'est la terre lorraine que, dès la déclaration de guerre, Maurice Masson est allé défendre (il était sergent à Toul), et c'est en terre lorraine que, devenu sous-lieutenant, puis lieutenant faisant fonction de capitaine, il est tombé et repose.

secteurs les plus exposés de l'armée. soutenir avec une parfaite liberté d'esprit une thèse sur un grand sujet littéraire et philosophique, dont il avait corrigé les épreuves dans la tranchée, avait de la noblesse et affirmait avec simplicité et fermeté la prééminence de l'esprit que rien ne trouble, n'abaisse, ne détourne. C'est de cela que nous savions gré à Masson. Nous nous préparions à l'écouter, à le méditer, à le contredire peut-être, et sûrement à l'applaudir. Notre déception fut vive.

Sur la porte de la Sorbonne, une petite affiche écrite à la main disait : « *M. Masson étant retenu au front, la soutenance de ses thèses est renvoyée à une date ultérieure.* »

Tous les arrivants ressentirent une tristesse mêlée d'angoisse.

Et lui, là-bas, dans sa tranchée d'Argonne, qu'éprouva-t il, quand il se vit refuser sa permission, quand il dut renoncer à la soutenance de cette thèse à laquelle il travaillait depuis tant d'années ?

Une fois encore saisissons l'occasion de voir « l'intérieur d'âme » de l'un de nos soldats et de connaître ce que vaut notre élite. Rejoignons Masson, écoutons-le penser tout haut.

Une lettre antérieure à cet incident et datée du 23 janvier 1916 nous montre l'écrivain-guerrier :

Chaque nouvelle étape me rapproche un peu plus du péril. Le secteur où mon nouveau régiment¹ prend les tran-

1. Qu'on se rende compte des fatigues imposées par une telle guerre à de tels hommes :

« Mon devoir, à l'heure présente .. être tout à ma tâche et tenir vaillamment Jusqu'ici, d'ailleurs, je ne sens ni fatigue physique, ni lassitude morale ; mais on ne me laisse guère chômer. Comme quelques territoriaux qui n'ont pas atteint la quarantaine je viens d'être affecté à un régiment de réserve, ou d'active, comme vous voudrez, puisque c'est tout un. Seulement, je quitte mon régiment à l'heure où il va prendre son repos après huit mois de présence ininterrompue sur le front, et je retombe dans un autre régiment qui vient de goûter trois mois de repos et qui part sur le front. C'est une petite malchance. A la grâce de Dieu ! » (24 décembre 1915).

chées est un des plus célèbres du front, mais c'est une célébrité un peu chère. De dix heures du matin à minuit il faut vivre sous un bombardement presque incessant. Le touriste qui, à cinq kilomètres en arrière, contemple à la jumelle cette croupe volcanique en perpétuel jaillissement de fumée et de feu, tumultueuse et bouleversée, comme si quelque cyclone y faisait son œuvre, se demande un peu sceptique, s'il peut rester quelque être humain sur cette terre maudite, Et non seulement on y vit, mais on y veille. Il est vrai aussi qu'on y meurt. Chaque jour, en moyenne à ma compagnie, il tombe un homme ou deux. Mathématiquement si nous restons trois mois là haut, mon tour doit venir. Il faut aller là, pour comprendre tout ce que comporte ce mot « tenir » et pour se rendre compte de ce que c'est que la guerre d' « usure ». Pour moi, je reste paisible, tout en faisant mon service de mon mieux, et j'abandonne tout à la bonne Providence.

Et cependant, j'ai achevé ma thèse ; j'en ai corrigé les dernières épreuves, à 30 mètres des Boches et à six pieds sous terre : c'est peut-être un cas rare dans les annales du doctorat. Dans trois semaines, elle sera complètement imprimée, et dans six, s'il plaît à Dieu, à la Sorbonne et aux Boches, je la soutiendrai l'épée au poing. Je vous invite à la séance...

Le jour dont il se réjouissait tant approche. Le 17 février nouvelle lettre à Victor Giraud. :

Bien cher ami, la sorbonique cérémonie aura lieu le samedi 4 mars à 1 heure de l'après-midi, amphithéâtre Quinet. Admirez la précision, l'imprudente précision ! Avouez que c'est tenter les grenades et les torpilles, au-devant desquelles je remonte cette nuit. Espérons qu'elles auront un peu de respect pour la « cultur ». En attendant, le monstre est là, c'est ma thèse que je veux dire ; et, de temps à autre, avec un mélange de lassitude et de complaisance, j'y jette un coup d'œil...

Merci de votre dernière lettre si affectueuse ; mais n'ayez pas le « cœur serré » en pensant à moi. Je suis fort content d'être où je suis. Je serais désolé d'abandonner les braves gens qui, chaque jour, à côté de moi, risquent leur vie et souvent la donnent. Ce n'est pas parce que je laisserais quelques gros bouquins derrière moi que ma vie vaudrait plus que la leur. Cette égalité dans le péril anonyme a quelque chose de fraternel qui est très salulaire. Il est vrai que je suis le plus vieux de ma compagnie ; mais il ne me déplaît pas de me rajeunir.

Donc, cher ami, un peu en tremblant pour ne pas tenter « le vieux Dieu allemand », je vous donne rendez-vous au 4. Ce sera peut-être ennuyeux et ridicule ; mais il y aura la sortie et quelques mains très chères à serrer...

La déception est venue. La soutenance n'a pu avoir lieu à cause de l'offensive allemande, qui a fait suspendre les permissions dans le secteur. Son premier mot (en date du 7 mars) est pour dire :

Merci, mais ne me plaignez pas ; je n'ai aucun effort à faire pour oublier mes petites déconvenues personnelles et me donner tout entier aux émotions héroïques et aux grandes espérances de l'heure présente. Est-ce déjà leur bienfaisance que j'éprouve ? Mais jamais je ne me suis senti un meilleur moral. Pardonnez-moi de ne pas vous en écrire plus long ce matin ; mais il faut que je surveille mes « poilus ». Le Boche se tient coi ce matin ; il faut en profiter pour travailler ferme. Je n'ose plus vous dire au revoir, mais je l'espère tout de même...

Quelle belle simplicité des grandes époques françaises ! On admire cette plénitude et cette clarté d'âme, ce repos.

Le matin du 16 avril au bois de Mortmare, les Allemands firent sauter une mine dans le secteur immédiatement voisin de celui qu'occupait la compagnie de Masson. Aussitôt il alerta ses hommes, puis tous étant à

leurs postes de combat, prêts pour une attaque possible, il revient à son abri. Il en avait déjà descendu la première marche, quand il s'arrêta et se retourna en chef vigilant, pour jeter un dernier coup d'œil sur les alentours ; un projectile arrivait juste alors sur le parapet voisin...

Il est parti, raconte un témoin, M. D..., *d'une mort éblouissante et brève*, comme nous en souhaitons une, lorsque viendra aussi notre tour.

Les hommes pleurèrent en relevant le corps de celui qui avait été leur commandant de compagnie. Ils le descendirent par le boyau dans une toile de tente, la chose qui l'émouvait toujours. Il fut enterré, sitôt que ce fut possible, sous une croix de bois, dans un cimetière où il sera facile de le retrouver. L'aumônier, qu'il connaissait, célébra sur la tombe un service auquel tous les hommes assistèrent, et il dit ce qu'il fallait dire. Ainsi parlent les témoins.

Et voilà. Le sillage se referme en apparence sur le passage de la nef disparue, mais je suis bien sûr que cette âme, ce clair esprit n'aura pas traversé en vain les deux régiments où il a été successivement officier de réserve. L'intelligence, le cœur, la délicatesse exercent une action persistante sur des hommes que la communauté du danger partagé, l'impossibilité des attitudes et des paroles contrefaites rendent uniquement sensibles au vrai mérite. Au début, les soldats avaient été un peu inquiets de voir ce « prof » prendre le commandement de la compagnie. Un homme qui parlait si poliment et si nettement, si plein de bonne grâce pour chacun ! On se méfia d'abord, mais pas longtemps. « Nous admirions, me dit un témoin, qu'un intellectuel et un sensible s'adaptât si bien à la dure manière de cette guerre. » Ils virent qu'il puisait son énergie dans une source morale particulièrement haute ; en outre, ils distinguèrent dans le chef militaire le mérite individuel.

Quand ses camarades trièrent ses papiers, pour les ranger dans sa cantine, et retourner le tout à sa famille (peu de choses, me dit un témoin, pas même le spectacle direct des hécatombes, m'auront autant ému, durant cette guerre, que nos funèbres inventaires), ils remarquèrent les lettres d'étrangers, qui d'un mot lui disaient leurs vœux pour la victoire de la France. Ils sentirent qu'à travers ce petit lieutenant, à travers ce professeur de Fribourg, beaucoup d'étrangers aimaient la France, et ils dirent ce mot, plus beau encore par la générosité de ceux qui le prononcent que par la vertu de celui qui le mérite : « Nous savons qu'un homme comme celui-là ne se remplace pas. »

Quelle scène ! Les voyez-vous ? Ils manient les objets qui viennent de perdre leur âme en perdant leur propriétaire, ils parlent du disparu, et ils ont tant de magnanimité qu'ils placent au dessus d'eux-mêmes ce mort dont ils acceptent de partager, d'une minute à l'autre, le destin. Ce tableau, ce mot, l'ensemble des circonstances posent un grand problème et immédiatement le résolvent.

Quel problème ? Celui là même qu'un Anglais distingué, sir Thomas Barclay, soulevait, il y a quelques jours, à Lyon, après que j'avais prononcé l'éloge des écrivains morts pour la France. « Monsieur Barrès, disait-il, n'y a-t-il pas des hommes que, dans l'intérêt de la France, il faille mettre à l'abri ? »

Sans hésitation, tout Français qui a réfléchi sur cette guerre réplique :

« Il est possible qu'une organisation qui ne tiendrait compte que du rendement social, sans s'inquiéter de la valeur morale des individus, aurait trouvé utile de retirer du front et de conserver l'élite, mais il fallait des chefs, et qui le sera, sinon ceux qui dépassent la moyenne par leurs qualités d'intelligence et de cœur ? Nous n'avons pas la préparation matérielle, nous nous

en tirons par la qualité morale de notre armée et grâce à la présence, dans tous les rangs, d'une élite où l'on trouve en abondance des chefs, chefs à galons ou spontanés. Que fût-il arrivé si les meilleurs avaient été dispensés? Assurément il y avait dans les classes 14, 15 ou 16 quelques grands savants, grands artistes, grands écrivains de demain qui eussent accru la France par leur vie infiniment plus qu'ils ne l'ont préservée par leur mort; pourtant, ces enfants, quand ils veulent être aspirants, petits officiers, agissent d'instinct de la manière la plus utile pour la défense de leur propre être moral et pour la défense du pays. »

Maurice Masson s'est tenu là où il devait être, et si sa vie en fut abrégée, il atteignit pourtant le but qu'il lui donnait. Qu'avait-il voulu? Être de ces Français qui aident à donner au dehors, aux amis possibles du pays, une idée plus juste de sa valeur profonde; devenir l'un de ces hommes à travers qui le monde apprend à aimer et à mieux connaître la France. Maurice Masson, dans son Université de Fribourg, a fait avec d'autres de bonne besogne française¹. Mais sa mort a mieux rempli encore

1. Sur le cours de Pierre-Maurice Masson, on lira avec intérêt ce témoignage :

« Vous venez de dire sur Pierre-Maurice Masson de très belles choses. Je viens de les lire et je ne puis taire mon émotion. Au moment où la tombe de mon professeur se ferme à jamais, je me fais un devoir de jeter moi aussi sur ses restes l'eau sainte du souvenir et du regret.

« J'ai connu Pierre-Maurice Masson à l'Université de Fribourg où il avait remplacé M. Victor Giraud et j'ai été son élève : tous les mercredis soirs nous étions quelques privilégiés qui allions suivre dans une petite salle attenante à la Bibliothèque cantonale les explications du Maître sur des textes de nos grands auteurs. Comment évoquer ces heures exquisées? Il demandait à l'avance à l'un de nous de préparer l'explication d'un texte qu'il nous indiquait. Et quand, quelques jours après, il nous retrouvait réunis, avec quelle simplicité ce maître nous aidait. Comme il savait saisir dans le fatras de nos jeunes pensées l'idée qui lui plaisait! Et cela lui fournissait toujours l'occasion d'un encouragement.

« Je me rappellerai toujours le charme que ce jeune professeur à l'esprit si fin, à la diction si parfaite, exerçait sur son auditoire cos-

que sa vie sa mission. Les étrangers auront une grande idée de la France en sachant qu'astreint au service militaire, cet homme de trente-six ans a corrigé les épreuves de sa thèse dans la tranchée et non dans une vague mission, dans un faux emploi ; qu'il a su, durant la guerre, demeurer un homme d'étude et devenir un soldat, homme d'étude jusqu'à l'œuvre qui dure, soldat jusqu'à la mort qui, elle aussi, enseigne.

De l'utilité d'une telle mort auprès de l'imagination étrangère, une belle lettre de M. Philippe Godet, sur laquelle je veux finir, est un témoignage décisif.

M. Godet, auteur d'un ouvrage sur *Madame de Charrières* et professeur à l'Université de Neuchâtel, est un des esprits les plus sages et les plus vigoureux de la Suisse française. Voici ce qu'il écrit en date du 24 avril (et les *Débats* publient aujourd'hui sa lettre) :

Pierre-Maurice Masson nous donnait fréquemment de ses nouvelles. Ses messages respiraient la vaillance, la belle humeur, ils étaient pleins surtout de cet espoir, disons mieux, de cette certitude de la victoire qui en est déjà beaucoup plus que la promesse.

« Le reverrons-nous ? » Cette angoissante question, nous nous la posions sans cesse. Et lui, il nous écrivait (le 3 janvier) : « Je viens d'être versé dans un régiment d'action.

mopolite. Quel murmure flatteur lorsqu'ouvrant la porte de la salle toujours comble où il faisait son cours officiel, il entra, grand, mince, avec son spirituel sourire. Quel triomphe pour la France ! dans ce milieu où l'influence allemande voulait être souveraine.

« Pierre Maurice Masson m'avait fait l'honneur de m'admettre à ses explications de textes privées, où il développait les idées générales de son cours public. Il m'avait permis d'aller le trouver chez lui chaque fois que j'avais besoin de faire appel à son sens si affiné des choses littéraires. J'aimais aller, de temps à autre, le trouver dans la jolie villa qu'il habitait avec sa jeune femme au-dessus de Fribourg.

« Je dois à Pierre-Maurice Masson d'avoir compris Lamartine et d'avoir connu le vrai Rousseau et je lui jure une reconnaissance éternelle. » (Lettre de M. Raymond Dubois, ancien étudiant à l'Université de Fribourg, on Suisse, sergent au 79^e d'infanterie.)

C'est pour moi si vous le voulez, une chance de moins de revenir indemne de cette grande aventure ; mais, à mon âge, et dans un tel moment, j'aime mieux n'y voir qu'un rajeunissement, et c'est sans doute la dernière occasion de ma vie où un grison comme moi sera invité à faire figure de jeune homme. »

Ce brave avait l'héroïque sang-froid de travailler, dans l'intervalle des combats, à sa thèse sur la Religion de Rousseau ; il avait, pour la préparer, passé avant la guerre de longues heures à la bibliothèque de Neuchâtel, fouillant le trésor des manuscrits de Jean-Jacques. Et voici que, de sa tranchée où il revoyait ses épreuves, il adressait au directeur de notre bibliothèque des lettres où l'érudit apparaissait aussi calme que s'il eût écrit dans son cabinet de travail ; il s'agissait de vérifier tel passage, tel mot, telle virgule, quelque infime texte original ; et il s'acquittait de ce labeur avec la même exactitude que de son devoir militaire.

Admirable témoignage rendu à la suprématie de l'esprit ! Plus encore : stoïque manifestation d'une âme à la fois antique et chrétienne ; triomphe de la conscience qui, en élevant cette âme au-dessus d'elle-même, l'a préparée au suprême sacrifice.

Pierre-Maurice Masson demeurera pour nous une des plus fières incarnations de cette élite française, décimée si cruellement, mais qui donne à l'humanité une incomparable leçon de grandeur morale.

Ces derniers mots sont décisifs. Ce jeune professeur-soldat mérite d'entrer, pour l'ennoblir encore, dans cette douloureuse et consolante société des Ombres qui fait la liaison entre la cité de la pensée et le front meurtrier. C'est pourquoi nous recueillons les détails de sa mort et les impressions immédiates de ses camarades, de ses chefs, de son public. Mais on voudrait qu'une sorte de sanction fût accordée à ce candidat « retenu au front », et l'on attend que la Sorbonne l'honore d'un simple et

grave hommage, qu'elle lui accorde une soutenance posthume où beaucoup iront avec respect prendre place sur les bancs de l'École.

XXXIX

UN SAVANT DANOIS NYROP, PROCLAME QUE L'UNIVERS DOIT PRÉFÉRER LA FRANCE¹

PROPAGANDE A L'ÉTRANGER

6 mai 1916.

A côté de ceux que l'on a appelés à juste titre des littérateurs du territoire, rendant ainsi hommage à la bonne volonté de leur effort pour écarter ce qui n'est pas né du sol même ou digne d'y prendre racine, il est à l'étranger des défenseurs de l'esprit français, des maîtres qui sont entrés dans la bataille pour nous et qui, sans être de notre sang, veulent être de notre cause.

En Danemark, depuis le début de la guerre, un grand et noble savant montre à l'égard de la France une chaleur de cœur, une activité débordante et passionnée.

L'illustre philologue Nyrop est depuis longtemps un des plus sûrs amis étrangers de la France ; s'il se place aujourd'hui hardiment au premier rang de nos partisans, c'est qu'il nous connaît non seulement dans notre agrément superficiel et dans nos apparences parisiennes, mais dans notre passé, dans l'histoire la plus lointaine de notre littérature et de notre langue, dans la valeur profonde de notre génie et de notre civilisation.

1. *France*, par Kristoffer Nyrop, traduit du danois par Jacques de Coussanges, chez l'éditeur Larousse.

Il appartient à notre compagnonnage et parenté, à notre *mesnil*, aurait-on dit dans ce vieux langage qu'il aime ; il est de ces « amitiés » du dehors que Gaston Paris eut le mérite de former, et d'attacher à une sorte de France immanente que nos visiteurs superficiels ne savent pas toujours découvrir. Le rayonnement de ce grand professeur et animateur avait allumé dans le domaine du médiévisme, où la science allemande avait tant de raisons de clamer son labeur et son zèle, des foyers de sympathies françaises qui jetèrent de vives et sûres lueurs.

Nyrop fut élève de Gaston Paris vers 1880. L'œuvre maîtresse de sa vie est sa « *Grammaire historique de la langue française* », écrite en français. Quatre volumes en ont paru chez Picard de 1904 à 1913 et le cinquième est en préparation. Tous nos étudiants doivent pouvoir consulter cet ouvrage magistral dans toutes les bibliothèques. Son œuvre de jeunesse la plus frappante est son *Histoire de l'épopée française*, écrite en danois, parue en 1886, dont il existe une bonne traduction italienne. Ses articles sur François Villon, sur nos folklores sont nombreux. On lui doit encore une chrestomathie philologique, recueil de morceaux types de philologues français, pour prouver que cette science n'est pas le monopole exclusif de l'Allemagne.

On ne fait rien de grand sans un peu de partialité passionnée. A l'origine de toute conception, il y a un mouvement d'amour. Joseph Bédier me disait : « Ce qui fait que l'œuvre de Nyrop égale celle de Littré, c'est l'amour. Il ne nous analyse pas à l'allemande comme du persan ou de l'indoustani ; s'il a surpris le secret de notre mécanisme grammatical et de tout notre développement, c'est qu'il n'est pas un pédant appliqué sur nos textes, mais un ami qui vit de notre vie. »

Nyrop en Danemark a orienté des générations, par delà l'Allemagne prochaine et visible, vers la France, et

les a persuadées chaleureusement qu'elle avait beaucoup à leur apprendre encore. Fernand Baldensperger me racontait qu'étant de passage à Copenhague, il accompagna Nyrop à l'Université, entendit son cours, et que le savant professeur, après avoir commenté la scène patoise de *Don Juan* de Molière, demanda à ses auditeurs si l'un d'eux voulait faire un peu d'enseignement mutuel franco-danois avec un agrégé que ses études venaient d'amener parmi eux : soixante candidats bénévoles s'offrirent.

Un détail émouvant, c'est que ce philologue sans fautes, grand savant, travailleur productif, est atteint d'une maladie de la vue qui l'empêche de lire depuis quinze ans. Vous rappelez-vous Victor Brochard ? Mais Brochard philosophait. Comment Nyrop peut-il porter dans sa mémoire cette bibliothèque de textes qu'il invoque et qu'il critique ? Comment, dédaignant les gênes physiques, peut-il avoir l'âme si ardente ? Secondé par l'inébranlable vaillance de sa femme, il a multiplié depuis le début de la guerre les initiatives, les marques de sympathie et d'actif intérêt envers la France.

Une belle image, n'est ce pas, ce savant frappé par une maladie de la vue qui renouvelle à sa manière la grande parole, que la France n'a jamais oubliée, du noble roi Jean de Bohême, vieux et aveugle, à ses chevaliers : « Je vous prie et requiers que vous me-meniez si avant que je puisse frapper un coup d'épée. » Mais Crécy était une défaite. M^{me} Nyrop, quand elle conduit son mari de ville en ville à travers le Danemark, pour qu'il combatte pour la France, l'associe à une victoire.

Pourquoi nous aime-t-il si fort, ce savant, cet étranger qui n'est nullement un cosmopolite, mais un fils du Danemark proclamant, du milieu même de sa patrie, sa reconnaissance et son amour pour notre France ? Eh ! vous l'entendez bien ! l'un des hommes du monde qui ont étudié le plus à fond la vie de la langue française, il

avait trop accompagné notre nation au long des siècles pour se déprendre de nous à l'heure qu'il nous mettait en péril. Si vous voulez savoir dans le détail ses raisons de nous mettre au-dessus des Allemands, lisez sa fameuse brochure, sa conférence qui, après avoir obtenu immédiatement de nombreuses éditions dans les pays scandinaves, se publie maintenant dans toutes les langues, et va paraître en français, grâce aux bons soins de M^{me} Qui-rielle.

Nyrop reprend le proverbe espagnol et veut que ce soit la formule de l'humaine sagesse : *Italia par nacer, Francia para vivir, Espana para morir*. « En ces quelques mots, dit-il, l'esprit populaire espagnol a caractérisé les trois grandes nations romanes. Il faut naître en Italie parce que le climat est sain, mourir en Espagne parce qu'il y a beaucoup de couvents où l'on peut passer sa vieillesse dans une pieuse tranquillité. Mais il faut vivre en France parce que c'est la terre promise de la beauté et de la joie ».

Il le dit et le prouve avec l'accent le plus chaud :

« La sainte flamme qui brille pour les générations humaines, tandis qu'elles avancent à travers les siècles, fut allumée à Athènes et à Rome, mais elle fut éteinte par les Barbares quand ils enhahirent l'Europe. Après des siècles d'obscurité, elle se ralluma à Paris, et de la Ville-Lumière, elle brille sur le reste du monde, réchauffant, allumant, attirant.

» La France est la terre de la beauté. Son peuple a un sens inné de l'harmonie des lignes, des couleurs et des formes ; dans toutes les branches de l'art nous trouvons les mêmes qualités, le clair, le précis et, avant tout, la mesure aussi bien dans la vigoureux et le violent que dans le léger et le gracieux.

» L'admiration pour le Kolossal, l'informe qui est caractéristique de la culture des autres nations est inconnue en France. L'exagération, la répétition, le large et le pesant

sont des éléments importants de l'art et de la littérature orientale par exemple. A la place du colossal la Grèce mit le grand, à la place du contourné et du stylisé, la Grèce mit le naturel, et ce sont les nations latines qui ont recueilli l'héritage des époques classiques.

« La joie de la beauté qu'il y a chez les Français ne s'est pas seulement exprimée dans le grand art. Elle a mis aussi son empreinte sur tout ce qui appartient à la vie quotidienne, depuis les livres de prières du moyen âge jusqu'aux timbres, aux cartes postales, aux pièces de monnaie, aux billets de banque de nos jours... »

C'est donc vrai ! Ce que nous sentions et savions, d'autres, placés à un point de vue tout différent du nôtre, le proclament sans restriction. Ce lointain étranger qui n'a nul besoin de nous, de qui les plus sûrs intérêts personnels seraient dans les universités allemandes, élève sa voix si claire, et son témoignage savant, sincère, nous confirme dans la certitude que notre cause est juste, humaine. C'est ce que les gens de notre race laissés à leur naturel, désirent toujours savoir, avant la bataille. Au début du xiii^e siècle, un pauvre chevalier de l'Amiénois, Robert de Clari, un vrai type de poilu, raconte qu'avant l'assaut de Constantinople les évêques prêchèrent et montrèrent aux pèlerins-soldats que la bataille estoit droiturière.

J'ai lu ces pages de Nyrop avec une grande émotion de plaisir et puis de gratitude pour notre pays et pour l'étranger qui nous aime. Depuis le début de la guerre et, chaque jour plus nombreuses et plus ardentes, des paroles lointaines sont venues comme des rayons de lumière éclairer, mettre en valeur notre pays à nos propres yeux. Ceux qui nous célèbrent ainsi dans notre péril sont animés par un sentiment vrai et profond qui multiplie, élargit, élève notre patriotisme et la conscience de notre tâche. Il appartient aux « littérateurs du territoire » de mettre à la disposition du public ces libérateurs qui

viennent du dehors nous confirmer dans notre droite cause. A lire un Nyrop témoignant pour la France, nul de nous qui ne se sente un grain de limaille appelé, soulevé par l'aimant qu'est une grande patrie. Un tel défenseur est plus précieux pour la France que des centaines d'êtres moyens.

XXXIX (*bis*)

VALLE-INCLAN A PARIS

PROPAGANDE A L'ÉTRANGER

6 mai 1916.

Nous avons en ce moment pour hôte à Paris le grand écrivain espagnol, poète, dramaturge et romancier don Ramon Maria del Valle-Inclan y Montenegro. Il puise à l'ordinaire son inspiration dans son pays natal de Galice ; il en a peint la grandeur « barbare » dans la *Geste des loups* qui a été traduite en français, et son biographe et traducteur français, Jacques Chaumié, le nomme un Celte d'Espagne. Pourtant c'est le castillan le plus pur qu'il écrit, et dans tous les pays de langue espagnole il est tenu pour un maître admirable et savant.

Dès le début de la guerre, Valle Inclan a manifesté avec la véhémence enthousiaste qu'il apporte à toutes ses manifestations, une ardente sympathie pour la France. Non seulement il a signé le manifeste de l'Intelligence espagnole, mais je crois savoir que c'est lui qui en avait pris l'initiative. On remarqua que ses opinions carlistes donnent à son adhésion à notre cause une signification particulière.

Valle-Inclan, qui a voyagé par toute l'Amérique, n'est jamais venu en France. Comme Rudyard Kipling

et un certain nombre des écrivains les plus estimés du public universel, l'auteur de la *Geste des loups* vient visiter nos soldats dans leurs tranchées. C'est avec la plus vraie amitié qu'il va s'approcher ainsi du cœur de la France; nous devinons quelle admiration émue il y trouvera. Ses confrères lui adressent le plus cordial salut de bienvenue.

XL

LE VOYAGE D'ITALIE

I

AVANT LE DÉPART :

LES ÉTAPES DE L'AMITIÉ FRANCO-ITALIENNE

8 mai 1916.

Il n'y a qu'une seule guerre. C'est de quoi l'opinion doit prendre conscience dans chacun des pays de l'Entente. Aujourd'hui, l'Italie est en train de surmonter ses dernières hésitations et déclare officiellement qu'elle n'a pas d'autre but que les combattants de la Meuse et de la Dvina... Dans le même moment, nos amis et alliés veulent bien m'inviter à passer les Alpes pour demeurer quelques jours au milieu de leur vaillante armée. J'accepte avec empressement. Que mes lecteurs excusent mon absence; à mon retour, je ne manquerai pas de leur faire mon rapport et d'aider, selon mes forces, à dissiper ce qui subsisterait des malentendus détestés qui retardèrent l'unité de l'action militaire et diplomatique, l'unité du front, assurée aujourd'hui par la Conférence de Paris et par l'entente des états-majors.

Tout naturellement, avant que je me mette en route et que je voie et que j'entende, je repasse en esprit le chemin parcouru, les étapes de l'amitié franco-italienne. Vieux pèlerin des routes d'Italie, je suis l'un de ces Français, fidèles à l'antique vérité, qui ne cessèrent jamais de célébrer la force animatrice de cette terre des chefs d'œuvre. Aujourd'hui, nous voulons tous une extension de l'amitié franco-italienne sur tous les terrains : intellectuel, économique, financier, militaire.

Les artistes ont toujours travaillé à une diffusion plus grande de la pensée latine sur les deux peuples. Quelquefois, on a reproché aux écrivains français amis de l'Italie de se tenir en contact avec son passé, plutôt qu'avec ses manifestations quotidiennes. Ils en avaient plusieurs raisons. En tous lieux, nous serions inexcusables de ne pas aller d'abord à ce qui est éternel, mais en Italie le présent, parfois, serrait le cœur d'un Français.

Quand j'avais vingt ans et que j'étais l'hôte de la Villa Médicis, à Rome, j'ai entendu un homme politique, philosophe et publiciste, homme d'action et de réflexion, M. Bonghi, déclarer : « Chez nous, quel que soit le parti qui occupe le pouvoir, une chose est nécessaire et durera, l'alliance allemande. »

Que pouvait dès lors un jeune Lorrain ? Retourner à la Villa Médicis, visiter Raphaël et Michel-Ange, les tombeaux de la voie Appienne, les traces émouvantes de Claude Gélée et de Chateaubriand et se tenir en dehors de la vie la plus actuelle.

En Italie, trop souvent, nous avons éprouvé l'amer sentiment d'aimer sans être aimés. Mais quand l'aube d'une Europe nouvelle se leva, la nation aimée détacha ce masque léger qui la cachait. Août 1914 ! L'Allemagne déclare la guerre à la France. Voilà le peuple italien incertain, angoissé. L'Italie est-elle obligée, par le seul jeu des alliances, de prendre les armes contre nous ? Sur l'heure, dans l'âme populaire, les querelles que

l'Allemagne avait tant avivées s'effacent, en même temps que se réveille la vieille haine contre l'Autriche. Ne symbolisait-elle pas, cette haine, les plus glorieux souvenirs de l'Italie moderne? Tout de suite le ministère prit un parti : la Triple-Alliance ne l'obligeait nullement à s'associer à l'agression allemande...

La conscience populaire respira plus à l'aise, mais quelle serait l'issue de la lutte formidable? « *Nous avons passé d'une angoisse à l'autre* », dit un professeur italien, l'un des meilleurs historiens d'aujourd'hui.

Morhange, Charleroi! Le torrent germanique semble tout emporter. L'Italie reçoit les communiqués allemands, et, de France, à peine quelques rares nouvelles. Une tristesse muette remplit les cœurs. On a saisi le sens de la partie qui se joue. Pas une parole qui puisse nous blesser, beaucoup d'anxiété seulement. On espère le miracle français.

C'est la bataille de la Marne. De suite la prodigieuse intelligence italienne qu'aucun mot ne trompe a compris. Ailleurs, on épilogue sur les contradictions des communiqués. pas en Italie. Ferrero salue « *la victoire de la civilisation* ». D'autres voix lui répondent. Le maire à demi-paysan d'un bourg de la côte Adriatique dit à un Français : « *Sur la Marne s'est décidée dans le monde une grande question : il s'agissait de savoir s'il y aurait encore des hommes libres.* »

Un long hiver de quarante-quatre ans se dispose à fleurir dans le printemps de 1915. Le ministère, calme et résolu, prépare son œuvre immense : réorganisation de l'armée, mise en état de la défense nationale, revendication des frontières naturelles et des provinces *irredente*. Un Français arrive à Rome et voici qu'il soulève l'enthousiasme. Quel signe d'un nouvel état d'esprit! Le 7 avril 1915, le général Pau visitant le Forum, l'illustre archéologue Boni lui présente un bouquet de lauriers romains et de roses « France » poussés dans cette terre

glorieuse. En vain la force allemande et ses manœuvres troublent quelques Italiens ; le roi et le ministère en appellent à la nation. Soulevées à la voix de Gabriele d'Annunzio, les foules de Rome, de Milan, de Gênes, de vingt autres villes, demandent à prendre leur place pour le combat, selon l'honneur et selon le droit. Dans la lumière dorée du printemps romain, à l'ombre des lauriers, le peuple réclame la guerre, et les cortèges immenses du Capitole et du Pincio entraînent l'Italie entière. Les pompes qui se déroulent donnent à la décision virile d'un peuple un caractère d'indicible beauté.

La guerre nationale commence. Dès l'abord, les armées portent leur élan au delà des frontières, s'assurent les passages et les cols dans les hautes montagnes, et pressent vigoureusement les positions autrichiennes de l'Isonzo et du Carso. La parole première de Gabriele d'Annunzio continue de mûrir : *En vérité*, avait-il dit plusieurs mois déjà avant sa rentrée en Italie, *notre tâche est bien plus sévère que d'achever l'agonie du vautour. Sans doute, « le vieux pontife armé de la liberté latine », celui que les volontaires des Vosges dressèrent sur son cheval pour la dernière fois, attend au cœur même de Trente la libératrice, assis à l'ombre de la statue redoutable... Mais bien plus généreuse est la tâche de « celle dont la vie crût avec la libre vie de l'homme, et dépérit avec sa ruine ». Il faut que par une action plus éclatante elle mérite d'entrer, avec les rudes chevaux de ses Marmmes et toutes ses belles bannières déployées, dans les villes impériales, quand le triomphe des nations sur la horde sera célébré... »* Et le jour même où la déclaration de guerre éclatait dans la Ville enfiévrée, il m'avait télégraphié : *« Nous avons deux patries, et, ce soir, nous en avons une seule, qui va de la Flandre française à la mer de Sicile.*

C'était proclamer l'unité de front. De mois en mois, on s'y achemine. Un progrès continu manifeste clairement l'opposition foncière entre l'Italie et l'Allemagne.

La solidarité croissante contre l'adversaire commun, l'union toujours plus étroite à réaliser dans tous les ordres de l'activité, voilà les vérités qui s'imposent à tous dans l'Italie en guerre.

« *L'Allemagne s'est déshonorée à jamais ; après la paix, elle portera le poids de sa défaite morale* », déclare le *Corriere della Sera*. « *L'ennemi, affirme M. Sonnino dans un retentissant discours, a manqué sous Verdun ce qui était le but principal de son assaut par surprise ; il n'est pas parvenu à provoquer en France, ni dans les pays alliés et neutres un seul mouvement de dépression et de découragement.* » Luzzatti s'écrie : « *Amis, anciens et dévoués, adversaires acharnés, tous aux jours de Verdun ont senti grandir ou s'affermir leur admiration pour la France.* » Et dans un commentaire des plus significatifs, le *Secolo* écrit : « *La parole de Sonnino marque un progrès sensible de l'Italie dans la voie de l'union avec ses alliés. Tout d'abord l'Italie a refusé de s'associer à l'agression des Empires centraux. Puis elle a revendiqué son droit à ses territoires « irredenti », prenant ses armes pour assurer ses frontières. Elle en est venue maintenant à une guerre de solidarité avec l'Europe qui se défend contre le péril allemand.* » Voilà l'exposé presque officiel de la façon dont l'Italie considère non pas sa guerre, mais la guerre.

C'est le sentiment de la nationalité italienne qui monte à la surface, brise les liens du passé et dépossède de leurs arguments les représentants des anciennes habités.

Il existe en Italie un parti neuf, ardent et savant, qui compte peu de représentants à la Chambre, mais rallie dans le pays la plus belle jeunesse. Sa pensée vaut comme une force d'avenir. C'est le parti nationaliste. Il prétend — nous ne prenons pas cette opinion à notre compte — que la place de l'Italie dans l'Entente a été jusqu'ici secondaire, et sans plus tarder, il veut que l'Italie déclare la guerre à l'Allemagne :

« Et ce n'est pas une déclaration platonique de guerre qu'il nous faut ; elle ne changerait rien à la situation. L'essentiel est que l'Italie soit présente, et dignement présente avec des forces suffisantes pour la tâche et pour notre rang, partout où l'Entente voudra porter à l'Allemagne le coup décisif : en Orient, et c'est de là que doit partir l'assaut : sur le front occidental, en Flandre, en Champagne, en Alsace, si on le juge plus opportun. Il s'agit d'un problème technique, à résoudre selon des principes techniques. Au point de vue politique, il importe que les armées allemandes trouvent sur leur route les soldats italiens » (M. Alfredo Rocco, dans l'*Idea Nazionale*).

Quelle netteté ! Ce qui est tout à fait intéressant, c'est le point de vue auquel se place ce parti de la jeunesse. A ses yeux rien ne compte que l'intérêt de l'impérialisme italien. Il se flatte de couper net avec les partis et les thèmes de la veille.

« C'est avec une âme de combattants, dit-il, non avec une âme de spectateurs et de juges que nous devons décider. Il ne s'agit pas de décerner un prix de vertu à l'Allemagne ou à la France, mais de vaincre. On peut admirer la force organisatrice, les vertus patriotiques, l'esprit militaire de l'Allemagne, et croire qu'il faut mener avec plus d'intensité et de vigueur la guerre contre elle. On peut, par contre, avoir le plus profond mépris pour la démagogie parlementaire française, et penser que nous devons aider la France à repousser l'attaque allemande, si l'on estime qu'aujourd'hui le salut de la France est nécessaire à notre victoire... »

Sans doute je me surprends à regretter qu'à ce rude accent ne se mêle pas un peu de la pensée plus tendre du savant danois Nyrop, dont je vous parlais hier, qui veut le salut de la France pour l'agrément et la beauté de l'univers, et je garde ma plus fraternelle inclination pour un Gabriele d'Annunzio, qui de toute sa réflexion

aime la France, autant que nous admirons la divine terre d'Italie, mais je n'ai rien à objecter contre la rude logique des nationalistes italiens. Leur intérêt national, disent-ils, coïncide, en ce moment, avec l'amitié française. *Cuique suum*. Réjouissons-nous de constater que ce n'est pas l'esprit des nations étrangères qui agit sur l'Italie, quand elle étouffe chaque jour davantage ce qui subsistait en elle de pensée germanisante; admirons qu'elle s'engage dans une collaboration plus ardente et plus étendue à mesure qu'elle accueille ses tendances profondes, ses besoins positifs; attendons toute amitié de cette conscience où chaque jour s'élabore un sentiment plus clair des conséquences de l'Entente, — et, d'abord, rendons justice à ce qui déjà fut réalisé.

P.-S. — Un témoignage entre autres de cette activité concertée que les deux pays veulent mener dans tous les ordres, c'est l'Exposition d'œuvres artistiques françaises se rapportant à la guerre, qui s'ouvrira le 10 mai, à Rome. Le prince Jacques de Broglie a voulu mettre sous les yeux du peuple romain les scènes de la guerre telles qu'elles se déroulent sur notre territoire et que les ont vues nos plus grands artistes. L'héritier des Colonna, le prince Paliano, pour cette haute manifestation, a offert la galerie de son magnifique palais. La reine Marguerite présidera l'ouverture de cette exposition, où le public romain veut trouver une occasion nouvelle d'affirmer l'amitié franco-italienne.

XLI

LE SÉNAT SUPPRIMERA-T-IL DEMAIN
LA CHARITÉ PRIVÉE ?

22 mai 1916.

Je voulais dès aujourd'hui rendre compte à mes lecteurs du voyage que le grand quartier général italien a bien voulu m'inviter à faire sur le front de ses armées, mais je dois remettre à quarante-huit heures le début de mon rapport, car, en arrivant à Paris, je trouve engagée devant le Sénat une grave question qui veut qu'on la surveille et ne souffre pas de retard.

Mes lecteurs la connaissent déjà. Je leur ai dénoncé au 22 avril « *une conspiration contre les œuvres de guerre* ». Je leur ai dit qu'il y avait au Sénat un certain projet dont les auteurs voulaient à tout prix enlever d'urgence le vote.

Notre article fit échouer le complot ; on n'osa pas brusquer ainsi le dénoûment. La discussion que l'on voulait étrangler a continué et continuera encore mardi.

La séance que tiendra demain le Sénat peut devenir historique. Elle va rompre l'union sacrée, ou bien, suivant la décision de nos sénateurs, elle sera le point de départ d'un magnifique progrès, l'aube d'un large développement où s'épanouiront les deux qualités essentielles que l'univers nous reconnaît, je veux dire l'initiative et la générosité.

Il s'agit d'épurer et de discipliner une situation créée par la guerre. Le problème est immense. Qu'il me soit permis de l'exposer sèchement et de ne m'adresser qu'à

la raison du lecteur. Quand on parle des œuvres de guerre, il est aisé d'émouvoir la sensibilité. Dédaignons cet argument facile. L'ensemble de ces œuvres est excellent ; quelques-unes très rares, suspectes. Aucun citoyen n'a le droit de se désintéresser de cette immense question que l'on veut régler à la hâte, dans un intérêt de parti.

Au lendemain de la mobilisation, il y eut dans toutes les régions du pays, à tous les étages de la société, des misères, des catastrophes, des ruines. Les pouvoirs publics n'avaient pas prévu ces désastres. C'est d'ailleurs la preuve convaincante que nous ne fûmes pas les agresseurs. Nous n'avions quasi rien prévu en vue de la guerre.

Ce désarroi fut l'affaire d'un instant. A peine les cloches avaient-elles cessé d'appeler aux armes, que déjà surgissaient des volontaires pour secourir ceux de nos frères qui avaient besoin d'aide. C'est une belle histoire à écrire que celle de ces gens de tête et de cœur qui pensèrent aux ouvriers et ouvrières sans travail, aux enfants, aux malades, aux personnes aisées soudain réduites à un état voisin du dénûment, puis aux blessés, aux mutilés, aux réfugiés, aux prisonniers. Frédéric Masson a écrit plusieurs chapitres de cette histoire-là.

Tous les Français, toutes les Françaises voulaient « servir ». Il fallait improviser ; il fallait réunir les dons de toutes sortes et de toutes provenances, en argent et en nature, les classer par catégories, les expédier dans les endroits où ils étaient le plus nécessaires. Tous se dévouaient ; bien peu étaient capables de diriger. La générosité publique suppliait qu'on l'employât. On dut de toute nécessité organiser des groupements, recueillir des souscriptions et distribuer des secours : ce furent les œuvres de guerre.

L'ensemble de ces associations de bonnes volontés et de ces dévouements fut, durant de très longs mois, presque exclusivement d'initiative privée. Le gouverne-

ment avait d'autres occupations angoissantes et très nobles, où nul particulier ne pouvait songer à le suppléer.

Après un an, on a commencé à « se retourner ». On a eu plus de calme pour se rendre compte de la situation ; on a eu le désir très normal de l'améliorer et de débiter par la suppression des abus, inévitables en de pareils bouleversements. L'heure des juristes avait sonné.

En examinant le fonctionnement des œuvres de guerre, ils y découvrirent des illégalités de forme et des abus de gestion.

Les abus de gestion ? Qu'on les dénonce donc aux tribunaux. Ils ne seront jamais trop sévères. Nul besoin de loi nouvelle et spéciale. Le Code pénal a prévu l'abus de confiance et l'escroquerie.

Mais, disent nos légistes, il y a aussi des illégalités.

En quoi consistent-elles ?

Gens de la ville et gens de la cour, oyez : aucune association (sauf celles, fort rares, qui sont reconnues d'utilité publique) n'a le droit légal de recevoir des dons et des legs. En fait de ressources, les associations simplement déclarées (c'est-à-dire qui ont, au moment de leur fondation, fait une déclaration de naissance à la préfecture) ne peuvent posséder, outre les subventions de l'État, des départements et des communes, que les cotisations de leurs membres (article 6 de la loi du 1^{er} juillet 1901). Telle est la règle incontestée.

Cette disposition légale est-elle appliquée ?

Toutes les personnes compétentes affirment que, surtout en ce qui concerne les dons, elle est universellement violée, dans toute l'étendue du territoire, au nord et au midi, à l'est et à l'ouest, dans la métropole aussi bien que dans les colonies et les pays de protectorat, par toutes et chacune des associations existantes, qu'elles soient associations régulièrement déclarées ou de simples

groupements de fait, qu'elles soient éphémères ou permanentes. Et cette illégalité est tellement dans les mœurs qu'elle a été commise durant treize mois, avec la plus complète sérénité, avec la pleine approbation et la plus effrontée complicité de toutes les autorités gouvernementales, par l'œuvre de guerre de beaucoup la plus importante, par le *Comité du Secours national*, qui compte parmi ses membres les plus actifs le plus haut magistrat de ce pays après le garde des sceaux : M. le premier président de la Cour de cassation.

Durant treize mois, le *Journal officiel de la République française* a publié, sans jamais réussir à émouvoir la censure, ni le parquet, les souscriptions, près de dix millions, illégalement reçues par le comité illégal du Secours national.

Il y a mieux : les personnes compétentes ajoutent qu'il est impossible à une association quelconque de vivre sans commettre journellement des infractions à cet article 6 de la loi de 1901, notamment, il n'est pas un député, pas un sénateur, pas un ministre, pas un seul, qui n'ait sur la conscience mille infractions de ce genre, car il n'en est pas un seul qui n'ait sans cesse à donner des subventions, c'est-à-dire en termes juridiques, à faire des dons, à des associations artistiques, littéraires, politiques, électorales, sportives, etc., non reconnues d'utilité publique.

Tout cela était grave. Des juristes s'en sont émus. Soudain. Ces juristes, dont je veux ignorer les noms et encore plus les intentions, ont imaginé, les Allemands étant encore à Noyon, qu'il fallait mettre un terme immédiat à cette illégalité.

Mais...

J'appelle d'une manière pressante votre attention sur ce *mais*.

Mais on ne fera rentrer dans la légalité ni les associations littéraires, ni les artistiques, ni les sportives, ni

les politiques, ni les électorales... On n'obligera à la légalité, on ne vise que les associations charitables.

Bien plus, parmi celles-ci on ne frappera que celles qui répondent aux nécessités les plus nombreuses et les plus urgentes.

On ne veut obliger à cette fameuse légalité que les œuvres de guerre. « Elles sont un moyen d'influence, nous ne voulons pas le laisser à nos adversaires. » Tel est le triste mot chuchoté par ceux à qui la guerre n'a rien appris et dont le cœur n'est qu'un guerrier de guerre civile. Et froidement les voilà qui empruntent à l'Allemagne une loi de 1915.

Ils l'empruntent à l'Allemagne. C'est le rapport Mauger qui nous indique cette origine du projet. Et je m'en scandalise parce que c'est notre mérite, je le disais plus haut, que notre initiative et notre générosité, et que je trouve insensé de les régler à l'allemande, selon l'esprit d'un pays où précisément ces deux vertus françaises n'existent pour ainsi dire pas.

O sottise ou méchanceté d'un tel emprunt !

Écoutez donc cette pensée allemande sous laquelle on veut nous faire vivre ; écoutez le projet que je supplie le Sénat de ne pas voter demain mardi.

Désormais toute association s'occupant d'œuvres de guerre « à titre principal ou accessoire » ne pourra ni subsister, si elle existe déjà, ni se créer, ni adresser « sous quelque forme que ce soit » un appel quelconque à la « générosité publique », sans une autorisation préalable. Cette autorisation ne pourra lui être accordée que par le ministre de l'Intérieur, seul et unique juge (article 3). Au reste, ce ministre n'est jamais obligé de répondre à une demande d'autorisation (article 3) ; il n'est pas davantage obligé de motiver son refus d'autorisation (article 3). A-t-il donné l'autorisation, il peut toujours la retirer, même après des années. Il est le seul et unique juge ; la loi se plaît à le répéter, et en cette qua-

lité il possède un droit absolu de supprimer sans explications l'œuvre la plus sérieusement organisée. Et cette suppression, il la prononce sans délai, sans motif, sans débat, sans recours (article 6).

Vous vous étonnez, vous vous récriez, vous ne voulez pas me croire. Dans un pays civilisé, on ne saurait condamner même le pire des malfaiteurs, à plus forte raison les membres d'une œuvre charitable, sans leur assurer la publicité des débats, la liberté de la défense et une sentence motivée. Il n'est pas admissible qu'à partir du 24 mai la vie et la mort de toutes nos œuvres dépendent de la seule volonté du juge essentiellement politique que sera toujours un ministre de l'Intérieur.

Je comprends et je partage votre indignation. Je m'explique que vous ne vouliez pas me croire. Mais regardez du côté du Sénat. M. de Lamarzelle s'est très éloquemment mis en travers de cette opération détestable et rapide ; n'empêche qu'elle va aboutir si l'opinion publique trop justement accaparée par d'autres angoisses continue d'ignorer ce que l'on perpète. Citoyens, écoutez, comprenez, protestez. Il est temps.

Il se peut qu'il y ait eu dans les œuvres des abus. Tous les honnêtes gens demandent qu'ils soient réprimés impitoyablement. Mais il serait honteux que cet honnête prétexte servit à une opération partisane. Il ne faut pas que des sectaires, en invoquant le souci de la moralité publique, se donnent le moyen d'étrangler les œuvres de bienfaisance utiles, et qu'ils détestent simplement parce qu'elles sont dues à l'initiative et à la générosité de ceux qu'ils tiennent pour des adversaires.

Combattons l'escroquerie, si elle existe ; assurons le bon ordre, si la discorde s'introduit dans les œuvres, mais ne créons pas un de ces nouveaux moyens de régner, un de ces instruments électoraux dont la France peu à peu dépérissait.

Je n'admets pas que nous donnions aux préfets la

faculté de refuser, voire de retirer par acte de bon plaisir, sans motif et sans recours, l'autorisation administrative à toute œuvre dont l'influence lui déplaira, Il est d'autres moyens d'assurer l'honnêteté de la bienfaisance et de garantir le bien des pauvres.

Quels moyens? Comment et par quelle méthode pourrait-on aboutir à ce qu'il y a d'honnête dans les soucis du Sénat? Je n'ai plus le temps de l'exposer aujourd'hui. Permettez-moi de vous renvoyer à demain. Demain j'essayerai de vous expliquer que tous les bons Français du Parlement et de tous les partis, sans exception, sont parfaitement capables de se mettre d'accord pour supprimer tout abus dans la gestion du bien des pauvres et que pour arriver à ce résultat il est inutile d'installer la loi impériale allemande de 1915 à la place Beauvau.

XLII

DERNIER APPEL AU SÉNAT POUR LES ŒUVRES QUE L'ON VEUT ASSERVIR

23 mai 1916.

Si le Sénat vote sans une seule modification le texte dont je vous parlais hier et qui attribue au ministre de l'Intérieur des pouvoirs autocratiques sur toutes les œuvres de guerre, voilà une loi qui devient définitive, immédiatement applicable, et c'en est fait, dès ce soir, des libres initiatives de la générosité.

La Chambre, en effet, a déjà voté ce texte et n'a plus à le revoir si rien n'y est changé.

Je me refuse à croire à ce désastre. La loi proposée au Sénat est saugrenue, incohérente. Impossible que des

gens honnêtes et intelligents, après examen, l'acceptent. J'ai confiance que cet après-midi l'édifice, bâti trop précipitamment et de mauvaise maçonnerie, va s'érouler avec fracas.

Plusieurs modifications graves paraîtront nécessaires à tout homme de bon sens, quels que soient d'ailleurs ses passions et ses principes.

D'abord, je prie qu'on porte les yeux sur le droit qu'on voudrait donner au ministre de l'Intérieur de ne pas motiver son refus d'autorisation. Je ne veux pas croire que là-dessus les sénateurs s'entêtent. Sans doute, au cours de la discussion générale de jeudi et vendredi derniers, aucun des orateurs officiels — ministre de l'Intérieur, rapporteur ou président de la commission — n'a promis de renoncer à soumettre à l'autorisation préalable toute œuvre charitable s'occupant des victimes de la guerre. Mais un fait s'est passé, digne de remarque pour quiconque connaît l'amour-propre en somme légitime de tout législateur : en dépit des questions pressantes des membres de l'opposition, nul des partisans de la loi n'a osé soutenir qu'il n'y aurait pas lieu de tempérer le pouvoir du ministre de l'Intérieur, en l'obligeant à motiver son avis. Le ministre refuse d'autoriser une œuvre. Au moins qu'il s'en explique. Les motifs de sa sentence permettront un recours devant le Conseil d'État. La haute et honnête assemblée administrative mise en présence de « raisons » pourra les discuter, parfois les rejeter... On ne voit pas quelle objection la majorité du Sénat trouverait à élever contre cette modeste amélioration du texte qu'elle examine.

Voilà une première retouche inévitable. J'en vois une seconde, beaucoup plus grave.

Le ministre de l'Intérieur reçoit de ce projet le pouvoir de retirer l'autorisation à toute œuvre, c'est-à-dire de la supprimer purement et simplement, *sans délai, sans motif, sans débat, sans recours*. C'est insensé. Chacun,

je le veux croire, répète avec moi : « C'est insensé », et le Parlement qui élargissait hier les droits de la défense des déserteurs devant l'ennemi, ne refusera pas aux promoteurs et directeurs des œuvres de guerre le droit de se faire entendre par leurs juges.

Enfin, troisième retouche. Je viens d'écrire *juges* au pluriel. C'est à dessein, car on ne saurait maintenir le « juge unique », alors surtout qu'il s'agit du ministre de l'Intérieur. Et les recours contre les retraits d'autorisation seront « suspensifs », c'est-à-dire que les retraits d'autorisation ne seront pas suivis d'effet avant que le juge d'appel se soit prononcé. Ne pas donner d'effet suspensif à un recours devant le Conseil d'État, qui met d'ordinaire dix-huit à vingt-quatre mois pour se prononcer, serait ajouter à l'exécution sans phrase la plus indigne dérision.

Il y aurait bien d'autres points à relever. J'ai parlé d'incohérence; bornons-nous à un exemple, significatif :

D'après l'article 1^{er}, la loi nouvelle n'atteint que les particuliers et groupements qui font appel à la générosité publique pour des souffrances occasionnées par la guerre, et ce, d'une façon habituelle. Mais si l'on se reporte à l'article 3, ainsi qu'à l'intitulé de la loi, les dispositions nouvelles, viseraient, au contraire, tous ceux qui, individuellement ou collectivement, feraient une seule fois appel à la générosité publique pour une œuvre quelconque ! — Impossible de se contredire plus complètement.

C'en est assez de ces quatre considérations pour nous assurer que le Sénat retouchera la loi, et qu'ainsi elle reviendra devant la Chambre. La Haute Assemblée tiendra à honneur de ne pas insérer dans nos Codes, avant de l'avoir refondu, ce texte dont la méchanceté est peut-être une simple maladresse. Il fut voté par la Chambre à la fin d'une séance de janvier dernier sans aucun débat. Et depuis longtemps déjà la loi était au

Luxembourg que son existence n'était pas connue de deux douzaines d'hôtes du Palais-Bourbon. Disons-le en passant, ce ne sont pas là des méthodes de travail propres à rehausser la gloire du parlementarisme tel que nous sommes arrivés à le pratiquer.

Au reste, le Sénat perd petit à petit sa foi dans son texte. Le 20 avril dernier, jeudi saint, en fin de séance, le président du Sénat ayant fait aborder la discussion du projet, le président de la commission, M. Strauss, déclara indispensable de le voter avant Pâques. Il ne restait plus qu'une séance; celle du samedi saint. Le matin de ce jour, je me permis de dénoncer ici même cette affreuse situation. J'ai grand plaisir à reconnaître que, l'après-midi, M. Strauss se mit d'accord avec M. de Lamarzelle pour renvoyer le débat après Pâques. De toute évidence, la justice et le bon sens exigeaient cet ajournement. M. Strauss pourtant doit être loué d'avoir résisté à la tentation d'enlever le vote d'urgence, par un coup de force de la majorité, comme il faut avouer que c'était en son pouvoir.

M. Strauss fit mieux encore. Je prends au pied de la lettre la déclaration finale de son discours au Sénat, et j'espère qu'il emploiera l'autorité dont il jouit auprès de ses collègues pour réaliser son programme aussi noble qu'opportun. Il a dit :

« Nous entendons non seulement que toutes les œuvres de bienfaisance qui ont été créées depuis la guerre ou qui se sont transformées à l'occasion de la guerre, ne soient en aucune façon atteintes dans leurs ressources, paralysées ou entravées dans leur fonctionnement, mais nous voulons encore qu'elles se développent, qu'elles s'amplifient, afin de porter à son plus haut point de rendement l'effort de la bonté française et de la solidarité nationale. »

But très noble. Comment l'atteindre? Je cite encore M. Strauss :

« Dans un intérêt évident de contrôle que vous reconnaissez avec nous (oui, sur la nécessité du contrôle je m'accorde, chacun doit s'accorder avec M. Strauss) et pour qu'aucune suspicion imméritée ne plane sur l'ensemble de la philanthropie française, nous voulons uniquement établir, pour la durée de la guerre, un régime de contrôle sans tracasserie, sans vexation, qui donne à l'opinion publique les garanties qu'elle est en droit d'exiger. »

Très bien ! De ces lignes je fais mon programme. Notre accord est parfait. Je veux, moi aussi, un contrôle. Mais voyons qui l'exercera, comment sera composée la commission de contrôle.

Le projet n'y met que des fonctionnaires et, en nombre infime, des représentants d'œuvres privées mais désignés par le ministre de l'Intérieur ou les préfets. Parlons franc : ce personnel est trop exclusivement officiel, serait trop tâtilon, trop exposé à subir les influences de la politique. Si l'on a sincèrement l'intention de se maintenir sur le terrain de l'union sacrée, il ne semble pas qu'on puisse trouver une meilleure formule que celle de la proposition primitive déposée à la Chambre par trois socialistes et radicaux-socialistes, MM. Landry, Breton et Honorat :

« Dans chaque département, disaient-ils, il est constitué un conseil départemental de l'Assistance publique et privée, composé de cinq membres désignés par le préfet, de cinq membres élus par les établissements de bienfaisance situés dans le département, suivant des règles qui seront déterminées par un règlement d'administration publique (j'aimerais beaucoup qu'on précisât dans la loi même qu'auront voix élective toutes les œuvres de bienfaisance constituées en association déclarée) et d'un onzième membre faisant fonction de président, et nommé par les dix membres précités ».

Quant à la nécessité d'une autorisation préalable,

quant à la possibilité éternelle du retrait pur et simple de l'autorisation, ce sont là des dispositions draconiennes, qu'il est manifestement impossible de maintenir. Rien de plus aisé que de les remplacer par la nécessité d'une déclaration. La formalité de la déclaration donnerait *ipso facto*, l'existence à toute association qui l'aurait accomplie et qui vivrait désormais sous l'égide des lois et du droit commun : *sub lege libertas*.

Tel est déjà, du reste, le régime de toutes les associations ouvrières dites « syndicats », à qui il est arrivé, si mes souvenirs ne m'abusent, de créer aux pouvoirs publics des embarras un peu plus sérieux que les œuvres de guerre.

La déclaration et la publicité, c'est encore le régime de l'ensemble des sociétés commerciales, et quelques-unes d'entre elles, si j'en crois la chronique de la *Gazette des Tribunaux*, font à l'argent du public des appels qui ne tournent pas toujours à l'avantage de leurs clients.

Envers ceux qui veulent faire le bien, soyons généreux, loyaux : nous sommes des frères, traitons-nous comme des frères, comme se traitent, sans distinction de classe, tous nos héros dans la tranchée. A leur exemple, nous collaborerons efficacement. Qu'une fois encore la basse politique électorale ne vienne pas tuer les initiatives et asservir la générosité française.

P.-S. — Je n'ai rien dit, et dans la discussion du Sénat il n'a rien été dit jusqu'ici, d'une disposition qui interdirait à tout particulier comme à tout groupement (à tout journal; par conséquent) toute souscription de quelque forme que ce soit sans autorisation du ministre de l'Intérieur. A ce jour, ledit ministre n'a pas légalement le droit d'autoriser ni d'interdire les souscriptions ouvertes par des particuliers ou par des journaux. Aurait-il la prétention de se faire octroyer ce droit exorbitant pour remercier les journaux de tous les partis des

souscriptions ouvertes depuis vingt mois en faveur de toutes les infortunes de la guerre? Il suffira évidemment d'avoir signalé cette prétention pour la faire rejeter par l'unanimité du Parlement.

XLIII

LE VOYAGE D'ITALIE

II

LE RETOUR

25 mai 1916.

Me voici de retour d'un voyage au front italien, où j'ai été reçu avec une sympathie dont je demeure profondément reconnaissant. Que de spectacles émouvants et rassurants me furent offerts en peu de temps! Debout dès cinq heures du matin, nous causions encore avec nos excellents hôtes vers les minuit. En dix jours, j'ai vu un nombre incroyable d'hommes, de choses et de pays; j'ai causé avec les plus illustres personnages. Et maintenant qu'assis à ma table de travail je fais le rappel des images et des idées que j'ai recueillies, je me trouve vraiment dans cette forêt, *silva rerum ac sententiarum*, dont parlait un grand Romain. L'abondance même de mes richesses me gêne. C'est trop naturel. Plus on fut généreux et confiant, plus je dois me surveiller et de moi-même devancer la censure qui m'observe. Le lecteur voudra bien comprendre les difficultés de ma tâche.

D'excellents travaux ont déjà été publiés sur l'activité de « l'Italie en armes », je m'en préoccuperai moins de les rappeler, de les résumer et de faire un tout complet,

que d'apporter ma faible contribution, ma rapide expérience. Je transcrirai mes carnets. J'invite le lecteur à m'accompagner, à profiter avec moi des facilités incomparables qui me furent données pour visiter le Carso, la lagune de Grado, la Carnie, les Alpes Juliennes, les Dolomites, le front et les services d'arrière, et puis la charmante Venise. Que mes lecteurs soient mes compagnons de route.

XLIV

LE VOYAGE D'ITALIE

III

LE DÉPART. — ARRIVÉE A TURIN. — UN DÎNER AVEC DES HOMMES POLITIQUES. — UNE HEURE A VENISE. — LE TIEPOLO DES SCALZI DÉTRUIT.

25 mai 1916.

Depuis longtemps le Grand Quartier Général italien voulait bien m'inviter avec quatre compagnons à visiter le terrain varié où, sur une ligne de six cents kilomètres et parfois au milieu des neiges éternelles, se battent ses soldats. Si grand que fût l'intérêt de ce voyage, nous avions dû l'ajourner ; nous ne pouvions pas sortir de France durant les anxiétés de Verdun. Enfin, au début du mois, l'échec du Kronprinz ne faisant plus de doute, j'ai prié mes lecteurs de me donner congé, et le 9 mai, au soir, notre petit groupe s'embarquait.

Arrivés à Turin le lendemain vers trois heures de l'après-midi, nous étions, faute de train, obligés d'y demeurer jusqu'au soir. C'était tout indiqué par cette éclatante

journée de printemps de s'en aller jusqu'à la Superga, belle église sur une hauteur en dehors de la ville.

J'ai fait seul, à pied, une partie de la montée, et je reconnaissais toujours pareille à elle-même, que ce soit la guerre ou la paix, la puissante nature d'Italie. La colline vigoureuse, luisante de verdure, respirait largement au soleil, chaude, parfumée, pleine d'oiseaux, semée de jeunes femmes qui se reposaient sur ses pentes, et couronnée d'un riche monument architectural. Quelle figure éternelle du Printemps d'Italie !

Au couvent de la Superga sont ensevelis plusieurs princes de la maison de Savoie, et parmi eux la princesse Clotilde, femme du prince Napoléon. L'inscription funèbre nous dit que la morte royale fit ce mariage pour servir l'œuvre de l'unité et de l'indépendance italienne. Ce tombeau, dans ce lieu glacial, cette phrase de récompense est pleine de grandeur.

A mon retour dans la ville, j'ai rencontré une musique militaire et quelques soldats que suivaient plusieurs centaines de jeunes gens, portant à la main de petits ballots. Sans doute des recrues arrivant au dépôt. Le public ne semblait guère s'occuper de ce cortège, qui fut ma première image de la guerre italienne. Si j'avais voulu voir le vrai caractère que les événements donnent à Turin, j'aurais dû, me dit-on, visiter les ateliers où l'on travaille pour l'armée ; l'activité y est très grande, et Turin comme Milan, à cette heure, gagne beaucoup d'argent. Mais le temps me manquait. Le sénateur-maire de Turin avait l'aimable attention de nous réunir à dîner, avant le départ du train, avec quelques notables, préfet, hommes politiques, consul de France.

On a causé. Paisiblement, entre voisins, ou bien à voix sonore, à l'heure des toasts. Une chose est certaine : l'admiration pour les défenseurs de Verdun. Les Italiens, officiellement, ne sont en guerre qu'avec les Autrichiens. Mais les Autrichiens s'appellent *Tedeschi*.

Chacun de ceux qui entourent cette table, quelles que soient ses opinions de la veille, prend les événements au point où ils sont, et voit bien que la décision de la guerre se prépare partout où l'on tue des Teutons. Solidarité des Alliés et coordination de leurs efforts, voilà le programme où sont arrivés ceux que j'écoute parler et, me disent-ils, le plus grand nombre de leurs compatriotes.

Si j'avais à prendre la parole en public, je crois tout à fait que je serais dans le sentiment général en disant que l'Italie se bat pour l'accomplissement de ses destinées nationales, c'est-à-dire pour s'assurer les frontières dont elle ne peut pas se passer, et puis pour la défense de la civilisation. Aux yeux de l'Italien qui raisonne, une chose n'est pas tout à fait nationale si elle demeure territoriale. Toujours préoccupé de son origine latine, il aime avoir des pensées universelles, et, plein de feu, il s'échappe du cercle étroit de ses intérêts propres après les avoir assurés. Les brutales injures grossièrement multipliées par les Allemands en Belgique ont révolté l'Italie, et le député wallon Destrée, qui possède, paraît-il, un don admirable d'éloquence, a remporté jusqu'en Sicile les plus grands succès en peignant de quelle manière sa patrie s'est immolée pour la défense de son territoire et de son droit.

Pour ma part, tandis que nos hôtes parlaient, j'ai vu avec netteté, derrière les draperies de la courtoisie et de l'éloquence, que le mariage de la France et de l'Italie était en train de s'accomplir. Mon opinion m'a été confirmée par des compatriotes qui habitent Turin et avec qui j'ai causé en confiance. La tragédie de Verdun a été suivie autour d'eux, m'ont-ils dit, avec une véritable anxiété et avec la plus vive admiration dans toutes les classes de la société.

Maintenant il faut tout disposer pour que ce mariage produise de bons fruits. Il s'agit que nous fournissions à un peuple ambitieux et travailleur, justement fier de

l'ascension qu'il accomplit depuis vingt années, les moyens économiques et financiers qu'il demandait à l'Allemagne.

L'Italie animée par de hauts sentiments idéalistes, entraînée par un concours de faits que je me préoccupe de noter, s'est trouvée un beau matin irrésistiblement engagée dans la fournaise. Cette dure guerre que nous avons subie, qui nous fut imposée, elle l'a voulue. C'est grande noblesse. Tout naturellement elle aimerait bien être récompensée de son désintéressement. Les politiques qui ont déterminé les hésitants auraient besoin de pouvoir montrer au pays ce que l'intervention rapportera. Nulle part plus qu'en Italie ne se posent dès maintenant les problèmes d'après-guerre.

A huit heures du soir, après la conversation la plus intéressante, nous dûmes nous séparer de nos amis civils pour continuer notre voyage jusque chez nos amis de de l'armée. C'est à Udine que nous nous rendions. Le train où nous montâmes n'aurait pas dû aller jusqu'à Venise, Régulièrement il passe à Milan, touche à Mestre et de là, sans entrer dans la lagune, tourne court, prend la ligne de Vienne. Mais l'administration du chemin de fer, devinant combien il nous serait agréable de jeter au moins un coup d'œil sur la ville enchantée, nous fit la surprise de pousser notre wagon de telle manière qu'à l'aube nous nous trouvâmes à l'entrée du Grand Canal.

Je dormais encore quand on vint me dire : « Nous sommes à Venise pour une heure. » A travers les vitres, je voyais, je respirais l'étendue charmante, et je me hâtai de profiter de l'aimable minute.

Par le plus joli soleil du matin, me voici hors de la gare, devant l'escalier battu de la vague dont jadis, tant de fois, j'ai descendu avec ivresse les marches. Le temps nous manque pour aller jusqu'à la place Saint-Marc ; mais tout auprès voici l'église des Scalzi, sur laquelle les avions autrichiens jetèrent des bombes. Allons voir leur

crime et la voûte effondrée qui portait le chef-d'œuvre de Tiepolo, la maison de la Vierge transportée à travers l'espace par les anges de Nazareth à Lorreto.

Je sonne. Deux moines m'ouvrent. « Les pauvres vieux, me dit-on. Si vous aviez vu leur émoi, quand au milieu de leur paix et de leurs trésors est arrivée cette brutalité ! » Rien ne subsiste, rien ne laisse d'espoir ; c'est un trou béant, un désastre complet. Vous vous rappelez l'éclatante merveille ? Entourée d'anges musiciens, la Vierge portait un manteau jaune, inoubliable, qui donnait la clef musicale de tout le tableau. On sait comment la Venise du XVIII^e siècle mettait au-dessus de tout les concerts et l'opéra ; une harmonie délicate et fastueuse emplissait les églises, les palais, les places, les théâtres ; il semble qu'aux Scalzi Tiepolo ait voulu dire : « Moi aussi je suis musicien ». Rythme, coloris, mouvement, il égale Monteverde et Marcello. Ses anges avec leur violon et leurs longues trompettes jetaient cette note claire et aiguë de jaune... Adieu, plaisir, éclatante fantaisie, caprices, bel art apparenté aux féeries de Shakespeare, aux grâces de Marivaux et, déjà au romanesque un peu triste de notre Musset ! Du feu d'artifice que l'aimable génie avait fixé dans les airs, la brute allemande a fait ce tas de platras en poussière qui gisent dans un coin de la chapelle.

Rien ne subsiste du chef-d'œuvre, sinon, aux quatre angles de la corniche, quatre motifs, quatre spectateurs qui regardaient voler au centre du plafond la Vierge de Lorette. Ils voient, ce matin, par le plafond troué les pigeons de Saint-Marc entrer librement et voltiger sur nos têtes.

Ce crime si bête a rempli d'enthousiasme la Germanie entière. Dès la première minute elle avait cherché cet exploit. La guerre fut déclarée le 23 au soir ; le lendemain matin, vers cinq heures, dans cette aube rose et bleue où les églises et les palais de Venise semblent des

choses aériennes qui se reflètent dans l'eau, trois avions ennemis apparurent dans le ciel. « Cela donnait l'impression, me dit Ugo Ojetti, qu'on jetait des bombes sur le berceau d'un enfant. » L'une d'elles éclata sur le quai des Schiavoni.

N'y a-t-il pas dans Wurtzbourg quelque plafond de Tiepolo que l'on pourrait détacher et rapatrier, pour la consolation et la gloire de l'église des Scalzi ?

P.-S. — Les élèves de l'Institut national agronomique organisent, pour le 27 mai, une matinée littéraire et musicale au bénéfice des agriculteurs mutilés. « Nous cherchons, m'écrivent-ils, à faciliter aux grands blessés le retour à la terre. Nous remettons les bénéfices de ce gala à la *Fédération nationale des mutilés*, pour que vous affectiez cette somme aux mutilés des écoles de rééducation agricole de Limonest (près Lyon) et de Beauvais. »

Je demande aux amis de notre œuvre de favoriser le succès de cette représentation, qui sera précédée d'une allocution de notre éminent confrère et ami Gabriel Hanotaux.

XLV

LE VOYAGE D'ITALIE

IV

L'ARRIVÉE DANS LA ZONE DE GUERRE.

UN CAMP D'AVIATION. — UN DÎNER CHEZ LE GÉNÉRAL PORRO.

26 mai 1916.

Au bout d'une heure trop courte passée dans cette Venise matinale, nous reprenons notre train qui va nous

conduire à Udine. Udine sur la ligne de Vienne et capitale du Frioul. Le général Duroc, né à Pont-à-Mousson, était duc de Frioul. Nous voici dans la région la plus napoléonienne, si je puis dire, de l'Italie, dans une région toute pleine des titres de la noblesse impériale et des gloires du général Bonaparte. Quelle différence des temps, des méthodes et des moyens ! Les victoires du premier Consul et plus tard celles de Napoléon III ouvraient les chemins de Vienne. Aujourd'hui des tranchées.

Notre train court à travers une plaine immense et riche, sur un terrain d'alluvions glissé des montagnes. La couche fertile recouvre légèrement un lit épais de cailloux que les torrents apportent des Alpes. Les Alpes travaillent à combler, à « enterrer la mer », comme dit la langue italienne. Dans ces vastes herbages plans, la nombreuse et brillante cavalerie italienne comptait trouver un champ incomparable d'activité, mais Cadorna débuta par une offensive et dès son premier effort se porta sur la montagne. Aujourd'hui la cavalerie italienne, de la même manière que la nôtre, a dû se mettre jusqu'à nouvel ordre au travail des fantassins.

Nous avons traversé Trévisé, Conegliano, et vers midi nous passons les eaux et les cailloux du Tagliamento sur un pont de huit cents mètres. C'est sur sa rive droite que l'opinion générale croyait que l'armée italienne s'installerait, laissant entre elle et les Autrichiens le large torrent ; mais Cadorna s'est porté 80 kilomètres plus loin, au delà des frontières. C'est le grand fait de la guerre italienne. L'armée et le pays en reçurent un surcroît prodigieux de confiance. Songez à notre entrée en Alsace, à ce premier poteau frontière arraché et que nous avons planté sur la tombe de Paul Déroulède. Les Italiens s'attendaient à l'invasion, ils croyaient avoir à se battre pour leur défense sur leur propre sol, et voilà qu'ils commençaient immédiatement la reconquête !

Ce que fut leur joie, un témoin, Luigi Barzini, l'a peint dans une page saisissante de son recueil *Al Fronte* :

« Dans l'armée, l'attente était lourde... Il y avait encore une crainte obscure et vague d'être retardé. Qu'attendons-nous ? se demandaient les soldats, qui sont simplistes, et qui considèrent que tout est prêt, du moment qu'ils sont là. Les clochers des villages, les collines qui s'élevaient comme des îlots dans la plaine, les antiques remparts vénitiens de quelque vieille cité, enfin la haute esplanade de la citadelle d'Udine, étaient toujours bondés de soldats, qui contemplaient les terres italiennes à délivrer. On entendait des exclamations naïves et passionnées. Certains, des ignorants, arrivés au front par devoir, s'enflammaient à cette vue. Elle était comme la vision matérielle de l'injustice. Ce profil de l'horizon avait pour leurs cœurs quelque chose de douloureux ; ils sentaient au delà la Patrie déchirée et opprimée. Dans cette ligne bleuâtre des plaines qui allait se dégradant jusqu'à la mer, dans ces crêtes des montagnes lointaines et diaphanes, dans toute cette terre aux noms italiens et à la physionomie italienne, il y avait je ne sais quelle expression indicible d'appel et d'entente.

« Et l'heure sonna. Personne ne l'eût imaginée si belle.

« Un mouvement d'états-majors commença dans la nuit. Un ronflement d'automobiles éveilla la ville vers trois heures du matin. Le crépitement des motocyclettes se dispersa dans les ténèbres vers des buts ignorés. Puis, dans tous les cantonnements, dans les villages, dans les centres de dépôts, éclatèrent des sonneries. Les joyeuses fanfares du réveil appelaient et répondaient par dessus la plaine sombre. C'était la diane de l'Italie.

« Notre infanterie s'avança, croyant aller à l'attaque. Elle y allait avec une volonté compacte et joyeuse. Elle passa le Natisone parmi les bouquets d'arbres, dans le parfum des acacias fleuris, dans la fulgurance du plus

beau soleil de mai, dans une atmosphère enivrante de printemps italien. Le flot humain passait, gonflé de joie. Il arriva sur la rive broussailleuse et fraîche du Judrio : la frontière !

« Alors ce fut une frénésie. L'avalanche d'hommes se précipita dans l'eau à travers les buissons pour toucher aussitôt l'autre rive, et un cri formidable s'éleva : « Italie ! Savoie ! Italie ! »

« Un à un les bataillons qui se suivaient en colonnes, par toutes les routes, lançaient sur le seuil de l'Italie Nouvelle le salut fatidique. Aucun appareil de fête solennelle ne peut atteindre à la grandeur de cette acclamation spontanée, formidable, irrésistible. Toutes les régions de l'Italie unissaient leur voix au chœur frémissant. Est-il possible que quelque chose de cette émotion mâle, fière, ardente, de l'armée, ne soit pas parvenu jusqu'au peuple qui attendait ?

« Sur la plaine ensoleillée, une mer de verdure s'épandait au bruit lointain et confus des cloches. C'est Villanova qui la première sonna le tocsin. Les églises de Manzano, de Trivignano, de Palmanova répondirent. Toutes les cloches s'ébranlèrent successivement. C'était la voix du Pays, la voix de la Terre, la voix de la Patrie, qui envoyait aux troupes son salut, l'hymne antique de ses fêtes, la musique de ses traditions. Et le tocsin donnait à l'heure inoubliable un auguste caractère de solennité religieuse.

« De ce moment, l'Italie était plus grande.

« De longs nuages de poussière s'élevaient et formaient des bandes, mettant çà et là des voiles sur la végétation, enveloppant les villages, se dissipant pour renaître plus près. C'était l'artillerie en marche, des colonnes à chevaux et à tracteurs, dont le bruit se répandait grave et continu, comme un frémissement de toute la plaine. L'antique frontière, la frontière de honte était effacée. »

N'est-ce pas que cette page est belle ? Il semble qu'il y passe le coup de vent qui soulève les grandes draperies de marbre du Bernin. C'est écrit dans une manière déclamatoire et vraie, d'une façon qui nous étonne, nous, froids gens du Nord, mais où se maintient toujours vive la vieille force oratoire de Rome.

Je fermai le livre quand nous arrivions à Udine.

Udine, où nous descendons du train, est une petite ville vénitienne, déjà italienne, avant la guerre. On nous installe dans un vieux palais où sont venus successivement, depuis douze mois, le général Joffre, Briand et hier le prince de Galles. C'est ici que Gabriel Faure écrivit, il y a peu, ses *Paysages de guerre* et peignait les aspects du Cadore et de la Vénétie en armes. Chateaubriand, en 1833, est passé à Udine ; il note : « Je dinai dans l'appartement que venait d'occuper M^{mo} la comtesse de Samoyloff : il était encore tout rempli de ses dérangements. »

Au temps des curiosités paisibles, après quarante heures de train, nous aurions aimé nous dégourdir les jambes en flânant un peu dans ces vieilles rues pittoresques ; mais nous avons hâte de voir les soldats italiens. Les autos s'avancent ; on nous offre d'aller visiter un parc d'aviation. Avec grand plaisir, certes ! Et sans plus de répit, nous voilà partis vers les Alpes Carniques.

Nous traversons un village, que mon compagnon me nomme : « Campo-Formido ». Je rectifie et dis : « Campo-Formio ». Il paraît que j'ai tort. Au reste, le traité de 1797 fut signé à quelques cent mètres de là, à Passariano, mais Bonaparte ne voulut pas plus de Passariano que de Campio-Formido ; il lui fallait de beaux mots pour nommer sa gloire.

Nous arrivons au parc, que je ne puis nommer. Quel décor ! D'immenses espaces en prairie au pied des plus nobles montagnes couvertes de neige. Au milieu de l'agitation d'innombrables appareils disposés par escadrille,

on me montre les machines proprement italiennes, les Caproni à trois moteurs de 100 chevaux chacun.

L'inventeur, qui leur donna son nom, est de Arco, dans le Trentin; il vit à Milan; l'Autriche vient de confisquer ses biens dans sa ville natale. Notez que l'Italie n'a pas confisqué un sou des millions possédés par les Autrichiens en Italie, ni le Palazzo Venezia à Rome, ni la Villa Ariana à Tivoli, ni les biens de l'archiduc héréditaire à Este, ni les grandes propriétés des Coltalto à Susegana, près de Trévisé.

A ce moment, l'un des Caproni prend son vol. Il porte deux mitrailleuses et deux fusils automatiques. A l'arrière, dans la tourelle, se tient debout un cavalier cuirassé et casqué, un chevalier noir, beau comme la mort. La machine est peut-être un peu lente à s'élever, mais elle porte cinq hommes. Dans la douceur d'une fin de journée de mai, sur des prairies d'un jaune vert, que ferment les grands plis somptueux des Alpes, quel tableau, ces chevaliers qui volent et ce fond déjà vu dans les toiles de Giorgone et de Titien!

Tous ces appareils brillants, prêts à s'élancer, dont les hélices tournoient; d'autres qui bruissent dans le ciel libre; toute cette jeunesse qui s'élève, ces motos qui courent sur la prairie pour porter des ordres! Je n'y résiste pas et je demande à nos hôtes s'ils ne voudraient pas m'emmener dans le ciel d'Italie.

Quel appareil? Un Panhard?

Je choisis le Caproni, plus spécialement italien.

Quelle douceur! quelle tranquillité! La plaine s'efface, les neiges des montagnes deviennent nos voisines. Je me crois emparadisé. Je songe que c'est d'ici que s'éleva, sur un même appareil, le commandant Salomone, dont Gabriele d'Annunzio, au lendemain de sa propre blessure m'écrivait: « Quelques heures avant d'entrer dans ma nuit, j'ai pu m'incliner sur la figure sainte du héros de Laibach. » Salomone venait de jeter

des bombes sur Laibach, plusieurs avions autrichiens l'entourèrent, tuèrent l'un de ses compagnons, blessèrent l'autre à mort, le blessèrent lui-même et de si près qu'ils lui crièrent : « Tu n'as qu'à te rendre ». Les pieds dans le sang, écartant un cadavre qui glissait sur lui, tandis que le blessé, la tête en dehors de l'appareil, répandait dans les airs les étincelles sanglantes de sa vie, Salomone parvint à regagner les lignes italiennes.

...Pour terminer la journée, nous dinons, *quelque part dans la région*, chez le général Porro, ou, comme disent les Italiens, chez Son Excellence Porro. Le général est très populaire dans toute la nation, pour avoir vu d'ancienne date la nécessité de réformer l'armée. Il occupe au *Commando Supremo* une place analogue à celle de Castelnau auprès de Joffre. Porro et Cadorna sont étroitement unis. Celui-ci à la tête des opérations et s'en remettant au second pour la direction des services. Tous deux vivent sous le même toit, mangent à la même table et se partagent le poids de la guerre avec une pleine confiance.

Ce soir-là, le général Cadorna inspectait le Trentin et nous ne devions avoir l'honneur de faire sa connaissance que sur la fin de notre voyage. Le général Porro nous raconta ses visites sur le front français avec le général Joffre, et nous parla des grands chefs, ses frères d'armes, qu'il a rencontrés à la tête de nos armées. Il connaissait leurs plus belles manœuvres et les rappelait en quelques mots : on croyait entendre parler la postérité.

Le général s'exprime dans un français excellent. Il a été longtemps professeur de géographie militaire à l'École de guerre ; il parle en détachant et surveillant chacun de ses mots. C'est un Piémontais, grand bourreau de travail, très réfléchi, dont la solidité s'impose dès l'abord ; c'est en même temps un esprit charmant de courtoisie et de finesse.

Bien que la chose ne fût pas encore officielle, nous

avons appris que le roi venait de l'élever à la dignité de sénateur, et Barthou, qui, en toutes circonstances, avait accepté d'être l'orateur de notre petit groupe, tourna très joliment son compliment dans un toast.

— Eh ! répondit en souriant le général, c'est une chose qui arrive aux vieilles gens. N'est-ce pas, monsieur Pichon ?

Après dîner, au milieu des cartes, nous avons parlé du voyage que le quartier général italien nous avait préparé, et ces quelques instants d'entretien, je dirais volontiers cette leçon que ces hommes supérieurs, le général Porro et ses officiers, ont bien voulu nous accorder, ont été pour moi d'un immense profit. Je crois voir maintenant avec une grande clarté le front italo-autrichien qu'il allait m'être donné de parcourir.

On peut le diviser en trois secteurs.

1° *Secteur du Trentin.* — La frontière de 1866 était très défavorable à l'Italie, en ce qu'elle laissait à l'Autriche non seulement le nord du lac de Garde, et la vallée de l'Adige presque jusqu'à la plaine, mais les sources et les hautes vallées de nombreuses rivières allant à l'Adriatique par la Vénétie, telles que l'Asstico (sous-affluent de la Brenta) ; la Brenta (Val Sugana) ; le Bordevole, la Boita (Val d'Ampezzo), affluents de la Piave. Ces vallées sont autant de portes d'invasion : en deçà de la frontière, la route autrichienne dite des Dolomites les relie entre elles ; la place de Trente forme leur réduit central.

2° *Secteur des Alpes Carniques.* — La frontière passait sur la ligne de partage entre les eaux allant au Danube et les cours d'eau côtiers allant à l'Adriatique. De forts ouvrages s'élèvent au débouché des cols en Autriche, et le chemin de fer de la Drave permet des mouvements latéraux de troupes, de la Styrie et de la Carinthie au Trentin.

3° *Secteur du Carso.* — La frontière laissait à l'Autriche tout le plateau du Carso, dont la partie abrupte est tournée vers l'Isonzo.

Les choses étant ainsi disposées, on voit que toute

armée opérant dans la direction de Trieste est exposée à des attaques de flanc et d'arrière venant des Alpes Carniques et du Trentin. C'est pour donner à leurs opérations sur le Carso, entreprises avec la majorité de leurs forces, la sécurité nécessaire, que les Italiens, dès le début des hostilités, ont été conduits à pousser leurs détachements au delà de la frontière politique du Trentin, par les hautes vallées, et, quand ils l'ont pu, au delà de la crête, dans la mesure où le leur ont permis les solides organisations de défense fixe des Autrichiens. De même, pour paralyser les déplacements latéraux de leurs adversaires, ils ont dû entreprendre des opérations destinées à intercepter (au col di Lana) la route des Dolomites et à battre de leurs feux le chemin de fer de la Drave.

Voilà le programme réalisé jusqu'à cette heure par l'armée italienne et dont le grand quartier général veut nous faire voir sur place les difficultés. Successivement nous visiterons ces divers secteurs de la lutte. Demain, à six heures du matin, nous partons pour le Carso.

XLVI

LE VOYAGE D'ITALIE

V

LES RUES D'UDINE. — UNE VISITE AU CARSO.

L'AUDIENCE DU ROI.

28 mai 1916.

Aujourd'hui, 12 mai, à six heures du matin, départ en voiture d'Udine pour le Carso.

Le Carso ! terre *irredenta*, pays à recouvrer, c'est cette

série de plateaux qui s'élèvent en escaliers des bords de l'Isonzo jusqu'à Trieste, et qui prolongent, terminent les Alpes. Nous les voyons sur ce propre horizon, accotés à de hautes montagnes et assez pareils à des sacs jetés au pied d'un mur. Cette partie de la frontière est la plus accessible aux Italiens, puisque les Alpes s'y abaissent ; mais elle confirme la définition que chacun des adversaires donne de cette guerre. « Notre guerre, déclare l'Italie, est une ascension. Notre ennemi fuit en hauteur ». Et le commandement de l'armée autrichienne, dans une proclamation à ses troupes, au début de la campagne, disait : « Nous avons à conserver un terrain qui est fortifié par la nature. Devant nous, un grand cours d'eau ; derrière nous, une côte d'où nous pouvons tirer comme d'une maison à dix étages... »

En dépit de positions si favorables, les Autrichiens n'ont pu arrêter tout l'effort des Italiens. Ceux-ci ont franchi l'Isonzo et ont brisé les puissantes lignes défensives construites au rebord du Carso. Ils sont installés sur les premiers seuils du plateau. C'est ce terrain conquis pied à pied que nous allons visiter.

La voiture roule à travers un pays prodigieusement italien. Quel art décoratif chez les gens et dans la nature ! Les façades des maisons et des églises sont peintes en trompe-l'œil : les maisons, pour faire croire à des balcons, les églises, pour mettre des statues dans de fausses niches. La terre est mince sur un fond de cailloux, mais quelle parure partout de vignes, de mûriers et parfois de cyprès ! Les jeunes femmes ont sur leurs épaules un long bois cintré, où s'accrochent aux deux extrémités deux seaux, et sous ce joug familier elles s'avancent avec fierté, jeunes princesses de village.

Au milieu de ces beautés éternelles, çà et là, le long de la route, des groupes de tentes, des baraquements, des villages militaires construits pour les cantonnements des troupes du Carso.

Puis nous croisons des régiments en marche. On me fait remarquer leurs vêtements rougis par la terre du haut plateau. Jeunes et gais, les soldats imitent les cris de la sirène des automobiles qui les pressent de se ranger.

Cependant nous avons franchi l'ancienne frontière et bientôt nous atteignons l'Isonzo au nouveau pont de Cässegliano. Un petit groupe d'officiers vint à notre rencontre. Mettons pied à terre. C'est le général de division Elia, hier encore sous-secrétaire d'État à la Guerre, le lieutenant Visconti-Venosta bien connu à Paris, qui ont la bonté de s'offrir à guider notre petit groupe français. Le moment est favorable pour étudier le panorama qui, fût-il seul à parler, se ferait déjà comprendre clairement.

Sur la rive gauche, qui nous fait face, aussi loin que le regard puisse descendre et remonter le fleuve, nous rencontrons une barrière, une muraille qui ferme l'horizon en s'abaissant du côté de l'Adriatique. Ces montagnes forment les bastions d'une forteresse démesurée dont l'Isonzo est le fossé. Leur partie la plus basse est le Carso, tout devant nous.

Naturellement, la défense des Autrichiens dans cette forteresse naturelle qu'ils ont surchargée de leurs savants travaux, c'est la destruction des ponts. Ils en ont détruit trois ; les Italiens les ont relevés et, pour plus de sûreté, en ont établi cinq nouveaux que les Autrichiens, avec plus ou moins de sûreté, continuent à bombarder. Je me fais cette réflexion que toute la plaine de l'Isonzo est sous le feu de ces montagnes et que les Autrichiens qui les occupent, s'ils pouvaient dépenser les munitions sans compter, rendraient la vie difficile à nos amis...

Nous gagnons le Carso et ses premières pentes où de grands bœufs romains traînent sous les pins des chars gémissants. Eh ! quoi ! voici des roseraies, des serres, des chênes d'Italie, des terrasses d'où l'on voit la mer, le

fleuve et la montagne ; voici un petit temple de l'Amour qu'un 305 a démoli et, semées au milieu de ces vestiges du plaisir délicat, des centaines de croix de bois. C'est la villa de Castelnuovo qui appartenait à un prince de Hohenlohe. Nous en sortons pour passer dans un bois de pins, tout pareil à celui que peignit Puvis de Chavannes. Des tombes encore. Un bois sacré saccagé par la guerre. Tel quel, un refuge, car sitôt sortis de son couvert, on est en vue des Autrichiens qui se sont repliés sur des terrains plus élevés. Au loin indéfiniment s'étend le vrai Carso, tel qu'on me l'a décrit, pays rugueux, pierreux, à peine vêtu d'une maigre végétation, profondément triste.

Il faut entrer dans les tranchées. Nous suivons des cheminements de terre rouge et de pierre bleuâtre. Beaucoup de pierre, très peu de terre. Immédiatement apparaît la terrible difficulté des Italiens qui s'avancent sans pouvoir faire de tranchées, sinon à la mine. Le pic n'y parviendrait pas. Il faut des perforateurs. Pour monter où nous les trouvons, ils durent s'abriter à chaque pause derrière des pierres sèches et des sacs. Encore, les sacs, doivent-ils les remplir de terre à l'avance. Sur place on n'en trouverait pas. Les Autrichiens, eux, avaient des organisations défensives puissantes. Nous en voyons sur tout notre parcours les vestiges : remparts de roches, fossés, réseaux de fils de fer, qui n'ont pu arrêter la progression italienne.

C'est pour les officiers qui nous accompagnent une juste occasion de célébrer le courage de leurs soldats, et de dénoncer l'éternelle hostilité secrète de l'Autriche.

— L'Autriche, disent-ils, a cru utile de feindre qu'elle était surprise par notre guerre. Mais ces formidables travaux démentent sa surprise, prouvent une préparation bien étudiée, longue et patiente. Cette habile et laborieuse organisation tactique du terrain dit comment la guerre avec l'Italie était dès longtemps dans ses plans.

Seul le moment restait à choisir, et c'est nous qui l'avons choisi.

La matinée s'écoule à parcourir des kilomètres au fond de ces cheminements de Bosco-Lancia à Pollazo et ensuite à Fogliano, à Redipuglia. Que vous en dirai-je ? Toujours les mêmes choses. Que ce soit le front français, anglais, belge, italien, s'il n'y a pas d'action, c'est un vaste et triste désert ; s'il y a quelque action, on ne peut pas lever le nez hors de la tranchée, et l'on ne voit rien, sinon des sacs, de la boue. Pourtant ce Carso présente une singulière particularité qui me rappelle nos collines de Provence dans la région de la Durance. Des crevasses, des cavernes, des conques pleines de verdure, sortes de coupes d'où émerge une végétation entre des rebords de pierre. Là-dedans, çà et là, reposent des troupes, plus à l'aise que dans les cheminements, mais toujours à la merci du dracken ou de l'avion autrichiens qui les repérerait.

À plusieurs reprises, des soldats que je croise et que je salue me répondent en français. On s'arrête, on cause. L'un habitait Paris, avait un petit commerce que sa femme continue de tenir ; un autre vient de Nice ; un troisième travaillait dans le pays de Briey, chez les Wendel. Tous se promettent avec joie de retourner en France ; tous parlent avec admiration de Verdun. Et sur ce mot de « Verdun », chacun de leurs camarades de s'émerveiller affectueusement.

Si j'essaye de comparer l'ensemble du Carso à quelq'une des positions que j'ai visitée sur la ligne française, c'est avec l'éperon de Notre-Dame-de-Lorette que je crois voir le plus d'analogie. Ces bords de plateaux sont peut-être encore plus difficiles à conserver qu'à conquérir. Je voudrais comprendre davantage les admirables gens qui vivent dans cette malédiction. Leurs chefs avec qui je cause demeurent d'une manière extraordinaire des Italiens amoureux d'art. Un lieutenant,

officier de liaison, me dit qu'il a connu de tout temps ce pays, et qu'il le trouve bien plus émouvant du fait de la guerre.

— Au soir, chaque aspect prend une beauté redoublée ; l'horizon qui nous a coûté tant de sang devient rouge.

Je ne me rappelle plus ce qu'il disait encore des tranchées, considérées comme des sillons dans le rocher stérile. C'était tout un poème qu'il m'esquissait de la manière la plus vraie.

Un capitaine me raconte qu'il a vu le clocher de San-Pietro de l'Isonzo détruit par un coup de 305. « Les cloches, me dit-il, ont commencé à tinter. C'était à faire venir les larmes aux yeux d'entendre ce clocher qui sonnait et cherchait la place où tomber sans faire de mal. »

Ils vivent naturellement dans l'art, et dans un art théâtral ; leur finesse naturelle associe des traits réalistes, des notes charmantes de vérité, aux plus fortes recherches d'effet.

On me donne à admirer l'histoire d'un aumônier militaire que le roi a tenu à décorer. C'était l'an dernier, dans le début du choléra. Les premiers morts, on les a mis dans de belles caisses de bois, remplies de chaux, et le soir l'aumônier les conduisait au lieu réservé à leur sépulture ; mais voici qu'éclata un grand orage, et l'eau étant entrée dans les caisses, il y eut une explosion qui les brisa et qui projeta les cadavres. Alors l'aumônier prit sur ces épaules ses pauvres corps de cholériques. Mon narrateur insiste sur le tableau : le tonnerre, les éclairs, cet homme si effroyablement chargé. Il ajoute qu'ensuite, pour préserver ce héros de la contagion, on lui donna à boire une demi-bouteille de cognac...

Ici j'abandonne l'histoire ; elle finit en bouffonnerie. C'est le génie de l'Arioste. L'histoire est théâtrale, pleine de grands effets, tels que les aiment nos amis d'Italie,

tels qu'ils les trouvent du premier coup, quand nous aurions à nous y reprendre à plusieurs fois pour les imaginer ; mais à ce goût de la surcharge, quelle finesse naturelle ils joignent ! Remarquez le trait du début sur la sympathie plus vive que l'on donne à une espèce nouvelle du malheur. Les premiers cholériques eurent des cercueils. L'avoir noté, c'est d'une excellente vérité.

Je faisais ces remarques durant le déjeuner, à la table du général Ciancio, commandant du corps d'armée. Le général Ciancio est député de Piazza-Americia en Sicile. C'est sa division qui a conquis le Carso. Elle est composée de Napolitains. Ils sont montés à l'assaut en chantant leurs hymnes ; pendant quarante-deux jours ils demeurèrent dans les retranchements en fournissant une série d'attaques heureuses... Après cela, il faut renoncer absolument à des légendes offensantes sur le manque d'esprit guerrier des Napolitains. « Ils crient entre eux, me dit un de leurs chefs, ils ont leur conception propre de la discipline, mais les bons soldats ! » Déjà Napoléon I^{er} avait constitué avec les Italiens méridionaux des divisions braves et fidèles. Disons-le en passant, ce n'est pas de chez nous que venait cette injustice, mais d'antiques rivalités locales opposaient l'une à l'autre les diverses régions de l'Italie. Aujourd'hui la fusion nationale est parfaite, c'est un des effets de cette guerre. Un vieil Italien me dit : « C'est la première fois qu'aucune province ne se moque de l'autre. »

Je regarde, j'écoute ; la nouveauté dispose à sentir les nuances ; avec émerveillement, je retrouve tout vifs cette animation, ce mouvement de l'âme que traduit si divinement le grand art italien. Écoutez encore ce trait (mais d'abord il faut savoir que les prisonniers autrichiens sont internés dans le pays de Naples) :

Un tout jeune soldat hongrois, saisi dans une attaque, est entraîné vers l'arrière à travers les tranchées. Il est épouvanté, fort ému. Un Napolitain, « qui lui-même,

me dit le narrateur, était pris d'une envie de pleurer en voyant ce gamin en larmes », lui dit : « Petit, pourquoi pleures-tu quand tu as le bonheur de t'en aller à Naples ? » Cette rapide succession de sentiments me transporte en esprit au milieu de la *via di Toledo*.

Naturellement, je ne garantis pas mes historiettes. On me les dit, je les répète, et, bien sûr qu'elles se déforment en route, mais on y voit la vivacité, la passion italienne. Au sortir de table nous entrons à l'ambulance. Peu de blessés, c'est trop près du front. Quelques Siciliens seulement. Ici nous touchons avec respect le fonds commun à toute l'humanité. Toujours cette douceur, cette admirable résignation du soldat.

À la fin de la journée, le roi veut bien nous recevoir.

Prodigieuse simplicité de cette maison des champs au fond d'un petit parc, où quelques officiers, sans aucun faste, assurent le service.

Depuis le début de la guerre, le roi n'a passé que très peu de jours à Rome ; il vit au milieu de l'armée, s'associant le plus qu'il peut à ses fatigues. Chaque matin, avec une suite peu nombreuse, il part, visite les positions, est acclamé par les troupes, déjeune d'un repas froid au milieu d'elles et dans toutes ses délibérations fait entrer au premier rang le désir de ménager le sang de ses soldats.

Ce qui frappe d'abord, chez ce souverain, c'est la supériorité morale. On éprouve jusqu'au respect le sentiment de se trouver devant un esprit tout de délicatesse et de scrupule. Je voudrais qu'il me fût permis de reproduire simplement la suite des propos qu'il nous fut donné d'entendre, pleins de mesure et de bon sens, où apparaissent la bonté naturelle et le profond sérieux d'un prince qui ne se lasse jamais d'élargir sa connaissance des choses.

Saisissante figure, bien inattendue au cœur de cette Italie théâtrale et pleine de feu. Quand je cherche à me

définir ce que j'ai vu dans cette petite chambre royale, je songe à cette conception des devoirs princiers dont notre Louis IX a créé le type incomparable, et je crois avoir respiré quelque chose de cette atmosphère que, depuis, le monde n'a plus revue, atmosphère inoubliable de courage et de douceur, d'humilité simple et grande, de mélancolie profonde et touchante.

XLVII

LE VOYAGE D'ITALIE

VI

L'ORGANISATION DÉFENSIVE DES LAGUNES.

GRADO ET AQUILÉE RECONQUISES.

31 mai 1916.

Ce matin, 13 mai, nous ne partirons qu'à neuf heures ; avant de monter en voiture, j'ai le temps de visiter Udine.

C'est une petite ville qui plaît d'abord par sa force, par sa vie jaillissant en monuments de tous les âges. Comment ces Italiens du Vénétó sont-ils si riches que de si bien bâtir ? Ils aiment l'architecture, ont un besoin d'art décoratif. Au milieu des maisons et des palais qui témoignent du bon goût des siècles passés, de coûteuses constructions modernes cherchent à se faire admirer. Ces formes et ces couleurs perpétuellement variées donnent au promeneur un plaisir physique, une espèce de joie, un rajouissement des sens. Rues dallées, arcades fermées que de grandes toiles flottantes et jaunâtres abritent du soleil, petites salles sombres des cafés et des restau-

rants, vues rapides au fond des porches sur des cours intérieures éblouissantes de verdure, jolis profils mats et grands yeux noirs sur des balcons : c'est l'Italie heureuse, l'Italie éternelle, où la vie, comme nulle part ailleurs, est modelée et peinte. Quand je regarde d'enfilade une *via* quelconque, je vois des tours carrées, des jardins, de grands toits bruns, des façades vertes et rouges, des murs tapissés de lierre, d'humbles maisons, des palais, et tout au fond la façade blanchie à la chaux, à la fois théâtrale et familière, d'une douce église où l'antique paganisme respire aux pieds de la Vierge et du Christ.

J'ai vainement cherché sur les autels des églises d'Udine les vierges de Bellini, mais je les ai trouvées en abondance sur le Marché aux Herbes, qui vendaient des fruits, des fleurs, des légumes et des fromages. Les voilà bien, toujours les mêmes, les colombes de Saint-Marc !

Mais les automobiles s'impatientent. Continuant de visiter la partie méridionale des organisations italiennes, nous devons descendre aujourd'hui jusque sur la lagune et parcourir ses organisations défensives. Nous irons en bateau sur des horizons charmants, désolés et fiévreux, où il n'a manqué que de construire une Venise... Le programme est parfait. En route !

Belvedere, où le canot à vapeur nous attendait, est un rivage incertain, demi-pourri, au ras d'une immense nappe liquide. Quelques pins de la fameuse *pineta* de Ravenne s'y sont aventurés et semblent des parents accourus pour se lamenter d'un éternel désastre. Nous voilà partis avec un tapage effroyable de moteur pour le pays du silence. Quel décor des époques les plus misérables du monde ! Nous glissons entre la boue et l'eau. Ça et là, sur des banes de sable, quelques peupliers ou des petites maisons de pêcheurs, pareilles à ce qu'elles étaient au iv^e, au v^e siècles, plus pareilles encore au *Pauvre Pêcheur* de Puviv de Chavannes. J'honore en elles

au passage l'humble germe de Venise. Et nous atteignons Grado, la perle de ces boues.

Cette charmante petite ville, lumineuse, diaprée, innocente, était hier autrichienne. Tous ses dehors aménagés pour les baigneurs sont assez allemands, mais son cœur, tout en ruelles tortueuses, en boutiques voûtées, en petites places pittoresques, est aimable et précieux dans sa misère comme un coin de Venise. Grado comptait six mille habitants ; les Autrichiens ont emmené quatorze cents mâles pour en faire des soldats ou des terrassiers, et n'ont laissé que les vieillards qui demeurent tout le jour assis sur le rivage en regardant la mer.

Autour d'eux, par exemple, voltigent des nuées d'enfants qui ne s'arrêtent pas de rire. Les patriotes italiens se chargent de les entretenir de si belle humeur. On me mène assister aux repas qu'ils prennent en commun à d'immenses tables. Partout dans l'univers les mêmes scènes ; partout des orphelins qu'on ne peut regarder sans avoir des larmes plein le cœur et qui jouent gaiement sur des tombes. Ceux-ci mangent dans un délire de joie leurs gamelles de soupe chaude. « Et nous leur donnons de l'émulsion Scott », me dit avec orgueil le maire de Grado.

A notre tour, nous allons déjeuner au mess des officiers, comme on dirait en France. A toutes les tables de soldats, qu'ils soient anglais, français, italiens, j'ai trouvé durant cette guerre la même gaieté, le même accent d'honneur, le même naturel. Mais les Italiens ont le plus d'animation. Ces jeunes officiers nous racontent comment les Autrichiens abandonnèrent Grado. « Seules restaient deux femmes terrifiées qui coururent se jeter aux pieds de notre général. — Eh ! mesdames, leur dit-il, que croyez-vous donc que vous feront nos soldats ? Ils vous feront la cour... — Mais, ajoute avec regret un sous-lieutenant, au bout de quelque temps, on les a expulsées. »

Tous parlent avec une charmante amitié de Gabriele d'Annunzio : « Plusieurs fois, il est venu de Venise en volant s'asseoir à cette place où vous êtes, et partager notre repas. Avec nous, il rit, s'amuse, est simple comme un enfant. » Ils l'aiment et sont fiers de lui.

À les croire, le dialecte de Grado serait la plus douce variété du dialecte vénitien : « Le vrai langage des femmes, un roucoulement de tourterelles. »

Nous allons visiter l'ouvrier des jeunes filles. Elles sont plusieurs centaines dans les salons du premier hôtel de Grado, toutes fenêtres ouvertes sur la mer ; elles tricotent, brodent, cousent, s'ont plaisir à voir, et sur un signe de la religieuse patriote qui les commande, voici qu'elles entonnent les hymnes de la délivrance ; elles glorifient les morts de Lissa et reportent sur eux la gloire de la frontière italienne élargie. Ces voix d'une race resuscitée sont bien attendrissantes.

Je les entendais encore, quelques minutes après, quand d'un haut point de Grado, nos amis nous firent voir Trieste. J'aperçus distinctement un toit largement marqué de la Croix-Rouge des ambulances. Cela me rappelait le regard que, depuis la colline de Pont-à-Mousson, j'ai pu jeter sur Metz. Ces beaux pays et la Lorraine sont éternellement occupés à repousser les mêmes Teutons, dont ils se font une même image. Au XII^e siècle, je ne sais quel patriarche allemand s'était emparé de Grado et y avait installé douze chanoines. Le doge Michiel II reprit la ville, fit captifs le patriarche et les chanoines, et ne les délivra que sur promesse de payer à Venise, tous les ans, au jour de Pâques, un taureau et douze cochons (traité de 1162). Cette histoire qui enchante Grado plairait également à Metz ou à Nancy.

Nous sommes remontés en canot et maintenant le fond vers lequel nous glissons, c'est le Carso que nous avons visité hier. Un lourd soleil chauffe le paysage immense d'eaux, de bois, de maigres ajones. Toujours

de rares cabanes de pauvres pêcheurs, et puis la petite île de Barbana, espèce de terrasse qui porte un couvent, un clocher, quelques arbres. C'est un lieu mystique, me dit-on ; je le vois bien sur sa figure ravissante de douceur et d'humilité. Au soleil couchant, cette île doit paraître une petite Bretonne agenouillée sous les splendeurs de l'Orient ! J'ai honte d'avouer qu'à cette minute j'avais oublié la guerre. Bleu du ciel, des eaux, des montagnes là-bas : immense repos ; pays sauvage de boues, d'ajoncs, de pauvres paillettes en roseaux. Comment résister aux magies d'une terre qui réveille chez tous ceux qui l'ont aimée à vingt ans un sens spécial, le sens de l'Italie ? J'honorais le berceau de Venise, et je cherchais dans les frissons et les nuances du miroir un pressentiment de Saint-Marc. Mais voici que des mouettes se lèvent à notre passage, et les suivant du regard, qu'aperçois-je sur le prochain horizon ? Un drachen qui surveille la lagune. Il nous ramène à la réalité.

Je m'excuse auprès de mes lecteurs de mettre en forme de leçon ce que j'ai vu et compris, et ce qu'il m'est permis de rapporter des travaux de guerre exécutés dans cette région par nos amis et alliés.

La République de Venise avait mis jadis ses soins et son orgueil à relier entre elles les lagunes par un beau système de canalisation. Aux jours de sa décadence, elle le laissa dépérir. Le Tagliamento obstrua de ses alluvions les voies entre la lagune de Caorle et celle de Marano-Grado. Par suite, toute une région, celle de Marano, bien que située sur territoire italien, se trouva coupée des voies de communication italiennes, ne put entretenir de relations qu'avec l'Autriche et sembla délaissée de la mère-patrie. Il en fut ainsi jusqu'à la guerre. C'est une nécessité militaire qui avait provoqué cet abandon. N'était-il pas universellement admis qu'au jour d'une guerre avec l'Autriche, l'armée italienne devrait se porter sur le Tagliamento sans espoir de le

franchir, heureuse si elle n'était pas contrainte à reporter sa ligne de défense en arrière, sur le Piave, voire sur l'Adige? Dès lors, si l'Italie avait en temps de paix établi des voies d'accès facile au Tagliamento, c'eût été non à son profit, mais au profit de l'envahisseur. Tout changea quand les Italiens eurent porté leur guerre bien au delà du Tagliamento, quand tout péril d'une invasion autrichienne de ce côté fut dissipé. Sitôt le front de bataille consolidé sur l'Isonzo, l'Italie entreprit le grand œuvre de réunir par une ligne de navigation continue Venise, Grado, Aquilée. Les travaux menés avec une magnifique ardeur furent achevés vers la fin de novembre 1915. Trois mois et demi avaient suffi pour que fût établi un large réseau de 9 kilomètres de canaux et de bassins. Sur 6 kilomètres, ces canaux, larges de 22 mètres, peuvent porter des bateaux de 600 tonnes (sur les canaux français ne peuvent circuler en général que des bateaux de 300). De la sorte, Cervignano et Aquilée, définitivement réunis à l'Italie, sont devenus des ports fluviaux tout actifs, tout chargés de l'approvisionnement des armées de l'Isonzo; et ces profonds canaux relient la mère patrie aux terres déjà rachetées.

Tout en naviguant sur ces voies nouvelles, que les dragueurs continuent de perfectionner, nous visitons, au milieu des marécages, quelques batteries. D'énormes pièces fabriquées par Krupp, mauvaises bêtes enchaînées maintenant, sont prêtes à s'opposer à une attaque par mer ou bien à battre les positions autrichiennes de terre. J'ai vu leurs servants, dans l'intervalle des soins qu'ils donnent à ces monstres, s'occuper à nourrir un rossignol. S'il aime les moustiques, ce petit chanteur peut se régaler. La vie dans ce décor de féerie est simplement atroce. Et la malaria flotte jusque sur Aquilée, qu'elle a toute dépeuplée.

La grande Aquilée où nous atteignons vers le soir n'est plus qu'un petit bourg, mais sa puissance respire

encore dans sa basilique. Le lieu est sublime par ses proportions. On ne peut que se taire et chercher à entendre les croyances qu'exprime un monument si simple et si grand. Une immense mosaïque du iv^e siècle se charge de faire le discours. Elle représente l'histoire de Jonas, c'est-à-dire de l'immortalité de l'âme, et nous met en plein au milieu des sentiments de l'Église primitive. C'est enivrant d'intérêt, cette pensée qui se déroule dans toute sa fraîcheur et au milieu de laquelle sont portraituretés de nobles personnages, contemporains de Théodore le Grand.

Cette basilique avec ses hautes tours et ses cyprès, semble d'abord une tombe. Je veux dire qu'on la croit immobilisée, fixée au moment qui l'a créée et qu'elle exprime. Eh bien ! non, un soldat vient d'y déposer une tête de Christ qu'il a sculptée dans ses loisirs. L'œuvre a de la virtuosité et même de la vérité. Ce soldat avait vu avec émotion l'expression de ses frères d'armes dans la mort. C'est bien émouvant, ces deux sous de talent et de bonne volonté ajoutés à ce trésor de gloire et de beauté, et dans la rêverie du retour vers Udine, je me surprends à voir là un symbole de la force éternelle qui sommeille dans cette terre privilégiée.

Les peuples sont difficilement intelligibles les uns pour les autres. Le moyen de se comprendre, c'est de s'aimer. Le curé d'Aquilée, don Celso Constantini, directeur de la revue *Arte Christiana*, nous guidait. En principe, je n'entends guère l'italien, mais comme j'aime tout ce que pense ce prêtre artiste et patriote, je n'ai pas perdu un seul mot de son commentaire.

Quel grand pays, cette Italie qui construisait Aquilée quand les Germains ne savaient que faire des ruines, et qui se replace aujourd'hui au premier rang des peuples, par le talent de ses terrassiers et de ses ingénieurs ! Nos compagnons italiens, cet après-midi, sur la lagune, avaient parfaitement le droit de nous répéter ce qu'im-

priment avec tant de complaisance, chaque jour, leurs journalistes :

— Nos armées, comme les légions de Rome, laissent sur leur passage, non pas des ruines (c'est bon pour les *Tedeschi*), mais des ouvrages de la civilisation... Demain, ajoutaient-ils, quand nous vous mènerons dans les Alpes Carniques, vous verrez quelles routes nos soldats ont construites dans les hautes montagnes et jusque dans les neiges éternelles.

XLVIII

GALLIÉNI EN SEPTEMBRE 1914

In Memoriam.

1^{er} juin 1916.

Je prie les lecteurs qu'ils me laissent interrompre mes notes d'Italie pour que je rende, à mon tour, mon hommage à l'illustre soldat. Ce jeudi, à une heure et demie, je dois présider au Trocadéro la réunion annuelle de la *Société de prévoyance et de secours mutuel des Alsaciens-Lorrains* ; nous ne manquerons pas de nous unir d'intention à ceux qui dans le même moment suivront le cercueil et que j'espère bien que je pourrai rejoindre. Le drapeau de la Ligue des Patriotes sera dans le cortège, et d'ailleurs Paris entier, frémissant de reconnaissance.

Les titres de Galliéni sont tout puissants devant la patrie et, je crois qu'on peut le dire, devant la science. A Madagascar, il n'a pas seulement obtenu des résultats localisés, il a obtenu une méthode générale. Je viens d'ouvrir l'ouvrage intéressant publié par le ministère de l'Instruction publique et par d'illustres spécialistes, à

l'occasion de l'Exposition de San Francisco. Vous connaissez ces deux tomes intitulés la *Science française*, où l'on a donné pour chaque science une courte et substantielle notice résumant l'œuvre accomplie par la France dans la discipline correspondante. J'espérais y trouver, à la suite du chapitre sur la *Science de l'éducation*, quelque étude sommaire de la *Science de la colonisation* qui nous donnât une idée de l'œuvre des Galliéni et des Lyautey. Mais rien... Les auteurs de ce recueil me diront qu'ils durent se borner ; nous aussi, aujourd'hui, acceptons de rétrécir notre pensée. Avec tous, derrière le cercueil de ce grand serviteur dont la biographie complète devra être étudiée, nous honorerons surtout le défenseur de Paris.

Invinciblement ce que nous voyons quand nous pensons à Galliéni, c'est l'homme des premiers jours de septembre, l'homme qui prit en charge les intérêts de Paris quand le gouvernement et le Parlement s'éloignèrent, l'homme vers qui dans la ville demi-vidée nous nous tournions avec une ardente sollicitation.

Défendrait-on Paris ? La question se posait. Il y avait des réponses diverses, des courants contradictoires. « Paris, écrivais-je ici le 3 septembre, a montré d'une manière constante depuis un mois, depuis les derniers jours, surtout qu'il savait supporter les annonces et les approches d'une situation grave. Paris a le droit d'être instruit des préparatifs faits pour sa défense ». Quelles étaient les intentions vraies ? Quels étaient les moyens réels ? Au soir, tandis que les derniers trains du Parlement, des ministères et des grandes administrations quittaient nos gares, je tenais dans le centre de la ville, au 1^{er} arrondissement une petite réunion. J'avais convoqué quelques hommes influents pour les renseigner et les interroger. Plusieurs d'entre eux réclamaient des armes. C'était un cri qui commençait à s'élever. Une bataille des rues, sur les barricades, de maison en maison, une défense de Saragosse, était-ce possible contre un adversaire qui, la

résistance constatée, écraserait Paris d'obus sans même se montrer ? A quelle anarchie impuissante ce courage même et cette générosité patriotique n'allaient-ils pas aboutir ?

D'un seul mot, le général Galliéni établit l'ordre dans tous ces cœurs ardents. Il les groupa, les satisfit, leur donna fierté, certitude en jetant sur tous les murs sa fameuse parole : « J'ai reçu mandat de défendre Paris contre l'envahisseur. Ce mandat, je le remplirai jusqu'au bout. »

C'était un mot ? Mieux que cela, une résolution. Pour tous, désormais, le devoir était tracé : on défendait Paris. Mais comment ? Nous voyions travailler en hâte, dépaver la porte Maillot, y poser de légers abris. En vérité, était-ce sérieux de compter sur nos forts ?

Paris, moralement, était magnifique, sérieux, calme, résolu. Ceux qui vécurent ces jours tragiques ne les oublieront jamais et, gens de toutes opinions, auront en commun de grands souvenirs fraternels. Nous ne savions rien, sinon que leurs masses immenses accouraient à 40 kilomètres par jour. Quelques-uns racontaient : ils sont à Chantilly, à 41 kilomètres de Paris ; des ullians ont été vus à Luzarches, à 30 kilomètres de Paris. C'était vrai. Mais dans ce silence solennel qui nous enveloppait, nous préférions écouter. la nuit, au long des heures d'insomnie, le roulement ininterrompu des trains transportant nos troupes. Chaque jour, l'un de nous essayait de rompre ce cercle d'ignorance, cherchait à donner dans les proches environs de Paris des coups de sonde, et à connaître où étaient nos forces et les leurs. Mais entre mille bruits comment discerner le renseignement vrai ?

Une nuit (peut-être du 2 au 3), la nouvelle parvint au gouvernement militaire que l'ennemi laissait le camp retranché de Paris sur sa droite et marchait dans la direction du sud-est. Le général Galliéni dormait. Celui de ses officiers qui reçut l'avis en pesa l'importance, mais

ne voulut pas interrompre le repos de son chef. Au premier réveil, il lui tendit la note.

Les armées allemandes s'engageaient dans l'immense couloir entre les camps retranchés de Paris et de Verdun; le général von Kluck, en s'infléchissant vers Meaux et Coulommiers, offrait sa droite à l'attaque de l'armée de Paris. L'heure d'agir pour nos armées avait sonné; la belle occasion attendue par Joffre s'offrait; la défense de Paris, bien difficile contre un assaut, prenait de grandes chances. Nos grands chefs saisirent la minute.

Que s'était-il passé dans les délibérations du grand état-major allemand? Y eut-il un conseil de guerre ou bien des échanges de dépêches? Hanotaux a dit, un jour, si mes souvenirs ne me trompent pas, qu'il serait à même de raconter les délibérations des chefs allemands. *Grosso modo*, on comprend qu'ils voulurent ne pénétrer dans Paris qu'après s'être défaits des forces françaises. Eurent-ils tort ou raison? Beau sujet d'éternelle dispute entre experts, qui finira toujours par l'éloge de Joffre, de Maurinoury et de Galliéni.

Le 6 septembre, toutes les armées avaient repris l'offensive et se battaient avec une ardeur surhumaine. Nous avions eu dans Paris quelques échos de cette offensive. Le 6 septembre au matin, j'écrivis ici : « Nous sommes toujours à parler des Cosaques, des Belges, des Anglais, et nous n'en dirons jamais trop de bien. Mais vous savez que nous avons aussi des armées françaises. J'ai idée que les Allemands dont les marches aventureuses semblent nier ou oublier que nos forces sont là, vont apprendre à connaître que nos soldats joignent à leurs vieilles qualités guerrières individuelles le génie prudent et calculateur d'un stratège qui attend la minute prévue. Quelque chose d'heureux et de grand se prépare. C'est un système depuis huit jours de ne plus fournir au public aucun renseignement officiel. je ne discute pas ce système! j'en vois les raisons; on veut se dispenser de fournir des

notions à l'ennemi. Soit ! Chacun s'incline... Mais pas un soldat qui ne doute que l'audace des Barbares ne soit châtiée, à l'heure voulue, par notre chef qui les surveille. Et ce n'est pas sur le succès final seulement que l'on compte, sur ce succès qui nous est assuré par la multitude des Russes en marche et par la ténacité des Anglais, maîtres avec nous de la mer. Non, la confiance de notre armée est locale, située entre Seine et Marne. Notre espérance plane sous le ciel même de Paris... »

Il est évident qu'il est peu convenable de se citer soi-même et je m'en excuse, mais il ne s'agit de personne, il s'agit de tout le monde ; je cherche à retrouver les sentiments et les idées de Paris à ces dates tragiques et je me laisse aller à revivre nos espérances, qui furent justifiées. Pourquoi n'avouerait-on pas que l'on est content d'avoir fait avec quelque justesse de coup d'œil son métier de porte-parole de la confiance, au moment où c'eût été un crime de ne pas espérer ?

Le général Gallieni fut alors la clef de voûte de la solidité parisienne. Il justifia l'instinct d'espérance ; il réalisa ce que voulaient croire ceux qui avaient voulu demeurer dans la grande ville. Depuis vingt-quatre heures, toute la population parisienne, les femmes, les enfants défilent devant son catafalque, et en se rappelant les heures périlleuses, chacun s'assure que, si longue que soit cette guerre, ses heures les plus dangereuses ont bien tourné : l'Allemagne, en dépit des forces qu'elle garde, ne s'est jamais remontée au point où elle était en 1914 quand Gallieni, Maunoury et toutes les armées de Joffre brisèrent le plein de son offensive.

XLIX

L'HOMMAGE NATIONAL
A JEANNE D'ARC*La Ligue des Patriotes.*

3 juin 1916.

Je reçois un petit mot superflu. Mais Voltaire l'a dit : « Le superflu, chose si nécessaire ». Un groupe de jeunes filles m'écrit : « *L'an dernier vous avez recommandé au souvenir des Parisiens et des Parisiennes les fleurs de la fête de Jeanne d'Arc ; cette année, un petit rappel ferait une grande joie à ceux qui y pensent afin que celles et ceux qui n'y pensent pas s'en souviennent.* »

Ces jeunes Parisiennes ont bien raison d'être très zélées pour le service de Jeanne. Elles tiennent leur rôle de parentes. Il y a cinquante ans un poète anglais dédiait un poème sur Jeanne d'Arc : « Aux sœurs de Jeanne, les filles de la France. » Mais qu'elles n'aient pas un doute sur notre fidélité. Les ligueurs demain, dimanche matin, seront au rendez-vous annuel.

Ce serait une faute de laisser sommeiller ou se desserrer la volonté exprimée par un si grand nombre de Français de rendre un hommage national annuel à Jeanne d'Arc. Viviani, d'une voix mystérieuse, m'a demandé, comme un effet de ma bonne volonté pour l'union sacrée, que je renonce à déposer une proposition de fête nationale. Nul n'a rien compris d'avouable à l'émoi de Viviani, mais que refuser au chef du gouvernement pendant la guerre ? D'ailleurs pour admirer, aimer et vénérer, avons-nous donc si grand besoin d'un ren-

fort législatif? La réserve, la tergiversation du Parlement pourraient s'expliquer honnêtement par quelque judicieuse modestie. Peut-être voit-il qu'il n'est pas créateur et qu'il n'a d'autre rôle que d'enregistrer ce qui déjà a pris naissance. Des députés, des sénateurs sont incapables de décider qui que ce soit à aimer quoi que ce soit. Dégager le pur diamant et lui donner tous ses feux, c'est l'affaire de Quicherat, de Michelet, d'Henri Martin, d'Anatole France, d'Hanotaux, de Charles Péguy ; c'est l'affaire des curés et des instituteurs. C'est à nous tous d'agir de telle sorte que la fête existe et que les députés mis devant une situation de fait, n'aient plus qu'à dire « Amen » en prenant leur place dans les cortèges.

Une fleur incomparable est en train de se former. Victor Hugo aurait voulu que Jeanne d'Arc eût « un monument national » ; il disait encore : « Un trophée grand comme Notre-Dame ». Il déclinait l'honneur de le dresser. Paul Meurice, à la veille de sa mort, dans le seul entretien que j'aie eu avec ce charmant vieillard et qui m'a laissé un vif regret de n'avoir pas été de ses familiers, m'a dit que son glorieux ami avait désiré consacrer à Jeanne d'Arc un chant de la *Légende des Siècles* et puis y avait renoncé, tellement il avait l'assurance que toute littérature, tout génie, étaient écrasés par cette perfection dans la pureté. « Un trophée grand comme Notre-Dame ? » Qu'est-ce à dire ? Le bon Joseph Fabre proposait de consacrer à la mémoire et au culte de Jeanne le Mont Saint-Michel. C'est un piédestal. J'en connais un plus beau : la France tout entière. Nulle architecture ne réalisera ce que le maître des mots s'est senti noblement indigne d'exhausser. C'est aux cent mille voix du peuple et de l'élite, c'est au chœur français soulevé par l'enthousiasme d'épanouir annuellement l'image de la jeune martyre.

Nous réclamons une poésie populaire, spontanée anonyme, née des événements, jaillie de l'âme du peuple tout entier. Où personne ne suffirait, que tous s'associent.

Que les sanctuaires, les théâtres, les pèlerinages les cortèges, les conférences et les sermons retentissent. Qu'au village sacré de Domremy, à Vaucouleurs, à Saint-Nicolas, à Nancy, la ville de son duc, dans toutes les étapes de son voyage vers Bourges, à Orléans, à Reims, sur tous ses champs de bataille, dans tous les pas de son martyre, elle soit nommée sainte et patronne de la France.

L'univers la reconnaît comme telle. On ne tiendra pas comme un fait dépourvu de sens que l'Allemagne la poursuive jusque sur les autels et veuille étouffer les supplications qui la pressent. Les Allemands tirent sur Jeanne d'Arc. Pourquoi? Comment? Qu'a fait exactement l'évêque de Metz? Je me suis renseigné. Au printemps de 1915, sur l'invitation du gouvernement impérial, M^{sr} Benzler a commandé aux curés du pays messin de faire disparaître les statues de Jeanne d'Arc des églises et des salles de patronage, parce que « son culte est un synonyme de la Revanche ». Gloire à Jeanne d'Arc! Cette définition donnée par l'ennemi s'accorde avec nos pensées, dont M. Charles Dupuy de la (Haute-Loire) donnait jadis cette formule superbe : « Jeanne d'Arc... le plus grand de nos souvenirs où repose aussi la plus grande de nos espérances ».

Un fait bien beau et saisissant c'est que les Anglais furent les premiers à comprendre la grande destinée posthume de Jeanne. Au cours du procès de Rouen, l'un d'eux s'était écrié : « Ah ! la brave fille ! C'est dommage qu'elle ne soit pas Anglaise ». Et peu après retentissaient les deux grandes paroles décisives qui marquent son double rôle immortel. « Nous avons brûlé *une sainte* ! » disait avec horreur, devant le bûcher, le secrétaire du roi d'Angleterre. Et Shakespeare déclare : « Jeanne la Pucelle sera désormais *la patronne de la France* ».

Alors, nous, qu'est-ce que nous attendons? Les Anglais ont-ils plus que nous l'intelligence de notre pays, de notre âme, de notre gloire, et de notre bien? Ils ont vive-

ment insisté à Rome en faveur de la béatification. Leurs illustres cardinaux Manning et Newman écrivirent des lettres mémorables. Ils ont décidé de dédier un monument à Jeanne d'Arc dans leur cathédrale nationale de Westminster, et se sont arrêtés à l'idée d'une mosaïque qui la figurera. Leurs députés quand ils viennent à Paris, portent des fleurs à ses statues, et se donnent la peine de déniaiser leurs collègues français qui craindraient de passer pour « cléricaux ». Alors, je le répète qu'est-ce que nous attendons ? Qu'est-ce que nous avons à piétiner autour de ses images ? Qu'est-ce qu'il nous faut de plus pour déclarer à l'humanité entière : « Si tu veux me comprendre, regarde la douceur, le génie, la vaillance et les malheurs de la jeune fille lorraine, victorieuse et martyre. »

Je le sais, ce que nous attendons. Nous voulons être visiblement dignes d'elle ; nous sentions que l'heure approchait où le monde verrait la jeunesse française, les fils de France mourir fièrement pour le salut des peuples et gravir par fidélité à la patrie et à l'Esprit les collines du martyr et de la victoire. L'Europe et l'Amérique reconnaissent dans nos armées les traits chevaleresques de Jeanne. Nul ne s'étonnerait plus aujourd'hui que sa figure rayonnât sur nos monnaies et sur nos drapeaux, qu'elle fût l'écusson de la France puisqu'elle en est l'âme. Sitôt que ses compagnons d'armes, ses frères et ses pareils, le glorieux et malheureux peuple des tranchées sera revenu de la guerre, Jeanne, par une promotion unanime, montera au faite de notre vie nationale. Allons tous, demain, au pied de ses images, honorer en elle les absents, les meilleurs, les Français de la première classe, les soldats de la Grande Guerre.

L

LA PLUS VIEILLE RELIQUE DE JEANNE D'ARC
A PARIS

5 juin 1916.

A l'occasion de mon dernier article, où j'invitais les lecteurs à multiplier leurs hommages à Jeanne d'Arc, c'est-à-dire à ses frères les jeunes conscrits, à ses frères les vieux territoriaux, à ses frères les chefs et les simples soldats, à ses frères les morts et les vivants de la guerre, de la grande Délivrance, j'ai reçu de notre ami Failliot, député de Paris, un billet qui contient un juste et cordial reproche : « Mon cher ami, n'oublions pas la Jeanne « d'Arc qui depuis si longtemps veille à la porte de la « vieille Église Saint-Denis de la Chapelle, 96, rue de « la Chapelle. Modeste, c'est peut-être la plus ancienne « statue de Jeanne, à Paris. Son drapeau de fonte en « pourrait témoigner ; quelques fleurs lui feraient certai- « nement plaisir. »

Je n'aurais pas cru Failliot si bien renseigné, attentif à ce point. Il a grandement raison. Les deux plus beaux repositoires où honorer Jeanne dans la grande ville, c'est la région mal déterminée, entre la place des Pyramides, la place du Théâtre-Français et l'avenue de l'Opéra, où elle fut blessée pour la reconquête de Paris, et puis c'est la pauvre chapelle, demi-croulante, où elle s'agenouilla dans l'angoisse.

Failliot, je ne l'ai pas oubliée, cette petite église, de la rue de la Chapelle. Seulement c'est en septembre qu'elle resplendit le mieux, aux jours anniversaires des

6, 7 et 8 septembre 1429, où Jeanne y vint prier. De là mon silence. Mais vous avez raison, toute occasion est bonne de mettre en vue une si précieuse relique, d'autant que, le savez-vous, l'administration, mal inspirée, la déclare « bonne à abattre ». Et, pour mon jour de fête, je viens d'aller me promener là bas.

Au pied de Montmartre, dans le quartier populeux de la Chapelle, une église extrêmement modeste, dont la façade bien délabrée est du xviii^e siècle et que rien ne signale, sinon sur le côté une statue de Jeanne, pas très vieille, plutôt agréable que laide et dont j'ignore l'auteur. Entrons : il y règne une sorte d'humilité assez touchante, mais au surplus je n'y vois rien à admirer. Par trois fois, semble-t-il, l'édifice fut agrandi. On distingue aisément l'ancienne chapelle dont la nef s'appuie sur six piliers trapus. Ces piliers, peints en jaune, pourquoi ? datent de la fin du xiii^e siècle. Les trois de gauche s'inclinent, plient sous le poids. Tous les six sont vénérables. Auprès d'eux l'héroïne a médité, prié, souffert, fut battue des tempêtes. On parle beaucoup trop de la douceur de Jeanne, mais jamais assez de la douleur de Jeanne.

En rentrant, j'ai regardé mes livres. J'en retiens ce qui se rapporte à cette chapelle et peut en quelque sorte se situer sous son humble voûte.

Le mercredi 6 septembre 1429, le roi Charles VII arriva à Saint-Denis. Jeanne d'Arc, beaucoup de seigneurs et dix mille soldats se logèrent à mi-chemin de Saint-Denis et de Paris, dans le village de la Chapelle. Pourquoi la notice qu'on m'a donnée dans l'église dit-elle que Jeanne d'Arc passa la nuit au lieu où s'élève la maison qui porte le numéro 48 de la rue de Torcy ? Je n'ai rien vu chez les chroniqueurs qui nous permette une si étonnante précision... Le lendemain 8 septembre tombait la fête de la Nativité de la Sainte-Vierge. Jeanne d'Arc et les siens se mirent en marche et parvinrent

devant Paris, sur la butte des Moulins, entre onze heures et midi.

Lés chroniqueurs ne disent rien de plus sur cette matinée du 8, mais songez au silence, aux graves pensées d'un prélude de bataille. Où croyez-vous qu'aille Jeanne dès l'aube ? Saint Louis et ses chevaliers, avant de jeter le cri : « En avant ! » gagnaient, pieds nus, la petite chapelle improvisée dans leur camp. Le jeu des heures donne la certitude que Jeanne assista ce matin de fête à la messe et, nécessairement, ce me semble, s'agenouilla dans cette Chapelle Saint-Denys, sur les dalles, auprès de ces vieux piliers.

A son procès, ses juges, ou plutôt ses bourreaux, lui disent : « Etait-ce bien d'aller assaillir Paris au jour de la Nativité de Notre-Dame, un jour de fête ? » Elle « ... répond, c'est bien fait de garder les festes de Nostre-Dame et en sa conscience lui semble que c'estait et serait bien fait de garder les festes de Nostre-Dame depuis un bout jusqu'à l'autre. » Un commentateur, qui est un théologien le Père Ayroles, remarque à cette occasion : « Elle esquive une réponse directe et indique par les mots *d'un bout à l'autre* qu'on avait satisfait aux devoirs essentiels de la fête par l'audition de la messe, avant d'aller à l'attaque ».

Voilà les titres certains de l'église sise au 96 de la rue de la Chapelle ; Jeanne d'Arc et ses gens y entendirent la messe le 8 septembre 1429, jour de la Nativité de la Vierge. Mais ce me semble probable qu'il y a plus.

Durant la journée, Jeanne, comme on sait, fut blessée à l'assaut. Elle ne voulait pas s'éloigner ni qu'on l'emmenât ; elle criait que chacun approchât des murs et que la place serait prise, mais les nôtres l'enlevèrent de force et tous regagnèrent la Chapelle, d'où ils étaient partis le matin.

Jeanne d'Arc était très malheureuse. Non de sa blessure, qui semble avoir été légère, mais de l'impuissance

où elle se trouvait de communiquer la confiance dont elle était pleine. C'était son rôle de faire renaître l'espérance au cœur des Français, et, pour la minute, de prendre Paris. Elle avait annoncé à tous cette victoire. Une des pages les plus charmantes et les plus touchantes qu'on puisse lire, c'est cette lettre où les deux jeunes seigneurs Guy et André de Laval, âgés de dix-huit ans et de vingt, racontent leur émerveillement de la voir et de l'entendre, et que c'était chose divine comment elle leur offrit le vin et leur dit qu'elle leur en ferait boire bientôt à Paris. Elle voulait retourner à l'assaut, au succès certain ; mais les plus puissants conseillers du roi la trouvaient insensée, et demandaient qu'on s'éloignât de Paris. Le vendredi 9, malgré sa blessure, elle était debout dès l'aube et sommait, suppliait, prêchait les chefs de faire sonner le boute-selle pour qu'on retournât sous Paris. Mais quand elle eut tout persuadé et que déjà l'armée s'ébranlait, le roi arrêta la marche et donna l'ordre à Jeanne de la rejoindre à Saint-Denis.

Le jour suivant encore, le samedi 10, au petit jour, avec son prince préféré, le duc d'Alençon, et une faible troupe, elle fit une tentative désespérée sur Paris. On avait enlevé tous les moyens de réussite, tout le matériel de guerre. La trahison faisait son œuvre autour d'elle. Le roi quitta Saint Denis le 13 septembre, Jeanne d'Arc le suivit, le cœur désespéré.

Au cours de son procès, elle déclare :

« La voix me disait de rester à Saint-Denis en France ; je voulais y rester, mais contre ma volonté les seigneurs m'ont emmenée. Si cependant je n'avais pas été blessée, je ne me fusse jamais éloignée. » C'est toujours bien elle dont un contemporain disait que : « Passant nature de femme, elle demeurait à l'arrière comme chef et comme le plus vaillant du troupeau. »

Sans doute, ses dernières minutes, elle les prolongea dans l'église de l'abbaye de Saint-Denis et dans la cha-

pelle devenue l'église du 96 de la rue de la Chapelle. C'est là qu'elle souffrit. Son angoisse est autre que celle d'un chef militaire qui, sûr du succès, voit son plan écarté par l'inintelligence ou l'envie, ou rejeté par de criminelles trahisons. Jeanne n'est pas seulement déposée d'une victoire qu'elle juge certaine ; ses hommes, en s'opposant aux directions qu'elle est persuadée de recevoir du ciel, la mettent hors de sa voie. C'est d'un triple tourment : fièvre de sa blessure, abandon de Paris, manquement à sa mission, que ces quatre piliers, sous la petite voûte, furent les témoins insensibles.

Nous n'avons pas une force de sympathie assez puissante pour ranimer Jeanne en chair et en os auprès des piliers de la vieille chapelle. Nous sommes vite au bout de notre aptitude à comprendre les êtres de jadis. Les morts, quand ils ont perdu leurs mères, sont bien abandonnés. C'est l'ombre d'une ombre qui m'accueillait hier. Celle qui vécut trois jours ici, il y a cinq siècles, nous échappe. Sœur chrétienne d'Iphigénie et d'Antigone, Jeanne nous ravit par sa beauté dans le ciel de l'art, ou bien à travers elle nous reconnaissons comme dans un symbole des êtres mêlés à nos préoccupations.

Je ne m'étonne pas que les manifestations de Paris, ce dimanche, aient été plus ardentes que jamais. Cette figure de l'héroïsme persécuté que nous avons dressée sur nos places publiques devient d'une extraordinaire actualité. Jeanne avait apporté avec elle l'enthousiasme et la confiance, la volonté de vaincre, de marcher sur les difficultés pour les prendre corps à corps : elle était ce que sont aujourd'hui encore les soldats de la France : générosité, vaillance, allégresse, honneur, acceptation du sacrifice, unanimité, et contre cet esprit de lumière peu à peu se formait la coalition des oiseaux de ténèbres, l'intrigue des tenanciers de séance secrète.

LI

IL S'AGIT DE PAYER UNE DETTE
AUX ORPHELINS DE LA GUERRE
ET NON DE LES ASSERVIR*Les orphelins de la guerre.*

7 juin 1916.

Quelle difficulté j'éprouve à reprendre la suite de mes notes de voyage au milieu de l'armée italienne ! Je les avais suspendues au premier moment, quand nous ne voyions pas exactement jusqu'où la nécessité obligerait l'armée italienne à rompre, pour assurer la continuité de ses lignes. Je ne voulais pas me trouver dans la situation de raconter ma visite sur des points que nos amis ont conquis vaillamment, dans le moment même où ils pouvaient être amenés à les évacuer. Mais voici la situation stabilisée, et de même qu'à Verdun nous avons dû reculer avant d'engager à fond la bataille défensive, les Italiens font face et attaquent sans avoir eu à bouger aucune de leurs autres lignes, où je les ai vus et qu'il me reste à décrire. Pourtant je dois encore ajourner mon compte rendu.

La tyrannie de l'actualité, ou plus exactement le désir d'être utile, m'obligent à vous parler aujourd'hui de la loi sur les orphelins de la guerre dont le Sénat va reprendre l'élaboration.

Nous en avons déjà traité plusieurs fois. Si je n'hésite pas à y revenir, c'est qu'il y faut voir (et c'est bien l'avis de nombreux lecteurs) une des plus graves lois d'après-guerre.

Cette loi pouvait, devait être la simplicité même. Avec tous mes collègues les députés de la Seine, j'ai signé, sur ce sujet, une proposition de notre ami Henri Galli (déposée à la Chambre le 25 mars 1915) où nous disions :

« Vis-à-vis des orphelins, le devoir de la nation est double. Il s'agit de leur attribuer un secours annuel jusqu'à leur majorité, et de leur donner, à défaut d'autre tutelle, la tutelle de la nation ».

En d'autres termes :

1° A tous les orphelins de la guerre sans exception, privés de leur père, mort pour la patrie, la patrie doit donner une sorte d'indemnité annuelle jusqu'à leur majorité ;

2° De plus, à ceux de ces orphelins qui n'ont plus de famille et dont par suite aucun parent ne pourra prendre la tutelle, l'Etat doit fournir un tuteur, directement ou par des œuvres spécialisées dans cette noble forme du dévouement.

Pourquoi, diable, s'est-on mis à compliquer dans des proportions inouïes ce que nous avons entrevu d'une belle et généreuse simplicité ?

Si le projet de la commission sénatoriale est adopté, aucune organisation de l'Etat français ne sera aussi formidable.

Pour distribuer des secours à nos orphelins de la guerre, et fournir un tuteur à ceux qui n'en peuvent avoir dans leurs familles, l'Etat mettrait en mouvement plus d'un million de personnes pendant vingt ans.

Vous m'excuserez facilement si je m'y prends à plusieurs fois pour étudier avec vous les principaux rouages de cette machine. On peut l'appeler Kolossale. Comme on l'a montré au Sénat, elle est directement inspirée, non de nos traditions françaises (nous aimons une sage indépendance), mais du code civil allemand, du corporatisme prussien. Je n'examinerai pas ce mécanisme si compliqué sans prendre des guides compétents.

Aujourd'hui, je consulte un groupement qui se tient en dehors de la politique électorale et militante. Je m'appuie sur la *Société d'études législatives*, où les juristes les plus éminents de Paris (de tendances d'ailleurs très diverses), se donnent rendez-vous pour étudier les lois dans une atmosphère sereine.

Cette société, où voisinent de très hauts personnages de la magistrature, du barreau et de la Faculté de droit, a consacré, du 26 février au 1^{er} avril, cinq séances au projet qui nous occupe. Son rapporteur, M. Berthélemy, professeur célèbre de l'Université de Paris, fut chargé l'an dernier par le ministre Viviani, Briand, Sarraut, Malvy, de rédiger le *texte du projet du gouvernement*. C'est vous dire s'il fait autorité dans sa spécialité. J'ajoute que nul ne saurait le soupçonner d'une malveillance quelconque à l'égard du ministre Briand, Viviani, Painlevé, Malvy qui a succédé à Viviani, Briand, Sarraut, Malvy.

J'ai la bonne fortune d'avoir sous les yeux les épreuves du rapport de M. Berthélemy, les procès-verbaux de cette *Société d'études législatives* et le texte de la proposition de loi à laquelle elle s'est arrêtée. Vous pensez que je ne vais pas me priver de puiser largement dans un tel trésor de bon sens et de science.

Abordons le premier article que l'on va discuter demain au Palais du Luxembourg (art. 12). Il détermine la constitution de l'Office national des pupilles de la nation. Ses attributions seront de répartir entre les offices départementaux les subventions et les dons, de donner son avis sur les règles générales de gestion, de statuer sur les recours formés contre les décisions des offices départementaux.

J'avais proposé que cette fonction fût confiée au *Comité du Secours National*, qui précisément la remplit à la satisfaction unanime depuis un an pour toutes les œuvres d'orphelins sans distinction. Pour écarter ce

groupement admirable où tout Français trouve quelqu'un qui a sa pleine confiance, les orateurs officiels ont objecté que ce comité ne veut durer que pendant la guerre; or ses statuts contiennent une clause très formelle en sens contraire. Ils ont objecté que le comité n'a pas d'existence légale; or il est plus que légal, un organisme d'Etat, puisqu'il est reconnu d'utilité publique par décret du Conseil d'Etat. Ils ont objecté que, par une délibération spontanée, ce comité avait déclaré refuser un tel rôle; or ladite délibération était justement une offre de service dudit comité demandant au gouvernement de le charger des œuvres d'orphelins.

Disons-le en passant, le ministre Painlevé et le vice-président de la commission, M. Flandin, qui, sans le vouloir, par quelque faute certainement de leurs secrétaires, ont fait voter le Sénat d'après des informations si erronées, auront à cœur, je n'en puis douter, de réparer une erreur si regrettable.

Que nous offrent-ils à la place du *Comité du Secours National*? Une immense assemblée que M. Berthélemy apprécie comme suit :

Si l'on songe au rôle modeste qu'on assigne à l'Office, on ne peut se défendre d'un sentiment de surprise à l'idée qu'on veut associer pour cette tâche soixante-huit personnages [depuis lors, le nombre a été porté à 81] sur l'activité desquels reposent les intérêts les plus sérieux du pays. Que feront ici le premier président de la cour de cassation, le grand chancelier de la Légion d'honneur, les directeurs de presque tous les grands services, un représentant spécial de presque tous les ministères, le président de la chambre de commerce de Paris, les maires des cinq plus grandes villes de France, les délégués élus par les conseils supérieurs de l'instruction publique et de l'agriculture, des délégués de la Coopération, des délégués de la Mutualité, des délégués des syndicats patronaux et ouvriers, etc...?

Quel inutile emploi d'énergies, quel déploiement su-

perflu de forces sociales pour répartir quelques ressources et donner quelques avis ! En quoi cet appareil colossal offre-t-il quelque garantie de meilleure exécution des actes qu'il s'agit d'accomplir ?

Mais voici un grief encore plus sérieux :

Dans ce parlement de soixante-huit [81] membres où l'on a pu dire qu'on avait rassemblé toutes les « têtes couronnées de l'Almanach national », on n'a fait aux compétences qu'une place infime. On n'a même pas accordé aux œuvres ce qu'on pourrait appeler la « portion congrue ». Il n'y aurait, en effet, que six délégués du *Collège des œuvres philanthropiques* (?)

Depuis, pour donner satisfaction à un sénateur, la commission a ajouté six autres délégués d'œuvres privées ; mais, en même temps, elle ajoutait huit autres membres d'autres catégories sociales ! N'insistons pas sur ces détails de cuisine. Allons à la conclusion : Ici, je cite encore M. Berthélemy, le modéré et savant M. Berthélemy, à qui les ministres demandaient son concours : « *C'est la défiance des œuvres privées qui caractérise sur ce point un organisme si important* ».

Dans le projet primitif du gouvernement (déposé au Sénat le 17 juin 1915), le rôle le plus actif était réservé aux œuvres, — sous un contrôle officiel, bien entendu, toutes les fois qu'on serait en présence d'œuvres subventionnées. Pourquoi le cabinet Briand, qui rassemble à peu près les mêmes ministres que son aîné, le cabinet Viviani, a-t-il pris le contre-pied d'une disposition si heureuse ? Il ne nous l'a pas encore dit ; j'espère que son silence trahit son embarras et que, au lieu de donner des raisons qui ne seraient que des prétextes, il aura le courage patriotique de modifier le texte de la commission dans un esprit national.

Je ne cesse pas d'espérer que, soit dans une deuxième

délibération au Sénat, soit devant la Chambre, tous les partis, à l'appel du gouvernement lui-même, donneront au pays le spectacle réconfortant de l'unanimité en confiant nos orphelins de la guerre au *Comité de Secours national*, contre qui, après vingt-deux mois de fonctionnement, ni un homme politique, ni un journal, ni un groupement quelconque, ni une victime de la guerre n'ont élevé une seule plainte.

Nous éviterons cette erreur grave, je ne veux pas en douter, mais une plus grave encore nous menace.

Quelle conséquence aura pour une famille le fait d'avoir sacrifié son chef à la défense de la patrie ?

Approchez, lecteurs, écoutez. Voici qui est invraisemblable : Toutes les familles ayant un orphelin de la guerre, même celles qui ne recevront aucune subvention des offices départementaux, seront sous la surveillance de ces offices, c'est-à-dire du préfet, ou plus exactement encore du délégué préfectoral (art. 14, § 5), durant toute la minorité de l'orphelin. Cette surveillance (art. 22) ne sera pas passagère : elle sera constante. Elle ne se bornera pas à un point précis ; elle sera universelle. Elle sera exercée « au point de vue tant matériel que moral » (art. 22, § 1^{er}). En tout temps, sur la moindre dénonciation d'un délégué inconnu de la famille, le préfet pourra exiger du conseil de famille des mesures à l'égard de l'enfant non approuvées par la mère, et en cas de refus, le différent sera réglé par le tribunal (art. 22, § 4), etc., etc.

Cette surveillance de la police préfectorale n'est imposée actuellement à aucun tuteur d'une famille ordinaire, à aucun tuteur des orphelins mineurs des fonctionnaires, lesquels reçoivent pourtant un secours annuel de l'Etat (Loi du 9 juin 1853). Pourquoi cette surveillance si pénible réservée aux seules familles de nos héros ?

Je ne savais pas comment répondre à cette interroga-

tion. Je n'avais que mes pressentiments. Il me manquait un texte. Je l'ai. Le courrier m'apporte le numéro du 1^{er} juin de la *Correspondance hebdomadaire de la Ligue de l'Enseignement* ; j'y vois le compte rendu officiel du congrès tenu les 20 et 21 mai à Paris par cette association, rouage essentiel de notre régime, véritable ministère de l'Instruction publique. Depuis plus de trente ans, aucune mesure relative à l'enseignement n'a été édictée qui n'ait reçu l'estampille de ce groupement, dont les congrès annuels ont toujours été présidés par le ministre de l'Instruction publique et parfois clôturés par le président de la République en personne. Eh bien ! que répond le rapporteur de la *Ligue de l'Enseignement* à ceux qui critiquent les articles du projet consacrant la mainmise de l'État sur les orphelins ? Au milieu de phrases inspirées d'un reste d'Union sacrée, je lis ces paroles à l'adresse des défenseurs de la liberté des familles :

« Si l'on désire que l'État intervienne, on ne veut pas qu'il soit le dispensateur de ce qu'il donne. On veut que les organes qui distribueront ses faveurs (*faveurs* ? le gouvernement a, dit-il, répété cent fois avec raison qu'il s'agit d'une *dette*) échappent à son influence. » (*Correspondance*, col. 4.)

La Ligue repousse donc avec horreur l'idée que les familles des orphelins de la guerre pourraient échapper à l'influence de l'État.

Il y a pire encore. Le rapporteur conclut : « Il faut en un mot que les orphelins de la guerre soient les pupilles de la Nation avant d'être les pupilles d'une église, quelle qu'elle soit, et il faut que l'État puisse y tenir la main. » (*Correspondance*, col. 5.)

Où donc allons-nous ? C'est brusquement rejeter ce que depuis le début de la guerre nous affirmons et cherchons, tous, à pratiquer. C'est le désaveu des principes selon lesquels toutes les œuvres prétendaient régler le problème des orphelins. Voilà qui est infiniment dou-

loureux. Mais, après tout, mieux vaut s'éclairer tout de suite. Un des plus influents personnages de la *Ligue de l'Enseignement* est M. Ferdinand Buisson, qui fait aussi partie du *Secours National*. Il déclare très fréquemment que nul plus que lui ne désire le maintien de l'Union sacrée. Je l'adjure de dissiper ce gros nuage d'urgence ; je le supplie de me dire que j'ai mal lu, que nul, dans sa *Ligue*, ne veut porter la moindre atteinte à la liberté des familles, à la liberté de l'enseignement, à la liberté d'aucune confession.

Sa réponse ne peut être que catégorique. Pour qu'elle le soit pleinement et pratiquement, je souhaite qu'il se joigne à moi pour demander à ses amis du Parlement de supprimer purement et simplement l'article 22, d'écarter toute surveillance nouvelle des tuteurs de droit commun.

Si cet article était voté, le projet sur les orphelins, que le ministre Painlevé voulait faire voter à l'unanimité, serait frappé d'un vice radical ; et c'est à l'unanimité de tous les Français patriotes, de toutes les mères de famille, de toutes les femmes, sans distinction de religion, de classe ou d'opinion, qu'une pareille loi d'oppression serait rejetée.

Nous avons une obligation envers les enfants des soldats morts pour la France. Ne dites pas que vous leur accordez une faveur ; n'agissez pas comme s'ils devenaient vos humbles clients. Il s'agit de payer une dette aux plus nobles enfants de la France et non de les asservir. Qu'ils demeurent les enfants sacrés.

LII

LE VOYAGE D'ITALIE

VII

DANS LES ALPES JULIENNES. — LES TRANCHIÉES DANS LA NEIGE. — UN DÉJEUNER CHEZ LES ALPINS ET LES BER-SAGLIERI.

8 juin 1916.

Ce dimanche matin, 14 mai, à travers les campagnes semées de mûriers, de vignes, de villas et dont les cyprès parachèvent le caractère italien, nous courons vers la haute muraille neigeuse qui fait le fond de tant de tableaux célèbres. Nous allons visiter les premières lignes de l'armée italienne dans les Alpes Carniques et l'un des officiers que nous accompagnent veut bien me donner des explications.

— Vous avez vu, nous dit-il, nos armées opérant dans la direction de Trieste ; vous êtes allés sur le Carso. Rien qu'à regarder la carte, vous vous rendez compte que nous y sommes exposés à des attaques de flanc et d'arrière venant des Alpes Carniques et du Trentin. Aussi, dès le début de la guerre, pour se donner de la sécurité sur le Carso, où nous engagions la majorité de nos forces, Cadorna a dû, tout le long de la frontière, pousser nos détachements dans les hautes vallées, sur les crêtes. Je ne sais pas si l'on pourra vous conduire dans le Trentin (déjà nos amis connaissaient l'imminence de l'offensive autrichienne), mais demain vous irez dans les Dolomites et aujourd'hui nous allons vous montrer nos postes dans les glaces éternelles des Alpes Juliennes.

Tout en causant ainsi, nous admirions dans la campagne mille détails dignes de la Toscane : sur une colline, une tour carrée avec loggia ; à la sortie d'un village, une madone peinte dans un encorbellement très pur ; puis la charmante bourgade de Gemona, tapie comme dans un nid dans un giron des Alpes. Nous rejoignons le large et grandiose Tagliamento. A Venzoni, une église et une maison municipale, réussites d'art qu'on est émerveillé de trouver dans un endroit si modeste, nous obligent (dussions-nous nous mettre en retard) à descendre de voiture.

Dans ce pays, la guerre ne parvient plus, comme elle fait en France, à occuper seule nos esprits, et pourtant, de tous côtés, des baraquements pour soldats nous ramènent à l'idée essentielle.

Maintenant nous remontons la vallée de la Fella, et la sauvagerie commence à se mêler à la grandeur. Voici Poggio Udinese, église, couvent et terrasse, noble ensemble italien exposé sur un mamelon, au-dessus du fleuve, au-dessous des montagnes. Je cherche à dégager d'un trait le caractère du paysage, au long de cette route de Vienne. Bordée de cytises en fleurs, elle semble un adieu de l'aimable Italie que l'on quitte pour entrer dans les sapinières du Nord. Au milieu d'éléments connus, chatoye un mystère nouveau. C'est une beauté composite où semblent se mêler deux voix. Deux voix ? non pas ; la carte du pays et ces noms de lieux italiens, allemands et slaves, invitent à découvrir trois veines, trois génies, trois amours dans ces frontières disputées.

Il pleuvait à verse, quand nous arrivâmes à Chiuseforte où s'ouvrent le val de Raccolana et la route militaire audacieusement poussée vers les cimes à travers ces sauvages solitudes.

Forêts, immenses falaises, noirs abîmes, cascades, chacun de nous depuis le début de la guerre vous entendit maintes fois nommer. Il est tout le temps ques-

tion de cette route dans les communiqués italiens. Comment nos amis ont maintenu la possession de leurs frontières contre les attaques persistantes de l'ennemi qui veut pénétrer dans cette haute région, et de là les menacer de flanc ; comment leurs tirs d'artillerie, leurs hardies incursions d'infanterie ont troublé les communications autrichiennes le long des vallées du Gail et du Haut Fella ; comment ils ont détruit le fort Hensel et endommagé le fort du Predil, puis sur le haut Isonzo conquis la conque de Plezzo jusqu'aux pentes du Monte-Rombon et occupé en partie le massif de Monte-Nero : vous en trouverez tous les détails, toutes les précisions sur les cartes et dans les documents imprimés. Si je puis vous servir, c'est pour vous donner le sentiment des efforts dépensés par nos amis. J'ai respiré quelques minutes le climat de leurs hautes tranchées. Montez avec nous dans l'automobile qui gravit les audacieux lacets d'une route où des nuées de terrassiers achèvent de travailler.

Ici serpentaient quelques rares sentiers de chasseurs et de contrebandiers. Les premiers convois de mulets qui s'y hasardèrent sentir le terrain céder sous leurs sabots et glissèrent dans l'abîme au milieu d'une avalanche de cailloux. Y faire passer de l'artillerie lourde ? Les Autrichiens ne soupçonnaient pas que le projet pût être conçu. Aujourd'hui, écoutez le chant de triomphe que Luigi Barzini dédie à la route carrossable du val de Raccolana :

« Il semble que la route monte à l'assaut ; elle passe d'un flanc à l'autre, avec ce serpentement ascendant, rétréci et fou, qui est celui de certaines fusées. Elle monte, monte encore, taillée dans le roc ; elle s'accroche à de véritables murailles ; sur certains points, elle semble de loin un zigzag tracé sur un mur gigantesque. Nul parapet encore ; à peine est-elle plus large que la voiture, dont les roues, habilement guidées, laissent

leurs traces à quelques centimètres de l'abîme. En se penchant, on aperçoit le scintillement vif de l'eau, qui jaillit au bas, dans l'ombre, parmi les roches lavées, autour desquelles elle met d'effervescentes colliers d'écume. Les lacets parcourus peu auparavant sont là, sous nos pieds, à pic, bien loin de nous. Derrière ou devant nous, la route semble toujours trop étroite, pour qu'on y puisse passer, et l'on a l'impression qu'on va être d'un moment à l'autre projeté dans le vide; à chaque détour, elle échappe au regard, disparaît; ce n'est plus qu'une entaille au delà de laquelle il n'y a plus rien... »

Étrange guerre ! On est tout au vertige des abîmes, aux splendeurs d'un paysage à la Manfred, à la curiosité de ces « marches-avant », « marches arrière » que chaque tournant nécessite, et voici que des ennemis, que nous ne voyons pas plus qu'ils ne nous voient, prétendent expédier par-dessus ces sommets de glace, par-dessus les aigles, des obus dont ils ne sauront jamais l'effet... S'ils parviennent à briser ce mince sentier, à rompre cette corde qui asservit la montagne, ce n'est plus la peine de s'étonner des Indiens de Gustave Aymard qui coupent avec une carabine, à deux cents mètres, les liens d'un prisonnier attaché au poteau de guerre... Nous abandonnons la voiture pour faire taire ce bruit de moteur qui s'en va au diable appeler l'attention des artilleurs autrichiens, et nous cheminons sous la pluie, à travers la neige, les rochers et les maigres bois de sapins.

Voici quelque chose d'étrange, quelque chose qui semble un compromis entre nos petites tonnelles de banlieue et les villages nègres, quelque chose de gai comme les kiosques de jardin et de sinistre comme les temples de Moloch. C'est un camp sous les sapins et le brouillard. De grandes nuées flottent accrochées dans les arbres; les hommes sont terrés dans des abris tout noirs; les élèves aspirants étudient dans une petite classe,

si sombre que j'ai peine à distinguer les livres ouverts sous leurs yeux...

Nous poursuivons notre route, en nous défilant, jusqu'à la première ligne.

Là, devant nous c'est l'espace neutre, un terrain brutalement déboisé. D'immenses sapins abattus gisent pêle-mêle au milieu des fils barbelés. Tout pourrit, tout se tait, tout menace. Vaste glacis d'épouvante, le plus large et le plus blafard que j'aie vu; vraiment un lieu sans espérance.

Et sans interruption, au fil des crêtes inaccessibles, se développe l'immense travail poursuivi à travers la plus dure saison, sous le feu tâtonnant de l'ennemi.

En revenant sur nos pas, nous rencontrons au milieu des arbres, un petit autel décoré de branchages et tout planté de plusieurs centaines d'images de piété. Un soldat de Syracuse avec qui je cause me dit que ses camarades les viennent placer là en faisant des vœux. Que ne puis-je entendre ces supplications! C'est peu de voir les décors; on voudrait connaître les âmes.

En voici l'occasion. Nous avons l'honneur d'être invités à la table que président le colonel de ces alpins et le colonel de ces bersaglieri, entourés de leurs jeunes officiers. C'est au milieu des neiges une baraque en bois, aux étroites fenêtres. Là-dedans un poêle qui ronfle, une table en fer à cheval, des bancs, des petits drapeaux italiens et français, un appétit, une gaieté, le bruit du bombardement! Ah! les charmants soldats! d'une fantaisie, d'un ressort, d'une vivacité! si prestes, si jeunes! et tous d'une finesse!

Je note des morceaux de dialogue.

— Vous admirez notre route! Elle était nécessaire. Vous connaissez l'histoire du Petit Poucet. Il mettait derrière lui des cailloux blancs; il voulait avoir son chemin bien tracé dans son dos. Les soldats sont des Petit Poucet; pour qu'ils avancent, il leur faut derrière eux un chemin bien organisé.

— Vous demandez ce que nous faisons ici ? Nous y sommes pour voir, pour battre l'artillerie ennemie qui est de l'autre côté, pour nous protéger et nous mettre un peu au large. Vous pensez que nous prenons des sommets qui ne permettent d'aller à rien ! Alors pourquoi nous les prenons ? Pour boucher les yeux de l'adversaire et pour avoir nous-mêmes des regards plus nombreux.

Et ce bout de dialogue avec un tout jeune sous-lieutenant :

— Vous êtes bien, ici ?

Il rit, d'un air parfaitement heureux, mais qui laisse voir une arrière-pensée.

— Qu'est-ce qui vous manque. Vous avez un colonel qui est un père.

— Un père, c'est vrai ; mais je voudrais embrasser ma mère.

— Et puis quoi ?

— Je voudrais embrasser une jeune fille.

— Toujours la même ?

— Non, toutes les jeunes filles.

Il nous fait le portrait de celle qu'il préfère, et ne manque pas de noter qu'on dirait une Parisienne.

Si vous ne les trouvez pas aimables, dites-vous que c'est la faute du peintre. Ils sont vrais, spontanés, pleins de familiarité et de feu. Ce serait bien tentant de faire un parallèle entre les jeunes officiers français et italiens, mais même en me bornant aux jeunes gens, je craindrais de paraître prendre trop de liberté. Pour m'en tenir à l'essentiel, il me semble que l'Italien a une aisance, un abandon qui ne se trouvent pas chez un lieutenant français tout ramassé, concentré dans la forme militaire, et marqué par l'âpreté d'une longue guerre. Ici chacun suit davantage l'impulsion de sa nature propre. Nulle tristesse d'ailleurs d'une vie singulièrement dure pour les enfants d'un climat divin. Pensez à des citoyens de Syracuse logés à quinze cents mètres

dans des trous de neige ! Et puis Verdun les remplit du plus amical enthousiasme. Quand on les quitte, on quitte des amis, et l'on fait sincèrement le rêve de retourner à la Villa Nevea.

P.-S. — La nation française comprend l'effort de la nation anglaise et rend justice à cette organisation qui se développe avec une puissance irrésistible. Lord Kitchener personnifie à nos yeux le génie anglais, qui ne fait rien qu'avec la collaboration du temps et qui prend de cette patience même le caractère d'une force de la nature. Et puis, en nous inclinant sur le cercueil du créateur des armées anglaises, en saluant l'organisateur de la victoire, nous nous rappelons avec une profonde reconnaissance qu'en 1870 Kitchener voulut combattre dans nos rangs et fut un des soldats de la France malheureuse.

LIII

LE VOYAGE D'ITALIE

VIII

UNE JOURNÉE AUTOUR DE GORITZ.

LES VILLAS DU VENETO.

10 juin 1916.

Voici déjà plusieurs semaines de cette promenade et maintenant, quand je me la rappelle, il me semble qu'on m'a conduit de palais en jardins pour me permettre d'entrevoir de loin une princesse prisonnière que les chevaliers, tout un peuple, ont juré de délivrer.

La captive est bien gardée. D'abord un large fossé,

l'Isonzo. De l'autre côté, un haut mur, la montagne, tantôt à pic sur le fleuve, tantôt à quelques kilomètres en arrière. Où qu'on veuille franchir l'Isonzo, on rencontre cette barrière, très haute, escarpée, imposante. La forteresse pourtant a une porte, la vallée de Vipacco. C'est là qu'est Goritz, Gorizia, comme disent nos amis. Mais pour garder cette porte, la nature s'est faite complice des Autrichiens ; elle a placé en avant les brusques hauteurs du Podgora, auxquelles s'attachent un fouillis de collines, puis le mont Sabotino, sombre, imposant. Tout ce système de crêtes, j'allais dire tout ce cortège de duègnes, est armé à outrance et surveille l'horizon.

Aussi que de précautions dans nos approches ! A travers ce charmant Frioul, radieux de soleil et de pluies printanières, nous sommes allés de villa en villa rejoindre des chefs qui nous menaient dans leurs observatoires, d'où nous apercevions, toujours par des judas, en écartant des roses et des jamins, quelque nouvel aspect de la ville désirée.

Mais je perds le ton d'un récit de guerre. C'est la faute de ces pays d'enchantement. Appliquons-nous à prendre une manière plus desséchée.

En quittant Udine, le matin du 15 mai, nous avons d'abord traversé Cividale où, sur la haute rive du Natisone, repose, dans une position sauvage, une petite salle byzantine, toute précieuse, dont la partie basse est boisée en style rococo. C'est absurde, et c'est d'une grâce ! J'admire les Italiens de respecter ces assemblages que les siècles ont composés au mépris de toute logique et qu'il serait déraisonnable de vouloir ramener à l'unité de style. Je les admire, je les envie, je les propose en modèle. Aucun d'eux, jamais, fût-ce d'un souffle, n'a détérioré la parure de son pays. Quand je vois avec quelle intelligence, sans rien de trop, en laissant à la beauté toute simplicité et familiarité, l'Italie préserve les monuments de son génie religieux, je songe avec horreur aux

méchants que je n'ai pu convaincre d'épargner les petites églises de France.

Le sens de l'art décoratif est répandu chez les Italiens avec une prodigalité dont nous n'avons en France aucune idée. Je m'en suis assuré en visitant les divers chefs de leur armée. De même que chez nous les états-majors habitent souvent des châteaux de village, leurs généraux sont amenés à se loger dans les plus agréables villas du pays vénitien, et ainsi, sans m'écarter du programme qui m'était tracé, j'ai pu étudier ce qui subsiste des cassines italiques et de leurs délices. « Et là je trouvai les plus beaux lieux du monde, belles galeries, belles prairies, force vignes et une infinité de cassines à la mode italique par les champs plein de délices. » Ainsi parle Rabelais. Il semble définir le pays de Goritz.

Près d'Ippolis, le général Garioni habite au milieu d'un parc une petite maison dont les chambres sont ornées de fresques encadrées dans des stucs, les parquets peints et les plafonds formés de poutres apparentes. Des arbres parfumés s'inclinent sur une terrasse où l'on voudrait relire l'Arioste. C'est un séjour, comme ceux que le poète remplit de fées et de chevaliers, mais les fées se cachent et les chevaliers font sonner la trompe de l'automobile. En route pour le Corada.

Nous sortons de la vieille Italie et dans le moment où nous entrons sur le territoire reconquis nous longeons les baraques où a flotté le drapeau jaune du choléra. Aujourd'hui c'est fini et le mal vaincu a dû abaisser son sinistre pavillon. Tout autour s'étend un paysage puissant et joyeux, rempli d'épaisse verdure. La plus humble maison a son berceau de roses et sa treille de vigne.

La route s'élève dans des sites vosgiens. Elle a été construite en quarante jours pour porter au Corada l'artillerie lourde, et d'innombrables casseurs de pierre continuent à la solidifier. Les Italiens ne cessent d'insister sur ce genre de travaux qu'ils multiplient dans la zone

de guerre et auxquels ils excellent. « Voyez, disent-ils, quand la charrue ramène au jour un marbre sculpté, une mosaïque, une dalle de route, on dit aussitôt : c'est que Rome a passé là. Un pont, un chemin, un amphithéâtre, un temple, un port, voilà les merveilleuses traces des légions romaines. Et nous sommes toujours les soldats de la civilisation. »

Du Corada, nous apercevons l'Isonzo, large et caillouteux, puis en arrière, sur une colline de sapins, le château de Goritz avec la ville au pied.

— Prenez cette lunette. Distinguez-vous les maisons ? Un peu à l'écart, ce grand bâtiment d'une blancheur éclatante, c'est le couvent de Castagnevizza qui contient les tombes de Charles X et du comte de Chambord. Cette branche vous gêne, mais en même temps elle nous masque. Les Autrichiens sont en face. Attendez, d'ailleurs, nous allons nous rapprocher.

Et la course continue. Nous voici maintenant sur les montagnes, au-dessus de la vallée sauvage du Moyen Isonzo, et c'est vrai que d'ici Gorizia est plus belle. Cette grande tache blanche avec toit rouge, au delà de la ville, c'est le couvent des Franciscains et les tombes de nos rois, et sur la droite s'étendent la lagune, puis la mer, bleuâtre à l'extrémité de ce bleu.

La position parle toute seule. Les Autrichiens occupent, en arrière de la ville, ces hauteurs d'où ils peuvent l'écraser.

— Dès maintenant, me dit un officier, nous pourrions nous jeter dans la ville ; par la plaine, nous en sommes à 1.200 mètres, et en dépit du fleuve, la difficulté serait moyenne ; mais comment y rester ? Il faut de toute nécessité prendre d'abord les hauteurs. Nous y travaillons, et déjà nous occupons en grande partie le Podgora.

Quand nos amis occuperont tout le Podgora, ils posséderont un incomparable observatoire d'artillerie, et

pourront commencer le nettoyage des hauteurs autrichiennes. Mais en outre il leur faudrait le Sagrado.

— Pourquoi n'irions-nous pas tout de suite au Podgora ?

— Cet après-midi, on pourra vous conduire dans cette direction ; mais il fallait vous montrer d'abord ces collines qui sont si belles... Ah ! si vous les aviez vues au début de la guerre, avant que nous eussions ouvert des tranchées ! Nous avons ruiné des merveilles.

A une heure, déjeuner au quartier général de la division, chez le général comte Ruggeri-Laderati, figure bien caractéristique de gentilhomme, de diplomate et de soldat, et puis en route, derechef.

Nos voitures courent à travers une plaine battue de tous les côtés, au milieu des villages déserts et des champs rendus à la plus luxuriante sauvagerie. C'est la route de Goritz, et nous courons vers le fameux Podgora, tout rouge au milieu des collines de vignes.

— Comme il est sanglant, me dit un Italien : il a coûté tant de milliers d'hommes !

Nous avons pénétré dans une villa abandonnée, et, cette fois, c'est du milieu d'un jardin parfumé, fleuri, chantant, que nous observons Goritz, dont nous ne sommes plus qu'à 3 kilomètres. Les fleurs et les arbres s'enivrent de liberté ; les oiseaux tapagent, et les jeunes Italiens, étendus dans les hautes herbes, qui seules nous cachent aux batteries ennemies, se laissent aller au plaisir de se raconter.

Un tout jeune officier décrit une visite qu'il a faite de nuit aux premières lignes : de part et d'autre, Italiens et Autrichiens échangeaient des coups de fusil, s'interpellaient. soudain, le rossignol se mit à chanter, et un grand silence s'établit.

Un tel sentiment de la guerre serait impossible en France. Il offenserait et d'ailleurs semblerait pédant. Ici, il s'accorde avec ce prodigieux décor de volupté, et

paraît bien sortir tout naturellement du fond des êtres. Je songe à ces motifs décoratifs issus de l'Orient que j'ai vus dans la crypte d'Aquilée, et j'admire de retrouver leurs enlacements de roses et de rossignols dans la pensée de ce jeune officier.

Vous aimeriez, j'en suis sûr, que je m'élève dans la hiérarchie des êtres et que je vous aide à connaître l'esprit de ceux qui mènent le combat. Je n'ai pas le droit de vous retracer les propos, non plus que de vous faire le portrait des chefs dont j'étais l'hôte. Voici pourtant quelques sentences que j'ai copiées, ce jour-là, dans un observatoire d'artillerie. Disposées d'une manière fort agréable, elles décoraient les murs et se proposaient à la méditation des officiers et des soldats :

Les obstacles sont les faillites de la volonté.

Moi et le temps, nous viendrons à bout de tout.

Où il y a de la volonté, il y a un chemin.

Des obstacles sont en fuseaux. (C'est-à-dire, n'est-ce pas, croissent et décroissent, sont tour à tour amincis et renflés.)

Après avoir indiqué ce qu'il y a chez tout Italien de la manière de Gabriele d'Annunzio, il fallait montrer ce qu'il y subsiste de Mazarin. pour que nous ne perdions pas de vue qu'un Annunzio et un Mazarin s'accordent, s'harmonisent, sont faits du même métal comme les deux faces d'une médaille.

LIV

LE VOYAGE D'ITALIE

IX

CHEZ LE GÉNÉRAL CADORNA

12 juin 1916.

Le 15 mai, sur la fin de l'après-midi, après notre excursion autour de Goritz, nous avons été reçus au *Comando Supremo* par le général Cadorna. Depuis notre arrivée dans le Frioul, le général avait été absent. Ce même jour, il revenait du Trentin. Nous étions heureux d'approcher l'homme auprès de qui, à cette minute, on peut le mieux connaître ce que peut l'Italie.

D'après la Constitution, le roi commande l'armée. Le général Cadorna porte simplement le titre de chef de l'état-major général; mais cette armée, c'est un outil qu'il a façonné, forgé, épuré, l'on peut dire créé. A toutes les époques et dans tous les pays, le chef militaire, s'il n'est pas en même temps le chef politique, doit se battre sur deux fronts. A l'avant et à l'arrière. Entendons-nous, je veux dire qu'il doit persuader les hommes du pouvoir civil de lui donner ses commodités pour vaincre les ennemis, en même temps qu'il fait face à ceux-ci. Cadorna, d'une vieille famille militaire, impétueux et qui n'y va pas par quatre chemins, plait à son roi, honnête homme qui aime les honnêtes gens, et s'impose à toute la nation par l'autorité que toute l'armée lui accorde.

Dans la pièce du rez-de-chaussée où nous avons été immédiatement introduits, nous avons trouvé le général

Porro, sous-chef de l'état-major général, à la table de qui nous avons déjà eu l'honneur de nous asseoir. Il y avait là aussi notre très distingué et très agréable confrère, M. Albertini, directeur du *Corriere della Sera*.

Le *Corriere* est un journal de nuance conservatrice, mais si bien fait que tous les partis le lisent. Son action a été décisive dans la période des incertitudes qui précédèrent cette guerre. S'il était raisonnable de chercher à ramasser en quelques noms une histoire si complexe, je dirais : Albertini a fait l'éducation de l'esprit public ; les Garibaldi ont engagé les événements d'une manière qui ne permettait plus de reculer ; Annunzio a tout précipité, tout paré de beauté. Quand le roi appela Albertini à siéger au Sénat, le prince de Bülow fit un formidable effort pour que la haute Assemblée ne ratifiât pas ce choix ; mais la tentative du corrupteur allemand ne réussit qu'à offenser et irriter davantage les patriotes italiens. Nous avons été heureux d'exprimer toute notre amitié à Albertini.

Le général Cadorna prévenu n'a pas tardé d'arriver. Ce qui frappe d'abord en lui, c'est l'expression de fermeté et de bienveillance.

La conversation générale roula sur les visites que nous venions de faire au Carso, à travers la lagune de Grado, en Carnie, autour de Goritz, et puis longuement sur Verdun. L'un de nos hôtes nota comme une opération inévitable et utile que les Français avaient dû reculer de quelques kilomètres avant d'engager à fond la bataille défensive. Mais je m'abstiens de rapporter notre entretien, encore qu'un Cadorna ne dise que ce qu'il accepterait que l'on redit. L'intérêt de notre audience se trouve en dehors des mots, dans l'atmosphère de bel ordre, de confiance et de sérénité qu'on respire au grand quartier général et dans la courtoisie, le calme du Chef qui voulait bien nous donner une part de son temps dans cette après-midi du 15 mai.

Le 15 mai après-midi ! Remarquez cette date et cette heure. C'est l'instant où les Autrichiens, après une canonnade terrible, commencée le 14 au matin, lancent, de l'Adige à la Brenta, leurs attaques d'infanterie.

Cadorna les attendait. Depuis des mois il les voyait masser des troupes dans le Trentin. En vain, au début de mai, avaient ils tenté de l'égarer par une violente attaque contre Monfalcone, sur l'Adriatique. Il n'avait voulu voir dans cette diversion sur sa droite que la preuve d'une agression imminente sur sa gauche, et quittant l'Isonzo, il avait en personne gagné le Trentin.

Mais si la manœuvre des Autrichiens était prévue, peut-être que la puissance de leurs moyens dépassa toute attente.

Le camp retranché de Trente a la forme d'un bastion dont l'angle extrême n'est séparé de la plaine italienne que par une distance de 15 kilomètres à vol d'oiseau. La ligne en est jalonnée de forts, distants l'un de l'autre de 2 à 3 kilomètres et placés à des altitudes qui dominent la mince bordure de montagnes laissée à l'Italie. Depuis un an de guerre, les avant-postes italiens s'étaient poussés peu à peu jusqu'au pied de ces forts et, avec de grosses pièces hissées dans la montagne, ils en avaient battu et fracassé les coupes. Les forts depuis de longs mois ne répondaient plus. La montagne autrichienne faisait la morte ; elle ne l'était pas. Dans ces cavernes transformées en casemates, l'ennemi avait amassé peu à peu une formidable artillerie, deux mille canons de tous calibres, c'est-à-dire rien moins qu'un canon tous les cinq mètres parmi lesquels plusieurs mortiers de 420.

Le 14, au matin, ils commencèrent leur canonnade d'une effroyable intensité. Le 15, après-midi, elle cessa ; et l'infanterie s'élança à l'assaut des positions italiennes bouleversées. C'était l'heure où le général Cadorna nous recevait. Sans nul doute, il avait déjà conclu à la nécessité de rompre largement pour soustraire ses troupes à

un ouragan d'explosifs et pour n'accepter le combat que sur des positions favorables.

« Les Autrichiens ne pourront pas amener avec eux en montagne cette formidable artillerie qu'ils ont passé de nombreux mois à mettre en position. Ce seront leurs colonnes qui dès lors tomberont sous le feu de nos positions défensives. » Ainsi raisonne le général et là-dessus il établit les lignes générales d'une nouvelle action. Mais dans l'intérieur de ce plan, que de circonstances peuvent intervenir ! S'il vient d'apprécier les forces de l'ennemi en artillerie, il ne peut pas encore se faire une idée certaine des forces d'infanterie dont il commence à supporter le choc. Il ignore sans doute ce qu'aujourd'hui nous savons : que l'Autriche a concentré en face de lui trente-huit divisions d'infanterie dont dix-huit entre l'Adige et la Brenta ; que ces dernières ne comprennent que des troupes d'élite rompues à la guerre de montagne ; que dans chaque bataillon l'effectif a été porté à mille hommes, et le nombre des mitrailleuses élevé de huit à trente-deux ; que certains de ces régiments d'infanterie possèdent des canons spéciaux de 42 millimètres trainés par des chiens. Et puis, fût-elle la meilleure, sa décision ne manquera pas de soulever de l'émoi dans le peuple, des critiques chez ses rivaux et des intrigues dans le Parlement. Il prend ses responsabilités et nous ne voyons de cette heure tragique que le calme impénétrable du chef.

On servit un goûter, puis nous sommes passés dans le jardin où quelques photographies furent faites.

Le général Cadorna s'intéressait avec une parfaite courtoisie à connaître l'emploi de nos journées et si nous étions satisfaits des itinéraires que l'on nous avait ménagés. Les sentiments que nous exprimions pour les troupes que nous avions vues et pour les difficultés du terrain, il répéta à plusieurs reprises qu'il les écoutait avec une vive satisfaction. C'était un hôte courtois ? Non pas,

c'était un chef recevant des alliés et tenant son rôle de réservoir de confiance.

Le calme de Cadorna et de Porro, leur courtoisie, leur liberté d'esprit tandis que dans cette crise, après avoir avisé au mieux à la situation, ils nous donnaient l'audience qui avait été fixée à l'avance et qu'il n'eût pas été sans inconvénient de décommander, demeurera dans ma mémoire comme une leçon exemplaire.

C'est une belle faculté de savoir se distraire des idées les plus obsédantes pour accorder quelque attention à des soins secondaires ; c'est également une belle faculté de savoir supprimer en soi beaucoup de sentiments et d'émotion qui ne servent de rien : ce gouvernement de soi-même compose en partie le génie d'un chef suprême qui doit voir les choses dans leur réalité crue et nue, et cependant rester impénétrable, afin de propager, toujours et quand même, autour de lui, une confiance favorable à l'action.

En quittant le *Comando Supremo*, nous nous sommes rendus à une réception que nous faisaient l'honneur de nous offrir les députés et les sénateurs du Frioul. La plus entière sécurité patriotique y régnait, qui s'exprima dans les discours qui nous furent adressés aussi bien que dans la réponse, de tous points parfaite, de Barthou. C'est dans de telles circonstances que l'on mesure la vertu de la sérénité des chefs, combien il est utile et nécessaire que les chefs soient des faiseurs de calme, dans une guerre où les vicissitudes nécessairement seront nombreuses et où les paniquards, dénonciateurs, vociférateurs, avec leurs à-coups, ne servent qu'à relever le moral de l'ennemi et à gêner ceux qui sont chargés de la défense nationale.

LIV (*bis*)LA LOI SUR LES ŒUVRES QUI FONT APPEL
À LA GÉNÉROSITÉ PUBLIQUE

12 juin 1916.

L'*Officiel* des 2 et 3 juin derniers vient de promulguer la « *Loi sur les Œuvres qui font appel à la générosité publique* ».

Si l'on s'était borné à instituer sur le fonctionnement de ces œuvres un contrôle à la fois clairvoyant et bienveillant, on eût réalisé un accord unanime. Au contraire, au moyen d'un texte que j'ai pu appeler incohérent et saugrenu, sans soulever une contestation sérieuse, on a introduit dans nos codes une série de dispositions non seulement contradictoires, mais gravement dangereuses pour l'avenir même de ces œuvres. — Leur existence et leur développement sont pourtant nécessaires plus que jamais à notre pays. Nous ne cesserons de le répéter jusqu'à ce que qui de droit nous entende et ne s'en laisse plus conter par Monsieur Lebureau.

Soyons juste, on a commencé à nous écouter. Les doléances que j'ai portées dans ces colonnes, et beaucoup d'autres critiques fort importantes, mais trop exclusivement juridiques pour intéresser le grand public, ont été exposées à la tribune du Sénat avec une admirable ténacité bretonne par M. de Lamarzelle fortement soutenu par son collègue des Côtes-du-Nord, M. Larère. Ces deux juristes, à force de documentation et d'argumentation, ont abouti à un succès fort original : dès la discussion du premier paragraphe du premier article, M. le ministre de l'Intérieur déclara qu'il ne fallait rien

modifier à la loi, parce que, écoutez ce raisonnement, il ne fallait pas que la loi retournât à la Chambre. A ce propos, nous admirerons à loisir un de ces jours le libre jeu des institutions parlementaires. Aussi la majorité n'hésita-t-elle point à rejeter tous les amendements.

Mais la cause que nous avions soutenue était si manifestement bonne que, sur la plupart des points, ministre, rapporteur et président de la Commission promirent d'appliquer la loi de façon à lui faire dire tout autre chose que ce que signifient normalement des mots français employés dans le texte. Ce sabotage officiel du dictionnaire et de la syntaxe sera confié, paraît-il, au Conseil d'Etat, et s'appellera règlement d'administration publique. Quand ce décret prodigieux sera promulgué, je vous en donnerai des nouvelles.

LV

LE VOYAGE D'ITALIE

X

DANS LE CIEL DE LA PETITE VILLE. — LES MAGASINS MILITAIRES. — LES DOLOMITES. — AUTOUR DU LAC DE MISURINA.

14 juin 1916.

Ce matin, à quatre heures, des appels de sirène, une deuxième, une troisième détonation formidables réveillent la petite ville d'Udine. D'un bond je suis à la fenêtre. Les batteries de la défense ouvrent joyeusement un feu infernal. Dans les rues flotte encore un peu de nuit, mais là-haut, l'immense azur resplendit de jeunesse. Où sont-ils les avions d'Autriche? Les touffes

légères que forment dans le ciel les projectiles qu'on leur lance parviennent à me les désigner. Un, trois, cinq, huit, j'en compte une dizaine, disposés en deux constellations. Quelques fenêtres, çà et là, s'entr'ouvrent. Sur la place, des curieux apparaissent qui, à chaque détonation, s'éparpillent en courant sous les arcades. Mais soudain voici la maréchaussée du ciel. Du lointain, à tire d'ailes, accourt la bande minuscule des avions italiens. C'est grandiose, cette faiblesse poursuivant le crime. Rudes petits oiseaux à cervelle humaine ! Udine qui les voit et les aime multiplie ses tirs. L'immense azur, à toutes les hauteurs, est semé de flocons lents à se dissiper. Mais rien ne dégringole.

Dans la ville bombardée, je distingue des points de rumeur. Des pompes à incendie passent à grand fracas, puis des voitures d'ambulance, un enfant blessé autour de qui tourbillonnent d'autres enfants. Mais là-haut, c'est toujours le grand ciel bleu marqué de touches légères de craie. Les avions ont beau faire deux kilomètres à la minute, ils n'en semblent pas moins immobiles. Est-il possible qu'un spectacle si nouveau, d'un si prodigieux intérêt, dans un décor d'entre ciel et terre, ennuie si vite ? En moins d'un quart d'heure, je ne songe plus qu'à me rendormir.

A sept heures, le général Porro, avec une bonne grâce dont nous sommes profondément touchés, vient à cheval, comme par hasard, s'assurer que ses hôtes sont intacts. Il nous donne des nouvelles précises. Quelle niaiserie de massacrer à grands frais quelques civils désarmés. S'il était nécessaire de chauffer l'idée de la guerre dans ces régions, les Autrichiens s'en chargeraient. A huit heures, quand notre petit groupe sort d'Udine, il me semble que la population salue les Français avec plus de sympathie encore.

Nous partons pour les Dolomites. Notre chemin, au début, c'est celui que nous avons pris l'avant-veille pour

aller déjeuner avec les alpins à la Villa Nevea. En cours de route, dans un cirque de hautes montagnes, nous trouvons des baraquements, les magasins du corps d'armée de la Carnie. On nous invite à les visiter, comme chaque jour — mais je crois inutile de rien préciser — nous avons fait dans les diverses armées où nous circulations. Boulangeries (à mon goût, le pain des soldats italiens vaut mieux encore que le nôtre et que celui des Anglais), approvisionnements de chaussures, de lainages et de tous vêtements ; grands parcs où s'entassent les sacs à terre, les fils barbelés et le reste ; ateliers de réparations : voilà peut-être où l'on peut le mieux juger la force de résistance d'un pays en guerre. Les chefs italiens aiment à faire voir ces richesses et ce bel ordre ; ils n'en cachent pas leur fierté.

Sans doute, ce ne sont pas là les immenses docks que j'ai visités interminablement à l'arrière des armées anglaises ! Mais nul pays n'a les ressources de la Grande-Bretagne, et le soldat italien n'a pas les besoins du Tommy. En moins d'un an, nos amis les Italiens ont fait, dans la mesure nécessaire, aussi bien que personne. Tout était à créer. Ce pays, avant cette guerre, ne connaissait pas le service militaire général, bien qu'il existât en principe, parce qu'en fait on ne mettait dans l'armée qu'une partie du contingent. Au mois d'août 1914, les magasins étaient encore vides de la guerre de Libye ; l'artillerie, dépourvue de ses pièces essentielles de tous calibres ; la cavalerie, sans chevaux ; l'infanterie, sans munitions. En neuf mois de travail, Cadorna tira de ce chaos des troupes de choix.

Une vraie richesse pour l'armée italienne, c'est l'abondance et l'excellence de la main-d'œuvre dont elle dispose. Les terrassiers italiens sont les premiers du monde. Le général Sanna, maigre, haut, bronzé, un Sarde de Cagliari, qui commande une division calabraise, me disait que ses hommes construisent les baraquements

avec une habileté extraordinaire, parce qu'ils sont du pays des tremblements de terre.

A quelque race qu'il appartienne, un chef de magasins s'attache aux richesses qui lui sont confiées, et tend à ne plus vouloir les lâcher. Je crois que, si j'avais été dans l'intendance, je serais tombé dans ce travers. J'ai beaucoup admiré cet officier italien qui me disait : « J'ai là des vaches pour la nourriture des troupes ; mais, avant de les abattre, je veux qu'elles me donnent des veaux. » Quand nous sommes passés, il se préoccupait de trouver des taureaux, afin de constituer un magnifique troupeau à l'armée, et parce que la viande du veau est plus agréable au soldat que celle de la vache...

Après avoir remonté le Tagliamento jusqu'aux neiges qui lui donnent naissance, au travers d'admirables paysages, où nous croisons de jeunes régiments et de beaux mulets chargés de sacs, nous sommes passés de la Carnie en Cadore.

Pieve di Cadore est la patrie du Titien. Sur sa maison natale nous lisons : *A Titien qui par l'art prépara l'indépendance de sa patrie.* Voilà qui grandit de la manière la plus vraie le rôle des artistes. On peut se nourrir d'une telle pensée non pas toute la journée, mais toute la vie. Je crois qu'elle m'a distrait de regarder les détails de la route, l'une des plus belles pourtant qu'il y ait dans le monde. Il faudrait la suivre à pied pour sentir pleinement cette perpétuelle alliance de grâce et de sauvagerie. Des mélèzes, des sapins, un ciel d'azur, d'immenses solitudes et de toutes parts des montagnes extraordinaires, bien que pareilles les unes aux autres. Ce sont des pyramides, mais auprès d'elles la pyramide de Chéops semble une réduction d'étagère. Coiffées de glace, elles descendent presque à pic d'une hauteur de trois mille mètres dans les verdure des vallées. La nature, qui s'est préoccupée de les sculpter, a voulu

aussi les peindre. Leurs grandes surfaces planes sont striées de rose.

Après un long trajet au milieu de ces belles étrangetés et convulsions de la montagne, nous sommes arrivés dans un merveilleux coin de verdure et de luxe, dans la petite cité de Cortina d'Ampezzo, qui n'est qu'une touffe de villas et d'hôtels. Les étrangères qui s'y pressaient se sont envolées comme des perdrix quand les coups de fusil retentirent, mais le décor de leur vie élégante subsiste et les vieux musiciens qui égayaient le déjeuner où les officiers voulaient bien nous accueillir n'étaient ils pas un débris de ces troupes de tziganes qui, aux jours heureux, remplissaient de leurs flons-flons ces hôtels cosmopolites ? Ils nous jouèrent les airs nationaux d'Italie, de France, d'Angleterre, de Russie, de Serbie ; les plus jeunes d'entre eux avaient pris le fusil et rompu leur mariage avec l'Autriche. « Si ta femme est méchante, apprends-lui la chanson ; voici comme on la chante avec un bon bâton. Flon-flon. »

Après déjeuner, vous devinez bien que nous sommes allés au Passo delle Tre Croci et au lac Misurina, lieux célèbres dans tout l'univers par leur beauté. Là encore, les bâtiments des hôtels déserts subsistent à peu près, car ils appartiennent à des banquiers de Vienne et représentent des millions que les Autrichiens s'abstiennent d'anéantir ; là encore, cette étrange impression de voir la guerre atroce courir au travers de ces fumoirs, de ces kiosques, de ces terrasses, de toutes ces promenades étiquetées par les sociétés d'excursions.

Il est aisé de transcrire d'après les communiqués officiels qu'en Cadore furent conquis le haut Cordevole jusqu'à Chierz, et la conque de Cortina di Ampezzo, avec les massifs de la Tofana et du Cristallo ; que par là fut interceptée la route importante des Alpes dolomitiques, construite par l'Autriche pour abrégér les communications entre Toblach et Trente ; qu'en outre les Italiens

ont poussé des pointes d'occupation menaçantes dans les hautes vallées de Rienz et de Sexten, à peu de distance de la grande voie de communication autrichienne de la Val Drava. Pour le savoir, vous n'avez pas besoin que personne aille se promener là-bas ; ce que vous attendez de celui qui s'est renseigné sur place, c'est qu'il vous donne une idée des efforts italiens, un écho, une couleur de « l'Alpe homicide ».

Mais d'abord je m'excuse de venir auprès de ces grandes beautés, sans dégager leurs âmes, sans donner une voix à l'attachement que toujours elles montrèrent pour la République vénitienne. Je devrais marcher dans ces montagnes en chantant les hymnes que leur dédièrent Annunzio et Carducci.

Et puis leur chaos, vous l'ai-je fait voir ? Il y a là des sillons dans lesquels le soleil d'été ne descend que quelques heures, des sillons où l'hiver est éternel aussi bien que sur ces hauteurs dont les glaces ne fondent jamais. Comment suivre les soldats dans ce labyrinthe, dans ces milliers de plissements où des routes muletières, des sentiers grimpent et cherchent un débouché sur les plateaux de la haute montagne et parfois jusqu'aux glaciers ?

La guerre se noue de vallon à vallon, se prolonge dans les cols, se disperse, se fait guérilla, s'éparpille en actions individuelles, s'achève en duels sans témoin. Dans ce chaos peuvent seuls combattre des hommes connaissant à fond la montagne. L'Autriche emploie des contrebandiers et des chasseurs de chamois. Les chefs italiens savent à l'occasion constituer des équipes d'extraordinaires alpinistes. Le caractère hasardeux de cette guerre séduit, dit-on, l'esprit d'aventure des soldats, à la manière de la guerre aérienne ; en tout cas, il frappe beaucoup l'imagination italienne. Les luttes sur la Tosana sont célèbres.

Singulière impression de voir dans ces hôtels désaffec-

tés de Cortina, de Misurina ou des Tre Croci, le registre d'honneur où s'inscrivaient les touristes qui avaient fait l'ascension de la Tofana, et d'apprendre que maintenant là-haut, sur ce mont magnifique, à 3.400 mètres, les soldats italiens ont hissé une pièce de 65 ! On voudrait savoir les détails. Il y a toute une littérature, tout un commencement de folklore sur cette prodigieuse guérilla de patrouilles, dans ce chaos de rochers et de glaces. L'épisode le plus fameux, c'est la prise du Monte-Cristallo.

Les officiers italiens me l'ont racontée en face même des hauts murs coupés à pic et chargés de neiges éternelles. Un prêtre du pays qui avait soigné là-haut des blessés amis et ennemis, confirmait les détails.

Les Autrichiens occupaient le Monte-Cristallo. d'où l'on domine la conque d'Ampezzo et toute la vallée du Felizon, et ils allaient y monter de l'artillerie. De toute urgence, il fallait les expulser. Mais comment escalader ces quinze cents mètres de parois verticales ?

Un officier, alpiniste très connu, s'en chargea. Il choisit ses hommes dans tous les régiments. Un beau soir, les voilà qui partent munis de centaines de mètres de cordes, de crampons, d'instruments à forer les rochers. Pendant sept jours, on vit une chaîne de petits points gris, une chaîne d'hommes qui travaillaient suspendus au long de l'immense muraille. Ils plantaient des anneaux dans la pierre, attachaient des cordes, enfonçaient des pointes de fer là où manquait une saillie pour y poser le pied. Les travailleurs alpins se relayaient. Derrière eux, les soldats s'exerçaient à pratiquer le chemin, pour le bien connaître, degré par degré. Chaque jour l'escalade atteignait un peu plus haut. Enfin les premières crêtes furent atteintes à 1.000 mètres au-dessus de la vallée. On tira part des « canaloni » (canaux, cheminées), des fissures, des corniches... Un soir, l'escalade définitive fut donnée. Les soldats avaient des

espadrilles de corde, pour ne pas donner l'éveil à l'ennemi par le bruit de leurs pas, et pour avoir meilleure prise sur la pierre. Ce fut un long grimpeur sur les neiges, dans un labyrinthe de pierre et de glaces. Divisés en grosses patrouilles, les Italiens enveloppèrent la Cresta Bianca. A peine les Autrichiens surpris eurent-ils ouvert le feu sur les plus proches, la fusillade les cerna de partout.

Voilà l'épisode fameux de la prise du Monte-Cristallo, tel que le rapporte Barzini. Prenez-le comme type d'une série indéfinie d'exploits tout semblables; escalade du col Rosa, du Monte-Piana... Mais quand nous connaissons tous ces « jours de gloire », pour bien apprécier l'effort de ces soldats, il nous resterait encore à nous représenter l'ordinaire de leur vie glaciale, au milieu des tourmentes de neige, dans les abris des rochers, au-dessus des abîmes, ravitaillés à des mois d'intervalle...

En regardant le silence prodigieux de la vallée mélancolique où repose sous le brouillard le lac de Misurina, j'avais peine à donner un sens à cette rumeur sourde d'artillerie qui nous venait des hautes cimes neigeuses. De même dans les vallées d'Alsace ou bien à ces altitudes de 1 300 mètres, à deux pas de ces noms qui sentent la mort, le Vieil-Armand, le Linge, nous commettions bien involontairement l'impiété de ne plus voir la guerre. Guerre d'usure, guerre invisible! Combien, sur toutes les parties du front, le soldat anglais, russe, belge, serbe, italien, français est obligé de fournir des efforts supérieurs à ceux de ses plus glorieux anciens! Où est le temps que Lodi, Castiglione, Arcole, Rivoli ouvraient les Alpes de Carnie et de Styrie et menaient les avant-gardes du général Bonaparte jusqu'à vingt-cinq lieues de Vienne?

La vallée de la Cortina, la vallée de la Misurina, la vallée du Padola sont des passages qui conduisent d'Italie sur la Drave. Chacune de ces vallées, chacune des

avances qu'y font les Italiens est une menace sur le flanc ennemi, et les Autrichiens accumulent toutes les défenses possibles pour protéger les approches de cette Drava qui constitue leur ligne de communication unique et vitale avec le Trentin.

...Arrivés à ce point de notre visite le long des lignes italiennes, nous devrions aller dans le Trentin qui est tout ce qui nous reste à voir. Mais à plusieurs reprises, depuis quarante-huit heures, il nous a été indiqué que les circonstances n'étaient pas favorables. L'offensive autrichienne qui commence empêcherait qu'on nous montrât grand'chose, et d'ailleurs, pour visiter les diverses vallées qu'il faut toutes aller prendre en aval, ce n'est pas d'un jour, mais de dix jours que nous devrions disposer. Résignons-nous à la nécessité. La partie de notre petite caravane qui possède le pouvoir exécutif (c'est ainsi que parlait Stendhal) propose qu'ayant couché à Belluno ce soir, nous allions tout droit, dès demain mercredi 17, à Venise visiter les défenses de la ville et, j'ajoute, causer avec Gabriele d'Annunzio.

LVI

NOTRE NOUVELLE MAISON DE RÉÉDUCATION

Les Mutilés.

15 juin 1916.

Voilà longtemps que nous n'avons parlé de la *Fédération nationale d'assistance aux mutilés*. C'est qu'elle vit, se développe, rend des services, sans heurts ni difficultés. Nos lecteurs qui avaient promis de s'y dévouer lui con-

tinuent leur amitié et une collaboration généreuse qui bientôt va s'élever à deux millions.

Nous aidons en province vingt-quatre comités, et dans le moment où j'écris cet article, ce mercredi matin, je me prépare à aller à une grande et utile assemblée que nous tenons pour l'inauguration d'un nouvel internat de rééducation. Regardez-le en passant notre magnifique « local », au numéro 140 des Champs-Élysées.

Vous savez que notre programme est triple : prothèse, rééducation, placement.

L'Etat doit des appareils à tous les mutilés, mais s'il faut à l'un de ceux-ci un appareil spécial pour reprendre son ancien métier ou pour s'adonner à la profession nouvelle que nous lui avons apprise, nous en faisons notre affaire. Et toutes les fois qu'une personne généreuse désire assurer un appareil à un amputé déterminé, nous acceptons de prendre à nos frais la moitié de la dépense (étant donné, bien entendu, que l'homme d'art y reconnaisse l'intérêt véritable du blessé).

Voilà pour la prothèse, mais, la grande affaire, le principal, c'est que nous aidions les mutilés de la guerre à retrouver toute leur valeur sociale dans la dignité et la sécurité du travail. Souvent ils ne peuvent pas reprendre leur ancien métier. Mais souvent aussi, ils sont arrêtés par du découragement, par une défiance excessive de leurs forces et de leurs aptitudes.

Beaucoup de blessés avant la guerre étaient cultivateurs ; s'ils viennent à notre œuvre, nous prenons soin de les envoyer dans des écoles, à Limonest, près de Lyon, à Beauvais, où sous la direction de l'*Union des Syndicats agricoles du Sud-Est* et sous les auspices de la *Société des Agriculteurs de France*, on les met à même de travailler la terre en tenant compte de leurs difficultés.

C'est trop vrai pourtant que certains mutilés ne peuvent pas retourner à leurs anciens métiers. Eh bien ! ils viennent causer avec nous au 63 des Champs-Élysées

et nous cherchons d'un commun accord quel travail leur conviendrait. Voyons, qu'est-ce qui vous attire? Les emplois de bureau, la cordonnerie, la bourrellerie, le métier de tailleur, la ferblanterie, la menuiserie, la vannerie, l'imprimerie, la reliure, la bijouterie fantaisie, le soufflage du verre, la fabrication des jouets?

Quand ils sont mariés ou peuvent habiter en famille à Paris, nous les plaçons pour faire leur rééducation dans les ateliers où ils travaillent durant la journée. Les plus importants de ces ateliers, ceux de la rue des Epinettes, numéro 51 bis, sont dirigés très heureusement par M. Kula et la *Société d'apprentissage pour la formation des jeunes apprentis*. D'autres amputés travaillent 25, rue Chapon, sous le patronage de la *Chambre syndicale de la bijouterie fantaisie*. D'autres, par les soins de M. François Carnot apprennent à fabriquer des jouets (qui sont de charmantes merveilles que je vous recommande d'aller voir au Pavillon de Marsan et d'acheter, fût-ce par lettre, 2, avenue de Montespan). D'autres, et j'en oublie, se préparent aux emplois de bureau, soit à l'*Institut administratif* (5, rue Paul-Louis-Courier), soit à l'*Ecole Pigier* (23, rue de Turenne). Tous ces « élèves », tous ces « apprentis », nous les gardons jusqu'au moment où, devenus de vrais ouvriers, connaissant leur affaire, ils peuvent gagner leur vie d'une façon normale; mais tout de suite, dès leur entrée en rééducation, et tandis qu'ils apprennent leur nouveau métier, nous leur donnons 3 fr. 50 par journée de travail entière. A ce don de notre œuvre vient s'ajouter l'allocation que leur verse l'Etat et qui est généralement de 1 fr. 70 par jour, en attendant leur pension de réforme.

Tel est le règlement de nos externes. Mais certains mutilés n'ont pas de famille à Paris, viennent des provinces envahies, se sentiraient isolés. L'internat leur convient, va leur rendre un milieu. Nous avons, 28, quai de la Rapée, un établissement où l'installation maté-

rielle est confortable, où chaque mutilé a sa chambre, avec réfectoire commun et salle de réunion. La maison comporte des ateliers de cordonniers et de tailleurs, puis une école de comptables. Les mutilés y sont logés, nourris gratuitement à nos frais, et nous ne retenons rien sur l'allocation de 1 fr. 70 par jour que chacun d'eux reçoit de l'État.

Cette maison du quai de la Rapée, à laquelle le général Vieillard, dont la mémoire nous demeure chère, a consacré les dernières heures de sa vie, et que son collaborateur, M. le général Goetschy, veut bien diriger aujourd'hui ; qu'entourent de leur sollicitude un groupe de dames présidées par M^{me} Geoffray, femme de notre ambassadeur à Madrid ; que gèrent M. et M^{me} Duhamel, reportant sur ces héros de la guerre le pieux sentiment qu'ils gardent de leur jeune fils glorieusement tombé pour la patrie, — cette maison a un grave défaut.

Elle est trop petite. Nous n'y pouvons loger que 80 pensionnaires.

Et voilà pourquoi, hier, après midi, nous étions réunis au 140 des Champs-Élysées, heureux d'inaugurer pour nos amis les mutilés un second internat de rééducation.

A qui devons-nous cet élargissement de notre œuvre ?

La maison a été mise gratuitement à notre disposition par M^{me} Francis de Croisset, que nous remercions de sa générosité. La *Société française de secours aux blessés*, que président M^{me} la comtesse d'Haussonville et mon éminent confrère, M. le marquis de Vogüé, nous a donné 20.000 francs pour nous aider dans notre installation. Et déjà plusieurs souscripteurs, en s'inscrivant sur nos listes, demandent que leurs apports (qui s'élèvent à plus de 20.000 francs) soient attribués à cette nouvelle maison de rééducation.

Le vicomte d'Harcourt (vice-président de notre comité de Paris, aux côtés de Frédéric Masson, président d'hon-

neur, et de Louis Barthou, président actif) a accepté de prendre le premier rôle dans la direction de cet internat, en même temps que se constituait un comité de dames ayant pour présidente d'honneur M^{mo} la comtesse d'Haussonville, pour présidente et vice présidente M^{mes} la baronne Brincard et la comtesse de Warren.

Je vous demande bien pardon de vous donner toutes ces précisions ; il me semble que c'est mon rôle et mon obligation ; je parle à des collaborateurs ; je suis lu par ceux qui nous ont apporté de l'argent et à qui je vais encore en demander. De mon propre mouvement, je vous dirais, plutôt que ces détails, la douceur, la politesse, la grandeur simple de ces héros qui ont sauvé la patrie au prix de leurs souffrances et qui ne se plaignent pas. Mais personne à cette heure n'a besoin qu'on le persuade d'aimer et de servir ces grands blessés, ces mutilés, ces martyrs de la France, ces reliques vivantes d'un grand culte. J'ai assumé une tâche déterminée, je la remplis de mon mieux, je réponds à ceux qui tout naturellement me demandent : « Dites nous où nous en sommes de nos organisations pour les mutilés... »

Nous aurons dans la maison des Champs-Élysées un atelier de cordonniers. C'est un métier que nous enseignons déjà à nos externes de la rue des Épinettes, et à nos internes du quai de la Rapée. Mais les résultats sont très encourageants. Après quelques mois, les apprentis trouvent rapidement à gagner leur vie, soit à la ville, soit à la campagne.

Nous aurons une école de coiffeurs. On m'assure que cette innovation réussira très bien.

Nous enseignerons le dessin industriel et architectural. Beaucoup de ces grands blessés travaillaient au bâtiment et se trouvent ainsi préparés au dessin par les spécialités qu'ils connaissent.

Nous ouvrons un atelier de bourrellerie. Le manque s'en faisait sentir à la Rapée. Cette profession très acces-

sible aux mutilés, nous est souvent demandée et offre cet immense avantage qu'elle ramène au village.

J'abrège. Nous logerons au 140 des Champs-Élysées environ 80 pensionnaires. Et tout à l'heure nos invités en verront une trentaine déjà installés au travail. Il est évident que la nouvelle création va comporter des frais considérables. Comment les couvrir ?

Vous connaissez par les rapports de notre éminent secrétaire général pour le Comité de Paris, M. Souchon (le professeur à la Faculté de droit), l'ensemble des résultats que nous avons obtenus. Sur le produit de notre souscription générale, qui d'ailleurs est loin d'être épuisé, nous avons déjà donné 1.547 appareils (bras ou jambes artificiels), sans compter 463 paires de chaussures orthopédiques et des centaines de cannes, béquilles, caoutchouc de béquilles, etc. Nous avons eu ou avons en rééducation dans les métiers les plus divers un total de 727 hommes. — 325 ont terminé leur rééducation et gagnent aisément leur vie dans le métier que nous leur avons appris.

J'insiste sur ce que ce chiffre de 727 rééduqués est très considérable. Il paraît faible quand on pense au nombre des mutilés. Mais il grandit singulièrement quand on sait les frais et les difficultés d'une véritable rééducation.

Enfin notre service de placement a enregistré 1.951 mutilés heureusement casés.

Il faut continuer ces œuvres ; nous ne devons pas écorner leur budget. Pour la maison des Champs-Élysées, nous ne devons pas puiser dans le fond commun assuré à notre œuvre. Ce serait compromettre l'avenir de nos autres écoles ; ce serait aussi rendre plus difficiles nos dons d'appareils. Il est sage que la nouvelle école se suffise à elle-même et nous voudrions la faire vivre par des créations de bourses, comme il y en a déjà un certain nombre à la Rapée.

Tout souscripteur qui apportera 800 francs aura

fondé une bourse entière, donné les moyens d'assurer l'avenir professionnel d'un mutilé. Il va de soi que si ce fondateur a un protégé, il pourra nous le désigner comme le bénéficiaire de sa libéralité.

On pourra aussi très utilement nous donner des demi-bourses de 400 francs. Cette somme n'est pas suffisante pour le réapprentissage d'un métier manuel, mais elle suffira souvent pour permettre de former des mutilés dans une profession d'ordre commercial, la plus indiquée pour certains d'entre eux. Ceux de nos souscripteurs qui ne voudraient pas aller jusqu'à une de ces fondations, peuvent d'ailleurs verser une somme quelconque pour l'entretien général de la maison.

Je m'excuse de la longueur, de toutes ces explications. La clarté est sœur de l'honnêteté ; elle assure le bon travail. De mois en mois nous assistons au développement et à l'approbation générale de notre œuvre, dont la réussite vient des collaborateurs que j'ai eu l'honneur et l'heureuse fortune de grouper. Grâce surtout à l'autorité et à l'activité de M. Hébrard de Villeneuve, membre du *Comité de la Fédération*, la reconnaissance d'utilité publique vient de nous être accordée. Des délégués des syndicats ouvriers siègent parmi nous, justement préoccupés que les mutilés ne soient pas l'objet d'un marchandage de salaires et que leur rétribution soit équivalente à leur production ; ils se déclarent satisfaits de notre méthode et de nos résultats. Ce soir, le sous-secrétaire d'Etat au service de santé, M. Justin Godart, va présider notre séance d'inauguration. Cela encore nous est précieux, car, en même temps que nous sommes une œuvre d'initiative privée, nous nous considérons comme les collaborateurs volontaires de l'Etat. Pour reconnaître et maintenir ces appuis et ces hautes satisfactions, nous devons exposer tout au large notre travail, ouvrir nos maisons à tous les regards.

Demain, un large compte rendu sera donné ici de la

séance où je me rends, en posant ma plume, et nul doute que des idées ne s'en dégagent qui persuaderont nos lecteurs de venir avec nous à l'aide des héros glorieux et malheureux.

LVII

LES ENFANTS SACRÉS

LA LOI ACCEPTERA-T-ELLE LA VOLONTÉ DU PÈRE
MORT POUR LA FRANCE ? LE CARDINAL AMETTE
ET M. BUISSON LE VEULENT AVEC TOUS LES PATRIOTES.

Les orphelins de la guerre.

21 juin 1916.

Le débat sur les orphelins de la guerre est arrivé à son point le plus douloureux. La loi en préparation va-t-elle imposer à ces enfants sacrés jusqu'à leur majorité une surveillance spéciale, universelle, constante, exercée par les délégués préfectoraux installés dans toutes les communes de France (alors que cette surveillance n'existe pour aucun des autres orphelins français) ? L'article 22 du texte en discussion au Sénat l'affirme. Le veut-on maintenir ?

La question était posée avec une précision décisive à la dernière séance par MM. Larère et de Lamarzelle. Et déjà là-dessus, dans un article récent, j'ai interrogé ici-même M. Ferdinand Buisson.

Pourquoi M. Buisson ? Parce que, à plusieurs reprises depuis le début de la guerre, lui et moi, nous nous sommes entendus pour vouloir l'Union sacrée et surtout parce que depuis plus d'un quart de siècle dans le monde gouvernemental et dans les questions d'ensei-

gnement, l'honorable ancien député et collaborateur de Jules Ferry, exerce une influence prépondérante.

M. Buisson m'a répondu ; il m'a envoyé deux lettres. Et tout de suite on constatera que sur le point précis où je l'interrogeais, à savoir sur la surveillance des familles de nos héros par les délégués des préfets, il ne dit mot. Néanmoins, malgré leur lacune, ses deux lettres présentent un vif intérêt et je désire les publier intégralement. Nous donnerons ainsi un exemple de probité intellectuelle dans la discussion.

L'Union sacrée ne nous demande pas de nous taire, quand le débat des idées est ouvert. Elle nous demande de nous exprimer avec respect pour la personne et la pensée de notre contradicteur et avec un désir vrai d'aboutir à une satisfaction pour tous les droits français.

Voici le texte de M. Buisson. Je me bornerai aujourd'hui à l'entrecouper de quelques réflexions d'une extrême brièveté, me réservant d'insister à loisir sur certains passages, au fur et à mesure que m'y engagera l'actualité des discussions parlementaires.

Paris, le 15 juin 1916.

Cher Monsieur Barrès,

Absent de Paris ces jours-ci, je n'ai pu lire qu'hier soir votre article du 7, où vous me faites l'honneur de m'inviter à « dissiper un gros nuage ». Il s'agit d'abord du rapport présenté au récent congrès de la Ligue de l'enseignement, au sujet de la loi sur les orphelins de la guerre ; et puis, il s'agit surtout de la question générale de ces orphelins.

Sur le premier point, permettez-moi de vous dire que vos appréhensions sont heureusement sans objet. Vous citez deux phrases du rapport où il vous semble découvrir les plus noirs desseins. Si vous connaissiez le rapporteur à qui vous les prêtez, la méprise vous ferait sourire. Mais voyons-les, ces deux phrases.

La première fait allusion aux « attaques passionnées » dont la loi en préparation a été l'objet. A ceux qui ont engagé cette campagne de pétitions d'une violence extrême, le rapporteur reproche d'accepter pour les pupilles de la nation un traitement de faveur, « mais de ne pas accepter » que l'Etat soit le dispensateur de ce qu'il donne : on veut que les organes qui distribueront ces faveurs échappent à son influence.

A part ce mot « faveur » que vous rectifiez avec raison, qu'y a-t-il là d'excessif ? Vous-même, cher monsieur Barrès, comme la Société d'études législatives, comme M. Berthelémy, comme M. de Lamarzelle, vous reconnaissez la nécessité d'un contrôle officiel toutes les fois qu'il s'agit d'œuvres subventionnées. C'est tout ce que réclame le rapporteur. Vous en concluez qu'il rêve de livrer les familles de ces orphelins à l'influence de l'Etat. Mais lisez donc ses affirmations réitérées et d'un si évident accent de sincérité : il demande que la loi en préparation fasse une juste appréciation des droits de la famille, qu'elle respecte les croyances familiales et les considère comme sacrées. Il insiste pour que l'on réunisse autour de ces pauvres enfants tout ce qui est de nature à les rattacher aux chers disparus : souvenir, traditions, croyances, tout cela doit être conservé avec un pieux respect.

C'est précisément ce que nous demandons. Là-dessus, accord parfait. Que la Ligue de l'Enseignement transforme ces principes en texte législatif et l'Union sacrée sera mieux que maintenue, elle sera légalisée.

Seulement (et c'est votre seconde citation qu'il me suffira de rétablir en son entier pour vous en faire reconnaître le sens) le rapporteur ajoute :

« Mais il ne faut pas non plus qu'ils oublient que leur père, leurs frères n'étaient pas seuls sous les plis du drapeau à la défense duquel ils ont sacrifié leur vie. Il faut qu'il sachent qu'il y avait, à côté d'eux, d'autres pères de

famille qui avaient d'autres opinions, d'autres croyances, d'autres traditions familiales et qu'eux aussi se sont sacrifiés et dont les enfants ont également droit au beau titre de pupilles de la nation. Il faut qu'ils apprennent à considérer comme des frères ces autres pupilles et à les aimer. Il faut qu'en eux survive l'idée de solidarité qui soutenait leurs pères aux tranchées. L'amour de la France est le lien qui unissait les pères devant le danger ; c'est celui qui soutiendra les enfants dans la vie. *Il faut, en un mot, qu'ils soient les pupilles de la nation avant d'être les pupilles d'une église quelle qu'elle soit, et il faut que l'Etat y puisse tenir la main.*

C'est moi qui ai souligné la dernière phrase. Si elle signifie quelque chose de concret, c'est que la Ligue de l'Enseignement craint l'influence d'une « Eglise quelle qu'elle soit » sur les Pupilles de la Nation et qu'elle réclame une barrière spéciale, une législation nouvelle pour empêcher cette influence.

A ce vœu de la Ligue il ne me semble pas possible que l'unanimité des Français ne se mette pas d'accord pour répondre :

Si les lois sur la protection de l'enfance, si les lois sur le fonctionnement des Eglises sont démontrées insuffisantes, modifiez-les, mais pour tous les enfants de France sans exception. Il n'y a aucun motif avouable pour instituer sur ce point une législation applicable aux orphelins de la guerre.

Je n'aurais jamais cru que cette phrase inspirée par un si pur sentiment national pût vous sembler un « désaveu des principes » de l'Union Sacrée, et « quelque chose d'infiniment douloureux ».

Je ne puis me l'expliquer que par un rapprochement qui s'est fait dans votre esprit entre ces paroles du rapporteur et le détail des dispositions du texte en discussion au Sénat, ce que vous appelez vous-même « Détail de cuisine » parlementaire. Mais le texte des résolutions du

Congrès vous montre assez que la Ligue de l'Enseignement n'a pas même songé à lire et encore moins à peser mot par mot les articles du projet et les amendements déposés. Comme tous les congrès, celui-ci s'est borné à indiquer d'une manière générale et sommaire l'orientation qu'il recommande.

Et c'est sur cette orientation que je suis prêt à vous donner, puisque vous voulez bien me la demander, ma « réponse catégorique ».

Ni la Ligue de l'Enseignement, ni la Ligue des Droits de l'Homme (dont je vous envoie l'ordre du jour plus étendu et plus précis) ni, à ma connaissance, aucun projet publié jusqu'ici ne s'est écarté des deux grands principes qui semblent répondre au sentiment public :

1° Il y a pour le pays une obligation *sui generis*, une dette nationale envers les orphelins de la guerre, qui s'exprime par une forme spéciale d'adoption les instituant, dans la plénitude du mot, pupilles de la nation ;

2° Il n'en doit pas résulter le droit de contrarier la volonté du père défunt ou, à son défaut, de la famille.

Parfait. M. Buisson et ses collaborateurs sont tout à fait capables de rédiger en s'en tenant rigoureusement à ce double principe une loi qui obtiendra l'adhésion unanime du pays. Il leur suffit de vouloir. Quel beau rôle à remplir dans l'œuvre de réédification nationale !

En ce qui concerne le choix de l'école pour l'enfant : personne ne voudra profiter de la mort du père pour empêcher son fils ou sa fille de rester ou d'entrer dans l'école de son choix, l'école publique et l'école privée étant d'après nos lois deux manières également légitimes de remplir l'obligation scolaire (c'est le texte même de la Ligue des Droits de l'Homme toujours reproduit littéralement).

Voilà sur quoi tout le monde est d'accord et ne peut pas ne pas l'être.

Reste un troisième principe accepté par les deux Ligues, mais qui, j'en conviens, effraie encore certains esprits. Il

consiste à affirmer que la dette de la nation va au delà de la période scolaire qui se termine à treize ans ; que la nation doit avoir pour chacun de ses « enfants sacrés » au moins autant d'ambition qu'en aurait le père s'il vivait ; qu'elle leur doit l'instruction professionnelle après l'instruction élémentaire et qu'elle n'a pas le droit, pour alléger sa tâche, de les envoyer au plus tôt gagner leur vie dans un métier manuel ; qu'au contraire, à tous ceux d'entre eux (et il y en aura beaucoup) qui montreront des aptitudes particulières elle doit assurer par une tutelle effective et par un large système de subsides nationaux le moyen de prolonger leurs études et de se diriger, quel que soit l'état de fortune de la famille, vers les carrières où ils peuvent rendre le plus de services au pays.

Sur ce point encore, cependant le plus délicat, tous les patriotes, monsieur Buisson, peuvent arriver à s'entendre. Une seule condition bien modeste : que la décision à prendre sur le prolongement des études et sur le choix de la carrière des orphelins de la guerre continue d'appartenir à la famille, et que l'aide matérielle donnée par l'Etat et les offices d'orphelins soit accordée au concours de façon à éviter jusqu'à la simple possibilité de l'arbitraire.

C'est, au fond, ce troisième principe qui, s'il triomphe définitivement, donnera à la loi son caractère social en même temps que national. Et c'est la raison profonde de cette nouvelle forme de tutelle que, sous des noms divers et avec des caractères juridiques encore à déterminer, tous les auteurs de projets et de propositions cherchent à instituer. Voir là une main mise de l'Etat, quel contresens !

Vous me demandez, mon cher ancien collègue, de me joindre à vous pour demander la suppression de l'article ou des articles qui menaceraient la liberté des familles en permettant une abusive ingérence de la politique ou de ce qu'on appelle ainsi. Ce n'est pas sur telle ou telle ligne de ces textes touffus, déjà tant de fois remaniés et encore en

voie de remaniement que je pourrais utilement émettre un avis. J'aime mieux retenir une idée qui, si elle n'est pas à la lettre réalisable, est du moins le clair symbole de l'esprit dans lequel il faut que cette loi se fasse.

On a demandé de divers côtés et vous demandez de nouveau que ce chapitre tout nouveau de notre vie sociale soit confié au Comité du secours national. Il est très vrai que cette institution, aujourd'hui reconnue d'utilité publique, offre un type jusqu'ici sans précédent : celui d'une organisation qui fait faire œuvre commune et œuvre excellente par les représentants des forces sociales les plus diverses.

Lui remettre aujourd'hui ce grand service des orphelins qui doit être pendant une vingtaine d'années le service par excellence du Secours national, ce serait certes une solution dont personne dans le pays ne pourrait prendre ombrage. Mais serait-ce une solution ? Et n'aurait-on fait d'autre que reculer la difficulté ?

Ce qui a fait le succès du Comité présidé depuis vingt-deux mois par M. Appell, c'est qu'il a toujours agi directement, sous sa propre responsabilité. Pour l'éducation et pour la préparation professionnelle de quelques cent mille enfants, il sera indispensable que le travail se subdivise et se fasse département par département. Il faudrait donc parvenir à créer des sous-comités départementaux qui n'existent pas, c'est-à-dire précisément ces offices instituts ou groupements que prévoit le projet sénatorial.

Ici, je crie en toute sincérité : Bravo ! Qu'à la délibération devant le Sénat ou qu'au débat devant la Chambre les représentants autorisés de toutes les opinions rédigent et signent un amendement confiant le service des orphelins de la guerre au *Secours National* et à des filiales départementales de ce comité créées à son image et fonctionnant sous sa direction (et sous le contrôle supérieur de l'Etat, bien entendu), et nous aurons réalisé le plus beau prodige de l'Union Sacrée. Je ne veux pas ici admettre qu'impossible soit français.

De quelque nom qu'on les nomme, quelles qu'en soient

les modalités de composition et de fonctionnement, tout dépendra de l'esprit dont ils seront animés.

Si c'est l'esprit du Secours national, il se créera dans chaque département un centre et un foyer de vie nationale en même temps que de vie locale. Là se grouperont, pour l'action, des bonnes volontés sans arrière-pensée. On y démontrera par le fait qu'il est possible à des hommes, à des femmes de convictions différentes, opposées même sur bien des points, de mettre leur honneur à respecter avec une probité scrupuleuse la conscience d'autrui. Cela pourrait bien être une nouvelle sorte d'école mutuelle d'où la nation recevrait de précieuses leçons.

Si, au contraire, ce devait être l'autre esprit... Mais non. Je ne peux pas admettre l'hypothèse. Un pays qui s'est élevé à une telle hauteur morale ne retombera pas au-dessous de lui-même : il n'a pas rompu l'Union sacrée devant l'ennemi, il ne la rompra pas devant les orphelins.

Il n'y a qu'une voix dans le pays : par-dessus les barrières des partis, l'ordre que dicte la France entière au Parlement, c'est d'acquitter largement sa dette envers ceux qui sont morts pour elle. Et le seul moyen d'y faire honneur, c'est une grande et simple loi votée à l'unanimité des deux Chambres, dans un sentiment religieux de reconnaissance et de piété nationale.

Veillez agréer, cher monsieur Barrès, l'expression de mes sentiments les plus dévoués.

FERDINAND BUISSON.

Enfin, dans le même moment où je transcrivais cette première lettre, si pleine d'intérêt. M. Buisson m'en écrivait une seconde, également digne d'être lue et retenue.

Cher monsieur Barrès,

Laissez-moi vous redire personnellement comment la question m'apparaît. Il ne s'agit de polémique, ni de récriminations. Vous aurez toujours raison, si bon vous semble, sur ce terrain là. Vous trouverez toujours en lisant

entre les lignes la pensée, l'arrière-pensée politique de l'adversaire. Et de notre côté, on en fera autant. C'est à la portée du premier venu.

Ce qui est difficile et ce qui m'avait paru vous tenter autant que moi-même, c'est de dire à nos amis politiques : Nous soutiendrons nos ambitions et nos programmes politiques partout ailleurs, et les occasions ne manqueront pas. Mais en ce qui touche les enfants qui n'ont plus de père, parce que le père est mort pour nous *siste viator : heroem cateas!* Là, pas de querelle, pas de polémique, pas un mot qui jure avec le souvenir de ces morts. Là du moins, au nom de la Patrie, silence aux partis ! Il ne peut plus rester, il ne reste en présence les uns des autres que des Français qui se sont juré chacun à soi-même, d'agir en honnêtes gens, de ne pas troubler la grandeur de cet exemple, de n'en pas diminuer l'incomparable beauté. Pas un de nos soldats, au moment suprême n'a souhaité pour ses enfants une éducation de parti : s'il eût pu parler, il aurait dit en mourant : « Je veux qu'ils vivent, comme nous mourons, pour la France ».

C'est à ce point de vue-là qu'il faudrait se placer résolument, partisans de l'école confessionnelle, partisans de l'école laïque. Ce sont deux méthodes d'éducation, je ne dis pas qui se valent, mais qui répondent à deux convictions respectables que respecte la loi et qu'ont appris à respecter mutuellement nos soldats dans la tranchée, à supposer qu'ils ne l'aient pas su avant.

J'ai entendu le cardinal Amette dire expressément qu'il acceptait cette base : le respect pur et simple de la volonté du père et, si on ne la connaît pas, de celle de la famille qui subsiste. Il ne serait digne ni des catholiques ni des laïques de se livrer à des opérations tendant à fausser cette base d'accord. Que des deux parts, chacun le dise tout haut, avec l'accent qu'il faut pour être cru, et la loi est faite, faite à l'unanimité.

J'ai assisté à presque toutes les séances de cette *Société d'Etudes législatives* dont vous avez les procès-verbaux et le projet (son seul tort est de venir si tard). Là, j'ai entendu tous les sénateurs, y compris MM. de Las Cases et de Lamarzelle, témoigner ce sentiment, je dirais

volontiers ce besoin impérieux pour l'honneur de la France ; que cette loi soit une loi d'union sacrée. Elle ne peut pas l'être, si de part et d'autre on n'est pas profondément résolu à faire collaborer à la protection des pupilles de la patrie les pouvoirs publics et les initiatives privées, chacune des deux forces s'interdisant comme une improbité d'empiéter sur l'autre, ni aujourd'hui, ni demain.

C'est peut-être une chimère, mais il y a des chimères d'en haut qui font prendre en pitié les réalités d'en bas.

Excusez-moi et veuillez me croire toujours votre dévoué ancien collègue.

F. BUISSON.

Cardinal Amette, Ferdinand Buisson !... Je fais des vœux pour que la formule dans laquelle ces deux noms se rejoignent, et qu'à mon rang je contresigne, trouve l'accueil unanime des assemblées politiques. Que je puisse écrire cet article, verser un tel document dans la discussion des idées, c'est à l'honneur de l'époque ; mais il faut encore faire un pas. Nous voici d'accord pour inscrire un principe d'union dans les considérants de la loi. Puisse-t-il apparaître demain dans son dispositif.

LVIII

APRÈS LE COMITÉ SECRET

SUR LES BATAILLES DE VERDUN

24 juin 1916.

Si l'on veut se rendre compte des raisons qui nous ont amenés en Comité secret, il faut certainement prendre en considération l'explication donnée par M. Dalbiez disant : « Les membres des grandes commissions avaient

reçu des renseignements abondants du gouvernement ; ils savaient ! Le reste de la Chambre a voulu savoir ».

On avait cru devancer et contenter cet appétit de science en élargissant le ministère pour y introduire, comme on disait, des représentants de tous les partis. Les partis étaient instruits en la personne de leurs représentants. Ne pouvaient-ils pas dans une certaine mesure les interroger et les diriger ? L'expédient n'a pas suffi. Le gouvernement s'est élargi encore et a fait une place plus importante dans ses conseils et dans son action aux grandes commissions. Bientôt même on doubla celles-ci ; on y donna accès à un plus grand nombre de députés. Mais quoi ! Le surplus, ceux qui restaient en dehors, criaient : « Tous, nous voulons tous être initiés. Nous n'acceptons pas qu'il y ait deux zones, deux catégories... » Et maintenant c'est le Parlement tout entier qui réclame de savoir.

Que dis-je, de savoir ? Le Parlement ne se contente pas du savoir, il veut le pouvoir.

C'est une nécessité, une évolution logique, un mal que l'on devait prévoir, qui est dans la nature des choses et qu'il fallait enrayer dès le début et bien à l'avance par des institutions de guerre. Nous en revenons toujours là ; rien n'était suffisamment préparé dans aucun domaine ; il eût fallu prévoir l'organisation des pouvoirs publics en temps de guerre.

Les séances secrètes auxquelles nous venons d'assister sont un chapitre d'une histoire éternelle : comment maintenir l'action gouvernementale ? Comment assurer la liberté d'action du général en chef ? Comment régler les rapports entre le stratège et les chefs civils, comment limiter leurs attributions ?

Thème éternel que l'on sait bien que posaient les interpellations déposées ; difficultés inévitables que prétend surmonter l'ordre du jour que nous avons voté.

Cet ordre du jour, je l'aime incomplètement.

J'aurais voulu éviter de dire que «... le comité secret

lui a permis (*a permis à la Chambre*) de se renseigner efficacement sur la conduite de la guerre... ». Je n'entends pas prendre la responsabilité qui est contenue dans ces terribles mots ; je n'entends pas que les chefs et le gouvernement puissent transporter leur lourde et magnifique charge au cours de la guerre, sur les épaules d'un législateur. Suis-je renseigné ? C'est bientôt dit. Et que veut dire ce mot « efficacement » ? Il signifie d'une manière qui produira son effet. Quel effet ? Ce serait trop commode que les chefs civils et militaires pussent dire : « Nous vous avons associés à l'exécutif, vous êtes des nôtres. » Non ! Chacun sa tâche, chacun son fardeau ; le vôtre est formidable comme votre pouvoir. Il ne suffit pas de me mettre en face de telle situation pour que je déclare que je la connais *efficacement*, c'est-à-dire que je puis la régler.

Ce membre de phrase crée le désordre dans les rôles en méconnaissant toutes places et toutes attributions.

Mais « nous allons instituer et organiser une délégation générale qui exercera, avec le concours du gouvernement, le contrôle effectif et sur place de tous les services ayant la mission de pourvoir aux besoins de l'armée... » Ainsi s'exprime l'ordre du jour, et cette phrase répond à mon scrupule. Jusqu'à cette heure, nous n'étions pas « renseignés efficacement sur la conduite de la guerre » ; dorénavant, nous irons sur place et de nos propres yeux nous renseigner.

C'est me donner raison. Avant de prendre les responsabilités que cet ordre du jour met sur nos épaules, nous aurions dû attendre d'avoir été en mission avec des pouvoirs... Avant d'écrire que nous sommes « renseignés efficacement », nous devrions avoir reçu et employé cette part du pouvoir exécutif qui va nous être donnée...

Hier, nous n'avions pas le pouvoir. Demain, nous allons l'avoir. Mais de quel pouvoir s'agit-il ?

Cette extension du rôle, des attributions, des devoirs,

des droits, bref de la puissance du législateur, me paraît redoutable pour la bonne conduite de la guerre.

La Chambre s'en doute. Elle a vu la difficulté. Son embarras l'atteste. Elle déclare qu'elle s'abstiendra strictement d'intervenir dans la conception, la direction et l'exécution des opérations militaires ». Mais en fait où sera sa limite ? Ne voyez-vous le conflit toujours possible ? Si j'examine le libellé des questions qui ont été portées à la connaissance du public avant le comité secret, je suis autorisé à croire qu'au cours de ces sept journées on a pu parler de l'état des travaux sous Verdun avant la bataille. Toutes choses avaient-elles été préparées ? demandent les députés. Les voici mis à même d'aller dans l'avenir s'assurer des préparations d'une bataille ? Si la bataille révèle quelque insuffisance de ces préparations auront-ils à répondre de leur enquête, de leur inexpérience, de leur silence, du satisfecit qu'ils auront donné à l'avance ? Porteront-ils une part de responsabilité ? Une enquête sera-t-ouverte sur leur enquête ?

Tandis que j'écris, j'ai là, sur ma table, un ouvrage remarquable, *La Direction de la guerre ou la liberté d'action des généraux en chef*, par le commandant breveté V. Dupuis (à la librairie Chapelot). Cet ouvrage a été très lu, cette année. Il donne l'histoire et la philosophie de ce problème des rapports du gouvernement et du haut commandement, en face duquel la Chambre vient de se trouver. Voici par quelle phrase il s'ouvre : « On doit entendre qu'un général en chef a sa liberté d'action pleine et entière, lorsque nulle autorité autre que la sienne n'intervient dans la conception, la préparation et l'exécution du plan de campagne. » (Préambule, p. 1.) Il est curieux de voir que le commandant Dupuis et la Chambre s'accordent pour laisser au général la conception et l'exécution, et que sur la préparation il y a peut-être divergence. Les députés entendent avoir une idée sur la préparation, que l'historien militaire réserve au commandement.

Simple remarque, mais qui mérite peut-être quelque attention. Il y a bien de la gêne et du vague dans cet ordre du jour auquel la Chambre vient d'aboutir.

Je le critique et pourtant je l'ai voté ; je vois ses défauts et pourtant je devais l'accepter.

Il clôt un débat dont je ne dirai pas ce qu'il fut, je n'en ai pas le droit, et je ne cherche pas à insinuer qu'il ait été mauvais, mais que j'avais redouté et que je ne tenais pas à prolonger. L'intransigeance, les discussions trop roides et un peu théoriques sur cet ordre du jour, après sept jours de séance, auraient amené un redoublement fâcheux des ardeurs. Il saute aux yeux, par les noms bigarrés de ceux qui le signèrent, que ce texte auquel nous avons abouti est un compromis. Il a été mis debout par des hommes qui s'accordèrent comme ils purent et mieux encore qu'on ne pouvait craindre.

Je l'ai voté parce qu'il nous dispense d'une crise du gouvernement et du haut commandement, parce qu'il affirme la volonté et la foi de vaincre, parce que je suis allumé d'union, de fraternité...

Voter « pour » ? Eh ! sans doute, il y a des objections. Voter « contre » ? Ah ! non, jamais. A la guerre, le gouvernement, sauf le cas d'indignité, c'est encore le drapeau. J'ai soutenu, selon mes forces, une fois de plus, les chefs civils et militaires de la France.

Au fond, comme je le disais au début, et comme le public le sentait, c'est surtout une opération d'ordre intérieur que faisait la Chambre. De ce point de vue, les séances n'auront pas mal réussi. Je suis de l'avis de M. Dalbiez ; un certain nombre de députés (qui n'appartiennent pas aux grandes commissions) se languissaient à sec, hors des eaux vives de la science. Tous les robinets ont été ouverts, et sous ce flot de paroles la soif irritante de savoir me semble momentanément apaisée.

Mais tout de même, sauf le cas d'une nécessité certaine, je demeure opposé à cette procédure du Comité secret !

On risque d'y voir apparaître (comme dans les couloirs) des intrigues et des audaces qui n'oseraient pas affronter l'éclatante lumière et les cent mille regards des patriotes.

Et puis, voulez-vous qu'en trois phrases je vous dise pourquoi les séances secrètes, alors même qu'elles finissent au mieux, ne sont pas inoffensives !

Avant que d'être ouvertes, elles font déjà leur mal. Elles augmentent chez les chefs et à tous les étages de la hiérarchie la peur des responsabilités.

Qu'est-ce qu'il y a de plus rare et de plus utile chez les hommes d'action ? C'est le courage de prendre des décisions. Il est si commode de ne pas bouger, de ne rien risquer ; il est si tentant de se mettre à couvert d'erreurs, dans l'inertie derrière des rapports, en attendant des ordres, sans prendre aucune initiative.

Jamais un chef n'ira de plein cœur vers sa décision, si, aux risques naturels d'échecs qu'il voit droit devant lui (du fait nécessaire de l'ennemi), il lui faut ajouter l'appréhension des comptes que vont lui demander neuf cents parlementaires qu'il sent derrière lui. Un obstacle en avant, une chaîne dans le dos ? Il ne fera pas un pas !

Et, jusqu'à tous les autres chefs, son exemple descendra. S'il leur faut être hantés sans cesse par des préoccupations en dehors de la hiérarchie et de leur milieu normal par des préoccupations politiques, comment des commandants pourront-ils pousser leur travail actuel, exclusif, ardent, au jour le jour, le seul qui vaille ?

Contre cette surveillance d'exception, exercée dans un esprit non militaire, et qui par là les trouble, vous les verrez se réfugier dans l'inaction soignée, attentive, systématique, celle qui n'a pas de suites, donc pas de dommages, du moins personnels...

Où bien encore vous les verrez recourir à des amitiés particulières avec de puissants protecteurs politiques.

Ces réflexions seraient aisément éclairées d'exemples militaires nombreux qui sont de toutes les époques et dans toutes les mémoires.

M. Briand vient de gagner une partie qui risquait de troubler la sérénité du pays, sans qu'on puisse sérieusement en attendre des bénéfices matériels. Le public ne s'est pas intéressé beaucoup à ces séances secrètes. Verdun, l'offensive russe, les Anglais occupaient toute sa force d'attention et de sympathie. Et puis il n'admettait pas qu'il pût se trouver une majorité pour ouvrir une crise du haut commandement. Mais que dit-on ? Que les sénateurs veulent recommencer la même partie ? Qu'ils veulent eux aussi juger la conduite de certains chefs dans certains faits de la guerre ? C'est une reprise, pour le moins, superflue et difficile à faire comprendre.

Certes on peut améliorer quelles qu'elles soient, les méthodes du commandement et du gouvernement ; cette guerre est longue, le meilleur instrument ne peut se passer de retouches ; mais ce n'est pas dans une immense assemblée passionnée, fût-elle publique, fût-elle secrète, que de tels problèmes délicats, complexes et savants, s'agissent utilement. Ils appartiennent à l'exécutif. Le bien ne peut venir que d'une collaboration étroite du gouvernement et du haut commandement. La France se réjouit de savoir que jamais cette pleine confiance affectueuse n'a été entamée. Elle voit dans ce précieux accord un gage de victoire.

LIX

LE VOYAGE D'ITALIE

XI

VENISE EN TENUE DE GUERRE

26 juin 1916.

Le mercredi 17 mai au matin, nous quittons en automobiles Belluno, et au bout d'une heure, nous longeons le Lago Santo, lac charmant de solitude et de pureté qui, me dit-on, fournit sa force pour la production de la lumière électrique à Venise. « Taisez-vous, guide trop savant ! J'aime mieux croire qu'il est sauvage. » Successivement nous dépassons Vittorio, Conegliano, Treviso et de nombreuses villas d'un beau goût vénitien. Enfin, vers midi, nous voyons se lever la merveille dans les buées de sa lagune, et nous prenons à Mestre un canot à vapeur pour Venise.

Une fois encore, nous voici dans l'aimable ville. Brillante, elle repose toujours au milieu de ses miroirs ; ses gondoliers moins nombreux disputent avec la même vivacité inépuisable : ses femmes sous le châle noir, ses enfants rouges, bleus et violets, ses pigeons, tout son peuple familier l'animent comme aux jours heureux, et la foule cosmopolite en fuyant n'a rien emporté de la délicate poésie. Tout est pareil d'abord, semble-t-il, sauf là-bas, au-dessus du Jardin public, une « saucisse », un dracken italien, personnage un peu bouffé, duègne plutôt que chevalier, qui veille baigné d'azur sur le repos de la beauté.

Italie, terre inépuisable en merveilles ! Nous allons au *Danieli*, seul hôtel qui, bien qu'à demi transformé en hôpital, demeure ouvert, et voilà-t-il pas qu'après le déjeuner, à deux heures moins le quart, les lustres des salons commencent à se balancer ! Tout s'émeut, chancelle doucement. C'est un tremblement de terre.

Ma première visite, avant que je passe chez Gabriele d'Annunzio, et sur le chemin de sa maison, sera pour Saint-Marc.

Formidable spectacle de la basilique en tenue de guerre ! Le chef-d'œuvre a revêtu le casque et la cuirasse ; d'innombrables sacs de terre recouvrent ses richesses. Mais tandis que ces fameuses beautés, prières d'or, d'argent et de diamants se cachent, des soldats et des femmes à genoux multiplient leurs supplications autour d'une Vierge et d'un Christ exposés. Je ne me laissais pas de regarder ces adorants et cette église en esprit, cette âme invincible qu'ils dressaient au milieu des splendeurs périssables.

Le lieutenant Ugo Ojetti a été chargé de veiller à la sauvegarde des monuments et des œuvres d'art dans la zone de guerre. Il nous accompagne et appelle notre attention sur les mesures qu'il a prises. C'eût été excellent de recouvrir extérieurement, de mettre sous cloche Saint Marc et le palais des Doges, mais ces fragiles merveilles posent sur des pilotis qu'une surcharge de poids écraserait. Ojetti a dû se borner à soutenir chacun des détails les plus précieux, par exemple à placer des colonnes d'appui dans les arceaux du palais, et ces colonnes, il a soin qu'elles s'harmonisent avec l'ensemble. Délicatesses d'amoureux, mais attendez qu'une bombe arrive, le tout ne sera plus que poussière. Chaque jour des avions austro-boches viennent sur la ville. D'une minute à l'autre, le crime peut s'accomplir et, comme il défie toute précaution, il défilierait toute réparation.

Je n'avais pas vu Venise depuis le Campanile de la place Saint-Marc reconstruit. Son aspect de neuf lui donne l'air d'un intrus, l'air d'un géant qui serait venu de l'étranger demander en mariage la basilique et demeurerait là gauche et figé, en costume trop neuf... On aurait pu teinter ses pierres, le peindre à l'ancienne. On s'en est abstenu par respect pour la vérité, on n'a pas voulu faire un faux. C'est un scrupule honorable, mais alors comment justifier la reconstitution elle-même ? Les Athéniens n'ont pas rétabli le temple d'Athénè, brûlé par les Perses ; sur ses décombres précieux, ils ont construit le Parthénon de Périclès. Les Vénitiens de jadis auraient inventé quelque chose de nouveau qu'ils auraient pensé eux-mêmes.

Cette critique, je m'empresse de le dire, est d'ordre théorique. En fait, on a pris la meilleure décision qui fût possible. Nous autres, les étrangers, nous aurions mauvaise grâce à la blâmer ; c'est nous qui prions Venise de vouloir bien accepter d'être un musée, un conservatoire de beauté, et de vivre une vie un peu archéologique. Mais le génie de l'Italie garde sa fécondité. Et cette après-midi même, ne vais-je pas voir une fleur qui s'épanouit sur la tige antique, une fleur non pareille aux fleurs de jadis, car la nature jamais ne se répète, mais leur parente et leur rivale de couleur et de parfums.

Gabriele d'Annunzio, l'homme et l'écrivain, avec son génie et toutes ses audacieuses libertés, se place dans la grande tradition italienne, dont il reçoit et prolonge l'impulsion. Il fut beaucoup discuté de ses compatriotes. Je me rappelle et ne reproduis pas l'expression saisissante avec laquelle, la première fois que je le vis à Paris, il m'exprimait son contentement d'être ainsi la proie de l'opinion. Aujourd'hui, ce poète est dans son pays une puissance de fait dont les uns se réjouissent et que les autres subissent. Si quelques esprits chagrins veulent encore le critiquer, on leur conseille qu'ils le consi-

dèrent d'ensemble ou dans ses plus belles parties, et surtout qu'ils fassent un retour sur eux-mêmes et qu'ils se demandent, en voyant leurs propres imperfections, s'ils les compensent par les œuvres, les actes et les paroles de ce grand Italien.

Gabriele d'Annunzio réalise peut-être ce que le xv^e et le xvi^e siècles avaient vainement cherché à créer en littérature.

Les Italiens ont toujours eu un grand goût de l'art décoratif. C'est leur caractère dominant, qu'ils manifestent aujourd'hui encore, bien qu'avec moins de finesse... (À peine ai-je écrit ce mot de restriction, que je dois l'effacer. Le vocabulaire manque, ou du moins il me faudrait une longue réflexion pour bien saisir et bien exprimer ce qu'il y a chez tout Italien de simplicité, de familiarité et de théâtral.) Souvent nous comprenons mal certains morceaux de la grande époque que nous admirons à part, quand ils valaient comme des parties soumises à un ensemble. La Renaissance italienne rêvait un rêve si beau, si riche d'intention, si plein de formes plastiques que ses grands chefs-d'œuvre de peinture, de sculpture, d'orfèvrerie et d'architecture, contiennent beaucoup plus de choses que nous n'en savons voir. Ce mélange de richesse technique et de fraîcheur de sentiment, elle eût aimé le déployer dans ses œuvres littéraires. On entrevoit ce qu'elle recherchait et qu'elle n'a pu réaliser, ni en vers ni en prose, si l'on étudie certains de ses théoriciens et par exemple le *Sonje de Poliphile*, œuvre bien ennuyeuse, c'est entendu, mais extraordinaire d'imagination érotique et plastique, et de force décorative dévergondée, qui fut plusieurs fois traduite en français et en dernier lieu par le savant amateur Claudius Popelin.

Annunzio a recueilli cette tradition d'infinies recherches dans le raffinement. Dès les poèmes de sa jeunesse, étonnants de liberté, de pureté (*Poèmes d'Isotta*, poèmes

paradisiques; élégies romaines), où l'amour se développe dans des paysages magnifiques, quelle maîtrise de l'expression, quelle fusion du sentiment avec le décor superbe des grands jardins de Rome ! Comme le génie adolescent se nourrissait avec richesse et noblesse des réminiscences antiques ! Et voyez les œuvres de ces dernières années, les grandes fresques théâtrales qu'il produisit en langue française. C'est inimaginable ce qu'un « mystère » comme *le Martyre de Saint-Sébastien*, où il me fit l'honneur et l'amitié d'inscrire mon nom, suppose de civilisations amalgamées et d'imagination poussées à leurs limites.

A cette vertu d'avoir retrouvé les plus ambitieuses traditions de l'art italien, Annunzio joint aujourd'hui l'honneur qu'on le renomme justement un des guides et l'animateur de sa nation. Aux jours les plus tragiques, il a précipité le destin, tout en maintenant l'accord du roi et du peuple, et de Gênes à Rome, à grands coups de discours pareils à des odes, il a poursuivi, écrasé le parti de l'étranger. L'histoire dira qu'il répandit une brûlante beauté sur les calculs qu'il fallait bien que l'on fit, mais qui risquaient d'amener un refroidissement de l'âme populaire.

Un jour que je cherchais à savoir quelles sont les forces spirituelles de l'Italie, quelqu'un m'énumérait ses hommes politiques éminents, propres à mettre dans des ministères, et sur ma question : « Et Annunzio ? » — « Oh ! Annunzio (une hésitation comme devant un objet non classé), il occupe la situation d'un journaliste supérieur. » Quelle petite idée de ce qu'est le pouvoir spirituel ! Le vieux prophète Hugo définissait mieux l'espèce à laquelle appartient Gabriele d'Annunzio quand, vers 1871, il crayonnait pour lui-même, sur un papier froissé, cette note : « J'ai une certaine quantité de pouvoir spirituel. Veux-je autre chose ? Non. Le pouvoir matériel ? Pourquoi ? Etre ministre ? Président ? etc. A

quoi bon... Je n'ai pas besoin d'être fonctionnaire... »

Mais je me suis attardé en m'en allant à pied au *Palazzino rosso*. Quand j'y arrive, l'espace me manque, et c'est plus sage que je remette à demain le récit d'une belle conversation.

LX

LE VOYAGE EN ITALIE

XII

LE CONCERT CHEZ LE POÈTE.

LA VILLE DANS LES TÉNÈBRES. — UN VOL SUR VENISE.

27 juin 1916.

Annunzio habite sur le Grand Canal un tout petit palais que se rappellent sans doute les visiteurs de Venise. C'est le palazzino rosso, au fond d'un étroit jardin dont les arbustes se penchent vers l'eau par-dessus une balustrade de marbre. Et c'est harmonieux et juste que pour souffrir et se reposer le poète du *Feu* ait trouvé cet endroit raffiné...

Mais le voici qui vient à nous : amaigri, pâle, l'œil gauche caché par un bandeau noir, plus charmant que jamais en jeune officier.

Nous nous embrassons, et d'abord des nouvelles de sa santé. A son avis, il ne retrouvera pas l'usage de son œil, mais son état général était tellement sain qu'il n'a pas eu de complication.

Cette dernière réflexion, Annunzio l'a faite avec la gentille fatuité toute sereine que ses amis lui connaissent et que j'écoute joyeusement, car elle me le montre, sous

une plus belle parure de gloire, toujours pareil à lui-même.

Le terrible, ce fut la nécessité de demeurer pendant près de trois mois dans l'obscurité, sans mouvement, la tête plus basse que les pieds, et livré aux visions... Il ne parle ni de sa fièvre, ni des douleurs au milieu desquelles je sais bien qu'il a vécu, mais seulement, des images obsédantes que son œil malade lui impose durant d'interminables insomnies. Pas une minute il ne se plaindra. Puisque nous l'obligeons à dire quelque chose de son mal, il prend d'une manière toute simple le ton d'un artiste décrivant des curiosités.

Tandis qu'il parle, et sans me distraire de l'admirer, je regarde le charmant décor. Il faudrait la science et le minutieux pinceau de Théophile Gautier pour décrire ce palazzino silencieux qu'éclaire le petit jardin et pour inventorier ces pièces minuscules dont les plafonds et les murs, curieusement ouvragés, sont couverts d'objets rares et précieux.

— Je devais, nous dit-il, me soumettre aujourd'hui à une petite opération : je l'ai différée pour vous appartenir, mais je n'ai pas pu ajourner un petit concert, un quintette que j'ai là, parce que les « virtuosi » viennent des batteries du Lido avec une permission de leurs commandants qu'on ne peut pas renouveler. Aujourd'hui ils me jouent de la musique française de chambre. César Franck et Maurice Ravel.

Et sur notre désir de ne pas interrompre son plaisir, il nous mène au premier étage dans sa chambre où l'attendent quelques amis et sa fille, charmante personne de vingt ans, accourue dès la première heure pour veiller à son chevet.

J'ai toujours pensé qu'Antigone était la plus belle figure de la poésie, mais l'Antigone de la fable n'a pas eu le bonheur de soigner un père poète et soldat.

De la pièce voisine, la musique s'élève et remplit de

rève le petit palais. Ce sont d'excellents artistes, ces soldats triés par leurs chefs dans les batteries du Lido, et ils jouent de toute leur âme pour enchanter la souffrance du maître qu'ils admirent.

Écoutons, regardons; c'est là sous nos yeux, tout vivant, un de ces tableaux que le grand art aime à prendre pour thème. Dans la ville où Giorgone peignit le *Concert champêtre*, j'assiste au concert pour le héros : Annunzio, étonnamment jeune, pâle et faible, reçoit avec son sourire toujours égal l'amitié de ses hôtes; sa fille, au visage doux et profond, n'a de regard et de pensée que pour le blessé vénéré; auprès d'elle, une amie de son âge, lui tient la main dans un geste de sympathie comme pour la rassurer, et une troisième jeune femme agenouillée par terre, assise sur ses talons, le regard perdu, écoute avec avidité la musique, réalisant ainsi le type classique d'une sainte Cécile.

Je me penchai vers le poète : « Annunzio, vous rappelez-vous ce grand vers de Hugo :

« Homme, Thèbe éternelle, en proie aux Amphiens ! »

Pourquoi cette réminiscence ! C'est que sous l'action de la musique je venais de voir dans le prolongement de cette chambre toutes les salles de verdure, tous les boudoirs, tous les jardins, toutes les retraites de la volupté et de la nostalgie, peintes par le Tasse et l'Arioste, ou rêvées par la race italienne, et puis, dans le même moment, sous un coup plus grave de l'archet, m'était réapparue la cave d'Ablain-Saint-Nazaire, où des soldats de France, dans une obscurité qui m'empêchait de distinguer leurs figures, jouaient des morceaux grandioses de Bach tandis que le bombardement ravageait sur eux le village¹.

1. Voir Pierre de Rozière, à la page 147 des *Familles spirituelles de la France*, et dans les *Voyages de Lorraine et d'Artois*, page 389.

O France plus janséniste, Italie plus païenne ! Il faut apprendre à connaître et à respecter les diverses espèces d'êtres nobles qu'il y a de par le monde, et c'est encore une forme de courage chez Annunzio que cette fidélité à sa nature et que cette volonté de s'envelopper toujours d'une atmosphère précieuse et rare.

Après le concert, Annunzio et moi, demeurés seuls, nous avons causé indéfiniment de son rôle, de la guerre et des choses d'art. Longuement, il m'a raconté les préparations, les difficultés, les angoisses, le triomphe de sa propagande, et ce grand artiste savant comparait ses harangues pour la résurrection latine aux discours des tribuns italiens du XIII^e siècle.

Réunissant notre expérience, nous sommes d'accord, tous deux, pour considérer que dans nos deux pays la nation, à cette heure, c'est l'armée, et que chacun, à l'arrière, vaut dans la mesure où il se raccorde aux soldats.

Puis le poète me parla des dictées ou des écrits à tâtons qui furent l'œuvre de ses insomnies (de sa fièvre, peut-être de ses délires) et qu'il va publier sous le titre de *Nocturnes*.

— J'ai dû, me dit-il, inventer une nouvelle manière, appropriée à mon état. Jusqu'alors, j'étais habitué à voir ce que j'écrivais ; maintenant un mot que je trace à l'aveugle sur ces petits cahiers étroits, c'est comme si je le lançais derrière moi. Ce sont des aveux jetés dans la nuit. Et quand ma fille me les relit le matin, en m'entendant parler ainsi, je suis profondément ému.

Le soir approchait ; la lumière moins vive permettant au blessé qu'il se risquât dehors, nous sommes partis en gondole à rames.

Sous ses énormes lunettes noires, le corps perdu dans son large manteau d'officier, le visage et les mains amincis par la souffrance, la parole plus fière et toujours vigoureuse, imagée, quel personnage précieux il fait,

notre ami, dans ce crépuscule. Les gondoliers qui le reconnaissent, le saluent, et les soldats d'un hôpital que nous longeons, l'ayant aperçu, accourent tout bandés aux fenêtres, et l'acclament à l'italienne par des applaudissements.

Nous allons au nord de la ville, dans un quartier vétuste et désert de palais délabrés, au Casino dei Spiriti.

C'est un jardin du xvi^e siècle, qui n'avait jamais disparu complètement et que le goût excellent de son propriétaire a rétabli d'après les anciennes gravures, tel que le connurent Michel-Ange et Vittoria Colonna. Les colonnades s'y mêlent aux fleurs, aux arbustes, aux arbres, pour former un ensemble noble et mystérieux, ordonné en une suite de chambres, diverses de couleur, de dessin et de parfum. Nous allons respirant, admirant et causant, et arrivés au fond de ce promenoir enchanté, à travers les barreaux de la vieille grille contre laquelle vient fraîchir la lagune, nous voyons sur l'eau déserte, au loin, dans l'atmosphère bleue et rose du soir, le cimetière.

« C'est là, me dit Annunzio, que reposent mes pauvres compagnons », et, après un silence que remplit notre double prière, il ajoute : « Pensons maintenant aux collines de Verdun ! »

Je lui raconte la mort du colonel Driant. Il me décrit le retour de l'aviateur Salomone, ramenant à travers le ciel ses deux compagnons, l'un mort, le second blessé et dont la tête, plus belle que la tête d'Orphée, ruisselait de perles rouges en dehors de la nacelle. Lui-même Annunzio, a connu au-dessus de Trieste des heures dangereuses. « Que sont, après cela, dit-il, ces rêves de domination et d'autres rêves encore ? je ne désire plus que de retrouver ces minutes où le moindre homme devient quelqu'un qu'il n'avait jamais soupçonné. »

Cette causerie, où j'ai cru voir naître un nouvel Annunzio, nous l'avons prolongée bien tard, jusqu'au

milieu de la nuit, à travers la ville, survolée d'avions, toutes lumières éteintes. Quel désert, quel clapotis sinistre, quel décor de cape et d'épée, la prodigieuse collection d'estampes romantiques ! Ceux qui virent ces extraordinaires ténèbres en deviendront fort redoutables : ils ne manqueront plus jamais, si l'on parle de Venise, de fatiguer leurs contemporains en répétant avec insistance : « C'est en 1916, qu'il fallait s'y promener ! » Le poète, un peu à tâtons m'entraînait le long de ruelles sinistres que nul rayon de vie n'animait, vers les sites que son imagination préfère. Ses admirateurs peuvent noter, dût-il maudire mon indiscretion, qu'il convient d'aller vers minuit à la Scala del Bovolo, que je leur laisse le soin de trouver.

Parfois Annunzio, sous ses verres et ses bandeaux, hésitait longuement et je le menaçais de faire connaître au monde que le poète du *Feu* est incapable de retrouver tout seul le chemin de la place Saint Marc.

D'heure en heure, du haut des toits, s'élevait le cri des bersaglieri qui veillent en armes sur les terrasses où jadis les belles Vénitienues séchaient leurs chevelures. Ils guettent dans le ciel les taubes et rassurent la ville. *Per l'aria buoua guardia !* Mélopée qui saisit, attendrit le cœur en rappelant le péril du précieux trésor sans défense.

En contraste avec cette Venise perdue dans cette épaisseur de noir, il me fut donné le lendemain de voir la ville éblouissante comme jamais dans un cirque d'azur.

On nous montrait les escadrilles italiennes et françaises qui assurent la défense aérienne de Venise. « Quel appareil voulez vous essayer ? » J'ai demandé de faire au-dessus de la ville et de sa lagune, le plus bas possible, un voyage de reconnaissance. Voir Venise sous un angle inconnu, comme un pan en relief, la connaître indiscrètement, du haut du ciel, alors que nous fûmes toujours prisonniers entre les façades de ses palais, la situer

dans ses vastes lagunes, n'est-ce pas que vous m'enviez ?

A peine ai-je formé mon vœu que tout se prépare avec diligence sur les prairies où, non loin de Venise, la belle invention repose dans un coffret colossal. Le dirigeable, comme un Esprit, sort avec majesté de sa haute cathédrale. Quelle grâce, quel désir de l'espace ! « En route ! » dit le jeune officier, et déjà nous glissons à une hauteur de deux cents mètres, avec une vitesse de 64 kilomètres.

Voici la ville toute nette, ses îles, ses ilots, la mer, et notre ombre comme un gros poisson nous suit dans les eaux. Venise, trésor glorieux, occupe le centre d'espaces ensoleillés par le couchant et qu'entoure la brume. Repos charmant de la ville bleue et rose, douce comme un duvet d'oiseau, au milieu de sa lagune laiteuse. Quel malheur d'être, sur cette tranquillité, un oiseau si bruyant !

Je respire l'air marin, l'air des cimes, et puis l'émerveillement des féeries. Nous passons au dessus du jardin que j'avais tant aimé la veille.

Parmi cinquante manuscrits, sous la poussière d'avant la guerre, j'ai un vieux travail imparfait sur les jardins de Venise. Quelle enquête j'avais faite pour les dénombrer : celui de la Giudecca plein de roses ; celui non loin de la gare, celui... Mais, laissons ; livrons-nous au plaisir présent, au plaisir de prendre une intelligence parfaite des formes de Venise, de son grand canal qui serpente et de toute la résille de ses moindres canaux. Mon regard plonge émerveillé à travers les rayons du soleil et les vapeurs de l'eau dans la place Saint-Marc et dans les diverses coupures au fond desquelles s'agite le charmant petit peuple. Venise elle-même, dans cette immensité claire, semble une fragile créature dont je crois sentir la respiration, la palpitation délicate. Mais déjà c'est fini de goûter le plaisir des oiseaux. La prairie a réapparu. Des Lilliputiens blancs courent dans l'herbe, ont saisi

les cordes jetées ; nous revoici prisonniers des gens de cette terre.

Et tandis que je monte dans le canot qui doit me ramener en gare où le train pour la France m'attend, là-haut, le gros poisson d'argent a repris sa nage dans le ciel, suivi par son ombre, noir requin de la mer. Puissent-ils ne pas se rejoindre ! Puissent les jeunes officiers rayonnants d'amabilité, de gaieté accomplir heureusement jusqu'au bout leur tâche et faire pour Venise *per l'aria buona guardia*.

LXI

EN SORTANT DE NOTRE-DAME

NOUVEAUX DOCUMENTS SUR LA VIE ET LA MORT DE DRIANT

In Memoriam.

30 juin 1916.

Au moment où s'ouvrent une nouvelle phase de la guerre et de nouvelles espérances, qui n'ont été possibles que grâce à l'incroyable ténacité des défenseurs de Verdun (parce qu'elle laissa à nos alliés le loisir de perfectionner leurs préparations, Paris a voulu faire autour de Driant et de ses chasseurs une solennelle manifestation de pieuse reconnaissance. Reconnaissance envers les morts et les vivants qui depuis quatre mois se dévouent dans les collines sanglantes de la Meuse. Mercredi, à Notre-Dame, la foule immense célébrait, remerciait, priait ; elle priait pour tous les soldats, par l'intermédiaire de ceux d'entre eux qui sont tombés au champ d'honneur et qu'elle révère comme des martyrs.

Les soldats de la France, quelle que soit l'invocation qui se mêle à leur dernier souffle, se battent, instituteurs et prêtres confondus, en état religieux, au service des plus hautes notions. Dieu le veut ! La République nous appelle ! La Civilisation réclame notre vie ! Tous ces grands cris de ralliement, parfois nous croyons qu'ils se heurtent, mais ils se marient, s'unissent au-dessus de nos têtes, et hier j'entendais, je voyais, j'éprouvais leur puissante harmonie sous les voûtes saintes.

A cette heure, il n'est de grands noms que ceux qui rassemblent et lient entre eux les enfants de la France, et nous ne glorifions personne qu'en vue de glorifier la patrie. C'est grand honneur pour Driant que son corps gisant, ses actes et sa mémoire servent partout de ralliement.

Nancy d'abord, le 15 avril, dans sa cathédrale, offrit d'un cœur unanime son hommage au soldat mort sur la terre lorraine ; puis le 30 avril, ses amis, (qui sont aussi mes vieux amis), les patriotes de Dombasle, de Rozières, de tout le Vermois se réunirent dans la basilique vénérable de Saint-Nicolas-du-Port ; puis ce fut le tour de Troyes, où pendant des années Driant commanda le 1^{er} bataillon de chasseurs, et le 10 juin, une messe à sa mémoire, à la mémoire de ses compagnons d'armes, était célébrée à Saint-Germain-en-Laye...

A Saint-Germain ? Pourquoi ? Par qui ? Par un de ses officiers, par un prêtre sous-lieutenant du 59^e bataillon de chasseurs.

Ici arrêtons-nous. Le sous-lieutenant Bruni, en temps de paix l'abbé Bruni, vicaire de Tonnerre, est décoré de la Médaille militaire ; il a été porté à l'ordre du jour de l'armée, pour sa conduite « pendant les 21 et 22 février 1916 », au bois des Caures, au côté de Driant. Je voudrais tout au long vous donner les souvenirs mémorables de l'abbé lieutenant. « Le lundi 21 février, écrit-il, beau soleil. Dans le bois on se sentait vivre. J'allais

prendre l'air quand trois obus de gros calibres commencent la danse. Dix-huit grosses batteries tiraient sur le bois des Caures (1 kilomètre de front) ; autant peut-être sur le bois de Houaumont : je me trouvais entre les deux feux. Pendant neuf heures, sans discontinuer, les canons prenaient la forêt mètre par mètre, en faisant des trous énormes. C'est alors que le gradé sent sa responsabilité. Nous étions 27 dans l'abri. Il fallait paraître gaillard auprès de ces hommes qui, quoique braves, regardaient si j'avais quelque inquiétude. Chaque obus proche soufflait la lampe. Nous étions, je le sentais, des condamnés à mort .. »

Je signale au passage cette originale et noble figure du prêtre soldat, caractéristique des armées de 1914-1916, mais de peur que des esprits médiocres ne me soupçonnent d'aucune préférence querelleuse, je rappelle comment Driant lui-même, peu avant sa mort, rendit un bel hommage aux instituteurs qu'il voyait se battre et mourir sous ses ordres pour la France.

Le chef et tous ses soldats forment un bloc. Le 56^e et le 59^e bataillons, surnommés « la muraille de Verdun », ont été portés à l'ordre général de la 2^e armée par une belle citation que nous ne connaissons jamais trop :

Les 56^e et 59^e bataillons de chasseurs à pied, sous le commandement de chefs tels que le colonel Driant, le commandant Renouard, le capitaine Vincent, ont fait pendant les combats de fin février 1916 l'admiration de tous par l'énergie indomptable avec laquelle ils ont lutté pour conserver le terrain dont la défense leur avait été confiée. Ne formant qu'une seule âme, unis dans une même foi, ils ont montré une fois de plus ce qu'on peut attendre de ces soldats d'élite et ont ajouté une grande et belle page à leur histoire.

Voilà le témoignage qui ne périra pas. Mais ce grand

texte, à la gloire des chasseurs, nous devons le traduire, l'exprimer, le manifester sur la terre lorraine par un monument de pierre. Déjà, plusieurs fois, j'ai dit quelles étaient là-dessus les volontés de Driant. En voici un écho que je dois enregistrer :

... Ecoutez les instructions que j'ai reçues au commencement d'octobre 1915.

Driant a fait dresser, à la sortie de Vacherauville, sur la route de Samogneux, dans un champ où reposent de nombreux chasseurs, une grande croix de bois. Un monument doit y être érigé. En octobre, quand le groupe de bataillons de chasseurs a été relevé du secteur du bois de Consenvoye (il n'est allé au bois des Caures qu'à la fin de novembre) pour être envoyé à Eix, au pied des Côtes de Meuse, mon ami m'avait manifesté sa volonté formelle d'être inhumé au pied de cette croix, au milieu de ses chasseurs, s'il lui arrivait malheur...

Vous pouvez faire à l'occasion tel usage de ma lettre que vous jugerez convenable, sous réserve de ne pas me citer, puisque je suis en activité...

Ainsi m'écrivait, à la date du 9 avril 1916, le lieutenant colonel Bergot. La réponse que j'adressai à ce bon serviteur du pays n'est arrivée qu'aux mains des siens, qui m'informent de leur deuil glorieux. Sa mort me délie ; je le nomme.

Le monument dont me parlait le colonel Bergot, c'est celui que le soldat-sculpteur, le chasseur Corio, avait été chargé par Driant de dresser, et qu'il faudrait bien qu'au plutôt il reprit...

Ai-je dit qu'à cet effet déjà j'ai reçu de l'argent ? Je prie qu'on veuille bien s'abstenir de me rien donner jusqu'à l'heure favorable. Aujourd'hui, l'on ne peut même pas écrire une digne biographie du héros, et je dois me borner à rassembler et à mettre à pied d'œuvre

les faits, les témoignages, les documents, les pierres avec lesquelles on construira son chapitre d'histoire.

Le lieutenant-colonel Bergot, dans la lettre que je viens de citer, me disait encore : « *Si nous causions, je ne vous fournirais pas des traits nouveaux sans doute ; mais, pour avoir été le confident intime des pensées de Driant pendant la guerre, peut-être pourrais-je, même à vos yeux d'amis, apporter un peu plus de lumière sur cette noble et magnifique figure...* »

Ce que voulait me dire ce « confident intime » de Driant est à jamais perdu. Mon regret me persuade d'autant plus de recueillir autant que je puis des faits concrets. Et par exemple voici des notes qui donnent bien la couleur de cet après-midi où, comme elles disent, « il faisait plutôt chaud à la ferme de Mormont », en même temps qu'elles nous montrent le dévouement absolu des petits « vitriers » partant au milieu des rafales pour secourir leur chef :

Je suis enfin sorti de cet enfer de Verdun... J'ai été à plusieurs reprises dans la fournaise ; je me rappellerai longtemps, en particulier, un petit chemin conduisant à la ferme de Mormont, près du bois des Caures, où il faisait plutôt chaud, le 21, à 4 h. 1/2 du soir. J'étais avec un lieutenant de chasseurs à pied ; j'avais des ordres à porter et surtout des renseignements urgents à prendre : il fallait passer ; il tombait autour de nous deux d'énormes obus, des 305, qui nous encadraient en avant à 20 ou 30 mètres, nous barrant le chemin ; c'était le barrage type. La Providence aidant, nous avons pu passer entre les gouttes.

Arrivés dans la ferme, nous avons trouvé un bataillon de chasseurs qui attendait, l'arme au pied, l'ordre de contre-attaquer ; les hommes avaient leurs lunettes et leurs masques ; on aurait dit des démons au milieu de cet enfer ; l'air était presque irrespirable ; les gaz de ces obus effroyables qui tapaient sur cette malheureuse ferme nous faisaient

tous pleurer comme des fontaines. Toutes les communications étaient coupées avec le bois des Caures, dans lequel l'autre bataillon de chasseurs se battait sous les ordres de Driant.

Impossible de savoir ce qui se passait, quand tout à coup nous avons vu surgir un petit caporal de chasseurs, envoyé par Driant, qui avait traversé cet océan d'obus ; il apportait une lettre de son colonel, que j'ai encore sous les yeux, document précieux ; Driant demandait du secours ; il commençait déjà à être tourné.

Alors j'ai assisté à un spectacle inoubliable : deux compagnies de chasseurs envoyées immédiatement au colonel Driant, le commandant de la brigade m'a dit : « Venez au milieu de la cour, pour qu'ils nous voient auprès d'eux. » Nous sommes sortis des bâtiments de la ferme, abris illusoire d'ailleurs, et nous avons vu les chasseurs partant, l'arme horizontale, sac au dos, dans l'ordre le plus complet : je n'ai pas pu m'empêcher de leur crier : « Bravo, les chasseurs ! »

Les hommes ont été admirables ; ils sont restés accrochés au sol, sous une grêle de projectiles monstres ; il n'y a pas eu de débandade, une tenue parfaite. Ils ont gardé le poste qui leur était assigné pendant quatre jours et quatre nuits, presque sans nourriture ni eau ; comment ravitailler, sous un feu pareil ? Les Allemands ont employé des procédés ignobles, suivant leurs habitudes...

Ecoutez encore cet extrait d'une lettre d'un chasseur prisonnier. Elle montre quel culte Driant inspirait à ses chasseurs et quels soldats splendides il avait là...

Mon correspondant est tombé criblé de blessures.

Vous ne pouvez croire, dit-il, combien ma situation actuelle me peine, me met en rage ; me voir jusqu'à la fin de la guerre condamné à user mes forces dans un lit ou au service des Allemands, ne plus pouvoir rien faire pour ma

chère France. Ah ! si je pouvais tout de suite être transporté dans le tourbillon de la bataille à Verdun, si je pouvais à nouveau verser mon sang pour la France, quel bonheur pour moi ! Les circonstances ne m'ont pas permis, dans les derniers combats, de faire ce que j'aurais voulu et toute ma vie je le regretterai ; mais j'ai du moins la satisfaction d'avoir fait tout ce que j'ai pu.

Mon rêve était de terminer la campagne d'une façon active en donnant dans le combat toutes mes forces ou de me faire tuer glorieusement d'une balle à la tête ou à la poitrine dans l'assaut ! Hélas ; cela n'a pas été. Notre cher et bon colonel a eu lui au moins cette mort rêvée ! Quelle belle mort, mais quelle perte pour la France. Cette mort a été depuis ma captivité ma plus grande peine, car il était nécessaire à la France, et combien je l'aimais...

Presque toutes mes blessures sont guéries et j'en avais plus de vingt. Ah ! servir encore la France, lui redonner mon sang, mes fatigues, mes souffrances !

On comprend que j'enlève tout ce qui pourrait désigner avec précision cet héroïque prisonnier. Driant eût été bien fier en lisant de telles déclarations écrites après des heures d'atroce souffrance.

Mais voulez-vous entendre à quelle source se raccordaient et se fortifiaient de tels hommes ? Lisez quelques fragments des « ordres » donnés par Driant en date du 20 janvier 1916.

Driant commence par annoncer l'offensive allemande. Puis il parle successivement à tout le groupe, au bataillon du cantonnement, au bataillon d'avant-poste... Ah ! que ne puis-je vous donner à lire ce superbe mélange de conseils minutieux et d'exhortations morales ! C'est la grande beauté française, ce mélange de réalisme et d'enthousiasme.

L'heure est venue pour les gradés et chasseurs des deux

bataillons de se préparer à l'action et pour chacun de réfléchir au rôle qui va lui incomber. Il faut qu'à tous les échelons on soit pénétré de l'idée que, dans une lutte morcelée comme celle qui s'apprête, nul ne doit se retrancher derrière l'absence d'ordres pour rester inerte. Multiples seront les interruptions de communications, fréquentes les occasions où des fractions de tout effectif se trouveront livrées à elles-mêmes. Résister, arrêter l'ennemi par tous les moyens, telle doit être la pensée dominante de tous : les chasseurs se rappelleront surtout que dans les combats auxquels ils ont assisté depuis dix-sept mois, ils n'ont laissé entre les mains de l'ennemi d'autres prisonniers que les blessés.

Les chasseurs ne se rendent pas.

Il débute ainsi, puis viennent une série de prescriptions positives qui décrivent par avance la lutte, et nous voyons qu'aucune des péripéties qu'il allait subir ne lui était inconnue. Il savait, il voyait, et je m'explique qu'en allant au bois des Caures, le matin de la bataille, il ait retiré de son doigt son alliance, qu'il ne quittait jamais, en disant : « Il faudra la rapporter à M^{mo} Driant... »

Et pour finir ses ordres, ayant bien recommandé que fût assuré, de la compagnie à l'escouade, le commandement de toutes les unités. par la désignation de tous ceux qui successivement remplaceraient le titulaire disparu, il distribue l'espérance. Et quelle espérance ! Non pour ses soldats, mais pour la patrie ! Pesez les termes de cette sombre prose :

Convaincre tous les gradés, tous les chasseurs que l'avance de l'ennemi sur un flanc et même sur nos derrières n'est pas une raison pour se replier, chaque îlot énergiquement défendu sur la ligne facilitant la reprise des tranchées perdues.

Enfin que les chasseurs aient pleine confiance. Nulle part depuis seize mois les barbares n'ont pu passer, ils ne

passeront pas à Verdun. Les 56^e et 59^e bataillons prouveront une fois de plus si l'ennemi leur en offre l'occasion, qu'ils savent ce que leur commandent l'Honneur militaire et le Devoir envers la Patrie !

Avec ces textes, nous atteignons le fond sublime de cette âme, et pourtant laissez encore que je vous donne sur ses dernières heures (qu'il y a quelques semaines je vous ai contées) des traits qui nous permettent de voir la vérité, et je dirai la bonhomie de l'héroïsme. Rien de théâtral, la vie sublime dans sa simplicité limpide.

Vous venez de lire, dans son ordre du 20 janvier, qu'il attend l'assaut. Jour par jour, durant un mois, il s'apprête. Le dimanche 20 février après midi, les Allemands font sur le bois et les environs des tirs de repérage. Malgré la pluie, malgré les supplications de son officier d'ordonnance, le dissuadant d'aller là-bas, il part seul au galop, et ne revient au camp que fort tard dans la nuit. Ce n'était pas encore l'attaque.

Le lendemain matin, présentant quelque chose, il arrive au bois, qui commençait à être bombardé ; il y restera deux jours, et n'en sortira que pour se faire tuer.

« Ne vous dérangez pas, écrit-il à ses ordonnances ; je n'ai besoin de rien : le tir de l'artillerie est trop violent, et il vous arriverait malheur... »

Tout à coup, à 17 heures, les Boches allongent leur tir. Un homme s'en vient trouver le colonel : « Mon colonel, voici les Boches », et il reçoit divers messages ; il les lit, et, se tournant vers la troupe chargée de défendre R₂, il lui dit : « J'apprends qu'à droite et à gauche les Allemands nous débordent, mes enfants, mes amis, vous allez montrer que vous êtes des chasseurs, et que les chasseurs ne regardent jamais en arrière ».

Puis il prend des grenades plein ses poches, un fusil, à un chasseur tué auprès de lui et s'accote à la position R₂.

« Tirez bien, vissez bien, chasseurs... « Toi, tu n'as pas peur, » dit-il à un poilu tout proche. — « Ah ! non, mon colonel. »

Les Boches arrivent, brassards au bras, et criant : « Ne tirez pas, ce sont des Français. »

« Feu ! » crie le colonel, et lui-même, les lorgnons presque à l'extrémité du nez, comme il les portait ordinairement¹, faisait le coup de fusil, tranquillement, comme s'il eût fait un carton dans un stand.

Des hommes tombent autour de lui. Les docteurs sont là, et il leur dit : « Voyez, docteurs, nous attendons aussi notre tour. »

Les Boches furent maintenus ce soir-là. Il rentra dans son abri de R₂ avec le commandant Renouard et le capitaine Vincent. Son abri n'était autre qu'un cube en béton armé de trois mètres sur trois mètres. Une table au milieu et quelques bancs. Sur la table, une lampe de fortune, quelques gâteaux et un petit verre de rhum. Ce fut son dîner. Il se tenait debout, marchant d'un bout à l'autre de l'abri, recevant les nouvelles, donnant ses ordres. Les larmes lui venaient aux yeux lorsqu'il lisait la liste de ceux qui venaient de tomber.

Toute la nuit se passe au milieu des attaques et des contre-attaques jusqu'au petit jour où le bombardement ne recommence que de plus belle. A midi, *un corps d'armée allemand* (à croire la *Gazette de Francfort*) s'élançait contre deux bataillons de chasseurs exténués de fatigue et de privations, et bien diminués, hélas ! Le colonel revient à la position R₂ comme la veille, suivi du commandant Renouard qui, la canne à la main gauche, et ses grenades dans la poche droite, exhortait l'un et l'autre de ses chasseurs.

Pendant deux heures, les Allemands sont tenus en

1. Quelqu'un me dit : Erreur : le colonel ne mettait *jamais* de lorgnons pour tirer, quelquefois, très rarement il mettait des lunettes.

échec, et bien après, les chasseurs, le bois, tout est débordé par des compagnies entières, qui essuient un feu terrible de notre part.

Il reste quelques chasseurs du 59^e, un tout petit peu plus du 56^e : « Que faut-il faire ? Les munitions sont toutes épuisées : les caissons de ravitaillement ont sauté dans le ravin de Louvemont ». C'est le conseil suprême des trois chefs. Le colonel écrit ce dernier billet au colonel Vaulet, commandant la brigade : « Nous sommes débordés par des forces supérieures. J'engage mes dernières réserves. Envoyez des renforts. Je défendrai jusqu'au bout la ligne des R. »

Puis commence la retraite héroïque. On se défend pied à pied, à la baïonnette ; les quelques grenades qui restent sont lancées et touchent leur but. Mais une mitrailleuse en lisière du bois et à peu près à trois cents mètres fauche la petite colonne...

J'ai dit, une fois précédente, tout ce que j'ai pu recueillir, tout ce qu'on sait jusqu'à cette heure des dernières respirations du héros et de ses chasseurs.

Je m'excuse d'apporter tous ces faits en désordre, au fur et à mesure que je les obtiens. J'ai tant peur qu'ils ne se perdent ! Plus tard, d'autres sauront les assembler. L'important, c'est que ce trésor soit constitué. Non à la gloire d'un seul, ni à la gloire d'une arme, mais à la gloire de tous nos soldats.

Le poète Sébastien-Charles Leconte me dit : « J'ai trois neveux à Verdun. Savez-vous ce qu'ils écrivent à leur mère, sans nouvelles depuis bien des jours ? Ceci : « Tout va bien. Le régiment est à l'ordre de l'armée. » Un point, c'est tout. Les héros acceptent l'anonymat et savent bien trouver leur part dans l'immense gloire dont ils couvrent la France.

L'éloquent panégyriste de Driant, le Père Barret, de Nancy, orateur aimé des Lorrains, ami lui-même de celui qu'il vient de célébrer dans la chaire chrétienne, a

bien marqué le sentiment et la volonté de la *Ligue des Patriotes*, conformes aux idées de Driant : « Quand nous honorons le lieutenant-colonel Driant et ses chasseurs, morts pour la patrie sous Verdun, c'est pour la plus grande gloire de tous leurs frères d'armes et pour augmenter ce qu'il y a de respect et d'amour dans le monde autour des armées de la France. »

Il n'est au pouvoir d'aucun de nommer tous ceux qui doivent l'être. « L'oubli descendra sur notre héroïsme ; notre mort sera trop vraie pour être chantée ; notre âme sera seule au monde à savoir le ravin où nous aurons roulé », s'écrie à la veille des combats Ambroise Soudé, mort au champ d'honneur, et ce mot sublime, qui était une pensée d'abnégation, l'ayant découvert dans des papiers posthumes, je ne cesse plus de l'éprouver comme un reproche. Non pleuré, non enseveli. Mais la patrie voit tout ceux qui sont morts pour elle, et les chérît sans fin du même amour. Le service de Notre-Dame était aussi pour les anonymes. D'un sentiment éternel la France se penche vers eux dans l'ombre. La *Marseillaise* leur consacre une strophe : « Nous y trouverons leur poussière et la trace de leurs vertus. » Nos chansons de geste expriment la sainteté de ces morts inconnues par les plus beaux symboles. Dans la *Chanson de Roland*, seuls les chefs, Roland, Olivier, Turpin, parlent durant la bataille. Les autres se battent, succombent sans une parole. Mais quand les silencieux, les ignorés sont morts, Dieu, sur le corps de chacun, fait croître une aubépine.

Tous sont à la peine, c'est bien le moins qu'ils soient tous à l'honneur.

P.-S. — Un dernier mot de gratitude et d'éclaircissement aux généreux lecteurs qui ont donné aux 56^e et 59^e bataillons de chasseurs les fanfares que ces braves désiraient et dont ils se déclarent enchantés.

L'ensemble des souscriptions que j'ai reçues à cet effet s'élevait à 6,022 fr. 55.

Les deux fanfares ont coûté 3.021 fr.

La somme qui restait, soit 3.001 fr. 55, a été partagée entre les commandants des deux bataillons pour qu'ils l'emploient au mieux des besoins de leurs chasseurs.

LXII

AVEC PÉGUY DE LA LORRAINE A LA MARNE AOÛT-SEPTEMBRE 1914

In Memoriam.

6 juillet 1916.

J'aimais Péguy. Ces sentiments-là sont réciproques. Il me montrait beaucoup d'amitié. Vous savez le goût qu'il avait de distribuer des rôles et comme des fonctions à chacun de ses amis ; cela éclate dans les Entretiens tout à fait extraordinaires qu'a notés son fidèle Lotte ; à tous ceux qui l'appréciaient, il entendait donner un emploi dans sa vie. A ses yeux, j'étais un patron, un aîné, un « vieux » sur qui il pouvait compter. Un jour, il me déclara : (J'en fut tout étonné). « Vous êtes notre patriarche ».

Je l'entends, je le vois encore, tel qu'il fut ce jour-là, arrivant à Neuilly, comme à son ordinaire, dans son diable de grand manteau, le regard plein de feu et de perspicacité, mais un peu tourné en dedans et retenu sur ses propres intérêts, la figure broussailleuse, sans âge, rayonnante de la jeunesse des enfants et de la bonhomie des vieilles gens, et, me jetant ainsi d'un seul mot, bien à l'improviste, dans les caves de la plus pro-

fonde vieillesse autant dire au tombeau. Un patriarche ! Comme la vie va vite !

Il me nommait ainsi par affection et pour me bien marquer ma voie. J'étais abonné aux *Cahiers* ; le premier, j'avais annoncé et célébré la *Jeanne d'Arc* ; s'il n'avait tenu qu'à moi, il aurait eu le grand prix de littérature à l'Académie, et tout de même nous avions obtenu pour lui un autre prix assez équivalent ; il s'était installé pour une partie de son œuvre chez mon éditeur et ami, M. Emile Paul ; enfin comme il le rapporte dans ses *Entretiens avec Lotte*, lui et moi, nous rêvions qu'il entrât rapidement à l'Académie. Il était content de tout cela, mais tout cela n'est rien que des broutilles et des herbes séchées auprès d'un vrai service qu'il m'a été donné de lui rendre, auprès d'une source d'eau vive qu'il me fut permis de faire jaillir et qui pour jamais le préserve de la mort.

Le 12 décembre 1914, un soldat m'écrivait de l'hôpital n° 17, à Laval : « J'ai eu l'honneur de combattre aux côtés et sous les ordres de Charles Péguy, dont vous avez glorifié la belle mort au champ d'honneur. Il fut tué le 5 septembre, à Villeroy, à côté de moi, alors que nous marchions à l'assaut des positions allemandes... »

Vous pensez quelle fut mon émotion de plaisir et de piété. Quoi ! Un blessé de l'Oureq, frappé le lendemain du jour où Péguy tomba, était en mesure de parler ! Le 26 du même mois, sans y faire une rature, j'imprimai l'admirable récit de Victor Boudon. Deux mois plus tard, le 27 février 1915, il me mit à même d'en donner un complément de la plus haute importance. Aujourd'hui voici qu'il publie dans toute son ampleur et sa scrupuleuse sincérité son incomparable déposition.

*Avec Péguy, de la Lorraine à la Marne (août-septembre 1914)*¹. « Ces pages simples, dit-il, dans sa dédi-

1. Un volume chez Hachette, dans la collection *Mémoires et Récits de guerre*.

cace liminaire, sont le modeste témoignage d'un soldat à la mémoire de Charles Péguy, de ses chefs, de ses frères d'armes, des glorieux morts du 276^o, de tous ceux qui par leur sacrifice héroïque ont sauvé Paris et la France, en septembre 1914... » Et ce livre, comme Anatole France avait déjà fait son précieux recueil, *Sur la Voie Glorieuse*, Victor Boudon, blessé de la guerre, note expressément qu'il sera vendu « au profit de la *Fédération nationale d'Assistance aux mutilés des armées de terre et de mer...* » Qu'à la reconnaissance de tous se joigne notre remerciement.

Quel est ce noble témoin ? Que vaut ce compagnon qui désormais à travers les siècles ne va plus quitter Péguy ?

Au moment où la guerre l'appela au régiment, Victor Boudon était représentant de commerce. Auparavant, tout jeune encore, il avait travaillé comme secrétaire auprès de Francis de Pressensé à la Ligue des Droits de l'Homme. C'est dire que nul plus que lui n'eût été capable de s'énivrer immédiatement des théories de notre ami sur la Mystique de la Révolution et de *l'Affaire*, et très vite de ses théories sur la Mystique de Jeanne D'Arc. Mais, chose curieuse, ces méditations, Boudon les ignorait quand le hasard de la mobilisation le mit sous les ordres de Péguy en août 1914, au 276^o régiment de réserve d'infanterie : « Je savais, me dit-il, que Péguy rédigeait les *Cahiers de la Quinzaine*. J'en avais lu autrefois quelques fascicules, au temps de *l'Affaire*, et depuis rien...

Il regrette de n'avoir pas « échangé des idées » avec Péguy. « C'était mon lieutenant, nous n'avons guère causé, et puis cela fut si court, si plein de fatigues, d'événements ! Oui, je me promettais à l'occasion de l'interroger et de l'entendre !... »

Que Boudon se console. Il connaît un Péguy plus vrai, plus beau, plus éternel que celui que nous fréquentions,

et son témoignage nous apporte le Charles Péguy de l'éternité.

Je ne dis pas simplement que dans ce Mémorial vous allez voir Péguy frappé debout au milieu de ses hommes et tel que la postérité l'accueille ; il vous apparaîtra au cours de ces trente jours de guerre comme un homme de la plus vieille France ; et vous verrez en action ce que vous avez déjà distingué dans la génialité de Péguy, un contemporain de Joinville et de Jeanne d'Arc, bref le Français de la France éternelle.

Faites attention qu'il y a dans ces quelques pages écrites par ce Parisien de 1916, des passages qui semblent être du « loyal serviteur » sur Bayard. (Voir la place cédée de nuit à une pauvre femme... p. 94.)

De telles scènes si pures et pour ainsi dire saintes, sont mêlées à d'autres scènes plus grossières et qui, d'ailleurs, montrent des âmes prodigieusement innocentes. C'est la beauté de ce livre ; on y voit dans toute sa réalité le grouillement de la vie, la foule populaire pas encore devenue tout à fait la troupe guerrière *sancta plebs Dei*, si chère aux historiens des Croisades.

Il y eut dans la première psychologie de nos armées de 1914 une nuance de sans-culottisme. Un combattant qui sait voir me dit : Au début de la campagne, j'ai été souvent frappé de la goguenardise sans-culotte avec laquelle ouvriers ou paysans mobilisés prétendaient maintenir en face du Kaiser et de ses suppôts le droit qu'ils se reconnaissaient de n'avoir ni Dieu ni maître, de pratiquer à leur guise un cordial alcoolisme et anticléricalisme gaillard.

Dans quelle mesure cette disposition initiale s'est-elle modifiée ? Que cachent, à vrai dire, la stupeur où certains semblent vivre, la paisible obstination de la majorité, l'indifférence au danger des meilleurs, la docilité de la plupart des autres ?

Actuellement, il y a chez beaucoup quelque chose

d'uniforme, avec des sentiments très simples, très primitifs, d'où émergent surtout la rancune contre les embusqués et les exploités et une certaine obsession développée par la solitude. Sous l'action des souffrances, des sacrifices, dans la gravité de cette vie terrible ou fastidieuse, bref, avec l'expérience, tout a évolué. Il semble bien que d'autres dosages de qualités, de vertus et de défauts se soient imposés à tous, aux professionnels comme aux soldats venus du civil. Même les petites aristocraties de fait qui fournissaient l'armature ont trouvé leur valeur dans un ordre de grandeur différent de celui qu'au début elles plaçaient le plus haut.

Mais l'armée que Péguy a vue, c'est l'armée des premiers jours, qui n'avait pas encore subi le broiement et la refonte que lui imposa la guerre, et dans laquelle les éléments militaires professionnels étaient juxtaposés plutôt qu'amalgamés.

Lisez, au début même du récit de Boudon, cette scène très caractérisée du brave ivrogne mobilisé qui se querelle avec un agent sur le quai du départ. Tout va se gâter mais Péguy intervient avec le ton d'un Parigot, et l'homme émerveillé de dire : « Pour un lieutenant, c'est un chic type ! »

Au long des trente journées que raconte Boudon, vous trouverez constamment cette veine populaire. Observez par exemple avec un peu de divination les sentiments qu'inspirait à ces ouvriers de Belleville et de Bercy, à ces paysans de Seine-et-Marne le capitaine Guérin, grande figure d'un modèle plus ancien, plus austère, moins complètement accessible à ceux qui dès le premier instant surent voir dans Péguy « un chic type ». Le capitaine Guérin professionnel du devoir et de la science militaires, incarne la doctrine et la tradition. S'il est ou non « un chic type » je le laisse à décider, mais c'est tout court un type, je veux dire un homme fortement tracé et qui fait autorité comme modèle. Péguy constate et accepte la leçon exemplaire d'un Guérin contre qui se

cabrent d'abord des indépendances natives plus guerrières que militaires.

Péguy, c'est sa valeur incomparable, est placé au confluent — me fais-je entendre ? — de nos forces traditionnelles et révolutionnaires ; il peut être à la fois l'homme de la doctrine et des plus ardentes excitations individuelles. Notre ami, ceux qui connaissent son œuvre et sa nature s'en rendent compte aisément, était mieux que personne capable de reconnaître et d'employer l'indépendance hardie et la riche humanité de ces faubouriens de Paris, de ces cultivateurs de Crécy et de Voulangis, et de s'en faire une imagination noble. Fils d'ouvrier, petit-fils de paysan, élevé avec une bourse, orgueilleux de sa pauvreté, se tenant pour un compagnon typographe plus encore que pour un homme de lettres, tout nourri de Joinville et de Jeanne d'Arc, et puis le cœur infiniment noble et chaud, Péguy compte agir par l'amitié sans moyens disciplinaires au bénéfice d'une plus haute amitié, au bénéfice de la patrie. Péguy part avec ses frères.

Nul plus que lui n'a l'intelligence du compagnonnage d'armes au vieux sens de notre pays.

Dans le temps jadis, dans la France du moyen âge, ce qui constituait le système politique, ce n'était pas le fief, la terre, la relation *réelle*, foncière, c'était la relation personnelle ; ce qui soudait les mailles du tissu féodal, c'était l'attachement de l'homme à l'homme, la foi. Et le même besoin d'appuyer les relations de chef à soldat sur une acceptation libre, sur une fidélité volontairement consentie, subsiste chez nos paysans, chez nos ouvriers, au fond de tous nos cœurs. Jadis entre chef, et compagnons, ou bien entre compagnons d'un même chef, des pactes se formaient d'une extrême énergie qui équivalaient parfois à la fraternité : Olivier et Roland, Amis et Amile, Ogier et Berron, Clisson et Duguesclin. Vous vous rappelez ce beau texte de l'accord que conclurent Bertrand Duguesclin et Olivier Clisson, ne mettant rien

au-dessus de leur amitié que leur loyauté au roi, c'est-à-dire à la patrie : « *Sçavoir faisons que... voulons estre aliez et nous alions à tousjours à vous contre tous ceulx qui peuvent vivre et mourir, excepté le roi de France..., et vous promettons aidier et conforter de tout nostre pouvoir... Item, voulons et consentons que de tous proufitez et droitz qui nous pourront venir et échoir d'ore en avant vous aiez la moitié entièrement... Item, garderons vostre corps à nostre pouvoir, comme nostre frere... Toutes lesquelles choses jurons sur les saintz évangiles de Dieu, corporellement touchiez par nous, et chacun de nous et par les fois et serments de nos corps bailliez l'un a l'autre...* » Eh bien ! notre Péguy a passé sa vie à sceller des pactes pareils avec Joseph Lotte, Charles de Peslouan, les Tharaud, Claude Casimir-Perrier, Daniel Halévy, les deux Laurens, Suarès, Julien Benda, Moselly, Lavergne, Eddy Marix, Joseph Mélon, Porché, Salomé, Louis Gillet, avec tous les habitués de la petite boutique en face de la Sorbonne, ou plus simplement avec les collaborateurs, des *Cahiers de la Quinzaine*, et puis, un peu à l'écart de ce portique ouvert à tous les vents, avec M^{sr} Batiffol, dom Baillet, le pasteur Roberty, Georges Goyau et M^{me} Goyau. Et maintenant, ce pacte, il le scelle avec chacun des « gars », comme il aimait à dire, qu'il emmène à la guerre.

Ce n'est pas un jeu de rapprocher ainsi Péguy des nobles hommes de jadis. Si nous aimions avec respect son caractère, jusque dans ses excessives originalités, au temps qu'il n'était pas encore un héros de la France, c'est que nous reconnaissons en lui les antiques vertus qu'il prenait pour modèles. Et ces hommes du peuple, ouvriers et paysans mobilisés, s'ils s'accommodent de lui tout de go, c'est qu'eux aussi profondément ils appartiennent au vieux temps, je veux dire portent des instincts fiers et bons en eux toujours vifs, qui ne peuvent pas être mieux disciplinés que par un attachement de l'homme à l'homme.

Victor Boudon a été mis à même de joindre à son Mémorial les lettres que Péguy, durant son mois de guerre, écrivit à sa famille et à ses amis. Précieux trésor. On y cherche ce que pensait le héros. Ces textes rapides ne suffirent pas. J'ai mieux à vous donner.

Ce que pense Péguy, ou plutôt ce qui se forme dans sa conscience, plus profond que ses pensées claires, ce qui l'anime et l'oblige, vous le saurez en méditant le grand texte que voici et qu'assurément il connaissait, aimait et révérait. C'est Joinville qui parle. Il dit : « *Le sire de Bourlémont, que Dieu assoille ! me déclara quand je m'en allai outre-mer : Vous vous en allez outre mer ; prenez garde au revenir, car nul chevalier, ni pauvre ni riche, ne peut revenir qu'il ne soit honni s'il laisse en la main des Sarrazins le peuple menu Nostre Seigneur, en laquelle compagnie il est allé...* »

Ainsi pense Péguy. Et maintenant vous connaissez la chaude pensée animatrice qui le place dans le droit fil de la France éternelle, regardez-le agir et mourir tel que le *portraiture* son témoin véridique.

P.-S. — C'est bien l'occasion que je signale ici le *Charles Péguy*, avec une lettre-préface de M^{mo} Charles Péguy publié par Charles Silvestre chez Bloud (1 fr. 50), à la fois anthologie et biographie, petit livre clair, vivant, rapide... Et puis (à la librairie, Victor Lecoffre, 4 francs) *Un compagnon de Péguy, Joseph Lotte*, par Pierre Pacary, avec une préface de M^{sr} Pierre Batiffol. Cet ouvrage est fort riche de spiritualité. Vous savez que Lotte, après avoir été un grand anticlérical, fonda le *Bulletin des universitaires catholiques*. Ce Breton à l'âme limpide et que l'on peut considérer, en suivant l'idée exposée plus haut dans notre article, comme le fidèle écuyer du chevalier Péguy, a noté les entretiens qu'il avait avec son maître. Quand il tomba au champ d'honneur, il se battait expressément pour venger Péguy.

LXIII

LA PORTÉE DE LA VICTOIRE DE VERDUN

7 juillet 1916.

Victoire, oui, puisque le résultat poursuivi est obtenu.

Les Français avaient combiné avec leurs alliés un plan pour 1916. Il n'était pas besoin aux Allemands d'un grand effort de divination pour distinguer que leurs ennemis préparaient une offensive concertée. Ils se sont jetés sur Verdun dans l'idée d'écraser les forces françaises avant que cette coopération française, anglaise, russe, italienne fût prête à jouer. Si nous ne parvenons pas à ruiner définitivement les armées de la France, au moins prendrons-nous Verdun, ce qui frappera moralement l'opinion française. Les Français obligeront leurs chefs à concentrer toutes leurs forces sur le point menacé, sommeront, supplieront leurs alliés d'intervenir, d'entrer en action pour les dégager, fût-ce avant l'heure convenue et d'une manière prématurée. Tout sera chambardé dans les esprits et dans les organisations. Ce sera le moment de faire nos propositions de paix.

La splendide résistance de Verdun a annulé ce plan allemand. Verdun n'est pas pris ; Verdun n'a pas voulu que les Alliés vissent à son secours et entrassent dans la danse avant leur parfaite préparation. Verdun n'a pas empêché nos préparations d'offensive générale de se continuer. Nous sommes restés les maîtres de l'heure.

Verdun demeure aux mains de nos armées. Nos alliés ont continué d'accomplir le programme de préparation qu'ils s'étaient fixé et nous-mêmes, nous sommes en mesure de collaborer à l'offensive générale. De quelle

manière triomphale ! on le voit, avec un pieux respect pour nos soldats de Picardie.

Sans la victoire de Verdun, les victoires russe, anglaise, italienne d'aujourd'hui et de demain étaient impossibles. Une fois encore la France, par la sagesse de son plan, par l'héroïsme de ses combattants, par la sérénité de son opinion publique, en supportant le poids de la guerre, a justifié la première place que les Alliés donnent dans leurs conseils à son généralissime.

Que ces faits soient pour les hommes politiques une occasion de réflexions secrètes.

Quelle que soit la décision à laquelle on s'arrête à la guerre, et si bien raisonnée qu'on la suppose, il est évident qu'il subsiste des chances d'échec. Vienne l'échec et fût-il injuste, les esprits bornés et passionnés ne manqueront pas de jurer qu'il fallait, à moins d'être un âne, prendre telle autre décision qu'il leur est bien facile d'improviser puisqu'elle n'a pas subi l'épreuve de l'expérience.

Quelle injustice ! Passe encore cette méchanceté et cette inintelligence envers une armée vaincue ! Nous ne sommes pas assez naïfs pour espérer qu'on rende justice aux malheureux. Ainsi va le train de ce monde. Mais le formidable serait de troubler le cours des événements et de se jeter, au risque de les interrompre, au milieu de préparations qui, plus ou moins heureuses au jour le jour, sont pourtant les préparations de la victoire.

Est-il maintenant parmi les âpres censeurs du commandement quelqu'un à qui échappe le sens des opérations combinées depuis des mois ? Fallait-il que l'on vint dire à tous les curieux : « Laissez donc, nous sommes heureux d'attirer toutes les forces allemandes à Verdun et de les y accrocher par le gain de quelques kilomètres » ?

Qu'il y ait eu des fautes, des erreurs, dans l'ensemble et tout au moins au début de Verdun, ni le commande-

ment, ni le gouvernement ne le nient. Il y en a dans toute action. Elles doivent être pesées, réparées et servir de leçon. Mais épargnons au pays les interventions passionnées et les querelles d'hommes politiques.

On complique effroyablement la tâche de l'armée par des intrigues et des critiques parlementaires qui pourraient faire perdre aux chefs et aux soldats le calme de leur délibération et de leur confiance, et qui, plus encore, pourraient obliger à révéler des conceptions que l'ennemi doit ignorer. Pourquoi les Anglais n'interviennent-ils pas ? Pourquoi toutes nos forces ne sont-elles pas à Verdun ? Pourquoi... pourquoi... mille pourquoi se levaient des tribunes et des couloirs.

Ces opérations de Verdun que l'on traduisait à la barre des tribunaux publics et secrets, elles ont sauvé la France et la civilisation. Voilà ce que l'histoire enregistrera. Le fait de Verdun va continuer à dérouler ses conséquences sur toutes les parties du front unique, en Russie, en Italie, chez les Anglais, au nord et au sud de la Somme. Il y aura des hauts et des bas. Les Allemands ne pouvant plus vaincre ; il reste à les vaincre. On n'ira pas à la définitive victoire sans efforts effroyables, sans souffrances nouvelles, sans angoisses multipliées. De nouveau peut-être on verra surgir les éternels accusateurs, qui voient un crime même dans l'espérance, mais dès aujourd'hui une étape est franchie, un résultat d'immense importance obtenu. La direction de la guerre, sur tous les fronts, est passée aux mains des Alliés, grâce à Verdun, grâce à l'héroïsme déployé cinq mois durant sous Verdun, grâce à une puissante conception et à une héroïque exécution, si belles l'une et l'autre que l'on a le droit de parler de la victoire de Verdun.

LXIII (bis)

LE DÉFI DE LA DÉPÊCHE DE TOULOUSE
ET LA RUMEUR INFAME

7 juillet 1916.

P.-S. — Je prie mes lecteurs de vouloir bien m'excuser si dans ce moment je suis moins fidèle à causer régulièrement avec eux. Pour répondre à l'invitation du gouvernement anglais et de l'Académie britannique, j'ai dû accepter un travail et puis un voyage en Angleterre qui me détournent momentanément et pour une dizaine de jours encore de ma tâche quotidienne.

Et puisque je suis en train de donner des explications, j'ajouterai un mot sur un second point qu'il faut que nos amis connaissent.

Il y a quelques mois, la *Dépêche* de Toulouse prétendit qu'elle avait reçu du front cette phrase qu'elle faisait sienne : « *Je mets au défi n'importe quel poilu (mais un vrai, alors !) de dire qu'il a vu monter la garde aux tranchées à un curé ou à un millionnaire.* »

Elle parle ainsi, et soudain m'interpelle. Pourquoi s'en prend-elle à moi ? Depuis deux ans n'ai-je pas mis au-dessus de tout l'intérêt général et la réconciliation des partis ? N'ai-je pas loyalement, cordialement, en vraie sympathie française, soutenu Albert Sarraut, hier encore ministre de l'Instruction publique dans un ministère d'union sacrée ? Mais peu importe l'injuste outrage. Je ne retiens que l'apostrophe qui me met en cause. La *Dépêche* déclare :

« *M. Barrès, il est vrai, n'est qu'un poilu de l'arrière.*

Mais il est président de la Ligue des Patriotes : on peut bien faire une exception pour lui — et nous allons voir s'il relèvera le défi du poilu de l'avant. »

Ainsi, c'était un défi ! un défi à nos soldats et subsidiairement à la Ligue des Patriotes ! Nos soldats de toutes conditions sont occupés à se battre. Je ne crus pas pouvoir me soustraire à la véhémence interpellation de la *Dépêche*. Je lui envoyai dans les termes les plus modérés et les plus simples, ma réponse qui consistait en une série de faits indéniables. Rien de plus. Pas un adjectif.

La *Dépêche* refusa d'insérer cette réplique qu'elle avait sollicitée.

L'éminent bâtonnier, M^e Chenu, dont chacun estime le talent et le caractère, veut bien se charger de demander que la loi et le droit de réponse de ceux que l'on défie soient satisfaits. L'affaire viendra le 15 de ce mois de juillet devant les juges de Toulouse.

Mes lecteurs comprendront que je les aie peu tenus au courant de ce procès dont la date a déjà été une première fois reculée sur le désir de la partie adverse. Je ne fais que ce qui est strictement nécessaire pour la défense du droit de ceux qui sont victimes de cette effroyable accusation, et pour qu'on ne dise pas qu'impuissant à les justifier je me dérobe quand on me défie de rien trouver à dire pour de bons et courageux soldats.

TABLE DES MATIÈRES

TREIZIÈME PHASE

LA BATAILLE DE VERDUN. — L'ATTAQUE AUTRICHIENNE — L'OFFENSIVE DE BROUSSIOFF. — LA BATAILLE DU SKAGERRAK.

(21 FÉVRIER-7 JUILLET 1916)

I	La bataille de Verdun (26 février 1916) . .	1
II	Pendant une heure de répit (28 février 1916).	6
III	Pendant la bataille (1 ^{er} mars 1916) . . .	9
IV	Un télégramme de Gabriele d'Annunzio (1 ^{er} mars 1916).	14
V	Quelques préceptes pour les civils (2 mars 1916). <i>Astreignons-nous à des restric- tions volontaires</i>	16
VI	Les fils de France (4 mars 1916) <i>La rumeur infâme</i>	20
VII	Comment l'Allemagne a préparé matériel- lement et moralement la bataille de Verdun (6 mars 1916) <i>La diplomatie té- nébreuse de l'Allemagne La rumeur infâme</i>	24
VIII	Premières rumeurs sur la mort de Driant. (6 mars 1916). <i>In Memoriam</i>	31

IX	Sur la rive gauche de la Meuse (8 mars 1916).	33
X	Au-dessus des querelles politiques (9 mars 1916) <i>La rumeur infâme</i>	35
XI	L'anxiété de l'univers (11 mars 1916). . .	43
XII	Pour accélérer la dépression allemande (13 mars 1916) <i>Astreignons-nous à des restrictions volontaires</i>	50
XIII	Encore le suffrage des morts (15 mars 1916).	57
XIV	La mort d'Émile Clermont (15 mars 1916) <i>In Memoriam</i>	63
XV	Les préfets vont-ils devenir les tuteurs et les maîtres absolus d'un million d'enfants français (16 mars 1916) <i>Les orphelins de la guerre</i>	64
XVI	Plus de sagesse et d'humilité (18 mars 1916) <i>Le Parlement</i>	69
XVI (bis)	Nous espérons que Driant est en vie (18 mars 1916) <i>In Memoriam</i>	74
XVII	Comment chacun de nous pourrait-il ménager et accroître les ressources de l'État ? (20 mars 1916). <i>Astreignons-nous à des restrictions volontaires</i>	75
XVIII	Renoncez à faire une loi nationale si vous refusez de vous mettre au-dessus des partis (22 mars 1916). <i>Les orphelins de la guerre</i>	80
XIX	La Kultur en Orient (23 mars 1916). . .	86
XX	Les « ultima verba » de Guillaume I ^{er} (26 mars 1916).	91
XX bis	M. Alexis Delaire, historien de la rive gauche du Rhin (26 mars 1916). <i>In Memoriam</i>	96

XXI	Un caporal, docteur ès lettres, médité dans la tranchée. La mort d'Amédée Guiard (27 mars 1916) <i>In Memoriam</i> . . .	97
XXII	Les dévouements obscurs. — <i>François et Gabriel Laurentie, soldats de la Territoriale</i> (29 mars 1916). <i>In Memoriam</i> . . .	107
XXIII	Driant et ses chasseurs (30 mars 1916). <i>In Memoriam</i>	118
XXIII (bis)	La valeur religieuse du chef (30 mars 1916). <i>In Memoriam</i>	125
XXIV	Le poilu, casque en tête, derrière son bouclier (1 ^{er} avril 1916).	127
XXIV (bis)	Mareel Habert décoré (1 ^{er} avril 1916).	131
XXV	La vie et la mort d'Emile Clermont (3 avril 1916). <i>In Memoriam</i>	133
XXVI	Actes et paroles. — <i>Le colonel Driant</i> (10 avril 1916). <i>In Memoriam</i>	143
XXVII	Le testament du soldat (12 avril 1916). <i>Les orphelins de la guerre</i>	154
XXVIII	Un voyage à Verdun. — I. <i>La route sacrée</i> (14 avril 1916).	162
XXIX	Un voyage à Verdun. — II. <i>Les fleurs de Verdun</i> (15 avril 1916)	166
XXX	Un voyage à Verdun. — III. <i>Sous le ciel de Verdun</i> (17 avril 1916).	172
XXXI	Quelques notes sur l'état d'esprit allemand (19 avril 1916).	176
XXXII	« La foire du livre à Lyon » (20 avril 1916).	185
XXXIII	Une conspiration contre les œuvres de guerre non gouvernementales (22 avril 1916).	190

XXXIV	Que la mort au champ de bataille fait d'un simple écrivain un maître (26 avril 1916). <i>La foire de Lyon. In Memoriam</i>	196
XXXV	Ceux qui nous aiment en Amérique (1 ^{er} mai 1916). <i>La propagande à l'étranger</i>	201
XXXVI	Le XX ^e Corps. — <i>Une solennité « pour Metz »</i> (3 mai 1916)	209
XXXVII	Note complémentaire sur le XX ^e Corps. (3 mai 1916).	215
XXXVIII	Les sacrifices de l'intelligence. <i>Pierre-Maurice Masson</i> (4 mai 1916). <i>In Memoriam</i>	229
XXXIX	Un savant danois, Nyrop, proclame que l'Univers doit préférer la France (6 mai 1916). <i>Propagande à l'étranger</i>	239
XXXIX (bis)	Valle-Inclan à Paris (6 mai 1916). <i>Propagande à l'étranger</i>	244
XL	Le voyage d'Italie. — I. <i>Avant le départ. Les étapes de l'amitié franco-italienne</i> (8 mai 1916).	245
XLI	Le Sénat supprimera-t-il demain la charité privée (22 mai 1916)	252
XLII	Dernier appel au Sénat pour les œuvres que l'on veut asservir (23 mai 1916)	258
XLIII	Le voyage d'Italie. — II. <i>Le retour</i> (25 mai 1916)	264
XLIV	Le voyage d'Italie. — III. <i>Le départ. Arrivée à Turin. Un diner avec des hommes politiques. Une heure à Venise. Le Tiepolo des Scalzi détruit</i> (25 mai 1916).	265

XLV	Le voyage d'Italie. — IV. <i>L'arrivée dans la zone de guerre. Un camp d'aviation. Un dîner chez le général Porro</i> (26 mai 1916).	270
XLVI	Le voyage d'Italie. — V. <i>Les rues d'Udine. Une visite au Carso. L'audience du roi</i> (28 mai 1916).	278
XLVII	Le voyage d'Italie. — VI. <i>L'organisation défensive des lagunes. Grado et Aquilée reconquises</i> (31 mai 1916).	286
XLVIII	Galliéni en septembre 1914 (1 ^{er} juin 1916). <i>In Memoriam</i>	293
XLIX	L'hommage national à Jeanne d'Arc (3 juin 1916) <i>La ligue des patriotes</i>	298
L	La plus vieille relique de Jeanne d'Arc à Paris (5 juin 1916).	302
LI	Il s'agit de payer une dette aux orphelins de la guerre et non de les asservir (7 juin 1916). <i>Les orphelins de la guerre</i>	307
LII	Le voyage d'Italie. — VII. <i>Dans les Alpes Juliennes. Les tranchées dans la neige. Un déjeuner chez les alpins et les bersaglieri</i> (8 juin 1916)	315
LIII	Le voyage d'Italie. — VIII. <i>Une journée autour de Goritz. Les villes du Veneto</i> (10 juin 1916)	321
LIV	Le voyage d'Italie. — IX. <i>Chez le général Cadorna</i> (12 juin 1916).	327
LIV (bis)	La loi sur les œuvres qui font appel à la générosité publique (12 juin 1916).	332
LV	Le voyage d'Italie. — X. <i>Dans le ciel de la petite ville. Les magasins militaires. Les Dolomites. Autour du lac de Misurina</i> . (14 juin 1916).	333

LVI	Notre nouvelle maison de rééducation (15 juin 1916). <i>Les Mutilés</i>	341
LVII	Les Enfants sacrés. La loi acceptera-t-elle la volonté du père mort pour la France? Le cardinal Amette et M. Buisson le veulent avec tous les patriotes (21 juin 1916). <i>Les orphelins de la guerre</i> . . .	348
LVIII	Après le comité secret sur les batailles de Verdun (24 juin 1916).	357
LIX	Le voyage d'Italie. — XI. <i>Venise en tenue de guerre</i> (26 juin 1916).	364
LX	Le voyage d'Italie. — XII. <i>Le concert chez le poète. La ville dans les ténèbres. Un vol sur Venise</i> (27 juin 1916).	369
LXI	En sortant de Notre-Dame. Nouveaux do- cuments sur la vie et la mort de Driant (30 juin 1916). <i>In Memoriam</i>	376
LXII	Avec Péguy de la Lorraine à la Marne, août-septembre 1914 (6 juillet 1916). <i>In Memoriam</i>	388
LXIII	La portée de la victoire de Verdun (7 juil- let 1916)	396
LXIII (bis)	Le défi de la <i>Dépêche de Toulouse</i> et la rumeur infâme (7 juillet 1916). . .	399

ÉVREUX, IMPRIMERIE CH. HÉRISSEY

B. 75 a

MAURICE BARRÈS
DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE
PRÉSIDENT DE LA LIGUE DES PATRIOTES

L'AME FRANÇAISE ET LA GUERRE

VOYAGE

EN ANGLETERRE

20102
3/3/26

PARIS

ÉMILE-PAUL FRÈRES, ÉDITEURS

100, RUE DU FAUBOURG-SAINT-HONORÉ, 100
PLACE BEAUVAU

1919

ŒUVRES DE MAURICE BARRÈS

LE CULTE DU MOI

* SOUS L'ŒIL DES BARBARES	1 vol.
** UN HOMME LIBRE	—
*** LE JARDIN DE BÉRÉNICE	—

LE ROMAN DE L'ÉNERGIE NATIONALE

* LES DÉRACINÉS	1 vol.
** L'APPEL AU SOLDAT	—
*** LEURS FIGURES	—

LES BASTIONS DE L'EST

* AU SERVICE DE L'ALLEMAGNE	1 vol.
** COLETTE BAUDOCHÉ, histoire d'une jeune fille de Metz	—

L'ÂME FRANÇAISE ET LA GUERRE

* L'UNION SACRÉE (2 août-31 octobre 1914)	1 vol.
** LES SAINTS DE LA FRANCE (1 ^{er} novembre 1914-1 ^{er} janvier 1915)	—
*** LA CROIX DE GUERRE (2 janvier-11 mars 1915)	—
**** L'AMITIÉ DES TRANCHÉES (11 mars-9 mai 1915)	—
***** LES VOYAGES DE LORRAINE ET D'ARTOIS (9 mai-20 juin 1915)	—
***** POUR LES MUTILÉS (20 juin-septembre 1915)	—
***** SUR LE CHEMIN DE L'ASIE (4 septembre-29 novembre 1915)	—
***** LE SUFFRAGE DES MORTS (1 ^{er} décembre 1915-20 février 1916)	—
***** PENDANT LA BATAILLE DE VERDUN (21 février-7 juillet 1916)	—

L'ENNEMI DES LOIS	1 vol.
DU SANG, DE LA VOLUPTÉ ET DE LA MORT	—
AMORI ET DOLORI SACRUM (<i>La mort de Venise</i>)	—
LES AMITIÉS FRANÇAISES	—
SCÈNES ET DOCTRINES DU NATIONALISME	—
LE VOYAGE DE SPARTE	—
GRECO OU LE SECRET DE TOULOUSE	—
LA COLLINE INSPIRÉE	—
HUIT JOURS CHEZ M. RENAN	—
LA GRANDE PITIÉ DES ÉGLISES DE FRANCE	—
LES FAMILLES SPIRITUELLES DE LA FRANCE	—

LES TRAITS ÉTERNELS DE LA FRANCE	Prix 4 fr. 25
ADIEU A MORÉAS. Une brochure	Prix 1 fr. »
UN DISCOURS A METZ (15 août 1911). Une brochure	Prix 1 fr. »
DANS LE CLOAQUE	Prix 2 fr. »



JUSTIFICATION DU TIRAGE

N° 1556

D
516
B35
978
t. 10

VOYAGE EN ANGLETERRE

QUATORZIÈME PHASE

7 juillet 1916. — 1^{er} janvier 1917.

LA BATAILLE DE LA SOMME. — VERDUN DÉGAGÉ. —
L'AVANCE DE BROUSSIOFF. — LA ROUMANIE EN GUERRE.
— LES INTRIGUES DE LA GRÈCE. — LA PRISE DE
GORIZIA.

I. LA BATAILLE DE LA SOMME. — *Le second semestre de l'année 1916, durant lequel furent écrits les articles qu'on va lire sur l'Angleterre, s'ouvrit sur des événements favorables à notre cause : la résistance allemande fortement ébranlée sur la Somme, Verdun dégagé, Broussiloff faisant trembler Vienne, Cadorna s'emparant de Gorizia. Seule ombre à ce tableau de victoire, la Roumanie s'engageant trop tard, dans des conditions défectueuses, contrainte à subir l'invasion.*

Malgré les assauts qu'ils livrent à nos lignes de Verdun, les Allemands n'ont pu détourner le commandement allié de ses projets ni lui ravir l'initiative des opérations.

Le 1^{er} juillet, à l'heure fixée par le général Joffre dès le 18 février, et selon l'inflexible dessein qu'il a conçu, les armées anglaises et françaises déclanchent leur offensive sur les deux rives de la Somme.

L'unité de vues pour la préparation de la bataille est pleinement réalisée entre les deux commandements. Le général Haig a lui-même déclaré que tout doit se passer « comme s'il n'y avait qu'une seule armée sur le front anglo-français », et dès le mois de mai il a fait savoir au général Joffre « qu'il était prêt à recevoir ses directives ».

L'attaque principale est poursuivie par les Anglais qui ont amené leur IV^e armée en première ligne et leur V^e en réserve.

Du côté français une seule armée, la 6^e, sous le commandement du général Fayolle, est d'abord engagée. Foch, qui dirige les opérations, a sous ses ordres 12 divisions, soutenues par une artillerie proportionnellement considérable.

La bataille sera l'action d'artillerie la plus formidable qu'on ait encore vue, c'est sa caractéristique.

L'idée de la trouée, qui hantait toutes les imaginations au moment de l'offensive de Champagne, est complètement abandonnée. Le commandement ne cherche plus la rupture brusque et violente, la percée des lignes de l'adversaire, mais l'occupation méthodique et successive de ses défenses. C'est une nouvelle tactique, un nouveau type de combat dont les objectifs sont limités, et qui tend à user l'ennemi, à le contraindre par la destruction de ses retranchements à un repli définitif.

Les bulletins des Allemands n'ont jamais reconnu leur défaite sur la Somme ; mais le fameux repli Hindenburg en fut l'aveu le plus formel que nous puissions souhaiter.

La préparation par l'artillerie dura sept jours, du 24 juin au 1^{er} juillet. Les avions alliés aveuglèrent comme il n'avait jamais été fait encore, les observatoires ennemis. L'infanterie anglaise se porta à l'assaut dans un ordre parfait, depuis Maricourt (rive droite de la Somme) jusqu'à Saint-Pierre-Divron (rive gauche de l'Ancre), en direction de Bapaume ; l'armée française appuyait par une vive attaque sur la Somme, en direction de Péronne, l'effort britannique.

L'attaque française surprit les Allemands qui croyaient nos réserves absorbées par la bataille de Verdun. Nos troupes atteignirent rapidement les objectifs assignés. La droite de l'armée britannique réalisait dans le même temps tout le programme fixé. Sur la gauche l'affaire ne débuta pas moins brillamment, mais les troupes britanniques emportées par leur élan, ne surent point s'organiser sur le terrain conquis et furent ramenées assez durement dans leurs lignes. La bataille est gagnée sur la droite et au centre. Sur la gauche tout est à recommencer.

Le haut commandement décide de pousser les avantages, et de préparer une nouvelle attaque à l'aile gauche. Cette phase de la bataille se déroule durant la première quinzaine de juillet. L'armée du général Fayolle se porte en avant, de position en position, d'un rythme sûr et bien réglé, progressant en échelons selon un dispositif classique, faisant de nombreux prisonniers, et infligeant des pertes consi-

dérables à l'ennemi. Après huit jours de combat la ligne des crêtes et la position de Biaches, à 1 kilomètre de Péronne, sont tombées entre nos mains.

La droite anglaise trouve devant elle une résistance acharnée. La ténacité britannique a raison des obstacles amoncelés. Après dix jours de combat l'ennemi a perdu sa forte ligne de défense à l'est de la route de Bapaume, et laissé entre les mains des Anglais plus de 8.000 prisonniers.

Le 14 juillet nos alliés font une furieuse attaque sur les deux villages de Bazentin et les enlèvent.

Les Allemands, qui croyaient se trouver maîtres de la situation, sont contraints d'enregistrer leur échec sur toute la ligne. Il leur faut pour résister à l'assaut combiné des Anglo-Français rappeler de la région de Verdun quelques-unes de leurs meilleures troupes. De la moitié de juillet à la fin de septembre, 67 divisions viendront alimenter leur résistance sur la Somme. La gauche anglaise elle-même progresse méthodiquement. Elle prend les places fortes du plateau de Thiepval et, malgré d'incessantes et terribles contre-attaques, les soldats du maréchal Haig vont toujours de l'avant.

Une action combinée, à large envergure, des armées alliées, renforcées sur la rive gauche de la Somme d'une nouvelle armée française (général Micheler), va se dérouler sur un front de 30 kilomètres de Hamel à Chilly. Elle se déclanche le 3 et le 4 septembre. Les Anglais rompent le front allemand sur 9 kilomètres, occupent Guillemont et la partie basse de Guichy. Nos troupes emportent tous leurs objectifs entre Clery et le Forest. Micheler tient Sarjecourt et Chilly.

Les secondes lignes ennemies sont à nous, le rempart élevé par les Allemands depuis 1914 commence à s'écrouler.

L'Empereur allemand assista à la défaite de ses troupes ; mais déjà il ne les commandait plus effectivement. Il avait remis le 29 août à Hindenburg doublé de Ludendorff la direction des opérations.

La troisième phase de cette guerre de siège débuta le 12 septembre par la prise de Bouchavesne, solide bastion sur la route de Bapaume. Le 15, la IV^e armée anglaise et le 1^{er} corps de la V^e attaquèrent, précédés pour la première fois de ces tanks, appelés à jouer un si grand rôle par la suite. Ce fut le succès le plus considérable remporté par nos alliés, depuis le début des opérations. Il leur coûta peu et leur livra toutes les positions dominantes entre Thiépval et Combles. Le maréchal Haig malgré les contre-attaques développa sa victoire durant les jours qui suivirent.

Le 25 les deux armées s'ébranlèrent de nouveau sur toute la ligne. L'offensive parfaitement conjuguée fit tomber en notre pouvoir la forteresse de Combles, tandis que la gauche anglaise achevait de conquérir le plateau de Thiépval. Les Allemands perdaient leurs quatrièmes positions.

Le 29 septembre le général Joffre pouvait féliciter les troupes des résultats obtenus : « Verdun dégagé, 25 villages reconquis, plus de 35.000 prisonniers, 150 canons pris, les lignes successives de l'ennemi enfoncées sur 10 kilomètres de profondeur. »

Les premiers jours d'octobre virent une nouvelle avance des unités franco-anglaises, resserrant leur cercle autour de Péronne. Mais la pluie entrave les

opérations et ralentit l'exploitation de nos succès. A la fin du mois la gauche anglaise tient fermement la crête de Thiepval d'où son artillerie commande la vallée de l'Ancre.

A la mi-novembre, se battant dans le plus épais brouillard, les Ecossais remportent d'importants succès sur les deux rives de l'Ancre et désormais les troupes britanniques couronnent depuis l'Ancre jusqu'à la chaussée de Péronne à Bapaume, la ligne de faite qui était son objectif tactique.

Le maréchal Haig estime que ses armées ont fourni tout l'effort qu'elles peuvent donner et se décide à leur accorder le repos qui leur est nécessaire. La saison d'ailleurs est atroce. Les pluies ont noyé dans la boue toutes les voies de communication. L'immense champ de bataille n'est plus qu'un cloaque ; et les brumes de l'hiver « tombent comme un rideau sur le drame ».

Le coup décisif n'en est pas moins porté aux armées allemandes. Hindenburg prépare son repli, et n'attendra pas pour l'effectuer que le printemps nous permette de reprendre les opérations. Enfin malgré sa conception de la guerre, qui l'incite à porter tout le poids de ses armées en Orient, il est contraint de maintenir l'élite de ses divisions sur le front occidental, et même d'en augmenter le nombre.

L'ennemi a laissé plus de 200.000 cadavres dans les plaines de la Somme, 60.000 prisonniers dont 1.500 officiers, plus de 500 canons et plus d'un millier de mitrailleuses.

II. VERDUN DÉGAGÉ. — *Les Allemands, qui voyaient s'amonceler l'orage anglais sur la Somme,*

ont tenté le 23 juin un effort suprême pour s'emparer de Verdun avant que n'éclate la menace.

Souville les a arrêtés. Nos contre-attaques les ont rejetés de Froideterre et de Thiaumont. Le 12 juillet ils reviennent à la charge contre Souville. Nous les repoussons. Mais à l'autre extrémité du front ouest nous perdons la batterie de Damloup et une partie du bois de Vaux-le-Chapitre.

Il faut attendre la fin du mois pour découvrir les premiers retentissements de la bataille de la Somme sur celle de la Meuse. Devant les attaques journalières de Mangin les bataillons du Kronprinz, que les réserves n'alimentent plus, s'épuisent et se découragent. Notre supériorité tactique s'affirme dès la mi-août. Nos tirs d'artillerie deviennent plus efficaces. Nous enlevons définitivement les ruines de Fleury le 17. L'étreinte se desserre.

Le 15 septembre le président de la République porta à l'héroïque cité la croix de la Légion d'honneur, et les décorations que les chefs d'Etat alliés lui avaient décernées.

A la mi-septembre Mangin soumit au haut commandement un plan hardi d'offensive, destiné à dégager définitivement Verdun, en reportant nos lignes en avant de l'ancienne enceinte des forts. Son plan fut approuvé et l'exécution lui en fut confiée. L'attaque, bien préparée par une artillerie inférieure en nombre à celle des Allemands, mais supérieurement dirigée, s'ébranla le 24 septembre dans une brume épaisse. Batterie de Damloup, fort de Douaumont, étang de Vaux, tous les objectifs sont atteints et enlevés à l'heure dite ; 4.000 prisonniers

sont ramenés à l'arrière, 20.000 Allemands mis hors de combat.

Le soir même Mangin reçoit l'ordre d'exploiter son succès et de pousser les opérations contre le fort de Vaux. L'ouvrage est écrasé sous un tir précis. Le 2 novembre l'ennemi l'évacue. Nous y entrons le 3.

L'adversaire ne réagit point. Le 13 nous pouvons étendre nos positions dans la région de Vaux.

A la fin du mois le Kronprinz abandonne le commandement de l'armée de Verdun.

C'est maintenant une offensive diplomatique que prépare le Kaiser. Le 12 décembre les Empires centraux remettent une note aux puissances neutres, proposant l'ouverture de négociations pour la paix. Le président Wilson en transmettant cette note demande aux belligérants de faire connaître « leurs buts de guerre ». L'Allemagne s'y refuse. Les nations de l'Entente évitent le piège qu'on leur tend et resserrent les liens qui les unissent.

A cette même date le général Joffre est appelé au Comité de guerre, comme conseiller technique du gouvernement. Lui-même a désigné le général Nivelle pour lui succéder.

Le nouveau général en chef demeure à Verdun avec la ferme volonté d'y achever son œuvre.

Le terrain est préparé pour l'attaque. Des routes sont créées au milieu du chaos des terres bouleversées par les obus. L'artillerie est rapprochée des positions que les Allemands ne cessent de fortifier. Malgré les conditions atmosphériques déplorables, l'attaque a lieu le 15 décembre. Elle se déploie en éventail de la Meuse à la Woivre par la crête de Lou-

vemont sur un front de 10 kilomètres. Certains objectifs comme Vacherauville, comme la cote 342, sont atteints en moins de dix minutes. Le soir même les résultats cherchés étaient obtenus. La nuit et la matinée du lendemain nous livrèrent les positions les plus ardemment défendues. Le 18 des combats très violents autour des Chambrettes achevaient notre victoire. Les Allemands avaient perdu 25.000 hommes, 11.000 prisonniers dont 300 officiers, une centaine de canons, et plusieurs centaines de mitrailleuses.

Nos méthodes de combat se sont perfectionnées. Les barrages d'artillerie n'arrêtent plus nos fantassins. La liaison s'est établie d'une façon remarquable entre les différentes armes. Nos artilleurs sont arrivés à maîtriser les batteries adverses et notre infanterie, se collant aux vagues d'obus, tombe inattendue sur les tranchées allemandes.

C'est la tactique de la bataille moderne enfin dégagée et appliquée. Ludendorff le constate dans un ordre du jour où il enregistre les revers de ses troupes.

III. L'AVANCE DE BROUSSIOFF. — LA ROUMANIE EN GUERRE. — LES INTRIGUES DE LA GRÈCE. — Nous avons laissé Broussiloff durant la bataille de Verdun, poursuivre son avance victorieuse entre le Pruth et le Dniester. La Bukovine est reconquise. Cernovitz est pris. Au début de juillet les Russes touchent à la frontière roumaine, se présentent devant les défilés des Karpathes, acculant à la montagne une armée autrichienne. Les Allemands sont bouseulés sur le Styr. La chaussée

de *Baranovitchi* est le théâtre d'un nouveau succès pour les troupes du Tzar.

Linsingen renforcé de nombreuses divisions allemandes cherche à manœuvrer son adversaire entre *Styr* et *Stochod*. Mais il ne peut lui-même échapper à l'encerclement dont le menace *Broussiloff* que par une prompte retraite.

A la fin du mois, la gauche de l'armée russe a passé le *Styr* et le *Stochod*, la droite le *Dniester*, le *Sereth* et le *Pruth* ; toute la Galicie orientale est occupée par nos alliés de *Brody* à *Stanislau*. Les Autrichiens ont perdu 360.000 prisonniers, 500 canons et 3.000 mitrailleuses.

La prise de *Stanislau*, le 11 août, tire *M. Bratiano* de ses hésitations, et le décide à se ranger dans le camp des alliés. Trop tard, malheureusement (le 27 août) et passés les deux mois d'été où son intervention aurait produit toute son efficacité, la Roumanie déclare la guerre à l'Autriche. L'Allemagne répond à cette déclaration en déclarant elle-même la guerre à la Roumanie.

Trompé d'ailleurs sur les intentions de la Bulgarie, *M. Bratiano* se montre plus attentif à répondre aux aspirations de son peuple qu'aux nécessités stratégiques. *Hindenburg*, devenu le chef suprême des armées allemandes, porte, sans hésitation, son effort principal en Orient.

Les Roumains s'avancent en *Transylvanie*, mais *Mackensen* qui a massé des troupes en Bulgarie les prend à revers. Il bouscule les forces insuffisantes qui gardent la *Dobroudja* et ouvre les routes de l'invasion au flot bulgare. Cependant *Falkenhayn* à la tête de 30 divisions austro-allemandes con-

traint l'armée roumaine de Transylvanie à la retraite, et dès le 5 octobre menace les cols des Alpes de Transylvanie.

Les Roumains avaient escompté le concours de Broussiloff. Il leur manquait, soit que les troupes russes fussent épuisées par leur effort victorieux, soit que les trahisons de Sturmer les aient vraiment livrées à l'Allemagne.

Le corps expéditionnaire du général Sarrail est également retardé dans son élan, par les intrigues de la cour d'Athènes. Dès qu'il se croit en sécurité de ce côté Sarrail attaque sur un front de 150 kilomètres, sur les deux rives du Vardar et sur la Tcher-na. Il enfonce le front bulgare et s'ouvre la route de Monastir où les Serbes pénétreront le 19 novembre.

Mais son offensive nécessairement limitée est impuissante à dégager nos amis Roumains. Mackensen a réussi à les séparer de la mer. Il s'est emparé du port de Constantza le 21 octobre, et remontant le Danube conjugue ses opérations avec celles de Falkenhayn.

Les Roumains après une victoire éphémère au défilé de Jiul reculent dans les vallées.

Les Russes ne leur envoient pas les secours promis. Certains de leurs hommes politiques vont même jusqu'à se réjouir de l'échec des Roumains.

Les progrès du parti allemand sont manifestes à la cour de Petrograd. La Russie s'achemine sourdement vers l'anarchie. Vainement Joffre presse l'état-major russe d'expédier des renforts sur le Danube.

Le général Berthelot, accompagné d'un excellent état-major, est dépêché à Bucarest. Mais les événe-

ments se précipitent, les Bulgares passent le Danube; les Roumains abandonnent sans combat la ligne de l'Oltu. Mackensen et Falkenhayn opèrent leur jonction et marchent sur Bucarest qu'ils occupent sans résistance après leur victoire de l'Argès tandis que le gouvernement se retire à Jassy (6 décembre) et que l'armée retraite vers le Sereth.

C'est en vain que les Russes mènent une victorieuse campagne en Dobroudja. Le 8 décembre une note officieuse de Berlin dit que le sort de la Roumanie peut être considéré comme réglé. La partie semble si bien gagnée pour l'Allemagne dans les Balkans que le roi de Grèce croit le moment venu de jeter le masque et le 1^{er} décembre attire les marins de l'amiral Dartige dans un véritable guet-apens suivi du massacre des Vénizélistes et de nos plus chauds partisans d'Athènes.

M. Venizelos a constitué un gouvernement à Salonique qui a déclaré la guerre à la Bulgarie et à l'Allemagne le 24 novembre. Son armée voit chaque jour grossir ses effectifs. A la fin de décembre près de 4.000 officiers se seront ralliés à lui. Les îles de l'Archipel adhèrent au mouvement séparatiste, la Crète proclame la déchéance du roi Constantin.

Alors le gouvernement grec présente des excuses à Paris au sujet des événements du 1^{er} décembre. Le roi essaie de remettre pour un moment le masque qu'il s'était trop pressé de lever, et fait mine de souscrire à l'ultimatum des alliés. Néanmoins le blocus est maintenu autour des côtes helléniques, et le dernier jour de l'année la France et l'Angleterre accréditent des représentants auprès du gouvernement de Salonique.

IV. LA PRISE DE GORIZIA. — *En Italie Cadorna a arrêté sur ses positions de repli l'avalanche autrichienne qui, au printemps, a dévalé sur la vallée de l'Adige. Dès la fin de juillet il prépare son attaque sur le front du bas Isonzo. Ses troupes enlèvent le 8 août le plateau de Monfalcone, véritable bastion qui commande Gorizia et le lendemain la vieille cité irrédente tombe aux mains des Italiens.*

Mais le Carso tout entier compose une vaste forteresse qu'il s'agit de battre en brèche pour s'ouvrir les routes de Trieste et de Vienne.

Engagée dans une offensive qu'elle espère pousser à fond l'Italie déclare la guerre à l'Allemagne, tandis que la Roumanie la déclare à l'Autriche.

Pas à pas l'armée italienne s'avance au milieu des bastions autrichiens, enlevant chaque fois des prisonniers et du terrain. Le 15 septembre ce sont les hauteurs de San Grado qui tombent entre les mains de nos alliés, puis le mont Cadedinale. En octobre nouvelle avance, pertes sanglantes pour les Autrichiens (25.000 hommes en deux jours) ; le 17 les Italiens enlèvent le sommet du Pasubio. Le 2 novembre ils remportent sur les hauteurs de Veliki un succès qui met leurs avant-postes à dix-huit kilomètres de Trieste.

Les Autrichiens appellent des secours des fronts russes et roumains. La population civile a évacué Trieste. Le 21 novembre on apprend la mort de François-Joseph ; et le 23 l'empereur Charles I^{er} proclame son désir d'arriver à assurer la paix au monde par la victoire définitive des Empires centraux. Le 3 décembre, il prend le commandement

suprême de ses armées et le mois se passe à amener des renforts sur le Carso.

Néanmoins les Italiens progressent et des combats heureux livrés le jour de Noël leur font encore réaliser une avance vers Trieste.

Durant l'année qui s'écoule l'Italie a gagné plus de 3.000 kilomètres carrés, et enlevé à l'ennemi 85.000 prisonniers.

I

L'ANGLETERRE PENDANT LA GUERRE

26 juillet 1916.

Je viens de passer quelques jours chez nos amis d'outre-Manche, qui ont répondu à toutes mes questions et satisfait toutes les curiosités qu'ils m'avaient eux-mêmes demandé de leur exprimer sans gêne.

Ce fut un voyage d'étude, une enquête (trop rapide). Pourquoi ? Comment ? Dans quel but ?

Il y a plusieurs mois, je causais avec un des hommes les plus distingués de l'Angleterre, recteur d'une grande université. Il venait de circuler assez longuement dans Paris et dans nos armées et il me disait avec une sorte de chagrin qu'à plusieurs reprises il avait cru sentir que ces Français, qu'il admirait de tout son cœur, ne rendaient pas tous une pleine justice à l'effort anglais.

— Et pourtant, continuait-il, sur quel point donnez-vous prise à une critique justifiée ? Dès le 2 août 1914, la flotte anglaise s'est avancée dans le Pas-de-Calais pour protéger vos côtes. et puis, aussitôt après, nous avons mis à votre disposition notre corps expéditionnaire. Sur les 160.000 hommes qu'il comptait, vous savez que, selon une phrase fameuse, nous avons eu quelque chose comme 600.000 tués, blessés, disparus. Reconnaissez que voilà une large manière de tenir nos engagements. Mais peut-être êtes-vous surpris de notre retard à mettre debout une armée de terre digne de notre armée de mer

et par exemple à adopter le service obligatoire ? Tout nous manquait, les effectifs, le matériel, la tradition, la science militaire. A quoi bon appeler des hommes avant que nous puissions les équiper, les instruire, les encadrer ? Dites-moi sur quel point vous trouvez à nous reprendre ?

Je lui répondais :

— Vous avez absolument raison. Il n'est pas un des faits que vous énumérez qui ne soit certain et qu'aucun de nous songe à contester. Le raisonnement que vous venez de me faire est tout à fait logique, mais la logique, vous savez ne touche pas tout l'être. et probablement que les Français dont vous me parlez et chez qui vous croyiez sentir des réserves, après vous avoir écouté et approuvé, ajoutaient *in petto* : « N'empêche que nous souffrons plus que les Anglais. »

Et me laissant aller à l'émotion (c'était avant l'offensive franco-anglaise de la Somme), je disais :

— Depuis deux ans, chez nous, la fontaine du sang le plus pur est ouverte à pleins robinets.

— C'est vrai, me répondit gravement mon Anglais. Les circonstances ont fait cela. Depuis deux ans la France porte le plus lourd poids de la guerre, le poids et l'honneur. Il n'est pas un de nous à cette heure qui n'aime et n'admire la France, et de quel sentiment mystique, vous en seriez profondément touché si vous veniez en Angleterre. Il n'est pas un Anglais qui dans le fond de sa conscience ne tienne pour un devoir de l'Angleterre de se mettre jusqu'au bout du côté de la France. Et ce que nous faisons matériellement pour être en mesure de vous aider, vous commencez à l'éprouver, mais sur notre sentiment, sur notre état moral, vous n'êtes pas assez renseignés. Les deux pays hier encore s'ignoraient tellement. Vous écrivez tous les jours sur l'âme de la France pendant la guerre, pourquoi ne viendriez-vous pas nous en parler, ne fût-ce que pour voir avec quel enthousiasme nous accueillons tout ce qu'on nous en dit,

et en même temps, ce serait le plus important, pourquoi n'apprendriez-vous pas à connaître *de visu, ex vivo*, par vos propres yeux, sur le vif, nos deuils, nos sentiments, notre âme ? Il faudrait qu'un homme tel que vous visitât nos collèges, nos universités absolument vidées de leur jeunesse, parcourût nos villages dont l'église affiche sous le porche la liste des enrôlés volontaires, se rendit compte par lui-même des deuils écrasants de notre haute société et de l'ardente bonne volonté de nos ouvriers, plus attachés à la paix qu'aucun homme dans le monde. mais que révolte, d'une manière quasi religieuse, l'injustice allemande.

Peu après cette conversation, qui m'avait vivement frappé par son mélange de positif et de sentiment, je recevais une double invitation. L'Académie britannique me demandait de venir parler de la France aux Anglais, et le gouvernement britannique m'offrait de me faire voir tout ce dont je croirais utile de rendre compte à mes compatriotes.

Quel que fût mon ennui de quitter mes lecteurs dans un des moments décisifs de la guerre, j'acceptai sans hésitation, car il est d'immense utilité que les Alliés se connaissent bien, se parlent en toute loyauté, comprennent leurs différences de caractère, se rendent une pleine justice, bref soient placés en pleine lumière les uns devant les autres.

Je suis allé à Londres, à Woolwich, Portsmouth, Winchester, Salisbury, Oxford, Sheffield, Edimbourg et plus loin, et maintenant me voici de retour. Naturellement, je ne suis pas autorisé à vous détailler tout ce que mes hôtes, avec la plus généreuse confiance, m'ont raconté et montré dans le cabinet de leurs ministres, dans leurs arsenaux, leurs universités, leurs fabriques et sur leur flotte, mais il en reste assez, si je sais vous le dire. pour augmenter encore l'amitié franco-anglaise. Je puis donner à nos intrépides soldats la certitude que l'Angle-

terre est désormais en mesure comme elle le prouve déjà, d'appliquer aux Boches jusqu'au bout un formidable instrument de guerre. Et surtout, je l'espère. j'ai bien rempli le vrai but de mon voyage. je me suis assuré que cette Angleterre, que la « rumeur infâme », c'est-à-dire allemande, aurait voulu nous représenter comme trouvant un bénéfice dans les souffrances même de ses alliés, a pris sans marchander sa part énorme de sacrifice, et donne en plein son or, son labeur et son sang pour la défense commune.

Mais trêve d'affirmations ! Des faits. Je désire présenter à mes lecteurs un rapport sommaire de mon trop rapide voyage. les associer à mes impressions et les faire participer de mon expérience. Pour y atteindre, je ne vois rien de mieux que de mettre sous leurs yeux mon journal de route. Le système ne va pas sans inconvénient. La forme du journal a quelque chose de trop personnel et par là peut choquer. mais elle permet d'accumuler les petits faits et de les placer dans l'ordre où le voyageur a subi leur influence. Elle fait du lecteur un compagnon de route. Je n'ai pas trouvé une meilleure manière de mettre ceux qui veulent bien m'écouter devant les choses mêmes que j'ai vues.

I

LA TRAVERSÉE

Le voyage d'Angleterre n'est pas tout aisé à cette heure. Les deux polices anglaise et française font bonne garde : à la gare, à la douane. sur le quai, elles filtrent les gens et les bagages, tournent et retournent les passeports, découragent le tourisme, et j'ai bien de la reconnaissance au consul d'Angleterre au Havre qui avait tout préparé de telle sorte que je m'en allai tout droit dormir dans le bateau.

Je ne vous dirai rien de la mer, que j'ai à peine aperçue par le hublot de ma cabine, mais on m'a raconté des histoires magnifiques sur les sous-marins. L'un de ceux-ci (j'évite les précisions) s'est allé prendre dans les filets du Havre. Quand on l'obligea de remonter à la surface, ses matelots apparurent sur la plate-forme, les bras levés, et criant « Kamerad ! », mais au même moment, nu comme un ver, du milieu d'eux un homme se jetait à la mer et nageait vers le rivage assez proche. On eut vite fait de le rejoindre. C'était le capitaine... Plus récemment, on crut avoir fait une nouvelle prise. La torpille d'avertissement qu'on envoya sur la proie obscure que l'on sentait s'agiter au piège brisa un formidable banc de morues. On a bien ri, dans toute la région, de cette pêche miraculeuse. Mais l'essentiel, c'est que les précautions contre les pirates sous-marins fonctionnent à merveille.

Partis du Havre vers une heure du matin, nous sommes arrivés en sept heures à Southampton. Là m'attendait un attaché du Foreign Office qui pendant tout mon séjour a été pour moi le plus aimable et le plus utile des compagnons, et sans perdre de temps nous filâmes sur Londres en automobile.

Nous allions à travers d'admirables campagnes dont le caractère puissant est fait en grande partie de ce que la route n'est pas bordée d'arbres en lignes, mais de bouquets disposés à droite et à gauche dans les prairies, de sorte qu'elle semble un magnifique et large sentier glissant à travers une libre propriété. C'est très frappant, cette abondance aisée et naturelle, en regard de notre rectitude un peu maigre. Et le voyageur n'échappe jamais à la tentation de voir là un symbole du génie anglais qu'il oppose à notre besoin de symétrie et de logique. Cependant mon compagnon se penchait à droite et à gauche et semblait chercher dans ces belles prairies quelque chose qu'il était contrarié de ne pas y trouver.

Mais quoi donc ? Il finit par m'avouer que la veille, en descendant à ma rencontre, il avait croisé sur cette même route de nombreux corps de recrues et qu'il s'était réjoui en esprit de pouvoir me les montrer dès mon arrivée. Mais jusqu'à Londres, par un hasard assez curieux, car les jours suivants j'allais voir tout le pays regorger de soldats, nous n'avons quasi rien rencontré qui rappelât la guerre. A l'abri de sa flotte, l'île épanouissait sa prodigieuse beauté de grand parc. Quel orgueil, quelle imperturbable confiance, un paysage d'une telle puissance, façonné avec un si grand luxe et intact depuis des siècles comme les vieux arbres qui le couvrent, ne doit-il pas mettre dans le cœur du citoyen anglais qui lit dans son journal les misères de l'univers et qui croit dur comme fer qu'elles ne pourront jamais atteindre son foyer ! C'est magnifique que de telles gens aient fini par s'émouvoir du péril ; il a fallu vraiment que les Allemands missent de l'obstination à les irriter ; il a fallu aussi un sens social et une conscience très remarquables pour que quatre millions de volontaires, s'arrachant à cette sécurité, s'offrissent de leur libre mouvement aux périls d'une telle guerre...

Quand j'arrivai à mon hôtel, je trouvai deux invitations, l'une du Premier ministre, M. Asquith, pour le lendemain, l'autre de M. Paul Cambon, pour le jour même. Je regardai ma montre, il était une heure et demie, j'avais encore le temps de me rendre à l'ambassade de France, car, à Londres, on déjeune vers deux heures, et, certes, j'étais désireux de prendre les avis du Français qui connaît le mieux ce monde nouveau, extraordinaire, imprévu, qu'est l'Angleterre pendant la guerre.

II

COMMENT LONDRES ET PARIS DIFFÈRENT. — UN DE-
JEUNER CHEZ M. ASQUITH. — LLOYD GEORGE, LE
CELTE

28 juillet 1916.

Une difficulté, qui d'ailleurs n'est pas insurmontable, c'est d'accepter que des étrangers soient des étrangers. Sous le choc d'un même événement, nous réagissons de la même manière, en gros, mais avec des nuances dans le détail de nos sentiments. Il faut comprendre ces différences.

Pour mon premier soir à Londres, j'ai éprouvé de la tristesse, un serrement de cœur à voir les grands hôtels étincelants de lumière, de musique et de femmes parées. Dans nos faubourgs de Paris, il y eut, me dit-on, des rassemblements hostiles sous les fenêtres d'appartements modestes où des jeunes filles jouaient du piano. Ici nul ne se plaint quand la vie luxueuse continue, çà et là, au milieu de la guerre.

Ce matin, je vois dans la rue passer une automobile de blessés. Ils sont étendus au nombre de quatre. Chacun d'eux a une rose épinglée sur la couverture qui le recouvre jusqu'au menton. Cette rose couleur de sang qui se balance, c'est terrible. On voudrait saluer, demeurer découvert; personne des Anglais ne regarde, n'a le désir de communiquer à son voisin son émotion. Ces défenseurs de l'Angleterre semblent passer au milieu de l'indifférence générale. Mais tout de même ce sont des Anglais qui leur ont mis ces fleurs, fourni ces voitures excellentes, et aménagé des hôpitaux hors de pair. Il n'est pas douteux que les Anglais font pour leurs soldats et pour leurs blessés des efforts au moins égaux à

ceux que nous faisons, et je ne dis pas des efforts d'Etat, mais des efforts spontanés de chacun. Alors, qu'est-ce que je voudrais? Des signes extérieurs, une mise en scène, les gémissements de l'Orient, ces pleureuses extravagantes qui me frappaient si fort en Syrie quand je suivais, au long du fleuve Adonis, les sentiers de l'antique Byllos?

Les Anglais ont une expression : « Nous ne mettons pas notre cœur en écharpe. » Ils s'appliquent à dominer, discipliner et voiler leurs sentiments. Vous savez combien ils sont choqués même par de simples gestes dans la conversation. Mais qu'ils aient du cœur et qu'ils aiment avoir du cœur, c'est certain. Je viens, ce mercredi matin, de visiter l'immense hôpital King George et puis l'hôpital privé de lady Northcliffe. L'excellence des installations matérielles et puis la bonté des dames qui vivent avec ces blessés sont hors de pair. Je questionne lady Northcliffe sur ce luxe, ces musiques et cet air de fête qui, la veille au soir, m'ont si fort étonné.

— C'est, me dit-elle, pour les permissionnaires et pour les blessés quand ils peuvent en profiter. Ces jeunes gens demandent eux-mêmes que la vie ne soit pas triste.

Explication fort plausible et qui suppose dans la race anglaise un esprit assez différent du nôtre. Ne nous hâtons pas de croire que notre manière de sentir soit la seule bonne ou la meilleure. Aussi bien Jacques-Emile Blanche, qui connaît admirablement l'Angleterre, fait-il une juste remarque à leur endroit dans ses *Cahiers d'un artiste* : « Si nos alliés de l'Ouest sont d'ailleurs si différents de nous que nous ayons encore beaucoup à faire pour les connaître, nous nous unissons à eux plus étroitement chaque jour, grâce à la mystérieuse attraction des cœurs purs. »

Dans les deux pays, les sentiments se rejoignent en s'élevant.

— C'est un très noble peuple que celui-ci, me disait

à mon arrivée à Londres M. Cambon, un peuple très sentimental. Au début, ils se battaient pour la Belgique : aujourd'hui, vraiment, ils se battent pour la France.

Cette opinion se trouve être confirmée par un trait que je retiens d'une conversation avec un journaliste sur Lloyd George :

— Chaque fois que Lloyd George parle en public, il parle de la France. Toujours à un moment il s'avance sur la plate-forme et il dit : « Et puis il y a un pays qui s'appelle la France et qui est joliment bien ! » Alors les Anglais lancent leurs chapeaux en l'air.

Lord Northcliffe, le directeur du *Times*, m'a dit à moi-même avec cet accent de puissance qui est si caractéristique chez lui : « Tout tort que l'on fait à la France est un tort que l'on fait à l'univers entier. » Et quand je ne comprenais plus son vocabulaire mi-français, mi-anglais, je comprenais encore qu'il me disait qu'il aime la France et que la victoire est certaine.

Tout ce que les Anglais ont de ferveur intellectuelle et sentimentale s'est porté sur nous. A beaucoup d'entre eux il suffit de dire : « La France veut telle chose. » Ils répondent : « Donnons-la tout de suite. »

Naturellement cela est tout à fait exact s'il s'agit de nous donner des voitures d'ambulances, des provisions de linges, des équipes de dames infirmières ; cela demeure vrai dans les assemblées politiques populaires, cela cesse probablement de l'être au même point dans les cabinets où discutent les hommes d'Etat.

Au sortir de ces hôpitaux et après les conversations dont je viens de donner une idée, je suis allé déjeuner chez M. Asquith, le chef du gouvernement, et comme on me demandait mes premières impressions, j'ai pensé tout haut et j'ai admiré le sérieux, la loyauté, la conscience, le goût de la vérité qu'il y a chez les Anglais.

M. Asquith m'a répondu qu'il me soupçonnait d'être un flatteur. C'est peut-être que dans tous les pays, si l'on

occupe la présidence du conseil, on est au centre des intrigues, des complots, des habiletés, et un peu éloigné des âmes les plus innocentes et les plus véridiques sur lesquelles j'établis mon jugement.

Comme tous les hommes politiques, M. Asquith est livré en dispute aux partis. Mais j'ai bien le sentiment que cet homme puissant, à la figure paisible, ne se trouble pas et n'est guère capable de fausses manœuvres. S'il commet des fautes, il le sait et le veut pour éviter des inconvénients dans le Parlement, où sa conception de grand parlementaire lui commande avant tout de réussir.

Mais voici qu'un invité arrive un peu en retard. De taille moyenne, la figure plus impressionnable, passant rapidement d'une sorte de repos songeur à l'animation, quel contraste avec ce puissant Normand. On le nomme :

— Lloyd George.

Comment ! c'est lui ? Ce petit homme ? J'étais tout à fait étonné. Je m'étais imaginé une force brutale, un génie physique, dans la tradition de Danton, et voilà que je trouvais, aussi net qu'un animal antédiluvien retenu des milliers d'années dans une banquise polaire, un spécimen parfait du type celte.

Naturellement, tout le monde me l'avait dit par avance. « Lloyd George ? un Celte. » Mais ce n'était qu'un mot, et maintenant, en le voyant sourire puis retourner dans une espèce de méditation solitaire, je reconnaissais un fils de la race charmante, dont les défauts eux-mêmes attirent.

Tout de suite, par l'effet de la sympathie, je croyais le comprendre, ce petit homme. Où est sa force, me disais-je, le secret de sa puissance ? Dans l'immense rêverie qui remplit toujours le cœur des gens du Pays de Galles, d'Irlande et de Bretagne, dans cette musique à laquelle il se livre et qui lui dicte des discours consolateurs pour le plus grand nombre. Il commença d'être

connu et entouré quand, petit avocat de province, il mit dans la formule du jour l'éternel son et dans la chimère des espérances celles...

Mais il faut être raisonnable et revenir à notre obsession commune de la guerre... Que de questions à poser à ces deux hommes, sur le but de la guerre, sur les effectifs de l'Angleterre et plus encore sur son aptitude à produire des canons et des obus.

Une grande parole publique d'Asquith nous satisfait pleinement en principe. Il dit, d'accord avec la formule du gouvernement français répétée maintes fois par le président Poincaré : « Nous ne poserons pas les armes avant que la France ne soit prémunie d'une manière sûre contre toute agression nouvelle... » Il y a là dedans de quoi satisfaire nos ambitions, qui se préciseront selon l'événement. Et l'événement s'accomplira à notre gré autant que les Alliés égaleront et puis surpasseront la production des Allemands.

De cette grave question, je voudrais bien causer à fond avec Lloyd George. Mais il va à la Chambre et moi-même je dois faire cet après-midi ma conférence.

— Venez déjeuner demain, me dit-il.

— Demain, je suis attendu à Woolwich.

— Eh bien ! avant votre départ, venez prendre chez moi votre petit déjeuner.

— A quelle heure ?

— A neuf heures.

J'accepte avec grand plaisir et m'en vais à Burlington house, dans la salle de la Société royale, où je dois parler de la France sous les auspices de l'Académie britannique.

III

UN DISCOURS SUR LA FRANCE A LONDRES

30 juillet 1916.

Donc ce 12 juillet, à 4 heures, en sortant de chez M. Asquith, je me rendis dans la salle de la Société royale, pour y faire une conférence sous les auspices de l'Académie britannique.

L'Académie britannique, fondée il y a une quinzaine d'années, répond assez exactement à nos Académies des sciences morales et des inscriptions. Elle est composée d'hommes distingués et d'une situation considérable. A leur appel et pour entendre parler de la France, le public était venu nombreux. Quand j'arrivai, un peu avant l'heure, au thé où m'avait convié le secrétaire de l'Académie, M. le professeur Gollanz, les abords de la salle étaient déjà encombrés.

Beaucoup d'invités durent s'en retourner faute de places. J'ai su depuis que M. Conrad avait essayé vainement d'arriver jusqu'à la salle. M. Conrad est à cette heure, au milieu des écrivains célèbres de l'Angleterre, le nom nouveau le plus fréquemment prononcé et l'idole des raffinés. D'origine slave, il a longuement vécu en France et servi dans notre marine marchande, d'où il est passé dans la marine marchande britannique. Ce grand romancier parle notre langue, me dit-on, avec un meilleur accent qu'il ne parle l'anglais. J'ai vivement regretté d'avoir manqué cette occasion de faire sa connaissance, ainsi que celle de Rudyard Kipling qui n'habite pas Londres. Du moins ai-je pu m'entretenir un instant avec plusieurs écrivains que je connaissais déjà comme M. Edmund Gosse, et avec d'autres que j'avais toujours été désireux de rencontrer, tel sir James

Georges Frazer, l'auteur du *Rameau d'or*. Que n'ai-je pensé à dire à sir Frazer par qui j'avais connu son beau livre ! Peut-être eût-il appris avec intérêt qu'il n'a pas chez nous de propagandiste plus actif que Marcel Sembat.

Quand Sembat, bien qu'hostile à l'idée catholique, est intervenu à la surprise générale pour m'appuyer dans ma campagne en faveur des églises, j'imagine que le sentiment qui le déterminait, c'était ce respect que les études d'un Frazer supposent et développent pour tout ce qui vient du fond des siècles et du fond du cœur. Je donne ce détail comme une indication intéressante sur les ressources que nous pourrions trouver dans la pensée anglaise pour vaincre le bas anticléricalisme, pour dégager, élever, en un mot restaurer notre pensée publique.

Bien entendu la colonie française, qui l'année précédente avait pu applaudir dans cette salle mes illustres confrères Boutroux et Bergson, avait saisi cette occasion de se réunir, et l'ambassadeur de France fut invité par le président, lord Bryce, à prendre place à sa droite.

Lord Bryce me souhaita la bienvenue et quand j'eus fini de parler, sir F. Pollock m'adressa le remerciement d'usage. L'un et l'autre firent de la France un magnifique éloge. Quant à mon discours, il tirait toute sa force des textes admirables que j'y avais mis en ordre.

M'étant proposé de mettre en valeur les titres de notre nation à l'estime universelle, j'ai produit les lettres les plus émouvantes de nos soldats et de leurs familles et puis des faits authentifiés par les mises à l'ordre de l'armée ; en regard, je lisais des fragments sublimes de nos Chansons de geste ou bien de nos vieux chroniqueurs. C'était comme si j'avais pris à poignée dans le médaillier de la France les types les plus glorieux pour les mêler à nos croix de guerre.

Voilà plus de mille ans qu'un fleuve de prouesses

coulé chez nous à plein bord. En une heure, devant ces Anglais, je n'ai pu saisir dans le flot qui passe que ce que contenaient mes deux mains rapprochées. Et qu'est-ce que tout cela, leur disais-je ; que prouvent ces aventures héroïques et charmantes, cette vie profonde, cette âme française débordée ?

Les Français se battent en état religieux. Les premiers ils ont inventé l'idée de guerre sainte. Le soldat de l'an II, quand il croit apporter au monde la Liberté, et l'Égalité se dévoue dans le même esprit que le croisé de Jérusalem. Quand le croisé crie « Dieu le veut ! », quand le volontaire de Valmy crie « La République vous appelle », c'est le même cri d'armes. Il s'agit de réaliser plus de justice et de beauté sur la terre. A tous deux une voix du ciel ou leur conscience dit :

Si vous mourez, vous serez saints martyrs.

Ce n'est pas chez nous qu'on entreprend des guerres de proie. Des guerres pour la gloire et l'honneur, soit, parfois ! Mais pour soulever la nation unanime il faut qu'elle se connaisse le champion de Dieu, le chevalier de la justice. Il nous faut être persuadés que nous luttons contre les Barbares, Islam jadis, aujourd'hui Pangermanisme ou contre les despotes, militarisme prussien et impérialisme allemand.

Les Français défendant la France ont cru presque toujours lutter et souffrir pour que l'humanité fût plus belle. Ils se battent pour leur terre pleine de tombeaux, et pour le ciel où règne le Christ, où flottent du moins leurs idées. Ils meurent pour la France autant que les fins françaises peuvent être identifiées aux fins de Dieu et aux fins de l'humanité. Et c'est ainsi qu'ils font la guerre avec des sentiments de martyrs.

Voulez-vous entendre un grand texte, voulez-vous savoir comment on décidait, nos aïeux, il y a neuf siècles, à partir pour la Croisade ? Vous apprendrez en

même temps comment nos soldats, aujourd'hui encore, ont besoin qu'on les harangue. Ecoutez, c'est le pape Urbain II (un homme de France né en Champagne) qui prêche au Concile de Clermont en Auvergne. Il dit :

« Nation des Français, nation élue de Dieu, comme le montrent tes œuvres, et chère à Dieu, et qui te distingue entre toutes les autres par ton dévouement à la sainte foi et à l'Eglise, c'est vers toi que va notre parole et notre exhortation. A qui peut revenir la tâche de venger les outrages des infidèles, sinon à vous, Français, à qui Dieu donna plus qu'à tout autre peuple la noble gloire des armes, des cœurs grands, des corps agiles et la force de ployer qui vous résiste ? Puissent émouvoir vos âmes et les exciter les actes de vos ancêtres, la prouesse et la grandeur du roi Charlemagne de son fils Louis et de vos autres rois, lesquels ont détruit les royaumes des payens et reculé les frontières de la Sainte Eglise !... O, chevaliers très preux, issus de lignages invincibles, souvenez-vous de la valeur de vos pères !... »

Voilà comment il fallait présenter les choses à nos nobles aïeux. Et c'est ainsi que leur parlaient Jeanne d'Arc, qui se nommait elle-même la « Fille-Dieu », et Bonaparte, et avec lui les généraux républicains, et c'est encore l'esprit dont s'enflamment nos soldats quand ils surgissent des tranchées en chantant la *Marseillaise* sous la bénédiction de leurs aumôniers.

Sans doute la raison nous atteint et nous persuade. Nous entendons ceux qui nous disent que la France est un chef-d'œuvre réel et tangible dont il faut maintenir et perfectionner les formes ; qu'elle ne peut pas vivre sans Metz et Strasbourg ; qu'elle a besoin d'équilibrer son Midi avec les populations du Nord et de l'Est ; qu'elle sera désarmée, ouverte, tant qu'il lui manquera ses frontières naturelles... Mais beaucoup demeureraient froids, et pour se sacrifier les Fils de France veulent toujours n'être pas morts uniquement pour la France.

Il est arrivé que la France brisât la chaîne de ses tra-

ditions et perdit jusqu'à ses souvenirs, cependant elle demeurait fidèle à son âme. Dans chaque génération elle fait revivre des Roland, des Godefroy de Bouillon, des Bayard, des Turenne, des Marceau, ne sût-elle plus leurs noms. Et toujours elle s'enivre avec des sentiments dont elle ne change que les formules.

Parfois le poème sommeille : jamais il ne fut plus fraternel, plus religieux qu'à cette heure. Comme de nombreux traits de l'Ancien Testament, obscurs et chétifs par eux-mêmes, ne prennent leur plein sens qu'à la lumière du Nouveau, de même les antiques prouesses des chevaliers et de nos aïeux respectés semblent n'être que la préfiguration des choses plus riches et plus saintes d'aujourd'hui. Des millions de Français sont entrés dans cet état d'héroïsme et de martyre qui jadis, aux époques les plus hautes de notre histoire, fut le fait seulement d'une élite. Jeune ou vieux, pauvre ou riche, et quel que soit son *Credo*, le soldat français de 1916 sait que la France est une nation qui intervient quand il y a trop d'injustice sur la terre, et dans sa tranchée boueuse, le fusil à la main, il sait qu'il continue les *Gesta Dei per Francos*.

L'auditoire suivait ma thèse avec une grave piété. Mentalement avec moi, il disait, j'entendais son murmure : « Ecoutez ce qu'étaient les pères, regardez ce que sont les fils. Ah ! les fils sont plus beaux que les pères respectés. Nous n'avions connu que des chrysalides ; tout le peuple de France a déployé ses ailes... »

Quand il m'arriva de prononcer le nom de Verdun, alors il sembla que j'eusse battu au drapeau. Verdun, dans toute l'Angleterre, comme déjà je l'avais vu en Italie, est un mot magique, créateur d'enthousiasme.

Nous étions à la veille du 14 juillet que les Anglais avaient décidé de consacrer à la France ; les jeunes filles de Londres se préparaient à vendre dans les rues de petits drapeaux tricolores au bénéfice de nos blessés ;

tout dans cette salle et dans la ville était sympathie, gratitude, affection pour notre patrie. *Les traits éternels de la France*¹ que j'énumérais au milieu d'une telle atmosphère faisaient de cette conférence une digne préparation de notre fête nationale et du « Jour de la France ».

IV

UNE CONVERSATION AVEC M. LLOYD GEORGE

1^{er} août 1916.

Neuf heures du matin, au ministère de la Guerre. Une pièce de rez-de-chaussée, grande, assez triste, éclairée par une seule fenêtre sur une cour. Pas de domestiques. Chacun se sert à un buffet puis vient s'asseoir et déjeuner à une longue table.

1. *Les traits éternels de la France*. Une brochure chez Euiile Paul et encore Oxford University Press, par les soins de la *British Academy*, sous ce titre *Le Blason de la France ou ses traits éternels dans cette guerre et dans les vieilles épopées*. Des traductions en ont paru à peu près dans toutes les langues. La *Yale University press* (112, Collège Street, New Haven, Conn) a publié de ce petit ouvrage une édition en français avec des notes en anglais de Fernand Baldensperger, professeur de littérature comparée à la Sorbonne et pour l'instant professeur de littérature française et d'histoire à la Columbia University. Cette édition est destinée à l'enseignement du français dans les universités américaines.

M. Graça Tranta, l'éminent auteur de *Chanaan*, prépare une édition du même genre, avec des notes en portugais, pour le Portugal et le Brésil.

Parmi les beautés que j'ai recueillies dans ce discours, on remarque le serment d'Allard de Méens (et de ses camarades) de recevoir le baptême du feu gantés de blanc et la plume de casoar au chapeau. La « préfiguration » de ce vœu, c'est le vœu de Vivien, dans la chanson de geste intitulée *La Chevalerie Vivien*. Les vœux téméraires abondent dans les chansons de geste, mais surtout dans les romans de la Table Ronde. Vœu de Gauvain de ne jamais taire son nom, quel que soit l'ennemi qui le lui demandera. Vœu de Durmart de combattre sans haubert, revêtu seulement du *chainse* (tunique de soie que l'on mettait sur le haubert), en sorte que l'adversaire pouvait croire que Durmart portait comme tout le monde une armure défensive.

M. Lloyd George ne parle pas plus le français que je ne parle l'anglais. Le capitaine Philippe Millet veut bien nous servir d'interprète. M^{lle} Lloyd George, qui sait à merveille notre langue, a la bonté de me promettre qu'elle surveille Millet et l'empêchera de rien passer d'intéressant.

— Quel est votre programme ? me dit M. Lloyd George. Comment comptez-vous employer votre temps ?

— Je voudrais me faire une idée de l'effort moral et matériel de l'Angleterre. Pour le côté moral, j'ai des amis parmi les intellectuels anglais et je vais traverser Oxford. Mais cette guerre est beaucoup un problème industriel, un problème d'équipements et de munitions. Ce matin même, en vous quittant, je visiterai Woolwich, et demain, après-demain, on m'offre de me faire voir quelques-unes des usines que vous avez développées et créées. Voulez-vous que nous causions de leur rendement ?

— Je tiens beaucoup à ce que vous puissiez faire un tableau très clair et très vrai de notre effort. Il est important que l'on vous aide à bien voir. L'essentiel, c'est d'abord que vous vous rendiez compte de nos débuts. Vous autres, Français, vous êtes partis pour la production, dès septembre 1914 ; nous, seulement au printemps de 1915 et rien de sérieux avant l'été de 1915. Nos réalisations ont commencé dans l'été de 1915. Aujourd'hui...

Il me donne des précisions.

— Voilà des chiffres bien rassurants, lui dis-je, des chiffres magnifiques, mais sans doute qu'il ne convient pas que je les fournisse au public.

— Assurément, il ne faut pas les imprimer.

— Pourtant il est nécessaire que l'opinion française prenne une idée de votre accroissement. Comment pourrions-nous le lui rendre sensible ?

— (Il réfléchit.) Eh bien ! dites ceci : au cours du dernier mois, nous avons produit autant d'artillerie lourde que nous en possédions au début de la guerre et

33 p. 100 en plus. Autrement dit : notre production mensuelle d'artillerie lourde est désormais supérieure de 33 p. 100 à tout ce que nous possédions au départ. Dans cette artillerie lourde sont compris les types les plus récents d'obusiers dont vos artilleurs proclament leur admiration. Quant à l'artillerie de campagne, la proportion de nos progrès est infiniment plus grande... Ce sont des centaines de pièces qui sortent chaque mois de nos ateliers, et nous sommes en pleine période d'accroissement. En fait de canons lourds, notre production est triple de ce qu'elle était il y a deux mois ; pour l'ensemble des canons et obusiers du type léger, du type moyen et du type lourd, elle est double, et s'il s'agit de munitions. aujourd'hui, en une seule semaine, nous produisons deux fois plus d'obus pour canons légers et trois fois plus d'obus pour canons lourds que nous n'en avons consommé dans la grande offensive de septembre 1915. Enfin beaucoup de productions peuvent encore tripler d'ici un semestre. A Sheffield vous verrez des ateliers de dix mille obus par jour et qui en produiront quarante mille dans un proche délai.

— Je vous entends avec joie, mais vous devez éprouver une réelle difficulté à former des artilleurs en proportion d'un tel accroissement ?

— Une des choses intéressantes de cette dernière offensive, c'est que nos aviateurs ont pu prendre des photographies des effets obtenus par des artilleurs qui ont été formés en six ou sept mois seulement : on y voit que leurs tirs ont bouleversé les tranchées.

— Écoutez, monsieur Lloyd George, avec un bombardement si important, il est bien évident que tout le terrain et la tranchée aussi doivent être bouleversés.

— Non, sur ces photographies on voit une ligne de cratères qui suivent tout à fait la tranchée... L'état-major français et le général Foch ont été surpris des progrès auxquels nos artilleurs étaient arrivés. Naturel-

lement, on ne peut pas les comparer à vos artilleurs du 75. Chez vos artilleurs du 75, il y a une longue tradition, mais pour le service des pièces lourdes ou même des pièces de campagne sur la tranchée, nos artilleurs sont vraiment très suffisants.

— Cette question des artilleurs m'amène à vous parler des effectifs. On sait assez communément ce que vous avez d'hommes en France ; j'hésite à l'imprimer, et pourtant il serait utile de montrer votre progression

— Je ne vois aucun inconvénient à dire qu'à cette heure, rien qu'en France, nous avons dix fois plus de soldats que n'en comptait la seule armée dont disposait la Grande-Bretagne en août 1914... Ah ! nous avons traversé la tempête, maintenant le temps s'améliore... Tenez, voici quelque chose pour frapper les esprits. Voulez-vous savoir ce que nous avons en fait de munitions, le 1^{er} juin 1915 ? Il y avait les provisions de l'armée et de ses parcs. Ce sont là des quantités qui, en cas d'engagements sérieux, s'épuisent en une seule semaine. Et, par derrière qu'est-ce que nous avons ? Une réserve de 75.000 coups. Rien de plus. S'il y avait eu une grande attaque, que serait-il arrivé de nous ? Si les Allemands avaient déversé sur nos soldats toutes les provisions qu'ils ont alors jetées sur les Russes, je ne vois pas comment nous nous en serions tirés.

— J'aimerais dire cela.

— Mais alors dites-le. Rien ne nous ferait plus de plaisir que si les Allemands voulaient bien s'imaginer que nous sommes encore dans la même situation.

Sur ces entrefaites, Albert Thomas venait d'arriver. Il avait entendu l'histoire.

— C'est vrai, dit-il, en se frottant les mains. On est parti ! Il y a eu des difficultés de démarrage, mais aujourd'hui j'espère être dépassé. Malgré l'effort que les Anglais font pour leur marine, j'espère qu'ils vont me dépasser pour la guerre.

Moi. — On y compte bien en France. Monsieur Lloyd George, il y a chez nous cette idée que l'Angleterre est le plus grand pays industriel de l'Europe, et que si elle met toute sa machinerie, tout son personnel compétent, toute sa volonté à la fabrication du matériel de guerre, elle doit pouvoir submerger sous les obus la Germanie, et pas après-demain, demain.

Lloyd George. — D'accord ! Mais tandis qu'en France 20 ou 30.000 hommes suffisent pour l'entretien de la flotte et de ses munitions, il n'en va pas ainsi chez nous. Il ne faut jamais oublier que nous avons d'abord à maintenir et à développer nos flottes de guerre et de commerce. Nous devons donner les plus grands soins à notre marine marchande pour servir tous les alliés en même temps que nous-mêmes. Nos chantiers maritimes, au début de la guerre, absorbaient nos meilleurs ingénieurs et les emploient encore. Nous avons autant d'hommes qui travaillent pour la marine seule que pour l'armée. Dans les usines qui travaillent pour l'armée, nous avons un million deux cent mille ouvriers, sans compter les mineurs occupés à extraire le charbon, et nous avons en outre un million d'ouvriers pour la marine. En tout deux millions deux cent mille. C'est un effort énorme pour construire des sous-marins, des torpilleurs, des croiseurs, des grands cuirassés, et quand ils sont construits, il faut les entretenir et les réparer.

Albert Thomas. — Et vous verrez ce que sera la réparation pour l'armée !

Là-dessus l'Anglais interroge. A charge de revanche. Dans une minute c'est lui qui, sur une autre question, renseignera le Français. Les deux hommes s'entendent à merveille ; cela se voit à la manière dont leurs figures s'illuminent quand ils se regardent. Ils collaborent avec une cordialité fraternelle. Le mot n'est pas si banal ; ce sont en vérité deux parents.

Rien de plus intéressant que de reconnaître d'une

manière certaine sous leurs vestons et dans leurs cols empesés et agissant au milieu de nous des hommes que l'histoire nous a déjà montrés à des époques fameuses et que l'on croyait irrémédiablement disparus.

Albert Thomas, le teint chaud, la crinière et la barbe blondes et rouges, jeune, puissant, mal peigné, en désordre, la face aisément tournée vers le ciel, et Lloyd George, plus délicat, avec quelque chose de songeur, l'un et l'autre tout prêts à s'émouvoir et à bien parler sont deux ressuscités et pleins d'une telle vie qu'à les voir ce doit être un grand cri dans le monde des « La patrie celtique n'est pas morte... »

Que valent-ils, ces deux hommes ? Ou git leur force ? Dans leur cœur impressionnable et qui rapidement leur dicte un discours. Je dinai un jour entre deux Anglais d'importance. L'un d'eux, un grand savant, à ma gauche, me disait : « Lloyd George aime le peuple, les pauvres gens ; il est plein d'humanité pour la souffrance. » L'autre, un publiciste fameux, à ma droite, protestait : « Le mettre aux munitions ! Lui demander une organisation ! Il vous donnera des mots, des mots ! » Je concilie les deux jugements et je les accepte. La circonstance réclamait des hommes qui sussent persuader le monde ouvrier, des hommes capables de communiquer aux travailleurs la flamme des combattants. Cette guerre doit être faite toujours sur deux fronts, contre l'adversaire du dehors et contre les sentiments qui voudraient dissocier l'étroite union intérieure. Il eût été impossible et d'ailleurs n'eût servi de rien d'élargir les ateliers, d'en dresser de nouveaux, de mettre debout aucune méthode organisatrice si l'on n'eût trouvé la musique avec laquelle on assemble les hommes et construit les cités, et n'est-ce pas très beau que, dans la convulsion qui remue jusqu'aux entrailles nos deux patries et l'univers, on en appelle au chant qui déjà dans les ténèbres anté-historiques, faisait fer-

menter les peuples, et que l'on recoure à la mystérieuse émotion des massés indociles qu'assemblent seuls leurs bardes.

Mais trêve de rêverie, le petit homme à la figure de songe, M. le ministre Lloyd George, m'interpelle :

— Je vous recommande bien de demander à voir les usines que nous avons créées depuis cette guerre, celles de Sheffield par exemple, qui vous donneront l'impression la plus vraie de l'effort réalisé depuis le 1^{er} juin 1915. Ce qui a frappé les délégués de la Douma, qui viennent de vous précéder ici, c'est moins notre production actuelle que nos énormes facultés de production future. Si vous le pouvez, allez encore plus loin, à ...; je suis sûr que vous serez émerveillé par cette lande d'hier où maintenant à perte de vue commencent à s'élever des carcasses gigantesques d'usines et des villages pour nos ouvriers. C'est malheureux que nous ne puissions pas vous donner la liberté d'en faire un tableau tout à fait précis. Il prouverait que nous sommes prêts pour la lutte à outrance et jusqu'au bout, et communiquerait à tous notre certitude de vaincre.

V

LE RÉVEIL NATIONAL D'AOUT 1914

3 août 1916.

Que mes lecteurs me permettent d'interrompre un jour mes notes d'Angleterre, et de me reporter avec eux à ce début tragique d'août 1914, que nous commémorerons pour la deuxième fois. Le temps n'est pas encore venu où nous puissions saisir la vérité absolue et intime de ces grandes journées de la mobilisation; pourtant nous pouvons recueillir des faits et commencer de tirer un profit d'une telle expérience.

Un officier supérieur bavarois, causant avec un médecin-major français (qui, fait prisonnier, a été échangé), lui a dit : « Nous avons été trompés grandement par ceux qui avaient la mission de nous définir la psychologie française. Nos agents, nos espions, comme vous dites, allaient et étudiaient partout à travers votre pays. Ils nous ont promis le sabotage, la révolte antimilitariste, la guerre civile, la panique. conséquences de votre décomposition d'âme... Ou bien il s'est passé chez vous un phénomène psychologique collectif d'une intensité et d'une soudaineté imprévisibles et inouïes, ou bien nos agents se sont abusés à un degré incroyable. »

Ce qui s'est passé chez nous ? Mais quelque chose que l'on a vu vingt fois au cours de notre histoire, et qui est caractéristique de notre nation ; quelque chose que nous avions toujours su nommer. Nous savions que nous étions « un pays à résurrection » ; nous parlions des « fièvres françaises ». Août 1914, c'est un de ces moments sublimes de convulsion où la France se ressaisit, se hausse au-dessus d'elle-même, et, transfigurée, arme et discipline les gens de l'enterrement.

Laissons les images. Des faits.

Dans toute la France, un sentiment quasi-unanime courut. Le désir d'en finir avec les vexations allemandes : « Si ce n'est pas aujourd'hui, ce sera demain. Allons-y. » Avant tout, ce qui domina en France, le sentiment le plus général, ce fut notre désir de n'être plus des vaincus.

Les Allemands, tout entiers au maniement des forces matérielles, à la mécanique brutale, ne tiennent aucun compte des forces morales. Ils s'y prennent si bien qu'il leur arrive de transformer en héros ceux qu'ils veulent écraser. Napoléon disait de l'un de ses généraux : « Il est capable de très grandes choses, mais à condition d'y être forcé par les circonstances. » En France, en Belgique, en Angleterre, les Allemands créent ces circonstances faiseuses de héros. Ils obligent tous les Français

à revendiquer l'Alsace-Lorraine et des garanties de paix.

Que vit on au début du mois d'août 1914 en France ? Voici quelques lignes qu'il faut retenir, qu'Henry Cochin m'écrivait alors de son pays des Flandres françaises : « Dans ce village-ci, il y a eu, le 3 août, une messe de départ à quatre heures et demie du matin dont il est impossible de perdre le souvenir. Au petit jour, tous les chemins, le long de nos canaux, étaient noirs de monde. A l'église, on a chanté une grand messe, comme le dimanche. Tous les partants étaient en avant, devant l'autel, quelques-uns en uniforme déjà. Le vieux curé a dit trois mots de foi et d'espérance, et fini par : Bienheureuse Jeanne d'Arc, priez pour nous. On est parti à la gare dans un grand calme. Les femmes rentraient leurs larmes comme elles pouvaient... »

A côté de cette veine de confiance et de calme religieux, il faut noter, comme déjà plusieurs fois je l'ai fait, un courant de sans-culottisme, le désir de montrer qu'un peuple libre de ses destinées saura faire sentir la pointe du glaive aux suppôts du Kaiser.

A côté de ces états d'esprit du plus grand nombre, veut-on retenir le sentiment des minorités ? Pour beaucoup à qui l'on déniait la qualité de bons Français, survenait une occasion unique de se témoigner. L'histoire des congrégations regagnant la France est très émouvante.

Je ne veux pas examiner les innombrables cas particuliers ; voici pourtant une situation assez représentative, celle des malchanceux de la vie. Quelqu'un me dit : « J'avais rencontré à Boston un grand garçon de mes compatriotes qui avait raté ses études, raté un élevage de bœufs, perdu sa fortune, fatigué tous les siens et donné de son pays autour de lui une idée peu brillante. Survient la mobilisation ; il y voit avec ivresse une occasion de se réhabiliter, et avec quelle fierté, escorté de quelques camarades qui vont comme lui au devoir, il gagne le bateau ! »

Ainsi jouaient tous les maîtres instincts de la France. Heureusement ils purent s'encadrer. La fièvre française, c'est bien ; pourtant, seule, elle n'eût rien été ; il y fallait la raison française.

La raison soutenue, la méthode : voir, prévoir, vouloir. Les gens intelligents sont innombrables ; les gens qui se cramponnent à une idée de choix et qui font affluer autour d'elle toutes leurs énergies sont d'un autre calibre.

Il y avait eu une permanence technique, professionnelle. Nous ne nous embarquions pas dans de l'incertain. Le plan de mobilisation avait été refait peu avant 1914. D'autant mieux établi, si vous voulez, que ce semblait presque de l'art pour l'art. N'avions-nous pas entendu tel ministre de la guerre proclamer : « Mais il n'y aura plus de guerre ! » Les gens qui ont travaillé dans cette atmosphère effroyable d'illusion sont des amoureux du travail bien fait, des artistes purs travaillant, quasi sans espoir que leurs efforts fussent utilisés, par conscience professionnelle, par amour de l'excellence.

Au cours de la mobilisation, s'il y avait eu un accident sérieux et un engorgement, on imagine le retentissement produit sur le moral des soldats et de l'immense public ! Désarroi, pagaye qui se propage, exagérations qui vont courant de toutes parts : les grandes peurs commencent ainsi.

Il n'en fut rien. Un témoin me dit : Ce réveil national, cet admirable renouveau de la France se témoigna par des sonneries de cloches dans les vallées, des feuillages sur les locomotives. Très peu d'hommes ivres, très peu d'inscriptions ambitieuses sur les wagons, rien de cette infatuation que les Boches marquaient en crayonnant sur les leurs : « Train de plaisir pour Paris ! » Cela était bien. Mais savez-vous ce qui me plaisait ? De voir des locomotives dépaysées, des locomotives de tous les réseaux partout et toujours proportionnées au nombre

des wagons. Cette mobilisation du matériel roulant me donnait une impression de sécurité, parce que je voyais bien que ces présences de machines étaient l'effet d'un savant calcul médité. Et puis tenez, ceci encore. Quand on m'a transporté de Clermont-Ferrand à Verdun, combien de lignes de chemin de fer j'ai découvert ! En temps de paix, nous ne connaissions que les grandes lignes et puis la bifurcation qui nous mène chez nous. Mais dans ce voyage je passais sur un tas de petites lignes secondaires devenues de grandes lignes. Ce fut comme si un nouveau réseau français s'était révélé à moi...

On a raison de vanter l'enthousiasme, l'élan, les qualités instinctives de la race. Fut-il un temps où ces vertus ardentes suffisaient à tout ? J'en doute, et je suis sûr que ce temps, s'il exista jamais, est passé. Nous eussions été singulièrement démunis si des vertus plus froides, toutes professionnelles, n'avaient pas travaillé depuis longtemps à créer les formes où l'admirable matière en fusion serait reçue et modelée.

La bonne volonté magnifique de la France d'août 1914 eût été inutile sans le travail technique de quelques uns qui gardaient la bonne doctrine des choses préparées et organisées. Plusieurs, tout pénétrés de ce qu'ils croyaient être l'esprit de 92, pensaient que du moment qu'on y allait de bon cœur, c'était vraiment facile. Quand il eût fallu nous parler de la guerre balkanique et de quelques-uns de ses traits applicables à cette guerre, on préférerait se livrer au ressouvenir que l'on croyait avoir de Valmy. Mais, d'après l'Histoire, la levée en masse n'eût pas valu grand'chose s'il n'y avait pas eu des cadres exercés. La levée en masse contre l'artillerie lourde ne donne qu'un plus grand nombre de braves gens amochés.

Les deux manifestations de ce sang-froid rationnel, de cette maîtrise des événements, furent, au début de la guerre, la mobilisation, mouvement offensif, et puis la

retraite de la Marne, mouvement défensif et par là d'autant plus méritoire.

L'instinct après Charleroi eût été de se porter en nouvelles vagues sur l'envahisseur, de recommencer de se faire amocher en détail. Les éléments les plus allants, c'est leur noblesse, étaient pour l'offensive. Dès Charleroi, le généralissime avait pris sa décision : je vais où nous pourrons nous arrêter et reprendre du poil de la bête. Sa temporisation pouvait attrister, inquiéter, irriter les meilleurs instincts. C'est une emprise de la raison sur le sentiment, d'avoir au commencement du deuxième acte fait un repli de la frontière à la Marne. C'est une marque de la discipline rationnelle commandant l'instinct. L'instinct était de courir en vagues tumultueuses au-devant de l'assaillant.

Nous avons un vieux texte qui dit à peu près ceci : « Maudit soit le premier archer : il fut couard. » Ce fut la plainte de tous les soldats français dans le premier instant de la guerre, quand ils ne pouvaient pas approcher de leurs adversaires invisibles. Les hommes jetaient leurs pelles et leurs pioches. Des chefs à qui on offrait des fils barbelés disaient : « Ce n'est pas français de se battre avec ces cochonneries là. » Bons sentiments, qui viennent du fond des âges et d'un cœur noblement vaillant, mais sentiments peu conformes au style général de cette guerre, sentiments mortels...

La raison avait eu ses lacunes ; elle s'appliqua tout de suite à les réparer. On n'avait pas prévu l'immense quantité de munitions qu'il faudrait dépenser dans ces luttes d'artillerie d'un caractère tout nouveau. Mais Lloyd George me le faisait remarquer dans la conversation que j'ai rapportée avant-hier, dès septembre 1914, nous nous sommes préoccupés de réparer cette erreur. Ce fut lent. Pour d'autres parties du matériel militaire, on se mit à l'œuvre avec plus de facilité. Un exemple : les cuisines roulantes. On avait jusqu'alors admis que les

troupes ne s'en souciaient pas ; on n'était pas arrivé à se mettre d'accord sur un type pratique. Il fallut décider au plus vite avec l'aide de l'industrie privée.

... Quelle histoire à écrire, l'histoire de ce qu'il y avait de solide en France, en Angleterre et autour de quoi on put organiser le salut de nos civilisations ! A cette date, nous ne pouvons penser qu'à poser le problème et à rendre hommage à ce qu'il y avait chez nous de préparation, en même temps que nous glorifions l'héroïsme spontané. La volonté de s'organiser reste un peu latente dans le pays ; elle agit dans l'armée et autour de l'armée, mais dans les autres domaines ? Comme elle est curieuse en ce moment et comme elle sera passionnante pour l'histoire future, la lutte qui se livre entre le verbalisme et ses derniers soubresauts et le désir d'organiser un pays qui a l'obscur intuition de ce qui lui manque, mais qui, en dépit d'un désir unanime, ne trouve pas le passage du Directoire au Consulat, je veux dire (car l'histoire ne se répète jamais et ne dispose jamais des mêmes instruments), le passage à une réorganisation civile, à un ordre nouveau. Enthousiasme et raison, toutes les vitalités françaises, accrues dans la guerre, se sentent au seuil d'un monde inconnu.

VI

UNE VISITE A L'ARSENAL DE WOOLWICH

5 août 1916.

En quittant Lloyd George, ce matin 13 juillet, je suis allé tout droit à travers les faubourgs de Londres, à Woolwich, visiter le vieil arsenal, connu depuis des années comme un des plus grands établissements du monde pour la fabrication du matériel de guerre.

Le hasard dispose bien les choses. Dans mon enquête

à travers les manufactures d'armes et de munitions, il permet que je suive l'ordre conseillé par la logique et par la succession des faits. Depuis deux années, les Anglais ont passé par plusieurs phases. D'abord, ce fut l'ancienne organisation, simplement intensifiée. Puis on s'assura partout des petits ateliers ; on commandait des obus à tout le monde. Enfin Lloyd George créa les « ateliers nationaux » qui marchent sous la direction des firmes déjà existantes.

Woolwich, c'est une organisation de la première sorte. Dire que j'ai entendu des gens sans respect traiter cette formidable maison de « vieille boîte » ! Ils voulaient dire sans doute que la guerre y révéla des lenteurs, des routines d'anciennes méthodes, un ensemble d'habitudes qu'il fallut rajeunir.

D'abord, on multiplia ses ouvriers dans une proportion que j'hésite à préciser, car j'ai peur que mes notes me trompent. J'y lis que de dix mille, ils sont passés à quatre-vingt mille. Ses ateliers qui couvraient une superficie de 40 hectares ont été augmentés au point qu'il y circule plus de 180 kilomètres de voies ferrées.

Le nouveau directeur qui me donne ces détails était, il y a peu, ingénieur des chemins de fer. Il me promène interminablement dans cet univers qu'il a transformé. Je n'essayerai pas de vous en rendre sensible le pittoresque grandiose et brutal. On sait dans quel enfer industriel se prépare l'enfer du champ de bataille.

L'outillage en grande partie est neuf. Je m'arrête devant une machine extraordinairement ingénieuse.

— C'est une machine boche, me dit le directeur avec un plaisir infini. On l'a achetée juste avant la guerre et on ne l'a pas encore payée. Mais regardez autour de vous ; elle a fait des petits.

De fait, la salle est toute pleine de longues files du même outil.

Je questionne longuement sur les rapports avec les

trade-unions. L'ouvrier anglais a radicalement accepté qu'on transformât quelques-unes de ses habitudes les plus chères. A Woolwich, il n'y a plus de congé que chaque quinze jours. Une équipe travaille de huit heures du matin à huit heures du soir, une seconde lui succède de nuit. Les repas se prennent dans des réfectoires disséminés dans l'immense arsenal.

Un très grand effort est fait pour substituer aux ouvriers des femmes, afin d'enlever le moins possible d'hommes à l'armée. Indice bien significatif de la place que notre pays occupe dans les imaginations anglaises : pour faire accepter l'idée du travail des femmes, on raconte que c'est une idée française. « L'Angleterre a enfin pris ce noble usage que nous reconnaissons à la France depuis deux ans... La dignité des femmes de France, nos femmes de la campagne la connaissent maintenant. Elles travaillent côte à côte lentement, comme les hommes se battent épaule contre épaule dans un effort pour avancer... Nos femmes travaillent courbées sous le vent qui leur apporte des angoisses ou des espérances... » Est-ce un petit poème que je traduis là ? Mais non, un simple article que j'ai découpé dans le *Times*. Toute la pensée anglaise est animée d'un rythme noble.

Je regarde avec étonnement ces Anglaises qui fabriquent des balles pour les Russes sur des modèles japonais ! Elles sont vêtues de kaki, les cheveux ramassés sous une toque de même couleur. Ça et là, sur leurs tables, des fleurs, et même de pauvres petites plantes vertes à qui l'atmosphère du lieu convient mal.

— Ces ouvrières appartiennent à toutes les classes de la société, me dit le directeur ; des institutrices, des dames même. Beaucoup viennent pour donner l'exemple du travail patriotique.

— Elles se font payer ?

— Oui, sans doute, elles comme les autres.

— Le travail est dur ?

— Douze heures de jour, ou douze heures de nuit, et les équipes sont alternées par quinzaine.

Vers les deux heures de l'après-midi, nous interrompons notre visite pour aller déjeuner dans le petit restaurant des ingénieurs que l'on a improvisé sur un toit. Nulle place, nulle minute perdues ; la colossale fourmière travaille avec un acharnement admirable.

Pour finir, comme il s'agit de visiter les pavillons où l'on manie les explosifs, nous mettons des sandales par dessus nos chaussures. La dernière fois que j'ai accompli cette cérémonie de pied, c'était à Dainas, où le charmant Omar Abd-el-Kader, qui vient d'être pendu par les ignobles Germano-Turcs, me faisait visiter la mosquée de son illustre père. De fait, il flotte quelque chose de l'atmosphère d'un sanctuaire dans cette suite de petits ateliers recueillis où l'on charge les engins de la mort pour le salut des peuples.

Mais il faut que je rentre à Londres. Un groupe d'écrivains, de savants, d'hommes de culture raffinée m'ont fait l'honneur de m'inviter pour ce soir.

VII

CONVERSATION AVEC DES INTELLECTUELS ANGLAIS

6 août 1916.

A huit heures je retrouve au Ritz, M. Edmund Gosse, le célèbre bibliothécaire de la Chambre des lords, l'auteur de ces pages fameuses à la gloire de la France en guerre que toute notre presse a reproduites. M. Gosse me fait connaître l'ancien ministre de la Guerre lord Haldane, le savant naturaliste sir Edwin Ray Lankester, associé de l'Institut de France, sir Maurice de Bunsen, qui était ambassadeur à Vienne quand la guerre éclata, Harold Cox, le directeur de la *Revue d'Edimbourg*, Algar Tho-

rold, que je suis heureux de remercier d'un bel essai qu'il a bien voulu me consacrer, une dizaine d'hommes supérieurs les mieux capables de donner à un Français une idée de la haute opinion anglaise à cette minute.

Sans doute qu'il existe parmi ces esprits rares et puissants des divisions philosophiques comme on en trouve parmi nous, mais ce soir-là rien n'apparaît que leur piété commune pour leur patrie et pour la nôtre.

De cette longue conversation intime ou plutôt de cette suite d'entretiens inoubliables avec chacun de mes hôtes, je ne puis retenir ici qu'une déclaration de portée générale, que nous avons à méditer :

— La France, me disaient ces Anglais, déploie durant cette guerre des beautés, des vertus, qui font d'elle l'exemple du monde et la sainte de l'humanité. Pourquoi ses écrivains nous faisaient-ils si peu connaître cette puissance admirable qui respirait en elle ? Pourquoi leurs livres étaient-ils pleins de sentiments narquois, mesquins, anti-héroïques ? Peut-être était-ce notre faute, peut-être, mal renseignés, sommes-nous tombés dans l'erreur d'accueillir comme les plus exacts ou les plus divertissants ceux d'entre vous qui défigurent et rapetissent leur pays ; mais désormais, ayant connu une France profonde, grave, enthousiaste et pure, c'est d'elle que nous voulons que vos livres nous parlent.

J'écoute avec enchantement, et de mon côté, je propose à ces messieurs que nous examinions une idée que j'avais déjà soumise à Gabriele d'Annunzio sur le rôle que l'esprit doit jouer dans le maintien des alliances après la guerre et dès la discussion du traité de paix. Tous les intérêts s'exprimeront et bien légitimement. Mais il serait malheureux que des considérations commerciales fussent les seules à se produire, et sans rien en sacrifier, il faudra que les avantages moraux et intellectuels entrent à leur rang en ligne de compte.

II

UNE ODIEUSE CAMPAGNE

Les rumeurs infâmes.

Réponse à M. Raffin-Dugens.

6 août 1916.

Je n'avais pas cru devoir prêter d'attention à une rumeur infâme qui disait mon fils embusqué. Autour de moi, chacun sait où il est, ce qu'il fait, ce qu'il vaut ; plus loin, parmi ceux qui peuvent me mal connaître, je ne voyais personne qui prit la responsabilité de ce chuchotement ; je continuais donc mon travail quotidien sans m'arrêter à cette méchanceté et en me fiant à la force de la vérité. Si modeste que soit le rôle d'un soldat de vingt ans dans sa tranchée, il a tout de même des centaines de frères d'armes, officiers ou camarades, qui sont ses témoins et ses répondants. Et puis il m'était trop pénible qu'on m'obligeât à mêler aux horreurs de la polémique un jeune soldat tout à la joie de faire son devoir.

En mon absence, tandis que j'étais à Londres pour y recueillir les belles preuves de la toute-puissance anglaise, l'*Echo de Paris* a été informé qu'un député, M. Raffin-Dugens, se faisait le propagateur de cette calomnie. L'*Echo* a publié alors la note suivante :

Depuis quelque temps nous n'étions pas sans savoir qu'on répandait des bruits faux sur la situation militaire du fils de Maurice Barrès. Et, dans le Midi notamment, on racontait qu'il était employé dans les services du ministère de la Guerre, à Paris. Notre collaborateur non plus n'ignorait pas ces bruits, mais, les jugeant parfaitement ridicules, il les méprisait.

Aujourd'hui, nous avons connaissance d'une lettre que M. Raffin-Dugens a adressée à un tiers et dans laquelle il se fait le propagateur de ces rumeurs.

M. Raffin-Dugens devrait respecter ceux à l'abri desquels il peut vaquer tranquillement à ses occupations de Kienthal.

En l'absence de Maurice Barrès, qui est en ce moment à Londres l'hôte du gouvernement britannique, nous croyons devoir rétablir les faits.

Le fils unique de Maurice Barrès est né en juillet 1896. Il appartient donc à la classe 16.

En août 1914, bien avant que sa classe ne fût appelée, Philippe Barrès, qui se préparait à l'examen de Saint-Cyr, s'est engagé. Il fut envoyé au 32^e dragons. Au cours de ses classes d'instruction, ses chefs le désignèrent pour suivre le peloton des candidats au grade d'aspirant. A la suite d'un concours ouvert à tous les jeunes gens qui se trouvaient dans sa condition militaire, il entra à Saint-Cyr en avril 1915, avec le grade d'aspirant et fut envoyé immédiatement au ...^e cuirassiers, sur le front, en Champagne.

Il y arriva six mois avant que les jeunes gens de sa classe, la classe 1916, ne fussent eux-mêmes envoyés au front.

Il n'a pas, depuis cette époque, quitté le front, si ce n'est pour une seule permission de six jours, au mois de mai 1916. Depuis dix mois, il y fait, comme tant de ses camarades de la cavalerie, le service des tranchées.

Ajoutons que le régiment dont il fait partie est un des régiments de cavalerie qui dans les derniers temps ont été mis à pied et fournissent purement et simplement le service d'infanterie. Ce régiment fait actuellement partie d'un corps d'offensive dans la Somme.

Dans cette note si précise, il n'y a pas un détail qui ne soit absolument exact. De tous les côtés elle fut accueillie avec sympathie. J'en ai reçu les témoignages. M. Raffin-Dugens n'y pouvait rien contredire. Qu'a-t-il fait ?

Il a publié dans le *Droit du Peuple* du 26 juillet à Grenoble, et dans le *Populaire du Centre* du 29 juillet à Limoges, un article qui débute par des cabrioles : « Oui, dit-il, je mérite d'être pendu et d'être pendu haut et court... Mais arrête. Bourreau, avant de me faire sortir la langue, laisse-moi te dire deux mots... »

Et ces deux mots, les voici :

« Bourreau, dis à M. Barrès d'inviter l'*Echo de Paris* à citer le numéro du régiment de cuirassiers, le numéro de l'escadron, le numéro du secteur dans lesquels, « sur le front, en Champagne », M. Barrès fils « fait, avec le grade d'aspirant, le service de tranchées, comme tant de ses camarades.

» Tant que l'un des auteurs de « la rumeur infâme » dont je me suis « fait le propagateur » n'aura pu aller voir le jeune Barrès dans la boue des tranchées, nous persisterons à croire qu'il n'y est pas. »

Allez, monsieur Raffin-Dugens, allez voir ; allez remplir au milieu de nos soldats la mission spéciale que votre cœur vous dicte... L'*Echo de Paris* n'a pas cru devoir citer le régiment auquel est affecté mon fils, parce que la règle imposée par la censure y fait empêchement. La censure ne permet pas d'indiquer le lieu où se trouve une unité militaire. Elle ne laisse citer le régiment qu'à condition de taire sa situation. Mais puisque M. Raffin-Dugens cherche hypocritement à profiter de cette mesure pour laisser planer un doute sur des affirmations aussi nettes que possible, je prie instamment la censure de me laisser publier que mon fils sert au 1^{er} escadron du 12^e cuirassiers, secteur 19.

Ce régiment a fait pendant des mois le service des tranchées en Champagne, et mon fils y a participé au même titre et dans les mêmes conditions que tous ses camarades. Ce régiment est un de ceux qui ont été mis à pied. Ce régiment fait actuellement partie d'un des corps massés pour l'offensive de la Somme.

Mais tout cela pour vous, M. Raffin-Dugens, n'est rien. Qu'est-ce qu'il vous faudrait ? Votre haine ne cherche même pas à le cacher. Il vous faudrait que mon fils fût mort. C'est votre conclusion.

« *Quoi qu'il en soit, imprimez-vous, je constate que M. Maurice Barrès, après avoir versé d'abondantes larmes sur l'abaissement de la natalité en France, a un fils unique et que ce fils lui a été conservé, malgré deux ans de guerre, tandis que mon vieil ami X., socialiste comme moi, sur quatre fils en a trois de morts et le dernier affreusement blessé.* »

Vous n'avez aucun des vôtres à la guerre, mais vous regrettez qu'un soldat de la classe 16 soit encore vivant après dix mois de tranchées. Seul notre deuil vous contenterait. Il n'y aura pas un père, pas une mère, quand même ils me détesteraient. pour justifier ce cri horrible qui à travers toute sa famille veut atteindre mon enfant.

M. Raffin-Dugens, vous êtes un misérable.

APPENDICE PREMIER

Mon fils Philippe Barrès. quand cette campagne boche essaya de l'atteindre, servait comme je viens de dire au 12^e régiment de cuirassiers à pied (où il avait pour compagnon d'armes, le fils unique de Jean Jaurès, noble enfant qui, dans la suite et sur sa demande, passa aux chasseurs à pied et fut tué). Philippe Barrès, sur sa demande également, passa au 1^{er} bataillon de chasseurs à pied et fut blessé.

Le 12^e cuirassiers est un régiment d'élite, honoré de la fourragère.

Le 1^{er} bataillon de chasseurs à pied est un bataillon d'élite honoré de la fourragère.

Enfin voici deux documents qui parlent assez net.

5^e Armée.2^e DIVISION DE CAVALERIE. — 12^e RÉGIMENT DE CUIRASSIERS A PIED

CITATION A L'ORDRE

Ordre n° 356 du 24 août 1917.

Le général Varin, commandant le secteur de Ludes, cite à l'ordre de la division, l'aspirant Barrès, Philippe, du 2^e Escadron du 12^e Cuirassiers. N° matricule 2695.

MOTIF DE LA CITATION

« *Le 23 août 1917, a participé volontairement à un coup de main. Le détachement de reconnaissance ayant eu à manœuvrer sous un violent tir de barrage, a dirigé sa fraction avec une énergie et un sang-froid exceptionnels* ».

Signé : VARIN.

Citation à l'ordre de la IV^e armée.

Sous-lieutenant BARRÈS, PHILIPPE-PIERRE-AUGUSTE

1^{er} bataillon de chasseurs à pied.

« *Officier animé d'un très vif sentiment du devoir, très brave et très calme. A l'attaque du 26 septembre 1918, a brillamment entraîné sa section à l'assaut de nombreuses résistances ennemies. A atteint le premier l'objectif fixé et l'a dépassé avec quelques chasseurs faisant prisonnier un chef de bataillon et son Etat-Major. Blessé au cours de l'action.*

Strasbourg le 24 décembre 1918.

Signé : GOURAUD,

Commandant la 4^e armée.

APPENDICE DEUXIÈME

*Ce que vaut M. Victor Snell, premier auteur
de la rumeur infâmè.*

D'où venait cette rumeur ? De l'officine boche comme toutes les rumeurs infâmes. Celle-ci semble bien avoir été mise en circulation par un nommé Victor Snell. Le même Snell a accusé également d'être embusqués les fils du bâtonnier Chenu, des jeunes gens qui dans la tranchée ont été blessés et couverts des plus belles citations.

Qu'est-ce donc que ce Victor Snell ? Un soi-disant socialiste, de la bande d'Almeryda et du *Bonnet rouge*, un suisse qui s'est fait naturaliser français peu avant la guerre et qui d'ailleurs en âge d'être soldat a su rester à Paris pour y insulter les combattants.

En outre, Victor Snell est un voleur et un faussaire. Voici trois textes irréfutables qui le marquent et le jettent à la voirie.

Ces textes établissent successivement ; a) l'accusation portée contre Snell ; b) l'aveu de Snell ; c) la confirmation par le tribunal des accusations portées contre Snell et l'aveu de ce voleur.

TEXTE A emprunté au journal *Le Genevois* du 30 juillet 1903 et dans lequel M. Ad. Morsbrugger explique dans quelles conditions Victor Snell s'est fait socialiste.

Aux Electeurs progressistes.

M. Victor Snell me fait l'honneur de m'insulter dans le Peuple de Genève.

Je suis un « écervelé », un « infatué ». Je joue au « Grand

Chef ». J'ai sacrifié l'intérêt de mon parti à mes petites « rognés personnelles », etc., etc...

Enfin, voici la conclusion de l'article de M. Snell :

« Et puisque je suis sur ce sujet, je tiens à lui dire ceci — qu'il s'appelle Moosbrugger ou Roche, ce n'est tout un — que j'écris au Peuple ce que je veux et comme je le veux, dans le sens que je crois bon, sans subir le contrôle de personne, et qu'il n'en est pas de même pour lui au Genevois ; que je suis mon maître et non comme lui le laquais d'un comité de rédaction, et enfin que pour le quadruple du salaire qu'il reçoit je ne consentirais pas à faire son métier. Ce qu'il gagne en profit matériel, il le perd en liberté. Moi, c'est le contraire. Chacun selon ses goûts et ses tendances ».

M. Victor Snell me traitant de « laquais » à gages et se posant en moraliste qui donne des leçons à autrui, voilà qui n'est pas banal. Pour un peu mon — je ne dis pas honorable — insulteur affirmerait qu'il est un honnête homme et que de nous deux celui qui a frisé la Cour d'Assises c'est moi. Passons.

Je n'ai d'ailleurs nullement l'intention de descendre jusqu'à discuter avec M. Victor Snell. Je suis peut-être « infatué ». Mais j'ai en tout cas le sentiment de ce que je me dois à moi-même, et si j'ai cherché à avoir une explication avec M. Sigg, je ne ferai pas de même avec M. Victor Snell. Il y a, en effet, à mes yeux, entre ces deux hommes une différence essentielle. M. Sigg est d'une probité que personne n'a jamais suspectée. Je ne peux pas en dire autant, je puis même dire le contraire, de M. Snell.

Il me reste cependant à indiquer au Peuple de Genève pourquoi j'ai déclaré qu'il ne se trouverait pas un seul électeur socialiste pour prendre son mot d'ordre chez M. Snell. Ce n'est certes pas sans regret et sans un serrement de cœur que je me vois forcé de mettre les points sur les i. On voudra bien me concéder pourtant que je n'ai rien fait pour être amené à cette triste nécessité et que ce n'est pas ma faute si je suis dans l'obligation de rappeler à M. Snell qu'en se

donnant comme le porte-parole du parti socialiste il jette le discrédit sur les hommes — très honorables et très sincères — qui en font partie.

Je ne rappellerai pas que M. Snell a été chassé du barreau pour des actes infiniment graves, qu'il a été mis à la porte du parti « démocratique », et qu'il n'a dû qu'à sa jeunesse et à quelques amis de ne pas être traduit devant la juridiction pénale.

Je ne suis, en effet, pas de ceux qui estiment que le passé d'un homme doive l'écraser durant toute sa vie et je crois avoir démontré à M. Snell que mon amitié n'était pas de celles qui se dérobent au moment du naufrage d'un ami.

J'admets donc toute l'indulgence dont M. Snell a bénéficié et je vais plus loin : je m'en félicite pour lui.

Tout a des limites cependant. Etre indulgent, c'est très bien ; mais être dupe jamais. Nous le serions, si nous ne mettions une fois pour toutes à découvert le rôle que M. Snell joue au parti socialiste et au Peuple de Genève, où, disons-le, il n'est entré qu'après avoir essayé de pénétrer au « Genevois ».

Chassé du parti « démocratique », remercié de ses offres de service chez nous, M. Snell est tout simplement en train de jouer au socialiste et d'user du « Peuple de Genève » pour se remettre en selle.

Ça ne sera pas long à démontrer. Pour cela, je vais indiquer deux faits précis : au mois de mars dernier, le Grand Conseil ayant nommé un jeune fonctionnaire au poste de substitut du juge d'instruction, le Peuple de Genève partit en guerre contre cette nomination. Au même moment, je recevais de M. Snell une lettre que j'ai précieusement conservée et où il me disait, parlant de la succession laissée vacante par le jeune fonctionnaire en question : « Je briguerais bien la succession X..... mais je suppose que la place est promise. En sais-tu quelque chose ? »

Mis en demeure par moi de me déclarer s'il avait participé à l'article du Peuple de Genève concernant cette nomi-

nation, M. Snell, très embarrassé, finit par me déclarer qu'il y avait « collaboré ».

Ainsi, M. Snell brigait une place auprès des radicaux mais en même temps — pour donner plus de poids à sa candidature, sans doute — il nous attaquait dans le Peuple de Genève. Le mot qui convient à de pareils agissements est sous ma plume. Par égard pour nos lecteurs, je m'abstiens de l'écrire.

Inutile de dire que, depuis ce jour, je n'ai pas revu M. Snell, si ce n'est pour le prier d'éviter de me saluer.

Le fait que je viens de relater n'est d'ailleurs, pas isolé. Lorsqu'il a été question de créer un poste de sous-directeur à la police, le Peuple de Genève a tout d'abord protesté. Puis il s'est ravisé, et, un jour, il a déclaré, en termes ambigus, qu'il n'était pas loin de se rallier à cette idée, à condition que l'on nomme aux fonctions de commissaire de police un homme d'expérience, ancien clerc d'avocat, etc., etc.

En ce faisant le Peuple — alias M. Snell — désignait M. Rattaly — dont nous avons salué avec plaisir la nomination, mais qui avait l'avantage de quitter ainsi une étude où M. Snell voulait prendre sa place.

Ces deux faits sont suffisamment éloquents en eux-mêmes pour se passer de tout commentaire. M. Snell a toute liberté d'écrire au Peuple comme il veut. Mais on voit assez comment il en use dans son propre intérêt.

Reste la question de fait qui m'a obligé à attirer l'attention des électeurs progressistes sur la valeur des mots d'ordre que donne M. Snell.

Ici je crois devoir rappeler aux membres du parti socialiste que M. Snell a — outre les obligations morales qu'il a envers plusieurs d'entre nous, et dont je lui donne pour ma part quittance — contracté une obligation pécuniaire envers certains conservateurs qui, en lui avançant une somme importante, lui ont permis de se libérer des poursuites pénales dont il était menacé.

Or en publiant un article mensonger qui prêchait l'abs-

tention, M. Snell faisait le jeu des conservateurs. Il suffit de rapprocher ces deux faits pour en tirer une conclusion — qui, étant donné le « monsieur », n'aurait rien de surprenant.

Quoi qu'il en soit, en présence de tout ceci, je crois que j'avais raison de mettre les électeurs progressistes en garde contre le rôle joué chez eux par M. Snell. Je l'ai fait en termes mesurés et généraux qui n'ont pas satisfait l'intéressé.

J'espère que, cette fois, il se le tiendra pour dit.

Peu m'importe d'ailleurs. De mon côté, en tous cas, la discussion est close, et je ne ferai pas une seconde fois à M. Snell l'honneur de publier son nom dans les colonnes du Genevois. Une fois suffit.

AD. MOOSBRUGGER.

TEXTE B, emprunté au journal *Le Peuple de Genève* du 5 novembre 1904, dont Victor Snell était rédacteur en chef et dans lequel Victor Snell est contraint d'avouer qu'il a commis un vol et un faux.

M. le député M. — je ne l'apprends à personne — est une bien grande canaille. Et de toutes les vilénies qui jalonnent sa carrière déjà longue, celle qu'il vient de commettre à mon égard n'est pas la pire de toutes. Seule une attaque directe et personnelle de ma part eût pu motiver le procédé, jusqu'ici inconnu à Genève, dont il a usé. Or, j'ai conscience de n'avoir rien fait, rien écrit, contre lui. Il le sait, et c'est ce qui rend son action plus vile et méprisabile encore.

L'homme qui m'accuse.....

.....
Et c'est cela qui voudrait s'improviser champion de vertu, parler au nom de la morale et de l'honnêteté....

C'est me faire la partie trop belle ! Et je n'en veux pas

profiter. J'ai promis de m'expliquer et je vais le faire. Aussi bien, malgré certaines souffrances que tout le monde comprendra, suis-je satisfait de l'occasion qui m'est offerte, de m'accuser publiquement certes d'une faute commise, mais aussi de me laver de toutes les imputations qu'une inlassable calomnie a dirigées contre moi. Je ne pouvais pas, on le conçoit, amener les gens pour leur expliquer à brûle-pourpoint une affaire qui ne les intéresserait pas....

Mais puisque M. M. l'a fait naître — et qu'elle me coûte, de par ma volonté propre et par une probité dont je lui donne l'inutile exemple, un siège assuré au Grand Conseil¹ — il n'est que trop juste que je la saisisse.

Le fait n° 1.

Sans entrer dans d'inutiles détails techniques et qu'on me reprocherait encore comme autant de précautions oratoires ou finasseries, je reconnais qu'en l'année 1898 — je n'avais pas encore vingt-quatre ans — je me suis rendu coupable du manquement professionnel suivant : j'ai introduit après coup dans mon copie de lettres trois lettres qui n'avaient pas été écrites et je les ai présentées ou fait présenter au Tribunal dans la discussion d'un procès en responsabilité intenté à mon étude.

Cet aveu me coûte, sans doute, mais il m'est bien léger lorsque je considère celui qui m'y contraint.

A la suite de ce fait, que je reconnus immédiatement, je fus cité devant la Commission de surveillance des avocats qui, après m'avoir entendu, usa d'indulgence par la voie prépondérante de son président, M. Didier, et prononça contre moi la peine de la censure, qui est celle de la réprimande aggravée ; j'aurais pu être rayé ou suspendu, une vigoureuse campagne ayant été menée contre moi au sein du barreau, et c'est surtout à la modération bienveillante de MM. Navazza et Didier, que je dus de

1. La Chambre des députés genevois. Les passages soulignés le sont dans le texte.

n'être pas frappé plus sévèrement. Je le regrette aujourd'hui, car si j'avais été suspendu pour un an, par exemple, une fois cette année passée, tout eût été dit, tandis que les efforts de la grande majorité de la barre tendent à transformer en exclusion perpétuelle et forcée ce qui ne devait être qu'une retraite momentanée et volontaire.

J'ajoute qu'immédiatement après cet événement, je reçus des offres pour une avantageuse situation à Paris. Je les acceptai et durant trois ans, je fus l'homme de confiance d'une Société qui, à plusieurs reprises, m'a donné et me donne encore des témoignages non douteux de son estime.

C'est de ce fait que M. M. aurait dû donner la relation exacte.

Au lieu de ce faire, il a commis la perfidie suivante :

Il a annoncé qu'il publierait un document officiel, c'est-à-dire régulièrement et vraiment copié sur l'original, et il n'a apporté que des extraits tronqués, entremêlés de commentaires et de paraphrases qui lui sont personnels.

En un mot, il a menti et trompé le monde en lui présentant pour authentique un texte adultéré par ses soins. M. M. est un misérable, digne du crachat dans lequel je voudrais le noyer. S'il y a un faux dans toute cette affaire, c'est celui qu'il a commis, lui, dans la prétendue « copie » de cette pièce officielle.

Au surplus — est-il besoin de le dire ? — jamais l'acte, essentiellement blâmable et grave que j'ai commis et durement expié, n'a-t-il mérité ce qualificatif, et personne de bonne foi n'oserait-il le prétendre.

Le second fait.

Mais ce n'est pas assez descendre dans l'infamie. M. M. dûment stylé par d'autres adversaires implacables, tente de créer une seconde « affaire Snell ». Il en a dit assez pour que je sache de quoi il s'agit et que je puisse me défendre.

Lorsqu'à la suite du fait ci-dessus, je dus me soumettre à

la séparation brusque qui me fut imposée par mon associé, il me fallut, presque du jour au lendemain, liquider ma situation. J'avais notamment, puisque je quittais Genève, à opérer le remboursement d'une indemnité d'accident d'environ 8.000 francs, reçus autrefois pour compte d'un tiers qui, je dois le dire, était plus un ami qu'un protégé puisque je suis parrain de son jeune fils et qui, à raison de nos liens d'amitié, s'en était remis à moi du soin de sa gestion¹. Brusquement arrêté dans mes affaires, tout crédit supprimé à la banque par suite de notre séparation, j'eus la plus grande peine à opérer ce remboursement. Ce qui m'eût été si facile en temps normal m'était extrêmement difficile dans la circonstance. Mon ex-associé retira des promesses d'indemnité pourtant faites sous le sceau de la parole, et je dus, pour environ 5.000 francs, recourir à l'obligeance d'amis. Un parent, et un homme dont la générosité est connue de tous ceux qui l'approchent et dont je vénère assez le nom pour ne pas vouloir le mêler à tant de boue, consentirent à m'avancer cette somme. C'était me sauver la vie et l'honneur car, sans eux, mon insolvabilité se transformait en abus de confiance, et j'étais exposé à des poursuites par voie pénale.

C'est cette circonstance qu'un premier adversaire, abusant de la confiance que je lui avais témoignée en lui racontant tout cela, abusant des lettres dans lesquelles je lui peignais librement ma détresse morale, a eu le triste courage d'ébruiter, d'enfler, en en changeant le caractère, et dont M. M. s'est fait et va se faire encore l'écho. On me représentera comme ayant dissipé à mon profit personnel l'indemnité d'un ouvrier victime d'un accident....

La vérité n'est cependant pas autre que je viens de le dire.

1. Les passages soulignés sont dans le texte.

Ce Monsieur avait gardé la somme, dont il avait été chargé de poursuivre le paiement. Dans la suite de l'affaire, un riche avocat, pour l'honneur du barreau genevois, donna l'argent nécessaire et des poursuites furent évitées.

Sans les difficultés graves résultant de ma première et seule affaire, cette seconde ne fût pas née.

J'ajoute encore pour être complet que dans cette circonstance j'avais pensé pouvoir recourir à l'obligeante solidarité de M. M. lui-même, comme à d'autres confrères : il se montra plus aimable qu'eux à la vérité, il me fit une promesse, qu'il n'eût pas à tenir et à l'occasion de laquelle je lui adressai une lettre de vifs remerciements qui se trouve ainsi sans objet. Je ne donne ce détail que pour prévenir l'utilisation qu'il en pourrait faire.

J'ai fini, et je demande pardon aux lecteurs qui m'ont suivi jusqu'ici d'avoir été si long. Mais il le fallait pour moi-même, pour le respect que je leur dois et l'estime que je réclame d'eux.

Il est probable, — mais je ne m'y engage pas — que je ne répondrai plus à M. M. non plus qu'à ceux qui l'imiteraient.

Au lieu de discuter avec moi, avec nous, sur des questions de politique, M. M. a tenté sur moi — après un autre — un véritable assassinat moral et matériel. Les épreuves que j'ai subies m'ont heureusement trempé l'âme et j'ai moins senti le coup que certains bons amis. Que ceux-là se rassurent : ma volonté s'est décuplée, et ma sérénité de conscience — que je souhaiterais à M. M. — me permettra d'accomplir ma tâche.

Etre combattu par M. M. que m'importe maintenant ?... C'est à l'estime des honnêtes gens que je tiens. Quant aux autres... ils se compleront sur son nom.

Signé : VICTOR SNELL.

TEXTE C. Nous avons montré l'accusation contre Snell, puis l'aveu de Snell. Il nous reste à authentifier le fait plus complètement encore en produisant un jugement du tribunal de Genève qui achève d'écraser Snell.

Voici ce qu'on lit dans la *Semaine judiciaire*,

journal des tribunaux paraissant à Genève tous les lundis, en date du 30 janvier 1905.

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE

Audience du 2 novembre 1904¹.

PRÉSIDENTICE DE M. ROBERT FAZY

Presse : Diffamation ; action en dommages-intérêts ; refus.
1^o Exactitude des faits allégués, rejet du moyen ; 2^o Exception de provocation, réponse proportionnée à l'attaque ; déboute-ment de la demande.

1^o *La publication de faits dommageables tirés de la vie privée d'autrui est, sauf le cas de légitime réponse à une provocation, toujours illicite.*

2^o *Une polémique de presse, sur un sujet donné, constitue un tout indivisible, et c'est celui des deux adversaires qui, chronologiquement, a, le premier, dépassé les bornes permises de l'attaque ou de la riposte, qui doit être considéré comme le provocateur.*

3^o *Ne commet pas un acte illicite, celui qui, violemment attaqué par la voie de la presse, répond en citant des faits tirés de la vie privée de celui qui attaque, pour faire connaître la valeur de son adversaire.*

* * *

Par exploit X., huissier, du 4 août 1904, Snell a assigné Mossbrugger en 300 francs de dommages-intérêts ; par conclusions du 26 octobre 1904, il a porté sa réclamation à la somme de 2.500 francs.

Snell base sa demande sur le fait qu'il aurait été diffamé par M. dans deux articles publiés par ce dernier dans le journal Le Genevois, le 25 et le 30 juillet 1903.

1. Snell contre Mossbrugger, rédacteur en chef du journal *Le Genevois*.

M. allègue pour sa défense :

1^o *Que tous les faits avancés par lui étaient exacts.*

2^o *Qu'il avait été provoqué par Snell et qu'il n'avait point outrepassé son droit de réponse à la provocation dont il avait été l'objet.*

Sur la première exception :

La première exception du défendeur est irrecevable et doit être écartée d'emblée.

Il est, en effet, constant que M. a visé des faits de la vie privée de Snell. Or, la publication de faits dommageables tirés de la vie privée d'autrui est, — sauf le cas de légitime réponse à une provocation, — toujours un acte illicite.

Ce dernier résulte de la publication seule, et non de l'inexactitude des faits allégués, qui ne constituerait qu'une circonstance aggravante de l'acte illicite.

L'action de Snell doit être accueillie en principe, à moins que M. n'établisse le bien-fondé de son exception de provocation.

Sur la deuxième exception :

L'exception soulevée par M. vise un article manifestement injurieux paru dans le Peuple de Genève du 29 juillet 1903 sous la signature de « ce Monsieur ».

Snell reconnaît être l'auteur de cet article, mais allègue à son tour, avoir été provoqué à l'écrire par un entrefilet publié par M. dans le Genevois du 25 juillet 1903.

La question soumise au Tribunal devient dès lors complexe et nécessite l'examen, non des seuls articles incriminés, mais de l'ensemble de la polémique des parties.

Une telle polémique constitue, en effet, un tout indivisible, et c'est celui des deux adversaires qui, chronologiquement, a, le premier dépassé les bornes permises de l'attaque ou de la riposte, qui doit être considéré comme le provocateur.

En l'espèce, la polémique des parties a compris des phases distinctes, savoir :

1^o *Publication par Snell dans le Peuple de Genève, des 21 et 25 juillet 1903, de deux articles concernant l'élection*

complémentaire du Conseil d'Etat du 26 juillet 1903, et réponse de M. à ces articles, la veille de l'élection, par l'entrefilet du 25 juillet 1903.

2^o Réponse de Snell audit entrefilet le 29 juin (sic juillet ?) 1903, et riposte de M. par l'article du 30 juillet 1903, qui fait le principal objet du litige.

Le mérite de l'exception de M. dépend, dès lors, de deux inconnues, savoir :

a) M. a-t-il, en écrivant l'entrefilet du 25 juillet 1903, excédé son droit et provoqué Snell au sens légal du mot ?

b) La réponse de Snell à cet entrefilet dépassait-elle les limites du droit de réponse du demandeur et constituait-elle une provocation à l'égard de M. ?

La première de ces questions doit être résolue négativement, et la seconde affirmativement pour les motifs suivants :

Ad A. L'entrefilet incriminé par Snell est ainsi conçu :
Aux électeurs progressistes,

*Au moment de mettre sous presse, on nous communique un article de M. Victor Snell dans le *Peuple de Genève* qui contient de flagrants mensonges et qui prêche l'abstention. Cela ne nous surprend et ne nous émeut pas. Nous ne faisons nullement au parti socialiste l'injure de croire qu'il a choisi comme porte-parole M. Victor Snell, et qu'il se trouvera un seul électeur socialiste pour aller chercher des mots d'ordre auprès de ce Monsieur.*

Abstraction faite de l'expression flagrants mensonges ce qui, en langage politique contemporain, signifie simplement que l'on ne partage pas entièrement l'opinion de son adversaire, l'entrefilet de M. contient, à l'adresse des électeurs progressistes en général, socialistes en particulier, une mise en garde contre M. Victor Snell qui ne serait pas digne de leur donner le mot d'ordre.

*Or, les circonstances dans lesquelles Snell venait d'écrire dans le *Peuple de Genève*, sous les initiales plus que trans-*

parentes *V. S.*, des articles qui, bien que modérés de forme, devaient exaspérer ses adversaires politiques, légitimaient de la part de *M.*, même abstraction faite de l'effervescence des veilles d'élection, une protestation vigoureuse.

Il est en effet constant que *Snell* avait, trois ans auparavant, dû quitter Genève à la suite de faits graves, faits sur lesquels le Tribunal devra revenir plus loin.

A son retour, le demandeur, au lieu de rester à l'écart jusqu'à ce qu'il eût pu se réhabiliter, crut devoir chercher la notoriété publique et parut vouloir s'imposer à ses concitoyens en se mettant brusquement à la tête du parti le plus avancé.

Si toutes les opinions politiques ont, à titre égal, le droit d'être émises, il est certain que ceux qui s'en font publiquement les représentants risquent, surtout lorsque leurs opinions sont extrêmes, d'être engagés dans des polémiques de plus en plus âpres, au cours desquelles les défauts de la cuirasse de l'adversaire sont impitoyablement cherchés.

En affrontant une pareille lutte, alors qu'il était encore sous le coup d'une sanction administrative et qu'il existait contre lui, dans des documents publics, l'aveu et la constatation de faits encore récents, le demandeur faisait preuve d'une véritable inconscience et les conséquences que son attitude a eues étaient forcées.

Cette attitude a soulevé immédiatement dans le public, sans distinction de parti politique, un tollé général dont le demandeur paraît avoir été seul à ne pas se rendre compte.

La persistance de *Snell* à s'afficher comme leader de parti, redressant les torts des uns, donnant des leçons ou des consolations ironiques aux autres, devrait être interprétée dans les circonstances particulières où se trouvait le demandeur, comme un défi à la conscience publique.

L'entrefilet publié par le défendeur n'a, dès lors, été que l'expression d'un sentiment presque unanime. *Snell* ne saurait s'en plaindre aujourd'hui ; la ligne de conduite qu'il devait suivre à son retour était tracée, et les conseils

ne lui ont pas manqué; en les suivant, il eût pu effacer le passé, et, en tout cas, y éviter toute allusion. Il ne peut s'en prendre à autrui si, en cherchant volontairement une notoriété qui eût dû, semble-t-il, lui être pénible, il a pour ainsi dire, lui-même, exhumé ce qu'il avait intérêt à laisser caché.

En publiant son entrefilet, M. n'excédaît en rien le droit qu'à un homme de parti de démasquer son adversaire et de mettre les électeurs en garde contre un chef peu digne de les conduire.

Les prérogatives de représentant ou porte-parole d'une fraction quelconque du corps électoral ne peuvent, en effet, être impunément usurpées par ceux qui n'en sont pas dignes, et, s'ils ne s'abstiennent d'eux-mêmes, ils doivent s'attendre à être rappelés au respect de leurs concitoyens.

Ad B. L'article de Snell, du 29 juillet 1903, contient une série d'injures à l'adresse de M., ce dernier y est traité, entre autres, de niais, goujat et laquais, et tourné en ridicule de toute manière.

En outre, la responsabilité de l'échec que son parti venait de subir aux élections du 26 juillet 1903 lui est attribuée en termes calculés de façon à lui être particulièrement sensibles.

Cet article dépasse manifestement le droit qu'avait Snell de plaider sa cause et de relever l'entrefilet du 25 juillet 1903. A défaut d'une apologie difficile, le demandeur pouvait, par quelques lignes de portée générale, éviter, vis-à-vis de son parti, de paraître accepter la leçon reçue, sans pour cela s'en attirer une plus dure. La période électorale étant terminée, il est probable que la polémique en fût restée là. En criblant par contre son adversaire d'injures et de sarcasmes, Snell a porté la lutte uniquement sur le terrain des personnalités, terrain à peine effleuré jusqu'alors, et il a provoqué M. au sens légal du mot.

L'exception de provocation de M. est donc fondée, mais ce fait n'exclut pas de plano la responsabilité du défendeur

il faut encore que la violence de sa réponse ne soit pas hors de proportion avec la provocation de Snell.

Cette question doit également être résolue affirmativement pour les motifs suivants :

M. a écrit son article le jour où paraissait celui du demandeur ; son indignation était donc justifiée par les injures toutes récentes de son adversaire.

Ces injures devaient le blesser d'autant plus qu'elles lui étaient adressées par Snell, qu'il avait, des années durant, soutenu et défendu, alors qu'il y avait du courage à le faire.

Enfin, le défendeur, journaliste et avocat, se trouvait sous l'influence de la réprobation presque unanime, soulevée par l'attitude du demandeur, réprobation dont les échos lui parvenaient de tous côtés, et qui exigeait une sanction. Vis-à-vis du public, en général, de son parti en particulier, et de lui-même, M. ne pouvait rester sous le coup des attaques et injures du demandeur, et il n'avait pas d'autre moyen d'y couper court que de dire de qui elles émanaient.

Dans ces conditions Snell ne serait, comme provocateur, fondé à se plaindre que dans le seul cas où M. aurait articulé contre lui des faits inexacts.

Or, tel n'est pas le cas. Abstraction faite des allégations de M. touchant le rôle politique de Snell et sa collaboration au Peuple de Genève, qui ne sont que la contrepartie des allégations de Snell touchant le rôle de M. au Genevois, le défendeur a imputé au demandeur deux faits précis, savoir : son renvoi du barreau et le fait qu'il aurait été menacé de poursuites pénales et frisé la Cour d'Assises.

Le Tribunal eût désiré, eu égard à la qualité de Snell d'ancien membre du barreau genevois, pouvoir éviter de revenir sur ces faits.

Il est toutefois nécessaire de rétablir la vérité, soit parce que M., poursuivi comme calomniateur, a le droit d'être lavé de cette accusation, soit parce que Snell a, dans ses

conclusions du 24 octobre 1904, dénaturé les faits avec une aberration d'autant plus inexplicable qu'il ne peut ignorer que tous les magistrats genevois savent à quoi s'en tenir.

Or, Snell n'a pas quitté le barreau « volontairement » et « pour tenir une parole donnée », comme il le dit dans ses conclusions ; il a quitté Genève en 1898, parce que, traduit devant la Commission de surveillance, il n'avait évité la sanction la plus grave qu'en s'engageant à disparaître pour un temps.

Il est également inexact que Snell n'ait eu alors à se reprocher, comme il le dit, « qu'une circonstance professionnelle n'ayant aucun rapport avec un délit ».

Il est constant, au contraire, qu'à son départ, il se trouva dans l'impossibilité de représenter une somme de 6.000 francs touchée par lui pour le compte d'un client et que seul le concours de confrères et d'amis le sortit d'embaras. La commission de surveillance n'a pas statué sur ces faits qu'elle ignorait ; mais Snell ne peut les contester. La preuve en résulterait au besoin de la seule lettre écrite par lui à M., le 8 mars 1899, lettre par laquelle il supplie le défendeur de faire des démarches pour lui procurer les fonds qui manquent, ajoutant qu'il s'agit pour lui « d'une affaire de vie ou de mort ».

Au point de vue pénal, Snell s'exposait, vu le chiffre de la somme, à une poursuite basée sur l'article 361 paragraphe 3, du Code pénal, et c'est donc sans exagération que M. a pu faire allusion au fait que le demandeur « aurait été menacé de poursuites pénales et frisé la Cour d'Assises ».

Dans ces circonstances, il n'y a pas lieu d'admettre que M. — provoqué comme il l'a été — étant donné, ainsi qu'il a été exposé plus haut, qu'il ne pouvait couper court aux attaques et injures de Snell, qu'en montrant de qui elles émanaient, ait, par la publication de l'article incriminé, commis un acte illicite.

La demande doit, dès lors, être écartée.

Il y a lieu toutefois d'ajouter ceci :

Dans son exploit introductif d'instance, Snell se plaint de ce que M. ait, longtemps avant la publication des articles incriminés, publiquement annoncé son intention de l'exécuter.

Il dit, d'autre part, dans ses conclusions du 24 octobre 1904, page 2, qu'avant la publication de l'entrefilet du 23 juillet 1903, il tenait M. pour un ami.

Ces allégations méritaient d'être relevées, car elles démontraient dans quelle inconscience réelle de sa situation il a agi.

On peut, en effet, se demander si, en persistant dans une attitude si inadmissible que ceux-mêmes qu'il tenait pour amis, et qui l'avaient effectivement toujours défendu jusque-là, parlaient publiquement de la nécessité de l'exécuter, Snell n'a pas fait preuve à nouveau d'une aberration analogue à celle à laquelle beaucoup ont attribué les faits anciens et qui pourrait seule expliquer sa conduite et l'excuser dans une certaine mesure.

Par ces motifs, le Tribunal déboute Snell de ses conclusions et le condamne aux dépens.

CONCLUSION

Nous n'avons pas à philosopher sur cet ensemble de documents qui établissent en pleine lumière l'ignominie morale et le déshonneur de Victor Snell, Victor Snell qui fait métier d'organiser la rumeur infâme contre les jeunes soldats français est un rebut de la société. Au jugement du tribunal de Genève, nous n'ajouterons rien que ce qu'on nous écrit de cette ville :

« Duval (le condamné à mort du *Bonnet rouge*), à chacun de ses voyages à Genève voyait Auguste Derouan, un agent d'affaires qui s'occupe de l'administration de quelques petits journaux zimmervaldiens et qui est le beau-frère de Victor Snell. »

III

L'ANGLETERRE PENDANT LA GUERRE

VIII

LA FRANCE FÊTÉE PAR LES ANGLAIS. — UN DÉJEUNER
A L'ARSENAL DE PORTSMOUTH

7 août 1916.

Le 14 juillet ! C'est chez nous la fête nationale ; c'est ici « France's day ». Ce matin, tous les journaux contiennent l'éloge magnifique de la France. Le *Daily Chronicle* s'est fait adresser par des hommes politiques et des intellectuels de Suède, Norvège, Hollande, Grèce, etc., des messages à la gloire de notre pays, et cette manifestation du journal des libéraux anglais prouve à quel point ceux-ci ont aujourd'hui épousé notre cause. On distribue dans les rues un message de la reine Alexandra et puis des appels aux ouvriers.

La reine dit :

A la glorieuse nation de France, devenue si chère à tous les Anglais, j'envoie un cordial message d'amitié et de sympathie.

Nous célébrerons le jour national de la France en recueillant des offrandes pour ses héroïques blessés — les fonds seront remis au Comité de Londres de la Croix-Rouge française, dont je suis présidente. Je recommande chaudement cette noble entreprise de miséricorde au peuple entier du royaume. Que sa générosité crée un nouveau lien avec la nation sœur.

Les appels invitent les ouvriers « à se grouper par milliers pour affirmer la fraternité anglo-française » :

S. Exc. l'ambassadeur de France recevra une députation des ouvriers anglais de la Ligue nationale qui désirent honorer la grande nation française et exprimer l'admiration du peuple britannique pour les glorieux défenseurs de Verdun et pour les frères d'armes des magnifiques soldats anglais dans la grande offensive.

La procession se formera à Hyde Park après la manifestation populaire. Beaucoup d'orateurs connus prendront la parole.

Londres était plein de jeunes filles qui vendaient des drapèaux tricolores et qui le soir devaient aller porter leur recette, pour nos blessés, à M^{mo} de la Panouse, la femme du colonel, notre attaché militaire...

Je suis monté en voiture pour me rendre à Portsmouth, et tout le temps que nous avons traversé l'immense ville, je n'ai pas cessé de voir ces charmantes quêtuses. Je me rappelle dans un faubourg une petite Alsacienne au grand ruban noir, seule au milieu du trottoir. Elle mit soudain sous mes yeux la forêt des Vosges, l'odeur des sapins, la pierre rouge de la cathédrale et l'horreur que c'est pour une libre nation d'être esclave des Prussiens. Nulle des grandes émotions de la France ne demeure plus inconnue aux Anglais. Ce peuple, au milieu de ses préoccupations industrielles, peut paraître étranger à quelques-uns de nos sentiments, mais quand il a épousé leur vertu, comme il les respecte ! C'est un grand peuple sérieux. Il ne faut pas qu'aucun de nous oublie jamais par la suite l'élevation de l'image que les Anglais se font à cette heure de la France.

Je vais visiter le grand dépôt de la marine royale, où se trouvent les deux tiers des réserves de la flotte et puis les équipages des vaisseaux annihilés à la bataille du Jutland, en même temps que les vaisseaux en réparation. En traversant cette Angleterre du Sud, toute parcille à un parc semé de maisons minutieusement belles, il me semblait lire une suite de romans intimes ; chaque pro-

priété était un tome de la « collection des romans traduits de l'anglais », à couvertures rouges. Mais le moment incomparable, c'est à la fin, la descente sur le rivage, quand Portsmouth soudain apparaît, avec son port, ses navires, les casernes de son arsenal, une multitude d'ateliers sur l'eau, et puis la mer libre, enchantée par les forêts de l'île de Wight.

Il était une heure et demie. Nous sommes allés tout droit déjeuner aux « Royal Barraks », c'est-à-dire aux casernes de la marine, où les officiers nous faisaient l'honneur de nous attendre.

Qu'elle est anglaise, la physionomie de leur cercle, de ce beau bâtiment en briques recouvert de plantes grimpantes, et décoré de petits canons très propres, dont le cuivre brille au milieu des géraniums ! Le déjeuner fut servi dans une vaste salle du premier étage, un parloir superbe, aux murs peints de fresques représentant des vaisseaux célèbres, et dont les vastes fenêtres ouvrent sur la rade, sur la mer et sur les cours où s'exercent les soldats. Autour de la table, une trentaine d'officiers.

Le commodore P..., qui nous préside, commandait un croiseur cuirassé à la bataille du Jutland.

— Nous nous demandions, lui dis-je, si les Allemands n'auraient pas inventé une arme, un canon à plus longue portée, quelque moyen qui d'abord vous surprit.

Le commodore écoute. Il m'a prévenu qu'il comprenait le français, mais ne pouvait pas le parler. Pour la circonstance, il trouve les trois mots qu'il articule sans un geste avec une vigueur admirable :

— Rien de neuf.

Un officier me dit ;

— J'ai eu l'impression que, pendant les quinze premières minutes, leur tir était excellent. Après cela, c'était ridicule, et nous nous moquions d'eux.

— Comment expliquez-vous la chose ?

— Par la complication de leur outillage et des mécanismes. Je crois que tout a dû commencer à jouer.

Un autre n'admet pas cette raison mécanique. Il pense plutôt que le personnel allemand s'est troublé.

Le moment terrible, paraît-il, ce fut quand la flotte principale allemande rejoignit les croiseurs allemands. Les croiseurs anglais n'échappèrent au tir de leurs adversaires que par la vitesse de leurs déplacements incessants. Quant à lâcher prise, non ! L'amiral sir David Beatty, au risque de se faire démolir, s'était allé placer avec une audace extraordinaire entre les Boches et leur base, à cinq kilomètres d'eux, pour leur couper la retraite. Il les tenait « à pleine gueule, dût sa dernière dent sauter ». Cependant l'amiral sir John Jellicoe, avec ses escadres cuirassées, accourait. Il croyait bien tenir et anéantir la flotte allemande. Par malheur, le brouillard commença de tomber et dans ses ténèbres permit à l'amiral von Sheer de se dérober par la fuite. Quel fut le désespoir de Jellicoe !

— Une telle occasion peut-elle se présenter encore ?

Les jeunes officiers rient. Ils croient que maintenant les Allemands, plus que jamais, fuiront toute rencontre.

— Ils s'en tiendront à leurs sous-marins ?

— La moitié de leurs sous-marins sont maintenant perdus. Peuvent-ils les remplacer ? C'est douteux. C'est plus douteux encore qu'ils puissent refaire des équipages. Il faut longtemps pour créer un bon personnel de submersible. Et puis ce que nous avons fait de plus important, ce n'est pas seulement de les couler, c'est de circonscrire leur malfaisance. Ils nuisent, ils gênent, mais dans quelle mesure minime ! Ils ne peuvent absolument rien produire de décisif. Là est l'échec absolu, la faillite des espoirs allemands.

Tout cela dit paisiblement de voisin à voisin, sans geste, sans éclat, avec une solidité d'autant plus persuasive. Ces officiers, bien entendu, se tiennent éloignés de

toute injure ; je ne puis pas dire non plus qu'ils manifestent du dédain ; simplement leurs mots, leur accent, leurs airs de tête expriment qu'ils se sentent une absolue supériorité. C'est magnifique, la manière dont ils parlent et pensent au grand jour. Ils ont donné et reçu des coups. Ceux qu'ils ont donnés étaient autrement lourds que ceux qu'ils ont reçus. Le combat fini, à la manière du boxeur devant le jury, ils se laissent regarder, palper, estimer.

— Après le Jutland, monsieur Barrès, les Allemands ont fermé les docks de Kiel à tout le monde, mais vous pouvez aller dans les nôtres.

Et mes hôtes de m'expliquer ce qu'ils me feront voir. La *Princess Royal* toute réparée ; des cuirassés, des croiseurs, des bateaux de tous les types en construction.

— Vous savez que nous avons toujours construit rapidement. Jamais pourtant aussi vite qu'aujourd'hui. Le chiffre exact de nos unités ? Vous pouvez toujours dire que notre flotte de guerre égale toutes les flottes du monde réunies. Et puis, à côté des vaisseaux qui composent notre marine royale, nous avons, armés en guerre, deux mille trois cents bateaux.

Tout en causant, le déjeuner fini, nous nous sommes levés de table et approchés des fenêtres par lesquelles on voit les chantiers, la mer et plus près de nous les cours où s'exercent les recrues de la marine. Ce panorama confirme cette passionnante conversation où pas une fois il ne fut question de la fin de la guerre, mais seulement de son but : l'anéantissement de la force militaire allemande. La nation anglaise s'occupe à faire des vaisseaux et des marins, des soldats, des canons et des obus, autant qu'il en faudra. C'est le geste et la lenteur du fossoyeur jetant des pelletées de terre sur le cercueil.

Je presse mes hôtes que nous commençons la visite, mais d'abord, avant de quitter leur club, les officiers veulent que je donne un regard aux vitrines où sont

déposées les splendides argenteries de leurs bateaux. Inutile de les emporter à la bataille, n'est-ce pas ? Elles attendent ici. Chacune de ces pièces écussonnées, chargées de devises, a son histoire, qui nous ouvrirait des vues sur la vie particulière de ce grand ordre guerrier, à la fois austère et somptueux, qu'est la marine royale d'Angleterre. Mais il sera toujours temps de connaître l'histoire des mœurs, et je brûle de parcourir dans un tel moment, avec de tels guides, cet arsenal qui même en temps de paix est fermé à tout le monde.

IX

LA VISITE DE L'ARSENAL DE PORTSMOUTH. — AU CLUB DES OFFICIERS DES SOUS-MARINS. — UNE RÉCEPTION A L'AMIRAUTÉ.

9 août 1916.

Au moment où nous pénétrons dans la grande cour des casernes de la marine, un coup de sifflet retentit, et, soudain, comme dans une pièce mécanique, tout se déclanche, s'anime, fait merveille. Une cinquantaine d'escouades dans l'immense carré entrent en pleine action. Voici des marins qui font l'école de peloton, d'autres qui s'entraînent aux signaux, d'autres qui boxent, d'autres qui sautent, d'autres qui courent ; dans chaque groupe, des contremaîtres énormes et bourrus, superbes, se démènent. C'est une planche de Callot, merveilleuse de vie et ravissante par la minutie et l'esprit des détails.

L'ayant traversée, nous montons en voiture pour gagner les ateliers de construction et de réparation. L'arsenal, en effet, est si étendu qu'on passerait plusieurs jours rien qu'à le parcourir à pied. Dans chaque atelier, le directeur nous reçoit, nous promène, s'offre à toutes

nos questions et les devance. Parfois, ayant parlé, il ajoute : « Ceci ne doit pas être connu... » Nous éviterons tout inconvénient en rejetant les détails spéciaux et les chiffres.

C'est dans la section d'électricité que travaillent le plus de femmes. Surtout des femmes de soldats et de marins. Pourtant il y en a de toutes les conditions. Beaucoup, bien qu'ayant de la fortune, viennent travailler pour se rendre utiles au pays ; elles acceptent un salaire tout comme les autres. « Celles qui ont le plus vite compris le métier et rendu de réels services, ce sont celles qui appartiennent aux classes les plus élevées. » Dans l'ensemble, le directeur se félicite beaucoup de l'innovation. La difficulté aurait pu venir des ouvriers redoutant la concurrence après la guerre. « Ils ne refusent pas expressément d'instruire les ouvrières, mais ils s'arrangent en fait pour qu'elles n'apprennent rien. » Ceci me fut confirmé dans certains ateliers et contredit dans d'autres.

L'un des principaux attraits de notre voyage était de visiter la *Princess Royal* blessée au Jutland. C'est un croiseur cuirassé de 27.000 à 28.000 tonnes, faisant partie de l'escadre de l'amiral Beatty, exactement le bateau-sœur de la *Queen Mary*, qui a été coulée. La *Princess Royal* a reçu, si je compte bien, six obus, et les six blessures bien soignées et cicatrisées ne se voient plus qu'à l'état de repeints. Un long canon a été amoché légèrement, sans être le moins du monde faussé ; on lui laisse sa glorieuse entaille.

L'officier qui me guide me raconte la vie du bord pendant la bataille, en riant beaucoup. Un obus entra dans la chambre et jusque dans le lit du commodore. On pense si tout fut brisé. Le tapissier qui fut chargé à l'arsenal de réparer le dégât dit sentencieusement au commodore : « Vous avez eu de la chance. » Toute la marine s'est égayé du mot, et plusieurs fois au cours de mon voyage

il me fut répété. La *Queen Mary* coula extrêmement vite. Sur 900 hommes, 4 seulement se sauvèrent.

Un grand bateau de guerre donne, je crois, l'idée la plus complète de l'industrie humaine. Pour le construire et l'animer, tout le génie a fourni ses recettes. Quand on le voit au sortir du combat, avec son personnel de héros et ses cicatrices encore fraîches, c'est le chef-d'œuvre parfait, joignant à la beauté physique la beauté morale. La *Princess Royal* fait un splendide pendant au vieux vaisseau amiral de Nelson, à Trafalgar, que l'on conserve à force de ménagement et de réparations, au milieu de la rade de Portsmouth. Ce sont deux bâtiments qui ont vraiment servi, deux bâtiments-poilus.

Ensuite nous sommes allés dans une région plus écartée, et nous avons visité les innombrables pavillons où se manipulent les explosifs. Je mentionnerai seulement l'ordre, le silence, le labeur, la discipline de ces laboratoires. Un incident nous a tous bien amusés et m'a frappé, comme un cas analogue au vertige, un de ces cas où l'imagination nous prive de nos moyens ordinaires. Après nous avoir montré les divers « macaronis » que sont les explosifs, on voulut nous faire voir ce qui se fait de mieux, une nouveauté d'une puissance extraordinaire, mais d'un maniement trop délicat. Un employé nous présenta une vingtaine de petites verroteries noires et courtes, assez analogues à des grains de jais, au fond d'une sébille : « Ne la laissez pas tomber ! » lui disait-on. Il la serra de son mieux et si fort qu'elle glissa entre ses doigts et bondit en l'air, puis à terre. Patatras ! Stupeur ; nul effet ; rire universel. Ce rire est un exemple clair pour ceux qui avec Bergson cherchent la cause du rire. Ce qui fait rire ici, c'est la perception baroque d'un contraste entre l'attente et l'événement. C'est aussi l'automatisme de l'employé que l'excès des recommandations a troublé. J'ai déjà vu une personne, à qui l'on remettait avec mille recommandations un

verre antique aux teintes laiteuses. si précieux et si fragile, le briser entre ses doigts contractés.

En visitant les torpilleurs, nous avons parlé du *Deutschland* qui venait d'aborder à New-York. « Il est possible, me répond l'officier anglais, que les Allemands aient des types plus grands que les nôtres, et rien ne nous serait plus facile que d'agrandir ceux-ci, mais si c'est une chose qui est bonne pour eux, elle est pour nous complètement inutile. Pour faire le commerce, nous n'avons pas besoin de nous mettre sous l'eau. » Toujours cet accent d'absolue supériorité.

Les officiers de sous-marins ont un club qui leur est spécialement réservé, à deux pas de leur quai d'amarrage. Ils m'invitent à y prendre le thé. Au-dessus de la porte d'entrée, un joli modèle de sous-marin, long de trois mètres environ, est fixé dans un encorbellement sur le linteau.

— Nous l'avons fait pour un bal, me disent-ils.

— En quoi vous aidait-il à danser ?

— Nous l'avons fait pour la décoration d'une salle de bal ; et maintenant le modèle qu'il reproduit a été coulé. Nous le gardons en souvenir, et nous insérerons tout autour, sur le mur, les noms des autres sous-marins coulés.

L'idée toujours présente de la mort ne dénature en rien la jeunesse de ces officiers. Impossible d'imaginer des êtres plus neufs et plus sains. Ce qu'ils disent est toujours façonné par la plus austère tradition du devoir, et puis en même temps vivifié, égayé par un souffle d'enfant. Tout à l'heure, dans ces sous-marins, où la vie paraît vraiment abominable de dureté, ils nous montraient une horloge :

— Quand une dame veut visiter le sous-marin, on lui fait voir cette horloge, et on lui dit : « Elle marque l'heure comme sur terre. » Alors elle répond : « C'est curieux qu'une horloge puisse marcher dans l'eau ! »

Mais elle ne songe pas qu'il n'y a pas d'eau dans le sous-marin. »

Je ne vous donne pas cela comme une plaisanterie irrésistible, mais comme un trait entre mille de leur jeunesse, de leur liberté et pureté d'esprit. Et puis enfin c'est pour essayer de vous montrer les mouvements très simples, le charme de ces âmes sans bouillonnements, sans excès de passion, ni de réflexion en équilibre et qui s'amuse paisiblement quand c'est l'heure de la camaraderie.

Nous causons du vaisseau de Nelson, que je regrette de n'avoir pas le temps de visiter. Ils m'expliquent qu'on ne manque jamais de dire aux visiteurs : « Voici la place où est tombé Nelson », et qu'un jour une dame a répondu : « Et moi aussi, j'ai failli tomber, c'est tellement glissant. »

Ils vivaient hier et demain encore vivront grandement et violemment ; aujourd'hui ils s'amuse d'un rien. Dans leurs submersibles, au milieu de cette huile, de cette chaleur, de ce roulis, pressés les uns contre les autres, sans oxygène, dans une gêne effroyable, ils peinent de corps et d'esprit ; quand ils émergent au plein air, ils jouissent de la lumière, des cigarettes, du loisir, ils se laissent aller à leur nature qui est intacte et n'a rien subi des expériences desséchantes de la vie. Pas plus qu'ils ne sont fatigués de l'effort, ils ne sont attristés par la prévision du sacrifice, mais simplement ravis par l'audace de la course qu'il leur est donné de courir vers l'inconnu.

Le soir, à l'Amirauté, grand diner paré en musique. L'amiral Colville porte le toast au président Poincaré, auquel je réponds par le toast au roi. La réception est un peu solennelle, mais tous nous avons au cœur des soucis pareils et qui nous rapprochent ; tous, nous avons des fils, des amis très chers engagés dans cette guerre ; tous, nous voulons qu'elle dure jusqu'à la victoire. Ces femmes

élégantes et raffinées sont les déléguées de la grande Ligue à laquelle le prince de Galles remet les souscriptions recueillies sous son patronage, elles s'occupent à visiter les femmes et les enfants des marins que leurs maris commandent.

Dans cette société aristocratique, Verdun éveille le même respect que je voyais le matin dans les rues de Londres. Chacune de ces femmes apprécie exactement la situation. Ma voisine me traduit le sentiment de tous :

— Quand même les Allemands prendraient maintenant Verdun, le résultat est obtenu grâce à la France. Qu'est-ce que les quelques kilomètres de Verdun valent de plus qu'aucun autre kilomètre sur aucun point du front ? Les Allemands ont échoué à empêcher la préparation de l'offensive générale.

Une autre de ces dames me raconte qu'au bord de la mer, en Devonshire, les paysans commencent à donner à leurs enfants au baptême le nom de « Verdun ». Un joli petit trait qui marquera bien la date pour l'archéologue et l'historien.

J'imagine qu'une telle réception, dans une période si grave, est un service commandé, qu'elle veut faire honneur à un hôte français, et qu'il ne faut pas la prolonger. Je me retire de bonne heure et, rentré dans ma chambre, je cherche à tirer la moralité de tout ce que j'ai vu.

Il me semble que dans ce pays, où les traditions sont puissantes partout, la marine est le corps modelé par la tradition la plus forte. Ces officiers sont pris tout jeunes, vers leur treizième année, dans une éducation rude, et dès l'âge de quinze ans, ils commencent d'avoir une part de responsabilité. Le luxe de leurs vaisseaux, de leur cercle, de leurs réceptions est grand ; j'ai pu en juger toute la journée d'aujourd'hui, mais c'est de la même manière qu'un Chartreux ou un Bénédictin habitant un domaine

admirable vivent une dure vie. Sur un dreadnought qui fait son charbon, vous pouvez voir les officiers s'y mettant avec les hommes. Et quasi jamais de permissions. « Quinze jours par an », me disait tout à l'heure l'un d'eux. C'est ici une société héroïque qui exige prodigieusement de l'individu auquel elle confère sa noblesse. Je commence à entrevoir la marine anglaise comme un grand ordre religieux, et l'histoire de ses officiers, avec toutes les réserves que vous voudrez, formerait un appendice à l'histoire des moines-soldats.

X

LE COLLÈGE DE WINCHESTER. — UN SERVICE POUR
LES SOLDATS A LA CATHÉDRALE. — LE CAMP DE
SALISBURY

11 août 1916.

Le 15 juillet, je suis allé en voiture de Portsmouth à Oxford, en passant par Winchester.

A Winchester, je voulais visiter un des plus importants collèges de l'Angleterre, et, naturellement, y entendre parler de la guerre, mais d'abord je suis allé à la cathédrale. Je l'avais déjà vue, ce me semble, dans quelque tableau harmonieux et pur de Constable. Des pelouses épaisses la précèdent, y conduisent magnifiquement, et des arbres prodigieux rivalisent de majesté paisible avec son architecture. Toute parfumée par le printemps, elle chantait au passant : « Je suis la Résurrection et la vie. » Mais son intérieur me glaça. Quel vide dans cette incomparable demeure, ou plutôt quelle difficulté d'y saisir aucune spiritualité ! C'est entendu que je suis un étranger mais à Venise aussi, et pourtant à Saint-Marc je perçois un accord parfait entre la

basilique et les gens prosternés sur ses mosaïques brillantes. Ici, l'âme du lieu m'échappe.

Je n'ai rien à objecter contre une série de vitraux savants et charmants de Burne-Jones ; s'il ne sont guère adaptés à cette grandeur simple et sévère, ils expriment tout de même beaucoup de noblesse et de méditation, mais que pensez-vous d'une inscription que je relève sur la pierre tombale d'un mort, célèbre, me dit-on, Francis Francis :

« Dieu n'a jamais fait de distraction plus charmante, plus innocente que la pêche à la ligne. »

Est-ce assez plat ? Convient-il d'injurier ainsi dans la maison du créateur tout le joli peuple des rivières, et plus sérieusement pouvez-vous être satisfait qu'une des constructions les plus majestueuses du monde hospitalise une réflexion aussi mesquine et saugrenue ?

Tout en grommelant ainsi, je suis allé déjeuner au collège Sainte-Marie. Vous savez ce que sont en Angleterre ces établissements d'instruction secondaire : Harrow, Eton, Winchester. Rien de commun avec nos lycées. Ce collège-ci a été fondé au ^{xiv}^e siècle, pourvu à cette époque d'un domaine et d'un revenu que de nombreux legs n'ont jamais cessé d'augmenter. Ses bâtiments vénérables, ses prairies immenses, son jardin de roses composent un paradis qui n'a aucun rapport avec l'infernal internat de notre enfance. Les jeunes garçons que j'ai vus y circuler en liberté et se livrer à leurs jeux de plein air, travaillent-ils beaucoup ? Il y a trente-quatre ans, j'ai fait mon premier voyage d'Italie avec un jeune Anglais qui sortait d'Eton. Il se félicitait d'avoir acquis des camarades qui lui seraient utiles toute sa vie. Ici un enfant vient se classer en se soumettant pendant quelques années à certaines influences sociales et morales.

J'ai regardé dans les pupitres la petite bibliothèque d'une trentaine de volumes que chacun des plus grands élèves se compose à son gré. C'est l'éternelle armoire aux poisons dont nul adolescent ne meurt : les écrivains les plus raffinés, tout ce que la France, l'Italie, la Perse et les Indes ont produit ou ressuscité depuis cent années et que l'on peut accorder avec les Shelley et les Swinburne. Un homme de lettres est toujours ému de voir la puissance que possèdent les livres pour ébranler les imaginations et pour gagner les âmes. Nous devrions avoir souci de nous concilier la jeune Angleterre en y répandant plus encore notre art et notre pensée, imparfaitement servis par des éditeurs trop timides. Mais à chaque jour sa tâche ; aujourd'hui, l'objet de ma visite c'était de parler de la guerre, et j'en ai parlé avec ceux des professeurs que leur âge empêche de s'y mêler.

— Dans les dernières années, m'ont-ils dit, l'intérêt pour l'armée allait beaucoup en grandissant, était très excité dans notre collège. Nous ne sommes pas une école militaire, et pourtant, chaque année, notre établissement, sur 450 élèves qu'il renferme, envoyait à l'armée en moyenne de 33 à 37 jeunes gens. Depuis peu, presque tous les élèves du collège faisaient partie du corps de préparation militaire. Rien ne les y obligeait, et pourtant nous n'en avons pas dix qui se tinsent au dehors. Il me semble qu'au début de la guerre nous avions environ 550 anciens élèves servant comme officiers dans l'armée régulière, et quand Kitchener fit son appel, sans attendre la conscription, 1.435 de nos jeunes gens lui répondirent et s'engagèrent. Tous les enfants que nous avons ici vivent dans l'impatience de partir, et le font aussitôt que c'est admissible.

Ainsi me parlent ces messieurs, qui, guidés par le scrupule le plus délicat, se hâtent d'ajouter :

— Il ne faut pas que vous pensiez que nous essayons

de mettre Winchester en avant, comme si nos élèves valaient mieux que leurs camarades. Le même esprit règne dans tous les collèges anglais.

Le renseignement est très curieux. Ainsi, dans la partie intellectuelle et quasi-aristocratique de la nation, la carrière militaire devenait à la mode, et, sans attendre le service obligatoire, on se faisait un devoir de se préparer à servir ! Ces professeurs tiennent à ajouter qu'eux-mêmes les maîtres, autant qu'ils en étaient physiquement capables, ont fait leur devoir. Ils sont tout vibrants de force et d'enthousiasme.

— Jusqu'au bout, disent-ils, jusqu'à l'écrasement de l'impérialisme allemand, qui s'est mis hors la loi de l'humanité.

Quelques-uns s'excusent d'avoir à me quitter. L'air est plein de la sonnerie des cloches ; des musiques passent dans la rue ; on célèbre dans la cathédrale un service à la mémoire des officiers et soldats du corps royal des carabiniers qui sont tombés dans cette guerre.

— C'est un corps, me disent-ils, qui a son dépôt à Winchester, et nous avons parmi leurs morts beaucoup d'amis personnels.

— Ce sont aussi les amis d'un Français. Un service pour les morts de la guerre ! Messieurs, permettez-moi de vous accompagner.

Nous voilà qui partons, avec toute la ville, vers la splendide cathédrale au milieu de ses grands arbres. Déjà, sur les pelouses et sous les ormes séculaires, devant le portail, la foule est massée. Les jeunes gens de l'école en armes forment une garde d'honneur. A demi entrés dans l'église le maire et les dignitaires des corporations, en manteaux rouges et en bicornes, précédés d'huissiers porteurs de masses d'argent, attendent. La cathédrale demi engorgée, le peuple sur les pelouses, les grands arbres, le cortège, tout attend ? Quoi donc ?

Que le sentiment lui-même soit prêt et ait créé un lien entre tous.

Je voudrais qu'un grand peintre fût là pour recueillir et fixer cette poésie resplendissante. Mais mieux qu'un peintre, le musicien soulève nos âmes. Le chœur a donné le signal :

« Le temps, comme un torrent qui s'écoule, entraîne avec lui ses fils. Ils disparaissent, oubliés comme un rêve s'efface au jour naissant... O Dieu ! notre espérance et notre protection, sois notre éternelle patrie. »

Tandis que la strophe désolée et virile se développe sous les voûtes, le cortège pénètre et s'achemine vers les hautes places : maire, corporations, clergé, prêtre-doyen, évêque, officiers d'ordonnance, représentants du roi et puis enfin, en délégation, les chefs, officiers, sous-officiers et soldats du régiment des carabiniers.

Ils avaient des figures de couleur brique, des figures de homards cuits, et là-dessous ils étaient blêmes, à cause de leurs cœurs bouleversés d'émotion au souvenir des camarades qui tombèrent pour le roi et la cause sainte. Alors tout le peuple dans la cathédrale s'est mis à chanter :

Nous te bénissons et te remercions, ô Dieu,
 Pour ceux en deçà du voile
 Dont les vies intrépides, et rayonnantes font
 Pour nous de ce triste monde un paradis.
 Nous te bénissons et te remercions, ô Dieu,
 Pour ceux-là les meilleurs et les courageux
 Qui, ardents à l'appel de leur patrie, donnèrent tout d'eux-mêmes.
 Une chaîne d'or unit notre terre à toi
 Qui demenes dans l'Immortalité.
 A nos saints, à nos vaillants accorde l'éternel repos.

Tous s'agenouillent, avec ce même recueillement qu'avait le peuple de Paris priant à Notre-Dame au ser-

vice de Driant pour les défenseurs de Verdun, et le prêtre nomme dans ses invocations le corps des carabiniers royaux. Puis commence l'hymne de la Résurrection, qui est d'une extrême beauté :

Tu fus leur rocher, leur forteresse, leur puissance,
 Toi, Dieu tu fus leur capitaine dans le combat heureusement gagné
 Que tes soldats audacieux combattent
 Comme les saints combattirent noblement autrefois,
 Et gagnent avec eux la couronne d'or de la victoire.
 Nous luttons encore, ils rayonnent dans la gloire,
 Mais nous sommes les tiens, réunis dans ton cœur.
 Quand la lutte est farouche et que le combat se prolonge,
 Le lointain chant du triomphe surprend furtivement l'oreille.
 Les cœurs reprennent courage et les bras s'affermissent.
 Le soir doré brille à l'ouest ;
 Bientôt les guerriers fidèles obtiendront le repos.
 Le roi de gloire s'est mis en route.

Qu'est-ce que j'avais donc de maussade dans l'esprit, ce matin, quand je remarquais dans cette cathédrale l'éloge un peu mesquin de la pêche à la ligne ? La cathédrale attend les grandes circonstances et je viens d'y voir jaillir la profonde vie nationale anglaise.

...C'était tard. Nous avons encore à gagner avant la nuit Oxford. Nous nous y sommes acheminés en faisant un détour pour traverser la plaine de Salisbury.

Nous touchons là le cœur de la préparation militaire anglaise. A perte de vue et sur vingt kilomètres de largeur s'étendent, d'intervalle à intervalle, des camps et des villages où l'on fait des tirs de tranchées, où l'on s'endurcit, où l'on s'ennuie si fort qu'on y souhaite ardemment la bataille. Canadiens, Australiens, nous y avons vu en immenses quantités toutes les variétés du Tommy.

Est-ce ici (ou bien au camp d'Aldersholt) que s'est passé, lors d'un voyage du Kaiser en Angleterre, un incident dont j'évite de donner la date ?

Le roi offrait à son impérial parent une revue. Les deux souverains passèrent devant les troupes, puis vinrent se placer sur une légère éminence pour assister au défilé des différentes armes. Ils se tenaient à cheval, à quelques mètres en avant de tous les attachés militaires étrangers qui formaient leur escorte : à gauche et à droite s'étaient massés les princes et les généraux de leur suite. Dix mille hommes, superbes d'allure, passèrent devant le Kaiser, et lorsque la poussière soulevée par le dernier escadron de la brillante cavalerie anglaise fut dissipée, dans l'instant de silence qui suivit, l'empereur allemand, d'une voix sèche et haute, qui fut entendue de tous les assistants de la suite ou de l'escorte, se tournant vers le roi, lui cria :

Beautiful ! Beautiful ! but where are the others ? (Très beau, mais où sont les autres ?)

Il y eut parmi les assistants un moment de stupeur. Le roi regarda fixement son hôte, sans lui rien répondre, et tous deux partirent au galop, suivis de leurs états-majors.

Les autres : Les voilà, en Picardie, les voilà dans cette plaine de Salisbury. Tout ce qu'on voit de la force morale et matérielle anglaise est bien fait pour réduire au désespoir l'insolent germain.

XI

LE SILENCE D'OXFORD

13 août 1916.

Me voici dans Oxford. C'est un des lieux où les Anglais qui m'ont arrangé ce voyage tenaient le plus à me conduire, pour que je visse comment la jeunesse cultivée d'Angleterre égale en sacrifices la nôtre.

New College veut bien m'offrir l'hospitalité ; *New*

College, un des plus fameux parmi les vingt-quatre établissements analogues de cette ville d'étudiants, — une vieille et magnifique maison, fondée au *xiv*^e siècle sous l'invocation de la Vierge, dont la statue à demi détruite veille toujours au-dessus du porche dans la première cour. J'y suis arrivé le samedi, tout à la fin de la journée, trop tard pour m'asseoir dans le Hall, à la haute table des professeurs. Je dîne dans un parloir, avec un des dignitaires, qui me raconte cent histoires sur le passé et le présent de la célèbre Université, et puis, immédiatement, me fait visiter les cours, le cloître, la chapelle, le jardin.

Nul bruit du dehors ; nous sommes enfermés dans le *xiv*^e siècle, ou du moins dans quelque chose qui fut pensé et dressé au *xiv*^e siècle. Bien étrange impression, de se promener dans un décor aussi grandiose et d'y voir toujours vivante la volonté qu'un homme conçut et exprima voici plus de cinq siècles ! Chez nous, une telle durée est inconnue. Je ne vois nulle part en France qu'une pensée individuelle, après un si long temps, soit encore agissante¹. Nous n'avons rien que de viager, hormis, dans chaque village, l'église.

Ce qui me frappe beaucoup, dès mes premiers pas dans ce New College, c'est comment il est si vieux et en même temps assez « confortable ». A la grandeur des choses séculaires se joint ici l'agrément bourgeois d'une maison bien agencée. Je ne m'en plains pas, mais j'en

1. Quand je me suis présenté à l'Académie et que je suis allé faire ma visite à M. Berthelot qui habitait à l'Institut un des appartements réservés aux secrétaires perpétuels sur cette cour triste et grave, que quelques-uns trouvent mortelle de vétusté et qui a bien de la beauté morale, l'illustre savant en me conduisant dans son cabinet de travail, véritable cellule monacale, à travers des corridors dallés de briques, m'a expliqué l'histoire de ces bâtiments, ancien collège des quatre nations, ancien collège Mazarin. La volonté de celui-ci est morte. Celle de Richelieu (Académie française) a subi des remaniements, mais tout de même par exception elle dure et anime encore un des plus vieux corps français.

éprouve une petite gêne. C'est du moyen âge seigneurial et religieux adapté aux besoins des jeunes gens riches. Des cloîtres à l'électricité ; des cellules avec des tubs ; partout des revues, des gravures modernes ; cela sent l'hôtel aménagé par Maple. le château de campagne, la bibliothèque publique. Avant tout cependant, c'est un monastère.

Songez à quelque vieux chêne, unique survivant des antiques forêts pleines de légendes. Autour de lui, les arbres, ses compagnons, sont coupés, le sol assaini et nivelé, les mares desséchées, tout distribué en culture. Le chêne séculaire, entouré d'un sable fin, soigneusement ratissé, abrite des bancs, des chaises, tout un mobilier raffiné, où la plus agréable société se groupe pour parler des choses du jour. Parfois nous serons tentés de plaindre le géant d'être utilisé. Aimerions-nous donc mieux des ruines ?

Il s'en est fallu de peu qu'Oxford ne devint un des lieux romanesques du monde. Taine et Renan l'ont aimé comme un abri ouvert depuis cinq siècles à l'intelligence. Ils avaient ici un de leurs amis, un vieux malin d'Allemand, Max Muller, qui s'y était logé dans une admirable sinécure. Aux yeux de ces deux grands imaginatifs, Oxford semble avoir été une espèce de Mont-Cassin laïcisé, un monastère pour savants. A plusieurs reprises, Taine y vint rêver : « Pauvres Français, disait-il, nous vivons campés ! Toujours occupés à démolir et à refaire, nous sommes ruinés de père en fils. Combien l'étude dans Oxford est recueillie et poétique. » Renan aimait entre tous l'*All Souls College*. « le Collège de toutes les âmes ». Il fut fondé au xv^e siècle par un patriote anglais d'une charmante imagination qui laissa en mourant une fondation pour entretenir superbement des fellows, à charge par eux de soigner une pelouse qu'il avait beaucoup aimée et de dire chaque matin une messe pour les âmes des combattants tombés à Azincourt. Ce

que Renan admirait (vous l'entendez, vous voyez le sourire) c'est la manière dont à travers les siècles cette fondation avait évolué. Les fellows avaient cessé de dire la messe, puisqu'ils étaient devenus anglicans; ils se gardaient d'avoir des élèves qui auraient gâté la pelouse; ils ne faisaient absolument rien, et Max Muller, devenu l'un d'eux, touchait en cette qualité une rente annuelle de quatre-vingt mille francs.

Paul Bourget, dans sa jeunesse, a, lui aussi, beaucoup visité Oxford. Il écrivit en mai-juin 1883 des pages fameuses que hier on me rappelait à Londres, des pages d'un art savant et charmant, tout chargé d'intentions un peu énigmatiques, où il cherchait (comme Henri Heine dans ses *Reisebilder* nous montre les réactions d'un jeune Allemand au contact de l'Italie) à nous faire voir les sensations d'un jeune Parisien à peine échappé de notre dur Quartier-Latin et s'étonnant « d'une vie si noble et si pure » dans cette Thébàïde anglaise. Rien au monde, Bourget le dirait comme moi, n'égale en âpre beauté, en force et richesse intellectuelle la rive gauche parisienne de la Seine, douloureuse patrie de tant d'échecs et de fécondes réussites, mais il avait le droit avec ses aînés immédiats, les Taine et les Renan, de nous faire voir dans les vingt-quatre collèges d'Oxford, une des patries du songe. N'est-ce pas à *University College* que vécut Shelley; à *Worcester*, Thomas de Quincey, le faux mangeur d'opium; n'est-ce pas dans Oxford que Dante-Gabriel Rossetti conclut un pacte et créa son esthétique précieux avec Burne Jones, avec Swinburne? N'est-ce pas ici encore le champ des combats angoissés du noble Newmann cherchant à démêler et à justifier la vérité qui se formait dans son cœur?

Un vieux rêve de cloître flotte toujours sur Oxford, mystérieux comme ces images de la nuit qui se dissipent dans l'aube au moment où le dormeur s'éveille; c'est le lieu d'une poésie qui ne veut pas qu'on la touche rude-

ment, c'est le jardin fermé de l'artiste dédaigneux et prudent, et, moi aussi, j'ai entrevu la douceur des étoiles du ciel à travers les petites fenêtres archaïques. Mais de ce moyen âge plongé dans la sécurité moderne, nos aînés ont si bien parlé que je me garderais de rien dire sur mon bref séjour, n'était qu'il m'a été donné de voir un Oxford de guerre que nul n'a jamais vu.

Dans ces cours, ces cloîtres, ces salles, ces cellules, aujourd'hui quel silence ! En les parcourant, je n'y rencontre pas un seul étudiant et si peu de professeurs ! Tous sont à la guerre. Et voici que dans le merveilleux jardin où nous terminons notre visite, des tentes sont dressées en grand nombre, largement ouvertes, remplies de soldats blessés, qui, dans le soir divin, avant de s'endormir, contemplant, respirent les pelouses, les fleurs, les grands arbres.

Ce jardin de New College, un bel endroit où l'Angleterre fut jeune toujours, un endroit d'où il semblait que la jeunesse ne s'en irait jamais ! Les arbres, les fleurs, les douces soirées, le décor de l'adolescence demeurent, mais l'adolescence ? Les vieux remparts sont recouverts de lierre ; de l'épais gazon s'élèvent les chênes, les ormes et les pins ; la sonnerie des cloches glisse dans le soir ; les ténèbres et la fraîcheur achèvent de vêtir pour la nuit ces beautés, mais les jeunes seigneurs que ce noble domaine a mission depuis des siècles de préparer à la vie sont allés, loin d'ici, sur la terre de France, faire d'autres expériences.

Tard dans la nuit, cette sensation du vide et de l'absence, cette sympathie anxieuse pour les jeunes maîtres de la maison silencieuse, m'ont poursuivi dans les deux cellules que j'occupe et qui forment l'un des appartements, tous pareils, réservés aux élèves d'Oxford. Celui que j'habite s'ouvre, comme tous les autres, sur l'un des nombreux escaliers de pierre qui courent dans les vieilles tourelles ; il est tout rempli des livres, des

papiers, des instruments de sport, des effets et des portraits de son occupant régulier, parti en coup de vent pour la guerre, sans avoir rien rangé, et je puis me faire une idée de ses goûts et de ses habitudes par le simple examen de sa bibliothèque, pleine des poètes anglais allemands et grecs, et par un regard jeté sur les murs, où les dessins de l'école de Vinci voisinent avec les préraphaëls. Mais lui, maintenant, que pense-t-il ? Qu'est-ce que la guerre pour ce jeune allié ? Dans quels sentiments l'a-t-elle trouvé, dans quel esprit la fait-il ?

XII

LA VILLE UNIVERSITAIRE TRANSFORMÉE EN VILLE MILITAIRE.

— LE RÔLE D'OXFORD DURANT DES SIÈCLES DE PAIX, ET SON RÔLE AUJOURD'HUI.

16 août 1916.

Au matin, j'ai l'idée de sortir de New College pour visiter Oxford. La ville renferme vingt-deux collèges pareils à celui-ci, pour la plupart du ^{xiv}^e siècle, du ^{xv}^e ou pour le moins du ^{xvii}^e, et qui possèdent leurs chapelles, leurs clochetons, leurs fenêtres ogivales et de grands murs d'enceinte crénelés. Toutes ces vieilles pierres sont conservées dans un état parfait qui les rend, oserais-je le dire tout bas, moins émouvantes que des ruines. mais par l'ouverture des portails on aperçoit de vertes pelouses, des arbres centenaires, une nature plus belle qu'aucune architecture. Des draperies de lierre et de chèvrefeuille habillent les monuments ; des gazons, des arbres sublimes, des rivières courantes les rehaussent d'une noblesse et d'un agrément incomparables.

J'ai reconnu comme de vieilles amies, dont j'avais

toujours entendu parler, ces rues gothiques, la tour de *Magdalen*, le clocher de *Christ Church*, et j'ai suivi l'allée d'Addison, remplie de daims familiers. A ces grandeurs de l'art et de la nature s'ajoutent d'émouvants souvenirs de la poésie et de l'histoire... Mais coupons au court ! Ces architectures, ces parcs et les grandes images qui flottent dessus ne peuvent pas nous occuper entièrement. Comme nous nous promenions dans le lieu le plus ravissant, un jardin botanique du XVIII^e siècle, dont le dessin, la couleur et le parfum composent un précieux bibelot d'art et d'histoire, j'entendis un Anglais qui disait :

— C'est tragique, ils sont tous partis.

Je me suis rapidement retourné. La figure de l'Anglais était immobile, inexpressive, mais que sa plainte brève était juste !

Les hommes d'Oxford (élèves, anciens élèves) sont une douzaine de mille à l'armée, quasi tous partis volontairement. Là-dessus neuf cents morts environ. Ces collègues que je viens de parcourir ne respirent plus que pour le service de l'armée. A *Christ Church*, il y a une école d'aviation, et dans sa prairie roulent et tapagent les moteurs. Les chambres de *New College* logent des *cadets*, nous disons en France des *élèves aspirants*, qui sont revenus du front pour des études rapides afin de passer officiers. Des blessés les instruisent. Ailleurs il y a des cadets marins qui suivent les cours de physique pour être aptes à la télégraphie sans fil. Les salles d'examen et de conférence sont transformées en hôpitaux.

Nous allons visiter les blessés installés à *Somerville*. Beaucoup viennent d'arriver de la Somme. Toujours ce même courage et cette modestie que font voir les nôtres dans nos hôpitaux. Superbe jovialité d'un vieil homme à figure tannée qui a perdu sa jambe et qui en soulève le tronçon avec des rires. Douceur des jeunes gens. Tous sont distraits par une visite, contents de répondre

au salut d'un passant français le « bonjour » qu'ils ont appris dans nos villages.

En sortant, je tombe sur le monument de Shelley. C'est un petit temple à coupole qui abrite un agréable groupe de marbre. L'ensemble a du mystère, du silence, un caractère religieux. Le cœur de Shelley ne repose pas ici ; le cœur des cœurs, *cor cordium*, comme inscrivirent ses amis sur la plaque funéraire, demeure dans l'exil à Rome. Le poète fut chassé tout jeune du paisible paradis d'Oxford pour son athéisme ; il croyait qu'il avait épousé Antigone dans une existence antérieure, et opposait à toutes les lois humaines d'aujourd'hui la loi qu'il avait apprise de la jeune Grecque. Insulté et banni, sa grâce fut la plus forte ; après un siècle, l'Université dédiée à son élève méconnu ce monument expiatoire.

Quoi ! de tels honneurs pour un enfant qui savait chanter, et là, tout à côté, des centaines d'hommes, après s'être sacrifiés, glisseront sous les ténèbres ! C'est injuste au point d'en être douloureux. Mais à bien examiner notre sentiment, ce n'est pas l'individu nommé Shelley que nous honorons ; quand il vaticinait, obéissant au battement de son cœur, il disait à la femme, à l'amour, à la nature, à tout ce qui l'aimait : « Je ne suis pas à toi, je suis une part de toi-même » ; et nous, à travers lui, nous recherchons et vénérons la musique divine qui console, améliore, enchante. Il est aux pays inconnus une source mystérieuse d'où jaillit éternellement la force unique, l'enthousiasme qui commande les grandes idées aussi bien que les grandes actions, et la même puissance qui soulève les meilleurs soldats anime les rythmes du poète.

Tâchons de comprendre cette musique de l'âme humaine. Cherchons la vérité intime de chaque être, de chaque groupe. Quel est l'esprit essentiel d'Oxford durant la paix, et comment s'est-il transformé ou

comment a-t-il soutenu les jeunes Oxfordiens engagés dans la guerre de France ?

Je ne me lasse pas de poser des questions aux maîtres éminents qui me guident.

— En somme, vos étudiants, dans quelle mesure (en temps normal) les faites-vous travailler ?

— Le matin, ils étudient. L'après-midi, ils jouent : au cricket, en été ; au football, en hiver, et toute l'année ils rament sur la rivière. Le soir, de cinq à sept, ils rentrent dans leur chambre, pour lire, écrire ou bien pour causer entre amis ; c'est leur affaire.

Chaque semaine, l'étudiant apporte une thèse à son répétiteur, qui est un fellow de son collège. Il lit et l'autre discute avec lui pendant une heure. C'est une conversation très fructueuse qui forme l'esprit ; les maîtres me l'affirment. « Nous n'avons pas de grandes conférences publiques comme dans votre Sorbonne, me disent-ils. Le côté le plus important de notre système, ce sont ces conversations où l'élève forme amitié avec son tuteur. »

En somme la beauté des bâtiments et de la campagne environnante, la loyauté des camaraderies et des jeux agissent sur ces jeunes êtres autant sinon plus que l'étude. Trois années passées ici laissent sur l'adolescent une empreinte ineffaçable. Et puis l'action de l'Université se prolonge sur lui après qu'il l'a quittée. Toute l'année, comme Oxford est à une heure de Londres, les anciens élèves peuvent venir le dimanche ; ils passent la journée sur la rivière, visitent la chapelle, et dînent dans le hall. Durant les vacances, les élèves étant partis, il y a dans chaque collège un grand dîner payé par la fondation. Les anciens s'y retrouvent, passent un jour ou deux dans leur ancienne chambre et renouent les amitiés.

Tout cela est clair : on nous a prié d'admirer dans Oxford le développement parallèle des forces physiques

et des forces spirituelles chez les jeunes étudiants. Soit ! mais si nous plongeons plus profond, nous distinguons que c'est un endroit de préservation, un abri choisi pour y faire patienter les adolescents les plus fortunés et les empêcher d'être abimés par une vie indiscrètement hâtée au moment de leur formation. Travaillent-ils ? Ils travailleraient s'ils le voulaient. Au juste, ils passent ici, bien protégés, les époques de la vie où le jeune être peut le plus se détériorer.

C'est à Oxford que pendant des siècles les Anglais ont formé une partie importante de leurs dirigeants politiques et sociaux. L'influence de cette Université n'a pas été sans diminuer dans les dernières années, depuis les réformes que lui a imposées Gladstone ; n'empêche qu'elle demeure un des lieux où reposent, comme dans un dépôt vivant, les idées qui composent le patrimoine moral de l'Angleterre.

Il est d'autres endroits pour prendre une idée complète de l'âme anglaise durant la guerre ; il n'en est pas de meilleur. Dans quelles idées, pour quels buts se battent les jeunes intellectuels anglais : que pensent-ils de notre pays et de notre nation au milieu desquels ils vivent depuis tant de mois ; comment s'est modifié leur libéralisme traditionnel et transformé leur idée de l'Allemagne : Oxford peut le faire savoir plus sûrement qu'aucun autre témoignage.

J'ai demandé à mes hôtes de vouloir bien me confier les lettres qu'ils ont reçues de leurs étudiants depuis le début de la guerre, et de permettre que je les étudie. Ils y ont consenti avec un généreux empressement et je crois que mes lecteurs entendront avec intérêt les notes que j'ai prises en dépouillant ce trésor.

XIII

LES JEUNES INTELLECTUELS A L'ARMÉE
D'APRÈS LEUR CORRESPONDANCE

18 août 1916.

Il pleut toute la journée sur Oxford. Nos hôtes s'en désolent ; les vieilles cours, les jardins surtout sont si beaux sous le soleil ! Pour moi, je suis heureux de ce mauvais temps, qui les empêche d'organiser au dehors des visites que je n'oserais pas décliner. J'aimerais les horizons d'Oxford, j'aime mieux les âmes d'Oxford. Et installé dans ma cellule d'étudiant, je dépouille les documents imprimés et manuscrits qui m'ont été confiés pour que j'apprenne à connaître les Oxfordiens à la guerre.

Chaque Université a soigneusement dressé la liste de ses élèves partis pour le service. Oxford a donné à l'Angleterre 12.000 officiers, sur lesquels déjà 842 sont morts et 71 disparus.

Comment ils répondirent au premier appel, M. Fisher me l'explique. M. Fisher, bien connu en France, est en même temps qu'un administrateur d'Oxford le vice-chancelier de la jeune Université de Sheffield.

— Quand la guerre survint, me dit-il, j'ai reçu, c'était le samedi soir, une dépêche du gouvernement me demandant de dresser des listes d'étudiants ou d'anciens étudiants qui voudraient prendre l'engagement d'entrer dans l'armée comme officiers. Le dimanche, j'ai télégraphié partout, et le lundi, les jeunes gens commencèrent à affluer, et il en fut ainsi toute la semaine. Il n'y eut pas une minute d'hésitation à Oxford ni à Cambridge. Dans le Nord certains étudiants voulurent réfléchir ; ils appartiennent à des familles très

modestes, pleines de scrupules religieux ou autres à l'égard de l'armée. Mais ceux-là comme les autres eurent vite fait de se décider.

Et M. Fisher me dit expressément :

— La conscription n'a pas du tout atteint les jeunes gens de nos Universités. Ils l'avaient devancée.

Dans quels sentiments ? Leurs lettres nous le montrent dûment. Sans doute elles sont adressées à des maîtres ; mais entre maîtres et élèves le système anglais établit la confiance. Ces jeunes gens disent ce qu'ils sentent. On voit leur nature, leur humour, leur moralité ; on voit le charmant mélange de leur bon sens et de leur enthousiasme.

Je n'aimerais pas beaucoup d'être tué, écrit l'un d'eux ; mais j'espère que vous ne pensez pas que ce soit par lâcheté. Il serait tout à fait incroyable qu'un homme valide et qui se respecte soi-même ne s'offrît pas à cette guerre. Ces Allemands sont des démons, et il faut en finir.

Un autre raconte qu'il est au cantonnement avec un camarade d'Oxford qui a apporté cinq volumes sur Kant, trois sur Hegel, deux histoires de la philosophie et la *République* de Platon. Mais ses relations avec le colonel n'en sont pas devenues meilleures, parce que le colonel s'est fâché en trouvant qu'il lisait la *Critique de la Raison pure* à onze heures du matin.

Un troisième vient d'être promu officier, et il laisse percer sa satisfaction :

La guerre est terriblement déplaisante, mais c'est curieux comme on s'acclimate. Puisque je m'adresse à un cher ami, j'avoue franchement, mais avec un certain sentiment de honte, que j'aime la guerre et mon travail. J'aime mes Tommies ; je m'accorde excellemment avec eux. Ils hasardent d'une façon splendide pour moi. Ma nomination m'a donné une nouvelle confiance en moi-même qui j'espère est bien fondée.

Et il continue :

Je crois que la meilleure chose que j'ai tirée de la guerre, c'est une admiration sans bornes pour nos Tommies. Nos Tommies détestent la guerre. Ils voudraient voir la paix demain, mais pourtant ils sont décidés à mener la chose jusqu'à la fin, et quand il y a un rayon de soleil, tous nos Tommies commencent à chanter, et la moindre occasion les rend gais et suffit à mettre leurs esprits en activité.

En voici un dernier qui dit :

Après la guerre, je pense gagner un peu d'argent et puis j'achèterai une petite maison et je tâcherai d'arriver à la permanence et à la vérité.

C'était un jeune philosophe, et il a été tué.

Vous les voyez à peu près, ce sont de jeunes esprits formés par une éducation de liberté. Ils trouvent naturel de penser tout haut ; aucun d'eux n'imagine que personne, fut-ce son professeur, puisse lui dénier le droit de juger par lui-même. On n'imagine pas d'être cultivés qui soient plus sains et plus simples. Leur moralité est magnifique. Ils vont à la guerre parce que le gouvernement le leur demande et que l'Angleterre est engagée ; mais au début ils ne détestaient pas l'Allemagne.

L'un d'eux, au 2 août 1914, écrivait :

Je ne désire pas combattre les Allemands, car je les respecte, mais si mon pays est entraîné dans la guerre, je devrai y prendre part et faire de mon mieux.

Pendant les quarante dernières années, l'enseignement d'Oxford a été beaucoup influencé par l'Allemagne. Les ouvrages allemands y étaient très cités ; la plupart des « fellows » avaient passé par les universités allemandes, et Mommsen, l'helléniste Willamowitz-Moellendorf et l'historien Edward Meyer étaient venus

faire des conférences à Oxford. Cecil Rhodes, se souvenant d'avoir été un étudiant pauvre d'Oxford, a laissé une fondation de quinze bourses en faveur des Allemands. Chaque année, l'empereur allemand nommait ces boursiers ; il les choisissait dans les hautes classes ; c'étaient des jeunes gens très agréables, et qui, d'ailleurs, notons-le en passant, ne tardaient pas à préférer beaucoup (du moins ils le disaient) la liberté anglaise à l'Allemagne. De tout cela il résultait qu'à Oxford, bien que l'on eût des soupçons très accusés sur la politique de l'empereur, on n'éprouvait aucune hostilité contre l'Allemagne.

Dans une lettre de 1914, un jeune combattant anglais demande, avec un intérêt amical, si l'on a des nouvelles du jeune baron X..., un des boursiers allemands.

Bientôt, toutefois, commence à se former la haine qui unifie maintenant toute la nation anglaise contre la déloyale Allemagne. Un de ces jeunes Oxfordiens écrit :

Quel argument l'invasion de la Belgique donne à notre participation à la guerre ! Si l'Allemagne avait envahi la France par ses frontières, nous aurions été aussi tenus à honneur de l'appuyer contre une attaque non provoquée. Il n'eût pas paru aussi clairement au reste du monde que là était notre devoir. L'Allemagne a fourni au monde et à nous un exemple frappant des conséquences que comportaient ses méthodes tôt ou tard, pour toute contrée de l'ouest qui la gênerait. La Belgique est, de toutes les nations en guerre, de beaucoup la plus faible ; elle est pourtant pour l'Allemagne une plus grosse difficulté que nous tous réunis et cela durant les années à venir.

Arrive l'affaire des gaz, et voici ce que pense, au 25 avril 1915, l'officier que nous avons entendu plus haut parler de son respect pour l'Allemagne :

En dépit de nos victimes, nous avons acquis beaucoup par l'état d'esprit que le dernier « tour » des Allemands a suscité.

L'emploi des gaz empoisonnés par les Allemands nous rend de moins en moins scrupuleux de les combattre jusqu'à la dernière extrémité.

Nos hommes étaient ardents à vaincre déjà ils le sont dix fois plus. Et même les cœurs faibles, qui se disaient « saturés de la guerre », savent maintenant contre quoi ils luttent. Chaque bataille sera maintenant plus dure, plus violente, car tous sont déterminés à faire de leur mieux. Rien, depuis que je suis au front, n'avait à ce point surexcité les hommes

Quelque chose de bien beau, c'est le continuel éloge que ces jeunes gens font de la France :

Éloge de notre terre et de nos mœurs :

... Notre petit déjeuner : du bon café à la française, une omelette, et mieux que tout cela, une nappe propre, des couteaux, des fourchettes propres. Les domestiques habitent encore la maison avec deux terriers, un boule, un grand saint-bernard. C'est un joli parc fermé de murs, qui me rappelle certains jardins d'Oxford, dans les vieux coins entre les collèges. Il y a au milieu du gazon un beau frêne pleureur, des massifs de tulipes, après lesquelles fleuriront des roses thé. Tout au bout, des roses grimpantes bientôt en fleurs, des poiriers en espaliers, des vignes accrochées à un mur en brique exposé au soleil, et percé d'un large trou par un obus ; en fait, rien ne nous rappelle la guerre, vous ne voyez que les gazons, les ombrages, des arbres et des haies en fleurs..., c'est pourquoi j'aime ce coin, et les oiseaux aussi l'aiment.

Éloge de notre race :

Les fermiers français et leurs femmes : gens honnêtes, solides, graves, de sang-froid. D'aspect et de caractère tout à fait opposés à l'idée qu'on se fait du Français en Angleterre. Ces gens nous font comprendre plus aisément comment la France fut et demeure un grand pays, quelle qu'ait été la populace de Paris dans une révolution.

Généreuse proclamation du rôle supérieur de nos héros :

Voir gâcher des conserves de bœuf et allumer du feu avec des biscuits me rend fou. Je voudrais alors que nous remplacions six mois les Français pour apprendre ce que c'est que se battre avec la moitié de son pays ruiné, deux sous par jour, juste assez de nourriture pour se soutenir, tandis que souvent votre famille est à Lille, et que vous n'en avez aucune nouvelle depuis dix mois.

C'est le défaut de notre système de volontariat de persuader les officiers, les hommes qu'ils sont des héros, et méritent ce qu'il y a de mieux, quand ils font seulement ce que les Français font tout naturellement...

Ces jeunes Anglais constatent les vertus déployées par la France et ne s'expliquent pas qu'elles subsistent au milieu de nos misères politiques. Leur étonnement plein de sympathie amuse. Avec un sérieux de *scholar*, ils confrontent les chefs-d'œuvre de nos écrivains et la réalité française qu'ils ont sous les yeux. L'un d'eux ayant relu le *Cyrano* de Rostand écrit :

Parfois il semble que rien ne demeure de la France d'autrefois dans la France actuelle, jusqu'au moment où vous comprenez que, malgré ses gouvernements variés, la France a maintenu ses grandes traditions littéraires et gardé son esprit guerrier.

Naturellement toutes ces lettres si pleines d'adolescence contiennent mille pensées dédiées au collègue et aux amis de collègue.

Un jeune officier est en train de lire la vie du grand universitaire Arnold, qui réforma le système des écoles secondaires anglaises :

Cette lecture, dit-il, me ramène à des pensées sur Oxford et je vois de quelle façon la vie que j'ai menée à New College

est la plus belle de toutes les choses que j'ai éprouvées et ce u'il y a de plus précieux dans ma vie.

Il n'y a que la guerre, soupire un autre, qui nous fasse apprécier le confort ordinaire de la vie, et pour un dîner à New College je dirais : Benedictus benedicat de tout mon cœur.

Un autre, encore :

Plusieurs de nous, si nous survivons, n'aurons pas le cœur de revisiter Oxford après la guerre. Ce sera trop triste.

Et enfin un dernier observe qu'il est misérable quand il pense à ses amis perdus. Pour lui, ce n'est pas une consolation de penser à l'immortalité de l'âme, car il voudrait voir et écouter ses amis dans leur chair. Ces choses-là il ne les a pas senties avant, et maintenant c'est un sentiment très profond pour lui.

Tout cela clair, limpide, sans aucun pédantisme, sans rien d'artificiel ; toutes ces pensées ont été trouvées par celui qui les exprime ; il ne les a pas retenues d'un autre et ne cherche pas à produire d'effet.

Une vie nerveuse moindre que chez nous ; le souci de satisfaire sa propre conscience, sans besoin excessif de frapper l'imagination de son voisin ; ce sont là de belles solidités. Toutefois, un Français cherche au-dessus de ces puissantes constructions quelques fusées qui montent dans le ciel et soient comme des prunelles qui brillent dans l'ombre.

Ces lettres ne montrent aucun sentiment du surnaturel, mais en revanche une idée continuelle et très forte de la tradition et du rôle des morts au côté des vivants.

Nul de nous, qui sommes venus au printemps, ne saura jamais ce que furent ces mois d'hiver, quand on luttait dans les conditions les plus inégales, soit en hommes, soit en armement. Peu sont encore là pour le dire, mais ce sont ces

hommes et leurs traditions qui réellement ont vaincu à Neuve-Chapelle, et qui vaincront dans les mois à venir. Quand je lis la longue liste de ces noms, j'aime penser qu'ils sont les meilleurs renforts de la grande armée nationale, plus efficaces pour les hommes qui luttent ici qu'aucune recrue de chair et de sang ; une armée supérieure à toutes les chances de la guerre et qui jamais ne survient trop tard. J'espère que nous les réservistes et les hommes de la nouvelle armée nous avons le même esprit : si nous ne l'avions pas, ni trois millions, ni trente millions d'entre nous ne seraient utiles.

Nous avons publié bien souvent d'admirables adieux de nos jeunes soldats, voici la dernière lettre écrite à sa famille par un élève de Winchester et d'Oxford, le lieutenant A. D. Gillespie, tombé à la Bassée, à l'âge de vingt-sept ans :

Si nous attaquons, ma compagnie sera une des premières et je la mènerai. Je n'ai aucun pressentiment ; je sens que beaucoup de mes amis chargeront à mes côtés, et si l'esprit retourne vers les places où il est le plus attiré, Tom lui-même (c'est son frère qui venait de tomber peu avant) sera là pour m'aider et me donner le courage, le sang-froid utiles pour que j'attaque avec succès. Ce sera un grand combat ; mais même quand je songe à vous, je ne voudrais pas être hors de ceci.

... Il vous plaira de savoir que je suis très heureux ; quoi qu'il arrive, vous vous souviendrez de cela.

Admirable testament d'un frère d'armes de nos soldats ! Ici le sentiment dépasse les particularités nationales. A cette hauteur, les fils d'Angleterre et de France se confondent. Leur sublime se mêle comme leurs cendres. Il a raison le jeune Oxfordien qui a écrit à son professeur que

tout le terrain de France est devenu sacré, car chaque pouce a été couvert par un sacrifice.

XIV

SERONT-ILS TRANSFORMÉS ET COMMENT ?

20 août 1916.

Tandis que je lis avec tant de sympathie les lettres de ces élèves d'Oxford qui disent à leurs maîtres, depuis les tranchées de France, quelles pensées nouvelles se forment en eux, une vieille histoire me revient à l'esprit, un peu dans le genre de *Faust* et dont la couleur légendaire s'harmonise avec le décor de ce cloître-collège.

C'est l'aventure de l'étudiant chez les Gypsies, telle que la relate le vieux chroniqueur Glanvil, à qui Mathieu Arnold l'a empruntée pour en faire le thème d'un petit poème fameux. Glanvil raconte que de son temps, au milieu du xvii^e siècle, il y eut à l'Université d'Oxford un étudiant que sa pauvreté obligea d'abandonner ses études et qui, à la fin, rejoignit une bande de Bohémiens vagabonds. « Par son intelligence et sa finesse, il gagna rapidement l'estime de ces gens étranges, qui lui découvrirent les mystères de leur profession. Et quelque temps après, déjà fort bien versé dans ce métier, il rencontra par hasard deux de ses anciens camarades d'Oxford. Il leur conta que les gens parmi lesquels il vivait n'étaient pas les imposteurs qu'on voulait bien dire, mais qu'ils possédaient une science traditionnelle et pouvaient faire des prodiges par la seule puissance de leur imagination, qui savait imposer sa fantaisie aux esprits ; que lui-même connaissait une grande partie de leur art, et que, lorsqu'il disposerait de tout leur secret, il avait l'intention de les quitter, et d'aller enseigner par le monde ce qu'il avait appris d'eux. » On ne l'a plus jamais revu.

Histoire mystérieuse, symbole, Mathieu Arnold l'a bien vu, de l'esprit qui ne se satisfait pas et qui va audacieusement, toujours en marche, quérir le secret de la vie. Mais comme elle est autrement noble, la destinée de ces étudiants-soldats qui sortent de la paix d'Oxford pour éprouver dans le chemin du sacrifice ce que vaut leur âme et ce que vaut la vie !

Un jeune Oxfordien, qui étudiait les lois et que voici officier dans les Flandres, écrit :

Peut-être qu'une année de guerre fera de moi un homme valant plus, sinon un avocat valant plus. Parfois il me semble que j'apprends beaucoup ; parfois cela me semble du temps perdu...

En deux lignes, voilà la grande question. Seront-ils transformés et comment?... Ni vous, ni moi, n'est-ce pas, nous n'avons jamais, depuis deux années, revu un seul de nos compagnons engagés dans cette guerre sans constater combien cette dure expérience l'avait fait plus grave, l'avait chargé de plus de pensée et d'une puissance indéterminée, l'avait spirituellement augmenté de poids. A les entendre, à peser leurs silences, leurs regards sérieux, et quand on a compris le fond de la pensée des plus vaillants, à savoir que cette guerre est profondément triste, il semble qu'ils aient appris la valeur de l'existence et le simple plaisir d'absorber la lumière et de respirer ; il semble qu'ils aient appris à goûter la vie dans chaque minute qui passe.

Ces jeux sont terribles, écrit de France un jeune Anglais. La paix d'Oxford aura un charme merveilleux après la guerre.

Tandis que je relève et note cette brève phrase, si pleine de pensées contenues, le carillon de l'église Sainte-Marie et des chants d'oiseaux rompent seuls la

paix de New College. Cet oiseau de la paix d'Oxford, qui chante depuis des siècles autour des collèges, ne se fit guère entendre, c'est probable, de tant de jeunes gens tout occupés de leurs propres sentiments, livrés à leur élan, amusés, emportés par leur libre développement. Mais écoutez comment dans les misères de la guerre, à deux doigts toujours de la mort, ces jeunes gens hier inattentifs, distinguent et honorent le chant de la vie et de l'amour ; écoutez leur sympathie qui cherche un objet au milieu des scènes les plus noires de la destruction ; écoutez entre mille notations pareilles cette pauvre page, ce salut à la beauté du monde où se révèle une âme bouleversée ; écoutez ces trente lignes dédiées par un combattant à son ami le rossignol des tranchées :

La lune se lève sous le brouillard et le rossignol commence à chanter. Je ne l'avais entendu qu'une fois, dans les arbres au collège de Winchester ; mais je l'ai reconnu sur-le-champ. Il était étrange d'écouter, immobile, ce chant qui arrivait avec tant de douceur et de précision, dans les intervalles des coups de feu. Il y avait là quelque chose d'infiniment apaisant et triste, comme si le pays se chantait à lui-même doucement, au milieu de notre tumulte, de nos angoisses, et de nos travaux dans la boue, et l'on avait le sentiment que ce chant du rossignol était la seule chose réelle qui durerait quand tout le reste serait depuis longtemps apaisé et oublié... C'est un chant si ancien, transmis de rossignol à rossignol, à travers les étés d'innombrables années !... Petit à petit la nuit passa, le jour parut, et je pouvais discerner les pâquerettes et les boutons d'or dans l'herbe à mes pieds. Alors je groupai mon peloton et l'emmenai vers les fermes silencieuses de notre cantonnement.

Une telle page, d'une si frémissante émotion nerveuse, semble nous entraîner dans le domaine de la fantaisie, mais c'est bien au seuil de la pleine réalité, vers la plus haute et la seule vérité, immensément élargie, que nous

voici amenés. Ce combattant ne nous décrit pas un rêve ; la vue quotidienne de la mort l'a détaché de tous mensonges ; lui et ses frères de misère et de sacrifice, les yeux dessillés, ils distinguent à travers toutes les illusions où s'écoulaient nos existences trop faciles, l'essentiel et l'éternel.

... Que M. Fisher et ses collègues, une fois encore, soient remerciés de la confiance qu'ils m'ont témoignée en me communiquant ce dossier, bien digne d'être déposé après la guerre au milieu des trésors les plus précieux de la Bibliothèque bodléienne.

Au soir, nous avons dîné dans l'antique réfectoire, immense, haut comme une église et que décorent les somptueux portraits des dignitaires de New College. Quelques « cadets » occupaient les tables des étudiants. J'étais assis sur l'estrade au fond de la salle, au milieu des professeurs, vêtus d'une toge noire par-dessus leurs *smoking* et coiffés d'une toque extraordinaire que surmonte une plateforme, tous bien fatigués, les joues en feu, le corps brisé, car pour donner le bon exemple du travail, ces messieurs venaient tout ce dimanche de décharger des wagons.

Quand le repas fut terminé et les grâces dites, le président, auprès de qui je me trouvais, se leva en m'invitant à « prendre ma serviette ». Je lui obéis et en file indienne, chacun tenant sa serviette à la main, nous allâmes dans une pièce « pour boire le vin ». C'est la coutume. On sert des fruits, du café, du porto. Nous nous sommes assis le long des murs, le centre de la pièce étant vide, et nous formions ainsi un grand cercle, autour duquel la bouteille de porto passait continuellement de main en main, comme dans le jeu du furet. Seulement, personne n'étant assis devant la fenêtre, il y aurait eu un hiatus. n'était qu'un petit chariot sur une glissière relie les deux « fellows » trop éloignés pour joindre leurs mains et permet à la bouteille de courir.

Ces messieurs m'assurent que c'est un évêque qui a inventé ce chariot au xv^e siècle...

Ainsi on essaye un peu de rire, mais le soir qui tombe serre le cœur. Et dans ce milieu archaïque, comme dans toutes les réunions qu'il y a à cette heure dans le monde, une seule chose intéresse vraiment : la lecture du communiqué, que l'un de nous fait pour tous. Un de ces professeurs a auprès de lui son fils blessé et les deux hommes causent tendrement à voix basse.

C'est trop peu de constater au cours de cette guerre une coopération militaire, économique ; dans cette fin de journée, je sens jusqu'à l'angoisse notre unité morale. J'en dis quelques mots ; j'essaye d'exprimer un peu de la sympathie que j'éprouve pour l'effort d'Oxford.

— Oui, me répondent ces messieurs, cette guerre a montré de la façon la plus éclatante ce que nos universités peuvent fournir à la nation dans la plus grande crise de son histoire. Nos jeunes gens furent les officiers de cette guerre. Grâce à lord Haldane (celui-là qui était ministre au moment de la déclaration de guerre), il y avait dans chaque université un noyau de jeunes étudiants qui étudiaient sérieusement l'art militaire. Ils formèrent le cadre pour la grande armée Kitchener. Sans eux, comment aurait-on pu fournir un cerveau et une direction aux armées britanniques ? Une campagne se dessinait avant la guerre contre Oxford, contre ces universités si richement dotées et qui servent une élite, mais il y a un apaisement général ; l'opinion reconnaît les services rendus à la patrie.

Après quelques minutes, nous sommes tous allés à la chapelle. On y donnait au profit des réfugiés serbes un concert de leur musique nationale. Il débuta par des prières que dirent à haute voix les professeurs installés dans leurs stalles de chanoines. C'est bien intéressant de voir ce qui subsiste du couvent dans le collège, et j'admirais ces grandes institutions qui viennent du fond

des âges, portant avec elles un riche dépôt de raison, de civilisation et de noblesse morale. Mais soudain, à travers la nuit, des tribunes de l'orgue une voix s'élève, d'une beauté rare et déchirante. *Les Lamentations de la Vierge*, de Mokranjatz, me dit-on. Quel est ce prodigieux musicien qui ose ainsi donner une expression à la douleur d'Oxford que pas une plainte individuelle n'a trahie ? Quelle est cette explosion de pleurs et cette glorification tourmentée dans cette maison sévère de retenue ? La vierge de pierre à qui ce collège fut dédié et qui martelée, défigurée, préside toujours au porche d'entrée où mon premier regard l'atteignit, ose-t-elle le soir, sous les étoiles, avec cette véhémence dramatique, crier sa douleur, sa fierté et donner une voix immortelle au silence extraordinaire d'Oxford pendant la guerre ?

XV

LES ATELIERS DE LA DÉFENSE NATIONALE A SHEFFIELD

22 août 1916.

J'ai vu à Woolwich et à Portsmouth d'anciens arsenaux d'État largement agrandis et dans lesquels, comme dit notre jargon de guerre, le travail est intensifié. A Sheffield, je viens voir de grandes et anciennes sociétés privées qui travaillent en ce moment pour la défense nationale (Vickers, Cammel, Lair et C^{ie}, etc.) et puis je visitai les « ateliers nationaux ».

Arsenaux d'État, sociétés privées, ateliers nationaux, ce sont les trois types, successivement organisés, où se distribue à cette heure en Angleterre la formidable activité pour vaincre.

Lloyd George, qui ne laisse pas d'avoir une tendresse

paternelle, sinon une préférence pour les industries du troisième type, m'avait dit :

— Je voudrais que vous vissiez les usines que nous avons créées depuis cette guerre. Elles vous donneront une impression de l'effort réalisé depuis ce déplorable 1^{er} juin 1915, où nous n'avions que 75 mille obus en réserve dans nos entrepôts. A Sheffield, voyez spécialement les usines en train de se faire. Ce qui a le plus frappé la délégation de la Douma, c'est moins notre production actuelle que nos énormes facultés de production future.

J'ai suivi le conseil. D'Oxford, me voici à Sheffield. Ciel bas, brouillard, pluie, tout suinte, c'est le temps et la couleur classique pour visiter une grande cité industrielle anglaise.

Tandis que l'auto roule dans cette atmosphère désolée, sur les trottoirs rien que du monde ouvrier, et tout au long de l'interminable rue, rien que des usines. Il en va ainsi sur une longueur de dix kilomètres. Et toutes ces maisons, puissantes sociétés métallurgiques ou plus petites industries qui fabriquaient de l'argenterie et de la coutellerie, travaillent maintenant pour la guerre. En outre, on ne cesse pas de construire.

A travers le brouillard, sur les collines, M. Vickers m'aide à voir une ville qui commence à se dresser. On y amène des populations entières.

M. Vickers, qui me fait l'honneur de me recevoir et de me guider, est le chef de la puissante firme, connue dans le monde entier, qui possède des établissements dans toute l'Angleterre, à Bilbao, à la Spezzia, en Russie, au Japon. Quelle expérience chez un tel « employeur », quelle étendue d'observations ! Chemin faisant, M. Vickers me donne de curieuses indications psychologiques. L'ouvrier japonais, me dit-il, est timide, et par là d'un rendement bien inférieur à celui de l'ouvrier anglais.

— Les Japonais, timides ! Je les croyais persuadés de

leur supériorité, et très fiers d'une science, d'ailleurs réelle.

— L'ingénieur japonais, me répond mon hôte, a déjà rendu de grands services à la science, mais l'ouvrier japonais se méfie de lui-même, il s'arrête à tous instants dans son travail pour vérifier ses mesures, tandis que l'ouvrier anglais n'a pas peur de se tromper et va avec sûreté.

A Sheffield, on travaille de jour et de nuit. J'irai voir le travail de nuit dans les ateliers nationaux ; mais d'abord, toute la journée, M. Vickers veut bien me montrer ses immenses ateliers.

Sur cette visite d'intérêt si puissant, comment rien vous dire qui ait de la portée ? Mon collègue et ami de Lorraine, M. Lebrun, ancien ministre, polytechnicien, ingénieur de Briey, a parcouru lui aussi ces usines de Sheffield, qu'il définit, en trois mots, « plusieurs Creusots réunis » ; il a vu cette vaste aciérie, consacrée au travail du métal depuis le four Martin jusqu'au gigantesque marteau-pilon où l'on forge un tube de 380 et jusqu'au puissant laminoir où l'on travaille une épaisse plaque de blindage de dreadnought ; depuis les énormes presses où l'on fabrique les gros obus de marine jusqu'aux petits tours où s'usinent de plus modestes calibres ; il a compté des centaines de mitrailleuses et de canons aux divers moments de leur préparation ; il a suivi toutes les étapes de l'obus, depuis la lame d'acier réchauffée au four jusqu'aux dernières opérations de pesage, calibrage, essayage ; et lui, l'homme le plus compétent, mais qui sait le danger de renseigner l'ennemi, il n'ose rien dire que ceci : « Les chiffres de fabrication qui nous ont été donnés sont rassurants dans le moment présent et plus consolants encore dans les mois à venir. »

Pourtant il n'est pas inutile d'avoir vu et causé sur place. Soit que M. Vickers me fit l'honneur de me recevoir à sa table, avec deux, trois de ses hauts collaborateurs, soit qu'il me conduisit à travers ses ateliers,

j'ai profité auprès de ces hommes décidés à aller jusqu'au bout, et qui s'y emploient avec une ténacité, un sang-froid, un acharnement paisibles bien propres à réduire au désespoir l'Allemagne.

— Malgré nos immenses ressources matérielles, nous avons eu, me disent-ils, bien des difficultés à surmonter. que l'opinion publique en France n'a peut-être pas toujours comprises...

Et voici mises bout à bout, transcrites avec l'accent local, des bribes de conversation qui intéresseront plus que des considérations générales.

... Peu avant la guerre, Krupp, ou plus exactement Bohlen, qui a épousé la fille de Krupp, est venu à Sheffield. Il voulait sans doute épier s'il y avait quelque activité exceptionnelle. Nous ne lui avons montré que ce que nous voulions, c'est entendu, mais il a bien vu que nous étions tout à l'ordinaire de la paix.

... Nous n'avons pas d'Ecole polytechnique, d'Ecole des mines. Cela nous manque. Je ne dis pas que nous manquions de têtes. Des têtes, on en a toujours en dehors des écoles, mais un grand nombre d'ingénieurs d'une moyenne élevée, voilà ce que vous possédez et qui nous fait défaut... Chez nous, on attache plus d'importance à la pratique qu'en Russie, qu'en Allemagne et, je pense aussi, qu'en France. Nous aimons prendre des jeunes gens de dix-huit ans ; ils passent six mois dans nos ateliers, six mois à suivre les cours de science dans notre Université de Sheffield. Et ainsi ils apprennent. Ce n'est pas nécessaire d'être si savant. Nous choisissons des jeunes gens de bonne famille, ayant fait des études à Eton, à Winchester, ayant tous la tradition du commandement. Ils savent mieux diriger que ne sauraient des fils d'ouvriers ou de petits commerçants.

... Le personnel ouvrier ? Nous nous servons de femmes autant que possible. Elles peuvent se mettre à

toutes les machines un peu simples, mais certains travaux nécessiteraient une longue initiation. Le temps manquera (chez Krupp comme chez nous) pour la leur donner au cours de cette guerre.

... Et puis il y a la question de l'outillage. Ainsi, tenez, on nous reproche des lenteurs dans la fabrication des mitrailleuses. Nous avons commandé les machines-outils en Amérique. Mais comme tout le monde commandait des mitrailleuses aux industriels américains, nous n'obtenions pas la livraison de nos machines ; ils trouvaient plus avantageux de les employer là-bas...

Au soir, on m'offrit de visiter les ateliers nationaux. Ce sont des ateliers construits et exploités aux frais de l'Etat sous la direction de sociétés industrielles privées déjà existantes.

Et un grand industriel d'expliquer :

— Leur création a été commandée par le souci de ménager l'esprit ouvrier. Le gouvernement estime que, dans un atelier national, l'ouvrier ne pensera pas qu'il travaille pour le bénéfice de quelqu'un. La firme touche tant pour cent, pour la rémunération de ses soins, mais rien sur les bénéfices.

A l'instant où nous arrivions dans les ateliers nationaux, l'équipe du soir commençait d'y entrer, chaque ouvrier ou ouvrière portant le petit panier qui contient son repas. Des femmes par centaines, vaillantes et fort gracieuses. La première impression d'ensemble est très belle devant ces installations immenses, très simples, largement aérées, où la ruche travaille sans bruit, avec la plus intelligente activité. Une fois encore, j'éprouve ce sentiment de sécurité, quant à l'issue de la guerre, que me donne chacune de mes journées d'Angleterre.

Voici sur notre passage des obus que l'on s'apprête à enlever.

— Mais, dis-je, ils ne sont pas peints.

— Inutile d'y perdre notre temps. L'Etat vient de

nous accepter ce lot de 21.000. On va les employer, tels quels, tout de suite, en Picardie.

— Etes-vous en pleine production ?

Mon guide me mène dehors et me montre les bâtiments qu'on dresse ; il me conduit ensuite dans un bâtiment déjà debout, mais vide ; enfin il me fait remarquer que partout, il y a deux femmes à une machine, l'une instruisant l'autre, tandis qu'une troisième à toque rouge circule, qui met au point, successivement, plusieurs machines.

La leçon de choses parlerait sans le commentaire qu'il y joint :

— Il ne suffit pas, me dit-il, d'avoir des ateliers, il nous faut les machines et puis un personnel instruit. En outre, il nous faut l'acier. L'Etat surveille l'emploi de l'acier. A de certains moments, on a besoin de ceci plutôt que de cela...

Un instant après il ajoute :

— Au début nous devions acheter nos machines en Amérique. Maintenant c'est en Angleterre que tous les ateliers nationaux se sont outillés.

Peu après, résumant son appréciation sur l'immense hall que nous venions de parcourir, il me dit :

— Voilà un atelier qui produit par semaine, actuellement, 7 1/2, nous avons promis 21, nous donnerons 30.

— Quand ?

— Avant deux mois.

Le soir, dîner au club. Je voudrais me faire dire que nous avons rattrapé la production allemande ; que nous allons la dépasser. Mais j'ai affaire à des esprits rigoureusement clairs.

— Dites-nous d'abord, me répondent-ils, quel est le chiffre de la production allemande. On peut savoir ce que l'Allemagne a extrait de ses mines dans les dernières années, mais de ces tonnes d'acier a-t-elle fait des canons ou des rails ?

Ce que savent mes hôtes, c'est que neuf mois auparavant l'armée était à court, en effroyable péril ; et que maintenant, ils sont à la hauteur, peuvent fournir à leur armée et à la Russie et que bientôt ils pourront submerger l'Allemagne.

Ces hommes d'industrie et d'affaires sentent vivement qu'à côté des munitions et du matériel, il y a le sentiment. La guerre n'est pas possible si la nation n'a pas pour ressorts certains sentiments communs à tous et très énergiques. Il leur plaît d'entendre parler du sentiment français et de m'expliquer celui de leur nation.

La rivalité de l'Angleterre et de l'Allemagne s'était déjà dessinée, et beaucoup de bons esprits concevaient qu'une guerre éclaterait à propos de la flotte et pour la domination des mers. De plus, la personne de l'empereur, à son dernier voyage, avait fait une mauvaise impression ; il n'avait pas paru un gentleman ; on disait que c'était un homme théâtral, remuant. Mais ce qui décida tout, ce fut la question de la Belgique. Dans le Nord, dans les grands centres industriels et commerciaux, on ne suit pas du tout la politique étrangère, on cherche la paix, mais l'invasion de la Belgique fut reconnue comme un crime. On dit : « La foi de l'Angleterre est engagée ; nous devons nous en tenir au traité signé. » A Sheffield, le chef du parti conservateur, impérialiste très décidé, déclare : « Si ce n'était pas à cause de la Belgique, moi, je n'aurais pu faire la guerre. »

Quand les documents diplomatiques furent mis à jour, les ouvriers virent bien que les Allemands avaient provoqué la guerre, et les atrocités, publiées fragmentairement dans la presse, d'après les rapports officiels, ne laissèrent plus douter que la civilisation fût en danger.

— Maintenant, me disent mes hôtes, chacun, dans toutes les classes, est résolu à faire le nécessaire jusqu'au

bout. Nous étions fiers de conduire nos affaires nous-mêmes sans l'intervention de l'Etat ; eh bien ! industriels, nous avons accepté d'être placés sous le contrôle de l'Etat ; commerçants, nous avons accepté que toutes nos opérations fussent réglementées par l'Etat ; riches, nous avons accepté de verser jusqu'à la moitié de nos revenus à l'impôt, et les plus modestes, dès qu'ils disposent de 3.000 francs par année, sont soumis à l'impôt sur le revenu. Voilà de vraies révolutions dans notre pays de liberté, et rien que le dernier point, l'impôt du revenu portant sur les petits salaires, quel événement pour l'ouvrier anglais qui n'avait jamais payé d'impôt direct ! Mais quoi ! Il faut abattre la mégalomanie allemande.

Après un temps, ils ajoutent :

— Dans toute l'Angleterre, nous sommes sûrs de vaincre à cause de notre volonté unanime, mais nous savons bien que cela eût été impossible sans la solidité de la France et l'héroïsme de Verdun.

XVI

EN HYDRAVION AU-DESSUS DE L'ESCADRE

24 août 1916

A travers la froide Ecosse, pleine de rivières brillantes, d'immenses prairies, de bois sombres, de manoirs, et plus pleine encore des images romanesques du génie, longeant Melrose sous un ciel de nuages et de pluie, j'ai gagné le golfe secret où veille la flotte innombrable.

Toute prête à bondir joyeusement au signal, voici dans ce repos puissant une des escadres qui assurent à la civilisation la liberté des mers. Plus loin que ne peut aller notre regard, les croiseurs cuirassés, les croiseurs

plus légers, les destroyers, les torpilleurs, les contre-torpilleurs s'alignent, tandis que des bateaux charbonniers, pétroliers, de réparations, ne cessent de circuler pour les servir. Un canot à pétrole nous embarque sur cette eau brillante et guerrière, où viennent s'enfoncer des caps chargés de forêts. Les mouettes tournoyent. Tous les cinq cents mètres, une puissante construction, grisâtre sur la mer bleuâtre, repose immobile, impatiente, ses feux allumés, l'étrave dirigée vers le large.

Sous le soleil froid du Nord, c'est grandiose ces lignes de vaisseaux s'enfonçant dans la brume. Ils attendent, pareils à des javalots formidables sur la corde de l'arc. Parfois les matelots vont jouer au croquet à terre. Rien de plus. En trois heures, la flotte serait loin.

Le jeune officier qui me conduit, me sourit d'un sourire amical qui veut dire : « Vous voyez, cher allié français, l'instrument a du poids. » Au passage, il me raconte l'histoire de telle ou telle unité. D'un contre-torpilleur, il me dit : « Nous en avons des centaines de pareils. Je ne connais pas celui-là. Tous les jours on en voit de nouveaux. »

— La flotte allemande, lui dis-je, sort assez souvent ?

— Je crois; mais elle ne va pas très loin.

Et de rire. Toujours ce superbe sentiment des marins anglais, que leur supériorité est absolue, et que l'ennemi fuit la rencontre.

— Et les zeppelins ?

— Ils sont allés sur Edimbourg, mais pas sur nous. Ils se méfient de ce qu'il leur en coûterait.

Ce jeune officier respire un orgueil paisible, cordial et rieur que le déploiement de cet horizon justifie. Pour lui, certainement, rien n'égale la marine royale britannique, et nulle bataille de terre ne dépasse la bataille du Jutland.

— Quand l'ordre du départ pour le Jutland a été donné, me raconte-t-il, il y avait sur un bateau un soldat

qui était venu voir son frère, et je ne sais comment on l'a emmené. Et pendant la bataille il disait : « Ramenez-moi à mes tranchées. »

Ainsi nous plaisantons, et toujours de nouveaux bateaux, d'une longueur de 150 à 300 mètres, autour desquels la mer s'agite avec des flatteries de chienne au pied de son maître.

Il faut nous arrêter, bien avant que nous soyons allés au bout de ce prodigieux troupeau. Son berger nous attend. Midi approche, notre canot s'oriente vers un grand croiseur cuirassé, où je dois déjeuner avec le vice-amiral sir David Beatty.

Quarante-huit ans, Irlandais, très jeune, très vif, très ferme, aimablement agressif, un homme qui a la chance pour lui, un homme heureux et par là audacieux, un homme qui voit clair et qui joyeusement tête celui qu'il rencontre, marche immédiatement à l'assaut par une série de pointes. A peine a-t-il parlé qu'autour de lui on rit.

Vous connaissez sa glorieuse manœuvre du Jutland, la manière jeune, solide, héroïque dont il s'accrocha comme un bouledogue à la grosse bête allemande ? Il osa s'interposer entre les navires allemands et leur base. Qu'il se trouvât, comme on pouvait croire, en présence d'une avant-garde de la flotte allemande ; qu'il eût affaire, comme c'était vrai, à toutes les forces allemandes, n'importe, il s'est jeté dessus comme aurait fait Nelson, et les a retenues de toutes ses forces, à tous risques, en appelant la flotte de bataille de l'amiral Jellicoe. Sa hardiesse réussissant, la bataille du Jutland eût été le tombeau des forces navales de l'Allemagne. Et sa hardiesse faillit bien réussir !

Quand on a eu l'honneur de rencontrer un tel homme, on désire garder en soi le souvenir de sa physionomie. Pour cela, je ne puis mieux faire que de découper le portrait qu'en donne Jellicoe dans son rapport : « Une

fois encore, sir David Beatty a montré ses belles qualités de vaillant commandant, sa ferme détermination, sa vue juste de la stratégie. Il apprécia tout de suite la situation en reconnaissant d'abord les forces légères de l'ennemi, puis ses croiseurs de bataille, enfin la flotte de combat. Je partage les sentiments qu'il éprouva quand le brouillard du soir et la lumière tombante arrachèrent à notre flotte cette victoire complète, pour laquelle il avait manœuvré et pour laquelle les vaisseaux qu'il menait s'étaient si bravement efforcés. »

Toute la bataille et tout le caractère du chef sont dessinés dans cette prose de guerre.

A plusieurs reprises, j'ai tâché de me faire raconter le Jutland. Ce qu'il y a de plus sûr, au dernier terme, c'est ce rapport de Jellicoe. Une bonne relation aussi, c'est celle du petit aspirant de marine qui écrit simplement à sa famille : « C'était très chic et ça valait la peine d'être vu. »

— Mais enfin, dis-je à des officiers, pourquoi, pendant quarante-huit heures avez-vous donné à tout l'univers l'angoisse de supposer que les Allemands avaient eu un succès ?

L'un d'eux me répond :

— Nous savions nos pertes, mais celles infligées aux Allemands on ne pouvait pas les connaître exactement avant le retour à la base. Il fallait attendre le rapport de chacun de nos commandants d'unité. Or, notre base était bien plus éloignée que celle des Allemands. Et puis, tandis qu'ils se hâtaient de rentrer chez eux, nous sommes restés à croiser sur les lieux de la bataille.

Un autre ajoute :

— Nous étions encore devant Hélioland, quand nous avons surpris le message que les Allemands envoyaient par la télégraphie sans fil pour annoncer leur prétendue victoire ! Ils donnaient congé à tous les gamins.

Un troisième complète l'explication :

— Une fois arrivés au port, nous nous attendions à ce qu'on donnât un démenti immédiat à la version allemande, mais nous avons reçu l'ordre de nous taire jusqu'à ce qu'on eût reçu et examiné en haut lieu notre rapport. L'Amirauté voulait tirer l'affaire au clair avant de dire quoi que ce fût.

Ah ! c'est un pays où l'on n'est jamais pressé, un pays où l'on examine les choses dans leur fond et leur essence, avec un complet dédain des états nerveux de l'opinion.

Comme les cloîtres, au milieu des humbles soins de leur vie journalière, ne songent à rien autre qu'à la grande affaire qui est leur salut éternel, cette marine anglaise ne connaît que ses occupations réglementaires et la nécessité d'écraser la flotte allemande. Hors cet essentiel, à bord des vaisseaux rien ne compte. On n'y songe guère à ménager nos inquiétudes qu'on ignore. Puissante monotonie ! Pour entendre ce qu'est cette existence hors « le siècle », songez que le soir, sur l'escadre de sir David Beatty, les matelots de tous grades, y compris l'amiral, font des cordes avec lesquelles dans les ateliers on entoure et préserve la ceinture de cuivre des obus. Besogne machinale qui n'empêche pas de penser. De penser à quoi ? A la destruction de la flotte allemande.

— Vous vous ferez livrer leurs vaisseaux ?

— Pourquoi donc ? Après dix ans un vaisseau ne vaut rien. Ce qu'il faut, c'est que les Allemands n'aient plus d'argent et ne puissent plus construire.

L'heure était venue de prendre congé de l'amiral. En lui exprimant mes remerciements, je lui dis mon désir de voir ses hydravions.

— Eh bien ! on va vous montrer celui qui nous a servi durant la bataille du Jutland.

Je connais l'histoire héroïque de cet appareil, sir David l'ayant racontée dans son rapport. « A 2 h. 45 du matin, dit-il, je donnai l'ordre à l'*Engadine* d'envoyer un

hydravion. Vingt-trois minutes après, l'hydravion ayant comme pilote le lieutenant F. G. Rutland et comme observateur le lieutenant Trémin, s'élevait. Les nuages le gênaient, il dut voler à une hauteur de trois cents mètres et à une proximité de trois mille mètres de quatre croiseurs légers qu'il avait mission d'identifier et qui faisaient feu sur lui de toutes leurs pièces disponibles. Ces circonstances n'affectèrent en rien la netteté des rapports qu'il commença d'envoyer vingt-deux minutes après son départ et qu'il continua durant toute la bataille. »

En quelques minutes de canot nous venions d'accoster le long bateau où repose le bel oiseau de la bataille et, ma foi, ayant serré la main du lieutenant F. G. Rutland, je ne résistai pas à lui avouer que j'aimerais beaucoup voler avec lui au-dessus de la flotte.

— Quoi de plus aisé, me répond-il avec une joyeuse obligeance.

Nous nous installons ; une grue, saisissant l'appareil, le dépose doucement sur la mer... La mise au point de cette descente est encore imparfaite. Il serait mieux que l'on s'envolât du vaisseau même, et ce serait possible avec un pont de trente mètres où rouler. Mais sitôt que l'on commence à courir sur la mer, puis à la quitter, c'est divin d'aisance, d'agrément, d'élégance.

Le noble instrument s'élève en spirale. Quelle sûreté de vol, quelle bienfaisance de respiration, quelle majesté de spectacle ! A-t-on le vertige ? me demande un lecteur. Il n'est pas très recommandable de regarder juste entre ses jambes pour voir l'abîme à travers les lattes mal jointes qui forment le frêle plancher. Mieux vaut jouir à droite et à gauche de cet horizon inouï et de la mer qui s'enfuit. Le bon sens d'ailleurs conseille de supprimer toute préoccupation personnelle, puisqu'on est un colis aux soins du pilote, et de se livrer tout entier au pur plaisir d'un esprit qui vole.

Ces côtes couvertes de forêts profondes, et ce manteau bleu de la mer, semé des abeilles de la flotte, et puis, à mesure que l'on monte, cet isolement dans les vastes espaces tout près du ciel, quel enchantement, quelles minutes de spiritualité !

Nous voici à 800, à 1.000 mètres ; est ce toujours l'ascension ou la descente ? Je n'en puis rien savoir qu'en fixant une dizaine de ces menus objets, de ces grains de jais que me semblent les navires. Ils grossissent, nous descendons. Ils ne bougent plus, nous filons en droite ligne. Mon pilote veut que je survole toute la flotte. Dans le vent qui lutte contre nos ailes tendues et sonores, nous tournons, tournons, et, glissant plus bas encore, nous revoions la mer qui fraichit. Sur les bateaux nous commençons à distinguer quelques désœuvrés qui nous regardent et nous font des saluts.

Au ras de l'eau, comme si nous étions fatigués, nous nageons un instant pour repartir, courir, remonter à tire d'aile. Vraiment, auprès d'un tel instrument les mouettes sont de pauvres volailles, et les cygnes, des bêtes dans le genre du canard de Vaucanson.

Comme le cavalier, le rameur, le cycliste font corps avec leur monture, l'aviateur est associé étroitement à son frère et vibrant esquif des airs. Il y a des plongées, des inclinations à droite, à gauche, des frémissements et comme une respiration de l'appareil ; ces grandes ailes prennent leur confiance sur ce vent même qui semble avoir juré leur ruine, et des sursauts, des craquements, des souplesses qui d'abord inquiètent arrivent bientôt à faire la sécurité même du vol. Comme le nageur s'appuie sur la mer où de brasse en brasse il semble plonger, l'aviateur éprouve avec joie la résistance de l'abîme mouvant qui pourrait l'engloutir.

Durant cette guerre, j'ai survolé en avion les Alpes de Cadore et en dirigeable Venise ; je ne puis oublier la ville charmante indiscrètement vue des nuages, et

tandis qu'au soleil couchant la fraîcheur des glaciers descendait sur la plaine que peignit le Giorgione, le Frioul respirait une sérénité virgilienne. Mais de ma vie je n'aperçus jamais rien d'aussi grandiose que, depuis le ciel, cette flotte aux aguets, dans un repos terrible, sur cette mer d'Ecosse.

Ce fut ma dernière image d'Angleterre et la plus forte pour m'enfoncer dans le sentiment de sécurité que donne la puissance de nos alliés.

IV

DES VILLAGES PLEINS DE SOUVENIRS ET PLEINS D'ESPÉRANCES

3 septembre 1916.

Je viens d'assister en Lorraine, avec des milliers de Lorrains et de soldats et d'officiers de toutes les régions, à la commémoration des combats qui, en couvrant la trouée de Charmes, permirent la réussite des vingt batailles accôtées qui constituent la victoire de la Marne.

C'était au début de la guerre. Après avoir pris l'offensive jusqu'à Morhange, jusqu'à Sarrebourg, il nous fallait au 20 août nous replier.

Les Allemands durant trois jours marchèrent alors devant eux, sans obstacle, musique en tête. Ils franchirent la Vezouze, puis la Meurthe ; ils touchaient la Mortagne... Ils cherchaient à exécuter en Lorraine, sur la droite de nos armées, le même mouvement que tentait contre notre gauche von Kluck ; ils voulaient atteindre la trouée de Charmes et de Neufchâteau, et couper nos forces entre Moselle et Vosges... La Mortagne dépassée,

ils se trouvent à quinze ou vingt kilomètres de la Moselle, et qu'ils forcent celle-ci, nul obstacle naturel ne les arrêtera plus. Joffre devra abandonner Paris, se replier sur le Morvan.

Dans cette détresse, que vont faire les deux armées de Castelnau et de Dubail ?

Le 25, par des attaques violentes et méthodiques étroitement combinées, l'une et l'autre reprennent l'offensive. Pendant dix-neuf jours, du Donon à la forêt de Champenoux, elles déploient un héroïsme invincible, tout en s'appauvrissant perpétuellement d'unités qu'en dépit de leur péril propre elles envoient au secours des armées de la Marne.

Ah ! le péril extrême ! Les Allemands s'avancèrent dans la forêt de Charmes jusqu'à Rozélieures, à dix kilomètres de la Moselle, mais enfin, celle-ci, ils ne l'ont ni franchie, ni touchée. Et l'histoire dira que si le généralissime a pu refouler, briser l'offensive allemande et sauver les civilisations variées, c'est grâce à l'irréductible solidité des armées de Lorraine.

Au milieu de ces armées (ardemment appuyées par des frères d'armes venus de toutes les régions de la France) combattaient avec une insigne vaillance la plupart des soldats du recrutement lorrain, et leurs pères, leurs familles, leur patrimoine participaient de leur sacrifice. Allez voir les petites villes et les villages des Vosges et de Meurthe-et-Moselle, tout brûlés et ensanglantés !

A Ménil-sur-Belvitte (c'est la bataille du col de la Chipotte) et à Gerbéviller nous avons associé l'éloge des civils à l'éloge des soldats, la gloire des morts pour la patrie à la gloire des villages martyrs pour la patrie. Et qu'il me soit permis de répondre, sans plus tarder, à ces lecteurs qui voyant mon voyage annoncé m'ont demandé des renseignements sur les tombes et sur les ruines.

Un grand nombre de familles en deuil vivent avec

un ardent désir de retrouver leurs morts. Il existe à Lyon un « groupement des disparus des Vosges ». Que tous sachent qu'à cette heure les identifications sont encore possibles. Des tombes, dernièrement, viennent d'être repérées qui renferment des soldats français. Et parmi les tombes reconnues antérieurement, beaucoup de morts portent leurs médailles, qui n'ont pas été examinées. M. Collé me disait à Ménil : « L'an dernier, j'ai voulu retirer deux corps ; je faisais voir leur plaque d'identité au major de l'ambulance ; il n'a rien voulu savoir. » Le règlement, en effet, est formel. Mais le règlement n'est-il pas inutilement cruel ? Je vais m'efforcer d'adoucir, d'assouplir sa rigueur aveugle. Dans les autres villages du col de la Chipotte, il y aurait encore plus à faire qu'à Ménil, et plus encore, me dit on, à Gerbéviller et à Moyen. La grande tombe de Moyen, pour la consécration de laquelle j'ai pris la parole en octobre 1914, rassemble cent trois soldats, non identifiés, qui portent chacun leur plaque.

Voilà pour les morts, parlons des ruines. A-t-on commencé de rebâtir nos villages ? me demandent certains lecteurs. Je réponds que sur plusieurs points, pour que la terre ne meure pas, on a édifié des toits de fortune. Pareilles à ces serments de vengeance et de résurrection, à ces grandes espérances qui se dressent auprès des tombes, des constructions toutes neuves s'élèvent à côté des décombres de Gerbéviller. Quatre cents Gerbévillois y sont rassemblés, femmes, enfants, vieillards, ce qu'il faut de cultivateurs pour empêcher strictement le ban de retourner en friche. Avec Mirman et Marin, j'ai visité ces abris provisoires. Ce sont des maisons « collectives » où peuvent tenir plusieurs familles, avec hangars et grenier, et encore des maisons « individuelles », plus coûteuses, réservées à une seule famille. Il en est de divers types : en bois, en fibro-ciment, en aggloméré. On attend que l'hiver ait passé sur elles pour connaître

ce qu'il faut penser de chacune. Je ne vois que Sermaize où l'on ait tenté une expérience analogue, mais, sans contredit, de moindre importance.

Il est beau que Gerbéviller soit le meilleur champ d'essai de reconstruction, comme ce fut un des lieux de la plus effroyable destruction. En vain, la foudre, une fois encore, est tombée sur le vieil arbre lorrain. Dans ses branches qui reverdissent, déjà nous distinguons, ainsi que dit le poète, les fleurs et les fruits qui se développeront à la saison suivante. C'est ici que l'Allemagne chercha à réaliser de la manière la plus épouvantable, sur des populations désarmées, le plan qu'hier encore elle exprimait clairement :

« L'Allemagne peut-elle avoir pitié de la France ? Depuis mille ans nous nous combattons. Presque toujours l'Allemagne a été attaquée. Non, l'Allemagne ne doit pas avoir pitié. Sa loi suprême doit être son propre salut. Au nom de cette loi, finissons-en avec la France. Employons tous les moyens. Plus la France sera affaiblie, plus grande sera notre sécurité... » (Rhein Westf Ztg., 25 août 1716).

Après qu'une région a subi, comme ces rives de la Meurthe et de la Mortagne, les ignobles traitements de la haine allemande, le patriotisme y règne tout puissant. Nulle pensée venimeuse, nul souffle de Bochie n'y pénètre. C'est un pays où ne se voit aucune fermentation acide. Ici règne l'atmosphère nécessaire à la victoire ; ici sont ignorés les funestes mouvements d'intrigue et de calomnie auxquels se livrent ceux qui sont assez malheureux, au cours de cette guerre, pour ne pas arriver à goûter la joie et la plénitude de la fraternité française.

Nos commémorations furent superbes. Les Lorrains possèdent au plus haut degré le culte des morts. Les funérailles des ducs de Lorraine passaient autrefois pour une des trois plus imposantes cérémonies qui se célé-

braient en Europe. Les deux autres étant le couronnement de l'empereur d'Allemagne et le mariage du roi de France. Il fallait que dès le début le culte des martyrs et des saints de la patrie se développât avec toute piété et solennité. Ces deux cérémonies de la Mortagne semblent dès maintenant fixées dans une ordonnance grandiose d'émotion et de vérité.

A Ménil, la messe fut dite sur les tombes, au pied d'un calvaire sculpté datant de 1623. A Gerbéviller aussi, c'est au pied d'une antique croix de carrefour que le curé célébrait l'office des morts. Ces vieilles pierres ont vu les atrocités de la guerre de Trente Ans et celles toutes pareilles de 1914. Quelle scène à Ménil, quand le curé Collé, qui a fondé l'Œuvre des tombes, se mit à appeler les soldats qu'il avait ramassés, soignés, ensevelis, portés dans ses bras ; quelle scène, le surlendemain, à Gerbéviller, quand le curé Vannat, qui fut accablé de coups et d'outrages par les brutes d'Allemagne et entraîné dans une captivité dont il vient seulement de revenir, se tourna vers douze des maisons ruinées au milieu desquelles il officiait et, les mains dressées au ciel, appela par leur nom successivement chacun des martyrs !

En quittant les décombres de la ville, le cortège se dirige vers le sinistre vallon de la Presle, où quinze habitants, le lendemain du premier massacre, furent froidement entraînés et fusillés sur le signal qu'en donna le général bavarois Kraus en levant son verre de champagne. Et pour terminer ce calvaire de gloire et d'horreur, nous sommes allés sur le haut plateau, au milieu des tombes militaires où gémit inlassablement le vent de Lorraine.

Voilà une tradition créée, voilà un parcours qu'à travers les siècles les générations devront toujours accomplir, voilà des appels sanglants que le chef de la paroisse devra toujours lancer aux quatre coins de la ville

reconstruite, afin que nul n'oublie jamais l'ignominie des populations d'outre-Rhin et la nécessité que la France soit forte si elle ne veut pas être insultée et assassinée.

À tous ceux qui les suivirent, ces deux journées de la Mortagne ont laissé la plus profonde impression. Elles étaient pleines de souvenirs et d'espérances. L'esprit là-bas ne perd jamais sa communication avec sa source, et dès maintenant ces populations vaillamment ont reconstruit dans leur cœur la Lorraine, et s'apprêtent à recommencer le cours d'une existence plus belle. Vienne le jour où, à Sainte-Geneviève et sur le mont Amance, enfin soustraits au tir de l'ennemi, les Lorrains pourront achever et parfaire la commémoration de leur héroïsme en célébrant la défense du Grand Couronné de Nancy.

P.-S. — L'Association des anciens combattants de l'armée de Paris assistera, dimanche 10 septembre, à Meaux, aux cérémonies du deuxième anniversaire de la Victoire de la Marne. Les combattants déposeront des drapeaux sur toutes les tombes de leurs frères d'armes. Il en faudra beaucoup. Ils me demandent, et certes avec empressement je me fais leur porte-parole, que je sollicite nos lecteurs. Que ceux qui entendront, une fois encore, notre requête, veuillent bien adresser les drapeaux dont ils peuvent disposer à Victor Boudon, 13, rue de la Brèche-aux-Loups.

V

ANNIVERSAIRE DE LA BATAILLE
DE LA MARNE*Les intrigues souterraines de l'Allemagne.*

11 septembre 1916.

Après la solennité de la cathédrale, et avant de se rendre sur les champs de bataille, un certain nombre d'invités de M^sr Marbeau, des députés, des conseillers municipaux de Paris, des délégations des blessés de la Marne, des cheminots, de la Ligue des Patriotes et d'autres groupements patriotiques se sont réunis pour une collation, au début de laquelle Maurice Barrès, pour dénoncer la propagande allemande en France, a prononcé un discours :

Messieurs,

Le 1^{er} novembre 1914, sept semaines après la victoire de la Marne, un soldat parcourant le champ de bataille près de Villeroy, découvrit aux mains d'un mort français un papier où ce combattant inconnu avait crayonné sa dernière pensée : « Souvenez-vous des vengeurs de 1870, vive la France ! »

Nous sommes ici pour obéir à ce mort. Illustres prélats, cheminots, ligueurs, conseillers municipaux, députés, glorieux survivants de la bataille, nous sommes venus au rendez-vous que nous a fixé le Souvenir Français. Que son infatigable secrétaire général, M. Niessen, que son dévoué président local, M. Lesourd, soient féli-

cités, et qu'il accepte aussi mes remerciements respectueux, le vaillant évêque qu'aimait Déroulède.

Nous sortons de la cathédrale et d'une grandiose solennité, nous allons aller dans la campagne de Meaux devenue elle-même un lieu sacré déposer des couronnes sur les tombes comme sur des autels. Les blessés de la Marne nous guideront.

Blessés et mutilés que nous vénérons, que de questions nous avons à vous poser, sur vous, sur vos frères d'armes qui reposent ici et sur ceux qui continuent à se battre. Mais surtout nous vous demandons de nous exprimer, pour que nous les fassions nôtres, les sentiments dont vous étiez remplis.

Qu'y eut-il d'extraordinaire et de décisif en 1914 ?

L'union de tous les Français.

Cet accord, cette unanimité ne furent pas faits de sacrifices mutuels, mais plutôt chacun avait le sentiment de s'accroître, d'accueillir en soi l'âme des autres Français. Je pense ce que j'ai toujours pensé, disions-nous, et en outre je pense ce que pensent mon voisin et mon frère. Que chacun de nous se rappelle ces heures premières de la guerre, cette plénitude de vie dans chaque individu !

Tous les Français savaient qu'il n'y avait de salut que de tous ensemble. Les rivalités d'homme à homme, de classe à classe avaient disparu. Toutes les volontés s'étaient engrenées, de telle sorte qu'il n'y avait qu'une seule volonté commune à toute la France, la volonté de vaincre. Chacun s'y efforçait à son poste. Je vois en face de moi les cheminots. Leur part fut immense ; avant le miracle de la Marne, il y eut le miracle de la mobilisation. Nul digne Français ne laissa entamer sa certitude de victoire par les premiers échecs. Nous n'oublierons jamais le spectacle qu'offrait Paris pendant la bataille de la Marne. La fraternité ne flottait plus comme une image incertaine et vague. Des inconnus s'abordaient dans les

rues, cheminaient côte à côte en énumérant leurs raisons d'espérer et se serraient les mains en jurant que la France ne pouvait pas être anéantie. Nos armées justifèrent cette confiance invincible de la nation. Nous fûmes sauvés par l'union étroite des pensées de Gallieni, de Maunoury, de Foch, de Franchet d'Espérey, de Langle de Cary, de Sarrail, de Castelnau, de Dubail cimentées dans le plan de Joffre. Nous fûmes sauvés par ces vingt batailles étroitement liées qui se déroulèrent de Paris au Donon ; nous fûmes sauvés surtout par l'acharnement et la fraternité de chacun des soldats.

La victoire de la Marne a décidé de la guerre. Elle a permis aux Alliés de s'organiser. C'est encore une question de savoir quand la guerre sera terminée, mais qu'elle doive se terminer par l'écrasement de l'Allemagne, cela est certain. Il suffit que l'union et la volonté de vaincre subsistent chez nous tous jusqu'au moment prochain où l'ensemble des forces alliées possédera une supériorité décisive en hommes et en matériel.

L'Allemagne voit avec terreur cette fatalité. Elle ne peut plus que tenir un certain temps ; et ce temps passé, elle devra subir les conditions des Alliés. Aussi ne veut-elle pas aller jusqu'au bout. Elle cherche fiévreusement à susciter chez chacun de ses adversaires une agitation intérieure qui oblige à la paix immédiate, c'est-à-dire à la paix allemande.

Comment elle a agi en Russie, c'est un mystère qui en dépit de la distance n'a pas laissé de jeter quelques lueurs jusqu'à nous. Comment elle a travaillé en Italie ; les Italiens l'ont proclamé en réagissant avec une magnifique indignation contre l'action corruptrice du prince de Bülow et de ses agents. Comment elle a essayé d'organiser la révolution en Irlande, c'est l'histoire d'avant-hier. Comment il a fallu que la Grèce se nettoiyât du baron de Schenck, c'est l'histoire d'hier. Et son travail au milieu de nous se révèle dans les

fameuses rumeurs infâmes, méthodiquement inventées et propagées.

Ces rumeurs disent un jour qu'il faut nous défier des Italiens qui ne veulent pas déclarer la guerre à l'Allemagne ; un autre jour des Russes qui ne pourront jamais reprendre l'offensive, et des Anglais qui sont bien décidés à ne jamais mettre en ligne que des soldats français. Elles cherchent à représenter tantôt à nos réfugiés, tantôt à nos cultivateurs, tantôt à nos ouvriers qu'ils portent le plus lourd du fardeau. Elles cherchent à exaspérer les misères trop réelles des provinces piétinées par la guerre. Elles cherchent à empoisonner des douleurs trop vraies et à les tourner en haine contre des citoyens qui semblent moins frappés. Elles cherchent à persuader le pays que ceux dont il écoute volontiers la voix, parce qu'elle eut toujours l'accent de la confiance, sont des mégalomanes qui poussent la nation à la ruine, et l'abjecte calomnie est allée jusqu'à ramper vers les tranchées pour chercher à y poignarder par derrière des petits soldats tout à l'orgueil de défendre la France et qui n'ont commis d'autre crime que d'être fils de socialiste patriote ou de patriote tout court.

Voilà les thèmes sinistres que propage une savante et coûteuse propagande allemande. Qu'ils soient allemands, comment en douter, quand nous les voyons largement développés dans la feuille odieuse avec laquelle l'administration impériale s'applique à empoisonner les camps de prisonniers français en Allemagne et les territoires envahis de la Belgique et du Nord. Je veux dire la *Gazette des Ardennes*.

Un journal radical socialiste, *la France*, déclare qu'il possède une lettre d'une haute personnalité allemande dont il cite une phrase d'importance effroyable : « Qui nous tendrait la main mériterait bien de son pays et pourrait compter, j'en suis sûr, sur un bon accueil et sur notre concours. » Et faisant le commentaire de cette

lettre, le journal déclare : « C'est net. On demande en France des propagandistes pour une paix allemande et on s'offre à les aider, même pécuniairement, sans doute. »

Voilà le fait. Il y avait avant la guerre trop d'utopistes de bonne foi, pleins d'illusions sur les sentiments pacifiques de l'Allemagne. Ce n'est pas d'eux que je parle : ils sont, d'ailleurs, peu nombreux aujourd'hui. Mais l'Allemagne a levé chez nous une petite armée de plumes tarées avec lesquelles elle veut donner le cafard à la France.

Les reptiles, de toutes parts, glissent et sifflent entre les herbes. C'est un pullulement qui se multiplie par l'impunité. Qu'attend le gouvernement pour mettre le pied sur ce nid de vipères ?

Leur venin n'agit pas ? Ces efforts odieux pour décourager la défense nationale ou pour exciter la haine des citoyens demeurent impuissants ? Certes ! Mais le sentiment public s'indigne d'une audace insolente, obstinée, impunie.

Aux jours les plus sombres, durant les deux années passées, la France est demeurée unie dans la volonté et la certitude de vaincre. Les Allemands sont trop insensés de croire qu'ils obtiendront notre désagrégation au moment où nous pouvons recueillir le fruit de nos sacrifices. La progression ininterrompue des troupes britanniques et françaises dans la Somme, l'échec de toutes les contre-attaques allemandes, le nombre des prisonniers capturés, la puissante et tenace offensive des Russes, la transformation du tableau des forces dans les Balkans, la production sans cesse accrue des usines de guerre en France et en Angleterre créent l'évidence d'une maîtrise croissante qui va devenir irrésistible. Les trois quarts du chemin vers la victoire sont parcourus. L'union française est en train de s'élargir pour devenir l'union des Alliés, et après que nous avons versé à torrents notre sang pour permettre à nos amis de se préparer,

nous arrivons à l'heure où ils peuvent nous soulager d'une part du fardeau. La victoire de la Marne a été le triomphe de l'union française, la victoire finale va être le triomphe de l'union des Alliés.

Écoutons cet après-midi dans la campagne de Villeroy, l'appel de ce mort qui nous dit : « Souvenez-vous des vengeurs de 1870. » Maintenons au milieu de nous l'esprit de discipline et de confiance dont le modèle nous est fourni par les vainqueurs de la Marne, de l'Yser, de l'Artois, de la Champagne, de Verdun et de la Somme, par chacun des soldats qui depuis deux ans, au milieu de leurs cruelles misères, n'ont jamais douté qu'ils parviendraient à jeter bas le colosse allemand.

VI

POUR SAUVER LA PENSÉE DE CEUX QUI SAUVÈRENT LA FRANCE

Le suffrage des morts.

8 novembre 1916.

Je remercie les lecteurs de *l'Echo* de l'amitié qu'ils m'ont témoignée tandis que j'étais obligé d'interrompre mes articles. J'ai été souffrant, plus de jours que je n'avais d'abord supposé. Dans le même temps, j'ai pu toutefois mener une petite enquête, préparer une série d'études sur les diverses familles spirituelles (catholicisme, protestantisme, judaïsme, socialisme, etc.) en France durant cette guerre et nous allons en commencer la semaine prochaine la publication.

Cette guerre a mis en mouvement toutes les forces

morales du pays. Elle a tiré de la société, elle a tiré de chaque conscience ce qui s'y trouvait sommeiller.

Peut être au début croyait-on que l'union patriotique allait être l'oubli de ce qui nous divise ; que chacun mettrait dans une armoire, pour ainsi parler, ses croyances propres (religieuses ou philosophiques) et ne les en retirerait qu'à la fin de la guerre. Cela n'était pas possible ; il y a trop d'hommes qui vivent de leurs croyances, qui reçoivent d'elles leur énergie. Mais on a vu que des pensées si diverses et en apparence adversaires pouvaient parfaitement coexister, s'engrener, travailler ensemble au salut de la France.

Nous sommes nés de tant de siècles de vie commune ! Nous avons traversé tant d'expériences et d'épreuves ensemble ! Il existe au fond de nos idées, alors même qu'elles nous divisent et se combattent, un principe d'action, une force née de notre terre et de nos morts et créatrice elle-même. Cette grande nappe souterraine de sentiments, purifiée de toutes nos haines saisonnières et superficielles, a jailli de toutes parts, a tout lavé, tout sauvé.

J'essaierai de le faire voir dans une suite de tableaux. Je m'en assurais l'autre jour encore, avec une profonde émotion, dans l'assemblée des pères et des mères dont les fils sont morts pour la patrie.

Faut-il vous dire ce qu'est ce groupement né d'un appel de Chassigne-Goyon, l'un des élus les plus aimés de Paris, et que préside M. Paul Leroy-Beaulieu, notre confrère de l'Institut, assisté de MM. Louis Barthou, Henry Bonnet, Keufer, Georges Lecomte, Ginisty, Cadoux, le professeur Pinard, A. Bérard, Marbeau ? De tels hommes aux noms estimés, ennoblis encore par leurs deuils que nous connaissons, se font comprendre sans commentaire, et puis cette assemblée va nous mettre au milieu de leur préoccupation.

C'était à la Sorbonne, jeudi dernier 2 novembre, dans

le grand amphithéâtre. On ne peut pas imaginer un spectacle plus solennel et plus émouvant que celui que présentait cette salle un peu sombre, pleine des parents dont les fils ont sauvé la France. Hommes et femmes, ils étaient là de toutes les opinions et de toutes les classes, pleins de douleur et d'honneur. Que les différences de surface, dans de tels drames, comptent peu ! Chez eux tous on voyait ce qui est recouvert presque partout ailleurs, la chaleur sociale, l'eau souterraine et brûlante, les sources de tout patriotisme. Comme je m'explique l'émotion qui rendait tout pâle Chenu et le faisait trembler, chacun s'en est bien aperçu, quand il se leva pour donner une voix à ces familles les plus aimées de France ! Il fut bien beau de vérité, d'élévation, de piété patriotique et familiale. Avec lui, MM. Paul Leroy-Beaulieu et Henry Bonnet accueillirent, exprimèrent dans leurs petits discours pleins de cœur les pensées que leur envoyait l'immense auditoire. Tant de douleurs mises en commun composaient un ensemble de désirs, de vœux, qu'il fut aisé de comprendre à la manière dont étaient accueillies, attendues, appelées, soulignées, les diverses idées émises par les dignes orateurs.

Nous voulons une paix qui fasse produire tous leurs fruits aux sacrifices que nous avons consentis ; nous voulons que les compagnons de bataille de nos fils, si plus heureux ils survivent, soient respectés.

Là-dessus, comme tous insistaient ! Nous avons, disaient ces hommes et ces femmes en deuil, le droit de parler au nom de nos enfants, et de ce droit nous userons pour défendre les généreux sentiments de respect mutuel et de fraternité que le champ de bataille faisait naître entre ces compagnons de danger.

Ni paix honteuse, ni rumeur infâme. C'est la pensée française. On reconnaît avec respect aux parents des morts le droit d'élever dans un tel sujet leur voix plus haut que personne. Ah ! qui pourrait oublier ce que

furent les familles pour les soldats, comment elles les soutenaient, recevant d'eux la force un jour, la leur donnant le lendemain. Un mouvement perpétuel du même sang. Le capitaine André Cornet-Auquier, tandis qu'il prépare son bataillon pour le combat de Metzeral, juin 1915, écrit à sa famille : « *Nous sommes à 40 ou 50 mètres de la ligne ennemie. L'heure approche où nous bondirons hors de nos tranchées pour sauter à la baïonnette sur l'adversaire. Je vous demande d'être calmes et confiants comme je le suis moi-même... Je ne voudrais pas que la si forte affection qui nous unit les uns aux autres dans la famille fût pour moi, au moment où il faudra repousser l'ennemi, une source de faiblesse et d'amollissement ; je veux qu'elle soit une cuirasse qui me rende plus fort contre le danger. J'ai toujours voulu être brave ; il faut que vous m'y aidiez...* »

Ce soldat exprime là des sentiments communs à tous les enfants du front tournés vers leurs familles. Le même son est fourni à l'infini dans l'innombrable correspondance de cette guerre. Parfois d'un accent sublime. Elle restera toujours la glorieuse lettre qu'écrivit à sa mère un jeune chasseur à pic, Alfred Babu, en son nom et au nom de son cadet, quand il apprend dans les tranchées la mort de leur aîné : « *Jean est tombé comme doivent tomber tes fils. Nous ferons tout pour l'égaliser.* »

J'ai dit « glorieuse lettre ». Oui, à la gloire des familles françaises. Ce sont elles, le grand réservoir de force.

« *Qu'est-ce que la patrie ?* » se demande un combattant et il répond : « *C'est tout ce qui nous est cher, tout ce à quoi nous tenons le plus.* » Puis s'adressant à sa mère : « *Toi, c'est la patrie ; papa, c'est la patrie ; mes braves petites sœurs, c'est la patrie... Qu'y a-t-il dans ce mot patrie ? Rien, si derrière lui ne viennent pas se presser en foule les images bénies, les visages aimés. Nous ne mourons pas pour des abstractions vagues et pour des mots vides de*

sens ; nous mourons pour des sentiments ; nous mourons par amour, par affection, par tendresse. »

Voilà un grand texte. Les enfants de ces pères et de ces mères rassemblés dans cet amphithéâtre de la Sorbonne sont morts pour des sentiments qu'ils avaient reçus de leurs parents et qui flottent encore dans la maison paternelle. Ce serait un immense malheur si de tels sentiments, à cause des pertes de la guerre, se trouvaient désormais exprimés avec moins de force en France, se trouvaient recouverts par une majorité moins digne.

Comment maintenir la pensée, la volonté, la voix des morts de la guerre ? Est-il possible que la patrie et leurs familles soient privées de ces appuis, de leurs pensées si claires ?

J'ai répondu en réclamant *le suffrage des morts*. Louis Marin, Henri Galli, Fernand Engerand appuyent cette idée. Ce matin même, un de nos plus distingués collègues, M. Roulleaux-Dugage, me communique une proposition, qu'il dépose à la Chambre sur un sujet voisin. et dans l'exposé des motifs il écrit : « *Il semblerait odieux de laisser privées de toute influence sur les destinées du pays les familles dont le chef sera mort pour la France.* »

Je ne vois pas que l'on trouve mieux que de donner le bulletin du mort à sa mère, à sa fille, à celui qu'il aura désigné.

L'assemblée du 2 novembre, avec une amitié dont j'ai été profondément touché, m'a exprimé d'un seul mouvement que nous étions d'accord, sinon sur mon texte, du moins dans ma recherche. D'un tel public, de telles marques de sympathie me sont allées au cœur.

J'ouvre le Bulletin du 1^{er} novembre de *l'Union des pères et mères*. J'y vois le procès-verbal des séances. Le comité examine cette idée d'un droit de vote au nom des morts pour les veuves et les parents des soldats tués à l'ennemi. Barthou craint que le bulletin de vote ne vienne aux mains de « personnes indignes. Le privilège

dont elles jouiraient constituerait en ce cas un scandale, surtout dans les petites localités. » L'objection est possible contre tous les électeurs. Si Barthou veut dire qu'il y a des femmes qui boivent, les hommes ne leur cèdent pas la place autour de la bouteille. Rien de plus raisonnable que de retirer le bulletin de vote aux parents dégradés. Les objections de Barthou sur le détail laissent subsister l'essentiel. Il y a des villages de Lorraine (et de bien d'autres régions sans doute) absolument dépeuplés ; ces villages ont le besoin et le droit de parler. Il y a des familles découronnées de leurs chefs et qui pourtant ont des intérêts à défendre. Enfin tant de sacrifices risquent de faire pencher la balance, de donner toute la force à ceux que la guerre n'a pas atteints. Nous ne prenons pas notre parti de la mort des héros ; il y faut répondre par une contre-attaque, par une résurrection des sauveurs de la patrie.

L'Union le sait. Si quelques-uns de ses membres que j'aime, que j'estime, que j'écoute avec la plus vive attention : MM. Barthou, Doumer, Keuser, ont marqué leurs objections, tous se mirent d'accord pour exposer dans un appel du 1^{er} novembre dernier la tâche où leur association s'engage : *« Des pères et des mères souffrant de la même douleur.., veulent.., qu'à l'heure où la patrie sauvée et glorieuse préparera ses destinées... les voix d'outre-tombe puissent encore être entendues et que la leçon de ceux qui ne pourront plus dire eux-mêmes pour quel idéal ils sont morts, ne soit pas perdue pour la France. »*

Voilà qui est clair. Voici qui l'est encore davantage. Le comité ajoute : *« Qui pourrait nous contester que le pays aura envers les morts des devoirs et voudra après la guerre leur reconnaître et leur conserver leurs droits ?*

Quels droits ? De quoi veut parler ce programme d'action s'il ne s'agit pas du suffrage des morts ?

C'est dans cette voie qu'est la trouvaille consolante, généreuse et féconde. Quoi ! s'arrêter aux premières

objections, retomber dans les groupements inefficaces, sans lendemain, souffrir encore du manque d'imagination créatrice ? Que les membres de l'Union gardent les yeux sur les profondes misères de la France, sur ces haines que des hommes tarés, parfois rebuts de leur pays, cherchent à venir ressusciter au milieu de nous ; qu'aux intrigues de cette campagne proallemande, ils opposent à ciel ouvert leurs efforts et une perpétuelle résurrection de l'amitié des tranchées. Parents des morts, soyez la présence de ces disparus, l'accomplissement de leurs aspirations, les exécuteurs de leurs volontés, la source où notre vie publique droit trouver son rajeunissement.

Mais je m'excuse il ne m'appartient pas de donner aucune indication à l'Union ; mon rôle est plutôt de la signaler à ceux qu'elle peut accueillir,

L'Union veut constituer dans la France entière une seule famille de tous les pères et de toutes les mères dont les fils sont tombés pour la patrie. Aux pauvres, elle ne demande qu'une cotisation infime d'un franc par an ; aux plus riches, elle laisse fixer le chiffre de leur obole. Son but est de dresser, sans distinction ni d'opinion, ni de classe, « une force matérielle et morale bienfaisante pour l'avenir de la France ».

C'est à partir de cette date que, de jour en jour, et à des intervalles plus ou moins rapprochés, l'auteur publie les pages qui furent réunies dans un volume à part sous le titre de : Les Familles spirituelles de la France.

VII

LES AVEUX SUCCESSIFS
DE LA DÉFAITE ALLEMANDE A VERDUN

10 novembre 1916.

Les Allemands voulaient enlever Verdun en huit jours. Des prisonniers du 98^e régiment d'infanterie ont rapporté un propos du Kronprinz à ses troupes durant le mois de février : « *Mes amis, il nous faut prendre Verdun. Il faut qu'à la fin de février tout soit terminé. L'Empereur viendra passer une grande revue sur la place de Verdun et la paix sera signée.* » L'Empereur ne tarda pas d'arriver. Il s'écriait : « *Nous allons prendre Verdun, cœur de la France, et quand nous l'aurons pris, la France se mettra à genoux.* »

Toujours mal renseignée, l'Allemagne escomptait notre lassitude. Nous ne résisterions pas à cette preuve décisive de son irrésistible supériorité, et le « parti pacifiste » que la propagande boche essaye par tous les moyens d'entretenir dans les bas-fonds de chacun des pays alliés saurait bien contraindre la France à une paix séparée.

L'accumulation des moyens matériels allemands était formidable. Le 21 février, à 4 heures 45, quand l'infanterie, qui attendait à pied d'œuvre, s'élança sur nos ouvrages broyés par un bombardement sans exemple, la Germanie jugeait le triomphe certain et d'une rapidité foudroyante.

Après quatre jours, pourtant, nos lignes, qui avaient fléchi jusqu'à menacer de rompre, tenaient tout de

même. Le 25, dans la soirée, le général de Castelnau, chef d'état-major général, conformément aux instructions du général Joffre, donna sur place au général Pétain le commandement des troupes de la région fortifiée de Verdun. Et le 28 février, la terrible attaque était calée.

Le front allemand dessinait sur la rive droite (région des attaques principales) une ligne qui, durant quatre mois, n'allait plus varier que de quelques cents mètres.

Nous étions garés, et eux immobilisés. Mais nous étions, les uns et les autres, obligés devant le monde entier à continuer.

La bataille de Verdun, dès cette date, devient une bataille d'opinion. Elle se continue pour des raisons qui ne sont pas essentiellement militaires. L'Univers fait cercle et veut savoir qui, de la France ou de l'Allemagne, dans cet enclos, touchera des épaules la terre. Les Allemands, ayant si fort prophétisé qu'ils prendraient Verdun, ne peuvent plus s'en dédire ; et pour nous, qui pourrions certes nous installer tout aussi favorablement sur la rive gauche, l'abandon de la ville serait une inacceptable diminution morale.

En conséquence, nous restons sur les deux rives. L'Allemagne y fait alterner ses attaques, engageant tour à tour l'une ou l'autre épaule pour faire pression et obtenir le passage. Mais l'Empereur, averti par sa première déception, prend une précaution, fait un sensible retrait : « *L'armée française, déclare-t-il, meurt lentement devant Verdun.* » Et de toutes parts, les Allemands déclarent qu'ils attaquent devant Verdun « *pour user l'armée française* ».

Les combats se succèdent presque quotidiens, et d'immenses proportions. Le 9 mars, bataille générale sur les deux rives sans résultat pour les Allemands ; les 9 et 10 avril, nouvelle grande bataille ; au 23 mai, notre magnifique réaction sur Douaumont ; et notre reprise

momentanée du fort. Le Haut Commandement allemand, qui ne peut pas produire de gains réels, fait dire qu'il a pour objectif d'« *épuiser à Verdun toute la puissance de l'armée française afin d'empêcher la réalisation du plan d'offensive des Alliés au printemps* ».

Cependant cette offensive des Alliés s'organise. Les Allemands doivent déjà se préoccuper d'y faire face. Jusqu'alors, ils nourrissaient la bataille de Verdun avec des divisions tirées de leurs réserves occidentales ou des secteurs calmes de France, ou bien même de Serbie, de Russie. Ce n'est plus possible. Le Kronprinz est réduit aux forces de son commandement propre, aux forces d'entre Argonne et Moselle et à des moyens diminués en artillerie et en munitions. car la tempête s'amasse chez les Russes, et puis chez les Anglais et les Français de la Somme. Eh bien ! il restreindra le front de ses attaques, les resserrera des carrières d'Haudremont à Vaux, mais ne s'arrêtera pas. Plus que jamais, il poussera ses malheureux soldats. car il faut aboutir et proclamer dans l'univers que l'empereur et son fils sont entrés dans Verdun. Il faut (pour la Roumanie, pour le Reichstag, pour l'emprunt), conjurer le mauvais effet produit par ce qu'on appelle déjà universellement « l'échec des Allemands à Verdun ». Le 23 juin, quand ils sentent l'attaque sur la Somme imminente, les Allemands se ruent à l'assaut peut-être le plus terrible de la guerre. Telle est leur confiance, qu'ils font venir des drapeaux et règlent dans ses détails l'entrée à Verdun. De fait, leur bond les porta jusqu'à Fleury, nous rejeta sur la ligne la plus rapprochée de Verdun. Succès insuffisant toutefois. Le 21 juillet, nouvelle attaque violente, quasi désespérée, avec un déploiement colossal de gaz. Elle échoue.

Dès ce moment, par ailleurs, l'offensive des Alliés oblige le grand état-major allemand à retirer de l'artillerie, à l'envoyer dans la Somme ou dans l'Orient. C'est

le signe indiscutable que nos ennemis renoncent à la grande offensive. Ils trouveront une nouvelle formule. Là encore nous avons un texte. Ces jours-ci (novembre 1916), on vient de prendre sur un officier allemand un vieux papier, une allocution du Kronprinz au 53^e régiment (de la 50^e division), qu'il était venu passer en revue à Senon (dans le canton de Spincourt), à la fin de juillet 1915. Il leur dit : « *Les Français se figurent maintenant que nous allons desserrer notre étreinte à Verdun, parce qu'ils ont enfin commencé leur grande offensive sur la Somme. Au contraire, ils se verront déçus, et nous leur montrerons que cela ne se passera pas ainsi.* »

Comparez cette formule de fin juillet avec la formule de février. Sous la vaine arrogance du ton s'étale l'aveu. L'Allemand, réduit à la défensive, ne prétend plus qu'à « ne pas desserrer l'étreinte ».

Eh bien ! il la desserrera. Cette 50^e division, à laquelle s'adressait ainsi le Kronprinz, avait pour charge la défense du fort de Vaux. Elle vient d'en décamper ; elle vient d'abandonner le fort, la hauteur et le plateau. Le 3 novembre dernier, dans un radio, le commandement allemand a fait connaître à l'univers qu'il avait décidé l'évacuation des forts de Douaumont et de Vaux, « *devenus inutiles du moment que l'attaque sur Verdun était interrompue* ».

Voilà l'histoire, voilà le graphique de la pensée allemande sous Verdun. Peut-être aurais-je dû me borner à mettre bout à bout, en les datant, les textes que j'ai soulignés. Ils établissent d'une manière irréfutable toutes les phases de la défaite allemande. Voyez de quelle hauteur nos ennemis sont tombés. Palier par palier, nous suivons les espoirs successifs qu'ils fondèrent sur le sacrifice de plus de cinq cent mille des leurs tombés aux deux rives de la Meuse verdunoise.

En regard de ces impuissantes brutalités de l'Allemagne, il y aurait à faire comprendre, mois par mois,

l'élasticité de la force française. Cent batailles, dont certaine coûta aux Allemands une trentaine de mille hommes, n'ont même pas pu nous empêcher d'exécuter le plan qu'en mai nous avions arrêté avec nos alliés.

Dès le 22 mai, nos soldats avaient ressaisi Douaumont. Le lendemain 23, au bout de trente-six heures, nous dûmes nous en retirer. Eh bien ! le soir même de ce triste jour, les généraux Mangin et Nivelles affirmaient leur volonté de recommencer, reprenaient leur préparation.

À partir du 1^{er} août, nous pressons constamment l'ennemi dans le secteur de Fleury. Le 21 septembre, nous arrivons à nous rétablir dans les bois Vaux-Chapitre et du Chesnois, sur la ligne d'où partira notre attaque du 24 octobre. Le 24 octobre, en quatre heures, nous arrachons aux Allemands ce que ceux-ci avaient conquis en huit mois. Cette journée demeurera comme un modèle d'action offensive. C'est une preuve éclatante de la souplesse et de la puissance du génie français. Comme méthode et comme élan des troupes, c'est aussi beau que rien que l'on ait jamais vu. Le général Nivelles employa un mot bien significatif. Il disait au cours d'une libre conversation « l'élégance de cette victoire »... Cela au sens où les mathématiciens parlent d'une solution élégante, à la fois simple et ingénieuse.

Nos chefs ont profité des cruelles expériences de cette guerre. En regard de cette excellence où nous atteignons, tous les témoins constatent la diminution allemande.

Les Allemands essayent de couvrir cette diminution avec des mensonges. Pour compléter la série des textes que l'on vient de lire et qui donnent des indications sur leur psychologie, il faut noter, ce qu'ils osent dire, qu'il n'y eut pas combat, qu'ils ont *évacué volontairement le secteur de Douaumont-Vaux* et que les forts ont été mis hors d'état de nuire.

Voulez-vous pour Douaumont le fait exact ? Le 23, vers les trois heures de l'après-midi, un de nos avions vit un incendie se déclarer dans le fort. Un coup heureux de 400 avait fait sauter un dépôt de grenades. C'était tout auprès d'un approvisionnement de benzine et d'une soule à munitions. Les Allemands se crurent d'autant plus perdus que lors de notre première attaque du 20 mai, un bataillon allemand avait été anéanti par une explosion. Il s'était établi une légende là dessus dans l'armée du Kronprinz ; on racontait que deux à trois mille hommes avaient été anéantis et que ne pouvant les enterrer on avait muré leurs cadavres dans un caveau. Douaumont était devenu un burg du Rhin avec ses terreurs noires. L'Allemagne y avait amené ses légendes. Le vent de Lorraine balayera cette Germanie qui flotte au-dessus des hordes d'outre-Rhin. Mais le 23 octobre, la garnison fut terrifiée ; elle évacua en partie le fort, jusqu'à ce que l'un de ceux qui restaient, un certain capitaine Grolius, voyant que la flamme s'apaisait, eût rappelé la garnison. Nous arrivions sur les entrefaites.

L'extrême rapidité de notre attaque avait surpris les Boches. Ils n'admettaient pas que nous aurions l'audace d'aller jusqu'à Douaumont. Le temps leur manqua pour mettre leurs mitrailleuses en batterie. Ils les montaient quand nous arrivâmes. On se battit à la grenade, avec des liquides enflammés ; lutte terrible dans les ténèbres de ces couloirs que nos soldats ne connaissaient pas. Sans doute on avait fait des répétitions ; on possédait des plans ; mais celui qui allume une petite lampe électrique est descendu immédiatement. Le bataillon Nicolaï, du régiment colonial, perdit une cinquantaine d'hommes. Nous étions entrés dans le fort à 3 h. 30 ; à 6 heures, il était nettoyé.

Quant à Vaux, si les Allemands l'ont évacué, c'est qu'ils ne pouvaient pas défendre une position encerclée,

et cela prouve qu'ils n'ont plus la force de réagir devant nous. A Vaux comme à Douaumont, nous avons atteint notre but, parce que nous avons su briser ou faire prisonnier tout ce qui s'opposait à notre loi victorieuse.

Les Allemands disent encore que ces forts n'existent plus. C'est mentir. J'interroge un témoin.

Sans doute, m'explique-t-il, les forts n'ont plus de forme extérieure ; tout ce qui est ligne géométrique a disparu, s'est ébréché ; c'est une falaise d'Etretat rongée par la mer, avec des trous, des cavernes qui sont les anciennes casemates. Mais à l'intérieur, les couloirs, les gaines demeurent. Et même j'ai vu quelques-unes des tourelles, trois à Douaumont, absolument intactes.

Ne fussent-ils plus d'une machinerie utilisable, qu'importe, les forts dans cette guerre ne sont jamais qu'un point d'appui.

Les Allemands essayent de diminuer notre victoire de Verdun. Elle est complète, comme il résulte de la succession des formules où durant des mois ils ont étalé leurs pensées successives et publié ce qu'ils demandaient aux cinq cent mille des leurs vainement sacrifiés.

Quelle pitoyable excuse ! ils venaient « *frapper la France au cœur* » et sur ce terrain qu'ils avaient théâtralement choisi, ils ne peuvent même plus réagir. C'est pour la Germanie grand échec militaire, et grand échec moral, une étape de son déclin.

Il en est ainsi dans la vie ; on voit une physionomie qui change et l'homme qui s'achemine à mourir ; il ne sert de rien qu'il crâne et se dise mieux portant que jamais.

VIII

AU MILIEU DES VEUVES DE LA GUERRE

Le suffrage féminin.

13 novembre 1916.

Ce dimanche matin, dans la chapelle des Carmes et, pour continuer, dans la grande salle de l'Institut catholique, c'était l'assemblée générale des « Veuves de la guerre », précédée d'une messe de *Requiem*.

La *Mutuelle des Veuves de la Guerre*, que connaissent bien nos lecteurs, est une création très utile et prospère de mon cher ami Frédéric Masson. M^{gr} Baudrillart a prononcé un sermon vigoureux de doctrine, émouvant d'humanité, où il a rassemblé tout ce que l'Eglise offre de consolation devant la mort. Après cette grande leçon, Frédéric Masson, administrateur minutieux et cordial, a raconté et précisé avec une multitude de détails tout ce que l'œuvre, durant cette année, a pu faire pour ces femmes et pour ces enfants qui remplissaient la grande salle et que tous nous regardions avec respect et attendrissement.

Il y eut dans ce long rapport d'une familiarité généreuse, un peu bourrue et toujours noble (comme Masson lui-même) trois lignes poignantes entre toutes. Les voici à peu près : « *Des personnes d'une qualité irréprochable nous ont plusieurs fois exprimé le désir d'adopter des orphelins de la guerre. Aucune mère n'a jamais voulu écouter ces offres. C'est votre honneur, mesdames. Pourtant il peut se présenter des circonstances exceptionnelles, très dures, qui vous décideront. Je vous répète que vos enfants ainsi*

adoptés trouveraient le milieu le plus honorable et la fortune. »

Toutes les mères regardèrent avec amour leurs enfants... Ce silence est inoubliable. C'est un des faits qui témoigne le plus à l'honneur de la femme française.

A mon tour (comme, les années précédentes, Maurice Donnay et le bâtonnier Chenu) j'ai dit quelques mots :

Mesdames,

Vous avez été la force de vos maris. S'ils avaient eu des compagnes lâches, ils auraient moins bravement accepté leur sort. Tous les soldats dans leurs longues réflexions de la tranchée et puis en marchant à l'assaut, ont besoin de savoir qu'au foyer familial les femmes et les enfants sont calmes. « J'ai toujours voulu être courageux ; il faut que vous m'y aidiez », disent des milliers de lettres.

Un jeune soldat à la veille d'une action dangereuse écrit à sa femme : « Je suis désigné, c'est mon tour. Je pars sans hésitation et sans crainte. Tu aurais eu honte si je n'étais pas allé au front comme mes camarades. Et je veux, quoi qu'il doive arriver, que mon souvenir te donne toujours de la fierté. Je vais à mon devoir, viens-y avec moi. »

Dans ces quatre phrases superbes, vous retrouvez la pensée de vos maris, en même temps que se réveille dans votre cœur l'aquiescement que vous leur donniez d'un élan irrésistible. Un tel accord a sauvé la France et vous devez la prolonger.

« Mais maintenant voilà scules ! » — Scules, et pourtant capables de servir autant qu'hier la patrie. La France a foi dans votre courage, dans votre désir ardent de continuer votre collaboration avec le mort que vous aimez. Demeurez une des armées de la défense nationale. Sous vos grands voiles de deuil vous avez tant d'autorité ! Vous savez ce que voulaient vos maris ; ils se sont dévoués

pour que la patrie signât une paix glorieuse et garantie contre de nouvelles agressions ; ils ont mêlé leur sang au sang de héros qui appartenaient à toutes les classes et à toutes les opinions ; eh bien ! que vos pensées, vos paroles, vos actes travaillent à maintenir l'union de tous les Français, et si quelqu'un vous parle d'une paix fragile comme l'Allemagne la désire, dites bien haut que c'est vous voler, vous et votre enfant, que de mettre à si bas prix la vie de vos glorieux morts.

Les femmes de France durant cette longue épreuve qui les fait tant souffrir pouvaient être pour le pays une grande faiblesse ; elles sont une grande force. Elles ont prouvé qu'elles pouvaient avoir les vertus sociales, sans rien perdre des vertus plus tendres de la famille. Par amour et par fierté de leurs enfants et de leur mari, elles acceptent sans jamais une plainte tout ce que la patrie juge nécessaire. Au jour de la paix, il y aura beaucoup à faire pour les femmes ; nous devons leur donner dans le droit la place qu'elles ont prise dans le devoir. On se préoccupe justement de la disparition de tant de nobles êtres ; il faut voir en même temps l'avènement d'une nouvelle élite. Les épouses et les mères dont le foyer est frappé, diminué, méritent de recueillir l'héritage civique de ceux qu'elles ont de toute leur énergie aidés à sauver la France.

Avant la guerre, j'avais peu fixé mon esprit sur les revendications des femmes, ou plus exactement j'y répugnais, n'en voyais pas la raison. Aujourd'hui une série de faits, toute l'expérience de la guerre, m'ont persuadé. Nos soldats, en très grande majorité, ont reçu de leur foyer, de leurs femmes et de leurs mères un puissant réconfort. De très nombreuses femmes travaillent à la terre, aux munitions, dans les bureaux, dans les ambulances. Que ces collaboratrices de la défense nationale continuent d'être demain associées étroitement à la vie totale en France, cela me paraît

juste et bon. Je suis prêt, dès aujourd'hui, à m'associer à cette revendication.

Je sais des villages où les deuils sont tels qu'il sera précieux et quasi nécessaire, pour en composer dignement les conseils municipaux, d'y donner accès aux femmes de tête et de cœur que la guerre vient de nous apprendre à connaître.

Et pourquoi, plus haut, ai-je parlé de « revendication » ? Il ne s'agit pas de ce que désirent les femmes : l'immense majorité d'entre elles ne pense guère à prendre une part dans la gestion des intérêts publics ; je le voyais bien en regardant l'auditoire aux grands voiles de deuil, qui m'écoutait et qui, certes, n'a jamais pensé à rien de pareil, mais c'est la nation même qui, amoindrie en nombre, ennoblie en qualité, a besoin de tous et de toutes.

Ce sont là des idées fondées sur le monde réel et qui ne me viennent pas du raisonnement pur. Elles me paraissent pleines de nationalisme et d'humanité.

Peut-être cette réunion m'eût-elle offert le lieu convenable pour exposer une fois encore l'importance souveraine du suffrage des morts. C'est au milieu de ces personnes irréprochables, méritantes et sérieuses que l'on voit qu'aucun système n'a le droit de mettre le veto sur les pensées et les souvenirs des veuves. Pour elles et pour leurs enfants, les morts de la guerre durent toujours. Elles restent unies avec eux et essayent de les imiter ; elles passent continuellement du culte des morts au culte de la patrie, et ne distinguent pas ces deux vénération.

Quel est le grand problème de demain ? Que la France demeure inspirée par les héros de la guerre, maintienne leurs vertus, soit l'héritière de leurs âmes. Nous ne devons pas profiter de leurs bienfaits sans reconnaissance. Le trésor de leurs mérites et de leurs exemples repose plus que partout ailleurs dans ces familles éprouvées, dans ces groupements de deuil ; nous n'allons pas,

comme des hommes sans mémoire, et de gaieté de cœur, renoncer à la collaboration agissante d'aucun de ceux qui sauvèrent la France.

IX

C'EST DÉCOUVRIR ALBERT
POUR COUVRIR MARCEL

Les intrigues souterraines de l'Allemagne.

15 novembre 1916.

Nous continuons à être gênés par l'état d'esprit où nous fûmes surpris en août 1914. Vous vous rappelez qu'on ne fit ni la mobilisation industrielle, ni la mobilisation financière, ni la mobilisation économique, mais seulement la mobilisation militaire. On croyait que dans tous les ordres on vivrait sur l'existant, que les stocks suffiraient jusqu'à la victoire. « La guerre, disait-on, durera peu de temps. » La doctrine admise enseignait que dès la mobilisation, toute vie économique cesse. Ce pouvait être une vérité de fait, mais c'était une absurdité d'y voir un principe à appliquer.

Pour maintenir la France dans son intégrité, il eût fallu avoir préparé à l'avance des chefs de la vie économique ; oui, dans tous les domaines un personnel-chef. On ne jugea même pas utile de laisser les officiers des manufactures à leurs places.

Quel émoi, quand on vit la consommation qu'exigeait la guerre ! On rappela dans leurs postes tous les techniciens et un nombre immense d'hommes de troupe. Alors, il fut possible d'augmenter la fabrication dans des proportions inouïes.

Nous avons fait des prodiges. C'est nous qui de toutes les nations en guerre avons fourni l'effort le plus grand. J'ai beaucoup admiré l'Angleterre, mais nous avons fait plus qu'elle, et, si l'on observe que nous sommes partis de rien, plus même que l'Allemagne.

Nous étions privés des trois quarts de nos ressources industrielles, à la suite de l'envahissement des pays du Nord, et voici que nous sommes arrivés non seulement à satisfaire aux besoins énormes de Verdun et de la Somme, mais encore à expédier de plus en plus à l'étranger. La France fournit complètement la Roumanie d'armes, de munitions, de téléphones, de toutes espèces d'appareils nécessaires à la guerre ; elle a armé et équipé l'armée serbe ; elle ravitaille quasi de tout l'armée russe, et dans cette même Russie, nos missions ont installé la fabrication des explosifs, de la poudre et des canons.

C'est bien beau ; il faut s'en féliciter et redoubler, car les Allemands, à cette minute, préparent leur effort suprême.

Effort militaire, économique, financier, et diplomatique.

Un journal neutre, le *Démocrate*, parlant de nos ennemis, écrit : « Les manifestations apparentes de leur effort militaire équivalent à une levée en masse. Ce sont : l'envoi sur le front ou dans les dépôts d'innombrables ouvriers occupés dans les usines et qui sont remplacés par les femmes, les enfants et les vieillards ; l'appel des réformés et de la classe des jeunes gens ayant atteint dix-sept ans ; la constitution du royaume de Pologne, dont le but essentiel est de créer une armée... »

Disons-le en passant, cette armée polonaise sera d'une médiocre qualité ; nul ne songe à nier la valeur des soldats polonais, mais incorporés au milieu d'Allemands, dont ils diffèrent totalement, ils ont toujours, depuis le

début de la guerre, saisi avec empressement l'occasion de passer dans nos rangs.

A côté de l'effort militaire, l'effort diplomatique des Allemands s'exerce avec une persévérance et une habileté qu'il serait puéril de nier. Leurs intrigues se multiplient en tous pays pour créer une atmosphère d'indulgence à l'égard de l'Allemagne. Ils s'emploient dès cette heure à la préserver d'une défaite trop complète. A leur propagande sentimentale, ces avocats de l'Allemagne joignent l'intimidation. Le docteur Alois Meister, professeur à l'Université de Munster, a donné le schéma du système : *« Nous devons étudier la presse de chaque pays, les rapports entre les journaux, leur situation financière, leurs relations avec la finance, leur tendance, leur influence, leurs lecteurs, les personnes dissimulées qui les dirigent... ; nous devons nous rendre compte de la possibilité de les influencer ou d'y acquérir des intérêts.., observer leur attitude à l'égard de certaines questions politiques précises, noter soigneusement la façon dont ces journaux observent la neutralité, leur hostilité à l'Allemagne, leur bonne volonté de s'instruire honnêtement des faits, leur disposition à s'entendre avec le gouvernement de l'empire. »*

Quel texte ! Quel jour il nous donne sur l'espionnage et la corruption proboche en tous pays ! Pour faire ce beau métier, Alois Meister recommande qu'il y ait dans toutes les ambassades allemandes un « attaché de la presse », journaliste de profession. Dans les pays en guerre, où pour cause il n'y a plus d'ambassade, l'Allemagne trouvera bien quelque journaliste indésirable, par exemple un de ces naturalisés chassés de leur pays natal pour faux et pour vol, qui se chargera d'organiser dans le pays qui lui donne l'hospitalité les « rumeurs infâmes » et les campagnes commandées par Berlin.

Nous ne demandons pas que la France se porte sur ce terrain de la propagande ignoble. Simplement il faut

que le fer rouge cautérise la plaie de l'espionnage. Aujourd'hui, ce n'est pas Léon Daudet seul qui la dénonce. C'est tout le monde. Voici déjà des mois qu'un professeur au Collège de France, M. A. Le Chatelier, qui appartient, je crois, au parti radical, écrivait : « *Le mécanisme des forfaitures et des trahisons se montre au grand jour. Elles recrutent leur personnel dans la clique interlope des mille ou quinze cents neutres et suspects de toute nationalité qui rôdent aux confins de la presse, de la politique et du gouvernement.* »

. Il faudrait que le moral du pays fût considéré comme un trésor précieux, nécessaire à la victoire et qu'il fût protégé. Mais de qui est-ce l'affaire dans notre gouvernement ?

. Ce n'est pas ainsi qu'on procède en Allemagne. Tout y est pris au sérieux et pesé. La question financière y paraît fort compliquée et pourtant il en est d'elle comme de la question économique : avec des éléments bien inférieurs à ceux dont nous disposons, nos adversaires ont pu tenir jusqu'ici grâce à la méthode et à l'organisation qui président à la répartition des denrées et à l'appel de l'or.

Il n'est pas sérieux de nous dire : le Français qui veut bien se battre ne veut pas se gêner dans ses habitudes. Nous ne tenons qu'à une chose qui seule compte, la victoire. Il est indispensable de mettre de la salubrité et de l'économie, bref du bon ordre dans la maison qu'est la France. Qu'il n'y ait pas de coulage, qu'à toute chose préside une juste répartition et la guerre n'en sera que mieux supportable pour tous.

Vous rappelez-vous, ces temps derniers, un article excellent où Jean Herbertte nous racontait comment le directeur d'une grande société d'électricité allemande, Walter Rathenau, fut chargé par son gouvernement de diriger au ministère de la guerre la section des matières premières ? Joignez-y le cas de Helfferich, devenu vice-

chancelier après avoir fait une carrière dans la banque. Petit employé en Allemagne, puis à Constantinople, il s'éleva d'étage en étage, jusqu'à la présidence de la *Deutsche Bank*. Dans ce pays aristocratique, de simples roturiers jouent le rôle principal, aux sommets de l'Etat, lorsqu'ils ont démontré leur compétence. Chez nous l'effort équivalent (également utile et large) serait de chercher des hommes d'action, des chefs où qu'ils se trouvent, en dehors des privilégiés de la politique (à qui nul ne conteste leur rôle de contrôleurs). La guerre transforme les nations en vastes usines ; pour en assurer le fonctionnement le plus rémunérateur, il faut des industriels, c'est-à-dire des compétences.

Je ne cherche pas à multiplier le nombre de nos ministres ou à varier plus heureusement leurs nuances. Nous avons la quantité et la diversité. Mais ne restons-nous pas, après deux années de guerre, trop confinés dans le monde du Parlement et de l'administration ? A nos chefs de groupe et à nos chefs de bureau, ne devrions-nous pas mêler des commerçants et des industriels ? La guerre en se prolongeant pose une succession de problèmes innombrables, imprévus, urgents, qui déconcertent l'expérience des uns et dépassent l'aptitude des autres : où trouver des hommes qui résolvent ces difficultés ?

Il y a M. Claveille, homme de grande valeur. On l'avait donné à M. le sous-secrétaire d'Etat de l'artillerie ; on le ramène chez M. le ministre des travaux publics. Vraiment, n'existe-t-il qu'un Claveille en France et faut-il pour couvrir Marcel découvrir Albert ?

La maigreur de ces solutions étonne. Appelez largement au service de la défense nationale les immenses ressources de compétences qu'il y a dans notre pays en dehors du Parlement et de son halo immédiat. Il est temps. A cette minute, sur tous les fronts, les Allemands ont bien plus de matériel humain en train de se dépenser

qu'ils n'en avaient il y a six mois. Ils sont soumis à une usure relativement bien plus grande que la nôtre. Ne leur laissons pas des avantages de coordination intérieure, des vertus de méthode et d'autorité que nous pouvons nous assurer. Les hommes ne manquent pas. Appelons-les, fussent-ils en dehors des milieux officiels.

L'armée est partie avec les spécialistes mélangés aux combattants ; elle les a remis peu à peu à leur place utile. Il s'agit de prendre les compétences, les gens d'aptitude et de science où qu'ils se trouvent et de les mettre à la barre.

X

LA SOUSCRIPTION DES MUTILÉS

17 novembre 1916.

Voilà de longs mois que nous n'avons pas parlé de la *Fédération nationale d'Assistance aux mutilés*. L'ordre y est parfait, tout se maintient, se développe et rend des services que je voudrais que connussent par le détail nos souscripteurs.

A la fin du mois dernier (octobre 1916), nous avons donné des subventions à nos trente-deux comités d'Amiens, Angers, Angoulême, Bayonne, Besançon, Boulogne-sur-Mer, Bourg, Cherbourg, Confolens, Etampes, Fontainebleau, Landerneau, le Havre, Lyon, Linoges, Marseille, Montpellier, Nancy, Nantes, Nîmes, Paris, Pau, Perpignan, Poligny, Rouen, Toulouse, Valence, Versailles, Yvetot...

A lui seul, le comité de Paris, que préside Louis Barthou, a distribué 2.147 appareils de bras ou de jambes et 713 chaussures orthopédiques. Il a terminé dans ses

ateliers parisiens la rééducation de 517 mutilés, les a tous placés dans de très bonnes conditions. En dehors de ces 517 grands blessés dont la situation professionnelle est désormais rétablie, le comité de Paris en a 380 en rééducation, qui pour un grand nombre sont près de pouvoir exercer leur nouveau métier. Et le service de placement a fait entrer dans des professions très diverses 2.843 mutilés.

Je vous dis cela en termes bien secs, comme un scribe sans cœur qui dépouille ses dossiers. Ah ! si je pouvais mettre sous vos yeux les lettres que j'y trouve et qui vous émouvraient par la joie de ceux qui se félicitent de leurs appareils et de leurs nouveaux métiers ! Je ne dois pas le faire ; les directeurs de la Fédération y sont traités trop généreusement ; pourtant il serait légitime que nos souscripteurs sussent à quel point ils font des heureux, et surtout je voudrais que l'on vit la prodigieuse délicatesse et chaleur de cœur de ces braves qui ont donné une partie de leur être et qui croient encore qu'ils ont de la gratitude à témoigner.

Mes chers souscripteurs et collaborateurs, avez-vous une idée bien nette de l'œuvre que vous avez créée ? Et pour nous en tenir à Paris, voyez-vous nettement nos externats, nos internats, notre administration centrale, les compartiments divers de votre œuvre ?

Je vous ai déjà menés chez M. Kula, l'apôtre de l'apprentissage. « Les résultats obtenus ont été excellents, me dit-il. Plus de 200 amputés sont sortis de nos ateliers de cordonnerie, de ferblanterie et d'ajustage, qui gagnent maintenant de 7 à 10 francs par jour. Voilà des hommes sauvés qui ne connaîtront jamais le chômage ni la misère et qui sont en état de se créer un foyer. Il n'a fallu pour cela que six mois d'assiduité au travail et de bonne volonté. » M. Kula ajoute : « Une vingtaine se sont déjà mariés. » C'est la grande et très juste idée de ce philosophe du travail ; il fait sienne la formule de Taine :

« L'homme devient père de famille, sitôt qu'il se croit en état de nourrir ses enfants. » Toutes les primes en argent ne serviront de rien, explique-t-il, ce n'est pas l'argent qui fait que l'homme se croit en état d'avoir des enfants, c'est le métier bien appris, capital indestructible qui permet de regarder l'avenir avec confiance. Si on veut que la France ait des enfants, il n'y a qu'un moyen, faire des hommes de métier.

On voit que nous avons beaucoup à profiter en écoutant M. Kula. Au sortir de chez lui, je voudrais vous mener une nouvelle fois quai de la Rapée, où M. et M^{me} Duhamel dirigent de près (sous la présidence de M^{me} Geoffray, la femme de l'éminent ambassadeur de France à Madrid, et du général Goetschy) la vie quotidienne du plus ancien de nos internats. Les Intellectuels espagnols, se souvenant que leur roi, justement aimé des Français, avait honoré de sa souscription cette maison, y sont venus, ces jours derniers, serrer les mains de nos pensionnaires. Leur approbation fut complète.

Notre second internat parisien, celui du 142 des Champs-Élysées, n'a pas réussi moins heureusement. Vous vous rappelez comment nous l'avons créé cet été. Il est l'œuvre de notre *Comité des Dames* que préside M^{me} Edmond Archdeacon et de la Société de secours aux blessés militaires. Sous la direction du vicomte d'Harcourt, parti aujourd'hui pour diriger la Croix-Rouge française de Roumanie, et de M^{me} Brincard, chez qui se perpétue l'esprit d'organisation de M. Germain, avec le concours de M^{me} de Warren, la maison des Champs-Élysées est en pleine activité. Je rappelle à nos lecteurs qu'ils peuvent attribuer d'une manière spéciale leurs générosités à telle ou telle de nos œuvres et je leur recommande de doter cette belle maison (dont l'immeuble nous est prêté avec un désintéressement que je remercie par M^{me} Francis de Croisset).

Ces résultats que j'abrège ici et dont vous trouverez le

détail dans un livre qui va bientôt paraître, où se rassemblent Frédéric Masson, Louis Barthou, Edouard Herriot, Hébrard de Villeneuve, Charles Chenu, Keufer, Souchon, tous nos amis, nous les devons aux bienfaiteurs innombrables qui répondirent à nos appels et dont l'effort se chiffre à cette date par deux millions cent mille francs, et puis aux dévouements qui se sont ligués pour assurer le bon emploi de ce trésor.

Voici déjà deux années que le comte de Chaumont-Quitry n'a pas manqué un jour de se dévouer à l'œuvre du placement des mutilés et pour le remercier je sais que je ne puis rien faire qui lui soit plus agréable que de vous inviter à lui signaler tout emploi où vous pourriez utiliser des mutilés.

Nos relations avec nos comités de province sont réglées par l'entremise de M. André Silhol, maître des requêtes honoraire au Conseil d'Etat (depuis que le chef de l'Etat nous a enlevé, en le réclamant auprès de lui, notre ami Olivier Sainsère), et l'on imagine ce que représente d'études et d'enquêtes la réussite de cette trentaine d'affiliations.

Enfin, je suis assuré d'exprimer la pensée de Louis Barthou, président du Comité de Paris, aussi bien que la mienne en marquant ce que l'ensemble de notre œuvre doit au secrétaire général du Comité de Paris, M. A. Souchon, professeur à l'Ecole de droit, assisté de mon compatriote lorrain, M^e Roger Bertin, avoué au tribunal civil de la Seine, et de M. G. Lamirault, receveur des finances à Paris. Ces collaborateurs principaux mettent au service de la *Fédération* leur science du droit, leurs aptitudes administratives et puis un sentiment inépuisable de gratitude française envers les grands blessés.

Cette gratitude, c'est le foyer de chaleur, la vie de notre œuvre, c'est elle qui nous anime tous, du plus modeste souscripteur jusqu'à ces dirigeants désintéressés

qui donnent depuis deux ans bientôt toute leur activité à la gestion de ce trésor patriotique.

Il est infiniment délicat de rendre à un grand blessé sa capacité professionnelle. On ne saurait y parvenir sans y apporter un intérêt passionné. Des écoles d'Etat fonctionnent dans d'excellentes conditions ; pour donner un seul exemple, il serait injuste de ne pas rendre hommage aux efforts du docteur Bourillon à Saint-Maurice ; mais est-ce méconnaître l'Etat de dire que ses administrations savent mal descendre aux cas individuels, qu'elles aiment les catégories réglementaires et se montrent peu propres à l'action dans le domaine de la vie morale ?

Une œuvre comme la nôtre ne serait pas digne de ses souscripteurs si elle ne s'appliquait pas à consoler et guider chaque mutilé qu'elle met au travail. Il faut qu'elle établisse avec lui des liens de confiance et d'amitié. Comment nous les multiplions, ces liens, c'est ce que je voudrais vous montrer dans un second article, la place me manquant aujourd'hui pour les précisions nécessaires.

Mais dès maintenant je lance aux lecteurs de *l'Echo de Paris* avec confiance un nouvel appel, pour qu'ils nous aident à maintenir et développer une œuvre qui les associe étroitement aux souffrances et aux espérances de nos héros malheureux.

XI

LE ROLE MORAL DE LA FÉDÉRATION DES MUTILÉS

20 novembre 1916.

Illic, un payeur principal est venu nous trouver, arrivant du front de la Marne. Il était chargé d'y faire

de la propagande pour l'emprunt ; une femme s'est présentée à lui et après avoir donné tout son argent pour la souscription nationale a dit qu'elle voulait pourtant faire quelque chose pour les œuvres de guerre, et détachant une croix d'or de son cou, elle a chargé l'officier de la remettre à notre œuvre.

Voilà notre accès auprès du public, la confiance qu'il nous accorde et dont nous tâchons d'être dignes. A mon avis, notre utilité n'est pas seulement de secourir les grands blessés, mais d'émouvoir la sympathie autour d'eux, autour des blessures de la France.

Dans mon dernier article, j'indiquais que l'Etat et ses administrations, dont je reconnais certes les mérites, savent mal entrer en relations, au vrai et au complet, avec l'individu qu'elles veulent solliciter ou qu'elles veulent aider. Des œuvres privées y parviennent bien mieux.

Déjà nos lecteurs connaissent nos ateliers d'externes et d'internes, petites maisons d'atmosphère familiale. Je veux aujourd'hui marquer d'un trait de plume quelques innovations que je crois bienfaisantes.

Nous venons d'organiser un service de visites dans les hôpitaux. La *Société de secours aux blessés* (avec qui nous avons par l'éminent professeur Legueu une alliance quotidienne d'un prix inestimable) nous a réservé un accueil que nous sollicitons et trouverons certainement auprès des autres sociétés. Nos délégués-visiteurs se mettent en rapport avec les administrateurs et les infirmières, font la connaissance des mutilés de l'hôpital, se renseignent sur leurs professions de la veille, sur leurs familles et leurs lieux d'origine. C'est le vrai moyen pour diriger les grands blessés qui nous demandent notre appui vers la forme de rééducation que, d'accord avec eux, nous jugeons la mieux appropriée à leur personne.

Voilà le perfectionnement que nous venons d'ouvrir au seuil de notre œuvre, et dans le même temps nous

la prolongions en créant une association entre tous les grands blessés, mutilés de la guerre, qui ont fait un séjour d'au moins deux mois dans l'une de nos écoles-ateliers.

Ce groupement s'appelle *Les Anciens de la Fédération*. J'en ai sous les yeux le dossier. Je feuillette les lettres que nous envoient nos pensionnaires déjà dispersés dans les diverses places où ils mettent à profit les métiers que nous leur avons enseignés. Toutes donnent le même son : « C'est avec joie, disent-elles, que je vois se former cette nouvelle société ; elle maintiendra des liens entre chacun de nous et la Fédération qui nous a rendu service. » Sur les 900 mutilés qui ont passé par nos écoles de rééducation, 450 déjà sont inscrits à l'Association des Anciens et le nombre des adhésions s'accroît chaque semaine.

Le premier dimanche du mois, ces « Anciens » se réunissent au 63, Champs-Élysées, dans un appartement de l'immense maison neuve que la comtesse de Béarn met depuis deux ans à la disposition d'une dizaine d'œuvres. J'y suis allé un matin ; deux cents « rééduqués » causaient, fumaient, autour d'un modeste buffet, heureux de se retrouver, de se renseigner entre eux et de prendre des consultations auprès d'hommes qui possèdent leur confiance. Beaucoup d'entre eux ont à demander des petits services relatifs à leur croix, à leur pension, à tous détails de leur vie. Quels meilleurs appuis pourraient-ils trouver que ceux de leur président M. Souchon, professeur à la Faculté de droit, ou de MM. Roger Bertin, avoué au tribunal de la Seine, Lamirault, receveur des finances à Paris, Chaumont-Quitry, chef de notre bureau de placement, qui ne manquent aucune des séances ? Louis Barthou, avec la chaleur que l'on devine, leur a fait une cordiale allocution le jour de la première réunion. Tous paraissent apprécier beaucoup un groupement qui est leur affaire

et dans lequel ils se sentent soutenus par ceux-là mêmes qui leur ont assuré la reprise de la vie laborieuse.

C'est M. Antoine de Boissieu qui nous a donné l'idée de ce groupement. Il en est le secrétaire général ; exactement le fondateur. Je le remercie et le félicite. Nos souscripteurs doivent attacher la plus grande importance à cette création. Elle couronne leur œuvre. C'est dans l'Association des *Anciens* que la Fédération est appelée à se continuer et à se survivre. Un jour viendra qu'il n'y aura plus d'appareils à donner, plus de rééducation à faire, et pourtant, même dans l'ordre matériel, la besogne ne sera pas finie. Bien des mutilés auront besoin encore d'être soutenus d'une manière ou de l'autre. Ils trouveront toujours au foyer de leur association, avec un accueil réconfortant, l'aide dont ils auront besoin.

Ceci me conduit à une idée que je soumets à mes lectrices.

On sait l'agrément que nos soldats trouvent dans la charmante institution des marraines. Elle a pu présenter des abus ; quelques types ingénieux jusqu'à l'excès s'assurent six, dix marraines ; et puis ceci et puis cela ; mais des inconvénients de détail n'empêchent pas que, dans l'essentiel, c'est bien aimable, ce rapprochement à travers l'espace des femmes françaises et de ceux qui les défendent. Pourquoi n'adapterions-nous pas cette idée à notre œuvre ? Je demande à nos donatrices si elles ne veulent pas devenir marraines de mutilés.

Voici ma proposition. Toute dame qui créerait une bourse (c'est 800 francs) ou bien une demi-bourse (de 400 francs), ou qui voudrait participer au don d'un appareil (la participation, qui varie selon l'appareil, est en moyenne de 150 francs) pourrait réclamer le titre de marraine et par là s'engagerait à suivre moralement dans la vie le grand blessé qu'elle aurait une fois aidé. Elle le suivrait moralement, je veux dire qu'après qu'il

a quitté notre école et qu'il est en mesure de gagner sa vie, elle demeurerait en relations avec lui et, se souvenant toujours qu'il a souffert pour la France, elle donnerait une voix à notre amitié à tous, chaque fois qu'il y ferait appel.

Je crois à la bonté et à l'utilité de cette création, qui compléterait, ferait plus aimable encore la générosité de nos donateurs. Nous serons toujours dans la vérité quand nous sortirons du patriotisme abstrait et quand nous rapprocherons les êtres les uns des autres. C'est la supériorité que les œuvres privées peuvent prendre sur les meilleures organisations de l'Etat.

Et si j'entraîne des lectrices dans l'action (ne faisant d'ailleurs que suivre d'admirables initiatives et les exemples que nous donnent d'innombrables Françaises), je leur rends service à elles-mêmes. Toutes les femmes n'ont pas pu pénétrer dans les ambulances, de même que beaucoup d'hommes ne peuvent pas être dans les tranchées parce que leur âge, leur santé ne sauraient pas y rendre service ; eh bien ! qu'elles saisissent l'occasion d'être utiles, secourables, amicales à ceux qu'elles ne peuvent pas soigner comme font les plus favorisées d'entre elles. L'appui moral qu'elles donneront à nos mutilés sera fécond pour elles-mêmes. Elles entreront dans le grand courant, s'associeront selon leur force à la mobilisation générale de la France, participeront pour une petite part aux mérites qui transfigurent notre patrie devant l'univers.

P.-S. — L'administration des manufactures de l'Etat admettait comme « infirmité pouvant être compatible avec l'emploi de préposé un pied ou une jambe amputés » (et même je crois une main). Mais voici qu'une commission, composée de médecins qui ignorent les besoins, les méthodes, la nature du travail dans l'administration des tabacs, s'est trouvée appelée à donner

son avis. Et dans son rapport au *Journal officiel* du 18 juillet dernier (page 6363), elle élimine ces amputés des postes qui les attendaient.

Il y a pis ; elle les chasse des postes où déjà ils venaient de s'installer.

C'est là ce qui est trop pénible. Sachant qu'on préparait un règlement en faveur des victimes de la guerre, certaines manufactures de l'Etat, je citerai les Tabacs de Reuilly, avaient été de l'avant et déjà employaient des amputés d'une main ou d'une jambe. Elles s'en déclarent parfaitement satisfaites ; mais le rapport des médecins ne tient compte ni du fait acquis ni des désirs de l'administration des tabacs. Et le jour où des nominations conformes à la lettre du règlement vont paraître, Reuilly devra mettre à la porte les amputés dont le travail est pleinement satisfaisant.

Est-ce acceptable ? Ne serai-je pas entendu ? Aurai-je protesté dans le désert ? Je me réserve d'insister et d'élargir ma réclamation.

XII

LA NÉCESSITÉ DU SUFFRAGE DES MORTS

22 novembre 1916.

Que faites-vous, me dit-on, de cette campagne que vous aviez commencée pour le suffrage des morts ? L'auriez-vous abandonnée ?

Assurément non ! L'autre jour, un des membres les plus estimés de la Haute Assemblée voulut adopter cette idée. Il allait déposer une proposition au Sénat. J'ai réclamé amicalement le droit de conduire l'affaire.

Aller d'abord en pleine mer, dans l'immense public,

c'est la condition du succès. Je l'ai bien vu pour la croix de guerre. « Encore une décoration ! » me disaient des collègues. Je multipliai les articles. L'armée de qui je tenais ma pensée la reconnut comme sienne, l'aima, la soutint et dans peu de mois le grand souffle du large nous faisait entrer au port.

Allons-nous trouver cette fois les mêmes appuis dans l'opinion ? J'en suis sûr. Mais d'abord à qui nous adresser ?

Aux soldats, aux familles en deuil, à toutes les femmes.

Soldat, s'il t'arrive de tomber au champ d'honneur, n'est-il pas juste que tu continues de te faire entendre par la bouche des tiens ? Grâce à la loi du suffrage des morts, tu pourras collaborer à la réorganisation de cette patrie que tu as sauvée. Tu demeureras pour défendre avec ton bulletin de vote, au milieu de la cité, ton foyer, tes intérêts, ta pensée.

Quel combattant refuserait cette prolongation de sa volonté, cette survie civique, cette augmentation du pouvoir des siens ! Le capitaine Taboureau, qui vient de publier sous la signature de Jean des Vignes-Rouges cet admirable *Bourru, soldat des tranchées*, livre de souplesse, d'esprit, de mesure, à la gloire du soldat-paysan et des troupes qui prirent Vauquois, écrit : « *Vous l'avouerez, parfois une angoisse me vient. Ces hommes qui fécondent de leur sang « la plus grande vie de l'avenir », par quels moyens pourront-ils dire : C'est ainsi que nous l'avons rêvée. Et si par hasard elle allait être faussée dans son développement par des causes encore inconnues ! Ah ! voyez-vous, c'est la grande tristesse qui assaille invinciblement celui qui forge le futur. Il n'est pas sûr que cet avenir pour lequel il se donne sera tel qu'il le veut, et un doute cruel surgit dans son âme : « Si mon sacrifice allait être stérile ? »* — Jean des Vignes-Rouges se rallie avec enthousiasme à l'idée du suffrage des morts.

Et nos familles en deuil ? Ma proposition répond à leurs sentiments les plus spontanés. Cette mère, ce père,

ces enfants savent qu'ils sont le prolongement de celui qui vient de partir en les couvrant d'honneur. Ils rêvent de le continuer, de le maintenir, de penser et d'agir comme lui, à sa place. Je leur en apporte le moyen. A chaque fois que ces parents croiront sentir un abaissement de la vie publique, des injustices, quelque manque de noblesse, ils interviendront pour dire : Ce n'est pas en vue d'un tel résultat que notre père, notre fils, notre mari a donné sa vie. (Voir là-dessus le Bulletin de l'Union des Pères et des Mères dont les fils sont morts pour la patrie et le discours que fit Chenu à la Sorbonne.)

Et puis — c'est un argument que les familles des morts n'invoquent peut-être pas, mais que nous avons le devoir de formuler pour elles — il peut arriver que l'on soit négligent, je n'ose pas écrire ingrat, envers les foyers privés de protecteurs. Cette jeune veuve, cette vieille maman, que pèseront-elles parfois auprès de la froide administration ? Mais, le bulletin de leurs morts à la main, qu'elles s'avancent sans crainte ! je les vois accueillies sur l'heure avec le plus affectueux respect par M. le maire, M. le sous-préfet, M. le député.

Certains pays du Nord, de l'Est, gisent à terre broyés, dépeuplés par les crimes allemands et par notre système de mobilisation qui mit tous leurs réservistes en première ligne de la couverture dès 1914. O villages du 20^e et du 21^e corps ! Comment se feraient-ils entendre, ces enfants, ces vieillards, ces femmes, sur des ruines s'ils n'ont pas les voix de leurs morts ? Dans la mairie reconstituée, au milieu des champs qu'elles auront labourés, il faudra bien que siègent des femmes.

Les femmes de France ! Par quelle porte plus noble veulent-elles entrer dans la vie publique ? Les héros se soulèvent pour leur tendre le bulletin de vote. Elles débiteront dans la gestion des intérêts de la cité en exprimant les pensées de ceux qu'elles ont soignés, consolés et ensevelis. Jamais à l'origine d'aucun droit le

monde n'aura vu de source si pure. La mère, recevant ses pouvoirs de son fils, l'épouse de son mari, la fille de son père, quelle grandeur ! Les voilà citoyennes. Il y a dans ce baptême sur le champ de bataille quelque chose d'invincible, une beauté si belle qu'il est impossible qu'on l'empêche d'exister. Qui donc osera demander que les femmes de France, dont les mérites s'imposent au respect attendri de tous, soient privées de ce couronnement au jour de la victoire ?

... J'explique, je cherche à persuader ; je n'ai pas d'autre droit, d'autre force, mais ceux qui reviendront voudront, exigeront. Ils auront appris que l'action, c'est le salut. Je ne sais qui parlait de ces chevaux suspendus qui galopent en l'air sans avancer. Nous n'avons plus que faire de ces bêtes-là.

Nous nous acheminons, nous courons vers un monde imprévu. La guerre a fait voir le fond commun d'idées, de sentiments, de vénération qui était en dessous, quelles que fussent nos particularités, chez nous tous Français et Françaises. Nous voilà sortis de l'ancien marécage. Comment, par qui avons-nous touché la terre ferme, la terre de salut ? Par les combattants et par leurs familles qui sont, elles aussi, combattantes ; qui supportent les coups, saignent, résistent, méritent. Eh bien ! ces familles militantes, une nouvelle noblesse, à qui Viviani accorde le droit de relever le nom de leurs morts tombés sans héritier mâle, il faut qu'elles parlent demain pour que les éléments moins nobles ne prennent pas le dessus.

Le suffrage des morts étonne, inquiète, déconcerte quelques-uns. Mais beaucoup d'emblée s'y rallient. J'ai dit que je déposerai ma proposition à la Chambre avec Louis Marin, député de Nancy. Le consentement des populations de la frontière, si durement piétinées, est une première grande force. Toute la suite viendra si mes amis veulent m'aider. Examinant l'idée, Louis Latapie, dans

la *Liberté*, disait : « Cette solidarité ainsi affirmée entre morts et vivants, ce sera la plus belle expression qui ait été réalisée de l'idée de Patrie, et la plus magnifique préface au renouveau de justice et de fraternité qui doit jaillir des horreurs mêmes de la guerre. » « Le suffrage des morts, écrit dans la *Croix* de ce jour Henry Reverdy est une pensée d'une splendide originalité... On dira qu'il peut en être mésusé par ses représentants. Mais a-t-on l'illusion de croire que les vivants n'abusent jamais de leur propre vote ? »

Je ne puis dans un seul article développer ni même énumérer tous mes arguments. Une autre fois, je mettrai davantage en valeur l'intérêt des régions dévastées et dépeuplées, qu'on ne va pas tout de même laisser dans leur douloureuse infériorité électorale ! Qu'aujourd'hui, sur toute la France, mon appel puisse aller toucher nos trois appuis principaux : les soldats, les familles en deuil et toutes les femmes. Je leur confie la propagande du projet.

Que pensez-vous d'une pétition ? Il y a quelques mois déjà, vous en souvenez-vous, lecteurs, nous y avons pensé. Je prépare un meilleur texte et déjà vous pouvez le demander au siège de « la pétition du suffrage des morts » : *Ligue des Patriotes*, 4, rue Sainte-Anne, à Paris.

XIII

PÉTITION POUR LE SUFFRAGE DES MORTS SOUMISE AU PARLEMENT PAR LES FAMILLES DES MOBILISÉS

24 novembre 1916.

Les morts de la guerre sont les machinistes de tout ce spectacle de renaissance auquel, la paix venue, nous

allons assister. Nul n'oserait le nier. Pourquoi sommes-nous les maîtres de la maison et libres de l'organiser sans nous courber sous la volonté allemande? Parce que des hommes ont combattu, parmi lesquels beaucoup nous donnèrent leur vie. De quelque côté que nous regardions, tout nous rappelle ces êtres de sacrifice. J'écris cette page à la Chambre, au milieu des bancs tapageurs qui reçoivent leur dignité de quelques écharpes tricolores marquant la place de nos deuils. A chaque mesure que nous discutons, qu'il s'agisse de relever nos ruines, de remettre en valeur nos champs, d'élever nos orphelins, le regard de l'âme aperçoit un soldat de la France, étendu sur la terre, à qui nous devons que ce débat soit possible.

Qu'est-ce que nous ferons pour notre imagination et nos cœurs? Et quoi encore pour la justice?

Les grandes journées de la vie française, durant des années, vont se diriger vers les tombes de nos champs de bataille. Déjà le monde invisible absorbe l'attention des familles en deuil. Il est pour elle une partie de la France. Des ombres se tiennent auprès de chacun de nous. Quelle ingratitude, quelle misère d'esprit, si nous ne savons pas leur donner la parole et recueillir la pensée des meilleurs enfants qu'eut jamais la patrie.

Voici le texte que je sou mets à l'examen et à la signature de nos lecteurs. Ils y trouveront sommairement l'indication de la nécessité où se trouve la France de ne pas laisser muets et désarmés tant de foyers et de si vastes régions.

Messieurs les représentants de la nation,

Depuis le début de la guerre, des centaines de mille de Français sont morts. Qu'allons-nous faire pour eux?

Aux plus illustres, nous dresserons des statues sur nos places publiques; aux autres, des stèles funèbres sur leurs ossuaires.

Comme c'est froid, comme c'est insupportable !

Ces morts que nous savons meilleurs que nous-mêmes et dont nous entendrons la voix jusqu'à la fin de nos jours, pouvons-nous accepter qu'ils se taisent désormais et qu'ils ne donnent aucun avis dans la reconstruction de la patrie qu'ils ont sauvée ?

Nous ne songeons pas seulement à leur marquer notre gratitude. Nos intérêts nous préoccupent. La brusque disparition d'un dixième peut-être de notre corps électoral jettera un trouble profond dans la direction des affaires publiques.

De sacrifice en sacrifice, les combattants et leurs familles en arriveront à se trouver dominés par les non-combattants.

Certaines communes, certaines régions dépeuplées par le hasard des batailles et les conditions du recrutement vont se trouver dans une douloureuse infériorité électorale.

Comment empêcher que l'équilibre soit rompu aussi injustement ?

Les noms des morts doivent continuer à figurer sur les listes électorales. Ils voteront par l'intermédiaire de leurs familles dont ils font la noblesse et qui leur vouent un culte pieux.

Le vote des femmes a été jusqu'à ce jour dans notre pays l'objet de critiques dont ses partisans n'avaient pu triompher. A l'issue d'une guerre où tous les enfants de la France furent plus beaux que dans aucun siècle, la patrie doit un hommage aux femmes et aux mères des héros. L'enthousiasme glorieux de nos combattants est fait pour une grande part du courage et de l'abnégation des Françaises et celles-ci, quand la funeste nouvelle tombe dans leurs foyers, sont dignes de recueillir (pour la défense de leur famille et de la patrie) le bulletin de vote du soldat dont l'âme était pareille à la leur.

Aucune objection d'ordre public ou social ne peut nous être opposée. Tous les partis et toutes les classes de la

nation accomplissent leur devoir ; tous auront payé leur tribut à la mort : en maintenant à ceux qui tombent pour la défense de la patrie leur droit de vote, nous évitons l'injustice sans ouvrir la porte à aucune surprise.

En conséquence, nous demandons que la législation électorale soit modifiée de manière à donner satisfaction à la gratitude et à l'équité envers les familles décapitées et les régions décimées.

Et laissant aux jurisconsultes le soin d'étudier les questions qui relèvent plus spécialement de leur compétence, nous réclamons le suffrage des morts.

La gratitude, l'utilité, la justice, voilà les trois chefs sous lesquels on peut réduire les arguments qui plaident en faveur d'une loi dont la grande beauté ne peut échapper à personne. Mais cinquante articles ne me suffiraient pas pour en faire briller toutes les faces.

Jean des Vignes-Rouges (c'est le capitaine Taboureau), l'auteur de ce beau livre, *Bourru, soldat de Vauquois*, où il a montré un rude soldat paysan qui, sous l'influence du souvenir de ses camarades morts, s'élève à de hautes régions spirituelles, souligne une des utilités du suffrage des morts dans la revue du front *Le Souvenir*. Je regrette de n'avoir pas lu, l'autre jour, cette page aux « Veuves de la Guerre ».

« Ce projet, écrit-il, me plaît infiniment... non seulement parce qu'il assurera la survie des morts, mais aussi parce qu'il va créer un grand devoir pour les veuves. Voici de faibles et douloureuses femmes chargées de représenter le compagnon de leur vie dans « la plus grande vie » pour quoi il s'est sacrifié. Tremblantes, elles accueilleront cet honneur... et peut-être au début leur paraîtra-t-il bien lourd... Mais, dès que ce devoir aura été compris, quelle transformation ! Ce sera pour elles l'origine de tout un développement de leur être... En effet, représenter son mari dans la vie de son temps... cela ne consistera pas uniquement à rechercher dans sa

mémoire quelle pouvait être son opinion et la conserver étroitement telle quelle. Le soldat mort, comme tout homme, aurait modifié ses points de vue. En 1930, il n'aurait pas été le même qu'en 1914. Voilà donc la veuve obligée d'évoluer dans le prolongement des idées de celui dont elle veut perpétuer le souvenir...

« Quelle obligation morale féconde !... Cette veuve qui s'abîmait peut-être dans une noire détresse, maintenant la voici contrainte de se mêler à la vie... de s'enquérir des idées... de réfléchir, d'agir... au nom même de l'amour qu'elle conserve dans son cœur comme une relique... Et en même temps, l'esprit du soldat gagne la durée qu'il avait souhaitée... « Il est moins mort » puisque sa pensée ne s'est pas arrêtée au moment où il est tombé. Une compagne sûre et aimante a saisi cette pensée et lui fait donner tous ses fruits... »

Henry Reverdy se place pour nous appuyer au point de vue du Nord et de l'Est : « Dans ces régions, non seulement les hommes ont été décimés sur les champs de bataille, mais d'autres ont été victimes des meurtres, des mauvais traitements et des déportations de l'Allemagne. Des villages entiers ont disparu, tellement rasés par les obus qu'on cherche leur emplacement. Si l'on ne tient pas compte à ces contrées du sacrifice des morts, on les mettra dans une véritable infériorité électorale à cause de la diminution du chiffre de la population. Arrivera-t-on à ce paradoxe que ce serait les départements ayant le plus donné à la France qui prendraient le moins de part proportionnelle à sa direction ? »

Léon Bailby, Louis Latapie, Jean des Cognets font valoir d'autres raisons également fortes. A nos amis de regrouper tous ces arguments. Et d'abord qu'ils se procurent à la Ligue des Patriotes, 3, rue Sainte-Anne, les feuilles de pétition, les fassent signer autour d'eux, et nous les retournent. L'idée la plus vraie, la plus belle

n'est rien si des hommes de foi ne lui donnent la chaleur et le mouvement.

Les patriotes ont deux tâches immédiates : la propagande pour *une paix avec des garanties* (c'est ainsi qu'il faut bien que je m'exprime obscurément, selon le rite imposé) et puis la propagande pour le *suffrage des morts*.

P. S. — Déjà des lecteurs m'adressent leur approbation. Je les enregistre et les discuterai, mais je suis obligé de revenir d'abord au projet dont j'ai parlé et que quelques-uns veulent bien réclamer. Lundi matin je commencerai une série sur *Nos diverses familles spirituelles en France durant la guerre*¹. Cette question qui touche au ravitaillement moral et à l'union sacrée, est de grande importance et d'intérêt présent.

P. S. — Voici une lettre si belle que je ne crois pas qu'il me soit permis de la laisser connue de moi seul. Elle me vient d'un hôpital de Paris :

23 novembre 1916.

Monsieur,

Nous sommes quelques officiers blessés qui, soignés dans la même salle d'hôpital, consacrons souvent le dimanche une petite somme à l'achat d'un supplément à l'ordinaire, sous forme d'huîtres et de bon vin. Nous renonçons à notre habitude, et nous vous adressons ci-joint, pour la Fédération nationale de secours aux mutilés, ce que nous aurions dépensé dimanche prochain.

En ce temps de lutte, il nous semble que le devoir de chacun est de comprimer les dépenses inutiles, et nous espérons que si les blessés donnent l'exemple, ceux des civils qui oublient parfois que nous sommes en guerre

1. Cette série a été réunie dans un volume *Les diverses familles spirituelles de la France* et traduite dans toutes les langues.

chercheront de meilleure grâce à réaliser sur eux-mêmes les économies indispensables à la victoire...

Un groupe d'officiers blessés
en traitement à l'hôpital
Buffon.

Ce sont vraiment « toujours les mêmes qui se font tuer », toujours les mêmes qui méritent de servir de modèles. Que ces inconnus reçoivent nos respects et les remerciements des soldats mutilés.

XIV

LE DISCOURS DE CHAMPIGNY OU EN SOMMES-NOUS ?

La Ligue des Patriotes.

4 décembre 1916.

Voici à peu près ce que j'ai dit hier, dimanche, aux patriotes rassemblés à Champigny :

Déroulède a créé ce pèlerinage au temps de la paix. Il y rassemblait les patriotes pour leur rappeler la guerre de 1870 et pour leur annoncer la nouvelle guerre, dont la date seule était incertaine.

Depuis la mort de ce prophète de la France, que nous avons vu malade, mourant et l'âme toujours pleine de jeunesse, dépenser son dernier souffle dans un dernier salut à l'Alsace-Lorraine et dans un suprême avertissement, nous venons tous, de tous les points de l'horizon politique, chaque année, au début de décembre, mettre ici en commun nos certitudes, et raviver encore notre volonté de vaincre.

Où en sommes-nous ? C'est la question que chacun de nous pose à son voisin et se pose dans sa conscience.

Pour y répondre, un seul moyen. Il ne faut pas juger les événements à la mesure des espérances précipitées que nos imaginations pourraient concevoir ; il faut comprendre de quel point nous sommes partis, à quel point nous sommes arrivés.

Où en étions-nous, la dernière fois que nous nous sommes vus, en décembre 1915 ? Où en sommes-nous aujourd'hui, 3 décembre 1916 ?

Ce sont deux bilans à dresser.

Tous ici nous aurions horreur d'une éloquence de mots. Des faits, des chiffres. La comparaison de ces deux bilans 1915 et 1916 est la manière la plus scientifique de mesurer notre progrès vers la victoire.

Ouvrons le registre de 1915. Reportons nous à la situation qui était la nôtre lors de notre dernière rencontre sur ce plateau, en décembre 1915.

En vain avons-nous obtenu deux succès, l'un en mai dans l'Artois, l'autre en septembre en Champagne', et ramené sur nous une grande partie de la masse de manœuvre allemande : notre matériel d'artillerie lourde avait été insuffisant, et nos succès éphémères. Les Allemands, mettant à profit la pénurie des Russes en armes et en munitions, les avaient refoulés de plusieurs centaines de kilomètres, avaient conquis Varsovie, toute la Pologne industrielle et une partie de la Lithuanie. Ils pouvaient croire que, pour un long temps, ils avaient éloigné de leurs frontières d'Autriche et d'Allemagne le péril russe, et que, tout en exploitant le territoire qu'ils occupaient, ils allaient maintenir leur front oriental sur une défensive peu coûteuse.

La Bulgarie passait dans leur camp. En moins de deux mois, ils envahissaient toute la Serbie et en chassaient les débris exténués de l'armée du roi Pierre.

Leur empereur inaugurait bruyamment le chemin de

fer Berlin-Constantinople, et annonçait sa venue prochaine à Constantinople, d'où il balayerait les Anglais de l'Égypte.

Notre expédition des Dardanelles échouait, les Russes étaient refoulés au Caucase, et notre armée d'Orient demeurait confinée aux abords immédiats de Salonique, au milieu de forces grecques quasi-menaçantes.

Bref, à la fin de 1915, les pangermanistes se croyaient sur le point de réaliser leur rêve oriental.

Je ne cache pas nos misères, telle était la situation. Et maintenant, après une année, voyons ce qu'elle est devenue.

Ouvrons le registre de l'année 1916 qui s'achève.

Se croyant tranquille du côté russe et maîtresse de la route de Constantinople, l'Allemagne a voulu en finir avec la France.

Où ? Comment ? à Verdun.

La bataille de Verdun dans la campagne de 1916 correspond à ce que fut la bataille de la Dunajec dans la campagne de 1915. Mais d'issue bien différente. Les Allemands, cette fois, ont subi l'échec complet. Non seulement ils n'ont pas pris la forteresse, mais la couronne de forts un instant entamée a été rétablie, et la reprise de Douaumont et de Vaux vient de confirmer notre victoire.

La volonté de l'ennemi a été brisée, ce qui est la définition de la victoire. Il n'a même pas réussi à nous mettre dans l'impossibilité de coopérer à l'offensive générale que nous avions concertée, dès le début de l'année, avec nos alliés.

Les batailles de la Somme ne sont pas finies ; on ne peut pas en faire le bilan, mais au 15 novembre les armées franco-britanniques avaient capturé 80.900 prisonniers dont 1.500 officiers, 175 canons de campagne, 130 canons lourds, 215 mortiers de tranchées, un millier de mitrailleuses. Ces chiffres montrent où s'affirme la

supériorité, et notre infanterie sur tous les points a conscience de dominer l'infanterie allemande.

Dans le même temps (et de la même manière que l'armée française a attaqué malgré Verdun), l'armée italienne, malgré la descente des Autrichiens dans le Trentin, a pris à son tour l'offensive, a saisi Goritz et marché sur Trieste.

Les Allemands sont-ils plus heureux en Orient ?

Les armées russes ont ressuscité. Nos ennemis les croyaient bien anéanties ; elles réapparaissent, elles attaquent et culbutent les Autrichiens ; elles reconquissent la Bukovine et une partie de la Galicie, elles font plus de 500.000 prisonniers.

Notre armée d'Orient renforcée, libre du côté de la Grèce, dont une partie s'est déclarée pour nous, sort de Salonique, refoule les Bulgares et reconquiert Monastir.

Partout les Alliés attaquent, partout ils refoulent l'ennemi, partout ils font des prisonniers : plus de 500.000 sur le front russe, 100.000 sur le front franco-britannique, 40.000 sur le front italien, 10.000 en Macédoine. Partout nous sommes victorieux, sauf sur un point, en Roumanie.

Parlons de la Roumanie.

Elle est entrée dans notre camp, presque à la même date où, un an plus tôt, la Bulgarie avait accru le nombre de nos ennemis. Qu'elle soit félicitée et remerciée de sa vaillance d'âme. Le commandement allemand, tenu en échec sur tous les fronts principaux, a compris qu'il pouvait trouver dans cette ennemie plus faible, encore ignorante de cette dure guerre, le point où faire une brèche. Une fois de plus, il a bénéficié de sa position centrale pour opérer une concentration, avant que les Russes puissent intervenir. Mais l'armée roumaine n'est pas détruite : elle se replie ; des armées russes importantes sont rassemblées, s'approchent, et demain peuvent arriver les bonnes nouvelles.

Il est à remarquer que les Allemands, cette fois, sont loin d'accomplir leur besogne avec la rapidité foudroyante qu'ils étaient capables de déployer en 1915 contre la Serbie. Ici nous touchons au fait qui sera notre conclusion. En face de l'Entente, l'Allemagne n'a plus assez de monde.

Par là l'intervention de la Roumanie demeure une cause de faiblesse pour les empires centraux ! Pour battre la Roumanie ils doivent employer des canons et des hommes qui leur font défaut ou leur feront défaut ailleurs.

Quelle que soit leur issue, les opérations en Roumanie ne peuvent pas enlever à l'ensemble de la campagne de 1916 son caractère nettement victorieux pour l'Entente.

Cette victoire s'affirme par la tension des effectifs et du matériel en Allemagne.

La caractéristique de cet automne est la présence de l'armée allemande en notable proportion sur tous les fronts, sauf l'italien.

Les Allemands n'enrayent l'offensive russe (et pour combien de temps ?) qu'en fournissant aux Autrichiens un appoint considérable ; ils ont douze divisions en Transylvanie, plusieurs en Dobroudja et en Macédoine, où l'on a annoncé l'arrivée de renforts allemands dès la prise de Monastir. Ils avaient annoncé qu'à travers la Turquie ils iraient conquérir les territoires britanniques ou russes ; ils n'ont même pas pu sauver l'Arménie, Erzeroum, Trébizonde, et incapables de protéger leurs alliés ils cherchent à leur emprunter, sans grand succès, semble-t-il, des troupes. Partout ils accroissent leurs fronts, partout ils épandent leur matériel humain, et s'il est vrai qu'ils ont une population double de la nôtre, c'est sur un front qui est plus du double du nôtre qu'ils s'usent.

Où est leur espoir ?

Nous avons notre classe 15 sur le front avant qu'ils n'y eussent la leur, et voilà qu'ils sont allés si vite dans leur dépense humaine qu'ils ont engagé avant nous la classe 17. Leur idée de « levée en masse » et puis leur comédie polonaise, destinée à leur procurer des hommes, au mépris des inconvénients diplomatiques qu'ils y trouvent, sont de grands signes de leur crise d'effectifs.

Dans notre camp au contraire, l'armée anglaise, qui vient de se révéler comme une force de premier ordre, a des masses d'hommes dans ses dépôts et un matériel continuellement augmenté. L'armée russe, qui l'an dernier avait été battue, et avait reculé de 400 kilomètres, va l'an prochain se remettre en marche encore plus nombreuse et mieux outillée. Le matériel d'artillerie lourde mis en action sur la Somme par les Alliés s'est montré à la hauteur de la tâche en qualité et en quantité. Les usines de France et d'Angleterre produisent pour tous les Alliés, et leur production promet pour 1917 de puissantes augmentations.

Ce qui reste à parfaire, par application du principe de « l'unité d'action sur l'unité de front », c'est *la mise en commun des hommes aussi bien que du matériel*.

D'immenses ressources d'hommes subsistent chez nos alliés. Ils voudront consentir maintenant l'effort de sang qu'avant eux la France a fait pour la cause commune. C'est devenu indispensable de répartir les sacrifices sur chacun des peuples qui luttent pour la guerre de libération. Puisque nous aspirons à l'unité d'action, de pensée, de méthode et à faire le bloc de la même manière que les Empires centraux, il faut qu'il y ait une armée unique, à la fois française, anglaise, russe, italienne, belge, serbe, portugaise, roumaine, animée d'une seule âme, commandée par un seul chef. C'est par ce dernier progrès que nous obtiendrons une paix qui sera la réparation du passé et la garantie de l'avenir.

XV

UNE BONNE CARTE DANS NOTRE JEU

La gêne alimentaire allemande.

18 décembre 1916.

Pourquoi ne pas nous parler de la Chambre ? m'écrivent des lecteurs.

Pourquoi ? Il n'y a pas à la peindre. Elle se fait bien voir toute seule. Satisfait-elle notre raison ? Non, mille fois non. Elle nous fait souffrir, elle souffre elle-même.

Le remède ? Il eût fallu que jadis elle écoutât le vice-président de la *Ligue des patriotes*, Gauthier de Clagny, quand il l'invitait à prévoir les événements et à s'organiser pour le cas de guerre. Avec quelle insistance ! Par trois fois, notre sage ami déposa des propositions visant cet objet (en 1895, en 1904, en 1908) et jamais, inutile Cassandre, il ne fut écouté.

Soit ! me dit-on, nous eûmes tort, mais aujourd'hui que faire ? Moins de discours, beaucoup moins de séances et rejeter cette néfaste division en partis.

Bien des collègues m'ont dit : « Vous êtes injuste de généraliser. Il y a au Palais-Bourbon une majorité de braves gens capables de rendre des services... » D'accord. Je dresserais aisément une liste d'hommes à tous points de vue excellents et choisis sur tous les bancs. Seulement la machine a cessé de marcher. D'un tas de députés pris individuellement, je sais la belle qualité française, mais je défie aucun d'eux, aucun homme de bon sens, de s'inscrire en faux contre ces quatre mots bien modérés : « Ça ne va plus. »

Je me tais. La censure, ses lunettes sur le nez, d'énormes ciseaux à la main et rendue folle d'amour par les excès mêmes du parlementarisme, m'interdit d'en dire davantage.

J'en ai assez dit pour que l'on comprenne que me détournant des divisions et des querelles, ne comprenant, dans un tel péril du pays, ni les ambitions, ni les haines, mais seulement la hiérarchie, la discipline et l'autorité, je m'emploie à montrer par une suite d'articles, dans toutes les classes, dans toutes les catégories, dans toutes les « familles spirituelles », une parité d'âmes, une fraternité qui sauvent la France sur les champs de bataille et qui la sauveraient plus vite si notre Parlement voulait s'en inspirer.

J'ai fait voir comment les catholiques, les protestants, les israélites ont trouvé, chacun dans leurs principes, qui semblaient s'opposer, des raisons de se dévouer d'une même manière à la France, et nous voici maintenant arrivés aux soldats d'opinion socialiste, qui puisent, eux aussi, dans leur foi, dans leurs doctrines et dans leurs passions la volonté de mater le Boche.

Mais aujourd'hui je m'interromps pour une besogne plus modeste en apparence, également utile. Il n'y a pas que des esprits, il y a des estomacs. Que ceux-ci ou ceux-là s'inquiètent, c'est mauvais. Après avoir prêché pour la provision de calme et d'énergie, je voudrais prêcher contre les provisions irraisonnées de sucre ou de haricots.

Il paraît — ce sont, je vous en préviens, des cancons de cuisinières — que, pour avoir du sucre chez l'épicier, il faut être au dernier mieux avec lui ou tout au moins lui acheter pour une somme ronde d'autres produits. Il paraît encore, d'après les derniers potins de l'office, que, pour prendre livraison d'un bifteck affiché à 50 centimes chez le boucher, il faut être un client habituel et connu comme ne faisant jamais d'infidélités à son fournisseur...

Mais il paraît aussi, et ce sont, je vous en prévient encore, les cancons des épiciers, que tout le malheur vient des provisions insensées que fait le public dans la crainte de manquer, et que, si les fournisseurs n'y mettaient bon ordre en refusant de vendre et en rationnant la clientèle, la situation serait pire. Les bouchers, d'autre part, ont, comme les notaires, fait serment de ne plus se chiper leurs clients, et expliquent ainsi leur refus de livrer le bifeck à 50 centimes, même si le voisin le fait payer 60.

Vraiment un peu plus de calme ! On crie avec raison contre l'accapareur, on le poursuit même ; mais un accapareur encore, c'est le consommateur imprévoyant qui, sous le prétexte de prévoyance domestique, dans la crainte ridicule de manquer, fausse en vingt-quatre heures l'équilibre d'un marché, et ne se rend pas compte qu'en dévalisant l'épicier par ses achats exagérés il jette la panique et peut priver son voisin du droit de manger.

Les Allemands ont résolu des problèmes analogues, mais autrement lourds et angoissants, par l'institution des cartes, par le rationnement officiel, par la visite à domicile pour s'assurer que des provisions fâcheuses ne viennent pas, sans raison, appauvrir les ressources communes. Nous n'avons pas à suivre pleinement leur exemple parce que, chez nous, les provisions ne manquent pas, et sur bien des points il suffira de faire appel au bon sens des fournisseurs et des consommateurs, le bon sens et l'esprit de mesure étant des qualités courantes chez nous, auxquelles nos ennemis doivent suppléer par des excès de méthode et de discipline. Mais le gouvernement a raison de vouloir prendre quelques mesures et de songer à « faire dans de moindres proportions ce qui a été fait dans d'autres pays ».

Ce sont les expressions du président du conseil dans la séance de vendredi. Voici une année qu'ici-même, nous faisant le porte-parole des meilleurs esprits, nous

écrivions une série d'articles pour demander, avec détails à l'appui, que chacun de nous se privât le plus qu'il pourrait de tout ce qui vient de l'étranger (afin de garder notre argent, afin d'alléger le fret) et aussi de tout ce qui peut être utile à nos armées. Nous demandions, qu'en sage tuteur, l'Etat nous aidât dans cette épargne patriotique.

Vous avez lu la lettre fort utile que la section économique de la *Ligue des Patriotes* adressait, ces jours derniers, à M. Briand : « L'Allemagne, l'Angleterre se sont rationnées... En France, il semble que l'on ait tenu à montrer qu'au point de vue du confortable et du bien-être personne ne devait souffrir de la guerre. Ces illusions risquent d'être dangereuses. Il est temps de se rendre compte que ces méthodes ne peuvent plus durer. Il est urgent que cesse le gaspillage... Le bon vouloir de tous est certain... Chacun, à quelque classe sociale qu'il appartienne, se soumettra sans hésiter à toutes les privations, pourvu que la nécessité lui en soit expliquée et qu'il ait la certitude que des intérêts privés ou des préoccupations électorales n'interviendront pas pour rendre inutiles les sacrifices qu'on lui impose. Mais s'en rapporter aux initiatives individuelles pour réaliser le rationnement nécessaire serait puéril. Chacun comptera toujours sur ses voisins, estimant que son effort personnel serait trop peu de chose pour avoir une répercussion utile. On ne peut aboutir que par des mesures générales... Que le gouvernement nous permette de lui dire que jusqu'à ce jour on n'a pas eu assez confiance dans le bon sens et la bonne volonté du pays, résolu à accepter tous les sacrifices indispensables à la défense nationale... »

Cet appel prend sa force des membres qui composent notre section économique. Ernest Carnot la préside. Victor Cambon en est le vice-président. En même temps qu'y siègent Fernand Engrand et Louis Marin et Gauthier de Clagny, elle comprend des hommes éminents

tels que MM. Charles Petit, président du tribunal de commerce de la Seine, Porte, président de section au même tribunal, Emile Henry, membre de la chambre de commerce de Paris, Kestner, vice-président de l'Association des Industriels du Nord, G. Bassot, P. Besson, du Comité des Ingénieurs civils, bien d'autres qui possèdent l'expérience et l'autorité.

Croyons, suivons leur conseil, ne nous plaignons pas de mesures qui vont, sans nous imposer une grande gêne, amener une diminution du prix des denrées. La situation de nos ennemis est autrement douloureuse que la nôtre et ils tiennent.

La *Revue de Paris* publie des lettres trouvées sur des prisonniers allemands et contenant toutes des récits de graves échauffourées. Elles apportent une preuve indiscutable de la pénurie des vivres chez les Austro-Allemands et de l'état d'exaspération où, sur de nombreux points, elle a porté leurs esprits. Je suis à même de les compléter et de les confirmer par un formidable dossier d'autres lettres, saisies sur des prisonniers, où leurs familles crient famine, donnent des prix et, c'est le point d'extrême gravité, établissent que si les cartes de vivres donnent droit théoriquement à certaines denrées, dans la pratique il arrive que ces denrées font défaut.

Au moment où pour des raisons de simple prévoyance, pour ramener les ressources nationales à leurs prix normaux et pour les soustraire à toute spéculation, notre gouvernement est pressé de prendre des mesures qui ne provoqueront aucun malaise, il est intéressant de connaître à quel point le peuple allemand souffre de la faim et de comparer.

Nous avons souvent lu avec déplaisir certains articles qui ont été publiés sur le manque de vivres en Allemagne. Ce n'est pas que l'on puisse nier cette gêne extrêmement douloureuse de nos ennemis, mais en même temps que nous l'établissons comme un fait, nous craignons tou-

jours que quelques-uns n'en concluent que cette gêne peut nous assurer toute seule la victoire. Elle est une bonne carte dans notre jeu, mais dans leurs mains les bonnes cartes ne manquent pas. Rien ne nous dispensera d'une action militaire victorieuse. Les armes seules, et sans doute en France, peuvent rompre l'équilibre en notre faveur. Simplement la pénurie alimentaire du peuple allemand le prédispose à se démoraliser plus vite, le jour où il se sentira en infériorité sur les champs de bataille.

Que dès maintenant chez nos ennemis les rations de vivres et les réserves de denrées soient faibles, que la main-d'œuvre civile fasse défaut, que le nombre des faillites augmente sans cesse, ce sont là des faits non pas décisifs, mais fort à notre avantage.

Je publierai des précisions abondantes.

XVI

LES PLAINTES DU VENTRE ALLEMAND

La gêne alimentaire allemande.

20 décembre 1916.

Ce n'est pas sous la gêne économique, si dure qu'elle soit, que l'Allemagne succombera ; elle tombera sous les coups d'une action militaire et sans doute sur le front de France, mais le dépérissement et l'irritation d'une partie de ses civils la mettent dans une situation de moindre résistance. Sa population geignante et mal nourrie se démoralisera plus vite à mesure que Nivelle lui assénera des coups dans le genre de Verdun.

Le lecteur ici m'interrompt :

— Vous raisonnez comme si nos ennemis ne disposaient pas aujourd'hui des greniers de Roumanie.

A cette juste objection, voici ma réponse, ou plutôt voici deux textes empruntés à la presse allemande :

Nous ne devons pas surestimer les avantages que nous procurent nos succès de Roumanie. Le transport des vivres capturés ne pourra s'opérer que peu à peu. La distribution ne se fera qu'après avis des commissions compétentes. Quelle que soit l'importance de ces approvisionnements, ils ne doivent pas nous entraîner à nous départir des habitudes d'économie que nous avons prises jusqu'ici. Ils peuvent nous aider à combler des lacunes et nous serviront de réserve pour les jours où nous pourrions en avoir besoin. Ils ne peuvent ni ne doivent augmenter nos rations d'aujourd'hui. A partir du 1^{er} janvier prochain, une partie de la ration de pommes de terre sera remplacée par de l'orge, et il faudra réduire la production des brasseries. (*Gazette de Cologne*, 12 décembre.)

Et ceci encore :

Cette année, la récolte des pommes de terre est inférieure de plus de moitié à celle de l'année dernière. De plus, elles sont de mauvaise qualité. La conséquence, c'est que la portion de pain ne pourra pas être augmentée, que l'orge devra remplacer la pomme de terre absente ; que, par contre-coup, la production de la bière sera diminuée (moins en Bavière que dans les autres États de l'Empire) ; qu'il faudra renoncer à engraisser une plus grande quantité de bestiaux et que contrairement à ce que l'on espérait, la ration de viande ne sera pas élevée au mois de février prochain. (*Lokal Anzeiger*, 12 décembre.)

Bref, l'alimentation empire toujours en Allemagne et il n'est pas question, en dépit des greniers roumains, qu'aucun rationnement soit supprimé, ni aucune ration relevée.

Quelle est donc aujourd'hui la ration allemande ?

La ration d'empire, réglementaire pour toute l'Allemagne, est, par semaine :

Viande et charcuterie (au total)	250 gr.
Pain	1 kilo. 675 gr.
Beurre et graisse (au total).	90 gr.
Pommes de terre.	3 kilos. 500 gr.

Quant aux œufs, on en a deux pour trois semaines.

Mais, faites attention ! Ce sont là des rations maxima, des quantités rarement atteintes. Les pommes de terre sont en partie remplacées par des navets. Durant le mois d'octobre, à Dusseldorf, on n'a pu donner que 150 grammes de viande ou de charcuterie par semaine ; à Brunswick, 187 ; à Leipzig, 200 ; à Gladbach, 150 ; à Crefeld, 164 ; à Francfort-sur-le-Mein, 112. Quant au beurre, à la graisse, nulle part la ration complète ne peut être distribuée.

Aussi, écoutez la plainte de l'âme allemande. Une femme écrit à son mari :

Bochum, 25 septembre 1916.

Pour les vivres, ça va très mal. On nous a maintenant réquisitionné aussi les fruits, pommes, prunes. On aurait pu en faire de si bonne confiture, et ils vous emportent tout. Pense un peu mon doux. N'est-ce pas épouvantable ? L'œuf coûte maintenant 48 pfennigs. Je n'en achète pas, il ne me reste pas d'argent pour cela. Du beurre nous en avons encore 60 grammes de bon et 30 grammes de margarine qui pue tout bonnement. Deux harengs coûtent 75 pfennigs. Donc, comme je te l'ai dit, les pauvres geus ne peuvent rien s'acheter, ce qu'on gagne y passe. Ce que nous mangeons le plus, ce sont les tomates ; elles coûtent 60 pfennigs la livre. Puis on nous a donné de nouvelles cartes de viande. Elles auront maintenant l'avantage que pour les grandes personnes, il y aura 1/2 livre de viande par semaine, et pour les enfants 1/4 de livre. Donc, mon doux,

je ne peux pas me figurer que ça va durer encore un an : six mois, je veux bien le croire, mais plus longtemps, non, car nous ne vivons maintenant qu'à moitié. On est toujours las, faible, et on a continuellement faim...

Un soldat en garnison à l'intérieur écrit :

6 novembre 1916.

Il m'est difficile de vous donner de bonnes nouvelles, car nous sommes dans une profonde misère. Vous savez ce qu'il en est des vivres, chez nous. Bientôt nous n'aurons plus rien. La pauvre population civile est encore plus malheureuse que nous autres soldats : pas de pain, pas de viande, pas de graisse, pas de beurre, pas de pommes de terre. Bientôt on ne trouvera plus rien. La viande coûte de 5 à 6 marks la livre. Nous payons la livre de beurre de 8 à 10 marks. Les gens touchent encore une livre de pommes de terre par personne et par jour, ainsi qu'une demi-livre de pain, et 50 grammes de graisse par semaine. Vous ne vous faites pas une idée de la misère qui règne chez nous.

Il ne se passe pas une semaine où il n'y ait de révoltes dans les grandes villes. Les gens veulent avoir à manger. Toutes les denrées alimentaires sont truquées ; on n'a plus rien de bon et de naturel. Les pauvres gens ne savent plus ce qu'est la viande.

Voici, datée du début de novembre, une lettre d'Alsace :

Ici, nous appréhendons fort l'hiver, parce que tout va manquer. Les pommes de terre sont rares, et les paysans en demandent, malgré la taxe, des prix exorbitants. Le beurre se vend 6 marks la livre, les œufs 5 marks la douzaine ; l'huile à n'importe quel prix est introuvable.

J'ai acheté pour 30 marks une oie maigre que je vais engraisser pour Noël, mais je me demande avec quoi la nourrir ? Voici deux mois que nous n'avons pas vu de porc. Quand on reçoit une livre de beurre pour le mois, on est heureux.

Dans de telles conditions, l'âme allemande s'irrite :

Bad Orb, 1^{or} novembre.

Ici, la situation n'est pas drôle : il n'y a plus rien. Voilà que les gens se mettent à voler, cela nous promet de beaux jours. Au front, nos hommes se font tuer et chez soi on meurt de faim... On finira par prendre tout le monde, et à la fin du compte, nous perdrons tout de même.

Leipzig, 11 octobre.

Et pour qui exposez-vous votre vie ? Pour les usuriers, les exploités et tous les capitalistes. « Défile-toi » tant que tu pourras, car ces cochons ne méritent pas qu'un de nous perde sa vie pour eux. Ils mènent joyeuse vie et nous laissent mourir de faim. Car nous finissons par mourir de faim, il est grand temps que cette saleté-là prenne fin. Il est impossible de vivre avec une parcille nourriture de cochon : des pommes de terre cuites à l'eau et du sel.

Pelkum, 4 octobre.

Je suis de nouveau à la maison, mais non rétabli et je ne puis travailler. De plus, il n'y a presque rien à manger. Que faire maintenant ? Il faut s'habituer à l'idée de la mort. Et ces pauvres enfants qui vivent dans des temps pareils. Ils sont près de moi, mais j'aurais mieux fait de les laisser où ils étaient, là au moins ils pouvaient manger chaque jour, tandis qu'ici il faut qu'ils souffrent de la faim.

Rudolstadt....

Nous sommes un peu plus élancés, mais c'est la dernière mode allemande. L'âme populaire est très montée contre ceux qui sont gros et gras. Souvent on fait des réflexions derrière ceux ou celles qui sont ronds comme des boules. Il pourra bien arriver qu'on enlève aussi à ceux-là leur maugoire.

Herzfeld, 20 octobre.

Nos travaux d'automne sont assez avancés; seules, les semailles sont en retard, car notre vieux cheval est tombé d'épuisement; nous l'avons abattu et envoyé à S... où il a été dévoré en un jour. Tous les vieux chevaux crèvent, car ils n'ont pas assez d'avoine.

Essen, 5 octobre.

Si Dieu pouvait nous accorder la paix! Car on ne peut plus y tenir, il n'y a plus rien du tout maintenant. Autrefois, il y avait encore moyen de trouver quelque chose, mais maintenant plus rien du tout. Plus de harengs, plus d'œufs, plus de fromage, plus de graisse, il n'y a plus rien. Je ne sais pas comment nous allons faire pour vivre. Il y a des jours où je n'arrive pas à avaler cette nourriture préparée uniquement avec du sel. Voilà quatre semaines que je n'ai pas eu un brin de graisse.

Grossauheim, 15 octobre.

La semaine dernière on a fait savoir qu'il n'était arrivé que 10 grammes de lard par tête et par semaine. On en met plus dans un piège à souris. Les Français riraient bien s'ils savaient toutes les prescriptions qui ont couru ici. Partout la faim se fait sentir cruellement.

Berlin, 19 octobre 1916.

Je ne puis pas t'envoyer à manger, car ici il n'y a vraiment plus rien à acheter. Il serait temps que la paix se fasse: autrement le peuple n'aura qu'à mourir de faim.

Après tout cela (et je pourrais vous citer cent lettres de plus), il n'est pas étonnant qu'on se batte autour des magasins, qu'on les pille, que les femmes rossent le gendarme, que la troupe soit appelée et qu'il y ait des morts. « ... Une femme a été tuée, une autre a eu trois doigts coupés, une autre est devenue folle. Un soldat

qui était en permission a mis un terme à cette misère en repoussant l'agent de police. Ce qui en résulte, j'aime mieux ne pas te le décrire... » (Lettre d'Ebberfeld). — « Une femme allait réclamer un secours plus élevé parce que son mari est en campagne et qu'elle ne peut plus y suffire avec six enfants. Comme on ne lui accordait pas davantage, elle donna une gifle au commissaire de police, ce que celui-ci n'accepta pas et il la tua ». (Lettre d'Aplerbeck). — « Des désordres ont éclaté à la suite du manque total de pain et de pommes de terre. On criait : « La paix et du pain. Les soldats amenés d'abord, ayant refusé de tirer, c'est une compagnie de Bavaois qui a chargé la foule, blessant les femmes et faisant de nombreuses arrestations ». (Lettre de Kiel). « Ici tout tourne au vinaigre. A Bergévorf, dans les fabriques de munitions, les ouvriers ont dit qu'ils cesseraient le travail si on ne leur donnait pas de pommes de terre, alors on en a envoyé de pleines voitures ». (Lettre de Hambourg.)

Il en est ainsi d'un bout à l'autre de l'Allemagne (j'ai là sur ma table plus de cent lettres toutes pareilles). Aussi comme de toutes les grandes émotions populaires, un poète a surgi qui chante l'objet du désir universel, la pomme de terre, « — perle de la maison bourgeoise allemande — toi si ardemment réclamée, si chaleureusement promise ».

Voulez-vous une strophe de ce poème de la faim ?

Aujourd'hui, avec un amour inassouvi,
 On conseille, on lutte, on crie, on écrit pour toi.
 Des millions de bouches affamées
 Te fêtent en des chants solennels
 Comme jamais aucun fruit
 Ni aucun être vivant ne furent chantés.
 Et parmi tout ce qui se passe
 Tu es restée l'éluë, celle qui sauve le peuple,
 Pomme de terre !

Je m'arrête. Ces gens-là nous feraient rire, et ce n'est pas le moment.

Avant de conclure, je veux vous fournir encore deux traits. La main-d'œuvre civile manque à nos ennemis. Dans la région comprise entre la frontière hollandaise et la ligne Hambourg-Coblentz, il y a eu du 16 au 31 octobre, dans les industries de l'alimentation, 1.232 offres d'emploi et seulement 224 demandes ; dans la métallurgie, 2.215 offres et 87 demandes ; dans les bâtiments, 3.270 offres et 108 demandes. Enfin, dans cette même région, le nombre des négociants ayant fait faillite qui était de 146 dans la période du 16 au 30 septembre, s'est élevé à 257 dans la première quinzaine d'octobre et à 317 dans la deuxième.

Ces chiffres sont certains et bien établis sur les données fournies par nos ennemis eux-mêmes. Ils montrent à quel point l'Allemagne souffre et combien sont grandes les difficultés qu'elle doit surmonter. N'en concluons pas que notre tâche soit aisée. L'inconvénient des notes que j'apporte serait de créer une fausse quiétude ; leur utilité est de nous montrer un des éléments qui travaillent pour notre succès et de calmer, si elles existaient, les appréhensions du public au sujet des mesures qu'il faut que l'on prenne chez nous. Il s'agit de réglementer la distribution des vivres, et surtout il s'agirait d'en multiplier la production. Ne nous plaignons pas d'une discipline qui va, sans nous imposer de grande gêne, favoriser la défense nationale et abaisser le prix des denrées. Réjouissons-nous en comparant notre situation alimentaire avec celle des Austro-Boches.

XVII

LA GUERRE EXIGE DE TOUS
UN ESPRIT NATIONAL*Le parlement.*

22 décembre 1916.

Voilà le chapitre de Verdun proprement terminé. Nous voilà tranquilles là-dessus. Les Boches ne s'y frotteront plus. Ils ont leur compte pour cette affaire. Ce qui est plus important encore, c'est l'espoir, que dis-je ? l'assurance que cette victoire nous ouvre. Elle n'est pas seulement une conclusion : elle est surtout une promesse et, mieux encore, un gage. L'expérience est archi-faite ; l'homme qui a transformé la défense de Verdun en une offensive victorieuse saura de même transformer la défensive française en une attaque libératrice.

C'est en juin et juillet que les efforts ennemis redoublant, Verdun a été le plus près de sa perte ; c'est en juillet que des avant-gardes allemandes furent faites prisonnières dans les fossés de Froide-Terre et de Souville. Et pourtant Nivelle et Mangin ont réussi à renverser les rôles et à retourner la situation. Ils ont inventé leur méthode et l'ont perfectionnée. Ils l'ont essayée, appliquée patiemment sur une échelle de plus en plus large : d'abord sur un kilomètre, puis sur deux, puis sur trois, puis sur cinq, enfin sur sept, sur dix ; chaque fois le résultat est allé en croissant dans la même proportion. Il n'y a pas là l'ombre de hasard. Si un système a fait ses preuves, si un homme, en parlant de victoire, a le

droit de s'en déclarer sûr, c'est ce système et c'est cette homme-là.

Cette foi est celle des soldats de Verdun. L'un d'eux m'écrit : « Ah ! si vous saviez comme c'est beau sur une route de France une colonne grise de neuf mille prisonniers ! » Quand ils ont fait à deux, trois reprises l'essai de la victoire, ce n'est pas à eux qu'il faudrait dire qu'on ne les aura pas et que la trouée est impossible. Donnez-leur seulement les moyens qu'ils réclament !

Toutefois ils voudraient, pendant qu'ils font la guerre, que le Parlement se pacifiât lui-même.

Le danger est pour une grande part à l'intérieur. Les querelles de nos partis et leurs déchirements nous débiliteraient et constituent le plus clair des espoirs allemands. La *Gazette de l'Allemagne du Nord*, organe de la Wilhelmstrasse, révèle que la suprême espérance de ses inspireurs est dans une défaillance de notre part. « Il n'est pas impossible, écrit-elle, que les peuples ne veuillent pas ou ne puissent pas attendre le moment où nous pourrions être vaincus. » Il faut que les Chambres se décident à laisser le gouvernement travailler et à réduire leur bouillonnement. Rien n'excuserait les conspirateurs si, ayant constaté au grand jour et dans le secret des séances intimes leur impuissance à procréer un ministère, ils continuaient à mener la bacchanale.

Hindenburg est la chance allemande ; Nivelles, Lyautey, Lacaze, les chances françaises. Jugons-les à l'œuvre, et laissez-nous tranquille avec les ambitions politiques des groupes et des sous-groupes.

A cette heure, les exigences des partis quels qu'ils soient nous offensent. Le nom même des partis est aisément odieux. Quand on nous dit d'un député qu'il est du groupe unifié, du groupe radical et radical-socialiste, de l'union républicaine, que sais-je encore, en suivant les bancs de l'extrême-gauche à l'extrême-droite, le bon sens répond avec un haussement d'épaules : Vous m'en

dites trop, je désire simplement savoir si le personnage est intelligent, expérimenté, et si l'on peut l'employer.

A mesure que le drame gigantesque introduit plus de changements dans la vie économique de l'arrière et qu'il « gêne », « déränge » davantage l'existence des non-combattants, il est nécessaire que les vieilles idées se modifient, que chacun reçoive les leçons de la guerre. A côté de la mobilisation des armées, voici que nous arrivons à une mobilisation sociale, c'est-à-dire que tout le monde est invité à voir l'étendue du péril et à y faire face selon ses forces. Il ne s'agit plus de se figer dans ses petites commodités de la veille, ni dans ses opinions propres ; il faut se mettre à l'école des événements et se soumettre aux besoins du salut public.

Est-ce qu'il y a un patriote doué de bon sens qui songe à juger un général (ou un soldat de deuxième classe) sur ses opinions politiques ? Est-ce que vous attachez la moindre importance au fait que Herriot soit radical ? L'intérêt, c'est qu'il a une grosse tête qui semble pleine de cervelle ; et puis des habitudes et des méthodes de travail. Laissez au moins à ces gens-là, puisque vous les avez mis au pouvoir, le répit d'étudier de plus près, de revoir et de perfectionner leurs premiers essais de raisonnement.

Je leur signale que l'ordonnance du préfet de police a ce premier défaut d'être à peu près incompréhensible. Elle s'adresse à des Français. Pourquoi l'écrire en chinois ?

J'ajouterai une observation qui va plus loin, c'est que les trois quarts des Français sont de petits propriétaires campagnards qui produisent eux-mêmes pour leurs besoins propres. Vous n'avez aucune prise pour les régler. Quant aux classes pauvres des grandes villes, la guerre est déjà bien dure pour elles ; craignez de trop les priver. La surface des gens et des choses que l'on peut raisonnablement rationner n'est pas très étendue. Ce qu'il faut demander aux pouvoirs publics

au moins autant que le rationnement, c'est de mettre la main sur les produits coloniaux, de surveiller leur réception dans les ports et de les délivrer à la consommation au fur et à mesure pour qu'ils ne se détériorent pas ; c'est de déployer une sévérité draconienne contre les accapareurs ou les exportateurs non autorisés de bestiaux et de denrées alimentaires. En Allemagne, le général commandant la XVII^e région publie un appel à la population : « Si l'on considère les efforts constants qui sont dépensés dans la lutte économique, on est pris de colère lorsque l'on voit des usuriers et des exploiters sans scrupules augmentant la misère afin de remplir leurs poches en usant de moyens louches et en dépit de toutes les ordonnances. Au pilori, tous ces gens ! Quels que soient leur position sociale et leur métier ! »

Mais surtout et bien plus que le rationnement, ce qu'il faut demander aux pouvoirs publics, c'est une production intensive de toutes les denrées nécessaires à la consommation.

Dans le midi de la France et dans des régions où il gèle fort rarement après le mois de janvier, nous avons au moins un million d'hectares en vignes. Pourquoi ne pas inviter les vigneronns à planter dans les interlignes, sur trois lignes de vigne, une ligne de pommes de terre blanches précoces (cela dès le 15 janvier), et une seconde ligne le 15 février. Elles pourraient être récoltées les premières à la mi-avril, les secondes au plus tard au 15 mai. Ces pommes de terre nouvelles se vendaient avant la guerre dix sous la livre. Aujourd'hui ne les vendrait on pas 15 à 20 sous !

On peut calculer à 50 quintaux la production par hectare. En admettant que la plantation du 15 janvier vienne à geler, celle du 15 février réussira certainement. Le rendement minimum par hectare en interligne serait de 25 quintaux, soit 25 millions de quintaux de pommes de terre précoces dès le mois d'avril, dont 15 millions

pourraient être vendus en Angleterre. Elles vaudraient 100 francs les 100 kilos ; mettez-les à 50 francs les 100 kilos en gros, cela représente 750 millions d'or qui rentreraient d'Angleterre en France.

La France est le pays agricole le plus riche du monde. L'Algérie, la Tunisie et le Maroc peuvent suppléer à tout ce que la France ne peut pas produire.

La difficulté principale est dans la main-d'œuvre, mais il y a les prisonniers de guerre. Je détache des projets allemands une phrase qu'il faut souligner : « Nous aurons dans les Roumains *contraints à travailler jusqu'à la limite de leurs forces* une considérable main d'œuvre agricole. » Cette phrase est d'un accent abominable. Nous nous en tenons à la vieille formule française de Louis XIV disant : « La guerre ne saurait être faite trop honnêtement. » Mais la culture de la pomme de terre n'est pas si fatigante.

J'ai vu, à Lyon, Herriot fort préoccupé de la difficulté qu'il rencontrait à obtenir des bureaux les prisonniers qui lui eussent permis de hâter ses constructions municipales. Espérons qu'il pourra faire résoudre des problèmes dont l'importance lui est connue par sa propre expérience.

D'innombrables questions sont à régler ; des hommes nouveaux se mettent au travail ; surveillons-les, poussons-les, cherchons tous les moyens qui leur donneraient de l'activité, de la vigilance et du feu. Mais assez d'aigreur, de pièges et de bastonnades, assez de politique partisane. Rien qu'une politique nationale.

Il y a bel âge qu'à l'armée on ne s'intéresse plus à ces vieilles lunes, à ces classifications désuètes, à ces écuries de course que sont les groupes parlementaires, — petits clubs de parieurs associés aux chances de quelque ministrable. Libérons-nous, comme les combattants, de ces passions mortes, qui ne répondent plus à aucune utilité.

QUINZIÈME PHASE

Du 1^{er} janvier au 27 avril 1917.

L'AMÉRIQUE ENTRE EN GUERRE. — LA RÉVOLUTION RUSSE.

— LE REPLI ALLEMAND SUR LA LIGNE HINDENBURG. —

— L'OFFENSIVE ANGLO-FRANÇAISE DU PRINTEMPS.

Cette phase des hostilités est marquée par deux événements si considérables dans les annales de l'Humanité, que les faits de guerre, pourtant d'une haute importance, comme le repli que les Allemands exécutent entre Cambrai et Saint-Quentin et l'offensive franco-anglaise du printemps pâlissent auprès d'eux.

L'entrée en guerre de l'Amérique décidera du sort de la civilisation, la révolution à Petrograd entraînera l'écroulement du colosse russe et un déplacement si inattendu et si brusque que le monde semblera en trembler.

I. L'AMÉRIQUE ENTRE EN GUERRE. — *L'année 1916 s'était terminée sur une offre de paix captieuse de l'Allemagne. Les gouvernements alliés ne sont pas tombés dans le piège tendu. Ils ont fait savoir au président Wilson qu'ils avaient « décidé de soustraire l'Europe aux convoitises brutales du militarisme prussien », qu'il n'a « jamais été dans leurs*

desseins de poursuivre l'extermination des peuples allemands et leur disparition politique », mais qu'une « discussion sur les arrangements futurs destinés à garantir une paix durable suppose d'abord un règlement satisfaisant du conflit actuel ».

L'Empereur d'Allemagne répond à cette fin de non-recevoir en déclarant qu'une « indignation brûlante et une sainte colère redoubleront la vigueur de tout Allemand et le rendront prêt à tous les sacrifices ». La presse germanique voit dans la déclaration de l'Entente « une marque de folie furieuse » et annonce que le commandement suprême a à sa disposition un moyen infaillible et rapide de réduire à merci l'Angleterre et la France.

Le chancelier allemand explique en effet au Reichstag que « la guerre sous-marine peut en quelques semaines obliger la Grande-Bretagne à demander la paix. Les Etats-Unis protestent. Mais il n'y a pas lieu de tenir compte de leur protestation : l'Amérique demeure sans pouvoir militaire ».

Les historiens s'accordent pour reconnaître que ce qui perdit Napoléon c'est qu'il mésestima ses adversaires. Les Allemands commettent vis-à-vis des Américains une faute de ce genre. Elle les conduira à leur perte.

Bravant tous les avertissements donnés aux Empires centraux par le gouvernement de Washington l'Allemagne remet au président Wilson une note spécifiant qu'elle croit, « dans l'intérêt de l'humanité », devoir intensifier la guerre pour l'abréger. A partir du 1^{er} février, tout navire neutre ou non, rencontré dans les eaux de l'Angleterre, de la France et de l'Italie, sera coulé sans avertissement.

L'Amérique ne pouvait accepter une telle déclaration sans perdre tout prestige et toute autorité, sans abdiquer son rôle dans le monde. Une rupture était inévitable. En effet le 4 février on apprend en Europe que le président Wilson s'est présenté devant le Congrès pour exposer les motifs qui le déterminent à rompre les relations diplomatiques avec l'Allemagne. Il ne veut pas croire que les Empires centraux s'obstineront dans leur politique, mais il proclame que « si pourtant des navires et des vies américaines étaient sacrifiés, il reviendrait devant le Congrès pour demander les moyens de les protéger ».

Aussitôt l'ambassadeur allemand Bernstoff reçoit ses passeports et M. Gérard ambassadeur à Berlin est rappelé.

M. Wilson adresse une note aux gouvernements de l'Amérique du Sud les invitant à se joindre à lui pour contraindre l'Allemagne à respecter le droit des gens. Le Brésil y répond en rompant avec les Empires centraux.

L'Allemagne tente de négocier, mais par tous ses journaux officiels elle affirme qu'elle ne peut, ni ne veut modifier son programme de guerre sous-marine.

C'est que durant cet hiver les Empires centraux sentent la famine et la disette de matières premières les presser. L'écrasement de la Roumanie n'a point entamé les forces vives de l'alliance et dans les greniers dont on escomptait l'abondance, on a trouvé à peine quelques milliers de tonnes nécessaires à la consommation des troupes. Les sanglantes leçons infligées sur la Somme aux armées allemandes par

le général Fayolle et par sir Douglas Haig ne leur laissent pas d'espoir d'obtenir sur le front occidental la décision que leurs chefs escomptaient quand ils les ont lancées sur Verdun.

Devant le Reichstag M. de Bethmann exprime son regret de la décision prise par les Etats-Unis, mais dit que l'Allemagne ne reculera pas. L'Autriche et la Turquie se solidarisent encore une fois avec leur alliée.

Le torpillage de l'Anconia opéré dans des conditions atroces, et dans lequel trois sujets américains ont trouvé la mort, soulève une nouvelle explosion d'indignation aux Etats-Unis.

Dès les premiers jours de mars il est évident que l'Amérique va se jeter dans la guerre. Ses navires sont armés et reçoivent l'ordre de tirer aussitôt qu'ils aperçoivent un périscope de sous-marin.

Trois navires américains ayant été coulés dans la seconde semaine de ce même mois, tous les Etats ont reçu l'ordre préparatoire de mobiliser leur milice.

Le Congrès est convoqué pour le 2 avril afin de rendre officiel l'état de guerre qui existe virtuellement entre les Etats-Unis et l'Allemagne.

La séance est orageuse. Une infime minorité tente d'arrêter la marche inévitable des choses. Le 4 avril le Sénat vote par 82 voix contre 6 la résolution de guerre et le lendemain la Chambre adopte la même résolution par 373 voix contre 50. Le 6 tous les navires allemands sont saisis dans les ports des Etats-Unis où ils se trouvent. Le 7 M. Wilson, après avoir signé la déclaration de guerre, lance une proclamation au peuple. Elle suscite un enthousiasme unanime. Les enrôlements affluent.

L'Entente possède désormais des réserves inépuisables. Le gain de la guerre lui semble assuré, bien qu'on sente à l'autre extrémité du monde vaciller le colosse russe.

II. LA RÉVOLUTION RUSSE. — *L'offensive de Broussiloff si soigneusement préparée, et qui a si magnifiquement débuté, se ralentit et s'éteint mystérieusement. Les Russes ont laissé écraser les Roumains. Quelles secrètes intrigues, quelle obscure conjuration se cachent derrière ces événements qui demeurent inexpliqués ?*

La politique de la Russie préoccupe tous les pays de l'Entente. On entrevoit confusément qu'un parti de la paix s'est formé à la cour, et pousse ses affiliés au ministère. Bedenkorf, ambassadeur à Londres, qui vient de mourir, semble avoir défini la situation en disant « qu'une mystérieuse épidémie d'aliénation mentale sévit dans les milieux dirigeants de Petrograd ».

Au début de mars la lutte entre la Douma et le Tzar prend une forme aiguë. Des émeutes ont lieu dans la capitale. Le gouvernement ajourne jusqu'en avril les séances du Conseil d'Empire et de la Douma. La Douma refuse (le 11 mars) de se soumettre à cet ukase. Elle institue une commission exécutive présidée par Rodzianko qui se dresse contre le gouvernement du Tzar. Les troupes font défection. L'insurrection éclate à Pétrograd et fait de rapides progrès. Ouvriers et soldats s'emparent de la forteresse Pierre et Paul. Des conflits sanglants se produisent entre la police et les révolutionnaires.

Dès le 12 mars un certain nombre de ministres suspects ont été arrêtés et le gouvernement provisoire a avisé les commandants d'armées de la déchéance de l'ancien gouvernement.

Le mouvement révolutionnaire est conduit à la fois par la commission exécutive de la Douma, érigée en gouvernement provisoire, et par un comité de délégués des ouvriers et des soldats.

Aux premiers bruits de l'insurrection l'empereur Nicolas est parti de Mohilev pour Tzarkoïe. Mais son train a été arrêté en route, et reste immobilisé à Pskhov.

Le 14 mars le drapeau rouge flotte sur Petrograd. La révolution gagne Moscou, Kharkov, Odessa.

Le 15 le Tzar reçoit dans son train les envoyés de la Douma, Goutchkov et Choulguine, qui exigent de lui son abdication. Nicolas II abdique en faveur de son frère le grand-duc Michel.

La Douma et le Comité exécutif des ouvriers et des soldats se mettent d'accord : une assemblée constituante sera élue au suffrage universel. Un ministère est constitué dans lequel apparaît un orateur socialiste dont le nom et les discours empliront le monde : Kerensky.

Peuple et soldats fraternisent. Les grands-ducs Michel, Cyrille et Dimitri dont les sentiments libéraux sont connus se voient acclamés par la foule. Les généraux Roussky et Broussiloff télégraphient à Rodzianko leur adhésion au nouveau régime.

Quand les premières nouvelles de la révolution arrivent à Paris et à Londres, on acclame « la Russie régénérée ».

Faisant bon marché des traditions et du droit

divin le grand-duc Michel déclare ne vouloir tenir le pouvoir que de la volonté de l'Assemblée Constituante.

Cependant le Comité ouvrier installé au palais de Tauride en arrive bien vite à exiger l'éloignement de tous les Romanof. Il obtient qu'on retire au grand-duc Nicolas le commandement suprême des troupes. Mal satisfait encore de toutes ces précautions il réclame l'arrestation de la famille impériale. Peu à peu ses prétentions augmentent, il veut contrôler tous les actes du gouvernement provisoire.

Cependant les troupes russes éprouvent de graves revers sur le Stokhod.

Dès le mois d'avril les communiqués mentionnent que malgré les ordres les plus précis les soldats russes fraternisent avec les soldats autrichiens, et que d'inquiétants désordres se poursuivent sur le front. Les désertions se multiplient.

Lénine, venant de Suisse, a reçu toutes les facilités de l'Allemagne pour gagner la Russie. A peine arrivé il plaide pour la paix à tout prix et trouve immédiatement créance dans les milieux extrémistes.

Chaque jour le comité de Tauride s'immisce un peu plus dans les affaires de l'armée. Il revendique pour les soldats le droit d'élire leurs officiers.

Ces nouvelles causent quelques déceptions chez les Alliés. Londres qui a vu se déchaîner la révolution avec des sentiments si favorables commence à s'inquiéter de l'anarchie grandissante. Le gouvernement français envoie une mission à Petrograd.

L'Allemagne renforce ses divisions et prépare une nouvelle offensive.

III. LE REPLI ALLEMAND SUR LA LIGNE HINDENBURG. — *L'offensive conjuguée des armées anglaises et françaises sur les deux rives de la Somme a cependant retenu les deux tiers de l'armée allemande sur notre front. Le colonel Repington estime à 155, ou à 160 divisions, les forces ennemies qui nous sont opposées durant les premiers mois de l'année 1917.*

A nos troupes viendront se joindre dès le mois de février les premiers contingents portugais.

Nous avons vu que dans les derniers jours de l'année sir Douglas Haig a suspendu les opérations de grande envergure dans les vallées de la Somme et de l'Ancre.

Mais tandis que les troupes de Grande-Bretagne ont réparé brillamment leurs revers en Mésopotamie, enlevé Ctésiphon, Bagdad (11 mars) et bousculé les Turcs, l'armée anglaise n'est cependant pas restée inactive sur le continent, et n'a cessé de harceler l'ennemi. A la fin de février ses avant-postes se trouvent à 1.700 mètres de Bapaume.

Les Allemands se refusent à avouer leur défaite sur la Somme. Cependant, chassés des positions où ils s'étaient fortifiés, rejetés dans les fonds et dans les marais où ils subissent le feu de l'artillerie alliée dans les conditions les plus défectueuses, ils emploient les trois premiers mois de l'année à préparer leur repli sur des positions qu'ils organisent défensivement. Ce sera la fameuse ligne Hindenburg. Repli volontaire, disent-ils, soit ! mais qui les sauve d'être écrasés.

Leur retraite commença le 17 mars, sous les coups de l'armée anglaise qui s'empara de Bapaume et

s'avança sur un front de 25 kilomètres au sud de la Somme.

Le même jour les troupes françaises entraient à Roye et à Lassigny et dépassaient la route de Roye à Noyon. Nous recueillons les premiers fruits et les heureux résultats de la stratégie de Foch et de Fayolle, le bénéfice de l'héroïque acharnement de nos soldats dans les combats qui s'étaient déroulés du 1^{er} juillet à la mi-décembre.

« Nous cédon s un désert », disent les Allemands, qui s'enorgueillissent de tout détruire, villes, villages, fermes, et jusqu'aux arbres fruitiers derrière eux.

Et pendant que Paris voit le ministère Briand s'écrouler au milieu des intrigues parlementaires, les armées franco-anglaises s'avancent sur un front qui dépasse rapidement cent kilomètres.

Le 18 mars les Anglais occupent Nesles, Chaulnes et Péronne, nous enlevons Noyon et Crouy, Le 19 nous entrons à Ham et à Chauny, le 20 à Tergnier, tandis que les Allemands font sauter les ruines du château de Coucy. Le 24 nous occupons toute la rive droite de l'Oise depuis Vandeuil jusqu'aux faubourgs de La Fère ; notre ligne rejoint la ligne anglaise au sud-ouest de Saint-Quentin. Le 25 nous entrons à Coucy-le-Château et dépassons Folembray.

Les armées allemandes semblent vouloir se fixer et résister sur un front jalonné par Cambrai, Saint-Quentin et Laon.

Nous avons atteint les faubourgs de Saint-Quentin et de là nous voyons les incendies s'allumer dans la ville. Notre avance dans cette région est

arrêtée par des fortifications qu'il est impossible d'enlever de haute lutte.

IV. L'OFFENSIVE FRANCO-ANGLAISE DU PRINTEMPS. — *Tandis qu'ils lançaient leurs corps d'armée à la poursuite des Allemands en retraite, les généraux Nivelle et Douglas Haig qui avaient su conserver d'importantes réserves, combinaient une nouvelle offensive qui devait ébranler les deux piliers de la nouvelle ligne allemande, les Anglais au Nord-Ouest, les Français à l'Est. Le général Nivelle, le glorieux vainqueur de Verdun, entre les mains de qui M. Briand était parvenu à réaliser l'unité de commandement, en assumait la haute direction.*

Les Anglais attaquèrent le 9 avril sur un large front du sud d'Arras au sud de Lens. Ils pénétrèrent du premier bond dans les tranchées allemandes, firent près de 6.000 prisonniers, et enlevèrent la fameuse crête de Vimy. Le lendemain ils prirent Monchy-le-Preux qui commande tout le pays entre la Scarpe et la Sensée. Le 13, ils avaient conquis six villages, abordé les tranchées allemandes au nord-ouest de Lens, réalisé d'importants progrès au sud-est d'Arras, arraché à l'ennemi 13.000 prisonniers, 166 canons, 250 mitrailleuses. Le même jour ils attaquaient entre Saint-Quentin et Cambrai et enlevaient Fayet à 1.500 mètres au nord-ouest de Saint-Quentin.

Le 14, dans le secteur de la Scarpe, ils marquaient de nouveaux avantages, entraient à Liévin et à Gricourt.

Le lendemain l'ennemi essayait de réagir sur la

route de Bapaume à Cambrai, et repoussé laissait 500 prisonniers entre les mains de ses adversaires.

Le 16 tandis que notre offensive retardée se déclanchait en Champagne, nos Alliés progressaient au nord-ouest de Lens, et recensaient comme prises depuis le 9, 14.000 hommes et 194 canons.

L'attaque française du mois d'avril 1917 a soulevé des polémiques nombreuses et violentes. Il est encore malaisé de démêler comment, partie dans des conditions qui paraissaient satisfaisantes, elle fut brusquement ralentie, et arrêtée ; comment, considérée comme un succès par le monde entier, elle fut envisagée comme un échec chez nous-mêmes.

Nous attaquions sur un front de 40 kilomètres entre Soissons et Reims. Prévenu de nos intentions l'ennemi nous opposa à l'Est une très vive résistance, et nous infligea de lourdes pertes. Cependant entre Soissons et Craonne nous délogions les impériaux de leur première position ; à l'est de Craonne, au sud de Juvincourt nous entrions dans les secondes positions allemandes, et plus au sud nous avançons jusqu'au bord de l'Aisne, de Loivre à Courcy. 10.000 prisonniers étaient envoyés à l'arrière.

Le résultat de cette première journée ne semblait pas négligeable.

Le lendemain, tandis que les Anglais se rapprochaient du Catelet et progressaient vers Lens, notre action s'élargissait à l'est de Reims ; nous enlevions la première position sur plus de 15 kilomètres, et dépassant cette première ligne nous nous assurons sur 11 kilomètres les hauteurs si importantes qui s'étendent du mont Cornillet jusqu'à l'est de Vaude-

sincourt. Plus à l'Est nous tenions Auberive, nous ajoutions 3.500 prisonniers à ceux de la veille. Les Allemands essayaient une contre-attaque entre Soissons et Reims, elle tournait à leur désavantage.

Le 18, alors que nous avançons dans le Laonnais, et que les Allemands se repliaient en désordre, alors que sur la rive sud de l'Aisne nous prenions Vailly, et que nous arrivions à encercler la forêt de Ville-en-Bois avec tout ce qu'elle contenait d'ennemis (1.300 hommes, 180 mitrailleuses), des ordres arrivaient de suspendre notre effort et de nous contenter d'exploiter localement nos succès.

Cependant le 19 nous enregistrons une avance importante dans la direction du Chemin des Dames, le fort de Condé tombait entre nos mains, et les contre-attaques allemandes dans la région de Moranvillers venaient échouer sous nos feux.

Du 9 au 20 avril, les Franco-Anglais avaient pris à l'ennemi 33.000 hommes et 330 canons ; et l'on racontait à Paris que nous avions subi un sanglant échec !

L'ennemi, les jours suivants, tenta vainement de réagir et de nous arracher le terrain perdu, montrant par la violence et la fréquence de ses contre-attaques le prix qu'il y attachait. Partout il fut battu et repoussé avec de grosses pertes.

D'ailleurs tandis que l'élan de nos troupes restait suspendu, les Anglais continuaient leur progression, enlevaient les positions allemandes des deux côtés de la Scarpe, s'avançaient sur la route d'Arras à Douai, faisaient en un seul jour (le 23 avril) 1.600 prisonniers et atteignaient à l'est d'Epehy le canal de Saint-Quentin.

Des intrigues s'ourdissaient à l'arrière. Elles demeurent encore enveloppées de ténèbres. Le chiffre de nos pertes était volontairement exagéré par des rumeurs infâmes, et alors que les Allemands, alignant sans cesse de nouvelles divisions, voyaient leurs effectifs décimés sans pouvoir nous chasser du plateau du Chemin des Dames, on faisait dans les couloirs du Palais-Bourbon le procès de nos généraux.

Résultat tangible cependant ; nous avons obligé les Allemands à jeter dans la lutte 33 divisions sur 43 qu'ils tenaient prêtes sur notre front ; nous avons pris 175 canons, 412 mitrailleuses, 119 canons de tranchées, 20.780 officiers et soldats.

1^{er} janvier 1917.

Avec l'année 1917, il se trouve que nous entrons dans la troisième phase de la guerre. Après la série des batailles qui se sont terminées sur la Marne et qui ont anéanti l'espoir de l'ennemi en une solution rapide du conflit, nous avons supporté une longue lutte d'usure et d'organisation. Il faut pour toutes sortes de raisons que nous passions demain à la lutte décisive. Notre supériorité en hommes et en moyens matériels sur nos adversaires nous en donne la possibilité. Le désir de nos ennemis de faire la paix, les appels dans le même sens des neutres, intéressés à ce qu'il n'y ait pas de victoire totale nous fournissent une vérification que 1917 va vouloir dénouer et clore la tragédie.

Nos deux grands alliés l'ont bien compris. L'Angleterre a rajeuni et fortifié son gouvernement pour tendre son effort à l'extrême. En Russie, l'homme des forces les plus conservatrices, Trepow, a tendu la main à la Douma.

Quant à l'Allemagne, elle vient de prendre un ensemble de mesures d'une énergie et aussi d'une brutalité telles qu'elles ne peuvent convenir qu'à un effort court, décisif et peut-être déjà désespéré.

Et nous, alors que l'échéance de l'effort suprême est devant nous, toute proche, aurons-nous en 1917 un

gouvernement qui se débâtte dans les comités secrets, qui se noie dans les indécisions, qui ne demande au pays aucune des mesures de restriction indispensables ? Est-ce que nous allons nous enliser dans les ornières d'un mauvais parlementarisme ? Non. Il faut que la Chambre de 1914 laisse derrière elle, comme un serpent se délivre de ses vieilles peaux, la bigarrure des partis. C'est raccorni, hors d'usage. Plus d'esprit de secte, nulle part, rien qu'un esprit national. Le grand effort doit être immédiat. Nos ennemis, nos alliés le réalisent déjà. Nous ne pouvons pas attendre. Il faut agir.

L'action viendra d'en haut. Je n'ai pas à en douter. Lyautey, Lacaze, Nivelles, voilà des soldats qui sauront poursuivre et multiplier les succès auxquels d'abord a présidé Joffre. Déjà la France devant le monde a regagné le premier rang moral par ses sacrifices et son génie de réorganisation ; déjà le bilan de ces deux ans et demi de guerre se solde par un actif qui n'a pas cessé de s'accroître. Mais l'opinion publique peut beaucoup sur le gouvernement et sur la conduite de la guerre. Comment ? En manifestant sa confiance et son esprit de lutte à outrance.

La confiance pour 1917, elle est faite des expériences incomplètes de 1916.

La rupture du front français et la prise de Verdun, c'était le plan de l'état-major allemand, sa grande opération de 1916 (comme l'offensive contre les Russes avait été l'opération de 1915). Il comptait battre l'armée française et nous imposer la paix, avant que l'armée britannique eût achevé son évolution. Ce plan a complètement échoué. Verdun, c'est une défaite allemande.

A notre tour, et sans que les Allemands puissent nous immobiliser à Verdun, nous avons attaqué de concert avec l'armée britannique sur la Somme. Pour soutenir notre effort, les Allemands ont engagé 90 divisions dont

26 sont venues deux fois sur le front et une trois fois. Malgré cet effort, les troupes franco-britanniques ont enlevé plus de 50 villages et fait 105.000 prisonniers. Elles ont pris 105 canons lourds, 200 canons de campagne, 1.500 mitrailleuses. Je reproduis là les chiffres donnés par Lord Curzon aux Communes. Ils établissent que si, cette fois encore, nous n'avons pas obtenu la décision de la guerre, c'est pourtant une victoire.

Les Allemands avaient considéré le front occidental comme devant être en 1916 le théâtre d'actes décisifs ; ils y ont maintenu le gros de l'armée allemande : 128 à 130 divisions. Ils ont été battus. A la suite de quoi Hindenburg a été désigné pour remplacer Falkenhayn.

Les plans d'Hindenburg consistèrent à s'offrir sur les points faibles orientaux des succès plus faciles afin de compenser l'échec des visées sur Verdun (et sur l'Italie). Ce fut la campagne de Roumanie. Visant d'abord à couper en deux le territoire et l'armée des Roumains par la percée simultanée en Dobroudja et à Prédéal, il a ensuite pris comme objectif la Valachie, culbuté les forces qui gardaient la pointe d'Orsova et par une marche rapide saisi, occupé Bucarest.

C'est un succès, auquel on prête parfois dans le public, la plus grande importance économique et qu'il faut mettre au juste point. Nos ennemis ont trouvé en Roumanie un ravitaillement de céréales. Mais que ce ravitaillement est peu de chose pour nourrir l'immense population de leurs deux empires ! *En adoptant les données de la presse allemande, c'est-à-dire en mettant les choses au pire, on calcule que les blés des pays actuellement conquis n'offrent à chaque tête d'Austro-Allemand que douze kilos de blé et treize kilos de maïs. C'est de quoi ne pas mourir de faim pendant un mois.*

Hindenburg ira-t-il plus loin que le Sereth où le voici ? Tournera-t-il ses forces contre l'armée d'Orient ? C'est six semaines, deux mois qu'il lui faudrait pour y

mener de l'artillerie lourde. Se dirigera-t-il contre l'Italie avec Vicence pour objectif ? Tel est le secret de demain. Mais demain n'appartient pas nécessairement à nos ennemis.

C'est aux Alliés de ne pas laisser les Austro-Allemands maîtres de choisir les champs de bataille.

Par la lenteur même que viennent de mettre les gouvernements de l'Entente à s'entendre sur leur réponse aux fictives propositions de paix de l'Allemagne, on peut juger de la médiocre organisation quasi-matérielle de leurs rapports. Là subsiste un vice d'organisation. Après que chacun des gouvernements alliés s'est renforcé, il reste, et c'est urgent, à resserrer la haute direction de leur activité commune.

Et j'arrive au second de mes vœux. A la confiance, joignons l'esprit de lutte à outrance.

C'est affaire de gouvernement. Que l'opinion publique y aide par un esprit national uni, ardent, vraiment de guerre. Que la vie française en 1917 soit une grande collaboration ! Nul ne peut plus se passer des autres. La France périra, quelle que soit la vaillance des soldats, si elle manque de raison et de fraternité.

En août 1914, l'union sacrée pouvait être un élan passager, un mouvement héroïque et qui ne durerait pas. Les Français, sous le coup d'une émotion pareille à un coup de génie, se mirent en bande pour résister ; ils obéissaient peut-être à la seule nécessité ; mais non, ils se sont reconnus. L'amitié complète, prodigieuse, « à la vie, à la mort », qui lie nos fils dans les tranchées, prouve à l'univers et nous prouve à nous-mêmes que l'union est quelque chose de plus qu'une précaution prise pour le succès de la guerre. Le pacte de concorde doit être entendu non comme une réticence, une trêve, un pardon, mais comme l'acquiescement à cette vérité découverte à la clarté du danger que la France complexe, riche de contrastes, audacieuse à pousser des

pointes dans tous les sens, possède une forteresse commune à tous ses fils, un cœur éternel, invincible.

Bien connaître cette France une et indivisible que chacun de nous porte au fond de sa conscience, c'est être prêt pour l'unité de direction.

Nous sommes maintenant trop peu nombreux pour avoir le droit de faire aucune exclusion. aucun gaspillage de forces. Demain comme hier, ici, mon rôle sera de servir à l'union. Sans être l'esclave d'aucune formule partisane, je continuerai de montrer dans l'analyse des faits, dans un examen amical de toutes les classes de la nation, ce qu'il y a de pareil et d'excellent chez nous tous. La guerre nous ayant épurés moralement, nous voyons mieux ce qui nous est commun. Si chacun descend en soi-même et y recherche les éléments de son trésor intérieur patriotique ou spirituel, il retrouve des éléments par lesquels il peut s'entendre avec son adversaire de la veille. Amis, adversaires, tous frères aujourd'hui puisque fils de la France en péril, nous échangeons pour 1917 nos certitudes dans la victoire, conquise par des soldats tels que les siècles n'en virent jamais de pareils.

P.-S. — Je signale bien volontiers à mes lecteurs la « matinée patriotique » qui sera donnée, le 10 janvier, à l'Opéra, « pour les combattants de terre et de mer, au profit de l'œuvre *Pour le front* », que dirige la comtesse Joachim Murat. J'ai dans l'idée qu'Edmond Rostand prendra la parole dans cette réunion. Et puis l'œuvre « *Pour le front* » était très aimée du colonel Driant ; il me l'a dit, et continuellement il y recourait en faveur de ses héroïques chasseurs.

II

LA MORT D'UN CHEF : LE GÉNÉRAL SERRET

In memoriam.

8 janvier 1917.

Il y a un an que le général Serret est tombé en Alsace dans l'affaire de l'Hartmannswillerkopf, que les soldats appellent le Vieil-Armand. Ce n'est pas mon rôle d'apprécier cette opération militaire, mais il m'a été donné de recueillir sur les circonstances qui accompagnent la blessure et la mort de ce noble soldat quelques traits qui montrent sa force d'âme et qui peuvent contribuer à faire connaître ce qu'est un grand chef français.

L'histoire retiendra le nom du général Serret à cause des avertissements qu'il lui fut donné de faire parvenir à notre gouvernement depuis Berlin, où il était attaché militaire près de notre ambassade. Sa lettre du 15 mars 1913 est un document magistral que tout le monde a lu dans le *Livre jaune*. Le général, alors lieutenant-colonel, reprenait et confirmait le cri de *garde à nous* qu'avait déjà lancé son prédécesseur, le colonel Pellé, et il concluait :

En résumé... « ... c'est contre nous qu'elle (l'opinion allemande) est et restera longtemps braquée. Elle trouve que pour nos 40 millions d'habitants nous tenons au soleil une place vraiment trop grande.

Les Allemands... veulent qu'on les craigne, et ils sont en train de faire les sacrifices nécessaires. Si, à quelque occasion, leur orgueil national se trouve blessé, la confiance que pourra avoir le pays dans l'énorme supériorité de son

armée favorisera une explosion de colère nationale devant laquelle la modération du gouvernement impérial sera peut-être impuissante.

Il faut constater, d'ailleurs, que le gouvernement met tout en œuvre pour chauffer le sentiment national, en fêtant avec éclat tous les anniversaires de 1813.

Au reste, la tournure de l'opinion n'aurait pour effet que de donner à une guerre un caractère plus ou moins national. Par quelque prétexte que l'Allemagne justifie une conflagration européenne, nul ne peut faire que les premiers coups décisifs ne soient pas portés contre la France... »

L'homme qui parlait ainsi rendait un service à son pays et son témoignage, en même temps que le peu de crédit qu'on fit à sa clairvoyance, prouvent assez (s'il était besoin d'en multiplier les preuves) que nous ne fûmes en rien les agresseurs et que l'Allemagne organisait la guerre, alors que chez nous l'opinion publique et la majorité du monde politique ne voulaient même pas admettre qu'elle fût possible. « Comment peut-il vous échapper, colonel, lui disait on en haut lieu, que tout dans le monde est à la paix¹. »

Le général Serret reçut un commandement en Alsace, au mois de novembre 1915, j'eus l'honneur d'être son hôte à Wesserling. J'admirai son feu, sa rapidité d'esprit que rendait encore plus sensible la vivacité de tous ses mouvements, vraiment la promptitude d'un chat-tigre, tandis que la moustache en broussaille et hérissée il mêlait aux notions les plus précises sur l'Allemagne l'affirmation énergique de sa foi dans la supériorité de l'élan français, et quasi dans la toute-puissance des enthousiasmes de l'âme. Une phrase de Renan qu'il a citée dans son fameux rapport l'avait beaucoup frappé,

1. Pardon, me fait justement remarquer un lecteur : Louis Barthou était président du conseil au moment où le colonel Serret envoyait son rapport et Barthou a fait voter la loi de trois ans.

il se plaisait à parler de notre « pouvoir éternel de renaissance et de résurrection ». Il avait distingué le dépit qu'en éprouvent les Allemands. Certes il savait quelle force nos éternels ennemis trouvent dans le génie d'organisation que depuis un siècle ils ont acquis, mais il avait commandé les chasseurs à Rambervillers, et ces soldats extraordinaires lui avaient donné une confiance absolue dans la supériorité guerrière du Français : « Nous nous en tirerons, disait-il, nous avons quelque chose à nous, la force morale. »

Dans cette fin de 1915, le général était chargé de préparer une nouvelle opération sur le Vieil-Armand. On connaît les dramatiques batailles qui se sont déroulées en plusieurs phases sur les pentes de cette « forteresse invisible ». Ce nom même définit le rôle que joue cette montagne aux pentes abruptes, haute de six cents mètres, d'où les Allemands dominaient les vallées et réglait avec sûreté le tir de leur artillerie. En janvier 1915, puis en avril, nos soldats avaient dépensé des efforts inouïs pour en faire le siège, le brouillard des sommets vosgiens ajoutant une difficulté à toutes celles du sol et des bois. En décembre, le général Serret demanda à ses troupes de reprendre et poursuivre leurs succès d'avril sur ces pentes déjà sacrées par des combats douloureux et glorieux.

Le 21 décembre, une attaque déclenchée sur le sommet de l'Hartmannswillerkopf lui permit d'occuper tout de suite une grande partie des ouvrages ennemis. Le lendemain, il poussait plus avant sur les pentes Est, qui sont les plus abruptes, et le nombre des prisonniers allemands s'élevait à douze cents, dont vingt et un officiers appartenant à six régiments différents. Les jours suivants, l'ennemi réagit avec violence et contre-attaqua tout le front de nos conquêtes entre le sommet du Vieil-Armand et les abords de Wetswiller. Pendant toute la nuit du 28 au 29 décembre, le bombardement de nos

positions continua, et notre artillerie répondit coup sur coup. Le général Serret, si je ne me trompe pas, se trouvait au camp de Hirschlachel, sous la trajectoire de nos pièces et des pièces ennemies. Il passa la matinée du 29 dans sa cagna à travailler avec son état-major ; puis, après déjeuner, il monta en automobile pour se rapprocher de l'action et la diriger en personne.

Il était 1 heure 45 quand le général fit arrêter la voiture, et, accompagné de son seul aide de camp, partit à pied vers le sommet du Vieil-Armand. Il ne laissait voir aucune inquiétude des événements qui se déroulaient, et surveillait avec calme les détails sur son chemin. Il dit à des soldats de refaire le bas de la route, que venait d'abîmer le bombardement, et, voyant un amas considérable de torpilles et de grenades, il commanda de les disposer en plusieurs tas séparés, afin d'éviter qu'un seul obus ennemi pût les faire sauter toutes en même temps.

Vers 2 heures 15, les deux officiers arrivaient à la cagna du colonel, à environ 150 mètres de la première ligne. Le général y pénétra seul.

Cependant les obus ennemis, qui jusqu'alors tombaient un peu partout sur les flancs et le sommet, se dirigeaient maintenant avec insistance sur le boyau qu'il venait de suivre et qu'il devait prendre pour s'en retourner. Et, après trois quarts d'heure de conversation, quand il sortit de l'abri, le colonel, qui l'accompagnait, lui fit remarquer que le passage n'était plus praticable.

— Je vais attendre dix minutes, répondit le général, et il rentra dans l'abri.

Le tir de l'ennemi se concentrait de plus en plus sur une longueur d'environ trois cents mètres du boyau, et des pièces de plusieurs calibres y participaient. Aidé d'un téléphoniste, l'aide de camp comptait les arrivées d'obus. Aisément, car ils venaient de l'autre versant du ravin, à trois cents mètres.

Les dix minutes passées, le général sortit de nouveau de la cagna, et demanda si le bombardement était toujours aussi intense.

— 45 à 52 obus à la minute.

— Mon général, dit le colonel, il est imprudent de passer.

— Il faut pourtant que je passe.

Et s'adressant à son aide de camp :

— Nous en avons vu bien d'autres ; j'ai confiance dans mon étoile.

Il serre la main du colonel et part en courant. Son aide de camp le suit. Les deux hommes descendent le boyau au fond du ravin, sautent le torrent, se couchent sous une rafale, se relèvent pour faire un bond de trente mètres, se couchent encore, mais la montée maintenant est forte entre les rochers, ils doivent ralentir leur course et, soudain, quand ils venaient de se relever pour un quatrième bond, une rafale leur arrive dessus : « Je suis touché, » dit le général qui tombe en arrière, tandis que son officier a le bras droit et la main frappés.

Les voilà par terre. Le sang du général coulait avec abondance. A cinq mètres dans la paroi de la tranchée est une excavation. L'officier y traîne son chef. L'entrée est trop étroite, n'importe. Ne pouvant se servir de son bras, il s'assied contre la paroi qui fait face et, avec ses pieds appliqués aux épaules du général, il pousse celui-ci étendu sur le dos, les jambes en avant.

L'abri peut avoir environ 1 m. 60 de long et 1 m. 30 de haut. On ne peut pas s'y tenir assis sans se courber. Le général a perdu beaucoup de sang. Il croit qu'il a l'artère fémorale coupée. Il ne se plaint pas, et dit :

— Dès qu'un soldat passera, vous lui ordonnerez de se rendre au poste téléphonique et de faire prévenir au poste de commandement que le général de division est blessé et que le commandement passe au colonel S...

Après un instant :

— Maintenant, ma famille ! vous direz à ma femme que mes dernières pensées sont pour elle, pour ma fille et pour la France.

L'aide de camp cherchait à arrêter l'hémorragie en comprimant l'artère avec sa main gauche. Le bombardement ne diminuait pas d'intensité. La tête du général, appuyée sur son casque de tranchée comme sur un oreiller et recouverte du casque de son compagnon, était presque dans l'ouverture de l'abri, et à plusieurs reprises des éclats vinrent s'incruster dans les rondins qui en soutenaient l'entrée. « Passez, muscades, » disait-il.

— Mon général, vous devez beaucoup souffrir, lui dit le jeune officier.

Il répondit :

— Il y a une belle pensée dans l'*Imitation de Jésus-Christ*. Si vous ne pouvez pas éprouver de la joie dans la souffrance, souffrez au moins sans vous plaindre.

Un obus éclata si près que le déplacement d'air renversa l'aide de camp. Un instant après, c'est le casque du général qui est enlevé. Et toujours pas un passant, bien que ce soit le seul boyau qui mène au Vieil-Armand. Les Boches sont à deux cents mètres.

Le général avait les yeux fermés. Le voyant si pâle et immobile, le jeune officier lui baisa la main. Le chef ouvrit les yeux et dit :

— J'ai la foi et je me repose.

Enfin arrive un homme qui court ; il s'arrête en voyant à terre une canne, et la ramasse. C'est celle du général, restée dans le boyau, juste en face de l'abri. L'aide de camp interpelle l'homme, mais celui-ci, un cuisinier, ne veut pas croire que ce blessé soit un général. Enfin, il a compris, il repart, va donner la nouvelle et l'ordre du transfert de commandement, et au bout de dix minutes arrive un médecin à deux galons. Il se glisse dans l'excavation, où déjà il fait presque nuit ; à la lueur d'une lampe électrique, il examine la plaie qui

est dans la jambe droite, à cinq centimètres au-dessus du genou qu'elle traverse pour aboutir au haut du mollet... L'artère n'est pas coupée. A l'entrée de l'abri apparaît un officier d'ordonnance du colonel.

— Rejoignez vite votre poste, lui dit le général, ici l'endroit est inhospitalier.

Le bombardement est moins intense, il se concentre maintenant vers le sommet du Vieil-Armand. Deux brancardiers sont arrivés et attendent dans un autre abri à quelques mètres. Voici la nuit. En route ! Le petit cortège risque d'être fauché par un nouvel obus, mais il est urgent que le général reçoive des soins au poste de secours. Pour y parvenir, ce n'est que 400 mètres de boyau à franchir, mais tout catastrophés et les rondins de soutènement obstruant la voie. Les balles sifflent. En cours de route, le casque du général ayant roulé, un brancardier le replace sur sa tête : « Pas comme ça, lui dit le blessé, les étoiles en avant. » Enfin on arrive. Et comme le major quitte deux chasseurs blessés pour se porter vers le général, celui-ci lui dit :

— Veuillez soigner d'abord ces deux chasseurs, je ne passerai qu'à mon tour.

Quand vint son tour, il dit à ceux qui s'occupèrent de lui de faire leur devoir de soldat et de médecin ; qu'il s'en remettait à eux, et que la crainte de le faire souffrir ne devait pas les empêcher de nettoyer à fond sa plaie.

A partir du moment où il était tombé, il avait répété plusieurs fois que l'infection était ce qu'il craignait le plus. On lui fit une injection de sérum antitétanique. Il insista pour que son aide de camp se fit panser.

Avant de repartir, il demanda qu'on télégraphiât à M^{me} Serret avec des détails précis : « Elle est énergique, c'est une Française, vous pouvez lui dire la vérité. »

Le général désirait aller causer avec ses officiers d'état-major au camp qu'il avait quitté après son déjeuner. On le remplaça sur un brancard tenu par quatre porteurs. La

nuit profonde était venue. On avança péniblement, à cause des mulets et des porteurs, que l'on croisait dans l'étroit sentier. Le général fit deux observations : qu'on avait eu raison de prescrire dans le règlement que les brancardiers ne devaient pas marcher au pas, et puis qu'il comprenait maintenant la soif insatiable des blessés. Après quinze minutes de marche, on put l'installer dans une auto. On lui donna du thé. Un major monta auprès de lui. La proximité de l'ennemi ne permettait pas d'allumer de lanterne ; on allait au milieu des convois de ravitaillement, dans une obscurité profonde coupée parfois par les fusées lumineuses qui partaient des tranchées. D'autres fois on s'aidait d'une lampe électrique de poche. Le général put s'entretenir de la situation militaire avec son état-major. Puis la marche reprit.

Deux routes étaient possibles, l'une plus courte que l'autre. Mais un service de pilotage avait été établi et assignait la route la plus longue aux convois de descente. Le général entend qu'on veut lui faire prendre la plus courte, il s'y oppose en disant que l'ordre s'applique à tout le monde. Le major demande au général s'il veut aller à l'ambulance à Moosch ou bien à Saint-Amarin. Il répond qu'il veut suivre le règlement. On le mène à Moosch où il est porté directement dans la salle d'opérations.

Durant la nuit (du 29 au 30), le général ne se plaignit pas, mais il dormit peu. La petite ville fut bombardée. A une heure après midi, il y eut une consultation. Les médecins déclarèrent que l'amputation pouvait devenir nécessaire : « Faites ce que vous jugerez votre devoir, répondit le général, je suis en dehors de la question. » L'opération fut décidée. Le général prit ses dispositions religieuses et parla à tous avec beaucoup de bonne grâce. Quand on voulut lui mettre le masque pour l'endormir, il demanda à la sœur Ignace de lui arranger les moustaches. « Je veux mourir en beauté », dit-il plaisamment.

L'opération dura une heure et demie. A son réveil, il dit :

— « Ce n'est pas si terrible que ça de se faire couper une jambe. »

Quelqu'un lui dit :

— On peut servir la France avec son cœur et son cerveau, quand on ne peut plus marcher pour elle.

Il répondit d'une voix forte :

— Je la servirai jusqu'à mon dernier souffle.

Il dormit une partie de la nuit, et la ville fut encore bombardée.

Le lendemain, 31 décembre, il reçut la cravate de la Légion d'honneur. Les siens arrivèrent à trois heures de l'après-midi. On pouvait beaucoup espérer. Le 3 janvier le général pria de liquider son écurie, mais de conserver sa jument et de la dresser pour le cas où il pourrait remonter à cheval. Le 4, la sœur Ignace, qui soignait le général, fut tuée d'une bombe en allant à la mairie. Le général fit appeler le médecin-chef de l'ambulance et demanda à être évacué si l'on jugeait que c'était sa présence qui déterminait ce bombardement. Le 5, le général n'avait plus d'espoir, il dit à un capitaine : « Vous ferez attention que je n'aie pas l'air godiche sur mon lit de mort. »

Le lendemain, 6 janvier, à 7 h. 15 du matin, il mourait. Il repose dans le cimetière de Moosch.

Je m'excuse de n'assembler autour de la fin d'un homme de guerre que des traits qui doivent sembler secondaires, quand on voudrait son portrait moral et une peinture de ses qualités profondes, mais il faudrait que je fusse qualifié et autorisé pour décrire les faits militaires qui lui seraient un digne cadre et rendraient intelligible son action. Il m'a du moins paru convenable d'enregistrer avec respect des détails qu'il ne fallait pas laisser perdre et qui sont des éléments pour comprendre l'élégance morale et la fermeté d'un chef.

III

RÉPONSE A LOUIS BARTHOU
SUR LE SUFFRAGE DES MORTS

26 janvier 1917.

J'ai sur ma table le *Mirabeau* et le *Lamartine* de Louis Barthou, et voilà longtemps que je désire apporter un tribut d'hommages à l'homme d'Etat qui, fidèle à la tradition universelle, remplit les intervalles de ses rôles publics en servant avec science et passion les lettres. Mais comment échapper à la réclamation de la minute présente, comment, fût-ce une fois, se distraire de la guerre ? Nous sommes à un moment où l'on voudrait que chaque page que l'on écrit fût un acte de collaboration à la chose publique. Je m'aperçois qu'il me serait impossible de me placer au point de vue de la curiosité, fût-ce à l'appel de deux génies, et de suivre les documents précieux que M. Barthou a su réunir sur ce monstre d'impureté et sur cet ange de pureté.

Ce n'est pas à dire, mon cher Barthou, que je renonce à m'associer à vos pensées et à causer avec vous. Je viens de lire vos *Lettres à un jeune Français*, d'un esprit tout national, et puisque dans cette série, aux *Annales*, vous avez à deux reprises parlé du suffrage des morts, je voudrais examiner et contredire amicalement l'opinion que vous en exprimez.

Je fus empêché de le faire sur le moment parce que j'étais tout à la description de nos diverses familles spirituelles pendant la guerre. Mais qu'essayais-je de dégager là ? Le testament de nos morts, qui nous prêchent une union agissante. Je ne fais que me tenir dans

la même voie en revenant, grâce à vous, à l'idée de leur maintenir un rôle dans la France de demain.

Nous ne songeons pas seulement à leur marquer notre gratitude. Nos intérêts nous préoccupent. La brusque disparition d'un dixième peut-être de notre corps électoral jettera un trouble profond dans la direction des affaires publiques. De sacrifice en sacrifice, les combattants et leurs familles en arriveront à se trouver dominés par les non-combattants. Certaines communes, certaines régions dépeuplées par le hasard des batailles et les conditions du recrutement vont se trouver dans une douloureuse infériorité électorale. Comment empêcher que l'équilibre soit rompu aussi injustement ?

Les noms des morts doivent continuer à figurer sur les listes électorales. Ils voteront par l'intermédiaire de leurs familles dont ils font la noblesse et qui leur vouent un culte pieux.

Vous appréciez « la noblesse et la clairvoyance des sentiments » qui m'ont dicté ma proposition. Mais vous l'écartez.

Pourquoi ?

Pour deux raisons :

Il peut y avoir des mères ou des femmes de soldats tombés au champ d'honneur qui vivent dans l'inconduite.

Il peut y avoir un père héritant du vote de son fils et qui n'ait pas les opinions politiques de son fils.

... O froide intelligence d'un légiste qui refuse de laisser la parole à son cœur douloureux !

Je ne rature pas cette exclamation qui vient de m'échapper, mais je me hâte d'ajouter que, dans une certaine mesure, mon cher ami, vous avez raison : je vous accorde certes qu'il ne faut pas mélanger les genres. J'ai horreur du sentimentalisme. Une fois qu'on a introduit dans une conception de l'esprit ce qu'elle doit contenir de cœur, et que tout l'être y est intéressé, il

faut examiner froidement si elle est possible, efficace, vraie.

Si vos objections détruisent le suffrage des morts, je ne m'obstinerai pas à le soutenir sous le seul prétexte qu'il flatte l'imagination ou adoucit des chagrins. Mais je vous apporte une idée qui répond à des besoins positifs d'une manière féconde. Vos deux objections, par leur minceur même, démontrent seulement que je n'ai pas su vous faire voir l'ampleur de ma proposition, car, fussent-elles exactes, vivantes, agissantes, elles ne mordraient que sur une bien faible part de mon idée, et pour le surplus, celle-ci demeurerait. C'est fâcheux quand deux souris s'introduisent dans un grenier, mais n'exagérons rien. Croyez-vous que le suffrage universel ne soulevait aucune objection aux yeux mêmes de ceux qui le firent adopter ? Ils pesèrent les avantages et les inconvénients.

« Vous allez, me dites-vous, donner un privilège à des femmes, dont quelques-unes peuvent être ivrognesses et débauchées. » Eh bien ! à cette heure, parmi les électeurs mâles, n'y a-t-il aucun ivrogne ? Et des femmes irréprochables ne regardent-elles pas avec dégoût ces indignes privilégiés s'avancer en titubant vers l'urne du vote ? L'inconvénient est certain ; il existe dès qu'il s'agit d'une loi de suffrage ; il n'est jamais plus aisément réparable que dans ma proposition. Nous refuserons le bénéfice de la loi aux mères et aux veuves indignes. Un point, c'est tout.

J'ajouterai simplement que, s'il est permis de constater qu'il y a des mères et des veuves indésirables, il est juste, nécessaire, essentiel de proclamer que, pour le plus grand nombre, elles sont admirables. Vous avez, mon cher Barthou, consacré un des chapitres les plus émouvants et les plus vrais de votre recueil aux femmes durant la guerre. Quelques indignités, soit ! Mais nous sommes d'accord pour constater néanmoins l'éminente

dignité des Françaises de 1914 et 1917. Il est impossible de contester que dans leur ensemble elles soient dignes de parler au nom de leurs morts.

« Mais la femme, la mère, le père, quand ils voteront pour leur mort, exprimeront-ils bien la pensée politique de celui-ci ? Le père n'est pas nécessairement du même parti que son fils. La pensée du héros pourra se trouver trahie. »

Telle est bien votre seconde objection, ô mon cher ami, ô myope. Laissez-moi vous dire que nous entrons dans un monde nouveau où les partis d'hier ne compteront guère. Il s'agit d'instaurer en France, conformément à la volonté que nous lèguent nos morts et au modèle que continuent de nous fournir leurs camarades d'armes, une union agissante, un pacte de concorde et d'activité nationale. Ne regardez pas dans les compartiments de la veille. Il en faut sortir à tous prix. La loi que je vous propose est créatrice.

C'est une loi propre à développer chez ceux qu'elle favorise l'instinct noble, l'instinct social, une loi efficace pour les placer au point de vue national. Elle leur remuera le cœur, les mettra en état de communiquer avec la patrie et de recevoir une inspiration française commune. Cette loi propose, impose aux représentants des morts un devoir, une dignité exceptionnels. Ils seront un corps d'élite tout désigné pour rappeler aux représentants du peuple, qu'ils ont à faire des lois dignes de l'immense effort accompli par la France de 1914 à 1917.

La loi du Suffrage des morts créerait des âmes. Il ne s'agit pas toujours d'accepter les gens tels qu'ils sont ; il faut se préoccuper de les faire tels que la patrie les réclame. Nous allons être peu nombreux demain ; il faut que nous soyons un peuple meilleur. Maintenons au milieu de nous les morts ; haussons-nous tous, de notre mieux, au niveau moral et patriotique où nous

les avons vus. Tenez, Barthou, ces malheureuses qui vous effrayaient tout à l'heure, nous sommes tous d'avis qu'on doit leur refuser le majestueux privilège de représenter leurs morts (de la même manière qu'on retirera à la mère indigne la tutelle des orphelins de la guerre). Mais chez toutes celles et chez tous ceux qu'elle favorisera, notre loi augmentera la valeur morale ; elle les appellera à faire un effort nouveau pour vaincre leur médiocrité et égaler leurs héros. Par cet accroissement de dignité que nous leur apporterons, il entrera dans ces femmes et dans ces hommes un nouveau courant de forces.

Barthon, ne vous inquiétez pas outre mesure du fait qu'un père, une mère, une épouse pourraient être d'un parti autre que le parti du mort. Ils ont des intérêts positifs en commun, les intérêts de leur famille en deuil ; ils sont les uns et les autres dévoués aux grandes idées pour lesquelles tous nos soldats se battent et qu'il s'agit maintenant de mettre à jamais au-dessus de tout. Nos partis d'hier, comment se nomment-ils ? Ces désignations querelleuses sont tombées dans le plus parfait discredit. Ce que ces subdivisions contenaient de vérité humaine, éternelle, va être brassé à nouveau. Les soldats des tranchées n'auront pas à jeter bas ces vieilles barrières ; elles n'existent plus entre eux. Vous voyez bien qu'à la Chambre même tous les groupes se confondent. Ce désordre, fâcheux par bien des côtés, est justifié dans son principe. Il faudrait plaindre et blâmer ceux qui se fermeraient aux leçons de l'enthousiasme et de la vie réelle en 1917.

... Mais, à mon grand regret, aujourd'hui, mon cher et éminent collègue, il faut que je m'arrête. J'ai mille autres raisons pressantes à vous donner en faveur du Suffrage des morts, et quand vos deux objections auraient valu quelque chose, que seraient-elles auprès des raisons qui plaident pour l'adoption et dont quelques-unes sont

tirées de l'infériorité numérique où vont se trouver diverses régions à cause des sacrifices qu'elles ont faits au salut de tout le pays?

Là-dessus, mon cher contradicteur, vous ne m'avez rien répondu, et vous ne pouvez pas, avec votre sens de la justice, nier que tout au moins le problème se pose.

IV

WHITNEY WARREN, L'AMI DE LA FRANCE

27 janvier 1917.

M. Whitney Warren, en août 1914, a sauté dans le premier paquebot qui de New-York venait en France, et, mêlé aux réservistes français qui rejoignaient leurs corps, il est accouru pour être l'un des témoins de la France. Nous l'avons vu au milieu de nous, à Paris, durant la bataille de la Marne. Depuis, il a visité les armées françaises, belges, anglaises, italiennes. Il n'est pas un étranger qui connaisse aussi bien que celui-ci les faits et l'âme de cette guerre. Ce citoyen américain, qui a tout vu et tout entendu, en toute liberté d'esprit, retourne aujourd'hui dans sa patrie. S'il est vrai que rien ne ressemble plus à l'opinion de la postérité, que l'opinion d'un étranger qui, sans être engagé personnellement dans une cause, a pu en étudier toutes les parties, les Américains seront mis à même, par Whitney Warren, de juger l'invasion que nous subissons. Il leur rapporte les fruits d'une longue enquête, dont ils savent le désintéressement, et que nul n'a pu faire aussi complète. Nous leur demandons d'écouter leur éminent concitoyen.

V

LA BIBLIOTHÈQUE
DE LA LIGUE DES PATRIOTES

29 janvier 1917.

Nous sommes allés ce dimanche 28 janvier, en pieux pèlerinage d'anniversaire, sur la tombe de Paul Déroulède, à la Celles-Saint-Cloud. J'ai rappelé à nos amis les raisons qui nous assurent que la France vaincra. L'effort sera encore bien rude, mais la victoire certaine est au bout, parce que les forces des Alliés, si lentes à s'organiser, sont devenues de mois en mois supérieures à celles que l'Allemagne rassemble pour ses sursauts désespérés. Ce décor d'un cimetière d'hiver et la tombe du grand patriote ajoutaient quelque chose à mes arguments. Ils groupaient sous notre regard le peuple des morts qui nous disaient : S'arrêter après tant de sacrifices et quand l'Allemagne indique ses difficultés de tenir, ce serait une infamie à l'égard de ceux qui tombèrent et de leurs familles.

Il n'y a pas que nos soldats qui aient péri par centaines de mille, du fait de l'invasion prussienne, il y a des civils, des femmes, des enfants assassinés par milliers. Nous serions des traîtres envers tous ces braves gens si nous ne les vengions pas. Quelle vengeance ? Une paix qui mette la Germanie dans l'impossibilité de recommencer jamais l'invasion de 1914.

Nous le disions dès la première heure, en septembre 1914, comme les Français de toutes les opinions, dans tous les partis, l'ont dit éternellement (voir les nombreux arguments de Proudhon et de Louis Blanc, qu'Edmond Laskine rassemble savamment dans le *Rappel*) : à

côté d'une Germanie unifiée et prussifiée, la France courra perpétuellement un risque mortel. Nos compatriotes de l'Est et du Nord ne le savent que trop ; les plus cruelles expériences les persuadent de la nécessité de dresser sur le Rhin, d'accord avec la Belgique, une barrière contre les irruptions de la bête de proie, et, le 10 janvier 1915, dans une matinée organisée au profit des Lorrains, par la *Société d'assistance aux réfugiés, évacués et sinistrés de Meurthe-et-Moselle*, un nombreux auditoire lorrain approuvait les précisions que voici :

« C'est la vingt-neuvième fois que les gens d'outre-Rhin viennent envahir notre pays. C'est la quatrième fois depuis un siècle. Ils reviendront chaque fois qu'ils le pourront. Nous combattons pour qu'une pareille chose devienne impossible dans notre existence et dans l'existence de nos enfants et petits-enfants. Il s'agit de chasser les Allemands, de briser leur unité et de prendre nos sûretés sur le Rhin... »

Je crois bien que nous étions seuls avec Wetterlé et Charles Maurras, dans la presse, à avoir pris position. Louis Dimier publiait les *Tronçons du Serpent* et Onésime Reclus (d'une famille vénérée dans la tradition révolutionnaire) sa brûlante petite brochure *l'Allemagne en morceaux*. Mais une idée si juste devait se former spontanément sur plusieurs points. Au 14 février 1915, Albert Milhaud, le premier dans la presse de gauche, entra en campagne : « La France, écrivait-il, n'aura pas de quiétude, la Belgique non plus, tant qu'un grand camp militaire sur les bords du Rhin ne nous protégera pas contre les incursions et invasions germaniques... »

La Ligue des Patriotes avait fait imprimer une carte postale de propagande. Carte double, elle donne d'une part, sous le titre « les Ambitions allemandes », le tracé des nouvelles frontières que rêvent les pangermanistes : annexion de la Belgique, des départements du Nord et

du Nord-Est de la France. En regard, elle indique les rectifications territoriales indispensables pour assurer la paix de l'Europe, c'est-à-dire les frontières de l'Allemagne reportées au Rhin. Au verso, les commentaires nécessaires, inspirés par les instructions du Comité de salut public en 1795 et la politique traditionnelle de la France. Ce document, distribué à un million d'exemplaires, fut publié par *l'Echo de Paris*, *l'Intransigeant*, *la Presse*, *la Revue Hebdomadaire*, et par divers journaux de province.

Combien les socialistes, d'Hervé à *l'Humanité*, s'indignaient et nous attaquaient ! Mais la vérité envahit ceux qui pour la combattre se sont mis en face d'elle. Ils la regardent pour la détester et puis voici qu'en dépit d'eux-mêmes ils sont amenés à confesser sa beauté. Au 22 octobre 1916, Hervé commençait d'accueillir dans son esprit la nécessité de briser l'unité allemande. Il détachait de la Germanie la rive gauche du Rhin. Il comprenait qu'une paix ne sera vraie et durable qu'autant que des garanties seront obtenues de l'Allemagne. En décembre 1916, il écrivait : « Ces garanties pour la France restaurée dans ses frontières de 1870 et pour la Belgique restaurée non seulement dans son territoire mais dans sa souveraineté, c'est la neutralisation des provinces allemandes de la rive gauche du Rhin d'où le fauve a bondi sur nous en 1871 comme en 1914. »

Dans le même temps (octobre 1916), le comité radical et radical-socialiste votait un ordre du jour inspiré par l'intérêt national et qui préfère clairement la sécurité de la France à l'unité allemande.

Enfin ces jours-ci, Marcel Sembat prenait position, une position très satisfaisante :

J'admets toutes les garanties possibles. Par exemple, j'admets très bien la neutralisation de la rive gauche du Rhin au point de vue militaire, l'interdiction aux Allemands

d'y tenir garnison, d'y cantonner des armées, de l'artillerie, d'y garder des arsenaux, d'y occuper des forteresses. Mais je n'admettrais pas qu'on imposât aux habitants des territoires rhénans l'oppression qui nous indignait quand elle s'exerçait contre les Alsaciens-Lorrains... (23 décembre 1916).

Ainsi peu à peu, chacun abandonne la thèse de l'unité allemande inviolable. Les uns parlent d'annexion ; les autres, d'une occupation qui, dans la suite, pourrait donner lieu à de nouvelles ententes. Il y a de bons arguments à faire valoir en faveur de l'un et de l'autre système. Le seul point où l'on voit intraitables tous ceux qui connaissent la nécessité que la France soit indemnisée et prémunie contre une nouvelle attaque, c'est que nous devons avoir des gages et occuper des positions. Il ne faut plus qu'il y ait un soldat allemand sur la rive gauche du Rhin. Il s'agit de mettre la France et la paix universelle à l'abri de la fureur allemande. L'accord de tous se fait autour de la formule donnée par le président de la République dans son discours du 14 juillet 1916 :

Plus nous avons horreur de la guerre, plus nous devons travailler passionnément à en empêcher le retour, plus nous devons souhaiter vouloir que la paix nous apporte, avec la restitution totale de nos provinces envahies, — envahies depuis hier ou envahies depuis quarante-six ans, — la réparation des droits violés aux dépens de la France ou de ses alliés et les garanties nécessaires à la sauvegarde définitive de notre indépendance nationale.

Cette phrase, dont nous admirons la plénitude et la mesure, nous l'avons mise en épigraphe à la collection de livres que nous commençons de publier sous le titre de *Petite Bibliothèque de la Ligue des patriotes* et dont trois volumes ont déjà paru, rédigés par le bâtonnier Chenu,

par l'abbé Wetterlé et par Fernand Engerand, député du Calvados.

L'Allemagne, en révélant sa théorie sur les chiffons de papier, a ruiné la valeur de sa parole. Hier encore, Maximilien Harden a fait à Berlin une importante conférence très applaudie, où il a professé que « l'intérêt des peuples domine l'obligation morale et les engagements qui résultent des traités et des alliances. Un homme qui manque au contrat passé et à la parole donnée demeure discrédité et exclu de la société ; mais un peuple peut toujours invoquer son intérêt pour renier les contrats qui le lient aux autres nations. » (D'après l'*A. B. C.* du 20 janvier.) Avec de telles gens, des garanties morales ne signifieraient rien. Etudions quelque chose de mieux. C'est le travail qu'entreprend de faire à divers points de vue la Bibliothèque de la Ligue.

La France pourrait-elle se reprendre à vivre avec une frontière à 60 lieues de Paris, et privée de l'illusoire tampon de la neutralité belge, en réalité face à face avec les Allemands depuis Dunkerque jusqu'à Bâle ? Une dizaine de nos amis, les plus compétents dans les diverses branches de la science, ont entrepris de traiter le sujet sous toutes ses faces.

Cette collection ne pouvait s'ouvrir que par un exposé du programme de la Ligue. Le bâtonnier Chenu nous a fait l'honneur d'accepter de l'écrire. Il nous montre les buts que nous devons poursuivre en commun. C'est grâce à une organisation bien montée que nous trouvons aujourd'hui des Allemands dans tous les pays et dans toutes les activités travaillant tous pour l'expansion allemande, chacun dans la mesure de ses forces.

Ce qu'ils ont fait pour l'idée de domination universelle et d'asservissement du genre humain, pourquoi ne pas le faire pour le bien-être et la gloire de notre patrie et pour les idées françaises ?

La Ligue fut un grand instrument national, et l'his-

toire reconnaitra le noble service qu'elle rendit à l'Alsace, à la Lorraine, c'est-à-dire à nos destinées éternelles. La Ligue doit encore servir. Le bâtonnier Chenu l'a dit, il s'agit de répandre des idées précises et concrètes et de les faire partager à des millions de personnes ; nous devons obtenir que chacun de nos adhérents songe perpétuellement au but commun, y fasse servir ses capacités, son industrie, sa situation sociale et ses relations, informe le siège central des résultats acquis, et en reçoive des impulsions et des encouragements.

L'abbé Wetterlé, qui est l'homme de France connaissant le mieux le Reichstag et le personnel politique allemand, nous dit comment l'Allemagne voulait nous écraser, et quelles précautions il faut prendre pour qu'elle ne renouvelle pas avec plus de succès son essai. Il a connu les Allemands en Alsace et à Berlin, et sait à quoi s'en tenir sur leur compte ; il multiplie les exemples et les avertissements pour nous rappeler la nécessité absolue d'aller jusqu'au bout dans l'effort surhumain que nous accomplissons depuis deux ans et demi, et de préparer sans relâche les nouvelles méthodes, les nouvelles organisations, le nouvel esprit, que nous devons adopter dès maintenant, si nous voulons être de taille à aborder, après la guerre, la terrible lutte économique qui la suivra fatalement.

Fernand Engrand, député du Calvados, s'est fait un nom par sa campagne acharnée sur la question des mines. Il a mené au nom de la Ligue une campagne utile et retentissante sur le bassin de la Sarre ; pour nous, il a regroupé ses arguments dans une brochure de propagande. C'est, dans un résumé saisissant, l'essentiel de cette question vitale. Tout le fer de l'Allemagne est en Lorraine, à quelques pas de notre frontière de 1871. C'est avec le minerai de la Lorraine annexée, auquel elle a ajouté depuis l'invasion celui de Briey, qu'elle alimente Essen et qu'elle fabrique les obus qui déciment

nos régiments. Sans le fer de Lorraine, sans la houille de la Sarre, l'industrie française est condamnée à devenir et à rester tributaire de l'étranger : c'est un arrêt de mort. L'annexion du bassin de la Sarre est la condition indispensable de notre vie nationale.

D'autres volumes suivront. Il s'agit d'assembler des renseignements positifs, propres à préciser et diriger le jugement du lecteur. Nous ne poursuivons pas une œuvre de parti ; nous ne sommes pas un parti. Il s'agit que chacun de nous prenne une opinion autorisée sur des questions que la France ne peut pas éviter.

Les idées sont des forces ; elles construisent ou elles ruinent les pays. Nous nous occupons à établir et à répandre des vues justes sur « les garanties nécessaires à la sauvegarde définitive de notre indépendance nationale ». Il faut défendre la paix de nos petits enfants ; il ne faut pas qu'après l'effort gigantesque de nos soldats et de toute la nation, on nous prépare un traité qui n'irait à rien moins qu'à désarmer la France en présence d'un retour offensif de l'éternel agresseur.

Des intrigues boches et bochophiles sont à l'œuvre, en France même, pour créer une atmosphère d'indulgence à l'égard de nos ennemis. Cette campagne tend à préserver l'Allemagne d'une défaite trop complète. L'Allemagne, nous dit-on, n'a combattu que sous l'influence d'un parti de hobereaux ; il faut lui faire des conditions assez favorables pour qu'elle puisse vivre sa vie (lisez : pour qu'elle puisse en peu de temps retrouver sa puissance). A cette propagande doucereuse, sentimentale, les avocats de l'Allemagne essayent de joindre l'intimidation. On sait quels outrages ont été prodigués aux dirigeants de la Ligue par la *Gazette des Ardennes* et par ceux qui travaillent à l'intérieur parallèlement avec elle. Nos amis pensent justement que c'est en multipliant la lumière qu'on détruira les intrigues dans les ténèbres. Déjà, dans la question du Rhin, un faisceau de forces

puissantes est constitué autour de la formule minima : « Plus un soldat allemand sur la rive gauche. » Perfectionnons cet accord en propageant les petits livres de Chenu, Wetterlé et Fernand Engerand.

P.-S. — La Ligue des Patriotes. son programme, son passé, son avenir, par le bâtonnier Chenu, avec des extraits de discours de Paul Déroulède ; — Ce que l'Allemagne voulait, ce que la France aura (le minerai de Briey, la houille de la Sarre), par Fernand Engerand, avec une introduction de Gabriel Hanotaux ; — Jusqu'au bout et l'Après-Guerre. par l'abbé Wetterlé. (Trois volumes édités à la librairie du Recueil Sirey. 22. rue Soufflot. Chaque ouvrage, deux francs.)

VI

LA JOURNÉE DES TUBERCULEUX

31 janvier 1917.

Depuis le commencement de la guerre, j'ai parlé à plusieurs reprises à mes lecteurs de la situation des soldats tuberculeux. Elle est atroce. Et comme les faits parlent mieux que les explications générales, voici des faits.

A. D. est un soldat tuberculeux, réformé numéro 2. Il est rentré chez sa mère, dans une petite ville de province. Il m'écrit en date du 16 avril 1916 :

Ma mère est allée à la mairie de ..., où le secrétaire lui a dit que ma demande était refusée, qu'il y en avait d'autres plus malades que moi, et c'est tout... Avec ceci, crève si tu veux, fais-toi assassin, bandit, ou voleur, si tu veux manger...

Je m'informe en dehors de l'intéressé. En date du 7 mai, le plus digne témoin me répond :

A. D... n'a plus droit à l'allocation militaire étant réformé n° 2,...

Quant à l'état maladif de ce pauvre homme, il est trop avancé pour qu'il soit accepté dans un hôpital; c'est ce qui a été répondu à la mairie lorsque sa mère a fait des démarches pour le placer... La douleur égare ce pauvre homme...

La mère est une brave femme, qui n'a pour toutes ressources que le produit d'un ménage (o fr. 40 par jour) et ne trouve pas de travail, son fils l'absorbant toute la journée...

J'ai fait une démarche à la direction de l'Assistance publique au ministère de l'Intérieur pour que ce digne Français fût hospitalisé dans une station sanitaire; l'Assistance publique a répondu que son état était trop grave pour qu'on puisse l'hospitaliser. Je me suis adressé directement au ministère de l'Intérieur, et alors le soldat D... a été admis à l'hôpital Boucicaut au début de septembre 1916. Il était resté plus de six mois sans ressources chez lui.

Second exemple :

G. D. est né près de Roubaix. Il a 29 ans et demi. Mobilisé du premier jour de la guerre dans l'artillerie lourde, dans un fort de Verdun, puis en Argonne, jusqu'au 2 novembre 1914, il a été évacué pour embarras gastrique et bronchite. Après cinq mois de soins, il est revenu au front. En juin 1916, il a dû voir le major pour oppression à la poitrine. Diagnostic : *Sommet du poumon attaqué*. On l'élimine du milieu des camarades ; proposition est faite pour la réforme, puis *réforme effective n° 2*, le 29 juillet 1916, par la commission de Beauvais.

G. D. est le plus jeune garçon d'une famille de six enfants : trois filles et trois garçons soldats. Père et mère vivants, 67 et 64 ans. Tout le monde a pleine santé et personne dans la famille n'est mort de la poitrine. Il

est probable que sa première bronchite aura été insuffisamment soignée. Il est actuellement incapable de tout travail ; même sans bouger il est immédiatement suffoqué.

Or voilà un garçon qui sera mis sur le pavé dès l'arrivée de ses papiers de réforme. Il est au dépôt. Le major, fort gentil, a parlé de lui au commandant, qui a répondu que réformé n° 2, son cas ne regardait plus l'autorité militaire qui, le considérant désormais comme civil, ne peut plus le garder.

Que fera-t-il ? Où ira-t-il ? Sans nouvelles même de sa famille, il n'a pas un coin où se mettre...

Après avoir frappé à trente-six portes vainement, j'ai fait une démarche auprès de Millerand, dont l'œuvre la *Protection du réformé N° 2* a pu hospitaliser ce brave soldat dans une station sanitaire.

Voulez-vous un troisième cas ? Celui-ci, je ne suis pas encore parvenu à le régler. Voici la lettre qui nous le fait connaître, datée du 17 janvier dernier :

Je me suis attaché particulièrement à un soldat que j'ai connu ici à l'hôpital dont je suis l'aumônier.

Des pays envahis, blessé aux vertèbres, avec un commencement de tuberculose, il vient d'être réformé définitivement. Il est sans aucune ressource, touchant 0 fr. 60 par jour et recueilli par des amis aussi misérables que lui. Voici un homme qui n'a aucune communication avec les siens (sauf un frère prisonnier en Allemagne), incapable de travailler et sans argent. Qui s'occupera de lui ? Il a dû mendier son pain entre deux réformes temporaires.

Je connais aussi un réformé tuberculeux admis dans un sanatorium militaire. Mais comme il est réformé on ne lui donne aucun vêtement. Actuellement il est sans souliers, sans argent. Le récit de ses misères depuis de longs mois, m'a fait pleurer.

Qui s'occupe de ces misères ?

Multipliez ces trois cas autant que votre imagination vous le permettra. Pour ma part, je pourrais vous en

citer cinquante. J'ai pu régler le plus indispensable, grâce à des démarches personnelles qui sont des expédients. Mais, après vingt-huit mois de guerre, nous voici avec quatre-vingt mille tuberculeux rentrés sans ressources dans leurs foyers.

Quoi ! Un tel chiffre ! Qu'il ne vous surprenne pas ! Il en allait ainsi, mais plus lentement, au cours de la paix. En France, avant la guerre, la tuberculose causait plus du dixième des décès. C'est d'elle que mouraient plus de la moitié des individus qui disparaissaient en pleine force entre vingt et quarante ans. Nos grandes villes, en temps normal, attirent l'homme des champs, le brûlent, le renvoient, s'il n'en peut plus, au village. Elles le déracinent, le font venir, et s'il faiblit le rejettent. Les départements d'où l'on émigre le plus vers les villes sont ceux qui comptent le plus de tuberculeux. La mobilisation n'a rien fait que précipiter le mouvement. On vient de voir en quelques mois le travail qui se serait réparti sur plusieurs années.

Contre cette surproduction de tuberculeux par la guerre, qu'a fait l'Etat ? Rien, semblent dire les cas que j'ai cités. Pardon ! on a fait dernièrement quelque chose. un geste de bonne volonté, le coup de chapeau devant le corbillard.

Sur l'initiative d'André Honnorat, la loi du 19 octobre 1915 ouvrit pour la première fois un crédit au budget de l'Etat pour les tuberculeux. Pour l'assistance pendant la durée de la guerre aux militaires réformés ou en instance de réforme pour tuberculose, l'administration, ô merveille ! dispose à cette heure de 3 millions 875.000 francs.

Qu'en fait-elle ? Une entente est intervenue entre le ministère de l'Intérieur et le service de santé. Celui-ci ne réforme plus les tuberculeux qu'après avoir payé pour eux trois mois de séjour dans des sanatoria créés par l'Intérieur.

Ce n'est pas à dire qu'en trois mois on espère les guérir. On y fait leur éducation ; on leur apprend à se soigner et à ne pas contaminer les autres.

Rien de mieux. Mais au bout de ce bref temps, ces malheureux, il faut les réformer, les mettre dehors. Vaut-on les abandonner à eux-mêmes ? Ce serait n'avoir rien fait. Cette première organisation (créée par les soins de l'Etat) appelait une œuvre complémentaire.

Dès maintenant elle existe sur le papier, et ses linéaments paraissent bien compris. Dans chaque département on a créé des comités d'assistance aux militaires tuberculeux. Ils se proposent de prendre en charge au moment de sa rentrée dans son foyer le militaire réformé pour tuberculose et de continuer à domicile l'œuvre commencée dans les trois mois du sanatorium. Il s'agit de multiplier le type d'activité institué par le docteur Calmette de Lille dans ses dispensaires antituberculeux. Un individu, appelez-le moniteur ou visiteur, choisi autant que possible dans le même milieu social que les malades, va les voir à domicile et, se faisant l'auxiliaire du médecin, examine et améliore tous les détails de ces pauvres vies douloureuses.

Il s'assure si le logement compte assez de pièces pour éviter la contamination de la famille par le malade. Celle qu'il habite est-elle sèche, saine, un peu ensoleillée ? Et les lits ? le malade a-t-il son lit ? Assainir le logis, le nettoyer, fournir un lit s'il manque, enseigner à la femme des principes d'hygiène, apporter des vêtements chauds, des bons de viande et de nourriture, offrir à la famille de loger les enfants dans un autre milieu, voilà la tâche du visiteur et des comités dont il est le délégué...

Tout cela demandera beaucoup d'argent. Léon Bourgeois, André Honnorat, seriez-vous chimériques ?

Le certain est que les initiateurs de cette œuvre, et au premier rang le professeur Letulle et l'Académie de médecine, ont mille fois raison. Il faut lutter contre le

fléau. Avant la guerre, on ne faisait rien contre. Alors que l'Allemagne a quasi vaincu la tuberculose, par l'effort gouvernemental, chez nous l'effort gouvernemental favorisait l'alcoolisme. Une des hontes de notre temps, c'est que dans la plupart de nos hôpitaux il n'y a pas encore une salle d'isolement pour les tuberculeux. Ils sont souvent mêlés à des convalescents de fièvre typhoïde.

Problème d'avant-guerre, aggravé par la guerre, la tuberculose est encore problème d'après-guerre. Déjà nos prisonniers reviennent dans un état épouvantable. Au mois de juin, dans un convoi de 250 rapatriés, grands blessés et grands malades, le jour de leur arrivée à Lyon, treize de ces malheureux (vous entendez ! 13 sur 250), moururent de tuberculose. Et les populations de nos régions envahies, après tant de misères, quelle proie elles offrent au fléau ! Vous savez l'inoubliable sentence que la *Commission officielle d'enquête* a dû formuler et qui retentira à travers les siècles comme un témoignage à la honte du peuple allemand :

... Pendant le cours de notre enquête (auprès des rapatriés) nous n'avons pas cessé d'entendre la toux obsédante qui déchirait les poitrines. Nous avons vu de nombreux jeunes gens dont la gaieté semblait morte et dont les visages émaciés et pâlis décelaient la tare physique peut-être irréparable. Aussi la pensée nous venait-elle malgré nous que la scientifique Allemagne semble avoir appliqué son esprit de méthode à préparer dans notre pays la propagation de la tuberculose.

Nous n'en finirons pas par la victoire des armes avec la tuberculose. Elle nous assassinerait dans notre triomphe. Il faut que l'effort qu'il est question de faire pour les soldats tuberculeux soit étendu, par la suite, aux civils.

Hautes pensées, riches de science et de bonne volonté, mais pauvres comme Job. Ce programme est splendide,

mais fort gueux. Quelle triste dérision, ces comités d'assistance aux anciens militaires tuberculeux, dont je viens de vous dire qu'ils organiseraient et surveilleraient les soins à domicile, et que plus tard ils étendraient leur action bienfaisante sur les civils eux-mêmes; ils n'ont pas à cette heure un rotin, et j'écris cet exposé de la situation pour vous tendre la main.

Dimanche 4 février, grande journée des tuberculeux par les soins du Comité du Secours national, sous le patronage de Léon Bourgeois qui préside à toutes ces organisations médicales.

Vous êtes méfiants? Vous trouvez qu'on ne rend pas des comptes suffisamment nets de toutes ces journées? En outre, depuis la fameuse tentative qu'il y eut pour attribuer la première journée des orphelins à une œuvre privilégiée et non à tous les enfants sacrés, vous êtes mal disposés? Je vous comprends. L'heure est à l'union sacrée, prouvée par des actes, et nul de nous ne veut pas être dupe. Mais André Honnorat, parlant en son nom et au nom de Léon Bourgeois dont il est dans cette belle œuvre l'intime collaborateur, m'assure que les comités antituberculeux de province se feront, comme le comité de Paris, sur le modèle du *Secours national* et que toutes les familles spirituelles y seront représentées.

A nos amis d'y tenir la main.

L'archevêque de Paris a donné son approbation, ainsi que le président du Consistoire des Églises réformées, et le grand rabbin de France; c'est indispensable. Et puis Jouhaux, de la Confédération générale du travail; c'est bien.

Pourtant ce choix laisse encore à l'écart, trop de forces respectables. Les bonnes garanties font les bonnes ententes. C'est de la France entière qu'il faut tenir compte, quand on demande à toute la France son appui d'argent et d'activité, et quand il s'agit de venir au secours de tous les Français. Le temps est fini des exclu-

sions. Elles seraient impies et ineptes. Nul ne peut plus se passer de son voisin. Nous prions que l'on enregistre cette observation, et nous souhaitons le plein succès à un appel dont l'utilité nationale est certaine.

Que tous nos amis appuient le mouvement pour les tuberculeux et favorisent la journée du 4 février, sans condition, et puis que le lendemain ils demandent leur place dans les comités départementaux, pour surveiller et diriger légitimement l'emploi de ce trésor commun du patriotisme.

VII

UNE LOI DE GLOIRE ET DE CONSOLATION

2 février 1917.

Les soldats sont partisans du suffrage des morts. Ayant sauvé la France, ils ne pensent pas qu'on puisse refuser d'entendre le testament de leurs frères d'armes.

Et c'est vrai qu'on fait mille rêves pour les morts. On a parlé d'inscrire leurs noms sur les maisons qu'ils ont habités (Rostand, Jean Ajalbert), sur les murailles du Panthéon (Jules Perrin). Déjà leur liste glorieuse, douloureuse, trop longue, est affichée sous le porche de l'église où notre nation à travers les siècles fut formée à l'esprit de sacrifice, et les mères qui n'ont pas de tombes où s'agenouiller s'appuient à la vierge de piété portant sur ses genoux son fils crucifié. Ceux qui meurent par amour triomphent de la mort tant que ceux qu'ils aimaient les aiment. Nous voulons que, morts et vivants, les sauveurs de la France soient mêlés sur la liste des citoyens maîtres du pays, et que, fussent-ils défaits de

leur corps, ils continuent à nous protéger de leur âme, de leur voix.

« Ce souci d'éterniser nos morts nous hante tous obscurément, m'écrit le colonel B... Avec ou sans tombeau, il faut que tous leurs noms survivent. Chaque fois qu'après le combat nous pouvons procéder à un enterrement, je répète à tous et je vois bien que je suis entendu : Il ne faut pas qu'un seul mort soit oublié, il faut que son camarade, son voisin de rang retienne son nom, le dise aux siens quand il leur écrit, s'en souviennent pour l'après-guerre, et que ses enfants ensuite le transmettent à ceux qui naîtront d'eux ! Humble légende, sans doute, que celle qui se cristallise autour de tous ces récits-là, mais il faut dès maintenant en provoquer l'essor. Il faut surtout le régler... »

Voilà le mot, voilà la tâche.

« Il faut régler l'essor du souvenir, continue le colonel, il faut le développer, l'agrandir par d'autres moyens que nos efforts isolés, épars et modestes. C'est la grande tâche de ceux que toute la France écoute. »

C'est donc la tâche du Parlement. Les soldats l'y invitent. Je suis leur porte-parole comme je le fus pour faire accepter la création de la Croix de guerre. Que mes collègues entendent cet autre combattant qui m'écrit :

« Il est juste, utile, vrai d'affirmer aux soldats des tranchées que leur misère leur crée non seulement une auréole, mais des droits civiques. Le pays distinguera plus tard (la forme restant à déterminer) entre ceux qui ont peiné pour lui et les autres. Vous avez dit, et vous devriez y revenir, que les combattants sont les arbitres désignés de la patrie, qu'ils seront investis d'une sorte d'autorité souveraine... Cette idée-là nous est familière à tous. Nous jugeons les personnes et les familles d'après ce qu'elles ont fait depuis août 1914. C'est ce que bien souvent, entre nous, nous appelons *le critérium de guerre*.

» Dans quelle limite peut-on faire passer dans le domaine des réalités cette manière d'apprécier les mérites et de classer les valeurs ? Rien n'est plus choquant que l'inégalité des charges de guerre au point de vue familial comme au point de vue individuel. Il y a des familles qui sont à la guerre, par le mari, par le fils, selon les âges du foyer ; il y a des familles qui ne donnent rien de leur sang. Est-ce que vous ne sentez pas (mais c'est ce que vous répétez constamment) qu'il y a là une balance à rétablir d'un accord commun ?

» Et voilà pourquoi votre proposition du suffrage des morts rencontre l'adhésion universelle des combattants comme un des moyens pour satisfaire l'équité et pour remédier d'une première manière aux effroyables inégalités de la guerre... »

Une de ces inégalités est bien sentie par les combattants qui rédigent la *Revue du front et le Souvenir* (Imprimerie Tequi, 3 bis, rue de la Sablière, avec prière de faire suivre au front à M. Pierre Arleau). Ce petit journal qui se donne pour tâche de « protéger le souvenir des héros contre l'oubli, d'exprimer la mentalité du front, de raconter les hauts faits des combattants et de contribuer à la formation de la France de demain », adhère avec chaleur à notre proposition :

La société pour qui nos soldats meurent a le devoir, dès maintenant, de s'occuper des moyens par lesquels se perpétuera le souvenir vivifiant. Il est de la plus haute importance pour la France de l'avenir que le souvenir des morts ne soit pas uniquement une commémoration larmoyante et stérile... Tragique impuissance de celui qui n'a qu'une palme à déposer sur un monument pour payer la plus sacrée des dettes... On voudrait perpétuer dans notre société l'esprit, les pensées de ceux qui se sont sacrifiés pour elle. Une des formes les plus populaires qu'a prise ce sentiment est l'idée du suffrage des morts...

... Au front, ce projet rencontre de très chaleureuses

sympathies. Les combattants y voient une preuve de plus de l'amour que la nation leur porte. Beaucoup d'officiers y trouvent un précieux moyen pour élever encore le moral de leurs soldats ; il est plus facile de faire comprendre à un homme qu'il appartient à la France éternelle quand on lui montre la volonté des morts continuant à agir pour diriger les destinées du pays..

Et le capitaine T... (celui-là qui sous le pseudonyme de Jean des Vignes-Rouges a écrit l'admirable *Bourru, soldat de Vauquois*) rapporte une conversation qui pose le problème et commande de le résoudre comme nous faisons :

« L'autre jour, j'écoutais deux soldats paysans d'un petit village de France. L'un donnait à l'autre des nouvelles qu'il venait de recevoir ; il disait : Ma femme m'écrit qu'il vient encore d'arriver dix étrangers dans le pays... Ça fait au moins quarante en tout. Si ça continue, ils vont être les maîtres, et puis jamais ils ne s'en iront, ils remplaceront les disparus ; s'ils s'entendent, ils constitueront un bloc qui dictera la loi. »

En effet, représentez-vous la vie dans ces innombrables villages où forcément se produira un afflux d'étrangers. Si on n'y prend pas garde, dans dix ans, ces immigrés seront naturalisés, voteront, parleront haut, créeront un nouvel état d'esprit, constitueront une nouvelle société dont les intérêts ne seront pas liés avec les intérêts des familles éprouvées. Nous ne pouvons pas, vu notre faible natalité, écarter cette multitude de nouveaux Français (influent de par leur présence, alors même qu'ils ne seraient pas électeurs), mais tant qu'ils feront leur acclimatement, de quelle utilité nous sera le suffrage des morts ! Il formera une digue, retiendra le flot, permettra d'en gouverner la force brisante. Ceux qui sont tombés au champ d'honneur doivent continuer demain d'être « la frontière spirituelle de la France, la ligne des morts », la protection du pays.

Ce sont les expressions saisissantes qu'emploie un écrivain espagnol, M. Salvador de Mariaga, après avoir visité nos armées : « Les petits cimetières de village, dit-il, ne suffisent pas pour loger les dépouilles des martyrs de la patrie ; leurs croix blanches remplissent les vallées, et quand la guerre se terminera, une file de cimetières marqueront la digue où doit s'arrêter l'invasion : c'est *la frontière spirituelle de la France, la ligne des morts...* »

L'idée est bien exceptionnelle, me disent quelques penseurs à l'œil morne. Et les circonstances, donc ! et les soldats qu'il s'agit de disputer à la Mort ?

On pourrait trouver dans d'autres pays des lois de vote analogue. Le système électoral belge confère aux pères de famille, aux chefs d'industrie des voix supplémentaires. (Et notre proposition a cette supériorité sur la loi belge qu'on ne peut pas l'accuser de favoriser aucun parti, aucune classe, puisque tous les partis, toutes les classes accomplissent leur devoir et auront payé leur tribut à la mort). Mais n'y eût-il rien que l'on pût rapprocher de notre innovation, que nous importerait ? Les soldats de 1914-1917, en avez-vous vu de pareils dans vos livres ? Alexandre, Annibal, César ne commandaient pas des hommes qui eussent la valeur spirituelle des fils de France, et quant aux sublimes grognards de l'Empereur, je le dis en baissant la voix, mais je le dis, si braves, si fidèles, si bons, ils déclareraient eux-mêmes que leurs petits-enfants des jeunes classes les surpassent.

Une situation sans pareille peut provoquer un hommage sans précédent. L'étranger en accueille l'annonce. Sir Henry Craik, membre du Parlement pour les universités de Glasgow et d'Aberdeen (et ce collègue électoral indique assez la haute situation de l'honorable député dans les milieux intellectuels d'Angleterre), me fait l'honneur de m'envoyer spontanément l'adhésion de sa « très grande sympathie ».

Cher monsieur Barrès, m'écrit-il, bien que je ne sois pas partisan de la revendication du suffrage universel pour les femmes, je suis très frappé par l'idée heureuse que vous prêchez avec tant d'éloquence dans l'Echo de Paris, l'idée du suffrage des morts, en donnant à la mère ou à la veuve la voix de son fils ou de son mari tombé pour la patrie. Cette idée, j'en suis sûre, conquerra beaucoup de sympathie en Angleterre, et même conquerra les ennemis les plus acharnés du suffrage féminin en général.

C'est un digne hommage aux morts héroïques...

Et je sais que les journaux américains ont exprimé avec chaleur le sentiment que leur inspire une proposition où ils reconnaissent et admirent la fidélité de la nation française. Un de ces jours, je mettrai sous les yeux de nos lecteurs quelques-uns de leurs articles.

Il est possible que nous trouvions des difficultés au Parlement. Je ne crois pourtant pas qu'il veuille se fermer aux conseils de l'enthousiasme et de la vie réelle. Le temps est venu pour les assemblées de se dépasser elles-mêmes en aspirant l'esprit qui arrive de l'armée. Qu'elles reconnaissent le testament des morts et lui donnent une force agissante ! Ce n'est pas par des apologies éloquentes ou amères que le Parlement reconquerra les sympathies, c'est en recevant la chaleur du dehors et en la mettant dans ses œuvres pour qu'à leur tour elles enflamment le public. Il faut que le Parlement soit un foyer ; il faut qu'accordé avec le cœur des soldats et de leurs familles il leur donne des lois de gloire et de consolation.

VIII

DES HÉROS QU'ON INSULTE
DES PAUVRES QU'ON DÉPOUILLE ¹

12 février 1917.

Vous savez qu'il existe une loi du 14 juillet 1913 accordant une subvention aux familles nombreuses. Comment croyez-vous qu'elle est appliquée ?

Parfois avec une effroyable partialité. Je vous en apporte la preuve.

Le préfet de l'Aveyron a écrit la lettre que voici à l'un de ses administrés, M. le maire de Brandonnet :

« J'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien me faire connaître le plus tôt possible l'école fréquentée (publique ou privée) par les enfants d'âge scolaire des chefs de famille ci-dessous désignés, bénéficiaires de la loi du 14 juillet 1913. »

(Suivent les noms de six pères de famille.)

Signé : *Le préfet,*
Gaston Allain.

N'est-ce pas une pitié de voir à quelle besogne d'inquisition sectaire s'emploie un préfet, dans un tel moment et quand les Français, sans distinction d'opinion, sentent tous l'éminente dignité sociale, l'excellence patriotique des familles nombreuses ?

Qu'en pensez-vous, Monsieur Isaac, vous le président

1. La publication de cet article avait été empêchée pendant plusieurs jours par le ministère.

de la société *La Grande Famille* ? Qu'en pensent tous les députés qui, de M. Breton, le révolutionnaire, à M. Grousseau, le catholique, se préoccupent du relèvement de la natalité ? Et vous, Charles Benoist, avec vos savantes enquêtes, et tous nos confrères de l'Institut, et tous les braves gens qui liront cet article au front et à l'arrière ?

Quel espoir de guérir ou d'améliorer cette plaie mortelle de notre race si les mesures législatives que l'on tente sont ainsi contrecarrées par le sectarisme de l'administration ?

J'ai surtout désiré connaître l'opinion du gouvernement. Juge-t-il que ce soit le rôle du préfet de solliciter de telles délations ? Juge-t-il que ce préfet interprète honnêtement la loi ? Juge-t-il que ces enfants doivent être privés de la subvention s'ils fréquentent une école qui déplaît à nos politiciens régnants ?

Je ne me suis adressé ni à M. Briand, ni à M. Malvy. Je sais qu'on ne trouve d'accueil auprès de ces messieurs que dans la mesure où l'on procède auprès d'eux par la menace ; et la volonté où je suis de les soutenir jusqu'aux limites du possible pour éviter de multiplier les crises ministérielles durant la guerre m'enlève l'espèce d'autorité que possèdent en surabondance les sectaires.

J'ai pris un détour et je suis passé par l'intermédiaire de Denys Cochin, qui m'a répondu en date du 6 janvier :

« ... Que le préfet se préoccupe de savoir si les enfants fréquentent l'école, rien n'est plus naturel, mais il est inadmissible qu'il prétende connaître quel genre d'école est fréquenté. Je vous remercie de m'avoir fait lire la lettre du préfet et de m'avoir ainsi permis d'intervenir.

« Je viens de faire une démarche auprès du ministre de l'Intérieur et de signaler à son attention ces agissements. Il m'a été répondu que c'était un abus de pouvoir du préfet et qu'une enquête était ouverte : je vous en communiquerai le résultat aussitôt qu'il me sera connu. »

En date du 30 janvier, Denys Cochin, que je remercie,

me fait savoir la suite et la fin. Je donne sa lettre *in-extenso* :

« Vous avez bien voulu me communiquer le texte d'une lettre adressée par M. le préfet de l'Aveyron à M. le maire de Brandonnet, pour lui demander d'indiquer l'école fréquentée par les enfants de certaines familles, assistées en vertu de la loi du 14 juillet 1913 sur les familles nombreuses.

» Mon collègue, M. le ministre de l'Intérieur, me fait savoir que la démarche préfectorale n'est que l'application des circulaires de son département, circulaires du 5 décembre 1913 et 28 mai 1914, qui mettent comme condition à l'attribution de l'allocation pour des enfants d'âge scolaire leur fréquentation à l'école.

» Le paragraphe final de la circulaire du 28 mai est ainsi composé :

Il est, je pense, superflu d'ajouter qu'il ne s'agit ici que de la fréquentation scolaire dans les conditions imposées par la loi organique sur l'enseignement primaire, c'est-à-dire dans une école publique ou privée, aucune différence ne pouvant être faite entre les unes et les autres, en ce qui concerne l'application de toute loi d'assistance et notamment de celle-ci.

» La lettre de M. le préfet de l'Aveyron à M. le maire de Brandonnet différant par la lettre et l'esprit des instructions contenues dans la circulaire dont je viens de vous copier un paragraphe, M. le ministre de l'Intérieur a informé le préfet de l'Aveyron et l'a prié de bien vouloir rédiger dorénavant ses demandes de renseignements de telle sorte que leur rédaction ne puisse laisser croire à une différence de traitement entre les enfants de l'école privée et ceux de l'école laïque.

» Je vous prie, etc...

« DENYS COCHIN. »

Je crois que voilà un préfet qui dorénavant voudra bien modifier ses rédactions. Modifiera-t-il ses décisions ? C'est une autre affaire, et c'est pourtant l'affaire importante. Il nous importe d'être rassurés sur la bonne distribution des allocations aux familles nombreuses, aux familles des mobilisés et demain aux familles des orphelins de la guerre et après demain aux familles qui ont subi des dommages de guerre.

Quel jour ce fait aveyronnais projette dans les ténèbres de l'administration politicienne en province ! Vous pensez bien qu'il a fallu une circonstance tout à fait exceptionnelle pour que ce préfet laissât voir dans un document officiel ses manières de penser et de procéder et pour que ce document parvint entre mes mains. Malheureuses gens, ces humbles que l'on cherche à exclure du banquet de la fraternité française ! Plus malheureuses gens encore, ces grands dignitaires de la vie (c'est du préfet que je parle) qui s'excluent, moralement parlant, de ce banquet de l'amitié ! Il y a donc des êtres qui continuent à nourrir dans leur cœur les méchancetés de l'avant-guerre ? Ah ! si vous aviez vu, l'autre jour, à la Chambre, l'effroyable silence des bancs de la majorité quand Groussau rappelait à ses collègues le sang versé par les prêtres pour la défense de la patrie ! Nos morts de tous les partis sont confondus pieusement dans cette terre qu'ils ont sauvée, mais dessus cette terre, la querelle impie va-t-elle continuer ?

Et pourtant ! Les recherches que j'ai faites pour écrire la série d'études que mes lecteurs ont bien voulu remarquer, me permettent de croire que je suis un des hommes qui connaissent le mieux les deuils et les gloires de nos diverses « familles spirituelles ». Ce n'est pas à de vagues statistiques que je me réfère. J'ai eu dans les mains cent cinquante-six dossiers individuels de prêtres et religieux tués en septembre 1915 à l'offensive de Champagne ; j'ai eu dans les mains deux cent six dossiers

de membres du clergé et des congrégations glorieusement morts pour la France à Verdun ; j'ai eu à ma disposition les dossiers de trois mille sept cent cinquante-quatre ecclésiastiques cités à l'ordre du jour ou décorés. Beaucoup de ces trois mille sept cent cinquante-quatre soldats-prêtres ont plusieurs citations, trois, quatre étoiles ou palmes, et certains arrivent même jusqu'à six et sept. Ah ! le député nommé Sixte-Quenin, qui déclare : « *Dans la mesure où je le puis, je bouffe du curé...* » peut aller le long de la ligne de feu : de la mer à Belfort, les Prussiens lui ont abattu son gibier.

Quel remède à cette vague honteuse de haine qui remonte des fonds ? Quelques phrases officielles sur l'union sacrée ? Laissez-moi me taire sur ces pauvres draperies dont les déchirures laissent voir la vérité toute nue et fort malpropre. Je n'ai confiance qu'en l'union agissante de tous ceux qui aiment et respectent, dans tous les partis, dans toutes les confessions, ce qui s'est révélé de sublime. Unissons-nous, quelles que soient nos pensées d'hier, pour protéger les héros qu'on insulte et les petits pauvres qu'on dépouille.

IX

POUR ÉCONOMISER DES TONNES DE BLÉ ET DES MILLIONS DE FRANCS

L'organisation économique.

19 février 1917.

Nous voici revenus à ce journal de deux pages que nous avons connu quand l'admirable Albert de Mun et

Henry Simond s'en allèrent à Bordeaux pour garder le contact avec le gouvernement et pour faire l'*Echo* destiné à la province, et que je restais à Paris, au milieu de mes électeurs, pour rédiger l'édition parisienne de l'*Echo*.

On écrivait alors des articles courts, émus, tout en mouvements, des cris. Le rôle de l'écrivain était celui du guetteur. Nous voyions le Prussien arriver; ses enfants perdus, ses automobiles blindées, l'écume de ses premières vagues battait déjà les abords du camp retranché. La raison prévoyait le pire; l'espérance la démentait, l'obligeait à se taire, et finalement se trouva être plus sage que toute sagesse.

Elle n'est pas inutile, l'évocation de ces temps déjà lointains. Quelques-uns disent que cette guerre n'avance pas! Qu'ils mesurent donc l'écart entre les deux époques. Voyez avec un frisson où nous en étions en septembre 1914 — où nous voici en février 1917. Certes, il faut encore fournir un terrible effort. Sur son ventre amaigri, la Germanie, dans un geste de folie furieuse, serre de plusieurs crans sa ceinture de guerre et se prépare à l'assaut suprême. Ce qu'elle n'a pu dans son premier élan, avec toute sa force intacte, elle ne le pourra jamais plus. L'infanterie de la première ruée n'existe plus, a perdu ses fameux sous-officiers. Si redoutables que demeurent son matériel et sa doctrine de guerre, elle périra faute de pouvoir improviser dans ses bas grades des guerriers qui vaillent ses morts.

Nos ennemis voulaient nous enfermer comme des animaux dans une étable, dont ils seraient les maîtres. Nous aurions été leurs bêtes de somme et leurs bêtes de boucherie. Mais voici que leur rêve se réduit à prolonger, au milieu des plus dures privations, une résistance sans avenir. Persistons, nous triompherons grâce à la qualité guerrière de notre race, grâce au sacrifice de tant de héros et en dépit de nos manques de préparation. Mais

il faut que le gouvernement par sa sagesse et les civils par leur discipline collaborent à l'effort héroïque de l'armée.

Nous allons être, enfin ! réglementés dans nos dépenses. Le 25 février commence la vente du pain rassis. On prend des mesures pour éviter le gaspillage et pour économiser le blé.

La population civile, que ces mesures visent, les accepte et même s'en réjouira, pourvu qu'elles soient bien adaptées. L'administration compétente veut-elle écouter une observation que je lui sou mets en collaborateur et sans esprit de critique.

Nulle personne ayant circulé dans la zone des étapes et des armées ne me contredira si je signale un gâchage qui entraîne quotidiennement une perte colossale de blé. Je veux parler de l'abandon volontaire par les hommes et par les officiers de tout ou partie de leur ration de pain de munition.

Tous perçoivent réglementairement leur pain de troupe, et un très grand nombre le remplacent par du pain blanc acheté chez le boulanger. De ce fait que nul ne niera, une quantité formidable de pain de troupe est abandonné chaque jour dans les cantonnements d'arrière, vendu aux habitants. gâché, desséché ou sali. A grand'peine une partie en est utilisée pour le bétail.

Est-ce raisonnable ? Ai-je mal vu ? Non. Ai-je tort de m'en scandaliser ?

Certes, jamais un chef ne réclamera et n'exigera trop pour l'alimentation de ses hommes. C'est le désir des officiers désignés à cet effet qu'ils talonnent les intendants, protestent contre l'insuffisance de la paille, exigent à la réception que la viande soit vraiment grasse à point. Il ne faudrait pas que l'on réduisit la ration des vivres du soldat en quoi que ce fût d'utile et même de superflu. Ainsi, le vin est un superflu indispensable. C'est à la fois l'agrément et la nécessité ; il fait un des soutiens essen-

tiels du soldat, son plaisir, sa chaleur, sa mince part de bien-être au milieu d'un immense effort indéfiniment prolongé.

Mais le gaspillage du pain de troupe est une tout autre affaire. Nous sommes en présence d'un fait de mauvaise organisation.

Je crois que la moindre statistique étonnerait les soldats et les déciderait, eux, leurs familles et tous les citoyens. Cette double consommation de pain blanc et de pain de troupe ne sert personne et ne doit pas durer. Qu'on avise et ainsi seront économisées X tonnes de blé dans les greniers de la France et Y millions de francs dans les poches des Français soldats.

Il ne faut pas calculer simplement sur les difficultés de la guerre, mais encore sur celles qui suivront. La paix faite, tout continuera de monter pendant au moins un an et dépassera de beaucoup les cours d'aujourd'hui, car il faudra approvisionner tous les belligérants et reconstituer leurs stocks. Aussi, à mesure que les Alliés seront vainqueurs et que les spéculateurs prévoient la fin des hostilités, la vie deviendra plus dure, et plus pressante la nécessité de nous réglementer. Economisons.

X

LE PRÊT NATIONAL AUX SOLDATS

21 février 1917.

Ils passeront sous l'Arc de l'Étoile en triomphateurs, nos soldats. Mais au lendemain de cette apothéose ?

Ceux qui ne seront pas mutilés dans leur corps le seront-ils dans leurs intérêts ?

Nous rêvons d'une sorte de complément à l'œuvre des mutilés. Ce sont encore des invalides de la guerre, ceux à qui la mobilisation a cassé bras et jambes en ruinant leur situation économique.

M^{me} Colette Yver a écrit une page inoubliable quand elle nous a fait voir le soldat, la nuit, à son créneau et qui songe.

Savez-vous à quoi pense souvent, son fusil dans les mains, ce petit marchand, cultivateur, notaire de province, modeste artisan ? Il pense à son « affaire » mise sur pied avec tant de peine, il y a quatre ou cinq ans, et qui marchait si bien... Soudain, ce fut la mobilisation. La jeune femme, les petits-enfants renvoyés à l'abri chez les grands-parents ; la boutique, les ateliers, le cabinet de consultation fermés... Et le soldat, tout en veillant sur le sommeil de la France, calcule dans la nuit que, s'il revient de la guerre, il se trouvera devant une situation à refaire. Comment vivre d'abord, comment faire face aux premiers frais essentiels ? Où trouver le petit capital nécessaire à la reprise du métier ?

Avec son cœur, avec son imagination créatrice et sa rare clairvoyance, Colette Yver a deviné, compris et nous a fait sentir cette angoisse. C'est presque d'une infirmière. Elle s'est appliquée à y chercher un remède. C'est d'un médecin social.

Disons quelques mots en passant de cette remarquable femme de lettres.

C'est par Gyp que j'ai pour la première fois appris à admirer le talent de Colette Yver. Gyp me disait que *Princesse de science* est une des études les plus vivantes, les plus perspicaces et les plus vraies qui aient été consacrées à la grande question de l'entrée des femmes dans les carrières masculines. Un médecin, professeur célèbre, veuf et père d'une fille ravissante, a élevé cette enfant en lui faisant partager absolument sa vie et ses travaux. Elle est devenue un médecin de premier ordre. A l'hô-

pital, l'élève préféré de son père l'admire comme femme surtout et comme médecin, et l'épouse. Les trois médecins vivent en harmonie parfaite jusqu'au jour où le jeune homme se prend à redouter que sa femme n'aie, non seulement plus de succès, mais plus de réelle valeur que lui. Elle voit clair dans bien des cas où il se trompe, elle diagnostique juste, elle guérit. Ils en arrivent à se détester... C'est l'histoire des ménages de chanteurs et de comédiens. (Il y eut dans la mesure que vous voudrez quelque chose de cela entre George Sand et Musset. Il y eut sinon jalousie, — ce serait trop bas quand il s'agit d'être divinement doués, — du moins opposition, irritation de deux génies sur un même terrain.)

Princesse de science, Gyp a raison, est un livre tout à fait intéressant et bien écrit, clair, précis, rempli d'intelligence. Je me rappelle un autre ouvrage du même auteur sur les avocates, qui m'a également plu. Cette faculté que possède M^{me} Colette Yver d'observer le réel explique l'attention féconde qu'elle a donnée au cas tragique des soldats de la classe moyenne après la guerre.

L'Allemagne a déjà étudié les mesures qu'elle prendra pour parer chez elle au même péril. Il est d'un intérêt social de premier ordre d'empêcher l'appauvrissement et l'effondrement économique de cette classe moyenne d'artisans et de petits commerçants, de petits agriculteurs, de médecins, d'avocats. Inconvénient très grave s'ils retombent dans le salariat, ou se jettent au fonctionnarisme.

Quel remède ? A quelle organisation recourir ? M^{me} Colette Yver, comme elle l'a exposé aux lecteurs de *l'Echo*, nous a fait l'honneur de s'adresser à la Ligue des Patriotes.

Ici, très nettement et très brièvement, avant de passer au fond, nous nous expliquerons sur la position du problème.

A ceux qui se battent et meurent pour la France appartiennent non seulement la gloire, mais le profit de la guerre. Après la victoire, les soldats exprimeront leur pensée, et leur pensée se trouvera tout naturellement être un ordre. Par leur prestige, par leur nombre et en toute justice, ils seront légalement les maîtres de la situation politique. Leur volonté s'imposera. Sur ce point on la connaît déjà. C'est que l'Allemagne est riche et peut en travaillant payer d'année en année les justes et pleines indemnités à ceux sur qui elle s'est ruée.

C'est la thèse exposée avec une triomphale vigueur par Charles Maurras. La thèse réaliste qui veut que l'on fasse « sa part au poilu ». Elle a été reprise ici même excellemment par Jean Herbertte. Et le Parlement se prépare à faire une accession au principe en suivant André Lefèvre qui propose d'accorder une prime de 500.000 francs à l'équipage des bateaux qui auraient coulé un sous-marin ennemi. Ce système des primes doit logiquement être étendu de l'armée de mer à l'armée de terre. C'est reconnaître au combattant, au défenseur français, un droit à s'indemniser sur l'agresseur allemand.

Il était nécessaire de poser ce principe en tête d'une campagne pour reconstituer le bien-être de nos soldats ruinés du fait de l'abominable invasion germanique.

Nous jugeons qu'une institution est à créer qui mettra des capitaux à la disposition des mobilisés afin que, rentrant dans leurs foyers, ils aient les ressources nécessaires pour continuer l'exercice de leur profession d'avant-guerre. Mais ce prêt ne peut être qu'une intervention provisoire. L'Etat français devra verser ensuite aux combattants X milliards de francs à répartir également entre tous. Entre tous, quel que soit leur grade ; la mort ne fait aucune distinction entre ses victimes, depuis le

soldat de 2^e classe jusqu'au général; la répartition doit être la même.

Ceci bien clairement posé, j'exprime au nom de mes camarades ligueurs et au nom du comité directeur la haute satisfaction que nous éprouvons à nous charger de la réalisation d'une pensée juste et généreuse. Notre section économique et sociale, que préside Ernest Carnot, assisté de Victor Cambon, s'est empressée d'étudier la question et d'en rechercher la solution.

Quelle forme donner à l'institution entrevue? Par quels moyens obtenir les capitaux nécessaires? Sous quelles conditions les répartir? A qui les fournir? Voilà les quatre points qui furent examinés. Si nous sommes arrivés à une heureuse formule, j'en remercie les cinq membres de la sous commission qui prirent en main ce grand intérêt patriotique, et qu'il me soit permis de les nommer ici, afin que notre travail en reçoive plus d'autorité. Nous le devons principalement à MM. J. Depelley, industriel; Gauthier de Clagny, ancien député; Charles Petit, président du tribunal de commerce de la Seine; Porte, président de section au tribunal de commerce de la Seine et Soulange-Bodin, ancien ministre plénipotentiaire.

Vendredi j'exposerai notre projet dans ses grandes lignes. Il nous semble aussi simple et pratique que possible, mais nous n'avons pas la prétention qu'il doive être accepté sans modification. C'est une base de discussion. Nous prions tous nos lecteurs de l'examiner et de nous donner leurs avis. Rien ne se fait tout seul *Croix de guerre, Fédération des mutilés, Suffrage des morts, Prêts aux soldats*, autant d'œuvres qui ont exigé ou exigeront du temps et des concours.

XI

LE PROJET DRESSÉ.

PAR LA « LIGUE DES PATRIOTES »
POUR LE PRÊT NATIONAL AUX SOLDATS

23 février 1917.

Venir en aide, dès le jour de la paix, aux mobilisés ou bien à leurs veuves, à leurs orphelins, qui, faute de crédit, se trouveront impuissants à reprendre leurs affaires de la veille dans le commerce, dans l'agriculture, dans les professions libérales, c'est œuvre de justice et d'utilité nationale. Ces jeunes hommes déjà avaient jeté dans la vie des racines, commencé de créer un foyer, un instrument de bonheur et de modeste bien-être. Seront-ils ruinés? Il ne faut pas que cela soit. Il faut mettre à leur disposition, s'ils manquent de fonds et de crédit le capital indispensable. Une femme, la première, a jeté le cri d'alarme. Ce cri, personne ne veut-il le recueillir, s'en émouvoir, chercher un remède? Voici celui que propose la Ligue des Patriotes, qui passe immédiatement à l'action.

Quatre problèmes se posaient à l'attention de notre section économique présidée, vous le savez, par Ernest Carnot et Victor Cambon, quand elle entreprit de résoudre le problème que lui apportait M^{me} Colette Yver.

Nous voulons fournir de l'argent aux soldats démobilisés. Comment y arriver? Procédons avec méthode et point par point.

1^o *Quelle forme donner à l'institution que nous voulons créer?*

Il ne faut pas qu'elle soit une œuvre gouvernementale. Les prêts deviendraient vite un instrument d'action politique. Ils doivent être consentis par une société privée.

Il ne faut pas qu'elle soit une œuvre de bienfaisance. Cela déplairait justement aux soldats. Et puis on trouvera des concours d'autant plus nombreux et plus importants que les bons Français qui lui apporteront leurs capitaux auront la quasi-certitude de les récupérer dans l'avenir au lieu d'en faire l'abandon définitif sous la forme de cotisation. Enfin, il est sage que la gestion des fonds soit assurée avec les méthodes et la régularité d'une affaire commerciale, en écartant toutefois la possibilité d'aucun bénéfice pour la société.

C'est donc vers une société à forme commerciale qu'ont été les préférences de notre commission.

La société à capital variable ne pouvait être constituée à un capital supérieur à deux cent mille francs, le choix de nos amis s'est fixé sur la société anonyme.

Le capital de la société à constituer devrait être de dix millions, mais pour satisfaire au vœu de la loi, la société ne peut être valablement constituée que si le capital est entièrement souscrit ; aussi pourrions-nous commencer par fixer le capital de la société à un, deux ou trois millions.

Les actions seraient de cent francs, afin de permettre aux bourses modestes de participer à l'œuvre, et nominatives en vue de maintenir un contact plus étroit entre les dirigeants et les associés.

La société serait dirigée par un conseil d'administration nommé par l'assemblée générale des actionnaires et choisi parmi les actionnaires possédant au moins cent actions. Les commissaires des comptes seraient nommés par les actionnaires, mais devraient être choisis parmi les inspecteurs des finances figurant sur une liste de proposition établie par le ministre des finances. Il

pourrait être prévu par les statuts que toutes les opérations de la société seraient surveillées et contrôlées par un commissaire du gouvernement nommé par le ministre des finances et qui serait chargé de lui présenter chaque année un compte rendu.

Enfin, il serait constitué, en s'inspirant du grand principe de l'union sacrée, un comité de patronage composé de hauts personnages de l'Etat, de l'Institut, de l'Armée, du Clergé, du Commerce et de l'Industrie.

2° Par quels moyens et sous quelle forme les capitaux nécessaires pourront-ils être obtenus ?

La société disposera d'abord des ressources propres provenant des actions souscrites.

Mais les demandes de capitaux qui lui seront faites seront tellement nombreuses que son capital, fût-il de dix millions, n'y suffira pas.

Il faut donc prévoir qu'elle devra solliciter le concours de l'Etat, des départements et des communes, sous la forme de subventions qui, pour ne pas charger un même budget annuel, pourraient s'échelonner sur plusieurs exercices.

Il serait intéressant d'obtenir l'autorisation d'émettre une loterie qui pourrait fournir à la société des ressources énormes. L'émission en devrait être faite par le Crédit foncier qui conserverait dans ses caisses le capital nécessaire au paiement des lots.

Il n'est pas non plus téméraire d'escompter que de nombreux concours désintéressés s'offriraient à la société et se manifesteraient par la mise à sa disposition de sommes importantes.

Répetons-le avec clarté. Afin de donner à tous l'assurance que les capitaux qu'ils auraient fournis à la société ne profiteront pas à l'enrichissement de ses actionnaires, il serait prévu dans les statuts que sur les bénéfices nets annuels, les actionnaires n'auraient droit qu'à une répartition annuelle de trois pour cent au maximum sur

le montant de leurs actions et qu'à l'expiration de la société après extinction du passif et remboursement du capital versé, le surplus serait attribué à des œuvres de guerre d'utilité publique.

3° *Sous quelle forme les capitaux seraient-ils mis à la disposition des mobilisés ?*

Sous la forme de prêts à intérêts.

A défaut de garanties, les emprunteurs devront présenter à la société deux parrains qui leur serviront de caution tout au moins morale.

Pour donner satisfaction à un plus grand nombre de demandes et pour diviser les risques, le maximum de chaque prêt sera fixé à trois mille francs.

Les prêts seront remboursés en dix ou quinze ans, par annuités comprenant un intérêt de cinq pour cent et une fraction du capital, ainsi qu'il est procédé pour les emprunts du Crédit foncier.

Le conseil des prêts, constitué, nous l'avons dit, selon le principe de l'union sacrée (et subdivisé en comités départementaux), émettrait un avis sur toutes les demandes d'emprunt qui seraient adressées à la société. Dans le cas où un emprunteur cesserait de payer ses annuités, le conseil d'administration déciderait s'il y aurait lieu, en raison des circonstances, d'en accorder la remise partielle ou totale.

4° *Enfin, à qui seraient consentis les prêts ?*

A ceux qui ont été mobilisés, et qui au moment de leur mobilisation exerçaient une profession libérale, ou bien se livraient à l'exploitation d'un commerce, d'une industrie ou d'une entreprise agricole ; aux officiers ministériels, aux marins propriétaires d'une embarcation de pêche, aux veuves et aux enfants des mobilisés tués à l'ennemi ou décédés des suites de blessures reçues ou de maladies contractées au cours de leur mobilisation, et si ces veuves ou ces enfants continuent l'exercice de l'une des professions ci-dessus

qui était celle du décédé au moment de sa mobilisation.

De condition expresse les prêts ne pourraient être employés par les bénéficiaires qu'à la reprise par eux de la profession qu'ils exerçaient ou de l'exploitation qu'ils possédaient avant la guerre.

... Tel est, dans ses grandes lignes, le projet de la Ligue des Patriotes ; telle est la formule que les hommes éminents qui composent notre section économique et sociale nous ont aidés à établir, et au premier rang d'eux, je dois nommer MM. Charles Petit, président du tribunal de commerce de la Seine, et Porte, président de section au même tribunal de commerce.

La Ligue va saisir de ce projet les pouvoirs publics, les conseils généraux, les chambres de commerce, les conseils municipaux des grandes villes ; elle sollicite leurs observations et leur concours. Nul doute qu'en étudiant notre proposition ceux vers qui nous allons nous tourner ne nous apportent des améliorations sensibles.

Ce que nous apportons, c'est une base de discussion. Il fallait que cette initiative fût prise. Déjà l'Allemagne s'occupe de prendre des mesures « afin que les membres de la classe moyenne indépendante qui reviennent de la guerre puissent obtenir, en cas de besoin, des crédits qui les mettent à même de continuer comme par le passé leur profession ». Hindenburg est lui-même intervenu pour insister sur la nécessité d'une telle organisation.

La Ligue remplit son rôle en mettant dans la discussion l'idée que je viens d'exposer. C'est une idée à moitié chemin entre deux mondes. Après la victoire il y aura une France (et cela je pourrais le dire de toute l'Europe, du camp des Alliés au camp germanique), il y aura une France qui appartiendra tout entière aux combattants, qui se réglera sur leurs besoins et sur leurs volontés. Mais précisément, nul ne peut devancer ce qu'ils vou-

dront et pourront. Une quantité de choses apparaîtront qu'aujourd'hui l'on ne peut pas encore dire, ni même prévoir. Ce que je sais bien, c'est que le soldat qui souffrit pour la patrie et qui la sauva ne peut pas revenir chez lui pour y voir son cabinet de médecin, d'avocat, sa petite clientèle de marchand ou d'homme des professions libérales, passés aux mains d'un concurrent. Vous vous rappelez le cri touchant de ce personnage de la fable qui, dans les églogues de Virgile, après bien des années, revient planer sur le foyer qui fut le sien, auprès du toit qui fut son royaume modeste et dont il est dépouillé. Notre idée d'un prêt national aux soldats, à leurs veuves, à leurs orphelins s'oppose à cette iniquité, y remédie par une institution que l'on pourra dépasser, élargir. C'est un pas hors de la nuit, c'est encore du clair-obscur ; nous aurons à nous harmoniser avec l'éclatante victoire ; du moins, nous voici sur la voie. Une idée organisée, viable, se met en marche.

XII

LE JEUNE CHIEF ET SES SOLDATS

La spiritualité de nos armées.

26 février 1915.

Ce n'est pas une vaine curiosité, ni l'amour du pittoresque qui nous poussent à recueillir les paroles et les pensées de nos soldats. Ces traits composent le portrait spirituel de la France. Peut-être, dans cette perpétuelle enquête, sommes-nous amenés à sacrifier un peu, au profit des « intellectuels », la part de l'immense peuple

des anonymes et des silencieux. Cela s'explique par la difficulté de saisir la pensée de ceux qui ne s'expriment guère. Aujourd'hui, je viens de recevoir une lettre toute simple et brève, qui répond à notre désir d'entendre ceux qui ne parlent pas. Elle se placera tout naturellement, je le crois, dans la mémoire de mes lecteurs, comme un témoignage d'une surprenante délicatesse sur le sentiment qui relie nos soldats et leurs chefs.

Un capitaine me fait parvenir une souscription de 50 francs pour la *Fédération nationale des mutilés*.

Pendant les attaques de Champagne, me dit-il, la division de cavalerie à laquelle nous appartenons passa quelques jours au bivouac derrière les premières lignes, en attendant avec une fiévreuse impatience le moment de les franchir. Le temps était mauvais, le ravitaillement médiocre. Un de mes jeunes subordonnés, officier de grande valeur, prêta la somme de cinquante francs aux cavaliers de son peloton pour leur permettre d'améliorer l'ordinaire dans la mesure où ce serait possible... Peu après, cet officier s'en alla prendre le commandement d'une compagnie de mitrailleuses, et refusa de reprendre ce qui n'avait pas été dépensé de cette petite somme. « Gardez ces quarante francs, dit-il au sous-officier, pour subvenir aux menus frais du peloton dans les moments difficiles. » Bientôt, sous Verdun, le lieutenant Walbert fut frappé d'un éclat d'obus à la tête, et quand nous apprîmes sa mort, ce fut une consternation dans le régiment et surtout à l'escadron... Le temps passa, et ces jours-ci, pour des raisons d'organisation, il a été décidé que l'ancien peloton du lieutenant serait dissous. Alors, hier soir, à l'appel, le plus ancien brigadier s'est présenté à moi ; il m'a conté l'histoire de ce prêt et m'a rendu compte qu'ayant voulu partager l'argent entre les cavaliers, ceux-ci avaient refusé et déclaré qu'ils voulaient le consacrer à honorer la mémoire de leur ancien lieutenant, au lieu de le boire. Je les ai tous réunis ; chacun a été libre

de donner son avis ; d'un commun accord, ils ont décidé de vous envoyer une souscription de 40 francs à l'œuvre des Mutilés de la guerre, avec l'inscription : « En mémoire du lieutenant Maurice Walbert, du 28^e dragons, mort au champ d'honneur, les cavaliers de son peloton. » Et le brigadier m'a remis la somme, me demandant de vous la faire parvenir. Je suis très touché de cette mission de confiance et je m'empresse de m'en acquitter. J'ose me permettre de compléter le billet, afin de contribuer, moi aussi, à l'augmentation de vos ressources, mais à la condition toutefois que mon humble offrande restera anonyme. L'acte si touchant de tous ces braves petits gars doit être seul connu... »

Acte d'une sensibilité vibrante et si tendre ! Ces rudes soldats, pour qui la petite somme offerte par leur jeune lieutenant devient en quelque sorte sacrée par sa mort et doit aller à leurs frères les grands blessés, c'est d'une beauté qui s'ignore, mais si raffinée. Ai-je tort de retrouver là l'antique fidélité, librement consentie, qui reliait ensemble les guerriers de la plus vieille France, dans ses instants magnifiques ?

Voilà un document vrai sur la profonde amitié des tranchées et sur l'amitié des Croisades et sur toutes les amitiés françaises dans les siècles. Vous rappelez-vous ce que les historiens nous disent. que ce qui constituait le système féodal, ce n'était pas le fief, la terre, la relation foncière, mais la relation personnelle. Ce qui a soudé les mailles du tissu féodal, c'est la foi, l'attachement de l'homme à l'homme. Et de chef à compagnon, ou bien entre compagnons d'un même chef, des pactes se formaient, d'une extrême énergie, qui équivalaient parfois à la fraternité : Olivier et Roland, Ami et Amile, Ogier et Berron. Le statut social a changé. Nous croyions que les sentiments qui avaient animé ces vies héroïques et ces fameuses légendes étaient aujourd'hui éteints. Nous

jugions notre époque savante, sceptique, peut-être plus vulgaire, assurément toute différente ; nous pensions avoir enseveli sous un amas de journaux populaires, de manuels scolaires, de programmes électoraux et de savantes acquisitions cette vieille vertu de libre fidélité ; nous avons présents à l'esprit des traits d'antimilitarisme et de haine sociale et nous avons vu de sombres regards jetés sur le patron, sur l'officier. Les coups profonds de la guerre ont retrouvé la nappe d'eau perdue et fait jaillir toujours jeune la source brûlante.

Cette simple histoire, pareille à mille autres sans doute, je la publie parce que c'est mon seul moyen pour que le remerciement des mutilés parvienne aux soldats de cet escadron maintenant dispersé, et puis parce que les occasions, comme je le disais plus haut, sont rares de saisir sur le fait les manières de sentir du grand peuple silencieux des armées.

La patrie les voit tous, ces sublimes muets, et ne les oublie pas. C'est eux que glorifie la strophe des enfants, une des plus belles de la *Marseillaise* :

Nous entrerons dans la carrière,
Quand nos aînés n'y seront plus.
Nous y trouverons leur poussière
Et la trace de leurs vertus.

On voudrait pourtant, si les visages de ces héros demeurent voilés, mettre en pleine clarté leurs vertus, leurs pensées, où éclate la réalité française, où l'on voit qu'à travers les siècles elle ne s'est pas refroidie.

Ce désir d'aimer, de servir, de célébrer les soldats inconnus, nul patriote à toutes les grandes époques qui ne l'ait éprouvé jusqu'à l'angoisse. Dans la *Chanson de Roland*, seuls les chefs, Roland, Olivier, Turpin, parlent durant la bataille ; les autres se battent sans une parole ; mais quand les silencieux, les anonymes

sont morts, Dieu, sur le corps de chacun, fait « croistre un albespin ».

Encore le voient les gentils pèlerins
qui à Saint-Jaque en vont le droit chemin.

Et cette sainteté des mérites anonymes, nos chansons de geste l'expriment à plusieurs reprises par de beaux symbolés. Elles disent qu'aux Aliscamps, partout où le sang des chrétiens avait coulé, la terre de France le recueillit, et de chaque goutte de sang fit jaillir une fleur rouge. Des siècles après, les pèlerins de Saint-Gilles qui passaient par là voyaient encore le champ vermeil, tout fleuri du sang sacré¹.

XIII

UNE ÉTAPE DÉCISIVE DANS L'UNION NATIONALE

5 mars 1917.

Les diverses familles spirituelles de la France que, depuis des mois, nous faisons connaître par l'exemple de leurs soldats les plus héroïques, s'exprimeront, mercredi, à la Sorbonne, par la voix de leurs chefs officiels.

1. Peu après le capitaine m'écrivait : « Bien que j'eusse préféré ne pas être mis en scène, j'ai fait lire votre article à l'appel du passage, puis j'ai remis au brigadier dont je vous ai parlé le numéro de l'*Écho* qui le contenait. Il ne me l'a pas encore rendu, c'est la preuve que tous le relisent avec attention. Ce matin, le colonel a mis à la décision une petite note les félicitant encore et a donné l'ordre de porter votre article à la connaissance de tous les escadrons... » Je donne ces compléments d'indications pour montrer la spiritualité de nos armées en guerre.

Diverses notes publiées çà et là ont déjà appris au public que toutes nos ligues, sociétés et associations morales ou professionnelles viennent de se fédérer. Leur faisceau se constitue pour être l'âme du pays à l'arrière et pour répondre à la propagande ennemie en France. Un seul programme, un seul but, mais les moyens d'action pourront différer selon les sociétés. Les évêques s'adresseront aux catholiques ; les chefs protestants, israélites, musulmans, à ceux qui partagent leur foi. Les associations agricoles parleront aux agriculteurs ; les associations industrielles et commerciales, aux industriels et commerçants ; les associations ouvrières, aux ouvriers ; les ligues sociales, mutualistes et coopératives, à tous les mutualistes de France, la Ligue de l'enseignement, la Ligue des Droits de l'Homme, la Ligue des patriotes susciteront leurs adhérents pour en faire autant d'apôtres de la patrie.

C'est ce que l'on commencera de voir mercredi, à la Sorbonne, en présence du président de la République, entouré des membres du gouvernement et du corps diplomatique, et sous la présidence du président de la Chambre.

Toutes ces forces morales et professionnelles vont se définir, se concerter et se déployer dans une grandiose manifestation. Le titre adopté pour cette solennité dit d'une manière saisissante la pensée et l'appel qu'il s'agit de jeter au pays : *Toute la France debout pour la victoire du droit.*

Ce cri, beaucoup l'attendaient avec impatience.

Certes, dès le premier jour où la France militaire fut debout, le plus grand nombre des civils eurent l'esprit de guerre. Les Allemands, par leur effroyable brutalité, se chargeaient de nous le donner. Ils arrivaient, ayant muni leurs hommes non seulement des engins les plus meurtriers qu'ait pu machiner la science, mais encore d'une âme de férocité. Leur théorie de la guerre dure

n'est-elle pas un monstrueux appel aux instincts les plus brutaux de la barbarie atavique ? Massacres, incendies, tortures, quelle doctrine de guerre ! Et justifiée par quelle hypocrisie ! La terreur ainsi répandue, disaient-ils, abrégera le conflit ! Elle commença par unifier tous nos cœurs.

Alors les Allemands recoururent aux moyens qui leur avaient si bien réussi avant la guerre, quand ils suscitaient ou irritaient mystérieusement nos querelles de partis. De mois en mois plus insolente, nous voyons, nous entendons au milieu de nous une immonde propagande boche. Ses deux bureaux de recrutement fonctionnent à Genève et à Saint-Sébastien. Ses agents, hommes d'affaires véreux, parfois naturalisés Français de la veille, circulent sur notre sol, pérorant, écrivent, cherchent à susciter des grèves, à décourager le travail agricole, à ressusciter les querelles des partis, à salir les chefs de la défense nationale. Autant qu'ils l'osent, ils transportent au milieu de nous les poisons et les puanteurs de la *Gazette des Ardennes*.

Travail universel ! Dans tous pays, depuis trois ans, les reptiles payés par l'Allemagne sifflent, bavent et mordent. A cette minute, l'Espagne, l'Amérique, le Japon découvrent sur leur sol, par milliers, des nœuds de vipère, et cherchent à mettre le pied dessus. Enfin la France officielle s'émeut.

Cette journée de mercredi, où la nation unanime va affirmer sa volonté de vaincre et sa confiance absolue dans la victoire, fait une digne préface à l'effort que nos soldats et nos alliés ont résolu de fournir.

Une fois de plus va s'exercer dans le gouvernement des choses humaines cette mystérieuse loi d'équité que les anciens incarnaient dans le mythe de Némésis, la déesse des justes partages. Paul Bourget, à qui je dois de connaître le précieux livre de Tournier, a bien souvent rappelé cette loi qui veut que tout excès, tout abus de

puissance se retourne contre lui-même et soit puni : « L'orgueil, fils du bonheur, fatal à son père », disait Eschyle. Il faut que la fin de cette guerre provoquée par la criminelle démesure de l'orgueil allemand illustre le désastre de ces ambitions démesurées. Et c'est la mission de la France, cette gardienne de la mesure en Europe, ce pays du bon sens et de la raison, de terrasser la Germanie tentaculaire.

Ce que cela signifie pratiquement, ce n'est pas l'heure de l'énumérer.

L'avenir dira si le vrai remède peut être appliqué, celui qui déferait l'unité artificielle et meurtrière de l'Empire, œuvre du militarisme prussien, et qui substituerait à l'Allemagne domestiquée et comme mécanisée, les Allemagnes libres, indépendantes, mais dissociées. Sur cette détestable unité-là, celle du pangermanisme dévorateur, nous n'avons pas à nous prononcer mercredi ; il ne s'agit pas, mercredi, de dénombrer nos buts de guerre ; mais l'unité qui doit vivre, parce qu'elle est l'honneur de l'Europe, l'unité qui sortira encore mieux resserrée de cette solennelle après-midi de la Sorbonne, c'est l'unité française.

A maintes reprises, l'union sacrée avait été présentée, un peu chétivement, comme l'oubli de ce qui nous divise. Dans l'organisme du *Secours national*, on avait vu que des ennemis de la veille pouvaient s'employer ensemble pour un travail strictement limité. Et maintenant voici que, par un nouveau progrès décisif, toutes les forces de l'opinion française s'engrènent, ne veulent plus être des partis adversaires, mais des corps auxiliaires, et forment avec enthousiasme une seule troupe de toutes armes.

XIV

SALUS POPULI, SUPREMA LEX

L'Union nationale.

12 mars 1917.

La Fédération nationale dressée pour combattre la propagande ennemie en France a pris position d'une manière excellente dans sa séance inaugurale et solennelle de jeudi dernier. Quel public admirable ! Quelle union dans cette Sorbonne que remplissaient les délégations de nos diverses familles spirituelles ! L'immense amphithéâtre, où l'on avait convoqué des éléments qui avant la guerre se fussent entredévotés, ne formait qu'une seule âme, sérieuse, enthousiaste et fraternelle.

Nous avons tous reconnu et acclamé l'essentiel de notre pensée dans la déclaration conciliatoire qu'a lue Ernest Lavisse. Puis chacune des diverses « familles » est venue, en présence du Président de la République, interpréter et nuancer le programme « Restitution, Réparation. Garanties », que le Président lui-même, au nom de la France, a plusieurs fois proclamé et qui nous commande. « Ceci n'est pas la manifestation d'un jour, c'est une campagne qui commence... », s'est écrié avec éloquence Deschanel. Et Viviani, pour tout conclure, a voulu associer à cette volonté d'agir l'autorité du gouvernement : « Au revoir, missionnaires de la France ; retrouvons-nous dans les chemins de la propagande sacrée. »

Cette « propagande sacrée », comment la mènerons-nous ? Je m'empresse de répondre : nous nous tiendrons en accord étroit avec la pensée des chefs du pays. Tandis que j'écris ces lignes, une lettre me passe sous les yeux,

publiée dans les journaux par Roméo Gallenga, le député italien : « *Le péril allemand, dit-il, c'est l'idée fixe qui doit régler toutes nos pensées... Dans certains pays de l'Entente, les tentacules de la pieuvre n'ont pas été encore complètement coupés, ils ont seulement l'air d'être inertes...* »

Pour courir sus à la Bête, il faut une action concertée, une discipline rigoureuse. Nous nous y soumettons. Je désire simplement faire une observation qui, sans rien contredire au fond, porte sur l'ordre dans lequel se présentent les raisons de « tenir ».

La *Fédération* arbore une devise : « Toute la France debout pour la victoire du Droit ! » qui tend à définir la plate-forme, comme on dit, où nous devons nous rassembler. Et certes cette devise-programme ne dit rien que de vrai ! De toute évidence la France, ses alliés et la Belgique en tête représentent le respect des contrats et de ces chiffons de papier que la brutale Germanie se vante de mépriser. Notre victoire sera la victoire du Droit. Pourtant je vois dans cette formule un grand péril :

« Pour la victoire du Droit ! », un tel mot de ralliement semble impliquer que si la France avait juridiquement tort ou avait un droit douteux, on ne la défendrait pas.

Or, rien de plus fragile que ce qu'on appelle le Droit. Certes, un puissant désir de justice repose dans le cœur de chaque homme. Mais ce désir a les yeux bandés comme l'Amour ; il s'agite un peu à l'aveugle, et puis après ses brèves manifestations, comme l'Amour encore, il s'enfonce dans de longs sommeils. Le Droit est livré aux disputes, aux surprises ; il ne se fait reconnaître que par un jugement en bonne et due forme, et surtout par l'intervention décisive du gendarme qui met les menottes et la muselière à l'une des parties.

Où en serait une patrie dont chacun des enfants, à l'heure du péril, éprouverait le besoin de s'assurer qu'il est dans le camp du bon droit ?

« Pour le droit ! » Sans doute et très volontiers, mais d'abord « Pour la France ». Pour la France, sans commentaire ni restriction. Pour la France, avec tous les Français, d'où qu'ils viennent, pourvu qu'ils soient de cœur français.

J'invite amicalement les hommes qui nous gouvernent à réfléchir sur leur cas. Ils sont tous de formation juridique. Ce sont des avocats, l'honneur de leur profession. Ne craignent-ils pas d'être, comme nous tous, dominés par leurs habitudes professionnelles ? Tout se présente à leur esprit sous l'aspect des luttes du prétoire. Ils se déclarent les défenseurs d'une idée abstraite, du Droit, quand ils sont avant tout les défenseurs d'une réalité historique, d'une personne vivante, la France, à laquelle nous sommes réunis par un cordon ombilical qui n'est jamais coupé. C'est grand bonheur que notre mère soit telle qu'en la défendant nous servions la Justice, mais notre mère fût-elle dans son tort, il faudrait bien voler à son aide.

Tel est le principe même du patriotisme.

Je retrouve une lettre de Déroulède et une anecdote qui marquent d'une façon saisissante ce caractère premier et obligatoire de la loi qui réunit les enfants au foyer domestique et les Français à la France.

J'étais allé avec Déroulède, en 1901, je crois, dans la petite ville fameuse d'Hernani, et treize ans plus tard, cherchant à me rappeler le texte exact d'un proverbe local que je me figurais y avoir entendu d'un Basque, je m'adressai à mon ami. Déjà malade, il me répondit de son lit par les lignes suivantes pleines de haute raison :

« 14 août 1913.

» *Mon cher Barrès,*

» *Ce n'est pas un Basque qui a prononcé devant vous à Hernani le vœu dont vous évoquez le souvenir. Si le mot ne prêtait pas à l'ambiguïté et ne signifiait exactement que*

ce que je désire qu'il signifie, je vous dirais que l'auteur de ce propos est un de vos meilleurs amis, c'est-à-dire un de vos amis qui vous aime le mieux.

» Il n'y a d'espagnol ou de basque dans l'affaire que le préjugé ou, si vous le préférez, la croyance qu'en entrant pour la première fois dans une église, il suffit d'y prononcer trois vœux pour qu'ils soient exaucés un jour ou l'autre... l'autre surtout.

» Après vous avoir rappelé cette légende, j'avais ajouté que pliant mon scepticisme sur ce point à la pieuse superstition de ma sœur Jeanne, je ne manquais jamais en pareille circonstance de prononcer les trois vœux suivants, vœux tout politiques, comme vous allez voir, ou plutôt tout patriotiques :

» *Bonheur de France !*

» *Pouvoir du Bien !*

» *Honneur du Nom !*

» Je crois même bien vous avoir expliqué que ce troisième et dernier vœu m'avait été suggéré par l'étrange éloge que Bismarck faisait du maréchal de Manteuffel. Il disait de lui : « Manteuffel est un admirable Prussien. Il serait patriote jusqu'au crime ! »

» C'est de ce patriotisme-là que je priais Dieu de vouloir bien me dispenser autant que possible. Encore que, si besoin était pour le salut de toute la nation, l'honneur du nom m'importât peut-être moins que le salut du peuple.

» Au fond, mieux vaudrait que bonne œuvre fût faite par bon ouvrier, mais ni vous ni moi nous ne pouvons nier que le faussaire d'Ems a rendu ce jour-là un fier service à la Prusse et porté un rude coup à la France... »

Ainsi parlait Déroulède, et avec quelle justesse ! Sa parole ardente me revenait à l'esprit tandis que j'entendais plusieurs orateurs mettre au premier plan la préoccupation juridique. La position de la France est toute pure ; elle a son honneur intact dans cette guerre ; ses

soldats sont « bons ouvriers » faisant « bonne œuvre » ; c'est bien la victoire du droit qu'entraînera notre triomphe. Mais enfin ce qui nous émeut d'abord, c'est le salut de la patrie.

Qu'on dise aux étrangers : « La France se bat pour le Droit. » C'est habile et c'est vrai ; c'est une formule sincère et propre à les toucher. Mais vous remarquerez qu'eux-mêmes se décident d'après leurs intérêts propres et d'après les réactions spontanées et profondes de leur patriotisme. Il en va de même pour nous. Quand nous avons pour nous unir et pour nous enflammer la patrie en danger, que pèsent des considérations juridiques ? Elles viennent en seconde ligne.

Théophile Gauthier qui en 1870 s'écrie : « On bat maman j'accours », me paraît sur un terrain plus solide, que les champions du Droit¹.

1. *Réflexions sur cet article du 12 mars.*

Grande question, très difficile, celle que traite cet article. Elle excite beaucoup l'esprit, et peut être dangereuse. Voici les observations que l'on me fit quand je le publiais et qui le compléteront, sans résoudre le problème qu'il pose, parce que problème à peu près insoluble.

A. — « J'attendais vraiment que ce titre « Toute la France debout »... long, un peu filandreux, impossible à prononcer aisément, bien loin qu'il puisse jamais devenir un trait, ou même un cri, fût examiné, réduit, critiqué, par quelqu'un qui eût vraiment l'autorité de le faire ; je me disais : non, ce n'est pas réussi, pas assez court, pas assez vibrant, c'est entortillé.

Et puis, « Le Droit » ! mais enfin, le Droit est à la justice ce que fut la théologie à la Foi ; c'est une « dévotion intellectuelle » : c'est une suite d'analyse rassemblée après coup par des gens qui peuvent sans doute aimer la Justice, mais qui peuvent aussi lui préférer, faire inconsciemment passer avant elle en idole, l'image intellectuelle qu'ils s'en sont faite ou qu'ils en ont reçue, et alors cela devient une scolastique, un formalisme, une fiction..., bientôt une superstition.

B. — Je m'enchant de vous entendre dire : « Avant de savoir si la France a pour elle le Droit et la Justice, la France est notre mère, n'est-ce pas ? »

Quelle faute et surtout quelle misère de vouloir des preuves, de la prier d'établir d'abord qu'elle ne nous trompe pas, qu'elle ne se trompe pas, qu'elle a de quoi convaincre sans qu'ils puissent répliquer tous les chicanoux intellectuels et ergoteurs humanitaires... ; ces gens-là d'abord, contestent toujours. Mais surtout, pourquoi se placer comme si ce

XV

LA NATION AMÉRICAINE APPARAÎT

14 mars 1917.

Toute la flotte commerciale des Etats-Unis dès aujourd'hui va être armée. Les intérêts et surtout l'honneur ont parlé. L'Amérique affirme son unité autour de son drapeau.

Qu'est-ce qu'une nation, comment elle se forme, maintenant nous le voyons d'une manière vivante. Comment une multitude qui se réjouissait de sa diversité,

u'était pas par la confiance, confiance en sa mère, confiance en la France contestée, en la France attaquée, qu'une action saine, issue d'un sentiment national adéquat, devait toujours commencer !

Je ne dis pas confiance *aveugle*, mais confiance *d'abord*, ce qui n'est pas la même chose : la vie, en effet, doit commencer par se vivre, avant de se penser, et la pensée elle-même repose sur la vie et en tire ses clartés et souvent elle ne saurait inspirer à temps, dans sa zone réfléchie, les profondes et soudaines démarches, dont la spontanéité salutaire protège toute vie bien vivante.

Où dira que c'est appel à l'instinct : Non, ou bien il faut reconnaître dans l'instinct à ce degré de profondeur, une raison enveloppée encore, mais vraiment de même nature que la raison qui anime le monde et l'empêche de se troubler complètement dans son cours. Au fond, que demandons-nous en tout cela ? *La foi !* Un patriotisme, c'est une foi ; un nationalisme, c'est une foi : une nation ne vit pas sans foi, ni sur des opérations toutes réfléchies, *toutes pensables*, bien exactement pesées d'abord aux plateaux du « Droit » :

C. — Mais quelque chose aussi m'inquiète et me laisse peu sûr en votre article. Est-il bon de faire prévoir le conflit entre l'intérêt de la Justice et celui de la Patrie... pour assigner à celle-ci l'avantage ?

Oh ! Je sais que ce conflit *est* : les cas sont légions ; avant la dépêche d'Ems, il y avait Caïphe avec l'axiome : « Oportet unum hominem mori pro populo », « il est à propos qu'un seul homme meure, si cela doit sauver l'Etat », formule parfaite de la raison d'Etat. Mais, si on en parle, je crois qu'on change la nature de la difficulté : ces questions sont irritantes et difficiles ; au fond, nous voici devant un de ces conflits essentiels par où nous sentons que moralement il manque quelque chose

et dont les millions d'individus épanouissaient leurs forces dans l'espace, sent se former en elle une pensée commune et tressaille d'un être nouveau qu'elle porte, apprenez-le aujourd'hui. Les Américains, tous debout autour du président Wilson, font face à la Germanie ; c'est dire qu'un chantier, le plus extraordinaire qui soit au monde et qui fièrement ne voulait rien être d'autre et qui méprisait les formes où s'attardent les peuples de l'Europe, veut de sa libre volonté devenir davantage une nation.

Le prodigieux spectacle ! Comment la chose s'est-elle faite ? Les Allemands disent : « C'est l'effet des intrigues et des insinuations anglaises et françaises », ou encore : « C'est pour maintenir les bénéfices des munitionnaires. » Bêtise ! On ne donne pas à un peuple l'idée que son honneur est en jeu par des raisons si mesquines.

Ce qui s'est passé en Amérique, c'est une victoire de son aristocratie intellectuelle, ou, si vous voulez, une victoire des éléments les plus nobles et les plus sociaux qui sommeillaient dans chacun des Américains.

au monde, qu'il n'est pas en équilibre avec la conscience, qu'il s'y rencontre des hiatus troublants pour la raison.

Mais enfin, ne vaut-il pas mieux en parler ?

Je crois que, à vouloir traiter ces cas d'avance et dans leur ensemble, à vouloir en trouver la loi, la formule générale, on les rend encore plus saillants et plus troublants par la pensée qu'ils ne sont en espèces concrètes ; ils changent de nature en même temps que de proportion devant la pensée, à être traitée par la voie rationnelle et la discussion sur schéma abstrait. Il faut que l'homme d'Etat les attende et les résolve au mieux de leur valeur concrète : et souvent il trouvera conciliation là où la raison aurait vu antinomie, à juger dans l'abstrait.

Combien plus, si c'est ce peuple que nous sommes, que la justice obsède, qui veut être à la fois juste et patriote, qui est si noble et un peu naïf... auquel on parle de ce conflit redoutable entre tous. Et puis, nous sommes beaucoup de gens auxquels on ne ferait pas admettre, même à présent, que la Justice puisse être à bon droit lésée pour la Patrie... Il faut attendre qu'ils voient plus large, et que le conflit s'efface de leurs yeux : Je crois que cela est en marche ; mais pas assez encore pour qu'on puisse sobrement discuter ce conflit qui risque de mettre aux prises la foi en la Patrie et celle en la justice... Et puis, il y a des cas insolubles. »

Dès le début de 1915, je notais ici avec empressement et amitié les sympathies qui animaient à notre endroit « l'élite de la grande République américaine ». Je citais des lettres nombreuses écrites par les maîtres et les jeunes élèves des Universités de Cambridge (Massachusetts), de Berkeley (en Californie), de Harvard. J'en notais l'extrême importance. « En Amérique, les gens des Universités sont les seuls à avoir des idées, au sens européen du mot. Les autres parties du pays vivent d'impressions et d'on-dit mal cohérents. Dans un pays où il y a peu de tradition, les Universités servent de cadre et créent des liens extrêmement forts. Leur opinion est donc, sur l'esprit public, d'une importance que je ne risque pas d'exagérer. Elles sont des centres de développement général et d'humanité. » J'y voyais se préparer une révolution de consciences. Elle achève de s'accomplir.

Le progrès de la France fut constant. Ces esprits directeurs, qui nous avaient été sympathiques dès le début, ont inspiré leur point de vue à des populations qui semblaient se satisfaire d'un puissant développement matériel, chez qui le point d'honneur n'avait pas à s'éveiller, et qui ressentaient une sorte de dédain à l'égard de nos luttes surannées.

Même si nous n'étions pas intéressés dans notre chair par ce frémissement qui secoue d'un bout à l'autre les Etats-Unis, n'est-ce pas qu'on voudrait comprendre comment les choses se développèrent, comment les âmes américaines se rejoignirent et s'unifièrent dans un rythme national depuis ces mois de l'hiver 1914-1915 où des symptômes sporadiques d'enthousiasme apparurent là-bas chez quelques intellectuels.

Avant la guerre, au début de la guerre, de quel prestige jouissait l'Allemagne auprès des Américains ! L'Europe leur semblait tellement dominée, germanisée, que ce n'était pas la peine qu'elle se défendit et quelques petites résistances, qu'ils voyaient çà et là, n'étaient. à

leur avis, que des querelles intestines. En voulez-vous une preuve, un peu particulière mais topique ? Dans des bibliothèques américaines qu'on me cite, des livres : *Pages Lorraines* (consacrées à la vallée de la Moselle), *Au service de l'Allemagne*, *Colette Baudoche* sont classés sous la rubrique *Germanie* parce qu'il semble aux savants bibliographes de là-bas que notre anti-germanisme n'est qu'une faible réaction dans l'ensemble de l'emprise allemande, un simple épisode auquel la force victorieuse du germanisme doit donner son caractère et son épithète. Et de même le *Cardinal Jean de Lorraine*, de notre bon maître A. Collignon, le professeur de Nancy, figure dans la division « *Germanie* ». C'est un peu fort, mais ne sommes-nous pas habitués à voir l'œuvre de Claude Gellée qui est né sur la haute Moselle, en plein duché de Lorraine, rangée dans l'« *Ecole allemande* » par tous les musées d'outre-Rhin ?

L'Allemagne exerçait son prestige par ses victoires. Et puis par ses leçons. « Nous sommes un grand chantier en organisation, me disait un Américain. C'est l'Allemagne qui pouvait nous donner les meilleurs exemples d'administration et d'hygiène publique, de voirie municipale. Ces leçons-là nous convenaient mieux et plus immédiatement que la leçon attardée de l'Angleterre ou que les leçons trop secrètes de votre goût raffiné français. » Dans leur confiance trop naïve, les Américains auraient voulu se mettre à l'école de la moralité allemande. Ils admiraient la mère de famille allemande transplantée aux États-Unis. Cette « épouse féconde et qui ne songe qu'aux soins du ménage », semblait à ces ingrats digne de servir de modèle à la jeune dame américaine, infiniment plus brillante, mais animée d'un perpétuel mouvement.

Que désiraient avant tout les Américains ? Améliorer toujours la vie matérielle. Ces Allemands qui organisaient si bien la vie domestique et municipale

leur paraissaient des civilisés, au sens supérieur du mot.

Le premier choc réel fut le drame de Belgique. Le gouvernement allemand a dû y faire allusion dans sa note et tâcher de se disculper. Ces grands commerçants s'offensaient d'apprendre que l'Allemagne déchirait un contrat inattaquable et reniait effrontément sa signature. Une signature, une parole donnée, ce sont là des choses positives, des réalités tangibles.

Puis il y eut l'héroïsme de la France. En date du 15 décembre 1916, une lettre de l'Ohio nous répète ce que déjà nous avons lu cent fois et qu'une fois de plus nous entendrons avec plaisir :

« Vous n'avez pas idée combien la France s'est haussée aux yeux des Américains. Evidemment, ceux qui la connaissaient ne s'attendaient pas à moins ; mais depuis tant d'années l'Allemagne avait parlé de la décadence française que le monde en était venu à croire qu'au premier choc de la formidable machine allemande, c'en serait fini de son ennemie héréditaire... A présent, il n'y a qu'une épithète dans la bouche de tous. Qu'ils soient pro-Allemands ou pro-Alliés, tous disent : l'héroïque France. »

Ecoutez encore ce vœu qui nous arrive exprimé au nom de ses camarades par un Américain, membre d'un cercle francophile :

Il faut nous envoyer un Français. Mais je vous avoue qu'à l'heure qu'il est les Français ont ici une telle légende qu'il vous sera difficile de trouver le personnage adéquat... »

Après avoir tant admiré nos soldats, beaucoup là-bas se sentirent attirés, désireux de participer à leur gloire.

« Vous n'avez pas besoin de notre secours, écrit l'un d'eux, mais je crois, moi, que c'eût été un honneur pour nous de nous battre à vos côtés. »

Sur quatre cents « hommes de Harvard » (élèves et professeurs) qui ont revêtu l'uniforme en Europe, quatre seulement sont allés dans le camp des Empires Centraux. Il faut tenir compte de la difficulté qu'il y eût de passer

d'Amérique en Allemagne, mais la disproportion reste énorme. Chez certains volontaires, il pouvait y avoir un lointain loyalisme qui opérait en faveur de l'Angleterre ou de la France, comme chez cet André Champollion, arrière-petit-fils de l'égyptologue, qui fut tué au Bois-le-Prêtre, en mars 1915. Chez la plupart, ce fut un mélange de sport aventureux, de cordialité tout à fait sincère pour notre cause et de dévouement à un idéal supérieur. Le plus admirable de ces garçons fut, peut-être, le charmant Victor Chapman, architecte à l'École des Beaux-Arts, engagé dans la Légion étrangère, aviateur ensuite, qui fut tué dans un combat aérien près de Verdun, le 24 juin 1916 ; il allait, par la voie des airs, apporter un panier d'oranges à un camarade soigné dans un hôpital de la région, quand il vit trois avions de son escadrille aux prises avec quatre machines allemandes : il alla à leur secours et fut tué, et son père a voulu qu'il restât enseveli dans la terre qu'il avait aidé à défendre.

Admirables élans qui illustrent, garantissent, consacrent les textes d'amitié que nous ont dédiés les intellectuels. Mais ces jaillissements d'enthousiasme demeureraient isolés, ne prouvaient rien que d'individuel. Tandis que l'Est américain était représenté sur notre front par les plus grands noms de la Nouvelle-Angleterre, les Emerson, les Curtis, les Whisman, l'Ouest jugeait cette guerre absurde et même un peu scandaleuse. N'avait-elle pas l'audace de faire concurrence, dans l'attention de l'univers, à l'Exposition de San-Francisco ? Et puis, elle semblait à beaucoup de gens une lutte intestine entre Européens se réclamant d'une même civilisation.

Qu'un sentiment « national » se soit développé dans l'intégralité des Etats-Unis, qu'une différence se soit enfin établie, aux yeux de ce peuple mal renseigné et peu critique, entre les dispositions normales des deux camps, voilà ce qui doit nous émerveiller, ce qu'il n'est pas facile de mettre en formules et qui témoigne d'une

admirable emprise des minorités clairvoyantes sur la grande masse amorphe.

Que l'Amérique se soit ébranlée dans ses éléments spirituels profonds ; que du point de vue matériel et moral elle ait passé au point de vue national ; qu'elle se soit élevée à la notion de l'honneur collectif ; que ce chantier devienne une nation : c'est là le point mystérieux. Parmi ces Américains, les uns faisaient des affaires, les autres de la moralité. Ni l'idéal, ni le matériel n'allaient dans le sens d'une réaction du point d'honneur. Mais un pays ne peut pas vivre éternellement sur une moralité individuelle ou sur le souci du bien-être. Nous assistons au passage ou plutôt au retour de cent millions d'hommes à une conscience collective. Le mort a saisi le vif. Dans le jeu de ces deux forces, d'une part le présent et la joie de l'espace, de l'autre le passé et l'emprise des forces héréditaires, la seconde a pris le dessus.

Il en fut ainsi chez le président Wilson, le personnage si noblement représentatif de cette crise. Cet homme secret, qui, paraît-il, n'écoute pas volontiers les conseils, difficile à influencer, semble avoir réagi à un sentiment de poussée puritaine. Il s'est irrité de voir que le langage allemand est à double détente et que des notes espacées de six mois se contredisent effrontément. L'homme à scrupule, certains disent l'Écossais non-conformiste, a eu son tressaut, son illumination de conscience, sa conversion, au sens où l'entendent les compatriotes de William James. Il a souffert jusqu'au dégoût de l'imperfection morale des Allemands.

Un phénomène analogue se produit dans tout le pays. Le centre de chaleur, d'instinct, d'impulsion s'est transformé dans chaque Américain. Un nouveau foyer d'énergie est apparu au centre de la nation. Quel foyer d'énergie ? Le souci de l'honneur. Quasi chez tous, sans distinction de parti ni même de race.

Sans doute il y a quelques notes discordantes chez les Germano-Américains. Sans doute la guerre suscite de grandes résistances. Pourtant le plus grand nombre de ces Allemands d'origine, en regrettant qu'un choix aussi pénible leur soit imposé, déclarent mettre les États-Unis au-dessus de tout, au-dessus de l'Allemagne même et être des Américains d'abord. *Fatherland* change son nom et s'appelle désormais le New-World. Des manifestations de loyalisme viennent aussi des Bohémiens et des Polonais. Les journaux notent que les troubles redoutés ont été rares, se félicitent de la quasi-unanimité avec laquelle le pays approuve le président et croient assister à une nouvelle naissance du patriotisme.

C'est du moins la cristallisation d'un sentiment qui n'avait pas sa forme.

XVI

CHAQUE NATION VEUT ANÉANTIR CE QU'ELLE CONTIENT DE GERMANISME

19 mars 1917.

Les faits d'Amérique et les faits de Russie, qui occupent avec tant de force notre attention, sont encore en plein développement et ne pourront pas être jugés avant qu'ils soient stabilisés. Pourtant dès cette minute, dans l'un et l'autre pays, un même résultat semble acquis, dont nous pouvons largement nous réjouir. C'est en Russie, l'écrasement ; en Amérique, l'encerclement des forces germaniques locales.

Successivement toutes les nations veulent s'arracher de

l'âme ce qu'elles contiennent d'esprit germanique et dont elles mourraient.

Partout l'armée allemande a été longuement précédée d'émissaires. Parfois des individus isolés et masqués, d'autres fois d'immenses régiments de colons. Partout l'Allemagne, avant d'engager la lutte matérielle, a engagé la lutte contre les idées et les sentiments du peuple qu'elle voulait asservir.

Au Collège de France, dans sa leçon du 6 décembre 1916, Camille Jullian prononçait quelques paroles que nous pouvons recueillir comme un principe :

Le meurtre ne suffit pas à assurer les conquêtes. En avant des soldats s'affairent les espions. C'est par eux que Philippe II s'est essayé à mater le monde et que Bismarck a fait Sadowa : une ambition universelle est inséparable d'un espionnage universel. Côte à côte avec l'espion, besogne l'agent politique, qui attise à l'étranger les disputes civiles, démoralise l'opinion publique. A l'arrière-plan des conflits religieux et dynastiques qui ont ruiné la France sous Charles IX et Henri III, je reconnais Philippe II. L'impérialisme, pour aménager sa place, engrène tous les vices, vilénies, mensonges, corruptions, discordes, fourberies, trahisons, meurtres d'âmes avant les meurtres de corps...

C'est ce que nous avons vérifié dans les dernières années en France. J'ai pu le rappeler à la Sorbonne, avec l'approbation de toute l'assemblée, et d'ailleurs le titre de la ligue « *Contre la propagande allemande en France* » confirmait à l'avance ma thèse : « Les Allemands croyaient qu'ils nous avaient assez préparés à la défaite en travaillant obscurément et profondément à nos discordes civiles... »

Grand fait universel, que la Russie et l'Amérique constatent, ne veulent plus supporter et sur lequel il faut maintenir fortement notre attention.

Certes on ne répandra jamais trop les brochures où Mirman (d'après les commissions d'enquête) et Bedier (d'après les témoignages allemands) enregistrent les ignominies des soldats boches, assassins de femmes, d'enfants et de blessés, mais il est également nécessaire de faire connaître les *Documents sur le pangermanisme* (traduits de l'allemand sous la direction de Charles Andler). Joseph Bedier et Mirman nous font voir les crimes ; Charles Andler le long dessein, l'implacable raisonnement qui a voulu ces crimes.

Nous devons nous souvenir des actes et aussi de la méthode et du but, qui sont pires que les actes en ce qu'ils furent froidement établis et qu'ils font voir la souillure sur l'âme même de l'Empire allemand.

Voici près de trois ans que l'élite des peuples refuse d'accepter la mission que se donnent les Allemands, et maintenant peu à peu chacun découvre leur secret. Les nations rejettent la Germanie et retrouvent leur force intérieure que d'abord l'Allemagne avait voulu détruire. Chaque peuple se soulève contre ce qui s'est infiltré de Germanie en lui et qui l'opprime, le trahit, le tient pour inférieur.

Sur un ton d'amitié parfaite (celui-là même que j'avais employé) le *New-York Herald* commente ce que je disais ici l'autre jour. « M. Barrès croit que les États-Unis, formés par les alluvions de l'étranger, n'avaient pas de nationalité propre et que la crise actuelle a cristallisé cette nationalité... » C'est exagéré, assure le grand journal américain : « Ce peuple si disparate possède une forte cohérence nationale... Ne nous opposez pas le cas du Boche. Le Boche, c'est le microbe de l'organisme que les phagocytes expulseront tôt ou tard. » Et puis, n'acceptez pas le chiffre de trois millions de Germains et de progermans dressés en Amérique contre l'Amérique. Une seule chose est vraie. « les espions professionnels, les envoyés du Kaiser, les progermanistes invétérés, les clients de la spor-

tule germanique, les propagandistes, les terroristes... »

Tel est le dénombrement, le succinct tableau de ce que l'Amérique doit aux Boches. C'est l'effet d'un système que nous font connaître les grands textes allemands (ceux de Karl Lamprecht, entre autres) réunis par Andler. Je les résume en deux phrases. L'État allemand n'est pas seulement territorial ; il ne se limite pas aux poteaux de sa frontière ; il est partout où il y a des Allemands réunis avec le souvenir de la patrie... « Toutes les fois que trois Allemands sont réunis pour boire de la bière allemande, pour fonder une usine allemande et conclure un marché allemand, en quel lieu du monde que ce soit, le dieu germanique est présent parmi eux. » Il appartient à l'État allemand de maintenir cet état d'esprit parmi ses émigrants établis à l'étranger et de tout organiser pour que le monde entier soit aussi envahi par l'esprit, les intérêts, les forces de la Germanie.

Après cela tout s'explique. Ainsi devient intelligible que dans tous les pays, peu à peu, les intellectuels et le peuple se dressent contre ce dieu allemand qui vient mépriser et détrôner l'esprit indigène. Le premier besoin de chaque nation, c'est d'être gouvernée et de respirer selon sa nature. Au-dessous de l'esprit de gouvernement, et enfoncé d'une manière plus profonde, nous trouvons l'esprit national. Il n'a pas suffi aux peuples ainsi violentés que leur gouvernement s'engageât dans cette guerre, comme dans une affaire du dehors. On est arrivé à ce fait mystérieux et en quelque sorte organique de l'Amérique, de la Russie qui se resserrent et tendent à rejeter violemment ce qu'elles contiennent de Germanie.

Parties des différents points de l'horizon, les pensées de chaque peuple se dirigent vers un rendez-vous commun. A cette heure, tous les peuples comprennent que pour accomplir leur destinée propre, ils doivent contenir au dehors et puis détruire en eux le germanisme. Partout se joue le même drame national.

Et cet effort de libération ne s'arrêtera plus. L'héroïsme n'apparaît pas au milieu des tourmentes de la guerre pour jeter un éclat et s'évanouir. Il ne s'abîmera pas comme une étoile filante qui traverse un soir d'été. Ces millions d'êtres qui tombent et paraissent entrer dans l'immortalité mettent tout en mouvement autour d'eux. Dans l'ensemble de l'univers tout est enchevêtré. Les âmes sublimes en disparaissant ébranlent les âmes survivantes, et par là dirigent l'intelligence et les sentiments. De toutes parts des symptômes de vie plus profonde, c'est-à-dire plus nationale, apparaissent. Et jusque chez nos ennemis, certes. Un but clair pour nous, c'est de dégager la grande pensée qui sommeille sur la rive gauche du Rhin et dont nous ne connaissons que les strophes alsaciennes et lorraines, elles-mêmes à demi étouffées. Nous attendons avec la curiosité la plus impatiente, avec une ardente sympathie, qu'une parole complète s'élève de ces territoires que la morne pensée prussienne opprimait.

L'ébranlement de la Russie peut-il, après-demain, se prolonger dans l'empire allemand et dégager les Allemands ?

Que va produire ce sursaut des âmes d'Amérique, des âmes de Russie qui ne veulent pas être plus longtemps étouffées, assassinées, empêchées dans leur activité propre par le dieu allemand ?

XVII

DÉSIGNONS DES VILLES-OTAGES

21 mars 1917.

J'ai reçu une lettre importante de l'abbé Wetterlé. C'est à propos des destructions systématiques auxquelles procèdent les Allemands dans leur retraite.

Tout autour de Roye, raconte un témoin, dans les champs, sur les routes, les arbres sont coupés au ras du sol ; à Péronne, dans les jardins, les arbres fruitiers sciés. Les ruines de Bapaume flambaient encore quand les soldats de la délivrance y pénétrèrent. Tout l'horizon au nord de la Somme flambait...

J'abrège. Ces faits remplissent les journaux. L'Allemagne dans son angoisse s'en réjouit ; elle y voit la compensation de sa défaite. Ils ne nous apprennent rien qu'elle ne nous ait annoncé dans mille invectives furieuses ou d'un pédantisme glacé.

A la veille de la guerre, le 31 juillet 1914, la *National Zeitung* écrivait : « Pauvre France ! Ce ne sera plus cinq milliards qu'il faudra payer, mais peut-être trente. Et la Sainte Mère de Dieu de Lourdes aura beaucoup à faire. si elle, la miraculeuse, doit guérir tous les os que nos soldats casseront aux pauvres gens de l'autre côté des Vosges... La France sentira les coups reçus pendant plusieurs générations. » En 1915, le docteur Gustave Stresemann, membre du Reichstag, se félicitait du « pillage effectué en France dans le domaine des industries textiles et mécaniques... Dès maintenant, expliquait-il, les pertes économiques imposées à la France atteignent plusieurs milliards. » Ce député se réjouissait à l'idée que « la mise en coupe sombre des territoires occupés en France » débarrasserait l'industrie allemande d'un adversaire redoutable.

Le but de guerre principal des Allemands en France, c'est de saigner notre race et de détruire nos richesses économiques.

Et quelle méthode dans leur ivresse barbare ! « Nous sommes de la race du dieu au marteau, et nous voulons hériter de son empire », chantent leurs écoliers. Et par une prodigieuse « organisation » qui montre comment chez eux le technicien complète le mystique, ils ont déjà constitué des sociétés qui, maquillées sous des firmes de

neutres, s'offrent à relever nos ruines ! En détruisant notre territoire, ils satisfont leur haine jalouse, nous mettent en infériorité économique et se préparent des chantiers de travail !

La plus haute parole de l'Empire a donné la consécration officielle à cette doctrine de dévastation générale et régulière. Il y a plus de deux ans, le Kaiser a proclamé : « Si je suis obligé d'abandonner l'Alsace-Lorraine, je la rendrai nue comme la main. »

Et nous, que disons-nous ? Quelle parole qui soit un acte veut prononcer notre gouvernement ?

Wetterlé, le grand patriote alsacien, m'écrit : « Revenons-en à la théorie des villes-otages de Mæterlinck. Le poète belge connaît les Allemands et les sait aussi lâches que cruels. Il a vu juste dès les premiers mois de la guerre.

« Que les gouvernements alliés fassent savoir à l'Allemagne que Munich répond de Bruxelles ; Nuremberg, de Gand ; Essen, de Lille ; Cologne, de Strasbourg ; Mannheim, de Mulhouse ; Mayence, de Metz, et ainsi de suite, et qu'à toute destruction opérée dans les villes françaises, alsaciennes, lorraines ou belges, et qui n'est pas rigoureusement exigée par les nécessités de la guerre, répliquera une destruction symétrique dans les villes germaniques correspondantes. »

Ce n'est pas l'idée toute nue de vengeance qui anime le patriote belge ni le patriote alsacien ; ni l'un ni l'autre de ces grands esprits ne prennent leur conseil des Furies, que certes l'on serait en droit d'écouter ; ils s'inspirent de la raison impassible

Vous savez si Mæterlinck connaît la Germanie ; l'œuvre de ce noble poète, ô dérision de la destinée, a recueilli, dans les vingt dernières années, ce qui subsistait de l'ancienne âme germanique, aimée trop généreusement par un grand nombre de nos pères. Mæterlinck a condensé en lui comme dans un foyer, je le dis à sa gloire, la

spiritualité des vieilles Allemagnes quand elles se sont oubliées et reniées pour faire des appétits de la Prusse leur loi.

Quant à Wetterlé, vous savez s'il connaît le personnel dirigeant de l'impérialisme, de tous ces carnassiers ivres de force, au milieu desquels il a vécu au Reichstag et qu'avec sa finesse personnelle et sa supériorité alsacienne il a su comprendre et mépriser.

Eh bien ! l'Alsacien et le Belge s'accordent pour nous dire : « À chaque peuple il faut parler le langage qu'il comprend. L'Allemand pense nous terroriser. Qu'il éprouve à son tour une salutaire terreur !

« En ce moment, le militarisme prussien domine encore dans l'Empire des Hohenzollern, et applique sans contrôle ses principes barbares. Le jour où le peuple allemand saura que les excès des généraux entraîneront les plus dures représailles, soyez certain qu'il imposera aux chefs militaires des procédés de guerre moins inhumains. »

Profonde observation. Tous les Alsaciens et tous les Lorrains qui ont eu indéfiniment à traiter avec les Allemands savent que ceux-ci, intoxiqués par leur orgueil de 1870, par leur doctrine de la violence et par leur naturelle grossièreté, ne croient que le droit du poing (*Faustrecht*) et deviennent traitables jusqu'à la platitude quand ils voient à leur tour le poing les menacer. Les Allemands répudieront leur théorie de la guerre dure, s'ils croient qu'elle peut se retourner contre eux.

Tout nous presse de proclamer la loi du talion. Nos victoires mêmes de la Somme font plus tragique la situation de nos territoires occupés.

« D'après tous les renseignements qui nous arrivent d'Alsace, m'écrit Wetterlé, les autorités allemandes sont en train de déménager, non seulement les précieuses collections de nos musées et de nos bibliothèques, mais encore le matériel de nos usines et les archives des admi-

nistrations. On peut conclure de là qu'au cas où les troupes du Kaiser seraient obligées de se replier, elles commettraient méthodiquement chez nous les mêmes attentats contre la propriété qu'à Bapaume, Péronne et Noyon... »

Sans plus de retard, officiellement, désignons des villes-otages.

XVIII

HÉSITATIONS ET SYMPATHIES DES SCANDINAVES

Propagande française à l'étranger.

23 mars 1917.

Nous ne sommes pas toujours compris de tous dans le monde. Eh bien ! comprenons ceux qui ne nous comprennent pas ; soyons justes envers les neutres qui gardent encore à notre endroit des parcelles d'injustice. C'est dignité de notre part et ce sera la meilleure habileté, si nous sommes lus de ceux dont nous mériterions une plus complète intelligence.

Visiblement les peuples ne nous regardent plus de ce regard sans confiance qu'ils avaient il y a trois ans. Leurs cœurs alors étaient pleins d'Allemagne. En 1914, j'essayais d'établir dans une suite d'articles notre position par rapport aux divers pays étrangers. Voulez-vous que nous refassions le point ? Laissons l'immense détail des causes et tout l'historique. Au fait ! où en sommes-nous avec les neutres ? Hier nous parlions des Américains ; nous passerons demain si vous le voulez bien, en Suisse, en Hollande, en Espagne ; aujourd'hui regardons la Scandinavie.

Le Danemark, la Norvège, la Suède, après la réponse désagréable de la Suède au président Wilson, se sont accordés pour protester contre les tentatives allemandes de blocus. Ces deux manifestations se succédant coup sur coup ont pu laisser au lecteur français une opinion incertaine. Tâchons de voir clair dans cette ambiguïté.

Ce sont d'anciens amis, ces Scandinaves. La France peu à peu les avait perdus de vue, et de leur côté ils l'avaient négligée, ou plutôt, s'ils la recherchaient encore, c'était pour des raisons de convention et de surface, et parce qu'un certain agrément leur paraissait propre à notre capitale, à nos villes d'eaux, à notre art, à notre théâtre. Les mérites solides, nous en faisons nous-mêmes bon marché, et le gros voisin allemand ne manquait pas d'affirmer de ses mille bouches à ses limitrophes du Nord qu'en effet la France, « la belle France », « la douce France », était indifférente à tout ce qui n'était point joie de vivre et moindre effort, épicurisme et scepticisme.

Quelques observateurs moins superficiels remarquaient bien, dès avant la guerre, un certain changement dans notre esprit public et surtout une décision, un entrain nouveau dans les jeunes générations. Mais tout de même, en 1911, un recueil de feuillets publiés dans un journal suédois, sur la France contemporaine, recevait ce titre : « Un pays qui meurt. »

Survint la guerre. La neutralité à laquelle se cramponnèrent ces petits peuples fut d'abord, chez eux, une source de profits pour les exportateurs et les producteurs. Une propagande effrénée fit sonner bien haut les victoires allemandes. Le petit Danemark, qui n'a pas oublié 1864, s'en affligea, mais tendit le dos ; la Norvège, démocratique et tournée vers l'Angleterre, se gaussa plutôt des traîneurs de sabre et des communiqués retentissants ; la Suède, à laquelle les bons apôtres avaient inspiré, vingt ans durant, la peur malade de la Russie, ne demanda pas mieux que d'y croire...

Seulement, ce n'est pas, oh ! pas du tout, la « guerre courte » que semblaient annoncer les communiqués d'août 1914, célébrant Liège, Charleroi, Maubeuge et le reste... Les enrichis de la guerre n'ont pas enrichi le pays ; l'or qui payait les fructueuses exportations du début est si peu opportun que les banques d'Etat des trois royaumes ne l'acceptent plus de l'étranger, mais exigent des denrées, combustibles et comestibles, dont le prix n'a pas cessé de monter. Le taux de la vie, l'incertitude de l'avenir s'accroissent tous les jours. Les Suédois même russophobes reconnaissent qu'au cours de cette guerre leur pays n'avait pas eu de différend sérieux avec la Russie. L'Allemagne la représentait prête à bondir sur de faibles voisins et disposée à se dédommager en Scandinavie des mécomptes qu'elle éprouverait dans les Balkans. Cette thèse que trois années ont démentie, comment s'y prendrait-on pour la soutenir encore ? Peut-on imputer à un grand peuple en révolution les mêmes appétits qu'on attribuait au système qui vient de disparaître ?

A mesure que la guerre se prolonge, l'estime pour la France rencontre moins d'obstacles dans ces âmes du Nord. Cette admiration grandissante trouvait un terrain tout préparé chez les Danois nostalgiques, chez les Norvégiens courageux, qui voient les sous-marins allemands couler leurs cargos, lorsqu'ils font une partie des transports de l'Angleterre. En Suède, le peuple, les milieux libéraux nous étaient dès l'origine favorables, avaient pris parti pour la Belgique, comprenaient bien l'énormité des ambitions et des prétentions germaniques, s'irritaient des compliments compromettants que Berlin faisait à la Suède, « vraiment neutre », « admirablement neutre », « solidement neutre ».

Le prestige de la force allemande pour ce pays sur lequel les penes de l'Aigle ont si longtemps projeté leur ombre, est dur à briser. Verdun, cependant, y a contribué : certains paris, en février 1916, voulaient que la

forteresse fût prise en quelques semaines, et la Suède rit encore, au bout d'une année, des parieurs trop pressés.

Surtout, les procédés courants de l'Allemagne, ses manques de parole, ses ruptures de promesses, le règne de la force dont elle se proclame la zélatrice, tout cela fait réfléchir les esprits qui songent à l'avenir de leur pays et de la civilisation. Ils souhaitent la paix, c'est entendu, et ils la souhaitent souvent avec une ardeur qui paraît sacrilège et partielle à qui poursuit les réparations du droit ; mais il ne manque pas, là-bas, de voix pour dire que l'atmosphère du monde ne reviendra respirable que si la France y reprend la place à laquelle on voit bien qu'elle a droit. Ces mêmes voix ajoutent qu'en dépit de nos deuils sanglants, et bien que soient tombés par milliers les plus nobles enfants, ces trois années de guerre nous créent une incomparable réserve de force morale...

Notre vieille réputation de mesure et de générosité, la nouvelle gloire dont nous couvre notre victorieuse défense agissent, en même temps que la Germanie se dégrade. La France paraît de tous les peuples qui ont en dépôt des parcelles vivantes de la civilisation méditerranéenne le plus digne de maintenir dans la civilisation des pays scandinaves les éléments nécessaires à une culture digne de ce nom : ils sont nombreux, les Scandinaves préoccupés de l'avenir qui sentent qu'à demander à la seule Allemagne des leçons d'organisation collective on laisserait perdre des fragments indispensables du patrimoine européen. Les Suédois enfin, que l'histoire a fait bons juges de l'endurance militaire et d'un certain « panache » ne sont pas unanimes à croire que la rude discipline et la minutieuse préparation des guerriers allemands sont les seules vertus militaires.

Quel touchant hommage, dans sa simplicité, que ce billet d'une couronne envoyé au pasteur français de Stockholm, sous une enveloppe anonyme, avec ce mot : « Pour un orphelin français de la guerre, de la part de

quelqu'un qui croit en la France. » Et cet hiver mon compatriote lorrain, M. Fernand Baldensperger, professeur à la Sorbonne, faisait à Stockholm une conférence sous ce titre : *Choses et Mots de France* dont le produit, une somme de trois mille quatre cent soixante-deux francs, était destiné aux soldats français mutilés. Je saisis l'occasion de remercier au nom de la *Fédération nationale des Mutilés*, l'éminent professeur et ses auditeurs suédois.

Dans toute la Scandinavie et même en Suède, les gens du peuple et les intellectuels sont en majorité favorables à l'Entente. Les milieux d'affaires, dont les réactions sont moins volontiers déterminées par un point de vue national, se transforment plus lentement et se rendent moins vite aux appels pathétiques de quelques clairvoyants. Dès la première heure, ces deux Danois, Joergensen, l'interprète émouvant du cycle franciscain, et Nyrop, connaisseur admirable de notre langue et des réalités qu'elle illustre, ont été des nôtres. En Norvège, Bojer, le psychologue aux pénétrantes intuitions, et le professeur Collin, juge excellent des qualités de civilisation, se sont jetés bravement dans la lutte, pour donner des points d'appui raisonnés aux sympathies de leur peuple. En Suède aussi, la France sait de quelle amitié agissante l'ont entourée des poètes, des savants, des artistes. Ellen Key, que trompe le désir de se maintenir « au-dessus de la mêlée » et qui cherche anxieusement « le terrain où se réconcilieraient les valeurs nobles de tous les camps », a du moins publié l'an dernier un livre plein de réprobation pour les méthodes guerrières des Allemands. Elle y rappelle leur enquête sur cette question : « Pourquoi sommes-nous si peu aimés à travers le monde ? »

Mon scandale, c'est qu'au milieu de tant d'intellectuels et de simples qui là-bas, comme dans le monde entier, comprennent que le sang le plus pur de la France coule pour notre salut, sans doute, mais aussi pour la libre

respiration de tous les peuples, la grande spiritualiste Selma Lagerlof demeure, me dit-on, incertaine. Quoi, cette dépositaire du génie de sa race méconnaîtrait l'immense service des soldats de la liberté ? Son œuvre est la dernière des sagas du Nord, le plus jeune des vieux chants que la lune et le ciel échangent dans les nuits d'été, sous les étoiles d'hiver, au milieu des forêts où brille l'eau glaciale des lacs romantiques. Fille de Linné et de Swedenborg, ayant hérité leur pieuse science de la nature et du surnaturel, Selma Lagerlof sait donner sur le violon de minuit le coup d'archet qui nous fait frémir. Nous ne croyons plus aux fantômes, mais l'inquiétude qui les accueillait les appelle toujours. Cette magicienne du Nord fait tournoyer sous le ciel triste des oiseaux d'or, d'argent et d'azur dont le chant nous exalte et nous attendrit. Qu'espère-t-elle de la brutale administration où la Prusse veut ployer le monde ? La morne discipline prussienne lui paraît-elle préférable ou simplement égale à la générosité qui rayonne de France ?

C'est un de ses compatriotes et qui connaît la valeur des mots qui nous a rendu ce témoignage : « En dépit des apparences, c'est dans la France irrégulière d'aujourd'hui que se trouvent les éléments les plus nobles et les plus forts d'idéalisme qui soient au monde... »

XIX

DE LA FERME AUX HALLES

L'organisation économique.

26 mars 1917.

Certainement, à cette heure, de tous les pays belligérants, c'est nous qui avons la meilleure situation écono-

mique. Elle a pourtant ses points faibles, qu'il faut connaître, parce qu'il serait dangereux de nous obstiner dans certaines maladresses.

L'autre matin, je suis allé aux Halles causer avec les hommes qui connaissent le mieux l'état de nos ressources alimentaires parisiennes. Voulez-vous que j'essaye de mettre en ordre ce qu'ils m'ont dit et que complètent mes correspondants régionaux ?

Les viandes et la volaille arrivent sur notre marché en quantité suffisante, mais avec quel retard ! Il n'est pas rare que les compagnies de chemins de fer livrent ces denrées périssables après plusieurs jours de délai. Pendant la saison d'hiver, soit ! Mais nous approchons des journées chaudes. Que les marchandises arrivent avariées, vous voyez le double danger : l'approvisionnement de Paris peut s'en trouver compromis, et compromise aussi la tranquillité de la rue.

Dans un moment où la question de l'alimentation populaire préoccupe tous les esprits, s'il arrivait quelque jour que l'on dût jeter à la voirie des quantités de viande, ne serait-ce pas un fait de nature à entraîner des conséquences graves ? Je me permets d'appeler sur ces difficultés de transport et sur leurs conséquences possibles l'attention du nouveau ministre des travaux publics, M. Desplas, qui connaît à merveille les problèmes de l'alimentation.

Au pavillon du beurre, la taxation fait fuir la marchandise. Dans les campagnes, le beurre, très réduit en quantité, est d'un revient plus coûteux. Les vaches laitières manquent de son, faute de blé ; manquent de tourteaux, faute de transports ; ont peu de foin, à cause des réquisitions. Déjà les paysannes allaient moins nombreuses au marché des villes ; la taxe est intervenue pour les en détourner. Alors c'est le triomphe du « coconier » qui achète sur place, porte sa récolte à une clientèle spéciale sans souci de la taxe, et le petit peuple est privé.

Et maintenant on commence à parler de réquisition. On en parlera peu à peu pour tous les produits. C'est le résultat d'une imprévoyance qui a démonté toute notre agriculture. Pour y voir clair, il faut descendre à des petits détails.

Parlons du blé. Le paysan se détourne du blé parce qu'il entend des rumeurs qu'on aurait dû poursuivre et qui lui disent qu'en laissant ses terres en friche, il hâtera la fin de la guerre ; parce qu'il n'obtient pas d'engrais, le peu qui en existe étant bloqué dans les gares et dans les ports ; parce que la main-d'œuvre de secours ne lui arrive qu'après que la saison est passée ; parce qu'on l'oblige à vendre son blé à 33 francs, c'est-à-dire seulement 9 francs de plus qu'avant la guerre, alors que le sarrasin, par exemple, qui valait 13 à 14 francs avant la guerre, est introuvable à 45 et 50 francs.

« Le blé qu'on nous paye 33 francs, affirment les cultivateurs, nous coûte à produire plus de 40 francs, il est acheté dans les ports 54 à 55 francs. » Là-dessus, les voilà dégoûtés.

Notre administration les aide-t-elle ? Je viens de dire que la main-d'œuvre de secours n'arrive pas à temps. Ecoutez cette lettre :

Dans le courant de février dernier, dès que j'eus connaissance des prescriptions mettant les classes 88, 89 à la disposition de l'agriculture, je réclamai au ministère, au service de la main-d'œuvre agricole, un homme qui depuis des années dirigeait mon exploitation et qui, soldat de la classe 89, était employé au service des G. V. C. Cet homme se trouvait depuis quelque temps inutilisé au petit dépôt à Amiens, en expectative d'envoi à l'agriculture et muni de son certificat agricole.

Le 2 mars, je reçus un avis favorable du ministre me disant que je serais averti par la préfecture de Nantes.

Le 6 mars, ne voyant rien venir, j'écrivis à la préfecture en joignant à ma lettre une copie de la lettre ministérielle.

Le 8 mars, le préfet me répondit qu'il n'avait rien reçu du ministre.

Aujourd'hui 15 mars, mon homme me fait savoir qu'il est toujours au dépôt comme tous les hommes de sa classe dans son cas, et qu'on ne sait que faire d'eux.

Ainsi voilà plus d'un mois que cet homme réclamé pour l'agriculture est retiré de son service, trimbalé du dépôt d'Amiens à celui de la Loire-Inférieure, consommant des rations, encombrant les casernements, à 25 kilomètres du lieu où il pourrait préparer une récolte en blé.

Et voici que l'extrême saison pour ensemençer le blé que j'avais acheté est passée. Je viens d'informer le ministre que je dois laisser retomber en friche les 80 hectares que j'avais pris à cœur de remettre en état.

Les cultivateurs se plaignent encore que les idées de l'administration varient de semaine en semaine, et soient mal concertées.

Une commission de ravitaillement, présidée par un juge, docteur en droit, mais non agriculteur, a pris sur nos coteaux où le foin est rare, 40.000 kilos de foin, au lieu de 20.000 l'an dernier. Elle en a ordonné le transport à Ancenis, 20 à 25 kilomètres pour certains, au lieu de Varades, dont la gare est encore à 12 kilomètres, et elle a payé 35 francs un foin que les paysans ont remplacé par d'autre foin acheté jusqu'à 55 francs, et qu'ils vont chercher dans la vallée de la Loire le long de la voie ferrée, où la commission eût pu le prendre tout rendu au chemin de fer. En outre, les ordres de transport furent si intelligemment donnés que plus de 30 hommes et 30 attelages furent sur la route d'Ancenis durant deux jours, soit 70 journées de main-d'œuvre et d'animaux en pleine saison de labour, certains conduisant un chargement dont le montant n'atteignait pas 30 francs. Multipliez ceci par le nombre de communes, et vous obtiendrez un coefficient approché de l'état d'esprit des gens.

On me cite plusieurs cultivateurs dont la récolte de

blé a été réquisitionnée et qui, s'étant enquis récemment de la livraison, viennent de s'entendre dire : « Comment ! vous l'avez encore ? Faites-en ce que vous voudrez. » Ils l'ont fait manger à leurs pores, parce que le grain était charançonné.

Plus ou moins vif selon les régions le mécontentement se développe. « Nous supportons la guerre sur les champs de bataille ; nous y perdons les nôtres, commencent à dire les paysans qui ne comprennent pas toujours la nécessité de mettre les ouvriers dans les manufactures, et c'est encore à nous qu'il incombe de nourrir le pays. On ne nous aide pas, on ne tient pas compte de nos difficultés et de nos frais ; on taxe nos produits de la façon la plus maladroite. Et quand nous ne sommes plus portés à produire que pour nous-mêmes, on nous menace de réquisition. Pour nourrir les autres, on veut nous enlever ce qui est notre bien propre. Et nous ne voyons pas qu'en retour on parle de réquisitionner des produits manufacturés à notre profit... »

Retenez ce dernier argument. Ces agriculteurs se plaignent de vendre à perte des denrées taxées et d'acheter 100 à 200 pour cent plus cher qu'avant la guerre des produits qui ne sont pas taxés.

J'ai tenu à faire entendre ce son de cloche (cloche d'appel et non cloche d'alarme), parce que l'immense effort unanime de la nation cherchant à harmoniser tous les cœurs serait compromis, si nos gouvernants ignoraient et laissaient s'exaspérer dans les campagnes des foyers d'irritation.

XX

L'ACTION PRODUCTRICE DE FORCES

28 mars 1917.

Une partie considérable de nos troupes sortie des tranchées ! Quelle nouvelle phase dans la guerre ! C'est le résultat de la bataille de l'été ; c'est la mesure de la terreur avec laquelle les Allemands voyaient se préparer notre nouvelle offensive.

« Ils fuient ! m'écrivit un bien cher ami. Je viens de faire derrière eux une reconnaissance de 52 kilomètres... » Et dans toutes les lettres qui nous viennent des soldats, c'est le même ton rythmé, joyeux, vigoureux. Comme ils se sentent grandis, la poitrine plus large d'avoir bondi hors des tranchées dans le vaste espace !

L'action est un tonique, le plus puissant de tous ; elle excite, vivifie nos forces. Laisser un être, une collectivité, une armée dans l'inaction, ce serait négliger et à la longue détruire la source même de son énergie. Dans une longue immobilité, les rumeurs sourdes se font accueillir, démoralisent ; ce qui est pénible dans l'hiver autant que le froid et la pluie, ce sont les longs mois durant lesquels on ne peut rien faire ; vienne un engagement heureux, et le lendemain c'est une sorte de résurrection. L'action possède une vertu en soi.

Les armées anglaises et françaises, en même temps qu'elles sauvent la liberté des nations, fournissent à tous ceux qui voudront réfléchir une incomparable leçon. Victimes encore douloureuses de notre dénûment des débuts, nous aurions pu, nos alliés et nous, être tentés d'attacher au coefficient « Matériel » une importance que

nul n'aurait traitée d'exagération. Nos soldats auraient pu manifester à tous les échelons, pour entreprendre une affaire, des exigences qui auraient conduit à l'inaction, et qui donc ne les aurait compris devant le fleuve de leur sang qui coulait ? L'histoire admirera que la France et l'Angleterre, pour ne parler que d'elles aujourd'hui, ne soient pas tombées dans l'erreur psychologique de chercher une formule mathématique, une recette de succès ; qu'elles ne se soient pas hypnotisées sur la méthode, sur le procédé infailible et passe-partout. Parlons net. Elle admirera que des troupes terrées dans les tranchées aient toujours voulu en sortir pour retrouver la guerre de mouvements.

La temporisation, les efforts admirables poursuivis pour créer des canons et des munitions nous sauvèrent. Mais nul n'a jamais attendu le succès définitif d'une accumulation de moyens matériels offensifs, auxquels s'opposeraient mécaniquement, pareillement, des moyens défensifs d'ordre semblable ; nul soldat n'a jamais laissé se former en lui l'idée que les prochains combats seront victorieux sans sacrifices. Toujours nos chefs et d'un élan naturel leurs soldats ont cru qu'à condition que tout fût prévu et préparé de ce qui peut faciliter la tâche du combattant, la marche en avant vaudrait mieux que l'immobilité sous l'effroyable bombardement.

Un exemple très clair. Pendant la bataille de Verdun, au commencement de cet épouvantable mois de juillet, un bataillon de chasseurs a complètement disparu, non qu'il ait été pris ; il fut écrasé sous le feu. Mangin déclara : « Il n'y a qu'une ressource, c'est d'attaquer, de se mêler aux Boches, de se mettre corps à corps avec eux, de se jeter dans leurs tranchées. Ils arrêteront leur feu s'ils doivent écraser les leurs en même temps que les nôtres. »

Il y a quelque chose de magnifique dans la ténacité et la patience, mais à elles seules elles ne concluent rien victorieusement. « Savoir encaisser » ; c'est une force, et

qui nous a rendu d'immenses services. C'est ainsi que la France fut sauvée. Nul ne l'oublie. Mais, à un instant, il faut que le ressort se détende. Cet instant est-il venu ? Je l'ignore. Mais tout cela, c'est l'enseignement de Nivelles.

En février 1915, le général Nivelles prend le commandement d'une division à Soissons.

— Ce n'est pas très brillant, lui dit le chef qui l'installe et lui résume la situation. Qu'allez-vous faire ?

— Eh ! je vais attaquer. C'est le seul moyen d'arrêter la pression de l'ennemi.

« Tout l'homme est dans ce mot », remarque le soldat qui rapporte ce trait dans le *Correspondant*.

L'année suivante, le 3 avril 1916, Nivelles arrive à Verdun. A cette date, vous rappelez-vous, souvent nous lisions des communiqués dans le genre de celui-ci : « Un détachement a été entouré par l'ennemi et est tombé entre ses mains. » Ou bien encore : « Une fraction ennemie a pris pied dans un élément de nos tranchées... » Le 5, le général lance un ordre : « Jamais on ne voit la riposte immédiate qui renverse les rôles, le coup de poing donné par réflexe immédiat, en riposte au coup de poing reçu. »

Doctrine très claire. Toute action est un risque. Aussi avant d'agir faut-il avoir réuni les moyens, tous les moyens possibles et mis dans son jeu les meilleures conditions matérielles. Mais on risque moins en agissant qu'en ne faisant rien. L'homme qui agit a cette supériorité sur l'autre qu'il sait ce qu'il veut et qu'une chose bien voulue est à moitié faite. L'action est créatrice de forces. L'action collective, plus que toute autre encore, fait surgir des enthousiasmes et des capacités qui s'ignoraient.

L'histoire du passé et l'expérience du présent, au dire de ceux qui connaissent l'une et l'autre et dont je me fais l'écho, sont d'accord : il y a dans une bataille une masse d'impondérables. Il y a un élément spirituel qui

transforme en échec la victoire ébauchée. Cet élément prend, le plus souvent, la figure et la voix d'un chef, dont le coup d'œil clair sait trouver le défaut ennemi, et dont le noble exemple suffit à entraîner sa troupe.

Des canons, des munitions ! C'est de l'indispensable. En outre, il faut à tous les échelons, du sous-lieutenant aux grands chefs, des hommes convaincus que la foi, l'énergie et la volonté ne cesseront jamais d'être les facteurs du succès. La victoire ne sera jamais la résultante infaillible de calculs abstraits, mais la récompense d'élan mystiques et de sacrifices acceptés.

Ces hauts faits naissent de l'action même. Ils n'apparaîtraient pas en même proportion dans l'immobilité. L'action possède une vertu en soi, disent les maîtres de l'art militaire, et c'est ce que nous disent les maîtres de la vie spirituelle. Il est frappant de rapprocher les deux doctrines. Pascal enseigne : « Il faut commencer par des actes. » Les philosophes modernes de l'action disent : « On ne marche, on n'apprend, on ne s'augmente qu'en se fermant toutes les voies sauf une et qu'en se diminuant de tout ce qu'on eût pu savoir autrement. Chaque détermination retranche une infinité d'actes possibles. Mais il faut s'engager sous peine de tout perdre. Si je n'agis pas de mon propre mouvement, il y a quelque chose hors de moi qui agit sans moi, et ce qui agit sans moi agit d'ordinaire contre moi... »

Bonne réponse des philosophes aux inquiétudes que la pédante Allemagne voudrait nous donner, quand elle commente si drôlement le recul de Hindenburg en disant à l'univers : « Vous ne savez pas ce que risquent ces Français et ces Anglais qui osent se lancer à notre poursuite. »

XXI

LES LIMITROPHES DE L'ALLEMAGNE

Propagande française à l'étranger.

30 mars 1917.

L'Allemagne est nourrie dans sa cage par ses limitrophes, par les petits pays qu'elle tient à portée de sa griffe sanglante. « Ces chers enfants, dit la Bête, en regardant le Hollandais, le Suisse, le Scandinave qui lui passent des quartiers de viande, ces chers enfants me soutiennent pour que j'aie la force de les dévorer... »

Les politiques, les philosophes et les historiens d'outre-Rhin n'ont jamais caché le plan que leur inspire un souvenir obsédant de ce que fut le Saint-Empire. Une masse germanique a été solidement reconstituée en 1870. Autour d'elle restent des fragments épars, Hollande, Belgique, Lorraine, Suisse, que tous les bons Allemands se jurent bien de s'annexer. Ils n'en resteraient pas là ; le Saint-Empire était incomplet ; il y a dans les pays baltiques, dans la Transylvanie et jusqu'au fond de la Russie, d'excellents morceaux sur lesquels d'anciennes émigrations germaniques donnent des droits à l'Allemagne. (Voir les *Documents sur le pangermanisme* réunis par Andler, et notamment les textes de Karl Lamprecht.)

On connaît en Hollande le Mannel de Daniel, professeur à l'Université de Halle, tiré à plus de deux cents éditions, qui fait figurer la Hollande, ainsi que le Dane-

mark, la Belgique, le Luxembourg et la Suisse au rang des « appendices » de l'Allemagne.

Tous les Allemands nourrissent ces rêves. Ils en nuancent de plusieurs manières l'expression. Ils orchestrent savamment leur pensée commune. Tantôt ils parlent crûment de germanisation, tantôt plus doucement de suprématie allemande, ou même de liens économiques resserrés. L'écrin des synonymes est riche. Depuis que l'Allemagne sent son prestige ébranlé dans le monde, ses agents racontent que son gouvernement et la majorité de sa population veulent résister au courant pangermaniste. C'est absolument faux, et des gens qui reviennent d'outre-Rhin me disent que, malgré le mécontentement populaire, qui est profond, tout ce qui compte là-bas est en proie à une sorte d'exaltation patriotique provoquée par les souffrances mêmes de la guerre, et voit dans un militarisme intensif le salut de l'Empire et de l'Allemagne. Le but reste le même, la tactique seule a changé.

Dès le 20 mai 1915, la ligue *Neues Vaterland* s'élevait contre l'idée d'annexions à l'Ouest. Oui, dans l'Est. Là, les populations sont habituées au régime russe. Mais des petits pays habitués à la liberté, comme la Belgique, la Suisse, la Hollande, seraient furieusement hostiles contre les exigences d'une administration allemande. Il ne s'agit pas de les germaniser, mais de les prendre sous notre tutelle.

Hier dans le *Grenzboten* du 7 mars, Bernhak propose d'entourer l'Allemagne de « marches », de pays tributaires ou de protectorats qui couvriraient l'Empire sans que l'unité de celui-ci fût compromise par l'introduction de nouvelles nationalités ayant les mêmes droits que les Allemands :

La marche occidentale serait la Belgique ou tout au moins l'Etat flamand que laissent prévoir les dernières

mesures du chancelier : la marche orientale serait d'une part la Courlande et la Lithuanie, de l'autre la Pologne dont il ne faudrait pas trop étendre les frontières et dont les forteresses resteraient entre les mains des Allemands.

Dans quelle mesure ces idées, il y a quelques années, quelques mois, trouvaient-elles un accès auprès de ceux qu'elles visaient ?

C'est assez difficile à déterminer.

La perspective pouvait-elle séduire un armateur, un négociant, un importateur de Sumatra, un grand industriel ? Certains jugeaient ils à part eux qu'un bâtiment naviguant avec le drapeau hollandais et avec la bande noire, blanche et rouge fortifierait son inviolabilité ? Dans les milieux dirigeants de la Belgique et de la Hollande, voyait-on là une possibilité donnée à de plus larges énergies ? Quelques-uns accueillaient-ils cette voix qui leur disait : « Venez avec moi, faites partie du concile » ?

En Suisse, où le sentiment national est plus fort, ce sont plutôt les milieux de banque, les hommes d'affaires, toujours préoccupés d'une plus grande extension financière, qui pouvaient être amorcés. Un négociant de Zurich, qui pour placer sa marchandise pourrait se recommander de l'Empire d'Allemagne, n'aurait-il pas de ce fait une corde de plus à son arc ?

L'un des plus gros manieurs d'affaires de Hollande, M. Krøeller, armateur, financier, industriel, disait au cours de l'année 1916 à M. Maurice Gandolphe qui le rapporte dans la *Revue des Deux Mondes* du 1^{er} septembre 1916 :

« — Comment voulez-vous que je garde une opinion sur la guerre d'Europe ? J'ai des comptoirs à Paris, à Londres, à Saint-Petersbourg, à Alger, à Alexandrie, d'importantes affaires au Maroc et en Silésie. Seulement, j'ai aussi des comptoirs à Emden, à Constantinople, à

Liège, à Anvers, des usines à Varsovie. Si vous voulez mon sentiment personnel, je vous dirai que j'achète des tableaux français et que je voudrais passer l'été à Fontainebleau, mais ça n'a rien à voir avec les affaires : les affaires sont où elles sont et je suis bien obligé d'y être avec elles... Les affaires de la Hollande sont partout... Notre commerce est l'histoire de notre passé ; je crois qu'il doit être aussi l'histoire de notre avenir... »

Un tel état d'esprit nous conduit à une sorte de patriotisme qui, avec toutes les différences que vous voudrez, ressemble assez à celui de la vieille Provence se satisfaisant par le génie de Mistral, ou bien à celui de la vieille Lorraine se groupant dans les couarails des petites villes et dans les sociétés archéologiques. C'est un attachement à certaines mœurs, à certains usages. Il est des pays où porter une santé proprement, c'est d'une valeur rituelle.

Il n'y a pas longtemps qu'un Danois pourtant franco-phile disait à quelqu'un qui me le rapporte : « Le passage de la tribu à la nation a dû se faire avec beaucoup de douleur aussi. Et pourtant la tribu n'a pas gardé rancune à la nation. Qui sait vers quelle forme plus vaste nous évoluons en ce moment ? »

Dans cet état d'esprit dû aux nécessités de la vie économique et qu'on voulait appeler « l'esprit européen », c'était un grand problème de savoir si les réactions naturelles étaient possibles. Ces gens qui ne devaient pas grand'chose à la nation, qui n'avaient pas le service obligatoire, qui se donnaient tout à la vie économique, qui s'abandonnaient à la commodité des relations, au commerce mondial, qui cherchaient leur pain ou leur luxe partout où on pouvait le leur offrir, ils se sont dressés.

L'emprise allemande a été rompue par la manière même dont les Allemands manifestaient leur volonté de s'imposer.

J'approfondis le débat. Je ne veux pas dire seulement que les limitrophes eurent à frémir de ce premier traitement que la Germanie, comme don de joyeux avènement, infligea à la Belgique sanglante. C'est la force même de l'Empire qui après avoir rendu, aux yeux de quelques-uns, le pacte désirable, le rendit indésirable. Quand le fiancé se développa dans toute son ampleur, il parut trop gigantesque à toutes ses promesses. Cette fournaise eût fait se dissoudre au milieu de l'Allemagne des Etats comme la Hollande et les cantons suisses. En se montrant aux limitrophes dans sa brutale réalité, le Boche monstrueux les a obligés à se contracter. Ils se sont retrouvés vivants comme jamais. C'est sous le poignard qu'ils ont bondi ; c'est la pointe même du fer qui les a mis debout et terriblement réveillés dans l'ombre du mancenillier.

Il est probable que pour un historien de l'avenir, ce sera la résistance de la France qui aura donné l'exemple. Pourtant les vertus indigènes des limitrophes joueront un grand rôle. Ces petits pays ont des éléments constitutants communs avec l'Allemagne, mais ils en ont de si différents et de si fiers qu'ils constituent chacun une nationalité. Nous avons dit à plusieurs reprises notre amitié pour tant d'esprits généreux que nous voyons tournés vers nous dans les pays scandinaves. Comment songer à la Hollande sans voir le *Christ aux cent florins* de Rembrandt ; le Sauveur des hommes est debout dans une cave d'Amsterdam, enveloppé d'une clarté surnaturelle ; de gros bourgeois, des marchands le regardent avec une insolente indifférence, mais autour de lui se pressent ceux qui ont souffert et ceux à qui s'impose la supériorité morale. Les vertus des armées françaises, la supériorité de ceux qui donnent leur sang pour la liberté du monde, se sont fait reconnaître au milieu de la Hollande « neutrale ».

Nous savons avec quelle générosité indignée les Hol-

landais ont accueilli les Belges martyrs arrivant par centaines de mille; comment M. Voute et ses amis, en quelques semaines, ont réuni 500.000 francs pour hospitaliser les petits enfants de France évacués du Nord. Et presque chaque jour je passe auprès de « l'hôpital néerlandais du Pré Catelan », organisé par le chirurgien Hector Treub, avec les dons de ses compatriotes. Et qui de nous ignore le courageux Raemaekers et ses camarades Van der Hem, Albert de Hahn, Jean Sluyters, qui expriment quotidiennement leur mépris pour les Boches, ou bien encore les peintres graveurs Ph. Zilcken, Bauer, qui s'attachent à faire connaître notre art.

Nos blessés nous disent chaque jour comment la Suisse les a reçus d'Allemagne à bras ouverts en criant : Vive la France ! Nous savons tout ce que la grande cause doit au puissant poète Spitteller, dont le courageux discours a eu une grande influence sur l'opinion de la Suisse allemande ; au professeur Ragaz, dont les articles dans le *Wissen und Leben* et les conférences ont démasqué le danger intellectuel que l'Allemagne faisait courir à la Suisse ; à Maurice Millioud, directeur de la *Revue Universelle*, au colonel Secretan, au colonel Feyler, à Alexis François, de la *Semaine Littéraire*, à Philippe Godet, professeur à l'Université de Neuchâtel... Pourquoi me priverais-je du plaisir de saluer ici ces esprits fiers et indépendants, et parmi les artistes, Jacques Dalcroze, qui n'a pas hésité à sacrifier sa situation en Allemagne pour signer la protestation contre le bombardement de Reims ?

Une noble figure se présente avec plus de force à l'esprit de tous les lecteurs et ils veulent que nous lui rendions en passant notre hommage de haute estime et de gratitude. En janvier 1911, Albert Bonnard écrivait : « Tout ce que je sais de l'Allemagne actuelle la montre accumulant ses forces pour briser tout ce qui s'oppose à

ses ambitions mondiales... » Les Allemands prétendent qu'Albert Bonnard, par son action sur les cantons français, a rompu l'unité de la Suisse. L'histoire dira que ce bon citoyen a aidé sa patrie à accomplir la contraction nécessaire. Elle ajoutera que l'ennemie de l'Allemagne fut l'Allemagne elle-même.

J'ai un texte. Il me vient d'un homme éminent que je ne me permets pas de citer et qui voudra bien m'excuser de produire son témoignage mémorable :

10 février 1917.

Oui, certes, je suis un ami de la France, et de tout cœur. Mais si vous saviez de combien fraîche date ! Ce n'est pas vous qui me blâmez d'être de mon pays et d'adorer mon coin de terre. Or, sachez que les Genevois de vieille roche n'avaient, jusqu'à la guerre, qu'une sympathie très mitigée pour leurs voisins d'au delà du Jura. Rancune historique ! Le Directoire nous avait confisqués, l'Empire nous avait opprimés et lourdement avait exigé de nous l'impôt du sang. Et nous n'avions jamais oublié ; les calvinistes ont la dent dure.

J'ai presque honte de le dire aujourd'hui, j'étais devenu quasiment Boche. Que voulez-vous, j'avais étudié là-bas, j'y comptais des amis et des maîtres, et j'étais resté assez naïf pour croire en leur droiture. Mais en août 1914, quand leur horde envahit et saccagea la petite Belgique, quel réveil et quel dégoût ! Et pourtant, même à ce moment-là, j'avoue que je me sentais plutôt anti-allemand que pro-français. Mais, dès lors, vous avez fait de si grandes choses, vous avez mis au jour tant de vertus méconnues, et si prodigieux a été votre effort, que vous avez conquis le monde. Comment ne pas vous aimer ? Oui, mon âme de latin vibre à l'unisson de la vôtre, et c'est de toute cette âme que je crie, comme j'ai crié à Reims devant la merveille mutilée : « Vive la France ! »

Pardon de vous infliger cette histoire d'une conversion. Il m'a paru que je vous devais une entière franchise.

Quelle belle page ! Cette déclaration, que signeraient des neutres par centaines de milliers, nous montre comment la France a libéré l'imagination universelle. En vain l'Allemagne, depuis trois ans, tire en l'honneur de ses victoires quasi autant de coups de canon qu'elle en tire sur nos armées, le monde s'est repris de la hantise allemande. Peut-on dire que la vertu de la France ait seule agi ? Non, il y eut aussi la hideur morale de cette Germanie acharnée à terroriser l'univers.

La France aime tous les peuples. Quand elle verse, depuis trois années, pour sa liberté et pour la leur, le sang le plus pur de sa race, elle n'attend d'eux que leur amitié. On a pu sourire jadis, car nous désirions tant d'être aimés qu'il est arrivé parfois que nous avons paru infatués. Parfois nous avons cru d'une manière excessive que le monde nous regardait, mais c'est vrai maintenant, la terre et le ciel admirent nos soldats qui, dans leur atroce destinée, trouvent du courage à penser qu'ils souffrent pour la délivrance du monde. Vous savez le grand mot qu'un soldat de Verdun a dit. Il l'a dit à un Suisse, à Benjamin Vallotton, esprit sérieux et noble, digne de recueillir une telle déclaration. Ce simple soldat a dit : « Nous voulons qu'il y ait encore de la gentillesse dans le monde. »

Gentillesse, c'est un vieux mot qui désigne les qualités courtoises et nobles qui font que la vie vaut la peine d'être vécue. En rétablissant l'équilibre entre les divers génies qui ont le droit de se développer sous le ciel, nos soldats garantissent l'indépendance économique et morale des neutres ; ils sauvent l'humanité d'un esclavage matériel et spirituel qui eût dégradé toutes les existences. Ils sauvent d'abord les limitrophes.

XXII

POURQUOI LES ALLEMANDS
SE DEROBENT A LA BATAILLE

2 avril 1917.

La *Koelnische Volkszeitung* du 25 mars dit solennellement : « La mesure prise par Hindenburg et Ludendorff donne à nos ennemis une énigme à résoudre... »

Le mot de l'énigme est facile à trouver. On ne peut vraiment pas interpréter comme une manifestation de force un recul de 50 kilomètres en face d'une armée qui attaque. En vain le gouvernement allemand envoie-t-il ses radios célébrer à travers le monde la manœuvre géniale d'Hindenburg. L'aveu des faits est plus fort que tous les télégrammes, et c'est un aveu de faiblesse.

Les Allemands se retirent parce qu'ils ne veulent, ni ne peuvent renouveler l'effroyable expérience que fut pour eux la bataille de la Somme. Ils ont été obligés d'y engager toute leur armée. Je dis *toute*. Sur 128 divisions qui composent leurs forces du front occidental, 113 ont défilé sous le marteau-pilon de notre artillerie et de nos troupes de choc. Au bout de six à sept jours, il leur fallait relever chacune de leurs divisions. Et Dieu sait les pertes qu'ils ont éprouvées ! Quand ils ont vu que c'était à recommencer, dans des conditions encore plus cruelles, parce que notre armement et celui des Anglais n'ont pas cessé de se multiplier, ils ont décidé de se dérober à cette grosse partie.

« A en croire les prisonniers, écrit le *Times*, le moral

des troupes allemandes ne serait pas satisfaisant. Quand leurs chefs décidèrent de reprendre Beaumetz, ils demandèrent des volontaires. Personne ne répondit à l'appel. Deux compagnies reçurent l'ordre d'attaquer ; elles échouèrent et perdirent la moitié de leurs effectifs. » (*Times* du 27 mars.) Des habitants de, arrivés à Paris, racontent que dans ces derniers temps ils ont vu souvent passer des troupes entières, menottes aux poignets, qui avaient refusé de marcher.

J'ai entendu plusieurs personnes se demander : Pourquoi avons-nous laissé se décrocher si facilement les Allemands qui étaient devant nous ?

Nous n'avons pas été surpris. Par les prisonniers et par les aviateurs, le commandement français et anglais savait que les ennemis organisaient leur recul, il n'en savait pas la date, il en savait la préparation. Mais les Allemands avaient laissé dans leurs premières lignes à peu près 25 hommes et un officier par bataillon. Des hommes derrière des réseaux de fils de fer avec des mitrailleuses et des fusils mitrailleurs. Et derrière ce rideau protecteur, à la faveur de la nuit, ils ont gagné du champ. Rien de plus aisé. Nous de même à Gallipoli, devant les Turcs, nous nous sommes retirés avec une grande facilité. Certes nous pouvions mener sur ces tranchées allemandes de première ligne une attaque très vigoureuse. Moyennant une puissante préparation d'artillerie, nous aurions pu prendre deux mille hommes et deux ou trois batteries. Mais pour ce maigre résultat convenait-il de brûler ce qu'une attaque de grand style exige de munitions ? Nous réservons notre effort pour des résultats plus décisifs.

Pourtant nous n'avons pas lâché le contact. C'est au nord de Soissons que se trouve le pivot de tout le mouvement de recul des troupes allemandes, le point où leur système de tranchées nouvelles, allant d'un côté vers le nord, de l'autre vers l'est, se soudera en dessinant un

angle droit. Eh bien ! là déjà, les plans allemands semblent avoir subi une réelle bousculade. Nos fantassins n'ont pas cessé d'avancer. Depuis plusieurs jours, le nord-est de Soissons est un champ de bataille. Appuyé par des tirs d'artillerie de campagne et d'artillerie lourde, l'ennemi a essayé à plusieurs reprises de nous arracher nos nouvelles positions. C'est bien la preuve que là nous avons dépassé la zone qu'il avait décidé d'abandonner.

Disons-le en passant, la physionomie de ces combats est toute nouvelle. Ce n'est plus la guerre de 1914, c'est encore moins la guerre de tranchées, et enfin c'est autre chose que cette bataille de la Somme dont les Allemands fuient la reprise. Sans doute, à l'arrière, le spectacle est toujours pareil : va-et-vient de sections d'artillerie et de cuisines roulantes, parcs de chevaux au repos, entrepôts d'obus hâtivement formés à pied d'œuvre. Mais sur la ligne de combat, quel mécanisme souple, varié, à la fois prudent et hardi ! Restes de tranchées, débris de villages, chemins creux, boqueteaux, notre infanterie sait tout utiliser à merveille, aujourd'hui, soit pour avancer, soit pour s'organiser en quelques heures contre un retour offensif, soit pour s'abriter contre les obus, soit pour se couvrir contre les yeux explorateurs des avions. Fantassins, fusiliers-mitrailleurs, mitrailleurs, chacun maintenant connaît sa tâche mieux que jamais, et possède en soi le sentiment très vif de dominer le soldat ennemi.

Cet état de choses et cette légitime confiance que notre armée a prise en elle-même enlèvent une partie de sa valeur à la question que l'on pose généralement : « Que veulent faire les Allemands ? » Veulent-ils se maintenir sur leurs positions actuelles ? Veulent-ils dans quelque temps se replier encore davantage ? Il est à croire que ce ne sont pas eux qui en décideront.

Les opérations ne vont pas se localiser dans la région qui vient d'être évacuée, et des batailles formidables sont

possibles d'un instant à l'autre de par la volonté des Français et des Anglais.

On avait cru un instant que les Allemands attaqueraient sur Calais. Mais ils viennent d'augmenter d'eux-mêmes le plan d'eau qui sépare les deux armées. Iront-ils sur l'Italie ? C'est possible. Le certain, je le répète, c'est que, s'ils demeurent libres d'agir à leur idée, ils se dérobent à jouer la grosse partie sur le front de France.

Ils rompent sous notre pression.
 Ils multiplieront ce que notre gouvernement vient à juste titre de qualifier de « crimes de droit commun ». Ces crimes sont en même temps des fautes de jugement ; les Allemands croient démoraliser l'opinion publique française et nous décider à nous courber sous le joug ! Ils ne font que donner au pays une résolution plus implacable d'aller jusqu'au bout. Ils nous obligent à tenir jusqu'à une victoire qui les contraigne eux-mêmes à relever nos ruines, à indemniser leurs victimes et à subir leur châtimeut.

Une phrase du *Berliner Tageblatt* est bien révélatrice. Après avoir décrit longuement, avec une joie de cannibale, le désert que les Allemands laissent derrière eux, après s'être écrié : « Pauvre diable d'habitant, cherche ta maison maintenant ! » le journal conclut : « Ah ! si l'on pouvait voir ce spectacle de Paris ! Si de toutes les fenêtres du boulevard, on pouvait voir cette terrible guerre !... »

Pourtant, si misérable que se soit montrée depuis trois années la perspicacité psychologique de ces Boches, qui n'ont su qu'allumer contre eux la haine et le mépris de l'univers, j'imagine que leur principal espoir n'est pas de nous démoraliser. Leur principal espoir, ils le mettent dans la guerre sous-marine. Ils se dérobent à des rencontres où ils se sentent désormais inférieurs, et ils comptent nous réduire par le blocus.

Eh bien ! leur blocus échoue.

Vous avez vu les statistiques hebdomadaires. En gros, le nombre des bâtiments intéressants, c'est-à-dire de seize cents tonnes, anglais ou français, qui ont été coulés est minime, par rapport au tonnage total qui entre dans les ports. Il oscille entre 2 et 3 pour 1.000. Les Allemands nous causent une gêne, mais n'obtiennent pas un résultat décisif. Dès aujourd'hui leur déception est grande. Mais qu'est-ce qu'elle va être demain, quand l'Amérique va entrer dans l'action avec son immense flotte commerciale et avec les bateaux boches qu'elle détient dans ses ports ?

XXIII

QUE PEUT NOUS DONNER L'AMÉRIQUE ?

4 avril 1917.

« Je demande au Congrès..., d'employer toutes les ressources nationales pour terminer la guerre victorieusement. » Ainsi s'exprime le président Wilson.

Et de suite, nous nous demandons : « Que peut nous donner l'Amérique ? Que souhaitons-nous qu'elle nous fournisse pour augmenter notre puissance d'action ? »

Le Congrès vote le service obligatoire et va lever une armée de 500.000 hommes. D'après le projet Chamberlain, qui a été l'objet d'un rapport favorable au Sénat, tous les jeunes Américains physiquement aptes feront six mois d'entraînement militaire intensif au cours de leur dix-neuvième année, et serviront jusqu'à vingt-huit ans dans la réserve. Mais, à cette heure, il n'y a ni effectifs ni matériel. « Notre armée représente à peine quatre divisions. Nous avons moins de soldats que la Suisse ».

impriment les journaux d'Amérique, et ils ajoutent : « Nous manquons d'artillerie lourde, de mitrailleuses, de tracteurs, de chevaux, d'outils de tranchées. »

Ne nous leurrions pas ; rappelons nous ce qu'il fallut de temps à cette admirable Angleterre pour mettre en ligne son armée d'aujourd'hui, instruite, équipée, aguerrie, composée des éléments les plus solides de la race, prête à toutes les tâches et désireuse de montrer sa puissance. Ce splendide apport fut le fruit de deux longues années.

Immédiatement un Roosevelt, à la tête de 30.000 volontaires, peut venir se mettre à la disposition des généraux de l'Entente, et déployer sur nos champs de bataille le drapeau étoilé de l'Union. Ce sera un symbole grandiose que nous accueillerons avec enthousiasme. Oui, ce grand geste frappera l'imagination universelle. Mais en même temps, à l'Amérique, avant ses lentes et puissantes armées, nous demandons des équipes de travailleurs et de spécialistes.

Je suis sûr de parler juste en disant que ce n'est pas de combattants que nous manquons sur le front anglo-français. Nous y sommes un million de plus que les Allemands. Ce million manifestera sa supériorité dans la mesure où il sera armé industriellement. Ce qu'il nous faut, plutôt que des hommes maniant le fusil, ce sont des travailleurs armés de pelles, de pioches, de foreuses et d'excavateurs.

Les Américains peuvent nous donner immédiatement 500.000 travailleurs. Et qu'il y ait parmi eux 25.000 spécialistes, capables d'établir des voies nouvelles, des réseaux télégraphiques et téléphoniques, des sapes, des mines, tout l'immense aménagement de la guerre moderne, quelle contribution à la victoire !

Quel remède aussi à la gêne économique dont s'inquiètent justement tous ceux qui parmi nous savent prévoir !

On a mobilisé dans les usines des praticiens, c'est bien ; parfois, avec d'injustifiables complaisances. Considérez que l'agriculture fournit la première des munitions. On cherche la bonne réglementation ; il faut avant tout de la surproduction. Comment sommes-nous en train de l'organiser ? On crée des équipes scolaires. J'applaudis leur bonne volonté, et je vous laisse mesurer leur utilité. On essaye de planter des pommes de terre dans des parcs et des jardins publics, qui ne donneront rien de bon. alors que dans nos plaines, faute de main-d'œuvre, on abandonne d'immenses terrains productifs. Que faudrait-il ? Rendre à l'agriculture des hommes du métier. On n'improvise pas plus un cultivateur qu'un chimiste ou un mécanicien. Le renvoi à leurs foyers des classes 88 et 89 est très insuffisant. L'urgent serait de mobiliser chez eux des cultivateurs des vieilles classes, au moins de la réserve territoriale.

C'est au gouvernement d'étudier avec le grand commandement ces résolutions. Comme elles seraient facilitées par la venue de jeunes travailleurs américains se substituant à nos « pépères » dans les travaux militaires qui, de mois en mois, avec les nouvelles méthodes de la guerre industrialisée, accaparent plus de soldats.

Un second point où l'Amérique immédiatement et puissamment peut servir l'Entente, c'est en mettant au service de la civilisation anti-boche les vaisseaux mêmes des Boches. Ce que l'Allemagne a cherché avant tout jusqu'à ces derniers jours, c'est la sécurité et puis au moins l'immobilité de sa belle flotte de commerce internée dans les ports américains. Le 31 janvier, l'ambassadeur Bernstorff transmettait aux marins allemands un ordre général du gouvernement impérial leur enjoignant de saboter les machines de leurs navires. Le capitaine Polack, commandant la *Kronprinzessin-Cecilie*, a avoué au tribunal de Boston avoir fait saboter ses machines dans la nuit du 31 janvier au 1^{er} février, en

découpant des pièces d'acier d'un mètre de long dans tous les cylindres. Quel est le nombre des vaisseaux ainsi sabotés ? Les plus endommagés sont mis hors d'état de prendre la mer avant six mois ou un an, mais leurs capitaines se sont bien gardés de les détruire, car la crise pouvait passer, et les Allemands cherchant à s'appuyer sur le traité de 1828 croyaient que la saisie n'était même pas certaine en cas de guerre. C'est maintenant qu'ils vont mesurer leurs illusions. C'est maintenant qu'ils vont apprécier la clairvoyance d'Antoine Grillinger, ouvrier charpentier en Alsace, qu'ils ont condamné à vingt mois de prison pour avoir affiché un manifeste signé Guillaume et intitulé : « A mon peuple vénéré et idiot. »

Le nombre de ces vaisseaux boches internés dans les ports américains, et qui déjà sont en réparation, peut être estimé au moins à un demi-million de tonnes. Que les Républiques de l'Amérique du Sud suivent le même exemple, cela fera en tout un million de tonnes. Jugez si la gêne que nous cause le blocus allemand en va être allégée !

Le trésor d'argent et de ressources que les Etats-Unis offrent pour la défense des libertés du monde est colossal. Il faut que les Alliés sachent s'en servir. « L'état de notre trésorerie, vient de proclamer le président Wilson, se chiffre par quinze milliards sept cent soixante-neuf millions de francs... » (Et mon calcul est faux dans les proportions que l'on peut juger, puisque je compte le dollar à 5 fr 18, sans tenir compte du change.) Le *New-York Herald* du 9 février pouvait écrire : « Notre pays est plus riche que jamais, et possède le tiers de l'or du monde, et des valeurs étrangères à profusion. » Dès le 13 février, la Chambre américaine ayant constaté l'insuffisance de sa flotte de guerre, a voté 300 millions de dollars, ce qui est le plus gros budget naval de l'histoire des Etats-Unis. Les associations de tous genres et les grandes compagnies industrielles et commerciales se mettent à la disposition du

gouvernement. La Croix-Rouge offre cinq mille infirmières. Les étudiants se présentent en corps. La *Society of Engineers* donne à l'armée des officiers spécialistes pour les corps techniques. La *United States Steel Corporation* se fait fort de dépasser d'un tiers à elle seule toute la production métallurgique de l'Allemagne. Ford déclare qu'il pourra construire mille sous-marins...

C'est une mobilisation générale des ressources économiques des Etats-Unis, les plus étendues qui soient au monde. A nos dirigeants de répondre aux vœux de nos nouveaux alliés, qui demandent qu'appuyés sur notre expérience tragique, nous leur indiquions le concours le plus pressant qu'ils doivent nous fournir.

On aimerait que notre fameux comité de guerre donnât aujourd'hui la mesure de sa science et de son jugement. Est-il doublé du bureau d'études qu'il lui faudrait? A-t-il pour le conseiller des militaires haut placés, des industriels, des diplomates, des financiers? Savons-nous clairement ce que sur l'heure nous devons demander de positif au grand peuple qui veut nous servir, comme jadis nous l'avons servi?

XXIV

LA PASSION ET LA RÉSURRECTION DES ÉGLISES

Les Églises mutilées.

6 avril 1917.

Dans les superbes messages que la nation française, par la voix du président de la République, du président du conseil, du président de la Chambre et du président

du Sénat, adresse à la grande République américaine, je note au passage, entre vingt pensées que l'on voudrait commenter, l'hommage que Deschanel adresse à nos églises dont les blessures contribuent à soulever d'indignation l'univers...

Cette question des églises ruinées, mutilées, tombées au champ d'honneur, c'est un chapitre important de la réparation des dommages dans les régions envahies. Nos lecteurs la connaissent bien. Ils ont envoyé de magnifiques offrandes à l'*Œuvre des églises dévastées* que je leur ai présentée lors de sa fondation. Le mot si juste de Deschanel qui voit clair dans la conscience américaine, la progression de nos troupes, la fête de Pâques que voici, tout m'engage à revenir sur cette passion de nos cathédrales et petites églises qui doivent ressusciter.

L'*Œuvre des églises dévastées* (on peut adresser les souscriptions au 175 du boulevard Saint-Germain) s'est étendue à toute la France. On a compris partout qu'elle était d'un intérêt immédiat. Il n'y a pas un coin du pays où elle n'ait été connue, comprise et d'où quelque générosité ne lui soit venue. En décembre, à Lyon, un auditoire immense acclamait Henry Cochin. Ce fut vraiment beau, émouvant, me dit un témoin. Et certes l'organisation de l'œuvre dans Lyon, dans cet antique foyer de vie intellectuelle et morale, dans ce centre de bienfaisance, est de grand résultat. « Lyon, ce règne de l'âme mystique et pratique », disait Michelet ; « ce domaine de l'enthousiasme pratique », reprenait Edouard Aynard.

Plusieurs centaines de villages appelaient au secours. Nous avons pu dire au début que c'était l'œuvre de la bataille de la Marne. Notre aide alla d'abord aux villages libérés par la première victoire, aux villages de Lorraine, de Champagne, de l'Ile-de-France, de l'Artois, de la Flandre, aux libérés complets et à ceux qui vivent encore sous le feu de l'ennemi. Que de faits magnifiques nous

avons recueillis parmi ces fidèles groupés avec leurs prêtres sous l'humble porche ! Au pays d'Armentières, où il n'y a pas une église qui n'ait été atteinte, les deux curés d'Houplines ont été tués. Et comment ! L'un d'eux tombe au seuil de son église au moment où il allait chercher le Saint Sacrement. Son doyen est venu sur ses pas ; il trouve le ciboire intact sous les décombres de l'autel et va dans une chapelle voisine chanter le *Salut* avec ce ciboire glorieux.

En février, on évaluait à trois mille cinq cents le nombre des églises ou chapelles atteintes par la guerre. Nous n'avons pu les secourir que partiellement, insuffisamment, suivant nos ressources, que nous ne pouvions ni ne devons dépenser en un jour, car nous songions aux besoins qui allaient augmenter quand la marche en avant, interrompue depuis la bataille de la Marne, reprendrait.

Nos succès de Picardie et le recul d'Hindenburg dégagent des centaines de nouveaux villages qu'il va falloir faire revivre, et la tâche de l'*Oeuvre*, c'est d'aller au centre de l'agglomération, au plus gros tas des ruines, et d'y redresser, vaille que vaille, sous un pan de mur, un autel au Dieu de l'Évangile, à Celui qui, sur la Croix, est le cœur de notre civilisation.

Odin est en fuite ; Attila recule en dévastant et brûlant une fois de plus la terre des Gaules. Les Allemands avaient entrepris une véritable croisade pour faire triompher un nouveau type d'humanité et l'imposer aux nations. Une lutte spirituelle d'une importance sans égale, un combat des dieux, double cet effroyable carnage industriel, et la grandeur avec laquelle se manifeste l'esprit de la France est pour beaucoup dans l'adhésion que nous apporte l'univers. Derrière Odin, que chassent nos soldats, s'avance la civilisation née d'Athènes, de Rome et de l'Évangile.

Comme l'histoire donne d'insuffisantes analogies ! On nous ressasse les oreilles de ce nom : « Les Huns. » Quelle

fausse comparaison ! Pauvres diables de barbares ! Avec quelle innocente férocité ils devaient « taper dans le tas », sans méthode, sans savoir. Que de choses restaient debout après eux ! Qu'est-ce que leur brutalité a donc à voir avec cette entreprise de destruction organisée par des « culturaux », avec ce travail de professeurs ?

L'un de ces Allemands écrit :

Devons-nous nous affecter en présence de la haine que nous portent les autres peuples ? Oui, si nous sentions, si nous étions obligés de nous dire que nous la méritons. Mais ce que nous sentons, c'est que si nous avons encouru bien des reproches, nous ne sommes point coupables de ce qui précisément excite la haine contre nous. Nous ne sommes pas des barbares, des perturbateurs de la paix, des conquérants de l'univers. Nous ne sommes pas un peuple d'esclaves gouverné despotiquement, nous ne sommes pas un danger pour la civilisation, le rebut du genre humain !...

Ah ! vraiment, qu'êtes-vous donc, Prussiens ?

Le Prussien secoue sa grosse tête déjà rongée par l'inquiétude et cherche à se donner du cœur :

Quand on nous jette ces reproches à la tête, nous avons bien le droit d'en être effrayés un instant ; mais, sûrs de notre innocence, nous pouvons froidement nous détourner et dédaigner tous ces mensonges. Notre force est en nous et notre chemin devant nous : allons de l'avant sans nous soucier de ce que les autres peuples peuvent penser, dire et inventer. La haine des peuples n'est qu'une illusion, un fantôme...

Ainsi pense et parle le peuple immonde, qui ne tiendra pour une réalité que le châtiment qu'il est appelé à recevoir... De ce châtiment, a-t-il quelque pressentiment ? On est disposé à le croire quand on les voit faire leur examen de conscience :

... Si les peuples sont disposés à accueillir cette idée

mensongère et odieuse de notre barbarie, de notre despotisme, c'est à nous-mêmes, au moins dans une certaine mesure, que nous devons l'imputer. Nous avons commis une grave négligence, lorsque nous nous sommes dispensés de nous montrer aux autres peuples par nos beaux côtés...

Inutile d'aller plus loin. Quels prodigieux imbéciles ! L'article est signé H. von Wolzagen dans la *Deutsche Tages Zeitung* du 26 mars 1917.

En se retirant, ces Allemands prussianisés entourent leurs chefs avec des sentiments d'animaux : ils ne jugent pas, ils obéissent. Leur pédantisme et leur alcoolisme ont contribué à les mettre dans un état si misérable qu'ils ne peuvent plus recevoir la leçon du réel, l'honnête leçon de la vie ; ils ne s'émeuvent plus par le cœur ; chez de tels automates, nul frisson d'humanité. Ils étaient venus chez nous pour nous « organiser », pour faire de la France « un immense atelier » où nous aurions eu l'honneur d'être leurs esclaves sous leur fouet. Et comment ce « peuple élu » justifiait-il sa « mission supérieure » ? Ce qu'ils pensent, ce qu'ils sentent, on le reconnaît à l'ouvrage qu'ils viennent d'accomplir. Ces « infernales créatures de l'esprit du mal », voilà ce que produit leur âme quand elle se met en mouvement, quand elle passe à l'action. « Mensonge, parjure, assassinats, profanations, rapt, esclavage », l'effroyable désert qu'ils ont créé dans les beaux pays de France ressemble à leurs âmes, comme le poème ressemble au poète et le crime à l'assassin.

Dans le dernier numéro de l'*Illustration*, je vois la saisissante photographie d'une église démolie à dessein par les misérables. Tout un clocher est tombé d'une pièce avec l'horloge arrêtée à l'heure fatale. C'est un terrible et admirable symbole. Ils arrêtaient la vie, suspendaient le temps, créaient l'immobilité du désert.

Le Dieu de la Germanie s'enfuit avec Hindenburg,

en nous laissant ses traces à haïr. Derrière lui nous relèverons avec un redoublement d'affection le Dieu de nos pères. Notre union se fait, croyants et incroyants, autour des principes qu'on enseigne et qu'on vénère dans ses temples.

Quand Robert André-Michel, qui allait mourir pour la France, apprit l'incendie de Reims, il écrivit à son père : « Ah ! je voudrais venger Reims ! » C'était un protestant, mais tous ensemble nous avons construit nos cathédrales et nos petites églises. Elles renferment, elles proclament le secret de notre race. Au soir d'une belle journée de septembre, le même soldat était assis dans le transept méridional de la cathédrale de Soissons, et rêvant sur lui-même et sur ce parfait chef-d'œuvre de notre art français, déjà entamé par les obus prussiens, il notait sur son carnet : « C'est la France elle-même qui nous offre toute sa beauté et nous montre ses blessures, pour mieux exalter nos courages. » Et la veille de sa mort, ce jeune savant héroïque donnait la définition parfaite du patriotisme, celle-là même qu'enseignait Déroulède : « Le patriotisme, ce n'est ni le mépris, ni l'ignorance, ni la haine de l'étranger ; c'est le désir de voir son pays réaliser tout son destin, épanouir tout son génie. » (Lettre du 12 octobre 1914, veille du combat de Crouy, Aisne.)

Pour que la France épanouisse tout son génie et accomplisse sa destinée, il faut qu'au centre des villages continue de se dresser la haute maison qui proclame et transmet de générations en générations les notions d'honneur, de justice, de bonté qui nous constituent essentiellement. Tous, d'instinct, nous le sentons : au milieu des épreuves et des espérances, on eût éprouvé un mécontentement général et je puis dire un sentiment de honte, si les basses injures de la veille contre les églises avaient persisté.

Vainement, le 17 octobre dernier, un affreux grogne-

ment se produisit sous la forme d'un amendement qui voulait que « les églises reconstruites ne fussent pas obligatoirement rendues à leur destination antérieure ». Le complot échoua devant la belle et honnête déclaration de M. Desplas, rapporteur de la loi sur la réparation des dommages de guerre : « Les dommages causés aux édifices du culte nous sont aussi sensibles que tous les autres. Ceux de nos concitoyens qui ont été atteints dans les édifices de leur culte nous semblent aussi dignes d'intérêt que les autres victimes suppliciées par les laits de guerre. » Et l'article 9 qui a été voté est précis : « S'il s'agit de monuments artistiques ou culturels, l'indemnité consistera dans les sommes nécessaires à la reconstruction d'un immeuble approprié devant servir au même usage que l'immeuble détruit, présentant la même importance pratique et les mêmes garanties de durée. » Enfin je sais que la commission des monuments historiques va classer toutes les églises et chapelles qui ont eu l'honneur de subir les outrages du Boche et qu'elles seront rappelées à la vie, avec amour et science, sous la surveillance d'hommes qu'anime la piété nationale, l'Etat faisant les frais pour un tiers et le département pour les deux autres tiers.

Aussi bien dans tout le pays, sur cette grande question, c'est bonne volonté, souci d'oublier les querelles, esprit de concession, recherche ingénieuse des solutions acceptables pour tous. Vous souvient-il du village de Bornel ? Avant la guerre, on s'y battait autour de l'église. Les Prussiens ont mis tout le monde d'accord. J'avais entendu parler d'une heureuse solution. Je me suis informé auprès du curé. Il m'a écrit, en date du 16 avril 1916 :

Oui, je puis vous certifier exacte la nouvelle d'un accord complet entre tous les habitants de Bornel et la preuve de bonne entente donnée à l'unanimité par le conseil municipal en accordant aux catholiques le droit de réparer

l'église paroissiale et en votant, malgré les difficultés du moment présent, une somme destinée à cette réparation. De ce résultat tout à fait opposé à celui qu'attendaient de la guerre nos sauvages ennemis, je me réjouis entièrement avec vous...

... Voilà de bonnes nouvelles. Nos lecteurs avaient le droit de les connaître et de savoir ce que leur *Œuvre des églises* est devenue. Qu'ils lui envoient les ressources pour que les villages reconquis, puissent ranimer la vie dans l'église dévastée ou dans le plus humble abri provisoire.

La première fois que nous avons parlé, au cours de cette guerre, des églises qui ne veulent pas mourir, j'avais pris le jour du 2 novembre et le motif de la prière pour les morts. C'était le deuil de la patrie avec toutes ses espérances. Est-ce qu'aujourd'hui il est bien audacieux de parler de résurrection ? Le vent n'en souffle-t-il pas sur nos fronts ? Le mot Pâques veut dire en hébreu passage et commémore une résurrection qui passe par la douleur. N'est-ce pas le jour de vouloir relever toutes les maisons de France ?

J'écris ces lignes à la Chambre, dans une atmosphère d'espérance.

XXV

COMMENT TOUS LES ÉLÉMENTS DE L'UNIVERS ENTRENT PEU À PEU DANS LA GUERRE

9 avril 1917.

Le repli des Allemands s'accuse de jour en jour. Vous avez bien l'impression, n'est-ce pas, que nous ne trouvons devant nous que des résistances d'arrière-garde ? Anglais

et Français, nous allons de village en village, et pendant deux ans, pour enlever 200 mètres de tranchées. vous vous rappelez que de temps et quel déploiement de moyens il fallait !

Attention ! pourtant. Il ne s'agit pas de méconnaître l'effort et les souffrances de ces soldats devant qui furent les Prussiens. L'un d'eux m'écrivit : « Dix-huit heures de marche par vingt-quatre heures ! Les chevaux épuisés entre les brancards. Vous dételez un cheval, il tombe et meurt. D'autres glissent dans un trou, s'y enlisent, s'y noient. Il fallait voir la figure de nos hommes, pas lavés depuis cinq jours, les traits tirés, une couche de terre sur la peau, les paupières tombant de fatigue. Nous avons couché sur le sol couvert de neige, dans la boue, sans abri, après des journées de marche. C'est bon de se dire qu'on est de ceux qui peinent... » Si les Allemands furent, c'est que depuis trois ans nos soldats ont ce moral magnifique et qu'enfin ils sont armés.

Les Prussiens vont-ils faire indéfiniment le vide devant nos attaques ? Quel est donc leur état d'esprit ?

Je crois qu'il est possible de se représenter leurs sentiments, leurs raisonnements et, dans quelque mesure, leur plan.

Ils ont proclamé, au milieu de la risée méprisante de l'univers, qu'ils étaient disposés à signer une paix qui consacrerait leur victoire. Leurs conditions, ils ne les précisaient pas, mais on les connaît à peu près. Eh bien ! je crois qu'ils ont l'idée d'évacuer du territoire français et belge ce qu'ils ne prétendent pas en garder, et qu'ils veulent ramasser leurs forces ébranlées sur les positions d'où ils entendent, en paix comme en guerre, ne plus jamais démarrer.

Contraints à lever le pied, parce qu'ils ne peuvent pas supporter la pression exterminante de l'artillerie anglaise et de notre méthode, ils ne s'arrêteront pas sur « la ligne

Hindenburg » ; ils masseront leurs forces sur le territoire qu'ils veulent garder.

Comment y supporteront-ils mieux l'effort franco-anglais auquel ils se dérobent aujourd'hui ? En tout cas, ils gagnent du temps. Ils peuvent nous obliger à refaire plusieurs fois de longues préparations.

Ces préparations seront moins longues si les Américains nous donnent des travailleurs spécialisés. Et puis le temps continue de travailler pour nous, et si nos offensives étaient ajournées, nous pourrions nous dire qu'en face de l'instrument militaire allemand, qui demeure formidable, la ligue des civilisés ne cesse pas de multiplier sa puissance.

L'Allemagne voudrait bien se dérober à toute lutte désormais sur le front de France. Où va-t-elle porter la guerre ? En Italie ? Elle n'y trouvera sans doute qu'un nouvel échec et jamais rien de décisif. Alors, où ?

Le caractère saisissant, inouï de cette guerre, au point où nous sommes arrivés, c'est que l'invulnérabilité relative des fronts oblige chacun des belligérants à chercher des moyens de guerre nouveaux. L'Allemagne, si elle avait cru possible de briser notre front se serait-elle obstinée à se servir de sous-marins, jusqu'au point de se brouiller avec l'Amérique ? Non, elle a recouru à ce moyen, dont les inconvénients la glacent de terreur, parce qu'elle sentait l'impuissance de son immense armée. Elle a cherché un facteur nouveau. Et c'est ainsi que récemment, les uns et les autres, nous avons recouru au blocus économique, à la guerre aérienne, aux expéditions dans les pays neutres ou de moindre résistance, aux acquisitions de gages, à la propagande morale.

Plus que l'amour, la haine serait elle créatrice ? Celui qui nous aime ne nous communique pas nécessairement ses vertus ; mais la haine, en nous obligeant à la repousser, nous arme. Allemands et Français se sont poursuivis sur terre, dans la terre, sur la mer, sous la mer, dans les

airs, dans les cœurs, dans le domaine des idées pures, et tout est mobilisé au point que, très sérieusement, d'un côté comme de l'autre, on envoie à travers le monde les peintres, les musiciens, les comédiens, afin qu'ils luttent à coups de tableaux, de symphonies et de manières gracieuses ou tragiques. Le conflit n'est plus seulement entre les armées, comme dans les guerres de jadis ; il est entre les nations. Elles mettent au jeu tout ce qu'elles renferment. Voyez, elles déploient toutes leurs forces, elles montrent comment elles savent tuer et en même temps elles étalent les moyens qu'elles peuvent offrir à l'humanité pour perfectionner son éducation et pour faire son bonheur.

Les troupes armées n'entrent plus seules en ligne ; il y a les industries qui luttent des deux côtés ; il s'agit de savoir si les champs de blé et de pommes de terre tiendront bon jusqu'au bout ; enfin les dieux eux-mêmes descendent dans la lice. et le Vieux Dieu allemand, bien présenté par des moralistes qui décrivent et mettent en valeur toutes ses turpitudes, dégoûte profondément l'Ancien et le Nouveau-Monde.

Ainsi la guerre pénètre toutes les nations, et dans chaque nation tous les êtres et toutes les choses qui la constituent. Mais ceci dit, il ne faut pas perdre de vue la vérité fondamentale, dont l'évidence s'impose avec force à tout homme qui regarde les trois années écoulées : c'est l'armée française qui a sauvé la civilisation. Si les peuples ont eu le temps de comprendre et de se ressaisir, c'est parce qu'après la bataille de Charleroi et au cours de la retraite qui s'ensuivit, le génie militaire de la France a tenu le coup, et que depuis, alors que d'un bout à l'autre du monde, sous l'effort du germanisme, tout craquait à se rompre, la science et l'héroïsme de nos soldats n'ont jamais cessé de fonctionner à plein rendement.

XXVI

QUE PEUT NOUS DONNER LE BRÉSIL ?

11 avril 1917.

Voilà donc la rupture du Brésil avec l'Allemagne certaine, enregistrée, définitive... Que de chemin parcouru depuis cet après-midi de 1915 où je présidai salle Hoche une réunion de la ligue brésilienne « pour les Alliés » et depuis les jours tragiques de 1914 où le grand écrivain Graça Aranha, qui le premier peut-être au Brésil, dans son *Chanaan*, a dénoncé le péril allemand, me disait avec ardeur son désir, son espoir d'une intervention !

Quels résultats, quels avantages allons-nous retirer de ce grand acte diplomatique ?

D'abord le Brésil va saisir 46 navires allemands qui se trouvent dans ses ports. Leur tonnage total dépasse 240 000 tonnes. Ce n'est que la moitié du tonnage des bateaux que les Etats-Unis viennent de saisir chez eux. Mais au point de vue du ravitaillement, ces bateaux allemands des ports brésiliens constituent peut-être un appoint plus utile. Ce sont des unités plus petites, plus faciles à manier, plus faciles à défendre, qui disperseront mieux les risques. Enfin ils sont tous sur l'Atlantique, tandis que les bateaux allemands des Etats-Unis sont en partie sur le Pacifique.

Le commerce allemand va pleurer. C'est pour lui un désastre, cette rupture. Les Allemands, jusqu'à aujourd'hui, étaient au Brésil les courtiers en marchandises et en crédit de toute l'Europe et des Etats-Unis. Ils achetaient le tabac, le café, les cuirs, et les revendaient aux pays consommateurs. Voilà leur prestige commercial,

leur emprise ruinés. Les listes noires ne les avaient pas atteints ; leurs maisons restaient intactes, toujours dirigées par des Allemands à qui le Kaiser avait ordonné de rester là-bas, en service commandé ; mais, à cette heure, leurs clients et au premier rang les Etats-Unis vont prendre l'habitude de se passer d'eux. Leur capital influence était énorme. Rien n'en demeure, ce soir.

C'est le travail de trente années qui s'écroule. Les Anglais et nous, nous avons maintenant toute facilité pour que le commerce allemand ne se relève jamais. Le problème se retrouve aujourd'hui posé sur une page blanche.

Graça Aranha, dans son beau livre, a très bien marqué l'immense danger national de ces trois cent mille Allemands qui sont installés dans les Etats du Sud au Brésil. La propagande allemande a eu l'audace de les vouloir organiser ; il y a là quatre-vingt mille Allemands organisés militairement en troupes d'infanterie et de cavalerie, et plus de deux cent mille fusils. Les chefs des grandes maisons allemandes en forment les cadres. Quelle superbe occasion pour les Brésiliens de régler vigoureusement et définitivement cet insolent problème.

Ah ! l'Allemagne a saisi dans les entrepôts d'Anvers et de Hambourg plus de 120 millions de francs de café appartenant au Brésil, et n'a pas voulu les payer. Ce vol ne lui portera pas bonheur, non plus que celui qu'elle a commis envers le Chili, à qui elle a pris pour 50 millions d'iode et 90 à 100 millions d'or, qui étaient des dépôts du gouvernement chilien. C'est par de telles escroqueries que l'on donne à des pays ainsi dépouillés et brutalisés la première idée de se payer sur la flotte marchande.

Le Chili est le pays américain le plus important de la côte du Pacifique, et s'il rompt ses relations avec l'Allemagne il trouvera dans ses ports 90 bateaux allemands, qui font un tonnage de 119.000 tonnes. Belle occasion pour se constituer une flotte marchande, et pour mater

ces Boches fixés là-bas au nombre de cinquante mille, et qui ont conservé avec leur mère-patrie des attaches si fortes qu'un voyageur me disait avoir entendu dans la petite ville chilienne d'Osorno les Allemands parler des nationaux, des indigènes, en les appelant froidement « la colonie chilienne » !

Que feront les autres pays de l'Amérique latine ? Les intellectuels argentins, parmi lesquels tous les anciens ministres en France et notre cher ami Enrique Larreta, l'auteur de la *Gloire de dom Ramire* et de la *Lampe d'Argile*, ont envoyé une adresse de félicitations au président Wilson, et de grands journaux argentins se déclarent ouvertement partisans de la rupture avec l'Allemagne. En Uruguay, même note ; le plus important journal conservateur, *El Siglo*, croit qu'il sera impossible à l'Amérique latine de rester indifférente au grand conflit. Au Pérou se succèdent les manifestations enthousiastes de sympathie à l'occasion de l'entrée des Etats-Unis dans la guerre. De la Bolivie, les télégrammes disent qu'elle sera la première à se joindre aux Etats-Unis. On ne peut pas douter des sentiments du Venezuela et de la Colombie à notre égard. L'un des plus grands écrivains sud-américains, Carlos Silva Vildosola, résume admirablement l'état d'esprit des diverses nations sud-américaines, quand, s'adressant à ses compatriotes du Chili, il s'écrie : « *Nous ne pouvons pas rester inertes dans le mouvement des grandes nations américaines serrant leurs rangs pour la défense des droits de l'humanité. Nous arrivons au plus dangereux moment de notre histoire. Nous devons agir, comme peuple, avec une personnalité et une conscience nationale, ou nous devons nous résigner à rester isolés et ruinés au milieu du désert que le monde civilisé crée autour de l'Allemagne. Après l'attitude des Etats-Unis et du Brésil, impossible d'échapper à ce dilemme.* »

En un mot, l'intérêt des nations sud-américaines, les principes d'humanité sur lesquels elles se sont toujours

réglées, le secours qu'elles ont le devoir de porter à toutes les manifestations collectives de la vie pan-américaine les conduisent pour le moins à une rupture des relations diplomatiques. et, s'il est attenté à leurs nationaux ou à leurs biens, elles ne manqueront pas d'user de représailles.

Croyez bien que l'Allemagne sait et sent tout ce désastre mieux que nous ne pouvons faire en France. Elle est mieux placée pour en pleurer que nous pour nous en réjouir. parcequ'elle connaît parfaitement ces Amériques, que nous avons le tort d'avoir trop peu visitées. La ruine de son commerce et de tous les efforts que depuis trente ans elle avait merveilleusement multipliés là-bas va désespérer ses grands chefs industriels, commerciaux et universitaires. Du point de vue économique, le centre sud-américain était un empire allemand ; elle le perd et ne voit plus où elle pourra, après la guerre, diriger l'excédent de population qui l'affame.

Quelle délivrance pour ces Américains (chez qui les Allemands faisaient 50 à 60 pour cent du commerce total), à condition que nous sachions profiter du terrain déblayé et apporter notre concours pratique à des nations avec qui nous sympathisons tout naturellement. En Argentine, au Chili, à l'Equateur, les armées portent (au moins partiellement) l'uniforme allemand. Il y a plus, l'un de nous entendait un officier de l'Equateur s'écrier : « Qui nous délivrera de ce casque à pointe ! » Les victoires de la Marne, de Verdun, celle des Anglais aujourd'hui à Vimy libèrent le monde de l'emprise allemande. Il faudra joindre à cet effort sublime de nos armes des vertus positives d'après-guerre.

Aujourd'hui réjouissons-nous. Du train dont se développent les événements, nous commençons à entrevoir comment les infamies mégalomanes de l'Allemagne finiront par la comparution de l'empereur Guillaume devant un tribunal criminel. Et ne croyez pas que j'attende

pour l'instant cette résolution des Allemands. L'enthousiasme de leurs socialistes pour Hindenburg, à mesure qu'il dévaste les villes, les champs et les forêts, qu'il empoisonne les puits, et qu'il emmène en esclavage les femmes et les enfants, montre assez que toute la Bohême n'a qu'une âme. Mais du monde entier commence à se lever une clameur qui réclame le châtement, et dans ce cri de justice, avant peu viendront s'associer tous les nobles pays de l'Amérique latine.

XXVII

LES TENTACULES DE LA PIEUVRE

I

POUR DÉROUTER L'UNIVERS

« Dans certains pays de l'Europe, les tentacules de la pieuvre ont l'air d'être inertes, mais ils n'ont pas été encore complètement coupés... »

(Le député italien Romeo Galenga.)

13 avril 1917.

Nous voyons les forces avouées de la Germanie, celles qui s'étalent sous le soleil ; nous connaissons et pouvons dénombrer, tant bien que mal, ce que sa volonté de puissance a déployé de ressources sur terre, sur mer, dans le ciel. Mais ce qu'elle a fait ténébreusement pour s'enfoncer dans le cœur des individus et des nations, ce qu'elle a dépensé de travail, d'argent, de patience et

d'infamie pour empoisonner ou corrompre les consciences, cela demeure à peine connu. Et pourtant cette œuvre de corruption, c'est le secret de l'emprise des Allemands sur le monde ; c'est le principe ignoble qui réside dans la racine même de leur impérialisme.

Les Allemands excellent à s'infiltrer dans les pays qu'ils veulent asservir. J'ai déjà cité le texte de l'historien Camille Jullian : « En avant des soldats s'affairent les espions... Une ambition universelle est inséparable d'un espionnage universel. Côte à côte avec l'espion besogne l'agent politique qui attise à l'étranger les disputes civiles et démoralise l'opinion publique... L'impérialisme, pour aménager sa place, engrène tous les vices, vilenies, mensonges, corruptions, discordes, fourberies, trahisons, meurtres d'âmes avant les meurtres de corps. » L'histoire entrevoit et pourrait dire, si elle l'osait, comment Bismarck a préparé Sadowa et Sedan par des campagnes d'argent et d'agents chez nous et dans toute l'Europe. Depuis trois ans, l'événement a maintes fois proclamé la justesse des avertissements fougueux qu'avec son génie d'observation et d'intuition Léon Daudet avait prodigués dans les années qui précéderent la guerre. Et vous pensez bien qu'au cours de cette guerre les Allemands n'ont fait que redoubler ! Ils ont avec une ingéniosité infernale multiplié et diversifié leurs moyens de corruption et d'embauchage.

Comme il serait intéressant de soulever les masques ! Combien chacun de nous aimerait qu'on lui rendit intelligibles les procédés financiers et psychologiques de l'Allemagne, dans les divers pays du monde, pour mener son concert et soudoyer ses misérables choristes ! Avec quelle unanimité nous retiendrions notre respiration pour entendre le cheminement de tous ces rats derrière les boiserie de la vieille maison !

Le ministre actuel de la guerre, Painlevé, au cours du mois de novembre 1916, quand il était à l'instruction

publique, a hautement dénoncé qu'il existe chez nous une « propagande impie ». Il l'a montrée s'appliquant d'une manière criminelle à faire échouer l'emprunt national, à détourner les Français d'y prendre part. (*Circulaire du ministre de l'instruction publique aux membres de l'enseignement.*)

Hier, le président Wilson, dans son message du 2 avril au Congrès, a dénoncé avec solennité les armées de l'espionnage allemand :

L'un des faits qui ont contribué à nous convaincre..., c'est que, dès le début de la guerre actuelle, l'autocratie prussienne avait rempli d'espions nos administrations sans méfiance et les bureaux de notre gouvernement; il avait ourdi des intrigues criminelles de toutes parts contre notre unité nationale. En fait, il est maintenant prouvé que trois de ces espions étaient ici avant même le début de la guerre; il a été prouvé devant nos cours de justice que les intrigues qui, plus d'une fois, ont failli troubler la paix et semé la perturbation dans les industries de notre pays ont été machinées à l'instigation, à l'appui et même sous la direction personnelle des agents officiels du gouvernement impérial accrédités auprès du gouvernement américain...

Le président de la grande République américaine, notre ministre de l'instruction publique et de la guerre, voilà des hommes bien froids, bien prudents, et s'ils jugent utiles de lancer de tels avertissements, n'est-ce pas là un fameux indice sur les dépositions, les témoignages, les faits certains qu'ils possèdent dans leurs dossiers et qu'il leur convient de ne pas verser sous les yeux du public ?

Ces jours-ci, un plus petit seigneur, mais doué d'un regard lucide et bien placé pour voir, grâce au poste exceptionnel qu'hier encore il occupait, écrivait dans la *France* : « A mesure que l'Allemagne va vers sa chute, nous voyons s'élever un peu partout des défenseurs

conscients ou inconscients de sa cause. » (La France du 3 avril.)

L'Allemagne sait que l'issue de la guerre n'est plus douteuse. Tandis que le concours des Américains nous garantit que nous pourrons durer, elle-même touche au fond de ses ressources. Elle diminue les rations de ses troupes dans les cantonnements et seul le soldat en première ligne, tant qu'il se bat, continue à être bien nourri. Elle a besoin d'en finir. Elle voudrait traiter de la paix tandis qu'elle fait encore figure, tandis qu'elle peut encore tenir ses gages. Quel désir anxieux de conclure révèlent ses folles manœuvres ! N'y voyez-vous pas les mouvements du désespoir ? La guerre sous-marine est un chantage à la paix ; la destruction de nos territoires est un chantage à la paix. Que n'inventera-t-elle pas pour faire cheminer chez nous, chez tous les alliés, chez les neutres, l'idée d'une paix qui la sauve de payer ses forfaits ?

Des intrigues sont en œuvre partout pour créer une atmosphère d'indulgence à l'égard de l'Allemagne et pour la préserver d'une défaite trop complète.

Soyons préparés aux plus extraordinaires inventions, et même à quelque déguisement que les Allemands, leur Kaiser en tête, sont capables de prendre pour dérouter l'univers. J'entends déjà leurs avocats les présenter comme des agneaux attendrissants, menés par un loup que l'on sacrifierait ! Cette étude sur la propagande allemande est bonne pour que l'on sache bien que l'Allemagne est la mauvaise conscience du monde, son lieu de puanteur, mais elle vaut surtout pour que nous sachions surveiller au fond de ce cloaque la suprême machination du Boche.

Comment l'Allemagne crée des journaux et soudoie des agents ; comment elle favorise les forces qui pourraient contrarier l'union des citoyens et l'effort de l'armée ; comment elle cherche à organiser la gêne, la

déliance, toutes les inquiétudes chez les civils, et envoie jusqu'aux armées des feuilles qui la disculpent ; comment elle compose son propre portrait selon les milieux où il s'agit de produire un effet favorable ; comment elle soudoie des naturalisés et même des nationaux dans toutes les nations, bref la corruption allemande à travers le monde. c'est ce qu'il sera toujours intéressant de connaître. Mais dans cette phase où l'Allemagne qui voit approcher l'heure des représailles redouble sa propagande reptilienne, il est nécessaire que nous sachions au milieu de quel complot permanent nous vivons. Je voudrais essayer de faire voir en quelques articles les tentacules de la pieuvre.

II

LES MÉTHODES ALLEMANDES DE CORRUPTION

« Il est notoire que les agents allemands ont travaillé en Russie dans les milieux révolutionnaires et dans les milieux de la cour. Il y a des Sturmer de révolution. »

16 avril 1917.

Les facultés d'organisation que nous avons vu l'Allemagne déployer dans tous les ordres d'activité, naturelle-ment, elle les transporte dans la corruption et l'espionnage. Elle élabore des méthodes, elle les discute et les enseigne. On peut dire où et par qui se donnent ces leçons. Assurément, il est dans la nature de ces maîtres de rester un peu voilés et de parler par énigme, mais tout voilés et tout énigmatiques qu'ils soient, nous allons les voir étalés dans leurs textes comme dans leur propre fumier.

La *Gazette populaire de Cologne* du 2 novembre 1916

déclarait : « Jamais l'importance de la presse quotidienne n'est apparue aussi nettement que depuis la guerre... Nous devons nous organiser... Il faut en finir avec la réserve observée jusqu'ici par notre diplomatie officielle. »

Et la même idée se précise dans les *Dernières Nouvelles de Munich* du 22 janvier 1917 :

La guerre nous a appris les rapports étroits qui unissent la diplomatie et la presse. Nous avons fait dans ce domaine de dures expériences : nous avons négligé de développer notre influence et d'étendre nos renseignements dans les pays neutres ; on a constaté des inexactitudes dans les informations tirées de la presse étrangère, etc., et notre œuvre diplomatique en a souffert. Il importe que nos agents à l'étranger reçoivent à cet égard une éducation particulière. Nous devons leur adjoindre des spécialistes qui seront des « attachés de la presse ».

Je pense que vous n'êtes pas dupes de ce dénûment dont se plaignent ces deux journaux. C'est un peu le ton que nous prenons quand nous réclamons des avions, des canons et des munitions. Nous en avons, nous en voudrions davantage. Les Allemands cherchent à mieux « intensifier » et coordonner leurs services mondiaux d'espionnage et de corruption. Comment ? Aloïs Meister, professeur à l'Université de Munster, l'explique dans son livre : « *La Presse allemande pendant et après la guerre.* » (Munster, 1916.)

Les idées de ce Meister s'accordent jusque dans le détail avec les études et les conclusions exposées par le Dr Ernest Götz, dans un article des *Grenzboten* du 25 octobre 1916, intitulé : « Collectionnement et utilisation des journaux. » Rien d'étonnant au parfait accord de ces deux professeurs d'espionnage. L'un et l'autre ne font que recueillir et systématiser ce qui a subi avec succès l'épreuve de l'expérience, avant la guerre et durant

la guerre, dans les services de « la propagande allemande ».

Meister et Götz préconisent la fondation d'un « Office impérial de la Presse », qui fonctionnera au centre même du gouvernement. De plus, disent-ils, nous devons avoir auprès de nos principales ambassades un « attaché de la Presse », journaliste de profession, chargé d'étudier la presse du pays, les rapports entre les journaux, leur situation financière, leurs relations avec la finance, leur tendance, leur influence, leurs lecteurs, les personnes dissimulées qui les dirigent, leur point de vue politique, religieux, économique et social. Il se rendra compte de la possibilité de les influencer ou d'y acquérir des intérêts. Il observera leur attitude à l'égard de certaines questions politiques précises, notera soigneusement la façon dont ces journaux observent la neutralité, leur hostilité à l'Allemagne, leur bonne volonté de s'instruire honnêtement des faits, leur disposition à s'entendre avec le gouvernement de l'Empire. Les matériaux qu'il recueillera seront tenus à jour et mis à la disposition des diplomates et de toutes les personnes sérieuses qu'ils intéresseront, tant à l'ambassade qu'au ministère des Affaires Étrangères ou au futur « Office impérial de la Presse ».

J'emprunte ce résumé, si prodigieusement clair et instructif, à la *Gazette populaire de Cologne* du 2 novembre 1916. Est-il assez beau ! Quelle lumière de tels textes jettent sur l'indignité naturelle des Boches et, ce qui nous intéresse davantage, sur des faits mal compréhensibles au milieu desquels nous vivons !

Dans la préface de son dernier recueil, Frédéric Masson écrit : « Des étrangers chassés de leur pays pour des délits ou des crimes de droit commun, s'établissant chez nous professeurs de morale et diseurs de riens savoureux, exercent leurs talents à discréditer les hommes qui méritent le respect et dont le crime est d'être patriotes ;

ils prêchent l'universelle réconciliation et le désarmement de la France. Que ces hommes n'aient rien appris et rien oublié, cela s'entendrait s'ils étaient illuminés et fanatiques, comme on pourrait penser que certains le sont, ou du moins comme ils veulent le paraître. Mais ils ne sont pas si fanatisés qu'ils ne conçoivent à merveille leurs intérêts. »

Mais des étrangers, des naturalisés ne seront jamais que des agents de second ordre. Un Suisse qui a volé et commis un faux à Genève manque de crédit à Paris. En France, en Belgique, en Espagne, en Angleterre, en Russie, en Italie, en Amérique, l'Allemagne cherche à se procurer des Français, des Belges, des Espagnols, des Anglais, des Russes, des Italiens. Elle les voudrait de bonne foi, si possible, ou du moins de bonne et forte voix. Alors elle leur fait jouer leur musique nationale sur des livrets qu'elle leur fournit et qui varient de mois en mois selon les événements.

J'écris ces articles pour prémunir les lecteurs contre la chanson que l'Allemagne se prépare à nous faire entendre et que j'indiquerai dans un prochain article. Mais aujourd'hui je veux finir sur un trait comique de ces balourds allemands. Comme les voleurs qui crient : « Au voleur ! » voici la ruse grossière à laquelle ils recourent ; voici le document qu'insérait dans son numéro du 2 décembre 1916, la *Gazette populaire de Cologne*, qui certainement se trouvait très fine :

L'Indépendance Helvétique publie le tarif suivant, établi par la commission de propagande française, pour les insertions mensongères dans les journaux de la Suisse française. — Article sur la famine en Allemagne : 30 francs ; lettre de soldat allemand démontrant la démoralisation des troupes : 20 fr. ; description du bombardement de la cathédrale de Reims : 30 fr. ; souvenir de la bataille de la Marne : 8 fr. ; récit d'une émeute à Berlin : 50 fr. ; émeute dans une autre ville : 25 fr. ; petits récits de pieds ou de

mains coupés : 3 fr. ; récit de la mort du Kronprinz ou de l'empereur d'Autriche : 80 fr.

Il est à noter que l'*Indépendance Helvétique* est l'organe du consulat allemand de Genève, et qu'elle accuse là le gouvernement français de faire ce que les savants professeurs Aloïs Meister et Ernest Götz, approuvés par la *Gazette populaire de Cologne*, demandent à leur gouvernement d'organiser officiellement « en rajeunissant la diplomatie par l'adjonction d'un attaché de presse » qui « se rendra compte de la possibilité d'influencer les journaux, d'y acquérir des intérêts et de les instruire honnêtement des faits ».

XXVIII

LES FEMMES D'ALSACE ET DE LORRAINE

20 avril 1917.

Voici le discours prononcé par Maurice Barrès à la réunion donnée hier après-midi au grand amphithéâtre de la Sorbonne par le comité de conférences l'Effort de la France et de ses alliés.

Louis Barthou va nous décrire l'effort des femmes françaises pendant la guerre. Quel sujet plein de courage et de deuil, et par quel témoin, brave et douloureux !

Barthou a éprouvé toute l'horreur de la guerre, mais il n'a pas lâché pied, il n'a pas laissé se détendre sa volonté, ni s'affaiblir son prodigieux don de vie. Il a gardé la voix haute, le cœur ferme pour regarder la réalité, et pour en dégager ce qui peut créer de l'enthousiasme.

siasme. Par la plume et par la parole, depuis trois années, notre ami n'a pas cessé d'expliquer et de glorifier les efforts du patriotisme. Grand service rendu non seulement à la défense nationale, mais encore à la connaissance exacte de la grandeur humaine. Et qu'un tel rôle d'historien et d'animateur puisse être tenu par un grand blessé de la guerre, voilà ce qui est très beau. Depuis trois ans, Louis Barthou a dépensé encore plus de vaillance et de ressort qu'au temps où il redonnait à la France le service de trois ans.

Nous avons hâte tous d'entendre notre ami et d'applaudir les femmes de France. Mais il a pensé que ce grand sujet, plein d'émotion et de beauté, ne serait pas dessiné dans toute son ampleur si nous laissions en dehors de notre regard les Alsaciennes et les Lorraines qui, là-bas, dès avant la guerre, chaque jour luttèrent pour protéger l'âme de leurs enfants et pour maintenir sur la rive gauche du Rhin l'antique trésor de la plus généreuse civilisation. Je me lève pour lancer un témoignage, court et brûlant comme un vif, à la gloire de ces avant-courrières de l'armée féminine française.

J'apporte des textes. Des textes allemands. Les injures, les condamnations que subissent sans trêve les Alsaciennes et les Lorraines, prouvent, avec un éclat souverain, la fidélité de nos sœurs et feront demain leur parure dans les fêtes de la victoire. Ecoutez, voyez, la monture en est boche, mais ils jettent les plus beaux feux de France.

La *Strassburger Post* du 13 mai 1916 jetait un cri de ralliement à tous ceux qui veulent une « Alsace allemande », aux conseillers du gouvernement, aux politiciens, aux instituteurs; elle leur criait : « La femme alsacienne, voilà l'ennemi. »

Le combat que nous avons à soutenir ici, derrière le front, pour la Germanie, disait-elle, est moins un combat

d'homme à homme qu'une lutte pour amener à nous les femmes alsaciennes. Les hommes d'Alsace sont maintenant au front : il faut espérer que le tumulte des batailles en fera plus vite et plus certainement de bons Allemands que tous les beaux discours et tous les raisonnements que nous leur aurions pu prodiguer ici. Mais faisons en sorte que cette semence ne soit pas gâtée par les femmes, lorsque les soldats rentreront au foyer. Car ce sont surtout les femmes qui sont enduites de vernis français. Avant la guerre, nous avons fréquemment constaté que les sentiments amicaux du mari à l'égard de l'Allemagne, sentiments acquis à l'école allemande et à la caserne allemande, devaient plier devant les idées « welchisantes » de la femme. Coûte que coûte, il faut que les filles de la bourgeoisie alsacienne cessent de ressembler à leurs mères, sans quoi, d'ici longtemps, nous n'aurons pas de repos. On peut se demander si tout ce qui était à faire dans ce sens a déjà été fait. Des sœurs enseignantes ont été condamnées. C'est toujours ça ! Seulement, il existe encore une série d'institutions privées dont le personnel enseignant a sans doute passé les examens officiels et se conforme aux programmes, mais qui n'en donnent pas moins un enseignement dont la prétendue neutralité confine à l'hostilité envers l'Allemagne.

Nous voilà immédiatement au nœud du problème et sur la redoute principale. Quand toute résistance était devenue impossible, c'est la femme alsacienne qui a maintenu pieusement la France au foyer des familles, et les jeunes filles déjà, de toute leur âme, proclamaient la sainteté de la patrie française.

C'est ce que confirme une enquête qu'en août 1915 la *Taegliche Rundschau* fit dans l'Alsace-Lorraine et dont voici les conclusions :

Les pensionnats de jeunes filles sont la gangrène du pays ; le mal incroyable qu'ils ont fait dans les quarante dernières années éclate maintenant aux yeux. Ils ont maintenu l'esprit français parmi les générations féminines

qui ont grandi en Alsace depuis 1870; ils ont écarté de la conscience et du cœur de leurs élèves le sentiment des origines germaniques et des devoirs envers l'Allemagne. Les femmes auxquelles manquait, à cause de l'instruction qu'elles avaient reçue, l'attachement intime à la nationalité, à la langue, à la littérature et à l'histoire allemandes, qui, au contraire, étaient toutes pénétrées d'esprit français, ont agi de telle sorte sur leurs maris et leurs enfants que bientôt, chez eux aussi, la culture allemande a été dominée et étouffée par une pseudo-culture franco-alsacienne. L'amour de notre littérature et de notre histoire, la connaissance intelligente de la civilisation et de l'effort de notre peuple qu'ils avaient acquis dans les écoles supérieures de garçons et fortifié sur les bancs de l'université, n'ont pas résisté aux grâces de la femme alsacienne. Ces vertus allemandes se sont étiolées, desséchées dans le mariage, lorsqu'elles n'en sont pas mortes.

De tels textes somptueusement encadrés figureront, j'imagine, toujours dans la salle d'honneur des pensionnats de jeunes filles en Alsace et en Lorraine; les noms des maîtresses qui enseignaient la France seront conservés.

Qu'il me soit permis dès aujourd'hui de nommer M^{lles} Elisabeth Kæberlé et Marcelle Fabre qui créèrent dans plusieurs villes, notamment à Mulhouse et à Strasbourg, les « cercles des Annales », où des milliers de personnes se groupaient pour entendre des conférences, des représentations théâtrales, des morceaux de chant, bref la parole française. — et M^{lle} Emma Wust, qui, peu après 1870, a fondé à Strasbourg, et maintenu jusqu'à 1914 des cours populaires et des réunions de jeunes filles du peuple, à qui des dames de la ville venaient enseigner notre langue et les manières françaises.

Notre langue, nos mœurs, nos usages, notre manière de penser et de sentir, voilà ce qu'il fallait maintenir, et d'une manière vivante, non seulement par des cours et des leçons, mais par la tradition. La tradition, puissance

presque invincible ! Dans ces groupements de jeunes filles, on se passait la France de la main à la main ; on se communiquait la chaleur de la France. On y ressentait à toutes les minutes la fierté d'appartenir à une nation d'élite, et certes on s'y glorifiait de la France avec plus d'intensité qu'aucun de nous ne faisait dans ces minutes d'avant la guerre.

Au reste, si vous voulez, nous pouvons entrer dans une de ces maisons qui furent les conservatoires de la France en Alsace-Lorraine. Et pour qu'on ne me soupçonne pas de les voir trop en beau, avec un esprit de système, je n'y veux pas être votre guide : ce sont des mouchards et des juges allemands qui vont nous en faire le tableau.

Le 30 mars 1916, deux sœurs enseignantes de Guebwiller, la sœur supérieure Ludwina, née Eugénie Bach, et la sœur Emerentine, née Anna Eckert, comparaissaient devant le conseil de guerre de Mulhouse.

Elles étaient accusées :

D'avoir à plusieurs reprises, en présence de leurs compagnes, traité les soldats allemands de « sales cochons », de « sales Prussiens » et de « barbares » ;

D'avoir, le jour de l'anniversaire de l'Empereur (27 janvier 1915), dit à la sœur Emerentine, sur un ton dédaigneux, à propos d'un drapeau allemand qu'elles avaient à coudre : « C'est à la sœur Pauly (d'origine allemande) de faire ça : elle est aussi de cette race » ;

D'avoir, à plusieurs reprises, déclaré, en présence de ses compagnes : « Ils (les Allemands) devraient bien laisser l'Alsace aux Français. Elle a été française pendant deux cents ans et elle appartient à la France. Les Alsaciens sont et resteront de sentiments français » ;

D'avoir, jusqu'à Noël 1915, non seulement parlé toujours français elle-même, mais d'avoir, en sa qualité de supérieure, exigé des sœurs qu'elle avait sous ses ordres de ne pas parler l'allemand et de se servir du français ;

D'avoir dit à la sœur Théodora, qui lui rendait visite à

Guebwiller : « Si à l'avenir la sœur Pauly ne se tient pas mieux avec ses sentiments allemands, je la ferai passer par la fenêtre », et d'avoir fait une moue dédaigneuse et tourné le dos à cette même sœur qui lui déclarait professer des sentiments allemands ;

D'avoir déclaré, au moment du bombardement de Reims : « Comment peut-on détruire à coups de canon la belle cathédrale ? Et ceux qui tirent dessus inscrivent sur leurs drapeaux : « Dieu est avec nous ! » ;

D'avoir régulièrement démenti les victoires allemandes que l'on venait annoncer dans la maison des sœurs en disant : « Chères sœurs, ce n'est pas vrai ! » ;

D'avoir déclaré, à propos de l'invasion allemande en Belgique : « Comment a-t-on pu assaillir ainsi un pays qui ne demandait rien ? » ;

Enfin, d'avoir déclaré à plusieurs reprises à ses compagnes, en se frappant la poitrine : « Je suis une Française ! J'ai ça là dedans et personne ne me l'en arrachera ! »

Les sœurs Emerentine et Ludwina sont en prison, chacune pour six mois. Elles s'y retrouvent avec des ouvrières de fabrique, des femmes de chambre, des vendeuses de grands magasins, des filles et femmes de maires, d'industriels, de bourgeois, de pasteurs. Qu'ont fait ces grandes coupables ? Elles ont proclamé qu'elles avaient « du sang français » ; elles ont traité de « blagues » les communiqués officiels allemands ; elles ont « critiqué l'empereur et le Kronprinz », comme auteurs de la guerre ; elles ont « flétri la brutalité des soldats allemands » ; elles ont approuvé leurs fils, leurs maris, leurs fiancés de s'être jetés dans les rangs de l'armée française. Bref, comme fait à cette heure l'univers entier, elles ont méprisé les Boches.

Toutes ces prisonnières portent l'uniforme des détenues de droit commun et mangent à la gamelle. L'une d'elles, une dame de la bourgeoisie, a pu faire passer de la prison une lettre où elle déclare que son seul ennui

est de ne pas pouvoir se faire photographeur en costume si honorable et en si belle compagnie.

Le beau langage ! Vraiment, dans les écoles d'Alsace, on apprenait à parler et à penser ainsi ? Vite, adoptons des méthodes qui obtiennent de tels résultats et qui inspirent aux personnes les plus humbles un sentiment si royal de la France. Mais les Allemands s'exagèrent la part de la scolarité dans la persistance des idées françaises en Alsace ; ils méconnaissent le rôle principal qu'ils jouent, eux-mêmes, dans tous les pays du monde, pour faire détester l'Allemagne.

N'étaient-ils pas à Colmar le jour de l'enterrement du respecté M. Preiss, ou plutôt n'ont-ils rien compris à la scène du cimetière ? M. Preiss, qui, pendant des années, a représenté au Reichstag, l'Alsace, l'honneur et la tradition française, venait de mourir. Il succombait aux violences que, depuis 1914, il avait subies des Allemands. Quand son cercueil eut touché le fond de la tombe, soudain, du milieu de la foule, la voix frêle d'une toute jeune fille s'éleva. Tel était le silence de tous, raconte un témoin, qu'on entendait le sable glisser du haut de la fosse sur le bois du cercueil. Et M^{lle} Preiss, âgée de seize ans, hautement dénonça les assassins de son père.

C'est ainsi que se forment dans le cœur des Alsaciennes et des Lorraines les plus belles pensées françaises. Ces femmes sont si nobles et si fortes, parce que, depuis quarante-sept ans, elles vivent à l'école de la souffrance. Leur âme est fille de la douleur. Tout au fond d'elles, des plus jeunes, comme des aïeules, ce qu'on retrouve, c'est l'expérience de 1870, le souvenir des blessés, des morts qu'elles ont soignés, dont elles entretiennent les tombes, et qui ne purent les sauver. Pour comprendre ces cœurs véhéments, il faut remonter aux jours de terreur où, il y a un demi-siècle, Alsaciennes et Lorraines, elles eurent la révélation d'elles-mêmes.

Le 7 septembre 1871. quatre mois après le traité de Francfort, un matin à huit heures et demie la ville de Metz, encore pleine de sa population française, mais prosternée dans la douleur, se leva d'un seul mouvement. Aux appels du glas de la cathédrale, les quarante mille Messins s'en allèrent dans leurs maisons de prière, ceux-ci chanter à la cathédrale la messe des Morts, ceux-là réciter au Temple le cantique de l'exil, et ces autres, à la Synagogue, leur psaume de deuil. Puis, toutes les cloches de la ville sonnante, ils se rangèrent, place d'armes, derrière leurs prêtres et leurs magistrats, et se rendirent, la croix catholique en tête, au milieu de la stupeur des Allemands, au cimetière, devant le monument que les femmes de Metz offraient aux soldats français morts dans les batailles du siège... Nul dans cette procession de vaincus n'avait le droit de prononcer un discours. D'un mot emprunté au texte sacré, l'évêque rappela que saint Paul défend de désespérer. Et par trois fois il entonna le *Parce Domine*, tandis que la foule à genoux priait pour la France.

L'esprit de ces grandes journées est demeuré pendant quarante-quatre ans dans celles que l'on appelait les « Dames de Metz », et qui, après avoir soigné les blessés du siège, et entretenu les tombes des morts, se mirent à la tête de toutes les œuvres françaises de bienfaisance. Peu à peu il se trouva que, sans l'avoir cherché, elles remplissaient une fonction publique, exerçaient une autorité morale. et, les meilleures familles étant parties, ces modestes femmes formèrent une espèce d'aristocratie de sentiments et de mœurs. Elles servirent d'exemples pour que l'on sût ce que l'honneur à la française exigeait des nouvelles générations. Un profond respect des vainqueurs même les enveloppait. Leur première présidente fut M^{me} Bezanson, et la dernière, M^{me} Aubertin, qui mourut à 82 ans, à la veille de la guerre, et que l'on

nommait pour la distinguer des autres Aubertin. M^l^{le} Aubertin la France ¹.

Que de scènes à peindre, que de types à glorifier, durant ces quarante-sept ans que les femmes d'Alsace et de Lorraine viennent de passer à nous attendre sur le champ de bataille ! Un demi-siècle de sacrifices pour la patrie, et tout cela dans l'ombre et le silence. Aujourd'hui encore je n'ose nommer qu'un petit nombre de ces héroïnes, à cause des barbares dont elles sont les captives. Qu'elles apprennent du moins que les Parisiennes s'étant réunies pour entendre un grand orateur décrire « l'effort de la femme française pendant la guerre » ont approuvé que d'abord il faut rendre justice à l'effort de la femme alsacienne et lorraine, considérée comme un modèle. Et qu'elles voient dans notre hommage un signe entre mille de la place éminente qu'elles occuperont demain dans la France de la victoire.

1. A chaque fois que l'on rencontre le nom des Dames de Metz, la pensée s'arrête, s'échauffe, se voudrait faire plus claire et mieux insister.

On peut dire que les " Dames de Metz " sont nées sur l'Esplanade (en 1870) au milieu des wagons d'ambulance qui s'alignaient entre les allées de marronniers. Elles ont créé le type des infirmières volontaires. Elles ont été la glorieuse avant-garde des infirmières laïques dont un bon nombre ont été si dévouées pendant cette guerre.

Après avoir admirablement rempli leur rôle auprès des malades et des mourants, elles l'ont continué auprès des morts par l'œuvre des Tombes qui a précédé à Metz le Souvenir français.

Les œuvres si nombreuses du pays messin étaient très appauvries par l'émigration, ces dames françaises s'y sont dévouées avec un zèle jaloux, les fermant impitoyablement aux allemandes. L'esprit français, traqué partout, se réfugiait bien dans chaque foyer lorrain ; mais il n'avait là qu'une action restreinte : dans les œuvres de ces dames, qui formaient comme autant de sanctuaires, il y avait un rayonnement extérieur qui, sans phrase et sans éclat, était d'un grand secours pour les patriotes qui faisaient l'opinion dans le public et dans les groupements politiques.

Avec la discrétion qui est dans le fond de leur caractère et qui convenait si bien à notre condition d'opprimés, les Dames de Metz ont été d'habiles apôtres du patriotisme français en Lorraine : elles ne paraissaient à peu près nulle part et elles étaient partout. Leur esprit s'infiltrait silencieusement dans les familles pauvres et dans les ménages d'ouvriers. Grâce à leur prudence et à leur continuité, leur influence n'a jamais diminué. Que les générations par la suite ne cessent d'honorer leur beau souvenir !

XXIX

LES REVENANTS SACRÉS

Les régions dévastées.

23 avril 1917.

La générosité des lecteurs de l'*Echo* est toujours admirable. Ils se tournent vers les Français des régions libérées, comme ils se sont tournés vers les grands blessés de la guerre. Ce qu'ils font pour la *Fédération nationale des Mutilés*, ils le renouvellent pour les « Victimes de la barbarie boche ».

Ils donnent de l'argent ; ils donnent un exemple. La grande question est d'orienter la sympathie, l'affection de ceux qui ont moins souffert vers ceux qui souffrent le plus, de ceux qui peuvent encore vers ceux qui n'en peuvent plus.

Tout naturellement, bien à tort, mais parce que nul n'est capable d'une sensibilité perpétuellement vibrante, on se lasserait des réfugiés. Eh bien ! il faut comprendre que ceux d'aujourd'hui diffèrent du tout au tout des infortunés que nous avons vus, aux premiers jours de la guerre, fuyant devant l'invasion. Il faut que la sympathie de nos cœurs en même temps que notre aide matérielle, la bonne volonté privée comme l'administration secourent des malheureux qui depuis trois ans vivaient sans perdre l'espérance dans l'esclavage allemand.

De tous côtés, ils arrivent. On nous a montré ceux

qui sont évacués par nos soins des territoires de la reconquête. Je voudrais dire deux mots des cent cinquante mille qu'en ce moment l'Allemagne nous renvoie par Evian.

Deux trains par jour, chacun de cinq cents rapatriés. Le dimanche, il n'y a pas de train ; le lundi, il n'y en a qu'un. Du 10 janvier 1917 au 23 mars, cinquante mille de ces malheureux ont été ainsi déversés dans Evian. Le 23 mars, les convois ont été suspendus. Ils viennent de reprendre le 16 avril, pour nous ramener un peuple de cent mille nouveaux libérés.

Ces pauvres gens n'ont pas fui devant les Allemands en 1914 ; ils sont restés pour maintenir leur maison, leur champ. On décrira quelque jour le courage de ces gens du Nord, de la Picardie, de la Champagne, de Lorraine, qui n'ont jamais douté de la victoire. Tels habitaient au milieu des Allemands les régions les plus proches du front. Les obus libérateurs, anglais ou français, venaient démolir leur logis et les poussaient jusque dans les caves où mouraient leurs enfants. Des familles entières ont vécu deux ans, à ne prendre l'air que les nuits sans lune. Une de ces nuits-là, les Prussiens leur ont donné l'ordre de partir... Partir soudain, quitter leurs ruines en emportant un mince paquet de hardes, et vivre pendant deux, trois, six mois dans ces provinces envahies où la nourriture est insuffisante, c'était bientôt l'absolu dénûment, la mendicité. C'est alors que l'Allemagne, pour se débarrasser de ses victimes, les fait monter dans le train de France.

Dans quel état ils nous arrivent ! Nulle des douleurs et des misères que nous racontent les récits de négriers ou les annales des grandes invasions barbares ne manque dans ces wagons. Ces femmes, ces enfants souvent ont été blessés par les obus, et surtout comme ils toussent ! Il ne suffit pas à l'Allemagne d'être la guerre ; elle veut être la tuberculose.

Ils viennent des pays où la Germanie essaye d'anéantir la France, des pays où le sang de France pâlit, se refroidit, baisse de quantité, de chaleur, de vie. Mais enfin les voici dans la gare d'Evian ! Impression magique, réception dans le beau casino ; minute inoubliable, où se joue la première *Marseillaise*. Sous les drapeaux alliés, ces pauvres gens revivent ; ils apprennent que la France est toujours forte, que leur pressentiment ne les trompait pas. Sous le premier choc jaillit l'étincelle de la vitalité nationale.

Mais après ?

Ceux qui vivent cette minute sublime s'associent à l'émotion de ces exilés et s'en retournant, le cœur bouleversé, croient trop volontiers que ces martyrs de la cause française, désormais, échappent à l'affreuse tragédie.

Sans doute, il y a de grands progrès. Hier, cette réception, cette *Marseillaise*, ces drapeaux n'existaient pas ; les rapatriés étaient logés, nourris par les aubergistes d'Evian, moyennant un forfait consenti par l'État de 3 fr. 75 par jour, sans que personne contrôlât l'exécution du contrat ; on refusait d'accepter leur papier-monnaie émis par les chambres de commerce de Lille, de Roubaix, de Cambrai, par les mines de Lens et d'Anzin ; ils étaient embarqués tous pêle-mêle, sans soins médicaux, sans surveillance, dans des wagons aux places non numérotées, où les enfants, trop souvent, devaient voyager séparés de leurs mères...

Les élus de ces pauvres gens ont agi ; l'administration a donné des facilités à d'admirables initiatives privées qui ne veulent pas que je les nomme. La question du change de monnaie est réglée ; des infirmières de la Croix-Rouge ainsi qu'un délégué accompagneront tous les prochains convois. Les malheureux qui arrivent d'Allemagne agonisants, peuvent à cette heure mourir en paix à Evian. Pourtant, le plus important reste à

faire. La grande question n'est pas administrative, mais, comment dirais-je? — d'amour.

Qui donnera le coup de baguette magique pour transformer en une immense sympathie le sentiment qu'éveille à cette heure le nom de réfugié?

Les voilà dans le train, ces évacués. Ils quittent leur première halte d'Evian. Leur situation demeure bien affreuse. « J'ai vu, me dit un témoin, une pauvre vieille qui avait seulement un panier avec des sabots, sa cafetière et le petit oreiller de son enfant mort. » Comment ces malheureux vivraient-ils avec l'allocation de 1 fr. 50 par grande personne, de 0 fr. 75 par enfant? La misère de leurs cœurs n'est pas moindre. Trop souvent ils n'ont pas trouvé les nouvelles qu'ils espéraient si ardemment du fils, du mari qui se bat. Parfois, c'est pis; ils viennent d'apprendre leur deuil. Ils partent dans l'inconnu, répartis au petit bonheur; campagnards, ils s'en vont vers les villes, gens des mines vers des pays agricoles. Nous les recommandons à l'amitié autant qu'à la générosité. Moralement, nous pouvons beaucoup.

En eux l'Allemagne, systématiquement, a cherché à tuer la France. Elle a voulu en les frappant nous mutiler, anéantir une des facultés de notre pays, supprimer notre activité industrielle. Ces revenants nous sont utiles et sacrés.

XXX

UN TÉMOIGNAGE DU PORTUGAL
A LA FRANCE

Propagande française à l'étranger.

« Nous nous adressons à la France en la personne d'un citoyen et écrivain français... »

(Le message des conservateurs portugais.)

25 avril 1917.

Des agents de l'Allemagne, depuis le début de la guerre, s'employaient à présenter comme ennemis de la France les conservateurs portugais. Indignés de cette calomnie, les royalistes et les catholiques du Portugal se sont mis d'accord pour la détruire par un fait public. Ils viennent d'affirmer avec force et avec éclat leurs sentiments « cententophiles » dans une page mémorable qu'il y a quelques jours une noble délégation m'a remise avec la plus courtoise solennité.

Nous nous adressons à la France, disent-ils, en la personne d'un citoyen et écrivain français qui a su rendre, avec une maîtrise et une émotion incomparables, les valeurs morales de l'Armée et de la Nation. Ceux qui signent ce document n'ont dans leur pays aucune représentation officielle, et néanmoins ils croient à bon escient interpréter les vœux des neuf dixièmes de l'opinion portugaise. Pour être agréés et de la France et de vous ils n'ont pas sollicité des

lettres de créance francophiles. Il n'y a pas de germanophiles au Portugal. Tout ce que l'on a dit et écrit en contraire est le fait d'une basse besogne dont les instruments et les buts auraient déjà été démasqués si la France pouvait avoir sa pensée tendue autrement que vers son Effort, son Droit et son Dieu.

Jamais, au grand jamais, depuis le début de la guerre, l'âme des conservateurs portugais n'a cessé de battre à l'unisson de la France. A l'écart de manifestations dont l'accès leur était interdit par une foule de raisons encore incomprises de l'étranger, les conservateurs portugais cherchaient mûrement la sanction logique et juridique de leur émotion. Si les poètes, si les artistes (et vous en êtes, Monsieur) se contentaient du cri du cœur, il n'en était pas de même des hommes d'Etat, des historiens, des philosophes, surtout des hommes de Droit dont vous trouverez ici les noms glorieux. Tous aimaient la France, c'est entendu, mais l'amour embellit tellement les êtres et les choses que, souvent, il rend beau ce qui est laid et souvent se préoccupe médiocrement de la beauté morale, la seule qui survit à l'effondrement de l'autre. Dans ce conflit qui mettait aux prises deux « manières » totalement opposées de comprendre la vie et où il fallait prendre parti pour ou contre notre esprit classique, la sympathie des autres peuples ne serait pour la France qu'un appoint frivole si « Ses Raisons » ne lui prêtaient, haut la main, le rôle que dans sa glorieuse Histoire elle a si souvent joué de porte-parole et porte-glaive du Droit.

Ces raisons de la France, qui devraient à la longue, par l'admirable tenue de son Armée et de son Opinion, en imposer à tout être capable de raisonner et de pleurer, personne mieux que Vous, Monsieur Barrès, n'a su les exposer et développer avec autant de clarté, de profondeur et de charme, dans une langue aussi pure que l'âme du soldat qui vient de communier et que la Mort surprend dans l'extase.

Peu à peu, presque sans effort, tout naturellement, vous êtes dès votre grave campagne pour la Grande Pitié des Eglises de France l'écrivain français le mieux compris, le plus suivi et, forcément, le plus aimé de ceux qui lisent un peu pour eux-mêmes et beaucoup pour les autres ; et pour la foule qui ne sachant pas lire, ou lisant de travers, cherche d'un regard troublé par une détresse infinie quelqu'un qui trouve la voie du cœur qui, chez nous, les Portugais, tient lieu de tête et explique pareillement nos joies et nos déboires.

Votre action à l'Echo de Paris, le zèle vraiment apostolique dont vous avez fait preuve à la Ligue des Patriotes, cette campagne pour l'Œuvre des Mutilés de la Guerre qui vous portera bonheur, n'en doutez pas, et, surtout, cette formule heureuse, l'Union Sacrée qui a fait le tour de la France et du monde, vous ont placé bien haut en l'estime des honnêtes gens de tous les pays pour qui la morale politique n'est pas une formule vide de sens.

En Portugal, cette prodigieuse fécondité de l'esprit et du cœur, dont Vous êtes un exemple très rare, et très pur, s'est acquis bien des âmes encore hésitantes devant l'avalanche de publicité de tous formats et de toutes les couleurs, dont on nous accablait en cherchant à nous troubler.

A côté de Votre œuvre, qui restera dans l'Histoire de France, et dans celle de la latinité comme le commentaire saisissant à leur prodigieuse faculté de survie, nous n'avons manqué aucune opportunité de nous mettre au courant de tous les faits et documents qui pourraient nous éclairer. Ainsi cet hommage est plus et moins qu'une simple envolée lyrique. Il lui manque ce souffle épique qui ne peut venir que du front, mais la certitude irréductible du droit à la Victoire et en la Victoire elle-même y sont, et rien au monde ne pourrait plus les déraciner.

Ayant comparé les Raisons de la France et de ses alliés avec les Raisons de l'Allemagne et de ses alliés, parmi lesquels on trouve avec un étonnement douloureux le Turc

et le Bulgare ; ayant lu et pesé mûrement les documents diplomatiques des groupes belligérants , étant vivement intéressés, en tant que pays foncièrement catholique , à la controverse religieuse dont Mgr Baudrillart est le porteparole savant et éloquent ; ayant assisté, avec un mélange d'indignation et d'horreur, à l'écrroulement, par le fait des Empires Centraux, de tout un droit international laborieusement acquis ; ayant tout lu, tout pesé, tout comparé, notre choix est fait. Malgré les qualités d'énergie, d'organisation et de patriotisme dont l'Allemagne a donné maintes preuves au cours de cette lutte effroyable, nous sommes pour la Culture contre la Kultur.

Ce qu'il y a de vraiment beau dans l'effort de la France, ce qui chez nous, les conservateurs portugais, commande particulièrement le respect, c'est, en plus du Droit incontestable, la collaboration étroite de toutes les forces de la Tradition dans l'Œuvre du relèvement national. Chez vous à mesure que la guerre se prolonge et que la Victoire approche, on dirait que la Mort gouverne la Vie et que les survivants éprouvent une joie mystique à multiplier les actes de sacrifice et de renoncement qui devraient conduire logiquement à la Mort. Cet état que l'on pourrait bien définir un état de Grâce fait que toute l'Histoire de France soit sur le front et qu'à côté de Joffre, de Castelnau, de Pétain, de Nivelle, de Foch, ou de Fayolle, les grandes ombres du passé, Duguesclin, Bayard, Turenne, Condé, Marceau, Hoche ou Bonaparte mènent, invisibles, le bon combat d'où doit sortir quelque chose que l'on ne peut pas encore peser, mesurer, vérifier, mais qui doit être très Grand.

Nous avons fourni aussi dans le Passé, un lourd, un trop lourd effort, qui nous a épuisés. Nous n'avons pas assez de monde pour garder la moitié de l'Univers découvert ou conquis par nos marins et nos soldats. Mais ce Passé, tel qu'il est, n'en reste pas moins la seule raison d'être de notre Présent et de notre Avenir, et un écrivain et un

penseur tel que Vous, Monsieur, y pourrait trouver un jour encore des beautés ignorées.

Le Portugal que nous représentons sans mandat officiel, est simple, ingénu, croyant, rêveur et foncièrement patriote. Il a un peu le caractère de vos Bretons. Au fond de son âme, aux réactions un peu lentes, mais sûres, il a des trésors de bonté, de courage et d'endurance encore inexplorés mais précieux. C'est un peuple qui mérite d'être connu et relevé.

En vous nommant leur interprète devant l'opinion française c'est vraiment dommage que le caractère extra officiel de ce message ne nous permette pas d'y placer un mot, rien qu'un mot, pour le grand homme d'Etat qui préside aujourd'hui aux destinées de la France. Vous l'y placerez tout de même, Vous qui avez le secret des paroles qui portent et des mots qui restent.

Que Dieu protège la France de la Marne et de l'Yser, de Picardie et de Champagne, de Verdun et de la Somme, en agréant vos désirs et vos vœux, dont le recueil formera plus tard le plus beau livre de prières qui soit au monde.

Peut-on imaginer plus ardente et plus sage adhésion aux destinées de la France ? Comme l'écrivait le *Temps*, « tous les Français se réjouiront d'une sympathie étrangère si noblement affirmée ». Les signataires de cette adresse appartiennent aux milieux les plus divers, écrivains, hommes politiques, prêtres, officiers de l'armée et de la marine, avocats, médecins, banquiers, industriels. Les plus grands noms de la vieille noblesse y coudoient ceux de simples artisans. Ce millier de personnes, tous chefs de file du parti royaliste et du monde catholique, furent groupés par un comité que présidait M. Ayres de Ornellas. Ayres de Ornellas ! le directeur du grand quotidien *Diario Nacional* et l'ancien ministre de la marine et des colonies, l'auteur de cet ouvrage *Un an de guerre*, l'une des plus belles et des plus vraies apologies

de la cause des alliés. Et à côté de lui, je retrouve M. Fernando de Souza, directeur du quotidien *A Ordem*, leader éminent du parti catholique portugais. Son ouvrage paru dernièrement, *Jeanne d'Arc e Nun' Alvarés* est l'apologie des vertus françaises et un réquisitoire documenté contre l'Allemagne, qu'il incrimine et condamne *au nom du principe catholique* ; M. da Cunha e Costa, jurisconsulte, écrivain de grand talent, jouissant en Portugal d'une immense popularité qu'il emploie à faire aimer la France ; M. Moreira de Almeida, directeur d'*O Dia*, le grand quotidien conservateur du Portugal, où paraissent les articles remarquables qu'adresse de Paris M. de Homen Christo pour glorifier notre pays et pour recommander au nom du roi Manuel l'union autour du drapeau portugais.

J'aime à écrire les noms de ces amis de la France. Quelles que soient leurs opinions dans les questions intérieures de leur pays, où nous n'avons pas à nous immiscer, tous nous répondons par un élan d'amitié française à cette démarche de l'amitié portugaise.

Je note que cette précieuse manifestation se trouve coïncider avec la conférence éclatante de Barcelone, où Francisco Melgar a donné lecture aux carlistes d'une lettre autographe de dom Jaime, contenant les plus franches déclarations en faveur des Alliés. D'heure en heure, avec des retours offensifs de l'ennemi, on assiste à la ruine des apports germaniques dans la Péninsule ; on y voit la pensée latine se reconquérir, se nettoyer de son badigeon allemand et des fausses façades que les Boches lui mirent.

Ce serait un scandale que les catholiques fissent défaut à cette œuvre de libération du génie ibérique ; ce serait, en outre, un désastre. A suivre ce Hohenzollern, sur la tête de qui voltige son Vieux Dieu, les catholiques n'eussent pas seulement renié leur principe et sacrifié leur avenir propre ; on eût vite fait de voir s'écrouler

comme un édifice sans support la libre pensée latine elle-même, car les positivistes latins, alors même qu'ils écartent la croyance pour n'admettre que ce qui est expérimenté et démontré, pourraient être nommés des positivistes chrétiens. Ils travaillent, fût-ce à leur insu, pour que l'influence du Christ demeure persistante sur les hommes. Dans la racine de leur pensée réside le principe chrétien, et, que le principe vienne à périr, à céder au germanisme, vous verriez la fleur, les fruits, toute la plante se dénaturer, disparaître.

Qu'est-ce que les Latins peuvent bien opposer d'efficace au Valhalla du Nord et à l'invasion de ses dieux ? Quelle digue contre cet océan ? Comment résister à l'ivresse intellectuelle qui monte d'Allemagne et à des philtres dont il serait vain de nier la sombre magie ? Ce n'est pas le lieu d'énumérer les antidotes de la philosophie allemande. Il en est de variés selon les races et les climats. Mais le plus général et sans doute le plus fort, chez les Portugais, chez les Espagnols et dans les pays qu'ils ont peuplés, c'est le christianisme.

La Germanie le sait ; deux principes s'affrontent ; elle voit le cœur divin où il faut viser la société latine. Le dernier des grands bûcherons qu'elle a envoyés de ses forêts, la hache sur l'épaule, pour défier le monde (tels ces géants du Nord qui venaient jusqu'aux portes du camp, sous les murs d'Aix en Provence, provoquer l'Imperator romain), ce Nietzsche s'attaque directement au Christ.

Les catholiques du Portugal rendent un éminent service à la civilisation latine et tout au court, comme ils le disent, à la civilisation en se dressant aussi vigoureusement contre la culture des Barbares. Et puis ils se rangent avec honneur dans leur tradition religieuse et nationale.

Le cardinal Mathieu, dans son discours de réception

à l'Académie française, a formulé d'un trait le plus beau programme : « Sauver le monde par l'union intime de la science et de la charité... » Mot magnifique, qui rejette à l'oubli la pitoyable formule de « la faillite de la science ». Celle-ci ne se justifiait que si l'on admettait de définir la science comme le font les imbéciles. La formule du cardinal Mathieu tient compte de ce que la vie nous enseigne, à savoir que chaque homme collabore à élever vers le ciel une cathédrale à deux tours, dans les fondations de laquelle repose toute l'énergie de l'humanité. J'admirai, sitôt que je l'entendis, cette pensée de mon illustre compatriote lorrain, mais combien elle rayonne encore plus, aujourd'hui que nous voyons en lettres sanglantes le programme de la Germanie : « Se saisir du monde par l'union intime de la science et de la terreur. »

Il n'était pas à craindre qu'elle se ralliât aux doctrines allemandes et à cet idéal de terrorisme, la noble nation portugaise, dont le message que j'ai dans les mains nous dit : « Le Portugal est simple, ingénu, croyant, rêveur et foncièrement patriote. Il a un peu le caractère de vos Bretons. Au fond de son âme, aux réactions un peu lentes, mais sûres, reposent des trésors de bonté, de courage, et d'endurance encore inexplorés... » Définition d'un charme inoubliable et que complète cette autre phrase si fière et si touchante : « Nous avons fourni dans le passé un trop lourd effort, qui nous a épuisés. Nous n'avions pas assez de monde pour garder la moitié de l'univers, découvert ou conquis par nos marins et nos soldats. Mais ce passé demeure la raison d'être de notre présent et de notre avenir... »

L'univers admire avec quelle décision généreuse et hautement raisonnable le Portugal a voulu assumer un rôle actif dans le drame mondial ; et tous nous savons ce que son exemple, à côté de celui des Etats-Unis, a

pesé dans les résolutions du Brésil. Nous l'aimons d'être associé non seulement à notre effort militaire, mais encore à notre tension économique. Il manque des matières premières pour son industrie et des denrées nécessaires à son alimentation ; il voit l'exportation de ses produits gênée jusqu'à la paralysie. Ce sont là des sacrifices que notre amitié additionne avec ceux que ses nobles soldats sont prêts à accomplir. Et qu'au milieu de ces difficultés passagères l'union sacrée se soit faite dans la République portugaise autour du drapeau, c'est un fait magnifique dont le message des conservateurs portugais nous apporte l'assurance et qui prouve la noblesse et la sagesse de leur esprit national.

Que de tels hommes, dans une telle cause, m'aient pris pour interprète auprès de mes compatriotes, c'est un grand honneur pour moi ; je le dois au rayonnement des lettres françaises : la chaleur de sympathie et de génie accumulées en elles par les siècles profite au plus obscur de ceux qui les servent fidèlement. Et disons-le en passant, les lettres ne servent nulle part mieux la France qu'en Portugal, en Espagne et dans ces pays latins du Nouveau Monde que Lamartine appelait « les grands pays de la civilisation spiritualiste ». Qu'ils sachent, nos amis de ces belles nations, jadis lointaines, aujourd'hui voisines par le rapprochement de nos cœurs, qu'ils sachent combien ici nous désirons tous désormais multiplier avec eux les liens d'une entente qui ne s'est jamais révélée plus vivace que dans les difficultés et depuis ces trois années tragiques.

XXXI

LES TENTACULES DE LA PIEUYRE

III

LA CHANSON DORÉE QUI NOUS VIENT D'ALLEMAGNE

27 avril 1917.

Nous avons entrevu dans deux articles l'organisation de la propagande allemande : comment elle achète, embauche et corrompt. En tous pays, un immense marché de trahison est ouvert dans l'ombre. Les agents boches fondent des journaux, ou bien payent des malheureux pour qu'ils glissent dans les feuilles où ils collaborent des articles utiles à l'Allemagne. Ce travail à la pièce est le plus ingénieux. En outre, il y a des chefs de rumeur.

Il est aisé de reconnaître dans tous les pays du monde des « motifs » fournis par les Allemands et développés, traduits avec une diversité infinie selon les goûts de chaque clientèle. Ces musiques s'étalent effrontément dans les journaux boches, s'insinuent, se nuancent avec plus de prudence dans les journaux complaisants. D'un bout à l'autre de l'univers, des nuées de propagandistes, parfois de simples causeurs (tel, à Madrid, cet horloger dont le magasin est une officine officielle de racolage) jouent leur partie dans ce concert que Berlin dirige.

De la profonde Bochie, à de certains instants favorables, une impulsion savante déclanche les rumeurs infâmes, les bruits alarmants, les arguments subtils, les articles et les brochures. Nos traîtres reçoivent leur mot d'ordre par la Suisse et l'Espagne ; les vipères glissent

dans les herbes, les repris de justice courent leur clientèle, le voleur et le faussaire prodiguent leurs lazzis, tout fait rage.

Aujourd'hui, pour soutenir les menées des Zimmerwaldiens en Russie, l'Allemagne a mis au programme la chanson du pacifisme.

Un chant s'élève, plein de douceur. La propagande allemande s'est faite démocratique. Elle se développe en plusieurs couplets. Il s'agit de donner aux intellectuels l'impression que, sous l'Allemagne prussianisée et militarisée des junkers et des gros capitalistes, il existe une jeune Allemagne, toujours naïve, toujours rêveuse, avide de justice et de liberté... Si ce premier couplet n'a pas déplu, on insinue *mezza voce* que le gouvernement impérial est plutôt du côté libéral que du côté pangermaniste.

Puis le chanteur ayant repris haleine entonne sa seconde strophe. Il soutient que la guerre sera suivie en Allemagne d'un changement politique profond, d'une orientation du pays vers un libéralisme pacifique.

Rien de plus faux ; jusqu'à cette heure la disette et la colère qu'elle provoque n'ont fait que renforcer les positions des pangermanistes. Mais le chanteur est payé pour mentir ; il prétend que le militarisme allemand est dès à présent abattu et qu'il s'agit de sauver le peuple allemand. Il s'efforce de voiler la réalité des ambitions pangermanistes et s'indigne si on les met en valeur. A le croire, l'Allemagne n'est plus menaçante ; c'est elle, la pauvre, qui est menacée dans son unité. Notre homme s'en émeut. Il crie que la seule paix souhaitable, c'est la paix boiteuse arrachée à la lassitude générale.

Enfin, le dernier couplet que l'Allemagne fait lancer dans les milieux démocratiques, vous le connaissez, et n'y distinguez-vous pas, sous les mots papelards, un odieux ricanement ? « La France, susurrent partout des milliers d'agents, a reconquis sa place dans le monde ;

l'Allemagne est virtuellement vaincue; c'est l'idée française, l'idée de la grande Révolution qui triomphe, de l'aveu même du chancelier. A quoi bon continuer une guerre inégalement sanglante? Pourquoi chercher une décision militaire, sans doute impossible à obtenir, au lieu de cueillir les fruits de la victoire morale que la France a déjà remportée? »

Toutes ces fariboles, pour se faire accueillir, escomptent la plus stupide ignorance. La vérité, c'est que c'est toute l'Allemagne qui est impérialiste et pangermaniste. Le fameux militarisme prussien, sur lequel on voudrait retenir notre attention pour dégager l'essentiel, eût été bien peu de chose s'il n'avait pu utiliser des ressorts économiques et populaires créés en dehors de lui. Il est à la suite. Bien plus que lui, pour nous inquiéter, il y a les faiseurs d'affaires. Tout ce monde d'industriels et de commerçants dont les convoitises sont partagées par leurs plus petits commis. voilà d'où partit le besoin de la guerre. Les hobereaux suivirent. Le militarisme en Allemagne est une conclusion et non pas un principe. Une Allemagne démocratique n'enlèvera à ces brasseurs d'affaires rien de leur force et de leur impérialisme industriel. Au contraire.

Une révolution libérale ferait en Allemagne de l'union, de la force, de la solidité. Au lieu de dix Etats royaux ou princiers, elle y mettrait une nation plus compacte, plus homogène et qui au lieu d'obéir seulement à des chefs obéirait à des moteurs intérieurs, instinct, convoitise, patriotisme, la rendant plus agressive et plus dangereuse que jamais. Voulez-vous que l'Allemagne fasse la guerre aujourd'hui ou la reprenne dans cinq ans avec un fanatisme mystique comparable à celui de Barcocheba contre Rome ou de Juda contre Moab? Mettez l'Allemagne en République. L'humanité n'y gagnera rien.

Une seule chose servira la paix : la force qui mettra l'Allemagne hors d'état de nuire.

Mais l'Allemagne nous connaît. Elle sait que nous croirons à son repentir, comme nos socialistes ont cru en la sincérité de la social-démocratie, Napoléon III en la sincérité de Bismarck, Voltaire en la sincérité de Frédéric II. Elle sait qu'une Allemagne en république serait aussitôt pour quelques-uns autour de nous, les uns sincères, les autres non. une Allemagne que l'on excuse, à laquelle on pardonne, que l'on plaint, avec laquelle on se lie et dont bientôt nous accepterions, avec moins de scrupules que jamais, les idées, les livres, les actions industrielles et la camelote. N'est-il pas de règle qu'il y ait plus de joie pour un pécheur repentant que pour un juste ?

L'Allemagne sait tout cela et si quelque jour elle trouve un avantage à se « libéraliser », elle le fera. Il ne lui en coûtera qu'un masque de plus. Ne fait-elle pas la mahométane en Asie, la catholique en Espagne ? Dès maintenant, il est bon que nous regardions en face la manœuvre et les manœuvriers. Il est bon que nous soupesions ces mots dont les plus honnêtes peuvent être des pièges : « Société des nations, démocratie allemande, république allemande. » L'état politique de nos éternels ennemis ne compte pas dans les raisons qui doivent nous armer ou nous désarmer. Nous souhaitons à l'Allemagne le régime intérieur qui la rende la plus vulnérable, la moins dangereuse, comme nous souhaitons au Kaiser pour habit suprême la camisole de force.

Si l'Allemagne se repent, on le verra dans un siècle, après qu'elle aura payé ses crimes. D'ici là, tous ces mots de société des nations, de libéralisme, de démocratie laissent l'Allemagne en dehors, quoi qu'il arrive chez elle. Elle s'est exclue de la civilisation, et les individus qu'elle soudoie ne couvriront pas de leur chanson dorée la clameur sanglante des peuples.

TABLE DES MATIÈRES

QUATORZIÈME PHASE

LA BATAILLE DE LA SOMME. — VERDUN DÉGAGÉ.

LA ROUMANIE EN GUERRE.

LES INTRIGUES DE LA GRÈCE. — LA PRISE DE GORIZIA.

(DU 7 JUILLET 1916 AU 1^{er} JANVIER 1917)

- I L'ANGLETERRE PENDANT LA GUERRE. — I. La traversée (26 juillet 1916). — II. Comment Londres et Paris diffèrent. Un déjeuner chez M. Asquith. — Lloyd George, le Celte (28 juillet 1916). — III. Un discours sur la France à Londres (30 juillet 1916). — IV. Une conversation avec M. Lloyd George (1^{er} août 1916). — V. Le Réveil national d'août 1914 (3 août 1916). — VI. Une visite à l'arsenal de Woolwich (5 août 1916). — VII. Conversation avec des intellectuels anglais (6 août 1915) 13
- II Une odieuse campagne. *Les Rumeurs infâmes* (6 août 1916). Réponse à M. Raffin-Dugens. Appendice : M. Victor Snell, auteur probable de la rumeur infâme 43
- III L'ANGLETERRE PENDANT LA GUERRE. — VIII. La France fêtée par les Anglais. Un déjeuner à l'arsenal de Portsmouth (7 août 1916). — IX. La visite de l'arsenal de Portsmouth. Au club des officiers des sous-marins. —

	Une réception à l'amirauté (9 août 1916). —	
	X. Le collège de Winchester. Un service pour les soldats à la cathédrale. — Le camp de Salisbury (11 août 1916). — XI. Le silence d'Oxford (13 août 1916). — XII. La vie universitaire transformée en vie militaire. Le rôle d'Oxford pendant des siècles de paix et son rôle aujourd'hui (16 août 1916). — XIII. Les jeunes intellectuels à l'armée, d'après leur correspondance (18 août 1916). — XIV. Seront-ils transformés et comment? (20 août 1916). — XV. Les ateliers de la défense nationale à Sheffield (22 août 1916). — XVI. En hydravion au-dessus de l'escadre (24 août 1916)	70
IV	Des villages pleins de souvenirs et pleins d'espérances (3 septembre 1916).	124
V	Anniversaire de la bataille de la Marne. — <i>Les intrigues souterraines de l'Allemagne</i> (11 septembre 1916).	130
VI	Pour sauver la pensée de ceux qui sauvèrent la France. — <i>Le Suffrage des Morts</i> (8 novembre 1916).	135
VII	Les aveux successifs de la défaite allemande à Verdun (10 novembre 1916)	142
VIII	Au milieu des veuves de la guerre. — <i>Le Suffrage féminin</i> (13 novembre 1916)	149
IX	C'est découvrir Albert pour couvrir Marcel. — <i>Les intrigues souterraines de l'Allemagne</i> (15 novembre 1916).	153
X	La souscription des mutilés (17 novembre 1916)	158
XI	Le rôle moral de la Fédération des mutilés (20 novembre 1916).	162
XII	La nécessité du suffrage des morts (22 novembre 1916).	167

XIII	Pétition pour le suffrage des morts soumise au Parlement par les familles des mobilisés (24 novembre 1916)	171
XIV	Le discours de Champigny. Où en sommes-nous ? — <i>La Ligue des Patriotes</i> (4 décembre 1916).	177
XV	Une bonne carte dans notre jeu. — <i>La gêne alimentaire allemande</i> (18 décembre 1916).	183
XVI	Les plaintes du ventre allemand. — <i>La gêne alimentaire allemande</i> (20 décembre 1916).	188
XVII	La guerre exige de tous un esprit national. — <i>Le Parlement</i> (22 décembre 1916)	196

QUINZIÈME PHASE

L'AMÉRIQUE ENTRE EN GUERRE.

LA RÉVOLUTION RUSSE.

LE REPLI ALLEMAND SUR LA LIGNE HINDENBURG.

L'OFFENSIVE ANGLO-FRANÇAISE DU PRINTEMPS.

(DU 1^{er} JANVIER AU 27 AVRIL 1917)

I	1917 (1 ^{er} janvier 1917)	215
II	La mort d'un chef : le général Serret. — <i>In Memoriam</i> (8 janvier 1917)	220
III	Réponse à Louis Barthou sur le suffrage des morts (26 janvier 1917).	229
IV	Whitney Warren, l'ami de la France (27 janvier 1917)	234

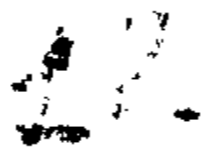
V	La bibliothèque de la Ligue des Patriotes (29 janvier 1917)	235
VI	Lajournée destuberculeux (31 janvier 1917).	242
VII	Une loi de gloire et de consolation (2 fé- vrier 1917)	249
VIII	Des héros qu'on insulte, des pauvres qu'on dépouille (12 février 1917)	255
IX	Pour économiser des tonnes de blé et des millions de francs. — <i>L'organisation éco- nomique</i> (19 février 1917).	259
X	Le prêt national aux soldats (21 février 1917).	262
XI	Le projet dressé par la Ligue des Patriotes pour le prêt national aux soldats (23 fé- vrier 1917).	267
XII	Le jeune chef et ses soldats. — <i>La spiri- tualité de nos armées</i> (26 février 1916).	272
XIII	Une étape décisive dans l'Union nationale (5 mars 1917).	278
XIV	Salus populi suprema lex. — <i>L'Union natio- nale</i> (12 mars 1917).	280
XV	La Nation américaine apparaît (14 mars 1917)	285
XVI	Chaque nation veut anéantir ce qu'elle con- tient de germanisme (19 mars 1917) . .	292
XVII	Désignons des villes-otages (21 mars 1917).	296
XVIII	Hésitations et sympathies des Scandinaves. — <i>Propagande française à l'étranger</i> (23 mars 1917).	300
XIX	De la ferme aux halles. — <i>L'organisation économique</i> (26 mars 1917)	205
XX	L'action productrice des forces (28 mars 1917)	310

XXI	Les limitrophes de l'Allemagne. — <i>Propagande française à l'étranger</i> (30 mars 1917)	314
XXII	Pourquoi les Allemands se dérobent à la bataille (2 avril 1917)	322
XXIII	Que peut nous donner l'Amérique (4 avril 1917)	326
XXIV	La Passion et la résurrection des Eglises. — <i>Les Eglises mutilées</i> (6 avril 1917) . .	330
XXV	Comment tous les éléments de l'Univers entrent peu à peu dans la guerre (9 avril 1917)	337
XXVI	Que peut nous donner le Brésil (11 avril 1917)	341
XXVII	LES TENTACULES DE LA PIEUVRE. — I. Pour dérouter l'Univers (13 avril 1917). — II. Les méthodes allemandes de corruption (16 avril 1917)	345
XXVIII	Les Femmes d'Alsace et de Lorraine (20 avril 1917)	353
XXIX	Les Revenants sacrés. — <i>Les régions dévastées</i> (23 avril 1917)	362
XXX	Un témoignage du Portugal à la France. — <i>Propagande française à l'étranger</i> (25 avril 1917)	366
XXXI	LES TENTACULES DE LA PIEUVRE. — III. La chanson dorée qui nous vient d'Allemagne (27 avril 1917).	375

MAURICE BARRÈS

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE
PRÉSIDENT DE LA LIGUE DES PATRIOTES

L'ÂME FRANÇAISE ET LA GUERRE



LES TENTACULES

DE

LA PIEUVRE

PARIS

ÉMILE-PAUL FRÈRES, ÉDITEURS

100, RUE DU FAUBOURG-SAINT-HONORÉ, 100

PLACE BEAUVAU

—
1920



ŒUVRES DE MAURICE BARRÈS

LE CULTE DU MOI

• SOUS L'ŒIL DES BARBARES	1 vol.
•• UN HOMME LIBRE	—
••• LE JARDIN DE BÉRÉNICE	—

LE ROMAN DE L'ÉNERGIE NATIONALE

• LES DÉRACINÉS	1 vol.
•• L'APPEL AU SOLDAT.	—
••• LEURS FIGURES	—

LES BASTIONS DE L'EST

• AU SERVICE DE L'ALLEMAGNE	1 vol.
•• COLETTE BAUDOÛCHE, histoire d'une jeune fille de Metz	—

L'ÂME FRANÇAISE ET LA GUERRE

• L'UNION SACRÉE (2 août-31 octobre 1914)	1 vol.
•• LES SAINTS DE LA FRANCE (1 ^{er} novembre 1914-1 ^{er} janvier 1915)	—
••• LA CROIX DE GUERRE (2 janvier-11 mars 1915)	—
•••• L'AMITIÉ DES TRANCHÉES (11 mars-9 mai 1915)	—
••••• LES VOYAGES DE LORRAINE ET D'ARTOIS (9 mai-20 juin 1915)	—
•••••• POUR LES MUTILÉS (20 juin-septembre 1915)	—
••••••• SUR LE CHEMIN DE L'ASIE (4 septembre-29 novembre 1915)	—
•••••••• LE SUFFRAGE DES MORTS (1 ^{er} décembre 1915-20 février 1916)	—
••••••••• PENDANT LA BATAILLE DE VERDUN (21 février-7 juillet 1916)	—
•••••••••• VOYAGE EN ANGLETERRE (8 juillet 1916-27 avril 1917)	—

L'ENNEMI DES LOIS	1 vol.
DU SANG, DE LA VOLUPTÉ ET DE LA MORT	—
AMORI ET DOLORI SACRUM (<i>La mort de Venise</i>)	—
LES AMITIÉS FRANÇAISES	—
SCÈNES ET DOCTRINES DU NATIONALISME	—
LE VOYAGE DE SPARTE.	—
GRECO OU LE SECRET DE TOLÈDE	—
LA COLLINE INSPIRÉE	—
HUIT JOURS CHEZ M. RENAN	—
LA GRANDE PITIÉ DES ÉGLISES DE FRANCE	—
LES FAMILLES SPIRITUELLES DE LA FRANCE	—

LES TRAITÉS ÉTERNELS DE LA FRANCE	Prix 1 fr. 25
ADIEU A MORÉAS. Une brochure	Prix 1 fr. »
UN DISCOURS A METZ (15 août 1911). Une brochure	Prix 1 fr. »
DANS LE CLOAQUE	Prix 2 fr. »

JUSTIFICATION DU TIRAGE



TENTACULES DE LA PIEUVRE ⁽¹⁾

DIX-SEPTIÈME PHASE

DIFFICULTÉS INTÉRIEURES. — LES REVERS DE L'ITALIE.
 LE TRIOMPHE DES MAXIMALISTES. — L'ARMISTICE
 DE BREST-LITOWSK. — PRISE DE JÉRUSALEM.

Du 1^{er} octobre 1917 au 25 janvier 1918

Dans les premiers jours d'octobre 1917 le Journal de Genève notait que la guerre évoluait de plus en plus vers les difficultés intérieures, et dénonçait la campagne de corruption poursuivie par l'Allemagne. « Il ne semble pas, disait cette feuille neutre, qu'il y ait d'autres exemples dans l'histoire d'un gouvernement faisant de procédés criminels un emploi généralisé à ce point. »

(1) Depuis longtemps déjà nous avons commencé à dénoncer la manœuvre de l'Allemagne pour déclancher la révolution dans tous les pays de l'Entente. (Voir les *Tentacules de la pieuvre* des 13, 16 et 27 avril 1917, tome X). Dès cette année 1917 la manœuvre allemande réussit en Russie, et c'est aussi le moment où nous allions périr, si les Almereyda, les Caillaux, les Malvy et les Bolo n'avaient pas été pris à la gorge par les bons Français.

Les menées allemandes triomphent en Russie, où nous verrons le gouvernement tomber aux mains des maximalistes, provoquent en Italie un état d'esprit tel qu'il prépare une victoire facile des armes autrichiennes (Carporetto) mais se heurtent en France à une réaction violente du pays tout entier, qui se redresse dans un sursaut de patriotisme, balaye les traîtres et les hésitants, et porte au pouvoir M. Clemenceau.

I. — FRONT FRANCO-ANGLAIS.

Les Allemands appauvris en hommes et en munitions, comptent sur l'action dissolvante de leur or et sur l'activité de leurs agents secrets pour miner les forces de l'Entente. Pour attendre les effets de cette politique ils ont, sur le front occidental, adopté une nouvelle tactique, dont un ordre du jour, trouvé sur un prisonnier, nous livre le secret. Il préconise une défensive active et pour mettre ce dispositif d'attente à l'abri de l'artillerie franco-anglaise dont l'efficacité n'a cessé de s'accroître, pour se trouver toujours prêt à riposter aux attaques locales, l'État-Major allemand substitue au

vieux système des positions repérables une zone de défense organisée en profondeur avec des troupes dont la densité va croissant vers l'arrière.

Ces savantes dispositions n'empêchent pas l'armée du général Maistre de prendre, le 23 octobre, une offensive heureuse. Elle nous livre dès la première heure le fort de la Malmaison, rejette les Allemands des carrières de Montparnasse, nous conduit le lendemain aux lisières de la forêt de Pinon, et le 25 jusqu'au canal de l'Oise à l'Aisne. Magnifique succès qui oblige l'ennemi à évacuer complètement le Chemin des Dames, et nous permet d'occuper dans les premiers jours de novembre tout le massif entre l'Ailette et l'Aisne.

La stratégie d'Hindenburg est également impuissante à parer les coups que les Anglais et les soldats du général Anthoine portent aux armées qui leur sont opposées en Belgique. Nous avançons durant le mois d'octobre jusqu'aux lisières ouest de la forêt d'Houthulst, et le 30 les Canadiens occupent la crête de Paschendaele. Mais le coup le plus hardi porté à l'adversaire est l'attaque brillamment menée par Sir Julian Byng le 20 novembre. Sans préparation d'artillerie, précédés de leurs tanks, qui leur ouvrent le chemin, les Anglais

II. — FRONT ITALIEN.

Malheureusement les événements d'Italie et surtout de Russie viennent soutenir le moral ébranlé des populations austro-allemandes. A la fin d'octobre Berlin pavoise en l'honneur des victoires de Vénétie !

Les agents de l'Allemagne font croire depuis trois mois à une partie de la population italienne que les Austro-Allemands veulent la paix, que les troupes autrichiennes sont prêtes à fraterniser, que si les Italiens mettent crosse en l'air, les Autrichiens se jetteront dans leurs bras.

Le 24 octobre, quand dans un brouillard épais certaines unités italiennes voient s'avancer sur leurs tranchées les premiers bataillons ennemis, elles crient « Vive la paix », et livrent sans résistance leurs positions. A la faveur de cette trahison, et de défaillances partielles, les premières et les secondes lignes sont enlevées presque sans coup férir, entre Plezzo et Tolmino. Quelques régiments moins travaillés par la propagande ennemie, tiennent jusqu'à la mort et se font exterminer. Mais la

11^e armée retraite en désordre. Le lendemain le plateau de Bainsizza doit être évacué, le Carso est abandonné.

Les jours suivants les Autrichiens occupent Gorizia et Monfalcone, le 29 octobre les Austro-Allemands entrent dans Udine. Les communiqués autrichiens annoncent que les Italiens ont perdu 200.000 hommes faits prisonniers, et 1.800 canons.

Le résultat de deux années et demie de guerre et de tant d'efforts est anéanti en trois jours.

A Rome l'angoisse de cette défaite étreint tous les cœurs. Le ministère Boselli suspect de mollesse est renversé. Le cabinet Orlando, qu'on appelle « le ministère de la résistance », est constitué. Les pacifistes voyant à quel désastre aboutit leur espoir, se reprennent. Un même élan jette toute l'Italie vers sa frontière.

A Paris, dès le 26 octobre, la coopération des Alliés sur le front de l'Isonzo a été décidée, et dès le 28 les troupes ont été dirigées vers l'Italie.

L'armée italienne a passé avec peine le Tagliamento. La Vénétie est envahie à la fois par les Alpes Juliennes et par les Alpes Carniques.

tard, le 6 novembre, il a déchaîné dans la capitale une insurrection qui a déterminé Kérenski à prendre la fuite.

Quand le 8 novembre s'ouvre le congrès général des soviets de toute la Russie, 14 maximalistes, Lénine et Trotski en tête, sont élus au bureau. Ils composent un Comité de salut public qui met les ministres en accusation et les emprisonne.

Cependant les Allemands s'installent dans le golfe de Riga et en occupent les îles.

Le 10 novembre profitant de l'angoisse que les progrès de l'ennemi jettent dans la population de Pétrograd, les maximalistes demandent la conclusion d'un armistice de trois mois, pendant lequel on négociera la paix, sur la base « ni annexion, ni indemnités ».

Dix jours plus tard Lénine publie une proclamation déclarant que tous les pouvoirs de l'État passent aux soviets, et donne l'ordre de commencer sur le front des négociations pour l'armistice.

Trotski de son côté informe les ambassades que le congrès général des soviets a constitué un nouveau gouvernement de la République russe sous la forme d'un conseil des commissaires nationaux. Le chef de ce gouvernement est Lénine. Trotski dirige la politique exté-

rière. Le nouveau gouvernement propose, formellement à tous les pays engagés dans la guerre, un armistice immédiat et l'ouverture des négociations pour la paix générale. Ce singulier diplomate ajoute que si les belligérants ne se sont pas mis d'accord le 2 décembre, la Russie fera une paix séparée.

La Russie est à la merci de l'Allemagne. L'aspirant Krilenko devenu généralissime propose une suspension d'armes aux commandants des forces ennemies. Les troupes fraternisent. Chaque régiment austro-allemand sur le front oriental comprend une « équipe de fraternisation » composée de trois sous-officiers et de dix soldats.

Les événements se précipitent. Lénine a lancé une proclamation autorisant les diverses nationalités de la Russie à se constituer en États indépendants. La Finlande n'avait pas attendu ce document pour s'ériger en République. Dès les premiers jours de novembre la Rada ukrainienne a, elle aussi, proclamé la république et rappelé du front tous les soldats ukrainiens. La Bessarabie et le Caucase suivent rapidement cet exemple, et le mois suivant c'est le Turkestan qui proclame son autonomie, c'est le congrès de Tomsk qui établit un gouvernement de la Sibérie confédérée, ce

A Salonique, le 23 décembre, le général Guillaumat remplace le général Sarrail. Ce changement est le prélude d'événements considérables.



...

UN GRAND DOCUMENT LORRAIN QUI BIFFE LE MOT DE "DÉSANNEXION"



La rive gauche du Rhin.

2^o Octobre 1917.

Instruction contre le *Bonnet Rouge*, enquête à la Chambre, instruction contre Bolo, il faut unifier tout cela. Tout cela, c'est le grand complot des Boches de l'intérieur pour démoraliser la nation. A mort, les traîtres ! criait la foule. Elle est vigoureusement entamée, la lutte contre ceux que la *Ligue républicaine de Défense nationale* appelle justement « des inconscients ou des criminels, qui mènent, à l'arrière, et de l'arrière au front, une campagne de démoralisation, que favorisent sournoisement des agents de l'étranger... » Laissons donc aujourd'hui la justice agir, et pour un instant, détournons-nous de cette canaille antifranaçaise.

Je veux mettre sous les yeux du public un document, un texte très simple, signé de noms obscurs, mais que je trouve très beau et très instructif.

J'aimerais en recommander amicalement la lecture à Painlevé, dont je sais l'ardent patriotisme alsacien-lorrain. Pourquoi Painlevé ? Pour qu'il laisse de côté son mot insuffisant de « *désannexion* ».

Quand j'entendis dans la déclaration gouvernementale ce vocable étrange, je me retins pour ne pas interrompre. Qu'est-ce que c'est encore que cette

variante-là? Le mot, me dit-on, nous vient de Belgique, et Vandervelde en est le père.

La caution est bourgeoise. Nous aimons tous, depuis trois années, Vandervelde, de qui nous connaissons de longtemps le talent. Mais ce grand orateur s'adresse aux Belges d'abord et parle au nom des socialistes ; sa pensée propre et ses auditeurs peuvent lui conseiller des précautions que je m'étonne de trouver dans une déclaration de notre gouvernement. Désannexer l'Alsace-Lorraine, cela peut signifier qu'on la constituera en territoire autonome, qu'on en fera une sorte de Luxembourg. C'est un système détestable. Disons-le clairement, de tous les systèmes imaginables, c'est le plus mortel pour les Alsaciens-Lorrains. Ils vivaient très mal avec les Allemands. Au moins dureraient-ils. Pressés entre l'Allemagne et la France, ils ne respireraient plus. Pas d'équivoque ! Nos frères sont des Français et veulent que cesse l'abus de force dont ils souffrent depuis quarante-sept ans.

La présente guerre rendra l'Alsace-Lorraine à la France. Elle la lui rendra purement et simplement, sans transactions, sans plébiscite. Les Alsaciens-Lorrains ne sauraient admettre que leur qualité de Français soit mise en question. Leurs représentants ont proclamé en 1871 que leur droit était inviolable. Ni le traité de Francfort, d'ailleurs déchiré par l'Allemagne elle-même en août 1914, ni les quarante-quatre ans passés sous la domination allemande n'ont porté atteinte à ce droit imprescriptible. Il subsiste tout entier. Il n'a pas plus besoin d'être confirmé que n'a besoin de l'être le grand principe qui domine cette guerre -- le principe même du Droit. Plus que qui que ce soit sur la terre, nous sommes, nous Alsaciens-Lorrains, l'expression vivante de ce principe. Nous avons trop souffert de le voir méconnu pour admettre qu'aucune condition soit mise à son rétablissement.

Voilà le langage qu'une fois de plus, il y a deux semaines, dans une déclaration collective, viennent de tenir les onze sociétés où se groupent en France tous les Alsaciens et tous les Lorrains annexés.

A ces voix officielles, joignons la pensée ardente qui fermente dans les prisons d'Alsace et de Lorraine (dans l'espace d'un an, trois mille années de prison viennent d'être infligées par les tribunaux allemands aux Alsaciens et aux Lorrains), et n'oublions pas de tenir compte des déserteurs alsaciens et lorrains qui, depuis 1914, ont, par dizaines de mille, décampé des rangs odieux de l'armée allemande.

Les braves gens ! En voilà qui, mieux que tous autres, ont affirmé leur désir de redevenir Français ! Leurs actes témoignent de leur pensée implacable ; ils se sont libérés, et ils abattent du Boche pour libérer Metz et Strasbourg. Ce n'est pas leur affaire de parler, mais vienne une occasion, vous serez émerveillés de la force, de l'éclat, de la noblesse avec lesquels s'exprime leur volonté de rentrer avec armes et bagages dans la famille française.

Une convention conclue entre la France et la Russie a décidé de rapatrier en France les Alsaciens et les Lorrains qui ont été faits prisonniers par les Russes ou qui se sont jetés volontairement dans les rangs russes. Le premier transport a été effectué au milieu de cette année. Voici le serment que ces braves (tous des Lorrains) ont prêté solennellement à bord du bateau qui les ramenait.

Je vous transcris un texte dont je possède la photographie et que m'ont remis Sadler et Jean, ces deux Messins, au nom de la Société Ereckmann-Chartrian.

Nous soussignés, enfants de la Lorraine, jurons devant Dieu, sur le drapeau et l'épée, qu'une fois débar-

qués en France, nous nous engagerons de suite dans l'armée pour le front.

Nous voulons de notre mieux aider la France à délivrer d'un joug infâme ceux qui souffrent de la séparation.

Nous voulons venger les crimes sans nom et sans nombre commis par les envahisseurs.

Nous voulons donner notre obole pour l'agrandissement de la patrie qui est nôtre.

Chacun signe, en mettant auprès de son nom : « *Je veux. Vive la France !* » Et l'officier du bord certifie le tout en écrivant en travers de ce superbe document : « *Ce serment fut prêté à bord du Czar, le 14 juillet 1917, en ma présence. — L. DE BASHLY.* »

Je n'ose pas, à cause des Allemands qui peuvent me lire, transcrire ici les noms de ces jeunes Lorrains qui jettent si allègrement leurs casques à pointe pour coiffer la bourguignotte. Mais ils ont voulu donner leurs lieux de naissance, inscrire les noms charmants de Lorry, Solgne, Montigny, Vigny, Arc-sur-Moselle, Landrof, Chicourt, Morhange, Maizières, etc., etc. Puissent ces doux villages qui se tassent, là-bas, au milieu des vignobles et sous les mirabelliers, entendre des accents si fiers et qui débordent d'espérance.

Ah ! voilà un langage que l'on comprend. Ce n'est pas moi qui voudrais nier que des idées qui m'échappent et que je crois fausses ont heureusement soutenu dans la lutte certains de nos frères français. Il est possible que quelques-uns trouvent leur réconfort à parler de « désannexion » et de « Société des Nations », mais comme ce langage de nos Lorrains me paraît plus beau, plus utile, plus pleinement national !

Il y a beaucoup de traits à travers l'histoire qui peignent la fidélité lorraine. Rappelez-vous cette vieille femme du peuple qui, voyant un jeune homme en peine sur les dalles de la basilique de Saint-Nicolas,

court chez elle, revient et glisse sa bourse, toutes ses économies, dans les mains de son duc (René II), vaincu et fugitif, qu'elle vient de reconnaître. Songez à la douleur de Nancy au départ de ses ducs héréditaires ; retrouvez ce que le Grand Empereur disait des soldats lorrains et vosgiens, et comparez-le à ce que tous les chefs et les Allemands eux-mêmes, durant cette guerre, ont dit des 20^e et 21^e corps, dont l'esprit militaire, formé en Lorraine, pénètre et perfectionne tous les éléments qui, de toutes les provinces, y sont maintenant versés ! La gloire lorraine est attestée par d'innombrables faits. Mais, au-dessous du portrait de Jeanne d'Arc, et en regard de l'immortelle déclaration que firent, le 16 février 1871, à l'Assemblée nationale, les représentants de l'Alsace et de la Lorraine, je crois que dans beaucoup de maisons mes-sines, après la victoire, on voudra suspendre ce glorieux serment des jeunes soldats qui se libèrent de l'Allemagne et, spontanément, courent servir la France, contre laquelle l'ennemi héréditaire avait vainement voulu les dresser.

Je conserve parmi mes papiers les plus précieux l'assurance que les jeunes ouvrières de Metz voulurent bien me donner, qu'elles acceptaient avec joie le portrait que j'avais tracé dans *Colette Baudouche*, de leur irréconciliable sentiment d'éloignement pour l'Allemand. Maintenant voici leurs frères, leurs fiancés, leurs maris qui, reniant violemment l'odieuse Germanie, sont parmi nous et ne veulent point se reposer qu'elle n'ait restitué l'Alsace-Lorraine à la France.

De tels sentiments, transmis de génération en génération durant quarante-sept années, et affirmés, selon les circonstances, avec une égale énergie, par les filles et par les garçons, ne pouvaient pas se pas persuader le monde entier. La fidélité de l'Alsace et de la Lorraine à la France vient d'être unanimement saluée

en Angleterre. M. Asquith, le grand libéral, joint sa voix à celle de M. Balfour, le grand conservateur, à celle de Lloyd George, pour proclamer qu'il faut que l'Alsace et la Lorraine reviennent à la France et soient restituées à la France.

Cela est nécessaire, dit-il, pour la paix du monde.

Nous serions impardonnables d'être moins Alsaciens-Lorrains que nos alliés et de laisser s'introduire dans notre vocabulaire officiel ce mot minimisant de « désannexion ».

II

L'ARME ÉCONOMIQUE

3 Octobre 1917.

Les Allemands insistent beaucoup sur les gages territoriaux qu'ils possèdent. Nous leur répondons que leur flotte commerciale est bloquée et que toutes leurs colonies sont passées aux mains des Alliés.

Mais ce ne sont pas là toutes les données du problème. Ils le savent bien.

A chaque instant, leurs publicistes répètent que le problème de la paix n'est pas d'ordre exclusivement géographique. Comment l'Allemagne pourra-t-elle se relever économiquement? C'est la question qui les angoisse.

Avant la guerre, disent leurs journaux, nous importions pour onze milliards de marks de marchandises, dont six milliards de matières premières et trois de denrées alimentaires. Quelle sera notre situation? La plupart des États de l'Amérique sont décidés à interdire les exportations. Dans quelle mesure pourrons-

nous compter sur la Russie? Nous serons gênés pour nos vivres, et les matières premières manqueront à nos industries. Beaucoup de fabriques seront dans l'impossibilité de travailler et ainsi une multitude d'ouvriers condamnés au chômage. Le bassin de Briey contient une réserve de minette qu'on évalue à cinq milliards de tonnes. Nous ne devons pas le lâcher. Si nous le laissons à la France, même en l'obligeant à nous livrer le fer qu'il contient dans de bonnes conditions, nous serions dupes. Il ne faut pas compter sur les matières premières d'un pays dont le gouvernement est hostile. Il faut que nous rompions la coalition économique qui s'est formée contre nous; il faut que nous nous assurions le moyen de regagner notre ancienne situation et de renouer nos relations commerciales.

Ces réflexions de nos ennemis héréditaires expliquent l'empressement avec lequel ils se déclarent partisans de la Société des nations. Le loup qui entend que l'on veut prendre des mesures pour l'isoler, pour le mettre en cage, déclare fort honnêtement qu'il n'aurait aucune répugnance à prendre place dans la bergerie.

Belle idée vraiment de faire luire aux yeux des Allemands, pour le lendemain de la guerre, cette Société des nations, où nécessairement ils prendront place (sans quoi ce n'est plus la Société des nations), alors que nous avons l'Entente, toute-puissante pour les démoraliser, en leur montrant que leur rêve d'hégémonie économique sera brisé après leur rêve d'hégémonie militaire!

Servons-nous donc des armes qui sont dans nos mains, usons de la prise que nous donne sur nos ennemis la haine universelle qui les enveloppe.

Un journal américain souhaite que les Alliés se servent plus qu'ils ne font de la future organisation économique du monde, tout entier dressé contre

l'Allemagne, comme d'un levier capable de soumettre celle-ci aux exigences de l'Entente. Non, répond le *Times*, l'arme économique n'est point une menace qu'il faille employer à la négociation d'un compromis, mais bien un moyen de hâter et d'achever la défaite militaire de l'Allemagne. En effet, avant toute conversation, il faut que l'Allemagne évacue les territoires qu'elle a envahis. Si un voleur entre dans ma maison et par la fenêtre me propose, à moi qu'il a mis dehors, de me restituer une partie de ce qu'il m'a volé, la seule réponse est de lui dire : Sortez d'abord de chez moi ; après quoi, nous verrons. Mais à quelque moment qu'on en fasse l'emploi, nos avantages économiques sont une puissante monnaie d'échange en face des avantages territoriaux que la carte de guerre semble donner à l'Allemagne.

Dès aujourd'hui, nous pouvons utilement nous en prévaloir. En juillet dernier, j'ai publié ici une lettre ouverte à M. Ribot, où je lui disais : « Il faudrait que les États-Unis prissent l'initiative d'une alliance économique couvrant le monde entier et décidant qu'aucun produit allemand ne sera admis sur aucun marché, aucun effet allemand à aucune Bourse, tant que l'Allemagne n'aura pas d'elle-même et spontanément réparé les ruines qu'elle a causées, c'est-à-dire remboursé les valeurs des navires coulés, restitué les titres volés dans les banques, reconstruit les villes, villages, exploitations et mines dévastés systématiquement par elle en Belgique, en France, en Russie, en Roumanie, en Serbie. « C'est de vous et de vous seule, lui dirait-on, qu'il dépendra de revenir sur le terrain des affaires commerciales et internationales du monde entier ; vous resterez soumise au blocus mondial, mise hors la loi de la nouvelle vie internationale, tant que vous n'aurez pas indemnisé les victimes de votre système de guerre. »

Là-dessus, le *Comité des intérêts économiques de Roubaix et Tourcoing*, « qui comprend plusieurs centaines d'industriels envahis, membres de 160 firmes textiles », m'a fait parvenir ses plus chaudes félicitations, en ajoutant : « Il est inutile de vous dire que nous ferons tous les efforts nécessaires pour appuyer votre initiative et la faire appuyer par le groupe des parlementaires de la région envahie et par toutes les associations de nos régions. »

De telles idées inquiètent horriblement les Allemands. Ah ! si l'union s'organisait au point de vue économique entre les nations antigermaniques ; si elles se concertaient, en quelque mesure, pour la fabrication et le commerce, en laissant l'Allemagne en dehors de leur entente ! Mais réduisons notre vœu. L'Allemagne prépare avec angoisse sa résistance sur le terrain économique. Elle y tient plus encore qu'à la fameuse ligne Hindenburg. Le jour où elle la sentirait tournée par un simple accord douanier, au moins momentané, des nations alliées, on verrait la démoralisation s'étendre sur les Empires centraux comme un drap mortuaire sur un cercueil, et des voix s'élèveraient de partout, disant : « Ach ! fertig. » C'est fini.

Les Allemands se rassurent en nous croyant trop frivoles, incapables...

Ces Français, disent-ils, devant qui, avant la guerre, nous étions dans une situation si favorable, qui semblaient dans un état voisin de la stagnation ou même de la décadence, les voilà maintenant qui ont la prétention de nous résister et de nous battre, même sur le terrain économique ! Ils demandent des mesures draconiennes pour paralyser nos efforts ! Ils font des enquêtes, ils multiplient les réunions et discutent des problèmes dont jadis ils ne s'occupaient guère ! Heureusement pour nous, ils ne sont pas orientés vers l'intelligence des questions économiques. En dépit de

leurs rodomontades, ils ne sauront pas faire les organisations qu'ils méditent...

Ainsi parle la *Vossische Zeitung* du 31 août. A nous de lui donner tort ou raison.

III

LA SÉANCE DU 4 OCTOBRE

La Canaille du Bonnet Rouge.

6 Octobre 1917.

« *Comment vas-tu, mon vieux ?* »

C'est en ces termes que M. Malvy accueillait Vigo-Almercyda dans son cabinet de la place Beauvau. M. Charles Bernard, député de Paris, l'a affirmé publiquement, jeudi, à la Chambre, quelques minutes après que l'ex-ministre eût déclaré solennellement que jamais, jamais il n'avait tutoyé le bandit du *Bonnet Rouge*.

Qui croire ? D'un côté, Clemenceau et Charles Bernard, et de l'autre, M. Malvy. L'histoire jugera, si elle veut. Je crois que les deux hommes étaient à pot et à rôt. Plût au ciel que le ministre n'eût payé le coquin qu'avec cette monnaie de singe de ses tutoiements ! Mais il lui donnait 8.000 francs par mois.

Pourquoi ?

Pourquoi, durant des mois, M. Malvy a-t-il trouvé juste, élégant et politique de mettre les hommes les plus crapuleux à même de couvrir d'injures des Français qui, de tout cœur, s'employaient à recueillir, à

glorifier et à propager ce qui fait la grandeur de notre patrie. J'eus ma part quotidienne, immonde et abondante de ces injures. Elles me furent prodiguées à moi, et ce qui est bien pis, aux miens⁽¹⁾. Je ne m'en plains qu'à demi. L'injure des infâmes m'a valu les plus chaudes sympathies d'innombrables inconnus que je remercie ! Mais, enfin, dans quel but M. Malvy donnait-il à ces condottieri les moyens d'une telle besogne de guerre civile ?

Pour établir l'Union sacrée !

Parfaitement, c'est sa thèse, c'est sa défense qu'une fois encore, hier, il a longuement développée.

Quel insupportable malaise, dans tous les partis, ceux qui réfléchissent, éprouvaient d'entendre joindre la cause d'Almeryda à la cause de la République, à la cause des ouvriers, à la cause de l'Union sacrée ! Viviani le sentit. Son intervention est une protestation. Non, s'est-il écrié, ce n'est pas d'une entente avec aucun Almeryda qu'est née l'Union sacrée ; elle se leva de la tombe de Jaurès.

Permettez ! L'Union sacrée fut voulue par les soldats qui partaient à l'armée et fraternisaient dans les trains, par leurs familles qu'exaltaient les mêmes craintes et la même fierté, par tous les Français, convaincus au profond de leur cœur qu'il s'agissait de vivre ou de mourir ensemble. L'Union sacrée surgit du péril national et de notre amour filial de la France.

Renaudel a rappelé, au cours de la séance, dans quels sentiments j'avais applaudi aux paroles de Jouhaux sur le cercueil de Jaurès. Ah ! certes, je me souviens ! Je viens de me reporter à l'article que

(1) Au moment où s'imprime ce volume, les journaux racontent le procès de dénonciation de Laon. L'un d'eux, Toqué, déclare : « Les Allemands me dirent un matin : « Si vous voulez gagner une grosse somme tout de suite, faites donc une belle campagne contre Maurice Barrès... » (Agence Radio, 13 juin 1919).

j'écrivis, aux bureaux de l'*Écho*, dans une pièce où, côte à côte, je travaillais auprès d'Albert de Mun, au sortir de la fameuse séance de la Chambre.

Le cœur en feu, le front tout raisonnable, nous avons été remplis d'une espérance que l'événement ne démentira pas... Tous disaient : « Quelle séance ! Elle dépasse les meilleurs rêves. Pas une fausse note ! Voilà où il faut juger le pays. Tout le reste est superficiel. Nous venons de vivre des heures inoubliables. Promettons-nous de ne plus jamais en perdre la leçon. »

Et moi, je répétais avec joie : « Le plus beau discours de la journée n'a pas été de Poincaré, de Deschanel, de Viviani, ces maîtres de la tribune. Que n'avez-vous entendu, ce matin, aux obsèques de Jaurès, avenue Henri-Martin, la harangue de Jouhaux, de la Confédération générale du travail ? »

Ah ! viennent-ils jusqu'à vous, Déroulède, au fond de votre tombe, les applaudissements de nos frères les socialistes acclamant l'heure des réparations dues au droit ?

Voilà des sentiments qui ne me quittent jamais. J'ai vu, j'ai entendu pour ma vie entière. Et je dis que confondre la classe ouvrière, la République, l'Union sacrée avec Almereyda et le *Bonnet Rouge*, c'est insoutenable et odieux. Quand M. Malvy explique ses complaisances pour ces gens-là par « le désir de réaliser intégralement l'union nationale », le moins qu'on puisse dire, c'est qu'il montre une détestable méconnaissance du cœur français ou de son auditoire.

Pour moi, la vérité c'est que M. Malvy, emporté par sa formation, par sa passion politique, a cédé au plaisir de transformer en armée partisane les troupes qu'il avait constituées pour être une armée nationale,

et il s'est trouvé insensiblement qu'il était à la tête de bandes de guerre civile.

A la tête? J'imagine que bien souvent il dut être entraîné par ceux qu'il employait.

(22 lignes censurées)

Tâchez de comprendre, si vous pouvez, les conditions dans lesquelles le chèque allemand fut rendu à Duval. Nul moyen de nier la gravité de cette complaisance. J'ai frappé M. Leymarie pour ce fait, nous dit M. Malvy. Mais de ma place je lui ai posé une brève question qu'il n'a pas voulu entendre, parce qu'elle est toute-puissante.

Vous avez frappé M. Leymarie, disais-je à M. Malvy, parce qu'il a été d'avis qu'on restituât le chèque. Mais cette restitution, vous l'avez connue en juin. Comment se fait-il que vous ayez attendu le 20 août pour prendre cette mesure contre M. Leymarie?

En présence d'un tel retard, il est impossible de nier que sans les journaux bien des choses fussent restées dans l'ombre. C'est à Clemenceau, c'est à Léon Daudet que l'on doit pour une grande part que Marion, Rabbat, Zucco, Garfunkel, Goldsky, Routier, Jellineck, Margulies, Bolo (je crois que j'en oublie) aient été mis dans l'impossibilité de nuire. Il est bien vrai qu'une instruction avait été ouverte contre Bolo dès le début de 1917 par Briand. Et c'est l'honneur de Briand. Je ne veux pas limiter aux journaux le mérite de l'assainissement auquel travaillent aujourd'hui encore, en toute loyauté, M. Raoul Péret et le gouvernement, mais je demande que l'on rende justice aux efforts que nous autres, écrivains, nous avons victorieusement déployés pour mettre un terme au complot de l'or allemand contre la défense nationale.

Je ne veux rien voter qui paraisse traiter de calom-

niateurs les justiciers. J'ai horreur de la calomnie et je répugne même aux polémiques sans courtoisie (encore qu'il ait pu m'arriver en trente-cinq années...), mais cet ordre du jour serait injuste et menteur s'il nommait une « campagne de calomnies contre la République » la suite de révélations portées courageusement en pleine lumière par le vieux Clemenceau, admirable d'autorité et de force, et par Léon Daudet, dont il est extrêmement bête de dire (comme il fut fait hier, paraît-il, à la Chambre) que son *Avant-Guerre* est un livre de chantage.

Léon Daudet, aujourd'hui, ajoute à des accusations qui furent reconnues vraies une accusation effroyable. Si j'avais été du gouvernement, je ne l'aurais pas laissé discuter à la tribune, cette accusation. Trop grave, trop extraordinaire, elle eût été examinée dans le cabinet du magistrat.

En effet, que pouvait vouloir la Chambre? En fin de séance, interminablement, elle s'est mise à chercher quelle vengeance elle pourrait bien tirer de Léon Daudet. A ce moment-là, nettement, elle avait perdu la boussole. Les plus forts juristes, successivement sont venus donner leur avis et confesser leur embarras. Peu à peu, on s'est aperçu que le sagittaire était dans un lieu imprenable. Alors les orateurs reprochèrent véhémentement au gouvernement de n'avoir pas apporté d'échelle. — « Il n'y en a pas », disaient MM. Painlevé et Péret. — « Il faut en fabriquer », leur répondait-on. Mais quoi! Une loi d'exception? une loi de circonstance? et à laquelle il faudrait donner un effet rétroactif?

M. Malvy est « diffamé ». Qu'il poursuive en « diffamation ». C'est la loi. Certes sa situation est douloureuse. Me permet-il de lui dire que cette « atmosphère de guerre civile » fut créée par les journaux tels que le *Bonnet Rouge* qu'il déchaîna, ou plutôt auxquels il

permet de se déchaîner, par une aberration insensée, quand tout était à la fraternité.

A cette faute impardonnable il a joint, hier, une double erreur. Il nous a donné des explications tout à fait insuffisantes sur sa complaisance pour Alme-reyda, et il eut le tort de confondre cette bande ignoble avec la République et avec « la classe ouvrière ».

Savez-vous que Jean Bon fut le sage? Vers huit heures, il proposa que tout se terminât par l'ordre du jour pur et simple. Comme il avait raison! Les mots que l'on a votés ne sont pas un acte et respirent la gêne d'une situation générale, dont il faut, à tout prix, rapidement sortir, en débridant le chancre allemand.

IV

A BAS LE SILENCE ET LES TÉNÉBRES!

La Canaille du Bonnet Rouge.

8 Octobre 1917.

M. Malvy a laissé se constituer une presse boche ; il l'a favorisée par des sursis d'appel, il l'a tutoyée affectueusement, il l'a payée avec notre argent.

Cette presse vendue, aidée par un tas de métèques chassés de leur pays pour vol et pour faux, cherchait à salir, à déconsidérer les hommes chargés de la conduite politique ou militaire de la guerre, à présenter la victoire comme impossible, à traiter de « bourreurs de crânes », c'est-à-dire de menteurs, ceux qui s'em-

plioient à maintenir la confiance et l'union, enfin ces agents de l'étranger cherchaient à amener au pouvoir les hommes que l'Allemagne préférerait y voir.

M. Malvy connaissait ces manœuvres. Il entendait ces voix, il lisait ces écrits qui apportent le doute quant à la justice de la cause française, qui affirment l'impossibilité de la victoire et qui parfois renferment les pires conseils, voire des procédés pratiques de sabotage.

Pourquoi favorisait-il (je pense aux 8.000 francs par mois qu'il donnait à Vigo) ou, si le mot vous choque, pourquoi tolérait-il ces crimes?

« Inconsciente complicité ou crime avéré, écrit M. Clemenceau, le désastre pour la France est le même dans les deux cas. »

M. Clemenceau ne croit pas au crime avéré que dénonce Léon Daudet. Mais il sait, et, moins bien renseigné que lui, j'entrevois certains faits qui brillent effroyablement

Ces ténèbres rendent inacceptable l'exigence de M. Caillaux réclamant immédiatement des bâillons et une loi de silence. Je ne conteste pas à M. Caillaux une pensée claire et une parole nette. Il demande sans ambages un projet de loi contre la presse.

Telle est, dit-il, la « réponse d'un gouvernement qui gouverne à des accusations portées contre un ministre de la République... »

Eh bien ! nous avons horreur des calomnies, voire des querelles, mais nous ne voulons pas de cette réponse-là. Nous n'admettons pas qu'on nous empêche d'entendre ceux des écrivains qui ont justement et courageusement dénoncé Vigo, Landau, Goldsky, Marguliès, Turmel, Bolo, Duval, et sûrement que j'en oublie ! Si d'autres journaux ont reçu des subventions boches, si d'autres Malvy ont encouragé d'autres

Vigo, si d'autres Leymarie ont été d'avis de favoriser d'autres Duval, enfin si d'autres Turmel font des voyages en Suisse, nous exigeons de le savoir. Dans ce complot de l'étranger, nous fûmes sauvés par les journaux honnêtes. Nous ne voulons pas d'une loi contre eux, au bénéfice des feuilles vendues.

Nous ne voulons pas ! Qu'est-ce à dire et quel est ce « nous » ? Je parle au nom de mes lecteurs, de mes amis, et j'exprime la pensée de bien d'autres. Painlevé, n'entrez pas dans cette voie désastreuse. Parce qu'une lettre privée s'en alla de la maison de Léon Daudet au palais du Président et que vous avez eu la mauvaise idée d'en occuper, une séance entière, la Chambre, vous prétendez avoir l'occasion, le prétexte, le devoir (choisissez votre mot) d'immoler la presse. Il n'est pas possible qu'un honnête homme, tel que vous êtes, s'entête dans une idée qui remplirait la France d'innombrables soupçons désastreux.

Painlevé, vous voulez empêcher que je communique au lecteur certaines idées qui naissent dans mon esprit au spectacle des vingt affaires de corruption boche dont nous sommes infectés. Mais les lecteurs vont du même pas que moi, s'ils ne m'ont pas devancé.

Ils remarquent les pitoyables contradictions de M. Malvy qui ose dire : Nous avons mis Duval en filature depuis le 8 août 1916 et nous lui avons renouvelé, autant qu'il a voulu, tous ses permis de voyage en Suisse et en Espagne, afin de le prendre plus sûrement, mais quand par hasard, à Bellegarde (*« par le plus grand hasard un officier du deuxième bureau se trouvait là de passage »*) un chèque a été saisi sur lui, nous le lui avons rendu !

Ils remarquent qu'après que cette « restitution » inqualifiable eut été commise, M. Malvy a gardé en fonctions M. Leymarie, et que l'affaire Duval et ses suites eussent été étouffées sans la presse.

Ils remarquent que M. Malvy a quitté le ministère quand il fallut enfin arrêter Almereyda qu'il tutoyait (« comment vas-tu, mon vieux ? »), et puis est revenu, sitôt celui-ci mort.

Ils remarquent l'obscurité sinistre où Vigo s'est débattu dans ses dernières heures.

Ils remarquent qu'en dépit de la révélation de M. Rabier, ancien vice-président de la Chambre, on n'aboutit à rien quant aux procès-verbaux des séances secrètes qui ont été vendus.

Ils remarquent que Bolo, officier d'Académie et chargé de six décorations étrangères, se parait d'une décoration de la Légion d'honneur (voir dans le *Tout-Paris*), et que cette audace était tolérée, acceptée, favorisée.

Ils s'étonnent que ce faux chevalier de la Légion d'honneur et vrai chevalier d'industrie ait pu inspirer la moindre confiance à Bülow et à tous ces Allemands qui ne sont pas des bêtes, et ils se demandent de quels personnages, de quelle raison sociale s'étoffe ce mince rastaquouère.

Quel avantage trouveriez-vous à m'empêcher d'écrire sur tout cela ma pensée? Dans le même moment où vous souhaitez d'empêcher que je la répande, elle naît spontanément chez tous les lecteurs à qui vous m'obligez à remettre un papier blanchi.

Un seul moyen, Painlevé. Des juges et la plus complète lumière. Vous avez toutes les clefs, ouvrez toutes les portes. N'affectez pas de voir une campagne politique dans cette campagne nationale. La République ne serait en danger que si on essayait d'étouffer. Alors la chaudière éclaterait. Imposez le silence ; les soupçons feront tout sauter. La justice est soupape de sûreté. Une immense lumière détruit les calomnies. De cette boue, faite d'une centaine d'individus, dégagez l'immense France héroïque, intacte, irréprochable. A bas le silence et les ténèbres !

V

CE QU'ON VOIT DE CLAIR

La Canaille du Bonnet Rouge.

10 Octobre 1917.

Léon Daudet a fait savoir au Président de la République, par une lettre privée, qu'il prouverait le crime de M. Malvy contre la patrie.

La grande trahison du ministre de l'Intérieur ! Painlevé eut tort de faire de cette effroyable accusation privée l'objet d'un débat qui ne pouvait pas aboutir. Était-ce le rôle du gouvernement de mettre l'accusateur devant l'immense public ?

J'entends bien que M. Malvy, une fois qu'il connaissait l'existence de cette lettre privée, devait être pressé d'aller devant une assemblée où il a des amis. Aussi mon reproche ne va-t-il pas à Malvy, mais au président du Conseil, qui, dans la plus honnête intention du monde, n'a pas su limiter le remous.

Une fois dans les gestes vains, le gouvernement ne s'est plus arrêté. Prenant prétexte d'une situation qu'il avait créée, il a déclaré : « Nous ne tolérerons plus de telles publicités ; nous allons prendre des mesures contre la presse. » Prenez donc des mesures contre votre impulsivité et, mieux encore, contre toutes les canailles.

En trois jours, tout le monde a vu la gaffe. Le Conseil des ministres renonce à présenter une loi contre

la presse. Il regrette d'avoir, un instant, accepté la suggestion impérieuse de M. Caillaux.

On se bornera à renforcer les lois existantes. Il existe une loi qui interdit de publier aucune information, aucun article ... « *de nature à favoriser l'ennemi ou à exercer une influence fâcheuse sur l'esprit de l'armée et des populations* ». On la renforcera, on la complètera par « des peines très sévères contre les auteurs d'accusations et de dénunciations calomnieuses ».

Rien à dire. Ah ! certes, nous avons horreur des calomnies et des calomniateurs. Mais comment ne pas remarquer que, pendant trois années, des journaux, au bénéfice de l'Allemagne, ont *favorisé l'ennemi, exercé une influence fâcheuse sur l'esprit de l'armée et des populations, multiplié les accusations calomnieuses*, et que le ministre de l'Intérieur Malvy les protégeait et commanditait.

Voilà ce dont ne peut pas se laver M. Malvy.

Léon Daudet a porté une accusation. A lui de la prouver. Mais ce que je sais et que tous nous savons, c'est que M. Malvy a donné notre argent et sa protection à une bande de canailles au service de l'Allemagne. Nous l'avons su grâce à des écrivains, parmi lesquels MM. Clemenceau et Léon Daudet. Très justement, on dut précipiter du pouvoir M. Malvy et, jamais plus il n'y pourra remonter, car les explications qu'il donne sont un amas de contradictions insoutenables.

L'attention de Léon Daudet me semble porter sur ce fait que M. Malvy a voulu prendre place au Comité de guerre où, ministre de l'Intérieur, il n'avait que faire et où son successeur, en effet, ne figure pas. Il n'est pas un homme de bon sens qui n'ait trouvé plus que déplacée et fâcheuse cette exigence de M. Malvy. J'y ai vu le désir de surveiller la conduite de la guerre, le désir d'avoir une action dans l'armée, le désir encore

d'être tenu au courant et de tenir son parti au courant. Trois prétentions injustifiées, où je reconnaissais l'esprit d'envahissement d'un esprit effroyablement partisan.

Daudet va beaucoup plus loin. Attendons ses dépositions. Tenons-nous-en à ce qui est acquis ou qui a pris une forme intelligible.

Nous sommes devant une conspiration criminelle pour permettre à l'Allemagne d'agir sur l'opinion publique. Vous avez vu, n'est-ce pas, dans les papiers d'Amérique, deux, trois phrases pareilles à des torches au milieu des ténèbres ? Bolo offrait au gouvernement allemand de mener en France « une action pouvant comme résultat amener la paix ».

C'est le même travail auquel se livrait l'équipe du *Bonnet Rouge*.

Il s'agissait de démoraliser l'opinion publique et de l'amener à réclamer un gouvernement qui fit la paix séparée.

Il s'agissait d'amener la France, par la liquéfaction de l'esprit à l'arrière et par des émeutes militaires, au point où incline la Russie.

Passons, admettons et voyons ce qu'a donné votre filature ?

Pendant dix-sept mois, ces gredins ont continué leurs voyages en Suisse. Pendant dix-sept mois, vous leur avez maintenu vos permis. Pendant dix-sept mois, ils ont vu là-bas des agents allemands, ils ont rapporté de l'argent, ils ont reçu et envoyé des télégrammes. Ces télégrammes étaient rédigés dans un langage évidemment concerté. Marion et Duval se télégraphiaient au sujet de wagons de charbon ! Nous savons qu'ils publiaient des petites annonces dans les journaux. Enfin, j'y reviens toujours, vous lisez leurs affreux articles. Et votre filature ne donnait rien !

Après dix-sept mois, un *hasard* a permis de saisir un

chèque sur Duval. Alors, froidement, vous le lui avez rendu. Avec des excuses.

Moi ! dites-vous. Ce n'est pas moi, ce sont les autres, c'est Leymarie.

Triste défaite dans la bouche d'un chef. Mais je veux accepter que vous reniez votre responsabilité. C'est Leymarie le coupable. Vous avez connu la restitution du chèque dès le mois de juin. Comment se fait-il que vous avez attendu le 20 août pour prendre une mesure contre votre Leymarie ?

Il fallut que vous y fussiez forcé par le cri des journaux.

Sous l'effort des journaux encore, la lumière continua de se faire. Quand il ne fut plus possible de ne pas arrêter Vigo, vous avez été malade, vous avez quitté le ministère, et quand ce misérable a disparu au milieu d'une obscurité sinistre (qui n'a pas été éclaircie), vous avez été guéri et vous êtes revenu au pouvoir.

Lecteurs de bonne foi, qu'est-ce que signifie tout cela ?

J'ai écouté avec un soin scrupuleux les explications de M. Malvy. La tribune est très favorable aux développements oratoires ; elle se prête très mal à la recherche de la vérité. Mes inquiétudes subsistent, aggravées par la gêne terrible du défendeur.

Nous ne nous expliquons pas la faveur dont la canaille du *Bonnet Rouge* était entourée. Nous ne nous expliquons pas les complaisances qui permettaient à Bolo de se faire une figure honorable. Il n'était pas décoré de la Légion d'honneur et pourtant il en portait le ruban et prenait effrontément cette qualité dans les annuaires parisiens. Il avait un dossier judiciaire. On ne le démasquait pas. Quelles puissances le protégeaient et le portaient ? Et puis, tenez encore, qu'est-ce qui empêche donc la Chambre de comprendre

qu'il faut en finir avec la trahison dont elle a été, elle-même, la victime?

Les comptes rendus de notre dernière séance secrète ont été distribués dans Paris. Je laisse de côté l'affirmation allemande. Je ne la tiens pas pour recevable par des Français. Mais le fait a été certifié publiquement par un de nos collègues, ancien vice-président de la Chambre, M. Rabier. Je croyais d'abord que ces procès-verbaux se vendaient. On se trouvait alors devant une spéculation ignoble. Mais si ces comptes rendus dactylographiés ont été distribués gratuitement par la poste, l'action de l'Allemagne apparaît avec évidence. Qu'attendons-nous pour chercher à découvrir une fuite qui peut vicier nos travaux et parfois les rendre excessivement dangereux?

Nous sommes devant un complot. Nous en avons vu les effets dans ce mouvement de démoralisation qui fut conduit avec une habileté infernale au moment de l'offensive. M. Clemenceau a dit au Sénat que MM. Malvy et Leymarie avaient, sans prendre l'avis du ministre de la Guerre, coupé les communications entre le Grand État-Major général et les commissaires spéciaux à qui est confiée la surveillance de la propagande défaitiste. Qu'est-ce que c'est encore que cette terrible faute-là?

Nous avons la certitude et sur plusieurs points la preuve qu'il y a toute une organisation défaitiste machinée par l'or allemand. Les gens qui nous gouvernent et qui sont de fort honnêtes gens ont le pied dessus. Qu'ils ne la laissent pas se reconstituer. Voilà leur devoir.

Je suis convaincu qu'ils sauront le remplir. Mais pourquoi diable faut-il que ce soient les écrivains qui les y entraînent ! Les gouvernants doivent passer devant. Et nous les avons toujours derrière nous.

Enfin ne laissons pas la situation se dénaturer aux

yeux des soldats. Quelques centaines de canailles leur tiraient dans le dos. On est en train de les démasquer et de les saisir. Elles seront fusillées. La blessure que le hideux groupe des traîtres porte aux flancs ne peut que s'élargir, et la brume empestée se dissiper.

VI

L'ALSACE RÉCLAME SA DÉLIVRANCE

METTONS DANS LES ESPRITS DES IMAGES ET DES FAITS

La rive gauche du Rhin.

12 Octobre 1917.

L'Allemagne déclare qu'elle ne lâchera jamais l'Alsace-Lorraine, qui est « le bouclier et le symbole de son unité ». Redoublons de force pour expliquer à tous les peuples que nous sommes devant un Empire qui se glorifie d'être fondé sur un vol.

L'Allemagne a cru qu'elle s'attacherait les Alsaciens-Lorrains en leur montrant une organisation matérielle comme le monde n'en a jamais vu. C'est vrai; grâce à l'abondance de sa natalité, grâce à son souci constant de coordonner tous les efforts, l'Allemagne possède une administration formidable et minutieuse. Mais nos frères possèdent dans leurs cœurs un beau trésor de fierté et de générosité, tout un monde d'idées et de sentiments, toute une France

intérieure qui ne peut respirer que dans l'atmosphère française. Ils étouffaient au milieu des Allemands, et pour vivre avec eux auraient dû se dénaturer.

Ils résistèrent, se cabrèrent, demeurèrent quand même des hommes libres. Et voilà un des aspects les plus nobles, les plus émouvants, les plus vrais du problème d'Alsace-Lorraine.

Il y a entre ce petit monde d'Alsace-Lorraine et la Germanie impériale incompatibilité foncière. Rien ne sert d'objecter qu'il existe en Alsace certains éléments germaniques. Ces éléments, le cœur français avait su les accueillir et se les concilier. L'Allemagne, pour remédier à une opposition spirituelle dont elle s'irritait, n'a su que forger des chaînes.

Des centaines, des milliers de faits saisissants, criants, attestent la vérité que j'apporte ici, attestent que les Alsaciens et les Lorrains, dans la société de la France, produisaient avec allégresse une innombrable quantité d'hommes supérieurs et sous le joug allemand se contractent, se dépensent essentiellement à réagir contre des maîtres qu'ils détestent et mésestiment. Nos alliés et tous les peuples savent-ils assez cette situation, voient-ils ces faits, les leur a-t-on mis sous les yeux avec l'inépuisable surabondance qu'il faut? Je le demande à nos gouvernants.

Les explications didactiques, les polémiques sont utiles, nécessaires, mais il est indispensable de mettre dans les esprits des faits qui fassent image et qui grandissent d'eux-mêmes après que nous nous sommes tus. Se rappeler le service rendu par la *Case de l'Oncle Tom* à la cause antiesclavagiste.

J'ai essayé, avant la guerre, de montrer cette incompatibilité spirituelle qu'il y a entre des jeunes gens de tradition française et des jeunes Germains formés à la prussienne. J'ai montré la souffrance, l'indignation, la supériorité d'un Alsacien dans une caserne alle-

mande, et la détresse morale, le recul d'une jeune Messine en présence d'un amoureux allemand. En vain, l'instinct de l'honneur et l'instinct guerrier et tous les instincts plus tendres à l'adolescence sont-ils sollicités, émus. Chez le jeune garçon et chez la jeune fille, le malaise est trop grand ; la France est la plus forte ; tout ce que ces deux enfants bien nés portent de France en eux leur interdit de se soumettre aux fils de la Germanie.

Et combien d'autres exemples plus brillants, plus tragiques, nous pouvons donner à l'univers, pour l'instruire du problème alsacien-lorrain, si seulement nous voulons consulter l'histoire de la Lorraine et de l'Alsace et la mettre en images.

Je n'irai pas dans le lointain passé. Il faut se borner et puis, à notre époque, les peuples, des affections du vieux temps, n'en prennent guère les enseignements. Je laisse les siècles où l'Alsace était sectionnée en une multitude de comtés, seigneuries, prévôtés, bailliages, évêchés, abbayes, villes libres et terres nobles. Plaçons-nous au moment où les Alsaciens, enfin, sous l'action de la France, se connaissent comme les citoyens d'une même petite patrie. Ils y appellent avec ardeur le génie de la France. En 1790, auprès de Strasbourg, face à l'Allemagne, un drapeau tricolore est planté avec cette inscription : *Ici commence le pays de la liberté*. Peu après, le plus beau hasard voulut que la *Marseillaise* fût créée dans Strasbourg. Et peu après encore, les Mulhousiens sollicitant de se donner, de s'unir à la France, le fameux traité fut signé : « *La République française accepte le vœu des citoyens de Mulhouse.* »

Et qu'a fait, tout au long du dix-neuvième siècle, l'Allemagne pour l'Alsace-Lorraine ? Elle a bombardé Strasbourg, couvert de sang ces terres si françaises que la protestation qu'elles firent entendre par leurs dépu-

tés, à l'Assemblée de Bordeaux, contre l'annexion, demeure un des cris les plus déchirants et les plus nobles de l'histoire.

Cette protestation, Teutsch la renouvelle à Berlin, au Reichstag. Les députés allemands faillirent en mourir de rire. Quand nous répandrons cette image, ne manquons pas d'y faire bien visible ce rire abject.

Des centaines de mille d'Alsaciens et de Lorrains quittèrent leur maison familiale et s'en vinrent vivre et mourir en France. Quatre cent mille Allemands, la plupart de l'espèce la plus vile, se précipitèrent pour prendre leur place. Quinze cent mille de nos frères restaient au pays ; quinze cent mille âmes entraient en captivité. Elles vécurent sous un régime d'exception. Le monde sait-il cette histoire ? Faites voir au monde toute une suite d'incidents tragiques ou comiques qui révélèrent l'extraordinaire fermeté, allégresse et dignité des captifs.

Montrez le grand évêque Dupont des Loges refusant la décoration allemande. Montrez l'arrestation du patriote Antoine. Montrez la splendide élection spontanée, en deux jours, du patriote Siellerman. Montrez le chien du Kreisdirektor de Mulhouse peint en bleu, blanc, rouge et courant les rues au milieu de la double population enivrée d'amusement et de fureur. Montrez le noble patriote Wetterlé en prison. Montrez notre très cher et très charmant Zislin, dans sa prison, et Hansi devant ses juges. Montrez le cortège des étudiants de Strasbourg, tel que chaque année il défile devant la statue de Kléber. Montrez en Lorraine les foules de Noisseville, et en Alsace les foules de Wissembourg qui, chapeau bas, sur les tombes des morts de 1870-71, chantent la *Marseillaise*.

Montrez, peu avant la guerre, ce capitaine alle-

mand qui crie aux aspirants officiers de réserve : *Ein Elsaesser ist uberhaupt blos ein Schwein.* « Un Alsacien n'est en général qu'un cochon. » Insistez sur les affaires de Saverne. On ne verra jamais le petit hobereau prussien, lieutenant Forstner, hurlant aux conscrits alsaciens : *Wackes.* « *Voyous, je... sur le drapeau français?* » Et qu'on le voie bien aussi quand il sabre le cordonnier ! Et qu'on entende le préfet de police de Berlin, von Jagow, avouer : « *Les officiers allemands en Alsace-Lorraine ont l'impression de camper sur un sol hostile.* »

Voici la guerre. Première entrée des Français en Alsace. Un vieil homme offre aux soldats du 35^e de ligne ses provisions, puis il leur crie : « Et maintenant, mes enfants, allez vous battre..... »

.
 » L'enthousiasme délirant de Mulhouse. Atrocités des Allemands. Ils incendient, ils exécutent certains de ses habitants. Les cachots de la forteresse d'Ehrenbreitsten sont remplis de patriotes alsaciens et lorrains. Partout des otages sont saisis. Comment montrer à l'univers tous nos frères qui, dans ces années terribles, souffrent et meurent pour la France ?

Au moins, faites voir le patriote Meyer fusillé, et les religieuses Emerentine et Ludwina, de Guebwiller, traînées devant les tribunaux pour leur amour de la France. Donnez une idée de ces 30.000 soldats, Alsaciens et Lorrains, qui fuient de l'armée allemande. Montrez ceux qui se jettent dans nos rangs. Un Lorrain captif en Russie s'était fabriqué un uniforme d'alpin : on a respecté son choix ; il est maintenant dans ce corps d'élite.

Il faut qu'on nous fasse voir, avec des légendes vraies et fortes, le général Sibille, de Sarreguemines, tué en Lorraine au service de la France ; le général

Dupuy, de Metz, tué sur la Marne au service de la France ; le général Diou, de Saint-Julien-lès-Metz, tué en Lorraine au service de la France ; le général Trumelet-Faber, de Bitche, tué à Ypres, au service de la France ; le général Stein, de Mutzig, tué à Carency, au service de la France. Et qu'on m'excuse de ceux que j'oublie, et qu'on songe pieusement à la multitude de ceux qui ne sont pas généraux et qui payent de leur vie leur préférence pour la France.

Un dernier mot, une dernière image donnent la moralité de cette suite de traits. Les officiers allemands, aux premiers jours de la guerre, quand, marchant sur la France, ils arrivaient en Alsace-Lorraine, disaient à leurs hommes : *Hier sind wir im Feindesland.* « Ici nous sommes en pays ennemi. »

L'univers veut-il accepter, peut-il trouver juste qu'un petit peuple, et de si haute qualité, vive sous la botte de ceux qui se savent son ennemi ?

Avant cette guerre, l'univers ne daignait guère comprendre la répulsion des Alsaciens-Lorrains. Il ne comprenait pas l'âme criminelle de l'Allemagne.

Aujourd'hui, l'insurrection générale du monde civilisé contre les méthodes de guerre allemandes s'accorde avec le « *non possumus* » des Alsaciens et des Lorrains.

L'Allemagne, folle de sa force, tout entière en proie au délire des grandeurs, véritable Nabuchodonosor des peuples, s'est déclarée plus forte que « les chiffons de papier ». Elle s'est jugée capable de déchirer impunément le traité qui garantit la neutralité belge, et capable de déchirer tous les traités préexistants. Elle prétend qu'elle se sent plus vivante que l'état de choses garanti par les titres et les contrats qui sommeillent dans la poudre des chancelleries. Elle veut, contre tout l'univers, créer un nouveau statut international plus analogue à sa valeur réelle.

Les peuples, pleins d'horreur et de crainte devant ce monstre sans foi ni loi, se sont successivement dressés pour se soustraire à son emprise. Lui abandonneraient-ils les Alsaciens et les Lorrains qui se débattent furieusement?

On ne peut obliger aucun individu, aucun peuple, aucun ilot humain à être incorporé dans un continent spirituel dont il ne veut pas faire partie et qui moralement lui est, de toute évidence, inférieur. Wilson a proclamé très justement qu'aucun peuple ne demeurera contre son gré sous la souveraineté d'un autre peuple. Ne nous arrêtons pas de donner une voix à travers le monde au noble peuple d'Alsace et de Lorraine qui, dans ses cachots, muet et garrotté, réclame sa délivrance.

VII

L'ATMOSPIÈRE

DEVIENT PLUS RESPIRABLE

Le Parlement.

15 Octobre 1917.

Le « *jamais!* » de M. de Kuhlmann a rétabli ou, plutôt, fait apparaître l'union foncière de tous les Français. Ce « *jamais* », bien clair et bien net, supprime tout flottement dans nos lignes.

Les agents de l'Allemagne s'en allaient répétant parmi nous : « La paix est dans les mains du gouver-

nement français. S'il la veut, il peut la faire. Les Allemands ne vous demandent qu'un geste. Acceptez simplement le plébiscite, c'est une concession de forme, et vous obtiendrez l'Alsace-Lorraine... »

Ces propos troublaient l'opinion, se faisaient accueillir à la longue par d'honnêtes gens, dont ils flattaient les illusions doctrinales.

« Jamais », dit brutalement Kuhlmann, « jamais, de bon gré, nous ne lâcherons l'Alsace-Lorraine ! » Et voilà les yeux des honnêtes gens dessillés ; voilà ruinée toute la manœuvre des pacifistes de trahison qui cherchaient à nous compromettre dans les démarches honteuses d'une paix séparée.

La séance de vendredi à la Chambre a été raisonnable. Les orateurs Leygues, Briand, Ribot ont laissé de côté les turlutains inopérantes. On éprouvait à les entendre le même plaisir qu'à lire, l'avant-veille, le discours de M. Winston-Churchill disant aux ouvriers et aux ouvrières de l'armement à Londres que « les Alliés veulent une victoire tangible et décisive et qu'ils n'ont pas du tout l'intention de se laisser duper par des phrases vides ou des platitudes sentimentales ».

Nos orateurs se sont dégagés de ce jargon de rêveries qui tend à devenir d'usage, de style, dans le Parlement et que des gens intelligents eux-mêmes se résignent à employer pour servir de passeport à leurs pensées les plus réalistes.

Ribot et Briand ont examiné la prétention qu'affiche bruyamment l'Allemagne (arrogante qui porte l'angoisse dans son cœur) d'être victorieuse parce qu'elle détient des gages territoriaux. « Un peuple gavé de territoires, mais sans liberté des mers, est voué à la mort », a répondu Briand. Ribot a ajouté : « Le monde entier, les États-Unis, les États de l'Amérique du Sud, le Japon, la Chine, entrent successive-

ment dans l'Entente ; tous ces pays, qui se retirent du commerce avec l'Allemagne, qui s'isolent d'elle, ce sont les pays qui détiennent les matières premières, de sorte que l'Allemagne, si elle ne cède pas, si elle ne veut pas faire à la justice et au droit les concessions nécessaires, sera retranchée de la communauté humaine... »

Saisissons toute occasion de faire luire aux yeux des Allemands l'arme économique. C'est leur terreur. Entrés dans la guerre pour des fins commerciales et industrielles, ils s'épouvantent jusqu'au désespoir quand ils entrevoient qu'après la guerre ils pourraient être exclus des marchés mondiaux et même privés des matières premières indispensables à leurs usines.

On a quelquefois essayé de nous dire que le président Wilson était opposé à ce boycottage économique de l'Allemagne. Briand et Ribot aussi s'y résigneraient avec déplaisir. Et nous tous également, qui comptons que l'Allemagne devra avoir des ressources pour réparer les ruines qu'elle a accumulées chez nous et chez nos alliés. Nous espérons qu'on ne sera pas obligé de recourir à ce pis aller de maintenir l'Allemagne en dehors du commerce universel. Mais un télégramme de Washington a donné de la pensée de Wilson une explication « autorisée », qui satisfait pleinement le bon sens.

Le président Wilson veut une guerre qui produise des résultats décisifs, et pour les obtenir il compte sur une campagne militaire et navale, appuyée par l'embargo et le blocus. Mais il estime qu'une guerre sans décision serait fatalement suivie d'une guerre économique. Une union commerciale serait nécessaire pour combattre la « Moyenne Europe » allemande.

Voici le texte américain : « Dans le cas d'une guerre sans décision, les États-Unis et l'Entente ne regarde-

raient un traité de paix conclu avec le gouvernement impérial, tel qu'il existe actuellement, que comme une trêve. Dans ce cas, la ligue économique projetée l'an dernier à la Conférence de Paris serait maintenue, ainsi que toute autre combinaison propre à affaiblir l'autoocratie allemande. »

Voilà qui est parler clair. Ce langage de nos alliés les plus hauts s'accorde avec la pensée française.

La Confédération des groupes commerciaux et industriels de France compte environ 400 groupes adhérents dans l'ensemble du territoire. Elle est probablement l'organisme le plus représentatif des classes moyennes commerçantes. Ses délégués, réunis à la Bourse du Commerce, sous la présidence de M. de Paloméra, membre du Conseil supérieur du travail, viennent de voter à l'unanimité une résolution à laquelle il n'est pas possible de refuser son adhésion.

Les délégués de la Confédération des Groupes Commerciaux et Industriels de France, interprètes des sentiments de tous les adhérents vivants et des sentiments des familles de ceux qui sont morts pour la patrie, adressent aux chefs et aux soldats des armées alliées l'expression de leur admiration, de leur reconnaissance et de leur confiance, et, soucieux d'assurer à la France et au monde une paix durable, se déclarent disposés à tous les sacrifices jusqu'au jour où la victoire des Alliés leur permettra d'imposer une paix qui comportera :

1^o --- *La restitution à la France de l'Alsace-Lorraine ;*

2^o --- *La restauration de la Belgique dans sa pleine indépendance ainsi que la satisfaction des légitimes aspirations nationales de tous nos alliés ;*

3^o --- *La réparation intégrale, aux frais de l'ennemi,*

de tous les dommages éprouvés par les régions et pays envahis, ainsi que de tous ceux occasionnés par nos ennemis aux personnes et aux biens, sur terre et sur mer ;

4^o — Des garanties réelles, ayant pour but et pour résultat, soit d'empêcher tout réveil du militarisme de l'Allemagne et de ses prétentions à l'hégémonie économique, soit de permettre aux Alliés de reconstituer leur outillage industriel et leur organisation commerciale et d'assurer la reprise de la vie économique par de justes indemnités payées aux États, aux provinces, aux communes, aux combattants et aux familles des héros tombés au champ d'honneur.

Tout traité conclu avec la nation de proie qui n'a jamais eu le respect de sa signature, qui ne comporterait pas ces garanties nécessaires sur les modalités desquelles il convient de laisser aux gouvernements responsables leur entière initiative, aboutirait à une paix trompeuse, précaire, source de conflits prochains. Il rendrait vains tous les efforts tendant à la constitution d'une Société des nations, qui, faute de ces conditions indispensables, serait incapable d'exister.

Voilà le ton français, qui nous vaut l'estime, l'admiration et l'appui des nations. C'est quand ils nous voient penser avec cette fermeté que les Américains formulent sur nous ce jugement que je découpe dans la *Tribune de Chicago* : « Avant la guerre, les Allemands avouaient craindre la *furia* française, terrible, mais passagère. Ce qu'ils ont à craindre maintenant, c'est l'économie française, la résolution française, le sang-froid français, l'endurance française ».

Évitons de minimiser notre pensée aussi bien que de l'enfler. Soyons vrais. Ayons le souci d'apporter à la tribune et dans la presse des expressions qui donnent

notre volonté dans sa plénitude, sans surplus et sans manque. Nous luttons pour rejeter l'agresseur et pour le mettre, nous l'espérons bien, dans l'impossibilité de recommencer. Une fois de plus, nous avons été les victimes d'une abominable machination ; nous nous battons pour nous défaire de l'envahisseur qui veut nous voler et nous assassiner, et nous désirons l'affaiblir pour que nos petits-fils soient garantis contre de telles épreuves. Les Allemands doivent être mis hors d'état de renouveler leurs crimes.

L'a-t-on suffisamment dit vendredi ? On croit déjà sentir quelque bénéfice de l'épouvante où vivent en France les agents boches à demi démasqués. L'atmosphère devient plus respirable. Leygues a parlé heureusement de cette « pression atmosphérique » que l'Allemagne essayait d'établir sur les âmes à prix d'or, à grands renforts de feuilles vendues et de traîtres. Réjouissons-nous que cette centaine de misérables qui infectaient la France soient saisis ou à la veille de l'être.

L'assainissement commence. J'en veux pour preuve le relèvement sensible de la parole gouvernementale, qui, de concession en concession, s'abaissait vers un dangereux langage voisin du pacifisme. J'en veux pour preuve encore la décision de Kuhlmann, qui vient de briser net le piège pacifiste où ses agents, à grand renfort de millions, voulaient nous attirer.

Renonce-t-il à des manœuvres éventées et à un personnel b. d. c. On peut l'admettre. Mais il est indispensable que, sans plus de retard, le gouvernement procède au nettoyage rapide et total, exigé pour le salut public.

VIII

M. MALVY A-T-IL FAIT SON DEVOIR?

La Canaille du Bonnet Rouge.

17 Octobre 1917.

« Après la clôture de l'instruction judiciaire, a dit le président du Conseil à Jules Delahave, « nous parlons des accusations de Léon Daudet contre M. Malvy. »

Painlevé semble avoir tout à fait raison. Sa faiblesse, c'est d'avoir lui-même parlé et apprécié l'instruction judiciaire avant qu'elle ne fût terminée ou même réellement commencée. Pourquoi, diable ! avez-vous parlé, monsieur le Président ? Votre appréciation d'homme politique, votre attestation, ne nous apporte pas des éléments sur lesquels notre raison puisse fonctionner. Elle n'est d'ailleurs pas un jugement légal.

Le mystère subsiste sur les faits que M. Léon Daudet a déposés devant le juge et que nous ignorons.

Il n'en va pas de même si l'on s'en tient à l'affaire du *Bonnet Rouge*. Au milieu de ses brouillards nous avons des points de repère certains.

Laissez-moi vous les exposer sans commentaires, le plus complètement que je puis.

Pour être bref, je ne demande pas à M. Malvy pourquoi il a subventionné le *Bonnet Rouge*. L'événement montre assez qu'il s'est trompé lourdement. Mais je passe outre. Prenez les choses au moment où le carac-

tère de trahison de ce journal et de ses hommes lui a été signalé.

« A la fin de 1915, au commencement de 1916 », M. Briand (ce sont ses propres paroles), « signalait à M. Malvy l'attitude du *Bonnet Rouge*, les agissements louches et antipatriotiques de son directeur et de quelques rédacteurs. »

Quelque temps après, il pria M. Malvy d'avertir certains députés qu'ils feraient mieux de cesser leur collaboration à une telle feuille.

Peu après encore, il invitait M. Malvy « à faire surveiller les dirigeants de ce journal d'une manière toute particulière. »

Il est étrange que ce soit le président du Conseil qui, par trois fois, ait eu à indiquer à M. Malvy les devoirs de sa charge. Mais quel fut l'effet de cette triple démarche?

M. Malvy a-t-il cessé de subventionner ces misérables? Nous ignorons la durée exacte, aussi bien que le montant, des subventions qu'a données le ministre.

M. Malvy a-t-il prévenu les collaborateurs du journal? Jusqu'à la dernière heure, nous avons vu dans le *Bonnet Rouge* des articles signés de noms considérables et qui pouvaient prêter à cette feuille une certaine autorité.

M. Malvy a-t-il fait surveiller sérieusement Vigo et ses rédacteurs principaux?

Ici, je réponds : Non, la surveillance sérieuse n'a pas existé. Il n'y a pas eu surveillance, mais perpétuellement une complaisance inexplicable.

Prenons le voyage en Espagne de juin 1916. On a dit que Vigo et Marion étaient allés en Espagne se mettre en relation avec un sous-marin. Oui, dit M. Malvy, un sous-marin avait été signalé à Carthagène pendant le séjour en Espagne de ces deux indi-

vidus, mais ma police établit qu'ils étaient à Saint-Sébastien, et que matériellement ils n'avaient pas eu le temps d'aller à Carthagène. Ils ne se sont absentés de Saint-Sébastien que le 25 juin, pour aller à Bilbao, et en revenir le 26 au matin.

Eh bien ! sans avoir les moyens spéciaux d'informations d'un ministre, je sais et beaucoup savent ce qui se passe à Bilbao. Deux bateaux allemands y séjournent sur la rivière profonde, en face de Portuga-lète. De fois à autre, des barques quittent ces bateaux et vont sur la haute mer, en partie de pêche ou bien en excursion de plaisance. Quand elles reviennent, on n'y voit plus les mêmes personnages. Au départ, c'étaient des hommes vigoureux ; au retour, ce sont des hommes hâves, épuisés. Qu'est-ce à dire ? Les barques ont déposé leurs passagers sur un sous-marin et en ont recueilli l'équipage. Les bateaux allemands de Bilbao servent de lieux de repos et de ravitaillement ; ils sont les bases et les sanatoria des sous-marins allemands dans cette région.

Si Duval, Marion et Vigo avaient été fouillés à tous leurs voyages d'Espagne et de Suisse, auraient-ils pu recevoir de l'Allemagne non pas seulement le chèque de 150.000 francs, mais plus de 700.000 francs ? (C'est le chiffre, à ce que je crois savoir, auquel est arrivée à cette heure l'instruction⁽¹⁾). Je vous en laisse juges.

Tous ces gens-là passaient sans être fouillés.

Comment est-ce possible ?

Nous avons un texte explicatif. Nous avons le témoignage qu'a donné, à la tribune, le 4 octobre der-

(1) Ce passage avait été censuré. Le lecteur remarquera combien mes articles à cette date ont été sabrés par la censure. On voulait m'empêcher de révéler les crimes de trahison, on couvrait les vendus, on sauvait des fossés de Vincennes et de l'exil les traitres. Encore en bien des passages ai-je pu rétablir mon texte !

nier, M. Painlevé : « Par les indications du ministère de l'Intérieur, a-t-il dit, la Préfecture de police savait que Duval s'était rendu en Suisse, et elle avait tout lieu de présumer qu'il s'y était rencontré avec Marx ; elle pensait obtenir de Duval certains renseignements utiles... » !!

Duval était chargé par la Préfecture de police, dans la personne du commissaire Dumas, de faire des rapports sur la situation économique de l'Allemagne.

Vous voyez le système. Vous voyez ce que vaut la filature dont M. Malvy nous a parlé et qui, d'après M. Viviani, aurait fonctionné 18 mois.

A côté de la filature, dure épreuve, nos maîtres avaient mis le remède pour le patient.

La Préfecture de police, avertie par le ministère de l'Intérieur, protégeait Duval. Elle en faisait son homme.

M. le président du Conseil nous a donné des renseignements complémentaires sur le mécanisme de cette protection : « Le 2^e bureau, dit-il, en vertu d'une convention passée avec l'Intérieur, devait être chargé des surveillances à l'étranger et par conséquent c'est lui qui aurait dû effectivement être prévenu des passages de Duval à la frontière et des filatures qu'il y avait lieu d'ordonner à son sujet. Or jamais le 2^e bureau n'a été averti de ces passages. »

Peut-on dire plus nettement que la filature de M. Malvy n'avait pas la moindre réalité et que l'ordre donné ne constituait qu'une dérisoire façade ?

Pourtant Duval, un jour, fut pris. Comment la chose advint-elle ?

Par un merveilleux hasard.

Le 14 mai 1917, le capitaine X..., du 2^e bureau, était en tournée d'inspection à la gare de Bellegarde. Un de ses agents vint lui dire : « Duval, du *Bonnet*

Rouge, est là. » Sachant quel est le personnage, le capitaine répond : « Fouillez-le et apportez-moi tout ce qu'il a dans ses poches. »

Duval crie, tempête ; on le fouille, on trouve le chèque.

— Qui donc ordonne cette saisie ? demande Duval, en menaçant.

On ne lui répond pas. On lui dit :

— Revenez cet après-midi, vous aurez une réponse définitive.

Il va faire un tour en ville, revient et décidément s'entend refuser le chèque.

Il rentre à Paris, informe Vigo qui s'en va au ministère de l'Intérieur.

Quels propos furent échangés ? Tenons-nous-en à voir les effets de ce conciliabule. On évita de mettre en avant le directeur du *Bonnet Rouge*. C'est Landau que le ministère de l'Intérieur envoie au 2^e bureau avec mission de reprendre le chèque. Landau entre dans le bureau du capitaine Y... et se présente de la part du ministre de l'Intérieur. Le capitaine en réfère au colonel Y... Celui-ci se met en relation avec le ministère de l'Intérieur.

M. Leymarie lui dit de restituer le chèque à ces messieurs.

Le 2^e bureau n'a aucun moyen d'exercer à l'Intérieur une filature ni une recherche quelconque (c'est M. Painlevé qui le dit). La Sûreté refusait de s'occuper de cette affaire (c'est encore M. Painlevé qui le dit) ; l'Intérieur ordonnait de rendre le chèque (c'est toujours M. Painlevé qui le dit) ; tout conspirait pour sauver Duval.

Le 29 mai, un mardi, à 5 h. 30, le chèque fut remis à Duval, dans le 2^e bureau, « par un capitaine qu'il ne faut pas attaquer, dit M. Viviani, car il avait été autorisé ».

Toutefois le 2^e bureau gardait une photographie du chèque. Et la situation restait très grave pour les gens du *Bonnet Rouge* et leurs divers protecteurs.

Quatre jours plus tard, le 3 juin, M. Leymarie était nommé directeur de la Sûreté générale.

On commençait à causer. Le 17 juin, M. Ribot eut vent de cette histoire. Par ses soins et par les soins de la Guerre, le ministre de la Justice fut informé. Le 2 juillet, M. Viviani chargea le procureur de la République d'ouvrir une instruction judiciaire, qui fut confiée à M. Bouchardon.

M. Malvy prit un congé. L'arrestation de Vigo était devenue inévitable.

Vigo lui-même l'attendait. Il s'arrangea pour faire saisir entre autres un document secret concernant l'armée d'Orient, d'origine officielle, qui lui avait été remis par un de ses commanditaires (1).

Vous savez le reste. Il mourut en prison dans des circonstances atroces qui demeurent inexplicables.

Tirez vos conclusions. Elles sont certainement pénibles.

Je n'ai rien su des premières phases de l'affaire du chèque, dit M. Malvy. Et pourtant il reconnaît que, tout au moins en juin, il a connu la restitution. Comment se fait-il, dès lors, qu'il ait attendu le 20 août pour prendre une mesure contre M. Leymarie ?

Nous avons la certitude qu'il y avait toute une organisation défaitiste créée contre la France, à grand renfort d'or allemand. Pouvons-nous déclarer que l'ex-ministre de l'Intérieur a fait son devoir ?

(1) Ce passage avait été censuré.

IX

POURQUOI LE MINISTÈRE CHANCELLE

La Canaille du Bonnet Rouge.

19 Octobre 1917.

Il eût paru déraisonnable de refuser vingt-quatre heures de réflexion supplémentaire à un homme à qui nous reprochons d'agir d'une manière peu réfléchie.

Painlevé ayant demandé un jour et une nuit pour préparer ses explications, trouver sa voie et rétablir son équilibre, nous les lui avons donnés hier. Cet après-midi, nous verrons, entendrons et jugerons.

De quelle manière le ministère compte-t-il s'y prendre pour démasquer et pour mener au poteau d'exécution les traîtres vendus à l'Allemagne?

Nos dirigeants vont-ils hésiter parce qu'ils rencontrent au cours de leurs recherches M. Malvy, qui se trouve avoir favorisé, dans des conditions à préciser, l'activité des traîtres?

Je ne prends pas à mon compte l'effroyable accusation portée par Léon Daudet; j'ignore comment il l'établit, mais je connais des faits graves à la charge de M. Malvy. Je les ai exposés ici dans des articles où le gouvernement a fait des coupures.

Le gouvernement lui-même (lisez avec soin son communiqué, c'est-à-dire le certificat qu'il a donné à M. Malvy) ne défend pas l'ex-ministre en termes décisifs et complets. Il n'est affirmatif que sur deux

points. Le reste, il le laisse dans l'ombre et réserve l'action de la justice. Il refuse d'accueillir l'accusation de Léon Daudet et il déclare qu'à son avis M. Malvy n'a pas trahi dans le sens strict du mot, n'est pas entré dans le Comité de guerre avec la volonté de livrer à l'Allemagne nos secrets militaires. Mais cela posé, et sans empiéter sur ce que peut trouver de son côté le capitaine Bouchardon (devant qui Léon Daudet a déposé), il nous laisse toute liberté de croire qu'il y avait de sales affaires au ministère de l'Intérieur.

C'est qu'en effet on ne peut rien répondre à la série des faits que j'ai exposés dans mon article de mercredi.

Voyez la prudence significative du certificat gouvernemental.

D'abord, ce certificat ne s'appuie pas sur l'enquête Bouchardon. Le gouvernement ne connaît pas les dépositions que Léon Daudet a faites à M. Bouchardon. Le gouvernement nous apporte simplement le résultat d'une enquête qu'il a menée de son côté et sur deux points, sans plus. Il a constaté que les accusations « visant soit des communications à l'ennemi de documents militaires ou diplomatiques, soit des participations à des désordres militaires, ne reposent sur aucun fondement ».

Il y a des observations à faire sur ces deux affirmations.

(4 lignes censurées)

. Il faudrait, en outre, étudier à l'aide de tous les documents militaires officiels la part qu'eurent dans les mutineries militaires les imprimés et les meneurs venus de l'intérieur du pays.

Nous ne pouvons pas admettre sans réserves le certificat du gouvernement. C'est une pièce sans

preuves et indépendante des objections — que j'ignore — que pourraient y faire MM. Bouchardon, Léon Daudet et Clemenceau. Je vois des faits qui exigent des explications. Pourtant, je passe outre pour la commodité de la discussion et je dis que des faits sont acquis dont le gouvernement reconnaît la gravité puisqu'il évite de justifier totalement M. Malvy.

Comment nier que le ministère de l'Intérieur accueillait avec la familiarité la plus dégoûtante les bandits qui trahissaient la France? Il leur donnait notre argent. Quelle est la mensualité que M. Malvy versait à Vigo, et jusqu'à quelle date la lui a-t-il prolongée? M. Malvy a toujours refusé de nous donner là-dessus aucune réponse précise. M. Malvy ou le gouvernement nous la doivent. Ils doivent encore nous expliquer la comédie qu'était cette filature que le ministère faisait semblant d'exercer contre des hommes que, par ailleurs, il chargeait de missions à l'étranger pour la Préfecture de police, et qui pouvaient ainsi répondre : « Moi, un traître, un espion? vous voulez rire : je ne vais en Suisse, en Espagne, je ne cause avec Max de Mannheim que pour obéir à la Préfecture de police... »

M. Malvy ou le gouvernement devront de plus nous dire pour quoi le ministère de l'Intérieur donna l'ordre de restituer le chèque allemand aux traîtres Duval, Landau et Vigo, et si l'on persiste à nous raconter que M. Malvy désapprouva M. Leymarie, nous demandons pourquoi M. Malvy mit M. Leymarie à même de continuer ses actes en le nommant directeur de la Sûreté. O faveur suspecte dans un tel instant de la tragédie!

« J'ignorais tout ! » Une telle ignorance est invraisemblable et coupable. Elle ne couvrirait pas toute la faute de M. Malvy, car celui-ci reconnaît qu'une fois son ignorance dissipée, il a tout de même gardé M. Leymarie. Il a su dès juin l'effroyable complai-

sance de son subordonné et ami, ordonnant de rendre le chèque allemand aux traîtres, et il n'a pris aucune mesure avant le mois d'août, et seulement quand les journaux l'y forcèrent.

Le ministre de l'Intérieur a-t-il fait son devoir? Toute la France répond que non.

Il y a un effort pour sauver les coupables. Il y a des grouillements dans l'ombre. De là l'hésitation que pour ma part j'éprouve à renverser le ministère. Raoul Péret me semble un honnête garde des sceaux. Il faut le garder.

Et pourtant ce ministère ne peut pas durer s'il continue de se montrer incapable d'apaiser l'opinion.

Painlevé en voit la nécessité. « Regardez du côté de l'armée », dit-il. Assurément, mais vous, chef du gouvernement, agissez de telle manière que les foyers d'infection qui nous inquiètent tous soient assainis et réduits. Délivrez-nous de tous ces traîtres qui, demi-assommés, demi-démasqués, font rage. C'est le seul moyen pour que la nation tranquillisée soit tout entière à l'espérance et à l'effort de guerre.

Ce ne sont pas les divulgations de Léon Daudet et de Clemenceau qui rompent l'union et qui diminuent le moral du pays. Le mal vient des Bocherics. Nous savons de source certaine que déjà pour une part immense l'événement a confirmé Clemenceau et Daudet. Nous voyons les prisons pleines des canailles qu'ils ont dénoncées. Alors personne ne peut admettre qu'on refuse de vérifier la suite de leurs accusations.

Le devoir du gouvernement, c'est d'exercer rapidement une action vigoureuse qui, en prodiguant la lumière sur tous les coins d'ombre suspects, ne laisse plus de place à ce qu'il est trop aisé d'appeler « la calomnie ».

Il ne s'agit pas de faire taire les accusateurs, mais de les mettre en mesure d'étaler leurs dossiers. Et puis

quand ils ont parlé et que leurs dires ont été pesés, il faut saisir les coupables sans pitié.

Est-ce que la honteuse comédie de M. Turmel doit indéfiniment prolonger son scandale?

Turmel, Duval furent démasqués par le hasard. On a l'impression (et pour Duval la certitude) que la politique s'emploie ou s'employa à contrarier, à desservir ce hasard justicier.

Et voilà pourquoi le gouvernement chancelle. J'y vois des honnêtes gens qui ne se décident pas à passer à l'acte.

Ce soir ou dans peu de jours, nous aurons un nouveau ministère. Nos amis doivent agir sur sa composition. Moins sur le choix des personnes que sur son programme.

Les partis conservateurs, au cours de cette guerre, ont rendu des services immenses à l'armée et contribué puissamment à la belle tenue du pays : mais, pour diverses raisons, ils ne tiennent pas leur rôle avec une égale force dans le Parlement.

Sans doute ils comprennent mal l'utilité de ces interminables palabres en temps de guerre. Ils les redoutent. Ils eussent voulu les atténuer, et ainsi ils ont été amenés à s'y mêler moins que les socialistes. Si justifiée qu'elle soit dans son principe, cette réserve amène pourtant à la longue ce résultat fâcheux que les partis modérés pèsent insullisamment dans les conseils du gouvernement.

L'heure est venue où il faut que les hommes autorisés expriment la volonté de la France conservatrice. Je ne leur demande pas de faire valoir des exclusions de personnes, mais d'empêcher que des passions partisans prennent le dessus sur les intérêts nationaux.

Pas d'étouffement. S'il y a des coupables et quels qu'ils soient, le châtement.

Tous ceux qui se sentent réunis (en dépit de diver-

gences légères) par de grandes idées communes et qui les croient en danger doivent se rapprocher pour donner plus d'autorité à leurs sentiments et à leurs volontés et pour dire à ceux qui vont prendre le pouvoir quels sont, à leur connaissance, les moyens pour tendre vers la victoire l'effort total de la nation.

X

FAISONS JUSTICE SANS NOUS DÉSUNIR

22 Octobre 1917.

Quittons aujourd'hui l'affreux labyrinthe où le juge Bouchardon, son masque au visage, lutte contre les gaz boches et contre l'étouffement proboche. Vendredi, tous les députés se levèrent, se haussèrent sur la pointe des pieds, s'allongèrent, s'étirèrent, comme des personnages du Greco, vers le ciel où l'admirable lettre d'un soldat leur faisait voir le vol de Guynemer. Dans le même esprit, je vous propose de respirer l'air de Nancy. Aussi bien pourrions-nous en rapporter une leçon actuelle.

Nancy vient d'être rudement bombardé. Les blessés remplissent plusieurs salles des hôpitaux. Dans l'une de ces salles, l'autre matin, une pauvre fille, une noble et courageuse fille, qui de son métier est repasseuse et qui avait eu le bras arraché, parlait très haut :

— Qu'est-ce que vous voulez, disait-elle, il y a bien d'autres soldats qui sont blessés ! Avez-vous remarqué que les infirmes ont l'air diminué et triste ? Ils ont l'air de s'excuser. Moi, j'aurais l'idée de me

redresser. Seulement on ne peut pas crier sur tous les toits comment c'est arrivé. Si nous avions l'insigne, ça se verrait. On y a bien droit. Je pouvais m'en aller. Mais quand les soldats revenaient par charretées de blessés, je trouvais que ça ne serait pas beau. Et puis, quand j'ai été touchée, je rapportais justement du linge de soldat. Est-ce que je n'étais pas un peu de service?

C'était une belle et juste assimilation que faisait là cette courageuse fille. La tranchée morale que représentent les villes de la frontière peut équivaloir à la tranchée des soldats. L'idée avait pris comme une fusée dans cette salle d'hôpital. Tous disaient : « Il faut tâcher que nous ayons l'insigne des blessés. » Ils se consolaient dans la fierté d'être des soldats.

C'est mon compatriote et ami Henri Boucher, le sénateur des Vosges, qui me rapporte la scène. Il a recueilli ces propos à Nancy et les approuve vivement. Qui ne les admirerait et ne les appuierait? Nous demandons tous au gouvernement que l'insigne des blessés de guerre soit donné aux femmes, aux enfants, à tous les civils frappés par les projectiles ennemis.

Dans ce Nancy glorieusement frappé où d'humbles voix s'expriment avec cette fermeté, une voix encore s'élève et prononce des paroles exemplaires. Sur la tombe de Jean Buffet, royaliste et catholique, grand serviteur de la Lorraine et de la France, et qui a donné son jeune fils à la patrie, le préfet républicain Mirman a voulu apporter son hommage « au nom de la nation », et « pour dégager ce qui peut être un enseignement commun à tous les Français ».

« Union, confiance, labeur, a-t-il dit, c'est la consigne de guerre des Lorrains. »

Jean Buffet fut un des points d'appui sur lesquels reposa l'union, et nul ne contribua davantage à entretenir à Nancy, chez tous, la confiance dans le triomphe

du droit et dans les destinées de la patrie. Il rappelait un jour qu'un de ses amis de Paris lui avait dit : « Ah ! vous êtes bien 20^e corps ! » Il se parait de ce jugement comme d'une cocarde. Oui, du 20^e corps il avait le cran magnifique.

Mirman, en énumérant les travaux de guerre de Jean Buffet a rappelé sa part dans l'œuvre de rééducation des mutilés. Mirman parlait sans doute de la Maison nancéienne des mutilés, mais nos lecteurs se rappellent que l'initiative que je leur ai demandé de prendre en faveur de nos grands blessés avait pour point de départ une lettre que, de Nancy, le professeur G. Michel, le notaire Howot et Jean Buffet m'avaient fait l'honneur de m'écrire, Jean Buffet occupait une des vice-présidences de la *Fédération nationale des mutilés*, entre Louis Barthou et Édouard Herriot (et avec M. Hébraud de Villeneuve). C'est dire qu'à Paris on sait faire de l'union des partis une vérité agissante. Mais le préfet de Nancy avait le droit de proclamer ce qu'a de salubre l'atmosphère des pays les plus voisins de la guerre ; il avait le droit de dire fièrement et douloureusement : « Quoi qu'il puisse advenir ailleurs, l'union demeurera dans notre département lorrain, sans un pli, sans un froissement, aussi longtemps que la patrie aura besoin qu'elle subsiste. »

Quelle force, quelle vertu dans une telle déclaration ! La faute indiscutable et initiale de Malvy fut de subventionner toute une presse d'accusations infâmes et d'y prendre au fond de son cœur du plaisir. Comme il nous a fait insulter pendant trois années, nous tous, gens de bonne volonté ! Mais nous deviendrions complices de sa coupable erreur si nous nous laissions irriter et contaminer par les jets de haine qu'il favorisait. Craignons qu'il ne nous entraîne à sa poursuite sur le terrain que nous lui reprochons. Limitons virilement l'opération. Pas de représailles ! Seulement la

guerre implacable et clairvoyante aux Boches et aux bochisants, et l'extirpation de toute bocherie. Aussi est-il bon pour l'hygiène publique que nous respirions les textes que je propose aujourd'hui à mes lecteurs, et qu'après avoir mesuré le eloaque, profond mais limité, qu'il s'agit d'assainir, nous nous débarbouillions de cette vidange, sale et puante, au milieu de ceux « qui ont le sens national, je veux dire au milieu de ceux qui ressentent profondément ce que le mot Nation représente pour les hommes et qui savent de quelle noble communauté d'intérêt et d'idéal, de traditions et d'espairs, de souffrances et d'enthousiasmes il est le symbole verbal, au milieu de ceux dont le cœur s'inonde de joie quand la patrie est en fête et se serre douloureusement quand elle est en deuil... »

Je n'en ai point trouvé d'autres que ceux-là dans les Marches de l'Est, ajoute Mirman. Travaillons tous pour qu'il en aille ainsi dans toute la France et pour que la propagande de trahison soit anéantie totalement sans laisser parmi nous aucun ferment de division.

P.-S. — J'ai reçu de M. le ministre de l'Armement et des Fabrications de guerre, pour la *Fédération nationale d'assistance aux mutilés*, « la somme de trente mille francs provenant d'un don anonyme ». La Fédération fera parvenir son remerciement à M. le ministre que j'assure de notre reconnaissance, mais je veux que le généreux bienfaiteur des grands blessés puisse trouver ici l'assurance d'une gratitude que nous regrettons de ne pouvoir lui exprimer directement.

XI

L'ÉLAN SUPRÊME DE NOTRE ARMÉE

24 Octobre 1917.

Remercions les combattants ! Nous savions tous, pour avoir consulté les chefs ou causé avec des permissionnaires, que le moral dans l'armée, à cette heure, est excellent. Mieux encore le prouvent de tels succès.

C'est admirable avec quelle fermeté les soldats s'engagent dans le tunnel sombre et froid au bout duquel luit le lointain printemps. Et tunnel, qu'est-ce à dire ? A ciel découvert, des mois de pluie, de froid et de boue. On ne dira jamais assez le courage, l'esprit de sacrifice, la force d'espérance de cette armée qui a pour but de guerre d'arracher la France à l'envahisseur et d'empêcher qu'il renouvelle son attentat criminel. Avec quelle triomphante vigueur elle refoule les Allemands !

On avait cherché à saboter la résistance de l'intérieur. La propagande défaitiste, il y a quelques semaines encore, faisait rage. Déjà les bénéfices de la campagne d'assainissement se font voir.

M. Malvy a déclaré à la Chambre, dans la séance du 4 octobre, que « les responsabilités des incidents militaires de mai-juin 1917 ne sont pas des responsabilités de l'autorité civile... »

Il ne faut rien simplifier à l'excès. Les causes de ce drame du passé sont complexes. Il y eut de la déception à la suite de l'offensive d'avril, si considérables

pourtant que fussent ses résultats. Et puis, tous, nous avons senti la justice et la nécessité de faire à des soldats qui peinent héroïquement les meilleures conditions de vie qu'il serait possible. Ici même, pour notre part, nous avons exposé, dans une suite d'articles sur *la vie quotidienne du soldat*, les améliorations que le généralissime s'appliquait à réaliser. Mais ceci dit, qui est exact, comment pourrait-on prétendre qu'il n'y eut pas de concordance entre le mouvement pacifiste et défaitiste et les mutineries?

Voyez les rapports des généralissimes successifs et les débats devant les conseils de guerre. Ils nous expliquent par quels moyens abominables le moral de quelques parties de l'armée fut, un instant, ébranlé.

Dans tous ces documents officiels, authentiques, qui fournissent une base certaine pour la discussion et pour l'intelligence de la situation, on constate que des faits se sont déroulés, que des réunions ont été tenues, des discours prononcés, des écrits distribués, où l'on voit souvent l'activité de l'étranger, et qui constituent une propagande allant de l'intérieur

(2 lignes censurées)

Il ne conviendrait pas et sans doute on ne permettrait pas que je fisse ici cette démonstration en apportant les textes auxquels je viens de faire allusion. J'ai pu les nommer parce que Clemenceau les a invoqués à la tribune du Sénat et qu'ainsi on ne peut pas accuser cet article d'aucune indiscretion. Et d'ailleurs, si l'on veut supprimer mon raisonnement, il suffira que nous nous reportions aux paroles paisibles, fortes et claires prononcées par Clemenceau devant le Sénat, le 22 juillet dernier.

Tout s'y trouve ; écoutez le vieux républicain :

« On vous a donné lecture, a-t-il dit à ses collègues,

du réquisitoire terrible du général Nivelle ; il a été suivi d'un réquisitoire analogue du général Pétain. Savez-vous ce que M. Malvy a répondu au général Nivelle ? Il a répondu : Mais tout ce que vous me dites là, je le connais ; c'est moi-même qui vous en ai informé... Quant aux promesses de sanctions, de poursuites : rien !... Bien plus, la Sûreté générale s'est mise en bataille contre le grand quartier général, auquel elle avait l'habitude d'envoyer tous les mois un rapport. Depuis ces événements, on a mis le grand quartier général au pain sec, il n'a plus d'informations. Il y avait pourtant un intérêt à le renseigner, puisque toutes les répercussions de ces mouvements (de l'arrière, tracts, excitations à la révolte, complots allemands, journaux vendus) devaient aboutir au front, où elles ont produit les résultats que vous savez... »

Le haut commandement connaît ces préparations défaitistes de l'armée et s'en plaint ? C'est bien simple : de l'énergie ! empêchons-le de continuer à les connaître.

Le chèque allemand venait d'être restitué. . . .
. . . . aux traîtres Duval, Landau, Vigo. On commençait d'en murmurer. M. Malvy nomma M. Leymarie à la direction de la Sûreté générale. Et le 5 juillet, ces deux messieurs élaboraient une circulaire « ayant pour but, nous dit M. Clemenceau, d'empêcher le quartier général de recevoir aucune information sur la propagande antipatriotique ».

M. Clemenceau a ajouté qu'« interrogé sur ce point (sur cette circulaire), quelqu'un d'important du ministère de l'Intérieur a répondu : Désormais c'est moi qui signalerai au grand quartier général les faits particuliers qui seront de nature à l'intéresser ». Et M. Clemenceau de continuer : « La vérité, c'est que le grand quartier général et les généraux de région doivent connaître la propagande pacifiste. Je ne vois pas quel intérêt a le ministre de l'Intérieur, ou plutôt

je crains de le voir, à supprimer la connaissance directe des événements à l'autorité qui a pour mission de les réprimer dans le plus bref délai possible. »

Il est inutile que je donne ici une voix aux sentiments qui envahissent le lecteur à mesure qu'il médite ces textes. Dans les ténèbres qui subsistent, ils fournissent de fameuses lumières.

Va-t-on en rester là? C'est par l'Amérique que nous avons été sauvés des traîtres et des vendus. C'est l'Amérique qui a déchiffré les télégrammes où les agents boches exposaient leurs manœuvres criminelles. Nous, nous n'avons rien dû qu'au hasard. Le hasard a mis sous les yeux du public le chèque Duval, l'enveloppe Turmel. Que le gouvernement ne s'arrête pas dans le nettoyage et dans la lutte contre l'ennemi de l'intérieur. Qu'il aide le hasard. Il doit bien cela à notre armée victorieuse.

Hier, le ministre de l'Intérieur des États-Unis disait à ses compatriotes : « Ayez confiance et souvenez-vous que les prophéties de malheur ne se réalisent jamais aux États-Unis. » Nous pouvons en dire autant de la France. Mais « aide-toi le ciel t'aidera ». C'est un mot de Jeanne d'Arc passé en proverbe national.

Ces derniers jours, un journal dont l'apparition a été un scandale a publié (à propos d'un de mes derniers articles) un article infâme qui insulte toute une partie de la nation. C'est inacceptable. Le gouvernement se doit à lui-même d'exprimer son regret qu'une telle insulte à des Français ait été autorisée.

P.-S. — La Ligue des Patriotes tiendra une grande réunion populaire privée le vendredi 26 octobre, à 8 heures du soir, dans la salle des fêtes de la Mutualité, 325, rue Saint-Martin. Nos amis et lecteurs trouveront des cartes d'invitation aux bureaux de la ligue, 4, rue Sainte-Anne.

XII

NOUS SOMMES D'ACCORD!

La Rive gauche du Rhin.

29 Octobre 1917.

Pas de mot plus triste que celui-là, pour de vrais parlementaires, car s'ils sont d'accord la partie s'arrête et il n'y a plus moyen de continuer le jeu. « Nous sommes d'accord ! » Cette parole retentit comme un glas funèbre au milieu des opposants ; elle déçoit durement ces hommes de désir ; elle ruine leurs rêves, leurs plans, leurs préparations, toutes leurs chances d'hériter. L'horizon se ferme, les phares s'éteignent, les alliances se délient, les troupes se dispersent. La pauvre Perrette s'assied au fossé devant les débris de son pot au lait. « Nous sommes d'accord », tout est à recommencer : il faut trouver un nouveau motif de querelle.

Avez-vous entendu Barthou prétendre qu'il est d'accord avec lui-même, avec Painlevé, avec les socialistes ? Ceux-ci lui opposèrent une triple protestation. Il passa outre, maintint son dire et en fournit, point par point, la plus claire justification. Étant malade, je n'ai pu l'entendre, mais je l'ai lu et d'autant mieux contrôlé. Il a raison. Si pénible qu'il semble à quelques-uns d'en convenir, nous sommes d'accord sur les directions. En dépit des querelles que j'appellerai professionnelles, voulues par la règle du

jeu, nous sommes unis par des sentiments, des instincts, des besoins qui nous sont communs, par une expansion de la vie qui est en nous, par une entente plus profonde et plus impérieuse que tout ce qui sort de la délibération des partis.

Les partis avaient inventé de se diviser sur la manière dont l'Alsace-Lorraine nous reviendrait. Il faut un plébiscite, semblaient dire quelques politiques, préoccupés de se nuancer. Mais non, Barthou a pu ramasser toute la Chambre autour du principe vrai : « Sur la question de l'Alsace-Lorraine restituée à la France sans conditions et sans plébiscite, il n'y a plus de discussion, a-t-il dit. Je constate l'accord. » Et quelqu'un à gauche souligna l'unanimité d'un mot : « Personne ne dit le contraire. »

Cette unanimité précieuse ne s'applique pas seulement au retour pur et simple de l'Alsace-Lorraine, mais à d'autres points où nous nous croyions divisés. Aussi bien pourquoi nous battons-nous ? Le général Pétain, ayant posé cette question, y fait cette réponse que tous les Français contresignent : « Nous nous battons pour chasser l'ennemi de notre territoire et pour empêcher par une paix solide et complète qu'une pareille agression se reproduise jamais. »

Voilà posé le problème des garanties.

Nos pays de l'Est, effroyablement piétinés à toutes les époques par les gens d'outre-Rhin, les départements des Ardennes et du Nord dévastés, ensanglantés, et puis la Belgique veulent être protégés contre un retour offensif de l'Allemagne. Comment leur assurer cette sécurité ? Comment la donner à la France ? Comment créer la paix du monde ? On le demande jusqu'en Amérique.

Des garanties pour la sécurité de la France, le groupe radical et radical-socialiste, qui est le groupe numériquement le plus important de la majorité

républicaine, les a réclamées dans un manifeste. Chacun sent qu'il y a quelque chose à organiser sur la rive gauche du Rhin, au nord de l'Alsace-Lorraine. Mais quoi? Quel système trouver qui serve le mieux la paix du monde?

Écoutons les socialistes :

Hervé réclame pour la France le bassin houiller de la Sarre ; il demande « qu'on fasse de la rive gauche du Rhin un pays neutre détaché de l'Allemagne » et il place cette neutralité « sous la garantie de toute l'Europe nouvelle ».

Renan s'est songé à la neutralisation de certains territoires sous certaines conditions. Et ces neutralisations sur la rive gauche du Rhin (en dehors de l'Alsace-Lorraine) qu'il juge nécessaires pour assurer la sécurité française et la paix mondiale, il les attend de la Société des nations.

Sembat écrit : « J'admets toutes les garanties possibles. Par exemple j'admets très bien la neutralisation de la rive gauche du Rhin au point de vue militaire ; l'interdiction aux Allemands d'y tenir garnison, d'y cantonner des armées, de l'artillerie, d'y garder des arsenaux, d'y occuper des forteresses. Mais je n'admettrais pas qu'on impose aux habitants des territoires rhénans l'oppression qui nous indignait quand elle s'exerçait contre les Alsaciens-Lorrains. »

Nous estimons avec Sembat qu'une intervention de la France dans la destinée de ces populations du Rhin, qui nous ont tant aimés, ne peut-être qu'en vue de fins bienfaisantes, et quand nous avons parcouru la basse vallée de la Moselle au-dessous de Thionville et de Sierck, c'était avec un prodigieux attrait de sympathie pour les forces qui sommeillent sur ce vieux territoire romain que la Prusse oppresse et contrarie. Mais ne cherchons pas à nous tromper nous-mêmes. J'entends quelquefois crier à ceux

qui étudient la question du Rhin : « Prenez garde ! vous allez exciter les Allemands. » Si le reproche vaut quelque chose, il vaut contre toutes les conceptions de garantie, il vaut contre les propositions d'Hervé, de Renaudel, de Sembat, il vaut même contre celle que je crois la plus atténuée de toutes, et que met en avant la *Société pour l'étude des questions de politique extérieure*.

Cette société écarte l'idée d'une annexion soit à la France, soit à la Belgique, en même temps que l'idée d'un pays rhénan autonome sous le contrôle des Alliés ; elle propose la neutralisation d'un territoire allemand qui (afin qu'il échappe au sort de la Belgique en 1914) serait armé par les soins des Alliés.

Sur les confins belgo-allemands de la rive gauche du Rhin et sur les territoires aujourd'hui allemands qui ne sont pas l'Alsace-Lorraine, une zone serait établie qui passerait sous l'administration militaire des Alliés, tout en demeurant pour le reste sous l'administration germanique.

Ce système me frappe, disons-le en passant, parce qu'il est fort analogue en subtilité à celui que Jaurès rêvait pour l'Alsace-Lorraine. Jaurès me disait qu'on pouvait trouver dans l'ancienne vie de la rive gauche du Rhin, au XVII^e siècle, des types complexes d'après lesquels on modèlerait une forme d'existence mi-française, mi-germanique pour les deux provinces en litige. « Mais si ! me disait-il, mais si ! Pourquoi s'en tenir au brutal dilemme ? Lavisso dans son *Histoire de Louis XIV* fait voir de ces régimes de dominations enchevêtrées où les frontières politiques, économiques et militaires ne se superposent pas... »

Qu'en pensez-vous ? Sérieusement, vous imaginez que vous trouverez aucun moyen de prendre sur la rive gauche des garanties contre l'Allemagne qui

n'irritent pas l'Allemagne? Déjà en lui arrachant l'Alsace-Lorraine vous la faites saigner. Vous entamez l'unité de l'Empire si vous reprenez les pays de Metz et de Strasbourg, aussi bien que si vous touchez aux provinces rhénanes et mosellanes. Pour les fils de Guillaume, de Bismarck et de Moltke, toute intervention, toute réorganisation sur la rive gauche, au delà des Vosges, c'est le dépècement et le démembrement de l'Empire.

Il faut cesser que les uns jettent à la tête des autres l'objection : « Vous irritez le sentiment allemand. » Cet argument vaut ce qu'il vaut et, selon nous, il vaut peu, mais en tout cas il atteindrait tous ceux qui, de quelque manière que ce soit, veulent prendre des garanties contre l'Allemagne pour la paix du monde, tous ceux qui ont mis leurs vues dans le dossier du Rhin.

J'ai sous les yeux une bibliographie que je me suis faite et que je crois incomplète, des ouvrages déjà parus sur la question. On en peut citer une trentaine, des Babelon, Aulard, Driault, A. Delaire, Dimier, Légerand, Marmottan, Onésime Reclus, Jullian, Stéphane Couhé, Albert Milhaud, Jacques Bainville, et toute la *Petite Bibliothèque de la Ligue des Patriotes* (Sirey, éditeur), à laquelle nous allons joindre la *Grande Route du Globe*, où M. Froideveau, l'éminent secrétaire de la Société de géographie, nous fait voir que le Rhin est pour nous le moyen indispensable de notre accès à la ligne gigantesque qui part de la mer du Nord (aux embouchures du Rhin et de l'Elbe) pour gagner Alexandrette et se bifurquer sur l'Égypte et le Cap, et sur Bagdad, les Indes et même l'Australie.

De telles vues sont utiles et nécessaires. Remercions les hommes compétents, venus des quatre coins de la pensée française, qui établissent, pour notre ins-

truction, ce dossier d'études. Grâce à eux, déjà, le problème a pris forme. Sa solution doit être poursuivie dans un esprit sérieux, avec les méthodes qui président à la recherche de la vérité, en évitant d'y introduire la querelle des partis.

Il y a plusieurs raisons pour ajourner de porter à la tribune un débat qui n'a pas encore ses préparations suffisantes, ni son heure. Barthou a très bien dit qu'il ne peut pas y avoir de gouvernement sensé pour apporter, dès maintenant, au sujet des garanties, autre chose que des indications générales, des directions, et que des précisions seraient prématurées et dangereuses.

Mais de ce débat qu'il a voulu sagement écourter, tout de même une clarté jaillit, c'est que nous sommes bien plus d'accord que ne désiraient le voir ceux qu'entraînent la manie parlementaire et leur génie partisan. Petit à petit et comme instinctivement, il se forme chez nous tous une opinion commune, une terre solide, et voici que tous les partis, après des tâtonnements, voient se former en eux cette idée que le monde entier a besoin que des garanties efficaces soient prises sur le Rhin pour empêcher tout renouvellement de l'agression allemande.

P.-S. — J'ai reçu de M. Azeredo, vice-président du Sénat brésilien et illustre ami de la France, le télégramme que voici, daté de Rio de Janeiro, 27 octobre.

« Enfin, nous sommes ensemble officiellement dans la lutte pour la victoire de la civilisation et de l'humanité contre la force brutale du despotisme. Tous mes vœux sont pour le bonheur des Alliés et spécialement pour la France... »

Dans ce beau texte, chaque mot est à méditer : « *Enfin... officiellement* ». Oui, depuis longtemps, dès le premier jour, nous avons vu là-bas nos amis dont la France retient les noms. Et parmi les Alliés,

c'est vers la France « spécialement » que le Brésil se tourne.

Grand service de la France à la cause commune. Elle fut debout la première, subit les plus rudes choes. Et c'est elle encore qui attire, par l'amitié qu'elle inspire, successivement toutes les Amériques.

Nous remercions avec émotion Azeredo et avec lui tous les précurseurs de cette fraternité d'armes.

XIII

PAS D'ESCAMOTAGE!

La Canaille du Bonnet Rouge.

31 Octobre 1917.

On essaye de nous raconter que la République est mise en danger. Par qui? Je ne vois de danger que des Boches. Non, il faut la sauver de Maurras et de Daudet!

Quelle grossière malice!

Le régime n'a rien à craindre. Il n'a pas de remplaçant et le principe républicain est cher à l'immense peuple français. Mais les meilleurs principes n'ont leur vertu que s'ils sont servis par des personnes respectables et M. Malvy manque de valeur morale. Il a fait fermenter chez nous une effroyable pourriture; il a jeté haineusement des bandits sur les Français qui, de leur mieux, travaillaient à l'union sacrée. En protégeant et en subventionnant les canailles du

Bonnet Rouge, en leur rendant le chèque allemand, quand elles furent pincées, il a manqué gravement à son devoir.

Cela est acquis. Cela, les Français le savent. Tous les cris, tous les gestes, toutes les dialectiques ne changeront rien à cette vérité. Du fait de l'appui qu'il a donné avec acharnement à Vigo et à d'autres traîtres, M. Malvy est dans une situation intenable.

C'est une question de savoir si l'accusation formidable de Léon Daudet est justifiée. Je ne la prends pas à mon compte, parce que je serais bien incapable de la prouver. Mais je jure que c'est une folie de dire : ceux qui attaquent Malvy, attaquent la République.

« La main au collet et la main sur les papiers. » Ce mot d'ordre fut lancé par le journal de M. Dubarry. En l'acceptant, nos ministres s'engagent dans une voie qui aggrave la situation de MM. Malvy et Leymarie.

Les papiers de Léon Daudet ont été chipés. L'accusateur n'a plus ses armes. Il déclare (je copie ses paroles) : « J'avais encore une vingtaine d'affaires de la taille des affaires Malvy, Almercyda, Lenoir-Desouches, Bolo, etc. En faisant placer mes papiers sous scellés, le gouvernement se trouve, sans le vouloir, avoir mis des scélérats, non encore démasqués, à l'abri de mes atteintes... »

Que peut-on là-dessus répondre à Daudet ? Qu'il est un calomniateur.

Calomniateur ! Voilà des mois que les instructions, les arrestations et les condamnations se succèdent dans l'ordre qu'a choisi Daudet. C'est à la suite de ses appels retentissants et multiples que le nettoyage a commencé. Quand Malvy tutoyait et payait Vigo, Landau, Goldsky et autres crapules bochisantes, et se frottait les mains joyeusement à nous voir insulter,

nous et les nôtres, par ces vendus, c'est tout de même Daudet qui voyait clair et qui défendait les honnêtes gens. Il assumait courageusement la besogne à laquelle j'ai le droit de dire que le gouvernement manquait. Voilà le service que nous n'oublierons jamais. Service national. Vraiment la situation de Daudet et Maurras ne peut être comparée à celle des Malvy et des Leymarie. Aucun Français ne le nie. Calomniateurs ! Diffamateurs ! Allons donc, nous savons tous qu'avec le républicain Clemenceau les royalistes Maurras et Daudet ont servi la France contre le bolchéisme.

Mais Daudet s'est rendu coupable de dénonciation calomnieuse et de diffamation envers Malvy. Voire ! Nous avons des juges en France. Je ne saurai rien là-dessus tant que les ténèbres n'auront pas été éclaircies par une action régulière. Painlevé, Steeg et Raoul Péret ont conseillé à Léon Daudet d'aller devant M. Bouchardon. M. Bouchardon a-t-il conclu ? Si M. Bouchardon ne suffit pas, il y a le Code pénal, la loi sur la presse. Quant aux perquisitions chez Daudet, chez Maurras, et aux suspensions de leur journal, ce sont des brimades inopérantes.

Nous avons des maîtres qui ne sont pas des faiseurs de calme. Pour étouffer l'affaire, ils s'y prennent comme s'ils voulaient l'enfler.

Painlevé, Steeg, Péret, vous croyez intelligent de mettre Léon Daudet dans la position d'un homme plein de secrets qu'on empêche de parler ? Vous voulez ajouter à tant de terribles silences le silence de l'accusateur ? Ce n'est pas assez du mutisme de Turmel ?

Ah ! si vous aimez les ténèbres muettes. Que pensez-vous de la lueur sinistre qui vient de passer sur le cabinet du ministère de l'Intérieur et qui nous fait voir M. Leymarie convoquant le soldat Lenoir et sa

mère, Mme Lenoir, et leur disant : « Lenoir, vous êtes un déserteur ; je vous fais arrêter et vous livrer à l'autorité militaire, à moins que vous ne cédiez le *Journal* à Bolo... »

De quoi se mêle donc le bras droit du ministre ? Lenoir est un embusqué, Lenoir est un déserteur, mais il n'en aura nul ennui s'il consent à chanter sur un air allemand.

Ces honteux trafics viennent à la lumière dans le moment où paraît le rapport Jeanneney sur les embusqués et l'embuscade. L'honorable sénateur écrit que la loi militaire « est communément méconnue, souvent même violée sciemment et ouvertement... Le mal flagrant du favoritisme, l'omission générale de sanction ou même de toute recherche de responsabilité éclatent aux yeux ». L'honorable sénateur dénonce « la hideuse besogne de l'embusqueur ». Il s'écrie : « Qui oserait dire que des interventions variées n'y aient pas contribué souvent et que les dossiers n'en témoignent pas ? » Ses deux cents pages ne contiennent aucun fait qui, de près ou de loin, approche de cette scène patibulaire du cabinet ministériel.

De tous côtés les cadavres remontent sur l'eau. Pendant des semaines, la censure m'a fait sauter dans chacun de mes articles les lignes où je demandais des clartés sur le document concernant l'armée d'Orient que Paix-Séailles a apporté au *Bonnet Rouge* et que Vigo s'est arrangé pour faire saisir quand on est venu l'arrêter. C'est un fait formidable. Clemenceau a pu le mentionner dans l'un de ses derniers articles. Si la censure fait sauter les lignes qui précèdent, elle ne pourra pas m'empêcher de transcrire Clemenceau, et j'en serai quitte pour me contenter de son X en place du nom propre que je désirais donner.

Clemenceau a écrit : « Pourquoi ne plus rien dire

de la remise d'un document secret du ministère de la Guerre aux mains du traître Almereyda? M. Painlevé, puérilement, a fait ouvrir une enquête contre X. Cet homme est nécessairement son subordonné, c'est-à-dire un homme dont il est responsable. A quoi ont abouti les recherches nécessairement laborieuses de M. Raoul Péret sur cet X dont le nom vole de bouche en bouche dans les conversations du boulevard ? »

Mais ce n'est pas tout. D'autres sentiers nombreux sont ouverts dans l'inextricable forêt. Au cours du récent procès du banquier syrien Rabbat, M^e Hornbostel a déclaré : « Il est établi que Rabbat avait versé 30.000 francs à Vigo pour payer celui-ci d'avoir obtenu la suspension de l'arrêté d'expulsion qui avait été pris contre lui... » Nous désirons savoir à qui Vigo s'est adressé et en quels termes captivants. Nous voulons savoir par qui fut suspendu l'arrêté d'expulsion pris contre Rabbat.

Il est deux cents autres questions. Elles vont en plein contre les Boches de l'intérieur. Nous ne les posons pas à nos ministres, tant que nous jugeons qu'ils sont des honnêtes gens désireux de faire la lumière. Mais on pourrait se retrouver. Vite et tout, disaient Painlevé, Steeg et Péret. Je les crois sur parole. On désire toutefois qu'aux paroles ils joignent les actes. La saisie des papiers de Léon Daudet est-elle un acte? Rien qu'un acte de diversion.

En faisant un raffut de la Saint-Polycarpe autour de l'*Action Française*, on espère détourner notre attention du complot boche. C'est le truc de l'escamoteur qui dit à son parterre d'enfants : « Regardez là-bas, là-bas », quand il veut faire sauter le lapin de la soupière dans le chapeau. Pas d'escamotage. Nous demandons qu'on éclaire ces coins de ténèbres où circulent des lumières sinistres.

XIV

L'HOMMAGE AUX MORTS
ET A LEURS FAMILLES*In Memoriam.*

2 Novembre 1917.

L'église de Cuiry-Housse, au pays de Somme, est entourée, comme beaucoup de ses sœurs rustiques, d'un petit cimetière où, sous les tilleuls et les marronniers, reposent quelques soldats. L'herbe envahit leurs tombes où se défont d'anciennes couronnes. Mais au milieu de ce délaissement, dans un carré de terre bien net et bien propre, s'allongent deux tertres parallèles, entretenus avec un grand soin. Chacun d'eux a sa croix de bois noir. Entre les deux, comme pour les unir, une croix plus haute porte une plaque de marbre blanc, où sont gravés en quatre lignes les noms de deux aviateurs allemands. Un officier, dont la compagnie cantonnait à Cuiry-Housse, faisait ces jours-ci observer à l'homme qui soigne ces tombes allemandes que sa sollicitude pourrait sans inconvénient s'étendre aux tombes françaises. L'homme répondit qu'il agissait comme il le jugeait bon.

Le fait peut être signalé dans un moment où de toutes parts l'immense public fait voir qu'il en a assez du holoïsme et de l'effroyable audace avec

laquelle l'Allemagne agit au milieu de nous. Mieux qu'en donnant une voix à la piété que nous avons tous dans le cœur pour les morts, je puis être utile si je signale çà et là quelques négligences de cette piété.

D'un bout à l'autre de la France, d'immenses cortèges ininterrompus, aujourd'hui et demain, se presseront dans les cimetières. Mais nous devons entendre ce que me dit mon ami Niessen, le très méritant secrétaire général du *Souvenir français* : « Nous recevons des centaines de lettres sur l'abandon des tombes dans certaines régions... »

Allons dans la zone des armées. A plusieurs reprises, ici, j'ai écrit ce qui n'est que trop vrai, qu'un soldat a droit au sol sur lequel il est tombé. Il serait beau que chacun d'eux demeurât dans la place même qu'il a sanctifiée de son sang. La multitude des morts dispersés à travers l'horizon nous rendrait sensible la vie même de la bataille, et continuerait de crier aux générations successives : « Soyez prêtes ! » Au moins, s'il faut tenir compte des commodités de la culture, s'il faut que les pauvres morts disparaissent devant le soc de la charrue, transportons-les le long de la route qui traverse les terrains où ils se battirent, et qu'elle devienne une voie glorieuse. Je prends pour exemple les forêts du col de la Chipotte, où l'armée de Dubail soutint, pour la défense de la Moselle, les terribles combats d'août et septembre 1914. Combien de tombes au fond des bois, et sans chemins pour les visiter ! Certes, un tel repos est magnifique, et le chasseur, le forestier que le hasard met soudain en présence d'un de ces morts lui donne, en une fois, plus de sympathie que n'en reçoit peut-être, dans son cimetière urbain, le mort auprès de qui défilent des milliers de passants ; mais je ne discute pas et je cède à l'opinion de ceux que cette profonde solitude scanda-

lise. Il appartiendrait donc à l'administration forestière, d'accord avec les communes ou les particuliers propriétaires des forêts, de créer un beau chemin des tombes, une voie le long de laquelle seraient créées des tranchées semblables à celles que l'abbé Collé, à Mesnil-sur-Deliette, et tous les prêtres vosgiens entretiennent auprès de leurs paroisses.

Isolées ou rapprochées des centres, beaucoup trop de ces tombes portent la mention : *Un soldat français inconnu*. Le colonel Lavigne-Delville (qu'il excuse mon indiscretion) s'en plaignait à un ami après une visite aux champs de bataille de la Marne. « Souvent ces inscriptions, disait-il, donnent le matricule accompagné du numéro du régiment. Dès lors, il suffirait d'écrire au dépôt pour avoir le nom. En outre, cette expression de « soldat inconnu » pèse comme une note décourageante d'abandon dans la gloire de ces champs victorieux. Il y a là une faute de psychologie militaire et guerrière. Si vous ignorez le nom, mettez « un Français tombé glorieusement face à l'ennemi » ou quelque chose d'approchant. Voyez les Boches ; ils sont passés maîtres en psychologie guerrière ; ils inscrivent sur leurs tombes anonymes : « Ici est tombé de la mort des héros un soldat allemand. » Comme cela sonne plus chaud que notre « inconnu » !

Autre bonne idée, qui celle-ci, nous vient de Nice. Dans cette ville, le comité du *Souvenir Français* a autorisé, poussé les familles à placer une plaque commémorative sur la face intérieure des murs du cimetière militaire. Ces murs, à cette heure, sont couverts de plaquettes de marbre portant des inscriptions funèbres et glorieuses. Le mort repose au loin dans les régions de la guerre. Les familles se réunissent devant cette inscription, la viennent fleurir.

En visitant au cimetière de Charmes les tombes, très bien entretenues et fleuries par les dames de

Charmes, des braves qui tombèrent pour la défense de la trouée de la Moselle, je regrettais qu'on n'eût pas toujours inscrit sur les croix, au-dessous du nom du héros et de la date de sa mort, le lieu où il est tombé, la citation dont il fut l'objet, un rappel bref de la cause pour laquelle il s'est sacrifié, une indication du sens de la bataille. Ce n'est pas toujours possible? Il faudrait en chercher le moyen. Une tombe est un enseignement. Il s'agit de donner au mort une voix pour qu'il nous instruisse, nous émeuve et nous oblige, nous passants, à nous souvenir de l'agression allemande et puis de nos obligations envers les combattants.

La grande affaire, pour bien honorer les morts de la guerre, c'est que nous les aimions. Là encore, les soldats nous doivent servir de modèles. « L'amitié des tranchées », « les Saints de la France », ces mots qui ne font que constater le sublime caractère de nos défenseurs, éveillaient les risées haineuses de ces vendus à la solde de l'Allemagne, qui furent, hélas ! trop longtemps favorisés, protégés et payés par M. Malvy. Gens de l'arrière, nous ne pouvons mieux faire que de tâcher de maintenir en nous quelque chose des sentiments qui animent nos fils et nos frères dans les minutes mêmes où ils sont à l'avant.

Qu'est-ce que le culte des morts au front? Au front, il n'y a pas de fête spéciale pour les morts. Les soldats ne se souviennent pas tout d'un coup, une fois par année, qu'il y a des morts aimés à honorer. Pour eux, cette commémoration, cette société des morts ne s'interrompt pas un seul jour.

Chaque jour, autant qu'ils le peuvent, les soldats entretiennent les tombes de leurs camarades, redressent la croix qu'un obus a renversée, réparent les balustrades rustiques, fleurissent des fleurs de la plaine ou de la forêt les tertres, et repassent

avec leurs stylos les inscriptions à demi effacées.

Je me rappelle bien des traits que me racontait le lieutenant Pericard, celui qui cria le fameux *Debout les Morts* (et dont je vous conseille de lire les souvenirs dans *Face à Face*, dans *Ceux de Verdun*). Il me disait qu'un jour, dans une des tranchées d'Apremont, en creusant un boyau de renfort, ses camarades et lui remirent à la lumière la tombe d'un sergent longtemps enfouie sous un éboulis. « Pour ne pas la détruire, nous nous imposâmes de modifier le tracé de notre travail, et puis nous avons fait une croix neuve et mis un entourage. Trois mois après, je repassai par la même tranchée ; notre entourage, jugé insuffisant par ceux qui nous avaient suivis, avait été remplacé par une bordure de grosses pierres soigneusement disposées. Trois mois après encore (nos relèves se succédaient assez régulières dans cet endroit du front), la tombe s'ornait d'un faisceau de petits drapeaux tricolores et d'une douille d'obus où trempaient des marguerites. »

Autre exemple : à la Tête-de-Vache, toujours dans la forêt d'Apremont, il y a dans un ravin un petit cimetière de 5 à 6 tombes, datant des premiers mois de la guerre. C'était près de ce cimetière que le plus volontiers les chefs de bataillon remettaient à leurs hommes la Croix de guerre. Ils prenaient les morts à témoin du courage des survivants et les liaient, les uns les autres, dans une tradition sublime. Ils créaient une grande amitié mystérieuse.

Ce qui justifie et rend intelligible le culte des morts sur le front, c'est la profonde affection qui unit entre eux les soldats d'une même petite unité. Affection d'un ordre très particulier, et c'est bien le cas de parler avec une exactitude terrible, des liens du sang. Le soldat qui monte la garde sous les bombardements sait qu'il risque sa vie pour les camarades groupés dans l'abri, et ceux-ci reposent avec confiance sous la

protection des veilleurs et du chef de section qui accomplit son quart.

Au combat, solidarité étroite. Machinalement on se porte aux points menacés ; on n'est plus qu'un seul corps, dont chaque membre travaille au salut commun. Songez à la grandeur de ce fait que l'on peut affirmer : il n'y a jamais un homme qui refuse son effort pour le service journalier aux tranchées. Des refus d'obéissance, à l'arrière, c'est toujours possible. En ligne, jamais. Chacun sent son obligation envers tous.

La vie de chaque soldat actuellement combattant est faite de deux, de quatre, de dix morts.

Et nous ? C'est pour vous, lecteurs, c'est pour chacun de nous que ces soldats sont morts ou peuvent mourir. Il n'est pas de façon plus sûre, pour un chef de s'attacher le cœur de ses hommes, que d'entourer les morts de respect, de parler sur leur tombe, si possible, et de la faire entretenir de la manière la plus digne. Eh bien ! notre devoir, tel que le commande l'instinct et la raison, c'est de tourner notre affection et notre respect vers les familles des morts.

Qu'elles sachent, dans cette journée de leur deuil et de leur gloire, combien la gratitude de tous les Français les assiste. Ce matin, dans toutes les églises, on pensera à leurs enfants, et cet après-midi, à la Sorbonne, Lavisse, Barthou, Henri Bonnet seront l'interprète de notre hommage unanime.

La Ligue des patriotes et la Conférence au village ont créé un tableau, d'un caractère fort touchant, dessiné par Hansi, que nous sommes prêts à offrir à toutes les mairies pour qu'elles inscrivent le nom de leurs enfants morts pour la France. Je voudrais, en outre, que les ligueurs se demandent s'ils ne pourraient pas adopter et réaliser une belle idée du général Poulleau, président du *Souvenir Français*.

S'inspirant de ce que l'on voit dans quelques villages de l'Angleterre, où mes amis m'ont dit que sur les ports, au long des rues, on voit çà et là, des pancartes : « *Cette maison a envoyé un homme se battre pour son roi et pour son pays* », le général voudrait que les municipalités missent sur les maisons où ont habité des militaires tués à la guerre, des plaques avec l'inscription suivante : « *En cette maison est né, ou habitait un tel, tué le... à... en combattant pour l'existence de la patrie et l'indépendance des peuples.* »

Cette formule un peu générale pourrait être complétée par des précisions particulières qui assureraient la survie du mort dans notre mémoire et maintiendrait le souvenir du crime allemand. Les Ligues du souvenir, celle de Mirman, celle de Richepin, s'associeraient sans doute à cette action. Les morts de ces quatre années ont une immense valeur d'ordre spirituel. Recueillons, écoutons leurs âmes qui nous commandent de gagner la guerre pour qu'ils ne soient pas morts en vain.

XV

POUR LES PRISONNIERS

2 Novembre 1917.

Après la reddition du fort de Vaux au début de juin 1916, une généreuse lectrice de l'*Écho*, Mme Pomery, m'a remis 500 francs, destinés à adoucir le sort des défenseurs du fort pendant leur captivité. Le commandant Raynal me désigna neuf de ses soldats les plus malheureux. Depuis cette date, chacun d'eux a reçu chaque mois un colis abondant.

Au bout de six mois, cette première somme de 500 francs épuisée, nous avons pu, sans faire appel à nos lecteurs, continuer régulièrement nos envois. Aujourd'hui, la caisse est vide, nos lecteurs croiront certainement avec moi qu'il faut continuer à être utile aux braves soldats du commandant Raynal.

XVI

POUR NOS MUTILÉS

4 Novembre 1917.

Depuis trente-quatre mois que M. Maurice Barrès a lancé son premier appel dans l'Écho de Paris en faveur des grands blessés de la guerre, la Fédération Nationale d'Assistance aux Mutilés a reçu 2.880.489 fr. 80.

Avec cette somme, des subventions ont d'abord été données, à travers toute la France, à nombre d'œuvres affiliées.

Puis, un Comité de Paris s'est formé qui reçoit toutes ses ressources de la Fédération et constitue son principal agent.

Notre but d'aujourd'hui n'est pas de détailler les résultats obtenus soit pour la prothèse, soit pour la rééducation et le placement. Le témoignage d'une légion de mutilés, devenus nos amis, parle assez haut. Notre président a d'ailleurs pris le soin de tenir ses lecteurs au courant de toute notre histoire. Il voudra bien encore appuyer notre appel.

Des ressources nouvelles nous sont nécessaires. Ce

n'est pas que notre trésor soit sur le point d'être épuisé. Après deux ans d'une féconde activité, sans aucun subside des pouvoirs publics, l'aide aux associations régionales, le don par le Comité de Paris de 3.200 appareils, l'entretien par lui de deux internats de rééducation et de nombre d'ateliers d'externes, il nous reste encore 634.653 fr. 25.

Mais les demandes continuent à affluer aux portes de nos écoles, comme à notre bureau de prothèse, et notre appui est chaque jour sollicité encore par des groupements départementaux.

Il faut que notre œuvre puisse ne rien diminuer de ses générosités jusqu'à la fin de la guerre. Son rôle ne doit même pas se terminer avec la paix. Il restera alors bien des membres artificiels à donner, bien des rééducations à entreprendre ou à terminer. Puis, plus d'une fois, ceux que nous avons déjà soutenus reviendront à nous dans des heures peut-être difficiles.

Des générosités sont donc encore nécessaires pour assurer l'avenir de la Fédération Nationale d'Assistance aux Mutilés. Mais nous avons la ferme confiance que notre appel sera entendu. Il est justifié par nos résultats et par nos besoins. Il s'adresse à un public qui a déjà prouvé comment il entend acquitter une dette sacrée envers ceux qui se sont sacrifiés pour le salut de la France.

Pour la Fédération des Mutilés :

Le général PAU, président d'honneur ;

M. Maurice BARRÈS, de l'Académie française, député de Paris, président ;

MM. Louis BARTHOU, député, ancien président du Conseil des ministres ; HÉBRARD DE VILLENEUVE, président de section au Conseil d'État ; HERRIOT, ancien ministre, sénateur, maire de Lyon, président du comité de Lyon, vice-présidents ;

M. Olivier SAINSÈRE, secrétaire général de la Présidence de la République, *secrétaire général* ;
MM. SIBEN, avocat général à la Cour d'appel de Paris ;
SILLIOL, maître des requêtes honoraire au Conseil d'État, *secrétaires généraux adjoints* ;
M. Antoine de BOISSIEU, *secrétaire* ;
M. Philippe VERNES, banquier, *trésorier* ;
Mme ARCHIDEACON, *présidente du Comité des dames* ;
MM. BETHENOD, président du Conseil d'administration du Crédit Lyonnais ; Ernest CARNOT ; comte de CHAUMONT-QUITRY ; Charles CHENU, ancien bâtonnier de l'ordre des avocats ; le général DELANNE ; Stéphane DERVILLE, président du Conseil d'administration du P.-L.-M. ; J.-B. DEPALLEY-DUMAINE, ambassadeur de France ; le général GOETSCHY ; Ch. GOMEL, président du Conseil d'administration de la Cie de l'Est ; P. HOTTINGUER, banquier ; docteur A. JALAGUIER, de l'Académie de médecine ; Gabriel HANOTAUX, de l'Académie française ; vicomte d'HARCOURT ; Henri LAVEDAN, de l'Académie française ; comte Maurice PILLET-WILL ; docteur S. POZZI, de l'Académie de médecine ; Henry SIMOND, directeur de *l'Écho de Paris* ; Maurice de WENDEL, maître de forges, *membres du Comité de direction*.

Pour le Comité de Paris :

MM. Maurice BARRÈS, de l'Académie française, député de Paris ; Frédéric MASSON, de l'Académie française, *présidents d'honneur* ;
M. Louis BARTHOU, député, ancien président du Conseil des ministres, *président* ;
MM. Louis AUCOC, membre de la Chambre de commerce, conseiller municipal, ancien vice-président du Conseil général de la Seine ; BOURLON DE SARTY, président de l'Œuvre des Mutilés pauvres ; Charles CHENU, ancien bâtonnier de l'ordre des

avocats ; KEUFER, secrétaire général de la Fédération du livre ; MUELLE, secrétaire du Comité inter-syndical d'apprentissage des industries du vêtement ; général GOETSCHY ; professeur LEGUEU, de la Faculté de médecine de Paris ; Henry SIMOND, directeur de *l'Écho de Paris*,
vice-présidents ;

MM. Philippe VERNES, banquier, *trésorier ;* Paul EYERRE, *trésorier adjoint ;*

M. Antoine de BOISSIEU, secrétaire de la Fédération, *délégué près le Comité de Paris ;*

M. A. SOUCHON, professeur à l'École de droit, *secrétaire général ;*

MM. Roger BERTIN, avoué au tribunal civil de la Seine ; G. LAMIRAUT, receveur des finances à Paris, *secrétaires généraux adjoints.*

Vous venez d'entendre cet appel. Il s'adresse à la générosité du plus pauvre et au plus riche. Notre œuvre est essentiellement une œuvre privée. Pour garder notre indépendance complète, nous avons préféré renoncer peut-être à des subventions. Ce n'est pas par passion politique ; notre volonté d'union sacrée s'affirme dans la composition de nos comités directeurs, où voisinent Louis Barthou, Édouard Herriot et Keufer, le secrétaire de la Fédération du Livre. Ce n'est pas non plus par esprit étroit de système. L'État fait beaucoup pour les mutilés ; il leur fournit des appareils qui deviennent sans cesse meilleurs ; il a des écoles de rééducation, parmi lesquelles Saint-Maurice, sous la direction éminente du docteur Bourillon. Mais les méthodes de l'initiative privée, qu'on a trop tendance aujourd'hui à décourager et à reléguer, ont une fécondité excellente.

C'est notre initiative qui a ouvert la voie, quant aux appareils, et peut-être montré des devoirs. L'action de la *Fédération* a eu une portée générale dans l'his-

toire des soulagements aux grands blessés de la guerre. C'est nous qui, les premiers, avons donné autre chose que de simples pilons, et c'est en suivant notre exemple que l'État est entré dans la voie de l'appareillage.

Aujourd'hui encore, malgré l'œuvre du service de santé, les mutilés nous assiègent de demandes. Nulle meilleure démonstration de notre utilité. Une œuvre privée forcément a plus de souplesse que l'État, peut mieux tenir compte de chaque profession, de chaque blessure, on peut presque dire de chaque caprice. Les mutilés ont le droit d'avoir des goûts et des dégoûts, et de s'accommoder mieux de tel ou tel appareil.

De même, la rééducation n'est pas une tâche seulement technique. Il y a, là surtout, des devoirs moraux. On doit collaborer avec le blessé pour le choix de sa future profession, le guider sans rien lui imposer, le soutenir aux heures toujours très dures des premiers essais, quelquefois l'empêcher de se croire trop vite suffisamment armé pour se mettre à son nouveau métier, quelquefois à l'inverse, ne pas le laisser s'endormir dans la quiétude de la période de rééducation.

Les lecteurs de *l'Écho de Paris* n'ont pas été seuls à songer aux mutilés. Nous rendons hommage à *l'Aide immédiate*, à *l'Œuvre des colonies étrangères*, à laquelle tous les Français doivent de la reconnaissance, à *l'Association générale* fondée par le général Mallette, aux œuvres de la Ville de Paris et de certaines municipalités. Mais ces belles émulations, que notre initiative a fait surgir et qui rendent de grands services, nous persuadent de chercher toujours de nouvelles améliorations.

Depuis quelques mois, nous avons ouvert, dans notre maison de rééducation du 140 des Champs-Élysées, des

cours à l'usage des officiers. Un grand nombre d'officiers mutilés, qui se trouvent dans les hôpitaux de Paris, sont déjà en état de travailler, et n'en ont pas les moyens. Ils souffrent de l'oisiveté. Qu'ils viennent chez nous. Ils y trouveront un enseignement d'ordre très général, préparatoire soit à des fonctions administratives, soit à la vie commerciale : enseignement des langues vivantes, des principes de comptabilité et de droit usuel, complété par des conférences que des professeurs de la Faculté de droit veulent bien faire à ces messieurs sur les grandes lignes de notre organisation politique, administrative et économique. Nos lecteurs savent la variété de notre action, nos internats et nos externats, notre bureau de placement, nos filiales de province, l'Association de nos anciens rééduqués, qui forme un centre de camaraderie où chacun d'eux nous fait part des desiderata de tous et où la *Fédération* peut apprendre utilement à se rectifier elle-même. La place me manque pour en donner aujourd'hui des détails, mais je devais au moins signaler cette nouvelle création, de grande utilité, que nous venons de faire en faveur des officiers mutilés.

A nos lecteurs de soutenir une œuvre qui est la leur et de répondre à l'appel pressant de nos comités directeurs. Que ces généreux bienfaiteurs reconstituent un trésor dont ils savent que l'administration fut habile et sage.

Ils le savent pour avoir entendu, dans nos assemblées générales, les rapports de notre éminent secrétaire général, M. Souchon, le professeur à la Faculté de droit, les comptes rendus de M. le général Goetschy (pour le quai de la Rapée) et de Mme la comtesse de Warren (pour les Champs-Élysées), et s'ils ne les ont entendus, pour en avoir lu l'*in extenso* ou l'analyse dans l'*Écho de Paris*. Et s'ils désirent les étudier, ils

pourront les consulter au 63 des Champs-Élysées. Nos premiers souscripteurs, accrus par de nouveaux amis, voudront maintenir une œuvre dont ils sont fiers et qui depuis trois ans donne une forme agissante à leur profonde gratitude pour nos défenseurs.

En tête des nouvelles listes que *l'Écho de Paris* va publier régulièrement, c'est une profonde satisfaction pour nous de pouvoir inscrire un témoignage qui nous vient du Corps français le plus hautement respecté, je veux dire de *l'Institut de France*. L'Académie des sciences morales et politiques m'a fait l'honneur de m'attribuer, comme président et fondateur de la *Fédération nationale des Mutilés*, le prix Corbay (400 francs de rente viagère) « destiné à récompenser celui qui aura produit l'œuvre la plus utile dans l'ordre des sciences, des arts, des lois, de l'agriculture, de l'industrie ou du commerce ». Un tel hommage, et d'une si haute Compagnie, va tout droit aux hommes éminents dont on vient de lire les signatures au-dessous de notre appel et, plus encore, il va aux soldats de la France, à qui une fois de plus l'Institut de France a cherché à exprimer les sentiments d'admiration et de fraternité qui nous remplissent tous, devant leur vaillance victorieuse. Déjà l'Académie française, l'an dernier, avait magnifiquement inscrit notre œuvre sur son palmarès et, par la plume de Frédéric Masson et puis d'Ernest Lavisse, avait salué nos sauveurs et parmi eux ceux qui furent mutilés pour que la patrie cessât de l'être.

Naturellement, ces 400 francs de rente viagère, je les réserve aux mutilés, et c'est la *Fédération* qui en fera l'attribution. C'est grand honneur et beau symbole que nous puissions inscrire cette munificence de l'Intelligence française en tête des listes que nous prions de tout cœur nos amis et lecteurs de remplir.

XVII

EN REGARDANT AU FOND DES CREVASSES

I

LA CANAILLE DU BONNET ROUGE

7 Novembre 1917.

« Vite et tout », a dit le président du Conseil, voici déjà plusieurs semaines. Et depuis nous avons eu cet essai de diversion, « le complot de l'Action Française », invention où l'odieux se mêle au grotesque.

Il faut que le malaise soit dissipé, l'atmosphère assainie, la défense nationale réorganisée et raffermie contre la corruption par l'or allemand. Il faut que le gouvernement nous dise quel fut notre péril, de quelle manière la trahison nous avait envahis. Il faut enfin que la justice militaire montre à la nation les cadavres des traîtres — ou l'innocence des calomniés.

Des instructions judiciaires sont ouvertes. Des magistrats, à propos d'affaires particulières, recherchent des fragments de vérité. Je n'élève aucun doute sur l'activité, l'indépendance et l'ardeur que ces hommes respectés apportent à remplir tout leur devoir. Laissons-les faire leur travail. Mais est-ce bien toute la vérité que leurs enquêtes un peu éparées peuvent amener à la lumière?

Le salut public ne serait pas assuré par des lam-

beaux de vérité. Les enquêtes judiciaires actuellement en cours ne peuvent suffire à nous apporter les solutions complètes qu'exigent des problèmes de vie ou de mort. On s'en sert pour nous mettre en pleine incohérence.

Prenez l'affaire Malvy. Officiellement, existe-t-il ou non une affaire Malvy? Clemenceau, devant le Sénat, accuse M. Malvy d'avoir trahi les intérêts de la France. M. Malvy donne sa démission. Mais l'accusation du vieux sénateur, au patriotisme ardent, n'est suivie d'aucune enquête. Il n'est procédé à aucune vérification contradictoire. Daudet écrit au Président de la République. On charge le capitaine Bouchardon, saisi de l'affaire Duval, d'entendre Daudet. Mais le capitaine Bouchardon n'est pas saisi de l'affaire Malvy; il n'y a pas d'information ouverte contre M. Malvy; le capitaine Bouchardon ne peut pas purger l'accusation portée par Daudet. C'est une impasse. Le gouvernement le sent si bien qu'il lance lui-même, par une procédure sans exemple, une sorte de sentence. Cette sentence, toutefois, prononcée sans enquête sérieuse par des gens sans qualité, est dénuée de tout effet.

Au reste, les instructions judiciaires n'établiront que des responsabilités judiciaires et pénales. S'il y a des responsabilités professionnelles et politiques, la justice n'est plus compétente. S'il y a, comme il apparaît dès maintenant, de profondes réformes à apporter dans l'ensemble de nos services de sûreté, dans leur personnel, dans leur esprit, dans leur organisation même, qui donc s'en préoccupe? En quel lieu et par qui se font les enquêtes qui devraient les préparer?

Le gouvernement est traîné par les affaires en cours et les suit en fermant ses oreilles et ses yeux.

Beaucoup de choses se disent chez les magistrats

instructeurs, qui n'intéressent pas directement leurs instructions, mais très gravement le salut public, et d'où le gouvernement devrait tirer des conséquences politiques.

Ainsi l'affaire du *Bonnet Rouge* ; ainsi l'affaire du *Journal*. Qu'y voyons-nous ?

Le ministre de l'Intérieur, M. Malvy, à qui incombe la responsabilité suprême de la sûreté nationale, subventionne le *Bonnet Rouge*, journal allemand.

Son chef de cabinet, M. Leymarie, transformé par lui en directeur de la Sûreté est mêlé, d'une manière coupable dans les affaires du *Bonnet Rouge* et du *Journal*.

Nous apprenons que la Préfecture de police confiait des missions à Duval, que l'on avait mis soi-disant en filature, et qu'elle donnait des passeports pour la Suisse et l'Espagne, où des misérables, déjà accusés de trahison, allaient rejoindre nos ennemis et vendre nos secrets.

Nous apprenons que le deuxième bureau du ministère de la Guerre, sans saisir son ministre, par une entente directe avec la Sûreté et le cabinet du ministre de l'Intérieur, a rendu à Duval le prix de la trahison.

Et voici qu'on prononce, à propos de l'affaire du *Journal*, une fois encore, le nom du capitaine Ladoux, appartenant à ce deuxième bureau.

Tout cela va-t-il demeurer sans aucune suite et dans cette effroyable équivoque ?

Simple défaillances individuelles, dira-t-on. Nul n'admet que les services d'où dépend la sécurité nationale aient pu être aussi facilement désarmés par des défaillances individuelles. A côté de ces défaillances, il faut qu'il y ait eu des complaisances. On croit les voir qui se prolongent de plusieurs côtés en ramifications criminelles.

Et contre les défaillances d'ores et déjà commises,

pourquoi nulle sanction? M. Leymarie a donné sa démission, comme plus tard M. Malvy. Croit-on que cela suffise? Nulle enquête sur eux! Et rien pour la Préfecture de police et le deuxième bureau de la Guerre? Mais le ministère de l'Intérieur, la Sûreté générale, la Préfecture de police, le deuxième bureau de la Guerre, c'est toute l'organisation de sûreté et de contre-espionnage. Ce sont toutes nos places fortes, auxquelles il faut ajouter la Chambre des députés et le Sénat, où l'on voit Turmel, ses billets de banque suisses dans la main.

Dors-tu, gouvernement? Et pourquoi? Tant d'inertie justifie les réclamations auxquelles je donne une voix. Sans parler des faits qu'on murmure et des piétinements affolés qu'on devine derrière les murailles, les crimes qu'on nous a révélés d'une manière officielle et les scélérats qu'on a arrêtés prouvent que l'ennemi a trouvé dans les organismes mêmes institués pour le combattre des complaisances.

J'atténue, je fais tout exprès grisâtre cette page; mais, en vérité, quel chaos! Des traîtres, des vendus, des dévoyés, des suspects, des malheureux qui sont des victimes ou des misérables, une sarabande infernale, une « chaîne », comme a dit Vigo dans son testament effroyable. La chaîne tournoie dans les ténèbres, et sur elle passent par éclairs de grands coups de lumière.

C'est le hasard seul qui fournit ces brèves illuminations dont plusieurs hommes mourront. Le gouvernement des États-Unis nous a fourni sur Bolo ce qu'une commission rogatoire était bien impuissante à trouver. Turmel fut signalé par sa prodigieuse étourderie propre. Duval vraiment n'a pas eu de chance d'être dépouillé de son chèque quand les services administratifs s'appliquaient si paternellement à le protéger.

Autour de ces malchanceux, une machine policière en torpeur. Deux, trois hommes sans plus, justiciers de bonne volonté, qui se dressent avec le mandat qu'ils tiennent de leur clairvoyance et de leur énergie.

Il y a des responsabilités qui appartiennent au seul gouvernement. C'est à lui de les prendre. Mais jusqu'à cette heure, il hésite et ne sait que laisser faire.

Nous n'avons pas le pouvoir à notre disposition ; nous avons du moins, chacun, notre part d'intelligence. Servons-nous-en. La lumière est une force d'assainissement. Cherchons à réduire le domaine des ténèbres et de l'insaisissable. « L'enfer même a ses lois », déclare magnifiquement le poète. C'est-à-dire que même l'immonde, l'anarchique, l'inhumain, ce qui révolte notre goût et notre pensée, ce qui semble contredire la vie et la vérité, se développe d'après un plan, selon une logique et peut être compris. Comprendons donc cet apparent chaos.

Ce sera hâter notre délivrance.

Pour deviner combien étendu et profond a été le travail souterrain de l'effort allemand, nous avons de nombreuses fissures formées par d'heureux hasards qui nous permettent d'utiles sondages. Nous avons surtout ces deux grandes crevasses, l'affaire du *Journal* et l'affaire du *Bonnet Rouge*.

Je n'annonce rien de « sensationnel ». Simplement un essai de méthode. En partant des faits connus, nous essayerons de mettre de l'ordre aux alentours de l'inconnu. Et pour commencer par le commencement, cherchons, du mieux que nous pourrons, à mettre au clair, d'après notre expérience des dernières années, la politique de M. Caillaux.

C'est elle qui donne une philosophie de la situation.

II

JOSEPH CAILLAUX, LE MAÎTRE DU BAL

9 Novembre 1917.

Vigo, dans ses derniers abois, a jeté un cri terrible, à la fois menace et confession : « ... Quand l'*Action Française* et autres torchons de sacristie me traînent dans la boue, ce n'est pas moi qui en réalité suis visé : c'est Caillaux. Quand Hervé vilipende M. Dubarry et le *Pays*, ce n'est pas à Dubarry qu'on en veut, c'est à Caillaux. Je ne pense pas trop m'avancer en disant que ce qui est vrai pour moi, relativement à Caillaux, est vrai pour ce malheureux Duval, relativement à moi. Mon malheureux ami n'est que le dernier maillon d'une chaîne avec laquelle les ennemis ou les profiteurs du régime espèrent étrangler les empêcheurs de danser en rond. »

De toutes les crevasses que les convulsions de ce monde souterrain font s'ouvrir, on entend sortir le même nom. Au fond de tous ces puits, on distingue le même personnage. Caillaux, toujours ! C'est la lueur du commencement et l'étincelle première de l'incendie. Cherchons à écartier le voile du personnage. Il est de bonne méthode de s'adresser d'abord à ce qui porte en soi des signes, fussent-ils funestes, de supériorité et de force.

Il y a des ministres qui ne le sont que pour s'être tenus, en dissimulant leur bêtise, sur le chemin des hommes chargés de composer un cabinet. Ils ne peuvent se faire remarquer qu'autant que l'on bute du nez contre leur médiocrité. M. Caillaux n'est pas de

ces néants. Il ne se fait que tourner et reconnaître avec tous ses remuements enragés et ses pirouettlements sur ses talons rouges dans la fange. Il y a une pensée sérieuse (encore que détestable) dans sa politique essentielle, mais si vite emportée dans le tourbillon des noires intrigues et des extravagances ! C'est un de ces hommes qui ne semblent jamais si heureux qu'alors que les affaires s'embrouillent, et qui éprouvent des délices et un sentiment de gloire à déchaîner et à manier les cupidités des individus et les imaginations des masses.

Dans la grande ménagerie historique des hommes bien doués qu'il vaudrait mieux, pour la paix des peuples, ne pas laisser courir à travers le monde, on peut placer la cage de M. Caillaux non loin de celle de François-Paul de Gondi, cardinal de Retz, dont le libertinage et la fureur d'intrigue du moins nous ont valu un chef-d'œuvre de psychologie politique. Toutes différences gardées, ce sont des hommes qui aiment être portés sur la tête des masses pour sourire de plus haut au cynisme de leurs propres pensées. Mais d'ailleurs passons aux faits.

M. Caillaux, chef unique et incontesté du parti radical-socialiste, pour attirer à son parti le nombre électoral et pour assurer son maintien au pouvoir, avait à enrayer une redoutable concurrence. Les socialistes soutiraient aux radicaux leurs troupes, en exploitant le rêve d'une paix universelle. Il sentait que l'anticléricalisme et la distribution des places ne suffisaient plus. Que faire, qu'inventer ? Il accueillit une pensée noire, d'où découla par voie de conséquence tout le mal.

Les élections partielles témoignaient avec certitude que les masses populaires, mal informées du péril allemand, répugnaient aux sacrifices militaires que leur demandait la loi de trois ans. M. Caillaux jugea

qu'il devait à tout prix adopter l'abandon des trois ans comme plate-forme électorale.

Toutefois, il avait un sens trop pratique des réalités pour ne pas se rendre compte que, de toute évidence, une politique intérieure de désarmement impliquait, comme corollaire nécessaire, une politique diplomatique d'accords avec l'Allemagne. Désarmer la France, sans s'être assuré au préalable d'une entente avec l'Allemagne (décidée à détourner contre l'Angleterre toutes ses forces militaires pour lui arracher l'empire des mers), eût été nous mettre sans défense à la merci d'une agression mortelle. Ainsi M. Caillaux conclut à une politique conjugée de désarmement et d'alliance avec l'Allemagne.

Cette conception — détestable, puisqu'elle plaçait la France sous la servitude de l'Allemagne — avait à ses yeux l'avantage de faire descendre des nuées le rôle pacifiste de Jaurès, les théories de fraternité des peuples et d'internationalisme ouvrier, pour entreprendre leur mise en pratique et leur réalisation. Le programme socialiste s'en trouvait escamoté par le parti radical, à son profit électoral.

Cette double politique, M. Caillaux l'a réalisée lorsqu'il détenait le pouvoir. Mais, tandis qu'afin de pouvoir activer sa propagande électorale, il ne dissimulait pas son aversion pour le maintien de la loi de trois ans, il se gardait bien de pratiquer à visage découvert sa politique d'entente avec l'Allemagne, car il eût craint de compromettre son prestige, en alarmant le patriotisme de la nation.

Il s'accorda avec l'Allemagne, mais par des accointances personnelles, pratiquées à l'exclusion de nos agents diplomatiques et de son propre ministre des Affaires étrangères, M. de Selves. Il se réservait d'amener petit à petit l'opinion publique, par un lent travail de désagrégation patriotique, à se montrer

moins farouche à l'égard d'un rapprochement avec l'Allemagne, en représentant que nous aurions, à nous unir avec nos ennemis héréditaires, un intérêt d'argent. La France ne tirerait-elle pas parti de ses réserves métalliques par des accords financiers? ne mettrait-elle pas en valeur ses richesses minières et métallurgiques, à l'aide de la puissante organisation industrielle allemande?

Aux yeux d'un tel homme, déraciné des milieux et des idées où il s'est formé, aussi dédaigneux du Collège de France que des églises de villages, et qui n'écoute aucune tradition, qu'y a-t-il désormais dans le monde? Les masses et la finance. A la masse démocratique, il dit : « Plus de service militaire » ; aux financiers et à son entourage : « Des affaires ».

Cette froide politique, M. Caillaux l'a pratiquée avant la guerre. Le caractère personnel et occulte de son action diplomatique est prouvé par la démission de M. de Selves et par l'assassinat de Calmette qui l'avait dénoncé publiquement.

Est-ce dans ce moment que M. Caillaux acheva de se corrompre? Retz a pris soin de nous indiquer, lui-même, le moment où il décida posément de se livrer tout entier à sa passion et à sa haine et d'être délibérément un scélérat : « Quand je vis, dit-il, que la Cour ne voulait même son bien qu'à sa mode, qui n'était jamais bonne, je ne songeai plus qu'à lui faire du mal et ce ne fut que dans ce moment que je pris l'entière et pleine résolution d'attaquer personnellement le Mazarin... » Mettez tels noms que vous trouverez à la place de la Cour et du Mazarin. Sainte-Beuve, qui relève cette confession inouïe, ajoute : « A partir de ce jour, tous les moyens lui sont bons pour réussir, les armes, les pamphlets, les calomnies. Voilà le branle qui commence, et il ne songe plus qu'à demeurer le maître du bal, comme le disait très bien Mazarin lui-même. »

Je prie, pour cette période, le lecteur de se reporter aux crayons qui furent pris sur le vif durant les séances de la commission d'enquête parlementaire et recueillis dans le *Cloaque*.

Le 30 juillet 1914, M^{me} Caillaux fut acquittée.

Le 31 juillet 1914, la guerre éclata.

Le scandale de l'affaire avait été tel que manifestement le parti radical-socialiste ne pouvait imposer l'appel de son chef au pouvoir. Mais la Chambre comptait 340 députés élus par lui, à l'aide de ses organisations électorales et de ses préfets — et qui ne se fient qu'à lui seul pour assurer leur réélection.

Cette majorité parlementaire, que le Président de la République, non plus que les divers présidents du Conseil qui se sont succédé au pouvoir depuis la guerre, ne peuvent négliger, n'exigea donc pas la présence de M. Caillaux à la présidence du Conseil, mais elle exigea qu'il détint le département politique pour y maintenir les organisations électorales et les forces administratives dont dépendent la prédominance politique du parti et la réélection de ses membres. De par la volonté irréductible de cette majorité durant trois années et jusqu'à ces jours derniers, M. Caillaux a donc été imposé, dans toutes les combinaisons, au ministère de l'Intérieur, sous les espèces de son lieutenant M. Malvy, qui, de l'aveu unanime, ne lui sert que de paravent.

Quel fut son rôle? M. Caillaux pouvait et aurait dû s'accorder avec la situation nouvelle, si tragique, de la patrie. Avec un cœur mieux né, et quelles qu'eussent été ses conceptions antérieures, il eût compris qu'il avait un grand et incomparable rôle à jouer, et de partisan il fût devenu national. Il eût visé à réconcilier avec la Défense nationale les forces mêmes qu'il avait groupées pour l'entente allemande. Je crois savoir que M. Caillaux, qui doutait des forces fran-

çaises et de nos alliances, s'est cru destiné à jouer le rôle réparateur d'un Thiers. Passons sur l'assimilation inexacte. Mais un Thiers ne se laissa jamais aigrir et dévier dans la lutte jusqu'à jouer contre la victoire.

Or, depuis la guerre, M. Caillaux, ministre de l'Intérieur effectif, et ministre des Affaires étrangères *in partibus*, et qui dans chaque autre ministère a ses agents, a continué sa politique d'avant-guerre.

C'est toute l'origine, tout le sens, toute l'explication des affaires Duval, Almercyda, Leymarie, Malvy, Lenoir, Desouches, Bolo, etc., etc., dont nous sommes empoisonnés. Quelle est la part exacte des responsabilités propres de M. Caillaux? Je ne puis la peser. Je vois en pleine clarté la position du problème, sans que je sois à même d'établir en quels cas M. Caillaux fut manœuvré par des infâmes ou manœuvra lui-même.

Ministre de l'Intérieur, et disposant de la Sûreté générale, il laisse impunément se développer les intrigues anarchistes, révolutionnaires, pacifistes dans les usines de guerre (Rapport Hudelo); il subventionne le *Bonnet Rouge* et se fait glorifier par les feuilles qui répandent le découragement, favorisent le défaitisme et préconisent ouvertement l'accord avec l'Allemagne.

Ministre des Affaires étrangères *in partibus*, depuis la guerre, il est, aux yeux de l'Allemagne, l'homme politique dont le retour aux affaires assurera l'accord. Qu'a-t-il négocié à Naples et à Rome et en Suisse? Dans quelle mesure est-il le patron et le dirigeant des Bolo, qui distribuent en France, d'accord avec Hearst, les millions de la propagande allemande?

Son autorité pèse toujours lourdement sur la Chambre. Et pourtant une politique constante d'accords avec l'Allemagne, qui avant la guerre était détestable, et qui, pratiquée depuis la guerre,

comporterait les intelligences avec l'ennemi, jamais le parti radical-socialiste ne l'a véritablement voulue. S'il est prouvé qu'elle est celle de M. Caillaux, les hommes qu'il a engagés, à leur insu, auraient à se dégager de lui et, je le sais, voudraient le faire avec la plus juste indignation. De là une raison pour que, tous, nous examinions ce qui fut fait au ministère de l'Intérieur, sous l'immédiate responsabilité de MM. Malvy et Leymarie.

III

LA POLITIQUE DE GUERRE DE M. MALVY

11 Novembre 1917.

Le gouvernement rend tout travail extrêmement difficile par des censures qu'il est impossible de comprendre et, par suite, de prévoir.

Il y a des interdictions raisonnables et nécessaires. Il en est d'autres qui, pour injustifiées qu'on les juge, sont tout de même intelligibles. Mais si vous voyiez ce qu'ils ont sabré dans mon article sur la politique de M. Caillaux (1) ! Ils m'empêchent de poser des faits d'un caractère historique incontesté !

Je pourrais mettre en regard de la protection qu'on étend sur certains clans, les torrents d'injures qu'on permet de verser sur toute une partie de la nation (voir entre autres l'article abominable du *Pays* sur les partis modérés et conservateurs). Mais ce n'est pas à cette indigne partialité que j'en ai aujourd'hui.

(1) J'ai rétabli le tout dans ce volume.

Voilà près de trois ans qu'il nous faut supporter la complaisance officielle pour la rumeur infâme. Si je me plains, c'est simplement que l'on m'empêche d'étaler, selon les méthodes de l'histoire, des faits que je m'applique à soustraire au ton de la polémique.

Impuissantes cisailles ! Le public sait, voit et devine. Il nous assiste quand nous cherchons à dégager et à définir l'esprit qui a dirigé toute l'activité de MM. Caillaux, Malvy et Leymarie. Si la censure met en pièces, il dit que la vérité entre les lambeaux de ma prose se voit mieux à nu.

M. Caillaux, avons-nous dit, après les scandales de son procès, ne pouvait pas paraître au pouvoir et prendre nommément le ministère de l'Intérieur. D'accord avec ses amis, il y installa M. Malvy et sous ce prête-nom régna place Beauvau.

Que fut ce règne ? Quel fut l'esprit, la pensée de derrière la tête, le secret du ministère de l'Intérieur durant ces trois années de guerre ? Toute la France exige de le savoir.

Que de fois nous l'avons entendue se définir elle-même, cette politique, soit dans la bouche de ses hauts représentants, soit dans la presse subventionnée ! Et mieux encore que les paroles, les actes témoignent.

Politique de transaction, quand il fallait une politique de combat, elle est la politique de la guerre limitée. C'est ainsi qu'on sera bienveillant pour les intérêts allemands en France : n'y a-t-il pas en Allemagne des intérêts français ? Pour les affaires allemandes : ne devront-elles pas, après la guerre, renaître selon la pensée de M. Caillaux ? On sera bienveillant pour les anarchistes, les pacifistes, les alarmistes, les propagandistes de la défaite et les prôneurs de la paix à tout prix : ne faut-il pas « ménager la classe ouvrière », disait M. Malvy ! Plutôt que de lutter de

front, n'est-il pas sage de canaliser cette propagande, de la confier à des hommes dûment acquis, que l'on tutoie et que l'on paye? On sera bienveillant pour les embusqueurs : à quoi bon des scandales qui pourraient faire douter du courage de nos soldats? On sera bienveillant pour les Austro-Allemands en France : d'abord, il y a des Français en Allemagne. Et puis, niez-vous qu'il existe de bons Allemands? Enfin, il est utile d'entretenir la conversation, de tâter le pouls à l'ennemi, de garder le contact. Pourquoi dresser contre les Allemands une frontière morale trop rigoureuse et qui nous serait fermée, à nous comme à eux? Ménageons des fissures. Quand il faudra traiter, on sera content de trouver ces intermédiaires officieux qui parlent les deux langues. Dès maintenant, donnons-leur des passeports pour Genève. La Suisse est si commode ! Pourquoi même ne pas avoir une Suisse à Paris? Gardons ces naturalisés d'hier, ces hermaphrodites de la loi Delbrück. Et l'on distribue les permis de séjour. Quant aux espions, ce sont les fantômes d'imaginations malades. « Il n'y a pas d'espions à Paris, disait le bon M. Laurent, et d'ailleurs qu'y feraient-ils? »

Pendant trois ans, ces formules coururent dans les antichambres de M. Malvy, aux alentours du Parlement et à travers tout le pays, portées par les feuilles que M. Caillaux subventionnait avec ses deniers et M. Malvy avec les nôtres.

« Je me range parmi ceux qui veulent renouer les affaires avec l'Allemagne, proclame Vigo, et je le fais sans honte ni gêne. » (*Bonnet Rouge* du 2 mai 1916.) Aussi ledit Vigo ne souffre-t-il pas que l'on touche aux Swoboda, Ullmann, Jellineck, Geisler, Richard Heller, non plus qu'aux pacifistes de tous pays et de tous sexes dont l'apologie remplit ses colonnes. Il flétrit « l'embuscomanie » et s'élève contre les mesures

qui pourchassent les embusqués. Il fait campagne en faveur des permis de séjour, et traite de délateurs les bons citoyens qui signalent les Allemands. « Il y a des gens qui sont chargés de surveiller les Allemands, ce sont les policiers : qu'on les laisse faire » (15 novembre 1915). Enfin, il s'institue l'avocat de tous ceux qui servent l'ennemi et qui nuisent à la France, l'avocat de toute une clientèle bariolée d'Austro-Boches, d'anarchistes, d'embusqueurs, d'espions et de voleurs.

Une telle politique, que nous risquons d'ennoblir en lui donnant la formule idéologique derrière laquelle s'abritaient les plus basses combinaisons, ne trouva pas que des admirations et des docilités. D'autres hommes comprenaient autrement leur devoir. Avec eux, MM. Caillaux, Malvy, Leymarie et les bandes qui les suivaient « comme les reptiles suivent le cours des torrents » (ainsi parle Saint-Just) devaient fatalement se heurter. Et c'est dans ce duel qu'apparaît en action toute la malfaisance audacieuse de leur plan.

Au début de la guerre fonctionnait à Paris une police au service de la Défense nationale. Il y eut vraiment à cette heure première de rudes et honnêtes chiens de garde, des « bergers » français qui flairaient le Boche et tournaient fidèlement autour du grand troupeau de l'arrière pour le protéger, tandis que les fils, les maris, tous les meilleurs de la nation étaient sur le front. Les braves gens ! Je veux parler du deuxième bureau du gouvernement militaire de Paris. L'État-major du gouverneur, constitué en état-major d'armée, possédait, conformément aux règlements militaires, un deuxième bureau, chargé d'une façon générale des renseignements et de tout ce qui concerne la sûreté de l'armée (surveillance des suspects et contre-espionnage dans le camp retranché). Son chef était le commandant Baudier. Au-dessus de

lui, le général Clergerie, dont on sait le rôle de première importance sous Gallieni et sous Maunoury, présidait avec une vigilance froide et méthodique à tout ce travail de salubrité nationale.

De tels hommes, dans le même temps où ils faisaient la guerre aux Boches en armes, avec une vigueur dont von Kluck, dans sa retraite, porte encore les marques, n'entendaient pas tolérer et favoriser au nom de sophismes suspects la conspiration souterraine des Boches de l'intérieur. Ils savaient la nécessité de maintenir dans le pays, sous l'égide de l'Union sacrée, un moral intact, et la nécessité encore d'assurer l'isolement absolu de l'ennemi. Ils savaient également l'importance d'enfermer les Empires centraux derrière un haut mur, massif, sourd, sans lézardes.

Ce blocus moral, cette solitude de l'Allemagne, cernée par la haine universelle, c'est le meilleur de nos gages. M. Malvy par morceaux le livre. En latin : *tradit*. Le gouvernement militaire veut le maintenir et le renforcer.

Le camp de concentration pour l'Allemand, quel qu'il soit, l'interruption immédiate de toutes les affaires allemandes, sans égard aux façades menteuses ; la guerre impitoyable aux suspects, aux embusqueurs, aux propagateurs de la défaite, aux serviteurs de l'ennemi, tel est le programme. Il est appliqué sans violences inutiles, sans publicité, avec sang-froid, avec une résolution implacable.

Combien un tel instrument n'aurait-il pas dû être estimé, aidé et (s'il était parfois inexpert) guidé par un ministre patriote, qui aurait eu le sens de sa fonction en temps de guerre ! Nous aurons à dire de quelle manière M. Malvy fut entouré, cerné, entraîné hors de sa voie. Nous aurons à décrire les diverses équipes officielles et privées qui s'opposèrent à l'œuvre du deuxième bureau. Aujourd'hui, sans l'analyser, no-

tons seulement le conflit. Il est né presque tout de suite. Il s'aggrave d'affaire en affaire. A chaque enquête du deuxième bureau, qu'il s'agisse d'Austro-Boches ou de malfaiteurs comme les Garfunkel et les Lombard, d'obscures menaces éclatent. La tourbe des maîtres chanteurs que l'on voit remuer dans les eaux basses de la presse et de la politique, les Vigo et les Landau, s'agitent. Enfin, M. Malvy, qu'ils manœuvrent, se dresse.

Mais c'est tout un long drame, à peindre sur le vif, et que nous ferons comprendre par quelques épisodes d'effet irrésistible. Aujourd'hui, nous devons courir, pour être brefs, au dénouement.

Un jour du mois d'avril 1916, une note de l'Agence Havas, grise et indifférente, apprit au public ignorant que le vainqueur de l'Oureq quittait le commandement militaire de ce Paris qu'il avait sauvé. On ne sut même pas que le général Clergerie l'accompagnait et que le deuxième bureau était supprimé. Les généraux Maunoury et Clergerie furent congédiés sans être entendus. Les vainqueurs de la Marne furent chassés, parce que la Massia qui est aujourd'hui en prison avait exigé leur départ.

Désormais il n'y avait plus à Paris ni de contre-espionnage, ni de surveillance des étrangers. Elle va pouvoir se développer sans gêne, cette politique de transactions et de complaisances dont le *Bonnet Rouge* était le moniteur, et que nous apprendrons à mieux connaître encore, en reprenant à loisir quelques-unes des scènes du drame, dont nous venons d'indiquer le dessin général et le dénouement : autant de crevasses sur lesquelles il y a profit à se pencher pour y voir s'agiter les mêmes ombres.

IV

LA POLICE SOUS M. MALVY

13 Novembre 1917.

Que la politique de guerre de MM. Caillaux, Malvy et Leymarie ait été une politique de transaction, et le ministère de l'Intérieur un lieu de refuge pour ceux mêmes qu'il avait le devoir de traquer, chacun le voit dans le cas des Vigo, des Duval et des autres. Nous l'avons rendu intelligible en dévoilant le plan d'une *massia*, aujourd'hui en partie condamnée ou inculpée, pour détruire le deuxième bureau du Gouvernement militaire de Paris, c'est-à-dire une police vigilante et rude aux Boches et à tous les suspects. Et maintenant, *sous l'œil de la censure* (ô lecteur, comprends-le, si notre manque d'indignation te faisait bondir), nous allons continuer à décrire les faits, l'immense déluge des faits.

Les cataractes du ciel sont ouvertes. Mais précisément, devant cette abondance, jamais nous n'avons eu plus besoin de méthode. Un peintre, s'il veut nous faire voir le déluge, ne cherche pas à représenter l'ensemble de la catastrophe ; un sujet d'une telle richesse déborderait sa toile ; il s'attache à quelque détail énergique, significatif et qui conduit bien au but. Ainsi Michel-Ange nous montre une famille groupée sous un arbre, pleine de douleur et de terreur, et le flot qui monte. Et nous, pour donner une idée de l'audace avec laquelle une bande, qui allait du monde officiel à la plus basse pègre, a protégé en plein Paris les Boches et les bochisants, nous n'allons pas tenter de



peindre des centaines de figures qu'il nous serait impossible de grouper et d'éclairer à la fois. Nous allons étudier soigneusement un ou deux épisodes et descendre dans quelques-uns de ces puits de boue. Aujourd'hui, ce sera l'affaire Garfunkel.

Rien de plus instructif que de revoir dans la masse touffue de cette noire intrigue — dont on a beaucoup et pas assez parlé — toujours les mêmes hommes, la même presse immonde et, dans le fond, les mêmes ombres puissantes.....

Dans l'été de 1915, un nommé Garfunkel, d'origine russe, fut signalé au deuxième bureau du gouvernement militaire de Paris comme un personnage suspect, se livrant à toutes sortes d'activités criminelles, et, pour retenir seulement ce qui concerne la sûreté de l'armée, au trafic des réformes frauduleuses et probablement à l'espionnage. Une enquête fut ouverte. Elle révéla que ce juif polonais, arrivé assez jeune à Paris, y avait d'abord vécu dans la bohème apache. J'aime qu'il ait été joueur de mandoline. J'aime moins qu'il ait fait le guet tandis que deux de ses camarades assassinaient un bourgeois sous le pont de Flandre. Arrêté, il livra ses complices et pour abrégier sa prison, passa au service de la police. Devenu mouchard en restant malfaiteur, il exploita avec virtuosité cette double situation ; et, mandoliniste expert, il employait les gendarmes pour faire chanter les voleurs, et les voleurs pour faire chanter les gendarmes. En outre, escroc, proxénète, charlatan, commissionnaire en influence, probablement espion. C'est le Frégoli de la pègre.

A l'heure où le deuxième bureau commença de s'occuper de lui, il s'était élevé en pratiquant ces diverses industries, toutes illicites, à une vie presque brillante. Il était devenu non seulement le collaborateur, mais l'ami et le familier des plus hauts fonction-

naires de la Préfecture de police, entre autres M. Mouton, chef de la police judiciaire, et Dumas, celui-là même qui comblait Duval de missions et de passeports.

Fâcheuses accointances et qui révèlent un mal profond de notre police. C'est toujours cette idée de la transaction, que nous avons dénoncée dans la pensée même de M. Malvy, et qui nous a menés à ses tutoiements avec Vigo. Sans doute, la police ne se fait pas avec rien ; sans doute la conception romanesque d'un Sherlock Holmes, c'est-à-dire d'un homme ayant des yeux plus nombreux que les nôtres, est absurde : il faut laisser à la police ses moyens spéciaux. Mais peut-on accepter que sa méthode normale soit la collaboration des gredins ? La police ne se fait pas avec des premières communiantes ; il est possible qu'elle soit contrainte d'employer un certain nombre de mouchards qui sont eux-mêmes des malfaiteurs ; il y a pourtant une mesure, un équilibre à garder. Ce n'est pas aux chefs de s'engager dans ces contacts ; des relations exceptionnelles et dont l'objet est limité ne doivent pas se transformer en une familiarité dangereuse, et des deux partenaires, il faut que ce soit la société qui mène le jeu et qui finalement gagne. C'est grand malheur et grande honte, si des malfaiteurs prennent une influence sur les gardiens de l'ordre.

L'enquête suivait son cours, lorsque brusquement le deuxième bureau du gouvernement militaire reçut du Ministère l'ordre de s'arrêter et de passer le dossier à la Préfecture de police. Disons-le en passant, cet ordre fut transmis au deuxième bureau par un coup de téléphone du capitaine Ladoux, dont le nom apparaît dans les affaires Lenoir et Bolo.

La Préfecture fit l'enquête. Elle recueillit un seul témoignage, celui de Garfunkel lui-même. On peut

croire que Garfunkel ne se desservit pas. Il résultait de sa déposition qu'il était un homme des plus honorables, victime de basses vengeances. Ce fut le thème du rapport que le préfet de police, M. Laurent, fit parvenir à M. Malvy, en y joignant la lettre que voici :

« Je vous remets cette enquête très confidentielle en attirant votre attention sur *le caractère impondérable* des accusations portées contre Garfunkel, accusations provenant toutes d'ailleurs d'anciens employés de Garfunkel aujourd'hui brouillés avec lui. J'estime qu'en raison même de la nature des accusations et de l'impossibilité de l'administration à les prouver, cette enquête ne peut entraîner aucune sanction, si ce n'est la vérification possible des affectations militaires dont Garfunkel a paru s'occuper. »
(Lettre du 19 octobre 1915.)

Il n'est pas dans notre pensée d'incriminer en rien M. Laurent. C'est un brave homme. Il a accepté la Préfecture de police dans des conditions et des circonstances où personne n'en aurait voulu. Mais il n'était pas de taille à résister à M. Leymarie qui, appuyé sur MM. Mouton et Maunoury, le manœuvrait comme un aveugle.

Le deuxième bureau n'accepta pas l'audacieuse simplicité de cette procédure. Le général Clergerie ordonna que l'enquête fût reprise et menée jusqu'au bout.

La Préfecture abattit son jeu. Elle se rangea autour de Garfunkel. C'était la bataille. M. Maunoury lança le défi : « Vous ne nous ferez pas le coup de l'affaire Desclaux, ou bien nous aurons la peau du commandant Baudier. »

A cette parole allait faire écho, quelques semaines plus tard, une menace toute pareille de Landau :

« Nous aurons la peau de Clergerie. » Voyez aux mêmes dates la campagne du *Bonnet Rouge*. Le journal allemand défendait à la fois Garfunkel et Lombard.

C'est qu'en effet le nom de Lombard venait de sortir. On apprenait que ce personnage, conseiller d'arrondissement de Secaux et collaborateur du *Bonnet Rouge*, présidait à une vaste entreprise d'embusquage dont Garfunkel était le plus actif rabatteur.

Pressé par l'enquête du deuxième bureau, averti certainement qu'il allait être arrêté, Garfunkel prit la fuite. Avec quel sauf-conduit gagna-t-il Besançon ? Un matin le sénateur Grosjean le vit arriver sur le paillason de son escalier, tout tordu par de fausses douleurs. « C'est moi, c'est votre petit Georges. Je vais mourir ; une seule chance de salut me reste, gagner la Suisse où un médecin pourrait me guérir. Mais il faut un passeport, et c'est si long ! » M. Grosjean tomba fort honnêtement dans le panneau ; il conduisit en automobile le gremlin au delà de la frontière.

Dès ce moment, Garfunkel se trouvant en territoire étranger ne relevait plus de la Préfecture de police, mais de la Sûreté générale. C'est à celle-ci qu'il appartenait d'exécuter le mandat d'amener décerné contre lui.

Elle choisit, pour remplir cette mission, deux commissaires de police, MM. Benoist et Debruille, qui avaient l'habitude de s'asseoir familièrement à la table de Garfunkel et de faire avec lui des promenades en automobile. Ils se gardèrent d'arrêter leur ami. La presse s'en mêla. Il ne fallut rien moins, pour que le directeur de la Sûreté, M. Richard, connût ce qui se passait chez lui et qu'il n'eût certes pas toléré. Un troisième agent envoyé par lui eut tôt fait de saisir en Suisse Garfunkel, qui en montra l'étonnement le plus comique.

Était-ce fini des chances de ce beau monde? Au début de mars 1916, peu de jours avant que Lombard et Garfunkel vinsent devant le 3^e Conseil de guerre, le gouverneur de Paris reçut une lettre du ministère de la Guerre lui faisant savoir qu'un député demandait la suppression de ce 3^e Conseil de guerre. Le gouverneur répondit qu'il n'y avait aucune raison de modifier l'organisation existante.

Lombard et Garfunkel furent condamnés, et avec eux un bon nombre de comparses, tout un morceau de la chaîne. Pourtant, un des hommes les mieux placés pour connaître ce puits d'ombre et de fange a dit : « La justice n'a soulevé qu'un coin du voile. »

Nous aurions rendu un grand service à la santé nationale et à l'intelligence publique, si nous avions pu vider cette affaire de toutes les choses qu'elle contient. Il ne nous suffit pas d'analyser les motifs secrets, les tours de passe-passe et les voies souterraines de l'intérêt particulier, ni de peindre les mœurs policières sous le règne de M. Malvy, ni de poursuivre des hommes qui, déjà condamnés dans l'esprit public, achèvent de se pourrir dans la fermentation de leur épouvante. Nous demandons au gouvernement s'il comprend que de profondes réformes sont à apporter dans tous les services de la Sûreté publique. Estime-t-il que des hommes qui commettent de pareilles erreurs nous donnent la sécurité? A-t-il la pensée d'agir et la force de réaliser sa pensée? Faut-il que nous continuions de lui apprendre ce qu'il est inexcusable de ne pas savoir mieux que nous?

V

LA LETTRE DE M. CAILLAUX

14 Novembre 1917.

M. Joseph Caillaux, hier, m'a envoyé son portrait. C'est une jolie peinture, mais la ressemblance n'y est pas. M. Caillaux se peint tel qu'il voudrait qu'on le vit et non tel que nous le voyons en chair, en os, en action, se démener au milieu de nous, et passer tour à tour des zones de lumière dans les espaces d'ombre.

Monsieur Caillaux, avec quelle prestesse charmante, vous abandonnez tous vos points délicats, et glissez, fuyez hors de vos positions propres, pour vous installer dans les lignes mêmes de vos adversaires !

Je ne discuterai pas avec vous. Les accusations portées contre vous relèvent de la justice. Elle les retiendra ou les écartera. Ce que vous avez à dire d'essentiel, ce que la nation attend de vous d'abord, dites-le au juge d'instruction, chez qui vous êtes appelé.

Pour moi, j'ai voulu, c'est mon droit, étudier de haut votre rôle et prendre une conception élevée de votre action politique. Chef de parti, ancien président du Conseil, vous appartenez à la critique. Je me suis borné à jeter un flot de lumière sur votre action politique et diplomatique d'avant-guerre, en la mettant en parallèle avec votre action durant la guerre. J'ai fait un rapprochement, qui de lui-même a paru éblouissant, entre votre œuvre passée et votre œuvre présente, entre votre action politique et diplomatique occulte avant la guerre et votre action politique

et diplomatique occulte pendant la guerre. Elles s'expliquent, s'illuminent l'une par l'autre, et des chartés en naissent qui nous épouvantent.

Qu'ai-je dit ? Qu'avant la guerre, pour vous attirer le nombre électoral, vous avez combattu la loi de trois ans et soutenu une politique intérieure de désarmement. Vous désarmiez la France, aussi vous fûtes obligé de négocier une entente avec l'Allemagne et de vous joindre à sa politique contre l'Angleterre. Ce dessein qui eût terriblement alarmé le patriotisme de la nation, vous n'osiez pas le poursuivre à visage découvert. De là dans les ténèbres, vos manœuvres plus que louches, pratiquées à l'exclusion de nos agents diplomatiques et de votre propre ministre, M. de Selves.

Et ce qui fait plus affreux votre crime, c'est que depuis la guerre, ministre de l'Intérieur effectif (sous le nom de M. Malvy) et ministre des Affaires étrangères *in partibus*, ayant d'ailleurs dans chaque autre ministère vos agents, vous avez continué votre politique d'avant-guerre. Vous êtes aux yeux de l'Allemagne l'homme politique dont le retour aux affaires assurera l'accord.

M. Caillaux, en pleine guerre, a-t-il négocié avec nos ennemis ? Qu'a-t-il négocié ? Dans quelle mesure est-il le patron et le dirigeant des Bolo ? Il en cause avec le juge. Mais nous, de science certaine et pour l'avoir vu de nos propres yeux, nous savons qu'il est embrigadé au milieu, à la tête des défaitistes.

Le mot est-il trop fort ? Vous ne voulez pas, monsieur Caillaux, que je dise que vous dirigez la presse effroyable dont le *Bonnet Rouge* n'est qu'une des hontes ? C'est donc alors qu'il faut dire qu'elle vous dirige ? Soyons vrais, elle se sert de vous et vous vous servez d'elle.

Je pense que plus d'une fois M. Caillaux dut avoir des rancœurs de telles accointances. Il était né pour une autre destinée. Je relève dans la lettre qu'il m'écrit une partie bien curieuse, c'est quand il laisse percer son regret de n'avoir pas été appelé, depuis trois années, à donner son avis, au moins officieusement, dans les conseils du gouvernement. C'est un sentiment qu'exprime, à plusieurs reprises, dans ses *Mémoires*, ce cardinal de Retz à qui, l'autre jour, je le comparais. Retz sentait qu'on ne faisait pas fond sur lui : il eût été homme à ressentir un procédé tout généreux ; un de ses plus vifs griefs contre ses adversaires (contre la reine, contre Mazarin) était qu'ils ne croyaient jamais qu'on pût leur donner un conseil à bonne intention. « On ne m'a pas consulté sur les grandes opérations financières, sur les problèmes de fiscalité, où pourtant j'ai quelque compétence », dit avec amertume M. Caillaux. Mais comment se fier au personnage ! « Retz, remarque Sainte-Beuve, semble avoir eu par instant des intentions sincères de se ranger, de redevenir honnête homme et fidèle sujet, mais sa réputation passée pesait sur lui autant que les habitudes prises, et le rangeait bientôt dans les voies de la sédition. »

La position de M. Caillaux, douloureuse, effroyable, ne lui permet pas d'offrir à personne une leçon de patriotisme et de fraternité française. Qu'il nous épargne ses appels à l'Union, lui qui marche environné d'une bande de guerre civile et de qui le mieux que je pense, c'est qu'il amasse des forces de tempête en se réservant de dire : « Cette révolution, seul, je puis la calmer. »

Je suis avec d'autres, avec beaucoup d'autres, de tout mon cœur et de toute ma raison, un ardent champion de la concorde. Et cette concorde, je l'aime, je l'appelle, je la veux d'un amour qui n'enferme pas

son regard dans les heures tragiques. Après la victoire, nous continuerons de prendre pour modèles les heures sublimes qu'a vécues la France de 1914, afin d'appeler tous les partis et sous-partis à faire trêve aux luttes politiques passées, à s'accorder dans un effort commun pour unifier la patrie et substituer à l'action politique un mouvement d'action économique et de régénération sociale. Mais d'abord il faut vaincre.

Et pour vaincre, il faut combattre l'effort conjugué que l'Allemand déploie contre nos armées et dans le dos de nos armées. Le respect de l'Union sacrée nous commande de ne pas laisser gangréner le pays. Assainissons d'abord, fût-ce par la chirurgie.

VI

M. MALVY ET LES BOCHES DE PARIS

16 Novembre 1917.

En décrivant à fond l'épisode Garfunkel, nous avons montré par quelle déviation redoutable la police s'est mise au service d'un criminel, dont originairement elle prétendait se servir. Sur cet exemple, on peut voir le danger des collaborations infâmes pratiquées sans mesure. C'est grand pitié si les brigands vivent à l'ombre de la justice, et festoient sous le chêne de Saint-Louis !

Aujourd'hui, je pense établir que les Allemands trouvaient aide et protection dans les services de M. Malvy. Mes preuves sont prises de source ; leur vérité ne peut pas être mise en doute ; et si, faute de

place, je dois en resserrer l'exposé, eh bien ! nous n'en ferons que mieux jaillir toute la leçon ignominieuse qu'elles renferment.

Le sort des sujets ennemis, en août 1914, avait été nettement réglé. On les mettait dans un camp de concentration.

Ils ne pouvaient l'éviter qu'à la condition d'obtenir un permis de séjour, strictement réservé toutefois aux Tchèques, aux Polonais, aux Trentins, aux Croates, etc.

Les naturalisés eux-mêmes n'étaient pas à l'abri de toute surveillance. Beaucoup d'entre eux ne semblent guère sincères. A côté d'excellentes gens décidés à se fondre loyalement dans notre société, combien de fripouilles condamnées pour vol et pour faux à Genève, et faisant chez nous du défaitisme ! combien de Boches, n'attendant qu'un signe de Berlin pour jeter leur faux nez français, au nom de la loi Delbrück ! Qu'on les enquête, et s'il y a des doutes sur leur loyauté française, qu'on leur retire la naturalisation.

Une fois dénaturalisés, ils subiront le sort commun des Austro-Allemands, c'est-à-dire le camp de concentration.

Telle est la doctrine officielle. Elle fut respectée au gouvernement militaire, et méprisée par les services de M. Malvy. Sans doute le ministère de l'Intérieur et la Préfecture de police ne niaient pas la règle, mais ils cherchaient à la tourner, à biaiser, à gagner du temps. Ils protégeaient ceux qu'ils eussent dû frapper.

Passé que les bonnes allemandes et l'humble fretin soient traités selon la rigueur des justes lois, mais ce sort grossier convient-il à de nobles seigneurs tels que MM. Horace Rappaport, Max Eschig et autres Boches de vertu sonnante et trébuchante ?

Horace Rappaport, sujet autrichien et frère du con-

sul d'Autriche à Salonique, était à Paris sous-directeur de la Compagnie d'assurances *La Victoria*, dont le siège social est à Berlin. Lorsque la guerre éclata, pourquoi ne fut-il pas mis, comme les autres, dans un camp de concentration? Il s'en alla paisiblement en Bretagne. Le 4 octobre 1915, le gouvernement militaire signala son heureuse villégiature. Sans succès. Mme Rappaport faisait de fréquents voyages à Paris. Nouvelle lettre du gouverneur militaire au préfet de police, qui répond : « L'autorisation a été donnée à Mme Rappaport en raison de son origine française et de l'origine polonaise établie de son mari. » Le gouvernement militaire demande à la Préfecture de police sur quelle preuve elle établit cette nationalité polonaise de Rappaport. Réponse : « En ce qui concerne Rappaport, son origine polonaise, sans être établie par un certificat, paraît assez probable. » M. Rappaport tomba malade. La Préfecture de police l'autorisa à venir se faire opérer à Paris. — C'est un genre d'autorisation qui est très difficilement obtenu par un soldat blessé pour la France par les Boches.

L'Autrichien Eschig, qui n'aime pas les bains de mer, préféra rester à Paris. Il y dirige une maison d'éditions musicales où s'écoule, vous pensez bien, toute la marchandise allemande. Encore qu'il soit né en Silésie et ne sache pas un mot de la langue tchèque, M. Malvy lui dit : « Je te baptise Tchéque. » Grâce à quoi, M. Monier leva son séquestre et lui permit de continuer à nous débiter du Brahms et du Richard Strauss.

Meyer Léopold avait vu venir les choses de plus loin, et s'était fait naturaliser Français. Il y eut lieu de le dénaturaliser, au début d'août, parce qu'il semblait être un agent du service des renseignements allemands de Genève. Pensez-vous qu'on le mit dans

un camp de concentration? Nullement. Le 25 octobre 1915, le gouverneur militaire le signalait à Paris et demandait qu'on le soumit à la règle commune. Le préfet de police répondit que Meyer était parti pour la Suisse, le 25 septembre, et que sa présence à Paris depuis cette époque n'avait pu être établie. Il négligeait d'ajouter que Meyer venait de gagner la Suisse, muni d'un passeport et emportant au fond de sa poche son acte de naturalisation, qui ne lui avait pas été retiré.

Même histoire pour le nommé Levi-Michel, dit Max, Allemand dénaturalisé qui partit le 25 novembre 1915 pour la Suisse, avec ses papiers.

Lecteurs, jugez-vous raisonnable que des gens tenus pour suspects (puisqu'on les dénaturalise) et qui viennent de se promener, les yeux grands ouverts, au milieu de nous, soient mis à même d'aller conter leurs souvenirs à leurs compatriotes d'outre-Rhin? On soupçonne qu'ils sont capables d'espionnage, et on s'empresse de leur en donner toute la facilité!

Ce système, d'une criminelle absurdité, on l'applique aux pires suspects.

Herleyn, espion dangereux, est traduit devant un Conseil de guerre, qui l'acquitte, faute de preuves décisives. Le gouverneur militaire ordonne de l'évacuer dans un camp de concentration, mais l'homme gagne tranquillement la Suisse, et vous ne doutez pas qu'il n'y ait trouvé à s'embaucher dans sa partie.

Le ministre de la Guerre demande au gouverneur de Paris de faire une enquête sur une femme Unkel, établie à Paris, de nationalité indécise, maîtresse d'un Allemand. Le gouverneur charge le préfet de police de cette enquête. Deux mois après, le préfet répond que la femme Unkel est portugaise et qu'en raison des renseignements défavorables recueillis sur son compte,

elle a été mise en demeure de quitter le territoire français. Elle est partie. Non pas pour le Portugal, mais pour la Suisse... Qu'est-ce à dire? Vous avez bien compris. Le préfet est chargé de faire une enquête sur une espionne : il lui donne un passeport et la fait filer.

Il y a pis. Certains Austro-Allemands, après leur dénaturalisation, ont obtenu des permis de séjour! Cela passe toute créance. Comment? vous retirez à des Allemands la naturalisation dont ils sont indignes, et vous leur en laissez les avantages? Par quelles raisons expliquer une pareille aberration? Quelle est cette providence qui, du fond d'un nuage épais, étend sur les Allemands sa toute-puissante protection?

La providence Malvy se manifeste sans voiles dans l'affaire de M^{lle} Kovacs. Cette affaire, Clemenceau l'a déjà contée au Sénat, mais elle est exposée plus complètement dans la lettre que voici, du gouverneur militaire au ministre de la Guerre :

« Paris, le 5 novembre 1915,

« La présence de la nommée Kovacs Julia, de nationalité autrichienne, m'ayant été signalée, 60, avenue du Bois-de-Boulogne, dans le courant du mois d'octobre, j'ai prié M. le Préfet de police de vouloir bien me faire connaître les raisons qui avaient motivé le retour à Paris de cette Autrichienne, qui sortait du camp de concentration de Garaison.

« M. Laurent m'ayant répondu, à la date du 16 octobre, qu'il avait délivré à cette étrangère, sur la demande de M. le Ministre de l'Intérieur, un permis de séjour provisoire d'un mois, je l'ai prié de faire évacuer du camp retranché de Paris, à l'expiration de ce permis provisoire, le 12 novembre, la nommée

Kovacs, qui rencontre une vive hostilité dans le voisinage et dont la présence est une cause de trouble en raison de sa nationalité...

« J'ai l'honneur de vous faire connaître que M. le Préfet de police m'adresse à la date du 4 novembre la lettre suivante :

« Vous avez bien voulu, à la date du 18 octobre, me
« demander de retirer le permis de séjour provisoire
« que M. le Ministre de l'Intérieur m'avait donné
« l'ordre de donner à M^{lle} Kovacs, demeurant 60, ave-
« nue du Bois-de-Boulogne. J'ai l'honneur de vous
« faire connaître que j'ai reçu de M. le Ministre de
« l'Intérieur l'ordre formel de donner à M^{lle} Kovacs
« un permis de séjour définitif.

« Le Préfet de police,

« LAURENT.

« Je vous serais obligé de vouloir bien me donner des instructions à ce sujet. »

Nul commentaire. C'est le fait du prince. Mais si le prince est un Malvy, jeune homme assez désarmé au milieu d'une cour où foisonnent les maîtres chanteurs, que devient son autorité? La destinée de M^{lle} Kovacs nous importe peu, mais c'est par de tels abus de pouvoir qu'un ministre donne barre sur sa personne, et quand on voit autour de M. Malvy les Leymarie, les Vigo, les Landau, on devine le parti qu'ils en purent tirer. En temps de guerre le métal ne doit pas avoir de paille, ni les murs de brèche, car l'Allemand surveille et s'insinuera. Nous distinguons une troupe dans l'ombre, demi-officielle, demi-officieuse, qui se réjouit de voir le patron se compromettre, et partant se livrer.

La presse immonde prodiguait à M. Malvy ses félicitations. La continuelle transaction du ministère de l'Intérieur avec les étrangers de Paris était justifiée et louée, chaque matin, par les journalistes vendus. A leur tête, le *Bonnet Rouge*. Voici une brève citation qui donne l'esprit de cette longue campagne :

« Les gens qui ne pouvant et ne voulant combattre les Allemands sur le front veulent tout de même faire parade de nationalisme belliqueux, se sont mis à pourchasser, la plume à la main, les étrangers qui sont à Paris... En agissant ainsi, ils dénoncent surtout leur ignorance ou leur perfidie... Les vrais Allemands sont en Allemagne, les vrais Autrichiens en Autriche, les vrais Hongrois en Hongrie... La campagne qui prétend atteindre « les sujets ennemis » ne peut donc frapper que des amis de la France, des hommes dont la nation est asservie par nos ennemis et qui se sont réfugiés dans la France libérale et démocratique pour échapper à la tyrannie de l'Empire exécré. C'est une raison qui s'ajoute à toutes les autres, pour que ni les autorités publiques, ni le peuple de Paris ne s'associent à cette campagne, qui est contraire aux intérêts du pays comme à son honneur. » (Le *Bonnet Rouge*, 22 juin 1917.)

Disons-le en passant, les hommes qui philosophent de ce ton sur les intérêts et l'honneur de la France nous ont bien l'air d'être des rabatteurs qui, moyennant argent, faisaient des démarches pour la protection de tout ce personnel boche.

Ces hontes révoltèrent beaucoup de Français clairvoyants. Chacun autour de soi voyait vivre tranquille un Allemand. Les plaintes s'accumulèrent ; la presse s'en fit l'écho ; les députés des quartiers les plus infestés demandèrent des explications.

M. Malvy se décida à convoquer sous la présidence d'un conseiller d'État une commission spéciale, char-

géo de reviser les permis de séjour dans le département de la Seine, et le gouverneur fut invité à y envoyer un représentant.

Au cours de la première séance et comme on s'occupait de répartir les dossiers russes, polonais, tchèques ou croates, quelqu'un parla des Austro-Allemands. « Permettez, dit le représentant du ministre de l'Intérieur, nous n'avons pas à nous occuper des Austro-Allemands, puisqu'on ne leur accorde pas de permis de séjour, et que nous sommes ici pour reviser les permis de séjour. D'ailleurs lisez le texte de l'arrêté du 30 décembre qui nous a constitués. Il est formel. »

En effet, lisons-le ; c'est un modèle d'escamotage : « Il est institué une commission spéciale chargée d'examiner la situation des étrangers résidant dans le département de la Seine, ayant obtenu un permis de séjour en qualité de Russes et d'Italiens, ou bénéficiant du même traitement en raison de leur origine, bien que sujets de nations en guerre avec la France, tels qu'Ottomans, Polonais, Tchèques, Trentins, Croates, etc. (Alsaciens-Lorrains exceptés). »

L'officier qui représentait le gouvernement militaire de Paris protesta et rendit compte à ses chefs, qui lui donnèrent comme instruction d'obtenir pour la commission un droit de contrôle sans réserve ou de se retirer.

La commission délégua son président et deux de ses membres auprès de M. Malvy, qui dut s'incliner. Qu'en résulta-t-il ? Une besogne sérieuse ? Je vous laisse en juger. La commission, sans aucun doute, se décida librement et dans le meilleur esprit sur les cas qu'on lui soumettait. Mais, qui lui préparait les dossiers ? C'était M. Leymarie. Et une fois les décisions prises, qui se chargeait de l'exécution ? M. Leymarie encore.

Après cela étonnez-vous, qu'en juin 1917 M. Clemenceau ait pu se plaindre que « sous couleur de permis de séjour les étrangers pullulent parmi nous » et « soient là pour mettre à profit l'occasion longtemps guettée de jeter le désarroi parmi nous ».

Aujourd'hui, MM. Leymarie et Malvy sont partis. Leur politique de guerre a-t-elle disparu avec eux? Pendant trois ans ces hommes néfastes ont plié les grands services de la Sûreté nationale à pratiquer le système de transaction avec l'ennemi. Leur départ ne servirait guère si leur esprit demeurait. C'est le devoir du nouveau gouvernement que nous attendons, de poursuivre, où qu'ils se soient réfugiés, des virus mortels et de les détruire. Et nous, pour collaborer à cette besogne d'assainissement, achevons de montrer la nature intime, la logique intérieure de l'œuvre poursuivie par MM. Caillaux, Malvy et Leymarie.

VII

LA SUITE DES PENSÉES DE M. MALVY

18 Novembre 1917.

Nous en avons assez dit, je crois, pour qu'à travers ce qui reste d'ombre, le lecteur voie maintenant le développement général du drame. Il y eut une lutte détestable entre le ministère de l'Intérieur et le gouvernement militaire de Paris. Elle s'est terminée par

la destruction du deuxième bureau, c'est-à-dire par la suppression du contre-espionnage et de la surveillance des étrangers. Nous avons raconté quelques épisodes de ce duel. La matière n'est pas épuisée. L'opposition était quotidienne, et innombrables les conflits qui révèlent le heurt de deux doctrines. Mais faut-il vider mes cartons? Je ne cherche qu'à donner à mes lecteurs, au long de ce labyrinthe, un fil conducteur.

Trouver la logique de ces erreurs et de ces crimes, dégager la vérité intime de ces affreuses choses, bref les rendre intelligibles, c'est quasi les rendre désormais impossibles.

Que voulons-nous encore comprendre? Jusqu'ici, dans le commentaire des documents que je produisais, nous avons surtout insisté sur l'état d'esprit de M. Caillaux et cherché à nous expliquer sa politique occulte durant la guerre en la mettant en parallèle avec sa politique publique et occulte d'avant-guerre. Et M. Malvy? me dit-on, cet abandon de sa fonction, d'où provient-il? Comment, à quelle minute, a-t-il déraillé?

On ne peut que faire des hypothèses. J'incline à croire qu'originellement il eût tout autant aimé rester dans le droit chemin. Il y aurait trouvé moins de tracasseries. Sa santé est mauvaise, il goûte le plaisir de vivre : pourquoi tout compliquer par de grandes combinaisons et ne pas s'en tenir aux avantages normaux du pouvoir?

Quelques-uns pensent que l'aventure de M. Malvy, c'est l'histoire horripilante d'un excellent petit garçon qui sera trompé par son ange gardien. Imaginez le jeune Tobie cheminant la main dans la main d'un ange pavé. On raconte que M. Leymarie lança le train ministériel sur une voie de bifurcation, sans que son patron, absorbé par une interminable partie de

poker, eût l'idée de jeter les yeux à travers les glaces du wagon.

M. Loymarie semble avoir eu une influence décisive. Il y a les gens avec qui l'Allemagne traite ; il y a les gens qu'elle cerne. M. Malvy a été cerné par son entourage officiel et extra-officiel. La place Beauvau, en dépit de tout ce qu'elle renferme de régulier et d'honorable, sert de ralliement à tout un peuple de mauvais garçons, tangents à la basse police et au journalisme suspect, grands rabatteurs d'affaires et fertiles en ruses et coquinerie. Ils se groupèrent autour du ministre et l'entraînèrent. Malvy, dans ses débuts, au milieu d'eux, me semble assez le jeune taureau que tout le troupeau vient chercher et décide à entrer dans les voies où il répugnait. J'ai vu cela aux environs de Séville, quand le taureau est acheminé de nuit vers l'amphithéâtre de mort, avec ses camarades de pâturage, qu'il suit docilement.

Mais, enfin, à quel moment M. Malvy ouvrit-il les yeux ? Sur quel incident commença-t-il de se dire : « Il y a dans cette maison quelque chose qui ne sent pas bon ! » Mystère ! Il ne sut rien, puis il sut tout, et n'en fit rien de plus.

« On finit par douter si la voie lactée est composée d'étoiles, tant il y en a. » Dans le même sentiment poétique, M. Malvy se disait en rêvant : Il n'est pas possible que tous ces Duval, Marion, Vigo, Landau et leurs compagnons et ceux qu'ils me recommandent soient des canailles. Pourquoi aurais-je le privilège de les attirer si nombreux ? Le reste de l'univers en serait dépeuplé.

Et puis, Malvy appartenait à l'école de la familiarité. On ne lui en fait pas de reproche. Vauvenargues, dans ses conseils à un jeune homme, s'écrie : « Aimez la familiarité, mon jeune ami, elle rend l'esprit souple, délié, maniable et donne sous un air de liberté et de

franchise une prudence qui n'est pas fondée sur les illusions de l'esprit, mais sur les principes indubitables de l'expérience. » Malvy pouvait penser avec Vauvenargues qu'avec de la familiarité il allait chercher l'esprit de ses visiteurs, bien mieux que s'il se fût roidi. Le procédé se voit sur le vif dans une conversation qu'il eut avec Sébastien Faure, et dont celui-ci nous a conservé le récit. Mais en tout il faut de la mesure. Il faut savoir passer de la familiarité à la dignité. Ses familiers ont mis M. Malvy dans leur poche.

Jusqu'où l'ont-ils emmené? Quelle prise purent-ils prendre sur lui? Les passions des hommes sont autant de chemins ouverts pour aller jusqu'à eux, nous disent les moralistes. J'ignore les habitudes par où M. Malvy aurait donné prise à son entourage. Je ne prétends pas l'avoir percé à jour et le qualifier éternellement. Mon travail est bon, s'il apporte, sans être complet, quelques aperçus utiles pour mettre de l'ordre dans la masse des faits.

Il y a des mots qui furent prononcés dans une minute rapide, dans un élan d'irritation et recueillis par des témoins divers, et qui marquent ou baptisent d'une manière saisissante les temps principaux, les étapes de l'action néfaste qui se développait au ministère de l'Intérieur.

Au cours de l'affaire Garfunkel, le chef du cabinet du préfet de police dit à un officier du gouvernement de Paris : « Vous ne nous ferez pas le coup de l'affaire Desclaux, ou nous aurons la peau du commandant Baudier. »

Peu après, Jacques Landau, qu'il faut, paraît-il, considérer comme l'un des membres les plus dangereux de la canaille du *Bonnet Rouge*, annonçait qu'on aurait « la peau de Clergerie ».

Vers mars 1916, M. Malvy lui-même déclarait devant

la Commission du budget qu'il y avait une certaine police au gouvernement militaire de Paris qui était dirigée contre lui. La Commission lui demanda vainement d'apporter des faits.

Cette formule de M. Malvy est à retenir. Son entourage avait su le manœuvrer, le persuader que le deuxième bureau le visait et le persécutait. Le centre de cette manœuvre, d'un machiavélisme savant, est dans l'histoire de M^{lle} Kovacs, qui avait été signalée au deuxième bureau par la Préfecture de police elle-même, désireuse de jeter M. Malvy sur le gouvernement militaire de Paris.

Enfin, à la fin de 1915 ou au début de 1916, le commandant Baudier fut introduit auprès de M. Malvy par M. Charles Humbert (qui d'ailleurs n'assistait pas à l'entretien), et le ministre lui dit : « J'ai imposé au gouvernement le départ du général Maunoury et du général Clergerie. »

Au 31 janvier 1916, tout est consommé. On remplace au gouvernement militaire de Paris le deuxième bureau par un bureau central de renseignements. Ce B. C. R. reçoit pour instructions de ne faire aucune enquête et de se borner à passer les affaires qui lui sont signalées, soit au deuxième bureau de la Guerre, soit à la Préfecture. Il n'y a plus de police militaire à Paris (le deuxième bureau du ministère de la Guerre n'étant compétent que pour l'étranger).

Dès lors, c'est la liberté absolue pour les machinations allemandes et la propagande infâme. Les journaux du ministère de l'Intérieur se multiplient et développent à l'infini les thèmes qu'on leur fournit de Berlin. Les tracts pullulent et arrivent en ballots sur le front, au milieu de nos soldats et de nos alliés belges et russes. Les permissionnaires, dans les gares et jusque dans les trains sont catéchisés par des agents défai-

tistes et menés dans des réunions anarchistes, voire dans des agences de désertion.

Ces manœuvres se développent d'autant plus impunément qu'un de leurs principaux auteurs avait pu se vanter d'avoir reçu les déclarations du ministre de l'Intérieur, lui disant qu'il avait empêché toute répression de la part de l'autorité militaire et brûlé lui-même les dossiers. (Voir l'interview de Malvy publié par Sébastien Faure.)

Les généralissimes Nivelle, puis Pétain, se faisant l'écho de leurs chefs d'armée, se plaignirent énergiquement d'une propagande infâme qui nuisait au moral des troupes. Mais qu'advint-il de leurs plaintes? M. Malvy et son entourage n'étaient pas d'humeur à tolérer du grand quartier ce qu'ils n'avaient pas supporté du gouvernement de Paris. Une circulaire du 5 juillet 1917 le fit bien voir. Elle interdit aux agents de la police et de la Sûreté l'envoi direct de leurs rapports aux autorités militaires. Celles-ci ne devaient plus être informées que par le canal de l'administration de M. Malvy. M. Clemenceau a très bien résumé la situation, quand il a dit au Sénat que la Sûreté générale avait riposté aux plaintes du grand quartier en le mettant au pain sec.

C'en était trop. Comme il arrive régulièrement à toutes les bandes criminelles, le monde allemand qui se massait autour du ministère de l'Intérieur devait se perdre par l'excès de son audace. Duval, en trébuchant à la gare de Bellegarde, entraîna dans sa culbute toute la chaîne. Lorsque sous ses pieds imprudents une trappe s'ouvrit, on commença d'y voir disparaître derrière lui Vigo, Landau, Goldsky, Marion. Leymarie essaie de se cramponner à Malvy, de qui M. Caillaux se détourne.

De quoi demain sera-t-il fait? Pour nous, maintenant, il nous convient d'attendre. Que Gustave Hervé

sache bien, comme le savent mes amis immédiats, qu'il ne nous était pas agréable d'écrire ces pages. Il fallait pourtant que les puissances qui jouissent d'une activité immense dans l'ombre fussent désignées et que leurs mystères coupables viussent échouer à la surface. Lui-même, dans des occasions pareilles et récentes, ne nous fit-il pas voir des formes redoutables dans les nuages, *numina magna deùm*? Une grande attaque boche se produit depuis des mois contre la pensée et la sensibilité françaises. C'est notre devoir à tous d'inonder de lumière ceux qui la mènent et ceux qui, conscients ou inconscients, la favorisent. Voici Clemenceau à la tête des affaires. Autant que personne, le vieux patriote connaît les faits et les gens, tous les cas que nous avons exposés et ceux qui nous restaient à étaler, et qui, les uns et les autres, font partie d'une entreprise générale pour créer la lassitude morale dans le pays. Il a la volonté et le pouvoir. Puisse la guerre trouver en lui un grand ministre dirigeant ! Dès que l'autorité régulière agit, nous n'avons qu'à nous taire et à reprendre notre campagne d'union, plus heureux d'applaudir un gouvernement qui sait et qui veut, que d'instruire un gouvernement qui ne veut pas savoir.

VIII

LA MORALE DE LA GRANDE SÉANCE

Le Parlement.

22 Novembre 1917.

Qu'aimions-nous, hier, en ce vieil homme? Son expérience et sa flamme. Avec ces deux vertus, comme c'est beau la vieillesse !

De l'expérience, on le vit bien quand il osa dénoncer à l'Assemblée le grand danger que c'est de croire qu'une chose existe, par cela seul qu'on l'a nommée, définie, appelée. Tout son développement sur la Société des nations est excellent, dans le ton de Voltaire. « La Société des nations, quel bel idéal ! Il y a au ministère des Affaires étrangères une commission pour la préparer. Parmi ses membres siègent les maîtres du droit les plus autorisés. Je prends un engagement : quand leur travail sera terminé, je le déposerai sur le bureau de la Chambre, si je suis encore ministre à cette époque, ce qui n'est pas probable. » — Et Albert Thomas, fort piqué : « Vous dites cela avec scepticisme et pour vous moquer. » — « Mais non, mais non, je n'ai aucune intention de cette nature, je vous en donne ma parole... »

Je cite un peu de mémoire, n'ayant pas encore l'*Officiel*, mais c'est le thème, auquel il faudrait que je puisse joindre l'accent. C'est là un de ces morceaux d'un comique inestimable et profond, bien faits pour déniaiser la jeunesse. Je voudrais que l'on mit ce dialogue sur un disque de gramophone. Cela nous change, il faut bien le dire, de la diplomatie parlementaire de mon éminent confrère M. Ribot, dont la pensée prudente et savante s'habillait trop complaisamment avec les mots à la mode et négligeait un peu la sagesse éternelle pour céder aux attraits de la phraséologie la plus récente. Quant à Painlevé, je ne l'incriminerai pas de diplomatie ; c'est avec un vrai délice qu'il se plongeait jusqu'au menton dans le tiède verbiage.

Ce n'est pas que nous ne puissions nous rallier tous à ce projet d'une Société des nations, mais il faut l'analyser, le préciser et en chasser ce qui ferait le jeu de l'Allemagne. Si on creuse l'idée, il semble qu'elle procède du désir d'éviter à l'avenir les conflits armés entre nations, ou tout au moins d'en restreindre les

risques. Voilà le but visé, but essentiellement légitime et louable. Quant au moyen de réalisation proposé, c'est la réunion d'une sorte de congrès universel, où siègeraient les représentants attitrés de tous les États du globe.

La mission de ce congrès, soucieux de parer au danger de l'explosion des guerres, consistera essentiellement à veiller au maintien d'un équilibre de forces entre les puissances voisines ou concurrentes. Il devra monter une garde vigilante autour des États qui, sous la poussée de leur natalité abondante, de leur essor économique, de l'ambition dynastique, tendraient à rompre cet équilibre, et constitueraient par leur suprématie militaire une menace pour leurs voisins. Son œuvre essentielle apparaît donc comme la lutte, nécessaire au salut universel, contre l'hégémonie mondiale allemande.

La Société des nations, si elle a une raison d'être, ne peut en 1917 que s'assigner un but : l'écrasement de l'Allemagne, qui seule met en danger l'indépendance politique et économique du monde entier.

Pauvre humanité, toujours menacée, éternellement livrée à la possibilité des fléaux et de la guerre. La besogne que font aujourd'hui les Alliés, c'est celle que leur demanderait le congrès des nations.

Rien n'évitera aux individus et aux nations la nécessité de l'effort. Nul de nous, aucun peuple n'échappera aux dures lois de la vie, encore qu'il soit juste et salubre de désirer toujours plus de justice. Et Clemenceau est sage de laisser de côté la palabre mortelle des Soviets, pour se servir de ce que lui a enseigné la longue suite des années qu'il a vécues. « Quand on est engagé dans une action de guerre, il faut parler de paix le moins possible. Pendant que des soldats se battent, faire courir le bruit que des délégués discutent

les conditions de la paix, c'est un système pour désarmer le peuple et le démoraliser. »

Un vieil homme qui a profité des expériences de sa longue vie, pleine de tumultes, voilà Clemenceau. Et ajoutez qu'il est un vieil homme plein de feu. Alors on s'aperçoit qu'on l'aime.

« Est-il un homme qui, plus que moi, ait été un homme de parti? » s'est-il écrié. Et aussitôt il ajoute : « Je l'ai été beaucoup trop, je le vois aujourd'hui. » Depuis le début de la guerre, on attendait ce cri-là. De Clemenceau? Non, pas de lui seul. De toi, lecteur, de chacun de nous.

Et si, déjà, ce cri fut sur nos lèvres et dans nos cœurs, qu'il commande encore mieux nos actes !

Pour obtenir la paix, il faut abdiquer les anciennes passions et faire front contre le Boche de l'extérieur et de l'intérieur.

On me demande, ce que je suppose que Clemenceau va faire de « la chaîne » des défaitistes. Il a répondu clairement que nous avons des juges civils, des juges militaires et la Haute-Cour, pour châtier les criminels et les demi-criminels.

Par où voudra-t-il commencer? J'ignore ; je sais seulement qu'au milieu des ténèbres, un fait se détache, inondé de lumière. Les hommes du *Bonnet Rouge* ayant eu leur argent allemand, que rapportait Duval, saisi en gare de Bellegarde, M. Leymarie, chef du cabinet de M. Malvy, leur a fait restituer ce prix de la trahison. C'est un fait d'intelligence avec l'ennemi. M. Malvy l'a-t-il ignoré? Non pas. Informé par M. Ribot (si toutefois il ne le fut dès la première heure), il a couvert son ami et subordonné Leymarie. Il l'a gardé, il en a fait le directeur de la Sûreté. Un tel poste, après un tel acte, en pleine guerre ! Quelle complicité apparente ! Je suis sûr que M. Clemenceau n'admettra pas que le problème demeure sans examen.

L'erreur, que nul n'est tenté de commettre, serait de mêler quelque politique que ce fût à des fautes qui sont individuelles et ne peuvent atteindre aucun parti.

L'assainissement est la condition même de l'Union sacrée. Il faut briser les hommes qui, pour le compte de l'Allemagne, organisaient chez nous la guerre civile, comme en Russie. Nos divisions, c'est l'espoir suprême de l'ennemi. Que Clemenceau anéantisse la conspiration infâme. Et nous, à ces heures qui sont le sommet, le moment décisif de la guerre, recueillant la moralité de la séance de mardi, assurons-nous que plus que jamais il est nécessaire que nous cessions de nous dire antiradicaux, antisocialistes, anticléricaux, pour être unanimement antiboches.

IX

M. MALVY RELÈVE DU CONSEIL DE GUERRE

28 Novembre 1917.

Hier, dans cette admirable réunion de Nancy, où je m'étais rendu à l'appel de la section locale de la Ligue de l'Enseignement, il y eut, l'espace de quelques secondes, un incident qui éclaire d'une façon fulgurante l'état d'âme de tous les Lorrains, et sans doute de tous les Français.

Parlant des combats d'août 1914, je dis qu'un traître fut saisi et passé par les armes. Longs applaudissements. « Je vous entends, dis-je, vous voudriez qu'ainsi fussent frappés tous les traîtres de l'in-

térieur. » Et la manifestation unanime de redoubler violemment.

Il y a une affaire Malvy. C'est M. Malvy lui-même, maintenant, qui le proclame. De son banc, il se lève pour se mettre, *motu proprio*, en accusation. Mais aussi voudrait-il qu'on lui sût gré de son initiative, qu'on le laissât se faire juger à sa guise, et il institue des procédures extraordinaires.

Le pays ne comprend pas ces subtilités. Il s'en tient au mot de Clemenceau : « Il y a des lois pour M. Malvy comme pour tout le monde. » Il y a aussi des juges. Ces lois et ces juges, chacun les connaît. Qu'est-ce donc que ce tumulte, que ce raffut qui prétend masquer l'honnête et simple légalité ?

Comment s'ouvre une instruction, une information judiciaire contre « tout le monde » ?

Un crime a été commis. Une enquête est ouverte. Des indices, des présomptions, la rumeur publique, des dénonciations désignent les criminels. Ils sont inculpés. Un juge instruit l'affaire, pour aboutir à un non-lieu ou bien à un renvoi devant les juges compétents.

Il n'en peut être autrement pour M. Malvy.

Plusieurs instructions sont ouvertes sur divers crimes qui se ramènent tous à l'« intelligence avec l'ennemi ». C'est ainsi que le capitaine Bouchardon instruit l'affaire du *Bonnet Rouge*. M. Malvy est mêlé à cette affaire. Son nom depuis des semaines y est chaque jour prononcé. Contre lui s'amassent les présomptions, les indices, les rumeurs. Une dénonciation intervient-elle contre lui, on charge M. Bouchardon de la recueillir. Léon Daudet ayant accusé Malvy de trahison, le ministre de la Guerre, chef de la justice militaire, a ordonné au capitaine Bouchardon d'entendre Léon Daudet. C'était la bonne méthode. En vain Painlevé en est-il sorti pour donner des certificats

inopérants à M. Malvy ; en vain M. Malvy cherche-t-il à s'en aller en Haute-Cour : c'est de la fantaisie inefficace. Le capitaine Bouchardon a entendu l'accusateur ; qu'on le laisse vérifier l'accusation et en tirer la conclusion judiciaire.

Cette conclusion pour nous s'impose. Nous ne savons pas tout ce que sait le capitaine Bouchardon ; il a d'énormes dossiers, et nous simplement quelques faits. Ces faits suffisent. Si les lois valent pour M. Malvy comme pour les autres citoyens, M. Malvy doit être inculpé dans l'affaire du *Bonnet Rouge*, pour intelligence avec l'ennemi et complicité.

Quels sont les faits ?

Les Allemands ont eu en pleine guerre un journal à Paris. Ils ont traité la France en pays envahi, et nous ont infligé notre *Gazette des Ardennes*. Le *Bonnet Rouge* était un journal allemand. Le bureau de la presse, où travaillent à Berlin des centaines d'officiers, et qui donnent le *la* à toute la presse boche ou bochisante, y développait ses thèmes favoris : l'assaut quotidien contre l'unité morale de la nation ; le ridicule jeté à toutes les manifestations du sentiment patriotique ; l'insulte à tous ceux qui, en France ou chez les Alliés, sont à la tête de l'opinion ; la défense de l'Allemagne, de ses chefs, de ses méthodes, de ses projets ; l'opposition à tous les efforts tentés pour augmenter nos forces matérielles et morales, qu'il s'agisse de la révision des réformés, de l'appel des nouvelles classes, de l'établissement de la conscription en Angleterre, du blocus économique ou de la lutte d'après-guerre, enfin partout et toujours la parti de l'Allemagne pris avec une effronterie venimeuse contre le parti de la France.

Tel est le *Bonnet Rouge* que nous lisions. Mais que dire du *Bonnet Rouge* que lisait M. Malvy ? Le jour où il sera permis de remplir les blancs que la censure y a

faits, le jour où, dans les audiences du Conseil de guerre, l'accusation présentera aux traîtres les ordures que la censure y a lavées, et qui n'offusquaient pas beaucoup les narines de M. Malvy, l'opinion sera prise de stupeur. En vérité, l'accusation n'aura plus rien à ajouter, la preuve sera faite.

Cependant M. Malvy a lu tout cela. Il n'a rien fait. Il a continué de protéger, de tutoyer Vigo. Landau, Marion et Duval ont continué de fréquenter, la mine effrontée et le verbe haut, ses antichambres. Enfin il a payé de votre argent, lecteurs, ces infamies. Il y a un journal vendu à l'ennemi. Ce journal, Malvy le protège et le paye. Qu'il s'explique !

Ses explications sont piteuses. Fussent-elles vraies, elles ne le libéreraient pas.

M. Malvy affirme sans force et aussi sans précision, qu'à la fin de 1915 et au commencement de 1916, sur une démarche de M. Briand, il a cessé de subventionner Vigo. C'est vrai, M. Briand a fait cette démarche. « J'ai signalé, dit-il, à M. Malvy, l'attitude du *Bonnet Rouge*, les agissements louches et antipatriotiques de son directeur et de quelques rédacteurs. » Comment, monsieur Malvy, les articles imprimés, répandus à grands frais dans l'armée et dans tout le pays, et ceux que la censure supprimait ne vous avaient pas ouvert les yeux ! Il fallut une démarche de votre chef, du président du Conseil ! Dans toute l'affaire du *Bonnet Rouge*, Malvy n'a jamais agi — s'il a agi, et de son propre aveu — que contraint et poussé, la pointe dans les reins. D'ailleurs, il dit : « J'ai cessé ma subvention », mais il ne le prouve pas. Ce point ne peut être laissé dans l'ombre. Il faut qu'il soit élucidé. Quelles sommes mensuelles, et jusqu'à quelle date (1) ?

(1) « S'il faut en croire M. Malvy, c'est au premier avis de l'hono-

M. Briand adressait à son collaborateur d'autres avertissements. Quelque temps après sa première démarche, il pria M. Malvy d'avertir certains députés qu'ils feraient mieux de cesser leur collaboration à une telle feuille. Peu après encore, il invitait M. Malvy « à faire surveiller les dirigeants de ce journal d'une manière toute particulière ».

Il est étrange que ce soit le président du Conseil qui, par trois fois, ait eu à indiquer à M. Malvy les devoirs de sa charge. Quel fut l'effet de ses démarches?

M. Malvy a-t-il prévenu les collaborateurs du journal? Jusqu'à la dernière heure, nous avons vu dans le *Bonnet Rouge* des articles signés de noms considérables et qui pouvaient prêter à cette feuille une certaine autorité.

M. Malvy a-t-il fait surveiller Vigo et ses rédacteurs principaux?

Ici je réponds : Non ! La surveillance sérieuse n'a pas existé. Il n'y a pas eu surveillance, mais perpétuellement complaisance inexplicable, ce qu'en langage judiciaire on appelle complicité.

M. Malvy a prétendu qu'il avait fait filer la canaille du *Bonnet Rouge*. M. Viviani a précisé que cette filature avait duré dix-huit mois. Contre l'affirmation de M. Malvy, les faits se dressent avec une force souveraine.

Voilà des gens suspects, signalés comme tels par le président du Conseil, signalés comme tels par leur

vable M. Briand, à la fin de 1915, que furent retirées ce qu'il appelle les faibles subventions au *Bonnet Rouge* (8.000 fr. par mois). Sur cette date comme sur tant d'autres choses capitales, M. Malvy se trompe; il ne peut et ne doit pourtant pas ignorer que les pièces comptables du *Bonnet Rouge* ont été saisies et qu'elles attestent que ses faveurs ont persévéré sans conteste possible jusqu'à la fin de décembre 1916, sinon jusqu'en mars 1917 ». (Jules Delahaye au *Journal officiel* du 29 novembre 1917, page 2076.)

passé, par leurs écrits, par leur audace même. Ils sont surveillés, filés. Pourquoi? Sans doute pour être mis d'abord hors d'état de nuire, ensuite pour être percés à jour et, le moment venu, coffrés.

Or, qu'arrive-t-il? Indéfiniment et jusqu'au jour où intervient une main étrangère, ils font ce qu'ils veulent. Ils vont en Suisse et en Espagne rencontrer des Allemands. Ils en rapportent, par centaines de mille francs, l'or allemand.

Que fait M. Malvy? Il leur donne des missions et des passeports.

J'ai entendu les malheureux amis qui s'entêtent à défendre M. Malvy esquisser une plaidoirie et dire : Il leur donnait des passeports pour les envoyer se garnir en Suisse, — de façon à les prendre au retour, les poches pleines.

Dégoûtante bêtise ! Si tel est le profond dessein de Malvy, quand passe-t-il à l'acte? Où, sur quelle frontière, des gens à lui, sur un ordre de lui, mettent-ils dans ces poches criminelles leurs mains justicières?

Un jour, par hasard, en dehors de Malvy, à son insu, Duval est pris. La voilà qui aboutit, cette patiente filature de dix-huit mois, et le gibier tombe au piège. Qu'ordonne l'Intérieur? On lâche l'homme et on rend l'argent.

C'est trop fort ! Tout éclate. Duval est arrêté. Après lui, Landau, Marion, Goldsky. Vigo même est arrêté. Ah ! comme il menace ! Il meurt au milieu d'un effroyable mystère. Leymarie est inculpé.

Toute la France, toute la France qui ignore les misères de la politique, toute la France crie : Et Malvy?

Les faits, ici, veulent être serrés de près. Pour quiconque ne se paye pas de mots, et qui, libre de préjugés, laisse venir à lui les faits, laisse s'opérer en lui le

travail naturel de l'induction, il est impossible que, touchant Malvy, il se libère d'un soupçon qui est presque déjà une certitude.

Le 14 mai 1917, le capitaine Ladoux, du deuxième bureau du ministère de la Guerre, était en tournée d'inspection à la gare de Bellegarde. Un de ses agents (non pas un agent de M. Malvy) vint lui dire : « Duval, du *Bonnet Rouge*, est là. » Sachant quel est le personnage, le capitaine répond : « Fouillez-le et apportez-moi tout ce qu'il a dans ses poches. » Duval crie, tempête : on le fouille, on trouve le chèque.

Dès ce moment, Duval est pris. Mais un homme comme lui se défend. Il a des complices, il a des protecteurs, il a derrière et devant lui les autres maillons de la chaîne.

Pour un magistrat curieux, c'est le moment intéressant. C'est le moment où l'homme pris n'a plus le loisir des savantes dissimulations, ni le temps de la prudence. Il n'y a qu'à suivre Duval. Il nous mènera chez ses complices.

Rentré à Paris, Duval va chez Vigo. Vigo va chez Malvy.

Là, que se passe-t-il ? Vigo voit-il Malvy lui-même ? Quels propos s'échangent, quelles menaces ? Il y a un mystère qui doit être percé. Il faut que le juge ait dans sa main tous les éléments du drame, tous les personnages du drame. Malvy est un de ces personnages. Le drame se passe chez lui, et si ce n'est pas dans son cabinet, c'est dans une pièce voisine. Et si les menaces et les adjurations ne lui sont pas jetées en pleine figure, il en perçoit au moins les échos.

En tout cas, il est décidé que le chèque sera rendu. C'est Landau qui est envoyé au deuxième bureau de la guerre comme ambassadeur de Malvy, avec mission de reprendre le chèque.

Landau entre dans le bureau du capitaine N... et se

présente de la part du ministre de l'Intérieur. Le capitaine en réfère au colonel Goubet. Celui-ci se met en relation avec le ministère de l'Intérieur. M. Leymarie lui dit de restituer le chèque. Le deuxième bureau n'ayant aucun moyen de suivre l'affaire (c'est Painlevé qui nous l'a expliqué à la Chambre), obéit à cette invitation.

« Je n'ai rien su, dit M. Malvy. Je n'ai rien connu de ces événements, sinon au cours du mois de juin. »

Systeme de défense insoutenable. N'avoir pas su, avoir su, c'est dans tous les cas la complicité. Comment ! ce ministre avait ordonné la filature, et on ne le tenait pas au courant des résultats de la filature ! Bien plus, on décidait d'annuler ces résultats, et on se passait de son avis ! Alors c'est qu'on tenait pour certain son acquiescement et pour acquise sa complicité. La restitution du chèque n'est pas une opinion théorique sur une affaire, n'est pas la solution bonne ou mauvaise d'un problème administratif : c'est un crime. On a engagé M. Malvy dans un crime.

Un jour, le crime se découvre. Le 17 juin, M. Ribot, président du Conseil, a été mis au courant. Viviani, garde des sceaux, ouvre une instruction. Cette fois, M. Malvy ne peut plus nous dire : « J'ignorais tout, on se servait de mon nom, j'étais trahi par mon entourage. » Il sait. Il va donc bondir, éprouver la plus effroyable colère. Il cassera tout, il cassera au moins Leymarie.

Pas du tout. Il vient de mettre Leymarie à la direction de la Sûreté, et, malgré le scandale, il l'y maintiendra jusqu'au 20 août, jusqu'à l'extrême moment, jusqu'à la minute désespérée où lui-même va être emporté par la tempête de l'opinion publique.

Cette incroyable longanimité, cette acceptation de

M. Malvy, le néant de ses réactions lorsque le crime se découvre, judiciairement c'est une preuve. Ou bien il a connu la saisie du chèque à Bellegarde, a pris part aux pourparlers avec Vigo, Duval et Landau, a donné l'ordre d'exiger la restitution ; ou bien, ce qui à mon avis, est encore plus grave pour lui, la bande des traîtres était en possession d'une sorte de blanc-seing général qu'il leur avait consenti, et qui leur permettait de se servir du ministre en toute circonstance, sans avoir même besoin de l'informer.

Dans les deux cas, il est un complice, et l'inculpation de Leymarie entraîne la sienne. M. Bouchardon est chargé d'une affaire ; il a inculpé M. Leymarie, il rencontre des charges contre M. Malvy, il doit poursuivre l'ex-ministre.

Cette poursuite conduit normalement M. Malvy avec tous les autres inculpés au Conseil de guerre. Telle est la logique. Mais l'ex-ministre prétend avoir d'autres droits que le commun des citoyens ; il réclame la Haute-Cour. La Commission des trente-trois (au moins sa majorité) et M. Forgeot prétendent que la Haute-Cour n'est pas une juridiction d'exception. Les mots importent peu. C'est une juridiction facultative. Elle n'est pas de droit. Il n'y a donc qu'à consulter l'intérêt de la vérité et l'intérêt public. L'intérêt de la vérité veut que M. Malvy ne soit pas séparé de ceux qui, s'il est coupable, sont ses complices. L'intérêt public est manifestement opposé à une procédure lente, compliquée, saturée de politique, où les juges parlementaires seront suspects de camaraderie. Et puis quoi ! cette procédure, on sait bien qu'elle ne peut pas aboutir : le Sénat ne se chargera pas du rôle où la Chambre pour se désempêtrer le voudrait embourber.

Comment un tribunal accepterait-il une affaire où il n'y a ni instruction, ni dossier, ni accusateur, mais

seulement un accusé, qui s'accuse lui-même, en choisissant avec soin les griefs qu'il veut bien laisser à l'examen des juges?

Qu'on laisse donc M. Malvy aux juges de tout le monde. M. Baihaut, poursuivi pour crime commis dans l'exercice de ses fonctions, passa en Cour d'assises. Dans l'espèce, M. Malvy relève des juges militaires. Seuls ils possèdent tous les éléments, et seul leur verdict pourra purger l'affaire. Si M. Malvy veut faire éclater son innocence, il n'a pas d'autre voie à suivre. Quand il eut dans sa poche le certificat de M. Painlevé, il se déclara satisfait. Son contentement fut de courte durée. Un certificat parlementaire n'assurerait pas mieux son repos ni le nôtre.

X

L'ACCUSATION DEVANT LA CHAMBRE

29 Novembre 1917.

Le même jour, 28 novembre, où je venais de réclamer dans *l'Écho de Paris* le Conseil de guerre pour M. Malvy, je fus mis en cause à la Chambre.

D'une façon aussi courtoise que pressante, M. Marcel Sembat me reprocha d'avoir voulu « créer une opinion publique » afin de contraindre « le libre arbitre du juge militaire » et d'avoir essayé de « dicter son devoir à la justice ».

Je demandai la parole et sans quitter ma place, je répondis.

Par le compte rendu du *Journal officiel* du 29 no-

vembre, que je cite sans y changer un mot, on devinera dans quel vacarme d'injures et de convulsions j'eus l'honneur de parler. Peut-être pensera-t-on aussi que M. Malvy ne dut pas savoir beaucoup de gré à ses camarades qui le forcèrent de recevoir à bout portant mon réquisitoire.

M. MAURICE BARRÈS. — Voulez-vous me permettre, monsieur Sembat, de vous répondre ?

M. MARCEL SEMBAT. — Je vous en prie, mais je tiens d'abord à vous dire que, si vous trouvez l'expression « dicter son devoir » abusive, je suis prêt à lui substituer cette autre phrase : « Il me semble qu'il y a là, sous votre plume, comme sous celle de M. Daudet, encore plus que sous la vôtre, un effet tel sur l'opinion publique qu'il est impossible que le juge militaire n'en soit pas impressionné. » (*Très bien ! très bien !*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Maurice Barrès, avec l'assentiment de l'orateur.

M. MAURICE BARRÈS. — Je ne trouve pas mauvais un seul instant que M. Sembat me mette en cause. (*Interruptions sur les bancs du parti socialiste.*)

M. MARCEL SEMBAT. — Je supplie mes amis d'écouter en silence. (*Très bien ! très bien !*)

M. LE PRÉSIDENT. — M. Sembat lui-même demande le silence.

M. MARCEL SEMBAT. — Je demande instamment à mes amis d'écouter. Si la Chambre le désire, je suis prêt à souligner comment on me mettrait, en insistant, dans une situation désobligeante. (*Très bien ! très bien !*)

M. MAURICE BARRÈS. — La Chambre, M. Malvy et une très longue suite de discussions dans la presse ont ouvert le retentissant débat de savoir devant quelle juridiction devait aller M. Malvy. Il est donc très naturel que j'aie examiné dans mon journal ce qui fait

l'objet de notre séance, à savoir si M. Malvy relève de la Cour d'assises, de la Haute-Cour ou du Conseil de guerre.

J'ai dit : « Je vais examiner s'il y a des griefs contre M. Malvy, et s'il y a des griefs, alors nous devons nous préoccuper d'envoyer M. Malvy devant la juridiction compétente. » Tout mon article est employé à établir quels sont, selon moi, ces griefs.

Ma pensée se développe en deux étapes : Premièrement, s'il y a des griefs graves, M. Malvy ira devant le Conseil de guerre. Et, pour conclure, j'ai dit : « Il y a les griefs les plus graves, donc M. Malvy doit aller devant le Conseil de guerre. » (*Applaudissements à droite. — Interruptions et bruit à gauche et sur les bancs du parti socialiste.*)

Quels sont ces griefs? Je ne suis pas allé les chercher dans les ténèbres, où je ne puis pénétrer ; je me suis borné, très simplement, très prudemment, j'ai le droit de le dire, à employer des faits qui ont été, ici même, apportés en pleine lumière, le plus grand nombre par MM. Ribot et Painlevé, et qui sont à votre connaissance à tous.

Un journal allemand a été fondé en plein Paris, journal infâme, le *Bonnet Rouge*. (*Applaudissements à droite et sur divers bancs au centre.*) Il faisait une besogne affreuse que nous connaissons pour l'avoir lue, mais bien plus affreuse encore aux yeux de ceux qui connaissent les articles échappés par la censure.

Nous avons lu un certain journal, le *Bonnet Rouge* caviardé. M. Malvy a lu un journal mille fois pire, le *Bonnet Rouge* intact, tel qu'il arrivait en épreuves dans les bureaux de la censure. Ah ! ce *Bonnet Rouge*, frère de la *Gazette des Ardennes*, guidé, conseillé, commandé par le bureau de la presse allemand, où travaillent à Berlin des centaines d'officiers boches pour

donner le *la* dans le monde entier à la presse bochisante. Il n'a pas cessé de fournir, chaque matin l'assaut le plus ignoble, pour rompre au milieu de nous l'Union sacrée;... (*Interruptions et bruit sur les bancs du parti socialiste. — Vifs applaudissements à droite.*)

M. PAUL PONCET. — C'est l'Action française qui l'a rompue. (*Applaudissements sur les bancs du parti socialiste et des gauches. — Bruit à droite.*)

M. LE PRÉSIDENT. — M. Sembat lui-même a dit que vous le désobligez en empêchant M. Barrès de parler.

M. MAURICE BARRÈS... pour salir ceux qui, à un titre quelconque et quelquefois au rang le plus modeste, s'employaient à servir la Défense nationale en appuyant toutes les manifestations du sentiment patriotique. (*Très bien ! très bien ! à droite.*)

Sur les bancs du parti socialiste. Pour l'Allemagne ! (Réclamations à droite.)

M. MAURICE BARRÈS. — Le *Bonnet Rouge* n'a pas cessé de combattre tous les efforts pour augmenter nos forces matérielles et morales, tous les efforts réclamés par le Gouvernement et le Parlement, qu'il s'agisse de la révision de nos réformés, de l'établissement de la conscription en Angleterre, du blocus économique et de la lutte d'après-guerre. Ce journal, je veux, un de ces jours, puisqu'il semble subsister certains doutes, établir avec précision quelle fut sa besogne défaitiste, antifranaçaise, et étroitement accordée avec l'effort mondial allemand. (*Applaudissements à droite.*)

M. GOUDE. — C'est vous qui avez voulu la guerre ! (*Vives exclamations et dénégations à droite.*)

M. MAURICE BARRÈS. — Ce journal, payé par l'Allemagne, M. Malvy, par une aberration inexcusable, a voulu augmenter son trésor. Aux subsides énormes de

l'Allemagne, il a voulu ajouter, lui, ministre de la République, l'obole du peuple français. (*Applaudissements à droite. — Mouvements divers*).

M. BARABANT. — Vous n'avez pas autre chose? (*Très bien ! très bien ! sur les bancs du parti socialiste.*)

M. LE PRÉSIDENT. — M. Sembat lui-même vous demande de ne pas interrompre.

M. MARCEL SEMBAT. — Il y a une très grande utilité à entendre cela. Vous voyez bien que c'est M. Daudet qui dévie.

M. MAURICE BARRÈS. — Un collègue me demande si je n'ai pas autre chose. J'ai autre chose. J'ai dit mon premier argument, je passe au second.

A un instant donné...

Sur les bancs du parti socialiste. — Allez donc dans les tranchées ! (*Exclamations à droite.*)

M. DE GAILLIARD-BANCEL. — C'est vous qui en avez peur !

M. MAURICE BARRÈS. — A la fin de 1915, M. Briand, président du Conseil, se faisant l'interprète de l'émotion générale, avertit M. Malvy des soupçons qu'il y avait lieu d'avoir sur le *Bonnet Rouge*. M. Malvy nous a dit qu'à cette date, accueillant la grave inquiétude de M. Briand, il avertit un certain nombre de nos collègues de s'abstenir, dans leur propre intérêt, de collaborer plus longtemps à cette feuille suspecte.

M. Malvy a ajouté qu'il avait mis en filature les hommes du *Bonnet Rouge*.

Sur les bancs du parti socialiste. — Alors ?

M. MAURICE BARRÈS. — Il les a mis en filature, et ces hommes ont continué d'aller en Suisse, pour chercher de l'argent allemand, en Espagne, comme missionnaires des bureaux reptiliens de l'Allemagne.

M. EUGÈNE LAURENT. — A Grenade, il y avait des catholiques ! (*Bruit.*)

M. LE PRÉSIDENT. — M. Barrès a été mis en cause, M. Sembat vous a priés de l'entendre ; écoutez-le.

M. MAURICE BARRÈS. — Je dis que cette filature ne fut rien qu'un geste, une manœuvre de façade. Un exemple : M. Malvy nous a lu à la tribune des notes que ses policiers lui remirent après un voyage des gens du *Bonnet Rouge* à Saint-Sébastien. Il nous a dit : « Ces hommes du *Bonnet Rouge* n'ont pas pu, comme l'*Action Française* les en accusa, se mettre en relations avec un sous-marin, parce qu'ils n'ont pas eu le temps d'aller jusqu'à Carthagène. »

Eh ! monsieur Malvy, ils sont allés de Saint-Sébastien à Bilbao. Sur la rivière de Bilbao, en face de Portugalète, stationne depuis le début de la guerre, un vaisseau allemand. De ce bâtiment, à des intervalles variés, s'éloigne une barque de pêche.

A gauche. — Quel roman !

M. MARCEL SEMBAT. — C'est la pure vérité !
(*Interruptions sur les bancs du parti socialiste.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Nous vous demandons le silence, M. Sembat et moi ; laissez achever.

M. MARCEL CACHIN. — C'est humiliant !

A droite. — Pour vous !

M. MARCEL CACHIN. — C'est humiliant pour la pensée française.

M. DE GAILHARD-BANCEL. — Il faut croire que cela vous gêne.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous n'empêcherez pas l'incident de se dérouler. Écoutez donc sans interrompre.

M. MARCEL SEMBAT. — Il est essentiel que cela soit dit.

M. LASIES. — La violence de la discussion prouve que nous sommes incapables d'être des juges et qu'il faut se hâter de voter les conclusions de la Commission.

M. LE PRÉSIDENT. — Encore une fois, terminons l'incident.

M. MAURICE BARRÈS. — Cette barque va ravitailler les sous-marins allemands. Le fait, à cette heure, est acquis, et s'il pouvait subsister quelque doute, je suis tout prêt à en causer avec le gouvernement et à lui soumettre mes éléments d'information, que d'ailleurs certainement il connaît. (*Interruptions sur les bancs du parti socialiste.*)

M. GOUDE. — Dans ce cas, vous êtes complice si vous avez attendu jusqu'à aujourd'hui.

M. MAURICE BARRÈS. — Ce n'est pas à Carthagène, c'est à Bilbao que, de Saint-Sébastien, les hommes du *Bonnet Rouge* se sont mis en relations avec un sous-marin allemand. Le rapport qui a été remis à M. Malvy par ses policiers ne fut rien qu'une couverture de complaisance indignement fournie aux hommes du *Bonnet Rouge*.

Je ne prétends pas qu'ici M. Malvy ait personnellement favorisé les traîtres du *Bonnet Rouge* et leur ait organisé cette sorte d'alibi en substituant Carthagène à Bilbao. Il ne m'appartient pas d'établir quelle peut être exactement la part de M. Malvy ou des divers services qui étaient sous ses ordres. Mais je dis, je crie, j'affirme, je prouve que cette filature n'était pas vraie.

Et puis, ces mêmes hommes du *Bonnet Rouge* étaient chargés de missions par la Préfecture de police. Ils recevaient des passeports. Vous entendez, vous comprenez? Dans le même moment où ils étaient mis, soi-disant, en filature, ils recevaient des missions et ils ne sont allés à l'étranger que parce qu'ils avaient des passeports.

M. EMMANUEL BROUSSE. — Et des subsides.

M. MAURICE BARRÈS. — Et je ne sache pas qu'ils aient été soumis à aucune fouille et qu'on ait jamais donné les résultats d'aucune fouille.

Un jour, pourtant, ces hommes furent pris. Dans quelles conditions?

Le 14 mai 1917, après une longue suite de mois où se prolongea cette « filature » que je ne puis qualifier que de comédie, le capitaine Ladoux, du deuxième bureau du ministère de la Guerre, se trouvait un matin, par hasard, à Bellegarde.

M. FRÉDÉRIC BRUNET. — Il y a tout de même des gens qui ont donné la permission à Lenoir de s'en aller en mission.

M. MAURICE BARRÈS. — Un homme à lui, qui savait qui était Duval, lui dit : « -- Mon capitaine, le fameux Duval est là. — Fouillez-le, répondit le capitaine Ladoux.

M. MAYÉRAS. — C'était un nationaliste ! (*Protestations à droite. — Bruit.*)

M. LE PRÉSIDENT. — M. Sembat a donné la parole à M. Barrès, mis en cause ; écoutez-le.

M. MAURICE BARRÈS. — J'entends un de mes collègues qui se préoccupe de savoir, ce qui est bien superflu, quelles pouvaient être les opinions politiques du capitaine Ladoux. (*Interruptions et bruit à gauche.*)

Sur les bancs du parti socialiste. — De Duval ! (Bruit.)

M. LE PRÉSIDENT. — M. Sembat a donné la parole à M. Barrès pour un fait personnel. Il vous demande d'écouter. Ce n'est pas équitable.

M. EUGÈNE LAURENT. — Ah ! si c'était Brizon !

M. LE PRÉSIDENT. — Pas du tout. Vous confondez tout ! M. Barrès aura la parole jusqu'au bout.

M. MAURICE BARRÈS. — Monsieur le Président, voulez-vous me permettre une observation. Je n'ai pris la parole que parce que ceux-là mêmes qui m'interrompent avec tant de persistance m'ont provoqué comme à plaisir. (*Applaudissements à droite.*)

M. LE PRÉSIDENT. — C'est ce que j'ai dit tout à l'heure, ce qui se passe est absolument injuste.

M. Barrès a été mis en cause et l'orateur vous a demandé de l'entendre.

M. MAURICE BARRÈS. — Le capitaine Ladoux dit : « Fouillez Duval et apportez-moi tout ce qu'il a dans ses poches. » On saisit sur Duval le chèque de cent cinquante mille francs, l'argent allemand, le prix de la trahison. Duval fait un affreux tapage, étonné jusqu'à l'épouvante de cette nouveauté, qui venait gâter ses voyages. (*Très bien ! très bien ! à droite.*)

Le capitaine Ladoux fut-il un instant troublé par l'arrogance de cet homme qui invoquait de si grands protecteurs ? Il lui dit : « Eh bien ! allez vous promener dans Bellegarde, vous reviendrez ce soir. » Duval va se promener dans la ville, sans que nous connaissions ses tristes réflexions, et quand il revient, le capitaine a pris sa décision : « Je garde décidément le chèque », dit-il. Duval rentre librement à Paris. Il se met en mouvement avec toute sa bande. Tous sont en danger. Ils courent. Où courent-ils ? (*Exclamations et rires à gauche.*) Au ministère de l'Intérieur. (*Vifs applaudissements à droite et au centre. — Interruptions sur les bancs du parti socialiste.*)

Que s'est-il passé au ministère de l'Intérieur ? J'entendais tout à l'heure des rires. Ils sont profondément tristes, ces rires. Le bandit payé par l'Allemagne a dit : « J'aurai gain de cause auprès du ministre de l'Intérieur ! (*Applaudissements à droite.*)

M. MALVY. — Ce n'est pas vrai !

M. MAURICE BARRÈS. — Et le bandit ne se trompait pas. Il n'y a pas de dénégation qui tienne. Les faits se dressent avec une force souveraine. Le bandit est allé causer avec votre homme de confiance, avec Leymarie. Dans votre maison, à deux pas de votre cabinet, des propos ont été tenus qui, de toutes les manières, sont profondément attristants. Les bandits ont-ils supplié ? Ont-ils menacé ? Ont-ils offert de par-

tagor? (*Réclamations sur les bancs du parti socialiste. — Nouveaux applaudissements à droite.*)

M. MALVY. — Avant la fin de l'instruction, vous n'avez pas le droit de parler ainsi.

M. MAURICE BARRÈS. — Moi, je n'en sais rien, je n'étais pas dans le cabinet du... (*Vives exclamations à gauche et sur les bancs du parti socialiste.*)

M. MARCEL CACHIN. — C'est par des insinuations pareilles qu'on a fait assassiner Jaurès! (*Applaudissements sur les bancs du parti socialiste. — Bruit.*)

M. MAURICE BARRÈS. — Messieurs... (*Applaudissements à droite.*)

(*M. Maurice Barrès fait un geste, tourné vers les tribunes d'ou partent des applaudissements. — Vives réclamations sur les bancs du parti socialiste et des gauches. — Bruit prolongé.*)

Voix nombreuses à gauche. — A l'ordre!

M. LE PRÉSIDENT. — Messieurs, deux incidents viennent de se produire; quelques personnes ont manifesté dans une tribune. (*Bruit.*)

M. DE BAUDEY-D'ASSON. — C'est la voix du pays!

M. L'AMIRAL BIENAIMÉ. — C'est la France qui parle!

M. LE PRÉSIDENT. — Ces personnes vont être invitées à se retirer.

En second lieu, je demande à M. Maurice Barrès s'il est exact qu'il ait voulu faire appel aux tribunes. (*Protestations à droite. — Bruit.*)

Messieurs, laissez-moi le soin de régler l'incident.

Monsieur Barrès, je vous demande s'il est exact que vous ayez voulu faire appel aux tribunes du public?

M. MAURICE BARRÈS. — Monsieur le Président, je demande à la Chambre de me permettre de me faire entendre sans qu'elle m'oblige à crier de cette manière. (*Exclamations sur les bancs du parti socialiste.*)

Il est certain que j'ai fait un geste, (*Mouvements divers.*) Il n'invitait nullement les tribunes à intervenir dans notre discussion. Il traduisait une phrase que j'ai entendu maintes fois prononcer à cette tribune. Maintes fois, nous avons dit : « Par-dessus vos têtes, je suis convaincu d'être d'accord avec le pays. » (*Applaudissements à droite. — Bruit sur les bancs du parti socialiste.*)

M. LE PRÉSIDENT. — En tout cas, messieurs, cette manière de faire appel au pays n'est pas admissible ! (*Vifs applaudissements sur les bancs des gauches et du parti socialiste.*)

Et maintenant que j'ai rappelé à l'ordre M. Barrès, comme il a été mis en cause par M. Sembat et comme M. Sembat vous a prié d'entendre notre collègue, je vous demande de remplir ce devoir de loyauté et d'écouter jusqu'au bout.

M. PIERRE RENAUDEL. — Je demande la parole. (*Bruit à droite.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Non, non, la parole est à M. Barrès.

M. MAURICE BARRÈS. — Nous en étions au moment où Duval, Vigo et Landau se rendent au ministère de l'Intérieur et ont avec M. Leymarie des conversations que je ne suis pas à même de rapporter. Je ne les connais pas... (*Murmures sur les bancs du parti socialiste.*)

M. LEREDU. — Attendez le résultat.

M. MAURICE BARRÈS... mais j'en connais le résultat.

Le résultat, c'est que l'invitation a été donnée par le ministère de l'Intérieur au deuxième bureau de restituer au traître le prix de la trahison. (*Applaudissements à droite et sur divers bancs au centre.*)

M. Malvy peut être tenté de nous dire : « J'ignorais ces infâmes négociations. » Mais, peu après, le 17 juin, M. Ribot est mis au courant ; M. Viviani ouvre une

instruction et M. Malvy ne peut plus arguer qu'il ignore le crime.

Ah ! sorti de son ignorance, apprenant qu'il a été indignement trompé par son collaborateur, comme il va bondir, comme il va tout briser, et particulièrement briser M. Leymarie !

Pas du tout. M. Malvy a gardé à M. Leymarie sa confiance et, pendant des semaines, M. Leymarie a continué d'occuper la plus haute situation, la direction de la Sûreté, d'où il pouvait le mieux protéger la bande infâme. (*Applaudissements à droite.*)

Je ne puis choisir qu'entre deux hypothèses : ou M. Malvy était tenu au courant, ou M. Malvy n'était pas tenu au courant. Vous voulez que M. Malvy n'ait pas été tenu au courant ? On considérerait qu'on pouvait accomplir de pareils crimes sans même se tourner vers lui ? Ah ! mais ce blanc-seing, qu'on estimait avoir de lui, est une chose infiniment grave et établit une complicité plus détestable que je ne pourrais l'imaginer. Quoi ! M. Leymarie crut pouvoir se servir du ministre dans de telles circonstances sans même l'informer, et M. Malvy a accepté ! (*Applaudissements à droite.*)

Je résume, je conclus. Un crime a été commis. Le crime, c'est d'avoir favorisé une bande de traîtres. Cette bande fut favorisée par l'argent qu'on lui remettait, par les moyens qu'on lui donnait de passer à l'étranger et de se mettre en relations avec nos ennemis ; elle a été favorisée enfin par ce fait incroyable qu'à ces hommes, que vous mettiez en filature et dont vous disiez que vous les faisiez fouiller, le jour où ils ont été trouvés porteurs du chèque de trahison, vous avez fait rendre le chèque. (*Applaudissements à droite.*)

Voilà les faits. Conscient, inconscient, cela est à préciser par l'instruction criminelle ; mais il y a

crime, puisqu'on a inculpé M. Leymarie. Et si M. Leymarie est inculpé, il n'est pas juste, dans un pays d'égalité, que le subordonné Leymarie devienne le bouc émissaire. Vous, le chef, vous êtes le complice responsable à ses côtés : Conseil de guerre. (*Applaudissements à droite et sur plusieurs bancs au centre. -- Interruptions et bruits sur les bancs du parti socialiste. -- Nouveaux applaudissements à droite.*)

La Chambre ordonne la mise en accusation de M. Malvy et son renvoi devant la Haute-Cour.

« Cette séance, écrit le député Jean Bon dans une publication intitulée *Lettre à mes mandants*, rappelait celle que nous imaginons de la Convention : accusations volant d'un bout à l'autre, poings tendus, vociférations monotones, accusé faisant la supplication aux juges, public se mêlant aux débats... L'incident capital, savamment ménagé par notre ami Marcel Sembat, ce fut l'apparition de Maurice Barrès, *Inquisiteur espagnol*, suivant l'expression du *Terminus*.

« Et je n'étais pas étonné, car cet esprit curieux et convaincu que le citoyen Sembat nous avait régala déjà au Grand-Orient — car il est aussi franc-maçon à ses heures — d'un *Torquemada* improvisé et savoureux.

« Mais combien la fiction est laissée bien loin par la réalité ! L'orateur étrange que M. Barrès ! Et comme il sut développer, donner au blâme qui lui était si bénévolement offert, un puissant relief par sa voix creuse, aux sonorités enfermées, tel qu'en un conte d'Edgar Poé.

« Dressé à son banc, avec sa silhouette maigre, de noir vêtue, prolongée d'un bras interminable, son visage pâle, émacié, cerné de cheveux en bandeaux noirs, c'était en effet l'accusateur du Saint-Office qui nous apparaissait.

« Ah ! qu'il était loin, en effet, de Renan, cet échappé d'un tableau de Zurbarán ou mieux du Greco, dont il sentit si profondément l'ardeur orientale brûlée et desséchée dans les couloirs de l'Escorial.

« Le joyeux cubisme de notre Marcel s'anéantit devant la puissance de ces touches vigoureuses, heurtées, qui formaient trait à trait une de ces effrayantes images de torture et de supplice comme en porte aux processions quelque confrérie de *Sainte-Hermandad*. »

D'autre part, un officier qui assista à cette séance historique, décrit l'intervention de Maurice Barrès, en termes pittoresques, dans un journal des tranchées *Le Poilu* :

« Soudain, un trait lancé d'une main preste (par Sembat) vise, vers la droite, un exécutant de tout premier ordre qui se trouve ainsi désigné et prié de se faire entendre à présent.

« L'artiste mis en cause, de façon si brusque, se lève, et sa silhouette d'émir arabe s'accuse en un relief saisissant. On dirait une effigie, eau-forte ou gravure sur bois, détachée de son cadre. Le front, le nez à arête vive, la lèvre supérieure sont en pleine touche de lumière ; le bas du visage et le reste du corps sont noyés dans l'ombre opaque chère aux grands maîtres hollandais.

« Un vif mouvement de curiosité se produit. Les têtes se tournent, admiratives ou déflantes ou hostiles, mais silencieuses et interrogatrices.

« Celui qu'on dénomme le Tiers regarde aussi vers l'artiste. La voix est sombre, sourde, gutturale. Nulle recherche de l'effet, du brio. Peu ou pas de gestes. Des phrases vives, alertes, précises, directes. Il dédaigne l'ampleur périodique, la disposition savante, nombreuse, symétrique et rythmée des propositions. Mais si, par éloquence, on entend l'art de persuader et de convaincre par la logique rigoureuse, animée de la noble passion du vrai, — si elle peut être définie : le son que rend une grande âme, sans aucun doute ce dilettante converti, ce poète merveilleusement doué et qui a renoncé aux jeux subtils de l'esprit pour s'adonner tout entier, intelligence et âme, aux luttes du forum et à la défense du bien public, cet homme-là est éloquent.

« D'unanimes applaudissements saluent la fin du morceau ; ils éclatent dans le public payant des loges.

« C'est le signal d'un orage. On se croirait à quelque représentation, agitée et tumultueuse, d'un opéra de Wagner après la guerre. L'artiste essaie de détailler son morceau, de l'expliquer, de le faire valoir. Mais il se heurte à la contradiction formelle, âpre, obstinée des adversaires et des opposants. Chaque tirade qu'il essaie de faire entendre est accompagnée de protestations, d'invectives, d'interruptions cacophoniques comme on doit en entendre parmi les pâles humains qui habitent aux sombres bords du Tartare. Le chef d'orchestre s'agite et clame sans succès, invitant en vain à l'observation de l'ordre et au respect de la mesure. Quelques mots percent, dominant le charivari : « Canaille !... Vendu !... La Croix !... Sac au dos ! Zigomar !... C'est vous qui êtes la cause de la guerre ! » Dans les travées d'en face, surtout, les poings se tendent, crispés, nerveux. Le public des loges continue d'applaudir. « Dans l'hémicycle, un huissier qui en a vu bien d'autres, s'exclame, sans conviction, sur un ton de basse chantante : « Silence ! Silence ! » avec le même calme que s'il eût annoncé :

« Cacahuettes ! Cacahuettes ! » ou : « Sapristi, qu'il fait chaud ! » Et de nouveau les forcenés de dégoiser à pleins poumons leurs injures : « Canaille !... Vendu !... Sac au dos !... »

« L'artiste à profil sarrazinesque clôtura sa dernière phrase par cette exclamation rude et brève, menace et sommation tout à la fois : « Conseil de guerre ! », et en disant ces mots, il regarda fixement et désigna du doigt un personnage assis au centre de l'amphithéâtre, puis il s'éclipsa, presto et insaisissable... »

« Mes regards cherchèrent alors le personnage dont les faits et gestes étaient le sujet de si violents débats et qui concentrait sur lui l'intérêt de toute cette séance si mouvementée. Pendant le discours qui venait de s'achever, il n'avait cessé de se morchiller la moustache. Son visage était pâle, exsangue, ravagé. Les traits fatigués trahissaient l'angoisse, l'atroce souffrance intérieure. Autour de lui s'agitaient, se démenaient, convulsionnés, ses partisans. L'agitation s'accroissait, *crescendo*. Les passions exaspérées étaient au paroxysme. On put craindre que l'extrême-gauche voulût descendre dans l'arène pour transformer le débat en vrai combat... Les concertants de la droite sanctionnaient de leurs applaudissements celui dont les paroles, d'une énergie sobre et d'une précision froide, avaient provoqué pareille explosion de fureurs. »

XI

LA CHAMBRE A LEVÉ L'IMMUNITÉ PARLEMENTAIRE DE M. MALVY

MERCI, SEMBAT !

1^{er} Décembre 1917.

Que peut-on distinguer et retenir qui ait une forme humaine dans le vacarme des injures et des convulsions au milieu desquelles j'ai eu l'honneur de parler, l'autre jour, à la Chambre ?

Deux arguments, Marcel Sembat m'accuse d'avoir, par ma démonstration que « *Malvy relève du Conseil de guerre* », exercé une pression sur le juge.

M. Malvy m'accuse d'avoir tenté une diversion.

Pression et diversion. Je voudrais répondre à ces deux reproches, et en montrer l'inanité. Mais d'abord éclairons la situation. Que me voulait Sembat? Pourquoi ce diable d'homme, plein d'esprit et qui évolue dans la Chambre avec une si magistrale aisance, a-t-il éprouvé le besoin de me jeter dans la discussion?

Il m'a mis en cause d'une manière si directe, à la fois courtoise et pressante, que j'ai bien été obligé de lui répondre. Je ne lui en fais pas de reproche. Il aurait dû vous prévenir, me dit-on. Bah! un ennui inattendu vaut mieux qu'un ennui sur lequel nous avons le temps de fixer par avance notre esprit. Je suis venu à pied, de Neuilly à la Chambre, sans ressentir cette gêne, ce resserrement de la gorge, cette espèce de crampe d'estomac que certains orateurs, dont je suis, éprouvent toujours avant de prendre la parole. Et puis je n'avais pas écrit, sur un sujet si grave et qui intéresse la Défense nationale, sans l'avoir sérieusement médité. Les amis de Malvy, cinq minutes après que j'avais commencé de parler, déchantaient déjà de la joie (si flatteuse) qu'ils avaient d'abord éprouvée en me voyant me lever. Leurs injures m'ont été bien douces. Et l'approbation générale de mes amis de la Chambre (que je remercie) et de l'immense public (aux lettres de qui je m'excuse de ne pas répondre) m'assure que mon exposé ne fut pas inutile. Ainsi, je remercie les collègues qui m'appelèrent à la tribune; mais pourquoi, cherchant à sauver Malvy, furent-ils si désireux de mon intervention, que je ne prévoyais pas et qui, très rapidement, les exaspéra?

Le journal *La France* me semble avoir vu clair. Il y a là un écrivain de bon sens, fort avisé, fort au courant des couloirs du Parlement, qui écrit : « On doit reconnaître que si M. Barrès a prononcé son implacable dis-

cours, c'est qu'il y a été provoqué avec insistance. On cherchait à le mettre en cause pour ouvrir le débat politique que, fort opportunément, la Chambre essayait d'écartier... »

Voilà la vérité. Pour tirer d'affaire M. Malvy, on voudrait donner à son cas une couleur politique ; on voudrait, à propos d'un homme, dont il faut savoir s'il est coupable ou non, et dans quelle mesure, mettre en mouvement tous les intérêts et toutes les passions.

Disons-le en passant, déjà M. Malvy lui-même avait tenté cette diversion et cette transformation de son affaire, le vendredi 7 juillet dernier, quand, avant d'aller au Sénat se soumettre à l'interpellation de Clemenceau, qui devait être si terrible (le 22 juillet), il tenta vainement d'obtenir de la Chambre un acquit de tous comptes.

Se rappelle-t-on la scène ? M. Malvy, à la tribune, manœuvrait pour se poser en « démocrate » méconnu et poursuivi par « les ennemis du peuple », pour avoir trop aimé les Vigo et les Sébastien Faure. Et soudain l'un de ses hommes essaya de me jeter dans le débat, en s'écriant sur je ne sais quel prêtre qui aurait reçu ou pas reçu de passeport : « Qu'en pense le président de la *Ligue des Patriotes* ? » M. Malvy s'arrêta, me regarda avec une infinie complaisance, tout prêt, l'honnête homme, à me céder la parole. Je cherchai, sans plus, mon lorgnon pour distinguer l'interpellateur. Force fut au ministre de reprendre le fil de son harmonieux discours, mais aussitôt son homme redoubla : « La parole est à M. Barrès. » Et le ministre Malvy, une fois encore, de s'interrompre et de se tourner courtoisement vers moi. Pouvais-je demeurer insensible à d'aussi excellents procédés ? Vraiment, ces messieurs voulaient entendre ma voix, qui manque d'art, et ma pensée que je ne savais pas si fort de leur goût ? Je leur fis part immédiatement d'une curiosité que

j'avais : « Un de nos collègues a la bonté de me donner la parole. J'en profite. » Et de toute ma force, je lançai dans le creux de l'estomac du ministre : « Quand arrêtez-vous la canaille du *Bonnet Rouge* ? »

Ah ! quel remous dans la vase, quel clapotis ! quel émoi ! Et comme M. Malvy devint verdâtre ! Il refusa obstinément de me répondre. Mais une heure après, M. Ribot montait à la tribune et faisait connaître le grand secret : « Un chèque a été saisi à la frontière. »

« Ces jours derniers », dit-il. Or il y avait deux mois, et le chèque avait été restitué. N'importe ! Vous savez le reste. Le déclenchement était fait, la chaîne commença de se dérouler, la vidange n'allait plus s'arrêter.

Comment M. Malvy et les siens ne furent-ils pas dégoûtés, par cette première expérience, de la tactique qu'une fois encore ils viennent d'employer en me donnant de haute autorité la parole ?

Ils ont voulu m'entendre. J'ai apporté des faits. Ces faits démontrent que M. Malvy doit être inculpé dans l'affaire du *Bonnet Rouge* pour intelligence avec l'ennemi et complicité. Et mes contradicteurs n'ont pu détruire les faits que j'apportais. Ils se sont bornés à me répliquer que je tentais une diversion et puis que je cherchais à exercer une pression sur le juge.

Il m'est facile de montrer que la diversion et la pression sont dans la manœuvre de M. Malvy, tandis que je propose de laisser se développer normalement et librement la justice.

C'est M. Malvy qui prétend être diverti de ses juges normaux pour demander des juges politiques.

C'est M. Malvy qui prétend être diverti de ses accusateurs, c'est-à-dire des officiers du Parquet militaire, déjà saisis, pour s'accuser lui-même et se faire accuser par ses amis.

C'est M. Malvy qui prétend être diverti des charges

déjà réunies (qui l'embarrassent et même qui l'accablent) pour se faire juger uniquement sur les griefs où il croit sa défense plus solide.

Moi, au contraire, je demande que les juges déjà saisis demeurent saisis. Je demande que l'instruction commencée soit continuée, et qu'elle poursuive sans détour sa marche sur les voies où elle a été naturellement engagée. Bref, je demande que la justice suive son cours.

Voilà pour la diversion. Passons à la pression.

Sembat, nous avons quelque peu une formation pareille, je veux dire qu'à vingt ans nous avons aimé les mêmes livres, suivi les mêmes maîtres et qu'à la racine de nos idées, qui peuvent différer, il y a une même méthode d'étude. Eh bien ! quand vous et vos amis, vous me reprochez de m'appuyer sur le pays pour agir sur les juges, laissez-moi vous dire que votre reproche est un moyen, une habileté, un rideau derrière lequel vous cherchez à dissimuler la manœuvre tentée par M. Malvy. La vérité est que M. Malvy, traqué par l'action judiciaire, se réfugie dans sa qualité politique, dans son influence politique, dans les escarpements de sa montagne politique, et cherche à fausser par une pression politique le mécanisme judiciaire.

Mon action sur l'opinion ne tend pas à peser sur la justice militaire. Nous savons que le capitaine Bouchardon conduit ses instructions et traîne son fardeau écrasant avec une activité intelligente, une grande indépendance et la passion de la vérité. Mais le capitaine Bouchardon n'est pas un juge d'instruction. Il n'est pas un juge ; il n'est pas le maître de l'affaire ; il est un officier qui reçoit des ordres de ses chefs. Ses chefs, quels sont-ils ? D'abord le gouverneur militaire de Paris et ensuite le ministre de la Guerre, chef suprême de la justice militaire. C'est ainsi que M. Pain-

levé, fort régulièrement, lui a donné l'ordre d'entendre Léon Daudet. A-t-il ensuite tiré librement ses conclusions? A-t-il été réellement saisi de la totalité de l'affaire? Il suffit de remarquer qu'il n'a pas entendu M. Malvy, même comme témoin.

Je demande que la justice militaire soit chargée de toute l'affaire. Quand M. Malvy réclame des juges, je les lui désigne. Et pour montrer que cette désignation est naturelle et même nécessaire, je me sers, comme c'est le droit de tout citoyen, des fragments de vérité que des déclarations officielles ont portés à la connaissance de tous.

Ces fragments de vérité, ici même et puis devant la Chambre, je les ai assemblés et mis dans leur ordre logique. Est-ce ma faute, si cet assemblage constitue déjà une démonstration entraînant? Il y a dans ce travail une pression logique à laquelle un esprit bien fait ne résiste pas. Il n'y a pas d'autre pression.

Croyez-vous donc que je dispose d'aucun sortilège pour persuader mes lecteurs et que par des tours de bras j'aurais pu, l'autre jour, émonvoir les tribunes? J'ai raisonné juste. Tout est là. Vous connaissez le mot charmant des huissiers? L'ordre leur vint de Deschanel de faire vider les tribunes qui avaient applaudi; mais eux de répondre en toute simplicité: « Toutes les tribunes ont applaudi... » Eh oui! Sombat, un raisonnement juste échauffe les cœurs et touche les esprits, et j'imagine que le grand patriote Venizelos, qui assistait à la séance, et qui a connu jusqu'au péril de sa vie, jusqu'à l'assassinat de ses amis, de nos amis, l'audace des agents vendus à l'Allemagne, approuvait silencieusement, au fond de sa conscience, une suite de faits qui ne concordent que trop avec ses propres expériences.

Un très grand nombre de députés, sur tous les bancs, dans tous les partis, savent, comme moi, que l'envoi

de M. Malvy devant un Conseil de guerre serait la bonne procédure. La seule capable de vider l'abcès. On y arrivera fatalement.

Nul des efforts désespérés de M. Malvy pour se détourner du Conseil de guerre ne peut aboutir. Il se débat, il gagne du temps, mais il ne peut rien contre cette fatalité logique, à laquelle déjà l'opinion a consenti et qui entraînera tout.

Dès maintenant, il est visible que devant la Haute-Cour l'affaire Malvy avortera.

Elle avortera, parce que les juges n'y sont pas des juges.

Elle avortera parce que sans instruction préalable, sans dossier, sans accusation, les sénateurs jugeront dans la nuit.

Elle avortera parce qu'ils ne jugeront que les griefs choisis par l'accusé, et que les autres charges, les plus pressantes, ne seront même pas examinées et demeureront.

Heureusement le vote de la Chambre n'a pas désaisi les juges militaires. Il n'est pas prouvé que le Sénat, dans des conditions si obscures et si troubles, consentira à se constituer en Haute-Cour. Le fit-il, il ne sera saisi que de deux chefs précis d'accusation. Tous les autres subsistent. Pour tous les autres, M. Malvy continue d'appartenir aux juges réguliers, normaux, je veux dire non exceptionnels, aux juges de Duval, de Vigo et de Leymarie.

Ah ! bien loin d'entreprendre sur la liberté de ces magistrats militaires, dont M. Clemenceau est maintenant le chef, nous souhaitons qu'ils s'abandonnent sans contrainte aux réactions naturelles de leurs cerveaux de juges. Il serait effroyable qu'ils subissent aucune pression ; nul ne se permettrait d'agir sur des hommes dont la besogne a quasi un caractère sacré... Mais qui peut se flatter de n'avoir pas besoin d'être

aidé? C'est le devoir de ceux qui tiennent une plume d'apporter, quand tout est obscur, leur petite lumière, et d'aider, quand tout paraît confus, à la naissance de l'ordre.

Mes contradicteurs, l'autre jour, en m'appelant à la tribune, m'ont conduit à remplir mon devoir plus largement que je ne le faisais dans le journal. Merci, mes chers collègues, merci cordialement, Sembat.

XVIII

EN REVENANT DE CHAMPIGNY

La Ligue des Patriotes.

3 décembre 1877.

J'arrive de Champigny où, la Ligue des patriotes encadrant l'immense cortège, nous sommes allés, une fois encore, sur les tombes de 1870, honorer les sauveurs de la France.

C'est une grande et féconde idée qu'eut Paul Déroulède de créer ces solennités patriotiques où l'union se resserre, où l'esprit s'émeut et se relève pour tendre au grand.

Vous pensez bien que, nul de nous n'apportait dans ce temple du plein air, sur la colline funèbre, aucune pensée qui ne fût de concorde et de piété patriotique. L'esprit encore tout poudreux des débats du Parlement, nous nous sommes pourtant bien gardés de les commenter. Je n'ai pas touché à des scènes ni à des hommes qui parlent si terriblement aux imaginations.

L'admiration et la gratitude pour nos soldats, la confiance dans leur victoire. Rien d'autre. C'est de source vive que nous avons insisté pour que tous serrent les rangs autour du gouvernement et de l'armée, autour des chefs légaux de la nation.

La trahison ne doit pas troubler l'union. Elle est en dehors. Unissons-nous contre les traîtres. Et pour qu'ils soient saisis, lions-nous aux pouvoirs réguliers. Non pas à des groupes politiques (trop tentés d'excuser un camarade), non pas à des émotions populaires, mais à la justice marchant à visage découvert et ne laissant dans l'ombre ni ses actions, ni ses pensées.

Je n'ai pas grand goût pour une Haute-Cour. C'est un tribunal politique, plein d'inconvénients. Ainsi voilà-t-il pas que pour débiter, le Sénat a nommé comme commissaire, chargé d'élaborer la procédure, un rédacteur du *Bonnet Rouge*. Le plus honnête homme du monde a pu donner son nom aux sollicitations de Vigo; nous ne confondons pas tous les collaborateurs de cette feuille immonde avec Marion, Duval, Goldsky et Landau; mais je vous laisse apprécier. Voilà un début qui crée un malaise. J'aime mieux la justice normale. Nous sommes dans un pays d'égalité et de bon sens, qui regarde avec étonnement M. Malvy s'en allant se faire juger par des camarades sur des griefs qu'il a choisis.

Quoi qu'il en soit, une fois mes réserves faites, j'ai confiance que le gouvernement veut la justice.

L'attitude de Clemenceau et de ses ministres a été excellente dans les derniers débats. Notre Premier fut d'une forte brièveté. Il s'est moins livré et traduit par des paroles que par son attitude. En voilà un qui ne s'occupe pas à faire le camarade et le bon garçon ! En temps de guerre, l'autorité doit se faire craindre et respecter. Rappelez-vous ce qu'il a dit :

« Je serais un misérable, si j'étais capable de pour-

suivre des rancunes personnelles... J'aurai la volonté implacable, mais non exempte de ce que les anciens appelaient la charité humaine... Il faut nous laisser encore un crédit de quelques jours ; ce ne sera pas long... Le gouvernement fera tout son devoir. »

Son devoir, c'est d'abord de mettre le capitaine Bouchardon à même de poursuivre l'instruction qu'il a commencée. Là-dessus, Clemenceau, toujours en quatre phrases, est très net :

« Les instructions en cours ont été retardées dans des conditions que la Chambre connaît. Tous les jours nous découvrons de nouveaux dossiers... Hier encore nous avons découvert un nouveau dossier Bolo que nous ne connaissions pas, qui était ailleurs depuis des mois et des mois... »

Peu après, sur une phrase de M. Jobert, il renforçait encore d'un mot sa révélation :

« Et je n'ai pas tout dit », jetait-il à son auditoire.

En effet, j'entends dire qu'un dossier Bolo fut gardé en route pendant six à sept mois et ne parvint au parquet militaire qu'en octobre 1917.

Voilà ce qui confirme avec une force prodigieuse ce que je disais l'autre jour à Sembat. Nous ne songeons pas à peser sur la justice militaire, mais à la délivrer.

Il faut se rappeler la différence qu'il y a, de par la loi, entre la justice civile et la justice militaire. Le magistrat instructeur, dans la justice civile, est libre. Nul ne pèse sur lui. Il est un juge dans toute la force du terme. Mais le capitaine-rapporteur n'est pas un juge. Il instruit l'affaire et rend compte à ses chefs qui prennent toutes les décisions. Je vous ai déjà donné l'exemple de Painlevé ordonnant au capitaine Bouchardon d'entendre Léon Daudet. Maintenant nous venons d'apprendre qu'on refusait au même Bouchardon les dossiers concernant Duval. On donnait Daudet, on refusait Duval. Comment ? Pourquoi ? Dans

quelle mesure? C'est encore Clemenceau qui nous l'a raconté brièvement à la Chambre : « Lorsque le juge d'instruction a interrogé Duval pour la première fois, il lui a parlé de certains documents. Et Duval de dire : « Pourquoi m'interrogez-vous sur ces documents? Vous les avez. — Comment? — Oui, ils sont au bureau des renseignements, à la Préfecture de police. — Vraiment! Pourquoi ne me les a-t-on pas communiqués? — Demandez aux agents. »

« On fait venir le chef du bureau de la Préfecture de police. Il répond que c'est le secret professionnel. »

Ah bien! Sembat, si vous trouvez que moi, simple écrivain, isolé, je pèse sur le juge d'instruction, qu'est-ce que vous nous direz de ces prodigieuses manœuvres des puissants de ce monde, qui pour innocenter leurs amis cachent les documents du débat?

Espérons que nous voilà sortis de ces sinistres mystifications. Le gouvernement échappe aux opinions et aux méthodes particulières pour être l'homme de la Défense nationale. Le salut public exige impérieusement que soient démasqués les traîtres et les demi-traîtres, les conscients et les inconscients. L'effondrement du sol en Russie, les profondes crevasses d'Italie, nos trop larges failles nous obligent à mesurer avec quelle puissance, avec quelle méthode criminelle l'Allemagne sait travailler à la désagrégation des peuples qu'elle veut asservir.

Les projets des Allemands étaient publics; mais leurs moyens, secrets. Après avoir développé secrètement leur force militaire, au point d'atteindre à un degré de puissance qu'ils pouvaient croire irrésistible, ils s'étaient assuré des influences et des concours dans les milieux dirigeants de chaque pays.

De ces influences nous allons mourir. Ce n'est pas notre gouvernement qui a su les voir, c'est le gouvernement américain et une poignée de patriotes français.

La trahison, sous nos efforts, est maintenant un chêne à demi-déraciné, dont on se demande seulement à quelle minute, sous quel coup de vent il tombera. Redoublons d'énergie, mais en même temps de fraternité. Malgré la trahison et contre la trahison, soyons Union sacrée.

XIX

L'AVEUGLEMENT CRIMINEL

Mademoiselle Hélène Brion.

5 Décembre 1917.

Je reviens sur la cérémonie de Champigny. Beaucoup de personnes ont été frappées de sa valeur exemplaire. L'accord parfait avec lequel, d'un bout à l'autre, les actes et les paroles se sont déroulés est à la fois un signe et une promesse.

À lire certains comptes rendus, on pourrait croire qu'il y eut deux cortèges, celui de la municipalité de Champigny et celui de la Ligue des Patriotes. Pas du tout. Le rendez-vous était à deux heures et demie dans la mairie même de la petite ville, et nous sommes partis tous ensemble pour monter au monument et prononcer les discours.

Plusieurs discours? Non pas, ce fut plutôt un seul discours, dont nous prononcions chacun une strophe. Sans nous être entendus, nous avons tous répété, chacun avec son accent, un même thème : la nécessité de maintenir la discipline nationale, la nécessité de nous

soumettre, quelles que soient nos pensées propres, aux conditions que réclame le salut de la France.

Nous ne nous étions pas concertés avant la cérémonie. Pourtant je ne voudrais pas changer un mot aux discours qu'ont prononcés les socialistes Deslandres et Albert Thomas. Et ces derniers ont montré à Ambroise Rendu et à moi qu'ils approuvaient toutes nos paroles. Je parlais juste avant Albert Thomas ; il avait écrit son discours ; s'il ne l'avait pas lu, j'aurais pu croire qu'avec son grand talent il se saisissait immédiatement de ma pensée pour l'exprimer avec plus de force.

Écoutez son exposé du rôle des diverses familles spirituelles françaises : « Chacun de nos partis représente une France et notre patrie commune est faite de toutes ces Frances réunies. Les uns rêvent le triomphe des anciennes traditions : le souvenir même de ces traditions peut exalter des courages français. D'autres rêvent de la France démocratique défendant et proclamant le droit, et leurs idées sont un précieux moyen de lutte contre l'ennemi. » Que ces fois diverses nous soutiennent dans cette crise. Elles le peuvent : « A nous d'organiser la discipline nationale. La France est attaquée, il faut la défendre, il faut qu'elle vive. Là-dessus ni hésitation, ni capitulation possible. »

Les lecteurs de *l'Écho de Paris* sont tout acquis à cette vigoureuse manière de penser, que nous avons reçue des combattants et qu'illustrent d'innombrables voix surgies des tranchées. Comment certains esprits peuvent-ils se soustraire à des vues si salutaires, si vraies ?

Je viens de recevoir un appel en faveur de Mlle Hélène Brion, la jeune institutrice qui a été arrêtée pour propagande défaitiste. Cet appel est composé de deux feuillets imprimés, l'un contenant les raisons invoquées par douze protestataires en faveur de leur camarade, l'autre destiné à recevoir les signatures de tous

ceux qui voudront approuver les actes de l'inculpée.

Voici en résumé et dans l'essentiel les arguments qu'invoquent les pétitionnaires : « Nos militants les meilleurs, disent-ils, écrivains, instituteurs, propagandistes, versent leur sang pour défendre la liberté de penser, de parler et d'écrire. Cette liberté est-elle un leurre? Si oui, si le régime de la France ne vaut pas mieux que celui de l'Allemagne (si Hélène Brion n'a pas le droit de dire et d'écrire tout ce qui est selon son cœur), pourquoi nous battre? »

J'admets la bonne foi de ceux qui écrivent ces lignes, mais quelle ignorance absolue de cette discipline sociale réclamée par leur leader socialiste pour le bien de la France ! Quoi ! Mlle Brion n'accepte pas de restreindre son « droit d'opinion », dans le moment où toutes les familles de France supportent de si cruelles restrictions et amputations? Elle ne voit pas que c'est l'intérêt de tous et le sien propre de se soumettre aux conditions du salut public?

Nous avons été attaqués par les Allemands. Pourquoi? Parce qu'ils considèrent qu'il leur est avantageux de refaire à leur profit la carte du monde. Nous avons été attaqués à l'improviste, pris traîtreusement à la gorge ; nous nous défendons, nous cherchons à nous dégager de cette étreinte mortelle, à rejeter nos ennemis chez eux, à les affaiblir militairement, à les mettre dans l'impuissance de recommencer.

Quand on a constaté le vice, la brutalité, la menace, il faut dresser l'appareil de la résistance, ou se résigner ignominieusement.

Tous les faits de trahison consciente ou inconsciente qui se dévoilent depuis des mois font partie d'une immense entreprise, dont nous devinons bien que des régions importantes demeurent dans l'ombre. Ils ne sont que des mouvements fragmentaires d'une manœuvre d'ensemble. Cette manœuvre générale vise à

créer la lassitude morale et à obtenir une paix qui soit la paix économique utile aux Allemands. Utile aux ouvriers allemands, notez-le bien, car, dans leur orgueil de « race élue », ils rêvent (Andler l'a révélé) d'avoir pour sous-ordres, pour manœuvres, les ouvriers des autres pays.

L'appel pour Hélène Brion et « pour la défense du droit d'opinion » nous énumère tous les titres de l'accusée. Elle est « institutrice, secrétaire de la Fédération des syndicats d'instituteurs et institutrices publiques de France et des colonies, secrétaire de l'Orphelinat ouvrier d'Épône, archiviste de la Section socialiste de Pantin, membre du Comité confédéral de la C. G. T., membre du Comité d'action, membre de la Commission du comité pour la reprise des relations internationales et de diverses associations féministes ». Que deviendront tous ces groupements si la France est vaincue? Mlle Brion pense-t-elle pouvoir s'accommoder de l'effroyable discipline à l'allemande? Je crois qu'elle ne soupçonne pas la dureté et la grossièreté du caporalisme prussien. La pauvre enfant aimerait mieux mourir sur l'heure que de se plier au rôle d'esclave que l'Allemagne prussienne réserve aux vaincus français.

Cet après-midi même, on me montrait un chien qui appartenait à un officier boche et qui a été dressé à la prussienne. C'est un spectacle instructif, pour qui sait voir, de constater la terreur de ce bel animal sitôt qu'on élève la voix ou qu'on fait mine de chercher un fouet. Ah ! mademoiselle, j'ai horreur que l'on fasse d'un être qui a une sensibilité un instrument. C'est déjà bien assez pénible que tant de gens soient si durs avec les chiens, avec les chevaux de siacre, avec les bêtes. Cela déjà fait la vie triste. Mais avec les femmes, avec les enfants ! Vous savez les horreurs qu'accomplissent les armées allemandes et que justifient les

civils allemands. Quand vous admettez de laisser écraser la France et d'accepter notre asservissement, vous consentez à une régression de l'humanité, vous consentez à ce qui vous est à vous-même, telle que je crois vous comprendre, le plus insupportable.

Les Allemands ont poursuivi deux buts en même temps ou à peu d'intervalle : ils ont mené un effort pour nous terroriser et un effort pour faire oublier leurs atrocités.

Il ne faut pas s'y tromper, ce sont deux sortes de courants qui aboutissent au même point. Il s'agit pour les Allemands qu'à un instant donné ils se trouvent devant une France qui, même victorieuse, serait prête à se constituer en société avec eux.

Est-il possible que des Français entrent dans leur jeu ? Des Français se sont donné pour tâche la justification des Allemands ; des Français poursuivent dès maintenant un rapprochement qui serait la victoire même de la grande industrie allemande, étroitement associée au Grand État-Major allemand. Un professeur de l'Université française a osé demander qu'on effaçât des manuels « tous les éléments de haine ».

Il est très probable que vos préjugés vous empêchent de m'entendre, mais vous, socialiste, écoutez donc Albert Thomas, et, institutrice, méditez les raisons que vos collègues de l'Université exposaient dimanche dans la solennité de la Sorbonne.

Nous tous, écrivains, orateurs, professeurs, qui avons quelque action sur l'opinion publique, portons-nous une part de responsabilité dans l'ignorance et l'aveuglement des défaitistes ? Avons-nous mis assez vigoureusement en pleine lumière la tactique de l'Allemagne ?

La décomposition de la vie russe, la débâcle de cette immense armée, quel spectacle, quelle leçon ! Les résultats que l'Allemagne veut obtenir chez nous,

mesurons-les d'après ceux qu'elle a poursuivis et obtenus en Russie. Comprenons les méthodes allemandes, dont les résultats, dans tous les pays alliés, nous crèvent les yeux.

Est-ce que vous ne voyez pas dans une clarté fulgurante, à cette heure, que le Grand État-Major de Berlin poursuivait (en même temps que l'organisation de la suprématie militaire et navale allemande) la désorganisation des forces sociales et militaires des États concurrents?

Mlle Brion et ses amis, qui détestent le militarisme allemand, se trouvent (à leur insu, je n'en veux pas douter, jusqu'à preuve du contraire) être les collaborateurs intimes de ce militarisme. Le sait-on suffisamment? L'avons-nous bien expliqué, commenté, rendu évident?

Pour continuer d'éclairer les tragédies de la trahison, mettre de l'ordre et de la logique dans la situation, bref pour la rendre intelligible, je voudrais, dans une nouvelle suite d'articles, essayer de dégager les arcanes de l'Empire allemand, son double secret, ses moyens de règne.

P.-S. — De l'armée, depuis plusieurs semaines, chefs et soldats m'écrivent :

« Il nous faut des imperméables pour les combattants : nous entrons dans le quatrième hiver de la guerre, sans que chaque soldat soit doté de l'indispensable imperméable ! »

Une pluie d'un quart d'heure mouille pour des jours le soldat qui occupe la tranchée.

L'expérience nous prouve que le vêtement en toile huilée forte, avec manches et capuchon, que « touchaient » nos territoriaux travaillant aux routes, ou bien le « suroit » du marin, en toile huilée également, seraient des modèles pratiques.

Je ne m'adresse pas au public, qui n'y peut rien, mais à l'intendance. N'oublions pas que le « mieux-être » du soldat, c'est beaucoup de son moral.

XX

UNE NOUVELLE ÉTAPE DE M. WILSON

L'aide américaine.

7 Décembre 1917.

Les Américains continuent leur puissant effort. Les malheureuses affaires d'Italie et de Russie leur ont montré quelle formidable besogne reste à accomplir si l'on veut vraiment, selon la formule qu'ils aiment, rendre le monde « sûr pour la démocratie ». Les Américains les plus conscients des destinées de leur pays voient de plus en plus dans la guerre une occasion de procéder enfin à la grande malaxation qui donnerait à tous les nouveaux venus leurs vraies lettres de naturalisation. L'expérience est délicate : les ferments proprement américains seront-ils assez forts pour donner une forme à des masses, sur certains points encore un peu chaotiques et confuses ? C'est la grande énigme d'outre-mer, et cette refonte d'une nation est infiniment passionnante.

J'ai confiance (d'après ce que me disent les meilleurs témoins) que les États-Unis sont en train de prendre une conscience plus sûre d'eux-mêmes et de se connaître davantage comme une patrie en même temps qu'ils veulent maintenir toutes les patries contre les prétentions allemandes à la domination

universelle. Le président Wilson a été une fois pour toutes blessé, choqué, scandalisé, au sens biblique, par les dénis de justice et les violations de la foi jurée qui sont la menue monnaie de l'Allemagne actuelle. Il n'y a pas de haut esprit en Europe qui ait voué une aversion plus déterminée aux Hohenzollern.

Ajoutez qu'il n'y a pas de souverain au monde qui dispose à cette heure d'un pouvoir égal à celui de ce président de République.

Et c'est un maître en stratégie politique. Il fait avancer sa pensée par étapes. Il avait, avant toutes choses, à persuader ses concitoyens que leur tâche glorieuse est d'assurer le juste, libre et pacifique développement des peuples, en opposition avec cette Allemagne qui veut imposer par la force son joug à l'univers. Il a d'abord paru répudier l'idée d'un boycottage économique : « C'est le gouvernement allemand, ce n'est pas le peuple allemand, disait-il, que les États-Unis veulent frapper. » Mais si le gouvernement allemand ne cède pas, si le peuple allemand ne s'élève pas jusqu'à imposer à ses maîtres une politique humaine et respectueuse de la liberté des autres peuples, alors il faudra bien recourir à toute combinaison propre à sauver la liberté du monde. Et peu à peu le Président, qui avait été amené à rechercher la décision par une campagne militaire et navale, appuyée par l'embargo et le blocus, a bien vu qu'une guerre sans décision serait fatalement suivie d'une guerre économique.

Le système qui a produit la guerre n'était point purement militariste ; c'était une alliance entre le Grand État-Major de Berlin et l'immense peuple des patrons et des ouvriers. L'industrie et le commerce allemands attendaient de cette guerre leur domination propre sur le reste du monde. Dès lors, l'arme économique est tout indiquée contre de tels adver-

saires. C'est elle qui est capable de briser les fondations mêmes sur lesquelles repose tout le système allemand de terrorisme militaire et de pénétration commerciale.

Après avoir temporisé, après avoir laissé aux faits le temps de persuader ses concitoyens, Wilson saisit cette arme : Si le peuple allemand ne se nettoie pas, il sera « impossible d'admettre l'Allemagne aux libres rapports économiques ».

Grande riposte, impatiemment attendue et qui va droit au cœur de nos ennemis.

Nous n'éclairerons jamais assez ce côté principal de leurs ambitions. Écoutez ce que demande l'Association allemande des traités de commerce :

Il faudra que les citoyens allemands soient autorisés à établir partout où ils voudront des agences ou entreprises ; qu'ils puissent posséder des biens mobiliers ou immobiliers ; que l'Allemagne puisse fonder à l'étranger des écoles et des chambres de commerce.

On devra exiger que les Allemands jouissent des mêmes droits que les nationaux et ne soient frappés d'aucun impôt particulier. Leurs marchandises devront être traitées comme les marchandises nationales. Toute désignation d'origine des marchandises devra être prohibée.

La quantité de matières premières à fournir à l'Allemagne ne pourra être limitée. Il faudra des garanties que les prix de ces matières premières ne soient pas exagérés.

Nous devons interdire toute prime d'exportation pour des articles capables de nuire aux importations allemandes.

Nous ne pouvons admettre aucun boycottage des produits allemands.

Par ces mesures, jointes à l'énergie de notre peuple, nous arriverons à être plus forts qu'auparavant.

J'ai sous les yeux une page intéressante où M. Paul Petit, directeur de l'École de brasserie de Nancy, laissant de côté les fantaisies allemandes et ne retenant que leurs économistes de poids, examine les volontés exprimées par M. Gothein, député au Reichstag, conseiller des mines, en date de janvier 1917. Il montre qu'en prétendant hypocritement à une entière réciprocité, nos ennemis poursuivent leur but, qui est d'étouffer notre industrie comme notre commerce et de les absorber. Ils ont pensé faire un grand pas dans cette voie en détruisant nos mines, en dévalisant nos usines. C'était une manière simpliste de se procurer des débouchés pour leur houille et leurs machines. Mais cela ne leur suffit pas encore, et ils veulent être assurés que l'Internationalisme économique leur assurera toute tranquillité contre la concurrence de nos propres usines.

Les Allemands affectent de croire que le monde se bat seulement pour l'Alsace-Lorraine, et en toute première ligne de ce qu'ils ne veulent pas donner, ils placent bruyamment l'Alsace-Lorraine : « Jamais, jamais, nous ne la rétrocéderons », disent-ils. Mais leur principale préoccupation, leur angoisse, c'est autour de la question économique. L'Allemagne veut la dictature économique du monde et sait qu'elle mourrait d'un blocus d'après-guerre.

Comprenez-vous dès lors pourquoi, parmi nous, certaines gens se sont donné pour tâche la justification des Allemands ?

Les Allemands ont poursuivi deux buts en même temps ou à peu d'intervalle (je répète ce que je disais hier, à propos d'Hélène Brion) ; ils s'efforcent de nous terroriser, ils s'efforcent en même temps de nous faire oublier leurs crimes ; ces deux sortes d'efforts convergent pour nous amener à entrer en société avec eux.

Par-dessus tout, ce que les Allemands redoutent, c'est que notre ligue militaire se transforme en ligue économique. De là cette campagne forcenée qu'ils font mener à travers le monde pour la Société des nations.

La Société des nations ! C'est une idée qui plaît à de fort honnêtes gens, parce qu'elle n'est pas clairement définie. On est dans l'équivoque. Il y a des personnes pour dire : « On la fera sans les Allemands. » Mais alors, c'est l'Entente. De cette Société des Alliés, nous sommes tous partisans.

Nos gouvernants ont fait à la tribune, de fois à autre, au cours de cette guerre, de bien pitoyables déclarations de principes. On nous a servi d'une manière très confuse l'éloge de la Société des nations. Accepter l'Allemagne dans cette société, c'est permettre qu'elle reprenne sous la forme économique son dessein d'hégémonie territoriale ; l'exclure, c'est s'entendre à l'Entente. Pourquoi dès lors ne pas parler simplement de l'Entente. Pourquoi créer une équivoque ?

Trop de mots jetés à la tribune troublent l'intelligence française. L'idée de Société des nations, si on la prend dans sa plénitude claire et simple, renferme les clauses de notre défaite, et implique la satisfaction des convoitises de l'Allemagne.

La vraie Société des nations, celle où entreraient demain toutes les nations, est ardemment désirée par l'Allemagne. Il n'est pas de thèse qui soit plus chère, plus nécessaire à nos ennemis. Ils multiplient les efforts pour que nous oublions. De là l'ignoble campagne de tous les *Bonnets Rouges* contre ceux qui veulent que l'on se souvienne. De là la juste suspicion qui s'attache au système adopté durant trois années par le ministère de l'Intérieur, sous la direction de MM. Malvy et Leymarie, pour faire une guerre atténuée et pour

maintenir des relations complaisantes avec un tas de Boches et de bochisants, avec des naturalisés inquiétants que le gouvernement militaire de Paris eût voulu traiter selon la rigueur des lois.

« Les Français, écrivait il y a peu le professeur allemand Schmoller, sont légers, superficiels ; ils ne sont pas méchants et oublient volontiers ; nous finirons bien par nous entendre. »

Que pensez-vous des Français qui en pleine guerre fond des accords avec les Boches ? Ils relèvent du Conseil de guerre, ou, si vous préférez, de la Haute-Cour. Que les efforts de la propagande allemande soient démasqués en France, c'est une victoire, et que le président Wilson fasse un pas de plus dans la guerre totale, c'est encore une victoire. Les drames honteux de la Russie instruisent le monde, et de cet excès de mal commence à sortir quelque bien.

XXI

LA SOCIÉTÉ DES NATIONS CONTRE L'ALLEMAGNE

L'aide américaine.

10 Décembre 1917.

Que veut Wilson ? Que pense-t-il ? Nous désirons tous connaître exactement et familièrement où ce grand allié nous guide. Qu'est-ce donc que cette Société des nations qu'il invoque, au nom de laquelle il parle ?

Société des nations ! terme équivoque et trouble. Nos dirigeants commirent une faute lourde quand ils en tirèrent des effets de tribune. Leur formule était vide, ils n'avaient pas pris souci de la remplir, et autour d'eux chacun s'empressait d'y mettre sa marchandise. Ils eurent le tort de laisser croire qu'une Société des nations pouvait exister avec l'Allemagne ; ils eurent le tort surtout de le laisser croire à l'Allemagne.

Mais lui, Wilson, il est très net. Aujourd'hui, il a vidé sa conception de tout ce qu'elle contenait d'obscur et de dangereux. Il ne fait plus de la Société des nations une invitation à l'Allemagne : il s'en sert comme d'une arme contre l'Allemagne.

Suivez le mouvement de sa pensée. Ce qu'il veut établir, ce n'est pas une sorte de communisme international où les patries dissoudraient leur individualité. L'idée de Société des nations, telle qu'il l'entend, n'enlève rien de son énergie à l'idée de patrie. Elle est pour lui simplement une image, un symbole destiné à faire comprendre qu'il y a quelque chose au-dessus des nations. Les nations possèdent un trésor en commun. Les nations sont soumises à une règle commune dont la violation comporte des sanctions.

Wilson est un juriste. Revenez toujours à comprendre que telle est la dominante de cette grande figure. Son ambition est de transporter dans la communauté internationale les règles et les sanctions qui s'appliquent à la vie sociale. Dans son esprit, la Société des nations a le caractère d'un symbole juridique. Elle lui permet de mettre en action les règles du droit international, d'imaginer un tribunal, un coupable et une peine. Une nation a-t-elle violé le droit des gens, elle encourt une sanction. Laquelle ? L'exclusion de la Société des nations.

Écoutez-le parler, méditez ce beau texte d'où

rayonne une parfaite clarté, voyez comme il met, l'une près de l'autre, l'accusation et la condamnation, comme il définit le crime et proclame le châti-
ment.

« Cette horrible chose, dit-il, dont les maîtres de l'Allemagne nous ont montré la face hideuse, cette menace d'intrigue et de force combinées que nous voyons maintenant clairement être la puissance germanique, une chose sans conscience ni honneur, ni capable d'une paix sérieuse, doit être abattue, et si elle n'est pas absolument anéantie, au moins doit être exclue des réunions amicales entre les nations. »

Châtiment purement moral, le droit international est privé des sanctions immédiates de la force, mais ce n'est pas à dire qu'il soit tout désarmé. La séparation d'avec la société, la réprobation publique, le déshonneur et la honte, c'est, dans le domaine des relations sociales, la sanction qui accompagne toutes les autres et qui toujours en augmente l'effet ; c'est pour beaucoup de fautes la seule sanction et qui suffit. Le criminel est exclu de la communauté ; il est séparé. Ainsi la nation coupable. Nous retrouvons là cette idée de communion des peuples qui est à la base de la Chrétienté. La menace du président Wilson a toute la solennité d'une excommunication.

L'Allemagne sera retranchée de la communauté spirituelle, comme elle est exclue des « libres rapports économiques ». A côté du blocus économique, Wilson institue le blocus spirituel.

Terrible menace et que Wilson, cette fois, n'adresse plus au seul gouvernement allemand, mais au peuple allemand lui-même. C'est là un progrès important de sa pensée prudente, Il reconnaît que c'est surtout, sur le sozial-demokrate comme sur le junker, que la pression doit s'exercer et que tous, en définitive, doivent subir le châti-
ment.

Mais ce châtement, ce n'est pas seulement dans l'avenir qu'il faut le placer. Pour en tirer tout le profit auquel nous avons droit, nous devons reconnaître et proclamer qu'il est actuellement réalisé. Dès aujourd'hui, il n'agit plus sur l'ennemi comme la crainte d'un mal futur hypothétique ; il agit comme le désir anxieux d'échapper à un mal présent certain. La question n'est pas de savoir si après la guerre le blocus devra être établi, mais s'il devra être maintenu. Et il est de notre intérêt le plus pressant de ne laisser à l'Allemagne à cet égard aucune espérance.

Le charmant Verhaeren, si pur, épris de fraternité, a trouvé dans son cœur des paroles brûlantes, un testament de vérité : « L'instinct de conservation nationale nous prescrit désormais la haine comme un devoir. Ce n'est que pour l'amour ou pour la haine que les peuples font de grandes choses. Notre libération est une grande chose. Au reste, entre l'amour et la haine, les Allemands ne nous ont pas donné le choix » (*la Belgique Sanglante*, p. 23).

La haine de l'Allemagne, le blocus spirituel de l'Allemagne, son retranchement de la communauté des peuples civilisés, de la Chrétienté, ce n'est pas seulement un levier pour les grands sacrifices qu'il nous reste à consentir. C'est aussi, dans toute la force du terme, un gage, c'est le gage essentiel des Alliés.

La victoire est multiple. C'est celui qui détiendra, le jour venu, les gages les plus importants, qui dictera ses conditions.

L'Allemagne fait grand état des territoires qu'elle occupe. Nous aurons à les lui ravir. Mais nous avons dès aujourd'hui contre elle cette malédiction universelle qui s'est élevée de tous les points du globe et qui, si le peuple allemand persiste dans sa folie collective, ne lui permettra pas de respirer ni de vivre.

Faute de s'être suffisamment attachés à cette

idée, beaucoup parmi nous n'ont pas compris l'importance des interventions qui se sont produites à nos côtés. Ils les ont crues platoniques. Mais l'Allemagne, quand elle a vu se ranger successivement sous nos bannières les Républiques américaines et les grands États asiatiques, je suis sûr que dans son cœur sauvage elle a frémi. Elle entendait à chaque fois se fermer la porte d'un peuple.

Le rêve de l'Allemagne, c'était de réduire les autres nations en esclavage, et, maîtresse du monde, elle pouvait se passer d'être aimée. Mais si ce rêve a échoué, s'il lui faut continuer de vivre, nation parmi les autres, elle devra retrouver sinon la confiance des peuples, du moins une certaine tolérance. Et cette tolérance, il faudra qu'elle la paie. Il faudra qu'elle se soumette.

Tel est le contenu positif de l'excommunication wilsonienne ; telle est la valeur, qu'il faut affirmer décisive, du gage moral détenu par les Alliés. De ce blocus spirituel, le blocus économique n'est qu'un des aspects. Et quand, par impossible, l'Allemagne parviendrait à nous dicter les traités économiques qu'elle désire, à quoi lui serviraient-ils, si l'accès du monde presque entier demeurerait interdit aux Allemands ? Elle resterait enfermée dans son orgueil et bloquée dans sa victoire.

Sans détourner notre pensée de tout ce qui nous reste à accomplir dans l'ordre de la matière, comprenons, développons, préservons notre grande force spirituelle. Rien de ce qui est allemand ne doit plus sortir d'Allemagne ni demeurer chez nous. Tenons le commerce avec l'Allemand pour une trahison, chassons les Allemands où qu'ils soient, contrôlons dans tous les ordres de l'action ou de la pensée les valeurs germaniques, favorisons tout ce qui peut resserrer l'isolement de l'ennemi. Comme nos soldats gardent

la frontière militaire, nous avons pour garder la frontière morale nos justes passions. Défendons-les contre le torrent des banalités humanitaires. Défendons-les contre la trahison.

La trahison, comme la victoire, est multiple. S'ils n'ont pas livré nos secrets militaires, MM. Caillaux et Malvy ne se justifieront pas d'avoir donné à l'ennemi par leur politique insensée et par leurs manœuvres criminelles l'espoir de trouver une fissure dans l'implacable muraille. Chaque jour ils faisaient dire par leurs *Bonnets rouges* que les Allemands n'ont pas commis de crimes, qu'ils ne sont pas responsables des crimes de leurs chefs, que tous les gouvernements sont coupables, et ils oubliaient d'aimer Corneille et Pascal pour louer sans à-propos Kant et Wagner. Pour détruire l'effet de la menace d'isolement qui pèse sur l'Allemagne, ils allaient répétant chaque jour que la paix définitive ne pourra s'accomplir que par l'accord intime et total.

A l'heure où l'Allemagne prépare contre nous un effort qu'elle croit décisif, rejetons les sophismes suspects, défendons notre union contre l'assaut intérieur, enfin ne tardons pas à châtier les traîtres.

P.-S. — Je crois utile de rappeler que la *Fédération nationale des mutilés* a créé depuis quelques mois, au 140 des Champs-Élysées, des cours à l'usage des officiers grands blessés. Ils y trouvent une préparation soit aux fonctions administratives, soit à la vie commerciale.

Dans le même esprit, je voudrais signaler que (sur la proposition de Louis Marin) il va être créé, aux Affaires étrangères (au service du chiffre), des emplois réservés aux officiers et soldats mutilés. Un décret déterminera dans quelles conditions le recrutement sera fait, et au siège de la Fédération (63, Champs-

Élysées), nous donnerons tous renseignements aux intéressés.

XXII

M. JOSEPH CAILLAUX

DEVANT LE JUGE MILITAIRE

12 Décembre 1917.

Des crevasses s'ouvraient dans le sol sous nos pieds. Au fond l'on voyait tantôt un Vigo, un Marion, un Duval, un Bolo, un Leymarie, d'autres encore, et toujours la grande ombre projetée de M. Joseph Caillaux.

M. Joseph Caillaux est le maître du bal. Mais ce n'est pas le jour de refaire son portrait. L'instruction et le réquisitoire vont se développer régulièrement quand la Chambre aura voté.

A cette heure, laissant l'accusé, je veux parler seulement de la juridiction militaire, très heureusement et régulièrement choisie.

Dès le premier moment, j'ai dit qu'il fallait préférer le Conseil de guerre à la Haute-Cour dans l'intérêt de la justice, dans l'intérêt de la paix publique et dans l'intérêt de l'accusé lui-même. J'ai demandé que M. Malvy fût laissé à ses juges naturels, à ceux qui sont déjà saisis, aux juges militaires. L'information ouverte par le gouverneur militaire de Paris contre les bandits du *Bonnet Rouge* établit contre M. Malvy un ensemble de présomptions et de charges, qui suffisent à justifier son inculpation. Je l'ai montré ici-même et devant la Chambre, et puisque M. Malvy

demandait des juges, je lui désignais ceux qui ont déjà engagé avec son ami Leymarie une conversation où il ne serait pas de trop.

Les mêmes raisons valent pour l'inculpation de M. Joseph Caillaux devant la justice militaire.

Que cette solution soit la meilleure, les difficultés que rencontre la constitution de la Haute-Cour et la bizarrerie juridique de la proposition de loi que vient de voter le Sénat suffisent à le prouver.

S'il se déroule selon les rites improvisés par le Sénat, le procès Malvy ne ressemblera nullement au procès pénal tel qu'il est défini par les principes les mieux établis de notre droit. Il y manquera ces deux institutions essentielles sans lesquelles nous ne concevons plus une véritable justice criminelle : le ministère public et l'instruction préalable.

Le procès pénal, comme le procès civil, suppose deux plaideurs soutenant chacun leur thèse et placés dans des conditions d'égalité rigoureuse. Pour que la justice soit bien rendue, il faut que les deux thèses contraires soient confiées à des mains également intéressées à les faire triompher. Il faut de chaque côté, pour manœuvrer la troupe des témoins et le bataillon des arguments, un metteur en scène, un chef de chœur. Il faut de chaque côté un dossier organisé et quelqu'un qui tienne ce dossier et qui le défende.

L'une des parties, c'est l'accusé et son défenseur, et l'on peut compter sur eux pour conduire leur affaire. L'autre partie c'est l'État, représenté par le ministère public, organe du pouvoir exécutif. C'est le ministère public qui prend l'initiative de la poursuite, qui provoque chacun des actes successifs de la procédure, qui requiert l'ouverture de l'information, la mise en accusation, enfin la condamnation. A chaque moment d'ailleurs il peut se désister, abandonner sa poursuite.

S'il la maintient, c'est qu'il la croit fondée. Aussi lorsqu'il arrive à l'audience, il est le véritable auteur de l'accusation, et c'est son œuvre qu'il vient défendre. Au Conseil de guerre, M. Malvy eût trouvé devant lui le commissaire du gouvernement, représentant du ministre de la Guerre, Mais que va nous offrir à cet égard la Haute-Cour?

Ici nous assistons à la déroute de tous les principes et l'on nous conduit à la confusion, à l'incohérence et à l'arbitraire.

D'abord ce n'est pas le pouvoir exécutif qui a pris l'initiative de la poursuite. C'est la Chambre des députés qui accuse. De ce fait qu'il faut bien accepter, quelle eût dû être la conséquence logique? C'est que la Chambre, représentant en la circonstance l'État, devait jouer le rôle de ministère public. C'est-à-dire qu'elle devait d'abord faire une enquête, ensuite requérir la mise en accusation, et sur cette réquisition, faite non pas dans l'intérêt d'un homme, mais dans l'intérêt public, engager sa responsabilité, enfin soutenir devant la juridiction de jugement, c'est-à-dire devant le Sénat, sa thèse, à savoir la culpabilité de l'accusé.

C'est ce rôle que la Chambre n'a pas voulu assumer. Elle a refusé la responsabilité qui lui appartenait. Elle a oublié ce que M. Chéron, au Sénat, lui a rappelé fortement, « que les juridictions criminelles ne sont pas faites pour délivrer des certificats, mais pour juger les personnes régulièrement traduites devant elles ». Et un autre sénateur, M. Simonet, exprimant en termes plus énergiques la même crainte, redoute qu'on fasse descendre la Haute-Cour de justice au rôle d'un « tribunal de blanchiment ».

Crainte trop fondée et que justifie l'attitude de la Chambre. La Chambre accuse, mais sans prendre en aucune manière la responsabilité de son accusation.

A peine l'a-t-elle produite qu'elle s'efface. Elle envoie M. Malvy tout seul devant le Sénat. Qui soutiendra l'accusation? Elle n'en a cure. Pense-t-elle que M. Malvy s'accusera tout seul devant le Sénat? Qu'il sera l'accusateur en même temps que l'accusé?

A cette monstruosité juridique, le Sénat, loyalement et avec le plus grand désir de bien faire, a cherché un remède. Il ne l'a pas trouvé. Il ne pouvait pas le trouver, puisqu'il ne peut y avoir de ministère public digne de ce nom qui n'ait pas eu l'initiative et la responsabilité de la poursuite.

Le Sénat commence en effet par admettre que la Chambre ne sera pas obligée de défendre devant lui comme ministère public son accusation. Il se borne à lui reconnaître la faculté de se faire représenter par des commissaires dont il ne précise ni le rôle, ni les droits et qui ne seraient auprès du ministère public, ainsi que l'a dit un sénateur, que des comparces humiliés.

Confier au gouvernement et à ses organes le rôle du ministère public? Ce n'était pas possible, puisque le gouvernement n'a pas eu l'initiative de la poursuite, qu'il n'y est pas intéressé, qu'elle a été faite en dehors de lui, contre lui peut-être. Cette solution aussi a été écartée.

Pour se tirer d'un inextricable embarras, le Sénat a eu recours à une institution entièrement nouvelle et tout à fait extraordinaire. Il a décidé de confier les fonctions du ministère public à un magistrat *inamovible* désigné par ses pairs.

Ah! la belle idée que voilà! Obéissant à un scrupule qui fait plus d'honneur à la délicatesse de sa conscience qu'à la rectitude de son jugement, la Haute Assemblée a vu dans l'inamovibilité du magistrat choisi et dans sa désignation extra-gouvernementale la garantie de son indépendance et de son impartialité.

Il est difficile de brouiller plus fâcheusement les notions les plus distinctes. L'impartialité et l'indépendance sont les qualités du juge. Mais le ministère public n'est pas un juge. Sa parole est libre, c'est entendu ; reste pourtant qu'au moins dans sa procédure il est obligé d'accuser. Il n'est pas impartial puisqu'il est une partie, et pour que le juge soit éclairé il est bon que l'accusation soit soutenue comme la défense. Il n'est pas indépendant, puisqu'il est l'organe de la puissance publique représentée en principe par le pouvoir exécutif, et dans notre espèce par la Chambre des députés.

Qu'est-ce donc que va être ce haut magistrat, ainsi isolé dans son indépendance, étranger à la poursuite, ne recevant aucune instruction, privé de tout lien avec le pouvoir dont il est l'organe, et s'abandonnant simplement aux suggestions de son sens propre ou, si l'on préfère, de sa conscience personnelle ?

Il sera un homme très respectable, il sera M. le conseiller X..., il ne sera pas le ministère public, il ne représentera pas l'État, il ne représentera ni la Chambre accusatrice, ni le gouvernement responsable de l'ordre public, il ne représentera que lui-même, c'est-à-dire rien. D'ailleurs, il sera privé de tout moyen. Il va arriver à l'audience sans dossier, les mains vides. Il sera simplement un homme sage qui lit, qui écoute et qui donne son avis. Il sera une sorte de juge avec voix consultative, un juge qui parle et ne juge pas. Nous pouvons le dire en toute vérité : dans le procès qui s'engage, il n'y aura pas de ministère public.

Mais alors que faut-il faire ? Nous avons dit que seule la Chambre avait qualité pour défendre son accusation. Mais nous savons aussi dans quel esprit elle l'a produite et que ce n'était pas un esprit d'accusation.

D'ailleurs, quelle choisisse ses délégués parmi les

amis ou parmi les adversaires de l'accusé, on pourra toujours craindre qu'ils se laissent conduire par d'autres passions que celle de l'intérêt public.

C'est l'impasse. Quand un problème est mal posé, toutes les solutions sont mauvaises.

La difficulté n'est pas moins inextricable pour l'instruction préalable. Dans tout procès criminel il y a, avant la juridiction de jugement, une juridiction d'instruction qui, après enquête complète, se prononce pour un non-lieu ou pour un renvoi. Ici aucune enquête. La Chambre s'est refusée à la faire. La Haute-Cour, il est vrai, d'après la proposition votée, pourra nommer une commission d'instruction. Mais cette commission, on ne lui donne aucun pouvoir de décision. L'accusé perd ainsi un degré de juridiction. L'accusé cette fois, ne pourra bénéficier d'un non-lieu.

J'y renonce, dit noblement M. Malvy. C'est un sacrifice que je fais pour être jugé par la Haute-Cour.

Permettez, les lois ne sont pas faites pour un homme, mais pour tous les justiciables, et parce qu'il a plu à M. Malvy de devancer les événements et de s'accuser lui-même, allons-nous supprimer dans la loi une garantie que notre droit a toujours considérée comme nécessaire?

Ainsi, quoi que nous votions, il est impossible que devant la Haute-Cour le procès se déroule dans les conditions de régularité, d'égalité, de clarté qui rassureraient l'opinion et lui permettraient d'attendre avec respect la décision. Une procédure privée de garanties ne peut conduire qu'à un arrêt privé d'autorité.

J'ignore ce que va faire la Chambre lorsque reviendra devant elle cette affaire où elle s'est embarquée si légèrement. J'imagine qu'elle regrettera d'avoir obéi aux implorations de M. Malvy. Les difficultés

mêmes qu'elle ne pourra pas résoudre lui montreront assez combien il est dangereux de sortir des voies normales. Il y avait une solution toute simple, la solution de tout le monde : le Conseil de guerre. Elle a voulu s'engager dans l'exception et dans l'extraordinaire. Sous prétexte de mettre fin à l'agitation, elle aboutirait à la prolonger. Par un acte magistral et décisif, par un acte de Salut public le gouvernement en donnant à M. Caillaux les justes juges qui l'absoudront ou le condamneront vient de servir puissamment la paix intérieure indispensable pour la victoire.

P.-S.— Depuis le début de la guerre, M^{lle} Jeanne Déroulède fait vivre, à ses frais et avec l'aide de quelques amies, l'*Ouvroir Paul Déroulède*, qui a pourvu de tous objets utiles et de douceurs plus de 20.000 combattants. Aujourd'hui, pour la première fois la sœur du grand patriote demande au public de vouloir bien l'aider. Nous voudrions tous aller les 13, 14 et 16 février, à la salle des Fêtes de la mairie du X^e arrondissement, 72, faubourg Saint-Martin. Au comptoir Paul Déroulède (dans la vente organisée par l'*Union amicale d'Alsace-Lorraine*), nous trouverons tout ce qui peut être utile aux soldats et aussi les œuvres de Déroulède, de Zislen, de Hansi.

XXIII

LE MOT D'ORDRE FRANÇAIS

Le Procès de M. Caillaux.

14 Décembre 1917.

Quoi? Comment? Devant une accusation de haute trahison, nous conserverions notre privilège! Les plus hautes autorités de la République diraient: « Cet homme est suspect, je l'accuse. » Et les collègues, se pressant autour du camarade, répondraient: « Il est tabou, il est sacré, il est privilégié. » C'est insoutenable.

Cinq inculpés s'expliquent devant le juge militaire. On nous apporte des charges contre un sixième personnage, et parce qu'il est député, il se pourrait dérober au cours libre de la justice? Le marchand de marrons du coin serait immédiatement inculpé et M. Caillaux serait tenu au-dessus des lois? Un tel scandale ne peut être.

Nous sommes en temps de guerre, et le gouvernement estime, sous sa responsabilité, qu'il y a lieu de lever l'immunité parlementaire. Nul ne comprendrait qu'on lui refusât ce qu'il demande au nom de la justice et de la sécurité nationale.

Il faut lever l'immunité parlementaire; il faut ramener MM. Caillaux et Loustalot au rang de tous les citoyens français, et cette mesure d'égalité ayant pour conséquence de replacer ces deux députés dans

le droit commun les enverra devant la juridiction militaire, dont ils relèvent comme les gens du *Bonnet Rouge* et les Bolo, dont M. Caillaux, dans une mesure à déterminer, semble être le complice.

Ils seront jugés, ils seront acquittés ou condamnés, selon la loi d'égalité qui régit tous les citoyens.

En dehors, au-dessus de toute politique, voilà le mot d'ordre français, que le Parlement ne rejettera pas.

Le fait de M. Caillaux n'engage, n'atteint aucun parti.

Si, durant la guerre, l'ancien ministre a entretenu des intelligences avec l'ennemi et poursuivi des manœuvres qui tombent sous le coup des peines de trahison, c'est une politique que le parti radical-socialiste n'a pas voulue : elle constituerait une trahison du chef envers son parti.

Il n'est rien là qui puisse nous diviser. Refaisons chaque jour l'union pour la victoire, pour la conquête de la paix française. Le poilu s'arc-boute et se prépare à supporter l'effort des Allemands qui, dit-on, voudraient se ruer avant que la puissante Amérique soit prête à nos côtés ; aidons-le à vaincre en souscrivant à l'emprunt. Nous avons un gouvernement animé par les traditions les plus ardentes de la République et de la France. Le vieux Clemenceau veut de toute sa foi, de toute son expérience le salut de la nation. Le moral des armées est magnifique. Apportons aux armées, au gouvernement, à la France, tout notre concours et, puisque c'est le temps de l'emprunt, souscrivons.

Étiez-vous l'autre jour à la Madeleine, quand parla l'abbé Sertillanges, et que sa voix nette et nerveuse s'en allait dans les grandes ombres de ce lieu solennel ? L'avez-vous entendu, plein de foi dans la France, reconforter les certitudes d'un immense public profondément ému ?

Ce fut bien beau. Ce prêtre avait le droit de dire dans une formule inoubliable : « Toutes les paroisses sont devenues des guichets où le peuple apporte son or et retire un témoignage de civisme. » Et comme il a bien délimité sa tâche : Je ne démontrerai pas la nécessité de bonnes finances pour une bonne guerre. « Ces choses nous sont connues et *ne serviraient de rien, si l'esprit qui anime tout n'était en nous ardent et lumineux. C'est cet esprit qui nous concerne.* » Ayant ainsi, fièrement, revendiqué son rôle, il s'adressa au cœur, à la raison, à l'âme. Il faut que l'intelligence française, disait-il, serve de guide au courage français. Voilà le sens et l'utilité de son magistral discours. Lisez-le, et allons tout droit au passage essentiel.

J'admire l'éclatante liberté de la chaire chrétienne, et cette noblesse de l'esprit qui connaît ses limites et se meut avec sûreté dans l'espace qu'elles lui laissent. Je viens de relire avec gratitude les raisonnements qui ne périront pas qu'eut ce simple prêtre catholique et français, quand, incliné par le respect et dressé par sa haute mission, il fut notre voix à tous pour exposer au pape la situation de la France injustement attaquée :

« Très Saint-Père, nous ne pouvons pas pour l'instant retenir vos appels de paix... Une atroce agression est venue nous arracher aux fausses sécurités où se complaisaient nos rêves... Maintenant, voici nos territoires piétinés, nos industries ruinées, nos familles décimées... ; nous n'attendons de l'avenir, à moins d'une paix réparatrice, que la ruine et la sujétion. Convertissez, Saint-Père, ceux dont l'homme de la Maison-Blanche a fini par désespérer ! Pour l'instant, nous sommes obligés de constater qu'ils ne se repentent point, qu'ils n'offrent pas de réparation, qu'ils commettent quotidiennement d'autres crimes... Leur conduite est demeurée celle d'implacables conqué-

rants, qui voudraient pour eux seuls le monde. Dès lors, nous nous sentons dans la nécessité... d'amener... notre ennemi à connaître l'angoisse, seule leçon qu'il paraisse en état de goûter. »

Il faut vaincre. Mais il ne suffit pas de dire : Nous voulons. Il est nécessaire de connaître et de remplir les conditions qui, seules, permettront la victoire.

Aujourd'hui, je viens joindre à toutes les voix, de tous les partis, de tous les groupements, l'appel de nos amis et de cette maison, pour que chacun, selon ses forces, participe à l'emprunt et que chaque famille française, de son or, comme elle fait de son sang, travaille à la victoire.

Il n'est plus permis à personne de croire que nous puissions dans cette tempête faire, chacun à part, notre salut. Tous périr ensemble, ou tous, avec la France, dans la France et par elle, vivre; vous le voyez bien, c'est la destinée. Unissons nos efforts pour que rien ne puisse les trahir.

XXIV

OU S'ARRÊTENT LES DROITS DE LA CHAMBRE

Le procès de M. Caillaux.

17 Décembre 1917.

M. Caillaux ne doit plus avoir aujourd'hui ni amis ni ennemis. Il ne doit plus avoir que des juges. Si ce principe avait été clairement compris de tous, les

manceuvres singulières auxquelles nous assistons depuis que Clemenceau a transmis au président de la Chambre le réquisitoire du général Dubail auraient été promptement percées et dispersées. Et la Chambre n'aurait pas risqué de se laisser égarer sur son rôle et sur son devoir.

Une question est posée à la Chambre et à la Commission des onze, une seule question. Laquelle? Rappelons une fois de plus la signification vraie, la portée et la limite de l'immunité parlementaire.

Le parlementaire est devant la justice un citoyen comme les autres. L'immunité n'est pas destinée à lui créer une situation privilégiée, à lui accorder un degré de juridiction supplémentaire. Le législateur a supposé que les élus, du fait de leur mandat politique, pourraient être exposés, plus que les autres citoyens, à des poursuites injustes et inspirées par la passion. Il a imaginé l'hypothèse où, pour se débarrasser d'un adversaire gênant, le gouvernement organiserait, d'accord avec des magistrats trop dociles, une procédure frauduleuse. Bref, l'immunité parlementaire n'a pas pour objet de rendre la condition des députés meilleure que celle de tout le monde, mais simplement (en déjouant les manœuvres auxquelles ils sont exposés) d'éviter qu'elle soit pire et de rétablir l'égalité.

Ceci posé, le rôle de la Chambre devient très simple et très modeste. Elle n'a qu'une chose à rechercher : est-ce comme député, est-ce à raison de son activité légitime de député que M. Caillaux est poursuivi? La poursuite a-t-elle un caractère réel de poursuite judiciaire ou serait-elle une machination montée de toutes pièces pour détruire un adversaire politique? C'est à quoi, sous peine de créer un privilège qui n'existe pas dans la loi et qui révolterait la conscience publique, l'examen de la Chambre doit se borner.

Done à aucun degré, en aucune manière et sous

aucune forme, la Chambre ne doit se considérer comme un juge et s'attribuer un rôle qui ressemble au rôle d'un juge. Son pouvoir ne va qu'à vérifier s'il existe des présomptions sérieuses, qui suffiraient à déterminer l'ouverture d'une instruction contre le marchand de marrons du coin.

Mais non, disent fort scandalisés, les amis de MM. Caillaux et Malvy, M. Caillaux n'est pas un simple marchand de marrons, c'est un ancien ministre!

Ces messieurs, si démocrates qu'il leur plaise de se dire, n'ont aucun goût pour le droit commun et pour les procédures régulières. Ils voudraient orienter leurs clients vers les juges d'exception. Ce qu'ils ont réussi pour M. Malvy, grâce à l'inertie du gouvernement de M. Painlevé, ils voudraient le réussir encore pour M. Caillaux. Pour y parvenir, ils essaient de transformer l'affaire judiciaire en une affaire politique, et le crime tout court en un crime d'État.

« Je n'ai pas entendu dire, écrit M. Jean Longuet, que M. Lloyd George ait songé à envoyer lord Lansdowne devant un Conseil de guerre. » Toute la manœuvre est dans cette phrase.

On veut d'abord ennoblir l'affaire Caillaux, de façon que, quoi qu'il arrive et même s'il y a condamnation, le condamné ne soit plus que la victime de son idéal. Déjà certains voudraient agiter l'opinion et poser un simple procès criminel comme le grand débat de la guerre et de la paix. En brouillant toutes les idées, on se flatte, sinon d'éviter les poursuites, du moins d'échapper au Conseil de guerre.

Laissons ces Machiavels, laissons ces diversions, et tenons-nous-en au réquisitoire du général Dubail, aux faits qu'il retient et aux questions qu'il pose.

M. Caillaux est accusé d'avoir, avec l'aide et la complicité d'agents allemands, les Vigo, les Landau, les Bolo, les Cavallini, entretenu des intelligences avec

l'ennemi, poursuivi en cours d'action militaire la destruction de nos alliances et favorisé les armes de l'ennemi. Aucun des faits cités par le général Dubail ne se rapporte à l'action politique et parlementaire de M. Caillaux. Le général ne parle que d'accords suspects avec des misérables aux gages des Allemands, de conversations ténébreuses tenues dans un pays allié au cours d'un voyage où M. Caillaux, bien loin d'étaler au grand jour ses idées, ne prenait même pas son nom. Le rapport Dubail énumère des intrigues dont l'instruction aura à prouver le caractère criminel ; il ne vise nulle part une action politique.

M. Caillaux est député, chef d'un grand parti ; la tribune de la Chambre ne lui était pas interdite ; dans une séance publique ou secrète, il pouvait dire à ses concitoyens, à ses collègues, aux ministres : « Vous vous trompez, voici ce qu'il faut faire. » C'était son droit et même son devoir. Il s'est tu. Il soutenait officiellement les hommes au pouvoir ; il approuvait de ses votes leurs actes. Quand il prenait la parole à Mamers, c'était pour s'associer à la politique gouvernementale et pour proclamer la nécessité de la guerre jusqu'au bout. Son action politique ouverte était parfaitement orthodoxe. Et ce n'est donc pas cette action, ce n'est pas l'homme public qu'on poursuit en lui. On poursuit les intrigues, les accointances et les tractations de sa vie cachée. Comment l'immunité parlementaire pourrait-elle les couvrir ? Ce n'est pas pour cela qu'elle fut faite.

On ne sait pas mieux comment la Chambre pourrait, ainsi que certains le lui suggèrent, formuler un avis sur la juridiction compétente et indiquer nommément sa préférence pour la Haute-Cour.

La Chambre n'a pas à juger la compétence plus que le fond. On lui pose une question ; nous avons dit laquelle ; elle répond oui ou non, et c'est tout. Il

appartiendra ensuite aux magistrats instructeurs de déterminer la juridiction compétente. Si M. Caillaux n'approuve pas leur choix, il aura à sa disposition les différents recours qui sont ouverts à tous les justiciables. Mais c'est le pouvoir judiciaire qui tranchera seul une question judiciaire.

Certains amis vraiment trop zélés de M. Caillaux seraient allés, me dit-on, jusqu'à imaginer la plus étrange et la plus audacieuse procédure. On inviterait la Chambre à écarter les griefs relatifs aux affaires Almereyda et Bolo, où il paraît difficile d'échapper à la justice militaire déjà saisie, et à n'accorder la levée de l'immunité que pour les affaires d'Italie, en spécifiant que la Haute-Cour seule en devrait connaître. Jusqu'où sera poussée cette tentative? Toutes les vagues n'arrivent pas au rivage ni tous les remous des couloirs à la tribune, et il suffit de dénoncer certaines manœuvres pour les déjouer et de les tirer de l'ombre pour les dissoudre. Il suffit de lire le réquisitoire du général Dubail pour comprendre que les présomptions qui s'y trouvent réunies s'appuient l'une sur l'autre, se fortifient l'une par l'autre, forment un faisceau. Les séparer, c'est rompre le faisceau et déchirer l'accusation. Faire un choix entre les présomptions, retenir après enquête les unes et rejeter les autres, c'est la besogne du juge d'instruction; ce ne peut être celle de la Chambre.

La Chambre n'a pas à s'occuper de peser les charges ni de débattre la compétence. Elle ne peut répondre que oui ou non. Elle ne répondra pas « non », ce serait soutenir que « M. Joseph Renouard » n'est jamais allé à Rome et que Vigo, Bolo et Cavallini ne sont que des fantômes méchamment imaginés par le général Dubail. Elle n'a donc plus, sans s'attarder en distinctions, détours et subtilités, qu'à déposer dans l'urne un « oui ».

Que la Chambre accorde sa confiance aux juges qui se sont adressés à elle ; qu'elle fasse promptement entrer l'affaire Caillaux dans l'ordre judiciaire où elle est née et d'où rien ne la doit faire sortir ; qu'elle veille surtout à interdire les diversions politiques dont on fait peser la menace sur ses délibérations.

La Chambre n'accordera pas à M. Caillaux un privilège ; elle ne fera pas pour lui, si forts que soient les liens de la camaraderie, fléchir les lois. Elle l'enverra produire ses justifications à ceux qui ont le pouvoir et le moyen de les vérifier, et qui sont qualifiés pour acquitter ou pour condamner.

XXV

M. CAILLAUX ET LA THÈSE DE LA " GAZETTE DE FRANCFORT "

Le procès de M. Caillaux.

19 Décembre 1917.

M. Caillaux va prendre la parole. Son cas, dès cette heure, appartient à l'ordre judiciaire. Ainsi le veut le réquisitoire du général Dubail dans ses conclusions, auxquelles se range la commission de la Chambre. C'est son droit de se défendre et, s'il le peut, de se justifier ; c'est son droit de répondre, point par point, aux griefs mis en lumière dans l'exposé du général Dubail. Et sur la valeur de sa défense, les juges jugeront. Nous n'avons pas à le suivre dans l'exercice

régulier de son droit d'accusé. Nous avons seulement à veiller pour que son affaire ne sorte pas de l'ordre judiciaire où elle va régulièrement entrer, et pour qu'on ne s'en serve pas en vue de créer une agitation dangereuse.

Le Parlement et la raison publique ne laisseront pas le judiciaire se muer en politique. On ne permettra pas que, continuant la propagande infâme qu'il est accusé d'avoir encouragée, il essaye une manœuvre contre l'unité morale du pays et que, pour tenter une diversion, il s'abrite dans la thèse de la *Gazette de Francfort*, qui déclare « qu'en anéantissant Caillaux on cherche à anéantir en France le mouvement pacifiste ».

Il est facile, en propageant d'oreille en oreille la rumeur insaisissable, de se poser en politique méconne. « Si l'on avait écouté Caillaux, peut-être aurions-nous pu conclure, il y a longtemps déjà, une paix avantageuse... » Qu'est-ce donc à dire? A quoi rime ce propos? Qui donc peut se flatter d'avoir entendu de M. Caillaux aucun avis, aucun conseil que l'on ait écarté, que même l'on ait pu discuter? Quelle est la séance publique ou secrète où cet ancien président du Conseil est monté à la tribune pour avertir les ministres, ses collègues et la nation de l'erreur où l'on s'enfonçait et de la voie droite qu'il distinguait? M. Joseph Caillaux se taisait, votait pour les ministères successifs et parlait à Mamers comme n'importe quel président de Conseil général, sans plus. Est-ce donc dans la presse qu'il nous faut chercher sa pensée salutaire et les conseils qui nous eussent menés à la paix? Mais il n'a rien écrit sous sa signature, et les journaux infâmes qu'il soutenait, dans une mesure qui demeure à fixer, faisaient purement écho à la *Gazette des Ardennes* et ne proposaient aucune politique au gouvernement français.

Voilà un fait auquel la pauvre rumeur ne peut rien répondre. Elle va répétant : « Si M. Caillaux avait eu le pouvoir, il aurait fait la paix... »

Quelle paix? Dans ces fameuses conversations romaines, que le général Dubail a fixées pour la justice en même temps que pour l'histoire, M. Caillaux a abattu son jeu. Le jour où la France, disait-il en substance, sera complètement épuisée, ce jour-là je prendrai le pouvoir et je signerai la paix... Ainsi son heure, c'est l'heure de la défaite et l'heure de la capitulation. Telle est la paix qu'il nous offre. Nous la connaissons de reste, c'est la paix allemande.

Qui donc aurait la simplicité de penser que les Boches ont jamais été prêts à en consentir une autre? Jamais, à aucun moment, nous n'avons été en mesure de leur imposer une paix française, simplement une paix humaine. Et il faut être leur complice ou leur agent pour croire que, dans tous leurs ballons d'essai, dans toutes leurs tentatives officieuses ou même officielles, dans leurs sondages, dans leurs discours, dans leurs notes, il y ait jamais eu autre chose qu'un piège grossier.

Le but était bien simple. Il fallait d'abord diviser l'Entente, en offrant à chacun des Alliés la tentation infâme d'une paix de trahison. Il fallait ensuite dans chaque pays entamer l'unité morale en créant un espoir de paix, et en donnant à croire aux peuples que leurs gouvernements prolongeaient sans raison la guerre. Aussi l'Allemagne se gardait-elle de déclarer ses ambitions. Dans ses manifestations officielles, jamais elle ne proposait que de se réunir et de causer. En vain chercherait-on autre chose dans la déclaration solennelle des Empires centraux en 1916. Et quelques jours plus tard, lorsque le président Wilson, s'adressant aux belligérants, leur demanda de déclarer d'une manière précise à quelles conditions ils juge-

raient la paix possible, l'Entente fit connaître franchement sa vue, mais les Puissances centrales répondirent simplement qu'elles étaient prêtes à se rencontrer dans une conférence avec leurs adversaires pour discuter les conditions de la paix. (*Message du président Wilson au Sénat, 22 janvier 1917.*) Enfin, aux suggestions du Pape, ce fut toujours la même réponse qui fut faite. Aussi bien, méditez ce que la presse allemande se plaît à répéter, que *lorsque la conférence s'ouvrira l'Entente aura vécu.*

Ce mot donne la formule de la manœuvre allemande. Nos ennemis calculent que devant une table mal servie, quand il y a moins de parts que d'appétits, les convives se battent. Ils pensent qu'aussitôt qu'ils auront dissous le bloc de l'Entente et rompu le blocus dont ils souffrent mortellement, alors ils seront victorieux. Tels sont le sens et la portée des démarches officielles de l'Allemagne.

Pense-t-on qu'il y ait plus de solidité dans les ballons d'essai que périodiquement, depuis plus de trois ans, elle lance de Genève, de Saint-Sébastien, de Rotterdam ou de Stockholm? Invariablement, où que le vent du jour les porte, c'est toujours la même tentative, toujours il s'agit d'offrir à chacun la paix contre tous les autres. Récemment encore, M. Balfour racontait à la Chambre des communes que le gouvernement allemand avait fait au gouvernement britannique, par l'intermédiaire d'une puissance neutre, des ouvertures de paix. Que fait le ministre anglais? Il se déclare prêt à écouter les propositions allemandes, en ajoutant qu'il les communiquera aussitôt à ses alliés. Cette loyale réponse fait l'effet d'un exorcisme. Le tentateur rentre dans sa caverne et M. Balfour n'entend plus parler de rien.

« Mais, diront de dangereux myopes, puisque la Russie aujourd'hui se laisse prendre et fait la paix

contre nous, n'eût-il pas été plus sage de faire la paix contre elle? M. Caillaux avait-il tellement tort lorsqu'il soutenait en Italie que la Russie et les Balkans devaient payer tous les frais de la guerre? »

Ne souffrons pas que de telles billevesées, qui révoltent notre conscience, arrêtent un instant notre raison. Nous ne luttons pas pour des territoires. Il ne s'agit pas de savoir quels lambeaux chacun pourra, dans une Europe déchirée, s'attribuer au hasard de la fourchette; il ne s'agit pas de se croire vainqueur parce qu'on aura maintenu ou même agrandi son territoire. Les peuples, s'ils ne veulent être esclaves, ont besoin d'une Europe construite selon la raison, c'est-à-dire telle que le rêve allemand de domination universelle, d'où est sortie la grande guerre, soit à jamais impossible.

De quelque côté que s'agrandisse l'Allemagne, que ce soit sur nous ou sur nos alliés, le résultat serait le même. Que deviendrait la France au jour où l'Allemagne dominerait politiquement et économiquement l'Autriche, la Russie, les Balkans et de Hambourg à Bagdad? Notre intégrité ne serait qu'apparente, notre indépendance qu'illusion, notre repos ne durerait pas deux ans. La formidable Germanie aurait tôt fait de nous embarquer dans une nouvelle guerre et de nous contraindre à marcher avec elle contre l'Angleterre.

C'est bien ce que prévoit et appelle M. Caillaux, dans ses tractations romaines que cite le réquisitoire du général Dubail: « Aussitôt la paix signée, disait-il, la France conclura un traité d'alliance avec l'Italie et l'Espagne contre l'Angleterre et la Russie, qui sont nos véritables ennemis. »

Belle perspective! Propos insensés! Lloyd George a raison, qui disait vendredi dernier: « Il n'y a pas de moyen terme entre la victoire et la défaite. » Et par là même, il n'y a pas d'autre paix que la paix de la

victoire ou la paix de la défaite, la paix française ou la paix allemande.

De quelle paix M. Caillaux est-il l'homme? De ses discours de Mamers, ou de ses propos romains, que devons-nous croire? S'il se borne à se défendre d'avoir favorisé et prêché le défaitisme, il aura demain des juges qui jugeront sa défense, et nous n'aurons plus à nous occuper de lui. Il appartiendra à l'ordre judiciaire. Mais s'il veut faire de l'agitation, s'il cherche, en niant officiellement son intrigue, à la continuer par des rumeurs trop pareilles à la campagne défaitiste qu'on lui reproche, il n'aboutira à rien, car tout le monde voit clairement que pas une seule fois, depuis trois années, il ne s'est servi de son autorité d'ancien président du Conseil pour proposer aucune méthode politique qui redressât celle de nos ministres successifs, et il ajoutera à tout ce qui pèse sur lui de nouvelles et terribles charges.

XXVI

LA FRANCE VEUT-ELLE FAIRE A SES DÉFENSEURS UN CADEAU?

La prime du combattant.

21 Décembre 1917.

« Jamais l'état moral du soldat n'a été meilleur », a déclaré Clemenceau l'autre jour devant la Commission des onze. Et c'est ce que disent tous ceux qui connaissent l'esprit de l'armée.

Au moment où nos défenseurs, avec cette solidité qui remplit de respect et de gratitude toute la nation, et d'admiration l'univers, entrent dans leur quatrième hiver, il n'est pas un Français quels que soient son opinion, son parti (ah ! sur ce point comme nos cœurs s'accordent complètement !), il n'est pas un Français qui ne pense : « Ils sont les meilleurs, ils souffrent de beaucoup le plus ; que pourrait-on pour eux ? »

Nous avons les récompenses militaires, la loi sur les pensions. Ce fut une belle idée qu'eut l'organisateur du Maroc quand il voulut relever le prêt du soldat et capitaliser une partie de ce relèvement pour que lui-même et sa famille la trouvent au retour de la guerre. Cependant beaucoup reste à faire pour prouver d'une manière réelle à une armée qui produit un effort comme jamais aucune armée n'en fournit, notre vigilance et notre reconnaissance de chaque jour.

Plus la guerre est longue, plus la part du soldat devrait être large. Sa part, sa prime, sa récompense, son droit ! Maurras a été entendu très loin quand il écrivit sa belle série d'articles, son petit livre, la *Part du Combattant*, qui indignait les *Bonnets rouges*, et quand il disait et redisait que l'ouvrier de la victoire doit être associé aux produits de la victoire. « De tout temps, dans toutes les armées, remarque justement le député-soldat La Ferronnays, on a récompensé par une prime en bonnes espèces sonnantes les coups de main audacieux qui rapportaient au commandement des renseignements sur l'ennemi... » Il existe aujourd'hui, chez nous, des primes pour les prisonniers faits, pour les mitrailleuses et les canons enlevés, même pour les fusils ramassés... C'est trop peu, c'est timide, c'est une pensée qui s'arrête à mi-chemin.

On ne prime pas toutes les actions d'éclat. Elles-

mêmes, les citations, les médailles, les croix ne vont pas toujours au plus digne. Et puis, dans une guerre si dure, sous de tels hivers, l'immobilité même de la tranchée, l'attente par ces nuits interminables est une action d'éclat. Ce sont tous nos soldats qui devraient recevoir à cette heure une prime, comme un témoignage que la patrie connaît l'effort immense qu'elle leur demande.

Au seuil de cette année 1918, il nous est apparu qu'en dehors du pécule déjà consenti et de la loi sur les pensions, il convenait d'établir, par un système de polices d'assurance, avec liquidation anticipée, un mode de libéralité efficace et immédiate, aussi bien pour les ayants droit de nos soldats que pour le soldat lui-même de retour dans ses foyers.

Tel gouvernement allié nous a déjà précédés dans cette voie, et c'est en m'appuyant sur cet exemple que j'ai eu l'honneur, hier, avec un grand nombre de collègues, de soumettre à l'examen de la Chambre une proposition de loi, dont voici le premier dessin essentiel :

1. — *La Caisse nationale des retraites pour la vieillesse est autorisée à établir une police d'assurance entièrement libérée, sans aucun paiement de primes, d'une valeur de 1.000 francs pour chaque soldat des troupes combattantes et de 500 francs pour chacun des autres mobilisés, à condition que ces derniers l'aient été pendant une période d'au moins deux ans.*

2. — *En cas de mort au champ d'honneur, en cas de décès provenant de blessures de guerre et de maladie contractée au service (et indépendamment du droit qui reste ouvert au titre des pensions), cette somme de 500 francs ou de 1.000 francs sera payable sans formalités et dans le délai d'un mois après le décès du combattant ou du mobilisé*

3. — *Toutes les charges des polices à établir sont supportées par le budget de l'État.*

4. — *Dans les trois mois qui suivront la cessation des hostilités, tout assuré pourra obtenir le paiement par anticipation de la valeur de l'assurance, soit, suivant les cas, 500 ou 1.000 francs, à condition qu'il justifie que cet argent est destiné à acquérir les instruments ou objets nécessaires à la reprise de sa profession.*

5. — *Au cas où le bénéficiaire de la présente loi serait appelé à recueillir une somme prévue par la loi du pécule, il ne pourra obtenir la liquidation anticipée prévue à l'article 4 que déduction faite du montant de son pécule. La différence restant à son compte, sous forme de police d'assurance, sera payable, en cas de décès, à ses ayants droit ; en cas de survivance, à son bénéfice personnel, ou bien à telles personnes par lui désignées à l'expiration d'un délai de 20 ans.*

Trouvez-vous utile et juste que la France fasse ce cadeau à ses sauveurs ?

Nous avons jugé qu'il était de toute convenance que cette pensée parût aussi tôt que possible tout caractère particulier et qu'elle fût élaborée par le plus grand nombre possible de députés de toutes les nuances ; c'est pourquoi, au lieu de l'exposer dans une suite d'articles où j'aurais bénéficié des conseils de mes lecteurs, nous l'avons immédiatement portée sur le bureau de la Chambre, où toutes les initiatives amies et adversaires la pourront librement travailler et perfectionner.

Ce qu'il fallait, à mon avis, et ce qu'ont voulu les premiers signataires de cette proposition, c'est donner aux combattants un salut de nouvelle année, en même temps que constituer un instrument de prévoyance sociale.

Il n'est pas un Français qui ne se préoccupe des conditions dans lesquelles, au jour venu de la paix victorieuse, le soldat rejoindra son foyer.

Nos lecteurs se souviennent qu'ayant reçu les confidences d'un grand nombre de mobilisés, nous avons longuement recherché ici comment leur procurer les ressources nécessaires pour qu'à la paix ils reprennent leur ancienne profession et reconstruisent leur existence. La section économique et sociale de la Ligue des Patriotes, que préside Ernest Carnot, s'est occupée de l'organisation du *Prêt au combattant* pour le lendemain de la guerre. Ce projet n'est pas abandonné : il ne perd pas sa raison d'être du fait des polices d'assurance que nous voudrions que la France offrît aujourd'hui à ses défenseurs. Ce n'est pas 500 ou 1.000 francs qui permettront aux cultivateurs, aux commerçants, aux petits industriels, aux avocats, aux médecins, etc., de reprendre leur profession. Mais aujourd'hui nous laissons de côté l'idée de prêt, pour demander que la France fasse à ses sauveurs un don et prenne une mesure de haute prévoyance sociale à laquelle chacun voit bien que la reconstitution de l'après-guerre nous oblige.

CHAPITRE XXVII

LA MANIFESTATION DES ALSACIENS-LORRAINS D'AMÉRIQUE A LA STATUE DE STRASBOURG

21 Décembre 1917.

En Amérique, deux cent mille Alsaciens-Lorrains sont groupés dans « l'Association des Sociétés alsa-

ciennes-lorraines d'Amérique » et dans « la ligue mondiale pour la restitution de l'Alsace-Lorraine ». Ces deux puissantes sociétés viennent de déléguer M. Gustave Blumenthal, Alsacien et citoyen américain, frère de l'ancien maire de Colmar, pour qu'il entre en relations, en leur nom, avec les Sociétés alsaciennes-lorraines de France. Qu'il soit le bienvenu !

En outre, les Alsaciens-Lorrains d'Amérique ont chargé M. Blumenthal de porter à la statue de Strasbourg un drapeau français et un drapeau américain. Tous, nous l'accompagnerons.

Dimanche prochain, les Sociétés alsaciennes-lorraines et les grandes Sociétés patriotiques, avec leurs drapeaux et leurs insignes, se réuniront, à 2 h. 30, autour du grand bassin du jardin des Tuileries, et se rendront de là devant la statue.

Après le défilé, le gouvernement ayant très justement désiré qu'aucun discours ne fût prononcé sur la voie publique, le cortège se rendra dans la cour du ministère de la Marine, où M. Gustave Blumenthal, M. Jules Siegfried et le président de la Ligue des Patriotes prendront la parole pour saluer la grande Amérique, et affirmer la foi patriotique commune à tous les Français.

XXVIII

EN SORTANT DE LA SÉANCE

La Ligue des Patriotes.

21 Décembre 1917.

Je ne vous donnerai pas de commentaire détaillé sur cette séance pénible et nécessaire. C'est assez d'y avoir passé une longue journée, et après que, tous, nous l'avons vue ou lue, faut-il encore y ramener notre esprit?

N'attendez pas que je vous peigne M. Caillaux et son collègue, celui-ci, figure enfumée, obscure, illisible, et celui-là, sur le visage mobile de qui les sentiments successifs apparaissaient en traits de feu.

Pareil à une taupe qui, sans se presser, s'arrange toujours pour disparaître rapidement, M. Loustalot n'a jamais été sous le regard de la Chambre; mais M. Caillaux, même dans son angoisse, se plaît sur le devant du balcon. Il a pu en toute liberté, durant deux heures, déployer les parties de supériorité qu'il a dans l'esprit. Il a brodé comme il a voulu, durant deux heures, le haillon de sa défense, une thèse pleine de trous et de souillures. Il a même déroulé à demi son étendard suspect, assez pour se faire reconnaître, pas assez pour que ce fût l'aveu.

Tout cela dans une atmosphère mortelle, sans une contradiction de Clemenceau ni de la majorité, qui montrèrent par leur silence et par leur glace la plus véritable sagesse. En effet, nous n'avons pas à juger

le fond de l'affaire. Le gouverneur militaire de Paris, usant de ses droits, remplissant son devoir, déclare suspect de haute trahison M. Caillaux. Levons les verrous qui paralysent la justice et M. Caillaux lui-même. On l'accuse ! Qu'il se précipite chez le juge, bon Dieu ! Et puisse-t-il se justifier !

Nous souhaitons que l'événement nous permette de nous en tenir à l'attitude qui fut hier celle de tous les Français de bon sens. Sera-t-il nécessaire que nous examinions par le détail les arguments de M. Caillaux ? Nous ne le désirons pas. Le voilà devant le juge. Il a dit lui-même, avec un des accents les plus vrais de son discours : « Quand remonterai-je à cette tribune ? » S'il fait taire suffisamment sa clientèle, sa gens, c'est bien. Nous ne désirons pas dresser hors cadre un tribunal de supplément contre un accusé dont l'instruction, dès cette heure, va être menée avec toute régularité et toute rapidité. Que la nation sache qu'un gouvernement qui ne ment pas a promis de publier toute la vérité qu'il trouvera et de briser toute trahison, au nom du salut public.

J'aurais voulu que, vendredi soir, vous assistiez à cette réunion organisée par la Ligue des patriotes, où Victor Cambon et le bâtonnier Chenu ont parlé, sous la présidence d'Ernest Carnot. Je vous dirai, un autre jour, ce qui faisait l'objet direct de cette soirée, notre appel aux hommes d'étude qui veulent collaborer avec notre « section économique et sociale » et préparer, pour que les Ligueurs en soient les missionnaires, un programme aux efforts de la France d'après-guerre. Mais que n'avez-vous entendu l'admirable cri de foi dans nos soldats qu'a lancé le bâtonnier Chenu et puis la manière saisissante dont il a dit que Clemenceau tient le drapeau et que tous les Français, à l'arrière, de leurs vœux, de leur adhésion, en chaude cordialité, entourent le vieux républicain !

L'heure est périlleuse. Elle exige l'absolue soumission des cœurs et des volontés aux conditions, si dures qu'elles soient, de la victoire. Quand les poilus s'arc-boutent sous la pression allemande, il faut que l'arrière accepte de se priver afin que tous les transports nous apportent d'outre-mer des soldats et des soldats encore. L'armée américaine en France, à cette heure, elle est petite ; dans quelques mois, elle sera puissante ; un autre délai encore, elle sera d'un concours irrésistible.

Aussi avec quel plaisir nous avons cet après-midi fixé le drapeau de la Grande République américaine au milieu des drapeaux tricolores ! Envoyé par les Alsaciens-Lorrains des États-Unis, il a rejoint la couronne que déjà, au 14 juillet dernier, Whitney Warren, avec les Ligneurs, avait voulu déposer au pied de la Madone de la Patrie, devenue le symbole du Droit des peuples. L'intérêt de cette manifestation et le sens des quelques paroles que nous avons dites sont de bien marquer que la revendication de l'Alsace-Lorraine n'est pas seulement un fait français, mais un fait mondial, une réparation donnée à la France et au Droit des nations.

Après la cérémonie, M. Jules Siegfried m'a dit quelques mots de la proposition que j'ai soumise à mes lecteurs, jeudi dernier, et que j'ai déposée à la Chambre avec l'appui des députés amis de la Ligue des patriotes. Il faut que l'État assure tous les combattants. Il faut qu'en plus du pécule, en dehors de la loi des pensions, la Caisse nationale des retraites offre à tous les soldats une police d'assurance *entièrement libérée*, de 1.000 francs pour les troupes combattantes et de 500 francs pour les autres mobilisés. Je ne vous en rappelle pas les détails. Vous savez qu'elle serait payable dans le délai d'un mois après le décès du soldat. Vous savez encore que dans les trois

mois qui suivront la cessation des hostilités, tout assuré pourrait obtenir le paiement par anticipation de son assurance, à condition qu'il justifie que cette somme, de 500 ou de 1.000 francs, il l'emploie à acquérir les instruments nécessaires à la reprise de sa profession.

Homme sage et prudent, grand industriel et de conseil judicieux, M. Siegfried approuve cette initiative. J'ai d'ailleurs constaté depuis trois jours qu'elle rencontre l'approbation générale. Lisez entre autres cette lettre émouvante que je reçois ce matin :

L'Union des pères et des mères dont les fils sont morts pour la patrie a le devoir de s'associer à toutes les mesures de justice et de reconnaissance envers les combattants qui donnent ou offrent leur vie pour la défense et la grandeur de la France.

Elle tient à apporter à la proposition de loi dont vous avez pris l'initiative de saisir le Parlement en faveur de nos soldats, l'approbation de ceux au nom desquels elle a le douloureux privilège de pouvoir parler.

.

Pour le comité, le président :

HENRY BONNET.

Nulla approbation ne peut mieux nous fortifier. Pour venger nos morts, pour sauver la patrie, ne marchandons pas les sacrifices. Mais toutefois, toujours en coordonnant nos efforts avec ceux du gouvernement de la Défense nationale.

Un lecteur encore m'écrit : « Votre proposition, vos amis et vous, vous devriez l'appeler un cadeau de nouvel an pour nos soldats. » Un autre : « Le Noël du Poilu. » Bien sûr, nous y avons pensé, mais il faut craindre de faire naître des espérances trop précises et

d'offrir ce qu'on ne possède pas. Nous ne pouvons que mettre dans la discussion ce projet où nous avons été précédés par un gouvernement allié. Savez-vous ce que je voudrais? Que notre gouvernement réclamât l'idée, la fit sienne, et se chargeât de la présenter au Parlement. On dit, on écrit qu'il en est question. Cette méthode serait la plus convenable. C'est de la France même que chacun de ses défenseurs devrait recevoir ce cadeau de la gratitude française.

XXIX

POURQUOI CETTE COMÉDIE?

Un matelot de vingt-quatre ans complètement illettré; un soldat de vingt et un ans non moins illettré; un brave homme d'une cinquantaine d'années qui avait l'air d'un illuminé et qui avait une idée fixe : le partage des terres; enfin une femme qui avait été déportée pour tentative d'assassinat politique; tels sont les quatre plénipotentiaires russes avec qui négocie l'état-major allemand.

Les manœuvres occultes de l'Allemagne.

29 Décembre 1917.

L'Allemagne fait semblant d'indiquer à ses agents et dupes de Russie et, par-dessus leurs têtes, à toute l'humanité, dans quelles conditions elle consentirait à rendre la paix à l'univers.

C'est une manœuvre dont elle ne peut rien attendre auprès des Anglais, des Italiens, des Belges, des Serbes, des Roumains, des Américains, des Français.

Son langage est massif, ténébreux, embrouillé à plaisir. Elle voudrait bien faire croire, çà et là, qu'elle offre une paix acceptable, une paix qui permettrait aux peuples de respirer, de se refaire. La vérité, c'est qu'elle nous refuse l'Alsace-Lorraine ; qu'elle nous refuse toute indemnité pour nos départements dévastés, et qu'enfin elle prétend nous obliger à établir avec elle immédiatement « des relations amicales » (le mot y est) qui lui permettent de nous imposer ses marchandises et ses émigrants.

Relisez ce document, habituez-vous aux ténèbres dont il est enveloppé, vous y trouverez un mélange de sinistre et de comique, une saveur d'ironie, de science et de mort que l'on ne trouve à ce degré que dans le *Candide* de Voltaire. Ainsi le paragraphe qui concerne les colonies allemandes. Il n'en est pas une ligne qui ne soit de la bouffonnerie la plus noire.

L'Allemagne adhère (en termes enveloppés) au principe que les peuples ont le droit de disposer d'eux-mêmes. Elle examine, tant est grand son scrupule, si elle fera voter les nègres des colonies qui viennent de lui être prises et dont elle réclame la restitution. Non, elle ne les fera pas voter. Écoutez de quel ton pharisaïque et pédantesque elle en donne la raison :

« Le fait que, dans les colonies allemandes, les indigènes, malgré la plus grande fatigue, malgré des chances minimales de succès contre des adversaires plusieurs fois supérieurs en nombre et disposant de renforts illimités venant d'outre-mer, restèrent fidèles jusqu'à la mort à leurs amis allemands, est une preuve de leur dévouement ; leur résolution de rester en toute circonstance aux côtés de l'Allemagne est un témoignage dont le sérieux et le poids l'emportent sur toute

manifestation possible de leur volonté par un vote. »

Quel imperturbable mépris de son auditeur on distingue chez le diplomate habillé en hussard de la mort, qui développe un tel argument ! Le service de l'État lui demande qu'il traduise sa pensée en langage libéral ; il se mettrait à parler soviétique comme il parlerait anglais. Cela ne le gêne pas. Sous les mots, ses buts de guerre demeurent les mêmes. C'est une bête de proie qui a de l'instruction et de la méthode. « Je veux te manger », voilà son idée toute nue, voilà le beau compliment que la Bête allemande trouve tout spontanément à nous faire. Mais si l'on désire qu'elle parle un langage encore plus mystique (pour plaire aux frères russes) que celui des crateurs de la défunte Conférence de la Haye elle est toute prête à dire : « Une vive impulsion naturelle, dont les raisons les plus profondes m'échappent et qui par là appartient au plan du Divin, me pousse à resserrer entre nous les liens de la solidarité. » Au nom de la solidarité des êtres, faits pour se compléter les uns les autres, le loup avale le mouton. Qu'importe comment ces choses-là sont dites ! Il s'agit de se saisir du réel.

L'Allemagne avec componction célèbre la fidélité des nègres envers la Germanie. Mais elle méprise la fidélité des Alsaciens et des Lorrains envers la France. Metz depuis 1559 est française ; Strasbourg, depuis 1634 ; en 1790, les fédérés de Strasbourg jurèrent sur l'autel de la patrie d'être inséparablement unis aux autres Français ; les Lorrains et les Alsaciens ont versé leur sang en surabondance, toujours et aujourd'hui encore, pour la France. Deux cent cinquante mille d'entre eux, après que leurs députés, en 1871, eurent protesté contre l'annexion, s'arrachèrent du sol natal plutôt que d'être Allemands, et les douze cent mille qui restèrent ont marqué, aussitôt qu'ils purent, par la noble voix de nos amis Wetterlé, Collin, Laugel

Blumenthal, Helmer, Weill et les autres, qu'ils restaient fidèles à la grande protestation de Bordeaux.

« Nous prenons nos concitoyens de France, les gouvernements et les peuples du monde entier à témoin que nous tenons d'avance pour nuls et non avenue tous actes et traités, vote ou plébiscite, qui consentiraient abandon, en faveur de l'étranger, de tout ou partie de nos provinces de l'Alsace et de la Lorraine. Nous proclamons à jamais inviolable le droit des Alsaciens et des Lorrains de rester membres de la nation française... » Voilà le cantique immortel de l'Alsace-Lorraine. Mais l'Allemagne qui vient de nous dire que sur les nègres nul doute n'existe et qu'ils sont Allemands, bons Allemands, déclare qu'il appartient à l'État allemand de régler le sort des Alsaciens-Lorrains comme il lui plaira, et que ce n'est pas l'affaire du Congrès de paix. Les Alsaciens-Lorrains n'ont pas à invoquer le droit international. L'Alsace-Lorraine n'est pas un problème des peuples.

Cela peut s'écrire. Mais les faits sont criants. Nous n'en sommes plus à un débat entre la France et l'Allemagne. Le monde entier est engagé dans cette guerre ; il souffre terriblement, il réclame une paix durable.

Le vice immense de cette soi-disant proposition de paix, c'est qu'elle ne cicatrise rien. En brutalisant les peuples au profit de l'Allemagne, elle prolongerait la guerre, la laisserait couvrir toute brûlante sous la cendre d'un faux armistice. Quoi ! l'Alsace et la Lorraine, dont vingt mille jeunes gens depuis le début de la guerre se sont jetés dans nos rangs, demeureraient aux mains de l'ennemi ? Nos départements du Nord et du Nord-Est, les plus riches, les plus actifs de notre pays, resteraient, avec leurs industries minières, métallurgiques, textiles, et leur agriculture anéanties ?

Les Allemands répondent : « Contre votre bel argent, nous sommes prêts à vous assister et à vous revendre

les installations que nous vous avons volées. »

On a déjà cité la circulaire que l'Association des métallurgistes allemands envoyait de Dusseldorf, en date du 2 janvier 1917, à toutes les usines allemandes : « Nous nous sommes chargés de servir d'intermédiaires pour procurer des installations d'usines provenant de pays occupés. On nous annonce que sont disponibles des installations d'usines de tout genre, telles que hauts fourneaux, laminoirs pour tout service avec les machines de mise en marche et accessoires, les installations secondaires et dispositifs de transport, installations en partie toutes neuves, qui n'étaient pas encore en usage ou qui étaient en construction... » (Signé, pour l'Association des métallurgistes allemands, le directeur d'affaires, S. Seræder.)

Une autre Société vient de se fonder à Essen, au capital de 4.200.000 marks, avec le but « d'organiser une assistance économique allemande pour les usines françaises et belges ayant subi des dommages de guerre ». Il s'agit bien de nous revendre ce qu'on nous a volé. Un des soucis principaux des « propositions » que nous examinons est de favoriser cet abominable trafic.

« Relations économiques... relations amicales » tout le paragraphe annexe du sixième point révèle l'angoisse de l'Allemagne. Elle veut que le Boche se promène librement chez nous, que le père d'un Français tombé dans cette guerre n'ait pas le droit de regarder un Bocho de travers ni de l'écarter ; elle veut que toute notre vie industrielle et commerciale passe sous sa haute main.

Naturellement, dans ce document, il n'est pas question de désarmement, ni de rien de pareil. Aucune garantie pour que c'en soit fini de la course aux armements. On continuerait ; et, nos alliances étant militaires, nous serions obligés pour lutter contre une

Germanie immensément accrue de faire un effort militaire qui dépasserait de beaucoup ce que nous faisons avant 1914.

Le ministre Pichon, applaudi par les députés français de tous les partis, a eu raison de dire que « cette proposition ne mérite pas d'être retenue un instant ».

Au reste, le Grand État-Major allemand n'a pas cru que nous la retiendrions. Il a fait ce geste pour les nécessités de sa politique intérieure. Les souffrances de la population allemande sont très graves, provoquées par la pénurie d'aliments, de combustible et de lumière, et ne sont pas compensées par l'exaltation que provoquent les succès de Russie et d'Italie. Cette misère inspire de sérieuses inquiétudes au gouvernement et l'oblige à promettre la paix ou du moins à faire des démarches officielles qui semblent rechercher la fin de la guerre.

Le gouvernement a devant lui deux tâches impérieuses : procurer au peuple des vivres et des succès militaires qui entretiennent son moral et lui donnent l'illusion d'une paix prochaine.

Ceux qui chez nous se plaindraient serviraient la manœuvre allemande et par là trahiraient la France. L'espoir tout entier du peuple allemand repose sur la lassitude de ses adversaires. C'est sous cet angle que la presse allemande s'applique à considérer tout ce qui se passe soit en Angleterre, soit en France. La déception sera grave en Allemagne (et plus encore en Autriche-Hongrie) quand on y entendra la parole hautement sage du gouvernement et de la nation française.

Dans son cœur, chaque Français à l'arrière la complète par un vœu de gratitude et d'admiration pour les soldats qui, dans le froid de ces longues nuits d'hiver, sont prêts à donner une autre déception, plus terrible encore, aux envahisseurs.

XXX

POUR 1918

31 Décembre 1917.

Jamais avec plus d'anxieuse espérance qu'au seuil de cette année l'imagination humaine ne s'est élancée vers l'avenir. J'offre à nos lecteurs mes souhaits, Pour eux et leurs familles, certes ; mais les destinées individuelles à cette heure dépendent essentiellement du destin de la France. Tout se résume en : Vive la France !

Nous entrons dans une quatrième année de destruction, année pourtant créatrice d'un ordre nouveau. Qu'advient-il de la Russie ?

Elle va achever de se dissocier, et se morcelle en fragments. L'Empire se défait, retourne à ses républiques et principautés d'autrefois. Il n'est pas insensé d'espérer que dans cette ruine et défection, l'Ukraine et ses cosaques, assistés de l'admirable armée roumaine, pourraient constituer un point de résistance.

En tout cas, depuis de longs mois, tout le meilleur des forces allemandes avait quitté l'Orient, et ce que nos ennemis peuvent, ces temps-ci, transporter sur notre front accroît leur masse plus que leur vigueur.

Admettons qu'avant peu les Allemands s'installent à Pétrograd. Ils y pourront faire travailler les usines Putilof, et les révolutionnaires déssaoulés connaîtront la discipline boche. Mais l'Allemagne devra les nour-

rir. Avec quoi? Elle cherchera immédiatement à rétablir les chemins de fer (dont la ruine est sans doute la cause première de la famine), mais son propre matériel est à bout et d'ailleurs ne peut pas rouler sur les voies plus larges de Russie. C'est une affaire, la remise en état de ce grand corps fiévreux! C'est une affaire de donner une administration à un peuple dont personne ne sait ce qu'il attend et qui, lui-même, comme les pèlerins d'Asie vont au tombeau d'un saint derviche, ne désire que s'asseoir au tombeau de Tolstoï ou piller les caves de la comtesse.

Effroyable aventure d'un peuple qui sentait le besoin d'une effusion de lumière nouvelle. Il n'est pas un Français, dans tous les milieux, dans tous les partis, qui n'ait profondément médité sur des folies dont nous souffrons cruellement et qui n'y trouve une leçon incomparable de politique.

La Russie a perdu son tsar, son esprit, son centre d'action. Elle l'a destitué. Plus exactement, lui-même avait manqué à sa mission, et a cessé de régner parce qu'il avait cessé d'être celui qui tient en éveil ses peuples, les unit et fait comprendre à tous leurs devoirs. Nécessairement disparaît, quels que soient ses titres d'apparat, celui qui ne remplit pas son emploi. Mais n'oublions pas ces soldats russes qui n'avaient qu'un fusil pour cinq hommes, n'oublions pas l'héroïsme que nos alliés déployèrent en août-septembre 1914 quand ils se jetèrent sur la Prusse orientale, quand ils refoulèrent de Pologne Hindenburg, puis dans la grande retraite et enfin dans l'offensive de Broussiloff. C'est l'or allemand qui pour une grande part vient de détruire la Russie. Que ce désastre immense et ce mélange abject de niaiserie et de vénalité fortifie dans chacun de nous le goût de la saine raison, de l'autorité, de la compétence, et nous éclaire sur la politique occulte de l'Allemagne.

Avions-nous nos Raspoutino, nos Sturmer, nos Lénino, nos Trotsky? Le Conseil de guerre et la Haute-Cour vont en juger. La mise en accusation de Caillaux, gravement soupçonné d'être le chef des bandes défaitistes et d'avoir présidé à l'activité du traître Almeyda, du traître Duval, du traître Marion, du traître Bolo, du traître Cavallini, avec qui il entretenait des rapports familiers d'argent et de politique, a été accueillie par toute la France et chez nos alliés avec un immense contentement.

Nous verrons dans leur procès si ces hommes sont vraiment les personnages infâmes que l'on croit entrevoir. En tout cas, il est prodigieux qu'au cours de cette guerre, où des multitudes de Français se sont signalés au respect de leurs concitoyens, MM. Caillaux et Malvy se soient complus dans la société d'affreuses fripouilles, dont il était évident, pour le moins, qu'elles étaient payées par l'Allemagne pour propager au milieu de nous des ferments de guerre civile.

L'année 1918 est déjà assainie. Nous avons au gouvernement un chef qui ne se contente pas de prononcer les phrases qui conviennent, mais qui les prononce avec une énergie si vraie que ses auditeurs sont mis dans son état d'esprit et deviennent ses collaborateurs. Clemenceau a mis le holà aux menées de trahison ; il a fait répondre, le jour même, par Pichon, aux offres fallacieuses de l'Allemagne ; il y a répondu mieux encore par des mesures de guerre. Et la Chambre, sans hésiter, l'a suivi. Depuis août 1914, très souvent les problèmes ont été bien posés et les justes solutions indiquées, mais par des hommes qui manquaient de force civique, et tout leur tonnerre sans éclairs ne mettait nulle part le feu. Il nous fallait ce républicain, pareil aux chefs militaires, et qui conseille et commande avec une telle flamme que chacun

l'ayant entendu trouve dans son cœur la force de suivre le conseil et d'exécuter l'ordre.

Voilà la France solide devant la menace. Toujours étroitement unie à l'inébranlable Angleterre, elle voit grandir à ses côtés, et presque sous ses drapeaux, la jeune armée américaine. Cette année nouvelle ne s'achèvera pas sans que l'Allemagne, qui ne peut compter que sur son propre fonds et que tourmentent ses privations, n'ait regretté d'avoir bravé le président Wilson et la libre Amérique. Et nous, tandis que se développe dans une hâte méthodique la mobilisation totale d'un peuple de cent millions d'habitants, comprenons que notre tâche demeure grande et terrible. Pour l'accomplir, il nous faut l'espérance et l'union ; il faut que, les uns et les autres, gens de tous les partis, frères dans la souffrance, nous adoptions pour mot d'ordre, de tout notre cœur et de toute notre raison : « Mettre au-dessus de tout l'intérêt national. »

XXXI

AU SOLDAT DE 1918

2 Janvier 1918.

Ces premiers jours de l'année, et d'une telle année, on les passe dans une étroite union avec tous ceux que l'on aime. L'esprit des familles françaises ne se détache pas de l'armée, et dans l'armée, soldat, officier, chacun hier songeait aux siens qu'on voudrait revoir et qu'il s'agit de sauver.

Pour comprendre où en est la force d'une armée,

il ne faut pas prendre pour objet de nos réflexions les seules choses visibles, mais plutôt les choses invisibles, toutes les tendances de ces hommes, ce qu'ils attendent, pressentent, appellent. L'importance des moyens industriels de la guerre est immense. Ah ! si nous avions à cette heure une aviation qui vaille notre artillerie ! Mais c'est une question immense aussi de savoir quel sera l'esprit qui emploiera ces moyens industriels.

Que pensent, que sentent, que veulent nos soldats ? Nous cherchons à nous le représenter par amitié fraternelle et puis parce que c'est de leur état moral que dépend le salut de la France. Le salut du plus grand réservoir de raison et de bonté qu'il y ait dans l'univers ! Un trésor d'esprit accumulé, et d'esprit qui veut naître, c'est cela, la France ; ses fils le savent bien et les peuples en témoignent. La France est l'instinct sympathique du monde. Elle aime, elle anime, elle s'élançe ; elle jette partout sa clarté ; c'est le plus beau rayon de soleil. Elle transpercera les ténèbres qui veulent la recouvrir de leur épaisseur.

De grandes forces allemandes sont rassemblées dans les Flandres, à Metz. Pour quel usage ? Certains d'entre nous croient que le Boche se bornera à une offensive d'usines dans telle région où chaque kilomètre gagné mettrait sous ses canons des manufactures de guerre. L'avantage de cette méthode serait une économie de troupe, car aujourd'hui l'assaillant, dans une bataille prudente, a des pertes inférieures du tiers à celles du défenseur. Mais le Boche sait bien que cette tactique, cette « offensive d'usines » n'est pas de nature à amener la décision. Aussi est-il plus probable qu'il tentera la percée. L'opinion allemande l'attend, l'appelle comme le miracle qui doit mettre fin à la guerre. Tous les prisonniers que nous

leur faisons en témoignent. Les Allemands vont peut-être risquer le paquet.

Et pourtant ! Leurs chefs sont beaucoup moins sûrs d'eux que nous n'imaginons. Ils aimeraient mieux nous attaquer par l'or que par le fer. Ils savent les innombrables bêtises qu'ils ont commises (plus nombreuses et plus formidables que les nôtres). Après Charleroi, ils pouvaient sans effort occuper, en face de l'Angleterre, notre côte, quo depuis ils s'efforcent vainement de conquérir ; ils ont, au moment de la bataille de la Marne, envoyé en Prusse orientale des troupes qui leur manquèrent cruellement ; leur général von Klück fit une grande faute, n'en déplaise aux stratèges, en ne se jetant pas dans Paris. Et l'on pourrait allonger cette liste de leurs erreurs mortelles. Aujourd'hui, ils sentent que leur opinion publique ne supporterait pas la déception d'un nouveau Verdun. L'Allemagne obligée de reconnaître son impuissance sur nos lignes, achevant d'épuiser ses stocks de tous ordres, et voyant sonner l'heure de la toute-puissante intervention de l'Amérique, c'est la nécessité de se soumettre à la loi des Alliés. Vienne cette heure bénie, cette heure de la paix et de la justice, au cours de 1918 !

Une chose soutient ces misérables Boches au ventre creux et les encourage dans l'idée de se sortir de leurs cruelles privations par un grand coup d'audace, c'est leur prodigieuse méconnaissance de notre caractère.

L'Allemand comprend mal la psychologie de la France et de nos soldats. Il entend chez nous des discussions, des critiques ; il en infère qu'il y a démoralisation. En effet, s'il se produisait chez lui la moitié des scandales qui se produisent chez nous, ce serait l'effondrement de la conscience populaire dans le doute. Supposez qu'un Boche ait entendu quelque jour un plein wagon de nos permissionnaires raconter

qu'ils en ont « plein le dos », le voilà ravi. Comment reconnaîtrait-il dans ce langage l'esprit éternel d'une race si différente de la sienne? Ce besoin de paraître insoumis, cette fierté, ce sentiment frémissant de sa liberté, bref, cette aptitude à l'agitation révolutionnaire, qui distinguent le Français entre tous les peuples, autant de manières inconnues du Boche. Il ne peut pas admettre que ces mêmes troupiers, si fiers de montrer en paroles leur indépendance, sont capables de se conduire en héros quand il s'agit de se battre. Et pourtant, c'est ainsi. Un officier me raconte qu'en juin dernier sa troupe fut touchée par le mauvais vent qui souffla sur certaines parties de l'armée, et il note que les plus ardents à clamer leur mécontentement étaient des braves authentiques, cités plusieurs fois et qui depuis ont accompli de nouvelles prouesses. La satisfaction de faire des critiques, même violentes, n'a jamais diminué les qualités guerrières du soldat français, qui rouspette (excusez le mot) dans les armées de la République, comme il grognait derrière l'Empereur. — Mais allez donc faire comprendre les défauts et les vertus de nos têtes chaudes à ces têtes carrées d'outre-Rhin !

Jean des Vignes Rouges (c'est, comme vous savez, le pseudonyme du capitaine Taboureau) analyse admirablement ce caractère de nos fils et de nos frères dans son nouveau livre, *André Rieu, officier de France*. Il nous montre les meilleurs, eux-mêmes, qui se cabrent quand il faut se soumettre à l'esprit de la collectivité et à des nécessités qu'il est dans leur nature de discuter. Un grand drame moral agite (plus ou moins, cela s'entend) les âmes de nos soldats, frères d'armes de Vauvenargues et d'Alfred de Vigny. Dans chacun de ces hommes il y a le germe français.

Nous sommes toujours au pays de Pascal. La recherche angoissée de la « liberté morale » se poursuit au milieu du formidable déterminisme de la guerre moderne. Avec quelle violence les âmes palpitent dans cette immense machinerie ! Chacun exprime à sa manière le tragique de la lutte éternelle entre l'individu qui revendique ses droits à une personnalité originale et le milieu qui pétrit brutalement tous les êtres. L'humble poilu dit « qu'il en a marre » ; l'intellectuel s'interroge avec anxiété pour savoir jusqu'à quel point est sienne la force qui le pousse au combat. Tous deux trouvent cette « liberté morale » dans la bataille. A ce moment-là une voix parle fort, celle qui exprime le besoin de la collectivité d'être défendue. La conscience d'être, dans la France, la parcelle vivante chargée de la défense totale fait monter les âmes jusqu'aux pures régions de l'Honneur. L'homme sent que la « liberté » naît en lui de l'harmonie de ses instincts les plus profonds et des aspirations de la collectivité. Et alors le poilu « en met » avec la conviction que c'est bien lui qui veut « en mettre ».

C'est l'heure sacrée. Mais, dans une guerre si longue, la plus immobile peut-être que l'on ait jamais vue, l'état d'esprit normal, à toutes heures, ne peut pas être la confiance mystique de l'exécutant. Que faire dans une cagna, à moins que l'on ne songe ? Nulle inertie dans un esprit français. Nos soldats, que les événements de ces quatre années ont prodigieusement travaillés et perfectionnés, pèsent froidement, analysent le pour et le contre des choses. Leurs aptitudes critiques vont en augmentant. Ils ont besoin, plus que jamais, qu'on leur démontre que la France ne joue pas un rôle de dupe dans le concert des Alliés. L'ignominie des révolutionnaires russes a cruellement scandalisé des cœurs généreux et des es-

prits droits. Ils veulent être bien sûrs qu'on ne sacrifie pas les intérêts nettement français pour les intérêts plus vagues et plus généraux de l'Entente. Il paraît que nous nous battons pour la Société des nations, mais les révolutionnaires russes n'en parlent même plus dans l'accord qu'ils étudient avec les Boches ! Beaucoup de combattants, qui voient sur notre sol d'innombrables étrangers de toutes races, en même temps qu'il se réjouissent de ces concours, s'inquiètent et se demandent ce que sera la France de demain. Ne craignons pas de laisser entendre aux soldats que nous sentons avec autant d'acuité qu'eux les problèmes qui se posent.

Disons-leur bien haut que les Anglais et les Américains et tous les autres se battent pour une victoire dont un des effets certains sera le retour de l'Alsace-Lorraine à la France, nos ruines réparées et la paix garantie. Rien ne rassure plus les soldats que s'ils peuvent se dire : Les hommes qui dirigent les affaires et l'opinion savent ce qui se passe, connaissent nos pensées, ils sont « au courant de la question », ayons confiance. Par contre rien de démoralisant comme l'impression que les gens d'en haut « ne sont pas à la page ». Il faut que Poincaré et Clemenceau prennent ce point de vue et saisissent toutes les occasions de faire voir qu'ils « sont à la page ».

Resserrons par tous les moyens nos liens, notre entente de cœur et de raison, notre unité spirituelle avec les défenseurs de la patrie. Nous entendons leurs questions et nous prenons leurs avis ; toute la France est avec le soldat qui, ce soir de janvier, guette dans son créneau l'ennemi et pense à son foyer.

XXXII

L'ARMÉE SOUTERRAINE ALLEMANDE

4 Janvier 1918.

« ... Le Français a d'énormes qualités de courage, d'héroïsme, et même on ne l'aurait pas cru, il s'est révélé tenace; mais il est naturellement insouciant et indiscipliné... Il est admirable, en ce sens qu'il rachète ses défauts par de merveilleuses qualités lorsque la crise est là. Il ferait beaucoup mieux d'éviter la crise, en sachant prévoir. Nous sommes tenaces aujourd'hui; les Boches le sont depuis 50 ans; nous savons merveilleusement improviser, mais il y a des domaines où l'on n'improvise pas; la guerre en est un. Sous prétexte que nous ne voulions pas la guerre, ce qui était très bien, nous n'y avons pas cru, ce qui était moins bien, et, n'y croyant pas, nous ne l'avons pas préparée, ce qui était presque criminel. »

(Carnet de guerre du capitaine CORNET-AUQUIER, mort au Champ d'honneur).

I

Voilà vingt-huit ans que je suis entré pour la première fois au Parlement et j'ai toute ma vie vécu avec des Alsaciens et des Lorrains qui surveillaient de près l'Allemagne; c'est dire que j'étais placé favo-

blement pour connaître les manœuvres et les ressources de nos éternels ennemis. Eh bien ! que savions-nous d'eux ? Nous savions leur volonté tendue continuellement pour créer une force irrésistible, pour s'assurer une puissance qui leur permit d'assouvir leur orgueil. Et leur orgueil grandissait toujours. Seul l'empire du monde pouvait les satisfaire. Ils le proclamaient. On remplirait toute une bibliothèque avec les écrits des pangermanistes. Mais si nous savions ce qu'ils voulaient, nous ignorions tout ce qu'ils pouvaient.

Nous fûmes surpris jusqu'à l'angoisse par les moyens militaires que les Allemands mirent en ligne en août 1914. Ils lancèrent sur la Belgique et sur la Lorraine plus d'armées que nous n'avions cru qu'ils en possédaient, et dotées de moyens matériels que nous avions méconnus. Et par-dessous cheminait une immense armée souterraine.

Quel fut notre émoi quand nous commençâmes à découvrir les concours occultes qu'ils s'étaient ménagés au milieu de nous ! Leurs positions étaient prêtes sur nos collines ; des traîtres les attendaient dans nos villages et jusque dans les hauts postes de la vie publique ; des rumeurs infâmes se levaient et se propageaient à leur gré. C'était toute une germination dans l'ombre, un champignonnement suspect.

Et notre stupéfaction ne s'est pas épuisée d'un coup. Il semble qu'elle ne sera jamais épuisée. Effondrement du sol en Russie, larges crevasses en Italie, sapes que nous découvrons chez nous-mêmes ! Des machinations, qui dépassent en noirceur et en complication tout ce que peuvent nous raconter les plus fameux romans de police, se sont déroulées dans tous les pays du monde, depuis trois ans, à l'instigation des agents de l'Allemagne, et ont puissamment soulevé l'indignation universelle.

De peur que ces faits et ceux que nous avons encore à apprendre ne nous enseignent rien, je veux dire ne nous servent pas de leçon positive, il est nécessaire que nous nous représentions leur lien logique, leur dépendance et le rapport que chacun d'eux peut avoir avec les autres. Il est temps que nous comprenions que des crimes où l'on voyait des hasards, des passions locales et un tas de causes particulières dépendent d'un dessein concerté du Grand État-Major allemand.

Le Grand État-Major, le cabinet militaire de l'empereur, voilà les deux pièces principales de la machine impériale. Elles mènent tout. Ne cherchons pas ailleurs la pensée qui agit. Le parlementarisme allemand n'est qu'un trompe-l'œil, une façade, machinée d'accord avec tous les partis, de manière à laisser, en fait, intacte l'indépendance souveraine de ces deux moteurs, seuls organes disposant en maîtres de la puissance publique. Ce sont eux qui se sont outillés pour être à même de créer, à l'heure qu'ils choisiraient, dans les nations neutres ou adversaires, le fait favorable à l'Allemagne, et pour y mettre en branle les forces, quelles qu'elles fussent, les plus propres à servir leur plan.

Quel plan? De quoi s'agit-il? Vous le savez, il s'agit de conquérir par la force l'hégémonie économique du monde et de réaliser la longue pensée « pangermanique » qui s'est formée en Allemagne au cours du dix-neuvième siècle.

C'est de très loin que les philosophes politiques de la Germanie ont rêvé d'organiser le continent dans une sorte de confédération où l'on ferait entrer d'abord l'Autriche, puis la Belgique, la Hollande, la Suisse, et de gré ou de force la France. Cette société des nations formera une coopérative; elle mettra en valeur l'Orient, l'Extrême-Orient et tout l'univers.

Ses bénéfices seront répartis au prorata des apports et, bien entendu, principalement à l'Allemagne, où elle aura son foyer. Quant à l'Angleterre, son destin est clair. Comment résisterait-elle à toutes les marines et à toutes les forces économiques de l'Europe centrale coalisée?

Consultez là-dessus les recueils documentaires qu'a publiés M. Charles Andler. Vous y trouverez des textes fameux qui sont la charte du pangermanisme, et vous vous rendrez compte que, flattant à la fois l'enthousiasme et les appétits, ils ont imprégné jusqu'aux moelles chaque Allemand, l'ouvrier comme le patron et l'officier.

Aussi bien les gens d'outre-Rhin ne posent pas les problèmes nationaux sous un angle identique au nôtre. « Nous autres Français, remarquait un jour Paul Bourget, nous sommes les héritiers de la Grèce et de Rome, de ces pays où l'Agora et le Forum dressaient les citoyens à discuter la chose publique, à la penser, à la parler, en un mot, à s'occuper de politique. Pareillement, les Anglais ont subi l'empreinte d'un long passé parlementaire. A Londres comme à Paris, l'homme dans la rue juge les ministres, suit les débats des Communes, est d'un parti. Rien d'analogue en Allemagne. Cette première place, réservée chez nous au sens politique, elle appartient là-bas au sens économique. »

Durant les vingt-trois années qui précédèrent la guerre, la Ligue pangermanique, fondée en 1894 par le professeur Class, la Ligue navale, la Ligue militaire ont, avec l'appui discret des pouvoirs publics, créé en Allemagne un mouvement irrésistible d'opinion en faveur d'une politique d'hégémonie mondiale. Servie par tous les Allemands répandus sur la surface du globe et qui s'empressèrent d'être leurs agents bénévoles, ces associations ont ramassé, centralisé

une formidable documentation sur les ressources économiques, financières, agricoles de tous les pays du monde et sur leur situation politique.

Cette enquête a abouti à l'élaboration d'un plan pangermaniste qui fut adopté en 1910 par le Grand État-Major et le cabinet militaire de l'empereur.

Dès cette époque, à dater de 1911, on entre dans la voie de la réalisation. Le Grand État-Major en collaboration étroite avec la plus haute industrie allemande, prépare l'impérialat économique du monde. Ardemment et secrètement, il veut créer une force si formidable que rien qu'en se montrant elle plie les genoux de ses ennemis et que, de terreur, ils déposent les armes. Lisez dans le *Livre Jaune* la lettre du 15 mars 1913 où notre attaché naval énumère les mesures qui d'année en année furent proposées et exécutées. Loi du quinquennat militaire de 1911, loi militaire et navale de 1912, loi militaire de 1913. Au 15 mars 1913, notre attaché militaire écrit : « Les effectifs allemands s'élèvent actuellement à 720.000 hommes... ; le 1^{er} octobre 1914 l'armée impériale sera portée à un chiffre voisin de 860.000 hommes... La nouvelle loi, comme du reste la loi de 1912, a pour tendance de mettre les corps d'armée de notre frontière dans un état aussi rapproché que possible du pied de guerre, afin de pouvoir, le jour même de l'ouverture des hostilités, nous attaquer très brusquement avec des forces très supérieures aux nôtres... »

En même temps était prévu l'achèvement de l'élargissement du canal de Kiel pour juillet 1914.

Ces projets demandaient d'énormes sacrifices d'argent. Après les avoir énumérés, notre attaché disait : « Il paraît à peu près certain que les dépenses renouvelables, les dépenses dites d'une fois, seront couvertes par une contribution de guerre prélevée sur le capital... Si nous constatons que le gouvernement

allemand s'efforce d'obtenir que cette énorme taxe d'un milliard de marks ne soit pas acquittée en plusieurs échéances, et si, comme le disent certains journaux, le paiement intégral devait être réalisé avant le 1^{er} juillet 1914, il y aurait là pour nous une indication redoutable, car rien ne saurait expliquer une telle hâte des autorités militaires à posséder un trésor de guerre liquide d'un milliard dans leur caisse. »

Cette date de juillet 1914, qui toujours revient, ce suprême délai fixé pour l'exécution de chacun de ces projets mortels, quel glas sinistre !

Nous l'entendions sans vouloir le comprendre. Mais il est d'autres préparatifs que nous n'entendions même pas.

Le Grand État-Major allemand, à côté de ces moyens avoués et publics, s'organisait des moyens occultes. Renforcement formidable des effectifs, des batteries d'artillerie lourde et de campagne, des mitrailleuses et de l'aviation ; création d'une force militaire et navale qui lui permettra dès juillet 1914, soit par l'intimidation, soit par le déclenchement des armées, d'écraser les puissances rivales, et d'abord la France, avec une rapidité fulgurante : voilà ce que notre attaché militaire, avec une angoisse patriotique, voit clair comme le jour. Mais le Grand État-Major, en même temps qu'il travaille à s'armer, travaille à nous désarmer. Nul ne nous en avertit ; les événements vont bien se charger de nous le faire savoir.

Savoir, c'est encore trop peu ; nous voudrions comprendre.

Le Grand État-Major eut un double souci : premièrement, d'organiser la suprématie militaire et navale allemandes ; et deuxièmement, de désagréger les forces sociales et militaires des États ennemis ou concurrents.

Comment il s'y prit, comment les Allemands, après

avoir développé leurs forces militaires, au point d'atteindre à un degré de puissance qu'ils pouvaient croire irrésistible, se sont assurés des influences et des concours dans les milieux dirigeants de chaque pays, c'est ce que l'on voudrait tirer au clair. Les Allemands, s'ils affichent en pleine clarté leurs buts, enténébrent leurs moyens. L'Empire a son secret, ses arcanes, *arcana imperii*. Ne voulons-nous pas essayer d'en saisir la forme ?

II

LE CHAMP LIBRE

7 janvier 1913

Le Grand État-Major allemand veut assurer à l'Allemagne l'impérialat économique du monde, la domination universelle. Pour y parvenir, il ne lui suffisait pas d'armer son pays, il voulut désarmer les pays adversaires. En même temps qu'il organisait la suprématie militaire et navale allemande, il poursuivit la désagrégation des forces sociales et militaires des États adversaires ou concurrents. Comment s'y prit-il ? Comment a-t-il mené à travers le monde ce programme de corruption méthodique ?

Nous savons qu'il existe à Berlin un Bureau de la presse qui emploie plusieurs centaines d'officiers et qui, hier, donnait ses directions à nos *Bonnets rouges*, à toute la presse de Hearst, de Bolo et de Scarfoglio. Nous savons par le rapport de sir E. Goschen, ambassadeur de Grande-Bretagne en Allemagne, que les principales entreprises industrielles allemandes ont été créées en 1914, avec une subvention du gouvernement,

une compagnie privée ayant pour objet de corrompre la presse étrangère. Mais ce ne sont là que des pièces de la machine ; on aimerait en connaître exactement toutes les parties.

Nous en connaissons du moins la structure générale et le rendement. Nous pouvons même en décrire la manœuvre. C'est une science que nous avons acquise d'hier, dans les plus cruelles expériences. Nous avons vu, à notre consternation, le Grand État-Major allemand pénétrer dans la vie profonde des pays qu'il veut soumettre à l'hégémonie allemande, et jamais plus nous n'oublierons avec quelle méthode savante il conquiert à la fois tous les milieux.

Dans toutes les cours, il s'assure des influences à l'aide des liens de parenté avec les familles régnantes et par les mariages. (Le procédé ne date pas d'aujourd'hui ; se rappeler Madame, mère du Régent, espionne pour le compte des Électeurs palatins, et ses lettres saisies dont Mme de Maintenon s'armait contre elle ; conférer également les princes consorts.)

Dans tous les états-majors, il obtient que des missions militaires soient envoyées en Allemagne et que de jeunes officiers viennent passer un temps à l'École des cadets de Potsdam. Ces jeunes gens (américains, asiatiques, européens de tous les pays) retournent dans leurs armées respectives, hypnotisés par l'organisation militaire allemande, convaincus de l'inutilité d'une lutte éventuelle et champions enthousiastes du militarisme prussien.

Mais cette action politique et militaire n'est qu'une des parties les plus visibles de l'immense manœuvre pour la conquête du monde. Elle se complète par une action financière et économique.

L'Allemagne avait organisé le drainage des capitaux étrangers pour vitaliser (ce mot énergique est de Chéradame) ses industries et son commerce en

amenant les grands établissements financiers (*Banque commerciale* en Italie, sociétés de crédit en France, banques suisses et belges) à escompter d'une part le papier allemand, moyennant de fortes commissions, et à détourner d'autre part vers l'Allemagne les capitaux français qui cherchaient en Suisse ou en Belgique un abri contre les mesures fiscales dont ils étaient menacés. Elle nouait des intrigues diplomatiques pour obtenir l'émission sur la place de Paris des emprunts destinés à favoriser son armement ou celui de ses alliés (emprunt hongrois de 500 millions en 1910, emprunt austro-hongrois d'un milliard en 1911, emprunt ottoman en 1913, etc.), ou développer son essor économique (valeurs du Bagdad). En même temps, elle mettait à profit son organisation industrielle et commerciale pour exercer une véritable suprématie sur l'essor économique des peuples concurrents.

Dans chaque pays l'Allemagne a créé d'innombrables sociétés à façade nationale, des sociétés françaises, anglaises, italiennes, etc..., pour exploiter des brevets allemands au profit des industriels allemands. Elle a obtenu des concessions de mines et des escales dans nos ports. Ses contrefaçons de nos produits étaient éhontées. Elle rendait impossible toute concurrence contre ses industries, grâce à la création de puissants cartels et à la mise en pratique de la vente à perte en dehors de ses frontières, sur les marchés étrangers, avec l'appui financier des pouvoirs publics et des syndicats industriels.

Et ce n'est là qu'une première série des garanties qu'avait su se constituer l'Allemagne. Après s'être acquis des influences et des concours dans les milieux dirigeants de chaque pays, après avoir pris une assurance en se conciliant la cour, l'armée, les forces financières et économiques, elle prenait une contre-

assurance, en prévision d'un changement politique, en gagnant les chefs du socialisme aux théories de pacifisme, d'internationale ouvrière et de lutte des classes. Elle complétait son immense travail de pénétration en s'efforçant de désagréger les forces sociales et militaires de ses rivaux par la domination qu'elle savait prendre, en tous pays, sur les partis socialistes.

En voulez-vous des preuves? Désirez-vous confronter avec les faits cet exposé schématique? Regardez successivement les peuples chez qui depuis trois années nous épions avec angoisse les pulsations de l'opinion.

En Russie. — L'action allemande sur la cour fut singulièrement aidée par la générosité trop naïve du tsar. Apôtre du pacifisme, protagoniste du congrès de La Haye, il faisait le jeu de l'Allemagne. Il poussait à la création d'une Société des nations! Celle-ci n'aurait eu de sens, n'aurait protégé les nations qu'autant qu'elle se fût assigné comme but la lutte contre l'hégémonie allemande. Le congrès de La Haye, en se répandant en bavardages creux, stériles et, pis même, nocifs, puisqu'ils propageaient une fausse confiance de paix, faisait des dupes au profit de l'Allemagne. La tsarine était une princesse allemande; la noblesse balte et lithuanienne détenait la plupart des grands commandements et encombraient les cadres; tout l'état-major russe subissait l'influence prussienne... Mais le tsarisme pouvait faire défaut, se dérober à l'action allemande ou plus vraisemblablement s'écrouler. En considération de ce risque, l'Allemagne avait pris une contre-assurance en répandant dans les milieux socialistes, nihilisants et chimériques ses théories anarchistes de pacifisme, d'internationale et de lutte contre l'aristocratie féodale. Résultats: avec le tsarisme, elle provoquait les trahisons militaires et allait peut-être obtenir de la tsarine la paix séparée;

avec Lénine, elle fait encadrer par ses propres officiers les troupes maximalistes qui déchaînent la guerre civile.

En Grèce. — Un roi prussien d'éducation ; une reine prussienne ; un état-major élevé à Potsdam. La Grèce est paralysée dans son élan vers l'Entente, et de là des répercussions d'une gravité incalculable sur la guerre. Mais l'Allemagne se heurte à la puissance d'un grand patriote, le premier homme d'État de l'Europe, Venizelos. Elle n'a pas de prise directe sur les masses populaires, faute d'un parti socialiste organisé. Et, le roi disparu, le prestige allemand est vaincu.

En Italie. — Un roi prudent et circonspect s'est dérobé, réservé. Mais l'Allemagne a pris les influences les plus puissantes sur le parti qui détient le pouvoir parlementaire, sur Giolitti, par qui furent faites les dernières élections ; — une influence absolue sur le parti socialiste officiel de Turati et de Trèves ; — des influences bancaires et économiques qu'il est impossible d'exagérer. Grâce au jeu de ces influences, on paralyse l'Italie, et après qu'elle a déclaré la guerre à l'Autriche on l'entrave dans son action militaire, on l'arrête dans son élan contre l'Allemagne. Giolitti et le parti socialiste ne perdent la partie que par suite de l'invasion de la Vénétie.

En France, malgré les crimes de 1870 et la protestation permanente de l'Alsace-Lorraine, l'Allemagne avait trouvé les concours les plus redoutables. L'intelligence de l'universitaire socialiste Jaurès était pénétrée, intoxiquée de germanisme, et le financier Caillaux tenait pour impolitique et même insensé de ne point se rallier à la suprématie industrielle et commerciale de l'Allemagne. Caillaux et Jaurès, avant la guerre, étaient partisans de l'accord avec l'Allemagne. Durant la guerre, qu'eût fait Jaurès ? Je crois qu'il

eût proclamé que le Droit de la France et celui des nations européennes se confondent, et qu'il se fût consacré à leur défense. Aujourd'hui, Caillaux est déféré à la justice sur l'accusation d'avoir poursuivi la destruction de nos alliances et secondé le progrès des armées de l'ennemi. Et le député Jean Longuet, petit-fils de Karl Marx, est le chef d'une fraction du parti socialiste.

On pourrait continuer cette revue des divers pays d'Europe et de l'action méthodique de désagrégation qu'y poursuit le Grand État-Major allemand. Je laisse ce soin au lecteur, qui ne connaît que trop les influences boches en Angleterre, en Espagne, en Suisse, en Amérique. Un fait nous arrête, une question s'est posée inévitablement à tous les esprits. Comment est-il possible que les socialistes allemands aient laissé le champ libre chez eux au Grand État-Major?

Le champ libre ! C'est trop peu dire. Ils ont favorisé son jeu en France, en Russie, en Italie, partout, auprès de leurs camarades qui, de tout cœur, en toute sincérité, s'étaient affiliés à l'Internationale. Nous allons nous en assurer dans un troisième chapitre.

P.-S. — La question d'Alsace-Lorraine intéresse le monde entier ; la France a été mutilée en 1871 par l'amputation d'une partie de son territoire, et, de cette plaie, le monde a la fièvre depuis 47 ans. Pour établir la paix durable, il faut que l'Alsace-Lorraine soit restituée purement et simplement à la France. Telle est la retentissante déclaration de Lloyd George, et Clemenceau a bien raison de dire qu'unaniment, au front et à l'arrière, les Français applaudissent.

III

L'ALLEMAGNE EXPORTE LES DOCTRINES RÉVOLUTIONNAIRES
ET NE LES PRATIQUE PAS

9 Janvier 1918.

Dans la méthode employée par l'Allemagne pour désarmer, dissocier, désorganiser les peuples rivaux et concurrents, le point curieux et sinistre que nous croyons avoir mis en lumière, c'est qu'après avoir pris une assurance sur les pouvoirs dirigeants (sur les cours, les états-majors, la haute finance, l'industrie, le commerce), elle prend une contre-assurance sur les révolutionnaires.

Elle la prend par le moyen de la Sozialdemocratie.

Toute puissante du prestige de ses grands théoriciens, et tenant à la main l'évangile de Karl Marx, la Sozialdemocratie se chargea d'agir à l'étranger sur les partis socialistes. Elle leur apporta les théories de pacifisme, d'internationale ouvrière et de lutte de classes. Autant de dogmes générateurs de désagrégation et de guerre sociale, mortels aux nations qui les accueillent. L'Allemagne les exporte, mais elle ne les pratique pas.

Les discours de Bebel, de Volmar, de Liebknecht, les votes de la Sozialdemocratie l'attestent de façon irrécusable, les socialistes allemands ont toujours préconisé la soumission au devoir militaire et le développement du militarisme allemand.

Les socialistes ont toujours voté les dépenses militaires. Ouvrez le *Livre Jaune*, voyez dans la lettre de notre attaché naval, en date du 15 mars 1913, com-

ment fut créé le trésor de guerre liquide d'un milliard que le Grand État-Major voulait avoir « avant le 1^{er} juillet 1914 » :

« La loi militaire de 1913 exigera des mesures financières tout à fait exceptionnelles... Les dépenses dites « d'une fois » s'élevant à un milliard de marks... seront couvertes par une contribution de guerre prélevée sur le capital. On exempterait les petites fortunes, et l'on frapperait d'une taxe progressive les fortunes supérieures à 20.000 marks. Présenté sous cette forme, l'impôt de guerre ne saurait déplaire aux socialistes, qui pourront ainsi, suivant leur tactique habituelle, repousser le principe de la loi militaire et voter les crédits qui en assurent l'exécution. »

Leur tactique habituelle ! Qu'on ne croie pas qu'elle fût faite d'ignorance. Le *Vorwaerts* du 31 mars 1912 écrivait à propos de la nouvelle loi militaire allemande : « Les augmentations de l'armée, le gouvernement les présente comme un meilleur gage de paix. Nous, socialistes, nous ne nous laissons pas prendre à de telles hypocrisies : nous savons que la lutte pour le marché mondial conduit fatalement les États civilisés à une politique impérialiste : cette politique est un danger permanent pour la paix et elle a besoin, pour être menée, d'une armée et d'une flotte extrêmement puissantes. Voilà pourquoi en ce moment le danger de guerre flotte dans l'air, pareil à un nuage gros de malheur. En Allemagne, en particulier, la toute-puissance du militarisme est la cause principale de ces augmentations incessantes de l'armée et de la flotte. Les chefs de l'armée allemande préparent l'armée à prendre une offensive stratégique rapide comme l'éclair. Cinquante mille officiers attendent avec impatience l'heure à laquelle ils pourront mettre en pratique les théories de Clausewitz et échanger la

place d'armes contre le champ de bataille. » (Cité par *l'Écho de Paris*, 1^{er} avril 1912.)

C'est qu'aussi bien la Sozialdemocratie n'est pas un parti révolutionnaire. M. A. Baumeister, un socialiste allemand, membre de la Commission générale des syndicats, répondait à quelqu'un qui l'interrogeait sur le sabotage :

« Le sabotage, nous le répudions formellement ; nous y sommes absolument opposés. Il compromet la prospérité de la nation ; il met en danger les vies humaines ; il nous aliène l'opinion publique et la masse de nos membres ; enfin, nous sommes contre tout ce qui a une tendance anarchiste. » (*Le Matin*, 14 juillet 1911.)

La Sozialdemocratie n'est pas révolutionnaire, pas même républicaine. Elle affirme son loyalisme impérial absolu. Elle ne préconise ni l'anticléricalisme qui est une forme de la guerre civile, la guerre religieuse, ni la lutte de classes, qui est une autre forme de la guerre civile, la guerre sociale. « L'ouvrier allemand, écrit Maximilien Harden, ne fait pas de révolution : vaguement mystique, il n'est pas assez bête pour s'exposer au fusil de petit calibre, et dans le fond de son âme il est fier de sa patrie et prêt à lui donner s'il le fallait du sang. » (*Le Matin* du 10 janvier 1912.)

Le socialisme allemand n'est pas un parti d'essence politique. C'est un parti économique, partisan de l'association de la classe ouvrière au patronat et au capital. Pour lui, la fortune de l'ouvrier est en fonction de celle du patron et de la prospérité économique générale de l'État. Il veille seulement et strictement au respect des intérêts des ouvriers dans leurs rapports avec les patrons et s'associe ouvertement au mouvement pangermaniste qui, en assurant l'expansion économique mondiale de l'Allemagne, doit

servir les intérêts de la classe ouvrière comme ceux du patronat.

La Sozialdemocratie n'a jamais pratiqué ni préconisé en fait l'internationalisme. Elle ne s'est jamais opposée aux cartels. Elle ne s'est jamais opposée aux dumpings, qui, par la vente à perte à l'étranger, ruinaient les ouvriers des pays concurrents. Vous rappelez-vous comment les employés des postes, télégraphes et téléphones allemands ont refusé formellement de former une union internationale avec les employés des P. T. T. français? (*Le Matin* du 20 juillet 1911.)

L'Internationale ouvrière n'était que matière à manifestations oratoires de congrès, destinées à consommer la mystification des partis socialistes étrangers, en les poussant dans les voies révolutionnaires, alors que la Sozialdemocratie se gardait bien de s'y engager.

Guillaume II avait raison de dire : « Mes socialistes à moi ne sont pas si terribles. » (*Le Matin* du 27 janvier 1912.) Terribles, ils le furent pour les nations que l'Allemagne voulait asservir. Guillaume a trouvé en eux des collaborateurs. La Sozialdemocratie s'est faite l'instrument docile et terriblement efficace de l'impérialisme allemand, en répandant dans les démocraties étrangères, non les microbes de la morve et des maladies infectieuses, mais des ferments mortels d'anarchie, d'antimilitarisme et d'internationalisme.

Par le canal de ses socialistes, partout l'Allemagne a utilisé le concours des organisations révolutionnaires, dont elle intensifiait la propagande. Regardez en Russie, en Italie, en Angleterre, en Suisse, en Espagne. Regardez en France.

Ce que l'Allemagne fit en France, au moyen des anarchistes, dès avant la guerre, faut-il le rappeler?

Elle perturbait la fabrication des poudres (explo-

sion de l'*Iéna*, 12 mars 1907, et de la *Liberté*, fin septembre 1911); elle organisait le sabotage (1.936 actes de sabotage commis depuis le mois d'octobre 1910, déclarait M. Caillaux, président du Conseil, dans l'*Écho de Paris* du 12 juillet 1911); elle fomentait les troubles révolutionnaires de Champagne, comme l'affirme la protestation adressée par M. Bertrand de Mun, président du syndicat des négociants en vins de Champagne à M. Caillaux, président du Conseil, contre l'inertie du gouvernement (*Temps* du 16 avril 1911); elle intervenait activement dans les mouvements germanophiles provoqués par les délimitations de la Champagne et travaillait de toutes ses forces à provoquer des tentatives insurrectionnelles dans toutes nos possessions d'Algérie, de Tunisie, du Maroc et d'Indo-Chine.

Et quand vint la guerre ! Les socialistes allemands avaient promis à l'Internationale qu'en cas de guerre ils feraient la révolution contre leur gouvernement, surtout si leur gouvernement commettait le crime d'être l'agresseur, et par ces promesses, auxquelles nos socialistes croyaient dur comme fer, ils encourageaient la France au pacifisme. Mais en août 1914, tous les Allemands pêle-mêle, socialistes et autres, sous les ordres de leur Grand État-Major qui n'avait jamais douté d'eux, se jetèrent sur la petite Belgique neutre, pour étrangler la France pacifique avant qu'elle se réveillât des promesses que la Sozialdemocratie lui avait faites.

Ah ! ce fut du travail bien préparé ! Mais évitons une stérile indignation, et que le fait nous serve de leçon. Appliquons-nous, dans un dernier article, à bien connaître le masque sous lequel les Allemands ont mené au milieu de nous ces préparations méthodiques.

P.-S. — Le maréchal Joffre a bien voulu nous faire

parvenir, sur les fonds de générosité dont il dispose, une somme de 20,000 francs pour la *Fédération nationale des Mutilés*. Les blessés sont heureux et fiers de ce souvenir amical de leur chef que nous remercions respectueusement.

IV

COMMENT ILS SE CAMOUFLENT LÉGALEMENT

11 Janvier 1918

La conquête économique du monde entier, entreprise depuis trente ans par l'Allemagne, se développe suivant une méthode précise et d'après un plan merveilleusement détaillé. C'est la Ligue pangermaniste, fondée en 1894 par le professeur Class, qui a conçu la première idée de ce projet d'asservissement des peuples. Elle en a arrêté les grandes lignes et assuré l'exécution. Comment elle a enrôlé dans ses rangs tous les Allemands répandus sur la surface du globe et les a conduits à l'assaut, en leur assignant à chacun une tâche qu'ils ont accomplie avec une stricte discipline et avec un orgueil poussé jusqu'au fanatisme, c'est quelque chose qui n'a d'équivalent que dans l'histoire des sociétés secrètes.

Le monde est plein d'Allemands. Ils se glissent, se font recevoir partout, et prennent dans tous les milieux le contact des hommes et des choses. Commis voyageurs, maîtres d'hôtel, archéologues, banquiers, ils dévouent à l'Idée toute leur âme et attendent d'elle toute leur satisfaction matérielle. Pour les assister dans ce travail d'espionnage et de pénétration, les plus hautes puissances industrielles et finan-

cières de l'Allemagne se sont groupées, sous la direction du pouvoir central, et dans tous les pays ils disposent d'une diplomatie occulte, largement dotée, qui agit derrière le paravent de la diplomatie officielle. Mais la pièce maîtresse de cette organisation, c'est la loi allemande sur la nationalité.

La conception juridique tout à fait étonnante que l'État allemand se fait de la nationalité favorise terriblement l'infiltration sournoise de ses nationaux dans les pays étrangers. C'est bon à nous autres de juger qu'un des nôtres qui choisit de devenir Allemand cesse d'être Français. Voilà bien une de nos idées simplistes et superficielles. Le juriste Georg Meyer, dans son *Lehrbuch des deutschen Staatsrechts* (4^e édit. 1895, § 79) note que « le principe suivant lequel la naturalisation en pays étranger entraîne la perte de la nationalité existante appartient au droit français ». Non pas au droit germanique. La conception germanique, c'est que l'acquisition d'une nationalité étrangère par un sujet allemand ne lui fait pas perdre sa nationalité d'origine. L'Allemand qui devient Français reste tout de même Allemand aux yeux de l'Allemagne.

Tâchons de suivre avec exactitude la pensée du législateur allemand. Nul doute qu'il ait voulu installer des agents secrets parmi les peuples confiants, et empêcher que la mère patrie, orgueilleusement placée au-dessus de toutes les nations, perdît jamais un de ses dignes enfants.

Dans un cours professé, il y a vingt ans, à Strasbourg, un professeur de droit, pangermaniste fougueux, déclarait : « Les Français fixés à Berlin, après trois générations, restent aussi Français que leurs ancêtres, tandis qu'un Allemand fixé dans l'Amérique du Sud devient rapidement Argentin, Brésilien. Il faut que cela finisse. » Ce légiste et ses collègues dési-

raient, cherchaient, appelaient la loi Delbrück. Ils ne surent pas l'inventer tout de suite.

Aux termes de la loi allemande du 1^{er} juin 1870, le sujet allemand qui se faisait naturaliser à l'étranger pouvait obtenir des autorités allemandes un « congé de nationalité ». Mais en principe, il demeurait Allemand, quoique naturalisé citoyen étranger. La loi allemande, sans interdire cette naturalisation, sans en contester la validité, la proclamait inefficace à rompre les liens d'allégeance qui attachent un Allemand à la mère patrie. L'Allemand devenu citoyen français, italien, anglais, etc., demeurait, au regard de l'Allemagne, un loyal et fidèle sujet.

Cette règle ne souffrait d'exception que pour les Allemands naturalisés aux États-Unis. La grande République américaine avait, en effet, conclu, en 1868, avec les divers États de l'Allemagne, une série de traités, connus sous le nom de traités Bancroft, aux termes desquels les Allemands, résidant aux États-Unis depuis cinq ans sans interruption et qui s'y faisaient naturaliser, devaient être considérés par l'Allemagne uniquement comme citoyens des États-Unis, et ne pouvaient, par conséquent, plus être réclamés comme citoyens allemands.

Ce cas de l'Amérique mis à part, tous les sujets allemands qui se faisaient naturaliser citoyens d'un État étranger conservaient quand même leur nationalité allemande. Et si vraiment ils voulaient la perdre, ils avaient à faire une démarche spéciale pouvant aboutir à « un congé de nationalité ».

La loi du 22 juillet 1913, la fameuse loi Delbrück, a renversé la situation. Elle a pris juste le contre-pied de la loi de 1870, mais pour atteindre d'une manière plus sûre au même but ! Elle a proclamé qu'un Allemand sans domicile « ni résidence durable en Allemagne perd sa nationalité d'État par l'acquisition

d'une nationalité étrangère faite sur sa demande ». Et puis, tout de suite après — attention ! — elle a ajouté (art. 25, § 1) que « conservera la nationalité d'État celui qui, avant d'acquérir la nationalité étrangère, obtient sur sa demande l'autorisation écrite de l'autorité compétente de son pays d'origine de conserver sa nationalité d'État... »

Dans quelles conditions cette autorisation peut-elle être accordée? Lecteur, vous exprimez là une curiosité qui va droit au centre du problème. Vous voulez savoir dans quel but l'État allemand permet à ses fils de mettre sur leur visage ce faux nez, cette fausse nationalité, ce masque. Qui trompe-t-on? Cet Allemand grimé en Français, en Anglais, en Italien et qui reste Allemand par-dessous, quelle œuvre poursuit-il?

Il est invité à s'en expliquer avec ses consuls. La loi Delbrück le dit au paragraphe 2 de son article 25 : « Avant que l'autorisation soit accordée (à un Allemand de se faire naturaliser à l'étranger et de garder sa nationalité allemande) le consul d'Allemagne (du pays étranger où il habite) devra être entendu. »

Monsieur le consul sera entendu ; il dira quel est l'intérêt de la mère patrie à permettre que l'un de ses fils se déguise en Français, en Anglais devant nous autres Anglais ou Français, en même temps qu'il assure de son loyalisme son empereur et la Germanie.

Vous entendez, vous voyez la progression méthodique. Alors que la loi de 1870 feignait d'ignorer la naturalisation des sujets allemands, la loi Delbrück la reconnaît et cyniquement débat les conditions à remplir pour que cette apparente rupture laisse intacts les liens allemands. On ne peut pas organiser plus ouvertement la trahison, et proclamer *urbi et orbi* qu'on table sur la pusillanimité, l'aveuglement et l'ignorance criminelle des États rivaux pour les

duper. Analysez cette loi impériale, toute de cynisme à la fois et d'hypocrisie, elle vous rendra compte de ces innombrables Boches, naturalisés Français, devenus citoyens français, qui participent à la vie politique française, pénètrent les Loges, les syndicats ouvriers, la Confédération générale du travail, les comités électoraux, obtiennent des concessions de travaux publics, des adjudications de fournitures de la guerre et de la marine, et qui font cheminer dans toutes les voies les idées germaniques, et qui vantent (avec d'hypocrites soupirs) l'invincible supériorité allemande.

Masqués en citoyens français ce sont des agents de la Ligue pangermaniste, qui travaillent selon leur rang à l'assujettissement des peuples.

Que chacun de nous attache sa puissance et sa finesse d'attention à la surveillance de ces Allemands naturalisés et de leurs enfants et petits-enfants. Nous ne manquerons pas de faire des observations d'un intérêt national de premier ordre. Regardez autour de vous et dans chaque pays. L'Allemagne fait pénétrer dans les organisations révolutionnaires à tendance anarchiste, dont elle intensifie la propagande, un grand nombre d'Allemands naturalisés, demeurés Allemands en vertu de traditions de race et de la loi Delbrück, et par le même procédé elle suscite, dans les métropoles et dans les possessions coloniales des États rivaux, des agitations insurrectionnelles. Contre l'Angleterre, elle fomentait des séditions en Irlande, en Égypte, dans l'Inde, au Cap. Contre la France, j'ai déjà indiqué sa part dans les mouvements révolutionnaires et dans les troubles de Champagne, où pour la première fois on vit apparaître Bolo, et puis elle travaillait de toutes ses forces à provoquer des mouvements insurrectionnels dans nos colonies d'Algérie, de Tunisie, de l'Indo-Chine, du Maroc.

Disons-le en passant, si quelqu'un doute encore de

ces menées allemandes, qu'il lise dans le *Livre Jaune* (je ne cherche pas d'autres textes, parce qu'il n'en est pas de plus sûrs) un rapport officiel et secret sur *le renforcement de l'armée allemande*, écrit à Berlin, en date du 19 mars 1913, par quelqu'un du Grand État-Major allemand :

... Il n'y aurait pas à s'inquiéter du sort de nos colonies. Le résultat final en Europe le réglerait pour elles. Par contre, il faudra susciter des troubles dans le nord de l'Afrique et en Russie. C'est un moyen d'absorber des forces de l'adversaire. Il est donc absolument nécessaire que nous nous mettions en relations, par des organes bien choisis, avec des gens influents en Égypte, à Tunis, à Alger et au Maroc, pour préparer les mesures nécessaires en cas de guerre européenne. Bien entendu, en cas de guerre, on reconnaîtrait ouvertement ces alliés secrets, et on leur assurerait, à la conclusion de la paix, la conservation des avantages conquis. On peut réaliser ces desiderata. Un premier essai, qui avait été fait il y a quelques années, nous avait procuré le contact voulu. Malheureusement on n'a pas consolidé suffisamment les relations obtenues. Bon gré mal gré, il faudra en venir à des préparatifs de ce genre pour mener rapidement à sa fin une campagne.

Les soulèvements provoqués en temps de guerre par des agents politiques demandent à être soigneusement préparés, et par des moyens matériels. Ils doivent éclater simultanément avec la destruction des moyens de communication ; ils doivent avoir une tête dirigeante que l'on peut trouver dans des chefs influents, religieux ou politiques. L'école égyptienne y est particulièrement apte ; elle relie de plus en plus entre eux les intellectuels du monde musulman.

Le beau document ! Chercher l'âme d'un peuple

ou d'un parti, parler à un peuple ou à un parti le langage qu'ils peuvent entendre, mettre à la disposition de ce peuple ou de ce parti les moyens pour qu'il exécute au profit de l'Allemagne ce qu'il a naturellement envie d'exécuter : tel est le système.

Des écrivains superficiels ou impressionnés par des souvenirs historiques remontant à des temps à jamais révolus ont prétendu que les Allemands implantés à l'étranger s'assimilaient, dès la première et seconde génération, et perdaient leur mentalité ethnique. C'est une erreur historique. C'est en tout cas une notion surannée, ne répondant plus à la réalité depuis la guerre de 1870 et la fondation de l'Empire, et surtout depuis que, sous la poussée de la Ligue pan-germaniste, l'orgueil allemand a été exalté jusqu'au paroxysme. Tout Allemand est suggestionné, juge qu'il appartient à une nation élue par Dieu pour diriger les peuples inférieurs, se croit chargé d'une mission divine, et ne démordra de son apostolat que lorsqu'on aura brisé ses faux dieux.

Pour que nous brisions les idoles d'outre-Rhin, il faut que nous connaissions leur culte et leurs fidèles, il faut que nous comprenions le vaste plan élaboré par le Grand État-Major de Berlin pour pénétrer dans la vie intérieure de tous les peuples. Eussions-nous la victoire par les armes, nous demeurerons des vaincus, si après la guerre nous ne savons pas démasquer au milieu de nous la conspiration permanente de ses missionnaires.

P.-S. — Le discours de Wilson s'ajoutant au discours de Lloyd George, cela prouve (entre autres choses excellentes) que la restitution de l'Alsace-Lorraine à la France est une condition absolue de la paix du monde.

XXXIII

L'ANARCHIE RUSSE A PARIS

I

TROTSKY ET LE « NACHE SLOWO »

11 Janvier 1918.

Il ne faut pas dire : « Les Russes nous ont trahis, ont rompu notre alliance et jeté au vent des conventions sacrées. » C'est le crime des maximalistes. Et nous nous souvenons de tout ce qui fut fait d'héroïque, durant trois années, par les armées russes ; nous voulons encore espérer que l'immense peuple de Russie reprendra le dessus, çà et là, sur ses éléments anarchistes, et nous sommes prêts à lui être utile.

Nous avons bien une part de responsabilité, si mince soit-elle, dans l'effroyable égarement des Russes. Nous avons eu parmi nous les Trotsky ; ils y étaient déjà les aides et les agents de l'impérialisme boche, et le moins qu'on puisse dire, c'est que nous les laissions faire.

Vendredi dernier, les socialistes à la Chambre se refusaient encore à voir cette complicité des maximalistes avec le Grand État-Major allemand. Ils cherchaient à entraîner le gouvernement dans les pièges machinés par Lénine et Trotsky pour faire le jeu de l'Allemagne. Clemenceau les écoutait en silence. Nul doute qu'il ne revît en esprit, d'après les documents qu'il connaît mieux que nous, le travail d'anarchie,

de défaitisme et de trahison qu'avant de s'installer triomphant à Péetrograd, pour y trahir la cause des Alliés et ses propres principes, le maximalisme a pu poursuivre à Paris même (en même temps que dans la Suisse cosmopolite), sous l'œil bienveillant de notre police.

C'est un chapitre de la politique de MM. Caillaux et Malvy ; c'est un des effets de ce funeste système de transaction avec l'ennemi que notre ministère de l'Intérieur et notre Préfecture de police ont pratiqué durant trois années. Transaction avec la presse vendue que l'Intérieur subventionne, avec les traîtres à qui la Préfecture donne des passeports, tandis que la Sûreté leur restitue leurs chèques ; transaction avec le crime, même quand il s'attaque à la défense nationale ; transaction avec le Boche qui fourmille à Paris et que la Préfecture protège au lieu de le traquer. Auprès de M. Malvy, place Beauvaù, auprès de M. Laurent, quai des Orfèvres, MM. Leymarie et Maunoury, ces maires du Palais, président à d'implicables trafics où on les voit associés à la troupe insolente et familière des Vigo, des Duvál, des Landau et des Garfunkel. Aujourd'hui, il nous faut montrer, pratiquée avec la même méthode funeste, la transaction avec l'anarchie cosmopolite, et pour prendre tout de suite la partie la plus actuelle de ce vaste sujet, avec l'anarchie russe. Il nous faut dire qu'avant de régner à Péetrograd, Lénine, durant cette guerre, a poursuivi impunément au milieu de nous et contre nous, dans Paris, l'essai de ses forces, l'élaboration de ses sophismes, le recrutement de son personnel, enfin toutes ses préparations.

Puissent ces lumières aider à l'œuvre de salubrité que tous exigent, et contribuer à assainir les grands services de la Défense nationale !

Au moment où la guerre éclata, il y avait en France

près de quarante mille réfugiés russes. Le plus grand nombre à Paris. Presque tous étaient venus chez nous pour fuir les pogroms ou les persécutions politiques, et beaucoup devaient être les victimes lamentables du terrorisme policier et du terrorisme bureaucratique qui ravageaient, sous un tsar trop faible, la Russie. Ceux-là méritaient notre pitié. Mais parmi les autres, j'imagine que plus d'un qualifiait bien facilement de politiques les poursuites qu'il avait fuies ou les lois qu'il avait enfreintes. Combien dangereux en tout cas étaient ces hommes qui, ayant perdu une patrie sans en retrouver une autre, et détachés de tout, s'adonnaient sans contrepoids aux rêveries mystiques de l'anarchie, et n'avaient plus d'espérance que dans la destruction universelle ! Entassés dans les sombres quartiers de Saint-Paul et du Panthéon, on ne pouvait, le soir, coudoyer sans frémir cette population fétide et ténébreuse. Et comment songer sans effroi aux galetas où ces vagabonds épuisés de misère thésaurisaient avec une colère patiente la haine et la mélinite ! Dans cette population si mêlée, la mobilisation se chargea de faire un premier triage. Tout ce qui était honnête et sain, tout ce qui avait fui une patrie ingrate ou des lois injustes, et non pas seulement la patrie et les lois, s'engagea, regagna son pays ou prit du service chez nous. Mais le reste ? Il y avait bien des chances que ce fût un foyer malsain d'agitation où la misère rendait plus dangereuse la fascination de l'or allemand. Tout cela aurait dû être dispersé. Nous avions des armes : l'expulsion et l'internement. En temps de guerre, on ne peut s'arrêter à trop de scrupules. Tous ces gens-là, qui ne voulaient se battre ni pour leur patrie ni pour la nôtre, n'avaient rien à faire chez nous. Cependant la police s'abstint, et de cette tolérance insensée l'audace des plus mauvais s'accrût jusqu'au délire.

L'Allemagne, de son côté, ne pratiquait pas l'inertie et, là comme ailleurs, ne négligeait pas ses chances. Elle sut trouver des hommes qui façonnèrent selon ses goûts et pour sa plus grande gloire cette pègre amorphe. Elle poursuivait là un double avantage. Dans ce bouillon de culture où, parmi la misère, la faim, les nostalgies de l'exil, la détresse des vies perdues, foisonnaient les microbes de l'anarchie, elle préparait de bons ferments pour l'heure qui devait sonner fatalement dans la malheureuse Russie, et puis elle entretenait chez nous une contagion redoutable.

Dès les premiers jours de la guerre, en effet, tout ce monde s'agita. Comme par hasard il se rencontra là tout de suite les hommes qu'il fallait pour réveiller les vieilles rancunes et ranimer les vieux espoirs. On vit dans la rue Mouffetard se glisser vers de fiévreux palabres toute sorte d'ombres furtives. De petits soviets s'organisèrent dans les bouges. Là, des orateurs se levaient hagards, et de la broussaille poisseuse des barbes sortaient les voix amères qui disaient la haine de la Russie inclémente, de la France inhospitalière, qui annonçaient le triomphe prochain et bienfaisant de l'Allemagne, qui enseignaient l'égalité, devant le mépris des penseurs libres, des autocraties et des démocraties capitalistes, qui prêchaient le refus de servir, la grève et le sabotage, enfin qui distillaient tout cet alcool venimeux dont s'empoisonne, là-bas, à plein gosier, la fureur triste des soviets.

Bientôt de petits journaux surgirent, parés de titres où se reconnaît la prétention naïve des autodidactes. C'étaient le *Mysl* (la Pensée), le *Jisme* (la Vie), le *Golos* (la Voix). Le premier résultat de leur campagne fut de ralentir, puis d'arrêter complètement les engagements militaires. Après des mois de propagande impunie, la censure se décida à les interdire successivement. Mais l'Allemagne ne se décourage

pas si vite ; elle fonda, pour les remplacer, une feuille plus importante et plus régulière, le *Nache Slowo* (la Parole libre), dont l'anarchiste Martoff était le rédacteur principal. Vous ne vous étonnerez pas que ce Martoff s'appelle Tserbaum, ni qu'auprès de lui on trouve Rappoport et Hambourg. Mais l'âme du journal, et aussi de toute la propagande, c'était Trotsky, qui bien entendu ne s'appelle pas Trotsky, mais Braunstein, et qui est aujourd'hui, avec Lénine, le chef des maximalistes et l'un des principaux auteurs de la trahison russe.

Pendant près de deux ans, le *Nache Slowo* poursuivait sa campagne, et il fallut, en septembre 1916, l'intervention du ministre de la Guerre pour qu'il fût supprimé.

D'où venaient les fonds de ce *Nache Slowo* ? C'est en Autriche que les premiers subsides avaient été remis à Trotsky par un certain Racowski, socialiste roumain à la solde du gouvernement de Vienne. L'Allemand Helfau, dit Parvus, qui opérait tantôt à Zurich et tantôt à Stockholm, avait fourni le reste.

Et ce journal que nous tolérions ainsi, dont les rédacteurs, tous étrangers, recevaient de nous l'hospitalité et prospéraient à l'ombre de nos lois, que disait-il ? Écoutez-le.

Il réclamait la conclusion immédiate de la paix. Il publiait le manifeste de Zimmerwald, interdit par la censure. Il professait que la France et non l'Allemagne avait commencé la guerre. En novembre 1915, il se flattait d'avoir fait échouer, grâce à l'intervention de certains socialistes minoritaires français, un projet d'enrôlement dans les armées alliées de tous les réfugiés mobilisables. Dans le numéro du 9 février 1916, il osait imprimer que « les Polonais jouissaient d'un bonheur parfait depuis qu'ils étaient placés sous la domination allemande ». Dans le numéro du 1^{er} mars

1916 paraissait une profession de foi où on pouvait lire : « Notre but est la reconstitution de l'Internationale au moyen de la lutte révolutionnaire du prolétariat de tous les pays contre la guerre, contre l'impérialisme et contre les bases de la société capitaliste. Nous devons avant tout engager une lutte sans merci contre les socialistes patriotes qui empoisonnent la conscience du prolétariat et paralysent sa volonté ; nous souscrivons au parti de Zimmerwald. » Et il ajoutait : « Notre tactique d'abord défensive deviendra offensive. » Plus tard, le *Nache Slowo* se vantera d'avoir organisé la grève des ouvriers casquettiers et celle des Galeries Lafayette.

Naturellement cette propagande était suivie avec intérêt en Allemagne, et une feuille fondée tout exprès à Berlin, les *Nouvelles Russes*, reproduisait les principaux articles pour les répandre à profusion parmi les prisonniers de guerre et dans la Pologne occupée. C'est toujours le même système. L'Allemagne entretient dans les pays ennemis une presse où, pour leur donner plus de crédit, elle expose sous une marque étrangère ses propres doctrines, qui lui reviennent ensuite toutes renouvelées, traduites du français, du russe ou de l'italien. C'est ainsi qu'elle reproduit, dans la *Gazette des Ardennes*, les articles qu'elle a d'abord fait écrire à Paris par ses Messieurs Badins. Le ministère de l'Intérieur et la Préfecture de police savaient tout cela, mais le *Nache Slowo* s'imprimait et circulait librement comme le *Bonnet Rouge*.

Cependant l'audace de Trotsky et sa germanophilie devinrent telles que les plus avancés parmi les anarchistes durent se désolidariser d'avec lui. M. Briand supprima le journal. Mais que fit-on de Martoff et de Trotsky ? On les expulsa sur la Suisse. Coupable faiblesse, toujours la même. Comment ! Voilà des suspects que nous avons gardés trop long-

temps, et on les envoie répandre en Suisse la haine qu'ils viennent d'amasser contre nous et que porte à son comble l'expulsion ! On les envoie raconter à nos ennemis tout ce que nous leur avons permis chez nous de voir et d'entendre ! C'est absurde. On le verra bien, lorsque de Genève ils continueront leur route qui, par Berlin et Pétrograd, les conduit à Brest-Litowsk.

Bien entendu, d'ailleurs, ils ne partirent pas sans avoir assuré la continuation de leur œuvre. Mecheriakoff et Dridzdo les remplacèrent et le *Nache Slowo* devint le *Natchalo* (le Début). Toujours alimenté par l'or allemand que lui dispensait Helfau, dit Parvus, le *Natchalo* continua de propager le même poison. Il s'en allait en ballots vers le front des brigades russes, comme vers nos propres troupes les tracts de Sébastien Faure ou les numéros mal blanchis du *Bonnet Rouge*. C'est ce mouvement parallèle des deux propagandes qui, de Paris, rejoignent nos soldats et les soldats russes, que dans un prochain chapitre nous verrons se développer librement sous la haute protection de M. Malvy.

P.-S. — M. Rappoport à la suite de cet article demanda à la Chambre l'autorisation de poursuivre M. Barrès. Une commission fut nommée pour examiner cette demande. Elle convoqua M. Barrès et M. Rappoport.

M. Barrès adressa au président de la Commission la lettre suivante :

Paris, 14 Février 1913.

Monsieur le Président,

Vous voudrez bien m'excuser si je ne me rends pas à l'invitation que vous m'avez fait l'honneur de m'adres-

ser. C'est le respect même que j'ai pour la Commission que vous présidez qui me fait décliner ce débat devant elle.

A l'époque tragique où nous sommes, s'il y a une restriction qui s'impose, c'est celle des inutiles querelles personnelles, et j'estime que la plainte de M. Rappoport tend à transformer en une querelle personnelle une critique tout historique où il ne s'agit des individus qu'en fonction d'une campagne collective.

Cette campagne maximaliste à Paris, souverainement dangereuse pour la réussite de la guerre nationale qu'une invasion de près de quatre années nous force à conduire, est pour moi démontrée par des documents que M. Rappoport est à même de critiquer et de réfuter dans les divers journaux dont il dispose, et là seulement.

Au cours des polémiques diverses que j'ai pu avoir à soutenir depuis déjà bien des années, j'ai la conscience de n'avoir jamais manqué à la grande règle d'équité chère à nos pères : Audiatur altera pars. Que M. Rappoport apporte des arguments sérieux à l'encontre de ma thèse et à l'appui de la sienne, je les examinerai avec la même bonne foi.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'expression des sentiments les plus distingués de votre dévoué collègue.

MAURICE BARRÈS.

La Commission, après avoir entendu M. Rappoport décida à l'unanimité de rejeter sa demande.

Aucun ami de M. Rappoport ne se présenta devant la Chambre pour combattre les conclusions de la Commission.

M. Rappoport s'abstint de poursuivre, comme il en avait toute facilité, le journal l'Écho de Paris.

L'ANARCHIE RUSSE A PARIS

II

M. MALVY ET SÉBASTIEN FAURE

16 Janvier 1918.

Non, je ne dirai rien aujourd'hui de M. Joseph Cail-
laux ; les faits parlent assez et terriblement. Achevons
de décrire à grands traits le développement à Paris de
l'anarchie russe.

Bien que négligeant mille détails, nous en avons
tout de même assez dit pour faire voir comment les
Boches avaient formé, à Paris et en Suisse, une petite
équipe d'anarchistes-espions, nourris par eux avec
amour, qu'au bon moment ils ont appelés à Berlin et
débarqués par delà leurs lignes à Pétrograd, pour y
consommer la trahison. Cette équipe avait ses moni-
teurs. En Suisse, c'était le socialiste Grimm, dont la
connivence avec l'Allemagne a été établie. En France,
c'était un tel, un tel et surtout le hideux camarade de
M. Malvy, Sébastien Faure. « Tout homme a deux
pays, le sien et puis la France. » Mais à ceux qui n'ont
pas de pays, l'Allemagne s'offre. Croira-t-on que c'est
une simple coïncidence, si tous ceux qui répudient la
patrie se sont faits les champions de cette Allemagne,
où l'idée nationale a le plus de sauvage étroitesse ? Il
faudra montrer quelque jour comment, par un plan
concerté, l'Allemagne a confisqué à son profit tous les
cosmopolitismes, celui des cours, celui des affaires,
celui des villes d'eaux, celui de l'anarchie. Mais ce
n'est pas aujourd'hui notre dessein. Contentons-nous

de montrer comment, protégés par les mêmes puissants complices, les anarchistes russes et les nôtres travaillèrent ensemble à la même œuvre, à la victoire allemande.

Au mois de février 1917, dans un rapport adressé au ministre de la Guerre et que Clemenceau au Sénat a qualifié de « terrible réquisitoire », le général en chef a dressé le tableau de la propagande anarchiste en France. Tableau accablant pour M. Malvy et pour ses services, qui ont tout su et qui n'ont rien empêché. Diffusion de tracts, brochures et feuilles volantes sur le front, réunions anarchistes où l'on attire les permissionnaires, agitation gréviste principalement dans les usines de guerre, correspondances avec les soldats du front, ce sont toujours les mêmes doctrines défaitistes que l'on répand par ces divers moyens et ce sont toujours les mêmes hommes qui poursuivent le même dessein sinistre. Une douzaine d'agitateurs, dit le général en chef. C'est l'équipe maximaliste que l'Allemagne entretient dans chaque pays, équipe qui ne peut rien par elle-même, mais qui peut tout si elle possède dans les gouvernements des intelligences. Nous voyons qu'en Russie Sturmer et Protopopoff ont ouvert la voie à Lénine et à Trotsky. C'est ce que faisaient en France Caillaux et Malvy.

Rien n'est plus suggestif à cet égard que les relations de Malvy et de Sébastien Faure. Sébastien Faure était, comme Almereyda, l'ami de M. Malvy qui lui prodiguait ses confidences et ses subventions.

M. Malvy se souvient-il, par exemple, qu'au début de 1916, le gouvernement militaire de Paris voulut interdire une réunion défaitiste annoncée par Sébastien Faure, mais que le ministre de l'Intérieur intervint et exigea la levée de l'interdiction ? La thèse soutenue était toujours la même : la transaction. Sébastien Faure, comme on l'a dit de Garfunkel, comme on le

murmure de Duval, appartenait à la police. Pas plus que le crime, disaient les bons apôtres de la place Beauvau, on ne peut supprimer l'anarchie. N'est-il pas habile de faire par des hommes à soi cette propagande qu'on ne peut tout à fait empêcher ? Effroyable système qui permet à une administration corrompue de composer avec le crime, peut-être d'en profiter, et qui permet à un Sébastien Faure d'oser contre la résistance morale de la nation armée des entreprises dont l'audace déconcerte et que durent subir impuissants nos grands chefs. Malgré leurs accusations précises et répétées, Sébastien Faure ne fut pas inquiété. Et il fallut pour que la police s'occupât de lui qu'il fût, en même temps qu'un traître, un satyre. Encore, quoique le délit eût été public et qu'il eût été désigné par la clameur de haro, le laissa-t-on s'échapper. Et ce n'est que d'hier que, saisi à Marseille, il a fini de courir.

Le misérable nous a révélé lui-même le secret de son impunité. Le 26 janvier 1915, M. Malvy le reçut longuement, et, dans une circulaire répandue dans les milieux anarchistes, il nous a conservé de l'entretien un récit extrêmement curieux et qui ne manquera pas de retenir l'attention de la Haute-Cour.

Déjà l'*Action française* nous a signalé ce prodigieux document. Je suis à même de préciser ce que furent ses effets.

Sébastien Faure, dès le début de la guerre, avait composé un appel pour la paix dont il avait répandu aux armées un grand nombre d'exemplaires. Des mobilisés s'en étaient faits sur le front les propagateurs. L'autorité militaire s'était émue, avait ouvert une enquête et décidé de poursuivre les soldats coupables. M. Malvy, pour l'avertir du danger, convoqua Sébastien Faure. Oh ! M. Malvy n'a pas un mot pour flétrir des manœuvres criminelles, il rend hommage aux « raisons très nobles » qui ont poussé son interlocuteur.

Il lui demande simplement, gentiment « d'interrompre momentanément sa propagande ». Pour le convaincre, il exagère l'effet produit : « Il est certain que tous ceux qui fatigués par la guerre, exténués par les privations, frappés par le deuil et par la peine, auront lu votre Appel, ne manqueront pas de dire : « Ah ! oui, il est temps « d'en finir avec cet état de choses, à n'importe quel « prix. Sébastien Faure a raison. Protestons contre cette « guerre maudite, réclamons la paix, forçons le gouver- « nement à la signer à n'importe quel prix. »

Voilà ce qu'en 1915 le ministre de l'Intérieur pensait de la résistance morale de notre pays et de notre armée.

« Les officiers, continue-t-il, ont appris l'existence de votre Appel. Ils ont appris que leurs hommes le lisaient avidement et le commentaient passionnément dans leurs tranchées... » Une enquête a été ouverte, un dossier terrible réuni, l'autorité militaire a voulu prendre des sanctions. Mais, heureusement, « le ministère actuel a dans son sein des hommes qui sont des adversaires convaincus des mesures trop rigoureuses... Ils se sont opposés aux mesures très sévères que les militaires avaient l'intention d'appliquer ». Et ici l'incroyable aveu :

« Je suis parvenu à ce que tous les documents concernant cette affaire, rapports, interrogatoires et lettres, me fussent remis. J'ai tout brûlé... Tout est anéanti : rapports, procès-verbaux de l'enquête, lettres de vos amis... Tout est réduit en cendres et il n'en sera plus question. »

On dira : Sébastien Faure a fait parler à sa guise M. Malvy. C'est lui qui, pour les besoins de sa cause, imagine les propos qu'il place dans la bouche de son interlocuteur. Nous voudrions le croire. Mais l'interview publiée dans la forme d'une circulaire aux camarades anarchistes a été répandue partout. Personne ne l'a démentie. Personne ne s'est opposé à sa diffu-

sion. Il y a mieux : elle a paru à Gourdon dans le propre journal de M. Malvy, qui l'a ainsi authentiquée. Quant à son objet, on le voit assez clairement. Faire dire par le propre ministre de l'Intérieur que les soldats, que le pays sont las de la guerre et que la propagande pacifiste est merveilleusement efficace, quel encouragement ! Et puis on prévient tous les pacifistes, anarchistes et défaitistes qu'il y a au ministère de l'Intérieur un homme qui les comprend, qui les protège et qui brûle leurs dossiers. Sans doute Sébastien Faure a promis d'interrompre « momentanément » sa propagande. Le bon billet ! Sûr maintenant de l'impunité, il va au contraire la développer. Il provoquera les réclamations obstinées et inutiles du haut commandement, mais l'interview de M. Malvy sera dans ses mains une sauvegarde et une arme.

Nous la voyons, en effet, cette interview, s'étaler tout au long dans les colonnes du *Nache Slowo*, le journal anarchiste publié en russe à Paris par Braunstein, dit Trotsky (numéro du 20 février 1916).

Cette publication révèle entre l'anarchie française, le maximalisme russe et M. Malvy, un accord profond qui résonne en allemand. Aussi bien les manœuvres de Sébastien Faure et celles des Trotsky et des Mecheriakoff se développent parallèlement, elles portent les mêmes fruits.

Le rapport du général Nivelle, en février 1917, signale qu'un effort semblable s'accomplit pour détruire la résistance morale de nos soldats et celle des soldats alliés, principalement des soldats russes qui combattent sur notre front. Parmi les meneurs, il nomme, à côté de Sébastien Faure et d'Hélène Brion, Mecheriakoff, directeur du *Natchalo* (qui a remplacé le *Nache Slowo*), il se plaint que le *Natchalo* arrive aux tranchées russes, comme à nos propres tranchées les tracts de nos anarchistes. Plus tard, après les événements de

mai-juin, le général Pétain indiquera, parmi les causes des désordres et mutineries militaires, la contagion des brigades russes. Trotsky et Mecheriakoff avaient fait chez nous leurs expériences. L'un des généraux russes se plaignit que ses troupes étaient infestées par le pullulement des journaux et des tracts germanophiles, dont les uns, fabriqués à Genève, passaient tranquillement la frontière ; dont les autres, non moins tranquillement, étaient imprimés à Paris et acheminés vers le front. Le général s'étonnait, et nous comprenons sa surprise ; mais nous ne pouvons la partager : M. Malvy était ministre de l'Intérieur, MM. Leymarie et Maunoury étaient les maîtres de la Sûreté générale et de la Préfecture de police.

Le redirons-nous encore ? Devant le Conseil de guerre, devant la Haute-Cour, les principaux responsables auront à s'expliquer. Mais il y a d'autres responsabilités, et, par conséquent, d'autres sanctions. Il faut que la Sûreté générale et la Préfecture de police soient désinfectées. Clemenceau, dans l'inoubliable discours du 22 juillet qui l'a porté au pouvoir, a montré qu'il connaissait le mal. Le pays attend de lui qu'il applique à fond le remède, sans précipitation et sans faiblesse, avec cette hardiesse prudente qui est sa marque et la marque des chefs.

XXXIV

LE CONSULAT DE LA DÉFAITE

Le procès de M. Caillaux.

18 Janvier 1918.

Les lumières du bal commencent à s'éteindre, les danseurs s'éclipsent, la musique s'est tue, les fleurs

sont fanées. La bando internationale des traîtres, livide, aux premières lueurs de l'aube, est traînée vers les cachots et le poteau d'exécution. Regardons le chef, le traître du bal.

Le document trouvé dans le coffre-fort de Florence, et qui ne serait rien moins qu'un plan complet de réorganisation de la France, jette une clarté singulière sur la portion la plus secrète et la plus intéressante de la personnalité de M. Caillaux. N'hésitons pas à dire le mot : il n'a rêvé rien moins que d'être le premier consul d'un régime d'après-guerre qui aurait été une réédition modernisée du Consulat.

Dissolution du Parlement, appel au peuple, personnel nouveau, et jusqu'à la garde corse, rien n'y manque si les renseignements donnés par les journaux sont exacts. Rien n'y manque sauf la victoire. C'est là, en effet, l'étrange erreur de cet esprit brillant, déraisonnable et, pourquoi faut-il que la vérité m'oblige à le dire ? criminel.

Dans cette réorganisation du Consulat, M. Caillaux n'a pas vu que l'élément vital était la combinaison du génie de Bonaparte, certes, mais aussi de la victoire. Le Consulat, c'est bien le redressement des excès politiques, la réparation des ruines révolutionnaires, l'apaisement de l'anarchie, l'ordre remis dans la maison ; mais c'est d'abord la maison rendue à ses propriétaires, le pays débarrassé de l'ennemi. La bonne volonté d'un peuple, fier de sa force et qui en demande l'utile emploi au plus éclatant représentant de cette force, voilà essentiellement le Consulat.

Imaginez Bonaparte, avec ses prodigieuses facultés, essayant d'appliquer le même système à une France vaincue et humiliée, il n'est qu'un aventurier qui poursuit l'impossible. D'ailleurs, l'événement l'a montré. Il rentre de l'île d'Elbe, il croit qu'il va vaincre, il règne ; Waterloo arrive, il abdique.

L'extraordinaire paradoxe de M. Caillaux aura été de vouloir faire sortir un 18 brumaire de Waterloo. Quand on regarde de près ses diverses intrigues et qu'on essaye d'en dégager le trait commun, on trouve toujours qu'il a ponté (les termes de jeu sont les seuls qui conviennent ici) constamment et inlassablement sur la défaite de la France. Son grand crime est là. Il n'a pas cru à son pays. Quand, après la bataille de Cannes, les sénateurs allaient au-devant de Varron, pourtant vaincu, de quoi le félicitaient-ils? De n'avoir pas désespéré de la patrie. Cette anecdote, que l'on nous apprenait au collège, renferme une grande leçon, dont la chute de M. Caillaux est un douloureux et vivant commentaire. Désespérer de sa patrie, quand on est un homme d'État et qui agit, c'est inévitablement contribuer à sa défaite, c'est ranger cette défaite parmi les données de son ambition, pour tout dire, c'est l'escompter. Il y a là une variété inédite de trahison qui n'est pas celle de l'argent. On pourrait presque l'appeler d'ordre intellectuel. Elle vient d'une dépravation profonde de la mentalité politicienne. Suivez-en les conséquences. Si le pays doit être vaincu, à quoi bon se battre? Plus tôt la défaite arrivera, moins elle sera sanglante, moins aussi elle sera coûteuse. Agissons donc sur l'opinion pour que les inconvénients et les périls de la guerre soient montrés dans leur crudité la plus dure, et les avantages de la réconciliation avec l'adversaire présentés sous leur jour le plus tentant. Ne perdons pas contact avec cet adversaire. Lui-même, nous le tenterons, en lui offrant une économie d'effort et de sacrifice. Double et difficile besogne, qui exige pour être accomplie les ténèbres d'une conspiration continue et dont les ouvriers ne peuvent être que ces gens de sac et de corde qu'ont recueillis de tous temps autour d'eux les Catilina. Ainsi s'explique cette besogne de défaitisme, de ru-

meurs infâmes, d'appui aux Boches et aux bochisants, cette création d'une multitude de feuilles ignobles, cette entreprise universelle de salissage, cette organisation de mutineries militaires, cette distribution d'or allemand, tout ce que Caillaux a tenté et trop réussi depuis trois ans, par le moyen de Malvy et de Leymarie, avec ses bandes de Vigo, de Duval, de Garfunkel, avec tous ceux que nous avons nommés et décrits, avec tous ceux qu'il faudra continuer de démasquer et d'arrêter. La dénaturation des sentiments simples amène ceux qui en sont les victimes à détruire en eux tous les scrupules sur le choix des moyens. Le machiavélisme ignoble, toujours en train de faire appel à des mercenaires de bague, toujours engagé dans des tripotages véreux et dans des tractations louches, voilà le programme préparatoire du Consulat de la défaite.

Évoquez en regard le vainqueur d'Arcole et de Lodi, l'homme qui invitait ses soldats à regarder en face quarante siècles d'histoire pour les égaler et les surpasser en héroïsme, le réconciliateur qui allait chercher le talent partout où il était, qui voulait que tout Français n'eût qu'une devise : l'honneur national, et vous comprendrez que les projets de M. Joseph Caillaux ont trouvé le moyen d'unir la suprême impiété à la suprême extravagance.

Il y a dans Tite-Live un passage très émouvant, celui où le vieil Annibal se met à rire d'un rire presque spasmodique devant les conditions très dures infligées par Rome à Carthage vaincue. Comme ses concitoyens le lui reprochaient : « Je ris, leur dit-il, mais si vous voyiez mon cœur ! Et mon rire n'est pas plus intempestif que vos larmes. Il fallait pleurer quand on vous a démoli vos fortifications, brûlé vos navires, défendu vos alliés étrangers. Il fallait pleurer quand on vous a donné une Carthage désarmée et nue au milieu des nations armées de l'Afrique. Mais vous ne sentez

des maux publics que ce qui touche à vos fortunes privées, et vous verrez un jour, je le crains, que le mal dont vous vous plaignez aujourd'hui est bien léger par rapport à celui que vous subirez plus tard. » Jamais l'irréparable malheur qui suit la défaite n'a peut-être été résumé dans un plus significatif symbole. Il est incroyable qu'une intelligence de l'acuité de celle de M. Caillaux n'ait pas vu que l'on n'organise pas la faillite de son pays sans qu'une universelle catastrophe s'abatte sur tout ce pays. Aussi le Consulat que le prisonnier de la Santé rêvait n'était-il que l'organisation de la démission française à l'extérieur, et à l'intérieur de la proscription et de la tyrannie. C'est le banquier qui joue à la baisse contre sa propre main, et comme disait l'autre dans un mot trop souvent cité, parce qu'il est trop souvent vrai, la grande pensée de M. Caillaux est plus que criminelle, elle est bête.

Mais Thiers ? direz-vous. En effet, M. Caillaux, qui se révoltait quand je le comparais à Retz, à Catilina, se targuait d'être le Thiers de demain. Toute la différence est que Thiers a dû subir la défaite, en effet, mais après avoir tout fait pour l'empêcher et qu'il avait commencé par courir l'Europe pour nous recruter des alliances. Autant dire que le vieux pèlerin de 1870 avait fait exactement le contraire du voyageur argentin et italien de 1914 et de 1916.

M. Joseph Caillaux a inventé une nouvelle espèce de trahison. Ce n'est pas celle de Judas, a-t-il dit à la tribune, dans sa mémorable défense, aujourd'hui anéantie. Non, il ne s'est pas installé dans ce crime tout plein d'argent par un infâme appétit d'argent. C'est l'appétit du pouvoir qui seul le mouvait, et la méthode qu'il a choisie depuis trois ans pour rentrer au gouvernement vient d'un manque de foi dans son pays. Il a joué sur la défaite, parce qu'il ne croyait pas en la France. C'est l'homme qui ne croit pas à

la vertu de sa mère. Il y a du parricide dans son cas.

XXXV

APPEL AUX PRÉSIDENTS DES GROUPES

Le Parlement.

21 Janvier 1913.

Le président de la Chambre est impuissant à maintenir la liberté de la tribune et la décence des débats. Ce n'est nullement de sa faute. Je ne vois personne qui puisse mieux que lui tenir l'emploi d'arbitre, de modérateur et de régulateur, mais l'Assemblée se refuse à toute discipline suivie. Quand M. Paul Deschanel essaye de réprimer les violences des violents, il reçoit, tout comme un autre, leurs brocards, leurs injures, leurs menaces, et tout naturellement il cède et désire que l'on cède devant les plus intraitables. Ceux-ci règnent, de par un consentement un peu honteux de toutes les sages et prudentes personnes de la Chambre. A quoi bon irriter nos irritables collègues? On se résigne, on en veut à ceux qui ne se résignent pas. Qu'est-ce que ce gêneur de Pugliesi-Conti, qui réplique à des véhémences par des véhémences, à des outrages par des outrages et qui, frappé au visage, met la main sur son arme? De ce train-là, plus de délibérations.

Aussi bien n'en avons-nous plus. On parle, on crie, on s'insulte, on se menace; quasi tout le monde fait trop de tapage, y compris la sonnette du président, et bientôt les partis modérés sont réduits à se taire.

Ils se consolent en pensant qu'il y a plus de philosophie dans leur silence que dans cette effroyable débauche de vociférations. Quant au gouvernement, il trouve sa dignité et sa force dans la brièveté tout à fait raisonnable et spirituelle de M. Clemenceau qui, en quatre mots, au milieu des tempêtes, donne ses directions comme un capitaine dans son porte-voix.

Disons-le en passant : il est curieux de voir que M. Caillaux avait été vivement frappé par les vices et les médiocrités du Parlement d'aujourd'hui. Il avait lié partie avec les éléments terroristes, et comme ils le défendaient, il les soutenait. Mais il les jugeait. Dans ses pensées de derrière la tête, il ne croyait pas que l'on pût désormais tirer aucun rendement de cet instrument décrépît. Si nous en croyons les détails que nous donnent les journaux sur les papiers de Florence, M. Caillaux enlevait à la Chambre le droit de voter les lois ; elle se contenterait désormais de voter des motions, des vœux, des projets qui seraient examinés, refusés ou acceptés, et, dans ce dernier cas, élaborés en forme de loi par un Conseil d'État.

Il est inutile que nous examinions de plus près les pensées du prisonnier de la Santé, puisque nous n'en possédons pas un texte certain et que d'ailleurs voilà son complot par terre. M. Caillaux aura vécu certaines parties du rôle classique d'un aspirant dictateur ; il a donné des gages aux révolutionnaires qu'il rêvait de dompter ; il préparait le 13 vendémiaire et le 18 fructidor, qui, dans son esprit, lui permettraient de réussir ensuite à son profit un 18 brumaire. Ces rêveries, odieuses parce qu'elles supposaient la défaite et qu'il semble bien que nous allons voir qu'elles étaient coordonnées avec les plans allemands, sont en même temps mêlées de farce, parce qu'on y voit une prodigieuse mégalomanie et nulle grandeur. Nous croyons avoir assez dit que de la même manière que Catilina est un

César essayé, M. Joseph Caillaux ne pourrait être qu'un Bonaparte dégradé. A Caillaux et à Catilina, il manque la victoire. Mais son aspiration au consulat, fut-ce au consulat de la défaite, est un singulier signe de l'heure. Cette hideuse tentative dans l'ombre contribue à nous prouver que l'heure venue, en pleine lumière, dans un généreux accord les hommes de tous les partis devront entreprendre une grande tâche de régénération.

Nous sommes quasi unanimes pour juger qu'après la guerre la disposition générale qu'il y a aujourd'hui dans les esprits et dans les cœurs, et qui les subordonne à la Défense nationale, devra être maintenue et exprimée dans de nouvelles institutions républicaines, mieux calculées pour assurer la paix intérieure et extérieure, la stabilité, le bien-être et la force. L'âme nationale existe très vigoureuse dans ce Parlement dont je viens de dire les graves défauts. On la voit, on l'entend, chaque fois qu'il s'agit du salut public, mais à l'ordinaire elle est déchirée, irritée, morcelée entre les partis, et ces mêmes hommes qui aimeraient tant être des frères, qui le furent dans plusieurs journées, se regardent comme des Caïns.

Ce malaise, si fort que nous le voyons parfois s'échauffer en fièvre haineuse, provient essentiellement d'une double cause.

Les partis politiques qui se disputent le pouvoir, pour attirer à eux le nombre (et c'est fatal, puisque nous vivons sous le régime du nombre), ont attisé les passions mauvaises, exploité les tendances égoïstes et sacrifié systématiquement les intérêts généraux du pays aux intérêts immédiats et particuliers de leurs électeurs.

Le parti radical-socialiste vivait de la politique anticléricale et de la distribution des places ; il tendait en outre, par nécessité de fortune électorale et

sous la poussée de la concurrence socialiste, à verser vers le pacifisme.

Le parti socialiste, adoptant avec une ferveur et une sorte de foi mystiques les articles du dogme socialiste allemand, strictement réservés à l'exportation, vivait de l'exploitation du rêve pacifiste, de l'internationale ouvrière et de la lutte des classes.

Il faut donc, pour assainir la situation politique en France, s'attaquer aux causes du mal.

Serait-il impossible de déterminer le parti radical-socialiste à abandonner la politique anticléricale? Cette politique est stérile, génératrice de la forme la plus pernicieuse de guerre civile : la guerre religieuse ; elle est de nature à dissocier décidément à la longue l'unité nationale. Elle ne vit que de légendes surannées et de la crainte de dangers chimériques. Ne pourrait-on amener certains chefs du parti radical-socialiste, capables de penser librement et fervents patriotes, à accepter, dans un sincère esprit, l'application loyale de la loi sur la Séparation des Églises et de l'État, à se concerter avec le Saint-Siège et l'Épiscopat français pour appeler le clergé catholique à collaborer, avec les autres cultes et les instituteurs, à l'éducation morale des enfants, tout en veillant strictement à ce que, dans cette œuvre d'assainissement moral, tous s'abstiennent également d'intrusion dans le domaine politique?

Serait-il impossible que dans le parti socialiste des hommes clairvoyants que nous y connaissons, dont nous voyons depuis trois ans l'activité patriotique, et qui savent ce qu'est le monstrueux rêve du pangermanisme, s'employassent à définir les véritables intérêts des masses ouvrières? Qu'ils multiplient leur propagande et qu'à la faveur des enseignements de la guerre ils démontrent au peuple que le pacifisme, l'internationale ouvrière, la lutte des classes ne sont

qu'articles de camelote d'exportation boche, destinés à semer la guerre civile, sous la forme sociale, révolutionnaire, anarchiste, chez les peuples qui sont les concurrents économiques de l'Allemagne. Il n'y a plus de classes en France ; tous les citoyens y sont égaux ; leur véritable intérêt leur commande, non de considérer le patron comme un ennemi, mais de s'associer à lui pour participer à sa prospérité et à l'essor économique de la France.

Il semble possible de dire aux Français : ne soyez plus antiradical, ne soyez plus antisocialiste, ne soyez plus anticlérical ; soyez antiboche, soyez Français et vous ferez la France grande, puissante et prospère, au profit commun. Les heures sublimes que la France a vécues au lendemain de la déclaration de guerre, les terribles années passées par les soldats en face de l'envahisseur, appellent tous les partis et les sous-partis à faire trêve aux luttes politiques passées, à s'accorder dans un effort commun et à substituer à l'action politicienne un mouvement d'action économique et de régénération sociale.

Le Parlement devrait s'orienter dans cette voie, vers cet azur. Par ses perpétuels orages, il met au contraire un obstacle à l'apaisement et à la réconciliation que le pays appelle afin de ne pas mourir. Son président, ses présidents de groupes et le gouvernement ne croient-ils pas qu'ils pourraient quelque chose contre ce déchaînement des pires passions d'avant-guerre et pour calmer des fièvres et des défiances qui ne sont tout de même pas incurables ? Ne voudront-ils rien tenter ? Ils trouveraient sur tous les bancs, dans tous les milieux, des éléments de cohésion et de coordination stable. Leur immobilité fait peser sur eux une réelle responsabilité.

XXXVI

CE QUE PEUVENT ET DOIVENT FAIRE
LES FEMMES

Imposons-nous des restrictions volontaires.

23 Janvier 1918.

Je m'adresse à vous, madame, à vous, lectrice inconnue, qui voulez bien, ce matin, me lire, et je vous prie que vous me laissiez vous transmettre l'appel de notre ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement.

M. Boret a besoin de votre collaboration. Il me l'a dit ; il désire que vous vous employiez à créer des habitudes nouvelles de simplicité et de frugalité. Il vous demande de réduire avec méthode toutes vos consommations et celles de votre famille, et de faire par votre exemple et votre propagande que ce soit élégant et louable, cette année, de tout simplifier. Bref, on compte sur vous, mesdames, pour mettre à la mode le rationnement volontaire.

Le gouvernement a publié les décrets et les conseils. Ses décrets, c'est bien, la force publique les appuie. Mais ses conseils, comment leur communiquer de la vie ? Comment de froids papiers administratifs deviendront-ils des pensées qui se mettent en marche et qui vont troubler la quiétude des égoïstes, obliger les endormis et les sourds ? Les simples conseils de l'autorité, en France, fussent-ils excellents, c'est faiblard ; mais ce qu'une femme en vue décrète est bien fort. On

vous demandé, madame, que vous renonciez à ces « cinq à sept » où l'on mange et qui vous conviennent si peu ; que vous vous contentiez de deux repas solides, constitués d'éléments sains et simples, sans aucun superflu. Il n'est point question de se condamner à la famine ou au jeûne. Supprimez le plat supplémentaire, que d'ailleurs vous toucheriez à peine ; ne mettez pas au rancart ce vêtement qui est encore décent ; réduisez vos achats de chapeaux et de bottines. Cela se verra, cela se saura ; vous aurez des imitateurs, et votre geste, sans grande efficacité s'il reste isolé, prendra une importance énorme en se reproduisant des centaines et des milliers de fois. Il complétera par une multitude de mesures spontanées les règlements gouvernementaux.

Cette invitation au rationnement volontaire s'adresse à toutes les classes de la société ; toutes elles doivent apporter leur part d'abnégation, mais c'est d'en haut que l'exemple viendra le plus utilement. Il faut qu'une émulation se crée parmi les favorisés de la fortune pour diminuer leur train de vie. Ceux pour qui la question de prix est secondaire et qui ont les moyens d'acheter ce qui leur plaît doivent être les premiers à s'imposer des règles de simplicité, de frugalité et d'économie.

Ainsi le demande le gouvernement. Et pourquoi donc ? Parce que les bateaux sont en nombre limité et que, tandis qu'ils nous apportent des marchandises que vous consommez, ils ne nous apportent pas de soldats.

Les États-Unis nous rendent des services considérables dans le domaine économique : les Alliés ont reçu d'eux des centaines de millions de vivres ; on ne peut exagérer l'importance de cet appui, mais, au point de vue des effectifs et des navires de commerce, la situation apparaît moins brillante. L'Amérique a des

hommes. Peut-elle les transporter? Le ministre de la Guerre américain nous parle d'un million et demi de soldats que les États-Unis à cette heure ont levés. Pour le transport en France et le ravitaillement des belles armées qu'on pourrait puiser là-dedans, jugez ce qu'il faudrait de tonnage.

Chaque fois que nous nous abstenons de consommer, c'est-à-dire de détruire un morceau de pain, un quartier de viande, du lait, du sucre, une bande de cuir, une pièce de drap, nous diminuons d'autant la quantité des matières qu'il faut importer pour répondre à nos besoins. Les soldats français veulent avoir des frères d'armes américains de plus en plus nombreux sur la ligne de feu. Pour que ce vœu de victoire et de paix soit réalisé, réduisez votre consommation personnelle et tâchez d'obtenir qu'autour de vous chacun réduise la sienne.

Je vous parle cuisine, lingerie, vestiaire, madame, et je prends le point de vue de l'utilité matérielle, mais vous savez aussi que c'est une question de cœur. Je pense bien que vous n'êtes pas dupe quand plusieurs de ces soldats généreux veulent bien vous dire qu'ils aiment qu'à l'arrière la vie continue aisée, large, heureuse. N'abusez pas de cette magnanimité. Ayons toujours sous les yeux leurs souffrances, leurs sacrifices et leur supériorité morale. Je viens de recevoir un admirable livre que je feuillette tout en écrivant cet article. Une de ses pages éclaire ma pensée. Le huitième régiment d'infanterie après avoir arrêté les 27 et 28 février 1916 le flot german à l'ouest de Douaumont, après avoir terriblement souffert, est relévé ; le voilà dans des wagons à bestiaux, le train roule et les soldats assis aux portières regardent. « Nous allons traverser un village. Qu'est-ce donc? Les enfants, les femmes se mettent sur le pas des portes, accourent vers nous. Les mouchoirs flottent ; les voix crient :

« Bravo ! bravo ! » Ces braves gens avaient reconnu en nous des défenseurs de Verdun, et de tout leur cœur ils nous manifestaient leur reconnaissance et leur admiration. Ce premier salut de la France fit jaillir les larmes de mes yeux. Nous étions si peu préparés à cette manifestation de sympathie ! Quelques permissionnaires, en effet, racontaient à leur retour, en une sombre litanie, qu'à l'arrière on se moquait pas mal de nous, que le pays avait assez à s'occuper de ses plaisirs. Nous nous étions habitués à vivre repliés sur nous-mêmes, à faire notre devoir, le cœur navré, pour des gens qui n'en étaient pas tous dignes, et voici que tout à coup nos préjugés, comme un voile, tombaient. Nous avions en cet instant la sensation très vive de la France entière tournée amoureuxment vers nous et suivant d'un regard attendri nos souffrances et nos misères. Nous étions confondus et ravis. » (*Mon régiment, journal de Paul Dubrulle, mort au champ d'honneur, chez Plon, avec une biographie par Henry Bordeaux*).

Nous ne modifierons pas les dures inégalités de la guerre ; une partie de la population est en dehors de la bataille, quelques-uns n'y sont ni de leur personne, ni par des êtres chers, ni par leurs intérêts, mais ils seront jugés d'après les sentiments qu'ils éprouvent devant cette tragédie de la patrie et qui les y associent.

Ils seront jugés par les soldats et par les étrangers. N'oublions pas que la nation américaine elle-même est obligée de comprimer sa propre consommation pour pouvoir satisfaire nos demandes. Elle se soumet à des privations pour favoriser notre ravitaillement. Il est important, par dignité et par habileté, de donner à ceux de ses membres qui vivent chez nous le spectacle d'un peuple qui n'a pas que des qualités militaires et qui sait à l'arrière s'imposer tous les sacrifices nécessaires pour ne demander à ses amis que l'aide indispen-

sable. Ce ne serait pas une bonne chose que les Américains pussent dire : « On ne se prive de rien à Paris. »

La grande offensive allemande va peut-être commencer. Je suis sûr qu'il n'y a pas une digne Française qui ne se dise : « Que pourrais-je faire pour ces braves qui me protègent de leur poitrine ! » Une chose précise, entre autres, madame : accueillez le conseil de rationnement volontaire que vous adresse le gouvernement et acceptez d'avance, appelez avec joie les privations et les désagréments qui vous associent légèrement à l'effort effroyable poursuivi durant quatre années par vos fils, vos maris, et vos sauveurs inconnus. Il ne vous est pas permis de servir la France par de grandes actions ; du moins n'étouffez pas votre âme.

P.-S. — « Vous avez raison, m'écrit un personnage fort autorisé, qui désire que je ne le nomme pas ; les violences du Parlement nuisent à la réconciliation française, mais, dans l'état des choses, comment pourrions-nous les supprimer ou les atténuer ? »

C'est bien simple. Pour commencer, décidons que les interruptions ne figureront plus à l'*Officiel*. Petit moyen, sans inconvénients réels et d'immense avantage immédiat.



TABLE DES MATIÈRES

DIX-SEPTIÈME PHASE

DIFFICULTÉS INTÉRIEURES. — LES REVERS DE L'ITALIE. — LE TRIOMPHE DES MAXIMALISTES. — L'ARMISTICE DE BREST-LITOWSK. — PRISE DE JÉRUSALEM.

(Du 1^{er} octobre 1917 au 25 janvier 1918)

Chapitres.	Pages.
I Un grand document lorrain, qui biffe le mot de " désannexion ". — <i>La rive gauche du Rhin</i> (1 ^{er} octobre 1917)	1
II L'arme économique (3 octobre 1917) . . .	6
III La séance du 4 octobre. — <i>La Canaille du Bonnet Rouge</i> (6 octobre 1917)	10
IV A bas le silence et les ténèbres. — <i>La Canaille du Bonnet Rouge</i> (8 oct. 1917)	15
V Ce qu'on voit de clair. — <i>La Canaille du Bonnet Rouge</i> (10 octobre 1917)	19
VI L'Alsace réclame sa délivrance. — <i>La rive gauche du Rhin</i> (12 octobre 1917)	24
VII L'atmosphère devient plus respirable. — <i>Le Parlement</i> (15 octobre 1917)	30

Chapitres.	Pages.
VIII M. Malvy a-t-il fait son devoir ? — <i>La Canaille du Bonnet Rouge</i> (17 octobre 1917)	36
IX Pourquoi le Ministère chancelle. — <i>La Canaille du Bonnet Rouge</i> (19 octobre 1917)	42
X Faisons justice sans nous désunir (22 octobre 1917)	47
XI L'élan superbe de notre armée (24 octobre 1917)	51
XII Nous sommes d'accord ! — <i>La rive gauche du Rhin</i> (29 octobre 1917)	55
XIII Pas d'escamotage. — <i>La Canaille du Bonnet Rouge</i> (31 octobre 1917).....	61
XIV L'hommage aux morts et à leurs familles. — <i>In Memoriam</i> (2 novembre 1917)	66
XV Pour les prisonniers	72
XVI Pour nos mutilés (4 novembre 1917).....	73
XVII En regardant au fond des crevasses.	
I. <i>La Canaille du Bonnet Rouge</i> (7 novembre 1917)	80
II. Joseph Caillaux, le maître du bal (9 novembre 1917).....	85
III. La politique de guerre de M. Malvy (11 novembre 1917).....	91
IV. La police sous M. Malvy (13 nov. 1917).....	97

Chapitres.	Pages.
V. La lettre de M. Caillaux (14 nov. 1917).....	103
VI. M. Malvy et les Boches de Paris (16 novembre 1917).....	106
VII. La suite des pensées de M. Malvy (18 novembre 1917).....	114
VIII. La morale de la grande séance — <i>Le Parlement</i> (22 nov. 1917).	120
IX. M. Malvy relève du Conseil de guerre (28 novembre 1917).....	124
X. L'accusation devant la Chambre (29 novembre 1917)	133
XI. La Chambre a levé l'immunité parlementaire de M. Malvy. — Merci, Sembat (1 ^{er} déc. 1917)..	147
XVIII En revenant de Champigny. — <i>La Ligue des Patriotes</i> (3 décembre 1917) .	154
XIX L'avouement criminel. — M ^{lle} Hélène Brion (5 décembre 1917)	158
XX Une nouvelle étape de M. Wilson. — <i>L'aide américaine</i> (7 décembre 1917)...	164
XXI La Société des nations contre l'Allemagne. — <i>L'aide américaine</i> (10 décembre 1917).....	169
XXII M. Joseph Caillaux devant le juge militaire (12 décembre 1917).....	175
XXIII Le mot d'ordre français. — <i>Le procès de M. Caillaux</i> (14 décembre 1917)	182
XXIV Où s'arrêtent les droits de la Chambre. — <i>Le procès de M. Caillaux</i> (17 décembre 1917).....	185

Chapitres.	Pages.
XXV M. Caillaux et la thèse de la « Gazette de Francfort ». — <i>Le Procès de M. Caillaux</i> (19 décembre 1917)	190
XXVI La France veut-elle faire à ses défenseurs un cadeau ? — La prime du combattant (21 décembre 1917)	195
XXVII La manifestation des Alsaciens-Lorrains d'Afrique à la statue de Strasbourg (21 décembre 1917)	199
XXVIII En sortant de la séance. — <i>La Ligue des Patriotes</i> (4 décembre 1917)	201
XXIX Pourquoi cette comédie ? — <i>Les manœuvres occultes de l'Allemagne</i> (29 décembre 1917)	205
XXX Pour 1918 (31 décembre 1917)	211
XXXI Au soldat de 1918 (2 janvier 1918)	214
XXXII L'Armée souterraine allemande.	
I. (4 janvier 1918)	220
II. Le champ libre (7 janvier 1918)	226
III. L'Allemagne exporte les doctrines révolutionnaires et ne les pratique pas (9 janvier 1918)	232
IV. Comment ils se camouflent légalement (11 janvier 1918)	237
XXXIII L'anarchie russe à Paris.	
I. Trotsky et le « Nache Slowo » (14 janvier 1918)	244
II. M. Malvy et Sébastien Faure (16 janvier 1918)	252

LES TENTACULES DE LA PIEUVRE

277

Chapitres.	Pages.
XXXIV	Le consulat de la défaite. — <i>Le procès de M. Caillaux</i> (18 janvier 1918) 257
XXXV	Appel aux Présidents des groupes. — <i>Le Parlement</i> (21 janvier 1918) 262
XXXVI	Ce que peuvent et doivent faire les femmes. — <i>Imposons-nous des restrictions volontaires</i> (23 janvier 1918) 267

